ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

Du 2 avril au 31 décembre 1986

8e LÉGISLATURE

Seconde session ordinaire de 1985-1986.....	Du 2 avril au 30 juin 1986
Troisième session extraordinaire de 1985-1986 ...	Du 1er juillet au 12 août 1986
Première session ordinaire de 1986-1987.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1986

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.P. ..... Afrique, Caraïbes, Pacifique.
A.C.P. ..... Agence centrale de presse.
A.D.A.S.E.A. ..... Association départementale d'aménagement des structures des exploitations agricoles.
A.F.M.E. ..... Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
A.F.P. ..... Agence France-presse.
A.F.P.A. ..... Association pour la formation professionnelle des adultes.
A.I.T.V. ..... Agence internationale francophone d'images de télévision.
A.J.E. ..... Allocation au jeune enfant.
A.N.A.H. ..... Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A.N.P.E. ..... Agence nationale pour l'emploi.
A.N.T. ..... Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
A.N.V.A.R. ..... Agence nationale pour la valorisation de la recherche.
A.P.E. ..... Allocation parentale d'éducation.
A.S.S.E.D.I.C. ..... Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
A.T.O.S. ..... Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires.
B.A.P.S.A. ..... Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.I.C. ..... Bénéfices industriels et commerciaux.
B.R.G.M. ..... Bureau de recherches géologiques et minières.
B.T.P. ..... Bâtiments et travaux publics.
B.U.M.I.D.O.M. ... Bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M.
C.A.E.C.L. ..... Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
C.D.J.A. ..... Centre départemental des jeunes agriculteurs.
C.D.S. ..... Centre des démocrates sociaux.
C.E.A. ..... Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.C.A. ..... Communauté européenne du charbon et de l'acier .....
C.E.E. ..... Communauté économique européenne.
C.G.C. ..... Confédération générale des cadres.
C.G.I. ..... Code général des impôts.
C.G.T. ..... Confédération générale du travail.
C.H.R. ..... Centre hospitalier régional.
C.H.U. ..... Centre hospitalo-universitaire.
C.J.C.E. ..... Cour de justice des communautés européennes.
C.M.P. ..... Commission mixte paritaire.
C.N.A.F. ..... Caisse nationale d'allocations familiales.
C.N.A.M. ..... Caisse nationale d'assurance maladie.
C.N.A.V. ..... Caisse nationale d'assurance vieillesse.
C.N.C.A. ..... Centre national de la communication audiovisuelle.
C.N.C.A. ..... Caisse nationale du crédit agricole.
C.N.C.L. ..... Commission nationale de la communication et des libertés.
C.N.E.S. ..... Centre national d'études spatiales.
C.N.I.L. ..... Commission nationale de l'informatique et des libertés.
C.N.J.A. ..... Centre national des jeunes agriculteurs.
C.N.P.F. ..... Conseil national du patronat français.
C.N.R.A.C.L. ..... Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.
C.N.R.S. ..... Centre national de la recherche scientifique.
C.N.U.C.E.D. ..... Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
C.O.B. ..... Commission des opérations de bourse.
C.O.D.E.R. ..... Commission de développement économique régional.
C.O.T.O.R.E.P. ... Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
C.P. ..... Code pénal.
C.R.T. ..... Conseils régionaux du tourisme.
C.S.C.O. ..... Conseil supérieur de coordination et d'orientation de l'économie agricole.
C.S.F.E. ..... Conseil supérieur des Français de l'étranger.
C.U.M.A. ..... Coopérative d'utilisation de matériels agricoles.
D.A.T.A.R. ..... Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D.D.A.S.S. ..... Direction départementale d'action sanitaire et sociale.
D.F.C.I. ..... Défense forestière contre les incendies.
D.G.E. ..... Dotation globale d'équipement.
D.G.F. ..... Dotation globale de fonctionnement.
D.G.T. ..... Direction générale des télécommunications.
D.M.O.S. ..... Diverses mesures d'ordre social.
D.O.M. ..... Département d'outre-mer.
E.D.F. ..... Electricité de France.
E.M.C. ..... Entreprise minière et chimique.
E.N.A. ..... Ecole nationale d'administration.
E.N.I.M. ..... Etablissement national des invalides de la marine.
F.A.C. ..... Fonds d'action culturel.
F.A.C. ..... Fonds d'aide et de coopération.
F.A.R. ..... Force d'action rapide.
F.C.P. ..... Fonds commun de placement.
F.C.T.V.A. ..... Fonds de compensation de la T.V.A.
F.E.N. ..... Fédération de l'éducation nationale.
F.E.O.G.A. ..... Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
F.I.A.M. ..... Fonds interactivité d'aménagement de la montagne.
F.I.D.I.P.R.A. ..... Fédération interdépartementale de défense des intérêts des préretraités et retraités assimilés.
F.I.N.U.L. ..... Force d'interposition des Nations-Unies au Liban.
F.L.N.C. ..... Front de libération nationale corse.
F.L.N.K.S. ..... Front de libération nationale kanak socialiste.
F.M.V.J. ..... Fédération mondiale des villes jumelées.
F.N.D.S. ..... Fonds national pour le développement du sport.
F.N.E. ..... Fonds national pour l'emploi.
F.N./R.N. ..... Front national/Rassemblement national.
F.N.S. ..... Force nucléaire stratégique.

F.O.R.M.A. ..... Fonds d'orientation des marchés agricoles.
F.O.S.T. ..... Force océanique stratégique.
F.S.G.T. ..... Fonds spécial de grands travaux.
G.A.E.C. ..... Groupement agricole d'exploitation en commun.
G.A.T.T. ..... General agreement on tarifs and trade.
G.F.A. ..... Groupement foncier agricole.
G.I.A.T. ..... Groupement des industries d'armement terrestre.
G.V.T. ..... Glissement, vieillesse, technicité.
H.L.M. ..... Habitation à loyer modéré.
I.D.S. ..... Initiative de défense stratégique.
I.F.R.E.M.E.R. .... Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer.
I.G.A. ..... Inspection générale de l'administration.
I.G.A.S. ..... Inspection générale des affaires sociales.
I.G.F. ..... Impôt sur les grandes fortunes.
I.G.P.N. ..... Inspection générale de la police nationale.
I.G.S. ..... Inspection générale des services.
I.N.A. ..... Institut national de l'audiovisuel.
I.N.A.O. ..... Institut national des appellations d'origine.
I.N.R.A. ..... Institut national de recherches agronomiques.
I.N.S.E.E. ..... Institut national de la statistique et des études économiques.
I.N.S.E.R.M. ..... Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I.U.T. ..... Institut universitaire de technologie.
I.V.G. ..... Interruption volontaire de grossesse.
J.O.C. ..... Jeunesse ouvrière chrétienne.
L.I.C.R.A. ..... Ligue contre le racisme et l'antisémitisme.
M.C.M. ..... Montants compensatoires monétaires.
M.D.P.A. ..... Mines de potasse d'Alsace.
M.R.A.P. ..... Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples.
M.R.G. ..... Mouvement des radicaux de gauche.
O.I.D. ..... Opérations intégrées de développement.
O.L.P. ..... Organisation de libération de la Palestine.
O.N.A.C. ..... Office national des anciens combattants.
O.N.A.S.E.C. ..... Office national à l'action sociale éducative et culturelle.
O.N.F. ..... Office national des forêts.
O.N.I. ..... Office national d'immigration.
O.P.A.C. ..... Office public d'aménagement et de construction.
O.P.A.H. ..... Opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
O.P.H.L.M. ..... Office public d'habitations à loyer modéré.
O.R.S.T.O.M. ..... Institut français de recherche pour le développement en coopération.
O.T.A.N. ..... Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
P.A.C. ..... Politique agricole commune.
P.A.F. ..... Plan d'action foncière.
P.A.H. ..... Prime à l'amélioration de l'habitat.
P.A.L.U.L.O.S. .... Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
P.A.P. ..... Prêt d'accession à la propriété.
P.A.Z. ..... Plan d'action de zone.
P.C. ..... Prêts conventionnés.
P.C.F. ..... Parti communiste français.
P.E.J. ..... Plan d'emploi des jeunes.
P.E.L. ..... Prêt d'épargne logement.
P.E.R. ..... Plan d'épargne retraite.
P.I.A.O. ..... Permanence d'information, d'accueil et d'orientation.
P.I.B. ..... Produit intérieur brut.
P.I.L. ..... Programme d'insertion locale.
P.I.M. ..... Programme intégré méditerranéen.
P.L.A. ..... Prêt locatif aidé.
Plan E.M.E.P. ..... Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.
P.L.D. ..... Plafond légal de densité.
P.M.E. ..... Petites et moyennes entreprises.
P.M.I. ..... Protection maternelle et infantile.
P.M.U. ..... Pari mutuel urbain.
P.O.S. ..... Plan d'occupation des sols.
P.R. ..... Parti républicain.
P.S. ..... Parti socialiste.
P.T.T. ..... Postes, téléphone et télécommunications.
P.V.D. ..... Pays en voie de développement.
R.F.A. ..... République fédérale d'Allemagne.
R.F.I. ..... Radio-France-International.
R.F.O. ..... Radio-France-outre-mer.
R.F.P. ..... Régie française de publicité.
R.P.C.R. ..... Rassemblement pour la Calédonie dans la République.
R.P.R. ..... Rassemblement pour la République.
S.A.C.E.M. ..... Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
S.A.F.E.R. ..... Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.C.P.R.I. ..... Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
S.D.A.M.U. ..... Service départemental d'aide médicale d'urgence.
S.E.I.T.A. ..... Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S.F.P. ..... Société française de production.
S.G.D.N. ..... Secrétariat général de la défense nationale.
S.I.C.A.V. ..... Société d'investissement à capital variable.
S.I.D.A. ..... Syndrome immuno-déficitaire acquis.
S.J.T.I. ..... Service juridique et technique d'information.
S.L.E.C. ..... Société locale d'équipement du câble.
S.M.E. ..... Système monétaire européen.
S.M.I.C. ..... Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S.N.E. ..... Syndicat national de l'édition.
S.N.E.P. ..... Société nationale des entreprises de presse.
S.N.L.E. ..... Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.
T.D.F. ..... Télédiffusion de France.
T.G.V. ..... Train à grande vitesse.
T.O.M. ..... Territoires d'outre-mer.
T.U.C. ..... Travaux d'utilité collective.
T.V.A. ..... Taxe sur la valeur ajoutée.
U.D.F. ..... Union pour la démocratie française.
U.E.O. ..... Union de l'Europe occidentale.
U.E.R. ..... Unité d'enseignement et de recherche.
U.G.B. ..... Unité de gros bétail.
U.N.A.P.A. ..... Union nationale des associations de défense des préretraités et retraités asimilés.
U.N.E.D.I.C. ..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U.N.I.L. ..... Union nationale interprofessionnelle du logement.
Z.A.C. ..... Zone d'aménagement concerté.
Z.I.F. ..... Zone d'intervention foncière.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication,
la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1986

(8e législature)

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS		NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS		NUMÉROS des microfiches.
* 9 janvier ..	10 janvier	1 à 10	1	001	2 juin	3 juin	1539 à 1594	34	035
* 12 février...	13 février.....	11 à 20	2	002	3 juin	4 juin	1595 à 1672	35	036
* 13 février...	14 février.....	21 à 24	3	003	4 juin	5 juin	1673 à 1734	36	037
* 27 février...	28 février.....	25 à 34	4	004	5 juin	6 juin	1735 à 1824	37	038
* 28 février...	1er mars	35 à 40	5	005	6 juin	7 juin	1825 à 1928	38	039-040
2 avril	3 avril	41 à 64	6	006	7 juin	8 juin	1929 à 2016	39	041
4 avril	5 avril	65 à 74	7	007	10 juin	11 juin	2017 à 2070	40	042
8 avril	9 avril	75 à 84	8	008	11 juin	12 juin	2071 à 2128	41	043
9 avril	10 avril	85 à 176	9	009	12 juin	13 juin	2129 à 2178	42	044
16 avril	17 avril	177 à 194	10	010	13 juin	14 juin	2179 à 2194	43	045
22 avril	23 avril	195 à 248	11	011	16 juin	17 juin	2195 à 2248	44	046
23 avril	24 avril	249 à 320	12	012	17 juin	18 juin	2249 à 2304	45	047
24 avril	25 avril	321 à 386	13	013	18 juin	19 juin	2305 à 2372	46	048
25 avril	26 avril	387 à 470	14	014	20 juin	21 juin	2373 à 2394	47	049
28 avril	29 avril	471 à 528	15	015	24 juin	25 juin	2395 à 2440	48	050
29 avril	30 avril	529 à 606	16	016	25 juin	26 juin	2441 à 2498	49	051
30 avril	1er mai	607 à 656	17	017	26 juin	27 juin	2499 à 2570	50	052
5 mai	6 mai	657 à 724	18	018	27 juin	28 juin	2571 à 2648	51	053
6 mai	7 mai	725 à 820	19	019	30 juin	1er juillet	2649 à 2702	52	054
7 mai	8 mai	821 à 852	20	020	1er juillet	2 juillet	2703 à 2756	53	055
13 mai	14 mai	853 à 892	21	021	2 juillet	3 juillet	2757 à 2822	54	056
14 mai	15 mai	893 à 912	22	022	3 juillet	4 juillet	2823 à 2870	55	057
15 mai	16 mai	913 à 954	23	023	7 juillet	8 juillet	2871 à 2926	56	058
16 mai	17 mai	955 à 962	24	024	8 juillet	9 juillet	2927 à 3012	57	059
20 mai	21 mai	963 à 986	25	025	9 juillet	10 juillet	3013 à 3100	58	060
21 mai	22 mai	987 à 1008	26	026	10 juillet	11 juillet	3101 à 3168	59	061
22 mai	23 mai	1009 à 1076	27	027	11 juillet	12 juillet	3169 à 3238	60	062
23 mai	24 mai	1077 à 1160	28	028	15 juillet	16 juillet	3239 à 3306	61	063
26 mai	27 mai	1161 à 1222	29	029	16 juillet	17 juillet	3307 à 3388	62	064
27 mai	28 mai	1223 à 1320	30	030	17 juillet	18 juillet	3389 à 3476	63	065
28 mai	29 mai	1321 à 1442	31	031-032	18 juillet	19 juillet	3477 à 3550	64	066
29 mai	30 mai	1443 à 1498	32	033	21 juillet	22 juillet	3551 à 3608	65	067
30 mai	31 mai	1499 à 1538	33	034	22 juillet	23 juillet	3609 à 3695	66	068

* Ces débats, qui relèvent de la 7e législature et figurent, à ce titre, dans le volume précédent (1985-1986), sont mentionnés pour mémoire.

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
23 juillet.....	24 juillet	3696 à 3806	67	069-070	4 novembre .	5 novembre...	5745 à 5830	99	105
24 juillet.....	25 juillet	3807 à 3862	68	071	5 novembre .	6 novembre...	5831 à 5900	100	106
25 juillet.....	26 juillet	3863 à 3922	69	072	6 novembre .	7 novembre...	5901 à 5976	101	107
28 juillet.....	29 juillet	3923 à 3958	70	073	7 novembre .	8 novembre...	5977 à 6054	102	108
31 juillet.....	1er août	3959 à 3982	71	074	8 novembre .	9 novembre...	6055 à 6116	103	109
4 août.....	5 août	3983 à 4034	72	075	12 novembre .	13 novembre...	6117 à 6202	104	110
5 août.....	6 août	4035 à 4113	73	076	13 novembre .	14 novembre...	6203 à 6310	105	111-112
7 août.....	8 août	4121 à 4144	74	077	14 novembre .	15 novembre...	6311 à 6458	106	113-114
8 août.....	9 août	4145 à 4182	75	078	18 novembre .	19 novembre...	6459 à 6514	107	115
11 août.....	12 août	4183 à 4278	76	079	19 novembre .	20 novembre...	6515 à 6600	108	116
12 août.....	13 août	4279 à 4318	77	080	20 novembre .	21 novembre...	6601 à 6672	109	117
2 octobre ...	3 octobre.....	4319 à 4332	78	081	21 novembre .	22 novembre...	6673 à 6724	110	118
3 octobre ...	4 octobre.....	4333 à 4382	79	082	25 novembre .	26 novembre...	6725 à 6778	111	119
7 octobre ...	8 octobre.....	4383 à 4440	80	083	26 novembre .	27 novembre...	6779 à 6836	112	120
8 octobre ...	9 octobre.....	4441 à 4496	81	084	27 novembre .	28 novembre...	6837 à 6938	113	121-122
9 octobre ...	10 octobre.....	4497 à 4564	82	085	28 novembre .	29 novembre...	6939 à 6996	114	123
10 octobre ...	11 octobre.....	4565 à 4656	83	086	2 décembre..	3 décembre ...	6997 à 7030	115	124
13 octobre ...	14 octobre.....	4657 à 4686	84	087	3 décembre..	4 décembre ...	7031 à 7088	116	125
14 octobre ...	15 octobre.....	4687 à 4730	85	088	4 décembre..	5 décembre ...	7089 à 7124	117	126
15 octobre ...	16 octobre.....	4731 à 4816	86	089	5 décembre..	6 décembre ...	7125 à 7190	118	127
16 octobre ...	17 octobre.....	4817 à 4930	87	090-091	6 décembre..	7 décembre ...	7191 à 7296	119	128-129
17 octobre ...	18 octobre.....	4931 à 5058	88	092-093	8 décembre..	9 décembre ...	7297 à 7356	120	130
21 octobre ...	22 octobre.....	5059 à 5104	89	094	9 décembre..	10 décembre ...	7357 à 7446	121	131
22 octobre ...	23 octobre.....	5105 à 5204	90	095-096	10 décembre..	11 décembre ...	7447 à 7462	122	132
23 octobre ...	24 octobre.....	5205 à 5258	91	097	11 décembre..	12 décembre ...	7463 à 7582	123	133-134
24 octobre ...	25 octobre.....	5273 à 5342	92	098	12 décembre..	13 décembre ...	7583 à 7620	124	135
27 octobre ...	28 octobre.....	5343 à 5380	93	099	16 décembre..	17 décembre ...	7621 à 7700	125	136
28 octobre ...	29 octobre.....	5381 à 5456	94	100	17 décembre..	18 décembre ...	7701 à 7770	126	137
29 octobre ...	30 octobre.....	5457 à 5508	95	101	18 décembre..	19 décembre ...	7771 à 7836	127	138
30 octobre ...	31 octobre.....	5509 à 5602	96	102	19 décembre..	20 décembre	7837 à 7966	128	139-140
31 octobre ...	1er novembre..	5603 à 5672	97	103	20 décembre..	21 décembre ...	7967 à 7990	129	141
3 novembre .	4 novembre...	5673 à 5744	98	104					

INDICATIONS PRELIMINAIRES

	Pages.
I. — **Composition de l'Assemblée nationale :**	
1. Liste par département des députés proclamés élus	IX
2. Liste alphabétique des députés	XIV
II. — **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :**	
A. — Élections :	
1. Contestations d'élections et décisions du Conseil constitutionnel	XIX
2. Annulations d'élections	XIX
3. Elections partielles	XIX
4. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique	XIX
5. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription	XX
B. — Députés décédés	XX
C. — Députés nommés membres du Gouvernement	XX
D. — Démission de députés	XX
III. — **Groupes politiques**	XXI
IV. — **Bureau de l'Assemblée nationale**	XXIV
V. — **Commissions permanentes**	XXV
VI. — **Commissions mixtes paritaires**	XXVIII
VII. — **Commissions « ad hoc »**	XXIX
VIII. — **Commissions d'enquête**	XXX
IX. — **Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe**	XXXI
X. — **Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes**	XXXII
XI. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires**	XXXIII
XII. — **Autres délégations de l'Assemblée nationale**	XXXVII
XIII. — **Haute cour de justice**	XXXVIII
XIV. — **Sessions**	XXXIX
XV. — **Composition du deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac :**	
1. Par ordre alphabétique	XL
2. Par ministère	XL
3. Modifications	XLI

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR DEPARTEMENT DES DEPUTES PROCLAMES ELUS

(Liste communiquée le 27 mars 1986 par M. le ministre de l'Intérieur en application de l'article LO 179 du code électoral) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5142).

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 — Ain

MM. Boyon (Jacques).
Millon (Charles).
Ravassard (Noël).
Saint-Pierre (Dominique).

02 — Aisne

MM. Balligand (Jean-Pierre).
Lamant (Jean-Claude).
Lefranc (Bernard).
Le Meur (Daniel).
Rossi (André).

03 — Allier

MM. Belorgey (Jean-Michel).
Lacarin (Jacques).
Lajoinie (André).
Rolland (Hector).

04 — Alpes-de-Haute-Provence

MM. Bellon (André).
Delmar (Pierre).

05 — Alpes (Hautes-)

MM. Bernard-Reymond (Pierre).
Chevallier (Daniel).

06 — Alpes-Maritimes

MM. Aubert (Emmanuel).
Bachelet (Pierre).
Colonna (Jean-Hugues).
Ehrmann (Charles).
Fiszbin (Henri).
Médecin (Jacques).
Mme Moreau (Louise).
MM. Peyrat (Jacques).
Peyron (Albert).

07 — Ardèche

MM. Chapuis (Robert).
Michel (Jean-François).
Perbet (Régis).

08 — Ardennes

MM. Mas (Roger).
Sourdille (Jacques).
Vuibert (Michel).

09 — Ariège

MM. Bonrepaux (Augustin).
Cuq (Henri).

10 — Aube

MM. Cartelet (Michel).
Galley (Robert).
Micaux (Pierre).

11 — Aude

MM. Barailla (Régis).
Cambolive (Jacques).
Cassabel (Jean-Pierre).

12 — Aveyron

MM. Briane (Jean).
Godfrain (Jacques).
Rigal (Jean).

13 — Bouches-du-Rhône

MM. Arrighi (Pascal).
Blum (Roland).
Defferre (Gaston).
Domenech (Gabriel).
Gaudin (Jean-Claude).
Hermier (Guy).
Perdomo (Ronald).
de Peretti Della Rocca (Jean-Pierre).
Pezet (Michel).
Porelli (Vincent).
Roatta (Jean).
Roussel (Jean).
Sammarco (Philippe).
Siffre (Jacques).
Toga (Maurice).
Vauzelle (Michel).

14 — Calvados

MM. Fanton (André).
Ledran (André).
Mexandeau (Louis).
d'Ornano (Michel).
Mme Roudy (Yvette).
M. Saint-Ellier (Francis).

15 — Cantal

MM. Raynal (Pierre).
Souchon (René).

16 — Charente

MM. Boucheron (Jean-Michel).
Chavanes (Georges) (1).
Hardy (Francis).
Lambert (Jérôme).

(1) Démissionnaire ; remplacé par M. Houssin (Pierre-Rémy) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

17 — Charente-Maritime

MM. Branger (Jean-Guy).
Bussereau (Dominique).
Crépeau (Michel).
de Lipkowski (Jean).
Marchand (Philippe).

18 — Cher

MM. Calmat (Alain).
Deniau (Jean-François).
Rimbault (Jacques).

19 — Corrèze

MM. Cassaing (Jean-Claude).
Charbonnel (Jean).
Chirac (Jacques) (2).

2A — Corse-du-Sud

MM. Alfonsi (Nicolas).
de Rocca Serra (Jean-Paul).

2B — Corse (Haute-)

MM. Pasquini (Pierre).
Zuccarelli (Emile).

21 — Côte-d'Or

MM. Carraz (Roland).
Jacob (Lucien).
Mathieu (Gilbert).
Patriat (François).
Poujade (Robert).

22 — Côtes-du-Nord

MM. Benoit (René).
Chouat (Didier).
Couepel (Sébastien).
Cousin (Bertrand).
Josselin (Charles).

23 — Creuse

MM. Chartron (Jacques).
Lejeune (André).

24 — Dordogne

MM. Bonnet (Alain).
Dumas (Roland).
Guéna (Yves).
Marty (Elie).

(2) Démissionnaire ; remplacé par M. Bechter (Jean-Pierre) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

25 — Doubs

M. Bêche (Guy).
Mme Bouchardeau (Huguette).
MM. Jacquemin (Michel).
Kuster (Gérard).
Vuillaume (Roland).

26 — Drôme

MM. Michel (Henri).
Mouton (Jean).
Parent (Régis).
Pesce (Rodolphe).

27 — Eure

MM. Debré (Jean-Louis).
Deschaux-Beaume (Freddy).
Loncle (François).
Michel (Claude).
Poniatowski (Ladislas).

28 — Eure-et-Loir

M. Dousset (Maurice).
Mlle Gaspard (Françoise).
MM. Lemoine (Georges).
Taugourdeau (Martial).

29 — Finistère

MM. Bécam (Marc).
Cozan (Jean-Yves).
Goasduff (Jean-Louis).
Gourmelon (Joseph).
Mme Jacq (Marie).
MM. Le Pensec (Louis).
Miossec (Charles).
Peuziat (Jean).

30 — Gard

MM. Bousquet (Jean).
de Chambrun (Charles).
Deschamps (Bernard).
Mme Dufoix (Georgina).
M. Journet (Alain).

31 — Garonne (Haute-)

MM. Bapt (Gérard).
Baudis (Dominique) (3).
Diebold (Jean).
Montastruc (Pierre).
Ortet (Pierre).
Raymond (Alex).
Roger-Machart (Jacques).
Séguéla (Jean-Paul).

32 — Gers

MM. Laborde (Jean).
de Montesquiou (Aymeri).

33 — Gironde

MM. Achille-Fould (Aymar).
Cazalet (Robert).
César (Gérard).
Chaban-Delmas (Jacques).
Garmendia (Pierre).
Mme Lalumière (Catherine).
MM. Mitterrand (Gilbert).
Peyret (Michel).
Sainte-Marie (Michel).
Sirgue (Pierre).
Valleix (Jean).

(3) Démissionnaire ; remplacé par M. Baudis (Pierre) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

34 — Hérault

MM. Barrau (Alain).
Diméglio (Willy).
Fontes (Georges) (4).
Frêche (Georges).
Lacombe (Jean).
Martinez (Jean-Claude).
Roux (Jacques).

35 — Ille-et-Vilaine

MM. Boucheron (Jean-Michel).
Cointat (Michel).
Fréville (Yves).
Hervé (Edmond).
Madelin (Alain) (5).
Méhaignerie (Pierre) (6).
Théaudin (Clément).

36 — Indre

MM. Aurillac (Michel) (7).
Bernardet (Daniel).
Laignel (André).

37 — Indre-et-Loire

MM. Debré (Bernard).
Lory (Raymond).
Mme Mora (Christiane).
MM. Proveux (Jean).
Royer (Jean).

38 — Isère

MM. Carignon (Alain) (8).
Colombier (Georges).
Giard (Jean).
Hannoun (Michel).
Mégret (Bruno).
Mermaz (Louis).
Moyne-Bressand (Alain).
Nucci (Christian).
Mme Sicard (Odile)

39 — Jura

M. Barbier (Gilbert).
Brune (Alain).
Charroppin (Jean).

40 — Landes

MM. Emmanuelli (Henri).
Lauga (Louis).
Pénicaut (Jean-Pierre).

41 — Loir-et-Cher

MM. Corrèze (Roger).
Desanlis (Jean).
Lang (Jack).

42 — Loire

MM. Auroux (Jean).
Badet (Jacques).
Bayard (Henri).
Cabal (Christian).
Chomat (Paul).
Clément (Pascal).
Le Jaouen (Guy).

(4) Démissionnaire ; remplacé par M. Couveinhes (René) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(5) Démissionnaire ; remplacé par Mme Boisseau (Marie-Thérèse) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(6) Démissionnaire ; remplacé par M. Couanau (René) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(7) Démissionnaire ; remplacé par M. Louet (Henri) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(8) Démissionnaire ; remplacé par M. Audinot (Gautier) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

43 — Loire (Haute-)

MM. Barrot (Jacques).
Proriol (Jean).

44 — Loire-Atlantique

MM. Ayrault (Jean-Marc).
Chénard (Alain).
Evin (Claude).
Guichard (Olivier).
Mlle Hubert (Elisabeth).
MM. Hunault (Xavier).
Maujouän du Gasset (Joseph-Henri).
Natiez (Jean).
Mme Papon (Monique).
M. Richard (Lucien).

45 — Loiret

MM. Charié (Jean-Paul).
Deniau (Xavier).
Douffiagues (Jacques) (9).
Portheault (Jean-Claude).
Sueur (Jean-Pierre).

46 — Lot

MM. Chastagnol (Alain).
Malvy (Martin).

47 — Lot-et-Garonne

MM. Cholet (Paul).
Gonelle (Michel).
Laurissergues (Christian).

48 — Lozère

MM. Blanc (Jacques).
Durand (Adrien).

49 — Maine-et-Loire

MM. Alphandéry (Edmond).
Bégault (Jean).
Chupin (Jean-Claude).
Foyer (Jean).
Mme Leroux (Ginette).
MM. Ligot (Maurice).
Narquin (Jean).

50 — Manche

MM. André (René).
Daillet (Jean-Marie).
Darinot (Louis).
Godefroy (Pierre).
Stirn (Olivier).

51 — Marne

MM. Bourg-Broc (Bruno).
Colin (Georges).
Falala (Jean).
Reyssier (Jean).
Stasi (Bernard).
Mme Toutain (Ghislaine).

52 — Marne (Haute-)

MM. Chanfrault (Guy).
Fèvre (Charles).

53 — Mayenne

MM. d'Aubert (François).
de Gastines (Henri).
Pinçon (André).

(9) Démissionnaire ; remplacé par M. Carré (Antoine) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

54 — Meurthe-et-Moselle

MM. Bigeard (Marcel).
Durieux (Jean-Paul).
Durupt (Job).
Mme Gœuriot (Colette).
MM. Le Déaut (Jean-Yves).
Léonard (Gérard).
Rossinot (André) (10).

55 — Meuse

MM. Dumont (Jean-Louis).
Longuet (Gérard) (11).

56 — Morbihan

MM. Bouvard (Loïc).
Cavaillé (Jean-Charles).
Giovannelli (Jean).
Kergueris (Aimé).
Le Drian (Jean-Yves).
Marcellin (Raymond).

57 — Moselle

MM. Demange (Jean-Marie).
Drouin (René).
Herlory (Guy).
Jacquat (Denis).
Kiffer (Jean).
Laurain (Jean).
Masson (Jean-Louis).
Messmer (Pierre).
Metzinger (Charles).
Seitlinger (Jean).

58 — Nièvre

MM. Bardin (Bernard).
Bérégovoy (Pierre).
de Charette (Hervé) (12).

59 — Nord

MM. Ansart (Gustave).
Baeckeroot (Christian).
Bocquet (Alain).
Ceyrac (Pierre).
Chalandon (Albin) (13).
Charles (Serge).
Chauvierre (Bruno).
Dehoux (Marcel).
Delebarre (Michel).
Delfosse (Georges).
Derosier (Bernard).
Descamps (Jean-Jacques) (14).
Dhinnin (Claude).
Durieux (Bruno).
Faugaret (Alain).
Hage (Georges).
Jarosz (Jean).
Le Garrec (Jean).
Legendre (Jacques).
Marlière (Olivier).
Mauroy (Pierre).
Notebart (Arthur).
Mme Osselin (Jacqueline).
M. Paccou (Charles).

(10) Démissionnaire ; remplacé par M. Haby (René) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(11) Démissionnaire ; remplacé par M. Lorenzini (Claude) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(12) Démissionnaire ; remplacé par M. Savy (Bernard) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(13) Démissionnaire ; remplacé par M. Ghysel (Michel) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(14) Démissionnaire ; remplacé par M. Dermaux (Stéphane) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

60 — Oise

MM. Anciant (Jean).
Dassault (Marcel).
Descaves (Pierre).
Florian (Roland).
Hersant (Robert).
Mancel (Jean-François).
Vadepied (Guy).

61 — Orne

MM. Geng (Francis).
Goulet (Daniel).
Lambert (Michel).

62 — Pas-de-Calais

MM. Auchedé (Rémy).
Barthe (Jean-Jacques).
Blot (Yvan).
Delehedde (André).
Delevoye (Jean-Paul).
Deprez (Léonce).
Hersant (Jacques).
Huguet (Roland).
Kucheida (Jean-Pierre).
Lengagne (Guy).
Mellick (Jacques).
Porteu de la Morandière (François).
Vasseur (Philippe).
Wacheux (Marcel).

63 — Puy-de-Dôme

MM. Adevah-Pœuf (Maurice).
Chometon (Georges).
Giscard d'Estaing (Valéry).
Lavédrine (Jacques).
Pascallon (Pierre).
Quilliot (Roger).

64 — Pyrénées-Atlantiques

Mme Alliot-Marie (Michèle) (15).
MM. Bayrou (François).
Destrade (Jean-Pierre).
Gougy (Jean).
Labarrère (André).
Prat (Henri).

65 — Pyrénées (Hautes-)

MM. Bleuler (Pierre).
Forgues (Pierre).
Trémège (Gérard).

66 — Pyrénées-Orientales

MM. Barate (Claude).
Farran (Jacques).
Sergent (Pierre).
Mme Soum (Renée).

67 — Rhin (Bas-)

MM. Caro (Jean-Marie).
Durr (André).
Gengenwin (Germain).
Grussenmeyer (François).
Koehl (Emile).
Oehler (Jean).
Spieler (Robert).
Mme Trautmann (Catherine).
M. Zeller (Adrien) (16).

(15) Démissionnaire ; remplacée par M. Lamassoure (Alain) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(16) Démissionnaire ; remplacé par M. Reymann (Marc) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

68 — Rhin (Haut-)

MM. Bockel (Jean-Marie).
Freulet (Gérard).
Fuchs (Jean-Paul).
Grimont (Jean).
Klifa (Joseph).
Ueberschlag (Jean).
Weisenhorn (Pierre).

69 — Rhône

MM. Barre (Raymond).
Besson (Jean).
Collomb (Gérard).
Dubernard (Charles).
Fiterman (Charles).
Gollnisch (Bruno).
Hernu (Charles).
Mayoud (Alain).
Noir (Michel) (17).
Poperen (Jean).
Queyranne (Jean-Jack).
Reveau (Jean-Pierre).
Rigaud (Jean).
Mme Sublet (Marie-Josèphe).

70 — Saône (Haute-)

MM. Bergelin (Christian) (18).
Legras (Philippe).
Michel (Jean-Pierre).

71 — Saône-et-Loire

MM. Beaumont (René).
Billardon (André).
Jarrot (André).
Joxe (Pierre).
Perben (Dominique).
Worms (Jean-Pierre).

72 — Sarthe

MM. Bollengier-Stragier (Georges).
Chasseguet (Gérard).
Chauveau (Guy-Michel).
Douyère (Raymond).
Fillon (François).

73 — Savoie

MM. Barnier (Michel).
Besson (Louis).
Ferrari (Gratien).

74 — Savoie (Haute-)

MM. Borrel (Robert).
Bosson (Bernard) (19).
Brocard (Jean).
Mazeaud (Pierre).
Strauss-Kahn (Dominique).

75 — Paris

Mme Avice (Edwige).
MM. Balladur (Edouard) (20).
de Benouville (Pierre).
Charzat (Michel).
Dominati (Jacques).

(17) Démissionnaire ; remplacé par M. Terrot (Michel) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(18) Démissionnaire ; remplacé par M. Chantelat (Pierre) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(19) Démissionnaire ; remplacé par M. Biraux (Claude) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(20) Démissionnaire ; remplacé par M. Feron (Jacques) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

Frédéric-Dupont (Edouard).
Fuchs (Gérard).
Gantier (Gilbert).
Jospin (Lionel).
Juppé (Alain) (21).
Kaspereit (Gabriel).
Le Pen (Jean-Marie).
Marcus (Claude-Gérard).
Mesmin (Georges).
Moulinet (Louis).
Pons (Bernard) (22).
Quilès (Paul).
Sarre (Georges).
Mlle Stievenard (Gisèle).
MM. Tiberi (Jean).
Toubon (Jacques).

76 — Seine-Maritime

MM. Allard (Jean).
Beaufils (Jean).
Bourguignon (Pierre).
Chaboche (Dominique).
Delatre (Georges).
Dhaille (Paul).
Fabius (Laurent).
Lecanuet (Jean).
Leroy (Roland).
Menga (Joseph).
Revet (Charles).
Rufenacht (Antoine).

77 — Seine-et-Marne

MM. Bordu (Gérard).
Drut (Guy).
Fourré (Jean-Pierre).
Hyest (Jean-Jacques).
Jalkh (Jean-François).
Julia (Didier).
Le Foll (Robert).
Peyrefitte (Alain).
Vivien (Alain).

78 — Yvelines

M. Borotra (Franck).
Mmes Boutin (Christine).
Frachon (Martine).
Hoffmann (Jacqueline).
MM. Malandain (Guy).
Péricard (Michel).
Pinte (Etienne).
Rocard (Michel).
Schreiner (Bernard).
Tenaillon (Paul-Louis).
Wagner (Georges-Paul).
Wagner (Robert).

79 — Sèvres (Deux-)

MM. Brochard (Albert)
Clert (André).
de Gaulle (Jean).
Hervé (Michel).

80 — Somme

MM. Audinot (André).
Dessein (Jean-Claude).
Fleury (Jacques).
Gremetz (Maxime).
Hart (Joël).
de Robien (Gilles).

(21) Démissionnaire ; remplacé par Mme Panafieu (Françoise de) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(22) Démissionnaire ; remplacé par M. Beguet (René) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

81 — Tarn

MM. Bernard (Pierre).
Limouzy (Jacques).
Mamy (Albert).
Pistre (Charles).

82 — Tarn-et-Garonne

MM. Bonhomme (Jean).
Gouze (Hubert).

83 — Var

MM. Arreckx (Maurice).
Couve (Jean-Michel).
Goux (Christian).
Janetti (Maurice).
Léotard (François) (23).
Paecht (Arthur).
Mme Piat (Yannick).

84 — Vaucluse

MM. Bompard (Jacques).
Borel (André).
Charretier (Maurice).
Roux (Jean-Pierre).

85 — Vendée

MM. Ansquer (Vincent).
Mauger (Pierre).
Mestre (Philippe).
Métais (Pierre).
Puaud (Philippe).

86 — Vienne

M. Abelin (Jean-Pierre).
Mme Cresson (Edith).
MM. Lepercq (Arnaud).
Santrot (Jacques).

87 — Vienne (Haute-)

MM. Bernard (Michel).
Bouvet (Henri).
Rigout (Marcel).
Rodet (Alain).

88 — Vosges

MM. Jeandon (Maurice).
Pierret (Christian).
Séguin (Philippe) (24).
Welzer (Gérard).

89 — Yonne

MM. Auberger (Philippe).
Nallet (Henri).
Soisson (Jean-Pierre).

90 — Territoire de Belfort

MM. Bichet (Jacques).
Chevènement (Jean-Pierre).

91 — Essonne

MM. Berson (Michel).
Combrisson (Roger).
Dugoin (Xavier).

(23) Démissionnaire ; remplacé par M. Colin (Daniel) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(24) Démissionnaire ; remplacé par M. Jacquot (Alain) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

Germon (Claude).
Guyard (Jacques).
Pelchat (Michel).
de Préaumont (Jean).
de Rostolan (Michel).
Tavernier (Yves).
Wiltzer (Pierre-André).

92 — Hauts-de-Seine

MM. Bassinet (Philippe).
Baumel (Jacques).
Deprez (Charles).
Devedjian (Patrick).
Ducoloné (Guy).
Gorse (Georges).
Mme d'Harcourt (Florence).
MM. Labbé (Claude).
Le Baill (Georges).
Margnes (Michel).
Sapin (Michel).
Stirbois (Jean-Pierre).
Tranchant (Georges).

93 — Seine-Saint-Denis

MM. Asensi (François).
Bachelot (François).
Bariani (Didier) (25).
Bartolone (Claude).
Bonnemaison (Gilbert).
Gayssot (Jean-Claude).
Holeindre (Roger).
Mme Jacquaint (Muguette).
M. Mahéas (Jacques).
Mme Neiertz (Véronique).
MM. Oudot (Jacques).
Pandraud (Robert) (26).
Raoult (Eric).

94 — Val-de-Marne

MM. Cathala (Laurent).
Franceschi (Joseph).
Griotterey (Alain).
Jegou (Jean-Jacques).
Marchais (Georges).
Mercieca (Paul).
Mme Nevoux (Paulette).
MM. Nungesser (Roland).
d'Ormesson (Olivier) (27).
Mme Papon (Christiane).
MM. Schwartzenberg (Roger-Gérard).
Vivien (Robert-André).

95 — Val-d'Oise

MM. Briant (Yvon).
Coffineau (Michel).
Delalande (Jean-Pierre).
Delattre (Francis).
Lachenaud (Jean-Philippe).
Mmes Lecuir (Marie-France).
Missoffe (Hélène).
MM. Montdargent (Robert).
Richard (Alain).

(25) Démissionnaire ; remplacé par M. Salles (Jean-Jack) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(26) Démissionnaire ; remplacé par M. Demuynck (Christian) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(27) Démissionnaire ; remplacé par M. Schenardi (Jean-Pierre) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe

MM. Beaujean (Henri).
Jalton (Frédéric).
Mme Michaux-Chevry (Lucette) (28).
M. Moutoussamy (Ernest).

(28) Démissionnaire ; remplacée par M. Chammougon (Edouard) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

Guyane

MM. Bruné (Paulin).
Castor (Elie).

Martinique

MM. Césaire (Aimé).
Louis-Joseph-Dogué (Maurice).
Maran (Jean).
Renard (Michel).

Réunion

MM. Debré (Michel).
Hoarau (Elie).
Thien Ah Koon (André).
Vergès (Paul).
Virapoullé (Jean-Paul).

III. — COLLECTIVITES TERRITORIALES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Mayotte

M. Jean-Baptiste (Henry).

Saint-Pierre-et-Miquelon

M. Pen (Albert).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances

MM. Lafleur (Jacques).
Nénou-Pwataho (Maurice).

Polynésie française

MM. Flosse (Gaston) (29).
Léontieff (Alexandre).

(29) Démissionnaire ; remplacé par M. Fritch (Edouard) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

Wallis et Futuna

M. Brial (Benjamin).

2. — LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS

(Liste établie d'après les communications faites par M. le ministre de l'Intérieur les 27 mars et 1er avril 1986, en application des articles LO 179 et LO 176 du code électoral) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5145).

MM.	Jean-Pierre ABELIN	Vienne.
	Aymar ACHILLE-FOULD	Gironde.
	Maurice ADEVAH-PŒUF	Puy-de-Dôme.
	Nicolas ALFONSI	Corse-du-Sud.
	Jean ALLARD	Seine-Maritime.
	Edmond ALPHANDÉRY	Maine-et-Loire.
	Jean ANCIANT	Oise.
	René ANDRÉ	Manche.
	Gustave ANSART	Nord.
	Vincent ANSQUER	Vendée.
	Maurice ARRECKX	Var.
	Pascal ARRIGHI	Bouches-du-Rhône.
	François ASENSI	Seine-Saint-Denis.
	Philippe AUBERGER	Yonne.
	Emmanuel AUBERT	Alpes-Maritimes.
	François d'AUBERT	Mayenne.
	Rémy AUCHEDE	Pas-de-Calais.
	André AUDINOT	Somme.
	Gautier AUDINOT	Isère.
	Jean AUROUX	Loire.
Mme	Edwige AVICE	Paris.
MM.	Jean-Marc AYRAULT	Loire-Atlantique.
	Pierre BACHELET	Alpes-Maritimes.
	François BACHELOT	Seine-Saint-Denis.
	Jacques BADET	Loire.
	Christian BAECKEROOT	Nord.
	Jean-Pierre BALLIGAND	Aisne.
	Gérard BAPT	Haute-Garonne.
	Régis BARAILLA	Aude.
	Claude BARATE	Pyrénées-Orientales.
	Gilbert BARBIER	Jura.
	Bernard BARDIN	Nièvre.
	Michel BARNIER	Savoie.
	Alain BARRAU	Hérault.
	Raymond BARRE	Rhône.
	Jacques BARROT	Haute-Loire.
	Jean-Jacques BARTHE	Pas-de-Calais.
	Claude BARTOLONE	Seine-Saint-Denis.
	Philippe BASSINET	Hauts-de-Seine.
	Pierre BAUDIS	Haute-Garonne.
	Jacques BAUMEL	Hauts-de-Seine.
	Henri BAYARD	Loire.
	François BAYROU	Pyrénées-Atlantiques.
	Jean BEAUFILS	Seine-Maritime.
	Henri BEAUJEAN	Guadeloupe.
	René BEAUMONT	Saône-et-Loire.
	Marc BECAM	Finistère.
	Guy BECHE	Doubs.
	Jean-Pierre BECHTER	Corrèze.
	Jean BEGAULT	Maine-et-Loire.
	René BEGUET	Paris.
	André BELLON	Alpes-de-Haute-Provence.
	Jean-Michel BELORGEY	Allier.
	René BENOIT	Côtes-du-Nord.
	Pierre de BENOUVILLE	Paris.
	Pierre BEREGOVOY	Nièvre.
	Michel BERNARD	Haute-Vienne.
	Pierre BERNARD	Tarn.
	Daniel BERNARDET	Indre.
	Pierre BERNARD-REYMOND	Hautes-Alpes.
	Michel BERSON	Essonne.
	Jean BESSON	Rhône.
	Louis BESSON	Savoie.
	Jacques BICHET	Territoire de Belfort.
	Marcel BIGEARD	Meurthe-et-Moselle.
	André BILLARDON	Saône-et-Loire.
	Claude BIRRAUX	Haute-Savoie.
	Jacques BLANC	Lozère.
	Pierre BLEULER	Hautes-Pyrénées.
	Yvan BLOT	Pas-de-Calais.
	Roland BLUM	Bouches-du-Rhône.
	Jean-Marie BOCKEL	Haut-Rhin.
	Alain BOCQUET	Nord.
Mme	Marie-Thérèse BOISSEAU	Ille-et-Vilaine.
MM.	Georges BOLLENGIER-STRAGIER	Sarthe.
	Jacques BOMPARD	Vaucluse.
	Jean BONHOMME	Tarn-et-Garonne.
	Gilbert BONNEMAISON	Seine-Saint-Denis.
	Alain BONNET	Dordogne.
	Augustin BONREPAUX	Ariège.
	Gérard BORDU	Seine-et-Marne.
	André BOREL	Vaucluse.
	Franck BOROTRA	Yvelines.
	Robert BORREL	Haute-Savoie.
Mme	Huguette BOUCHARDEAU	Doubs.
MM.	Jean-Michel BOUCHERON	Charente.
	Jean-Michel BOUCHERON	Ille-et-Vilaine.
	Bruno BOURG-BROC	Marne.
	Pierre BOURGUIGNON	Seine-Maritime.
	Jean BOUSQUET	Gard.
Mme	Christine BOUTIN	Yvelines.
MM.	Loïc BOUVARD	Morbihan.
	Henri BOUVET	Haute-Vienne.
	Jacques BOYON	Ain.
	Jean-Guy BRANGER	Charente-Maritime.
	Benjamin BRIAL	Wallis-et-Futuna.
	Jean BRIANE	Aveyron.
	Yvon BRIANT	Val-d'Oise.
	Jean BROCARD	Haute-Savoie.
	Albert BROCHARD	Deux-Sèvres.
	Alain BRUNÉ	Jura.
	Paulin BRUNE	Guyane.
	Dominique BUSSEREAU	Charente-Maritime.
	Christian CABAL	Loire.

	Alain CALMAT	Cher.
	Jacques CAMBOLIVE	Aude.
	Jean-Marie CARO	Bas-Rhin.
	Roland CARRAZ	Côte-d'Or.
	Antoine CARRE	Loiret.
	Michel CARTELET	Aube.
	Jean-Pierre CASSABEL	Aude.
	Jean-Claude CASSAING	Corrèze.
	Elie CASTOR	Guyane.
	Laurent CATHALA	Val-de-Marne.
	Jean-Charles CAVAILLÉ	Morbihan.
	Robert CAZALET	Gironde.
	Aimé CÉSAIRE	Martinique.
	Gérard CESAR	Gironde.
	Pierre CEYRAC	Nord.
	Jacques CHABAN-DELMAS	Gironde.
	Dominique CHABOCHE	Seine-Maritime.
	Charles de CHAMBRUN	Gard.
	Edouard CHAMMOUGON	Guadeloupe.
	Guy CHANFRAULT	Haute-Marne.
	Pierre CHANTELAT	Haute-Saône.
	Robert CHAPUIS	Ardèche.
	Jean CHARBONNEL	Corrèze.
	Jean-Paul CHARIÉ	Loiret.
	Serge CHARLES	Nord.
	Maurice CHARRETIER	Vaucluse.
	Jean CHARROPPIN	Jura.
	Jacques CHARTRON	Creuse.
	Michel CHARZAT	Paris.
	Gérard CHASSEGUET	Sarthe.
	Alain CHASTAGNOL	Lot.
	Guy-Michel CHAUVEAU	Sarthe.
	Bruno CHAUVIERRE	Nord.
	Alain CHÉNARD	Loire-Atlantique.
	Daniel CHEVALLIER	Hautes-Alpes.
	Jean-Pierre CHEVÈNEMENT	Territoire de Belfort.
	Paul CHOLLET	Lot-et-Garonne.
	Paul CHOMAT	Loire.
	Georges CHOMETON	Puy-de-Dôme.
	Didier CHOUAT	Côtes-du-Nord.
	Jean-Claude CHUPIN	Maine-et-Loire.
	Pascal CLÉMENT	Loire.
	André CLERT	Deux-Sèvres.
	Michel COFFINEAU	Val-d'Oise.
	Michel COINTAT	Ille-et-Vilaine.
	Daniel COLIN	Var.
	Georges COLIN	Marne.
	Gérard COLLOMB	Rhône.
	Georges COLOMBIER	Isère.
	Jean-Hugues COLONNA	Alpes-Maritimes.
	Roger COMBRISSON	Essonne.
	Roger CORRÈZE	Loir-et-Cher.
	René COUANAU	Ille-et-Vilaine.
	Sébastien COUEPEL	Côtes-du-Nord.
	Bertrand COUSIN	Côtes-du-Nord.
	Jean-Michel COUVE	Var.
	René COUVEINHES	Hérault.
	Jean-Yves COZAN	Finistère.
	Michel CRÉPEAU	Charente-Maritime.
Mme	Edith CRESSON	Vienne.
MM.	Henri CUQ	Ariège.
	Jean-Marie DAILLET	Manche.
	Louis DARINOT	Manche.
	Marcel DASSAULT	Oise.
	Bernard DEBRÉ	Indre-et-Loire.
	Jean-Louis DEBRÉ	Eure.
	Michel DEBRÉ	la Réunion.
	Gaston DEFFERRE	Bouches-du-Rhône.
	Marcel DEHOUX	Nord.
	Jean-Pierre DELALANDE	Val-d'Oise.
	Georges DELATRE	Seine-Maritime.
	Francis DELATTRE	Val-d'Oise.
	Michel DELEBARRE	Nord.
	André DELEHEDDE	Pas-de-Calais.
	Jean-Paul DELEVOYE	Pas-de-Calais.
	Georges DELFOSSE	Nord.
	Pierre DELMAR	Alpes-de-Haute-Provence.
	Jean-Marie DEMANGE	Moselle.
	Christian DEMUYNCK	Seine-Saint-Denis.
	Jean-François DENIAU	Cher.
	Xavier DENIAU	Loiret.
	Charles DEPREZ	Hauts-de-Seine.
	Léonce DEPREZ	Pas-de-Calais.
	Stéphane DERMAUX	Nord.
	Bernard DEROSIER	Nord.
	Jean DESANLIS	Loir-et-Cher.
	Pierre DESCAVES	Oise.
	Bernard DESCHAMPS	Gard.
	Freddy DESCHAUX-BEAUME	Eure.
	Jean-Claude DESSEIN	Somme.
	Jean-Pierre DESTRADE	Pyrénées-Atlantiques.
	Patrick DEVEDJIAN	Hauts-de-Seine.
	Paul DHAILLE	Seine-Maritime.
	Claude DHINNIN	Nord.
	Jean DIEBOLD	Haute-Garonne.
	Willy DIMEGLIO	Hérault.
	Gabriel DOMENECH	Bouches-du-Rhône.
	Jacques DOMINATI	Paris.
	Maurice DOUSSET	Eure-et-Loir.
	Raymond DOUYÈRE	Sarthe.
	René DROUIN	Moselle.
	Guy DRUT	Seine-et-Marne.
	Jean-Michel DUBERNARD	Rhône.
	Guy DUCOLONE	Hauts-de-Seine.
Mme	Georgina DUFOIX	Gard.
MM.	Xavier DUGOIN	Essonne.
	Roland DUMAS	Dordogne.
	Jean-Louis DUMONT	Meuse.
	Adrien DURAND	Lozère.
	Bruno DURIEUX	Nord.
	Jean-Paul DURIEUX	Meurthe-et-Moselle.
	André DURR	Bas-Rhin.
	Job DURUPT	Meurthe-et-Moselle.
	Charles EHRMANN	Alpes-Maritimes.
	Henri EMMANUELLI	Landes.
	Claude EVIN	Loire-Atlantique.
	Laurent FABIUS	Seine-Maritime.
	Jean FALALA	Marne.
	André FANTON	Calvados.
	Jacques FARRAN	Pyrénées-Orientales.
	Alain FAUGARET	Nord.
	Jacques FERON	Paris.
	Gratien FERRARI	Savoie.
	Charles FEVRE	Haute-Marne.
	François FILLON	Sarthe.
	Henri FISZBIN	Alpes-Maritimes.
	Charles FITERMAN	Rhône.
	Jacques FLEURY	Somme.
	Roland FLORIAN	Oise.
	Pierre FORGUES	Hautes-Pyrénées.
	Jean-Pierre FOURRÉ	Seine-et-Marne.
	Jean FOYER	Maine-et-Loire.
Mme	Martine FRACHON	Yvelines.

MM. Joseph FRANCESCHI ..... Val-de-Marne.
Georges FRÊCHE ..... Hérault.
Edouard FRÉDÉRIC-DUPONT Paris.
Gérard FREULET ..... Haut-Rhin.
Yves FRÉVILLE ..... Ille-et-Vilaine.
Edouard FRITCH ..... Polynésie française.
Gérard FUCHS ..... Paris.
Jean-Paul FUCHS ..... Haut-Rhin.
Robert GALLEY ..... Aube.
Gilbert GANTIER ..... Paris.
Pierre GARMENDIA ..... Gironde.
Mlle Françoise GASPARD ..... Eure-et-Loir.
MM. Henri de GASTINES ..... Mayenne.
Jean-Claude GAUDIN ..... Bouches-du-Rhône.
Jean de GAULLE ..... Deux-Sèvres.
Jean-Claude GAYSSOT ..... Seine-Saint-Denis.
Francis GENG ..... Orne.
Germain GENGENWIN ..... Bas-Rhin.
Claude GERMON ..... Essonne.
Michel GHYSEL ..... Nord.
Jean GIARD ..... Isère.
Jean GIOVANNELLI ..... Morbihan.
Valéry GISCARD D'ESTAING Puy-de-Dôme.
Jean-Louis GOASDUFF ..... Finistère.
Pierre GODEFROY ..... Manche.
Jacques GODFRAIN ..... Aveyron.
Mme Colette GOEURIOT ..... Meurthe-et-Moselle.
MM. Bruno GOLLNISCH ..... Rhône.
Michel GONELLE ..... Lot-et-Garonne.
Georges GORSE ..... Hauts-de-Seine.
Jean GOUGY ..... Pyrénées-Atlantiques.
Daniel GOULET ..... Orne.
Joseph GOURMELON ..... Finistère.
Christian GOUX ..... Var.
Hubert GOUZE ..... Tarn-et-Garonne.
Maxime GREMETZ ..... Somme.
Jean GRIMONT ..... Haut-Rhin.
Alain GRIOTTERAY ..... Val-de-Marne.
François GRUSSENMEYER ... Bas-Rhin.
Yves GUÉNA ..... Dordogne.
Olivier GUICHARD ..... Loire-Atlantique.
Jacques GUYARD ..... Essonne.
René HABY ..... Meurthe-et-Moselle.
Georges HAGE ..... Nord.
Michel HANNOUN ..... Isère.
Mme Florence d'HARCOURT ..... Hauts-de-Seine.
MM. Francis HARDY ..... Charente.
Joël HART ..... Somme.
Guy HERLORY ..... Moselle.
Guy HERMIER ..... Bouches-du-Rhône.
Charles HERNU ..... Rhône.
Jacques HERSANT ..... Pas-de-Calais.
Robert HERSANT ..... Oise.
Edmond HERVÉ ..... Ille-et-Vilaine.
Michel HERVÉ ..... Deux-Sèvres.
Elie HOARAU ..... la Réunion.
Mme Jacqueline HOFFMANN ..... Yvelines.
MM. Roger HOLEINDRE ..... Seine-Saint-Denis.
Pierre-Rémy HOUSSIN ..... Charente.
Mlle Elisabeth HUBERT ..... Loire-Atlantique.
MM. Roland HUGUET ..... Pas-de-Calais.
Xavier HUNAULT ..... Loire-Atlantique.
Jean-Jacques HYEST ..... Seine-et-Marne.
Lucien JACOB ..... Côte-d'Or.
Mmes Marie JACQ ..... Finistère.
Muguette JACQUAINT ..... Seine-Saint-Denis.
MM. Denis JACQUAT ..... Moselle.
Michel JACQUEMIN ..... Doubs.
Alain JACQUOT ..... Vosges.
Jean-François JALKH ..... Seine-et-Marne.
Frédéric JALTON ..... Guadeloupe.
Maurice JANETTI ..... Var.
Jean JAROSZ ..... Nord.
André JARROT ..... Saône-et-Loire.
Henri JEAN-BAPTISTE ..... Mayotte.
Maurice JEANDON ..... Vosges.
Jean-Jacques JEGOU ..... Val-de-Marne.
Lionel JOSPIN ..... Paris.
Charles JOSSELIN ..... Côtes-du-Nord.
Alain JOURNET ..... Gard.
Pierre JOXE ..... Saône-et-Loire.
Didier JULIA ..... Seine-et-Marne.
Gabriel KASPEREIT ..... Paris.
Aimé KERGUÉRIS ..... Morbihan.
Jean KIFFER ..... Moselle.
Joseph KLIFA ..... Haut-Rhin.
Emile KOEHL ..... Bas-Rhin.
Jean-Pierre KUCHEIDA ..... Pas-de-Calais.
Gérard KUSTER ..... Doubs.
André LABARRÈRE ..... Pyrénées-Atlantiques.
Claude LABBÉ ..... Hauts-de-Seine.
Jean LABORDE ..... Gers.
Jacques LACARIN ..... Allier.
Jean-Philippe LACHENAUD ... Val d'Oise.
Jean LACOMBE ..... Hérault.
Jacques LAFLEUR ..... Nouvelle-Calédonie.
André LAIGNEL ..... Indre.
André LAJOINIE ..... Allier.
Mme Catherine LALUMIÈRE ..... Gironde.
MM. Jean-Claude LAMANT ..... Aisne.
Alain LAMASSOURE ..... Pyrénées-Atlantiques.
Jérôme LAMBERT ..... Charente.
Michel LAMBERT ..... Orne.
Jack LANG ..... Loir-et-Cher.
Louis LAUGA ..... Landes.
Jean LAURAIN ..... Moselle.
Christian LAURISSERGUES .. Lot-et-Garonne.
Jacques LAVÉDRINE ..... Puy-de-Dôme.
Georges LE BAILL ..... Hauts-de-Seine.
Jean LECANUET ..... Seine-Maritime.
Mme Marie-France LECUIR ..... Val-d'Oise.
MM. Jean-Yves LE DÉAUT ..... Meurthe-et-Moselle.
André LEDRAN ..... Calvados.
Jean-Yves LE DRIAN ..... Morbihan.
Robert LE FOLL ..... Seine-et-Marne.
Bernard LEFRANC ..... Aisne.
Jean LE GARREC ..... Nord.
Jacques LEGENDRE ..... Nord.
Philippe LEGRAS ..... Haute-Saône.
Guy LE JAOUEN ..... Loire.
André LEJEUNE ..... Creuse.
Daniel LE MEUR ..... Aisne.
Georges LEMOINE ..... Eure-et-Loir.
Guy LENGAGNE ..... Pas-de-Calais.
Gérard LÉONARD ..... Meurthe-et-Moselle.
Alexandre LÉONTIEFF ..... Polynésie française.
Jean-Marie LE PEN ..... Paris.
Louis LE PENSEC ..... Finistère.
Arnaud LEPERCQ ..... Vienne.
Mme Ginette LEROUX ..... Maine-et-Loire.
MM. Roland LEROY ..... Seine-Maritime.
Maurice LIGOT ..... Maine-et-Loire.
Jacques LIMOUZY ..... Tarn.
Jean de LIPKOWSKI ..... Charente-Maritime.

François LONCLE ..... Eure.
Claude LORENZINI ..... Meuse.
Raymond LORY ..... Indre-et-Loire.
Henri LOUET ..... Indre.
Maurice LOUIS-JOSEPH-DOGUÉ ..... Martinique.
Jacques MAHÉAS ..... Seine-Saint-Denis.
Guy MALANDAIN ..... Yvelines.
Martin MALVY ..... Lot.
Albert MAMY ..... Tarn.
Jean-François MANCEL ..... Oise.
Jean MARAN ..... Martinique.
Raymond MARCELLIN ..... Morbihan.
Georges MARCHAIS ..... Val-de-Marne.
Philippe MARCHAND ..... Charente-Martime.
Claude-Gérard MARCUS ..... Paris.
Michel MARGNES ..... Hauts-de-Seine.
Olivier MARLIÈRE ..... Nord.
Jean-Claude MARTINEZ ..... Hérault.
Elie MARTY ..... Dordogne.
Roger MAS ..... Ardennes.
Jean-Louis MASSON ..... Moselle.
Gilbert MATHIEU ..... Côte-d'Or.
Pierre MAUGER ..... Vendée.
Joseph-Henri MAUJOÜAN DU GASSET ..... Loire-Atlantique.
Pierre MAUROY ..... Nord.
Alain MAYOUD ..... Rhône.
Pierre MAZEAUD ..... Haute-Savoie.
Jacques MÉDECIN ..... Alpes-Maritimes.
Bruno MÉGRET ..... Isère.
Jacques MELLICK ..... Pas-de-Calais.
Joseph MENGA ..... Seine-Maritime.
Paul MERCIECA ..... Val-de-Marne.
Louis MERMAZ ..... Isère.
Georges MESMIN ..... Paris.
Pierre MESSMER ..... Moselle.
Philippe MESTRE ..... Vendée.
Pierre METAIS ..... Vendée.
Charles METZINGER ..... Moselle.
Louis MEXANDEAU ..... Calvados.
Pierre MICAUX ..... Aube.
Claude MICHEL ..... Eure.
Henri MICHEL ..... Drôme.
Jean-François MICHEL ..... Ardèche.
Jean-Pierre MICHEL ..... Haute-Saône.
Charles MILLON ..... Ain.
Charles MIOSSEC ..... Finistère.
Mme Hélène MISSOFFE ..... Val-d'Oise.
MM. Gilbert MITTERRAND ..... Gironde.
Pierre MONTASTRUC ..... Haute-Garonne.
Robert MONTDARGENT ..... Val-d'Oise.
Aymeri de MONTESQUIOU ..... Gers.
Mmes Christiane MORA ..... Indre-et-Loir.
Louise MOREAU ..... Alpes-Maritimes.
MM. Louis MOULINET ..... Paris.
Jean MOUTON ..... Drôme.
Ernest MOUTOUSSAMY ..... Guadeloupe.
Alain MOYNE-BRESSAND ..... Isère.
Henri NALLET ..... Yonne.
Jean NARQUIN ..... Maine-et-Loire.
Jean NATIEZ ..... Loire-Atlantique.
Mme Véronique NEIERTZ ..... Seine-Saint-Denis.
M. Maurice NENOU-PWATAHO ..... Nouvelle-Calédonie.
Mme Paulette NEVOUX ..... Val-de-Marne.
MM. Arthur NOTEBART ..... Nord.
Christian NUCCI ..... Isère.
Roland NUNGESSER ..... Val-de-Marne.
Jean OEHLER ..... Bas-Rhin.
Michel d'ORNANO ..... Calvados.
Pierre ORTET ..... Haute-Garonne.
Mme Jacqueline OSSELIN ..... Nord.
MM. Jacques OUDOT ..... Seine-Saint-Denis.
Charles PACCOU ..... Nord.
Arthur PAECHT ..... Var.
Mmes Françoise de PANAFIEU ..... Paris.
Christiane PAPON ..... Val-de-Marne.
Monique PAPON ..... Loire-Atlantique.
MM. Régis PARENT ..... Drôme.
Pierre PASCALLON ..... Puy-de-Dôme.
Pierre PASQUINI ..... Haute-Corse.
François PATRIAT ..... Côte-d'Or.
Michel PELCHAT ..... Essonne.
Albert PEN ..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PÉNICAUT ..... Landes.
Dominique PERBEN ..... Saône-et-Loire.
Régis PERBET ..... Ardèche.
Ronald PERDOMO ..... Bouches-du-Rhône.
Jean-Pierre de PERETTI DELLA ROCCA ..... Bouches-du-Rhône.
Michel PÉRICARD ..... Yvelines.
Rodolphe PESCE ..... Drôme.
Jean PEUZIAT ..... Finistère.
Jacques PEYRAT ..... Alpes-Maritimes.
Alain PEYREFITTE ..... Seine-et-Marne.
Michel PEYRET ..... Gironde.
Albert PEYRON ..... Alpes-Maritimes.
Michel PEZET ..... Bouches-du-Rhône.
Mme Yannick PIAT ..... Var.
MM. Christian PIERRET ..... Vosges.
André PINÇON ..... Mayenne.
Etienne PINTE ..... Yvelines.
Charles PISTRE ..... Tarn.
Ladislas PONIATOWSKI ..... Eure.
Jean POPEREN ..... Rhône.
Vincent PORELLI ..... Bouches-du-Rhône.
François PORTEU de la MORANDIÈRE ..... Pas-de-Calais.
Jean-Claude PORTHEAULT ..... Loiret.
Robert POUJADE ..... Côte-d'Or.
Henri PRAT ..... Pyrénées-Atlantiques.
Jean de PRÉAUMONT ..... Essonne.
Jean PRORIOL ..... Haute-Loire.
Jean PROVEUX ..... Indre-et-Loire.
Philippe PUAUD ..... Vendée.
Jean-Jack QUEYRANNE ..... Rhône.
Paul QUILÈS ..... Paris.
Roger QUILLIOT ..... Puy-de-Dôme.
Eric RAOULT ..... Seine-Saint-Denis.
Noël RAVASSART ..... Ain.
Alex RAYMOND ..... Haute-Garonne.
Pierre RAYNAL ..... Cantal.
Michel RENARD ..... Martinique.
Jean-Pierre REVEAU ..... Rhône.
Charles REVET ..... Seine-Maritime.
Marc REYMANN ..... Bas-Rhin.
Jean REYSSIER ..... Marne.
Alain RICHARD ..... Val-d'Oise.
Lucien RICHARD ..... Loire-Atlantique.
Jean RIGAL ..... Aveyron.
Jean RIGAUD ..... Rhône.
Marcel RIGOUT ..... Haute-Vienne.
Jacques RIMBAULT ..... Cher.

	Jean ROATTA	Boûches-du-Rhône.
	Gilles de ROBIEN	Somme.
	Michel ROCARD	Yvelines.
	Jean-Paul de ROCCA-SERRA	Corse-du-Sud.
	Alain RODET	Haute-Vienne.
	Jacques ROGER-MACHART	Haute-Garonne.
	Hector ROLLAND	Allier.
	André ROSSI	Aisne.
	Michel de ROSTOLAN	Essonne.
Mme	Yvette ROUDY	Calvados.
MM.	Jean ROUSSEL	Bouches-du-Rhône.
	Jacques ROUX	Hérault.
	Jean-Pierre ROUX	Vaucluse.
	Jean ROYER	Indre-et-Loire.
	Antoine RUFENACHT	Seine-Maritime.
	Francis SAINT-ELLIER	Calvados.
	Dominique SAINT-PIERRE	Ain.
	Michel SAINTE-MARIE	Gironde.
	Jean-Jack SALLES	Seine-Saint-Denis.
	Philippe SANMARCO	Bouches-du-Rhône.
	Jacques SANTROT	Vienne.
	Michel SAPIN	Hauts-de-Seine.
	Georges SARRE	Paris.
	Bernard SAVY	Nièvre.
	Jean-Pierre SCHENARDI	Val-de-Marne.
	Bernard SCHREINER	Yvelines.
	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG	Val-de-Marne.
	Jean-Paul SÉGUÉLA	Haute-Garonne.
	Jean SEITLINGER	Moselle.
	Pierre SERGENT	Pyrénées-Orientales.
Mme	Odile SICARD	Isère.
MM.	Jacques SIFFRE	Bouches-du-Rhône.
	Pierre SIRGUE	Gironde.
	Jean-Pierre SOISSON	Yonne.
	René SOUCHON	Cantal.
Mme	Renée SOUM	Pyrénées-Orientales.
MM.	Jacques SOURDILLE	Ardennes.
	Robert SPIELER	Bas-Rhin.
	Bernard STASI	Marne.
Mlle	Gisèle STIEVENARD	Paris.
MM.	Jean-Pierre STIRBOIS	Hauts-de-Seine.
	Olivier STIRN	Manche.
	Dominique STRAUSS-KAHN	Haute-Savoie.
Mme	Marie-Josephe SUBLET	Rhône.
MM.	Jean-Pierre SUEUR	Loiret.
	Martial TAUGOURDEAU	Eure-et-Loir.
	Yves TAVERNIER	Essonne.
	Paul-Louis TENAILLON	Yvelines.
	Michel TERROT	Rhône.
	Clément THÉAUDIN	Ille-et-Vilaine.
	André THIEN AH KOON	La Réunion.
	Jean TIBERI	Paris.
	Maurice TOGA	Bouches-du-Rhône.
	Jacques TOUBON	Paris.
Mme	Ghislaine TOUTAIN	Marne.
M.	Georges TRANCHANT	Hauts-de-Seine.
Mme	Catherine TRAUTMANN	Bas-Rhin.
MM.	Gérard TRÉMÈGE	Hautes-Pyrénées.
	Jean UEBERSCHLAG	Haut-Rhin.
	Guy VADEPIED	Oise.
	Jean VALLEIX	Gironde.
	Philippe VASSEUR	Pas-de-Calais.
	Michel VAUZELLE	Bouches-du-Rhône.
	Paul VERGÈS	la Réunion.
	Jean-Paul VIRAPOULLÉ	la Réunion.
	Alain VIVIEN	Seine-et-Marne.
	Robert-André VIVIEN	Val-de-Marne.
	Michel VUIBERT	Ardennes.
	Roland VUILLAUME	Doubs.
	Marcel WACHEUX	Pas-de-Calais.
	Georges-Paul WAGNER	Yvelines.
	Robert WAGNER	Yvelines.
	Pierre WEISENHORN	Haut-Rhin.
	Gérard WELZER	Vosges.
	Pierre-André WILTZER	Essonne.
	Jean-Pierre WORMS	Saône-et-Loire.
	Emile ZUCCARELLI	Haute-Corse.

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Intervenues du 2 avril au 31 décembre 1986.

A. — ELECTIONS.

1. — CONTESTATIONS D'ELECTIONS ET DECISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.

Aisne : requête de M. LIPKA [2 avril 1986] (p. 54) ; rejetée [3 juillet 1986] (p. 2859).

Aveyron : requête de M. LAURENT [2 avril 1986] (p. 54) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 56).

Calvados : requête de M. d'HARCOURT [2 avril 1986] (p. 54) ; désistement du requérant [1er juillet 1986] (p. 2751) ; requête de M. PRADO [2 avril 1986] (p. 54) ; désistement du requérant [1er juillet 1986] (p. 2751).

Charente : requête de M. CHAUFFOUR [2 avril 1986] (p. 54) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 56).

Corrèze : requête de M. CHAUFFOUR [2 avril 1986] (p. 54) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 56).

Haute-Corse : requêtes de MM. SISTI, CALENDINI, BAGGIONI et FRANCESCHI [2 avril 1986] (p. 54) ; annulation des élections du 16 mars 1986 dans le département de la Haute-Corse [8 juillet 1986] (p. 3002).

Côte d'Or : requête de M. GREY [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 57).

Dordogne : requête de M. BOURRINET [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [3 juin 1986] (p. 1657).

Doubs : requêtes de MM. BITTARD et LENOIR [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetées [17 juin 1986] (p. 2297).

Drôme : requête de M. FERLAY [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 58).

Essonne : requête de M. GEORGEL [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [9 avril 1986] (p. 138).

Gard : requête de M. SCHMIT [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 56).

Haute-Garonne : requêtes de MM. DANCALE, HOUTEER et SALVAN [2 avril 1986] (p. 55) ; annulation des élections du 16 mars 1986 dans le département de la Haute-Garonne [8 juillet 1986] (p. 3003).

Guadeloupe : requête de M. ESDRAS [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [8 juillet 1986] (p. 3005).

Ille-et-Vilaine : requêtes de MM. FOURNIER, GUERIN et SOUCHU [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetées [2 avril 1986] (p. 57).

Isère : requête de M. ABADIAN [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [17 juin 1986] (p. 2296).

Meurthe-et-Moselle : requête de M. BARDET [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [17 juin 1986] (p. 2298).

Moselle : requête de M. CHRISTOPHE [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 57).

Oise : requête de M. DELAIR [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [17 juin 1986] (p. 2296).

Polynésie française : requête de M. BRAUN-ORTEGA [16 avril 1986] (p. 193) ; rejetée [6 mai 1986] (p. 810).

Pyrénées-Orientales : requête de M. MONELLS [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [17 juin 1986] (p. 2298).

Bas-Rhin : requête de M. ROUJANSKY [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 58).

Seine-Saint-Denis : requête de M. POUGNAUD [2 avril 1986] (p. 55) ; désistement du requérant [22 avril 1986] (p. 242).

Somme : requête de M. MASSOUBRE [2 avril 1986] (p. 55) ; désistement du requérant [3 juin 1986] (p. 1658).

Vaucluse : requête de M. GATEL [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [8 juillet 1986] (p. 3004).

Yvelines : requête de M. ANOUIL [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [9 avril 1986] (p. 138).

Toutes circonscriptions : requêtes de MM. LABADIE et CLAUSE [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetées [2 avril 1986] (p. 56, 57).

Haute-Garonne : requête de M. DESMEULES [7 octobre 1986] (p. 4428) ; rejetée [24 octobre 1986] (p. 5297).

2. — ANNULATIONS D'ELECTIONS.

Décisions du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 : **Haute-Corse** : anulation de l'élection de MM. PASQUINI (Pierre) et ZUCCARELLI (Emile) ; **Haute-Garonne** : annulation de l'élection de MM. BAPT (Gérard), BAUDIS (Dominique), remplacé par M. BAUDIS (Pierre), DIEBOLD (Jean), MONTASTRUC (Pierre), ORTET (Pierre), RAYMOND (Alex), ROGER-MACHART (Jacques), SEGUELA (Jean-Paul) [8 juillet 1986] (p. 3005).

3. — ELECTIONS PARTIELLES.

— 24 août 1986 : élection de MM. Pierre PASQUINI et Emile ZUCCARELLI (Haute-Corse) [*J.O.* du 29 août 1986] (p. 10526).

— 28 septembre 1986 ; élection de MM. Gérard BAPT, Dominique BAUDIS, Jean DIEBOLD, Lionel JOSPIN, Pierre MONTASTRUC, Pierre ORTET, Jacques ROGER-MACHART, Jean-Paul SEGUELA (Haute-Garonne) [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

— 7 décembre 1986 : élection de M. Gérard GRIGNON (Saint-Pierre-et-Miquelon) [*J.O.* 11 décembre 1986] (p. 14885).

4. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE.

M. Aymar ACHILLE-FOULD, décédé le 11 avril 1986, remplacé par M. Jean-Claude DALBOS.

M. Maurice ARRECKX, démission le 29 septembre 1986, remplacé par M. Michel HAMAIDE.

M. André AUDINOT, décédé le 18 avril 1986, remplacé par M. Pierre CLAISSE.

M. Gérard BAPT, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986) ; réélu le 28 septembre 1986.

M. Jacques BARDET, devenu député le 30 septembre 1986, en remplacement de Mme Hélène MISSOFFE, démissionnaire.

M. Dominique BAUDIS, élu le 28 septembre 1986. Démission le 24 octobre 1986, remplacé par M. Pierre BAUDIS.

M. Pierre BAUDIS, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986) ; devenu député le 25 octobre 1986, en remplacement de M. Dominique BAUDIS, démissionnaire.

M. Alain BILLON, devenu député le 24 octobre 1986, en remplacement de M. Lionel JOSPIN, élu député de la Haute-Garonne.

M. Jacques BOYON, nommé membre du Gouvernement le 19 août 1986 ; cessation de son mandat le 19 septembre 1986 ; remplacé par M. Lucien GUICHON.

M. Maurice CHARRETIER, démission le 29 septembre 1986, remplacé par M. Jean-Michel FERRAND.

M. Pierre CLAISSE, devenu député le 19 avril 1986, en remplacement de M. André AUDINOT, décédé.

M. Roger COUTURIER, devenu député le 30 septembre 1986, en remplacement de M. André JARROT, démissionnaire.

M. Jean-Claude DALBOS, devenu député le 12 avril 1986, en remplacement de M. Aymar ACHILLE-FOULD, décédé.

M. Marcel DASSAULT, décédé le 18 avril 1986, remplacé par M. Arthur DEHAINE.

M. Gaston DEFFERRE, décédé le 7 mai 1986, remplacé par M. Jean-Jacques LEONETTI.

M. Arthur DEHAINE, devenu député le 19 avril 1986, en remplacement de M. Marcel DASSAULT, décédé.

M. Jean DIEBOLD, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Jean-Michel FERRAND, devenu député le 30 septembre 1986 en remplacement de M. Maurice CHARRETIER, démissionnaire.

M. Roger FOSSE, devenu député le 30 septembre 1986 en remplacement de M. Jean LECANUET, démissionnaire.

M. Gérard GRIGNON élu le 7 décembre 1986.

M. Lucien GUICHON, devenu député le 20 septembre 1986, en remplacement de M. Jacques BOYON, nommé membre du Gouvernement.

M. Michel HAMAIDE, devenu député le 30 septembre 1986, en remplacement de M. Maurice ARRECKX, démissionnaire.

M. André JARROT, démission le 29 septembre 1986, remplacé par M. Roger COUTURIER.

M. Lionel JOSPIN, élu député de la Haute-Garonne le 28 septembre 1986, cesse d'exercer son mandat de député de Paris.

M. Jean LECANUET, démission le 29 septembre 1986, remplacé par M. Roger FOSSE.

M. Jean-Jacques LEONETTI, devenu député le 7 mai 1986 en remplacement de M. Gaston DEFFERRE, décédé.

Mme Hélène MISSOFFE, démission le 29 septembre 1986, remplacée par M. Jean BARDET.

M. Pierre MONTASTRUC, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Pierre ORTET, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Pierre PASQUINI, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 24 août 1986.

M. Albert PEN jusqu'au 1er octobre 1986 (élu sénateur).

M. Maurice POURCHON, devenu député le 9 octobre 1986, en remplacement de M. Roger QUILLOT, élu sénateur.

M. Roger QUILLOT jusqu'au 1er octobre 1986 (élu sénateur), remplacé par M. Maurice POURCHON.

M. Alex RAYMOND, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986).

M. Jacques ROGER-MACHART, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Jean-Paul SEGUELA, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Emile ZUCCARELLI, élection anulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 24 août 1986.

5. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION.

Ain : M. BOYON (Jacques), jusqu'au 19 septembre 1986 (nommé membre du Gouvernement) ; M. GUICHON (Lucien), à partir du 20 septembre 1986.

Bouches-du-Rhône : M. DEFFERRE (Gaston), décédé le 7 mai 1986 ; M. LEONETTI (Jean-Jacques) à partir du 8 mai 1986.

Corse (Haute) : MM. PASQUINI (Pierre), ZUCCARELLI (Emile), jusqu'au 8 juillet 1986 ; élection annulée par décision du Conseil constitutionnel ; réélus le 24 août 1986.

Garonne (Haute) : MM. BAPT (Gérard), BAUDIS (Pierre), DIEBOLD (Jean), MONTASTRUC (Pierre), ORTET (Pierre), RAYMOND (Alex), ROGER-MACHART (Jacques), SEGUELA (Jean-Paul), jusqu'au 8 juillet 1986 (élection annulée par décision du Conseil constitutionnel), MM. BAPT (Gérard), BAUDIS (Dominique), DIEBOLD (Jean), JOSPIN (Lionel), MONTASTRUC (Pierre), ORTET (Pierre), ROGER-MACHART (Jacques), SEGUELA (Jean-Paul), à partir du 29 septembre 1986 ; M. BAUDIS (Dominique), démissionnaire le 24 octobre 1986, remplacé par M. BAUDIS (Pierre).

Gironde : M. ACHILLE-FOULD (Aymar), décédé le 11 avril 1986 ; M. DALBOS (Jean-Claude), à partir du 12 avril 1986.

Oise : M. DASSAULT (Marcel), décédé le 18 avril 1986 ; M. DEHAINE (Arthur), à partir du 19 avril 1986.

Paris : M. JOSPIN (Lionel), jusqu'au 28 septembre 1986 (élu député de la Haute-Garonne) ; M. BILLON (Alain), à partir du 24 octobre 1986.

Puy-de-Dôme : M. QUILLIOT (Roger), jusqu'au 1er octobre 1986 (élu sénateur) ; M. POURCHON (Maurice), à partir du 9 octobre 1986.

Saint-Pierre-et-Miquelon : M. PEN (Albert), jusqu'au 1er octobre 1986 (élu sénateur) ; M. GRIGNON (Gérard), élu le 7 décembre 1986.

Saône-et-Loire : M. JARROT (André), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. COUTURIER (Roger), à partir du 30 septembre 1986.

Seine-Maritime : M. LECANUET (Jean), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. FOSSE (Roger), à partir du 30 septembre 1986.

Somme : M. AUDINOT (André), décédé le 18 avril 1986 ; M. CLAISSE (Pierre), à partir du 19 avril 1986.

Val d'Oise : Mme MISSOFFE (Hélène), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. BARDET (Jean), à partir du 30 septembre 1986.

Var : M. ARRECKX (Maurice), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. HAMAIDE (Michel), à partir du 30 septembre 1986.

Vaucluse : M. CHARRETIER (Maurice), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. FERRAND (Jean-Michel), à partir du 30 septembre 1986.

B. — DEPUTES DECEDES.

M. Aymar ACHILLE-FOULD (Gironde), décédé le 11 avril 1986, [*J.O.* du 13 avril 1986] (p. 5446).

M. André AUDINOT (Somme), décédé le 18 avril 1986, [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597).

M. Marcel DASSAULT (Oise), décédé le 18 avril 1986, [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597).

M. Gaston DEFFERRE (Bouches-du-Rhône), décédé le 7 mai 1986 [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6175).

C. — DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT.

Nommé secrétaire d'Etat : M. Jacques BOYON, décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110).

D. — DEMISSION DE DEPUTES.

MM. ARRECKX (Maurice), CHARRETIER (Maurice), JARROT (André), Mme MISSOFFE (Hélène), [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793) ; M. LECANUET (Jean) [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836) ; M. BAUDIS (Dominique) [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12871).

III. — GROUPES POLITIQUES

I. — Groupe socialiste.

Font partie de ce groupe (196 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152). — Président : M. Joxe (Pierre). — MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Anciant (Jean), Auroux (Jean), Mme Avice (Edwige), MM. Ayrault (Jean-Marie), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barailla (Régis), Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Bartolone (Claude), Bassinet (Philippe), Beaufils (Jean), Bêche (Guy), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Bérégovoy (Pierre), Bernard (Pierre), Berson (Michel), Besson (Louis), Billardon (André), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourguignon (Pierre), Brune (Alain), Cambolive (Jacques), Carraz (Roland), Cartelet (Michel), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charzat (Michel), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chevènement (Jean-Pierre), Chouat (Didier), Chupin (Jean-Claude), Clert (André), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Cresson (Edith), MM. Darinot (Louis), Defferre (Gaston), Dehoux (Marcel), Delebarre (Michel), Delehedde (André), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Douyère (Raymond), Drouin (René), Mme Dufoix (Georgina), MM. Dumas (Roland), Dumont (Jean-Louis), Durieux (Jean-Paul), Durupt (Job), Emmanuelli (Henri), Evin (Claude), Fabius (Laurent), Faugaret (Alain), Fleury (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Franceschi (Joseph), Frêche (Georges), Fuchs (Gérard), Garmendia (Pierre), Mlle Gaspard (Françoise), MM. Germon (Claude), Giovannelli (Jean), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Grimont (Jean), Guyard (Jacques), Hernu (Charles), Hervé (Edmond), Hervé (Michel), Huguet (Roland), Mme Jacq (Marie), MM. Jalton (Frédéric), Janetti (Maurice), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Kucheida (Pierre), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Laignel (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lambert (Jérôme), Lang (Jack), Laurain (Jean), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Ledran (André), Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Garrec (Jean), Lejeune (André), Lemoine (Georges), Lengagne (Guy), Le Pensec (Louis), Mme Leroux (Ginette), MM. Loncle (François), Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Margnes (Michel), Mas (Roger), Mauroy (Pierre), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Mexandeau (Louis), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Nucci (Christian), Oehler (Jean), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean), Pezet (Michel), Pierret (Christian), Pistre (Charles), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Proveux (Jean), Puaud (Philippe), Queyranne (Jean-Jack), Quilès (Paul), Quilliot (Roger), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Richard (Alain), Rocard (Michel), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Mme Roudy (Yvette), MM. Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schreiner (Bernard), Mme Sicard (Odile), MM. Siffre (Jacques), Souchon (René), Mmes Soum (Renée), Stievenard (Gisèle), M. Strauss-Kahn (Dominique), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Tavernier (Yves), Théaudin (Clément), Mmes Toutain (Ghislaine), Trautmann (Catherine), MM. Vadepied (Guy), Vauzelle (Michel), Vivien (Alain), Wacheux (Marcel), Worms (Jean-Pierre).

S'inscrivent à ce groupe [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Léonetti (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Nallet (Henri), Stirn (Olivier) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : MM. Ortet (Pierre) ; Roger-Machart (Jacques) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Bapt (Gérard) ; [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : M. Pourchon (Maurice) ; [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13019) : M. Billon (Alain).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6175) : M. Defferre (Gaston) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : MM. Bapt (Gérard), Ortet (Pierre), Raymond (Alex), Roger-Machart (Jacques) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Quilliot (Roger).

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (16 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152) : MM. Alfonsi (Nicolas), Bonnet (Alain), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Calmat (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Crépeau (Michel), Fiszbin (Henri), Nallet (Henri), Pen (Albert), Rigal (Jean), Saint-Pierre (Dominique), Schwartzenberg (Roger-Gérard), Stirn (Olivier), Welzer (Gérard), Zuccarelli (Emile).

Cessent d'être apparentés [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Nallet (Henri), Stirn (Olivier) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : M. Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Pen (Albert).

S'apparente à ce groupe : [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : M. Zuccarelli (Emile).

II. — Groupe du Rassemblement pour la République.

Font partie de ce groupe (147 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152). — Président : M. Messmer (Pierre). — MM. André (René), Ansquer (Vincent), Auberger (Philippe), Aubert (Emmanuel), Bachelet (Pierre), Barate (Claude), Barnier (Michel), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Bénouville (Pierre de), Bernard (Michel), Besson (Jean), Blot (Yvan), Bonhomme (Jean), Borotra (Franck), Bourg-Broc (Bruno), Boyon (Jacques), Brial (Benjamin), Bruné (Paulin), Cabal (Christian), Cassabel (Jean-Pierre), Cavaillé (Jean-Charles), César (Gérard), Chaban-Delmas (Jacques), Charbonnel (Jean), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Charroppin (Jean), Chartron (Jacques), Chasseguet (Gérard), Chastagnol (Alain), Cointat (Michel), Corrèze (Roger), Cousin (Bertrand), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Cuq (Henri), Dassault (Marcel), Debré (Bernard), Debré (Jean-Louis), Debré (Michel), Delalande (Jean-Pierre), Delatre (Georges), Delevoye (Jean-Paul), Delmar (Pierre), Demange (Jean-Marie), Demuynck (Christian), Deniau (Xavier), Devedjian (Patrick), Dhinnin (Claude), Drut (Guy), Dubernard (Jean-Michel), Dugoin (Xavier), Durr (André), Falala (Jean), Fanton (André), Fillon (François), Foyer (Jean), Fritch (Edouard), Galley (Robert), Gastines (Henri de), Gaulle (Jean de), Ghysel (Michel), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gonelle (Michel), Gorse (Georges), Gougy (Jean), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guéna (Yves), Guichard (Olivier), Hannoun (Michel), Hardy (Francis), Hart (Joël), Houssin (Pierre-Rémi), Mme Hubert (Elisabeth), MM. Jacob (Lucien), Jacquot (Alain), Jarrot (André), Jeandon (Maurice), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Kuster (Gérard), Labbé (Claude), Lafleur (Jacques), Lamant (Jean-Claude), Lauga (Louis), Legendre (Jacques), Legras (Philippe), Léonard (Gérard), Léontieff (Alexandre), Lepercq (Arnaud), Limouzy (Jacques), Lipkowski (Jean de), Lorenzini (Claude), Louet (Henri), Mancel (Jean-François), Marcus (Claude-Gérard), Marlière (Olivier), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Mazeaud (Pierre), Médecin (Jacques), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Narquin (Jean), Nenou-Pwataho (Maurice), Nungesser (Roland), Oudot (Jacques), Paccou (Charles), Mmes Panafieu (Françoise de), Papon (Christine), MM. Parent (Régis), Pascallon (Pierre), Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Poujade (Robert), Préaumont

(Jean de), Raoult (Eric), Raynal (Pierre), Renard (Michel), Richard (Lucien), Rocca-Serra (Jean-Paul de), Rolland (Hector), Roux (Jean-Pierre), Rufenacht (Antoine), Seguela (Jean-Paul), Sourdille (Jacques), Taugourdeau (Martial), Terrot (Michel), Tiberi (Jean), Toga (Maurice), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Ueberschlag (Jean), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

S'inscrivent à ce groupe [*J.O.* du 23 avril 1986] (p. 5692) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) : M. Dalbos (Jean-Claude) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Pasquini (Pierre) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936) : MM. Bardet (Jean), Couturier (Roger), Ferrand (Jean-Michel), Guichon (Lucien), Seguela (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124) : M. Fosse (Roger).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597) : M. Dassault (Marcel) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] : MM. Pasquini (Pierre), Séguéla (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 21 septembre 1986] (p. 11370) : M. Boyon (Jacques) ; [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793) : M. Jarrot (André), Mme Missoffe (Hélène).

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (8 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153) : MM. Beaujan (Henri), Bécam (Marc), Béguet (René), Chammougon (Edouard), Féron (Jacques), Hersant (Jacques), Kiffer (Jean), Savy (Bernard).

III. — Groupe Union pour la démocratie française.

Font partie de ce groupe (114 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Abelin (Jean-Pierre), Achille-Fould (Aymar), Alphandéry (Edmond), Arreckx (Maurice), Aubert (François d'), Barbier (Gilbert), Barrot (Jacques), Bayard (Henri), Bayrou (François), Beaumont (René), Benoit (René), Bernard-Reymond (Pierre), Bichet (Jacques), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bleuler (Pierre), Blum (Roland), Mme Boisseau (Marie-Thérèse), MM. Bollengier-Stragier (Georges), Bouvard (Loïc), Bouvet (Henri), Briane (Jean), Brocard (Jean), Bussereau (Dominique), Caro (Jean-Marie), Carré (Antoine), Cazalet (Robert), Chantelat (Pierre), Charretier (Maurice), Chollet (Paul), Chometon (Georges), Clément (Pascal), Colin (Daniel), Colombier (Georges), Couanau (René), Couepel (Sébastien), Cozan (Jean-Yves), Daillet (Jean-Marie), Delattre (Francis), Delfosse (Georges), Deniau (Jean-François), Deprez (Charles), Dermaux (Stéphane), Desanlis (Jean), Dimeglio (Willy), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Durieux (Bruno), Erhmann (Charles), Farran (Jacques), Ferrari (Gratien), Fèvre (Charles), Fréville (Yves), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giscard d'Estaing (Valéry), Griotteray (Alain), Haby (René), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hyest (Jean-Jacques), Jacquat (Denis), Jacquemin (Michel), Jean-Baptiste (Henri), Jégou (Jean-Jacques), Klifa (Joseph), Koehl (Emile), Lacarin (Jacques), Lachenaud (Jean-Philippe), Lamassoure (Alain), Lecanuet (Jean), Lory (Raymond), Mamy (Albert), Maran (Jean), Marcellin (Raymond), Marty (Elie), Mathieu (Gilbert), Maujouän du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Michel (Jean-François), Millon (Charles), Montesquiou (Aymeri de), Mme Moreau (Louise), MM. Mouton (Jean), Moyne-Bressand (Alain), Ornano (Michel d'), Paecht (Arthur), Mme Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti Della Rocca (Jean-Pierre de), Poniatowski (Ladislas), Proriol (Jean), Revet (Charles), Reymann (Marc), Rigaud (Jean), Roatta (Jean), Robien (Gilles de), Rossi (André), Saint-Ellier (Francis), Salles (Jean-Jack), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Tenaillon (Paul-Louis), Trémège (Gérard), Vasseur (Philippe), Virapoullé (Jean-Paul), Vuibert (Michel).

S'inscrivent à ce groupe [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Claisse (Pierre) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936) : M. Hamaide (Michel) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248) : M. Grignon (Gérard).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 13 avril 1986] (p. 5446) : M. Achille-Fould (Aymar) ; [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793) : MM. Arreckx (Maurice), Charretier (Maurice) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Lecanuet (Jean).

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.

S'apparentent à ce groupe (17 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153) : MM. Allard (Jean), Audinot (Gautier), Barre (Raymond), Baudis (Pierre), Bégault (Jean), Bigeard (Marcel), Bousquet (Jean), Mme Boutin (Christine), MM. Branger (Jean-Guy), Brochard (Albert), Deprez (Léonce), Hersant (Robert), Hunault (Xavier), Kergueris (Aimé), Ligot (Maurice), Montastruc (Pierre), Wiltzer (Pierre-André) ; [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13625) : M. Baudis (Pierre).

Cessent d'être apparentés [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : MM. Baudis (Pierre), Montastruc (Pierre).

IV. — Groupe Front national.

Font partie de ce groupe (35 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153). — Président : M. Le Pen (Jean-Marie). — MM. Arrighi (Pascal), Bachelot (François), Baeckeroot (Christian), Bompard (Jacques), Briant (Yvon), Ceyrac (Pierre), Chaboche (Dominique), Chambrun (Charles de), Chauvierre (Bruno), Descaves (Pierre), Domenech (Gabriel), Frédéric-Dupont (Edouard), Freulet (Gérard), Gollnisch (Bruno), Herlory (Guy), Holeindre (Roger), Jalkh (Jean-François), Le Jaouen (Guy), Le Pen (Jean-Marie), Martinez (Jean-Claude), Mégret (Bruno), Perdomo (Ronald), Peyrat (Jacques), Peyron (Albert), Mme Piat (Yannick), MM. Porteu de la Morandière (François), Reveau (Jean-Pierre), Rostolan (Michel de), Roussel (Jean), Schenardi (Jean-Pierre), Sergent (Pierre), Sirgue (Pierre), Spieler (Robert), Stirbois (Jean-Pierre), Wagner (Georges-Paul).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Chauvierre (Bruno) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : M. Briant (Yvon).

V. — Groupe communiste.

Font partie de ce groupe (32 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153). — Président : M. Lajoinie (André). — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Auchedé (Rémy), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Bordu (Gérard), Chomat (Paul), Combrisson (Roger), Deschamps (Bernard), Ducoloné (Guy), Fiterman (Charles), Gayssot (Jean-Claude), Giard (Jean), Mme Gœuriot (Colette), MM. Gremetz (Maxime), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Jacquaint (Muguette), MM. Jarosz (Jean), Lajoinie (André), Le Meur (Daniel), Leroy (Roland), Marchais (Georges), Mercieca (Paul), Montdargent (Robert), Peyret (Michel), Porelli (Vincent), Reyssier (Jean), Rigout (Marcel), Rimbault (Jacques), Roux (Jacques).

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (3 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153) : MM. Moutoussamy (Ernest), Hoarau (Elie), Vergès (Paul).

VI. — Liste des députés n'appartenant à aucun groupe.

(9 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153) : MM. Audinot (André), Bernardet (Daniel), Borrel (Robert), Diebold (Jean), Gouze (Hubert), Lambert (Michel), Pinçon (André), Royer (Jean), Thien Ah Koon (André).

Deviennent députés non inscrits [*J.O.* du 15 avril 1986] (p. 5467) : M. Dalbos (Jean-Claude) ; [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597) : MM. Claisse (Pierre), Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Chauvierre (Bruno) ; [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6175) : M. Léonetti (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : M. Briant (Yvon) ; [*J.O.* du 29 août 1986] (p. 10526) : MM. Pasquini (Pierre), Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 21 septembre 1986] (p. 11370) : M. Guichon (Lucien) ; [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793) : MM. Bardet (Jean), Couturier (Roger), Ferrand (Jean-Michel), Hamaide (Michel) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Bapt (Gérard), Baudis (Dominique), Diebold (Jean), Fossé (Roger), Montastruc (Pierre), Ortet (Pierre), Roger-Machart (Jacques), Séguéla (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 10 octobre 1986] (p. 12202) : M. Pourchon (Maurice) ; [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12872) : MM. Baudis (Pierre), Billon (Alain) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14885) : M. Grignon (Gérard).

Cessent d'être non inscrits [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597) : M. Audinot (André) ; [*J.O.* du 23 avril 1986] (p. 5692) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) : M. Delbos (Jean-Claude) ; [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Claisse (Pierre) ; [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Léonetti (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : M. Diebold (Jean) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Pasquini (Pierre) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936) : MM. Bardet (Jean), Couturier (Roger), Ferrand (Jean-Michel), Guichon (Lucien), Hamaide (Michel), Séguéla (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : MM. Ortet (Pierre), Roger-Machart (Jacques), Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : MM. Bapt (Gérard), Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 17 octobre 1986] : M. Pourchon (Maurice) ; [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12872) : M. Baudis (Dominique) ; [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13019) : M. Billon (Alain) ; [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124) : M. Fosse (Roger) ; [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13625) : M. Baudis (Pierre) ; [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248) : M. Grignon (Gérard).

VII. — Déclarations politiques.

[*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — Bureau d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

Président : M. Frédéric-Dupont (Edouard).

Secrétaires : MM. Audinot (Gautier), Lambert (Jérôme), Jalkh (Jean-François), Mlle Hubert (Elisabeth), MM. Raoult (Eric), Welzer (Gérard).

2. — Bureau de l'Assemblée nationale.

Election du Président de l'Assemblée nationale : [2 avril 1986] (p. 45, 46) : est élu au 2e tour M. Chaban-Delmas (Jacques).

Nomination des trois questeurs : [4 avril 1986] (p. 69) : MM. Corrèze (Roger), Laurissergues (Christian), Geng (Francis).

Election des six vice-présidents : [4 avril 1986] (p. 69) : sont élus au 2e tour : MM. Millon (Charles), Labbé (Claude), Mestre (Philippe) ; au 3e tour : MM. Billardon (André), Evin (Claude), Michel (Jean-Pierre).

Nomination des douze secrétaires : [4 avril 1986] (p. 71) : MM. Balligand (Jean-Pierre), Blanc (Jacques), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Briant (Yvon), Gollnisch (Bruno), Mme Lecuir (Marie-France), M. Mauger (Pierre), Mme Papon (Monique), MM. Robien (Gilles de), Virapoullé (Jean-Paul).

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

I. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203) : MM. Abelin (Jean-Pierre), Audinot (André), Audinot (Gauthier), Auroux (Jean), Bachelot (François), Barbier (Gilbert), Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Barrot (Jacques), Bayard (Henri), Bayrou (François), Beaujean (Henri), Beguet (René), Benoît (René), Berson (Michel), Bichet (Jacques), Bleuler (Pierre), Bocquet (Alain), Mme Boisseau (Marie-Thérèse), MM. Bollengier-Stragier (Georges), Bonrepaux (Augustin), Bourg-Broc (Bruno), Mme Boutin (Christine), MM. Bouvet (Henri), Brial (Benjamin), Cabal (Christian), Carraz (Roland), Carre (Antoine), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Cavaillé (Jean-Charles), Césaire (Aimé), Ceyrac (Pierre), Chammougon (Edouard), Chanfrault (Guy), Chantelat (Pierre), Chollet (Paul), Chouat (Didier), Clert (André), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colombier (Georges), Colonna (Jean-Hugues), Couanau (René), Cousin (Bertrand), Dassault (Marcel), Debré (Bernard), Dehoux (Marcel), Delalande (Jean-Pierre), Delehedde (André), Delmar (Pierre), Demuynck (Christian), Domenech (Gabriel), Drut (Guy), Mme Dufoix (Georgina), MM. Dugoin (Xavier), Durieux (Jean-Paul), Durr (André), Evin (Claude), Falala (Jean), Ferrari (Gratien), Florian (Roland), Mme Frachon (Martine), MM. Fuchs (Jean-Paul), Gengenwin (Germain), Ghysel (Michel), Giovannelli (Jean), Guyard (Jacques), Haby (René), Hage (Georges), Hannoun (Michel), Hardy (Francis), Herlory (Guy), Hermier (Guy), Hoarau (Elie), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Hubert (Elisabeth), Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Jacquat (Denis), Jacquemin (Michel), Jacquot (Alain), Jalkh (Jean-François), Jalton (Frédéric), Janetti (Maurice), Kuster (Gérard), Lacarin (Jacques), Lachenaud (Jean-Philippe), Lamant (Jean-Claude), Lambert (Jérôme), Laurain (Jean), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Legendre (Jacques), Mme Leroux (Ginette), MM. Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Maran (Jean), Marchais (Georges), Metzinger (Charles), Michel (Jean-François), Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Moulinet (Louis), Narquin (Jean), Nénou-Pwataho (Maurice), Mmes Panafieu (Françoise) (de), Papon (Christiane), Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti Della Rocca (Jean-Pierre de), Péricard (Michel), Pesce (Rodolphe), Peyron (Albert), Mme Piat (Yannick), MM. Pinçon (André), Pinte (Etienne), Proveux (Jean), Puaud (Philippe), Queyranne (Jean-Jack), Quilliot (Roger), Ressier (Jean), Mme Roudy (Yvette), MM. Roux (Jacques), Salles (Jean-Jack), Santrot (Jacques), Savy (Bernard), Schreiner (Bernard), Séguéla (Jean-Paul), Mme Sicard (Odile), M. Spieler (Robert), Mmes Stievenard (Gisèle), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Taugourdeau (Martial), Terrot (Michel), Théaudin (Clément), Thien Ah Koon (André), Toga (Maurice), Mmes Toutain (Ghislaine), Trautmann (Catherine), MM. Ueberschlag (Jean), Valleix (Jean), Zuccarelli (Emile).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408) : M. Dubernard (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 22 avril 1986] (p. 5659) : M. Dalbos (Jean-Claude) ; [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Fritch (Edouard), Tiberi (Jean) ; [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288) : M. Nenou-Pwataho (Maurice) ; [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151) : M. Drut (Guy) ; [*J.O.* du 14 août 1986] (p. 9991) : M. Chauvierre (Bruno) [*J.O.* du 7 octobre 1986] (p. 12011) : M. Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Séguéla (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : MM. Belorgey (Jean-Michel), Natiez (Jean) ; [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12599) : M. Pourchon (Maurice) ; [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13020) : M. Billon (Alain) ; [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994) : MM. Bardet (Jean), Ferrand (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Lemoine (Georges) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Belorgey (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : M. Lemoine (Georges) ; [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : Mme Sicard (Odile).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408) : M. Beaujean (Henri) ; [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141) : M. Drut (Guy) ; [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Brial (Benjamin), Nenou-Pwataho (Maurice) ; [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288) : M. Tiberi (Jean) ; [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : MM. Janetti (Maurice), Lambert (Jérôme), Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : M. Dugoin (Xavier) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Belorgey (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Lemoine (Georges) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : Mme Sicard (Odile) ; [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : M. Lemoine (Georges).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Barrot (Jacques) ; vice-présidents : MM. Bayard (Henri), Delalande (Jean-Pierre), Fuchs (Jean-Paul), Pinte (Etienne) ; secrétaires : M. Hannoun (Michel), Mlle Hubert (Elisabeth), MM. Gengenwin (Germain), Pelchat (Michel).

II. — Commission des affaires étrangères.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203) : MM. Achille-Fould (Aymard), Adevah-Pœuf (Maurice), Ansquer (Vincent), Arreckx (Maurice), Barre (Raymond), Bellon (André), Bernard (Pierre), Bigeard (Marcel), Blanc (Jacques), Bonhomme (Jean), Bordu (Gérard), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Caro (Jean-Marie), Chambrun (de, Charles), Chasseguet (Gérard), Chénard (Alain), Chevènement (Jean-Pierre), Crépeau (Michel), Daillet (Jean-Marie), Debré (Michel), Delatre (Georges), Deniau (Jean-François), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dumas (Roland), Ehrmann (Charles), Fabius (Laurent), Fiszbin (Henri), Frédéric-Dupont (Edouard), Garmendia (Pierre), Mme Gaspard (Françoise), MM. Giscard d'Estaing (Valéry), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gollnisch (Bruno), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Gremetz (Maxime), Hernu (Charles), Jospin (Lionel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Kiffer (Jean), Koehl (Emile), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lajoinie (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lecanuet (Jean), Le Déaut (Jean-Yves), Le Pen (Jean-Marie), Le Pensec (Louis), Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Marcus (Claude-Gérard), Mathieu (Gilbert), Mauroy (Pierre), Mermaz (Louis), Mme Missoffe (Hélène), MM. Montdargent (Robert), Montesquiou (Aymeri de), Mme Neiertz (Véronique), MM. Notebart (Arthur), Nungesser (Roland), Peyrefitte (Alain), Raynal (Pierre), Rolland (Hector), Rostolan (Michel de), Seitlinger (Jean), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Vadepied (Guy).

b) *deviennent membres de cette commission* : [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937) : MM. Deprez (Charles), Geng (Francis) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) ; M. Hamaide (Michel) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070) ; MM. Fossé (Roger) ; Foyer (Jean), Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : Mme Avice (Edwige), MM. Le Drian (Jean-Yves), Quilès (Paul), Mme Soum (Renée) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Labarrère (André), Le Pensec (Louis), Mauroy (Pierre) ; [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504) : M. Demange (Jean-Marie) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310) : M. Baudis (Pierre) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Hervé (Edmond) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : M. Derosier (Bernard) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Le Déaut (Jean-Yves), Mme Gaspard (Françoise).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Deprez (Charles) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Labarrère (André), Le Pensec (Louis), Mauroy (Pierre) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : Mme Avice (Edwige), Le Drian (Jean-Yves), Quilès (Paul), Mme Soum (Renée) ; [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504) : M. Debré (Michel) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310) : M. Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : Mme Gaspard (Françoise) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : M. Le Déaut (Jean-Yves) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : MM. Derosier (Bernard), Hervé (Edmond).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Lecanuet (Jean) (jusqu'au 28 septembre 1986) ; vice-présidents : MM. Deniau (Jean-François), Marcus (Claude-Gérard), Peyrefitte (Alain) ; secrétaires : M. Ehrmann (Charles), Mme Missoffe (Hélène) (jusqu'au 28 septembre 1986), M. Raynal (Pierre) ; [*J.O.* du 10 octobre 1986] (p. 12202) ; Président : M. Dumas (Roland), secrétaire : M. Deniau (Xavier).

III. — Commission de la défense nationale et des forces armées.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) : M. Ansart (Gustave), Mme Avice (Edwige), MM. Bachelet (Pierre), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Benouville (Pierre de), Bernard (Michel), Bernard-Reymond (Pierre), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Briant (Yvon), Brocard (Jean), Cassabel (Jean-Pierre), Castor (Elie), Chaban-Delmas (Jacques), Chartron (Jacques), Chauveau (Guy-Michel), Colin (Daniel), Corrèze (Roger), Cozan (Jean-Yves), Darinot (Louis), Defferre (Gaston), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Deschaux-Beaume (Freddy), Dessein (Jean-Claude), Dimeglio (Willy), Faugaret (Alain), Fillon (François), Fiterman (Charles), Foyer (Jean), Frêche (Georges), Fuchs (Gérard), Gastines (Henri de), Gaudin (Jean-Claude), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Holeindre (Roger), Joxe (Pierre), Lafleur (Jacques), Lavédrine (Jacques), Ledran (André), Le Drian (Jean-Yves), Lefranc (Bernard), Lorenzini (Claude), Louet (Henri), Mauger (Pierre), Maujouän du Gasset (Joseph-Henri), Mellick (Jacques), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Parent (Régis), Pen (Albert), Peyrat (Jacques), Peyret (Michel), Poujade (Robert), Quilès (Paul), Reveau (Jean-Pierre), Richard (Lucien), Rigal (Jean), Rimbault (Jacques), Roatta (Jean), Rocard (Michel), Sainte-Marie (Michel), Sergent (Pierre), Siffre (Jacques), Mme Soum (Renée), M. Wiltzer (Pierre-André).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 21 mai 1986] (p. 6549) : M. Léonetti (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141) : M. Drut (Guy) ; [*J.O.* du 12 juillet 1986] (p. 8728) : M. Briant (Yvon) ; [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9511) : M. Porteu de la Morandière (François) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070) : M. Deprez Charles ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Labarrère (André), Le Pensec (Louis), Mauroy (Pierre) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : M. Dugoin (Xavier), Mme Avice (Edwige), MM. Le Drian (Jean-Yves), Quilès (Paul), Mme Soum (Renée) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : M. Lang (Jack) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Fuchs (Gérard) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : M. Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : M. Fuchs (Gérard).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604) : M. Briant (Yvon) ; [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151) : M. Drut (Guy) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937) ; M. Déprez (Charles) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : Mme Avice (Edwige), MM. Le Diran (Jean-Yves), Quilès (Paul, Mme Soum (Renée) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Labarrère (André), Le Pensec (Louis), Mauroy (Pierre) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Fuchs (Gérard) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : M. Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Lang (Jack) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : MM. Deprez (Charles), Fuchs (Gérard) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : M. Pezet (Michel).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Fillon (François) ; vice-présidents : MM. Baumel (Jacques), Bouvard (Loïc), Roatta (Jean) ; secrétaires : MM. Bechter (Jean-Pierre), Briane (Jean), Maujouän du Gasset (Joseph-Henri).

IV. — Commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) : MM. Alphandery (Edmond), Anciant (Jean), Arrighi (Pascal), Auberger (Philippe), d'Aubert (François), Auchedé (Rémy), Baeckeroot (Christian), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barate (Claude), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Bérégovoy (Pierre), Bonnet (Alain), Bousquet (Jean), Boyon (Jacques), Charbonnel (Jean), Charzat (Michel), Cointat (Michel), Combrisson (Roger), Descaves (Pierre), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Durieux (Bruno), Emmanuelli (Henri), Féron (Jacques), Fréville (Yves), Gantier (Gilbert), Germon (Claude), Giard (Jean), Goux (Christian), Griotteray (Alain), Guéna (Yves), Jarosz (Jean), Jegou (Jean-Jacques), Josselin (Charles), Le Garrec (Jean), Lengagne (Guy), Léontieff (Alexandre), Ligot (Maurice), Mancel (Jean-François), Marcellin (Raymond), Margnes (Michel), Martinez (Jean-Claude), Mégret (Bruno), Mercieca (Paul), Miossec (Charles), Nallet (Henri), Natiez (Jean), d'Ornano (Michel), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Paecht (Arthur), Pascallon (Pierre), Pierret (Christian), de Préaumont (Jean), Proriol (Jean), Raoul (Eric), Richard (Alain), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rossi (André), Roux (Jean-Pierre), Rufenacht (Antoine), Sanmarco (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Sourdille (Jacques), Strauss-Kahn (Dominique), Tranchant (Georges), Trémège (Gérard), Vasseur (Philippe), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833) : M. Gaulle (Jean de) ; [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : M. Roger-Machart (Jacques) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070) : M. Bapt (Gérard) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : M. Zucarelli (Emile) ; [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733) : M. Moutoussamy (Ernest) [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586) : M. Auchedé (Rémy) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : MM. Alfonsi (Nicolas), Welzer (Gérard) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Le Garrec (Jean), Mme Osselin (Jacqueline) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : MM. Laignel (André), Poperen (Jean) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : MM. Le Garrec (Jean), Roger-Machart (Jacques).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833) : M. Charbonnel (Jean) ; [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060) : M. Boyon (Jacques) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : M. Natiez (Jean) ; [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733) : M. Auchedé (Rémy) ; [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586) : M. Moutoussamy (Ernest) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14776) : M. Le Garrec (Jean), Mme Osselin (Jacqueline) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : MM. Alfonsi (Nicolas), Welzer (Gérard) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : MM. Le Garrec (Jean), Roger-Machart (Jacques) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : MM. Laignel (André), Poperen (Jean).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Ornano (Michel d') ; rapporteur général : M. Vivien (Robert-André) ; vice-présidents : MM. Barnier (Michel), Gantier (Gilbert), Guéna (Yves) ; secrétaires : MM. Bousquet (Jean), Tranchant (Georges), Vasseur (Philippe).

V. — Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) : MM. Alfonsi (Nicolas), Allard (Jean), André (René), Asensi (François), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Bartolone (Claude), Baudis (Pierre), Bécam (Marc), Belorgey (Jean-Michel), Besson (Louis), Blot (Yvan), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Bussereau (Dominique), Charles (Serge), Charretier (Maurice), Clément (Pascal), Cuq (Henri), Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Delebarre (Michel), Derosier (Bernard), Devedjian (Patrick), Ducoloné (Guy), Fanton (André), Franceschi (Joseph), Fritch (Edouard), Geng (Francis), Guichard (Olivier), Hersant (Robert), Hervé (Edmond), Hyest (Jean-Jacques), Jean-Baptiste (Henry), Kergueris (Aimé), Klifa (Joseph), Laignel (André), Lamassoure (Alain), Lang (Jack), Le Meur (Daniel), Lemoine (Georges), Léonard (Gérard), Limouzy (Jacques), Mahéas (Jacques), Mamy (Albert), Marchand (Philippe), Marlière (Olivier), Mazeaud (Pierre), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), Mme Nevoux (Paulette), MM. Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Perdomo (Ronald), Poperen (Jean), Reymann (Marc), Saint-Pierre (Dominique), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schwartzenberg (Roger-Gérard), Sirgue (Pierre), Stirbois (Jean-Pierre), Tenaillon (Paul-Louis), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Vauzelle (Michel), Wagner (Georges-Paul), Welzer (Gérard), Worms (Jean-Pierre).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Brial (Benjamin), Nenou-Pwataho (Maurice) ; [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288) : M. Tiberi (Jean) ; [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : MM. Pasquini (Pierre), Chometon (Georges) ; Desanlis (Jean), Saint-Ellier (Francis) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : M. Lambert (Jérôme) ; [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787) : M. Pezet

(Michel) ; [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733) : M. Auchedé (Rémy) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310) ; M. Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586) : M. Moutoussamy (Ernest) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : Mme Gaspard (Françoise), MM. Belorgey (Jean-Michel), Fuchs (Gérard) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : MM. Le Déaut (Jean-Yves), Le Garrec (Jean), Mme Osselin (Jacqueline), M. Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : MM. Alfonsi (Nicolas), Derosier (Bernard), Hervé (Edmond), Lang (Jack), Lemoine (Georges), Welzer (Gérard) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : MM. Deprez (Charles), Mouton (Jean), Fuchs (Gérard), Le Garrec (Jean), Roger-Machart (Jacques), Mme Sicard (Odile) ; [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : M. Lemoine (Georges) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : MM. Laignel (André), Pezet (Michel), Poperen (Jean).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Fritch (Edouard), Tiberi (Jean) ; [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288) : M. Nenou-Pwataho (Maurice) ; [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937) : M. Geng (Francis) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : M. Belorgey (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787) : M. Besson (Louis) ; [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733) : M. Moutoussamy (Ernest) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310) : MM. Desanlis (Jean), Chometon (Georges), Saint-Ellier (Francis) ; [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586) : M. Auchedé (Rémy) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : MM. Hervé (Edmond), Lemoine (Georges), Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : MM. Alfonsi (Nicolas), Derosier (Bernard), Lang (Jack), Welzer (Gérard) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : MM. Belorgey (Jean-Michel), Fuchs (Gérard), Mme Gaspard (Françoise), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Le Garrec (Jean), Mme Osselin (Jacqueline) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : MM. Laignel (André), Lemoine (Georges), Pezet (Michel), Poperen (Jean) ; [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : Mme Sicard (Odile) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : MM. Fuchs (Gérard), Le Garrec (Jean), Roger-Machart (Jacques).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Toubon (Jacques) ; vice-présidents : MM. Clément (Pascal), Jean-Baptiste (Henry), Mazeaud (Pierre) ; secrétaires : MM. Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Tenaillon (Paul-Louis).

VI. — Commission de la production et des échanges.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) et rectificatif [*J.O.* du 6 avril 1986] (p. 5245) : MM. Ayrault (Jean-Marc), Badet (Jacques), Barailla (Régis), Bassinet (Philippe), Beaufils (Jean), Beaumont (René), Bégault (Jean), Bernardet (Daniel), Besson (Jean), Billardon (André), Birraux (Claude), Blum (Roland), Bompard (Jacques), Borotra (Franck), Borrel (Robert), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Brochard (Albert), Brune (Alain), Bruné (Paulin), Calmat (Alain), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cazalet (Robert), César (Gérard), Chaboche (Dominique), Chapuis (Robert), Charié (Jean-Paul), Charoppin (Jean), Chastagnol (Alain), Chauvierre (Bruno), Chevalier (Daniel), Chomat (Paul), Chometon (Georges), Chupin (Jean-Claude), Colin (Georges), Couepel (Sébastien), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Mme Cresson (Edith), MM. Delevoye (Jean-Paul), Demange (Jean-Marie), Deprez (Léonce), Dermaux (Stéphane), Desanlis (Jean), Deschamps (Bernard), Destrade (Jean-Pierre), Dhinnin (Claude), Diebold (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dubernard (Jean-Michel), Durand (Adrien), Durupt (Job), Farran (Jacques), Fèvre (Charles), Fleury (Jacques), Forgues (Pierre), Fourré (Jean-Pierre), Freulet (Gérard), Galley (Robert), de Gaulle (Jean), Gayssot (Jean-Claude), Goasduff (Jean-Louis), Mme Gœuriot (Colette), MM. Gonelle (Michel), Gougy (Jean), Grimont (Jean), Grussenmeyer (François), Hart (Joël), Hersant (Jacques), Hervé (Michel), Houssin (Pierre-Rémy), Huguet (Roland), Hunault (Xavier), Jacob (Lucien), Jarrot (André), Jeandon (Maurice), Journet (Alain), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), Lambert (Michel), Lauga (Louis), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Legras (Philippe), Le Jaouen (Guy), Lejeune (André), Lepercq (Arnaud), Leroy (Roland), Lory (Raymond), Malandain (Guy), Malvy (Martin), Marty (Elie), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Metais (Pierre), Mexandeau (Louis), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Montastruc (Pierre), Mme Moreau (Louise), MM. Mouton (Jean), Moyne-Bressand (Alain), Nucci (Christian), Oehler (Jean), Ortet (Pierre), Oudot (Jacques), Paccou (Charles), Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perbet (Régis), Peuziat (Jean), Pezet (Michel), Pistre (Charles), Poniatowski (Ladislas), Porelli (Vincent), Porteu de la Morandière (François), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renard (Michel), Revet (Charles), Rigaud (Jean), Rigout (Marcel), de Robien (Gilles), Roussel (Jean), Royer (Jean), Saint-Ellier (Francis), Schenardi (Jean-Pierre), Souchon (René), Tavernier (Yves), Vergès (Paul), Virapoullé (Jean-Paul), Vuibert (Michel), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408) : M. Beaujean (Henri) ; [*J.O.* du 2 mai 1986] (p. 5949) : M. Claisse (Pierre) ; [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833) : M. Charbonnel (Jean) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937) : M. Diebold (Jean) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : M. Ortet (Pierre) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : M. Janetti (Maurice) ; [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787) : M. Besson (Louis) ; [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994) : M. Couturier (Roger) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310) : MM. Desanlis (Jean), Chometon (Georges), Saint-Ellier (Francis).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408) : M. Dubernard (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6176) : M. Chauvierre (Bruno) ; [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833) : M. Gaulle (Jean de) ; [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9511) : M. Porteu de la Morandière (François) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Chometon (Georges), Desanlis (Jean), Saint-Ellier (Francis) ; [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504) : M. Demange (Jean-Marie) ; [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787) : M. Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : M. Mouton (Jean).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Dominati (Jacques) ; vice-présidents : MM. Birraux (Claude), Goasduff (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Weisenhorn (Pierre) ; secrétaires : MM. Chastagnol (Alain), Couepel (Sébastien), Farran (Jacques), Masson (Jean-Louis).

VII. — Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

a) *Membres* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289) : MM. Anciant (Jean), Branger (Jean-Guy), Chénard (Alain), Chomat (Paul), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Freulet (Gérard), Gastines (Henri de), Gaulle (Jean de), Germon (Claude), Griotteray (Alain), Hernu (Charles), Margnes (Michel), Moulinet (Louis), Nungesser (Roland).

b) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Nungesser (Roland) ; vice-présidents : MM. Deprez (Charles), Gastines (Henri de) ; secrétaires : Branger (Jean-Guy), Gaulle (Jean de).

VI. — COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605) ;

— du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109) [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465) ;

— du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465) ;

— du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512) ;

— du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627) ;

— du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956) ;

— du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601) ;

— du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021) ;

— du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630) ;

— du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630) ;

— du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853) ;

— du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937) ;

— du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188) ;

— du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189) ;

— du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

VII. — COMMISSIONS « AD HOC »

Chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire :

N° 252 (M. Gérard Fraulet).

Membres [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604) : MM. Aubert (Emmanuel), Bassinet (Philippe), Belorgey (Jean-Michel), Brocard (Jean), Devedjian (Patrick), Ducoloné (Guy), Fanton (André), Godfrain (Jacques), Hyest (Jean-Jacques), Marchand (Philippe), Micaux (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain), Sapin (Michel), Wagner (Georges-Paul).

Deviennent membres de cette commission [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792) : M. Dumas (Roland) ; [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399) : Mme Jacquaint (Muguette).

Cessent d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792) : M. Marchand (Philippe) ; [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399) : M. Ducoloné (Guy).

Bureau [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882). — Président : M. Fanton (André) ; vice-présidents : MM. Bassinet (Philippe), Micaux (Pierre) ; secrétaires : MM. Hyest (Jean-Jacques), Sapin (Michel).

N° 254 (M. André Laignel).

Membres [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8732) : MM. Aubert (Emmanuel), Bassinet (Philippe), Belorgey (Jean-Michel), Brocard (Jean), Devedjian (Patrick), Ducoloné (Guy), Dumas (Roland), Fanton (André), Godfrain (Jacques), Hyest (Jean-Jacques), Joxe (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain), Wagner (Georges-Paul).

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399) : Mme Jacquaint (Muguette).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399) : M. Ducoloné (Guy).

Bureau [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882). — Président : M. Aubert (Emmanuel) ; vice-présidents : MM. Bassinet (Philippe), Brocard (Jean) ; secrétaires : MM. Belorgey (Jean-Michel), Wagner (Georges-Paul).

N° 340 (M. Henri Bouvet).

Membres [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730) : MM. Aubert (Emmanuel), Bassinet (Philippe), Belorgey (Jean-Michel), Brocard (Jean), Devedjian (Patrick), Dumas (Roland), Fanton (André), Godfrain (Jacques), Hyest (Jean-Jacques), Mme Jacquaint (Muguette), MM. Micaux (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain), Sapin (Michel), Wagner (Georges-Paul).

VIII. — COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986.

Membres [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : MM. André (René), Asensi (François), Aubert (Emmanuel), Blot (Yvon), Bonnemaison (Gilbert), Bouvet (Henri), Cassaing (Jean-Claude), Clément (Pascal), Cuq (Henri), Debré (Jean-Louis), Deschaux-Beaume (Freddy), Ducoloné (Guy), Jacquemin (Michel), Joxe (Pierre), Lamassoure (Alain), Mamy (Albert), Mazeaud (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain), Sapin (Michel), Wagner (Georges-Paul).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : M. Deschaux-Beaume (Freddy).

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : M. Billardon (André).

Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248). — Président : M. Clément (Pascal) ; vice-présidents : MM. Mamy (Albert), Mazeaud (Pierre) ; secrétaires : MM. André (René), Bouvet (Henri) ; rapporteur : M. Aubert (Emmanuel).

IX. — DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentants titulaires [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497) : MM. Baumel (Jacques), Bassinet (Philippe), Bérégovoy (Pierre), Caro (Jean-Marie), Chambrun (Charles de), Delebarre (Michel), Galley (Robert), Gremetz (Maxime), Koehl (Emile), Mermaz (Louis), Seitlinger (Jean), Valleix (Jean) ; [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994) : Mme Lalumière (Catherine), M. Oehler (Jean).

Représentants suppléants [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497) : MM. André (René), Bichet (Jacques), Bordu (Gérard), Chartron (Jacques), Dhaille (Paul), Fourré (Jean-Pierre), Grussenmeyer (François), Hunault (Xavier), Montastruc (Pierre), Oehler (Jean), Prat (Henri), Sirgue (Pierre) ; [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994) : M. Chénard (Alain).

X. — DELEGATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Membres [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498) : MM. Chaboche (Dominique), Cointat (Michel), Couveinhes (René), Derosier (Bernard), Deschamps (Bernard), Jacquat (Denis), Josselin (Charles), Lacombe (Jean), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lauga (Louis), Ligot (Maurice), Lipkowski (Jean de), Montesquiou (Aymeri de), Nallet (Henri), Proriol (Jean), Renard (Michel), Sarre (Georges), Souchon (René) ; [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124) : M. Bockel (Jean-Marie), en remplacement de M. Sarre (Georges), dimissionnaire.

Bureau [*J.O.* du 15 mai 1986] (p. 6375) : président : M. Cointat (Michel) ; vice-présidents : Mme Lalumière (Catherine), MM. Josselin (Charles), Ligot (Maurice), Lipkowski (Jean de) ; [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6637) : secrétaires : MM. Chaboche (Dominique), Proriol (Jean).

XI. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRA PARLEMENTAIRES

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Gantier (Gilbert), Margnes (Michel).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Mancel (Jean-François), Giard (Jean).

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Borotra (Franck), Mme Gœuriot (Colette).

Comité consultatif des courses.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Hunault (Xavier).

Comité consultatif du fonds national des abattoirs.

Membre titulaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Prat (Henri).

Membre suppléant [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Ravassard (Noël).

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7600) : M. Debré (Bernard).

Comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) : MM. Proriol (Jean), Janetti (Maurice).

Comité de contrôle du fonds forestier national.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Lauga (Louis), Chometon (Georges).

Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures.

Membres [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : MM. Vasseur (Philippe), Le Jaouen (Guy).

Comité de liaison pour le transport de personnes handicapées.

Membre [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) : M. Metzinger (Charles).

Comité des finances locales.

Membres titulaires [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : MM. Barate (Claude), Millon (Charles).

Membres suppléants [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : MM. Jegou (Jean-Jacques), Charles (Serge).

Comité des prix de revient des fabrications d'armements.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088) : MM. Brocard (Jean), Cointat (Michel).

Comité directeur du fonds d'aide et de coopération.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Denisu (Xavier), Sourdille (Jacques), Portheault (Jean-Claude).

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer.

Membres [*J.O.* du 11 juillet 1986] (p. 8658) : MM. Beaujean (Henri), Debré (Michel), Maran (Jean), Pen (Albert), Renard (Michel), Virapoullé (Jean-Paul).

Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer.

Membres titulaires [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053) : MM. Brial (Benjamin), Lafleur (Jacques), Soisson (Jean-Pierre).

Membres suppléants [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053) : MM. Nenou-Pwataho (Maurice), Leontieff (Alexandre), Fritch (Edouard).

Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7600) : M. Marcus (Claude-Gérard).

Commission centrale de classement des débits de tabac.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Natiez (Jean), Trémège (Gérard) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14309) : MM. Trémège (Gérard), Balligand (Jean-Pierre).

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Godfrain (Jacques).

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Marchand (Philippe).

Commission consultative des droits de l'Homme.

Membres [*J.O.* du 31 mai 1986] (p. 6913) : M. Pinte (Etienne) ; [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14850) : M. Deniau (Jean-François).

Commission consultative des fréquences.

Membres titulaires [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) : MM. Bichet (Jacques), Bourg-Broc (Bruno).

Membres suppléants [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) : M. Béguet (René), Mme Harcourt (Florence d'), M. Péricard (Michel), Mme Papon (Monique).

Commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membres [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : MM. Cartelet (Michel), Delevoye (Jean-Paul).

Commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée.

Membres titulaires [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : MM. Bichet (Jacques), Bourg-Broc (Bruno).

Membres suppléants [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : Mme Papon (Monique), M. Terrot (Michel).

Commission d'accès aux documents administratifs.

Membre titulaire [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635) : M. Léonard (Gérard).

Membre suppléant [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635) : M. Bussereau (Dominique).

Commission des comptes de la sécurité sociale.

Membres [*J.O.* du 21 juin 1986] (p. 7708) : MM. Barrot (Jacques), Pinte (Etienne).

Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations.

Membres [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) : M. Pierret (Christian), Roux (Jean-Pierre), Soisson (Jean-Pierre).

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Bayard (Henri), Tenaillon (Paul-Louis).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Durieux (Jean-Paul), Bonnemaison (Gilbert).

Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Membres [*J.O.* du 3 mai 1986] (p. 5993) : MM. André (René), Clément (Pascal).

Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Lachenaud (Jean-Philippe), Durupt (Job).

Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membres titulaires [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) ; [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679) : MM. Masson (Jean-Louis), Blum (Roland), Farran (Jacques), Bassinet (Philippe), Destrade (Jean-Pierre).

Membres suppléants [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) ; [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679) : MM. Jeandon (Maurice), Borotra (Franck), Porelli (Vincent), Michel (Claude), Nucci (Christian).

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Haby (René), Ehrmann (Charles).

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Tavernier (Yves), César (Gérard), Poniatowski (Ladislas).

Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

Membres [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : MM. Belorgey (Jean-Michel), Bussereau (Dominique), Léonard (Gérard).

Commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Ghysel (Michel).

Commission supérieure des caisses d'épargne.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Cointat (Michel), Proriol (Jean).

Commission supérieure des sites.

Membres [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : Mme Jacq (Marie), M. Kuster (Gérard).

Commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088) : MM. Miossec (Charles), Renard (Michel), Goasduff (Jean-Louis), Beaufils (Jean), Lacombe (Jean), Chaboche (Dominique).

Conseil d'admistration d'Antenne 2.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433), [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : M. Aubert (François d').

Conseil d'administration de France-Régions 3.

Membres [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433) : M. Fuchs (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932) : M. Gaudin (Jean-Claude).

Conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Weisenhorn (Pierre), Kucheida (Jean-Pierre).

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Douyère (Raymond), Ligot (Maurice).

Conseil d'administration de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Pinte (Etienne).

Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433), [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932) : M. Brune (Paulin).

Conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre titulaire [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Roux (Jacques).

Membre suppléant [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Cathala (Laurent).

Conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice.

Membre [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) : M. Schenardi (Jean-Pierre).

Conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Fèvre (Charles).

Conseil d'administration de l'établissement public de diffusion.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) : M. Cousin (Bertrand).

Conseil d'administration de l'établissement public de la cité des sciences et de l'industrie.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Saint-Ellier (Francis).

Conseil d'administration de l'institut national de la communication audiovisuelle.

Membres [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433) : M. Auroux (Jean) ; [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : M. Péricard (Michel).

Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Béguet (René).

Conseil d'administration de Radio-France.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433), [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932) : Mme Boutin (Christine).

Conseil d'administration de Radio-France Internationale.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433), [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Deniau (Xavier).

Conseil d'administration de télévision française 1.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433) : M. Péricard (Michel).

Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Membres [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) : M. Bayrou (François), Mme Panafieu (Françoise de), M. Durieux (Bruno).

Conseil national de la cinématographie.

Membres titulaires [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : MM. Jacquat (Denis), Guéna (Yves).

Membres suppléants [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : MM. Queyranne (Jean-Jack), Aubert (François d').

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membres titulaires [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : MM. Séguéla (Jean-Paul), Raoult (Eric).

Membres suppléants [*J.O.* du 17 octobre 1986] : MM. Bourg-Broc (Bruno), Cassaing (Jean-Claude).

Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : M. Rigaud (Jean).

Membre suppléant [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : M. Gonelle (Michel).

Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Auberger (Philippe).

Membre suppléant [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Vasseur (Philippe).

Conseil national des services publics départementaux.

Membres [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7372) : MM. Devedjian (Patrick), Klifa (Joseph), Léonard (Gérard), Tenaillon (Paul-Louis).

Conseil national des transports.

Membres titulaires [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : MM. Raymond (Alex), Schenardi (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : Mme Bouchardeau (Huguette).

Membres suppléants [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : Mme Bouchardeau (Huguette) ; devenue titulaire le 17 octobre 1986) ; Lory (Raymond) ; [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124) : M. Fourré (Jean-Pierre).

Conseil national du bruit.

Membre [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : M. Houssin (Pierre-Rémy).

Conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie des quinze-vingts.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Moulinet (Louis).

Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Aubert (Emmanuel), Le Pensec (Louis), Couveinhes (René).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Bussereau (Dominique), Jean-Baptiste (Henry), Roussel (Jean).

Conseil de gestion du fonds national pour le développement de la vie associative.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Fuchs (Jean-Paul).

Conseil national de la montagne.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) : MM. Michel (Jean-François), Trémège (Gérard), Durand (Adrien), Chevallier (Daniel).

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088) : M. Séguéla (Jean-Paul).

Membre suppléant [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088) : M. Bourg-Broc (Bruno).

Conseil national de prévention de la délinquance.

Membres [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635) : MM. Devedjian (Patrick), Blum (Roland), Ducoloné (Guy).

Conseil national du crédit.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Alphandéry (Edmond), Tranchant (Georges).

Conseil national du tourisme.

Membre titulaire [*J.O.* du 5 juin 1986] (p. 7053) : M. Chastagnol (Alain).

Membre suppléant [*J.O.* du 5 juin 1986] (p. 7053) : Mme Moreau (Louise).

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986 et du 23 octobre 1986] (p. 7089 et 12787) : M. Raoult (Eric), Mamy (Albert), Pasquini (Pierre).

Conseil supérieur de l'adoption.

Membre [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6873) : Mme Nevoux (Paulette).

Conseil supérieur de la mutualité.

Membre [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Bichet (Jacques).

Conseil supérieur de la coopération.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Dumont (Jean-Louis), Hart (Joël).

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Vuillaume (Roland).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Montastruc (Pierre) [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : M. Claisse (Pierre).

Conseil supérieur de la sûreté nucléaire.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Mouton (Jean).

Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Membre titulaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Labbé (Claude).

Membre suppléant [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Fourré (Jean-Pierre).

Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Proriol (Jean), Jarrot (André), Micaux (Pierre) ; [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : M. Borotra (Franck).

Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Dalbos (Jean-Claude), Chouat (Didier).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Dugoin (Xavier), Mancel (Jean-François), Revet (Charles).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Gengenwin (Germain), Balligand (Jean-Pierre), Métais (Pierre).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Lepercq (Arnaud), Rigout (Marcel).

Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membres [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Jacquemin (Michel), Mme Papon (Christiane).

Haut conseil du secteur public.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Bachelet (Pierre), Baeckeroot (Christian), Cointat (Michel), Jegou (Jean-Jacques), Gaulle (Jean de), Chomat (Paul).

XII. — AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Délégation de l'Assemblée nationale pour la planification.

Membres [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729) : MM. Barnier (Michel), Charzat (Michel), Chomat (Paul), Clément (Pascal), Descaves (Pierre), Durieux (Bruno), Fèvre (Charles), Fuchs (Gérard), Griotteray (Alain), Laignel (André), Le Garrec (Jean), Mme Missoffe (Hélène), MM. Séguéla (Jean-Paul), Souchon (René), Weisenhorn (Pierre) ; [*J.O.* du 24 octobre 1986] (p. 12830) : MM. Séguéla (Jean-Paul), Lipkowski (Jean de).

Bureau [*J.O.* du 30 octobre 1986] (p. 13070) ; Président : M. Griotteray (Alain) ; vice-présidents : MM. Chomat (Paul), Descaves (Pierre), Durieux (Bruno), Fuchs (Gérard), Séguéla (Jean-Paul).

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (1).

Membres [*J.O.* du 18 juin 1986] (p. 7568) : MM. Baumel (Jacques), Mexandeau (Louis), Mme Moreau (Louise), MM. Péricard (Michel), Schreiner (Bernard).

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membres [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497) : M. Bayard (Henri), Mmes Boisseau (Marie-Thérèse), Boutin (Christine), M. Debré (Michel), Mmes Frachon (Martine), Gaspard (Françoise), M. Hannoun (Michel), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Jacq (Marie), M. Legras (Philippe), Mmes Papon (Christiane), Piat (Yann), M. Proveux (Jean), Mmes Roudy (Yvette), Toutain (Ghislaine).

Bureau [*J.O.* du 27 juin 1986] (p. 7997) : Président : M. Bayard (Henri) ; vice-présidents : Mmes Papon (Christiane), Toutain (Ghislaine) ; rapporteurs : M. Hannoun (Michel), Mme Boutin (Christiane) ; renouvellement [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13997) : président : M. Bayard (Henri), vice-présidents : Mmes Papon (Christiane), Toutain (Ghislaine).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membres titulaires [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916) : MM. Bassinet (Philippe), Birraux (Claude), Chapuis (Robert) Galley (Robert), Giard (Jean), Julia (Didier), Le Baill (Georges), Wiltzer (Pierre-André).

Membres suppléants [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916) : MM. Hervé (Edmond), Micaux (Pierre), Le Déaut (Jean-Yves), Bernard (Michel), Asensi (François), Weisenhorn (Pierre), Mexandeau (Louis), Moyne-Bressand (Alain).

Bureau [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6424), [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13998) : vice-président : M. Bassinet (Philippe) ; secrétaire : M. Julia (Didier).

(1) La délégation a été supprimée par l'article 4 § VIII de la loi n° 86-1210 du 27 novembre 1986.

XIII. — HAUTE COUR DE JUSTICE

Juges titulaires.

Premier tour de scrutin : aucun candidat n'obtient la majorité absolue des membres composant l'Assemblée [23 avril 1986] (p. 279).

XIV. — SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1985-1986 : ouverture le 2 avril 1986 [2 avril 1986] (p. 43) ; clôture le 30 juin 1986 [30 juin 1986] (p. 2689).

Troisième session extraordinaire de 1985-1986 : ouverture le 1er juillet 1986 [1er juillet 1986] (p. 2705) ; décrets des 26 juin, 11 juillet, 24 juillet 1986) ; clôture le 12 août 1986 [12 août 1986] (p. 4316).

Première session ordinaire de 1986-1987 : ouverture le 2 octobre 1986 [2 octobre 1986] (p. 4321) ; clôture le 20 décembre 1986 [20 décembre 1986] (p. 7989).

XV. — COMPOSITION DU DEUXIÈME GOUVERNEMENT DE M. JACQUES CHIRAC

(Décrets des 20 et 25 mars 1986)

[*J.O.* des 21 et 26 mars 1986] (p. 4863 et 4996)

1. — Par ordre alphabétique.

M. Jacques CHIRAC, Premier ministre.
Mme Michèle ALLIOT-MARIE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement.
MM. Jean ARTHUIS, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi.
Michel AURILLAC, ministre de la coopération.
Edouard BALLADUR, ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation.
Didier BARIANI, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.
Mme Michèle BARZACH, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille.
MM. Christian BERGELIN, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports.
Bernard BOSSON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.
Camille CABANA, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation.
Alain CARIGNON, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement.
Mme Nicole CATALA, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle.
MM. Albin CHALANDON, garde des sceaux, ministre de la justice.
Hervé de CHARETTE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan.
Georges CHAVANES, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.
Jean-Jacques DESCAMPS, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme.
Alain DEVAQUET, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.
Jacques DOUFFIAGUES, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports.
Gaston FLOSSE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud.
Georges FONTES, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.
André GIRAUD, ministre de la défense.
Ambroise GUELLEC, secrétaire d'Etat à la mer.
François GUILLAUME, ministre de l'agriculture.
Alain JUPPÉ, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget.
François LEOTARD, ministre de la culture et de la communication.
Gérard LONGUET, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.
Alain MADELIN, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme.
Claude MALHURET, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme.
Pierre MEHAIGNERIE, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.
Mme Lucette MICHAUX-CHEVRY, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la francophonie.
MM. René MONORY, ministre de l'éducation nationale.
Michel NOIR, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur.
Robert PANDRAUD, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité.
Charles PASQUA, ministre de l'intérieur.
Bernard PONS, ministre des départements et territoires d'outre-mer.
Jean-Bernard RAIMOND, ministre des affaires étrangères.
André ROSSINOT, ministre chargé des relations avec le Parlement.
André SANTINI, secrétaire d'Etat aux rapatriés.
Philippe SEGUIN, ministre des affaires sociales et de l'emploi.
Philippe de VILLIERS, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.
Adrien ZELLER, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Jacques CHIRAC.
Ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation	Edouard BALLADUR.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Albin CHALANDON.
Ministre de la défense	André GIRAUD.
Ministre de la culture et de la communication	François LEOTARD.
Ministre des affaires étrangères	Jean-Bernard RAIMOND.
Ministre de l'intérieur	Charles PASQUA.
Ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports	Pierre MEHAIGNERIE.
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Bernard PONS.
Ministre de l'éducation nationale	René MONORY.
Ministre des affaires sociales et de l'emploi	Philippe SEGUIN.
Ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme	Alain MADELIN.
Ministre de l'agriculture	François GUILLAUME.
Ministre de la coopération	Michel AURILLAC.
Ministre chargé des relations avec le Parlement	André ROSSINOT.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan	Hervé de CHARETTE.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget	Alain JUPPÉ.

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur	Michel NOIR.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation	Camille CABANA.
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité	Robert PANDRAUD.
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports	Jacques DOUFFIAGUES.
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement	Alain CARIGNON.
Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur	Alain DEVAQUET.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services	Georges CHAVANES.
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille	Michèle BARZACH.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la francophonie	Lucette MICHAUX-CHEVRY.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme	Claude MALHURET.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports	Christian BERGELIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication	Philippe de VILLIERS
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères	Didier BARIANI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales	Bernard BOSSON.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud	Gaston FLOSSE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement	Michèle ALLIOT-MARIE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle	Nicole CATALA.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale	Adrien ZELLER.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi	Jean ARTHUIS.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.	Gérard LONGUET.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'induistrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme	Jean-Jacques DESCAMPS.
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants	Georges FONTES.
Secrétaire d'Etat aux rapatriés	André SANTINI.
Secrétaire d'Etat à la mer	Ambroise GUELLEC.

3. — Modifications.

Décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110) :

M. Bernard BOSSON, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales. Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

M. Jacques BOYON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

M. Camille CABANA, fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation. Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative.

M. Yves GALLAND, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.

M. Gérard LONGUET, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.

Décret du 8 décembre 1986 [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14772).

M. Alain DEVAQUET, fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1986

(8e législature)

A

ABELIN (Jean-Pierre)

Député de la Vienne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Crise ovine** : difficultés de la production ovine accrues par l'importante progression des importations ; mesures propres à reconstituer la trésorerie des producteurs ; révision du règlement communautaire [15 octobre 1986] (p. 4757).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* remplacé par M. Germain Gengenwin : formation en agriculture ; augmentation des crédits de l'enseignement agricole ; prise en charge totale des salaires des personnels des maisons familiales [30 octobre 1986] (p. 5566).

ACHILLE-FOULD (Aymar)

Député de la Gironde
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Décédé le 11 avril 1986 [*J.O.* du 13 avril 1986] (p. 5446).

Son éloge funèbre est prononcé le 22 avril 1986 [22 avril 1986] (p. 197).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

ADEVAH-PŒUF (Maurice)

Député du Puy-de-dôme
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (n° 473) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de la **carte de combattant volontaire de la Résistance (n° 274)** [17 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 473), autorisant l'approbation d'une convention pour la **sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (n° 542)** [11 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** suppression des conseils départementaux du développement social ; nécessité d'élaborer un schéma départemental des établissements et des services sociaux et médico-sociaux [11 août 1986] (p. 4220) ; **article 8 *nonies :*** possibilité pour les communes d'instaurer des péages sur les ouvrages d'art (p. 4237) ; **article 8 *undecies :*** caractère facultatif de l'engagement des collectivités locales en matière de frais de fonctionnement des établissements d'enseignement privé ; financement des équipements informatiques de ces établissements (p. 4243).

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. Michel Debré ; indépendance nationale ; problème de la capacité des Européens à faire progresser la construction européenne ; compromis de Luxembourg ; maintien de la possibilité pour un Etat d'invoquer ses intérêts essentiels ; achèvement du grand marché intérieur ; absence de lien institutionnel entre la coopération politique européenne et la Communauté ; extension des compétences du Parlement par la procédure dite « de coopération » [20 novembre 1986] (p. 6654) ; souligne l'absence de ministre chargé des affaires européennes pendant six mois au Gouvernement ; ses observations sur la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté ; estime que l'Acte unique constitue la dernière chance pour les peuples de l'Europe d'échapper au déclin (p. 6655).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** son amendement n° 56 (révocation par décret des personnalités nommées au titre du deuxième alinéa de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1983 ne pouvant être abusive) [6 décembre 1986] (p. 7268) ; rejeté (p. 7269).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (n° 473).**

Première lecture, discussion générale : nécessaire reconnaissance des pratique sociales comme partie intégrante de notre patrimoine [12 décembre 1986] (p. 7613) ; dimension culturelle étant dramatiquement absente de tous les échelons institutionnels de l'Europe (p. 7614).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (n° 478).**

Première lecture, discussion générale : motifs ayant conduit à ratifier avec retard la convention de Rome de 1961 [12 décembre 1986] (p. 7617-7618).

ALFONSI (Nicolas)

Député de la Corse du Sud
Apparenté socialiste

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion générale : notion de terrorisme régional ; notion de garde à vue ; ses critiques à l'égard de l'institution d'une Cour d'assises spéciale [25 juin 1986] (p. 2494) ; amendement de M. Patrick Devedjian interdisant, sous peine d'amende élevée, les communiqués des organisations terroristes ; application de la loi pénale dans le département de la Haute-Corse (p. 2495) ;

Discussion des articles : **après l'article 7 :** conciliation de l'unité nationale et de la liberté de la presse ; organisations terroristes étant maîtresses de leur information ; danger d'ajouter à l'incrimination d'apologie de certains crimes et délits l'apologie des crimes ou délits terroristes [27 juin 1986] (p. 2612).

ALLARD (Jean)

Député de la Seine-Maritime
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Demange, tendant à modifier l'article 57 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 et à permettre la continuation des publications attachées au jugement d'ouverture consécutif à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire (n° 416) [27 novembre 1986] (p. 6910).

ALLIOT-MARIE (Michèle)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement.

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Christiane Papon : trafic de drogue aux abords des établissements scolaires :** rôle des adultes-relais dans la prévention ; répression contre ceux qui multiplient des réseaux de vente ; existence de rackets, de vols et d'agressions physiques contre les jeunes ; développement des maladies sexuellement transmissibles [18 juin 1986] (p. 2318) ;

— **M. Charles Miossec : manuels d'éducation civique :** manque d'honnêteté intellectuelle des manuels ; publication d'un complément permettant d'encadrer le contenu des programmes [25 juin 1986] (p. 2452) ; rôle de l'inspection générale d'histoire et de géographie (p. 2453).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. — Enseignement scolaire.
Discussion générale. Répond à la question de :

— *M. Michel Berson :* politique d'abandon de la médecine scolaire durant la précédente législature ; évolution des personnels se consacrant à la santé scolaire [3 novembre 1986] (p. 5738) ; suppression de mises à disposition compensée par des crédits équivalents ; prévention de la toxicomanie et du tabagisme (p. 5739) ;

— *M. Eric Raoult :* prévention de la toxicomanie, de l'alcoolisme et de la violence ; intervention de médecins vacataires (p. 5740).

ALPHANDERY (Edmond)

Député du Maine-et-Loire
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil national du crédit [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (économie, finances et privatisation : charges communes) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 14 : **économie, finances et privatisation** : charges communes **(n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fiscalité des fonds communs de placement et des S.I.C.A.V. de trésorerie** : nécessité d'obtenir la confiance du public pour la réussite de la politique économique du Gouvernement ; stabilisation du marché financier ; politique de l'épargne [23 avril 1986] (p. 258) ;

— **Augmentation des taux d'intérêt** : facteur dissuasif pour nombre d'investissements productifs ; même évolution pour les opérations à court terme et à long terme [17 décembre 1986] (p. 7709) ; volume des emprunts émis pour financer le déficit budgétaire ; mesures envisagées dans l'attente de l'adoption d'une loi sur l'épargne (p. 7710).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : calendrier de la libération des prix et services ; créations d'emplois dans les services ; exemple des Etats-Unis et du Japon [24 avril 1986] (p. 343) ; inefficacité du blocage des prix ; exemple américain ; causes de l'inflation en France (p. 345) ; blocage généralisé des prix n'étant pas un élément efficace de lutte contre l'inflation ; nécessité de délivrer le Gouvernement de la tentation de retour au contrôle des prix ; problème posé par l'augmentation considérable du prix d'une matière première (p. 360) ; intérêt de certaines interrogations des parlementaires socialistes ; utilité pour le Gouvernement de préciser à l'Assemblée ce qu'il compte conserver des ordonnances de 1945 (p. 363) ; inopportunité de continuer à réglementer de manière arbitraire et administrative le prix des tabacs (p. 369) ; niveau des taux d'intérêt entraînant la faiblesse des entreprises ; écueils auxquels se heurte la gestion de la politique monétaire ; ses réserves sur la réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés à 45 % [25 avril 1986] (p. 412) ; **article 2** : réputation de l'Agence nationale pour l'emploi ; statut inadapté aux problèmes à régler [28 avril 1986] (p. 479) ; nécessité de décentraliser l'Agence et de mettre en place dans chaque bassin d'emploi des organismes structurés entre le monde du travail, les entreprises, les établissements de formation professionnelle et d'enseignement (p. 480) ; monopole de l'A.N.P.E. ; nécessité de décentraliser totalement l'Agence (p. 484) ; **article 4** : intérêt pour le contribuable français d'une bonne vente des actions des sociétés privatisables [30 avril 1986] (p. 624) ; situation de la banque Paribas ; gestion privée du capital étant un élément fondamental de la gestion moderne [6 mai 1986] (p. 763) ; absence de justification de la nationalisation des banques régionales en 1982 (p. 765) ; motif des profits réalisés par les banques nationalisées ; situation de la Sofinco (p. 767) ; rôle du M.I.T.I au Japon ; prêt aux jeunes ménages ; motif du caractère élevé des taux du crédit à la consommation (p. 769) ; désapprouve l'aide de l'Etat par le biais de bonifications d'intérêts ; **son rappel au règlement** : compare les propos de M. Raymond Douyère à « des ragots trouvés dans des poubelles » (p. 770) ; **son rappel au règlement** : rappelle qu'il s'intéresse de très près aux problèmes monétaires et bancaires ; approuve l'attitude du rapporteur général (p. 772) ; **article 5** : existence de mises en cause personnelles plus graves que celles faites par M. Georges Tranchant [7 mai 1986] (p. 846) ; rapport Bonnefous sur le comportement des actionnaires privés ; insuffisance des dotations en capital de l'Etat pour permettre des investissements aussi importants que ceux qui ont été réalisés avant 1982 ; moralité de la procédure qui donne au Gouvernement les moyens de légiférer pour vendre au secteur privé des propriétés d'Etat ; but des nationalisations [7 mai 1986] (p. 847).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : prélèvement sur le fonds de garantie des caisses d'épargne ayant été institué par le pouvoir socialiste ; caractère regrettable du prélèvement sur la C.A.E.C.L. ; nécessité d'une baisse réelle des taux d'emprunt des collectivités locales [23 mai 1986] (p. 1107) ; reconnaît que les actionnaires privés ont apporté « relativement peu » aux entreprises nationalisées avant 1982 ; souligne que ces entreprises ont réalisé des bénéfices ; rapport Charzat (p. 1120) ; rapport de M. de la Genière ayant été élaboré sur la base de chiffres contenus dans les documents budgétaires datant d'avant les élections législatives ; prélèvement de 10 milliards de francs sur le fonds de garantie des caisses d'épargne ; caractère néfaste de la pratique des débudgétisations ; caractère élevé des taux d'intérêt ; évolution des taux de formation du capital depuis 1981 ; collectif ne constituant pas un quitus de la gestion précédente ; dotation en faveur de la sidérurgie (p. 1137) ; réduction du déficit budgétaire étant l'une des pièces maîtresses de la politique de redressement économique ; dévaluation du franc ; processus de libération des prix et des services ; rémunérations dans le secteur public ; progression de la masse monétaire ; allégement des cotisations sociales pour encourager l'embauche des jeunes ; situation en Grande-Bretagne ; caractère catastrophique des chiffres du commerce extérieur du mois d'avril ; prévisions de l'I.N.S.E.E. en matière d'emplois (p. 1138) ; effets du contre-choc pétrolier ; respect des mécanismes de marché étant une condition nécessaire du retour à la prospérité ; ses propositions en matière d'épargne ; nécessité d'une baisse rapide des taux d'intérêt ; prélèvement sur les provisions de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; nécessaire mise en place d'un dispositif fiscal en faveur de l'investissement (p. 1139) ; insuffisance des efforts en matière de formation professionnelle ; budget de 1987 devant constituer le complément indispensable du collectif du projet de loi de finances rectificative (p. 1140).

Discussion des articles : **article 1er** : évolution du prix du tabac depuis 1982 [26 mai 1986] (p. 1180) ; **après l'article 3** : fiscalité des G.A.E.C. ; régime des avances aux cultures ; abaissement de forfait ; suppression de la provision pour hausse des prix (p. 1207) ; évaluation des stocks en agriculture ; élevage en France (p. 1208) ; diminution de la clientèle dans les hôtels de tourisme quatre étoiles et quatre

étoiles luxe à cause de la baisse du dollar et des inquiétudes des touristes américains face à la montée du terrorisme ; taux de T.V.A. (p. 1210) ; ses observations (p. 1211) ; **article 4** : nombre de candidats aux concours administratifs ; cas des candidats qui risquent de ne plus pouvoir se présenter à cause de la taxe ; possibilité d'instaurer un autre type de sélection ; son refus de la discrimination « censitaire » (p. 1212) ; droit d'inscription aux concours de recrutement des fonctionnaires ; situation des jeunes gens modestes [27 mai 1986] (p. 1225) ; **article 6** : prélèvement opéré sur le fonds de garantie des caisses d'épargne (p. 1232) ; emprunt à taux bonifié de la caisse des dépôts et consignations ; rôle de la C.A.E.C.L. ; accès direct au marché financier ; nécessaire unification des conditions de financement des collectivités locales sur le marché financier ; nécessité de ne pas empêcher le nivellement des différences existant entre les collectivités locales selon qu'elles obtiennent leur financement par la caisse des dépôts ou par la C.A.E.C.L. (p. 1233) ; **après l'article 6** : nécessité d'une simplification et d'une uniformisation de la fiscalité de l'épargne ; situation des célibataires ; nécessité que les revenus des titres soient déductibles du revenu imposable ; chute du taux d'épargne des ménages (p. 1239) ; **article 7 et état A** : ses observations (p. 1285).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345)

Première lecture, discussion des articles : **article 8 *nonies*** *:* possibilité pour les communes d'instaurer des péages sur les ouvrages d'art [11 août 1986] (p. 4237) ; relance du secteur des travaux publics (p. 4238) ; **article 22 *bis*** *:* blocage pour 1987 du mécanisme de péréquation instauré pour la D.G.F. par la loi de novembre 1985 ; maintien des critères de répartition retenus par cette loi ; son amendement n° 97 (de suppression) (p. 4258) ; possibilité d'apporter des modifications de détail sur les critères des logements sociaux et du potentiel fiscal (p. 4259) ; adopté (p. 4260).

Commission mixte paritaire, discussion générale : mécanisme progressif de la loi de novembre 1985 sur les modalités de répartition de la D.G.F. ; critère du poids des logements sociaux ; possibilité d'utiliser le critère de l'effort fiscal par habitant pour inciter les communes à diminuer leurs impôts locaux [12 août 1986] (p. 4306).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : approuve, au nom de l'U.D.F., les grandes lignes du projet de loi de finances ; retournement de l'environnement international ; maintien de l'écart entre la France et la République fédérale allemande [15 octobre 1986] (p. 4776) ; caractère inacceptable de la domination de l'Allemagne sur l'Europe ; économie française étant trop bureaucratisée ; redéploiement des effectifs de la fonction publique ; allégement de l'emprise de l'Etat sur le marché financier ; amélioration artificielle induite par la baisse du prix du pétrole ; dégradation de notre compétitivité ; consommation trop forte au détriment de l'investissement et de l'épargne ; charge de la dette multipliée par quatre en cinq ans ; poids excessif des contributions obligatoires ; crise du système de formation (p. 4777) ; bilan de la gestion des socialistes en matière de finances publiques, d'investissement et de commerce extérieur ; alourdissement du poids des dettes des entreprises du fait de la désinflation ; baisse de la rentabilité des investissements ; réduction des impôts ; affectation des produits de la privatisation à l'amortissement de la dette publique ; effort prioritaire à accomplir en matière de cotisations sociales (p. 4778) ; nécessaire relance de l'épargne par la création d'un livret d'épargne retraite ; aide à l'investissement par le renforcement du dispositif d'allégement des charges ; taxe sur le fioul et les frais généraux ; taxe professionnelle ; nécessité d'introduire un dispositif d'amortissement accéléré et d'ôter son caractère dissuasif à la fiscalité des capitaux propres (p. 4779).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 201 (tendant à fixer les règles d'actualisation annuelles du plafond du quotient familial) ; non soutenu [16 octobre 1986] (p. 4819) ; son amendement n° 202 (tendant à créer la possibilité pour les parents isolés de déduire les cotisations sociales versées au titre des personnes auxquelles ils confient la garde de leurs enfants en bas âge et ouvrant cette possibilité à certains foyers fiscaux) (p. 4821) ; retiré (p. 4822) ; **après l'article 5** : sa sympathie pour l'amendement n° 174 de M. Pierre Bérégovoy ; opportunité d'une diminution de l'impôt sur les sociétés et notamment pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise ; financement des investissements par les capitaux propres coûtant plus cher que le financement par l'appel à l'endettement ; nécessité d'une neutralité fiscale du financement des investissements (p. 4881, 4882) ; **article 7** : disparition de la taxe sur le gaz naturel ; répartition de la diminution de la facture pétrolière de la France ; mauvaise répercussion de la baisse du prix du pétrole et du gaz naturel sur les utilisateurs (p. 4907) ; **article 8** : majoration de la limite du cinquième alinéa de l'article 158-5 du code général des impôts pour les médecins conventionnés ; bonne connaissance de leur revenu (p. 4912) ; **article 9** : allégement des droits sur les cessions des petits fonds de commerce (p. 4915) ; **article 10** : réforme de la fiscalité agricole (p. 4919) ; nécessité de tenir compte de la situation internationale dans la fixation des prix à Bruxelles ; encouragement de l'investissement ; exemple de pays ayant institué un système de provision (p. 4920) ; **article 11** : mode de fixation des prix au niveau européen ; caractère excessif de l'impôt foncier (p. 4926) ; système de l'avance aux cultures ; crise de l'agriculture (p. 4927) ; **article 12** : son amendement n° 206 (prévoyant que les exploitants agricoles placés sous un régime réel d'imposition peuvent constituer à la clôture de chaque exercice une provision en franchise d'impôt égale à 10 % de leurs résultats dans la limite de 50 000 francs) ; nécessité de permettre aux agriculteurs d'autofinancer plus facilement leurs investissements ; désengagement de l'Etat des bonifications d'intérêt [17 octobre 1986] (p. 4938) ; majoration de la fiscalité sur les tabacs ; adopté (p. 4939) ; **article 13** : opportunité d'étendre les dispositions de cet article à toutes les professions connaissant des fluctuations de revenus (p. 4941) ; **article 16** : inopportunité que les dispositions de cet article s'appliquent également aux successions des particuliers (p. 4976) ; nécessité de supprimer toute distinction selon l'âge du donateur (p. 4977).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre III** : nombre des associations de la loi de 1901 percevant des subventions de l'Etat ; nécessité que l'Etat ne verse que des subventions d'intérêt national [21 octobre 1987] (p. 5100) ; **article 70** : son amendement n° 40 (tendant à la fin de cet article à substituer à la somme 398 francs. la somme 404 francs) (p. 5010) ; inopportunité d'une étatisation accrue de la formation professionnelle ; nécessité de donner aux chambres des métiers le moyen de leur politique de formation ; nécessité de permettre la majoration de la taxe fixe que les chambres consulaires perçoivent des artisans ; adopté (p. 5102).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Examen des crédits.* **Agriculture : Etat B, titre IV** : son amendement n° 120 (tendant à réduire les crédits de 20 millions de francs) ; affectation de ces crédits au secteur des semences et des plants [30 octobre 1986] (p. 5585) ; quotas laitiers ; problème de la viande ; retiré (p. 5586) ; **B.A.P.S.A. : après l'article 73** : son amendement n° 121 (précisant que le Gouvernement déposera avant le 2 octobre 1987 devant le Parlement un rapport sur le financement de la couverture sociale des exploitants agricoles en difficulté précisant notamment la contribution de l'Etat à ce financement) ; situation des agriculteurs radiés de la mutualité sociale agricole ; cas des exploitants cessant leur activité et ne recevant pas d'indemnités de chômage ; conditions restrictives d'accès au C.N.A.S.E.A. (p. 5588) ; retiré (p. 5589).

Intérieur. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement** : procédure des questions budgétaires [7 novembre 1986] (p. 6022).

Economie, finances et privatisation, charges communes, comptes spéciaux du trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : importance du budget des charges communes ; évolution des dépenses en atténuation de recettes ; financement des charges sociales supportées par l'Etat ; mesures en faveur de l'emploi ; encouragement de la construction immobilière ; bonifications d'intérêts à caractère économique [7 novembre 1986] (p. 6035) ; fonds affectés au fonds national de solidarité ; budget du futur conseil de la concurrence ; application de la contribution exceptionnelle de solidarité de 1 % payé par les fonction-

naires en faveur des chômeurs ; problème de la dette publique ; imprécision des prévisions quant au crédit inscrit pour financer la dette ; insuffisance des modalités de gestion de la dette publique ; limitation systématique de la création monétaire par les opérateurs du Trésor ; effet d'éviction dû au volume des émissions obligataires (p. 6036) ; remboursement de la dette extérieure de l'Etat ; nécessité de moderniser la gestion de la dette publique ; lancement d'un emprunt libellé en ECU (p. 6037).

I — Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. *Examen des crédits :* **état B, titre IV :** débat sur l'efficacité des dispositions proposées pour l'emploi des jeunes ; problème de transfert entre des âges différents [13 novembre 1986] (p. 6212) ; attachement des Français au dispositif de l'épargne logement ; bonifications d'intérêt instaurant des distorsions sur les marchés financiers ; examen des procédures de financement (p. 6214) ; évolution des rémunérations des fonctionnaires ; contribution exceptionnelle de solidarité de 1 % ; **état C, titre V :** aide aux pays en voie de développement ; bonifications d'intérêt et dispositif permettant aux entreprises françaises de vendre à des pays en voie de développement ; problème de l'aide multilatérale (p. 6215) ; **article 68 :** remplacement de la référence à l'indice 248 par la référence à l'indice brut 259 (p. 6216) ; volonté de rétablir la parité entre les fonctionnaires situés en bas de l'échelle qui perçoivent une rémunération sous forme de traitement assujetti au 1 % et ceux qui perçoivent l'essentiel de leur rémunération sous forme de rémunérations annexes et de prime non assujettie (p. 6217).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 63 : son amendement n° 297 (tendant à étendre les dispositions applicables aux petites communes pour la majoration de retard sur les impôts perçus par voie de rôle à celles faisant partie d'une association de communes réalisée dans le cadre de la loi de 1971) [14 novembre 1986] (p. 6415) ; retiré (p. 6416).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : lien entre le projet de loi sur l'épargne et les privatisations ; réduction de la dette publique et disponibilité du marché financier [11 décembre 1986] (p. 7489).

Discussion des articles : **article 2 et état B :** tensions inflationnistes ; différentiel entre la France et l'Allemange ; libération des prix ; rôle du déficit budgétaire dans l'augmentation des prix ; crédits de l'enseignement agricole privé ; salaires du personnel des maisons familiales rurales (p. 7501) ; **article 6 :** prélèvement supplémentaire sur le budget annexe des P.T.T. ; dépassement de crédits en matière d'aide publique, de rémunérations et de cotisations sociales ; maintien du prélèvement sur le fonds de garantie des caisses d'épargne (p. 7514) ; **après l'article 9 :** généralisation des mesures fiscales d'étalement des revenus à l'ensemble des professions à risques ; cas des sportifs professionnels (p. 7531) ; **article 13 :** fait part de son malaise devant la mesure tendant à réduire le taux de T.V.A. applicable aux parcs à décors animés illustrant un thème culturel (p. 7537) ; problème de l'incitation fiscale à l'investissement productif ; hypothèse d'une baisse du taux de T.V.A. pour l'industrie automobile (p. 7538) ; **après l'article 20 :** institution d'une taxe sur certains véhicules immatriculés dans un Etat étranger et circulant sur le territoire français (p. 7550).

ANCIANT (Jean)

Député de l'Oise
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Budget 1986 :** existence de « trous » financiers dans le budget de plusieurs ministères ; déclarations de différents membres du Gouvernement laissant penser que des irrégularités ou des malhonnêtetés ont été commises ; sincérité des prévisions budgétaires pour 1986 reconnue par M. Renaud de La Genière ; crédits du ministère de l'intérieur ; pensions des retraités de la S.N.C.F. ; budget des transports et de la défense [7 mai 1986] (p. 826) ; absence de crédits complémentaires dans le collectif budgétaire pour ces dépenses (p. 827).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11 :** réduction du délai de reprise de l'administration fiscale [27 mai 1986] (p. 1295) ; vérification fiscale ; personnes faisant appel à des conseillers fiscaux ; informatisation des services (p. 1296).

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. *Examen des crédits :* **II — Services financiers. Etat B, titre III :** son amendement n° 276 (réduction des crédits) : rejeté ; son amendement n° 277 (réduction des crédits) [13 novembre 1986] (p. 6278) ; rejeté (p. 6280).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 60 : son amendement n° 272 (tendant à étendre le taux de T.V.A. sur la presse de 2,10 % aux publications d'information politique ou générale ayant une périodicité au moins trimestrielle) : rejeté [14 novembre 1986] (p. 6402).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : suppression de la retenue à la source de 10 % sur les revenus des obligations ; allégement du prélèvement fiscal sur les recettes des casinos [11 décembre 1986] (p. 7486) ; diminution de l'allocation logement et de l'A.P.L. ; démantèlement de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; moyens d'investigation de l'administration des impôts et des douanes (p. 7487).

Discussion des articles : **article 9 :** suppression de la retenue à la source de 10 % sur les revenus d'obligations (p. 7530) ; **article 12 :** légalisation de la pratique administrative infirmée par le Conseil d'Etat en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux (p. 7534) ; **article 17 :** dispositions fiscales applicables en Nouvelle-Calédonie ; recul de la date limite pour l'achèvement de la révision foncière (p. 7541) ; **article 19 :** taxe sur l'électricité ; notion de ressources équivalentes ; régularisation des taux appliqués par la ville de Paris (p. 7544).

ANDRE (René)

Député de la Manche
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [JO du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [*J.O.* du 3 mai 1986] (p. 5993).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Premiers résultats du plan pour l'emploi des jeunes :** nouveau mode de comptabilisation du chômage ; résultat du plan pour l'emploi des jeunes quatre mois après sa mise en œuvre [19 novembre 1986] (p. 6546).

orales sans débat :

— **n° 59,** posée le 10 juin 1986 : **radiodiffusion et télévision (programmes)** (p. 2066) ; appelée le 13 juin 1986 : **rétablissement du « carré blanc » à la télévision ;** remplacé par M. Eric Raoult (p. 2191) ;

— **n° 106,** posée le 2 octobre 1986 : **lait et produits laitiers (lait)** (p. 4331) ; appelée le 3 octobre 1986 : **quotas laitiers :** producteurs laitiers de la Manche ; élaboration de mesures spécifiques aux régions uniquement laitières ; propriété des quotas (p. 4342-4343) ;

— **n° 160,** posée le 16 décembre 1986 : **heure légale (heure d'été et heure d'hiver)** (p. 7695) ; appelée le 19 décembre 1986 : **heure d'été :** inconvénient du changement d'heure entre l'été et l'hiver ; augmentation de la pollution de l'air (p. 7846) ; perturbation des rythmes biologiques ; difficultés pour le monde agricole ; nécessaire aménagement de cette mesure (p. 7847).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : rejet du socialisme exprimé lors des élections législatives du 16 mars ; délabrement économique de la France [23 avril 1986] (p. 277) ; refus du Gouvernement socialiste de signer des accords européens permettant d'instaurer une lutte commune contre le terrorisme ; politique familiale du Gouvernement socialiste ; contenu du projet de loi de finances rectificative pour 1986 ; portée du projet de loi d'habilitation ; signification de l'utilisation de la procédure prévue par l'article 38 de la Constitution ; nécessité d'alléger les charges des entreprises (p. 278) ; lutte pour l'emploi constituant une « nouvelle frontière » ; vote favorable du groupe du Rassemblement pour la République (p. 279).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 492 (visant dans l'article 3 à substituer aux mots « vérifier le respect » les mots « assurer le respect ») [6 juin 1986] (p. 1899) ; adopté au scrutin public (p. 1900).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : privatisation de T.F.1 ; « invasion » d'émissions américaines et japonaises ; ses observations sur l'image de la femme donnée par la publicité télévisée ; problèmes posés par certains programmes de télévision vis-à-vis des enfants ; sa proposition pour organiser un système d'information des télespectateurs sur la nature des films projetés ; diffusion de bandes-annonces violentes à certaines heures de grande écoute familiale [5 août 1986] (p. 4066).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* quotas laitiers ; volonté du ministre de défendre les propositions d'octroi d'une indemnité viagère mensuelle aux petits producteurs en plus des aides actuelles ; augmentation des retraites des agriculteurs [30 octobre 1986] (p. 5570) ; augmentation des cotisations sociales dans le département de la Manche notamment ; utilisation du revenu cadastral comme base de calcul (p. 5583) ; supplée M. Michel Renard (p. 5584).

Affaires sociales et emploi. *Discussion générale : questions :* résultats obtenus par le plan emploi jeunes ; situation des préretraités [6 novembre 1986] (p. 5955).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques (n° 556).

Première lecture, discussion générale : nécessité de donner un fondement juridique à la communication à l'I.N.S.E.E. et aux services statistiques ministériels d'informations nominatives et de documents recueillis sous le couvert du secret professionnel par les administrations dans le cadre de l'exercice quotidien de leurs missions ; respect du secret professionnel ; interdiction de la transmission d'informations relevant du secret médical ou relatives à la vie sexuelle ; application des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 ; interdiction de toute communication par les statisticiens de données dont ils auraient à connaître et permettant l'identification des personnes [18 décembre 1986] (p. 7809).

ANSART (Gustave)

Député du Nord
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics accordés au **groupe Boussac (n° 3)** [8 avril 1986].

Proposition de loi tendant à créer un **droit à des congés de formation permanente** des citoyens **(n° 23)** [23 avril 1986].

Proposition de loi organique tendant à **moraliser la vie publique** [27 octobre 1986] **(n° 424).**

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 63 (autorisation par l'inspecteur du travail des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent déterminé en application de l'article L. 212-6) : rejeté [3 juin 1986] (p. 1609). **Article 1er :** ses amendements n° 262, 283, 302, 338, 359, 483 ; réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 94 (dispositions de la présente loi ne pouvant prendre effet que lorsque la situation de l'emploi se sera améliorée) [7 juin 1986] (p. 2006) ; vote réservé (art. 44-3) (p. 2007).

ANSQUER (Vincent)

Député de la Vendée
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la création de **chambres des professions libérales (n° 11)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative à la création de **sociétés mobilières d'investissement (S.O.M.I.)** et d'un nouveau contrat financier, le crédit-bail d'actions **(n° 12)** [23 avril 1986].

Proposition de loi sur les **sociétés de partenaires (n° 13)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L 452-4 du code de la sécurité sociale afin de permettre à certains employeurs de se garantir par une **assurance en cas de faute inexcusable (n° 228)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à créer une commission chargée de procéder à un examen d'ensemble des problèmes posés par le système du **revenu cadastral** et de proposer les solutions les plus appropriées **(n° 332)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi relative aux **modalités et aux délais de règlement des factures** établies pour un fournisseur de marchandises, l'exécution de travaux ou de prestations de services **(n° 389)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L 142-2 du code de l'urbanisme instituant une **taxe départementale d'espaces verts (n° 390)** [9 octobre 1986].

ARRECKX (Maurice)

Député du Var
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Se démet de son mandat de député le 29 septembre 1986 [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

ARRIGHI (Pascal)

Député des Bouches-du-Rhône
F.N

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (industrie, postes et télécommunications et tourisme : tourisme) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article L. 506 du code de la santé publique à l'effet de permettre aux Français qui, en Algérie ou en Afrique du Nord, on exercé la profession **d'opticien-lunetier** titulaire, de poursuivre l'exercice de cette profession **(n° 181)** [5 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 28 : **industrie, postes et télécommunications et tourisme : tourisme (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Marine marchande** : plan du Gouvernement présenté au Conseil supérieur de la marine marchande et non au Parlement [22 octobre 1986] (p. 5132) ; absence d'une loi-cadre ; attente par l'Assemblée de la communication des premiers résultats du Plan et de l'organisation d'un grand débat sur la mer (p. 5133) ;

— **Projet de loi sur l'enseignement supérieur : grève dans les universités** : manifestation répondant à la carence de l'information gouvernementale et à la diffusion par les medias de nouvelles pas toujours exactes ; manœuvre de déstabilisation ; nécessité pour le Gouvernement de faire le point sur les grèves en cours et sur ses intentions quant aux dispositions essentielles du projet ; application éventuelle de l'article 49-3 de la Constitution [26 novembre 1986] (p. 6781).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : modification de la liste des candidats déclarés élus par les commissions de recensement des votes ; contestation de l'élection d'un député empêchant toute démission [2 avril 1986] (p. 47).

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : principe selon lequel dans la discussion d'une question préalable peuvent seuls s'exprimer l'auteur et un orateur d'opinion contraire ; absence d'unité de l'opposition ; impossibilité pour le Front national de défendre sa position [22 avril 1986] (p. 241).

Discussion des articles : **article 4** : situation financière des banques à dénationaliser ; maintien des appareils bancaires de la dictature en Espagne et au Portugal [6 mai 1986] (p. 791) ; sa participation à la Résistance et son internement en camp de concentration (p. 792).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.**

Explications de vote : redressement du pays ; chômage ; sécurité ; immigration ; dénatalité ; volonté du Gouvernement de régler ses comptes dans les départements où les partis qui le soutiennent ont été affaiblis ; inégalités de représentation avec le scrutin majoritaire ; absence de liens entre la nature du scrutin et la valeur des institutions ; caractère inadmissible du recours aux ordonnances pour une loi électorale ; contrôle du juge constitutionnel ; loi référendaire devant confier au Conseil constitutionnel la plénitude du contentieux électoral y compris la définition et la modification périodique des circonscriptions [22 mai 1986] (p. 1063) ; nécessité de recourir à une loi organique ; connaissance préalable des circonscriptions ; pouvoirs du Sénat ; saisine du Conseil constitutionnel ; vote de la motion de censure par le groupe du Front national (p. 1064).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : rattrapage du rapport constant ; [26 mai 1986] (p. 1195) ; **article 8 et état B précédemment réservés** : son amendement n° 55 (réduction des crédits des services du Premier ministre) ; troisième voie d'accès a l'E.N.A. [28 mai 1986] (p. 1343) ; politisation de la haute administration ; retiré (p. 1344) ; **article 11 : son rappel au règlement** : orateur ne devant pas s'écarter de la question (p. 1377) ; inopportunité de revenir sur des amendements votés, rejetés ou retirés ; collectif ne comportant pas de rapport économique et financier (p. 1378) ; **article 12** : opportunité que la technique développée dans l'amendement n° 103 du Gouvernement soit appliquée à la Corse (p. 1399) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement** : nécessité que l'Assemblée puisse savoir à quelle heure le débat se terminera (p. 1402) ; **son rappel au réglement** : délai de 40 jours prévu par l'article 47 de la Constitution s'appliquant à une loi de finances rectificative ; reproche au Gouvernement

de n'avoir pas su gérer l'ordre du jour prioritaire ; reprend la proposition de M. Jean-Claude Martinez de « bloquer les pendules » (p. 1415).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Discussion : **son rappel au réglement** : injures adressées aux députés ; préférence nationale et européenne [11 juin 1986] (p. 2110) ;

— Projet de loi relatif á la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : décence du dépôt d'amendements sur la peine de mort ; sa demande pour que le Gouvernement organise un débat sur ce sujet [2 juillet 1986] (p. 2775).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif á la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : précédents « douteux » du texte relatif au Territoire des Afars et des Issas [8 juillet 1986] (p. 2988).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : conventions internationales devant être appliquées par les deux parties [10 juillet 1986] (p. 3140) ; obligation pour l'administration de refuser l'accès du territoire français à un étranger faisant l'objet d'une interdiction du territoire ou d'un arrêté d'expulsion (p. 3144) ; formation en langues étrangères des membres de la police de l'air et des frontières (p. 3145) ; caractère inapplicable de certaines conventions internationales (p. 3146) ; rôle de l'autorité consulaire ; retour au système des capitulations (p. 3147) ; **après l'article 1er** : nécessité d'éviter la multiplication excessive des documents administratifs d'entrée et de séjour des étrangers (p. 3149) ; préférence nationale ; conventions de sécurité sociale avec la Turquie ; cas de certains étudiants étant des agents de services secrets [11 juillet 1986] (p. 3171) ; **article 2** : absence d'élus R.P.R. ou U.D.F. des Bouches-du-Rhônes et de Marseille en séance ; regroupement familial (p. 3177) ; peine effectivement prononcée par la magistrature ; condamnation d'un immigré à une peine d'emprisonnement (p. 3203) ; souhaite la présence de M. André Rossinot en séance ; présence des députés de la majorité (p. 3205) ; **article 3** : aide au retour (p. 3210-3211) ; débat sur le chiffre des immigrés (p. 3215) ; ses observations sur les amendements de M. Michel Hannoun ; collaboration de la majorité avec le groupe socialiste ; mise en cause de M. Jean-Marie Bockel (p. 3219) ; **article 5** : intervention des autorités consulaires des puissances étrangères [15 juillet 1986] (p. 3253) ; attitude de certains magistrats ; existence d'un Etat de droit sans contrôle des tribunaux judiciaires (p. 3254) ; impossibilité que l'étranger soit, dans tous les cas, informé dans une langue qu'il comprend (p. 3273) ; **son rappel au réglement** : rappelle que M. Gérard Fuchs n'est juge de la respectabilité d'aucun des membres du Front national ; rôle de l'O.A.S. ; affirme que le président de T.F.1 était « un porteur de valise du F.L.N. » (p. 3274) ; possibilité d'utiliser devant les tribunaux administratifs le référé ou la demande de sursis à exécution ; affaire Croissant (p. 3278) ; **article 9** : propos de M. Jean-Marie Bockel sur la position du Front national concernant l'insertion des immigrés ; population de Marseille ; immigration et terrorisme [16 juillet 1986] (p. 3315-3316) ; avenir des jeunes Maghrébins de la deuxième génération ; interventions d'autorités religieuses aux obsèques de M. Gaston Defferre (p. 3321) ; **article 10** : ses observations sur les discours « soixante-huitards » (p. 3343) ; ses observations sur les propos de Mme Gaspard (p. 3344) ; exemple des commandos d'enfants suicides syriens au Liban (p. 3345) ; **article 13** : **son rappel au réglement** : importance de la colonie maghrébine en France ; qualifie le projet de loi de projet « tendant à favoriser l'insertion des étrangers en France » (p. 3353) ;

Ses observations sur le fait personnel de M. Jean-Pierre Schénardi : ses observations sur M. Bettino Craxi qui « serait le filleul de Mussolini » [11 juillet 1986] (p. 3220).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : article L-443-7 du code de la construction et de l'habitation : hostilité des municipalités communistes à l'accession à la propriété individuelle [23 juillet 1986] (p. 3739).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives aux financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : niveau des prélèvement obligatoires ; allégement du barème de l'impôt sur le revenu [24 juillet 1986] (p. 3844) ; impossibilité de rétablir l'équilibre de la sécurité sociale par un alourdissement de la fiscalité ou des cotisations (p. 3845).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 33 (de suppression) [25 juillet 1986] (p. 3871) ; rejeté (p. 3872) ; **article 1er** : son amendement n° 13 (suppression, dans cet article, des mots « 1985 et ») : rejeté ; son amendement n° 14 (visant à insérer dans cet article, après les mots « une contribution » le mot « exceptionnelle ») (p. 3874) ; rejeté ; son amendement n° 15 (visant à supprimer à la fin de cet article les mots « dont le produit est versé à la C.N.A.V.T.S. ») : rejeté (p. 3875) ; **article 5** : son amendement n° 17 (visant à supprimer dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article les mots « 1985 et ») : retiré (p. 3879) ; **article 9** : son amendement n° 35 (de suppression) (p. 3897) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 37 (visant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article aux mots « des périodes postérieures au 1er août 1986 » les mots : « de la période comprise entre le 1er août 1986 et le 31 décembre 1987 ») (p. 3898) ; retiré (p. 3899).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : présence des secrétaires au bureau et contrôle des délégations de vote [3 octobre 1986] (p. 4359) ; demande un contrôle des délégations de vote (p. 4360).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 64 (plafonnement de la réduction d'impôt brut résultant de l'application du quotient familial) [15 octobre 1986] (p. 4802) ; rejeté au scrutin public ; (p. 4803) ; son amendement n° 133 (tendant à accorder une part par enfant pour le calcul du quotient familial) [16 octobre 1986] (p. 4820) ; rejeté au scrutin public (p. 4821) ; **article 3** : son amendement n° 65 (tendant à supprimer la taxe professionnelle par transfert sur la T.V.A. (p. 4855) ; ses observations sur la proposition communiste de transformation de la taxe professionnelle en impôt sur le capital ; rejeté au scrutin public (p. 4857) ; **article 4** : son sous-amendement n° 280 à l'amendement n° 270 de M. Gérard Trémège repris par M. Christian Baeckeroot (tendant à compléter le 2e alinéa du paragraphe I de cet amendement par les mots : « qui interviendrait avant le 31 décembre 1987 et, pour les années ultérieures, une moins-value à court terme dont l'imputation est étalée sur cinq ans par parts égales ; la première imputation pouvant être effectuée sur le premier exercice clos à compter du 31 décembre 1987 ») ; rejeté au scrutin public (p. 4870) ; **après l'article 4** : son amendement n° 137 (tendant à rendre déductible les cotisations d'assurance sociale volontaires pour les professions indépendantes non agricoles) ; rejeté ; (p. 4871) ; **article 5** : son amendement n° 68 (tendant à supprimer immédiatement la taxe sur certains frais généraux) ; retiré (p. 4877) ; **après l'article 5** : son amendement n° 66 (tendant à porter à 100 000 francs le plafond de l'amortissement pour les voitures particulières) ; importance des voitures particulières pour les médecins-généralistes ; rejeté ; son amendement n° 67 (tendant à actualiser le barème de la taxe sur les salaires) ; professions libérales non assujetties à la T.V.A. ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 138 (tendant à autoriser la déduction des cotisations d'assurance sociale volontaires) (p. 4878) ; étude du régime de protection sociale à l'occasion de l'examen de la loi sur l'épargne ; rejeté ; (p. 4879) ; **article 7** : nécessité de supprimer la taxe intérieure sur la consommation

de gaz naturel (p. 4906-4907) ; grève des transporteurs routiers motivée par la distorsion existant entre le point de vue français et le point de vue étranger dans les transports internationaux ; **après l'article 7** : son amendement n° 145 (précisant que les sommes attribuées par les sociétés de course au titre des gains réalisés par les entraîneurs pour les chevaux dont ils sont propriétaires sont assujettis à une T.V.A. de 5,5 %) (p. 4909) ; adopté ; son amendement n° 146 : réservé jusqu'après l'examen de l'article 24 (p. 4910) ; **article 8** : rôle des centres de gestion et associations agréés dans l'établissement d'une égalité fiscale entre les contribuables ; son amendement n° 147 (tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa du 4 *bis* de l'article 158 du C.G.I.) ; rejeté au scrutin public (p. 4911) ; son amendement n° 148 : retiré (p. 4912) ; **article 9** : son amendement n° 149 (tendant à modifier le barème des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce) (p. 4914) ; retiré ; **après l'article 9** : son amendement n° 253 (tendant à supprimer l'agrément du ministre de l'économie et des finances prévu à l'article 209 *sexies* du code général des impôts) (p. 4915) ; retiré (p. 4916) ; son amendement n° 252 (tendant à supprimer l'imposition forfaitaire annuelle pour les petites entreprises) (p. 4917) ; rejeté (p. 4918) ; **article 14** : développement des incitations fiscales en faveur du logement [17 octobre 1986] (p. 4952) ; **après l'article 15** : son amendement n° 74 (abrogation des articles 990 D à 990 H du code général des impôts) ; caractère dissuasif pour les sociétés étrangères voulant s'installer en France ; taxe annuelle de 3 % sur les immeubles détenus par des personnes morales ayant leur siège social hors de France (p. 4970) ; rejeté (p. 4971) ; **article 16** : son amendement n° 152 (tendant dans le 2e alinéa de cet article à substituer au pourcentage « 25 % » le pourcentage « 35 % » et au pourcentage « 15 % » le pourcentage « 25 % ») : rejeté (p. 4977) ; **après l'article 16** : son amendement n° 153 (modification de la tarification des droits applicables à la transmission des patrimoines par voie de succession en ligne directe et entre époux) : retiré (p. 4980) ; **article 17** : vente restreinte de tabac devant être supprimée dans les casernes et maintenue dans les hospices (p. 4981) ; **article 18** : réglementation de l'assurance décès (p. 4982) ; **après l'article 2** (amendements précédemment réservés) : caractère obscur de l'amendement du Gouvernement ; reprend l'amendement n° 162 retiré par M. Philippe Vasseur ; rejeté au scrutin public (p. 4989) ; **article 21** : intransmissibilité du privilège des bouilleurs de cru ; opportunité d'une autorisation géographiquement limitée à l'Alsace-Lorraine ; son amendement n° 154 (de suppression) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4991) ; **article 23** : son amendement n° 76 (tendant dans le paragraphe VII de cet article à substituer au mot « établie » les mots « et de la taxe professionnelle établie ») (p. 4994) ; retiré (p. 4995) ; **après l'article 7** : son amendement n° 146 précédemment réservé (entreprise étant autorisée à déduire la T.V.A. comprise dans le montant des redevances facturées par l'administration des postes et télécommunications) : vote réservé (p. 4998) ; **après l'article 7** (amendement précédemment réservé) : son amendement n° 146 précédemment réservé : non soutenu (p. 5015) ; **article 32 et état A** : évolution des prélèvements obligatoires ; diminution des impôts compensée par un relèvement des prélèvements sociaux ; nécessité d'une réforme structurelle de la sécurité sociale ; budget des collectivités locales ; réglementation de la taxe professionnelle ; absence de diminution significative des dépenses de fonctionnement ; compte d'affectation spécial recevant les recettes des dénationalisations (p. 5038).

Deuxième partie : **Mer.** — *Discussion générale :* autorisation de programmes pour les infrastructures portuaires ; réduction de la compétitivité des ports du fait du surcoût de la manutention ; coût des transports terrestres ; entretien des ports ; transfert du traitement du secrétaire d'état à la S.N.S.M. [21 octobre 1986] (p. 5068-5069).

Examen des crédits : **Etat C, titre VI** : problème de la société de sauvetage en mer ; mission de service public exercé par l'association (p. 5080).

Commerce et Artisanat. *Examen des crédits :* **Etat B — Titre III** : son amendement n° 34 (réduction des crédits de 9 877 307 francs [21 octobre 1986] (p. 5098) ; subventions aux associations ; retiré ; **titre IV** : son amendement n° 35 (réduction des crédits de 1 139 680 francs ; rejeté ; son amendement n° 36 (réduction des crédits de 420 000 francs ; rejeté (p. 5100) ;

Services du Premier ministre. — *Examen des crédits :* **I. — Services généraux** : son amendement n° 37 (tendant à supprimer le centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne) [22 octobre 1986] (p. 5195) ; rejeté ; son amendement n° 38 (tendant à supprimer les crédits du Conseil national de prévention de la délinquance) (p. 5196) ; rejeté (p. 5197).

Culture et Communication. Culture. — *Discussion générale :* dossier des colonnes de Buren ; détournement d'affectation budgétaire ; droit d'un artiste à la création artistique ; coût des colonnes [23 octobre 1986] (p. 5214).

Coopération. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : son amendement n° 75 (réduction des crédits) [23 octobre 1986] (p. 5268) ; retiré (p. 5269).

Justice. — *Discussion générale : questions :* ses observations sur la procédure des questions [27 octobre 1986] (p. 5373) ; exprime ses réserves à propos de la création d'une Cour d'appel à Nice (p. 5374).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : son amendement n° 95 (réduction des crédits) ; affectation de subventions ; subventions accordées à l'association « Peuple et Culture de l'Isère » et « Peuple et Culture du Languedoc-Roussillon » ; retiré [29 octobre 1986] (p. 5462).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Examen des crédits :* **état B, titre IV** : son amendement n° 114 (tendant à réduire les crédits utilisés pour les subventions accordées aux associations) (p. 5503) ; retiré (p. 5504),

Tourisme. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : augmentation des crédits ; suppression de trente emplois ; réorganisation des services extérieurs ; suppression de l'Agence nationale pour l'information touristique (A.N.I.T.) ; poids du tourisme dans la vie économique ; contribution à la balance des paiements ; tourisme social ; chèques-vacances ; tourisme rural ; nécessaire diversification des modes d'aménagement pour le tourisme de montagne [3 novembre 1986] (p. 5675) ; tourisme de plein air ; contrat de plan Etat-régions ; égalité de traitement nécessaire entre ces dernières ; conséquences financières de la désignation d'Albertville pour les Jeux Olympiques d'hiver ; tourisme de congrès et d'affaires ; place de Paris ; rôle du golf dans le tourisme ; mesures fiscales et sociales en faveur du tourisme ; création de zones franches en Corse ; souhaite que le tourisme devienne un ministère de plein exercice ; libération des prix dans l'hôtellerie (p. 5676) ; déréglementation ; étalement des vacances (p. 5677).

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement** : rapport de M. Jean-Claude Martinez ; ses observations sur les rappels au règlement de MM. Pierre Joxe et Vincent Porelli ; absence d'insulte personnelle dans le document rédigé par M. Jean-Claude Martinez ; s'oppose à ce que le président de séance retire la parole à ce dernier [3 novembre 1986] (p. 5697) ; **son rappel au règlement** : ses observations sur les propos de M. Pierre Joxe révélant l'appartenance de M. Jean-Claude Martinez à des mutuelles de l'éducation nationale ; méconnaissance des règles du code de la mutualité par M. Pierre Joxe (p. 5718).

Education nationale. II — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale : questions :* enseignement supérieur privé ; problèmes des examens [4 novembre 1986] (p. 5795, 5796).

Affaires sociales et emploi. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : son amendement n° 154 (réduction de crédits) [6 novembre 1986] (p. 5959) ; retiré (p. 5960).

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **état B, titre 1er Rapatriés.** *Examen des crédits :* **état B, titre 1er** : U.N.E.S.C.O. ; personnalité du directeur général ; services des emprunts contractés pour la construction du siège de l'organisation à Paris [13 novembre 1986] (p. 6211).

Articles additionnels et articles non rattachés ; article 57 : dénonciation de tout ce qui s'apparente à des violences ou à des injures à l'égard des agents de

l'administration fiscale ; cas de dévoiements dans l'interprétation du code général des impôts [14 novembre 1986] (p. 6344, 6345) ; reprend l'amendement n° 10 de M. Georges Tranchant (mettant à la charge de l'administration la preuve des contraventions constatées dans le cadre des saisies) ; retiré (p. 6349) ; **article 58** : son amendement n° 266 (tendant à préciser que l'avis à tiers détenteur et la saisie arrêt ne sont pas des mesures conservatoires) (p. 6360) ; retiré (p. 6361) ; **article 59** : reprend l'amendement n° 210 de M. Gérard Trémège (tendant à supprimer la référence aux cotisations versées à des clubs de golf dans les limites du barème cité à l'article 168 du code général des impôts) : adopté après modification (p. 6371) ; **article 63** : exonération de la vignette automobile pour les véhicules de marque française appartenant à des familles nombreuses (p. 6410) ; **après l'article 73** : son amendement n° 291 (tendant à constituer une délégation parlementaire pour le contrôle des subventions allouées aux associations) : retiré (p. 6420).

Explications de vote : augmentation des prélèvements pour financer la sécurité sociale ; stabilité des prélèvements obligatoires (p. 6449) ; taux de l'impôt sur les sociétés ; incidence de la fiscalité totale sur les prélèvements obligatoires ; privatisation ; composition de la commission d'évaluation ; caractère ambitieux des prévisions économiques du Gouvernement ; croissance ; chômage ; vote positif du groupe Front national sur le budget de la défense, des anciens combattants, des D.O.M.-T.O.M. et de la francophonie ; vote hostile du groupe Front national (p. 6450).

— **Son fait personnel** : rôle du Rapporteur spécial [21 octobre 1986] (p. 5103).

— **Son rappel au règlement** : caractère inadmissible des propos de M. Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement sur M. Jean-Marie Le Pen [5 novembre 1986] (p. 5862).

— **Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 et annexes** : annexes ne devant pas faire l'objet de délibérations [27 novembre 1986] (p. 6845) ; **article 5** : zones franches ; compatibilité avec le Traité de Rome ; exemple de Rhodes et des Canaries (p. 6861) ; demande au Gouvernement d'envisager l'extension des dispositions relatives aux zones franches à la Corse ; droit du travail ; succès en matière d'emploi (p. 6862) ; **Article 9** : **son rappel au règlement** : mise en cause des députés de la majorité et du Front national par M. Robert Le Foll sur l'immigration (p. 6881) ; préférence nationale et préférence européenne ne s'apparentant pas au racisme (p. 6882) ; **article 9 *bis*** : **son rappel au règlement** : accord du groupe du Rassemblement national pour siéger jusqu'au petit jour (p. 6886).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe : rappelle que quatre lois sur l'enseignement supérieur ont touché à l'université en vingt ans ; portée des manifestations d'étudiants et de lycéens ; droits d'inscription ; nécessité de donner à l'université des structures de recherche [28 novembre 1986] (p. 6982) ; recherche fondamentale se faisant dans les locaux de l'université ; utilisation insuffisante du potentiel représenté par les enseignants chercheurs ; rappelle qu'il a été un des premiers à préconiser l'institution d'un organisme d'évaluation ; concurrence à l'intérieur du secteur public ; cas des universités Paris Dauphine et Compiègne ; ouverture sur l'extérieur concernant les professeurs associés (p. 6983) ; silence du projet sur l'enseignement supérieur libre ; abandon des formules de chèque étudiant ; habilitation des facultés libres à délivrer des diplômes nationaux (p. 6984) ; déduction fiscale au profit des sommes versées par les entreprises à des établissements publics et libres (p. 6985).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'état et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).**

Discussion des articles : **après l'article 3** : suppression de la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration [3 décembre 1986] (p. 7079) ; opposition des anciens élèves à cette troisième voie (p. 7080).

— **Son rappel au règlement** : son aphorisme : « le Gouvernement se meurt, il est déjà mort » ; déclaration de la plus haute autorité de l'Etat et hypothèse d'une période électorale proche ; « reculade » du Gouvernement et allégement de l'ordre du jour de fin de session [9 décembre 1986] (p. 7415)

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement** : amendement du Gouvernement reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail étant recevable du point de vue de la technique juridique et du droit parlementaire ; regrette que le président de la commission des affaires culturelles n'ait pas fait une analyse de cet amendement [19 décembre 1986] (p. 7921) ; demande que l'amendement soit discuté au cours d'une session extraordinaire (p. 7922).

ARTHUIS (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi.

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Pierre Reveau : déficit de S.O.S racisme et subventions gouvernementales** : but de la subvention gouvernementale [18 juin 1986] (p. 2320) ;

— **M. Jean François Jalkh : accès prioritaire des Français à l'emploi** : lutte contre le travail clandestin d'étrangers en situation irrégulière ; respect de la dignité des étrangers en situation régulière ; extension du dispositif d'aide au retour [18 juin 1986] (p. 2320) ;

— **M. Jean-Claude Gayssot : licenciements chez Renault** : existence d'une législation évitant les licenciements arbitraires et favorisant la réinsertion ; possibilité pour Laurent Gabaroum d'engager un recours devant les juridictions compétentes ou d'adhérer aux congés de conversion ; procédure précédemment dénoncée par Mme Goutmann ; politique du pire pratiquée par le parti communiste et la C.G.T. [29 octobre 1986] (p. 5474) ;

— **M. Alain Moyne-Bressand : financement de la formation par alternance** : succès de la formation en alternance ; financement assuré par le budget de l'Etat et par les organismes collecteurs agréés ; nombre de contrats dépassant les prévisions des partenaires sociaux ; ajustement des dotations de l'Etat ; nécessité de conforter la capacité des organismes mutualisateurs à supporter l'augmentation des dépenses ; utilisation des réserves dont ils disposaient à la mise en place du plan ; autorisation des transferts de fonds entre organismes [10 décembre 1986] (p. 7457-7458).

orales sans débat :

— **M. André Thien Ah Koon (n° 73) : effectifs de la police à la Réunion** : faiblesse de la criminalité à la Réunion ; non création d'un S.R.P.J. ; augmentation des effectifs de police par rapport à 1983 [20 juin 1986] (p. 2381) ;

— **M. Edouard Chammougon (n° 72) : installation d'un centre informatique à la Guadeloupe** : maintien des opérations de liquidation des traitements de fonctionnaires et des pensions de retraités en Martinique ; mise en place d'un mini-ordinateur à la trésorerie générale de la Guadeloupe [20 juin 1986] (p. 2382) ;

— **M. Alain Mayoud (n° 77) : pouvoir d'achat des retraités et des handicapés** : report de la revalorisation des pensions de retraite et d'invalidité ; maintien du pouvoir d'achat de ces prestations ; pertes de cotisation dues aux disparitions d'emploi [20 juin 1986] (p. 2383) ;

— **M. Jacques Baumel (n° 71) : allocations de préretraite** : entretien accordé aux représentants de la Fidipra et de l'Unapa ; difficultés financières de l'U.N.E.D.I.C. [20 juin 1986] (p. 2384) ;

— **M. Louis Moulinet (n° 81) : licenciements à la société Serete à Paris** : existence d'un sureffectif reconnu par l'intersyndicale ; demande de licenciement adressée au directeur départemental du travail [20 juin 1986] (p. 2385) ;

— **Jean-Pierre Delalande (n° 85) : partage des pensions de réversion** : partage de la pension de rversion entre le conjoint survivant et le conjoint divorcé depuis la loi du 17 juillet 1978 ; absence de projet de réforme [27 juin 1986] (p. 2586).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : article L. 122-14-4 du code du travail [2 juin 1986] (p. 1582) ; arbitraire des employeurs ; compétences des juridictions pour examiner la réalité du motif d'un licenciement (p. 1583) ; ses observations (p. 1584) ; ses observations [3 juin 1986] (p. 1626) ; procédures protectrices particulières applicables aux représentants du personnel n'étant pas remises en cause par le projet de loi (p. 1627) ; Gouvernement n'ayant pas ouvert « la chasse aux représentants du personnel et aux délégués syndicaux » (p. 1628) ; code du travail fixant déjà les règles d'information et de consultation des représentants du personnel sur les licenciements pour motifs économiques ne répondant pas à la définition de l'article L. 321-3 (p. 1629) ; Gouvernement attendant de la négociation prévue à l'article 3 le remodelage éventuel des règles d'information et de consultation des délégués du personnel sur les projets de licenciement pour motif économique (p. 1630) ; ses observations (p. 1632) ; consultation du comité d'entreprise dans les entreprises à établissement multiple (p. 1636) ; ses observations (p. 1640) ; accord conventionnel de 1974 prévoyant les dispositions correspondant au plan social (p. 1642) ; rôle de la politique contractuelle (p. 1643) ; **article 1er** : Gouvernement n'ayant pas l'intention de remettre en cause les institutions représentatives du personnel ; mesures à mettre en œuvre pour corriger les effets négatifs des seuils [5 juin 1986] (p. 1800) ; amendement n° 14 de M. Descaves préjugeant du second projet de loi qui sera déposé devant le Parlement à l'automne (p. 1802) ; **article 4** : amendement n° 457 de M. Jean Auroux allant à l'encontre de l'économie du projet de loi [7 juin 1986] (p. 1958) ; souci du Gouvernement étant de permettre une relation entre l'employeur et le salarié visé par le licenciement ; rôle des inspecteurs du travail (p. 1964) ; amendement n° 463 de M. Jean Auroux privant les salariés des garanties que le Gouvernement souhaite leur donner (p. 1965) ; **après l'article 5** : amendement n° 93 de M. François Asensi ayant pour conséquence de rendre impossible toute aide de l'État ou de collectivé locale pendant cinq ans à toute entreprise ; inopportunité de subordonner l'application de la loi à l'amélioration de la situation de l'emploi (p. 2006).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.**

Discussion : fossé séparant la majorité de l'opposition ; niveau du chômage ; abrogation de la part de la législation qui « bloque » l'emploi [11 juin 1986] (p. 2114) ; plan d'emploi pour les jeunes ; licenciements économiques échappant à l'autorisation administrative de licenciement à cause des dépôts de bilan (p. 2115).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* rôle de l'A.N.P.E. ; collectif budgétaire ayant prévu de geler pendant trois ans l'effet des seuils financiers ; absence de remise en cause du S.M.I.C. ; plan pour l'emploi des jeunes ayant été arrêté par les partenaires sociaux le 26 octobre 1983 ; rappelle que du 1er mai au 30 septembre, 400 000 jeunes sont entrés dans le dispositif du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes ; maintien des P.A.I.O. ; montant de la subvention de l'A.F.P.A. [6 novembre 1986] (p. 5923) ; accord sur la protection à donner aux salariés victimes de licenciement économique traduisant le renouveau du dialogue social ; annonce une réforme tendant à créer une dynamique en faveur de l'embauche des travailleurs handicapés ; dépenses de formation professionnelle à la charge des entreprises ; inopportunité d'exonérer les petites entreprises de leur cotisation à la formation professionnelle ; abaissement du taux de l'imposition sur les bénéfices des sociétés ; allégement de la taxe professionnelle ; exonération des cotisations sociales pour les entreprises accueillant des jeunes de moins de 25 ans réforme de l'A.N.P.E. (p. 5924) ; annonce le dépôt d'un projet de loi sur la réforme de la prud'homie (p. 5925).

Répond à la question de :

— *M. Jean-François Jalkh :* application des règles du regroupement familial au cas des immigrés polygames ; régime de sécurité sociale des intéressés (p. 5938) ;

— *M. François Bachelot :* assure qu'il transmettra ses propositions au ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 5938) ;

— *M. Jean-Claude Cassaing :* confirme que le budget de 1987 prévoit les crédits d'équipement et de fonctionnement nécessaires au nouveau centre de l'A.F.P.A. à Brive (p. 5940) ;

— *M. Guy Bêche :* rôle de l'A.F.P.A. (p. 5941) ;

— *M. Guy Vadepied :* nécessaire coordination entre les actions initiées par l'Etat et les actions des collectivités territoriales et notamment des régions ; formation des jeunes (p. 5941) ;

— *M. Gérard Kuster :* motifs du choix du mécanisme de la provision par le Gouvernement ; crédits devant permettre en fonction des besoins et des résultats du plan pour l'emploi des jeunes de compléter la relance des stages de travaux d'utilité collective, d'ouvrir un nouveau programme de stages d'insertion ou de développer toute autre nouvelle action paraissant justifiée (p. 5942) ;

— *M. François Grussenmeyer :* calcul de l'indemnisation du chômage des travailleurs frontaliers (p. 5943) ;

— *M. Guy Ducoloné :* Unedic et Assedic constituant des organismes paritaires autonomes de droit privé ; Gouvernement n'ayant pas à se prononcer sur les mouvements sociaux qui peuvent s'y produire (p. 5944) ;

— *Mme Colette Gœuriot :* poursuite et amplification du programme des T.U.C. ; recherche de nouveaux gisements d'emplois constituant l'un des axes de la politique du Gouvernement (p. 5945) ;

— *M. Pierre Chantelat :* importance des versements au Trésor au titre de la taxe d'apprentissage ; caractère préoccupant de la situation dans le Bas-Rhin (p. 5954) ; non concordance des dates de versement au Trésor et aux organismes habilités à percevoir la taxe constituant pour les centres de formation d'apprentis un handicap supplémentaire (p. 5955) ;

— *M. René André :* situation des préretraités (p. 5955) ;

— *M. René Béguet :* résorption du chômage dépendant de la création d'entreprises nouvelles ; maintien des aides aux chômeurs créateurs d'entreprises ; mise en place d'une aide à la création d'entreprises pour les demandeurs d'emploi non indemnisés ; étude d'un assouplissement des conditions de l'exonération des cotisations sociales afin qu'elle joue dès le début de l'activité (p. 5956).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : travail de nuit des femmes [5 décembre 1986] (p. 7183) ; conseil d'administration et conseil de surveillance étant désormais ouverts aux

représentants des salariés élus par ces derniers ; soumission au droit commun des personnalités qualifiées désignées par l'Etat et siégeant dans les conseils d'administration des entreprises du secteur public ; définition de l'infraction constituée par le travail clandestin (p. 7184) ; réflexion française sur le travail intermédiaire étant partagée par plusieurs états membres de l'O.C.D.E. (p. 7185)

Discussion des articles : **article 13** : ordonnance du 21 octobre 1986 ayant ouvert les conseils d'administration des sociétés anonymes aux représentants élus des salariés ; nécessité de maintenir une représentation aussi nombreuse qu'auparavant du comité d'entreprise au sein du .conseil d'administration [6 décembre 1986] (p. 7267) ; **article 14** : soumission des administrateurs désignés pour leurs qualités personnelles au droit commun ; révocation par décret (p. 7268) ; **après l'article 14** : interventions caritatives du comité d'entreprise ; inopportunité de permettre aux comités d'entreprise de subventionner des organismes vis-à-vis desquels ils n'auraient aucun pouvoir de contrôle (p. 7269) ; **article 15** : impossibilité dans le cadre d'un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social d'élaborer l'ensemble d'un dispositif de lutte contre le travail clandestin ; champ d'application du recours à la publicité (p. 7271) ; élargissement du champ des présomptions légales (p. 7272) ; **après l'article 15** : protection des mineurs placés hors du domicile parental (p. 7277) ; potentialité existant en matière d'emploi à domicile ; rappelle les mesures récemment décidées (p. 7278) ; situation de l'agriculture biologique (p. 7279),

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et pojet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : alourdissement des contraintes pesant sur les petites et moyennes entreprises ; non signature de l'accord d'octobre par la Confédération générale des petites et moyennes entreprises ; énonciation des motifs du licenciement ; réorganisation de l'institution prud'homale ; non création d'emplois résultant de la seule suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; perte d'emplois dans les secteurs industriels traditionnels ; amélioration des garanties des salariés des petites et moyennes entreprises [8 décembre 1986] (p. 7351) ; nombre de contrats de congés de conversion signés ; éclatement du droit du travail ; information du juge prud'homme ; afflux des recours devant les conseillers de prud'hommes ; répartition des tâches ; représentativité syndicale ; effets de seuil (p. 7352). licenciements par paquets de neuf et contrats de conversion (p. 7353).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : ses observations [9 décembre 1986] (p. 7362) ; **article 2** : délai imposé par la directive européenne de 1975 pour tout licenciement de plus de 10 salariés, quelle que soit la taille de l'entreprise (p. 7364) ; **article 5** : dispositions variant selon la taille de l'entreprise, le motif du licenciement et l'ancienneté du salarié concerné (p. 7371) ; **article 9** : dispositions de l'article L. 321-4 applicables aux licenciements pour motifs économiques d'au moins 10 salariés intervenant dans une entreprise occupant au moins 11 salariés (p. 7392) ; accord interprofessionnel du 20 octobre réservant la notion de plan social au seul licenciement pour motif économique intervenant dans une entreprise occupant au moins 50 salariés ; obligation de conventions de conversion pour les licenciements dans les entreprises employant de 11 à 49 salariés (p. 7393) ; renseignements portés à la connaissance de l'autorité administrative compétente simultanément à leur envoi au représentant du personnel (p. 7394) ; **article 10** : participation des seuls employeurs assujettis au financement de la formation professionnelle au financement des dépenses de fonctionnement des conventions de conversion sur une base forfaitaire ; transposition dans le projet de loi des dispositions de l'accord interprofessionnel à la condition qu'elles aient une valeur normative (p. 7395) ; **article 11** : conditions ouvrant droit aux conventions de conversion (p. 7396) ; **article 14** : ses observations (p. 7406) ; entreprises ne jugeant pas opportun de répondre à l'administration se plaçant dans une situation dont elles auront à répondre si l'affaire est portée devant les juridictions (p. 7407).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 34 (extension de la compétence des chambres spécialisées dans le licenciement économique aux ruptures du contrat de travail lié à une convention de conversion) : adopté (p. 7427) ; **après l'article 5** : son amendement n° 32 (précisant que les listes établies pour l'élection des conseillers prud'homaux comportent le numéro de sécurité sociale des salariés) ; projet d'automatisation des listes électorales prud'homales en vue des élections de 1987 ; nécessité d'éviter les inscriptions multiples (p. 7428) ; adopté (p. 7429) ; **après l'article 6** : son amendement n° 33 (frais d'élection) ; frais d'élection et de campagne électorale ; adopté (p. 7430) ; **après l'article 9** : exécution des décisions prud'homales ; absence de nullité des licenciements prononcés sans cause réelle et sérieuse (p. 7431).

Commission mixte paritaire, discussion générale : garanties offertes aux salariés ayant opté pour un contrat de conversion [20 décembre 1986] (p. 7979).

ASENSI (François)

Député de Seine-Saint-Denis
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à attribuer aux communes les biens vacants et sans maître ayant un caractère d'immeuble (n° 22) [20 juin 1986] (p. 2391).

Rapporteur de la proposition de loi M. Jacques Roux et plusieurs de ses collègues tendant à lutter contre la drogue par des mesures appropriées d'information, de prévention, de soins aux toxicomanes, de réinsertion sociale et une action renforcée pour réprimer les trafics et prendre des initiatives internationales (n° 387) [11 décembre 1986] (p. 7575).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à attribuer aux communes les **biens vacants et sans maître** ayant un caractère d'immeuble (n° **22**) [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Loi électorale et découpage des circonscriptions** : opposition du groupe communiste au scrutin majoritaire ; élimination de la représentation du parti communiste français [7 mai 1986] (p. 833) ; existence de négociations secrètes pour réussir un découpage qui satisfasse les trois grands partis de France ; nécessité d'examiner en commission les projets de découpage (p. 834) ;

— **Situation des transports dans la région parisienne** : mise en cause du droit de grève par un ministre ; restrictions budgétaires à la R.A.T.P. ; privatisation des transports [11 juin 1986] (p. 2082).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n°7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : absence du ministre de l'industrie ; entreprise Pechiney [5 mai 1986] (p. 696); maintien de Matra dans les entrepri-

ses nationalisées ; résultats qui permettent à son président de s'offrir une équipe de football à Paris ; accords internationaux de Matra, en particulier dans le cadre du projet de « guerre des étoiles », dit I.D.S. ; micro-électronique, informatique, calculateurs ; entreprise française Bull ; accord Matra-Fiat ; programme Eurêka et « guerre des étoiles » (p. 700).

— Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : organisation de la discussion du projet ; réalisation du travail par une commission extra-parlementaire : la « commission Gaudin-Toubon [20 mai 1986] (p. 970) ; inégalité devant le suffrage universel ; écarts de population entre les circonscriptions ; charcutage des cantons de plus de 40 000 habitants (p. 971).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 62 (réglementation des heures supplémentaires) [3 juin 1986] (p. 1607) ; rejeté (p. 1608) ; **article 1er** : ses amendements n° 263, 278, 304, 340, 360 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; son amendement n° 482 (autorisation administrative de licenciement pour motif économique demeurant appliquable aux entreprises assujetties aux conventions collectives, aux accords collectifs, étendus ou non) (p. 1726) ; vote réservé jusqu'à la vérification du quorum ; vote reporté en application de l'article 61, alinéa 3 du règlement (p. 1727) ; son amendement n° 482 : rejeté au scrutin public [5 juin 1986] (p. 1738) ; **article 4** : nécessité de conserver un rôle actif d'appréciation à l'inspection du travail ; entretien entre l'employeur et le salarié ayant un caractère purement formel dès lors que l'employeur n'aura pas à justifier les motifs de sa décision ; contenu de la lettre du 26 mai 1986 de M. Gattaz ; désaveu de M. Philippe Séguin par le Premier ministre [7 juin 1986] (p. 1937) ; **son rappel au règlement** : recours à l'article 44, alinéa 3 de la Constitution privant une nouvelle fois l'Assemblée nationale d'un débat nécessaire ; absentéisme militant des députés de la majorité ayant pour conséquence d'empêcher un débat sur le fond sanctionné par un vote (p. 1958) ; **Article 5** : enrichissement de l'arsenal anti-syndical ; Gouvernement encourageant la négociation mais soutenant le patronat de manière unilatérale ; Gouvernement encourageant le patronat à sanctionner les militants syndicaux (p. 1997) ; aides publiques aux entreprises industrielles (p. 2002) ; demande de licenciement pour motif économique formulée dans une entreprise bénéficiant à quelque titre que ce soit d'un financement de l'Etat ou d'une collectivité publique devant être subordonnée à l'accord de l'autorité administrative (p. 2003) ; **après l'article 5** : son amendement n° 93 (entreprise ayant bénéficié des dispositions de la présente loi ne pouvant prétendre, pendant un délai de cinq ans, à aucune aide de l'Etat ou d'une collectivité publique directement ou indirectement) ; inopportunité qu'une collectivé publique puisse subventionner des entreprises ayant licencié massivement des salariés ; nécessité de contrôler que les fonds publics soient mis au service de l'emploi ; dissuasion des employeurs à procéder à des licenciements abusifs (p. 2005) ; situation à Aulnay-sous-Bois ; vote réservé (art. 44-3).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : notion d'actes de terrorisme [25 juin 1986] (p. 2466) ; cas des militants des peuples en lutte ; possibilité d'utiliser l'article 93 du code pénal pour réprimer le terrorisme ; absence de création d'une infraction spécifique de terrorisme ; mise en place de mesures d'exception (p. 2467) ; dissolution des associations étrangères liées à des activités terroristes ; conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ; incitation au repentir : exemples de la R.F.A., de la Grande-Bretagne et de l'Italie ; protection des actes syndicaux ou politiques ; prétendus contacts de la C.G.T. avec un émissaire libyen (p. 2468).

Discussion des articles : **article 1er** : caractère juridiquement incertain du concept de terrorisme ; terrorisme n'étant défini que par son contexte [26 juin 1986] (p. 2513) ; **article 3** : *article 700-1 du code de procédure pénale* : projet visant au-delà du terrorisme les actions syndicales ; situation dans la construction navale (p. 2524) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* centralisation prônée au profit de Paris et composition de la formation de jugement s'apparentant au rétablissement de la Cour de sûreté de l'Etat ; son amendement n° 41 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code de procédure pénale) ; extension aux mineurs des procédures d'exception imposées aux adultes ; exception à la règle voulant que les mineurs relèvent de procédure et de condamnation différentes de celles des adultes (p. 2525) ; rejeté ; *article 700-3 du code de procédure pénale :* son amendement n° 42 (de suppression) : retiré ; *article 700-6 du code de procédure pénale :* son amendement n° 43 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2528) ; **article 3** : *article 700-9 du code de procédure pénale :* droit de perquisition et de saisie de pièces à conviction chez un tiers malgré son refus [26 juin 1986] (p. 2546) ; *article 700-10 du code de procédure pénale :* retour à la Cour de sûreté de l'Etat ; indépendance des magistrats (p. 2549) ; **article 6** : exception ou atténuation de peine pour les repentis ; définition du terrorisme ; exemples étrangers démontrant l'inefficacité de l'appel à la délation en matière de terrorisme [27 juin 1986] (p. 2601) ; recul du terrorisme dans les pays européens ne résultant pas de la menace ou de l'incitation au repentir ; risque pour les « petits terroristes » ; risque de voir se multiplier les fausses accusations ; remise de peine dépendant de l'importance qu'accordera la justice aux dénonciations (p. 2602) ; **après l'article 7** : amendement n° 30 de la commission s'attaquant à la liberté d'informer ; assimilation du F.L.N.K.S. à une organisation terroriste (p. 2613).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Gérard Bordu ; projet de loi étant contraire à la conception moderne de la peine définie en 1945 ; sanction ne devant pas être uniquement répressive mais également éducative ; individualisation de la sanction [27 juin 1986] (p. 2642) ; évolution des pouvoirs du juge de l'application des peines ; limitation du rôle des juridictions de jugement et du pouvoir d'appréciation du juge de l'application des peines ; condamné devant pouvoir contester la décision du juge de l'application des peines ; majorité faisant de l'insécurité un argument électoral (p. 2643).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 39 (de suppression) : rejeté au scrutin public [30 juin 1986] (p. 2689) ; **article 4** : renforcement de la judiciarisation du mécanisme de l'application des peines ; nécessité d'offrir aux détenus la possibilité ouverte au procureur de faire appel des décisions du juge de l'application des peines [1er juillet 1986] (p. 2709).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 33 (de suppression) : rejeté au scrutin public [2 juillet 1986] (p. 2790) ; **article 8** : son amendement n° 36 (de suppression) : rejeté au scrutin public.

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : police disposant d'ores et déjà de tous les moyens nécessaires à son action ; caractère vague de la notion de menaces à l'ordre public [3 juillet 1986] (p. 2842) ; mise en distribution de la carte d'identité infalsifiable ; avis de la C.N.I.L. ayant modéré les projets gouvernementaux ; moyens de justification de l'identité ; criminalité organisée étant en mesure de se procurer de vrais faux papiers ; situation des étrangers clandestins (p. 2843) ; projet compromettant gravement les libertés des citoyens (p. 2844).

Discussion des articles : **article 1er** : saccage du siège de la section du parti communiste français de Villepinte (p. 2848) ; son amendement n° 13 (impossiblité d'effectuer un contrôle d'identité lorsque des personnes exercent les droits et libertés garantis par la Constitution) ; arbitraire consistant à contrôler systématiquement et en raison de

leurs seules présences les participants à une manifestation ; rejeté ; **article 2** : conditions des prises d'empreintes et de photographies ; réintroduction de l'exigence de l'autorisation du procureur de la République ou du juge d'instruction (p. 2853) ; **article 3** : incrimination pénale du refus de voir son identité contrôlée (p. 2855).

Explications de vote : vote hostile du groupe communiste ; refus de l'extension infinie des contrôles d'identité ; contrôle de la société dans des contrôles d'identité systématiques (p. 2858).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 151 (tendant à supprimer le paragraphe III de cet article) [10 juillet 1986] (p. 3146) ; rejeté (p. 3147) ; **article 10** : son amendement n° 162 (de suppression) [16 juillet 1986] (p. 3343) : rejeté au scrutin public (p. 3344).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 14** : son amendement n° 36 (de suppression) : rejeté [11 août 1986] (p. 4252) ; **article 14 *quater*** : son amendement n° 96 (de suppression) : rejeté (p. 4253) ; **article 25** : son amendement n° 43 (de suppression) (p. 4261) ; rejeté (p. 4262).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie.

Justice. *Discussion générale :* entreprise d'éclatement de la justice ; prétendu effort de gestion ; répression privilégiée [27 octobre 1986] (p. 5359) ; sacrifice de l'éducation surveillée ; opposition du groupe communiste à la privatisation pour partie du système pénitentiaire ; inconstitutionnalité ; exemple des Etats-Unis ; vote hostile du groupe communiste (p. 5360).

Services du Premier ministre : V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* indignation du mouvement associatif [4 novembre 1986] (p. 5804) ; amputation des subventions destinées aux associations ; suppression de la subvention à la J.O.C. (p. 5805).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* présente l'intervention de M. Montdargent ; situation économique dans les D.O.M.-T.O.M. ; son opposition aux principales dispositions de la loi de programmes sur les départements et territoires d'outre-mer ; légère progression des crédits destinés aux D.O.M-T.O.M. [8 novembre 1986] (p. 6091).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Commission mixte paritaire, explications de vote : texte faisant prévaloir le seul intérêt des grands groupes de communication sur l'intérêt général ; rôle de la décision du Conseil constitutionnel ; s'étonne de la référence constante à la législation aux Etats-Unis ; critères ayant prévalu pour la nomination des membres de la C.N.C.L. ; texte laissant la porte ouverte aux grands groupes étrangers ; vote hostile du groupe communiste [8 novembre 1986] (p. 6065).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : dispositif proposé occultant l'utilisation d'une partie des finances parisiennes ; spécificité de Paris ; inopportunité de l'assimilation du fonctionnement de Paris à celui des assemblées parlementaires ; article 15 de la déclaration des droits de l'Homme de 1789 [21 novembre 1986] (p. 6702) ; contrôle de l'utilisation des fonds de la questure parisienne ; extension des pouvoirs de police du maire de Paris ; privatisation des services municipaux ; distribution de l'eau (p. 6703).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 23 (de suppression) : rejeté (p. 6711) ; **article 8** : son amendement n° 74 (de suppression) : rejeté (p. 6714) ; **article 9** : son amendement n° 25 (de suppression) : rejeté (p. 6715).

— Son rappel au règlement : manifestations d'étudiants et lycéens contre le projet de loi Devaquet ; suppression de la troisième voie d'accès à l'E.N.A. [4 décembre 1986] (p. 7091) ; demande une réunion de la commission des affaires sociales pour entendre les représentants étudiants ; retrait du projet de loi Devaquet (p. 7092).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484).

Première lecture, discussion générale : suppression des plafonnements existant pour certains baux ; valeur du coefficient de renouvellement pour 1987 ; dispositif de l'article additionnel proposé par la commission ; dérapage systématique des loyers vers le haut [4 décembre 1986] (p. 7102) ; avenir de l'obligation au bailleur de verser une indemnité d'éviction en cas de désacccord sur le renouvellement du bail (p. 7103).

Discussion de l'article unique : son amendement n° 3 (tendant à fixer le coefficient de revalorisation plafond à 1,95) : rejeté (p. 7104).

— Son rappel au règlement : émotion du groupe communiste devant les brutalités policières commises dans la nuit précédente contre les étudiants et lycéens rassemblés sur l'esplanade des Invalides ; demande au nom du groupe communiste une suspension de séance d'une demi-heure [5 décembre 1986] (p. 7143).

— Décès d'un étudiant au quartier latin : exprime l'émotion des députés communistes devant la mort de Malik Oussekine ; souhaite que le ministre de l'intérieur vienne s'expliquer dans les délais les plus brefs [6 décembre 1986] (p. 7193).

— Son rappel au règlement : démission de M. Devaquet ; demande que M. Pasqua vienne s'expliquer devant la représentation nationale sur les incidents s'étant produits au quartier latin [6 décembre 1986] (p. 7200).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Première lecture, discussion générale : absence de volonté d'instruire un procès de la police ; établissement des responsabilités de ceux qui ont donné l'odre de la répression ; appui apporté par les communistes aux lycéens et étudiants [17 décembre 1986] (p. 7731) ; déroulement des manifestations ; mort d'un étudiant ; questions auxquelles la commission d'enquête doit répondre : rapports de la police et des provocateurs, détermination des responsabilités, anomalies constatées ; suppression des brigades d'intervention motocyclistes ; multiplication des bavures et provocation à caractère raciste, xénophobes et anti-jeune ; police étant un service public ; couverture des bavures par avance par le Gouvernement ; retrait du projet de réforme du code de la nationalité ; déplacement de l'objet de la commission sur la presse et les étudiants (p. 7732, 7733).

Discussion de l'article unique : son amendement n° 7 (tendant à redonner à la commission d'enquête sa mission initiale d'établir la vérité sur les violences policières intervenues lors des manifestations d'étudiants) (p. 7737) ; rejeté au scrutin public (p. 7738) ; volonté du Gouvernement d'instruire le procès de la presse (p. 7739).

AUBERGER (Philippe)

Député de l'Yonne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (économie, finances et privatisation : services financiers) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 18 : **économie, finances et privatisation : services financiers (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Déficit du commerce extérieur du mois d'avril :** baisse du dollar et chute des cours du pétrole ; réajustement monétaire du 6 avril ; affaiblissement de la compétitivité de la France [28 mai 1986] (p. 1324).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives aux financements des retraites et des pensions (n° 259.)**

Première lecture, discussion générale : déséquilibre des régimes de protections sociales ; rapport de la commission des comptes sur la sécurité sociale [24 juillet 1986] (p. 3850) ; « artifices » introduits en 1985 pour améliorer l'état des comptes ; déséquilibre croissant des régimes de retraite ; pouvoir d'achat des retraités ; contribution exceptionnelle de 0,4 % (p. 3851).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, discussion générale : budget traduisant une volonté de rupture par rapport à la gestion antérieure [14 octobre 1986] (p. 4714) ; réduction du déficit, des impôts et des dépenses budgétaires ; aménagement de la fiscalité de l'épargne pour les couples mariés ; mesures nécessaires en vue de la préparation de la retraite ; défend les choix du Gouvernement concernant la répartition des allégements fiscaux entre les particuliers et les entreprises ; caractère peu opérant de l'incitation fiscale à l'investissement ; nécessité de revoir les possibilités d'amortissement et de réformer en profondeur l'assiette de la taxe professionnelle ; passage progressif à la valeur ajoutée ; évolution moins favorable de la conjoncture internationale (p. 4715) ; exprime son soutien au Gouvernement (p. 4716).

Discussion des articles : **article 2 :** plafonnement de la déduction pour frais professionnel et de l'abattement de 20 % [15 octobre 1986] (p. 4793) ; **article 3 :** utilisation du produit d'allégement de la taxe professionnelle ; opportunité de changer son assiette pour retenir la valeur ajoutée [16 octobre 1986] (p. 4835) ; possibilité de prévoir une diminution du plafond de la cotisation par rapport à la valeur ajoutée (p. 4836).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; rôle de l'infrastructure routière dans l'aménagement du territoire [28 octobre 1986] (p. 5417) ; suppression du fonds spécial de grands travaux ; faiblesse des crédits destinés aux opérations de sécurité routière ; caractère insuffisant du budget des voies navigables ; D.A.T.A.R. ayant perdu son rôle d'administration de missions pour devenir une administration de « superposition » ; suppression de la part de la prime à l'aménagement du territoire répartie au niveau régional (p. 5418).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* niveau des taxes parafiscales sur les produits céréaliers [30 octobre 1986] (p. 5579).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des Monnaies et médailles. Budget anexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* rapporteur spécial : modification du rôle de l'État ; diminution des effectifs budgétaires du ministère de l'Économie, application des conclusions de la mission Belin-Gisserot aux structures des administrations centrales ; montant et emplois des fonds de concours ; informatisation des services [13 novembre 1986] (p. 6243) ; évolution du rôle du ministère ; suppression définitive du contrôle des prix ; mise au point d'une ordonnance relative à la concurrence ; moyens respectifs de l'administration et de la future commission de la concurrence ; service de la direction générale des douanes ; évolution de la direction générale des impôts ; modification des conditions d'exercice du contrôle fiscal (p. 6244) ; perfectionnement dans le fonctionnement des services financiers (p. 6245).

Examen des crédits : **II. — Services financiers. Etat B, titre III :** diminution des crédits de paiement du service de laboratoire dépendant de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes [13 novembre 1986] (p. 6277) ; convention passée avec l'A.F.N.O.R. concernant le laboratoire national d'essais (p. 6278) ; diminution d'effectifs à la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; souhaite l'effectivité de la suppression du contrôle des prix en 1987 (p. 6279) ; fonctionnement technique de l'Institut national de la consommation ; jugement de la Cour des comptes sur le fonctionnement administratif de l'Institut (p. 6280) ; aide aux organisations de consommateurs ; encouragement au développement d'actions au sein de chaque organisation (p. 6281) ; sa bonne connaissance des organisations de consommateurs ; déclin du « consumérisme » (p. 6282) ; **titre IV :** subvention versée à l'Institut de sciences mathématiques et d'économie appliquée dirigé par François Perroux et au centre de recherche économique sur l'épargne dirigé par André Babeau (p. 6283).

AUBERT (Emmanuel)

Député des Alpes-Maritimes
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur du projet de loi (n° 153) relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance [5 juin 1986] (p. 1817).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792). Président de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465). Rapporteur de cette commission ; [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185). Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 153) relatif à la **lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 207)** [20 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 337)** [4 août 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Renvoi d'un procès d'assises à la suite de la défection de cinq membres du jury populaire : possibilité d'intimidation et de pression d'organisations terroristes déjà évoquée lors du débat sur la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; paralysie du fonctionnement de la justice quant aux faits antérieurs à la loi de septembre 1986 confiant le jugement de crimes terroristes à des magistrats professionnels [10 décembre 1986] (p. 7453, 7454).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement** : dépôt de centaines d'amendements ou de sous-amendements sans lien avec l'objet de l'article sinon du projet de loi lui-même ; liens entre le parti socialiste et le Président de la République issu de ses rangs [3 juin 1986] (p. 1608) ; **son rappel au règlement** : demande au président de séance d'appliquer l'article 54, alinéa 5 du règlement lui permettant quand il juge l'Assemblée suffisamment informée d'inviter l'orateur à conclure [4 juin 1986] (p. 1715).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2** : retire les amendements nos 33 et 34 de M. Jean-Louis Masson [26 juin 1986] (p. 2514) ; **article 3** : *article 700-1 du code de procédure pénale :* ses observations (p. 2521) ; notion de conséquence recouvrant un enchaînement de faits et non nécessairement une volonté de terrorisme ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* ses observations (p. 2525).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : rétablissement de l'incrimination d'association de malfaiteurs en matière délictuelle ; nécessité d'éviter le recours à la procédure d'instruction ; lenteur des décisions de justice ; crédits de la justice ; augmentation de la délinquance ; surencombrement des prisons ; diversification des conditions d'internement en fonction de la nature des délinquants [1er juillet 1986] (p. 2717) ; réduction du nombre et de la durée des détentions provisoires passant par le développement du champ d'application de la procédure de comparution immédiate ; historique de la procédure de flagrant délit ; notion de suffisance des charges réunies ; nombre de cas passés en procédure de flagrant délit ; champ d'application de la procédure de comparution immédiate ; rémunération des avocats défendant les prévenus dans le cadre de cette procédure ; nombre de chambres de flagrant délit (p. 2718) ; nécessité d'une politique active et globale de prévention ; abrogation de la peine de mort ayant créé une inadéquation de l'échelle des peines ; conditions d'exécution des peines pour les grands criminels ; possibilité de fixer une période de sûreté pour une durée maximale de trente ans ; notion de régime de sûreté ; gage de réadaptation devant être exceptionnel pour justifier une réduction de peine (p. 2719) ; peine irréductible de vingt ans d'incarcération lorsque la Cour d'assises a fixé à trente ans la période de sûreté accompagnant la condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité ; période irréductible d'incarcération égale aux deux tiers de la période de sûreté lorsque celle-ci aura été fixée entre 15 et 29 ans ; cas d'application obligatoire du régime de semi-liberté (p. 2720) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; préservation des droits de la défense dans le cadre de la comparution immédiate ; association de malfaiteurs ; décision du Conseil constitutionnel des 19 et 20 janvier 1981 sur la saisine directe (p. 2733) ; commission des lois ayant rejeté la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 2741) ; rectifie les propos de M. Philippe Marchand sur son opinion concernant le projet de comparution immédiate [2 juillet 1986] (p. 2765) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe ; amélioration du fonctionnement de la justice par la procédure de comparution immédiate ; propositions de la commission (p. 2767).

Discussion des articles : **article 1er** : ses observations (p. 2769) ; son amendement n° 15 (visant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 266 du code pénal, à substituer aux mots « trois ans », les mots « cinq ans ») différence entre la notion de complicité et celle d'association de malfaiteurs ; distinction entre le proxénétisme simple et le proxénétisme aggravé, adopté ; notion d'association de malfaiteurs p. 2770) ; son amendement n° 16 (visant à supprimer, dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 266 du code pénal, la référence « 334 ») : adopté ; **article 2** : ses observations (p. 2771 ; **article 4** : gradation des peines de l'article 309 du code pénal en cas de coups et blessures ; problèmes des magistrats et des jurés menacés (p. 2772) ; réadaptation de l'échelle des peines (p. 2773) ; **avant l'article 1er** (suite) (amendements précédemment réservés) : nécessité d'un débat distinct sur la peine de mort (p. 2774-2775) ; **après l'article 4** : inadéquation des dispositions relatives au trafic des stupéfiants (p. 2776) ; conditions d'application de la comparution immédiate (p. 2780) ; peines de substitution ; classement des petits délits pour éviter de surcharger les cabinets d'instruction ; problèmes de la détention provisoire (p. 2781) ; **article 5** : ses observations [2 juillet 1986] (p. 2790) ; son amendement n° 17 (conditions de comparution immédiate) ; amélioration du texte du Gouvernement par la commission ; rôle du groupe socialiste ; conditions d'utilisation de la procédure de la comparution immédiate ; demande au Gouvernement de changer son amendement n° 37 sur ce thème (p. 2793) ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 37 du Gouvernement (visant à substituer au mot « après », le mot « avant » au début de la rédaction proposée pour cet article, et à supprimer les mots « en cas de délit non flagrant ») : adopté (p. 2794) ; **après l'article 5** : ses ob-

servations sur l'amendement n° 58 de M. Gilbert Bonnemaison n'entrant pas dans le cadre du code de procédure pénale ; **article 6** : nombre de jours permettant la comparution du prévenu devant le tribunal ; délai de convocation du tribunal (p. 2795) **après l'article 6** : procédure de comparution immédiate ; délai minimum et maximum de renvoi de l'audience (p. 2796) ; son amendement n° 60 (visant, dans l'article 397-1 du C.P.P., à remplacer les mots : « le cinquième », par les mots : « le douzième») : adopté ; son amendement n° 61 (visant à compléter l'article 397-2 du C.P.P. par une procédure de renvoi du dossier au Procureur de la République pour complément d'instruction de l'affaire) nécessité de gommer toute différence entre les deux aspects de la comparution immédiate (p. 2797) ; amélioration de la procédure par les amendements de la commission ; détention pour flagrant délit ; extension du délai minimal pour l'étude du dossier par la défense ; demande de supplément d'information par les parties et le tribunal ; accélération du cours de la justice pour la petite délinquance ; son amendement n° 18 (précisant que, sauf en cas de flagrant délit, la détention provisoire ne peut être ordonnée ou maintenue que si le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi est égal ou supérieur à deux ans) : retiré (p. 2798) ; **article 7** : différence entre la période de sûreté et l'irréductibilité de la peine (p. 2801) ; pouvoirs d'appréciation de la Cour d'assises ; équilibre de l'échelle des peines ; fonctions de dissuasion de la peine irréductible (p. 2802) ; crimes justifiant la peine de sûreté (p. 2804) ; son amendement n° 19 (cas dans lesquels la Cour d'assises peut appliquer une période de sûreté allant jusqu'à trente ans) ; cas des destructions aggravées et de l'assassinat non aggravé (p. 2805) ; adopté après modification ; **article 8** : son amendement n° 20 (durée de la période irréductible) ; période irréductible dans le cas où la peine de sûreté va de 15 à 29 ans (p. 2806) ; adopté ; **après l'article 8** : notification d'une convocation en justice aux prévenus par un officier de police judiciaire (p. 2807) ; son amendement n° 21 (conditions de libération conditionnelle d'un condamné à perpétuité) ; liberté conditionnelle ; nécessité de compléter le traitement des grands criminels par une période de semi-liberté après l'incarcération ; adopté ; son amendement n° 22 (de coordination) : réservé ; son amendemet n° 23 (possibilité d'exploiter certains appareils automatiques par exception à la loi du 12 juillet 1983) ; légalisation de la tolérance administrative sur l'exploitation des appareils distributeurs de confiseries avec primes et les loteries foraines (p. 2808) ; maintien de l'interdiction générale frappant les jeux d'argent pratiqués à l'aide de machine ; adopté ; son amendement n° 24 (date d'application des dispositions de l'article 7 et du paragraphe II de l'article 8 de cette loi) ; date d'entrée en application des dispositions sur la période de sûreté et la période irréductible ; adopté ; son amendement n° 22 (de coordination) : adopté (p. 2809) ; **avant l'article 1er** (suite) : lutte contre le recel (p. 2811).

Commission mixte paritaire, discussion générale : rapporteur : fixation de la date de l'audience de renvoi lorsque le prévenu demande un délai pour préparer sa défense dans le cadre de la procédure de comparution immédiate ; date d'application de la loi quant aux mesures de sûreté ; période de semi-liberté avant la libération conditionnelle des condamnés à plus de quinze ans de peine de sûreté ; possibilité pour le prévenu de demander l'abandon de la procédure de comparution immédiate ; effet sur la période de sûreté d'une commutation ou d'une remise partielle par voie de grâce [7 août 1986] (p. 4133).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : historique des contrôles d'identité ; circulaire du 17 mars 1986 [3 juillet 1986] (p. 2840) ; arrêt Friedel ; procédure de la prise d'empreintes digitales ; nécessité d'inscrire dans les textes les différents stades du contrôle d'identité ; nécessaire modification du contrôle d'identité p. 2841).

Discussion des articles : **article 1er** : rappelle que M. Badinter avait retiré un alinéa du projet de loi de 1983 dans lequel il jugeait que les étrangers pouvaient en toute circonstance faire l'objet d'un contrôle d'identité ; obligation pour les étrangers de présenter leur titre de séjour (p. 2851).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie.

Intérieur. — *Discussion générale :* effort d'augmentation des effectifs de la police nationale ; amélioration de la condition des personnels ; problème de la sécurité et lutte contre la criminalité et la délinquance ; hiérarchisation de la police ; accroissement de sa présence sur le terrain ; réforme législative ayant donné les moyens juridiques aux actions de prévention et de dissuasion [7 novembre 1986] (p. 6005) ; contrôle d'identité ; complémentarité de l'action du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux ; programme de construction des prisons et notamment privées ; police dans les villes moyennes ; feux de forêt du massif méditerranéen (p. 6006) ; sort des sinistrés (p. 6007).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : problème posé par le veuvage et la pension de reversion ; modalités d'attribution de l'assurance veuvage [5 décembre 1986] (p. 7166) ; nécessité de traiter globalement le problème du veuvage (p. 7167).

Discussion des articles : **après l'article 7** : son amendement n° 101 (pension de réversion pouvant faire l'objet d'une avance financée sur les fonds d'action sanitaire et sociale) : non soutenu [6 décembre 1986] (p. 7230) ; **après l'article 15** : son amendement n° 40 (conjoint survivant non divorcé ne succédant pas à la pleine propriété et contre lequel il n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée ayant droit à l'usufruit de la totalité de la succession du prédécédé si le défunt laisse un ou plusieurs enfants, des frères et des sœurs, des descendants de frères et sœurs, ou des ascendants) : non soutenu (p. 7276).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Ousseikine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Première lecture, discussion générale : existence de personnes blessées parmi les étudiants et les forces de l'ordre ; mort d'un étudiant ; mission et champ de compétence de la commission créée [17 décembre 1986] (p. 7736) ; nombre de commissaires ; choix de la représentation proportionnelle pour leur désignation (p. 7737) ; reportage diffusé par la télévision (p. 7739).

Ses observations après les explications de vote : retire la demande de scrutin public du groupe R.P.R. (p. 7741-7742).

AUBERT (François d')

Député de la Mayenne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil d'administration d'Antenne 2 [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) ; [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433).

Membre suppléant du Conseil national dela cinématographie [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (postes et télécommunications) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 43 : **postes et télécommunications (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : absence de motivation idéologique des dénationalisations ; nécessité absolue d'une séparation entre la politique et l'économie ; respiration du secteur public ; nécessité d'avoir des dirigants effectivement responsables de la marche de leurs entreprises, soumis à des sanctions économiques et non politiques ; inopportunité qu'une entreprise ne soit soumise à aucun contrôle de ses actionnaires ; nationalisation du crédit ; nécessité de ne plus considérer le contribuable comme une « vache à lait » ; nécessité d'aborder les dénationalisations avec un esprit pragmatique [30 avril 1986] (p. 645) ; encourage le Gouvernement à dénationaliser avec « modération et mesure » (p. 646) ; situation de la banque du bâtiment et des travaux publics [6 mai 1986] (p. 742) ; situation de la banque Hervet (p. 743) ; **article 5** : explique son départ de l'hémicycle par le refus du président de l'Assemblée nationale de lui donner la parole [13 mai 1986] (p. 860).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; s'étonne de ne pas avoir entendu M. Jean-Jack Queyranne demander le maintien de la loi de 1984 [10 juin 1986] (p. 2046) ; loi de 1984 étant la loi du « caprice de Bourg-en-Bresse » ; réexamen sérieux de l'article 39 *bis* au cours de la prochaine discussion budgétaire ; coût d'approvisionnement en papier de la presse ; monopole de fabrication du syndicat du livre ; imprécision de la définition de la notion de personne physique ou morale ; absence de définition juridique du contrôle ; champ d'application de la loi de 1984 (p. 2047) ; suppression du pouvoir de sanctions de la commission ; nécessité de trouver un « point de chute » pour M. Caillavet ; impossibilité de contrôler les trente-deux mille titres dont le dépôt légal est à la Bibliothèque nationale ; absence de plan comptable propre à la presse ; imbroglio juridique découlant de la coexistence de l'ordonnance de 1944 et de la loi de 1984 ; abrogation de l'ordonnance de 1944 (p. 2048) ; maintien d'un dispositif simple et réaliste en matière de transparence ; notion de transparence remontante ; relations entre les ministères et les agences de publicité pour la propagande du Gouvernement sous la précédente législature ; proposition de loi ne s'appliquant qu'aux entreprises éditrices ; champ d'application de la proposition de loi ; clarté de la définition du directeur de la publication ; information sur les cessions de droits sociaux ; entreprises de presse pouvant être tenues de mettre à la disposition de leurs lecteurs les participations que les entreprises éditrices peuvent avoir dans des médias autres que ceux de presse ; nécessité de revenir sur l'interdiction faite aux étrangers d'investir dans la presse française (p. 2049) ; taille des firmes françaises de presse ; Hachette constituant la seule société de presse cotée en bourse ; loi de 1984 constituant avant tout une loi « anti-Hersant » ; appréciation des seuils de diffusion ; situation des journaux en difficulté ; nécessité d'éviter les abus de positions dominantes ; rôle de la future commission de la communication (p. 2050) ; commission de la communication devant pouvoir saisir la commission de la concurrence ; définition de l'abus de position dominante en matière de distribution des médias ; problème des agences de publicité ; séparation des fonctions de conseillers et de régisseurs en publicité ; banques nationalisées disposant jusqu'au mois de mars de moyens de pression considérables sur les médias et les journaux (p. 2051).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : utilité, en 1983, de préciser que l'impression, l'édition, la publication et la communication étaient libres [12 juin 1986] (p. 2161) ; Gouvernement proposant un vrai texte de liberté (p. 2162) ; **article 1er** : caractère flou du champ d'application de la loi de 1984 ; notion de publication de presse (p. 2164) ; application de la loi aux journaux mis à la disposition du public sous forme de services télématiques interactifs ou de services de vidéographie diffusés (p. 2165) ; ses observations (p. 2166) ; inopportunité de faire référence à des définition fiscales pour délimiter le champ d'application d'une loi ; extension du nombre et de la nature des entreprises pouvant être concernées par les obligations légales (p. 2167) ; **article 3** : interdiction de la pratique du prête-nom ; définition de la notion de prête-nom [16 juin 1986] (p. 2208) ; notion de groupement de fait (p. 2212) ; **article 5** : son amendement n° 300 (tendant à compléter le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et de ses trois principaux associés ») : adopté (p. 2239) ; son amendement n° 301 (obligation pour une entreprise éditrice de tenir à la disposition de ses lecteurs la liste des sociétés ou associations titulaires d'une autorisation d'utilisation d'une fréquence de radio ou de télévision ou d'exploitation d'un réseau câblé, dans lesquelles elle possède directement ou indirectement une participation financière ou avec lesquelles elle a passé un accord financier) : retiré ; son amendement n° 302 (entreprise éditrice devant tenir à la disposition de ses lecteurs la liste des publications de presse qu'elle édite ainsi que celles d'autres entreprises éditrices dont elle détient directement ou indirectement une partie ou la totalité du capital social) : retiré (p. 2242) ; **article 7** : ses observations [17 juin 1986] (p. 2252) ; **après l'article 11** : ses amendements n° 303 à 305 : réservés (p. 2284) ; ses observations sur la loi de 1984 (p. 2285-2286) ; notion d'acquéreur au sens de l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (p. 2290) ; **article 14** : son amendement n° 306 (visant à substituer, dans le premir alinéa de cet article, à la somme « 40 000 francs », la somme « 100 000 francs ») : non soutenu ; son amendement n° 307 (visant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots « fait procéder aux publications », les mots « respecter les obligations ») : non soutenu [18 juin 1986] (p. 2340) ; **amendements précédemment réservés** : son amendement n° 305 (compétence de l'autorité délivrant les autorisations d'usage d'une fréquence de radio ou de télévision pour faire respecter le pluralisme à une entreprise éditrice) (p. 2351) ; conciliation du pluralisme et du renforcement des entreprises multimédias ; compétence de la commission nationale de la communication et des libertés pour connaître des concentrations multimédias (p. 2352) ; retiré ; autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'utiliser une fréquence de radio ou de télévision ; ses amendements n° 303 et 304 : retirés (p. 2353).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Joxe.

Discussion : loyauté de la majorité parlementaire à l'égard du Premier ministre ; combat d'arrière-garde du Président de la République contre les privatisations [28 juillet 1986] (p. 3935) ; absence d'arguments justifiant les nationalisations ; met en cause M. Laurent Fabius qui « s'est servi de fonds publics pour assurer sa réélection » ; inclusion de la discussion générale dans les droits imprescriptibles du Parlement ;

échec des nationalisations de 1981 (p. 3936) ; responsabilité des dirigeants d'entreprise ; droit au reclassement exigé par le Président de la République pour les dirigeants nommés en 1981 ; sa critique des conditions de vente à l'étranger de filiales d'entreprises publiques de 1980 à 1986 ; « mauvaise foi » attestée par le comportement du Président de la République depuis sa déclaration du 14 juillet 1986 (p. 3937) ; réactions suscitées par le changement de certains P.D.G. d'entreprises nationalisées ; protection des intérêts nationaux lors du processus de privatisation (p. 3938) ; participations étrangères dans les filiales stratégiques des entreprises privatisées ; problèmes des producteurs de lait (p. 3939).

— Projet de loi adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : privatisation de T.F.1 ; pluralisme et concentration dans le secteur de l'audiovisuel [5 août 1986] (p. 4064) ; émergence de grands groupes français multimédias ; rôle de la C.N.C.L. pour veiller aux abus de position dominante et pour éviter les entraves à la concurrence ; cas des opérations de privatisation de T.F.1 et de remise sur le marché de la 5 et de la 6 ; rôle des collectivités locales vis-à-vis des médias audiovisuels ; possibilité de privatiser l'agence Havas dans les meilleurs délais ; nécessité de recentrer l'activité de cette agence sur la publicité (p. 4065) ; organisation par le projet de loi d'un équilibre financier du système audiovisuel ; équilibre du marché publicitaire et intérêt de la presse écrite (p. 4066) ;

Commission mixte paritaire, discussion générale : adéquation du projet de loi à l'évolution du secteur de l'audiovisuel ; privatisation de T.F.1 ; rôle de la C.N.C.L. ; son bilan de la Haute autorité ; nécessité d'éviter une « renationalisation rampante » de l'audiovisuel ; délai de privatisation de Havas ; plafonnement des recettes publicitaires pour Antenne 2 [12 août 1986] (p. 4287) ; prise en compte de la nécessité d'éviter des abus de position dominante par la C.N.C.L. pour accorder les autorisations d'émettre ; notion de « position dominante » ; sa proposition d'amendement pour compléter la liste de ces critères par celui de la diffusion et de l'audience acquise par les publications et services de communication audiovisuelle (p. 4288) ; **son rappel au règlement :** conditions de dépôt d'amendements sur un texte de commission mixte paritaire (p. 4292).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 undecis :** aide des collectivités locales aux investissements des établissements d'enseignement privé ; cas de l'informatique [11 août 1986] (p. 4240).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : portée de la décision du Conseil constitutionnel ; nécessité d'un dispositif anti-concentration pour la presse et l'audiovisuel [9 octobre 1986] (p. 4519) ; constitution de groupes multi-médias ; privatisation de T.F.1. ; rôle et composition de la C.N.C.L. ; renforcement de ses pouvoirs (p. 4520, 4521).

Discussion des articles : **article 3 :** article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : son amendement n° 48 (commission nationale de la communication et des libertés veillant à ce que le contrôle des services de télévision ou de radiodiffusion ou de leur régie publicitaire par une agence de publicité ou une centrale d'achat d'espace, ne créent pas les conditions d'une concurrence déloyale) ; conditions de financement des médias ; intégration verticale à partir d'agences de publicité vers tous les supports médiatiques (p. 4633) ; adopté ; après l'article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 : son amendement n° 51 (commission de la concurrence devant veiller à ce que le cumul de positions dominantes ou d'activité ; dans les secteurs de l'audiovisuel de l'édition, de la presse, de la publicité ou des télécommunications n'entrave abusivement l'accès aux marchés et supports correspondants) ; synergie excessive pouvant naître de l'utilisation par un groupe multimédia de tous les supports dont il dispose ; pratique d'autopublicité (p. 4634) ; adopté après modification (p. 4635).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **après l'article 7** (amendement précédemment réservé) : son sous-amendement n° 289 à l'amendement n° 286 du Gouvernement (régime transitoire de déduction pour les entreprises de la T.V.A. comprise dans le montant des redevances facturées par l'administration des postes et télécommunications) : vote réservé [17 octobre 1986] (p. 4998) ; amendements précédemment réservés : son sous-amendement n° 289 à l'amendement n° 286 du Gouvernement précédemment réservé : non soutenu (p. 5015).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* quotas laitiers ; nécessité de dégager des quantités supplémentaires pour la Mayenne ; mise en œuvre des propositions de M. Michel Cointat [30 octobre 1986] (p. 5565).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : se félicite que la T.V.A. soit appliquée aux télécommunications ; historique des prélèvements sur le budget annexe des P. et T. ; endettement des P. et T. ; évolution de la taxe de base des télécommunications [31 octobre 1986] (p. 5648) ; situation des services financiers de la poste ; retard accumulé en matière de satellite ; progression des autorisations de programme ; investissement dans la direction générale des télécommunications ; clarification faite dans les prélèvements opérés par l'Etat ; diminution des crédits de la filière électronique ; introduction de la T.V.A. devant être accompagnée d'une nouvelle politique tarifaire ; allégement des charges des entreprises ; son souhait que la diminution des effectifs de la poste ne touche pas les bureaux de poste situés en milieu rural ; services du radio-téléphone ; problème des cabines téléphoniques privées (p. 5649) ; exportation de matériels de télécommunications ; situation de la C.G.C.T. situation du centre életronique de l'Ouest (p. 5650).

Examen des crédits : **article 40 :** ses observations (p. 5670) ; inopportunité de développer le plan câble (p. 5671).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) ; choix des repreneurs de T.F.1, de la « 5 » et de la « 6 » ; sa crainte que la C.N.C.L. ne fasse que constater des tours de table préalablement ficelés dans les antichambres gouvernementales ; rôle de la C.N.C.L. dans la rédaction du cahier des charges ; nécessaire équilibre des contraintes entre Antenne 2 et T.F.1. ; inconvénient financier de la baisse de la redevance ; Télédiffusion de France (T.D.F.) ; société française de production (S.F.P.) ; fin des commandes obligatoires ; filialisation [13 novembre 1986] (p. 6302).

AUCHEDE (Rémy)

Député du Pas-de-Calais
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer le **remboursement de la T.V.A. payée par le personnel des Houillères nationales** pour le combustible qui lui est attribué **(n° 25)** [23 avril 1986].

Proposition de loi portant amélioration des **retraites minières (n° 55)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 143,** posée le 2 décembre 1986 : **charbon (houillères : Nord-Pas-de-Calais)** (p. 7028, 7029) ; appelée le 5 décembre 1986 : **houillères du Nord-Pas-de-Calais** : propos de leur directeur général annonçant la fermeture générale d'ici trois ans des puits, des centrales électriques et des cokeries du Nord-Pas-de-Calais ; suppression de 30 000 emplois ; remise en cause du statut de la profession, de la sécurité sociale minière et du logement (p. 7135) ; bilan négatif du fonds de réindustrialisation géré par Finorpa ; désengagement du Gouvernement dans la rénovation de l'habitat et dans les travaux de voirie des cités minières ; volonté des communistes de défendre le statut du mineur, la sécurité sociale minière et les caisses de secours ; mesures spécifiques nécessaires pour les communes minières en ce qui concerne la dotation globale d'équipement (p. 7136).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernemet à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 24 (définissant d'autres critères que ceux de la rentabilité financière pour la gestion des entreprises) [24 avril 1986] (p. 346) ; rejeté (p. 348) ; son amendement n° 26 (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « ou abroger » les mots « sans pouvoir les atténuer ») (p. 357) ; rejeté (p. 359) ; **article 2** : élargissement des compétences des comités d'entreprise et des comités de groupe en matière de prévention des licenciements économiques ; nécessité d'associer ces comités à la politique de l'entreprise pour assurer la garantie de l'emploi [28 avril 1986] (p. 477) ; rôle et organisation des comités locaux pour l'emploi ; développement des coopérations inter-entreprises ; objectif de la création d'emplois productifs et viables passant par une multiplication d'initiatives décentralisées (p. 485) ; risque de remplacement des salariés travaillant avec des contrats normaux par des salariés ayant des contrats à durée terminée ou de travail temporaire à cause des mesures envisagées par le Gouvernement ; « précarisation » de l'emploi et particulièrement de celui des jeunes ; nécessité d'énumérer limitativement dans le code du travail les cas de recours à la précarité (p. 500) ; nécessité de limiter le recours au contrat de travail à durée déterminée au travail temporaire et au travail à temps partiel à 5 % de l'effectif de chaque entreprise ; progression exponentielle de ces formes de travail en France ; volonté d'éviter une généralisation de la précarité de l'emploi et de brader le code du travail (p. 511) ; **article 4** : ses amendements n° 92, 99, 103, 106, 11, 116, 125, 130 : devenus sans objet [6 mai 1986] (p. 807).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : utilisation conjointe de la procédure antidémocratique des ordonnances et de l'arbitraire 49-3 de la Constitution [15 mai 1986] (p. 943) ; démantèlement des ordonnances de 1945 sur les prix et la concurrence ; nécessité de mettre en œuvre des textes législatifs d'aide et d'incitation à des coopérations entre entreprises françaises ; protection des petits commerces ; précarisation généralisée du travail par l'aggravation de la flexibilité ; développement de la participation ; mise en place de la société « à deux vitesses » avec, d'un côté, les exclus privés de travail et, de l'autre, les travailleurs qui devront « participer » ; dénationalisation du secteur bancaire et financier ; absence de modification fondamentale dans la gestion des banques depuis 1981 ; avantages consentis aux très grandes entreprises sur leur endettement ; nécessité d'orienter les fonds vers l'investissement productif et le développement de l'emploi ; absence de précision sur les conditions de transfert des entreprises du secteur public au secteur privé ; inscription des dénationalisations françaises au menu des places financières internationales ; conditions du transfert des entreprises au secteur privé ; « création de confiance » par le Gouvernement (p. 944) ; absence de solutions-miracles (p. 945).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 141 (paiement de l'impôt sur le revenu de la dernière année d'activité normale sur la base des nouveaux revenus d'un foyer fiscal dont les revenus du travail n'ont pas dépassé quatre fois le S.M.I.C. annuel au cours de chacune des cinq années précédant le changement de situation) [26 mai 1986] (p. 1163) ; sort des foyers fiscaux dont la situation change brutalement à la suite d'une perte d'emploi, d'un départ à la retraite ou d'un arrêt d'activité dû à la maladie ou à l'infirmité ; nécessité de lui faire payer l'impôt en fonction de ses nouveaux revenus ; limitation de cet avantage aux seuls revenus du travail n'ayant pas dépassé quatre fois le S.M.I.C. annuel au cours de chacune des cinq années précédant le changement de situation ; rejeté au scrutin public (p. 1164) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 144 (suppression de l'avoir fiscal et institution d'une retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers) ; augmentation des cours de Bourse ; risque nécessaire au capital ; fonctionnement de l'avoir fiscal aussi bien pour les sociétés que pour les particuliers ; avoir fiscal à 100 % (p. 1195) ; rejeté au scrutin public (p. 1196) ; **article 3** : réforme de la fiscalité agricole ; retour à la transparence fiscale totale du G.A.E.C. ; nécessité d'inciter les exploitants agricoles à tenir une comptabilité simple ; égalité devant l'impôt et assujettissement au bénéfice réel ; hostilité de l'administration des finances à cette mesure estimant que le forfait est d'un meilleur rapport pour l'Etat ; incitation au passage au réel simplifié ; rôle et utilité du G.A.E.C. ; complexité du système de déclaration de la T.V.A. ; délais de remboursement ; statut de coexploitant ; retraite ; invalidité (p. 1204) ; difficultés de la prise en compte des investissements pour les agriculteurs qui exercent des activités touristiques (p. 1205) ; **article 4** : son amendement n° 147 (de suppression) ; taxation des candidats aux concours de la fonction publique (p. 1211) ; égalité dans l'accès aux emplois publics ; cas des candidats qui s'inscrivent à plusieurs concours (p. 1212) ; rejeté au scrutin public [27 mai 1986] (p. 1225) ; **après l'article 6** : aggravation du processus de développement des activités spéculatives ; création de nouveaux instruments et avènement d'un marché d'instruments financiers ayant favorisé le drainage des ressources disponibles vers la spéculation (p. 1239) ; **article 7 et état A** *(suite)* : son amendement n° 154 (de suppression) (p. 1284) ; rejeté au scrutin public (p. 1285).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 490 (amnistie des infractions commises en l'application de l'article 414 du code pénal ; réintégration et reconstitution de carrière du salarié dont la sanction liée à un conflit du travail a été amnistiée) ; rejeté [2 juin 1986] (p. 1570) ; son amendement n° 61 (possibilité d'effectuer des heures supplémentaires dans la limite d'un contingent annuel de quatre-vingt heures) [3 juin 1986] (p. 1606) ; rejeté (p. 1607) ; **article 1er** : ses amendements n° 264, 279, 341, 358, 370 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **article 2** : **son rappel au règlement** : article 19 et suivants du règlement fondant l'existence des groupes parlementaires et reconnaissant leur droit d'expression ; Gouvernement ayant demandé la réserve de certains amendements à l'article 1er ; clôture de la discussion sur l'article 2 ; droite procédant à une obstruction systématique [5 juin 1986] (p. 1809) ; **article 5** : obligations qu'ont les employeurs de plus de cinquante salariés de déclarer, tous les mois, les mouvements de personnels de

l'entreprise et d'informer l'A.N.P.E. d'éventuelles embauches ; employeur tenu d'obtenir une autorisation préalable pour les embauches et les licenciements s'il a déjà licencié pour raison économique l'année précédente [7 juin 1986] (p. 1992) ; Front national constituant l'aile marchante de la majorité ; patrons pouvant désormais licencier les militants syndicaux pour embaucher à leur place des salariés moins combattifs ; Gouvernement visant l'élimination physique des militants d'entreprise (p. 1993) ; article proposant de mettre fin à l'obligation faite aux employeurs d'obtenir une autorisation préalable à toute embauche ; possibilité pour les employeurs de réembaucher immédiatement sans le moindre contrôle ; précarité de l'emploi érigée en système ; atteinte au droit de grève ; attitude du R.P.R. (p. 2001) ; **après l'article 5** : son amendement n° 92 (dispositions de la présente loi ne pouvant s'appliquer aux entreprises ayant bénéficié lors des cinq dernières années d'une aide de l'Etat ou d'une collectivité publique directement ou indirectement) ; rôle de l'Etat en matière sociale (p. 2004) ; nécessaire compensation aux aides apportées par l'Etat aux entreprises ; montant des aides publiques destinées aux entreprises ; nécessité que l'Etat continue à contrôler le motif économique du licenciement ; vote réservé (art. 44-3) ; dispostions de la présente loi ne pouvant prendre effet que lorsque la situation de l'emploi sera améliorée ; projet de loi impliquant le chômage ; ignorance avouée de M. Philippe Seguin sur les conséquences en matière d'emploi de l'adoption du projet de loi (p. 2006) ; nécessité de créer des emplois (p. 2007) ; **article 2** (précédemment réservé) : **son rappel au règlement** : décision du Gouvernement de recourir à l'article 44 alinéa 2 de la Constitution portant atteinte au règlement de l'Assemblée nationale ; nécessité pour continuer le débat d'une décision du bureau de l'Assemblée nationale ; demande une suspension de séance (p. 2009).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; démantèlement du service public de la radiotélévision ; diminution des ressources du secteur public de la radiotélévision ; renforcement de la tutelle de l'Etat sur R.F.I. ; droit de grève des personnels des sociétés nationales d'audiovisuel ; rôle de la C.N.C.L. ; possibilité pour les partis politiques de recourir à la publicité ; anti-communisme du service public de la radiotélévision [8 août 1986] (p. 4156) ; liens entre la politique forestière et les incendies de forêt ; nocivité de la politique économique et sociale du Gouvernement ; liquidation des Houillères (p. 4157) ; restriction des avantages acquis par les mineurs ; déclarations de M. Douffiagues sur le statut des cheminots ; politique du groupe C.D.F. ; exemple de la plate-forme de Mazingarbe ; licenciements dans la sidérurgie ; proposition communiste pour l'instauration d'un contrôle public des affectations des aides aux entreprises ; avenir du littoral du Nord-Pas de Calais (p. 4158, 4159).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 84 (tendant à supprimer le système du prélèvement libératoire) [16 octobre 1986] (p. 4823) ; rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 4824) ; rejeté ; (p. 4825) ; **article 11** : réponses positives apportées par les amendements n° 188, 189 et 190 aux problèmes des groupements agricoles d'exploitation en commun ; soumission de l'associé d'une E.A.R.L. à l'impôt sur les personnes physiques [17 octobre 1986] (p. 4936) ; **article 13** : son amendement n° 272 (substituant par deux fois, dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à la somme « 100 000 » la somme « 50 000 ») ; calcul des bénéfices selon la moyenne triennale ; inconvénient de cette méthode lorsque la situation de l'exploitation se modifie (p. 4940) ; calcul de la taxation ; relèvement du seuil prévu excluant du champ d'application du régime du quotient un grand nombre d'exploitations ; rejeté (p. 4941) ; **après l'article 13** : drame de l'Aber-Wrach ; nouvelle amputation des moyens accordés à la société nationale de sauvegarde en mer ; suppression de postes dans les personnels affectés à la surveillance maritime ; prélèvement sous la forme d'une taxe annuelle sur les sommes consacrées par les entreprises à la publicité et au sponsoring dans le domaine de la voile et du motonautisme (p. 4943) ; **article 14** : dispositions tendant à favoriser la construction locative privée ; sabotage des aides personnelles ; diminution des crédits consacrés à la construction sociale ; coût comparé de la construction d'un logement social et de celle d'un logement privé (p. 4945) ; détournement de fonds publics (p. 4946) ; non reconduction pour 1987 des mesures fiscales destinées à inciter dans les habitations les travaux en vue d'économiser l'énergie ; conséquences pour la balance commerciale (p. 4948) ; **article 15** : relèvement à 20 % de la taxe forfaitaire permettant aux entreprises de construction de logements de se libérer des réserves de bénéfices non soumises dans la législation actuelle à l'impôt sur les sociétés (p. 4955, 4956) ; **après l'article 2** (amendements précédemment réservés) : proposition du parti communiste en matière de lutte contre la pauvreté (p. 4988) ; soutient l'amendement déposé par ses collègues socialistes (p. 4989) ; **article 21** : rappelle les promesses faites par le Premier ministre lors des élections législatives portant sur le rétablissement des droits des bouilleurs de cru à distiller en franchises de taxe dix litres d'alcool pur par an ; rappelle qu'au taux actuel de la taxe il faudra huit ans aux producteurs distillant chaque année cinq litres d'alcool pour réaliser un gain de l'ordre de 100 F par rapport au régime actuel ; réduction n'étant accordée qu'aux produits distillés dans des appareils munis de compteurs agréés par l'administration (p. 4989) ; caractère restrictif de la définition des ayants-droit (p. 4990) ; nécessaire suppression de la date limite d'application ; inopportunité d'un paiement du forfait ; délai pour subordonner l'exonération à l'utilisation des compteurs ; reniement de la promesse faite par le Premier ministre ; importation d'alcool entre 1960 et 1986 (p. 4992) ; **après l'article 31** : dérive de la charge de la dette publique ; remboursement de l'emprunt Giscard ; nécessité de ne payer aux porteurs des titres de cet emprunt qu'un taux d'intérêt correspondant à la moyenne des intérêts payés par l'Etat ; conversion de la part du capital restant propriété des porteurs en un emprunt obligatoire d'une durée de trente ans et portant intérêt égal à celui du livret A de la caisse d'épargne ; son opposition à ce que les porteurs d'emprunt Giscard puissent obtenir une réduction supplémentaire sur le prix d'achat des actions des sociétés dénationalisées (p. 5024) ; **article 32 et état A** : évolution du chômage (p. 5039) ; allégement accordé aux ménages bénéficiant aux hauts et très hauts revenus ; prélèvements sociaux ; effondrement de la réduction d'impôt procurée par la demi-part supplémentaire octroyée au premier enfant à charge des personnes seules ; déductibilité fiscale de la provision pour congés payés ; suppression de la taxe sur les frais généraux (p. 5040).

Deuxième partie.

Industrie. — *Discussion générale : questions :* politique charbonnière ; diminution de la subvention aux charbonnages de France ; subvention aux exploitations charbonnières aux Etats-Unis, R.F.A. et en Grande-Bretagne ; situation du bassin Nord-Pas de Calais ; nomination d'un nouveau directeur des charbonnages de France [31 octobre 1986] (p. 5640) ; question des enjeux énergétiques ; problème de la surcapacité de production ; endettement des établissements publics ; sécurité d'emploi des personnels ; système tarifaire d'E.D.F. (p. 5641) ; problèmes d'emploi dans le cas de Calais ; situation de la céramique de Beugin ; problème de C.D.F. Chimie (p. 5644) ; suppression d'emplois à Usinor-Isbergue (p. 5645).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* efficacité des investissements dans l'infrastructure des télécommunications ; assujettissement des télécommunications à la T.V.A. ; accentuation du retard du plan câble (p. 5660) ; vidéotexte ; dénonce la préparation de la privatisation (p. 5661).

AUDINOT (André)

Député de la Somme
Non inscrit

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Décédé le 18 avril 1986 [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597).

Son éloge funèbre est prononcé le 29 avril 1986 [29 avril 1986] (p. 559).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

AUDINOT (Gautier)

Député de l'Isère
Apparenté U.D.F.

Secrétaire d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [JO du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

AURILLAC (Michel)

Ministre de la coopération

NOMINATIONS

Est nommé ministre de la coopération (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Franck Borotra : malversations au sein de l'association « Carrefour du développement »** : investigations de la Cour des comptes sur l'association « Carrefour du développement » ; attitude du trésorier ; existence d'une double comptabilité ; dépenses faites pour le sommet franco-africain de Bujumbura ; envoi dans divers pays d'Afrique de dons et de matériel médico-chirurgical ; implantation de centres de gestion en Afrique pour l'opération dénommée « Salut les jeunes » ; existence de malversations financières ; achat d'un château en Sologne ; disparition de toutes les pièces comptables après un cambriolage du siège de l'association [7 mai 1986] (p. 830) ; sort des membres du personnel ; négociation avec les organisations syndicales ; mise en place de prêts d'urgence (p. 831) ;

— **M. Michel Barnier : développement de l'Afrique** : reconnaissance par certains Gouvernements africains de l'inadaptation des stratégies économiques qu'ils ont conduites ; niveau des taux d'intérêt ; détérioration des termes de l'échange ; augmentation de l'aide publique au développement ; sélection de projets rentables ; exonérations fiscales pour accroître l'effort de solidarité [4 juin 1986] (p. 1687).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie.

Coopération. — *Discussion générale :* cause des difficultés des pays en voie de développement ; chute des effectifs de l'assistance technique ; priorité constituée par la coopération ; évolution de la part du produit national brut consacrée à l'aide publique au développement ; rencontre entre le Premier ministre et le Président Houphouët-Boigny ; coopération française d'abord tournée vers l'Afrique [23 octobre 1987] (p. 5253) ; nécessité que la politique française de coopération se réalise dans l'égalité et la responsabilité ; projet de budget pour 1987 permettant d'accroître les dons plutôt que les prêts ; accroissement de l'aide publique française au développement entre 1981 et 1985 ; accroissement des concours financiers au fonds d'aide et de coopération ; nécessité de faciliter le respect des contraintes imposées à nos partenaires par les accords de Bretton Woods ; création de la fondation internationale hospitalière ; rencontre à Libreville entre les détenteurs de capitaux et les entrepreneurs privés français et africains (p. 5254) ; évolution des crédits du F.A.C. ; augmentation en volume et autorisations de programme ; économies réalisées dans le projet de budget ; assitance technique civile en personnel ; nécessité de procéder à une pause dans la réduction des effectifs du ministère ; montant des bourses ; subventions aux diverses associations (p. 5255) ; Carrefour du développement ; situation des organisations non gouvernementales ; allégement et réorganisation de l'administration de la cooperation ; coopération française s'orientant vers un encouragement systématique des initiatives du secteur privé ; nécessité de favoriser les rapprochements concrets entre entrepreneurs français et africains ; création de la fondation hopitalière internationale (p. 5256).

Répond aux questions de MM. : Jean-Claude Dalbos, Xavier Deniau, Jean-François Jalkh : politique de coopération ne devant pas être conduite au jour le jour en fonction des inflexions successives de la politique intérieure des partenaires de la France ; situation en Guinée ; enseignement du français à Madagascar ; indique qu'il a rappelé aux autorités malgaches les engagements pris en matière d'indemnisation à la suite des nationalisations des années 1972-1974 ; politique de coopération s'engageant à l'intérieur d'un système contractuel (p. 5266) ; aide alimentaire à Madagascar ; évolution des crédits de la recherche ; politique française au Tchad ; réfugiés de Djibouti ; situation à Haïti ; enseignement du français ; se refuse à imaginer qu'un ancien Premier ministre ait utilisé la F.M.V.J. comme moyen de recueillir l'ensemble de ses collaborateurs ; absence de critères scientifiques permettant d'apprécier rigoureusement les résultats obtenus par la coopération technique ; missions d'aide et de coopération bien outillées pour contrôler sur place l'efficacité de leur action (p. 5268) ; formation des cadres civils et militaires des Etats ayant choisi l'amitié avec la France.

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** impossibilité de confondre les aides budgétaires et les appuis à des initiatives privées et décentralisées (p. 5269).

AUROUX (Jean)

Député de la Loire
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du conseil d'administration de l'Institut national de la communication audiovisuelle [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) ; [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : conditions du débat en commission ; part belle faite aux « fraudeurs et aux privilégiés de la fortune » ; caractéristiques de la loi électorale [23 avril 1986] (p. 274) ; résurrection cyclique et rituelle du thème de la participation ; emploi et participation constituant deux alibis à une politique de régression sociale et d'abandon économique ; réconciliation des Français avec l'entreprise réussie par le gouvernement socialiste ; ouverture de droits nouveaux pour les travailleurs ; reconnaissance définitive du droit à la négociation ; valorisation et réhabilitation de l'entreprise dans l'opinion publique ; présence de l'information économique dans les medias ; entreprise constituant un lieu de progrès social ; souplesse dont disposent les entreprises pour faire face aux aléas de la conjoncture (p. 275) ; travail intérimaire ; travail à temps partiel ; travail à domicile ; objectifs quantitatifs et qualitatifs concernant les différentes catégories de bénéficiaires des mesures

d'exonération ; place réservée à la négociation avec les partenaires sociaux et à la politique contractuelle ; demande au ministre de préciser sa conception du service public de l'emploi et de l'A.N.P.E. ; nouveaux indicateurs de l'emploi ; coût de la main-d'œuvre en France ; modalités du licenciement économique (p. 276) ; volonté du Gouvernement de faire de l'entreprise un lieu de conflit et d'affrontement ; valeur d'un système politique se mesurant à la qualité des relations sociales qu'il engendre (p. 277).

Discussion des articles : **article 4** : postulat gouvernemental selon lequel le libéralisme est la seule solution capable de donner des entreprises vigoureuses, modernes et compétitives à notre pays [30 avril 1986] (p. 622) ; nécessité que le libéralisme ouvre de nouveaux chantiers technologiques ; libéralisme du Gouvernement se contentant de proposer le transfert de propriété à des capitaux plus attentifs à la spéculation qu'à l'industrie (p. 623) ; nécessité de ne pas couper les racines du Crédit Lyonnais et des banques en général pour maintenir les relations particulières qu'elles ont avec le tissu économique et social de chacune des régions françaises, son aphorisme « les chiens aboient, la caravane passe » [6 mai 1986] (p. 788-789) ; Crédit du Nord et Crédit Lyonnais (p. 792) ; insuffisance des mesures visant à répartir le capital entre un grand nombre d'actionnaires pour garantir la décentralisation de l'économie ; rôle régional d'un certain nombre de banques ; absence de réticence de la part des opérateurs étrangers à travailler avec des banques nationalisées (p. 803) ; nécessité de garder des établissements bancaires qui correspondent aux besoins des P.M.E. et P.M.I. ; problème posé par la vente « par appartement » ou le démantèlement de certaines structures bancaires dans les relations internationales des établissements de crédit avec les grands opérateurs industriels et commerciaux (p. 804).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : régime des contrats à durée déterminée [2 juin 1986] (p. 1556) ; amnistie d'un salarié pour une infraction commise à l'occasion d'un conflit collectif du travail ; amnistie des détenteurs de capitaux à l'étranger ; détenteurs d'or (p. 1570) ; apprentissage ; situation de l'emploi en Angleterre (p. 1573) ; son amendement n° 95 (précisant que l'employeur qui refuse de répondre à la demande écrite du salarié est réputé l'avoir congédié sans motif réel et sérieux) (p. 1577) ; rejeté ; son amendement n° 96 (impossibilité de considérer que des griefs anciens constituent une cause réelle et sérieuse de licenciement) ; paix sociale dans l'entreprise ; licenciements ; nécessité d'éviter les règlements de compte dans les entreprises ; impératif de la politique contractuelle (p. 1578) ; rejeté ; son amendement n° 97 (précisant que l'employeur qui ne satisfait pas aux prescriptions fixées par l'article L. 122-14-2 du code du travail est réputé ne pas avoir de motifs réels et sérieux de licenciement) ; rejeté ; son amendement n° 98 (compétence du juge pour tenir compte des conséquences du licenciement pour un travailleur handicapé) ; absence de contrôle à la réembauche après un licenciement ; aides pour l'embauche des jeunes ; risque de voir les salariés les plus anciens licenciés ; emplois des travailleurs handicapés (p. 1579) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 99 (illégalité des licenciements dans les entreprises dont les difficultés sont le résultat de l'incurie de l'employeur) (p. 1580) ; rejeté (p. 1581) ; son amendement n° 100 (précisant qu'il n'y a pas de licenciement économique lorsqu'un salarié dont l'emploi a été supprimé est remplacé par un autre salarié) : rejeté (p. 1583) ; impossibilité d'imputer la responsabilité des chefs d'entreprise pour un accident de trajet ; injustices créées par la distinction de l'accident du travail et de l'accident de trajet (p. 1584) ; son sous-amendement n° 495 à l'amendement n° 48 de M. Charles Fiterman (visant à substituer le mot « renouvelable » aux mots « non renouvelable » à la fin du troisième alinéa) ; son sous-amendement n° 496 à l'amendement n° 48 de M. Charles Fiterman (visant à substituer aux mots « et du comité d'entreprise », les mots « après avis du comité d'entreprise » dans le sixième alinéa) ; son sous-amendement n° 495 : rejeté (p. 1586) ; sous-amendement n° 496 : rejeté (p. 1587) ; **son rappel au règlement** : absence de « laïcité » de la présidence [3 juin 1986] (p. 1600) ; son sous-amendement n° 497 à l'amendement 58 de M. Roger Combrisson (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement à supprimer le mot « exclusivement ») ; son sous-amendement n° 498 (à l'amendement 58 de M. Roger Combrisson (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement à insérer après les mots « accords collectifs » les mots « qui peut être ») : rejetés (p. 1602) ; **son rappel au règlement** : motif du dépôt des amendements et sous-amendements du groupe socialiste ; dépot par le groupe R.P.R. de cinq cent soixante-dix amendements aux projets de loi étendant les droits des travailleurs en 1982 ; **son rappel au règlement** : ses observations sur la « colère » du ministre (p. 1604) ; groupe socialiste attentif au contenu du projet de loi ; son sous-amendement n° 499 à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet ; tendant dans cet amendement à supprimer les mots « L. 212-8-1 » ; son sous-amendement n° 500 à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « L.212-8-2 ») ; son sous-amendement n° 501 à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans ce amendement à supprimer les mots « L.212-8-3 ») ; son sous-amendement n° 502 à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « L. 212-8-5 ») ; son sous-amendement n° 503 à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « et le dernier alinéa de l'article L. 212-5 du code du travail ») (p. 1605) ; devenus sans objet (p. 1606) ; subordination du recours dérogatoire au travail de nuit des jeunes à l'accord du comité d'hygiène de sécurité des conditions de travail ou à défaut à celui des délégués du personnel (p. 1613) ; son amendement n° 101 (licenciement consécutif au refus d'un salarié d'accepter le transfert de son lieu de travail du fait du déplacement de son établissement constituant un licenciement de nature économique) [3 juin 1986] (p. 1623) ; rejeté ; son amendement n° 102 (salariés licenciés dans le cadre d'un licenciement collectif d'ordre économique gardant une priorité de réembauchage pendant un an) (p. 1625) ; rejeté ; son amendement n° 103 (licenciement pour motif économique des représentants du personnel restant soumis aux procédures prévues aux articles L. 425-1 et L. 436-1 du code du travail) ; avis du conseil économique et social sur les projets relatifs aux droits des travailleurs (p. 1626) ; protection des représentants du personnel ; rejeté ; son amendement n° 104 (licenciement pour motif économique des délégués syndicaux restant soumis à la procédure prévue à l'article L. 412-18) (p. 1627) ; rejeté (p. 1629) ; son amendement n° 105 (tendant à la fin du premier alinéa de l'article L. 321-3 du code du travail à supprimer les mots « lorsque le nombre de licenciements envisagé est au moins égal à dix ») : rejeté ; son amendement n° 106 (délégués du personnel devant être informés des licenciements individuels pour motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel) (p. 1629) ; Front national vivant sur le dogme de l'incarnation de l'entreprise en la personne exclusive du chef d'entreprise et sur celui de l'infaillibilité de ce dernier (p. 1630) ; rejeté ; son amendement n° 107 (comité d'entreprise devant être informé des projets de licenciements de moins de dix salariés et des licenciements individuels pour motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel) (p. 1631) ; rejeté ; son amendement n° 108 (consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel en cas de licenciement individuel pour motif économique) ; rejeté ; son amendement n° 109 (obligation pour l'employeur en cas de désaccord des délégués du personnel sur le projet de licenciement de saisir le tribunal des prud'hommes) ; pratiques existant dans d'autres pays (p. 1633) ; rénovation de l'institution des prud'hommes en 1982 ; rôle de l'inspecteur du travail (p. 1634) ; rejeté ; son amendement n° 110 (niveaux d'appréciation du nombre des licenciements) (p. 1635) ; rejeté au scrutin publié ; son amendement n° 111 (consultations devant porter sur les possibilités d'éviter ou de réduire les licenciements collectifs) (p. 1639) ; rejeté ; son amendement n° 112 (obligation pour l'employeur d'informer les sections syndicales de tout projet de licenciement économique lorsqu'une convention collective comporte des dispositions relatives au contrôle de l'emploi) ; nécessité de renforcer la démarche contractuelle ; nécessité que les organisations syndicales représentatives puissent avoir accès à l'information (p. 1640) ; rejeté ; son amendement n° 113 (liste nominative des salariés dont le licenciement est envisagé) : rejeté ; son amendement n° 114 (tendant à insérer après le septième alinéa de l'article L. 321-4 du code du travail, l'alinéa suivant : « le plan social qu'il envisage ») (p. 1641) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 115 (employeur tenu d'indiquer les critères ayant présidé à l'établissement de la liste des licenciements) ; nécessité que des précautions soient

prises par voie législative afin d'éviter tout arbitraire ; inopportunité de préciser par voie législative les critères qui ont présidé à l'établissement de la liste des licenciements ; rejeté ; son amendement n° 116 (obligation, lorsque le comité d'entreprise ou d'établissement est consulté sur un projet de licenciement collectif, de le mentionner expressément sur l'ordre du jour) (p. 1643) ; rejeté ; son amendement n° 117 (information des représentants du personnel des facteurs économiques ou techniques à l'origine d'un licenciement consécutif à une opération de concentration de fusion de restructuration) (p. 1644) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 118 (consultation de l'autorité administrative devant intervenir avant toute notification de licenciement par l'employeur aux salariés concernés) (p. 1645) ; danger qu'une facilité excessive en matière de licenciements empêche que soient recherchées des solutions sociales et économiques ; nécessité de créer un climat favorable à la négociation ; rejeté ; son amendement n° 119 (autorité administrative consultée vérifiant que l'ordre des salariés licenciés correspond bien à l'ordre de la liste qui lui a été remise) : rejeté ; son amendement n° 120 (directeur départemental du travail compétent pour recevoir la demande de consultation nécessaire à la procédure de licenciements économiques) (p. 1646) ; rejeté ; son amendement n° 121 (liste des licenciements envisagés soumise à l'autorité administrative consultée) ; regrette que le ministre des affaires sociales et de l'emploi n'ait pas plus de considération pour les services extérieurs du ministère du travail ; longueur des délais nécessaires à l'obtention de l'autorisation administrative de licenciement ; rejeté ; son amendement n° 481 (convocation préalable du salarié ayant lieu conformément à l'article L. 122-14 du code du travail) (p. 1647) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 122 (directeur départemental du travail géographiquement compétent lorsqu'une entreprise compte plusieurs centres d'activités) : rejeté (p. 1648) ; son amendement n° 123 (sanctions pénales du défaut de transmission des informations prévue à l'article L. 321-4 du code du travail) ; nécessaire clarté de l'information ; rejeté (p. 1649) ; son amendement n° 124 (dommages et intérêts dus pour rupture abusive du contrat lorsque l'employeur prononce un ou plusieurs licenciements pour cause économique sans qu'ait été consultée l'autorité administrative) (p. 1649) ; retiré ; son amendement n° 125 (comité d'entreprise devant être consulté pour tout projet de licenciements économiques) (p. 1650) ; rejeté (p. 1651) ; nécessaire protection de ceux qui acceptent des responsabilités dans l'entreprise (p. 1652) ; ses amendements n° 126, 127, 128, 129 à 136, 478, 480 et 138 : réservés (p. 1688) ; son amendement n° 137 (précisant qu'aucun licenciement pour motif économique ne pourra toucher un(e) salarié(e) dont la perte d'emploi entraînerait la disparition totale de revenus du ménage) ; dimensions sociales du licenciement [4 juin 1986] (p. 1691) ; rejeté ; son amendement n° 139 (obligation pour le Gouvernement de déposer à la session d'automne un projet de loi reprenant les dispositions de l'accord conclu entre les partenaires sociaux sur les procédures à appliquer aux licenciements économiques) (p. 1692) ; rejeté au scrutin public (p. 1693) ; son amendement n° 475 (visant à remplacer dans l'intitulé du livre troisième du code du travail les mots : « placement et emploi » par les mots : « placement et licenciement ») ; rejeté ; son amendement n° 476 (visant à remplacer dans l'intitulé du titre II du livre troisième du code du travail le mot : « Emploi » par les mots : « le licenciement ») ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 477 (visant à remplacer dans l'intitulé du chapitre Ier, du titre II, du livre troisième du code du travail les mots : « contrôle de l'emploi » par les mots : « les facilités de licenciement ») (p. 1694) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 479 (précisant que la loi ne s'appliquera que dans les communes gérées par un membre du Gouvernement, par un député ou un sénateur membre de la majorité jusqu'à ce qu'elle fasse l'objet d'un rapport devant la représentation parlementaire) : retiré (p. 1695) ; **article 1er** : sa conception de l'entreprise ; légitimité de la suppression du droit du travail même par voie contractuelle ; développement de l'information des salariés ; respect des procédures de licenciement ; plan social ; évocation de l'emploi par M. Jacques Chirac à tout propos « un peu comme le médecin de Molière avec le poumon » ; mesures fiscales du Gouvernement ; diminution du nombre de fonctionnaires ; réductions des aides à l'industrie ; lien entre la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, la recherche de nouveaux marchés par les entreprises, la réorganisation du travail et l'introduction de nouvelles technologies (p. 1696) ; crise de confiance chez les partenaires sociaux ; nécessité d'élargir le champ de la négociation à d'autres domaines ; développement de l'accession à la propriété et insécurité des travailleurs ; réconciliation de l'entreprise avec les Français (p. 1697) ; son amendement n° 140 (de suppression) [4 juin 1986] (p. 1718) ; rejeté au scrutin public (p. 1719) ; son amendement n° 141 (tendant à supprimer le premier alinéa de l'article 1er) (p. 1719) ; rejeté au scrutin public ; ses amendements n° 154, 222, 232, 214, 227, 144, 183, 192, 169, 225, 218, 215, 198, 191, 184, 181, 195, 189, 160, 147, 203, 204, 205, 200, 201, 180, 176, 175, 174, 188, 197, 151, 149, 146, 229, 167, 173, 217, 186 (p. 1722) ; 163, 150, 182, 190, 216, 208, 194, 177, 202, 179, 145, 143, 165, 170, 166, 158, 171, 172, 168, 196, 156, 164, 152, 155, 157, 211, 226, 193, 161, 148, 162, 228, 219, 220, 230, 199, 206, 207, 221, 231, 224, 234, 235, 233, 153, 185, 236, 187, 213, 209, 212, 210, 159 et 178 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1723) ; son amendement n° 142 (tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « sauf dans les cas fixés à l'article 4 ci-après où elle l'est dès la date de publication de la présente loi ») ; rejeté au scrutin public [5 juin 1986] (p. 1739) ; son amendement n° 237 (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) (p. 1740) ; existence de documents du C.N.P.F allant dans un sens contraire à l'emploi ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 238 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « et sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après ») (p. 1741) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 239 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « sont abrogées à compter du 1er janvier 1987 les dispositions ») (p. 1744) ; rejeté au scrutin public (p. 1745) ; **son rappel au règlement** : propos de M. François Bachelot déshonorant l'Assemblée nationale (p. 1746) ; son amendement n° 240 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « de l'article L. 321-5 ») ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 241 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots du premier alinéa de l'article L. 321-711) (p. 1749) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 242 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer la référence « L. 321-8 ») ; employeur ne pouvant saisir l'autorité administrive compétente d'une demande d'autorisation de licenciements collectifs qu'au terme de la procédure d'information et de consultation du personnel ; mise en cause des accords contractuels de branche (p. 1750) ; rejeté ; son amendement n° 243 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer la référence « L. 321-9 ») ; rejeté (p. 1751) ; son amendement n° 244 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « et L. 321-12 » du code du travail) (p. 1752) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 245 (tendant, à compter du 1er janvier 1987, à remplacer à l'article L. 321-5 du code du travail les mots « demande d'autorisation de licenciement collectif visée à l'article L. 321-8 » par les mots « consultation de l'autorité administrative visée à l'article L. 3218 ») (p. 1753) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 489 (tendant, à compter du 1er janvier 1987, à remplacer à l'article L. 321-5 du code du travail les mots « demande d'autorisation de licenciement collectif visée à l'article L. 321-8 » par les mots « consultation des commissions paritaires de l'emploi compétentes ») (p. 1754) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 246 (tendant, à compter du 1er janvier 1987, à remplacer, au premier alinéa de l'article L. 321-7 du code du travail, les mots « subordonné à une autorisation de l'autorité administrative compétente » par les mots « subordonné à une consultation de l'autorité administrative compétente ») (p. 1755) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 485 (tendant, à compter du 1er janvier 1987, à remplacer au premier alinéa de l'article L. 321-7 du code du travail les mots « subordonné à une autorisation de l'autorité administrative compétente » par les mots « subordonné à une consultation des commissions paritaires de l'emploi compétentes ») ; suppression par la loi de l'autorisation administrative de licenciement déséquilibrant la négociation (p. 1758) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 247 (employeur ne pouvant consulter l'autorité administrative compétente sur un projet de licenciement collectif dans les cas prévus à l'article L. 321-3) (p. 1759) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 486 (tendant, à compter du 1er janvier 1987, à modifier ainsi l'article L. 321-8 du code du travail : « l'employeur ne peut consulter les commissions paritaires de l'emploi compétentes sur un projet de

licenciement dans les cas prévus à l'article L. 321-3 », le reste sans changement) (p. 1760) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 488 (rôle des commissions paritaires de l'emploi dans les demandes de licenciements collectifs portant sur les cas visés à l'article L. 321-3 du code du travail) (p. 1761) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 484 (tendant dans le premier alinéa de l'article L. 321-9 du code du travail à supprimer les mots « et pour faire connaître à l'employeur soit son accord, soit son refus d'autorisation ») (p. 1762) ; rejeté au scrutin public (p. 1763) ; son amendement n° 248 (tendant, à compter du 1er janvier 1987, à remplacer à l'article L. 321-12 du code du travail les mots « présentée une demande d'autorisation à l'autorité administrative » par les mots « consultée l'autorité administrative compétente ») [5 juin 1986] (p. 1797) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 487 (tendant, à compter du 1er janvier 1987, à remplacer à l'article L. 321-12 du code du travail les mots « sans qu'ait été présentée une demande d'autorisation administrative » par les mots « sans qu'aient été consultées les commissions paritaires de l'emploi compétentes ») ; composition des commissions paritaires de l'emploi (p. 1798) ; nécessité que les négociateurs représentant les salariés puissent éprouver un sentiment d'équité ; rejeté au scrutin public (p. 1799) ; **son rappel au règlement** : sous-amendements déposés par le groupe socialiste et évoqués par M. Philippe Séguin reprenant des textes issus de conventions collectives ; problème des seuils sociaux ; défense de treize millions de salariés ne pouvant être assimilée à de l'obstruction (p. 1805) ; **article 2** : date d'application de la loi (p. 1806) ; définition des critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements ; absence de délimitation de la négociation à laquelle sont invités les partenaires sociaux ; attitude du Gouvernement à l'égard des amendements déposés par le groupe socialiste (p. 1807) ; son amendement n° 440 (de suppression) (p. 1811) ; rejeté au scrutin public (p. 1812) ; son amendement n° 441 (de suppression) [6 juin 1986] (p. 1845) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 442 (information de l'autorité administrative sur les critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements) (p. 1846) ; rejeté au scrutin public (p. 1847) ; son amendement n° 443 (communication à l'administration du travail des caractéristiques du licenciement) : réservé (p. 1848) ; son amendement n° 444 (communication à l'administration du travail des mesures prises pour éviter les licenciements et faciliter le reclassement du personnel) (p. 1849) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 449 (impossibilité de fonder les critères du licenciement sur l'origine, le sexe ou l'appartenance à une race) (p. 1850) ; rejeté au scrutin public (p. 1853) ; son amendement n° 447 (prise en compte de la situation des travailleurs handicapés dans les critères utilisés pour définir l'ordre des licenciements économiques) (p. 1857) ; rejeté au scrutin public (p. 1858) ; son amendement n° 448 (interdiction de retenir, pour déterminer l'ordre des licenciements, des critères relatifs aux opinions politiques ou syndicales du salarié) (p. 1859) ; rejeté ; son amendement n° 450 (prise en compte de la situation des apprentis dans les critères utilisés pour déterminer l'ordre des licenciements) : rejeté au scrutin public après correction (p. 1860) ; son amendement n° 445 (visant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 2 par les mots : « ou procéder à un licenciement sans avoir consulté l'autorité administrative compétente ») : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 446 (obligation de respecter le délai de quinze jours entre la remise des documents aux représentants du personnel et la consultation prévue à l'article L. 321-3 du code du travail) (p. 1852) ; rejeté au scrutin public (p. 1863) ; **article 3** : son amendement n° 451 (de suppression) [6 juin 1986] (p. 1892) ; rejeté au scrutin public (p. 1894) ; **article 4** : attitude des patrons chrétiens ; encyclique Laborem exercens de Jean-Paul II [7 juin 1986] (p. 1933) ; son amendement n° 452 (de suppression) ; texte de loi en discussion étant défendu uniquement par le Front national ; prise de position du C.J.D. (p. 1937) ; rejeté au scrutin public (p. 1939) ; son amendement n° 453 (tendant a supprimer le paragraphe I de cet article) (p. 1940) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 454 (tendant à supprimer le premier alinéa du paragraphe I de cet article) (p. 1941) ; rejeté au scrutin public ; regrette l'absence en séance des députés U.D.F. (p. 1942) ; son amendement n° 455 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article) ; rejeté au scrutin public (p. 1954) ; situation dans les « pôles de conversion » (p. 1955) ; son amendement n° 456 (tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe I de cet article) (p. 1956) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 457 (tendant, au début du dernier alinéa du paragraphe I de cet article, à supprimer les mots « le deuxième alinéa de l'article L. 321-9 ainsi que ») (p. 1957) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 458 (tendant, dans le dernier alinéa du paragraphe I de cet article, à supprimer les mots « ainsi que le dernier alinéa des articles L. 122-14 et L. 122-14-1) (p. 1959) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1960) ; son amendement n° 459 (tendant à supprimer le paragraphe II de cet article) motivation écrite des motifs du licenciement ; vote réservé (art. 44-3) ; son amendement n° 460 (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article à insérer, après les mots « doit informer », les mots « et consulter ») (p. 1961) ; vote réservé (art. 44-3) ; son amendement n° 461 (licenciement demandé pendant l'exécution du plan de redressement ou de liquidation judiciaire étant soumis à l'accord du tribunal de commerce) ; tribunal de commerce devant préciser lorsqu'il arrête le plan de redressement les licenciements devant intervenir dans le délai d'un mois après le jugement ; nécessité que tout licenciement soit soumis en cours d'exécution du plan à l'accord du tribunal du commerce ; possibilité de fraude ; projet ouvrant la porte à la facilité (p. 1962) ; vote réservé (art. 44-3) ; son amendement n° 462 (tendant à supprimer le paragraphe III de cet article) (p. 1963) ; vote réservé (art. 44-3) ; son amendement n° 463 (tendant à supprimer le premier alinéa du paragraphe III de cet article) (p. 1964) ; vote réservé (art. 44-3) (p. 1965) ; salariés ayant au moins un an d'ancienneté seuls concernés par l'entretien préalable ; déroulement concret de l'entretien entre l'employeur et le salarié ; employeur étant tenu de recueillir les « explications » du salarié ; entretien préalable et confirmation par écrit de la cause réelle et sérieuse du licenciement ne constituant pas des progrès sociaux (p. 1966) ; son sous-amendement n° 597 à l'amendement n° 5 de la commission (notion de licenciement pour cause économique) ; vote réservé (art. 44-3) (p. 1968) ; nécessité de donner à la négociation un champ plus large que celui qui est prévu dans le texte (p. 1969) ; recours aux experts par le comité d'entreprise ; nécessaire présence à l'entretien préalable de l'expert auquel le comité d'entreprise a fait appel (p. 1971) ; son amendement n° 466 (tendant, à la fin du premier alinéa du paragraphe III de l'article 4, à substituer aux mots « aux licenciements pour motif économique autres que ceux visés à l'article L. 321-3 dans les conditions d'ancienneté prévues au deuxième alinéa de l'article L. 122-14-6 » les mots « à tout licenciement quelle que soit l'ancienneté du salarié licencié ») ; procédure de l'entretien préalable ; nécessité d'écarter toute discrimination fondée sur l'ancienneté du salarié (p. 1972) ; vote réservé (art. 44-3) ; son amendement n° 464 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article) (p. 1973) ; vote réservé (art. 44-3) (p. 1974) ; sagesse que révèlent les propos de M. Philippe Séguin (p. 1988) ; son amendement n° 467 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à supprimer les mots « mais pour une cause réelle et sérieuse ») ; appréciation portée par les socialistes sur les chefs d'entreprise ; droit d'expression des salariés (p. 1989) ; nécessité d'abandonner toute conception manichéenne des rapports entre patronat et salariés ; vote réservé (art. 44-3) ; son amendement n° 465 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à substituer au mot « supérieure », le mot « inférieure ») (p. 1990) ; vote réservé (art. 44-3) (p. 1991) ; **article 5** : élaboration de la liste des établissements et professions dont toute embauche ou tout licenciement doit être porté à la connaissance de l'autorité administrative ; réforme de l'Agence nationale pour l'emploi ; effets négatifs d'une combinaison entre le programme gouvernemenal d'aide à l'emploi des jeunes et la liberté de licencier ; risque d'un processus massif de substitution d'emplois ; nécessité qu'un salarié licencié soit prioritaire pour une éventuelle réembauche (p. 1994) ; demande la parole pour une explication de vote (p. 2011).

Commission mixte paritaire, explications de vote : cohérence de la politique gouvernementale ; négociations des partenaires sociaux ; propos de MM. Durafour et Barrot ; loi marquant « d'un sceau indélébile le Gouvernement » [25 juin 1986] (p. 2464) ; **son rappel au règlement** : existence de plusieurs tendances dans l'attitude du patronat ; propos de M. Jacques Chirac démontrant un manque d'élégance à l'égard de M. Philippe Séguin ; se demande si M. Philippe Séguin a toujours mandat pour conduire la discussion [7 juin 1986] (p. 1931).

— Dépôt d'une motion de censure en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

Discussion : ouverture du groupe socialiste à l'évolution du droit y compris dans le domaine du licenciement ; groupe socialiste amené à constater le refus par le Gouvernement de toutes ses propositions ; réintroduction dans l'entreprise de tensions sociales en cas d'adoption du projet de loi portant sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; groupe socialiste estimant de son devoir de déposer une motion de censure [7 juin 1986] (p. 1998) ; donne lecture à l'Assemblée de la motion déposée au nom du groupe socialiste (p. 1998-1999).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution.

Discussion : réconciliation de l'entreprise avec les Français ; négociation collective ; modernisation du rôle de l'Etat [11 juin 1986] (p. 2087) ; secteur audiovisuel ; technologies de pointe ; facilités économiques données aux employeurs ; taxe professionnelle ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; remise en cause des seuils sociaux ; critères de représentativité syndicale ; rôle de l'inspection du travail ; gel des salaires (p. 2088) ; mise en place d'une société duale ; ses doutes sur la relance du bâtiment par le biais d'une accession à la propriété ; solution au problème du chômage (p. 2089).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* suppression du fonds spécial de grands travaux ; nécessaire respect des engagements de l'Etat dans le cadre de la politique contractuelle ; lien fixe transmanche ; T.G.V. Nord ; récente déclaration du ministre sur le statut des cheminots [28 octobre 1986] (p. 5423) ; dangers de la déréglementation des transports aériens ; européanisation des transports risquant de se traduire par la disparition massive de P.M.E. françaises ; situation de la batellerie (p. 5424).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* situation de l'emploi ; Gouvernement ne pouvant invoquer les contraintes extérieures ; plan « avenir jeunes » de 1981-1982 ; exonération de cotisations sociales prévue dans le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes n'étant pas de nature à entraîner une amélioration nette de l'emploi en France ; budget consacrant l'abandon des jeunes en difficulté ; s'étonne qu'un Gouvernement libéral institue l'autorisation administrative préalable de création d'entreprises ; aggravation des conditions d'accès à l'allocation aux travailleurs handicapés ; transfert de charges sur les collectivités locales [5 novembre 1986] (p. 5879) ; suppression de postes dans les services extérieurs du ministère du travail et de l'emploi, de l'A.N.P.E. et de l'A.F.P.A. ; absence de toute initiative européenne en matière d'emploi (p. 5880).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Commission mixte paritaire, explications de vote : nécessité de légiférer dans la clarté [19 décembre 1986] (p. 7885) ; rappelle le contenu de la loi du 6 janvier 1982 portant diverses dispositions d'ordre social ; cumul emploi-retraite (p. 7886) ; contenu de la loi du 28 octobre 1982, Gouvernement ayant anéanti toute démarche contractuelle entre les organisations patronales et syndicales ; dimension sociale de l'entreprise ; rappelle les éléments de flexibilité introduits dans le code du travail par le précédent Gouvernement (p. 7887) ; développement du travail différencié (p. 7888).

AVICE (Edwige)

Député de Paris
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernennent à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : moyens de lutter efficacement contre le chômage des jeunes ; solution accentuant la précarité de l'emploi ne pouvant en aucun cas constituer un remède contre le chômage ; conclusions du rapport Schwartz ; avenir des procédures d'information et d'insertion ; bilan des travaux d'utilité collective ; rôle des missions locales ; danger de la remise en cause des législations sur le travail temporaire et des contrats à durée déterminée [23 avril 1986] (p. 302).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et état A :** annulation de crédits consacrés à des stages de formation pour l'emploi des jeunes ; formation en alternance ; T.U.C. ; contrats de jeunes volontaires ; taux de scolarité des jeunes ; rapport Schwartz sur la nécessité d'informer les jeunes ; permanences d'accueil et missions locales ; remise en cause des programmes d'action en faveur des travailleurs migrants ; allocation aux adultes handicapés ; crédits de la recherche ; crédits des droits de la femme ; lutte contre la pauvreté ; remboursement de l'I.G.V. [27 mai 1986] (p. 1283).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : « bavures » policières ; aggravation du dispositif de la loi du 27 janvier 1943 ; principales dispositions du projet ; émotion s'étant emparée des grandes associations humanitaires ; rôle de la police [3 juillet 1986] (p. 2844) ; France étant le seul pays avec l'Italie où l'absence de papiers constitue un délai pénal (p. 2845).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 15 :** risque d'une hausse des loyers ; prix du logement à Paris [18 juillet 1986] (p. 3505) ; risque d'une dégradation du patrimoine ; part du budget familial consacrée au logement ; suppression des procédures de concertation entre propriétaires et locataires ; alourdissement prévisible du contentieux ; perspectives démographiques et politiques du logement (p. 3506).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* diversification du service national ; renforcement du rôle des V.S.L. ; création de corps de défense civile ; organisation de la défense opérationnelle du territoire [12 novembre 1986] (p. 6178) ; accord entre le ministre de la défense et les autres administrations d'Etat ; problème des écoles militaires ; crédits affectés à la politique de formation au sein des armées (p. 6179).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : régime dérogatoire de la ville de Paris ; assimilation du Conseil de Paris à l'Assemblée nationale et au Sénat pour les dépenses de

questure ; concentration des pouvoirs entre les mains du maire ; soumission des maires d'arrondissement ; problème des droits de l'opposition ; disparition de la mention des questions écrites émises dans les arrondissements du règlement intérieur [21 novembre 1986] (p. 6709) ; nécessité de donner une importance accrue aux questions d'actualité auprès du Conseil de Paris et de généraliser les procédures de questions écrites dans les arrondissements ; extension des compétences du maire en matière de police municipale (p. 6710).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 20 (de suppression) (p. 6713) ; rejeté (p. 6714) ; **article 13** : son amendement n° 22 (de suppression) : retiré (p. 6716).

AYRAULT (Jean-Marc)

Député de la Loire-Atlantique
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Missions locales pour l'emploi** : politique de rigueur budgétaire ; insertion sociale des jeunes sans emploi, sans qualification et en situation d'échec scolaire [4 juin 1986] (p. 1685).

B

BACHELET (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Haut conseil du secteur public [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article 47-1 de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires (n° 316)** [31 juillet 1986].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie : intérêt du tourisme, des municipalités et de l'emploi [17 décembre 1986] (p. 7726).

BACHELOT (François)

Député de la Seine-Saint-Denis
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le régime social applicable en matière d'assurance maladie aux **médecins conventionnés à honoraires libres (n° 237)** [26 juin 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Qualité des prestations socieles** : dégradation de la situation des handicapés et des invalides [29 octobre 1986] (p. 5487) ;

— **Mesures de prévention contre le S.I.D.A.** : ampleur de l'épidémie ; moyens insuffisants pour arrêter la contagion en attendant la découverte d'un traitement ; coût pour la sécurité sociale ; sensibilisation des Français consultés par référendum ; propositions concrètes du Front national : prévention, dépistage, déclaration obligatoire, équipement d'établissements spécialisés ; internationalisation de la recherche et des plans de santé [3 décembre 1986] (p. 7046).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : leurre constitué par la plate-forme U.D.F.-R.P.R. ; Gouvernement ayant une approche socialiste du problème de l'emploi ; nécessité de libérer tous les prix, les changes et le crédit ; nécessité d'abolir la loi sur l'autorisation administrative préalable de licenciement ; poids des charges sociales [23 avril 1986] (p. 283) ; nécessité d'une réforme de la gestion de la sécurité sociale ; importance des facteurs politiques freinant le Gouvernement (p. 284).

Discussion des articles : **article 1er** : activités de service ; effectif des professions libérales ; nécessité de libérer les prix des services [24 avril 1986] (p. 344) ; libération des prix ; cas de l'industrie pharmaceutique (p. 346) ; ses observations (p. 348) ; notion de représentativité syndicale (p. 356) ; contrainte représentée pour les artisans par l'obligation de modification journalière des prix (p. 362) ; nécessité de ne pas confondre les structures de concertation et l'engagement de l'Etat dans les mécanismes économiques ; nécessité que les chambres consulaires ne recrutent pas une pléthore de permanents (p. 366) ; **article 2** : son amendement n° 15 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article après les mots « charges sociales » à insérer les mots « pour toutes entreprises industrielles, commerciales, artisanales, agricoles et des professions libérales ») : retiré [25 avril 1986] (p. 441) ; son amendement n° 18 visant à supprimer le monopole dont dispose l'Agence nationale pour l'emploi

[28 avril 1986] (p. 479) ; rejeté (p. 480) ; recours aux contrats de travail à durée déterminée ; exemple des activités de service, de l'industrie hôtelière et des services en médecine ; nécessité de pouvoir diminuer les effectifs de l'entreprise (p. 512) ; **son rappel au règlement** : son utilisation de l'expression « les entrepreneurs que nous sommes » (p. 512, 513) ; conservation du code du travail sous sa forme actuelle ; proposition d'un contrat libre, optionnel entre l'employeur et l'employé (p. 515) ; ses observations (p. 518) ; son amendement n° 17 (suppression de l'autorisation préalable d'embauche et de licenciement) [29 avril 1986] (p. 536) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 19 (refonte des dispositions du code du travail concernant les seuils (p. 538) ; rejeté ; son amendement n° 20 (possibilité de toutes les candidatures au premier tour des élections professionnelles) ; révision des critères de représentativité des syndicats (p. 539) ; rejeté au scrutin public (p. 540) ; **article 3** : son amendement n° 21 (tendant à compléter le dernier alinéa (2°) de cet article par les mots : « sans porter préjudice aux droits actuels des actionnaires en ce qui concerne la gestion effective de l'entreprise) (p. 596) ; retiré (p. 597) ; **article 4** : nécessité de désengager l'Etat ; mise en cause de la responsabilité de M. Jean Auroux sur le développement du chômage [6 mai 1986] (p. 788) ; ses observations sur la référence de M. Philippe Bassinet au programme du Conseil national de la Résistance : « Tu y étais pépé » ? (p. 789).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : inopportunité des rappels à l'expérience du Conseil national de la Résistance pour traiter les problèmes de représentation syndicale ; problème de l'emploi ne devant pas être traité par des fonctionnaires de l'Etat, des syndicats et du C.N.P.F. [29 mai 1986] (p. 1487) ; nécessité de laisser à des partenaires sociaux redéfinis le soin de régler les relations du travail sur la base de critères simples (p. 1488).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : existence de patrons essayant de créer des emplois [3 juin 1986] (p. 1598) ; volonté du groupe communiste de détruire l'entreprise (p. 1601) ; rôle de la C.G.T. (p. 1603) ; problèmes posés par le recours exceptionnel au travail de nuit (p. 1612) ; institution d'un salaire familial (p. 1613) ; entreprise ne devant pas être une assistante sociale (p. 1624) ; entreprises françaises ne devant pas se substituer à l'Etat (p. 1625) ; affirme « qu'il y a moins de monde chez Renault que dans les asiles psychiatriques soviétiques » (p. 1628) ; ses observations (p. 1630) ; rappelle « le gros Quinquin » qui se « baladait sur la crête de deux millions de chômeurs » (p. 1635) ; **son rappel au règlement** : demande au président de séance de saisir le bureau de l'Assemblée des « ignominieux amalgames » utilisés pour désigner le Front national (p. 1638) ; regrette le procès d'intention fait aux entrepreneurs ; nécessité de ne pas faire des anciens délégués du personnel une classe privilégiée d'anciens combattants (p. 1642) ; droit de grève devant constituer pour les salariés une mesure de dernier recours (p. 1654) ; hostilité des confédérations syndicales au projet de loi ; exception de la C.G.C. [4 juin 1986] (p. 1693) ; **article 1er** : compare M. Gérard Collomb à « une prostituée de cabaret » (p. 1709) ; souligne que l'Assemblée n'est pas un « bordel » (p. 1710) ; liberté des joueurs de tennis russes (p. 1711) ; **son rappel au règlement** : affirme que les déclarations socialistes amènent certains membres du Parlement à des propos qu'il reconnaît excessifs (p. 1712) ; son amendement n° 11 (tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « à compter du 1er janvier 1987 sauf dans les cas fixés à l'article 4 ci-après où elle l'est ») (p. 1720) ; loi relative à l'autorisation administrative de licenciement ayant uniquement pour but de préserver l'Unedic (p. 1721) ; rejeté au scrutin public (p. 1722) ; son amendement n° 12 (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à insérer après les mots « sont abrogées à compter du 1er janvier 1987 les dispositions » les mots « du dernier alinéa de l'article L. 321-4 ») [5 juin 1986] (p. 1745) ; dissociation de l'information des représentants du personnel et de celle de l'autorité administrative compétente ; compare les députés communistes à des « maquereaux » (p. 1746) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : rappelle que M. Jean Auroux a qualifié les représentants du Front national de « tenanciers de cabaret » ; qualifie les députés communistes de « fascistes » (p. 1747) ; nécessité de clarifier les garanties offertes aux salariés (p. 1758) ; probabilité de l'échec des négociations ; lettre de M. Gattaz ; son amendement n° 13 (relèvement du niveau de seuils sociaux) (p. 1800) ; **son reppel au règlement** : rappelle que les députés du Front national ne sont pas les représentants d'un lobby ; défense par le Front national de l'entreprise au nom de l'ensemble des Français (p. 1801) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 14 (procès-verbal de la réunion prévue à l'article L. 321-3 du code du travail étant communiqué à l'autorité administrative compétente) (p. 1802) ; rejeté ; son amendement n° 15 (délai entre la date où les représentants du personnel sont informés conformément à des dispositions législatives réglementaires ou conventionnelles et celle à laquelle la procédure de licenciement est mise en œuvre) (p. 1803) ; rejeté (p. 1804) ; **article 2 : son rappel au règlement** : caractère injurieux des propos de M. Michel Delebarre qualifiant de scandaleuse la préoccupation de certains députés d'assurer un emploi par priorité aux ressortissants de la Communauté européenne (p. 1809) ; son amendement n° 16 (date d'application de la loi) : non soutenu [6 juin 1986] (p. 1845) ; son amendement n° 31 (obligation de tenir compte de la qualité de citoyens français et de ressortissant d'un pays membre de la Communauté européenne pour définir l'ordre des licenciements économique) (p. 1850) ; rejeté au scrutin public (p. 1853) ; son amendement n° 32 (visant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 32, à substituer aux mots « d'une amende de 1 000 francs à 15 000 francs », les mots « d'une amende de 500 francs à 2 000 francs ») (p. 1861) ; rejeté au scrutin public (p. 1862) ; **article 3** : son amendement n° 33 (de suppression) (p. 1892) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 34 (rédactionnel) (p. 1895) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 36 (ouverture de la négociation prévue par le texte aux organisations patronales et syndicales ayant, au niveau national, plus de 5 % des élus dans les collèges et sections où ils sont habilités à présenter les candidats au conseil des prud'hommes) (p. 1896) ; rejeté au scrutin public (p. 1898) ; son amendement n° 35 (suppression dans l'article des mots « procédures destinées à vérifier le respect des ») (p. 1899) ; retiré ; son amendement n° 37 (visant à insérer dans l'article 3 après les mots « règles d'information et de consultation des représentants du personnel », les mots « telles qu'elles sont exposées aux article L. 321-2, L. 321-3, L. 321-4 du code du travail ») (p. 1900) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 38 (visant à insérer dans l'article 3 après les mots « mesures de reclassement », les mots « mentionnés à l'article L. 321-4 du code du travail ») (p. 1901) ; retiré (p. 1902) ; **article 4** : nécessité d'un partage de la responsabilité au sein de l'entreprise ; nombre de chefs d'entreprise s'engageant sur leurs biens propres pour payer l'échec de leurs entreprises ; réconciliation des Français avec l'entreprise [7 juin 1986] (p. 1936) ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ne permettant pas de créer des emplois dans l'immédiat ; nécessité de travailler dans la perspective d'un redémarrage de l'économie (p. 1942) ; **son rappel au règlement** : demande aux orateurs de s'abstenir de personnaliser leurs propos en mettant en cause une entreprise qui ne peut se défendre (p. 1955) ; nécessité de supprimer le caractère transitoire des mesures proposées à cet article (p. 1988) ; son amendement n° 39 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à supprimer les mots « mais pour une cause réelle et sérieuse ») ; effort consenti depuis vingt-cinq ans par les chefs d'entreprise pour améliorer les conditions de travail ; diminution de la durée annuelle du travail depuis 1960 ; effort de formation ; règles de représentativité syndicale ; collaboration entre employeurs et employés au niveau de l'entreprise ; retiré (p. 1989) ; son amendement n° 40 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à supprimer les mots « imposer à l'employeur d'accomplir la procédure prévue et ») : retiré ; son amendement n° 41 (tendant, à la fin du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à insérer après les mots « une indemnité », les mots « en fonction du préjudice subi et » : retiré (p. 1990) ; **article 5 : son rappel au règlement** : propos inadmissibles tenus sur l'entreprise par les membres du groupe socialiste ; lettre d'un groupement patronal de Saint-Ouen du 5 mai 1986 (p. 1994) ; compare l'intervention de M. Rémy Auchedé à la prestation de John Travolta dans « La Fièvre du samedi soir » (p. 2001) ; nécessité que les entreprises puissent embaucher dès que la croissance sera revenue ; suppression de l'autorisation

préalable du licenciement étant inscrite dans le programme économique du Front national (p. 2002).

Explications de vote : souhait du Front national que le Gouvernement prenne véritablement ses responsabilités en envisageant l'échec probable des négociations entre partenaires sociaux ; vote positif du groupe du Front national (p. 2010) ; **son fait personnel** : utilisation par M. Alain Bocquet de la formule « harki » du R.P.R. pour qualifier son comportement politique ; utilisation d'un drame national pour en tirer une formule de dénigrement ; marginalisation progressive du parti communiste le faisant réagir contre la montée de la droite nationale [7 juin 1986] (p. 2012).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Explications de vote : chômage ; cohabitation ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; impossibilité de soutenir le Gouvernement [11 juin 1986] (p. 2121) ; privatisation des sources d'énergies, des transports et des services ; surcoût de la protection sociale ; « subordination » du Gouvernement au pouvoir syndical (p. 2122-2123).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : prévention contre la délinquance ; effet de dissuasion de la peine de mort [2 juillet 1986] (p. 2803).

Explications de vote : condamnation des receleurs ; distinction entre l'artisan et le « loubard » (p. 2812).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable de M. Pierre Joxe ; poids des charges sociales dans le système des entreprises [24 juillet 1986] (p. 3828) ; crise de légitimité de la sécurité sociale ; économies réalisables en ayant recours à un budget global des caisses ; réservation aux nationaux de l'accès aux prestations de solidarité ; recours à la prévoyance individuelle en matière de chômage, vieillesse et maladie (p. 3829) ; économies sur la gestion des caisses ; séparation du régime maladie des nationaux de celui des étrangers (p. 3830).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 30 : réservé ; son amendement n° 31 (précisant que le Gouvernement déposera à la session d'avril de 1987 un projet de loi sur la refonte des régimes de base de sécurité sociale et l'abrogation du système de la compensation) ; participation de l'Etat aux régimes spéciaux [25 juillet 1986] (p. 3866) ; rejeté (p. 3867) ; son amendement n° 32 (création d'un comité consultatif d'assurés sociaux chargés d'examiner la gestion des organismes nationaux de sécurité sociale) ; absence de contrôle parlementaire sur la gestion de la sécurité sociale (p. 3868) ; rejeté ; son amendement n° 30 : devenu sans objet (p. 3869).

Explications de vote : danger de l'augmentation des prélèvements obligatoires ; introduction d'un contrôle de gestion de la sécurité sociale par les assurés sociaux ; vote hostile du groupe du Front national (p. 3907).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Pierre Joxe.

Discussion : médiocrité des perspectives économiques françaises [28 juillet 1986] (p. 3939) ; insuffisance des privatisations ; redistribution des actions des entreprises privatisées aux familles françaises ; suppression de la planification ; remise en question de la notion de service public ; (p. 3940) ; réforme de la fiscalité et des relations du travail (p. 3941).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297).

Commission mixte paritaire, explications de vote : privatisation [31 juillet 1986] (p. 3970) ; participation des familles françaises au capital des entreprises dénationalisées ; abstention du groupe du Front national (p. 3971).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : nécessité de modifier la situation de la presse et de l'information ; [8 août 1986] (p. 4150) ; rôle de l'Etat vis-à-vis de l'information ; recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; conditions d'examen du projet par le Sénat ; incompétence du service public audiovisuel non concurrencé (p. 4151) ; coût excessif de l'audiovisuel public ; absence de cohérence de certaines décisions ; exemple de la diffusion par satellites ; privilèges des agents de la télévision ; absence de concurrence loyale entre le secteur public et le secteur privé à cause du maintien du financement par la publicité des chaînes publiques ; prise en compte des normes européennes de publicité (p. 4152) ; potentialités du marché international des œuvres audiovisuelles (p. 4153).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* suppression du Conseil économique et social [22 octobre 1986] (p. 5185) ; poids excessif du secteur nationalisé ; insuffisance des mesures de réduction d'effectifs ; nécessité d'une révision du statut de la fonction publique (p. 5186).

Questions : suppression progressive de l'E.N.A. (p. 5192).

Examen des crédits : **I. — Services généraux** : son amendement n° 57 (tendant à supprimer les crédits de l'E.N.A) remplacement de l'E.N.A. par un système éclaté de concours spécifiques ; rejeté (p. 5195) ; suppression du Conseil national de prévention de la délinquance ; échec de la prévention aux Etats-Unis, en Angleterre et au Japon ; affectation de ces sommes à l'hospitalisation des drogués (p. 5196).

Education nationale. II — **Recherche et enseignement supérieur.** — *Discussion générale :* crise morale, matérielle et intellectuelle de l'Université française ; titularisation des contractuels ; rétablissement de la sélection [4 novembre 1986] (p. 5772) ; développement de l'autonomie ; concurrence et répartition des subventions entre les établissements privés et publics ; sa préférence pour une gestion privée (p. 5773).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* situation de l'emploi ; monopole de la représentation des salariés par un syndicalisme de masse ; coût moyen du placement effectué par l'A.N.P.E. ; S.M.I.C. étant devenu la principale cause de développement du travail au noir [5 novembre 1986] (p. 5877) ; nécessité d'une déréglementation ; service public de la santé ne pouvant plus faire face à ses obligations ; sécurité sociale devant avoir les moyens de payer à leur juste niveau les médecins les plus prestigieux ; indépendance et promotion des professions de santé ; nécessaire instauration d'un véritable libre choix (p. 5878).

Questions : situation des infirmiers libéraux ; nécessaire développement des alternatives à l'hospitalisation ; application de la taxe sur les salaires dans les activités de service ; nécessité d'explorer les nouveaux gisements d'emplois [6 novembre 1986] (p. 5938) ; traitement des cancers par les radiations ionisantes ; rôle du scanner dans le traitement ; obligation morale des médecins (p. 5948).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : nécessité de diminuer les crédits des actions de formation féminine (p. 5959) ; **son rappel au règlement** : problème posé par le remboursement de l'avortement ; regrette que le ministre ait obligé ses amis politiques à voter contre leurs convictions (p. 5960).

Deuxième partie :

Article additionnels et articles non rattachés : après l'article 59 : son amendement n° 267 (tendant à revaloriser le plafond du montant des frais déductibles au titre du groupe 3 dont bénéficient les médecins conventionnés) : rejeté [14 novembre 1986] (p. 6373).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion des articles : **article L. 532-1 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 37 devenu sans objet [19 novembre 1986] (p. 6556).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, explications de vote : incohérence des communistes ; ses observations sur la position du R.P.R. ; construction de l'Europe autour de son identité, de sa puissance et d'un fédérateur [20 novembre 1986] (p. 6663).

Son rappel au règlement : organisation des travaux de l'Assemblée nationale ; absentéisme [27 novembre 1986] (p. 6878).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 *bis*** : augmentation des crédits nécessaires à la formation sur place [27 novembre 1986] (p. 6885) ; **article 16 *bis*** : protection, aménagement et mise en valeur du littoral des départements d'outre-mer ; politique de la droite aussi bien que de la gauche calquée sur les échéances électorales ; absence d'un projet à long terme pour les D.O.M. (p. 6900).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : absence de concertation avec le monde universitaire ; stime que la France n'est pas concernée ; recul du Gouvernement face à des manifestations d'étudiants [28 novembre 1986] (p. 6993).

Son rappel au règlement : précise « qu'il n'y a plus de Gouvernement puisque les décisions sont prises en fonction des mouvements dans la rue » ; précise « qu'il n'y a plus de Parlement » ; réclame « le droit à la différence » par rapport au monde politique [4 décembre 1986] (p. 7097).

Son rappel au règlement : respect du suffrage des électeurs et de la fonction parlementaire ; « chantage » de la rue et du Parlement et faiblesse du Gouvernement ne s'appuyant pas sur une majorité populaire ; similarités entre la situation actuelle et la fin de la IV[e] République ; importance de la priorité donnée aux citoyens et au respect de l'Etat réduit à ses missions essentielles [4 décembre 1986] (p. 7115).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité ; volonté du groupe Front national de défendre la France ; texte aggravant une discrimination entre les Français à travers le forfait journalier ; nécessité de soumettre au Parlement une loi concernant le dépistage, la prévention et le traitement du S.I.D.A. ; nombre de porteurs du virus [5 décembre 1986] (p. 7151) ; rôle du moustique dans la propagation du S.I.D.A. multiplicité des virus du S.I.D.A. ; phénomène des pathologies associées (p. 7152) ; nécessité d'inclure le S.I.D.A. dans la liste des maladies vénériennes ; ses observations sur l'opportunité d'un isolement des malades ; nécessité de prévoir sur toute la population un dépistage systématique ; opportunité de l'étude épidémiologique de la maladie par l'isolement dans des établissements spécialisés ; information des dentistes (p. 7153) ; refus opposé par les préfets à la prise en charge quand il s'agit d'un toxicomane subissant une analyse de dépistage du S.I.D.A. (p. 7154) ; rejetée (p. 7155) ; relève les glissements permanents de la sécurité sociale par rapport à ses objectifs initiaux ; critique le monopole de la sécurité sociale (p. 7164) ; situation des retraités et pré-retraités : incapacité du système actuel de protection sociale à couvrir toutes les dépenses ; échec des hôpitaux (p. 7165) ; règles et contraintes imposées à l'industrie pharmaceutique ayant contribué au déclin de cette industrie ; paupérisation des médecins (p. 7166) ; sa motion de renvoi en commission (p. 7186) ; rejetée (p. 7188).

Discussion des articles : **avant l'article 1[er]** : **son rappel au règlement** : rappelle qu'aucun président de séance ne s'est jamais permis depuis mars 1986 d'interrompre un orateur défendant une motion d'irrecevabilité prétextant la teneur de ses propos [6 décembre 1986] (p. 7201) ; **article 1[er]** : son amendement n° 88 (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 1[er] à insérer après le mot « personne » les mots « de nationalité française ») (p. 7218) ; rejeté au scrutin public (p. 7219) ; **article 5** : employés de maison représentant un potentiel d'emploi très important ; impossibilité pour les professions libérales d'incorporer dans leurs dépenses professionnelles la charge représentée par de tels emplois (p. 7221) ; **article 6** : dérive du coût de l'hospitalisation ; risques d'incitation des patients à se diriger vers les établissements qui leur coûteront le moins cher (p. 7222) ; nécessité de trouver les moyens de permettre à tous les Français d'accéder à la consommation médicale (p. 7223) ; **article 7** : suppression de la franchise postale ne se traduisant pas par une diminution des cotisations (p. 7224) ; **article 8** : se félicite que le Gouvernement mette à la charge de l'Etat les dépenses correspondant aux infestations par vecteur ; mesure devant s'appliquer à tous les départements ; transmission du S.I.D.A. par les insectes (p. 7233) ; **article 9** : son amendement n° 73 (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article à substituer aux mots « préservatifs masculins en tant que moyen » le mot « moyen ») ; impossibilité de distinguer les « capotes » anti-virus et les « capotes » antispermatozoïdes (p. 7255) ; retiré (p. 7256) ; **après l'article 9** : son amendement n° 74 (service public de la télévision et information médicale) ; nécessité d'inscrire dans le cahier des charges des sociétés de service public de télévision une contribution minimale à des informations de type médical) ; retiré (p. 7257) ; ses amendements n° 77, 78, 79, 80, 81 et 82 (institution de mesures incitatrices à caractère fiscal tendant à favoriser la création et le développement des groupements d'intérêt économique ayant pour objet la recherche et la lutte contre le S.I.D.A.) (p. 7258) ; retirés ; son amendement n° 83 (tendant à l'article 254 du code de la santé publique à insérer après le mot « chancrelle » les mots « le S.I.D.A. ») ; nécessité d'ajouter le S.I.D.A. à la liste des maladies vénériennes (p. 7259) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 84 (application des dispositions de l'article L. 255 du code de la santé publique aux personnes atteintes du S.I.D.A.) ; possibilité de dépistage du S.I.D.A. ; son amendement n° 85 (dépistage systématique du S.I.D.A. entrant dans le cadre de la mission des médecins du travail) ; son amendement n° 95 (loi ultérieure devant préciser les modalités de lutte contre le S.I.D.A.) : retirés ; son amendement n° 90 (abrogation de l'article L. 285 du code de la santé publique) ; situation des personnes atteintes de maladies vénériennes et n'apportant pas la preuve qu'elles se soignent (p. 7260) ; rejeté au scrutin public (p. 7261) ; **article 11** : raisons de la restauration du secteur privé à l'hôpital public ; inopportunité d'essayer d'accorder un salaire décent aux médecins des hôpitaux publics par le biais de la réintroduction du secteur privé ; lien entre l'hôpital et la médecine ambulatoire (p. 7262) ; **après l'article 11** : son amendement n° 102 (statut des pharmaciens hospitaliers) ; son amendement n° 103 (même objet) ; son amendement n° 104 (même objet) (p. 7263) ; alignement du statut des pharmaciens hospitaliers sur celui du personnel médical ; retirés (p. 7264) ; **après l'article 12** : reprend l'amendement n° 23 de M. Bernard-Claude Savy : rejeté (p. 7266) ; **après l'article 15** : agriculture utilisant des produits chimiques n'étant pas de qualité inférieure à l'agriculture biologique (p. 7279) ; nécessité d'améliorer la situation de l'emploi (p. 7283).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495)

Première lecture, discussion générale commune : nombre de demandes de licenciement refusées par l'inspection du travail ; responsabilités des chefs d'entreprise ; absence de création d'emplois [8 décembre 1986] (p. 7345) ; accord non signé par la C.G.P.M.E. ni par la fédération des travaux publics ; adaptation de la représentativité syndicale ; rôle dévolu à l'administration du travail ; effet des seuils sociaux (p. 7346).

Son rappel au règlement : retard dans la reprise des travaux contrastant avec l'urgence du projet de loi sur la liberté de communication [4 août 1986] (p. 4017).

BADET (Jacques)

Député de la Loire
Socialiste

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Pôles de conversion** : avenir des mesures prises pour les pôles de conversion [23 avril 1986] (p. 261) ;

— **Loyers H.L.M. et A.P.L.** : conséquences de la libération des loyers H.L.M. [18 juin 1986] (p. 2315) ; évolution du barème de l'A.P.L. (p. 2316).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).**

Première lecture, discussion générale : remise en cause du droit à l'habitat ; déstabilisation des fondements du logement social [17 juillet 1986] (p. 3433) ; nécessité d'une plus grande souplesse dans le fonctionnement des organismes H.L.M. ; banalisation des locations d'H.L.M. ; extension aux locations du régime de bail à durée limitée ; inopportunité d'instituer trois régimes de locations dans le secteur privé ; projet gouvernemental tendant à faciliter psychologiquement des hausses ; assouplissement par la loi du régime de la vente des logements H.L.M. (p. 3434) ; allégement des conditions de fonctionnement des organismes H.L.M. ; inopportunité d'une modification des statuts juridiques des H.L.M. (p. 3435).

Discussion des articles : **article 7** : notion de « charges récupérables » [18 juillet 1986] (p. 3488) ; obligation pour le locataire de justifier chaque année de la souscription d'une assurance le couvrant contre les risques locatifs ; opportunité de n'appliquer cette obligation qu'aux locataires de logemetns H.L.M. (p. 3490) ; **article 15 : son rappel au règlement** : impossibilité, pour le président de séance, de préjuger des votes sur les sous-amendements du groupe communiste [18 juillet] (p. 3513, 3514) ; **article 24** : système de concertation dans le secteur H.L.M. [22 juillet 1986] (p. 3629) ; **article 35** : existence du surloyer dans les H.L.M. ; assujettissement de certains locataires à un bail de droit commun (p. 3676) ; *article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :* prise en compte de la localisation de l'immeuble pour déterminer le niveau du surloyer (p. 3681) ; son amendement n° 544 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation ; dissociation de la pratique du bail et du système de surloyer) : adopté ; *article L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation :* ses observations (p. 3681) ; son amendement n° 546 (suppression du texte proposé pour cet article) ; disparition du système de bail pour la location en H.L.M. (p. 3682) ; adopté (p. 3683) ; **article 36** : hausse des loyers ; conditions de l'équilibre financier des organismes H.L.M. ; amélioration des conditions de financement de la construction et de la rénovation (p. 3685) ; **article 36** : engagement d'une procédure de remise à niveau des loyers H.L.M. pendant la précédente législature (p. 3686) ; *article L. 442-1-1 du code de la construction et de l'habitation :* élaboration par les organismes H.L.M. d'une grille des loyers en concertation avec les associations de locataires (p. 3687) ; **article 37** : réduction du pouvoir d'achat des A.P.L. ; négociation de l'évolution des loyers H.L.M. en accord avec la commission nationale prévue à l'article 40 (p. 3689) ; **article 40** : rôle de la commission nationale des rapports locatifs ; absence d'accords en matière de fixation de hausses des loyers [23 juillet 1986] (p. 3703) ; **article 41** représentativité des organisations siégeant à la commission nationale visée à l'article 40 ; possibilité de conclure un accord, soit lorsqu'il est signé par les associations de locataires, soit lorsqu'une majorité se manifeste (p. 3706, 3707) ; **article 43** : possibilité de se prévaloir de l'appartenance à des associations représentatives affiliées à des organisations siégeant au sein de la commission de l'article 40 (p. 3709) ; **article 46** : ses observations (p. 3715) ; **article 56** : vente de logements par les organismes H.L.M. ; dangers de la procédure montrés par l'exemple anglais (p. 3731) ; exclusion des collectivités locales du processus de mise en vente de logements H.L.M. (p. 3732) ; *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :* nécessité d'un accord tripartite entre l'organisme, le préfet et la commune d'implantation pour la vente des locaux H.L.M. (p. 3738) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :* droit de rachat préférentiel de l'organisme vendeur en cas d'aliénation d'un logement H.L.M. acquis par son locataire (p. 3746) ; *article L. 443-13 du code de la construction et de l'habitation :* facilités financières pour l'accès du locataire de l'organisme H.L.M. à la propriété (p. 3749, 3750) ; **article 64** : possibilité pour les O.P.A.C. de bénéficier d'un régime comptable comparable à celui de certains établissement publics industriels ou commerciaux non soumis aux règles de la comptabilité publique (p. 3786, 3787) ; **article 65** : dissolution des O.P.H.L.M. au profit de sociétés anonymes et de sociétés d'économie mixte d'H.L.M. (p. 3789).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* apparence de maintien du programme physique de construction [28 octobre 1986] (p. 5419) ; diminution de la part faite au secteur social dans le programme physique ; diminution des crédits destinés à la réhabilitation de l'habitat social ; caractère hypothétique de la relance du marché immobilier par l'investissement privé ; volonté du Gouvernement de réduire les aides personnelles ; abandon des projets de quartier ; réduction des crédits alloués aux agences d'urbanisme (p. 5420) ; échange d'un programme physique social aidé dont la programmation était assurée contre un programme physique aléatoire (p. 5421).

BAECKEROOT (Christian)

Député du Nord
F.N.

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986 1986] (p. 5204).

Membre du Haut conseil du secteur public [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Relations avec la Syrie** : solidarité sans équivoque avec nos alliés contre le terrorisme ; position envers la Syrie [29 octobre 1986] (p. 5485, 5486).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : présence des représentants des salariés avec voix délibérative au sein du conseil ; responsabilité de ces représentants [29 avril 1986] (p. 594) ; **article 4** : nécessité de se dégager des schémas « scolaires et socialistes » ; existence de six millions de salariés employés dans le secteur public ; nécessaire réduction du rôle de l'Etat dans l'économie ; caractère limité des secteurs concernés par les dénationalisations ou les désétatisations ; critique la méthode retenue pour les dénationalisations ; propositions du Front national ; nécessité de rendre aux contribuables la propriété des sociétés nationalisées en distribuant 70 % de leur capital

aux familles françaises [30 avril 1986] (p. 621) ; chance historique qu'aurait représenté un véritable capitalisme populaire (p. 622).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** distinction entre bénéfices distribués et bénéfices investis étant sans fondement moral [26 mai 1986] (p. 1171) ; **après l'article 6 :** déplore qu'aucune mesure fiscale ne soit envisagée dès maintenant en faveur des familles [27 mai 1986] (p. 1238).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : aggravation de la fiscalité et du poids de la bureaucratie à partir de 1981 ; réduction de l'impôt sur le bénéfice des sociétés ; taux en vigueur au Japon, aux Etats-Unis et en R.F.A. ; liberté de gestion des entreprises ; réinvestissement des bénéfices ; augmentation de l'avoir fiscal ; [30 mai 1986] (p. 1527) ; responsabilité financière de l'actionnaire ; suppression de l'I.G.F. ; suppression temporaire des seuils fiscaux ; réduction du délai de reprise de l'administration fiscale ; propositions du Front national visant à donner des garanties aux citoyens contre l'arbitraire de l'administration fiscale ; taxe professionnelle ; réduction des charges sociales et des dépenses publiques ; crédits de la recherche ; « charcutage électoral » destiné à éliminer le Front national (p. 1528) ; absence de politique concernant l'école ; rapport sur la situation démographique de la France en 1984 ; nécessité d'assurer l'égalité fiscale au profit des couples légitimes ; suppression du plafonnement du quotient familial ; remboursement de l'avortement ; maintien du pouvoir d'achat des allocations familiales ; restriction de l'aide à la famille aux seuls nationaux et ressortissants de la C.E.E. ; bureaucratisation de la vie publique (p. 1529-1530).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** rappelle les doutes de M. Christian Bonnet sur l'efficacité des mesures administratives ; expulsion étant un élément de dissuasion des délinquants en puissance [15 juillet 1986] (p. 3284).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **article 2 :** nécessité de définir une politique familiale réelle ; définition d'un statut de la mère de famille ; sa proposition d'instaurer un revenu maternel d'au moins 5 000 francs par mois en faveur des mères consacrant tout leur temps à l'éducation de leurs enfants ; abrogation du plafonnement du quotient familial ; nécessité de porter à une part par enfant le quotient familial [15 octobre 1986] (p. 4796) ; nécessité de supprimer le plafonnement du quotient familial (p. 4802) ; prise en compte de chaque enfant pour une part dans le calcul du quotient familial ; nécessité d'une révision de la fiscalité pour éviter la pénalisation des couples mariés [16 octobre 1986] (p. 4820-4821) ; **article 3 :** suppression de la taxe professionnelle par transfert sur la T.V.A. ; insuffisance de l'allégement de taxe professionnelle consenti par le Gouvernement ; détérioration de l'emploi [16 octobre 1986] (p. 4856) ; **article 4 :** reprend l'amendement n° 270 de M. Gérard Trémège (tendant à assimiler une indemnité pour congés payés correspondant aux droits acquis pendant la période neutralisée à une moins-value à long terme en cas de cessation d'activité) ; étalement de la charge budgétaire de la déductibilité de la provision pour congés payés ; rejeté au scrutin public (p. 4870) ; dispositif de déduction de la provision pour congés payés étant en retrait par rapport aux mesures annoncées (p. 4867).

Deuxième partie :

Education nationale. I — **Enseignement scolaire.** *Examen des crédits :* **état B, titre III :** son amendement n° 125 (réduction des crédits d'associations et de mouvements pédagogiques) ; libre choix de l'école ; proposition de loi sénatoriale du 20 novembre 1979 ; groupes scolaires ; suppression de la carte scolaire [4 novembre 1986] (p. 5747) ; retiré (p. 5748).

Services du Premier ministre : V — Jeunesse et sports.

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** son amendement n° 143 (réduction des crédits) ; retiré [4 novembre 1986] (p. 5824).

Affaires sociales et emploi. *Discussion générale :* rôle des prestations familiales consistant en des compensations accordées aux familles et non en un instrument de la politique des revenus ; revenu maternel devant être égal au salaire minimum de croissance ; proposition du Front national concernant l'acquisition du domicile familial ; évolution de la part des prestations familiales par rapport aux prestations sociales [6 novembre 1986] (p. 5920) ; coût financier des mesures proposées par le Front national (p. 5921) ; *questions :* évolution des retraites ; plan d'épargne retraite (p. 5949) ; financement du plan famille (p. 5954).

Economie, finances et privatisation. I — **Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés.** *Examen des crédits :* **état B, titre Ier :** son amendement n° 202 (réduction des crédits) : retiré [13 novembre 1986] (p. 6211) ; **titre IV :** son amendement n° 203 (réduction des crédits) ; rejeté ; **état C, titre V :** son amendement n° 204 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 6214) ; retiré (p. 6215) ; **titre VI :** son amendement n° 205 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré ; son amendement n° 206 (réduction des crédits de paiement) : retiré ; son amendement n° 207 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) : retiré (p. 6216).

Comptes spéciaux du Trésor : article 42 : son amendement n° 208 (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de cet article au titre des dépenses ordinaires civiles) (p. 6220) ; retiré (p. 6221).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexes de l'Imprimerie nationale. *Questions :* affectation des produits financiers résultant de la privatisation ; nécessité que le marché financier conserve une disponibilité suffisante pour les besoins des entreprises privées (p. 6271).

Economie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. *Examen des crédits :* **II — Services financiers. Etat B, titre IV :** son amendement n° 225 (réduction des crédits) [13 novembre 1986] (p. 6282) ; retiré (p. 6283).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **après l'article 4 :** possibilité pour les entreprises de déduire la charge réelle représentée par les congés payés [16 décembre 1986] (p. 7678).

Explications de vote : taux d'imposition comparé des bénéfices des sociétés en France et dans certains autres pays concurrents ; non diminution du taux des prélèvements obligatoires ; vote négatif du groupe Front national (p. 7688).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; nécessité d'un plan-famille ; politique familiale entre 1938 et 1958 ; baby-boom ; réduction de l'enveloppe des prestations au profit des assurances maladie et retraite ; compensation des charges de famille au profit d'une aide sociale [18 novembre 1986] (p. 6484) ; nécessité de la préférence familiale ; inopportunité d'une comptabilisation du quotient familial dans les aides ; libre choix de la mère entre son activité professionnelle et son activité au foyer ; préférence pour le mariage ; lutte contre l'avortement ; préférence nationale pour les familles françaises ; revalorisation des prestations sans conditions de ressources ; détermination d'un revenu maternel égal au S.M.I.C. ; action en faveur de l'acquisition du domicile familial (p. 6485) ; diminution de certaines prestations ; coût des retraites et des préretraites ; coût des crèches ; projet étant une opération médiatique (p. 6486).

Discussion des articles : **article 8 :** demande que les prestations familiales soient réservées aux enfants ou ressortissants de la Communauté économique européenne [19 novembre 1986] (p. 6577) ; pénalisation des couples

mariés par rapport aux concubins ; réglementation du congé parental (p. 6578) ; inopportunité de supprimer les prêts aux jeunes ménages en vue de leur accession à la propriété (p. 6580).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : défend la motion de renvoi en commission déposée par M. François Bachelot ; utilité d'une plus large discussion en commission ; promesse du R.P.R. lors de la campagne électorale de réserver les prestations familiales à caractère nataliste aux Français et aux ressortissants de la C.E.E. ; explique l'attitude politique du Front national ; sort réservé aux veuves ; nécessité de réaffirmer les principes de préférence nationale [5 décembre 1986] (p. 7186) ; dénaturation du sens des prestations familiales ; nécessité d'étudier en commission les bases d'une grande politique familiale ; proposition du Front national pour un véritable revenu maternel ; nécessité de développer l'accession à la propriété pour les familles ; financement des mesures préconisées par le Front national (p. 7187) ; nécessité de retrouver le souffle de la IV[e] République (p. 7188) en matière démographique.

Discussion des articles : **avant l'article 1[er] : son rappel au réglement** : rappelle que le Gouvernement avait promis qu'il ne refuserait pas un débat au fond sur les problèmes posés par le remboursement de l'avortement ; nécessité qu'un débat se conclue par un vote [6 décembre 1986] (p. 7201).

BALLADUR (Edouard)

Ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation.

NOMINATIONS

Est nommé ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses **mesures d'ordre économique et social (n° 7)** [9 avril 1986].

Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [22 avril 1986] ; **lettre rectificative** (n° 84) [23 avril 1986].

Projet de loi portant **réglement définitif du budget de 1984 (n° 160)** [4 juin 1986].

Projet de loi portant diverses mesures relatives au **financement des retraites et pensions (n° 259)** [11 juillet 1986].

Projet de loi relatif aux **modalités d'application des privatisations** décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social **(n° 297)** [23 juillet 1986].

Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [2 octobre 1986].

Projet de loi sur l'épargne (n° 443) [12 novembre 1986].

Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [20 novembre 1986].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1985 (n° 568)** [17 décembre 1986].

Projet de loi modifiant les **procédures fiscales et douanières (n° 571)** [17 décembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Christian Pierret : Fiscalité** : mobilisation des capitaux disponibles ; libération des changes ; endettement extérieur de la France [16 avril 1986] (p. 181-182) ;

— **M. Robert Galley : politique des taux d'intérêt** : baisse des taux d'intérêt ; reprise des investissements productifs et du marché immobilier ; amélioration de l'emploi ; inflation ; situation économique de la France ; rémunération de l'épargne [23 avril 1986] (p. 253-254) ;

— **M. Edmond Alphandery : fiscalité des fonds communs de placement et des Sicav de trésorerie** : taxation des revenus obligataires ; fiscalité de l'épargne ; nécessité d'éviter l'évasion fiscale ; stabilisation du marché obligataire [23 avril 1986] (p. 258-259) ;

— **M. Sébastien Couepel : démantèlement des montants compensatoires négatifs** [23 avril 1986] (p. 259-260) ;

— **M. Alain Chastagnol : calendrier de libération des prix des services** : parallèle entre la libération des prix et la réforme du droit de la concurrence ; régime actuel des prix des commerces et de l'industrie ; cas des professions liées aux tourisme [30 avril 1986] (p. 639) ;

— **M. Jean-Paul de Rocca-Serra : projet de réforme fiscale proposé par l'Assemblée de Corse** : absence de suite donnée aux propositions de réforme fiscale présentée par l'assemblée de Corse ; bénéfice de dispositions particulières pour compenser le handicap de l'insularité [30 avril 1986] (p. 641) ;

— **M. Jacques Rimbault : diminution du taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne** : nécessité de la baisse des taux d'intérêt pour relancer l'économie et recréer des emplois [14 mai 1986] (p. 895-896) ;

— **M. Christian Goux : dénationalisations** : droit de regard de la représentation nationale sur la procédure de dénationalisation ; audition des ministres responsables par les commissions parlementaires ; prolongation des débats à cause du nombre d'amendement [14 mai 1986] (p. 902) ;

— **M. Jean-Pierre Soisson : situation à la Caisse des dépôts et consignations** : développement des placements en valeurs mobilières au détriment de l'épargne liquide ; financement du logement social ; réforme du statut de la C.A.E.C.L. ; nécessité de réduire la part des procédures administratives dans les circuits de financement ; programme d'assainissement des filiales de la Caisse des dépôts [4 juin 1986] (p. 1676-1677) ;

— **M. Jacques Bichet : répercussion de la baisse des produits pétroliers** : reconstitution des marges dans le secteur du raffinage ; non relèvement de la taxe sur les produits pétroliers ; lutte contre l'inflation [18 juin 1986] (p. 2309-2310) ;

— **M. Eric Raoult : remboursement de la dette extérieure de l'Etat** : réduction du programme d'emprunts extérieurs des entreprises publiques ; liberté de remboursement anticipé des emprunts privés ; levée par anticipation de la clause de sauvegarde prise dans le cadre de la réglementation communautaire [18 juin 1986] (p. 2317-2318) ;

— **M. Guy Vadepied : crédits pour le Chili** : examen du prêt au Chili non encore inscrit à l'ordre du jour du Conseil d'administration de la Banque mondiale ; position française arrêtée sur des critères techniques et financiers et non politiques [22 octobre 1986] (p. 5136-5137) ;

— **M. Christian Goux : privatisation de Saint-Gobain** : préparation approfondie de l'opération en liaison avec les professionnels, la C.O.B. et la commission de la privatisation ; information des actionnaires ; suspension de la cotation des certificats d'investissement pour en permettre l'échange contre des actions ordinaires ; comparaison entre l'évolution de l'indice des valeurs boursières et celle des cours des certificats d'investissement de Saint-Gobain ; prix arrêté pour l'introduction des titres valorisant les intérêts patrimoniaux de l'Etat ; accueil positif sur le marché ; démenti sur l'intervention de la caisse des dépôts [26 novembre 1986] (p. 6785) ;

— **M. Raymond Douyère : tarification des chèques** : liberté pour les banques de facturer les services rendus à leur clientèle ; campagne d'information sur le bon usage des moyens de paiement ; incitation à faire connaître les contreparties de la tarification ; baisse de certains taux de crédit envisagée [26 novembre 1986] (p. 6786) ;

— **M. Etienne Pinte : mesures décidées par le Gouvernement dans le domaine de la monnaie, du**

crédit et des changes : suppression de l'encadrement du crédit pour favoriser le développement de la concurrence ; contrôle des évolutions de la masse monétaire avec le concours de la Banque de France ; levée des contraintes faisant obstacle au réaménagement des contrats de prêts, en particulier des prêts immobiliers, conclus à des taux élevés ; libération des changes ; mesures concernant les entreprises et les particuliers [3 décembre 1986] (p. 7045) ;

— **M. Edmond Alphandery : augmentation des taux d'intérêt** : tendance affectant l'ensemble des pays industrialisés ; niveau des taux réels à long terme pratiqués en France parmi les plus bas d'Europe ; sa compatibilité avec l'augmentation du volume des investissements productifs ; discussion au printemps du projet de loi sur l'épargne ; politique orientée vers le financement du déficit budgétaire par l'épargne pour éviter la création monétaire ; objectif visant à la réduction constante du déficit budgétaire [17 décembre 1986] (p. 7710).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : nécessité de situer la loi d'habilitation dans le contexte de la nouvelle politique économique et financière de la France [22 avril 1986] (p. 205) ; réduction des dépenses improductives de l'Etat constituant la condition nécessaire au succès économique ; nécessité d'établir la valeur du franc sur des bases réelles ; afflux en masse des capitaux dans notre pays ; maîtrise de la croissance de la masse monétaire en 1986 à 5 % ; nécessité de maintenir le niveau de compétitivité que le réaménagement monétaire a permis à nos entreprises de retrouver ; réalisation de 10 milliards de francs d'économies dans le collectif budgétaire pour 1986 ; nécessaire réduction d'une fiscalité devenue paralysante ; redressement économique devant s'appuyer sur la reprise progressive de nos exportations industrielles (p. 206) ; réduction du niveau des emprunts émis par les entreprises publiques à l'étranger en 1986 de 35 à 15 milliards de francs ; objectifs d'une réduction substantielle du taux d'inflation à 2,4 % ; entrave à la création de richesse que constituent les réglementations ; libération des prix dans toute l'industrie à l'exception des secteurs des produits pharmaceutiques, du livre et des tabacs ; œuvre de libéralisation accomplie en matière de change ; rôle des entreprises (p. 207) ; habilitation sollicitée par le Gouvernement étant strictement limitée à l'exécution du programme exposé ; délai de 6 mois imposant au Gouvernement une action déterminée ; nombre de dispositions permanentes directement incluses dans le texte même du projet de loi témoignant du souci de préserver scrupuleusement les droits du Parlement ; liberté des prix devant devenir la règle ; Gouvernement engageant simultanément la libération des prix et la mise en place d'un droit moderne de la concurrence (p. 208) ; emploi des jeunes ; passage des jeunes de l'école à l'entreprise ; nécessité d'offrir aux jeunes de véritables contrats de travail ; place faite à l'exonération des charges sociales ; rôle des formations en alternance ; lutte pour l'emploi supposant la réforme de l'Agence nationale pour l'emploi ; nécessité de mettre l'accent sur les opérations de prospection et de placement plutôt que sur la simple gestion ; aménagement du temps de travail constituant un moyen d'action contre le chômage dans la mesure où il permet d'utiliser au mieux les équipements ; négociations entre les organisations patronales et syndicales ; possibilité de conduire des actions spécifiques dans les zones où la situation de l'emploi est particulièrement grave ; valeur de la participation ; nécessité de rendre l'intéressement plus incitatif par une refonte et une modernisation de la législation mise en œuvre en 1959 et 1967 ; nécessité de favoriser l'actionnariat populaire ; nécessité pour les entreprises de pouvoir décider de l'association des salariés aux décisions de gestion (p. 209) ; rôle de l'Etat consistant à garantir aux citoyens un cadre solide et durable d'épanouissement ; motifs de la privatisation ; bilan des entreprises nationalisées en matière d'emploi, de financement ; rôle des banques nationalisées ; nécessité de retrouver l'équilibre du budget hors charge de la dette (p. 210) ; absence de privatisation des entreprises assurant un service public ou gérant un monopole ; prise en considération des possibilités du marché financier ; transfert de propriété du secteur public au secteur privé étant défini par la loi ; privatisation des entreprises étant compatible avec les possibilités du marché financier ; privatisation nécessitant la plus grande transparence ; création d'une commission devant donner son avis sur les critères d'évaluation qui lui seront proposés par le Gouvernement ainsi que sur les conditions de mise sur le marché ; recours à des formules variées pour l'acquisition des titres des sociétés privatisées ; son hostilité aux formules hybrides de sociétés d'économie mixte ; garantie des intérêts nationaux ; ordonnance fixant les limites précises que ne devront pas dépasser les intérêts étrangers ; conciliation de la protection de nos intérêts économiques nationaux avec les règles du marché en définissant les procédures sur lesquelles l'accord des Communautés européennes sera nécessaire ; développement de l'actionnariat populaire ; proposition aux salariés des entreprises d'un pourcentage de 10 % des actions (p. 211) ; gestion des entreprises privatisées pendant la période transitoire ou inscrite sur la liste des entreprises privatisables, elles demeureront la propriété de l'Etat ; nomination immédiate d'un président ayant pour mission de gérer l'entreprise et de mettre en œuvre la privatisation ; maintien des règles de participation des salariés aux organes de gestion ; choix entre le maintien des règles de la loi dite de « démocratisation » du secteur public et l'adoption des règles du droit commun des sociétés ; absence de remise en cause de la participation des représentants des salariés à la gestion des entreprises ; système juridique appliqué aux entreprises publiques étant devenu un « carcan ingérable » ; autorité administrative pouvant autoriser la cession de filiales des entreprises publiques sous certaines conditions (p. 212) ; affirme qu'il n'a jamais été question de dénationaliser la S.N.E.C.M.A. [23 avril 1986] (p. 310) ; régularité du recours simultané à l'article 38 et à l'article 49-3 de la Constitution consacré par l'usage [24 avril 1986] (p. 327) ; précisions apportées au projet de loi par voie d'amendements ; raison d'être de la participation ; recours à la procédure d'habilitation ; respect des droits des salariés et de leur représentation dans le dispositif prévu pour les entreprises devant être transférées au secteur privé ; politique à l'égard des départements et territoires d'outre-mer ; prix et concurrence ; cas du petit commerce ; création d'emplois stables ; privatisation ; respect des intérêts nationaux et des nécessités de la défense nationale ; risque de « spoliation » et de « défrancisation » [24 avril 1986] (p. 328) ; politique de la liberté et non du laisser-faire « de la responsabilité et non l'étatisme » (p. 329).

Discussion des articles : **article 1er** : ses observations (p. 356, 359. 360, 361, 362) ; nécessité d'un certain nombre de règles sur la publicité des ententes illicites ou les abus de position dominante (p. 365) ; affirme que le Gouvernement n'est pas près d'entrer, en discussion publique, dans le détail des ordonnances (p. 368) ; ses observations [25 avril 1986] (p. 405) ; situation des contrevenants une fois établie l'ordonnance supprimant l'ordonnance de 1945 et créant un droit nouveau de la concurrence (p. 407) ; Gouvernement étant décidé à proposer un nouveau droit de la concurrence dans le délai de 6 mois (p. 410) ; compétence des comités d'entreprise devant être examinée dans le projet de loi sur la participation (p. 411) ; ses observations (p. 412) ; caractère vague de la formule « interventions et activités publiques » ; limite à la concurrence que doivent subir les entreprises publiques en situation de monopole ou assurant un service public (p. 413) ; **après l'article 1er** : s'engage devant l'Assemblée à supprimer les ordonnances de 1945 (p. 414) ; ses observations (p. 415) ; **article 4** : sens et justification de l'opération de privatisation ; bilan des nationalisations [5 mai 1986] (p. 662) ; risque de « défrancisation » ; risque de démantèlement et incertitude régnant sur les entreprises (p. 663) ; son amendement n° 446 (déterminant le champ de la privatisation par une énumération) ; règles concernant les transferts de propriété d'entreprises publiques au secteur privé ; distinction du secteur public et du secteur privé ; entreprises gérant un service public ; limitation dans le temps de l'autorisation de cession au secteur privé ; différence entre les entreprises nationalisées par une loi et les entreprises dans lesquelles l'Etat détient directement la majorité du capital social ; société Havas, société Elf-Aquitaine, grandes compagnies d'assurance, compagnie des machines Bull, Crédit Commercial de France (p. 665) ; décision de transfert réservée à la loi ; réalisation concrète des cessions effectuées par le Gouvernement ; transfert de propriété opéré par la loi ; liste des entreprises (p. 666) ; choix par le Gouvernement

de la date des opérations et de son calendrier dans une période de cinq ans ; capacité d'absorption du marché financier français ; émission de certificats d'investissement ; affectation prioritaire des produits de la privatisation à la réduction de l'endettement de l'Etat (p. 667) ; **article 5** : ses observations [13 mai 1986] (p. 858).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Raymond Douyère ; précisions sur le chiffre du déficit budgétaire tel qu'il résulte du collectif budgétaire, des constatations faites par M. de La Genière, et de la déclaration de M. Alain Juppé à Europe I ; dépenses relatives à l'emploi des jeunes ; dépenses débudgétisées [5 mai 1986] (p. 660).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : situation économique de la France ; caractère artificiel du ralentissement de la hausse des prix observée dans la période la plus récente ; caractère médiocre de la croissance ; caractère décevant de notre commerce extérieur [22 mai 1986] (p. 1015) ; dégradation de la compétitivité de nos entreprises ; faiblesse de la croissance ayant eu pour conséquence un recul important de l'emploi ; retard de la France en matière d'investissement productif ; finances sociales ; accroissement de la part des charges dans le coût de la main-d'œuvre ; caractère satisfaisant de la situation de trésorerie du régime général de la sécurité sociale n'étant qu'apparent ; montant du déficit budgétaire ; opérations de budgétisation intervenues depuis 1982 (p. 1016) ; accroissement préoccupant de la dette publique ; obligations renouvelables du Trésor ; taux de prélèvement obligatoire étant devenu insupportable ; examen exhaustif par le Gouvernement des dotations de la loi de finances initiale ; montant total des ouvertures de crédits (p. 1017) ; Gouvernement s'étant attaché à dégager un montant d'économies supérieur à celui des insuffisances de crédits ; évaluation du produit des cessions d'actif susceptibles d'intervenir d'ici la fin de 1986 ; prélèvements effectués sur les enjeux du loto et du loto sportif ; prélèvement sur les réserves de la C.A.E.C.L. ; situation financière très préoccupante de certaines entreprises du secteur public ; mécanisme d'affectation des produits de la privatisation à un compte d'affectation spéciale ; projet de loi de finances rectificative traduisant l'incidence budgétaire de l'action qu'entend mener le Gouvernement en faveur de l'emploi ; exonération d'une fraction significative des cotisations sociales dues par l'employeur en cas d'embauche des jeunes de seize à vingt-cinq ans ; abaissement à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés ; suppression au 1er janvier 1987 de l'impôt sur les grandes fortunes ; amnistie douanière et fiscale pour les avoirs irrégulièrement détenus à l'étranger ; rétablissement par la loi de l'anonymat sur l'or (p. 1018) ; recherche d'amélioration importante dans le cadre des procédures fiscales et douanières ; fiscalité de l'épargne ; abaissement à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés ; révision de la fiscalité des organismes de placement collectif dans le sens d'une plus grande neutralité ; globalisation des abattements applicables en matière d'impôt sur le revenu pour les intérêts d'obligations et dividendes d'actions ; gel du seuil fiscal de dix salariés ; bénéfice pour les agriculteurs de la déduction de 50 % de la T.V.A. sur le fioul agricole ; défiscalisation desinvestissements des entreprises et des particuliers dans les départements et territoires d'outre-mer ; mise en œuvre d'allégements fiscaux ; réduction du déficit budgétaire ; déficit prévisionnel du budget de la loi de finances pour 1987 ; limitation à cinq milliards de francs du montant des mesures nouvelles susceptibles d'être envisagées ; réalisation d'un programme d'économie de quarante milliards de francs (p. 1019) ; attribution d'une aide sociale ne devant pas interdire de s'interroger sur son efficacité ; nécessaire allégement des structures administratives ; liberté des changes ; abrogation à la fin 1986 du contrôle quantitatif du crédit ; renforcement des instruments négociables du marché monétaire ; réduction du nombre des guichets administrés ; liberté d'accès au marché obligataire des entreprises et des collectivités locales (p. 1020) ; rôle du projet de loi de finances rectificative (p. 1021).

Première partie, discussion des articles : **après l'article 6** : taxe de 10 % ne freinant pas le retour des capitaux ; situation des frontaliers ; amnistie externe de 1982 ayant permis le retour de 600 millions de francs ; absence de limitation de l'amnistie dans l'espace ou dans le temps [27 mai 1986] (p. 1260) ; motivation de l'amnistie en 1982 ; anonymat étant la condition même de l'amnistie ; certificat ne pouvant donner lieu à aucun trafic (p. 1261).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11** : son amendement n° 201 (réduction du délai de reprise de l'administration fiscale et des organismes de sécurité sociale) ; réduction de la durée des vérification approfondies de la situation fiscale d'ensemble ; amélioration des relations entre les contribuables et l'administration ; institution d'une commission des droits des contribuables (p. 1290) ; réduction de quatre à trois ans du délai de reprise pour les procédures fiscales et sociales ; réduction à deux ans de ce même délai pour les contribuables n'ayant disposé que de revenus provenant de traitements, salaires ou pensions (p. 1291) ; adopté au scrutin public (p. 1299).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordres économique et social (n° 297).

Première lecture, discussion générale : objet du programme de privatisation [24 juillet 1986] (p. 3810) ; précautions prises par le Gouvernement dans la préparation du texte ; évaluation des entreprises ; protection des intérêts nationaux (p. 3811).

Commission mixte paritaire, discussion générale : participation des salariés au capital de leur entreprise ; défense des intérêts nationaux et présence de la France sur les marchés internationaux [31 juillet 1986] (p. 3963-3964).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : redressement économique et réformes engagées depuis mars 1986 [14 octobre 1986] (p. 4695) ; situations respectives de l'économie française et de l'économie mondiale au début de l'année ; manque de compétitivité ; opération monétaire du 6 avril ; assainissement des finances publiques ; objectif fondamental étant d'accroître les emplois durables ; rétablissement des grands équilibres ; gestion de la sécurité sociale et des entreprises publiques ; libéralisation des changes et de la gestion des effectifs ; participation et privatisation ; appréciations de la presse internationale sur la politique économique française ; réduction du déficit ; refus d'accroître la fiscalité pétrolière (p. 4696) ; respect des objectifs fixés en matière de prix ; évolution des salaires en France et en République fédérale allemande ; redémarrage de l'investissement ; taux de marge des entreprises ; diminution de la dette extérieure ; évolution des marchés des changes ; augmentation de l'emploi salarié au deuxième trimestre 1986 ; réduction simultanée du déficit budgétaire et des impôts ; effort d'économies ; coût des allégements fiscaux (p. 4697) ; multiplication par cinq du déficit des finances publiques entre 1981 et 1986 ; objectif d'équilibre du budget hors charge de la dette d'ici à 1989 ; remise en cause des actions de l'Etat et de l'organisation de l'administration ; emploi dans le secteur public ; rapport Belin-Gisserot ; informatique et bureautique ; subventions aux entreprises publiques ; baisse des interventions industrielles ; rebudgétisations (p. 4698) ; suppression du fonds spécial de grands travaux ; rémunérations des chèques postaux ; charges de l'assurance-crédit et de la consolidation des créances sur l'étranger ; débudgétisations entre 1981 et 1986 ; affectation des produits de la privatisation (p. 4699) ; équipement pénitentiaire ; développement économique et social des D.O.M.-T.O.M. ; réduction des impôts ; avantages consentis aux particuliers ; politique familiale ; mesures en faveur du logement ; taux de l'impôt sur les sociétés ; taxe professionnelle ; fiscalité sur le fioul lourd et les frais généraux ; provisions pour congés payés (p. 4700) ; mesures en faveur de la création et de la transmission des entreprises ; plafond de l'abattement de 20 % sur les revenus pour les professions indépendantes ; caractère peu convaincant de la distinction entre ménages et entreprises du point de vue fiscal ; allégement des charges sociales et fiscales des entreprises ; explique son refus d'un dispositif fiscal particulier en faveur de l'investissement ; priorité à la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés ; exemple du Royaume-Uni et des Etats-Unis ; suppression de l'encadrement du crédit ; action sur la liquidité bancaire et sur les taux d'intérêt (p. 4701) ; création monétaire du Trésor ramenée à 0 en 1987 ; politique des prix et de la concurrence ; amélioration des relations entre l'Etat et les contribuables ; commission Aicardi ; ordonnance sur la participation ;

actionnariat du personnel des entreprises (p. 4702) ; privatisation complétant la participation ; avantages consentis aux petits porteurs ; succès de l'opération de vente d'Elf-Aquitaine ; projet de loi sur l'épargne ; objectif de hausse de prix de 2 % pour 1987 ; prévisions du F.M.I. pour la France ; création nette d'emplois dès le milieu de l'année 1987 ; mesures en faveur des chômeurs (p. 4703) ; absence de fatalité du chômage (p. 4704) ; évolution de l'emploi et de l'investissement industriel ; écart d'inflation entre la France et la République fédérale allemande ; taux d'épargne des ménages [15 octobre 1986] (p. 4787) ; correction du taux d'épargne des ménages de la dépréciation de leur patrimoine financier ; solde extérieur ; taux d'intérêt ; rapport du F.M.I. sur la France ; baisse des dépenses de l'Etat dans le P.I.B. ; montée des prélèvements sociaux et locaux (p. 4788) ; réduction d'impôt ; rapport du Conseil des impôts sur l'imposition du patrimoine ; gestion des régimes sociaux ; justifie la répartition des réductions d'impôt entre les ménages et les entreprises ; proposition de la commission Aicardi ; progression des crédits de la recherche (p. 4789)

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés : — *Discussion générale :* présentation du budget des charges communes ; rémunération par le Trésor public des fonds collectés par le réseau de chèques postaux ; assurance-crédit au commerce extérieur ; prise en charge par l'Etat du coût des consolidations des créances sur les pays étrangers [7 novembre 1986] (p. 6042) ; réduction sensible du nombre de chapitres ; présentation du coût pour l'Etat des allégements de taxes professionnelles ; affectation des produits de la privatisation ; charge de la dette publique ; suppression de création monétaire au profit du Trésor en 1987 ; taux moyen prévu pour les émissions d'emprunts à long terme ; réforme de la politique d'émission et de gestion à l'aide publique ; modernisation du marché des bons du Trésor négociables ; création des obligations assimilables du Trésor (O.A.T.) (p. 6043) ; opportunité pour l'Etat d'emprunter sur les marchés internationaux ; ses observations sur la saisine annuelle du Parlement sur un rapport faisant état des modalités de gestion de la dette ; problème des comptes spéciaux du Trésor ; création du compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation ; notion de « noyaux durs » ; rôle de la commission de privatisation ; taxes parafiscales (p. 6044) ; stabilisation du produit de la parafiscalité hors redevance télévision pour 1987 (p. 6045) ; intégration d'une disposition législative concernant la dette et la remise de dette pour les rapatriés dans la deuxième délibération de la loi de finances ou dans le collectif de fin d'année ; retraites des rapatriés ; engagement de discussions avec les associations sur le problème de l'indemnisation ; taxes parafiscales [13 novembre 1986] (p. 6208-6209).

Répond à la question de :

— *M. Philippe Legras :* ses observations (p. 6209).

I. Charges communes. — *Examen des crédits :* **état B, titre IV :** crédits consacrés à des actions en faveur des demandeurs d'emplois ou des travailleurs handicapés ; exonération de charges sociales ; premier bilan positif du dispositif mis en œuvre ; programme « jeunes volontaires » ; financement de stages « 16-18 ans » et « 18-25 ans » (p. 6212).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : capacité d'initiative des entreprises ; restauration de la discipline budgétaire ; libération des prix ; suppression de l'encadrement du crédit au 1er janvier 1987 ; libération des changes ; succès de la privatisation de Saint-Gobain ; calendrier des futures privatisations ; projet de loi sur l'épargne ; orientations du projet de loi sur les relations entre les administrations fiscales et douanières et les citoyens ; objectifs de suppression du déficit budgétaire hors charges de la dette publique et réduction de ce déficit [11 décembre 1986] (p. 7471) ; évolution des recettes ; plus-values fiscales ; ouverture supplémentaire de crédits ; augmentation de la rémunération servie à l'Etat par E.D.F.-G.D.F. (p. 7472) ; normalisation des relations entre le budget annexe des P. et T. et le budget général et rebudgétisation des dépenses spatiales ; couverture des dépenses du plan pour l'emploi des jeunes ; retour à la maîtrise des finances publiques (p. 7473).

BALLIGAND (Jean-Pierre)

Député de l'Aisne
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aménagement du territoire) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabacs [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14309).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 22 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aménagement du territoire (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Nominations dans le secteur public : remplacement des dirigeants du Crédit agricole et de la R.A.T.P. ; changement des règles de nomination des P.D.G. des entreprises publiques [11 juin 1986] (p. 2076).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : résorption lente des déficits publics ; confirmation de la sincérité du budget de l'Etat pour 1986 [23 mai 1986] (p. 1154) ; déficit prévisionnel de la sécurité sociale ; comparaison du collectif budgétaire avec une chanson de geste ; création d'un compte d'affectation spécial permettant à la fois d'alimenter un compte de commerce et de contribuer à la diminution de l'endettement de la France ; nécessité d'une politique d'aménagement du territoire dans la distribution des capitaux pour éviter que les régions ne soient victimes d'une désertification industrielle (p. 1155).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés** : augmentation du budget de l'agriculture ; B.A.P.S.A. ; augmentation de l'I.S.M. ; crédits de « dotation jeunes agriculteurs » ; prime à la vache allaitante ; augmentation des crédits pour l'enseignement agricole privé ; crédits pour les maisons familiales rurales ; détaxe à 50 % du fioul et des huiles ; absence de crédits pour la restructuration laitière ; maintien partiel des montants compensatoires négatifs ; absence de mesures facilitant l'écoulement des productions agricoles [27 mai 1986] (p. 1304).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **article 3 :** mécanisme de compensation en matière de taxe professionnelle ; problème posé par le mécanisme d'allégement des bases choisies par le Gouvernement [16 octobre 1986] (p. 4831) ; absence de compensation intégrale des

mesures de dégrèvement pour les communes après 1988 (p. 4832) ; nécessité d'une péréquation croissante entre les collectivités locales (p. 4863) ; **article 11** : création d'un régime transitoire supersimplifié pour les exploitants agricoles abandonnant le régime du forfait (p. 4924) ; majoration du seuil du passage du forfait au réel ; non prise en considération des stocks, créances et dettes dans ce régime transitoire ; problème de l'agriculture étant celui de la rémunération du travail ; difficultés apparues à l'échelle européenne ; nécessité de favoriser la constitution de fonds propres pour les entreprises agricoles ; modernisation de la gestion des exploitations (p. 4925).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : rumeurs remettant en cause l'utilité de la D.A.T.A.R. ; réduction de la prime à l'aménagement du territoire ; modalités d'attribution de ces primes [28 octobre 1986] (p. 5393) ; rôle des pôles de conversion ; réorientation des rapports entre l'Etat et ses partenaires locaux ; demande que le Gouvernement dépose un rapport rendant compte de l'exécution des contrats de plan ; restructuration des zones minières ; recentrage des actions du F.I.D.A.R. ; multiplication des zones d'entreprises sur le territoire risquant de porter atteinte à la localisation équilibrée des activités ; mise en place d'une commission sur l'aménagement du territoire ; rôle d'impulsion sur le plan européen (p. 5394) ; rôle de la D.A.T.A.R. (p. 5395).

Economie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des crédits :* **II. Services financiers : état B, titre III** : son amendement n° 273 (réduction des crédits) : rejeté [13 novembre 1986] (p. 6277).

BAPT (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

Constestation de son élection [2 avril 1986] (p. 55).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Réélu le 28 septembre 1986 [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : formation professionnelle) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 3 : **affaires sociales et emploi : formation professionnelle (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Privatisation de TF1** : interpellations de journalistes ; perquisitions dans les salles de rédaction [28 mai 1986] (p. 1334) ; sanctions contre M. Jean-François Kahn ; liberté d'expression des journalistes sur une chaîne privatisée (p. 1335) ;

— **Réforme hospitalière** ; adoption par le Sénat d'un amendement surprise rétablissant le secteur privé à l'hôpital public ; procédure inacceptable permettant l'adoption de dispositions abusives sans véritable débat à l'Assemblée nationale [17 décembre 1986] (p. 7717).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : problème des zones franches ; existence en matière fiscale de mesures spécifiques d'aménagement du territoire ; lieu de création des zones franches ; bénéficiaires des zones franches ; délocalisation des activités entre différents bassins d'emploi ; contradiction consistant à vouloir réduire le rôle de l'Etat dans l'économie tout en menant une politique dynamique en matière d'emploi et d'aménagement régional [25 avril 1986] (p. 420) ; salariés liés par un contrat de travail temporaire à des entreprises appartenant aux collectivités professionnelles du bâtiment et des travaux publics voyant leur activité salariée interrompue par les intempéries [29 avril 1986] (p. 531) ; obligation pour les entrepreneurs de travail temporaire de fournir à l'autorité administrative la justification du paiement des charges dont ils sont redevables au titre de la sécurité sociale (p. 533) ; conditions de prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel (p. 535) ; **article 3** : conditions de la compétitivité de l'entreprise étant aujourd'hui la compétitivité du produit (p. 572) ; compétitivité par la qualité étant aujourd'hui la seule manière de surmonter les contradictions nées des mutations industrielles ; recherche de la compétitivité et revendications salariales ; nécessaire substitution dans l'entreprise d'une éthique de la qualité à un mode de fonctionnement fondé sur une police de la production ; nécessaire décloisonnement de l'entreprise (p. 573) ; **article 4** : intervention de l'Etat dans l'économie française ayant toujours eu pour objet de suppléer aux faiblesses du secteur privé ; défi de la troisième révolution industrielle ; constitution d'une économie mixte restant une réponse originale et notamment gaullienne aux faiblesses de l'économie française ; hétérogénéité des groupes nationalisés en 1982 ; sous-capitalisation et surendettement de ces entreprises ; caractère largement positif du bilan des entreprises nationales en 1986 ; bonne tenue des banques françaises ; rôle des entreprises nationalisées en matière de progrès social [30 avril 1986] (p. 623) ; secteur public faisant partie de l'histoire du progrès économique de notre pays (p. 624) ; nécessité d'exclure la banque Sofinco du champ d'application de cet article [6 mai 1986] (p. 766-767).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : historique du F.N.D.S. ; part du budget jeunesse et sports par rapport au budget général ; limitation à 450 millions de francs du versement du F.N.D.S. constituant « une mauvaise action contre le sport français » [27 mai 1986] (p. 1226).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : évolution des crédits destinés à la formation professionnelle ; limites des mesures d'exonération de charges sociales décidées dans le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes ; bilan des stages d'initiation à la vie professionnelle ; rôle des permanences d'accueil, d'information et d'orientation ; regrette le gel du système dit des entreprises intermédiaires ; diminution des crédits affectés à l'encouragement et aux formations ouvrières [5 novembre 1986] (p. 5845) ; développement des contrats Etat-région ; nécessité d'accroître les engagements contractuels de développement de la formation au sein des entreprises ; avenir de l'A.F.P.A. ; rôle de la provision du chapitre 44-77 (p. 5846).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : commission des finances ayant déploré qu'un crédit d'intervention non affecté de cette importance ait été inscrit dans le projet de budget [6 novembre 1986] (p. 5965) ; demande la parole au nom de la commission des finances ; son amendement n° 177 (réduction des crédits) ; rappelle les conclusions de la

commission des finances sur la provision non affectée (p. 5967) ; pouvoir d'achat de l'allocation pour les adultes handicapés ; rejeté (p. 5968) ; **après l'article 73** : possibilité pour le ministre de donner à la fin de l'année des indications nouvelles sur les engagements de crédits et les actions conduites tout au long de 1987 (p. 5971).

Economie, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* signature des circulaires d'application relatives à la loi portant amélioration des retraites des rapatriés ; régression sur le problème de l'indemnisation ; fonctionnement des commissions d'aménagement et de remise des prêts ; problème des prêts de consultations ; opération d'indemnisation pour des possessions de « meubles meublants » [7 novembre 1986] (p. 6050) ; revalorisation des indemnités forfaitaires de déménagement et des subventions d'installation, et des allocations mensuelles de subsistance ; loi d'amnistie ; aide aux anciens harkis en faveur de la création d'entreprises et de commerce ; suppression de l'O.N.A.S.E.C. (p. 6051) ; critiques émises dans la majorité sur le budget des rapatriés ; interruption de la discussion pendant le week-end du 11 novembre permettant les arbitrages [13 novembre 1986] (p. 6207) ; projet de loi concernant l'indemnisation complète ; effacement total des prêts spécifiques ; échéance prévue pour le dossier d'indemnisation (p. 6208) ; **après l'article 73** : augmentation du tarif de la redevance instituée pour alimenter le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (p. 6222).

BARAILLA (Régis)

Député de l'Aude
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

BARATE (Claude)

Député des Pyrénées-Orientales
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du comité des finances locales [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, discussion générale : héritage de la gauche : déficit budgétaire, endettement ; recul de l'Etat ; augmentation des dépenses publiques inférieures à celles de la hausse des prix ; budget de liberté ; mesures en faveur des familles et des entreprises ; impôt sur les sociétés ; taxe professionnelle ; provision pour congés payés ; justifie la répartition de l'allègement fiscal entre les ménages et les entreprises [15 octobre 1986] (p. 4745) ; danger de l'augmentation des prélèvements sociaux et locaux ; baisse des taux d'intérêt (p. 4746).

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* problème des Français établis en Afrique du Nord ; participation de nombreux ministères à l'action en faveur des rapatriés ; situation de l'O.N.A.S.E.C. ; plan « objectif 10 000 » en faveur de l'insertion des anciens harkis ; édification du mémorial des Français d'Afrique du Nord ; remboursement des titres d'indemnisation [7 novembre 1986] (p. 6046) ; insuffisance des moyens nouveaux pour les rapatriés ; amélioration de la loi d'amnistie ; politique de Gouvernement sur l'indemnisation des Français d'Outre-Mer ; problème de la réinstallation, des remises et aménagement de dettes ; retraite complémentaire (p. 6047).

BARBIER (Gilbert)

Député du Jura
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 85-690 du 10 juillet 1985 modifiant le code électoral et relative à **l'élection des députés (n° 76)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 10 du code du service national afin de permettre aux étudiants en médecine, art vétérinaire, pharmacie et art dentaire de bénéficier d'un **report supplémentaire d'incorporation** d'un an pour obtenir leur diplôme terminal **(n° 124)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 122-9 du code des communes quant à l'**élection des maires et des adjoints** en cas de rectifications juridictionnelles des résultats d'élections municipales **(n° 130) [15 mai 1986].**

Proposition de loi tendant à définir le **récoltant producteur d'eau-de-vie naturelle** français et à reconnaître ses droits **(n° 218)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à modifier les articles L. 5 et L. 5 *bis* du **code du service national** pour permettre aux jeunes gens de **reporter la date de leur incorporation** jusqu'à l'âge de vingt-trois ans et de bénéficier d'un report supplémentaire pour achever un cycle d'enseignement ou de formation professionnelle **(n° 578)** [18 décembre 1986].

BARDET (Jean)

Député du Val-d'Oise
R.P.R.

Devenu député le 30 septembre 1986 en remplacement de Mme Hélène Missoffe, démissionnaire, [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : notion de rappel au règlement ; demande que le président de séance retire la parole aux intervenants ne respectant pas le contenu des rappels au règlement [5 décembre 1986] (p. 7172).

BARDIN (Bernard)

Député de la Nièvre
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

BARIANI (Didier)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Robert Montdargent : problème de la paix et du désarmement : conversations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ; position de la France favorable aux accords de limitation des armements [28 mai 1986] (p. 1329) ; impossibilité d'inclure la France dans les négociations sur le rapport des forces nucléaires en Europe (p. 1330) ;

— M. Aymeri de Montesquiou : relations entre le Gouvernement français et le Gouvernement des Philippines : visite d'un membre du Gouvernement français à Mme Corazone Aquino [28 mai 1986] (p. 1331) ; définition des axes prioritaires de la coopération ; volonté d'intensifier les rapports bilatéraux entre la France et la Corée du Sud ; encouragement donné au développement des relations économiques avec l'Asie du Sud-Est (p. 1332) ;

— M. Bernard Stasi : aide au Salvador : envoi d'équipes de secours, de médicaments et de vivres [10 décembre 1986] (p. 7458) ; allocation simultanée d'une aide exceptionnelle liée au tremblement de terre et d'importants crédits de coopération scientifique et technique ; mesures entrant dans le cadre de notre aide aux pays d'Amérique centrale s'orientant dans la voie de la démocratie (p. 7459).

orales sans débat de :

— M. Gérard César (n° 1) : ventes de vin aux Etats-Unis : caractère inacceptable des mesures visant le vin blanc comme riposte à certaines modalités de l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne ; régime d'importation d'oléagineux au Portugal [25 avril 1986] (p. 391) ; directives données par le Conseil des ministres à la Commission pour une négociation avec les Etats-Unis ; obligation de la Communauté de défendre éventuellement ses intérêts (p. 392) ;

— M. Jacques Farran (n° 9) : taxation des prix communautaires ; faible niveau de prix de commercialisation des tomates françaises ; mécanisme du prix de référence ; correction de cotations [25 avril 1986] (p. 392) ;

— Mme Paulette Nevoux (n° 26) : enfants de mère française et de père algérien divorcés : engagement de négociations avec le Gouvernement algérien pour un projet de convention de coopération judiciaire ; renvoi en France des enfants naturels et « retrouvailles » de fin d'année entre plusieurs enfants et leur mère grâce à la mission de médiation de M. Paul Bouchet [23 mai 1986] (p. 1082) ;

— M. Gilbert Mitterrand (n° 28) : école technique normale des armements terrestres de Saint-Denis-de-Pile : annulation du projet de transfert d'Arcueil à Saint-Denis ; ouverture des écoles de la Délégation Générale pour l'Armement aux techniques de pointe ; caractère somptuaire de l'opération ; non respect des règles de marché public [23 mai 1986] (p. 1083) ;

— M. Emile Koehl (n° 38) : siège du secréteriat permanent d'Eureka : volonté du Gouvernement français de défendre le statut européen de Strasbourg [30 mai 1986] (p. 1511) ;

— Mme Paulette Nevoux (n° 105) : enfants de couples divorcés dont le père est algérien : négociation en vue d'une convention d'entraide judiciaire ; solution de cas individuels ; dispositif d'accueil pour les visites transfrontières ; appel d'un père algérien contre l'exéquatur d'une décision d'un tribunal français qui prononçait le divorce et confiait la garde de l'enfant à la mère [3 octobre 1986] (p. 4341) ;

— M. Jean-Pierre Schenardi (n° 103) : rétablissement des visas consulaires : renforcement des mesures tendant à prévenir de nouveaux attentats ; échange d'informations entre les ministres de l'intérieur de la Communauté européenne ; rétablissement des visas consulaires avec d'éventuelles adaptations pour les ressortissants des pays du Maghreb [3 octobre 1986] (p. 4342) ;

— M. René André (n° 106) : quotas laitiers : répartition des pénalités de dépassement ; étalement de leur paiement ; recensement par les directions départementales des exploitations en difficulté [3 octobre 1986] (p. 4343) ; aide aux petits producteurs en mono-production ; préparation de la campagne 1986-1987 ; programme national d'aide à la cessation d'activité ; programme communautaire de rachat de quotas financé par le budget du F.E.O.G.A. (p. 4344) ;

— M. Michel Debré (n° 98) : convention franco-allemande du 13 juillet 1984 : contrôle aux frontières dans le respect du droit des personnes ; accord en cause ne portant pas sur une matière réservée à la loi [5 décembre 1986] (p. 7127) ; allègement des modalités pratiques de contrôle et politique des visas relevant du pouvoir réglementaire ; soumission au Parlement de tout accord touchant une matière législative au sens des articles 34 et 53 de la Constitution (p. 7128) ;

— Mme Paulette Nevoux (n° 148) : sort d'un enfant enlevé en Algérie : assistance de notre ambassade ; dispositions du code de la famille algérien sur la tutelle testamentaire ; conseil d'un avocat ; subvention versée en 1986 par les ministères des affaires étrangères, des affaires sociales et des droits de la Femme au fonds géré par l'association « rencontre et développement » ; mise en place d'une commission *ad hoc* après la visite de M. Chirac en Algérie ; nécessité de reprendre la négociation de la convention judiciaire [5 décembre 1986] (p. 7129).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays (n° 101).

Première lecture, discussion générale : répression des infractions douanières ; durée illimitée de la convention ; enfants issus de couples franco-algériens et déplacés en France ; projet de convention de coopération judiciaire ; résultats de la mission de médiation de M. Paul Bouchet [30 juin 1986] (p. 2656, 2657).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole d'entente relatif à la protection sociale des étudiants et des participants à la coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec (n° 203).

Première lecture, discussion générale : gratuité des services de santé québécois pour les étudiants non boursiers ; droit au allocations familiales québécoises [30 juin 1986] (p. 2657, 2658).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 104).

Première lecture, discussion générale : extension du réseau d'accords de la France en Asie ; principales dispositions de ces accords [30 juin 1986] (p. 2658).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la recherche scientifique marine et portant modification de la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 192).

Première lecture, discussion générale : extension des compétences de la République au large de ses côtes à la recherche scientifique marine ; autorisation préalable aux activités

océanographiques [30 juin 1986] (p. 2660) ; sa volonté de ne pas débattre de la situation des chantiers navals à propos du texte (p. 2662) ; nombre d'Etats ayant ratifié la convention sur le droit de la mer (p. 2663) ;

Discussion des articles : **article 1er** : absence de zone économique en Méditerranée pour chaque Etat (p. 2663) ; **après l'article 2** : intégration des étangs et lagunes salés du littoral méditerranéen au domaine public maritime (p. 2664).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : distorsions dues au mode de scrutin établi en 1982 ; nouveaux modes de scrutin ; recours au scrutin majoritaire à un tour ; importance des Français de l'étranger [3 octobre 1986] (p. 4353) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; distorsion due au mode de scrutin proportionnel établi en 1982 (p. 4359) ; nouveau mode de scrutin et représentation des minorités ; conditions d'exercice du mandat des délégués au C.S.F.E. ; actions en faveur des Français de l'étranger ; organisation d' «états généraux » des Français de l'étranger (p. 4367) ;

Discussion des articles : **article 1er** : mode de scrutin dans les circonscriptions de moins de 4 sièges (p. 4370) ; absence de panachage pour ces mêmes circonscriptions (p. 4371) ; information des électeurs sur le nouveau mode de scrutin (p. 4372-4373).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que dans celui de l'impôt sur les successions (n° 475).

Première lecture, discussion générale : avenant adaptant la convention de 1959 aux spécificités de l'impôt sur les grandes fortunes ; nécessité d'éviter les doubles impositions ; accords fiscaux ayant fréquemment un effet rétroactif [12 décembre 1986] (p. 7609) ;

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe du Yémen sur l'encouragement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres) (n° 472).

Première lecture, discussion générale : principales dispositions de l'accord ; accord devant permettre un renforcement des relations en ce qui concerne le flux d'investissements directs entre les deux Etats ; convention s'inscrivant dans la ligne de celles déjà conclues avec la Chine, la Corée du Sud, l'Egypte, le Maroc, le Sri-Lanka, la Roumanie et la Yougoslavie [12 décembre 1986] (p. 7610) ;

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur les revenus, fait à Londres le 12 juin 1986 (n° 471).

Première lecture, discussion générale : recherche et exploitation d'hydrocarbures en mer du Nord ; existence d'un établissement stable ; imposition des salariés et des entreprises se livrant aux activités visées par l'avenant [12 décembre 1986] (p. 7611).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives, et notamment de matches de football (n° 474).

Première lecture, discussion générale : convention constituant une réponse au drame du Heysel ; rôle des fédérations sportives ; politique de prévention des violences lors de manifestations sportives [12 décembre 1986] (p. 7612) ;

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (n° 473).

Première lecture, discussion générale : convention n'impliquant aucune modification du dispositif législatif national, modalités de la coopération et de la coordination à développer en matière architecturale entre pays européens [12 décembre 1986] (p. 7613) ; convention laissant le soin à chaque Etat d'organiser les modalités de conservation et d'identification du patrimoine à décentraliser (p. 7614) ;

— Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (E.M.E.P.) (n° 374).

Première lecture, discussion générale : texte visant à garantir le financement du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe ; détermination du montant des contributions obligatoires ; programme E.M.E.P. visant la mesure des seules pollutions chroniques [12 décembre 1986] (p. 7615) ;

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (n° 478).

Première lecture, discussion générale : impossibilité pour la France de ratifier la convention de 1961 en raison de la nature de sa législation interne ; conditions dans lesquelles est accordé à certains étrangers le traitement national [12 décembre 1986] (p. 7616) ; étendue de la protection conventionnelle ; insuffisance de la convention ; Gouvernement se proposant d'utiliser les possibilités de réserve que lui offre la convention ; nécessité d'améliorer la Convention de Rome pour la moderniser et élever son niveau de protection pour le rapprocher autant que possible de la loi française (p. 7617) ; motifs concernant les retards mis à ratifier la Convention de Rome (p. 7618).

BARNIER (Michel)

Député de la Savoie
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : services communs — transports terrestres) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi visant à encourager le **mécénat individuel et collectif (n° 146)** [15 mai 1986].

Proposition de loi d'orientation sur la **sécurité dans les transports terrestres (n° 388)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 25 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports** : services communs ; **transports terrestres (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Développement de l'Afrique** : endettement des pays les plus pauvres ; baisse du prix des matières premières [4 juin 1986] (p. 1686) ; moyens fiscaux pour favoriser l'effort de solidarité ; réexamen des procédures d'aides pour améliorer leur efficacité (p. 1687).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Discussion : existence d'une certaine irresponsabilité dans l'attitude actuelle du parti socialiste [11 juin 1986] (p. 2098) ; héritage ; cohabitation ; difficulté de la situation économique ; rôle de la majorité comme force de proposition (p. 2099) ; date de publication des ordonnances ; baisse du pouvoir d'achat des pensions, salaires, retraites et du S.M.I.C. de 1981 à 1986 ; augmentation du chômage ; conséquences de l'abaissement de l'âge de la retraite (p. 2100) ; plan pour l'emploi des jeunes ; distinction entre l'alternance et la revanche (p. 2101-2102).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : contenu du budget des services communs et transports terrestres ; priorité accordée à l'investissement ; suppression du fonds spécial de grands travaux ; baisse des concours de l'Etat aux transports collectifs parisiens ; solutions données à la partition des services centraux des directions départementales de l'équipement ; crédits des routes et de la sécurité routière ; moyens nouveaux de vérification de l'état d'alcoolémie [28 octobre 1986] (p. 5383) ; sa proposition de loi d'orientation sur la sécurité des transports terrestres ; plan de renforcement de la sécurité ferroviaire ; problème des passages à niveau ; coût des accidents de la route ; rebudgétisation des aides à l'investissement prévues par le contrat de plan passé entre l'Etat et la S.N.C.F. ; développement du programme T.G.V. (p. 5384) ; diminution des subventions de l'Etat aux transports parisiens ; charges réelles du transport pour les salariés ; transports collectifs en province ; budget des voies navigables permettant simplement d'assurer un meilleur entretien du réseau (p. 5385).

Examen des crédits : **Etat B - Titre IV** : effort réalisé par la S.N.C.F. ; concours public aux entreprises de transport ferroviaire dans les autres pays modernes ; coût des emprunts nécessaires à certaines grandes réalisations telles que le T.G.V. Sud-Ouest [29 octobre 1986] (p. 5465) ; **Etat C — Titre V** : absence de crédits pour 1986 relatifs à la liaison Bray-sur-Seine - Nogent-sur-Seine (p. 5467).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 20** : contribution exceptionnelle sur les constructions touristiques destinée à financer les équipements routiers liés à l'organisation des jeux olympiques d'hiver de 1992 ; accélération du programme routier de désenclavement ; [11 décembre 1986] (p. 7546) ; possibilité pour le conseil général de moduler le taux de la taxe spéciale d'équipement et de procéder à des exonérations ; son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 4 de la commission (tendant à exonérer de la taxe spéciale d'équipement certaines constructions à usage agricole, industriel ou artisanal) (p. 7548) ; adopté ; son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 5 de la commission (possibilité pour le conseil général de moduler le taux de la taxe spéciale d'équipement selon les catégories de constructions) ; accroissement de la contribution des communes concernées par les axes routiers financés ; retiré ; maintien de la taxe spéciale d'équipement après le remboursement des emprunts (p. 7549).

BARRAU (Alain)

Député de l'Hérault
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi complétant la loi 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : situation des radios locales privées ; « cacophonie » sur la bande F.M. ; nombre d'emplois créés par les radios locales privées [9 octobre 1986] (p. 4553).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier Ministre : V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* protestation du mouvement associatif français ; diminution des crédits d'intervention ; avenir des postes Fonjep ; aides aux centres de vacances ; rattachement du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports auprès du Premier ministre ; insertion sociale et professionnelle des jeunes ; réorganisation de l'administration centrale ; disparition de l'éducation populaire [4 novembre 1986] (p. 5807) ; amendement déposé par le groupe socialiste (p. 5808).

BARRE (Raymond)

Député du Rhône
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

BARROT (Jacques)

Député de la Haute-Loire
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203). Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 juin 1986] (p. 7708).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 26 juin 1986] (p. 7953).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 12 août 1986] (p. 9919).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

Président de cette commission [*J.O.* du 13 décembre 1986] (p. 14971).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

Vice-Président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15250).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Attitude de la Communauté européenne et de la France au regard de l'intervention américaine en Libye** : riposte américaine à des actes terroristes commandités par le colonel Kadhafi [16 avril 1986] (p. 186-187) ;

— **Libération des prix des médicaments** : niveau des prix des médicaments français [4 juin 1986] (p. 1677) ; recherche pharmaceutique ; volume de la consommation de médicaments ; nécessité d'opérer une modulation entre la contribution des assurés sociaux et celle des assureurs complémentaires (p. 1678) ;

— **Traitement des nouvelles formes de pauvreté liées, notamment, à la situation des « fin de droits »** : fonds publics affectés à l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté ; conventions départementales visant à accorder des compléments locaux de ressources ; concertration des différents partenaires pour concilier indemnisation et action de réinsertion [15 octobre 1986] (p. 4756) ;

— **Position de la France vis-à-vis de la Grande-Bretagne et politique méditerranéenne de la France** : position du Gouvernement dans les négociations intercommunautaires suivant la décision prise par la Grande-Bretagne de suspendre ses relations diplomatiques avec la Syrie ; devoir pour la France de faire preuve de solidarité européenne et de fermeté dans sa politique au Moyen-Orient [29 octobre 1986] (p. 5475-5476) ;

orales avec débat :

— **n° 2** — Posée le 6 novembre 1986 : **drogue (lutte et prévention)** (p. 5972).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 493 (visant à compléter l'article 3 par les mots « ainsi que les procédures de recours adaptées à la situation nouvelle ») [6 juin 1986] (p. 1903) ; remplacement du contrôle à priori par un contrôle à posteriori ; rôle des conseils de prud'hommes ; inadaptation du contentieux dérivé de la loi de 1973 sur le licenciement individuel aux licenciements collectifs (p. 1904) ; recours juridictionnel en cas de licenciement économique ; retiré (p. 1906).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).**

Première lecture, discussion générale : texte inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale appelé en séance publique sans que la commission saisie au fond ait été en mesure de conclure son examen par un vote sur l'ensemble ; manœuvres de retardement n'ayant pas permis à la commission de mener le débat à son terme ; sa décision de suspendre les travaux de la commission ; commission ayant disposé d'un temps raisonnablement suffisant [10 juin 1986] (p. 2020) ; débat noyé sous un flot d'amendements répétitifs et secondaires du groupe socialiste ; remise en cause du droit constitutionnel du Gouvernement de fixer l'ordre du jour prioritaire d'une assemblée du Parlement ; compromission de l'exercice d'un véritable droit d'amendement ; impossibilité pour le groupe socialiste de justifier ses propres turpitudes en arguant de celles des autres ; adjure le président de l'aider à mettre fin à des pratiques mettant en cause la crédibilité de l'institution parlementaire (p. 2021) ; **ses observations sur le rappel au règlement de** M. Jean-Jack Queyranne relatif à l'article 44, alinéa 2 de la Constitution et à l'article 91 du règlement : examen d'une motion de renvoi en commission après la clôture de la discussion générale [12 juin 1986] (p. 2146) ; son intention d'énoncer, après l'examen de la motion de renvoi en commission, les raisons justifiant que les travaux de la commission ne soient pas repris (p. 2147) ; **ses observations sur les propos de** M. Claude Labbé, vice-président ; discussion de la motion de renvoi en commission avant d'interroger le président de la commission et le rapporteur pour une éventuelle reprise des travaux des commissaires (p. 2148) ; **ses observations sur le rappel au règlement de** M. Roland Dumas : notion d'amendements « soumis » à la commission (p. 2149) ; **ses observations sur le rappel au règlement de** M. Guy Ducoloné sur l'article 44, alinéa 2 de la Constitution : possibilité de discuter en séance les amendements remis à la commission mais non discutés par elle (p. 2149-2150).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.**

Discussion : nécessité de recourir à l'économie de marche pour répondre aux défis internationaux ; ses doutes sur les possibilités de création d'emplois productifs par l'Etat ; modernisation sociale [11 juin 1986] (p. 2093) ; sa conception de l'entreprise ; multiplication des accords d'entreprises ; licenciement des salariés ; besoin d'une modernisation des rapports sociaux ; régression des investissements ; aides fiscales à l'investissement ; flexibilité permettant aux entreprises de s'adapter au marché ; cas des Etats-Unis (p. 2094) ; rôle de l'inspecteur du travail ; protection illusoire apportée par l'autorisation administrative de licenciement conduisant l'entreprise au dépot de bilan ; amélioration des qualifications ; rôle de l'Etat dans les négociations sociales ; voie de recours judiciaire pour le contentieux social (p. 2095) ; entretien individuel préalable au licenciement économique ; négociation prévue par le projet de loi sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; développement de l'information dans l'entreprise ; procédure d'élaboration du plan social dans les grandes entreprises ; nécessité d'expérimenter un système de mutualisation inter-entreprises pour le reclassement des salariés des P.M.E. ; rôle des syndicats comme force de proposition (p. 2096) ; sociétés bureaucratiques distancées par les sociétés libérales (p. 2097).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).**

Première lecture, discussion générale : conditions d'examen du projet en commission [4 août 1986] (p. 3986) ; ralentissement des travaux du Sénat à cause « de certaines attitudes » ; lien entre la qualité de la production audiovisuelle et l'équilibrage du secteur public et du secteur privé ; conciliation entre la concentration et le pluralisme (p. 3987) ; suppression du double monopole de la D.G.T. et de T.D.F. ; élimination de gaspillage et mise en valeur des innovations techniques ; rééquilibrage entre le secteur privé et le secteur public audiovisuel ; privatisation de T.F.1 ; rôle de la C.N.C.L. [5 août 1986] (p. 4045) ; modalités du financement du secteur public ; avenir des recettes publicitaires de la presse écrite ; autonomie de gestion du secteur public ;

disparition du système des commandes obligatoires à la S.F.P. ; pluralisme de l'audiovisuel ; politique anti-concentration pour les médias (p. 4046) ; nécessité d'une politique audiovisuelle européenne ; absence de participation de la France au programme « Europe TV » (p. 4047).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 *undecies* :** effort en matière d'informatique scolaire ; distinction entre les établissements du premier et du second degré du secteur privé pour les aides à l'investissement des collectivités publiques [11 août 1986] (p. 4241-4242) ; aide publique aux investissements des établissements privés d'enseignement agricole (p. 4244).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; équilibre entre secteur privé et secteur public audiovisuel ; équilibre entre la presse écrite et les autres médias [9 octobre 1986] (p. 4513) ; portée de la décision du Conseil constitutionnel ; rôle de la C.N.C.L. ; problème des participations dans les régies publicitaires ; articulation du projet avec le droit de la concurrence ; problèmes de la presse écrite (p. 4514) ; création d'un observatoire du marché publicitaire (p. 4515).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Pierre Joxe ; détournements de procédure auxquels se livre l'opposition et dont la majorité s'est parfois rendue coupable ; politique démographique ; importance des familles nombreuses [18 novembre 1986] (p. 6474) ; allocation parentale d'éducation ; allocation de garde d'enfant à domicile ; problème de l'utilisation des excédents de la C.N.A.F. pour financer les branches vieillesse et maladie ; conciliation entre l'aspiration de la femme à la vie professionnelle et le désir de maternité ; retraite des parents au foyer (p. 6475).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : conditions dans lesquelles s'est engagé l'examen du texte [28 novembre 1986] (p. 6988) ; report de l'orientation sélective après le D.E.U.G. ; dépôt de plus de mille amendements par le groupe socialiste ; refus du débat parlementaire par le groupe socialiste (p. 6989) ; sélection par l'échec ; demande que soit laissé au Parlement un temps supplémentaire (p. 6990).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Pierre Joxe, François Asensi et Mme Muguette Jacquaint : précise qu'il a reçu une demande pour que la commission des affaires culturelles reçoive une délégation d'étudiants ; utilisation d'une jurisprudence constante voulant que ce soit le bureau et le rapporteur du projet qui représentent la commission ; convocation des membres du bureau et du rapporteur [4 décembre 1986] (p. 7095).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : possibilité pour chaque groupe de recevoir une délégation d'étudiants ; accueil d'une délégation par la commission des affaires culturelles représentée par son président, le bureau et le rapporteur du projet de loi Devaquet [4 décembre 1986] (p. 7096).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 11 :** statut des pharmaciens hospitaliers [6 décembre 1986] (p. 7264).

Explications de vote : dispositions inscrites dans le projet de loi en faveur des veuves ; régression du nombre d'interruptions volontaires de grossesse ; nécessité d'éviter aux femmes de recourir à l'interruption volontaire de grossesse ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 7285).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Guy Malandain : rapporteur ayant rapporté les travaux de la commission mixte paritaire [19 décembre 1986] (p. 7905) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Coffineau : rappelle qu'il a consulté le bureau de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 7948) ; obligation de réunir la commission n'existant que pour des amendements d'origine parlementaire ayant reçu accord du Gouvernement (p. 7949).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** licenciements de fin de chantier [9 décembre 1986] (p. 7416) ; accord passé dans le secteur des travaux publics (p. 7417).

BARTHE (Jean-Jacques)

Député du Pas-de-Calais
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement (n° 4) [20 juin 1986] (p. 2391).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à instituer l'égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière d'autorité parentale (n° 118) [20 juin 1986] (p. 2391).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'utilisation des fonds publics dont ont bénéficié les chantiers navals et plus généralement les entreprises relevant de la filière maritime, et de faire toutes propositions portant d'une part, réparation des détournements de fonds et, d'autre part, en vue d'une nouvelle efficacité économique et sociale de la filière maritime (n° 257) [9 octobre 1986] (p. 4560).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la juste réparation des préjudices subis par les **victimes de mesures arbitraires** ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes **(n° 36)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à instituer l'égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière **d'autorité parentale (n° 118)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à renforcer la responsabilité des personnes morales et de leurs dirigeants en cas de **règlement judiciaire (n° 167)** [5 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 257) tendant à la **création d'une commission d'enquête** chargée d'examiner **l'utilisation des fonds publics dont ont bénéficié les chantiers navals** et

plus généralement les entreprises relevant de la filière maritime, et de faire toutes propositions portant d'une part réparation des détournements de fonds et d'autre part en vue d'une nouvelle efficacité économique et sociale de la filière maritime **(n° 426)** [29 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Arrêt des expulsions des locataires de bonne foi : recrudescence des expulsions résultant de la nouvelle pauvreté [19 novembre 1986] (p. 6539) ; conséquences de la loi Méhaignerie ; manifestation à l'appel de la confédération nationale du logement pour faire cesser les procédures de saisie et d'expulsion et mettre en place un système d'indemnisation des propriétaires (p. 6540).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** relations économiques de la France avec les pays en voie de développement durement marquées par la domination des critères financiers ; effondrement des économies en pays en voie de développement fermant des marchés importants à nos industries [29 avril 1986] (p. 567).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 59 (recherche et mise en place des adaptations de plages horaires et du processus de production permettant de déroger dans la limite légale de la durée hebdomadaire du travail à la règle de l'horaire collectif de travail et à pratiquer des horaires individualisés) [3 juin 1986] (p. 1602) ; rejeté (p. 1603) ; **article 1er :** ses amendements n° 265, 280, 318, 342, 368 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 91 (dispositions de la présente loi ne s'appliquant pas dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la loi du 28 février 1986 et des dispositions du code du travail en résultant) : vote réservé (art. 44-3) [7 juin 1986] (p. 2004).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 : article 700-10 du code de procédure pénale :** son amendement n° 47 (suppression du texte proposé pour cet article du C.P.P.) [26 juin 1986] (p. 2549) ; rejeté au scrutin public (p. 2550) ; **article 6 :** son amendement n° 50 (de suppression) [27 juin 1986] (p. 2602) ; rejeté au scrutin public (p. 2603).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 40 (de suppression) ; absence de caractère dissuasif de la restriction de la possibilité offerte au juge d'application des peines de réduire la peine ; rejeté [1er juillet 1986] (p. 2706).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : rôle de la prévention et de la dissuasion sociale dans la lutte contre la délinquance ; rôle des conseils de prévention de la délinquance ; danger du rétablissement de l'incrimination d'association de malfaiteurs pour certains délits ; comparution immédiate limitée au flagrant délit [1er juillet 1986] (p. 2742) ; caractère flou de la notion de charges suffisantes ; renforcement de la peine de sûreté s'inscrivant dans une logique de méfiance des juges et d'automaticité des peines ; période de sûreté et taux de récidive ; intention du Gouvernement de confier à des entreprises privées la surveillance des détenus (p. 2743).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 32 (de suppression) [2 juillet 1986] (p. 2772) ; rejeté (p. 2773).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 14 (de suppression) : rejeté au scrutin public [3 juillet 1986] (p. 2853).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [8 juillet 1986] (p. 2940) ; rejeté (p. 2948).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : sa motion de renvoi en commission [10 juillet 1986] (p. 3121) ; rejeté au scrutin public (p. 3126).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : régime de la fonction publique territoriale ; formation des personnels au « management privé » [11 août 1986] (p. 4197).

Discussion des articles : **article 2 :** demande la parole pour une explication de vote [11 août 1986] (p. 4217) ; **article 4 :** son amendement n° 29 (de suppression) ; suppression des conseils départementaux de développement social (p. 4221) ; rejeté au scrutin public (p. 4222) ; **article 8 nonies :** son opposition à l'extension aux communes de la possibilité de recourir au péage pour financer les ouvrages d'art (p. 4238) ; **article 12 :** son amendement n° 35 (suppression du paragraphe I A de cet article) ; statut de la fonction publique territoriale ; intégration des personnels des O.P.H.L.M. à la fonction publique territoriale ; rejeté (p. 4248) ; **article 14 :** mobilité entre la fonction publique territoriale et la fonction publique de l'Etat (p. 4252) ; **article 15 A :** suppression du prélèvement opéré au titre de la surcompensation sur la C.N.R.A.C.L. ; tendance à la privatisation du service public communal (p. 4255).

Explications de vote : vote hostile du groupe communiste ; retard dans l'application du statut de la fonction publique territoriale (p. 4264).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. *Discussion générale :* ses interventions sur la pause dans la décentralisation ; aggravation des fonctions opérées sur les finances locales ; allégement de la taxe professionnelle ; prélèvement sur la C.N.R.A.C.L. ; endettement des collectivités locales ; ses observations sur la réforme du statut de la fonction publique territoriale ; abandon du principe de comparabilité ; élargissement des possibilités d'emploi contractuel [7 novembre 1986] (p. 6007).

BARTOLONE (Claude)

Député de Seine-Saint-Denis
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 88, posée le 24 juin 1986 : **transports urbains (tramways : Seine-Saint-Denis)** (p. 2435).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : utilisation conjointe des articles 49, alinéa 3 et 38 de la Constitution ; recettes tirées de la vente des entreprises nationalisées ; rôle de M. Hersant, de M. Peyrefitte et du C.N.P.F. dans l'interruption du débat ; maintien de l'image du Premier ministre et de l'idée du bulldozer ; privatisation de T.F.1 ; liberté de licenciement sans contrôle administratif [15 mai 1986] (p. 943).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : démocratisation de la politique en 1985 ; sa préférence pour la représentation proportionnelle dans le cadre départemental avec répartition des restes à la plus forte moyenne et seuil d'éligibilité à 5 % des suffrages exprimés [22 mai 1986] (p. 1054) ; nécessité d'avoir un contrepoids au pouvoir des experts ; rôle du Parlement ; contacts entre le député et ses électeurs ; rôle des élus locaux ; prérogatives du Parlement ; déclin des mécanismes parlementaires classiques ; effet amplificateur qui conduit à des « chambres introuvables » ; découpage électoral ; privatisation d'une partie du service public audiovisuel ; participation de la droite libérale à ce « plus d'Etat » qui est sa hantise au détriment des libertés ; création de l'Etat R.P.R. mais pas de l'Etat R.P.R. et U.D.F. ; diminution des pouvoirs du Parlement ; chômage des jeunes et insécurité ; actions du patronat en faveur de l'emploi et notamment de celui des jeunes (p. 1055).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nécessité de maintenir les dispositions relatives aux délais devant s'écouler entre la consultation des représentants du personnel et la demande d'autorisation administrative de licenciement ; délai de quinze jours n'étant respecté que dans les petites entreprises ; demandes de petits licenciements dont sont saisies les directions départementales du travail émanant, dans la plupart des cas, d'établissements de petites tailles [5 juin 1986] (p. 1749) ; soumission de la demande de licenciement aux commissions paritaires de l'emploi compétentes disposant d'un délai de trente jours (p. 1761) ; délai entre le moment où le licenciement est demandé et celui où il est accordé pouvant entraîner des difficultés ; problème de substitution de main-d'œuvre (p. 1762) ; chefs d'entreprises performants souhaitant avoir des organisations syndicales structurées ; durée moyenne retenue pour les licenciements autorisés par l'inspection du travail étant bien supérieure aux délais administratifs (p. 1803).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Commission mixte paritaire, discussion générale : inégalités entre les collectivités locales du fait de la politique du Gouvernement ; prélèvement de 2 milliards sur la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) ; blocage de la réforme de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) [20 décembre 1986] (p. 7973) ; réforme du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle se traduisant par une nouvelle ponction sur les collectivités locales ; abandon de l'indexation sur la production intérieure brute en valeur ; référence aux bases de 1987 et au taux de 1986 pénalisant les villes nouvelles ; avantages consentis à Paris ; régime administratif et financier de la ville de Paris ; fonds gérés par la Questure ; 100 millions de francs supplémentaires attribués par l'Etat à Paris (p. 7974) ; majoration de la taxe sur l'électricité au profit de Paris (p. 7975).

Son rappel au règlement ; déroulement des travaux de l'Assemblée sur l'examen du projet portant diverses mesures d'ordre social ; absence de réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; forfaiture [20 décembre 1986] (p. 7969).

BARZACH (Michèle)

Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille

NOMINATIONS

Est nommée délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 25 mars 1986 [*J.O.* du 26 mars 1986] (p. 4996).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **famille (n° 427)** [29 octobre 1986].

Projet de loi relatif aux **établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504)** [3 décembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Raymond Douyère : Politique hospitalière : crise de l'hôpital public ; orientations de la nouvelle politique hospitalière [30 avril 1986] (p. 636) ;

— Mme Jacqueline Hoffman : augmentation de la prime de rentrée scolaire et des allocations familiales : réévaluation au 1er janvier 1986 de la base mensuelle de calcul des allocations familiales ; gain de pouvoir d'achat des familles [21 mai 1986] (p. 1003) ;

— M. Henri Bayard : politique familiale du Gouvernement : équilibre financier du système de protection sociale ; redéfinition des rôles respectifs de la fiscalité et des prestations familiales [28 mai 1986] (p. 1330) ; aménagement du temps de travail ; réinsertion professionnelle des femmes ; assouplissement des modes de garde des enfants ; politique du logement ; I.V.G. (p. 1331) ;

— M. Jacques Barrot : libération des prix des médicaments : compétitivité de l'industrie pharmaceutique ; réunion d'un groupe de travail interministériel pour mettre au point de nouvelles mesures ; concertation avec les professions intéressées ; avenir de la taxe sur la publicité ; produits anciens qui risquent d'être retirés du marché à cause de leur faible prix ; progressivité de la libération des prix [4 juin 1986] (p. 1678) ;

— Mme Ghislaine Toutain : politique familiale : objectif démographique des mesures annoncées ; équité de traitement entre couple marié et couple non marié ; effort en faveur des familles à revenu modeste [8 octobre 1986] (p. 4462) ; conditions d'attribution de l'allocation parentale d'éducation (p. 4463) ;

— Mme Martine Frachon : politique familiale : suppression des prestations : politique familiale menée de 1981 à 1986 ; suppressions prévues par le rapport de M. Chanfrault [15 octobre 1986] (p. 4761) ; poursuite des simplifications annoncées dans le 9e Plan ; concentration des efforts en faveur des familles de trois enfants au moins ; harmonisation des conditions d'ouverture du droit aux prestations familiales et des conditions d'admission des étrangers et de regroupement familial (p. 4762) ;

— Mme Véronique Neiertz : politique familiale : mesures fiscales : mesures fiscales inscrites dans le budget de 1987 allant dans un sens familialiste ; extension de la décote aux couples mariés [15 octobre 1986] (p. 4762) ; doublement des frais de garde déductibles ; demi-part supplémentaire de quotient familial attribuée pour chaque enfant à charge à partir du quatrième (p. 4763) ;

— Mme Georgina Dufoix : polltique familiale : revalorisation des prestations familiales ; plan répondant au problème démographique actuel en encourageant la naissance d'un troisième enfant ; élargissement de l'allocation parentale d'éducation [15 octobre 1986] (p. 4764) ;

— Mme Florence d'Harcourt : lutte contre le S.I.D.A. : rythme d'accroissement inquiétant ; propagation hors des « groupes à risques » ; préparation d'un plan de lutte globale comportant prévention, soins et recherche ; campagne d'information dépistage obligatoire dans les

centres de transfusion sanguine ; publicité pour les préservatifs ; inscription du S.I.D.A. sur la liste des maladies prises en charge à 100 % par la sécurité sociale ; création au sein de l'I.N.S.E.R.M. d'une unité spécialisée nécessité de coopération internationale dans le domaine de la recherche [26 novembre 1986] (p. 6793) ;

— **M. François Bachelot : mesures de prévention contre le S.I.D.A.** : conférence de presse tenue à ce sujet ; importance de l'information en direction du grand public et des jeunes ; prise en charge des dépistages nécessaires ; aide d'associations intervenant auprès des populations à risque ; mise en place d'une fondation pour la recherche ; libération dès 1986 d'un budget pour les soins aux malades [3 décembre 1986] (p. 7046) ; contestation des chiffres annoncés par M. Bachelot ; intensification de la coopération entre les Etats-Unis et la France en matière de recherche et de politique de santé ; perte de temps que constituerait le recours à un référendum ; nécessité de reconnaître que le S.I.D.A. est un mal évitable ; caractère inadmissible du rejet des victimes du S.I.D.A. ou de discrimination à leur encontre (p. 7047) ;

— **M. Gérard Bapt : réforme hospitalière** : projet de D.M.O.S. prévoyant la prorogation au-delà du 31 décembre du secteur privé dans ses formes actuelles pour éviter toute solution de continuité ; amendement introduit par le Sénat pour apporter plus de garanties que les régimes antérieurs et supprimer une inégalité entre médecins entrés à l'hôpital avant ou après 1982 [17 décembre 1986] (p. 7717) ; mesures en faveur des jeunes médecins ; amélioration apportée par l'amendement de la commission des affaires sociales du Sénat considérée comme légitime par le Gouvernement ; rôle de la C.M.P. ; examen de la loi hospitalière lors de la session de printemps souci de conserver à l'hôpital public les meilleurs praticiens (p. 7718) ;

— **M. Bernard Savy (n° 17) : libération des prix des produits pharmaceutiques** : effort de recherche de l'industrie pharmaceutique ; réunion d'un groupe de travail interministériel sur le prix du médicament et l'avenir de l'industrie pharmaceutique ; maintien de la taxe sur la publicité pharmaceutique ; recul de l'industrie française sur le marché mondial ; autorisation de mise sur le marché [30 mai 1986] (p. 1508) ;

— **M. Jean Royer (n° 39) : effectifs du centre hospitalier universitaire de Tours** : absence de création de postes dans le secteur hospitalier ; redéploiement des effectifs ; transformation des hospices ; établissements pour handicapés mentaux adultes [30 mai 1986] (p. 1510) ;

— **Mme Jacqueline Hoffmann (n° 36) : avenir des prestations familiales** : déséquilibre des comptes sociaux [30 mai 1986] (p. 1510) ; développement des actions en faveur des familles fiscalisation des allocations familiales ; diminution des prélèvements obligatoires ; rapports sur le mode de calcul de l'assiette de la cotisation des employeurs au régime général ; impossibilité de retenir la valeur ajoutée comme base (p. 1511) ;

— **M. Michel Ghysel (n° 48) : établissements d'hospitalisation privés** : égalité de traitement entre tous les établissements de soins publics ou privés ; exonération de la T.V.A. [6 juin 1986] (p. 1831) ; distinction entre les fournitures de soins non taxables et les fournitures hôtelières taxables (p. 1832) ;

— **M. Michel Hannoun (n° 83) : industrie pharmaceutique** : étude sur la mise en place d'un calendrier des mesures sur les prix ; suppression de la taxe sur la publicité médicale ; rédaction d'un projet sur le contrôle de l'information médicale [27 juin 1986] (p. 2574) ;

— **M. Henri Bouvet (n° 93) : information sur les cotisations socieles** : information des salariés sur le coût de la protection sociale ; expérience des « feuilles de paie vérité » [27 juin 1986] (p. 2575) ;

— **M. Joël Hart (n° 150) : médaille du travail** : décret de 1984 assouplissant les critères d'attribution de la médaille du travail ; situation des personnes ayant exercé à la fois un emploi dans le secteur public et le secteur privé [12 décembre 1986] (p. 7601) ; distribution de nombreuses médailles du travail (p. 7602) ;

— **M. Bernard Savy (n° 141) : hospitalisation privée** : effort d'investissement réalisé par les établissements privés malgré la défiance dont ils ont fait l'objet ; écart de coût expliqué en partie par les contraintes propres aux établissements publics ; complémentarité des deux secteurs ; décélération du prix de journée ; répartition des équipements en fonction des besoins réels de la population ; convention d'utilisation entre le public et le privé pour certains équipements lourds [5 décembre 1986] (p. 7130) ;

— **M. Henri Beaujean (n° 161) : politique de la santé aux Antilles** : effort consenti pour les subventions aux investissements ; mesures en faveur de la Guadeloupe ; secteur public et secteur privé [19 décembre 1986] (p. 7851) ; révision de la carte sanitaire ; volonté du Gouvernement de mettre en œuvre une parité sociale globale en faveur des départements d'outre-mer (p. 7852).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* regrette de ne pouvoir intervenir pour « relever chaque contre-vérité affirmée dans cette enceinte » [6 novembre 1986] (p. 5913) ; valeur et rôle de la carte sanitaire ; valeur du budget global ; nécessité de revoir les mécanismes de la dotation globale ; nombre de postes proposés aux concours hospitaliers en 1985 ; déresponsabilisation des médecins (p. 5929) ; nécessité de maintenir ou d'attirer à l'hôpital des médecins de qualité ; rétablissement de l'activité libérale ne devant pas pénaliser les médecins des villes ; équipement lourd des hôpitaux ; lutte contre l'alcoolisme ; lutte contre la toxicomanie ; situation de l'association « Le Patriarche » (p. 5930) ; crédits consacrés aux centres sociaux ; projet de loi sur les prestations familiales ; allocation de garde d'enfant à domicile répondant à l'attente de nombreuses familles ; politique familiale ne devant pas constituer une politique de redistribution des revenus ; élargissement de l'allocation parentale d'éducation ; caractère nataliste du plan famille (p. 5931) ; définition d'une morale en matière de famille ne devant pas appartenir à l'Etat ; suppression des prêts aux jeunes ménages (p. 5932).

Répond à la question de :

— *M. Jean-François Jalkh :* prestations familiales servies dans les régimes obligatoires de sécurité sociale versées aux allocataires étrangers ; collectivités locales ayant la faculté, dans leur domaine de compétence, de prendre les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations locales (p. 5940) ;

— *M. Joseph Gourmelon :* sort réservé par le budget au projet brestois de construction hospitalière (p. 5940) ;

— *M. Guy Bêche :* avenir des contrats d'agglomération pour l'insertion sociale des familles immigrées (p. 5941) ;

— *M. Pierre Chantelat :* progression excessive du nombre des pharmacies d'officine ; application stricte de la loi en matière de répartition démo-géographique (p. 5947) ; distribution des produits pharmaceutiques ; détermination des marges des pharmaciens (p. 5948) ;

— *M. François Bachelot :* progrès spectaculaires connus par l'imagerie médicale depuis quelques années ; nécessité que les centres de radiothérapie puissent bénéficier d'équipements d'imagerie tels que le scanner ; coût de ces équipements rendant souhaitable le partage de leur utilisation (p. 5949) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* simplification et harmonisation du financement des centres sociaux (p. 5950) ;

— *M. Bernard Debré :* doublement du montant des crédits alloués à la lutte contre la toxicomanie ; création d'une unité de recherche fondamentale toxicomanie à l'I.N.S.E.R.M. ; coexistence de plus en plus fréquente de la drogue et du S.I.D.A. (p. 5952) ; étudie la possibilité d'autoriser la vente des seringues sans ordonnance (p. 5953) ;

— *M. Hector Rolland :* inopportunité de rouvrir dans le cadre du débat budgétaire le débat sur l'avortement (p. 5953) ;

— *M. Christian Baeckeroot :* conditions du débat sur le plan famille (p. 5954) ;

— *M. Hector Rolland :* affirme qu'elle n'a rien à ajouter à la précédente réponse qu'elle lui a faite (p. 5955) ;

— *M. Michel Renard :* situation de l'institut d'éducation motrice Saint-Raphaël (p. 5956).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme rattaché directement au ministère chargé de la santé ; absence de diminution des crédits de la lutte contre l'alcoolisme (p. 5963) ;

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : baisse de la fécondité ; création d'un « appel d'air » vers les peuples plus jeunes ; baisse de la capacité d'intégration de la France [18 novembre 1986] (p. 6466) ; diminution du nombre de familles nombreuses ; absence du refus de l'enfant en France contrairement à l'Allemagne et aux Etats-Unis ; allocation parentale d'éducation (A.P.E.) ; création d'une aide pour la garde à domicile des enfants ; travail des femmes ; égalité fiscale des couples mariés et non mariés ; limitation de l'avantage de la demi-part supplémentaire du quotient familial dont bénéficient les personnes isolées (p. 6467) ; modalités de l'A.P.E. ; possibilité pour les étrangers en situation régulière de bénéficier des prestations ; retour des prestations sociales à leur finalité d'origine ; politique du logement ; mesures destinées à faire concorder l'intérêt de l'enfant et de la famille en matière d'éducation ; santé scolaire ; rôle de l'école dans la lutte contre les fléaux sociaux (p. 6468) ; prise en compte des aspirations des couples modernes (p. 6469) ; effort financier et fiscal en faveur des familles ; réforme de l'A.P.E. ; allocation de garde à domicile [18 novembre 1986] (p. 6487) ; garde des enfants ; système des assistantes maternelles ; logement des familles ; rapprochement des générations [19 novembre 1986] (p. 6528) ; nécessité d'intégrer le paramètre de la famille dans la politique scolaire ; suppression de la carte scolaire ; prise en compte de l'âge des enfants et des adolescents dans le calcul des bourses d'études ; suppression de la prime de déménagement ; assurance vieillesse et assurance maladie des mères de famille ; salaire maternel ; procréations médicalement assistées (p. 6529) ; problèmes de l'enfance maltraitée ; effort financier en faveur des familles ; suppression de cinq prestations sous conditions de ressources ; conditions d'accès à l'A.P.E. (p. 6530) ; politique familiale n'étant pas une politique de redistribution des revenus ; travail des femmes ; absence de cumul entre l'A.P.E. et l'A.J.E. (p. 6531).

Discussion des articles : **article 1er :** motif de la suppression des A.J.E. multiples ; rapprochement des naissances constituant pour la structure familiale une épreuve pouvant décourager la constitution de grande famille ; suppression de la multiplicité des A.J.E. ne portant que sur l'A.J.E. longue [19 novembre 1986] (p. 6550) ; **article 2 :** ses observations (p. 6551) ; projet gouvernemental prévoyant le cumul des allocations pour jeune enfant sans condition de ressources ; adoption de l'amendement n° 2 de la commission risquant de conduire à une discrimination à l'égard des familles connaissant des naissances très rapprochées (p. 6552) ; **article 3 :** suppression de toute référence à une activité antérieure risquant d'entraîner un surcoût de 10 à 15 milliards ; A.P.E. actuelle introduisant une véritable inégalité entre les femmes ; chômeurs ayant bénéficié de prestations d'assurance en quasi-totalité bénéficiaires de l'A.P.E. nouvelle formule ; suppression en 1977 de l'allocation de salaire unique (p. 6554) ; montant de l'A.P.E. (p. 6555) ; **article L. 532-1 du code de la sécurité sociale :** personnes bénéficiaires de l'allocation parentale d'éducation pouvant suivre une formation professionnelle non rémunérée sans perdre le bénéfice de la prestation (p. 6556) ; personnes bénéficiaires d'allocation parentale d'éducation pouvant à tout moment suivre une formation professionnelle non rémunérée sans perdre le bénéfice de la prestation ; son amendement n° 112 (allocation parentale versée à mi-taux à la personne bénéficiaire d'une allocation parentale d'éducation et justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle à temps partiel) (p. 6556) ; Gouvernement ne souhaitant pas s'opposer à la prise en compte d'une volonté de réinsertion professionnelle ; adopté ; **article L. 532-4 du code de la sécurité sociale :** son amendement n° 113 (allocation parentale d'éducation à mi-taux cumulable avec les indemnisations prévues au présent article et correspondant aux activités à taux réduit que le bénéficiaire exerce) ; exception aux principes posés au projet de loi d'un non cumul de l'allocation parentale d'éducation avec de véritables revenus de remplacement ; adopté (p. 6557) ; **article L. 533-1 du code de la sécurité sociale :** son amendement n° 114 (possibilité de cumuler une allocation parentale d'éducation à mi-taux avec une allocation de garde d'enfant à domicile à taux réduit) ; adopté ; (p. 6559) ; **article 7 :** cohérence entre la législation des prestations familiales et celle concernant le regroupement familial ; définition des titres et pièces justificatives exigibles pour attester de la régularité de l'entrée et du séjour (p. 6561) ; **article 8 :** recentrage des aides en faveur des familles jeunes et nombreuses ; nécessaire simplification du système de prestations familiales (p. 6562) ; loi du 4 janvier 1985 ayant supprimé cette prestation (p. 6563) ; son amendement n° 115 (cas de maintien de la prime de déménagement) ; nécessité de faciliter le déménagement d'une famille à l'occasion de la naissance de rang 3 ; adopté (p. 6564) ; modulation de la suppression de la prime de déménagement (p. 6576) ; primes de déménagement n'ayant pas, par nature, leur place dans le dispositif des prestations familiales (p. 6576) ; report au 31 mai 1987 de la date de suppression de la prime de déménagement ; recentrage de cet avantage au profit des familles nombreuses ; son amendement n° 116 (abrogation de l'article L. 831-6 du code de la sécurité sociale) ; maintien de la prime de déménagement à l'occasion de la naissance d'un enfant de rang trois ou plus ne pouvant s'appliquer à l'allocation de logement social : adopté (p. 6577) ; modestie de la contribution demandée aux entreprises pour le financement du plan famille ; dégrèvements d'impôt dont ont bénéficié les entreprises dans la loi de finances (p. 6579) ; **article 9 :** ses observations (p. 6581) ; **article 10 :** son sous-amendement n° 117 à l'amendement n° 19 de la commission (insérant dans le dernier alinéa de cet amendement, après les mots « en vigueur », le mot « antérieurement ») : adopté ; son sous-amendement n° 118 à l'amendement n° 21 de la commission (insérant dans le dernier alinéa de cet amendement après le mot « applicables » le mot « antérieurement ») : adopté (p. 6582) ; **article 11 :** inopportunité d'étendre aux départements d'outre-mer le nouveau dispositif de sanctions médicales proposé en métropole (p. 6583) ; **article 14 :** son amendement n° 119 (date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives aux primes de déménagement) : adopté (p. 6586) ; **après l'article 14 :** collectivités locales ayant la faculté de prendre les mesures qu'elles estiment nécessaires pour répondre aux préoccupations locales en matière familiale (p. 6586) ; s'engage à ouvrir le débat sur le remboursement de l'I.V.G., lors de l'examen du prochain projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (p. 6587).

Ses observations après les explications de vote : remercie l'ensemble des députés lui ayant permis de franchir la première étape de la nouvelle politique familiale (p. 6589).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : nécessité de définir un programme d'action globale pour faire face au S.I.D.A. ; rôle pouvant être joué par les moustiques dans l'épidémie du S.I.D.A. en Afrique ; déclaration obligatoire du S.I.D.A. depuis juin 1986 ; caractère insatisfaisant de la proposition tendant à tester les étrangers entrant en France ; situation des enfants atteints du S.I.D.A. ; opportunité de la réintroduction du secteur privé à l'hôpital ; niveau des traitements des médecins hospitaliers [5 décembre 1986] (p. 7182) ; transformation de la dotation globale en un véritable budget global ; politique d'évaluation des thérapeutiques ; couverture sociale des médecins du secteur II (p. 7183).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** rappelle les raisons ayant conduit à l'adoption de la loi de 1975 ; pénalisation financière ne décourageant pas l'interruption volontaire de grossesse [6 décembre 1986] (p. 7197) inopportunité de banaliser l'avortement ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse constituant la solution « la moins mauvaise » ; loi de 1982 ayant prévu une participation financière symbolique des femmes concernées ; diminution du nombre d'interruptions volontaires de grossesse depuis 1982 ; nécessité de développer l'information sur la contraception ; sa préoccupation devant le nombre d'interruptions volontaires de grossesse subies par des mères de famille ayant déjà deux enfants ou plus (p. 7198) ; échec face à la vie que représente l'avortement (p. 7199) ; **après l'article 7 :** difficultés de l'industrie pharmaceutique ; né-

cessité d'un projet global (p. 7226) ; nécessité que les médecins relevant du secteur II puissent, pour leur protection en matière d'assurance maladie et maternité, opter entre le régime général et le régime des professions non salariées non agricoles ; attachement du Gouvernement à la convention médicale (p. 7231) ; possibilité pour les pharmaciens d'officine de consentir une remise déterminée en tenant compte du chiffre d'affaires des ventes de médicaments remboursables ; remise versée aux U.R.S.S.A.F. par les pharmaciens devant être remboursée à ceux-ci ; élection du comité national de la recherche scientifique (p. 7232) ; **article 8** : relance de la politique antivectorielle ; possibilité pour l'Etat de passer une convention avec un département pour la mise en œuvre de la lutte antivectorielle ne relevant pas du domaine législatif (p. 7234) ; **article 9** : libération de la publicité en faveur des préservatifs uniquement du point de vue de la prévention des maladies sexuellement transmissibles ; opportunité que les préservatifs masculins puissent être vendus dans les distributeurs automatiques ; importance que le Gouvernement attache à l'information sur le S.I.D.A. (p. 7236) ; opportunité de permettre la publicité de marque sur les préservatifs ; nécessité de rattacher la publicité sur les préservatifs au régime de la publicité sur les médicaments définis par l'article L. 551 du code de la santé publique ; inopportunité d'aborder le problème de la publicité des moyens anticonceptionnels (p. 7255) ; Gouvernement n'ayant pas l'intention de laisser la publicité sur les préservatifs libre de tout contrôle (p. 7256) ; nécessité d'une information relative à la contraception n'impliquant pas le recours à la publicité (p. 7257) ; **après l'article 9** : inopportunité de rendre obligatoire pour les sociétés de télévision une contribution minimale à des actions d'information médicale (p. 7257) ; absence de textes réservant la vente des préservatifs aux seules pharmacies ; possibilité d'une commercialisation par distributeur automatique ; publicité ne devant porter que sur le rôle de prévention des maladies sexuellement transmissibles (p. 7258) ; inopportunité de modifier le code général des impôts dans le cadre d'un projet portant diverses mesures d'ordre social ; nécessité de mettre à disposition des dispensaires antivénériens au profit de la politique menée contre le S.I.D.A. (p. 7259) ; prise en charge de l'ensemble des tests de dépistage ; inopportunité d'un dépistage systématique sur l'ensemble de la population ; inopportunité de supprimer les sanctions applicables à l'encontre des personnes refusant de se faire soigner lorsqu'elles se savent atteintes d'une maladie vénérienne (p. 7260) ; **article 10** : contrôle des marchés de l'assistance publique de Paris ; contrôle subsistant après l'adoption de l'article 10 (p. 7261) ; **article 11** : raisons de la réintroduction du secteur privé à l'hôpital (p. 7263) ; **après l'article 11** : statut des pharmaciens hospitaliers ne pouvant être abordé au détour d'amendements à un projet de D.M.O.S. ; son amendement n° 122 (référence à deux conseillers d'Etat suppléants dans l'article L. 407 du code de la santé publique) (p. 7264) : adopté ; **après l'article 12** : compétence de la section régionale du conseil de l'ordre des médecins et de la section disciplinaire du conseil national de l'ordre des médecins ; nombre de dossiers dont la section des assurances sociales est saisie ; nécessité que cette section puisse accroître le nombre des audiences au cours desquelles elle pourra se prononcer sur les dossiers qui lui sont soumis ; possibilité pour le conseil national de l'ordre des médecins de prendre des sanctions disciplinaires contre les médecins n'acquittant pas leurs cotisations à l'ordre (p. 7265) ; son amendement n° 125 (situation des anatomo-cyto-pathologistes) : adopté (p. 7266).

BASSINET (Philippe)

Député de Hauts-de-Seine
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986].

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) ; [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Vice-président de cet office [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6424), [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13998).

Membre de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Membre de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Crédits budgétaires** : annulation de crédits du budget de la recherche ; inquiétude de la communauté scientifique [14 mai 1982] (p. 902) ; accroissement de l'effort de recherche entre 1981 et 1986 ; place de la France dans le groupe de tête en matière de recherche et de développement ; restrictions de l'activité du C.N.R.S., de l'I.N.R.A. et de l'I.N.S.E.R.M. ; respect des engagements internationaux et présence de la France dans la coopération scientifique internationale (p. 903) ;

— **C.N.R.S.** : réductions de crédits ; interruption des opérations de recrutement après l'annulation partielle du décret organisant les élections au comité national de la recherche scientifique [25 juin 1986] (p. 2447) ;

orales sans débat :

— **n° 91**, posée le 24 juin 1986 : **recherche scientifique et technique (Centre national de la recherche scientifique)** (p. 2435) ;

— **n° 91**, posée le 24 juin 1986 : **recherche scientifique et technique (Centre national de la recherche scientifique)** (p. 2435) ; appelée le 27 juin 1986 : **situation des chercheurs du C.N.R.S.** : conséquences de l'annulation partielle du décret organisant les élections au comité national de la recherche scientifique ; validité des recrutements antérieurs ; nécessité de procéder à une validation législative ; mesures choisie par le ministre ; nombre de recrutements plus limité que prévu (p. 2575, 2576) ;

— **n° 154**, posée le 9 décembre 1986 : **ordre public (maintien : Paris)** (p. 7441) ; appelée le 12 décembre 1986 : **instructions données aux forces de police les 4, 5 et 6 décembre** : absence du ministre de l'intérieur ; responsabilité de celui-ci ; demande le détail des instructions données par celui-ci ou en son nom le 6 décembre 1986 (p. 7588).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : constate que certains amendements du groupe socialiste n'ont pas été distribués [24 avril 1986] (p. 377) ; **son rappel au règlement** : refus du ministre des affaires sociales de répondre aux nombreuses questions posées par les membres

du groupe socialiste ; mise en cause d'un parlementaire européen ; attitude du ministre évitant au Gouvernement de répondre au fond et suscitant un mouvement de cohésion purement artificiel [29 avril 1986] (p. 587) ; **son rappel au règlement** : reproche au président de séance d'avoir refusé à l'un des membres du groupe socialiste de répondre au Gouvernement (p. 595) ; **son rappel au règlement** : gouvernement ayant déposé un amendement modifiant totalement cet article ; demande une suspension de séance (p. 599) ; **son rappel au règlement** : regrette que l'on ait fait délibérer les commissions saisies pour avis sur une rédaction erronée ; suspension des travaux de la commission des finances ; attitude du ministre chargé de la privatisation ; demande une suspension de séance (p. 601) ; **article 4** : demande que la séance soit suspendue tant que la commission des finances ne sera pas représentée à son banc en séance publique [30 avril 1986] (p. 612) ; volonté du Gouvernement de brader la totalité du patrimoine national ; dividendes distribués par les cinq groupes industriels nationalisés en 1982 dans les cinq années précédentes étant plus de trois fois supérieurs aux sommes réellement investies ; importance de la politique de la recherche ; exemple de Rhône-Poulenc (p. 616) ; part de la dépense nationale de recherche-développement financée par les entreprises publiques ; action du Pentagone aux Etats-Unis et du M.I.T.I. au Japon ; confusion entre nationalisation et étatisation ; effort de planification des entreprises publiques (p. 617) ; demande une suspension de séance (p. 655) ; **son rappel au règlement** : caractère inutilement provocateur des propos de M. Robert-André Vivien, rapporteur général [5 mai 1986] ; demande d'une suspension de séance pour lui permettre de boire un verre d'eau et de se calmer (p. 662) ; **son rappel au règlement** : absence du président de la commission de la production et des échanges en séance publique alors même que cette commission est saisie du projet pour avis (p. 664) ; manœuvres d'obstruction ; privatisation de l'agence Havas ; domaine des médias et société Audiofina, présence d'Havas dans le secteur du câble (p. 671) ; avenir de Canal Plus ; interrogation sur le nouvel acquéreur (p. 672) ; **son rappel au règlement** : organisation des débats législatifs ; absence de débats en commission ; entreprises appartenant au patrimoine national ; (p. 672-673) ; **son rappel au règlement** : absence de débats au fond en commission et caractère indispensable du débat en séance (p. 675) ; absence du ministre chargé de la politique industrielle et du président de la commission de la production et des échanges ; crédit des entreprises nationales ; raisons idéologiques de la dénationalisation ; difficultés d'exportation de ces entreprises en raison du climat d'incertitude sur leur avenir ; groupe C.G.E. ; audit réalisé par l'O.C.D.E. à la demande de M. Hubert Curien, ancien ministre de la recherche et de la technologie ; recherche-développement et résultats de C.I.T.-Alcatel (p. 677) ; absence du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, du secrétaire d'Etat chargé des P. et T. ; du président et rapporteur de la commission de la production et des échanges ; déréglementation et concurrence justifiant la privatisation de la C.G.E. ; situation de la Compagnie Générale de Construction Téléphonique (C.G.C.T.) (p. 694) ; nombre d'amendements au projet de loi de dénationalisation de 1981 et au présent projet de loi ; privatisation ; politique industrielle du Gouvernement (p. 699) ; entreprises C.G.C.T. et Matra (p. 700) ; privatisation de Renault, Usinor et Sacilor ; nationalisation de la Régie Renault en 1945 pour faits de collaboration ; conséquences des décisions prises avant 1981 sur la situation actuelle de l'entreprise Renault (p. 707) ; retards pris par cette entreprise en raison des décisions dans le domaine du véhicule industriel et de l'aménagement du territoire ; disparition du réseau Talbot correspondant à l'augmentation du taux de pénétration de véhicules étrangers en France ; dotations en capital de Renault (p. 708) ; **son rappel au règlement** : mise en cause d'un président de séance (p. 708-709) ; **son rappel au règlement** : rappelle que les socialistes obtiennent en séance publique un débat qu'ils n'ont pu avoir en commission en raison de la levée des travaux de cette dernière ; souhaite entendre sur chaque sous-amendement du groupe socialiste les arguments du Gouvernement [6 mai 1986] (p. 728) ; demande un scrutin public (p. 732) ; **son rappel au règlement** : regrette les attaques personnelles à l'encontre de M. Auroux ; motif du recours au scrutin public par les membres du R.P.R. (p. 739) ; place des fonctionnaires dans le pays (p. 741) ; situation de la Banque du bâtiment et des travaux publics (p. 742) ; brièveté des propos du rapporteur général ; nécessité d'exclure la banque Monod du champ d'application de cet article (p. 759) ; ses observations sur les propos de M. Pierre Messmer demandant au Gouvernement de recourir à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution (p. 767) ; nécessité d'exclure la banque Tarneaud du champ d'application de cet article (p. 768) ; **son rappel au règlement** : attitude du rapporteur général ; lui propose de se faire remplacer par M. Edmond Alphandéry qui « daigne participer à la discussion et opposer des arguments » (p. 771) ; ses observations sur les propos de M. Jacques Limouzy (p. 772) ; ses observations (p. 786) ; intolérance d'un groupe parlementaire ; œuvre du Conseil national de la Résistance ; respect des nationalisations de 1945 entre 1958 et 1981 (p. 789) ; dénationalisation d'entreprises nationalisées en 1945 ou avant (p. 790) ; assimilation des dénationalisations à une braderie du patrimoine national (p. 793) ; défense des positions de la majorité, qui ne prend pas part au débat, par le Front national (p. 794) ; **son rappel au règlement** : caractère inadmissible des propos tenus par M. Francis Geng déniant le qualificatif de « démocrates » aux membres du groupe socialiste (p. 796) ; **son rappel au règlement** : manifestations d'intolérance qui empêchent le déroulement normal du débat (p. 797) ; effort de recherche des sociétés nationales ; affirmation erronée de M. Camille Cabana selon laquelle l'effort de recherche des sociétés industrielles privées aurait été plus important en 1985 que celui des sociétés nationalisées ; contrariété de cet avis avec ceux qui résultent de l'examen des documents ministériels, dans l'audit de l'O.C.D.E. et de tous les avis, notamment de celui du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (p. 800) ; **article 5** : **son rappel au règlement** : absence de communication écrite à l'Assemblée des conditions de la privatisation avant l'exposé oral de M. Camille Cabana, ministre délégué chargé de la privatisation ; nécessité d'analyser au fond la position du Gouvernement étant donné que cette déclaration n'a pas été faite en commission [7 mai 1986] (p. 840-841) ; caractère inadmissible des propos de M. Georges Tranchant mettant en cause des nominations effectuées avant le 16 mars ; conditions de cession du patrimoine national ; **son rappel au règlement** : nécessité de veiller à ce que le rapporteur ou son suppléant s'exprime au nom de la commission ; mise en cause d'un certain nombre d'anciens députés où de personnalités par M. Georges Tranchant, qui a dévoyé la fonction de rapporteur (p. 846) ; **son rappel au règlement** : nomination de députés à la Commission nationale de l'informatique et des libertés [5 mai 1986] (p. 659).

— Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).

Première lecture, discussion générale : sa déclaration sur l'intervention de M. Charles Pasqua : « vous ne savez pas compter, vous ne connaissez par l'Histoire et vous ne savez pas faire vos discours » [20 mai 1986] (p. 975).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 10 et état D précédemment réservés** : **son rappel au règlement** : absence du rapporteur général et du président de la commission des finances ; demande une suspension de séance [28 mai 1986] (p. 1372) ; caractère dogmatique de la volonté gouvernementale de supprimer des emplois de fonctionnaires ; conséquences néfastes des décisions prises pour la politique de recherche ; nécessité d'un recrutement planifié dans la recherche publique (p. 1374) ; indispensable rajeunissement des équipes de recherche ; part de recherche financée par les entreprises en France ; suppression des crédits du F.I.T. et de l'A.N.V.A.R. ; rôle du M.I.T.I. au Japon (p. 1375) ; **article 11** : **son rappel au règlement** : rôle du président de séance ; obstruction de parlementaires de la majorité ; rôle du rapporteur général ; rôle des députés socialistes (p. 1378) ; **après l'article 12** : **son rappel au règlement** : organisation des travaux parlementaires depuis le début de la législature ; demande une suspension de séance (p. 1404) ; **son rappel au règlement** : demande au président de séance sur quel article du règlement il se fonde pour réduire systématiquement le temps des suspensions de séance demandées par le groupe socialiste ; Gouvernement étant maître de l'ordre du jour prioritaire (p. 1405-1406).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : travail des commissions ; obstruction parlementaire ; suppression de l'I.G.F. ; rétablissement de l'anonymat sur l'or ; amputation des crédits de la recherche [30 mai 1986] (p. 1531) ; conception des mots « liberté » et « confiance » ; suppression de l'obligation de paiement par chèque pour les sommes supérieures à 10 000 francs ; délinquance financière ; rapatriement des capitaux sortis en fraude ; délai de reprise de l'administration fiscale ; recettes de la vente des sociétés nationalisées (p. 1532) ; instauration d'une caisse d'amortissement de la dette publique ; liberté des prix ; gel des traitements des fonctionnaires ; revalorisation des tarifs publics ; non revalorisation des pensions et retraites du régime général, du minimum vieillesse et de l'allocation aux adultes handicapés ; liberté de licenciement (p. 1533).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 : son rappel au règlement :** ordre du jour prioritaire ; licenciements de moins de dix salariés ; organisation de l'entreprise [6 juin 1986] (p. 1845) ; « mise à bas » du droit social (p. 1846) ; **son rappel au règlement :** laxisme du règlement ; réserve d'amendements (p. 1848) ; **son rappel au règlement :** réserve d'amendements (p. 1850) ; **son rappel au règlement :** possibilité de reprendre dans une loi des dispositions figurant dans le code pénal (p. 1853) ; reprend l'amendemnt n° 491 de Mme Florence d'Harcourt (prise en compte de la situation des femmes chefs de famille dans la détermination de l'ordre des licenciements) (p. 1854) ; ses observations (p. 1855) ; droit de réembauche prioritaire pour les femmes chefs de famille ; rejeté au scrutin public ; **son rappel au règlement :** sa demande de vote par assis et levés pour vérifier un résultat (p. 1856-1857) ; protection spécifique des travailleurs handicapés ; prise en compte de leur situation dans les critères utilisés pour déterminer l'ordre des licenciements (p. 1858) ; obstruction ; critères utilisés pour déterminer l'ordre des licenciements ; interdiction de mentionner les opinions politiques, religieuses ou syndicales (p. 1859) ; consultation de l'autorité administrative compétente avant un licenciement économique (p. 1862) ; **article 4 :** demande une suspension de séance [7 juin 1986] (p. 1992) ; **article 5 :** Front national constituant le meilleur défenseur du texte gouvernemental ; Gouvernement n'ayant pas reçu mandat de remettre en cause l'autorisation administrative de licenciement ; satisfaction donnée à un lobby électoral parmi les plus médiocres ; lettre dc M. Gattaz du 26 mai 1986 (p. 1997) ; **article 2 :** (précédemment réservé) : **son rappel au règlement :** logique adoptée par le Gouvernement conduisant à perturber le travail des commissions ; amendements du groupe communiste ayant été déposés conformément à l'article 99, alinéa 1 du règlement ; président de la commission des affaires sociales et rapporteur du projet de loi en discussion n'ayant pas formulé de demandé de suspension de séance pour l'examen immédiat par la commission des amendements déposés depuis la réunion qu'elle avait tenue en application de l'article 88, alinéa 1 (p. 2009) ; reproche à M. Philippe Mestre, en qualité de vice-président, de se rendre complice d'une irrégularité ; demande une suspension de séance (p. 2011) ; **son rappel au règlement :** refus de la présidence que le groupe socialiste puisse formuler une explication de vote ; refus de la présidence d'accorder des suspensions de séance régulièrement demandées par les représentants du même groupe ; accuse le président de s'être rendu complice d'une forfaiture ; incidents de la séance du 7 juin 1986 risquant d'être préjudiciables à la vie des commissions [7 juin 1986] (p. 2012).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la recherche scientifique marine et portant modification de la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 192).

Première lecture, discussion générale : organisation d'un débat sur la politique maritime de la France ; distinction entre l'océanographie et la recherche marine fondamentale [30 juin 1986] (p. 2661) ; programme de développement technologique « océan » ; exemple du projet japonais Kaïko ; statut de la recherche marine ; proposition en faveur de « l'Europe bleue » ; autorisation préalable à toute recherche marine dans la zone économique française (p. 2662).

Discussion des articles : **article 1er :** son désaccord avec M. Didier Bariani sur la construction navale (p. 2663).

— Son rappel au règlement : proteste contre le refus du Gouvernement de débattre des modalités d'application des privatisations [24 juillet 1986] (p. 3815).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : amputation des crédits de recherche ; retraite à soixante ans ; date de versement des cotisations patronales à l'U.R.S.S.A.F. ; situation financière des régimes de retraite et de la sécurité sociale [24 juillet 1986] (p. 3848-3849) ; contribution de 0,4 % sur les revenus ; suppression de la prise en charge de la vingt-sixième maladie ; diminution des prestations (p. 3850).

Discussion des articles : **après l'article 9 :** suppression de la retenue à la source pour le versement des cotisations sociales [25 juillet 1986] (p. 3905).

Explications de vote : hostilité du groupe socialiste au projet ; conditions dans lesquelles il a été examiné ; inégalité de traitement entre les revenus du travail et du capital ; baisse des prestations sociales (p. 3908).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. II — **Recherche et enseignement supérieur.** — *Discussion générale :* distribution tardive du « jaune » ; nécessité de donner à la recherche et au développement un ministère de plein exercice ; réforme de l'enseignement supérieur ; unité du C.N.R.S. ; rupture de l'effort de recherche poursuivi depuis 1981 [4 novembre 1986] (p. 5775) ; décroissance du budget civil de recherche-développement ; octroi de crédits supplémentaires pour la recherche militaire ; politique de recrutement du C.N.R.S. ; problème de la pyramide des âges ; recherche industrielle ; programme Eurêka ; institution de procédures d'évaluation des grands organismes de recherche ; avenir des projets de centres culturels scientifiques et techniques (p. 5776).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 : son rappel au règlement :** conditions de discussion des amendements ; opposition du groupe socialiste aux zones franches ; caractères imprescriptible du droit d'amendement [27 novembre] (p. 6866) ; **article 9 *bis* : son rappel au règlement :** demandes de scrutin public par le Gouvernement pour ralentir les travaux de l'Assemblée nationale et retarder le début de l'examen du projet de loi sur l'enseignement supérieur (p. 6886).

— Son rappel au règlement : absentéisme des députés de la majorité conduisant à s'interroger sur leur accord avec la politique gouvernementale [27 novembre 1986] (p. 6879).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** nécessité de respecter le règlement ; conditions de discussion d'une exception d'irrecevabilité ; estime que M. Gérard Kuster s'est livré à un détournement de procédure en répondant à la commission ; recul du Gouvernement ; retrait du projet de loi [28 novembre 1986] (p. 6992) ; **son rappel au règlement :** précise qu'aucun orateur socialiste ne s'exprimera dans la discussion générale des propositions de loi relatives aux limites d'âge à la Cour de cassation, au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes ; dépôt tardif d'amendements venant modifier profondément les textes [3 décembre 1986] (p. 7066).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Discussion générale commune : sa motion de renvoi en commission de la proposition de loi organique relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; inscription des deux propositions de loi à l'ordre du jour prioritaire ; propositions constituant des textes de revanche ; date de dépôt de rapport ; amendements tardifs constituant des « cavaliers » ; possibilité de réintégrer les magistrats à la retraite et maintien en activité en surnombre [3 décembre 1986] (p. 7069) ; application des dispositions aux professeurs de l'enseignement supérieur ; suppression de la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration ; dérive constatée dans l'utilisation du règlement de l'Assemblée ; nécessaire respect des doits de la minorité ; rejeté au scrutin public (p. 7070).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 2 de M. Pierre Mazeaud [3 décembre 1986] (p. 7072).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Discussion des articles : **article 1er :** introduction par le biais d'amendements dans le projet de loi de finances rectificative du financement nécessaire pour les postes en surnombre [3 décembre 1986] (p. 7073) ; **article 3 : son rappel au règlement :** demande une suspension de séance compte tenu des propos « provocateurs et inadmissibles » du rapporteur (p. 7077) ; dépôt d'une motion tendant à réunir l'Assemblée en comité secret [19 décembre 1986] (p. 7902) ; déclarée irrecevable (p. 7906).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement :** rôle et fonction du président de séance ; refus d'accorder des suspensions de séance demandées par des présidents de groupe ou des personnes habilitées à cet effet ; interruption de la présentation d'une exception d'irrecevabilité ; demande la réunion de bureau de l'Assemblée nationale [19 décembre 1986] (p. 7922).

BAUDIS (Dominique)

Député de la Haute-Garonne
Non-inscrit

Elu le 28 septembre 1986 [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

Se démet de son mandat de député le 24 octobre 1986 [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12871).

BAUDIS (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
Appenrenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 55).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Devenu député le 25 octobre 1986, en remplacement de M. Dominique Baudis, démissionnaire.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13625).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission des affaires étrangère [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

BAUMEL (Jacques)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 18 juin 1986] (p. 7568).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : espace et forces nucléaires) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : Tome V : **défense** : espace et forces **nucléaires (n° 398)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Echec du sommet de Reykjavik : attitude du Gouvernement : sommet ne débouchant sur aucun accord ; permanence des politiques et des objectifs ; absence de l'Europe à ce sommet ; politique étrangère de la France [15 octobre 1986] (p. 4766) ;

— Programme de création de maisons de retraite médicalisées : modification importante de l'équilibre des générations ; capacités d'hébergement des personnes âgées dépendantes n'ayant pas suivi l'amélioration de l'espérance de vie [26 novembre 1986] (p. 6786-6787) ;

orales sans débat :

— n° 71, posée le 17 juin 1986 : **chômage : indemnisation (préretraites)** (p. 2299) ; appelée le 20 juin 1986 : **allocations de préretraite :** dispositions du décret du 24 novembre 1982 (p. 2383) ; augmentation du taux de prélèvement de l'assurance maladie (p. 2384).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, explications de vote : compétence des instances judiciaires en matière de liberté de la presse ; rôle des grands groupes ; vote du groupe R.P.R. pour la proposition de loi [18 juin 1986] (p. 2358-2359).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : suppression du monopole d'Etat sur les programmes audiovisuels, développement de la création et modernisation des télécommunications ; rôle de la C.N.C.L. ; suppression des pouvoirs de contrôle de la D.G.T. ; équilibre entre chaînes publiques et chaînes privées ; privatisation de T.F.1. [5 août 1986] (p. 4050) ; action de la télévision à l'échelon national et départemental ; création d'un Conseil national des collectivités territoriales pour l'audiovisuel ; annulation des contrats de concession de la « 5 » et de la « 6 » ; « Canal Plus » ; maintien de la S.F.P. dans le secteur public et de l'obligation prioritaire de lui passer commande ; réglementation de la publicité sur les chaînes publiques ; rôle européen internationl de l'audiovisuel français (p. 4051-4052).

Commission mixte paritaire, discussion générale : résultats de la campagne de l'opposition sur l'audiovisuel auprès de l'opinion ; équilibre entre le secteur privé et le secteur public de l'audiovisuel ; mise en place d'une industrie de l'audiovisuel ; [12 août 1986] (p. 4286) ; maintien du système des commandes obligatoires à la S.F.P. ; désignation du président de R.F.I. ; rapport de M. Marcel Jullian sur la valorisation du secteur public (p. 42871).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 88-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : rôle du Conseil constitutionnel (p. 4522) ; privatisation de T.F.1. ; retard de la France en matière de câbles et de satellites ; radios et télévisions régionales et locales ; rôle du secteur public dans la mise en valeur du patrimoine culturel français [9 octobre 1986] (p. 4523).

Discussion des articles : **article 1er :** nomination de M. Michel Droit à la C.N.C.L. ; organisation de travaux de l'Assemblée [9 octobre 1986] (p. 4552).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale : questions :* intérêt des entreprises pour le mécénat ; activités de filiales françaises de sociétés internationales [23 octobre 1986] (p. 5237) ; protection des bords de Seine ; possibilité de créer un musée des peintres de la Seine sur le terrain d'une grande propriété appartenant à la puissance publique (p. 5238).

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* insuffisance de la diffusion internationale de la presse et du livre français ; exemple de l'Argentine [24 octobre 1986] (p. 5311) ; retard de la France dans le domaine de la communication internationale audiovisuelle ; rôle de l'alliance française ; rôle de Radio-France-Internationale ; création d'un secrétariat d'Etat à la francophonie ; possibilité de développer les actions culturelles en Amérique latine (p. 5312).

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : espace et forces nucléaires ; problème de la vulnérabilité des sous-marins lanceurs d'engins ; sommet de Reykjavik ; dotation d'un nouveau missile ; problème de la deuxième composante du système de défense futur [12 novembre 1986] (p. 6122) ; nouveau missile balistique supersonique à trajectoire tendue ; vulnérabilité du Plateau d'Albion ; nucléaire pré-stratégique ; exploration et utilisation de l'espace ; système de télécommunication Syracuse ; satellite d'observation Hélios ; projet Hermès (p. 6123).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* nécessité de prendre en compte les désirs des téléspectateurs et les réalités régionales ; caractère peu régional de F.R.3. ; mission d'étude confiée à Jean-Philippe Lecat ; nécessité de consulter les élus locaux ; intérêts de la presse écrite [13 novembre 1986] (p. 6300) ; station régionale de télévision publique ou privée ; formation professionnelle du personnel de l'audiovisuel (p. 6301).

BAYARD (Henri)

Député de la Loire
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Président de cette délégation [*J.O.* du 27 juin 1986] (p. 7997) [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13997).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Information nucléaire :** carences d'information à l'occasion du drame nucléaire de Tchernobyl ; inquiétudes sur ce qui se passerait en France en cas d'accident industriel nucléaire ou chimique ; information sur la mise à l'abri des populations civiles ; industrie nucléaire [14 mai 1986] (p. 898-899) ;

— **Politique familiale du Gouvernement :** déclin démographique de la France et de l'Europe ; suppression de la prime au troisième enfant ; réduction en pourcentage des allocations servies aux familles de trois enfants ; plafonnement du quotient familial [28 mai 1986] (p. 1330).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* anciens combattants d'Afrique du Nord (A.F.N.) [22 octobre 1987] (p. 5121) ; chômage des anciens d'A.F.N. et cas sociaux (p. 5122).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* crédits alloués aux auxiliaires de vie dépendant des associations d'aide à domicile [5 novembre 1986] (p. 5891) ; révision des taux d'invalidité ; suppression de l'allocation aux adultes handicapés (p. 5892).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : priorité au troisième enfant ; diminution de la part des prestations familiales dans le P.N.B. ; coût de la nouvelle politique ; action complémentaire en faveur des familles [18 novembre 1986] (p. 6488) ; suppression de la prime de déménagement ; respect du libre choix de la femme entre son activité professionnelle et familiale (p. 6489).

Commission mixte paritaire, discussion générale : aspect global d'une politique familiale ; intérêt démographique [17 décembre 1986] (p. 7758).

BAYROU (François)

Député des Pyrénées-Atlantiques
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociale [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Explications de vote : unanimité des suffrages du groupe U.D.F. ; amélioration de la situation économique internationale ; dimension du saut technologique à accomplir ; effort de renouvellement des hommes qui a présidé à la composition du Gouvernement [9 avril 1986] (p. 165) ; craintes exprimées par certains membres de l'U.D.F. à propos de la période de cohabitation ; nécessité d'une mise en œuvre intégrale de la plate-forme commune U.D.F.-R.P.R. ; emploi des jeunes ; politique familiale et d'accueil de l'enfant ; rôle de la formation et de l'enseignement ; lien entre l'Europe et la décentralisation (p. 166).

BEAUFILS (Jean)

Député de Seine-Maritime
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* problèmes du port de Dieppe ; abandon de la balise d'Ouessant ; moyens de la société nationale de sauvetage en mer ; action prévue pour la pêche ; plan en faveur de la flotte de commerce ; rôle joué par les ports dans les commerces extérieurs [21 octobre 1987] (p. 5069).

Tourisme. — *Discussion générale : questions :* s'interroge sur le statut juridique de « Maison de la France » ; situation des personnels des organisations existantes ; risque de mise sous tutelle de l'administration du tourisme par les professionnels ; avenir du chèque-vacance [3 novembre 1986] (p. 5688).

BEAUJEAN (Henri)

Député de la Guadeloupe
Apparenté R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 11 juillet 1986] (p. 8658).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 2,** posée le 23 avril 1986 : **départements et territoires d'outre-mer (Antilles : impôts et taxes)** (p. 317) ; appelée le 25 avril 1986 : **octroi de mer aux Antilles** : annulation par le tribunal administratif de Fort-de-France d'une délibération du conseil général de la Martinique frappant d'un droit d'octroi de mer les farines importées ; industrie de la meunerie en Guadeloupe ; déséquilibre des échanges entre la Guadeloupe et la Martinique ; fragilité des unités de production des départements d'outre-mer (p. 396) ; nécessité de mesures d'adaptation pour assurer la modernisation des départements d'outre-mer (p. 397) ;

— **n° 34,** posée le 26 mai 1986 : **départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer : collectivités locales)** (p. 1214) ; appelée le 30 mai 1986 : **fonction publique territoriale dans les départements d'outre-mer** : mouvement revendicatif pour la titularisation de personnels des mairies et des caisses des écoles ; prime de vie chère, allocations familiales et suppléments familiaux en faveur des fonctionnaires ; utilisation par les collectivités du travail à temps partiel pour faire face au chômage (p. 1505, 1506) ;

— **n° 111,** posée le 7 octobre 1986 : **D.O.M.-T.O.M. (Guadeloupe : impôts et taxes)** (p. 4430) ; appelée le 10 octobre 1986 : **déductions fiscales pour les revenus investis dans les départements d'outre-mer** : investissements envisagés à la Guadeloupe ; élargissement des mesures d'exonération ; amnistie fiscale pour le rapatriement des capitaux (p. 4572) ;

— **n° 161,** posée le 16 décembre 1986 : **D.O.M.-T.O.M. (Antilles : santé publique)** (p. 7695) ; appelée le 19 décembre 1986 : **politique de la santé aux Antilles** (p. 7850) ; prévention des risques pathologiques majeurs et priorité au redéploiement des équipements de santé ; priorité à un meilleur équilibre entre secteur public et secteur privé ; carte sanitaire de la Guadeloupe ; caractère discriminatoire des décisions de la commission régionale d'hospitalisation (p. 7851).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 12 :** reconduction et extension des mesures d'exonération fiscale temporaire applicables dans les départements d'outre-mer ; situation économique des départements et territoires d'outre-mer ; nécessité de ramener la confiance des investisseurs ; évolution de la nature des relations existant entre les producteurs européens et ceux des départements d'outre-mer ; défiscalisation des investissements assurée pour 10 ans [28 mai 1986] (p. 1396) ; extension du champ d'application de la loi à de nouveaux secteurs importants pour l'économie locale ; suppression de la procédure d'agrément (p. 1397) ; son sous-amendement n° 197 à l'amendement n° 103 du Gouvernement (réduction d'impôt pouvant s'appliquer pour le calcul de l'impôt dû au titre de la seule année d'achèvement d'un immeuble) ; nécessité que les épargnants locaux soient associés à l'effort d'investissement ; catégories assujetties à l'impôt sur le revenu devant bénéficier de la déduction d'impôt maximal dès la première année (p. 1399) ; dispositions prévues par l'amendement n° 103 du Gouvernement n'étant pas opérantes ; retiré (p. 1400) ; son sous-amendement n° 198 à l'amendement n° 103 du Gouvernement (possibilité pour les contribuables de déduire de leur revenu imposable

le montant total des investissements directs effectués dans les secteurs d'activité mentionnés au I de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts) ; son sous-amendement n° 199 à l'amendement n° 103 du Gouvernement (contribuables imposables à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux et dans celle des bénéfices agricoles n'étant pas assujetties au régime du bénéfice réel pouvant sur option bénéficier des dispositions de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts) (p. 1400) ; nécessité d'offrir aux personnes physiques les mêmes conditions d'investissement en Guadeloupe que les contribuables assujettis aux bénéfices industriels et commerciaux et les sociétés ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1401).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Discussion générale : questions :* crise de l'industrie sucrière ; impossibilité pour les collectivités locales de suffire au financement des investissements ; opportunité de développer un programme intégré [31 octobre 1986] (p. 5639).

Tourisme. — *Discussion générale :* difficultés du secteur touristique dans les D.O.M.-T.O.M. ; nécessité d'un investissement public ; intégration du tourisme dans l'économie ; création de sociétés d'économie mixte ; tourisme « les pieds dans l'eau » ; fiscalité du tourisme ; principe de la continuité territoriale [3 novembre 1986] (p. 5682) ; ressources propres à la Guadeloupe ; création de Z.A.C. ; nécessité d'accroître les moyens de la promotion (p. 5683).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* défiscalisation des investissements productifs et du logement principal ; spécificité des économies des départements d'outre-mer ; nécessité de donner une priorité dans le F.I.D.O.M. aux projets d'investissement productif ; aide à la construction de logements neufs [8 novembre 1986] (p. 6106) ; situation de la canne à sucre en Guadeloupe ; nécessité de créer des zones touristiques nouvelles (p. 6107).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : respect des engagements pris [25 novembre 1986] (p. 6755) ; moyens financiers de la loi de programme ; procédure d'élaboration du texte ; consultations multiples ; programme en matière de logement (p. 6756) ; défiscalisation ne devant pas porter préjudice aux entreprises déjà installées ; ouverture des marchés européens aux produits des D.O.M. ; programmes intégrés de développement ; création de zones franches ; octroi de mer ; parité sociale globale ; migration ; création d'une caisse de garantie des prêts aux agriculteurs ; calamités naturelles (p. 6757) ; nécessaire accélération de la réforme foncière à la Guadeloupe ; principe de la continuité territoriale ; aménagement du littoral ; industrie agro-alimentaire ; aide au secteur de la pêche (p. 6758).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** proposition de loi associant tous les intervenants dans l'action touristique ; coordination des actions au sein du comité régional du tourisme [18 décembre 1986] (p. 7828, 7829).

BEAUMONT (René)

Député de Saône-et-Loire
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [3 juillet 1986] (p. 2860).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630). Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14312).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la productrion et des échanges, sur le projet de loi (n° 215) tendant à favoriser l'**investissement locatif** et l'**accession à la propriété de logements sociaux (n° 258)** [10 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à favoriser l'**investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 498)** [27 novembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : mise en place d'un cadre législatif favorisant l'acte de construire ; regrette que l'Assemblée soit appelée à légiférer dans des conditions proches de la précipitation ; crise du logement ; crise du bâtiment et des travaux publics [7 juillet 1986] (p. 3391) ; caractère néfaste de la politique immobilière menée après 1981 et de la création de l'impôt sur les grandes fortunes ; aspects positifs de la loi Quilliot ; énumère des dispositions de la loi Quilliot relevant de conceptions idéologiques ; rapport Bonin mettant en lumière l'insuffisance du parc de logements locatifs en France ; inadéquation qualitative du parc de logements aux exigences actuelles des Français (p. 3392) ; relance du bâtiment mettant moins en péril l'équilibre du commerce extérieur que celle d'autres secteurs économiques ; taux de la déduction forfaitaire sur les revenus locatifs pour les nouveaux investissements de logements neufs ; acquéreur de logements neufs s'engageant à les donner en location pendant quatre ans ; situation des ménages accédant à la propriété de leur résidence principale ; baisse de 1,4 point sur le taux du prêt à l'accession à la propriété ; baisse prévisible du taux des prêts conventionnés ; financement de logements locatifs sociaux supplémentaires ; réévaluation de la notion de contrat entre les parties ; durée du bail ; liberté de la détermination du montant des loyers ; parties pouvant convenir par une clause expresse que des travaux seront exécutés par le locataire et leur montant imputé sur le loyer ; projet accélérant l'extinction de la loi du 1er septembre 1948 ; situation des organismes d'H.L.M. (p. 3393) ; loyer des logements H.L.M. ; mesures destinées à faciliter les ventes de logements H.L.M. au bénéfice du locataire ; allègement des conditions de fonctionnement des organismes H.L.M. ; possibilité de gestion sans comptable public ; mesures tendant à développer l'offre foncière ; liberté des collectivités locales de modifier ou de supprimer le plafond légal de densité ; droit de préemption urbain n'étant plus applicable automatiquement sur l'ensemble des zones urbanisables du territoire communal ; simplification des procédures liées aux zones d'aménagement concerté ; stabilisation de la situation des bénéficiaires de permis de construire dans un lotissement ; allègement des modalités de construction en milieu rural diffus ; équilibre dans les rapports entre bailleur et locataire (p. 3314).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : Rapporteur : échec des réglementations affirmant le droit à l'habitat dans tous les pays d'Europe où elles ont été adoptées [17 juillet 1986] (p. 3459) ; allègement des charges des entreprises (p. 3460) ; **article 1er** : son amendement n° 103 (visant à supprimer, dans la deuxième phrase du premier alinéa de

cet article, les mots : « non meublés ») ; ses observations (p. 3464) adopté ; notion « d'habitation principale » ; exclusion des résidences secondaires du champ d'application de la loi ; exclusion du champ d'application de la loi des seuls locaux non meublés dont les bailleurs exercent la profession définie par la loi du 2 avril 1949 (p. 3465) ; son amendement n° 104 (précisant que la loi ne s'applique, ni aux locations consenties dans le cadre d'un contrat constituant un mode d'accession à la propriété, ni aux locations à caractère saisonnier, ni aux locaux meublés dont les bailleurs exercent la profession de loueur en meublé définie par la loi du 2 avril 1949, ni aux locations de chambres meublées faisant partie du logement occupé par le bailleur, ou en cas de sous-location, par le locataire principal) ; (p. 3466) ; devenu sans objet (p. 3467) ; **article 2** : nécessité d'un contrat écrit entre le bailleur et le preneur (p. 3468) ; inutilité d'un état des lieux complémentaire pour le chauffage (p. 3469) ; ses observations (p. 3470) ; contenu du contrat entre le bailleur et le locataire (p. 3471) ; **article 3** : inconvénients du système de prélèvement automatique sur le compte courant [18 juillet 1986] (p. 3481) ; rappelle qu'il n'a jamais été permis à E.D.F. de faire des prélèvements sur salaires (p. 3482) ; adoption de l'amendement n° 90 de M. Georges-Paul Wagner conduisant à des intrusions inacceptables de la part du bailleur dans la vie personnelle du locataire ; **article 6** : bailleur ayant l'obligation de louer un logement en bon état (p. 3485) ; inopportunité de limiter la liberté des parties et de déterminer la qualité et l'importance des travaux à réaliser ; remboursement des travaux prévu par contrat au début du bail (p. 3486) ; possibilité pour le bailleur de s'opposer aux aménagements constituant une transformation de la chose louée (p. 3487) ; **article 7** : justification des charges récupérables (p. 3488) ; inopportunité de faire du locataire son propre juge et de l'autoriser à ne plus payer le loyer ni les charges si le bailleur ne respecte pas l'une de ses obligations ; adoption de l'amendement n° 317 de M. Jean Rigaud ayant pour conséquences de faire retomber sur le locataire la responsabilité de dommages causés par un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement ; son amendement n° 105 (tendant, à la fin du cinquième alinéa (*d*) de cet article, à substituer aux mots « et vice de construction », les mots : « vice de construction, cas fortuit ou force majeure ») : adopté ; travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués ne devant pas mettre en cause le principe même de la location de ces locaux (p. 3489) ; exercice d'activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle ne faisant pas courir de risque particulier à l'immeuble ou à ses locataires ; son amendement n° 106 (obligation, pour le locataire, de justifier chaque année de la souscription d'une assurance le couvrant contre les risques locatifs) ; nécessité que l'amendement s'applique aux bailleurs privés (p. 3490) ; adopté ; **article 8** : accord devant intervenir entre le propriétaire et le locataire sur le prix du sous-loyer (p. 3491) ; **article 11** : opportunité que les délais de résiliation du contrat soient différents pour le bailleur et le locataire (p. 3493) ; **article 13** : son amendement n° 113 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « du concubin notoire ») ; rappelle que cet amendement est celui de la commission et non celui du rapporteur (p. 3495) ; rejeté au scrutin public (p. 3496) ; son amendement n° 114 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « au concubin notoire ») : rejeté (p. 3497) ; **article 15** : amendement n° 209 de M. Bernard Deschamps contraire au principe de la liberté contractuelle entre les parties ; liberté des loyers et offres de logements ; commission prévue à l'article 40 n'ayant qu'un rôle consultatif [18 juillet 1986] (p. 3508) ; son amendement n° 115 (majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux) (p. 3510) ; ses observations (p. 3511) ; recours à une commission départementale en cas de désaccord sur le montant du loyer contraire au principe de la liberté du contrat entre bailleurs et locataires (p. 3516) ; indexation du loyer ; adoption de l'amendement n° 115 ; **après l'article 15** : possibilité d'augmenter le loyer en cours de bail en fonction de tous les travaux spécifiés au moment de la signature du contrat (p. 3517) ; **article 16** : son amendement n° 116 (tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à insérer après le mot : « locataire », les mots : « qui en fait la demande ») ; obligation faite au bailleur de fournir une quittance de loyer à la demande du locataire ; inopportunité de contraindre les bailleurs à délivrer systématiquement une quittance ; adopté ; débiteur pouvant toujours spécifier, lorsqu'il paie une dette, de quelle partie de celle-ci il s'acquitte (p. 3518) ; **article 17** : rôle du dépôt de garantie ; dépôt de garantie devant demeurer même au cas où le loyer est payable d'avance (p. 3520) ; inopportunité de permettre une réévaluation du dépôt de garantie en cours de bail (p. 3521) ; ses observations (p. 3522) ; **article 18** : nature des charges récupérables ; son amendement n° 117 (tendant, dans la deuxième phrase du sixième alinéa de cet article, après le mot : « communication », à supprimer le mot : « soit ») ; demande de provisions pour charges locatives devant être accompagnée des résultats antérieurs arrêtés lors de la précédente régularisation et du budget prévisionnel (p. 3523) ; adopté ; son amendement n° 118 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) (p. 3525) ; adopté (p. 3526) ; ses observations (p. 3526) ; **article 19** : son amendement n° 119 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à insérer, après le mot : « charges », les mots : « dûment justifiées ») [21 juillet 1986] (p. 3544) ; rejeté ; inopportunité d'introduire un délai supplémentaire dans la mesure où le commandement de payer doit expressément faire mention du délai d'un mois ouvert au locataire pour saisir le juge (p. 3545) ; ses observations (p. 3546) ; inopportunité de créer des délais renouvelables ; procédure de la demande en délai de paiement (p. 3547) ; inopportunité de donner des injonctions au juge ; son amendement n° 120 (tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots : « dûment justifiées ») (p. 3548) ; rejeté au scrutin public ; contenu du commandement de payer (p. 3549) ; **après l'article 19** : équilibre du projet de loi étant le seul susceptible de permettre le développement de l'offre ; existence de possibilités de réquisition (p. 3550) ; logements de fonction ; Gouvernement ayant mis en place une commission chargée de la refonte des règles touchant aux voies d'exécution ; pratique de la saisie-gagerie (p. 3551) ; **avant l'article 20** : rôle des mesures transitoires (p. 3552) ; **article 20** : dispositions transitoires pendant le temps nécessaire à la construction ou à la mise en location de nouveaux logements (p. 3554) ; explique la réserve demandée par le Gouvernement des articles 9 et suivants ; esprit des dispositions transitoires ; application des dispositions de l'article 20 aux baux en cours (p. 3557) ; **article 9 (précédemment réservé) (suite)** : possibilité pour le bailleur de reprendre le logement ou de modifier le contrat de location à l'expiration du bail [21 juillet 1986] (p. 3572) ; durée du bail (p. 3573) ; liens entre la fixation de la durée du bail à trois ans et l'allongement de la période transitoire prévu par le projet (p. 3574) ; ses observations (p. 3577) ; possibilité pour le bailleur de donner congé au locataire avant l'expiration du contrat ; rôle de la commission départementale dite « de conciliation » à l'expiration de la période transitoire (p. 3578-3579) ; **ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Malandain** : présence dans le texte de certains articles traitant de matières relevant de la compétence de la commission des lois saisie pour avis ; précise qu'il continuera dans certains cas à donner un avis conforme à celui de la commission des lois ; son amendement n° 107 (précisant que le bail se reconduit tacitement à son expiration pour une durée de un an) (p. 3580) ; rejeté au scrutin public ; (p. 3582) ; **après l'article 9 (amendements précédemment réservés)** : droit de préemption du locataire (p. 3583) ; hostilité du groupe communiste à la loi Quilliot et à la loi Méhaignerie (p. 3584) ; liberté de contractualisation entre les bailleurs et les locataires à la fin des périodes transitoires (p. 3585) ; ses observations (p. 3586) ; **article 10 (précédemment réservé)** : conditions de la reprise des locaux par le propriétaire en cas de bail court (p. 3587) ; possibilité pour le locataire de résilier le bail à tout moment ; son amendement n° 108 (durée du bail en cas de non-réalisation de l'événement justifiant un bail court) (p. 3588) ; impossibilité d'autoriser des baux inférieurs à un an ; adopté ; son amendement n° 109 (précisant que le bailleur doit confirmer par lettre recommandée la réalisation de l'événement justifiant un bail court deux mois avant le terme du contrat) : adopté ; possibilité de reporter le terme d'un contrat court (p. 3589-3590) ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 23 de la commission des lois (visant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet amendement : « si, lorsque l'événement s'est produit, le bailleur en confirme la réalisation, le locataire »... : adopté ; son amendement n° 110 : devenu sans objet ; son amendement n° 111 (de précision) ; adopté (p. 3591) ; **article 12 (précédemment réservé)** : son amendement n° 112 (de suppression) ; suppression de la distinction entre les bailleurs personnes physiques et les bailleurs personnes

morales ; inutilité de cet article ; adopté (p. 3592) ; **article 14 (précédemment réservé)** : inégalités entre les bailleurs et les locataires concernant le délai de préavis [22 juillet 1986] (p. 3612) ; maintien de la commission départementale des rapports locatifs à titre transitoire (p. 3613) ; **article 21** : possibilité de majoration du loyer lors du renouvellement des contrats en cours (p. 3615) ; incohérence du comportement du groupe socialiste (p. 3616) ; allongement du délai de réflexion du locataire en matière de révision du loyer ; indexation des loyers sur ceux du voisinage (p. 3617) ; ses observations (p. 3618) ; son amendement n° 121 (augmentation du délai de réflexion du locataire face à la proposition d'augmentation du loyer faite par le bailleur) ; délai de réflexion du locataire ; rejeté ; son amendement n° 122 (de coordination) : adopté (p. 3619) ; ses observations (p. 3620) ; **article 22** : application des dispositions prévues pour la période transitoire aux contrats nouveaux et aux contrats en cours (p. 3621) ; nécessité de préserver un statut différent pour les communes où existent des tensions sur le marché locatif (p. 3626) ; baux tacitement reconduits avec le même loyer pendant trois ans (p. 3627) ; **article 24** : substitution de la commission départementale de conciliation à la commission départementale des rapports locatifs ; rôle de concertation de la commission nationale (p. 3628) ; son amendement n° 123 (rédactionnel) : adopté ; ses observations (p. 3629) ; rôle de la commission de conciliation (p. 3630) ; **répond au rappel au règlement** de M. Guy Malandain : demande au président de séance, au ministre de l'Equipement et à ses collègues de l'excuser pour son retard [22 juillet 1986] (p. 3638) ; **article 25** : possibilité de sortie de la loi de 1948 pour les locaux vacants ; mise en conformité de ces locaux avec des normes minimales de confort (p. 3639, 3640) ; date à laquelle l'obligation de faire des travaux sera constatée (p. 3641) ; mise aux normes des logements antérieurement soumis à la loi de 1948 (p. 3643) ; son amendement n° 353 (détermination par le contrat de location du délai dans lequel le bailleur est tenu de réaliser les travaux nécessaires à la mise aux normes du logement) (p. 3644) ; devenu sans objet (p. 3645) ; mise aux normes des logements de catégorie III ; suppression de la commission départementale des rapports locatifs (p. 3646) ; **article 26** : possibilité de sortie de la loi de 1948 pour les baux des associations (p. 3648) ; **article 27** : définition des titulaires du droit au maintien dans les lieux en cas d'abandon de domicile ou de décès de l'occupant (p. 3649-3650) ; **article 28** : audition en commissions des associations de locataires ; surclassement de certains locaux de catégorie II B et II C (p. 3651) ; son amendement n° 125 (précisant que cet article s'applique aux logements de catégorie II B et II C) (p. 3652) ; adopté ; son amendement n° 126 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 3653) ; **article 29** : son amendement n° 127 (définition des locataires auxquels les dispositions de l'article 28 ne sont pas opposables) ; possibilité d'exclure les personnes âgées de plus de 65 ans dont les ressources atteignent quatre fois le S.M.I.C. du bénéfice de la loi de 1948 (p. 3654) ; rejeté (p. 3655) ; introduction des personnes handicapées dans le champ d'application des dispositions de cet article (p. 3656) ; **article 34** : ses observations (p. 3659) ; **avant l'article 35** : règle d'attribution des logements H.L.M. ; création d'un plan local de l'habitat au niveau communal (p. 3671) ; fonctionnement des emprunts des organismes H.L.M. par les collectivités locales ; absence de priorité des Français ou des ressortissants de la C.E.E. pour l'accès aux H.L.M. (p. 3672) ; met en cause M. Paul Mercieca qui « s'est illustré à Vitry » (p. 3673) ; **article 35** : son amendement n° 128 (suppression de cet article) (p. 3679) ; vote de cet amendement en commission du fait d'absences de commissaires de la majorité (p. 3680) ; rejeté au scrutin public ; *article L 441-3 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 333 à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 334 à titre personnel (prise en compte de la localisation du logement pour la détermination du surloyer exigible) : adopté (p. 3681) ; condition d'affectation des logements H.L.M. ; suppression de la possibilité d'assujettir à un bail les locataires payant un surloyer ; son amendement n° 335 à titre personnel (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 3682) ; *article L 441-4 du code de la construction et de l'habitation :* ses observations ; **après l'article 35** : autonomie de gestion demandée par les organismes d'H.L.M, (p. 3683-3684) ; **article 36** : *article L 442-1-1 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 129 (rédactionnel) : adopté ; son opposition au contrôle des représentants des locataires sur la grille des loyers établie par les organismes H.L.M. (p. 3687) ; *article L 442-1-2 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 130 (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 3687) ; contrôle du commissaire de la République sur les loyers arrêtés par les organsimes H.L.M. ; rejeté (p. 3688) ; **article 37** : rôle de la commission nationale prévue à l'article 40 (p. 3689) ; **après l'article 37** : modalités d'attribution des logements H.L.M. (p. 3690) ; **article 40** : substitution de la commission de concertation à la commission nationale des rapports locatifs [23 juillet 1986] (p. 3702) ; nécessité d'une structure de concertation nationale entre bailleurs et locataires (p. 3703) ; **après l'article 40** : maintien de la commission de conciliation pendant la période transitoire (p. 3704) ; **article 41** : possibilité pour les associations de locataires et les bailleurs institutionnels de conclure des accords locaux ; son amendement n° 131 (visant à insérer, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « les bailleurs », les mots : « notamment ceux ») possibilité pour les bailleurs individuels de conclure des accords locaux (p. 3705) ; adopté ; son amendement n° 132 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 133 (rendant indicatif la liste des motifs pour lesquels peuvent être conclus des accords locaux) ; adopté ; impossibilité pour les accords collectifs de concerner l'entretien des parties privatives (p. 3706) ; impossibilité d'accorder une présomption de représentativité aux associations affiliées à des organisations nationales pour la conclusion des accords locaux ; son amendement n° 134 (précisant que les accords locaux proposés par les bailleurs directement aux locataires sont applicables quand ils n'ont pas été rejetés par la majorité des locataires) ; possibilité de conclure des accords locaux sans avoir recours à des associations (p. 3707) ; adopté après modification ; **article 42** : conditions de représentativité des associations de bailleurs, de gestionnaires et de locataires (p. 3708) ; **article 43** : ses observations (p. 3709) ; information des associations de locataires sur la gestion de l'immeuble ; son amendement n° 135 (précisant les conditions d'application de cet article dans les immeubles soumis au statut de la copropriété) ; possibilité de revoir la rédaction de certaines dispositions à la faveur d'une lecture ultérieure (p. 3710) : adopté ; absence de nécessité pour le bailleur de consulter les locataires sur la gestion des immeubles ; souhaite que les associations soient représentées seulement par des locataires de l'immeuble et non par « des pièces rapportées » (p. 3711) ; impossibilité de donner le pouvoir aux locataires d'intervenir dans le fonctionnement des copropriétés (p. 3712) ; **après l'article 43** : utilisation de l'expression de « pièces rapportées » pour les responsables d'associations de locataires ; protection des représentants de ces associations contre le congé (p. 3712) ; **article 44** : possibilité de modifier les loyers plafonds en cours de contrat pour les logements financés sur prêts du Crédit Foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique (p. 3714) ; **article 45** : son amendement n° 136 (de précision) ; liste des charges récupérables spécifiques aux organismes d'H.L.M. ; adopté ; son amendement n° 137 (rédactionnel) : retiré (p. 3715) ; **article 46** : ses observations ; **article 48** : son amendement n° 139 (de précision) : adopté ; son amendement n° 140 (rédactionnel) : adopté ; article 49 : son amendement n° 141 (précisant que les dispositions des cinq alinéas de l'article 18 ne sont pas applicables aux logements financés par des primes ou prêts du Crédit Foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique) (p. 3716) ; adopté ; article 50 : son amendement n° 142 (rédactionnel) : adopté ; **article 52** : son amendement n° 143 (durée de validité des accords collectifs conclus en application de la loi Quilliot) : adopté (p. 3717) ; **article 53** : son amendement n° 144 (prolongation de la validité des contrats d'amélioration conclus en application de l'article 59 de la loi Quilliot) ; liens entre le sort des contrats d'amélioration et la durée des baux auxquels ils ont donné lieu ; adopté ; **après l'article 53** : amendes civiles en cas de pratique de pas-de-porte ou de droit de reprise, d'usage abusif du droit de congé par le propriétaire et d'entrave à l'exercice des droits des associations de locataires (p. 3718) ; **article 54** : son amendement n° 145 (précisant que les loyers fixés en application des articles 15 et 21 ou négociés en application de l'article 41 ne peuvent déroger aux loyers plafonds fixés par la législation pour les logements ayant fait l'objet d'un conventionnement en application de l'article L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation et pour les logements ayant fait l'objet de prêts du Crédit Foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération

économique) (p. 3718) ; adopté après modification ; **après l'article 54** : absence d'obligation de prévoir des locaux collectifs dans les ensembles de logements ; risque de dégradation et de « squatterisation » de ces locaux (p. 3719) ; **article 55** : rapports locatifs (p. 3720) ; danger du maintien de l'article 80 de la loi Quilliot (p. 3722) ; **après l'article 55** : ses observations sur l'amendement n° 359 de M. Etienne Pinte (p. 3727) ; régime de l'autorisation de dérogation à l'interdiction de transformer des locaux d'habitation en locaux professionnels pour les professions libérales (p. 3728) ; **avant l'article 56** : son amendement n° 146 (intitulé du titre II) : adopté (p. 3729) ; **article 56** : accès à la propriété des locataires d'H.L.M. (p. 3736) ; *article L-443-7 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 147 (rédactionnel) : adopté ; restriction des possibilités de vente de logements H.L.M. aux seuls locaux ne correspondant pas aux normes d'habitabilité ; accession à la propriété par tout locataire d'H.L.M. (p. 3737) ; contrôle par le préfet de la vente des locaux H.L.M. (p. 3738) ; son amendement n° 148 (de précision) (p. 3739) ; adopté ; son amendement n° 149 (consultation des collectivités publiques ayant participé au financement des emprunts contractés pour la construction des logements H.L.M. avant toute cession de locaux au public) ; adopté après modification (p. 3740) ; opposition communiste à l'accession à la propriété (p. 3741) ; *article 443-8 du code de la construction et de l'habitation :* accès à certaines facilités de logements H.L.M. par dérogations (p. 3742) ; *article L-443-11 du code de la construction et de l'habitation :* absence d'obligation pour le locataire d'un logement H.L.M. d'occuper celui-ci depuis cinq ans pour accéder à sa propriété ; vente de locaux à un autre organisme H.L.M. ou à une société immobilière (p. 3743) ; possibilité pour l'organisme de choisir librement le bénéficiaire au cas où le locataire ne se porte pas acquéreur ; accès prioritaire de certains acquéreurs aux logements H.L.M. vendus (p. 3744) ; obligation faite à l'acquéreur d'un logement H.L.M. d'occuper personnellement pendant un certain temps son logement ; son amendement n° 150 (fixant à cinq ans la durée minimale d'occupation imposée à l'acquéreur d'un logement H.L.M.) ; son amendement n° 354 (précisant les cas dans lesquels il peut être dérogé à la durée minimale d'occupation imposée à l'acquéreur d'un logement H.L.M.) (p. 3745) ; amendements n° 150 et 354 : adoptés ; droit de rachat préférentiel de l'organisme H.L.M. vendeur en cas d'aliénation du logement par son acquéreur (p. 3746) ; son amendement n° 151 (de précision) : adopté ; vente de locaux par un organisme H.L.M. à un autre organisme d'H.L.M. ou à une société d'économie mixte ; son amendement n° 152 (modification de la présentation du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3747) ; transformation de certains ensembles H.L.M. pour faciliter l'implantation de commerces et de services ; fixation du prix de vente d'un logement H.L.M. par l'office vendeur (p. 3748) ; *article L 443-13 du code de la construction et de l'habitation :* ses observations (p. 3749) ; affectation des produits des ventes des logements H.L.M. à la restauration des constructions existantes (p. 3750) ; recours des organismes H.L.M. vendeurs à des intermédiaires rétribués ; *article L 443-15 du code de la construction et de l'habitation :* possibilité pour l'office H.L.M. de renoncer à exercer les fonctions de syndics de copropriété ; *article L 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation :* absence de permis de démolir pour détruire les logements acquis par droit de préemption et voués à la destruction (p. 3751) ; ses observations ; *article L 443-15-2 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 153 (de rectification) : adopté ; **article 57** : son amendement n° 154 (de précision) : adopté (p. 3752) ; **avant l'article 58** : possibilité pour les maires des petites communes sans plan d'occupation des sols mais ayant une carte simplifiée de délivrer des permis de construire (p. 3753) ; carte communale (p. 3755) ; impossibilité d'accorder des possibilités de dérogation au plan d'occupation des sols ; **article 58** : inefficacité du P.L.D. (p. 3769) ; prise en compte des constructions existantes à vocation d'habitation dans le calcul du P.L.D. (p. 3770) ; **article 59** : son amendement n° 155 (rédactionnel) : adopté ; après **l'article 59** : hiérarchie des documents d'urbanisme (p. 3771) ; **article 60** : absence d'enquête publique pour la suppression de la réduction des emplacements réservés aux équipements publics par les P.O.S. (p. 3774) ; exclusion des terrains acquis par la commune du champ d'application du deuxième alinéa de cet article (p. 3775) ; son amendement n° 156 (visant à substituer dans la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article au mot : « six » le mot : « dix-huit ») ; augmentation de la durée de validité d'une délibération en conseil municipal prévoyant l'application anticipée d'un P.O.S. en cours d'établissement ; rejeté ; son amendement n° 157 (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de cet article) : devenu sans objet (p. 3777) ; **article 61** : droit de préemption des communes (p. 3778-3779) ; son amendement n° 158 (visant à supprimer dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article L 211-1 du code de l'urbanisme les mots : « de plein droit ») ; droit de préemption étant désormais une simple faculté ; adopté ; droit de préemption du conseil général en cas d'inaction de la commune (p. 3780) ; son amendement n° 159 (de rectification) : adopté ; **après l'article 61** : délai dans lequel doit se prononcer la juridiction de l'expropriation en cas d'exercice du droit de préemption urbain (p. 3781) ; son amendement n° 160 (substitution du droit de préemption urbain à une zone d'intervention foncière) ; régime juridique applicable aux Z.I.F. et aux périmètres sensibles ; adopté (p. 3782) ; **après l'article 62** : règles de constructibilité en milieu rural (p. 3784) ; avant l'article 64 : composition des conseils d'administration des offices H.L.M. et des O.P.A.C. (p. 3785) ; absence de régime dérogatoire des organismes H.L.M. pour la récupération de la T.V.A. sur les dépenses d'équipement (p. 3786) ; **article 64** : ses observations ; son amendement n° 161 : devenu sans objet ; (p. 3787) ; **après l'article 64** : absence de publicité des contrats passés par les O.P.A.C (p. 3788) ; **article 65** : son amendement n° 162 (suppression de cet article) ; passage de l'office à la société anonyme ou à la société H.L.M. ; adopté ; (p.3790) ; application du droit des sociétés aux sociétés H.L.M. ; **après l'article 67** : application de la loi de 3 janvier 1977 sur l'architecture aux collectivités publiques (p. 3791).

Seconde délibération du projet de loi : **article 21** : ses observations (p. 3793).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur : équilibre entre bailleurs et locataires ; reprise de la construction [2 décembre 1986] (p. 7011) ; état des lieux ; clauses réputées non écrites ; rémunération des intermédiaires ; obligations du bailleur ; contrat court ; charges récupérables ; mesures transitoires ; simplifications administratives en matière d'urbanisme et dispositions concernant le bâtiment ; vente de logements H.L.M. (p. 7012) ; disparition du P.L.D., P.O.S. ; simplification du régime des cessions immobilières du ministère de la défense (p. 7013).

BECAM (Marc)

Député du Finistère
Apparenté R.P.R.

L'assemblée prend acte de son élection 2 avril 1986 (p. 51).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer, modifiée par la loi n° 84-1151 du 21 décembre 1984 **(n° 405)** [30 octobre 1986] (p. 5590).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande **(n° 406)** [30 octobre 1986] (p. 5590).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les contrats d'affrètement et de transports maritimes modifiée par la loi n° 79-1103 du 21 décembre 1979 **(n° 407)** [30 octobre 1986] (p. 5590).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 405), adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant **statut des navires et autres bâtiments de**

mer, modifiée par la loi n° 84-1151 du 21 décembre 1984 (n° **486**) [20 novembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 406), adopté par le Sénat, modifiant la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (n° **487**) [20 novembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 407), adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les **contrats d'affrètement et de transports maritimes** modifiée par la loi n° 79-1103 du 21 décembre 1979 (n° **488**) [20 novembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : obligation pour le Conseil général de consulter une commission sur le schéma social départemental [11 août 1986] (p. 4221) ; **article 8 *bis*** : représentation proportionnelle pour les élections au bureau des assemblées régionales et départementales (p. 4229) ; **article 8 *ter*** : possibilité de définir un critère d'attribution de la D.G.F. relatif au nombre d'enfants scolarisés dans la commune (p. 4234) ; **article 14 *ter*** : maintien du fonctionnement du C.F.P.C. (p. 4253) ; **article 15 A** : situation financière de la C.N.R.A.C.L. (p. 4254-4255).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; contradiction du Gouvernement invitant les collectivités à imiter l'Etat et à freiner la progression de leurs ressources et les transferts de charges systématiques [15 octobre 1986] (p. 4746).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer, modifiée par la loi n° 84-1151 du 21 décembre 1984 (n° 405).

Première lecture. Discussion générale : Rapporteur ; effort d'harmonisation des lois et conventions en droit maritime ; convention de Londres de 1972 sur la responsabilité en matière de créance ; mise en place d'un régime de limitation de responsabilité spécifique aux navires de moins de 300 tonneaux ; moindre augmentation des primes d'assurance ; non application de ce dispositif aux navires de transport de passage [2 décembre 1986] (p. 7000) ; participation des plaisanciers au financement des organismes de sauvetage en mer (p. 7001).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande (n° 406).

Première lecture, discussion générale : convention de Londres du 20 octobre 1972 relative à la prévention des abordages en mer ; catastrophes maritimes ayant frappé les côtes de Bretagne ; insuffisance des crédits affectés aux opérations de prévention et de surveillance du trafic maritime ; abandon de certains projets ; dispositifs de séparation du trafc à Ouessant, aux Casquets et dans le Pas-de-Calais ; critères de compétence géographique des juridictions en matière d'infractions maritimes [2 décembre 1986] (p. 7002) ; application des sanctions de l'article 63 du code discipinaire aux infractions commises par les navires français dans les eaux internationales (p. 7003) ; **article 1** : inopportunité d'ajouter le critère du port d'embarquement dans la liste des critères déterminant la compétence des juridictions (p. 7004).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes (n° 403).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : rapprochement du droit interne et du droit international quant aux dispositions impératives sur les contrats de transport de marchandises ; rôle juridique du connaissement ; évaluation des limites de responsabilité du transporteur en D.T.S. des marchandises et des passagers ; application du régime de responsabilité de transporteur pour l'entrepreneur de manutention [2 décembre 1986] (p. 7005) ; **article 2** : son amendement n° 1 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 28 de la loi du 18 juin 1966) ; choix entre le critère d'indemnisation par kilogramme et celui de l'indemnisation par colis ou par unité ; déclaration de valeur pour les transports sous connaissement (p. 7007) adopté ; **article 6** : son amendement n° 2 (de suppression) ; adopté (p. 7008).

BECHE (Guy)

Député du Doubs
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : santé et famille) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 4 : **affaires sociales et emploi : santé et famille (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : Société générale alsacienne de banque [6 mai 1986] (p. 796) ; intention du Gouvernement de maintenir ou de renforcer les structures régionales des établissements de crédit ; contradiction entre cette intention et le système de gestion à caractère privé qui pourra être mis en place ; compagnie financière Paribas (p. 802).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : problèmes des seuils fiscaux et sociaux ; liste des obligations qui existent à chaque seuil ; protection de la représentation du personnel [26 mai 1986] (p. 1198).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise ; charges des nouveaux pauvres sur les collectivités locales et les bureaux d'aide sociale ; retraite à soixante ans ; financement de la sécurité sociale ; travailleurs immigrés ; seuils fiscaux et sociaux ; démantèlement du code du travail ; utilisation par les salariés de la procédure de référé devant les prud'hommes pour contester leur licenciement économique [4 juin 1986] (p. 1697) ;

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : soutient la question préalable de M. Pierre Joxe ; absence de concertation avec les partenaires sociaux ; engagement du Gouvernement sur la baisse des prélèvements obligatoires ; réforme du financement de la sécurité sociale [24 juillet 1986] (p. 3824) ; situation financière du régime général ; assainissement financier des comptes de l'Etat et de la sécurité sociale en 1985 (p. 3825) ; incidence de la retraite à soixante ans sur le déséquilibre du régime vieillesse ; âge de la cessation d'activité dans les chantiers navals ; utilisation des plus-values sur les recettes fiscales de 1986 (p. 3826) ; rétablissement de la contribution de 0,4 % sur les revenus imposables ; cas d'exonération de cette contribution ; recours à la capitalisation pour financer les régimes vieillesse (p. 3827) ; engagement d'une réflexion sur les possibilités de réforme du système de financement de la sécurité sociale (p. 3828).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 21 (création d'une commission chargée de réfléchir sur les problèmes de financement des régimes de sécurité sociale) ; réforme du financement de la sécurité sociale ; rejeté [25 juillet 1986] (p. 3868) ; **article 1er** : caractère provisoire des mesures prises par le Gouvernement (p. 3870) ; nécessité de réformes de fond (p. 3871) ; réduction des prélèvements obligatoires en 1985 (p. 3872) ; **article 2** : disparité entre l'effort demandé aux revenus du travail et celui demandé aux revenus du capital (p. 3876) ; après **l'article 2** : son amendement n° 22 (rétablissement de l'I.G.F.) : rejeté ; **article 3** : son amendement n° 23 (visant à insérer dans la première phrase de cet article avant la date « 1986 » les mots « 1985 et ») : rejeté ; son amendement n° 24 (précisant que la contribution de 0,4 % s'applique aussi aux produits des placements soumis en 1986 aux prélèvements prévus par l'article 125 A du code général des impôts, au taux de 0,8 % ») ; exonération de certains revenus de 1985 provenant de capitaux mobiliers et soumis à prélèvement libératoire (p. 3877) ; maintien du prélèvement de 1 % institué en 1983 pour un certain nombre de revenus ; rejeté ; **après l'article 3** : son amendement n° 51 (visant à conditionner le recouvrement de la contribution de 0,4 % au dépôt d'un rapport présentant les conditions d'utilisation du produit de cette contribution par la C.N.A.V.) ; son amendement n° 50 (précisant qu'un rapport retraçant l'utilisation du produit de la contribution de 0,4 % par la C.N.A.V. sera déposé sur le bureau des deux assemblées avant le 15 avril 1987) ; information du Parlement sur l'utilisation de la contribution de 0,4 % (p. 3878) ; rejetés ; **article 6** : son amendement n° 25 (augmentation du seuil d'exonération et de la majoration pour enfants à charge relatif à la contibution de 0,4 %) (p. 3879) ; rejeté (p. 3880) ; **article 8** : son amendement n° 26 (précisant un certain nombre de cas d'exonération de la contribution de 0,4 %) ; son amendement n° 27 (précisant un certain nombre de cas d'exonération de la contribution de 0,4 %) (p. 3881-3882) ; reprend l'amendement n° 19 de M. Michel Pelchat (précisant un certain nombre de cas d'exonération de la contribution de 0,4 %) ; ses observations sur la procédure de recours gracieux permettant d'obtenir une exonération de la contribution de 1 % en 1983 ; amendement n° 19 : rejeté au scrutin public ; amendements n° 26 et 27 : rejetés (p. 3883) ; **article 9** : inutilité de l'augmentation du prélèvement sur les traitements des fonctionnaires au titre du financement des retraites ; mensualisation des pensions et retraites ; son amendement n° 28 (de suppression) (p. 3897) ; rejeté au scrutin public (p. 3898) ; **après l'article 9** : suppression de la retenue à la source pour le versement des cotisations sociales et inscription de l'ensemble des cotisations sur le bulletin de paie du salarié (p. 3906).

Son rappel au règlement : propos tenus par M. Jean-Claude Martinez qui a évoqué la mémoire de Gaston Defferre et a mis en cause Klaus Barbie et Jean Moulin ; rapprochement entre l'holocauste et l'I.V.G. ; demande une suspension de séance afin de faire examiner le cas de M. Jean-Claude Martinez [25 juillet 1986] (p. 3873).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : réformes des précédents gouvernements maintenues par la nouvelle majorité ; décentralisation ; sectorisation psychiatrique ; budget global des hôpitaux ; statut des personnels hospitaliers ; confusion des réformes à venir ; valeur de la départementalisation ; danger de la réintroduction du secteur privé à l'hôpital ; loi du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale d'urgence ; réforme relative à la gestion hospitalière et mesures d'économie n'ayant jamais remis en cause le principe de solidarité à la base de la sécurité sociale ; absence de solution à l'augmentation en volume des prescriptions ; nécessité d'un débat au Parlement sur le budget social de la nation [5 nvembre 1986] (p. 5841) ; montant et répartition des crédits ; crédits affectés à l'Ecole nationale de la santé publique ; amputation de 20 % des crédits de formation continue ; désengagement de l'Etat des programmes de prévention ; diminution des crédits pour les actions d'information et de surveillance ; lutte contre la toxicomanie ; nouvelle politique familiale engendrant une redistribution inégalitaire ; plan famille pénalisant les familles qui bénéficiaient sans conditions de ressources des prestations annexes (p. 5842).

Questions : situation du centre de l'A.F.P.A. dans le Doubs [6 novembre 1986] (p. 5940) ; avenir des contrats d'agglomération pour l'insertion sociale des familles immigrées (p 5941).

Economie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des crédits :* II. — **Services financiers : état B, titre III :** son amendement n° 279 (réduction des crédits) [13 novembre 1986] (p. 6280) ; rejeté (p. 6281).

Seconde délibération du projet de loi : article 34 et Etat B, titre IV : prime de déménagement [14 novembre 1986] (p. 6427).

BECHTER (Jean-Pierre)

Député dela Corrèze
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de non élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : recherche et industrie d'armement) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la nouvelle composante des **forces nucléaires stratégiques (n° 368)** [3 octobre 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (° 363) ; tome X : **défense** : recherche et **industrie d'armement** (n° **398**) [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis ; terme de privatisation étant significatif d'une volonté gouvernementale de donner de vraies libertés au monde industriel ; efficacité économique étant indispensable aux industries d'armement ; absence d'un droit d'option du Gouvernement quant aux privatisations ; sociétés concernées par les dénationalisations ; Compagnie générale d'électricité, Péchiney Ugine-Kuhlman, Thomson S.A. ; privatisation ouvrant aux entreprises les voies du marché financier

[22 avril 1986] (p. 220) ; situation de la société Matra ; ordonnances devant préciser les conditions de la protection des intérêts nationaux ; assujettissement des fabrications d'armement à une autorisation du ministre de la défense ; contrôle ministériel particulièrement étroit sur toute modification portant sur la structure du capital des entreprises privées d'armement, la nationalité des dirigeants et les cessions de capital ; commissaires du Gouvernement nommés par le ministre de la défense pouvant le renseigner en permanence sur tous les aspects du fonctionnement des entreprises d'armement ; moyens de pression dont dispose le Gouvernement ; passation des marchés ; exportation du matériel de guerre ; système britannique de la Golden Share ; mesures dites de « respiration du secteur public » ; autorisation pour l'autorité administrative de céder au secteur privé des entreprises publiques sous certaines conditions ; situation de la société des Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation (p. 221) ; ordonnances permettant de régulariser les cessions de filiales indispensables mais juridiquement contestables réalisées par les entreprises publiques entre 1982 et 1986 ; possibilité de réaliser par la voie de l'autorisation administrative toute opération portant sur le capital d'une entreprise publique mais n'ayant pas pour effet de la transférer au secteur privé (p. 222).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* attribution d'une indemnité spéciale de fonction pour risques aux magistrats et aux fonctionnaires chargés de réprimer le terrorisme ; pension aux ayants droit de ces magistrats et fonctionnaires décédés dans l'exercice de leur fonction [27 octobre 1986] (p. 5375, 5376).

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : adoption d'un rapport spécifique consacré aux problèmes de la recherche et des industries d'armement [12 novembre 1986] (p. 6123) ; solde positif dégagé par l'industrie d'armement ; fin des grands contrats ; participation à l'effort national de recherche et de développement ; position de l'Etat face au financement du développement et de l'industrialisation et de l'amortissement des dépenses d'autofinancement ; situation du G.I.A.T. ; fin de présence en extrême-orient ; prise en compte des besoins des industriels sur les marchés extérieurs ; absence de sociétés de commerce à vocation de compensations multilatérales (p. 6124) ; exemple allemand ; coopération internationale et notamment européenne ; industrie et aéronautique française ; lancement d'un avion de combat futur ; problème de l'utilisation d'avions étrangers sur le futur porte-avion nucléaire (p. 6125) ; gestion des budgets de recherche et de développement (p. 6126).

BEGAULT (Jean)

Député du Maine-et-Loire
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

BEGUET (René)

Député de Paris
Apparenté R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : déception et inquiétude de l'opinion publique devant les manœuvres de retardement à l'Assemblée nationale ; relance de l'activité industrielle ne pouvant s'accomplir sans une volonté et un engagement total de la part des entrepreneurs privés ; inspecteurs du travail n'ayant plus à intervenir dans la gestion économique des entreprises ; projet de loi incitant les partenaires sociaux à discuter ; amendements proposés par le Rapporteur apportant des apaisements face aux inquiétudes exprimées par un certain nombre d'organisations syndicales ; rappelle l'engagement des organisations patronales de créer « des centaines de milliers d'emplois » si la suppression de l'autorisation administrative de licenciement était mise en œuvre [29 mai 1986] (p. 1488) ; nécessité de la rapidité (p. 1489).

Discussion des articles : **article 4 :** majorité R.P.R. et U.D.F. ayant défendu l'article 4 [7 juin 1986] (p. 1939) ; son sous-amendement n° 494 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à rédiger ainsi le début de la première phrase de cet amendement. « A titre transitoire et jusqu'à la publication de la loi adoptée en application de l'article 3 tout licenciement pour motif économique ») ; limitation des effets des mesures prévues à l'amendement n° 5 à cette période transitoire (p. 1968) ; vote réservé en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 1969).

— Projet de loi tendant à financer l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 29 :** logements encore soumis à la loi de 1948 [22 juillet 1986] (p. 3655) ; **article 56 :** difficultés des offices d'H.L.M. ; réforme de la procédure de vente des logements sociaux ; simplification de la procédure sur les démolitions d'immeubles vétustes d'organismes H.L.M. ; réhabilitation des îlots sensibles ; exemple des « Minguettes » ou des « 400 » (p. 3731).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : rôle et compétence de la C.N.C.L. ; dispositif anti-concentration en matière audiovisuelle [9 octobre 1986] (p. 4536).

Explications de vote : rôle du Conseil constitutionnel ; rôle de la commission nationale de la C.N.C.L. ; vote positif du groupe R.P.R. [10 octobre 1986] (p. 4648).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* nécessité d'inciter de façon significative à la création d'entreprises nouvelles ; aide aux chômeurs créateurs d'entreprises ; exonération des nouvelles entreprises de leurs charges fiscales et sociales [6 novembre 1986] (p. 5956).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bachelot ; projet de loi étant la suite logique du changement politique intervenu dans le pays depuis le 16 mars ; durée minimale de résidence sur le territoire français pour bénéficier du Fonds national de solidarité et de l'allocation aux adultes handicapés ; lutte contre le S.I.D.A. [5 décembre 1986] (p. 7154) ; demande à ses collègues de s'opposer à l'exception d'irrecevabilité (p. 7155).

Discussion des articles : **article 9** : publicité des moyens contraceptifs masculins devant s'opérer en écartant toute méthode tendant à dénaturer l'action d'information vers le public ; information concernant le S.I.D.A. [6 décembre 1986] (p. 7236) ; nécessité d'éviter que la publicité sur les préservatifs masculins ne puisse servir des causes mercantiles (p. 7254).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : distinction entre l'obligation de motivation, et l'exigence de l'existence d'une cause réelle et sérieuse [9 décembre 1986] (p. 7366) ; son amendement n° 65 (précisant que, lorsque le licenciement n'est pas prononcé pour un motif économique ou pour motif disciplinaire, l'employeur est tenu, à la demande écrite du salarié, d'énoncer la ou les causes réelles et sérieuses du licenciement) : adopté (p. 7368) ; **article 5** : son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 2 de la commission (supprimant le paragraphe I de cet amendement) (p. 7370) ; adopté (p. 7371).

BELLON (André)

Député des Alpes de Haute-Provence
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (coopération) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome VI : **coopération (n° 397)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : nature des recettes résultant de la privatisation ; ordonnances de 1945 ayant dans l'esprit du général de Gaulle pour objet d'établir la concurrence ; dénationalisation remettant en cause la constitution ; absence d'effets bénéfiques de la suppression du contrôle des prix ; absence de déficience du droit actuel de la concurrence ; abstention du Gouvernement à l'égard des ententes illicites et des abus de positions dominantes ; répression des pratiques individuelles considérées comme illégales dans les ordonnances de 1945 ; éventuel abandon du contrôle des concentrations ; droit de recours en matière de concurrence [23 avril 1986] (p. 307, 308).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : organisation des travaux parlementaires [25 juin 1986] (p. 2492) ; absence d'obligations du parti socialiste à choisir entre le « suivisme » à l'égard de la majorité et un refus honteux du terrorisme ; ratification de la Convention d'extradition européenne signée en 1977 ; définition du terrorisme ; terrorisme devant s'apprécier en fonction de la nature du régime qu'il combat (p. 2493) ; Gouvernement se limitant à des opérations de séduction en direction de l'opinion publique (p. 2494).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à abroger l'article 21 de la loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 portant diverses dispositions d'ordre social (n° 147).

Première lecture, explications de vote : tour extérieur du corps des ministres plénipotentiaires [30 juin 1986] (p. 2654, 2655).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : rattachement électoral des Français de l'étranger pour les élections législatives de 1978 ; importance des Français de l'étranger ; avantages du mode de scrutin proportionnel [3 octobre 1986] (p. 4365-4366).

Discussion des articles : **art. 1er** : découpage des circonscriptions en 1982 ; institution du scrutin majoritaire à un tour (p. 4368) ; ses observations (p. 4371).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : rôle du Conseil constitutionnel ; annulation des dispositions relatives à la concentration [9 octobre 1986] (p. 4521) ; problème des radios périphériques ; cumul de positions dominantes dans l'audiovisuel et dans la presse écrite ; application des dispositions du projet sur la presse écrite ; absence d'équipe rédactionnelle (p. 4522).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Discussion générale :* diminution des crédits ; budget privilégiant les actions à court terme au détriment des actions à effet plus lointain comme l'assistance technique ; crise budgétaire traversée par de nombreux états africains ; croissance des autorisations de programme du F.A.C. ; diminution de l'effort de recherche et d'enseignement ; affaiblissement sans précédent du soutien aux initiatives privées et décentralisées ; efficacité des dons [23 octobre 1987] (p. 5252) ; réforme du ministère de la coopération ; inopportunité de remettre en cause la priorité africaine (p. 5253).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : diminution des crédits destinés à appuyer des initiatives privées et décentraliser ; principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des états (p. 5269).

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* utilité des débats de politique étrangère ; rôle de la France dans les relations Est-Ouest ; lien entre dissuasion et désarmement ; importance des couplages Etats-Unis-Europe et République fédérale d'Allemagne-France ; Euromissiles ; rôle du secrétaire d'Etat chargé des droits de l'Homme ; ses doutes sur la cohérence de la politique française vis-à-vis du Proche-Orient ; visite impromptue de M. Tarek Aziz ; participation de la France à la F.I.N.U.L. [24 octobre 1986] (p. 5291) ; terrorisme ; problème de la décolonisation (p. 5292) ; **francophonie** : visite de M. Tarek Aziz à Paris (p. 5313).

Services du Premier ministre : *examen des crédits.* I. — Services généraux, **état B, titre III** : clarification du rôle du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme (p. 5330) ; évolution des démocraties en Amérique latine ; propos de M. Claude Malhuret sur la loi relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ne « touchant » pas aux droits de l'Homme (p. 5331) ; **son rappel au règlement** : abstention du groupe socialiste sur les crédits du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme à cause de l'inopportunité de porter un jugement critique définitif sur une question aussi essentielle que les droits de l'Homme ; imprécision du discours de M. Claude Malhuret (p. 5333) ; **après l'article 73** : ses observations (p. 5335).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : problème de la souveraineté nationale ; internationalisation du marché ; concurrence avec les pays d'outre-Atlantique et d'outre-Pacifique [20 novembre 1986] (p. 6652) ; concomittance des développements économiques et de la dynamique sociale ; souveraineté nationale exigeant une meilleure coordination européenne en matière de défense ; globalisation de l'action économique communautaire ; ses observations sur la demande de constitution d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal ; cohérence imposée dans le budget de la recherche française (p. 6653).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 375).

Première lecture, explications de vote : sens d'un éventuel refus d'autorisation d'approbation ; relations de la France avec les pays d'Afrique francophone ; accueil du Président de la République au Burkina Faso ; orientation diplomatique de la France [16 décembre 1986] (p. 7633).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 439).

Première lecture, discussion générale : opportunité d'organiser un débat sur la coopération ; question des critères d'octroi des aides ; relations passées avec le Centre-Afrique changement d'attitude des orateurs de la majorité voulant voter contre un projet autorisant une ratification puis votant finalement pour ; propos de M. Bernard Bosson et hypothèse d'un changement politique en matière de coopération [16 décembre 1986] (p. 7638).

BELORGEY (Jean-Michel)

Député de l'Allier
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvert (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : tentation gouvernementale de recourir à des moyens étant de nature à rassurer une opinion justement inquiète ; violence juridique dont fait preuve le Gouvernement [25 juin 1986] (p. 2484) ; définition du terrorisme ; dispositions concernant les repentis ; caractère dangereux de la généralisation des contrôles d'identité ; efficacité de la lutte contre la délinquance ne pouvant passer par la seule répression (p. 2485) ; délinquance financière ; rôle de la justice ; état de droit n'existant pas tant que la loi fixe des limites claires aux interventions des différentes catégories d'autorité publique (p. 2486).

Discussion des articles : **article 3** : problème posé par l'absence de définition actuelle du terrorisme ; conduite des opérations d'enquêtes préliminaires ; centralisation des procédures amenant les policiers à intervenir à distance ; nécessité d'une surveillance judiciaire suffisante [26 juin 1986] (p. 2516) ; **article 700-1 du code de procédure pénale** : terrorisme constituant à la fois un moyen et un but ; nécessaire définition du terrorisme (p. 2522).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : influence des apports extérieurs sur la France ; diversification de la communauté nationale étant propre à favoriser son dialogue ; importance de la diversité ethnique et culturelle sur la frontière ; amalgame fait entre l'idée « d'étrangers » et celle de « délinquants » ; texte étant conçu pour donner satisfaction à la rumeur ; appréciation aux frontières de la notion de moyens d'existence ; appréciation de la menace à l'ordre public ; nécessité d'un caractère suspensif des recours formés par les étrangers ; déqualification de l'étranger au regard du droit de séjour en cas de délinquance [10 juillet 1986] (p. 3104) ; délinquance étrangère ; remise en cause du droit au regroupement familial ; situation de l'étranger père ou mère d'un enfant français au regard de l'expulsion ; alignement des règles relatives à la délivrance de la carte de dix ans sur celles relatives à l'expulsion ; situation des étrangers ayant habituellement résidé en France depuis avant l'âge de dix ans ; deuxième et troisième génération maghrébine ; demande qu'il ne soit pas opposé aux demandeurs d'asile l'absence de moyens d'existence (p. 3105) ; nécessité de faire reposer le droit au séjour sur un mécanisme contradictoire (p. 3106).

Discussion des articles : **article 1er** ; notion de moyens d'existence ; étrangers devant, dans certains cas, présenter à la frontière un certificat d'hébergement et un certificat de prise en charge ; bénéficiaires pouvant être autorisés à prolonger leur séjour en obtenant une carte de résident ordinaire ; documents demandés pour la justification des moyens d'existence ; situation des demandeurs d'asile [10 juillet 1986] (p. 3140) ; **après l'article 1er** : rappelle les conditions d'accès à l'aide sociale ; cas d'ouverture de l'aide médicale gratuite (p. 3151) ; **article 2** : exception relative à l'ordre public pour l'attribution de la carte de résident risquant de glisser vers un détournement de procédure [11 juillet 1986] (p. 3179) ; **article 3** : vocation de la carte de résident de dix ans ; régulation de la durée de l'absence de l'étranger du territoire national ; problèmes de la réadaptation dans le pays d'origine [11 juillet 1986] (p. 3211) ; **article 4** : réserves des conventions internationales ; documents et visas exigés par les conventions internationales ne s'appliquant pas à la procédure de l'asile [15 juillet 1986] (p. 3247) ; peine de reconduite à la frontière ne devant pas s'appliquer aux étrangers ne pouvant être expulsés en vertu de l'article 25 de l'ordonnance (p. 3249) ; **article 5** : anachronisme consistant à faire dépendre la sauvegarde de droits individuels de l'intervention des autorités consulaires ; conséquences pratiques du projet [15 juillet 1986] (p. 3274) ; sens de l'expression « mis en mesure » ; nécessité d'offrir à tout étranger la possibilité de disposer d'un délai d'un jour

franc avant l'exécution de l'arrêté de reconduction ; situation des personnes auxquelles le renouvellement de leur carte de séjour temporaire a été refusé et se maintenant néanmoins sur le territoire plus d'un mois (p. 3275) ; pratique des guichets ; recours pour excès de pouvoir n'étant pas suspensif (p. 3276).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : reprise des avantages accordés aux titulaires de bas revenus ; accès des étrangers aux prestations familiales [18 novembre 1986] (p. 6499) ; allocation parentale d'éducation ; suppression de certaines allocations redistributives ; disparition du cumul entre A.P.E. et A.J.E. ; plan pauvreté de M. Adrien Zeller ; suppression de la prime de déménagement et du complément familial (p. 6500) ; aide aux familles modestes (p. 6501).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 90 (de suppression) [19 novembre 1986] (p. 6561) ; rejeté (p. 6562).

BENOIT (René)

Député des Côtes-du-Nord
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Application de la loi sur l'enseignement agricole privé : difficultés des établissements par suite de la non application de la loi du 31 décembre 1984 ; problème posé par la prise en compte des charges salariales des enseignants et le paiement de la subvention de fonctionnement ; difficultés de trésorerie des établissements [10 décembre 1986] (p. 7456-7457).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* mise en œuvre d'une loi de programme sur le patrimoine [23 octobre 1986] (p. 5219) ; allégement des procédures de protection du patrimoine ; modification des critères d'attribution de la dotation touristique du fonds d'action locale ; poursuite de la politique de défiscalisation en faveur des propriétaires privés de monuments classés ou inscrits ; développement des classes du patrimoine ; appel au mécénat (p. 5220).

BENOUVILLE (Pierre de)

Député de Paris
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les conditions de fonctionnement de **l'Office français de protection des réfugiés et apatrides** créé par la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 **(n° 353)** [12 août 1986].

BEREGOVOY (Pierre)

Député de la Nièvre
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497). Démissionnaire [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Politique au Moyen-Orient : libération de deux des otages français détenus au Liban ; interview du Premier ministre au Washington Times ; doute quant à la fermeté du Gouvernement envers les pays cautionnant le terrorisme ; négociation avec la Syrie et l'Iran ; compromissions indignes de la France et dangereuses pour l'évolution des relations internationales [12 novembre 1986] (p. 6145).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 118 (imposition à 40 % du bénéfice réalisé au cours des exercices ouverts après le 31 décembre 1985 dans la mesure où ce bénéfice est affecté après impôt à une réserve spéciale) [26 mai 1986] (p. 1171) ; rejeté au scrutin public (p. 1173).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5 :** son amendement n° 175 (tendant à abaisser à 40 % le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis et à rétablir le taux de 50 % dans les autres cas) [16 octobre 1986] (p. 4879) ; son amendement n° 174 (tendant à ramener à 42 % le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise et à rétablir le taux de 50 % dans les autres cas) (p. 4880) ; rejeté au scrutin public (p. 4882).

BERGELIN (Christian)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Alain Calmat : loto sportif : diminution des crédits affectés au ministère de la jeunesse et des sports depuis cinq ans ; augmentation en 1986 des ressources extra-budgétaires ; lutte contre le chômage des jeunes [23 avril 1986] (p. 262) ; caractère exceptionnel du plafonnement de la part des recettes du loto sportif allouée au fonds national pour le développement du sport (p. 263) ;

— M. Dominique Perben : congrès de la J.O.C. ; rôle du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports qui devait y présenter ses réalisations ; réception d'une dépêche de la J.O.C. selon laquelle « à l'exception du ministre de tutelle, seules étaient invitées les forces politiques et syndicales de gauche » ; reconsidération de la subvention annuelle accordée à la J.O.C. ; existence d'un détournement

de fonds sous couvert de l'attribution d'une subvention à une grande association du nord de la France dont la principale opération prévue au programme était d'inscrire 1936 dans la mémoire de la jeunesse française ; volonté d'encourager les aides publiques en faveur de la jeunesse [21 mai 1986] (p. 996) ;

— **M. Robert Chapuis : financement des associations :** subventions accordées aux associations en fonction de la réalité des projets présentés [19 novembre 1986] (p. 6545) ; politique tournée plus vers l'individu que vers les associations pour éviter les abus de la période 1981-1986 ; reversement par les associations ne pouvant attester la réalisation de leur projet des fonds attribués (p. 6546).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie.

Services du Premier Ministre : V - Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* organisation par la France des jeux olympiques d'hiver de 1992 ; part du budget de la jeunesse et des sports dans le budget général ; chute des crédits d'intervention depuis 1983 ; annonce d'autorisations des programme le 14 mars 1986 ; augmentation des ressources extra-budgétaires [4 novembre 1986] (p. 5810) ; réorganisation de l'administration centrale ; attribution de subventions aux associations ; conclusion de contrats d'objectifs entre l'Etat et les associations ; ressources du Fonds national de développement du sport ; ressources effectivement affectées au sport durant les trois dernières années (p. 5811) ; aménagement du temps de l'enfant ; création d'une formation de la jeunesse ; bourse du défi ; lutte contre la toxicomanie ; formation des cadres et animateurs ; (p. 5812) ; révision du dispositif de la carte jeune ; centres de vacances ; politique sportive ; plan d'incitation et d'aide de recrutement d'éducateurs et de vacateurs sportifs au bénéfice des clubs ; jeux olympiques d'hiver à Albertville ; affectation des contrats de préparation olympique à créer selon les besoins exprimés par les fédérations ; évaluation des capacités physiques des jeunes français ; mise en place des centres d'entraînement et de formation (p. 5813) ; aide financière personnalisée ; convention entre le secrétariat d'Etat et les entreprises ou les collectivités locales ; soutien médical ; équipement sportif ; programme « maisons d'accueil sportif » ; amélioration de la formation au métier du sport (p. 5814).

Répond aux questions de :

— *M. René Haby :* finalité de l'institut national de l'éducation populaire à Marly-le-Roi ; rapport Belin-Gisserot (p. 5815) ;

— *M. Jean Briane :* développement du rôle de l'animation sportive ; animation des temps extra-scolaires ; mise à disposition de vacataires ; problème de l'utilisation de jeunes militaires du contingent (p. 5815) ;

— *M. Jean Brocard :* évolution des M.J.C. ; réduction des crédits destinés à subventionner des associations nationales ; attribution de postes supplémentaires Fonjep aux M.J.C. (p. 5816) ;

— *M. Claude Birraux :* abus constaté dans l'utilisation des deniers publics ; modification du mode de distribution des subventions ; établissement d'un système de contractualisation ; attribution et contrôle de l'utilisation des postes Fonjep (p. 5816) ;

— *M. Jean-François Jalkh :* subvention accordée à certaines associations (p. 5817) ;

— *M. Ronald Perdomo :* augmentation de l'ensemble des crédits mis à la disposition du mouvement sportif dans les régions par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ; négociation d'un contrat Etat-région avec la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (p. 5817) ;

— *M. Roger Corrèze :* formule actuelle du loto sportif ; remontée constante des enjeux (p. 5818) ; création du corps des professeurs de sport ; promotion des catégories des personnels du Secrétariat d'Etat ; nouveau régime indemnitaire ; devenir du professorat de sport (p. 5819) ;

— *M. Gérard Kuster :* financement des chantiers de jeunes bénévoles ; développement de la formule « campus du patrimoine » ; participation de toutes les grandes associations de chantiers à l'œuvre de restauration du patrimoine (p. 5818) ; préparation des échéances olympiques ; prévision de 50 postes supplémentaires ; encadrement technique des fédérations ; établissement de contrats d'objectifs (p. 5820) ;

— *M. Alain Lamassoure :* différentes formules de paris sur les rencontres de pelote basque existant actuellement en Europe ; échec de la première formule omnisport du loto sportif ; dotation versée à la pelote basque en 1986 (p. 5819) ;

— *M. Xavier Dugoin :* évaluation précise et l'affectation des postes Fonjep (p. 5820) ; aide apportée par l'Etat aux associations nationales et locales pour les centres de vacances (p. 5821) ;

— *M. Jean-Paul Charié :* mise en place d'une nouvelle écurie de formule 1 à 100 % française (p. 5820) ;

— *M. Christian Demuynck :* difficulté rencontrée par les associations sportives de jeunesse ou d'éducation populaire concernant leurs cotisations de sécurité sociale dues pour l'emploi de professionnels extérieurs exerçant une activité accessoire (p. 5821) ;

Examen des crédits : **Etat B - Titre III :** paiement des frais de déplacement des formateurs ou de ceux qui sont en formation (p. 5822) ; **après l'article 73 ;** attribution des crédits du fonds national de développement du sport (p. 5825).

BERNARD (Michel)

Député de la Haute-Vienne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

BERNARD (Pierre)

Député du Tarn
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

BERNARDET (Daniel)

Député de l'Indre
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une **délégation parlementaire à l'information nucléaire (n° 188)** [5 juin 1986].

BERNARD-REYMOND (Pierre)

Député des Hautes-Alpes
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

BERSON (Michel)

Député de l'Essonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1984] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **42**, posée le 27 mai 1986 : **police (commissariats : Essonne)** (P. 1310) ; appelée le 30 mai 1986 : **construction d'un commissariat de police à Montgeron** : emplacement du projet (p. 1512) ;

— n° **135**, posée le 25 novembre 1986 : **gendarmerie (fonctionnement : Essonne)** (p. 6774) ; appelée le 28 novembre 1986 : **brigades de gendarmerie du Nord-Est de l'Essonne** : décision arbitraire de regrouper à Brunoy deux brigades de gendarmerie alors que le précédent Gouvernement avait choisi d'implanter la nouvelle unité à Boussy-Saint-Antoine (p. 6942) ; pas de consultation des élus locaux ; forte délinquance autour du centre commercial situé à proximité du lieu où devait être installée la brigade de gendarmerie (p. 6943).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **art. 1er** : arbitraire patronal ; forte augmentation du chômage pour le deuxième semestre ; avenir des conventions collectives sur la consultation des représentants du personnel et les mesures de reclassement et d'indemnisation des chômeurs en cas de licenciement économique ; rôle du projet de 1975 [4 juin 1986] (p. 1698).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* importance du choix du plan câble [31 octobre 1986] (p. 5666) ; remise en cause de ce plan par le Gouvernement (p. 5667) danger du « téléport » (p. 5669) ; nécessité d'empêcher l'établissement entre sites de téléport de communications interurbaines concurrençant le réseau national de télécommunications (p. 5670) ;

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* lutte contre l'alcoolisme, le tabagisme et la toxicomanie dans les collèges et les lycées ; suppression de postes de médecins scolaires et de personnels de santé scolaire ; suppression d'emplois dans l'éducation physique et sportive et de mises à disposition [3 novembre 1986] (p. 5738).

Examen des crédits : **état C, titre V** : prévention de la toxicomanie ; nombre de maîtres d'internat et de surveillants d'externat ; falsification des chiffres du bleu budgétaire par Mme Michèle Alliot-Marie [4 novembre 1986] (p. 5750) ;

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* s'interroge sur la réalité de la progression des crédits de la formation professionnelle ; non affectation des crédits ; absence de mesure spécifique de formation professionnelle et d'insertion sociale pour les jeunes les plus défavorisés ; durée des stages d'initiation à la vie professionnelle ; recul important de certains crédits ; exonération des charges sociales en faveur des entreprises embauchant des jeunes ne constituant pas une innovation à l'emploi des jeunes [6 novembre 1986] (p. 5911) ; diminution du financement des mesures de formation des adultes (p. 5912).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement** : regrette que la commission des affaires culturelles n'ait été réunie pour examiner l'amendement déposé par le Gouvernement et reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail [19 décembre 1986] (p. 7905).

BESSON (Jean)

Député du Rhône
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630). Vice-président de cette commission [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14312).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : projet de loi constituant un élément essentiel de la politique du logement [17 juillet 1986] (p. 3429) ; crise de l'industrie de la construction ; influence de la loi Quillot ; neutralisation des effets de la loi de 1948 ; caractère positif des mesures destinées à élargir l'offre foncière ; nécessaire extension d'organismes H.L.M. du régime de la liberté des loyers ; possibilité de demander aux locataires, dont les ressources dépassent le fonds réglementaire, d'acquitter un « surloyer » (p. 3430) ; nécessaire modification du régime actuel de vente des biens immobiliers appartenant aux organismes H.L.M. (p. 3431).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* supplée M. Philippe Legras [30 octobre 1986] (p. 5577).

BESSON (Louis)

Député de la Savoie
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à prévoir des dispositions transitoires pour les agents titulaires et non titulaires de l'établissement visé au 7° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant **dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (n° 174)** [5 juin 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 74 (possibilité de considérer certaines constructions contribuant au maintien ou à la reprise d'une exploitation agricole en zone de montagne comme étant de l'intérêt de la commune) ; survie de l'agriculture en montagne [11 août 1986] (p. 4216) ; rejeté (p. 4217) ; **article 4** : suppression de l'obligation de création du conseil de développement social (p. 4220) ; rôle du secteur associatif en matière d'action sociale (p. 4221) ; missions de la commission consultée sur les orientations générales du schéma départemental social (p. 4222) ; **article 8 *bis*** : élection à la proportionnelle des bureaux des conseils généraux (p. 4229) ; **article 8 *ter*** : son amendement n° 55 (conditions des lesquelles les établissements scolaires peuvent justifier d'une capacité d'accueil) ; problème de la contribution des communes de résidence aux frais de scolarité des enfants scolarisés dans les communes d'accueil ; cas des communes où le poste d'enseignant a été supprimé alors que leurs effectifs leur permettaient d'y prétendre (p. 4233, 4234) ; sa préférence pour l'exonération de la commune d'origine des frais de scolarité des enfants ; rejeté (p. 4235) ; **article 22 *bis*** : son amendement n° 72 (de suppression) (p. 4258) ; blocage de l'application des modalités de répartition de la D.G.F. de la loi de novembre 1985 (p. 4259) ; adopté (p. 4260) ; son amendement n° 73 (de suppression) ; préjudice cause aux grandes villes par l'application des critères du potentiel fiscal pour l'attribution de la D.G.F. (p. 4261) ; rejeté ; **article 26** : gel du produit de la taxe sur les remontées mécaniques ; non-assujettissement de celle-ci à la T.V.A. (p. 4262) ;

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 20** : efficacité du comité de candidature de la Savoie pour les jeux olympiques d'hiver de 1992 ; maintien des engagements de l'Etat pour le financement des infrastructures routières ; assiette de la taxe spéciale d'équipement [11 décembre 1986] (p. 7546) ; assujettissement des constructions édifiées dans les Z.A.C. ; taxe visant essentiellement les résidences secondaires ; modalités de recouvrement et cas d'exonération (p. 7547) ; exonération des villages de vacances ; son sous-amendement n° 40 à l'amendement de la commission (tendant à préciser les cas d'exonération de la taxe spéciale d'équipement) (p. 7548) ; devenu sans objet ; durée de sa perception (p. 7549).

BICHET (Jacques)

Député du Territoire de Belfort
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre du conseil supérieur de la mutualité [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Membre titulaire de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Membre titulaire de la commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

Membre supplémant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Répercussion de la baisse des produits pétroliers : répercussion intégrale de la baisse du prix du pétrole sur le prix de l'essence et du fioul [18 juin 1986] (p. 2309).

BIGEARD (Marcel)

Député de Meurthe-et-Moselle
Apparenté U.D.F.

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : ses observations précisant que M. Jean-Marie Le Pen soulève des problèmes repris par la majorité ; son propos sur M. Jean-Marie Le Pen qui « sortirait toutes les cinq minutes l'article 49, alinéa 3, de la Constitution » ; raison de son appartenance à l'U.D.F. ; ses observations sur les propos de M. Roger Holeindre « auxquels il faut se retenir de ne pas applaudir » ; sa participation à la Résistance [5 août 1986] (p. 4063) ; son attachement à la France (p. 4064).

— Son rappel au règlement : rapatriement des corps des soldats français tués en Indochine [15 octobre 1986] (p. 4767) ; exprime sa fierté d'avoir combattu en Indochine ; union des démocraties et du monde libre ; faire l'Europe étant un idéal pour la jeunesse (p. 4768).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens Combattants. — *Discussion générale :* taux de réversion des pensions des veuves [22 octobre 1987] (p. 5115) ; échelle 4 ; son hommage à l'armée d'Indochine (p. 5116).

Défense nationale. — *Discussion générale :* consensus autour de la défense nationale ; objectif de 20 % du budget national consacré à la défense souhaité par M. Giscard d'Estaing [12 novembre 1986] (p. 6169) ; rappelle son vote positif sur le premier budget de M. Charles Hernu ; annulation de crédits ; construction de l'Europe ; force nucléaire stratégique et tactique ; position du Général Copel ; réarmement moral de la nation ; intérêt du service national ; coût du système de défense aéroporté Awacs ; emploi de l'arme tactique (p. 6170) ; renforcement des forces morales (p. 6171).

BILLARDON (André)

Député de la Saône-et-Loire
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 70).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

Refuse la parole à M. Jacques Roger-Machart lors de la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7) [24 avril 1986] (p. 343).

Lors de la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7) :

Répond aux rappels au règlement de MM. Georges Hage, François Bachelot et Jean-Pierre Schenardi n'ayant pas grand chose à voir avec le règlement [28 avril 1986] (p. 513).

Répond à M. Robert-André Vivien, Rapporteur général de la commission des finances sur les modalités d'examen des amendements (p. 516).

Rappelle qu'il faut respecter la parole de chacun [6 mai 1986] (p. 788).

Rappelle que le débat parlementaire doit avoir une certaine tenue (p. 789).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Schenardi : indique que c'est au président de préciser aux orateurs qu'ils n'ont pas à s'écarter du sujet (p. 790).

Rappelle à M. Guy Malandain qu'il ne doit pas se laisser interrompre par certains de ses collègues (p. 794).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : souhaite pour la clarté du débat, que tous les membres de l'Assemblée nationale fassent preuve d'esprit de tolérance et de sérieux (p. 796).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : pouvoir d'organisation des débats du président de séance (p. 797).

Indique à M. Charles Millon qu'il l'a laissé parler plus longtemps que son temps de parole ne le prévoyait et qu'il est inexact de dire qu'il a laissé parler M. Jean Auroux contre le règlement (p. 806).

Répond au rappel au règlement de M. Michel Delebarre : nécessité de garder les explications de fond pour l'examen des amendements (projet de loi n° 109 relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement) [2 juin 1986] (p. 1577).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109) :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert : lui rappelle les dispositions de l'article 54, alinéa 5 du règlement [4 juin 1986] (p. 1715).

Rappelle que la clôture de la discussion a été décidée en vertu de l'article 57 du règlement (p. 1716).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Paul Chomat : rappelle que la réserve demandée par le Gouvernement est de droit (p. 1723).

Rappelle à M. Michel Delebarre que s'il souhaite parler plus des cinq minutes autorisées par le règlement, il a la faculté de prendre la parole sur plusieurs amendements [5 juin 1986] (p. 1798).

Consulte l'Assemblée sur la demande de clôture de la discussion sur l'article 2 présentée par M. Bruno Bourg-Broc (p. 1808).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bruno Bourg-Broc : rappelle qu'il s'est contenté d'appliquer strictement l'article 57 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1809).

Ses observations sur le fait personnel de M. Georges Hage : relève que les propos de M. Georges Hage ne constituent pas un fait personnel.

Lors de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98) :

Prie les députés d'écouter M. Jean-Pierre Sueur présenter ses amendements [17 juin 1986] (p. 2275).

Prie M. Hector Rolland de laisser M. Guy Vadepied soutenir les sous-amendements discutés (p. 2276).

Indique les raisons qui l'ont conduit à ne pas interrompre M. Jean-Jack Queyranne (p. 2288).

Indique à l'Assemblée ses souhaits sur le déroulement du débat sur l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (p. 2290).

Regrette que les souhaits du Gouvernement, en matière de déroulement du débat, n'aient pas été communiqués à la conférence des présidents pour lui permettre de s'organiser en conséquence (projet de loi n° 155 relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat) [24 juin 1986] (p. 2426).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généreux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206) :

Propose à l'Assemblée le choix entre la poursuite de la discussion du projet ou la suspension des travaux (p. 2899).

Précise qu'il sera obligé de lever la séance si le délai fixé pour sa durée n'est pas respecté (p. 2903).

Constate qu'il apparaît impossible de mener le débat à son terme et lève la séance (p. 2903).

Lors de la discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) :

Donne la parole à M. Jean-Yves Le Déaut de façon tout à fait exceptionnelle [11 juillet 1986] (p. 3184).

Précise que M. Jean-François Jalkh a tenu les propos qu'il voulait pour soutenir l'amendement n° 177 de M. Le Pen (p. 3185).

Invite M. Gérard Fuchs à déposer un sous-amendement en bonne et due forme pour que le débat gagne en clarté ; fait remarquer à M. Guy Ducoloné qu'il reprend l'interprétation de la présidence [11 juillet 1986] (p 3200).

Indique à M. Gilbert Gantier qu'il préfère lui donner la parole contre l'amendement suivant pour éviter d'allonger les débats (p. 3216).

Confirme l'irrecevabilité de certains amendemens déposés par le groupe communiste [17 juillet 1986] (p. 3457).

Indique que le règlement autorise à s'inscrire contre les amendements (p. 3460).

Demande à M. André Fanton, rapporteur pour avis, de le laisser présider (p. 3465).

Précise à M. Germain Gengenwin que le problème technique de l'obligation du contrat écrit a été résolu par une modification de la rédaction de l'article 2 (p. 3471).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Malandain : nombre de séances (p. 3472).

Règles de la discussion commune des amendements [21 juillet 1986] (p. 3546).

Rappelle les modalités de la réserve de la discussion de certains articles (p. 3561).

Répond au rappel au règlement de M. André Lajoinie ; ses observations [24 juillet 1986] (p. 3815).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la liberté de communication (n° 299) :

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne : ses observations [4 août 1986] (p 3986).

Répond au rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : déroulement des débats (p. 4010).

Répond au rappel au règlement de M. François Bachelot : déroulement du débat ; suspension des travaux en début de séance [4 août 1986] (p. 4017).

Proposition de loi relative à la liberté de Communication (n° 15) :

Demande à M. Jean-Jack Queyranne d'arrêter son propos pour permettre aux députés de « se calmer » [4 août 1986] (p. 4021).

Rappelle le caractère indicatif du temps de parole annoncé pour les motions de procédure (p. 4021).

Répond au rappel au règlement de M. Willy Diméglio : ses observations [5 août 1986] (p. 4037).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) :

Refuse la parole à M. Jean-Jacques Barthe après le début du vote sur une explication de vote [11 août 1986] (p. 4217).

Précise à M. Paul Mercieca qu'il avait terminé la présentation de son amendement avant de reprendre la parole (p. 4218).

Donne à titre exceptionnel la parole à M. Louis Besson pour répondre au Gouvernement (p. 4222).

Précise à M. Jean Kiffer qu'il aurait voulu qu'il dépose un amendement pour obtenir le rétablissement d'un article supprimé par le Sénat et que ni le Gouvernement, ni la commission ne reprennent (p. 4260).

Lors de la discussion du projet de loi complétant la loi 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et de la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) :

Répond au rappel au règlement de M. Bertrand Cousin ; rappelle que les intervenants précédents se sont exprimés sur un article [9 octobre 1986] (p. 4551) ; organisation des travaux de l'assemblée (p. 4552).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Christian Goux : rappelle qu'il avait été décidé de mettre à profit le délai entre les deux séances pour examiner les différents amendements [17 octobre 1986] (p. 5014).

Répond au rappel au règlement de M. Gérard Bordu : précise qu'il a pour mission de conserver leur sérénité aux travaux de l'Assemblée [23 octobre 1986] (p. 5227).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1987 (budget annexe des postes et télécommunications) (n° 363) :

Rappelle la répartition des temps de parole entre les groupes et le Gouvernement [31 octobre 1986] (p. 5666).

Appelle les orateurs et le Gouvernement au respect de leur temps de parole [13 novembre 1986] (p. 6284).

Précise que les rappels au règlement se font en cinq minutes [14 novembre 1986] (p. 6407).

Répond au rappel au règlement de M. Christian Pierret : usage voulant qu'en matière de recevabilité des amendements, le président de séance s'en remette à l'avis du président de la commission des finances (p. 6408).

Lors de la discussion des articles du projet de loi de programme, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479) :

Possibilité de discuter sur les annexes et de les amender [27 novembre 1986] (p. 6845).

Ses observations sur l'organisation du débat ; nécessité d'une séance de nuit (p. 6870).

Refuse la suspension de séance demandée par M. Jean Giard afin de permettre aux groupes de recevoir des représentants des manifestants étudiants ; délégation du groupe communiste aux mains de M. Robert Montdargent [2 novembre 1986] (p. 6840).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : présence du Gouvernement en séance ; information de M. Jacques Barrot sur la demande de M. Pierre Joxe de réunion de la commission des affaires culturelles [4 décembre 1986] (p. 7091).

Répond aux rappels au règlement de M. Pierre Joxe : précise qu'il a transmis les demandes de réunion de la commission des affaires culturelles de M. Pierre Joxe et de M. François Asensi à M. Jacques Barrot [4 décembre 1986] (p. 7094).

Répond au rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint : précise les conditions dans lesquelles il peut accorder une suspension de séance ; nécessité d'une délégation du président de groupe [4 décembre 1986] (p. 7094).

Répond au rappel au règlement de M. Gabriel Kaspereit : vote par scrutin public sur la demande de suspension de séance de Mme Muguette Jacquaint [4 décembre 1986] (p. 7095).

Répond au rappel au règlement de M. Gabriel Kaspereit : son objectivité dans la conduite des débats [4 décembre 1986] (p. 7097).

Répond au rappel au règlement de M. Gabriel Kaspereit : précise que sa conduite des travaux respecte le règlement de l'Assemblée ; impartialité des vice-présidents issus de son groupe étant reconnue par certains journalistes [4 décembre 1986] (p. 7107).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : ses observations [4 décembre 1986] (p. 7107).

Lors de la discussion des articles du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) :

Précise qu'il ne peut redonner la parole sur chaque amendement pour répondre à la commission ou au gouvernement [9 décembre 1986] (p. 7361).

Répond au rappel au règlement de M. Michel Coffineau : estime que la discussion de son amendement n° 38 lui est apparue incompatible avec le rejet de l'amendement n° 3 ; précise que cet amendement peut être raccroché à un article ultérieur ou renvoyé à une seconde délibération [9 décembre 1986] (p. 7374).

En qualité de député.

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : dénationalisation du secteur public industriel relevant d'un choix purement idéologique [23 avril 1986] (p. 285) ; utilisation du produit des ventes des entreprises publiques pour équilibrer les comptes publics ; impossibilité pour le Gouvernement d'interdire aux concurrents de la France de pénétrer des secteurs industriels stratégiques ; paralysie des décisions frappant les entreprises vouées à la dénationalisation ; caractère illusoire des clauses de sauvegarde à l'égard de l'investissement étranger ; constitution d'une économie mixte demeurant une réponse originale aux faiblesses de l'économie française (p. 286) ; nationalisations de 1981 ayant constitué un outil privilégié dans la mise en œuvre de la politique industrielle du pays ; réduction des crédits de politique industrielle ; bilan des entreprises nationalisées ; rôle joué par elles dans la stratégie des pôles de conversion (p. 287).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* avenir des pôles de conversion ; suppression d'une fraction de la prime à l'aménagement du territoire [28 octobre 1986] (p. 5421).

Industrie. —*Discussion générale :* perspective d'investissements industriels pour 1987 ; réduction des aides à l'exportation [31 octobre 1986] (p. 5621) ; maintien des aides à l'innovation de l'Anvar ; inscription des dotations au capital des entreprises nationalisées au budget des charges communes ; politique et énergétique ; situation de la filière électronique ; suppression du fonds industriel de modernisation (p. 5622) ; nomination de M. Jacques Maisonrouge à la direction générale de l'industrie (p. 5623).

BILLON (Alain)

Député de Paris
Socialiste

Devenu député le 24 octobre 1986, en remplacement de M. Lionel Jospin, élu député de la Haute-Garonne [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12871).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13019).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13020).

BIRRAUX (Claude)

Député de la Haute-Savoie
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-président de cette commission [*J.O* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 131) tendant à décentraliser les décisions en matière d'urbanisme commercial [9 octobre 1986] (p. 4560).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430) [27 novembre 1986] (p. 6910).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à élargir la procédure du **vote par procuration (n° 121)** [15 mai 1986].

Proposition de loi d'orientation relative au développement du **climatisme et de la climatothérapie (n° 122)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à prendre en compte les ressources du concubin notoire pour l'attribution des **prestations d'aide sociale (n° 123)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à décentraliser les décisions en matière **d'urbanisme commercial (n° 131)** [15 mai 1986].

Proposition de loi relative à la **dotation globale d'équipement (n° 164)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à l'harmonisation du **régime fiscal** des **couples mariés** et des **couples en état de concubinage (n° 264)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi visant à faciliter le **développement du logement locatif privé (n° 265)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi visant à faciliter **l'acquisition des terrains par les accédants à la propriété (n° 266)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à autoriser les collectivités locales à accorder des **subventions d'investissement aux établissements d'enseignement privé sous contrat d'association (n° 295)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à favoriser **l'emploi des jeunes (n° 317)** [31 juillet 1986].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Claude Birraux, au nom de la commission de la production et des échanges, sur **l'économie brésilienne** et l'évolution des échanges entre la France et le Brésil **(n° 560)** [16 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 61 :** son amendement n° 340 (abrogation du deuxième alinéa de l'article L. 261-10 du code de la construction et de l'habitation) : non soutenu [23 juillet 1986] (p. 3783) ; **après l'article 67 :** son amendement n° 342 (insertion de l'intitulé d'un titre V) : non soutenu ; son amendement n° 344 (exclusion des prêts à caractère social consentis par les C.A.F., l'Etat ou les employeurs de la loi du 13 juillet 1979 sur la protection des emprunteurs) ; non soutenu (p. 3792).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. II. — **Recherche et enseignement supérieur.** — *Discussion générale :* objectifs de la loi de 1982 n'ayant pas été atteints ; personnels affectés au musée de la Villette ; évolution des effectifs de la recherche publique ; recherche indsutrielle ayant été assumée par les grandes entreprises nationales [4 novembre 1986] (p. 5771) ; rôle de l'A.N.V.A.R. ; rôle du F.I.M. ; suppression du C.E.S.T.A. ; évaluation des résultats de l'O.R.S.T.O.M. ; projet Eurêka ; négociation des participatons européennes à l'I.D.S. ; recherche universitaire (p. 5772).

Services du Premier Ministre : V. — Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* réduction des crédits destinés aux M.J.C. ; promotion de la vie associative ; installation de garde-fou pour éviter des affaires telles que celles du Carrefour de développement [4 novembre 1986] (p. 5816).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : délivrance des titres d'ingénieurs et organisation des études doctorales ; formation à la recherche par la recherche ; formation des ingénieurs à l'étranger ; insuffisance du nombre des ingénieurs de recherche dans les entreprises ; dichotomie entre université et école ; action de l'université de technologie de Compiègne ; complémentarité des écoles d'ingénieurs et de l'université ; organisation des études doctorales [28 novembre 1986] (p. 6965) ; alignement de la durée du doctorat sur celle du PhD anglo-saxon ; préparation du doctorat d'Etat réservé aux étudiants se destinant au professorat ; conclusion du premier rapport publié par le comité national d'évaluation présidé par M. Laurent Schwartz ; recrutement d'enseignants titulaires n'ayant pas la nationalité française (p. 6966).

BLANC (Jacques)

Député de la Lozère
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réforme des lycées** : inquiétude des présidents des conseils régionaux ; recherche de solution financière pour réussir le transfert de compétences dans le domaine de l'enseignement [8 octobre 1986] (p. 4460).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : inopportunité de rendre publics les avis et recommandations du Conseil supérieur d'orientation [7 octobre 1986] (p. 4417).

Explications de vote : inefficacité des offices ; inopportunité de casser les structures concernant la production viticole ; amélioration du texte par la procédure parlementaire [8 octobre 1986] (p. 4482) ; apport de l'agriculture en devises, en emplois et concernant l'aménagement du territoire (p. 4483).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. **Enseignement scolaire.** — *Examen des crédits :* **après l'article 71** : son amendement n° 130 (rapport au Parlement sur l'évolution des charges résultant pour les régions des transferts de compétences en matière d'établissements publics et privés de l'enseignement secondaire [4 novembre 1986] (p. 5751) ; adopté (p. 5754).

BLEULER (Pierre)

Député des Hautes-Pyrénées
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **92**, posée le 24 juin 1986 : **impôts et taxes (contrôle et contentieux)** (p. 2436) ; appelée le 27 juin 1986 : **réforme des commissions de conciliation fiscale** : dualité de procédures et de juridictions ; nécessité de réorganiser les procédures devant ces commissions (p. 2584, 2585).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).**

Première lecture, discussion des articles : son amendement n° 516 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « entreprise éditrice » les mots « organismes éditeurs ») : non soutenu [16 juin 1986] (p. 2203) ; **article 3** : son amendement n° 517 (tendant, dans cet article, à substituer aux mots « toute entreprise éditrice », les mots « tout organisme éditeur ») : non soutenu (p. 2211) ; **article 5** : son amendement n° 518 : devenu sans objet [16 juin 1986] (p. 2235) ; **article 6** : son amendement n° 519 : devenu sans objet (p. 2246) ; **article 8** : son amendement n° 520 (visant à substituer dans cet article aux mots « toute entreprise éditrice » les mots « tout organisme éditeur ») : devenu sans objet [17 juin 1986] (p. 2261) ; **article 10** (suite) : son amendement n° 522 : devenu sans objet (p. 2279) ; **article 9 (précédemment réservé)** : son amendement n° 521 : devenu sans objet (p. 2281) ; **article 11** : son amendement n° 523 (visant à substituer dans le premier alinéa de cet article aux mots « toute entreprise éditrice » les mots « tout organisme éditeur ») : devenu sans objet (p. 2283) ; **article 14** : son amendement n° 524 (visant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « toute entreprise éditrice », les mots « tout organisme éditeur ») : non soutenu [18 juin 1986] (p. 2340).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Discussion générale :* création des premières zones d'entreprises ; dégradation du tissu industriel du département des Hautes-Pyrénées ; situation dans le bassin d'emploi de Tarbes [31 octobre 1986] p. 5630).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable opposée par M. Michel de Rostolan ; compensation des conséquences sociales de la mobilité professionnelle des marins français travaillant sur des navires battant pavillon étranger ; nécessité de prendre des mesures propres à lutter contre le travail clandestin ; nécessité de discuter les amendements déposés sur la suppression du remboursement de l'avortement non thérapeutique [5 décembre 1986] (p. 7157) ; révision de la liste des maladies longues et coûteuses donnant droit à un remboursement à 100 % ; ses critiques sur la modulation du forfait journalier en fonction du service dans lequel l'assuré est hospitalisé ; nécessité de combattre le travail au noir ; condition du succès d'une politique de lutte contre le travail clandestin ; nécessaire renforcement des pouvoirs des organes de contrôle et de ceux des inspecteurs du travail (p. 7163) ; suppression de l'exigence du caractère habituel du fait délictueux sans l'assortir d'un statut du travail occasionnel ; opportunité de favoriser l'exercice d'activités réduites tout en garantissant l'intégralité des droits à l'indemnisation du chômage ; cotisation minimale annuelle au régime d'assurance maladie des non salariés pour les colporteurs des journaux et les correspondants locaux de la presse régionale ou départementale (p. 7164).

BLOT (Yvon)

Député du Pas-de-Calais
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi organique visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 151) [20 juin 1986] (p. 2391).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (intérieur : sécurité) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de**

finance pour 1987 n° 363) : tome IV : **intérieur : sécurité (n° 399)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 151) de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation** (n° **434**) [6 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Moyens financiers accordés aux forces de sécurité : politique d'économies budgétaires ; injustice sociale créée par l'insécurité qui frappe plus que proportionnellement les plus modestes [21 mai 1986] (p. 996) ; respect du droit à la sécurité (p. 997).

orales sans débat :

— n° **70**, posée le 17 juin 1986 : **voirie (routes : Pas-de-Calais)** (p. 2299) ; appelée le 20 juin 1986 : **rocade Est de Calais** : problème de circulation posé par l'absence de programmation de cette rocade ; lien fixe trans-Manche (p. 2385) ; opération pouvant commencer dans le cadre du 10e Plan (p. 2386).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : utilisation des ordonnances sous la Ve République ; fléau social constitué par le chômage des jeunes [23 avril 1986] (p. 308) ; inconvénients de l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie ; constitution de féodalités publiques difficilement contrôlables ; nécessité d'une séparation la plus large possible du pouvoir public et du pouvoir économique ; développement de la participation (p. 309).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : ses origines polonaises ; exigences d'assimilation des étrangers ayant été posées par la tradition républicaine [10 juillet 1986] (p. 3111) ; racisme s'étant développé au sein de la société multiculturelle de l'empire austro-hongrois ; absence de bon fonctionnement de la démocratie sans unité du peuple français ; immigration clandestine se déroulant dans des conditions humaines souvent déplorables ; contrôle des frontières étant une exigence permanente de la République ; rappelle la position à l'égard des étrangers de Ledru-Rollin et du groupe parlementaire S.F.I.O. en 1932 ; attitude de la C.G.T. en 1937 (p. 3112) ; nécessaire maintien d'une France unie et indivisible dans le respect des droits de l'Homme (p. 3113).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 255) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 256).

Première lecture, discussion générale commune : régime électoral de Saint-Pierre-et-Miquelon ; politique de stabilisation du statut des collectivités d'outre-mer [31 juillet 1986] (p. 3972) ; réaffirmation de l'appartenance des collectivités territoriales d'outre-mer à la République ; volet financier et fiscal de la politique à l'égard de la France d'outre-mer ; préparation d'une loi de programme sur les D.O.M., Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3973).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : budget marquant une rupture historique avec une longue tradition de dirigisme ; renforcement du rôle de l'Etat dans le domaine de la sécurité ; baisse des impôts directs [15 octobre 1986] (p. 4742) ; travaux de Hayek ; risques d'effet pervers des zones d'entreprises expérimentales (p. 4743).

Deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* réalisation des travaux à l'est du port de Calais ; délai d'installation des postes en eaux profondes [21 octobre 1987] (p. 5075) ; absence de quartier des affaires maritimes à Calais (p. 5075, 5076).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* intérêts de la rocade Est de Calais pour relier les installations portuaires de Calais et l'autoroute A 26 [28 octobre 1986] (p. 5452).

Intérieur. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : complémentarité de la sécurité et de la liberté ; renforcement des moyens de la justice et de la police nationale ; sentiment d'insécurité croissante des Français et augmentation des crimes et des délits ; proportion d'étrangers incriminés ; répression de l'émigration clandestine ; rétablissement des normes morales [7 novembre 1986] (p. 5985) ; bilan de l'action de la police nationale ; nouvelle politique de la sécurité ; amélioration de la présence policière sur le terrain ; moyens supplémentaires affectés à la P.A.F. (p. 5986) ; création d'un groupe de travail sur les polices municipales ; effort d'équipement et notamment informatique ; effort en faveur de la sécurité civile ; principe d'un plan ORSEC national (p. 5987).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune. Rapporteur pour la proposition de loi organique : contenu de la loi du 13 septembre 1984 [3 décembre 1986] (p. 7048) ; conséquences de cette loi sur les travaux de la Cour de cassation ; inflation du nombre des pourvois et allongement des délais de jugement ; risque de manque d'unité de la jurisprudence ; coût budgétaire de la réforme de 1984 ; maintien en fonction des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation jusqu'à l'âge limite fixé antérieurement tout en laissant aux intéressés la possibilité de demander leur mise à la retraite avant d'avoir atteint cet âge ; création d'un mécanisme facultatif ; modification de la portée de la demande présentée par les magistrats arrivés à l'âge de soixante-cinq ans ; conditions dans lesquelles les magistrats hors hiérarchie, admis à la retraite, peuvent être recrutés à titre temporaire (p. 7049) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Philippe Bassinet sur la proposition de loi organique relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; proposition ne constituant pas un texte de revanche ; droit d'amendement du Gouvernement (p. 7070).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : ses observations (p. 7071) ; **article 2** : ses observations (p. 7072).

BLUM (Roland)

Député des Bouches-du-Rhône
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777), [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Membre du conseil national de la prévention de la délinquance [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le plan de l'urbanisme pour les communes dépourvues de plan d'occupation des sols (n° 216) [3 juillet 1986] (p. 2860).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 216) tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le **code de l'urbanisme** pour les **communes dépourvues de plan d'occupation des sols (n° 253)** [8 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à accorder aux personnes employant du personnel à des tâches familiales ou ménagères un abattement pour le calcul de l'**impôt sur le revenu des personnes physiques (n° 291)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi relative à la **responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (n° 453)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fonds spécial de grands travaux et relance du bâtiment** : crise du bâtiment et des travaux publics ; diminution en 5 ans des crédits de l'Etat pour les travaux publics ; financement des travaux publics [30 avril 1986] (p. 631).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pascal Clément tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le code de l'urbanisme pour les communes dépourvues de plan d'occupation des sols (n° 253).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : possibilité de supension temporaire de la règle de constructibilité limitée pour les communes ayant prescrit l'élaboration d'un P.O.S. ; report du droit de préemption urbain incompatible avec l'article 61 du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif [9 juillet 1986] (p. 3077) ; report du droit de préemption départemental dans les espaces naturels sensibles (p. 3078).

Discussion des articles : **article 2** : ses observations (p. 3082).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* aide et subvention à l'E.N.I.M. ; maintien de l'aide à l'investissement ; situation du port de Marseille [21 octobre 1986] (p. 5070).

BOCKEL (Jean-Marie)

Député du Haut-Rhin
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête sur la pollution du Rhin,** consécutive à l'accident de l'usine bâloise du groupe Sandoz **(n° 490)** [21 novembre 1986].

Conclusions de la Délégation pour les Communautés européennes n° 21/86 : les **femmes** et le droit communautaire (feuilleton n° 119 du 10 décembre 1986).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Pollution du Rhin** : nécessité d'informer les populations riveraines ; demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire ; renégociation de la convention de Bonn de 1976 pour engager, sur le plan international, un processus de dépollution complète du Rhin [12 novembre 1986] (p. 6148).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : expérience de libération des prix en 1978 ; évolution du rôle de la concurrence ; bilan du précédent Gouvernement en matière de réforme du droit de la concurrence ; danger de remplacer la commission de la concurrence par une juridiction de l'ordre judiciaire ; décision des banques françaises de facturer aux consommateurs un certain nombre de services [23 avril 1986] (p. 300) ; éventualité de la saisine de la commission de la concurrence (p. 301).

Discussion des articles : **article 1er** : notion de concurrence ; lien entre politique industrielle et politique de l'emploi ; rôle de la commission de la concurrence ; protection des consommateurs ; modernisation du dispositif formé par les ordonnances de 1945, la loi de 1977 et la législation d'aménagement de la concurrence de 1985 ; régime des relations commerciales [24 avril 1986] (p. 341) ; prix ; concurrence et droits du consommateur ; publicité mensongère ; exemple des magasins d'usine (p. 346) ; prix de l'hôtellerie ; exemple des professions libérales (p. 347) ; demande au Gouvernement d'exposer ses propositions en matière d'élaboration d'un nouveau droit de la concurrence ; action du précédent Gouvernement en matière de concurrence (p. 358) ; caractère insuffisant de la simple substitution de la législation européenne au droit français (p. 359) ; publicité des prix constituant un élément essentiel de la protection du consommateur ; publicité des prix donnant la possibilité aux concurrents de lutter contre des pratiques s'apparentant au mensonge et au dénigrement (p. 362) ; rôle des chambres de commerce et d'industrie ; nécessité de ne pas abroger la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et d'industrie (p. 363) ; nécessité d'organiser un débat sur le droit de la concurrence (p. 365) ; s'élève contre l'accusation d'obstruction portée contre le groupe socialiste par M. Robert-André Vivien ; demande au ministre d'Etat des précisions sur la future commission de la concurrence (p. 367) ; intérêt du droit de la consommation en matière de réglementation de la concurrence ; rôle du Parlement (p. 369) ; excès auxquels se livrent des entreprises se laissant entraîner dans la guerre des prix (p. 370) ; nécessité d'éviter l'abrogation de l'article 40 de la loi du 30 décembre 1982 ayant créé la chambre de la batellerie artisanale (p. 372) ; nécessité d'exclure du champ de la loi d'habilitation l'ensemble des dispositions régissant les marchés d'intérêt national ; utilité d'un commerce de gros rénové (p. 376) ; **article 4** : situation des filiales bancaires alsaciennes de deux grandes banques nationales, le C.I.A.L. (Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine) et la SOGENAL (Société

générale alsacienne de banque) ; bilan positif des nationalisations sur le système bancaire alsacien [30 avril 1986] (p. 642) ; conventions passées avec la région ; banques ayant été partie prenante de la modernisation des P.M.E. ; position internationale du C.I.A.L. et de la SOGENAL (p. 643).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe ; institution d'un certain arbitraire à l'égard des étrangers ; principe de la loi du 25 mai 1984 ; insertion des étrangers et égalité des droits [9 juillet 1986] (p. 3058) ; immigration clandestine ; renforcement du « pouvoir discrétionnaire » de l'administration ; référence à la menace à l'ordre public ; propos de Monseigneur Decourtray ; carte de résident (p. 3059) ; aide au retour ; mesures en faveur des jeunes entrés en France avant le 7 décembre 1984 ; procédures d'expulsion et de reconduite (p. 3060).

Discussion des articles : **article 1er** : suppression de la phrase selon laquelle la production des documents, visas et justifications, confère le droit d'entrée sur le territoire français ; référence à la menace contre l'ordre public dominant l'ensemble du projet de loi [10 juillet 1986] (p. 3132) ; immigration clandestine ne résultant pas toujours d'une entrée clandestine ; accroissement des moyens concrets permettant de procéder aux vérifications à l'entrée de notre pays (p. 3133) ; son amendement n° 85 (de suppression) ; immigration clandestine aux Etats-Unis ; amalgame entre les problèmes des conditions d'entrée et celui de l'immigration clandestine (p. 3136) ; rejeté au scrutin public (p. 3137) ; son amendement n° 86 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article, à supprimer les mots : « à ses moyens d'existence et ») (p. 3140) ; rejeté au scrutin public (p. 3142) ; son amendement n° 87 (production des documents, visas et justifications, prévus à cet article conférant le droit d'entrée sur le territoire français) ; contrat moral devant exister entre les étrangers et le pays d'accueil (p. 3143) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 88 (étranger devant être immédiatement informé de ses droits dans une langue qu'il comprend) (p. 3144) ; rejeté ; son amendement n° 89 (refus d'entrée ne pouvant donner lieu à une mesure de rapatriement contre le gré de l'intéressé avant l'expiration d'un délai d'un jour franc) (p. 3146) ; rejeté au scrutin public (p. 3147) ; utilité des centres de rétention administrative ; son amendement n° 197 (décision du refus du droit d'asile ne pouvant être prise que par le ministre de l'intérieur après consultation du ministre des affaires étrangères) (p. 3148) ; rejeté au scrutin public (p. 3149) ; **après l'article 1er** : souhaite que le Gouvernement réagisse aux propos du Front national ; remise en cause de la situation de l'ensemble des immigrés au travers de celle des immigrés en situation clandestine ; position de M. Freulet (p. 3152) ; **article 2** : suppression de l'attribution de plein droit de la carte de séjour à un certain nombre de catégories d'étrangers [11 juillet 1986] (p. 3172) ; cas des jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans ; cas des étrangers pénalement condamnés (p. 3173) ; son amendement n° 90 (de suppression) ; notion de menace sur l'ordre public (p. 3176) ; rejeté au scrutin public (p. 3177) ; son amendement n° 91 (suppression du paragraphe I de l'article 2) (p. 3178) ; rejeté ; son amendement n° 92 (visant à supprimer, dans le paragraphe I de cet article, les mots : « sauf si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public ») : rejeté ; attribution de plein droit de la carte de dix ans (p. 3179) ; son amendement n° 93 (attribution de la carte de résident de plein droit à l'étranger père ou mère d'un enfant français résident en France, sauf en cas de déchéance de l'autorité parentale) : rejeté au scrutin public (p. 3181) ; problème posé par la notion d'autorité parentale partielle (p. 3182) ; regroupement familial (p. 3183) ; son amendement n° 94 (attribution de la carte de résident aux jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans et aux personnes résidant en France depuis un certain nombre d'années) ; ses observations ; rejeté (p. 3186) ; son amendement n° 95 (visant, dans le deuxième alinéa du paragraphe V de cet article, à supprimer toute référence à des sanctions pénales) ; abus de regroupement familial ; refus de renouvellement de la carte de séjour aux jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans et ayant subi une condamnation pénale ; risque de créer du terrorisme ; rejeté au scrutin public [11 juillet 1986] (p. 3201) ; lance un appel aux députés pour qu'ils s'impliquent davantage dans ce débat ; distorsions entre les jugements de différentes juridictions (p. 3203) ; son sous-amendement n° 201 à l'amendement n° 22 de la commission des lois (visant à compléter le dernier alinéa de cet amendement par les mots : « au cours des cinq dernières années ») (p. 3204) ; rejeté (p. 3205) ; **après l'article 2** : attitude à prendre par rapport à certaines interventions du Front national ; réduction de la durée de la carte de résident (p. 3207) ; **article 3** : possibilité pour l'étranger, bénéficiaire de l'aide au retour, de demander une prolongation de séjour (p. 3208) ; son amendement n° 96 (de suppression) (p. 3211) ; rejeté au scrutin public (p. 3212) ; retour des immigrés dans leur pays à leur initiative ; son amendement n° 98 (précisant que le texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ne sera pas applicable à l'étranger ayant quitté le territoire français pour des raisons professionnelles) ; reprend l'amendement n° 5 de M. Michel Hannoun (visant à insérer, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, après les mots : « douze mois consécutifs », les mots : « , sauf pour des raisons professionnelles dûment prouvées ») (p. 3213) ; amendement n° 98 : retiré ; référence à des « raisons professionnelles dûment prouvées » ; amendement n° 5 : rejeté au scrutin public (p. 3214) ; son amendement n° 97 (précisant que le texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, ne s'appliquera pas à l'étranger ayant quitté le territoire français pour des raisons d'ordre familial) (p. 3215) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 99 (précisant que le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, ne s'appliquera pas à l'étranger qui a quitté le territoire français pour des raisons d'ordre scolaire) (p. 3216) ; rejeté ; son amendement n° 100 (précisant que le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, ne s'appliquera pas à l'étranger retenu hors du territoire français pendant plus de douze mois consécutifs pour une raison de force majeure) (p. 3217) ; durée de validité de la carte de résident ; référence à la force majeure à propos du délai de douze mois prévu à cet article (p. 2318) ; rejeté au scrutin public (p. 3218) ; **article 4** : procédure de la reconduite aux frontières ; rôle des garanties judiciaires ; suppression de toute information pour l'inspection du travail [15 juillet 1986] (p. 3243) ; son amendement n° 101 (de suppression) (p. 3245) ; rejeté au scrutin public (p. 3246) ; son amendement n° 102 (tendant, à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à substituer aux mots : « 2 000 à 20 000 francs », les mots : « 180 à 8 000 francs ») ; inefficacité d'une augmentation des amendes ; étrangers en situation irrégulière étant presque toujours insolvables ; lutte contre le travail clandestin ; rejeté (p. 3248) ; son amendement n° 103 : devenu sans objet ; son amendement n° 104 (tendant, après le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à insérer l'alinéa suivant : « Cette peine ne s'applique pas aux étrangers mentionnés à l'article 25, 1° à 6° ») : retiré ; son amendement n° 105 (juridiction devant aviser l'inspection du travail avant de statuer dans tous les cas où un prévenu allègue l'existence d'une relation de travail au sens de l'article L. 341-6-1 du code du travail) (p. 3249) ; rejeté au scrutin public (p. 3250) ; **article 5** : problèmes des garanties judiciaires et administratives (p. 3252) ; recours pour excès de pouvoir n'étant pas suspensif ; situation de l'étranger se prévalant d'un titre de séjour contrefait, falsifié, altéré ou établi sous un autre nom que le sien (p. 3253) ; son amendement n° 106 (de suppression) (p. 3257) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 107 (tendant, dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à supprimer le mot : « altéré ») (p. 3258) ; caractère indispensable de la procédure contradictoire ; adopté (p. 3259) ; **article 6** : son amendement n° 108 (information de l'étranger de ses droits dans une langue qu'il comprend) (p. 3272) ; rejeté (p. 3274) ; son amendement n° 109 (tendant, au début du huitième alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à supprimer les mots : « si l'autorité consulaire le demande ») (p. 3275) ; rejeté au scrutin public (p. 3276) ; son amendement n° 110 : devenu sans objet ; son amendement n° 190 (recours pour excès de pouvoir contre un arrêté de reconduite à la frontière suspendant l'exécution de cette décision) (p. 3277) ; rejeté au scrutin public (p. 3279) ; **article 7** : ses observations sur la proposition de voir retransmis à la télévision les débats de l'Assemblée nationale ; régime de l'expulsion (p. 3280) ; son amendement n° 111 (de

suppression) (p. 3282) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 112 (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à insérer après le mot : « menace », le mot : « grave ») ; nécessité d'un maintien d'une hiérarchie dans la gravité de la menace ; clandestins n'étant pas concernés par l'expulsion ; présence en séance de Mme Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle (p. 3283) ; rejeté (p. 3284) ; son amendement n° 113 (tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à insérer après le mot : « avis », le mot : « conforme ») : rejeté ; son amendement n° 114 (visant, au début du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à substituer aux mots : « Dans ceux des départements frontière qui figurent sur une liste arrêtée par le ministre de l'intérieur », les mots : « Dans les départements d'Outre-Mer ») : rejeté (p. 3285) ; **article 8** : fonctionnement de la commission chargée de donner un avis sur les expulsions d'étrangers ; son amendement n° 115 (de suppression) [16 juillet 1986] (p. 3309) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 116 (conditions de la reconduite à la frontière prévues à l'article 22 et de l'expulsion prévue à l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté (p. 3310) ; son amendement n° 117 (suppression du premier paragraphe de cet article) ; délai de convocation devant la commission chargée de donner un avis sur les expulsions ; rejeté ; son amendement n° 118 (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté (p. 3311) ; **article 9** : insertion des immigrés ; immigration clandestine (p. 3312) ; son amendement n° 119 (de suppression) ; rejeté au scrutin public (p. 3314) ; son amendement n° 120 (visant à compléter le premier alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les mots : « ni d'une décision judiciaire de reconduite à la frontière en application de l'article 19) ; insertion dans les H.L.M. ; difficultés d'insertion touchant aussi les nationaux français ; impossibilité de reconduite à la frontière des personnes non expulsables (p. 3316) ; rejeté ; son amendement n° 121 (visant à compléter le premier alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les mots : « ni d'une décision d'un arrêté de reconduite à la frontière en application de l'article 22) (p. 3317) ; problèmes des jeunes « yougoslaves » ; expulsion des jeunes de moins de 16 ans ; rejeté au scrutin public (p. 3318) ; son amendement n° 122 (visant à supprimer la fin du deuxième alinéa (1°) du paragraphe I de cet article, après les mots : « 18 ans ») : devenu sans objet ; son amendement n° 123 (visant à insérer l'alinéa suivant après le deuxième alinéa (1°) du paragraphe I de cet article : « l'étranger qui justifie, par tous les moyens, résider en France habituellement depuis au plus l'âge de 10 ans ») (p. 3319) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 124 (visant à substituer, dans le troisième alinéa (2°) du paragraphe I de cet article, aux mots : « un an », les mots : « six mois ») : rejeté ; son amendement n° 125 (impossibilité d'expulser l'étranger père ou mère d'un enfant français résidant en France sauf s'il est déchu de l'autorité parentale) (p. 3321) ; rejeté (p. 3322) ; son amendement n° 126 : retiré (p. 3323) ; nécessité d'avoir un certain âge pour demander la nationalité française ; conséquences de la possibilité d'expulsion d'une personne arrivée très jeune en France ; son amendement n° 127 (suppression du paragraphe III de cet article) : rejeté au scrutin public (p. 3324) ; **après l'article 9** : délivrance d'une carte de séjour temporaire à l'étranger se trouvant dans une situation de vide juridique ; son amendement n° 128 (octroi d'un titre de séjour à l'étranger faisant l'objet d'une décison judiciaire ou d'un arrêté de reconduite à la frontière, ou d'un arrêté d'expulsion ne pouvant ni regagner son pays d'origine, ni se rendre dans aucun autre pays) ; catégories de personnes n'ayant plus aucun lien avec leur pays d'origine (p. 3325) ; **article 10** : conditions d'expulsion d'un étranger en cas d'urgence absolue [16 juillet 1986] (p. 3342) ; son amendement n° 129 (de suppression) : p. 3343 : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 130 (utilisation de la procédure d'urgence absolue pour expulsion d'un étranger quand elle répond à une nécesité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique) ; utilisation de la procédure d'urgence absolue de 1982 à 1985 ; rejeté ; son amendement n° 131 (inapplicabilité de la procédure d'expulsion d'urgence aux étrangers mineurs de 18 ans) ; reprend l'amendement n° 148 de M. Jean-Jacques Hyest (inapplicabilité de la procédure d'expulsion d'urgence aux étrangers mineurs de seize ans) (p. 3344) ; amendements n° 131 et 148 : rejetés au scrutin public (p. 3345) ; **article 11** : point de départ de la procédure de reconduite à la frontière (p. 3346) ; son amendement n° 132 (de suppression) ; (p. 3347) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 133 (réintroduction à l'article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 de la notion de notification à l'intéressé) : rejeté ; son amendement n° 134 (visant à supprimer dans le texte proposé pour l'article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 les mots : « ou la reconduite à la frontière ») : rejeté (p. 3348) ; **article 12** : son amendement n° 135 (visant à supprimer dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 les mots : « ou qui aura tenté de se soustraire ») : rejeté (p. 3350) ; son amendement n° 136, (inapplicabilité de l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, lorsqu'un étranger est dans l'impossibilité de quitter le territoire français) ; rejeté ; son amendement n° 137 (visant à substituer dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 au mot : « dix » le mot : « trois ») ; possibilité pour le tribunal de prononcer une interdiction de territoire pour une durée allant jusqu'à dix ans (p. 3351) ; son amendement n° 138 (inapplicabilité de l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux étrangers mineurs de 18 ans) ; situation des jeunes étrangers ; rejeté (p. 3352) ; **article 13** : son amendement n° 139 : (devenu sans objet) ; **article 14** : son amendement n° 140 (suppression du paragraphe I de cet article) : rejeté ; son amendement n° 141 (visant à insérer dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article après le mot : « soit » les mots : « ayant plus de 18 ans ») : rejeté (p. 3354) ; **article 15** : motivation des refus de visa ; son amendement n° 142 (de suppression) : rejeté (p. 3357) ; **article 17** : résultat de la politique de lutte contre l'immigration clandestine ; situation des jeunes ; réduction du débat à une conception « policière du problème de l'immigration » (p. 3359, 3360).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et Artisanat. — *Discussion générale :* nécessaire modernisation du commerce indépendant ; urbanisme commercial ; [21 octobre 1986] (p. 5086) ; agression de la grande distribution (p. 5087).

Tourisme. — *Discussion générale :* stagnation de l'effort budgétaire ; politique de promotion indécise ; terrorisme ; difficultés d'obtention des visas pour les touristes américains ; tourisme vert ; tourisme de congrès ; « Maison de la France » [3 novembre 1986] (p. 5681) ; risque de gaspillage ; abandon de la politique sociale dans le tourisme (p. 5682).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484).

Première lecture, discussion générale : négociations entre le bailleur et le locataire sur le coefficient de renouvellement ; système proposé par la commission des lois pour un retour progressif à la liberté des loyers ; risque de hausse ; droit au bail ; engagement d'une concertation ; propos du ministre sur le commerce indépendant ; application de la loi Royer ; abandon d'une politique volontariste en faveur du commerce et notamment rural ; statut du commerçant et du conjoint [4 décembre 1986] (p. 7101).

Discussion de l'article unique : **après l'article unique** : retour à la liberté des loyers et rattrapage à la hausse (p. 7105-7106).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du conseil de la concurrence (n° 573).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 2 (composition du conseil de la concurrence) : rejeté [18 décembre 1986] (p. 7818) ; **article 1er** : son amendement n° 3 (de suppression) (p. 7819) ; rejeté (p. 7820).

BOCQUET (Alain)

Député du Nord
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer l'exercice sans restriction du **droit de grève (n° 31)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'assurance vieillesse par enfant aux **ayants droit du régime minier (n° 57)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Marche des chômeurs du Nord et du Pas-de-Calais** : affirmation du droit au travail pour chacun ; priorité des intérêts du pays et des travailleurs sur les intérêts du C.N.P.F. [8 octobre 1986] (p. 4457) ;

orales sans débat :

— **n° 74,** posée le 17 juin 1986 : **matériels ferroviaires (entreprises : Nord)** (p. 2300) ; appelée le 20 juin 1986 : **entreprise Alsthom à Raismes** : fermeture du site ; investissements de la C.G.E. à l'étranger ; préparation de l'industrie ferroviaire aux moyens de transports de l'avenir (p. 2378, 2379) ; diversification de la C.G.E. ; déclin de l'industrie française au sein de l'Europe (p. 2380).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 43 (tendant au début du premier alinéa de cet article à insérer les mots « afin d'imposer progressivement une démarche économique centrée sur l'emploi qui réponde aux besoins d'activités des populations actives existantes ») : rejeté [25 avril 1986] (p. 433) ; son amendement n° 56 (visant à élargir les compétences des comités d'entreprise et des comités de groupe en matière de prévention des licenciements économiques) : rejeté [28 avril 1986] (p. 477) ; son amendement n° 60 (visant à améliorer les protections et les garanties sociales des salariés et à faire reculer la précarité de l'emploi, le chômage partiel et les licenciements) (p. 498) ; rejeté au scrutin public (p. 499) ; son amendement n° 65 : devenu sans objet [29 avril 1986] (p. 544).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 60 (abrogation des articles L. 212-8-1, L. 212-8-2, L. 212-8-3, L. 212-8-5 et du dernier alinéa de l'article L. 212-5 du code du travail) [3 juin 1986] (p. 1605) ; déclaré irrecevable (p. 1606) ; **article 1er** : ses amendements n° 266, 282, 319, 343 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **article 4 : son rappel au règlement** : groupe communiste témoignant de sa solidarité active à tous les personnels de la radio-télévision française luttant contre la privatisation de TF1 [7 juin 1986] (p. 1968) ; régime juridique transitoire applicable aux licenciements pour lesquels l'autorisation est supprimée dès la publication de la loi ; application des dispositions de l'article L. 122-14 du code du travail ; procédure de l'entretien préalable ; nécessité de porter l'indemnité pour licenciement irrégulier à six mois de salaire (p. 1991) ; **article 5** : suppression du contrôle de l'emploi ; contrôle administratif n'étant maintenu que pour les entreprises signant une convention de préretraite avec le fonds national de l'emploi ; compare l'entreprise à la « foire du trône » (p. 1993) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. François Bachelot (p. 1994) ; demande une suspension de séance (p. 2000) ; compare les députés du Front national au « Gregaro du R.P.R. » ; son amendement n° 90 (demande de licenciement pour motif économique formulée dans une entreprise bénéficiant d'un financement de l'Etat ou d'une collectivité publique étant subordonnée à l'accord de l'autorité administrative) (p. 2002) ; vote réservé (art. 443) (p. 2003) ; **après l'article 5** : rapport établissant le nombre et les motifs des licenciements et embauches de l'année ; ignorance du Gouvernement des conséquences qu'aura l'adoption du projet de loi ; situation économique dans la région Nord-Pas-de-Calais (p. 2003) ; s'étonne que le Gouvernement ait une confiance aveugle dans le patronat pour que celui-ci fournisse les statistiques en matière d'embauches et de licenciements ; son sous-amendement n° 616 à l'amendement n° 10 de la commission (tendant à compléter le premier alinéa de cet amendement par les mots « ainsi que sur les licenciements demandés et autorisés concernant les délégués syndicaux, les délégués du personnel, les membres des comités d'entreprise et des autres institutions représentatives du personnel) : vote réservé (art. 44-3) ; abrogation des dispositions de la loi du 28 février 1986 relative à l'aménagement du temps de travail ; dispositions de la présente loi ne devant pas s'appliquer dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la loi du 28 février 1986 et des dispositions du code du travail en résultant ; nécessité d'améliorer l'autorisation préalable de licenciement afin que plus de garanties soient données aux salariés (p. 2004) ; **article 2** (précédemment réservé) : coup de force du Gouvernement ; demande une suspension de séance (p. 2007) ; **son rappel au règlement** : amendements du groupe communiste ayant été déposés en temps et heure mais n'étant jamais arrivés aux services compétents ; amendements du groupe communiste reprenant les revendications fondamentales des travailleurs des grandes branches de l'industrie française ; commission n'ayant pas examiné les amendements déposés dans des conditions normales (p. 2009) ; **son rappel au règlement** : rappelle les termes de l'article 91, alinéa 9 du règlement de l'Assemblée nationale ; présidence se rendant complice d'une atteinte grave au fonctionnement de l'Assemblée ; demande la réunion immédiate du bureau de l'Assemblée et de la commission des affaires sociales ; demande une suspension de séance (p. 2010) ; **son rappel au règlement** : défense par M. Jacques Toubon de l'amendement « cocotier » ; demande à la présidence de faire preuve de moins de partialité ; demande une suspension de séance ; **son rappel au règlement** : demande que la séance soit suspendue afin que le bureau de l'Assemblée et que la commission des affaires culturelles se réunissent (p. 2011) ; **son fait personnel** : ses observations sur le fait personnel de M. François Bachelot : affirme qu'il a qualifié les membres du Front national de « gregari du R.P.R. », terme désignant les porteurs d'eau dans les courses cyclistes [7 juin 1986] (p. 2012).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : renforcement de la tutelle de l'argent et de la bureaucratie sur l'audiovisuel ; ses observations sur « la brèche Berlusconi » ouverte dans le système public de l'audiovisuel [8 août 1986] (p. 4173) ; « sabordage » de l'industrie nationale et augmentation du chômage ; accord C.G.E.-I.T.T. ; multiplication des cadeaux au patronat ; exemple du budget pour 1987 ; diminution des crédits de la recherche ; persistance de l'insécurité ; expulsion de Basques et d'un démocrate togolais ; nécessité d'une politique de l'emploi (p. 4174) ; production française et politique de la formation (p. 4175).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* crédits destinés au programme de lutte contre la pauvreté diminuant d'un tiers ; diminution de la part patronale du

financement des régimes sociaux ; accès aux soins rendu plus difficile pour de nombreux salariés ; regrette que des interventions chirurgicales ne soient plus prises en charge à 100 % ; suppression du remboursement à 100 % de la vingt-sixième maladie ; évolution du forfait hospitalier ; menace pesant sur les régimes de retraite complémentaire [5 novembre 1986] (p. 5887) ; attaque du ministère contre le personnel des organismes sociaux ; nécessaire réforme du financement de la sécurité sociale (p. 5888).

— Projet de loi, adopté par le Sénat sur l'enseignement supérieur (n° 430)

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** manifestation par les lycéens et les étudiants de leur réprobation contre le projet de loi Devaquet ; répression exercée dans certains établissements de Lille et de Roubaix à l'encontre des étudiants et lycéens grévistes [28 novembre 1986] (p. 6970).

BOISSEAU (Marie-Thérèse)

Député d'Ile-et-Vilaine
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quotas laitiers :** nécessité d'une restauration de la production laitière avec prime de la cessation d'activité ; définition de la nature juridique des quotas ; inégalité en matière de paiement des pénalités et d'installation des jeunes [26 novembre 1986] (p. 6791).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : plan famille pour 1987 ; perspectives démographiques ; alignement du pouvoir d'achat des couples avec enfants sur celui des couples sans enfants ; libre choix de travail pour l'un des conjoints ; A.P.E. [19 novembre 1986] (p. 6522-6523).

BOLLENGIER-STRAGIER (Georges)

Député de la Sarthe
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* croissance des cotisations sociales agricoles des agriculteurs de la Sarthe en 1986 ; montant des cotisations en 1987 et niveau du revenu cadastral [30 octobre 1986] (p. 5560).

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* difficultés créées par la décision prise pour l'attribution de la D.G.F. en 1987, notamment en matière d'aide sociale ; cas des communes à forte densité d'H.L.M. [7 novembre 1986] (p. 6019-6020).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* intérêt des soins infirmiers à domicile ; nécessité d'augmenter le nombre de bénéficiaires de ces soins compte tenu des économies réalisées par rapport à l'hospitalisation classique [6 novembre 1986] (p. 5947).

BOMPARD (Jacques)

Député de Vaucluse
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

DEPOTS

Projet de loi tendant à modifier les articles L. 373, L. 375 et L. 376 du code de la santé publique relatif à **l'exercice illégal de l'art dentaire (n° 621)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre l'immigration clandestine et procédure du visa :** abandon du projet de visa pour les ressortissants algériens ; expulsion des étrangers délinquants ; souveraineté nationale de la France ; cartes d'identité infalsifiables [4 juin 1986] (p. 1679).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : socialisation progressive de l'agriculture ; évolution des prix agricoles et inflation [7 octobre 1986] (p. 4393) ; sacrifice de l'agriculture méridionale ; critères de qualité des produits importés ; origines de la tomate d'Italie ; rôle des offices ; responsabilités du conseil supérieur d'orientation agricole (p. 4394).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* revendications des viticulteurs [30 octobre 1986] (p. 5525) ; difficultés du secteur des fruits et légumes ; ses observations sur le Livre vert de la Trilatérale ; gel des productions méridionales ; exemple de la tomate insuffisance du budget forestier ; menace pesant sur le massif méditerranéen ; raréfaction de l'eau dans la France méridionale ; incitation au repeuplement des campagnes p. 5526) ; *questions :* remplacé par M. Guy Le Jaouen : sa proposition d'incitation fiscale au débroussaillement des parcelles du Massif forestier provençal (p. 5566).

BONHOMME (Jean)

Député du Tarn-et-Garonne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe du Yémen sur l'encouragement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres) (n° 472) [4 décembre 1986] (p. 7124).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matches de football (n° 474) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 472), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République arabe du Yémen** sur l'**encouragement de la protection des investissements** (ensemble deux échanges de lettres) **(n° 541)** [11 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 474), autorisant la ratification d'une **convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives,** et notamment de matches de football **(n° 543)** [11 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Atteinte aux droits de l'Homme dans le monde : manifestation devantr l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris ; impression donnée par le Gouvernement français d'une indignation sélective et sporadique devant les atteintes aux droits de l'Homme [30 avril 1986] (p. 639) ;

— Absence de présence officielle française à l'occasion de la visite du Premier ministre sud-africain : ingratitude de la France envers les soldats sud-africains ; discrimination entre les chefs d'Etat en visite en France ; relations diplomatiques avec les pays où les droits de l'Homme sont bafoués [12 novembre 1986] (p. 6138).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6** : situation des possesseurs de biens immobiliers situés à l'étranger et irrégulièrement acquis [27 mai 1986] (p. 1259) ; particuliers pouvant acquérir librement des résidences secondaires à l'étranger (p. 1260).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : peine de mort [2 juillet 1986] (p. 2774).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** nécessité de limiter le nombre des immigrés dans les logements ; insuffisance de la morale pour approcher le problème [16 juillet 1986] (p. 3316).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **article 23 :** son amendement n° 255 (tendant dans le paragraphe I de cet article à supprimer la référence « 1464-D ») [17 octobre 1986] (p. 4993) ; non soutenu (p. 4994).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV :** nécessité de supprimer les crédits destinés à la prise en charge des dépenses occasionnées par l'interruption volontaire de grossesse ; officialisation des avortements de convenance [6 novembre 1986] (p. 5960) ; retire l'amendement n° 151 de M. Savy en tenant compte de la promesse du ministre de revoir la question à l'occasion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (p. 5962).

— Projet de loi relatif á la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : caractère anachronique du principe de distribution égalitaire des prestations familiales ; développement des aides sélectives ; intégration des allocations dans le revenu des personnes physiques [19 novembre 1986] (p. 6526) ; réduction de la pauvreté ; problèmes posés à la politique familiale par l'inflation des dépenses d'assurance maladie et la surconsommation médicale (p. 6527).

Explications de vote : projet de loi constituant un remarquable progrès dans la nécessaire simplification et clarification du système de prestations familiales ; croissance devant permettre de dégager de nouvelles ressources consacrées à l'amélioration des conditions d'existence des familles françaises ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 6588).

— Projet de loi adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe du Yémen sur l'encouragement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres) (n° 472).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : portée économique de l'accord ; situation économique de la République arabe du Yémen ; aide de la France à la République arabe du Yémen [12 décembre 1986] (p. 7609) ; croissance de la coopération technique française (p. 7610).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives, et notamment de matches de football (n° 474).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : événement du stade du Heysel en Belgique ; souci de prévention marqué par la convention ; répression des infractions de violence commises lors de manifestations sportives ; rôle des fédérations sportives [12 décembre 1986] (p. 7611) ; France ne comptant pas émettre de réserve (p. 7612).

BONNEMAISON (Gilbert)

Député de Seine-Saint-Denis
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 51).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (justice : administration pénitentiaire et éducation surveillée) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome VI : **Justice : administration pénitentiaire** et éducation surveillée **(n° 399) [9 octobre 1987]**.

Proposition de loi relative à la **prévention et à la répression du recel (n° 586)** [18 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à créer un **conseil national de prévention de la délinquance (n° 588)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **de M. Roland Dumas (n° 168)** : appelée le 19 décembre 1986 : **instructions données aux forces de l'ordre les 4, 5 et 6 décembre** : demande le détail des instructions données par le ministre de l'intérieur ou le préfet de police lors des événements de ces journées ; dérobade du ministre de l'intérieur (p. 7843).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : réforme du mode de scrutin en 1985 ; volonté du Gouvernement de réformer en hâte le mode de scrutin ; difficultés de réalisation des programmes de Provins et de Blois ; réussite du Gouvernement précédent ; rapport de M. Renaud de la Genière ; déplacement de sièges avec le scrutin majoritaire ; redécoupage des circonscriptions ; inégalités dues aux circonscriptions avant 1981 ; déclarations des responsables de la commission Gaudin-Toubon ; réélection des membres de l'actuelle majorité ; loi sur les élections municipales de 1983 à Marseille ; objectifs du mode de scrutin ; représentation équitable des tendances politiques [22 mai 1986] (p. 1061) ; conséquences de l'utilisation conjuguée de l'article 38 et de l'article 49-3 de la Constitution ; risque d'exclusion des minorités ; accès à la représentation parlementaire de toute formation politique qui prend de l'importance ; voix du Front national ; cas du parti communiste et de l'U.D.F. qui feront les frais de la loi électorale ; concentration des pouvoirs avant 1981 ; concordance de la majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat avec les opinions du patronat le plus conservateur et les milieux d'affaires ; fracture de la nation (p. 1062, 1063).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : nécessaire équilibre entre prévention et répression ; rôle du Conseil national de prévention de la délinquance ; promiscuité criminogène des prisons ; évolution du nombre des détenus ; théories « sécuribêtes » [25 juin 1986] (p. 2490) ; proposition de M. Badinter qu'un groupe parlementaire soit créé pour étudier le projet de réforme du code pénal ; insuffisante efficacité des mesures proposées ; motif de l'aggravation du sentiment d'insécurité ; faiblesse du nombre d'homicides volontaires (p. 2491) ; problème de l'insécurité étant avant tout celui du recel ; projet de loi s'inscrivant dans la continuité d'un examen public superficiel des problèmes (p. 2492).

Discussion des articles : **article 6** : instauration de la notion de repenti dans notre système pénal [27 juin 1986] (p. 2598) ; faiblesse de la fréquence d'utilisation de la procédure des repentis ; dispenses de peines ne pouvant être prononcées que par un jugement après conclusion de l'instruction ; nécessaire simplification du témoignage ; rétribution de la délation (p. 2599) ; *article 463-1 du code pénal :* son amendement n° 88 (de suppression) ; rappelle qu'il n'a jamais d'armes sur lui (p. 2603) ; situation des repentis à leur sortie du système judiciaire ; actualisation des prix de la délation ; rejeté (p. 2604).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : complémentarité de la prévention et de la répression ; causes de l'échec relatif de la prévention ; politique pénale de suspicion à l'égard du juge d'application des peines ; développement des peines de substitution alternatives aux courtes peines de prison ; nécessité de construire de nouvelles places de prison ; recours au secteur privé [30 juin 1986] (p. 2665, 2666) ; érosion des peines ; sa proposition pour mettre à de jeunes appelés d'effectuer leur service national dans l'administration pénitentiaire ; suivi des probationnaires ; insuffisance des crédits de la justice ; nécessité d'inventer de nouveaux moyens (p. 2667, 2668).

Discussion des articles : **article 1er** : lien entre le rétablissement de la sécurité et la réforme des pratiques pénitentiaires ; construction de nouvelles prisons ; durée d'incarcération minimale ; éducation de la population carcérale [30 juin 1986] (p. 2682) ; son amendement n° 27 (visant à supprimer, au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du code de procédure pénale, les mots : « après un an de détention ») ; réduction de peine pour les détenus condamnés à une courte peine ; cas des détenus ayant appris à lire (p. 2685) ; efforts de réadaptation sociale ne passant pas par un examen réussi dans le cadre d'un enseignement ou d'une formation (p. 2686) ; possibilité de recourir à des bénévoles pour aider à la formation des détenus (p. 2687) ; **article 2** : son amendement n° 31 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2689) ; **article 4** : évolution de la politique pénale de la droite depuis 1972 [1er juillet 1986] (p. 2707) ; nécessaire équilibre entre la répression et la prévention (p. 2708) ; son amendement n° 35 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 733-1 du code de procédure pénale à insérer après les mots « le tribunal correctionnel qui statue les mots « dans les cinq jours ») ; réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 24 (p. 2710) ; devenu sans objet (p. 2713).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; nécessaire équilibre entre la prévention et la répression ; caractère conjoncturel du projet de loi [1er juillet 1986] (p. 2736) ; exemplarité de la peine ; dispositions appliquées à Valence en matière de conciliation ; solidarité devant être l'un des supports d'une politique pénale tendant à la sécurité ; plan de modernisation de la police (p. 2737) ; recel étant générateur de délinquance ; rôle des conseils départementaux et communaux de prévention de la délinquance ; inefficacité de la répression (p. 2738)

Discussion des articles : **Avant l'article 1er** : ses amendements n° 41 à 46 et 57 : réservés [2 juillet 1986] (p. 2769) ; **après l'article 4** : extension de la procédure de comparution directe à tous les délits ; peines de substitution à l'emprisonnement (p. 2778) ; proportion de récidive parmi les anciens détenus (p. 2779) ; **après l'article 5** : son amendement n° 58 (précisant que le tribunal doit être mis en possession, avant l'audience, de tous les éléments permettant d'évaluer les possibilités de prononcer une sanction autre que l'emprisonnement) ; recours aux peines de substitution ; retiré [2 juillet 1986] (p. 2795) ; **article 7** : abandon du principe d'une peine incompressible ; instauration de trois types de peines de sûreté ; individualisation de la peine ; situation des personnels pénitentiaires (p. 2799) ; **article 8** : son amendement n° 56 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2806) ; **après l'article 8** : appareils de jeux ; **avant l'article 1er** (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 41 (sanction du recel) ; son amendement n° 42 (recel d'une chose obtenue à l'aide d'un crime) ; son amendement n° 43 (sanction du receleur) (p. 2809) ; son amendement n° 44 (sanctions du recel dans l'exercice de sa profession) ; son amendement n° 45 (modification du principe selon lequel, en fait de meubles, la possession vaut titre) ; son amendement n° 46 (possibilité pour celui qui a perdu une chose ou qui en a été privé à la suite d'un crime ou d'un délit de la revendiquer pendant dix ans contre celui qui la détient en qualité de professionnel en vue de l'offrir

à la vente) ; son amendement n° 57 (obligation de paiement par chèque pour toute transaction d'un montant supérieur ou égal à 5 000 francs) ; recel des profits des vols et des cambriolages ; exportation et importation de meubles anciens ; liens entre les vols, les cambriolages et la toxicomanie (p. 2810) ; modification des articles 2 279 et 2 280 du code civil ; nécessité de punir les receleurs ; ses amendements n° 41 à 46 et son amendement n° 57 : retirés (p. 2811).

Explications de vote : vote hostile du groupe socialiste ; existence de commerçants honnêtes ; recel des objets volés (p. 2812).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Commission mixte paritaire, discussion générale : lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme ; met en cause les écrits de M. Jean Dutourd à propos des affaires de la rue de Mogador et de Fontenay-sous-Bois [7 août 1986] (p. 4134, 4135).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 21 (de suppression) [3 juillet 1986] (p. 2848) ; rejeté (p. 2849) ; amendement n° 1 de M. Jean-François Jalkh tendant à pérenniser les pratiques illégales de M. Pasqua ; nécessité de faire accepter par les policiers le contrôle judiciaire ; **article 2** : son amendement n° 17 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2853) ; **article 3** : sanctions à l'encontre de ceux ayant refusé de se prêter aux opérations de vérification d'identité ; peines susceptibles d'être encourues pas le contrevenant étant les mêmes que celles prévues par l'article L. 4 du code de la route ; exagération des sanctions (p. 2855).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* **Rapporteur pour avis** : progression des crédits ; éducation surveillée laissée pour compte ; retour aux centres fermés ; fin du programme de soutien aux entreprises intermédiaires ; diminution des crédits du conseil national de prévention de la délinquance ; stagnation des crédits du milieu ouvert ; alternative à l'incarcération [27 octobre 1986] (p. 5350) ; libérations envisagées du fait du surpeuplement des prisons ; programme de construction de prisons ; propose d'aboutir à 40 000 places et non aux 75 000 ou 80 000 annoncées par le ministre ; taux de récidive ; politique de « tout carcéral » ; doute de l'avantage financier du recours au secteur privé pour la construction de nouveaux établissements pénitenciaires (p. 5351).

— Son rappel au règlement : conditions de mise en place de la commission d'enquête dont le parti socialiste réclame la constitution [6 décembre 1986] (p. 7215) ; cite un le communiqué de la F.P.I.P. ; demande que la commission des lois soit réunie d'urgence (p. 7216).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 et état B** : informatisation des préfectures ; crédit lié à l'obligation de déplacer les C.R.S. ; programme immobilier d'implantation de casernes [11 décembre 1986] (p. 7502) ; rétablissement de l'obligation de paiement par chèques ; augmentation des frais de justice ; budget de la justice et logique de la répression (p. 7503).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; projet conduisant à la négation du civisme ; possibilité d'envisager d'audiencer à nouveau l'affaire Schleicher et Halfen devant une Cour d'assises avec jury populaire [18 décembre 1986] (p. 7779) ; comportement normal des juges populaires en Italie au moment des grands procès contre les brigades rouges ; réforme des jurys populaires ; pression sur les jurés professionnels ; s'interroge sur le fait de savoir si le président de la Cour d'assises et le procureur général ont pris les dispositions nécessaires pour assurer aux jurés du procès Schleicher la sérénité nécessaire ; marginalisation d'Action directe depuis 1981 ; succès de l'amnistie (p. 7780) ; situation pénale de Nathalie Ménigon, de Régis Schleicher et Jean-Marc Rouillan (p. 7781) ; loi d'amnistie votée sous M. Valéry Giscard d'Estaing et sous M. Georges Pompidou ; possibilité de renvoyer le procès pour attendre les « fins de maladie » des jurés défaillants ; nécessité d'éviter que le terrorisme atteigne son objectif de dissociation des citoyens et des institutions de l'Etat ; négation du civisme (p. 7782).

Discussion des articles : **article 1er** : retour au jury populaire dans tous les cas de lutte contre le terrorisme (p. 7788) ; projet incitant à renoncer à inviter les citoyens à prendre leurs responsabilités ; problème des mesures prises pour rétablir la sérénité dans le jury d'assises appelé à juger les membres d'Action directe et pour ramener les menaces proférées par Régis Schleicher à leur juste niveau (p. 7789) ; **article 2** : nécessité de préciser les motifs pouvant être invoqués pour se désister lorsque l'on a été désigné comme juré et reconnaissance de la validité de ces motifs par la commission ; projet créant un précédent ; problème de la sérénité des débats ; possibilité de pressions identiques sur les magistrats professionnels (p. 7791) ; augmentation du nombre des jurés de la Cour d'assises de Paris (p. 7792) ; augmentation du nombre des jurés (p. 7793) ; exercice de la fonction de juré constituant un devoir civique ; opportunité d'augmenter l'amende infligée à un juré qui ne défère pas à la citation (p. 7794) ; nécessité de prévoir un nombre de jurés suppléants égal au nombre des jurés titulaires (p. 7795).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : silence de l'orateur inscrit contre l'exception d'irrecevabilité [19 décembre 1986] (p. 7921).

BONNET (Alain)

Député de la Dordogne
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (Légion d'honneur : ordre de la Libération) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 41 : **Légion d'honneur, ordre de la Libération (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : baisse de 6 % des subventions ; stagnation des traitements des membres de la Légion d'honneur et des médaillés militaires ; faible augmentation des crédits de l'action sociale ; conditions de travail des personnels de la grande chancellerie [27 octobre 1986] (p. 5345) ; établissements scolaires de l'ordre de la Légion d'honneur ; souhaite l'ouverture d'un contingent exceptionnel de décoration pour les anciens combattants de la guerre 14-18 (p. 5346).

BONREPAUX (Augustin)

Député de l'Ariège
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Plan textile : pays d'Olmes en Ariège ;** renégociation de l'accord multifibre ; disparition des aides à l'industrie [4 juin 1986] (p. 1683) ;

orales sans débat :

— **n° 27,** posée le 20 mai 1986 : **calamités et catastrophes (froid et neige : Ariège)** (p. 983) ; appelée le 23 mai 1986 : **dommages causés par la neige en Ariège :** poursuite des activités économiques ; recensement des dégâts par le préfet de l'Ariège (p. 1080) ; part des dégâts non indemnisés par les compagnies d'assurances ; manque de moyens des collectivités locales pour faire face (p. 1081).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture : seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés :** suppression de crédits concernant l'enseignement public [27 mai 1986] (p. 1301) ; réduction des crédits consacrés au plan « 60 000 jeunes » ; attribution de crédits à l'enseignement privé pour augmenter le forfait d'externat ; suppression de postes d'agents dans l'enseignement public ; réduction des crédits pour l'Institut national de la recherche et de la documentation pédagogique et le Centre national de documentation pédagogique ; mise en cause du plan « Informatique pour tous » ; diminution des crédits d'internat et de demi-pension ; suppression des créations exceptionnelles d'établissements d'enseignement public (p. 1302) ; forfait d'externat attribué aux établissements privés ; amputations de crédits pour l'enseignement public [28 mai 1986] (p. 1342) ; suppression de postes d'agents dans les établissements publics ; obligation de l'Etat de créer un établissement public en cas de carence des collectivités locales ; égalité d'accès à l'enseignement public (p. 1343).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** caractère inopportun et dangereux du projet ; attitude gouvernementale risquant d'instaurer un mauvais climat dans le monde du travail ; salariés étant placés d'emblée en position d'infériorité dans toutes les discussions ; élargissement du fossé entre les salariés relevant d'établissements importants et ceux appartenant à des petites entreprises ; mesures concrètes pour prendre la relève du plan textile et garantir la production française grâce à une bonne négociation de l'accord multifibres [4 juin 1986] (p. 1714).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Équipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* amélioration des liaisons routières pour franchir les Pyrénées ; intérêt d'une liaison entre Toulouse et Barcelone ; réalisation du tunnel du Puymorens [28 octobre 1986] (p. 5450) ; jeux Olympiques de Barcelone (p. 5451).

Éducation nationale. I. — **Enseignement scolaire.** — *Discusion générale :* faible progression des crédits de l'enseignement public ; rénovation des collèges compromise ; suppression de postes ; conséquences pour les régions rurales à faible densité de population ; augmentation intolérable des crédits affectés à l'équipement de l'enseignement privé ; s'oppose à l'extension du plan « Informatique pour tous » à l'enseignement privé [3 novembre 1986] (p. 5723) ; lois Barangé et Debré ne pemettant pas de subventionner l'investissement des établissements privés (p. 5724).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** son amendement n° 135 (suppression des crédits affectés aux matériels informatiques des établissements privés) ; suppression de 1 200 postes d'instituteurs dans le budget ; équipement informatique ne constituant pas un investissement ; modification de la loi Debré [4 novembre 1986] (p. 5748) ; rejeté (p. 5749).

BORDU (Gérard)

Député de Seine-et-Marne
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (agriculture) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une **délégation aux libertés** (n° 34) [23 avril 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome V : **agriculure (n° 397)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Application des résolutions de l'O.N.U. sur l'apartheid :** réception au Parlement européen à Strasbourg de M. Savimbi, chef de l'organisation terroriste Unita ; insulte à ceux qui rejettent le régime de l'apartheid ; attitude de la France à l'égard de Pretoria ; non application des sanctions votées par l'O.N.U. contre l'Afrique du Sud [22 octobre 1986] (p. 5140) ;

orales sans débat:

— **n° 60,** posée le 10 juin 1986 : **tourisme et loisirs (parcs d'attraction : Seine-et-Marne)** (p. 2066) ; appelée le 13 juin 1986 : **projet d'Eurodisneyland à Marne-la-Vallée :** implication de Marne-la-Vallée dans les Jeux olympiques de 1992 ; emplois réservés aux Américains (p. 2187) ; détermination des responsabilités ; pertes d'emplois imputables au projet (p. 2188) ;

— **n° 123,** posée le 18 novembre 1986 : électricité et gaz (E.D.F.) (p. 6508) ; appelée le 21 novembre 1986 : **électricité de France :** sa place dans l'approvisionnement énergétique du pays ; productivité satisfaisante ; réduction des investissements entraînant la dégradation de la qualité de la distribution ; compétence et responsabilité du personnel mais réduction des effectifs ; conséquences pour les usagers (p. 6676, 6677).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** projet de loi évacuant toute idée de consultation et de concertation ; nécessité que les syndicats représentatifs des

travailleurs soient directement associés à la lutte contre l'inflation [24 avril 1986] (p. 356) ; recours aux ordonnances ne constituant pas une nécessité ; danger de l'étendue de l'habilitation (p. 358) ; rémunération des actes notariés ; volonté du Gouvernement de prolonger et d'aggraver la politique d'austérité et de déclin économique du pays [25 avril 1986] (p. 405) ; signification de la libération de la gestion de l'entreprise ; dimension sociale de l'entreprise (p. 406) ; vastes possibilités données aux détenteurs de capitaux de spéculer au détriment de l'emploi (p. 408) ; satisfaction de l'exigence de liberté de travailleurs constituant une nécessité économique ; nécessaire réduction des placements et opérations à l'étranger ; nécessité d'assortir de garanties au profit de l'initiative individuelle ou collective des salariés l'exercice patronal du nouveau droit de la concurrence (p. 409) ; redressement économique supposant une intervention accrue des salariés et de leurs représentants dans les décisions des entreprises ; libération de la gestion des entreprises cachant difficilement la volonté présente dans tout le texte de la loi d'habilitation de donner au patronat des pouvoirs accrus (p. 410) ; existence de gâchis financiers entraînant une augmentation des prix ; tendance des entreprises à placer leurs bénéfices plutôt qu'à les réinvestir ; hostilité du parti communiste à la déréglementation que constituerait l'abrogation des ordonnances de 1945 et leur remplacement par un code de la concurrence soumis aux normes européennes ; caractère fondamentalement négatif des critères de rentabilité dans la gestion des entreprises (p. 411) ; spéculations foncières et immobilières constituant un élément essentiel des hausses abusives des prix des logements ; libération des loyers étant par nature inflationniste (p. 413) ; **article 2** : caractère large de l'habilitation (p. 421) ; article s'inscrivant dans un processus de précarisation de l'emploi ; plan-jeunes restant inefficace sans une politique dynamique de créations d'emploi ; caractère constestable des allégements des charges sociales et fiscales ; propositions du groupe socialiste pour l'emploi des jeunes ; nécessité de remédier aux difficultés de la formation professionnelle continue (p. 422) ; volonté du Gouvernement de soumettre le système éducatif à un émiettement destructeur de toute garantie démocratique ; zones d'éducation prioritaires ; évolution du taux de chômage des jeunes ; nécessité d'une mise en cause des critères de gestion capitaliste des entreprises ; nécessité de développer des coopérations interentreprises (p. 433) ; caractère légitime de l'ambition de permettre à tous d'accéder à une qualification professionnelle ; nécessaire élargissement des fonctions des salariés vers les tâches de gestion, de conception, d'organisation et de contrôle ; actions de formation continue mises en œuvre privilégiant les cadres et les agents de maîtrise ; remise en cause de l'équilibre financier de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; action en faveur des jeunes demandeurs d'emploi ; proposition du groupe communiste (p. 434) ; principales caractéristiques des T.U.C. ; Gouvernement ayant introduit dans le service public la précarité et la flexibilité ; éventualité d'introduire les T.U.C. dans l'entreprise ; caractéristiques du « S.M.I.C.-jeunes » (p. 447) ; nécessité pour tous les jeunes demandeurs d'emploi d'une confirmation de l'embauche à la fin des contrats à durée déterminée comprenant des mesures de formation [25 avril 1986] (p. 448) ; nécessité d'une réforme démocratique de la taxe d'apprentissage ; conditions de son affectation, de sa répartition et de sa gestion ; inégalité entre les établissements de formation et les régions ; manque de rationalité préjudiciable aux besoins de formation ; objectifs de l'amendement présenté par le groupe communiste [28 avril 1986] (p. 474) ; chômage des femmes ; augmentation du travail temps partiel, qui concerne surtout les femmes ; précarisation du travail ; recours aux contrats à durée déterminée notamment pour les femmes ; proportion de T.U.C. exercés par les jeunes filles ; écart entre les salaires masculins et féminins ; place des femmes dans le travail et dans la production ; nécessité d'assurer une formation professionnelle initiale et continue pour les femmes (p. 475) ; amélioration des conditions de placement des demandeurs d'emploi ; disparition rapide de l'Agence nationale pour l'emploi ; organisation d'un grand service public national de l'emploi ; amendement du groupe communiste tendant à améliorer le statut des personnels de l'A.N.P.E. ; formation professionnelle et qualification ; réticence du patronat à confier ses offres d'emplois à l'A.N.P.E. ; (p. 483) ; **article 4** : dénationalisation bancaire et financière ; société Assurances générales de France I.A.R.D. [5 mai 1986] (p. 709) ; baisse constante de la part de l'Etat dans le capital des sociétés d'assurances ; préparation des dénationalisations françaises sur un certain nombre de places financières étrangères (p. 710).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : suppression de l'I.G.F. ; baisse de l'impôt sur les sociétés ; amnistie des fraudeurs ; anonymat sur l'or ; appréciation de l'avoir fiscal ; droits du Parlement ; développement de la spéculation ; prélèvements sur les gains du loto et du loto sportif ; abattement sur les revenus de valeurs mobilières ; prélèvement sur la C.A.E.C.L. [30 mai 1986] (p. 1533) ; création d'une caisse d'amortissement de la dette publique ; remboursement de l'emprunt Giscard ; revenus agricoles ; suppression de l'I.G.F. ; report en arrière des déficits en matière d'impôt sur les sociétés ; ponction sur la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; rattrapage du rapport constant (p. 1534).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : définition d'un ordre public social [2 juin 1986] (p. 1570) ; impossibilité pour un salarié de renoncer à un droit inscrit dans son contrat de travail, une convention collective, une loi ou un règlement, même de sa propre initiative [2 juin 1986] (p. 1571) ; réintégration du salarié dans l'entreprise en cas d'inobservation du delai congé (p. 1574) ; liberté des travailleurs ; possibilité pour un salarié d'opter à l'issue d'un licenciement illégal pour la réintégration ou bien pour la perception d'une indemnité (p. 1582) ; nécessité de limiter les cas de recours au travail temporaire (p. 1586) ; régression apportée par une convention ou un accord collectif qui prévoit la réduction de la durée hebdomadaire du travail sans compensation de salaire ; contrôle des critères de charges de travail utilisée par les employeurs pour moduler le temps de travail (p. 1588) ; son amendement n° 65 (durée hebdomadaire du travail pouvant varier à condition que sur un an cette durée n'excède pas en moyenne la durée légale fixée à l'article L. 212-1 et que les conditions de sa modulation soient prévues par une convention ou un accord collectif étendu) [3 juin 1986] (p. 1610) ; rejeté (p. 1611) ; ses amendements n° 268, 281, 320, 344, 367 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **article 3** : nombre de licenciements ; consultation des représentants du personnel ; plan social [6 juin 1986] (p. 1903) ; procédures prud'homales (p. 1904) ; **article 5** : son amendement n° 89 (de suppression) [7 juin 1986] (p. 2001) ; vote réservé (art. 44-3) (p. 2002).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 19** : objectifs de l'ordonnance du 26 août 1944 en matière de transparence, d'indépendance et de pluralisme ; nécessité d'appliquer cette ordonnance [18 juin 1986] (p. 2345) ; **amendements précédemment réservés** : aides à la presse ; article 39 *bis* du C.G.I. (p. 2356-2357).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [27 juin 1986] (p. 2642) ; rejetée (p. 2645).

Discussion des articles : **article 2** : réduction de peine accordée aux condamnés à perpétuité [30 juin 1986] (p. 2689).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion générale : décalage de la législation actuelle avec les besoins de modernisation du territoire ; problèmes sociaux ; poussée démographique ; texte ne constituant pas une garantie pour la population polynésienne [7 juillet 1986] (p. 2879) ; restriction du droit de grève dans le secteur privé ; indifférence de la droite

devant les problèmes de développement de l'archipel ; installation de Disneyland en France ; acquis du peuple kanak en matière de droit du travail (p. 2880).

Discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 4 (visant à substituer, dans la première phrase de cet article, au mot : « copie », les mots : « traduction du contrat ») ; traduction du contrat de travail dans la langue du salarié ; rejeté ; son amendement n° 5 (précisant qu'en cas de traduction du contrat de travail et de discordance entre les deux textes, seul le texte rédigé dans la langue du salarié étranger peut être invoqué contre ce dernier) (p. 2887) ; rejeté ; **article 27** : extension de la flexibilité du travail (p. 2891) ; **article 41** : consultation des partenaires sociaux pour la fixation du seuil relatif au comité d'hygiène et de sécurité (p. 2893) ; **article 46** : maintien du contrôle de l'emploi ; nécessité d'un effort en matière de formation professionnelle ; extension de l'autorisation administrative de licenciement à la Polynésie (p. 2896) ; **article 48** : son amendement n° 13 (aides aux chômeurs) (p. 2897) ; consultation des syndicats représentatifs des salariés pour fixer l'aide aux chômeurs ; devenu sans objet (p. 2898) ; **article 59** : nécessité de consulter les organisations syndicales représentatives pour fixer le seuil rendant obligatoire la création du comité d'entreprise (p. 2900) ; **article 72** : son amendement n° 16 (de suppression) : devenu sans objet ; identité des préavis de grève dans le secteur public et dans le secteur privé ; absence de négociations pendant la durée du préavis [7 juillet 1986] (p. 2912) ; **article 88** : son amendement n° 18 (tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de l'article 88 : « ils sont élus au suffrage universel, par collège, sur la base des listes de candidatures établies par des organisations syndicales et professionnelles ») ; conditions de désignation des assesseurs du tribunal du travail (p. 2915) ; rejeté (p. 2916).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : droit du peuple kanak de décider librement de son propre avenir ; composition du corps électoral interrogé ; diminution des compétences des régions ; démentèlement de l'office foncier ; aggravation de l'exploitation du territoire et des travailleurs kanaks ; politique de reconquête coloniale ; image internationale de la France [8 juillet 1986] (p. 2960) ; conditions de la remise en cause de la structure foncière (p. 2961).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 49 (droit à l'indépendance du peule kanak premier occupant du territoire) ; respect des principes établis à Nainville-les-Roches [8 juillet 1986] (p. 2983) ; rejeté (p. 2984) ; **article 7** : son amendement n° 52 (visant à supprimer, dans le premier alinéa de cet article, aux mots : « haut-commissaire », les mots : « tribunal administratif de Nouméa ») : retiré ; **article 8** : son amendement n° 53 (visant à insérer, dans le premier alinéa de cet article, aux mots : « haut-commissaire », les mots : « tribunal administratif de Nouméa ») : devenu sans objet ; son amendement n° 54 (visant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « et du directeur des services fiscaux », les mots : « du directeur des services fiscaux et des représentants qualifiés des régions ») ; participation des représentants qualifiés des régions aux décisions sur les demandes ou les révisions d'indemnisation ; rejeté (p. 2994) ; **article 24** : son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté [9 juillet 1986] (p. 3016) ; **article 26** : son amendement n° 59 (de suppression) : rejeté (p. 3017) ; **article 28** : son amendement n° 60 (de suppression) : rejeté (p. 3020) ; **article 30** : son amendement n° 62 (de suppression) : rejeté ; **article 31** : son amendement n° 63 (de suppression) : rejeté (p. 3023) ; **article 32 *bis*** : son amendement n° 65 (de suppression) : rejeté (p. 3025) ; **article 34** : son amendement n° 67 (de suppression) : rejeté (p. 3026) ; **article 38** : son amendement n° 71 (de suppression) : rejeté (p. 3029) ; **artice 43 *bis*** : son amendement n° 73 (de suppression) : rejeté (p. 3033) ; **article 44** : notion d'autodétermination et d'indépendance ; maintien des liens existant entre la Nouvelle-Calédonie et la France (p. 3034).

Explications de vote : problème du foncier ; nécessité de prendre en considération les intérêts des communautés existantes ; distinction entre indépendance et rupture ; vote du groupe communiste contre le texte (p. 3039).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 9 (insérant dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « notamment en matière », les mots : « de revenus agricoles ») [7 octobre 1986] (p. 4417) ; devenu sans objet (p. 4418) ; **article 2** : *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 19 (supprimant le texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982) : rejeté au scrutin public [8 octobre 1986] (p. 4471) ; son amendement n° 16 (insérant après le premier alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 l'alinéa suivant : « de contribuer à l'amélioration des revenus agricoles, notamment pour les petites et moyennes exploitations ») : rejeté (p. 4472) ; son amendement n° 47 (rédigeant ainsi le 4e alinéa (3°) du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 : « 3° de mettre en œuvre les orientations communautaires ») : rejeté (p. 4474) ; **article 3** : son amendement n° 25 (de suppression) (p. 4480) ; rejeté (p. 4481).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Discussion générale :* situation des pays en voie de développement résultant pour une large partie de l'héritage colonial ; intérêt pour la France d'une politique de coopération ; nécessité de relancer l'aide alimentaire ; évolution de l'aide publique globale au dévelopement [23 octobre 1986] (p. 5262).

Équipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* présente la question posée par M. Paul Mercieca [28 octobre 1986] (p. 5447) ; avenir du transport fluvial ; concurrence des pays de l'Europe du Nord (p. 5448).

Agriculture, B.A.P.S.A. *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : prédominance de la production américaine sur le marché agricole mondial ; forte dépendance européenne pour les produits de base ; effort d'exportation de l'agriculture américaine ; accord de Punta del Este et déréglementation des échanges inernationaux ; aggravation de la malnutrition et de la faim dans le monde ; diminution du budget de l'agriculture [30 octobre 1986] (p. 5517) ; augmentation de l'indemnité spéciale de montagne et des actions dans les zones défavorisées ; baisse des actions de promotion (p. 5518) ; *questions :* diminution des crédits pour l'aide à l'installation des jeunes et des crédits affectés aux S.A.F.E.R. (p. 5559) ; **son rappel au règlement** : réception de M. Jonas Savimbi, chef de l'organisation terroriste « Unita » par M. Chaban-Delmas ; estime que le Gouvernement apporte sa caution à la politique d'apartheid [23 octobre 1986] (p. 5227).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : conséquences de la ratification de l'Acte unique pour l'agriculture française ; décisions relevant de la majorité qualifiée ; politique agricole commune ; pression des Etats-Unis et de leurs alliés dans la négociation internationale ; remise en cause des fondements de la P.A.C. ; existence de stocks ; accord C.E.E.-U.S.A. [20 novembre 1956] (p. 6637) ; nécessité de garantir un revenu décent aux agriculteurs ; respect des principes de la P.A.C. ; rééquilibrage des dépenses du F.E.O.G.A. ; développement de la consommation alimentaire dans les pays développés et dans les pays en voie de développement ; nouvel ordre économique et politique mondial (p. 6638).

— Projet de loi relatif au conseil des prud'hommes (n° 495).

Commission mixte paritaire, discussion générale : lenteur de la procédure et manque de moyens des conseils de prud'hommes ; souhaite l'application de leurs décisions nonobstant appel ; procédure d'urgence [20 décembre1986] (p. 7980) ; vote hostile du groupe communiste (p. 7981).

BOREL (André)

Député de Vaucluse
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

BOROTRA (Franck)

Député des Yvelines
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 35777), [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : services communs, transports terrestres) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre du conseil supérieur de l'électricité et du gaz [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à favoriser la création et le développement d'entreprises en Ile-de-France (n° 460) [11 décembre 1986] (p. 7575).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome XI : **équipement, logement aménagement du territoire et transports** : services communs ; **transports terrestres, (n° 400)** [9 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Malversations au sein de l'association « carrefour du développement » : réalité des détournements et destination des fonds [7 mai 1986] (p. 830).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : obstruction de l'opposition [30 mai 1986] (p. 1525) ; légitimité du Gouvernement ; droits de l'opposition ; chômage, croissance et pouvoir d'achat ; logique dirigiste de l'économie assistée ; situation des entreprises ; faiblesse de la croissance en France par rapport aux Etats-Unis ; diminution des parts de marché de la France ; effondrement de l'épargne ; endettement public ; nécessité d'engager une politique globale de rupture irréversible avec le passé ; charges des entreprises ; contraintes administratives et fiscale ; actions syndicales ; concurrence ; sureffectifs dans la fonction publique ; liens entre investissements, capitaux propres et profits (p. 1526).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : budgétisation du fonds spécial de grands travaux ; dépenses d'infrastructures pour les transports terrestres et les voies navigables [28 octobre 1986] (p. 5385) ; crédits de paiement pour les routes et la sécurité routière ; baisse de l'indemnité compensatrice versée à la R.A.T.P. ; diminution de la dotation pour réduction de tarifs de la S.N.C.F.-banlieue ; baisse de la contribution aux tarifs sociaux de la S.N.C.F. ; absence de vues d'ensemble sur le problème des voies navigables ; nécessité d'ouvrir le service marchandises à la concurrence (p. 5386).

Industrie. — *Discussion générale :* révolution de l'environnement économique ; rôle du ministère de l'industrie ; baisse de l'investissement [31 octobre 1986] (p. 5615) ; taux négatif de profitabilité ; évolution de l'endettement des entreprises ; restauration de la rentabilité du capital ; accroissement des aides à l'industrie entre 1981 et 1986 ; allégement des charges ; utilisation du mécanisme de la donation-partage ; politique de l'énergie ; mise en œuvre d'une solution collective à la tenue des stocks de réserve ; situation des charbonnages ; gaz de France ; surproduction à l'E.D.F. (p. 5616).

BORREL (Robert)

Député de la Haute-Savoie
Non inscrit

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

BOSSON (Bernard)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales

puis *Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères chargé des affaires européennes.*

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863). Fin de ses fonctions. Décret du 19 août 1986. [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Charles Fèvre : problèmes financiers des collectivités locales : nécessité de faire une pose dans la décentralisation pour dresser un état exact de la situation ; urbanisme ; blocage de l'application de la loi sur les pouvoirs locaux, en matière de fonction publique territoriale [28 mai 1986] (p. 1332) ; réforme de la D.G.F. pour les petites communes avec retour aux subventions spécifiques ; progression de la D.G.F. ; problème des villes-centres (p. 1333) ;

— M. Bruno Gollnisch : problème de stationnement sur la voie publique : développement des transports en commun ; non-respect de la rotation du stationnement [11 juin 1986] (p. 2074) ; instructions pour limiter l'enlèvement des véhicules (p. 2075) ;

— M. Christian Baeckeroot : relations avec la Syrie : point sur la réunion de Luxembourg ; retrait par la Grande-Bretagne d'un document qu'approuvait la France ; son remplacement par un texte en onze points ; accord immédiat de la France sur neuf de ces points ; réserve sur l'arrêt des échanges commerciaux avec la Syrie ; inopportunité d'envisager la possibilité de représailles syriennes ; démarche confiée aux ambassadeurs européens en Syrie

après discussion d'une proposition néerlandaise [29 octobre 1986] (p. 5486) ;

— **M. Aymeri de Montesquiou : voyage du patriarche Sfeir à Paris** : visite à la France considérée non comme une simple démarche traditionnelle du patriarche maronite d'Antioche après son élection, mais comme un acte politique important ; effort de Monseigneur Sfeir pour tenter de renouer le dialogue entre les communautés libanaises ; engagement de la France envers le Liban [5 novembre 1986] (p. 5858) ;

— **M. Roland Leroy : situation au Nicaragua et aide de la France** : appui de la France aux efforts du groupe de Contadora ; nouvelle répartition des aides financières aux pays d'Amérique centrale en cessant de privilégier le Nicaragua [5 novembre 1986] (p. 5861) ;

orales sans débat :

— **M. André Durr (n° 100) : société Graffenstaden machines-outils** : rappel des subventions déjà versées ; dérapage de l'exploitation ; défaut d'élaboration d'un plan crédible autorisant la mise en place du solde des concours publics prévus ; dépôt de bilan des sociétés Hure et Graffenstaden machines-outils [10 octobre 1986] (p. 4569) ;

— **M. André Thien Ah Koon (n° 112) : situation des postes et télécommunications à la Réunion** : prise en compte pour la détermination des effectifs nécessaires du trafic et des opérations postales ; création de nouveaux emplois répondant à l'accroissement du trafic ; possibilité de redéploiement interne grâce aux gains de productivité ; poursuite des recrutements dans les télécommunications [10 octobre 1986] (p. 4570) ;

— **M. Olivier Stirn (n° 116) : chantiers navals Amiot à Cherbourg** : appui de l'Etat dans l'élaboration d'un plan social, l'aide aux commandes et le règlement du contentieux fiscal ; organisation d'une réunion de travail sous l'égide du ministre de l'industrie [10 octobre 1986] (p. 4571) ;

— **M. Henri Beaujean (n° 111) : déductions fiscales pour les revenus investis dans les départements d'outre-mer** : incitation fiscale en faveur des investissements productifs ; secteurs concernés ; aide aux investissements immobiliers ; cumul de différents allégements ; dispositions applicables au rapatriement des capitaux [10 octobre 1986] (p. 4573) ;

— **M. Charles Fiterman (n° 113) : avenir de la machine-outil française** : dérapage important de l'exploitation de la société Gendron ; impossibilité pour l'Etat de couvrir seul les besoins révélés par l'audit de l'entreprise ; dépôt de bilan et liquidation de biens espoir de reprise grâce au groupe Promat-Mercier [10 octobre 1986] (p. 4574).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une pause dans la décentralisation ; fonction publique territoriale ; maintien des dotations allouées aux collectivités locales [11 août 1986] (p. 4186) ; prélèvement de 2 milliards sur la C.A.E.C.L. ; simplification des modalités de répartition des dotations versées aux collectivités locales ; assouplissement des conditions de sortie des collectivités des organismes de coopération intercommunale ; progression de la D.G.F. ; aide à l'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat (p. 4187) ; conseil départemental de développement social ; centres communaux d'action sociale ; régime de la fonction publique territoriale (p. 4205) ; mobilité entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale ; absence de réforme générale de la fiscalité locale ; étude en cours sur un projet de création d'un nouvel impôt économique local adaptable 36 000 fois ; statut de l'élu local ; diminution de la D.G.F. ; difficulté posée par la D.G.E. deuxième part (p. 4206) ; fonds de compensation de la T.V.A. ; prélèvement sur la caisse de retraite des agents des collectivités locales ; absence de déconcentration des services de l'Etat ; nécessité d'éviter que la région ne devienne une collectivité de gestion (p. 4207) ; endettement des collectivités locales suppression de la désignation des bureaux des conseils régionaux et généraux à la proportionnelle ; ses observations sur l'E.N.A. ; rôle du conseil du développement social ; possibilité pour les collectivités locales d'engager du personnel contractuel ; report de l'application de la règle de constructibilité limitée ; coopération intercommunale et règlement du problème particulier qui s'était posé à M. Laurent Fabius pour la commune de Grand-Quevilly (p. 4208) ; prix des services délivrés par les communes à leurs administrés ; avenir des centres de formation professionnelle pour le personnel des collectivités locales ; projet de loi sur la modification des dotations versées aux communes (p. 4209).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 24 (de suppression) : retiré (p. 4215) ; importance de l'assouplissement de certaines règles d'urbanisme pour les communes rurales (p. 4216) ; construction en zone de montagne ; **article 1er *bis*** : son amendement n° 25 (précisant les conditions d'intervention des services extérieurs de l'Etat pour l'instruction des demandes de permis de construire de la compétence du maire) ; assistance apportée par les services extérieurs de l'Etat aux maires pour l'instruction des permis de construire ; rejeté (p. 4217) ; ses observations (p. 4218) ; **après l'article 3** : ses observations proposant à M. Jean-Louis Masson de répondre par écrit à ses amendements (p. 4219) ; **article 4** : son attachement à l'esprit de la concertation ; obligation du président du conseil général de consulter une commission sur le schéma social départemental ; possibilité pour le représentant de l'Etat de consulter les associations si le président du conseil général n'a pas saisi la commission consultative sur certaines orientations de ce schéma (p. 4222) ; **après l'article 6** : compétence de l'Etat pour définir la politique de la famille (p. 4224) ; lutte contre l'immigration clandestine (p. 4225) ; **article 8** : ses observations (p. 4226) ; restriction de la possibilité pour les collectivités territoriales d'insérer dans les contrats conclus avec des sociétés étrangères des clauses compromissoires aux seuls contrats ou l'Etat est partie prenante et pour des opérations d'intérêt national ; **après l'article 8** : découpage électoral (p. 4227, 4228) ; **article 8 *bis*** : possibilité pour la minorité d'être représenté au bureau d'une collectivité territoriale en l'absence d'obligation d'élection de ce bureau à la représentation proportionnelle (p. 4229) ; **après l'article 8 *bis*** : ses observations (p. 4230) ; **article 8 *ter*** : report de l'application de la loi de 1983 sur la participation des communes de résidence aux frais de scolarité des enfants scolarisés dans les communes d'accueil ; cas des communes dans lesquelles la fermeture des classes est décidée par l'administration ; nécessité de favoriser la conclusion d'accords entre communes avec l'aide des commissaires de la République (p. 4233) ; cas des communes urbaines prêtes à accueillir gratuitement les enfants des communes rurales (p. 4234) ; intérêt des enfants scolarisés (p. 4235) ; **article 8 *septies*** : ses observations sur l'amendement n° 56 de M. Bernard Derosier (p. 4236) ; **article 8 *octies*** : incompétence des régions en matière d'enseignement supérieur et d'audiovisuel (p. 4237) ; **article 8 *nonies*** : possibilité pour les communes d'instaurer un péage sur les seuls ouvrages d'art « colossaux » ; liste des ouvrages d'art éventuellement concernés (p. 4238) ; **après l'article 8 *nonies*** : ses observations sur les amendements de M. Jean-Louis Masson ; auxquels il se propose de répondre par écrit (p. 4239) ; **article 11 *quater*** : fonction publique territoriale (p. 4247) **article 12** : recrutement des contractuels par les départements et les régions (p. 4248) ; ses observations (p. 4249) ; recrutement d'agents contractuels par les départements et les régions ; spécificité de la fonction publique régionale (p. 4250) ; **article 14 *ter*** : prolongation des compétences du C.F.P.C. ; son amendement n° 26 (régime des concours organisés par les centres départementaux ou interdépartementaux de gestion) ; organisation de concours de recrutement de la fonction publique territoriale par quelques centres de gestion ; adopté ; **article 14 *quater*** : rattachement des concours des établissements publics dont le siège social est situé en région Ile-de-France à la grande couronne ; **après l'article 14 *quater*** : son amendement n° 45 (inscription au budget de l'Etat des rémunérations des agents des D.D.E. rémunérés sur des crédits autres que de personnel) (p. 4253) modalités de prise en charge financière par l'Etat des agents des D.D.E. rémunérés sur des crédits autres que des crédits de personnel ; ses observations précisant que ces agents sont des agents non titulaires de l'Etat ; adopté (p. 4254) ; **article 15A** : situation de la C.N.R.A.C.L. ; **après l'article 15A** : subventions spéci-

fiques d'équipement pour les petites communes (p. 4255) ; **après l'article 15** : délai de paiement par les collectivités locales des dépenses mandatées (p. 4256) ; **article 22 *bis*** : modalités de répartition de la D.G.F. ; cas des communes touristiques ; inconvénients des critères de la D.G.F. pour les petites communes (p. 4259) ; résultats des prospections effectuées par le ministère de l'intérieur en matière de répartition de la D.G.F. ; **article 24** : attribution aux petites communes qui n'en ont pas bénéficié de 2 % d'augmentation de la D.G.F. ; aide aux villes centres ; (p. 4260) ; dotation touristique ; inapplicabilité de la réforme de la D.G.F. de 1985 ; **article 25** : problèmes posés aux grandes villes par l'intégration du potentiel fiscal dans les critères de répartition de la D.G.F. (p. 4261) ; **article 26** : taxe sur les remontées mécaniques ; **après l'article 27** : son amendement n° 27 (élargissement des compétences des Sofergie aux ouvrages et équipements publics affectés à une activité dont les recettes sont soumises à la T.V.A.) ; possibilité pour les collectivités territoriales de recourir au crédit-bail en vue de financer leurs investissements générateurs de recettes assujetties à la T.V.A. ; rejeté (p. 4262) ; son amendement n° 6 ; (possibilité pour les départements et les régions de bénéficier du fonds de compensation de la T.V.A. pour les investissements scolaires réalisés en maîtrise d'ouvrage déléguée aux services de l'Etat) : adopté (p. 4263).

Commission mixte paritaire, discussion générale : répartition des charges entre les communes pour les écoles à fréquentation interconmunale ; aide des collectivités locales aux dépenses d'investissements des établissements d'enseignement privés sous contrat ; extension du bénéfice du plan « Informatique pour tous » aux établissements d'enseignement privés ; critère de répartition de la D.G.F. ; prise en charge par l'Etat des agents des D.D.E [12 août 1986] (p. 4308).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre. Droits de l'homme, Francophonie. — *Discussion générale :* construction européenne ; ratification de l'acte unique [24 octobre 1986] (p. 5317) ; résurgence du compromis du Luxembourg ; existence d'une volonté européenne en France ; politique agricole commune ; construction du marché intérieur européen (p. 5318) ; procédure anti-dopping communautaire pour les rapprocher de celles en vigueur aux Etats-Unis ou au Japon ; conséquence de l'élargissement de la communauté à l'Espagne ou au Portugal ; relations franco-espagnoles ; problèmes relatifs au S.M.E. et à l'ECU ; relations de la France avec l'Allemagne ; préservation des acquis communautaires ; cohésion des politiques économiques et sociales pour éviter une coupure entre le Nord et le Sud de la C.E.E. ; recherches scientifiques et techniques et projets Esprit ou Race ; échanges culturels européens (p. 5319-5320).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 363).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie : pouvoirs du Parlement européen ; introduction de l'avis conforme pour les nouvelles adhésions et les accords d'associations avec les pays tiers ; coopération politique ; suppression des frontières ; problème d'utilisation de la directive ou du règlement en matière d'harmonisation fiscale ; vote à l'unanimité ; utilisation du moyen juridique de la directive [20 novembre 1986] (p. 6618, 6619) ; souligne la majorité au sein de l'Assemblée en faveur de l'Europe (p. 6657) ; problème posés par l'Europe aux départements d'outre-mer ; sauvegarde de la politique agricole commune ; nécessité d'une politique structurelle ; politique européenne de l'environnement et conséquences éventuelles sur la politique nucléaire française ; évolution vers la voie de l'union monétaire ; réalisation du marché intérieur ; politique de recherche scientifique et tehniques des douze ; contraintes financières de l'Europe ; déficit du budget communautaire (p. 6658) ; secteur de la communication ; regrette la non prise en compte de la culture et de la jeunesse ; coopération politique et sécurité ; exemple de l'U.E.O. ; rôle de la commission ; suppression des frontières ; utilisation respective des directives et du règlement (p. 6659) ; possibilité de pénétration dans le domaine de l'article 34 de la Constitution ; recours à la majorité qualifiée pour définir les dispositions intéressant le marché intérieur (p. 6660).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg pour la réalisation de l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle (n° 476).

Première lecture, discussion générale : centrale nucléaire de Cattenom ; sécurité des populations riveraines contribution de la France au renforcement du plan d'équipement luxembourgeois pour la surveillance de l'environnement ; élargissement au Luxembourg des dispositions sur la responsabilité civile en matière nucléaire ; bon fonctionnement du service central de protection contre les rayonnements ionisants ; existence de commission locale d'information et concertation avec les responsables étrangers [16 décembre 1986] (p. 7628, 7629).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus, ensemble un protocole (n° 477).

Première lecture, discussion générale : échanges commerciaux et implantation industrielle ; relations financières coopération scientifique, technique et culturelle ; relations franco-soviétiques ; position et action de la France sur le problème des droits de l'Homme ; banque commerciale de l'Europe du Nord [16 décembre 1986] (p. 7630, 7631).

Ses observations après les explications de vote : ses observations sur les propos de M. Etienne Pinte concernant l'allusion de cette convention aux accords d'Helsinki et le problème des droits de l'Homme (p. 7631, 7632).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 375).

Première lecture, ses observations après les explications de vote : réactualisation des rapports douaniers entre les deux pays [16 décembre 1986] (p. 7633) ; précise que le Gouvernement choisira le moment de l'approbation de ces conventions en fonction de considérations d'opportunité (p. 7634).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 440).

Première lecture, ses observations après les explications de vote : attitude favorable du ministre des affaires étrangères à un débat de politique étrangère ; nécessité d'une coopération privilégiée avec les pays francophones ; montant des aides [16 décembre 1986] (p. 7637).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 439).

Première lecture, ses observations après les explications de vote : attitude favorable du ministre des affaires étrangères à un débat de politique étrangère ; précise qu'il transmettra au ministre de la coopération la demande d'un débat sur la politique de coopération ; devoir de solidarité de la France vis-à-vis des pays de la zone francophone ; modernisation de l'ancienne convention de 1960 ; typologie des programmes de recherche ; incertitude sur les montants financiers engagés [16 décembre 1986] (p. 7640) ; difficultés existantes avec le Gouvernement du Burkina Faso ; précise que le Gouvernement entend se réserver le droit de choisir le moment de l'opportunité de l'approbation des conventions passées avec cet Etat (p. 7641).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe (n° 442).

Première lecture, discussion de l'article unique : **article unique :** conditions générales de cette convention [16 décembre 1986] (p. 7642).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises (n° 441).

Première lecture, discussion de l'article unique : **article unique :** rapports entre le tiers et le représenté et le tiers et l'intermédiaire [16 décembre 1986] (p. 7642, 7643).

BOUCHARDEAU (Huguette)

Député du Doubs
Apparenté Socialiste

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du Conseil national des transports [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Membre titulaire du Conseil national des transports [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548).

INTERVENTIONS

— **Son fait personnel :** répond à la mise en cause dont elle a été l'objet de la part de M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme ; accident de Tchernobyl ; difficultés de l'information en France ; indignité de manier la peur à des fins politiques ; nécessité de diffuser une information régulière avec le maximum de clarté et d'avoir les structures administratives nécessaires notamment des cellules interministérielles pour coordonner l'information au moment d'un accident ou d'un incident ; rôle des spécialistes en matière d'information [14 mai 1986] (p. 909) ;

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Discussion générale :* maintien des crédits pour les parcs nationaux et régionaux ; diminution des crédits attribués aux réserves naturelles ; réduction des subventions aux associations ; baisse des crédits de protection des rivières et des eaux ; diminution des crédits de recherche ; rattachement administratif de l'inspection des installations classées ; refus du groupe socialiste de voter les crédits du ministère [29 octobre 1986] (p. 5500).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** ministère de l'environnement subventionnant non des associations mais des actions ; rôle de l'union féminine civique et sociale ; rôle de la fédération des élus autogestionnaires ; action menée par le ministère en faveur de l'emploi des jeunes (p. 5504).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de la Charente
Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député d'Ille-et-Vilaine
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **article 4 :** risques de la privatisation pour l'industrie de l'armement ; imprécision du champ d'application ; notion de monopole de fait ; absence d'argument pouvant justifier la privatisation d'entreprises dont l'Etat est le client unique ; privatisation conduisant à une absence de contrôle sur les éventuels transferts technologiques [30 avril 1986] (p. 643) ; principe de l'indépendance nationale (p. 644) ; situation de la banque de Bretagne [6 mai 1986] (p. 739-740).

BOURG-BROC (Bruno)

Député de la Marne
R.P.R.

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [24 avril 1986] erratum [13 juin 1986] (p. 2193).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

Membre titulaire de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Membre titulaire de la commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses

mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1986** (n° 9) **(n° 105)** [7 mai 1986].

Proposition de loi visant à modifier le **régime fiscal d'évaluation des stocks de vins et eaux de vie** à appellation d'origine contrôlée **(n° 125)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 relative à **l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit (n° 234)** [26 juin 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Augmentation du prix de l'essence** : baisse des prix des produits pétroliers [23 avril 1986] (p. 254) ;

orales sans débat :

— **n° 47**, posée le 3 juin 1986 : **voirie (autoroutes)** (p. 1658) ; appelée le 6 juin 1986 : **autoroute A 26** : constitution d'un intergroupe parlementaire pour la réalisation de la liaison routière Mer du Nord-Méditerranée ; tunnel sous la Manche ; section Châlons-sur-Marne - Troyes ; autoroute A 31 Lorraine-Bourgogne (p. 1827-1828) ;

— **n° 122**, posée le 18 novembre 1986 : **logement (prêts)** (p. 6508) ; appelée le 21 novembre 1986 : **échelonnement des prêts en accession à la propriété** : plan de financement établi sur l'hypothèse d'une inflation de 10 % ; réaménagement des prêts immobiliers rendu nécessaire par le ralentissement de l'inflation ; mesures annoncées après la réunion du Conseil national du crédit ; leur application aux P.A.P. (p. 6682-6683).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : exonération pour trois ans des participations assises sur les salaires pour les entreprises franchissant le seuil de dix salariés ; effets pervers de l'existence de seuils en matière de cotisations sociales et d'impôts ; exonération concernant le versement de transport auquel s'appliquait depuis 1979 un abattement progressif [22 mai 1986] (p. 1022) ; prélèvement sur les gains du loto et du loto sportif ; harmonisation des régimes applicables aux jeux de hasard ; sources de financement du fonds national de développement du sport ; ouverture de crédits au budget de l'éducation nationale ; section scolaire ; augmentation des crédits de bourses pour l'enseignement supérieur ; ressources supplémentaires pour le travail, l'emploi, et la formation professionnelle ; simplicité et cohérence du système d'exonération des charges sociales envisagées par le Gouvernement ; suppression d'emplois budgétaires ; situation des médecins inspecteurs de santé ; transfert au département de la prise en charge au titre de l'aide sociale des cotisations d'assurance personnelle en matière de maladie et de maternité (p. 1023) ; avis favorable de la commisison des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 1024).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 : son rappel au règlement** : constate que des orateurs d'avis contraire se sont exprimés sur l'article ; demande la clôture de cette phase de la discussion : la clôture est décidée [5 juin 1986] (p. 1808) ; **son rappel au règlement** : président de séance ayant appliqué strictement l'article 57 du règlement (p. 1809).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : fonctionnement d'organismes communaux ou départementaux à caractère social et des bureaux des conseils généraux et régionaux ; report d'application de la règle de constructibilité limitée ; possibilité de retrait d'un établissement de coopération intercommunale ; nécessité d'établir un statut de la fonction publique territoriale attractif [11 août 1986] (p. 4198-4199-4200).

Discussion des articles : **article 12 :** recrutement des personnels des régions et des départements ; maintien des effectifs des services de l'Etat malgré la décentralisation ; exemple de l'éducation nationale [11 août 1986] (p. 4247) ; limitation du recrutement des agents contractuels par les départements et les régions (p. 4248).

Explications de vote : vote positif du groupe R.P.R. ; fonction publique territoriale ; statut des élus (p. 4264).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* supplée M. Guy Drut [30 octobre 1986] (p. 5582) ; prise en compte de l'évolution de la valeur des stocks à rotation lente (p. 5584).

Education nationale. I. — **Enseignement scolaire.** — *Discussion générale :* son jugement positif sur les mesures prises par le ministre depuis le 16 mars 1986 [3 novembre 1986] (p. 5716) ; progression des crédits ; rattrapage pour l'enseignement privé ; libre choix des familles ; rénovation des programmes et revalorisation de la situation des maîtres ; importance de la maîtrise de la langue ; ses interrogations sur le rôle des écoles normales et les centres de formation des P.E.G.C. ; préservation du taux d'encadrement ; poursuite de la rénovation des enseignements de collèges ; création de postes dans les lycées ; souhaite l'établissement d'un plan à moyen terme de recrutement et un système de prérecrutement ; progression du budget de l'enseignement technique (p. 5717) ; demande des informations sur le coût du dispositif d'insertion des jeunes au sortir de l'enseignement technique ; allégement des structures administratives ; décentralisation ; distribution des polices d'assurance scolaire ; mises à disposition (p. 5718) ; *questions :* pose la question de M. Jean-Pierre Delalande (p. 5739) ; pose la question de M. Jean-Pierre Delalande (p. 5740).

Education nationale. II — **Recherche et enseignement supérieur.** — *Discussion générale : questions :* gestion des œuvres universitaires ; subventions versées ; construction de logements H.L.M. pour les étudiants [4 novembre 1986] (p. 5788).

BOURGUIGNON (Pierre)

Député de Seine-Maritime
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

BOUSQUET (Jean)

Député du Gard
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : emploi) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 2 : **affaires sociales et emploi : emploi (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : évolution du nombre des demandeurs d'emploi depuis 1975 ; nécessité de favoriser la capacité des secteurs productifs à créer de nouveaux postes de travail ; nécessaire amélioration de la confrontation entre l'offre et la demande d'emploi ; ordonnances du 16 juillet 1986 sur l'emploi des jeunes ; ordonnances relatives au contrat à durée déterminée, au travail temporaire et au travail à temps partiel ; prépondérance des actions budgétaires en faveur des jeunes [5 novembre 1986] (p. 5837) ; stabilisation des crédits consacrés aux actions en faveur de l'emploi ; allégement des charges sociales ; nécessité de renforcer la lutte contre le travail dissimulé ; nécessité de repenser l'ensemble de l'enseignement professionnel et technique ; diffusion de l'innovation dans toute l'économie nationale (p. 5838) ; coût du chômage (p. 5839).

BOUTIN (Christine)

Député des Yvelines
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Rapporteur de cette délégation [*J.O.* du 27 juin 1986] (p. 7997).

Membre du conseil d'administration de Radio-France [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660). [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Conséquences du plan pour l'emploi des jeunes : problème des personnes plus âgées qui sont exclues du bénéfice de ce plan ; nécessité d'éviter toute discrimination [3 décembre 1986] (p. 7036-7037).

INTERVENTIONS

— Projet de loi complétant la loi 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et de la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Discussion des articles : **article 3** : *article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 11 de la commission : devenu sans objet (p. 4633).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. *Examen des crédits :* **article 42** : son amendement n° 209 (réduction des crédits de paiement ouverts à cet article au titre des dépenses ordinaires civiles) ; service de la redevance violant le principe de la spécialité budgétaire ; décroissance de la productivité du service de la redevance ; problème des méthodes d'évaluation ; réduction des frais de fonctionnement et transfert de la somme correspondante aux organismes attributaires et en particulier à Radio-France [13 novembre 1986] (p. 6218) ; adopté (p. 6219).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* coût modéré des radios décentralisées de Radio-France ; vocation de développement culturel local et d'information de qualité ; taux d'écoute ; nécessaire concurrence entre le secteur public et le secteur privé dans les radios locales [13 novembre 1986] (p. 6299).

Examen des crédits : **article 56** : son amendement n° 282 (réduction des crédits du service de la redevance) [14 novembre 1986] (p. 6321) ; adopté au scrutin public (p. 6322) ; son amendement n° 283 (affectation à Radio-France des 25 millions de francs prélevés sur les crédits du service de la redevance) : retiré (p. 6323).

Seconde délibération : **article 56** : son amendement n° 6 (tendant à augmenter le produit de la redevance affectée à T.D.F.) ; sommes allouées à Radio France ; son amendement n° 7 (tendant à augmenter la part du produit de la redevance affectée à Antenne 2) [14 novembre 1986] (p. 6435) ; réservés ; son amendement n° 8 (tendant à augmenter la part du produit de la redevance affectée à Radio France) ; réservé (p. 6436).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : désapprouve l'utilisation de la procédure du vote bloqué par le Gouvernement ; remboursement de l'I.V.G. contribuant à la banalisation de cet acte [5 décembre 1986] (p. 7178) ; pays de l'Est étant passés de l'encouragement à la suppression pure et simple de l'I.V.G. ; nécessité de mettre en place une politique cohérente et complète d'aide à l'accueil de la vie (p. 7179).

BOUVARD (Loïc)

Député du Morbihan
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires étrangères) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome I : **affaires étrangères (n° 398)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation des petits collèges de l'enseignement privé : montant du forfait d'externat alloué aux établissements privés sous contrat d'association ; crédits transférés par l'Etat insuffisants pour assurer la règle de parité avec l'enseignement public [22 octobre 1986] (p. 5141) ; difficultés pour les collèges de zone rurale contraints de réduire les

dépenses en personnel non enseignant ; nécessité de revaloriser le forfait d'externat et d'adopter un nouveau mode de calcul (p. 5142) ;

orales sans débat :

— **n° 57,** posée le 3 juin 1986 : **chômage indemnisation (préretraites)** (p. 1660) ; appelée le 6 juin 1986 : **situation des préretraités** : remise en cause des avantages ; montant des préretraites ; cotisation d'assurance maladie (p. 1832) ; fédération des préretraités en organisations structurées ; rapport Yahier de l'I.G.A.S. (p. 1833).

— **n° 167,** posée le 16 décembre 1986 : **impôt sur le revenu (charges déductibles)** (p. 7696) ; appelée le 19 décembre 1986 : **fiscalité applicable aux cotisations des travailleurs indépendants aux régimes complémentaires maladie** : harmonisation incomplète des régimes sociaux des artisans et commerçants avec celui des salariés ; appel au secteur privé (p. 749) ; cotisations versées non déductibles des revenus des intéressés ; demande la possibilité pour les intéressés de déduire les cotisations des contrats concernant la couverture maladie ; disparité de taxation entre société d'assurance et mutuelle (p. 7850).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : rôle de la France dans les rapports Est-Ouest ; participation de la France à la bataille de l'avant ; rôle de la première armée et accroissement de la capacité d'intervention militaire ; relance de la coopération en matière d'armement avec la R.F.A. notamment ; découplage entre l'Europe et les Etats-Unis ; nécessité d'adopter une attitude plus ouverte vis-à-vis de l'I.D.S. ; renforcement d'une défense proprement européenne au sein de l'alliance atlantique ; rôle de la France et de l'Allemagne dans la défense européenne ; nécessité d'une augmentation des moyens militaires notamment en matière de nucléaire stratégique [24 octobre 1986] (p. 5281) ; rôle de la France en Afrique et en Méditerranée ; présence française au Liban et participation à la F.I.N.U.L. ; maintien de la présence française à Djibouti ; nécessité d'une diplomatie indépendante vis-à-vis du monde arabe mais coordonnée avec celle des alliés ; possibilité pour la France d'œuvrer pour une conférence internationale sur le règlement du conflit israélo-arabe ; départ des troupes soviétiques d'Afghanistan ; prestige de la France en Amérique latine ; maintien du centre spatial de Kourou et de la présence dans le Pacifique (p. 5282).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* situation de l'agriculture bretonne subissant la crise du marché de la viande ; baisse du revenu des producteurs de génisses laitières ; secteur ovin [30 octobre 1986] (p. 5572) ; quotas laitiers déstabilisant l'agriculture bretonne ; attribution d'aides d'urgence aux producteurs laitiers ; définition trop restrictive des producteurs prioritaires (p. 5580).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* situation des veuves trop jeunes pour pouvoir bénéficier d'une pension de réversion ; surmortalité des veuves par rapport aux femmes mariées du même âge ; réforme en profondeur de l'assurance veuvage portant à la fois sur un allongement de la durée et sur le bénéfice de l'assurance maladie [6 novembre 1986] (p. 5946).

Défense nationale. — *Discussion générale :* budget de l'air ; enjeux de l'espace ; médiocrité des crédits dégagés au cours des cinq dernières années ; projet de satellite Syracuse II ; crédits dégagés en faveur du programme spatial [12 novembre 1986] (p. 6182) ; programme Hermès (p. 6183).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 15 : non soutenu [6 décembre 1986] (p. 7203).

BOUVET (Henri)

Député de la Haute-Vienne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248).

DEPOTS

Proposition de loi relative à **l'inhumation au Panthéon de la dépouille du Président Cassin (n° 511)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 93,** posée le 24 juin 1986 : **sécurité sociale (cotisations)** (p. 2436) ; appelée le 27 juin 1986 : **information sur les cotisations sociales** : rapport au Conseil économique et social sur le passage du revenu primaire au revenu disponible (p. 2574) ; coût de la protection sociale ; effet des expériences « fiche de paie vérité » (p. 2575).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : son rappel au règlement** : s'étonne que le député du territoire de Belfort n'intervienne pas sur les amendements en discussion [24 avril 1986] (p. 369).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : son rappel au règlement** : rappelle que l'article 58, alinéa 6 du règlement de l'Assemblée nationale interdit toute attaque personnelle et toute interpellation de député à député [4 juin 1986] (p. 1718).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : établissement du scrution majoritaire [13 octobre 1986] (p. 4675) ; rôle du député ; refus du groupe U.D.F. de voter la censure (p. 4676).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : dispositions en faveur des professions libérales ; suppression progressive de la taxe sur certains frais généraux [15 octobre 1986] (p. 4733).

Deuxième partie :

Tourisme. — *Discussion générale :* promotion du tourisme ; étalement des vacances ; tourisme des quatre saisons ; récupérations à 100 % de la T.V.A. pour les appartements et studios des résidences de tourisme ; effort de l'Etat pour combler les inégalités régionales ; exemple de l'état des routes dans le Limousin ; création d'hôtels « une étoile » [3 novembre 1986] (p. 5684).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant à la juridicion judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence (n° 573).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : possibilité pour le Gouvernement de décréter que certaines catégories d'ententes peuvent être tenues pour compatibles avec la loi sans qu'il y ait lieu d'en faire dresser le bilan économique [18 décembre 1986] (p. 7818) ; caractère anti-libéral de cette règle (p. 7819).

BOYON (Jacques)

Député de l'Ain
R.P.R.
puis *Secrétaire d'Etat*
auprès du ministre de la défense

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Cessation de son mandat de député le 19 septembre 1986 [*J.O.* du 21 septembre 1986] (p. 11370).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Gérard Fraulet (n° 114) : société Matra Manurhin** : choix du matériel sur des considérations d'ordre technique [10 octobre 1986] (p. 4567) ; acquisition d'une licence étrangère, les deux entreprises françaises ne disposant pas d'armes conformes aux besoins exprimés (p. 4568) ;

— **M. Georges Sarre (n° 137) : lycée militaire d'Aix-en-Provence** : fin du détachement de deux professeurs de l'établissement dépourvue de caractère disciplinaire ; communication aux intéressés des documents administratifs demandés ; inexistence de la mainmise d'un petit groupe d'extrême droite sur le lycée ; concours accessible à tout étudiant des classes préparatoires aux grandes écoles des établissements de l'éducation nationale [28 novembre 1986] (p. 6942) ;

— **M Michel Berson (n° 135) : brigades de gendarmerie du nord-est de l'Essonne** : absence d'engagement antérieur sur le choix de la commune d'accueil ; choix de Brunoy en raison de l'environnement et des commodités techniques offertes [28 novembre 1986] (p. 6943) ;

— **M. Jean Seitlinger (n° 133) : patriotes résistant à l'occupation** : statut des P.R.O. fixé par un décret de 1959 ; indemnisation forfaitaire qui s'y rattache ; amélioration de la situation des intéressés dans le domaine des pensions militaires d'invalidité et dans celui de la retraite professionnelle ; affaire régulièrement suivie par le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et le ministre des affaires étrangères [28 novembre 1986] (p. 6944).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

— **Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).**

Première lecture, discussion générale : efforts de construction faits sous la IVe et la Ve République ; ampleur du projet étant adapté à la gravité de la crise actuelle ; nécessité de faire revenir vers le logement les investisseurs privés ; échec des politiques ayant cherché à abstraire le logement de la logique du marché ; équilibre des relations entre bailleurs et locataires ; nécessité de mieux entretenir et gérer les logements existants ; importance des sociétés d'économie mixte [17 juillet 1986] (p. 3435, 3436) ; durée des contrats de location des sociétés d'économie mixte ; récupération des charges locatives ; nécessité de permettre aux sociétés d'économie mixte de bénéficier de toutes les souplesses et de tous les avantages reconnus aux bailleurs du secteur social (p. 3437).

Discussion des articles : **article 15** : indice I.N.S.E.E. du coût de la construction n'ayant pas de rapport direct avec le coût des prestations des organismes gestionnaires de logements loués ; son amendement n° 500 (tendant à compléter la première phrase du dernier alinéa de cet article par les mots : « qui sera publié au plus tard trois ans après la promulgation de la présente loi ») ; valeur de l'indice du coût de la construction ; retiré [18 juillet 1986] (p. 3516) ; **article 20** : son amendement n° 508 (tendant, à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « douze mois », les mots : « huit mois ») ; modalités d'augmentation des loyers pour le renouvellement des contrats de location ; rejeté [21 juillet 1986] (p. 3559) ; **article 9 (précédemment réservé) (suite)** : son amendement n° 499 (durée des contrats de location entre une société d'économie mixte et un locataire dans le cas des logements financés par prêts spéciaux) ; maintien de la durée des contrats de location passés par les sociétés d'économie mixte ; retiré (p. 3582) ; **article 44** : régime des loyers plafonds pour les logements financés sur prêts du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique [23 juillet 1986] (p. 3713) ; suppression de la clause d'atténuation (p. 3714) ; son amendement n° 518 (possibilité de révision annuelle des loyers plafonds) : rejeté ; son amendement n° 519 (rédactionnel) ; révision des loyers plafonds ; adopté (p. 3714) ; **article 49** : son amendement n° 520 (inclusion des logements appartenant aux sociétés d'économie mixte dans le champ d'application de cet article) ; harmonisation des dispositions applicables aux sociétés d'économie mixte et aux logements financés sur prêts ou primes du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et applicables aux logements d'organismes H.L.M. (p. 3716) ; rejeté (p. 3717).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale — *Discussion générale :* difficulté pour séparer le projet de budget pour 1987 du projet de programmation ; défense opérationnelle du territoire ; féminisation de l'armée [12 novembre 1986] (p. 6186) ; pourcentage de femmes dans la marine ; défense civile ; bilan de l'activité du conseil d'étude des réserves ; protocole entre le ministère de la défense et les autres administrations d'Etat ; avenir des écoles militaires (p. 6187).

BRANGER (Jean-Guy)

Député de la Charente-Maritime
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes. Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de l'emploi** : importante mutation de toute l'économie liée à la mer ; ses effets en Charente-Maritime [17 décembre 1986] (p. 7710) ; nécessité d'étendre à cette région la création de zones d'entreprise mises en place à Dunkerque et à La Ciotat (p. 7711).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* originalité de la politique française ; caractéristiques de la dissuasion ; rôle de l'armée de l'air ; disparition de la composante aérienne stratégique ; intérêt de l'avion de transport de grande capacité et grand rayon d'action [12 novembre 1986] (p. 6180) ; transfert du stationnement du patrouilleur de la gendarmerie maritime surveillant les côtes de Vendée de Rochefort-sur-mer à Lorient (p. 6181).

BRIAL (Benjamin)

Député de Wallis-et-Futuna
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : Wallisiens et Futuniens travaillant et vivant en Nouvelle-Calédonie ; caractère incohérent et trompeur de la politique menée depuis cinq ans en Nouvelle-Calédonie ; avis favorable de l'assemblée locale calédonienne ; rôle de la France dans le Pacifique [8 juillet 1986] (p. 2970).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'Outre-Mer. — *Discussion générale :* importance de la décision de créer une antenne hospitalière à Futuna ; envoi à Wallis d'éléments du génie de l'armée pour remettre en état les routes permettant d'accéder aux plantations ; nouvelle liaison aérienne entre Wallis et Futuna ; situation du service de santé de Wallis [8 novembre 1986] (p. 6102).

BRIANE (Jean)

Député de l'Aveyron
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : forces terrestres) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome VII : **défense :** fores terrestres (n° **398**) [9 octobre 1986].

Proposition de loi d'orientation familiale (n° 175) [5 juin 1986].

Proposition de loi d'orientation sociale (n° 176) [5 juin 1986].

Proposition de loi relative au statut et à la promotion des **langues et cultures régionales (n° 177)** [5 juin 1986].

Proposition de loi relative aux **lignes de transport E.D.F.** et à l'**indemnisation des dégâts permanents (n° 178)** [5 juin 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Bilan des récentes négociations agricoles au niveau européen : revenu des agriculteurs ; insuffisance du démantèlement des montants compensatoires monétaires ; insuffisance du budget communautaire ; difficultés de la politique agricole commune ; survie de l'agriculture des régions de montagne et des zones difficiles [30 avril 1986] (p. 630) ;

— Prix de la viande bovine et ovine : distorsion de concurrence défavorisant les producteurs français ; importation de viande fraîche de boucherie ; action du Gouvernement auprès de la Communauté pour défendre les producteurs ; aide au développement de la production en zones de montagne et défavorisées [3 décembre 1986] (p. 7036).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Paul Mercieca ; réalité de la crise du logement ; politique d'accroissement de l'offre ; relance de la construction [17 juillet 1986] (p. 3455-3456).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** supression du Conseil départemental du développement social [11 août 1986] (p. 4220) ; **article 22 *bis* :** retardement de l'application d'une meilleure péréquation de la D.G.F. en faveur des communes rurales et des communes de montagne ; (p. 4258) ; **article 24 :** reconduction pour 1986 des dotations prévues pour les communes touristiques (p. 4260) ; **article 26 :** taxe sur les remontées mécaniques (p. 4262).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* formation des agriculteurs [30 octobre 1986] (p. 5576, 5577).

Education nationale. II. Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale : questions :* régime des thèses ; opportunité d'une déclaration gouvernementale

sur la politique générale de la recherche [4 novembre 1986] (p. 5790) ; pénurie de jeunes s'orientant vers la recherche fondamentale (p. 5791).

Services du Premier ministre : V. Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* insuffisance des cades et animateurs sportifs ; appel aux jeunes du contingent ; financement du mouvement associatif et de l'ensemble des activités des centres de vacances [4 novembre 1986] (p. 5815).

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : crédits pour l'armée de terre ; participation de l'armée de terre à la défense opérationnelle du territoire ; défense de la zone centre-Europe ; intérêt de la France hors d'Europe [12 novembre 1986] (p. 6127) ; part de la section force terrestre dans le budget de la défense ; réduction des effectifs ; crédits destinés à l'activité des forces ; montant des crédits d'équipement ; étude et développement ; programme Orchidée ; programme du futur char Leclerc ; hélicoptères de combat franco-allemands ; problème de l'armement nucléaire tactique ; remplacement du missile Pluton par le missile Hadès ; coopération en matière de fabrication d'armement (p. 6128).

BRIAT (Yvon)

Député du Val-d'Oise
F.N.
puis *non-inscrit*
Secrétaire de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 12 juillet 1986] (p. 8728).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réformer le **statut de l'Agence France Presse (n° 355)** [12 août 1986].

Proposition de loi tendant à la création d'un **salaire parental (n° 590)** [18 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à instaurer une compensation fiscale en faveur des **contribuables ayant supporté des charges de famille nombreuse (n° 591)** [18 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à accorder une part entière par enfant pour le calcul du **quotient familial (n° 592)** [18 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à la suppression du plafonnement du **quotient familial** institué par la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 **(n° 593)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Réactions du Gouvernement face aux critiques qui ont suivi l'expulsion de ressortissants maliens : silence du Gouvernement sur les termes inadmissibles employés pour condamner des expulsions décidées en application d'une loi votée par le Parlement ; atteinte à la dignité de la représentation nationale [22 octobre 1986] (p. 5143) ;

— Avenir de l'agence France-Presse : inapplication du plan de restructuration annoncé, repoussé par les journalistes, le personnel et les administrateurs de l'A.F.P. déficit croissant supporté par les contribuables ; création souhaitable d'une commission d'enquête ou de contrôle parlementaire ; réforme des statuts de 1957 devant fournir à l'A.F.P. les moyens financiers de son indépendance pour permettre de faire face à la concurrence étrangère [12 novembre 1986] (p. 6149).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nécessité d'imposer un délai raisonnable pour définir le nouveau droit de la concurrence [25 avril 1986] (p. 409) ; nécessité d'intégrer dans le champ d'application du projet de loi les « interventions et activités publiques » (p. 413) ; **article 2 :** préférence nationale et européenne pour attribuer ou conserver les emplois disponibles n'étant pas pour le Front national un signe de régression sociale ou de xénophobie (p. 436) ; poids des charges sociales ; exonération devant s'appliquer à toutes les entreprises quels que soient leur taille et leur secteur d'activité (p. 440, 441) ; rappelle que le groupe du Front national avait demandé des scrutins publics sur tous les amendements (p. 450) ; nécessité de supprimer le monopole dont dispose l'Agence nationale pour l'emploi en matière de recherche et d'offre d'emplois ; mobilité et liberté nécessaires au fonctionnement du marché du travail ; met en cause le personnel de l'A.N.P.E. [28 avril 1986] (p. 479) ; refus de la majorité de donner une priorité d'emploi au bénéfice des Français et des Européens (p. 480) ; recours croissant au travail à temps partiel marquant la diminution du plein emploi ; nécessité de recourir aux solutions libérales et nationales [28 avril 1986] (p. 513) ; **article 4 :** libéralisation des entreprises ; régression sociale ; lien entre la durée de vie d'une entreprise et le nombre des contribuables susceptibles de la financer [5 mai 1986] (p. 663) ; constate que le parti communiste ne prend même plus la peine de défendre les amendements qu'il a déposés ; relations étroites entre le parti communiste et la Banque commerciale pour l'Europe du Nord [6 mai 1986] (p. 773) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 607 à l'amendement n° 447 du Gouvernement (tendant à la fin du troisième alinéa de cet amendement à supprimer les mots « et de détermination des prix d'offre ») ; inutilité de déterminer les règles de fixation des prix dès lors que la valeur du bien à céder est connue ; conditions de protection des intérêts nationaux exigeant que les entreprises ne soient pas privatisées à un cour inférieur de leur valeur ; rejeté au scrutin public [13 mai 1986] (p. 861).

— Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion :

Couplage contre nature de l'article 38 sur les ordonnances et de l'article 49 alinéa 3 ; mépris dont font l'objet les membres du groupe du Front national ; critique du projet d'habilitation ; perte de compétitivité de l'industrie ; nombre de chômeurs ; privatisation des entreprises d'Etat ; remise en cause des entraves à la liberté de gestion pour favoriser l'emploi ; réglementation du travail ; bataille d'amendements menée par le parti communiste et le parti socialiste obligeant le Gouvernement à utiliser l'article 49-3 ; absence d'intervention dilatoire de son groupe [15 mai 1986] (p. 935) ; explication sur le refus du Front national de voter tout amendement gouvernemental, socialiste ou communiste ; proposition de M. Bruno Mégret pour répartir les actions des sociétés nationales entre les familles françaises en fonction de leur nombre d'enfants ; nécessité d'assurer la crédibilité du capitalisme populaire ; préférence nationale en matière d'embauche et de licenciement ; suppression du monopole de l'Agence nationale pour l'emploi ; règlement des problèmes posés par les seuils sociaux ; nécessité de déterminer de nouveaux critères de représentativité syndicale (p. 936).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** regrette la comparaison faite par M. Alain Juppé de M. Jean-Claude Martinez avec Coluche [23 mai 1986] (p. 1152).

Discussion des articles : **article 2** : exonération des taxes en matière de formation professionnelle et de construction ; réduction du taux de l'impôt sur les sociétés ; déduction de la T.V.A. sous certaines conditions ; « meccano de demi-mesures » [26 mai 1986] (p. 1197) ; insuffisance des allégements projetés ; participation progressive sur cinq ans ; nécessité de créer des emplois en allégeant les prélèvements et les formalités administratives ; généralisation au code du travail de l'atténuation des effets de seuil (p. 1198) ; relèvement des seuils fiscaux de dix à vingt salariés (p. 1201) ; **article 4** : caractère inacceptable de l'institution d'une taxe sur les concours administratifs (p. 1213) ; **article 6** : conséquences financières de la décentralisation ; rôle de la C.A.E.C.L. ; prélèvement réalisé n'étant qu'une juste compensation de l'absence d'imposition des résultats de la caisse [27 mai 1986] (p. 1232).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les propos de M. Michel Coffineau [29 mai 1986] (p. 1463) ; ses observations (p. 1491).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : déchéance du chef d'entreprise [2 juin 1986] (p. 1553) ; déchéance des entrepreneurs pour violation du droit du travail ; article 414 du code pénal qui réprime les violences en cas de grève (p. 1569) ; lutte des classes ; nombre d'amendements sur le projet (p. 1570) ; champs d'application de l'article L. 122-12 du code du travail (p. 1575) ; assimilation du refus de l'employeur d'indiquer par écrit les motifs du licenciement individuel à l'absence de motif réel et sérieux (p. 1577-1578) ; résiliation d'un contrat de travail à durée indéterminée au cours d'une période de suspension ; exonération des obligations du débiteur en cas de force majeure (p. 1585) ; jurisprudence du Conseil d'Etat sur le niveau d'appréciation du nombre des licenciements ; obstruction ne devant pas conduire à surcharger la législation par des codifications inutiles ; demande à M. Jean Auroux de se reporter à un livre du Club de l'Horloge intitulé « Socialisme et facisme : une même famille » ; rappelle que Benito Mussolini était instituteur socialiste avant de devenir le patron du grand journal socialiste « l'Unita » [3 juin 1986] (p. 1636) ; comparaison entre les politiques industrielles de M. Jean-Pierre Chevènement et de Mussolini (p. 1637) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : facisme trouvant ses racines à gauche (p. 1637) ; **son rappel au règlement** : affirme qu'il ne présentera pas d'excuses à M. Marcel Rigout ; rappelle qu'il a voulu indiquer où étaient les véritables racines du fascime ; chambre élue sous le Front populaire ayant voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain (p. 1638) ; **article 1er** : **son rappel au règlement** : organisation des travaux de l'Assemblée ; différence entre l'opposition du Front national et celle des groupes socialiste et communiste ; absence d'espoir des partenaires sociaux quant aux résultats des négociations prévues par le projet de loi [4 juin 1986] (p. 1696) ; **son rappel au règlement** : interventions des orateurs dans la discussion d'un article ou dans les explications de vote (p. 1698) ; projet du Gouvernement étant trop « timoré et incohérent » dans ses moyens ; autorisation administrative de licenciement étant liée à l'origine à l'ancienne allocation de 90 % du salaire versée par l'Unedic au bénéfice du licencié pour motif économique ; recours à trois reprises par le Gouvernement à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (p. 1715) ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement devant intervnir aussi rapidement et aussi complètement que possible (p. 1716) ; autorisation administrative de licenciement ne constituant qu'une protection illusoire (p. 1719) ; nombre de demandes de licenciement approuvées par l'autorité administrative [5 juin 1986] p. 1740) ; **son rappel au règlement** : rappelle qu'il a déjà mis en lumière les racines du fascisme ; rappelle que M. Jean Auroux a qualifié les députés du Front national de « tenanciers de cabaret » ; rappelle que le groupe du Front national compte plusieurs chefs d'entreprises (p. 1747) ; **son rappel au règlement** : demande que les représentants du Front national ne soient pas assimilés aux défenseurs des « patrons médiocres » (p. 1751) ; fermetures d'entreprises lors de la précédente législature (p. 1752) ; **article 2** : augmentation du taux maximum de l'amende encourue en cas de violation des prescriptions relatives à la consultation du personnel ; erreur représentée par une mise en œuvre tardive de la réforme essentielle à l'emploi que constitue la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements ; nécessité d'adopter des critères tenant compte de l'origine nationale du salarié (p. 1807) ; nécessité que le Parlement prenne conscience de ses devoirs à l'égard des citoyens français (p. 1808) ; critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements ; date d'application de la loi [6 juin 1986] (p. 1846) ; qualité de citoyens français ou de ressortissants d'un pays membre de la C.E.E. ; priorité nationale à l'embauche ; restriction à l'immigration pour des raisons d'ordre public (p. 1851) ; son amendement n° 593 (visant à exclure dans l'article 2 du paragraphe premier toute référence aux parents isolés) ; charges des familles ; situation des parents isolés ; discrimination entre les époux et les concubins devant le licenciement ; pénalisation du mariage par le droit fiscal (p. 1853-1854) ; nécessité d'accorder la priorité à tous les chargés de famille et non aux seuls parents isolés ; rejeté (p. 1855) ; **article 3** : exclusive subie par certains syndicats [6 juin 1986] (p. 1892) ; respect des procédures de consultation et de l'obligation d'un plan social ; présence d'un engagement moral dans un texte de loi (p. 1893) ; respect des règles de consultation des représentants du personnel ; élaboration des mesures de reclassement et d'indemnisation ; nécessité de libérer l'entreprise (p. 1899) ; conservation des règles d'information et de consultation des représentants du personnel définies aux articles L. 321-2, L. 321-3 et L. 321-4 du code du travail (p. 1900) ; incompatibilité du plan social avec le monopole de placement de l'A.N.P.E. (p. 1905) ; assimilation des offres de reclassement des employeurs aux offres de classement de l'A.N.P.E. (p. 1906) ; **article 4** : ses observations sur la réunion de l'Assemblée nationale un samedi ; rôle des représentants de la nation étant de participer de façon constructive au travail parlementaire [7 juin 1986] (p. 1935) ; groupe du Front national apportant son soutien au Gouvernement (p. 1940) ; réalité des motifs du licenciement n'étant plus pris en compte par l'autorité administrative ; aberration économique et sociale que représente le principe même du contrôle administratif des motifs de licenciement ; impossibilité d'admettre qu'il n'y aurait motif à licenciement économique que si la situation de l'emploi le justifie dans la branche et le secteur et non en considération de l'entreprise concernée (p. 1956) ; **son rappel au règlement** : ses obserations sur le rappel au règlement de Mme Muguette Jacquaint (p. 1965) ; contradiction et tumulte s'installant au Parlement (p. 1966) ; indemnité versée au salarié dans le cas où le licenciement a été prononcé sans qu'ait été respectée la procédure prévue à l'article L. 122-14 du code du travail ; concept de l'Etat-providence ne résistant pas aux exigences de la rigueur économique (p. 1990) ; indemnisation du salarié ne pouvant être supérieure au préjudice effectivement subi (p. 1991) ; **article 5** : **son rappel au règlement** : critique le dépôt d'une motion de censure ayant pour objet de retarder l'application d'une réforme favorable à terme à la résorption du chômage ; députés du Front national n'étant pas des représentants exclusifs du patronat (p. 1999) ; souhaite que les parlementaires communistes et socialistes cessent de provoquer et d'accuser les députés du Front national ; ordonnance du 25 mai 1945 ; contrôle de l'emploi ; coût d'un licenciement interdisant aux employeurs d'ajuster leurs effectifs à très court terme (p. 2000).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Discussion : libération de l'entreprise ; création d'emplois ; proportion de licenciements accordés après autorisation administrative ; justification du contrôle administratif de l'emploi en 1945 par les problèmes de réinsertion des prisonniers de guerre [11 juin 1986] (p. 2097) ; ses explications sur le « soutien ponctuel » du Front national à la majorité ; introduction de la nationalité française ou de celle d'un Etat membre de la Communauté européenne dans les critères utilisés pour déterminer l'ordre des licenciements ; référence aux charges de familles ; pouvoir exorbitant des inspecteurs du travail (p. 2098).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant sur la réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : mauvaise foi des commissaires socialistes ; amendement n° 26 de M. Jean-Jack Queyranne n'étant qu'un

mauvais plagiat de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen [12 juin 1986] (p. 2159) ; **article 2** : définition de la notion d'entreprises éditrices ; regrette que le texte soit limité à la seule presse écrite ; dimension industrielle de la presse ; rôle de l'Etat en matière d'information en France [16 juin 1986] (p. 2198) ; liens existant entre les socialistes et l'inquisition ; légalisation de la fouille des véhicules de tourisme (p. 2207) ; **article 5** : obligations de transparence pouvant être supprimées sans pour autant porter atteinte aux garanties offertes à la liberté des lecteurs (p. 2237) ; nécessité de supprimer certaines des obligations imposées aux entreprises de presse ; nécessaire suppression des obligations permettant l'identification des dirigeants (p. 2240) ; obligation de publicité du tirage moyen ou de la diffusion moyenne de la publication défavorisant les petits organes de presse (p. 2241) ; **article 7** : nécessité de protéger la presse des « ingérences » étrangères ; nécessité de contrôler les participations dans les publications de presse en langues étrangères [17 juin 1986] (p. 2253) ; publications éditées en France et destinées à certaines communautés étrangères (p. 2254) ; **article 12** : peines applicables en cas de violation des dispositions de la proposition de loi [18 juin 1986] (p. 2337) ; **article 13** : clémence des dispositions pénales par rapport à celles de l'ordonance du 26 août 1944 ; nomination d'un codirecteur de publication quand le directeur jouit de l'immunité parlementaire (p. 2338) ; condamnation des amendements superflus (p. 2339) ; **article 19** : absence de débat sur certaines questions ; moindre protection des publications contre les ingérances étrangéres ; absence de rétablissement des libertés d'embauche, d'édition et de distribution (p. 2346).

Explications de vote : nécessité d'une loi multimédias ; respect des libertés d'embauche, de production et de distribution de journaux ; vote positif du groupe Front national sur le texte (p. 2358).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : caractère obligatoire de l'interdiction de séjour infligée à toute personne condamnée pour l'une des infractions à caractère terroriste ; regrette que le projet limite ces dispositions à celles justifiables par un précédent du code pénal ; nécessité d'élaborer une déontologie des médias afin de limiter la résonnance des attentats ; sanctions diplomatiques et économiques contre tout Etat dont les agissements terroristes sont patents [27 juin 1986] (p. 2593) ; rappelle les modalités de l'institution de l'interdiction de séjour obligatoire en matière de proxénétisme ; milieux de gauche ayant toujours eu la faiblesse d'excuser la violence pour peu qu'elle se réclame de prétextes humanitaires (p. 2595) ; inopportunité de graduer les possibilités d'extradition (p. 2596).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : répression de l'association de malfaiteurs [2 juillet 1986] (p. 2772).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son opposition à la reconnaissance du droit des Canaques à l'indépendance ; distinction entre les fondements de la propriété et ceux de la souveraineté [8 juillet 1986] (p. 2984).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : France ayant toujours été considérée comme une terre d'asile [10 juillet 1986] (p. 3115) ; volonté manifestée dans le projet de lutter contre l'immigration clandestine ; facultés données à l'administration de refuser la délivrance de la carte de résident à certaines catégories d'étrangers ; pouvoir donné au représentant de l'Etat dans les départements de décider la reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière ; taux de délinquance des étrangers (p. 3116).

Discussion des articles : **article 1er** : difficultés pratiques posées par l'amendement n° 88 de M. Jean-Marie Bockel [10 juillet 1986] (p. 3145) ; **article 3** : son refus de reconnaître la qualité de résident à l'étranger qui passe douze mois consécutifs dans son pays d'origine [11 juillet 1986] (p. 3216) ; **article 4** : caractère illusoire des sanctions encourues par un étranger ayant pénétré ou séjourné irrégulièrement en France ; obligation, lorsque la reconduite à la frontière n'est pas prononcée, pour l'administration de délivrer immédiatement à l'intéressé une autorisation de séjour d'au moins six mois ; article 19 de l'ordonnance de 1945 constituant un véritable encouragement au travail clandestin [15 juillet 1986] (p. 3244) ; regrette que le projet de loi prive les tribunaux de la faculté de prononcer à titre principal la reconduite à la frontière d'un étranger en situation irrégulière nonobstant appel ; reconduite à la frontière demeurant subordonnée au fait que l'étranger visé puisse retourner dans son pays d'origine ou se rendre dans un autre pays (p. 3245) ; **article 5** : décisions administratives devant être exécutées préalablement à la décision de justice ; possibilité de sursis à exécution ouvert en matière d'entrée et de séjour des étrangers ; volonté du groupe socialiste d'amalgamer tous les étrangers honnêtes ou malhonnêtes [15 juillet 1986] (p. 3278) ; **article 7** : loi de 1981 ayant trop fortement réduit les hypothèses d'expulsion ; seuil au-delà duquel une condamnation pénale entraîne l'expulsion (p. 3281) ; audace du contrôle de l'expulsion des étrangers par le juge ; expulsion ne constituant pas une sanction mais une mesure de sûreté (p. 3282).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 205).

Première lecture, discussion générale : acteurs, en matière de logement, réagissant en fonction d'une logique de marché ; liberté de construire n'existant plus en France ; complexité du code de l'urbanisme [17 juillet 1986] (p. 3435).

Discussion des articles : **article 40** : concertation entre bailleurs et locataires ; rôle de la commission nationale prévu par le projet de loi [23 juillet 1986] (p. 3702).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : impossibilité pour l'Etat d'assumer les charges de « l'Etat-providence » ; succession des plans de financement de la sécurité sociale [24 juillet 1986] (p. 3852).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Joxe.

Discussion : recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; compare le refus du Président de la République de signer les ordonnances à un « camouflet » donné au pouvoir législatif ; justification de la privatisation ; association des citoyens au renouveau du capitalisme [28 juillet 1986] (p. 3941).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : rôle de la gestion étatique dans le retard de la France dans le domaine de la communication et de la production audiovisuelle ; gaspillages créés par le double monopole de la D.G.T. et de T.D.F. [5 août 1986] (p. 4070) ; déclin de l'Agence France-Presse (p. 4071).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; déclin de la production audiovisuelle française ; développement des technologies de communication et concurrence dans ce secteur ; privatisation de T.F.1. ; exclusion de l'Agence France-Presse du champ d'application du projet de loi [8 août 1986] (p. 4163-4164).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français à l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : rétablissement du scrutin majoritaire ; nécessité d'une réforme du Conseil supérieur des Français de l'étranger [3 octobre 1986] (p. 4363-4364).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son sous-amendement n° 97 à l'amendement n° 34 de M. Charles Revet (substituant dans cet amendement aux mots : « offices d'intervention », les mots : « fonds d'action et de modernisation ») : devenu sans objet ; son amendement n° 93 (substituant à la fin du 5e alinéa (c) du paragraphe I de cet article aux mots : « offices d'intervention », les mots : « fonds d'action et de modernisation ») ; inopportunité de faire référence aux offices [7 octobre 1986] (p. 4421) ; effondrement continu du revenu des agriculteurs ; suppression de toute référence dirigiste ; rejeté (p. 4422) ; **avant l'article 2** : son amendement n° 94 (substituant dans l'intitulé du titre II aux mots « offices d'intervention », les mots : « fonds d'action et de modernisation ») (p. 4423) ; devenu sans objet (p. 4424) ; **article 2** : *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 95 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 au mot « offices », les mots « fonds d'action et de modernisation ») : non soutenu [8 octobre 1986] (p. 4472) ; **après l'article 3** : son amendement n° 96 (substituant dans le texte de la loi du 6 octobre 1982 aux mots : « offices d'intervention », les mots : « fonds d'action et de modernisation ») : devenu sans objet (p. 4481).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : usage répété de l'article 49-3 de la Constitution ; refus du Président de la République de signer une ordonnance ; retour au scrutin majoritaire ; imperfection du projet de découpage ; cas de la ville d'Arras ; positions du Centre national des indépendants ; son refus de voter la censure [13 octobre 1986] (p. 4678).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 265 (suppression du plafonnement de la réduction d'impôt brut résultant de l'application des dispositions des articles 193 et suivants du code général des impôts) ; non soutenu [15 octobre 1986] (p. 4802) ; son amendement n° 266 (tendant à rédiger ainsi la première phrase du dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 2 « toutefois la réduction d'impôt est limitée à 13 770 francs lorsque les demi-parts additionnelles sont au nombre de deux ») : non soutenu (p. 4804) ; son amendement n° 267 (tendant à majorer la valeur du quotient familial pour les contribuables mariés ou veufs ayant des enfants à charge) ; non soutenu ; son amendement n° 268 (tendant à insérer au premier alinéa de l'article 154 *ter* du code général des impôts après les mots : « veufs ou divorcés » les mots : « qu'ils justifient au moins d'un emploi à mi-temps ou ne peut exercer son emploi du fait d'une longue maladie ou d'une infirmité », et à étendre ces dispositions de cet article aux couples dont les conjoints exercent chacun un emploi au moins à mi-temps) ; non soutenu [16 octobre 1986] (p. 4821) ; **article 5** : son amendement n° 269 (abaissement à 10 % du taux de la taxe sur certains frais généraux) : non soutenu (p. 4877) ; **article 8** : mécanisme de limitation du bénéfice retiré par les gros contribuables du système du salaire fiscal ; avantage retiré par l'administration fiscale de l'adhésion des contribuables aux centres de gestion et associations agréées (p. 4913).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale : questions :* conditions d'attribution des primes du rendement et des rémunérations dites exceptionnelles [22 octobre 1986] (p. 5192-5193).

Affaires sociales et emploi. *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : son amendement n° 189 (suppression des crédits affectés au remboursement de l'interruption volontaire de grossesse) ; respect du libre choix des individus ne devant pas permettre d'imposer à d'autres ce qu'ils peuvent réprouver en les obligeant à y participer financièrement [6 novembre 1986] (p. 5960) ; inopportunité de rembourser près de 200 000 avortements par an (p. 5961) ; retiré (p. 5962).

Défense nationale. — *Discussion générale :* problème du renouvellement de la flotte de surface ; programme du porte-avions à propulsion nucléaire ; développement des projets Hélios et Syracuse II ; avion de transport à long rayon d'action ; limitation des dépenses du titre III [12 novembre 1986] (p. 6179) ; entraînement des armées ; augmentation des moyens accordés à la D.G.S.E. ; rend hommage à M. Charles Hernu ; imbrication des responsabilités entre le Président de la République et le Premier ministre ; projet de missile à déploiement aléatoire ; situation de l'industrie de l'armement (p. 6180).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale. Questions :* Agence France-Presse ; nécessaire indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics ; propose une commission de contrôle sur l'A.F.P. [14 novembre 1986] (p. 6314) ; modification du statut de 1957 ; intervention de capitaux privés (p. 6315).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une reprise de la natalité ; mesures prises en R.D.A. ; insuffisance du projet de loi pour provoquer une reprise de la natalité ; allocation parentale d'éducation ; allocation de garde d'enfants à domicile ; regrette la suppression de la prime de déménagement et du remboursement du congé parental de naissance ; réduction des disparités entre concubins et époux ; statut de la mère de famille ; coût des crèches ; allocations versées aux familles étrangères en France [18 novembre 1986] (p. 6501) ; remboursement des I.V.G. (p. 6502).

Discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 107 (bénéfice des prestations familiales réservé aux enfants de nationalité française et des pays membres de la Communauté économique européenne) ; rejeté [19 novembre 1986] (p. 6562) ; **article 8** : son amendement n° 105 (suppression du paragraphe IV de cet article) ; s'oppose à l'intention affichée par le Gouvernement de mettre à la charge des entreprises les congés de naissance ou d'adoption (p. 6578) ; inopportunité d'alourdir les charges des entreprises (p. 6579) ; **article 12** : son amendement n° 106 (de suppression) : non soutenu (p. 6584).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : attachement du C.N.I. à la construction européenne ; constitution d'un grand marché unique ; nécessité d'étendre le champ des décisions adoptées à la majorité ; maintien en vigueur du compromis du Luxembourg ; nouvelles compétences reconnues à la C.E.E. en matière de monnaies, de technologie et d'environnement [20 novembre 1986] (p. 6647).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 52 (suppression du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique) [6 décembre 1986] (p. 7194) ; non soutenu (p. 7195).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : reprise de l'accord signé en octobre entre les partenaires sociaux ; réforme des conseils de prud'hommes [8 décembre 1986] (p. 7341).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : application immédiate des lois de procédure ; attachement du C.N.I. à la juridiction spécialisée [18 décembre 1986] (p. 7787) ; inopportunité de condamner les jurés craignant de venir juger les terroristes d'Action directe ; s'interroge sur la légitimité de la Cour d'assises sans jury populaire résultant de la loi de 1982 et celle résultant de la loi de 1986 (p. 7788).

Discussion des articles : **après l'article 2** : souligne le courage des huit jurés qui ne se sont pas désistés lors du procès Schleicher (p. 7792).

BROCARD (Jean)

Député de la Haute-Savoie
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [24 avril 1986] erratum [13 juin 1986] (p. 2193).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : marine) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **favoriser l'embauche** par le relèvement de certains **seuils d'application de la législation sociale et fiscale (n° 63)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à remplacer, en vue de **favoriser l'embauche, l'autorisation administrative préalable en matière de licenciement économique** par une notification **(n° 64)** [23 avril 1986] ; retirée le 8 octobre 1986.

Proposition de loi interprétative de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la **sous-traitance (n° 65)** [23 avril 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1986** (n° 9) **(n° 106)** [7 mai 1986].

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés, **anciens combattants d'Afrique du Nord (n° 224)** [26 juin 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome VIII : **défense** : marine **(n° 398)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Avenir de la police municipale** : malaise de la police municipale ; incompétence pour faire des contrôles d'identité [16 avril 1986] (p. 188-189) ;

orales sans débat :

— **n° 56**, posée le 3 juin 1986 : **pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (pensions des invalides)** (p. 1660) ; appelée le 6 juin 1986 : **anciens prisonniers des camps du Viet-Minh** : imputabilité des maladies contractées en activité ; octroi du statut de grand mutilé ; nécessité d'avoir été malade ou blessé dans une unité combattante (p. 1840) ; octroi du statut de déporté (p. 1841).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9)**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : motif de l'absence de crédits supplémentaires au budget de la défense ; impossibilité d'évaluer les dépenses liées au maintien de l'ordre en Nouvelle-Calédonie lors du vote de la loi de finances initiale ; retard pris dans la réalisation de la loi de programmation militaire ; nécessité qu'un collectif budgétaire propose au Parlement de compléter de manière appropriée les crédits pour 1986 du ministère de la défense ; création d'emplois au ministère de l'intérieur destiné à être occupés par des appelés volontaires du service national ; hébergement des policiers auxiliaires [22 mai 1986] (p. 1021) ; prise en charge des frais de transport à l'occasion des permissions des policiers auxiliaires ; droits et obligations des appelés servant dans la police (p. 1022).

Discussion des articles : **après l'article 6** : problème des travailleurs frontaliers des départements de la Haute-Savoie et de l'Ain [27 mai 1986] (p. 1257) ; ouverture de comptes en Suisse résultant d'une obligation imposée par la Confédération helvétique aux travailleurs frontaliers ; libéralisation du contrôle des changes devant prendre en compte le travail frontalier ; situation des personnes titulaires de la double nationalité ; travailleurs frontaliers dont le salaire est versé sur un compte à Genève (p. 1258).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).**

Première lecture, discussion des articles : **son rappel au règlement** : intervention de M. Gérard Fuchs n'ayant rien à voir avec le déroulement de la séance [16 juillet 1986] (p. 3362).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* rapatriement des corps des soldats tombés en Indochine ; nécropole de Fréjus [22 octobre 1987] (p. 5113) ; bilan du précédent Gouvernement ; budget étant mal présenté ; propose le rattrapage définitif du rapport constant au 1er juillet 1987 ; situation des veuves de guerres ; campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord ; pathologie de ces derniers ; revendication de la mention « guerre » sur les livrets de pensions d'invalidité des anciens d'A.F.N. ; pathologie du prisonnier en Indochine (p. 5114).

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : crédits de la section marine [12 novembre 1986] (p. 6128) ; nécessité de reconstituer le potentiel de la marine nationale ; limitation des opérations d'entretien en 85 et 86 ; commande de quelques bâtiments et de cinq avions de patrouille maritime ; construction du futur porte-avions nucléaire ; priorité donnée à la foce océanique stratégique ; missiles M 4 et M 5 ; décroissance du nombre de bâtiments ; opportunité d'envisager un plan naval sur 15 ans ; nombre nécessaire d'avions de patrouille maritime ; renouvellement des porte-avions et de la flotte d'aviation embarquée (p. 6129-6130).

— **Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).**

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : ses obeservations [9 décembre 1986] (p. 7392).

BROCHARD (Albert)

Député des Deux-Sèvres
Apparenté U.D.F.

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la situation juridique des **fonctionnaires** et agents publics **exerçant une fonction élective nationale ou européenne (n° 226)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à porter obligation pour tous les **véhicules terrestre à moteur**, de rouler le jour en feux de croisement hors agglomération **(n° 307)** [31 juillet 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : V - Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* inquiétudes sur le mouvement associatif ; réduction des crédits portant sur les moyens accordés aux fédérations nationales et régionales des M.J.C. ; transfert des charges vers les collectivités locales [4 novembre 1986] (p. 5815 et 5816).

BRUNE (Alain)

Député du Jura
Sociallste

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : prise en compte de la politique agricole commune [7 octobre 1986] (p. 4418) ; saisine du Parlement, du Gouvernement et du Conseil économique et social des avis et recommandations du Conseil supérieur d'orientation (p. 4423) ; **article 2 :** volonté des partenaires d'une filière quant à l'orientation de leur production et la gestion des marchés ; gestion des filières ; exemple de la Franche-Comté [8 octobre 1986] (p. 4469) ; *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* mise en place d'une politique différenciée selon les régions ; politique de prix tenant compte des surcoûts de production ; utilité de la loi Montagne (p. 4474) ; *après l'article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* nécessité de donner une plus grande autonomie de gestion aux offices ; compétence du ministre chargé de l'agriculture pour arrêter les décisions concernant l'exécution du budget (p. 4478).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens Combattants. — *Discussion générale :* **après l'article 66 :** engagements du R.P.R. visant à solder le rattrapage du rapport constant sur le budget 1986 [22 octobre 1987] (p. 5123).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* problème des quotas laitiers dans les zones défavorisées de Franche-Comté, de la Bourgogne et du Jura [30 octobre 1986] (p. 5544) ; réserve nationale ; problème des quotas « morts » ; avenir de la compensation interrégionale ; diminution des crédits affectés aux stages des femmes d'agriculteurs (p. 5545).

BRUNE (Paulin)

Député de la Guyane
R.P.R.

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) ; [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* défiscalisation des investissements dans les D.O.M. ; nécessité de lutter contre l'émigration clandestine en Guyane ; suppression du monopole d'Air-France [8 novembre 1986] (p. 6102) ; situation de l'économie guyanaise (p. 6103) ; envasement des côtes ; son opposition à la création d'une région Antilles-Guyane ; remercie ses collègues de l'Assemblée de l'avoir choisi comme administrateur de Radio-France Outre-mer (p. 6104).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur les déclarations de M. Georges Lemoine : minimum vieillesse outre-mer [26 novembre 1986] (p. 6803) ; bienfaits de la défiscalisation ; procédure d'institution des zones franches ; octroi de mer ; parité sociale globale ; majoration des traitements des fonctionnaires affectés outre-mer (p. 6804) ; réalisation prévue par le projet de loi pour la Guyane ; Radio France outre-mer (R.F.O.) ; coût des communications téléphoniques (p. 6805).

Discussion des articles : **article 2 et annexe :** son amendement n° 179 (calendrier d'abaissement du coût des communications téléphoniques entre la métropole et les départements d'outre-mer) ; financement de l'ensemble des centres hospitaliers de Guyane ; infrastructures routières [27 novembre 1986] (p. 6854) ; retiré (p. 6855) ; **article 5 :** zones franches ; exemple des pêcheries internationales de Guyane française (p. 6860) ; capacité de mobilisation de l'économie locale ; décision revenant aux collectivités locales (p. 6861) ; ses observations sur l'amendement n° 104 de M. Jean Lacombe relatif aux zones franches ; contradictions du groupe socialiste ; mise en cause de M. Magnan par M. Elie Castor ; application du droit du travail dans les zones franches (p. 6865) ; ses observations sur l'amendement n° 105 de M. Jean Lacombe relatif aux formalités administratives dans les zones franches (p. 6866) ; **article 11 :** parité sociale globale (p. 6891).

BUSSEREAU (Dominique)

Député de la Charente-Maritime
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Brocard, interprétative de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (n° 65) [29 mai 1986] (p. 1495).

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195) [13 juin 1986] (p. 2194).

Rapporteur du projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 255) [10 juillet 1986] (p. 3154).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 256) [10 juillet 1986] (p. 3154).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à ériger deux départements à la Réunion (n° 376) [23 octobre 1986] (p. 5271).

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été déclenchées les grèves sauvages des mercredi 24, jeudi 25 et vendredi 26 septembre à E.D.F. dans certains arrondissements de Paris (n° 367) [23 octobre 1986] (p. 5271).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence (n° 195), relatif à la **Nouvelle-Calédonie (n° 211)** [25 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 255), adopté par le Sénat, relatif au **régime électoral** de la collectivité territoriale de **Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 261)** [17 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 256), adopté par le Sénat, relatif au **régime électoral** de la collectivité territoriale de **Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 262)** [17 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 367) de M. Gilbert Gantier, tendant à la création d'une **commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles ont été déclenchées les grèves sauvages des mercredi 24, jeudi 25 et vendredi 26 septembre à E.D.F.** dans certains arrondissements de **Paris (n° 446)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation en Nouvelle-Calédonie** : événements de Thio ; ordre républicain et démocratique en Nouvelle-Calédonie ; réception de M. Tjibaou par le Président de la République alors que MM. Ukeiwé et Lafleur, membres de la majorité, n'ont pu obtenir une telle audience [19 novembre 1986] (p. 6536) ;

orales sans débat :

— **n° 55**, posée le 3 juin 1986 : **radiodiffusion et télévision (chaîne de télévision et stations de radio : Paris)** (p. 1660) ;

— **n° 63**, posée le 10 juin 1986 : **radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio : Paris)** (p. 2066) ; appelée le 13 juin 1986 : **avenir des radios locales privées** : renvoi du réexamen de la situation des radios locales privées parisiennes ; réseaux de radios locales (p. 2190) ; dispositions anti-concentration (p. 2191).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur, situation en Nouvelle-Calédonie ; population calédonienne ayant souffert durant cinq ans de l'ostracisme et du parti-pris idéologique ; statut du 6 septembre 1984 ; loi du 25 août 1985 inspirée par un parti-pris idéologique en faveur d'une indépendance jugée inéluctable ; nécessité de doter la Nouvelle-Calédonie d'une nouvelle organisation institutionnelle ; mesures permettant au territoire d'entamer un véritable redressement économique ; organisation d'une consultation référendaire en application de l'article 53 de la Constitution [8 juillet 1986] (p. 2929) ; création d'un fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie ; indemnisation des dommages subis par les habitants du territoire ; modalités transitoires de l'administration du territoire ; transfert des compétences de l'office foncier à un établissement public territorial dénommé « agence de développement rural et d'aménagement foncier » ; droit du travail en Nouvelle-Calédonie ; modifications apportées par le Sénat au projet de loi (p. 2930) ; ses observations sur la question préalable soulevée par M. Pierre Joxe ; mesures visant à favoriser l'aménagement du territoire n'impliquant aucune rupture du principe d'égalité devant la loi ; régions n'ayant pu assurer le paiement des prestations du minimum vieillesse et de l'aide médicale gratuite (p. 2935) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Barthe ; projet de loi constituant une mesure d'apaisement (p. 2941) ; situation économique en Nouvelle-Calédonie ; régions n'ayant pas assumé une partie de leurs responsabilités (p. 2942) ; indemnisation des victimes ; futur statut de la Nouvelle-Calédonie étant fondée sur l'autonomie et une large régionalisation [8 juillet 1986] (p. 2957) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe ; calme en Nouvelle-Calédonie ; défaut de conception des régions [8 juillet 1986] (p. 2980) ; part du patrimoine de l'office foncier qui n'a pas été attribuée ; nécessité d'une pause en matière de législation foncière ; maintien des conseils coutumiers (p. 2981).

Discussion des articles : : **avant l'article 1er** : engagements pris à Nainville-les-Roches en 1983 (p. 2984) ; **article 1er** : délai d'organisation du référendum (p. 2986) ; loi ultérieure déterminant les conditions de consultation ; précédents de l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas (p. 2987) ; régionalisation du territoire (p. 2988) ; existence d'une alternative entre le maintien au sein de la République française et l'indépendance pure et simple (p. 2989) ; **article 2** : ses observations (p. 2990) ; garanties apportées aux projets régionaux et territoriaux de développement et d'aménagement (p. 2991) ; **article 3** : définition des conditions d'intervention du fonds d'aide et de développement par le haut-commissaire ; **article 4** : égalité des citoyens quelle que soit leur ethnie ; **article 6** : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Joseph Franceschi ; son inexpérience dans la fonction de Rapporteur ; sa possibilité de solliciter l'avis du Gouvernement (p. 2992) ; indemnisations des propriétaires d'habitations endommagées ou détruites (p. 2993) ; **article 6** : ses observations ; révision des indemnisations déjà perçues ; **article 8** : assistance du haut-commissaire par le directeur des services fiscaux pour les dossiers d'indemnisation (p. 2994) ; **article 9** : rapidité de l'indemnisation ; **article 10** : attribution d'une « prime » à ceux qui retournent en brousse ; **article 14** : ses observations (p. 2995) ; **article 15** : efforts consentis par les Calédoniens par le biais de l'impôt sur le revenu (p. 2996) ; **article 23** : possibilité pour les régions d'exercer leurs compétences

(p. 2998) ; moyens des régions (p. 2999) ; **article 23 *bis*** : participation des sociétés d'économie mixte au développement économique (p. 3000) ; rôle de la langue française (p. 3001) ; **article 24** : distinction entre le congrès du territoire et l'ensemble du territoire [9 juillet 1986] (p. 3016) ; **article 25** : personnels des régions (p. 3017) ; **article 26** : absence de plafonnement pour les centimes additionnels (p. 3018) ; **article 28** : objectifs du Gouvernement en matière de réforme foncière (p. 3020) ; ses observations (p. 3021) ; **article 29** : équilibre de la composition du conseil d'administration de l'agence de développement rural (p. 3022) ; **article 32** : expression « ringarde » de M. Joseph Menga en parlant de « recolonisation blanche » ; possibilité de rétrocession des terres de l'agence pour le développement rural (p. 3024) ; pression du régime de droit commun ou du droit coutumier à la rétrocession ; **article 32 *bis*** : ethnies auxquelles appartiennent les représentants des régions (p. 3025) ; **article 37** : ses observations (p. 3027) ; compétences du congrès pour la détermination des seuils sociaux ; **article 37 *bis*** : extension au secteur public la clause d'indexation des salaires (p. 3028) ; **article 38** : restitution au territoire de sa compétence en matière de droit du travail ; rôle du congrès du territoire (p. 3029) ; ses observations (p. 3030-3031) ; ses observations ; **article 39 *bis*** : parallélisme entre le contrôle exercé sur les délibérations des conseils de régions et celles du congrès du territoire (p. 3032) ; **article 43 *bis*** : ses observations (p. 3033) ; **article 44** : caractère transitoire du nouveau statut (p. 3034).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon (n° 255) et du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 256).

Première lecture, discussion générale commune : Rapporteur : modification des dispositions applicables à l'élection du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon ; codification des dispositions applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon dans le code électoral ; caractère transitoire du statut de collectivité territoriale de Mayotte [31 juillet 1986] (p. 3971) ; statut de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 3974).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : insultes proférées à l'encontre de M. Philippe Vasseur ; attaques contre *le Figaro* [5 août 1986] (p. 4088).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement** : propos de Mme Huguette Jacquaint évoquant une affaire dont l'instruction judiciaire est en cours [7 août 1986] (p. 4128).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **article 11** : son amendement n° 124 (précisant que les groupements agricoles d'exploitation en commun qui relèvent du forfait ont la possibilité d'exercer une option pour le régime transitoire) [17 octobre 1986] (p. 4934) ; retiré (p. 4935) ; **article 13** : son amendement n° 127 (supprimant le dernier alinéa du paragraphe II de cet article) : non soutenu (p. 4942).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* regrette que l'amendement de M. Gilbert Gantier sur les déductibilités du gazole n'ait pas connu un meilleur sort ; réforme de la loi d'orientation des transports intérieurs [28 octobre 1986] (p. 5415) ; libéralisme en matière de transport fluvial ; avenir de l'aéroport de Rochefort-Saint-Agnant ; goulot d'étranglement constitué par la route nationale 150 et la route nationale 137 (p. 5416).

Intérieur. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement** : interdiction des attaques personnelles pendant les débats ; propos désagréable prononcé par M. François Loncle à l'égard de M. Yvan Blot, Rapporteur pour avis [7 novembre 1986] (p. 5987).

C

CABAL (Christian)

Député de la Loire
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

CABANA (Camille)

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation

puis *Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative.*

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac. Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863). Fin de ses fonctions. Décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110).

Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 19 août 1986 (*J.O.* du 20 août 1986) (p. 10110).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— M. Paul Chomat : discussion du projet d'habilitation concernant la dénationalisation : plateforme commune R.P.R.-U.D.F. ; recours aux ordonnances ; consultation des responsables d'entreprises et des organisations syndicales [16 avril 1986] (p. 191) ;

— M. Jean-Pierre Balligand nominations dans le secteur public : nomination des P.D.G. des entreprises à privatiser [11 juin 1986] (p. 2076) ; nécessité de ne pas prolonger dans ces entreprises un climat d'incertitude ; absence de changement systématique des hommes (p. 2077) ;

orales sans débat de :

— M. Jean-Claude Dalbos (n° 18) : taxe de tenue de compte bancaire : absence de tarification des services rendus aux particuliers par les banques ; exemples de rémunération de dépôts à vue à l'étranger ; relèvement du seuil de l'obligation de paiement par chèque pour les salaires ; suppression de toute obligation pour les règlements entre particuliers [23 mai 1983] (p. 1089).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : estime qu'il eût été logique que son intervention se situe après celle des orateurs inscrits sur l'article 4 [30 avril 1986] (p. 609) ; objectifs de la privatisation ; poids des entreprises publiques ; nécessité de rendre à l'Etat toute son efficacité ; objectifs des nationalisations ; bilan du secteur public en matière d'emploi (p. 610) ; revente à l'étranger d'actifs

industriels ; échec des nationalisations dans le domaine du crédit ; modification de la rédaction initiale de l'article 4 ; distinction de la volonté du législateur et des conditions dans lesquelles le Gouvernement devra exécuter dans un délai de cinq ans ses décisions ; nécessité d'établir avec précision la liste des entreprises concernées ; qualification de l'opération ; entreprises dont l'exploitation présente les caractères d'un service public ou d'un monopole de fait devant rester dans le secteur public (p. 611) ; bénéfices réalisés en 1982 par les entreprises nationales ; inefficacité de la nationalisation du crédit (p. 652) ; affaire de la Chapelle-Darblay ; nationalisation du crédit n'ayant pas révolutionné le mécanisme de création monétaire ; modification du statut de la Banque de France ; situation dans le secteur des assurances ; capitalisme populaire demeurant un objectif du Gouvernement effort de recherche et de développement du secteur public ; nécessaire protection des intérêts nationaux ; notion de monopole ; respiration du secteur public (p. 653) ; caractère idéologique de la nationalisation à 100 % des groupes industriels en 1982 ; incapacité pour l'Etat d'être un véritable actionnaire ; absence de compétitivité des entreprises nationales au niveau international ; résultats nets des entreprises françaises de construction électrique ; situation dans le secteur de la chimie (p. 654) ; échec des nationalisations (p. 655) ; répond à M. Paul Chomat sur l'affectation des ressources tirées de la privatisation au remboursement de « l'emprunt Giscard » [5 mai 1986] (p. 667) ; privatisation d'entreprises ne constituant ni un monopole de fait, ni un service public national au sens du préambule de la Constitution de 1946 (p. 668) ; ses observations (p. 669) ; inutilité de l'insertion d'une disposition de valeur constitutionnelle dans la loi ; ratio de couverture des risques par les établissements de crédit définis par la loi bancaire de 1984 ; (p. 670-671) ; vocation à être privatisées de toutes les entreprises nationalisées appartenant au secteur concurrentiel (p. 672) ; refus de débattre de la situation entreprise par entreprise ; situation du groupe Saint-Gobain ; sortie du groupe du secteur informatique ; participation à la Générale des eaux ; rachat de la Société générale d'entreprise (p. 674) ; ses observations (p. 676) ; concurrence et processus de déréglementation du domaine de l'activité de la Compagnie générale d'électricité justifiant sa dénationalisation ; performaces du groupe comparée à celles de General Electric, Westinghouse, et I.T.T. (p. 678) ; Compagnie générale de construction téléphonique (p. 695) ; l'Etat devant relayer des entreprises stratégiques pour assurer la protection des intérêts nationaux mais n'ayant pas à venir au secours de la capitalisation des entreprises (p. 696) ; résultats du groupe Pechiney ; calendrier des dénationalisations (p. 697) ; attention portée par le Gouvernement aux intérêts nationaux dans les secteurs stratégiques ; refus de faire capitaliser l'Etat pour les entreprises publiques (p. 698) ; résultats de Rhône-Poulenc ; rôle de l'amélioration de la conjoncture en 1985 dans le redressement de la rentabilité ; exemple de Pechiney (p. 699) ; ses observations [6 mai 1986] (p. 728) ; gouvernement gardant la pleine maîtrise du processus de privatisation ; résultats des entreprises d'assurances (p. 729) ; mérite des systèmes de capitalisation et de répartition (p. 731) ; résultats du groupe U.A.P. (p. 732) ; comptes des sociétés ne devenant officiels qu'après leur approbation par les assemblées générales (p. 733) ; situation de la Mutuelle générale française (p. 734) ; inefficacité de la nationalisation du secteur bancaire ; résultats des banques nationalisées (p. 737 ; ratio de couverture des risques ; législation et réglementation bancaire n'étant pas remises en cause par le projet de loi (p. 738) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Le Garrec ; doute émis sur sa capacité à être ministre de la privatisation ; rôle des fonctionnaires ; explique pourquoi il s'est entouré de fonctionnaires (p. 739) ; situation de la banque de Bretagne ; situation de la banque La Hénin (p. 740) ; privatisation étant le moyen de résoudre le problème du manque de fonds propres des banques (p. 741) ; rôle de la banque du bâtiment et des travaux publics ; amélioration de la situation de la banque Hervet résultant d'une diminution de ses provisions (p. 743) ; ses observations (p. 744) ; absence d'arguments de spécificité conduisant à retirer la Banque industrielle et mobilière privée de la liste des entreprises à privatiser (p. 758) ; situation de la banque Laydernier ; situation de la banque Monod (p. 759) ; demande à M. Michel Charzat de ne pas invoquer « à tout propos et hors de propos » l'héritage du général de Gaulle (p. 760) ; situation de la Banque nationale de Paris (p. 761) ; situation des banques régionales rattachées à la Compagnie financière de crédit industriel et commercial (p. 765) ; situation des banques régionales (p. 772) ; *gentlemen's agreement* passé avec M. Jacques Roger-Machart pour éviter de répéter continuellement le même discours sur l'ensemble des banques régionales (p. 786) ; situation du Crédit Lyonnais ; faible rentabilité et insuffisance de fonds propres dans le système bancaire français ; nécessité de recapitaliser cet établissement (p. 788) ; situation du Crédit du Nord ; licenciements de personnel (p. 791) ; impossibilité de dire ce que feront les présidents directeurs généraux des banques privatisées puisqu'ils ne dépendront pas du Gouvernement (p. 793) ; problèmes posés par les banques régionales intégrées à la compagnie financière du C.I.C. ; situation de la Société lyonnaise de banque (p. 798) ; ses observations (p. 800) ; Compagnie financière du crédit commercial de France ; Compagnie financière du crédit industriel et commercial née de manipulations — jeu de Meccano ou jeu de Monopoly ; mauvais résultats du rapprochement de la banque de l'Union européenne et du C.I.C. (p. 801) ; manque de cohésion et de dynamisme de la Compagnie financière du crédit industriel et commercial ; rôle des banques régionales en faveur des P.M.E. et des P.M.I. (p. 802) ; dénationalisation en Grande-Bretagne (p. 803) ; filiales de la Compagnie financière de Suez (p. 805) ; problème du Crédit agricole ; inadéquation du cadre juridique du projet de loi d'habilitation pour effectuer une « opération de désétatisation » ; volonté du Gouvernement d'engager une concertation avec la profession pour aborder l'ensemble des problèmes techniques et juridiques posés par une telle opération ; réforme de l'ensemble du système du Crédit agricole (p. 808) ; identité de vues entre le Gouvernement et le ministre de l'agriculture sur le problème de la privatisation de la Caisse nationale du Crédit agricole (p. 809) ; **après l'article 4** : avantage d'une augmentation de capital pour procéder aux dénationalisations ; insuffisance des fonds propres des établissements bancaires et des entreprises industrielles ; impossibilité de faire de l'augmentation de capital un instrument exclusif de la privatisation ; objectif du Gouvernement de privatiser à 100 % les entreprises concernées par le projet de loi [7 mai 1986] (p. 839) ; **article 5** : habilitation du Gouvernement à fixer dans un délai de six mois les modalités de certains transferts d'entreprises au secteur privé ; conditions de délivrance de l'autorisation administrative pour les transferts de parts minoritaires d'entreprises dans lesquelles l'Etat détient et conservera la majorité du capital ; règles d'évaluation des entreprises et détermination des prix d'offre ; définition d'une batterie de critères par ordonnances où figureront par exemple l'actif net ou le bénéfice net utilisés en 1982 ; prise en compte de la valorisation boursière existante ; création d'une commission d'évaluation composée de personnalités dont l'autorité est reconnue pour leur compétence et qui donnera un avis public ; modalités financières de transfert ou de cession et conditions de paiement des parts cédées ; modification des dispositions restreignant l'acquisition ou la cessibilité des droits détenus chez les entreprises concernées ; entreprises relevant du secteur de l'armement ; application de la loi de 1966 et transposition au droit français du système des « golden share » britanniques par la création « d'actions de préférence » au profit de l'Etat ; développement de l'actionnariat populaire par des mesures sur les délais de paiement des titres achetés par des petits porteurs et en déterminant les conditions permettant de leur assurer une priorité ; acquisition par le personnel de chaque société d'une fraction des titres cédés sur le marché éventuellement à des conditions préférentielles de prix et de délai ; régime fiscal applicable aux tranferts et cessions ; mesures générales concernant l'intéressement ou la fiscalité de l'épargne ; conditions de délivrance de l'autorisation administrative pour les transferts au secteur privé des entreprises qui n'ont été ni nationalisées par la loi, ni ne sont détenues à plus de 50 % directement par l'Etat ; régularisation des opérations de cession ou de transfert au secteur privé qui se sont opérées en toute illégalité dans les derniers mois ; fixation d'un cadre pour permettre au secteur public de « respirer » (p. 840) ; ses observations (p. 841) ; recours à la procédure de l'article 49, alinéa 3 (p. 842) ; son amendement n° 447 (conditions du transfert des entreprises du secteur public au secteur privé) ; prise en compte de l'avis de certains membres de la commission des finances et de la commission des lois ayant fait remarquer que le texte initial n'était pas assez précis sur la finalité des mesures à prendre [13 mai 1986] (p. 859) ; ses observations (p. 860) ; rappelle que le Gouvernement a l'intention de constituer une commission de déontologie

rendant des avis publics ; composition de cette commission relevant du domaine réglementaire ; pouvoir réglementaire de la commission des opérations de bourse (C.O.B.) (p. 862) ; information des partenaires des entreprises en difficulté (p. 864) ; identité de ses déclarations à la presse et de ses propos à l'Assemblée nationale ; système d'évaluation des entreprises nationalisées en 1982 ayant été annulé par le Conseil constitutionnel (p. 866) ; ses observations (p. 884).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297).

Première lecture, discussion générale : développement de l'actionnariat des salariés des entreprises et des petits porteurs [24 juillet 1986] (p. 3811) ; transparence des opérations de vente ; réduction de l'endettement de l'Etat ; modalités de transfert du secteur public au secteur privé (p. 3812) ; « respiration » du secteur public ; validation des irrégularités commises dans les cessions d'actif du secteur public au secteur privé depuis 1981 (p. 3813).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* modernisation de l'administration ; prise en compte des conclusions de la mission confiée à MM. Belin et Gisserot ; suppression d'enveloppes budgétaires et transfert d'emplois ; amélioration de la productivité des services [22 octobre 1986] (p. 5179) ; budget de la documentation française ; maintien des abonnements souscrits par les administrations au service d'information générale de l'A.F.P. ; majoration des crédits de fonctionnement du médiateur ; création d'une délégation interministérielle pour la sécurité des systèmes d'information et d'un service central de la sécurité des systèmes d'information ; budget du S.G.D.N. ; budget du Conseil économique et social ; budget annexe des *J.O.* ; centre national d'informatique juridique (p. 5180) ; ressources d'investissement dégagées par le budget des *J.O.* ; édition électronique du *J.O.* (p. 5181).

CALMAT (Alain)

Député du Cher
Apparenté Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Loto sportif : plafonnement de la part des recettes du loto sportif allouée au fonds national pour le développement du sport ; faiblesse des ressources budgétaires affectées au sport [23 avril 1986] (p. 262).

orales sans débat :

— n° 65, posée le 10 juin 1986 : **administration (ministère de la défense : arsenaux et établissements de l'Etat)** (p. 2067) ; appelée le 13 juin 1986 : **établissement de fabrication d'armement de Bourges :** baisse des commandes à l'exportation ; transformation des établissements militaires en sociétés nationales ; avenir du statut des personnels des établissements militaires (p. 2183) ;

— n° 171, posée le 16 décembre 1986 : **enseignement préscolaire et élémentaire (rythmes et vacances scolaires)** (p. 7696) ; appelée le 19 décembre 1986 : **aménagement du temps scolaire :** circulaire Chevènement du 13 avril 1984 sur l'aménagement du temps scolaire dans le premier degré et la liaison entre l'école et les partenaires éducatifs locaux ; réel succès de cette opération ; nouvelle directive visant à la supprimer ; projet d'aménagement du temps extra-scolaire générateur d'injustices sociales (p. 7852) ; ses inquiétudes sur la poursuite de cette opération (p. 7853).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** loto sportif ayant suscité beaucoup d'espoir de la part du mouvement sportif ; plafonnement du montant cumulé des ressources affectées au F.N.D.S. en provenance du loto sportif ; institution d'un prélèvement progressif sur les gains du loto sportif ; caractère attrayant du montant des gains [27 mai 1986] (p. 1226).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : V. Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* régression du budget [4 novembre 1986] (p. 5801) ; recettes du Fonds national pour le développement du sport ; taxation des gains du loto sportif ; politique sportive ; aménagement du temps scolaire ; situation des directeurs techniques nationaux ; fondation pour l'initiative des jeunes (p. 5802) ; programme jeunes volontaires ; éducation populaire ; diminution des ressources pour les associations ; centres de vacances (p. 5803).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 9 :** son amendement n° 37 (tendant à étendre l'application de l'article 100 *bis* du code général des impôts aux rémunérations des sportifs professionnels) ; étalement fiscal des revenus des sportifs professionnels ; moyens accordés au sport ; loto sportif [11 décembre 1986] (p. 7530) ; rejeté (p. 7531).

CAMBOLIVE (Jacques)

Député de l'Aude
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialise [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

CARIGNON (Alain)

Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— M. Jean Ueberschlag : incendie à l'usine chimique Sandoz près de Bâle : études entreprises pour mettre en place des plans d'intervention mieux adaptés à chaque site que le plan Orsec-Tox ; dispositif de prévention ; rencontre du préfet du Haut-Rhin et de ses homologues suisses ; décision de réactiver les échanges téléphoniques entre responsables suisses et français et d'améliorer l'échange d'informations en cas d'accident [5 novembre 1986] (p. 5854) ; préparation d'un projet de loi sur les risques majeurs (p. 5855) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs : nécessité de renégocier un traité européen pour la dépollution du Rhin :** reconnaissance par la Suisse de ses responsabilités ; nécessité pour elle d'appliquer la directive de Seveso ; lutte contre la pollution chronique du Rhin par l'élargissement aux pays européens non membres de la communauté des règles de sécurité ; révision des normes [26 novembre 1986] (p. 6792) ; prochaine réunion de Rotterdam pour bâtir une politique européenne globale ; 1987 année européenne de l'environnement (p. 6793) ;

orales sans débat de :

— **M. Yvan Blot (n° 70) : rocade est de Calais :** opération non retenue pour le programme trans-Manche ; poursuite des études dans le cadre de la préparation du 10e Plan [20 juin 1986] (p. 2386) ;

— **M. Jean-Pierre Schenardi (n° 75) : prise de contrôle de la société S.C.R.E.G. :** choix du groupe Bouygues par les banques ; absence d'aide financière à cette reprise [20 juin 1986] (p. 2387) ;

— **M. René Souchon remplacé par Mme Véronique Neiertz (n° 80) : régime fiscal des opérations d'amélioration de l'habitat :** redressements fiscaux opérés pour des propriétaires bailleurs sur les déductions dans le cadre d'O.P.A.H. ; remboursement de la subvention de l'A.N.A.H. ; qualification des travaux entrepris [20 juin 1986] (p. 2388) ;

— **Mme Véronique Neiertz (n° 82) : « bourse aux armes » de Villemomble :** régime des armes de guerre et des armes de défense ; échanges autorisés lors des « bourses aux armes » ; impossibilité de prohiber l'exposition et la vente de symboles du nazisme [20 juin 1986] p. 2390).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Discussion générale :* qualité de l'air ; traitement des pluies acides ne pouvant se faire qu'à l'échelle européenne ; effort de la C.E.E. pour réduire la pollution des grandes installations de combustion ; qualité de l'eau [29 octobre 1986] (p. 5495) ; rejets salins dans le Rhin ; création de l'institut de l'eau ; augmentation des crédits accordés aux agences de bassin ; prévention des risques majeurs ; mission confiée à M. Haroun Tazieff ; projet de loi ayant pour objet de mettre en place un dispositif d'information et de prévention ; sauvegarde des budgets des parcs nationaux et régionaux ; prévention des incendies de la forêt méditerranéenne ; problème de la déprise des terres agricoles ; qualité de la vie en ville ; lutte contre le bruit (p. 5496) ; rattachement administratif de l'inspection des installations classées ; personnalités chargées de faire des propositions pendant l'année européenne de l'environnement (p. 5497) ; propositions élaborées par le comité national du bruit ; création du Conservatoire de la forêt méditerranéenne ; crédits accordés aux espaces nature protégés ; problème des sites surfréquentés devant être réglé par un système de vignettes ou de participation ; crédits de recherche ; baisse des crédits pour les contrats de rivières ; diminution des subventions accordées aux associations de protection de l'environnement ; rattachement administratif de l'inspection des établissements classés ; risques majeurs et création d'un plan Orsec national (p. 5501, 5502).

Répond à la question de :

— *Mme Paulette Nevoux :* réduction de la source de bruit autour des aéroports ; aide financière accordée aux riverains (p. 5502) ;

— *M. François Grussenmeyer :* impossibilité de modifier la loi sur la pêche (p. 5502) ; modification des règlements relatifs aux engins de pêche (p. 5503) ;

Examen des crédits : **état B, titre IV :** crédits servant à financer les subventions du ministère de l'environnemet aux associations (p. 5504).

CARO (Jean-Marie)

Député du Bas-Rhin
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Rapporteur pour avis de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne (n° 152) [18 novembre 1986] (p. 6506).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** n° 363) : tome VII : **culture et communication (n° 397)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : rattachement du service des affaires internationales du ministère de la culture au cabinet du ministre [13 novembre 1986] (p. 6287) ; espace culturel européen ; télévision directe par satellite ; programme T.D.F.1-T.D.F.2 ; budget du fonds culturel du livre ; aide à la diffusion du cinéma français ; projet de télévision européenne ; Radio-France Internationale (R.F.I.) ; rôle de R.F.I pour la promotion de la langue française ; nécessité de privilégier le Pacifique, l'Asie et l'Amérique latine (p. 6288).

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).**

Première lecture, discussion générale : soutien des députés du groupe U.D.F. au texte ; adhésion de l'Espagne et du Portugal à la communauté s'accompagnant d'une démarche parallèle de rapprochement vers l'union de l'Europe occidentale ; conditions de négociation de l'Acte unique [20 novembre 1986] (p. 6638) ; respect des échéances prévues par l'Acte unique ; arrangement de Luxembourg ; absence de prise en charge par la communauté européenne des problèmes de sécurité ; réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays de la communauté appartenant à l'Union de l'Europe occidentale ; reconnaissance par l'Acte unique des compétences de l'U.E.O. pour les pays en faisant partie ; réactivation de l'U.E.O. ; risque de sous-développement technologique (p. 6639) ; rôle moteur de la France en Europe (p. 6640).

Explications de vote : nécessaire rôle d'entraînement de la France en Europe ; effort à réaliser en matière de sécurité (p. 6665).

CARRAZ (Roland)

Député de Côte-d'or
Socialiste

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi

n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Solidarité nationale** : amnistie des fraudeurs ayant exporté illégalement des capitaux ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; diminution du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés [23 avril 1986] (p. 263) ; libéralisation du droit de licenciement ; interruption du programme d'urgence de lutte contre la pauvreté ; réinsertion des jeunes ; ses observations sur la politique du Gouvernement, « celle des riches contre les pauvres » ; montant des crédits ôtés à la solidarité nationale (p. 264).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : rappelle les propos de M. Edouard Balladur sur la nécessité de procéder avec la plus grande « rigueur morale » en matière de privatisation ; objectif de la privatisation ; sous-investissement avant 1982 des actionnaires privés dans les entreprises nationalisées à cette date ; importance de l'effort de recherche [30 avril 1986] (p. 614) ; mise en place du dispositif des filières électroniques (p. 615).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : privatisation de T.F.1 ; démantèlement de la S.F.P., de T.D.F. et de la D.G.T. ; suppression de la haute autorité [5 août 1986] (p. 4083) ; impossibilité de privatiser T.F.1 (p. 4084) ; indique que M. François Léotard « traînera longtemps l'image d'ayatollah de l'audiovisuel » (p. 4085).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : soutient la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe ; insuffisance des débats ; complexité des dispositions du projet de loi [9 octobre 1986] (p. 4540) ; inefficacité des dispositions tendant à limiter les concentrations ; niveau des seuils ; relation entre la presse régionale et les autres médias ; abaissement du plafond de cumul d'autorisation pour les radios ; prises de participation dans les télévisions régionales et les chaînes nationales ; concentration multimédias ; cumul entre le contrôle des quotidiens de la presse écrite nationale et régionale (p. 4541) ; élargissement des compétences de la C.N.C.L. ; notion de contrôle de sociétés ; problèmes des concentrations verticales ; présence d'une équipe rédactionnelle dans les quotidiens et les services de communication audiovisuelle ; séparation des fonctions de producteur, de diffuseur, de programmateur et de publicitaire ; pluralisme à l'intérieur des programmes (p. 4542) ; privatisation de T.F.1. (p. 4543).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : moyens de la C.N.C.L. ; investigation dans le domaine de la presse (p. 4547) ; **article 1er** : définition des pouvoirs de la C.N.C.L (p. 4550) ; inopportunité de substituer une nouvelle instance à la Haute-Autorité ; nécessité de donner à la Commission nationale les moyens de veiller aux risques d'abus de position dominante en matière de partage des ressoures publicitaires ; déclarations de M. Michel Droit sur Europe 1 (p. 4551) ; **article 4** : ses regrets concernant l'abrogation de la loi de 1982 ; suppression du C.N.C.A. [10 octobre 1986] (p. 4637) ; **article 6** : volonté du Gouvernement de ménager M. Robert Hersant (p. 4641) ; **son rappel au règlement** : précise qu'il n'a pas voulu injurier MM. Philippe Vasseur et Alain Peyrefitte en rappelant qu'ils étaient salariés du *Figaro ;* inopportunité d'attendre qu'un député soit présent dans l'hémicycle pour engager un débat (p. 4642).

Commission mixte paritaire, explications de vote : décision du Conseil constitutionnel ; recours à la question préalable au Sénat [8 novembre 1986] (p. 6064) ; accroissement de la fragilité des entreprises en presse du fait de l'affaiblissement du secteur public ; vote hostile du groupe socialiste (p. 6065).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **article 28** : réforme de la dotation globale de fonctionnement adoptée par le Parlement au mois de novembre 1985 ; engagement de M. Bosson à déposer pendant cette session un nouveau texte sur la dotation globale de fonctionnement [17 octobre 1986] (p. 5018).

Deuxième partie :

Culture et Communication. — *Examen des crédits :* **Etat C, titre V** : son amendement n° 69 (réduction de crédits) : rejeté [23 octobre 1986] (p. 5246).

Education nationale. I — **Enseignement scolaire.** — *Discussion générale :* rôle de l'éducation dans la compétition internationale ; importance de l'enseignement technique et professionnel pour la modernisation et la justice sociale ; objectif de 80 % d'une classe d'âge conduits au niveau du baccalauréat ; vote d'une loi-programme sur l'enseignement technique en 1985 ; absence des moyens permettant le développement de l'enseignement technique [3 novembre 1986] (p. 5721) ; suppression de postes de personnel non enseignant ; stagnation des crédits d'investissement ; diminution des bourses ; doute de la possibilité d'augmenter sensiblement le nombre des jeunes accédant au B.T.S. ; diminution du rôle du ministère de l'éducation nationale ; services publics se désengageant des formations professionnelles courtes (p. 5722) ; incertitude quant à l'évolution réelle des crédits de l'enseignement technique pour 1987 (p. 5732).

Examen des crédits : après l'article 73 : son amendement n° 138 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport annuel sur l'état des crédits affectés à l'enseignement professionnel et technologique) [4 novembre 1986] (p. 5754) ; loi de programme sur l'enseignement technique prévoyant la présentation de ce rapport (p. 5755) ; rejeté (p. 5756).

CARRE (Antoine)

Député du Loiret
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

CARTELET (Michel)

Député de l'Aube
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **Etat C, titre V** : son amendement n° 93 (réduction des crédits) ; budget des voies navigables ; développement des voies fluviales dans l'Europe

du Nord ; mise à grand gabarit de la Seine ; développement du réseau de voies fluviales [29 octobre 1986] (p. 5467) ; retiré (p. 5468).

Agriculture, B.A.P.S.A — *Discussion générale : questions :* rejet par les producteurs céréaliers et betteraviers des discours tenus dans la Communauté européenne pour limiter la production ; développement de la production d'éthanol végétal [30 octobre 1986] (p. 5567-5568).

CASSABEL (Jean-Pierre)

Député de l'Aude
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

CASSAING (Jean-Claude)

Député de la Corrèze
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (éducation nationale : enseignement supérieur) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome IX : **éducation nationale : enseignement supérieur (n° 396)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Carte des Instituts universitaires de technologie** : développement des fomations technologiques depuis 1981 ; ouverture de départements nouveaux en 1986 ; application de la loi programme sur l'enseignement technologique ; compétitivité de la France [4 juin 1986] (p. 1684) ;

— **Rentrée universitaire** : impossibilité pour beaucoup de bacheliers de s'inscrire à l'université dans la filière de leur choix ; augmentation des droits d'inscription ; institution de procédures sélectives dans certaines universités [8 octobre 1986] (p. 4463) ;

— **Projet de loi sur l'enseignement supérieur** : émotion des étudiants et lycéens ; réserves émises par la conférence des présidents d'université, le C.N.E.S.E.R, le Conseil économique et social ; bacheliers laissés pour compte en raison de la sélection à l'entrée des universités ; augmentation des droits d'inscription [26 novembre 1986] (p. 6782) ; éclatement des universités ; dégradation de la recherche ; retrait souhaitable du projet pour permettre une concertation préalable (p. 6783) ;

orales sans débat :

— **n° 29,** posée le 20 mai 1986 : **S.N.C.F. (fonctionnement : Limousin)** (p. 984) ; appelée le 23 mai 1986 : **région S.N.C.F. de Limoges** : réduction du nombre de régions S.N.C.F. (p. 1092) ; collaboration entre la S.N.C.F. et la région du Limousin pour le schéma régional des transports ; politique d'aménagement du territoire (p. 1093).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : situation de l'entreprise Cegedur à Issoire, filiale de Pechiney ; situation de l'entreprise Thomson-Brandt-armement ; situation des administrateurs salariés [30 avril 1986] (p. 624) ; nécessaire protection des intérêts nationaux ; problème de la garantie de l'emploi par un entrepreneur privé (p. 625).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I — **Enseignement scolaire.**— *Discussion générale :* **son rappel au règlement** : ses observations sur la déclaration de M. Robert-André Vivien concernant le rapport de M. Jean-Claude Martinez ; propos insultants, diffamatoires et mensongers à l'encontre de fonctionnaires ; cite quelques phrases de ce document [3 novembre 1986] (p. 5698) ; mises à disposition ; agression contre les associations (p. 5725) ; lettre de M. Jacques Chirac à l'association de la Jeunesse en plein air par laquelle il reconnaissait l'importance des œuvres post et péri-scolaires ; remise en question de la mission éducative de l'école ; rôle des associations ; capacité d'animation apportée par les mises à disposition aux collectivités locales (p. 5726) ; mise en cause du fonctionnement et de la capacité réelle d'activité des associations du fait de la suppression des mises à disposition ; perspectives des loisirs payants (p. 5730).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : son amendement n° 136 (réduction de crédits) [4 novembre 1986] (p. 5749) ; retiré (p. 5750).

Education nationale. II — **Recherche et enseignement supérieur.** — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : budget des universités étant un budget de repliement ; rénovation des premiers cycles ; professionnalisation des filières ; recherche universitaire ; nécessité de développer les capacités d'accueil pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants ; insuffisance des crédits d'équipement ; suppression d'emplois ; déblocage des carrières des enseignants ; crédits de fonctionnement des matériels et progression des crédits accordés aux bibliothèques ; augmentation des droits d'inscription ; diminution des crédits d'action sociale (p. 5763) ; personnels A.T.O.S. ; recherche universitaire (p. 5764).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* projet de construction d'un nouveau centre A.F.P.A. dans le Limousin [6 novembre 1986] (p. 5940).

CASTOR (Elie)

Député de la Guyane
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 6,** posée le 23 avril 1986 : **département et territoires d'outre-mer (Guyane : domaine public et privé)** (p. 318) ; appelée le 25 avril 1986 ; remplacé par M. Jean-Pierre Sueur ; **cessions et concessions domaniales en Guyane** : article 22 de la loi de finances rectificative pour 1985 ; statut des terres transférées (p. 395).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* sacrifice du budget de la recherche ; régionalisation des D.Q.M.-T.O.M. ; diminution des crédits des ministères techniques pour la Guyane ; opportunité de mettre en place une commission d'harmonisation des primes et des aides aux investissements productifs ; politique de la santé en Guyane [8 novembre 1986] (p.6099) ; ventilation des crédits favorisant les départements proches de la sensibilité politique du Gouvernement au détriment du département de la Guyane (p. 6100) ; *questions :* globalisation des crédits figurant dans la loi de programme ; accueil des Surinamiens en Guyane (p. 6112).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : remise en cause des acquis de la décentralisation ; « plan vert » à la Guyane ; bilan positif de la gauche en matière économique à la Guyane ; procédure de création des zones franches [26 novembre 1986] (p. 6797) ; inefficacité de ces zones pour le développement économique local ; perte de recettes fiscales, notamment de l'octroi de mer, pour les collectivités locales ; défiscalisation livrant la Guyane a la concurrence sauvage des multinationales ; proposition de loi de MM. Michel Debré, Jean-Paul Virapoullé et Jean Maran tendant à transférer des recettes d'octroi de mer et de fonds routiers aux départements ; éventuel transfert de compétences de la région en matière de développement économique à l'Etat ; s'interroge sur les contrats de plan ; volonté de mise en tutelle des départements d'outre mer ; formation professionnelle ; migration ; propose la création d'un institut universitaire de technologie en Guyane ; installation des jeunes agriculteurs ; pêche artisanale ; construction du barrage de Petit Saut (p. 6798) ; ses observations sur l'intervention de M. Roger Holeindre (p. 6799).

Discussion des articles : **article 2 et annexes** : répartition des crédits par département ou région d'outre-mer (p. 6828) ; son amendement n° 91 (référence aux régions dans l'annexe I) [27 novembre 1986] (p. 6844) ; rejeté (p. 6845) ; son amendement n° 163 (plan vert) : retiré (p. 6851) ; **article 5** : zones franches ; s'interroge sur l'avis prévalant en cas de désaccord entre les collectivités concernées ; concurrence faite aux entreprises existantes ; exemple de la compagnie internationale des pêches de Guyane ; pillage des richesses de cette région par des sociétés étrangères ; perception de primes et de subventions (p. 6863) ; **article 12** : commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale allant à l'encontre de l'esprit des textes sur la décentralisation ; excédents de la caisse générale de sécurité sociale de Guyane ; propose leur utilisation pour la construction d'équipements sanitaires et sociaux ; ses responsabilités de président du conseil d'administration du centre hospitalier de Cayenne (p. 6893) ; **article 16** : son amendement n° 171 (évaluation par une commission des moyens supplémentaires nécessaires à la modernisation du parc immobilier et mobilier scolaire mis à la disposition des régions et des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 6900).

CATALA (Nicole)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle.

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean-Marc Ayrault : missions locales pour l'emploi : études sur la délégation interministérielle à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ; maintien des crédits de fonctionnement pour 1986 ; étude sur les opérations financées par le fonds de formation professionnelle et le F.N.E. ; opération « nouvelles qualifications » [4 juin 1986] (p. 1685) ;

— M. Michel Hannoun : insertion des jeunes : dispositif prévoyant la réinsertion des jeunes en fin de scolarité dans une filière de formation scolaire ou leur orientation vers un emploi, un stage ou une formation alternée ; soutien assuré par l'établissement d'origine ; complémentarité entre ce dispositif et les autres actions menées par le Gouvernement : plan d'emploi des jeunes, relance de l'apprentissage ; tâche plus large des missions locales englobant des activités d'ordre social et un rôle de coordination inter-administratif [22 octobre 1986] (p. 5139) ;

orales sans débat :

— de M. Jean-Yves Le Drian (n° 54) : missions locales pour l'emploi des jeunes : examen de l'action du délégué interministériel à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et des missions locales ; usage des crédits fournis par le fonds de formation professionnelle et le F.N.E. [6 juin 1986] (p. 1839) ;

— M. Jean Brocard (n° 56) : anciens prisonniers des camps du Viet-Minh : maladies contractées à l'occasion du service ; distinction entre la captivité et le service ; impossibilité d'octroyer l'allocation aux grands mutilés, aux anciens prisonniers du Viet-Minh pensionnés pour une maladie imputable à leur captivité [6 juin 1986] (p. 1840-1841) ;

— Mme Marie-France Lecuir (n° 147) : missions académiques à la formation des personnels de l'éducation nationale : volonté d'élever le niveau des enseignants [5 décembre 1986] (p. 7136) ; augmentation dans le budget de 1987 des crédits de formation répartis entre professeurs de collèges et professeurs de lycées ; crédits supplémentaires pour former des professeurs à des enseignements artistiques ; malaise créé par la réforme socialiste ayant conduit à scinder en deux grades le corps des professeurs des lycées professionnels (p. 7137) ;

— M. Alain Calmat (n° 171) : aménagement du temps scolaire : opération sur l'aménagement du temps scolaire dans le premier degré et développement des liaisons avec les partenaires éducatifs locaux [19 décembre 1986] (p. 7852) ; grande diversité et coût des projets réalisés ; évaluation de l'opération par les deux ministères concernés ; subventions versées aux associations en cas de suppression d'emplois mis à leur disposition (p. 7853) ;

— M. Georges Sarre (n° 170) : politique du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie : principe selon lequel la Nouvelle-Calédonie est française ; résolution de l'O.N.U. [19 décembre 1986] (p. 7853) ; consultation des Calédoniens définie dans le cadre d'un dialogue avec les intéressés ; redécoupage des régions ; refus de négocier du F.L.N.K.S. ; ses observations (p. 7854).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* enseignement technique court ; formation en alternance [3 novembre 1986] (p. 5728) ; souci du Gouvernement de garantir la qualité des baccalauréats professionnels ; bilan favorable du dispositif d'insertion professionnelle des jeunes fonctionnant depuis juin 1986 dans les collèges et les lycées professionnels (p. 5729).

Répond à la question de :

— *M. Jean-Paul Fuchs :* crédits de l'enseignement technologique et professionnel ; création de 1 800 postes ; amélioration de l'enseignement technique court ; formation des personnels enseignants ; formation en alternance (p. 5735).

CATHALA (Laurent)

Député du Val-de-Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion :

Avis défavorable et protestations d'un grand nombre d'élus nationaux et locaux ; refus de la discussion devant le Parlement ; projet visant à assurer la prédominance du R.P.R. sur les autres partis de la majorité ; modalités du découpage dans le Val-de-Marne [13 octobre 1986] (p. 4669).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* caractéristique du budget [4 novembre 1986] (p. 5808) ; diminution des crédits d'intervention ; crédits en faveur de la médecine du sport ; préparation des jeux olympiques ; diminution de la subvention attribuée au sport scolaire ; transfert de charges au détriment des collectivités locales ; production d'équipement et de matériel sportif français (p. 5809) ; **après l'article 73 :** son amendement n° 147 (précisant que le Gouvernement informera, par rapport, la représentation nationale sur la façon dont il emploiera en 1987, les fonds alloués au Fonds national pour le développement du sport) (p. 5824) ; proposition contenue dans le programme du R.P.R. ; rejeté (p. 5825).

CAVAILLE (Jean-Charles)

Député du Morbihan
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

CAZALET (Robert)

Député de la Gironde
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

CESAIRE (Aimé)

Député de la Martinique
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; euphémisme de la mobilité pour désigner la politique d'émigration ; notion de parité globale ; refus de l'égalité pour les citoyens d'outre-mer ; commission nationale pour la bonne gestion des sommes non distribuées individuellement ; absence de clause financière contraignante dans le projet de loi programme [25 novembre 1986] (p. 6741) ; sa préférence pour les contrats de plan ; équipements routiers de la Martinique ; aménagement des cours d'eau de la Guadeloupe ; ses critiques envers la défiscalisation ; danger de déstabilisation de l'économie locale et de spéculations foncières (p. 6742) ; conséquences de la défiscalisation pour les ressources des collectivités locales ; ses réserves à l'égard des zones franches ; suppression de l'octroi de mer dans les zones franches ; monopole du pavillon ; prélèvements communautaires ; propose des quotas d'accès au marché français et communautaire pour les D.O.M. ; tarification douanière généralisée ; apport de la décentralisation entre 1981 et 1986 (p. 6743).

Discussion des articles : **article 2 et annexes :** son amendement n° 96 (mise en place d'une société de navigation d'intérêt interrégional dans les départements français des Caraïbes) : retiré [27 novembre 1986] (p. 6848) ; son amendement n° 165 (retard des régions d'outre-mer lié à l'histoire et à la colonisation ; rattrapage prioritaire s'imposant à la collectivité nationale) (p. 6852) ; rejeté (p. 6853).

CESAR (Gérard)

Député de la Gironde
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 1,** posée le 23 avril 1986 : **commerce extérieur (Etats-Unis)** (p. 317) ; appelée le 25 avril 1986 : **ventes de vins aux Etats-Unis :** mesures de rétorsion de l'administration américaine en raison des conséquences commerciales de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; cas des vins blancs et des vins de Bordeaux (p. 391-392).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation

aérienne. — *Discussion générale : questions :* intérêt des chartes intercommunales et des opérations programmées d'amélioration de l'habitat [28 octobre 1986] (p. 5451) ; montant des crédits nécessaires à l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 5452).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 23 :** son amendement n° 39 (financement des syndicats de défense des appellations d'origine agréée pour organiser des examens analytiques et organoleptiques) [11 décembre 1986] (p. 7551) ; financement complémentaire pour l'I.N.A.O. ; création d'un droit de couverture des charges entraînées par les dégustations obligatoires de vins d'appellation d'origine ; retiré (p. 7552).

CEYRAC (Pierre)

Député du Nord
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : rétablissement de la concurrence ; inutilité des seuils de concentration ; monopole de l'embauche des ouvriers de la presse et du livre ; monopole de la distribution ; monopole des fournitures de papier par la S.N.E.P. ; dépendance financière de la presse vis-à-vis de l'Etat ; rôle des journalistes ; contrôle des médias par l'Etat ; affaire montée contre M. Jean-Marie Le Pen au sujet de la torture en Algérie [12 juin 1986] (p. 2133) ; volonté de donner le contrôle des médias aux familles françaises ; désinformation d'Etat (p. 2134).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 16 (de suppression) : rejeté au scrutin public [16 juin 1986] (p. 2216) ; **article 5 :** son amendement n° 17 (tendant à supprimer les cinquième et sixième alinéas de cet article) (p. 2240) ; retiré (p. 2241) ; **article 6 :** son amendement n° 18 (de suppression) (p. 2244) ; rejeté (p. 2245) ; **article 7 :** son amendement n° 19 : devenu sans objet [17 juin 1986] (p. 2258) ; **article 10 :** son amendement n° 20 : devenu sans objet (p. 2279) ; **article 14 :** son amendement n° 21 (suppression du deuxième alinéa (1°) de cet article) : non soutenu ; son amendement n° 22 (visant, dans le troisième alinéa (2°) de cet article, à substituer aux mots « aux articles 5 et 6 », les mots « à l'article 5 ») : non soutenu ; **article 16 :** son amendement n° 23 (de suppression) : non soutenu [18 juin 1986] (p. 2340) ; **article 18 :** son amendement n° 24 (de suppression) : non soutenu (p. 2341) ; **article 19 :** son amendement n° 25 (visant à supprimer, dans le deuxième alinéa de cet article, les mots « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ») : non soutenu (p. 2349).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : révolution des moyens de communication et liberté de communication ; ses observations sur le « mieux-disant culturel » proposé par M. François Léotard [8 août 1986] (p. 4170) ; qualité des émissions ; liens entre socialisme et décadence ; absence des autorités spirituelles et des églises dans le débat ; distribution d'actions des chaînes publiques aux familles françaises ; sa proposition de réduire le secteur public à une seule chaîne ; rôle de la C.N.C.L. ; comportement « des autorités morales naturelles de la France et notamment des plus hautes autorités politiques » (p. 4171) ;
révolution morale et culturelle (p. 4172).

CHABAN-DELMAS (Jacques)

Député de la Gironde
R.P.R.

Président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est élu président de l'Assemblée nationale [2 avril 1986] (p. 46).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

— Allocution en qualité de président de l'Assemblée nationale **(n° 2)** [2 avril 1986].

INTERVENTIONS

En qualité de président de l'Assemblée nationale :

— Allocution : hommage à M. Marcel Dassault, empêché ce jour ; remercie M. Edouard Frédéric-Dupont pour sa présidence : égalité des députés en droits et en devoirs ; valeur de la Constitution de 1958 [2 avril 1986] (p. 46).

— Répond aux rappels au règlement de MM. Pierre Joxe, Pascal Arrighi et Jean-Claude Gaudin : compatibilité d'un article du règlement de l'Assemblée nationale avec une loi récente ; communication du nom des personnes élues par le doyen d'âge [2 avril 1986] (p. 48).

— Lit le message de M. François Mitterrand, Président de la République [8 avril 1985] (p. 79-80).

— Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : possibilité de réexamen des délais prévus pour l'étude du projet de loi d'habilitation [8 avril 1986] (p. 81).

— Compare les intervenants aux héros d'Homère [9 avril 1986] (p. 96).

— Invite M. Henri Emmanuelli à continuer son propos, l'hypothèse d'une menace personnelle de M. Jacques Chirac, Premier ministre, à son égard ayant été écartée [9 avril 1986] (p. 153).

— Explique les modalités du vote par scrutin public à la tribune ; ses observations sur les propos de M. Jean-Claude Gaudin [9 avril 1986] (p. 171).

— Annonce le décès de M. Aymard Achille-Fould, député de la Gironde [16 avril 1986] (p. 179).

— Annonce le décès de MM. André Audinot et de Marcel Dassault [22 avril 1986] (p. 197).

— Prononce l'éloge funèbre de M. Aymar Achille-Fould [22 avril 1986] (p. 197).

— Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel (opération de police dans les locaux d'un quotidien d'opinion) ; examen par le bureau de l'Assemblée [23 avril 1986] (p. 266).

— Rappelle les règles relatives au temps de parole [23 avril 1986] (p. 277).

— Prononce l'éloge funèbre d'André Audinot [29 avril 1986] (p. 559).

— Répond au rappel au règlement de M. Georges Hage : dispositions du règlement concernant les réunions de commissions tenues en même temps que les séances publiques [29 avril 1986] (p. 560).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Claude Martinez : règlement de l'Assemblée nationale tendant à éviter que les réunions de commissions n'aient lieu en même temps que les séances publiques ; principe du vote personnel [29 avril 1986] (p. 560).

— **Prononce** l'éloge funèbre de Marcel Dassault [30 avril 1986] (p. 629).

— **Annonce** le décès de Gaston Defferre [7 mai 1986] (p. 824).

— **Répond à la demande de modification de l'ordre du jour** de M. Guy Ducoloné ; absence de séance le 7 mai au soir pour permettre la commémoration du 8 mai 1945 [7 mai 1986] (p. 838).

— **Prononce** l'éloge funèbre de M. Gaston Defferre [13 mai 1986] (p. 855-856).

Lors de la discussion du projet de loi (n° 7) autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social :

— **Rappelle** qu'il est exceptionnel que les présidents de commission réunissent leur commission pendant les séances publiques [13 mai 1986] (p. 856).

— **Rappelle** à M. Camille Cabana qu'il est intervenu sur l'article et non sur l'amendement du Gouvernement (p. 859) ; réglementation du droit de parole (p. 860).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : rappelle aux députés qu'ils ne sont pas tels « les héros d'Homère s'invectivant et se lançant ensuite leur javelot » ; réglementation des scrutins publics (p. 862).

— **Fait observer** à M. Jean-Marie Le Pen que son droit de parole a toujours été respecté [14 mai 1986] (p. 908).

— **Fait observer** à M. Gabriel Kaspereit que Mme Huguette Bouchardeau qui a été mise en cause dispose de cinq minutes pour un fait personnel [14 mai 1986] (p. 909).

Lors de la discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe :

— **Rappelle** qu'un orateur a le droit de ne pas vouloir être interrompu [15 mai 1986] (p. 921).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen : possibilité pour le Gouvernement de prendre la parole quand il le demande [15 mai 1986] (p. 935).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Jack Queyranne : nécessité de se fonder sur un article du règlement et non sur un article du journal *Le Monde* [20 mai 1986] (p. 965).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8) :

— **Répond au rappel au réglement** de M. Jean-Claude Martinez : impossibilité de désigner deux orateurs pour soutenir une exception d'irrecevabilité [20 mai 1986] (p. 971).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : modification du mode de scrutin par une loi ordinaire (p. 972).

— **Refuse** la parole à M. Jean-Claude Martinez pour un rappel au règlement, car la parole est déjà attribuée à M. le ministre de l'intérieur (p. 973).

— **Rappelle** la prééminence de la prérogative constitutionnelle fixée par l'article 31 de la Constitution sur les demandes de suspension de séance transmises par les députés (p. 978).

— **Rappelle** à l'Assemblée qu'elle a intérêt à écouter les orateurs et à ne pas redonner un spectacle du genre de celui d'hier [21 mai 1986] (p. 989).

— **Demande** que les membres de l'Assemblée s'abstiennent de provocations [21 mai 1986] (p. 990).

— **Rappelle** que toutes les questions au Gouvernement sont adressées au Premier ministre qui répartit les réponses entre les ministres [21 mai 1986] (p. 992).

— **Ses observations** sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : article 100, alinéa 3 du règlement de l'Assemblée nationale n'ayant pas été appliqué depuis un certain nombre d'années ; principe du droit français voulant qu'aucun texte ne tombe en désuétude [10 juin 1986] (p. 2020).

— **Ses observations** sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : nécessité d'une inscription pour les explications de vote [10 juin 1986] (p. 2020).

Lors de la discussion de la proposition de loi portant réforme du régime juridique de la presse :

Rappel au règlement de M. Claude Evin : souhaite que l'utilisation abusive du règlement de l'Assemblée nationale ne se reproduise pas [10 juin 1986] (p. 2021).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : rappelle à M. Bruno Gollnisch que le droit de fixer les dates des séances est attaché au droit de fixer l'ordre du jour (p. 2022).

— **Rappelle** que, dans le cadre des questions au Gouvernement, les auteurs et ceux qui y répondent, ne disposent que d'un temps limité [11 juin 1986] (p. 2073).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Hector Rolland : durée des interventions lors de la séance des questions au Gouvernement [18 juin 1986] (p. 2322).

— **Lit** le message de M. François Mitterrand, Président de la République, en hommage à la mémoire de Robert Schuman [25 juin 1986] (p. 2444).

— **Accepte** à titre exceptionnel un rappel au règlement juste après la dernière question de la séance de questions au Gouvernement [25 juin 1986] (p. 2457).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné : répartition des temps de parole entre les groupes pendant la séance de questions au Gouvernement ; réduction du temps de parole du groupe quand l'un des orateurs dépasse son temps de parole [25 juin 1986] (p. 2458).

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes :** fait siens les propos tenus par M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances, à l'égard de la Cour des comptes et de son Premier président (p. 2459).

— **Rend** hommage à la mémoire de M. Paul Borgniet, secrétaire général honoraire de l'Assemblée et de la présidence [1er juillet 1986] (p. 2705).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) :

— **Précise** la distinction entre les amendements n° 9 de M. Pierre Sirgue et n° 15 de la commission [1er juillet 1986] (p. 2712).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195) :

— **Compare** les intervenants aux « héros d'Homère » [8 juillet 1986] (p. 2958).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la liberté de communication (n° 299) :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Marcel Bigeard : faiblesse temporaire de l'Assemblée nationale et de son président pour le Général Bigeard [5 août 1986] (p. 4064).

— **Demande à** ce que la dernière partie de l'exposé de M. Louis Mexandeau ne figure pas au compte-rendu ; respect des temps de parole (p. 4070).

— **Remarque** que M. Jean-Hugues Colonna a « dans un bel élan sportif », presque réussi à tenir son temps de parole (p. 4076).

— **Compare** les intervenants aux héros d'Homère (p. 4077).

— **Précise** que les interruptions sont décomptées du temps de parole de l'orateur (p. 4077).

— **Remarque** que l'enchaînement de questions de M. Léonce Deprez lui a permis de « gratter » deux minutes (p. 4080).

Lors de la discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe :

— **Demande** à ce que les intervenants « n'ouvrent pas les hostilités » et prie M. Robert-André Vivien de ne pas se laisser interrompre pour respecter l'horaire [8 août 1986] (p. 4159).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Le Garrec : contenu d'un rappel au règlement ; impossibilité de greffer une intervention sur une autre (p. 4163).

— **Fait part** à l'Assemblée des décisions de la conférence des présidents visant à une meilleure organisation du travail parlementaire [2 octobre 1986] (p. 4322).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Claude Martinez : remplacement des députés élus sénateurs ; articles L.O. 137 et L.O. 277 du code électoral [2 octobre 1986] (p. 4322).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Stirbois ; possibilité d'un ordre du jour complémentaire (p. 4323).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe (p. 4323).

Lors de la discussion de la déclaration du Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme :

— **Rappelle** que, quels que soient le sujet et l'orateur, les temps de parole doivent être respectés [8 octobre 1986] (p. 4451).

— **Répond au rappel au règlement** de M. André Lajoinie : précise qu'il lui accorde une suspension de séance d'un quart d'heure [10 octobre 1986] (p. 4584).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Michel : précise qu'il ne peut répondre qu'en fonction de la feuille de séance qui indique un déroulement normal du débat (p. 4585).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Claude Martinez : mesures de sécurité prises dans le Palais Bourbon [14 octobre 1986] (p. 4704).

— **Fait observer** que, du fait de l'ordre de passage des orateurs, les intervenants du R.P.R. et du parti communiste se voient pénaliser dans la retransmission audiovisuelle des débats [15 octobre 1986] (p. 4781).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Marcel Bigeard : hommage à la mémoire des jeunes Français tombés au Vietnam [15 octobre 1986] (p. 4768).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe ; ses observations [15 octobre 1986] (p. 4768).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430) :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : rappelle que rien dans le règlement n'oblige les présidents de commission à assister au débat [28 novembre 1986] (p. 6966).

— **Devoir** du Parlement étant de respecter le règlement (p. 6974).

— **Reconnaît** que le temps de parole d'un intervenant sur une exception d'irrecevabilité n'est pas limité (p. 6980).

— **Rappelle** le déroulement de la discussion d'une exception d'irrecevabilité (p. 6982).

— **Rappelle** qu'en application du troisième alinéa de l'article 56 du règlement, il peut autoriser un orateur à répondre à la commission (p. 6986).

— **Informe** les membres de la conférence des présidents de sa prochaine réunion [5 décembre 1986] (p. 7143).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François Asensi : indique que la conférence des présidents doit se réunir le soir même [5 décembre 1986] (p. 7143).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : indique qu'il vient de croiser M. Devaquet quittant le Palais Bourbon et qu'en conséquence celui-ci ne peut plus parler [5 décembre 1986] (p. 7144).

— Décès d'un étudiant au quartier latin : **transmet** à la famille de Malik Oussekine l'expression des condoléances très sincères des parlementaires ; précise à M. Joxe l'application du règlement à sa résolution [6 décembre 1986] (p. 7193).

Lors de la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) :

— **Précise** le contenu d'un exception d'irrecevabilité [5 décembre 1986] (p. 7152-7153).

— **Rappelle** les modalités de discussion commune des amendements [6 décembre 1986] (p. 7195).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François Bachelot : moyens de procédure devant être employés conformément au règlement [6 décembre 1986] (p. 7201).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Dominique Chaboche : absence d'injures personnelles proférées à l'égard des membres du Front national [6 décembre 1986] (p. 7205).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Schenardi : demande que les insultes, provocations, excommunications majeures soient bannies des débats de l'Assemblée nationale ; nécessaire respect de la procédure des rappels au règlement [6 décembre 1986] (p. 7217).

— **Modalités de vote** des amendements [6 décembre 1986] (p. 7220, 7224, 7225).

— **Droit** du Gouvernement de demander des scrutins publics [6 décembre 1986] (p. 7226).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Descaves : modalités de distribution des rapports [6 décembre 1986] (p. 7212) ; auditions des commissions (p. 7213).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : procédure de déroulement et de constitution d'une commission d'enquête [6 décembre 1986] (p. 7215).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : nécessité d'observer la plus grande prudence avant de se prononcer sur la matérialité des faits s'étant produits dans la nuit [6 décembre 1986] (p. 7216).

Lors d'une séance de questions au Gouvernement :

— **Devoir** du président de faire respecter les contraintes horaires [10 décembre 1986] (p. 7461).

— **Sur la question au Gouvernement** de M. René Souchon sur la politique agricole : temps pris par la réponse du ministre de l'agriculture [17 décembre 1986] (p. 7716).

— **Sur la question au Gouvernement** de Gérard Bapt sur la réforme hospitalière : pas de rappel au règlement ni de réponses au ministre pendant les séances de questions au Gouvernement [17 décembre 1986] (p. 7716) ; appel des seules questions inscrites à l'ordre du jour ; pas de transfert des temps de parole (p. 7717).

— Attentat de Provins : **exprime** à M. Alain Peyrefitte la sympathie de l'Assemblée nationale à l'occasion de l'attentat auquel il a échappé et ayant entraîné la mort d'un ouvrier municipal [17 décembre 1986] (p. 7704).

CHABOCHE (Dominique)

Député de la Seine-Maritime
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Secrétaire de cette délégation [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6637).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les **communautés européenes** n° 5/86 : la **protection des consommateurs** dans la Communauté (feuilleton n° 32 du 4 juin 1986).

Proposition de loi destinée à améliorer la **sûreté de l'Etat (n° 391)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** ses observations [11 juillet 1986] (p. 3207) ; **article 11 :** compétence de l'administration pour une décision d'expulsion [16 juillet 1986] (p. 3346) ; exécution d'office de l'arrêté d'expulsion (p. 3347) ; **article 17 :** résidence à Paris de M. Ibrahim Sousse et de M. Omar Massalha, membres de l'O.L.P. (p. 3359).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 *undecies* :** spécificité de l'école privée ; possibilité de financer les élèves au lieu de financer les établissements [11 août 1986] (p. 4242) ; **après l'article 11 *quater* :** reprend l'amendement n° 2 de M. Charles Revet (liste des fonctionnaires municipaux recrutés directement) : rejeté (p. 4247).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* attaques de plusieurs navires de commerce français dans le golfe persique [21 octobre 1987] (p. 5077).

Examen des crédits : **Etat C, titre VI :** son amendement n° 26 (réduction des crédits) : retiré ; son amendement n° 27 (réduction de crédits) ; retiré (p. 5080) ; **ses observations sur le rappel au réglement** de M. Pascal Arrighi : demande une suspension de séance [5 novembre 1986] (p. 5862).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande (n° 406).

Première lecture. Discussion des articles : son amendement n° 1 (tendant à insérer le critère du port d'embarquement lorsqu'il s'agit d'un port français dans les différents critères de compétence juridictionnelle pour les infractions maritimes) ; retiré [2 décembre 1986] (p. 7004) ; **article 2 :** son amendement n° 3 (tendant à supprimer le huitième alinéa du texte proposé pour l'article 28 de la loi du 18 juin 1966) ; absence de déclaration de valeur en pratique dans les transports sous connaissement (p. 7007) ; rejeté (p. 7008).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au réglement :** injures collectives subies par les membres du Front national [6 décembre 1986] (p. 7205).

Son rappel au réglement : ses observations sur le déroulement des débats (p. 7215).

CHALANDON (Albin)

Garde des sceaux, ministre de la justice

NOMINATIONS

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153)** [28 mai 1986].

Projet de loi relatif aux **contrôles et vérifications d'identité (n° 154)** [28 mai 1986].

Projet de loi relatif à la **lutte contre le terrorisme** et aux atteintes à la sûreté de l'Etat **(n° 155)** [28 mai 1986].

Projet de loi relatif à **l'application des peines (n° 156)** [28 mai 1986].

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée **(n° 340)** [4 août 1986].

Projet de loi portant réforme du **code de la nationalité française (n° 444)** [12 novembre 1986].

Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la **lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569)** [17 décembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Roger Holeindre : Affaire Oriach : libération anticipée des détenus : application des peines ; absence de définition de la notion de terrorisme en droit français ; réforme du code pénal [16 avril 1986] (p. 190).

— M. Albert Mamy : sécurité et renforcement de la peine de sûreté : abolition de la peine de mort ; application pratique de la peine de réclusion perpétuelle ; régime actuel de la peine de sûreté ; définition d'une période de sûreté et du régime qui doit l'accompagner ; échelle des peines ; principe d'une peine incompressible de trente ans ; maintien de la suppression des quartiers de haute sécurité ; abandon en 1981 du plan établi par M. Alain Peyrefitte pour construire des places supplémentaires dans les prisons [21 mai 1986] (p. 998-999).

— M. Serge Charles : fonctionnement de la justice dans le département du Nord : lenteur de la justice [18 juin 1986] (p. 2319) ; surpopulation carcérale ; abandon en 1981 du plan de construction de 10 000 places de prison ; recours à « la privatisation à géométrie variable » (p. 2320).

— M. Albert Mamy : politique carcérale du Gouvernement : disproportion croissante entre les nécessités pénales et les équipements pénitentiaires en raison de la montée de la délinquance et de l'application des lois sécuritaires [29 octobre 1986] (p. 5477) ; nécessité, en attendant le vote d'un projet de loi créant un secteur privé habilité, de réaliser un programme d'urgence de cinq mille places ; aucune décision sur l'éventualité de libérations collectives, la question n'étant pas encore actuelle (p. 5478).

— M. Jean-Paul Delevoye : lutte contre la drogue : coordination de l'action gouvernementale confiée au ministère de la justice ; nécessité de rappeler que l'usage de la drogue est un délit ; menace d'une sanction pénale nécessaire pour rendre effective l'injonction thérapeutique faite aux drogués dépendants ; développement des équipements d'accueil et de soins grâce au doublement dans le budget de 1987 des crédits affectés à la lutte contre la toxicomanie ; préparation d'un projet de loi visant à la répression des trafiquants [29 octobre 1986] (p. 5484-5485).

— M. Jean-Pierre Stirbois : réforme du code de la nationalité : divulgation des délibérations du Conseil d'Etat sur le projet à l'étude ; principe de la double nationalité lié à des accords conclus avec d'autres Etats ; désir du Gouvernement de donner à l'acquisition de la

nationalité française un caractère volontaire et non plus automatique [5 novembre 1986] (p. 5859).

— **Jean-François Deniau : détention et expulsion d'étrangers** : étrangers représentant 28 % des personnes incarcérées dans les prisons métropolitaines ; petit nombre de détenus pour la seule irrégularité de leur situation ; utilisation à plein de la circulaire Badinter et entrée en vigueur de la loi de 1986 sur la reconduite à la frontière ; présence dans les prisons d'étrangers non expulsables, prévenus, mineurs ; transfert difficile des condamnés dans leur pays d'origine pour y subir leur peine [19 novembre 1986] (p. 6538) ; situation des étrangers condamnés pour trafic de drogue (p. 6539).

— **M. Michel Sapin : prisons privées** : nécessité de sortir du système actuel pour disposer d'un nombre de places suffisant ; accroissement du nombre des détenus ; système d'habilitation respectant les règles du droit public ; cahier des charges précis ; tutelle de l'Etat ; moindre coût des investissements et de l'exploitation ; révolution dans la conception de nos prisons ; système moderne qui s'inscrit dans la tradition républicaine ; ouverture au secteur privé d'une fonction purement administrative [19 novembre 1986] (p. 6543) ; différence entre l'actuel projet et le système pénitentiaire évoqué par Tocqueville (p. 6544).

— **M. Jean-Yves Le Déaut : code de la nationalité** : projet conforme à un engagement pris par la majorité élue ; citation de la conférence sur la nation de Renan en 1882 ; volonté de ne pas faire des jeunes étrangers des Français malgré eux [3 décembre 1986] (p. 7041-7042).

— **M. Philippe Marchand : prisons privées** : solution imaginative pour remédier à une situation héritée du précédent Gouvernement et redonner aux détenus la dignité des conditions de vie ; projet permettant d'obtenir rapidement 40 000 places nécessaires sans transfert de souveraineté, ni de propriété ; économie pour le contribuable ; dialogue entre le Gouvernement et le Parlement pour le contrôle et l'usage de la force et du pouvoir disciplinaire [3 décembre 1986] (p. 7043).

— **M. Emmanuel Aubert : renvoi d'un procès d'assises à la suite de la défection de cinq membres du jury populaire** : procès d'Action directe justifiant les arguments avancés par le Gouvernement pour ne pas confier à un jury populaire le jugement de crimes terroristes ; élaboration d'un projet de loi visant à l'application immédiate des modifications de procédure prévues par la loi de septembre 1986 conforme à un principe constant de notre droit [10 décembre 1986] (p. 7454).

— **M. Georges-Paul Wagner : intentions législatives du Gouvernement** : inutilité de créer une nouvelle institution ; moyens de lutter contre le terrorisme assurés par la loi de septembre 1986 sans recours à une juridiction d'exception ; seule modification nécessaire : en permettre l'application immédiate conformément au droit sur les textes de procédure [10 décembre 1986] (p. 7460).

— **M. Jean-Marie Le Pen : inscription à l'ordre du jour du projet de réforme du code de la nationalité** : sa présence au Sénat pour défendre son projet relatif aux prisons [27 décembre 1986] (p. 7707) ; mise à profit de l'intersession pour mener une campagne d'explication et de concertation sur le proojt relatif au code de la nationalité ; informations ultérieures sur la date d'inscription de ce texte à l'ordre du jour (p. 7708).

— **M. Guy Ducoloné : date d'ouverture du procès de Klaus Barbie** : compétence de la cour d'assises du Rhône pour juger des crimes contre l'humanité de Klaus Barbie ; comparution de celui-ci devant ce tribunal quand sera clôturée la procédure entreprise par certaines de ses victimes ; désir d'éviter toute exploitation partisane de ce procès [17 décembre 1986] (p. 7709).

— **M. Philippe Marchand : secret défense** : jurisprudence nuancée de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat [17 décembre 1986] (p. 7712) ; légère divergence des deux juridictions sur les conséquences à tirer d'une opposition « secret défense » ; respect de l'indépendance des juges ; véritable objet du procès en cours d'instruction constitué par un détournement de fonds publics (p. 7713).

orales sans débat de :

— **Mme Florence d'Harcourt (n° 78) : lutte contre la toxicomanie** : régime de la loi de 1970 ; ses instructions au Parquet pour mettre en œuvre les rigueurs de la loi contre les petits dealers ; opérations de police judiciaire dans la région parisienne et le Nord [27 juin 1986] (p. 2587) ; son refus de « l'enfermement thérapeutique » ; information des jeunes (p. 2588).

— **M. Gérard Welzer (n° 108) ; lutte contre le terrorisme** : mise au point sur ses déclarations à propos de l'instruction de Georges Ibrahim Abdallah ; indépendance des juges [3 octobre 1986] (p. 4345).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion générale : renforcement de l'efficacité de la justice pénale ; montée de l'insécurité ; retour de la confiance grâce à la mobilisation des forces de l'ordre [24 juin 1986] (p. 2415) ; crise traversée par l'institution judiciaire ; limites respectives de la liberté individuelle et des libertés collectives (p. 2416) ; limitations proposées restant toujours en-deçà des normes fixées par la Cour européenne des droits de l'Homme ; terrorisme et résistance ; éléments constitutifs du terrorisme (p. 2417) ; centralisation des poursuites ; garde à vue pouvant être portée à quatre jours ; perquisitions pouvant désormais être opérées sans l'assentiment de la personne chez laquelle elles ont lieu ; situation en Grande-Bretagne et en Suède ; composition de la cour d'assises ; obligation pour le juge de prononcer une interdiction de séjour d'une durée allant de deux à dix ans ; exemption totale de peine lorsque le repenti aura empêché l'acte terroriste ; réduction du maximum de la peine encourue en faveur du terroriste qui, avant les poursuites, dénonce ses complices ; indemnisation des victimes passées du terrorisme ; victimes futures étant couvertes par le mécanisme des assurances ; modalités d'élaboration du projet (p. 2418) ; constate que l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe n'a pas été discutée ; demande à l'Assemblée de repousser cette exception d'irrecevabilité (p. 2426) ; ses observations sur les propos de M. Guy Ducoloné ; absence de distinction entre un bon et un mauvais terrorisme ; projet du parti communiste français d'éliminer la démocratie libérale (p. 2430). Ses observations sur la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe ; indemnisation des victimes ; caractère secret des avis du Conseil d'Etat ; compatibilité du projet de loi avec les Conventions internationales ; précision de la définition de la notion de terrorisme donnée par l'article 3 du projet ; dispositions relatives à la prolongation de la garde à vue et aux perquisitions répondant exactement à l'exigence posée par le Conseil constitutionnel dans sa décision des 19 et 29 janvier 1981 ; dispositions du projet concernant les repentis n'étant pas contraires à l'égalité des citoyens devant la loi ; son opposition à la libération conditionnelle d'un prisonnier ayant tué un policier [26 juin 1986] (p. 2508) ; nécessaire rééquilibrage entre la prévention et la répression ; motif de l'attitude de l'opposition (p. 2509) ; parti communiste étant le seul parti refusant systématiquement toute action contre le terrorisme ; notion de terrorisme ; centralisation des affaires à Paris ; nécessité de ne pas soumettre les jurés à des menaces ; renforcement de la garde à vue et du droit de perquisition ; loi sur les repentis ne faisant qu'étendre au terrorisme des dispositions existant déjà dans notre droit (p. 2510).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : nécessité d'une compétence professionnelle particulière pour juger d'une affaire de terrorisme (p. 2512) ; **article 3** : caractère obligatoire de la peine accessoire de l'interdiction de séjour (p. 2515) ; délai nécessaire à la réalisation actuelle d'un transfert de compétence (p. 2516) ; définition contenue dans le code pénal actuel ne suffisant pas à combattre le terrorisme (p. 2518) ; *article 700-1 du code de procédure pénale :* ses observations (p. 2519) ; application des règles générales de la preuve en matière de terrorisme ; nécessite de ne pas allonger la procédure par une définition du terrorisme fondée sur des critères cumulatifs ; atteintes à la sûreté de l'Etat étant incriminées dans le code pénal ; désaccord entre la commission et le Gouvernement ; inclusion

dans le champ d'application de la loi des infractions ayant pour conséquence de troubler gravement l'ordre public ayant pour effet de déborder très largement les seules activités terroristes (p. 2521) ; son amendement n° 57 (tendant, après le sixième alinéa (5°) du texte proposé pour cet article du code de procédure pénale, à insérer l'alinéa suivant « 6° les articles 16 et 17 de la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer ») ; champ d'application de la loi ; attroupements armés ; faits de rébellion ; escroquerie ; infractions militaires ; moyens destinés à faire dérailler les trains ou à provoquer leur collision (p. 2523) ; adopté après modification (p. 2524) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* importance de la centralisation des poursuites ; existence de mineurs embrigadés dans des **réseaux terroristes** ; projet n'étendant pas aux mineurs les dispositions spécifiques concernant la prolongation de la **garde à vue au-delà** de quarante-huit heures (p. 2525) ; projet ne dérogeant pas aux dispositions de l'ordonnance de 1945 concernant la responsabilité pénale des mineurs (p. 2526) ; impossibilité constitutionnelle d'instaurer une procédure d'instruction spécifique en matière de terrorisme ; loi de 1985 sur la collégialité des juridictions d'instruction n'entrant en vigueur qu'en 1988 (p. 2527) ; *article 700-7 du code de procédure pénale :* possibilité de continuer à Paris la procédure dans le cas où il n'existe aucune relation avec une entreprise terroriste (p. 2543) ; *article 700-8 du code de procédure pénale :* prolongation de la garde à vue (p. 2544) ; compétence d'un juge du siège pour autoriser cette prolongation (p. 2545) ; son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 15 de la commission des lois : devenu sans objet (p. 2546) ; *article 700-9 du code de procédure pénale :* possibilité de perquisition et de saisie de pièces sans l'assentiment de la personne concernée (p. 2548-2549) ; *article 700-10 du code de procédure pénale :* création d'une cour d'assises sans jury populaire ; absence de centralisation exclusive à Paris ; indépendance des magistrats du siège (p. 2550) ; harmonisation de la constitution des cours d'assises pour les affaires militaires et les affaires de terrorisme ; obstacles à l'application des dispositions de l'amendement n° 19 de la commission des lois ; exemple de jury populaire capable de fonctionner lors d'affaires de terrorisme (p. 2551) ; **après l'article 3** : son amendement n° 54 (visant, après les mots « un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui », les mots : « ou visé par les articles 257 et 257-1 » ; même modification à l'article 437 du code pénal) (p. 2552) ; application des articles 435 et 437 du code pénal sur les destructions par explosion aux biens privés et aux biens relevant du domaine public ; adopté (p. 2553) ; ses observations (p. 2554) ; ***article 4 :*** éléments communs entre les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et les actes de terrorisme (p. 2556) ; **article 5** : définition des actes de terrorisme ; dispositions relatives à l'interdiction de séjour ne s'appliquant pas aux mineurs ; obligation pour le juge de prononcer l'interdiction de séjour [27 juin 1986] (p. 2593) ; définition du terrorisme par une série d'actes actuellement incriminés dans le code pénal (p. 2595) ; rappelle qu'il existe des délits de terrorisme (p. 2598) ; **article 6** : existence dans la législation française de dispositions relatives aux repentis ; valeur morale du repentir (p. 2601) ; préférence du parti socialiste pour la prime à la délation plutôt que pour une législation permettant de réduire la peine du repenti (p. 2602) ; *article 463-1 du code pénal :* efficacité du système retenu en matière de repenti (p. 2604) ; **après l'article 7** : attitude la presse à l'égard du terrorisme ; Gouvernement ayant déposé un amendement au terme duquel les crimes terroristes sont ajoutés à des listes de ceux dont l'apologie ou la provocation sont réprimées par l'article 24 de la loi de 1881 (p. 2612) ; son amendement n° 99 (sanctions de la provocation directe à l'un des crimes ou délits énumérés au cinquième alinéa de l'article 44 du code pénal ou ayant fait l'apologie de l'une de ces infractions lorsque ce crime ou délit aura été en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur) (p. 2614) ; détournements d'avions n'étant pas compris dans le champ d'application de la loi de 1881 ; problème de l'information sur les actes terroristes ; adopté ; son amendement n° 55 (régime d'indemnisation des dommages subis par les personnes physiques ou morales victimes d'attentats ou d'actes de terrorisme défini au cinquième alinéa de l'article 44 du code pénal et commis sur le territoire national) (p. 2615) ; indemnisation par l'Etat des personnes ayant été victimes dans le passé d'attentats terroristes ; dédommagements futurs résultant d'une garantie obligatoirement incluse dans certains contrats d'assurance ; détermination des contrats d'assurance couvrant automatiquement les dommages tant corporels que matériels causés par des attentats ou des actes de terrorisme ; impossibilité d'inclure une clause d'exclusion du risque ; fonds de garantie ; indemnisation totale du préjudice corporel ; rapidité des indemnisations (p. 2616) ; inopportunité de greffer un contentieux administratif sur un contentieux judiciaire (p. 2618) ; incidence sur les primes de la réforme ; rôle de la sécurité sociale ; adopté ; son amendement n° 56 (présente loi étant applicable aux faits commis postérieurement à son entrée en vigueur) : adopté (p. 2619).

Commission mixte paritaire, discussion générale : lutte contre le terrorisme et respect des libertés individuelles ; notion de terrorisme dégagée par le projet ; atteinte la sûreté de l'Etat [7 août 1986] (p. 4124) ; régime procédural en matière de terrorisme ; absence de création d'une juridiction d'exception ; centralisation de certaines poursuites à Paris (p. 4125) ; longueur de ses explications sur le texte de la C.M.P. (p. 4128).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : nécessité que la peine soit un élément du progrès moral du délinquant ; nécessité de peines effectives rapidement et correctement exécutées ; érosion actuelle des peines ; réduction accordée ne pouvant dépasser cinq mois par année de détention [27 juin 1986] (p. 2635) ; décision du juge de l'application des peines faisant l'objet d'un recours devant le tribunal ; loi ne prenant effet que pour les condamnations intervenant après sa promulgation (p. 2636) ; affirme n'avoir jamais qualifié le Conseil d'Etat « d'assemblée politisée » (p. 2638) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; distinction par le Conseil constitutionnel de l'ordre du jugement et de l'ordre de l'exécution ; absence de sens de la possibilité réclamée par le groupe socialiste pour le condamné de faire lui-même appel d'une décision du juge de l'application des peines ; judiciarisation de l'exécution des peines (p. 2642) ; rééquilibrage entre le répression et la prévention ; rétablissement de la proportionnalité des peines ; objectif du Gouvernement d'obtenir des peines plus courtes rapidement exécutées ; remises de peine ; responsabilités des juges d'application des peines [30 juin 1986] (p. 2679) ; recours contre leurs décisions (p. 2680).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : nombre des réductions et fractionnements de peine ; réduction de la période de sûreté (p. 2681) ; nécessité de ne pas « aller trop loin dans le durcissement » (p. 2682) ; **article 1er** : moindre exécution des peines de prison (p. 2683) ; rôle des magistrats et des personnels pénitentiaires dans les réductions de peine ; réduction de la surpopulation carcérale (p. 2684) ; excès de la ligne adoptée par le Front national (p. 2685) ; réduction de peine supplémentaire après la première année d'emprisonnement (p. 2686) ; ses observations (p. 2687) ; son amendement n° 23 (visant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du code de procédure pénale par la phrase suivante : « les dispositions du troisième alinéa de l'article 721 sont applicables ») ; modalités de calcul de la réduction de peine supplémentaire ; adopté ; **après l'article 1er** : maintien de la possibilité d'exercer un travail à l'extérieur ou dans la prison (p. 2688) ; **article 2** : effet dissuasif et érosion de la peine (p. 2689) ; **article 3** : ses observations [1er juillet 1986] (p. 2706) ; **article 4** : règle du contradictoire ne s'appliquant pas, dès lors que la condamnation est prononcée (p. 2708) ; décision d'administration judiciaire excluant le contradictoire ; arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme selon lequel l'exécution des peines peut relever de l'autorité judiciaire ou de l'autorité administrative (p. 2709) ; réduction de peine n'étant pas un droit pour le condamné (p. 2710) ; son amendement n° 42 (auditions du tribunal correctionnel statuant sur recours du procureur de la République) ; projet de loi ne prévoyant pas le droit, pour le conseil du condamné, d'être entendu par le tribunal correctionnel ; limite fixée au droit d'audition du conseil du condamné (p. 2711) ; adopté ; Gouvernemnt acceptant l'amendement du Front national (p. 2712) ; son amendement n° 24 (affaires devant venir devant le tribunal correctionnel à la première audience ou au plus tard dans la huitaine du jour de la requête du procureur de la République) ; nécessité de la

rapidité lorsque le tribunal correctionnel est saisi d'un recours contre une décision du juge d'application des peines ; adopté (p. 2713) ; **après l'article 4** : son amendement n° 25 (décisions du juge d'application des peines concernant l'une des mesures prévues par les articles 721, 721-1, 723-6, 729-1 et 733 ne pouvant être annulées par le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants que pour violation de la loi) ; décision du juge d'application des peines devant faire l'objet d'un recours pour violation de la loi ; adopté ; son amendement n° 10 (date d'entrée en vigueur de la loi) ; articles 1 à 3 n'étant applicables qu'aux condamnations prononcées pour des faits commis antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi (p. 2714) ; adopté après modifications (p. 2715).

Commission mixte paritaire, discussion générale : nature des décisions du juge de l'application des peines ; possibilité pour le Procureur de la République de saisir le tribunal sur les réductions de peine [7 août 1986] (p. 4131).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe ; aménagement de la comparution immédiate ; causes de la progression de la délinquance [1er juillet 1986] (p. 2733) ; rôle de la drogue ; nécessité que la prison ne mélange pas les petits et les grands délinquants ; lutte contre l'immigration clandestine ; délit d'association de malfaiteurs ; aggravation des peines dans le cas de violences commises sur les magistrats ou les jurés ; extension du domaine de la comparution immédiate (p. 2734) ; remplacement de la notion de flagrance par celle de charges suffisantes ; nécessité d'éviter le passage du prévenu par le dépôt avant présentation au parquet dans le cas des petits délits ; système du rendez-vous judiciaire ; amélioration de l'échelle des peines ; durée de la période de sûreté ; réduction de peine ne pouvant en aucun cas permettre la libération d'un condamné particulièrement dangereux avant qu'il n'ait accompli les deux tiers de sa détention ; conventions internationales signées par la France lui interdisant de rétablir la peine de mort avant cinq ans (p. 2735) ; souhaite que la question préalable opposée par M. Louis Joxe soit rejetée (p. 2741) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe : divergences politiques liées à des attitudes philosophiques [2 juillet 1986] (p. 2767) ; rééquilibrage entre la prévention et la répression ; problème de la drogue ; ouverture de l'échelle des peines ; procédures de jugement (p. 2768).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : demande la réserve des amendements n° 1 et 2 de M. Jean-Pierre Schénardi jusqu'après l'examen de l'article 4 (p. 2768) ; **article 1er** : distinction entre l'appartenance à une association de malfaiteurs et l'acte de délit ou de crime ; intervention de la police avant la réalisation du délit (p. 2770-2771) ; **article 4** : demande la réserve du vote de cet article en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; **avant l'article 1er (suite)** (amendements précédemment réservés) : nécessité d'un débat distinct sur la peine de mort ; indécence d'aborder cette question en incidente ; demande la réserve des amendements n° 1 et 2 de M. Jean-Pierre Schénardi (p. 2775) ; **après l'article 4** : sa mission de coordination de l'action du Gouvernement en matière de lutte contre la drogue (p. 2777) ; **article 5** : son amendement n° 37 (conditions de comparution immédiate) (p. 2790) ; garanties apportées aux prévenus pour la procédure de comparution immédiate ; développement des sanctions de substitution ; possibilité pour le tribunal de renvoyer l'affaire au parquet pour information ; allongement du délai accordé aux détenus pour préparer sa défense (p. 2791) ; comparaison de l'amendement n° 37 du Gouvernement et n° 52 de M. Michel Sapin (p. 2792) ; détermination d'une procédure de comparution rapide dans laquelle s'insère la comparution immédiate ; adopté après modification ; **après l'article 5** : son amendement n° 63 (de coordination) ; nécessité de ne pas créer de distortion dans les conditions de placement en détention selon le choix du procureur de la République entre la procédure de la comparution immédiate et celle de l'instruction préparatoire (p. 2794) ; adopté ; ses observations ; **article 6** : comparutions immédiates dans les petites juridictions (p. 2795) ; **après l'article 6** : son amendement n° 38 (date de l'audience de renvoi prévue dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article 395 du code de procédure pénale) ; procédure de comparution immédiate pour l'auteur d'un délit non flagrant (p. 2796) ; retiré ; son amendement n° 39 (renvoi du dossier au procureur de la République pour investigations supplémentaires par le tribunal) ; supplément d'informations à la demande d'une des parties ou à la demande du tribunal ; pouvoir de la juridiction de jugement d'obliger le parquet à abandonner la procédure de comparution immédiate au profit de celle de l'instruction préparatoire ; retiré (p. 2797) ; **article 7** : augmentation du nombre de places des prisons ; modernisation des conditions d'existence dans les prisons ; augmentation de la période de sûreté dans les cas de crimes graves ; insécurité dans les prisons ; possibilité de libérer un condamné à perpétuité après quinze ans de prison ; libération conditionnelle des condamnés à perpétuité à l'étranger (p. 2802) ; évolution de la « dangérosité » d'un délinquant (p. 2803) ; possibilité pour le tribunal ou la cour d'assises de réduire la durée légale de la période de sûreté en cas de circonstances exceptionnelles ; nécessité de laisser un espoir aux détenus (p. 2804) ; ses observations ; son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 19 de la commission des lois (visant à insérer, dans le quatrième alinéa de cet amendement après les mots : « de moins de quinze ans », les mots : « sur une personne en état de se protéger elle-même en raison de son état physique ou mental ») (p. 2805) ; adopté ; **article 8** : conditions de réduction de la peine de sûreté (p. 2806) ; **après l'article 8** : son amendement n° 55 (visant à ajouter, dans le premier alinéa de l'article 390-1 du C.P.P., après les mots : « soit par un greffier », les mots : « ou un officier ou agent de police judiciaire ») ; possibilité pour le procureur de la République de faire convoquer un prévenu devant le tribunal correctionnel par un officier ou un agent de police judiciaire ; procédure de citation directe ; convocation en justice par la police ou la gendarmerie (p. 2807) ; adopté (p. 2808) ; **avant l'article 1er (suite)** : étude par la chancellerie d'un texte sur le recel (p. 2811).

Après les explications de vote : rétablissement d'un meilleur rapport entre le délit ou le crime et la peine ; efficacité de l'action répressive de la justice (p. 2812).

Commission mixte paritaire, discussion générale : procédure de comparution immédiate ; conséquence de la grâce sur la période de sûreté [7 août 1986] (p. 4133) ; suppression de certains effets critiquables des réitérations de demandes de mise en liberté formulées par certains détenus (p. 4134).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : historique des contrôles d'identité ; lien entre l'immigration clandestine et le développement de la délinquance ; but des contrôles d'identité ; limite des contrôles préventifs ; érection en délit du refus systématique de prouver de son identité ; contrôles d'identité étant effectués sous la responsabilité d'un officier de police judiciaire ; contrôle du parquet ; empreintes et photographies n'étant prises que si l'interpellé retenu au poste a fait obstacle aux opérations de vérification ; rétention ne pouvant dépasser quatre heures ; règles de contrôles d'identité particulières pour les étrangers [3 juillet 1986] (p. 2837) ; refus de se prêter aux contrôles et à la vérification constituant une infraction correctionnelle ; exigence d'un accord préalable ou de la présence permanente du procureur sur le lieu des contrôles ; procureur devant intervenir avant toute prise d'empreintes et de photographies ; rôle du procès verbal ; officier de police judiciaire pouvant se voir refuser son habilitation par le procureur général (p. 2838) ; cas d'une personne interpellée alors qu'elle n'a pas ses papiers sur elle ; devoir de la police constituant à aider l'interpellé à prouver son identité (p. 2846) ; conditions de constitution du délit ; réglementation dans les principaux pays de la communauté européenne (p. 2847).

Discussion des articles : **article 1er** : impossibilité des contrôles d'identité dans le cadre de la loi de 1983 ; notion d'atteinte à l'ordre public trouvant son origine dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 ; règlementation des contrôles d'identité en Norvège, au Danemark et au Canada ; contrôles d'identité n'étant admissibles qu'en fonction des finalités recherchées (p. 2849) ; ses observations (p. 2850) ; étrangers devant rester soumis aux mêmes règles que les nationaux ; personne étrangère contrôlée devant être en mesure de présenter au policier son titre de séjour (p. 2851) ; impossibilité de procéder à des vérifications d'identité si les participants aux manifes-

tations ne commettent pas d'infractions ou ne troublent pas l'ordre public (p. 2852) ; **article 2** : procureur de la République devant faire disparaitre les prises d'empreintes et photographies du contrôlé de bonne foi ; son sous-amendement n° 101 à l'amendement n° 8 de la commission (tendant à compléter cet amendement par les mots « ou du juge d'instruction ») (p. 2853) ; compétence du juge d'instruction lorsque la vérification est effectuée en exécution d'une commission rogatoire ; adopté ; **article 3** : délits ne naissant que si l'interpellé refuse de se laisser photographier ou de donner ses empreintes ; son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 9 de la commission (tendant à compléter cet amendement par les mots « ou le juge d'instruction ») : adopté (p. 2856) ; **après l'article 3** : délit de rébellion ; impossibilité d'instituer une discrimination entre les nationaux et les étrangers ; contrôles des titres sous le couvert desquels les étrangers ont autorisés à séjourner en France (p. 2867) ; ses observations sur les explications de vote ; loi permettant de remédier à l'insécurité (p. 2858).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Sapin : nécessaire prudence en matière de maniement des chiffres [3 juillet 1986] (p. 2858) ; inopportunité de créer des querelles inutiles (p. 2859).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Discussion générale :* effort de compression de dépenses publiques ; révision du statut des dames éducatrices ; restauration de la maison de Saint-Denis [27 octobre 1986] (p. 5346).

Répond à la question de :

— *M. Roger Holeindre :* nomination et promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur intervenant dans la limite de contingent fixé tous les trois ans par le Président de la République (p. 5346) ;

Justice. — *Discussion générale :* érosion des valeurs morales, nationales et sociales ; débat sur l'idée de responsabilité de l'individu ; politisation des personnels de la justice ; marée montante des litiges ; nécessaire équilibre entre la prévention et la répression ; augmentation des crédits ; créations d'emplois ; retard dans la construction de prisons ; charges des tribunaux ; gestion de la justice ; baisse de sa qualité ; inflation législative ; suggère de dépénaliser des infractions mineures ; redéploiement des moyens de la justice ; magistrats et fonctionnaires volants ; restauration de juges de paix ; mise en place d'un système d'aide à la préparation des décisions ; développement des procédures rapides ; recours à la médiation en cours de procès conciliateurs ; son accueil favorable à la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud sur la limite d'âge des hauts magistrats ; gestion des tribunaux (p. 5352) ; prime d'activité pour le personnel ; surpopulation carcérale conduisant les parquets à ne pas poursuivre ; conditions de vie indécente pour les prisonniers et les personnels de surveillance ; nécessaire renouvellement du parc existant de places de prison (p. 5353) ; programme d'urgence de 5 000 places de prison préfabriquées ; justifie le recours au secteur privé ; accroissement des peines de substitution ; développement des chantiers extérieurs ; éducation surveillée ; créations d'internats spécialisés pour les mineurs délinquants multi-récidivistes ; transfert des charges de justice des collectivités locales sur l'Etat (p. 5354) ; renforcement du rôle de gestionnaire de chefs de Cour ; augmentation des moyens de fonctionnement des juridictions ; effectif ; prévention ; action contre la toxicomanie ; application effective de la loi du 31 décembre 1970 ; répression devant s'exercer à l'encontre du trafiquant mais aussi de l'usager (p. 5355) ; délinquance et toxicomanie reflétant une société permissive ; engrenage menant du vandalisme à la drogue et de la drogue au crime (p. 5356) ; paliatifs à la lenteur de la justice ; son engagement de déposer des projets de loi modifiant les limites d'âge des hauts magistrats ; difficultés rencontrées pour la création d'une Cour d'appel à Nice ; obligation de réserve des magistrats ; gestion déconcentrée des juridictions ; créations de postes de magistrats ; réhabilitation de la notion de responsabilité de l'être humain ; ses observations sur les termes « management de la justice » ; mise en œuvre conjointe de la répression de la prévention ; situation de l'éducation surveillée (p. 5367) ; créations d'internats et de chantiers de jeunesse ; nécessaire amélioration de la juridiction prud'homale ; prévention en matière de drogue ; inapplication de la loi de 1970 ; distinction entre l'administration de la justice et une entreprise ; prime de rendement fonctionnant au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes ; juges volants ; juges de paix ; conciliateurs ; souhaits entre la construction rapide de places de prison ou la libération de détenus (p. 5368) ; **ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** : s'excuse d'avoir oublié de répondre nommément à M. François Asensi (p. 5369).

Répond aux questions de :

— *M. Georges-Paul Wagner :* aide judiciaire ; contrôle de la plausibilité [27 octobre 1986] (p. 5373) ;

— *M. Pascal Arrighi :* création d'une Cour d'appel à Nice ; nécessaire amélioration du fonctionnement de celle d'Aix-en-Provence (p. 5374) ;

— *M. Gérard Welzer :* démend avoir déclaré qu'il fallait enfermer tous les toxicomanes ; affaire Abdallah ; éducation surveillée ; libération de détenus (p. 5375) ;

— *M. Joseph Gourmelon :* confirme qu'une maison d'arrêt va être construite à Brest ; crédits inscrits dans le projet de budget pour 1987 (p. 5375) ;

— *M. Jean-Pierre Bechter :* difficulté pour l'institution d'une prime de risque en faveur des magistrats et fonctionnaires chargés de réprimer le terrorisme ; se prononce en faveur de l'intégration du risque dans la prime d'activité qu'il propose ; situation financière des ayants droit de magistrats décédés du fait de l'exercice de leur fonction (p. 3576).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : son opposition sur les amendements n°s 89, 90 et 91 de M. Georges-Paul Wagner tendant à supprimer les crédits de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ; bilan positif dans l'activité de cet organisme (p. 5377).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : conséquences de l'abaissement de l'âge de la retraite pour la Cour de cassation ; opportunité de maintenir le principe de la limite d'âge et de prévoir d'y déroger de façon facultative [3 décembre 1986] (p. 7052) ; ses observations après la question préalable opposée par M. Pierre Joxe à la proposition de loi organique à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; critères de l'âge ; absence de blocage d'avancement du fait des nominations en surnombre ; limite d'âge pour la retraite restant fixée à 65 ans ; amorce de dissociation entre le grade et l'emploi (p. 7058).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 1 de M. Pierre Mazeaud (insérant dans cet amendement, après les mots « maintenus en activité » les mots « en surnombre) ; maintien d'activité dans les fonctions de conseiller d'avocat général à la Cour de cassation suivant que le magistrat, atteint par la limite d'âge, est magistrat du siège ou magistrat du Parquet ; maintien en activité en surnombre ; possibilité de traitement relativement satisfaisant des affaires nouvelles ;

nombre des affaires civiles en attente ; diminution du délai moyen de traitement ; adopté [3 décembre 1986] (p. 7071) ; *article 2 :* son amendement n° 4 (de suppression) ; disparition des effets brutaux introduits par l'abaissement de la limite d'âge décidée en 1984 ; difficulté quant à l'organisation d'un recrutement temporaire de magistrats à la Cour de cassation déjà à la retraite ; adopté (p. 7072).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : remplacement des juges populaires par les magistrats professionnels dans les cours d'assises appelées à juger des affaires de terrorisme ; raisons justifiant l'application de la loi du 9 septembre aux faits commis postérieurement à son entrée en vigueur ; problème de la peine d'interdiction de séjour [18 décembre 1986] (p. 7775) ; interruption du procès de trois membres d'Action directe ; blocage de la justice ; cas du procès d'Abdallah ; possibilité que les individus accusés d'acte terroriste paraissent devant une Cour composée de magistrats professionnels, quelle que soit la date des faits incriminés ; constatation par la Chambre d'accusation du caractère terroriste des faits ; application des dispositions de la loi du 9 septembre 1986 relative à l'incitation au repentir (p. 7776) ; ses observations après l'exception d'irrecevabilité de M. André Lajoinie ; principe de l'application immédiate des lois nouvelles de procédure, de compétence et d'organisation judiciaire ; décision du Conseil constitutionnel du 3 septembre 1986 concernant la comparution d'une Cour d'assises sans jury (p. 7778) ; application du critère terroriste à des affaires en cours ; vérification par la chambre d'accusation si les faits entrent dans le champ d'application de la loi ; respect de la non rétroactivité de la loi pénale plus sévère (p. 7779) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; cas de Nathalie Ménigon ; inefficacité d'une éventuelle condamnation par l'avocat général à l'encontre de Régis Schleicher pour menaces et outrages à magistrat et à juré ; augmentation du nombre des jurés (p. 7784) ; problème de la sérénité du délibéré (p. 7785).

Discussion des articles : **article 2 :** loi de septembre 1986 ne permettant pas d'indemniser les victimes d'attentats commis antérieurement à sa promulgation (p. 7790) ; **après l'article 2 :** ses observations (p. 7792, 7793) ; impossibilité de condamner un juré qui a peur (p. 7794) ; remercie la majorité qui a soutenu le Gouvernement (p. 7795).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales (n° 549).

Première lecture, discussion générale : inopportunité de conserver un traitement discriminatoire à l'encontre des magistrats par rapport aux fonctionnaires civils et militaires qui vont travailler dans des institutions internationales [18 décembre 1986] (p. 7796).

CHAMBRUN (Charles de)

Député du Gard
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Propositions du Gouvernement pour les Français musulmans : diminution des charges sociales pour faciliter leur embauche ; facilités d'emploi dans la police ; notion de « Français musulmans » ; harkis ; égalité devant la loi [28 mai 1986] (p. 1327).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre, droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* inopportunité de modifier l'habitude de placer la politique étrangère dans le domaine réservé du chef de l'Etat ; constate que le monde occidental est entré dans l'état de guerre irrégulière ; terrorisme en France ; expulsions de maliens [24 octobre 1986] (p. 5307).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* coût réel de la main-d'œuvre en France ; manque chronique d'investissement ne permettant pas à notre pays de renouveler son parc industriel ; nécessaire établissement d'une vérité de la feuille de paye ; croissance alarmante des charges des entreprises [5 novembre 1986] (p. 5885).

Questions : charges patronales tendant vers les 50 % du montant brut des bas salaires ; non différenciation des charges sur les bas salaires par rapport aux autres ; nécessité d'une modification du salaire minimum interprofessionnel [6 novembre 1986] (p. 5939).

Économie, finances et privatisations, services financiers, commerce extérieur, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Discussion générale :* analyse des exportations n'ayant aucune valeur ajoutée ; coût des subventions à l'exportation ; liberté des échanges [13 novembre 1986] (p. 6260).

CHAMMOUGON (Edouard)

Député de la Guadeloupe
Apparenté R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 3153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 72, posée le 17 juin 1986 : **départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : fonctionnaires et agents publics)** (p. 2299) ; appelée le 20 juin 1986 : **installation d'un centre informatique à la Guadeloupe :** transfert à la Guadeloupe des opérations administratives de paiement des traitements des fonctionnaires et des retraités ; redressement de l'emploi local (p. 2382).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* effort financier consenti en faveur des D.O.M.-T.O.M. ; formation professionnelle ; activité commerciale internationale [8 novembre 1986] (p. 6100).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : création de zones franches ; cas du port autonome de la Guadeloupe et de la zone industrielle de Jarry ; difficultés de l'agriculture guadeloupéenne ; nécessaire effort à consentir en faveur des exploitants agricoles victimes des calamités naturelles ; difficultés de l'industrie sucrière ; usine de Grosse-Montagne ; prêts aux jeunes agriculteurs des départements et territoires d'outre-mer [25 novembre 1986] (p. 6766) ; situation de

l'emploi en Guadeloupe ; ses inquiétudes au sujet de la formation ; approuve une politique de mobilité dans les deux sens (p. 6767).

CHANDERNAGOR (André)

Premier président de la Cour des comptes

Dépôt du **rapport de la Cour des comptes** au titre de l'année 1986 [25 juin 1986] (p. 2458).

CHANFRAULT (Guy)

Député de la Haute-Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986) (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* progrès de la politique menée en faveur des handicapés risquant d'être freinés par la réduction des moyens consacrés par le budget [6 novembre 1986] (p. 5916) ; informatisation des C.O.T.O.R.E.P. ; diminution de la contribution de l'Etat au financement de l'allocation pour les adultes handicapés ; rôle des centres d'aide par le travail (p. 5917).

CHANTELAT (Pierre)

Député de la Haute-Saône
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* situation de la pharmacie d'officine ; abrogation des ordonnances de 1945 pouvant entraîner une perturbation importante du circuit de distribution des médicaments ; distribution des produits para-pharmaceutiques [6 novembre 1986] (p. 5947) ; subvention de l'Etat pour les auxiliaires de vie ; financement de l'apprentissage ; part de la taxe d'apprentissage versée au fisc (p. 5954).

CHAPUIS (Robert)

Député de l'Ardèche
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (éducation nationale : recherche) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis représenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome VI : **éducation nationale : recherche** (**n° 400**) [9 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Financement des associations** : manifestation le 23 novembre de personnes issues d'associations d'éducation et de jeunesse inquiètes de l'avenir du mouvement associatif ; critères permettant de distinguer les bonnes et les mauvaises associations ; définition de la politique de contractualisation [19 novembre 1986] (p. 6545).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).**

Première lecture, discussion générale : dispositif gouvernemental risquant de provoquer une véritable déstablisation sociale ; équilibre réalisé par la loi Quilliot ; crise du bâtiment et des travaux publics ; investissements industriels étant devenus nettement plus rentables que l'investissement immobilier ; caractère élevé du coût de la construction ; effets pervers de la loi de 1977 [17 juillet 1986] (p. 3444) ; conflits risquant de naître de l'application du projet ; contractualisation de l'investissement de bailleurs institutionnnels (p. 3445).

Discussion des articles : **article 3 :** amendements n° 90 de M. Georges-Paul Wagner et n° 314 de M. Jean Rigaud tendant à donner la possibilité au bailleur de sélectionner ses locataires sur la base de critères politiques, syndicaux ou confessionnels [18 juillet 1986] (p. 3483) ; **article 18 :** nécessité que la composition des charges soit parfaitement connue et appréciée des locataires (p. 3524) ; risque d'une évaluation forfaitaire des charges (p. 3526) ; **article 20 :** son sous-amendement n° 575 à l'amendement n° 407 de M. Guy Malandain (tendant, dans cet amendement, à substituer aux mots : « les troisième et », le mot : « le ») [21 juillet 1986] (p. 3556) ; opposition étant contrainte de débattre sans savoir quel est le choix fait par le Gouvernement entre son texte et les propositions de la commission ; contrats de location en cours demeurant régis par les dispositions qui leur étaient applicables lors de la signature ; discussion du montant du loyer ; termes des contrats venant à expiration avant le 1er octobre 1987 étant prorogés de plein droit de douze mois ; remise en cause des contrats en cours (p. 3557) ; rejeté (p. 3558) ; **article 9 (précédemment réservé) :** non-respect des engagements pris par le ministre devant les associations de locataires sur la durée du bail ; abrogation de la distinction entre les bailleurs personnes morales et les bailleurs personnes physiques sur la durée du bail (p. 3581) ; **article 10 (précédemment réservé) :** ses observations (p. 3588) ; **article 21 :** liens entre la liberté des bailleurs pour fixer le montant des loyers, l'inflation et la ségrégation sociale dans les quartiers ; impossibilité d'identifier le logement avec d'autres produits voués à la concurrence [22 juillet 1986] (p. 3617) ; justification de la proposition d'augmentation du loyer faite par le bailleur au locataire avant l'expiration du bail (p. 3618) ; **article 25 :** interventions des associations caritatives pour aider le Quart-Monde face aux problèmes du logement ; reprend l'amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Delalande (capacité des associations caritatives d'ester en justice pour les actions prévues au deuxième alinéa de cet article) : rejeté (p. 3647) ; **article 35 :** — *article L 442-1.2 du code de la construction et de l'habitation :* son opposition au contrôle du commissaire de la République sur les loyers arrêtés par les organismes d'H.L.M. ; renégociation de la dette de ces organismes ; niveau des actions de réhabilitation sur crédit P.A.L.U.L.O.S. (p. 3688) ; **article 44 :** ses craintes sur l'utilisation du loyer plafond comme loyer de référence pour les logements financés par le Crédit foncier de France

ou la Caisse centrale de coopération économique [23 juillet 1986] (p. 3714) ; **article 45** : suppression de toute référence au contrat de location pour les H.L.M. (p. 3715) ; **après l'article 54** : obligation d'intégrer les « mètres carrés sociaux » dans la conception des bâtiments (p. 3720) ; **avant l'article 58** : maîtrise par les collectivités locales des problèmes de permis de construire et d'équipement public depuis les lois de décentralisation (p. 3756) ; **article 60** : **son rappel au règlement** : [23 juillet 1986] (p. 3776) ; **article 61** : droit de préemption des communes et information sur les transactions intervenant sur leurs territoires (p. 3779) ; **article 63** : conséquences des modifications d'urbanisme prises par les municipalités après l'achèvement d'un lotissement (p. 3784).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre III** : son amendement n° 98 (réduction des crédits) ; aménagement du territoire ; autorisations de programme destinées à favoriser la localisation d'activités créatives d'emplois ; réflexions sur le mode d'attribution des primes ; diminution de la prime régionale à l'aménagement du territoire pour le conseil régional Rhône-Alpes ; implantation en France d'investissements internationalement mobiles [29 octobre 1986] (p. 5460) ; rejeté (p. 5461).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : distribution tardive du « jaune » ; diminution de l'emploi scientifique ; augmentation des crédits de recherche militaire ; avenir des organismes publics de recherche et notamment du C.N.R.S. [4 novembre 1986] (p. 5759) ; lien entre recherche fondamentale, recherche appliquée et développement technologique ; rôle des régions dans l'élaboration de programmes conjoints ; grands programmes technologiques ; avenir des contrats passés entre les entreprises nationalisées et l'Etat ; risques de la coopération scientifique avec le capital étranger ; insuffisance de la recherche industrielle nécessitant l'intensification de l'aide de l'Etat ; conséquences de la suppression du F.I.M. et de l'agence pour le développement de l'informatique ; réduction des crédits de l'A.N.V.A.R. et de l'A.F.M.E. (p. 5760).

— **Projet de loi relatif à la famille (n° 427).**

Première lecture, discussion générale : plan famille ; augmentation de l'allocation parentale d'éducation pour encourager la mère à rester au foyer ; création de l'allocation de garde des enfants ; faveur accordée aux solutions individuelles menaçant l'avenir des équipements collectifs des communes ; crèches parentales ou familiales ; possibilité d'extension de recours aux travailleuses familiales [19 novembre 1986] (p. 6527).

CHARBONNEL (Jean)

Député de la Corrèze
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833).

CHARETTE (Hervé de)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Albert Peyron : grève dans le secteur public** : droits et devoirs des salariés des services publics ; prise en otage des usagers ; continuité de la politique salariale du Gouvernement depuis 1984 [11 juin 1986] (p. 2073) ; réglementation du droit de grève dans les services publics (p. 2074) ;

— **M. Marcel Rigout : emploi et défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires** : meilleure organisation des services de l'Etat ; politisation de la fonction publique [18 juin 1986] (p. 2307-2308) ;

— **M. Bernard Deschamps : grève dans la fonction publique** : minorité de grévistes représentant des intérêts divergents ; suppression d'emplois prévue par non remplacement de départs en retraite ; rare recours à des procédures disciplinaires ; maintien en 1986 du pouvoir d'achat des fonctionnaires en appréciant les salaires par référence à la notion de masse salariale ; volonté de maintenir l'esprit de concertation ; hostilité de la C.G.T. à toute forme de négociation [22 octobre 1986] (p. 5140) ;

— **M. Christian Goux : suppression du commissariat général du Plan** : intention du Gouvernement exposée lors du débat sur le budget du commissariat du Plan ; crédits maintenus à l'identique ; faille du IX[e] Plan ; importance de la fonction de planification [29 octobre 1986] (p. 5482) ; sa modernisation (p. 5483).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* obligations des fonctionnaires ; appel de certains syndicats à la grève ; maintien du statut général de la fonction publique [22 octobre 1986] (p. 5181) ; politique de recrutement ; absence de réduction systématique d'effectifs ; gestion de la carrière des agents ; renforcement de la politique de formation ; réforme de l'E.N.A. ; échanges européens de fonctionnaires ; reprend l'idée de M. Alain Lamassoure d'une Ecole européenne d'administration ; politique des rémunérations ; recours aux technologies nouvelles ; association des agents de l'Etat à l'amélioration de la gestion administrative et mission confiée à M. Raveleau, président de l'Association française des cercles de qualité et sur la qualité dans l'administration et à M. Stérieyx, sur les innovations en cours en matière de gestion ; mobilité entre secteur privé et administration ; recrutement d'agents contractuels (p. 5182) ; poursuite de la politique de titularisation mise en place avant 1983 ; neutralité de la fonction publique ; avenir de la planification (p. 5183) ; priorité des contrats de plan Etat-région ; réforme de la loi du 29 juillet 1982 avant l'engagement des travaux préparatoires d'un X[e] Plan ; utilité du secteur de l'économie sociale (p. 5184).

Répond à la question de :

— *M. François Bachelot :* réduction du nombre de postes pour l'entrée à l'E.N.A. ; inopportunité d'un retour au système des concours spécialisés pour chaque ministère (p. 5192) ;

— *M. Yvon Briant :* diversité des modes d'attribution des primes ; risque de doubles emplois dans l'administration centrale à la suite des mesures de décentralisation (p. 5192) ; réorganisation de l'Institut international d'administration publique ; situation des contractuels ; politique de modernisation des services de l'Etat ; continuité de la politique de la fonction publique (p. 5193) ; baisse du pouvoir d'achat des pensions civiles de 1981 à 1985 ; maintien des dispositions sur le droit de grève et de la loi du 19 octobre 1982 supprimant le système du trentième indivisible ; rapport Blanchard sur les primes des fonctionnaires (p. 5194) ; avenir

de la planification française ; absence de rapport annuel d'exécution du Plan (p. 5195).

Examen des crédits : **I. — Services généraux** : centre des hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie moderne ; maintien du Conseil national de prévention de la délinquance (p. 5196) ; **après l'article 56** : conclusions du rapport Belin-Gisserot intégrées dans le projet de budget de 1987 (p. 5197) ; publication des conclusions de ce rapport et état d'avancement de ses travaux (p. 5198) ; **IV. — Plan : après l'article 73** : évolution des subventions attribuées aux organismes de recherche rattachés au Plan (p. 5199).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 439).

Première lecture, discussion générale commune : inopportunité de la loi du 13 septembre 1984 ; inconvénient de l'abaissement de l'âge de la retraite de 68 à 65 ans ; désorganisation de l'activité des corps ; inopportunité d'opérer un rappel facultatif des fonctionnaires ou des magistrats touchés par la limite d'âge entre le jour des délibérations et la date de mise en œuvre du texte ; extension du texte aux enseignants de l'enseignement supérieur et aux corps assimilés ; tour extérieur dans les corps d'inspection générale ; caractère contestable de certaines nominations ; diversité des corps concernés [3 décembre 1986] (p. 7051) ; propose au Parlement d'adopter les conclusions de la Commission des lois (p. 7052).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 3 de M. Pierre Mazeaud (rédigeant ainsi le début de cet amendement : « en surnombre, jusqu'à ce qu'ils atteignent.. ») ; limite d'âge des maîtres de requêtes ; maintien en activité de membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes en surnombre ; renforcement de la capacité des deux juridictions à faire face aux nombres des dossiers ; impact limité de la dépense budgétaire (p. 7073) ; adopté ; **après l'article 1er** : son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 2 de M. Pierre Mazeaud (insérant dans cet amendement après les mots « maintenus en activité », les mots « en surnombre ») (p. 7074) ; situation de l'inspection des finances ; extension des dispositions contenues dans la proposition de loi au corps des professeurs de l'enseignement supérieur ; adopté ; **article 2** : son amendement n° 14 (de suppression) ; inopportunité de rappeller l'activité des membres des deux hautes juridictions atteints par la limite d'âge mise en œuvre à la suite de la loi du 13 septembre 1984 ; adopté (p. 7075) ; **article 3** : inopportunité de supprimer le tour extérieur institué par la loi du 13 septembre 1984 dans les corps d'inspection et de contrôle ; réduction de l'ampleur du tour extérieur ; corps ne fonctionnant qu'avec un seul grade ; nomination faite après consultation d'une commission chargée d'apprécier l'aptitude des intéressés (p. 7076) ; **après l'article 3** : situation de la Cour des comptes après des nominations au tour extérieur (p. 7077) ; nécessité d'enserrer le pouvoir de nomination du Gouvernement dans des règles (p. 7078) ; abandon de la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration ; septicisme des organisations syndicales ; échec de la troisième voie ; inégalités face aux concours ; inégalités face à la sélection à la sortie de l'école (p. 7079) ; statistiques relatives aux candidats à la troisième voie (p. 7080) ; généralisation dans l'ensemble des services de l'Etat du concours interne (p. 7081).

CHARIE (Jean-Paul)

Député du Loiret
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 99), adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert [15 mai 1986] (p. 954).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 143) relative à la dépose par aéronef de passagers à des fins de loisirs aux sommets et aux cols de haute montagne [13 juin 1986] (p. 2194).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 191) tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 85-1408 du 30 décembre 1985 portant amélioration de la concurrence relatif à l'exercice illégal de la profession de géomètre expert [9 octobre 1986] (p. 4560).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (économie, finances et privatisation : commerce, artisanat et services) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome IV : **économie, finances et privatisation : commerce, artisanat et services (n° 400)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Mesures en faveur du commerce et de l'artisanat : regroupement des commerçants, artisans et salariés des P.M.E. de Beaugency en cercles de qualité [18 juin 1986] (p. 2318).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : son amendement n° 440 (mesures en faveur de l'agriculture [25 avril 1986] (p. 414) ; rôle de l'agriculture dans le combat pour le redressement économique et social ; nécessaire création d'un régime comptable et fiscal authentiquement simplifié pour une catégorie d'exploitants agricoles ; adaptation du calcul du bénéfice réel agricole ; redéfinition des modalités de la transparence fiscale pour les groupements agricoles d'exploitation en commun ; détermination du seuil de passage aux bénéfices réels des exploitations agricoles ; nécessité de prendre ces mesures dans un délai de 6 mois ; retiré (p. 415).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : rôle des petites et moyennes entreprises dans le secteur de l'artisanat et du commerce [21 octobre 1987] (p. 5084) ; diminution des dépenses de fonctionnement ; élaboration du nouveau droit de la concurrence ; rôle des grandes surfaces ; politique des prix des hypermarchés (p. 5085) ; effets pervers des pratiques actuelles de concurrence ; nécessité d'interdire les conditions discriminatoires et la revente à perte (p. 5086).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : subvention aux associations (p. 5099) ; **après l'article 69** : son amendement n° 33 (tendant dans le 5e alinéa de l'article 3 du 13 juillet 1972 à remplacer les sommes de 20 francs et 40 francs par les sommes de 40 francs et 80 francs) ; relèvement du taux de la taxe acquittée par les établissements dont la surface de vente est supérieure à 400 m² et dont le chiffre d'affaires dépasse 500 000 francs ; financement de l'indemnité de départ ; retiré ; (p. 5101).

Industrie. — *Discussion générale : questions :* problème de la transmission des entreprises [31 octobre 1986] (p. 5639 et 5640).

Services du Premier ministre : V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* création d'une écurie de formule 1 en France ; intérêt pour les petites et moyennes industries [4 novembre 1986] (p. 5820).

CHARLES (Serge)

Député du Nord
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du comité des finances locales [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 1411 du code général des impôts afin de faire bénéficier d'un abattement sur la taxe d'habitation les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants et plus (n° 349) [27 novembre 1986] (p. 6910).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 24-I du **code des pensions civiles et militaires de retraite** afin que les fonctionnaires de sexe masculin, veufs, ayant certaines charges de famille, puissent bénéficier de la pension civile avec jouissance immédiate **(n° 314)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 35-I de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, relatif aux **conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés (n° 468)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Fonctionnement de la justice dans le département du Nord : progression des crimes et délits ; exécution des peines ; agression de policiers à Tourcoing [18 juin 1986] (p. 2319) ;

— Attentat contre M. Alain Peyrefitte : lutte contre le terrorisme : condamnation de ce lâche attentat : premiers résultats de la politique tendant à associer la population à la recherche des terroristes ; attitude envers la police après les récents événements [17 décembre 1986] (p. 7704) ;

orales sans débat :

— n° 131, posée le 25 novembre 1986 : **électricité et gaz (distribution de l'électricité : Nord-Pas-de-Calais)** (p. 6773) ; appelée le 28 novembre 1986 : **distribution de l'électricité dans la région Nord-Pas-de-Calais** : sous-équipement structurel de cette région (p. 6944) ; réduction des investissements prévus pour renouveler les ouvrages de distribution ; problème d'alimentation incompatible avec les exigences de l'informatique, de la productique et de la robotique ; régionalisation de la politique de développement d'E.D.F. préférable à un traitement global ; reprise souhaitable des campagnes d'incitation aux économies d'énergie (p. 6945) ; besoins spécifiques d'une région où se mettent en place des zones d'entreprise (p. 6946).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : nécessité de ne pas faire du libéralisme actuel un libéralisme doctrinal ; absence de risque de dérapage inflationniste en cas d'une libération des prix du secteur des services ; secteur de la réparation automobile ; entreprises de location de matériel ; situation des transporteurs routiers ; situation des commerçants de détail ; nécessité d'une dénationalisation rapide [23 avril 1986] (p. 301) ; capacité du marché financier à absorber le volume des actions mises en vente en raison des dénationalisations (p. 302).

Discussion des articles : **article 2** : mécanisme des pôles de conversion ; situation des communes dans les zones de conversion [29 avril 1986] (p. 563).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : acceptation par les citoyens de la présentation de leur carte d'identité dans les grands magasins ; problème de la rétention dans les locaux de police [3 juillet 1986] (p. 2847) ; évolution de la législation et de la jurisprudence sur les contrôles d'identité depuis 1973 ; nécessité de permettre aux polices municipales d'assurer les vérifications d'identité prévues par le présent texte sous le contrôle des commissariats (p. 2848).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : attitude des populations du Nord à l'égard des étrangers ; lutte contre l'immigration clandestine ; problèmes posés par la combinaison des dispositions de la loi de 1982 et les accords d'Evian ; caractère transitoire du statut d'immigré ; problème démographique français [9 juillet 1986] (p. 3096).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* emploi des jeunes dans le Nord-Pas-de-Calais ; bilan pour l'emploi des jeunes dans le secteur de l'artisanat et du commerce [21 octobre 1986] (p. 5096-5097).

Industrie. — *Discussion générale : questions :* allégement des charges au niveau des entreprises ; situation des départements de mono-industrie ; mise en place à titre d'expérience de trois zones d'industries ; risque de transfert d'emploi [31 octobre 1986] (p. 5644).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* appréciation positive du groupe R.P.R. sur le projet de loi de finances [31 octobre 1986] (p. 5653) ; conclusions du rapport Chevallier ; P. et T. souffrant d'un manque d'autonomie ; suppression des subventions de branche à branche ; inadaptation du statut actuel des télécommunications ; opportunité des décisions

prises pour réduire en matière de téléphone les distorsions entre tarifs et coût de revient ; assujettissement des communications téléphoniques à la T.V.A. ; rôle du Centre national d'étude des télécommunications (p. 5654) ; *questions :* présente la question posée par M. Arnaud Lepercq (p. 5668).

CHARRETIER (Maurice)

Député du Vaucluse
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Se démet de son mandat de député le 29 septembre 1986 [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

CHARROPPIN (Jean)

Député du Jura
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

CHARTRON (Jacques)

Député de la Creuse
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique agricole commune** : mise en place de mécanismes complexes introduisant de nombreuses disparités entre les partenaires ; pénalisation des éleveurs français ; intérêt de subordonner la ratification de l'Acte unique européen au rétablissement d'un véritable Marché commun [22 octobre 1986] (p. 5137).

CHARZAT (Michel)

Député de Paris
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 104**, posée le 2 octobre 1986 : **pétrole et produits raffinés (entreprises)** (p. 4331) ; appelée le 3 octobre 1986 : **vente d'une partie du capital d'Elf-Aquitaine** : sous-évaluation de la valeur du titre ; non respect de l'avis du Conseil constitutionnel sur les garanties devant protéger le patrimoine public (p. 4340).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; risque de régression sociale et de déstabilisation économique incluses dans le projet de loi en discussion devant l'Assemblée nationale ; atteinte portée aux droits des salariés ; modification de la législation sur le travail à temps partiel et les contrats à durée déterminée ; tentative de relancer la participation aux résultats ne s'accompagnant que d'un vœu pieux sur la participation aux décisions ; intéressement n'entrant pas dans le calcul des droits ; participation des salariés ; danger de l'abrogation des ordonnances de 1945 sur les prix et la concurrence ; risques de relance de l'inflation ; cession dans des conditions d'improvisation d'un patrimoine national représentant plus de 200 milliards de francs ; rôle de l'Etat dans l'économie française depuis 1945 [22 avril 1986] (p. 236) ; fonctions qu'ont remplies les nationalisations ; recapitalisation d'entreprises ; restructuration de groupes ; modernisation du système bancaire ; résultats financiers des entreprises nationalisées en 1982 ; excédent commercial dégagé par les entreprises nationales du secteur concurrentiel ; emploi dans les entreprises du secteur concurrentiel ; absence de connaissance du champ exact des dénationalisations (p. 237) ; danger résultant du recours aux ordonnances pour l'évaluation et le transfert de la propriété publique ; nécessaire respect du parallélisme des formes juridiques ; risque que l'Etat ne conserve que les « canards boiteux » ; risque de défrancisation ; démantèlement de groupes dont la cohérence industrielle et financière a été obtenue par des restructurations financières ; avenir en France des composants ; financement des fonds propres dont ont besoin les entreprises nationales ; mise sur le marché des actifs des entreprises nationales se faisant au détriment des augmentations de capital des entreprises privées (p. 238) ; possibilité de nommer les présidents-directeurs généraux sans même consulter les conseils d'administration ; caractère inévitable de la démotivation du personnel dirigeant ; retour à un affairisme d'Etat ; logique passéiste dans laquelle s'inscrit le projet de loi (p. 239).

Discussion des articles : **article 1er** : principales dispositions de la loi du 24 janvier 1984 dite « loi bancaire » ; meilleure définition des conditions dans lesquelles peut s'exercer la publicité bancaire ; moralisation de la pratique du crédit dit gratuit ; disposition visant à instaurer une meilleure transparence dans les relations entre les agents et les établissements de crédit touchant à l'évidence aux prix et à la concurrence ; nécessité d'exclure ces dispositions du champ d'application de l'article 1er du projet de loi [24 avril 1986] (p. 373) ; **article 4** : risques de déstabilisation économique et financière comportés par la privatisation ; risque de défrancisation ; risque de démoralisation des équipes dirigeantes et du personnel ; privatisation étant liée aux

contraintes politiques de la majorité parlementaire soumise au dogme libéral et aux intérêts particuliers [29 avril 1986] (p. 598) ; distinction entre « participation majoritaire » et « contrôle majoritaire » ; volonté du Gouvernement d'afficher une politique de privatisation musclée même si celle-ci est en grande partie irréalisable (p. 599) ; principe et modalités de la dénationalisation ; nationalisations de 1936 et de la Libération ; rôle et place des sociétés en cause dans le secteur industriel concurrentiel ; gestion des entreprises publiques ; situation en 1980 des groupes nationalisés en 1982 ; atteinte portée au crédit des banques et des entreprises nationales ; intérêts de l'Etat actionnaire ; risque de défrancisation et protection des intérêts nationaux ; démantèlement et déstabilisation des groupes [5 mai 1986] (p. 661) ; dénationalisation de la société Bull ; société Honeywell-Bull avant 1981 ; erreurs stratégiques dans sa gestion ; rapport Loyrette sur l'avenir de l'informatique française et de Bull ; politique de relance de l'informatique française ; plan d'entreprise faisant l'objet d'une large adhésion du personnel ; embauche massive des jeunes gens par l'entreprise (p. 675-676) ; groupe Elf-Aquitaine ; dimension acquise dans la chimie ; acquisition de Texas-Gulf ; affaire des « avions renifleurs » ; libéral-dirigisme et étatisme de la gestion d'avant 1981 ; contexte incertain dans lequel est situé le groupe dénationalisé ; baisse des cours du pétrole ; difficultés financières du raffinage ou de la distribution de produits pétroliers ; épuisement du gisement de Lacq (p. 702) ; situation de la banque de l'Union européenne [6 mai 1986] (p. 741) ; situation de la banque Indosuez (p. 743) ; nécessité d'exclure la B.N.P. du champ d'application de cet article (p. 759-760) ; situation de l'Européenne de banque (p. 792) ; accord passé par cet établissement avec le C.C.F. et l'U.B.P. (p. 793) ; compagnie de Suez ; renforcement des activités internationales de cet établissement essentiellement en Europe du Nord et en Asie du Sud-Est ; redressement de groupes industriels ou financiers à l'occasion des nationalisations ; retour de ces groupes à leur véritable vocation industrielle, bancaire ou de banques d'affaires grâce à un recentrage sur leur domaine d'excellence ; développement de la concurrence et de l'innovation ; risque de voir revenir la logique du conglomérat financier qui prévalait avant 1981 et qui correspond à un capitalisme financier, oisif et rentier ; risque de voir à nouveau ces entreprises soumises à la logique de l'autocontrôle en faveur d'étroites oligarchies ; réapparition de rentes de situation et de marchés administrés ; nécessité de préciser les modalités des transferts de propriété (p. 804-805) ; **article 5** : conditions de transfert des entreprises du secteur public au secteur privé ; opposition avec la procédure législative suivie en 1982 ; conditions de transfert des actifs des sociétés à nationaliser en 1982 ; conditions financières du transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé ; autorité qui aura le pouvoir de décider des cessions d'actifs publics ; modalités et calendrier de la cession de ces actifs ; existence d'une sorte d'O.P.A. de l'énarchie et du personnel politique sur l'industrie et sur la banque française ; stratégie industrielle ou financière sous-jacente à la cession des actifs des groupes ; nécessité d'élaborer un cahier des charges pour que les entreprises puissent continuer à fonctionner selon des orientations stratégiques ; comparaison du processus de dénationalisation à un « Mecano » industriel ou financier ; déstabilisation des entreprises qui n'auront pas de perspectives stables et claires ; obligation de faire des offres publiques pour déterminer les personnes qui rachèteront ces entreprises ; nécessité de garantir la protection des intérêts nationaux (p. 841) ; recours à la procédure dite des « golden-share » ; régime fiscal des opérations de dénationalisation ; sa demande pour que ces ventes s'effectuent dans les conditions du droit commun ; nécessité de prendre des précautions pour transférer un tel patrimoine qui comprend des entreprises vitales pour l'indépendance nationale et la prospérité du pays (p. 842) ; **son rappel au règlement** : sa surprise devant les déclarations importantes du ministre délégué chargé de la privatisation faites au cours du week-end [13 mai 1986] (p. 858) ; rôle de la commission nationale d'évaluation (p. 863) ; nécessité d'instituer des procédures de nature à assurer un examen contradictoire de l'évaluation du cours des actions des entreprises privatisables (p. 864) ; nécessité que la Cour des comptes soit obligatoirement saisie de l'évaluation de la valeur des entreprises à privatiser (p. 865) ; valeur individuelle de négociation des actions des sociétés visées à l'article 4 et cotées en bourse ou disposant de filiales dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 millions de francs ; nécessité de préserver un parallélisme des formes avec la loi du 11 février 1982 (p. 884) ; reproche au ministre chargé de la privatisation de n'avoir ouvert le débat qu'avec des représentants de groupes de pression ou des journalistes (p. 885).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion :

Absence d'examen en commission ou en séance du projet de dénationalisation ; absence de contrôle du juge constitutionnel sur les modalités de l'évaluation du transfert de propriété ; création d'un précédent dangereux pour l'Etat de droit en utilisant simultanément l'article 40 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale et les articles 38 et 49-3 de la Constitution ; champ des dénationalisations ; improvision et impréparation des équipes gouvernementales ; divergences d'opinion entre les trois ministres sur la formule des *golden shares* — « actions de préférence » ; assimilation du monopoly libéral qu'est le processus de privatisation au jeu des quatre démolitions ; défrancisation, déstabilisation des entreprises, démantèlement des groupes industriels et bancaires et dévaluation du patrimoine national ; non respect de la règle du parallélisme des formes juridiques arrêtées par la loi du 11 février 1982 ; estimation de la valeur des entreprises à privatiser par M. Camille Cabana faisant apparaître une décote du patrimoine national de 50 % au moins ; sacrifice de l'avenir de la grande industrie française à l'avenir personnel du Premier ministre [15 mai 1986] (p. 937-938) ; imprécision du cadre et des modalités de transfert de propriétés (p. 939).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : absence de discussion générale sur le second projet de loi de privatisation [28 juillet 1986] (p. 3947) ; refus du Président de la République de signer l'ordonnance sur la privatisation ; erreur stratégique du désengagement de l'Etat, des grandes entreprises et des industries de pointe ; rôle de l'Etat actionnaire ; caractère illusoire des barrières à la participation du capital étranger aux entreprises dénationalisées ; liens entre les groupes financiers candidats au rachat d'entreprises publiques et les intérêts étrangers ; menace de démantèlement des grandes entreprises ; exemple anglais (p. 3948) ; compare la privatisation à l'abandon de l'Inde et du Canada par la France au XXIII[e] siècle (p. 3949).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* réforme de l'administration et adaptation du service public aux aspirations des citoyens ; décentralisation ; suppression d'emplois et blocage des traitements [22 octobre 1986] (p. 5191) ; ses observations sur les déclarations de M. Douffiagues et d'autres déclarations soulignant la politisation de la fonction publique et la remise en cause de certains fondements du système de droit ; reconstitution de « l'Etat U.D.R. » ; problème de la bureaucratie et de la réforme administrative (p. 5192).

Industrie. — *Discussion générale :* maintien de l'intervention de l'Etat dans les secteurs stratégiques ; privatisation ; retard apporté dans la présentation des travaux de l'observatoire du secteur public ; non versement des dotations en capital ; option pour la privatisation par cession de titres et non par augmentation de capital [31 octobre 1986] (p. 5627) ; remise en cause de l'union des groupements d'achats publics ; nécessité de planifier le redressement industriel ; suppression du Commissariat au Plan (p. 5628).

CHASSEGUET (Gérard)

Député de la Sarthe
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la Répulique [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commision des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

CHASTAGNOL (Alain)

Député du Lot
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la Répulique [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme [*J.O.* du 5 juin 1986] (p. 7053).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 360) tendant à assurer le financement du service d'équarrissage [9 octobre 1986] (p. 4560).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur les **hautes technologies et l'accès au marché japonais (n° 369)** [3 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Calendrier de libération des prix des services :** projet d'abrogation des ordonnances de 1945 sur les prix ; délai d'adoption du futur droit de la concurrence [30 avril 1986] (p. 638) ; libération des prix du secteur du tourisme et des hôtels, restaurants et cafés (p. 639).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale : questions :* attitude vis-à-vis du Japon ; présence de la France dans le Pacifique ; volonté d'ouverture du marché japonais ; faiblesse des investissements des entreprises françaises au Japon ; nécessité d'encourager les *joint ventures* [13 novembre 1986] (p. 6272).

CHAUVEAU (Guy-Michel)

Député de la Sarthe
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : personnel militaire et service national) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome IX : **défense : personnel** militaire et **service national (n° 398)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 : son rappel au réglement** : commission de la défense nationale n'ayant pas été saisie de l'amendement n° 446 du Gouvernement modifiant complètement le texte de l'article 4 ; demande que la commission se réunisse immédiatement [30 avril 1986] (p. 612) ; bilan financier de l'entreprise Pechiney ; succès des certificats d'investissement émis par Pechiney ; bilan social de Pechiney (p. 617) ; investissements réalisés par l'entreprise entre 1983 et 1985 (p. 618).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** Gouvernement précédent ayant réconcilié l'entreprise avec les Français ; nécessité d'aider les entreprises à acquérir des marchés extérieurs ; importance des relations humaines dans l'entreprise [7 juin 1986] (p. 1934).

— **Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).**

Première lecture, discussion générale : inefficacité de la plupart de interprofessions ; rénovation de la politique agricole commune ; négociations du G.A.T.T. ; allégement du coût de production ; missions des offices [7 octobre 1986] (p. 4407) ; évolution de l'office du blé (p. 4408).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : crédits du ministère de la défense consacrés au personnel militaire et au service national ; insuffisance des statistiques ; répartition des effectifs [12 novembre 1986] (p. 6131) ; réduction des effectifs ; taux d'encadrement par les personnels de carrière ; reconversion dans la vie civile ; condition d'exécution du service national ; amélioration de la condition des appelés ; nouveau plan d'abonnement des unités de l'armée de terre au bureau du service national ; besoin dans les unités opérationnelles ; volontariat pour le service long ; consensus autour du principe de l'armée de circonscription ; rôle joué par les appelés au sein des armées et de la gendarmerie ; coût comparé d'un appelé et d'un engagé ; évolution démographique (p. 6131 et 6132).

CHAUVIERRE (Bruno)

Député du Nord
F.N.
puis *non-inscrit*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6176).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 14 août 1986] (p. 9991).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à constituer des **chambres de la propriété immobilière (n° 384)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 10,** posée le 23 avril 1986 : **minerais et métaux (entreprises)** (p. 319) ; appelée le 25 avril 1986 : **privatisation de la sidérurgie** : filialisation des unités de production rentables ; cas de Trith-Saint-Léger (p. 394) ; subventions à la sidérurgie (p. 395).

CHAVANES (Georges)

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 25 mars 1986 [*J.O.* du 26 mars 1986] (p. 4996).

DEPOTS

Projet de loi relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484)** [19 novembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jacques Godfrain : rôle des P.M.E.-P.M.I. dans le plan de redressement du Gouvernement** : place des P.M.E. ; artisanat et commerce ; emploi des jeunes ; libération des prix ; gel des seuils sociaux pour les contributions sur le logement et sur la formation professionnelle [16 avril 1986] (p. 185) ;

— **M. Georges Charié : mesures en faveur du commerce et de l'artisanat** : emplois créés dans le secteur des services [18 juin 1986] (p. 2318) ; perte d'emplois dans l'industrie française ; parts de marché de la France dans le monde ; demande du Gouvernement adressée aux chambres de commerce et d'industrie d'organiser des colloques sur la mobilisation des intelligences dans l'entreprise et les plans de progrès (p. 2319) ;

— **Mme Marie-Thérèse Boisseau : quotas laitiers** : lourdes conséquences des engagements pris en 1984 pour les régions d'importante production laitière comme le grand ouest ; mise en œuvre pour la campagne 1986-1987 de deux programmes de cessation d'activité laitière [26 novembre 1986] (p. 6791) ; définition de la nature juridique des quotas ; projet à l'étude sur les transferts de quotas ; tendance actuelle au dépassement des quantités de référence ; répartition des pénalités avec compensation interrégionale ; mesures particulières pour les jeunes et les prioritaires ; demande du ministre de l'agriculture à Bruxelles de prélever dans toutes les laiteries des pénalités identiques sur les producteurs ayant dépassé leur quota (p. 6792) ;

orales sans débat de :

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 47) : autoroute A 26** : autoroute Bourgogne-Lorraine ; société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône [6 juin 1986] (p. 1827) ; présence du tronçon Châlons-sur-Marne - Troyes dans le nouveau schéma directeur routier national ; lien fixe Trans-Manche ; liaison Manche Méditerranée (p. 1828) ;

— **M. Henri Emmanuelli (n° 53) : autoroute A 64** : études de la société des autoroutes du sud de la France sur la section Bayonne-Orthez passant par les Landes ; variante proposée par les élus des Pyrénées-Atlantiques et la Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne ; maintien des deux tracés [6 juin 1986] (p. 1829) ;

— **M. René Souchon (n° 52) : producteurs laitiers en zone de montagne** : dépassement de la production laitière nationale ; atténuation des pénalités pour les jeunes agriculteurs et les producteurs prioritaires ; programme national d'aide à la cessation d'activité ; programme communautaire de rachat des quotas ; dispositions techniques pour éviter une pénalisation des zones de montagne [6 juin 1986] (p. 1830) ;

— **M. Emile Koehl (n° 159) : subventions de l'A.N.A.H.** : problème de la distinction entre « réparations » et « travaux neufs » ; jurisprudence du Conseil d'Etat [12 décembre 1986] (p. 7598) ; solutions possibles (p. 7599) ;

— **M. Robert Spieler (n° 152) : situation des créanciers en cas de faillite** : drame de la machine outil française ; salariés constituant des créanciers superprivilégiés ; difficultés des créanciers chirographaires ; lois du 31 décembre 1975 et du 12 mai 1980 destinées à améliorer leur situation ; loi du 25 janvier 1985 [12 décembre 1986] (p. 7600) ;

— **M. Alain Griotteray (n° 158) : programme de privatisation** : succès de la privatisation de Saint-Gobain [12 décembre 1986] (p. 7602) ; état d'avancement de la procédure de privatisation de TF 1 et des Assurances générales de France ; mission de réflexion confiée à M. Mayoux concernant la privatisation des compagnies d'assurance ; information économique des actionnaires ; libéralisme au quotidien [12 décembre 1986] (p. 7603).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* importance du secteur du commerce de l'artisanat et des services [21 octobre 1987] (p. 5092) ; nécessité de libérer l'entreprise de toutes les contraintes inutiles pesant sur elle ; libération des prix ; élaboration d'un nouveau droit de la concurrence ; assouplissement de la gestion des personnels ; plan pour l'emploi des jeunes ; urbanisme commercial ; principale disposition du projet d'ordonnance portant nouvelles réglementations de la concurrence présentées au Conseil d'Etat ; montant des crédits de son ministère (p. 5093) ; revalorisation de l'apprentissage dans le secteur de l'artisanat ; renforcement de l'assistance technique et de la formation permanente en faveur des artisans et commerçants ; nécessité d'obtenir la constitution de groupements de commerçants forts et dynamiques ; maintien des prêts bonifiés à l'artisanat ; mise en place d'un livret d'épargne artisanat ; allégement des droits de mutation ; élargissement des conditions d'octroi de l'indemnité de départ ; action en faveur du commerce et de l'artisanat rural (p. 5094) ; équité fiscale et sociale en faveur des commerçants et artisans ; sa position concernant l'ouverture des commerces les dimanches ; paracommercialisme ; sécurité des commerces ; programme d'orientation pour l'artisanat ; (p. 5095) ; nécessité d'une politique horizontale pour l'ensemble des activités de service (p. 5096).

Répond à la question de :

— *M. Arnaud Lepercq :* modalités de revalorisation des retraites des artisans et commerçants ;

— *M. Raynal présentée par M. Arnaud Lepercq :* conditions d'octroi de l'indemnité de départ ; évolution du nombre de bénéficiaires (p. 5096) ;

— *M. Serge Charles :* progression de nombre de contrats d'apprentissage signés en 1986 ; expérience menée en Charente ; situation de l'emploi dans le Nord ;

— *M. Pierre Descaves :* composition et modalités d'élection des chambres consulaires ;

— *M. Bernard Deschamps :* retraite des commerçants et artisans (p. 5097) ; loi du 3 juillet 1972 ayant prévu d'aligner le régime des artisans et commerçants sur celui des salariés à compter du 1er janvier 1973 ; nécessité que les personnes retraitées artisans ou commerçants bénéficient de l'aide du fonds national de solidarité afin de toucher un complément de retraite ;

— *M. Vincent Porelli :* évolution de la population employée dans le commerce ; ouverture des magasins le dimanche ; maintien de l'activité en zone rurale (p. 5098).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : subvention aux associations (p. 5099) ; propose à M. Pierre Descaves de le recevoir au ministère du commerce, de l'artisanat et des services (p. 5100) ; **après l'article 69** : financement de l'indemnité de départ ; suppression de la taxe sur les

entreprises ; prend l'engagement qu'une étude sera faite pour mettre en place un nouveau système susceptible d'assurer la totalité du financement de l'indemnité de départ (p. 5101) ; **article 70** : montant des droits fixes de la taxe pour frais des chambres de métiers (p. 5102) ; **article 71** : modalité de financement des stages d'initiation à la gestion d'entreprises artisanales (p. 5103).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Pierre Joxe et François Asensi : projet de loi Devaquet ne constituant pas un démantèlement de l'université ; nécessité de trouver des débouchés pour les étudiants [4 décembre 1986] (p. 7092-7093).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : précise qu'il a lu le projet de loi Devaquet ; proportion de jeunes au chômage et politique menée par les socialistes ; recul actuel du chômage des jeunes ; préparation d'un projet de loi sur l'apprentissage dans les entreprises industrielles [4 décembre 1986] (p. 7093).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484).

Première lecture, discussion générale : fixation du coefficient de renouvellement des baux commerciaux pour 1987 ; exclusion d'un certain nombre de locations du système du plafonnement pour 1987 ; engagement d'une concertation sur un retour à la liberté des loyers [4 décembre 1986] (p. 7100) ; concertation avec les locataires et les propriétaires ; absence de risque de hausse systématique des loyers ; mutation du commerce ; application de la loi Royer ; ouverture des grandes surface le dimanche ; réforme des rapports entre bailleur et locataire (p. 7104).

Discussion de l'article unique : **après l'article unique** : son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 2 de la commission (tendant à supprimer le paragraphe II de cet amendement) ; son sous-amendement n° 5 à l'amendement n° 2 de la commission (tendant à abroger à compter du 1er janvier 1991 l'article 23-6 du décret n° 53960 du 30 septembre 1953) ; ses observations sur le mécanisme proposé par la commission des lois pour un retour à la liberté des loyers (p. 7105) ; sous-amendements n° 4 et 5 : adoptés (p. 7106).

Deuxième lecture, discussion générale : complexité de la procédure de fixation des loyers commerciaux ; valeur du coefficient pour 1987 [17 décembre 1986] (p. 7755) ; engagement d'une concertation sur la sortie du système actuel (p. 7756).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Commission mixte paritaire, discussion générale : cumul de l'A.J.E. en cas de naissances multiples [17 décembre 1986] (p. 7757).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques (n° 556).

Première lecture, discussion générale : loi du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques régissant l'activité des services statistiques publics ; incertitude sur le fondement juridique de l'utilisation des données issues de la gestion administrative pour l'établissement des statistiques d'intérêt général [18 décembre 1986] (p. 7808) ; autorisation de la cession à l'I.N.S.E.E. ou aux services statistiques ministériels de données sur les personnes physiques ou morales détenues par les diverses administrations publiques ; non prise en compte des données relatives à la santé ou à la vie privée ; intevention de la C.N.I.L. ; dispositions particulières pour la transmission de données relatives aux seules personnes morales ; interdiction de toute communication, par les statisticiens, des données dont ils auraient à connaître (p. 7809).

Discussion de l'article unique : **article unique** : données ayant trait à la vie personnelle et familiale et aux comportements d'ordre privé déjà accessibles aux statisticiens par la voie d'enquêtes obligatoires ; inopportunité d'opposer le secret statistique absolu à toute procédure judiciaire ; ouverture des fichiers de l'I.N.S.E.E. à tout officier de police judiciaire et à tout agent de police judiciaire sur intervention du juge (p. 7812) ; **après l'article unique** : ses observations (p. 7813).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du conseil de la concurrence (n° 573).

Première lecture, discussion générale : refonte du droit de la concurrence ; création d'un Conseil de la concurrence doté de larges pouvoirs ; avis du Conseil d'Etat en faveur du contentieux administratif ; raisons militant en faveur du transfert à la juridiction judiciaire du contentieux des décisions du Conseil de la concurrence ; rôle du Conseil de la concurrence se conjuguant avec celui des tribunaux judiciaires [18 décembre 1986] (p. 7815) ; intervention du juge judiciaire dans l'application du droit communautaire en matière d'entente et de position dominante (p. 7816).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : représentation des consommateurs, du commerce indépendant et de l'artisanat au sein du Conseil de la concurrence (p. 7818) ; caractère préventif du droit de la concurrence ; mécanisme des décrets d'exemption pour certaines ententes ; dispositif existant en Allemagne Fédérale (p. 7819).

CHENARD (Alain)

Député de Loire-Atlantique
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : programme du Conseil national de la Résistance ; taille et importance des entreprises à dénationaliser ; sommes que le public devra mobiliser pour racheter les actions des entreprises dénationalisées détournées de l'investissement productif ; caractère flou et incertain de la date des dénationalisations contribuant à perturber l'activité de ces entreprises [30 avril 1986] (p. 625).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* tramway de Nantes ; problème des contrats de développement [28 octobre 1986] (p. 5443).

CHEVALLIER (Daniel)

Député des Hautes-Alpes
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil national de la montagne [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

CHEVENEMENT (Jean-Pierre)

Député du Territoire-de-Belfort
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réforme des lycées** : pourcentage d'une classe d'âge accédant au niveau du baccalauréat ; diversification des filières d'excellence dans les études secondaires ; loi sur l'enseignement supérieur [23 avril 1986] (p. 260) ;

— **Expulsions** : expulsion d'une centaine de Maliens en application d'une loi promulguée en septembre 1986 et ouvrant la voie aux excès en substituant à une procédure judiciaire une procédure administrative ; doute quant au respect des garanties entourant la reconduite aux frontières ; violation de la convention de Tokyo du 14 septembre 1963 et de la convention européenne des droits de l'Homme [22 octobre 1986] (p. 5135).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : proportion des enfants prolongeant leurs études jusqu'à dix-huit ans étant inférieure à 50 % ; rapports entre croissance et emploi [23 mai 1986] (p. 1101) ; annulation de crédits de 1983 n'ayant pas abouti à diminuer le budget de la recherche (p. 1108) ; **son rappel au règlement** : règles d'évaluation dans le cas du transport de biens nationaux, de l'Etat vers le secteur privé (p. 1113) ; objectifs du Gouvernement consistant à diminuer le poids de l'Etat pour promouvoir une croissance nouvelle ; Gouvernement précédent s'étant efforcé de limiter le déficit budgétaire et de diminuer l'effectif des fonctionnaires ; montant du déficit budgétaire ; réduction à 45 % de l'impôt sur les sociétés ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; incohérence de la démarche du Gouvernement en matière budgétaire ; équilibre du collectif étant assuré par la vente de titres et par les recettes escomptées des opérations de privatisation ; création d'une caisse d'amortissement de la dette publique ; méthode consistant à utiliser le compte de commerce plutôt que le compte d'affectation (p. 1118) ; compte de commerce pouvant recevoir les versements d'un compte spécial ; versements à la caisse nationale de l'industrie et à la caisse nationale de banque ; utilisation des produits de la dénationalisation pour financer le budget de l'Etat ; taux de marge des entreprises ayant commencé à se relever à partir de 1982, cadeaux du Gouvernement aux catégories sociales déjà privilégiées ; retour à l'anonymat sur les transactions sur l'or ; suppression de l'obligation du paiement par chèque ; amnistie fiscale et douanière constituant une « prime à la fraude » ; blocage des rémunérations des fonctionnaires et des salariés ; baisse des taux de l'épargne populaire (p. 1119) ; absence de plafonnement de la détaxe sur le fuel agricole ; dénationalisation se soldant par un transfert des ressources des entreprises les plus modernes vers l'Etat ; rôle des actionnaires privés (p. 1120) ; modernisation du pays devant être fondée sur la recherche, la formation et l'industrie ; baisse des crédits du ministère de la recherche ; avenir de la délégation générale à l'armement ; remise en cause des crédits d'aide à l'implantation des entreprises à l'étranger ; suppression du fonds de garantie et du fonds de modernisation industrielle (p. 1121) ; situation dans l'éducation nationale ; diminution du prix de la tonne de pétrole brut ; limite des mesures annoncées en faveur de l'emploi des jeunes ; Gouvernement prêtant (p. 1122) ; situation des entreprises nationales ; nécessité pour les entreprises de réaliser des profits (p. 1158).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* état satisfaisant de l'éducation nationale ; héritage positif de la précédente législature [3 novembre 1986] (p. 5713) ; s'interroge sur l'ambition du nouveau ministre et approuve les éléments de continuité tels que la carrière des instituteurs, le programme des collèges, et l'objectif des 80 % de jeunes en terminale ; augmentation des postes au C.A.P.E.S. et à l'agrégation ; multiplication des B.T.S. ; revalorisation des fonctions de directeur ; politique de déconcentration ; rénovation des collèges ; plan « Informatique pour tous » ; suppression de postes ; réduction des horaires hebdomadaires de lycées ; modestie des mesures prises en matière de calendrier scolaire ; paupérisation de l'école publique ; transfert de charges sur les collectivités locales ; baisse des dépenses consacrées à la modernisation de l'éducation nationale ; politique anti-syndicale (p. 5714) ; justifie le rôle des syndicats dans l'éducation nationale ; attaques contre les organisations laïques ; rétablissement par le Gouvernement socialiste de l'enseignement de l'histoire et de l'éducation civique supprimée par les Gouvernements de droite ; école non réductible à une entreprise ; manuels scolaires ; rapport Berque sur les enfants de l'immigration à l'école ; création de lycées ou de sections franco-arabes ou franco-portugaises ; réforme des lycées ; refus des dominantes au baccalauréat risquant de conduire à sa dévalorisation ; régionalisation de l'enseignement des lycées (p. 5715) ; programmation de l'accroissement du nombre des étudiants ; langues modernes dites « rares » ; enseignement devant donner un contenu réel à la devise de la République (p. 5716) ; création de postes d'enseignants et suppression de postes administratifs ; déséquilibre dans les créations de postes au bénéfice des établissements privés à partir de 1987 (p. 5731) ; politique risquant de ranimer la querelle scolaire ; demande au ministre d'indiquer que les postes accordés au secteur privé ne serviront pas à ouvrir des classes supplémentaires (p. 5732).

Education nationale. II — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* démantèlement du ministère de la recherche et de la technologie et du budget civil de la recherche et de développement ; réduction des crédits de l'A.N.V.A.R. et du fonds de la recherche et de la technologie ; coupure entre l'ensemble recherche-enseignement supérieur et l'ensemble technologie-industrie ; exigences de la compétition économique internationale [4 novembre 1986] (p. 5776-5777).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : augmentation des droits d'inscription ; opportunité d'instaurer une politique de bourses ambitieuse [28 novembre 1986] (p. 6975) ; **son rappel au règlement** : rappelle que sous son ministère il n'y a pas eu de grève dans l'enseignement supérieur ; réaction de la jeunesse face à une politique réactionnaire (p. 6992) ; estime qu'il n'y a pas eu de Gouvernement plus réactionnaire que le Gouvernement de M. Chirac depuis Vichy (p. 6993).

CHIRAC (Jacques)

Premier ministre

NOMINATIONS

Est nommé Premier ministre. Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Déclaration de politique générale du Gouvernement **(n° 6)** [9 avril 1986].

Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses **mesures d'ordre économique et social (n° 7)** [9 avril 1986].

Projet de loi relatif à **l'élection des députés** et autorisant le Gouvernement à délimiter par **ordonnances** les circonscriptions électorales **(n° 8)** [9 avril 1986]. Lettre,

en date du 16 mai 1986, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur ce projet.

Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [22 avril 1986] ; **lettre rectificative (n° 84)** [23 avril 1986].

Projet de loi relatif à la **suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109)** [14 mai 1986].

Rapport annuel du **comité du contentieux fiscal,** douanier et des changes [16 mai 1986] (p. 960).

Projet de loi relatif à la **lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153)** [28 mai 1986].

Projet de loi relatif aux **contrôles et vérifications d'identité (n° 154)** [28 mai 1986].

Projet de loi relatif à la **lutte contre le terrorisme** et aux atteintes à la sûreté de l'Etat **(n° 155)** [28 mai 1986].

Projet de loi relatif à l'**application des peines (n° 156)** [28 mai 1986].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1984 (n° 160)** [4 juin 1986].

Projet de loi relatif aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200)** [12 juin 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole d'entente relatif à la **protection sociale des étudiants et des participants à la coopération** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Québec (n° 203)** [18 juin 1986].

Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'**accession à la propriété de logements sociaux (n° 215)** [26 juin 1986].

Rapport sur la **situation démographique en France** [10 juillet 1986] (p. 3153).

Projet de loi portant diverses mesures relatives au **financement des retraites et pensions (n° 259)** [11 juillet 1986].

Projet de loi relatif à l'**organisation économique en agriculture (n° 260)** [11 juillet 1986].

Projet de loi relatif aux **modalités d'application des privatisations** décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social **(n° 297)** [23 juillet 1986].

Rapport sur la protection et le **contrôle des matières nucléaires** pour l'année 1985 [5 août 1986] (p. 4105).

Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [2 octobre 1986].

Projet de loi autorisant la **ratification de l'acte unique européen (n° 364)** [2 octobre 1986].

Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant **réforme du régime juridique de la presse** et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 366)** [2 octobre 1986].

Rapport sur l'activité du **centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles** et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés [2 octobre 1986] (p. 4324).

Projet de loi relatif à la **délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372)** [8 octobre 1986]. Lettre en date du 10 octobre 1986, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur ce projet.

Déclaration du Gouvernement sur la **lutte contre le terrorisme (n° 373)** [8 octobre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du **programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe** (E.M.E.P.) **(n° 374)** [8 octobre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administration mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le **Gouvernement du Burkina Faso (n° 375)** [8 octobre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la Convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la **responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** (ensemble une annexe) **(n° 402)** [15 octobre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la Convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un **fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (n° 403)** [15 octobre 1986].

Lettre relative à la **consultation des assemblées territoriales** de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur le projet de loi, déposé au Sénat sur l'**enseignement supérieur** [23 octobre 1986] (p. 5270).

Projet de loi relatif à la **famille (n° 427)** [29 octobre 1986].

Projet de loi de programme relative à l'**équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432)** [5 novembre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la **coopération en matière de recherche scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso (n° 439)** [12 novembre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de **coopération en matière économique et financière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso (n° 440)** [12 novembre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la **représentation en matière de vente internationale de marchandises (n° 441)** [12 novembre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de **coopération culturelle et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du **Zimbabwe (n° 442)** [12 novembre 1986].

Projet de loi sur l'épargne (n° 443) [12 novembre 1986].

Projet de loi portant réforme du **code de la nationalité française (n° 444)** [12 novembre 1986].

Projet de loi portant **diverses mesures d'ordre social (n° 483)** [19 novembre 1986].

Projet de loi relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484)** [19 novembre 1986].

Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [20 novembre 1986].

Projet de loi relatif au **conseil des prud'hommes (n° 495)** [26 novembre 1986].

Projet de loi relatif aux **procédures de licenciement (n° 496)** [26 novembre 1986].

Projet de loi relatif aux **établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504)** [3 décembre 1986].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1985 (n° 568)** [17 décembre 1986].

Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la **lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569)** [17 décembre 1986].

Projet de loi modifiant la loi n° 84-609 du 16 juillet 1984 relative à l'**usage vétérinaire de substances anabolisantes** et à l'interdiction de diverses autres substances **(n° 570)** [17 décembre 1986].

Projet de loi modifiant les **procédures fiscales et douanières (n° 571)** [17 décembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel Debré : Stratégie de la France et sécurité en Méditerranée** : citoyens ayant suivi une formation terroriste à l'étranger ; cas des étrangers [16 avril 1986] (p. 184) ;

— **M. Roland Dumas : déclarations du ministre de l'intérieur** : volonté du ministre de l'intérieur de répondre à des paroles que dans le brouhaha général il a comprises comme des injures à son égard ; incident fondé sur un malentendu ; injures proférées à l'encontre des députés de l'opposition de droite par le Premier ministre le 16 septembre 1981 en les accusant d'être des « vichystes » ; absence de ségrégation entre les différents résistants ; impossibilité de se prévaloir du monopole de la Résistance [21 mai 1986] (p. 990) ;

— **M. Laurent Fabius : politique gouvernementale au Moyen-Orient** : conduite du précédent Gouvernement vis-à-vis d'Abdalah ; vocation de la France, puissance méditerranéenne, à favoriser la stabilité et le développement du Moyen-Orient ; guerre Iran-Irak, conflit israélo-arabe ; poursuite de la politique de soutien au Liban [5 novembre 1986] (p. 5850) ; maintien de la France au sein de la F.I.N.U.L. ; pas de rupture de nos relations avec la Syrie sans preuve formelle de sa participation aux attentats terroristes ; aucune livraison d'armes à la Syrie ; pas de prêts envisagés (p. 5851) ;

— **M. Louis Mermaz : contrôle de l'usage des finances publiques communales de Paris** : légalisation d'une pratique existant ; vacarme du groupe socialiste pour se « défouler » [5 novembre 1986] (p. 5853) ;

— **M. Pierre Messmer : budget du secrétariat d'Etat aux rapatriés** : dette de la France envers les rapatriés ; hommage au travail accompli par M. Santini ; coût des mesures envisagées d'ici à 1988 ; poursuite des négociations avec les pays d'Afrique du Nord [12 novembre 1986] (p. 6137) ; répartition des crédits d'indemnisation en accord avec les associations concernées ; témoignage de la reconnaissance morale de la nation par un mémorial (p. 6138) ;

— **M. Pierre Bérégovoy : politique au Moyen-Orient** : poursuite d'une politique de fermeté jusqu'à la libération de tous les otages ; souci de sauvegarder l'indépendance du Liban ; maintien d'une présence au sein de la F.I.N.U.L. ; redéfinition de la fonction de celle-ci ; mesures prises après les attentats de septembre à Paris ; contact sans compromis avec tous les pays pouvant avoir une influence sur les mouvements terroristes [12 novembre 1986] (p. 6146) ; réflexions confiées à un journaliste étranger ; certitude qu'Israël ne peut être associé à une action terroriste en Europe (p. 6147).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : conséquences des élections législatives ; déclin des forces économiques de la France ; montée de la délinquance et de l'insécurité ; exclusion de tout esprit de revanche ; exigence de la loyauté vis-à-vis des décisions prises par le Gouvernement [9 avril 1986] (p. 87) ; dangers du dirigisme étatique ; justification du réajustement des parités ; libertés de fixer les prix, de commercer avec l'étranger sans contrôle, de gérer les effectifs (p. 88) ; contenu du projet de loi habilitant le Gouvernement à légiférer par ordonnances ; abrogation des ordonnances de 1945 sur la police des prix ; assouplissement des dispositions législatives régissant le contrat de travail à durée déterminée, le travail temporaire et le travail à temps partiel ; participation des salariés ; emploi des jeunes ; privatisation ; contenu du projet de loi de finances rectificative pour 1986 ; nécessité de s'attaquer aux effets pervers de l'autorisation administrative de licenciement ou d'atténuer ceux que produit le franchissement de certains seuils ; projet de loi de programme sur le redressement économique et social des départements d'outre-mer ; projet de loi relatif au développement de l'investissement immobilier et de l'accession sociale à la propriété ; rétablissement du scrutin majoritaire par voie d'ordonnances (p. 89) ; projets du Gouvernement en matière de communication ; abrogation de la loi du 23 octobre 1984 sur la presse ; institution d'une peine incompressible de trente ans en substitution de la peine de mort ; extension des contrôles d'identité ; mise en place de documents d'identité infalsifiables ; création d'un échelon de commandement régional de la police ; gestion des corps de policiers ; création d'un crime de terrorisme ; allongement de la durée de la garde à vue ; possibilité d'accorder des remises de peine aux personnes convaincues d'avoir commis des actes de terrorisme et qui acceptent de collaborer avec la justice ; création à la Cour d'appel de Paris d'une chambre spécialisée ; installation d'un conseil de sécurité intérieure ; reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière ; rétablissement des visas pour l'entrée et le séjour des étrangers non originaires de la communauté économique européenne ; renversement de la charge de la preuve en matière fiscale et douanière ; réforme du droit de la concurrence ; plan d'allègement des impôts (p. 90) ; dépôt d'une nouvelle loi de programmation sur l'équipement militaire ; nécessité de développer une « nouvelle composante nucléaire terrestre » ; défense de l'Europe dans le cadre de l'alliance atlantique ; situation des rapatriés ; avenir du système de protection sociale ; rôle de la famille (p. 91) ; institution éventuelle d'une allocation parentale d'éducation au profit des familles de trois enfants et plus ; politique d'éducation du Gouvernement ; suppression progressive de la carte scolaire ; motivation des maîtres ; enseignement supérieur devant être régi par le principe d'autonomie ; nécessaire abrogation de la loi sur l'enseignement supérieur de 1984 ; défi de la contrainte extérieure ; rôle de l'agriculture française ; politique agricole commune ; dépôt d'une nouvelle loi d'orientation agricole (p. 92) ; rôle du secteur du bâtiment et des travaux publics ; place de la France dans le monde ; indépendance de la France au sein de ses alliances ; relations franco-africaines ; relations franco-libanaises ; participation active de la France à la conférence sur le désarmement en Europe ; nécessaire poursuite de la construction de l'Europe ; Français détenus au Liban ; officiers français détenus en Nouvelle-Zélande (p. 93) ; qualité de la Constitution de 1958 ; justification de la procédure des ordonnances ; engage la responsabilité de son Gouvernement (p. 94).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Gaston Defferre : souligne qu'il sait parfaitement qu'un parlementaire ne peut en aucun cas être poursuivi pour des opinions émises dans l'exercice de ses fonctions ; explique que ses propos n'avaient rien de menaçant mais qu'ils exprimaient une indignation ; propos irresponsables ou inadmissibles de M. Henri Emmanuelli, ancien membre du Gouvernement (p. 153) ; met en doute la solidité de la majorité qui avait été élue en 1981 (p. 160) ; absence de propositions du groupe socialiste ; recul de compétitivité qu'a subi la France entre 1981 et 1986 ; dégradation de l'emploi ; différentiel des taux d'intérêt ; nécessité d'abroger la loi Quilliot et la loi Savary ; intention du Gouvernement d'appliquer à la lettre l'ensemble de la plate-forme U.D.F.-R.P.R. ; réajustement des parités étant la conséquence de la gestion socialiste (p. 161) ; nécessité de ne pas relever la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; scrutin proportionnel rendant difficile la stabilité de l'exécutif ; scrutin majoritaire faisant partie intégrante des institutions de la V[e] République ; sécurité constituant la première des libertés ; utilisation de la procédure des ordonnances par les deux précédents gouvernements ; prétendus accords passés par la majorité U.D.F.-R.P.R. avec le Front national ; accord entre les socialistes et les communistes ; nocivité des nationalisations (p. 162) ; privatisation des activités du secteur concurrentiel quelle que soit la date de la nationalisation ; regrette qu'aucun membre de l'opposition n'ait cru devoir évoquer la situation des départements et territoires d'outre-mer ; nécessité de développer l'activité et l'emploi dans les départements et territoires d'outre-mer ; chômage des jeunes risquant de remettre en cause la cohésion nationale ; nécessité de réduire les inégalités vis-à-vis de l'emploi (p. 163).

— **Associe** le Gouvernement à l'hommage prononcé à la mémoire d'Aymar Achille-Fould [22 avril 1986] (p. 197-198) ;

— **Associe** le Gouvernement à l'éloge funèbre d'André Audinot [29 avril 1986] (p. 559) ;

— **Associe** le Gouvernement à l'éloge funèbre de Marcel Dassault [30 avril 1986] (p. 630) ;

— **Associe** le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Gaston Defferre [13 mai 1986] (p. 856).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : objectif de redressement économique et social du pays signification du vote du 16 mars ; nécessité que les débats parlementaires ne deviennent pas un moyen de freiner ou d'empêcher les réformes que le pays a voulu [13 mai 1986] (p. 885) ; information des commissions ; examen de motions de procédure ; conditions de déroulement du débat ; dépôt tardif de sous-amendements du groupe socialiste (p. 886) ; compare M. Pierre Joxe à un perroquet ; engage la responsabilité du Gouvernement sur le vote du projet de loi (p. 887).

Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe. — *Discussion :* rythme et durée totale de l'examen des amendements du projet ; amélioration de la conjoncture mondiale ces dernières années ; baisse du prix du pétrole ; recul de l'inflation ; faible croissance ; diminution du nombre d'emplois ; stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi ; T.U.C. ; dispositifs de cessation anticipée d'activité ; dispenses de pointage pour les chômeurs âgés ; gestion plus stricte des fichiers de l'Agence nationale pour l'emploi ; dégradation des parts de marchés de la France ; niveau trop élevé du différentiel d'inflation avec la République fédérale d'Allemagne ; niveau record des taux de prélèvements obligatoires en 1985 ; accroissement du déficit des comptes publics malgré d'importantes opérations de débudgétisation ; paralysie de l'économie par la réglementation ; maintien des engagements qui figurent dans la plate-forme U.D.F.-R.P.R. [15 mai 1986] (p. 931-932) ; afflux massif de capitaux et de devises à la suite de l'ajustement monétaire du 6 avril ; place de l'Allemagne dans le commerce extérieur de la France, ; apurement des comptes de l'Etat et engagement d'une vraie politique d'économie avec le collectif budgétaire ; baisse de l'impôt sur les sociétés ; abattement unifié sur les produits de l'épargne et mesures en faveur des petits contribuables ; simplification systématique des réglementations ; libération des changes et des prix ; baisse des taux d'intérêt et notamment de ceux du livret A et des bons du Trésor ; privatisation ; projet d'amélioration des procédures fiscales et douanières en vue de créer une « charte des contribuables » ; engagement d'un plan d'urgence pour l'emploi des jeunes ; projet de suspension de l'obligation de paiement des cotisations d'allocations familiales pour l'embauche d'un jeune pendant un an ; mesures spécifiques d'aide aux chômeurs de longue durée ; gel des seuils fiscaux pendant trois ans ; assouplissement du recours au contrat à durée déterminée, au travail temporaire et au temps partiel ; aménagement du temps de travail après les négociations entre partenaires sociaux ; réforme du fonctionnement du service public de l'emploi (p. 933) ; mise en place d'un nouveau statut social simplifié pour les petites et moyennes entreprises et atténuation des effets des seuils sociaux ; lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme ; arrestation de certains militants et responsables d'Action directe ; résolution de plusieurs affaires judiciaires ; assassinat du juge Michel ; projet de loi sur la prévention des crimes et délits et les contrôles d'identité ; possibilité, dès le mois d'octobre, pour les jeunes appelés du contingent, d'effectuer leur service national dans la police ; création d'emplois supplémentaires d'inspecteurs et de gardiens de la paix ; privatisation de TF1 et réforme de la liberté de communication dans une perspective moderne concurrentielle et européenne ; stagnation de la création audiovisuelle et mauvaise utilisation de l'argent de la redevance (p. 934) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen ; usage selon lequel le Gouvernement intervient après que chaque groupe se soit exprimé ; impossibilité de répondre sur le fond au groupe représenté par M. Jean-Claude Martinez puisque celui-ci n'a posé aucune question relative au débat (p. 935).

— Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).

Première lecture, discussion générale : nécessité de respecter l'engagement pris pendant la campagne électorale ; image de l'Assemblée dont les membres ne doivent pas s'injurier réciproquement ; mise en péril par le scrutin proportionnel de la solidité et de l'esprit des institutions ; création, grâce au mode de scrutin uninominal majoritaire, d'un lien direct entre l'élu et l'électeur ; composition de l'Assemblée nationale décidée par les Français et non par les appareils de partis ; préférence du Général de Gaulle pour ce type de scrutin ; lien indissoluble entre le scrutin majoritaire à deux tours et l'esprit et le bon fonctionnement des institutions ; garanties apportées à la délimitation des circonscriptions ; création d'une commission de hauts magistrats ; respect des limites cantonales ; fondements et amplitude des écarts de population entre les circonscriptions ; inscription sur les listes électorales des personnes venant d'être naturalisées ; engagement de la responsabilité de son Gouvernement sur ce texte [20 mai 1986] (p. 978 à 980).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : découpage de la capitale sous l'ancienne législature [22 mai 1986] (p. 1042) ; découpage cantonal sous l'ancienne législature ; découpage de Marseille pour les élections municipales de 1983 ; création d'une commission de hauts magistrats ; avis public ; caractère accidentel du scrutin proportionnel dans l'histoire politique de la France ; délimitation par ordonnance des circonscriptions ; incompatibilité du scrutin proportionnel avec les institutions de la V^e^ République ; importance des groupes charnières minoritaires dans l'opinion ; fragilité des majorités ; exemple de la IV^e^ République ; exemple de l'Assemblée régionale de Corse ; possibilités de crise de régime s'il n'y avait pas eu de majorité le 16 mars 1986 ; liens entre le député et ses électeurs ; impossibilité d'assurer une représentation parlementaire équitable avec le scrutin proportionnel ; droit de dissolution ; équilibre entre les pouvoirs du Président de la République, du Gouvernement et du Parlement (p. 1043) ; stabilité institutionnelle ; choix du scrutin majoritaire par les grandes nations démocratiques ; possibilité d'alternance ; maintien du nombre des députés au plan national et départemental ; délimitation des circonscriptions électorales par ordonnance ; création d'une commission chargée de donner son avis ; existence d'une majorité de Français favorable à ce mode de scrutin (p. 1044).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : dépôt le 18 avril du projet de loi de finances rectificative ; importance des dispositions du projet en matière budgétaire et fiscale ; durée du débat ; volonté évidente d'obstruction manifestée par l'opposition ; engage la responsabilité du Gouvernement sur le vote du projet de loi de finances rectificative pour 1986 [28 mai 1986] (p. 1416).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : déficits publics et sociaux ; réduction des prélèvements obligatoires ; création d'emplois ; libération de l'économie pour encourager l'investissement ; financement des dotations en capital des entreprises publiques par cession d'actifs ; réduction de la fiscalité pétrolière ; abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés ; fiscalité de l'épargne ; suppression de l'I.G.F. ; simplification de la fiscalité agricole ; gel du seuil fiscal de dix salariés pour favoriser l'emploi ; défiscalisation des investissements dans les D.O.M.-T.O.M. [30 mai 1986] (p. 1521) ; rapports entre l'administration fiscale et les contribuables ; politique de désendettement ; financement de la caisse d'amortissement de la dette publique par les produits de la privatisation ; remise en ordre des structures administratives et des interventions économiques de l'Etat ; réduction des effectifs de la fonction publique ; plan d'urgence pour l'emploi des jeunes ; durée de la discussion du collectif ; modification du délai de reprise de l'administration fiscale pour la

vérification des déclarations ; charte du contribuable (p. 1522) ; emploi des jeunes et application des mesures de confiance (p. 1523).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Discussion : création d'emplois ; héritage du précédent Gouvernement [11 juin 1986] (p. 2089) ; taux de croissance en France ; diminution des investissements et de la part du commerce international de la France ; poids des impôts et charges dans le P.I.B. ; nombre de chômeurs ; nécessité de déréglementer ; introduction dans le secteur public des méthodes de gestion du secteur privé ; nationalisations de 1982 ; protection des salariés ; autorisation administrative du licenciement n'ayant pas empêché les pertes d'emplois (p. 2090) ; embauches freinées par l'autorisation administrative de licenciement ; licenciements de moins de dix salariés ; suppression des autorisations administratives d'embauche (p. 2091) ; conséquences de l'ajustement monétaire du 6 avril ; diminution de l'impôt sur les sociétés ; libération des changes ; réduction des cotisations sociales pour l'emploi des jeunes ; gel des seuils fiscaux (p. 2092) ; lutte contre l'inflation ; maintien du niveau de protection sociale (p. 2093).

— Son hommage à la mémoire de Robert Schuman : contruction de l'Europe [25 juin 1986] (p. 2446) ; confirmation par le général de Gaulle de l'engagement européen de la France ; coopération politique européenne ; efforts entrepris pour relever les défis technologiques (p. 2447).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordres économique et social (n° 297).

Première lecture, discussion générale : prise en compte de toutes les observations du Conseil constitutionnel ; reprise des propositions avancées par le Conseil d'Etat lors de l'examen du projet d'ordonnance [24 juillet 1986] (p. 3813) ; régularité du refus du Président de la République de signer l'ordonnance sur les privatisations ; économie de marché ; lutte contre le chômage (p. 3814).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Joxe.

Discussion : mise en œuvre d'une politique de réduction des déficits publics ; création d'emplois dans les entreprises ; bilan négatif du secteur public ; marché unique européen [28 juillet 1986] (p. 3941-3942) ; prise en compte de toutes les recommandations formulées par le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat ; réduction du déficit budgétaire en 1987 (p. 3943).

— Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : respect de l'engagement du Gouvernement de faire voter le projet de loi avant la fin de l'été ; rend publiquement hommage à la ténacité et la compétence dont M. François Léotard a fait preuve lors des débats parlementaires au Sénat ; nombre d'amendements déposés au Sénat [5 août 1986] (p. 4102) ; organisation du nouveau paysage audiovisuel ; engagement de la responsabilité du Gouvernement sur ce projet de loi (p. 4103).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : désengagement de l'Etat du domaine de la communication ; intelligence de M. François Léotard face à la multiplication des procédures d'obstruction au Sénat ; rôle de la C.N.C.L. ; annulation des concessions de la 5e et de la 6e chaînes de télévision ; équilibre entre le service public et les entreprises privées de l'audiovisuel ; privatisation de T.F. 1 [8 août 1986] (p. 4164) ; réunion d'un groupe de travail sur la vocation de F.R. 3 ; possibilité de s'inspirer de l'exemple de « Channel Four » pour définir le statut de F.R. 3 ; câble et diffusion par satellite ; diminution de la création audiovisuelle française et européenne (p. 4165) ; inclusion du critère de la capacité à créer des images dans les critères utilisés par la C.N.C.L. (p. 4166).

— Déclaration du Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme et débat sur cette déclaration.

Discussion : bilan de la dernière vague d'attentats terroristes ; son hommage aux membres des forces de l'ordre, aux sapeurs-pompiers et aux personnels du S.A.M.U ; revendications des attentats par un soi-disant comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient ; bilan de l'action menée par le Gouvernement contre le terrorisme [8 octobre 1986] (p. 4443) ; rappelle les succès des services de sécurité dans la lutte contre le terrorisme ; volonté du Gouvernement d'empêcher que la France ne devienne la plaque tournante du terrorisme international ; responsabilité des forces armées révolutionnaires libanaises et des membres de la famille de M. Abdallah dans la dernière vague d'attentats ; absence d'éléments permettant d'affirmer qu'un Etat étranger soit impliqué dans les récents attentats ; France devant demeurer un Etat de droit ; absence de possibilité d'un compromis avec les terroristes ; son refus de tout amalgame entre les terroristes, leur pays d'origine et les communautés étrangères installées en France (p. 4444) ; politique extérieure de la France ne pouvant être dictée par quiconque (p. 4445).

— Projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372).

Première lecture, discussion générale : garantie entourant la préparation du découpage ; conclusions d'un institut de sondage selon lequel le découpage retenu est « nationalement équitable » ; rétablissement du scrutin majoritaire [10 octobre 1986] (p. 4589) ; refus du Président de la République de signer les ordonnances ; engagement de la responsabilité du Gouvernement sur ce projet de loi (p. 4590).

Commission mixte paritaire, discussion générale : caractère objectif du découpage ; faible nombre d'amendements déposés sur le projet ; refus du Président de la République de signer les ordonnances soumises ; engagement de la responsabilité du Gouvernement [22 octobre 1986] (p. 5149).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : rétablissement du scrutin majoritaire ; établissement par le Gouvernement du tableau des nouvelles circonscriptions ; intervention à deux reprises de la commission de magistrats créée par la loi ; avis favorable de la commission sur 535 circonscriptions sur 574 ; sondage concluant à l'équité du découpage [13 octobre 1986] (p. 4670) ; recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; non signature de l'ordonnance par le Président de la République ; consultation des élus locaux par les préfets (p. 4671).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : estime que l'Europe n'a pas dans le monde un rôle à sa mesure ; compatibilité de la défense des intérêts de la France et des progrès de l'Europe ; déclaration de Luxembourg de janvier 1966 [20 novembre 1986] (p. 6612).

CHOLLET (Paul)

Député du Lot-et-Garonne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi destinée à assurer la continuité de la mission de **service public de l'équarrissage (n° 328)** [31 juillet 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* fausse alternative entre prévention et répression en matière de lutte contre la délinquance ou la toxicomanie ; rôle du juge des enfants ; état des prisons ; danger de l'emprisonnement des jeunes ; expérimentation de centres contraignants ; le « patriarche » ; réinsertion par l'accès au monde du travail [27 octobre 1986] (p. 5366).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* priorité constituée par l'aide au troisième enfant ; allocation de garde d'enfant à domicile venant heureusement compléter les mécanismes réservés jusque-là aux modes de garde institutionnels ; neutralité fiscale au regard du statut matrimonial ; regrette que n'aient pu être maintenus les prêts aux jeunes ménages ; famille étant devenue la valeur la moins contestée de notre société [6 novembre 1986] (p. 5911).

CHOMAT (Paul)

Député de la Loire
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Vice-Président de cette délégation [*J.O.* du 30 octobre 1986] (p. 13070).

Membre du Haut Conseil du secteur public [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

DEPOTS

Proposition de loi sur l'adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des **associations patronales privées (n° 32)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la **pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc (n° 276)** [17 juillet 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Discussion du projet d'habilitation concernant la dénationalisation : attaque contre les intérêts des travailleurs [16 avril 1986] (p. 190) ; recours aux ordonnances (p. 191) ;

— Loyers et atteintes aux droits des locataires : forte augmentation des loyers ; réduction de l'aide personnalisée au logement ; durée d'exonération de la taxe sur le foncier bâti [11 juin 1986] (p. 2083) ;

— Indemnisation du chômage : colloque des députés communistes sur la protection sociale et organisation par la C.G.T. d'une journée de protestation ; définition de la pauvreté ; son utilisation par le Gouvernement pour rendre l'emploi plus précaire ; minimum de ressources indispensables ; changement du système d'indemnisation ; nécessité de soumettre à l'Assemblée les propositions des députés communistes [26 novembre 1986] (p. 6790).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : conditions dans lesquelles se sont déroulés les travaux des cinq commissions permanentes appelées à discuter du projet de loi ; refus d'audition des salariés et des dirigeants d'entreprises ; refus de l'audition du ministre de l'industrie et du ministre chargé de l'économie et des finances et de la privatisation ; absence d'examen des amendements du groupe communiste ; proteste contre la volonté de réduire le rôle du Parlement [22 avril 1986] (p. 199).

Discussion des articles : **article 4 : son rappel au règlement** : Gouvernement autorisant l'Assemblée nationale à discuter du projet en raison d'une « panne de découpage électoral » ; absence de MM. Edouard Balladur et Alain Madelin ; attitude de M. Camille Cabana ; demande que les représentants des commissions des affaires sociales et des lois viennent siéger à leur banc ; demande au Président de séance de faire annuler les réunions de ces commissions [30 avril 1986] (p. 609) ; Gouvernement étant servi par la façon dont les nationalisations ont été gérés au cours des dernières années (p. 618) ; confusion entre nationalisation et étatisation ; caractère contestable de la priorité absolue donnée à la recherche de l'équilibre financier ; création en janvier 1983 des titres participatifs et des certificats d'investissement ; recensement par le Haut Conseil du secteur public d'opérations de dénationalisation par la vente de filiales ; projet de loi de « respiration » du secteur public ; nécessité que la seule logique du calcul financier à court terme ne l'emporte pas sur l'impératif industriel dans les secteurs fondamentaux de notre économie (p. 619) ; son amendement n° 85 (de suppression) (p. 655) ; son amendement n° 85 (de suppression) ; dénationalisation et relance économique ; droits et pouvoirs des salariés du secteur public industriel et bancaire ; conséquences de la stratégie du redéploiement à l'étranger et de la sélection des productions à forte valeur ajoutée ; efficacité du secteur public [5 mai 1986] (p. 660) ; faible taux d'investissement des groupes concernés ; aide publique apportée à l'industrie privée ; dénationalisation du système bancaire (p. 661) ; rejeté au scrutin public (p. 664) ; remboursement de la dette de l'Etat avec l'argent tiré de la privatisation ; remboursement de « l'emprunt Giscard » selon une déclaration de M. Camille Cabana au journal *« Les Echos » ;* absence de tout représentant et de rapport écrit de la commission de la production et des échanges (p. 667) ; secteur de l'électronique ; maîtrise des télécommunications grâce à l'action du service public-P.T.T. et C.N.E.T. ; nationalisation en 1982 des groupes C.G.E., Thomson et I.T.T. (p. 677) ; dénationalisation de la C.G.E. favorisant l'accès de A.T.T. à la gestion des réseaux français ; exemple du Japon ; application de la loi de démocratisation à C.G.E. ; création d'un comité consultatif international chargé de conseiller le président dans la définition de la stratégie internationale de groupe et citée par la *Vie française* (p. 678) ; **son rappel au réglement** : présence de courte durée du président de la commission de la production et des échanges, Rapporteur pour avis du projet de loi, dans l'hémicycle (p. 693) ; situation de la Compagnie générale de construction téléphonique ; son appartenance au groupe I.T.T. avant 1981 (p. 694) ; coopération avec la Bundespost y compris dans le cadre du projet Eurêka (p. 695) ; dénationalisation d'Elf-Aquitaine ; capacité de production dans le raffinage et les produits chimiques de base (p. 702) ; opération Texas-Gulf ; participation à l'épisode des « avions renifleurs » ; estimation des résultats d'Elf-Aquitaine en 1986 par la charge Auboyneau ; opposition de Force ouvrière à cette privatisation (p. 703) ; nécessité d'exclure la Banque nationale de Paris du champ d'application de cet article [6 mai 1986] (p. 760) ; **son rappel au réglement** : droit pour chaque député d'amender ou de sous-amender un projet de loi (p. 773) ; attachement du parti communiste français aux institutions démocratiques (p. 774) ; spécialisation de Suez dans les aides à l'importation de produits japonais ; volonté

du groupe de s'implanter à nouveau dans les assurances ; risque de mobilisation des ressources des assurances sur le marché financier à l'occasion des transferts de propriété ; nécessité d'utiliser ces fonds pour financer l'emploi, la modernisation des industries et la formation (p. 805) ; ses amendements n° 94, 134 et 140 : devenus sans objet (p. 807) ; logique thatcherienne de la majorité ; privatisation de la caisse nationale du Crédit agricole ; incapacité des caisses régionales d'assumer le financement du rachat du capital de la caisse nationale ; conséquences néfastes de l'abandon du monopole de la distribution des prêts bonifiés à l'agriculture qui entraînerait une concurrence interbancaire au bénéfice des entreprises rentables ; problème du financement des récoltes ; maintien du statut du personnel (p. 808) ; **article 5** : son amendement n° 144 (de suppression) [13 mai 1986] (p. 858) ; rejeté au scrutin public (p. 859) ; son sous-amendement n° 598 à l'amendement n° 447 du Gouvernement (tendant dans le deuxième alinéa (1) de cet amendement à insérer après le mot « fixer » les mots « après avoir recueilli l'avis conforme de l'ensemble des organisations syndicales représentatives et des représentants des usagers des entreprises visées à l'article 4 ») (p. 860) ; rejeté (p. 861).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : hostilité des députés communistes à l'utilisation de l'article 49-3 [15 mai 1986] (p. 922) ; difficultés de la majorité à s'entendre sur le « charcutage » des circonscriptions ; mépris à l'égard du droit des assemblées ; absence d'examen complet du projet par la commission des finances saisie au fond ; créations d'emplois, notamment pour les jeunes ; détérioration de la situation de l'emploi confirmée par l'I.N.S.E.E. ; atteintes portées aux intérêts des travailleurs ; flexibilité du travail ; institution des « retraites à la carte » ; menace sur le départ des salariés à soixante ans ; pression contre le pouvoir d'achat des salariés (p. 923) ; précarisation du statut des travailleurs ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, du contrôle des changes et de l'anonymat sur les transactions d'or ; problèmes de l'emploi et de l'investissement ; nécessité de redresser l'appareil productif fragilisé par les restructurations ; reprise prochaine des négociations du G.A.T.T. ; hégémonie imposée et baisse des débouchés pour les produits agro-alimentaires et les services ; résolution économique de Tokyo, visant notamment l'agriculture ; diminution des crédits de la recherche ; incertitude sur la préservation des intérêts nationaux lors du transfert des entreprises nationales au privé et à l'occasion de leur gestion ultérieure ; danger de l'article 8 du projet de loi pour Renault, la S.N.C.F., E.D.F.-G.D.F. et le C.E.A. ; intention de doter certaines de ces entreprises d'un statut de société nationale ; exclusion de filiales du secteur public par des ventes tout à fait illégales, notamment chez Renault ; efficacité technologique et économique des grandes entreprises (p. 924) ; nature de la crise ; développement de la production pour la rentabilité et le profit ; mise en place d'une société duale de plus en plus dure pour les faibles ; possibilité d'avoir plus de justice et de solidarité ; effets des avancées technologiques (p. 925).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 70 (abrogation de l'article L. 222-1-1 du code du travail) : rejeté [3 juin 1986] (p. 1623) ; **article 1er** : conséquences de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; effets de la circulaire Boulin de 1978 ; situation des entreprises majeures du secteur du bâtiment et des travaux publics [4 juin 1986] (p. 1711) ; **son rappel au règlement** : rappelle que sous la présente législature aucune discussion n'est parvenue à son terme en raison de la volonté du Gouvernement d'appliquer l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; utilisation de la majorité des députés de droite pour réduire le droit d'expression des députés ; fait que M. Gilbert Gantier soit député du 16e arrondissement expliquant « sans doute le peu d'intérêt qu'il manifeste pour que la discussion sur les droits et intérêts des salariés aille à son terme » (p. 1717) ; **son rappel au règlement** : cohérence de l'attitude des parlementaires communistes ; réserve des amendements témoignant de la volonté gouvernementale de réduire les droits des parlementaires ; **son rappel au règlement** : amendements n'étant recevables que s'ils portent sur un article ; recul du Gouvernement devant la confrontation (p. 1723) ; droit d'amendement étant un droit fondamental pour chaque député ; absence de justification de la demande de réserve des amendements du groupe communiste (p. 1724) ; **son rappel au règlement** : souhait des députés communistes de discuter des amendements qu'ils ont déposés à l'article 1er ; Gouvernement s'efforçant, par une manœuvre procédurière, d'empêcher les députés communistes d'amender son texte ; demande la réserve sur les articles 1er, 2, 3, 4 et 5 du projet de loi (p. 1726) ; **article 2 : son rappel au règlement** : demande de clôture de la discussion par M. Bruno Bourg-Broc constituant une obstruction à l'expression des députés ; utilisation de la procédure de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [5 juin 1986] (p. 1808) ; **son rappel au règlement** : orateurs inscrits sur l'article 2 ayant tous pu s'exprimer à l'exception de ceux du groupe communiste ; clôture de la discussion remettant en cause le respect de la pluralité des partis représentés à l'Assemblée nationale ; refus des députés communistes d'être « baillonnés » (p. 1810) ; **article 4** : son amendement n° 88 (tendant, à la fin du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à substituer à « un mois » les mots « six mois ») : vote réservé (art. 44-3) [7 juin 1986] (p. 1991).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [3 juillet 1986] (p. 2832) ; rejetée (p. 2836).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 176 (modalités d'exercice du droit à l'habitat) [17 juillet 1986] (p. 3458) ; rejeté (p. 3459) ; son amendement n° 181 (compétence du comité d'entreprise pour prendre les décisions concernant les affectations du 0,77 logement) (p. 3461) ; rejeté (p. 3462) ; **après l'article 19** : son amendement n° 226 (bailleur ne pouvant user de la saisie gagerie à l'encontre de son locataire qu'après autorisation du juge) : rejeté [21 juillet 1986] (p. 3552) ; **article 22** : possibilité de non-renouvellement du contrat en cas de vente du local par le bailleur ; nécessité d'assurer une stabilité aux locataires en contrepartie des avantages fiscaux consentis aux gros bailleurs [22 juillet 1986] (p. 3621) ; **article 24** : suppression de la commission départementale des rapports locatifs ; suppression des protections pour les responsables d'associations de locataires (p. 3628) ; **article 35** : statut des différentes catégories de locataires d'H.L.M. (p. 3674) ; suppression de la fixation nationale des loyers par la commission nationale des rapports locatifs ; suppression des surloyers ; possibilité pour les organismes H.L.M. de proposer ou d'imposer à certains de leurs locataires un « bail Méhaignerie » (p. 3575) ; **après l'article 35** : impossibilité pour les H.L.M. d'augmenter leur loyer à un taux supérieur à celui du coût de la construction ; réduction de la durée d'exonération du foncier bâti ; plafond de ressources au-delà duquel s'applique le surloyer (p. 3683) ; **article 40** : création d'une commission nationale de concertation ; accords Delmon [23 juillet 1986] (p. 3701) ; **article 42** : retour au titre III de la loi de 1982 (p. 3708) ; **article 43** : critères de représentativité des associations nationales (p. 3709) ; informations fournies par le bailleur à ses locataires (p. 3710) ; possibilité des représentants des locataires d'être assistés pour les entretiens avec le bailleur (p. 3711) ; **après l'article 43** : protection des représentants statutaires d'une association de locataire contre tout congé abusif (p. 3712) ; propos de M. René Beaumont évoquant le fait que « des hommes et des femmes puissent prendre des responsabilités dans des associations de locataires pour pouvoir ne pas payer leur loyer » (p. 3713) ; **après l'article 54** : obligation de prévoir des locaux mis à la disposition des associations de locataires ou de bailleurs dans les ensembles de plus de 50 logements (p. 3719) ; **article 55** : rétablissement du titre III de la loi Quilliot ; maintien de la commission nationale des rapports locatifs (p. 3720) ; locaux collectifs dans les ensembles de plus de cinquante logements (p. 3721) ; **après l'article 55** : maintien de l'article 50 de la loi Quilliot (p. 3727) ; **article 56** : vente de logements H.L.M. ; absence de pouvoir des décisions des communes pour la vente d'H.L.M.

(p. 3730-3731) ; maintien de la législation de 1983 sur la vente des logements H.L.M. (p. 3736) ; *article L-443-7 du code de la construction et de l'habitation :* possibilité pour le préfet de s'opposer à la vente de logements locatifs sociaux ; élaboration d'un plan de financement pour les accédants à la propriété dans les H.L.M. (p. 3740-3741) ; *article L-443-11 du code de la construction et de l'habitation :* possibilité de vente des logements H.L.M. à leurs seuls locataires les occupant depuis cinq ans ; amélioration du cadre de vie des locataires des cités H.L.M. (p. 3742) ; obligation pour l'acquéreur d'un logement H.L.M. d'occuper personnellement son logement pendant quinze ans (p. 3745) ; droit de préemption d'un organisme H.L.M. ayant vendu un logement (p. 3746) ; possibilité pour un organisme d'H.L.M. de céder des logements à une société d'économie mixte à capitaux publics majoritaires (p. 3747) ; *article L-443-12 du code de la construction et d'habitation :* fixation du prix de vente d'un logement H.L.M. vendu par le service des domaines (p. 3748-3749) ; **avant l'article 58 :** allégement des contraintes d'urbanisme pesant sur les communes rurales (p. 3754) ; **article 61 :** remise en cause du droit de préemption des communes (p. 3777-3778) ; possibilité du droit de préemption du Conseil général en cas d'inaction de la commune (p. 3780) ; **article 64 :** prolongation de l'exonération de taxes foncières des propriétés bâties des organismes H.L.M. (p. 3786).

Explications de vote : difficulté du secteur du B.T.P. ; difficulté des accédants à la propriété et des organismes H.L.M. (p. 3796) ; droit à l'habitat ; attitude du groupe Front national ; vote hostile du groupe communiste (p. 3797).

Commission mixte paritaire, discussion générale : mise en cause du droit au logement ; risque de hausse des loyers des secteurs locatifs [2 décembre 1986] (p. 7013) ; abrogation de la loi de 1977 sur le financement du logement social et substitution de nouveaux financements ; accession sociale à la propriété (p. 7014) ; maintien de l'aide de l'A.P.L. en cas de négociation d'un nouveau prêt (p. 7017) ;

Son rappel au règlement : propos de M. Pierre Méhaignerie sur l'augmentation des loyers dans les organismes H.L.M. ; demande à celui-ci de déclarer recevable un amendement communiste sur le plafonnement de cette augmentation [23 juillet 1986] (p. 3700).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Pierre Joxe.

Discussion : situation économique de la France ; atteintes portées aux intérêts des travailleurs [28 juillet 1986] (p. 3931) ; augmentation des licenciements économiques ; responsabilité des politiques conduites depuis 1974 dans la situation économique et sociale ; accord entre le Président de la République et le Premier ministre sur l'éclatement du service public ; illégalité des opérations de cession d'entreprises françaises à l'étranger menées par les Gouvernements Mauroy et Fabius ; participation étrangère au capital des entreprises dénationalisées (p. 3932) ; prix de cession des entreprises dénationalisées et utilisation du produit des ventes ; remboursement de l'emprunt Giscard ; aggravation du déficit budgétaire à l'issue de la privatisation (p. 3933) ; constitution de « trésors de guerre » par les éventuels repreneurs d'entreprises à dénationaliser ; insuffisance de la démocratisation du secteur public ; sa critique de l'attitude du Président de la République (p. 3934) ; lien entre crise économique et gestion capitaliste (p. 3935).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 6 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « production agricole » les mots : « élus pour cinq ans au scrutin proportionnel sur proposition des organisations syndicales ») [7 octobre 1986] (p. 4413) ; rejeté (p. 4414) ; son amendement n° 8 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « par recommandations », les mots : « rendues publiques ») : adopté (p. 4417) ; **avant l'article 2 :** son amendement n° 12 (précisant que les offices sont des établissements publics à caractère industriel et commercial) (p. 4424) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 15 (réglementant les centrales d'achats) : rejeté (p. 4425) ; **article 2 :** *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 24 (complétant le 3e alinéa 2° du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 par les mots : « A cet effet, les administrations et les organismes interprofessionnels ou professionnels concernés leur communiquent les informations d'ordre technique et économique dont ils disposent, y compris les renseignements d'ordre fiscal et douanier sur la situation des personnes physiques ou morales ») [8 octobre 1986] (p. 4473) ; rejeté (p. 4474) ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 21 (précisant que le président du Conseil de direction de l'office est élu en son sein par ledit Conseil) : rejeté (p. 4477) ; son amendement n° 22 (visant à compléter le 3e alinéa du texte proposé pour l'article 5 de l'annexe de la loi du 6 octobre 1982 par les mots : « sur proposition du Conseil de direction ») : rejeté (p. 4478).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **article 8 :** généralisation du système du salaire fiscal aux contribuables assujettis au régime du réel et à ceux relevant du régime forfaitaire [16 octobre 1986] (p. 4910) ; doublement du plafond du chiffre d'affaires permettant l'application du régime forfaitaire ; rétablissement d'une limite du chiffre d'affaires dans le dépassement exclu du bénéfice des abattements de 10 et de 20 % (p. 4911) ; existence de centres prélevant des cotisations disproportionnées à leurs besoins ; ouverture de ce droit aux abattements aux artisans et commerçants au forfait et à ceux n'étant pas adhérents d'un centre de gestion (p. 4912) ; **article 9 :** affiliation à un centre de gestion agréé ne constituant pas une garantie contre la fraude fiscale ; allégement des impositions des ventes des petits fonds de commerce ; niveau des droits d'enregistrement payés par l'acheteur ; problème de l'imposition des plus-values pour le vendeur (p. 4914) ; **article 13 : son rappel au règlement :** irrecevabilité des amendements du groupe communiste à l'article 14 du projet de loi de finances ; identicité de ces amendements et des amendements déposés par le groupe communiste sur le projet de loi Méhaignerie ; attitude de M. Michel d'Ornano vis-à-vis des amendements communistes ; recours au vote bloqué lors de la discussion du projet de loi Méhaignerie [17 octobre 1986] (p. 4944) ; **article 14 :** son amendement n° 41 (complétant le paragraphe I de cet article par l'alinéa suivant : « les dispositions de l'alinéa précédent ne sont applicables qu'aux contribuables dont les ressources annuelles imposables sont inférieures au double des plafonds de ressources des bénéficiaires aidés par l'Etat pour l'accession à la propriété ») ; octroi du nouvel avantage fiscal aux modestes accédant à la propriété ; question du foncier bâti ; endettement des accédants en période de forte inflation ; rejeté ; son amendement n° 42 (reversement aux contribuables de la taxe sur la valeur ajoutée perçue par l'Etat pour les dépenses destinées à économiser l'énergie) (p. 4948) ; rejeté ; son amendement n° 43 (reversement aux organismes publics d'habitation à loyer modéré de la taxe sur la valeur ajoutée perçue par l'Etat pour les dépenses d'investissement de ces organismes) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 44 (taux de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 4949) ; rejeté ; son amendement n° 45 (supprimant le paragraphe II de cet article) (p. 4950) ; augmentation de la possibilité de réduction d'impôt en faveur d'une personne physique achetant un logement neuf en vue de le louer ; avantage fiscal profitant aux personnes aisées ; rejeté (p. 4951) ; son amendement n° 46 (supprimant le paragraphe III de cet article) ; possibilité pour les propriétaires bailleurs de ne déclarer que 85 % des loyers qu'ils perçoivent dans l'état de la législation actuelle ; cas d'un logement loué 4 000 francs par mois ; étude de la revue *Le Particulier* portant sur les différents plans de financement pour l'acquisition d'un logement locatif privé ; rejeté ; son amendement n° 47 (complétant cet article par le paragraphe suivant : « IV — le bénéfice des dispositions visées aux paragraphes II et III du présent article est accordé sous réserve des fixations des loyers de logements ainsi aidés à des montants ne pouvant excéder par mètre carré le double des loyers maximum pratiqués dans le département pour les logements de type habitation à loyer modéré ordinaire ») (p. 4952) ; rejeté ; son amendement n° 52 (maintien dans les lieux d'un locataire en difficultés et de bonne foi dont la résiliation du contrat de location est

demandée pour défaut de paiement du loyer ou des charges locatives) : rejeté ; son amendement n° 53 (entrée en vigueur des dispositions des paragraphes II et III du présent article) (p. 4953) ; rejeté (p. 4954) ; article 15 : son amendement n° 57 (substituant dans le 2e alinéa de cet article au pourcentage « 6,5 % » le pourcentage « 20 % ») (p. 4955) ; rejeté au scrutin (p. 4956) ; **article 24** : son amendement n° 59 (tendant dans cet article à substituer aux mots « porté à 10 000 F » les mots « porté à 20 000 F ») (p. 4996) ; rejeté ; son amendement n° 60 (tendant dans cet article à substituer au taux « 2 000 F » le taux « 1 000 F ») : rejeté ; son amendement n° 61 (tendant dans cet article à substituer au taux « 4 800 F » le taux « 3 000 F ») : rejeté (p. 4998).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* diminution des aides à la construction sociale [28 octobre 1986] (p. 5421) ; montant des reports de crédits ; financement issu de la loi de 1977 aboutissant à des déficits de gestion structurelle ; inopportunité que les taux d'intérêt des prêts locatifs aidés soient maintenus à un niveau très supérieur à l'inflation ; crédits destinés à la réhabilitation des logements vétustes ; renouvelement des aides aux travaux pour les économies d'énergie ; progression des crédits de l'A.P.L. ; diminution constante des mises en chantier (p. 5422) ; maintien de rendement du capital investi dans la location privée par une augmentation considérable des loyers (p. 5423).

Questions : suppression d'emplois parmi le personnel de l'équipement ; non titularisation des catégories A et B (p. 5440) ; refonte du décret du 31 juillet 1985 sur l'organisation des directions départementales de l'équipement après décentralisation (p. 5441).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : son amendement n° 107 (réduction des crédits) : rejeté [29 octobre 1986] (p. 5459) ; **article 55** : son amendement n° 2 (substituant dans le troisième alinéa de cet article au nombre « 364,25 » le nombre « 304,25 ») : retiré ; **article 72** : son amendement n° 5 (de suppression) (p. 5488) ; rejeté au scrutin public (p. 5489).

Industrie. — *Discussion générale : questions :* situation de l'industrie française des machines-outils ; bilan du plan machine-outil de 1982 ; retard de la recherche développement ; sous-équipement et ancienneté du parc des entreprises françaises ; difficulté de l'industrie de la machine-outil dans la région Rhône-Alpes [31 octobre 1986] (p. 5641) ; résultat de l'industrie textile ; allégement des charges sociales ; nouvel accord multifibres ; suppression du « fabriqué en France » ; situation de l'industrie française des machines textiles (p. 5642).

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : son amendement n° 1 (réduction des crédits) [13 novembre 1986] (p. 6213) ; rejeté (p. 6214).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15** : remise en cause de la responsabilité des employeurs en matière d'accidents du travail ; encouragement à un moindre respect des règles relatives aux conditions de travail et de sécurité ; caractère inadmissible de l'ingérence des assurances dans l'appréciation des responsabilités patronales en matière de législation du travail et dans le droit à réparation des salariés victimes d'un accident du travail [6 décembre 1986] (p. 7274).

Son rappel au règlement : ordre du jour ; retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur et report de la discussion des projets concernant les prisons privées et le code de la nationalité ainsi que du projet de loi de programmation militaire ; opportunité de l'inscription à l'ordre du jour d'une discussion sur les circonstances ayant entouré les brutalités policières ; nécessité d'une explication du Gouvernement dans le cadre d'un débat de politique générale [9 décembre 1986] (p. 7414).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : installation de machines à sous dans les casinos ; nécessité de mesures de lutte contre la pauvreté notamment en faveur des chômeurs ; maintien de l'allocation d'indemnisation de chômage sans limite de durée ; création d'une allocation de solidarité pour chaque foyer ; création d'un fonds de solidarité des familles [17 décembre 1986] (p. 7725-7726).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 484).

Deuxième lecture, discussion générale : position du groupe communiste à la proposition de la commission sur les modalités d'abandon de mécanismes du coefficient de revalorisation plafond [17 décembre 1986] (p. 7756).

CHOMETON (Georges)

Député du Puy-de-Dôme
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

Membre du comité de contrôle du fonds forestier national [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à consolider les **fonds propres des entreprises** (n° 321) [31 juillet 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. *Discussion générale :* rôle économique de l'artisanat ; croissance prévisionnelle des bonifications d'intérêts ; élargissement des conditions d'octroi de l'indemnité de départ ; rôle de la formation et de l'assistance technique ; maintien des aides dans les zones sensibles ; lutte contre le paracommercialisme ; nécessité d'élaborer un véritable droit de la concurrence ; formation continue [21 octobre 1987] (p. 5091) ; situation fiscale des commerçants et artisans (p. 5092).

Industrie. *Discussion générale :* diminution des moyens financiers du ministère de l'industrie ; détérioration du tissu industriel français ; crédits destinés aux pôles de conversion ; réduction des charges des entreprises ; évolution de l'investissement productif [31 octobre 1986] (p. 5628) ; aide fiscale à l'investissement (p. 5629).

CHOUAT (Didier)

Député des Côtes-du-Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* quotas laitiers ; règlement des problèmes spécifiques de l'ouest ; nécessité d'alléger les difficultés des agriculteurs subissant des pénalités [30 octobre 1986] (p. 5545) ; insuccès relatif des primes de cessation de production ; avenir de la compensation interrégionale ; affectation des quotas « morts » ses observations sur les propositions de M. Michel Cointat sur la maîtrise de la production laitière (p. 5546).

CHUPIN (Jean-Claude)

Député du Maine-et-Loire
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** loi du 25 avril 1946 ayant nationalisé trente-quatre entreprises d'assurance et de capitalisation ; activité exportatrice des sociétés d'assurance françaises ; fait d'être une entreprise nationalisée représentant une garantie exceptionnelle auprès de la clientèle étrangère ; charge de production et de gestion ayant augmenté moins vite que le chiffre d'affaires ; assurance dommages ; indemnisation des victimes d'accidents de la circulation ; assurance vie ; meilleure association entre les banques et les assurances ; salaires dans les assurances ; effort entrepris par les entreprises pour former les salariés aux nouvelles techniques de gestion ; participation des assurances à la politique industrielle [30 avril 1986] (p. 646).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** entretien préalable avec l'employeur n'étant pas une garantie suffisante pour les salariés ; situation des travailleurs des petites et moyennes entreprises [7 juin 1986] (p. 1935).

CLAISSE (Pierre)

Député de la Somme
U.D.F.
Devenu député le 19 avril 1986, en remplacement de M. André Audinot, décédé [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 2 mai 1986] (p. 5949).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation rétionale du tourisme (n° 555) [16 décembre 1986] (p. 7694).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 555) adoptée par le Sénat, relative à **l'organisation régionale du tourisme (n° 558)** [16 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : conception du tourisme comme une activité économique à part entière ; confirmation du rôle des régions dans le domaine tourisme [18 décembre 1986] (p. 7820) ; nécessité d'une réforme des comités régionaux du tourisme ; budget des régions et des départements en matière touristique ; bilan d'activité des comités régionaux du tourisme ; imprécision du caractère juridique des comités régionaux ; tentatives de réforme entre 1980 et 1986 (p. 7821).

Discussion des articles : **article 4 :** nécessité de laisser la plus grande liberté aux conseils régionaux pour fixer et adapter les régles de la composition du comité régional du tourisme (p. 7827) ; **article 5 :** responsabilités du président du conseil régional en matière d'attribution de fonds et de contrôle de ces fonds ; **article 6 :** départements d'outre-mer ayant le choix de constituer un comité régional du tourisme par voie d'accord entre le conseil régional et le Conseil général ou, à défaut, de maintenir l'agence régionale du tourisme et le comité départemental du tourisme (p. 7828).

CLEMENT (Pascal)

Député de la Loire
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnances les circonscriptions électorales (n° 8) [16 avril 1986] (p. 193).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [*J.O.* du 3 mai 1986] (p. 5993).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud tendant au rétablissement de la peine de mort (n° 69) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud, modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France (n° 70) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud visant à créer des conseils consultatifs des communautés étrangères vivant en France (n° 71) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud, relative à l'acquisition de la nationalité française et au retour dans le pays d'origine (n° 72) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Gilbert Barbier et Henri Bouvet, tendant à abroger la loi n° 85-690 du 10 juillet 1985 modifiant le code électoral et relative à l'élection des députés (n° 76) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [9 octobre 1986] (p. 4560).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (intérieur : administration générale et collectivités locales) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601). Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1986] (p. 12755).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commisssion des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 8) relatif à l'**élection des députés** et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales **(n° 111)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines régles concernant le **code de l'urbanisme** pour les communes dépourvues de plan d'occupation des sols **(n° 216)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L-442-9 du **code du travail** relatif à la provision pour investissements dans le cadre de la **participation des salariés aux fruits de l'expansion (n° 326)** [31 juillet 1986].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finance pour 1987** (n° 363) : tome III : **intérieur : administration générale** et **collectivités locales (n° 399)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 372) relatif à la **délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 401)** [10 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la **délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 408)** [21 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Travaux de l'aéroport d'Antigua : attitude de la C.O.F.A.C.E. : projet réalisé après l'accord donné par le Gouvernement français en juillet 1985, malgré les avis défavorables d'experts ; signature d'un contrat entre une société française de Saône-et-Loire, la Building and Finishing Systems et le Gouvernement d'Antigua avec garantie de la C.O.F.A.C.E. ; dépôt de bilan de la B.F.S. [22 octobre 1986] (p. 5141).

INTERVENTIONS

— Son rappel au règlement : utilisation des procurations pour les votes en commission ; événement familial invoqué à titre d'excuse par M. Laurent Fabius lors du vote de confiance [24 avril 1986] (p. 325).

— Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : engagement électoral de la majorité à rétablir le scrutin majoritaire ; instauration du scrutin proportionnel ; avantages du scrutin uninominal ; indépendance du député ; rapprochement de l'élu et de l'électeur ; établissement d'une majorité de Gouvernement [20 mai 1986] (p. 966) ; clarté et efficacité de ce scrutin ; taux de participation aux élections ; effet pernicieux de la proportionnelle ; éclatement de la représentation ; hiérarchisation des choix et des priorités dans l'esprit de l'électeur ; impossibilité de se payer le luxe d'une instabilité parlementaire dans la période actuelle ; changements de majorité que n'ont pas voulu les électeurs ; exemple de la République fédérale d'Allemagne ; découpage des circonscriptions par ordonnance, comme en 1958 (p. 967) ; régime des remplaçants ; nombre de députés à l'Assemblée nationale ; seuil de 12,5 % des électeurs inscrits pour les candidats au second tour ; révision systématique du découpage des circonscriptions tous les deux recensements ; contraintes imposées au Gouvernement pour le découpage ; écart entre la population d'une circonscription et la population moyenne des circonscriptions du département ; continuité territoriale et limites cantonales ; différence entre le projet du Gouvernement prévoyant que la population d'une circonscription ne peut s'écarter de plus de 15 % de la population moyenne des circonscriptions du département et les propositions de la commission des lois qui rehaussent la marge à 20 % ; taille des départements ruraux (p. 968) ; écart de population entre circonscriptions ; nécessité d'accepter la décision de principe du Conseil constitutionnel de 1985 sur le Nouvelle-Calédonie ; nécessité d'accepter un écart de 40 %, car le député représente un territoire ; souhait du Gouvernement de ne pas découper les cantons ; cas de ceux de plus de 40 000 habitants (p. 969) ; premier cas de loi électorale où le législateur fixe les limites de l'équité au ministre chargé de découper les circonscriptions ; création d'une commission des sages ; application du scrutin majoritaire au prochain renouvellement de l'Assemblée nationale ; double contrôle de la loi par le Conseil d'Etat pour les ordonnances et par le Conseil constitutionnel ; libertés de l'électeur pour choisir son député et pour préférer la majorité aux minorités de blocage et la loi de la démocratie à la loi de la majorité (p. 970).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : contrôle des ordonnances ; coefficient de variation de population entre les circonscriptions ; critères de la représentation [22 mai 1986] (p. 1029) ; critère démographique ; nécessité d'assurer la représentation d'un territoire (p. 1030).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pascal Clément tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le code de l'urbanisme pour les communes dépourvues de plan d'occupation des sols (n° 253).

Première lecture, discussion générale : constructibilité ; problèmes posés par la circulaire Fourcade ; nécessité de revenir à la carte communale ; droit de préemption [9 juillet 1986] (p. 3078).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : immigration en Europe occidentale ; politique d'immigration ; introduction dans la législation française de dispositions déjà applicables dans de nombreux pays ; régles d'expulsion aux Etat-Unis [9 juillet 1986] (p. 3086) ; critères de « menace de l'ordre public » justifiant le refus de délivrance de la carte de résident où de la décision d'expulsion ; propos de l'archevêque de Lyon ; droit de la nationalité et droit d'asile (p. 3087).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : excès de droits entraînant l'injustice ; loi de 1982 ayant entraîné une crise du marché locatif ; problèmes des locaux vacants ; avantages fiscaux accordés aux investissements mobiliers ayant tué définitivement l'investissement immobilier [17 juillet 1986] (p. 3426) ; durée du bail ; extinction progressive de la loi de 1948 ; accession à la propriété des H.L.M. (p. 3427).

— Projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : justification du recours aux ordonnances ; choix du scrutin uninominal majoritaire ; principe imposé par la loi du

11 juillet 1986 pour la délimitation des circonscriptions [10 octobre 1986] (p. 4586) ; soumission du projet d'ordonnance avant sa transmission au Conseil d'État à une commission spéciale ; avis favorable transmis par la commission sur la délimitation de 535 circonscriptions ; modalités du découpage effectué dans le cadre de la loi sur Paris, Lyon et Marseille ; examen du Conseil constitutionnel ; estime que le principe selon lequel il appartiendrait à l'Assemblée nationale de procéder au découpage des circonscriptions n'a pas valeur constitutionnelle (p. 4587) ; droit que l'article 13 de la Constitution donne au président de la République de signer les ordonnances constituant une compétence liée ; définition des modalités d'élection des députés dans les territoires d'outre-mer ; maintien en vigueur des dispositions de la loi du 10 juillet 1985 pour les élections partielles (p. 4588).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur : refus du Président de la République de signer le projet d'ordonnances ; avantage du scrutin majoritaire par rapport au scrutin proportionnel ; examen du projet en commission ; faible nombre d'amendements déposés ; limitation des écarts démographiques entre les circonscriptions [22 octobre 1986] (p. 5145) ; absence d'unité sociologique de certaines circonscriptions ; rôle de la commission des Sages (p. 5146) ; nécessité de retour au scrutin majoritaire pour pérenniser les institutions de la Ve République (p. 5147).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : rétablissement du scrutin uninominal majoritaire ; habilitation du Gouvernement à procéder au découpage par ordonnances ; définition des pouvoirs du Président de la République compte tenu du contexte politique ; refus du Président de signer des ordonnances [13 octobre 1986] (p. 4666) ; choix de la voie des ordonnances par le Parlement ; signification de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (p. 4667).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : crédit d'administration générale ; statut des étrangers ; tribunaux administratifs ; maîtrise des dépenses de fonctionnement [7 novembre 1986] (p. 5980) ; suppression d'emplois ; pause dans la décentralisation ; transfert de personnel et de compétence ; statut de la fonction publique territoriale ; condition d'éligibilité au fonds de compensation de la T.V.A. (p. 5981) ; dotation globale d'équipement et rétablissement des subventions spécifiques ; dotation globale de fonctionnement ; fiscalité locale ; situation de la C.N.R.A.C.L. et suppression de la surcompensation en faveur de caisses spécifiques (p. 5982).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483)

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15 :** son amendement n° 57 (organisation des commissions nationales et régionales destinées à représenter les conseils juridiques) : adopté [6 décembre 1986] (p. 7279).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Première lecture, discussion de l'article unique : **article unique :** objet de la commission d'enquête [17 décembre 1986] (p. 7738).

CLERT (André)

Député des Deux-Sèvres
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363)

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. *Discussion générale :* conditions de mise en œuvre de la médecine scolaire : spécificité de cette discipline particulière ; insuffisance du personnel médical ; nécessité de l'intégrer à la fonction publique le plus rapidement possible ; nécessité de pourvoir l'ensemble des postes vacants [6 novembre 1986] (p. 5903).

COFFINEAU (Michel)

Député du Val-d'Oise
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7)

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** exonération de charges sociales afin de faciliter l'emploi des jeunes de 16 à 25 ans ; risque de voir la plus grande part des sommes profiter à des embauches de jeunes qui auraient de toute façon été embauchés ; économie faite sur les P.A.I.O. ; les missions locales et la formation professionnelle ; problèmes du caractère de service public de l'A.N.P.E. ; développement de la précarité du travail par le recours aux contrats de travail à durée déterminée et au travail temporaire [25 avril 1986] (p. 416) ; réforme par le Gouvernement de gauche des règles régissant le contrat à durée déterminée et l'intérim ; garanties offertes aux salariés ;

meilleure organisation de la profession de l'intérim ; caractère satisfaisant de la législation sur l'aménagement du temps de travail ; inquiétude des organisations syndicales (p. 417) ; intention confirmée du Gouvernement de ne pas déroger au S.M.I.C. permettant d'adopter l'amendement n° 240 de M. Gérard Collomb (p. 444) ; appréciation du parti socialiste sur la formation en alternance (p. 448) ; éventuel dépassement des crédits de l'exonération de 25 % des charges sociales en cas d'embauche des jeunes ; modalités de calcul et conditions de rémunération des stages correspondant à la formation en alternance ; durée des stages d'initiation à la vie professionnelle (p. 449) ; ses observations (p. 451) ; effort de formation en alternance ; emploi des jeunes ; élargissement à l'ensemble des jeunes des allégements de charges sociales ; nécessité de distinguer entre ceux qui sont réellement en formation et ceux qui prétendent y être ; possibilité pour le comité d'entreprise de contrôler la formation des jeunes ; saisine du comité d'entreprise préalablement à toute décision de formation en alternance donnant droit à 50 % de réduction des charges sociales ; plan de formation destiné par priorité aux salariés présents en permanence dans l'entreprise [28 avril 1986] (p. 477) ; utilisation de la procédure des ordonnances ; nécessité de négocier avec les partenaires sociaux avant d'établir les ordonnances sur l'A.N.P.E. (p. 478) ; notion d'organisation d'un grand service public de l'emploi (p. 484) ; bon équilibre de la réglementation actuelle sur le recours au contrat de travail à durée déterminée et au travail temporaire ; situation avant 1981 ; contrat de travail à durée indéterminée devant rester la forme normale du contrat de travail ; assouplissement envisagé consistant à remplacer la pratique des contrats de travail par une généralisation de la précarité de l'emploi ; prolongation de la durée des contrats de travail à durée déterminée (p. 486) ; demande du groupe socialiste au Gouvernement de discuter avec les organisations syndicales avant de prendre ces ordonnances ; unanimité des organisations syndicales pour maintenir le régime actuel des contrats à durée déterminée du travail temporaire et du travail à temps partiel ; développement plus rapide du travail à temps partiel en France que dans tous les autres pays d'Europe en cinq ans ; nécessité de maintenir les garanties apportées aux salariés à temps partiel (p. 499) ; application des dispositions relatives au contrat à durée déterminée au travail temporaire ; problème du respect des accords collectifs de branche qui ont été conclus ; assainissement du secteur des entreprises temporaires ; respect des droits individuels et collectifs des salariés, particulièrement dans le travail temporaire (p. 502) ; terme et renouvellement du contrat de travail à durée déterminée (p. 503) ; renouvellement et période d'essai des contrats à durée déterminée ; durée totale des contrats à durée déterminée (p. 504) ; discussion des amendements en commission des affaires sociales ; attitude de l'ensemble des députés de la « droite » « se moquant carrément du code du travail » ; période d'essai lors du travail temporaire (p. 505) ; remise en cause de l'ensemble du code du travail par le majorité ; suspension de contrat de travail du salarié temporaire ne faisant pas obstacle à l'échéance du contrat ; maintien de l'indemnité de précarité d'emploi (p. 507) ; interdiction faite aux employeurs de remplacer un salarié dont le contrat de travail est suspendu par suite d'un conflit collectif de travail par un salarié d'une entreprise de travail temporaire ou de faire appel à une entreprise de travail temporaire pour certains travaux qui font l'objet d'une surveillance médicale spéciale ; distinction entre l'interruption directe du contrat de travail au moment d'une grève et sa suspension à la suite d'un conflit collectif du travail (p. 508) ; prise en compte des salariés à temps partiel dans le calcul des effectifs des entreprises ; problème des seuils sociaux (p. 509) ; développement plus rapide du travail à temps partiel en France que dans l'ensemble des pays d'Europe au cours des cinq dernières années ; prise en compte des salariés à temps partiel dans les effectifs de l'entreprise pour le seuil de dix salariés concernant les délégués du personnel (p. 510) ; maintien des limites concernant le recours au contrat à durée déterminée (p. 511, 512) ; complexité de la législation pour les chefs d'entreprise ; recours aux contrats de travail à durée déterminée dans les secteurs du tourisme ; saisine du comité d'entreprise ou des délégués du personnel et autorisation administrative pour certains cas de recours aux contrats de travail à durée déterminée (p. 513) ; maintien de l'indemnité de fin de contrat à l'issue d'un contrat de travail à durée déterminée ; limitation du recours aux contrats de travail à durée déterminée ou un contrat de travail temporaire pour pourvoir le poste d'un salarié lui-même employé à durée déterminée (p. 515) ; maintien de la saisine du comité d'entreprise ou des délégués du personnel dans le cas du recours au contrat de travail temporaire ; cadence de l'examen des amendements ; accord préalable de l'autorité administrative pour la conclusion d'un contrat de travail temporaire (p. 517) ; caractères du contrat de mise à disposition entre l'utilisateur et l'entrepreneur de travail temporaire (p. 517) ; protection des salariés et maintien de bonnes relations au sein de l'entreprise par le code du travail ; mentions du contrat de travail temporaire entre l'entrepreneur de travail temporaire et le salarié (p. 518) ; conditions de travail du salarié loué par une entreprise de travail temporaire à une entreprise utilisatrice [29 avril 1986] (p. 531) ; salariés de l'entreprise de travail temporaire ne devant pas être plus maltraités que ceux de l'entreprise utilisatrice ; conditions d'accès aux transports collectifs et aux installations collectives pour les salariés liés par un contrat de travail temporaire ; obligation pour l'entrepreneur de travail temporaire qui rompt le contrat de travail du salarié, avant le terme prévu au contrat, de proposer à celui-ci, un nouveau contrat de travail prenant effet dans un délai maximum de trois jours ouvrables ; appréciation des conditions du contrat de travail du salarié si l'utilisateur continue à faire travailler celui-ci après la fin de sa mission (p. 532) ; maintien des dispositions du code du travail fixant à l'expiration du contrat de mission un délai de carence entre deux contrats pour pourvoir le poste de travail à un salarié sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire ; pouvoirs du président du tribunal de grande instance à l'égard de l'entrepreneur de travail temporaire en situation irrégulière (p. 533) ; pénalités relatives au travail temporaire ; conditions du travail à temps partiel ; notion de travail à temps partiel ; salariés à temps partiel devant bénéficier de l'ensemble des droits reconnus aux salariés à temps complet ; rémunération des salariés à temps partiel (p. 534) ; détermination des droits à l'ancienneté des travailleurs à temps partiel ; indemnité de licenciement et indemnité de départ dues à ces salariés (p. 535) ; notion de contrat à durée indéterminée intermittent ; passage de l'emploi à temps partiel à un emploi à temps complet (p. 536) ; autorisation administrative de licenciement découlant des négociations entre les partenaires sociaux ; loi n'ayant fait que confirmer les accords passés (p. 537) ; négociations entre partenaires sociaux étant conformes au bon fonctionnement de l'entreprise (p. 538) ; pluralisme syndical ; critère de représentativité tiré du comportement des organisations pendant la guerre (p. 539) ; critère de représentativité syndicale (p. 540) ; réglementation des heures supplémentaires ; niveau de la branche d'activité étant le mieux approprié aux négociations sur l'aménagement du temps de travail (p. 545) ; repos compensateur constituant une pratique méritant d'être développée (p. 546) ; demande une suspension de séance (p. 550) ; adoption des amendements n° 74 à 79 aboutissant à élargir le mandat du Gouvernement (p. 564) ; **article 3** : bilan quantitatif de la participation ; reconnaissance du pouvoir économique des salariés (p. 570) ; secteur privé devant dégager un profit nécessaire à la croissance ; comité d'entreprise étant le lieu par excellence où le pouvoir économique des salariés peut s'exercer (p. 571) ; absence de réponse du Gouvernement aux critiques formulées par les orateurs du groupe socialiste (p. 574) ; nécessité que les ordonnances tiennent compte des résultats d'une éventuelle concertation avec les partenaires sociaux (p. 575) ; **son rappel au règlement** : mise en cause personnelle d'un parlementaire européen par le ministre des affaires sociales et de l'emploi [29 avril 1986] (p. 576).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : satisfactions données à la partie la plus rétrograde du patronat français ; assouplissement des contraintes à l'application du contrat de travail à durée déterminée et du travail temporaire ; élimination des obstacles au développement du travail à temps partiel ; effet pervers de la réduction des charges sociales pour favoriser l'emploi des jeunes ; risque de provoquer un transfert d'emplois des travailleurs plus anciens vers les jeunes travailleurs [15 mai 1986] (p. 930) ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; cas des licenciements de moins de dix salariés ; moyens permettant aux représentants du personnel de connaître l'entreprise et de pouvoir juger eux-mêmes du

motif économique du licenciement ; amélioration du régime de la participation ; nécessité de moderniser et d'être compétitif ; ouverture de brèches dans le code du travail ; accélération d'une politique de retour à l'injustice sociale et vouée à l'insuccès économique (p. 931).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : défend l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; contrôle de l'indemnisation du chômage à 90 % ne constituant pas le principal motif de l'autorisation préalable de licenciement en 1974 ; loi de 1975 n'étant qu'une prolongation des accords conventionnels de 1969 et 1974 [29 mai 1986] (p. 1461) ; autorisation préalable de licenciement ne constituant pas un frein à l'embauche ; nombre de demandes de licenciement économique acceptées ; délais réclamés par la procédure ; refus de l'inspecteur du travail ne pouvant avoir pour conséquence d'augmenter le risque de défaillance pour les entreprises ; autorisation administrative de licenciement disparaissant immédiatement pour les licenciements de moins de dix salariés ; substitution à l'autorisation préalable donnée par une administration bien entraînée d'un contrôle *a posteriori* exercé par une juridiction prud'homale encombrée ; absence de contrôle réel sur les licenciements de plus de dix salariés (p. 1462) ; intégration intellectuelle par le Gouvernement des thèses « des patrons les plus médiocres » ; nombre d'emplois susceptibles d'être créés par le projet de loi ; enquête auprès des membres de l'association nationale des directeurs et cadres des personnels ; interdiction d'embauche ou de licenciement dans les douze mois suivant un licenciement économique (p. 1463) ; unanimité des organisations syndicales dans la virulence de la condamnation de la loi ; loi Séguin devant rester dans l'histoire comme la loi du licenciement arbitraire ; préambule de la Constitution de 1946 prévoyant que chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; suppression d'une procédure protectrice en matière de libertés publiques ne pouvant être que remplacée par des garanties équivalentes (p. 1464).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : conditions de dérogation à la durée hebdomadaire du travail [2 juin 1986] (p. 1554) ; assouplissement des cas de recours aux contrats de travail à durée déterminée (p. 1572) ; réintégration du salarié en cas d'inobservation du délai congé (p. 1574) ; réponse de l'employeur à la demande écrite du salarié demandant la ou les causes réelles et sérieuses du licenciement ; entretien préalable (p. 1577) ; obligation de l'employeur de communiquer par écrit les motifs de son licenciement au salarié qui le demande (p. 1578) ; amendements non débattus en commission ; licenciements de moins de dix salariés (p. 1580) ; appréciation par les prud'hommes de la réalité du motif économique ; intérêt des patrons pour le projet ; licenciements dans les entreprises dont la situation est le résultat de l'incurie et de l'incapacité de l'employeur (p. 1581) ; contrats de travail à durée déterminée ; travail temporaire ; nécessité d'éviter le remplacement d'un salarié par une personne sous contrat à durée déterminée pour une longue durée ; nécessité d'obtenir un accord préalable de l'autorité administrative et des représentants du personnel pour recourir au travail temporaire si un licenciement individuel ou collectif à motif économique a eu lieu dans l'établissement au cours des douze mois précédents ; exemples étrangers (p. 1586) ; refus d'enregistrer un certain nombre de sous-amendements déposés par le groupe socialiste [3 juin 1986] (p. 1599) ; extension d'un accord collectif dépendant d'une décision du ministre du travail (p. 1602) ; réalité du motif économique invoqué étant contrôlé par les juridictions compétentes ; problèmes des entreprises modifiant leur implantation sur le territoire national et souhaitant que l'ensemble des salariés suivent l'entreprise ; situation du salarié refusant de suivre l'entreprise (p. 1624) ; code du travail constituant l'organisation des relations sociales dans l'entreprise ; procédure des licenciements des représentants du personnel (p. 1628) ; attitude des parlementaires R.P.R. et U.D.F. (p. 1631) ; comité d'entreprise devant être informé des projets de licenciements de moins de dix salariés et des licenciements individuels pour motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel (p. 1632) ; regrette qu'un certain nombre de ses collègues souhaitent d'avantage favoriser la précarité du travail que développer des possibilités d'emploi et d'embauche (p. 1635) ; situation des entreprises à établissements multiples ; nécessité d'une saisine en cas de licenciements pour motif économique du comité central d'entreprise ; niveau d'appréciation du nombre des licenciements (p. 1636) ; **son rappel au règlement** : demande une suspension de séance de trois quarts d'heure en raison des « propos intolérables » tenus par M. Yvon Briant (p. 1637) ; rappelle que les délais nécessaires à l'autorisation d'un licenciement pour motif économique sont de nature essentiellement conventionnelle ; indications que doit donner au comité d'entreprise l'employeur qui veut licencier ; intérêts que figure la liste nominative des salariés dont le licenciement est envisagé (p. 1641) ; nécessité de laisser les partenaires sociaux négocier ; pratique voulant que les comités d'entreprise soient souvent réunis sur des sujets d'ordre général ; nécessité lorsque le comité d'entreprise ou d'établissement est consulté sur un projet de licenciement collectif que l'ordre du jour le mentionne expressément (p. 1644) ; ses observations (p. 1645) ; vérification par l'autorité administrative que l'ordre des salariés licenciés correspond bien à l'ordre de la liste qui lui a été remise (p. 1646) ; délais actuels de trente jours à compter de la date d'envoi de la demande de licenciement pour vérifier les conditions d'application de la procédure de concertation, la réalité des motifs invoqués ainsi que la portée des mesures de reclassement et d'indemnisation envisagées (p. 1647) ; nécessité que la convocation préalable du salarié ait lieu conformément à l'article L. 122-14 du code du travail (p. 1648) ; comité d'entreprise étant obligatoirement informé et consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise ; manifestation de mauvaise volonté des chefs d'entreprise pour fournir des informations (p. 1650) ; terme au-delà duquel le comité d'entreprise doit être consulté pour tout projet de licenciement (p. 1651) ; réserve d'amendements [4 juin 1986] (p. 1690) ; **son rappel au règlement** : réserve d'amendements à la demande du Gouvernement ; volonté de remettre en cause les conquêtes sociales (p. 1691) ; procédures à appliquer aux licenciements économiques ; unanimité des organisations syndicales contre le projet de loi ; nécessité d'organiser une négociation préalablement à l'abrogation de l'autorisation administrative de licenciement (p. 1692) ; **article 1er** : utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution sur le projet ; proportions de licenciements accordée ; délais de l'autorisation administrative ; rôle du comité d'entreprise dans la discussion du plan social ; délais de contrôle *a posteriori* par les prud'hommes (p. 1695) ; volonté de certains chefs d'entreprises de se débarrasser du code du travail ; patrons médiocres (p. 1696) ; utilisation de l'article 57, alinéa 4 du règlement étant contraire à l'ensemble des pratiques parlementaires habituelles (p. 1716) ; **son rappel au règlement** : clôture de la discussion montrant la volonté du groupe U.D.F. d'empêcher de débattre sur le projet ; intervention de M. Gilbert Gantier portant sur la procédure pour empêcher le bon déroulement du débat au fond (p. 1717) ; regrette la mise cause de l'administration du ministère du travail au seul motif qu'elle était, à l'époque, placée sous l'autorité d'un Gouvernement socialiste ; rôle des inspecteurs du travail [5 juin 1986] (p. 1744) ; allusions faites par M. Gabriel Kaspereit au rôle du Président de la République (p. 1745) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Yvon Briant : regrette que M. François Bachelot refuse de retirer ses injures ; demande une suspension de séance (p. 1747) ; textes débattus allant dans le sens de l'intérêt des « patrons médiocres » ; délai de trente jours dont dispose l'autorité administrative pour vérifier les conditions d'application de la procédure, la réalité des motifs invoqués et la portée des mesures de reclassement ; difficultés du juge à trouver des éléments objectifs sur les motifs du licenciement économique (p. 1751) ; adoption du texte en discussion rendant la négociation entre les partenaires sociaux inutiles ; nécessité de conserver la possibilité de demander un avis à l'inspecteur du travail (p. 1755) ; adoption du projet de loi empêchant toute négociation utile ; propos de M. Kaspar devant la commission ; protocole du 16 décembre 1984 ne comportant pas de clauses particulières sur l'autorisation administrative de licenciement (p. 1759) ; grandes conventions étant issues d'une demande des organisations syndicales (p. 1760) ; demande une supension de séance (p. 1763) ; coût pour une petite entreprise des délégués du personnel ne représentant que 0,35 % de la masse salariale ; ses observations sur les « patrons médiocres » (p. 1800) ; lissage des seuils ; Front national souhaitant le retour de la brutalité dans les entreprises ; coût salarial total en France et à l'étranger

(p. 1801) ; absence d'accord sur un relèvement des seuils sociaux dans le protocole de 1984 (p. 1803) ; **son rappel au règlement** : dénonce « l'accord en clin d'œil » entre le Gouvernement et le Front national ; demande une suspension de séance ; **son rappel au règlement** : « agression » de M. Philippe Séguin nécessitant une demi-heure de suspension supplémentaire ; **article 2** : critères pris en compte pour le licenciement des salariés lorsque le licenciement économique est justifié ; chefs d'entreprises se servant du licenciement économique pour masquer le licenciement individuel d'un salarié ; nécessité de fixer des critères précis (p. 1806) ; exclusion de la suppression de l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail du champ de la négociation collective ; délais de licenciement ; suppression de l'interdiction de réembauche après un licenciement économique [6 juin 1986] (p. 1892) ; possibilité de sanctionner le non-respect des règles d'information et de consultation des représentants du personnel par le délit d'entrave ; sanctions des obligations de déposer des mesures de reclassement et d'indemnisation ; critères utilisés pour déterminer l'ordre des licenciements et du reclassement (p. 1893) ; syndicat soutenu par le Front national (p. 1899-1900) ; son sous-amendement n° 594 à l'amendement n° 3 de la commission (visant à insérer, au début de cet l'amendement le mot « notamment ») ; application de l'entretien préalable prévu par la loi de 1973 aux licenciements économiques de dix salariés ; contentieux du licenciement économique devant les conseils de prud'hommes ; nécessité d'élaborer un plan social pour tout licenciement ; rejeté au scrutin public (p. 1902).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Discussion : inconvénients de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [11 juin 1986] (p. 2112) ; emploi, compétitivité et harmonie sociale dans l'entreprise ; recours aux contrats de travail à durée déterminée ; licenciements à l'automne ; inefficacité du soutien apporté par la majorité au Gouvernement pendant le débat sur le projet de loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement ; conception du libéralisme selon le Front national (p. 2113) ; réactions des organisations syndicales face à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; modification des seuils sociaux (p. 2114).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion des articles : **article 46** : suppression de l'autorisation administrative préalable à l'embauche ou à la résiliation du contrat de travail [7 juillet 1986] (p. 2895-2896) ; **article 48** : met en cause M. Gaston Flosse ; aide aux chômeurs de Polynésie (p. 2898) ; **article 56** : seuil relatif à l'élection des délégués du personnel (p. 2899) ; **article 70** : institution d'un préavis de grève pour l'ensemble des entreprises de la Polynésie française ; atteintes portées au droit de grève [7 juillet 1986] (p. 2910).

Explications de vote : consultation par M. Laurent Fabius des partenaires sociaux de la Polynésie ; Sénat ayant dénaturé la portée sociale et économique du texte ; indemnisation du chômage ; autorisation administrative de licenciement ; réglementation du droit de grève ; vote hostile du groupe socialiste (p. 2920).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : niveau de la protection sociale ; situation financière de la sécurité sociale ; financement des retraites et des pensions ; mise en place d'une commission saisie des problèmes des retraites ; résultats de la politique menée jusqu'en 1985 ; diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires ; maîtrise des dépenses de santé [24 juillet 1986] (p. 3843) ; rapport de M. Léon Tabah sur l'évolution des retraites ; harmonisation des différents régimes ; droit à la retraite à soixante ans (p. 3844).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* nécessité d'assurer l'équilibre financier de la sécurité sociale sans remettre en cause la solidarité entre Français [6 novembre 1986] (p. 5904) ; conséquence de l'abaissement définitif à soixante ans de l'âge de la retraite ; maintien de la retraite par répartition passant par des propositions de ressources collectives ; son opposition à l'épargne retraite ; nécessaire maîtrise des dépenses de santé ; nécessité de rechercher des économies du côté des prescripteurs ; risque d'une médecine à deux vitesses (p. 5905) ; sécurité sociale étant la gloire de la démocratie républicaine et solidaire (p. 5906).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** ; son amendement n° 176 (réduction des crédits) ; durée des stages d'initiation à la vie professionnelle ; bilan des contrats de qualification et d'adaptation ; formation en alternance devant devenir un véritable moyen de formation des jeunes (p. 5963) ; rejeté ; son amendement n° 174 (réduction des crédits) ; contrôle du Parlement sur le budget du ministère ; nombre de stages d'insertion, de qualification et d'orientation (p. 5965) ; rejeté (p. 5966) ; s'étonne que le Gouvernement refuse de donner un avis sur les amendements défendus par des membres de la représentation nationale ; décision prise récemment par le Gouvernement à propos du minimum social ; insuffisance financière du plan de M. Zeller (p. 5969) ; **après l'article 73** : son amendement n° 186 (Gouvernement devant déposer avant la fin de l'année 1987 un rapport retraçant les mesures prises grâce à la provision de 2 845 millions de francs du chapitre 44-77 de la section III du fascicule du ministère des affaires sociales et de l'emploi) ; ministre ayant annoncé que la manière dont les crédits inscrits au chapitre 44-77 auraient été utilisés serait exposée devant la commission dans une communication qui lui sera présentée (p. 5970) ; nécessité de déposer un rapport devant la représentation nationale ; rejeté (p. 5971).

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : son amendement n° 196 (réduction des crédits) [13 novembre 1986] (p. 6211) ; rejeté (p. 6212) ; son amendement n° 199 (réduction des crédits) : rejeté (p. 6213).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : approuve la levée de l'interdiction de la publicité pour les préservatifs masculins ; approuve la modification des règles concernant la lutte contre le travail clandestin, l'aide aux porteurs de journaux et aux correspondants locaux ; modulation par décret du forfait journalier des hôpitaux ; conséquences pour les plus défavorisés de l'abolition de la franchise postale pour les correspondances adressées à la sécurité sociale [5 décembre 1986] (p. 7161) ; prorogation d'un an de l'exercice d'une activité de clientèle privée au sein des établissements publics ; son opposition au rétablissement des poursuites contre les praticiens ne cotisant pas au Conseil de l'Ordre ; nombre des élus du comité d'entreprise siégeant à titre consultatif au conseil d'administration des entreprises publiques ; statut des personnalités qualifiées siégeant dans les conseils d'administration des entreprises publiques ; risques induits par la possibilité de s'assurer contre les fautes inexcusables en matière de sécurité du travail (p. 7162).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : situation des veuves exclues du bénéfice de l'assurance veuvage [6 décembre 1986] (p. 7203) ; racisme débridé du Front national ; absence de dévoiement des moyens du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés (p. 7204) ; **article 6** : effet pervers sur l'orientation des malades résultant des modalités différentes de prise en charge des frais de séjour entre les unités de long séjour et la psychiatrie ; risques induits par la modulation du forfait hospitalier (p. 7223) ; **article 7** : regrette que le Gouvernement ne dispose pas en permanence de sa majorité pour voter des textes et qu'il soit obligé de demander un scrutin public sur le moindre amendement (p. 7225) ; **après l'article 7** : inopportunité que les pensions ne suivent plus l'évolution moyenne des salaires ; blocage de l'augmentation du mois de juillet 1986 (p. 7229) ; Gouvernement organisant le passage des médecins dans le secteur II (p. 7231) ; **après l'article 12** : difficultés du fonctionnement de l'Ordre des médecins (p. 7265) ; nécessité de laisser une certaine latitude aux praticiens refusant de payer leurs cotisations (p. 7266) ; **article 13** : cas des sociétés anonymes dans lesquelles le

conseil d'administration et de surveillance comprend des administrateurs élus par les salariés ; réduction de la représentation des salariés (p. 7267) ; **article 14** : composition des conseils d'administration des entreprises publiques ; modalités de révocation des personnes nommées par décret ; nécessité de tenir compte de la jurisprudence en la matière (p. 7268) ; texte de l'article ne faisant pas référence à la loi de 1966 (p. 7269) ; **après l'article 15** : notion de faute inexcusable ; nécessaire action en matière de prévention des accidents du travail (p. 7273) ; rappelle les principales dispositions de l'ordonnance de 1982 en matière de cumul emploi-retraite (p. 7276).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement** : regrette que le président de séance ait interrompu l'intervention de M. Fuchs [19 décembre 1986] (p. 7922) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; révocation des administrateurs des entreprises publiques nommés par décret (p. 7924) ; rappelle les dispositions relatives à la loi sur l'aménagement du temps de travail ; amendement du Gouvernement supprimant les contre-parties instituées par cette loi (p. 7943) ; niveau de négociation retenu par le Gouvernement (p. 7944) ; irrecevabilité de l'amendement n° 1 du Gouvernement ; **son rappel au règlement** : demande au président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de bien vouloir réunir la commission (p. 7948).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe sur le projet de loi relatif aux procédures de licenciement ; conditions de conclusion de l'accord du 20 octobre ; rôle positif de l'intervention de l'inspecteur du travail dans des licenciements collectifs à caractère économique ; longueur des procédures ; position de force du C.N.P.F. lors des négociations [8 décembre 1986] (p. 7312) ; remise en cause du S.M.I.C. ; non reprise par la loi des dispositions de l'accord relatif au délai d'information donnant des garanties aux salariés et de l'obligation d'informer en temps utile les institutions représentatives du personnel des conséquences de la modernisation pour les salariés ; recherche d'une meilleure productivité ; souplesse dans l'organisation des entreprises (p. 7313) ; défense des intérêts particuliers (p. 7314).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : problème de la définition des licenciements où il y aurait immédiatement remplacement par d'autres salariés sans diminution de l'effectif [9 décembre 1986] (p. 7361) ; **article 1er** : ses observations (p. 7362) ; **article 2** : conditions d'ancienneté d'un an (p. 7363) ; **article 3** : son amendement n° 31 (complétant le texte proposé pour l'article L.122 14-2 du code du travail par la phrase suivante : « ce ou ces motifs doivent présenter un caractère réel et sérieux ») (p. 7366) ; nécessité que dans tous les cas de licenciement, les motifs présentent un caractère réel et sérieux ; rejeté au scrutin public (p. 7367) ; **article 4** : précise que, lorsque un employeur est reconnu fautif lors d'un licenciement, il doit rembourser aux organismes versant les indemnités de chômage, le montant total des indemnites dues depuis le jour du licenciement jusqu'à celui du jugement (p. 7369) ; son amendement n° 32 (complétant le 2e alinéa du paragraphe II de cet article par les mots « qui ne peut être inférieur à un mois de salaire ») : rejeté (p. 7370) ; **article 5** : harmonisation des dispositions relatives à l'entretien et à l'énoncé des motifs du licenciement ; diminution de l'ancienneté des salariés dans les entreprises du fait des rotations en cours ; son amendement n° 33 : devenu sans objet (p. 7371) ; **article 6** : son amendement n° 34 (substituant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « déclaration de mouvement de main-d'œuvre » les mots « contrôle de l'emploi ») ; son amendement n° 35 (complétant le paragraphe III de cet article par l'alinéa suivant : « ce même article est complété par la phrase suivante : « parmi ces critères ne peuvent être retenus ceux qui sont relatifs aux opinions politiques, aux convictions religieuses, à l'exercice du droit de grève, aux activités syndicales exercées par le salarié ») ; son amendement n° 36 (complétant le paragraphe III de cet article par l'alinéa suivant : « ce même article est complété par la phrase suivante : « parmi ces critères ne peuvent être retenus ceux qui sont relatifs à l'origine, au sexe, ou à l'appartenance à une ethnie, une nation ou une race ») ; son amendement n° 37 (complétant le paragraphe III de cet article par la phrase suivante : « ce même article est complété par la phrase suivante : « ces critères prennent également en compte la situation des salariés handicapés et des salariées en état de grossesse ») (p. 7372) ; amendements n° 35, n° 36 et n° 37 : rejetés ; son amendement n° 38 : devenu sans objet (p. 7373) ; **article 7 : son rappel au règlement** : ses observations sur la décision selon laquelle son amendement n° 38 est devenu sans objet ; amendement visant à rétablir des peines sanctionnant des infractions aux arrêtés du ministre chargé du travail concernant certaines catégories d'entreprises (p. 7374) ; son amendement n° 39 (insérant dans le 4e alinéa « b » du texte proposé pour l'article L. 321-2 du code du travail après le mot « informé » les mots « sous huitaine ») ; délais dans lesquels l'employeur est tenu d'informer l'autorité administrative compétente du ou des licenciements qui ont été prononcés ; rejeté (p. 7375) ; son amendement n° 57 (rédigeant ainsi après les mots « est soumis aux dispositions » la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-2 du code du travail : « prévues au présent chapitre, relatives au projet de licenciement d'au moins 10 salariés ») (p. 7388) ; rejeté (p. 7389) ; **article 8** : son amendement n° 40 (prévoyant que les deux réunions du comité d'entreprise soient séparées par un délai qui ne peut être supérieur à 7 jours) ; hypothèse où le nombre de licenciements est inférieur à 100 (p. 7390) ; adopté (p. 7391) ; **article 9** : son amendement n° 41 (insérant au début du paragraphe I de cet article l'alinéa suivant : « au premier alinéa de l'article L. 321-4 du code du travail, à la référence L. 321-3 est substituée la référence L. 321-2 ») (p. 7391) ; devenu sans objet ; son amendement n° 42 (insérant dans le 2e alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « entreprises visées » les mots « au 1° de l'article L. 321-2 est ») ; élargissement des conventions de conversion aux entreprises qui envisagent moins de 10 licenciements dans une période de 30 jours, quel que soit leur effectif ; rejeté (p. 7392) ; son amendement n° 43 (insérant après le paragraphe I de cet article le paragraphe suivant : « le 8e alinéa de l'article L. 321-4 du code du travail est complété par la phrase suivante : ces mesures constituent le plan social ») : rejeté (p. 7393) ; information que l'employeur doit porter à la connaissance des représentants du personnel simultanément portée à celle de l'autorité administrative compétente (p. 7394) ; **article 10** : son amendement n° 44 (complétant le texte proposé pour l'article L. 321-5 du code du travail par les mots : « et rechercher toutes les possibilités offertes par les conventions d'allocations spéciales du fonds national de l'emploi ») : rejeté (p. 7395) ; **article 11** : financement des conventions de conversion (p. 7396) ; **article 12** : son amendement n° 45 (rédigeant ainsi après les mots « trente jours » la fin de la dernière phrase du 1er alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-6 du code du travail : « lorsque le nombre des licenciements est inférieur à 100 à 45 jours lorsque le nombre des licenciements est au moins égal à 100, et inférieur à 250 et à 60 jours lorsque le nombre des licenciements est au moins égal à 250, sans préjudice des dispositions plus favorables prévues par convention ou accord collectif de travail ») ; délai entre la notification à l'autorité administrative compétente et l'envoi des lettres de licenciement ; adopté (p. 7397) ; son amendement n° 46 (substituant dans le 3e alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-6 du code du travail au mot « rompu » les mots « temporairement suspendu ») (p. 7398) ; rejeté ; son amendement n° 55 (complétant le 3e alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-6 du code du travail par la phrase suivante : « cette disposition n'interdit pas aux salariés d'avoir la possibilité de faire un recours juridique en cas de litige ») ; partenaires patronaux ayant imposé aux organisations syndicales la notion de « rupture » d'un commun accord ; problème du litige pouvant surgir de cette situation ; distribution in extremis d'un amendement de la commission sur le même sujet (p. 7400) ; rejeté ; son amendement n° 47 (de conséquence) : devenu sans objet (p. 7401) ; **article 13** : volonté de la majorité de casser le code du travail (p. 7403) ; **après l'article 13** : son amendement n° 48 (prévoyant que les salariés licenciés pour raison économique ou ayant accepté un contrat de conversion bénéficient d'une priorité de réembauchage) : rejeté (p. 7405) ; **article 14** : son amendement n° 49 (pénalités pour l'employeur n'ayant pas observé

les dispositions concernant l'existence d'un plan social et la mise en œuvre des conventions de conversion) ; compétence du législateur pour prévoir les pénalités (p. 7406) ; rejeté ; son amendement n° 50 (complétant le paragraphe 1er de cet article par l'alinéa suivant : « 5° — n'aura pas observé les dispositions prévues au 7e alinéa de l'article L. 321-7 ») : rejeté ; son amendement n° 51 (complétant le paragraphe 1er de cet article par l'alinéa suivant : « 6° — n'aura pas observé les dispositions relatives à la priorité de réembauchage ») : rejeté ; **article 15** : son amendement n° 56 (de cohérence) (p. 7407) ; adopté (p. 7408) ; **article 20** : son amendement n° 52 (information des membres du comité d'entreprise sur les plans d'adaptation aux technologies nouvelles) : retiré (p. 7416) ; **article 21** : son amendement n° 53 (de suppression) ; licenciement de fin de chantier (p. 7417) ; rejeté ; son amendement n° 54 (possibilité pour des conventions ou accords collectifs étendus de prévoir dans les professions du bâtiment et des travaux publics que les licenciements de fin de chantier ne sont pas soumis aux dispositions applicables aux licenciements économiques, dès lors qu'elles recouvrent une pratique habituelle en usage dans la profession) (p. 7418) ; rejeté (p. 7419).

Seconde délibération du projet de loi : **article 6** : son amendement n° 1 (tendant à substituer à l'article L. 361-1 du code du travail à la référence « L. 321-1 » la référence : « L. 320-1 ») ; sanctions de l'obligation pour les employeurs d'informer les services publics de la main-d'œuvre pour une embauche ou une résiliation de contrat de travail (p. 7422) ; rejeté (p. 7423).

Commission mixte paritaire, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe : accord sur les procédures de licenciement n'ayant pas été conclues dans les conditions normales d'une négociation ; intervention de l'administration permettant d'éviter les abus [19 décembre 1986] (p. 7861) ; attitude du C.N.P.F. ; accord sur les procédures de licenciement ayant été imposées par le comportement du Gouvernement ; inopportunité d'adopter un projet de loi entérinant un accord de régression ; obligation d'informer en temps utile les institutions représentatives du personnel sur les conséquences de la modernisation pour les salariés (p. 7862) ; projet de loi étant destiné à donner satisfaction aux patrons médiocres ; amélioration de la productivité par une plus grande efficacité du travail ; ses observations sur la politique sociale du Gouvernement (p. 7863) ; réglementation des licenciements de fin de chantier (p. 7864) ; politique suivie en matière de droit du travail par le précédent Gouvernement ; destruction du tissu des relations sociales de la France (p. 7880) ; nécessité qu'un salarié licencié pour une raison économique bénéficie d'une priorité de réembauche ; cas d'entreprises embauchant des jeunes pour bénéficier de l'exonération de 25 % et parallèlement licenciant un salarié de cinquante ans (p. 7881) ; réglementation des licenciements de fin de chantier (p. 7882).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 10** : réintégration automatique du salarié en cas de licenciement économique abusif [9 décembre 1986] (p. 7432) ; réintégration du salarié en cas de licenciement économique abusif (p. 7435).

COINTAT (Michel)

Député d'Ille-et-Vilaine
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Président de cette délégation [*J.O.* du 15 mai 1986] (p. 6375).

Membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Membre du Haut Conseil du secteur public [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (agriculture : dépenses ordinaires) ; (Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale) [14 octobre 1986] (p. 4727-4728).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport d'information établi au nom de la **Délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 (n° 149) [27 mai 1986].

Conclusions de la Délégation pour les Communautés européennes n° 8/86 : harmonisation des assises sur les **boissons alcooliques** (nouvelles propositions de directives) (feuilleton n° 42 du 18 juin 1986).

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 6 : **agriculture** : dépenses ordinaires ; annexe n° 36 : **Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (n° 395)** [9 octobre 1986].

Conclusions de la Délégation pour les Communautés européennes n° 14/86 : budget communautaire (feuilleton n° 92 du 29 octobre 1986).

Conclusions de la Délégation pour les Communautés européennes n° 16/86 : la proposition de 16e directive T.V.A. (feuilleton n° 97 du 5 novembre 1986).

Rapport d'information établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les **Communautés européennes**, instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 493)** [26 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Réajustement monétaire et problèmes agricoles : dégradation des revenus agricoles ; mécanismes des marchés agricoles ; montants compensatoires monétaires négatifs [16 avril 1986] (p. 185) ; montants compensatoires monétaires positifs (p. 186).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : aide financière accordée aux entreprises du secteur agro-alimentaire ; lettre de cadrage du budget 1987 ; rétablissement du caractère prioritaire du secteur agro-alimentaire ; impact du secteur agro-alimentaire sur l'évolution de l'économie française [23 mai 1986] (p. 1155) ; spécificité de ce secteur ; nécessité d'accompagner les mutations d'un secteur de croissance très différencié ; croissance des industries agro-alimentaires ; caractère défavorable de la conjoncture des industries agro-

alimentaires ; suppression des aides nationales empêchant l'accès aux aides communautaires financées par l'Etat français ; entreprises concurrentes des pays étrangers partenaires de la C.E.E. bénéficiant d'aides sectorielles à la recherche et d'aides régionales (p. 1156).

Discussion des articles : **après l'article 3 :** son amendement n° 2 (alignement du régime d'imposition des G.A.E.C. sur celui des agriculteurs exploitants à titre individuel) ; son sous-amendement n° 193 à l'amendement n° 190 du Gouvernement (rédactionnel) [26 mai 1986] (p. 1205) ; fiscalité applicable aux G.A.E.C. ; imposition au bénéfice réel ; remise en cause de la transparence à 100 % des recettes des G.A.E.C. ; nécessité d'éviter de donner une rente de situation à certains d'entre eux ; amendement n° 2 : retiré (p. 1206) ; sous-amendement n° 193 : adopté (p. 1207).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 18 (doublement de la majoration de décote pour tout enfant invalide) : retiré [25 juillet 1986] (p. 3880).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : importance des lois d'orientation de 1960 et 1962 [7 octobre 1986] (p. 4394) ; importance économique de l'agriculture ; évolution du revenu net agricole ; création de la conférence annuelle agricole en 1971 ; politique de Bruxelles ; rôle du Conseil supérieur d'orientation ; création des offices étatiques par produits ; évolution de l'office du blé ; potentialité agricole de la France (p. 4395) ; transferts budgétaires en direction de l'agriculture ; remplacement des offices à caractère dirigiste par des interprofessions puissantes (p. 4396).

Discussion des articles : **article 1er :** détermination du mode de désignation des représentants de la production et de la transformation et de la commercialisation (p. 4414) ; représentation des interprofessions au sein du Conseil supérieur d'orientation (p. 4415) ; son amendement n° 1 (compétences du Conseil supérieur d'orientation pour l'ensemble des productions agricoles et forestières) (p. 4416) ; adopté (p. 4417) ; ses observations (p. 4418) ; **avant l'article 2 :** son amendement n° 2 (remplaçant dans l'article 1er de la loi du 6 octobre 1982 relative à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés les mots : « sont créés », par les mots : « peuvent être créés ») ; transfert des activités des offices vers les interprofessions ; retiré (p. 4424) ; **article 2 :** *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* affectation de crédits supplémentaires à la politique agricole en montagne [8 octobre 1986] (p. 4475) ; *article 4 de la loi du 6 octobre 1982 :* campagne promotionnelle nécessitant des participations professionnelles ou interprofessionnelles (p. 4476) ; *article 7 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 4 (précisant que les attributions dévolues aux offices sont progressivement confiées pour une production ou un ensemble de production à des organisations interprofessionnelles reconnues) ; définition d'une période transitoire permettant d'assurer la liaison entre office et interprofession (p. 4479) ; satisfait (p. 4480) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 5 (application de la présente loi aux départements et territoires d'outre-mer suivant la procédure de consultation en vigueur) ; cas de l'ancien F.O.R.M.A. qui avait des compétences pour les départements d'outre-mer ; retiré (p. 4481).

Explications de vote : maintien du caractère semi-public de l'agriculture ; rénovation du Conseil supérieur d'orientation ; organisation d'un passage vers les interprofessions ; organisation complète de certaines professions agricoles (p. 4484).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie : Discussion des articles : **article 10 :** son amendement n° 183 (tendant à créer une option pour l'assujettissement à la T.V.A. de la location de bâtiments ruraux) ; rapprochement de la législation agricole et de la législation de droit commun ; difficultés d'installation des jeunes [16 octobre 1986] (p. 4920) ; nécessité de faire des agriculteurs des citoyens à part entière ; problème du reversement de la T.V.A. à la suite d'une succession d'exploitation ; retiré (p. 4921) ; **article 11 :** son amendement n° 188 (possibilité pour les groupements agricoles d'exploitation en commun relevant du forfait d'exercer une option pour le régime transitoire) [17 octobre 1986] (p. 4934) ; retiré ; son amendement n° 189 (insérant dans le premier alinéa du 4 *bis* de l'article 158 du code général des impôts après les mots « régime réel d'imposition » les mots « ou sous le régime prévu à l'article 68 F ») (p. 4935) ; retiré ; son amendement n° 191 (application des dispositions de cet article à partir des revenus de 1987) : adopté ; **après l'article 11 :** son amendement n° 193 (prévoyant que, lorsque les recettes d'un exploitant agricole individuel mesurées sur la moyenne des deux années consécutives s'abaisse en dessous de 300 000 F, l'intéressé peut, sur option, être soumis au régime du forfait (p. 4936) ; adopté après rectification (p. 4937) ; **article 13 :** son amendement n° 208 (substituant dans la première phase du 3e alinéa du paragraphe II de cet article aux mots « pour les » les mots « pendant les quatre ») : retiré ; son amendement n° 210 (supprimant le dernier alinéa du paragraphe II de cet article) (p. 4941) ; retiré (p. 4942).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : crédits du Secrétariat général de la défense nationale ; nécessité de renforcer l'effort de Défense civile ; existence d'une guerre économique mondiale ; lutte contre le terrorisme [22 octobre 1986] (p. 5153) ; participation des ministères civils à l'effort de défense ; recensement des abris ; information du public sur les risques encourus en temps de paix, en temps de guerre et en temps de crise ; associations des collectivités territoriales et de l'armée aux actions de défense civile (p. 5154).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : insuffisance du budget de la Communauté pour 1987 compromettant l'avenir de la P.A.C. ; revenu des agriculteurs français ; déficit de la France vis-à-vis de la Communauté européenne ; préférence communautaire étant devenue un leurre ; exemple des importations de matières grasses végétales non agricoles ; beurre et mouton néo-zélandais ou australien [30 octobre 1986] (p. 5511) ; niveau excessif des stocks alimentaires ; politique d'aide aux produits n'étant plus la panacée ; développement du rôle des organisations interprofessionnelles ; progression du budget à structure constante ; quotas laitiers (p. 5512) ; difficultés des régions à vocation laitière telle le grand Ouest ; nécessité d'engager un programme d'action pour maîtriser la production et définir une politique d'orientation des structures ; ses propositions en matière de production laitière ; harmonisation des bourses scolaires de l'enseignement agricole avec celles de l'enseignement non agricole (p. 5513) ; quotas laitiers [30 octobre 1986] (p. 5528) ; *questions :* problème de la vente et de l'incorporation dans l'essence de l'éthanol végétale (p. 5568).

Examen des crédits. **Agriculture : Etat B, titre IV :** crédits affectés aux planteurs de canne à sucre (p. 5586) - **Etat C, titre VI :** crédits de paiement accordés aux S.A.F.E.R. (p. 5587) ; **B.A.P.S.A. : après l'article 73 :** transmission du rapport statutaire du conseil supérieur d'orientation au Parlement (p. 5588) ; ses observations (p. 5589).

Economie, finances et privatisation. I. — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **article 41 :** recettes du Fonds national pour le développement des adductions d'eau ; prélèvement sur le pari mutuel [13 novembre 1986] (p. 6217) ; **après l'article 73 : son rappel au règlement :** souligne l'identité existant entre l'amendement n° 194 de M. Christian Pierret en discussion et son amendement déclaré irrecevable (p. 6221).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* solde positif de la balance des paiements ; mesures prises par le Gouvernement concourant à favoriser les exportations ; solde de la balance commerciale ; apport de l'agro-alimentaire ; ingénierie ; ventes d'armes (p. 6263) ; diminution de la facture énergétique ; prise en compte de l'environnement international ; commerce extérieur caractérisé par dettes vis-à-vis des pays solvables industrialisés par des créances douteuses vis-à-vis de pays insolvables du tiers-monde ; estime que les Français ne sont pas des exportateurs ; effort

en faveur des P.M.E. ; mobilisation des conseils régionaux (p. 6264) ; *questions :* sensibilisation des entreprises françaises au marché allemand (p. 6171) ; problème des discussions en cours avec la Norvège pour les fournitures complémentaires de gaz à partir de 1993 (p. 6272).

Commission mixte paritaire, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie ; augmentation des dépenses de l'Etat ; déficit budgétaire ; réduction d'impôt pour les entreprises [16 décembre 1986] (p. 7662) ; baisse générale des impôts pour les particuliers ; efforts en faveur de l'agriculture (p. 7663) ; nécessité d'une rénovation de la politique agricole commune (p. 7668) ; dispositions fiscales en faveur de l'agriculture (p. 7669).

Explications de vote : remercie le Rapporteur général (p. 7689) ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 7690).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie ; respect des principes fondamentaux des traités ; négociations et signature du texte par l'ancien Gouvernement ; acte répondant au souhait d'une union européenne exprimé depuis 1972 ; création d'un secrétariat de coopération politique distinct de la commission ; extension du vote à la majorité qualifiée ; maintien en vigueur du compromis de Luxembourg [20 novembre 1986] (p. 6617) ; blocage du système par l'utilisation systématique de la règle de l'unanimité ; création du marché intérieur ; politique technologique (p. 6618) ; s'oppose à la demande de renvoi en commission déposée par M. André Lajoinie ; rejet par la grande majorité des députés de l'exception d'irrecevabilité et de la question préalable déposée par le groupe communiste (p. 6661) ; enlisement du Marché commun au détriment de la politique agricole commune ; maintien en vigueur de l'arrangement de Luxembourg (p. 6662).

Explications de vote : nécessité de l'union européenne ; estime que la notion de communauté s'estompe dans l'esprit de certains partenaires ; leadership de la France dans les réformes en Europe (p. 6664).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 23 :** insuffisance du dispositif de cet article face aux problèmes posés ; irrecevabilité opposée à son amendement concernant les taxes sur les céréales et autres produits destinés à alimenter le B.A.P.S.A. et sans incident sur le budget de 1987 [11 décembre 1986] (p. 7551) ; **après l'article 26 :** son amendement n° 7 (extension des avantages fiscaux dont bénéficient les agriculteurs affiliés à un centre de gestion agréé et assujettis au bénéfice réel à ceux assujettis au régime du bénéfice réel simplifié) (p. 7558) ; retiré ; son amendement n° 8 (étendant le bénéfice de la déduction partielle de T.V.A. au fioul utilisé par les C.U.M.A. pour les besoins agricoles) : adopté ; son amendement n° 10 (tendant à abroger l'article 1649 *ter* E du code général des impôts obligeant les fabricants et grossistes de certains produits de faire accompagner leur transport de marchandises d'un bon de remise) : adopté après modification (p. 7559).

COLIN (Daniel)

Député du Var
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Construction du porte-avions à propulsion nucléaire Richelieu : sanctuarisation de « l'Hexagone » ; maintien de la France parmi les puissances mondiales ; respect des accords de défense [4 juin 1986] (p. 1677).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Georges Hage ; liberté de communication et suppression du monopole d'Etat [5 août 1986] (p. 4040) ; incapacité du triple monopole de T.D.F., de la S.F.P. et des chaînes publiques à faire face à la concurrence ; concurrence entre chaînes publiques et privées et en matière de production audiovisuelle ; création de la C.N.C.L. ; contradictions dans les décisions de la Haute autorité et du secrétariat d'Etat aux techniques de la communication de M. Georges Fillioud ; exemple du réseau câblé de Toulon (p. 4041) ; « révolution » de la communication permise par le projet de loi (p. 4042).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* nécessaire réduction et restructuration du secteur public [13 novembre 1986] (p. 6297) ; suppression de la redevance sur les magnétoscopes et baisse de la redevance T.V. ; privatisation de T.F. 1 ; accroissement des effectifs de l'audiovisuel public de plus de 20 % durant les cinq dernières années ; nécessité de diminuer le prélèvement du service de la redevance ; affectation des sommes épargnées à l'achat de films ou à la diminution de la redevance ; extension de la diffusion vers les départements et territoires d'outre-mer ainsi que vers l'étranger ; mesures en faveur de la création (p. 6298).

COLIN (Georges)

Député de la Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

COLLOMB (Gérard)

Député du Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Autorisation administrative de licenciement : suppression de cette autorisation ; négociation entre les partenaires sociaux pour définir une procédure de substitution destinée à garantir les droits des salariés ; cas des licenciements de moins de dix personnes ; effets négatifs sur l'emploi de la suppression [14 mai 1986] (p. 900).

— Suppression du S.M.I.C. : remise en cause de « droits acquis intangibles » ; aménagement ou suppression du S.M.I.C. répondant aux vœux du C.N.P.F. [22 octobre 1986] (p. 5134-5135).

orales sans débat :

— **n° 128,** posée le 18 novembre 1986 : **circulation routière (transports de matières dangereuses : Rhône)** (p. 6510) ; appelée le 21 novembre 1986 : **traversée de Lyon par des poids lourds transportant des matières dangereuses** : nécessité pour prévenir une éventuelle catastrophe de rendre obligatoires les itinéraires de contournement déjà définis et de mettre en place le fléchage correspondant (p. 6681-6682).

— **n° 129** de Mme Marie-France Lecuir : **subvention d'équilibre à la commune de Montigny-les-Cormeilles** [21 novembre 1986] (p. 6679).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : législature s'ouvrant par une rupture importante dans l'histoire du pays [23 avril 1986] (p. 299) ; absence de points communs entre la pensée économique et sociale du gaullisme historique et le programme de récession sociale de la majorité parlementaire ; programme du Conseil national de la Résistance (p. 300).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 193 (de suppression) [24 avril 1986] (p. 344) ; rejeté ; son amendement n° 194 (visant à insérer dans le premier alinéa de l'article 1er, après les mots « liberté de gestion », les mots « pour protéger les droits des consommateurs ») (p. 346) ; rejeté (p. 348) ; son amendement n° 195 (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « certaines dispositions de la législation économique, notamment celle des » le mot « les ») son amendement n° 196 (tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « certaines dispositions de la législation économique », à insérer les mots « à l'exception des dispositions prorogeant la libre concurrence ») (p. 357) ; rejetés ; son amendement n° 197 (tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix » à insérer les mots « à l'exception de son article 1er) : rejeté (p. 359) ; son amendement n° 198 (tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix » à insérer les mots « à l'exception de son article 37 ») (p. 360) ; rejeté ; son amendement n° 199 (tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « et n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique ») (p. 361) ; rejeté ; son amendement n° 200 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception des dispositions relatives à la publicité des prix ») : rejeté ; son amendement n° 201 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans abroger la loi du 7 octobre 1890 relative aux agents de change ») : retiré ; son amendement n° 202 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans abroger la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et d'industrie ») (p. 362) ; rejeté ; son amendement n° 203 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans abroger la loi du 30 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture ») : retiré ; son amendement n° 204 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans abroger la loi du 26 juillet 1925 relative aux chambres de métier ») : rejeté ; son amendement n° 205 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception des dispositions de la loi du 15 août 1936 créant l'Office national interprofessionnel des céréales ») (p. 365) ; rejeté au scrutin public (p. 366) ; son amendement n° 206 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de la loi du 10 septembre 1947 relative à la définition, l'organisation et au fonctionnement des coopératives) : rejeté ; son amendement n° 208 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans modifier ni abroger les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales) : rejeté ; son amendement n° 211 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans abroger les dispositions de la loi du 19 juillet 1977 relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante ») (p. 367) ; rejeté ; son amendement n° 212 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « — l'exclusion de la loi n° 76-448 du 24 mai 1976 portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés ») : rejeté ; son amendement n° 213 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de la loi du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit ») : rejeté (p. 369) ; son amendement n° 214 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de la loi du 10 janvier 1978 relative à la protection et à l'information des consommateurs de produits et de services ») : rejeté ; son amendement n° 215 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception des dispositions prévues par la loi du 18 juillet 1978 portant statut des coopératives ouvrières de production ») : rejeté ; son amendement n° 216 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de la loi du 10 août 1981 relative au prix du livre ») (p. 370) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 217 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exclusion de la loi du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs ») : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 218 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception des dispositions de la loi du 6 octobre 1982 relative à la création d'Offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés et créant l'Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales (Onifam) ») ; son amendement n° 219 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception des dispositions de la loi du 6 octobre 1982 relative à la création d'Offices d'intervention das le secteur agricole et à l'organisation des marchés et créant l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture (Oniflor) ») (p. 371) ; son amendement n° 220 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception des dispositions de la loi du 6 octobre 1982 relative à la création d'Offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés et créant l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onilait) ») ; son amendement n° 221 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception des dispositions de la loi du 6 octobre 1982 relative à la création d'Offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés et créant l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'oviculture (Ofival) ») : son amendement n° 222 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de la loi du 6 octobre 1982 relative à la création d'Offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés et créant l'Office national interprofessionnel des vins (Onivin) ») ; rejetés ; son amendement n° 223 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans abroger l'article 40 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs ») : rejeté ; son amendement n° 224 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne ») (p. 372) ; rejeté ; son amendement n° 225 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception des dispositions prévues par la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit) ») : rejeté (p. 373) ; son amendement n° 226 (tendant à compléter le premier alinéa de l'article 1er par les mots « à l'exclusion des dispositions des articles 41, 51, 53, 58, 60 et 86 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ») : rejeté ; son amendement n° 227 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans abroger la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises ») : rejeté ; son amendement n° 229 (tendant à compléter le premier alinéa de l'article 1er par les mots « à l'exclusion de la loi du 23 octobre 1984 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ») (p. 374) ; rejeté ; son amendement n° 230 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de la loi du 21 décembre 1984 modifiant l'ordonnance du 27 décembre 1958 relative à la domiciliation des entreprises ») : rejeté ; son amendement n° 231 tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans modifier ni abroger la loi du 3 janvier 1985 relative aux comptes consolidés de certaines sociétés

commerciales et entreprises publiques ») : rejeté ; son amendement n° 233 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sans modifier ni abroger les dispositions de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation des entreprises ») ; son amendement n° 234 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise ») (p. 375) ; rejetés ; son amendement n° 235 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de l'ensemble des dispositions du code de la mutualité régissant l'organisation et le fonctionnement des mutuelles ») : rejeté ; son amendement n° 236 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exception de l'ensemble des dispositions régissant les marchés d'intérêt national ») (p. 376) ; rejeté ; son amendement n° 436 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « à l'exclusion des dispositions contenues dans le code des assurances concernant notamment la réalité des placements, les modalités de calcul, des provisions, les méthodes de représentation à l'actif ») : retiré (p. 377) ; son amendement n° 237 (tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article) : rejeté [25 avril 1986] (p. 407) ; **article 2** : rapport Seguin de 1979 mettant en garde contre le risque de développement de la précarisation de l'emploi (p. 420) ; propositions avancées sur le rapport Seguin de 1979 sur les problèmes des contrats à durée déterminée et le travail temporaire (p. 421) ; attitude adoptée par le parti socialiste à l'égard du rapport Seguin de 1979 (p. 424) ; principales conclusions du rapport Taddei ayant inspiré le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail (p. 438) ; son amendement n° 238 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article après le mot « prendre » à insérer les mots « au vu des négociations avec les partenaires sociaux ») (p. 439) ; rejeté au scrutin public (p. 440) ; son amendement n° 239 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article après les mots « jeunes de seize à vingt-cinq ans » à insérer les mots « rencontrant de réelles difficultés d'insertion ») ; motifs du chômage des jeunes ; nécessité que les crédits du plan-emploi des jeunes servent prioritairement aux jeunes les moins formés (p. 441) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 240 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article à insérer après les mots « favorisant leur embauche » les mots « sans déroger au S.M.I.C. ») ; corrélation inverse entre chômage et formation pour les jeunes ; S.M.I.C.-jeunes pouvant résulter d'un transfert du salaire en charges sociales ; risque de phénomènes de substitution (p. 442) ; danger consistant à rechercher la main-d'œuvre coûtant le moins cher (p. 443) ; rejeté au scrutin public (p. 444) ; son amendement n° 241 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article après les mots « formations professionnelles en alternance » à insérer les mots « existants et définis par les dispositions actuellement en vigueur du titre huitième du livre IX du code du travail ») ; conception du Gouvernement sur les formations professionnelles en alternance ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 242 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article à substituer aux mots « tout autre dispositif existant » les mots « les dispositifs existants ») ; nécessité de maintenir les dispositifs en faveur des jeunes de 16 à 18 ans qui avaient été mis en place (p. 445) ; retiré après rectification (p. 446) ; reprend l'amendement n° 172 de M. Robert-André Vivien ; rejeté (p. 447) ; son amendement n° 243 (tendant à compléter le troisième alinéa (1) de cet article par la phrase suivante : « les droits à l'ensemble des prestations de sécurité sociale des jeunes concernés par la disposition précitée sont garantis quelle que soit l'exonération appliquée ») (p. 448) ; rejeté ; son amendement n° 244 (modalités de calcul et des conditions de rémunération relatives aux stages d'orientation approfondie et d'initiation à la vie professionnelle, aux contrats de qualification et aux contrats d'adaptation ») : rejeté (p. 449) ; son amendement n° 245 (visant à accroître le contrôle du comité d'entreprise sur le plan de formation de l'entreprise et sur toute mesure visant à favoriser l'embauche des jeunes) [28 avril 1986] (p. 477) ; rejeté ; son amendement n° 246 (visant à insérer das le 4e alinéa de l'article 2 après le mot « apporter », les mots « au vu des négociations avec les partenaires sociaux » (p. 478) ; rejeté ; son amendement n° 247 (visant à maintenir les dispositions de l'article L. 330-1 du code du travail, qui fixe le statut de l'Agence nationale pour l'emploi) : rejeté ; son amendement n° 248 (visant à maintenir les interdictions légales concernant le placement privé des demandeurs d'emploi) : rejeté ; son amendement n° 249 (visant à compléter le quatrième alinéa (2) de l'article 2 par les mots : « en prenant notamment toute disposition de nature à favoriser l'application des articles L. 311-1 et L. 311-2 actuellement en vigueur du code du travail ») (p. 480) ; rejeté (p. 482) ; son amendement n° 250 (visant à supprimer le cinquième alinéa 3 de l'article 21) (p. 486) ; rejeté (p. 487) ; son amendement n° 251 (visant à insérer das le cinquième alinéa (3) de cet article les mots « au vu des négociations avec les partenaires sociaux » après le mot « Apporter ») (p. 499) ; rejeté (p. 500) ; son amendement n° 252 (visant à insérer dans le cinquième alinéa (3) de cet article les mots « dans le respect des accords collectifs conclus, notamment dans la branche d'activité du travail temporaire, et sans porter atteinte aux droits individuels et collectifs des salariés », après le mot « permettant ») ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 253 (visant à insérer dans le cinquième alinéa de cet article les mots », sans remettre en cause les dispositions de l'article L. 122-3-1 actuellement en vigueur du code du travail » après les mots « contrats à durée déterminée ») (p. 502) ; rejeté ; son amendement n° 254 (visant à insérer dans le cinquième alinéa (3) de l'article 2, après les mots « contrat à durée déterminée » les mots « sans remettre en cause les dispositions de l'article L. 122-3-2 actuellement en vigueur du code du travail ») ; rejeté ; son amendement n° 255 (visant à insérer dans le cinquième alinéa (3) de l'article 2 les mots « sans remettre en cause les dispositions de l'article L. 122-3-3 actuellement en vigueur du code du travail » après les mots « contrat à durée déterminée ») (p. 503) ; rejeté ; son amendement n° 256 (visant à insérer dans le cinquième alinéa (3) de cet article les mots « sans modifier la durée totale des contrats à durée déterminée fixée aux actuels articles L. 122-1, L. 122-1-1, L. 122-2, L. 122-3 et L. 122-3-13 du code du travail » après les mots « travail temporaire ») ; rejeté ; son amendement n° 257 (visant à insérer dans le cinquième alinéa (3) de l'article 2 les mots « sans modifier la durée totale des missions de travail temporaire fixée aux articles L. 124-2, L. 124-2-1 et L. 124-2-2 actuellement en vigueur du code du travail » après les mots « travail temporaire ») (p. 504) ; rejeté ; son amendement n° 258 à insérer les mots « sans remettre en cause les dispositions de l'article L. 124-4-1 actuellement en vigueur du code du travail » après les mots « travail temporaire ») ; rejeté ; son amendement n° 259 (visant à insérer les mots « sans remettre en cause les dispositions de l'article L. 124-15 actuellement en vigueur du code du travail » dans le cinquième alinéa (3) de cet article, après les mots « travail temporaire » (p. 505) ; rejeté (p. 506) ; son amendement n° 260 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 124-4-8 du code du travail) ; rejeté ; son amendement n° 261 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 124-10 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 262 (visant à préserver l'article L. 124-4-4 du code du travail relatif à l'indemnité de précarité de l'emploi) ; rejeté (p. 507) ; son amendement n° 263 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 124-3-2 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 264 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 124-2-4 du code du travail) (p. 508) ; rejeté ; son amendement n° 265 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 124-2-5 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 266 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 124-2-6 du code de travail) : rejeté ; son amendement n° 270 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 412-5 du code du travail) (p. 509) ; rejeté ; son amendement n° 269 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 421-2 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 267 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 423-8 du code du travail) (p. 510) ; rejeté ; son amendement n° 268 (visant à préserver les dispositions de l'article L. 431-2 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 271 (visant à maintenir la législation sur les cas pour lesquels un contrat à durée déterminée peut être conclu) (p. 511) ; rejeté (p. 512) ; son amendement n° 272 (visant à maintenir la saisine du comité d'entreprise ou des délégués du personnel en cas de recours à certains types de contrat à durée déterminée (p. 513) ; rejeté ; son amendement n° 273 (visant à maintenir l'autorisation préalable du directeur départemental du travail et de l'emploi ou du fonctionnaire de contrôle assimilé avant la conclusion d'un contrat à durée déterminée prévue à l'article L. 122-1-1 du code du travail ») : rejeté ; son amendement n° 274 (visant à maintenir l'article L. 122-3-4 du code du travail sur l'application aux salariés liés par un contrat de travail à durée déterminée des dispositions légales et convention-

nelles et des usages appliqués aux salariés ayant un contrat à durée indéterminée) : rejeté (p. 514) ; son amendement n° 275 (visant à maintenir le régime de l'indemnité de fin de contrat en cas de travail à durée déterminée) : rejeté ; son amendement n° 276 (visant à maintenir les dispositions de l'article L. 122-3-9 à maintenir les dispositions de l'article L. 122-3-9 du code du travail sur la rupture du contrat de travail à durée déterminée) : rejeté ; son amendement n° 277 (visant à maintenir l'article L. 122-3-12 du code du travail sur les possibilités de pourvoir le poste de travail occupé par un salarié dont le contrat de travail à durée déterminée a pris fin) : rejeté (p. 515) ; son amendement n° 278 (visant à maintenir les limitations apportées au recours aux missions de travail temporaire) : rejeté ; son amendement n° 279 (visant à maintenir l'autorisation du directeur départemental du travail et de l'emploi ou du fonctionnaire de contrôle assimilé pour la conclusion de contrats de travail temporaire prévue à l'article L. 124-2-1 du code du travail) (p. 516) ; rejeté ; son amendement n° 280 (visant à maintenir la saisine du comité d'entreprise ou des délégués du personnel pour les contrats de travail temporaire mentionnés à l'article L. 124-2-1 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 281 (visant à maintenir l'accord préalable de l'autorité administrative pour la conclusion de contrats de travail temporaire précisée à l'article L. 124-2-7 du code du travail si un licenciement économique individuel ou collectif est intervenu dans l'établissement au cours des douze mois précédents) : rejeté ; son amendement n° 282 (visant à maintenir les mentions prévues à l'article L. 124-3 du contrat de mise à disposition liant l'utilisateur à l'entreprise de travail temporaire) (p. 517) ; rejeté ; son amendement n° 283 (visant à préserver les mentions prévues à l'article L. 124-4 du code du travail pour un contrat de travail liant l'entrepreneur de travail temporaire à un salarié mis à disposition provisoire d'un utilisateur) : rejeté ; son amendement n° 284 (maintien des conditions de rémunération du salarié précisées à l'article L. 124-4-2 du code du travail) (p. 518) ; rejeté ; son amendement n° 285 (maintien de l'indemnité compensatrice de congé payé prévue à l'article L. 124-4-3 du code du travail) : rejeté (p. 519) ; son amendement n° 286 (maintien du droit à l'indemnisation en cas d'arrêt de travail occasionné par les intempéries prévues dans les entreprises appartenant aux collectivités professionnelles du bâtiment et des travaux publics pour un salarié lié par un contrat de travail temporaire) : rejeté ; son amendement n° 287 (conditions d'exécution du travail du salarié lié par un contrat de travail temporaire dont est responsable l'utilisateur [29 avril 1986] (p. 531) ; rejeté ; son amendement n° 288 (conditions d'accès aux transports collectifs et aux installations collectives pour les salariés liés par un contrat de travail temporaire) : rejeté ; son amendement n° 289 (maintien des dispositions actuelles prévues à l'article L. 124-5 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 290 (appréciation des conditions du contrat de travail du salarié si l'utilisateur continue à faire travailler celui-ci après la fin de sa mission) (p. 532) ; rejeté ; son amendement n° 291 (maintien des dispositions du code du travail fixant à l'expiration du contrat de mission un délai de carence entre deux contrats pour pourvoir le poste de travail à un salarié sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire) : rejeté ; son amendemet n° 292 (maintien de l'obligation pour les entrepreneurs de travail temporaire de fournir à l'autorité administrative ainsi qu'à l'Agence nationale pour l'emploi les éléments d'information relatifs aux contrats de travail conclus avec leurs salariés) ; nécessité que les dispositions de l'article L. 124-11 du code du travail ne soient pas remises en cause ; rejeté ; son amendement n° 293 (obligation pour les entrepreneurs de travail temporaire de fournir à l'autorité administrative la justification du paiement des charges dont ils sont redevables au titre de la sécurité sociale) : rejeté ; son amendement n° 294 (maintien des pouvoirs du président du tribunal de grande instance prévu à l'article L. 124-13-1) (p. 533) ; rejeté ; son amendement n° 295 (pénalités relatives aux règles du travail temporaire) : rejeté ; son amendement n° 296 (conditions de prise en compte des salariés sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire dans l'effectif de l'entreprise) : rejeté après rectification ; son amendement n° 297 (dispositions relatives au travail à temps partiel) ; maintien des dispositions relatives au travail à temps partiel prévu à l'article L. 212-4-2 (p. 534) ; rejeté ; son amendement n° 298 (maintien des dispositions relatives aux contrats de travail des salariés à temps partiel prévues à l'article L. 212-4-3) : rejeté ; son amendement n° 299 (conditions de prise en considération dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel) ; forme des contrats des salariés à temps partiel ; notion d'heures complémentaires (p. 535) ; rejeté ; son amendement n° 300 (maintien des dispositions relatives au passage d'un emploi à temps partiel à un emploi à temps complet pour un salarié) : rejeté (p. 536) ; son amendement n° 302 (tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa 4° de cet article) ; loi sur l'aménagement du temps de travail constituant un texte équilibré ; liaison entre l'aménagement du temps de travail et sa réduction ; intervention de la négociation au niveau où elle peut être le plus équilibrée (p. 541) ; partage du temps de travail sans diminution de la compétitivité des entreprises constituant un moyen de résoudre le chômage ; accord sur l'aménagement du temps de travail signé en 1982 et 1983 ; absence de liaison entre aménagement du temps de travail et réduction de la durée du travail conduisant à supprimer les heures supplémentaires sans aucune contrepartie pour les salariés ; rejeté au scrutin public ; importance de la négociation entre partenaire sociaux (p. 543) ; son amendement n° 303 : devenu sans objet (p. 544) ; son amendement n° 304 (durée légale hebdomadaire et durée quotidienne de travail effectif) : rejeté ; son amendement n° 305 (majoration du paiement des heures supplémentaires) (p. 545) ; rejeté ; son amendement n° 306 (droit à un repos compensateur obligatoire) : rejeté ; son amendement n° 307 (limites fixées en matière d'heures supplémentaires) ; impossibilité d'avoir recours aux heures supplémentaires en dehors du contingent déterminé en application de l'article L. 212-6 ; rejeté (p. 546) ; son sous-amendement n° 592 à l'amendement n° 444 du Gouvernement (tendant au début de cet amendement à insérer après les mots : « création d'emplois » les mots « à durée indéterminée, ces emplois ne pouvant être rémunérés sur une base inférieure à celle du S.M.I.C. mensuel ») ; son sous-amendement n° 593 à l'amendement n° 444 du Gouvernement (tendant au début de cet amendement à insérer après le mot « consentir » les mots « au vu des négociations avec les partenaires sociaux ») (p. 547) ; distribution des aides dans des conditions différentes selon les zones perturbant le marché libéral ; pôles de conversion ; procédure des aides à l'aménagement du territoire risquant de provoquer une chasse aux primes organisée par les entreprises pour des emplois à durée précaire ; nécessité que les aides publiques ne servent à créer que des emplois à durée indéterminée, ces emplois ne pouvant être rémunérés sur une base inférieure à celle du S.M.I.C. mensuel (p. 561) ; son sous-amendement n° 592 : rejeté (p. 562) ; son sous-amendement n° 593 : rejeté ; ses amendements n° 308, 309, 310, 311, 312 et 313 : devenus sans objet (p. 563) ; **article 3** : article étant destiné à masquer la destruction de toute une série de droits sociaux (p. 571) ; remise en cause des seuils ; problème de la démocratisation du secteur public ; législation sur la co-responsabilité en Allemagne (p. 572) ; son amendement n° 314 (tendant dans le troisième alinéa de cet article à insérer après le mot « modifier » les mots « au vu des résultats des négociations avec les partenaires sociaux ») (p. 574) ; rejeté (p. 575) ; son amendement n° 316 (sommes distribuées aux salariés au titre de la participation de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés ayant le caractère d'élément de salaire pour le calcul des indemnités dues en application de l'article L. 122-9 du code du travail) (p. 587) ; rejeté ; son amendement n° 317 (sommes attribuées aux salariés au titre de la participation de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés ayant le caractère d'élément de salaire pour le calcul des indemnités dues en application de l'article L. 122-14-4 du code du travail) : rejeté ; son amendement n° 318 (sommes attribuées aux salariés au titre de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat ayant le caractère d'élément de salaire pour le calcul des indemnités dues en application de l'article L. 122-32-6 du code du travail) (p. 588) ; règles particulières relatives aux salariés victimes d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ; conséquences que les sommes débloquées au titre de la participation ne soient pas considérées comme des salaires ; rejeté ; son amendement n° 319 (sommes attribuées aux salariés au titre de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat ayant le caractère d'élément de salaire pour le calcul des indemnités dues en application de l'article L. 122-32-7 du code du travail) ; cas du licenciement pour accident du travail ou maladie professionnelle fait dans des conditions ne correspondant pas à la législation en vigueur ; rejeté ; son amendement n° 320 (sommes dues au titre de la participation de

l'intéressement et de l'actionnariat des salariés étant incluses dans la rémunération totale servant à déterminer l'indemnité de congés payés) (p. 589) ; rejeté ; son amendement n° 322 (intégration de la durée du congé sabbatique dans le calcul de l'ancienneté ouvrant droit à l'intéressement à la participation et à l'actionnariat des salariés) ; notion de congé sabbatique ; rejeté ; son amendement n° 323 (conditions d'accès à la participation à l'intéressement et à l'actionnariat ouvrier devant être établies selon des normes identiques pour les hommes et les femmes) ; ses interrogations sur la composition du Gouvernement (p. 590) ; son amendement n° 324 (modification du code du travail afin d'accorder aux travailleurs étrangers en France des droits identiques aux travailleurs français au regard de la participation de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés) ; hétérogénéité de la législation en vigueur ; loi du 24 octobre 1980 imposant une durée de résidence aux travailleurs étrangers pouvant recevoir des actions (p. 591) ; nécessité qu'aucun principe de discrimination n'apparaisse entre les salariés pour ce qui est de l'intéressement ; rejeté au scrutin public ; son amedement n° 325 (créance des sommes dues au titre de la participation, de l'intéressement de l'actionnariat des salariés étant privilégiée sur les biens meubles et immeubles du débiteur dans les conditions prévues aux articles 2101 4° et 2104 2° du code civil) (p. 592) ; rejeté ; son amendement n° 326 (sommes dues aux salariés au titre de la participation de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés étant payées de préférence à celles dues aux fournisseurs) : rejeté ; son amendement n° 329 (participation, intéressement et actionnariat des salariés devant résulter d'un choix volontaire du salarié) ; absence d'engouement en faveur de la participation (p. 593) ; rejeté (p. 594) ; son amendement n° 330 : devenu sans objet (p. 595) ; **article 4** : son amendement n° 332 (de suppression) [30 avril 1986] (p. 655) ; son amendement n° 332 (de suppression) [5 mai 1986] (p. 660) ; rejeté au scrutin public (p. 664) ; son sous-amendement n° 580 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure de la dénationalisation les entreprises qui gèrent un service public ou constitue un monopole de fait) [5 mai 1986] (p. 668) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 596 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (même objet que le précédent) (p. 669) ; rejeté ; son sous-amendement n° 581 à l'amendement 446 du Gouvernement (visant à imposer aux établissements de crédit dénationalisés le respect du rapport de minimum de couverture des risques et à relever le taux de ce ratio) (p. 670) ; rejeté ; son sous-amendement n° 450 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure l'agence Havas de la liste des sociétés à privatiser (p. 671) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 451 à l'amendement 446 du Gouvernement (visant à exclure le groupe Saint-Gobain des dénationalisations) (p. 673) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 452 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure la société Bull du champ de la privatisation) (p. 674) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 453 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure la Compagnie générale d'Electricité du champ de dénationalisation) (p. 677) ; rejeté au scrutin public (p. 679) ; son sous-amendement n° 454 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure la compagnie générale de construction téléphonique du champ des dénationalisations) (p. 694) ; rejeté ; son sous-amendement n° 455 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure la société Pechiney du champ des dénationalisations) (p. 695) ; rejeté ; son sous-amendement n° 456 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de l'entreprise Rhône-Poulenc du champ des dénationalisations) (p. 697) ; rejeté ; son sous-amendement n° 457 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de l'entreprise Matra du champ des dénationalisations) (p. 699) ; rejeté ; son sous-amendement n° 458 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du groupe Elf-Aquitaine du champ des dénationalisations) (p. 702) ; rejeté ; son sous-amendement n° 459 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure Thomson du champ de la privatisation) (p. 703) ; rejeté (p. 706) ; son sous-amendement n° 460 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion des A.G.F.-I.A.R.D. de la liste des entreprises à dénationaliser) (p. 709) : rejeté ; (p. 711) ; son sous-amendement n° 461 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la douzième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 462 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la treizième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté [6 mai 1986] (p. 728) ; son sous-amendement n° 463 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la quatorzième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 730) ; rejeté ; son sous-amendement n° 464 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la quinzième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 465 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la seizième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 731) ; rejeté au scrutin public ; sons sous-amendement n° 466 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la dix-septième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 732) ; rejeté ; son sous-amendement n° 467 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la dix-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 468 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la dix-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 734) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 469 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingtième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 470 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-et-unième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 471 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 735) : rejeté ; son sous-amendement n° 472 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 473 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 736) rejeté au scrutin public (p. 738) ; son sous-amendement n° 474 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 739) ; rejeté ; son sous-amendement n° 475 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-sixième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 740) ; rejeté ; son sous-amendement n° 476 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-septième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 477 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 741) ; rejeté ; son sous-amendement n° 478 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 742) ; rejeté ; son sous-amendement n° 479 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la trentième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 743) ; rejeté au scrutin public (p. 744) ; son sous-amendement n° 480 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-et-unième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 481 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 758) ; rejeté ; son sous-amendement n° 482 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 483 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 759) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 484 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 761) ; rejeté ; son sous-amendement n° 485 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-sixième ligne de l'annexe au projet de loi (p. 762) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 486 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-septième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 763) ; rejeté ; son sous-amendement n° 487 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 764) ; rejeté (p. 765) ; son sous-amendement n° 488 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 489 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarantième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 490 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante et unième ligne de l'annexe au projet de loi (p. 766) ; rejeté ; son sous-amendement n° 491 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 767) ; rejeté ; son sous-amendement n° 492 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté (p. 768) ; son sous-amendement n° 493 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-troisième ligne de l'annexe

au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 494 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 769) ; rejeté ; son sous-amendement n° 495 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-sixième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 770) ; rejeté au scrutin public (p. 771) ; son sous-amendement n° 496 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-septième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 772) ; rejeté ; son sous-amendement n° 497 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 773) ; rejeté (p. 774) ; son sous-amendement n° 498 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit Industriel et Commercial de l'Ouest du champ de la privatisation) (p. 785) ; rejeté ; son sous-amendement n° 499 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit Industriel et Commercial du champ des dénationalisations) (p. 786) ; rejeté ; son sous-amendement n° 500 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit Lyonnais du champ des dénationalisations) (p. 787) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 501 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure le Crédit du Nord du champ des dénationalisations) (p. 791) ; rejeté ; son sous-amendement n° 502 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de l'Européenne de banque du champ des dénationalisations) (p. 792-793) ; rejeté ; son sous-amendement n° 503 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société bordelaise de Crédit Industriel et Commercial du champ de la privatisation) (p. 793) ; rejeté ; son sous-amendement n° 504 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société centrale de banque du champ de dénationalisations) : rejeté (p. 794) ; son sous-amendement n° 505 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société Générale du champ des dénationalisations) (p. 794) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 506 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société Générale alsacienne de banque du champ des dénationalisations) (p. 796) ; rejeté ; son sous-amendement n° 507 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société lyonnaise de banque du champ des dénationalisations) ; résultats obtenus grâce à la nationalisation des banques ; Société lyonnaise de banque (p. 797-798) ; rejeté ; son sous-amendement n° 508 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société marseillaise de crédit du champ des dénationalisations) : rejeté (p. 798) ; son sous-amendement n° 509 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société nancéienne de crédit industriel et Varin-Bernier du champ des dénationalisations) (p. 798) ; rejeté ; son sous-amendement n° 510 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de l'Union des banques à Paris du champ des dénationalisations) : rejeté ; son sous-amendement n° 511 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit commercial de France de la liste des entreprises à dénationaliser) (p. 800) ; rejeté ; son sous-amendement n° 512 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la compagnie financière du C.I.C. du champ des dénationalisations) (p. 801) ; rejeté ; son sous-amendement n° 513 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la compagnie financière Paribas de la liste des entreprises à privatiser) (p. 802) ; rejeté ; son sous-amendement n° 514 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du holding compagnie financière de Suez de la liste des entreprises à privatiser) (p. 804) ; stabilité de la doctrine économique socialiste qui a toujours été favorable à une société d'économie mixte ; nécessité de procéder à des nationalisations pour établir une vraie concurrence et une vraie décentralisation ; cas du groupe C.I.C. et de la prise du pouvoir dans l'ensemble des banques régionales ; rôle joué par les nationalisations dans le développement de l'innovation et des technologies (p. 806) ; appui apporté au développement des P.M.E. par les structures de l'économie mixte ; rejeté au service public ; ses amendements n° 333 à 391 : devenus sans objet (p. 807) ; **article 5** : son sous-amendement n° 447 du Gouvernement (création d'une commission administrative nationale d'évaluation) [13 mai 1986] (p. 862) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 609 à l'amendement n° 447 du Gouvernement (mission de la commission administrative nationale d'évaluation) : rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 610 à l'amendement n° 447 du Gouvernement (transmission de l'avis des commissaires aux comptes des entreprises privatisées au Parlement et à la Cour des comptes) (p. 863) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 611 à l'amendement n° 447 du Gouvernement (prix d'évaluation de chacune des entreprises concernées devant être soumis à l'application de la Cour des comptes) (p. 864) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 618 à l'amendement n° 447 du Gouvernement (valeur de l'actif net des banques visées à l'article 4 et ne bénéficiant pas de réseau international) (p. 865) ; rejeté au scrutin public (p. 866) ; son sous-amendement n° 619 à l'amendement n° 447 du Gouvernement (valeur de l'actif net des banques nationales dotées d'un réseau international) (p. 883) ; rejeté ; son sous-amendement n° 620 à l'amendement n° 447 du Gouvernement (valeur individuelle de négociation des actions des sociétés visées à l'article 4 et cotées en bourse) (p. 884).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : débat devant échapper à tout manichéisme ; motif de l'institution de l'autorisation préalable de licenciement ; inopportunité de vouloir opposer l'attitude des socialistes de 1974 à celle de 1981 [29 mai 1986] (p. 1481) ; existence en Espagne, en Grèce, aux Pays-Bas et au Portugal d'une autorisation administrative de licenciement ; législation en Suède, en République fédérale d'Allemagne et en Grande-Bretagne ; loi de 1975 fixant pour seul délai celui de sept jours renouvelables une fois ou celui de trente jours selon le nombre de licenciements envisagés ; autorité administrative essayant de tenir compte des intérêts de l'entreprise (p. 1482) ; autorisation administrative de licenciement constituant une protection pour les salariés sans être pour autant « l'alpha et l'oméga » de toute politique de protection sociale ; attitude du groupe socialiste ; modernisation de notre appareil industriel devant être fondée sur la compétitivité (p. 1483).

Discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement** : augmentation du chômage avant la fin de l'année ; héritage politique [2 juin 1986] (p. 1575) ; privatisation de T.F. 1 (p. 1576) ; organisation de la demande et énonciation des motifs du licenciement individuel (p. 1579) ; travaux de la commission des affaires culturelles ; compétence des juridictions en matière de licenciement économique (p. 1583) ; demande qu'il soit fait une application correcte de l'article 98, alinéa 5 du règlement de l'Assemblée nationale ; **son rappel au règlement** : souhait du groupe socialiste que les débats puissent se dérouler dans la sérénité ; conception de la présidence de l'article 98, alinéa 5 du règlement [3 juin 1986] (p. 1608) ; priorité de réembauchage pendant un an pour les salariés licenciés dans le cadre d'un licenciement collectif d'ordre économique ; réglementation en Suède (p. 1625) ; amendements du groupe socialiste concernant directement le de loi (p. 1626) ; nécessité que quel que soit le nombre de licenciements envisagés dans une période de trente jours, les salariés puissent bénéficier de la protection que leur offre la consultation des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ; employeur étant tenu d'adresser aux représentants du personnel tous renseignements sur les licenciements envisagés (p. 1629) ; licenciement individuel pour motif économique devant être précédé de la consultation du comité d'entreprise ou à défaut des délégués du personnel ; stipulations de l'accord interprofessionnel de 1969 sur l'emploi relatives à la consultation du comité d'entreprise étant applicables quel que soit le nombre de licenciements économiques ; jurisprudence du Conseil d'Etat sur l'obligation de consultation du comité d'entreprise (p. 1633) ; procédure de concertation au niveau des partenaires sociaux en Suède (p. 1635) ; **son rappel au règlement** : rappelle qu'il y a cinquante ans Léon Blum était investi président du Conseil ; compare M. Yvon Briant avec M. Xavier Vallat (p. 1637) ; consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel devant porter sur les possibilités d'éviter ou de réduire les licenciements collectifs (p. 1639) ; amendement n° 114 ayant pour objet de faire figurer parmi les indications énumérées à l'article L. 321-4 du code du travail le plan social que le chef d'entreprise envisage ; terme de plan social ne figurant expressément que dans des dispositions conventionnelles ; rôle de l'expert consulté sur le motif économique du licenciement ; demande d'autorisation devant être adressée au directeur départemental du travail ou aux autorités chargées de la gestion et du contrôle de l'emploi dans les branches d'activités échappant à la compétence de ce directeur ; nécessité d'éviter les contentieux (p. 1648) ; sa référence à un article de M. Philippe Langlois intitulé « Le

labyrinthe infernal du salarié licencié pour motif économique » (p. 1647) ; directeur départemental géographiquement compétent pour connaître une demande d'autorisation ; problèmes posés par les groupes d'entreprises (p. 1648) ; licenciements de moins de dix salariés échappant à l'examen du comité d'entreprise ; nécessité d'établir une relation étroite entre l'article L. 321-4 et l'article visant les pouvoirs spécifiques du comité d'entreprise (p. 1651) ; droit des représentants du personnel ; licenciements de moins de dix salariés ; licenciements individuels économiques ; impossibilité de dégager l'Etat de ses responsabilités en matière d'emploi ; entretiens préalables aux licenciements de moins de dix salariés ; suppression de l'obligation de consulter les représentants du personnel (p. 1694) ; substitution d'une logique ultra-libérale à celle d'une société d'économie mixte [4 juin 1986] (p. 1695) ; **article 1er** : attitude du groupe socialiste ; nature essentiellement conventionnelle des délais imposés aux entreprises dans les procédures de licenciement (p. 1709) ; **son rappel au règlement** : opportunité d'examiner les propositions du groupe socialiste ; inopportunité de demander la réserve sur ces amendements ; accord conventionnel ayant comme point d'appui l'autorisation administrative de licenciement (p. 1725) ; consultation actuelle des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ; loi ne prévoyant pas les documents et renseignements à fournir aux représentants du personnel [5 juin 1986] (p. 1741) ; longueur des délais conventionnels résultant d'accords signés par le Patronat ; remise en cause de l'ensemble des négociations contractuelles n'ayant pas eu lieu entre 1975 et 1985 ; nécessaire examen par l'Assemblée nationale des accords de branches (p. 1742) ; rapport sur la procédure de licenciement économique rédigée en 1984 par Mme Mireille Elbaum et Mme Michèle Tonnerre ; réponses apportées par l'inspecteur du travail aux demandes de licenciement n'étant pas liées de manière univoque à la taille de l'établissement demandeur (p. 1743) ; nécessaire substitution à la demande de l'autorisation de licenciement d'une consultation de l'autorité administrative ; risque de voir les tribunaux être saisis de nombreux recours ; substitution à la demande d'autorisation de licenciement collectif d'une consultation des commissions paritaires de l'emploi compétentes ; rôle des commissions paritaires de l'emploi (p. 1754) ; propos de M. Lionel Jospin à « l'Heure de vérité » (p. 1756) ; technique gouvernementale s'apparentant à la « prise d'otages » (p. 1759) ; procès verbal de la réunion prévu à l'article L. 321-3 du code du travail devant être renvoyé à l'autorité administrative une fois qu'il aura été procédé aux licenciements (p. 1802) ; **son rappel au règlement** : accuse M. Philippe Séguin de faire de l'obstruction « dans la mesure où il ne propose aucune garantie pour les salariés » ; espère que l'attitude du groupe socialiste aboutira à contraindre le Gouvernement à s'exprimer sur le fond du texte (p. 1804) ; **article 2** : nécessité d'établir certaines bornes pour garantir le maintien de la protection contre le licenciement économique (p. 1806) ; **article 4** : licenciement de moins de dix salariés ; situation des salariés des petites entreprises [7 juin 1986] (p. 1933) ; son sous-amendement n° 596 à l'amendement n° 87 de M. Roger Combrisson (tendant à compléter cet amendement par les mots « en particulier dans les pôles de conversion ») (p. 1955) ; rejeté au scrutin public (p. 1956) ; taille des entreprises concernées par les licenciements de moins de dix salariés ; contrôle administratif interdisant la pratique préconisée par M. Gattaz du licenciement par « paquet de dix » (p. 1957) ; **son rappel au règlement** : Assemblée ignorant jusqu'à la fin de l'examen du texte si certaines de ses préoccupations sont ou non prises en compte (p. 1958) ; dépôt d'un sous-amendement visant à limiter l'abus que pourraient représenter des licenciements successifs de moins de dix salariés ; proteste contre une procédure visant à empêcher le vote de quelques députés de la majorité qui avaient fait l'effort de venir assister à la séance (p. 1959) ; ses observations (p. 1963) ; caractère obligatoire de l'entretien préalable ; nécessité de renforcer la protection des salariés des entreprises de moins de onze salariés (p. 1964) ; **son rappel au règlement** : absence de définition précise du motif économique du licenciement ; demande une suspension de séance pour pouvoir témoigner de son soutien à la manifestation pour la défense du service public de l'audiovisuel (p. 1967) ; définition du motif économique du licenciement (p. 1968) ; absence de délégué syndical dans toutes les petites entreprises (p. 1970) ; salariés de l'entreprise n'ayant pas toujours la compétence ou le courage nécessaire pour défendre leurs collègues menacés d'un licenciement économique (p. 1971) ; son sous-amendement n° 604 à l'amendement n° 5 de la commission (licenciement de moins de dix salariés ne pouvant être répété dans un délai de six mois à partir du dernier licenciement) ; possibilité donnée aux chefs d'entreprises de licencier par « petits paquets de dix » ; vote réservé (art. 44-3 de la constitution) (p. 1972) ; demande que l'examen de l'amendement n° 466 de M. Jean Auroux soit reporté au début de la prochaine séance ; attitude du Gouvernement et du Rapporteur (p. 1973) ; obstruction de M. Philippe Séguin sous la précédente législature (p. 1974) ; sanction des obligations du chef d'entreprise pendant la période transitoire (p. 1990) ; **article 5** : article 5 visant à supprimer tout contrôle de la puissance publique sur l'emploi ; conception sociale du rôle de l'Etat étant celle du gaullisme historique (p. 1995) ; **article 2** (précédemment réservé) : **son rappel au règlement** : décision de M. Philippe Séguin de recourir à l'article 44, alinéa 2 de la constitution faisant courir de grands risques aux travaux en commission (p. 2009) ; demande une suspension de séance (p. 2011) ; **son rappel au règlement** : projet de loi portant sur la suppression administrative de licenciement étant présenté comme susceptible de créer des emplois ; démenti infligé par le Premier ministre au ministre des affaires sociales et de l'emploi [7 juin 1986] (p. 1931) ; plan pour l'avenir des jeunes ayant un effet rétroactif ; nécessité d'informer l'autorité administrative des critères retenus en cas de licenciements économiques ; situation des petites entreprises n'ayant pas la capacité d'avoir un service juridique leur permettant de faire face à un important contentieux (p. 1940).

Commission mixte paritaire, discussion générale : dangers de la politique du Gouvernement [25 juin 1986] (p. 2460) ; dégradation de l'emploi consécutive au vote du projet ; harmonisation de la législation française avec celle des autres pays européens ; nécessité de renforcer les syndicats pour obliger les chefs d'entreprise à la négociation ; développement du contentieux devant les prud'hommes ; coût de ce contentieux pour les entreprises ; remise en cause des seuils sociaux (p. 2461).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Discussion : protection individuelle des salariés menacés de licenciement économique [11 juin 1986] (p. 2107) ; consultation des représentants des salariés ; alternatives à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; procédure de licenciement dans les pays de la C.E.E. ; renforcement des structures représentatives du personnel dans l'entreprise ; négociation collective sur le licenciement économique ; soutien apporté par les députés du Front national à la majorité ; réceptivité des syndicats français aux contraintes de l'entreprise (p. 2108).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : politique du Gouvernement socialiste entre 1981 et 1986 ayant tendu à empêcher le développement de l'immigration clandestine ; lutte contre l'immigration clandestine passant par une coopération internationale accrue ; compare les propos de M. Jean-Pierre Stirbois à ceux tenus dans « Gringoire », « L'Ami du peuple » et « Je suis partout » ; restriction de la possibilité pour les étrangers de pouvoir prouver leur bonne foi à l'entrée sur le territoire ; substitution à une décision juridictionnelle d'une simple mesure administrative ; réduction des délais permettant à l'étranger de présenter sa défense [10 juillet 1986] (p. 3113) ; Gouvernement cherchant à capter les voix du Front national ; idéologie sécuritaire risquant de se retourner contre la sécurité des Français (p. 3114) ; **article 5** : projet créant un terrain favorable à un certain nombre de dérapages ; rôle des autorités consulaires [15 juillet 1986] (p. 3256).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe au projet de loi relatif aux procédures de licenciement ; estime que la politique suivie par M. Philippe Séguin est dans la droite

ligne des politiques néo-libérales ; flexibilité accrue des salaires ; instauration d'une flexibilité des contraintes juridiques régissant le contrat de travail ; nécessité d'une meilleure adaptabilité de l'organisation productive ; politique de formation continue [8 décembre 1986] (p. 7319) ; loi de 1975 assurant une mauvaise protection des travailleurs contre les petits licenciements dans les petites et moyennes entreprises ; précise que les socialistes ne sont pas « accrochés » à l'autorisation administrative de licenciement ; remise en cause de tous les délais contractuels définis dans le cadre des conventions collectives ; problème du contrôle de la réalité du motif économique ; jurisprudence antérieure à 1975 niant la compétence des prud'hommes pour se prononcer sur le caractère sérieux du motif économique ; recul en matière de licenciements importants et de petits licenciements ; aspect positif des dispositions concernant la formation (p. 7320) ; inversion de la procédure traditionnelle des conventions collectives et des accords professionnels ; régression du droit du travail (p. 7321).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 120 (précisant que ne peut être qualifié de licenciement à caractère économique qu'un licenciement entraînant une diminution de l'effectif de l'entreprise ou de l'établissement) ; problème de la définition du licenciement économique ; retiré [9 décembre 1986] (p. 7360) ; **article 1er** : son amendement n° 66 (insérant après le premier alinéa de cet article l'alinéa suivant : « à la fin du 2° alinéa de l'article L.122-14 du code du travail » les mots « appartenant au personnel de l'entreprise » sont supprimés) ; procédure à suivre en cas de licenciement pour motifs économiques ou autres ; position d'infériorité des salariés des petites et moyennes entreprises ; renforcement de la présence syndicale dans les entreprises ; possibilité qu'au cours de l'entretien préalable le salarié puisse se faire assister par la personne de son choix, y compris extérieure à l'entreprise (p. 7361) ; rejeté (p. 7362) ; **article 2** : organisation des salariés dans une entreprise ne signifiant pas nécessairement un combat politisé (p. 7364) ; organisation syndicale constituant un élément de responsabilité ; **article 3** : suppression des références aux causes réelles et sérieuses du licenciement ; possibilité pour le Conseil de prud'hommes de prononcer certaines peines ; jurisprudence antérieure à la loi de 1975, considérant que le tribunal de prud'hommes n'est pas compétent pour apprécier la réalité et le sérieux du motif économique (p. 7365) ; nécessité de préciser que dans tous les cas de figure, il doit y avoir un motif réel et sérieux de licenciement ; compétence du tribunal pour apprécier le caractère réel et sérieux du licenciement, y compris pour motif économique (p. 7367) ; **article 4** : son amendement n° 67 (insérant avant le paragraphe I de cet article le paragraphe suivant : « I — A - » à la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article L. 122-14-4, les mots « qui ne peut être supérieur à un mois de salaire » sont remplacés par les mots « correspondant au montant des salaires qu'aurait dû percevoir le travailleur jusqu'à la régularisation de la procédure ») ; effacement du rôle de l'autorité administrative ; importance de la procédure de concertation avec les salariés et les représentants du personnel ; opportunité d'envisager des sanctions alourdies en cas de non respect des procédures (p. 7368) ; rejeté ; son amendement n° 68 (supprimant le paragraphe I de cet article) (p. 7369) ; rejeté ; **article 5** : son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 2 de la commission (substituant dans le paragraphe I de cet amendement aux mots « qui ont moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise » les mots « pendant la période d'essai ») ; son sous-amendement n° 122 à l'amendement n° 2 de la commission (substituant dans le 2e alinéa du paragraphe II de cet amendement aux mots « deux ans d'ancienneté dans l'entreprise » les mots « six mois d'ancienneté ») (p. 7370) ; sous-amendement n° 121 : devenu sans objet ; sous-amendement n° 122 : rejeté (p. 7371) ; **article 6** : maintien d'un certain nombre de dispositions de contrôle de l'emploi (p. 7372) ; **article 7** : nouvelles procédures de licenciement ; cas de l'inexistence de comité d'entreprise ou de délégué du personnel (p. 7373) ; procédure n'ayant pas l'obligation d'aboutir ; application de formules positives en cas d'échec de la négociation dans les pays où l'autorité administrative n'intervient pas (p. 7374) ; son amendement n° 69 (prévoyant que, lorsqu'il n'y a dans l'entreprise ni comité d'entreprise ni délégué du personnel, le chef d'entreprise informe et consulte selon les procédures visées à l'article L. 321-4 la commission paritaire de l'emploi compétente) ; absence de comité d'entreprise ou de délégué du personnel ; recours aux commissions paritaires de l'emploi ; rejeté (p. 7375) ; son amendement n° 70 (précisant que, lorsqu'il n'y a dans l'entreprise ni comité d'entreprise ni délégué du personnel, le chef d'entreprise informe et consulte la commission paritaire de l'emploi compétente) : rejeté (p. 7376) ; extension de l'ensemble de la procédure prévue pour les licenciements d'au moins dix salariés aux entreprises qui ont procédé pendant six mois consécutifs à des licenciements pour motif économique de trente personnes au total, sans attendre dix personnes dans une même période de 30 jours (p. 7388) ; **article 9** : accord des partenaires sociaux découlant de la décision de supprimer l'autorisation administrative de licenciement (p. 7391) ; son amendement n° 71 (insérant dans le 3e alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « le comité d'entreprise » les mots « ou la commission paritaire de l'emploi saisie en cas de carence de la représentation du personnel au niveau de l'entreprise ») ; hypothèse où dans certaines entreprises il n'existe aucune représentation du personnel, ni comité d'entreprise ni délégué du personnel (p. 7392) ; rejeté (p. 7393) ; son amendement n° 72 (complétant le paragraphe III de cet article par l'alinéa suivant : « la 2e phrase du 2e alinéa du même article est complétée par les mots : « ainsi que toute information permettant d'apprécier les conditions du licenciement ») : rejeté ; **article 10** : son amendement n° 73 (supprimant dans le texte proposé pour l'article L. 321-5 du code du travail les mots : « , dans les limites des dispositions de l'article L. 321-5-1 ») (p. 7394) ; craintes exprimées par un certain nombre d'organisations sur les droits de tirage sur les fonds de la formation continue ; rejeté (p. 7395) ; **article 11** : son amendement n° 74 (complétant le texte proposé pour l'article L. 321-5-1 du code du travail par l'alinéa suivant : « il fixera également la part de l'obligation financière prévue aux articles L.950-1 et L. 950-2 qui sera de toute façon consacrée à la formation des salariés de l'entreprise non visée par licenciement économique ») ; fixation par le décret de la part des crédits de formation professionnelle consacrés à la formation continue ; rejeté ; son amendement n° 75 (complétant le texte proposé pour l'article L. 321-5-1 du code du travail par l'alinéa suivant : « les entreprises non assujetties à l'obligation financière prévue aux articles L. 950-1 et L. 950-2 verront leurs parts prises en charge par l'Etat ») : rejeté (p. 7396) ; **article 12** : son amendement n° 76 (insérant dans le 2e alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-6 du code du travail après les mots « l'autorité administrative a la faculté de réduire » les mots « après consultation des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ») ; possibilité pour l'autorité administrative de raccourcir les délais lorsqu'un accord collectif portant sur les conditions du licenciement aura été conclu à l'occasion d'un projet de licenciement (p. 7397) ; consultation du comité d'entreprise par l'autorité administrative ; rejeté ; amélioration des contrats de conversion les replaçant dans la ligne des congés de conversion ; rupture du contrat de travail (p. 7398) ; **son rappel au règlement** : s'interroge sur le « désaccord entre M. Etienne Pinte, rapporteur et le représentant du président de la commission, M. Etienne Pinte » ; son amendement n° 77 (complétant le texte proposé pour l'article L. 321-6 du code du travail par l'alinéa suivant : « à l'issue de la convention de conversion, le salarié licencié conserve l'intégralité de ses droits à l'allocation de base visée à l'article L. 351-3 ») ; stipulation que l'adhésion du salarié au contrat de conversion ne supprimant aucun de ses droits à l'allocation de base (p. 7401) ; rejeté (p. 7402) ; **article 13** : son amendement n° 78 (insérant avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-7 du code du travail l'alinéa suivant : « l'autorité administrative peut alors allonger les délais prévus à l'article L. 321-6 dans une durée maximale de 60 jours ») ; directive européenne prévoyant qu'en cas de difficulté dans le déroulement du licenciement les Etats membres peuvent accorder à l'autorité administrative la faculté d'allonger le délai entre la notification qui lui est faite par l'employeur et la notification du licenciement au salarié ; rejeté (p. 7404) ; **article 14** : caractère purement formel des procédures mises en œuvre par cet article (p. 7407) ; **article 15** : son amendement n° 79 (prévoyant que le projet de convention de conversion doit être soumis pour avis au comité d'entreprise ou, à défaut, au délégué du personnel) : rejeté (p. 7408).

Explications de vote : contrôle du caractère réel et sérieux du licenciement économique ; procédures utilisées étant en retrait par rapport à la circulaire européenne ; cas des entreprises sans représentation du personnel ; plan social ; nécessité de mettre en place des mécanismes obligeant les partenaires à négocier ; formation professionnelle ; limites de la dérégulation sociale ; chômage des jeunes (p. 7423).

COLOMBIER (Georges)

Député de l'Isère
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens Combattants. — *Discussion générale : question :* accélération du rattrapage du rapport constant [22 octobre 1986] (p. 5122).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* quotas laitiers ; rattrapage accéléré des retraites agricoles ; enseignement agricole privé [30 octobre 1986] (p. 5530).

COLONNA (Jean-Hugues)

Député des Alpes-Maritimes
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 90,** posée le 24 juin 1986 : **éducation physique et sportive (personnel)** (p. 2435) ; appelée le 27 juin 1986 : **situation d'enseignants d'éducation physique** : réaffectation d'enseignants d'éducation physique et sportive en poste dans les services extérieurs de la jeunesse et des sports ; mise en place du professorat de sport (p. 2583) ; volonté des secrétaires d'État à la jeunesse et au sport d'avoir à leur disposition un corps propre (p. 2584) ;

— **n° 136,** posée le 25 novembre 1986 : **départements (finances locales : Alpes-Maritimes)** (p. 6774) ; appelée le 28 novembre 1986 : **transfert des services vétérinaires départementaux de Nice-Cimiez** : décision contraire à l'invitation faite aux collectivités locales de modérer leurs dépenses ; coût de l'opération à la charge exclusive du département (p. 6948) ; devoir du ministre des finances de faire contribuer les collectivités locales à l'abaissement des prélèvements obligatoires et de s'opposer à la gabegie (p. 6949).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et état A** : diminution du budget de la culture ; suppressions d'emplois au ministère de la culture ; subventions aux organismes culturels ; secteur du livre ; mise en place du fonds d'aide à la création dans les établissements d'action culturelle ; agence pour le développement culturel ; actions de diffusion de la culture en faveur des jeunes ; acquisitions publiques d'œuvres d'art ; Opéra de la Bastille ; cité musicale de La Villette [27 mai 1986] (p. 1282).

Seconde délibération de la première partie : **article 11** : rappelle « l'amendement cocotier » [28 mai 1986] (p. 1377).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 229).

Première lecture, discussion générale : utilisation du produit de la privatisation de T.F.1 ; obligation faite à la société repreneuse d'assurer la diffusion des programmes dans la totalité de la zone desservie actuellement par T.F.1 ; problème posé par les installations financées par les collectivités locales pour l'équipement du réseau secondaire [5 août 1986] (p. 4075, 4076).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* forte disparité dans la pré-scolarisation ; scolarisation des enfants d'immigrés à Montfermeil [3 novembre 1986] (p. 5737).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. *Examen des crédits :* **état B, titre III** : son amendement n° 139 (tendant à supprimer la création de 12 emplois de maîtres de conférences pour l'éducation physique et sportive, gagée par la suppression de dix-neuf emplois de professeurs adjoints d'E.P.S. à la section scolaire) : rejeté [4 novembre 1986] (p. 5797).

COMBRISSON (Roger)

Député de l'Essonne
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n°d 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la préparation, la discussion et le contrôle de l'exécution des **lois de finances** et d'accroître les pouvoirs du Parlement **(n° 4)** [8 avril 1986].

Proposition de loi relative aux mesures d'urgence à prendre en faveur d'une **démocratisation de la fiscalité (n° 461)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Accord entre la compagnie générale d'électricité et américain telegraph and telephone :** avenir de la C.G.C.T. ; sa demande pour rapporter les licenciements de trois responsables de la C.G.T. [25 juin 1986] (p. 2456).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 27 (tendant dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « de la législation économique, notamment celles ») [24 avril 1986] (p. 357) ; rejeté (p. 359) ; son amendement n° 29 (tendant à compléter le 1er alinéa de cet article par la phrase « il assurera la surveillance des prix en associant directement les syndicats de salariés dans les entreprises et les organisations de consommateurs ») : rejeté [25 avril 1986] (p. 405) ; son amendement n° 34 (nécessité pour le Gouvernement d'assortir de garanties au profit de l'intérêt régional l'exercice patronal du droit à la concurrence) : rejeté (p. 409) ; son amendement n° 36 (tendant à compléter le 2e alinéa de cet article par les mots « à condition que soient mises en œuvre des mesures disposant que les représentants du personnel ou les comités d'entreprise seront obligatoirement et de façon permanente tenus informés des évolutions de la stratégie de l'entreprise ») (p. 410) ; rejeté (p. 411) ; **article 4** : ses amendements n° 88, 91, 97, 100, 104, 113, 115, 121, 128, 131 et 132 : devenus sans objet [6 mai 1986] (p. 807).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : extension de la baisse de l'imposition de 50 à 45 % des bénéfices distribués ; mesure s'inscrivant dans la panoplie déjà vaste des avantages accordés aux entreprises [26 mai 1986] (p. 1166) ; **après l'article 6** : prime gouvernementale accordée aux fraudeurs ; amnistie constituant « un blanchissage doublé d'une démission » [27 mai 1986] (p. 1258) ; opposabilité des certificats d'acquittement de la taxe libératoire à toute vérification ; appréciation du solde global des avoirs à l'étranger (p. 1259) ; son sous-amendement n° 151 à l'amendement n° 41 de la commission (tendant dans la première phrase du 2e alinéa de cet amendement à supprimer les mots « de manière anonyme ») : rejeté au scrutin public (p. 1262) ; **article 8 et état B précédemment réservés** : troisième voie d'accès à l'E.N.A. [28 mai 1986] (p. 1343) ; recrutement social de la haute administration (p. 1344) ; **son rappel au règlement** : thèse soutenue à l'université de Nantes, avançant qu'il n'y avait pas eu de chambre à gaz dans les camps de concentration ; parlementaire d'extrême-droite ayant donné sa caution « à une telle monstruosité » [27 mai 1986] (p. 1255).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Dicussion : suppression de l'I.G.F. [30 mai 1986] (p. 1523) ; centralisation du pouvoir au profit de l'exécutif ; dénationalisations ; précarité de l'emploi ; éléments de la politique d'austérité ; inefficacité des financements publics et privés ; contrôle des changes ; report en arrière en matière d'impôt sur les sociétés ; propositions communistes visant à contrôler les utilisations des aides publiques à l'investissement ; rentabilité des entreprises publiques ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; caractère étatiste de la politique de privatisation ; rôle des dépenses militaires dans les marchés publics rentables pour les entreprises dénationalisées ; réduction de l'impôt sur le revenu ; anonymat sur les transactions d'or ; création d'une caisse d'amortissement de la dette publique ; remboursement de l'emprunt Giscard ; gains retirés des dénationalisations par les propriétaires d'entreprises nationalisées en 1982 ; fraude fiscale ; volonté du Gouvernement de substituer un Etat policier à l'Etat de droit ; mesures donnant à la « haute pègre » des moyens sans précédent de « blanchir » l'argent de la drogue et de la prostitution (p. 1524) ; pressions américaines sur les marchés de haute technologie ; mise en cause du fonctionnement du Marché commun ; écart technologique entre la France et la R.F.A. ; action de la France pour la paix dans le monde ; droits des travailleurs ; amendement communiste pour la justice fiscale ; plan de création d'emplois ; reconquête du marché intérieur ; réduction de la durée hebdomadaire du travail ; abaissement de l'âge de la retraite pour les femmes et les travailleurs effectuant des tâches pénibles ; extension du champ des nationalisations ; démocratisation des entreprises publiques ; importations de matières premières et de produits agricoles d'Afrique du Sud ; prêts bancaires à cet Etat (p. 1525).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 58 (possibilité de déroger exclusivement dans un sens plus favorable aux salariés aux dispositions relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail, ainsi qu'aux modalités de récupération des heures perdues) [3 juin 1986] (p. 1601) ; rejeté (p. 1602) ; **article 1er** : ses amendements n° 287, 305, 346, 405, 437 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **article 4** : son amendement n° 87 (tendant, au premier alinéa de l'article L. 321-9 du code du travail, à insérer après les mots « la réalité des motifs invoqués pour justifier les licenciements » les mots « dans l'entreprise au regard de la situation de l'emploi dans la branche d'activité et dans la zone géographique concernées) [7 juin 1986] (p. 1954) ; rejeté au scrutin public (p. 1956).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : injustice dans la répartition des réductions d'impôt ; leurre de la réduction des prélèvements obligatoires pour l'immense majorité des ménages du fait de l'augmentation des cotisations pour les retraites et de la contribution de 0,4 % sur le revenu imposable [15 octobre 1986] (p. 4779) ; allégement croissant de l'impôt pour les revenus élevés ; réduction de la taxe sur les frais généraux ; scandale de la suppression du régime dit de vente restreinte du tabac pour les militaires et les vieillards dans les hospices ; accroissement de la pression de l'impôt indirect ; augmentation des impôts locaux ; réduction des prestations de la sécurité sociale ; transfert de 15 milliards de charges aux collectivités locales ; privatisation (p. 4780) ; reconversion destructrice de la construction navale ; présentation fallacieuse du déficit ; objectifs irréalistes de croissance et de balance commerciale ; abandon de la planification et de la recherche (p. 4781).

Discussion des articles : **article 2** : présentation du budget valorisant les réductions d'impôts ; confusion volontaires du Gouvernement entre les mesures concernant les salariés modestes et moyens et celles concernant les grandes fortunes et revenus du capital ; montant des réductions obtenues par les entreprises ; prélèvement supplémentaire de 0,4 à 0,7 % ne tenant qu'au refus d'engager une réforme véritable du financement de la sécurité sociale (p. 4793) ; son amendement n° 77 (rétablissement des tranches à 60 et 65 % du barème de l'impôt sur le revenu) ; abaissement du taux maximal à 58 % ayant pour conséquence de ramener le taux effectif maximal appliqué aux revenus des capitaux mobiliers bénéficiant de l'avoir fiscal de 47 et demi à 37 % (p. 4800) ; rejeté au scrutin public (p. 4802) ; **après l'article 2** : son amendement n° 83 (tendant à supprimer l'avoir fiscal et à créer une retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers donnant lieu à crédit d'impôt) [16 octobre 1986] (p. 4822) ; réduction du taux de l'impôt sur les sociétés et augmentation corrélative de l'avoir fiscal ; rejeté (p. 4823) ; **article 5** : son amendement n° 90 (de suppression) (p. 4875) ; rejeté au scrutin public (p. 4877) ; **article 19** : son amendement n° 106 (de suppression) ; conséquence dommageable pour le pays du développement sans frein du marché financier [17 octobre 1986] (p. 4982) ; rejeté (p. 4983) ; **article 20** : loi de finances pour 1985 ayant assujetti à la T.V.A. le produit de l'exploitation des appareils automatiques ; article accordant aux exploitants d'appareils automatiques la déductibilité sur recettes de la T.V.A. qui a frappé leurs achats ; modalités de l'assujettissement à la T.V.A. du produit de l'exploitation des appareils automatiques ; suppression de la taxe forfaitaire d'Etat (p. 4984) ; **après l'article 31** : son amendement n° 115 (possibilité pour les porteurs des intérêts de l'emprunt d'Etat 7 % 1973-1988 de recevoir, lors du paiement des intérêts, la totalité de la valeur du coupon dans la mesure où celle-ci ne dépasse pas la moyenne des intérêts versés par l'Etat pour les autres emprunts émis l'année précédente) ; rejeté (p. 5024) ; **article 32 et état A** : son amendement n° 116 (de suppression) : rejeté (p. 5041) ; **articles additionnels et articles non rattachés : article 57** : son

amendement n° 292 (de suppression) [14 novembre 1986] (p. 6344) ; rejeté au scrutin public (p. 6345) ; **article 58** : son amendement n° 293 (de suppression) ; cas des mesures annoncées comme nouvelles et étant déjà en fait entrées dans la pratique ; extension des recours à la commission départementale (p. 6357) ; redressement en cas d'insuffisance de prix déclaré ; modification de l'autorité compétente pour infliger des pénalités en cas de mauvaise foi ; nombre de scrutins public à cause de l'insuffisance de la majorité en séance ; rejeté au scrutin public (p. 6358) ; **article 59** : son amendement n° 294 (de suppression) (p. 6367) ; rejeté au scrutin public (p. 6368) ; **avant l'article 60** : coût de la réduction de dix à cinq ans de la validité de la créance sur le Trésor résultant du report en arrière des parts de l'entreprise (p. 6375).

Explications de vote : avantages accordés à la financiarisation du capital ; augmentation de l'imposition globable des salariés ; liquidation de la taxe professionnelle ; augmentation des cotisation à la C.R.A.C.L. (p. 6449).

Commission mixte paritaire, discussion générale : suppression d'emplois dans la fonction publique ; réduction d'impôt concernant les ménages [16 décembre 1986] (p. 7666) ; progression de l'imposition globale des salariés ; amélioration des prix ; utilisation de la manne pétrolière ; réduction du déficit budgétaire ; remboursement de l'emprunt Giscard en 1988 ; problème des collectivités locales ; taxe professionnelle ; problème de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; suppression de la surcompensation (p. 7667) ; propositions pour lutter contre la pauvreté (p. 7668).

CORREZE (Roger)

Député du Loir-et-Cher
R.P.R.

Questeur de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 69).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à inscrire dans les dépenses obligatoires des communes, **l'entretien et la conservation des monuments érigés** sur leur territoire, **en mémoire des fusillés ou des morts au combat de la résistance (n° 358)** [12 août 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* augmentation des crédits en faveur de l'élevage dans les zones défavorisées ; cas de la Sologne ; modification du règlement communautaire ovin de 1980 [30 octobre 1986] (p. 5585).

Services du Premier ministre : V. Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* subvention accordée à l'association Léo Lagrange pour la constitution d'un bar ; ressources extra-budgétaires pour alimenter le fonds national de développement du sport [4 novembre 1986] (p. 5817) ; suppression des matches du championnat de football (p. 5818) ; création du corps des professeurs de sport (p. 5818 et 5819).

COUANAU (René)

Député d'Ille-et-Vilaine
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (éducation nationale : enseignement scolaire) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430) [6 novembre 1986] (p. 5972).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome VIII : **éducation nationale : enseignement scolaire (n° 396)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 430) adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, sur **l'enseignement supérieur (n° 489)** [20 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Renouvellement des accords de pêche de 1972 avec le Canada : attitude restrictive de nos partenaires canadiens quant à la fixation des quotas de pêche autorisés à la flotte française dans le golf du Saint-Laurent ; menace pesant à Saint-Malo sur les emplois embarqués et les emplois à terre qui les accompagnent [17 décembre 1986] (p. 7711) ; appel à une intervention personnelle du Premier ministre lors de sa visite officielle au Canada (p. 7712).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : obligation de mieux maîtriser la dépense publique ; suppression d'emplois sans incidence sur l'enseigement lui-même ; suppression de mise à disposition d'enseignants ; prolongation de la scolarité ; création d'emplois dans les lycées ; augmentation prévisible des effectifs dans les écoles primaires et maternelles [3 novembre 1986] (p. 5703) ; réduction d'emplois administratifs au détriment des services académiques et des établissements ; craint des transferts de charges sur les collectivités locales ; investissement dans les lycées ; poursuite du plan de revalorisation des rémunérations des instituteurs ; arrêt du recrutement des P.E.G.C. ; formation continue des enseignants du second degré ; création de l'emploi de directeur d'école ; modernisation des moyens pédagogiques et de gestion ; attitude d'équité à l'égard de l'enseignement privé ; faiblesse de ses dotations en emploi ; mesures en faveur de l'enseignement privé (p. 5704) ; mesures à prendre pour accueillir d'avantage d'élèves dans le second cycle long ; propose des procédures de prérecrutement des enseignants ; insuffisance des dotations pour la construction de lycées et de collèges ; nécessaire réforme de l'enseignement professionnel court ; décentralisation sur les collectivités locales et déconcentration de l'administration (p. 5705).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nombre d'étudiants titulaires d'un premier diplôme d'université [28 novembre 1986] (p. 659) ; opportunité d'une nouvelle loi ; faible application de la loi Savary ; caractère mesuré du projet (p. 6960) ; taux d'échec à l'issue du premier cycle ; augmentation du pourcentage d'une classe d'âge atteignant

le niveau du baccalauréat ; substitution de l'orientation sélective à la sélection de fait ; réserve de la commission sur le droit donné au recteur-chancelier de procéder lui-même à l'inscription d'office des étudiants ; question des droits d'inscription (p. 6961) ; nécessaire augmentation des ressources des universités ; système de bourses d'études ; possibilité d'exonérer certains étudiants du paiement des droits d'inscription ; diminution des dépenses de l'Etat en francs constants par étudiant entre 1981 et 1984 (p. 6962) ; existence d'établissements publics fédérés ; concept de pluridisciplinarité ; érection de certaines unités en établissements publics autonomes ; autonomie des universités ; ressources extérieures ; dotation de l'Etat ; opportunité d'assimiler les universités à des fondations en ce qui concerne le statut fiscal applicable aux fonds recueillis ; question des diplômes nationaux (p. 6963) ; régime des doctorats ; fixation par les universités des conditions de passage d'un cycle à l'autre ; rétablissement des professeurs dans la plénitude de leurs responsabilités ; personnalités extérieures ; possibilité de créer des universités expérimentales (p. 6964) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 6985).

COUEPEL (Sébastien)

Député des Côtes-du-Nord
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Démantèlement des montants compensatoires négatifs : situation de l'agriculture ; prix agricoles ; situation du secteur agro-alimentaire [23 avril 1986] (p. 259) ;

orales sans débat :

— **n° 165**, posée le 16 décembre 1986 : **produits agricoles et alimentaires (céréales)** (p. 7695-7696) ; appelée le 19 décembre 1986 : **taxes sur les céréales** : distorsion de concurrence constituée par la taxe de coresponsabilité ; coût supplémentaire de production pour les éleveurs non céréaliers constitué par les taxes françaises sur les céréales (p. 7847) ; nécessité de respecter l'égalité des conditions de concurrence entre agriculteurs français (p. 7848).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 10** : son amendement n° 186 (tendant à assujettir les produits agricoles, les produits de la pêche, de la pisciculture et de l'aviculture n'ayant subi aucune transformation, au taux de T.V.A. de 7 %) [16 octobre 1986] (p. 4821) ; problème des agriculteurs structurellement créditeurs en matière de T.V.A. ; cas des productions hors sol ; délai de remboursement des crédits de T.V.A. ; rejeté (p. 4922).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* difficulté d'installation des jeunes agriculteurs notamment en production laitière [30 octobre 1986] (p. 5577) ; exemple des Côtes-du-Nord ; abondement de la réserve nationale de production ; nature juridique des quotas (p. 5578).

Intérieur. — *Discussion générale :* statut de l'élu local et formation des élus municipaux [7 novembre 1986] (p. 6017) ; problème des indemnité (p. 6018).

COUSIN (Bertrand)

Député des Côtes-du-Nord
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Fermeture de l'Ecole nationale de la marine marchande de Paimpol et réduction des effectifs de l'Ecole maritime et aquacole du Trieux : publication en 1980 par le parti socialiste d'une brochure traçant les perspective de la marine marchande française ; rapport Lathière ; risque de quasi-disparition du pavillon français sur les océans ; effectifs d'élèves à admettre dans les écoles maritimes et aquacoles [14 mai 1986] (p. 905-906).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant sur la réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : amendements répétitifs éclipsant ceux devant améliorer le texte gouvernemental ; obstruction parlementaire [12 juin 1986] (p. 2162) ; obligation prévue dans l'amendement n° 111 de M. Jean-Jack Queyranne étant déjà instituée dans la législation en vigueur [16 juin 1986] (p. 2230) ; **article 5** : notion d'entreprise éditrice ; président de la société détenant le titre en location-gérance devant être directeur de la publication (p. 2240).

— Projet de loi complétant la loi 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : **son rappel au règlement** : rappelle que l'Assemblée doit se prononcer sur le fond des amendements [9 octobre 1986] (p. 4551) ; **article 3** : *article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* inopportunité qu'un ministre des finances intervienne dans un domaine que le Conseil constitutionnel a considéré comme relevant des libertés publiques essentielles [10 octobre 1986] (p. 4632) ; **après l'article 4** : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 16 de M. Michel Péricard (tendant après les mots : « elle peut notamment », à rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet amendement : « mettre en demeure les entreprises concernées de procéder à des cessions d'actifs ») ; son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 16 de M. Michel Péricard (tendant dans le troisième alinéa de cet amendement à supprimer les mots : « ou ne procède pas aux cessions d'actifs prescrites ») (p. 4638) ; adoptés ; nécessité que le dévelop-

pement de médias de télévision n'aboutisse pas à déstabiliser les recettes publicitaires de la presse écrite ; opportunité de créer un observatoire du marché publicitaire (p. 4639) ; ses observations (p. 4640).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* modernisation des ports maritimes français ; sauvegarde de la marine marchande ; plan pour la marine marchande ; abandon du projet de l'aide majeure à la navigation d'Ouessant ; consolidation du régime de l'E.N.I.M. [21 octobre 1986] (p. 5065) ; équipement des établissements scolaires maritimes ; problèmes de la formation ; sécurité des pétroliers naviguant dans le golfe persique ; culture marine ; augmentation des crédits d'équipements en faveur de la société nationale de sauvetage en mer (p. 5066).

COUTURIER (Roger)

Député de Saône-et-Loire
R.P.R.

Devenu député le 30 septembre 1986 en remplacement de M. André Jarrot, démissionnaire [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994).

COUVE (Jean-Michel)

Député du Var
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Lutte contre les incendies de forêts : littoral méditerranéen et du Var ; mise en place d'une structure de coordination interministérielle [11 juin 1986] (p. 2081).

COUVEINHES (René)

Député de l'Hérault
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

COZAN (Jean-Yves)

Député du Finistère
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

CREPEAU (Michel)

Député de la Charente-Maritime
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

CRESSON (Edith)

Député de la Vienne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et sociale (n° 7).

Première lecture, discussion générale : évolution des aides de l'Etat à la sidérurgie entre 1965 et 1980 [23 avril 1986] (p. 295) ; influence des nationalisations sur l'informatique française ; bilan des entreprises nationalisées en 1982 ; risques de « défrancisation » comportés par la privatisation ; modalités de gestion des entreprises privatisables durant la période transitoire ; valeur des industriels français (p. 296) ; exemple de Thomson ; nécessité que l'Etat ne s'approprie pas le produit des ventes d'entreprises pour son budget (p. 297).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : actions en faveur des Français de l'étranger ; compétences du conseil supérieur des Français de l'étranger ; mode de scrutin établi en 1982 [3 octobre 1986] (p. 4361) ; rattachement électoral des Français de l'étranger pour les élections législatives de 1978 ; importance des Français de l'étranger (p. 4362).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : son inquiétude devant la politique gouvernementale en matière industrielle et de commerce extérieur ; réduction des aides à l'industrie compensée par un allégement des charges ; politique d'embauche des jeunes au détriment des plus de vingt-six ans ; formation professionnelle ; aides à l'exportation ; évolution tragique du solde industriel ; reprise de la hausse des prix [15 octobre 1986] (p. 4740) ; budget favorisant un transfert de ressources vers des usages spéculatifs (p. 4741).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* modification des méthodes de calcul du revenu des agriculteurs ; hausse du revenu agricole en 1982 [30 octobre 1986] (p. 5547).

Industrie. — *Discussion générale :* apparition d'un solde industriel négatif [31 octobre 1986] (p. 5613) ; inutilité de la dévaluation ; fonction du ministre de l'industrie ; non encouragement de l'investissement ; montant des aides accordées à l'industrie rapporté au produit intérieur brut ; perte du contrat d'une construction d'une centrale nucléaire en Corée du Sud ; secteur du textile ; industrie de la machine-outil ; importance du secteur de l'électronique ; disparition du fonds industriel de modernisation (p. 5614) ; existence d'aides publiques massives dans tous les pays en faveur de l'industrie des composants ; réduction des aides à l'investissement industriel ; crédits affectés au projet Euréka ; accords Tokyo-Washington du 31 juillet 1986 sur les circuits intégrés ; concentration de l'effort de recherche développement dans les grands organismes de recherches (p. 5615).

Economie, finances et privatisations. Services financiers, commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* s'interroge sur les bénéfices tirés de la baisse conjuguée du prix du pétrole et de la baisse du dollar ; diminution du solde industriel ; évolution des parts relatives de marchés dans les principaux pays d'exportation des états membres de l'O.C.D.E. vers le monde pour les produits manufacturés entre 1980 et 1984 [13 novembre 1986] (p. 6260) ; dévaluation ayant contribué à dégrader le sol des échanges industriels ; insuffisante spécialisation au sein du commerce international ; mise en œuvre d'une politique industrielle ; abandon de la machine-outil ; diminution des crédits du budget de la recherche ; développement de l'assurance prospection (p. 6261) ; exemple britannique ; perte du contrat portant sur une centrale nucléaire en Corée du Sud ; dérégulation des services avancés de communication entre ordinateurs ; faiblesse à l'exportation du tissu industriel français (p. 6262) ; destruction du projet d'école nationale d'exportation (p. 6263).

CUQ (Henri)

Député de l'Ariège
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à rétablir la Cour de sûreté de l'Etat (n° 133) [20 juin 1986] (p. 2391).

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne (n° 152) [20 juin 1986] (p. 2391).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512) [11 décembre 1986] (p. 7575).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 152) tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'**entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne (n° 263)** [17 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 512) de M. Léonce Desprez tendant à modifier certaines **dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 565)** [17 décembre 1986].

PETITIONS

Examen des pétitions n°s 1 à 36 par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 août 1986] (p. 4317).

Examen des pétitions n°s 37 à 62 par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : caractère inquiétant de la progression de toutes les formes de délinquance ; loi du 10 juin 1983 résultant d'un compromis entre les ministres de la justice et de l'intérieur ; contrôles d'identité constituant un élément irremplaçable de la prévention ; nécessité d'un texte clair quant à son interprétation [3 juillet 1986] (p. 2845) ; alliance du respect des droits de l'Homme et du pragmatisme de la criminologie moderne (p. 2846).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* problème de la sécurité ; dépassement des objectifs du plan de modernisation de la police ; effort en faveur de l'équipement immobilier de l'informatique et de l'équipement individuel des policiers ; renforcement de la présence sur le terrain ; mise en œuvre des mesures catégorielles [7 novembre 1986] (p. 6013) ; problème de l'encadrement des personnels de police (p. 6014).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : assujettissement à la T.V.A. des associations départementales pour l'aménagement des structures d'exploitations agricoles [11 décembre 1986] (p. 7485).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République aur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : exploitation de machines à sous ; situation économique des casinos ; vieillissement de la législation les concernant [17 décembre 1986] (p. 7719) ; possibilité pour les dirigeants de casinos d'acquérir autant de licences qu'ils proposent de points de vente de boissons (p. 7720) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7723, 7724).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable de M. Pierre Joxe ; impossibilité de juger les assassins du brigadier Emile Gondry et du gardien de la paix Claude Caiola [18 décembre 1986] (p. 7782) ; ses observations sur la « marginalisation » d'Action directe ; application de la loi du 9 septembre 1986 aux instances en cours (p. 7783).

D

DAILLET (Jean-Marie)

Député de la Manche
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bangladesh sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements **(n° 104)** [22 mai 1986] (p. 1074).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires étrangères : affaires européennes) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 104) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du **Bangladesh** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 199)** [12 juin 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome I : **affaires étrangères : affaires européennes (n° 397)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Déficit du budget de la défense** : paiement de la solde de novembre ; retard dans l'exécution de la loi de programmation militaire ; effort financier de la loi de programmation 1976-1981 pour la modernisation et l'amélioration de la qualité opérationnelle des forces ; réduction du rythme de progression annuelle des crédits de la défense par le Gouvernement Mauroy [7 mai 1986] (p. 834).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 104).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : interventions de la France dans le domaine humanitaire ; choix de la France pour de grands projets de développement par le Bangladesh ; potentialités industrielles de ce pays [30 juin 1986] (p. 2657-2658).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : inopportunité de refuser aux libres citoyens des Etats des Communautés européennes le droit de circuler en toute liberté [10 juillet 1986] (p. 3139).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 21** : caractère irréaliste de la mise en place du compteur sur les alambics [17 octobre 1986] (p. 4993).

Deuxième partie :

Coopération. — *Discussion générale :* coopération devant privilégier clairement le peuple et les Etats africains francophones [23 octobre 1986] (p. 5262) ; situation en Ethiopie ; situation au Tchad ; situation à Madagascar ; situation en Guinée ; situation à Haïti, situation des réfugiés éthiopiens à Djibouti ; rôle du fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (p. 5263).

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : absence du budget individualisé des affaires européennes ; nécessité de progresser sur la voie de l'union politique de l'Europe ; unification monétaire ; politique agricole commune ; nécessité pour la France de reprendre son rôle de leader en Europe [24 octobre 1986] (p. 5278) ; affaires européennes ; attitude de la France face à l'agression de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. ; relations franco-espagnoles ; rôle des relations franco-allemandes dans la politique européenne ; rééquilibrage de l'aide accordée aux pays d'Amérique centrale ; envoi d'une mission de la commission des affaires étrangères au Chili ; régularisation des rapports diplomatiques entre la France et l'Iran ; refus du Gouvernement français de condamner sans preuve les états soupçonnés d'alimenter le terrorisme ; évacuation simultanée de toutes nos troupes étrangères du Liban ; situation des réfugiés éthiopiens à Djibouti (p. 5299-5300) ; sa proposition d'installation du siège du fonds des Nations-Unies pour les activités en matière de population en France ; majoration de la cotisation de la France à l'agence des Nations-Unies en Palestine pour la protection des réfugiés palestiniens (p. 5301) ; politique agricole commune conduisant à l'insuffisance alimentaire (p. 5318).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* engagement du ministre en faveur des producteurs laitiers [30 octobre 1986] (p. 5572) ; révision de la politique agricole commune (p. 5573).

Défense nationale. — *Discussion générale :* rappelle le vote positif de l'U.D.F. sur la budget de la défense pour 1982 ; coopération internationale ; possibilité d'une commission commune des affaires étrangères et de la défense ; insuffisance de la flotte de surface pour la protection des départements et territoires d'outre-mer ; développement des sous-marins nucléaires d'attaque [12 novembre 1986] (p. 6175) ; impact économique de la défense ; possibilité de lancer un emprunt pour abonder les crédits budgétaires (p. 6176).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : analyse du problème européen sous l'angle de la sécurité extérieure de la France ; principe de la sécurité collective ; nécessaire association entre la France et l'Allemagne [20 novembre 1986] (p. 6645) ; quasi-unanimité de l'hémicycle sur le texte ; importance de l'apport de la communauté pour la France ; leadership de la France sur l'Europe ; fondements de la communauté sur le respect des droits de l'Homme ; organisation d'un marché commun ; nécessaire initiative française (p. 6646-6647) ; rappelle les positions de MM. René Capitant et Michel Debré en faveur d'une unité européenne avec transfert d'une partie de la souveraineté des Etats membres (p. 6649).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : parité économique et sociale ; insuffisance de la présence militaire française dans les D.O.M.-T.O.M. ; souhaite la participation des départements antillais à l'initiative du bassin Caraïbe prise par le Président Reagan ; importance stratégique de Mayotte [26 novembre 1986] (p. 6799) ; départementalisation de cette collectivité (p. 6800).

DALBOS (Jean-Claude)

Député de la Gironde
R.P.R.

Devenu député le 12 avril 1986 en remplacement de M. Aymar Achille-Fould, décédé [*J.O.* du 15 avril 1986] (p. 5467).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 22 avril 1986] (p. 5659).

Membre du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à instituer une **vice-présidence de la République (n° 576)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 18,** posée le 13 mai 1986 : **banques et établissements financiers (comptes bancaires)** (p. 890-891) ; appelée le 23 mai 1986 : **taxe de tenue de compte bancaire** : couverture des frais de gestion et des prestations de service ; obligation de paiement par chèque, notamment pour les salaires ; rémunération des dépôts à vue ; baisse des taux d'intérêt (p. 1089-1090).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : propos d'avocats défendant en séance « davantage l'assassin que la victime » ; responsabilité de la société dans la délinquance ; échec de l'éducation permissive [2 juillet 1986] (p. 2760) ; renforcement de la prévention ; rapports entre la police et la justice ; prolongation de la garde à vue ; rétablissement de la peine d'incrimination d'association de malfaiteurs ; certitude de la peine ; affaire « Aran » ; travaux forcés (p. 2761).

Discussion des articles : **article 7 :** peine de sûreté de trente ans [2 juillet 1986] (p. 2800).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 216).

Première lecture, discussion des articles : **article 56 :** problèmes posés par les garanties accordées par les collectivités locales pour le placement de logement H.L.M. en cas de vente d'appartement au public [23 juillet 1986] (p. 3735).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Discussion générale : questions :* rôle de la fédération mondiale des villes jumelées ; attitude d'un ancien Premier ministre français faisant entrer dans le personnel de l'association nombre de ses anciens collaborateurs de Matignon ; impossibilité de laisser le parti socialiste s'approprier la F.M.V.J. [23 octobre 1986] (p. 5265).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* problème posé par le vieillissement de la population française ; grandes orientations de la politique de la vieillesse ; prise en charge des personnes âgées à domicile [6 novembre 1986] (p. 5942).

DARINOT (Louis)

Député de la Manche
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DASSAULT (Marcel)

Député de l'Oise
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Décédé le 18 avril 1986 [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597).

Son éloge funèbre est prononcé le 30 avril 1986 [30 avril 1986] (p. 629).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Allocution en qualité du président d'âge **(n° 1)** prononcée par M. Edouard Frédéric-Dupont [2 avril 1986].

INTERVENTIONS

En qualité de président d'âge.

Son allocution lue par M. Edouard Frédéric-Dupont : chômage ; lois sociales imposées par le Général de Gaulle ; multiplication des dépôts de bilan ; démocratie à l'usine [2 avril 1986] (p. 43).

DEBRE (Bernard)

Député de l'Indre-et-Loire
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7600).

Rapporteur du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [5 novembre 1986] (p. 5900).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 13 décembre 1986] (p. 14971).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux **établissements d'hospitalisation publics** et à rétablir les attributions des services hospitaliers **(n° 117)** [15 mai 1986].

Proposition de loi relative aux activités du secteur privé dans les **établissements d'hospitalisation publics (n° 161)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à réformer l'enseignement médical et les **études médicales (n° 162)** [5 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 427) relatif à la **famille (n° 438)** [12 novembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **famille (n° 548)** [12 décembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 119**, posée le 18 novembre 1986 : **politique extérieure (coopération)** (p. 6507).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : manœuvres de l'opposition ; nécessité de faire un effort économique et financier ; chômage, déficit budgétaire et pression fiscale ; insécurité croissante ; amnistie fiscale [30 mai 1986] (p. 1536-1537).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : presse télématique devant être intégrée dans le champ d'application du texte de loi [12 juin 1986] (p. 2168).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* effort entrepris par le Gouvernement pour lutter contre la diffusion des drogues parmi les jeunes ; recherche sur le S.I.D.A. [6 novembre 1986] (p. 5952).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nécessité de relever le défi démographique ; crise de la politique familiale et non de la famille [18 novembre 1986] (p. 6461) ; inopportunité d'éliminer les immigrés du bénéfice de la politique familiale ; problème de l'enfant de rang 3 ; nombre d'I.V.G. sur la troisième grossesse ; image de la famille de deux enfants dans la publicité ; idéologie malthusienne des socialistes ; mauvaise adaptation de la loi du 4 janvier 1985 (p. 6462) ; allocation parentale d'éducation ; allocation au jeune enfant ; avancement de l'âge de la retraite favorisant le « papy boom » ; utilisation des excédents de la C.N.A.F. pour financer les déficits des branches vieillesse et maladie ; diminution des pouvoirs d'achats des familles de 1981 à 1986 ; mesures fiscales retenues par le Gouvernement ; extension de la décote ; octroi d'une demi-part supplémentaire de quotient familial à partir du quatrième enfant ; doublement de la déduction pour frais de garde (p. 6463) ; réduction des frais de mutation sur les donations-partages ; financement de la politique allocataire par redéploiement des prestations ; allocations de garde pour enfants à domicile ; regrette la disparition de certaines allocations sous conditions de ressources ; réforme de l'A.P.E. ; modification de l'A.J.E. ; (p. 6464) ; propose de repousser la suppression de congé de naissance des prêts aux jeunes ménages et des primes de déménagement ; suppression du complément familial ; problème de l'avortement de complaisance ; politique à l'égard des handicapés ; problème de la drogue (p. 6465) ; son utilisation de l'expression A.J.E. socialiste et A.P.E. socialiste ; propose de retirer ses propos si Mme Martine Frachon retire l'adjectif socialiste à propos du Gouvernement (p. 6469) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; vieillissement de la France ; mesures fiscales concernant aussi les familles modestes ; crédits de lutte contre la pauvreté ; redéploiement des aides pour le financement de ce plan ; opinion de l'association A.T.D. Quart-monde ; natalité et naissances d'enfants rapprochés ; condition d'octroi des prestations aux familles d'immigrés (p. 6486-6487) ; propos de Mme Yvette Roudy concernant l'A.P.E. [19 novembre 1986] (p. 6518) ; montant de cette allocation (p. 6519) ; cumul entre l'A.P.E. et l'A.J.E. (p. 6522).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : inopportunité d'alourdir les charges des entreprises ; **article 1er** : cumul des allocations pour jeunes enfants n'étant pas bénéfique pour la démographie (p. 6549) ; **article 2** : droits attachés à la territorialité (p. 6551) ; projet de loi prévoyant implicitement que l'allocation est versée pendant la grossesse et après la naissance ; son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 2 (autorisation du cumul des A.J.E. en cas de grossesse gémellaire) ; grossesse gémellaire étant souvent subie (p. 6552) ; adopté au scrutin public (p. 6553) ; **article 3** : réforme proposée élargissant le champ des allocataires de l'A.P.E. ; ses observations sur l'A.P.E. mi-taux mi-temps ; *article L. 532-1 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 3 (rédactionnel) ; statistiques contenues dans son rapport (p. 6555) ; adopté ; son amendement n° 4 (personne bénéficiant de l'allocation parentale d'éducation pouvant suivre une formation professionnelle non rémunérée) ; nécessité de garantir aux personnes bénéficiant d'une A.P.E. le maintien de cette prestation jusqu'à son terme lorsqu'elles suivent une formation professionnelle non rémunérée au cours de la troisième année pour préparer leur réinsertion professionnelle ; A.P.E. mi-taux étant compatible avec une rémunération mi-taux ; adopté (p. 6556) ; *article L. 532-4 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 3** : inopportunité de prolonger la durée de congé parental (p. 6557) ; partenaires sociaux devant discuter ultérieurement de l'allongement éventuel de ce congé ; **article 4** : création de l'allocation de garde d'enfant à domicile représentant une avancée importante (p. 6558) ; *article L. 533-1 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 7 (rédactionnel) ; adopté ; inopportunité de calculer le montant de l'allocation de la garde d'enfant à domicile en fonction des cotisations patronales ; (p. 6559) ; volonté du Gouvernement d'alléger les charges des entreprises ; *après l'article L. 533-1 du code de la sécurité sociale :* mères de famille n'ayant pas besoin d'être spécialistes pour garder leur enfant ; *article L. 534-1 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 11 (rédactionnel) ; adopté ; **article 7** : disposition de l'article 7 ne remettant pas en cause le principe de territorialité des prestations familiales (p. 6561) ; inopportunité de tenter des discriminations entre allocataires dès lors que ceux-ci se trouvent régulièrement sur le sol français ; (p. 6562) ; **article 8** : suppression du complément familial étant inévitable dès lors que les enfants ont cessé d'être à charge (p. 6563) ; maintien de la prime de déménagement lorsque la grossesse pour le troisième enfant est déclarée jusqu'à un an après la naissance de cet enfant ; son amendement n° 12 (cas de maintien de la prime de déménagement) : devenu sans objet (p. 6564) ; plan du Gouvernement étant axé sur l'aide à la naissance du troisième enfant (p. 6576) ; son amendement n° 13 (abrogation de l'article L. 831-6 du code de la sécurité sociale) : devenu sans objet (p. 6577) ; motif conduisant à un remboursement par les entreprises du congé parental (p. 6579) ; prêts aux jeunes ménages n'ayant pas le caractère de prestations familiales (p. 6580) ; **article 9** : son amendement n° 14 (de suppression) ; maintien de la prime de déménagement aux bénéficiaires de l'A.P.L. lorsque le déménagement résulte de la naissance d'un troisième enfant ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 16 (rédactionnel) (p. 6581) ; adopté ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté après modification ; son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté après modification ; son amendement n° 22 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 23 (rédactionnel) (p. 6582) ; adopté ; son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté ; **article 11** : son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 26 (tendant à la fin du paragraphe II de cet article à substituer au mot « supprimée » les mots « remplacée par la mention des articles L. 534-1 à L. 534-4 ») ; spécificité des prestations versées dans les départements d'outre-mer ; rejeté (p. 6583) ; **article 12** : son amendement n° 27 (titulaire du droit de congé de naissance ou d'adoption) : adopté ; convention collective devant régler le problème des autorisations d'absence rémunérées pour maladie de l'enfant (p. 6584) ; **article 13** : son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté ;

son amendement n° 29 (tendant dans le paragraphe I de cet article à substituer au mot « promulgation » le mot « publication ») ; date prévue pour l'entrée en vigueur de la nouvelle A.P.E. et l'A.J.E. répondant à un souci de réalisme administratif et de bonne gestion ; adopté ; son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 32 (rédactionnel) (p. 6585) ; adopté ; son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté ; **article 14** : son amendement n° 34 (tendant, dans cet article, après le mot « abrogation » à insérer les mots « et modification ») : devenu sans objet (p. 6586) ; **après l'article 14** : Gouvernement s'étant engagé à aborder le problème du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse dans le cadre de la prochaine discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (p. 6587).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : nécessité d'une politique familiale ; cumul des A.J.E. en cas de naissances multiples simultanées ; extension de l'A.P.E. ; alignement du congé parental d'éducation et de l'A.J.E. ; suppression des prêts aux jeunes ménages [17 décembre 1986] (p. 7757).

— **Son rappel au règlement** : ampleur de la manifestation d'étudiants et de professeurs contre le projet de loi Savary en 1983 ; exploitation des événements actuels par le groupe socialiste ; demande une poursuite des débats sur les textes inscrits à l'ordre du jour [4 décembre 1986] (p. 7118).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : rappelle les motifs ayant conduit à l'institution du secteur libéral à l'hôpital [5 décembre 1986] (p. 7179) ; danger et inutilité de la transformation des services hospitaliers en départements ; remboursement de l'I.V.G. par la sécurité sociale (p. 7180).

Discussion des articles : **article 11** : son amendement n° 60 (abrogation de l'article 1er de la loi du 28 octobre 1982) : non soutenu ; son amendement n° 61 (conditions d'exercice, par les praticiens en ayant fait la demande, d'une activité de clientèle privée au sein du service public hospitalier) : non soutenu ; son amendement n° 1 (situation des praticiens à temps plein des établissements hospitaliers publics n'ayant pu obtenir l'exercice d'une activité libérale à l'hôpital) : non soutenu [6 décembre 1986] (p. 7263).

DEBRE (Jean-Louis)

Député de l'Eure
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur du projet de loi (n° 154) relatif aux contrôles et vérifications d'identité [5 juin 1986] (p. 1817).

Rapporteur du projet de loi organique relatif aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales (n° 549) [16 décembre 1986] (p. 7694).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15250).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 154) relatif aux **contrôles et vérifications d'identité (n° 208)** [20 juin 1986].

Proposition de loi relative à l'entrée en vigueur de l'article 706-25 du **code de procédure pénale (n° 545)** [11 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 549), adopté par le Sénat, relatif aux **magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales (n° 563)** [du 17 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mode de calcul du forfait pour l'externat pour l'enseignement libre** : droit pour les parents de choisir l'école de leurs enfants [30 avril 1986] (p. 639) ; discrimination à l'égard des établissements d'enseignement privé ; refus de versement du forfait d'externat par la commune ; régime des subventions d'équipement données par les collectivités locales aux écoles libres sous contrat (p. 640).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nécessité de rendre l'action préventive plus efficace ; contrôles d'identité existant dans la plupart des pays européens ; état de droit ne devant pas être un état de paralysie ; autorisation des contrôles d'identité de façon générale ; imprécision de la loi de 1983 ; clarification de la situation des étrangers [3 juillet 1986] (p. 2826) ; autorisation plus large de la prise d'empreintes digitales et de photographies en vue de permettre l'établissement de l'identité de la personne interpellée ; rétablissement des sanctions correctionnelles à l'égard de ceux refusant de se prêter aux opérations de vérification d'identité ; garanties de la personne interpellée ; avertissement du procureur de la République lorsqu'un mineur de dix-huit ans est l'objet d'une vérification d'identité (p. 2827) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; conditions posées par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 2 février 1981 à la validité des contrôles d'identité ; clarification de la situation des étrangers au regard des dispositions autorisant le contrôle de la régularité de leur séjour en France ; garantie d'une intervention préalable d'une autorité judiciaire avant la procédure de prise d'empreintes digitales et de photographies ; conditions de la rétention (p. 2830).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 6 (obligation pour toute personne se trouvant sur le territoire national de se prêter à un contrôle d'identité effectué dans les conditions et par des autorités de police visées aux articles suivants) ; nécessité d'éviter toute attitude de provocation ou de refus de la part des personnes contrôlées ; opérations des contrôles d'identité devant être exclusives de toute présomption de culpabilité ; adopté (p. 2847) ; **article 1er** : ses observations (p. 2848) ; amendement n° 1 de M. Jean-François Jalkh n'étant pas conforme à la jurisprudence du Conseil constitutionnel (p. 2849) ; nécessité d'éviter tout risque de délit de faciès (p. 2850) ; arrêt Bogdan et Vuckovic de la Cour de cassation (p. 2851) ; amendement n° 23 de M. Hannoun ayant une portée si large qu'il interdit tout contrôle d'identité ; **après l'article 1er** : son amendement n° 7 (situation au regard des contrôles d'identité des mineurs de 18 ans) ; procureur de la République devant être obligatoirement prévenu lorsqu'un mineur fait l'objet d'un contrôle ou d'une vérification d'identité ; situation des « Yougoslaves » ; adopté (p. 2852) ; **article 2** : son amendement n° 8 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à insérer après les mots « peuvent donner lieu », les mots « après autorisation du procureur de la République) ; nécessaire autorisation du procureur de la République avant de procéder à des prises

d'empreintes digitales ou de photographies (p. 2853) ; juge d'instruction devant donner l'autorisation de procéder à la prise d'empreintes digitales ou de photographies lors d'une vérification d'identité dans le cadre d'une procédure rogatoire ; adopté (p. 2854) ; **article 3** : absence de sanctions pénales privant de toute portée pratique les dispositions prévues en matière de contrôles d'identité ; son amendement n° 9 (tendant dans le texte proposé pour l'article 78-5 du code de procédure pénale, à substituer aux mots « opérations de vérification d'identité organisées » les mots « prises d'empreintes digitales ou photographies autorisées par le procureur de la République) ; sanctions pénales étant applicables aux personnes refusant les prises d'empreintes digitales ou de photographies autorisées par le procureur de la République ; adopté après modification (p. 2856) ; **après l'article 3** : amendement n° 5 de M. Jean-François Jalkh créant un délit d'entrave à l'exercice des contrôles d'identité (p. 2857).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : ses observations sur les mesures générales d'abaissement de l'âge de la retraite dans la magistrature ; nature de l'acte de juger [3 décembre 1986] (p. 7066) ; fonction de la Cour de cassation ; dégradation de la situation de la Cour (p. 7067).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : nature du terrorisme ; application immédiate des lois de procédure [18 décembre 1986] (p. 7786) ; respect des principes généraux du droit (p. 7787).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales (n° 549).

Premlère lecture, discussion générale : Rapporteur : unanimité de l'Assemblée sur ce projet de loi organique ; incitation pour les magistrats de l'ordre judiciaire à servir dans les organisations internationales [18 décembre 1986] (p. 7796) ; ses observations sur le courage et le dévouement des magistrats (p. 7797).

— Projet de loi relatif au Conseil des prud'hommes (n° 495).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur suppléant : accord réalisé en commission mixte paritaire ; procédure d'urgence ; compétence pour les ruptures de contrat de travail intervenant dans le cadre des conventions de conversion [20 décembre 1986] (p. 7779).

DEBRE (Michel)

Député de la Réunion
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gabriel Kaspereit, visant à l'interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants (n° 73) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson relative aux contrôles d'identité et à l'utilisation par les fonctionnaires de la police nationale de leurs armes de service (n° 78) [29 mai 1986] (p. 1495).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 11 juillet 1986] (p. 8658).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reconnaître certains droits supplémentaires de la femme, mère de famille, et à assimiler au regard de l'impôt sur le revenu les contribuables vivant en état de **concubinage notoire** aux contribuables mariés (n° **128**) [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à supprimer l'alinéa 15-4 de la loi de décentralisation n° 83-663 du 22 juillet 1983 afin de faire participer les communes des départements d'outre-mer aux **frais de fonctionnement des collèges** (n° **138**) [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux **compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 239)** [26 juin 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Stratégie de la France et sécurité en Méditerranée : attitude du Gouvernement face à la réplique américaine sur Tripoli et Benghazi ; comportement à l'égard du Liban ; dialogue avec les puissances arabes modérées ; entraînement de nationaux français à des cours de terrorisme en Libye [16 avril 1986] (p. 183) ; forces françaises en Méditerranée (p. 184) ;

— Défense des intérêts de la France au sein de la C.E.E. : barrages douaniers établis par les Etats-Unis contre les produits européens et français pour protester contre les conséquences de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. ; inaction de la commission ; alcools britanniques et français ; compétence de la commission pour renégocier l'accord multifibre [4 juin 1986] (p. 1685) ; abrogation de l'octroi de mer des D.O.M. ; projet d'unité du marché financier destiné à interdire à la France le droit d'exiger que le capital des industries sensibles reste français (p. 1686) ;

— Volonté de la France de construire l'avion Hermès : attitude des partenaires européens de la France [25 juin 1986] (p. 2451) ;

orales avec débat :

— n° 1, posée le 25 juillet 1986 : **démographie (natalité)** (p. 3910) ; rectificatif [2 octobre 1986] (p. 4326).

orales sans débat :

— n° 45, posée le 28 mai 1986 : **départements et territoires d'outre-mer (Réunion : enseignement)** (p. 1358) ; appelée le 13 juin 1986 : **école des métiers d'électricité au Port (la Réunion)** : avenir de la formation professionnelle dans le département de la Réunion ; parité sociale entre la Métropole et les D.O.M. ; abandon de compétences de l'Etat au profit de la région (p. 2181) ; transformation de l'école en lycée d'enseignement technique (p. 2182) ;

— **n° 98,** posée le 21 juillet 1986 : **politique extérieure (République fédérale d'Allemagne)** (p. 3592) ; appelée le 5 décembre 1986 : **convention franco-allemande du 13 juillet 1984** : problème politique et national posé par un texte en contradiction avec les propos du Gouvernement sur l'exigence des contrôles aux frontières et avec le projet de code de la nationalité ; valeur juridique d'une convention ratifiée par décret et non par une loi (p. 7127) ; dispositions touchant les libertés publiques et la souveraineté nationale ; nullité de la convention (p. 7128).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : inscription du mode de scrutin majoritaire dans la Constitution ; principe selon lequel le mode de scrutin est toujours réglé par une loi ordinaire ; délégation de compétences du Parlement au Gouvernement ; rôle d'un mode de scrutin : assurer la capacité de gouverner la nation ; mode de scrutin dans les démocraties anglo-saxonnes ; existence d'une majorité de Gouvernement ; alternance de majorités successives [22 mai 1986] (p. 1039) ; représentation des divers courants politiques de la nation ; truquages de résultats d'élections au nom de la sauvegarde du régime ; division impliquée par le système proportionnel ; dépendance du pouvoir vis-à-vis des minorités ; exemple de la Corse ou des départements d'outre-mer ; caducité de la dissolution ; faiblesse de l'argument selon lequel le scrutin majoritaire coupe la nation en deux ; exemples des démocraties anglo-saxonnes ; échec des démocraties européennes qui appliquent la proportionnalité ; besoin de la France d'être gouvernée ; nécessité de garder son rang et de préserver son existence ; instabilité de la IIIe République ; équilibre des institutions ; importance des règles qui limitent et orientent le travail des assemblées ; appel au référendum et au droit de dissolution ; mise en cause de la responsabilité du Gouvernement ; concentration des pouvoirs dans la personne du Président de la République ; limitation de ses pouvoirs en cas de différence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire ; incompatibilité entre la conception des institutions du Général de Gaulle et l'idée de cohabitation ; sa remarque selon laquelle la cohabitation est juridiquement prévue par la Constitution ; cas de cohabitation aux Etats-Unis ; impossibilité de cohabitation en Grande-Bretagne ; indépendance entre le problème de la cohabitation et la concomitance ou non concomitance des élections législatives et présidentielles ; création par la représentation proportionnelle d'une double incapacité de gouverner pour le Président de la République et pour l'Assemblée ; conformité du retour au scrutin uninominal à deux tours à l'aspiration populaire ; tradition qui donne deux députés à tout département ; nombre de députés ; non respect de la tradition républicaine selon laquelle Paris a toujours droit à une représentation plus importante que ne le justifie sa population ; obligation de réviser la répartition des députés après chaque recensement ; autorité chargée de dessiner les circonscriptions ; désignation par le Gouvernement ; comité des sages ; caractère juridiquement impeccable de la délégation demandée qui n'est pas par ailleurs politiquement abusive ; nécessité de préserver les institutions ; caractère de compétition du monde actuel ; terrorisme ; surarmement des grandes puissances (p. 1041).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 11** : son amendement n° 1 (personnes vivant en état de concubinage notoire étant soumises à une imposition commune dans des conditions identiques à celles fixées pour les personnes mariées) [28 mai 1986] (p. 1378) ; nécessité que la fiscalité ne soit pas plus lourde pour les ménages mariés que pour les ménages en concubinage notoire ; pénalisation du mariage (p. 1379) ; existence d'une inégalité entre la fiscalité des gens mariés et la fiscalité des gens qui ne le sont pas (p. 1380) ; prise en compte de la notion de concubinage notoire dans la législation sociale ; demande au Gouvernement de prévoir dans la loi de finances pour 1987 un dispositif précis ; retiré (p. 1381) ; **article 12** : loi-programme de 1959 ; insuffisance des départements d'outre-mer en capitaux ; mesures fiscales étant le gage d'un gain futur ; principe de la généralisation ; suppression de la procédure de l'agrément ; extension à 10 ans de la défiscalisation des investissements (p. 1397) ; son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 103 du Gouvernement (tendant dans le 2e alinéa du 3° du paragraphe II de cet amendement à insérer après le mot « objection » le mot « motivée ») ; procédure d'objection pour les investissements supérieurs à 30 millions de francs ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 206 à l'amendement n° 103 du Gouvernement (déduction fiscale prévue par cet amendement s'appliquant pendant la même période aux travaux de restauration des immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) ; patrimoine relativement limité des départements d'outre-mer ; retiré.

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 149 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article, à insérer après les mots : « conventions internationales », les mots : « dûment ratifiées et non dénoncées ») ; convention internationale ne pouvant être opposée à la France si elle n'a pas été ratifiée ou si elle a été dénoncée ; suppression des contrôles aux frontières entre les Etats membres ; report aux frontières extérieures de la Communauté [10 juillet 1986] (p. 3138) ; conventions avec la République fédérale d'Allemagne et le Bénélux ayant dû faire l'objet d'une ratification parlementaire ; impossibilité d'opposer au Parlement, une convention qui n'a pas été ratifiée ; nécessité de dénoncer les conventions inapplicables (p. 3139) ; adopté (p. 3140).

Explications de vote : respect du droit d'asile ; législation de la France étant la plus généreuse comparée à celle des pays étrangers démocratiques ; refus des socialistes contre l'envoi de Français en Nouvelle-Calédonie et l'implantation de Français en Guyane (p. 3363) ; fermeture de la métropole aux Français des Antilles et de la Réunion ; nécessité d'une politique nataliste ; mise en œuvre d'une politique culturelle consistant à chasser des programmes d'éducation la notion de France pluri-culturelle ; contradiction entre la politique diplomatique des frontières sans contrôle et des lois intérieures orientées contre la délinquance étrangère ; filières d'entrée en France ; inopportunité de transférer le contrôle des frontières à celles de la communauté ; valeur juridique de la convention franco-allemande ratifiée « inconstitutionnellement » par un décret de juillet 1984 ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 3364-3365).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 37** : son amendement n° 523 (priorité d'accès des jeunes femmes enceintes aux logements des organismes d'H.L.M.) : retiré [22 juillet 1986] (p. 3690).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie.

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* se félicite de la création d'un ministère des D.O.M.-T.O.M. [8 novembre 1986] (p. 6089) ; nécessaire octroi de stages dans les centres de formation pour les originaires d'outre-mer ; logements dans les D.O.M.-T.O.M. ; défiscalisation des investissements ; qualité de Radio-France outre-mer ; importance du maintien de l'armée ; formation professionnelle (p. 6090-6091).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : signature par le gouvernement socialiste d'un acte renforçant le Marché commun pendant une conjoncture économique déplorable [20 novembre 1986] (p. 6641) ; inégalités des Etats au regard de leur capacité d'application des règles communautaires ; exemple des quotas laitiers ; charges particulières de la France ; problèmes des départements et territoires d'outre-mer et des bases de Mururoa et de Kourou ; refus de l'intégration ; extension de la compétence de la commission à l'environnement ; volonté de certains Etats étrangers de mettre fin à la politique d'énergie nucléaire française

(p. 6642) ; espace sans frontière ; maintien de la déclaration de Luxembourg ; nécessité d'éviter tout glissement neutraliste en matière politique et dans le domaine économique ; son abstention sur le projet de loi autorisant la ratification (p. 6643).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Paul Vergès ; ses observations [25 novembre 1986] (p. 6737) ; loi de programme du 30 juillet 1960 ; avantages de la procédure de la loi de programme ; augmentation du retard des D.O.M. depuis 1981 ; changement institutionnel voulu par la gauche, contrairement à la Constitution ; arrêt de la mobilité et invitation au retour ; agence nationale pour la promotion et l'insertion des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) (p. 6738) ; départements d'outre-mer placés parmi les délégations étrangères à la fête de *l'Humanité* ; défiscalisation des investissements ; reprise de la mobilité ; réforme de l'A.N.T. ; article 73 de la Constitution ; caractéristiques particulières des D.O.M. ; zones franches ; transport aérien et maritime ; adaptation de mesures analogues à celles existant en métropole en matière de développement économique ; son bilan de Premier ministre pour les D.O.M. ; affectation d'une partie des allocations familiales à des actions collectives ; prend la responsabilité de la parité familiale globale décidée en 1962 (p. 6739) ; parité sociale globale ; création d'une commission d'évaluation de son coût ; développement de la formation professionnelle ; situation de la radio et de la télévision dans les D.O.M. ; nécessité de la présence de l'armée dans les D.O.M. ; apport des départements et territoires d'outre-mer à la France (p. 6740).

Discussion des articles : **article 2 et annexes** : absence de valeur législative des annexes ; hostilité du parti communiste à la politique du logement social avant 1981 [27 novembre 1986] (p. 6845) ; justifie la défiscalisation (p. 6846) ; amélioration des transports aériens entre les départements d'outre-mer et la métropole ; principe de la continuité territoriale (p. 6847) ; définition du rhum et fiscalité le frappant (p. 6850) ; intérêt de la déclaration de Luxembourg de janvier 1966 ; définition du rhum donnée par la commission européenne (p. 6851) ; **après l'article 2** : arrêt des équipements scolaires et des équipements sociaux dans les départements d'outre-mer durant la précédente législature (p. 6857, 6858) ; **article 5** : zones franches ; défiscalisation des investissements ; diminution des cotisations sociales pour l'emploi des jeunes ; maintien du droit du travail (p. 6860) ; **article 9 *bis*** : rappelle qu'il a créé le Bumidom ; nécessité et avantage de la mobilité ; stratégie de popérisation des D.O.M. du parti communiste ; coût élevé du fonctionnement de la société ayant remplacé le Bumidom en 1981 ; politique de mobilité suivie par les gouvernements de la gauche risquant de conduire à l'exploitation sociale (p. 6883) ; voyage gratuit ; mobilité nécessaire pour limiter le taux de chômage dans les D.O.M. (p. 6884) ; son amendement n° 135 (organisme public chargé de la mobilité entre l'outre-mer et la métropole) ; organisation de la migration volontaire ; caractère inadmissible de l'expression « transport de population » employée par M. Robert Le Foll ; possibilité pour un nouvel organisme de rechercher des emplois pour les migrants ; compétence en matière de logement et de formation permanente (p. 6887) ; aide aux migrants chargés de famille pour la prise de congé dans leur département d'origine ; adopté au scrutin public (p. 6888) ; **article 11** : justifie la parité sociale globale ; en revendique la paternité (p. 6891) ;

Explications de vote : aspect positif de la loi de programme ; regrette l'opposition du groupe socialiste et son alliance avec les séparatistes (p. 6906) ;

DEFFERRE (Gaston)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Décédé le 7 mai 1986 [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6175).

Son éloge funèbre est prononcé le 13 mai 1986 [13 mai 1986] (p. 855).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : **son rappel au règlement** : rappelle les règles relatives aux immunités parlementaires [9 avril 1986] (p. 152) ; affirme qu'il n'a jamais entendu menacer de poursuites judiciaires un parlementaire s'exprimant à la tribune ; regrette qu'un des premiers actes du Premier ministre soit de menacer de poursuites judiciaires un député qui n'est pas de son avis (p. 153).

DEHAINE (Arthur)

Député de l'Oise
R.P.R.

Devenu député le 19 avril 1986, en remplacement de M. Marcel Dassault, décédé [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 23 avril 1986] (p. 5692).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : section commune : affaires sociales) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 5 : **affaires sociales et emploi** : section commune, affaires sociales **(n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4** : déductibilité de la provision pour congés payés [16 octobre 1986] (p. 4866) ; inconvénient du système retenu en cas de diminution de la masse salariale (p. 4867) ; report de l'effet de seuil du dispositif de déduction de la provision pour congés payés pour les entreprises dont les effectifs diminueront au cours du prochain exercice (p. 4869) ; **article 8** : nécessité de réévaluer le plafond de l'imposition au forfait (p. 4913).

Deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial suppléant : réduction de la part affectée à l'action culturelle ; mise en œuvre des décisions du sommet francophone de février 1986 ; constitution de l'A.I.T.V. ;

relance de l'aide au développement ; bourses d'études pour les étudiants étrangers [24 octobre 1986] (p. 5275) ; coopération scientifique et technique ; réseau d'établissements d'enseignement français à l'étranger ; informatisation du ministère ; informatisation du contrôle des visas ; action en faveur des Français de l'étranger ; poids des contributions internationales (p. 5276).

Examen des crédits : **après l'article 73** : ses observations (p. 5334).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : modernisation des services du ministère ; déséquilibre de l'assurance vieillesse ; absence de contrôle parlementaire sur le budget de la sécurité sociale ; déficit de l'assurance maladie ; nécessaire amélioration de la gestion des hôpitaux ; financement de la retraite à soixante ans [5 novembre 1986] (p. 5833) ; nécessité d'examen du budget de la protection sociale par le Parlement ; financement du fonds national de solidarité ; imputation sur le budget des affaires sociales des crédits concernant la délégation à la condition féminine, la délégation à la formation professionnelle, le haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme ; lutte contre la toxicomanie ; crédits des objecteurs de conscience (p. 5834).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : crédits destinés au centre d'information sur les droits de la Femme, aux contrats Etat-entreprises pour la formation des femmes et au financement d'actions en faveur de la formation professionnelle [6 novembre 1986] (p. 5959) ; ses observations (p. 5961) ; crédits de lutte contre l'alcoolisme devant dépendre du ministère des affaires sociales (p. 5963) ; durée des stages d'initiation à la vie professionnelle (p. 5964) ; rôle de la provision non affectée (p. 5965) ; **après l'article 73** : ses observations (p. 5971).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 13** : application du taux de T.V.A. réduit aux parcs récréatifs à thème culturel ; projet Eurodisneyland ; possibilité d'étendre cette mesure à l'ensemble des parcs récréatifs [11 décembre 1986] (p. 7536).

DEHOUX (Marcel)

Député du Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DELALANDE (Jean-Pierre)

Député du Val-d'Oise
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 relative au **contrat d'association (n° 59)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à prévoir des dispositions relatives aux **déclarations de patrimoines et de revenus à établir par les parlementaires,** les membres du Gouvernement et les maires des communes de plus de 30 000 habitants **(n° 60)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative au **droit du conjoint divorcé à une pension de réversion (n° 61)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à assurer le **règlement de la dette russe (n° 135)** [15 mai 1986].

Proposition de résolution tendant à modifier les articles 29 et 36 du **règlement de l'Assemblée nationale** sur les compétences des **commissions permanentes (n° 575)** [18 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à la **moralisation et à la transparence des partis politiques** en France **(n° 594)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 85,** posée le 20 juin 1986 : **assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (pensions de réversion)** (p. 2393) ; appelée le 27 juin 1986 : **partage des pensions de réversion :** effets pervers de la loi du 17 juillet 1978 modifiant le régime de répartition des pensions de réversion entre la première épouse divorcée et la deuxième épouse veuve ; sa demande pour l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi n° 61 ; regrette la position du Gouvernement (p. 2585-2586).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : choix de société du Gouvernement ; nécessité de restaurer la liberté des entreprises ; démarche du général de Gaulle à la Libération ne répondant en aucun cas à une volonté marxiste d'étendre le secteur public pour restreindre l'étendue de l'économie de marché ; extension du secteur public de l'économie issue des lois de 1982 ayant pour objectif l'extension du rôle de l'Etat dans la société au détriment de l'intérêt privé [23 avril 1986] (p. 297) ; conception gaulliste de la participation ; ampleur du chômage ; mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes ; nécessité de casser la spirale voulant qu'un entrepreneur demande à tout jeune une première expérience avant de l'embaucher ; nécessité de raccourcir les délais entre la décision d'une formule de formation et sa mise en œuvre effective ; exonération des charges sociales (p. 298) ; risques que représentent le développement des contrats à durée déterminée, le travail à temps partiel et le travail temporaire ; complexité des formules actuelles de formation en alternance ; variabilité de l'effort des organismes collecteurs ; rôle des chambres de commerce ; mise en œuvre de la participation ; nécessité de reconnaître la présence du salarié au conseil d'administration (p. 299).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : texte constituant le prolongement de la loi d'habilitation autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances diverses mesures économiques et sociales ; lourdeur des obligations auxquelles l'entreprise est soumise dans les douze mois suivant le licenciement pour motif économique ; autorisation administrative de licenciement ne permettant jamais de pérenniser un emploi condamné ; situation en République fédérale d'Allemagne ; attitude du groupe socialiste en 1974 ; motif de l'institution de l'autorisation de licenciement en 1975 ; expansion permettant seule de créer des emplois [29 mai 1986] (p. 1480) ; simplification du contrôle juridictionnel ; extention de l'entretien préalable aux entreprises de moins de onze salariés ; remplacement d'une procédure administrative par une procédure de concertation ; maintien de garde-fous importants (p. 1481) ;

Discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement** : dépôt en commission ou en séance publique d'amendements n'ayant manifestement aucun rapport avec le texte en discussion [3 juin 1986] (p. 1600) ; nécessité d'un travail législatif constructif (p. 1601) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Auroux ; utilisation par le groupe socialiste et communiste de tous les artifices de procédure ; demande répétée de suspension de séance ; attitude cherchant à contraindre le Gouvernement à demander une nouvelle fois l'application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (p. 1604) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Gérard Collomb ; volonté constante d'obstruction des parlementaires socialistes et communistes (p. 1608).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 25** : problèmes de la mise en conformité des logements antérieurement soumis à la loi de 1948 avec des normes de confort [22 juillet 1986] (p. 3643) ; son amendement n° 515 (possibilité pour les associations caritatives d'ester en justice pour les actions mentionnés au deuxième alinéa de cet article) ; situation du Quart Monde au regard des problèmes de logement ; retiré (p. 3647) ; **article 55** : son amendement n° 522 (maintien en vigueur de l'article 80 de la loi Quilliot) [23 juillet 1986] (p. 3721) ; possibilité pour les associations d'aide à la réinsertion de louer des appartements dans les organismes H.L.M. ; retiré (p. 3722) ; **article 60** : son amendement n° 536 (visant à insérer dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « ou d'un établissement public de coopération », les mots : « qui n'a pas pour objet la création ou la restauration d'un parc naturel ou de loisir ») ; emplacements réservés inscrits au P.O.S. et concernant la création ou la restauration d'espaces verts ; retiré (p. 3775) ; son amendement n° 537 (visant à supprimer dans le deuxième alinéa (c) de cet article les mots : « de façon sensible » ; protection des espaces sensibles et notamment boisés ; adopté (p. 3776) ; **article 62** : son amendement n° 541 (suppression de la dérogation prévue à cet article pour les projets concernant les espaces nécessitant une protection particulière) ; retiré (p. 3783) ;

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale : questions :* situation de la création musicale en France ; restriction de la part du répertoire national dans la diffusion musicale des différents média ; principe sous-tendant l'action menée dans le domaine musical [23 octobre 1986] (p. 5235) ; incitation concrète en faveur de la chanson française ; effort consenti en faveur de la sculpture (p. 5236).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* classes pour enfants dyslexiques ; exemple du collège de Taverny [3 novembre 1986] (p. 5739) ; aide publique aux établissements privés d'enseignement supérieur technologique ; propose l'alignement sur l'aide consentie à l'enseignement supérieur agricole (p. 5740).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale : questions :* aide publique aux établissements privés d'enseignement agricole ; suppression des taxes imposées à ces établissements [4 novembre 1986] (p. 5789).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* se félicite du montant des crédits destinés à l'emploi et à la formation professionnelle [5 novembre 1986] (p. 5880) ; évolution de la situation de l'emploi de 1981 à 1986 ; crédits en faveur de l'insertion des jeunes ; valeur de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; nombre d'emplois créés depuis mars 1986 ; diminution du poids des dépenses passives ; Parlement n'étant pas favorable à la non affectation de crédits ; taux et durée de chômage dans la catégorie des vingt-cinq-quarante-neuf ans ; utilisation du minitel par l'A.N.P.E. ; valeur des ordonnances relatives à l'aménagement des seuils sociaux et fiscaux (p. 5881) ; se félicite de la volonté gouvernementale de relancer la participation ; participation des salariés ayant pâti de l'érosion des avantages fiscaux ; demande l'augmentation du taux de la provision pour investissement pour la fraction dérogatoire des sommes distribuées ou le rétablissement de cette provision pour les sommes correspondant à l'application du droit commun (p. 5882).

DELATRE (Georges)

Député de la Seine-Maritime
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DELATTRE (Francis)

Député du Val d'Oise
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : banalisation des atteintes à la liberté d'aller et de venir ; retour au système antérieur à la loi du 10 juin 1983 [3 juillet 1986] (p. 2838) ; garanties de la procédure ; projet de loi s'inspirant des législations existant dans de nombreux pays de la communauté économique européenne ; contrôles d'identité devant être effectués avec courtoisie (p. 2839).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : compétences du conseil supérieur des Français à l'étranger ; distorsions dues au mode de scrutin établi en 1982 [3 octobre 1986] (p. 4360) ; nouveau mode de scrutin ; importance des Français de l'étranger (p. 4361).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* augmentation de la criminalité et de la délinquance ; conditions d'efficacité de la police ; créations d'emplois ; meilleure utilisation des services ; amélioration des conditions de recrutement des

gardiens de la paix ; mesures catégorielles en faveur des personnels [7 novembre 1986] (p. 6018) ; problème des retraites et notamment des pensions de reversion aux veuves ; clarification des compétences entre police municipale et police nationale ; rôle économique des collectivités territoriales en matière d'investissement ; effort de rationnalisation des choix budgétaires ; liberté dans la fixation des tarifs ; prélèvement sur la C.N.R.A.C.L. ; statut de la fonction publique territoriale (p. 6019).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion des articles : **article 12** : son amendement n° 27 (tendant à insérer dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « le département d'implantation » les mots « et avec l'accord express de celui-ci ») : non soutenu [21 novembre 1986] (p. 6716).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : importance de la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat ; question de l'opportunité de la rétroactivité des mesures de procédure, eu égard à la notoriété des affaires en cours ; mode de désignation des jurys populaires ; nécessité de la cohésion de la représentation nationale face à la lutte anti-terroriste ; application immédiate des lois de procédure ; extension de compétences de la juridiction instituée par la loi de 1982 [18 décembre 1986] (p. 7787).

DELEBARRE (Michel)

Député du Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497). Démissionnaire [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Programme du Gouvernement : opposition du Gouvernement à l'examen en commission du projet de loi d'habilitation économique et sociale ; prolongation des débats [7 mai 1986] (p. 825) ; politique suivie à l'égard du groupe Hersant ; dates de discussion du collectif budgétaire ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; accroissement de l'avoir fiscal ; coupes « sombres » dans les crédits de la solidarité nationale, de la recherche et de la culture (p. 826).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : utilisation de l'expression de « Cabana Dry » [15 mai 1986] (p. 948).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; création par les partenaires sociaux d'une indemnisation à 90 % pour les licenciés économiques afin de préserver l'U.N.E.D.I.C. de conséquences financières trop lourdes n'étant que l'un des motifs de l'instauration de l'autorisation préalable de licenciement ; exposé des motifs de la loi de 1974 ; suppression par la loi du 16 janvier 1979 de l'indemnisation à 90 % du chômage pour motif économique ; effet négatif sur l'emploi de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; enquête réalisée par le C.N.P.F. en 1984 [29 mai 1986] (p.1473) ; rôle de l'Etat dans la défense de l'emploi ; responsablité des entreprises à l'égard de leurs salariés ; absence d'un accord contractuel préalable rendant inacceptable le désengagement de l'Etat ; développement du dialogue social impliquant une pleine reconnaissance du fait syndical et du rôle des institutions représentatives ; réglementation du licenciement pour motif économique en République fédérale d'Allemagne ; intérêt pratique de la procédure de l'autorisation administrative de licenciement (p. 1474) ; rôle des inspecteurs du travail dans les petites entreprises ; examen contradictoire des motifs du licenciement ; salariés licenciés devant pouvoir disposer d'une voie de recours efficace pour éviter les abus ; nécessaire renversement de la charge de la preuve en cas de litige ; licenciements abusifs ; nécessité de fixer au juge un délai de six mois pour se prononcer ; encombrement des prud'hommes ; caractère obligatoire de l'entretien préalable entre l'employeur et sès salariés ; tentation du débauchage ; problème de l'identification réelle des licenciements de moins de dix salariés ; attitude du C.N.P.F. (p. 1475) ; projet de loi rejoignant la logique de « la peau de chagrin » syndicale ; remise en cause par la loi des seuils sociaux ; réduction globale des garanties et protection des salariés ; Gouvernement s'apprêtant, « au nom d'emplois promis pour demain, à précariser l'emploi d'aujourd'hui » ; obligation de négocier un plan social et de le mettre en œuvre cessant de s'imposer dans la réalité ; avenir de l'expression directe des salariés ; existence d'un large champ de négociations ouvert au niveau de l'entreprise avec les syndicats (p. 1476) ; remise en cause d'acquis sociaux (p. 1477).

Discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement** : rythme d'examen des amendements ; projet de loi sur la flexibilité [2 juin 1986] (p. 1576-1577) ; **article 1er : son rappel au règlement** : demande de réserve formulée par le Gouvernement aboutissant à décaler dans le temps la discussion des amendements ; article 1er ayant pour objectif de supprimer l'autorisation administrative de licenciement ; intérêt des amendements du groupe socialiste portant sur les branches d'activités [4 juin 1986] (p. 1725) ; projet de loi créant dans le système social français un déséquilibre au détriment des travailleurs et des organisations syndicales ; dialogue qu'avait permis d'instaurer l'autorisation administrative de licenciement ; état d'esprit des partenaires sociaux [5 juin 1986] (p. 1797) ; lettre de M. Gattaz du 26 mai 1986 (p. 1798) ; **article 2 : son rappel au règlement** : inopportunité d'utiliser une méthode ne permettant pas à toutes les opinions représentées au sein de l'Assemblée de s'exprimer au fond sur un article ; demande de clôture de la discussion présentée par M. Bruno Bourg-Broc (p. 1808) ; sa surprise de voir deux formations politiques de l'Assemblée souscrire en votant la clôture de la discussion aux propos tenus par l'orateur du Front national (p. 1809).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Explications de vote : longueur des débats sur le projet de suppression de l'autorisation administrative de licenciement [11 juin 1986] (p. 2115) ; gage donné par le Gouvernement au C.N.P.F. ; rôle de l'Etat comme garant de l'évolution des rapports sociaux ; sa remarque envers M. Jean-Louis Goasduff : « Nous ne sommes pas dans un poulailler ici, Monsieur ! » ; besoin de la France en chefs d'entreprise (p. 2116) ; rôle de l'inspection du travail garantissant l'obtention des aides à la formation ou au reclassement ; interventions de l'Etat dans les chantiers navals (p. 2117) ; citoyenneté des salariés ; déstabilisation

des organisations syndicales par le Gouvernement ; rôle de la négociation sociale dans la détermination du droit du travail (p. 2118).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion des articles : **article 37 :** son amendement n° 30 (de suppression) [9 juillet 1986] (p. 3027) ; rejeté (p. 3028) ; **article 38 :** son amendement n° 31 (visant à supprimer, dans cet article, la référence : « 16, ») (p. 3029) ; rejeté (p. 3030).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : remise en cause des réalisations ayant eu lieu entre 1980 et 1986 ; préservation des collectivités locales du processus de privatisation [11 août 1986] (p. 4194) ; mise en œuvre de la décentralisation ; déconcentration des administrations d'Etat ; réforme des finances locales ; remise en cause des dispositions sur le conseil départemental de développement social ; régime de la fonction publique territoriale ; effort d'amélioration de l'enseignement public ; exemple du Nord-Pas-de-Calais (p. 4195-4196).

Discussion des articles : **article 7 :** coopération intercommunale ; conséquences des regroupements autoritaires de communes en Belgique [11 août 1986] (p. 4225-4226) ; **après l'article 8 :** modification du système d'élection des conseillers régionaux ; orientations gouvernementales en matière de regroupement de communes ; sa demande pour que M. Bernard Bosson informe l'Assemblée des conclusions du rapport des sages sur le découpage concernant les élections législatives (p. 4227) ; **après l'article 8 *bis* :** but visé par M. Jean-Louis Masson à travers ses amendements (p. 4231) ; **article 8 *octies* :** suppression de la création de sections des comités économiques et sociaux régionaux sur la politique audiovisuelle et les établissements d'enseignement supérieur ; fonctionnement de ces comités (p. 4237) ; **article 8 *undecies* :** financement de l'équipement de l'informatique dans les établissements d'enseignement privés ; rénovation des établissements d'enseignement publics dans le Nord-Pas-de-Calais et possibilité de créer une enveloppe d'emprunts bonifiés (p. 4243-4244) ; **article 12 :** projet de loi sur la fonction publique territoriale ; création d'un corps d'administrateur des collectivités locales analogue à celui des administrateurs civils (p. 4250).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : situation créée par l'initiative gouvernementale visant à supprimer unilatéralement l'autorisation administrative de licenciement [8 décembre 1986] (p. 7347) ; intervention et rôle des représentants du personnel, de la puissance publique et de l'autorité judiciaire dans les pays d'un niveau de développement économique comparable à la France ; évolution des emplois ; conditions dans lesquelles l'accord d'octobre a été signé (p. 7348) ; responsabilité de l'Etat ; substitution de la décision unilatérale de l'Etat à l'équilibre entre partenaires sociaux ; rôle dévolu à l'administration du travail ; multiplication des licenciements de remplacement et de substitution ; entretien préalable au bénéfice des salariés licenciés ayant un an d'ancienneté et notification des motifs de licenciement ; problème des cas d'absence de représentation du personnel (p. 7349) ; suppression de l'obligation d'un plan social dans les entreprises de moins de cinquante salariés ; contrats de conversion devenant une mesure de substitution libérant l'employeur de toute obligation et l'affranchissant du respect de tout délai ; nombre de contrats de conversion conclus en 1987 ; évolution des tribunaux prud'homaux (p. 7350).

DELEHEDDE (André)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires **anciens combattants d'Afrique du Nord (n° 186)** [5 juin 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* réduction d'effectifs à l'office national des anciens combattants (O.N.A.C.) ; disparition à terme de l'O.N.A.C. et du secrétariat d'Etat [22 octobre 1987] (p. 5116) ; rattrapage des pensions ; retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord ; veuves des anciens d'A.F.N. ; plafond de la rente mutualiste ; projet du Gouvernement pour la commémoration du 25e anniversaire du cesser le feu en Algérie ; mention « guerre » sur les titres de pension des anciens d'A.F.N. [22 octobre 1986] (p. 5117) ; **après l'article 66 :** rattrapage du rapport constant (p. 5123).

DELEVOYE (Jean-Paul)

Député du Pas-de-Calais
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission consultative pour la production de carburants de substitution [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 126) visant à autoriser l'utilisation de composés oxygénés organiques dans l'essence afin de réduire les importations de pétrole brut [13 juin 1986] (p. 2194).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (articles 2, 3 et 6) (n° 485) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer le financement du **service d'équarrissage (n° 360)** [12 août 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) (n° 506)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Lutte contre la drogue : mesures de prévention pour protéger les jeunes et sanctions contre leurs fournisseurs [29 octobre 1986] (p. 5484).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : finalité du terrorisme ; terrorisme ne faisant pas l'objet d'une qualification spéciale ; absence de codification au plan international de la repression du terrorisme ; situtation d'Action directe [25 juin 1986] (p. 2486) ; conciliation de la restauration de l'autorité de l'Etat avec la sauvegarde des libertés fondamentales ; recul des attentats contre les avions (p. 2487).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 486).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : réduction du déficit budgétaire ; crédits ouverts à l'industrie ; Normed ; B.R.G.M. ; actions de diversification en Lorraine ; crédits ouverts à l'agriculture ; abondement du fonds de garantie des calamités agricoles ; plan sécheresse ; mesures d'accompagnement de la restructuration du secteur laitier [11 décembre 1986] (p. 7469) ; conséquences des négociations communautaires ayant permis à la R.F.A. d'aider son agriculture ; renégociation avec les Etats-Unis, à la suite de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; prélèvement du budget général sur les P. et T. ; subvention au C.N.E.S (p. 7470).

DELFOSSE (Gaorges)

Député du Nord
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discusion générale : questions :* poursuite des travaux de la rocade Nord-Ouest de Lille ; risque de report des travaux du XI[e] Plan ; nécessité de reconstituer un tissu industriel cohérent et suffisant [28 octobre 1986] (p. 5434).

DELMAR (Pierre)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1[er]** : ses observations [3 juin 1986] (p. 1644).

DEMANGE (Jean-Marie)

Député de la Moselle
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création d'une carte d'auto-stoppeur (n° 87) [29 mai 1986] (p. 1495).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 57 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 et à permettre la continuation des **publications attachées au jugement d'ouverture consécutif à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire (n° 416)** [22 octobre 1986].

Proposition de loi visant à modifier le champ d'application de l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 relative à la **cession du droit au bail entraînant cessation d'activité du cédant (n° 417)** [22 octobre 1986].

Proposition de loi visant à faciliter la **reconstruction d'immeubles après sinistre (n° 418)** [22 octobre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 120, posée le 18 novembre 1986 : **voierie (ponts : Moselle)** (p. 6508) ; appelée le 21 novembre 1986 : **reconstruction du pont de Malling** : normes retenues par le conseil général de la Moselle en 1982 ; répartition du financement entre le ministère de l'intérieur, le ministère des transports et le département de la Moselle (p. 6675) ; étalement des versements incombant au ministère de l'intérieur ; urgence de la programmation de cette opération (p. 6676).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : dégradation du pouvoir d'achat des préretraités depuis 1981 ; insuffisance des taux de revalorisation trimestrielle et assujettissement indû aux cotisations d'assurance maladie [14 octobre 1986] (p. 4725).

DEMUYNCK (Christian)

Député de la Seine-Saint-Denis
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à alléger les **charges sociales des clubs sportifs** sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles **(n° 515)** [4 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : augmentation du sentiment d'insécurité [1[er] juillet 1986] (p. 2746) ; abrogation de la loi sécurité et liberté ; évolution du nombre de détenus ; absence de peine de substitution à la peine de mort ; substitution de la notion de charges suffisantes au caractère du flagrant délit pour l'application de la procédure de comparution immédiate (p. 2747) ; situation de la justice en Seine-Saint-Denis (p. 2748).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* problème des gens originaires des départements et territoires d'outre-mer désirant effectuer un voyage dans leur région d'origine [28 octobre 1986] (p. 5453) ; politique tarifaire dégressive d'Air France (p. 5454).

DENIAU (Jean-François)

Député du Cher
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à abroger l'article 21 de la loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 portant diverses dispositions d'ordre social (n° 147) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires étrangères : services diplomatiques et généraux) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre de la commission consultative des droits de l'Homme [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14850).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 147), tendant à abroger l'article 21 de la loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 portant **diverses dispositions d'ordre social (n° 247)** [26 juin 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome III : **affaires étrangères : services diplomatiques** et généraux **(n° 397)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation en Pologne :** signature par des personnalités françaises d'une lettre adressée au général Jaruzelski [11 juin 1986] (p. 2084) ; liste de détenus politique ; action du Gouvernement français en liaison avec les partenaires européens et la communauté internationale (p. 2085) ;

— **Détention et expulsion d'étrangers :** pourcentage de détenus d'origine étrangère dans la population carcérale ; application de la circulaire Badinter de septembre 1983 enjoignant au parquet de requérir l'expulsion comme peine principale à l'encontre des étrangers délinquants [19 novembre 1986] (p. 6538).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : appui donné par certains Etats au terrorisme ; publicité des actions terroristes ; distinction du banditisme et du terrorisme [25 juin 1986] (p. 2465) ; distinction entre terrorisme et résistance ; absence de définition de la notion de terrorisme dans le projet ; possibilité de calquer les mesures dérogatoires sur celles servant à réprimer le trafic des stupéfiants ; faiblesse de démocrates faisant la force du terrorisme (p. 2466).

Discussion des articles : **article 3 :** *article 700-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 58 (définition du terrorisme) ; insuffisance des progrès en matière de coopération européenne en ce qui concerne l'extradition ; nécessité de désigner un adversaire dans l'exposé des motifs [26 juin 1986] (p. 2520) ; accepte de retirer son amendement si l'exposé des motifs en tient compte ; retiré (p. 2522) ; *article 700-8 du code de procédure pénale :* son amendement n° 59 (compétence du procureur de la République pour autoriser la prolongation de la garde à vue) ; respect des compétences du Parquet ; obligation de présenter quotidiennement le gardé à vue à un juge du siège en cas de prolongation de la garde à vue (p. 2545) ; adopté (p. 2546) ; *article 700-9 du code de procédure pénale :* son amendement n° 60 (visant à substituer dans le texte proposé pour cet article du C.P.P. aux mots « président du T.G.I. ou le juge délégué par lui peut, à la requête du procureur de la République, décider », les mots « procureur de la République peut autoriser ») : retiré (p. 2547) ; **après l'article 3 :** son sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 20 de la commission des lois (inclusion des détournements de tous les moyens de transport collectif dans le texte de l'amendement) (p. 2553) ; exemples de détournements de moyen de transport collectif ; adopté (p. 2554).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à abroger l'article 21 de la loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 portant diverses dispositions d'ordre social (n° 147).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : suppression de la faculté d'intégration des personnalités ayant exercé des fonctions d'ambassadeur dans le corps des ministres plénipotentiaires [30 juin 1986] (p. 2651) ; préservation des droits acquis des personnalités ayant bénéficié de cette disposition ; possibilité d'intégrer dans le corps diplomatique des personnes ayant exercé la fonction d'ambassadeur pendant un certain temps (p. 2652).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole d'entente relatif à la protection sociale des étudiants et des participants à la coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec (n° 203).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : gratuité des soins médicaux au Québec pour les étudiants français ; participation du Québec aux sommets francophones [30 juin 1986] (p. 2658).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : budget étant un budget de redressement [24 octobre 1986] (p. 5276) ; abrogation de la réforme de 1982 sur les attributions de la direction générale des relations culturelles ; dispersion de l'action extérieure de la France entre différents organes ; perspectives de carrière des agents diplomatiques ; modernisation et informatisation du ministère ; cas des visas ; sécurité des ambassades ; institut du monde arabe ; désignation d'un délégué chargé d'accueillir les préoccupations des agents et création d'une commission de réforme et de modernisation du ministère ; suppression d'organismes para-ministériels ; fonction de représentation des intérêts économiques ; rôle des consulats (p. 5277-5278).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* dégâts causés par la sécheresse dans le département du Cher [30 octobre 1986] (p. 5537) ; maintien d'une activité dans les zones défavorisées ; protection sociale des agriculteurs ; harmonisation des retraites des exploitants avec celles des salariés ; harmonisation de l'effort contributif pour les cotisations ; droits des conjoints d'exploitant ; diminution des crédits d'installation des jeunes (p. 5538).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 8 (insérant après les mots « les membres du Conseil d'Etat et magistrats de la Cour des comptes » les mots « et les membres de l'inspection générale des finances ») [3 décembre 1986] (p. 7072) ; adopté (p. 7073).

DENIAU (Xavier)

Député du Loiret
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit augroupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 10 octobre 1986] (p. 12202).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Membre du conseil d'administration de Radio-France internationale [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 14033), [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole d'entente relatif à la protection sociale des étudiants et des participants à la coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec (n° 203) [26 juin 1986] (p. 2563).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires étrangères : relations culturelles, premier ministre : francophonie) [14 octobre 1986] (p. 4727-4728).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutant des producteurs du phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (n° 478) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 203) autorisant l'approbation d'un protocole d'entente relatif à la **protection sociale des étudiants et des participants à la coopération** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Québec (n° 246)** [26 juin 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome II : **affaires étrangères** : relations culturelles ; **Premier ministre : francophonie** (n° 397) [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 478), autorisant la ratification d'une **Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (n° 537)** [11 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des troupes françaises au Liban :** capacité et moyens dont dispose la F.I.N.U.L. ; attitude de la France lorsque expirera le 22e mandat de cet organisme [12 novembre 1986] (p. 6139).

orales sans débat :

— **n° 151,** posée le 9 décembre 1986 : **enseignement agricole (établissements : Loiret)** (p. 7440-7441) ; appelée le 12 décembre 1986 : **école nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts :** transfert vers Nancy de l'école nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts des Barres dans le Loiret et regroupement avec l'école nationale du génie rural des eaux et forêts ; mission et composition du groupe de travail créé à ce sujet ; décision trop hâtive (p. 7596) ; absence de réponse du ministre de l'agriculture ; informations non communiquées aux élus (p. 7597).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).

Première lecture, discussion générale : statut des réfugiés ; distinction entre les persécutions personnelles et les persécution collectives ; cas des étrangers n'étant pas en danger dans le pays où ils transitent avant de venir en France [9 juillet 1986] (p. 3069).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Discussion générale : questions :* situation en Guinée ; nécessité de conclure avec la Guinée un accord de coopération et de réunir régulièrement une commission mixte [23 octobre 1987] (p. 5265) ; demande du peuple guinéen d'un retour à l'enseignement du français ; rappelle l'atmosphère d'émeute à Haïti lors de l'institution de l'enseignement en créole ; inopportunité de confondre le respect dû aux langues locales et l'esprit de recherche que la France doit manifesté à leur égard (p. 5266).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** rappelle que la majorité de la commission des affaires étrangères aurait approuvé les déclarations du rapporteur spécial de la commission des finances (p. 5270).

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : amélioration du budget de la direction des affaires culturelles ; opération « Rose des vents » ; redéploiement des personnels culturels ; réforme du détachement dit « au barème » ; nécessité de réexaminer certains programmes notamment ceux de la sous-direction des affaires sociales ; bourses d'études accordées aux étudiants étrangers ; budget de la francophonie [24 octobre 1986] (p. 5280) ; suivi du sommet francophone de Paris de 1986 (p. 5281).

Questions : situation des secrétaires conseillers des affaires étrangères et secrétaires adjoints remplissant les fonctions de n° 2 dans certaines ambassades ; perspectives de carrière de ces personnels (p. 5322).

Examen des crédits : Affaires étrangères : **Etat B, titre III :** regroupement au secrétariat d'Etat à la francophonie des crédits du Haut Conseil de la francophonie (p. 5328) ; **après l'article 73 :** son amendement n° 28 (tendant à limiter le recours aux postes de détachés budgétaires) ; son sous-amendement n° 85 à titre personnel (tendant à insérer dans l'amendement n° 28 après les mots « rentrée scolaire 1987 » les mots « et dans le cadre d'un plan pluriannuel ») ; situation des personnels culturels en service à l'étranger (p. 5333) ; problème des détachés budgétaires et des recrutés locaux (p. 5334) ; sous-amendement n° 85 : adopté ; amendement n° 28 : adopté après modification ; son amendement n° 29 (précisant que les crédits relatifs à la francophonie sont identifiés dans l'état récapitulatif des crédits concourant à l'action culturelle de la France à l'étranger présenté en annexe à la loi de finances) ; obligation des départements ministériels d'indiquer les crédits prévus pour le sommet francophone de février 1986 à Paris et pour la préparation du sommet de Québec ; adopté (p. 5335).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* conditions d'indemnisation des calamités agricoles dans le Loiret notamment [30 octobre 1986] (p. 5583).

Examen des crédits : **Agricuture : Etat C, titre VI :** avenir des S.A.F.E.R. dans le cadre de la loi d'orientation de l'agriculture (p. 5587).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 63 : son amendement n° 281 (tendant à réduire le taux de T.V.A. sur l'électricité pour les consommateurs d'électricité de basse ou de moyenne tension, autres que ceux bénéficiant d'un tarif préférentiel et autres

que ceux concernés par la construction d'une centrale nucléaire de grande puissance) : non soutenu [14 novembre 1986] (p. 6412).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que dans celui de l'impôt sur les successions (n° 475).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : nécessité d'éviter les doubles impositions dans les relations fiscale franco-autrichiennes ; problème posé par l'introduction de l'impôt sur les grandes fortunes [12 décembre 1986] (p. 7608).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur les revenus, fait à Londres le 12 juin 1986 (n° 471).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : définition retenue de l'établissement stable [12 décembre 1986] (p. 7610) ; salariés restant imposables dans leur pays de résidence dès lors qu'ils ne séjournent pas plus de la moitié d'une année fiscale sur les installations pétrolières (p. 7611).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (n° 478).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : convention d'octobre de 1961 étant en retard par rapport à la législation de juillet 1985 ; nécessaire mise en chantier d'une nouvelle convention couvrant notamment les vidéogrammes ; demande de réserve formulée par les assemblées [12 décembre 1986] (p. 7615) ; nécessité d'ouvrir un nouveau processus de révision de la convention à Rome (p. 7616).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 375).

Première lecture, explications de vote : majorité de la commission des affaires étrangères ayant jugé inopportune la ratification de cette convention ; état des relations bilatérales entre la France et le Burkina Faso ; accueil du Président de la République au Burkina Faso ; problème d'un vote burkinabé hostile à la France aux Nations Unies ; précise que le vote sera fonction de l'intention du Gouvernement quant aux délais de ratification des trois conventions [16 décembre 1986] (p. 7633).

DEPREZ (Charles)

Député des Hauts-de-Seine
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes. Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation de l'emploi et expiration de nombreux contrats T.U.C. : dégrèvement de charges sociales pour l'embauche des jeunes ; insuffisance de la réévaluation de la D.G.F. rendant impossible le relais des T.U.C. par les collectivités locales [11 juin 1986] (p. 2085) ; nécessité d'établir un dialogue social pour l'accueil des jeunes dans les entreprises privées (p. 2086).

DEPREZ (Léonce)

Député du Pas-de-Calais
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (industrie, postes et télécommunications et tourisme : tourisme) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Rapporteur de sa proposition de loi relative au développement de l'économie touristique à partir des communes touristiques et des stations classées (n° 464) [11 décembre 1986] (p. 7575).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome XII : **industrie, postes et télécommunications et tourisme : tourisme (n° 400)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi relative au **développement de l'économie touristique** à partir des communes touristiques et des stations classées **(n° 464)** [13 novembre 1986].

Proposition de loi tendant à modifier certaines **dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Développement économique inégal des régions : équilibre financier de l'Etat incompatible avec le déséquilibre économique des régions et le déclin des entreprises assurant des rentrées de taxes professionnelles et de T.V.A. ; nécessité d'instaurer une économie de partenariat entre l'Etat et les régions ; mobilisation des capitaux publics en faveur des travaux d'infrastructure ; lancement d'emprunts pour réaliser de grands travaux [12 novembre 1986] (p. 6143).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : prestataires de services ; exemple des activités touristiques [24 avril 1986] (p. 348) ; **article 2** : situation dans le Pas-

de-Calais [29 avril 1986] (p. 548) ; nécessaire allégement des charges des entreprises ; décentralisation ayant abouti à faire supporter aux communes plus de charges avec moins de ressources en francs constants ; dotation globale de fonctionnement (p. 549) ; **article 4** : situation politique dans la région du Nord-Pas-de-Calais ; projet de privatisation correspondant à la volonté de bâtir une société libérale [6 mai 1986] (p. 732) ; **article 5** : nécessité d'éviter la braderie du patrimoine national à l'occasion des dénationalisations ; préservation de l'intérêt de la nation en protégeant les intérêts particuliers nationaux [7 mai 1986] (p. 847-848).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe : situation de l'emploi ; espoirs des familles ouvrières ; jeunes à la recherche d'un emploi [2 juin 1986] (p. 1549) ; héritage ; situation des P.M.E. ; suppressions d'emplois en France et à l'étranger ; coûts des licenciements ; blocage de la création d'emplois ; poids des charges sociales et des charges de formation ; exemples des chefs d'entreprises qui limitent leurs chiffres d'affaire plutôt que d'embaucher ; exonérations de charges sociales pour l'emploi des jeunes (p. 1550) ; charges salariales et investissement ; dialogue social au sein de l'entreprise ; association des travailleurs et des cadres à l'expansion de l'entreprise ; démocratie économique et sociale ; esprit de la décentralisation (p. 1551).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : aménagement du temps de travail ; contrats d'apprentissage ; taux de chômage en France [2 juin 1986] (p. 1573) ; nécessité, pour accroître la production et améliorer la productivité des entreprises, d'associer le plus possible les ouvriers, les cadres et les agents techniques à la gestion [3 juin 1986] (p. 1626) ; importance du dialogue social (p. 1629) ; **article 1er** : retard pris en raison des délais de l'autorisation administrative de licenciement entraînant un coût supplémentaire pour les entreprises ; partenaires sociaux étant plus à même de juger qu'un inspecteur du travail ; entreprise devant être une communauté de travail [5 juin 1986] (p. 1756).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : importance du secteur des bâtiments et travaux publics ; modalités de gestion des H.L.M. ; autonomie des élus locaux en matière d'urbanisme ; nécessité de traiter sur une base d'équité fiscale les placements dans les valeurs immobilières et les placements dans les valeurs mobilières [17 juillet 1986] (p. 3445-3446) ; **article 36** : nécessité d'augmenter les loyers pour pallier l'« incapacité des offices d'H.L.M. à assurer l'entretien et la sécurité » des immeubles ; importance du surloyer pour l'équilibre financier ; contrôle du préfet sur la gestion des offices (p. 3686).

Discussion des articles : **article 56** : « révolution tranquille » permise par le projet de loi [23 juillet 1986] (p. 3734) ; prise en charge des difficultés financières des Offices d'H.L.M. par les collectivités locales ; nécessité d'encourager la vente d'appartements sociaux à leurs locataires (p. 3735) ; *article L-443-7 du code de la construction et de l'habitation :* autonomie des conseils d'administration des Offices d'H.L.M. (p. 3741) ; **avant l'article 58** : son amendement n° 528 (carte communale dans les communes sans plan d'occupation des sols) (p. 3753) ; retiré (p. 3755) ; **après l'article 59** : son amendement n° 531 (impossibilité de fonder directement un recours contre un plan d'occupation des sols au motif de son incompatibilité avec les schémas directeurs ou de secteurs : rejeté (p. 3771) ; **après l'article 62** : impossibilité de soumettre l'autorité du maire à la tutelle d'une commission d'arrondissement pour les permis de construire (p. 3784).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : perspectives de développement économique du secteur de la communication [5 août 1986] (p. 4079) ; nécessité d'éviter que la création de sociétés de télévision privatisées n'aboutisse à la disparition d'entreprise de presse à cause de l'assèchement du marché publicitaire ; exemple italien ; ressources de la presse régionale ; rôle de la C.N.C.L. dans la répression des abus de position dominante ; avenir de l'amendement proposé par MM. François d'Aubert et Jacques Barrot sur le partage des ressources publicitaires (p. 4080).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : efforts de concertation du ministère de l'intérieur pour la préparation du projet [11 août 1986] (p. 4202) ; déception des élus locaux vis-à-vis de la décentralisation ; augmentation des dépenses publiques consécutive à la décentralisation ; conseils départementaux de développement social ; possibilité de construire en l'absence de P.O.S. ; augmentation de la D.G.F. (p. 4203).

Discussion des articles : **article 8** : rôle des investisseurs étrangers dans le développement de la vie touristique [11 août 1986] (p. 4226).

Commission mixte paritaire, discussion générale : nécessité de compléter le projet de loi pour clarifier les responsabilités de l'Etat et des collectivités territoriales [12 août 1986] (p. 4306) ; réforme de la D.G.F. et des concours particuliers liés à la D.G.F. (p. 4307).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : problèmes des recettes publicitaires et de l'avenir de la presse écrite ; création d'un observatoire du marché publicitaire ; difficultés de la direction régionale de F.R.3. Nord-Pas-de-Calais ; nécessité d'un projet de loi sur le statut économique de l'entreprise de presse écrite ; rabais sur le prix du papier et révision des tarifs postaux pour la presse [9 octobre 1986] (p. 4536-4537).

Discussion des articles : **après l'article 4** : son amendement n° 47 (création, sous l'autorité de l'Etat et avec la participation du Parlement, d'un observatoire du marché publicitaire regroupant les différentes entreprises de communication [10 octobre 1986] (p. 4639) ; retiré (p. 4640).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 15** : son amendement n° 223 (propriétaires de locaux d'habitation meublés loués et placés sous le régime du forfait et recevant un loyer total inférieur à 45 000 francs, bénéficient pour la détermination de leur bénéfice imposable d'une réfaction de 50 % des recettes brutes) : retiré [17 octobre 1986] (p. 4971).

Deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* ravages causés en mer du Nord par les bateaux pratiquant la pêche farinière ; difficultés de la pêche artisanale causées par les interdictions de pêche édictées pour protéger les espèces ; stituation de la pêche artisanale de la coquille Saint-Jacques d'Etaples ; valorisation des produits [21 octobre 1986] (p. 5077).

Tourisme. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : nécessité d'une politique du tourisme ; potentiel de développement du tourisme ; gisement d'emplois ; poids économique ; compétition mondiale ; nécessité de l'investissement [3 novembre 1986] (p. 5677) ; aménagement du temps et de l'espace ; rôle des collectivités publiques ; conception passéiste opposant le tourisme économique au tourisme social ; satisfaire les différentes clientèles du tourisme : de proximité, nationale, internationale ; livre blanc sur le tourisme ; action interministérielle à mener (p. 5678) ; souhaite le rattachement de l'administration du tourisme au Premier ministre (p. 5679).

Intérieur. — *Discussion générale :* soutien populaire accordé à l'action du ministre de l'intérieur en faveur de la sécurité ; rôle économique des collectivités locales et lutte contre le chômage [7 novembre 1986] (p. 6010) ; investissements communaux ; augmentation de la D.G.E. et de la D.G.F. ; investissements en ateliers-relais et usines-relais ; sa proposition d'engagement d'une politique nationale

permettant aux communes de disposer de prêts à très long terme à des taux réduits ; sa proposition d'exonération de la T.V.A. sur le prix des services achetés à des entreprises ; dépendance des ressources de la vignette automobile et des droits de mutation vis-à-vis de la conjoncture économique (p. 6011).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* ses observations sur les polémiques concernant le Conseil constitutionnel ; insuffisance des aides publiques à la presse ; marché publicitaire sollicité plus largement par Antenne 2 ; conséquences pour la presse écrite ; effet de la baisse de la redevance ; article 39 *bis* du code général des impôts ; statut économique de la presse ; propose des mesures en faveur de la presse hebdomadaire régionale [13 novembre 1986] (p. 6303) ; statut légal pour les correspondants des hebdomadaires régionaux (p. 6304).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion des articles : **article 16 *bis* :** mise en valeur du littoral et développement touristique des départements d'outre-mer [27 novembre 1986] (p. 6901) ; **après l'article 17 :** s'oppose à l'amendement n° 185 de M. Jean-Claude Martinez tendant à supprimer l'impôt sur le revenu dans le département de la Guadeloupe (p. 6903).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; avenir des entreprises de tourisme [17 décembre 1986] (p. 7722) ; difficultés des casinos ; réouverture de celui de Bandol par M. Christian Goux ; défense de l'emploi ; ressources des stations classées ; retard de la France par rapport à l'Angleterre et l'Allemagne ; rôle de la police des jeux (p. 7723).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 565).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une politique interministérielle du tourisme ; politique régionale ; représentation des maires des communes touristiques et des stations classées au sein du comité régional du tourisme [18 décembre 1986] (p. 7825) ; association du secteur public et du secteur privé dans une économie de partenariat ; souhaite la définition d'une politique du tourisme en direction des communes touristiques et des stations classées (p. 7826).

DERMAUX (Stéphane)

Député du Nord
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 94,** posée le 3 juillet 1986 : **jeunes (politique à l'égard des jeunes)** (p. 2860).

DEROSIER (Bernard)

Député du Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

DEPOTS

Conclusions de la Délégation pour les communautés européennes n° 19/86 : EUREKA (feuilleton n° 109 du 26 novembre 1986).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Plans-reliefs :** remise en question d'une convention pour l'installation à Lille d'un musée de plans-reliefs [30 avril 1986] (p. 637).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : rôle du Parlement ; premier cas où l'Assemblée nationale n'a pu ni amender ni discuter un texte de loi qui intéresse son mode d'élection ; charcutage ; risques pour la démocratie ; risque d'hégémonie d'une formation ; contrôle pour avis par une commission composée de hauts magistrats ; critiques faites de 1958 à 1986 par l'U.N.R., l'U.D.R. et le R.P.R. pour dénoncer le régime des partis politiques ; nouvelle carte électorale ; intérêts de l'U.D.F. ; propos du président de la commission des lois selon lesquels le découpage garantira la réélection des députés de la majorité ; possibilité de décréter que les députés de l'U.D.F. et du R.P.R. sont élus à vie ; « coup d'Etat permanent » ; retour à la proportionnelle et retour à la IV[e] République [22 mai 1986] (p. 1052-1053) ; exigences de M. Robert Hersant et des patrons du C.N.P.F. ; texte sur l'audiovisuel ; discours provocateur du ministre de l'intérieur ; avantages des élus de la majorité qui disposent des propositions de découpage ; commission Toubon-Gaudin ; confiscation du vote de plusieurs millions de Français ; majorités d'idées ; représentation des minorités ; respect des limites cantonales ; partition ; consultation des conseils généraux ; privatisation de TF 1 ; autorisation administrative de licenciement ; textes sécuritaires ; propos scandaleux tenus par le ministre de l'intérieur ; sa dénonciation des tricheurs (p. 1054).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : défend l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; criminalité et politique [13 juillet 1986] (p. 2827) ; liberté d'aller et de venir constituant un élément de la liberté individuelle ; caractère trop général de la notion d'atteinte à l'ordre public ; droit à la sûreté ; projet de loi comportant des

dispositions contraires à la séparation des pouvoirs ; méconnaissance du principe de la présomption d'innocence ; atteinte à la protection de la vie privée ; cas dans lesquels sont rendus possible la prise d'empreintes digitales et le cliché photographique (p. 2828) ; autorisation des opérations de prise d'empreintes et de clichés dans tous les cas où l'intéressé refuse de justifier son identité ; intervention préalable du juge ; discrimination raciale devant la loi ; circulaire ministérielle du 10 mars 1986 ; « bavure » des Halles ; limitation, par la loi du 10 janvier 1983, des cas de recours à la procédure de prise d'empreintes digitales et de photos ; législation dans les principaux pays européens (p. 2829) ; propos de M. Pasqua à « L'Heure de vérité » (p. 2830).

Discussion des articles : **article 1er** : systématisation des contrôles d'identité ne réglant pas la situation d'insécurité (p. 2848) ; son amendement n° 20 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « à l'ordre public, notamment une atteinte », le mot « immédiate » ; introduction de la notion d'immédiateté par rapport à l'atteinte à l'ordre public ; rejeté au scrutin public (p. 2850) ; **après l'article 1er** : impossibilité de savoir si la personne interpellée dans le cadre d'un contrôle d'identité est mineure ou non (p. 2852) ; **article 2** : conditions dès prises d'empreintes et de photographies ; risque de voir les procédures de recours se multiplier ; inopportunité de créer un fichier signalétique de tous les citoyens (p. 2853) ; demande au garde des sceaux d'accepter de prendre en considération l'amendement n° 18 de M. Michel Sapin (p. 2854) ; **article 3** : son amendement n° 19 (de suppression) ; délit constitué par le refus de se soumettre à une vérification d'identité ; nécessité d'une présence permanente d'officiers de police judiciaire dans les cars de police (p. 2855) ; rejeté au scrutin public (p. 2856).

Explications de vote : délit constitué par le refus de décliner son identité à un fonctionnaire de police ; minimum de garanties obtenues par le groupe socialiste (p. 2857) ; vote hostile du groupe socialiste (p. 2858).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : remise en question de la décentralisation ; suppression de l'obligation de mise en place du conseil départemental de développement social ; suppression du recours à la représentation proportionnelle pour la nomination des représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration des centres communaux d'action sociale ; suppression de la représentation proportionnelle dans les bureaux des conseils généraux et régionaux ; fonction publique territoriale [11 août 1986] (p. 4187-4188) ; obligation des collectivités locales de participer aux dépenses d'investissement de l'enseignement privé et risque de guerre scolaire ; nature de la décentralisation (p. 4189).

Discussion des articles : **article 1er** : construction dans les petites commmunes [11 août 1986] (p. 4215) ; **article 3** : son amendement n° 51 (de suppression) ; représentation des conseils municipaux dans les conseils d'administration des centres d'action sociale (p. 4218) ; rejeté au scrutin public (p. 4219) ; **article 4** : son amendement n° 52 (de suppression) ; maintien des conseils départementaux du développement social (p. 4221) ; rejeté au scrutin public (p. 4222) ; **article 6** : ses observations sur l'amendement n° 49 de M. François Porteu de la Morandière (p. 4224) ; **article 8** : possibilité d'insérer des clauses compromissoires dans certains contrats conclus entre les collectivités territoriales et les sociétés étrangères ; son amendement n° 53 (précisant que l'autorisation de compromettre est accordée pour chaque opération par décret en Conseil d'Etat) ; ses observations (p. 4226) ; rejeté (p. 4227) ; **article 8 *bis*** : suppression de la représentation proportionnelle pour l'élection des bureaux des conseils généraux et régionaux ; son amendement n° 54 (de suppression) (p. 4228) ; rejeté au scrutin public (p. 4230) ; **après l'article 8 *bis*** : ses observations sur les amendements de M. Jean-Louis Masson (p. 4231) ; **article 8 *septies*** : son amendement n° 56 (précisant qu'en cas de désaccord entre la collectivité de rattachement et celle d'implantation, les établissements d'enseignement public prennent le nom de la rue où ils sont domiciliés) : rejeté (p. 4236) ; **article 8 *nonies*** : son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté (p. 4238) ; **article 8 *undecies*** : guerre scolaire ; interventions des collectivités locales en faveur de l'enseignement privé ; état des constructions des établissements d'enseignement public dans le Nord ; possibilité des emprunts à taux préférentiel pour que les collectivités territoriales puissent satisfaire aux besoins de l'enseignement public ; taxe d'apprentissage (p. 4242) ; son amendement n° 58 (de suppression) (p. 4244) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 59 (précisant que les dispositions de cet article ne pourront s'exercer qu'après la réalisation d'une réforme de la taxe d'apprentissage) : retiré ; **après l'article 8 *undecies*** : son amendement n° 60 (institution d'un fonds régional pour le développement des premières formations technologiques et professionnelles et d'un fonds national de péréquation de la taxe d'apprentissage) (p. 4245) ; retiré ; **article 10** : son amendement n° 61 (de suppression) : rejeté (p. 4246) ; **article 12** : recours au personnel contractuel par les départements et les régions ; son amendement n° 62 (délai de prolongation de la commission administrative paritaire nationale des personnels des O.P.H.L.M.) (p. 4248) ; rejeté ; son amendement n° 63 (visant à rédiger après le mot : « demeurent », la fin du paragraphe I de cet article de la manière suivante : « encore en cours pendant un an à compter de la promulgation de la loi n° 000 du 00 xxxxx 0000 portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales ») ; achèvement de la construction statutaire et garantie du droit des agents de la fonction publique territoriale ; rejeté ; son amendement n° 64 (suppression du paragraphe II de cet article) ; unité de la fonction publique territoriale ; rejeté (p. 4249) ; **article 13** : son amendement n° 65 (de suppression) : rejeté ; **article 13 *bis*** : son amendement n° 66 (de suppression) ; détachement de fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités territoriales pour exercer les fonctions d'assistant d'un député ou d'un sénateur ; rejeté (p. 4251) ; **article 14** : son amendement n° 67 (de suppression) ; parité de la fonction publique territoriale avec la fonction publique d'Etat ; rejeté (p. 4252) ; **après l'article 14 *quater*** : statut des agents des D.D.E. rémunérés sur crédits départementaux (p. 4254).

Explications de vote : remise en question des principes de la décentralisation ; exemple de la fonction publique territoriale ; projets de loi prévus à l'automne ; vote hostile du groupe socialiste (p. 4264).

Commission mixte paritaire, explications de vote : participation des communes aux dépenses de scolarité ; participation des collectivités territoriales aux dépenses d'investissements des établissements d'enseignement privés, possibilité d'extension de ces dispositions à l'ensemble des établissements privés ; régime de la fonction publique territoriale ; engagements pris par M. Bernard Bosson sur l'examen de projets de loi complémentaires [12 août 1986] (p. 4311).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* remise en cause de la décentralisation ; proposition du Premier ministre sur la refonte du mode d'élection des conseils généraux ; coût de la décentralisation ; difficultés relatives aux dotations et à la taxe professionnelle ; scission du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; devenir de la C.A.E.C.L. [7 novembre 1986] (p. 6011-6012) ; statut de la fonction publique territoriale ; actions complémentaires des collectivités locales ; cas du programme pauvreté-précarité ; situation de la C.N.R.A.C.L. (p. 6013).

DESANLIS (Jean)

Député du Loir-et-Cher
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

[*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070). Cesse d'obtenir à cette commission [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* utilisation du produit de la taxe de coresponsabilité sur le lait [30 octobre 1986] (p. 5580).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* enseignement des langues vivantes [3 novembre 1986] (p. 5740).

DESCAMPS (Jean-Jacques)

Secrétaire d'Etat
auprès du ministre de l'industrie,
des P. et T. et du tourisme,
chargé du tourisme

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 25 mars 1986 [*J.O.* du 26 mars 1986] (p. 4996).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— Mme Louise Moreau : situation préoccupante de nombreux établissements hôteliers : alourdissement de la T.V.A. sur les hôtels « quatre étoiles » en 1981-1982 ; effet pervers du déclassement d'une centaine d'entre eux à la catégorie inférieure ; impossibilité de développer le budget du tourisme ; situation de l'industrie touristique de la Côte d'Azur ; chute rapide du dollar et répercussion du développement du terrorisme sur l'image de marque des pays européens ; inefficacité d'une campagne de promotion aux Etats-Unis ; encouragement des professionnels à prendre des mesures d'accueil ; engagement d'une campagne auprès des Français [21 mai 1986] (p. 999) ; début de retournement du climat dans l'opinion américaine ; promotion sur un certain nombre de marchés de substitution : tourisme de longue distance ou de proximité (p. 1000) ;

— M. Jacques Roger-Machart : Charbonnages de France-Chimie : pertes importantes de C.D.F.-Chimie résultant de la restructuration de la chimie lourde française imposée par le précédent Gouvernement ; redéfinition de la stratégie du groupe ; consolidation de ses activités dans le secteur où il dispose de positions internationales fortes ; dégradation du marché mondial des engrais ; prochaine nomination d'un président [29 octobre 1986] (p. 5842) ;

— M. Jean-Guy Branger : situation de l'emploi : coordination des initiatives locales, des moyens d'intervention de l'Etat et de la C.E.E. pour lutter contre le déclin de l'emploi ; adoption d'un programme d'action au profit de l'arrondissement de La Rochelle ; préparation d'un « programme national d'intérêt communautaire concernant le département de la Charente-Maritime » ; commande aux chantiers navals de La Rochelle d'un paquebot à voile ; mise en place prioritaire de zones d'entreprise dans les régions touchées par le dépôt de bilan de la Normed ; leur extension éventuelle à d'autres régions au vu des résultats obtenus [17 décembre 1986] (p. 7711).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Discussion générale :* ministère de plein exercice chargé du tourisme ; poids économique du tourisme [3 novembre 1986] (p. 5685) ; baisse du dollar ; concurrence mondiale ; potentiel économique du tourisme ; nécessité de réorganiser les interventions de l'Etat et de rationaliser la promotion du tourisme ; association des professionnels à cet effort ; mesures sociales et fiscales en faveur du tourisme ; étalement des vacances ; dialogue avec les régions ; contrats de plan (p. 5686) ; effort particulier en faveur des D.O.M.-T.O.M. ; réorganisation et poursuite de la politique du tourisme associatif ; tourisme vert ; effort de rénovation de la petite hôtellerie rurale ; chèques-vacances ; priorité accordée à la promotion touristique ; regroupement des moyens budgétaires dans une rubrique « images de la France » (p. 5687) ; apport budgétaire de l'Etat à hauteur de 120 millions de francs abondés par les régions pour « Maison de la France » (p. 5688).

Répond à la question de :

— *M. Jean Beaufils :* création de « Maison de la France » ; situation des personnels affectés à la promotion ; coût des chèques-vacances (p. 5688) ;

— *M. Jean-Pierre Destrade :* promotion du tourisme français aux Etats-Unis ; terrorisme et baisse du dollar ; médiocre rapport qualité-prix ; effort nécessaire des professionnels sur les prix et allégement des charges ; privilégier l'accueil (p. 5689).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion générale : réflexions engagées par le Parlement en 1982 et 1984 ; votre unanime par le Sénat de la proposition de loi soumise à l'Assemblée [18 décembre 1986] (p. 7821) ; amélioration de la collaboration entre l'Etat, les régions et les professionnels du tourisme (p. 7822) ; représentation dans les comités régionaux du tourisme ; cas des communes touristiques et stations classées ; inopportunité de prévoir dans la loi un contrôle financier sur le comité régional du tourisme ; situation des départements et territoires d'outre-mer ; précise qu'il est favorable à l'indication, lors du journal télévisé de 20 heures, des températures relevées dans les départements et territoires d'outre-mer (p. 7826) ; situation du tourisme dans le Nord ; responsabilité des communes touristiques et des stations classées (p. 7827).

Discussion des articles : **article 5 :** soumission des comités régionaux du tourisme au contrôle des chambres régionales des comptes ; opportunité d'un accord entre le Conseil régional et le Conseil général dans les départements d'outre-mer (p. 7828).

DESCAVES (Pierre)

Député de l'Oise
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729). Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 30 octobre 1986] (p. 13070).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Grève dans la fonction publique : sens des responsabilités manifesté par 65 % des fonctionnaires ayant refusé de répondre aux mots d'ordre des dirigeants syndicaux ; grève suivie dans les secteurs des transports et de l'énergie où la C.G.T. est majoritaire ; plan prévu pour mettre en échec une tentative de paralysie des secteurs névralgiques [22 octobre 1986] (p. 5132) ;

orales sans débat :

— n° 11, posée le 24 avril 1986 : **impôts et taxes (politique fiscale)** (p. 380).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** ordonnances organisant la constatation et la répression des infractions ayant permis de nombreuses atteintes aux libertés individuelles [24 avril 1986] (p. 361) ; sociétés coopératives ouvrières de production étant souvent créées à partir de défaillances provoquées (p. 370) ; **article 3 :** accroissement des privilèges dont disposent déjà les salariés de l'administration fiscale, les comptables du Trésor et les comptables des impôts ; situation du fournisseur [29 avril 1986] (p. 592) ; inopportunité de créer au détriment des fournisseurs un privilège spécial pour des créances n'étant par réellement des salaires (p. 593) ; **article 4 :** règle de la délégation de vote ; groupe Pechiney [5 mai 1986] (p. 697) ; situation du groupe Thomson (p. 705) ; excès des prélèvements obligatoires (p. 706) ; **son rappel au règlement :** autorisation donnée par le président à un orateur de répondre au Gouvernement ou à la commission ; discrimination entre les groupes parlementaires pour l'usage de cette possibilité (p. 708) ; difficultés économiques étant dues au dirigisme d'Etat ; nécessité de gérer les banques comme les autres entreprises [6 mai 1986] (p. 738) ; situation de la banque du bâtiment et des travaux publics (p. 742) ; prix de vente des actions des entreprises devant être privatisées ; proposition du Front national tendant à répartir les actions entre les foyers fiscaux français (p. 771).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** diminution constante du nombre d'élus présents dans l'hémicycle : réglementation des délégations de vote [23 mai 1985] (p. 1113) ; ses observations sur l'absentéisme parlementaire ; lutte contre l'inflation ne constituant qu'un vœu du Gouvernement ; persistance du déficit budgétaire ; nécessaire réduction du poids de l'Etat sur l'économie ; montant des prélèvements obligatoires ; proposition du Front national de supprimer la taxe professionnelle par transfert sur la T.V.A. ; risque d'un transfert de chômage entre les classes d'âge ; portée limitée du gel de l'effet du franchissement du seuil des neuf salariés (p. 1133) ; nécessité de réviser l'assurance chômage ; inefficacité de la réduction à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés ; inefficacité de la réorganisation des déductions fiscales en vue de favoriser l'épargne productive ; portée limitée de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; inefficacité de l'amnistie des capitaux rapatriés ; complexité de la législation fiscale française ; nécessité d'exonérer de l'impôt sur le revenu les 5 millions de foyers fiscaux les plus modestes (p. 1134).

Discussion des articles : **article 1er :** dépôt de bilan affectant dans la plus grande majorité des cas les petites et moyennes entreprises ; nécessité d'instituer des règles spécifiques aux petites et moyennes entreprises ; réglementation des acomptes prévisionnels ; endettement des sociétés françaises [26 mai 1986] (p. 1167) ; reprend l'amendement n° 86 de M. Gérard Trémège (abrogation de l'article 223 *septies* du code général des impôts concernant l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) (p. 1178) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 51 (suppression de la taxe sur certains frais généraux prévue par l'article 235 *ter* W du code général des impôts) ; diminution du chiffre d'affaires des restaurants (p. 1179) ; paralysie des ventes entraînées par la taxe sur certains frais généraux (p. 1180) ; rejeté au scrutin public (p. 1181) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 71 (réduction des droits d'incorporation au capital des réserves constituées après le 31 mai 1986) ; nécessité d'inciter les entreprises à restructurer leur bilan ; diminution de l'impôt sur les bénéfices ; réduction du coût de l'incorporation au capital des réserves (p. 1193) ; rejeté au scrutin public (p. 1194) ; son amendement n° 72 (relèvement du seuil de dix à vingt salariés pour la participation prévue à l'article 235 *ter* EA du code général des impôts) ; son amendement n° 73 (visant à relever de dix à vingt salariés le seuil pour la participation à l'effort de construction) ; retirés (p. 1201) ; **article 3 :** prix de revient agricoles ; mesures en faveur de l'agriculture ; possibilité d'étendre la déduction de la T.V.A. sur le fioul, réservée aux agriculteurs, aux transporteurs routiers ; nécessité d'assurer une récupération à 100 % de la T.V.A. sur le gazole (p. 1204) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 90 (réduction du taux de T.V.A. pour les recettes réalisées aux entrées des premières représentations des revues à grand spectacle) (p. 1208) ; refus de l'administration fiscale d'appliquer ce texte aux revues à grand spectacle ; exemples du théâtre Bobino, du Casino de Paris ou du théâtre des Folies Bergères ; rejeté ; son amendement n° 75 (déductibilité, pour le déclarant en douane, de la T.V.A. qu'il a payée à la place de l'importateur qui ne l'a pas remboursé) ; subrogation du déclarant dans les droits de l'administration (p. 1209) ; rejeté (p. 1210) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 77 (sommes attribuées par les sociétés de courses au titre des gains de courses réalisés par les entraîneurs pour les chevaux dont ils sont propriétaires étant passibles de la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 5,5 %) : non soutenu [27 mai 1986] (p. 1230) ; **après l'article 6 :** son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 41 de la commission (inapplicabilité des dispositions relatives à la taxation d'office, à l'évaluation d'office et à la rectification d'office en cas de vérification fiscale) (p. 1261) ; abandon de la souveraineté du Parlement ; modification par une simple circulaire administrative d'une loi votée par les élus du peuple ; nécessaire extension de la garantie des contribuables en cas de vérification fiscale ; rejeté (p. 1262) ; son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 41 de la commission (tendant dans le dernier alinéa de cet amendement à insérer après les mots « procédure administrative » les mots « justifié par un avis de vérification ayant date certaine ») ; impossibilité pour un contribuable de savoir si à une date déterminée une enquête est en cours ; retiré (p. 1264).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 12 :** régime d'imposition des plus-values professionnelles à long terme ; imposition de la perte de valeur de la monnaie [28 mai 1986] (p. 1409) ; son amendement n° 79 (travaux de composition, d'impression, d'expédition, de diffusion et de routage des écrits périodiques et fournitures des matières premières nécessaires pour l'impression des écrits de presse étant soumis aux taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée) ; nécessité d'appliquer le taux réduit de T.V.A. aux fournisseurs de presse (p. 1411) ; amendement n° 79 concernant les frais de routage et non les frais routiers ; vote réservé ; son amendement n° 80 (abrogation de l'article 223 *septies* du code général des impôts) ; imposition sur les déficits des sociétés ; complexité de la fiscalité française ; impôt frappant également les sociétés en liquidation ; vote réservé (p. 1412).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** délai congés en cas de licenciement [2 juin 1986] (p. 1574) ; appréciation par les prud'hommes du caractère réel et sérieux d'un licenciement ; incurie de l'employeur ; alourdissement des prélèvements obligatoires ; grèves (p. 1581) ; critères en fonction desquels s'apprécie la représentation syndicale ; nombre de voix obtenues lors des élections prud'homales ; situation de la confédération des syndicats libres [3 juin 1986] (p. 1600) ; ignorance par les parlementaires socialistes des réalités de l'entreprise (p. 1631) ; **article 1er : son rappel au règlement :** match de football opposant l'équipe de France et l'équipe de « Russie » ; nécessité de donner aux membres du personnel aimant le football la possibilité de regarder ce match ; demande que la séance reprenne à vingt-deux heures [5 juin 1986] (p. 1763) ; nombre d'autorisations accordé par les autorités administratives ; coût du cumul des fonctions de représentation des salariés dans les petites et moyennes entreprises ; nécessité de porter les seuils de dix à vingt-cinq salariés (p. 1800) ; coût pour les petites et moyennes entreprises des délégués du personnel ; rôle des inspecteurs du travail (p. 1802) ; fermeture d'entreprises sous la précédente législature ; délai devant s'écouler entre la date où les représentants du personnel sont informés conformément à des dispositions législatives réglementaires ou conventionnelles et celle à laquelle la procédure de licenciement est

mise à œuvre (p. 1803) ; **article 3** : notion de syndicats professionnels ; représentation patronale ; non représentativité de la C.G.P.M.E. pour les P.M.E. ; S.N.P.M.I. ; critère de l'attitude patriotique des dirigeants pendant l'occupation [6 juin 1986] (p. 1889) ; contreparties offertes par les chefs d'entreprise lors de la négociation prévue ; relance de l'emploi ; politique du Président Reagan ; nécessité d'aider, de préférence, les chômeurs français (p. 1895) ; impropriété de l'expression « organisations patronales et syndicales » (p. 1896) ; sa demande de rectification de vote ; **son rappel au règlement** : insultes proférées dans l'enceinte parlementaire ; référence de M. Michel Coffineau à la collaboration (p. 1898).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 12** : insuffisance de cet article laissant hors du champ d'application des peines les interventions étrangères ; non respect par le syndicat du livre de la liberté d'expression des journalistes et de distribution des journaux ; affaire du *Parisien Libéré ;* affaire de l'imprimerie Héliogravure [18 juin 1986] (p. 2337) ; **article 13** : ses observations (p. 2339).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : rôle du député ; refus systématique des amendements même rédactionnels du Front national [1er juillet 1986] (p. 2712).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : ses observations sur l'autodétermination en Indochine et en Algérie ; mise en garde des populations de Nouvelle-Calédonie contre les manœuvres et la duplicité [8 juillet 1986] (p. 2989).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : délai de douze mois prévu à cet article [11 juillet 1986] (p. 3214) ; **article 5** : son sous-amendement n° 203 à l'amendement n° 108 de M. Jean-Marie Bockel (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « s'il ne paraît comprendre aucune des langues connues des autorités, celles-ci seront autorisées à utiliser le français) [15 juillet 1986] (p. 3272) ; possibilité pour l'étranger d'affecter de ne comprendre aucune des langues dans laquelle on viendrait l'interroger (p. 3273) ; rejeté.

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2** : nombre de foyers exonérés de l'impôt sur le revenu ; nécessité de réduire les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu [15 octobre 1986] (p. 4801) ; **article 3** : suppression de la taxe professionnelle par transfert sur la T.V.A. : [16 octobre 1986] (p. 4834) ; gestion des mairies communistes ; harmonisation communautaire des taux de T.V.A. (p. 4835) ; **article 4** : décalage entre le dispositif de déduction de la provision pour congés payés et les mesures annoncées (p. 4868) ; **après l'article 4** : caractère excessif des charges pesant sur les transporteurs français par rapport à leurs concurrents étrangers (p. 4872) ; **article 5** : suppression de la taxe sur certains frais généraux ; inconvénient de cette taxe pour certains secteurs d'activité (p. 4873) ; exclusion des frais de croisière de la notion de frais généraux (p. 4876) ; possibilité de moduler à la baisse les acomptes des entreprises pour 1987 (p. 4876) ; **après l'article 7** : existence d'une circulaire administrative précisant la non déductibilité de la T.V.A. payée sur les gains de course par les entraîneurs pour leurs chevaux (p. 4909) ; **article 9** : possibilité de favoriser la transmission des petits commerces en majorant le coût de la transmission des grands commerces ; insuffisance des allégements consentis par le Gouvernement pour la transmission des petits commerces (p. 4914) ; **après l'article 9** : suppression de l'agrément prévu à l'article 209 *sexies* du code général des impôts pour les groupes (p. 4915-1916) ; suppression de l'imposition forfaitaire annuelle pour les petites sociétés (p. 4917-4918) ; **article 11** : problèmes posés par la différence entre le taux de T.V.A. des produits agricoles et celui applicable aux consommations intermédiaires ; accélération du délai de remboursement de la T.V.A. ; absence de prise en compte des stocks, créances et dettes dans le régime supersimplifié (p. 4296) ; **article 16** : insuffisance de l'incitation pour les donations-partages [17 octobre 1986] (p. 4977) ; **après l'article 16** : modification de la tarification des droits applicables à la transmission des patrimoines par voie de succession en ligne directe et entre époux (p. 4980) ; **article 20** : inopportunité de la double taxation des appareils à sous (p. 4984) ; **article 23** : article prévoyant la non reconduction du prélèvement de 3,6 % sur le montant de la taxe d'habitation ; nécessaire suppression du droit d'assiette et de recouvrement de 4 % en matière de taxe professionnelle (p. 4995) ; **article 32 et état A** : problème des budgets annexes ; nécessité d'obtenir les bilans des budgets annexes ; compte amortissements et prévisions des budgets annexes (p. 5038).

Seconde délibération : **article 9 *bis*** : inopportunité que les sociétés inactives paient un impôt forfaitaire annuel (p. 5044).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* accroissement de l'interventionnisme de l'Etat dans le domaine économique ; formation professionnelle des commerçants et artisant ; rôle des centres de formation artisanale ; paracommercialisme ; avantages consentis aux sociétés coopératives ouvrières de production [21 octobre 1987] (p. 5090) ; *questions :* composition et modalités d'élection des chambres consulaires ; nécessité de rétablir le scrutin proportionnel (p. 5097).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : conséquence du terrorisme sur la fréquentation des hôtels à Paris et en Ile-de-France (p. 5098) ; subvention aux associations ; étude et action d'information en matière de commerce et d'artisanat ; action de sensibilisation ; études économiques intéressant l'artisanat ; aide au développement de la négociation collective ; (p. 5099).

Services du Premier ministre. — *Examen des crédits :* **I. Services généraux** : subventions de fonctionnement versées ; financement des actions spécifiques dans le domaine des droits de l'Homme ; centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne [22 octobre 1986] (p. 5195) ; Anvar (p. 5196).

Culture et communication. — *Examen des crédits :* **Etat C, titre V** : utilisation des fonds disponibles pour la politique de promotion des industries culturelles ; détail des subventions accordées en 1984 à différents organismes [23 octobre 1986] (p. 5248).

Coopération. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre VI** : augmentation des crédits affectés à l'aide internationale ; coopération financière devant être réservée aux pays favorables à la France ; inopportunité que les crédits soient dispersés entre une poussière d'associations [23 octobre 1986] (p. 5268) ; association Carrefour du Développement (p. 5269) ; retire l'amendement 75 de M. Pascal Arrighi ; (p. 5270).

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen des crédits : Affaires étrangères :* **état B, titre IV** : son amendement n° 80 (réduction des crédits de 2 millions de francs) [24 octobre 1986] (p. 5328) ; rejeté ; son amendement n° 82 (réduction des crédits de 40 millions de francs) : rejeté (p. 5329).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : versements effectués au profit de la S.N.C.F. [29 octobre 1986] (p. 5464) ; total des aides diverses attribuées à la société nationale (p. 5465).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Examen des crédits :* **état B, titre IV** : subventions accordées aux associations [29 octobre 1986] (p. 5503).

Industrie. — *Discussion générale :* politique industrielle du Gouvernement ; amélioration de la qualité des produits concernant les entreprises ainsi que la recherche et le développement ; accroissement de la pression fiscale sur les

entreprises [31 octobre 1986] (p. 5619) ; mesures proposées en faveur des P.M.E. et P.M.I. ; coût fiscal de l'aide à la création d'entreprise ; interventionnisme de l'Etat ; étude détaillée des subventions versées à différentes associations (p. 5620-5621).

Questions : déduction par les entreprises de la T.V.A. sur les factures de télécommunication ; opportunité de mettre en œuvre ce dispositif à compter du 1er janvier 1987 [31 octobre 1986] (p. 5642).

Examen des crédits : — **Etat B, titre IV** : son amendement n° 126 (réduction des crédits) ; contrôle des parlementaires sur les subventions ; transmission du dossier constitué par les associations lors de leur précédente demande de subvention ; retiré ; son amendement n° 127 (réduction des crédits) (p. 5645) ; rejeté ; son amendement n° 128 (réduction des crédits) ; politique consistant à créer des organismes publics pour favoriser la création d'entreprises ou le développement de la politique industrielle ; crédits affectés à l'agence pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels (p. 5646) ; retiré (p. 5647).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* financement de la formation professionnelle ; effort de l'Etat en la matière ; organismes de formation paritaire essentiellement alimentés par les petites et moyennes entreprises ; formation professionnelle bénéficiant surtout aux services non marchands ou aux entreprises du secteur public ; opportunité de rendre facultatif ou de supprimer la participation des entreprises de moins de cinquante salariés à la formation professionnelle ; liberté de choix de l'organisme collecteur [5 novembre 1986] (p. 5895).

Questions : critères de représentativité des organisations syndicales patronales ; nécessité de reconnaître le représentativité du C.N.P.M.I. [6 novembre 1986] (p. 5948).

Economie, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* insuffisance du budget des rapatriés ; aide au reclassement des travailleurs étrangers privés d'emploi et de leur famille ; crédits en faveur des Français rapatriés d'outre-mer ; non règlement de la question des retraites ; indemnisation des rapatriés ; proposition de loi du Front-national ; situation des harkis ; refus de commémorer officiellement la date du cesser le feu unilatéral de l'armée française le 19 mars 1962 [7 novembre 1986] (p. 6052) ; ouverture de crédits pour l'effacement des dettes des rapatriés pour le règlement de la question des retraites et pour les harkis ; problème de l'indemnisation ; demande à quelle date sera soumise au Parlement la loi d'indemnisation [13 novembre 1986] (p. 6206).

I — Charges communes. *Examen des crédits :* **état B, titre IV** : prêts consentis à des fonctionnaires (p. 6214) ; **état C, titre V** : participation de la France au financement d'organismes internationaux (p. 6215) ; ses observations (p. 6216).

Comptes spéciaux du Trésor : article 42 : nombre des associations subventionnées ; utilisation de crédits d'études de recherches et d'expérimentation (p. 6220) ; engagement du ministre d'examiner l'affectation des subventions (p. 6221).

Economie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des crédits :* **II — Services financiers : état B, titre IV** : intentions du Gouvernement concernant les subventions versées à différentes associations [13 novembre 1986] (p. 6282) ; cas des organisations de consommateurs (p. 6283).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 57 : son sous-amendement n° 239 à l'amendement n° 156 de la commission (tendant à supprimer le cinquième alinéa du b du 2 du paragraphe I de cet amendement) [14 novembre 1986] (p. 6345) ; difficultés posées par l'inventaire sur place ; problème des saisies de documents comptables ; rejeté (p. 6347) ; son sous-amendement n° 240 à l'amendement n° 157 de la commission (tendant à supprimer le deuxième alinéa du 4 proposé par cet amendement pour l'article L. 38 du livre des procédures fiscales) ; problème des saisies de pièces comptables ; « réserve » susceptible d'être inscrite sur le procès-verbal (p. 6351) ; nécessité que l'administration agisse de manière à ne pas gêner la tenue de la comptabilité ; retiré (p. 6342) ; **article 58** : lutte contre la fraude fiscale ; regrette que « l'on ait pu considérer comme excuse absolutoire le fait d'être milliardaire et communiste » ; qualité du travail des fonctionnaires des impôts ; existence de bavure ; nécessité d'une simplification et clarification des textes ; exemple de l'article L. 277 du livre des procédures fiscales (p. 6354) ; notion de mesure conservatoire en cas d'insuffisance des garanties offertes par le contribuable ; affaire Bouchon (p. 6360) ; son amendement n° 243 (tendant à modifier le régime de l'action en référé fiscal) (p. 6361) ; retiré (p. 6362) ; son amendement n° 244 (tendant à encadrer la procédure d'avis à tiers détenteur) (p. 6362) ; retiré ; son amendement n° 245 (tendant à supprimer la solidarité entre le propriétaire du fonds de commerce et son exploitant en cas d'irrégularité fiscale) ; aberration de cette solidarité pour l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés ; rejeté ; son amendement n° 246 (tendant à supprimer la contrainte par corps en matière fiscale) (p. 6363) ; rejeté ; son amendement n° 247 (tendant à abroger l'article L. 228 du livre des procédures fiscales et l'article 1741 A du code général des impôts) (p. 6364) ; retiré (p. 6365) ; **article 59** : application de l'article 168 du code général des impôts (p. 6368-6369) ; **après l'article 59** : revalorisation du plafond du montant des frais déductibles au titre du groupe 3 dont bénéficient les médecins conventionnés (p. 6373) ; **article 60** : conséquences dommageables de cet article sur l'économie ; cumul du système de l'exonération de l'impôt sur les sociétés des entreprises nouvelles et du système gouvernemental aux créateurs d'entreprise (p. 6400).

Seconde délibération du projet de loi : **article 34 et Etat B, titre IV** : bourses allouées aux étudiants étrangers (p. 6426).

Commission mixte paritaire, discussion générale : regrette le rejet systématique par le Gouvernement des propositions des parlementaires [16 décembre 1986] (p. 7663) ; paralysie du pouvoir législatif ; déficit budgétaire ; maintien de la taxe professionnelle ; poursuite de l'interventionnisme d'Etat ; maintien de la solidarité du propriétaire ; non réévaluation des frais forfaitaires pour médecins conventionnés (p. 7664).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 *bis* :** préférence nationale quelle que soit la couleur de la peau ; arrêt de l'immigration dans les D.O.M. pour défendre l'emploi de leurs habitants [27 novembre 1986] (p. 6887).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : nécessaire suppression des fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille prévue par l'article 767-2 du code de la sécurité sociale ; utilisation des fonds du F.A.S [6 décembre 1986] (p. 7204) ; **article 1er** : nécessité de réserver le bénéfice des dispositions prévues par l'article L. 814-2 du code de la sécurité sociale aux personnes de nationalité française (p. 7218) ; philosophie de la préférence nationale (p. 7219) ; **article 7** : son amendement n° 30 (de suppression) ; remise en cause des acquis sociaux (p. 7224) ; suppression de la franchise postale ne se traduisant pas par une diminution des cotisations ; rejeté au scrutin public (p. 7225) ; **après l'article 9** : nécessaire mise en place d'un ensemble de mesures incitatrices à caractère fiscal tendant à favoriser la création et l'exploitation de groupements d'intérêt économique ayant pour objet la recherche et la lutte contre le S.I.D.A. (p. 7258) ; alcool et tabac étant à l'origine des cancers (p. 7259) ; **article 15** : suppression de la dispense d'affranchissement de la correspondance adressée à la sécurité sociale ; insuffisance des mesures prévues pour réprimer le travail au noir ; situation des commerçants [p. 7270] ; **après l'article 15** : législation sur le cumul emploi-retraite (p. 7275).

Son rappel au règlement : non distribution de rapports [6 décembre 1986] (p. 7212).

Son rappel au règlement : motifs de la convocation de la commission des lois ; ses observations sur les

personnalités invitées pour les travaux de la commission sur le projet réformant le code de la nationalité [6 décembre 1986] (p. 7212) ; demande d'élargir les auditions (p. 7213).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : alourdissement de la procédure pour les petites et moyennes entreprises ; non signature de l'accord par la C.G.P.M.E. [8 décembre 1986] (p. 7335) ; problème de l'énoncé des motifs du licenciement dans la lettre de licenciement ; cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse ; obligation pour l'employeur de répondre aux observations de l'autorité administrative compétente ; création de chambres spécialisées au conseil de prud'hommes ; désorganisation des conseils ; intérêt limité du préliminaire de conciliation (p. 7336).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : inopportunité que des personnes étrangères puissent venir dans une entreprise se mêler de problèmes de l'entreprise [9 décembre 1986] (p. 7362) ; **article 2** : son amendement n° 26 (complétant cet article par le paragraphe suivant : « III — les dispositions prévues par le paragraphe II du présent article ne s'appliquent pas aux entreprises ayant un effectif de moins de 500 salariés. Pour ces entreprises, la procédure allégée du paragraphe I est seule appliquée ») ; lourdeur du délai de 30 jours pour les P.M.E. et P.M.I. (p. 7364) ; rejeté ; **article 3** : son amendement n° 27 (de suppression) ; problème de l'énoncé des motifs du licenciement dans la lettre de licenciement ; appréciation de la situation présente et future de l'entreprise (p. 7365) ; rejeté au scrutin public (p. 7366) ; **article 4** : intérêt que les conseils de prud'hommes puissent moduler les peines qu'ils infligent ; faible nombre de demandes des Assedic visant à obtenir le remboursement des allocations (p. 7369) ; son amendement n° 28 (rédigeant ainsi le paragraphe I de cet article : « I — le deuxième alinéa de l'article L. 122-14-4 du code du travail est supprimé ») : retiré (p. 7370) ; **article 7** : son amendement n° 29 (ajoutant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-2 du code du travail les mots « après tout nouveau licenciement économique » le mot « collectif ») : retiré (p. 7388) ; **article 21** : son amendement n° 30 (visant à substituer dans le 1er alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-12 du code du travail aux mots « qui, à la fin d'un chantier, », les mots : « concernant les branches d'activités professionnelles énumérées au 3e alinéa de l'article L. 122-1-1 du présent code, lesquelles ») ; branches d'activités où il est d'usage de mettre un terme au contrat de travail ; fin de chantier ; fin d'une représentation théâtrale (p. 7419) ; ses observations ; rejeté (p. 7420).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 5 (de suppression) ; information du Conseil de prud'hommes par l'employeur sur tout licenciement pour motif économique, même en l'absence de contentieux ; inversion de la charge de la preuve ; rejeté (p. 7424) ; rôle des conseils de prud'hommes dans l'appréciation des fautes de procédure (p. 7426) ; **article 3** : son amendement n° 6 (de suppression) ; inopportunité de créer des chambres spécialisées dans les licenciements économiques (p. 7427) ; rejeté (p. 7428) ; **article 6** : son amendement n° 7 (tendant à supprimer l'obligation de l'employeur de communiquer aux mairies le domicile du salarié pour l'établissement des listes électorales prud'homales) ; problème de l'utilisation commerciale, politique ou syndicale de la connaissance d'un domicile ; rejeté (p. 7429) ; **après l'article 8** : son amendement n° 30 (tendant à rendre facultative la saisine du bureau de conciliation pour les licenciements économiques) (p. 7430) ; rejeté (p. 7431) ; **article 10** : son amendement n° 8 (de suppression) ; maintien du préliminaire de conciliation pour le licenciement économique à cause de l'avis des partenaires sociaux ; détermination de la procédure d'urgence prévue par cet article ; rôle respectif de l'Assemblée et des partenaires sociaux (p. 7432) ; rejeté (p. 7433) ; inopportunité de fixer un délai maximum au juge pour statuer (p. 7434) ; possibilité de réintégration du salarié en cas de licenciement économique sans cause réelle et sérieuse (p. 7435) ; **après l'article 13** : son amendement n° 31 (suppression de l'article R. 517-4 du code du travail) : rejeté (p. 7436).

Explications de vote : situation des conseils de prud'hommes ; amélioration de leur fonctionnement, notamment dans Paris ; concertation avec les conseillers employeurs et salariés ; vote hostile du groupe du Front national (p. 7437).

Commission mixte paritaire, explications de vote : s'oppose à l'inversion de la charge de la preuve et à la création d'une chambre spéciale traitant des licenciements économiques ; vote hostile du groupe Front national [20 décembre 1986] (p. 7981).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : poids des prélèvements obligatoires ; absence de réduction du déficit budgétaire ; problème de la valorisation de l'outillage industriel pour la taxe professionnelle [11 décembre 1986] (p. 7483) ; modification de la législation à la suite de décision de contentieux favorable aux contribuables ; possibilité pour les comptables du trésor et la D.G.I. d'engager des actions civiles se rattachant au recouvrement des créances fiscales ; régime fiscal de la contribution sociale de solidarité ; provision pour congés payés [11 décembre 1986] (p. 7484) ; rétroactivité en droit fiscal (p. 7485).

Discussion des articles : **article 16** : possibilité pour les comptables du Trésor et la D.G.I. d'engager des actions civiles se rattachant au recouvrement des créances fiscales (p. 7539) ; **article 18** : déductibilité de la provision pour la cotisation sociale de solidarité fondée sur les chiffres d'affaires de l'entreprise ; rétroactivité de la loi fiscale et validation d'une interprétation administrative affirmée par le Conseil d'Etat (p. 7543) ; **après l'article 27** : dette des rapatriés (p. 7563).

DESCHAMPS (Bernard)

Député du Gard
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

DEPOTS

Proposition de loi portant création d'un **droit d'entrée sur les charbons importés des pays tiers (n° 42)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à permettre le départ à la **retraite anticipée à l'âge de 55 ans** aux **anciens combattants** d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 % **(n° 275)** [17 juillet 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Grève dans la fonction publique : succès de la journée d'action du 21 octobre ; volonté des fonctionnaires de défendre l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale et les droits syndicaux et de lutter contre la dégradation de la qualité du service public ; intérêt commun des salariés et des usagers [22 octobre 1986] (p. 5139) ;

orales sans débat :

— **n° 153,** posée le 9 décembre 1986 : **ordre public (maintien : Paris)** (p. 7441) ; appelée le 12 décembre 1986 : **violences policières** : absence du ministre de l'intérieur ; mémoire de Malik Oussekine ; attitude des forces de l'ordre vis-à-vis des casseurs (p. 7585) ; ordres donnés aux policiers ; origine de ces ordres ; anonymat des policiers auteurs de l'assassinat de Malik Oussekine ; déclaration du ministre de l'intérieur couvrant les actes des policiers (p. 7586) ; responsabilité du Gouvernement ; dépôt de la demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire ; solidarité des députés communistes avec la jeunesse de notre pays (p. 7587).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Explications de vote : proteste contre l'assimilation faite par le Premier ministre entre le parti communiste et le Front national ; dévaluation du franc traduisant l'affaiblissement de l'économie française ; blocage des salaires dans la fonction publique et le secteur public aggravant la dégradation du pouvoir d'achat des salariés ; contraste avec la rentabilisation des capitaux ; multiplication sans garantie des contrôles d'identité ; nouvelles mesures envisagées contre le pluralisme de la presse et de l'information ; attaques contre le secteur public et nationalisé ; attaques contre le système de protection sociale ; vote hostile des députés communistes [9 avril 1986] (p. 170).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : conditions de fonctionnement de la commission de la production et des échanges ; refus d'auditions demandées par les commissaires communistes ; évolution de la part des salaires en regard de la valeur ajoutée ; refus d'entendre en commission les administrateurs salariés [22 avril 1986] (p. 232).

Discussion des articles : **article 4** : problème des implantations à l'étranger des banques françaises [6 mai 1986] (p. 743) ; nécessité d'un large secteur bancaire public (p. 744) ; gestion du Crédit Lyonnais ; place de cet établissement dans le système bancaire français ; accord passé avec l'Agence nationale de valorisation de la recherche ; créances du Crédit Lyonnais sur le Mexique et le Brésil (p. 787) ; ses amendements n° 139 et 141 : devenus sans objet (p. 807).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 10 et état D précédemment réservés** : suppression de 449 emplois dans le domaine de la solidarité nationale et de la santé ; diminution du nombre de médecins ; annulation de crédits concernant l'Institut national de la santé et de la recherche médicale et le service central de protection contre les rayonnements ionisants ; financement de l'allocation aux adultes handicapés [28 mai 1986] (p. 1370) ; insuffisance notoire des moyens prévus dans le cadre des budgets globaux hospitaliers (p. 1371) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement** : matinées consacrées aux commissions ; demande une suspension de séance d'une demi-heure (p. 1405) ; **son rappel au règlement** : explique l'attitude des élus communistes (p. 1406) ; demande une suspension de séance (p. 1407).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 49 (précisant qu'il ne peut être pourvu par un contrat de travail à durée déterminée ou temporaire à un poste précédemment pourvu par un salarié intérimaire avant l'expiration d'une période égale à la durée du contrat de mission expiré) ; rejeté [2 juin 1986] (p. 1587) ; **son rappel au règlement** : absence de volonté d'obstruction du groupe communiste ; droit de la représentation nationale d'amender et de sous-amender les textes ; autorisation des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent déterminé en application de l'article L.212-6 du code du travail [3 juin 1986] (p. 1609) ; travail de nuit des femmes (p. 1611) ; **son rappel au règlement** : regrette que l'Assemblée soit contrainte d'entendre un panégyrique du fascisme et de Mussolini (p. 1637) ; réintégration immédiate dans l'entreprise dans son emploi ou dans un emploi équivalent avec maintien des avantages acquis du salarié licencié pour cause économique sans qu'ait été consultée l'autorité administrative (p. 1650) ; regrette que le groupe communiste soit accusé de subvertion (p. 1652) ; nécessité d'assurer une protection nouvelle aux salariés victimes de licenciements économiques ; délais recquis devant les conseils des prud'hommes ; nécessité de rendre suspensive la procédure devant les prud'hommes en cas de licenciements (p. 1653) ; **article 1er** : ses amendements n° 285, 306, 398, 406, 438 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **article 4** : son amendement n° 85 (de suppression) [7 juin 1986] (p. 1937) ; rejeté au scrutin public (p. 1939).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 4 : son rappel au règlement** : propos tenus par un représentant du Front national mettant en cause un grand-père après la mort de sa petite-fille [12 juillet 1986] (p. 2777) ; **article 7** : dangers de l'allongement de la période de sûreté de 18 à 30 ans (p. 2801).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : existence d'une double tradition en France vis-à-vis des étrangers intégrationiste et xénophobe ; place des immigrés ; immigration clandestine ; rapport entre immigration et délinquance [9 juillet 1986] (p. 3083) ; nécessité d'un arrêt réel de l'immigration ; lien entre chômage et présence des immigrés sur le territoire français ; incitation au retour ; regroupement familial ; jeunes de la deuxième génération (p. 3084) ; fragilisation de la situation des étrangers en France ; conditions de renouvellement de la carte de résident ; procédure d'expulsion (p. 3085).

Discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 159 (de suppression) [15 juillet 1986] (p. 3282) ; rejeté au scrutin public (p. 3283) ; **article 15** : son amendement n° 166 (de suppression) : rejeté [16 juillet 1986] (p. 3357).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité ; politique du Gouvernement tournant le dos aux intérêts des locataires ; historique du droit à l'habitat [17 juillet 1986] (p. 3401) ; chute du niveau de la construction ; difficulté croissante de l'accession sociale à la propriété ; absence d'utilisation de plusieurs de dizaines de milliers de P.A.P. inscrits au budget de 1985 ; loi du 22 juin 1982 n'ayant pas remis en cause la loi de 1977 ; désengagement financier de l'Etat de l'aide à la pierre ; niveau des loyers ; A.P.L. étant déduite directement de la quittance du locataire ; logique ségrégative du projet (p. 3402) ; logement social ne devant pas être réservé aux seules familles démunies ; suppression du droit à l'habitat constituant un prolongement positif du préambule de la Constitution de 1946 ; propositions du parti communiste ; élaboration d'un plan de dix ans tendant à la mise en construction de 200 000 logements locatifs sociaux ; montant de la participation patronale ; taux d'intérêt des prêts locatifs ne pouvant être supérieur au 4/5e de la valeur de l'indice de la construction ; maintien du pouvoir d'achat de l'A.P.L. ; durée des baux ; hausse des loyers et des charges ; nécessaire maintien de la commission des rapports locatifs (p. 3403) ; engage l'Assemblée à voter l'exception d'irrecevabilité (p. 3404) ; rejetée au scrutin public (p. 3406) ; **son rappel au règlement** : amendements du groupe communiste déclarés irrecevables (p. 3456) ; **son rappel au règlement** : amendements du groupe communiste déclarés irrecevables reprenant intégralement des propositions de loi mises en distribution ; manisfestation d'une organisation d'usagers du logement aux Invalides (p. 3457).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 177 (droits et obligations réciproques des bailleurs et des locataires) (p. 3458) ; rejeté ; son amendement n° 183 (rétablissement du taux de 1 % de contribution des employeurs au financement du logement ; rétablissement de l'impôt général sur les grandes fortunes) (p. 3459) ; suppression de la discrimination de 0,1 % à l'encontre des travailleurs immigrés ; extension du bénéfice du 1 % aux salariés du secteur public et aux fonctionnaires ; rejeté ; son amendement n° 182 (rétablissement du taux de 0,9 % pour la contribution des employeurs au financement du logement) (p. 3460) ; rejeté (p. 3461) ; son amendement n° 186 (suppression de la contribution du bailleur au fonds national de l'habitat) solidarité des moins pauvres vers les plus pauvres créée par la contribution des bailleurs à l'alimentation du fonds national de l'habitat ; création d'une cotisation à charge des employeurs assise sur les salaires et sur la valeur ajoutée ; rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes ; rejeté ; **article 1er** : modification du financement de la construction et de la réhabilitation de logements locatifs sociaux issu de la loi de 1977 ; remplacement des P.L.A. ; explosion de l'A.P.L. (p. 3462-3463) ; son amendement n° 190 (visant à supprimer, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, les mots : « non meublés ») (p. 3464) ; locations en meublés devant rentrer dans le champ d'application de la loi ; adopté (p. 3465) ; son amendement n° 189 (visant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « occupation d'un emploi », les mots : « exécution d'un contrat de travail ») : rejeté (p. 3466) ; son amendement n° 191 (précisant que la loi ne s'applique pas aux locations meublées louées par des loueurs professionnels) ; devenu sans objet ; **article 2** : abaissement des seuils d'âge permettant de bénéficier de l'allocation logement dite « spéciale » ; extension du bénéfice de cette allocation aux pré-retraités (p. 3467) ; son sous-amendement n° 490 à l'amendement n° 5 de la commission des lois (précisant que, pendant le premier mois de période de chauffe, le locataire peut demander que l'état des lieux soit complété pour ce qui concerne les éléments de chauffage) ; état des lieux complémentaire pour le chauffage ; rejeté (p. 3469) ; son amendement n° 192 (mention de la référence du contrat de prêt dans le contrat de location lorsque le local fait l'objet d'un prêt conclu auprès du Crédit Foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique) ; son amendement n° 193 (annexion, dans l'exemplaire du contrat de bail remis au locataire, d'une copie de la dernière quittance du locataire précédent et d'une copie de l'accord collectif mentionné à l'article 41 du projet) (p. 3470) ; amendement n° 192 : rejeté ; amendement n° 193 : rejeté (p. 3471) ; **son rappel au règlement** : rappelle qu'André Lajoinie ne disposait que de quelques secondes à la télévision pour répondre au Premier ministre ; bipolarisation artificielle de la vie politique ; absence de réponse sur le fond aux questions posées au cours du débat par le groupe communiste [18 juillet 1986] (p. 3480) ; **article 3** : ses amendements n° 491 et 195 : devenus sans objet ; activité politique syndicale ou religieuse du locataire devant s'exercer dans le respect des obligations légales (p. 3483) ; **article 6** : possibilité, laissée aux parties, de convenir par une clause expresse du contrat de location des travaux que le locataire fera exécuter ; modalités de leur imputation sur le loyer (p. 3484) ; son amendement n° 196 (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa (a) de cet article) : rejeté ; gravité de la suppression de toute distinction entre bailleur personne physique et bailleur personne morale (p. 3485) ; son amendement n° 197 (tendant à compléter le deuxième alinéa (a) de cet article, par la phrase suivante : « dans ce dernier cas, la durée initiale du contrat de location est portée à huit ans ») : rejeté (p. 3486) ; **article 7** : travaux que le locataire doit admettre dans les locaux loués (p. 3487) ; son amendement n° 198 (article 18 de la loi du 22 juin 1982 définissant les obligations du locataire) : rejeté ; son amendement n° 199 (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa (a) de cet article, à insérer après le mot : récupérables », les mots : « dûment justifiées ») : rejeté (p. 3488) ; son amendement n° 201 (tendant à compléter la deuxième phrase du sixième alinéa (e) de cet article, par les mots : « sous réserve que ceux-ci aient un caractère d'urgence ») (p. 3489) ; obligation, pour les locataires, de laisser exécuter les travaux ayant un caractère d'urgence ; rejeté (p. 3490) ; danger de permettre au bailleur de se substituer au locataire pour souscrire un contrat d'assurance aux frais dudit locataire ; interdiction de toute clause du contrat de location par laquelle le locataire serait obligé de souscrire une assurance auprès d'une compagnie choisie par le bailleur ; nécessité que les organismes H.L.M. négocient dans les meilleures conditions des conventions avec les compagnies d'assurance ; **article 8** : son amendement n° 202 (prix du loyer par mètre carré de surface habitable des locaux sous-loués ne pouvant excéder celui payer par le locataire principal) : rejeté (p. 3491) ; demande une suspension de séance (p. 3492) ; **article 11** : droit du locataire de résilier le contrat de location au terme de chaque année ; conséquences sur le lieu de résidence de la mobilité accrue de l'emploi (p. 3493) ; **article 13** : développement de l'union libre chez les jeunes (p. 3494) ; inexistence juridique de la notion de « concubinage notoire » (p. 3495) ; « concubinage notoire » étant devenu un phénomène de société (p. 3496) ; **article 15** : risque d'une augmentation considérable des loyers ; mise en place d'une société due à la nécessaire remise en cause de la loi de 1977 ; augmentation uniforme de la location de logements et de l'A.P.L. de 10 % (p. 3504) ; situation des accédants à la propriété (p. 3505) ; son amendement n° 209 (loyer des logements faisant l'objet d'une première location étant fixé entre les parties par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années) (p. 3507) ; rejeté au scrutin public (p. 3509) ; remise en cause de l'obligation du bailleur de délivrer le logement en bon état et de l'entretenir son sous-amendement n° 556 à l'amendement n° 115 de la commission de la production (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes entrent en vigueur dès lors que le rythme annuel de réhabilitation des logements locatifs sociaux atteint le niveau de 200 000 logements par an ») (p. 3510) ; son sous-amendement n° 557 à l'amendement n° 115 de la commission de la production (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes entrent en vigueur dès lors que le rythme de la construction atteindra annuellement de 150 000 logements aidés en accession à la propriété ») ; son sous-amendement n° 558 à l'amendement n° 115 de la commission de la production (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes s'appliqueront dès lors que le rythme de la construction atteindra annuellement le niveau de 100 000 logements locatifs sociaux » ; son sous-amendement n° 559 à l'amendement n° 115 de la commission de la production (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes s'appliqueront dès lors que l'aide personnalisée au logement sera versée directement à son bénéficiaire ») ; son attachement à ce que l'Assemblée se prononce par scrutin public sur chacun des sous-mandements ; sous amendement n° 556 : rejeté au scrutin public (p. 3511) ; son sousamendement n° 557 : rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 558 : rejeté au scrutin public ; inopportunité de préjuger du vote de l'Assemblée nationale sur chacun de ses sous-amendements ; son sous-amendement n° 559 : rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 560 à l'amendement n° 115 de la commission de la production (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes s'appliqueront dès lors que pourront bénéficier de l'allocation de logement les personnes âgées de plus de soixante ans ») (p. 3512) ; vote réservé ; son sous-amendement n° 561 à l'amendement n° 115 de la commission (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante « les dispositions précédentes rentreront en application dès lors que la progression des aides personnelles au logement sera garantie à un niveau supérieur ou égal à celui de l'inflation) : vote réservé ; **son rappel au règlement** : demande que l'Assemblée nationale se prononce sur les propositions des députés communistes ; **son rappel au règlement** : différents modes de votation prévus par le règlement pouvant être utilisés librement par les députés (p. 3513) ; demande une suspension de séance ; **son rappel au règlement** : procédure de la réserve des amendements ; regrette que le président de séance ait cru devoir mettre en cause le sérieux des députés communistes ; sa détermination à combattre l'utilisation de la Constitution faite pour interdire aux députés communistes de défendre leurs propositions ; son sous-amendement n° 562 à l'amendement n° 115 de la commission (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes entrent en vigueur dès lors que les organismes d'habitation à loyer modéré pourront renégocier les emprunts en cours contractés pour la construction ou l'amélioration des logements locatifs sociaux ») (p. 3514) ; vote réservé ; son sous-amendement

n° 563 à l'amendement n° 115 de la commission (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes rentrent en vigueur dès lors que les organismes d'habitation à loyer modéré pourront bénéficier, pour les logements construits avant le 1er janvier 1973, d'une exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties de trente-cinq ans ») : vote réservé ; son sous-amendement n° 564 à l'amendement n° 115 de la commission (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante ; « les dispositions précédentes n'entrent en vigueur que dès lors que les procédures de saisies ou d'expulsions à l'encontre de locataires de bonne foi seront supprimées ») ; nécessaire création d'un fonds départemental de l'habitat ayant pour objet de dédommager les bailleurs lorsque les locataires de bonne foi sont maintenus dans les lieux ; vote réservé ; son sous-amendement n° 565 à l'amendement n° 115 de la commission (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes ne peuvent entrer en vigueur avant que les plafonds de ressources des bénéficiaires de logements locatifs sociaux soient portés à quatre fois le niveau du salaire minimum interprofessionnel de croissance pour un célibataire ») : vote réservé ; son sous-amendement n° 566 à l'amendement n° 115 de la commission (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes entrent en vigueur dès lors que les accédants à la propriété disposant d'une habitation principale financée au moyen d'un prêt aidé à l'accession à la propriété pourront renégocier les prêts contractés sans perdre le bénéfice de l'aide personnalisée au logement ») ; vote réservé (p. 3515) ; **article 16** : son amendement n° 210 (contenu de la quittance) : rejeté (p. 3519) ; **article 17** : son amendement n° 211 (versement, par le bailleur, des neuf-dixièmes du dépôt de garantie à un fonds départemental de l'habitat) : rejeté ; son amendement n° 212 (dépôt de garantie ne pouvant être prévu lorsque le loyer est payable d'avance pour une période supérieure à deux mois) : rejeté (p. 3520) ; son amendement n° 213 (dépôt de garantie étant déposé sur une catégorie de comptes de dépôt créés par décret en Conseil d'Etat, intitulé : « livret dépôt de garanti ») ; injustice du système consistant à laisser le dépôt de garantie dans les mains du bailleur ; rejeté (p. 3521) ; son amendement n° 214 (montant du dépôt de garantie étant réévalué au taux d'intérêt légal appliqué annuellement à compter de la date de versement dudit dépôt par le locataire dès lors qu'il ait demandé au locataire le paiement de sommes dont le montant est supérieur audit dépôt) : rejeté (p. 3522) ; **article 18** : son amendement n° 215 (tendant, dans le quatrième alinéa (3°) de cet article, à substituer au mot : « impositions », les mots « taxes locatives ») : rejeté ; son amendement n° 216 (tendant, dans la deuxième phrase du sixième alinéa de cet article, après le mot : « communication », à supprimer le mot : « soit ») (p. 3523) ; adopté ; son amendement n° 217 (justification du décompte par nature des charges) : rejeté (p. 3524) ; son amendement n° 218 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) (p. 3525) ; adopté (p. 3526) ; **article 19** : ses observations sur la prétendue volonté d'obstruction du groupe communiste ; sa volonté résolue de défendre les locataires, les petits accédants à la propriété et les organismes H.L.M. [21 juillet 1986] (p. 3543) ; son amendement n° 219 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à insérer, après le mot : « charges », les mots : « dûment justifiées ») ; nécessité de faire référence aux charges dûment justifiées dans les clauses de résiliation du contrat de location (p. 3544) ; rejeté ; son amendement n° 220 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « qu'un mois », les mots : « que deux mois ») ; clause résolutoire n'étant applicable après le commandement de payer qu'à l'expiration d'un délai de deux mois ; motif de l'allongement du délai (p. 3545) ; adopté ; son amendement n° 221 (délai de paiement du loyer des locataires défaillants) (p. 3546) ; rappelle la proposition du parti communiste de créer un fonds départemental de l'habitat ayant pour objet de dédommager les bailleurs ; rejeté (p. 3547) ; **après l'article 19** : son amendement n° 223 (réquisition des logements vacants) (p. 3549) rejeté ; son amendement n° 224 (employeur du secteur privé mettant un logement à la disposition de l'un de ses salariés en conséquence du contrat de travail qui le lie à celui-ci étant tenu de pourvoir à son relogement lorsque la rupture dudit contrat intervient de son fait) (p. 3550) ; rejeté ; son amendement n° 225 (abrogation des dispositions de l'article 819 du code de procédure pénale) (p. 3551) ; rejeté ; **article 20** : projet de loi risquant de provoquer une spéculation massive aux dépens des locataires ; dispositions transitoires étant conçues pour faire illusion (p. 3553) ; inopportunité que le plan du Gouvernement accroisse l'offre de logements (p. 3554) ; risque d'une augmentation des loyers ; financement du logement social (p. 3556) ; son amendement n° 229 (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) ; contrats en cours restant régis par le régime juridique antérieur au présent projet de loi sauf pour le loyer que le propriétaire peut augmenter en toute liberté ; rejeté ; son amendement n° 228 (tendant à supprimer les deux derniers alinéa de cet article) ; article 20 autorisant le bailleur à augmenter le loyer jusqu'à un niveau comparable à celui pratiquée dans le voisinage ; impossibilité pratique de constater les loyers pratiqués dans le voisinage (p. 3558) ; rejeté ; **article 9 (précédemment réservé) (suite)** : son amendement n° 203 (durée et renouvellement du contrat de location) renouvellement de droit du bail (p. 3572) ; rejeté au scrutin public (p. 3573) ; réduction à un an de la durée de reconduction du bail expiré ; condamnation du projet par des organisations autres que la C.N.L. et la C.S.C.V. (p. 3580-3581) ; **après l'article 9 (amendements précédemment réservés)** : son amendement n° 204 (droit de préemption du locataire) ; conditions de renouvellement du bail ; possibilité pour le locataire de se substituer à l'acquéreur en cas de vente du logement ; opposition du groupe communiste à la loi Méhaignerie (p. 3583) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 569 à l'amendement n° 388 de M. Guy Malandain (visant à supprimer, dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement, les mots : « prévu en cas de reprise pour occupation personnelle et familiale ou en cas de vente ») ; son sous-amendement n° 570 à l'amendement n° 388 de M. Guy Malandain (précisant que cet amendement s'applique aux locataires âgés de plus de soixante ans) ; son sous-amendement n° 571 à l'amendement n° 388 de M. Guy Malandain (précisant que les dispositions de cet amendement sont inapplicables aux bailleurs âgés de plus de 60 ans) ; son amendement n° 205 (impossibilité pour le bailleur de résilier ou de ne pas renouveler le contrat de location d'un locataire handicapé ou âgé de plus de soixante-dix ans et dont les ressources annuelles sont inférieures à un certain plafond) (p. 3584) ; renouvellement automatique du contrat de location pour les personnes âgées et handicapées, et les familles dont les ressources sont inférieures à trois fois le S.M.I.C. ; sous-amendement n° 569 : rejeté (p. 3585) ; sous-amendement n° 570 et n° 571 : rejetés ; amendement n° 205 : rejeté au scrutin public après modification ; **article 10 (précédemment réservé)** : possibilité de mettre un logement en location pendant l'absence de son propriétaire ; extension de ces dispositions aux personnes morales (p. 3586) ; son amendement n° 206 : devenu sans objet ; son sous-amendement n° 492 à l'amendement n° 23 de la commission des lois (visant à substituer, dans le deuxième alinéa de cet amendement, aux mots : « sa conclusion », les mots « la non-réalisation de l'événement ») (p. 3589) ; rejeté (p. 3590) ; **article 14 (précédemment réservé)** : son amendement n° 207 (point de départ du délai de préavis) ; [22 juillet 1986] (p. 3612) ; rejeté ; son amendement n° 208 : devenu sans objet ; **article 21** : possibilité pour le bailleur de proposer à l'expiration du contrat un nouveau loyer (p. 3613) ; son amendement n° 230 (de suppression) : rejeté (p. 3615) ; **article 22** : son amendement n° 231 (de suppression) : rejeté ; **article 23** : son amendement n° 493 (précisant que les dispositions des articles 21 et 22 s'appliquent au renouvellement des contrats en cours dès la promulgation de la loi) ; disparition du contenu social du secteur H.L.M. (p. 3625) ; rejeté (p. 3627) ; met en cause M. René Beaumont et M. Pierre Méhaignerie ; financement du logement social (p. 3627) ; **article 24** : son amendement n° 233 (de suppression) (p. 3628) ; rejeté (p. 3629) ; **article 25** : problèmes posés par la loi de 1948 (p. 3631) ; son amendement n° 234 (de suppression) ; met en cause les excuses avancées par M. René Beaumont pour son retard en séance (p. 3638) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 235 (exclusion des logements de catégorie IV du champ d'application des dispositions de sortie de la loi de 1948) (p. 3639) ; rejeté (p. 3640) ; son amendement n° 236 (précisant que le bail ne prendra effet qu'après exécution des travaux ordonnés par le juge) : rejeté ; son sous-amendement n° 572 à l'amendement n° 46 de la commission des lois (inclusion des dispositions du deuxième alinéa de cet article en termes apparents dans le contrat de location) (p. 3645) ; adopté ; son amendement n° 237 (possibilité pour le juge de prescrire

le maintien des dispositions de la loi de 1948 pour fixer le loyer d'un logement dont la mise en conformité est impossible) : rejeté (p. 3646) ; **article 26** : son amendement n° 238 (suppression de cet article) ; abrogation des dispositions de la loi de 1948 sur le maintien dans les lieux des personnes morales occupant des locaux à usage professionnels ou exerçant une activité désintéressée, et notamment des associations et syndicats professionnels (p. 3648) ; rejeté ; **article 27** : son amendement n° 239 (suppression de cet article) ; ses observations ; rejeté ; son amendement n° 240 (maintien, dans les lieux du concubin notoire, en cas de décès ou d'abandon de domicile de la part de l'occupant) (p. 3649) ; rejeté ; **article 28** : son amendement n° 241 (suppression de cet article) (p. 3650) ; libération immédiate des logements de catégorie II B et II C ; assouplissement des normes de qualité fixées par la loi de 1948 ; problèmes de certains logements de catégorie II C des arrondissements périphériques de Paris (p. 3651) ; rejeté (p. 3652) ; **article 29** : son sous-amendement n° 494 à l'amendement n° 127 de la commission de la production et des échanges (visant à substituer, dans le deuxième alinéa de cet amendement, aux mots : « trois fois », les mots : « quatre fois ») son sous-amendement n° 495 à l'amendement n° 127 de la commission de la production et des échanges (visant à substituer, dans le dernier alinéa de cet amendement, aux mots : « soixante-cinq ans », les mots : « soixante ans ») (p. 3654) ; sous-amendements n° 494 et 495 : rejetés (p. 3655) ; son amendement n° 242 (inclusion des personnes âgées entre soixante et soixante-cinq ans dans le champ d'application des dispositions de cet article) : rejeté (p. 3655) **article 30** : son amendement n° 243 (de suppression) : rejeté (p. 3656) ; **article 31** : son amendement n° 244 (suppression de cet article) ; hostilité du groupe communiste au dispositif de sortie de la loi de 1948 rejeté (p. 3657) ; **article 32** : son amendement n° 245 (de suppression) : rejeté (p. 3658) ; **article 33** : son amendement n° 246 (de suppression) rejeté ; **article 34** : son amendement n° 247 (de suppression) : rejeté ; **avant l'article 35** : son amendement n° 336 (modalités d'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 3670) ; rejeté (p. 3672) ; droit au logement social des travailleurs immigrés ; déséquilibres sociaux dans les cités H.L.M. ; demande une suspension de séance en raison de « la gravité des propos prononcés par M. René Beaumont rapporteur de la commission de la production » (p. 3673) ; **son rappel au règlement** : indignation du groupe communiste face aux propos tenus par M. René Beaumont, sur M. Paul Mercieca ; imputabilité des événements évoqués par M. René Beaumont au maire de Saint-Maur ; rôle du parti communiste dans la lutte contre le colonialisme et le racisme (p. 3674) ; **article 35** : son amendement n° 249 (suppression de cet article) (p. 3679) ; réduction de la durée des exonérations du foncier bâti ; possibilité pour les organismes H.L.M. de conclure des « baux Méhaignerie » (p. 3680) ; rejeté au scrutin public (p. 3681) ; **après l'article 35** : son amendement n° 250 (précisant que les augmentations de loyer dans les H.L.M. ne devront être supérieures à celles du coût de la construction) ; (p. 3683) ; rejeté ; **article 36** : proposition du groupe communiste pour les usagers du logement, l'institution H.L.M., l'acccession à la propriété et le financement de la construction (p. 3684) ; son amendement n° 251 (suppression de cet article) : rejeté (p. 3687) ; **article 37** : son amendement n° 252 (précisant que les loyers des organismes H.L.M. ne peuvent évoluer plus vite que le coût de la construction) ; modalité d'évolution des loyers H.L.M. (p. 3689) ; rejeté ; **article 38** : met en cause M. Pierre Méhaignerie qui a un certain talent à « faire prendre des vessies pour des lanternes » ; possibilité d'augmentation des loyers H.L.M. de deux fois 10 % par an (p. 3890) ; **article 39** : son amendement n° 253 (maintien des dispositions de la loi de 1948 pour certains locataires de logements appartenant à des collectivités locales) ; rejeté (p. 3691) ; **son rappel au règlement** : concertation entre bailleurs et locataires ; demande la réserve des articles 40 à 43 [23 jullet 1986] (p. 3700) ; **article 40** : son amendement n° 255 (maintien de la commission nationale des rapports locatifs) [23 juillet 1986] (p. 3702) ; rejeté (p. 3703) ; **article 41** : son amendement n° 254 (de suppresion) ; possibilité pour les locataires et leurs associations de conclure des accords locaux avec les bailleurs individuels ; rejeté (p. 3705) ; son amendement n° 256 (précisant les conditions dans lesquelles les accords collectifs locaux sont obligatoires) : rejeté ; **article 42** : son amendement n° 257 (de suppression) : rejeté (p. 3708) ; **article 43** : son amendement n° 259 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 260 (restriction du champ d'application de cet article aux associations membres de la commission nationale de concertation) : rejeté (p. 3709) ; son amendement n° 261 (remplaçant l'information des locataires par le bailleur par une consultation) : rejeté ; son amendement n° 262 (possibilité pour les représentants des locataires d'être assistés par un représentant de l'organisation départementale ou nationale à laquelle leur association est affiliée pour les entretiens avec le bailleur) : rejeté ; son amendement n° 263 (mise à disposition d'un panneau d'affichage pour les associations de locataires) : rejeté (p. 3711) après **l'article 43** : son amendement n° 264 (conditions de notification du congé à un représentant statutaire d'associations de locataires) (p. 3712) ; rejeté (p. 3713) ; **article 44** : propos inadmissibles de M. René Beaumont, rapporteur de la commission de la production, sur les associations de locataires et leurs responsables (p. 3714) ; **après l'article 54** : son amendement n° 270 rectifié ; obligation de prévoir des locaux collectifs à l'usage des résidents dans les ensembles de plus de 50 logements) ; son amendement n° 271 (gratuité de l'accès à ces locaux dans les H.L.M.) (p. 3719) ; amendements n° 270 et 271 : rejetés ; **article 55** : son amendement n° 269 (maintien du titre III de la loi du 22 juin 1982) : rejeté ; son amendement n° 265 (maintien de l'article 35 de la loi Quilliot) (p. 3720) : rejeté ; son amendement n° 266 (maintien en vigueur de l'article 50 de la loi Quilliot) : rejeté ; son amendement n° 267 (maintien en vigueur des articles 62 et 63 de la loi Quilliot) : rejeté ; son amendement n° 268 (maintien en vigueur de l'article 64 de la loi Quilliot) : rejeté (p. 3721) ; **après l'article 55** : son amendement n° 272 (modification du dernier alinéa de l'article 50 de la loi Quilliot) : rejeté ; **article 56** : son amendement n° 275 (suppression de cet article) : rejeté (p. 3736) ; *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 276 (accord préalable du maire de la commune d'implantation avant toute vente de logement H.L.M.) : rejeté au scrutin public ; (p. 3739) ; son amendement n° 277 (visant à substituer dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article aux mots : « peut » le mot : « doit ») (p. 3740) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 278 (visant à supprimer le mot : « excessivement » dans le quatrième alinéa (a) du texte pour cet article) : rejeté (p. 3741) ; *article 44-38 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 301 (suppression du texte proposé pour cet article) : rejeté ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 279 (visant à restreindre les possibilités de vente de logements H.L.M. aux locataires qui les occupent depuis cinq ans) (p. 3742) ; rejeté (p. 3743) ; son amendement n° 280 (priorité d'accès à la propriété des logements H.L.M. pour les habitants de la commune) : rejeté ; son amendement n° 281 (visant à compléter la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « ne disposant pas de ressources supérieures à celles qui sont fixées pour l'octroi des prêts aidés par l'Etat pour la construction de logement en accession à la propriété ») : rejeté ; son amendement n° 282 (visant à compléter la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots : « et par priorité aux demandeurs de logement de la commune ») : rejeté (p. 3744) ; son amendement n° 283 (obligation pour l'acquéreur de logement H.L.M. de l'occuper personnellement à titre principal pendant quinze ans) : rejeté (p. 3745) ; son amendement n° 285 (droit de rachat préférentiel de l'organisme vendeur en cas de cession d'un logement H.L.M. acquis par son locataire) (p. 3746) ; rejeté ; son amendement n° 284 (restriction du champ d'application du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation aux sociétés d'économie mixte à capitaux publics majoritaire) : rejeté (p. 3747) ; son amendement n° 286 (limitation à 5 % des logements d'un ensemble d'habitation pouvant être transformés en locaux commerciaux et professionels) : rejeté ; son amendement n° 287 (droit de préemption de la commune sur les logements locatifs sociaux mis en vente) : rejeté ; *article L. 443-12 du code de la construction et d'habitation* : son amendement n° 288 (évaluation du prix de vente d'un logement H.L.M. par le service des domaines) (p. 3748) ; rejeté (p. 3749) ; son amendement n° 289 (affectation des sommes retirées de la vente des logements locatifs sociaux au financement de la construction de nouveaux logements sociaux) : rejeté ; son amendement n° 290 (précisant que les ventes de logements H.L.M. ne peuvent donner lieu à des versements aux profits d'intermédiaires, (p. 3750) ; rejeté ; *article L. 443-15-1 du*

code de la construction et de l'habitation : son amendement n° 291 (restriction du champ d'application de l'autorisation préalable de démolition pour les locaux possédés par les organismes d'H.L.M.) : adopté ; son amendement n° 292 (accord préalable de la commune d'implantation avant la démolition d'un bâtiment H.L.M.) (p. 3751) ; rejeté ; **article 57** : son amendement n° 293 (de suppression) : rejeté (p. 3752) ; **article 58** : son amendement n° 295 (de suppression) (p. 3769) ; rejeté (p. 3770) ; **article 60** : son amendement n° 296 (de suppression) (p. 3773) rejeté (p. 3774) ; **article 61** : son amendement n° 297 (de suppression) (p. 3778) ; rejeté (p. 3779) ; son amendement n° 298 (possibilité pour le conseil général d'exercer le droit de préemption urbain lorsque la commune renonce à son exercice) : rejeté après correction (p. 3780) ; **article 62** : son amendement n° 299 (de suppression) : rejeté (p. 3783) ; **avant l'article 64** : son amendement n° 304 (composition des conseils d'administration des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré et des sociétés d'économie mixte de construction de logements locatifs sociaux) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 303 (exonération de la T.V.A. pour les dépenses d'équipement des organismes H.L.M.) (p. 3785) ; rejeté au scrutin public (p. 3786) ; **article 64** : son amendement n° 305 (de suppression) : rejeté (p. 3787) ; **article 65** : son amendement n° 162 (de suppression) : adopté (p. 3790) ; **article 66** : son amendement n° 307 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 308 (nécessité pour les clauses types prévues à cet article de garantir le caractère social des sociétés concernées) ; rejeté (p. 3791).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : rôle du Conseil supérieur d'orientation ; intégration d'une partie des représentants de l'agriculture à la politique du pouvoir ; mise à l'écart de certains syndicats agricoles [17 octobre 1986] (p. 4414) ; problème des revenus agricoles ; surplus global dégagé par l'agriculture en termes de productivité en 1980 (p. 4417) ; accroissement de l'endettement ; rôle du Conseil supérieur d'orientation dans l'élaboration et le suivi d'une politique de redressement des revenus agricoles ; son amendement n° 10 (complétant le troisième alinéa (a) du paragraphe I de cet article par les mots : « et l'utilisation d'éventuels excédents ») ; évolution de la production et de la consommation ; sous-alimentation ; intérêt du Conseil supérieur d'orientation pour la finalité de la production (p. 4418) ; rejeté (p. 4419) ; **avant l'article 2** : nécessité pour les offices d'avoir une large maîtrise de leur action ; détermination par le Parlement des moyens d'un office ; suppression de la tutelle de l'Etat (p. 4424, 4425) ; **article 2** : *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 18 (supprimant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 les mots : « en conformité avec les principes, les objectifs et les règles de la politique agricole commune et ») [18 octobre 1986] (p. 4471) ; rejeté (p. 4472) ; *article 4 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 17 (rédigeant ainsi après les mots : « des collectivités territoriales », la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 6 octobre 1982 : « et les ressources procurées par l'application des dispositions de l'article 12 de la loi du 4 juillet 1980) : rejeté (p. 4476) ; **Son rappel au règlement** : nouvelles exécutions d'anciens dirigeants communistes en Indonésie ; silence des autorités françaises contre « de tels crimes » ; invite l'Assemblée nationale à exprimer son émotion par une minute de silence [7 octobre 1986] (p. 4385).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions :* niveau des retraites ; nécessaire réforme de l'assiette des cotisations sociales des commerçants et artisans ; harmonisation des régimes sociaux [21 octobre 1987] (p. 5097) ; **article 71** : orientation gouvernementale en matière de formation professionnelle reposant avant tout sur des engagements financiers extérieurs au budget d'état ; suppression des crédits affectés au stage d'initiation à la gestion d'entreprises artisanales (p. 5103).

Agriculture B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* difficultés des agriculteurs ; fragilité du commerce extérieur de produits agricoles ; baisse du revenu accélérant la disparition des exploitations ; niveau d'endettement freinant la capacité de modernisation des exploitations ; difficultés du secteur des machines agricoles ; quotas laitiers ; système d'aide à l'agriculture américaine ; accord de Punta del Este faisant redouter une libéralisation des marchés [30 octobre 1986] (p. 5523) ; nécessité de refuser les décisions de politique prises dans le cadre d'organismes internationaux et s'opposant au développement de l'agriculture française ; problème des excédents ; possibilité de négocier des contrats à long terme avec les pays en voie de développement et d'organiser la complémentarité des productions ; possibilité d'économiser sur les coûts de production agricoles ; rôle des offices pouvant s'opposer aux importations abusives (p. 5524).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* restructuration de la recherche autour des objectifs de rentabilité financière immédiate ; réduction de rôle des instances élues dans l'évaluation et l'orientation ; cas de l'I.N.S.E.R.M. et de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules [4 novembre 1986] (p. 5777, 5778).

Son rappel au règlement : temps consacré à la discussion du rapport de la C.M.P. sur la délimitation des circonscriptions électorales ; inéquité du nouveau découpage ; utilisation éventuelle de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; insuffisance du nombre des députés communistes pour déposer une motion de censure [22 octobre 1986] (p. 5144).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et du projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : disparition d'emplois industriels [8 décembre 1986] (p. 7336) ; non respect de ses engagements par M. Yvon Gattaz ; volonté du gouvernement d'organiser les licenciements ; comportement de M. Bousquet lorsqu'il dirigeait la société Cacharel ; précarisation de la jeunesse ; refus de la C.G.T. de signer l'accord d'octobre ; cas des licenciements inférieurs à dix salariés ; insuffisance des moyens des comités d'entreprise dans le cas de licenciements de plus de dix salariés ; recours non suspensif devant le Conseil des prud'hommes ; absence de garantie sérieuse de formation et de reconversion (p. 7337) ; financement des conventions de conversion ; délai réservé à l'administration pour donner son avis sur les licenciements collectifs ; vote négatif du groupe communiste (p. 7338).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : dépôt d'amendements de suppression par le groupe communiste ; loi visant à faciliter les licenciements ou à réduire les moyens juridiques dont disposaient les salariés pour se défendre [9 décembre 1986] (p. 7361) ; **article 3** : ses observations (p. 7366) ; **article 7** : projet de loi visant à organiser les licenciements pour les faciliter (p. 7374) ; **article 12** : rupture du contrat de travail d'un salarié ayant accepté une convention de conversion ; disposition ouvrant la porte à des pressions patronales sur les salariés (p. 7397) ;

— Projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 19 (informations données au juge pour le contentieux du licenciement économique) (p. 7424) ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 24 (de suppression) : retiré (p. 7430).

DESCHAUX-BEAUME (Freddy)

Député de l'Eure
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** visite de l'appartement loué [18 juillet 1986] (p. 3480) ; apport de la loi Quilliot au projet de loi (p. 3481) ; **article 7 :** nécessité que des charges récupérables soient dûment justifiées (p. 3487) ; obligation de laisser exécuter, dans les lieux loués, tous travaux d'amélioration, d'entretien ou de maintien en état de l'immeuble (p. 3488) ; **article 35 :** modification de l'affectation des sommes perçues par les organismes H.L.M. grâce aux surloyers ; risque de voir les logements H.L.M. des centres villes réservés aux locataires payant des surloyers [23 juillet 1986] (p. 3677).

DESSEIN (Jean-Claude)

Député de la Somme
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 5,** posée le 23 avril 1986 : **S.N.C.F. (lignes)** (p. 318) ; appelée le 25 avril 1986 : **projet de T.G.V. Nord :** projet de tracé du T.G.V. Paris, Lille, Bruxelles, Cologne ; éloignement de la ville d'Amiens (p. 389) ; liaison fixe Transmanche ; intérêt vital du projet pour la ville de Rouen ; défense du projet d'implantation d'une gare T.G.V. à Amiens (p. 390).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Premlère lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* œuvres périscolaires ; perte pour les communes résultant de la diminution des mises à disposition [3 novembre 1986] (p. 5741).

Défense nationale. — *Discussion générale :* compétence de la gendarmerie dans la défense opérationnelle du territoire ; charge de travail des gendarmes [12 novembre 1986] (p. 6192) ; limite au recrutement de gendarmes auxiliaires ; triplement du nombre des P.S.I.G. (p. 6193).

DESTRADE (Jean-Pierre)

Député des Pyrénées-Atlantiques
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777), [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (économie, finances et privatisation : commerce extérieur) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome V : **économie, finances et privatisation : commerce extérieur (n° 400)** [9 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pascal Clément tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le code de l'urbanisme pour les communes dépourvues de plan d'occupation des sols (n° 253).

Première lecture, discussion générale : application du principe de constructibilité limitée dans les communes préparant un P.O.S. ; démantèlement du droit de préemption accordé aux collectivités locales par la loi de juillet 1985 [9 juillet 1986] (p. 3079) ; extension de ce droit prévu par le rapport « Vivre ensemble » (p. 3080).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (de suppression) ; ses observations ; rejeté ; inutilité de la proposition de loi de M. Pascal Clément (p. 3082).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* absence d'autorisation de programme et de crédits de paiement concernant les ports non autonomes d'intérêt national ; port de Bayonne [21 octobre 1986] (p. 5077 et 5078).

Commerce et Artisanat. — *Discussion générale :* diminution des crédits du ministère ; sacrifice de la formation ; augmentation des crédits affectés aux bonifications d'intérêts ; nécessité d'une aide accrue à la modernisation et à l'adaptation des entreprises artisanales et commerciales ; diminution de l'aide aux commerces situés en zone sensible ; montant des aides en faveur de l'installation d'activités artisanales en milieu urbain ; rôle joué en France par les entreprises commerciales et artisanales (p. 5092).

Tourisme. — *Discussion générale : questions :* baisse de la fréquentation nord-américaine ; terrorisme et baisse du dollar ; importance de la promotion [3 novembre 1986] (p. 5688) ; création de « Maison de la France » (p. 5689).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : absence de représentant du Front national ; existence d'un déficit structurel du commerce extérieur ; effondrement du solde industriel ; réduction des aides aux entreprises et diminution de l'effort de recherche ; relations économiques et commerciales entre la France et le Japon [13 novembre 1986] (p. 6251) ; préférence des entrepreneurs pour les placements financiers ; pénétration de la France sur le marché espagnol ; nouveau cycle de négociations au sein du G.A.T. ; sauvegarde de la politique agricole commune ; contentieux commercial entre la C.E.E. et les Etats-Unis ; développement dans tous les grands pays industriels de systèmes d'assurance et de soutiens financiers aux exportations ; suppression de la subvention de fonctionnement accordée à l'Ecole nationale d'exportation (p. 6252, 6253).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du conseil de la concurrence (n° 573).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : prérogatives dont dispose de Conseil de la concurrence n'étant pas celles d'une juridiction ; composition du Conseil ; absence de représentation des consommateurs ; diminution des subventions à l'Institut national de la consommation et aux associations de consommateurs [18 décembre 1986] (p. 7818) ; **article 1er** : maîtrise du gouvernement sur le Conseil de la concurrence ; volonté d'abandon de la politique de concurrence (p. 7819) ; opportunité de laisser au Conseil d'Etat le soin de contrôler les activités du Conseil (p. 7820).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion générale : proposition du sénateur socialiste Marc Boeuf visant à réformer l'organisation régionale du tourisme ; adaptation des comités régionaux du tourisme aux réalités économiques et sociales du point de vue de leur structure, de leur composition et de leur fonctionnement ; proposition de loi rendant obligatoire la création des comités régionaux ; sort particulier fait aux départements d'outre-mer ; distinction entre la région de Corse et les régions d'outre-mer [18 décembre 1986] (p. 7823) ; promotion du tourisme lors de la prochaine réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire (p. 7824).

DEVAQUET (Alain)

Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863). Fin de ses fonctions. Décret du 8 décembre 1986 [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14772).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Philippe Bassinet : crédits budgétaires : rôle de la recherche dans la compétitivité économique, l'indépendance militaire et l'amélioration de la santé ; part de la dépense de recherche dans le produit national brut ; effort exceptionnel pour l'emploi des jeunes ; économies sur les crédits d'incitation à l'industrie de l'A.N.V.A.R., l'A.F.M.E. et du F.R.T. ; consultation des directeurs des organismes ; [14 mai 1986] (p. 903) ; procédure d'évaluation des objectifs et des résultats des différents programmes pour la gestion budgétaire ; action du comité national d'évaluation présidé par M. Laurent Schwartz ; cas de la recherche fondamentale (p. 904) ;

— M. Yves Guena : vérité historique à propos des camps de concentration : indignation du Gouvernement devant la remise en question de l'existence des chambres à gaz ; liberté du sujet et du contenu d'une thèse ; enquête demandée au recteur de l'académie de Nantes pour déterminer si les règles de procédures ont été respectées (p. 1325) ; absence de délit d'opinion en France [28 mai 1986] (p. 1326) ;

— M. Jean-Claude Cassaing : carte des Instituts universitaires de technologie : maintien de l'extension du schéma directeur des I.U.T. ; études sur les ouvertures de la rentrée 1986 [4 juin 1986] (p. 1684) ; cas de Brive (p. 1685) ;

— M. Jean Diebold : projet d'avion spatial Hermès : programme spatial européen ; phase d'européanisation du projet ; consultation bilatérale pour la participation de la R.F.A. au projet Hermès [4 juin 1986] (p. 1689) ;

— M. Philippe Bassinet : C.N.R.S. : rôle du comité national du C.N.R.S. en matière de recrutement [25 juin 1986] (p. 2447) ; annulation des modalités d'élection à ce comité ; mise en place de mesures transitoires pour permettre le recrutement ; proportion de postes prévus qui sera pourvue ; maintien du C.N.R.S. (p. 2448) ;

— M. Michel Debré : volonté de la France de construire l'avion Hermès : indépendance spatiale de l'Europe ; différences entre la stratégie européenne et la stratégie américaine ; européanisation du projet Hermès [25 juin 1986] (p. 2451) ; participation de la République fédérale d'Allemagne (p. 2452) ;

— M. Jean-Claude Cassaing : rentrée universitaire : nécessité d'améliorer le passage de l'information entre le supérieur et le secondaire ; possibilité pour les universités de moduler les droits d'inscription fixés par le ministre [8 octobre 1986] (p. 4464) ;

— M. Pascal Arrighi : projet de loi sur l'enseignement supérieur ; grève dans les universités : mouvement étudiant répondant à une inquiétude injustifiée causée par les assertions fausses des tracts distribués dans les universités à propos des droits d'inscription, des conditions d'entrée à l'université et de la suppression des diplômes nationaux [26 novembre 1986] (p. 6781) ; anxiété face à l'avenir professionnel et devant une société changeant à toute vitesse ; importance de la réaction des lycéens ; leur refus de toute tentative de récupération politique ; fin du manichéisme politique (p. 6782) ;

— M. Jean-Claude Cassaing : projet de loi sur l'enseignement supérieur : concertation depuis le mois d'août avec les représentants des organisations syndicales et de nombreux universitaires ; maintien des droits d'inscription dans une fourchette raisonnable exigé faute d'un système de bourses ou d'exonérations assez large ; aucun barrage à l'entrée à l'université ; maintien des diplômes nationaux ; possibilité pour les universités de créer des diplômes spécifiques [26 novembre 1986] (p. 6783) ;

— M. Jacques Roux : retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur : subvention versée par l'Etat aux universités sans tenir compte du niveau des droits d'inscription ni des contrats passés avec les entreprises de la région, préférence donnée à l'implantation des nouveaux I.U.T. dans les zones en difficultés économiques ; maintien de l'examen par l'Assemblée d'un projet adopté par le conseil des ministres et voté par le Sénat ; possibilité d'amendements [26 novembre 1986] (p. 6789) ; hommage au travail de la commission des affaires culturelles (p. 6790) ;

— M. André Lajoinie : retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur : confirmation de la modicité des droits d'inscription, du maintien des diplômes nationaux et de l'ouverture de l'université à tous les bacheliers ; étude d'un plan d'accompagnement facilitant l'articulation du secondaire et du supérieur [3 décembre 1986] (p. 7034) ; son souci de donner de l'université une image de travail et de sérieux (p. 7035) ;

— M. Roger-Gérard Schwartzenberg : projet de loi sur les universités : constatation de la situation actuelle ; existence d'universités de seconde zone, de diplômes nationaux inégaux, sélection ; gâchis du premier cycle ; dispositions nécessaires pour permettre à l'université de s'adapter à l'évolution de la société ; organisation fonctionnelle de l'université ; créativité pédagogique ; diplômes spécifiques en osmose avec le milieu socio-économique ; mesures ultérieures concernant l'action sociale des étudiants, le contenu des enseignements, la place des enseignants et des chercheurs dans la société ; fin de l'élitisme [3 décembre 1986] (p. 7039-7040).

orales sans débat de :

— M. Philippe Bassinet (n° 91) : situation des chercheurs du C.N.R.S. : conséquences de l'annulation du mode d'élection au comité national du C.N.R.S. ; validité des recrutements effectués depuis 1983 [27 juin 1986] (p. 2576) ; préparation de nouvelles dispositions pour l'élection du comité national ; maintien du C.N.R.S. ; proportion de postes prévus au concours qui seront pourvus ; son refus de recourir à une validation législative (p. 2577).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* liaison entre recherche industrielle et recherche publique ; effort budgétaire en faveur de la recherche ; différence entre les indicateurs financiers [4 novembre 1986] (p. 5782) ; budget du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur ; progression des crédits de recherche et de développement compatible avec les objectifs de dépense ; maintien des crédits de fonctionnement des laboratoires et augmentation des crédits d'investissement ; remise à niveau des crédits des grands organismes de recherche fondamentale ; moyens affectés à la recherche industrielle ; accroissement des crédits du F.R.T. et de recherche militaire (p. 5783) ; programme Eurêka ; rôle de l'A.N.V.A.R. et du F.I.M. ; nécessité d'une plus grande sélectivité dans l'octroi des aides de l'agence au profit des projets excédant le risque normal de l'entrepreneur ; suppression d'emplois dans l'enseignement supérieur ; diminution du nombre d'A.T.O.S. ; « repyramidalisation » des personnels des bibliothèques (p. 5784) ; transformation d'emplois de maîtres de conférences en emplois de professeurs ; mise en œuvre des statuts des personnels hospitalo-universitaires ; crédits affectés aux bâtiments universitaires (p. 5785) ; pause dans l'équipement informatique des universités ; construction du Muséum d'histoire naturelle ; rôle et création des I.U.T. (p. 5786) ; rôle de l'Etat dans le domaine universitaire ; mission essentielle de l'université étant la recherche et l'enseignement supérieur ; professionnalisation des filières et enseignement des connaissances de base (p. 5787).

Répond à la question de :

— *M. Bruno Bourg-Broc :* réforme des œuvres universitaires ; élargissement des bénéficiaires ; création de services commerciaux (p. 5788) ; élection des nouveaux conseils (p. 5789) ;

— *M. Eric Raoult :* étude en cours sur le projet de déménagement éventuel de l'Institut des langues orientales (p. 5789) ;

— *M. Jean-Pierre Delalande :* réexamen des conventions passées entre le ministère et certains organismes et établissements privés ; qualité de l'enseignement justifiant un effort budgétaire (p. 5789) ;

— *M. Eric Raoult :* conditions d'inscription d'un étudiant étranger en France ; qualité d'étudiant ne conférant pas aux ressortissants étrangers un droit à enfreindre les lois (p. 5790) ;

— *M. Alain Lamassoure :* enseignement des langues régionales ; possibilité de créer des options en deuxième cycle et de constituer des enseignements et diplômes indépendants (p. 5790) ;

— *M. Jean Briane :* son projet d'une conférence de presse sur les éléments de la politique de recherche (p. 5791) ;

— *M. Jean Rigaud :* diminution des potes d'A.T.O.S. dans les universités et d'I.T.A. au C.N.R.S. (p. 5791) ;

— *M. Emile Koehl :* difficulté de procéder à un classement des universités ; rôle des procédures d'évaluation (p. 5791-5792) ;

— *M. Pascal Arrighi :* convention entre l'Etat et les établissements privés (p. 5796) ;

— *M. Bruno Mégret :* notion de domaine prioritaire de recherche ; exemple de la recherche médicale (p. 5796) ;

— *M. Jean-Paul Séguéla :* création d'I.U.T. ; opération sur l'Ecole normale de Saint-Cloud ; projet de Muséum d'histoire naturelle (p. 5797) ;

— *M. Francis Saint-Ellier :* avenir de l'Institut de recherches métaboliques Cyceron (p. 5797) ;

Examen des crédits : **état B, titre III :** transformation d'emplois de l'enseignement supérieur d'éducation physique et sportive (p. 5797).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : mouvement des lycéens et des étudiants ; crise économique ; adaptabilité du sytème universitaire ; autonomie décisionnelle locale [28 novembre 1986] (p. 6971) ; souplesse institutionnelle ; limitation du projet aux universités ; rôle de l'Etat ; intégration de l'enseignement supérieur de la recherche dans l'avenir et dans la société ; rôle des professeurs dans l'université ; augmentation de la participation des maîtres de conférence ; élection des représentants des maîtres de conférence et des professeurs au scrutin de liste uninominal ; existence d'établissements publics d'enseignement supérieur à l'intérieur des universités (p. 6972) ; thème de la pluridisciplinarité ; maintien des diplômes nationaux ; encouragement aux diplômes spécifiques des universités ; droit d'inscription ; suggestion de M. Jean-Pierre Chevènement sur les droits d'inscription ; entrée des étudiants à l'université (p. 6973) ; possibilité pour tout étudiant titulaire du baccalauréat d'entrer à l'université ; critères d'orientation ; passage entre le premier et le second cycle ; missions de l'université (p. 6974) ; transmission de connaissance et d'une méthode de travail ; maintien des diplômes nationaux ; hiérarchisation des missions de l'université (p. 6975).

DEVEDJIAN (Patrick)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil national de prévention de la délinquance [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635).

Membre du Conseil national des services publics départementaux et communaux [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7372).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Delalande, tendant à compléter l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association (n° 59) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Delalande, tendant à prévoir des dispositions relatives aux déclarations de patrimoines et de revenus à établir par les parlementaires, les membres du Gouvernement et les maires des communes de plus de 30 000 habitants (n° 60) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à coordonner les procédures administrative et judiciaire de suspension du permis de conduire (n° 139) [20 juin 1986] (p. 2391).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues, tendant à l'officialisation des chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations conformément à la loi du 1er juillet 1901 (n° 319) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : mise en œuvre du programme de la majorité dans la loi d'habilitation ; nombre des amendements et des incidents de séance ; accroissement du chômage selon l'I.N.S.E.E. ; compatibilité des articles 49-3 et 38 de la Constitution ; opinions des professeurs Duverger et Berlia selon lesquelles le recours à l'article 38 implique presque obligatoirement le recours à l'article 49 [15 mai 1986] (p. 949) ; résultats de la politique engagée par le Gouvernement de M. Jacques Chirac ; montant des capitaux rentrés de l'étranger ; remboursement des dettes de la France par anticipation, notamment de celle vis-à-vis de la Communauté européenne ; impossibilité d'avoir un « Bad Godesberg intellectuel » sans réhabilitation du profit ; comparaison des socialistes à des « émigrés de l'intérieur » qui « n'ont rien appris et rien oublié non plus » ; confiance accordée par le groupe R.P.R. au Gouvernement (p. 950).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : travaux de la commission s'étant déroulés normalement ; ordonnance du 23 août 1944 restée lettre morte ; pluralisme de la presse quotidienne française ; principales dispositions de la loi du 22 octobre 1984 ; notion de contrôle ; difficulté à appréhender les contrôles de fait ; exigence de la transparence ; nécessité de dispositions anti-concentration ; adoption par la commission des lois d'un amendement de son rapporteur tendant à limiter à 30 % la diffusion nationale des quotidiens d'information politique et générale [10 juin 1986] (p. 2027) ; caractère flou de la notion d'équipe rédactionnelle ; application de la loi aux situations existantes ; création d'une commission pour la transparence et le pluralisme ; principales dispositions de la proposition en discussion (p. 2028).

Discussion des articles : Rapporteur pour avis ; **après l'article 4 :** possibilité pour tout individu de consulter le registre du commerce [16 juin 1986] (p. 2228) ; explique comment on retrouve une société au registre du commerce (p. 2230) ; **article 7 :** cohérence du texte ; son amendement n° 3 (visant à restreindre l'application des dispositions limitant les participations étrangères dans les entreprises de presse aux seules acquisitions futures) [17 juin 1986] (p. 2256) ; rétroactivité de l'article 7 de la proposition (p. 2257) ; devenu sans objet (p. 2258) ; son amendement n° 4 : devenu sans objet (p. 2259) ; ses observations sur l'amendement n° 225 « chauve-souris » de M. Jean-Jack Queyranne ; nationalité française de la presse arménienne (p. 2260) ; **article 10 :** son amendement n° 6 (précisant que toute publication de presse doit avoir un directeur de la publication) (p. 2270) ; ses observations sur les propos de MM. Jean-Jack Queyranne et Jean-Pierre Michel sur la finalité de la proposition de loi ; allusion en séance à une affaire judiciaire qui n'a pas fait l'objet d'une audience publique ; clarification du régime juridique de la presse ; nécessité de l'existence d'un véritable directeur de la publication qui ne soit plus un prête-nom ; intégration de l'immunité parlementaire à la loi de 1881 ; délai de nomination du co-directeur de la publication ; droits de la victime d'une diffamation (p. 2271) ; ses observations (p. 2277) ; inconstitutionnalité de la responsabilité pénale du fait d'autrui ; amendement n° 6 : adopté après modification ; en qualité de rapporteur suppléant M. Michel Péricard : ses observations (p. 2279) ; maintien de la responsabilité pénale du directeur de la publication (p. 2280) ; en qualité de rapporteur pour avis : **article 9 (précédemment réservé) :** son amendement n° 5 (de suppression) ; inutilité de l'article 9 après l'adoption de l'amendement n° 6 ; adopté (p. 2281) ; **après l'article 11 :** son amendement n° 7 (précisant les limites à la concentration) ; seuil de 30 % adopté par la commission des lois pour fixer une limite à la concentration (p. 2286) ; retiré (p. 2289) ; son amendement n° 8 (définition des sanctions pénales en cas d'infraction aux règles de concentration) ; amende maximale prévue en cas d'infraction aux dispositions de la loi ; rejeté [18 juin 1986] (p. 2335) ; ses amendements n° 9, 10 et 11 : devenus sans objet (p. 2338) ; **article 13 :** son amendement n° 12 (de coordination) ; ses observations ; adopté ; **après l'article 13 :** son amendement n° 525 à titre personnel (de coordination) : adopté (p. 2339) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 13 (de coordination) ; conséquences de l'abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944 sur les références de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté (p. 2341) ; **après l'article 19 :** son amendement n° 14 (de coordination) : adopté (p. 2349).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 7 :** ses observations sur l'amendement n° 30 de la commission ; carence de la loi de 1936 sur les ligues dissoutes ; interdiction de la reproduction des communiqués des dépêches d'agences ; responsabilité des terroristes ; presse pouvant objectivement faire le jeu des terroristes [27 juin 1986] (p. 2611) ; nécessité d'un code de déontologie des journalistes (p. 2612) ; parquet poursuivant rarement pour apologie ; poursuites pour reconstitution de ligues dissoutes rarement diligentées (p. 2613).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune. Rapporteur suppléant : réforme des conseils de prud'hommes ; dualité de juridiction préexistant à la loi de juillet 1986 ; difficultés de fonctionnement de la justice prud'homale ; suppression de sections de l'agriculture dans certains ressorts de tribunaux de grande instance ; création d'une Chambre compétente en matière de licenciement pour motif économique [8 décembre 1986] (p. 7304) ; suppression du sursis à statuer ; simplification de la procédure quant à la nomination des juges (p. 7305) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe au projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (p. 7335).

DHAILLE (Paul)

Député de Seine-Maritime
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

DHINNIN (Claude)

Député du Nord
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Suppression de l'Agence de l'informatique : importance du soutien technique et financier de l'agence pour la région du Nord ; nécessité de mettre sur pied une structure légère assurant le relais des actions supprimées [22 octobre 1986] (p. 5138).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* nécessité de prendre des mesures pour encourager l'accession aux logements anciens ; économies d'énergie ; situation du département du Nord en matière de dotations au titre des prêts locatifs aidés [28 octobre 1986] (p. 5452).

DIEBOLD (Jean)

Député de la Haute-Garonne
Non inscrit

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 55).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Réélu le 28 septembre 1986 [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Projet d'avion spatial Hermès :** choix du site de Toulouse ; taux de participation de chaque pays européen ; cas de la R.F.A. ; projet Airbus ; difficultés franco-allemandes pour l'hélicoptère anti-chars ; plan spatial européen [4 juin 1986] (p. 1688, 1689) ;

— **Répartition des fonds collectés pour l'emploi des jeunes :** existence d'organismes collecteurs obligés, par manque de moyens financiers, de différer la conclusion de contrats et d'autres organismes détenant des fonds inemployés ; péréquation nécessaire [3 décembre 1986] (p. 7047).

DIMEGLIO (Willy)

Député de l'Hérault
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Entretiens entre la France et certains pays du Maghreb sur les problèmes liés à l'immigration :** voyages de M. Jean-Bernard Raimond ; réception du Premier ministre tunisien à Paris ; aide au retour des travailleurs immigrés ; accord franco-algérien de décembre 1980 ; lutte contre l'immigration clandestine ; attitude à l'égard des immigrés qui contreviennent aux lois de la République ; projet de réforme du code de la nationalité [21 mai 1986] (p. 1000).

— **Gestion de l'Office national à l'action sociale éducative et culturelle :** irrégularités dans la gestion de l'aide aux harkis ; rapport de l'I.G.A. ; poursuites contre les responsables de l'organisme [25 juin 1986] (p. 2454).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** amendement n° 300 de M. François d'Aubert tendant à améliorer la transparence des entreprises éditrices [16 juin 1986] (p. 2239) ; amendements n° 301 et 302 de M. François d'Aubert améliorant la transparence des entreprises de presse (p. 2242) ; **article 6 :** obligation de porter à la connaissance des lecteurs les transferts de propriété ou d'exploitation d'un titre de publication incombant à l'entreprise cédante (p. 2246).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** organisation d'un débat sur la liberté de communication dans la nuit du 4 août 1986 ; sa demande pour que l'ensemble des députés se lèvent et applaudissent pour commencer le 4 août 1789 [5 août 1986] (p. 4037) ; rôle de l'Etat dans l'audiovisuel ; abandon du régime de la concession de service public au profit d'un régime d'autorisation de services de communication (p. 4076) ; conditions d'attribution de la « 5 » (p. 4076).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : possibilité pour une commune de se retirer des regroupements intercommunaux [11 août 1986] (p. 4204, 4205).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* valeur du plan d'emploi pour les jeunes ; intérêt des « petits boulots » ; prévisions pour l'an 2000 laissant apparaître une évolution rapide de l'emploi allant dans le sens d'une plus grande spécialisation de la main-d'œuvre ; entrées sur le marché du travail au cours des prochaines années [6 novembre 1986] (p. 5919) ; nécessité d'actions de formation revalorisante débouchant sur des emplois nouveaux et durables (p. 5920).

Economie, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* insuffisance de budget concernant les rapatriés [7 novembre 1986] (p. 6047) ; exaspération de la communauté rapatriée ; financement de l'indemnisation ; dégagement par le Gouvernement de M. Raymond Barre en 1977-1978 d'un prélèvement annuel ; montant des indemnisations déjà perçues par les rapatriés ; sa proposition pour restaurer la journée Phoenix le 1er juillet 1987 ; dossiers des retraites ; insuffisance de la couverture en matière de retraite complémentaire ; son abstention sur le budget des rapatriés (p. 6048, 6049).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* ses observations générales [13 novembre 1986] (p. 6299) ; aide à la presse écrite ; dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts étendues à l'investissement dans le matériel télématique ; propose d'élargir le champ d'application de l'article 39 *bis* du C.G.I. aux prises de participation dans les sociétés de télévision ; propose une modification de l'article 39 *bis* afin de conférer un avantage fiscal aux entreprises de presse non bénéficiaires (p. 6300).

DOMENECH (Gabriel)

Député des Bouches-du-Rhône
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Chantiers navals de la Ciotat :** conservation du site ; nécessité de maintenir un effectif suffisant [25 juin 1986] (p. 2455) ; mesures d'accompagnement en cas de réduction d'activité (p. 2456).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : rappelle que sous le Gouvernement Laniel avait été voté une loi autorisant les titulaires d'une licence en droit acquise avant 1941 à accéder à la position d'avocat sans avoir passé le certificat d'aptitude à ce métier ; loi ayant bénéficié à un seul français, titulaire aujourd'hui d'une très « haute situation » ; loi du 23 octobre 1984 dirigée uniquement contre M. Hersant [10 juin 1986] (p. 2060) ; presse écrite étant la seule véritable garantie d'une totale liberté d'expression ; diversité des journaux d'avant-guerre ; relations entre le monde politique et la presse ; regrette qu'il n'y ait pas « plus de Robert Hersant en France » ; critique le « déplorable patronat de presse » né des spoliations de 1944 (p. 2061) ; syndicat du livre C.G.T. ayant obtenu le monopole de l'impression des journaux ; persévérant « travail de sabotage » auquel se livre le syndicat du livre C.G.T. ; journalistes trop souvent préoccupés de leur propre situation ; problème des sociétés de rédacteurs (p. 2062) ; rentabilité des entreprises de presse ne pouvant plus être assuré que par d'indispensables concentrations (p. 2063).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : nécessité de réorganiser l'audiovisuel ; prolongement du travail de dénaturation et de truquage de l'information des trois chaînes de télévision d'Etat depuis le 16 mars ; [5 août 1986] (p. 4042) ; « chasse aux sorcières » en 1981 ; privatisation de TF1 ; rôle de la C.N.C.L. pour le maintien de l'objectivité d'Antenne 2 et de FR3 ; déroulement du débat sur le projet devant le Parlement ; droit à un secteur privé de la communication ; maintien du financement publicitaire des chaînes publiques (p. 4043) ; distribution de capital de TF1 aux familles françaises ; parallèle entre l'histoire de la presse et l'évolution nécessaire de la télévision ; révision du statut des journalistes ; utilisation par M. Claude Autant-Lara du terme de « télé-mafia » (p. 4044) ; exemples d'aberrations de la politique étatiste de la télévision (p. 4045).

Commission mixte paritaire, discussion générale : désengagement de l'Etat vis-à-vis des médias ; prise en compte des responsabilités des journalistes de télévision et révision de leur statut ; transparence de l'audiovisuel ; conditions de création de la 5e et de la 6e chaîne ; composition de la C.N.C.L. ; concurrence entre le secteur public et le secteur privé et amélioration de la qualité des programmes [12 août 1986] (p. 4283) ; chasse aux sorcières à la télévision (p. 4284).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; rôle du Conseil constitutionnel ; complexité des dispositions du projet de loi [9 octobre 1986] (p. 4515) ; caractère « outrageusement socialiste » de la télévision pendant cinq ans ; privatisation de TF1 et de FR3 (p. 4516) ; désinformation ; mise en cause de M. Michel Polac ; pornographie à la télévision ; rôle des usagers ; rôle de la C.N.C.L. (p. 4517).

Explications de vote : ses observations sur les attitudes du parti socialiste et du Gouvernement en matière d'audiovisuel ; minimise l'influence de la presse sur la vie politique ; audience de la B.B.C. pendant la seconde guerre mondiale [10 octobre 1986] (p. 4648).

DOMINATI (Jacques)

Député de Paris
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et sociale (n° 7) [*J.O.* du 6 avril 1986] (p. 193).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Président de cette commission [*J.O.* du 27 novembre 1986] (p. 14282).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur **l'avenir industriel de la France** (Actes du colloque des 7 et 8 octobre 1986) [31 octobre 1986] **(n° 431).**

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** absence de rapport de la commission de la production et des échanges, étant donné l'obstruction de l'opposition [5 mai 1986] (p. 678).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Paul Mercieca ; auditions auxquelles a procédé la commission de la production [17 juillet 1986] (p. 3456).

Seconde délibération : **article 21 : ses observations sur le rappel au règlement de** M. Bruno Gollnisch [23 juillet 1986] (p. 3791).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : lien entre l'attitude d'obstruction de l'opposition et le recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; examen du projet de loi en commission [8 août 1986] (p. 4172) ; son éloge de M. François Léotard ; suppression du monopole de programmation et de diffusion ; conditions de création de la 5e chaîne de télévision ; indépendance et pluralisme de l'audiovisuel (p. 4173).

DOUFFIAGUES (Jacques)

Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

— **M. Charles Fiterman : suppression de 8 000 emplois à la S.N.C.F.** : départs volontaires ; déficit de la S.N.C.F. [23 avril 1986] (p. 257) ;

— **Mme Gisèle Stievenard : R.A.T.P.** : déficit de la R.A.T.P. ; hausse des tarifs ; couverture du coût d'exploitation du réseau par les usagers ; absence de réduction d'effectifs ; nécessité d'assurer la sécurité dans le métro [30 avril 1986] (p. 637) ;

— **M. François Asensi : situation des transports dans la région parisienne** : mouvement de grève dans les services publics [11 juin 1986] (p. 2082) ; maintien des effectifs et des investissements à la R.A.T.P. ; augmentation du coût budgétaire de la R.A.T.P. (p. 2083) ;

— **M. Yves Guena : primes d'aménagement du territoire** : nouvelle situation créée par la décentralisation et la régionalisation ; élaboration par M. Guichard d'un rapport sur les orientations de la politique d'aménagement du territoire ; réduction des aides directes ; allégement de la fiscalité pesant sur les entreprises ; concentration des efforts sur les grandes infrastructures [5 novembre 1986] (p. 5856) ;

orales sans débat :

— **M. Gérard Fuchs (n° 89) : planification** : conditions d'élaboration du plan intérimaire et du 9e Plan ; nécessité de revoir la mission et les méthodes du commissariat général au Plan ; rapport de M. Ruault sur le rôle de la planification [27 juin 1986] (p. 2582, 2583) ;

— **M. Jean-Hugues Colonna (n° 90) : situation d'enseignants d'éducation physique** : diminution de postes au secrétariat d'Etat à la jeunesse et au sport ; conséquences de la création du corps des professeurs de sport ; examen des affectations par les formations paritaires [27 juin 1986] (p. 2584) ;

— **M. Pierre Bleuler (n° 92) : réforme des commissions de conciliation fiscale** : études de la commission Aicardi sur l'amélioration des rapports entre les contribuables et l'administration fiscale ; amélioration du fonctionnement de ces commissions [27 juin 1986] (p. 2585) ;

— **M. Gérard Collomb (n° 128) : traversée de Lyon par des poids lourds transportant des matières dangereuses** : mise en place, sur avis d'un groupe de travail constitué en 1983, d'itinéraires conseillés indiqués aux professionnels par des cartes routières spécifiques ; élargissement de la diffusion de ces cartes ; au vue du bilan de l'opération, possibilité d'adopter des mesures complémentaires ; contournement obligatoire, jalonnement ; action engagée par le Gouvernement pour améliorer les transports de matières dangereuses : simplification des règles édictées ; renforcement des contrôles ; organisation des secours ; recensement des principaux points de risque du réseau routier [21 novembre 1986] (p. 6682) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 122) : réechelonnement des prêts en accession à la propriété** : faible progressivité des annuités des P.A.P. ; difficultés des emprunteurs résultant surtout d'un endettement complémentaire lié à l'opération immobilière elle-même ou à l'acquisition de biens de consommation courante ; élargissement de la procédure d'examen des impayés des P.A.P. ; allongement de la durée du maintien de l'aide personnalisée au logement en cas d'impayés ; commission placée auprès du Crédit foncier de France pour étudier cas par cas les situations les plus difficiles ; prise en compte du contexte de désinflation et de progression modérée des revenus lors de la prochaine révision du barème de l'A.P.L. [21 novembre 1986] (p. 6683) ;

— **M. André Fanton (n° 121) : pont de Honfleur et développement du pays d'Auge** : examen attentif mais réaliste des normes techniques [28 novembre 1986] (p. 6951) ; prise en considération de la demande de plan routier (p. 6952) ;

— **M. Maurice Ligot (n° 124) : liaison routière Angers-les-Sables-d'Olonne** : travaux entrant en partie dans le cadre du contrat conclu entre l'Etat et la région pour le 9e Plan ; souci de rééquilibrer certains financements au profit de zones mal desservies ; crédits d'étude ; redéfinition des priorités régionales et interrégionales ; accélération des aménagements ; recours plus important au fonds européen de développement économique régional ; révision du schéma directeur autoroutier national [28 novembre 1986] (p. 6953) ;

— **M. Emile Koehl (n° 144) : compagnie française de navigation rhénane** : situation déficitaire de la C.F.N.R. en dépit de l'application d'un premier plan de redressement ; recherche d'une solution conciliant l'allégement de la charge des finances publiques et la présence française sur le Rhin ; étude menée par le nouveau président de la compagnie mère et par le ministre de l'économie et des finances ; position du Gouvernement non encore arrêtée pour le moyen et le long terme ; aide financière versée pour 1986 et crédits prévus pour 1987 [5 décembre 1986] (p. 7132) ;

— **M. Roger Holeindre (n° 149) : tarifs de la S.N.C.F. pour les manifestants** : demande d'affrêtement de trains spéciaux adressée à la S.N.C.F. par les organisateurs à l'occasion de toute grande manifestation ; pour la journée du 4 décembre, respect par la S.N.C.F. de son souci habituel de défendre ses intérêts commerciaux face aux modes de transport concurrents et d'obtenir une contribution couvrant les coûts marginaux ; Gouvernement attentif au recouvrement effectif des prix de transport établis contractuellement ; poursuite du dialogue sur le projet Devaquet ; loi faite au Parlement et non dans la rue [5 décembre 1986] (p. 7133) ;

— **M. André Durr (n° 139) : société Greffenstaden machines-outils** : intérêt manifesté par la société italienne Comau ; effectifs jugés excessifs ; nécessité de les adapter au plan de charge actuel ; maintien indispensable d'une activité de production durant les semaines qui viennent ; élaboration d'un plan social ; examen par le comité régional de restructuration industrielle d'Alsace des cas des fournisseurs et sous-traitants touchés [5 décembre 1986] (p. 7134) ;

— **M. Rémy Auchedé (n° 143) : houillères du Nord-Pas-de-Calais** : coût pour la collectivité du maintien des mines en activité rôle du directeur général de Charbonnages de France dans la détermination des mesures favorables au redressement financier des Charbonnages ; mise en place par les pouvoirs publics d'importants dispositifs de réindustrialisation ; aide à l'implantation d'entreprises en zone minière ; développement de la formation ; maintien en exploitation de mines déficitaires n'agissant pas sur les prestations des retraités [5 décembre 1986] (p. 7135) ;

— **M. Michel Peyret (n° 163) : déficit en eau de la région Aquitaine** : problème devant être analysé à l'échelle du bassin Adour-Garonne ; augmentation des ressources en eau de ce bassin par le 9e Plan ; ouvrages programmés ; processus de programmation, départementale, régionale ou de bassin ; effort du ministère de l'environnement ; négociation gouvernementale avec la Communauté européenne [19 décembre 1986] (p. 7840) ;

— **Mme Florence d'Harcourt (n° 166) : décès accidentel de trois soldats** : participation de ces trois soldats cuisiniers à un excercice sur le terrain ; missions et consignes données à ceux-ci ; décès dû au non-respect de ces consignes ; enquête effectuée à ce sujet [19 décembre 1986] (p. 7841) ;

— **M. Jean Royer (n° 172) : politique de planification** : avenir des contrats Etat-régions signés en 1984 ; opportunité ou non d'envisager une procédure similaire dans le futur ; non-respect du 9e Plan constituant un échec ; rapport de M. Ruault affirmant la nécessité d'une planification rénovée [19 décembre 1986] (p. 7842).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* stabilisation des concours budgétaires aux grandes entreprises nationales ; ajustement des autorisations de programme ; absence d'augmentation de l'indemnité compensatrice versée par l'Etat à la R.A.T.P. ; rappelle que la S.N.C.F. s'est engagée contractuellement envers l'Etat à rétablir l'équilibre de ses comptes en 1989 ; secteur des transports aériens ne devant pas demeurer à l'écart des efforts de productivité [28 octobre 1986] (p. 5409) ; amélioration des dessertes d'Orly ; poursuite de l'aide de l'Etat au développement des infrastructures ; crédits pour le T.G.V.-Atlantique ; nécessité de progresser vers une plus grande concurrence dans le domaine de l'aviation civile ; desserte des départements d'outre-mer par les entreprises de charters ayant accepté d'assumer progressivement des obligations de service public ; taxe exceptionnelle de sûreté ; libéralisation progressive des transports entre les pays de la Communauté ; situation des entreprises routières ; lancement des appareils Airbus A-330 et A-340 (p. 5410) ; revalorisation de l'hélicoptère Super Puma ; lien fixe trans-Manche ; projet T.G.V.-Nord ; efforts en matière de sécurité ferroviaire ; situation des voies navigables ; financement du plan social de la batellerie ; recherche dans le domaine des transports terrestres (p. 5411) ; modification apportée aux billets populaires de congés annuels valables sur le réseau de la S.N.C.F. ; rebudgétisation du fonds spécial de grands travaux (p. 5412) ; « trou budgétaire » constaté lors de sa prise de fonctions (p. 5429) ; suppression du fonds spécial de grands travaux ; crédits destinés aux voies d'eau ; plan économique et social de la batellerie ; absence de liberté de négociation des tarifs entre chargeurs et transporteurs ; application stricte par la S.N.C.F. du contrat de plan (p. 5430) ; électrification de la ligne Poitiers-La Rochelle ; modalités d'application de la loi d'orientation sur les transports intérieurs ; nécessaire ouverture expérimentale de nouveaux espaces de liberté aérienne ; application de la convention passée avec Air Inter ; aménagement statutaire pouvant être envisagé pour le personnel du contrôle aérien ; perturbations occasionnées par certaines radios émettant en modulation de fréquence sur les ondes réservées aux compagnies aériennes ; programmes en cours dans la construction aéronautique ; aéroport de Rochefort-Saint-Agnan (p. 5431) ; ses observations (p. 5432).

Répond à la question de :

— *M. Marc Reyman :* primauté du T.G.V.-Nord sur le T.G.V.-Est ; proposition d'un tronçon commun Nord-Est ne semblant pas opérationnel (p. 5435) ;

— *M. Eric Raoult :* T.G.V.-Nord ; nécessité de l'électrification (p. 5440) ;

— *M. Jean Rigaud :* création d'un contournement de Lyon par le T.G.V. ; création de la gare de Satolas (p. 5442) ;

— *M. Jacques Roger-Machart :* évolution des autorisations de programme et des crédits de paiement affectés aux programmes aéronautiques ; financement des airbus A 330 et A 340 ; programme ATR 42 (p. 5443) ;

— *M. Alain Chenard :* engagements pris dans le cadre des contrats de plan excédant largement les capacités budgétaires (p. 5443) ; tramway de province ; participation de l'Etat au développement et à l'amélioration des transports en commun de province (p. 5444) ;

— *M. Eric Raoult :* respect du contrat de plan entre l'Etat et la région Ile-de-France ; tramway de la Seine-Saint-Denis ; prolongement de la ligne n° 1 de Neuilly à La Défense (p. 5445) ;

— *M. Jean de Lipkowski :* désenclavement aérien, ferroviaire et routier de la Charente-Maritime (p. 5446) ;

— *M. Gérard Bordu :* avenir du transport fluvial ; infrastructure ; mise en place d'un plan économique et social pour la batellerie (p. 5448) ;

— *Mme Jacqueline Hoffmann :* redéploiement de l'activité de la direction de la météorologie nationale ; niveau de la participation aux satellites Météosat ; crédits affectés à la recherche et aux équipements techniques et informatiques (p. 5449) ;

— *M. Jean-Claude Portheault :* contrat signé entre l'Etat et la S.N.C.F. en 1985 ; effort possible au sein de l'entreprise ; évolution du trafic marchandise et du trafic voyageur (p. 5449, 5450) ;

— *M. Emile Zuccarelli :* desserte aérienne de la Corse ; signature d'une convention supplémentaire avec T.A.T. pour la ligne Marseille-Figari (p. 5450) ;

— *M. Jacques Godfrain :* exclusivité de la desserte de certaines lignes garanties à Air Inter jusqu'à l'an 2000 ; liaison entre les aéroports de catégories II et III sur l'ensemble du territoire européen ; nécessité de revoir les conditions des liaisons entre les différentes villes en France (p. 5451) ;

— *M. Christian Demuynck :* conditions de desserte aérienne des départements et des territoires d'outre-mer ; droits des agents de l'Etat originaires des D.O.M.-T.O.M. ; cas des personnes à faible revenu voulant retourner dans leurs départements d'origine (p. 5454).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** crédits de l'Ecole nationale de l'aviation civile [29 octobre 1986] (p. 5461) ; **titre IV :** engagement de l'Etat au titre du protocole signé avec Air Inter pour l'exploitation du Mercure ; problème de la desserte aérienne des Antilles (p. 5464) ; réflexion sur l'avenir de la S.N.C.F. ; l'Etat lié par un contrat de plan avec la S.N.C.F. (p. 5465) ; **Etat C, titre V :** implication accrue des entreprises dans l'effort de recherche ; effort de l'Etat en faveur des études et recherches et développement technologique pour les programmes aéronautiques (p. 5466) ; réalisation de la soufflerie cryogénique de l'Office national d'études et de recherches aérospatiales ; développement du trafic fluvial ; priorité accordée à la restauration du réseau existant ; liaison Bray-Nogent (p. 5467) ; fin des transports à perte de la S.N.C.F. ; crise de la batellerie (p. 5468) ; **titre VI :** maintien des contrats de développement des transports urbains ; volonté du Gouvernement de développer les transports en commun en province ; situation des transports parisiens ; mise en service des tramways de province prévue dans les contrats de plan (p. 5469).

DOUSSET (Maurice)

Député d'Eure-et-Loir
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 *octies* :** possibilité pour les comités économiques et sociaux de créer en leur sein des associations chargées de l'audiovisuel ou de la recherche [11 août 1986] (p. 4237) ; **article 12 :** son amendement n° 6 (recrutement des agents contractuels pour occuper des emplois publics dans les départements et les régions) ; extension de recrutement de contractuels pour les départements et les régions ; spécificité des emplois des régions et des départements par rapport aux emplois communaux (p. 4249) ; spécificité des collaborateurs des régions nécessitant un traitement particulier ; retiré (p. 4250).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** application des dispositions visées aux articles L. 321-3 et L. 321-4 du code du travail dans les entreprises ou établissements [9 décembre 1986] (p. 7390).

DOUYERE (Raymond)

Député de la Sarthe
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil d'administration de la caisse nationale des banques [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (taxes parafiscales) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 45 : **taxes parafiscales (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique hospitalière** : politique hospitalière ; rétablissement du secteur privé à l'hôpital public ; remise en cause de la départementalisation ; réforme des études médicales ; suppression des principales réformes hospitalières des cinq dernières années ; exemples étrangers [30 avril 1986] (p. 635-636) ;

— **Tarification des chèques** : entente illicite des banques concernant la tarification bancaire ; accroissement de leurs bénéfices ; attente d'une contrepartie pour les usagers ; opération constituant une augmentation des prélèvements obligatoires [26 novembre 1986] (p. 6786).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : droite ne pouvant tolérer une « refonte des structures la menaçant dans ses prérogatives de classe » ; omniprésence du capitalisme ; prise de position du Conseil national de la Résistance en faveur d'une société d'économie mixte ; privatisation du système bancaire et de la totalité des compagnies d'assurance ; résultats des entreprises nationales ; rôle du secteur bancaire nationalisé [23 avril 1986] (p. 291) ; désaccord au sein de la majorité sur les modalités de privatisation ; rôle du capital étranger dans les banques et les sociétés d'assurance ; avantages fiscaux accordés par le Gouvernement risquant d'amputer les recettes attendues des dénationalisations (p. 292).

Discussion des articles : **article 1er** : définition du nouveau droit de la concurrence [25 avril 1986] (p. 407) ; refus de vente ; application des sanctions civiles ou pénales ; méthode d'élaboration du projet de loi (p. 408) ; **article 4** : risques de diminution de la crédibilité de notre système bancaire en cas de privatisation ; intervention de l'Etat ayant permis le sauvetage de nombreuses banques ; conduite de la politique monétaire ; suppression du contrôle des changes réduisant largement la marge d'autonomie des autorités monétaires ; dévaluation risquant d'entraîner un dérapage des prix et de la monnaie ; événements de mai 1984 dans le secteur bancaire américain [30 avril 1986] (p. 615) ; fissure entre les grandes et petites banques aux Etats-Unis ; action menée par M. Jean-Maxime Levêque au Crédit commercial de France avant 1981 ; risque de fragilisation des banques françaises (p. 616) ; situation financière des établissements de crédit ; nécessité de renforcer leurs fonds propres avant la dénationalisation ; leur réputation internationale ; exemple de défaillance bancaire aux Etats-Unis et cas de la Continental Illinois National Bank [5 mai 1986] (p. 670) ; nécessité de maintenir les banques et établissements de crédit dans le patrimoine national à cause de leur fragilité ; relèvement du taux de couverture du risque (p. 671) ; situation du groupe Saint-Gobain et exclusion du champ de la dénationalisation ; secteur informatique ; mise en place de la loi démocratisation du secteur public (p. 673) ; **son rappel au règlement** : situation et résultats des entreprises nationales et de celles nationalisées en 1982 ; résultats financiers de l'entreprise Bull (p. 677) ; entreprises d'assurances A.G.F.-I.A.R.D. ; marché des assurances ; concurrence des mutuelles et des sociétés étrangères ; meilleure gestion et coordination du secteur des assurances nationales depuis 1981 ; réforme de la profession ; effort de concertation et de concentration ; meilleure association entre les banques et les assurances ; constitution de sociétés communes, comme la Sofaris ; participation des assurances à des opérations de restructuration ; importante mutation faisant peser des risques sur l'emploi ; plan de formation du personnel pour répondre aux nouvelles normes de fonctionnement et aux nouveaux marchés de l'assurance ; exemple de l'U.A.P. (p. 709) ; investissement des entreprises nationalisées d'assurances sur les marchés financiers et immobiliers ; garantie donnée aux petits épargnants qui ont apporté leur argent à ces compagnies d'assurances (p. 709) ; situation de l'entreprise A.G.F. [6 mai 1986] (p. 728) ; situation du G.A.N. (p. 729) ; bilan des entreprises nationalisées ; situation du G.A.N.-Incendie et capitalisation (p. 730) ; situation de l'entreprise U.A.P.-Capitalisation (p. 731) ; situation de l'U.A.P.-I.A.R.D. (p. 733) ; situation de la société centrale du groupe des assurances générales de France ; importance du groupe U.A.P. sur le plan financier (p. 735) ; société centrale du G.A.N. (p. 736) ; situation de la banque La Hénin (p. 740) ; nécessité d'exclure le Crédit commercial de France du champ d'application de cet article ; attitude de M. Jacques de Broissia transparant d'un rapport établi par le Parlement brésilien (p. 770) ; son amendement n° 434 : devenu sans objet (p. 807) ; difficultés créées aux agriculteurs par la désétatisation de la Caisse nationale du Crédit agricole (p. 808) ; contradiction entre la volonté du Gouvernement de ne pas procéder à une telle opération et la déclaration récente de M. Guillaume au journal *Libération* ; fonctionnement satisfaisant du Crédit agricole dans ses structures actuelles ; difficultés financières de certaines caisses régionales ; insuffisance de leurs fonds propres pour leur permettre de racheter la caisse centrale ; enjeu représenté par le montant des fonds propres de la C.N.C.A. (p. 809) ; **après l'article 4** : son amendement n° 435 (obligation de dénationaliser un établissement de crédit par une augmentation de capital) ; réussite de la mise en place de la loi de démocratisation du secteur public dans les établissements de crédit ; réalisation d'actions d'accompagnement à l'industrie ; insuffisance des fonds propres des établissements de crédit ; confiance de la communauté internationale envers ces établissements bancaires ; obligation de l'Etat de venir au secours d'un établissement de crédit en faillite même dans les pays à vocation ou à tradition libérale ; exemple des Etats-Unis ; nécessité de procéder à la dénationalisation des établissements de crédit par une augmentation de capital [7 mai 1986] (p. 838) ; volonté du Gouvernement d'interdire toute participation de l'Etat dans ces établissements ; transformation des certificats d'investissement et des titres participatifs en actions ; rejeté au scrutin public (p. 839) ; **article 5** : intolérance des présidents de commission qui empêchent le débat d'avoir lieu ; cas de la commission des finances ; non-respect de la déclaration de M. Jacques Toubon à la télévision selon laquelle on limiterait à 20 % les prises de participation de capitaux étrangers ; évaluation des entreprises et modalités de transfert ; effet de l'avis public qui sera donné par la commission ; déclaration du « conseil pour l'avenir de la France » ; nécessité de procéder à une augmentation du capital des entreprises visées pour les dénationaliser ; besoin en fonds propres des entreprises industrielles, établissements de crédit et compagnies financières concernés par le projet (p. 844) ; difficultés tenant à la transformation des certificats d'investissement ou des titres participatifs en actions ; protection des intérêts nationaux ; problème des conditions fiscales du transfert ; subvention à la braderie du patrimoine national (p. 845).

Son rappel au règlement : différence entre les chiffres du déficit du budget en 1986 tels qu'ils résultent du collectif budgétaire, du rapport demandé par le Gouvernement à

M. de La Genière, et de la déclaration de M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, à Europe 1 ; demande une réunion rapide de la commission des finances [5 mai 1986] (p. 659) ; **son fait personnel** : demande à M. Pierre Mauger, qui l'a traité de menteur, de retirer ses paroles : *Bébête Show* [5 mai 1986] (p. 679).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : son rappel au règlement** : adoption par la commission des finances d'une série d'amendements gagés par les droits de timbre à due concurrence ; importance des précisions sur les gages apportés lors de la défense des amendements du groupe socialiste [26 mai 1986] (p. 1175) ; demande le chiffrage exact du gage de chaque amendement (p. 1176).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : justice fiscale et sociale [15 octobre 1986] (p. 4737) ; nombre de chômeurs supplémentaires depuis le 16 mars ; prétendue baisse des prélèvements obligatoires ; justifie le niveau des cotisations sociales ; concentration des allégements fiscaux ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; répartition de l'impôt sur le revenu en France (p. 4738) ; sa proposition d'abaisser uniformément de 5 % l'imposition de l'ensemble des contribuables (p. 4739) ; **son rappel au règlement** : inégalités, dans la réduction de l'impôt sur le revenu, entre les petits contribuables et les revenus élevés (p. 4752).

Discussion des articles : **article 1er** : regrette que l'information du Parlement soit trop succincte ; réclame une modification de la loi organique ; intentions du Gouvernement concernant les taxes parafiscales [15 octobre 1986] (p. 4790) ; **article 3** : jeunes médecins s'installant dans les communes rurales exonérées de la taxe professionnelle ; possibilité d'étendre cette disposition à d'autres catégories ; intérêt du regroupement géographique des praticiens exerçant en milieu rural ; équilibre financier de la sécurité sociale ; libération du prix des médicaments [16 octobre 1986] (p. 4837).

Deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* supplée M. Philippe Marchand (p. 6023) ; formation des policiers ; charte de 1982, formation au tir [7 novembre 1986] (p. 6027 et 6028).

Economie, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : particularité juridique de la parafiscalité ; nombre des taxes parafiscales pour 1987 ; réalité des actions entreprises avec le produit de certaines taxes ; activités des organismes chargés de promouvoir le développement agricole ; taxes parafiscales en matière d'environnement [7 novembre 1986] (p. 6039) ; taxes sur les granulats ; taxes sur les pollutions atmosphériques ; taxes sur les huiles de base ; emploi des ressources tirées de la parafiscalité en matière agricole ; taxes parafiscales et industrie ; financement d'actions de formation professionnelle ; adoption d'une résolution tendant à ce que soit mis fin à la pratique consistant à demander au Parlement d'autoriser la prescription de taxes qui n'ont plus de base légale au-delà du 31 décembre (p. 6040).

Examen des crédits : **article 68** : contribution de solidarité de la fonction publique en faveur des travailleurs privés d'emploi ; remplacement de l'indice nouveau majoré 248 par l'indice brut 259 pour définir le seuil d'exonération ; inclusion de l'ensemble des primes ; emploi à temps partiel et heures supplémentaires [13 novembre 1986] (p. 6216).

Taxes parafiscales : article 51 et état E : critiques générales formulées à l'encontre des taxes parafiscales ; difficultés de l'association Promoca ; insuffisance de l'action de l'association sur la formation des collaborateurs d'architectes ; examen suivi des négociations entre les partenaires sociaux (p. 6237).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 22** : inopportunité de l'institution d'une taxe sur le « cheptel mort » pour alimenter le fonds de garantie des calamités agricoles [11 décembre 1986] (p. 7550) ; **article 23 : son rappel au règlement** : (articles 63 et 64 du règlement) ; absence de scrutin public sur cet article malgré la demande du groupe socialiste ; signale les votes hostiles des groupes communiste et socialiste et les votes positifs des groupes R.P.R., U.D.F. et Front national (p. 7552) ; **article 27** : lutte contre la grande pauvreté ; hypothèse d'un revenu minimal ; prestation gérée à l'échelon départemental ; fiscalité des casinos (p. 7560, 7561).

DROUIN (René)

Député de la Moselle
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 117**, posée le 7 octobre 1986 : **minerais et métaux (entreprises : Lorraine)** (p. 4431) ; appelée le 10 octobre 1986 : remplacé par M. Roger Mas : **actionnaires d'Usinor et de Sacilor** (p. 4579).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : imprécision des conditions de transfert ; nécessité de connaître les critères qui seront retenus pour établir cette estimation ; protection des intérêts nationaux ; régime fiscal applicable aux opérations de transfert ; évaluation des sociétés qui ont émis des certificats d'investissement ; cas de celles qui n'en ont pas émis ; déclaration de M. Jacques Toubon à Antenne 2 fixant à 20 % le montant maximum du capital pouvant être acquis par des intérêts étrangers ; impossibilité de garantir ce quota et donc d'assurer la maîtrise des opérations de privatisation ; situation financière actuelle des entreprises nationalisées en 1981 alors sous-capitalisées ; constitution de trésors de guerre par le groupe Benedetti-Olivetti pour se porter acquéreur d'entreprises à dénationaliser ; transformation des certificats d'investissement et des titres participatifs en actions ; vente de parts de capital ; lancement d'augmentations de capital répétées pour diminuer progressivement la part de l'Etat dans le capital ; amnistie fiscale et douanière dont ont bénéficié les fraudeurs ; incertitude, que fait peser le Gouvernement sur les privatisations, d'autant plus dommageable qu'il s'agit de grandes entreprises à forte capacité de recherche et d'investissement [17 mai 1986] (p. 843).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : conservation, dans le projet de loi, du cadre général des rapports individuels entre locataires et propriétaires définis par la loi Quilliot [17 juillet 1986] (p. 3463-3464).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : croyance naïve du Gouvernement dans les vertus du libéralisme contredite par les exemples américains et japonais ; programme de « guerre des étoiles » ; M.I.T.I. ; stagnation du budget global affecté à la recherche ; régression des aides à l'industrie ; erreur d'abandonner la politique d'économies d'énergie [15 octobre 1986] (p. 4743) ; secteur de la machine-outil abandonné aux Japonais ; diminution des crédits de la filière électronique (p. 4744).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* crise de la Lorraine et du Nord-Pas-de-Calais ; désengagement de l'Etat dans le logement social ; renforcement de l'aide à la pierre ; diminution du nombre de P.A.P. et de P.L.A. dans le département de la Moselle ; suppression du fonds spécial de grands travaux [28 octobre 1986] (p. 5436-5437).

Examen des crédits : **article 72 :** son amendement n° 102 (conditions d'octroi de l'aide personnalisée au logement) : retiré [29 octobre 1986] (p. 5490).

Industrie. — *Discussion générale :* situation de la sidérurgie ; restructuration du capital d'Usinor et de Sacilor ; redressement des entreprises sidérurgiques par les Gouvernements socialistes ; projet d'investissement du laminoir couronnes et barres sur le site de Gandrange-Rombas [31 octobre 1986] (p. 5630) ; rapport Gandois ; mise en œuvre des congés formation-conversion supplémentaire à Longwy ; plan social d'Unimétal ; arrivée à terme de la convention générale de protection sociale ; sort de la contribution exceptionnelle ; intervention de la C.E.E. (p. 5631).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* guerre économique mondiale et politique en faveur des entreprises ; insuffisance des dépenses de recherche-développement [4 novembre 1986] (p. 5781) ; réduction des crédits incitatifs et notamment du F.R.T. ; moyens de l'A.N.V.A.R. ; suppression du fonds industriel de modernisation (p. 5782).

DRUT (Guy)

Député de Seine-et-Marne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* remplacé par M. Bruno Bourg-Broc : possibilité pour les agriculteurs frappés par le projet d'Eurodisneyland de réinvestir leurs indemnités dans l'agriculture [30 octobre 1986] (p. 5582).

Services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* réorganisation de l'administration centrale ; insertion sociale des jeunes [4 novembre 1986] (p. 5803) ; participation à la lutte contre la toxicomanie ; politique sportive ; prévisions de recettes du Fonds national pour le développement du sport ; gestion et conception des équipements sportifs ; préparation des athlètes français pour les jeux de Calgary et de Séoul ; médecine sportive ; réaménagement du temps scolaire (p. 5804).

DUBERNARD (Jean-Michel)

Député du Rhône
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (éducation nationale : recherche) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome X : **éducation nationale : recherche (n° 398)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Lutte contre le terrorisme, notamment contre Action directe : attentat contre le vice-président du C.N.P.F. ; mouvement Action directe [23 avril 1986] (p. 252).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : hausse de l'effort budgétaire de recherche et de développement technologique ; évolution des emplois ; incitation fiscale en faveur de la recherche des entreprises ; moyens de la recherche fondamentale ; nécessité d'augmenter l'effort de recherche ; mise en place des procédures d'évaluation des programmes et des politiques ; réorientation de certains programmes mobilisateurs ; exemple de l'électronique [4 novembre 1986] (p. 5758) ; resserrement des objectifs du programme Eurêka (p. 5759).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* politique de la santé et de la famille dépassant largement le cadre de la discussion budgétaire ; effort de prévention et de recherche contre le S.I.D.A. ; effort réalisé en faveur de l'équipement hospitalier ; nécessité de développer l'informatique médicale ; budget global étant une mesure nécessaire ; mesures prises en faveur de l'hospitalisation privée ; organisation des structures médicales à l'intérieur de l'hôpital ; son inquiétude devant la situation démographique de la France [5 novembre 1986] (p. 5886) ; évolution de l'allocation parentale d'éducation ; création d'une allocation de garde des enfants à domicile (p. 5887).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Premlère lecture, discussion des articles : **après l'article 9 :** impossibilité de considérer le S.I.D.A. comme une maladie vénérienne [6 décembre 1986] (p. 7259).

DUCOLONÉ (Guy)

Député des Hauts-de-Seine
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil national de prévention de la délinquance [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à instituer l'exécution provisoire de droit des décisions rendues en première instance par les Conseils de prud'hommes (n° 17) [20 juin 1986] (p. 2391).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à créer une délégation aux libertés (n° 34) [20 juin 1986] (p. 2391).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics accordés au groupe Boussac (n° 3) [9 octobre 1986] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à doter la société nationale des entreprises de presse, d'une mission de rénovation et de relance des **industries polygraphiques et de la communication (n° 33)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à reconnaître la **nationalité française** à tout étranger résistant **(n° 37)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots « **victimes de la déportation du travail** » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **(n° 113)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à reconnaître le **génocide** dont le **peuple arménien** fut victime en 1915 (n° **114**) [15 mai 1986].

Proposition de loi relative à l'**enseignement de la langue et de la culture arméniennes (n° 115)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à indemniser pleinement les **victimes d'attentats (n° 168)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à instaurer, pour l'avocat d'un demandeur, l'obligation impérative de porter à la connaissance de la juridiction saisie la **constitution du défendeur (n° 180)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à ce qu'en matière de **protection sociale** chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations **(n° 267)** [17 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 3) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics accordés au groupe Boussac** [29 octobre 1986] **(n° 425).**

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Génocide arménien de 1915** : droits de l'Homme en Turquie [23 avril 1986] (p. 257) ;

— **Licenciement de délégués syndicaux chez Renault** : militants syndicaux considérés comme des délinquants [15 octobre 1986] (p. 4758) ;

— **Date d'ouverture du procès de Klaus Barbie** : déclaration de l'avocat de Klaus Barbie sur les révélations qu'entraînerait l'ouverture du procès ; nécessité de publier les archives de la Gestapo ; bataille pour la vérité [17 décembre 1986] (p. 7709).

INTERVENTIONS

Ses observations lors du rappel au règlement de M. Jean-Claude Martinez : estime qu'il ne peut y avoir de rappel au règlement sous la présidence du doyen d'âge [2 avril 1986] (p. 44, 45).

Son rappel au réglement : non élection de M. Jacques Roux à la vice-présidence du Bureau ; absence de députés communistes au Bureau [4 avril 1986] (p. 70, 71).

Son rappel au réglement : délégations de vote en commission : motifs, procédure ; pouvoir discrétionnaire invoqué par le président de la commission des lois pour refuser un vote ; absence de notification des délégations de vote préalablement au scrutin ; recours aux ordonnances et abandon des prérogatives du Parlement ; danger pour la démocratie du projet de loi d'habilitation [24 avril 1986] (p. 324).

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendres diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : lutte pour l'emploi ayant été menée dans l'union des salariés ; volonté déterminée du Gouvernement de diviser la classe ouvrière ; nécessité de faire en sorte que les travailleurs étrangers bénéficient des mêmes droits sociaux que l'ensemble des travailleurs [25 avril 1986] (p. 437).

Sa demande de modification de l'ordre du jour pour permettre aux députés de province de commémorer le 8 mai 1945 [7 mai 1986] (p. 837, 838).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.**

Explications de vote : s'adresse à M. Gilbert Gantier : « Gantier des pétroles » [15 mai 1986] (p. 945).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).**

Première lecture, discussion générale : écarts de population entre les circonscriptions d'un même département ; respect de l'unité géographique et économique des circonscriptions ; découpage des cantons de moins de 40 000 habitants alors que le ministre de l'intérieur affirmait qu'il ne serait pas touché aux cantons de moins de 50 000 habitants ; mise en évidence de la « magouille » [20 mai 1986] (p. 969) ; **son rappel au réglement** : attitude scandaleuse des partis de la majorité ; son étonnement sur le fait que le Gouvernement n'ait pas déposé d'amendement pour revenir au suffrage censitaire ; impossibilité d'accepter que la représentation démocratique de la population soit laminée ; réalisation du découpage avec l'accord « de ce haut magistrat qu'est M. Jean-Claude Gaudin et de cet apolitique éminent qu'est M. Jacques Toubon » ; éviction des députés communistes en 1940 ; partage des compétences entre le Parlement et le Gouvernement (p. 972, 973).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 20 (abrogation des articles 73 à 77, 79, 82, 83 et 86 de la loi du 25 juillet

1985 portant diverses dispositions d'ordre social) [2 juin 1986] (p. 1554) ; rejeté au scrutin public (p. 1555) ; **article 1er** : ses amendements n° 286, 309, 348, 396, 404, 409 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **son rappel au règlement** : rappelle que M. François Bachelot a assimilé l'Assemblée nationale à un « bordel » [5 juin 1986] (p. 1746) ; situation de l'entreprise Schlumberger-Clamart ; qualifie les députés du Front national de « fascistes » (p. 1747) ; **article 2** : **son rappel au règlement** : effet d'une demande gouvernementale de réserve d'amendements [6 juin 1986] (p. 1848) ; **son rappel au règlement** : réserve d'amendements (p. 1850) ; son opposition à l'introduction de critères de nationalité pour fixer l'ordre des licenciements ; implantation d'usines Peugeot en Afrique du Sud ; négociation de Schlumberger avec le Japon alors qu'il y a des licenciements à Clamart (p. 1852) ; **article 3** : consultation des représentants du personnel par le chef d'entreprise ; aggravation du chômage ; déséquilibre des relations entre l'employeur et l'employé (p. 1890) ; **son rappel au règlement** : déroulement normal du débat (p. 1891) ; interdiction de parole du groupe communiste sur l'article 1er et l'article 2 (p. 1892) ; son amendement n° 84 (visant à compléter l'article 3 par les mots « les procédures conventionnelles, administratives et judiciaires destinées pallier la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ») (p. 1903) ; ses observations (p. 1905) ; rejeté au scrutin public (p. 1906) ; **article 4** : liberté des licenciements portant sur moins de dix personnes par période de trente jours ; droit des salariés accidentés du travail ou en arrêt maladie ; responsabilité sociale du chef d'entreprise en matière d'emploi ; situation des personnes handicapées et des mutilés du travail [7 juin 1986] (p. 1932) ; refus du groupe communiste de laisser s'instaurer l'arbitraire patronal (p. 1933) ; demandes de scrutins publics justifiées par l'absentéisme des députés de la majorité ; caractère illusoire de l'entretien préalable entre l'employeur et le salarié ; extension des délais dont dispose l'inspection du travail pour faire connaître à l'employeur sa réponse à une demande de licenciement (p. 1939) ; **son rappel au règlement** : interprétation abusive du règlement ayant empêché la discussion d'amendements déposés par le groupe communiste ; rappelle la teneur de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution ; obligation d'un examen immédiat par la commission des amendements déposés depuis la réunion qu'elle a tenue en application de l'article 88, alinéa 1 ; attitude partiale du président de séance ayant systématiquement refusé des suspensions demandées par les représentants mandatés des groupes de l'opposition de même que les demandes d'explication de vote de ces groupes [10 juin 1986] (p. 2019) ; remise en cause du droit d'amendement des députés ; **son rappel au règlement** : Gouvernement ayant utilisé le substitut de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; procédure des explications de vote (p. 2020).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : application de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution [12 juin 1986] (p. 2149).

Discussion des articles : **article 2** : définition de l'entreprise éditrice ; respect du pluralisme de la presse d'information politique et générale ; application de l'article 39 *bis* du code général des impôts [16 juin 1986] (p. 2201) ; **article 3** : sanctions contre celui au profit duquel l'opération de prête-nom sera intervenue (p. 2214) ; **article 5** : nécessité de porter à la connaissance des lecteurs les noms des trois principaux associés du journal (p. 2239) ; nécessité de se doter des moyens permettant de vérifier si les allégations des organes de direction des entreprises de presse sont sincères (p. 2243).

Son rappel au règlement : exclamations racistes qui ont interrompu les propos de M. Georges Hage [18 juin 1986] (p. 2322).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Robert Montdargent ; imposition par le Gouvernement, sous couvert de lutte contre le terrorisme, de modifications de la procédure et des sanctions pénales ; amalgame réalisé par le Gouvernement [24 juin 1986] (p. 2426) ; nécessité de distinguer les actes terroristes selon la cause qui les inspirent, les buts visés et les cibles atteintes ; droit à l'autodétermination des peuples ; responsabilité de la C.I.A. dans l'assassinat du président Allende et le massacre du peuple indonésien ; utilisation sécuritaire du terrorisme faite par le Gouvernement (p. 2427) ; refus du groupe communiste d'une organisation internationale déssaisissant le Gouvernement français de ses responsabilités et de ses prérogatives ; projet de loi constituant une action psychologique et électorale pour susciter la peur et s'appuyer sur elle afin de contrôler le mouvement de la société ; assimilation de l'acte de terrorisme à l'atteinte à la sûreté de l'Etat ; concept de terrorisme étant juridiquement incertain ; principaux facteurs de la délinquance et de l'insécurité ; nécesssité d'une prévention de la délinquance (p. 2428) ; rôle du service public de la police ; nécessaire redéploiement des forces de police ; contrôles d'identité ; largesse des incriminations pénales rattachées au terrorisme ; nécessité d'une plus grande précision dans les textes d'exception ; extension de l'application de la notion de terrorisme à des infractions en « relation avec » ; création d'une Chambre spéciale permettant de choisir les juges ayant à déterminer la notion de terrorisme (p. 2429) ; notion d'intimidation ; condamnation des textes gouvernementaux par de très nombreuses associations (p. 2430) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe ; caractère variable de la notion de terrorisme [26 juin 1986] (p. 2510).

Discussion des articles : **article 3** : inopportunité du débat sur les dates d'entrée des différents partis politiques dans la Résistance ; définition du terrorisme ; son refus d'admettre que la police puisse, hors la présence de l'intéressé, perquisitionner à son domicile et saisir des pièces à conviction (p. 2517) ; **article 5** : son amendement n° 49 (de suppression) [27 juin 1986] (p. 2594) ; rejeté au scrutin public (p. 2596) ; **article 6** : fonds permettant de rétribuer les dénonciateurs ; possibilité d'organiser à dessein des « coups » avant de les dénoncer ; caractère impératif des dispositions proposées par le Gouvernement (p. 2603) ; **article 7** : amalgame fait entre le terrorisme et l'immigration ; existence actuelle de possibilité de dissolution des associations étrangères (p. 2607) ; article 7 constituant une provocation à la suspicion raciale et visant à museler les associations regroupant les travailleurs étrangers (p. 2608) ; ses observations (p. 2609) ; son amendement n° 51 (de suppression) (p. 2609), rejeté au scrutin public (p. 2610) ; **après l'article 7** : demande à M. Claude Labbé, vice-président, de donner la parole à M. François Asensi (p. 2613) ; rappelle que le groupe communiste a demandé que les industries d'armement participent à l'indemnisation des victimes d'attentats ; indemnisation des victimes de l'attentat aux Galeries Lafayette ; possibilité, pour un assuré s'étant vu refuser par trois entreprises d'assurance l'application des dispositions du présent article, de saisir un bureau central de tarification ; indemnisation des personnes non assurées (p. 2618).

Explications de vote : amendement relatif à la police des chemins de fer ; vote hostile du groupe communiste (p. 2619) ; **son rappel au règlement** : temps de parole imparti au groupe communiste lors de la séance de questions au Gouvernement ; sa mise en cause de M. Alain Madelin [25 juin 1986] (p. 2457, 2458).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : réduction de peine ; chômage et délinquance [30 juin 1986] (p. 2683) ; son amendement n° 38 (de suppression) ; réinsertion des prisonniers ayant bénéficié d'une réduction de peine ; « grâces médicales » ; rejeté (p. 2684) ; **article 4** : son amendement n° 41 (de suppression) : retiré [1er juillet 1986] (p. 2709).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 29 (de suppression) ; rétablissement de l'incrimination d'association de malfaiteurs en matière correctionnelle ; rejeté [2 juillet 1986] (p. 2769) ; **article 2** :

ses observations ; **article 3** : son amendement n° 31 (de suppression) : rejeté (p. 2771) ; **article 4** : aggravation de la peine en cas violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner (p. 2772) ; **article 7** : son amendement n° 35 (de suppression) [2 juillet 1986] (p. 2801) ; rejeté (p. 2803).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 12 (de suppression) [3 juillet 1986] (p. 2848) ; rejeté (p. 2849).

Son rappel au règlement : affaire de la rue Mogador ; propos d'un député d'extrême-droite sur l'attitude d'un C.R.S. ; propos du ministre de l'intérieur signifiant qu'un préfet de police n'a qu'à obéir aux ordres du Gouvernement ; déclarations du directeur du cabinet du préfet de police sur l'événement [9 juillet 1986] (p. 3048).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : durée de la séance [9 juillet 1986] (p. 3069) ; soutient la motion de renvoi en commission déposée par M. Jean-Jacques Barthe ; commission des lois ayant consacré ses travaux aux seules modifications proposées à l'ordonnance de 1945 ; impossibilité de légiférer sur l'entrée des étrangers en France sans connaître les projets du Gouvernement en matière de statut des étrangers ; menaces pesant sur les associations regroupant des étrangers ; assimilation de l'immigration à la délinquance [10 juillet 1986] (p. 3121) ; groupe communiste ayant pris l'initiative d'inviter les organisations d'immigrés à débattre du projet de loi ; projet poussant à présenter en coupables des victimes du capitalisme et du néo-colonialisme ; nombre d'étrangers en France ; rôle du patronat dans le développement du travail clandestin ; suppression des recours juridictionnels et administratifs protégeant l'étranger (p. 3122) ; situation des immigrés ne pouvant être dissociée de celle des travailleurs français ; immigrés n'étant pas fauteurs de chômage ; campagne antitravailleurs immigrés constituant une diversion pour masquer les causes réelles de la crise ; texte tournant le dos à la tradition française (p. 3123).

Discussion des articles : **article 1** : son amendement n° 150 (supprimant le paragraphe II de cet article) : rejeté [10 juillet 1986] (p. 3143) ; ses observations (p. 3145) ; difficulté de trouver immédiatement un traducteur ; nécessité que l'étranger puisse entrer en contact avec l'autorité consulaire et de lui accorder un jour franc pour faire valoir ses droits (p. 3146) ; signification de la notion de « jour franc » (p. 3147) ; **article 2** : délivrance de la carte de résident ; délivrance de plein droit aux étrangers ayant servi dans une unité combattante dans la Légion ou dans la Résistance ; demande que soient naturalisés de plein droit ceux qui ont servi dans la Résistance [11 juillet 1986] (p. 3175) ; conditions d'attribution de la carte de résident de dix ans ; notion de menace pour l'ordre public (p. 3178-3179) ; attribution de la carte de résident à l'étranger père ou mère d'un enfant français résidant en France (p. 3181) ; cas des militaires ayant servi dans une unité combattante pendant la deuxième guerre mondiale (p. 3185) ; cas de l'étranger ayant sa résidence en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans et étant en situation irrégulière depuis plus de dix ans (p. 3200) ; **article 3** : traite M. Roger Holeindre de « menteur » (p. 3209) ; **article 4** : sanctions pécuniaires du séjour irrégulier en France ; possibilité pour le juge de prononcer la reconduite à la frontière [15 juillet 1986] (p. 3248) ; reconduite à la frontière ne pouvant résulter que d'une décision administrative (p. 3249) ; **après l'article 4** : son amendement n° 157 (sanction de toute personne ayant employé ou proposé les services d'étrangers contrevenant aux dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance) ; aggravation des sanctions contre les patrons utilisant de la main-d'œuvre clandestine (p. 3251) ; nombre de procès-verbaux dressés à l'encontre de patrons utilisant de la main-d'œuvre clandestine ; rejet de l'amendement n° 157 (p. 3252) ; **article 5** : son amendement n° 158 (de suppression) (p. 3257) ; rejeté au scrutin public (p. 3258) ; **article 8** : rôle consultatif de la commission chargée de donner un avis sur les expulsions d'étrangers ; temps nécessaire à la défense [16 juillet 1986] (p. 3309-3310) ; **article 9** : catégorie d'étrangers ne pouvant faire l'objet d'un arrêté d'expulsion ; personnes ayant servi dans les F.F.I. ou dans les unités combattantes de l'armée française ou des armées alliées (p. 3313) ; **article 10** : abus dans l'application de la procédure prévue d'expulsion d'urgence par le texte de 1981 ; caractère vague de la notion d'ordre public (p. 3343) ; **article 11** : son amendement n° 163 (de suppression) (p. 3347) ; rejeté au scrutin public (p. 3348) ; **article 15** : motivation des refus de visa (p. 3357) ; **article 16** : difficulté de la situation des jeunes étrangers en raison de la combinaison de la loi du 17 juillet 1984 et des textes récents sur l'immigration familiale (p. 3358).

Explications de vote : refus du Gouvernement de sanctionner le patronat employeur de main-d'œuvre clandestine ; opposition du Gouvernement à l'insertion des étrangers dans la société française ; caractère scandaleux de l'assimilation entre immigrés et délinquance (p. 3367) ; ses observations sur les députés ne « cachant pas leur nostalgie des guerres coloniales et notamment de celle d'Algérie » ; attitude des étrangers en cas de conflit ; absence de grand débat sur l'immigration ; réforme du code de la nationalité et du droit d'asile ; vote hostile du groupe communiste (p. 3368).

— **Son fait personnel** : stigmatisation des propos racistes et xénophobes ; affirme que Maurice Thorez n'a pas tenu certains propos à Jean **Saintany** [11 juillet 1986] (p. 3220).

— **Son rappel au règlement** : déclaration du Président de la République sur les ordonnances relatives à la privatisation ; ordre du jour de l'Assemblée nationale ; situation à l'établissement Thomson de Colombes ; demande que la rencontre du 18 juillet avec le ministre des affaires sociales et de l'emploi ait bien lieu [15 juillet 1986] (p. 3242).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : vacance de logements dans les grandes villes causé par le mauvais fonctionnement du marché immobilier privé [21 juillet 1986] (p. 3549) ; nombre de logements vacants à Paris ; existence de moyens pour réquisitionner les logements vacants dans les villes où sévit la crise de l'habitat ; préfet n'étant pas le mieux placé pour connaître l'état de vacance du patrimoine d'une ville ; modalités d'indemnisation des propriétaires des logements réquisitionnés ; problèmes posés par les logements de fonction (p. 3550) ; liaison entre la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et le problème des logements de fonction (p. 3551) ; **article 20** : évoque un de ses amendements déclaré irrecevable ; nécessaire suspension, pendant un an, des saisies et expulsions pour élaborer une nouvelle loi sur l'indemnisation des bailleurs (p. 3554) ; **article 9 (précédemment réservé)** : durée du bail [21 juillet 1986] (p. 3575) ; **après l'article 9 (amendements précédemment réservés)** : conditions de renouvellement du bail ; cas des locataires âgés de soixante ans (p. 3585) ; possibilité pour les bailleurs de récupérer leur logement à leur départ à la retraite (p. 3586) ; **article 10 (précédemment réservé)** : cas où le bailleur ne confirme pas la réalisation de l'événement justifiant le recours à un bail court (p. 3590).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 9** : suppression de la retenue à la source en matière de cotisations sociales [25 juillet 1986] (p. 3903) ; met en cause M. Jean-Jack Salles ; récupération par l'employeur des sommes versées par le salarié aux organismes de sécurité sociale (p. 3904).

Son rappel au règlement : propos en séance de M. Jean-Claude Martinez sur la Résistance, Klaus Barbie et Jean Moulin [25 juillet 1986] (p. 3874).

Son rappel au règlement : priorité des rappels au règlement sur la question principale [25 juillet 1986] (p. 3909).

Son rappel au règlement : non respect de la tradition selon laquelle lorsqu'un amendement est repoussé tous les amendements identiques tombent (projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions) (n° 259) [25 juillet 1986] (p. 3910).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 30 (de suppression) : rejeté [11 août 1986] (p. 4226).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : situation de l'industrie automobile ; recul de la part des constructeurs français sur la marché national ; aventures de Chrysler-Europe pour Peugeot et d'A.M.C. pour Renault [14 octobre 1986] (p. 4713) ; ses observations sur le label « Front national », appartenant à celui d'une organisation de Résistance, « qu'il est triste de voir aujourd'hui repris par des facistes » ; propose d'ouvrir les dossiers du S.D.E.C.E ; nécessité de fabriquer des voitures populaires ; coopération entre Renault et P.S.A. ; création d'un livret d'épargne donnant droit à des crédits à bas taux d'intérêt pour l'achat de modèles français de bas de gamme ; moratoire sur une partie des dettes de l'industrie automobile (p. 4714).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* mouvement de grève récent aux Assedic de Paris ; éventualité de réductions d'effectifs dans les services publics de l'emploi [6 novembre 1986] (p. 5944).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : regrette que l'interruption volontaire de grossesse ait été assimilée au génocide (p. 5961) ; caractère scandaleux des amendements déposés par le Front national (p. 5962).

Intérieur. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement** : respect des temps de parole ; intervention du président juste après les propos de M. Barthe ayant utilisé 9 mm sur les 10 qui lui étaient imparties [7 novembre 1986] (p. 6008) ; retard subi par la police nationale et respect de la deuxième tranche de la loi de modernisation ; meilleure présence policière sur le terrain et meilleure utilisation des différentes catégories de policiers ; créations d'emplois ; utilisation de T.U.C. ; embauches de contractuels pour la police technique ; augmentation de la criminalité et de la délinquance ; excès de la politique sécuritaire risquant d'aboutir à une fracture entre la police et la population ; pouvoirs exorbitants confiés par les lois dites Chalandon ; propos du Gouvernement sur la « couverture des actes » ; menaces adressées aux journalistes de saisir la justice en cas de « présentation malveillante des faits » [7 novembre 1986] (p. 6014) ; cas de la mort d'un jeune homme en juillet ; attitude répressive à l'encontre des manifestations syndicales et de certains élus ; absence de commissariat dans certaines villes de la région parisienne ; multiplication des polices et des polices parallèles de sécurité et de gardiennage ; vote hostile du groupe communiste ; taux de la pension de réversion des veuves des policiers ; considère inadmissible le fait que certaines veuves de policiers émargent au fonds national de solidarité (p. 6015).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : inopportunité d'une comparaison entre la ville de Paris et le département de la Seine ; examen des comptes de la ville de Paris notamment de ceux de questure par la chambre régionale des comptes ; institution d'un contrôle de la Cour des comptes ; différence entre le statut actuel de Paris et son statut antérieur [21 novembre 1986] (p. 6702).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 24 (de suppression) (p. 6713) ; rejeté (p. 6714).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, explications de vote : texte constituant des propositions de loi de complaisance reprenant des textes que le Gouvernement n'a pas osé déposer lui-même ; réécriture par M. Pierre Mazeaud de l'ensemble du texte ; suppression de la troisième voie d'accès à l'E.N.A. par un amendement de dernière heure ; désir de revanche [3 décembre 1986] (p. 7081) ; vote hostile du groupe communiste (p. 7082).

Son rappel au règlement : absence de réponse du ministre de la justice à M. François Asensi [27 octobre 1986] (p. 5369).

Son rappel au règlement : mise aux voix de la demande de suspension de séance par Mme Muguette Jacquaint ; demande justifiée des étudiants de rencontrer le président de la commission des affaires sociales [4 décembre 1986] (p. 7094).

Son rappel au règlement : demande la mise aux voix de la demande de suspension de séance de Mme Muguette Jacquaint ; demande à ce que chacun des groupes parlementaires soit représenté dans la délégation de la commission des affaires culturelles qui recevra les étudiants [4 decembre 1986] (p. 7095) ; importance de la présence étudiante et lycéenne dans la rue (p. 7096).

Son rappel au règlement : propose d'adjoindre à la délégation de la commission des affaires culturelles qui recevra les étudiants, les membres des groupes non représentés au bureau de cette commission [4 décembre 1986] (p. 7097).

Demande une suspension de séance : réception d'une délégation d'étudiants par le groupe communiste ; avenir des jeunes [4 décembre 1986] (p. 7098).

Son rappel au règlement : émotion des députés communistes devant le décès de M. Mallik Oussekine [6 décembre 1986] (p. 7213) ; demande que le ministre de l'intérieur s'explique sur les événements du quartier latin ; demande au Gouvernement qu'il modifie l'ordre du jour prioritaire en supprimant les débats prévus samedi et dimanche (p. 7214).

Son rappel au règlement : ampleur et esprit de responsabilité du mouvement étudiant et lycéen ; décès de M. Malik Oussekine ; demande au président d'utiliser le premier alinéa de l'article 52 du règlement lui permettant de suspendre ou de lever la séance à tout moment [8 décembre 1986] (p. 7299).

Son rappel au règlement : rappelle que tout député peut demander une suspension de séance et que le président doit soumettre cette demande au vote de l'Assemblée nationale [8 décembre 1986] (p. 7299).

Son rappel au règlement : rappelle qu'il a demandé une supension de séance en signe de deuil après le décès de M. Malik Oussekine ; demande un vote sur cette suspension de séance ; rejetée au scrutin public [8 décembre 1986] (p. 7300).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : licenciement discrétionnaire de la part du patronat [8 décembre 1986] (p. 7341) ; éclatement du droit du travail et développement de la flexibilité ; amputation du budget alloué à la formation des conseillers prud'homaux ; affaiblissement de la réalité du contrôle judiciaire des conseils de prud'hommes ; conséquences de la spécialisation d'une section dans les licenciements économiques ; notion d'urgence ; interdiction du recours aux prud'hommes lorsque le licenciement est accompagné d'un contrat de conversion ; cas de l'affaire Clavaud de l'entreprise Dunlop à Montluçon (p. 7342).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 9** : son amendement n° 26 (prévoyant qu'en matière de licenciement les recours contre un jugement prud'homal ne sont pas suspensifs et que tout licenciement, sans cause réelle et sérieuse, est nul) : rejeté ; son amendement n° 25 (abrogation de l'article 414 du code pénal et amnistie des infractions antérieurement commises) [9 décembre 1986] (p. 7431) ; rejeté (p. 7432).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 528) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'Intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Explications de vote : exprime la sympathie du groupe communiste aux familles de Malik Oussekine et des deux étudiants blessés ; se dit « atterré » par les propos qualifiant les manifestants de « fauves lâchés dans la rue » ; inquiétude des jeunes ; création d'une commission d'enquête sur les violences ; objet et champ de compétence de celle-ci visant non seulement les étudiants mais aussi les organes de presse et de télévision [17 décembre 1986] (p. 7741).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au réglement** : Gouvernement souhaitant modifier la réglementation relative à l'aménagement du temps de travail par voie d'amendement [19 décembre 1986] (p. 7859) ; processus d'agression contre le droit du travail (p. 7860) ; **son rappel au règlement** : droit de tous les députés à pouvoir faire entendre leur point de vue (p. 7861) ; **son rappel au règlement** : président de séance ayant opposé l'ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement à la demande de vérification du quorum formulée par M. André Lajoinie ; ordre du jour prioritaire ne pouvant interdire que le quorum soit vérifié (p. 7875).

Explications de vote : regrette le silence de la majorité ; préambule de la Constitution contenant le principe du droit au travail (p. 7884) ; gravité de la tentative de déstabilisation à laquelle se livrent les forces politiques au pouvoir et le patronat ; déréglementation généralisée du code du travail et de la protection sociale trouvant avec ce texte un appui législatif dégageant le patronat de toute responsabilité en matière d'emploi et de licenciement (p. 7885).

Son rappel au réglement : indique que les rappels au règlement et les demandes touchant au déroulement de la séance ont toujours priorité sur la question principale ; réglementation des demandes de suspension de séance [19 décembre 1986] (p. 7890) impossibilité que le Gouvernement dépose un amendement de huit pages sur le texte d'une commission mixte paritaire (p. 7891).

Son rappel au règlement : abus par le Gouvernement de son droit d'inscription prioritaire à l'ordre du jour [19 décembre 1986] (p. 7891) ; nécessité de poursuivre la discussion sur ce texte entre les syndicats et le patronat (p. 7892).

Son rappel au règlement : conférence des présidents devant décider de la durée de la dicussion générale et de celle de la discussion des articles ; temps dont disposeront les députés pour discuter de l'amendement reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail [19 décembre 1986] (p. 7893).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement** : demande un vote par division, en vertu de l'article 63, alinéa 3 du règlement, sur chacun des articles du code du travail modifiés par l'amendement n° 1 du Gouvernement ; ses observations sur l'utilisation du règlement par l'opposition [19 décembre 1986] (p. 7951).

Explications de vote : raisons de fond et de procédure justifiant l'opposition du groupe communiste au projet ; attaque contre les droits des travailleurs et la sécurité de l'emploi ; brèche ouverte par la loi du 28 février 1986 sur l'aménagement du temps de travail (p. 7957) ; vote hostile du groupe communiste (p. 7958).

DUFOIX (Georgina)

Député du Gard
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique familiale** : mesures favorisant les familles à revenu élevé ; réduction des allocations, des aides au logement, des remboursements de sécurité sociale [15 octobre 1986] (p. 4763) ; politique anti-économique réduisant les sommes dépensées dans l'industrie et le commerce local (p. 4764).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et état A** : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; économies sur le budget du ministère des affaires sociales ; action sociale pour les enfants ; action sociale pour les personnes âgées ; lutte contre la pauvreté ; amputation de crédits pour l'allocation aux adultes handicapés ; aide au retour ; crédits du fonds d'action sociale pour les étrangers ; amputation des crédits de l'I.N.S.E.R.M. ; allocation du service central de protection contre les rayonnements ionisants [27 mai 1986] (p. 1282).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).

Première lecture, discussion générale : existence d'un problème démographique en France [9 juillet 1986] (p. 3065) ; impossibilité « d'enfermer l'identité française derrière un rideau de fer » ; carte de dix ans pour les résidents étrangers (p. 3066) ; politique d'insertion ; proportion de jeunes délinquants dans la population étrangère ; grève de la faim de deux jeunes lyonnais (p. 3067) ; tradition d'accueil (p. 3068).

Discussion des articles : **article 2** : sa désapprobation des « mariages blancs » et de la « traite des blanches » [11 juillet 1986] (p. 3180) ; problèmes sociaux et de relations internationales posés par l'immigration ; jeunes ayant suivi une grève de la faim (p. 3204) ; nécessité de ne pas tenir compte d'une condamnation après un certain délai pour l'octroi de la carte de résident (p. 3205) ; **article 3** : se dit « terrifiée » face aux propos de M. Roger Holeindre ; identité française ; difficulté de mise en œuvre de cet article (p. 3210) ; reprend l'amendement n° 13 de M. Michel Hannoun (précisant que la durée de la prolongation mentionnée à l'alinéa premier du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, est d'une durée de six mois renouvelable) ; durée de la prolongation d'un séjour à l'étranger ; rejeté (p. 3219) ; **article 5** : décision de reconduite à la frontière des clandestins étant prise par un préfet ; modalités pratiques de la reconduite aux frontières [15 juillet 1986]

(p. 3257) ; caractère essentiel du droit aux garanties judiciaires (p. 3258) ; **article 7** : diminution du solde migratoire depuis 1981 ; suppression de l'avis conforme de la commission d'expulsion ; modification de la définition de la menace sur l'ordre public (p. 3282) ; **article 9** : dangers de l'expulsion des délinquants étrangers [16 juillet 1986] (p. 3315) ; **article 14** : son opposition à la reconduite administrative à la frontière (p. 3354).

Explications de vote : possibilité pour la France d'être pluri-culturelle ; ses observations sur les jeunes grévistes de la faim de Lyon ; dangers des mesures proposées qui ont destabiliser quatre millions de personnes de plus de deux cent trente-trois nationalités ; difficultés de maîtriser les flux migratoires (p. 3366) ; impossiblité pour la France d'accueillir davantage d'immigrés ; augmentation des effectifs de la P.A.F. ; absence de garanties pour les étrangers expulsés ou refoulés ; insertion des étrangers et préservation de l'identité française ; vote hostile du groupe socialiste (p. 3367).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* lacunes de la protection sociale ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; injustice du plan famille ; suppression du complément familial maintenu ; suppression de la prime de déménagement ; rappelle que les familles ne payant pas l'impôt sur le revenu ne peuvent bénéficier des allègements fiscaux prévus par le Gouvernement dans le cadre de sa politique pour la famille ; caractère antinataliste du plan famille [6 novembre 1986] (p. 5908) ; diminution des crédits affectés à l'allocation aux adultes handicapés ; insuffisance des moyens destinés à la lutte contre la grande pauvreté ; financement de l'animation sociale (p. 5909).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : son amendement n° 179 (réduction des crédits) (p. 5968) ; rejeté (p. 5969).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; absence d'influence de la politique familiale sur le taux de fécondité [18 novembre 1986] (p. 6475) ; politique entre 1980 et 1986 donnant la priorité à la petite enfance et aux familles nombreuses ; perte du pouvoir d'achat des prestations familiales pendant cette période ; création de crèches ; contrats-famille ; stabilité du taux de fécondité ; mesures fiscales du Gouvernement profitant aux contribuables aisés (p. 6476) ; baisse des crédits du budget des affaires sociales ; extension de l'allocation parentale d'éducation et création d'une allocation de garde d'enfant à domicile en contrepartie de la suppression de certaines prestations ; prime de déménagement ; économie sur la prime liée à l'A.P.L. et à l'A.L.S. ; diminution globale des aides versées aux familles ; opinion de l'association A.T.D. Quart monde sur le fait que cette économie lèse les familles les plus pauvres ; effets antinatalistes de ce projet pénalisant les familles qui ont deux enfants rapprochés ; droits des familles d'immigrés (p. 6477).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 64 (de suppression) [19 novembre 1986] (p. 6549) ; rejeté au scrutin public ; **article 2** : son amendement n° 66 (de suppression) (p. 6550) ; rejeté ; (p. 6551) ; **article L. 531-1 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 67 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « pour », le mot : « au ») : devenu sans objet ; son amendement n° 68 (allocation pour jeune enfant versée pendant la grossesse et après la naissance jusqu'à un âge déterminé) (p. 6551) ; rejeté ; son amendement n° 69 (versement de l'allocation pour jeune enfant pour chaque enfant) : rejeté ; son amendement n° 70 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code de la sécurité sociale) : devenu sans objet (p. 6552) ; **article 3** : son amendement n° 71 (de suppression) ; montant de l'A.P.E. nouvelle formule ; projet favorisant les familles les plus aisées ; nécessité que l'allocation parentale d'éducation puisse être versée à des femmes travaillant à mi-temps ; nécessité de permettre aux femmes de concilier vie familiale et vie professionnelle (p. 6554) ; rejeté au scrutin public (p. 6555) ; après **l'article 3** : son sous-amendement verbal à l'amendement n° 60 de M. Charles Revet (tendant à substituer aux mots : « la mère de famille qui a résilié », les mots : « le parent qui a suspendu ») ; rejeté ; **article 4** : projet de loi instituant un transfert de ressources au détriment des ménages les plus défavorisés (p. 6558) ; **article L. 533-1 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 84 (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « acquittées » les mots : « patronales, acquittées par l'employeur » ; rejeté (p. 6559) ; **après l'article L. 533-1 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 85 (personne assurant la garde d'un enfant au domicile des parents percevant à ce titre l'allocation prévue au présent chapitre devant être agréé dans les conditions prévues par le code de la famille et de l'aide sociale pour les assistantes maternelles) ; valeur du service de protection maternelle et infantile ; délivrance d'un agrément aux assistantes maternelles ; nécessité que l'aide nouvelle prévue par le projet s'accompagne d'un contrôle minimal de la collectivité ; rejeté ; **article L. 534-1 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 86 (tendant dans le texte proposé pour cet article à substituer aux mots : « pour jeunes » les mots : « aux jeunes ») : devenu sans objet ; **article L. 534-3 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 87 (tendant dans le texte proposé pour cet article à substituer au mot : « pour » le mot : « au ») (p. 6560) ; devenu sans objet ; **article 7** : décret de décembre 1984 ayant défini les nouvelles conditions familiales pour rentrer en France ; risque de marginalisation accrue des familles étrangères (p. 6561) ; **article 8** : ses observations sur la suppression de la prime de déménagement (p. 6563) ; caractère anti-nataliste de la suppression de cette prime (p. 6564) ; **article 11** : son amendement n° 99 (de suppression) : devenu sans objet (p. 6583).

DUGOIN (Xavier)

Député de l'Essonne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Indemnisation des victimes d'attentats terroristes : lutte contre le terrorisme ; assises européennes contre le terrorisme ; attentats des membres d'action directe contre les installations d'Interpol à Saint-Cloud [21 mai 1986] (p. 995).

orales sans débat :

— n° **13**, posée le 5 mai 1986 : **automobiles et cycles (entreprises)** (p. 711).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** déductibilité de 50 % de la T.V.A. sur le fioul utilisé par les agriculteurs ; situation financière des exploitations ; producteurs de céréales de la Beauce, de la Brie, du Nord, de la Champagne et du département de la Marne ; diminution des taxes affectant spécifiquement les céréaliculteurs ; taxes B.A.P.S.A. et cotisations de solidarité [26 mai 1986] (p. 1204) ; **article 5** : harmonisation fiscale du loto et du loto sportif avec le P.M.U. ; plafonnement des sommes provenant des enjeux affectées au F.N.D.S. constituant une

mesure de solidarité ; plan en faveur de l'emploi des jeunes ; diminution du budget de la jeunesse et des sports en 1982 et 1983 ; nécessité de confirmer le caractère exceptionnel et conjoncturel de l'arrêté du 21 avril 1986 [27 mai 1986] (p. 1228).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : échec de la politique conduite de 1981 à 1986 en matière d'application des peines ; érosion croissante des peines ; montée de la violence et de la délinquance ; détermination de l'exécution des peines d'après le taux de remplissage des prisons ; volonté d'obtenir une vérité des peines ; renforcement du budget de la justice [30 juin 1986] (p. 2664-2665).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : caractère inéluctable de l'immigration ; tradition d'hospitalité de la France à l'égard des étrangers ; abus en matière d'entrée en France ; importance de la délinquance étrangère en France [10 juillet 1986] (p. 3108) ; absence de remise en cause du principe de la carte de résident ; nécessaire rapidité des expulsions motivées ; seuil des peines entrainant l'expulsion ; droit des étrangers mineurs, dont les parents sont condamnés et expulsés, à rester en France ; modération des organisations de défense des étrangers (p. 3109).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : situation dramatique du secteur du logement H.L.M. ; situation à Etampes ; montant des loyers H.L.M. ; nécessité de maintenir en France un logement social de qualité ; campagne de désinformation systématique entreprise par le parti socialiste et le parti communiste à propos des loyers H.L.M. ; nécessité qu'une campagne d'information soit lancée par le ministère à l'intention des locataires [17 juillet 1986] (p. 3447).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture discussion générale : absence de remise en cause des principes qui ont inspiré les lois de décentralisation [11 août 1986] (p. 4201) ; nécessité de s'inspirer des conclusions du rapport Guichard ; « mauvais sort » réservé aux communes et notamment aux communes rurales avec la décentralisation ; contrôle a posteriori de la chambre régionale des comptes ; insuffisance de la D.G.E. ; répartition des frais de scolarité entre les communes pour le fonctionnement des établissements intercommunaux ; possibilité pour les communes de concourir au financement des écoles privées (p. 4202).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. V. Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* gestion des postes Fonjep ; utilisation des postes Fonjep à des tâches administratives et de gestion [4 novembre 1986] (p. 5820) ; aide aux centres de vacances (p. 5820) ; diminution des dotations ; augmentation de l'aide à l'insertion sociale des jeunes en difficulté ; effort des municipalités et des organismes associés ; transfert de charges aux communes (p. 5821).

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* nécessité de prendre des mesures relatives à la fonction publique territoriale [7 novembre 1986] (p. 6024) ; statut de l'élu local (p. 6025).

DUMAS (Roland)

Député de la Dordogne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Président de cette commission [*J.O.* du 10 octobre 1986] (p. 12202).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Déclaration du ministre de l'intérieur : succession d'incidents d'une exceptionnelle gravité mettant en cause le ministre de l'intérieur ; réitération de ses insultes sur une radio périphérique contre le parti socialiste, reprenant à son compte le procès que le Gouvernement de Vichy a fait au Front populaire ; exemples de personnalités de gauche ayant fait de la Résistance ; appartenance à la gauche de l'essentiel des quatre-vingts parlementaires qui ont refusé les pleins pouvoirs à Pétain [21 mai 1988] (p. 889) ; nécessité de réparer une insulte faite à la mémoire et en l'honneur de certains socialistes (p. 990) ;

— Secteur public de la télévision : privatisation de TF 1 ; respect des chaînes publiques dans les pays pris comme référence telle la Grande-Bretagne [21 mai 1986] (p. 990) ; impossibilité de maintenir l'accès à la chaîne en tous les points du territoire une fois la privatisation effectuée ; montant de la redevance versée à la chaine ; prise en otage, par une O.P.A. sur le service public, de 10 à 40 % de télespectateurs (p. 991) ;

— Rôle du Parquet : question au garde des sceaux non soumis par la circulaire du 27 novembre 1959 au secret de l'instruction [26 novembre 1986] (p. 6783) ; remise à M. Chalier sur ordre de l'autorité publique d'un passeport provenant du stock en blanc dont dispose la D.S.T. pour les besoins du service ; sa remise d'abord à l'intermédiaire, M. le contrôleur général Delebois puis à M. Chalier alors qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international ; son utilisation pour se soustraire à la police et à la justice (p. 6784) ;

orales sans débat :

— n° 157, posée le 9 décembre 1986 : **ordre public (maintien : Paris)** (p. 7441) ; appelée le 12 décembre 1986 : **absence d'instructions pour interpeller les éléments provocateurs :** instructions données pour interpeller les casseurs ; demande un chiffre précis des casseurs interpellés ; comportement du Gouvernement pendant les événements ; nominations dans l'audiovisuel (p. 7593) ; avenir de l'information (p. 7594) ;

— n° 168, posée le 16 décembre 1986 : **ordre public (maintien)** (p. 7696) ; appelée le 19 décembre 1986 : **instructions données aux forces de l'ordre les 4, 5 et 6 décembre :** posée par M. Gilbert Bonnemaison (p. 7842).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).

Première lecture, discussion générale : ses termes envers M. Charles Pasqua : « C'est honteux ! Salopard ! Vous êtes un sale individu ! » [20 mai 1986] (p. 975).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : inconstitutionnalité du recours à l'article 49, alinéa 3 avant l'examen des questions préjudicielles ; droit de l'Assemblée nationale de discuter de sa loi électorale ;

truquages préparatoires aux élections ; bilan de l'action du Gouvernement ; découpage des circonscriptions par ordonnance [22 mai 1986] (p. 1027) ; impossibilité d'utiliser des ordonnances à d'autres fins que la réalisation du programme de Gouvernement ; sanction du Conseil constitutionnel ; conditions dans lesquelles le découpage a été négocié au sein de la majorité ; droits de l'opposition ; limites du contrôle du Conseil d'Etat sur les futures ordonnances (p. 1028) ; écart de représentativité de 20 % en plus ou en moins de chacune des circonscriptions par rapport aux autres circonscriptions du département ; inégalité de représentation des départements ; exemple de la Lozère et de la Savoie (p. 1029) ; abus permis par la loi d'habilitation ; cas de Paris, Lyon et Marseille ; garanties dérisoires apportées par la création d'une commission des sages ; réalisation du découpage par la commission Gaudin-Toubon (p. 1030) ; projets de loi sur la sécurité, le terrorisme et la criminalité ; destruction du secteur public de l'audiovisuel ; dénationalisations ; amnistie fiscale ; inquiétude des gens honnêtes ; mise en cause de la liberté fondamentale du Parlement aujourd'hui (p. 1031).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : retour à la loi de 1881 ; transparence et pluralisme des entreprises de presse ; nécessité de maintenir une équipe rédactionnelle indépendante [12 juin 1986] (p. 2140) ; extension de cette exigence aux groupes multi-médias ; sous-emploi dans la profession de journalistes ; seuil de diffusion défini comme limite à la concentration (p. 2141) ; bataille d'amendements en 1984 (p. 2142) ; **son rappel au règlement :** clôture de la discussion générale ; examen en séance des amendements qui n'ont pas été discutés en commission ; **son rappel au règlement :** fin de la discussion générale (p. 2147) ; **son rappel au règlement :** interprétation de l'article 91, alinéas 8 et 9 du règlement et utilisation de l'article 44 alinéa 2 de la Constitution ; distinction entre les amendements soumis et les amendements discutés en commission (p. 2149).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : défend la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe ; annonce par le Gouvernement de son intention de déposer un amendement tendant à indemniser les victimes des attentats ; avis émis par le Conseil d'Etat sur le projet ; peu de cas fait des conventions internationales liant la France dans le domaine des droits de l'Homme ; prise de position de certaines organisations syndicales [26 juin 1986] (p. 2501) ; regrette que le ministre chargé de la sécurité n'est pas suivi les débats de l'Assemblée nationale ; assasinats de personnes âgées ; attitude du « Figaro » ; prétendu « laxisme ambiant » des Gouvernements de gauche (p. 2502) ; rôle de la brigade des stupéfiants ; évolution du nombre des détenus ; évolution de la criminalité ; démentèlement en 1984 d'Action directe et des Forces armées révolutionnaires libanaises (p. 2503) ; disparition de la notion de flagrant délit ; réduction des pouvoirs du juge d'application des peines ; généralisation des contrôles d'identité ; incrimination de terrorisme ; suppression du jury populaire ; incompatibilité du projet avec la Convention européenne des droits de l'Homme et des accords internationaux passés par la France (p. 2504) ; nouvelles réglementations des contrôles d'identité étant en contradiction avec l'article 5-1 de la Convention européenne des droits de l'Homme ; peine de sûreté de trente ans allant à l'encontre des options dégagées par les organisations internationales ; comparution immédiate pour charges suffisantes étant contraire à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme ; menées anarchistes de la fin du 19e siècle ayant été combattues par la seule application des lois de la République ; création d'un bureau de liaison en décembre 1961 (p. 2505) ; **article 3 :** *article 700-1 du code de procédure pénale :* incrimination de terrorisme ; principe « pas de crime sans loi » (p. 2521).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; absence de discussion des amendements ; appréciations portées par les sénateurs sur le projet de loi [8 août 1986] (p. 4147) ; suppression de la Haute autorité ; statut de Radio-France Internationale ; équilibre entre le secteur privé et le secteur public de l'audiovisuel et répartition des produits de la redevance et de la publicité (p. 4148) ; ses observations sur la cohabitation ; refus du Chef de l'Etat de signer l'ordonnance sur la privatisation ; propos de membres de la majorité sur le Conseil constitutionnel ; bavures policières de la rue de Mogador et de Fontenay-sous-Bois ; propos des membres du Gouvernement sur la « couverture » des membres des services de police ; politique économique et sociale du Gouvernement (p. 4149) ; chômage ; attitude du Gouvernement face aux mouvements sociaux dans les usines Renault ; privatisation de la couverture sociale (p. 4150) ;

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* réforme des structures du ministère ; désengagement de l'effort en faveur de Radio France Internationale ; report de la construction du centre de conférences international ; négociation sur le contrôle des armements et projet américain I.D.S. [24 octobre 1986] (p. 5289) ; absence de la France dans le débat européen ; ratification de l'Acte unique ; désengagement du projet Eurêka ; relations franco-espagnoles ; relations avec l'Allemagne ; politique à l'égard du Proche-Orient ; absence de rencontre avec le Président de l'O.L.P. lors du voyage de Jean-Bernard Raimond à Tunis ; situation au Liban et participation française à la F.I.N.U.L. (p. 5290) ; relations avec l'Iran et l'Irak (p. 5291).

— Inscription à l'ordre du jour prioritaire des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Jacques Godfrain, tendant à la création d'une **commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne.**

Explications de vote : résolution visant à réviser certaines modalités des conditions d'adhésion et de pays ; ratification du traité d'élargissement ; réouverture d'une négociation difficile, vote négatif du groupe socialiste [12 novembre 1986] (p. 6151).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : relance de l'Europe sous la présidence française de la Communauté [20 novembre 1986] (p. 6612) ; absence d'initiative française sur le plan communautaire depuis six mois ; insuffisance du plafond de 1,4 % du taux de T.V.A. ; question des surplus agricoles ; nécessité d'alléger les procédures de décision ; recours à la majorité qualifiée concernant la réalisation du grand marché intérieur ; nombre de votes à la majorité intervenus en 1984 et 1985 ; nécessité d'une relance de l'Europe ; marché intérieur (p. 6613) ; existence de surcoûts nuisant à la compétitivité ; exemple des télécommunications ; système monétaire européen et ECU ; opportunité de faire de l'ECU une véritable monnaie européenne ; développement technologique, promotion de la recherche européenne ; programmes Esprit, Race et J.E.T. ; maintien de l'ouverture de la Communauté sur l'Europe de l'Est (p. 6614) ; responsabilité de la France (p. 6615).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; contrôle des fonds publics gérés par la questure de la ville de Paris ; caractère fallacieux de l'assimilation à des assemblées parlementaires ; spécificité de Paris ; résistance opposée au contrôle de la Cour régionale des comptes d'Ile-de-France ; but de la

proposition destinée à sortir d'une situation illégale [21 novembre 1986] (p. 6696) ; frais de questure de la ville de Paris ; question écrite de M. Christian Goux sur leur utilisation ; usage des chambres régionales et de la Cour des comptes voulant que ces juridictions abandonnent leurs investigations lorsqu'une nouvelle législation est mise en place entraînant l'absence de vérification sur l'emploi des fonds pour la période allant de 1977 à 1986 ; article 15 de la Déclaration des droits de l'Homme (p. 6697) ; pression ayant différé le contrôle lancé par la Chambre régionale d'Ile-de-France ; dispositif de contrôle proposé par le texte ; substitution d'un président de Chambre de la Cour des comptes au président de la Chambre régionale d'Ile-de-France à la tête de la commission chargée du contrôle *a priori* ; bouleversement des dispositifs de contrôle de la loi de 1982 ; pouvoir d'évocation de la Cour des comptes ; institution d'un contrôle « fictif » sur chiffres et non sur pièces ; violation de l'article 72 de la Constitution (p. 6698, 6699) ; **son rappel au règlement** : ordre du jour et difficulté de s'extraire des événements de la journée ; demande à ce que M. Monory vienne devant l'Assemblée nationale rapporter les propos des représentants des étudiants et ses réponses et informer les députés sur les intentions du Gouvernement [4 décembre 1986] (p. 7113) ; **son rappel au règlement** : responsabilité du Gouvernement dans le événements qui se sont produits pendant la journée et le soir même ; caractère pacifique du rassemblement d'étudiants ; utilisation de grenades lacrymogènes et offensives [4 décembre 1986] (p. 7118) ; opportunité de montrer éventuellement par une commission d'enquête, la responsabilité du Gouvernement (p. 7119).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (n° 478).**

Première lecture, discussion générale : France n'ayant pu ratifier la convention de Rome de 1961 en raison d'une lacune grave dans son droit interne ; protection permise au profit des Français à l'étranger étant en-deçà de celle dont bénéficient les étrangers en France [12 décembre 1986] (p. 7616).

DUMONT (Jean-Louis)

Député de la Meuse
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [12 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil supérieur de la coopération [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (économie, finances et privatisation : commerce, artisanat et services) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de la loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 15 : **économie, finances et privatisation : commerce, artisanat et services (n° 95)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : adjonction de la notion de « services » à la dénomination officielle du ministère ; absence de moyens budgétaires supplémentaires ; modifications apportées aux structures budgétaires ; évolution du nombre des entreprises artisanales ; légère régression des crédits proposés [21 octobre 1986] (p. 5083) ; crédits de commerce ; actions d'informations ; actions portées sur les instituts de protection commerciale ; augmentation des crédits de l'assistance technique au commerce ; apprentissage dans l'artisanat ; politique de débonification progressive des prêts engagés depuis deux ans (p. 5084).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : inopportunité de se gausser d'un certain nombre d'études de subventions et de crédits attribués à des associations ; rôle des actions d'aide à des négociations collectives (p. 5099) ; **article 70** : montant du droit fixe de la taxe pour frais de chambres des métiers (p. 5102) ; **article 71** : désengagement de l'Etat du financement des stages d'initiation à la gestion d'entreprise artisanale (p. 5103).

DURAND (Adrien)

Député de la Lozère
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil national de la montagne [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

DURIEUX (Bruno)

Député du Nord
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 30 octobre 1986] (p. 13070)

Membre du Conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (Premier ministre : services généraux - fonction publique) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à limiter le **cumul de certaines activités dans le secteur de la communication (n° 281)** [17 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 37, **Premier ministre : fonction publique,** services généraux **(n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Résultats du commerce extérieur** : détérioration de nos échanges extérieurs due au recul de nos parts de marché ; situation incompatible avec une reprise de la croissance et une amélioration de l'emploi ; perte de compétitivité [22 octobre 1986] (p. 5143).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 437 (transformation de la Caisse nationale du Crédit agricole en un société coopérative dont le capital serait détenu en majorité par les caisses régionales de Crédit agricole mutuel) ; intégration de la Caisse nationale du Crédit agricole dans le champ des entreprises à privatiser ; rôle de cet établissement public ; nécessité d'adapter son statut à l'évolution et à la transformation de ses activités et donc de le désétatiser ; nécessité de réaliser une telle opération en concertation avec les responsables agricoles ; possibilité de mieux associer les agriculteurs à la gestion de la Caisse centrale de leur groupe [6 mai 1986] (p. 807) ; nécessité d'étaler dans le temps une telle opération ; approbation d'un tel projet par le directeur général de la C.N.C.A. ; nécessité d'organiser une concertation sur ce problème ; retiré (p. 809, 810).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 179 (réduction du taux de l'impôt sur les sociétés s'appliquant aux bénéfices réalisés à partir du 1er janvier 1986 par les sociétés dont l'exercice a été ouvert avant cette date et dont le prix de revient des immobilisations amortissables selon le système dégressif n'excède pas le tiers du prix de revient total des immobilisations corporelles amortissables) [26 mai 1986] (p. 1174) ; retiré (p. 1175).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion des articles : privatisation de T.F.1 ; répartition du capital de T.F.1 ; sa proposition pour faire désigner son nouveau président par la C.N.C.L. ; modalités de privatisation de T.F.1 [5 août 1986] (p. 4078, 4079).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : soutien des barristes du Gouvernement mais observations de ceux-ci sur le budget [15 octobre 1986] (p. 4735) ; partage des allégements fiscaux entre ménages et entreprises ; accroissement de la concentration de l'impôt sur le revenu ; retard de la France en matière d'investissement ; nécessité d'une aide directe ; exemples allemand et américain (p. 4736).

Première partie, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 212 (tendant à réduire le plafond de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée et à prendre pour référence le taux moyen national pour la détermination du montant de la taxe) [16 octobre 1986] (p. 4857) ; modalités d'allégement de la taxe professionnelle laissant inchangée l'inégalité des taux entre communes et la nature de la base pénalisant l'investissement et l'emploi ; inopportunité de sa suppression, du choix de la valeur ajoutée comme base et de la départementalisation des taux (p. 4858) ; cas des cotisations excessives ; coût comparé du dispositif de plafonnement des cotisations par rapport à la valeur ajoutée et du système d'écrêtement des bases ; rejeté (p. 4860) ; application anticipée du dispositif de lissage d'évolution des bases (p. 4861) ; **article 14 :** crise de la construction ; hausse des coûts de financement ; disposition permettant d'éviter les hausses excessives de loyer ; « familiarisation » des déductions des intérêts d'emprunt ; investissement dans le bâtiment [17 octobre 1986] (p. 4947).

Deuxième partie

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : évolution des effectifs et des rémunérations ; troisième voie d'accès à l'E.N.A. ; amélioration de l'efficacité du service public ; préservation de la neutralité de la fonction publique ; assouplissement des rigidités statutaires ; politique en matière d'attribution individuelle des rémunérations annexes ; rémunérations à l'étranger ; objectif de maintien du pouvoir d'achat [22 octobre 1986] (p. 5149, 5150) ; application des conclusions du rapport Belin-Gisserot ; évolution des crédits rattachés au budget de la fonction publique ; crédits des services généraux du Premier ministre (p. 5151) ; ses doutes sur la compatibilité des fonctions de secrétaire national aux études du parti socialiste et de commissaire général adjoint au Plan (p. 5191).

Examen des crédits : **I. Services généraux :** hypothèse de réduction des effectifs de l'E.N.A. et d'accompagnement de cette mesure par des recrutements sur concours spécialisés ; réforme de l'E.N.A. (p. 5195) ; centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne ; maintien du Conseil national de prévention de la délinquance (p. 5196) ; **après l'article 56 :** état d'avancement du rapport Belin-Gisserot ; rapport Lasry (p. 5197) ; **IV. Plan : après l'article 73 :** ses observations (p. 5199).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* problème des friches industrielles ; affectation de crédits au budget du F.I.A.T. [28 octobre 1986] (p. 5442).

Ses observations sur le fait personnel de M. Dominique Strauss-Kahn : incompatibilité entre l'exercice des fonctions de commissaire et commissaire adjoint au Plan et l'exercice de responsabilités politiques notoires ; absence de mise en cause de M. Dominique Strauss-Kahn dans sa manière de servir ou sa compétence [22 octobre 1986] (p. 5199).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : conséquences financières de la faute inexcusable en matière d'accident du travail [5 décembre 1986] (p. 7180) ; nécessité d'autoriser les employeurs quelle que soit la taille de leur entreprise à s'assurer contre les conséquences de leur faute inexcusable (p. 7181).

DURIEUX (Jean-Paul)

Député de la Meurthe-et-Moselle
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

DURR (André)

Député du Bas-Rhin
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociale [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

orales sans débat

— n° 100, posée le 2 octobre 1986 : **équipements industriels et machines-outils (entreprises : Bas-Rhin)** (p. 4329, 4330) ; appelée le 10 octobre 1986 : **société Graffenstaden machines-outils :** engagement pris par les pouvoirs publics à la signature d'un plan de financement en vue de redresser et moderniser la société ; parallèle avec l'affaire du Synchrotron (p. 4568) ; journée portes-ouvertes montrant qu'il n'y a pas de retard technologique (p. 4569) ;

— n° 139, posée le 27 novembre 1986 : **équipements industriels et machines-outils (entreprises : Bas-**

Rhin) (p. 6911) ; appelée le 5 décembre 1986 : **société Graffenstaden Machines-Outils** : dégradation de la situation après le désengagement de l'Etat et des actionnaires ; licenciements massifs ; soutien du Conseil municipal d'Illkirch-Graffenstaden ; opportunité d'un débat au Parlement sur l'avenir de la machine-outil ; plan social envisagé ; réaction imprévisible d'une région en détresse (p. 7133, 7134) ; appel à l'arbitrage du Premier ministre (p. 7135).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* réalisation du paiement mensuel des pensions aux dates prévues ; conséquences sociales et fiscales de la mensualisation des pensions [6 novembre 1986] (p. 5943).

DURUPT (Job)

Député de la Meurthe-et-Moselle
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 24** : rôle de la commission départementale de conciliation [22 juillet 1986] (p. 3628).

E

EHRMANN (Charles)

Député des Alpes-Maritimes
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif aux privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans la principauté **(n° 103)** [22 mai 1986] (p. 1074).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur les revenus, fait à Londres le 12 juin 1986 (n° 471) [4 décembre 1986] (p. 7124).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que dans celui de l'impôt sur les successions (n° 475) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 103) autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le Prince de **Monaco** relatif aux **Privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans la Principauté (n° 198)** [12 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 471), autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le **Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'**évasion fiscale en matière d'impôt sur les revenus**, fait à Londres le 12 juin 1986 **(n° 540)** [11 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 475), autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et la **République d'Autriche** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévoir une **assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune**, ainsi que dans celui de l'**impôt sur les successions (n° 544)** [11 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Roger-Machart [13 mai 1986] (p. 861).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).**

Première lecture, discussion générale : France ayant toujours été une terre d'accueil pour les étrangers ; évolution de la nature de l'immigration [10 juillet 1986] (p. 3116) ; incertitude sur le nombre des étrangers : répartition des étrangers en France ; aspects démographique, scolaire, moral et politique de l'immigration ; droit de vote des étrangers (p. 3117).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Discussion générale :* poids économique du tourisme ; faiblesse des crédits budgétaires [3 novembre 1986] (p. 5684) ; fiscalité et charges pesant sur le tourisme ; étalement des vacances ; difficultés d'obtention de visas pour les touristes nord-américains ; rôle de l'État ; libération des prix ; effort de la Côte d'Azur pour la promotion du tourisme (p. 5685).

Services du Premier Ministre : V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* effort fourni par les collectivités locales ; insuffisance de la participation de l'État ; création du fonds national du développement des sports ; nouveau rythme scolaire ; section sports-études ; expérience du lycée du Parc Impérial à Nice [4 novembre 1986] (p. 5808).

EMMANUELLI (Henri)

Député des Landes
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Financement des déductions fiscales** : chiffre du déficit budgétaire ; Fonds spécial de grands travaux ; faiblesse de l'endettement public interne de la France par rapport à ses partenaires étrangers ; affaires des trous budgétaires correspondant à des sous-évaluations ; cas du ministère de la défense et notamment des carburants [7 mai 1986] (p. 828) ; pratique du système des fonds d'avances au ministère de la défense ; plus-values sur recettes par rapport aux prévisions de la loi de finances ; promesses fiscales faites par M. Jacques Chirac ; allégement de la taxe professionnelle (p. 829) ;

orales sans débat :

— **n° 53**, posée le 3 juin 1986 : **voirie (autoroutes)** (p. 1659) ; appelée le 6 juin 1986 : **autoroute A64** : remise en cause du tracé passant par le département des Landes à la demande du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques ; réalisation de deux tracés ; désenclavement du pays basque ; développement du sud des Landes (p. 1828-1829).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : dévaluation du franc étant de nature exclusivement politique [9 avril 1986] (p. 151) ; importance des réserves de change de la France ; Gouvernement ayant organisé lui-même la spéculation contre la monnaie ; caractère scandaleux de la tentative du Premier ministre de faire pression sur un parlementaire qui s'exprime (p. 152) ; affirme qu'il ne recommencera à parler que lorsque le calme sera revenu (p. 153) ; absence de démenti des rumeurs de dévaluation par un quelconque membre du Gouvernement ; impossibilité pour le Gouvernement d'avoir pu obtenir le réajustement de dix points qu'il souhaitait ; situation de l'économie française ne justifiant pas cette dévaluation ; absence d'indice homogène en matière de prix à la production permettant de mesurer les différentiels d'inflation ; comparaison des coûts de production en France et en Allemagne ; dévaluation ne servant pas à instaurer la compétitivité ; inutilité de dévaluer le franc par rapport à la lire et au franc belge ; faux cadeau fait aux agriculteurs (p. 154) ; manipulation monétaire ne pouvant servir à restaurer la compétitivité ; effet de la dévaluation sur les prix ; dévaluation ne permettant pas une baisse des taux d'intérêt ; nécessité de choisir entre la baisse des taux d'intérêt et la relance des taux d'inflation ; montant des économies budgétaires ; rigueur pesant sur les salariés ; amnistie fiscale et douanière ; son scepticisme sur le rétablissement de la liberté des prix ; félicite le Premier ministre de sa prudence en ce qui concerne le prix des services ; attitude de M. Giscard d'Estaing (p. 155) ; organisation d'un gigantesque transfert de pouvoir d'achat des salariés vers les entrepreneurs ; penchant du Gouvernement pour le court terme ; refuse sa confiance au Premier ministre (p. 156).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 13 :** président de séance ne respectant pas la Constitution [28 mai 1986] (p. 1413).

Son rappel au règlement : propos de M. Georges Chavanes sur le chômage ; dépôt de bilan d'une entreprise dans les Landes par celui-ci [4 décembre 1986] (p. 7093).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : résultats économiques du Gouvernement ; chômage ; inflation [11 décembre 1986] (p. 7474) ; absence d'accélération de la croissance ; tassement de l'investissement industriel ; commerce extérieur (p. 7475) ; polémique sur l'évaluation du déficit budgétaire pour 1986 et l'affaire des « trous budgétaires » ; montant des plus-values de recettes ; recettes provenant des redressements fiscaux ; abondement des crédits du ministère de la défense et de l'agriculture ; plan sécheresse ; tendance n'étant pas à la réduction des déficits (p. 7476).

Discussion des articles : **article 2 et état B :** absence de réponses de M. Édouard Balladur et M. Alain Juppé sur l'inflation ; écart entre la France et l'Allemagne (p. 7500-7501) ; inflation (p. 7505) ; **après l'article 16 :** processus de détaxation des investissements dans les D.O.M. du budget de 1983 ; ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Paul Virapoullé (p. 7540-7541) ; **article 23 :** reprend l'amendement n° 39 de M. Gérard César (financement des syndicats de défense des appellations d'origine agréés pour faire des analyses chimiques) : adopté (p. 7552) ; **article 25 :** financement des corps de sapeurs pompiers forestiers professionnels du département des Landes ; contribution des sylviculteurs (p. 7553) ; son amendement n° 23 (de suppression) ; mise en cause de MM. Michel Cointat et Louis Lauga ; cessation de paiement de la participation des sylviculteurs après 1983 ; concertation avec les agriculteurs avant le vote de l'article 75 de la loi de finances de 1986 ; compensation par l'Etat des sommes manquantes au budget des pompiers volontaires (p. 7555) ; rejeté ; son amendement n° 34 (visant à substituer dans le premier alinéa de cet article aux mots « aux dépenses de prévention » les mots « aux dépenses de fonctionnement ») ; rejeté ; son amendement n° 35 (tendant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « dans la limite de 10 francs par hectare boisé », les mots : « dans la limite de 20 % maximum du budget de fonctionnement ») ; sa demande pour que le budget du département des Landes soit déféré devant la chambre régionale des comptes (p. 7556) ; rejeté ; son amendement n° 36 (tendant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « par arrêté préfectoral », les mots « par arrêté du président du Conseil général ») : rejeté (p. 7557).

Explications de vote : utilisation de la procédure du vote bloqué en seconde délibération ; inflation ; débat ayant eu lieu au printemps sur le montant du déficit budgétaire (p. 7572).

EVIN (Claude)

Député de la Loire-Atlantique
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 70).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : protection sociale) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le *projet de loi de finances pour 1987* (n° 363) tome III : **affaires sociales et emploi : protection sociale (n° 396)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Ses observations sur la réglementation du temps de parole (lors du débat sur le projet de loi (n° 7) autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social) [23 avril 1986] (p. 293).

Annonce la modification de l'horaire de la prochaine séance [25 avril 1986] (p. 438).

Rappelle que M. Gérard Collomb s'est exprimé sur l'amendement n° 172 parce qu'il l'a repris (p. 447).

Explique l'absence de scrutin public sur le vote de certains amendements par l'absence de M. Yvon Briant en séance.

Rappelle l'inexistence d'une dispostion réglementaire obligeant le Rapporteur général à se lever à chaque fois qu'il donne l'avis de la commission sur un amendement (p. 450).

Rappelle à MM. Raymond Douyère et Georges Hage que le temps de parole pour présenter un amendement est limité à cinq minutes [5 mai 1986] (p. 673).

Refuse la parole à M. Jean Le Garrec [5 mai 1986] (p. 674).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Roger Combrisson : propose à l'Assemblée d'observer une minute de silence [27 mai 1986] (p. 1255).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Stirbois : règles applicables aux séances des questions au Gouvernement [4 juin 1986] (p. 1689).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109) :

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Delalande : nécessité de s'en tenir à l'article sur lequel se fonde son rappel au règlement [4 juin 1986] (p. 1690).

Indique en réponse au rappel au règlement de M. Yvon Briant que tout rappel au règlement doit porter sur l'organisation des travaux (p. 1696).

Répond au rappel au règlement de M. Yvon Briant : inscription des orateurs sur la discussion d'un article (p. 1698).

Indique à M. Roger Holeindre qu'il n'a pas été interpellé [6 juin 1986] (p. 1846).

Indique à M. Yvon Briant qu'il a la parole pour s'opposer à l'amendement débattu et non pour défendre l'amendement qu'il n'a pas antérieurement soutenu (p. 1846).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : distinction entre la réserve et le retrait d'amendements (p. 1848).

Répond au rappel aux règlements de M. Philippe Bassinet et M. Guy Ducoloné : réserve d'amendements (p. 1850).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : contenu d'un rappel au règlement (p. 1853).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : ses observations (p. 1857).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Herlory : distinction entre un fait personnel et un rappel au règlement (p. 1863).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. François Bachelot : rappelle à M. François Bachelot les termes de l'article 58, alinéa 6 du règlement de l'Assemblée nationale ; lui retire la parole [7 juin 1986] (p. 1994).

Prend acte du dépôt d'une motion de censure sur le projet de loi portant sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ne changeant rien à l'organisation du débat sur le projet de loi (p. 1999).

Rappelle à M. Yvon Briant qu'il pourra s'exprimer sur le fond puisque le débat n'est pas interrompu (p. 2000).

Prend acte du dépôt de la motion de censure signée par M. Jean Auroux et soixante-deux de ses collègues ; considère que l'Assemblée en a été informée après la lecture qu'en a donné M. Jean Auroux [7 juin 1986] (p. 1999).

Lors de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98) :

Rappelle que sa position lui interdit d'intervenir sur les problème des conditions de travail de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi sur la presse en 1984 ; indique à M. Michel Péricard qu'il n'a pas « tout à fait les mêmes souvenirs que lui » [12 juin 1986] (p. 2157).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. François Loncle : rappel au règlement ne permettant pas d'interpeller un ministre (p. 2169).

Indique à M. Willy Dimeglio qu'il peut retirer les amendements présentés par M. François d'Aubert [16 juin 1986] (p. 2242).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) :

Fait observer qu'il faut modifier l'amendement n° 38 du Gouvernement en fonction de l'amendement n° 37 du Gouvernement [2 juillet 1986] (p. 2796).

Propose une suspension de séance pour permettre la rédaction d'un texte n'offrant prise à aucune contestation (p. 2797).

Permet à M. Gilbert Bonnemaison de poursuivre ses propos car il défend l'ensemble de ses amendements en même temps (p. 2810).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195) :

Indique à M. Roger Holeindre qu'il n'a pas la parole [8 juillet 1986] (p. 2978).

Indique que le règlement de l'Assemblée ne prévoit pas de limitation de temps de parole sur les motions de procédure (p. 2980).

Invite les orateurs à limiter leur intervention aux cinq minutes imparties par le règlement (p. 2987).

Répond au rappel au règlement de M. Joseph Franceschi : précise que celui-ci a formulé un rappel au règlement (p. 2992).

Précise à M. Joseph Franceschi qu'il a la parole pour un rappel au règlement (p. 2993).

Répond au rappel au règlement de M. Paul Chomat : possibilité de demander au Gouvernement de déclarer recevable un amendement en cours de débat [23 juillet 1986] (p. 3700).

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : déroulement des travaux (p. 3700).

Lors de la discussion du projet de lois tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) :

Demande à M. Guy Malandain de bien vouloir l'excuser pour avoir demandé l'avis du Gouvernement avant de le laisser s'exprimer sur son amendement n° 444 [23 juillet 1986] (p. 3707).

Refuse la suspension de séance demandée par M. Paul Chomat du fait de l'absence de délégation (p. 3713).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Appelle le gouvernement au respect de son temps de parole [28 octobre 1986] (p. 5412).

Répond au rappel au règlement de M. André Fanton : rappelle que le dépôt des amendements est toujours possible

dans un délai de quatre jours de séance suivant la mise en distribution du rapport [29 octobre 1986] (p. 5461).

Rappelle que les interpellations ne sont pas prévues dans l'organisation des débats [4 novembre 1986] (p. 5800).

Précise à M. Michel Pelchat qu'il ne lui appartient pas de porter un jugement sur la présidence [4 novembre 1986] (p. 5805).

Précise que l'heure de la levée de séance a été fixée par la conférence des présidents ; demande au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports s'il souhaite poursuivre le débat [4 novembre 1986] (p. 5821).

Rappelle à Madame Michel Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille, qu'elle a la faculté de prendre la parole quand elle le souhaite [6 novembre 1986] (p. 5913).

Informe l'Assemblée nationale de l'ordre du jour du samedi 8 novembre 1986 [7 novembre 1986] (p. 6035).

Rappelle le Gouvernement à son temps de parole [13 novembre 1986] (p. 6260).

Invite ses collègues à respecter leur temps de parole (p. 6263).

Ordre du jour complémentaire : fait part à l'Assemblée de la proposition de la conférence des présidents de retirer la proposition de résolution de M. Godfrain tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne de l'ordre du jour complémentaire ; consultation de l'Assemblée [18 novembre 1986] (p. 6483-6484).

Précise à M. Georgina Dufoix qu'il n'est pas prévu par l'organisation des débats de répondre à une mise en cause (lors de la discussion du projet de loi relatif à la famille n° 427) [18 novembre 1986] (p. 6488).

Répond au rappel au règlement de M. François Bachelot : ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement [27 novembre 1986] (p. 6879).

Lors de la discussion des articles du projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479) :

Indique à M. André Thien Ah Koon qu'il n'a jamais laissé parler aucun orateur pendant une demi-heure ; respect des temps de parole [27 novembre 1986] (p. 6890).

Décide de ne pas faire examiner un sous-amendement de M. Jean-Paul Virapoullé à l'amendement n° 156 du Gouvernement car sa recevabilité lui paraît douteuse (p. 6898).

Demande à M. Pierre Micaux de modérer ses propos à l'égard de la présidence [4 décembre 1986] (p. 7114).

Précise qu'il a réparti la parole de telle sorte que chaque groupe puisse s'exprimer [4 décembre 1986] (p. 7116).

Répond au rappel au règlement de M. Gabriel Kaspereit : précise à celui-ci qu'il ne lui appartient pas d'apprécier le comportement de la présidence ; contenu de son rappel au règlement portant sur le fond et non sur un article du règlement ; rappelle qu'il a donné la parole à un représentant par groupe et au Gouvernement [4 décembre 1986] (p. 7117).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : inopportunité d'accorder une suspension de séance ; lève la séance [4 décembre 1986] (p. 7120).

Lors de la discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531) :

Fait part à l'Assemblée de la nécessité de respecter strictement les temps de parole afin que la commission puisse être constituée avant la fin de la session [17 décembre 1986] (p. 7737).

Donne acte à M. Guy Ducoloné qu'il aurait d'abord dû faire voter sur l'amendement n° 7 de M. François Asensi avant de faire procéder au vote sur l'amendement n° 1 de M. Pierre Joxe [17 décembre 1986] (p. 7738).

Donne acte à M. Emmanuel Aubert du retrait de la demande de scrutin public du groupe R.P.R. [17 décembre 1986] (p. 7742).

Répond au rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : précise que la conférence des présidents n'a été saisie par le Gouvernement d'aucune demande tendant à l'organisation d'une session extraordinaire [18 décembre 1986] (p. 7806).

En qualité de député :

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : souligne que la commission a consacré vingt-cinq heures de travail au texte ; commission des affaires culturelles ayant siégé pendant cent soixante-six heures sur le même sujet en 1984 et examiné 2 600 amendements ; souhaite que les commissions puissent mener jusqu'à leur terme l'examen des textes dont elles sont saisies [10 juin 1986] (p. 2021).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363)

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : regrette que les crédits budgétaires touchant aux interventions de l'Etat dans le domaine des affaires sociales soient éclatés dans différents fascicules budgétaires ; crédits n'étant pas à la hauteur des ambitions affichées par le Gouvernement ; diminution de 33 % des programmes d'action sociale ; réduction des crédits de lutte contre la pauvreté [5 novembre 1986] (p. 5834) ; rappelle les propositions de M. Madelin tendant à introduire une certaine concurrence entre les prestataires de services sociaux ; Français étant dans leur majorité attachés au système actuel de protection sociale ; inopportunité d'une privatisation de la protection contre la maladie ; retraite par capitalisation n'apportant pas de garantie absolue face aux évolutions démographiques et économiques ; s'interroge sur le discours libéral illustrant la philosophie d'une certaine frange de l'actuelle majorité ; contrainte financière tenant à la tendance inévitable à la croissance des dépenses de santé et d'assurance vieillesse ; nécessité de réviser et de réformer les mécanismes de compensation ; rappelle les mesures d'économie effectuées par le précédent Gouvernement en matière de protection sociale (p. 5835) ; excédent du régime général de la sécurité sociale en 1983, 1984 et 1985 ; coût de l'abaissement de l'âge de la retraite devant être apprécié en fonction du coût de la garantie de ressources ; rétablissement de l'élection des représentants des assurés dans les conseils d'administration en 1983 ; s'oppose au projet d'indexation des pensions sur les prix et non sur les salaires ; politique hospitalière du Gouvernement ; gestion des caisses de sécurité sociale ; syndicat des médecins de ville continuant

de choisir la stratégie classique de défense des revenus de la profession (p. 5836) ; pléthore de lits de courte durée ; sureffectifs médicaux (p. 5837).

F

FABIUS (Laurent)

Député de la Seine-Maritime
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **sûreté nucléaire (n° 587)** [18 décembre 1986 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique gouvernementale au Moyen-Orient :** divergence entre la version officielle proclamant la fermeté du Gouvernement et les tractations probablement entreprises ; contradictions observées à propos des attentats survenus à Paris, du problème des otages français au Liban, des relations avec la Syrie [5 novembre 1986] (p. 5849).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, discussion générale : bilan du nouveau Gouvernement [15 octobre 1986] (p. 4768) ; nombre de chômeurs ; ses références aux déclarations de M. Charles Pasqua : « nous allons terroriser les terroristes » ; politique de l'emploi ; évolution des effectifs salariaux ; accroissement de la différence d'inflation entre la France et la République fédérale allemande ; ralentissement du rythme de l'investissement industriel ; solde commercial industriel ; augmentation des prélèvements obligatoires ; réduction du déficit étant obtenue en incluant le produit des dénationalisations ; injustice du budget (p. 4769) ; hausse des cotisations et diminution des remboursements sociaux ; allocation aux adultes handicapés et fonds national de solidarité ; crédits aux associations ; suppression du programme « jeunes volontaires » et des crédits destinés aux entreprises intermédiaires ; amputation de l'effort de recherche dans le budget pour 1987 ; économies d'énergie ; investissement industriel ; éducation et formation (p. 4770) ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; surtaxation des classes moyennes ; sa proposition d'une réduction plus forte de l'impôt de l'ensemble des contribuables gagée par le maintien des deux tranches les plus élevées du barème de l'impôt sur le revenu ; proposition socialiste visant à rendre plus juste la taxe d'habitation ; propose l'imposition à 40 % des bénéfices réinvestis ; injustice dans la répartition des réductions d'impôt ; abandon de la lutte contre la fraude fiscale (p. 4771) ; contradictions du Gouvernement sur l'Europe, l'investissement et le système monétaire international ; (p. 4772).

FALALA (Jean)

Député de la Marne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociale [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

FANTON (André)

Député du Calvados
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Weisenhorn, tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'élection des conseils municipaux dans les communes de 3 500 habitants au plus (n° 77) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer la falsification des procès-verbaux des opérations électorales (n° 93) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article L. 30 du code électoral, relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision (n° 94) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la durée du mandat de président de Conseil général lorsque l'élection de celui-ci a été acquise au bénéfice de l'âge (n° 95) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 86-29 du 9 janvier 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 100) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à modifier l'article 62 du code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint (n° 158) [20 juin 1986] (p. 2391).

Rapporteur pour avis du projet de loi (n° 215) tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux [3 juillet 1986] (p. 2860).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Président de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. André Thien Ah Koon, modifiant les dispositions du code électoral relatives à la composition de l'Assemblée nationale et du Sénat (n° 377) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la porposition de loi de M. Jean-Paul Fuchs, modifiant le seuil à partir duquel les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle (n° 393) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur du projet de loi relatif au Conseil des prud'hommes (n° 495) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15250).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi relatif au **Conseil de prud'hommes** (n° 495) **(n° 522)** [4 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **Conseil de prud'hommes (n° 599)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Attitude du Gouvernement à l'égard du projet communautaire de réduction de 5 % de la production laitière pour la prochaine campagne : invasion de l'Europe par des produits de substitution du lait et de l'augmentation de la production des Etats-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande [19 novembre 1986] (p. 6547) ;

orales sans débat :

— **n° 121**, posée le 18 novembre 1986 : **voirie (ponts : Calvados)** (p. 6508) ; appelée le 28 novembre 1986 : **pont de Honfleur et développement du pays d'Auge** : nécessité de mettre rapidement en chantier la construction autorisée du port autonome de Rouen ; liaisons routières vers le Sud et désenclavement du pays d'Auge ; réalisation de la rocade de Lisieux (p. 6950) ; mise en place d'un plan routier normand ; difficultés créées par les exigences de la grande commission nautique ; priorité revenant à la liaison Honfleur-Lisieux-Alençon dans l'aménagement du territoire (p. 6951).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable soulevée par M. Pierre Joxe ; inutilité politique d'instituer un débat législatif traditionnel sur les sujets qui font l'objet du projet de loi ; motifs idéologiques ayant présidé à la nationalisation des banques, des assurances et des grands groupes industriels ; rôle de l'Etat [22 avril 1986] (p. 239) ; urgence de la lutte contre le chômage ; nécessité de développer la participation ; utilisation entre 1981 et 1986 des ordonnances ; échec de la philosophie du partage du travail (p. 240) ; demande à l'Assemblée de rejeter la question préalable (p. 241).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 9).

Seconde délibération de la première lecture : **article 11** : nécessité de changer de président de séance [28 mai 1986] (p. 1377).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 62 (visant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article, à supprimer le mot : « également ») : adopté [2 juillet 1986] (p. 2804).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis de la commission des lois : complexité de la législation des loyers ; loi du 1er septembre 1948 créant des inégalités entre locataires et propriétaires ; ses observations sur l'affirmation d'un hypothétique droit au logement ; nécessaire suppression de la distinction entre personne physique et personne morale ; période transitoire pouvant présenter des difficultés d'application en fonction de la date d'entrée en vigueur du dernier bail [17 juillet 1986] (p. 3395) ; modification du champ d'application de la loi du 1er septembre 1948 ; notion de ressources ; exonération à la sortie de la loi ; caractère progressif des hausses de loyer ; droit à l'habitat constituant une simple incantation ; complexité de la législation ; tendance à mélanger le pouvoir réglementaire et le pouvoir législatif (p. 3396) ; crise du logement (p. 3397).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (visant à supprimer, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, les mots : « qui dérogent, le cas échéant, aux dispositions du chapitre II du titre VIII du livre troisième du code civil ») ; déplore « cette espèce de manie qui consiste à présenter des textes d'ordre public » ; adopté ; son amendement n° 2 (visant à supprimer, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, les mots : « non meublés ») [17 juillet 1986] (p. 3464) ; adopté ; son amendement n° 3 (précisant que la loi ne s'applique pas aux locaux meublés) (p. 3465) ; adopté ; son amendement n° 4 (précisant que la loi ne s'appliquera pas aux locations assorties d'une promesse de vente acceptée par le bénéficiaire) ; exclusion, par nature, des contrats de location-accession du champ d'application de la loi (p. 3466) ; adopté ; exclusion des baux emphytéotiques du projet de loi (p. 3467) ; **article 2** : son amendement n° 5 (contenu du contrat de location) (p. 3468) ; mentions comportées par le contrat de location ; date de l'état des lieux ; problème du chauffage (p. 3469) ; état des lieux devant être consubstantiel au contrat de location ; adopté après modifications (p. 3470) ; son amendement n° 6 (suppression de l'avant dernier alinéa de cet article) ; son amendement n° 7 (précisant que le bailleur ne peut se prévaloir de la violation des dispositions de cet article) ; impossibilité pour le bailleur de se prévaloir de la violation des dispositions de cet article ; possibilité pour le locataire de s'en prévaloir ; amendement n° 6 : adopté (p. 3471) ; interdiction pour le bailleur de se réclamer de la violation de cet article pour obtenir une nullité du contrat à son profit ; adopté (p. 3472) ; **article 3** : son amendement n° 8 (tendant, dans le dernier alinéa (j) de cet article, à supprimer les mots : « dans le respect de ses obligations principales ») [18 juillet 1986] (p. 3483) ; **article 4** : son amendement n° 9 (de suppression) : adopté ; **article 6** : son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 3484) ; son amendement n° 11 (tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa (a) de cet article, à supprimer les mots : « lorsque le bailleur est une personne physique ») ; uniformisation des rapports entre bailleurs et locataires ; adopté (p. 3485) ; son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 13 (tendant, à la fin du cinquième alinéa (d) de cet article, à substituer aux mots : « et vices de construction », les mots : « vice de construction, cas fortuit ou force majeure) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté (p. 3489) ; **article 11** : son amendement n° 25 (locataire pouvant résilier le contrat de location à tout moment dans les conditions de forme et de délai prévues à l'article 14) : adopté (p. 3493) ; **article 13** : réglementation de l'abandon de domicile (p. 3494) ; **article 15** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Malandain [18 juillet 1986] (p. 3508) ; multiplication des scrutins publics (p. 3512) ; **son rappel au règlement** : demande que les sous-amendements de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soient considérés comme des propositions de résolution (p. 3513) ; son amendement n° 29 (révision du loyer ne pouvant excéder, au terme de chaque année du contrat, la variation de

l'indice national mesurant le coût de la construction publié par l'I.N.S.E.E.) ; inopportunité de la création d'un indice national représentatif du coût de la prestation offerte aux locataires (p. 3515) ; distortion entre l'indice du coût de la construction et l'indice reflétant le coût de la gestion des loyers ; votre réservé (p. 3516) ; **article 16** : son amendement n° 30 (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) ; mention que doit comporter une quittance ne relevant pas du domaine de la loi (p. 3518) : rejeté (3519) ; **article 17** : adoption de l'amendement n° 213 ayant pour effet de mettre le locataire sous la tutelle du bailleur (p. 3521) ; montant du dépôt de garantie devant être obligatoirement calculé sur le montant du loyer convenu entre les parties (p. 3522) ; **article 18** : son amendement n° 31 (tendant, à la fin de la première phrase du sixième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de régularisations au moins annuelles », les mots : « d'une régularisation au moins annuelles », les mots : « d'une régularisation annuelle ») : adopté (p. 3523) ; difficulté d'établir un budget prévisionnel pour les petits propriétaires (p. 3524) ; administrateur de la copropriété n'étant jamais le représentant du bailleur ; son amendement n° 568 (tendant, après les mots : « à la disposition des locataires », à supprimer la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 32 (suppression du dernier alinéa de cet article) ; risque d'une évaluation forfaitaire des charges ; inégalités induites entre les locataires (p. 3525) ; évolution des charges de chauffage ; adopté ; **après l'article 18** : action en paiement des charges locatives se prescrivant par cinq ans (p. 3526) ; **article 19** : article 1244 du code civil ayant fixé un délai maximum d'un an pour le délai de paiement [21 juillet 1986] (p. 3546) ; procédure de la demande en délai de paiement (p. 3547) ; situation du locataire solvable n'ayant pas payé son loyer (p. 3548) ; contenu du commandement de payer ; son amendement n° 33 (tendant à supprimer la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article) ; contenu du commandement de payer ; adopté (p. 3549) ; **après l'article 19** : saisie gagerie concernant également les baux ruraux (p. 3551) ; procédure étant rarement utilisée ; **avant l'article 20** : rôle des mesures transitoires (p. 3552) ; nécessité de prévoir des dispositions transitoires de protection des locataires en place (p. 3553) ; **article 20** : impossibilité d'une période transitoire pour les logement vacants (p. 3554) ; nécessité de connaître la durée de la période transitoire pour que l'Assemblée se prononce clairement sur la période de base (p. 3557) ; son amendement n° 34 (rédactionnel) ; adopté (p. 3558) ; son amendement n° 35 (tendant, dans l'avant dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « dans les huit mois suivant la publication de la présente loi », les mots : « avant le 1er octobre 1987 ») : adopté ; nécessité de délais simples et clairs ; son amendement n° 36 (tendant à supprimer la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article) ; suppression de l'obligation de mise en conformité ; adopté (p. 3559) ; **son rappel au règlement** : eut souhaité examiner l'article 23 avant l'article 9 et 10, précédemment réservés (p. 3561) ; **article 9 (précédemment réservé) (suite)** : son amendement n° 15 (suppression du premier alinéa de cet article) ; son amendement n° 16 (précisant que le contrat de location est conclu pour une durée au moins égale à trois ans) ; suppression de la différence dans la durée du bail en fonction de la personnalité du bailleur ; liens entre la période transitoire et la durée du bail [21 juillet 1986] (p. 3573) ; identité des droits et devoirs des locataires des bailleurs (p. 3574) ; parc immobilier français ; possibilité pour les locataires de bénéficier d'une période transitoire longue ; pratique des « queues dans les escaliers » et des dessous de table (p. 3576) ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 16 : adopté au scrutin public ; son amendement n° 17 (conditions de renouvellement du bail pour une durée de trois ans) ; ses observations (p. 3577) ; adopté au scrutin public (p. 3578) ; son amendement n° 18 (de précision) ; (p. 3579) ; adopté ; **ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Malandain** ; rôle du rapporteur de la commission pour avis ; regrette que la commission des lois n'ait pas été consultée sur les parties concernant la loi foncière ; son amendement n° 19 (fixant à trois ans la durée de reconduction tacite du bail) (p. 3580) ; part du parc locatif détenue par les bailleurs du secteur privé (p. 3581) ; adopté (p. 3582) ; **article 10 (précédemment réservé)** : son amendement n° 20 (visant à supprimer, dans le premier alinéa de cet article, les mots : « personnes physiques ») ; impossibilité pour une personne morale d'invoquer des raisons professionnelles ou familiales ; rejeté ; son amendement n° 21 (de coordination) ; inutilité de fixer la durée minimale d'un bail court à un an (p. 3588) ; rejeté ; son amendement n° 22 (suppression du troisième alinéa de cet article) ; possibilité pour le bailleur de reporter le terme du contrat de location en cas de bail court ; adopté ; son amendement n° 23 (terme d'un contrat court) (p. 3589) ; confirmation par le bailleur de la réalisation de l'événement mettant un terme au bail court (p. 3590) ; obligations du bailleur ; adopté après modification ; son amendement n° 24 (de coordination) ; adopté (p. 3591) ; **article 12 (précédemment réservé)** : son amendement n° 26 (de suppression) ; suppression de la distinction entre les bailleurs personnes physiques et les bailleurs personnes morales ; adopté (p. 3592) ; **article 14 (précédemment réservé)** : fixation du point de départ du délai de préavis prévu à l'article 668 du code de procédure civile [22 juillet 1986] (p. 3612) ; son amendement n° 27 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté ; son amendement n° 28 (de coordination) : adopté (p. 3613) ; **article 21** : cohérence du comportement du groupe socialiste (p. 3616) ; ses observations (p. 3617) ; contenu de la notification de la proposition d'augmentation du loyer faite par le bailleur au locataire avant expiration du bail (p. 3618) ; son amendement n° 37 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 38 (de coordination) : adopté (p. 3619) ; impossibilité d'enserrer le juge dans une obligation en cas de contestation sur l'augmentation du loyer à l'expiration du bail (p. 3620) ; son amendement oral (visant à rédiger ainsi le début du dernier alinéa de cet article : « en cas de hausse convenue entre les parties ou fixée judiciairement, celle-ci s'applique... ») : adopté (p. 3621) ; **article 22** : son amendement n° 39 (protection des personnes âgées de plus de 70 ans) ; protection des situations acquises par les personnes âgées au cours de la période transitoire ; adopté ; son amendement n° 40 (maintien du droit de préemption du locataire) ; distinction entre le droit de préférence et le droit de préemption du locataire (p. 3622) ; adopté (p. 3623) ; **article 23** : justification de la discrimination entre les agglomérations de plus d'un million d'habitants et les autres pour la durée d'application des dispositions transitoires (p. 3624) ; son amendement n° 41 (date d'application des dispositions des articles 21 et 22 du projet dans les communes faisant partie d'une agglomération de plus de un million d'habitants) (p. 3625) ; remplacement des échéances fixées dans le texte gouvernemental par des dates précises (p. 3626) ; adopté ; ses observations (p. 3627) ; rôle de la commission départementale de conciliation ; son amendement n° 42 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 43 (rédactionnel) : adopté (p. 3630) ; **article 25 (suite)** : son amendement n° 44 (rédactionnel) : adopté (p. 3640) ; son amendement n° 45 (précisant que l'obligation de faire des travaux pour mettre les logements vacants, antérieurement soumis à la loi de 1948, aux normes sera constatée lors de la signature du bail) ; mise en conformité des logements soumis à la loi de 1948 (p. 3641-3642) ; compensation coût des travaux par une augmentation du loyer ; rejeté au scrutin public (p. 3644) ; son amendement n° 46 (précisant que les dispositions du deuxième alinéa de cet article sont applicables aux locaux qui ont fait l'objet d'un contrat de location conclu en application de l'article 28) ; application de ces dispositions aux contrats de location conclus pour certains logements de catégorie II B et II C (p. 3645) ; adopté après modification (p. 3646) ; intervention des associations de défense du quart-monde dans les procédures engagées contre un bailleur pour la réalisation des travaux de mise en conformité (p. 3647) ; **article 26** : son amendement n° 47 (suppression de la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article) ; réécriture de l'article 3 de la loi du 1er septembre 1948 ; adopté (p. 3648) ; **article 27** : son amendement n° 48 (visant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article, aux mots : « gravement handicapées », les mots : « handicapées visées au 2° de cet article ») ; notion de « personnes gravement handicapées » ; adopté (p. 3650) ; **article 28** : son amendement n° 49 (précisant que cet article s'applique aux logements des sous-catégories II B et II C) ; libération des loyers de la catégorie II C en même temps que ceux de la catégorie II B (p. 3652) ; adopté ; possibilité pour le bailleur, lorsqu'il apprend que la situation financière de son locataire bénéficie de la loi de 1948 a changé, de proposer un nouveau contrat de location ; son amendement n° 50 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 3653) ; **article 29** : impossibilité d'inclure dans la loi le montant du seuil définissant les catégories de population restant soumises à la loi de 1948 (p. 3654) ; possibilité de

demander en séance l'application de l'article 41 de la Constitution ; notion de personnes handicapées (p. 3655) ; **article 30** : son amendement n° 51 (mode de fixation des loyers des contrats de location conclus en application de l'article 28) ; adopté après modification (p. 3656) ; son amendement n° 52 (visant à substituer, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, aux mots : « par quart au cours des quatre années », les mots : « par huitième au cours des huit années ») : adopté ; **article 31** : son amendement n° 53 (notification par le locataire des justificatifs de sa situation après réception de la proposition du bailleur de « sortie » de la loi de 1948) ; son amendement n° 54 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 55 (de correction) (p. 3657) ; adopté ; son amendement n° 56 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 57 (visant à substituer, dans la deuxième phrase du septième alinéa de cet article, aux mots : « tribunal compétent », le mot : « juge ») ; son amendement n° 58 (visant à substituer, dans la première phrase du huitième alinéa de cet article, aux mots : « tribunal compétent, le juge », les mots : « juge, celui-ci ») ; amendements n° 57 et 58 : adopés ; son amendement n° 59 (visant à supprimer, à la fin du dernier alinéa de cet article, après les mots : « et des textes subséquents ») : adopté (p. 3658) ; **article 33** : son amendement n° 60 (de coordination) : adopté ; **article 34** : mise aux normes des locaux antérieurement soumis à la loi de 1948 (p. 3659) ; **article 55** : son amendement n° 61 (maintien en vigueur de l'article 82 de la loi Quilliot) ; maintien des dispositions de la loi du 4 janvier 1980 ; adopté [23 juillet 1986] (p. 3722) ; **après l'article 55** : ses observations (p. 3727, 3728) ; **article 56** : ses observations (p. 3729) ; **avant l'article 58** : nécessité de permettre aux petites communes de construire (p. 3754) ; **article 58** : P.L.D. (p. 3770) ; **article 60** : droit d'amendement (p. 3776) ; **après l'article 61** : nécessité de lier un délai à une sanction (p. 3781) ; ses observations (p. 3782) ; **article 64** : ses observations (p. 3787) ; **après l'article 67** : application anticipée des nouvelles dispositions d'un P.O.S. (p. 3792).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : construction dans les petites communes [11 août 1986] (p. 4215) ; ses observations (p. 4216) ; application des règles de construction des communes dépourvues de plans d'occupation des sols aux communes de montagnes (p. 4217) ; **article 8 ter** : application de la loi du 22 juillet 1983 sur l'accueil des enfants scolarisés dans des communes où ils ne résident pas ; volonté des communes centres d'être aidées pour faire face aux frais de scolarisation des enfants des communes environnantes (p. 4232) ; incitation des commissaires de la République à trouver des solutions de concertation entre les communes (p. 4234).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles :

Article 4 : nécessité de reprendre la rédaction du texte sur la déductibilité de la provision pour congés payés [16 octobre 1986] (p. 4870).

Deuxième partie :

Équipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* opportunité d'étendre le pôle de conversion implanté dans la région de Caen à la région de Lisieux et du pays d'Auge [28 octobre 1986] (p. 5445).

Examen des crédits : **Etat B, titre III : son rappel au règlement** : non soumission d'amendements à la commission ; dépôt tardif des amendements [29 octobre 1986] (p. 5461).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* possibilité de sortir du système des quotas laitiers [30 octobre 1986] (p. 5575).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 4 (tendant à substituer, à la fin du 2e alinéa de cet article, aux mots « de l'article L. 321-2 » les mots « des articles L. 321-2 et L. 321-4 ») : retiré [9 décembre 1986] (p. 7425).

FARRAN (Jacques)

Député des Pyrénées-Orientales
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777), [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la protection de la forêt méditerranéenne (n° 421) [11 décembre 1986] (p. 7575).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **protection de la forêt méditerranéenne (n° 421)** [22 octobre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 9**, posée le 23 avril 1986 : **fruits et légumes (tomates)** (p. 319) ; appelée le 25 avril 1986 : **taxation des prix communautaires** : situation catastrophique des producteurs serristes de tomates du Midi de la France ; importation de produits marocains et de produits espagnols (p. 392).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : libération des prix des services [24 avril 1986] (p. 343) ; exemple de l'hôtellerie et de la restauration (p. 344) exprime le point de vue des compagnies consulaires (p. 365).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 29** : son amendement n° 358 (inclusion des personnes gravement handicapées dans le champ d'application des dispositions de cet article) ; admission des personnes handicapées au bénéfice de la loi de 1948 [22 juillet 1986] (p. 3655) ; devenu sans objet (p. 3658).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **après l'article 10** : son amendement n° 187 (tendant à réduire l'imposition du revenu annexe des agriculteurs provenant d'une activité de tourisme) [16 octobre 1986] (p. 4922) ; retiré (p. 4924) ; **après l'article 19** : son amendement n° 245 (limite fixée au I de l'article 125 C du code général des impôts étant portée à 400 000 F) ; nécessaire renforcement de la trésorerie des petites et moyennes entreprises ; possibilité de relever le plafond des intérêts rémunérant les comptes bloquées d'associés qui sont susceptibles de bénéficier du prélèvement libératoire de 26 % [17 octobre 1986] (p. 4983) ; retiré (p. 4984).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 66 (remboursement des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique étant assuré sous condition de ressources et

de façon proportionnelle au revenu) [6 décembre 1986] (p. 7194) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7201).

FAUGARET (Alain)

Député du Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

FERON (Jacques)

Député de Paris
Apparenté R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (intérieur : sécurité) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 30 : **intérieur : sécurité (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : rend un hommage solennel de la commission des finances aux policiers victimes de leur devoir et assure leur famille de la sympathie de l'ensemble de la collectivité nationale ; souhaite que le renom de la police ne soit plus entaché par l'irresponsabilité de quelques rares fonctionnaires ; fermeté de la lutte contre le terrorisme ; création d'emplois dans la police ; carte nationale d'identité infalsifiable ; mise en place d'un système opérationnel de prises d'empreintes décadactylaires ; programme d'équipement micro-informatique ; respect du plan de modernisation de la police [7 novembre 1986] (p. 5983) ; non alignement sur la fermeté manifestée par la Grande-Bretagne et responsabilité particulière de la France au Moyen-Orient ; souhaite la suppression de la publicité faite au terrorisme par les médias ; augmentation des saisies de stupéfiants ; augmentation de la délinquance et de la criminalité ; ses observations sur « le laxisme de certains services sociaux entretenant involontairement un vivier de marginaux séjournant illégalement en France » ; son hommage aux sapeurs-pompiers (p. 5984-5985).

FERRAND (Jean-Michel)

Député de Vaucluse
R.P.R.

Devenu député le 30 septembre 1986 en remplacement de M. Maurice Charretier, démissionnaire [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994).

FERRARI (Gratien)

Député de la Savoie
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

FEVRE (Charles)

Député de la Haute-Marne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Membre du conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : urbanisme et logement) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome XIII : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : urbanisme** et **logement (n° 400)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Problèmes financiers des collectivités locales : déclaration du Premier ministre selon laquelle il faut ménager une pose dans la décentralisation ; reconcentration entre les mains des préfets des subventions destinées aux communes de moins de deux mille habitants ; insuffisante augmentation de la dotation globale de fonctionnement [28 mai 1986] (p. 1332).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : impact psychologique constitué par la suppression de la loi Quilliot ; efforts financiers en faveur de l'accession à la propriété en milieu rural ; nécessaire homogénéisation des possibilités et de l'incitation à construire en milieu rural ; caractère excessif de la contrainte du plan d'occupation des sols [17 juillet 1986] (p. 3438) ; problèmes des ruines de certains villages ; importance de la résidence en milieu rural (p. 3439).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 337 : devenu sans objet [17 juillet 1986] (p. 3470) ; **article 56** : *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 338 (visant à substituer au mot : « excessivement », les mots : « de manière », dans le quatrième alinéa (1°) du texte proposé par cet article) ; pouvoir d'appréciation du représentant de l'Etat pour interdir la vente de H.L.M [23 juillet 1986] (p. 3741) ; adopté après rectification (p. 3742) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 339 (visant à insérer dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots : « logement vacant », les mots : « que le locataire n'est pas acquéreur ») ; impossibilité de considérer que le locataire qui a refusé d'être acquéreur rende le logement vacant (p. 3743) ; retiré (p. 3744) ; **avant l'article 58** : réduction des contraintes résultant de l'existence d'un plan d'occupation des sols (p. 3753) ; propose un sous-amendement à l'amendement n° 592 de M. Charles Revet (précisant que le maire peut déroger au P.O.S. à titre exceptionnel) ; impossibilité d'accepter le dépôt de ce sous-amendement pour des raisons de forme (p. 3756) ; **après l'article 67** : son amendement n° 361 (possibilité pour les communes de ne pas recourir à un architecte pour les petites constructions) (p. 3791) ; rejeté (p. 3792).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Équipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : importance du budget de l'urbanisme et du logement ; exonérations dont bénéficie le logement non aidé prévues à l'article 14 [28 octobre 1986] (p. 5391) ; financement du secteur aidé ; nécessité que l'évolution des taux d'intérêt soit compensée financièrement afin de maintenir les programmes physiques ; amélioration de l'habitat ; suppression du fonds spécial de grands travaux ; suppression de l'exonération de taxes foncières pour le logement neuf à usage d'habitation principale ; sous-consommation des prêts d'accession à la propriété ; importance des annuités supportées par les constructeurs ayant contracté des emprunts à taux élevé ; regrette la suppression du programme d'incitation aux économies d'énergie ; gestion du parc H.L.M. ; évolution de l'aide personnalisée au logement (p. 5392) ; réduction des crédits des agences d'urbanisme ; attitude du Gouvernement à l'égard du comité interministériel des villes ; nécessité de simplifier des formalités du permis de construire ; assouplissement de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 (p. 5393) à titre personnel ; importance économique des transports (p. 5396) ; caractère excessif des contributions versées par l'Etat à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. ; régement du déficit de la R.A.T.P. par les contribuables provinciaux ; endettement de la S.N.C.F. ; future création d'un marché européen unifié des transports ; règle de déductibilité de la T.V.A. sur le gazole ; nécessité que les investissements collectifs des entreprises publiques ne soient pas sacrifiés au profit des travaux routiers et autoroutiers (p. 5397) ; limitation de vitesse sur les autoroutes ; sécurité en matière ferroviaire ; suppression des primes d'aménagement du territoire déconcentrées (p. 5398).

FILLON (François)

Député de la Sarthe
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Orientations retenues pour les études secondaires : incompréhension entre la jeunesse et les pouvoirs publics ; nécessité de dissiper les malentendus notamment sur l'enseignement secondaire ; poursuite de la consultation auprès des proviseurs et des enseignants sur les propositions d'adaptation des lycées alors que leur réforme a été abandonnée ; intérêt d'un système éducatif plus souple [10 décembre 1986] (p. 7455-7456).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* souhaite que la télévision française s'intéresse de plus près aux questions militaires [12 novembre 1986] (p. 6153) ; ses observations sur la loi de programmation de 1983 (p. 6154) ; compétence du Parlement en matière de défense ; situation en Europe depuis la guerre froide ; mise en place des euromissiles ; émergence du sud-est asiatique ; utilisation de l'espace à des fins militaires ; recherche d'une réduction des armements nucléaires ; question du niveau des forces nucléaires françaises et britanniques ; évolution possible de plusieurs pays de l'alliance vers des options pacifistes ou neutralistes (p. 6155) ; individualisation des crédits destinés à l'espace ; lancement du système Hélios ; modernisation du système de transmission Syracuse ; crédits consacrés à l'armée de l'air à l'avion futur de combat ; projection des dépenses d'équipement ; développement du sous-marin nucléaire lanceur d'engins de nouvelle génération ; nécessité de détenir des armes nucléaires tactiques ; sous-encadrement réel ou apparent des armées ; problèmes du service national (p. 6156) ; professionnalisation de l'armée (p. 6157) ; *Examen des crédits :* **article 36** : ses observations (p. 6195) ; **article 37** : radicalisation des positions du parti communiste (p. 6196) ; levée des réserves existant sur les programmes du porte-avion à propulsion nucléaire et acquisition d'un système aéroporté de détection lointaine (p. 6197).

FISZBIN (Henri)

Député des Alpes-Maritimes
Apparenté Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : affirme qu'il est un « député communiste unitaire » [9 avril 1986] (p. 159) ; exprime sa volonté d'inscrire son action dans la tradition de celle de Virgile Barel ; utilisation de la procédure des ordonnances pour une « entreprise de démolition » ; libre fonctionnement du marché ne suffisant pas à garantir le progrès ; candidature de la gauche à la direction des affaires du pays étant désormais légitimée ; sa volonté d'ouvrir en France la voie à la société socialiste démocratique (p. 160).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : hostilité des salariés et des organisations syndicales au projet ; modernisation de l'industrie ; lutte des classes ; inadaptation de l'idéologie libérale aux besoins d'une société moderne ; nécessité de fonder les relations entre le monde du travail et les chefs d'entreprise sur la complémentarité contractuelle ; date

d'application de la loi ; négociation entre les partenaires sociaux pour substituer un dispositif conventionnel [2 juin 1986] (p. 1547) ; remise en cause des accords paritaires de 1967 et 1974 ; précarité de l'emploi ; droits des acquis sociaux ; retraite à 60 ans ; rapport Villermé et réflexions de l'époque sur le monde du travail (p. 1548) ; exhortations du Gouvernement en direction du patronat (p. 1549).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : mesures en faveur des hauts revenus ; amnistie fiscale accordée aux spéculateurs n'ayant pas bénéficié à l'investissement industriel ; remise en cause des droits sociaux ; budget de la recherche industrielle sacrifié [14 octobre 1986] (p. 4724) ; nécessité d'une nouvelle alternance (p. 4725).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : son accord sur la ratification proposée ; vote en faveur de la ratification de l'Acte unique émis par les députés Communistes espagnols ; élargissement de l'action de la communauté à des secteurs nouveaux [20 novembre 1986] (p. 6647) ; modification des rapports entretenus avec les pays en voie de développement ; importance de la présidence française en 1984 ; immobilisme et désaccord au sein de la droite ; action de M. Altiero Spinelli (p. 6648).

FITERMAN (Charles)

Député du Rhône)
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer l'exécution provisoire de droit des décisions rendues en première instance par les **conseils de prud'hommes (n° 17)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Suppression de 8 000 emplois à la S.N.C.F. : services offerts aux clients ; conditions de sécurité ; déficit de la S.N.C.F. ; emploi des jeunes [23 avril 1986] (p. 256-257) ;

orales sans débat :

— n° 113, posée le 7 octobre 1986 : **équipements industriels et machines-outils (entreprises : Rhône)** (p. 4430-4431) ; appelée le 10 octobre 1986 : **avenir de la machine-outil française** : exemple significatif de Gendron (p. 4573) ; développement souhaitable de coopérations « franco-françaises » (p. 4574).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 48 (précisant les cas de recours aux contrats de travail temporaires) [2 juin 1986] (p. 1585) ; rejeté (p. 1587) : **article 1er :** ses amendements n° 288, 307, 347, 356, 395, 403, 435 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **article 3 :** son amendement n° 83 (de suppression) [6 juin 1986] (p. 1892) ; rejeté au scrutin public (p. 1894).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : rôle du secteur public de l'audiovisuel et des télécommunications dans l'évolution technologique ; développement des moyens audiovisuels ; continuité du projet avec les réformes précédentes ; régression de la création audiovisuelle française [5 août 1986] (p. 4047) ; constitution d'empires multimédias ; mise en cause de M. Robert Hersant ; équilibre entre le secteur public et le secteur privé et privatisation de T.F. 1 ; rôle de la C.N.C.L. ; enjeu économique et industriel des communications ; sa proposition pour « une sorte d'Airbus de la communication audiovisuelle » ; exemple des satellites de T.D.F. 1 et T.D.F. 2 ; mise en cause du statut de la S.F.P. (p. 4048) ; sa proposition pour la création d'un code de la communication audiovisuelle ; développement de moyens de communication décentralisés (p. 4049).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : rôle et suppression du Conseil constitutionnel ; motif d'annulation des dispositions sur la concentration [9 octobre 1986] (p. 4517) ; substitution du régime de l'autorisation à celui de la concession ; dispositif anti-concentration ; stratégie multimédias des groupes Hersant, Havas et Hachette ; notion de contrôle d'une entreprise de communication ; rôle de la C.N.C.L. en matière de concentration ; constitution de groupes français de taille internationale ; protection des intérêts nationaux contre la domination étrangère (p. 4518) ; accord C.G.E.-A.T.T. ; coopération européenne ; maintien d'une responsabilité publique en matière de communication audiovisuelle ; développement des moyens de communication audiovisuelle diversifiés à l'initiative des salariés, des quartiers et des associations (p. 4519).

FLEURY (Jacques)

Député de la Somme
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 66, posée le 10 juin 1986 : **S.N.C.F. (lignes)** (p. 2067) ; appelée le 13 juin 1986 : **arrêt du T.G.V. Nord à Amiens** : inquiétude suscitée par les conversations entre la S.N.C.F. et la mairie de Lille sur le tracé évitant Amiens ; liaison entre le bassin rouennais et l'Europe du nord (p. 2186) ; difficultés des entreprises publiques (p. 2187) ;

— n° 146, posée le 2 décembre 1986 : **handicapés (établissements : Somme)** (p. 7029) ; appelée le 5 décembre 1986 : **handicapés adultes âgés** : existence d'une catégorie de handicapés dont la prise en charge n'est pas assurée ; vide juridique laissé par la loi sur la décentralisation ; cas de la Somme où dix adultes handicapés ne disposeront plus d'aucune structure d'accueil après la disparition d'un institut médico-professionnel ; difficultés des familles (p. 7131).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** proposition aux travailleurs et aux syndicats d'une négociation « sans filet » d'ici au 1er janvier 1987 ; contenu de la lettre du 26 mai 1986 de M. Gattaz ; caractère illusoire

de l'entretien préalable pour la protection des salariés [7 juin 1986] (p. 1934) ; obligation d'énoncer par écrit la cause du licenciement (p. 1935).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : définition du champ d'application de la nouvelle loi sur la presse ; extension à la télématique ; extension à tout service utilisant un mode de diffusion de la presse mise à la disposition du public ; nécessité de sauvegarder le pluralisme ; critères retenus par la loi de 1984 pour délimiter son champ d'application [12 juin 1986] (p. 2164) ; **article 3** : refus de la notion de contrôle ; conception gouvernementale de la transparence se limitant à celle du « premier voile » ; liberté de la presse exigeant d'avoir connaissance de ceux qui sont à l'origine de l'information [16 juin 1986] (p. 2208) ; extension de l'interdiction du prête-nom aux dirigeants de fait ; nécessité d'élargir le champ d'application de la proposition de loi ; respect de la transparence devant s'exercer à l'égard des dirigeants réels d'une entreprise de presse (p. 2211) ; risques de contrôle de la presse par l'étranger (p. 2212) ; extension du champ d'application de l'article 3 ; contradiction de la proposition en discussion avec le texte de l'article 39 du projet de loi relatif à la liberté de communication (p. 2213) ; **après l'article 4** : refus à l'équipe rédactionnelle d'un accès direct à l'information ; principe de la transparence remontante (p. 2229) ; **article 5** : volonté de secret manifesté depuis le début de la discussion par le Gouvernement ; suppression de l'indication du responsable de la rédaction ; amendement de M. François d'Aubert tendant à rétablir la parution de l'information donnée en permanence sur les trois principaux associés de l'entreprise éditrice (p. 2233) ; informations portées à la connaissance des lecteurs (p. 2236) ; nécessité de donner aux lecteurs la possibilité de connaître rapidement les noms des dirigeants réels de l'entreprise de presse (p. 2238) ; **article 6** : entreprise éditrice devant porter à la connaissance des lecteurs toute modification du pouvoir réel dans l'entreprise ; article 6 ne s'appliquant pas aux cessions de droits sociaux par la société mère (p. 2244) ; information des lecteurs sur la cession ou sur le transfert du contrôle de l'entreprise possédant un journal (p. 2245) ; seuil de 20 % de détention directe ou indirecte du capital social d'une entreprise n'ayant pas de fondement juridique (p. 2246) ; **article 7** : notion de publication de presse et d'information ; limitation de la transparence de la société éditrice du premier degré ; participations étrangères dans le capital des entreprises éditrices d'une publication d'information politique et générale [17 juin 1986] (p. 2255) ; **après l'article 11** : obligation d'avoir une équipe rédactionnelle dans chaque quotidien d'information politique et générale ; nécessité de posséder une pluralité de journaux ; statut du journaliste [18 juin 1986] (p. 2332) ; **article 19** : suppression de toute limite à la concentration et des règles de transparence et de pluralisme ; volonté du Gouvernement de mettre en place quelques grands groupes (p. 2344-2345).

FLORIAN (Roland)

Député de l'Oise
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

FLOSSE (Gaston)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et territoires d'outre-mer, chargé des problèmes avec le Pacifique Sud

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'État auprès du ministre des départements d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Edouard Fritch : Projet de loi relatif aux principes généraux du droit du travail en Polynésie française : archaïsme des textes régissant le droit du travail en Polynésie ; mesures sociales qu'il a prises à la tête du gouvernement local ; nécessité de l'intervention de l'Etat pour améliorer les relations du travail en Polynésie ; désir des peuples des territoires calédonien ou wallisien et polynésien de demeurer au sein de la République [28 mai 1986] (p. 1326) ;

orales sans débat de :

— M. Henri Beaujean (n° 34) : fonction publique territoriale dans les départements d'outre-mer : importance des effectifs non titulaires dans les communes des départements d'outre-mer ; absence de dispositions particulières aux D.O.M. dans le statut des fonctionnaires territoriaux ; absence d'obligation de titularisation des personnels à temps partiel [30 mai 1986] (p. 1506) ; impossibilité pour l'Etat d'apporter son concours pour la rémunération des personnels communaux (p. 1507) ;

— M. Michel Debré (n° 45) : école des métiers d'électricité au Port (la Réunion) : demande d'étude adressée par le Conseil régional au rectorat de la Réunion sur les possibilités d'intégration de cette école à l'enseignement public [13 juin 1986] (p. 2181-2182) ;

— M. Jean Maran (n° 62) : service de santé scolaire en Martinique : faiblesse des effectifs d'infirmières et d'assistantes sociales [13 juin 1986] (p. 2182) ; objectifs prioritaires des services de santé scolaire ; compétences de l'inspecteur d'académie (p. 2183) ;

— M. Alain Calmat (n° 65) : établissement de fabrication d'armement de Bourges : baisse des exportations de matériels d'armement terrestre ; nécessité d'augmenter la souplesse de gestion dans les établissements d'Etat du secteur des armements terrestres [13 juin 1986] (p. 2183).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion générale : image de la France pour les peuples insulaires ; « vitrine sociale » de la France [7 juillet 1986] (p. 2876) ; polarisation de l'économie polynésienne sur l'administration, le commerce et les services ; accroissement potentiel du chômage ; ses observations sur le code du travail d'outre-mer de 1952 ; accords tripartites complétant ce même code (p. 2877) ; notion de « principes généraux » prévus par le nouveau statut de la Polynésie française ; inspiration de ces articles par le code métropolitain et les conventions internationales ; idendité des principes du droit du travail au sein de la République ; emploi et formation professionnelle (p. 2878) ; institutions représentatives du personnel ; hygiène et sécurité ; droit de grève ; avis de l'Assemblée territoriale sur le projet (p. 2879) ; place de la Polynésie dans le Pacifique ; accords tripartites intervenus depuis 1983 ; confiance du Gouvernement envers l'Assemblée territoriale (p. 2885-2886).

Discussion des articles : **article 5** : possibilité pour un salarié étranger de demander la traduction du contrat de travail dans sa langue (p. 2887) ; primauté de la langue française devant les tribunaux (p. 2888) ; **article 27** : autonomie interne du territoire (p. 2891) ; **article 41** : consultation organisée par le président du Gouvernement territorial ; désir de concertation de la majorité territoriale (p. 2893) ; compétences de l'Assemblée territoriale pour la fixation des seuils (p. 2894) ; **article 46** : inexistence de l'autorisation administrative de licenciement en Polynésie ; proposition de M. Jean Juventin (p. 2897) ; **article 48** : actions en faveur des demandeurs d'emploi (p. 2898) ; **articles 52 à 55** : propose la poursuite de la séance pour terminer vers 21 heures (p. 2899) ; **article 59** : inclusion de la durée du congé de maternité dans la loi (p. 2901) ;

article 70 : loi de 1952 prévoyant que le droit de grève ne peut se réaliser qu'au bout de trois mois de négociations [7 juillet 1986] (p. 2911) ; **article 79** : nombre d'inspecteurs du travail en Polynésie française (p. 2914) ; **ses observations sur les explications de vote** ; rôle des autorités élues du territoire ; statut d'autonomie interne de la Polynésie française (p. 2920) ; nécessaire respect de la règle de l'autonomie interne (p. 2921).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : irrecevabilité des discriminations ethniques [8 juillet 1986] (p. 2992) ; **article 5** : élargissement de l'indemnisation d'habitations secondaires, aux bateaux et aux avions de tourisme privés (p. 2993).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

— Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* montant des crédits destinés au Pacifique-Sud ; motif ayant conduit à la création du secrétariat d'Etat chargé du problème du Pacifique Sud ; moyens du ministère dans le Pacifique sud [8 novembre 1986] (p. 6083) ; nécessité de faire connaître la position de la France auprès des médias du Pacifique ; rôle de l'Orstom (p. 6084).

FONTES (Georges)

Secrétaire d'Etat
aux anciens combattants

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Bonhomme : absence de présence officielle française à l'occasion de la visite du Premier ministre sud-africain : différence entre consentement du Gouvernement à une commémoration et caution au régime de l'apartheid [12 novembre 1986] (p. 6138) ;

— M. Roger Holeindre : réception du Premier ministre sud-africain : son absence à la cérémonie dont l'horaire avait été avancé [12 novembre 1986] (p. 6140).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* avenir de l'O.N.A.C. et du secrétariat d'Etat ; modernisation des structures bureautiques ; achèvement du rattrapage du rapport constant ; réfection des nécropoles ; rapatriement des sépultures militaires d'Indochine ; construction d'une nécropole à Fréjus ; rénovation de l'institution nationale des Invalides ; conditions d'accueil et d'hébergement des pensionnaires [22 octobre 1987] (p. 5118) ; centre d'étude et de recherche sur l'appareillage des handicapés (C.E.R.A.H.) ; information historique ; projet de commémoration du 70e anniversaire de la publication du « feu » d'Henri Barbusse ; célébration du 70e anniversaire de l'entrée en guerre des États-Unis d'Amérique ; choix de la date du 25e anniversaire du cessez-le-feu en Algérie ; réforme de la commission de concertation budgétaire ; pérennité de l'O.N.A.C. (p. 5119).

Répond à la question de :

— *M. François de la Morandière :* instauration d'une journée du souvenir de la guerre d'Algérie (p. 5120) ;

— *Mme Marie-France Lecuir :* nécessaire développement de l'information historique (p. 5120) ;

— *M. Noël Ravassard* : ses observations (p. 5121) ;

— *M. Joël Hart :* mesures prises pour accélérer la délivrance de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord (p. 5121) ;

— *M. Alain Griotteray :* commémoration de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917 (p. 5121) ;

— *M. Henri Bayard :* ses observations (p. 5122) ;

— *M. Georges Colombier :* rattrapage du rapport constant (p. 5122).

FORGUES (Pierre)

Député des hautes-Pyrénées
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : nécessité d'exclure la banque Vernes et commerciale de Paris du champ d'application de cet article [6 mai 1986] (p. 768) ; raison avancée par la privatisation d'une banque nationalisée en 1945 ; gestion du Crédit Lyonnais (p. 787).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : rappelle la déclaration de M. Jean-Claude Gaudin au sujet du découage électoral concernant l'orateur [22 mai 1986] (p. 1056).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : obligations de transparence [12 juin 1986] (p. 2134) ; application à la presse des ordonnances sur la concurrence ; dispositif anticoncentration ; réforme des aides publiques à la presse ; logique du projet favorable aux grands groupes de presse ; sa critique de la conception de l'entreprise éditrice ; distinction entre le pluralisme des publications et la diversité des titres (p. 2135) ; montages financiers permettant la constitution de grands groupes (p. 2136).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : missions assignées aux offices d'intervention ; renforcement de l'efficacité économique de la filière par l'intermédiaire des offices ; rôle des offices dans le développement de l'agriculture des zones de montagne et des zones défavorisées [8 octobre 1986] (p. 4470).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

— Éducation nationale. II — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* caractère prioritaire des enseignements technologiques supérieurs ; ouverture du département de génie mécanique à Tarbes ; recrutement de professeurs d'éducation physique et sportive [4 novembre 1986] (p. 5778).

FOSSE (Roger)

Député de la Seine-Maritime
R.P.R.

Devenu député le 30 septembre 1986, en remplacement de M. Jean Lecanuet, démissionnaire [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070).

FOURRÉ (Jean-Pierre)

Député de la Seine-et-Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Membre suppléant du Conseil national des transports [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Carrefour international de la communication :** abandon du projet de Carrefour international de la communication ; atteinte à la politique culturelle, à l'industrie et à l'économie ; candidature de la France pour l'organisation des jeux Olympiques [30 avril 1986] (p. 638) ;

orales sans débat :

— **n° 128,** posée le 18 novembre 1986 : **radiodiffusion et télévision (programmes)** (p. 6509) ; appelée le 21 novembre 1986 : **utilisation du satellite T.D.F.1 :** ouverture souhaitable d'un des canaux disponibles à des émissions bi-culturelles destinées aux communautés maghrébines en France et en Afrique du Nord (p. 6680-6681).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).**

Première lecture, deuxième partie :

— **Équipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne.** — *Discussion générale :* évolution des crédits affectés à l'aviation civile [28 octobre 1986] (p. 5424) ; situation de la compagnie Air France ; situation de Air Inter et investissements d'U.T.A. ; industrie aéronautique française dépendant pour l'essentiel des programmes militaires ; projets Eurêka et Hermès (p. 5425).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).**

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** taux de T.V.A. appliqué aux parcs à décors animés illustrant un thème culturel ; projet Eurodisneyland [11 décembre 1986] (p. 7535) ; raisons du report de la signature de la convention sur ce projet ; hypothèse d'une discrimination raciale à l'embauche (p. 7536).

FOYER (Jean)

Député du Maine-et-Loire
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant réforme du code de la nationalité française (n° 444) [11 décembre 1986] (p. 7575).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer la **garantie des engagements pris vis-à-vis des préretraités (n° 223)** [26 juin 1986].

Proposition de loi relative à la **recherche scientifique publique (n° 238)** [26 juin 1986].

Proposition de loi sur la **limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur et sur l'éméritat (n° 306)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'**article 54 de la Constitution (n° 470)** [14 novembre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).**

Première lecture, discussion générale : valeur des traités par rapport à la Constitution ; estime que l'Acte unique comporte des clauses contraires à la Constitution ; champ d'application des règlements et directives [20 novembre 1986] (p. 6648) ; substitution du règlement à la directive dans les articles 99 et 101 ; harmonisation des législations fiscales ; Constitution n'autorisant pas les transferts de souveraineté (p. 6649) ; rapport du droit interne et du droit international ; instauration d'une coopération entre le Gouvernement et le Parlement préalablement aux décisions du Conseil sur les projets de règlement ayant pour objet des matières législatives ; rapports entre le Gouvernement et le Parlement dans les domaines dans lesquels la compétence législative aura été transférée à un organisme international ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; rôle des parlements (p. 6650).

FRACHON (Martine)

Député des Yvelines
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique familiale : suppression des prestations :** suppression de certaines allocations aux familles modestes ; augmentation illusoire de l'allocation parentale d'éducation non cumulable avec d'autres prestations ; nécessité de favoriser le premier et le deuxième enfants et pas seulement le troisième : mesures contraires à la relance de la natalité [15 octobre 1986] (p. 4761).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** caractère incitatif des termes de l'odonnance pour les actions en faveur des demandeurs d'emploi ; inutilité de recourir aux ordonnances ; avenir de l'A.N.P.E. [25 avril 1986] (p. 417) ; nécessaire renforcement des moyens de l'A.N.P.E. accompagné d'un assouplissement de sa gestion ; rénuménration des systèmes de placement privé (p. 418).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Premire lecture, discussion générale : opposition inconditionnelle de toutes les confédérations syndicales au projet de loi ; évolution des entreprises passant par un dialogue entre les salariés et les chefs d'entreprises [29 mai 1986] (p. 1490) ; autorisation préalable de licenciement constituant une sécurité pour le salarié ; effet sur l'emploi de la suppression administrative de licenciement ; nombre des autorisations de licenciement ; impossiblité de moderniser notre appareil productif et économique sans modernisation sociale ; loi devant intervenir pour légitimer le résultat des négociations entre les partenaires sociaux ; impossibilité pour un chef d'entreprise de procV d se ar n o ôle terr quelques semaines à plusieurs licicnciements collectifs par paquets de neuf salariés (p. 1491) ; nombre de salariés licenciés pour motif économique en 1985 (p. 1492).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son sous-amendement n° 570 à l'amendement n° 103 de M. Jean Auroux (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet amendement par les mots « sans préjudice des dispositions relatives aux licenciements économiques ») [3 juin 1986] (p. 1626) ; nécessité de permettre aux salariés syndiqués de bénéficier des protections dues à leurs responsabilités syndicales mais également des dispositions générales applicables à tous les salariés en matière de licenciement économique ; rejeté (p. 1627) ; son sous-amendement n° 573 à l'amendement n° 114 de M. Jean Auroux (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « pour se prononcer sur ce plan social, le comité d'entreprise peut bénéficier de l'assistance de l'expert comptable prévue à l'article 434-6 du code du travail ») ; possibilité nouvelle d'une assistance technique ayant déjà fonctionné à la satisfaction tant des salariés que des chefs d'entreprise ; rejeté (p. 1642) ; **article 1er :** rôle de l'autorisation administrative de licenciement dans l'industrie automobile [5 juin 1986] (p. 1750) ; nécessité de faire négocier avant de légiférer ; nécessité et insuffisance de la procédure de l'entretien préalable (p. 1760) ; nécessité de donner à une commission paritaire où seraient représentés les syndicats et les chefs d'entreprises la possibilité de vérifier que le motif du licenciement est réellement économique (p. 1761) ; article L. 321-9 du code du travail (p. 1762) ; consultation de l'autorité administrative compétente (p. 1763) : **article 2 :** ses sous-amendements n° 575 à 584, 586, 587 et 585 à l'amendement n° 443 de M. Jean Auroux ; réservés [6 juin 1986] (p. 1848) ; son sous-amendement n° 588 à l'amendement n° 491 de Mme Florence d'Harcourt (nécessité de prévoir un plan de formation pour les femmes seules chargées de famille et licenciées) ; son sous-amendement n° 589 à l'amendement n° 491 de Mme Florence d'Harcourt (obligation d'indiquer aux femmes seules chargées de famille les possibilités de mutation au sein de l'entreprise) ; son sous-amendement n° 590 à l'amendement n° 491 de Mme Florence d'Harcourt (droit à réembauchage prioritaire pour les femmes seules chargées de famille) (p. 1853) ; sous-amendement n° 588 : rejeté (p. 1855) ; sous-amendement n° 589 : rejeté (p. 1856) ; sous-amendement n° 590 : rejeté après correction (p. 1857) ; son sous-amendement n° 591 à l'amendement n° 447 de M. Jean Auroux (obligation de prévoir un plan de formation pour les handicapés avant un licenciement économique) (p. 1857) ; rejeté (p. 1858) ; son sous-amendement n° 592 à l'amendement n° 448 de M. Jean Auroux (visant à insérer, après les mots « convictions religieuses », les mots « ou philosophiques ») (p. 1859) ; rejeté (p. 1860) ; **article 3 :** position du Centre des jeunes dirigeants sur l'extension de la représentation du personnel aux entreprises de moins de dix salariés ; hostilité des organisations syndicales à la négociation prévue par le texte (p. 1891) ; son sous-amendement n° 595 à l'amendement n° 493 de M. Jacques Barrot (visant à compléter l'amendement n° 493 par les mots « sans omettre la possibilité de recourir à l'autorisation préalable de l'autorité administrative compétente ») (p. 1903) ; nécessité de trouver un compromis favorable aux travailleurs et aux chefs d'entreprise (p. 1904-1905) ; rejeté au scrutin public (p. 1906) ; **article 5 :** retrait de tout contrôle par l'autorité administrative compétente en matière d'embauche ; possibilité offerte aux chefs d'entreprise de procéder, dans n'importe quelles conditions, à de nouvelles embauches ; risques de substitution [7 juin 1986] (p. 1995).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** déplore que la commission des affaires culturelles n'ait pas été saisie pour avis ; information du locataire sur la chose louée ; communication de la référence à l'éventuel contrat de prêt du Crédit foncier de France ou de la Caisse de coopération économique de la dernière quittance de loyer du locataire précédent et du texte de l'accord collectif [17 juillet 1986] (p. 3468) ; **article 13 :** concubinage chez les couples âgés [18 juillet 1986] (p. 3496) ; **article 10 (précédemment réservé) :** reprise par cet article de la notion de « bail court » pour les bailleurs-personnes physiques placés dans une situation particulière ; extension de ces dispositions aux bailleurs-personnes morales [21 juillet 1986] (p. 3586) ; **article 24 :** attributions de la commission départementale de conciliation [22 juillet 1986] (p. 3629) ; obligation de consulter cette commission avant de porter un différend devant le juge (p. 3630) ; **article 29 :** son sous-amendement n° 578 à l'amendement n° 127 de la commission de la production et des échanges (visant à substituer, dans le deuxième alinéa de cet amendement, aux mots : « trois fois », les mots : « quatre fois ») ; égalité de l'ensemble des locataires face aux conditions servant à déterminer la population restant soumise à la loi de 1948 (p. 3654) ; rejeté (p. 3655) ; **article 40 :** rôle de la commission nationale de concertation [23 juillet 1986] (p. 3701).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* inopportunité de prévoir une pause dans l'effort envers les personnes âgées [6 novembre 1986] (p. 5909) ; logement des personnes âgées ; aide ménagère devant continuer à se développer ; insuffisance des services de soins à domicile ; suppression du fonds d'innovation sociale ; secteur hospitalier général n'étant pas le plus apte à accueillir les personnes âgées (p. 5910).

Examen des crédits : **Etat B, titre VI :** son amendement n° 180 (réduction des crédits) : non soutenu (p. 5969) ; son amendement n° 184 (réduction des crédits) : rejeté (p. 5970).

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV :** son amendement n° 197 (réduction des crédits) : rejeté [13 novembre 1986] (p. 6212).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Pierre Joxe ; utilisation par le Rapporteur des termes d'A.J.E. socialiste et d'A.P.E. socialiste ; question démographique ; absence de moyens pour relancer la natalité [18 novembre 1986] (p. 6469) ; choix de l'enfant étant un choix de revenus ; influence du chômage sur la natalité ; problème du logement ; travail des femmes ; réforme de l'A.P.E. étant inspirée par l'idée d'un salaire maternel ; réussite de mécanisme d'indexation des allocations sur les salaires ; décroissance au niveau des prestations familiales entre 1950 et 1980 ; diminution à des aides aux familles ; injustice de ces mesures ; principe d'une politique de la famille (p. 6470) ; opposition entre le contexte économique et social et les intérêts des familles ; liberté de choix et égalité pour les femmes (p. 6471).

Discussion des articles : **article 2 :** règles actuelles du cumul des allocations au jeune enfant ; femme désirant

avoir des enfants sur une période relativement courte ; cas de la naissance de jumeaux [19 novembre 1986] (p. 6551) ; souhaite avoir la certitude que l'allocation pour jeune enfant sera versée pendant la grossesse et après la naissance jusqu'à un âge à déterminer (p. 6552) ; *article L. 532-1 du code de la sécurité sociale :* son sous-amendement oral à l'amendement n° 4 de la commission (tendant dans cet amendement à supprimer les mots : « non rémunéré ») ; rejeté (p. 6556) ; amendement n° 112 du Gouvernement n'abordant pas le problème de la formation rémunérée (p. 6557) ; **article 4** : son amendement n° 81 (de suppression) ; rejeté (p. 6558) ; **article 5** : son amendement n° 82 (de suppression) : devenu sans objet ; (p. 6559) ; *après l'article L. 534-3 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 88 (versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile lorsque ne sont dues ni allocations familiales, ni allocations au jeune enfant étant subordonné à l'observation des obligations édictées à l'article L. 164-1 du code de la santé publique) ; nécessité que les familles les plus défavorisées puissent bénéficier des mêmes examens que les autres ; rejeté (p. 6561) ; **article 8** : nécessité de rétablir l'ensemble des prestations familiales existantes (p. 6562) ; inopportunité de supprimer le complément familial maintenu (p. 6563) ; nécessité de maintenir, pour la totalité des familles, la prime de déménagement (p. 6576) ; nécessaire maintien du congé parental de trois jours (p. 6578) ; **article 9** : ses observations (p. 6581).

Commission mixte paritaire, discussion générale : intérêt des familles de trois enfants ; nécessité d'ouvrir un droit égal pour chaque enfant ; suppression des prêts aux jeunes ménages ; nécessité d'une politique du deuxième enfant ; suppression des primes de déménagement ; prêt d'accession à la propriété de logement [17 décembre 1986] (p. 7758-7759).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : durée minimale de résidence en France pour bénéficier de l'allocation aux adultes handicapés ; modulation du forfait hospitalier selon les types d'établissement [19 décembre 1986] (p. 7942) ; suppression de la franchise postale pour la correspondance adressée à la sécurité sociale ; taux d'augmentation des pensions de vieillesse ; problème de l'hospitalistion privée (p. 7943).

FRANCESCHI (Joseph)

Député du Val-de-Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; accusations lancées contre le précédent Gouvernement ; valeur du précédent statut [8 juillet 1986] (p. 2923) ; diminution de l'autonomie des régions ; spécificité de la Nouvelle-Calédonie au sein de la communauté nationale ; indemnisation des dommages subis à 130 % de leur valeur déclenchant un mécanisme de recolonisation des régions de l'intérieur (p. 2934) ; incitation à l'investissement ne devant pas être subordonnée à la condition préalable d'avoir subi un dommage indemnisable ; diminution des pouvoirs des régions étant contraire à la Constitution (p. 2935) ; **son rappel au règlement** : rappelle que tous les groupes de l'Assemblée ont pu s'exprimer sous le regard des caméras de R.F.O. à l'exception du seul parti socialiste (p. 2948).

Discussion des articles : **article 1er** : consultation des populations de Nouvelle-Calédonie sur l'indépendance ; création du fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie ; proposition de l'indépendance en association de la loi du 23 août 1985 inspirée par l'exemple de « Communauté rénovée » de 1960 (p. 2985) ; possibilité ouverte par la loi du 23 août 1955 de l'indépendance-association ; projet de consitution pluri-ethnique des partisans de l'indépendance-association (p. 2989) ; **article 5** : **son rappel au réglement** : obligation de donner l'avis de la commission avant le Gouvernement ; information de l'Assemblée du vote de la commission sur les amendements discutés (p. 2993) ; **son rappel au règlement** : absence de communication de l'avis de la commission à l'Assemblée ; menaces sur la paix civile en Nouvelle-Calédonie ; sa critique des modalités d'indemnisation des victimes de dommages subis (p. 2993) ; **article 10** : dangers pour l'ordre public de la « prime de risque » de 130 % instituée par cet article (p. 2995) ; **article 38** : son amendement n° 32 (visant à supprimer dans cet article les mots : « et 25 ») : rejeté ; son amendement n° 35 (visant à supprimer dans cet article les mots : « les deuxièmes alinéas des articles 65 et 67 ») : rejeté ; son amendement n° 36 (visant à supprimer dans cet article la référence : « 69 ») : rejeté [9 juillet 1986] (p. 3030) ; son amendement n° 37 (visant à supprimer dans cet article la référence : « 71 ») : rejeté ; son amendement n° 38 (visant à supprimer dans cet article les références : « 81, 82 ») : rejeté ; son amendement n° 39 (visant à supprimer dans cet article les références : « 84, 85 ») (p. 3031) ; rejeté ; son amendement n° 40 (visant à supprimer dans cet article les mots : « et 117 à 121 ») : rejeté (p. 3032).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion générale : **article 18** : suppression de la limite de non imposition propre aux personnes ayant perçu des indemnités journalières de maladie ; suppression de la déduction du revenu imposable en vertu des contrats d'assurance décès conclus entre 1950 et 1958 [17 octobre 1986] (p. 4982) ; **article 31** : situation des rentiers et viagers ; majoration des rentes privées ou des rentes les plus anciennes de 1,7 % ; retards observés dans la mensualisation des pensions (p. 5022) ; création d'un fonds faisant appel à l'épargne publique et affecté au règlement global et immédiat du problème des rentiers (p. 5023).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : concertation préalable au dépôt du projet de loi ; objectif électoraliste de la loi [26 novembre 1986] (p. 6801) ; remise en cause de la décentralisation ; insuffisance des moyens financiers et latitude laissée au Gouvernement dans leur affectation ; mobilité ; parité sociale ; minimum vieillesse dans les D.O.M. ; « gadget » des zone franches (p. 6802) ; risque de réveil des tentations séparatistes (p. 6803).

Discussion des articles : **article 2 et annexes** : équipements sociaux destinés aux enfants ; augmentation du minimum vieillesse dans les départements d'outre-mer durant la précédente législature ; allocations consacrées aux adultes handicapés [27 novembre 1986] (p. 6853).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : nécessité de lutter contre tout charlatanisme dans la commercialisation des produits prophylactiques ; motifs de la modification de la législation sur la nécessité des préservatifs ; nécessité de faciliter l'achat des préservatifs à l'aide des distributeurs automatiques [6 décembre 1986] (p. 7235) ; interdiction de la publicité pour les contraceptifs (p. 7236) ; ses observations (p. 7256) ; **après l'article 9** : nécessité que la vente des préservatifs ne soit pas réservée aux pharmacies ; suppression de l'interdiction de la publicité commerciale concernant les préservatifs (p. 7257).

FRECHE (Georges)

Député de l'Hérault
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

FREDERIC-DUPONT (Edouard)

Député de Paris
F.N.

Président d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des **voitures dites de « petite remise » (n° 327)** [31 juillet 1986].

QUESTIONS

orale sans débat :

— **n° 61,** posée le 10 juin 1986 : **patrimoine archéologique, esthétique, historique et scientifique (musée : Paris)** (p. 2066) ; appelée le 13 juin 1986 : **stationnement aux abords du musée d'Orsay :** partage des charges dues aux travaux entre l'Etat et la ville de Paris ; consultation du maire du VIIe arrondissement ; utilisation du parc de stationnement du Grand Louvre (p. 2192).

INTERVENTIONS

En qualité de président d'âge

Déclare ouverte la huitième législature de l'Assemblée nationale et la seconde session ordinaire de 1985-1986 [2 avril 1986] (p. 43).

Présise qu'il remplace, en qualité de vice-doyen, M. Marcel Dassault ; lit l'intervention de ce dernier [2 avril 1986] (p. 43).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Claude Martinez (communication de la liste des députés élus) ; précise qu'il n'est pas compétent pour lui donner satisfaction [2 avril 1986] (p. 44-45).

Proclame M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale [2 avril 1986] (p. 46).

En qualité de député

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : forces de police parisienne n'enregistrant plus les vols ; augmentation de la durée du régime de sûreté ; nécessaire rétablissement de la peine de mort ; création à Paris des comités de sécurité [1er juillet 1986] (p. 2748) ; nécessité de rétablir la relégation ; déception du Front national à l'encontre du projet (p. 2749).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **article 31 :** responsabilité de l'Etat à l'égard des rentes viagères ; rapport de la Cour des comptes de 1979 ; revalorisation intervenue lors des dernières années n'ayant pas suivi l'évolution des prix [17 octobre 1986] (p. 5023).

Deuxième partie :

Affaires étrangères - Premier ministre : droits de l'Homme, Francophonie. — *Discussion générale :* politique de sanction contre l'Afrique du Sud ; problème posé par l'Inde avec les « Intouchables » ; rôle de M. Botha dans l'abrogation de certains éléments de l'apartheid ; main-mise de la Russie sur l'Afrique [24 octobre 1986] (p. 5301-5302).

Affaires sociales et emploi. *Discussion générale : questions :* situation des personnes âgées dépendantes ; insuffisance des hôpitaux de longue cure [6 novembre 1986] (p. 5949).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; spécificité de Paris en matière de contrôle financier [21 novembre 1986] (p. 6699).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** situation des personnes âgées dépendantes ; conclusions du rapport du Conseil économique et social ; insuffisance et mauvaise répartition des maisons de long séjour existantes ; coût des soins à l'hôpital ; nécessité de rendre à tous les taxis de France la possibilité de bénéficier comme les transports sanitaires légers du tiers payant [6 décembre 1986] (p. 7222).

FREULET (Gérard)

Député du Haut-Rhin
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 114,** posée le 7 octobre 1986 : **armes et munitions (entreprises : Haut-Rhin)** (p. 4431) ; appelée le 10 octobre 1986 : **société Matra Manurhin :** remise en question de la commande de 110 000 pistolets à livrer à la gendarmerie nationale ; contrat capital pour Matra Manurhin Défense et pour l'emploi dans la région de Mulhouse (p. 4567).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable déposée par M. Pierre Joxe ; motion de renvoi en commission faisant partie de l'arsenal et de la panoplie d'obstruction utilisée par les formations de gauche ; tentatives d'agression ayant eu lieu sur la personne de M. Joseph Klifa, député-maire de Mulhouse ; France étant devenue un sanctuaire du terrorisme international ; rôle des immigrés clandestins dans les trafics de drogue ; nécessité d'une application rigoureuse de la peine de mort ; « gesticulation sécuritaire » de M. Pasqua ne masquant que la « mollesse de ses réalisations » ; absence de création d'une chambre spécialisée [26 juin 1986] (p. 2507).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** expulsion au cas où un étranger mène des actions pouvant porter préjudice aux actions de la France dans le monde [15 juillet 1986] (p. 3272).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Discussion générale :* poids économique du tourisme ; insuffisance du budget ; contrats de plan Etat

régions ; restructuration des services de promotion de la France à l'étranger ; « Maison de la France » ; baisse de fréquentation nord-américaine ; propose la liberté totale des prix pour le monde du tourisme [3 novembre 1986] (p. 5680) ; fiscalité du tourisme ; étalement des vacances ; abstention du Font national (p. 5681).

FREVILLE (Yves)

Député d'Ille-et-Vilaine
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (éducation nationale : enseignement supérieur) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 20 : **éducation nationale : enseignement supérieur (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : croissance du budget de l'enseignement supérieur [4 novembre 1986] (p. 5760) ; développement de l'enseignement technologique court ; accroissement de la part de marché détenu par les écoles au détriment des universités ; niveau des droits d'inscription ; développement du système des bourses ; nécessité d'un soutien efficace à l'enseignement technologique supérieur privé ; création d'emplois d'enseignants ; suppression des recrutements particuliers au profit du concours (p. 5761) ; déblocage des carrières ; intégration de contractuels ; ses inquiétudes sur les rigidités dues à l'application des statuts des nouveaux corps ; protection de la recherche universitaire de base ; crédits d'équipement, de fonctionnement de matériel et moyens accordés aux bibliothèques et à la formation scientifique et technique ; autonomie financière des universités nécessitant une modification du mécanisme de répartition des subventions (p. 5762).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : besoins d'encadrement en maîtres de conférences pour l'éducation physique et sportive (p. 5797).

FRITCH (Edouard)

Député de la Polynésie française
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législative et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206) [26 juin 1986] (p. 2563).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 206) relatif aux principes généraux du **droit du travail** et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en **Polynésie française (n° 250)** [3 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à étendre au territoire de la **Polynésie française** le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux **sociétés anonymes à participation ouvrière (n° 514)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Projet de loi relatif aux principes généraux du droit du travail en Polynésie française : application du code du travail d'outre-mer de 1952 ; examen du projet de loi par le Parlement [28 mai 1986] (p. 1326).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : rénovation du code du travail de l'outre-mer ; avancée sociale des accords tripartites [7 juillet 1986] (p. 2874) ; chômage ; notion de principes généraux du droit du travail définissant la répartition des compétences entre l'Etat et le territoire ; accords tripartites conclus depuis 1983 ; liens entre les principes généraux du droit du travail en Polynésie et des dispositions du code du travail en métropole ; impossibilité de transposer le code du travail (p. 2875) ; droit de grève en Polynésie ; politique en faveur des chômeurs ; formation professionnelle ; objectifs du projet de loi visant à faire de la Polynésie une « vitrine de la France » (p. 2876).

Discussion des articles : **après l'article 2** : maintien de la commission consultative du travail auprès des inspecteurs du travail (p. 2886) ; **article 5** : distinction entre la langue étrangère et le dialecte local ; nécessité d'accorder une prédominance à la langue française ; délivrance du permis de travail (p. 2887) ; possibilité pour le salarié de demander une copie de son contrat dans la langue qu'il souhaite (p. 2888) ; **article 22** : son amendement n° 1 (visant à rédiger ainsi le début de cet article : « Lorsqu'est ouverte une procédure de redressement judiciaire, il est institué... ; harmonisation du libellé de cet article avec les dispositions de la loi du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises ; adopté (p. 2890) ; **article 27** : compétences réglementaires pour la fixation des modalités d'application de la durée du travail ; dérogations pour l'activité maritime (p. 2891) ; **article 41** : consultation des organisations syndicales avant la détermination du seuil relatif au comité d'hygiène et de sécurité (p. 2893) ; compétences territoriales pour les modalités de fixation du seuil de l'effectif ; sa surprise de voir M. Jean-Pierre Sueur modifier un article du projet de loi initial de M. Laurent Fabius (p. 2894) ; **article 43** : compétences du territoire pour définir les modalités d'exercices des médecins du travail ; rôle du service médical de la caisse de prévoyance sociale (p. 2895) ; **article 46** : connaissance des flux d'embauche et de licenciement par les services de la main-d'œuvre ; inexistance de l'autorisation administrative de licenciement sur le territoire (p. 2896) ; suppression de

l'autorisation administrative de licenciement en métropole ; **article 48** : son amendement n° 2 (aides aux chômeurs) (p. 2897) ; Polynésiens ne souhaitant pas la mise en œuvre d'un système d'assurance chômage ; adopté (p. 2898) ; **article 56** : compétences du territoire pour fixer l'effectif minimal des salariés rendant obligatoire l'élection de délégués du personnel (p. 2900) ; **article 59** : ses observations (p. 2901) ; **article 68** : possibilité pour l'employeur de rémunérer les congés de formation syndicale (p. 2902) ; **article 70** : nécessité que les travailleurs puissent user du droit de grève sans heurter les usages et la sensibilité locale (p. 2911) ; **article 71** : ses observations (p. 2912) ; **article 79** : inopportunité de multiplier les postes d'inspecteur du travail (p. 2914) ; **article 88** : projet de loi ayant conservé, tout en le modernisant, le principe d'un tribunal du travail (p. 2916) ; **article 109** : infraction aux mesures d'hygiène et de sécurité figurant à l'article 106 constituant des délits ; **article 112** : rôle du Conseil des ministres du territoire ; **article 115** : son amendement n° 3 (rédactionnel) (p. 2918) ; adopté (p. 2919).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : nombre de Polynésiens vivant en Nouvelle-Calédonie ; défense des intérêts de la France dans le Pacifique ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne devant pas être confondu avec le droit de quelques-uns à disposer des peuples [8 juillet 1986] (p. 2970) ; montant des ressources du territoire provenant des transferts financiers de la métropole ; rôle stratégique de la Nouvelle-Calédonie ; projet de loi présentant le mérite de ne pas confondre droit à l'autodétermination et prédétermination ; reconnaissance de la plus large autonomie interne pour les territoires français du Pacifique ; nécessité de lutter contre l'endoctrinement marxiste dont les Mélanésiens sont victimes (p. 2971).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer : — *Discussion générale :* augmentation sans précédent des crédits du ministère des D.O.M.-T.O.M. ; statut de la Polynésie française ; regrette que les crédits consacrés aux actions de l'Etat en Polynésie française ne soient pas plus substanciels ; fonctionnement du régime de protection sociale en milieu rural ; nécessaire mise en place de l'université du Pacifique sud [8 novembre 1986] (p. 6107) ; inocuité des essais nucléaires français dans le Pacifique sud (p. 6108).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale. Questions :* insuffisance des moyens financiers mis à la disposition de Radio-France outre-mer (R.F.O.) ; présence de la France dans le Pacifique [14 novembre 1986] (p. 6314).

FUCHS (Gérard)

Député de Paris
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 30 octobre 1986] (p. 13070).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : air) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome IV : **défense : air (n° 398)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 89**, posée le 24 juin 1986 : **politique économique et sociale (plans)** (p. 2435) ; appelée le 27 juin 1986 : **planification** : guerre d'Algérie (p. 2581) ; avenir du commissariat général au Plan ; soumission au Parlement du rapport sur l'exécution du IX^e^ Plan ; dépôt d'une « loi de Plan rectificative » ; interventions du Gouvernement pour orienter l'économie ; exemples américain et japonais (p. 2582) ; conditions d'élaboration du Plan intérimaire ; conséquence des dénationalisations et de la suppression d'interventions budgétaires (p. 2583).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : évolution et caractéristiques de la population étrangère ; politique de coopération hardie en direction du tiers-monde ; raisons matérielles limitant un accroissement du nombre d'expulsions ; vote par la majorité R.P.R.-U.D.F.-Front national du Conseil régional de l'Ile-de-France d'une motion comportant une phrase encourageant le groupe Disney à recruter en priorité des personnels de nationalité française [10 juillet 1986] (p. 3107) ; précarisation et fragilisation de la situation des étrangers ; immigration n'étant traitée que sous l'angle de la délinquance (p. 3108).

Discussion des articles : **article 1^er^** : immigration et entrée clandestines ; notion de moyens d'existence ; faiblesse de l'amélioration des capacités de contrôles (p. 3133) ; risque de réciprocité entraîné par l'amendement n° 46 de M. Jean-Marie Le Pen (p. 3142) ; suppression de la journée franche avant laquelle il ne peut être procédé à aucun rapatriement (p. 3144) ; étranger étant immédiatement informé de ses droits dans une langue qu'il comprend ; obligations posées par l'article 5 de la convention européenne des droits de l'Homme (p. 3145) ; **après l'article 1^er^** : regrette que le Gouvernement n'adopte pas une attitude plus précise de condamnation à l'égard des amendements déposés par le Front national ; caractère dangereux de l'interdiction de scolarisation des enfants dont les parents ne seraient pas en situation régulière (p. 3150) ; **article 2** : institution, en 1984, de l'automaticité de l'attribution de la carte de résident pour certaines catégories d'étrangers ; délinquance étrangère ; insertion des jeunes de la deuxième génération [11 juillet 1986] (p. 3173) ; absence de la majorité en séance ; maintien des situations où l'attribution de la carte de résident de dix ans est automatique (p. 3178) ; cas des enfants entrés avant l'âge de dix ans ; condamnation de ces mêmes personnes à des peines de trois mois de prison ou plus (p. 3199) ; son amendement n° 200 (visant, dans le deuxième alinéa du paragraphe V de cet article, à insérer

après les mots : « en France », les mots : « depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ou ») (p. 3200) ; adopté (p. 3201) ; mise en cause des propositions d'amendement du Front national ; non délivrance d'une carte de résident de dix ans à un jeune vivant en France depuis son enfance et condamné à une peine d'emprisonnement ; soutien d'autorités morales religieuses et philosophiques à la grève de la faim de Lyon (p. 3204) ; **après l'article 2** : ses observations sur les propos de M. Roger Holeindre à l'époque des événements d'Algérie (p. 3206) ; **article 3** : possibilité de retour en France en cas d'échec du retour volontaire (p. 3208) ; estimations de M. Jean-Marie Le Pen sur le nombre d'immigrés en France (p. 3215) ; **article 4** : immigration clandestine ayant un effet très négatif sur les conditions d'existence des étrangers régulièrement installés en France ; intérêt des employeurs à faire travailler des étrangers en situation irrégulière ; suppression du cinquième alinéa de l'article 19 de l'ordonnance de 1945 diminuant les possibilités de poursuites contre les employeurs de main-d'œuvre clandestine [15 juillet 1986] (p. 3244) ; projet diminuant la possibilité de recueillir des preuves contre l'employeur clandestin (p. 3245) ; **après l'article 4** : article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 étant relatif aux séjours irréguliers (p. 3252) ; **article 5** : pressions auxquelles risque d'être soumis le Gouvernement français en cas d'adoption de l'amendement n° 186 de M. Jean-Marie Le Pen (p. 3272) ; nécessité que l'étranger soit informé de ses droits dans une langue qu'il comprend ; délai de 24 heures au terme duquel seulement peut être exécutée une reconduite à la frontière (p. 3273) ; ses observations sur les propos de M. Pascal Arrighi (p. 3274) ; **article 7** : valeur de l'avis de la commission des expulsions ; son souci de voir les étrangers respecter les lois et la laïcité de l'Etat français (p. 3280) ; assimilation des étrangers ne se réalisant qu'avec le temps (p. 3281) ; valeur des avis de la commission d'expulsion ; composition de la commission (p. 3285) ; **article 8** : rôle de la commission chargée de donner un avis sur les expulsions ; **article 9** : approche de l'immigration par la majorité en terme de « délinquance » [16 juillet 1986] (p. 3311) ; catégorie d'étrangers n'étant pas expulsable ; jeunes de la deuxième génération ; opération anti « été chaud » (p. 3312) ; liens entre le problème des enfants yougoslaves et la possibilité d'expulser des mineurs de 18 ans (p. 3319) ; intégration des immigrés de la deuxième génération (p. 3320) ; impossibilité d'expulser des enfants arrivés en France avant l'âge de 10 ans (p. 3322) ; **après l'article 10** : principes de la politique d'immigration du Front national ; sa demande pour que la majorité parlementaire « s'élève avec vivacité contre les propos » de ce groupe (p. 3346) ; **article 11** : délai d'exécution des mesures d'expulsion et de reconduite à la frontière (p. 3348) ; **article 12** : Turcs du quartier du Sentier ; lutte contre la clandestinité passant d'abord par la lutte contre les employeurs de main-d'œuvre clandestine (p. 3350) ; **article 16** : régularisation de la situation des enfants entrés sur le territoire avant le 7 décembre 1984 (p. 3358) ; **après l'article 17** : carte de résident et liberté d'association accordées aux étrangers entre 1981 et 1986 (p. 3360, 3361).

Seconde délibération du projet de loi : **article 2** : insertion des étrangers ; lutte contre l'immigration clandestine ; procédure d'expulsion et de reconduite à la frontière créant chez les étrangers un sentiment d'insécurité ; problème des enfants de la deuxième génération (p. 3362).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : projet de budget de la section air des crédits de la Défense ; caractère préoccupant de la situation des personnels de l'Armée de l'air ; niveau d'activité des forces ; nombre d'avions de combat en ligne ; système de détection aéroporté ; développement de l'avion de combat futur [12 novembre 1986] (p. 6126) ; développement du futur avion de transport à long rayon d'action ; problème de la nouvelle composante nucléaire ; accord de la loi de programmation (p. 6127).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; amendement déposé par le Gouvernement et reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail ; commission des affaires sociales et culturelles n'ayant pas eu le loisir d'en délibérer ; opposition des syndicats [19 décembre 1986] (p. 7906) ; présidents des groupes parlementaires de la majorité ayant décidé de soutenir le texte après son dépôt par le Gouvernement devant la commission mixte paritaire (p. 7907) ; absence de contreparties à l'aménagement du temps de travail ; réduction de la durée du travail constituant une ancienne revendication des travailleurs français (p. 7908) ; réglementation progressive du travail des femmes (p. 7909) ; réduction de la durée du travail compatible avec une amélioration du taux de croissance ; évolution du taux de chômage en France entre mars 1985 et mars 1986 (p. 7910) ; influence du progrès technologique sur l'emploi (p. 7911, 7912) ; ouverture de l'économie française sur le monde (p. 7913) ; situation économique du tiers-monde (p. 7914) ; donne lecture de l'introduction du rapport Taddei (p. 7915, 1916, 7917, 1918) ; comparaison des coûts salariaux en France et en République fédérale allemande (p. 7919) ; réduction de la durée hebdomadaire du travail se traduisant plus par un non licenciement que par une embauche (p. 7920).

FUCHS (Jean-Paul)

Député du Haut-Rhin
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Vice-Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7) [16 avril 1986] (p. 193).

Membre du conseil de gestion du fonds national pour le développement de la vie associative [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Membre du conseil d'administration de France-Régions 3 [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Représentant de l'Assemblée nationale au conseil d'administration de la société nationale de programme France-Régions 3 [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (culture et communication : culture) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 7 novembre 1986] (p. 13402).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Proposition de loi modifiant le seuil à partir duquel les **conseillers municipaux** sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle **(n° 393)** [9 octobre 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome VII : **culture et communication : culture (n° 396)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Bilan de la sécurité sociale** : estimations du déficit de la sécurité sociale pour 1986 de Mme Georgina Dufoix, de M. Pierre Bérégovoy et de M. Renaud de La Genière ; insuffisance des réserves de trésorerie du régime social pour couvrir le déficit [7 mai 1986] (p. 835) ; rétablissement de la contribution de 1 % sur le revenu (p. 836) ;

— **Nécessité de renégocier un traité européen pour la dépollution du Rhin** : conséquences à long terme de la catastrophe écologique du Rhin ; information ; prévention ; application des mesures de sécurité existantes dans tous les pays de la communauté européennes et en Suisse ; pollution permanente du Rhin ; nécessité de négocier une nouvelle convention internationale contraignante [26 novembre 1986] (p. 6792).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : conditions dans lesquelles s'est engagé le débat devant la commission ayant conduit le président Barrot à en prononcer la suspension ; absence de dépossession du Parlement [22 avril 1986] (p. 217) ; Gouvernement de gauche ayant légiféré par ordonnances sur des préoccupations proches de celles qui sont discutées dans le présent projet de loi ; précisions importantes sur les intentions gouvernementales ayant été apportées à la commission par le ministre des affaires sociales et de l'emploi ; aggravation de la situation de l'emploi au cours de la période récente ; encouragement des entreprises à employer des jeunes ; effort en faveur de l'apprentissage ; nécessité de créer un environnement favorable aux entreprises sans remettre en cause la protection des salariés ; nécessité de favoriser le travail à temps partiel ; aménagement du temps de travail devant être à nouveau renvoyé à la négociation entre les organisations patronales et syndicales (p. 218) ; respect des garanties fondamentales prévues en faveur des salariés ; nécessaire régionalisation et diversification des structures du service public de l'emploi ; cas des zones où la situation de l'emploi est d'une particulière gravité ; privatisation des entreprises nationalisées ne conduisant pas pour autant à la suppression de la représentation des salariés au sein des conseils d'administration ; absence de régression sociale (p. 219).

Discussion des articles : **article 2** : responsabilité du Gouvernement et du patronat dans l'augmentation du nombre d'étrangers vivant en France ; garantie par la France de l'égalité des droits économiques et sociaux [25 avril 1986] (p. 436) ; éventualité d'une remise en cause des relations commerciales avec les pays dont les ressortissants se seraient vu interdire l'accès au travail (p. 437).

— Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion :

Nouvelle politique de liberté et de responsabilité ; nombre d'emplois perdus de 1981 à 1985 et nombre de chômeurs en 1986 [15 mai 1986] (p. 925) ; proportion de jeunes chômeurs par rapport à des pays étrangers ; résultats de la politique de traitement social du chômage ; création d'emplois précaires et fictifs, comme les T.U.C ; crédits consacrés aux chômeurs de longue durée ; politique générale d'allégement des contraintes et des charges des entreprises ; plans pour l'emploi des jeunes depuis 1977 ; développement de la formation en alternance ; stages Rigout ; maintien des garanties fondamentales des salariés ; absence de S.M.I.C. particulier pour les jeunes (p. 926) ; amélioration de l'environnement des entreprises ; approbation du plan pour l'emploi des jeunes par la plupart des syndicats ; relance de la concertation et de la négociation ; déficit du commerce extérieur ; absence de la maîtrise de l'inflation ; bénéfices actuels tirés des phénomènes conjoncturels ; niveau de l'investissement en 1985 ; multiplication du déficit des finances publiques et de la dette publique en quatre ans ; nationalisations ; emploi ; reconquête du marché intérieur ; développement et la défense des nouvelles technologies ; résultats financiers des entreprises du secteur public ; assouplissement du contrôle des changes et démantèlement du contrôle des prix ; élaboration d'une nouvelle politique de la concurrence ; dénationalisations rampantes des dernières années (p. 927) ; étalement de la privatisation sur cinq ans ; préparation des intérêts nationaux et participation des salariés des entreprises concernées ; nécessité de mettre en place rapidement une nouvelle politique ; recours à la procédure des ordonnances en 1983 et en 1986 (p. 928).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : modernisation de l'économie étant liée à celle du droit social [29 mai 1986] (p. 1483) ; échec patent de la réglementation actuelle de la procédure de licenciement ; licenciements économiques enregistrés en 1985 ne représentant que 10 % des motifs de départ à la retraite ; licenciements économiques étant effectués pour un tiers dans le cadre des procédures de redressement judiciaire ; caractère fictif du contrôle des inspecteurs du travail ; réglementation entravant l'embauche et précarisant l'emploi ; contrôle de l'embauche dans l'année suivant le licenciement économique ; tentation des employeurs de recourir au contrat à durée déterminée ; suppression de la vérification de l'origine économique du licenciement ; respect de la procédure ; incitation à la définition d'un plan social ; démarche du Gouvernement étant fondée sur la reprise des négociations contractuelles (p. 1484) ; nouvelle réglementation constituant pour les syndicats l'occasion de renforcer leur pouvoir ; recherche préalable de toutes les solutions évitant le licenciement ; retour à un juge unique compétent ; nécessaire renforcement des moyens des prud'hommes ; rôle de l'inspecteur du travail (p. 1485).

Discussion des articles : **article 1er** : autorisation administrative de licenciement n'étant pas une réelle garantie pour les salariés [4 juin 1986] (p. 1712) ; administration ne s'opposant qu'à moins de 1 % des licenciements ; législation en vigueur ayant accru la précarité de l'emploi (p. 1713) ; **son rappel au règlement** : conditions du débat parlementaire devenant indigne de la représentation nationale [5 juin 1986] (p. 1747) ; demande aux parlementaires socialistes d'arrêter de faire de l'obstruction (p. 1748).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : accroissement des moyens de la commission des comptes de la sécurité sociale ; création de la contribution de 0,4 % et relèvement des cotisations d'assurance vieillesse ; conditions d'exonération de la cotisation de 0,4 % ; avenir des régimes de retraite par répartition ; clarification des transferts inter-régime et de la compensation démographique [24 juillet 1986] (p. 3831) ; diversification des ressources des régimes d'assurance vieillesse ; fiscalisation des ressources de la sécurité sociale ; problème de la capitalisation (p. 3832).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **après l'article 2** : ses amendements n° 219 et 218 (réservés jusqu'après l'examen de l'article 13) [16 octobre 1986] (p. 4827) ; **après l'article 2** (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 219 précédemment réservé (régime fiscal des versements effectués par les entreprises au profit de fondations ou d'associations d'intérêt général agréées par le ministre de l'économie et des finances) ; son amendement n° 218 précédemment réservé (régime fiscal des versements effectués par les particuliers au profit des

associations de bienfaisance privées et des associations reconnues d'utilité publique) [17 octobre 1986] (p. 4985) ; non soutenus (p. 4986).

Deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : caractéristiques de la politique menée depuis 1981 ; nombre d'associations culturelles subventionnées par l'Etat ; problème de l'intégration des grandes opérations parisiennes d'équipement dans le budget [23 octobre 1986] (p. 5209) ; opportunité de dégager des moyens supplémentaires pour les opérations culturelles dans les régions ; réduction des dotations destinées aux conventions de développement culturel ; crédits d'achat et de commande d'œuvres d'art ; évolution de l'enveloppe consacrée à l'activité théâtrale ; développement des enseignements artistiques ; sauvegarde et valorisation du patrimoine historique ; préservation du patrimoine linguistique et culturel ; dépôt d'un projet de loi de programme sur le patrimoine ; encouragement du mécénat (p. 5210, 5211).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* évolution des crédits de l'enseignement technique ; formation en alternance ; enseignement professionnel court [3 novembre 1986] (p. 5735) ; enseignement artistique (p. 5736).

Services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* vie associative ; diminution des crédits d'intervention du budget ; ressources du fonds national du développement des sports [4 novembre 1986] (p. 5809) ; protestation des associations d'éducation populaire ; promotion par mécénat (p. 5810).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture : discussion générale : amélioration des prestations familiales ; égalité fiscale entre les couples mariés et non mariés ; généralisation de l'allocation parentale d'éducation et aide à la garde des enfants ; diminution de la part des prestations familiales dans le revenu ; maintien de la prime de déménagement ; diminution du nombre de prestations familiales sous conditions de ressources ; mesures en faveur du troisième enfant [18 novembre 1986] (p. 6502).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 15** : son amendement n° 62 (tendant à compléter le dernier alinéa de l'article L. 324-9 du code du travail par les mots « ainsi que des travaux d'entraide lorsque leur durée ou leur valeur sont très limitées ») : non soutenu ; son amendement n° 63 (même objet) [6 décembre 1986] (p. 7271) ; non soutenu ; son amendement n° 64 (tendant à l'article L. 324-12 du code du travail à remplacer les mots « et les inspecteurs des lois sociales en agriculture » par les mots « les inspecteurs des lois sociales en agriculture, les inspecteurs des affaires sanitaires et sociales assermentés, et les agents agréés des organismes de sécurité sociale ») : non soutenu ; **après l'article 15** : son amendement n° 65 (tendant à rédiger ainsi le début de l'article L. 3121 du code de la sécurité sociale « le jour même de la prise ou de la cessation de fonction du salarié ou le cas échéant le premier jour ouvrable suivant cette date, tout employeur » ; le reste sans changement) : non soutenu (p 7272).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : Rapporteur pour avis suppléant : difficultés de fonctionnement de la juridiction prud'homale ; augmentation du contentieux social ; recours de plus en plus systématique aux procédures d'appel ; suppression du contrôle par l'administration des modalités de licenciement pour cause économique [8 décembre 1986] (p. 7305) ; inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe sur le projet de loi relatif aux procédures de licenciement ; conformité du projet à la Constitution ; présentation des projets sur le fondement de l'article 3 de la loi du 3 juillet 1986 ; reprise du texte de l'accord du 20 octobre ; détournement de procédure (p. 7314) ; blocage de la politique contractuelle depuis 1981 ; échec de la négociation sur la flexibilité fin 1984 ; loi de février 1986 sur l'aménagement du temps de travail ; rend hommage au sens des responsabilités montré par les syndicats et le patronat ; identité des protections contre le licenciement entre les salariés des P.M.E. et les salariés des grandes entreprises ; relance de la politique contractuelle (p. 7315, 7316).

G

GALLAND (Yves)

Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean-Pierre Soisson : caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : évolution défavorable de l'équilibre démographique de la C.N.R.A.C.L. ; augmentation du taux de cotisation des employeurs différée depuis 1982 [15 octobre 1986] (p. 4755) ; hausse contenue à la moitié environ de ce qui était prévisible (p. 4756).

— M. Louis Mermaz : contrôle de l'usage des finances publiques communales : specificité de Paris justifiant un regime dérogatoire [5 novembre 1986] (p. 5852) ; augmentation des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris en raison de la loi dite P.L.M. (p. 5853).

— M. Jean Jarosz : finances communales : augmentation des dotations de l'Etat supérieure au taux de l'inflation ; compensation intégrale de l'abattement de la taxe professionnelle ; limitation de la hausse des cotisations à la C.N.R.A.C.L. [19 novembre 1986] (p. 6539).

— M. Jean-Louis Masson : charges de gestion des régions depuis la décentralisation et modification du mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux : rôle essentiel des conseils régionaux en matière d'aménagement du territoire et de développement économique ; doute sur l'utilité de certains transferts de compétences notamment en matière scolaire ; dépôt par M. Guichard d'une proposition de loi tendant à transférer la gestion des lycées au niveau du département avec l'assentiment des élus ; allégement souhaitable des structures de gestion ; délégation de compétences aux départements ; coexistence de différents modes de scrutin ; modification envisagée seulement après plusieurs années d'expérience [19 novembre 1986] (p. 6548).

orales sans débat de :

— M. Jean-Marie Demange (n° 120) : reconstruction du pont de Malling : modicité des crédits inscrits à la ligne budgétaire du ministère de l'intérieur supportant ce type de dépenses ; redéploiement de crédits de paiement prévu pour 1987 ; leur insuffisance pour financer en totalité la reconstruction du pont de Malling ; intérêt de la proposition du conseil général de la Moselle d'assurer le préfinancement des travaux rendant envisageable une solution en 1987 [21 novembre 1986] (p. 6676).

— M. Gérard Bordu (n° 123) : électricité de France : moyens susceptibles d'assurer aux entreprises des prix d'électricité leur permettant de rester compétitives ; évolution tarifaire fonction des gains de productivité et de la rigueur de gestion ; possibilité de réduire les coûts et d'améliorer les services ; rôle revenant au personnel en contrepartie du statut dont il bénéficie [21 novembre 1986] (p. 6677).

— M. François Porteu de la Morandière (n° 125) : fiscalité des véhicules de sociétés : relèvement de la

limitation de l'amortissement des véhicules de sociétés porté à un taux voisin du prix d'acquisition des véhicules de services ; T.V.A. sur l'achat de ces véhicules déductible ; autonomie des départements dans la fixation du taux des vignettes ; pas de relèvement de la taxe sur les véhicules de sociétés dans le budget de 1987 [21 novembre 1986] (p. 6678).

— **M. Joseph Menga (n° 127) : travail portuaire :** quasi stagnation des trafics portuaires depuis 1980 ne permettant plus d'absorber le rendement croissant de la manutention ; recrutement inopportun de dockers de 1981 à 1983 [21 novembre 1986] (p. 6678) ; demande adressée à chaque collectivité portuaire de proposer un plan adapté à sa situation ; possibilité d'octroi de départ en préretraite et de congé de conversion (p. 6679).

— **Mme Marie-France Lecuir (n° 129) : subvention d'équilibre à la commune de Montigny-les-Cormeilles :** endettement excessif de la commune et inadéquation de ses ressources propres par rapport à ses engagements ; laxisme financier ayant permis de renouveler pendant cinq ans une subvention exceptionnelle ; nécessité pour la commune de voter un budget en équilibre ; revenu moyen par habitant permettant d'accroître les impôts locaux [21 novembre 1986] (p. 6679) ; subvention indépendante de la couleur politique des communes ; suréquipement et surendettement de Montigny-les-Cormeilles ; recours à une pression fiscale supérieure (p. 6680).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :*

Répond aux questions de :

— *M. Georges Bollengier-Stragier :* ralentissement des effets redistributifs des nouveaux mécanismes de répartition de la D.G.F. ; distribution du gain de pouvoir d'achat [7 novembre 1986] (p. 6020) ; statut de la fonction publique territoriale devant être modifié par projet de loi (p. 6024).

— *M. Joël Hart :* fonds de compensation de la T.V.A. ; inapplicabilité de la loi de 1985 pour la D.G.F. des communes touristiques.

— *M. Eric Raoult :* critère de l'effort fiscal écrêté dans l'attribution de la D.G.F. constituant l'augmentation de la fiscalité locale ; révision des paramètres de cet élément.

— *M. Xavier Dugoin :* préfère parler de « charte » plutôt que de « statut » de l'élu local ; possibilité d'accorder aux élus ou aux candidats les mêmes facilités (p. 6025) ; engagement d'une négociation avec le C.N.P.F. ; problème des indemnités et retraites (p. 6026).

— *Mme Jacqueline Osselin :* base légale de l'évolution de la D.G.F. à partir de 1987 (p. 6028) ; simplification des mécanismes de répartition et renforcement du critère de la population (p. 6029) ; situation de la C.N.R.A.C.L. (p. 6029) ; charge de la dette pour les collectivités locales ; répartition des charges entre l'État et le département pour les personnels des préfectures et des services extérieurs de l'Etat ; liberté des tarifs des prestations ; rôle économique des collectivités locales et notamment des usines-relais ; compensation de l'allégement des bases de la taxe professionnelles (p. 6030).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : crédits de fonctionnement du Conseil de Paris ; spécificité du régime des assemblées parisiennes [21 novembre 1986] (p. 6690) ; existence de groupes politiques au Conseil de Paris ; absence de réponse au fond avant 1986 au référé du premier président de la Cour des comptes ; absence de « volonté manifeste » lors de l'abrogation en 1975 de l'article 9 du décret-loi du 21 avril 1939 ; réaménagement du régime des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris ; préparation des propositions budgétaires (p. 6691) ; garantie apportée pour l'apurement et le contrôle des comptes ; spécificité des collectivités parisiennes ; lien entre la loi P.L.M. et l'augmentation des frais de fonctionnement du Conseil de Paris ; transfert à la collectivité locale d'attributions en matière de pouvoir de police ; retraite des anciens officiers municipaux (p. 6692) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen ; principe d'égalité des collectivités territoriales ; dépenses de portée nationale supportées par le Conseil de Paris ; caractère traditionnel du statut particulier de Paris ; spécificité de certaines collectivités locales (p. 6695) ; inopportunité d'invoquer l'article 15 de la Déclaration des droits de l'Homme ; amendements de la commission destinés à améliorer le contrôle des crédits de fonctionnement devant s'exercer *a priori* et *a posteriori* ; droit d'évocation de la Cour des comptes (p. 6696) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; retraite des officiers municipaux ; réponse de M. Joxe au référé de la Cour des comptes de 1982 ; évaluation des frais de questure de la ville de Paris ; demande de la communication des comptes du département de Paris par la chambre régionale des comptes pour 1983 ; mise en cause par M. Roland Dumas de l'indépendance de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France (p. 6700-6701-6702).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** son amendement n° 1 (tendant à faire bénéficier les anciens officiers municipaux pour les fonctions qu'ils ont exercées entre 1977 et 1983 des dispositions de l'article 33 de la loi de 1975 en matière de retraite des anciens maires et adjoints des arrondissements de Paris) ; adopté (p. 6710) ; **article 8 :** permis de stationnement accordé aux petits marchands étant de la compétence du maire et non du préfet de police (p. 6714) ; **article 9 :** possibilité pour la ville de Paris et les entreprises gestionnaires de ses services publics d'adapter leurs moyens aux exigences d'une gestion au moindre coût ; règles de fonctionnement des assemblées locales imposant à l'assemblée délibérante de se prononcer sur les conventions et notamment celles de mise à disposition (p. 6715) ; **article 13 :** maintien des pouvoirs du préfet de police en matière de lutte contre l'incendie dans la petite couronne (p. 6716).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : autorisation d'implantation des machines à sous dans les casinos ; difficultés économiques de ce secteur [17 décembre 1986] (p. 7720) ; réflexion du précédent gouvernement sur une éventuelle réforme des casinos (p. 7721) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; chute des recettes des casinos ; portée de la loi de 1983 sur l'interdiction des machines à sous ; propos de M. Jean-Pierre Michel sur l'existence d'un réseau de trafiquants receleurs ; précaution prise contre la mafia ; bilan de la précédente législature en matière de jeux et paris (p. 7724) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie ; politique sociale du Gouvernement ; ouverture de casinos en Hongrie, Roumanie et Bulgarie (p. 7726).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** son amendement n° 1 (tendant à exonérer du droit de timbre les cartes d'entrée dans les salles de casinos où sont installés les appareils de jeux automatiques) : adopté (p. 7728).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'Intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Discussion générale : opinion favorable du Gouvernement, du ministre de l'intérieur et du Premier ministre à la création d'une commission d'enquête sur le déroulement et la présentation des événements de novembre et décembre 1986 [17 décembre 1986] (p. 7731).

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Politique des taux d'intérêt : réussite de la dévaluation du franc ; baisse des taux d'intérêt ; reprise des investissements productifs en France [23 avril 1986] (p. 253).

GANTIER (Gilbert)

Député de Paris
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie ; navigation aérienne) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Proposition de loi visant à moderniser le **régime de la concurrence (n° 80)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative aux **pouvoirs de police dans la capitale (n° 235)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions d'ordre social incluses dans la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la **prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises,** modifiée par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises **(n° 240)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à modifier diverses dispositions d'ordre social de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au **redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises (n° 241)** [26 juin 1986].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles ont été déclenchées les **grèves sauvages** des mercredi 24, jeudi 25 et vendredi 26 septembre **à E.D.F.** dans certains arrondissements de Paris **(n° 367)** [2 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 23 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports :** aviation civile météorologie et budget annexe de la navigation **(n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 109, posée le 2 octobre 1986 : **électricité et gaz (E.D.F.)** (p. 4331) ; appelée le 3 octobre 1986 : **grèves à E.D.F. :** grèves illégales d'E.D.F. dans la région parisienne ; absence de préavis (p. 4337) ; nécessité d'une législation définissant la responsabilité du service public défaillant ; utilité d'une commission d'enquête parlementaire (p. 4338).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : s'exprime contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; ses observations sur le discours de M. Pierre Mauroy [22 avril 1986] (p. 232) ; politique de l'emploi en 1981 ; idéologie archaïque du groupe socialiste (p. 233) ; évolution de l'emploi dans le secteur public depuis 1980 ; nationalisation des banques ; accroissement des cotisations de sécurité sociale ; rôle du Conseil constitutionnel depuis 1981 ; jurisprudence du Conseil d'Etat sur les transferts des entreprises publiques vers le secteur privé (p. 234) ; dénationalisations prévues dans le projet de loi n'étant pas contraires aux principes contenus dans le préambule de la Constitution de 1946 et dans la déclaration des droits de l'Homme de 1789 ; utilisation des ordonnances entre 1981 et 1986 ; conditions du travail en commission ; propose de repousser l'exception d'irrecevabilité (p. 235).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : situation économique et sociale de la France ; doublement du chômage ; triplement de la dette publique et quintuplement du déficit budgétaire ; baisse de l'indice de l'investissement calculé par l'I.N.S.E.E. ; proposition d'une nouvelle politique fondée sur plus de liberté et plus de responsabilité ; processus de libération des prix ; baisse réelle des taux d'intérêt [15 mai 1986] (p. 945) ; réajustement monétaire d'avril 1986 ; échec du traitement social du chômage ; proportion de jeunes au chômage ; impossibilité de considérer les T.U.C. comme une solution

durable au chômage des jeunes ; privatisation des entreprises du secteur concurrentiel ; dénationalisations rampantes faites avant 1985 (p. 946).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : demande une suspension de séance [23 mai 1986] (p. 1144) ; rapport de M. Renaud de la Genière ; évolution du besoin de financement des administrations publiques ; formation brute de capital fixe des entreprises ; ralentissement de l'activité économique en France ; lutte contre l'inflation supposant le maintien de la politique salariale de rigueur ; retard des hausses nécessaires des tarifs publics (p. 1148) ; loi de finances rectificative marquant le refus d'une économie d'endettement ; abaissement des taux d'intérêt ; nécessité de généraliser l'abaissement à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés ; globalisation de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières étant susceptible de développer l'épargne orientée vers les capitaux à risque ; exonération pour trois ans des participations assises sur les salaires lorsque les entreprises franchissent le seuil de dix salariés ; fiscalité de l'épargne ; Sicav et fonds communs de placement ayant permis à de très nombreux particuliers d'accéder au marché financier ; possibilité pour les particuliers de bénéficier d'un abattement sur le revenu imposable en achetant des actions de Sicav et employant ces ressources à concurrence d'au moins 50 % sous la forme d'augmentation de capital de sociétés françaises (p. 1149) ; rétablissement de l'anonymat sur l'or ; nécessaire réinjection dans l'économie française des capitaux actuellement immobilisés (p. 1150).

Discussion des articles : **article 1er** : niveau du prélèvement fiscal sur les bénéfices ; notion de réserve [26 mai 1986] (p. 1166) ; nécessité de faire atteindre à l'avoir fiscal le taux de 100 % ; augmentation des acomptes devant être payés par l'entreprise (p. 1167) ; **article 2** : seuil de dix salariés ; participation au versement transport ; possibilité de porter le seuil de participation de dix à vingt salariés ; sa référence à une étude de l'I.N.S.E.E. qui montre que dans tous les secteurs d'activité mais surtout dans l'industrie, le seuil de dix salariés freine l'embauche ; exonération et lissage du seuil de dix salariés (p. 1197) ; **après l'article 6** : collectif sonnant le glas de la préférence pour une économie d'endettement au détriment de l'économie d'investissement ; Etat ayant encouragé le développement du marché obligataire ; démarche cohérente consistant à accorder un abattement global de 8 000 francs à toutes les personnes seules et un abattement de 16 000 francs aux couples mariés [27 mai 1986] (p. 1238) ; amnistie allant nécessairement contre la morale ; historique des amnisties fiscales et douanières depuis 1958 ; montant des sommes ayant bénéficié en 1982 de l'amnistie (p. 1258).

Seconde délibération de la première partie : **article 11 *bis*** (lettre rectificative) : nécessité de retarder au 1er janvier 1987 l'application des dispositions du présent article ; importance financière des Sicav et des fonds communs de placement ; entreprises préférant placer leur disponibilité plutôt que d'investir ; nécessité de ne rien entreprendre qui puisse détourner des ménages épargnants des organismes de placement collectif de valeur mobilière ; risque d'évasion de la gestion des capitaux par rapport aux Sicav françaises ; assiette de l'impôt ; fonds relatif à la participation ; droit de sortie ; opportunité de créer des organismes de placement collectif de valeurs mobilières d'entreprises [28 mai 1986] (p. 1387) ; **article 11 *ter*** (lettre rectificative) : aménagement de la fiscalité des plus-values realisées par les entreprises membres d'un fonds commun de placement ; profit anticipé sur le placement financier étant supérieur à celui que les entreprises pouvaient espérer réaliser sur leurs investissements productifs (p. 1391) ; son amendement n° 181 (parts des fonds communs de placement inscrites au bilan de l'entreprise à l'ouverture de l'exercice en cours au 16 avril 1986) ; réparation d'une injustice en maintenant les mêmes conditions de concurrence pour les entreprises ayant réalisé des plus-values à la même date en cédant des parts de fonds communs de placement : adopté (p. 1392) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement** : rappelle qu'une lettre rectificative au projet de loi portant loi de finances rectificative pour 1986 a été déposée le 23 avril ; délai constitutionnel posé par l'article 47 de la Constitution (p. 1406).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : droits du Parlement ; délais d'examen des lois de finances ; rapport de M. Renaud de la Genière ; accroissement du besoin de financement des administrations ; multiplication par deux du taux de chômage ; insuffisance des dotations aux entreprises nationalisées ; exemple de Renault [30 mai 1986] (p. 1530) ; propos récents de M. Fabius sur la compétitivité des entreprises (p. 1531).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : **son rappel au règlement** : demande qu'il soit fait application de l'article 57, alinéa 4 du règlement de l'Assemblée nationale ; demande et obtient que la clôture de la discussion soit décidée [4 juin 1986] (p. 1716) ; **son rappel au règlement** : rappelle que dans les débats ayant eu lieu sous la précédente législature les interventions ont été très souvent limitées à un orateur « pour » et à un orateur « contre » (p. 1716) ; **article 5** : conditions de la vie économique et sociale en 1945 ; contenu de l'article L. 321-1 du code du travail ; maintien du contrôle de l'emploi dans les cas de conventions d'allocations spéciales du fonds national de l'emploi ; suppression de la nécessité d'un accord sur les embauches [7 juin 1986] (p. 1992).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à abroger l'article 21 de la loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 portant diverses dispositions d'ordre social (n° 147)

Première lecture, discussion générale : nominations dans le corps des ministres plénipotentiaires ; grève des fonctionnaires soutenue par M. Claude Cheysson ; préservation des intérêts des trois personnes nommées [30 juin 1986] (p. 2653).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : prolongation de la période de douze mois prévue à cet article [11 juillet 1986] (p. 3210) ; précision du texte ; pouvoir d'appréciation du tribunal (p. 3214) ; assimilation de l'étranger qui aura quitté le territoire national pendant plus de douze mois à un nouvel immigrant (p. 3217).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accesaion à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 501 (inapplicabilité de la loi aux logements pour la construction desquels un permis a été délivré après le 1er janvier 1986) : non soutenu [17 juillet 1986] (p. 3467) ; **article 6** : son amendement n° 502 (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa (a) de cet article, à substituer aux mots : « en bon état de réparation de toute espèce », les mots : « en bon état d'usage ») : non soutenu [18 juillet 1986] (p. 3485) ; **article 15** : son amendement n° 504 (possibilité, pour les parties, d'indexer le niveau du loyer sur les prix de biens produits ou services en relation directe avec l'objet de la convention ou de l'activité de l'une des parties) (p. 3516) ; vote réservé en application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 3517) ; **article 16** : son amendement n° 505 (tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « si celui-ci en fait la demande ») : devenu sans objet (p. 3518) ; **article 17** : son amendement n° 506 (tendant, à la fin de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « éventuellement renouvelé ») (p. 3521) ; rejeté (p. 3522) ; **article 41** : son amendement n° 516 (possibilité pour les bailleurs de conclure des accords locaux avec la majorité des locataires) : non soutenu ; son amendement n° 517 (précisant que les accords deviennent obligatoires à partir du moment où ils ont été conclus par la majorité des locataires) : retiré [23 juillet 1986] (p. 3706).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 9** : son amendement n° 49 (inscription du montant total de la rémunération des salariés en distinguant le

salaire net perçu et les cotisations ouvrières et patronales de sécurité sociale) [25 juillet 1986] (p. 3900) ; ses observations (p. 3901) ; mention du montant des rémunérations du travail et les charges sociales sur le bulletin de paie (p. 3902) ; ses observations ; adopté (p. 3907).

Explications de vote : besoins de financement de la sécurité sociale ; coût de l'abaissement de l'âge de la retraite sur le système de retraite ; absence d'augmentation des cotisations pour les entreprises ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 3908).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 *undecies*** : ses amendements n° 19, 20, 21, 22 et 23 : devenus sans objet [11 août 1986] (p. 4245).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : importance des Français de l'étranger ; fonctions du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; réforme du mode de scrutin [3 octobre 1986] (p. 4365).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : regrette que n'ait pas été dressé un bilan de la gestion socialiste ; maux dont souffre l'économie française ; erreur du partage du travail ; ses observations sur la répartition des allégements fiscaux entre les ménages et les entreprises ; charges indues frappant les entreprises : taxes non déductibles, contributions des institutions financières, prélèvements sur les entreprises pétrolières, taxes sur le fioul, T.V.A. sur le gazole [14 octobre 1986] (p. 4712) ; taxe sur les frais généraux ; cotisations d'allocations familiales ; décalage d'un mois en matière de T.V.A. ; provision pour congés payés (p. 4713).

Première partie :

Discussion des articles : **article 3** : allégement de la taxe professionnelle ; soutien entre la chute de l'investissement et les pertes d'emplois ; utilité des aides fiscales à l'investissement ; cas de la République fédérale d'Allemagne ; nécessité de réformer la taxe professionnelle dans un sens favorable à l'investissement [16 octobre 1986] (p. 4832) ; son amendement n° 163 (tendant à modifier l'assiette de la taxe professionnelle) ; taxe professionnelle constituant un frein à l'investissement ; retiré ; (p. 4862) ; **article 4** : déductibilité de la provision pour congés payés ; inconvénient du système retenu par le Gouvernement en cas de diminution de la masse salariale (p. 4866) ; son amendement n° 171 (précisant que l'indemnité pour congés payés peut, sur option, être considérée comme une charge normale de l'exercice au cours duquel le salarié prend ses vacances) ; retiré (p. 4870) ; **article 6** : suppression de l'agrément administratif pour les implantations commerciales à l'étranger inférieur à 5 millions de francs (p. 4905) ; **article 7** : utilité de la diminution de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, sur le fioul lourd et le gaz naturel pour certains secteurs industriels ; nécessité d'un alignement de cette taxe sur la moyenne européenne ; déductibilité de la T.V.A. sur le gazol pour le trafic international et le trafic national (p. 4906) ; son amendement n° 178 (tendant à rendre déductible la T.V.A. sur le gazole) : retiré (p. 4909) ; **après l'article 9** : son amendement n° 182 (tendant à supprimer l'agrément prévu à l'article 209 *sexies* du code général des impôts pour les sociétés françaises dont 98 % au moins du capital est détenu directement ou indirectement par une autre société française) ; fiscalité des groupes ; assimilation de ces sociétés à un établissement de la société mère pour l'assiette et le paiement de la T.V.A. ; régime du décalage d'un mois en matière de T.V.A. ; retiré (p. 4916) ; coût de la mesure prévue par son amendement (p. 4917) ; **article 14** : son amendement n° 216 (insérant après la première phrase du 4° alinéa du paragraphe II de cet article la phrase suivante : « cette réduction peut être pratiquée chaque année en cas d'investissement successif ») : non soutenu [17 octobre 1986] (p. 4951) ; **article 15** : son amendement n° 220 (substituant dans la première phrase du 2° alinéa III *bis* de cet article à la date « 31 décembre 1986 » la date « 1er janvier 1987 ») : retiré (p. 4955) ; **avant l'article 16** : son amendement n° 225 (cas où l'héritier d'une entreprise individuelle ou de titre d'une société non cotée peut demander la suspension du paiement des droits d'enregistrement et de la taxe de la publicité foncière) ; nécessité de faciliter la transmission aux héritiers des entreprises individuelles ; nécessité d'une suspension des droits en cas de décès lorsque l'héritier ou le légataire d'une entreprise individuelle ou des titres d'une société non cotée s'engagent à permettre la poursuite d'une exploitation industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale (p. 4972) ; retiré (p. 4973) ; **article 16** : coût budgétaire de l'article ; âge limite de la réduction de 25 % (p. 4973) ; **article 23** : son amendement n° 232 (tendant dans la première phrase du premier alinéa de l'article 44 *quater* du code général des impôts à supprimer les mots : « créé du 1er janvier 1983 au 31 décembre 1986) : non soutenu ; son amendement n° 233 (tendant à la fin de la première phrase du paragraphe « c » du 2° de l'article 199 *sexies* du code général des impôts à remplacer les mots « du 1er janvier 1982 au 31 décembre 1986 » par les mots « à compter du 1er janvier 1982 ») : non soutenu (p. 4995) ; **article 24** : son amendement n° 234 (tendant dans cet article à substituer au taux « 10 000 F » le taux « 6 000 F ») ; nécessaire augmentation des redevances pour les établissements classés ; rôle du service des établissements classés (p. 4997) ; retiré ; son amendement n° 235 : retiré ; son amendement n° 236 : retiré (p. 4998) ; **après l'article 7 (amendements précédemment réservés)** : nécessité de permettre au service des télécommunications la déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée (p. 5017) ; **article 32 et état A** : diminution du déficit budgétaire ; libéralisation de l'économie ; regrette que la réduction de pression fiscale s'exerce davantage au profit des ménages qu'au profit des entreprises ; nécessité de favoriser l'investissement productif ; diminution des prélèvements obligatoires (p. 5040).

Deuxième partie :

Affaires étrangères. — Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* augmentation des exportations japonaises vers la Communauté européenne ; relations économiques entre la France et la Chine ; relations de la France avec les Philippines, la Corée du Sud et le Vietnam ; position de la diplomatie française face aux problèmes cambodgiens [24 octobre 1986] (p. 5311).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale,* Rapporteur spécial : importance économique, industrielle et politique du secteur de l'aviation civile et de la navigation aérienne ; crédits destinés au secteur de la construction aéronautique [28 octobre 1986] (p. 5386) ; accident de l'Airbus A-300 à Osaka ; évolution économique et juridique subie par le transport aérien depuis quelques années ; poursuite de la déréglementation ayant contribué à la dégradation du transport aérien ; activités des compagnies françaises (p. 5387) ; succès commercial d'Air Inter (p. 5388).

Examen des crédits. — **Etat B, titre IV** : organisation du transport aérien [29 octobre 1986] (p. 5464) ; **Etat C, titre V** : problème de la construction aéronautique (p. 5466).

Industrie. — *Discussion générale :* montant des exportations industrielles de la France [31 octobre 1986] (p. 5631) ; diminution des aides prévues dans le budget pour 1987 ; suppression des aides à l'industrie ; suppression des charges des entreprises ; prélèvement sur les industries de la recherche pétrolière ; fiscalité dans l'industrie automobile ; aide à l'investissement ; cas des investissements immatériels (p. 5632).

Examen des crédits : **Etat B — après l'article 73** son amendement n° 122 (présentation au Parlement d'un rapport sur les conséquences du prélèvement sur les entreprises pétrolières institué par la loi de finances pour 1985) ; mode de calcul du prélèvement ; évolution du cours du pétrole ; retiré (p. 5647).

Economie, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* structure du fascicule budgétaire des charges communes ; dette publique ; dotation destinée aux dépenses et atténuation de recettes [7 novembre 1986] (p. 6052) ; suggère que les crédits prescrits aux charges communes soient transférés dans les fascicules particuliers ; dette publique ; diminution des montants des dépenses de bonification d'intérêt (p. 6053).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 63 : extension aux communes faisant partie d'une association réalisée dans le cadre de la loi de 1971 des dispositions applicables aux petites communes pour la majoration de retard relatif aux impôts perçus par voie de rôle [14 novembre 1986] (p. 6415-6416).

Articles de récapitulation : article 33 : ses observations pour la rectification d'une erreur matérielle relative aux crédits de la défense (p. 6421).

Seconde délibération, explications de vote : vote positif du groupe U.D.F. ; effort d'économie et réduction du déficit budgétaire ; allégement des impôts sur les personnes physiques (p. 6450) ; niveau des prélèvements obligatoires ; mesure introduite dans le projet par l'Assemblée ; allégement du prix de l'énergie pour les entreprises ; développement des emplois de proximité pour les personnes âgées ou handicapées (p. 6451).

Commission mixte paritaire, explications de vote : vote positif du groupe U.D.F. ; délai au terme duquel le report en arrière des pertes donne lieu à remboursement ramené de dix à cinq ans ; assujettissement des télécommunications à la T.V.A. ; financement des associations et des universités ; amélioration des garanties du contribuable [16 décembre 1986] (p. 7688).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion des articles : **article 12** : son amendement n° 63 (partenaires sociaux négociant dans le cadre des conventions collectives des modalités de prise en charge par l'employeur du ou des jours de congés attribués à l'occasion de chaque naissance survenue au foyer du salarié ou de l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption) : rejeté [19 novembre 1986] (p. 6584).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : police municipale à Paris ; mise à disposition réciproque des moyens et services pour la gestion des services publics locaux ; possibilité pour le maire de Paris de présenter son budget d'investissement sous forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; retraite des officiers municipaux ; contrôle des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris ; notion de frais de questure ; rapport de ces frais avec la loi P.L.M. ; spécificité de la ville de Paris [21 novembre 1986] (p. 6703-6704) ; demande de contrôle formulée par la chambre régionale d'Ile de France ; maintien après 1977 des règles spécifiques de gestion pour la partie du budget de la ville nécessaire au fonctionnement des assemblées ; institution par la proposition de loi d'un contrôle quasi juridictionnel et politique ; représentation des groupes politiques dans les commissions de contrôle ; possibilité d'intervention de la Cour des comptes (p. 6705).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 29 (tendant à rédiger ainsi après les mots « sont applicables » la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 9 de la loi du 31 décembre 1975 « aux agents de la direction de l'eau et de la propreté habilités à cet effet) : non soutenu (p. 6715).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe à la proposition de loi organique relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation [3 décembre 1986] (p. 7057) ; texte de 1984 éliminant à terme deux tiers des conseillers d'Etat et des conseillers à la Cour des comptes ; accélération des départs à la retraite ; conditions relatives à la fonction d'inspecteur général dans les corps d'inspection et de contrôle ; problème posé au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes (p. 7058).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une protection particulière pour les commerçants ; rapport RueffArmand sur l'équilibre entre les relations bailleur-preneur ; restriction du champ d'application de la loi ; limitation dans le temps du droit au renouvellement ; possibilité d'association entre le propriétaire et le locataire commerçant ; possibilité d'une réforme plus importante ; mécanisme proposé par la commission des lois sur un réajustement progressif des loyers [4 décembre 1986] (p. 7104).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : ses critiques de la législation relative à la limitation des possibilités de cumul entre pension de retraite et revenu d'activité ; travail productif ouvertement rémunéré développant la production ; prélèvement de 20 % opéré sur le revenu d'activité ayant pour conséquence de rendre difficile l'exercice de n'importe quelle activité rétribuée après l'âge de la retraite ; absurdité de concevoir une économie avec un nombre limité d'emplois à partager ; mesure frappant le cumul emploi-retraite étant d'autant plus injuste qu'elle touche les revenus moyens [5 décembre 1986] (p. 7173) ; intentions du Gouvernement en matière de cumul-emploi-retraite (p. 7174).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 72 (remboursement des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique étant assuré sous condition de ressources) [6 décembre 1986] (p. 7194) ; s'oppose au remboursement automatique de l'interruption volontaire de grossesse (p. 7195) ; nécessité que les revenus des personnes concernées soient inférieurs au plafond des cotisations de sécurité sociale (p. 7196) vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7201) ; rappelle que pour des raisons démographiques il est hostile au remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; nécessité de respecter l'anonymat (p. 7202) ; **après l'article 7** : pouvoirs publics devant être libres de fixer les taxes sur les alcools et tabacs (p. 7226) ; **après l'article 15** : conséquence de la faute inexcusable en matière de sécurité du travail pour le chef d'une petite entreprise (p. 7273) ; nécessité de doter les commissions nationales et régionales destinées à représenter les conseils juridiques de la personnalité morale (p. 7279).

— Son rappel au règlement : responsabilité de l'Assemblée nationale consistant à ne pas accroître une tension déjà trop grande ; Assemblée nationale se devant de reprendre ses travaux [6 décembre 1986] (p. 7216).

— Son rappel au règlement : demande un scrutin public sur la demande de suspension formulée par M. Guy Ducoloné [8 décembre 1986] (p. 7299).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : signature de l'accord le 20 octobre par la C.F.D.T., Force ouvrière, la C.F.T.C. et le C.N.P.F. [8 décembre 1986] (p. 7338) ; motif de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; suppression de l'allocation supplémentaire d'attente par l'ordonnance du 21 mars 1984 ; problème des délais ; inexistence d'un système administratif d'autorisation de licenciement dans les autres grands pays industrialisés ; création du congé de conversion ; réforme des conseils de prud'hommes ; soutien du groupe U.D.F. (p. 7339).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 107 (insérant dans le dernier alinéa de cet article après les mots « en cas de » les mots « projet de ») ;

cohérence entre le code du travail et les textes de l'accord du 20 octobre 1986 [9 décembre 1986] (p. 7362) ; rejeté ; **article 2** : son amendement n° 110 (insérant dans la première phrase du 2e alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « toutefois si le salarié » les mots « qui a au moins un an d'ancienneté ») ; application du délai de 7 jours aux salariés ayant au moins un an d'ancienneté ; rejeté ; son amendement n° 111 (insérant dans la première phrase du 2e alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « inclus dans un » les mots « projet de ») : retiré ; son amendement n° 109 (insérant dans la dernière phrase du 2e alinéa du paragraphe I de cet article après le mot « individuel » les mots « pour un motif d'ordre économique ») (p. 7363) ; cas de non application du délai de 15 jours prévu par l'accord du 20 octobre 1986 ; rejeté ; son amendement n° 108 (rédigeant ainsi après le mot « individuel » la fin de la dernière phrase du 2e alinéa du paragaphe I de cet article « d'un ingénieur, d'un cadre ou d'un agent de maîtrise qui a une délégation écrite de commandement ») ; notion de « membre du personnel d'encadrement » ; définition issue de la loi du 6 mai 1982 ; retiré (p. 7364) ; **article 7** : son amendement n° 112 (de précision) : adopté ; son amendement n° 113 (de précision) (p. 7374) ; retiré (p. 7375) ; **article 8** : son amendement n° 114 (insérant dans la première phrase du 2e alinéa du paragraphe III de cet article après le mot « ou » les mots « établissements et dans les ») : adopté (p. 7390) ; **article 9** : son amendement n° 115 (insérant dans le 2e alinéa du paragraphe I de cet article après le mot « entreprises » les mots « ou établissements ») : adopté (p. 7392) ; **article 12** : son amendement n° 116 (de précision) : adopté (p. 7398) ; **article 13** : son amendement n° 117 (substituant dans le 3e alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-7 du code du travail aux mots « les articles L. 321-4 et L. 321-5 » les mots « l'article L. 321-4 ») (p. 7402) ; conformité du texte au contenu du mémorandum du 20 octobre conclu par les partenaires sociaux ; limite du contrôle de l'administration aux règles d'élaboration du plan social ; retiré ; son amendement n° 118 (complétant le 3e alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-7 du code du travail par les mots : « l'autorité administrative compétente n'étant pas habilitée pour autant à porter une appréciation sur le plan social ») : retiré (p. 7403) ; son amendement n° 119 (prévoyant qu'à défaut d'avis écrit dans les délais prévus ci-dessus l'autorité administrative compétente sera réputée ne pas avoir constaté d'irrégularités) ; délai de réponse imparti à l'autorité administrative (p. 7404) ; rejeté (p. 7405).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : réduction du déficit budgétaire [11 décembre 1986] (p. 7482) ; charge de la dette ; augmentation des charges de garantie de l'Etat ; rémunération des fonctionnaires ; utilisation de la procédure d'annulation de crédits ; prélèvements sur le budget annexe des P et T ; problème de la remise en cause par le législateur des décisions du juge de l'impôt à l'initiative du pouvoir exécutif ; conformité de la loi de règlement à ce collectif et validité des évaluations de dépenses ; cas de la charge de la dette (p. 7483) ;

Discussion des articles : **après l'article 20** : son amendement n° 51 (tendant à instituer une taxe sur certains véhicules immatriculés dans un Etat étranger et circulant en France) (p. 7549) ; adopté (p. 7550).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence (n° 573).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 1 (abrogeant le dernier alinéa de l'article 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence) [18 décembre 1986] (p. 7818) ; retiré (p. 7819).

GARMENDIA (Pierre)

Député de la Gironde
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* rôle du réseau des missions locales [5 novembre 1986] (p. 5893) ; avenir de la délégation interministérielle pour l'insertion des jeunes en difficulté : regrette que le Gouvernement se désengage de tous les dispositifs de formation destinés aux jeunes (p. 5894).

GASPARD (Françoise)

Député de l'Eure-et-Loir
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : objectifs du projet de loi d'ordre électoral et idéologique ; France étant une terre d'immigration ; nombre d'expulsions et de reconductions à la frontière [9 juillet 1986] (p. 3087) ; problèmes des clandestins ; conditions d'entrée des étrangers ; contrôle des moyens d'existence ; regroupement familial ; liens entre immigration pour le travail et immigration de peuplement ; marginalisation des étrangers (p. 3088) ; notion de « communautés étrangères » ; code de la nationalité (p. 3089).

Discussion des articles : **article 1er** : règlement des dépenses de santé engagées par les étrangers sur le territoire français pouvant faire l'objet de conventions internationales ; sécurité sociale étant alimentée par les cotisations des étrangers ; caractère positif du solde laissé par les étrangers [10 juillet 1986] (p. 3143) ; **article 2** : objectif du texte voté en 1984 instituant le titre unique de séjour de dix ans ; « mensonge » de M. Jean-Pierre Stirbois sur la délinquance à Dreux ; déchéance de l'autorité parentale [11 juillet 1986] (p. 3176) ; **article 4** : étrangers n'ayant plus la possibilité de se défendre devant une juridiction ; rôle des garanties judiciaires ; situation réelle de la personne reconduite à la frontière ; suppression du cinquième alinéa de l'ordonnance de 1945 privant le Gouvernement de la possibilité de réprimer le travail clandestin [15 juillet 1986] (p. 3243) ; inopportunité de l'allongement des peines ; étrangers ignorant la réglementation avec laquelle ils se trouvent en infraction (p. 3247) ; encombrement des prisons (p. 3248) ; Etat devant se donner le maximum de moyens pour lutter contre le

travail clandestin ; régularisation de 1981 (p. 3249) ; **article 10** : expulsion en cas d'urgence absolue ; cas des trafiquants de drogue ou des terroristes [16 juillet 1986] (p. 3342) ; **article 11** : suppression de la notification de l'arrêté d'expulsion (p. 3347) ; réintroduction de la notion de notification à l'intéressé à l'article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 décembre 1945 (p. 3348).

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes. Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

DEPOTS

— **Proposition de loi** relative à la situation des **auto-écoles** au regard du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 141) [15 mai 1986].

GAUDIN (Jean-Claude)

Député des Bouches-du-Rhône
U.D.F.
Président du groupe U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française. Président de ce groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du conseil d'administration de France régions 3 [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des chantiers navals** : dépôt de bilan de la Normed ; maintien d'une construction navale française ; reconversion des sites ; mesures sociales ; [25 juin 1986] (p. 2453).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : hiérarchie des actes juridiques ; remplacement des députés nommés au Gouvernement [2 avril 1986] (p. 47) ; nature juridique du règlement de l'Assemblée ; nécessité de modifier l'article 6 du règlement (p. 48).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Ses observations après les explications de vote : précipitation avec laquelle il a fallu préparer les bulletins de vote ayant provoqué quelques erreurs [9 avril 1986] (p. 171).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : vote d'une loi d'habilitation ne constituant en aucun cas un acte facile ou agréable pour un parlementaire ; critique les intervenants dont le discours est à géométrie variable ; utilisation par la gauche de la procédure des ordonnances [23 avril 1986] (p. 271) ; conformité entre le contenu du projet de loi d'habilitation et les conditions posées par l'article 38 de la Constitution ; urgence et complexité des mesures à prendre ; recours aux ordonnances étant juridiquement valable et politiquement fondé ; problème de la signature par le Président de la République des ordonnances ; obligation pour le Président de la République de signer les ordonnances ; esprit inspirant le projet de loi étant conforme aux options défendues par l'opposition depuis plusieurs années (p. 272) ; échec du traitement social du chômage ; chômage des jeunes ; approbation par la majorité de la méthode d'exonération des charges sociales des entreprises ; déclaration de certains membres de l'opposition mettant en cause la stabilité du franc ; dévaluation constituant un héritage de la gestion précédente ; nécessité de donner une nouvelle impulsion à l'activité économique (p. 273) ; valeur de l'objectif de lutte contre l'inflation ; engagement par M. Bérégovoy du processus de libération des prix industriels ; absence d'inspiration idéologique du programme gouvernemental ; processus de dénationalisations rampantes engagé par le Gouvernement de M. Fabius (p. 274).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : **son rappel au réglement** : mise en cause des députés de la majorité par M. Roland Dumas ; modification du statut de Paris-Lyon-Marseille pour les élections municipales de 1983 [22 mai 1986] (p. 1031, 1032).

— Déclaration du Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme et débat sur cette déclaration.

Discussion : union des Français contre le terrorisme ; indemnisation des victimes d'attentats ; son soutien aux forces de sécurité ; son hommage aux responsables de l'opposition ayant permis l'établissement du consensus national ; déclaration de Tokyo sur la prévention du terrorisme ; dispositions législatives destinées à renforcer les moyens juridiques de lutte contre le terrorisme ; absence de lutte efficace contre le terrorisme sans mise en cause des Etats menant directement ou indirectement des actions terroristes contre les nations occidentales [8 octobre 1986] (p. 4447) ; approuve le refus du Gouvernement français de voir survoler le territoire par des avions américains allant bombarder la Libye ; possibilité de lutter contre le terrorisme sans faire le sacrifice des principes fondamentaux de la République française (p. 4448).

— **Son rappel au règlement** : rappels au règlement de MM. Pierre Joxe et Guy Ducoloné sur l'affaire de la rue Mogador ; possibilité pour le ministre de ne pas répondre à « une interpellation » ne s'appuyant sur aucun article du règlement ; défense des membres du corps préfectoral par M. Pierre Joxe [9 juillet 1986] (p. 3049).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Examen des crédits :* **après l'article 71** : dépenses d'équipement et de fonctionnement des lycées transférées aux régions [4 novembre 1986] (p. 5751) ; état de vétusté du patrimoine immobilier (p. 5752) ; nécessaire rallonge budgétaire pour les lycées (p. 5754).

Intérieur. — *Discussion générale :* sentiments du groupe U.D.F. appréciant M. Charles Pasqua et M. Robert Pandraud ; préoccupations du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur sur les incendies de forêts ; versement de la prime de risque aux pilotes de Canadair tout au long de l'année [7 novembre 1986] (p. 5994) ; aide accordée par la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur aux communes ; demande une aide financière pour les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse ; initiatives prises par la région et les départements parallèlement à la mise en œuvre des moyens traditionnels ; dépenses concernant les lycées (p. 5995).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525).

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526).

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529).

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Discussion générale : **son rappel au règlement :** commentaires ajoutés par M. Michel Sapin lors de son rapport ; acceptation de la création d'une commission d'enquête par les groupes R.P.R. et U.D.F. [17 décembre 1986] (p. 7730) ; inopportunité de l'institution d'une commission tendant à juger les forces de police ; travail accompli par la police depuis les événements terroristes du mois de septembre ; punition des auteurs de fautes ou d'exactions (p. 7731).

GAULLE (Jean de)

Député des Deux-Sèvres
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes. Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre du Haut Conseil du secteur public [*J.O.* du 16 ami 1986] (p. 6418).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (culture et communication : culture) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 11 : **culture et communication : culture (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Négociations du G.A.T.T. et politique agricole : prise en compte de l'ensemble des aides accordées aux agriculteurs ; subventions et aides directes ; intention de la France d'étendre les négociations à tous les mécanismes qui entravent les échanges agricoles mondiaux politique agricole commune [8 octobre 1986] (p. 4454).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et Communication. Culture. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : contexte de rigueur budgétaire ; aides directes à la presse ; crédits alloués à la culture proprement dite ; évolution de l'enveloppe grands travaux ; réalisation du Grand Louvre ; conclusions du rapport Chevrillon sur l'Opéra de la Bastille [23 octobre 1986] (p. 5207) ; coût de fonctionnement des différentes structures prévues ; augmentation des ressources globales du cinéma ; réduction des subventions accordées aux compagnies dramatiques ; crédits affectés au développement culturel ; diminution des crédits prévus au titre des conventions culturelles conclues entre l'Etat et les collectivités locales ; évolution des crédits d'équipement alloués aux théâtres nationaux ; enseignements artistiques ; priorité sur la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine (p. 5208) ; crédits d'équipement affectés aux musées nationaux ; emplois des crédits dégagés par l'achèvement des grands travaux ; mise en œuvre d'une politique de mécénat (p. 5209) ; position du groupe communiste en commission sur le mécénat (p. 5212) ; ses observations (p. 5216).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** convention signée entre le ministère de la culture et la ville de Lille ; rapatriement de la collection des plans-reliefs à l'Hôtel national des Invalides (p. 5239) ; présence d'un secrétariat d'Etat (p. 5240) ; inopportunité de diminuer les crédits du Théâtre national de l'Odéon ; réduction de la subvention de l'Opéra de Paris au titre des places de servitude dans le collectif budgétaire (p. 5241) ; amputation des crédits prévus pour la célébration du dixième anniversaire du centre Georges Pompidou (p. 5242) ; **titre IV :** ses observations (p. 5243) ; inopportunité d'empêcher M. Huster de monter un spectacle durant l'année 1987 (p. 5244); maintien des crédits d'aide à la création chorégraphique ; coût de l'Ecole nationale supérieure de musique (p. 5245) ; **état C, titre V :** précise que la Cour des comptes a condamné le financement de la restauration des monuments historiques par le fonds spécial de grands travaux (p. 5247) ; ses observations (p. 5248).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : interrogations suscitées au sein du groupe R.P.R. par le texte ; action européenne du Général de Gaulle [20 novembre 1986] (p. 6628) ; extension de la compétence de la commission ; accroissement du pouvoir réglementaire ; évocation de l'accord de Luxembourg ; accroissement du poids du Parlement européen dans les processus législatifs ; développement du système monétaire européen (p. 6629).

GAYSSOT (Jean-Claude)

Député de Seine-Saint-Denis
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

— Proposition de loi relative à la **protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet (n° 29)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Licenciements chez Renault : grève de la faim de Laurent Gabaroum pour faire reconnaître son droit au travail : arbitraire et précarité régnant à la Régie Renault et menant au déclin ; position du Gouvernement face à cette régression [29 octobre 1986] (p. 5474).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 142 : devenu sans objet [6 mai 1986] (p. 807).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : coup de force contre le Parlement ; tractations secrètes ; objectif de priver le parti communiste français de nombreux sièges de députés et d'un groupe parlementaire ; utilisation de méthodes de cambrioleurs pour un mode de scrutin voleur ; atteinte à l'article 6 de la déclaration des droits de l'Homme ; caractère représentatif de l'Assemblée nationale ; bipolarisation ; élection présidentielle ; inégalité structurelle des circonscriptions ; liberté de choix du citoyen ; représentation d'un courant d'idées exprimé par des millions d'électeurs ; pénalisation des petites formations ; caractère réactionnaire du scrutin majoritaire ; opinion de M. Charles Pasqua qui pensait en 1982 que le scrutin à deux tours éliminait la représentation des minorités [22 mai 1986] (p. 1037) ; atteinte à la souveraineté populaire ; éloignement de l'opinion des véritables choix de société ; dévalorisation du rôle des assemblées ; crise du système capitaliste qui craint une vie politique transparente ; société « duale » ; combinaisons politiciennes ; culte des présidentiables ; perversion du progrès de la modernisation ; dictature dans la gestion des entreprises ; service public dans l'audiovisuel ; défense de l'emploi dans les entreprises publiques et, notamment, à la S.N.C.F. pour améliorer la sécurité ; liberté de licenciement dans les entreprises ; lutte contre les terroristes prétextant l'instauration de l'arbitraire policier ; instauration d'une prime de délation ; nécessité d'avoir un scrutin proportionnel pour que le suffrage soit universel ; libertés individuelles et collectives ; dessaisissement du Parlement ; charcutage des circonscriptions par ordonnances ; découpage des villes et des cantons ; cas des cantons de plus de 40 000 habitants ; écarts de population entre les circonscriptions d'un même département ; création d'une commission consultative ; attitude du Président de la République qui n'a pas dit qu'il ne signerait pas les ordonnances (p. 1038) ; refus par le parti communiste de tous les correctifs tels le panachage et les apparentements (p. 1039).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant article 1er :** son amendement n° 21 (abrogation des articles 91 et 93 de la loi du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social) [2 juin 1986] (p. 1555) ; rejeté au scrutin public (p. 1556) ; **article 1er :** ses amendements n° 276, 308, 355, 394, 402 et 434 ; réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **article 2 :** son amendement n° 82 (visant à insérer dans le deuxième alinéa du paragraphe 1 de l'article 2 après les mots « des délégués du personnel » les mots « et après accord de l'inspecteur du travail ») : rejeté au scrutin public [6 juin 1986] (p. 1847).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : bilan de la politique du Gouvernement ; augmentation du chômage ; absence de toute initiative au plan international ; bipolarisation entre la droite et le parti socialiste ; méfaits du scrutin majoritaire [13 octobre 1986] (p. 4664) ; absorption de l'extrême-droite par la droite ; projet visant à minorer la représentation parlementaire du parti communiste ; tractations entre Matignon et l'Elysée ; morcellement artificiel des circonscriptions ; cas du Val de Marne ; résultat des simulations organisées (p. 4665) ; logique anti-communiste (p. 4666).

GENG (Francis)

Député de l'Orne
U.D.F.

Questeur de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 69).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Difficultés actuelles du monde agricole : défense du revenu des agriculteurs ; endettement ; réforme fiscale [8 octobre 1986] (p. 4459).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** intolérance du groupe socialiste qui n'a pas de leçon à donner en la matière [6 mai 1986] (p. 797).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; lutte pour l'emploi étant l'objectif prioritaire du Gouvernement ; existence de trois millions de personnes en position de sous-emploi ; nécessité de créer des emplois sains et durables ; plan en faveur de l'emploi des jeunes ; nécessité de créer un environnement économique favorable en redonnant dynamisme aux entreprises et confiance aux entrepreneurs ; liberté de gestion des effectifs ; absence d'autorisation administrative de licenciement en République fédérale d'Allemagne et au Japon [29 mai 1986] (p. 1477) ; rapport de l'O.C.D.E. de septembre 1985 montrant que la flexibilité de l'emploi est une des conditions du progrès et d'amélioration du marché du travail ; nécessaire définition de nouvelles procédures contractuelles de consultation ; attitude du groupe socialiste en 1975 ; projet de M. Michel Delebarre de supprimer le régime de l'autorisation administrative préalable de licenciement ; conséquences chiffrées de l'autorisation administrative de licenciement (p. 1478).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : approuve l'effort fiscal effectué en faveur de l'entreprise ; taxe professionnelle ; propose un mécanisme d'écrêtement ou de plafonnement de la hausse des cotisations pour 1987 et un gel en francs constants pour 1988 ; allégement des droits sur les donations-partages ; seuils concernant les P.M.E. ; système de lissage [14 octobre 1986] (p. 4723) ; fiscalisation d'une partie du 1 % logement ; fiscalité applicable à la rémunération des dirigeants d'entreprises ; fiscalité des cessions d'entreprises ; propose de renforcer les aides à l'investissement (p. 4724).

Première partie, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 249 (tendant à l'application anticipée pour 1987 du dispositif de lissage de l'évolution des bases d'imposition de la taxe professionnelle) ; retiré ; son amendement n° 250 (visant à substituer dans la première phrase du 2e alinéa du *a* du paragraphe II de cet article au mot : « réduite de la moitié du montant qui excède », les mots : « établie d'après ») [16 octobre 1986] (p. 4861) ; retiré

(p. 4862) ; **article 9** : son amendement n° 251 (tendant à substituer dans cet article à la somme « 200 000 francs » la somme de « 300 000 francs ») : retiré (p. 4915).

GENGENWIN (Germain)

Député du Bas-Rhin
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203). Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (prestations sociales agricoles) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome XII : **prestations sociales agricoles (n° 396)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Déductions fiscales pour les travaux d'isolation** : conséquences de la suppression des incitations fiscales aux économies d'énergie pour les travaux du bâtiment ; déstabilisation des entreprises ; encouragement du travail au noir [5 novembre 1986] (p. 5858).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : obligation d'un contrat de location aussi bien pour le bailleur que pour le locataire [17 juillet 1986] (p. 3471).

Discussion des articles : **article 60** : simplification des procédures liées aux Z.A.C. ; nécessité de réserver une priorité à l'abaissement du coût de viabilisation des terrains ; application anticipée des dispositions d'un P.O.S. [23 juillet 1986] (p. 3772) ; son amendement n° 534 (visant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article au mot : « modification » le mot : « rectification ») : retiré ; son amendement n° 535 (précisant que le deuxième alinéa de cet article n'est applicable que pour les terrains non acquis par la collectivité) ; suppression d'emplacements réservés dans les P.O.S. ; reprend l'amendement n° 475 de M. Emile Koehl (précisant que le deuxième alinéa de cet article n'est applicable que pour les terrains non acquis par la commune) (p. 3775) ; amendement n° 475 : adopté ; amendement n° 535 : devenu sans objet (p. 3776) ; son amendement n° 538 (précisant que l'application anticipée d'un P.O.S. et des nouvelles dispositions d'un P.O.S. n'est possible qu'à compter de six mois à partir de l'arrêté de mise en œuvre de sa révision) ; incitation des communes à accélérer la procédure en cas de modification de P.O.S. ; rejeté (p. 3777).

— **Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).**

Première lecture, discussion générale : échec du Conseil supérieur d'orientation ; perspective pour l'agriculture de l'an 2000 ; dispersion entre les caisses régionales du crédit agricole et la caisse nationale ; responsabilité des agriculteurs, des organisations économiques et des pouvoirs publics [7 octobre 1986] (p. 4396) ; pari sur l'interprofession (p. 4397).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : avenir de l'agriculture menacé par la baisse des effectifs ; parité entre l'augmentation des cotisations et l'augmentation des prestations sociales ; progression des dépenses de cotisations sociales ; prestations d'assurance vieillesse [30 octobre 1986] (p. 5519) ; prestations maladie ; cas des familles d'exploitant sortant de la couverture sociale à cause des cotisations à payer ; prestations familiales ; augmentation de l'allocation de remplacement en cas de maternité ; suppression progressive de la taxe sur les céréales ; assiette de répartition des cotisations ; projet de loi de modernisation agroalimentaire (p. 5520) ; *questions :* supplée M. Jean-Pierre Abelin (p. 5566) ; diminution du prix proposé aux producteurs de tabac (p. 5573).

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* conséquences pour les régions de la décentralisation ; B.T.S. et diplôme universitaire de technologie [3 novembre 1986] (p. 5735) ; réforme de la dotation générale de décentralisation afin qu'elle favorise le dynamisme des régions ; augmentation nécessaire de la dotation régionale d'équipement tenant compte de l'effort des régions (p. 5736).

— **Projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).**

Première lecture, explications de vote : regrette que l'échevinage n'ait pas été instauré en comprenant des prud'hommes ; vote positif du groupe U.D.F. [9 décembre 1986] (p. 7436).

GERMON (Claude)

Député de l'Essonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (économie, finances et privatisation : commerce extérieur) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 16 : **économie, finances et privatisation : commerce extérieur (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : budget du commerce extérieur ; régression des crédits de soutien à l'exportation ; baisse du dollar et du baril de pétrole ; dégradation en termes réels des échanges

avec l'étranger ; évolution de l'indice des prix à la consommation ; structure des exportations françaises [13 novembre 1986] (p. 6248) ; commerce courant constituant le point faible de la France ; effondrement des exportations de produits industriels ; obstacle non monétaire à la libre circulation des produits ; solde des produits manufacturés ; insuffisance des crédits du ministère ; réduction des crédits de l'expansion économique à l'étranger ; augmentation des crédits de garanties diverses ; intérêt des prestations du service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs (prestations Sésame) (p. 6249) ; école nationale d'exportation ; doublement du nombre des volontaires du service national en entreprise ; vie des Français à l'étranger (p. 6250).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; relations entre productivité et emploi [19 décembre 1986] (p. 7911).

GHYSEL (Michel)

Député du Nord
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre la pauvreté :** campagne contre la pauvreté et la précarité ; inégalités qui ne traduisent pas les statistiques ; exemple du Nord ; rôle des réseaux associatifs ou caritatifs [8 octobre 1986] (p. 4455).

orales sans débat :

— **n° 3,** posée le 23 avril 1986 : **police (fonctionnement : Nord)** (p. 317-318) ; appelée le 25 avril 1986 : **police à Roubaix :** montée de la délinquance à Roubaix-Tourcoing ; effectif de police ; importance du chômage et de la population immigrée ; lutte contre la drogue (p. 398-399) ;

— **n° 48,** posée le 3 juin 1986 : **T.V.A. (champ d'application)** (p. 1658) ; appelée le 6 juin 1986 : **établissements d'hospitalisation privés :** différences de traitement dans l'application des mesures d'exonération de la T.V.A. ; établissements de soins sans but lucratif (p. 1831) ; distinction entre les soins d'hôtellerie assujettis et les soins aux personnes exonérées de T.V.A. ; prix de journée dans un établissement privé (p. 1832).

GIARD (Jean)

Député de l'Isère
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (éducation nationale : recherche) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Proposition de loi tendant, en cas de décès d'un contribuable, à faire bénéficier ses héritiers de **l'étalement de droit du paiement de l'impôt sur le revenu du défunt (n° 20)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour **l'élection des conseillers généraux (n° 112)** [15 mai 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 21 : **éducation nationale : recherche (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Déclarations gouvernementales relatives à la retraite à soixante ans :** offensive contre les droits sociaux des travailleurs ; nécessité de revaloriser les retraites ; déclarations du ministre des affaires sociales selon lesquelles la retraite à soixante ans était une des plus grandes « escroqueries » de ces dernières années ; [7 mai 1986] (p. 832) ;

— **Organisation d'un débat de politique générale avant la fin de la session :** report à la session de printemps de plusieurs projets dont les députés communistes demandent le retrait définitif ; existence de grands problèmes de société liés à la situation économique ; nécessité d'organiser un débat de politique générale avant la fin de la session [10 décembre 1986] (p. 7461).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 30 (mesures prises par le Gouvernement devant s'inspirer prioritairement du souci de protéger et de développer l'emploi : rejeté [25 avril 1986] (p.405) ; son amendement n°32 (tendant à rédiger ainsi le 1er alinéa de cet article « il devra assortir de garanties au profit de l'initiative individuelle ou collective des salariés l'exercice patronal de ce droit de la concurrence ») (p. 408) ; rejeté (p. 409) ; son amendement n°37 (tendant à compléter le 2e alinéa de cet article par les mots « à condition d'assortir ses mesures de disposition de lutte contre les gâchis financiers des entreprises ») (p. 411) ; rejeté (p. 412) ; son amendement n° 39 (obligation pour le Gouvernement de prendre des mesures pour lutter contre la spéculation foncière et immobilière et contre le gonflement des frais improductifs dans la production et le commerce) : rejeté (p. 413) ; **article 3 :** entreprise étant le lieu même de l'exercice de la démocratie ; recherche d'une intégration totale des salariés ; participation permettant de minorer les revendications sociales et économiques et de continuer à tenter d'interdire toute intervention dans la définition des critères de gestion de l'entreprise ; intéressement des travailleurs ; formules de participation au capital ; formules d'intéressement des travailleurs à la productivité [29 avril 1986] (p. 569) ; vive opposition des députés communistes à l'intégration des salariés (p. 570) ; **article 4 :** ses amendements n° 89, 98, 102, 107, 110, 118, 119, 122 : devenus sans objet [6 mai 1986] (p. 807).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité ; inconstitutionnalité de la création d'une caisse d'amortissement de la dette publique ; projet étant intimement lié avec la loi autorisant le Gouvernement à

prendre diverses mesures d'ordre économique et social ; indemnisation de l'Etat lors des transferts éventuels du secteur public au secteur privé ; indemnisation d'actionnaires privés et indemnisation de l'Etat actionnaire ; loi de finances rectificative étant contraire aux principes constitutionnels d'égalité des citoyens devant la loi ; amnistie fiscale et douanière ; situation du secteur de la recherche [23 mai 1986] (p. 1110) ; conséquences de la diminution des crédits de recherche pour les personnels ; crédits consacrés à la mise en œuvre de nouveaux programmes de recherche ; libre administration des collectivités locales ; insertion de plus en plus poussée de celles-ci sur le marché financier ; prélèvement de deux milliards de francs sur la C.A.E.C.L. ; augmentation progressive de la fiscalité locale tenant à une baisse importante des dotations de l'Etat ; conditions d'emprunt accordées aux collectivités locales ; risque de glissement de la fiscalité locale sur les ménages (p. 1111) ; nécessité d'une réforme de la fiscalité locale ; caractère néfaste du prélèvement de deux milliards de francs sur les fonds propres de la C.A.E.C.L. ; collectif étant en contradiction flagrante avec la devise de la République française (p. 1112) ; rejetée au scrutin public (p. 1113) ; crise profonde de l'agriculture française ; nomination du ministre de l'agriculture ; utilisation de l'effet d'annonce en matière agricole ; nécessaire abaissement des taux d'intérêt ; existence d'une agriculture duale ; fixation des prix agricoles communautaires pour la prochaine campagne ; politique de réduction des productions (p. 1147) ; nécessaire sauvegarde du potentiel de production de l'élevage français ; désengagement de la France de la supranationalité communautaire ; nécessité d'une coopération avec les pays en voie de développement (p. 1148).

Discussion des articles : **article 2** : participation des employeurs à l'effort de construction ; droit au logement ; jeunes vivant en cohabitation avec les parents ; gages donnés aux spéculateurs qui font flamber les loyers et les prix ; chèreté des loyers dans les H.L.M. ; A.P.L. ; déséquilibre, des quartiers d'habitat social ; aggravation du déséquilibre entre l'aide à la pierre et l'aide à la personne ; réduction du nombre de logements sociaux ; projet du Gouvernement de supprimer le P.A.P. ; réserves foncières ; abrogation de la loi Quilliot [26 mai 1986] (p. 1199) ; ses observations (p. 1200) ; **article 6** : intérêts des emprunts devenant insupportables pour les collectivités locales ; banalisation des prêts aux collectivités locales ; caractère élevé du montant des réserves facultatives de la C.A.E.C.L. ; ressources de la C.A.E.C.L. risquant d'être fortement compromises par la baisse des dépôts sur les livrets A ; financement des équipements publics ; création d'un fonds d'allègement de la dette des collectivités locales [27 mai 1986] (p. 1232) ; son amendement n° 149 (de suppression) (p. 1234) ; rejeté au scrutin public ; **après l'article 6** : son amendement n° 179 (transmission par le Gouvernement des informations relatives au montant et aux modalités de versement du prélèvement opéré sur la C.N.R.A.C.L.) ; prélèvement institué dans la loi de finances pour 1986 sur la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; justification de ce prélèvement ; cotisations de retraite des agents des collectivités locales ; opposition à la surcompensation ; baisse des prélèvements obligatoires (p. 1235) ; rejeté au scrutin public (p. 1236) ; nouvelle fiscalité des valeurs mobilières devant être réservée aux titulaires de revenus inférieurs à 119 000 francs par an (p. 1241) ; son amendement n° 153 (cotisations dues au titre de la taxe d'habitation bénéficiant d'un dégrèvement de 550 francs pour tous les foyers fiscaux) ; cotisation inférieure à 550 francs bénéficiant d'un dégrèvement égal au montant de la cotisation ; injustice profonde représentée par la taxe d'habitation pour les foyers les plus modestes ; taxe d'habitation ne prenant nullement en compte le revenu des familles ; rejeté au scrutin public (p. 1266).

Seconde délibération de la première partie : **article 7 et état A** : exemption du droit de timbre sur les concours administratifs des candidats inscrits à l'A.N.P.E. (p. 1290) ; **avant l'article 11** : lutte contre la fraude fiscale ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; amnistie douanière et fiscale ; réduction de l'impôt sur les sociétés ; augmentation de l'avoir fiscal ; effet sur les contrôles fiscaux de l'annulation de crédits et de la suppression de postes des services financiers ; réduction du délai de reprise (p. 1295) ; **article 10 et état D précédemment réservés** : son amendement n° 155 (de suppression) : rejeté [28 mai 1986] (p. 1376).

Commission mixte paritaire, discussion générale : refus par le recours à l'article 49, alinéa 3, du débat sur la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, sur le retour à l'anonymat sur l'or, sur les bases locales et sur tous les articles destinés à accompagner les dénationalisations ; diminution du taux de l'impôt sur les sociétés ; rétablissement de l'anonymat sur l'or ; réduction du délai de poursuite accordée aux services fiscaux ; caractère exceptionnel du prélèvement opéré sur la C.A.E.C.L. ; Gouvernement étant plus prompt à donner satisfaction au patronat qu'aux chercheurs scientifiques [24 juin 1986] (p. 2399).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : chefs d'entreprises étant au cours des négociations entourés de personnalités compétentes ; opportunité pour les représentants syndicaux de s'adjoindre l'aide d'un représentant de leur propre organisation syndicale [3 juin 1986] (p. 1598) ; aménagement et répartition des horaires de travail ; modalités de récupération des heures perdues ; dérogation à ces dispositions dans un sens plus favorable aux salariés (p. 1602) ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement constituant l'un des mécanismes dont l'effet unique sera d'accroître le nombre de licenciements (p. 1622) ; dispositions relatives au travail le dimanche ne devant pas être applicables aux entreprises commerciales employant plus de dix salariés ou ayant plus de mille mètres carrés de surface de vente (p. 1623) ; démarche du Gouvernement tendant à empêcher les salariés de porter un jugement global sur la situation économique et sociale du pays ; nécessité de rendre publiques toutes les informations concernant l'emploi (p. 1649) ; protection des salariés contre les attitudes arbitraires du patronat ; C.N.P.F. demandant aux patrons d'interjeter systématiquement appel des décisions rendues par les conseils des prud'hommes ; appel suspendant la décison rendue en première instance ; attitudes patronales mettant en cause la spécificité de l'institution prud'homale (p. 1653) ; **article 1er** : attachement des travailleurs au Conseil des prud'hommes ; nombre d'affaires soumises au Conseil des prud'hommes [4 juin 1986] (p. 1710) ; exécution provisoire des décisions prud'homales ; limitation des appels abusifs interjetés par le patronat ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ne laissant d'autres solutions aux salariés que le recours contentieux (p. 1711) ; **son rappel au règlement** : pluralisme des opinions politiques et pluralité des partis politiques en France ; clôture de la discussion mettant profondément en cause le pluralisme auquel le groupe communiste est particulièrement attaché (p. 1717) ; ses amendements n° 275, 310, 354, 393, 401, 433 ; réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1722, 1723) ; **son rappel au règlement** : demande que soit prononcée la réserve de l'article 1er du projet de loi (p. 1726) ; **article 2** : son amendement n° 81 (de suppression) [5 juin 1986] (p. 1811) ; rejeté au scrutin public (p. 1812).

— Son rappel au règlement : communiqué de presse du 19 juin du ministre chargé de la recherche ; arrêt du Conseil d'Etat du 12 mai 1986 sur les règles d'élection des membres élus des sections du comité national de la recherche scientifique ; nécessité d'inscrire en urgence à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée un projet de loi de validation des élections au C.N.R.S. [24 juin 1986] (p. 2413).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200)

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 155 (visant à substituer dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, au mot : « douze », les mots : « vingt-quatre ») [11 juillet 1986] (p. 3212) ; rejeté au scrutin public (p. 3213) ; **article 14** : son amendement n° 165 (suppression du paragraphe 3 de cet article : rejeté [16 juillet 1986] (p. 3355).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : soutient la motion de renvoi en commission de M. Paul Mercieca ; contradiction entre l'objectif de relance de la construction et le recours

à l'investissement privé ; avantages accordés à la promotion immobilière privée ; contribution de l'Etat au financement des logements sociaux de type H.L.M. [17 juillet 1986] (p. 3454) ; logement locatif relevant nécessairement d'institutions publiques ; déséquilibre du marché immobilier ; instabilité de ce marché se traduisant par des variations d'activité très fortes dans le B.T.P. ; absence d'audition des organisations de locataires en commission ; absence de saisine de la commission nationale des rapports locatifs (p. 3455).

Discussion des articles : **article 43** : mise à la disposition des associations d'un panneau d'affichage [23 juillet 1986] (p. 3711) ; **article 56** : exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties des accédants dont l'acquisition est financée par un prêt-aidé par l'Etat (p. 3730) ; *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :* possibilité pour le commissaire de la République de s'opposer à la vente de logements H.L.M. (p. 3741) ; *article 443-8 du code de la construction et de l'habitation :* son opposition à la possibilité de vendre des logements H.L.M. de moins de dix ans ; innovation architecturale dans la construction sociale (p. 3742) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :* réservation de la vente des logements à des familles modestes (p. 3744) ; **article 58** : possibilité de supprimer le plafond légal de densité et le droit de préemption urbain ; dispositif de consultation du public en matière d'aménagement (p. 3768, 3769) ; suppression du versement pour le dépassement du P.L.D. (p. 3769).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : exonération de la contribution de 0,4 % ; avantages fiscaux des entreprises ; difficultés de l'assurance-vieillesse [24 juillet 1986] (p. 3832) ; inquiétudes suscitées par les propos de certains ministres sur le droit à la retraite à soixante ans ; propositions communistes de réformes du financement de la sécurité sociale : réforme de l'assiette de cotisation ; hostilité à la fiscalisation des recettes et création d'un fonds de garantie des dettes patronales impayées aux organismes sociaux (p. 3833).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : création d'un fonds de garantie des cotisations patronales impayées auprès des organismes de sécurité sociale [25 juillet 1986] (p. 3869) ; **article 2** : cas d'exonération de la contribution de 0,4 % (p. 3876) ; **article 9** : réduction du pouvoir d'achat des agents de l'Etat par l'augmentation de 0,7 % de la cotisation vieillesse (p. 3897) ; politique de suppression d'emplois budgétaires dans la fonction publique et rapport actifs-retraités (p. 3898).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : déclarations gouvernementales demandant un effort de régulation des dépenses d'équipement des collectivités locales et d'aide sociale ; transfert de charges de l'Etat sur les collectivités locales ; taxe professionnelle ; augmentation du foncier bâti depuis 1984 [14 octobre 1986] (p. 4719) ; fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; prélèvement sur la C.A.E.C.L ; renégociation des emprunts des collectivités ; s'oppose à la banalisation du crédit aux collectivités locales ; propose la création d'un fonds d'allègement de la dette des collectivités locales ; caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; maintien de la spécificité du financement des collectivités locales (p. 4720).

Première partie, discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 85 (tendant à créer un dégrèvement de 600 francs sur la taxe d'habitation pour les contribuables non imposables au titre de l'impôt sur le revenu) ; taxe professionnelle ; réforme de la fiscalité locale ; rejeté au scrutin public [16 octobre 1986] (p. 4825) ; **avant l'article 3** : son amendement n° 81 (tendant à porter à 50 % le taux global de l'impôt sur les sociétés) ; baisse du taux de l'impôt sur les sociétés sur les bénéfices réinvestis dans l'entreprise ayant une faible influence sur l'investissement (p. 4828) ; rejeté au scrutin public (p. 4829) ; **article 3** : dispositif de correction de la taxe professionnelle des lois de finances de 1982 et de 1985 (p. 4832) ; coût et inefficacité des dispositions d'allègement de la taxe professionnelle ; informer les communes sur les conséquences de cet article pour la préparation de leur budget (p. 4833) ; son amendement n° 86 (de suppression) ; risques du transfert de l'allègement de la taxe professionnelle sur les trois autres taxes locales en 1987 et 1988 ; rejeté au scrutin public (p. 4855) ; son amendement n° 87 (tendant à inclure les stocks et actifs financiers dans les bases de la taxe professionnelle) ; inopportunité d'une discussion commune de son amendement n° 87 et de l'amendement n° 65 de M. Pascal Arrighi ; décision du groupe communiste de tenir une conférence de presse pour informer les élus locaux sur l'évolution de la taxe professionnelle ; nécessité de faire évoluer cette taxe vers un impôt sur le capital ; fraude dont fait l'objet l'impôt sur les sociétés (p. 4856) ; rejeté (p. 4857) ; plafonnement de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée ; risque d'un transfert de charges sur la taxe d'habitation (p. 4860) ; **après l'article 10** : son amendement n° 199 (tendant à permettre aux exploitants soumis au régime réel ou au régime transitoire visés à l'article 68 F du code général des impôts de rattacher à leurs bénéfices agricoles des recettes accessoires provenant de leurs activités de tourisme à la ferme) ; son amendement n° 200 (tendant à préciser que le plafond prévu au premier alinéa du paragraphe I de l'article 6 de la loi de finances pour 1986 prend en compte la situation particulière des régions de montagne et des zones défavorisées) (p. 4923) ; retirés (p. 4924) ; **article 20** : son amendement n° 108 (de suppression) : rejeté [17 octobre 1986] (p. 4984) ; **article 28** : son amendement n° 114 (tendant à la fin de cet article à substituer au pourcentage « 16,154 » le pourcentage « 17,539 » (p. 5019) ; rejeté (p. 5020).

Deuxième partie :

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : diminution des crédits de recherche ; non respect des objectifs de la loi de 1982 ; croissance des dépenses militaires de recherche ; diminution de l'emploi scientifique ; invalidation des élections des sections du comité nationale du C.N.R.S. [4 novembre 1986] (p. 5756) ; stabilité des moyens de formation des personnels ; retard de la France dans la recherche industrielle ; abandon des aides directes aux entreprises au profit des allègements de charges ; devenir des programmes mobilisateurs ; coopération internationale ; projet Eurêka et programme de la C.E.E. ; participation des entreprises françaises à l'I.D.S. ; coopération avec l'Union soviétique et les pays socialistes ; menaces pesant sur la coopération avec les pays en voie de développement en raison de la réduction des subventions à l'O.R.S.T.O.M. et au C.I.R.A.D. ; mise en place de procédures d'évaluation de la recherche publique (p. 5757, 5758).

Commission mixte paritaire, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie ; retrait du texte sur l'enseignement supérieur ; volonté d'accentuer la sélection par l'argent ; suppression d'emplois dans l'enseignement public ; inadaptation du système éducatif ; insuffisance du nombre d'étudiants ; décloisonnement de la formation professionnelle et générale [16 décembre 1986] (p. 7661) ; projet de désectorisation et d'autonomie concurrentielle ; organisation d'une rencontre nationale sur l'enseignement dans les locaux de l'Assemblée nationale le 17 janvier (p. 7662).

Discussion des articles : **Etat B, titre III** : célébration du bicentenaire de la révolution française et de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ; manifestations organisées dans le département de l'Isère (p. 7684) ; opportunité d'organiser des séances de formation et d'information dans les ministères non touchés par les réductions de crédit (p. 7685).

— Son rappel au règlement : manifestations étudiantes ; demande une suspension de séance afin de permettre aux groupes de recevoir les délégations étudiantes ; rejetée [27 novembre 1986] (p. 6840).

— Son rappel au règlement : demande une suspension de séance permettant au Gouvernement de retirer le texte relatif à la réforme de l'enseignement supérieur [27 novembre 1986] (p. 6878) ; demande de suspension de séance rejetée au scrutin public (p. 6879).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** ; manifestation d'étudiants contre le projet de loi [28 novembre 1986] (p. 6966) ; volonté de voir le projet de loi retiré (p. 6967).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).**

Première lecture, discussion générale : inquiétudes des élus locaux sur le poids de la pression fiscale sur les familles ; situation de la C.N.R.A.C.L ; réduction des bases de la taxe professionnelle pour 1987 et 1988 ; dette des collectivités locales ; recours aux marchés financiers ; « bancarisation » des interventions de la C.A.E.C.L. ; proposition communiste sur la création d'un fonds d'allègement de la dette des collectivités locales financé sur les fonds disponibles des compagnies d'assurances [11 décembre 1986] (p. 7478) ; **article 12** : assujettissement à la taxe foncière des installations concédées par les collectivités locales ; légalisation de la pratique administrative infirmée par le Conseil d'Etat sur les exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux en accession à la propriété (p. 7534) ; absence d'extension de cette exonération aux « accédants P.S.I. » (p. 7535) ; **article 20** : jeux Olympiques d'hiver de 1992 à Albertville ; échec de la candidature de Paris pour les jeux d'été ; insuffisance du budget pour le sport et l'éducation physique et sportive ; annulation de crédits en faveur des équipements sportifs des collectivités locales (p. 7545) ; possibilité pour la Savoie et Albertville de lever une taxe supplémentaire de financement des infrastructures routières (p. 7546).

— **Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : exclusion de certaines organisations syndicales des organismes de gestion des marchés ; affaiblissement de l'agriculture française et dépendance face à des décisions internationales ; risque d'émiettement des forces en interprofessions ; inquiétude des éleveurs de l'Isère [17 décembre 1986] (p. 7764).

GIOVANNELLI (Jean)

Député du Morbihan
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : inopportunité de privatiser les grandes banques nationalisées en 1945 ; déficit cumulé en 1982 des entreprises nationalisées à cette date ; rétablissement des féodalités économiques dénoncées par le Général de Gaulle [30 avril 1986] (p. 620) ; caractère idéologique de la décision de dénationalisation (p. 621).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs ; insuffisance de la revalorisation de la retraite proportionnelle ; revalorisation des retraites en 1981 et 1986 [30 octobre 1986] (p. 5548) ; enseignement agricole ; harmonisation des bourses avec celles de l'éducation nationale ; mise à parité des personnels de l'enseignement agricole public avec leurs homologues de l'éducation nationale (p. 5549).

Education nationale. II — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* accroissement des effectifs d'étudiants et insuffisance de l'augmentation des crédits ; diminution des crédits affectés aux œuvres sociales ; situation des personnels des C.R.O.U.S. ; crédits affectés aux bourses ; augmentation des droits d'inscription [4 novembre 1986] (p. 5781).

GIRAUD (André)

Ministre de la défense

NOMINATIONS

Est nommé ministre de la défense (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi de programme relative à **l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432)** [5 novembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Marie Daillet : déficit du budget de la défense** : ralentissement de l'effort militaire depuis 1981 ; caractère inapproprié du mot « trou » qui n'a jamais été employé par son ministère ; paiement des soldes de décembre 1985 avec les crédits de paiement du budget 1986 ; manque de crédits pour les commandes de bateaux et la modernisation des chars ; interprétation du rapport de M. Renaud de La Genière ; ajournement de décisions majeures sur la réalisation de la deuxième composante stratégique future et l'acquisition d'une capacité de détection aéroportée ; retard ou abandon de programmes tels celui des frégates légères de la marine ; établissement d'un bilan de l'exécution de la loi de programmation par la Cour des comptes [7 mai 1986] (p. 835) ;

— **M. Daniel Colin : construction du porte-avions nucléaire Richelieu** : deuxième composante stratégique nucléaire ; avions de combat futur ; satellite d'observation Hélios ; retard de la loi de programmation militaire ; avions de détection aérienne à basse altitude ; réexamen du contenu des programmes et des calendriers ; dépôt d'un projet de loi de programmation militaire à l'automne ; maintien de la construction du *Richelieu* [4 juin 1986] (p. 1677) ;

orales sans débat de :

— **M. Pierre-Rémy Houssin (n° 31) : mesure de chômage partiel à la poudrerie d'Angoulême** : difficultés des entreprises publiques dues à l'interférence des administrations et des ministères dans la tâche des responsables ; autonomie de la direction de la société nationale des poudres et explosifs ; études sur les transferts et les créations d'activité [30 mai 1986] (p. 1505).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* protection des crédits prévisionnels de l'équipement militaire des incertitudes monétaires par l'usage d'une évaluation en francs constants [12 novembre 1986] (p. 6121) ; part de la défense dans le produit intérieur brut marchand ; progression des crédits d'équipement ; difficulté rencontrée par certaines industries de l'armement ; assentiment recueilli par la dissuasion nucléaire et les options fondamentales de la politique de défense (p. 6157) ; lien organique entre nation et armée ; projet de loi de programme ; menaces sur la paix mondiale ; déséquilibre en faveur du pacte de Varsovie en matière d'armements conventionnels ; foyer de tension hors d'Europe ; aggravation du conflit dans le golfe arabo-persique ; développement du terrorisme (p. 6158) ; condition voulue par la France pour sa participation au processus de désarmement ; maintien de la dissuasion nucléaire au-dessus du seuil de crédibilité ; construction du sous-marin nucléaire lanceur d'engins de nouvelle génération ; nouveaux missiles balistiques M5 ; missile mobile SX ; développement

du missile balistique léger S4 et de son unité de tir ; armement nucléaire stratégique ; poursuite du programme de sous-marins nucléaires d'attaque (p. 6159) ; lancement des satellites d'observation de télécommunication ; armement chimique ; poursuite de la construction du porte-avions nucléaire ; effort particulier pour la défense opérationnelle du territoire ; maintien de l'esprit de défense ; évolution technologique ; protection contre les actions de désinformation (p. 6160) ; dimension économique de la défense nationale (p. 6161) ; problème des forces morales se trouvant derrière la défense ; identité de traitement entre les catégories des personnels civils de la défense et la catégorie des personnels militaires ; problème du service national (p. 6187) ; égalité des jeunes Français devant le service militaire ; utilisation des appelés selon leur motivation ; mission de la défense ; exécution de tâches de solidarité ; volume globale du budget ; pourcentage du produit intérieur brut consacré à la défense ; avion de transport ; avion à court rayon d'action (p. 6188) ; problème de l'avion de combat futur ; détection aéroportée lointaine ; projet de char Leclerc ; coopération franco-allemande en matière d'hélicoptères ; construction du porte-avions nucléaire ; défense anti-aérienne ; calendrier de construction du porte-avions ; remplacement de l'aviation... (p. 6189) ; problème de la flotte de surface ; patrouilleur basé à Rochefort ; problème de la gendarmerie ; projet Hermès ; satellite Hélios et programme Syracuse ; situation du groupement des industries d'armement terrestre (G.I.A.T.) ; intérêt des cruise-missiles et de la composante pilotée ; suite de la rencontre Reykjavik ; importance du renseignement ; accroissement des moyens de la D.G.S.E. (p. 6190) ; crédits du S.I.R.P.A. ; position du groupe socialiste (p. 6191).

Répond aux questions de :

— *M. Emile Koehl :* lanceur Ariana 5 ; accord franco-allemand sur la navette Hermès et sur la station Colombus ; programme Hélios et Syracuse (p. 6191) ;

— *M. Jacques Peyrat :* qualité des personnels ; problème de la carrière des militaires ; conditions faites aux jeunes retraités (p. 6192) ;

— *M. François Porteu de la Morandière :* ses observations sur l'enseignement dispensé dans les écoles concernant l'armée ; intérêt des journalistes pour les problèmes de défense (p. 6192) ;

— *M. Jean-Claude Dessein :* cahier de service de la gendarmerie ; recrutement de 1 000 gendarmes auxiliaires supplémentaires ; possibilité de décharger les gendarmes de certaines tâches (p. 6193) ;

— *M. Michel Sainte-Marie :* plan de charge des avions de Marcel Dassault (p. 6193) ;

— *M. Joseph Gourmelon :* situation des chantiers navals militaires ; maintien de la charge globale des arsenaux ; situation des chantiers navals civils ; cas du chantier naval de Cherbourg (p. 6194).

Examen des crédits : **article 37 :** poursuite de la construction du porte-avions à propulsion nucléaire et acquisition d'un système de détection aérienne avancée (p. 6197).

GISCARD D'ESTAING (Valéry)

Député du Puy-de-Dôme
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi visant à abroger les ordonnances n° 45-1483 et n° 45-1484 du 30 juin 1945 et à appliquer en France les **règles de l'économie libérale de marché (n° 14)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative à la **liberté de communication (n° 15)** [23 avril 1986].

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : sens du résultat des élections législatives ; nécessité de réduire le décalage entre la politique et la vie des gens ; échec du traitement social du chômage ; absence de remède miracle pour la sécurité ; nécessaire lutte contre le terrorisme international ; nécessaire rappel des droits et devoirs des étrangers en France ; nécessité d'entrer dans la modernité ; nécessaire union de la majorité [9 avril 1986] (p. 99) ; soutien de l'U.D.F. aux initiatives les plus hardies pour développer le rôle et l'usage de la monnaie européenne ; reconnaissance par l'opinion de la supériorité des solutions libérales ; symbole constitué par la manifestation pour la liberté de l'enseignement ; situation économique internationale ne pouvant être plus favorable à la réussite du virage libéral ; caractère inévitable de la dévaluation (p. 100) ; dévaluation étant inscrite dans les taux comparés de l'eurofranc et des autres devises ; nécessité de rétablir la compétitivité de nos produits ; conséquences du caractère court de la dévaluation ; nécessité de ne pas aggraver la fiscalité pétrolière ; nécessité de libérer les prix (p. 101) ; nécessité de connaître la situation budgétaire et financière ; caractère indispensable des économies budgétaires ; emploi des jeunes ; nécessité d'abroger les deux ordonnances de juin 1945 sur le contrôle des prix et le contrôle économique, la loi Savary sur l'enseignement supérieur et la loi Quilliot sur le logement ; nécessité de revenir au scrutin majoritaire ; caractère exceptionnel de la situation politique (p. 102) ; sa conception de la cohabitation ; absence de fondement constitutionnel de l'idée d'une sélection faite par le Président de la République entre les bonnes et les mauvaises ordonnances ; caractère formel de la signature du Président de la République ; possibilité d'un vote du Parlement en cas d'absence de promulgation de l'une des ordonnances ; soutien de l'U.D.F. constituant une condition décisive du succès de l'action gouvernementale ; (p. 103) ; entrée du pays dans la modernité libérale constituant l'enjeu de la législature ; soutien du groupe U.D.F. au Gouvernement (p. 104).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11 :** ses observations sur l'amendement n° 201 du Gouvernement dit « amendement Giscard d'Estaing » ; réduction des formalités et des contraintes qui pèsent sur les contribuables ; réduction du délai de reprise de l'administration fiscale et des organismes de sécurité sociale ; cas des contribuables ne percevant que des traitements, salaires ou pensions ; limitation à un an de la durée sur laquelle peut s'étendre une vérification approfondie ; revenus des comptes d'épargne et de valeurs mobilières ; revenus déterminés par des comptabilités tenues par des centres fiscaux agréés ; date d'application de la loi ; simplification et restriction de l'assiette du contrôle fiscal [27 mai 1986] (p. 1291) ; incidences de la réforme introduite sur la masse des recouvrements fiscaux ; prolongation des délais en cas de manœuvre frauduleuse (p. 1292) ; champ d'application de la réduction du délai de reprise des administrations fiscales et sociales ; amnistie fiscale ; contrôles fiscaux sur les salariés ; extension de la T.V.A. au commerce et à la distribution (p. 1298) ; application des taxes sur le chiffre d'affaires à l'ensemble des activités de distribution ; délai de reprise pour ces différentes taxes ; existence d'un délai supplémentaire de deux ans pour la grande fraude fiscale ; durée du contrôle dans les grands Etats modernes (p. 1299).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable opposée par M. André Lajoinie ; Acte unique constituant une mise à jour nécessaire du traité de Rome ; continuité de la politique européenne de la France [20 novembre 1986] (p. 6621) ; institutionnalisation du Conseil européen ; pouvoirs du Parlement européen ; renforcement du S.M.E. ; amélioration des procédures de décision ; évolution de la règle de l'unanimité ; règle de l'unanimité bénéficiant à des pays d'importance moyenne et pouvant bloquer le mécanisme de décision ; réalisation complète du Marché commun ; expression « d'espace unique

européen » ; application de l'Acte unique ; adoption par les partenaires entrant dans la Communauté de la taxe sur la valeur ajoutée (p. 6622) ; problème de la dimension européenne de la future ordonnance sur la concurrence ; instauration devant l'Assemblée nationale d'un débat sur les rapports relatifs à l'état d'avancement vers l'espace unique européen ; objectif de donner une monnaie à l'Europe ; présidence stable au Conseil européen ; instauration d'un secrétariat politique entraînant un déplacement du pouvoir vers le pouvoir bureaucratique ; sécurité de l'Europe ; position américaine successive sur l'option zéro ; convergence des intérêts français et européens ; leadership de la France (p. 6623, 6624).

GOASDUFF (Jean-Louis)

Député du Finistère
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 5 avril 1986] (p. 5204). Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [24 avril 1986] erratum [13 juin 1986] (p. 2193).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [31 juillet 1986] (p. 3981).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630). Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 27 novembre 1986] (p. 14282).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1986** (n° 9) **(n° 110)** [15 mai 1986].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 260), relatif à l'**organisation économique en agriculture (n° 370)** [7 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**organisation économique en agriculture (n° 492)** [26 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Pénalités laitières** : campagne laitière 1985-1986 ; accord sur les prix agricoles communautaires ; limitation ou étalement dans le temps de ces pénalités ; non-paiement des pénalités dans les zones de montagne ; programme de restructuration nationale de la production laitière ; possibilité d'un programme national pluriannuel de maîtrise de la production ; garanties accordées aux conseils régionaux souhaitant engager un programme spécifique d'incitation à la cessation de production laitière ; modalités de répartition des aides régionales [14 mai 1986] (p. 906-907) ;

— **Négociations agricoles à Bruxelles** : décisions accroissant le mécontentement des agriculteurs ; nouvelle baisse des quotas laitiers ; attente d'incitation financière au départ ; nécessaire reconversion des élevages ; démantèlement des mécanismes de garantie des prix de la viande bovine [17 décembre 1986] (p. 7705) ; cours du porc menacé par les importations des pays tiers ; mesures à prendre lors de la conférence annuelle (p. 7706).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : ouverture de crédits en matière de logement ; maîtrise de la croissance de l'A.P.L. ; situation de la régie Renault [23 mai 1986] (p. 1097) ; sociétés sidérurgiques étant dans l'obligation de reconstituer leurs capitaux propres avant le 31 décembre 1986 ; mécanisme destiné à aider la restructuration du bilan de ces sociétés ; crédits ouverts en faveur de l'équipement naval ; crédits ouverts en matière de transport ; nécessaires poursuites de la réalisation du T.G.V.-Atlantique ; réduction du budget des routes ; déduction à compter du 1er janvier 1986 de la moitié de la T.V.A. sur le fuel domestique utilisé pour les besoins des exploitations agricoles (p. 1098) ; dotation inscrite en faveur de l'enseignement technique agricole privé ; élargissement du champ d'application des dispositions fiscales destinées à promouvoir la croissance économique et l'amélioration de la situation sociale dans les départements et territoires outre-mer ; annulation de crédits dans le domaine de la recherche ; situation de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche ; réduction des crédits de politique industrielle, budget des Postes et Télécommunications n'étant pas affecté par les mesures d'économie budgétaire (p. 1099) ; effort d'économies imposé à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; correction de certaines sous-évaluations antérieures ; financement du collectif provenant d'économies réalisées dans des secteurs où la nécessité d'un nouveau dynamisme ne manquera pas de se faire sentir ; répartition des crédits dans les établissements d'enseignement agricole privés et les maisons familiales rurales ; privatisation du Crédit Agricole ; situation des entreprises de travaux agricoles (p. 1100).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : socialistes n'ayant jamais su gérer un budget [3 juin 1986] (p. 1625).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 280).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : arrêt de l'évolution dirigiste et étatique de la politique agricole ; création des offices ; redéfinition du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole ; caractère dirigiste des offices issus de la loi de 1982 ; constitution d'interprofessions fortes [7 octobre 1986] (p. 4386) ; loi de 1975 sur les interprofessions et loi d'orientation agricole de 1980 (p. 4387).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : déséquilibres qualitatifs et financiers résultant de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté (p. 4411) ; ses observations (p. 4412) ; **article 1er** : son amendement n° 48 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « Conseil supérieur d'orientation » les mots « et de coordination ») ; modification du titre de Conseil supérieur d'orientation ; adopté (p. 4413) ; modalités d'élection des représentants de la production ; son amendement n° 49 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « produits agricoles », les mots : « ainsi que les organisations interprofessionnelles ») ; représentation des interprofessions au sein du comité supérieur d'orientation ; nécessité de maintenir une composition restreinte au Conseil (p. 4414) ; rejeté ; amendements du groupe communiste tendant à maintenir la composition actuelle du Conseil supérieur d'orientation (p. 4415) ; son amendement n° 50 (substituant à la fin du premier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots : « de l'économie », les mots : « et de coordination de l'économie agricole et ») : adopté ; son amendement n° 51 (compétences du Conseil supérieur d'orientation pour l'ensemble des productions agricoles et forestières) (p. 4416) ; adopté ; son amendement n° 52 (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de

cet article après les mots, « ou par recommandation », les mots « rendus publics ») ; nécessité de rendre publics les avis et recommandations du Conseil supérieur d'orientation ; adopté ; son amendement n° 53 (compétences du Conseil supérieur d'orientation sur les orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et forestière (p. 4417) ; adopté (p. 4418) ; nature du Conseil supérieur d'orientation ; problématique de l'amendement n° 11 de M. Marcel Rigout relevant des autorités communautaires (p. 4419) ; ses observations (p. 4420) ; son amendement n° 54 (insérant dans le 4e alinéa (b) du paragraphe I de cet article après le mot : « moyens », les mots : « notamment ceux ») ; élargissement du domaine d'intervention du Conseil supérieur à l'ensemble des moyens en matière d'orientation et de valorisation de la production agricole ; adopté ; loi de 1982 relative au transfert de compétences des offices aux interprofessions (p. 4421) ; son amendement n° 55 (compétences du Conseil supérieur d'orientation pour les règles de mise sur le marché et de commercialisation définies par l'autorité administrative compétente) : adopté ; son amendement n° 56 (rédactionnel) (p. 4422) ; adopté ; son amendement n° 57 (cas de conflit ou de désaccord lors de la conclusion d'une convention entre les offices et les organisations interprofessionnelles) : adopté ; **avant l'article 2** : ressources du Conseil supérieur d'orientation (p. 4423) ; inopportunité de substituer la notion de contrôle à la notion précise et connue de tutelle ; rôle des centrales d'achats (p. 4425) ; **article 2** : son amendement n° 58 (possibilité de créer des offices d'intervention par produits ou groupes de produits par décret en Conseil d'Etat) [8 octobre 1986] (p. 4470) ; adopté au scrutin public ; ses observations (p. 4471) ; *article 3 de la loi du 6 octobre 1982* : amélioration du revenu agricole par le renforcement de l'efficacité économique de filières (p. 4472) ; notion de produits sensibles (p. 4473) ; inopportunité de charger les offices de mettre en œuvre les seules orientations communautaires non contraires aux intérêts de la France ; compétence verticale par secteur de promotion des offices (p. 4474) ; *article 4 de la loi du 6 octobre 1982* : son amendement n° 59 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 6 octobre 1982 les mots « ou des participations des organisations professionnelles ») ; impossibilité pour les interprofessions de participer au financement des offices (p. 4475) ; adopté ; inopportunité de substituer à la participation des interprofessions au financement des offices un prélèvement en douane prenant la forme de cotisations sur les produits importés (p. 4476) ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982* : ses observations (p. 4477) ; non intervention du Conseil de direction de l'office dans la nomination du directeur chargé de l'administration d'un établissement public ; *après l'article 5 de la loi du 6 octobre 1982* : ses observations (p. 4478) ; *article 7 de la loi du 6 octobre 1982* : son amendement n° 60 (précisant que les attributions conférées aux offices doivent être transférées pour un produit ou un groupe de produits à une ou plusieurs organisations interprofessionnelles reconnues) ; initiative du transfert de compétences appartenant aux interprofessions et non aux offices (p. 4479) ; adopté après modification (p. 4480) ; **article 3** : inopportunité de placer les interprofessions sous la tutelle des offices (p. 4481).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : composition et rôle du Conseil supérieur d'orientation ; transfert de compétence aux interprofessions ; inopportunité d'un désengagement financier de l'Etat [17 décembre 1986] (p. 7761).

— **Projet de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* abandon du projet d'Ouessant [21 octobre 1987] (p. 5087) ; remplacement du bateau perdu dans le drame de l'Aber-Wrac'h ; cohabitation entre culture marine et tourisme (p. 5079).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* réforme de l'agriculture ; prise en considération des difficultés des productions en crise comme le lait ou la viande ; soutien de l'agriculture en zone défavorisée ; nécessité pour l'Etat français de répondre aux efforts des autres pays membres de la Communauté européenne en faveur de leurs agriculteurs ; exemple de la R.F.A. accordant des allégements fiscaux et des remboursements de cotisations sociales ; modération de la baisse initialement prévue du budget de l'agriculture ; formation des exploitants ; parité des bourses de l'enseignement agricole avec celles de l'éducation nationale ; enseignement agricole privé [30 octobre 1986] (p. 5522) ; nécessité de réajustement des crédits pour l'enseignement supérieur agricole privé (p. 5523).

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* situation des directeurs d'écoles privées [3 novembre 1986] (p. 5739) ; loi du 25 novembre 1977 (p. 5740).

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3** : son amendement n° 178 (alignement du régime d'imposition des G.A.E.C. sur celui des agriculteurs exploitants à titre individuel) : non soutenu [26 mai 1986] (p. 1205).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* nécessité des quotas laitiers ; ses observations sur les propositions de M. Michel Cointat en matière de maîtrise quantitative de la production laitière [30 octobre 1986] (p. 5557) ; annonce que son vote dépendra des mesures consenties aux petits producteurs (p. 5557).

GODFRAIN (Jacques)

Député de l'Aveyron
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432) [18 novembre 1986] (p. 6506).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à autoriser l'**usage d'émetteurs radioélectriques** sur la bande de fréquence comprise entre 26 et 27 MHZ **(n° 137)** [15 mai 1986].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conséquences de l'**entrée**

de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne (n° 152) [27 mai 1986].

Proposition de loi relative à la **fraude informatique (n° 352)** [12 août 1986].

Avis fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de programme (n° 432) relatif à l'**équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 554)** [12 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rôle des P.M.E.-P.M.I. dans le plan de redressement du Gouvernement** : secteur des métiers ; apprentis [16 avril 1986] (p. 184-185) ;

— **Crise bovine** : conséquences actuelles pour les éleveurs français du sommet de Fontainebleau ; avantages acquis par les producteurs allemands ; nécessité de reconstituer le cheptel bovin ; choix de nos partenaires entre le respect des règles fondamentales de l'union européenne et l'abandon de l'idée de l'Europe [3 décembre 1986] (p. 7044).

INTERVENTIONS

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.**

Explications de vote : obstruction des socialistes ; échec des nationalisations ; modèle proposé à la France par M. Pierre Mauroy [11 juin 1986] (p. 2123) ; traitement social du chômage ; dynamisme économique des P.M.E. ; affaire Martine Kempf (p. 2124).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion générale : échec de la lutte contre la criminalité et l'insécurité au cours des cinq dernières années ; signification de l'assassinat du général Audran [25 juin 1986] (p. 2488) ; terrorisme constituant l'annonce d'un despotisme ; nécessité d'éviter un nouveau Munich face au terrorisme ; gauche n'ayant pas le monopole des droits de l'Homme ; situation de M. Habid Maamar (p. 2489).

— **Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).**

Première lecture, discussion générale : évolution de la paysannerie depuis le début du siècle ; application de la notion de participation dans l'agriculture ; politique commerciale ; avantages et contraintes de la P.A.C. [7 octobre 1986] (p. 4398) ; modalités de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; problème de la commercialisation des produits agricoles ; agriculture de l'an 2000 (p. 4399).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* avenir des compagnies aériennes intérieures sur l'ensemble du territoire français [28 octobre 1986] (p. 5451).

Agriculture. B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* crise de l'agriculture ; conditions d'accès de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne ; remboursement au Royaume-Uni des deux-tiers de sa contribution au budget communautaire ; instauration des quotas et plafonnement des dépenses budgétaires agricoles ; réorientation du budget communautaire au profit d'autres politiques régionales et sociales ; débordements supranationaux des institutions communautaires ; problème financier de la Communauté menaçant la P.A.C. ; résultat de la négociation sur les prix 1986-1987 ; M.C.M. sur le porc ; accélération de la révision du règlement ovin de 1980 ; interventions communautaires sur la viande ovine [30 octobre 1986] (p. 5528, 5529) ; déficit du budget de la P.A.C. pour 1987 ; action du ministère à la conférence internationale de Puntal del Este résistant au démantèlement de la P.A.C. (p. 5530).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Lucien Jacob [3 novembre 1986] (p. 5739).

— **Inscription à l'ordre du jour prioritaire** des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Jacques Godfrain tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne.

Explications de vote : politique méditerranéenne de la France ; rapports avec les Etats de la péninsule ibérique ; conséquences pour les agriculteurs de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. ; objet de la commission d'enquête dont la création est demandée par le groupe R.P.R. [12 novembre 1986] (p. 6151).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Première lecture, explications de vote : nécessaire respect de la vie [6 décembre 1986] (p. 7284) ; interruption volontaire de grossesse devant demeurer un ultime recours ; vote positif du groupe R.P.R. ; conséquences des progrès génétiques sur la conception de la famille ; nécessaire débat à l'Assemblée nationale (p. 7285).

GOEURIOT (Colette)

Député de Meurthe-et-Moselle
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la **protection des femmes victimes de violences** ou de sévices de la part de leur conjoint **(n° 48)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des **travailleurs des mines**, minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion **(n° 58)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à faire évoluer les **représentations de la femme au travers de la publicité (n° 62)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Initiatives de la France en matière de désarmement avant le sommet de Reykjavik** : absence d'initiative française en faveur du désarmement et de l'arrêt des essais nucléaires [8 octobre 1986] (p. 4458) ;

— **Situation de la sidérurgie** : annonce de nouvelles suppressions d'emplois ; arguments avancés pour expliquer des mesures injustifiables ; comparaison avec la situation de la R.F.A. et de l'Italie ; existence de besoins en aciers ; nouveaux marchés à conquérir [3 décembre 1986] (p. 7035).

orales sans débat :

— n° **86**, posée le 24 juin 1986 : **minéraux (entreprises : Alsace)** (p. 2434) ; appelée le 27 juin 1986 : **industries du sel et de la potasse** : décision du Gouvernement de renoncer au rejet des saumures provenant des Mines domaniales de potasse d'Alsace ; avenir des industries du sel et de la chimie en Lorraine ; mise en place d'une saline par les M.D.P.A. ; saisine de la commission

de la concurrence et de la commission de Bruxelles demandée par le groupe communiste (p. 2578, 2579) ; poursuite de l'exploitation des M.D.P.A. (p. 2580).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 439 (de suppression) [24 avril 1986] (p. 344) ; rejeté (p. 346) ; **article 4** : inefficacité des nationalisations dûe à l'obsession de la rentabilité financière et à l'utilisation des ressources dans des placements financiers au détriment de l'investissement productif ; dotations de l'Etat aux six groupes industriels ; montant des dividendes distribués et remboursement de titres ; nécessité d'une reconquête du marché intérieur ; nécessité de passer des nationalisations étatiques à des nationalisations autogérées ; démission provoquée de M. Jacques Bouard, administrateur salarié de la C.G.E. [30 avril 1986] (p. 620) ; privatisation de la Société générale [6 mai 1986] (p. 795) ; société nancéienne de crédit industriel Varin-Bernier ; participation de cet établissement à la création d'emplois en Lorraine en relation avec des organismes régionaux ; politique d'aide aux créateurs d'entreprises ; établissement de relations avec l'université et les chercheurs (p. 799) ; ses amendements n° 87 et 143 : devenus sans objet (p. 807).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : ses amendements n° 277, 311, 353, 369, 392, 400, 412 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; son amendement n° 80 (tendant après les mots « 1er janvier 1987 » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « sauf pour les branches d'activité et dans les zones géographiques où la situation de l'emploi est particulièrement menacée ») [5 juin 1986] (p. 1739) ; rejeté au scrutin public (p. 1740).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : rôle grandissant des salariés, ouvriers, employés et cadres dans la filière ; présence des représentants de consommateurs [7 octobre 1986] (p. 4415).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : utilisation répétée de l'article 49-3 de la Constitution ; morcellement artificiel des circonscriptions ; cas du département de la Meurthe-et-Moselle [13 octobre 1986] (p. 4674) ; réduction de la représentation parlementaire communiste ; vote de la censure par le groupe communiste (p. 4675).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* **article 70** : son amendement n° 32 (tendant à la fin de l'article 70 à substituer à la somme 398 la somme 390) ; rejeté [21 octobre 1987] (p. 5102).

Industrie. — *Discussion générale :* conception de l'entreprise ; pertes d'emplois industriels ; recul de l'excédent industriel ; multiplication des faillites ; compétitivité de l'industrie française ; situation en Lorraine ; cas du Bassin de Longwy et de Briey [31 octobre 1986] (p. 5617) ; aggravation du chômage ; question de l'efficacité des dépenses publiques (p. 5618).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* rôle des congés formation-conversion ; nécessité que le Gouvernement précise à la représentation nationale ce qu'il est advenu des travailleurs de la sidérurgie mis en congé de conversion [6 novembre 1986] (p. 5907) ; demande au Gouvernement de fournir un bilan des contrats de formation-conversion (p. 5908) ; *questions :* son appréciation sur les T.U.C., P.I.L. et T.I.L. ; financement de ces « petits boulots » (p. 5944).

GOLLNISCH (Bruno)

Député du Rhône
F.N.
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 36) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome X : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie (n° 397)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi d'orientation sur l'université (n° 580) [18 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Problème du stationnement sur la voie publique : stationnement payant ; fiscalité de l'automobile ; prolifération des agents contractuels [11 juin 1986] (p. 2074).

orales sans débat :

— n° 164, posée le 16 décembre 1986 : **banques et établissements financiers (fonctionnement)** (p. 7695) ; appelée le 19 décembre 1986 : **chèque payant** : responsabilité partielle des banques concernant le coût élevé de tenue de compte ; suppression de l'intérêt versé sur les comptes créditeurs ; imposition par la loi du mode de paiement par chèque (p. 7848) ; entente illicite des banques ; interdiction de rétribuer les comptes créditeurs ; entente et abus de position dominante des banques nationalisées (p. 7849).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : vote de la loi d'habilitation devant être suivi du dépôt et de la discussion par l'Assemblée nationale d'un projet de loi de ratification ; projet de loi créant des droits de propriété dans la mesure où il autorise le transfert à des particuliers du capital des entreprises publiques ; garanties juridiques des nouveaux acquéreurs ; condition d'organisation de la rétrocession des droits par les actionnaires privés au cas où l'Assemblée repousserait le projet de ratification [22 avril 1986] (p. 235) ; demande à M. Balladur s'il est d'accord pour que le projet de ratification soit discuté par l'Assemblée nationale, la semaine qui suivra son dépôt (p. 236).

Discussion des articles : **article 1er** : réglementation libérale dans son esprit pouvant aboutir à des situations « kafkaïennes » ; situation des nougatiers de Montélimar [24 avril 1986] (p. 369) ; **son rappel au règlement** : réunion de deux commissions alors que l'Assemblée tient séance publique [13 mai 1986] (p. 856) ; **son rappel au règlement** : réglementation des scrutins publics concourrant à l'absentéisme parlementaire (p. 862).

— Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : utilisation simultanée de l'article 38 et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [20 mai 1986] (p. 971) ; obligation de recourir à une loi organique pour modifier le mode de scrutin (p. 972) ; **son rappel au règlement** : déclaration de M. Charles Pasqua selon laquelle le député élu au scrutin proportionnel est privé du lien de légitimité directe qui l'unit à son électorat et n'est que le représentant d'une formation politique ; sentiment des députés et notamment du groupe Front national d'être des députés à part entière [21 mai 1986] (p. 1004).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 11 : son rappel au règlement** : souhaite que les votes soient distincts sur les amendements n° 1 de M. Michel Debré et n° 13 de M. Jean-Louis Masson [28 mai 1986] (p. 1380) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement** : gouvernement étant maître de l'ordre du jour ; nécessité que l'Assemblée débatte dans des conditions élémentaires de sérieux ; demande une suspension de séance (p. 1402) ; **son rappel au règlement** : Gouvernement ayant la maîtrise de l'ordre du jour mais non la maîtrise des séances ; vote au scrutin public sur une demande de suspension de séance constituant une violation flagrante de l'article 62 du règlement ; demande une suspension de séance de cinq heures (p. 1403) ; rejetée au scrutin public (p. 1404).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : absentéisme parlementaire ; obstruction de la part du ministre chargé du budget ; troisième voie à l'E.N.A. ; remboursement de l'I.V.G. [30 mai 1986] (p. 1534) ; pénalisation fiscale des couples mariés ; privilèges fiscaux des parlementaires ; subventions accordées aux associations anti-racistes ; préférence nationale en matière d'embauche et d'allocations familiales ; abstention du Front national (p. 1535).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : rigidification des conditions de travail ne permettant pas de créer des emplois [3 juin 1986] (p. 1610) ; **article 2 : son rappel au règlement** : notion de rappel au règlement ; demandes de suspension de séance ayant un caractère purement répressif [5 juin 1986] (p. 1810) ; ses observations (p. 1811).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : usage abusif du droit d'amendement et de celui d'obtenir une suspension de séance ; confusion entre la prérogative gouvernementale concernant la fixation de l'ordre du jour et le droit de déterminer les séances [10 juin 1986] (p. 2021).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : « vacuité » du projet ; déssaisissement des juridictions de province au profit de la cour de Paris ; prolongation de la garde à vue [25 juin 1986] (p. 2468) ; retrait du projet par rapport aux régimes en vigueur dans les autres démocraties occidentales ; interdiction de séjour ; dissolution des associations étrangères liées à des activités terroristes ; attitude de l'O.N.U. ; proposition du Front national pour la création d'une Cour criminelle centrale ; absence d'aggravation des peines ; nécessité de réprimer le terrorisme par la peine de mort ; publicité donnée aux actes terroristes ; suppression du « cinquième bureau » dans les établissements militaires (p. 2469).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 4** : sanction de l'organisation du trafic de stupéfiants par la peine de mort ; ses propos sur la mort de la petite-fille de M. François Cavanna ; loi Veil [2 juillet 1986] (p. 2776).

Son fait personnel : répond aux propos de M. Bernard Deschamps qui l'a mis en cause [2 juillet 1986] (p. 2781).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : propos du ministre chargé des relations avec le Parlement sur la « participation du Front national à l'obstruction » [9 juillet 1986] (p. 3058) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission déposée par M. Jean-Jacques Barthe ; caractère partiel du projet de loi ; Gouvernement ayant passé « un contrat moral » avec les communautés étrangères régulièrement installées ; dispositions relatives aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers recevant application sous réserve des stipulations des conventions internationales ; droit au regroupement familial n'étant pas un droit constitutionnel ; maintien des principes de la loi du 17 juillet 1984 [10 juillet 1986] (p. 3124) ; étranger titulaire d'une carte de résident ayant été absent un an du territoire national étant désormais considéré comme un nouvel immigrant ; droit de regard sur l'administration française donné à des autorités étrangères ; décision du tribunal administratif de Paris déclarant illégal le fait que la mairie de Paris ait réservé certaines prestations à finalités démographiques aux nationaux ; caractère électoral de la démarche du Gouvernement ; inutilité de renvoyer en commission un texte inamendable ; Gouvernement ayant cédé aux pressions des grévistes de la faim de Lyon (p. 3125).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 45 (tendant, dans le deuxième alinéa (2°) du paragraphe I de cet article, à insérer après les mots : « conventions internationales », les mots : « effectivement appliquées par les partenaires de la France ») : rejeté [10 juillet 1986] (p. 3140) ; son amendement n° 48 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, à substituer au mot : « peut », le mot : « doit ») ; son amendement n° 168 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, à substituer aux mots : « peut être », le mot : « est ») ; amendement n° 48 : retiré ; amendement n° 168 : rejeté (p. 3144) ; son amendement n° 50 (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à supprimer les mots : « sauf si l'autorité consulaire demande un sursis à exécution de 24 heures ») (p. 3147) ; rejeté au scrutin public (p. 3148) ; **article 11** : possibilité d'exécution d'office d'une procédure d'expulsion ou de reconduite à la frontière ; présence d'anciens magistrats de tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat parmi les membres du groupe socialiste [16 juillet 1986] (p. 3348) ; **article 12** : défense en séance du projet de loi par le Front national avec « plus de pugnacité que n'en met » la majorité (p. 3350) ; sanctions pénales en cas d'inexécution d'un arrêté d'expulsion ; demande au Gouvernement d'insister auprès des pays dont sont originaires les communautés étrangères afin qu'elles ne refusent pas l'accès de leur sol à leurs nationaux « jugés indésirables » en France (p. 3351).

Seconde délibération : **article 2** : droits de certains étrangers condamnés pour des délits à demeurer sur le sol national (p. 3363).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 39 : son rappel au règlement** : interprétation de l'article 34 de la constitution à propos de la priorité à accorder aux femmes enceintes en matière de logement [22 juillet 1986] (p. 3691) ; **après l'article 61** : ses observations (p. 3781).

Seconde délibération : **son rappel au règlement** : [23 juillet 1986] (p. 3793).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982, relative au Conseil supérieur des français de l'étranger (n° 342) :

Son rappel au réglement : absence de saisine de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [3 octobre 1986] (p. 4351).

Son rappel au réglement : présence obligatoire d'au moins deux secrétaires, au bureau (p. 4358-4359).

Son rappel au réglement : présence obligatoire de deux secrétaires au bureau ; délégations de vote (p. 4360).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Discussion générale :* crédits du ministère de la coopération ne représentant qu'un quart de l'effort global de la coopération de la France dans le monde ; effet réel de cette coopération ; coopération devant clairement afficher son caractère de réciprocité ; rôle de l'Afrique du Sud [23 octobre 1986] (p. 5256) ; nécessité d'abandonner la fiction de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat (p. 5257).

Son rappel au réglement : image du Parlement ; abus des demandes de suspension de séance et des rappels au réglements ; exemple de M. Philippe Bassinet ; caractère inadmissible de la manœuvre d'obstruction ayant pour but de « donner la parole à la rue » [4 décembre 1986] (p. 7094).

Son rappel au réglement : but de l'obstruction du groupe socialiste étant d'empêcher la discussion de la proposition tendant à supprimer le remboursement de l'I.V.G. par la sécurité sociale [4 décembre 1986] (p. 7117, 7118).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **son rappel au réglement** : nécessité d'une ratification des accords internationaux engageant les dépenses publiques [11 décembre 1986] (p. 7538).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus, ensemble un protocole (n° 477).

Première lecture, discussion générale : question des droits de l'Homme en U.R.S.S. ; absence de réserve de la convention sur la définition territoriale de l'U.R.S.S. et notamment sur les Etats baltes et les îles Kouriles ; absence de réciprocité dans les relations avec le monde socialiste ; sa réserve concernant la Banque commerciale de l'Europe du Nord [16 décembre 1986] (p. 7630).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Burkina Faso (n° 440).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur le capitaine Sankara, président du Burkina Faso et le président Kim-Il-Sung considéré comme une espèce de fou sanglant, dictateur de la Corée du Nord [16 décembre 1986] (p. 7635) ; nécessité pour le Burkina Faso de faire face à ses responsabilités ; attitude du capitaine Sankara envers la France ; présence de MM. Tjibaou et Uregei dans la délégation de Vanuatu à l'Assemblée générale des Nations-Unies ; absence de référence au montant des dépenses envisagées par la convention ; vote hostile du groupe Front national (p. 7636).

Explications de vote : ses observations sur le Maréchal Kim Il-Sung (p. 7637).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 439).

Première lecture, discussion générale : opportunité d'un recentrage de la politique de coopération au profit des Etats se comportant en amis de la France ; création de pôles de prospérité [16 décembre 1986] (p. 7638) ; ses observations sur l'aphorisme « la Corrèze plutôt que le Zambèze » ; fermeté du Général de Gaulle envers la Guinée ; attitude déplaisante des autorités du Burkina Faso et du capitaine Sankara ; maux de l'Afrique ; ses doutes sur l'opportunité de cette convention ; vote hostile du groupe Front national (p. 7639).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 152).

Première lecture, explications de vote : importance des jeux ; vote positif du groupe Front national [17 décembre 1986] (p. 7728).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instruction données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Explications de vote : extension du champ de l'enquête au-delà des seules instructions données au ministre de l'intérieur ou par lui ; cas de la présentation de la situation dans le monde universitaire ; identité des étudiants [17 décembre 1986] (p. 7740) ; montage médiatique ; manipulation de la F.E.N. ayant riposté à l'action de M. Monory en « lâchant les fauves » ; vote positif du groupe Front national (p. 7741).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales (n° 549).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'importance du texte en question ; problème de la vocation des magistrats à être détachés dans les organisations internationales [18 décembre 1986] (p. 7796) ; dépossession du Parlement ; s'interroge sur le fait que MM. Tjibaou et Uregei, de nationalité française, siègent à l'O.N.U. dans une délégation de Vanuatu hostile à la France ; abstention du groupe Front national (p. 7797).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques (n° 556).

Première lecture, discussion générale : portée du texte ; risque de développement d'interconnexions déguisées ; admission par la C.N.I.L. de l'interconnexion de certains fichiers relatifs à la situation des contribuables français ou aux informations de nature fiscale ; projet confortant le monopole des institutions de statistiques d'Etat ; ses observations sur la non prise en compte d'étrangers dans les projections démographiques de l'I.N.E.D. ; nécessité de réprimer la présentation tendancieuse et volontairement

falsifiée de données statistiques ; manipulation dans les statistiques électorales [18 décembre 1986] (p. 7810).

Discussion de l'article unique : **article unique :** son amendement n° 4 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 7 *bis* de la loi du 7 juin 1951 aux mots « à l'exclusion des données relatives à la santé ou à la vie sexuelle » les mots « à l'exclusion des données ayant trait à la vie personnelle et familiale, à la situation patrimoniale et aux comportements d'ordre privé ») ; interdiction de l'utilisation par l'administration fiscale de données concentrées entre les mains de l'I.N.S.E.E. (p. 7811) ; retiré ; **après l'article unique :** son amendement n° 2 (prévoyant que quiconque aura sciemment falsifié ou fait falsifier les résultats d'un sondage d'opinion ou qui aura sciemment procédé ou fait procéder à un sondage d'opinion sur un échantillon non représentatif, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus et d'une amende de cinq mille francs au moins et de cinquante mille francs au plus ») ; introduction dans le droit pénal d'une incrimination nouvelle à l'encontre de ceux qui auront sciemment falsifié ou fait falsifier des résultats d'un sondage d'opinion (p. 7812) ; rejeté ; son amendement n° 3 (même objet) ; alignement du régime de la rédaction et de la diffusion de faux sondages sur celui applicable à la diffusion des fausses nouvelles réprimée par la loi du 29 juillet 1881 ; rejeté (p. 7813).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence (n° 573).

Première lecture, discussion générale : cas des nougatiers de Montélimar ; nature du conseil de la concurrence militant en faveur d'un recours devant les juridictions de l'ordre judiciaire ; problème du caractère non suspensif du recours [18 décembre 1986] (p. 7817) ; tarification des chèques par une entente bancaire (p. 7818).

Discussion des articles : **article 2 :** ses observations (p. 7820).

Son rappel au règlement : demande au garde des sceaux s'il englobait le Front national dans ses remerciements à l'égard de la majorité l'ayant soutenu lors de la discussion du texte sur le terrorisme [18 décembre 1986] (p. 7796).

GONELLE (Michel)

Député du Lot-et-Garonne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à coordonner les procédures administrative et judiciaire de **suspension du permis de conduire (n° 139)** [15 mai 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères — Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale : questions :* moyens consacrés à l'encouragement de l'aide privée à caractère humanitaire ; extension des déductions fiscales dont pourront bénéficier les donateurs aux entreprises ; création de la fondation du mécénat humanitaire [24 octobre 1986] (p. 5323).

GORSE (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

GOUGY (Jean)

Député des Pyrénées-Atlantiques
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

GOULET (Daniel)

Député de l'Orne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : immigration) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome IV : **affaires sociales et emploi : immigration (n° 397)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitition, par M. Pierre Joxe.

Discussion : rétablissement du scrutin majoritaire correspondant au sentiment de la grande majorité des Français ; péripéties de la campagne électorale ; opinions du Général de Gaulle ; campagne faite en 1955 par Pierre Mendès-France et François Mitterrand pour le scrutin uninominal majoritaire à deux tours ; relation entre l'électeur et l'élu ; histoire électorale de la France ; modes de scrutin en Europe occidentale ; choix par l'U.R.S.S. du scrutin majoritaire à deux tours ; multiplication des groupes parlementaires ; stabilité de l'écart entre le nombre moyen de suffrages par siège entre le parti le moins favorisé et le plus favorisé, quel que soit le mode de scrutin ; fonctionnement satisfaisant des institutions britanniques et allemandes ; difficultés des pays d'Europe du Nord et de la République italienne ; harmonie du scrutin majoritaire avec les autres éléments des institutions ; stabilité des pouvoirs publics ; respect de la volonté populaire ; défense des libertés [22 mai 1986] (p. 1051) ; pouvoirs du Président de la République ; nécessité d'avoir une majorité stable à l'Assemblée nationale pour que le Président de la République conserve ses prérogatives ; identité entre la majorité parlementaire et la majorité du pays au moment des élections ; droits de l'opposition ; nécessité de pouvoir pallier les inconvénients d'une majorité faible comme en 1967 ; majorité politique et majorité

sociale ; effet amplificateur du scrutin majoritaire ; affirmation que toutes les lois électorales sont des lois de circonstance ; accession des citoyens aux responsabilités (p. 1052).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : désarroi du monde rural ; développement d'une nouvelle agriculture ; agriculture de l'an 2000 ; accentuation de la baisse de certaines charges ; formation des hommes ; ouverture de l'exploitation agricole aux nouvelles méthodes de gestion ; place et rôle de l'Etat ; organisation de la profession [7 octobre 1986] (p. 4405-4406) ; vocation agricole de la France (p. 4407).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaire étrangères — Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale : questions :* relations de la France avec le monde arabe ; présence culturelle française ; sa proposition d'initiative franco-européenne dans le cadre des Nations Unies pour l'ouverture d'une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe et le conflit Irak-Iran [24 octobre 1986] (p. 5321).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* reconnaissance officielle de la vocation laitière de la Basse-Normandie et de l'Orne ; classement du bocage normand et du pays d'Auge en zones défavorisées [30 octobre 1986] (p. 5576).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : politique de l'immigration ne pouvant se limiter à la seule définition des règles relatives à l'entrée et au séjour sur le territoire français ; réseau très dense d'accords bilatéraux signés pour maîtriser les flux de main d'œuvre d'origine étrangère et de conventions multilatérales relatives à la lutte contre la migration illégale [5 novembre 1986] (p. 5864) ; nécessité d'une intégration plus marquee des immigrés dans la communauté nationale ; respect des droits des réfugiés ; nombre important de demandeurs d'asile abusifs ; place que doit occuper la formation linguistique dans la qualification professionnelle des immigrés ; politique de l'immigration étant l'un des éléments de la politique étrangère de la France ; immigration demeurant un atout pour la France (p. 5865).

GOURMELON (Joseph)

Député du Finistère
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer la protection des ayants-droit des sauveteurs bénévoles de la **société nationale de sauvetage en mer (n° 569)** [18 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* vétusté de la maison d'arrêt de Brest ; s'interroge sur la construction d'une nouvelle prison [27 octobre 1986] (p. 5375).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* sort réservé par le budget au projet brestois de construction hospitalière [6 novembre 1986] (p. 5940).

Défense nationale. — *Discussion générale :* avenir de l'arsenal de Brest [12 novembre 1986] (p. 6193) ; situation du personnel dépendant des entreprises privées ; nécessité des entreprises civiles de réparation navale pour la défense nationale (p. 6194).

GOUX (Christian)

Député du Var
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Dénationalisation : engagement de la responsabilité du Gouvernement sur la loi d'habilitation ; absence de débat en commission ; même remarque sur les modalités financières des dénationalisations ; déclarations de M. Jacques Chirac sur le problème des actions préférentielles ; appétits de certains groupes financiers et de presse [14 mai 1986] (p. 902) ;

— Chantiers navals : fermeture des chantiers de la Normed ; maintien des sites de production entre 1980 et 1986 ; suspension des subventions exceptionnelles à la construction navale [25 juin 1986] (p. 2448, 2449) ;

— Suppression du commissariat général du Plan : retour à une gestion au jour le jour qui nous prive d'une véritable stratégie économique [29 octobre 1986] (p. 5482) ;

— Privatisation de Saint-Gobain : vente par la caisse des dépôts, sur ordre du ministre de l'économie et des finances, de certificats d'investissement et de titres de Saint-Gobain pour faire baisser les cours, puis suspension de la cotation ; dépendance de la commission de la privatisation vis-à-vis de la direction du Trésor [26 novembre 1986] (p. 6784) ; éclaircissement sur l'évolution des cours (p. 6785).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : demande une suspension de séance [25 avril 1986] (p. 408) ; **article 4 :** motif de la nationalisation du secteur bancaire [30 avril 1986] (p. 612) ; blocage de la croissance ayant pour origine la mauvaise affectation du capital dans de nombreux secteurs ; progrès réalisé depuis 1981 dans le domaine de la planification décentralisée par la mise en place des contrats Etat-régions [30 avril 1986] (p. 613) ; bilan de la nationalisation du secteur bancaire [6 mai 1986] (p. 736) ; situation de la banque Chaix (p. 737) ; Crédit Commercial de France ; dénationalisation de l'ensemble du secteur industriel et bancaire ; modalités de discussion de l'article : partage du temps entre la discussion générale et l'examen des amendements ; société lyonnaise de banque ; indépendance et autonomie apportée par les nationalisations aux établissements bancaires [6 mai 1986] (p. 800) ; faculté de ces établissements de prendre des risques contrôlés dans le cadre de la régionalisation (p. 801) ; **article 5 :** procédure d'évaluation des sociétés à dénationaliser ; procédure complexe utilisée en 1982 qui avait donné satisfaction à tout le monde ; nécessité d'éviter que l'Etat ne soit spolié en tant qu'actionnaire et que le patrimoine national ne soit vendu à l'encan dans de très mauvaises conditions ; nécessité d'éviter que les acheteurs bénéficient de conditions privilégiées leur permettant de se procurer à bas prix des entreprises qui sont le fleuron du patrimoine français ; cas des compagnies d'assurances ; cas des sociétés non cotées pour lesquelles il serait possible de réunir une commission administrative nationale d'évaluation composée de personnalités indépendantes ; nécessité de mettre en place un prix minimum de cession ; absence d'examen en commission des modalités concrètes de dénationalisation [7 mai 1986] (p. 842) ; présentation des sous-amendements du groupe

socialiste ; rappelle qu'en 1982 la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée des nationalisations avait entendu le président de la commission des opérations de bourse [13 mai 1986] (p. 865) ; déclarations à la presse de M. Camille Cabana (p. 866).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : diminution du produit de la fiscalité directe [26 mai 1986] (p. 1167) ; collectif budgétaire bénéficiant aux particuliers et non aux entreprises ; diminution de la justice fiscale (p. 1168) ; importance de l'arbitrage entre actions et obligations sur le marché financier (p. 1174) ; modification de la structure de la fiscalité ; taux plus élevé de T.V.A. bénéficiant aux exportations (p. 1175) ; somme des gages de la majorité parlementaire atteignant des montants tout à fait exceptionnels (p. 1178) ; **article 6** : son amendement n° 168 (de suppression) [27 mai 1986] (p. 1234) ; rejeté au scrutin public (p. 1235) ; **après l'article 6** : amnistie instituée par l'article 82 du projet de loi de finances pour 1982 ; mesures d'accompagnement en matière de lutte contre la fraude ; moyens de lutte contre l'évasion des capitaux (p. 1259).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11** : modification du livre des procédures fiscales (p. 1291) ; remaniement du collectif par le Gouvernement (p. 1294) ; **article 8 et état B précédemment réservés** : son amendement n° 169 (réduction des crédits de l'éducation nationale) [28 mai 1986] (p. 1342) ; réservé (article 44, alinéa 3 de la Constitution) (p. 1343) ; rejeté (p. 1347) ; **article 10 et état D précédemment réservés** : son amendement n° 171 (de suppression) : rejeté (p. 1376) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement** : organisation des débats en commission et en séance publique ; incidents survenus depuis l'ouverture de la séance ; nécessité de trouver une solution ; fatigue du ministre et du Rapporteur général (p. 1407) ; **son rappel au règlement** : rappelle que les membres du groupe socialiste ont l'intention d'intervenir longuement sur les articles restant en discussion du collectif budgétaire (p. 1409).

Commission mixte paritaire, discussion générale : procédure suivie pour l'adoption du projet ; suppression de l'obligation de paiement par chèque au-delà de dix mille francs ; suppression de l'obligation de déclaration par les compagnies d'assurance des contrats supérieurs à cent mille francs [24 juin 1986] (p. 2399) ; obligation de déclaration de l'I.G.F. demeurant pour 1986 ; situation des contribuables ayant payé le prélèvement libératoire lorsqu'il est inférieur à leur taux d'imposition ; compte spécial d'affectation conservant la possibilité de faire des versements aux comptes de commerce ; rétablissement partiel des crédits destinés à la condition féminine ; exonération du droit d'inscription aux concours administratifs pour les demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. et les enfants de parents demandeurs d'emploi ; amendement Giscard ; cadre juridique de l'article 16 *bis* ; questeurs du Conseil de Paris et du Conseil régional d'Ile-de-France n'étant contrôlés que par les bureaux des assemblées (p. 2400) ; collectif montrant la volonté gouvernementale de donner satisfaction à un électorat « dont les qualités civiques ne sont pas les vertus majeures » (p. 2401).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : utilisation répétée de l'article 49-3 de la Constitution ; apparition de la « motion de censure hebdomadaire » ; obstruction parlementaire [30 mai 1986] (p. 1517) ; vote bloqué ; utilisation de l'article 49, alinéa 3 contre la majorité aussi bien que contre l'opposition ; carte électorale ; défense des institutions et des libertés publiques ; loi électorale ; conditions d'évaluation et de vente des entreprises nationales ; suppression de l'I.G.F. ; rétablissement de l'anonymat sur l'or ; utilisation du produit de la vente du secteur public ; amnistie fiscale et anonymat du rapatriement des capitaux (p. 1518) ; délai de reprise de l'administration fiscale pour vérifier les déclarations du contribuable ; charte du contribuable ; justice fiscale et lutte contre la fraude ; diminution du taux de l'impôt sur les sociétés ; non revalorisation des allocations familiales, de l'allocation aux adultes handicapés et des pensions ; diminution de la rémunération des livrets A et des L.E.P. ; suppression de l'I.G.F. ; taxation du capital en Suisse, en R.F.A. et aux Etats-Unis ; allégement fiscal pour les contribuables modestes ; augmentation de l'avoir fiscal (p. 1519) ; gel des rémunérations et pensions du secteur public ; non revalorisation des retraites ; « coupes sombres » en matière d'aide sociale et lutte contre la pauvreté ; réduction des crédits pour l'aide au retour des travailleurs migrants ; crédits pour l'allocation aux adultes handicapés ; affectation des recettes de dénationalisation à une caisse d'amortissement de la dette publique ; déficit du budget général ; budget de la culture ; recherche et politique industrielle ; contrats de plan Etat-région ; plans machine-outils et papier ; crédits du C.I.R.I. (p. 1520) ; politique économique et sociale à deux vitesses (p. 1521).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : regrette qu'à la suite du vote sur la clôture émis par l'Assemblée le groupe socialiste n'ait pu s'exprimer dans le cadre de la discussion sur l'article [4 juin 1986] (p. 1719) ; motif de l'instauration de l'autorisation administrative de licenciement ; attitude du groupe socialiste en 1975 ; entrepreneurs n'embauchant ou ne débauchant pas en fonction d'un cadre administratif simplement destiné à protéger les droits des travailleurs (p. 1720) ; **son rappel au règlement** : droit d'amendement des députés ; propos de M. Philippe Séguin jugeant le règlement de l'Assemblée nationale trop libéral n'étant pas de mise dans la bouche d'un ministre [5 juin 1986] (p. 1805) ; utilisation par le parti socialiste de toutes les armes qu'offre la démocratie pour combattre un projet de loi qu'il estime mauvais (p. 1806) ; **article 2** : problèmes des handicapés et des femmes au travail [6 juin 1986] (p. 1860).

— Son fait personnel : rappelle les propos tenus par M. Georges Tranchant en 1983 lors de l'institution de l'obligation du paiement par chèque au-delà de dix mille francs [24 juin 1986] (p. 2409).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : conteste les prévisions économiques du Gouvernement ; sacrifices imposés aux classes moyennes ; nécessité d'une demande suffisante et de taux d'intérêt réels raisonnables pour que les entreprises aient intérêt à investir ; augmentation de 3,3 % des dépenses des administrations publiques en 1987 ; présentation truquée de la loi de finances ; insuffisance de la réduction du déficit budgétaire ; hausse de 4,7 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires ; succès du Gouvernement Laurent Fabius en matière d'inversion de la courbe, puis baisse des prélèvements obligatoires [14 octobre 1986] (p. 4711) ; participation (p. 4712).

Première partie, discussion des articles : **article 2** : nécessité de rétablir les tranches de 60 et 65 % du barème de l'impôt sur le revenu ; catégorie les plus aisées bénéficiant des mesures nouvelles du Gouvernement [15 octobre 1986] (p. 4800) ; **article 3** : possibilité de suppression de la taxe professionnelle ; conséquence de la décentralisation sur la fiscalité locale ; déséquilibre entre impôt direct et impôt indirect dans la fiscalité locale ; opportunité de l'institution d'un impôt assis sur la valeur ajoutée ; nécessité d'une péréquation entre les communes ; réforme parallèle de la taxe d'habitation [16 octobre 1986] (p. 4837) ; **article 11** : opportunité de demander aux agriculteurs de faire une déclaration de consistance au service des impôts dont dépend chacune de leurs exploitations, de leurs créances, de leurs dettes et de leurs stocks [17 octobre 1986] (p. 4935) ; **article 12** : rétablissement de la règle des 50 % (p. 4937) ; opportunité d'autoriser les agriculteurs retraités qui cèdent la plus grande partie de leurs exploitations à revenir au régime du forfait (p. 4938) ; application de la déduction de 20 000 francs prévue à l'article 12 avant la réduction de 50 % ; institution d'un avantage réel pour le jeune agriculteur (p. 4939) ; **article 21** : lutte contre l'alcoolisme ; rappelle les positions de M. Michel Debré à l'encontre des bouilleurs de cru ; son amendement n° 227 (de suppression) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4993) ; **après l'article 23** : volonté du groupe socialiste de favoriser la création du titre nouveau d'information politique ou générale en faisant bénéficier de crédit d'impôt les épargnants répondant aux souscriptions publiques

(p. 4996) ; **après l'article 27** : son amendement n° 239 (Gouvernement devant déposer avant la fin de la première session ordinaire de 1987-1988 un rapport retraçant les mesures prises pour assurer la renégociation des prêts faits par les collectivités locales ainsi que sur le montant des dotations budgétaires correspondantes) ; évolution des taux d'intérêt depuis 1981 ; conséquences pour les collectivités locales ; retiré après rectification (p. 5001) ; **son rappel au règlement** : souhaite que la commission des finances se réunisse pour examiner l'amendement n° 286 dont la présidence vient de déclarer la réserve (p. 5014) ; **après l'article 24 (amendement précédemment réservé)** : autorisation donnée à des transmissions privées par faisceau hertzien (p. 5021).

Deuxième partie : **équipement, logement, aménagement du territoire et transport. Budget annexe de la navigation aérienne.** — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : son amendement n° 92 (réduction des crédits) [29 octobre 1986] (p. 5463) ; retiré (p. 5464).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 58 : son amendement n° 249 (tendant à maintenir pour le contribuable la charge de la preuve dans le cas où il conteste l'avis formulé par la commission départementale des impôts directs et des taxes) : rejeté [14 novembre 1986] (p. 6362) ; **article 62** : son amendement n° 270 (de suppression) ; utilité de la politique des économies d'énergie ; effet des incitations fiscales pour les travaux d'économie d'énergie sur l'amélioration des logements et l'emploi ; absence de communication des informations nouvelles de nature à justifier le changement d'opinion du rapporteur général vis-à-vis des dispositions proposées par le Gouvernement sur les Sofergi (p. 6405) : rejeté (p. 6406) ; **après l'article 63** : son amendement n° 295 (tendant à revenir sur les dispositions concernant le délai de reprise adopté dans la loi de finances rectificative de 1986) : rejeté ; son amendement n° 296 (tendant à rétablir à cinq ans la durée du délai de reprise pour les primes de départ volontaire, les indemnités de départ à la retraite et certaines indemnités d'assurance invalidité) (p. 6416) ; rejeté (p. 6417).

Seconde délibération : **article 37, titre V** : reprend l'amendement n° 1 de M. Arthur Paecht (tendant à réduire les autorisations de programme et crédits de paiement ouverts à cet article) ; reprend l'amendement n° 2 de M. Arthur Paecht (tendant à réduire les autorisations de programme et crédits de paiement ouverts à cet article) ; acquisition du système aéroporté de détention lointaine et construction du porte-avions à propulsion nucléaire réservées (p. 6430) ; rejetés (p. 6449).

GOUZE (Hubert)

Député du Tarn-et-Garonne
Non inscrit

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* avenir des S.A.F.E.R. ; relations entre les coopératives d'utilisation de matériel agricole et les collectivités locales ; demande de classement en zone de montagne de six communes du Tarn-et-Garonne [30 octobre 1986] (p. 5569).

Défense nationale. — *Discussion générale :* concept et caractéristique de la force d'action rapide ; étude sur l'avion de transport à grand rayon d'action [12 novembre 1986] (p. 6183).

GREMETZ (Maxime)

Député de la Somme
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à interdire les relations économiques, commerciales, culturelles, militaires et politiques avec l'**Afrique du Sud**, tant que durera le **régime d'apartheid (n° 52)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Sommet de Tokyo : menace de M. Ronald Reagan sur la paix et la sécurité ; indépendance de la politique extérieure de la France ; recommandation de l'O.N.U. concernant l'action contre le terrorisme [30 avril 1986] (p. 633).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : projet s'inscrivant dans la série des cadeaux fiscaux et sociaux accordés au patronat ; évolution du nombre d'emplois industriels depuis 1974 [29 mai 1986] (p. 1485) ; diminution de l'impôt sur les sociétés ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; appel du Gouvernement à la « raison » ou à la « responsabilité » patronale ; tour de France effectué par M. Gattaz ; mécanisme du projet donnant le temps au patronat de licencier à volonté ; relativisation des prétendues lourdeurs de la procédure de licenciement ; renoncement du Gouvernement à exercer le contrôle du respect du droit au travail (p. 1486) ; responsabilité gouvernementale au regard du développement du chômage ; nécessité de rendre suspensive la procédure devant les prud'hommes ; protection contre le travail de nuit pour les femmes et les jeunes ; abrogation de l'artile 414 du code pénal (p. 1487).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 27 (abrogation de l'article L. 122-11 du code du travail autorisant dans certains cas le recours à des contrats à durée déterminée allant jusqu'à deux ans) [2 juin 1986] (p. 1571) ; rejeté (p. 1572) ; **article 1er** : son amendement n° 79 (de suppression) [4 juin 1986] (p. 1718) ; rejeté au scrutin public (p. 1719) ; ses amendements n° 274, 312, 322, 352, 391, 413 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1722, 1723).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires Etrangères - Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* problème de la paix et du désarmement ; rencontre de Reykjavik [24 octobre 1986] (p. 5297) ; inaction de la France dans ce domaine ; hypothèse d'une disparition totale des armes nucléaires américaines en Europe ; I.D.S. étant l'obstacle majeur au désarmement ; endettement des pays en voie de développement ; nécessité de la coopération internationale ; politiques européennes ; gratification de l'Acte unique ; visite de M. Jonas Savimbi à Paris (p. 5298) ; sa proposition d'organisation d'un débat à l'Assemblée sur l'attitude de la France face à l'Afrique du Sud ; situation

au Nicaragua ; nécessité de soutenir le groupe de Contadora ; attitude de la France au Liban faisant adopter une résolution demandant le retrait d'Israël du Sud de ce pays ; nécessité pour la France de prendre des initiatives pour la réunion à une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies (p. 5299).

Son rappel au règlement : absence de référence à la France concernant les crédits du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme ; souhaite l'organisation d'un débat sur les conceptions des droits de l'Homme ; examen de la situation en France et dans le monde (p. 5321).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie ; développement de la coopération internationale en Europe ; expérience de la France en matière de télécommunications et d'informatique ; coopération européenne dans l'aéronautique ; leadership français pour l'espace ; machine-outil ; coopération avec les pays socialistes ; rénovation de la politique agricole commune [20 novembre 1986] (p. 6619) ; développement de la coopération en matière de recherche ; système monétaire européen ; convergences d'intérêt entre les salariés européens ; constitution d'un marché intérieur unifié ; accentuation du chômage ; inconstitutionnalité de l'Acte unique ; abandon du compromis de Luxembourg (p. 6620) ; institutionnalisation d'une politique extérieure commune ; introduction de la notion de sécurité ; portée de l'Acte unique ; rapport de M. Maurice Faure sur les questions institutionnelles et l'Union européenne (p. 6621).

GRIGNON (Gérard)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon
U.D.F.

Elu le 7 décembre 1986 [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14885).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248).

GRIMONT (Jean)

Député du Haut-Rhin
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 64,** posée le 10 juin 1986 : **minéraux (entreprises : Alsace)** (p. 2066, 2067) ; appelée le 13 juin 1986 : **mines de potasse d'Alsace** : réduction des rejets salins dans le Rhin (p. 2185) ; maintien du niveau d'activité des mines ; diversification des activités industrielles dans le bassin potassique (p. 2186).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : caractère essentiel de l'effort de formation ; exemples d'interventions des pouvoirs publics pouvant suppléer à une défaillance de gestion dans une entreprise privée ; effets positifs de l'autorisation administrative de licenciement ; exemple de l'entreprise Manurhin-Défense [4 juin 1986] (p. 1709).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 et état C** : suppression de la moitié des crédits d'intervention de l'A.N.V.A.R. ; Société alsacienne de construction mécanique [11 décembre 1986] (p. 7508).

GRIOTTERAY (Alain)

Député du Val-de-Marne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729). Président de cette délégation [*J.O.* du 30 octobre 1986] (p. 13070).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (économie, finances et privatisation : privatisation) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Proposition de loi relative à **l'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme (n° 227)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à rétablir le **titre de préfet (n° 268)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à prévenir et à sanctionner les **fraudes électorales (n° 330)** [31 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) annexe n° 17 : **économie, finances et privatisation : privatisation (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Projet de travaux d'aménagement du ministère de la culture et de la communication : réussite de la Défense ; échec de la Tour Maine-Montparnasse ; coûts des « projets du Président » ; Opéra de la Bastille ; déplacement des colonnes de Buren ; pyramide du Louvre [7 mai 1986] (p. 836) ; nécessité de préserver le patrimoine et d'aider les créateurs ; mauvais goût de l'art officiel ; défense de la propriété artistique, de l'art contemporain et des intérêts des artistes disparus (p. 837) ;

orales sans débat :

— **n° 37,** posée le 27 mai 1986 : **armée (personnel)** (p. 1309) ;

— **n° 158,** posée le 9 décembre 1986 : **entreprises (dénationalisations)** (p. 7441, 7442) ; appelée le 12 décembre 1986 : **programme de privatisation** : succès de la privatisation d'Elf-Aquitaine et de Saint-Gobain ; problème posé par l'évaluation de T.F.1 et la Cinq ; attribution des plus-values résultant des opérations relatives aux compagnies d'assurance ; nécessaire information du public sur les privatisations (p. 7602) ; absence de réponse du ministre concernant la cinquième chaîne (p. 7603).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **avant l'article 3** : son amendement n° 38 (demande à supprimer le régime spécifique d'imposition des plus-values immobilières à court terme) ; retiré ; son amendement n° 38 (tendant à supprimer le

régime spécifique d'imposition des plus-values immobilières à court terme) ; retiré [16 octobre 1986] (p. 4828).

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* commémoration de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917 [22 octobre 1986] (p. 5121).

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* destruction d'immeubles du XVIII[e] siècle autour de l'Opéra et de la Bastille ; dépenses occasionnées par l'établissement de la Villette [23 octobre 1986] (p. 5217).

Economie, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : historique du débat de nationalisation-privatisation ; bilan des nationalisations ; problème des participations étrangères ; pôle d'investissements internationaux recherchant les placements et non les prises de contrôle ; ses observations sur l'étroitesse du marché financier [7 novembre 1986] (p. 6041) ; résultat des expériences étrangères de privatisation ; problème du pouvoir dans la direction des entreprises ; devenir de la Caisse nationale du crédit agricole (p. 6042).

GRUSSENMEYER (François)

Député du Bas-Rhin
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 juillet 1971 relative aux **fusions et regroupements de communes** afin de prolonger le délai d'octroi de majoration de subventions de l'Etat accordées aux communes fusionnées **(n° 584)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Statut des travailleurs frontaliers** : poursuite des services fiscaux allemands contre certains travailleurs frontaliers ; accord avec la Suisse ; couverture sociale ; urgence d'un accord avec la R.F.A. [11 juin 1986] (p. 2079).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : objet du projet de loi de finances rectificative pour 1986 [23 mai 1986] (p. 1153) ; relance de l'orientation de l'épargne vers les entreprises ; situation économique de l'Alsace ; faible montant des prêts locatifs aidés en Alsace ; distillation en franchise (p. 1154).

Commission mixte paritaire, discussion générale : nécessaire rétablissement du droit de distiller en franchise ; déclaration du ministre devant les sénateurs le 17 juin 1986 [24 juin 1986] (p. 2402).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe R.P.R. [27 juin 1986] (p. 2619).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** reconduite à la frontière ; nécessité d'éviter que l'Alsace ne devienne le refuge des étrangers indésirables [16 juillet 1986] (p. 3359).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : loi Quilliot étant une loi d'affrontement opposant les propriétaires aux locataires ; crise du bâtiment et des travaux publics ; Français ayant toujours été sensibles à l'accession à la propriété ; assouplissement des contraintes de procédure existantes lors de la cession de logements sociaux à leurs locataires ; accélération de la révision du plan d'occupation des sols [17 juillet 1986] (p. 3439).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** nécessaire rétablissement du privilège des bouilleurs de cru ; ordonnance Debré ayant interdit la transmissibilité ; situation pénalisant les petits exploitants aux revenus modestes ; intérêt des vergers pour l'équilibre écologique des campagnes ; bouilleurs de cru n'étant pas responsables de l'augmentation de l'alcoolisme [17 octobre 1986] (p. 4990) ; son amendement n° 228 (réduction de 50 % du droit de consommation sur cinq litres d'alcool pur par an jusqu'au 31 décembre 1996) ; article créant une discrimination entre les exploitants agricoles à titre principal et les autres propriétaires de vergers) ; avantages consentis aux bouilleurs de cru étant pratiquement nuls ; obligation de placer un compteur à l'alambic (p. 4992) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4993).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Discussion générale. Questions :* non renouvellement de la carte de membre à des pêcheurs professionnels ; interdiction de la pêche aux engins pour les non-professionnels [29 octobre 1986] (p. 5502).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* suppression en 1982 de la prime régionale d'aménagement du territoire ; opportunité d'envisager de créer une zone transfrontalière de technologie et d'innovation en Alsace [28 octobre 1986] (p. 5453).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* problème des travailleurs frontaliers ; indemnité de chômage éventuellement allouée calculée sur la base d'un salaire d'équivalence fixé par la direction du travail ; date d'ouverture du droit à pension [6 novembre 1986] (p. 5943).

GUELLEC (Ambroise)

Secrétaire d'Etat à la mer.

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat à la mer (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Bertrand Cousin : fermeture de l'Ecole nationale de la marine marchande de Paimpol et réduction des effectifs de l'Ecole maritime et aquacole du Trieux :** réseau des écoles spécifiques à l'enseignement maritime ; diminution des effectifs de la flotte de commerce française ; regroupement de l'enseignement supérieur maritime dans les centres de Nantes, Marseille, Le Havre et Saint-Malo ; implantation à Paimpol d'un centre de traitement de prestations de l'E.N.I.M. ; diminution du nombre de navires sous pavillon français [14 mai 1986] (p. 906) ;

— **M. Jean Lacombe : respect du traité d'élargissement de la C.E.E.** : demande officielle pour que les autorités espagnoles prennent des mesures pour rétablir la liberté de circulation à l'embouchure de la Bidassoa [11 juin 1986] (p. 2078) ;

— **M. Pascal Arrighi : marine marchande** : plan du Gouvernement présenté lors de la discussion budgétaire ; effets attendus à moyen terme qui seront examinés au cours de la discussion de la loi de finances pour 1988 ; inscription de certaines mesures dans des projets de loi prochainement déposés au Parlement ; modification ultérieure du code du travail maritime [22 octobre 1986] (p. 5133) ;

— **M. Aimé Kergueris : politique communautaire maritime : pavillon européen** : possibilité d'instaurer un pavillon européen évoquée par M. Clinton Davis, commissaire européen aux transports ; existence de trois projets communautaires sur les problèmes de concurrence et de pratique déloyale ; controverse sur la libre prestation de services ; tendance à faire disparaître les restrictions dont bénéficient les pavillons nationaux ; contreparties nécessaires ; définition d'un certain nombre de conditions « plancher » [12 novembre 1986] (p. 6144) ;

orales sans débat de :

— **M. Roger Mas (n° 118) : situation économique des Ardennes** : méthode pragmatique adoptée par le Gouvernement en raison de l'évolution diversifiée des pôles de conversion [10 octobre 1986] (p. 4578).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* diminution du nombre de navires sous pavillon français ; stagnation du trafic des ports ; déficit commercial du secteur de la pêche ; modernisation du cadre social spécifique du marin [21 octobre 1986] (p. 5060) ; élaboration du plan marine-marchande ; dégradation de la situation de la flotte de commerce ; ouverture du registre d'immatriculation des îles Kerguelen ; plan de redressement de la compagnie générale maritime ; aide à l'investissement ; situation de la pêche ; action au niveau européen ; potentiel de capture des flottes espagnoles ; renouvellement de la flotte artisanale de pêche ; action d'intervention et d'organisation des marchés ; désaffection de nombreux chargeurs pour les ports français ; charges d'exploitation (p. 5071) ; maintien de la participation de l'Etat pour l'entretien des ports ; terminal rapide de containers du Havre ; abandon du projet de construction du phare au large d'Ouessant ; encouragement à la société nationale de sauvetage en mer ; problème de la formation ; interruption du recrutement à Paimpol ; rénovation des équipements pédagogiques des écoles de la marine marchande ; résultat de l'Ifremer ; problème de l'E.N.I.M. (p. 5072) ; implantation de l'E.N.I.M. à Paimpol ; vocation maritime de la France ; plan marine-marchande ; mise en cause de la loi de 1928 sur les transports du pétrole brut ; déficit de la balance commerciale des produits de la mer ; crédit d'investissement à la pêche ; dossier de la politique commune des structures ; culture marine ; valorisation des produits de la mer ; nature juridique de la société nationale de sauvetage en mer (p. 5073) ; coût de la manutention ; mesures d'accompagnement du « lien fixe » ; avant-port du Havre ; port de Dieppe ; situation des ports d'intérêt national ; école de Paimpol (p. 5074) ;

Répond à la question de :

— *M. Jean de Lipkowski :* problème posé par le régime juridique des concessions de culture marine (p. 5074) ; droits réels s'attachant aux concessions du domaine public ; compétitivité des ports ; mission confiée à M. Dupuydauby (p. 5075) ;

— *M. Yvan Blot :* calendrier de réalisation des travaux à l'est du port de Calais (p. 5075) ;

— *M. Joël Hart :* responsabilité des riverains pour la défense contre les attaques de la mer ; montant des crédits affectés en 1987 à la Picardie (p. 5075) ;

— *M. Yvan Blot :* inopportunité de transformer le service de Calais en quartier des affaires maritimes (p. 5076) ;

— *M. Charles Miossec :* place de l'Ifremer ; perspective offerte par l'exploitation des fonds marins et le développement des cultures marines ; problème des formations maritimes (p. 5076) ;

— *M. Philippe Vasseur :* évolution de l'activité de pêche dans le port de Boulogne ; mise en place par la communauté d'un plan de renouvellement de la flotille (p. 5076 et 5077) ;

— *M. Léonce Deprez :* problème de la pêche « farinière » en mer du nord ; rôle de l'Ifremer quant aux mesures de conservation ; comportement de certains pays pour certaines pêches ; pêche artisanale ; rôle joué par la coopérative étaploise (p. 5077) ;

— *M. Dominique Chaboche :* zones d'exclusion déclarées dans le nord du golfe persique ; extension de la couverture des polices d'assurance aux matériels navals impliqués, aux marchandises transportées et au personnel concerné (p. 5077) ;

— *M. Jean-Pierre Destrade :* moyens budgétaires consacrés au ports nationaux ; opportunité de réaliser des investissements lourds pour que le trafic revienne à un bon niveau (p. 5078) ;

— *M. Jean Peuziat :* équipement des ports départementaux ; équipement des bateaux de pêche ; négociations avec la Mauritanie ; aide majeure à la navigation d'Ouessant ; plan de renouvellement de la flottille de la société nationale de sauvetage en mer (p. 5078) ;

— *M. Jean-Louis Goasduff :* financement de l'aide majeure d'Ouessant ; dossier de la société nationale de sauvetage en mer ; aide aux familles ; cohabitation avec la culture marine et tourisme (p. 5079) ;

— *M. Yves Guéna :* chute des taux de frêt ; subvention d'équipement et d'aide structurale apportées à l'armement (p. 5079).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer, modifiée par la loi n° 84-1151 du 21 décembre 1984.

Première lecture, discussion générale : limitation de responsabilité pour les propriétaires de navires de moins de 300 tonneaux ; possibilité de faire payer les plaisanciers pour subvenir aux besoins de financement de la S.N.S.M. [2 décembre 1986] (p. 7001).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande (n° 406).

Première lecture, discussion générale : sanction des infractions aux dispositifs de séparation du trafic commises par les navires français hors des eaux territoriales françaises ; interruption de la réalisation du dispositif prévu au large d'Ouessant ; diminution des infractions commises ; projet de phare ; élargissement du critère des compétences juridictionnelles existant pour les infractions maritimes [2 décembre 1986] (p. 7003).

Discussion des articles : **article 1er** : ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Dominique Chaboche (p. 7004) ; champ d'application de la législation française sur les contrats de transport de marchandises par mer ; évaluation des montants de limitation de responsabilité ; cas des transports de passagers (p. 7006) ; **article 2** : ses observations (p. 7007).

GUENA (Yves)

Député de la Dordogne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : titre III) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme relative à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432) [14 novembre 1986] (p. 6454).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de **loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 38 : **défense** : titre III (n° 395) [9 octobre 1986].

Avis présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de programme relatif à **l'équipement militaire pour les années 1987-1991** (n° 532) **(n° 532)** [9 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Vérité historique à propos des camps de concentration** : thèse niant l'existence des camps de concentration et des chambres à gaz ; importance de l'histoire pour un peuple [28 mai 1986] (p. 1325).

— **Primes d'aménagement du territoire** : modification de leurs conditions d'octroi ; démarches successives qu'implique le système actuel [5 novembre 1986] (p. 5855) ; façon de concilier décentralisation et aménagement du territoire ; rôle de la région (p. 5856).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : bon fonctionnement des institutions de la République grâce au mode de scrutin majoritaire ; cas où la majorité parlementaire concorde avec la majorité présidentielle et lui reste fidèle tout au long de la législature ; efficacité de la dissolution ; difficultés à obtenir une majorité solide ; cas des élections de 1956 en France ou dissolution de 1976 en Italie ; situation où l'harmonie entre le Président, le Gouvernement et la majorité de l'Assemblée est rompue ; nécessité d'obtenir par élection présidentielle ou par élection législative un verdict clair [22 mai 1986] (p. 1048) ; caractère aléatoire des résultats du scrutin majoritaire ; cas de 1978 et 1981 (p. 1049).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : privatisation de l'audiovisuel ; désengagement de l'Etat de l'information et de la programmation ; possibilité d'aller plus loin dans la privatisation [5 août 1986] (p. 4074) ; attributions de la C.N.C.L. pour la réglementation de l'audiovisuel ; compétence du ministre des affaires étrangères pour mener les négociations internationales dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications ; rôle de l'Etat pour garantir les libertés ; maintien de Radio-France Internationale dans le secteur public (p. 4075).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : approuve le choix du Gouvernement en matière d'allègements fiscaux et d'aide à l'investissement ; nécessité d'un effort pour diminuer les dépenses de l'Etat ; difficulté de concilier l'abaissement de l'impôt sur les sociétés à 42 % et le maintien des mécanismes d'aide aux créations d'emplois et d'enterprise [15 octobre 1986] (p. 4734) ; augmentation excessive des prélèvements des collectivités locales ; coût de la décentralisation ; prélèvements sociaux (p. 4735).

Mer. — *Discussion générale : questions :* plan de rénovation de la marine-marchande ; dégradation de l'armement français ; diminution des aides à l'investissement [21 octobre 1986] (p. 5079).

Coopération. — *Discussion générale :* nécessité que la France affirme clairement sa politique africaine ; champ géographique de la coopération ; augmentation de l'aide publique totale de la France à la coopération ; montant excessif des crédits affectés à l'aide multilatérale ; augmentation des crédits du F.A.C. ; rôle des concours financiers ; déflation des effectifs de l'assistance technique [23 octobre 1986] (p. 5261) ; montant des bourses ; aide technique et financière devant s'appliquer à l'ensemble des pays du champ (p. 5262).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* rôle du crédit agricole dans l'indemnisation des dégâts de sécheresse dans le sud-ouest et la Dordogne notamment [30 octobre 1986] (p. 5579) ; importance de l'indemnisation accordée par l'Etat par rapport à l'action de la profession (p. 5580).

Défense nationale. — *Discussion générale : Examen des crédits :* **article 36** : estime inopportun de relancer le débat de fond sur la conscription et l'armée professionnalisée [12 novembre 1986] (p. 6195) ; économie réalisée au titre III du budget ; maîtrise des rémunérations et des effectifs ; suppression d'emplois ; coût des volontaires du service long ; objectif quant à l'entraînement ; baisse des prix du carburant ; dépenses d'interventions extérieures (p. 6119) ; problème du service national ; caractère inégalitaire du service militaire ; professionnalisme de la marine et de l'aviation (p. 6120).

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi modifiant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la **répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (n° 292)** [17 juillet 1986].

GUICHON (Lucien)

Député de l'Ain
R.P.R.

Devenu député le 20 septembre 1986, en remplacement de M. Jacques Boyon, nommé membre du Gouvernement [*J.O.* du 21 septembre 1986] (p. 11370).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Agitation dans certains lycées** : inquiétude des lycéens quant à leur avenir après le baccalauréat ; manipulation des jeunes par les partis politiques de gauche ; nécessité de rétablir la vérité et d'informer [26 novembre 1986] (p. 6787, 6788).

GUILLAUME (François)

Ministre de l'agriculture

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'agriculture (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif à l'**organisation économique en agriculture (n° 260)** [11 juillet 1986].

Projet de loi modifiant la loi n° 84-609 du 16 juillet 1984 relative à l'**usage vétérinaire des substances anabolisantes** et à l'interdiction de diverses autres substances **(n° 570)** [17 décembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel Cointat : Réajustement monétaire et problèmes agricoles** : baisse du revenu agricole ; augmentation des prix ; organisation des marchés ; réaménagement monétaire ; diminution des coûts de production [16 avril 1986] (p. 186) ;

— **M. Jean Briane : bilan des récentes négociations agricoles au niveau européen** : augmentation des prix agricoles ; démantèlement des montants compensatoires monétaires pour les productions végétales ; suspension des montants compensatoires monétaires sur le porc et les volailles ; mesures pour diminuer les coûts de production ; aides supplémentaires dans les régions de montagne ; conversion des prêts à taux d'intérêts trop élevé [30 avril 1986] (p. 631) ;

— **M. Yves Tavernier : prix agricoles** : montants compensatoires monétaires sur la viande bovine et la viande ovine [30 avril 1986] (p. 635) ;

— **M. Jean-Louis Goasduff : pénalités laitières** : mise en place d'une politique de cessation d'activités laitières pour installer les jeunes et honorer les engagements pris par la Communauté en faveur de ceux qui ont déposé un plan de développement ; déclaration du volume de production à l'Office du lait ; compensation des pénalités aux producteurs en zone de montagne ; étalement dans le temps pour les autres régions ; augmentation des moyens financiers de la politique laitière [14 mai 1986] (p. 907) ;

— **M. Philippe Marchand : représentation agricole** : volonté de concertation du Gouvernement avec les agriculteurs ; reconnaissance des quatre organisations professionnelles ; discussion avec les seuls syndicats répondant aux critères de représentativité énoncés en 1945 [28 mai 1986] (p. 1338).

— **M. Arnaud Lepercq : élevage ovin dans le centre de la France** : insuffisance de l'aide réclamée par les éleveurs pour compenser les conséquences de la sécheresse ; procédure du fonds des calamités ; son intention de demander à Bruxelles le versement anticipé de la prime compensatrice communautaire à la brebis ; dévaluation du franc vert sur le mouton ; adoption par la Communauté du principe de la prime d'abattage, projet de plan de développement de l'élevage ovin [4 juin 1986] (p. 1688) ;

— **M. Charles Josselin : question avicole** : crise du secteur de l'œuf en 1982 ; diminution du cheptel ; suspension des montants compensatoires monétaires négatifs sur la volaille et les œufs [11 juin 1986] (p. 2077) ; projet de loi pour instituer une organisation interprofessionnelle (p. 2078) ;

— **M. Gilbert Mathieu : abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des professions agricoles** : aberration de certaines situations ; rattrapage de la retraite de base des agriculteurs pour leur permettre d'abandonner leur exploitation ; objectifs du projet de loi d'orientation en matière de retraite et d'installation des jeunes [18 juin 1986] (p. 2312) ;

— **M. Francis Geng : difficultés actuelles du monde agricole** : crise tenant au développement des excédents ; action du Gouvernement sur l'évolution des prix et la réduction des coûts de production ; effort traduit dans la loi de finances pour 1987 [8 octobre 1986] (p. 4459) ; aide en faveur des zones de montagne ; aide aux producteurs de viande bovine et ovine et aux producteurs de lait ; quotas laitiers ; négociation du G.A.T.T. (p. 4460) ;

— **M. Jean-Pierre Abelin : crise ovine** : rappel des aides intervenues en 1986 ; croissance des importations d'origine communautaire, notamment d'Angleterre ; organisation d'un stockage pour permettre le relèvement des cours [15 octobre 1986] (p. 4757) ; octroi d'un acompte sur la prime compensatrice ; demande de modification du « règlement mouton » (p. 4758) ;

— **M. Jacques Chartron : politique agricole commune** : distorsion en matière de prix communs en raison des montants compensatoires monétaires subsistant et de décisions prises au sommet de Fontainebleau ; décision du Gouvernement de ne plus accorder aux pays de l'Est d'avantages constituant une entorse à la préférence communautaire ; discipline budgétaire grevée par les avantages consentis en 1984 aux Allemands et aux Anglais [22 octobre 1986] (p. 5137) ;

— **M. Bruno Megret : monopole syndical dans l'agriculture** : rôle de l'association nationale pour le développement agricole ; diminution des taxes constituant ses ressources entraînant la suppression de subventions à ses organisations très minoritaires au sein des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole ; possibilité pour ces organisations de présenter des demandes de financement au niveau départemental ou régional là où elles ont une certaine représentativité [12 novembre 1986] (p. 6140) ;

— **M. Marcel Rigout : avenir de la production ovine en France** : règlement communautaire de 1980 complexe et coûteux ; aggravation de la situation en France en raison des mauvaises conditions climatiques et de la baisse de la livre-sterling ; indemnisation des producteurs ; avance sur la prime compensatrice à la brebis ; opération communautaire de stockage privé ; garanties accordées par le règlement ovin en matière de recettes ; mise en place de mécanismes correctifs en cas de baisse de la livre [12 novembre 1986] (p. 6142) ;

— **M. Philippe Vasseur : avenir de la politique agricole commune** : intervention efficace de la France au cours de la réunion des ministres de l'agriculture européens quant à la production laitière et au système d'intervention sur la viande bovine ; avance sur la prime à la brebis ; sa saisonnalisation ; remise en cause du règlement mouton ; poursuite d'une politique de réduction des coûts de production [19 novembre 1986] (p. 6537) ; retour à l'esprit et aux règles du traité de Rome ; suppression progressive des montants compensatoires monétaires ; préférence communautaire ; solidarité financière (p. 6538) ;

— **M. André Fenton : attitude du Gouvernement à l'égard du projet communautaire de réduction de 5 % de la production laitière pour la prochaine campagne** : opposition de la France à la réduction drastique proposée par la commission des Communautés européennes sans distinguer entre des régions très spécifiquement laitières et d'autres qui le sont moins [19 novembre 1986] (p. 6547) ; nécessité de gager toute réduction de la production par des moyens financiers ; collectif de fin d'année complétant le programme communautaire pour favoriser le départ d'agriculteurs ; création d'un groupe de travail associant les formations de toute tendance à l'élaboration d'une politique laitière ; position incompréhensible de l'ensemble des députés socialistes du Parlement européen favorables aux propositions de la commission (p. 6548) ;

— **M. René Benoît : application de la loi sur l'enseignement agricole privé** : succès de l'enseignement agricole dont 90 % des élèves trouvent immédiatement un emploi ; complémentarité entre enseignement public et enseignement privé ; part prépondérante dans l'enseignement agricole de l'enseignement privé capable d'adapter sa pédagogie ; préparation des décrets d'application relatifs à la loi du 31 décembre 1984 ; augmentation des crédits de l'enseignement privé prévue par le collectif budgétaire voté au printemps et par la loi de finances pour 1987 ; prise en charge des enseignants ; augmentation de la subvention de fonctionnement ; concertation avec les organisations professionnelles représentatives [10 décembre 1986] (p. 7457) ;

— **M. Jean-Louis Goasduff : négociations agricoles à Bruxelles** : intérêts divergents des pays de la Communauté ; existence de stocks considérables ; acceptation d'une diminution provisoire de la production laitière compensée par une prime au litre de lait ; maintien des possibilités de transferts régionaux ; ajustement du prix d'intervention de la viande bovine ; démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires ; aménagement

monétaire réduisant les avantages artificiels des Britanniques en matière d'ovin ; incitation à l'exportation ; négociation de la Communauté avec les pays tiers pour qu'ils réduisent également leur production [17 décembre 1986] (p. 7706) ;

— **M. René Couanau : renouvellement des accords de pêche de 1972 avec le Canada** : éloignement des positions de la France qui demande le maintien du niveau actuel de ses activités de pêche et du Canada qui souhaite leur réduction ; priorité donnée à ce dossier lors des entretiens du Premier ministre avec son homologue canadien à Ottawa [17 décembre 1986] (p. 7712) ;

— **M. René Souchon : politique agricole** : son opposition au système de réduction de la production laitière de 1984 imposé sans compensation aux agriculteurs et non applicable à certains de nos partenaires ; équivoque entretenue par le ministre de l'agriculture de l'époque sur le plan de restructuration laitière ; incitation à la maîtrise de la production pour respecter la décision de la France et de l'Europe ; réduction obtenue à Luxembourg par rachat européen des quotas laitiers ; compensations financières aux réductions provisoires décidées à Bruxelles ; maintien des transferts régionaux [17 décembre 1986] (p. 7713, 7714) ; mesures compensatrices à la baisse du prix d'intervention de la viande bovine ; disparition des montants compensatoires monétaires ; aménagement monétaire limitant la compétitivité artificielle du marché britannique ; avance sur la prime compensatrice à la brebis ; engagement des instances communautaires à faire disparaître les stocks ; incitation de tous les grands pays exportateurs de produits agricoles à un effort de réduction comparable ; importance de la prochaine conférence annuelle (p. 7715) ; étude de la reconversion des prêts actuels (p. 7716).

orales sans débat de :

— **M. Lucien Richard (n° 142) : concurrence entre pays de la Communauté dans le domaine agricole** : distorsion de concurrence due à la prolongation des délais de paiement ; situation de la T.V.A. en Allemagne ; maintien en France de la réglementation en vigueur pour les produits d'imitation ; mesures adoptées en faveur de la production de viande bovine [12 décembre 1986] (p. 7595) ; lutte du Gouvernement pour la suppression ou la diminution des montants compensatoires monétaires ; concertation avec les organisations professionnelles agricoles (p. 7596) ;

— **M. Xavier Deniau (n° 151) : Ecole nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts** : formation des ingénieurs ; regroupement de l'enseignement supérieur forestier français ; sous-occupation des locaux des Barres ; étude d'un projet de remplacement utilisant le site des Barres [12 décembre 1986] (p. 7597) ; nécessité de ce regroupement (p. 7598).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : amélioration de la productivité dans le secteur agro-alimentaire ; volontariat des partenaires économiques et de l'Etat sur les orientations de chaque filière ; coordination des politiques de filières ; insuffisance de la gestion directe des marchés par l'état ; mise en place d'interprofessions responsables [7 octobre 1986] (p. 4387) ; création d'un Conseil supérieur d'orientation ; inopportunité de créer un établissement public, industriel et commercial ; possibilité de déléguer aux interprofessions reconnues des attributions actuellement confiées aux offices ; cas des interprofessions hésitant dans le secteur des vins d'appellation (p. 4388-4389) ; participation des professionnels ; crise conjoncturelle frappant les productions agricoles ; mise en œuvre des nouveaux règlements pour les produits n'en disposant pas ; développement d'une économie contractuelle entre les producteurs et les transformateurs ; accroissement des productions pour l'intervention et non pour le marché ; suppression des offices ; intérêts du couple « office-profession » (p. 4409) ; utilisation de l'office du lait pour répartir les droits à produire ; choix de l'interprofession ; perception de l'interprofession à Bruxelles ; compatibilité des interprofessions avec l'ordonnance sur la concurrence ; mission et composition du Conseil supérieur d'orientation (p. 4410) ; évolution du revenu agricole (p. 4411).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : intégration de la France dans la Communauté économique européenne ; suppression des montants compensatoires sur les porcs (p. 4412) ; représentation des interprofessions au sein du Conseil supérieur d'orientation (p. 4415) ; son amendement n° 98 (compétences du Conseil supérieur d'orientation pour les orientations économiques de la politique forestière et de la politique agricole et agro-alimentaire) : adopté (p. 4418) ; commercialisation de l'ensemble de la production et utilisation optimale des excédents ; inopportunité d'insérer des dispositions d'application des règlements européens (p. 4419) ; éventuelle intervention du Conseil supérieur dans l'orientation et la recherche de la formation et du développement (p. 4420) ; suppression progressive des offices (p. 4422) ; ressources du Conseil supérieur d'orientation (p. 4423) ; **avant l'article 2** : arbitrages réalisés à l'intérieur des organisations interprofessionnelles (p. 4425) ; **article 2** : interprofession pour le gruyère existant avant 1982 [8 octobre 1986] (p. 4469) ; son sous-amendement n° 99 à l'amendement n° 58 de la commission (rédigeant ainsi le début du 2e alinéa du paragraphe I de cet amendement : « article 1er : afin d'atteindre les objectifs définis par l'article 39 du Traité instituant la Communauté économique européenne et dans la limite.... ») ; possibilité de replacer dans son cadre naturel l'activité des offices ; adopté (p. 4470) ; *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* incompatibilité de l'article 3 de la loi de 1982 introduisant une politique différenciée des revenus avec la politique agricole commune (p. 4471) ; inopportunité de traiter des problèmes des zones de montagne dans ce texte (p. 4472) ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* office constituant un établissement public industriel et commercial (p. 4478) ; *article 7 de la loi du 6 octobre 1982 :* ses observations (p. 4479) ; son sous-amendement n° 100 à l'amendement n° 60 de la commission (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « transitoirement les offices peuvent conclure des conventions avec les organisations interprofessionnelles reconnues ») : adopté (p. 4480) ; **article 3** : ses observations ; **après l'article 3** : inopportunité d'appliquer la présente loi aux départements et territoires d'outre-mer (p. 4481).

Ses observations après les explications de vote : confinement des offices à l'exécution des décisions communautaires ; préférence pour l'économie contractuelle ; problème posé par la situation des marchés intérieurs et extérieurs (p. 4484).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* ses observations [30 octobre 1986] (p. 5531) ; évolution des revenus agricoles entre 1981 et 1986 (p. 5547) ; vote par les élus d'une nouvelle politique agricole ; budget ne pouvant effacer l'impact des décisions prises antérieurement (p. 5549) ; montant de l'effort consenti en faveur des agriculteurs ; maintien des moyens de la bonification des prêts d'installation et de modernisation ; baisse des taux d'intérêt des prêts bonifiés ; réforme des structures administratives du ministère ; équilibre du B.A.P.S.A. ; modification de l'assiette des cotisations pour substituer le revenu réel des agriculteurs au revenu cadastral ; réduction programmée des taxes assises sur certains produits ; projet de loi de modernisation de l'agriculture (p. 5550) ; maintien des crédits affectés aux aides directes ; caractère prioritaire de l'élevage dans les zones défavorisées ; dispositif d'allégement des charges pour soutenir les revenus ; conférence annuelle avec les organisations professionnelles représentatives ; mesures en faveur des agriculteurs touchés par la sécheresse allant au-delà des 500 francs par U.G.B. ; développement de l'enseignement et de la formation agricoles ; remise à niveau des bourses ; enseignement agricole privé (p. 5551) ; adaptation de la formation des enseignants du secteur public ; budget d'investissement du ministère ; dotation consacrée à l'hydraulique agricole ; contractualisation des crédits pour les forêts ; action en faveur du Massif méditerranéen ; soutien des industries agricoles et alimentaires et notamment de la viande, du lait et de la transformation des fruits et légumes ; crédits de recherches moyens accordés à l'I.N.R.A ; ses observations sur le département de sociologie rurale de cet institut et « contrevérités » contenues dans certains ouvrages, notamment ceux de M. Yves Tavernier (p. 5552) ; respect des priorités du programme « Aliment 2000 » ; augmentation des crédits consacrés à l'organisation économique ; Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole ; accroissement

des crédits pour la production sucrière des D.O.M. ; absence de concurrence entre le budget de l'Etat et la P.A.C. ; restrictions budgétaires communautaires (p. 5553) ; conséquences de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne sur les intérêts des producteurs de maïs ; sauvegarde des exportations de lait, vin et cognac sur le marché américain ; mesures d'aide aux agriculteurs en difficulté à cause des quotas laitiers ; sa volonté de trouver des solutions adaptées à la vocation laitière des régions ; ses observations sur le programme d'action proposé par M. Michel Cointat (p. 5554) ; mesures prises pour limiter la dégradation des cours de la viande et des produits avicoles ; démantèlement des M.C.M. sur le porc et suspension de leur prélèvement sur les œufs et volailles ; mesures d'atténuation des difficultés des producteurs bovins ; mesures en faveur des éleveurs ovins (p. 5555) ; limitation des coûts de production par l'adaptation de la fiscalité (p. 5556).

Répond à la question de :

— *M. Charles Paccou :* absence de remboursement du crédit de référence en matière de T.V.A ; impossibilité de déduire fiscalement les cotisations de retraite complémentaire volontaire (p. 5556, 5557) ;

— *M. Pierre Godefroy :* difficultés des producteurs à la suite de la mise en œuvre des quotas laitiers ; augmentation des crédits en faveur des petits producteurs ; nécessité de développer une incitation à la cessation d'activité et de redistribuer les quotas pour les producteurs prioritaires ; reconstitution d'un quota équitable pour ceux ayant connu des difficultés lors de l'année de référence (p. 5557) ;

— *M. Michel Peyret :* report de l'ouverture de l'Espagne aux exportations de maïs à cause de l'accord intérimaire conclu entre la C.E.E. et les Etats-Unis ; non reconduction de cet accord ; augmentation du prix du maïs (p. 5558) ;

— *M. Jean Jarosz :* maintien des crédits de l'enseignement agricole ; non titularisation des contractuels des C.F.A. et C.F.P.P.A. (p. 5559) ;

— *M. Gérard Bordu :* installation des jeunes agriculteurs en Seine-et-Marne ; difficultés créées par le système des quotas laitiers (p. 5559) ;

— *M. Marcel Rigout :* mesures prises pour faire face aux conséquences de la sécheresse allant au-delà des 500 francs par U.G.B (p. 5560) ;

— *M. Georges Bollengier-Stragier :* forte augmentation des cotisations sociales agricoles en 1986 ; réduction de la part du revenu cadastral dans la base de calcul (p. 5560) ;

— *M. François d'Aubert :* prise en charge partielle des cotisations sociales pour les petits exploitants laitiers ; reconversion des prêts pour alléger les frais financiers des producteurs ; inscription des sommes nécessaires à une politique de cessation d'activité dans le collectif budgétaire ; dégagement de quantités pour l'installation des jeunes (p. 5565) ;

— *M. Jean-Pierre Abelin* suppléé par M. Germain Gengenwin : effort de formation des agriculteurs ; crédits en faveur de l'enseignement agricole privé (p. 5566) ;

— *M. Jacques Bompard* suppléé par M. Guy Le Jaouen : création du conservatoire de la forêt méditerranéenne ; inopportunité de l'examen de la création d'une fiscalité incitative au débroussaillage (p. 5566) ;

— *M. Guy Le Jaouen :* régime super-simplifié d'imposition des revenus agricoles ; possibilité de retour au forfait (p. 5567) ;

— *M. Jean Laborde :* problème d'hydraulique agricole du Gers ; travaux d'aménagement prévus (p. 5567) ;

— *M. Michel Cartelet :* intérêt du projet de production d'éthanol carburant ; proposition d'abaissement du prix des céréales pour les producteurs (p. 5568) ;

— *M. Jean-Pierre Pénicaut :* orientation des producteurs de maïs ne disposant pas de quotas de glucose vers la fabrication d'amidon ; pénalité provisoire infligée aux agriculteurs ayant dépassé leur quota laitier en cours d'année (p. 5568) ;

— *M. Hubert Gouze :* maintien des possibilités d'accès des S.A.F.E.R. et des C.U.M.A. au marché des collectivités ; classement des communes en zone de montagne (p. 5569) ;

— *M. Charles Paccou :* revenu cadastral n'étant pas un critère équitable pour asseoir les cotisations sociales ; examen de ce problème lors de la discussion du projet de loi de modernisation de l'agriculture (p. 5569) ;

— *M. René André :* mesures en faveur de la modernisation des petites exploitations laitières (p. 5570) ; nécessité de créer des aides à la cessation d'activité et d'incitation au départ à la retraite pour dégager des quantités nécessaires aux producteurs prioritaires (p. 5571) ;

— *M. Arnaud Lepercq :* politique en faveur des zones défavorisées ; modification du règlement ovin de 1980 ; « saisonnalisation » de la prime à la brebis ; concurrence anormale provoquée par la chute de la livre ; marché ovin (p. 5571) ;

— *M. Pierre Raynal :* dispositions particulières dont bénéficie l'agriculture de montagne (p. 5571) ; absence de quotas pour la production laitière (p. 5572) ;

— *M. Loïc Bouvard :* difficultés de la production de viande étant atténuée par une politique de prélèvement sur les marchés ; difficultés des éleveurs de génisses du troupeau laitier ; saisonnalisation de la prime compensatrice à la brebis (p. 5572) ;

— *M. Jean-Marie Daillet :* sa volonté de ne plus laisser la commission prendre des orientations non conformes à ce que devrait être la P.A.C. ; problème laitier (p. 5573) ;

— *M. Germain Gengenwin :* baisse des prix d'objectif des tabacs bruns compensée par une hausse sur les tabacs blonds (p. 5573) ; aide à la reconversion sur cette dernière espèce (p. 5574) ;

— *M. André Lejeune :* mesures prises en faveur des producteurs de lait en zone de montagne ; soutien de la forêt paysanne (p. 5574) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* utilisation du revenu cadastral dans l'assiette des cotisations sociales ; transformation et commercialisation des produits fermiers (p. 5575) ;

— *M. André Fanton :* situation paradoxale de certaines entreprises fromagères à cause du système des quotas laitiers (p. 5575-5576) ;

— *M. Philippe Legras* suppléé par M. Jean Besson : régime d'imposition supersimplifié ; attribution des indemnités de piémont ou de montagne (p. 5576) ;

— *M. Daniel Goulet :* vocation laitière de la Basse-Normandie et de l'Orne ; étude sur la possibilité de classer le bocage normand et le Pays d'Auge dans les zones défavorisées (p. 5576) ;

— *M. Jean Briane :* efficacité de l'enseignement technique agricole (p. 5577) ;

— *M. Philippe Vasseur :* quotas laitiers ; aménagement des mécanismes des achats d'intervention sur les produits laitiers ; sa contestation du droit de la commission de supprimer la formule des quotas par entreprise et la possibilité de faire des compensations (p. 5577) ;

— *M. Sébastien Couepel :* difficultés d'installation des jeunes agriculteurs notamment en production laitière ; nature juridique de la propriété des quotas ; intervention visant à mettre fin aux transferts illicites entre productions (p. 5578) ;

— *M. Lucien Jacob :* situation de l'enseignement agricole notamment de l'enseignement privé ; effort en faveur des maisons familiales (p. 5579) ;

— *M. Philippe Auberger :* taxes parafiscales sur les produits céréaliers (p. 5579) ;

— *M. Yves Guéna :* effort d'indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse en 1985 et en 1986 ; part respective de l'Etat, du Crédit agricole et d'Unigrain dans le coût de l'indemnisation (p. 5580) ;

— *M. Jean Desanlis :* utilisation du produit de la taxe de coresponsabilité sur le lait (p. 5580) ;

— *M. Loïc Bouvard :* aide d'urgence en faveur des petits producteurs laitiers pénalisés par les quotas ; dégagement d'un potentiel à partir d'une politique de cessation d'activité ; problème posé par les différences de pénalités au litre ; régime juridique des quotas (p. 5581) ;

— *M. Xavier Hunault :* volonté du Gouvernement de dégager les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une

politique de cessation de production laitière pour affecter des quantités de production aux catégories prioritaires ; intégration des dispositions nécessaires dans le collectif budgétaire (p. 5581) ;

— *M. Joseph-Henri Maujoüan-du-Gasset :* régime des subventions de l'Etat aux établissements d'enseignement privé (p. 5581-5582) ;

— *M. Jacques Legendre :* modification du plan national des abattoirs ; critères d'attribution de l'appui financier aux collectivités voulant améliorer leurs installations ; amélioration de la qualité sanitaire des viandes (p. 5582) ;

— *M. Guy Drut* suppléé par M. Bruno Bourg-Broc : indemnisation des agriculteurs touchés par le projet Eurodisneyland ; sa surprise de voir ce projet réalisé sur une des meilleures terres de France (p. 5582) ;

— *M. René André :* limitation de la progression des cotisations sociales à 3,8 % en 1987 ; modification de l'assiette dans le cadre du projet de loi de modernisation de l'agriculture (p. 5583) ;

— *M. Xavier Deniau :* mesures financières prises en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse ; différence de situation entre les éleveurs et les producteurs de végétaux ; procédure « calamité » (p. 5583-5584) ;

— *M. Henri Louet :* retard pris dans le département de l'Indre pour les opérations de remembrement et de drainage (p. 5584) ;

— *M. Michel Renard* suppléé par M. René André : pause catégorielle de 1987 n'ayant permis que l'harmonisation des carrières des ingénieurs des travaux du ministère de l'agriculture avec celles des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (p. 5584) ;

— *M. Bruno Bourg-Broc :* création du régime d'imposition supersimplifié ; mesure destinée à éviter une imposition élevée sur les stocks à rotation lente lors de la cessation d'activité (p. 5585) ;

— *M. Roger Corrèze :* dispositif de limitation des importations, en France, de moutons de Nouvelle-Zélande (p. 5585).

Examen des crédits. — **Agriculture : Etat B, titre IV :** crédits affectés au secteur des semences et des plans (p. 5586) ; **Etat C, titre VI :** nécessité d'une évolution de la gestion des S.A.F.E.R. (p. 5587) ; **B.A.P.S.A. : après l'article 73 :** avis du Conseil supérieur d'orientation sur les crédits d'intervention du chapitre 44-53 ; information du Parlement sur la gestion des crédits (p. 5588) ; difficultés des agriculteurs ayant perdu toute couverture sociale ; ouverture d'un crédit pour les secours d'urgence aux victimes de la sécheresse et pour les producteurs de lait en difficulté ; examen des propositions en faveur des agriculteurs en difficulté à l'occasion de la discussion du projet de loi de modernisation agricole (p. 5589).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Commission mixte paritaire, discussion générale : amélioration du projet par les amendements d'origine parlementaire ; mise en place du Conseil supérieur d'orientation [17 décembre 1986] (p. 7761).

GUYARD (Jacques)

Député de l'Essonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : évolution du nombre de logements construits ; évolution envisagée pour l'aide personnalisée au logement ; pertes d'emplois dans le secteur du bâtiment [17 juillet 1986] (p. 3427) ; inefficacité de la loi de 1977 ; effet des aides fiscales à l'accession et à l'amélioration de la propriété sur le marché du logement ; augmentation des loyers ayant toujours été encadrée par l'Etat ; évolution des loyers devant être recherchée dans une concertation entre les bailleurs, les locataires et l'Etat ; loi Quilliot ayant permis une modernisation du parc de logements anciens ; réduction des crédits des P.A.L.U.L.O.S. ; disparition du fonds spécial de grands travaux ; baisse des taux des caisses d'épargne et érosion des bases du financement du logement ; nécessité de préserver les espaces verts urbains ; modalités de révision des P.O.S. ; méconnaissance par le projet de l'incapacité de beaucoup de Français à payer le coût réel de leur logement ; inclusion de nouvelles dépenses dans les charges ; déstabilisation du locataire et possibilité pour le bailleur d'augmenter son loyer à chaque renouvellement du bail ; diversité des voies pour améliorer les ressources des organismes d'H.L.M. et des bailleurs privés ; renégociation des emprunts des organismes d'H.L.M. ; intéressement des locataires à la réduction des charges ; modernisation de l'industrie du bâtiment (p. 3429).

Discussion des articles : **article 1er :** ambiguïté de l'article 1er du projet de loi ; problème de la définition de l'habitation principale ; cas des « meublés professionnels » ; cas des « logements de fonction » (p. 3463) ; **article 2 :** contrat de location (p. 3467) ; problèmes de fonctionnement du chauffage ; conséquences de l'absence d'état des lieux sur la validité du bail (p. 3470) ; information du candidat locataire sur les données servant à déterminer son loyer (p. 3471) ; **article 13 :** suppression de la référence au « concubin notoire » témoignant, de la part de la majorité, de la prééminence d'une position de caractère moral sur une réalité sociale incontournable [18 juillet 1986] (p. 3494) ; **après l'article 15 :** importance des travaux d'économie d'énergie [18 juillet 1986] (p. 3517) ; **article 18 :** nécessité que la composition des charges soit parfaitement connue et appréciée par les locataires (p. 3524) ; **article 19 :** mise en jeu de la clause résolutoire pour non-paiement de loyer ou des charges [21 juillet 1986] (p. 3543) ; problèmes posés par la clause pour non-paiement des charges (p. 3544) ; allongement des délais de paiement que le juge peut accorder aux locataires défaillants mais solvables à terme (p. 3546) ; charges locatives pouvant donner lieu au versement de provisions (p. 3548) ; ignorance du locataire en défaut de paiement de ses droits (p. 3549) ; **article 20 :** risque de voir augmenter, dans des proportions considérables, le prix des loyers pendant la période transitoire ; nécessaire protection des locataires renouvelant leur contrat dans les mois à venir (p. 3554) ; risque d'un envol des loyers dans les grandes villes au cours de la période transitoire (p. 3556) ; **article 9 (précédemment réservé) :** durée des baux ; ses observations sur les amendements de la commission proposant de ramener la durée du bail à trois ans (p. 3561) ; **article 9 (précédemment réservé) :** ses craintes de voir le Gouvernement « céder aux lobbies des propriétaires les plus durs » (p. 3575) ; **article 21 :** modalités d'augmentation des loyers des contrats en cours et les nouveaux contrats [22 juillet 1986] (p. 3616) ; ses observations (p. 3619) ; **article 22 :** nécessité d'assurer la continuité dans l'utilisation d'un logement (p. 3621) ; **article 23 :** son opposition à la réduction de la durée de la période de transition ; son opposition à la réduction du budget d'investissement de la R.A.T.P. (p. 3625).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **article 3 :** utilité de l'augmentation du produit de la taxe professionnelle pour le développement des villes nouvelles ; endettement des syndicats d'agglomérations nouvelles [16 octobre 1986] (p. 4831) ; **article 14 :** effort de l'Etat porté uniquement sur le logement neuf ; cas des ménages ayant emprunté au début de la période de désinflation ; problème de l'efficacité du dispositif proposé pour relancer l'emploi dans le bâtiment [17 octobre 1986] (p. 4946) ; multiplication des impayés (p. 4947).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* diminution de la construction dans le secteur aidé ; écart entre les autorisations de programme et les crédits de paiement ; diminution progressive de l'aide personnalisée au logement ; budget

n'étant pas concerné par la disparition des instances de négociation entre locataires et bailleurs ; possibilité pour les organismes H.L.M. de racheter un logement au remboursement duquel l'accédant ne peut plus faire face [28 octobre 1986] (p. 5416) ; banalisation de l'aide de l'Etat quel que soit le revenu du ménage ; diminution des crédits destinés aux réhabilitations et à la rénovation de logement ; blocage financier des villes nouvelles risquant de freiner la possibilité de construction sur des terrains actuellement équipés ; nécessité d'engager une véritable discussion sur le financement du logement social ; financement des logements H.L.M. nécessitant une forte baisse des taux d'intérêt (p. 5417).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* objectif de 80 % d'une classe d'âge en terminale ; rigueur de la sélection durant le cursus scolaire [3 novembre 1986] (p. 5726) ; enseignement secondaire traditionnel craquant sous la pression démographique ; suppression de postes ; mise en cause de la poursuite de la rénovation des collèges ; réduction des crédits affectés à la formation des enseignants ; sélection marginalisant un tiers des jeunes Français (p. 5727) ; *questions :* suppression de postes dans les écoles normales et suppression de 210 postes de directeurs d'études des centres de formation des P.E.G.C. alors que les recrutements d'enseignants devront augmenter à l'horizon 1991 (p. 5741) ; avenir des missions académiques à la formation des personnels (p. 5742).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** son amendement n° 134 (réduction des crédits affectés à la formation continue des personnels de l'enseignement privé) : rejeté [4 novembre 1986] (p. 5748) ; mises à disposition (p. 5749) ; gestion de la sécurité sociale par des représentants désignés par les organisations de salariés ; administrateurs de la mutualité ne pouvant être salariés de la mutualité ; compensation de la suppression des mises à disposition ; **état C, titre V :** son amendement n° 137 (réduction des crédits affectés aux économies d'énergie au profit de la prévention de la toxicomanie) (p. 5750) ; rejeté (p. 5751) ; **après l'article 71 :** bilan de la précédente législature en matière de construction de lycées ; coût élevé des prêts spéciaux de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) (p. 5754).

H

HABY (René)

Député de la Meurthe-et-Moselle
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* ses observations sur les propos de M. Jean-Claude Martinez relatifs à un « plan de l'histoire thématique » ; explosion scolaire ; scolarité post-obligatoire ; importance des effectifs de l'enseignement technique et professionnel [3 novembre 1986] (p. 5712) ; préparation directe des orientations post-baccalauréat par l'approfondissement de certaines disciplines ; direction unique pour les lycées et les collèges ; arrêt du recrutement des P.E.G.C. ; rend hommage à ces derniers ; ses observations sur les modifications intervenues dans les programmes de l'école primaire ; heures consacrées à l'apprentissage de la lecture, au maniement de l'écrit de la langue française, et au calcul, individualisation de l'acquisition des connaissances (p. 5713).

Services du Premier ministre. V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* maintien de la mission de formation initiale de l'institut national de l'éducation populaire à Marly-le-Roi ; mission Belin-Gisserot sur l'étude de rendement des administrations d'Etat [4 novembre 1986] (p. 5815).

HAGE (Georges)

Député du Nord
Communiste.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (Premier ministre : jeunesse et sports) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à alléger les **charges sociales des clubs sportifs** sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles **(n° 16)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la **langue des signes française (n° 47)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à assurer le **paiement mensuel des pensions** de retraite ou d'invalidité servies par le régime de sécurité sociale dans les mines **(n° 54)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à assurer une large information sur les problèmes des **personnes atteintes d'un handicap (n° 165)** [5 juin 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome XI : **Premier ministre : jeunesse et sports (n° 396)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation en Afrique du Sud : attitude de la France ; refus du Gouvernement de prendre des sanctions économiques ; rupture de toute relation avec le régime d'Afrique du Sud [18 juin 1986] (p. 2308).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : sa motion de renvoi en commission : autorité du grand patronat ; attaque aux droits des travailleurs et mise à mal du secteur public au nom de l'emploi des jeunes ; procédure antidémocratique des ordonnances de l'article 38 et l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution ; insuffisance de l'information donnée à l'Assemblée nationale ; interruption des travaux de la commission des finances, de la commission des affaires culturelles et de celle de la production et des échanges ; commissions présidées à la hussarde ; absence de rapport pour l'un des rapporteurs pour avis ; refus par la majorité d'entendre un certain nombre de personnalités [24 avril

1986] (p. 333) ; absence d'avis du Conseil économique et social ; contexte économique du projet ; dénationalisations rampantes ; flexibilité du travail ; politique « l'argent pour le capital et pas pour le travail » ; emploi des jeunes ; libéralisme économique ; objectif du Gouvernement : « l'argent aux patrons, pas aux entreprises » ; retraite à 60 ans (p. 334) ; disparition de la notion de durée hebdomadaire de travail ; seuils sociaux ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; avenir de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les jeunes, et du travail du dimanche ; protection des salariés ; accroissement de la précarité de l'emploi des jeunes ; création de zones franches ; menaces sur la protection sociale ; privatisation d'entreprises nationalisées ; avenir de l'emploi régional notamment dans les P.M.E. (p. 335) ; droits des travailleurs dans le secteur public ; mesures dites « de participation » ; suppression du contrôle des prix ; pouvoir d'achat des salariés (p. 336) ; rejetée.

– *Discussion des articles :* **article 1er** : rejet du recours à la procédure des ordonnances [24 avril 1986] (p. 345) ; son opposition à l'abrogation des ordonnances relatives aux prix, à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique ; notion d'efficacité industrielle ; inutilité des dépenses allant à la recherche de la croissance financière (p. 346) ; **son rappel au règlement** : justifie l'attitude du groupe communiste lors de la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail (p. 368) ; **article 2** : son amendement n° 40 (de suppression) ; mesures prévues à l'article 2 n'étant pas susceptibles de développer l'emploi ; alinéas 2, 3 et 4 de l'article secouant les « colonnes du temple » du code du travail ; notion de zone franche rappelant la « mystique » des pôles de conversion ; absence de dynamisme des pôles de conversion dans le Douaisis [25 avril 1986] (p. 431) ; rejeté au scrutin public (p. 432) ; son amendement n° 42 (tendant au début du premier alinéa de cet article à insérer les mots « pour répondre aux aspirations de justice sociale des travailleurs et de la jeunesse ») : rejeté ; son amendement n° 44 (tendant à la fin du premier alinéa de cet article à insérer les mots « et à l'acquisition d'une qualification pour tous ») (p. 433) ; rejeté (p. 434) ; son amendement n° 46 (tendant à ramener dans le secteur privé la durée du travail à trente-cinq heures par semaine sans réduction de salaire) (p. 438) ; rejeté au scrutin public (p. 439) ; son amendement n° 47 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article après le mot « prendre » à insérer les mots « en faveur des seules entreprises qui accepteront sous contrôle de l'administration compétente d'augmenter leurs effectifs ») : rejeté (p. 440) ; son amendement n° 52 (mode de calcul de l'assiette de la cotisation patronale aux différents régimes de protection sociale) (p. 449) ; rejeté au scrutin public ; difficultés éprouvées par le rapporteur général pour se lever ; demande que le débat soit interrompu à une heure raisonnable (p. 450) ; son amendement n° 53 (visant à mettre en œuvre une réforme de la taxe d'apprentissage) : rejeté [28 avril 1986] (p. 474) ; son amendement n° 54 (visant à assurer une véritable formation professionnelle et l'embauche systématique des femmes ayant suivi les stages des différents dispositifs de formation) : rejeté ; droits des institutions représentatives du personnel et des syndicats choisis comme cible prioritaire par le Gouvernement pour casser les acquis de 1982 ; droit pour le comité d'entreprise de suspendre la procédure de licenciement ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement renforçant la liberté du patronat (p. 475) ; son amendement n° 57 (visant à compléter le quatrième alinéa de l'article 2 par les mots « dans le cadre de l'organisation d'un grand service public de l'emploi ») (p. 483) ; rejeté ; sympathie entre les ministres d'hier et les ministres d'aujourd'hui ; mise en place de la société à deux vitesses et amplification des inégalités à l'intérieur des mêmes catégories de salariés ; prime donnée au patronat en l'aidant à installer le temps partiel ; absence de justice sociale dans la rémunération des travaux d'utilité collective donnant des salaires au rabais ; nouveaux facteurs d'inégalité des chances d'insertion dans la vie professionnelle ; affaissement du S.M.I.C. ; amplification des handicaps spécifiques à l'industrie française : insuffisance de formation et de qualification de la main-d'œuvre (p. 498) ; attaque des garanties salariales ; législation sur la durée du travail ; législation relative aux protections d'emplois ; loi sur la flexibilité de 1986 ; remplacement des emplois stables par des emplois précaires ; but de l'amendement communiste (p. 499) ; son amendement n° 61 (visant à insérer dans le cinquième alinéa (3) de cet article les mots « , uniquement pour les entreprises n'ayant pas procédé à des licenciements dans les douze mois précédents » après le mot « permettant ») (p. 500) ; rejeté (p. 501) ; son amendement n° 64 (visant à compléter le cinquième alinéa (3) de cet article par la phrase suivante « ; dans les deux cas, le nombre de salariés concernés par ces formes de travail ne peut excéder 5 % de l'effectif total de l'entreprise; ») : rejeté (p. 511) ; **son rappel au règlement** : députés se comportant « en porte-parole de groupes de pression ou en représentants de certains intérêts précis » (p. 512) ; **son rappel au règlement** : rappelle que son précédent rappel au règlement se fondait sur l'article 23 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale (p. 519) ; son amendement n° 66 (limite légale de la durée hebdomadaire du travail) : rejeté [29 avril 1986] (p. 544) ; son amendement n° 68 (contrôle par les comités d'entreprise de l'application de l'accord sur l'aménagement du temps de travail) : rejeté (p. 545) ; son amendement n° 70 : devenu sans objet (p. 563) ; **article 3** : son amendement n° 80 (de suppression) (p. 573) ; participation constituant « une vieille lune du capitalisme populaire » ; attachement authentique des communistes à la cause des handicapés ; recherche de l'intégration totale des salariés ; nécessité d'une intervention des travailleurs dans le domaine des critères de gestion de l'entreprise ; rejeté au scrutin public (p. 574) ; son amendement n° 82 : devenu sans objet (p. 595) ; **son rappel au règlement** : absence de M. Edouard Balladur ; attitude de M. Camille Cabana (p. 600) ; **article 4 : son rappel au règlement** : réunion concomitante de l'Assemblée en séance publique et de la commission des affaires sociales ; demande une suspension de séance [30 avril 1986] (p. 612) ; dénationalisation du secteur bancaire et financier ; gestion des banques ne s'étant pas fondamentalement modifiée depuis 1981 ; maintien d'avantages consentis aux très grandes entreprises ; nationalisations étant inséparables des objectifs qu'elles auraient pu permettre d'atteindre ; dénationalisation bancaire et financière se profilant alors que de nouvelles menaces continuent d'être proférées sur de prétendus sureffectifs bancaires (p. 618) ; son sous-amendement n° 515 à l'amendement 446 du Gouvernement (visant à exclure l'agence Havas de la liste des sociétés à privatiser) [5 mai 1986] (p. 671) ; situation de la société Havas ; concomittance entre sa dénationalisation et la vente de l'audiovisuel public ; rejeté au scrutin public (p. 672) ; son sous-amendement n° 516 à l'amendement 446 du Gouvernement (visant à exlure le groupe Saint-Gobain du champ des dénationalisations) ; absence de changement positif au groupe Saint-Gobain après sa nationalisation ; déclarations de M. Roger Fauroux, P.D.G. de Saint-Gobain, sur l'effet des nationalisations (p. 673) ; fermeture d'usines du groupe (p. 674) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 517 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à supprimer la société Bull de la liste des entreprises à dénationaliser) (p. 675) ; rejeté au scrutin public (p. 676) ; son sous-amendement n° 518 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure la Compagnie générale d'électricité du champ des dénationalisations) (p. 677) ; rejeté au scrutin public (p. 679) ; son sous-amendement n° 519 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure la Compagnie Générale de Construction Téléphonique du champ des dénationalisations) (p. 694) ; rejeté ; son sous-amendement n° 520 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (visant à exclure la société Péchiney du champ des dénationalisations) (p. 695) ; rejeté ; exercice du droit d'amendement et de sous-amendement faisant partie des prérogatives de l'Assemblée (p. 697) ; son sous-amendement n° 521 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de l'entreprise Rhône-Poulenc du champ des dénationalisations) (p. 697) ; rejeté ; son sous-amendement n° 522 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de l'entreprise Matra du champ des dénationalisations) (p. 699) ; rejeté ; son sous-amendement n° 523 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du groupe Elf-Aquitaine du champ des dénationalisations) (p. 702) ; rejeté ; son sous-amendement n° 524 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du groupe Thomson du champ des dénationalisations) (p. 703) ; dénationalisation de l'agence Havas, de la compagnie Saint-Gobain, des machines Bull, de la C.G.E. ; absence de consultation des travailleurs de ces entreprises ; rejeté (p. 706) ; son sous-amendement n° 525 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion des A.G.F.-I.A.R.D. de la liste des entreprises à dénationaliser) (p. 709) ; rejeté ; ses observations sur les amendements concernant les A.G.F., le G.A.N., l'U.A.P. et la M.G.F.

(p. 711) ; son sous-amendement n° 526 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la douzième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 527 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la treizième ligne de l'annexe au projet de loi) [6 mai 1986] p. 728) ; situation du G.A.N., de la Compagnie française d'assurance sur la vie, de la société française de capitalisation et de la société centrale du groupe des assurances nationales (p. 729) ; rejeté ; son sous-amendement n° 528 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la quatorzième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 730) ; rejeté ; son sous-amendement n° 529 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la quinzième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 530 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la seizième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 731) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 531 (suppression de la dix-septième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 531 (suppression de la dix-septième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 732) ; rejeté ; son sous-amendement n° 532 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la dix-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 533 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la dix-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 734) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 534 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingtième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 535 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt et unième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 536 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 735) ; son sous-amendement n° 537 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 538 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 736) ; rejeté au scrutin public (p. 738) ; son sous-amendement n° 539 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 739) ; rejeté ; son sous-amendement n° 540 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-sixième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 740) ; son sous-amendement n° 541 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-septième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 542 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 741) ; rejeté ; son sous-amendement n° 543 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la vingt-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 742) ; rejeté ; son sous-amendement n° 544 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (suppression de la trentième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 743) ; rejeté au scrutin public (p. 744) ; son sous-amendement n° 545 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente et unième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 546 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 758) ; rejeté ; son sous-amendement n° 547 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 548 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 759) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 549 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 761) ; rejeté ; son sous-amendement n° 550 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-sixième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 762) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 551 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-septième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 763) ; rejeté ; son sous-amendement n° 552 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 764) ; rejeté (p. 765) ; son sous-amendement n° 553 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la trente-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 554 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarantième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 555 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante et unième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 766) ; rejeté ; son sous-amendement n° 556 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 767) ; rejeté ; demande une suspension de séance ; son sous-amendement n° 557 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté (p. 768) ; son sous-amendement n° 558 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejeté ; son sous-amendement n° 559 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 769) ; rejeté ; son sous-amendement n° 560 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-sixième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 770) ; rejeté au scrutin public (p. 771) ; son sous-amendement n° 561 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-septième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 772) ; rejeté ; son sous-amendement n° 562 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (tendant à supprimer la quarante-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 773) ; rejeté (p. 774) ; son sous-amendement n° 563 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit Industriel et Commercial de l'Ouest du champ de la privatisation) (p. 785) ; rejeté ; son sous-amendement n° 564 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit industriel et commercial de Paris du champ des dénationalisations) (p. 786) ; rejeté ; son sous-amendement n° 565 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit lyonnais du champ des dénationalisations) (p. 787) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 566 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit du Nord du champ de la privatisation) (p. 791) ; rejeté ; son sous-amendement n° 567 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de l'Européenne de banque du champ des dénationalisations) (p. 792) ; rejeté ; son sous-amendement n° 568 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société Bordelaise de Crédit industriel et commercial du champ de la privatisation) (p. 793) ; rejeté ; son sous-amendement n° 569 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société centrale de banque du champ des dénationalisations) : rejeté (p. 794) ; son sous-amendement n° 570 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société générale du champ de la privatisation) (p. 794) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 571 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société Générale Alsacienne de banque du champ des dénationalisations) (p. 796) ; rejeté ; son sous-amendement n° 572 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société lyonnaise de banque du champ des dénationalisations) (p. 797) ; rejeté ; son sous-amendement n° 573 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société marseillaise de crédit du champ des dénationalisations) : rejeté (p. 798) ; son sous-amendement n° 574 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Société nancéienne de crédit industriel et Varin-Bernier du champ des dénationalisations) (p. 798) ; rejeté ; son sous-amendement n° 575 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de l'Union des banques à Paris du champ des dénationalisations) : rejeté ; son sous-amendement n° 576 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du Crédit commercial de France de la liste des entreprises à dénationaliser) (p. 800) ; rejeté ; son sous-amendement n° 577 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Compagnie financière du C.I.C du champ des dénationalisations) (p. 801) ; rejeté ; son sous-amendement n° 578 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion de la Compagnie financière Paribas de la liste des entreprises à privatiser) ; privatisation du secteur industriel et bancaire ; citation du rapport sur les dénationalisations en Grande-Bretagne qualifiée par l'auteur de conte libéral (p. 802, 803) ; rejeté au scrutin public ; son sous-amendement n° 579 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (exclusion du holding Compagnie financière de Suez du champ des entreprises à privatiser) (p. 804) ; rejeté au scrutin public (p. 807) ; **article 5** : conditions de transfert des entreprises à dénationaliser ; utilisation d'une autorisation administrative pour décider de telles opérations ; légalisation des cessions d'actifs et de la dénationalisation douce déjà opérée ; rôle des entreprises nationalisées dans le progrès technique et social, la reconquête du marché intérieur ; dilapidation du secteur public par le Gouvernement et association des salariés de l'entreprise au démantèlement

par le développement de la participation ; inscription des dénationalisations au menu des places financières internationales ; effet de levier des dénationalisations des compagnies d'assurance qui pourront ensuite être utilisées pour dénationaliser d'autres entreprises, selon les déclarations de M. Camille Cabana aux *Echos ;* exemple de l'Angleterre et des dénationalisations de Mme Thatcher [7 mai 1986] (p. 844) ; regrette l'absence de concertation avec les organisations syndicales [13 mai 1986] (p. 860) ; nécessité d'instaurer une concertation avec les usagers (p. 861) ; **son rappel au règlement** : conditions de l'examen du projet de loi d'habilitation économique et social ; débat se déroulant sous la menace d'un recours à l'article 49, alinéa 3 de la constitution ; texte dessaisissant le Parlement de son pouvoir de faire la loi et tendant à démanteler le code du travail et à procéder à une dénationalisation massive ; affirme que les députés communistes auraient déposé une motion de censure s'ils avaient été assez nombreux [25 avril 1986] (p. 403) ; demande une suspension de séance (p. 404) ; **son rappel au règlement** : précipitation de la discussion en commission du projet de loi d'habilitation économique et sociale ; absence d'auditions de syndicalistes et de responsables d'entreprises nationales ; embauche de salariés non-originaires des pays de la C.E.E. ; volonté du Gouvernement de débattre au fond le projet pour gagner du temps sur le projet de loi relatif au retour au scrutin majoritaire ; nécessité de laisser participer les députés, notamment les députés communistes, aux manifestations du 1er mai [28 avril 1986] (p. 473) ; **son rappel au règlement** : réunions de commissions permanentes alors que l'Assemblée discute en séance publique ; retard du projet de loi en matière d'habilitation électorale constituant un véritable détournement de la démocratie ; nécessité que les réunions des deux commissions permanentes concernées soient reportées [29 avril 1986] (p. 560) ; **son rappel au règlement** : organisation des travaux de l'Assemblée nationale ; concomittance des réunions des commissions et du débat sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale ; proposition de loi sur la presse [5 mai 1986] (p. 660) ; **ses observations** sur le fait personnel de M. Raymond Douyère [5 mai 1986] (p. 679).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : article révélant le cynisme du Gouvernement consistant à procurer des ressources à l'Etat aux dépens du mouvement sportif ; plafonnement de l'affectation au F.N.D.S. [27 mai 1986] (p. 1227) ; nécessité d'un effort financier de l'Etat en faveur du sport (p. 1228) ; son amendement n° 148 (de suppression) ; démagogie du prélèvement progressif sur la part des enjeux dévolue aux gagnants du loto sportif (p. 1229) ; plafonnement des ressources octroyées aux mouvements sportifs ; rejeté au scrutin public (p. 1230).

Seconde délibération de la première partie : **article 10 et état D précédemment réservés** : conséquences sur l'enseignement supérieur des restrictions budgétaires concernant la recherche ; abrogation de la loi sur l'enseignement supérieur ; rôle du Groupe d'étude pour la rénovation de l'Université française [28 mai 1986] (p. 1358).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 45 (conséquences pour le salarié d'un licenciement irrégulier ou d'un licenciement dont le motif ne répond pas aux exigences de l'article L. 122-14-2 du code du travail) [2 juin 1986] (p. 1582) ; rejeté (p. 1583) ; son amendement n° 73 (réintégration immédiate dans l'entreprise lorsque l'employeur prononce un ou plusieurs licenciements pour cause économique sans qu'ait été présentée une demande d'autorisation à l'autorité administrative [3 juin 1986] (p. 1649) ; rejeté ; **article 1er** : ses amendements n° 273, 313, 323, 349, 390, 414 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1722, 1723) ; **son fait personnel** : refus du Président de séance de faire droit à son rappel au règlement ; interdiction de groupes de défense d'intérêts particuliers locaux ou professionnels [5 juin 1986] (p. 1812).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : nécessité de compléter la proposition sénatoriale par des mesures sur la concentration et la concurrence ; réforme des aides publiques à la presse ; distinction entre le pluralisme et la pluralité des titres ; seuil de diffusion définissant la concentration abusive [12 juin 1986] (p. 2137) ; rôle d'une loi multi-médias ; réaménagement des aides publiques (p. 2138).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 370 (droit à l'information pluraliste des citoyens étant assuré dans le cadre de la liberté de la presse et de son indépendance par rapport à l'Etat, aux puissances financières et à l'étranger) [12 juin 1986] (p. 2162) ; fonction de la presse en démocratie ; existence de journaux aux titres différents défendant les mêmes intérêts de classe ; situation dans la région Rhône-Alpes ; nécessaire maintien de l'ordonnance du 26 août 1944 ; députés de la majorité étant les représentants d'une bourgeoisie de crise ; rejeté ; ses amendements 373, 371 et 372 : réservés jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19 (p. 2163) ; son amendement n° 374 (de suppression) ; champ d'application de la loi de 1984 ; ordonnance de 1944 ne donnant pas de définition de la publication de presse (p. 2165) ; rejeté ; son amendement n° 375 (tendant, dans l'article 1er, à insérer après les mots « désigne tout service » les mots « à l'exclusion de la presse gratuite et autres services relevant de la loi du 29 juillet 1982 ») ; définition proposée par le projet accroissant le nombre de ceux qui souhaitent être considérés comme des éditeurs de publication de presse sans en accepter les contraintes ; rejeté ; son amendement n° 376 (tendant à compléter l'article 1er par les mots « à raison d'une fois par mois au moins ») ; signification de l'expression « catégories de public » ; notion d'« intervalles réguliers » manquant de précision ; rejeté (p. 2169) ; **article 2** : régime des aides publiques favorisant les entreprises de presse les plus prospères ; prise de possession immédiate à la Libération des entreprises existantes par des équipes de presse clandestines ; regrette que l'ordonnance d'août 1944 soit abolie [16 juin 1986] (p. 2197) ; son amendement n° 377 (de suppression) : rejeté (p. 2200) ; son amendement n° 379 (dispositions de la présente loi s'appliquant aux entreprises de presse à l'exclusion des partis et groupements politiques) ; préservation de la liberté des partis et groupements politiques en matière de presse (p. 2202) ; rejeté ; son amendement n° 380 (définition de l'expression « entreprises de presse » au sens de la présente loi) ; groupes familiaux arrivant à violer l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984 (p. 2203) ; rejeté (p. 2204) ; **article 3** : nécessité d'une suppression de l'article (p. 2208) ; son amendement n° 381 (de suppression) : rejeté (p. 2210) ; **après l'article 3** : incompatibilité des fonctions de directeur d'un hebdomadaire dont le tirage excède cinquante-mille ou d'un quotidien dont le tirage excède vingt-mille exemplaires ; **article 4** : ses observations (p. 2214) ; son amendement n° 385 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2216) ; **article 5** : caractère circonstantiel de la proposition de loi ; « absence de souffle des représentants actuels de la bourgeoisie » ; ses observations sur les propos tenus par M. François Léotard sur les journalistes ; importance de la pluralité des journalistes (p. 2232) ; son amendement n° 386 (de suppression) : rejeté ; amendement n° 387 de M. Roland Leroy tendant à rétablir certaines dispositions de l'article 1er de l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 2237) ; son amendement n° 389 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; distinction entre la presse écrite et les services de communication audiovisuelle ; adopté (p. 2242) ; **article 6** : sens de l'expression « entreprise éditrice » ; son amendement n° 391 (de suppression) ; amendement étant opposé dans son inspiration à l'amendement identique n° 18 de M. Pierre Ceyrac ; retiré (p. 2244) ; son amendement n° 392 : devenu sans objet (p. 2246) ; **article 7** : participation des étrangers au capital des entreprises de presse [17 juin 1986] (p. 2251) ; son amendement n° 395 (de suppression) : rejeté (p. 2254) ; son amendement n° 396 : devenu sans objet ; son amendement n° 397 (suppression du dernier alinéa de l'article 7 définissant les personnes physiques et morales considérées comme étrangères) ; pluralisme de la presse ; prise en considération des cultures étrangères (p. 2258) rejeté (p. 2259) ; **article 8** : maintien en vigueur de l'ordonnance de 1944 (p. 2260) ; son amendement n° 398 (de suppression) ; ses observations ; rejeté (p. 2261) ; ses observations (p. 2262) ; **article 10** :

insuffisances de la proposition de loi ; sa demande d'une étude comparative de l'article 9 de la proposition de loi et de l'article 7 de l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 2263) ; son amendement n° 402 (de suppression) ; finalité de la proposition de loi tendant à sauvegarder M. Hersant ; rapports entre l'immunité parlementaire et la direction d'organes de presse ; nécessité de juger M. Robert Hersant (p. 2265) ; rejeté (p. 2266) ; son amendement n° 403 (précisant que l'immunité ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit) ; ses observations ; rejeté ; **article 9 (précédemment réservé)** : opposition du groupe communiste à l'ensemble du texte ; sa demande d'étude comparée de la rédaction de l'article 9 et de l'article 7 de l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 2280) ; son amendement n° 400 (de suppression) : retiré (p. 2281) ; son amendement n° 401 : devenu sans objet ; **article 11** : ses observations (p. 2281) ; son amendement n° 404 (de suppression) : rejeté (p. 2282) ; concentration des entreprises de presse ; dépassement du seuil de 30 % par la création de titres ou la progression naturelle des ventes (p. 2289) ; bipolarisation de la presse ; nécessité d'une aide publique pour la pérennité de la presse d'information politique (p. 2290) ; **article 12** : ses observations [18 juin 1986] (p. 2335) ; conditions d'avènement d'une presse honnête ; inapplication des sanctions prévues par l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 2336) ; son amendement n° 405 (de suppression) : retiré (p. 2337) ; **article 13** : inutilité de prévoir des sanctions qui ne seront pas appliquées (p. 2338) ; son amendement n° 406 (de suppression) : retiré ; ses observations ; son amendement n° 408 (de suppression) (p. 2339) ; rejeté ; but du seuil des 30 % ménageant l'organisation de deux groupes de presse ; **article 15** : son amendement n° 410 (de suppression) : retiré ; **article 16** : son amendement n° 412 (de suppression) : non soutenu (p. 2340) ; **article 17** : son amendement n° 413 (de suppression) : retiré ; **article 18** : son amendement n° 414 (de suppression) ; non soutenu (p. 2341) ; **article 19** : son amendement n° 415 (de suppression) ; pertinence de l'ordonnance du 26 août 1944 ; rejeté au scrutin public (p. 2349) ; **amendements précédemment réservés** : son amendement n° 371 (refonte des aides publiques à la presse) (p. 2355) ; rejeté ; son amendement n° 372 (abrogation de l'article 39 *bis* du C.G.I.) (p. 2356) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 373 (visant à faire déposer un projet de loi sur la concentration de la presse écrite et la transparence financière) : rejeté (p. 2357).

Explications de vote : indépendance de la presse à l'égard du pouvoir et des puissances d'argent (p. 2357) ; pluralisme de la presse ; amnistie de M. Robert Hersant ; absence de refonte des aides économiques ; vote du groupe communiste contre la proposition de loi (p. 2358).

Son rappel au règlement : désignation des représentants de l'Assemblée nationale au sein des organismes du secteur public de l'audiovisuel ; absence de nomination d'un membre du groupe comministe [24 juin 1986] (p. 2397).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Paul Chomat ; police procédant déjà à des contrôles d'identité préventifs ; policiers étant en mesure de procéder aux contrôles d'identité dans le cadre d'une procédure judiciaire pour prévenir toute atteinte à la sécurité des personnes et des biens ; possibilité actuelle de procéder à un contrôle d'identité indépendamment de la constitution de tout délit ; contrôles préventifs effectués par la police administrative ; personnes faisant l'objet d'une vérification ne pouvant être retenues que le temps strictement nécessaire à l'établissement de leur identité ; prise d'empreintes ou de photographies pouvant être effectuée si elle est impérativement nécessaire à l'établissement d'identité de la personne interpellée ; garanties de la procédure [3 juillet 1986] (p. 2832) ; vérification d'identité ne pouvant donner lieu à une mise en mémoire sur fichier ; projet visant à autoriser tout contrôle en tout lieu et en tout temps ; opérations de police administrative n'étant plus soumises à une autorisation préalable des autorités judiciaires ; abrogation des garanties relatives aux prises d'empreintes et de photographies ; risque renforcé par l'existence de fichiers policiers ; délivrance généralisée de la carte d'identité infalsifiable se traduisant par la mise en place d'un fichier (p. 2833) ; éloignement de la police et de la population ; institution, par le Gouvernement, d'une prime à la délation (p. 2834).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 152 (suppression du paragraphe I de cet article) [11 juillet 1986] (p. 3178) ; rejeté (p. 3179) ; **article 4** : son amendement n° 156 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) [15 juillet 1986] (p. 3248) ; adopté (p. 3249) ; **article 14** : son amendement n° 164 (suppression du paragraphe 2 de l'article) : rejeté [16 juillet 1986] (p. 3355).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; amalgame entre privatisation et liberté [5 août 1986] (p. 4037) ; rôle de la C.N.C.L. ; suppression de la délégation parlementaire à l'audiovisuel ; création des cinquième et sixième chaînes en 1985 ; privatisation de T.F.1 ; projet de télévision « haut de gamme » de M. Pierre Desgraupes ; privatisation de T.D.F. (p. 4038) ; pluralisme des médias ; préparation de la privatisation de la S.F.P. ; rôle de l'I.N.A. ; renforcement des mesures antigrève pour les personnels du service public de la télévision (p. 4039) ; application des grands principes d'intérêt public à l'ensemble des télévisions publiques et privées ; notion de liberté de l'audiovisuel (p. 4040) ; rejetée au scrutin public (p. 4042).

— Projet de loi complétant la loi 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : régime de l'autorisation ne permettant pas d'imposer aux personnes privées le respect d'un certain nombre de missions de service public ; pouvoirs exorbitants conférés à la C.N.C.L. ; définition de pluralisme donnée par le Conseil constitutionnel [9 octobre 1986] (p. 4550) ; **article 2** : antinomie entre l'intérêt des téléspectateurs et celui des grands groupes financiers ; partage des recettes publicitaires entre le secteur privé et le secteur public ; valeur du seuil de concentration retenu pour les télévisions par satellites et pour les télévisions régionales [10 octobre 1986] (p. 4596) ; notion de contrôle (p. 4597) ; **article 3** : limitation des cumuls d'autorisation relative à des services de communication audio-visuelle ; caractère peu contraignant du dispositif proposé ; inopportunité de laisser la C.N.C.L. former sa propre jurisprudence ; situation aux Etats-Unis (p. 4604) ; **article 5** : valeur du considérant du Conseil constitutionnel relatif à la définition du pluralisme ; seuil de concentration retenu ; situation du groupe Hersant (p. 4640) ; avenir de la presse d'opinion (p. 4641).

Explications de vote : vote hostile du groupe communiste ; rôle de la C.N.C.L. ; caractère illusoire du dispositif anticoncentration retenu ; amplification du mouvement de concentration dans la presse écrite ; rôle du Conseil constitutionnel (p. 4647).

HAMAIDE (Michel)

Député du Var
U.D.F.

Devenu député le 30 septembre 1986 en remplacement de M. Maurice Arreckx, démissionnaire [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11986).

NOMINATIONS

. Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre. Droits de l'Homme. Francophonie. — *Discussion générale :* créa-

tion d'un secrétariat d'Etat à la francophonie [24 octobre 1986] (p. 5309).

Economie, finances et privatisation. — *Discussion générale :* absence et défaillances à l'exportation des P.M.E. et des P.M.I. ; problème de l'expatriation ; révision de la politique d'apprentissage des langues étrangères ; effort à effectuer dans le domaine de la francophonie [13 novembre 1986] (p. 6265) ; insuffisant développement des sociétés commerciales ; charges sociales pesant sur les industriels ; temps de travail en France et dans les autres démocraties occidentales (p. 6266).

HANNOUN (Michel)

Député de l'Isère
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Rapporteur de cette délégation [*J.O.* du 27 juin 1986] (p. 7997).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : santé et famille) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 761-11 du **code de la santé publique,** fixant la liste des personnes et des laboratoires non soumis aux dispositions de la loi 75-626 du 11 juillet 1975 **(n° 359)** [12 août 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome IV : **affaires sociales et emploi : santé et famille (n° 396)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à l'amélioration du **statut fiscal des inventeurs (n° 450)** [13 novembre 1986].

Proposition de loi tendant à assouplir les **conditions d'apports des associés dans une exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 516)** [4 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à harmonier les **systèmes d'imposition des exploitations agricoles à responsabilité limitée (n° 517)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité nucléaire en France :** accident récent de Tchernobyl ; intérêt porté par le sommet de Tokyo à ce problème ; informations du Gouvernement français sur la catastrophe ; sûreté de l'énergie nucléaire et possibilité d'apporter son concours à l'étranger en cas de difficultés ; différence de nature entre les risques naturels et les risques technologiques [7 mai 1986] (p. 831-832) ;

— **Insertion des jeunes :** rôle imparti au ministère de l'éducation nationale en matière d'insertion professionnelle des jeunes ; sa définition par rapport aux fonction des missions locales et des campagnes menées par le ministère des afffaires sociales et de l'emploi et le ministère du commerce et de l'industrie [22 octobre 1986] (p. 5138) ; premiers résultats obtenus (p. 5139) ;

orales sans débat :

— **n° 83,** posée le 20 juin 1986 : **pharmacie (produits pharmaceutiques)** (p. 2392) ; appelée le 27 juin 1986 : **industrie pharmaceutique :** création d'un groupe de travail interministériel ; sa demande pour que le Gouvernement fixe un calendrier des augmentations de prix ; suppression de la taxe sur la publicité médicale ; contrôle de l'information médicale (p. 2573-2574).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 1 (tendant à supprimer le sixième alinéa (5°) de cet article) : retiré [16 juin 1986] (p. 2241) ; **article 7 :** son amendement n° 2 (exclusion des entreprises éditant en France des publications en langue étrangère, du champ d'application de l'article 7) : non soutenu [17 juin 1986] (p. 2259) ; **après l'article 11 :** ses observations sur les dispositions anti-concentration de l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (p. 2289).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : article 3 : article 700-1 du code de la procédure pénale : son amendement n° 35 (tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code de procédure pénale, à insérer après les mots « entreprises individuelles ou collectives ayant pour but », les mots « ou pour conséquence ») [26 juin 1986] (p. 2520) ; adopté (p. 2522) ; **article 3 :** *article 700-10 du code de procédure pénale :* son amendement n° 36 (établissement d'une liste annuelle des magistrats appelés à siéger dans la formation spécialisée jugeant les affaires de terrorisme) : non soutenu [26 juin 1986] (p. 2550).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 40 : devenu sans objet [2 juillet 1986] (p. 2794).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 23 (identité de toute personne pouvant être contrôlée dans le cadre d'opérations de contrôles ordonnées par le procureur de la République) : non soutenu [3 juillet 1986] (p. 2852).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : possibilité de réaliser un accord profond de l'opinion sur l'immigration [9 juillet 1986] (p. 3089) ; lutte contre l'immigration clandestine ; lutte contre le racisme ; liens entre immigration, chômage et délinquance ; déséquilibre démographique Nord-Sud ; moyens de la police de l'air et des frontières (p. 3090) ; sanctions des étrangers en situation irrégulière et des employeurs de main-d'œuvre clandestine ; protection des immigrés en situation régulière ; place de la France dans le monde (p. 3091).

Discussion des articles : **article 1er :** rappelle que la notion de « menace pour l'ordre public » figure dans le texte du 2 novembre 1945 [10 juillet 1986] (p. 3143) ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté (p. 3144) ; ses amendements n° 12, 3 et 4 : devenus sans objet ; passage de trois à six mois du plafond de la peine d'emprisonnement prévue à cet article (p. 3205-3206) ; **article 3 :** étrangers travaillant pour des entreprises françaises ou étrangères à l'étranger (p. 3208) ; son amendement n° 5 (visant à insérer, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, après les mots : « douze mois consécutifs », les mots : « sauf pour des raisons professionnelles dûment prouvées ») : retiré (p. 3213) ; précisions apportées sur le texte (p. 3214) ; son amendement n° 6 (autorité compétente en France pour recevoir la demande de renouvellement de l'autorisation de résidence de l'étranger qui s'est absenté plus de douze mois du territoire national) ; ses observations ; retiré (p. 3218) ; son amendement n° 7 (autorité compétente à l'étranger pour recevoir la demande de renouvellement de l'autorisation de résidence de l'étranger s'étant absenté plus de douze mois

du territoire national) ; amendement relevant du domaine réglementaire ; retiré ; son amendement n° 13 (précisant que la prolongation mentionnée à l'alinéa premier du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, est d'une durée de six mois renouvelable) : retiré (p. 3219) ; **article 4** : abus et insuffisance de la législation actuelle [15 juillet 1986] (p. 3245) ; situation dans le département de la Drôme ; modalités de lutte contre le travail clandestin (p. 3246) ; son amendement n° 8 : devenu sans objet ; lutte contre le travail clandestin nécessitant d'éviter que celui-ci soit alimenté (p. 3249) ; **article 5** : existence en France d'un Etat de droit (p. 3256) ; nécessaire réorganisation des bureaux des étrangers dans les préfectures (p. 3257) ; son amendement n° 14 (tendant, dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à supprimer le mot : « altéré ») ; difficulté de juger de l'altération d'un titre de séjour (p. 3258) ; adopté (p. 3259) ; **article 7** : retour à la jurisprudence d'avant 1981 (p. 3283) ; **article 9** : nécessité de ne pas banaliser la délinquance ; conditions pénales d'expulsion [16 juillet 1986] (p. 3312) ; précise à M. Gérard Welzer qu'il n'a pas le monopole de la morale (p. 3322) ; son amendement n° 15 : satisfait ; son amendement n° 16 : devenu sans objet ; **après l'article 9** : son amendement n° 17 (octroi d'une carte de séjour à l'étranger qui n'est pas expulsable ni reconductible à la frontière) ; cas de personnes ne pouvant prétendre à l'attribution de plein droit d'une carte de résident et n'étant ni expulsable, ni reconductible à la frontière (p. 3324) ; retiré (p. 3325) ; **article 11** : atténuation des abus de la situation antérieure en matière d'expulsion ou de reconduite à la frontière (p. 3347-3348) ; son amendement n° 18 (tendant à compléter le texte proposé pour l'article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les mots : « conformément aux articles 22 et 23 ») : retiré (p. 3349) ; **après l'article 14** : son amendement n° 9 (constitution d'une délégation parlementaire pour les problèmes de l'immigration) : retiré (p. 3356) ; **article 17** : lutte contre l'immigration clandestine ; « intégration » des immigrés en situation régulière (p. 3360).

Commission mixte paritaire, discussion générale : droits des immigrés en situation régulière ; maîtrise des flux migratoires ; coordination de la politique migratoire à l'intérieur d'un cadre européen ; conventions européennes sur le statut juridique du travailleur migrant [7 août 1986] (p. 4137) ; conditions d'intégration des étrangers ; respect du code de la nationalité (p. 4138).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* politique salariale ; rôle du mérite dans l'attribution des primes de rendement et l'avancement de grade ; diminution des effectifs ; création de postes d'enseignants de magistrats et de policiers ; application des conclusions du rapport Belin-Gisserot et des dispositions relatives au dégagement des cadres ; nécessité de corriger les effets pervers de la décentralisation notamment à travers les mécanismes de la mise à disposition et du droit d'option [22 octobre 1986] (p. 5188) ; réforme du statut de la fonction publique territoriale ; politique de recrutement des cadres ; réforme de l'E.N.A. ; révision des procédures de nomination au tour extérieur ; droit de grève de la fonction publique et abrogation de la loi du 17 octobre 1982 supprimant la règle du trentième indivisible (p. 5189).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : politique de la santé s'exprimant largement en dehors du cadre budgétaire ; crédits de la recherche ; règle d'investissement applicable aux hôpitaux ; fichier national des donneurs de moelle osseuse ; lutte contre la drogue [5 novembre 1986] (p. 5843) ; création d'une unité de recherche sur la toxicomanie dans le cadre de l'I.N.S.E.R.M. ; difficultés entraînées par la double tutelle s'appliquant sur les médecins scolaires ; nécessité de réviser et de globaliser la carte sanitaire ; nécessité d'étudier les modalités d'une revalorisation des hôpitaux locaux en tant que structures-pivot entre les hôpitaux lourds et la médecine ambulatoire ; valeur des alternatives à l'hospitalisation (p. 5844) ; budget global devant évoluer par rapport à la dotation globale (p. 5845).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : rappelle que les crédits finançant le remboursement de l'avortement par la sécurité sociale ont existé antérieurement sous la forme de subventions aux associations ; interruption volontaire de grossesse ne pouvant être considérée comme un moyen de contraception [6 novembre 1986] (p. 5961).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 363).

Première lecture, discussion générale : plan famille ; déclin démographique ; transformation de la famille ; ses observations sur les familles nombreuses ; décalage entre les lois et les mœurs favorisant l'individualisme ; cas de la fiscalité ; distorsions entre les couples mariés et non mariés ; inopportunité d'une déduction des dépenses liées à la garde des enfants à domicile du revenu des familles ; fonction parentale [19 novembre 1986] (p. 6523) ; promotion des droits de l'enfant (p. 6524).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : son amendement n° 51 (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article à insérer après les mots « sous quelque forme que ce soit » les mots « sans pour autant faire référence à une quelconque marque ») [6 décembre 1986] (p. 7254) ; retiré (p. 7255) ; **après l'article 9** : son amendement n° 105 (insitution d'une taxe de 5 % sur les bénéfices réalisés par les entreprises fabriquant des préservatifs masculins) : non soutenu (p. 7257) ; **après l'article 12** : son amendement n° 4 (situation des anatomo-cyto-pathologistes) : retiré (p. 7266).

HARCOURT (Florence d')

Député des Hauts-de-Seine
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (intérieur : défense civile) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **défense civile (n° 219)** [26 juin 1986].

Proposition de loi-cadre pour la femme, l'enfant et la famille (n° 236).

Proposition de loi relative au **financement des campagnes électorales** lors des élections législatives, cantonales et municipales **(n° 361)** [12 août 1986].

Proposition de loi organique tendant à créer un nouveau cas de **déchéance du mandat parlementaire (n° 362)** [12 août 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome II : **intérieur : défense civile (n° 398)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Lutte contre le S.I.D.A. : devoir d'informer les Français ; détection systématique de la maladie ; attitude vis-à-vis des malades contagieux [26 novembre 1986] (p. 6793).

orales sans débat :

— n° 78, posée le 17 juin 1986 : **drogue (lutte et prévention)** (p. 2300-2301) ; appelée le 27 juin 1986 : **lutte contre la toxicomanie** : délinquance des jeunes qui ont

besoin de se procurer de la drogue ; nécessité de réprimer les petits consommateurs-dealers ; actions de réinsertion (p. 2587) ; prévention auprès des jeunes enfants de 7 à 13 ans en Californie (p. 2588) ;

— **n° 166,** posée le 16 décembre 1986 : **armée (fonctionnement)** (p. 7696) ; appelée le 19 décembre 1986 : **décès accidentel de trois soldats** (p. 7840) : mort par asphyxie dans un camion cuisine de trois soldats ; demande les circonstances exactes de leur découverte et les sanctions prises en cas de faute du commandement (p. 7841).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 491 (prise en compte de la situation des femmes chefs de famille pour définir l'ordre des licenciements [6 juin 1986] (p. 1853) ; prise en compte de la situation des femmes chargées de famille pour définir l'ordre des licenciements ; retiré (p. 1854).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : défense civile [7 novembre 1986] (p. 5987) ; problème de la compatibilité de la défense civile avec la stratégie de la dissuasion nucléaire ; insuffisance des crédits consacrés à la défense civile ; projet de loi sur les renforcements des moyens de la sécurité civile ; commission permanente de la défense civile ; vacance du poste de haut fonctionnaire de défense du ministère de l'intérieur ; accidents de Tchernobyl et de Bâle et amélioration de la coopération européenne en matière d'information (p. 5988-5989).

S'exprime à titre personnel ; sécurité civile ; compatibilité de cette action avec la stratégie de dissuasion nucléaire ; risques liés aux catastrophes naturelles ; retard de la France et des pays européens face à ce danger ; insuffisance des crédits pour 1987 [7 novembre 1986] (p. 6016) ; ses observations (p. 6030).

Défense nationale. — *Discussion générale :* consensus sur le principe de la dissuasion nucléaire ; renforcement de la composante sous-marine ; nouvelle composante terrestre « mobile » ; possibilité d'une dissuasion intermédiaire [12 novembre 1986] (p. 6183) ; choix entre le missile Hadès et un vecteur aérien piloté ; abandon de l'arme à neutron ; projet d'un avion de transport à long rayon d'action ; hésitation en matière de détection aéroportée ; défense civile ; avenir de la D.O.T. ; relance de l'Union de l'Europe Occidentale (p. 6184).

HARDY (Francis)

Député de la Charente
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le 4e alinéa de l'article L. 32 du code du **service national** relatif aux dispenses des obligations du service national des **jeunes chefs d'entreprise (n° 354)** [12 août 1986].

HART (Joël)

Député de la Somme
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil supérieur de la coopération [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la recherche scientifique marine et portant modification de la loi n° 76-655 du 16 janvier 1976 relative à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 192) [20 juin 1986] (p. 2391).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 192), relatif à la recherche marine et portant modification de la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la **zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 212)** [25 juin 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Infrastructures routières et ferroviaires concernant le projet Transmanche :** projet de T.G.V.-Nord ; arrêt à Amiens ; projet d'autoroute A16 Amiens-Beauvais-Paris [11 juin 1986] (p. 2078-2079) ;

orales sans débat :

— **n° 150,** posée le 9 décembre 1986 : **décorations (médaille d'honneur du travail)** (p. 7440) ; appelée le 12 décembre 1986 : **médaille du travail :** critères d'attribution des médailles du travail dépendant d'une grande stabilité dans l'emploi incompatibles avec l'actuelle campagne en faveur de la mobilité ; problème des personnes ayant travaillé dans le secteur public et dans le secteur privé (p. 7600-7601).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la recherche scientifique marine et portant modification de la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 192).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur ; zone économique de 200 milles ; nécessité d'intégrer la recherche scientifique marine dans la compétence de l'Etat français sur cette zone ; possibilité de mise en place et d'utilistion d'îles artificielles [30 juin 1986] (p. 2659) ; autorisation nécessaire à toute recherche (p. 2660).

Discussion des articles : **après l'article 2 :** ses observations (p. 2664).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* problème de la défense contre la mer ; ensablement de la baie de Somme ; charges pour les petites communes [21 octobre 1986] (p. 5075).

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* avancement de la fin du rattrapage du rapport constant ; attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord [22 octobre 1986] (p. 5121).

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* non-remboursement de la T.V.A. aux communes sur la part de leurs investissements financés par subventions de l'Etat ; critère d'attribution de la D.G.F. et de la dotation supplémentaire touristique [7 novembre 1986] (p. 6024).

HERLORY (Guy)

Député de la Moselle
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (anciens combattants) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome V : **anciens combattants** (n° 396) [9 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à garantir le **droit au travail des retraités militaires (n° 465)** [13 novembre 1986].

Proposition de loi tendant à autoriser les contribuables à **déduire de leur revenu imposable les dépenses** occasionnées par l'emploi de **personnel occupé à des tâches familiales ou ménagères (n° 466)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 40,** posée le 27 mai 1986 : **minerais et métaux (emploi et activité)** (p. 1310) ; appelée le 30 mai 1986 : **sidérurgie lorraine** : absence de coordination dans la diversification entre Sacilor et Usinor ; structures de la sidérurgie (p. 1503) ; plans Unimetal et Asco-Metal ; fonctionnement de Sollac, seul fabricant de produits plats (p. 1504).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : conditions de rémunération du salarié lié par un contrat de travail temporaire [28 avril 1986] (p. 518) ; liaison inversement proportionnelle entre les droits des travailleurs et le nombre de textes susceptibles de donner matière à litige (p. 519).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : **son rappel au règlement** : fondé sur l'article 58 alinéa 6 du règlement [6 juin 1986] (p. 1863) ; **son fait personnel** : propos d'un député socialiste qui a situé le Front national à l'extrême droite [6 juin 1986] (p. 1863) : **article 3** : critères de représentativité des centrales syndicales ; monopole de présentation des candidats aux élections professionnelles (p. 1896) ; élections prud'homales ; élargissement de la représentation nationale aux petites et moyennes entreprises et aux professions libérales ; comportement du ministre de l'agriculture ayant refusé de recevoir les syndicats agricoles minoritaires (p. 1897).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : problèmes de santé publique posés par les brassages de populations ; délivrance d'un certificat médical aux étrangers contribuant à protéger la santé de la population française [10 juillet 1986] (p. 3142).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : nécessité d'une refonte du système de protection sociale [25 juillet 1986] (p. 3874) ; **article 9** : accroissement des cotisations vieillesse sur le traitement des fonctionnaires (p. 3898).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : désignation des représentants des conseils d'administration des centres communaux d'action sociale à la représentation proportionnelle [11 août 1986] (p. 4218) ; **après l'article 6** : possibilité pour les collectivités territoriales de favoriser la démographie et la famille (p. 4225).

Explications de vote : effets négatifs de la décentralisation ; affaire « carrefour du développement » ; politique démographique et familiale (p. 4263) ; cohabitation ; abstention du groupe Front national (p. 4264).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : progression des crédits inférieurs à la hausse prévisionnelle des prix ; rapatriement des sépultures françaises en Indochine ; non respect des engagements du R.P.R. sur le rattrage du rapport constant [22 octobre 1986] (p. 5109) ; entretien des nécropoles ; régression des crédits affectés aux actions civiques et commémoratives ; diminution des effectifs du secrétariat d'Etat et de l'O.N.A.C. ; proposition de loi du front national sur l'attribution de la campagne double aux anciens d'Afrique du Nord ; amélioration de la situation des membres de la famille des morts (p. 5110).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* emploi de personnel à domicile menacé de disparition ; présence d'employés de maison constituant souvent la seule solution pour la poursuite de l'activité de chacun des conjoints [5 novembre 1986] (p. 5888) ; présence d'un employé de maison ne constituant pas une dépense somptuaire ; employeur devant bénéficier d'un allégement fiscal (p. 5889).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : mauvais traitements subis par certains enfants et notamment dans certains groupes ethniques ou sociaux ; droits de l'enfant ; notion de responsabilité parentale [18 novembre 1986] (p. 6503) ; nécessité d'encourager l'adoption (p. 6504).

Discussion des articles : **article 8** : nécessaire maintien de la prime de déménagement dès le premier enfant [19 novembre 1986] (p. 6576) ; **après l'article 14** : caractère préoccupant de la situation démographique française ; arrêt du tribunal administratif de Paris ayant nié la possibilité à la ville de Paris de réserver aux Français et aux ressortissants de la C.E.E. l'allocation parentale d'éducation (p. 6586).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 9** : existence d'autres moyens de prévention contre le S.I.D.A. que les préservatifs masculins ; nécessité de remettre en vente libre les seringues [6 décembre 1986] (p. 7255).

Explications de vote : modulation du forfait journalier hospitalier ; report de la suppression du secteur privé ; recours au vote bloqué par le Gouvernement au sujet du remboursement de l'avortement par la sécurité sociale ;

insuffisance de la lutte contre le S.I.D.A. ; refus du dépistage systématique chez les groupes de population à haut risque (p. 7284).

HERMIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **langues de France et aux cultures régionales (n° 166)** [5 juin 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de l'enseignement :** participation à la manifestation de deuil à la mémoire de Malik Oussekine ; soutien aux étudiants demandant « plus jamais ça » ; nécessité d'un vrai débat national sur les choix à faire pour mettre l'école et l'université en prise avec les besoins de la jeunesse et du pays [10 décembre 1986] (p. 7460-7461).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 41 (tendant au début du premier alinéa de cet article à insérer les mots « afin de poser les jalons réellement modernes d'une véritable protection sociale de la formation et de l'emploi permettant le développement des hommes, comme pierre angulaire d'un nouveau développement économique et social, ») : rejeté [25 avril 1986] (p. 432) ; son amendement n° 48 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article après les mots « un dispostif existant » à insérer les mots « à l'exception des travaux d'utilité collective ») : rejeté ; son amendement n° 49 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article à insérer après les mots « dispositif existant » les mots « à l'exception des stages d'initiation à la vie professionnelle ») (p. 447) ; rejeté ; son amendement n° 50 (tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots « sous les conditions suivantes : « les jeunes seront titulaires d'un contrat de travail... ») : rejeté (p. 448) ; son amendement n° 59 (visant à élargir les compétences des comités locaux pour l'emploi et à leur donner, notamment, des compétences en matière de traitement des difficultés des entreprises : rejeté (p. 485) ; son amendement n° 67 (nécessité que les travailleurs eux-mêmes puissent avoir la possibilité d'aménager leur temps et leurs conditions de travail) [29 avril 1986] (p. 544) ; rejeté (p. 545).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 18 (abrogation de la loi du 28 février 1986 sur l'aménagement du temps de travail) [2 juin 1986] (p. 1553) ; rejeté (p. 1554) ; son amendement n° 72 (ministre chargé du travail rendant publics chaque année les chiffres relatifs aux demandes d'autorisation administrative de licenciements pour cause économique) [3 juin 1986] (p. 1648) ; rejeté (p. 1649) ; **article 1er :** ses amendements 272, 289, 314, 324, 389, 415 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* diminution de l'effort global de l'Etat pour la culture ; achèvement du Musée d'Orsay et de l'Institut du monde arabe ; abandon de la salle modulable de l'Opéra de la Bastille ; atteinte aux conventions passées entre l'Etat et les collectivités locales ; situation de l'enseignement artistique ; suppression des subventions pour les jeunes compagnies dramatiques et chorégraphiques ; transformation du statut juridique des maisons de la culture et des centres d'action culturelle ; soumission de l'audiovisuel aux critères de rentabilité financière [23 octobre 1986] (p. 5211) ; mise en œuvre du mécénat ; action en faveur de la création française ; vote négatif du groupe communiste (p. 5212).

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* recul de l'effort consacré à l'éducation nationale ; retard de la France par rapport à la Communauté européenne ; objectif de ségrégation sociale ; système de formation à plusieurs vitesses ; suppression d'emplois d'enseignants ; réduction des crédits affectés aux bourses et aux aides sociales ; échec scolaire ; sous-qualification des jeunes ; réinstauration des filières [3 novembre 1986] (p. 5710) ; désengagement de l'Etat ; augmentation des dépenses supportées par les collectivités et les ménages ; suppression de 1679 postes de mises à disposition ; suppression d'emplois non enseignants ; mesures favorables au secteur privé ; implantation de nouveaux baccalauréats professionnels ; formation confiée au patronat ; but de mettre en concurrence le secteur public avec un réseau privé de formation ; danger de la désectorisation (p. 5711) ; éducation de formation devant relever de la responsabilité publique et nationale (p. 5712) ; *questions :* suppression de postes dans les écoles normales et dans les centres de formation des P.E.G.C. ; difficultés de recrutement d'élèves instituteurs (p. 5734).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** manœuvre du ministre de l'éducation nationale empêchant le débat d'aller jusqu'à son terme [28 novembre 1986] (p. 6993).

HERNU (Charles)

Député du Rhône
Socialiste

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 52).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

HERSANT (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
Apparenté R.P.R.

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

HERSANT (Robert)

Député de l'Oise
Apparenté U.D.F.

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

HERVE (Edmond)

Député d'Ille-et-Vilaine
Socialiste

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Discussion générale :* suppression du fonds industriel de modernisation ; politique d'investissement ; budget de l'agence française de la maîtrise de l'énergie ; multiplication des crédits alloués au bureau national de métrologie [31 octobre 1986] (p. 5633).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* regrette que le Gouvernement fasse peu de cas de la prévention sanitaire : stagnation des crédits de recherche affectés à la santé ; diminution des crédits affectés à la formation des personnels paramédicaux : complémentarité entre le service public hospitalier et le secteur privé : généralisation des programmes de médicalisation des systèmes d'information : équipement lourd des hôpitaux [5 novembre 1986] (p. 5896) ; ses critiques contre la réintroduction du secteur privé à l'hôpital : nécessité de poursuivre les efforts de rémunération au bénéfice des jeunes praticiens hospitaliers : organisation d'une médecine à deux vitesses : nombre de médecins hospitaliers recrutés en 1986 ; nombre de démissions des praticiens hospitaliers à plein temps des hôpitaux généraux (p. 5896).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : nouveau calcul possible du forfait hospitalier témoignant d'un engagement du Gouvernement dans une politique de transfert ; modulation du forfait hospitalier ; abandon de la référence à l'évaluation des techniques et pratiques médicales ; extension du secteur II [5 décembre 1986] (p. 7167) ; rappelle que l'état actuel du système de santé doit beaucoup au régime de sécurité sociale ; risque d'une déstabilisation du syndicalisme médical ; réintroduction du secteur privé à l'hôpital public ; suppression des poursuites du Conseil national de l'Ordre contre les médecins ne payant pas leurs cotisations (p. 7168) ; évaluation des thérapeutiques (p. 7183).

HERVE (Michel)

Député des Deux-Sèvres
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : relance de l'emploi ; proportion de licenciements accordés après autorisation ; diminution des délais administratifs de licenciement ; renforcement de l'autorité patronale ; robotisation des chaînes de production ; réévaluation de l'indemnité de licenciement ; expérience des autres pays d'Europe ; risque d'aggravation du chômage ; problèmes des P.M.E. gérées par des chefs d'entreprises âgés [2 juin 1986] (p. 1543) ; sa proposition de supprimer l'autorisation administrative après une négociation contractuelle dans l'entreprise ; dérégulation (p. 1544).

HOARAU (Elie)

Député de la Réunion
Apparenté communiste

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du **code électoral** relatives à l'**élection des députés à l'Assemblée nationale** et à la **répartition de la représentation sénatoriale (n° 462)** [13 novembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre écomique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 63 (visant à insérer dans le cinquième alinéa (3) de cet article les mots « sauf en ce qui concerne les activités relevant du secteur de la santé » après le mot « permettant ») [28 avril 1986] (p. 501) ; rejeté au scrutin public (p. 502) ; son amendement n° 74 (interdiction du contrôle médical patronal dans les entreprises) [29 avril 1986] (p. 564) ; rejeté (p. 565) ; son amendement n° 78 (formation professionnelle des femmes) (p. 566) ; rejeté (p. 567).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : découpage des circonscriptions à la Réunion ; intention du Gouvernement d'écarter les forces de gauche dans les départements d'outre-mer ; besoins des départements d'outre-mer ; taux de chômage ; déséquilibre des secteurs d'activité au détriment du secteur productif ; inégalités sociales ; proportion de la population des départements d'outre-mer qui relève de l'assistance ; niveau du S.M.I.C. ; rémunérations de la fonction publique ; ambitions de la loi du 19 mars 1946 sur la départementalisation [22 mai 1986] (p. 1065) ; manque de crédits pour les prestations familiales, à la Réunion ; prix payé pour la sous-citoyenneté ; maintien de l'équilibre social ; dérive possible ; référendum sur le mode de votation ; iniquité d'un mécanisme qui ignore la volonté de 49 % des citoyens ; abstentionnisme ; bipolarisation ; distinction de deux systèmes de vote : le vote délibératif d'une assemblée et le vote de chaque citoyen pour la désignation des membres de cette assemblée ; avantages de la proportionnelle ; opposition des tenants de la lutte pour l'égalité et la

liberté ; attaque contre les droits et acquis sociaux ; objectifs de l'instauration du scrutin majoritaire en 1958 ; alternance à l'anglo-saxonne ; campagne contre « le régime des partis » (p. 1066) ; taux d'abstention ; droit de chacun de participer à l'organisation de la société ; campagnes visant à encourager l'assistanat ; parachutages ; cumul des responsabilité électives et des fonctions privées ; conditions de candidature au deuxième tour ; contrôle du Gouvernement sur la procédure législative ; inconvénients du scrutin majoritaire ; accès des jeunes, des femmes et des travailleurs aux postes de responsabilité ; impossibilité de déléguer la citoyenneté (p. 1067).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 76 (procédures engagées devant les conseils du prud'hommes étant suspensives lorsqu'elles concernent des licenciements) [3 juin 1986] (p. 1652) ; rejeté (p. 1653) ; **article 1er** : ses amendements n° 290, 316, 325, 388, 416 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; article 4 : son amendement n° 86 (tendant dans de premier alinéa de l'article L. 321-9 du code du travail à remplacer les mots « trente jours » par les mots « deux mois ») [7 juin 1986] (p. 1939) ; rejeté au scrutin public (p. 1940).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : situation de l'agriculture de la Réunion ; usine sucrière de Savannah ; chômage outre-mer ; discrimination et inégalités sociales ; coût excessif du fret ; disparités des revenus au détriment des secteurs productifs ; concurrence extérieure ; promotion du logement de standing ; danger de la défiscalisation ; installation de grosses sociétés métropolitaines à la Réunion concurrençant les entreprises locales ; parité sociale globale pérennisant l'inégalité ; souhaite l'extension aux habitants des départements d'outre-mer des allocations instituées par la nouvelle loi sur la famille [26 novembre 1986] (p. 6795).

Discussion des articles : **article 1er** : parité sociale globale (p. 6823) ; prestations familiales adoptées lors de la discussion de la loi relative à la famille ; régime de disparités globales (p. 6824) ; son amendement n° 12 (suppression de la référence à la mobilité des populations) : rejeté ; son amendement n° 13 (mobilité entre la métropole et les D.O.M.) : rejeté ; son amendement n° 17 (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale globale) (p. 6825) ; rejeté ; son amendement n° 18 (référence aux régions comme pôle de rayonnement) : rejeté ; son amendement n° 19 (caractère spécifique des D.O.M. de Saint Pierre et Miquelon et de Mayotte) : rejeté (p. 6826) ; **article 2 et annexes** : caractère malheureux de la déclaration de M. Paulin Bruné présentant l'octroi de mer comme un moyen de protection commerciale ; réaction possible de la Communauté économique européenne (p. 6828) ; coût prohibitif du fret (p. 6829) ; son amendement n° 22 (aides communautaires ne pouvant se substituer aux interventions financières de l'Etat) : rejeté [27 novembre 1986] (p. 6842) ; son amendement n° 23 (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale globale) ; rejeté (p. 6843) ; son amendement n° 142 (référence aux régions dans l'annexe I) (p. 6844) ; rejeté ; son amendement n° 144 (réalisation de 10 000 logements sociaux par an sur cinq ans dans l'annexe I) ; augmentation du prix des terrains du fait de la défiscalisation ; problème foncier (p. 6845) ; rejeté ; son amendement n° 146 (octroi de prime et d'aide à l'investissement productif après avis favorable des collectivités locales concernées dans l'annexe I) : rejeté (p. 6846) ; son amendement n° 149 (association des régions à la politique des transports aériens) : rejeté (p. 6847) ; son amendement n° 148 (installation des jeunes agriculteurs et modernisation des exploitations agricoles) : adopté (p. 6849) ; son amendement n° 158 (définition du rhum et régime fiscal spécifique des rhums des départements d'outre-mer) (p. 6850) ; rejeté ; son amendement n° 153 (association de l'assemblée régionale de chaque département d'outre-mer au programme d'équipement) (p. 6851) ; opération intégrée de développement à la Réunion ; rejeté (p. 6852) ; **après l'article 2** : son amendement n° 29 (rattrapage du S.M.I.C. en cinq ans) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 140 (avenant au contrat de plan conclu avec les régions pour l'amélioration des équipements scolaires, sanitaires et sociaux) (p. 6857) ; rejeté ; article 3 : son amendement n° 32 (rapport d'exécution de la présente loi soumis pour avis aux instances délibératives des collectivités concernées) : rejeté ; son amendement n° 33 (avis des instances délibératives des collectivités concernées sur le rapport d'exécution de la présente loi) : rejeté (p 6858) ; **avant l'article 5** : son amendement n° 34 (ajout des termes « stable et qualifié » aux termes « à l'emploi ») : rejeté (p. 6859) ; **article 5** : son amendement n° 35 (de suppression) : rejeté (p. 6864) ; son amendement n° 36 (application du droit du travail dans les zones franches) (p. 6865) ; rejeté (p. 6866) ; **article 6** : son amendement n° 37 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 38 (zones franches créées et délimitées par délibération du Conseil régional après avis du Conseil général des chambres consulaires et avis conforme du ou des conseils municipaux de la ou des communes d'implantation) (p. 6867) ; rejeté ; son amendement n° 39 (zones franches créées et délimitées par décret sur proposition du Conseil régional et après avis du conseil général des chambres consulaires et avis conforme du ou des Conseils municipaux de la ou des communes concernées) : rejeté ; son amendement n° 40 (suppression de la référence au décret pour la création de zones franches) : rejeté ; son amendement n° 41 (rédactionnel) : rejeté ; **article 7** : son amendement n° 42 (de suppression) (p. 6868) ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 44 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 45 (obligation pour les entreprises s'implantant ou se créant dans les zones franches d'établir leur siège social dans la commune d'implantation) : rejeté (p. 6869) ; **article 9** : son amendement n° 47 (de suppression) : retiré (p. 6880) ; son amendement n° 52 (exonération pour l'embauche des jeunes réservée aux entreprises à jour de leurs cotisations ou ayant obtenu des délais de paiement) : adopté (p. 6882) ; **article 9 *bis*** : son amendement n° 57 (aide au retour des migrants dans leur département d'origine) (p. 6886) ; rejeté au scrutin public (p. 6887) ; **article 10** : son amendement n° 61 (exercice des compétences des régions en matière de formation professionnelle) : rejeté au scrutin public (p. 6889) ; **article 11** : son amendement n° 66 (suppression de la référence à des mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière des D.O.M.-T.O.M) : rejeté ; son amendement n° 67 (suppression de la possibilité de consacrer pour partie à des actions collectives les sommes destinées à réaliser la parité sociale globale) : rejeté (p. 6892) ; son amendement n° 68 (affectation des sommes complémentaires destinées à atteindre la parité sociale globale à toutes les actions collectives selon des modalités définies par le Conseil régional) : rejeté (p. 6893) ; **article 12** : son amendement n° 70 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 71 (nouvelle rédaction de l'article 12 ; composition de la commission nationale d'évaluation de l'égalité sociale ; objectif de l'égalité sociale) : rejeté (p. 6894) ; son amendement n° 73 (suppression de la référence aux différences dans les régimes de cotisation sociale) (p. 6895) ; rejeté ; son amendement n° 74 (rapport de la commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale aux collectivités locales) : rejeté (p. 6896) ; **article 13** : propose un délai de cinq ans pour l'extension aux travailleurs indépendants de prestations familiales et des cotisations y afférentes (p. 6897) ; **article 14** : son amendement n° 77 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 79 (compensation de l'extension de l'allocation compensatrice aux adultes handicapés) : rejeté ; **article 15** : son amendement n° 81 (de suppression) : rejeté (p. 6899) ; **après l'article 15** : son amendement n° 82 (suppression du prélèvement spécial sur les allocations effectuées au profit du fonds d'action sociale obligatoire) : rejeté ; **article 16** : son amendement n° 83 (création d'une commission d'évaluation dans chaque département d'outre-mer ayant pour mission d'établir un état du parc mobilier et scolaire remis aux collectivités locales et de proposer à l'Etat les moyens financiers supplémentaires à attribuer à ces dernières) : rejeté (p. 6900) ; **article 17** : délai de six mois pour la prise de décret précisant les modalités d'application de la présente loi) : rejeté (p. 6901).

HOFFMANN (Jacqueline)

Député des Yvelines.
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

DEPOTS

Proposition de loi visant à améliorer la **protection de la femme enceinte au travail (n° 44)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à encourager et à accélérer l'**évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires (n° 49)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative à la **dignité et à la liberté des familles (n° 508)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Visite en France du Chef de l'Etat sud-coréen et expulsion de M. Jean-Claude Duvalier** : agression américaine contre la Libye ; image de la France dans le monde [16 avril 1986] (p. 191) ;

— **Augmentation de la prime de rentrée scolaire et des allocations familiales** : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; dégradation des conditions de vie des familles modestes ; absence de réévaluation du S.M.I.C. depuis le 1er juillet 1985 ; baisse du pouvoir d'achat des prestations familiales ; relèvement des plafonds d'attribution [21 mai 1986] (p. 1003) ;

— **Problèmes posés par le travail dominical** : protestation des travailleuses contre la décision du Printemps d'ouvrir ses magasins le dimanche en décembre [5 novembre 1986] (p. 5860).

orales sans débat :

— n° **36**, posée le 27 mai 1986 : **prestations familiales (équilibre financier)** (p. 1309) ; appelée le 30 mai 1986 : **avenir des prestations familiales** : fiscalisation des allocations familiales ; propositions communistes pour le financement des allocations familiales ; baisse du pouvoir d'achat des familles (p. 1510) ;

— n° **49**, posée le 3 juin 1986 : **politique extérieure (Liban)** (p. 1658) ; appelée le 6 juin 1986 : **otages français au Liban** : interrogations suscitées par le silence des milieux officiels français ; rapprochement de la politique française au Proche-Orient avec celle de la diplomatie américaine (p. 1835) ; lutte contre le terrorisme ; contribution de la France à une solution durable des problèmes du Moyen-Orient (p. 1836).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 45 (développement des contrats de qualification et augmentation de la rémunération des jeunes qui en sont bénéficiaires) ; amendement visant à apporter le maximum de garanties souhaitables aux jeunes concernés ; détournement du dispositif de formation en alternance ; rejeté [25 avril 1986] (p. 434) ; réduction de 40 à 39 heures de la durée hebdomaire légale du travail ayant permis en 1982 des créations d'emploi en nombre trop limité ; réduction à 35 heures de la durée du travail permettant de dégager des postes de travail et de contribuer à la relance de l'activité économique par la consommation (p. 438) ; stages d'initiation à la vie professionnelle n'ayant d'utilité que pour placer les jeunes hors des statistiques du chômage (p. 447) ; stages d'initiation à la vie professionnelle ne constituant que des T.U.C. améliorés pour le secteur privé (p. 448) ; mode de calcul de l'assiette des cotisations de sécurité sociale ; nécessaire allégement des cotisations des entreprises utilisant beaucoup de main d'œuvre et créant des emplois (p. 449) ; pratique des contrôles effectués par des médecins engagés directement par l'entreprise ou par des sociétés commerciales servant d'intermédiaire ; contrôles patronaux étant contraires au code de déontologie médicale ; nécessité que l'employeur mettant en doute la valeur du certificat médical produit par un salarié ne puisse imposer une contre-visite [29 avril 1986] (p. 564) ; médecin-conseil de la sécurité sociale étant seul habilité à un contrôle des arrêts de travail ; son amendement n° 76 (mesure permettant d'accroître les interventions de toutes les catégories de salariés dans le processus de décision et de prévision) ; droits des salariés ; bilan de la distribution d'actions d'entreprise aux salariés du secteur public (p. 565) ; rejeté ; chômage des femmes (p. 566) ; entreprise de culpabilisation des femmes au travail ; son amendement n° 79 (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « favoriser le développement de coopérations dans l'intérêt mutuel avec les pays du tiers-monde permettant de lutter contre les effets de la domination unilatérale des critères de rentabilité financière dans ces pays et leurs retombées pour notre économie et l'emploi » : rejeté (p. 567) ; **article 3** : son amendement n° 83 : devenu sans objet (p. 595) ; **article 4** : privatisation de Bull ; accord passé avec des groupes étrangers ; abandon du projet de mini-ordinateur ; « toilettage » du bilan [5 mai 1986] (p. 676) ; entreprise Rhône-Poulenc ; lien entre le contrôle de l'Etat et les subsides qu'il fournit à une entreprise (p. 698) ; sentiments de M. Alain Gomez, président de Thomson, quant à l'efficacité des nationalisations ; objectifs d'une entreprise nationalisée : emploi, politique régionale, prix ; critère du profit (p. 704) ; accord passé par Thomson avec Siemens et I.C.L. afin de coopérer au projet A.I.D.A., le plus important du programme « Esprit » ; privatisation de Thomson (p. 705).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : notion de flexibilité du travail ; T.U.C. [3 juin 1986] (p. 1553-1554) ; embauche de jeunes de 16 à 25 ans avec des contrats de travail dérogatoires au droit commun ; T.U.C. (p. 1571) ; protection des salariés d'une entreprise dont la situation juridique a été modifiée du seul fait de la perte d'un marché ; cas d'une entreprise de nettoyage qui bénéficie d'une adjudication de la R.A.T.P. (p. 1575) ; son amendement n° 47 (visant à rendre impossible toute résiliation de contrats de travail à durée indéterminée et déterminée pendant les périodes de suspension, sauf faute grave de l'intéressé) ; protection des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle face aux licenciements ; possibilité de licencier un salarié pendant une période de suspension du contrat de travail dans d'autres cas ; restriction de ces cas à une faute grave du salarié (p. 1584) ; rejeté (p. 1585) ; son amendement n° 77 (jugements rendus par les conseils de prud'hommes étant exécutoires par provisions quand ils concernent le salaire) ; rejeté [3 juin 1986] (p. 1653) ; **article 1er** : ses amendements n° 271, 291, 387, 397, 417 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1722-1723) ; **article 3** : dépot d'un projet de loi définissant les procédures destinées à vérifier le respect des règles de consultation du personnel et d'élaboration de plans sociaux [6 juin 1986] (p. 1893) ; **article 4** : ses observations (p. 1907).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : **article 700-8 du code de procédure pénale** : prolongation de la garde à vue en matière de terrorisme [26 juin 1986] (p. 2544) ; **après l'article 3** : utilisation du prétexte du terrorisme pour lutter contre les droits syndicaux ou politiques (p. 2553).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8 *nonies*** : son amendement n° 32 (de suppression) : rejeté

[11 août 1986] (p. 4238) ; **article 13** : son amendement n° 36 (de suppression) : rejeté (p. 4251) ; **article 14 *ter*** : son amendement n° 39 (de suppression) (p. 4252) ; rejeté (p. 4253).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* suppression d'emplois dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; concentration et restructuration des grandes entreprises du bâtiment [28 octobre 1986] (p. 5440) ; réduction des moyens en personnel de la direction de la météorologie nationale (p. 5448) ; financement des grands projets (p. 5449).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* politique du Gouvernement tendant à l'accroissement des profits capitalistes pour la satisfaction des besoins d'une minorité de privilégiés : réforme de l'autorisation administrative de licenciement : assouplissement des règles concernant les contrats de travail à durée déterminée, le travail temporaire et le travail à temps partiel ; multiplication des « petits boulots » [5 novembre 1986] (p. 5890) : diminution des crédits de l'A.F.P.A. et de l'A.N.P.E. : plan famille financé par une ponction sur les familles les plus modestes : évolution de l'allocation parentale d'éducation : ses critiques concernant l'allocation dite de garde d'enfants à domicile ; suppression des allocations familiales aux couples dont la femme travaille : propositions du parti communiste en matière de politique familiale (p. 5891).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : aggravation des inégalités ; suppression de certaines prestations ; démantèlement de la sécurité sociale ; droit de chaque individu à la famille [18 novembre 1986] (p. 6489) ; amélioration des conditions de vie des familles ; création d'une allocation solidarité de 2 500 F par mois par foyer pour les personnes privées d'emploi et de revenus de remplacement ; création d'un institut de la petite enfance (p. 6490).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 47 (augmentation de 20 % pour les entreprises de plus de 50 salariés de la cotisation patronale aux caisses d'allocations familiales) rejeté ; [19 novembre 1986] (p. 6549) ; **article 2** : son amendement n° 48 (de suppression) (p. 6550) ; rejeté ; (p. 6551) ; *article L. 533-1 du code de la sécurité sociale :* son amendement n° 50 (entreprises participant au financement des différents modes de garde pour 0,50 % des salaires payés pendant l'année) ; femmes devant pouvoir assumer leur choix d'avoir des enfants et de travailler ; nécessité de construire des crèches de haute qualité sanitaire et pédagogique (p. 6559) ; rejeté (p. 6560) ; **article 7** : son amendement n° 52 (de suppression) (p. 6561) ; rejeté (p. 6562) ; **article 8** : son amendement n° 53 (suppression du paragraphe I de cet article) ; nécessaire maintien du complément familial ; rejeté ; son amendement n° 54 (suppression du paragraphe II de cet article) (p. 6563) ; rejeté (p. 6564) ; son amendement n° 55 (suppression du paragraphe III de cet article) (p. 6576) ; rejeté au scrutin public (p. 6577) ; **article 9** : son amendement n° 56 (de suppression) : adopté (p. 6581) ; **après l'article 10** : son amendement n° 57 (cotisations patronales aux caisses d'allocations familiales augmentées de 15 % pour les entreprises de plus de 100 salariés) ; financement de l'allongement à vingt-quatre semaines de la durée du congé de maternité ; propositions du groupe communiste sur les conditions de la maternité ; rejeté (p. 6583) ; **article 12** : son amendement n° 58 (doublement des peines prévues à l'article L. 261-1 du code du travail sanctionnant les dispositions des articles L. 213-1 et L. 221-5 de ce même code) : rejeté ; son amendement n° 59 (possibilité dans les entreprises du secteur privé, en cas de maladie d'un enfant, de congé pouvant aller jusqu'à 120 heures maximum pour une année) (p. 6584) ; rejeté (p. 6585) ; après l'article 14 : droit constitué par l'avortement ; I.V.G. devant être pratiquée dans les meilleures conditions de sécurité (p. 6587).

Explications de vote : vote hostile du groupe communiste ; nécessité de mettre fin à l'injustice pénalisant le premier enfant ; projet de loi réalisant un transfert de charges au détriment des familles les plus défavorisées (p. 6589) ; **son rappel au règlement** : exige le retrait pur et simple du projet de loi sur l'enseignement supérieur également réclamé par les étudiants ; violences policières [5 décembre 1986] (p. 7171).

HOLEINDRE (Roger)

Député de Seine-Saint-Denis
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Affaire Oriach : Libération anticipée de détenus : révision du code pénal ; caractère exécutoire des peines de prison [16 avril 1986] (p. 190) ;

— Réception du Premier ministre suf-africain : cérémonie indigne du sacrifice des soldats sud-africains morts pour la France ; insulte aux anciens combattants [12 novembre 1986] (p. 6139-6140) ;

orales sans débat :

— n° 149, posée le 2 décembre 1986 : **S.N.C.F. (fonctionnement)** (p. 7029) ; appelée le 5 décembre 1986 : **tarifs de la S.N.C.F. pour les manifestants :** critères permettant d'obtenir la gratuité des transports pour venir manifester contre le Gouvernement ; heurts ayant opposé à la police des « loubards » et des sympathisants de S.O.S.-racisme ; soutien des partis de gauche tentant de s'appuyer sur la rue ; promesse de transport gratuit pour la prochaine fête du Front national à Paris (p. 7133).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : absence de caractère raciste des propositions du Front national en matière d'emploi [25 avril 1986] (p. 437) ; coût d'un député pour les contribuables français [28 avril 1986] (p. 513-514) ; cas des petits entrepreneurs qui, inondés d'alinéas et de papiers compliqués, n'embauchent pas ; sa carrière personnelle ; cas des petits patrons français qui sont les seuls capables de créer des emplois (p. 519) ; **article 4** : ses expériences personnelles en matière d'assurance-vol ; niveau élevé des primes dû à l'inexistence de la concurrence entre les sociétés d'assurances [5 mai 1986] (p. 710) ; nécessité de donner la préférence de prix aux Français (p. 711).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : sanctions pénales de l'étranger ne pouvant justifier de la régularité de son séjour en France [3 juillet 1986] (p. 2851).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable opposée par M. Jean-Jacques Barthe ; attitude du parti communiste ; droit d'expression des orateurs ; Nouvelle-Calédonie constituant l'un des premiers territoires à avoir rejoint le général de Gaulle ; occupation du territoire [8 juillet 1986] (p. 2942) ; rôle stratégique de la Nouvelle-Calédonie ; nombre de Mélanésiens participant effectivement à la vie économique du territoire ; attitude de MM. Dijoud et Stirn ; attitude du Gouvernement socialiste en 1981 ; volonté de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande de chasser la France du Pacifique sud (p. 2943) ; déroulement des dernières opérations de vote dans un climat de terreur ; réunion de Nainville-les-Roches ; abandon des festivités

inter-raciales et inter-ethniques ; existence « d'apprentis-terroristes » ; découpage électoral de M. Pisani ; résulat des élections (p. 2944) ; importance du système clanique en Nouvelle-Calédonie ; cas des sœurs Soury-Lavergne ; situation à Saint-Quentin ; regrette que des hauts fonctionnaires n'aient pas eu à rendre compte de leurs actions anti-françaises (p. 2945) ; peuplement de la Nouvelle-Calédonie (p. 2968) ; absence d'exploitation en Nouvelle-Calédonie ; attitude de MM. Yéwéné Yéwéné et Kotra Ureguei ; reboisement du plateau des Tangos ; festival des arts du Pacifique ; attitude de « radio Kanaky » ; état sanitaire de la population en Nouvelle-Calédonie ; absence de racisme en Nouvelle-Calédonie (p. 2969) ; importance stratégique du territoire (p. 2970).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 41 (organisation du référendum en deux questions) : rejeté au scrutin public (p. 2988) ; **article 9** : paiement de l'indemnisation le plus rapidement possible ; **article 14** : son amendement n° 45 (rédactionnel) (p. 2995) ; rejeté (p. 2996) ; **article 23 *bis*** : son amendement n° 8 (précisant que la langue française demeure la langue principale) ; égalité de traitement des enfants de Nouvelle-Calédonie (p. 3000) ; découpage des régions ; rejeté ; son amendement n° 9 (visant, dans le dernier alinéa de cet article, à insérer après les mots : « ces langues », les mots : « facultatives au regard des scolarisés ») : rejeté (p. 3001) ; **article 24** : son amendement n° 10 (visant à insérer, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « transférées au », les mots : « congrès du ») ; ses observations ; rejeté [9 juillet 1986] (p. 3016) ; **article 25** : son amendement n° 11 (précisant que l'ensemble des personnels recrutés pour les besoins des régions demeurent à la charge des régions) ; responsabilités des régions pour le personnel qu'elles embauchent ; rejeté (p. 3017) ; **article 29** : son amendement n° 13 (visant, au début du septième alinéa de cet article, à substituer au mot : « deux », le mot : « quatre ») ; doublement du nombre de représentants des organisations professionnelles agricoles au conseil d'administration de l'agence pour le développement rural ; propos de M. Joseph Menga sur la « droite réactionnaire » ; respect des droits coutumiers en Nouvelle-Calédonie ; son amendement n° 14 (doublement de la représentation des conseils coutumiers territoriaux ou Conseil d'administration de l'agence pour le développement rural) ; équilibre de la composition du conseil d'administration de l'agence ; amendements n° 13 et 14 : rejetés (p. 3022) ; **article 32** : son amendement n° 48 (précisant que la rétrocession prévue à cet article se fera sous le régime de droit commun) (p. 3024) ; sa mise en cause des hauts fonctionnaires qui « ont plongé la Nouvelle-Calédonie dans le drame » ; rejeté (p. 3025).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : territoires d'outre-mer devant être inclus dans l'expression « en France » au sens de l'ordonnance de 1945 [10 juillet 1986] (p. 3132) ; **article 1er** : notion de « touriste » ; établissement de visas ne pouvant se faire que par la voie de négociations de pays à pays ; immigrés clandestins étant souvent entrés en tant que touristes ; regrette que les débats ne soient pas télévisés (p. 3134) ; son amendement n° 44 (tendant à remplacer le 1° du premier alinéa de l'article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les dispositions suivantes : 1° d'un visa, sauf s'il ressortit à un Etat membre de la Communauté économique européenne) ; nécessité de rendre obligatoire le visa ; existence de pays demandant le billet de retour au débarquement ; problèmes des réfugiés politiques (p. 3137) ; garde des frontières ; rejeté au scrutin public (p. 3138) ; obligation pour entrer dans de nombreux pays de la présentation d'un carnet de vaccinations ; propose que toute personne arrivant en France produise une attestation d'assurance couvrant l'ensemble des dépenses de santé auxquelles elle peut être exposée durant son séjour ; étrangers entrant en France comme touristes uniquement pour être hospitalisés (p. 3143) ; **article 2** : paiement d'impôts par les étrangers ; conditions de sortie pour les étrangers travaillant dans des pays d'Afrique ; laxisme pénal à l'égard des étrangers donnant une justification aux votes pour le Front national [11 juillet 1986] (p. 3202) ; condamnation d'un étranger en situation irrégulière (p. 3203) ; **après l'article 2** : réduction de la durée de validité de la carte de résident à trois ans non renouvelable de plein droit ; sa précision selon laquelle le Front national ne représente pas M. Harlem Désir ; Algérie française ; désespoir du tiers-monde à cause du choix du socialisme ; sa demande pour que cesse « les *mea culpa* éternels » (p. 3206) ; ses observations sur « une France couchée » (p. 3207) ; **article 3** : existence d'un racisme antifrançais en France ; grève de la faim à Lyon ; participation à la Résistance ; ses observations sur son père, militant communiste et prisonnier de guerre ; propos tenus par Maurice Thorez, à Jean Sainteny sur Hô Chi Minh avant son départ en Indochine ; met en cause Mme Georgina Dufoix et M. Claude Cheysson sur l'Algérie (p. 3209) ; annonce qu'il demandera des excuses personnelles à M. Guy Ducoloné qui l'a traité de « menteur » (p. 3210) ; **article 5** : nécessaire suppression des cas d'exception de reconduite à la frontière [15 juillet 1986] (p. 3276) ; rappelle qu'il a été élu pour défendre les intérêts des seuls Français ; attitude du recteur de la mosquée de Paris ; immigration clandestine ruinant la France (p. 3277) ; **article 12** : problème des Turcs renvoyés d'Allemagne et résidant en France ; cas des Tamouls de la rue du Sentier ; arrestation d'adolescents aux Halles ; rôle de l'amicale des Algériens en Europe « ayant pris le relais du F.L.N. » ; ses observations sur la façon dont sont enseignées les guerres d'Algérie et d'Indochine [16 juillet 1986] (p. 3349) ; propos de M. François Mitterrand visitant une école à majorité arménienne (p. 3350) ; **son fait personnel** : propos de M. Guy Ducoloné qui « l'a traité de menteur » ; ses propos sur Mme Georgina Dufoix [11 juillet 1986] (p. 3220)

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture discussion générale : non-respect des faits par les trois-quarts de la presse française ; sa mise en cause de M. Hervé « Mohamed » Bourges ; nécessité du pluralisme sur les chaînes de télévision ; diffamation de M. Jean-Marie Le Pen par les chaînes de télévision et la radio [5 août 1986] (p. 4061) ; propos de M. Michel Drucker sur M. Jean-Marie Le Pen ; partialité des émissions de M. Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1 et de M. Bernard Pivot sur Antenne 2 ; photographie du journal *Le Monde* faisant apparaître le groupe Front national en tenue de S.A. hitlériens ; exemple de désinformation lors de l'émission télévisée *Cinquante ans d'aviation ;* présentation des affrontements entre le C.I.D.-Unati et les forces de police ; sa participation à la Résistance ; met en cause le comportement de journalistes du *Journal du Dimanche* l'interrogeant à propos des chambres à gaz (p. 4062) ; met en cause M. Jean-François Kahn ; propos des journalistes de l'audiovisuel sur la guerre d'Indochine et des enseignants sur la guerre d'Algérie ; affaire Carrefour du développement ; absence d'information audiovisuelle sur le pèlerinage à Chartres du lundi de Pentecôte (p. 4063).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Discussion générale : questions :* propose que les survivants les plus méritants de la guerre d'Indochine soient nommés dans l'ordre de la Légion d'honneur [27 octobre 1986] (p. 5346).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* majorité de la population en Nouvelle-Calédonie voulant rester sous le drapeau tricolore ; inopportunité que le corps militaire soit adjoint à la ville de Nouméa [8 novembre 1986] (p. 6092) ; opportunité qu'une unité de génie puisse faire les travaux nécessaires au désenclavement des tribus ; incident intervenu entre une tribu, des forces de l'armée française et la gendarmerie nationale ; problème des terres en Nouvelle-Calédonie étant un faux problème ; nécessité que les émissions de télévision sérieuses montrent aux métropolitains le vrai visage de la Nouvelle-Calédonie française (p. 6093) ; se défend d'avoir soutenu qu'il y ait eu quelque différend que ce soit entre les gendarmes et les militaires en Nouvelle-Calédonie (p. 6108).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : potentiel des Antilles françaises du fait de la proximité des Etats-Unis, du Canada et de l'Amérique latine [25 novembre 1986] (p. 6761) ;

principe de la continuité territoriale ; zones franches ; nécessité d'installer de nouvelles populations en Guyane ; Front national en faveur du versement de prestations sociales identiques à tous les Français qu'ils vivent dans les départements d'outre-mer ou en métropole ; séjours outre-mer des hauts fonctionnaires ; politique anti-française de la part des radios et des télévisions officielles ; radio indépendantiste en métropole ; nécessité de la construction d'une route désenclavant le nord de la Martinique (p. 6762) ; réception de chef d'Etat pour M. Tjibaou à Paris (p. 6763) ; **son fait personnel** : ses observations sur les propos tenus par M. Elie Castor à son égard ; « plan vert » en Guyane [26 novembre 1986] (p. 6807) ; succès de l'installation de 1500 Laotiens dans ce département ; nécessaire peuplement de la Guyane (p. 6808) ; **son rappel au règlement** : précise que le groupe Front national regrette la mort d'un jeune étudiant quelle que soit son origine ; ses observations sur les demandes de retrait du texte du code de la nationalité [8 décembre 1986] (p. 7301).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 25** : incendies de forêts dans les Landes ; participation de l'Etat au financement de la compagnie des sapeurs-pompiers forestiers du département [11 décembre 1986] (p. 7557).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2** : loi prévoyant un certain pourcentage de refus de siéger de la part de jurés pour ajourner le procès ; possibilité que le président de la Cour inflige à M. Schleicher deux ans de prison ferme pour insultes et outrages à magistrat [18 décembre 1986] (p. 7794) ; articles de presse et émissions de télévision réalisant l'apologie des accusés (p. 7795).

HOUSSIN (Pierre-Rémy)

Député de la Charente
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil national du bruit [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi n° 86-16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des **conseils généraux** afin d'instituer l'élection des membres du bureau du Conseil général au **scrutin majoritaire (n° 182)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi 86-11 du 6 janvier 1986 relative à **l'aide médicale urgente** et aux transports sanitaires **(n° 351)** [12 août 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 5 *bis* du **code du service national** relatif aux **reports d'incorporation (n° 422)** [22 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 fixant les règles garantissant **l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 467)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 31**, posée le 23 mai 1986 : **administration (ministère de la défense : structures administratives)** (p. 1160) ; appelée le 30 mai 1986 : **mesure de chômage partiel à la poudrerie d'Angoulême** : dégradation de la situation de la société nationale des poudres et explosifs ; effets de la situation financière des pays du Moyen-Orient et des pays en voie de développement ; réduction du plan de charge en produits militaires (p. 1504, 1505).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 19 de la commission des lois (visant, dans le quatrième alinéa de l'amendement n° 19, à insérer après les mots : « de moins de quinze ans », les mots : « un handicapé physique ou mental dont le taux d'invalidité est au moins égal à 80 % ») ; son sous-amendement n° 28 (visant, dans le quatrième alinéa de l'amendement n° 19, à substituer aux mots : « soixante-dix ans », les mots : « soixante-cinq ans ») ; augmentation de la criminalité violente ; caractère dissuasif de la peine incompressible ; sous-amendement n° 28 : retiré ; sous-amendement n° 27 : retiré [2 juillet 1986] (p. 2805).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : impossibilité de revenir sur la décentralisation ; régime de la fonction publique territoriale ; réforme des finances locales ; place des préfets ; suppression de l'obligation de création d'un Conseil départemental de développement social ; rétablissement du scrutin majoritaire pour l'élection des membres du bureau des conseils généraux [11 août 1986] (p. 4196) ; autorisation des collectivités locales de participer aux dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé (p. 4197).

Discussion des articles : **article 12** : son amendement n° 47 (recrutement d'agents contractuels par les régions et les départements pour occuper des emplois permanents) [11 août 1986] (p. 4249) ; retiré (p. 4250).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Commission mixte paritaire, discussion générale : alourdissement de certains droits ; abaissement du taux de la taxe sur les frais généraux [16 décembre 1986] (p. 7665) ; augmentation du droit sur les alcools ; part de la fiscalité dans le coût d'une bouteille de cognac trois étoiles ; conséquences directes de l'augmentation des droits sur le marché intérieur (p. 7666).

HUBERT (Elisabeth)

Député de la Loire-Atlantique
R.P.R.

Secrétaire d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fermeture du chantier naval Dubigeon : mesures d'accompagnement** : aggravation du chômage en Loire-Atlantique [15 octobre 1986] (p. 4765) ; mesures à

prendre par le groupe Alsthom ; soutien nécessaire du Gouvernement pour faire aboutir un projet de zone franche (p. 4766).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* causes des difficultés financières de la sécurité sociale ; facteurs socio-économiques d'augmentation de la demande de soins ; mission de solidarité, d'efficacité et de responsabilité de la sécurité sociale ; rôle des caisses de sécurité sociale dans la gestion des dépenses [5 novembre 1986] (p. 5889) ; modification de la règle de la prise en charge à 100 % ; forfait hospitalier devant être ajusté à un niveau plus proche de son coût ; nécessité de ne pas confondre les dépenses de santé et les dépenses d'assurance maladie (p. 5889).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : opportunité de ne faire bénéficier de la solidarité nationale que ceux qui ont contribué pendant une certaine durée par leurs cotisations à financer cette solidarité ; régime social des marins ; prise en charge de la moitié de la cotisation minimale annuelle des correspondants de presse non salariés et des revendeurs de journaux ; modulation du forfait hospitalier correspondant à une application plus intelligente de cette disposition ; se félicite de la campagne d'information développée afin de mieux faire connaître le S.I.D.A. ; ses observations sur la réintroduction de la médecine libérale à l'hôpital ; contrôle sur la publicité pharmaceutique ; possibilité de révoquer une personnalité désignée par décret dans le Conseil d'administration d'une entreprise publique [5 décembre 1986] (p. 7160) ; lutte contre le travail clandestin ; assurance des artisans et dirigeants de P.M.E. contre les fautes inexcusables en matière de sécurité du travail ; possibilité offerte aux médecins du second secteur qui le désirent de s'affilier à la caisse des travailleurs non salariés des professions non agricoles (p. 7161).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : inopportunité de demander au corps médical de juger de la nécessité d'un remboursement en fonction d'une situation sociale et psychologique difficile ; nécessité d'éviter la banalisation de l'avortement ; s'oppose aux amendements prévoyant la suppression du remboursement de l'avortement [6 décembre 1986] (p. 7200) ; **après l'article 12** : cas des médecins titulaires d'un certificat d'études d'anatomie — pathologie humaine ; nécessité que ces médecins, exerçant déjà dans un laboratoire de biologie médicale, puissent continuer à le faire (p. 7266) ; **après l'article 15** : police administrative des centres de vacances et de loisirs ; principales dispositions de la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ; difficultés apparues dans l'application de ces dispositions (p. 7277).

HUGUET (Roland)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : absence de cohérence de la politique économique ; dossiers écartés de la prime d'aménagement du territoire dans le Nord-Pas de Calais à cause de l'insuffisance des crédits d'Etat ; problèmes de la sidérurgie ; avenir des sociétés de conversion issues d'Usinor et de Sacilor ; entretien d'élus du Nord avec le ministre de l'industrie sur les activités industrielles de cette région ; dossier C.G.C.T. ; suppression d'emplois dans l'éducation nationale ; action sociale et remboursement aux collectivités locales des frais de personnel engagé pour la lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie ; pause en matière de décentralisation [11 décembre 1986] (p. 7485, 7486).

HUNAULT (Xavier)

Député de la Loire-Atlantique
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre du comité consultatif des courses [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la suppression de la **taxe professionnelle (n° 379)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* quotas laitiers ; nécessité de proposer une indemnité spéciale pour les petits producteurs jusqu'à l'âge de la retraite [30 octobre 1986] (p. 5580).

Industrie. — *Discussion générale : questions :* difficultés rencontrées dans l'industrie du machinisme agricole ; cas de la société Huard U.S.F. [31 octobre 1986] (p. 5643).

HYEST (Jean-Jacques)

Député de Seine-et-Marne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204),

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à

l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte partaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Rapporteur du projet de loi portant modification de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques (n° 556) [16 décembre 1986] (p. 7694).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la gestion des agents de catégorie B des collectivités territoriales de Seine-et-Marne et tendant à modifier l'article 18 de la loi modifiée n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la **fonction publique territoriale (n° 233)** [26 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 556), adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur **l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques (n° 567)** [17 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Discussion du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de donner à la justice des moyens de lutte contre la délinquance ; opposition entre « prévention » et « répression » ; aménagement des conditions d'application des peines en cours d'exécution [30 juin 1986] (p. 2677) ; responsabilité des personnes (p. 2678).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une lutte contre l'immigration clandestine et d'un renvoi des étrangers ne respectant pas les lois françaises ; situation des enfants vivant en France depuis l'âge de dix ans au plus ; augmentation des peines justifiant l'expulsion ; problèmes des jeunes immigrés de la deuxième génération ; nécessité que les jeunes immigrés soient accueillis dans de bonnes conditions dans les préfectures ; politique de l'immigration ne pouvant se séparer d'une politique de coopération ; tradition d'accueil des réfugiés en France ; nécessité de ne pas faire un amalgame entre l'insécurité et l'immigration [10 juillet 1986] (p. 3103).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 143 (suppression du paragraphe I de cet article) ; étrangers dont la présence constitue une menace pour l'ordre public ; délivrance de la carte de résident aux jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans ; retiré [11 juillet 1986] (p. 3178) ; **article 9** : son amendement n° 144 (visant à rédiger ainsi le deuxième alinéa (1°) de cet article : « l'étranger mineur qui n'a pas atteint l'âge de seize ans; ») ; conditions d'expulsion d'un mineur ; impossibilité d'expulser un mineur qui n'a pas atteint l'âge de seize ans [16 juillet 1986] (p. 3317) ; rejeté au scrutin public (p. 3318) ; problèmes de l'expulsion des jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans ; lutte contre l'immigration clandestine (p. 3320) ; son amendement n° 145 (impossibilité d'expulser l'étranger mineur âgé de seize ans au moins et de moins de dix-huit ans) : devenu sans objet (p. 3321) ; **article 10** : son amendement n° 148 (inapplicabilité de la procédure d'expulsion d'urgence aux mineurs de moins de seize ans) ; ses réserves sur la menace pour l'ordre public représentée par des mineurs de seize ans ; retiré (p. 3344) ; **article 16** : son amendement n° 147 (visant à insérer dans cet article après les mots : « cette date » les mots : « et jusqu'à qu'ils aient, le cas échéant, atteint l'âge de seize ans ») ; prise en considération du cas d'un mineur étranger rentré à l'âge de quinze ans et neuf mois avant le 7 décembre 1984 ; retiré (p. 3358).

Explications de vote : respect des droits de l'Homme par le Gouvernement et intégration des étrangers ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 3368).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : régime des donations et legs faits aux musées municipaux [11 août 1986] (p. 4224).

Explications de vote : fonction publique territoriale ; égalité entre l'enseignement privé et l'enseignement public ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 4264).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 204 (tendant à porter la limité fixée au cinquième alinéa du *a* de l'article 158-5 du code général des impôts à 400 000 francs pour les médecins conventionnés) ; retiré [16 octobre 1986] (p. 4912).

Justice. — *Discussion générale :* lenteur de la justice ; transfert à l'Etat de la responsabilité financière et de l'équipement des juridictions du premier degré ; souhaite une gestion déconcentrée des crédits ; nombre insuffisant de créations d'emplois de magistrats [27 octobre 1986] (p. 5363) ; nécessité d'augmenter le nombre de places de prison pour éviter la promiscuité ; suppression des places vétustes ; nécessaire analyse du fonctionnement de l'éducation surveillée (p. 5364).

— Projet de loi adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques (n° 556).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : projet visant à compléter la loi du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ; nécessité de donner une base légale aux travaux statistiques réalisés par l'I.N.S.E.E. à partir des données que lui transmettent les administrations et les organismes privés gérant un service public ; conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de transfert des informations recueillies par les services publics de l'I.N.S.E.E. ; observations de la C.N.I.L ; référence aux dispositions législatives régissant le secret statistique ; objet de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés [18 décembre 1986] (p. 7806) ; dispositions de l'article 378 du code pénal imposant le secret aux personnes dépositaires par état ou par profession de l'information à caractère confidentiel sous peine de sanctions pénales ; harmonisation des législations existantes ; autorisation des transmissions de données concernant les personnes physiques ou morales ; interdiction de la transmission de données relatives à la santé des personnes physiques et à la vie sexuelle ; soumission des opérations de transmission d'informations à la finalité de l'établissement de statistiques ; procédure applicable aux opérations de cession (p. 7807) ; notion d'information nominative ; hypothèse où le cédant et le cessionnaire ne seraient pas tous deux des services de l'Etat ; organisation du secret des informations ayant fait l'objet d'une cession ; soumission des agents de l'I.N.S.E.E. et des services statistiques ministériels à l'obligation du secret professionnel (p. 7808).

Discussion de l'article unique : **article unique** : nécessité de garantir la transmission des informations, sur la vie

patrimoniale (p. 7811) ; son amendement n° 1 (prévoyant que les informations transmises en application du présent article et permettant l'identification des personnes physiques ou morales auxquelles elles s'appliquent ne peuvent faire l'objet d'aucune communication de la part du service bénéficiaire, mais que ces dispositions ne sont toutefois pas opposables aux autorités judiciaires dans l'accomplissement de leur mission) ; possibilité de communication de renseignement dans les règles du secret professionnel en matière de procédure pénale ; retiré (p. 7812) ; **après l'article unique** : confusion entre enquête d'opinion et statistique ; réglementation des sondages d'opinion par la loi du 19 juillet 1977 (p. 7813).

J

JACOB (Lucien)

Député de la Côte-d'Or
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* affirme son soutien au ministre ; avenir de l'enseignement technique agricole ; prise en charge des dépenses de personnel des maisons familiales [30 octobre 1986] (p. 5578, 5579).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* critères de fermeture de classes [3 novembre 1986] (p. 5739).

JACQ (Marie)

Député du Finistère
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre de la commission supérieure des sites [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

JACQUAINT (Muguette)

Député de Seine-Saint-Denis
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 435-2 du code du travail et relative aux **crédits d'heures alloués au représentant syndical au comité central d'entreprise (n° 24)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à l'**extension des allocations familiales** dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge **(n° 53)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Atteintes portées au régime de protection sociale** : remise en cause du système de retraite, des remboursements de sécurité sociale et de certaines prestations familiales [15 octobre 1986] (p. 4759) ;

— **Prestations de sécurité sociale et retraites complémentaires** : directives gouvernementales de restriction des dépenses de santé et de protection sociale ; voie ouverte aux assurances privées pour la retraite et pour la maladie [12 novembre 1986] (p. 6141) ;

— **Atteintes récentes aux droits sociaux et au droit du travail** : bilan négatif de l'action menée dans les domaines de l'emploi et de la protection sociale ; recul inadmissible [17 décembre 1986] (p. 7708).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : libre concurrence et liberté d'exporter les capitaux ; rapatriement de ces capitaux [25 avril 1986] (p. 412) ; **article 2** : situation des bâtiments et des travaux publics ; accord collectif national sur la durée et l'aménagement du temps de travail ; risques entraînés par une éventuelle adoption du projet de loi (p. 421) ; nécessaire extension des libertés dans l'entreprise (p. 432) ; contrôle des exonérations des charges sociales (p. 440) ; ses observations (p. 448) ; son amendement n° 62 (visant à insérer dans le cinquième alinéa (3) les mots « , sauf en ce qui concerne les activités relevant de l'industrie de l'armement » après le mot « permettant ») ; « casse » industrielle ; encouragement de l'emploi précaire ; dégradations qui, si elles frappaient les industries de l'armement, pourraient menacer l'indépendance de la France ; rejeté [28 avril 1986] (p. 501) ; taux de recouvrement des cotisations

sociales ; réforme du financement de la protection sociale ; prise en compte de la valeur ajoutée dans le calcul des cotisations ; assujettissement des revenus du capital aux cotisations ; fonds de garantie des cotisations [29 avril 1986] (p. 563) ; montant des cotisations ; suppression du forfait hospitalier ; mise en place du fonds de garantie des cotisations ne faisant pas obstacle à l'application des procédures judiciaires de recouvrement ; renforcement des moyens des U.R.S.S.A.F. (p. 564) ; son amendement n° 77 (formation et insertion professionnelle des personnes handicapées) : rejeté (p. 566) ; **article 3** : son amendement n° 84 (projet d'ordonnance visé par l'article 2 et par le présent article devant être soumis pour avis à la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale et au Conseil économique et social) : rejeté (p. 597).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 145 (de suppression) [26 mai 1986] (p. 1200) ; rejeté (p. 1201).

Commission mixte paritaire, discussion générale : participation des employeurs au développement de la formation professionnelle ; utilisation du 0,3 % sur la taxe d'apprentissage [24 juin 1986] (p. 2401) ; insuffisance des moyens financiers attribués aux congés individuels de formation ; financement de la formation professionnelle continue (p. 2402).

Son rappel au règlement : recours à l'article 49-3 de la Constitution ; interruption de la discussion sur le collectif budgétaire au moment où elle s'engageait sur la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; utilisation éventuelle de l'article 49-3 pour l'adoption du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [29 mai 1986] (p. 1445).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : conjugaison de la liberté d'entreprendre et de la liberté de licencier ; moyens de l'inspection du travail (p. 1489) ; nécessité de permettre au juge d'ordonner la réintégration du salarié dans son emploi ou un emploi équivalent ; diminution du nombre de visites effectuées par les inspecteurs du travail [29 mai 1986] (p. 1490).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 17 (compétence du tribunal saisi pour prononcer la déchéance temporaire ou définitive du chef d'entreprise qui a agi en violation du droit du travail ou a procédé à des licenciements injustifiés) ; garanties protectrices des salariés ; procédure de faillite personnelle ; sanction d'un salarié qui commet une faute professionnelle ; protection judiciaire des salariés victimes de licenciement [2 juin 1986] (p. 1552) ; rejeté au scrutin public (p. 1553) ; abrogation de l'article 414 du code pénal ; multiplication d'agissements antisyndicaux, contre la C.G.T. ; dommages et intérêts réclamés à des syndicalistes qui ont usé de leur droit de grève chez Delsey ; représailles contre des travailleurs protégés chez Citroën [2 juin 1986] (p. 1569) ; ses observations (p. 1570) ; suppression d'emplois dans les six mois à venir ; obligation d'embaucher avec un contrat à durée indéterminée à l'issue d'un contrat d'apprentissage (p. 1572-1573) ; son amendement n° 44 (conséquences d'un licenciement irrégulier et d'un licenciement dont les motifs ne sont pas fondés) : rejeté (p. 1582) ; protection des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ; abolition de la distinction entre l'accident du travail et l'accident de trajet ; ramassage des travailleurs (p. 1583-1584) ; impossibilité pour un salarié de renoncer dans l'immédiat ou pour l'avenir à l'exercice de droits ou à l'utilisation d'avantages conventionnels (p. 1587-1588) ; nécessité de voir une convention collective continuer à s'appliquer dans le cas de fusion, de cession, de scission ou de changement d'activité d'une entreprise [3 juin 1986] (p. 1597) ; extension des conventions collectives (p. 1601) ; amendements du groupe communiste améliorant le droit au travail (p. 1603) ; amendement n° 60 de M. Bocquet n'ayant pu être jugé irrecevable en raison de sa défense (p. 1607) ; demande une suspension de séance (p. 1608) ; indemnisation des heures perdues par suite d'une décision patronale de mise en chômage technique ; fréquence des accidents du travail (p. 1623) ; durée de la protection contre le licenciement applicable aux anciens délégués du personnel (p. 1650) ; son amendement n° 75 (tendant dans la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 436-1 du code du travail à remplacer les mots « les six premiers qui suivent » par les mots « l'année qui suit ») (p. 1651) ; rejeté (p. 1652) ; droit de grève devant s'exercer sans restriction ; interdiction du lock-out ; impossibilité d'engager contre une organisation syndicale une action relative à l'exercice du droit de grève ; litiges relatifs à l'exercice du droit de grève étant de la compétence des conseils de prud'hommes ; régression préoccupante de la jurisprudence en matière de droit de grève (p. 1654) ; **article 1er** : ses amendements n° 270, 292, 365, 386, 418, 424 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; nécessité de ne pas supprimer l'autorisation administrative de licenciement dans les branches d'activité et les zones géographiques où la situation de l'emploi est particulièrement menacée [5 juin 1986] (p. 1740) ; **article 2 : son rappel au règlement** : constate qu'elle est la seule femme à intervenir dans le débat (p. 1809) ; regrette que la clôture de la discussion décidée par l'Assemblée lui interdise de s'exprimer (p. 1810) ; critères retenus pour l'ordre des licenciements ; projet maintenant la consultation des élus du personnel mais lui enlevant toute validité pratique (p. 1811) ; critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements [6 juin 1986] (p. 1847) ; situation des femmes seules face au licenciement ; manque de formation professionnelle des femmes (p. 1855) ; **article 4** : ses observations [6 juin 1986] (p. 1907) ; employeurs pouvant user arbitrairement de leur droit de licencier pour les licenciements économiques individuels et pour ceux portant sur moins de dix personnes sur une période de trente jours ; contenu de la lettre du 26 mai 1986 de M. Gattaz [7 juin 1986] (p. 1932) ; entretien préalable ne pouvant être considéré comme une innovation sociale ; licenciement d'une jeune femme salariée d'une maison de haute couture, Patou ; deuxième alinéa de l'article 4 proposant de retirer à l'autorité administrative compétente la possibilité de vérifier la réalité des motifs invoqués pour justifier les licenciements ; nécessité que l'autorité administrative opère ses vérifications dans l'entreprise au regard de la situation de l'emploi dans la branche d'activité et dans la zone géographique concernée (p. 1955) ; **son rappel au réglement** : travaux de l'Assemblée nationale ne pouvant, en aucun cas, être assimilés à de la réclame ; société Dunlop ; députés représentant l'ensemble de la nation ; Assemblée nationale n'ayant pas à être « pudique devant la vie réelle des hommes et des femmes qui travaillent » (p. 1963).

Commission mixte paritaire, discussion générale : extension de la précarité de l'emploi [25 juin 1986] (p. 2461) ; implantation d'unités de production à l'étranger ; mesures allant contre les libertés ; proportion de salariés d'origine étrangère licenciés (p. 2462).

Son fait personnel : amendements repris « dans les poubelles » des députés communistes (p. 1588).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Commission mixte paritaire, discussion générale : nocivité des projets de loi sécuritaires du Gouvernement ; « bavures » de la rue Mogador et de Fontenay-sous-Bois ; pulsions répressives d'une minorité de policiers ; nécessité d'une politique de prévention sociale et du développement de l'ilotage pour compléter la répression ; expulsion de basques espagnols et du démocrate togolais Paulo Lossou [7 août 1986] (p. 4128).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : suppression de la possibilité pour les communes de se retirer d'un syndicat de communes [11 août 1986] (p. 4225) ; projet Eurodisneyland ; possibilité pour les collectivités territoriales d'insérer des clauses compromissoires dans certains contrats conclus avec des sociétés étrangères (p. 4226) ; **article 8 *bis*** : élection à la proportionnelle des bureaux des conseils généraux et régionaux (p. 4228) ; **article 8 *ter*** : contribution des communes de résidence aux frais de scolarité des enfants scolarisés dans les

communes d'accueil ; fermeture des classes (p. 4232) ; **article 13** : extension de la situation des personnels de la ville de Paris aux autres fonctionnaires territoriaux ; **article 13 *bis*** : détachement de fonctionnaires auprès de parlementaires ; cas de plusieurs assistants de députés communistes (p. 4251) ; **article 14 *ter*** : retard de l'application du la loi du 12 juillet 1983 sur la fonction publique territoriale ; fonctionnement du C.F.P.C. (p. 4252) ; **article 25** : problème posé aux grandes villes par l'introduction du potentiel fiscal dans les critères d'attribution de la D.G.F. (p. 4261).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **article 14** : encouragement de la construction de logements locatifs et sociaux et allégement des charges pesant sur la gestion des organismes H.L.M. ; déséquilibre de gestion sur les logements postérieurs à 1977 ; remboursement aux organismes publics d'H.L.M. de la T.V.A. perçue lors de leurs dépenses 26investissement ; renégociation par les organismes d'H.L.M. des emprunts contractés pour construire [17 octobre 1986] (p. 4949) ; amputation du 1 % logement ; utilisation de cette taxe (p. 4950) ; problème des familles en difficulté ; apparition d'une inflation des loyers ; problèmes des saisies et des expulsions ; conséquence néfaste de la mise en œuvre de la loi Méhaignerie ; cas des familles aux revenus moyens occupant des logements locatifs dans le secteur privé et qui, confrontés à un relèvement général des niveaux des loyers, ne pourront plus envisager de rester dans ces logements (p. 4953) ; ouverture du logement social à de larges couches de la population (p. 4954).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* nécessité de mettre en œuvre concrètement le droit au transport reconnu par la loi ; diminution des moyens de fonctionnement de 0,5 % en volume ; chute des investissements ; rapport élaboré par M. Salmon-Legagneur portant en germe le démantèlement de la S.N.C.F. ; contributions de l'Etat à la S.N.C.F. ; difficultés de l'entreprise résultant d'une pratique gouvernementale favorisant le financement des investissements par le marché financier ; suppression de la réduction de 30 % sur les billets de congés payés ; budget favorisant la route ; sécurité des usagers de la route [28 octobre 1986] (p. 5401) ; suppression du corps des contrôleurs terrestres ; obstacle à une utilisation optimale des autoroutes constitué par les péages (p. 5402) ; *questions :* recrudescence des procédures de saisie et d'expulsion engagées à l'encontre des familles en difficulté mais de bonne foi ; révision du système actuel de dépôts de garantie versés aux grands bailleurs du secteur privé (p. 5447).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : son amendement n° 99 (réduction des crédits) ; crédits de fonctionnement des centres d'études techniques de l'équipement et des laboratoires des Ponts et Chaussées ; fonctionnement de l'Ecole nationale de l'aviation civile ; danger de la déréglementation ; guerre tarifaire ; rejeté [29 octobre 1986] (p. 5461).

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* insuffisance des créations de poste dans l'éducation physique et sportive ; réduction des subventions aux associations sportives scolaires [3 novembre 1986] (p. 5722) ; *questions :* organisation des études surveillées et dirigées par les communes ou des associations ; circulaire du 25 février 1986 ; transfert de charges sur les collectivités locales ; remise en cause de la gratuité scolaire (p. 5733) ; suppression d'emplois de personnels non enseignants rendant plus difficile la mise en place d'un plan de lutte contre la délinquance, la drogue et l'alcool dans les établissements scolaires (p. 5734) ; déstabilisation de l'enseignement public au profit du patronat et de l'enseignement privé ; droits syndicaux des personnels non enseignants (p. 5735).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* ampleur et rapidité des évolutions technologiques auxquelles la formation professionnelle doit préparer ; regrette que la priorité soit donnée au développement des voies les moins qualifiantes ; mise en sommeil des formations dites de filière ; financement des missions locales pour l'emploi et des permanences d'accueil, d'information et d'orientation ; utilisation des dotations non réparties [5 novembre 1986] (p. 5897) ; rôle et évolution de l'A.F.P.A. ; responsabilité publique en matière de formation professionnelle (p. 5898) ; *questions :* scandale consistant à mettre sur le même pied une femme obligée de procéder à une interruption volontaire de grossesse et des tortionnaires ; prochaine mise en place des plans d'épargne retraite ; avenir des régimes complémentaires [6 novembre 1986] (p. 5953).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : problème des familles ne pouvant plus payer leur loyer ; absence de politique du logement social ; avancement des mesures destinées à empêcher les saisies et les expulsions ; réévaluation de la prime de rentrée scolaire et des bourses d'étude ; lien entre le versement des allocations familiales et la fréquentation scolaire ; prestations familiales des ressortissants des D.O.M.-T.O.M. [18 novembre 1986] (p. 6496-6497).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : nécessité d'augmenter de 20 % la cotisation patronale aux caisses d'allocations familiales pour les entreprises de plus de 50 salariés ; nécessaire augmentation des allocations familiales [19 novembre 1986] (p. 6549) ; **article 2** : suppression du cumul des différentes allocations pour les jeunes enfants aggravant la situation des familles les plus modestes et incitant les femmes à abandonner leur travail (p. 6550) ; **article 7** : Gouvernement tentant de dissuader les bénéficiaires étrangers de réclamer leurs droits (p. 6561) ; **article 8** : nécessaire maintien du versement de la prime de déménagement lorsque le changement de logement est entraîné par l'obtention d'un emploi ou le départ à la retraite dans une autre ville et par la naissance d'un enfant quel que soit son rang (p. 6563) ; ses observations (p. 6576) ; ses observations (p. 6579) ; **article 9** : ses observations (p. 6581) ; **article 12** : sanctions des employeurs contrevenant à l'interdiction du travail de nuit et du travail le dimanche pour les femmes ; nécessité de permettre à un des parents de veiller ou de soigner un enfant malade (p. 6584).

Commission mixte paritaire, discussion générale : incompatibilité entre la politique familiale et l'ordonnance autorisant le travail de nuit des femmes et l'ouverture des grands magasins le dimanche ; suppression de certaines prestations ; nécessité de ne pas pénaliser la venue du premier enfant ; prêt aux jeunes ménages ; travail des femmes [17 décembre 1986] (p. 7757) ; inégalité sociale des D.O.M. ; rapport du Crédoc plaçant la France au premier rang des pays industrialisés pour la grande pauvreté (p. 7758).

Son rappel au règlement : souhaite que la délégation du comité de coordination étudiante soit reçue par les membres de la commission des affaires culturelles ; demande une suspension de séance pour permettre à M. Barrot et au Gouvernement de répondre à sa requête [4 décembre 1986] (p. 7093) ; rejetée au scrutin public (p. 7097).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : texte aboutissant à une diminution des remboursements de certaines opérations chirurgicales et de nombreux médicaments ; augmentation du forfait hospitalier ; volonté du Gouvernement d'autoriser le travail de nuit des femmes ; précarisation du travail des jeunes [5 décembre 1986] (p. 7158) ; introduction d'une condition minimale de résidence surbordonnant l'attribution de certaines prestations ; remise en cause des droits des travailleurs immigrés ; modulation du forfait hospitalier ne faisant que renforcer son injustice ; suppression de la franchise postale pénalisant les familles les plus modestes ; soutient les dispositions autorisant la publicité en matière de préservatifs masculins ; son opposition à l'activité privée des médecins à l'hôpital ; s'élève contre la chasse aux sorcières qu'entend livrer le Gouvernement au sein des entreprises publiques ; conséquence pour les artisans de la faute inexcusable ; possibilité pour les comités d'entreprise de contribuer sur leurs fonds propres au financement d'organismes d'intérêt général et d'effectuer des versements aux centres communaux d'action sociale (p. 7159) ; ses observations sur la volonté de certains députés de remettre en cause le principe du remboursement de l'avortement par la sécurité sociale (p. 7160).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : nombre d'avortements dus aux conditions de travail ; nécessité de garantir l'égalité de tous devant les soins [6 décembre 1986] (p. 7199) ; **article 1er** : son amendement n° 31 (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à supprimer les mots « pendant une durée et dans des conditions fixées par décret ») ; article contrevenant au principe même de la sécurité sociale (p. 7219) ; son amendement n° 32 (suppression du paragraphe II de cet article) ; son amendement n° 33 (suppression du paragraphe III de cet article) : rejetés ; rejet au scrutin public de l'amendement n° 31 (p. 7220) ; **article 6** : son amendement n° 34 (de suppression) ; modulation du forfait hospitalier mettant à la charge des malades hospitalisés des dépenses supplémentaires (p. 7223) ; rejeté au scrutin public (p. 7224) ; **article 7** : son amendement n° 35 (de suppression) (p. 7224) ; caractère minime de l'économie réalisée par la suppression de la franchise postale ; rejeté au scrutin public (p. 7225) ; **aprés l'article 7** : diminution du pouvoir d'achat des pensions (p. 7229) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Robert Montdargent ; demande une suspension de séance (p. 7233) ; **article 8** : responsabilité de l'Etat en matière de lutte antivectorielle (p. 7233) ; **article 11** : son amendement n° 36 (de suppression) ; prorogation de la période durant laquelle le secteur privé pourra exister au sein de l'hôpital public ; rejeté (p. 7262) ; **article 14** : son amendement n° 37 (de suppression) ; danger consistant à pouvoir révoquer à tout moment les membres des conseils d'administration et de surveillance des entreprises publiques (p. 7267) ; rejeté (p. 7268).

Commission mixte paritaire : discussion générale : suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; évolution du nombre des chômeurs ; réforme de l'A.N.P.E. ; réforme du Gouvernement généralisant les formes précaires du travail ; principales dispositions de l'amendement reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail [19 décembre 1986] (p. 7941) ; inconvénients du travail de nuit pour les femmes ; restauration du secteur privé dans les hôpitaux publics (p. 7942).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 80 (de suppression) : rejeté [9 décembre 1986] (p. 7361) ; **article 2** : son amendement n° 81 (de suppression) : rejeté (p. 7363) ; **article 3** : son amendement n° 82 (de suppression) (p. 7365) ; rejeté au scrutin public (p. 7366) ; **article 4** : son amendement n° 83 (de suppression) : rejeté (p. 7368) ; **article 5** : son amendement n° 84 (de suppression) : rejeté (p. 7370) ; **article 6** : son amendement n° 85 (de suppression) : rejeté (p. 7372) ; **article 7** : son amendement n° 86 (de suppression) : rejeté (p. 7374) ; **article 8** : son amendement n° 87 (de suppression) (p. 7389) ; rejeté (p. 7390) ; **article 9** : son n° 88 (de suppression) : rejeté (p. 7391) ; **article 10** : son amendement n° 89 (de suppression) : rejeté (p. 7394) ; **article 11** : son amendement n° 90 (de suppression) (p. 7395) ; rejeté (p. 7396) ; **article 12** : son amendement n° 91 (de suppression) : rejeté (p. 7397) ; **article 13** : son amendement n° 92 (de suppression) : rejeté (p. 7402) ; **article 14** : son amendement n° 93 (de suppression) : rejeté (p. 7406) ; **article 15** : son amendement n° 94 (de suppression) : rejeté (p. 7407) ; **article 16** : son amendement n° 95 (de suppression) : rejeté (p. 7408) ; **article 17** : son amendement n° 96 (de suppression) : rejeté ; **article 18** : son amendement n° 97 (de suppression) : rejeté ; **article 19** : son amendement n° 98 (de suppression) : rejeté (p. 7409) ; **article 20** : son amendement n° 99 (de suppression) : rejeté (p. 7415) ; **article 21** : son amendement n° 100 (de suppression) (p. 7417) ; rejeté (p. 7418) ; **article 22** : son amendement n° 101 (de suppression) ; rejeté (p. 7420) ; **article 23** : son amendement n° 102 (de suppression) : rejeté ; **article 24** : son amendement n° 103 (de suppression) : rejeté ; **article 25** : son amendement n° 104 (de suppression) : rejeté (p. 7421) ; **article 26** : son amendement n° 105 (de suppression) : rejeté (p. 7422).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Gouvernement ayant choisi l'organisation des licenciements ; accord du 20 octobre 1986 n'ayant pas été signé par la C.G.T. et la C.G.C. ; contrôle de l'autorité administrative ne s'exerçant plus que sur la régularité des procédures [19 décembre 1986] (p. 7879) ; convention de conversion constituant un véritable leurre ; valeur du contrôle *a posteriori* des conseils de prud'hommes (p. 7880).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 20 (prévoyant la nullité du licenciement en cas de non communication au juge des éléments justifiant de la situation économique de l'entreprise) : rejeté [9 décembre 1986] (p. 7426) ; **article 3** : son amendement n° 22 (de suppression) (p. 7427) ; rejeté (p. 7428) ; **article 10** : son amendement n° 28 (prévoyant que le juge devra statuer dans un délai de trois mois) (p. 7433) ; rejeté (p. 7434).

Son rappel au règlement : déroulement des travaux de l'Assemblée nationale lors de l'examen des diverses mesures d'ordre social ; absence de réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [20 décembre 1986] (p. 7969).

JACQUAT (Denis)

Député de la Moselle
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 4/86 : la protection de la population contre la **radio-activité** dans la Communauté, par M. Denis Jacquat (feuilleton n° 27 du 28 mai 1986).

JACQUEMIN (Michel)

Député du Doubs
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif au Conseil des prud'hommes (n° 495) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : Rapporteur pour avis : **article 1er** : son amendement n° 1 (de précision) : adopté [9 décembre 1986] (p. 7425) ; **article 7** : son amen-

dement n° 2 (formation des conseillers de prud'hommes) : rejeté (p. 7430) ; **article 10** : son amendement n° 3 (détermination du contenu de la nouvelle procédure d'urgence par décret en Conseil d'Etat) : adopté (p. 7434).

JACQUOT (Alain)

Député des Vosges
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

JALKH (Jean-François)

Député de Seine-et-Marne
F.N.

Secrétaire d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à établir une **préférence nationale en matière d'emploi (n° 184)** [5 juin 1986].

Proposition de loi relative à l'**expulsion des étrangers en infraction avec la loi (n° 230)** [26 juin 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Décision du tribunal administratif condamnant une délibération de la ville de Paris : politique de préférence nationale : immigration ; attribution de prestations familiales aux immigrés [23 avril 1986] (p. 255) ;

— Accès prioritaire des Français à l'emploi : installation en France d'un Eurodisneyland ; recours préférentiel aux entreprises françaises [18 juin 1986] (p. 2321).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** hostilité du groupe du Front national à l'égard de l'amendement n° 324 de M. Gérard Collomb ayant pour objet d'étendre le bénéfice de la participation aux travailleurs immigrés [29 avril 1986] (p. 591).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Paul Chomat ; son étonnement devant le discours « musclé » du Gouvernement sur la sécurité [3 juillet 1986] (p. 2834) ; citations « badintériennes » de personnalités du R.P.R. ; loi de 1983 ayant restreint la possibilité des contrôles d'identité préventifs ; situation des travailleurs étrangers clandestins (p. 2835) ; répression des personnes refusant de se prêter aux opérations de contrôles d'identité ; projet du Gouvernement ne méritant pas la réputation de fermeté qui lui est faite ; sanctions de ceux qui tenteraient de faire obstacle à un contrôle d'identité ; sanctions à l'encontre de l'individu donnant une fausse identité ; lien entre délinquance et immigration ; Premier ministre ayant découvert les problèmes de sécurité en comptant les voix du Front national (p. 2836).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (officiers de police judiciaire pouvant, en toute circonstance, inviter toute personne à justifier par tout moyen de son identité) (p. 2849) ; rejeté ; son amendement n° 22 (situation de la personne étrangère n'étant pas en mesure de justifier son identité) (p. 2851) ; rejeté (p. 2852) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « d'identité ») : retiré (p. 2853) ; son amendement n° 3 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer après le mots « digitales » au mot « ou » le mot « et ») : retiré (p. 2854) ; **article 3 :** son amendement n° 4 (sanctions à l'encontre de ceux ayant refusé de se prêter aux vérifications d'identité organisées conformément aux dispositions des article 78-2 et 78-3 du code de procédure pénale) : retiré ; **après l'article 3 :** son amendement n° 5 (étranger ayant refusé de se prêter à des vérifications d'identité pouvant faire l'objet d'un arrêté administratif d'expulsion) (p. 2856) ; rejeté (p. 2857).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable de M. Pierre Joxe ; individus agitant « l'épouvantail du racisme » ; préférence nationale ; mise en cause de M. Robert Badinter [9 juillet 1986] (p.3070) ; absence d'obligation morale de trouver du travail aux chômeurs africains ou maghrébins ; liens entre « immigré et goujat » ; refus de l'assimilation par « l'immigré » (p. 3071) ; utilisation de l'anti-racisme ; plagiat du discours du Front national par la majorité ; conséquences de la décolonisation « bâclée » (p. 3072) ; immigration et politique industrielle sous la Ve République ; similitudes entre l'inspiration de la politique du Gouvernement et celle de la politique socialiste de 1981 à 1986 ; aide au retour ; amendement du projet de loi par Harlem Désir et l'abbé Delorme (p. 3073) ; propos de M. Jacques Chirac sur le droit de vote des immigrés (p. 3074).

Discussion des articles : **article 1er :** absence fréquente de centres de rétention administrative permettant de traiter de façon humaine les personnes reconduites à la frontière [10 juillet 1986] (p. 3148) ; **après l'article 1er :** documents exigés à l'entrée du territoire (p. 3149) ; ses observations [11 juillet 1986] (p. 3172) ; **article 2 :** conditions d'attribution de la carte de résident privilégié aux apatrides (p. 3185) ; suppression de dispositions introduites par l'ordonnance du 2 novembre 1945 et « la loi socialiste » du 17 juillet 1984 (p. 3186) ; **article 3 :** réduction de la durée d'absence du territoire français du titulaire d'une carte de résident [11 juillet 1986] (p. 3213) ; **après l'article 4 :** nécessité que tout véhicule ayant servi à commettre l'infraction par voie terrestre, fluviale ou maritime soit confisqué [15 juillet 1986] (p. 3252) ; **après l'article 10 :** application de la procédure d'urgence absolue aux catégories d'individus énumérés à l'article 25 de l'ordonnance de 1945 [16 juillet 1986] (p. 3345) ; **aprés l'article 17 :** rétablissement de l'autorisation administrative préalable pour les associations étrangères (p. 3360).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Commission mixte paritaire, discussion générale : absence de rupture avec la politique de M. Robert Badinter ; absence de création d'une Cour spécialisée et de centralisation de la lutte contre le terrorisme ; impossibilité de juguler le terrorisme avec un tel texte [7 août 1986] (p. 4125) ; nécessité d'accorder un priorité au service du renseignement et de punir le terrorisme de peine de mort ; ses observations sur la proposition du groupe communiste de créer une délégation parlementaire pour contrôler les services secrets français suspectés « de terrorisme d'Etat » (p. 4126).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 158).

Commission mixte paritaire, discussion générale : nécessité de réduire les pouvoirs du juge de l'application des peines [7 août 1986] (p. 4131) ; absence de remise en cause de l'héritage de M. Robert Badinter ; ses observations sur « les gesticulations distinguées » de M. Albin Chalandon (p. 4132).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Discussion générale : questions :* inexistence d'un mécanisme précis d'évaluation des résultats obtenus par la coopération technique ; critère de réciprocité pour l'octroi des crédits de coopération [23 octobre 1987] (p. 5266).

Services du Premier ministre : V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* rôle de la jeunesse ; politique du sport ; lutte contre la toxicomanie ; vote négatif du groupe Front national sur le budget de la jeunesse et des sports [4 novembre 1986] (p. 5806) ; *questions :* somme attribuée à différentes associations ; financement d'associations satellites du parti communiste (p. 5817).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** son amendement n° 140 (réduction des crédits) ; subvention accordée par le département de la jeunesse et des sports à certaines associations ; activités de certaines associations (p. 5823) ; réduction des crédits concernant l'union des femmes françaises d'obédience communiste ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 141 (réduction des crédits) ; rejeté ; **Etat C, titre VI** son amendement n° 142 (réduction des crédits) ; rejeté (p. 5824).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* application des règles du regroupement familial aux immigrés polygames ; affiliation des travailleurs étrangers au régime général de la sécurité sociale non subordonnée à la possession préalable d'une autorisation de travail [6 novembre 1986] (p. 5938) ; Gouvernement ayant rappelé qu'il n'entendait pas réserver le bénéfice des allocations et des prestations familiales aux seuls ménages français ; municipalité de Melun venant de réserver l'allocation parentale pour le troisième enfant aux seules familles de nationalité française ; rappelle les propos de M. Chirac qui ne s'était pas opposé à ce que les prestations à caractère nataliste bénéficient essentiellement aux Français ; demande au ministre pourquoi le projet de loi sur la famille ne reprend pas les promesses faites par M. Chirac (p. 5939).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : déclin démographique [18 novembre 1986] (p. 6497) ; inefficacité de la législation mise en place entre 1958 et 1981 ; politique démographique étant un juste milieu entre celle des socialistes et des promesses électorales ; préférence nationale (p. 6498).

Discussion des articles : **article 7 :** politique de préférence nationale et européenne du Front national ; protection familiale réservée aux ressortissants français ou ressortissants de la Communauté européenne à partir du troisième enfant [19 novembre 1986] (p. 6562) ; nécessaire maintien du complément familial (p. 6563).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : gestion financière de Paris ; mise en cause de M. Louis Mermaz ; affaire Carrefour du développement [21 novembre 1986] (p. 6705) ; alignement de Paris sur les règles de contrôle financier en vigueur pour les autres collectivités locales (p. 6706).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 89 (suppression du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille) [6 décembre 1986] (p. 7203) ; rejeté au scrutin public (p. 7205).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** diminution du taux de T.V.A. sur les activités dites parcs à décor animé ; situation des forains ; projet Eurodisneyland [11 décembre 1986] (p. 7537).

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : priorité de l'outre-mer dans le programme gouvernemental [25 novembre 1986] (p. 6758) ; absence de l'outre-mer dans la déclaration gouvernementale de M. Jacques Chirac en 1974 ; considération électoraliste expliquant l'intérêt subit pour l'outre-mer ; remplacement du préfet, des trois sous-préfets, et des principaux responsables de Radio France outre-mer (R.F.O.) à la Guadeloupe ; diversité des départements d'outre-mer non prises en compte dans le projet ; ignorance par celui-ci de la volonté majoritaire des élus locaux ; remise en cause des acquis de la décentralisation ; zones franches ; timide application de la loi de 1961 portant réforme foncière en Guadeloupe (p. 6759) ; nécessaire diversification des cultures ; sacrifice de la production de canne à la betterave sucrière ; lacunes du projet de loi ; mentalité coloniale du plan grand nombre des fonctionnaires métropolitains exerçant outre-mer ; lycéens abattus aux Abymes en 1985 ; bienfaits de la décentralisation ; risques de la mobilité (p. 6760).

Discussion des articles : **article 1er :** relations des départements d'outre-mer avec les pays voisins ; bilan de la gauche en la matière ; négociations avec la C.E.E. ; université Antilles-Guyane [26 novembre 1986] (p. 6822) ; son amendement n° 86 (formation professionnelle) : rejeté (p. 6825) ; son amendement n° 89 (départements d'outre mer et collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon constituant des pôles de rayonnement pour eux-mêmes et pour la Nation) : rejeté (p. 6826) ; **article 2 et annexes :** son amendement n° 90 (aides communautaires ne pouvant entraîner une diminution des interventions financières de l'Etat) ; fait référence à une intervention en ce sens de M. Jean Maran devant le Conseil général de la Martinique le 15 mars 1984 ; rejeté [27 novembre 1986] (p. 6842) ; réforme agraire facilitant l'installation des jeunes agriculteurs (p. 6849) ; son amendement n° 100 (respect de la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat pour les actions de formation professionnelle) : retiré (p. 6853) ; **article 5 :** perte de recettes pour les collectivités locales du fait de la création de zones franches (p. 6859) ; son amendement n° 106 (application intégrale du droit du travail et du droit social dans les zones franches) (p. 6865) ; rejeté (p. 6866) ; **article 8 :** son amendement n° 107 (accord préalable d'une commission paritaire d'agrément pour l'installation d'entreprises dans la zone franche) : retiré (p. 6869) ; **article 9 *bis* :** modification de la situation économique de la métropole (p. 6882) ; développement du racisme ; chômage des migrants nouvellement arrivés en métropole ; mobilité dans le sens métropole-département d'outre-mer ; urgence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs d'outre-mer (p. 6883) ; **article 11 :** problème de l'agriculture ; extension de la mutualité sociale agricole ; nécessité de constituer des réserves foncières en Guadeloupe ; spéculation qu'a entraîné la défiscalisation ; location de terres (p. 6890) ; assurance contre les calamités naturelles (p. 6891) ; son amendement n° 121 (suppression de la référence à des mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière des départements d'outre-mer) : rejeté (p. 6892) ; son amendement n° 123 (ventilation des sommes complémentaires destinées à réaliser la parité sociale globale ; augmentation de la part individuelle par rapport à celle consacrée à des actions collectives) : rejeté (p. 6893) **article 12 :** son amendement n° 128 (sup-

pression de la référence aux différences dans les régimes de cotisation) (p. 6895) ; rejeté (p. 6896) ; **article 15** : son amendement n° 134 (versement au bailleur ou au prêteur de l'allocation-logement en cas de non paiement des loyers ou de non remboursement de la dette contractée en vue d'accéder à la propriété) ; absence d'égalité des droits du citoyen des départements d'outre-mer par rapport à ceux du citoyen de la métropole ; rejeté (p. 6899).

JANETTI (Maurice)

Député du Var
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre du comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

JAROSZ (Jean)

Député du Nord
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à valoriser le **sel produit par les mines de potasse d'Alsace (n° 41)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à maintenir aux ayants droit des affiliés au **régime minier** le bénéfice du régime spécial **(n° 56)** [23 avril 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 42 : **monnaies et médailles (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Finances communales** : déséquilibre du budget communal ; diminution des recettes de la taxe professionnelle ; augmentation des cotisations à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; aggravation de la fiscalité des particuliers [19 novembre 1986] (p. 6539) ;

orales sans débat :

— **n° 23**, posée le 20 mai 1986 : **minerais et métaux (entreprises)** (p. 983) ; appelée le 23 mai 1986 : **groupe Vallourec** : suppressions d'emplois à la suite de restructuration ; secteur des tubes soudés (p. 1087) ; clientèle d'E.D.F. et de Framatome ; avenir de Vitry-le-François, de l'Avesnois et du Valenciennois ; complémentarité d'Unimetal-Trith-Saint-Léger et de Vallourec (p. 1088).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : soumission de la législation nationale des prix et de la concurrence aux normes européennes ; libération des prix ; harmonisation des régimes fiscaux et sociaux des artisans, commerçants et travailleurs indépendants ; augmentation des tarifs publics et des taxes ; accroissement des avantages fiscaux en faveur du capital ; objectifs des amendements communistes [24 avril 1986] (p. 342) ; son amendement n° 25 (nécessité pour le Gouvernement de recueillir l'avis conforme de l'ensemble des organisations syndicales nationalement représentatives) : rejeté (p. 356) ; son amendement n° 33 200(nécessité pour le Gouvernement d'assortir de garanties au profit de l'intérêt communal l'exercice patronal du droit à la concurrence) : rejeté [25 avril 1986] (p. 409) ; son amendement n° 38 (tendant à compléter le 2e alinéa de cet article par les mots « à condition d'assortir ces mesures de disposition de lutte contre les mouvements de capitaux vers l'étranger ») (p. 411) ; rejeté (p. 412) ; **article 4** : ses amendements n° 93, 133, 96, 105, 108, 112, 120, 124, 126 : devenus sans objet [6 mai 1986] (p. 807).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1988 (n° 9).**

Premire lecture, discussion générale : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; 9e plan ; dispositions financières prises pour l'éducation ; moyens accordés à l'école privée ; suppression de 700 emplois d'agents spécialistes dans l'éducation nationale ; formation des personnels [23 mai 1986] (p. 1135) ; caractère insuffisant des créations d'emplois dans l'éducation nationale ; rattrapage du rapport constant pour les anciens combattants ; prélèvement sur les fonds propres de la C.A.E.C.L. ; prélèvement demandé au budget annexe des P.T.T. au profit du budget général ; suppression de la contribution de l'Etat aux frais d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (p. 1136) ; projet de loi de finances s'inscrivant dans le cadre d'une soumission renforcée aux critères de gestion patronaux (p. 1137) ; ses observations (p. 1158-1159).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 142 (de suppression) [26 mai 1986] (p. 1169) ; réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés n'apportant aucune garantie quant à la relance de l'investissement et à la création d'emplois ; prise en charge par l'Etat de la compensation du dégrèvement de la taxe professionnelle ; avantages fiscaux accordés aux entreprises (p. 1170) ; rejeté (p. 1171) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 119 (abrogation des articles de loi permettant le report en arrière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) ; nécessité d'effectuer un rattrapage de rapport constant ; engagement du R.P.R. à le solder dès 1986 (p. 1194) ; rejeté au scrutin public (p. 1195) ; **après l'article 6** : son sous-amendement n° 150 à l'amendement n° 40 de la commission (tendant à compléter le 2e alinéa du paragraphe I de cet amendement par la phrase suivante « il est réservé aux contribuables assujettis jusqu'à la 7e tranche du barème de l'impôt sur le revenu ») [27 mai 1986] (p. 1237) ; rejeté (p. 1242) ; son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 41 de la commission (tendant à la fin de la première phrase du 2e alinéa de cet amendement à substituer aux mots « une taxe spéciale de 10 % libératoire du paiement de tous impôts droits et taxes » les mots « une taxe spéciale de 50 % ») ; taux de 50 % devant être appliqué aux avoirs rapatriés ; rejeté (p. 1263) ; **article 7 et état A** : croissance industrielle ; emploi ; suppression de crédits pour la recherche et la culture (p. 1284-1285).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 8 (précédemment réservé) : son rappel au règlement** : sa demande pour répondre au Gouvernement sur le problème du rapport constant ; **son rappel au règlement** : anciens combattants ; unanimité des députés pour régler le problème du rapport constant ; modalités de rattrapage [28 mai 1986] (p. 1349) ; maintien du *carry back* accordé aux entreprises en matière d'impôt sur les sociétés (p. 1350) ; **article 10 et état D (précédemment réservés)** : application des règles de l'économie de marché à la sphère culturelle ; amputations de crédits dans tous

les secteurs de la vie culturelle ; menaces sur les projets communs de l'Etat et des collectivités locales ; chômage des artistes-interprètes et des créateurs (p. 1357-1358) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement** : suspensions de séance de cinq minutes étant insuffisantes pour les collaborateurs du groupe communiste se trouvant dans l'immeuble du boulevard Saint-Germain (p. 1405).

Son rappel au règlement : absence de réponse de M. Juppé aux questions posées par le groupe communiste ; rattrapage du rapport constant [26 mai 1986] (p. 1183).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 30 (réintégration du salarié licencié dont le délai congé n'a pas été respecté, sauf faute grave de sa part) ; rejeté [2 juin 1986] (p. 1574) : composition des délégations négociant sur les conventions de branche et accords professionnels [3 juin 1986] (p. 1600) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Delalande (p. 1601) ; possibilité de déroger sur simple préavis à l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans ; nécessité que cette dérogation soit subordonnée à l'accord du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail ou à défaut à celui des délégués du personnel (p. 1612) ; son amendement n° 74 (tendant dans le quatrième alinéa de l'article L. 425-1 du code du travail à remplacer les mots « les six premiers mois qui suivent » par les mots « l'année qui suit ») ; rejeté (p. 1650) ; durée de protection contre le licenciement dont bénéficient les anciens membres des comités d'entreprise ainsi que les anciens représentants syndicaux ; législateur ayant souhaité protéger les élus du personnel contre les manœuvres et les pressions patronales (p. 1651) ; risque de voir les effectifs salariés diminuer et passer en dessous des seuils requis pour la mise en place des institutions représentatives du personnel (p. 1652) ; **article 1er** : ses amendements n° 269, 293, 364, 385, 420 et 423 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, explications de vote : limitation du rôle du pouvoir d'appréciation du juge d'application des peines ; vote hostile des députés communistes [1er juillet 1986] (p. 2715).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 4** : nouvelles conditions à la comparution immédiate ; dangers de l'emprisonnement systématique des petits délinquants [2 juillet 1986] (p. 2779-2780) ; **article 6** : création de postes de magistrats ; limitation de la détention provisoire ; utilisation de la procédure de comparution immédiate (p. 2795) ; **article 8** : réduction de la peine de sûreté (p. 2806).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : institution d'une procédure administrative en matière de reconduite à la frontière ; exécution d'office d'un arrêté d'expulsion ou d'un arrêté prononçant la reconduite à la frontière [16 juillet 1986] (p. 3347).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3** : son amendement n° 88 (tendant à supprimer la contribution de la C.A.E.C.L. au budget de l'Etat prévue par la loi de finances rectificative pour 1986) ; prélèvement opéré sur la C.N.R.A.C.L. ; maintien du prélèvement « exceptionnel » sur le budget des P.T.T. [16 octobre 1986] (p. 4865) ; **article 5** : suppression de la taxe sur certains frais généraux (p. 4875) ; **article 10** : réforme de la fiscalité agricole ; création d'un régime supersimplifié ; abaissement de la limite du forfait ; possibilité pour les exploitants soumis au régime transitoire de bénéficier des abattements de 20 % en cas d'adhésion à un centre de gestion ; indexation de l'évolution des impôts fonciers sur des critères objectifs et réduction des taux actuels (p. 4919) ; nécessité d'aider l'installation des jeunes agriculteurs ; révocabilité de l'option trimestrielle de déclaration de la T.V.A. lorsque la conduite de l'exploitation le justifie (p. 4921) ; **après l'article 10** : possibilité pour les agriculteurs d'intégrer dans leurs revenus agricoles les recettes provenant des activités touristiques ; nécessité de majorer le plafond de déduction des revenus d'emprunt dans les zones de montagne et les zones défavorisées (p. 4923) ; doublement des plafonds pour ces zones (p. 4924) ; **article 12** : création d'une exonération par la suppression de la réintégration ; agriculteurs bénéficiant seulement d'un différé pendant cinq ans ; disposition compromettant l'existence de nombreuses exploitations [17 octobre 1986] (p. 4940) ; **article 13** : atténuation insuffisante de l'imposition des stocks lors des cessions ou cessations (p. 4942-4943) ; **article 17** : son amendement n° 105 (de suppression) ; suppression du régime de vente restreinte du tabac s'appliquant notamment aux malades nécessiteux recueillis dans les hospices ; lutte contre le tabagisme ne constituant pour le Gouvernement qu'un prétexte ; rejeté au scrutin public (p. 4981) ; **article 22** : son amendement n° 111 (de suppression) ; nécessité d'une contribution exceptionnelle de 5 % sur le montant des provisions pour fluctuations des cours figurant au bilan des entreprises dont l'objet principal est de faire en sorte que les premières transformations du pétrole brut se fassent en France ; rejeté (p. 4993) ; **article 24** : réévaluation des droits fixes qu'acquittent les entreprises et installations classées dont les activités sont soumises à autorisation ; nécessité d'une création de postes d'inspecteurs des installations classées ; nuage toxique s'étant abattu sur une école du Havre ; refus d'information nécessaire aux salariés sous prétexte du secret de fabrication (p. 4997) ; **article 30** : durée de la séance (p. 5001) ; **article 28** (précédemment réservé) : nécessité de l'abondement de la D.G.F. ; modification des critères de répartition et des dotations internes ; propositions du parti communiste en matière de D.G.F. (p. 5018).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* retard dans le rattrapage du rapport constant ; situation des familles des morts ; proportionnalité des pensions ; campagne double et prise en charge des maladies pour les anciens d'Afrique du Nord « victimes de la déportation du travail » ; réduction de la taxe sur certains frais généraux et le coût du rattrapage du rapport constant ; sa proposition de cérémonie officielle pour commémorer le 70e anniversaire de la publication *Le Feu* d'Henri Barbusse ; vote hostile du groupe communiste [22 octobre 1986] (p. 5113).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* crédits consacrés à l'enseignement et à la formation ; suppression de postes ; refus de la titularisation des contractuels des C.F.A. et des C.F.P.P.A. sur postes gagés [30 octobre 1986] (p. 5558-5559).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* conséquences du prélèvement opéré sur le budget annexe au profit du budget général ; suppression de 4 600 emplois ; distribution du courrier [31 octobre 1986] (p. 5659) ; atteinte au monopole postal ; pouvoir d'achat des traitements et retraites ; réduction des cabines téléphoniques dans le Nord-Pas-de-Calais (p. 5660).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : spécificité de la Monnaie de Paris ; insuffisant développement de la vente des médailles et des monnaies de collection [13 novembre 1986] (p. 6255) ; progression du budget annexe des monnaies et médailles ; absence d'accroissement notable de la circulation monétaire ; nouvelle pièce en nickel de 10 francs dite République ; difficultés de mise en circulation de la pièce de 100 francs ; évaluation des recettes concernant la fabrication des monnaies étrangères ; recettes tirées au titre des médailles ; monnaie de collection ; insuffisance des investissements ; rénovation des installations de Pessac ; suppression d'emplois ; attachement du personnel à l'unicité des deux établissements de Paris et Pessac (p. 6256) ; résultats du commerce extérieur ; recul des parts de marché ; reconquête du marché intérieur ; faveur à la spéculation financière au détriment de l'investissement productif ; pression exercée par les U.S.A. ;

nécessité de développer les opérations internationales favorisant les complémentarités (p. 6267).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 57 : condition des visites domiciliaires des agents des douanes [14 novembre 1986] (p. 6344) ;

Son rappel au règlement : refus de M. Jacques Barrot de recevoir le groupe communiste lors de l'entretien de la commission des affaires culturelles avec une délégation d'étudiants ; rencontre entre le groupe communiste et les étudiants ; retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur [4 décembre 1986] (p. 7107).

Son rappel au règlement : information faisant état de graves incidents ; hypothèse de blessés parmi les étudiants ; inopportunité de siéger dans de telles conditions ; cessation des affrontements avec la police ; retrait du projet de loi Devaquet [4 décembre 1986] (p. 7115).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **après l'article 23 *bis* A** : protection de la forêt méditerranéenne ; création d'un organisme coordonnant et animant les actions décidées et établissement d'un plan pluriannuel de travaux ; cas de la forêt landaise exploitée et protégée [16 novembre 1986] (p. 7681).

Explications de vote : arrivée à échéance de l'emprunt Giscard ; suppression de la taxe sur les frais généraux ; bicentenaire de la révolution française (p. 7687) ; vote négatif du groupe communiste (p. 7688).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er et état A** : progression de la charge fiscale sur les salariés ; modalités de la réduction du déficit budgétaire [11 décembre 1986] (p. 7496) ; **article 6** : opposition du groupe communiste aux prélèvements sur le budget des P.T.T. ; accords C.G.E.-Thomson et C.G.E.-I.T.T.-A.T.T. (p. 7512) ; industrie téléphonique dans la région du Trégorrois ; composants électroniques ; coopération internationale et européenne sur la recherche en matière de téléphone (p. 7513) ; prélèvement du budget général sur le budget annexe des P.T.T. (p. 7516) ; modernisation des petits bureaux de poste ruraux (p. 7517).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence (n° 573).

Première lecture, discussion générale : modification de la nature du contentieux de la concurrence ; différence d'appréciation entre le Gouvernement et le Conseil d'Etat ; abaissement du rôle du Parlement [18 décembre 1986] (p. 7816) ; ordonnance du 1er décembre 1986 n'ayant fait l'objet d'aucune consultation du petit et du moyen commerce ; suppression des frontières internes au sein de la Communauté résultant de l'instauration du marché intérieur européen pour 1992 ; contrôle de la concurrence échappant à l'administration et conçu comme un rapport de droit privé ; exclusion de l'individu consommateur des possibilités de saisine ; Conseil s'apparentant à un organe national de nature administrative ; compétence de la Cour d'appel de Paris dérogeant aux principes de l'organisation judiciaire ; abstention du groupe communiste (p. 7817).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion générale : mauvais fonctionnement des actuels comités régionaux du tourisme ; recul de la participation de l'Etat ; nécessité de reconnaître aux conseils régionaux des pouvoirs de décision ; situation du tourisme dans le Nord ; implantation de parcs de loisirs « made in U.S.A. » ; représentation des travailleurs et des associations de tourisme social et familial au sein des comités régionaux du tourisme ; rôle original du tourisme associatif, social et familial [18 décembre 1986] (p. 7822).

JARROT André

Député de la Saône-et-Loire
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Se démet de son mandat de député le 29 septembre 1986 [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

JEAN-BAPTISTE (Henri)

Député de Mayotte
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Jean-Pierre Soisson, et plusieurs de ses collègues, relative à la nomination des conseillers référendaires à la Cour des comptes (n° 120) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'article 2 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à **Mayotte** afin de prévoir la consultation de la population de cette collectivité sur le choix de son statut **(n° 189)** [5 juin 1986]. Retrait le 12 novembre 1986.

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'article 2 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à **Mayotte** afin de prévoir la consultation de la population de cette collectivité sur le choix de son statut **(n° 323)** [31 juillet 1986].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) ; tome II : **départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer** (n° 399) [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : complexité et de la spécificité des problèmes rencontrés par ce territoire ; politique des Gouvernements socialistes ; réalité de l'héritage colonial ; nécessaire réunion de la France et de la Nouvelle-Calédonie [8 juillet 1986] (p. 2963) ; caractère inadapté de la formule « indépendance-association » ; indépendance politique étant inopérante pour régler les problèmes de la Nouvelle-Calédonie ; nécessaire affirmation de la solidarité envers un territoire dont les structures économique et

sociales sont proches de l'effondrement ; nécessité de doter les régions de moyens réels de fonctionnement ; rôle de l'agence de développement rural et d'aménagement foncier ; nombre de jeunes lycéens ayant abandonné leurs études pour participer aux mouvements de contestation ; mesures d'incitation fiscale inscrites dans l'article 12 du collectif budgétaire pour 1986 (p. 2964) ; nécessité de rétablir le dialogue sur le terrain ; outre-mer constituant une chance pour la France (p. 2965).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* augmentation des crédits des D.O.M. et des T.O.M. ; option prioritaire en faveur de la Nouvelle Calédonie ; mesure de défiscalisation des investissements dans l'outre-mer [8 décembre 1986] (p. 6074) ; opportunité que les autorités responsables veillent à un meilleur fonctionnement du F.I.D.E.S. ; production des D.O.M.-T.O.M. intégrant des charges sociales et salariales de pays développés ; nécessité que les crédits de recherche ressortent mieux de la présentation budgétaire ; situation en Polynésie, à Wallis et Futuna et dans les terres australes et antarctiques (p. 6075) demande ancienne de Mayotte d'accéder au statut de département d'outre-mer (p. 6085) ; raisons de l'option de Mayotte en faveur de la départementalisation ; moyens de réaliser cette départementalisation ; défiscalisation des investissements ; augmentation des crédits consacrés à l'outre-mer (p. 6086) ; inconvénients pour Mayotte de son statut hybride de collectivité territoriale (p. 6087).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : accession de Mayotte au statut départemental ; demande l'établissement de relations aériennes directes avec la métropole ; demande l'extension de la dotation générale de décentralisation à Mayotte ; charges croissantes de fonctionnement supportées par la collectivité ; nécessaire amélioration de la formation professionnelle par l'application à Mayotte de la dotation régionale de formation professionnelle ; primes d'équipement et d'emploi attribuées par le F.I.D.O.M. ; clarification du régime foncier et du statut des terres [25 novembre 1986] (p. 6763) ; insuffisance des moyens financiers consacrés à l'agriculture mahoraise ; réclame l'extension de la procédure des contrats de plan à Mayotte ; financement des actions collectives de protection sociale ; rénovation du régime juridique applicable à Mayotte ; renforcement des moyens des administrations et services publics ; départementalisation (p. 6764).

Discussion des articles : **article 2 et annexes** : extension à Mayotte des dispositions relatives aux dotations régionales de formation professionnelle et d'apprentissage ; régime des primes d'équipement et d'emploi plus efficace que l'exonération de cotisations sociales pour favoriser l'emploi et l'apprentissage ; extension à Mayotte de la procédure des contrats de plan [26 novembre 1986] (p. 6827) ; son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 9 du Gouvernement (délai maximum de cinq ans pour la réforme du régime juridique applicable à Mayotte) ; son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 9 du Gouvernement (extension à Mayotte par ordonnances prises après avis du conseil général des textes intervenus dans le domaine législatif) [27 novembre 1986] (p. 6855) ; sous-amendement n° 137 : adopté ; sous-amendement n° 138 : retiré (p. 6856).

JEANDON (Maurice)

Député des Vosges
R.P.R

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777), [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à modifier les dispositions prévues par la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne en matière de conventions d'exécution du service des remontées mécaniques (n° 449) [11 décembre 1986] (p. 7575).

JEGOU (Jean-Jacques)

Député du Val-de-Marne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Haut conseil du secteur public [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre suppléant du comité des finances locales [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Evacuation de locaux de P.M.E. occupés par les grévistes : conséquences commerciales et financières des grèves déclenchées dans les P.M.E. ; mauvaise exécution des ordonnances de justice demandant l'évacuation des locaux occupés par les grévistes ; délais d'exécution de ces ordonnances ; grèves portant atteinte à la liberté du travail [30 avril 1986] (p. 632).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : explications de M. Renaud de la Genière sur l'état des finances publiques ; cession d'actifs des entreprises publiques [30 mai 1986] (p. 1535) ; obligation d'abonder les dotations pour les stages destinés aux chômeurs de longue durée ou l'aide personnalisée au logement ; plan d'emploi des jeunes ; renforcement de la sécurité publique ; allègement des charges des entreprises ; gel des seuils fiscaux ; insuffisance des aides fiscales à l'investissement productif ; libération des prix des services (p. 1536).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 27** : son amendement n° 50 (attribution à la région Ile-de-France de la totalité de la redevance due par mètre carré de surface utile de plancher de bureau) : adopté après modification [11 décembre 1986] (p. 7564).

JOSPIN (Lionel)

Député de Paris
puis député de la Haute-Garonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Elu député de la Haute-Garonne le 28 septembre 1986.

Cesse d'exercer son mandat de député de Paris [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836). Prise d'acte de la vacance de son siège de député de Paris [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12871).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Instructions données au préfet de police pour la manifestation étudiante du 4 décembre 1986 : mot d'ordre de la manifestation de ce jour « plus jamais ça » ; revirement du Gouvernement passant de l'intransigeance à l'humilité ; abandon de l'ordre du jour ; crise ouverte sur un refus de dialogue [10 décembre 1986] (p. 7449) ; conclusions désastreuses pour le maintien de l'ordre dues à la sous-estimation de l'ampleur du mouvement du 4 décembre ; instructions données aux forces de l'ordre ; sanctions prévues à la suite des opérations ayant fait de nombreux blessés (p. 7450).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : paradoxe constitué par le résultat des élections législatives ; notion de « coexistence institutionnelle » ; responsabilités des socialistes pendant cette période [9 avril 1986] (p. 94) ; caractère dogmatique et irréaliste de la plate-forme R.P.R.-U.D.F. ; sa conception de la coexistence institutionnelle ; Président de la République n'étant pas engagé par la politique mise en œuvre par le Gouvernement de M. Jacques Chirac ; attitude de la majorité à l'égard du Front national ; attitude du R.P.R. à l'égard de l'U.D.F. ; attitude de M. Raymond Barre (p. 95) ; attitude de M. Valéry Giscard d'Estaing ; signification de l'utilisation concomitante des ordonnances et de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; réception par M. Pandraud à son ministère des quatre policiers qui avaient été révoqués à l'issue des manifestations du 3 juin 1983 ; dévaluation du franc ; signification des mesures d'accompagnement ; indulgence pour les fraudeurs ou les spécialistes de l'évasion fiscale ; sévérité pour les salariés (p. 96) ; situation économique de la France ; contexte économique international ; politique fiscale n'étant destinée qu'aux favorisés ; danger du projet de privatisation des entreprises publiques concurrentielles ; son inquiétude à l'égard de la politique de communication du Gouvernement (p. 97) ; élargissement de l'Europe au Portugal et à l'Espagne étant désormais considéré comme un fait non négociable ; sa préoccupation à l'égard du projet de « nouvelle composante nucléaire terrestre » ; son opposition au retour au scrutin majoritaire ; Gouvernement constituant un gouvernement de transition ; laxisme économique du Gouvernement (p. 98) ; refuse la confiance du groupe socialiste au Gouvernement (p. 99).

— Déclaration du Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme et débat sur cette déclaration (n° 373).

Discussion : son horreur devant l'utilisation de l'arme terroriste contre une démocratie ; politique étrangère de la France se déterminant de façon indépendante ; contraste entre les attitudes de M. Jacques Chirac dans l'opposition et au pouvoir [8 octobre 1986] (p. 4448) ; regrette que certains membres de l'opposition aient qualifié de laxiste l'attitude du Gouvernement de gauche face au terrorisme ; échec des forces de police dans la lutte contre le terrorisme ; approuve le renforcement de l'action policière contre le terrorisme dans le cadre de l'état de droit ; rappelle certaines déclarations des leaders de la majorité avant le 16 mars sur la lutte contre le terrorisme (p. 4449) ; attitude du Gouvernement entre avril et septembre 1986 ; ses interrogations sur les hypothèses du Gouvernement concernant les responsables des actes terroristes ; contradictions marquant l'attitude du Gouvernement ; accord ayant abouti à la livraison de la centrale nucléaire de Tamuz ; politique à l'égard de l'Iran ; problème des otages (p. 4450) ; rôle de M. Capucci (p. 4451).

Son rappel au règlement : amendement du Gouvernement reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail représentant l'intrusion brutale du Gouvernement dans une procédure parlementaire déjà entamée ; appréciation des syndicats sur la décision du Gouvernement ; projet de loi sur la flexibilité et l'aménagement du temps de travail étant inscrit à l'ordre du jour du Conseil des ministres devant se tenir le lundi ; Gouvernement cherchant à surprendre le Président de la République [19 décembre 1986] (p. 7892).

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-du-Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 15 mai 1986] (p. 6375).

DEPOTS

Conclusions de la Délégation pour les Communautés européennes n° 9/86 : arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 30 avril 1986 et politique commune des **transports aériens** (feuilleton n° 51 du 2 juillet 1986).

Conclusions de la Délégation pour les Communautés européennes n° 10/86 : diverses affaires concernant le Parlement européen portées devant la **Cour de justice** des Communautés (financement de la campagne électorale 1984, immunités parlementaires, budget 1986) (feuilleton n° 51 du 2 juillet 1986).

Conclusions de la Délégation pour les Communautés européennes n° 17/86 : la libéralisation des **mouvements de capitaux** et l'intégration financière dans la Communauté (feuilleton n° 105 du 19 novembre 1986).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Question avicole : secteur des œufs ; risque d'invasion de produits hollandais ; situation des agriculteurs de la Bretagne et des Côtes-du-Nord ; nécessité d'un effort de l'Etat [11 juin 1986] (p. 2077).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** intérêt du plan social consistant à obliger l'entreprise à aller plus loin dans sa propre réflexion [3 juin 1986] (p. 1645).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : conjoncture laitière ; perturbation de la profession [7 octobre 1986] (p. 4391) ; efficacité des offices mis en place en 1982 ; contradiction entre la politique agricole française et les intérêts des autres états européens ; transfert des missions des offices aux interprofessions ; bilan des interprofessions ; application des règles de la comptabilité publique aux interprofessions ;

compatibilité des accords interprofessionnels et des règles du droit de la concurrence en cours d'élaboration ; importance du concept de filières (p. 4392) ; intérêt de l'office du lait ; composition et rôle du Conseil supérieur d'orientation ; droit de regard des professionnels sur la nomination des directeurs des offices ; stabilité des structures (p. 4393).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : intégration de la France dans la Communauté économique européenne (p. 4412) ; **article 1er** : disfonctionnement du Conseil supérieur tenant à l'attitude du syndicat majoritaire (p. 4414) ; **article 2** : *article 4 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 84 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 6 octobre 1982 les mots : « ou des participations des organisations interprofessionnelles ») ; inopportunité de prévoir que les interprofessions participent au financement des offices ; relations entre offices et interprofessions sur la base d'un partenariat [8 octobre 1986] (p. 4475) ; adopté (p. 4476).

Explications de vote : non prise en compte des amendements de l'opposition ; disparition des offices au bénéfice de l'interprofession ; impossibilité pour le monde agricole de rendre seul les arbitrages imposés par la conciliation des intérêts contradictoires ; vote négatif du groupe socialiste (p. 4483, 4484).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, explications de vote : estime que les difficultés actuelles proviennent d'un « manque d'Europe » [20 novembre 1986] (p. 6663) ; déséquilibre entre l'Europe des faits et l'Europe institutionnelle ; absence d'unité de vues au sein du Gouvernement ; mépris de l'administration française pour les affaires européennes (p. 6664).

JOURNET (Alain)

Député du Gard
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

JOXE (Pierre)

Député de Saône-et-Loire
Socialiste
Président du groupe socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste. Président de ce groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525)** [5 décembre 1986].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission de contrôle** sur la nature et les conditions d'exécution des **instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529)** [9 décembre 1986].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris, les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531)** [9 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Subventions aux associations** : conséquences dramatiques pour les plus défavorisés des importantes réductions de subventions aux associations sociales et culturelles [29 octobre 1986] (p. 5478) ; inquiétude des présidents des grands groupements nationaux d'associations ; coup porté aux mouvements associatifs (p. 5479) ;

orales sans débat :

— **n° 156**, posée le 9 décembre 1986 : **ordre public (maintien : Paris)** (p. 7441) ; appelée le 12 décembre 1986 : **absence d'instructions sur le terrain dans la soirée du 6 décembre** : absence du ministre de l'intérieur (p. 7591) ; contradictions énoncées par le ministre chargé de la sécurité ; demande les mesures envisagées pour que l'usage de tirs tendus ne se produise plus ; mensonges formulés à la télévision par le ministre de l'intérieur (p. 7592) ; ses observations (p. 7593).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : impossibilité pour des députés dont l'élection est contestée, de démissionner ; non participation au vote des suppléants ; irrégularité de l'élection de M. Jacques Chaban-Delmas [2 avril 1986] (p. 47).

— **Son rappel au règlement** : modalités de désignation des membres du Bureau ; possibilité pour le groupe communiste d'obtenir des secrétaires [4 avril 1986] (p. 71).

— **Son rappel au règlement** : fixation de l'ordre du jour [8 avril 1986] (p. 80) ; délais prévus pour l'examen du projet de loi d'habilitation ; respect des droits du Parlement (p. 81).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : affirme qu'il n'a jamais entendu un chef de gouvernement menacer un orateur de poursuite judiciaire ; demande une suspension de séance immédiate [9 avril 1986] (p. 152).

Explications de vote : attitude de M. Jacques Chirac lors des élections présidentielles de 1974 (p. 163) ; importance de l'esprit de défense ; exécution des lois de programmation militaire de 1971-1975 et 1977-1982 ; exécution de la loi de programmation militaire en cours ; nature de la nouvelle composante nucléaire terrestre ; contradictions de M. Jacques Chirac ; décentralisation ; création de la taxe professionnelle ; création des montants compensatoires (p. 164) ; Agence nationale pour l'emploi ; autorisation administrative de licenciement ; programme du Gouvernement ne constituant qu'un programme de démolition ; refuse la confiance au Gouvernement (p. 165).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : constitution prévoyant que la loi est votée par l'Assemblée nationale après qu'elle en a débattu ; absence de débats en commission des finances sur la privatisation ; absence de débats sur la protection des libertés syndicales ; application à la lettre de l'article 40 du règlement tuant la démocratie ; Gouvernement craignant le débat public [22 avril 1988] (p. 198) ; volonté des membres du groupe socialiste de défendre la dignité de l'institution parlementaire (p. 199) ; ses observations sur la réponse de M. Michel d'Ornano : regrette que M. Michel d'Ornano ait présenté un compte rendu inexact d'une séance de commission des finances ; absence de M. Michel d'Ornano à la séance dont il vient de rendre compte (p. 201) ; soulève une

exception d'irrecevabilité (p. 225) ; rejetée au scrutin public (p. 235) ; oppose la question préalable (p. 238) ; rejetée au scrutin public (p. 241) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Georges Hage : défense du rôle des rapporteurs spéciaux par M. Robert-André Vivien ; comportement de ce dernier à la commission des finances [24 avril 1986] (p. 339).

Discussion des articles : **article 5 :** Gouvernement étant « aux ordres de M. Hersant » [13 mai 1986] (p. 885, 886, 887).

— **Son rappel au règlement :** modification de l'ordre du jour n'étant liée qu'à des difficultés internes à la majorité tenant aux divisions existant entre ses composantes ; paradoxe constituant à avoir refusé un examen approfondi en commission du projet de loi actuellement soumis à l'Assemblée [25 avril 1986] (p. 403) ; s'interroge sur les motifs qui ont poussé M. André Rossinot à refuser la motion de renvoi en commission présentée par M. Georges Hage ; absence de réunion de la conférence des présidents (p. 404).

— **Sa motion de censure, déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution : son rappel au règlement :** nécessité d'éviter les propos injurieux ; propos inacceptables tenus par M. Jean-Claude Martinez à l'égard de certaines organisations syndicales ou de leurs dirigeants [15 mai 1986] (p. 935).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).**

Première lecture, discussion générale : droits et devoirs du rapporteur ; premier cas de loi électorale qui va être adoptée sans avoir été votée ni même débattue [20 mai 1986] (p. 969).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11 :** lutte contre la fraude fiscale [27 mai 1986] (p. 1299) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement :** Assemblée délibérant dans des conditions anticonstitutionnelles ; heure choisie pour la discussion de l'abrogation de l'impôt sur les grandes fortunes [28 mai 1986] (p. 1413) ; **article 13 :** demande la vérification du quorum pour le vote sur la demande de suspension de séance émise par M. Alain Richard (p. 1413, 1414).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [29 mai 1986] (p. 1461) ; rejetée au scrutin public (p. 1467) ; autorisation administrative de licenciement. Oppose la question préalable (p. 1473) ; rejetée au scrutin public (p. 1480) ; sa motion de renvoi en commission [2 juin 1986] (p. 1547) ; rejetée au scrutin public (p. 1552).

Discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** utilisation de l'article 98, alinéa 5 du règlement de l'Assemblée nationale pouvant faire perdre beaucoup de temps ; souhait du groupe socialiste que le Gouvernement n'ait pas recours à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution [3 juin 1986] (p. 1605) ; réserves de M. Malhuret, ministre des droits de l'Homme sur le projet de loi ; attaques contre ce projet de M. Durafour ; nécessité de préserver les intérêts des travailleurs menacés de licenciement (p. 1606) ; **article 1er : son rappel au règlement :** demande de M. Rossinot tendant à déclarer irrecevable un certain nombre d'amendements socialistes ; Gouvernement demandant la reserve en raison du refus de la présidence d'admettre l'irrecevabilité de ces amendements [4 juin 1986] (p. 1724) ; **son rappel au règlement :** volonté de la majorité parlementaire de voir l'Assemblée siéger jour et nuit ; opportunité de vérifier que la majorité tient réellement à ce qu'une loi aussi dangereuse soit adoptée ; demande la vérification du quorum (p. 1727) ; **son rappel au règlement :** rappelle que M. Philippe Seguin a déposé « huit cent amendements sur un texte » lors de la précédente législature ; injures grossières et vulgaires proférées par les députés du Front national ; lois Auroux étant des lois de progrés social [5 juin 1986] (p. 1748) ; **article 5 :** demande une suspension de séance [7 juin 1986] (p. 1998).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [10 juin 1986] (p. 2043) ; rejetée au scrutin public (p. 2051), Sa motion de renvoi en commission [12 juin 1986] (p. 2146) ; rejetée au scrutin public (p. 2157).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [24 juin 1986] (p. 2418) ; rejetée au scrutin public (p. 2426) ; sa motion de renvoi en commission [26 juin 1986] (p. 2501) ; rejetée au scrutin public (p. 2511).

— **Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).**

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [27 juin 1986] (p. 2636) ; rejetée au scrutin public (p. 2642) ; sa motion de renvoi en commission : retirée [30 juin 1986] (p. 2679).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).**

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [1er juillet 1986] (p. 2720) ; rejetée au scrutin public (p. 2735) ; oppose la question préalable (p. 2736) ; rejetée au scrutin public (p. 2742) ; sa motion de renvoi en commission [2 juillet 1986] (p. 2764) ; rejetée au scrutin public (p. 2768).

— **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).**

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [3 juillet 1986] (p. 2827) ; rejetée au scrutin public (p. 2832) ; sa motion de renvoi en commission : retirée (p. 2848).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).**

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [8 juillet 1986] (p. 2933) ; rejetée au scrutin public (p. 2940) ; sa motion de renvoi en commission : modifications apportées par le Sénat ; calme en NouvelleCalédonie ; importance du problème foncier (p. 2976) ; rôle des régions ; respect du préambule de la Constitution de 1946 ; droit des colons et de leurs descendants à vivre sur leur terre avec leur famille ; liens entre la sécurité et la reconnaissance du droit des paysans pauvres (p. 2977) ; mise en place des institutions régionales ; ressources du nickel ; projets de développement régionaux ; égalité d'accès aux charges publiques (p. 2978) ; revendications « historiques » des Mélanésiens sur leur terre ; respect de leur droit particulier (p. 2979) ; opinion d'autorités religieuses sur la Nouvelle-Calédonie (p. 2980) ; rejetée (p. 2983).

— **Son rappel au règlement :** (à propos de l'affaire de la rue Mogador) ; possibilité pour le ministre de l'intérieur de s'exprimer sur des faits ayants entraîné mort d'homme [9 juillet 1986] (p. 3047).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : déclare qu'il ne prendra pas la parole pour un fait personnel en fin de séance ; injures et diffamations de M. Jacques Toubon ne l'atteignant pas [9 juillet 1986] (p. 3048).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).**

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [9 juillet 1986] (p. 3058) ; rejetée (p. 3065) ; oppose la question préalable (p. 3065) ; rejetée (p. 3074).

— **Son rappel au règlement :** mise en cause en son absence, par M. Jean-Marie Le Pen, de M. Lionnel Jospin ;

propos violents et vulgaires de M. Jean-Marie Le Pen [15 juillet 1986] (p. 3242).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [17 juillet 1986] (p. 3406) ; rejetée au scrutin public (p. 3413).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 269).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [24 juillet 1986] (p. 3824) ; rejetée (p. 3830).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [4 août 1986] (p. 4017) ; rejetée au scrutin public (p. 4031) ; rôle de la S.F.P. [5 août 1986] (p. 4054) ; sa motion de renvoi en commission (p. 4097) ; rejetée (p. 4102).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [3 octobre 1986] (p. 4353) ; rejetée au scrutin public (p. 4360).

— Son rappel au réglement : demande au Président de l'Assemblée nationale de convoquer la commission des affaires étrangères ; désaccords dans la majorité ne permettant pas à la commission de se donner un Président et ayant entraîné le retrait de l'ordre du jour de l'examen de l'acte unique à ajouter au traité européen [2 octobre 1986] (p. 4323).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [9 octobre 1986] (p. 4506) ; rejetée au scrutin public (p. 4511) ; oppose la question préalable (p. 4511) ; rejeté au scrutin public (p. 4515) ; sa motion de renvoi en commission (p. 4540) ; rejetée au scrutin public (p. 4544).

— Son rappel au réglement : rapatriement des corps des soldats français tombés au Vietnam [15 octobre 1986] (p. 4768).

— Son rappel au réglement : demande touchant au déroulement de la séance ; mise en cause « de la liberté de M. Jean-Pierre Michel de choisir la question qu'il pose au Gouvernement » par le président de séance ; précise qu'il n'accepte pas qu'un président de séance prétende dicter aux députés de l'opposition les questions qu'ils posent au Gouvernement [22 octobre 1986] (p. 5144).

— Projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372).

Commission mixte paritaire, discussion générale : sa proposition de retirer les motions de procédure et de mettre aux voix immédiatement le texte par scrutin public ; absence de dépôt de motion de censure [22 octobre 1986] (p. 5147, 5148).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* **son rappel au réglement :** rapport scandaleux de M. Jean-Claude Martinez ; attaque contre des fonctionnaires sans possibilité de réplique [3 novembre 1986] (p. 5695) ; **son rappel au règlement :** injures proférées par M. Jean-Claude Martinez à l'égard de la Mutuelle générale de l'éducation nationale (M.G.E.N.) à laquelle il adhère par ailleurs ; demande au ministre de l'éducation nationale de prendre la défense des fonctionnaires insultés par M. Jean-Claude Martinez et de modifier ses propres propositions en matière budgétaire afin de se désolidariser de M. Jean-Claude Martinez (p. 5698) ; destruction de l'éducation nationale (p. 5699).

Intérieur. — *Discussion générale :* propos de M. Charles Pasqua à l'*Heure de vérité* sur les crédits d'essence ; défense civile ; lutte contre le terrorisme ; bilan de la législature précédente pour la police [7 novembre 1986] (p. 6001) ; programme de modernisation ; progression du taux d'élucidation des affaires ; action de prévention de la délinquance notamment au niveau local ; expulsion de 101 maliens ; développement d'une éthique de la fonction policière ; propos du ministre sur la « couverture » des policiers ; cas de l'interpellation de deux journalistes par des policiers ; manœuvres de la hiérarchie destinées à tromper la justice et à faire pression sur des témoins pendant l'été (p. 6002) ; suspension après réintégration d'un fonctionnaire sanctionné pour des attitudes et propos inqualifiables ; comportement du ministre se privant de toute autorité morale pour exiger le respect de la déontologie ; surveillance policière des partis politiques ; archives du ministère de l'intérieur ; conditions de remplacement des directeurs de la police nationale (p. 6003) ; demande « un peu moins d'arrogance devant les faits et un peu plus de rigueur dans la gestion de l'institution » ; jugement des policiers sur le ministre de l'intérieur (p. 6004) ; diminution de l'effort civil de défense (p. 6030) ; son action en ce domaine (p. 6031).

Examen des crédits : **article 73 :** participation des départements de la petite couronne au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (p. 6031) ; défense civile (p. 6032).

Défense nationale. — *Discussion générale :* défense civile ; abrogation de la loi de programmation de 1983 [12 novembre 1986] (p. 6184) ; articulation du budget et du projet de loi de programmation ; abstention du groupe socialiste (p. 6185).

— Inscription à l'ordre du jour prioritaire des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Jacques Godfrain tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne.

Explications de vote : but de la commission d'enquête ; remise en cause de la politique européenne ; importance de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne pour la construction européenne [12 novembre 1986] (p. 6152).

— Ordre du jour complémentaire : *Explications de vote :* inopportunité de l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de résolution de M. Godfrain sur la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. ; relations de la France avec ces deux pays ; résultat du scrutin public effectués à l'occasion de l'inscription à l'ordre du jour ; nécessité pour les députés de la majorité, les présidents des commissions et les représentants des groupes d'expliquer les raisons du retrait de cette proposition de l'ordre du jour [18 novembre 1986] (p. 6483).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : Soulève une exception d'irrecevabilité [18 novembre 1986] (p. 6469) ; rejetée au scrutin public ; oppose la question préalable ; (p. 6475) ; rejetée au scrutin public (p. 6488).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [21 novembre 1986] (p. 6696) ; rejetée au scrutin public (p. 6702).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [25 novembre 1986] (p. 6740) ; rejetée au scrutin public (p. 6752) ; dépose une motion de renvoi en commission

[26 novembre 1986] (p. 6817) ; rejetée au scrutin public (p. 6822).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Giard et sa demande de suspension de séance afin que les groupes puissent recevoir les délégations d'étudiants ; souhaite le retrait du projet Devaquet et ne s'associe pas à la demande de suspension de séance formulée par le groupe communiste [27 novembre 1986] (p. 6740).

— **Son rappel au règlement** : précise que la commission des affaires culturelles n'a pas siégé car son président a estimé qu'il n'y avait pas assez de députés de la majorité présent [28 novembre 1986] (p. 6959).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : absence des présidents des deux commissions compétentes ; rappelle que le président de la commission des affaires culturelles a renoncé à faire siéger sa commission faute de majorité pour défendre son projet de loi [28 novembre 1986] (p. 6966) ; soulève une exception d'irrecevabilite (p. 6975) ; rejetée au scrutin public (p. 6988).

— **Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).**

Discussion générale commune : soulève une exception d'irrecevabilité contre la proposition de loi organique relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; retirée [3 décembre 1986] (p. 7052) ; soulève une exception d'irrecevabilité contre la proposition de loi relative à la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des Comptes ; retirée ; oppose la question préalable à la proposition de loi organique relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; rejetée au scrutin public (p. 7059).

— **Son rappel au règlement** : audition d'une délégation de leur coordination étudiante par le président de la commission des affaires culturelles ; souhaite une réunion préalable de cette commission ; nécessité d'une communication du Gouvernement et d'une audition du ministre de l'éducation nationale après la réception d'une délégation du mouvement étudiant ; opposition du groupe socialiste à « la mise à mort de l'Université » ; retrait du projet de loi Devaquet [4 décembre 1986] (p. 7091).

— **Son rappel au règlement** : précise que « un des membres au moins du Gouvernement n'a pas vu ou lu le projet de loi Devaquet » ; démantèlement des grands établissements d'enseignement ; opinion défavorable au projet de l'Académie des sciences et des présidents d'Université [4 décembre 1986] (p. 7093).

— **Son rappel au règlement** : organisation de leurs travaux par les commissions ; propos de M. Jacques Toubon déclarant que M. Barrot recevait une délégation d'étudiants en tant que vice-président du groupe U.D.F. et non en tant que président de la commission des affaires culturelles [4 décembre 1986] (p. 7093, 7094).

— **Son rappel au règlement** : mise aux voix de la suspension de séance demandée par Mme Muguette Jacquaint ; réunion de la commission des affaires culturelles pour que celle-ci soit mandatée pour rencontrer une délégation d'étudiants [4 décembre 1986] (p. 7094).

— **Ses observations** sur l'intervention de M. Jacques Barrot ; absence de respect des règles traditionnelles de composition à la proportionnelle des bureaux des commissions ; non représentativité de la délégation de la commission des affaires culturelles recevant les étudiants ; intégration d'au moins un représentant de chaque groupe dans cette délégation (p. 7095).

— **Ses observations** sur la réponse de M. Jacques Barrot au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : suppression d'une réunion de la commission des affaires culturelles destinées à l'examen du projet de loi Devaquet à cause de l'insuffisance de la majorité et retrait du projet de loi Devaquet par le Gouvernement ; difficultés entre les partis de la majorité et à l'intérieur de chaque parti créées par ce projet de loi [4 décembre 1986] (p. 7096).

— **Son rappel au règlement** : dépêche de l'A.F.P. précisant que M. Jacques Barrot recevra la délégation des étudiants avec les membres du bureau de la commission qui le souhaiteront ; délégation de la commission des affaires culturelles n'étant pas représentative [4 décembre 1986] (p. 7097).

— **Demande** une suspension de séance [4 décembre 1986] (p. 7097) ; réception de délégations étudiantes par les groupes politiques (p. 7098).

— **Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484).**

Première lecture, discussion de l'article unique : **après l'article unique** : Projet Devaquet : demande du groupe socialiste de rencontre avec M. Jacques Barrot ; exclusion du groupe socialiste de la délégation de la commission des affaires culturelles recevant les représentants des étudiants [4 décembre 1986] (p. 7106).

— **Demande une suspension de séance** : réunion du groupe socialiste pour entendre M. Jacques Barrot faire un compte-rendu de son entretien avec la délégation d'étudiants ; transmission de la même demande au ministre délégué chargé des universités ; sens de la modification de l'ordre du jour par le Gouvernement [4 décembre 1986] (p. 7106).

— **Son rappel au règlement** : exclusion des députés socialistes de la délégation de la commission des affaires culturelles qui reçoit la délégation d'étudiants et de lycéens ; demande que le ministre de l'éducation nationale et le ministre chargé de l'enseignement supérieur rendent compte devant l'Assemblée des conclusions de leur entretien avec une délégation d'étudiants et de lycéens ; retrait du projet de loi Devaquet [4 décembre 1986] (p. 7107).

— **Son rappel au règlement** : nécessité pour le ministre de l'éducation nationale ou le ministre chargé des universités de venir exprimer leurs intentions le soir même devant l'Assemblée nationale ; responsabilité du groupe R.P.R. et de MM. Philippe Séguin et Jacques Toubon dans la paralysie du débat parlementaire au cours de la législature précédente ; mise en cause de M. Jacques Toubon « voulant faire sa loi dans la majorité » [4 décembre 1986] (p. 7113, 7114).

— **Son rappel au règlement** : nécessité d'entendre MM. Devaquet et Monory préalablement à l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social ; demande une suspension de séance ; retrait du projet de loi Devaquet [4 décembre 1986] (p. 7114).

— **Demande une suspension de séance** : absence de MM. Monory et Devaquet de leur ministère ; demande une audition de M. Jacques Chirac ; volonté de M. François Bachelot de passer à l'ordre du jour pour l'examen d'une proposition tendant à supprimer le remboursement de l'I.V.G. par la sécurité sociale [4 décembre 1986] (p. 7116).

— **Son rappel au règlement** : met en cause M. Hector Rolland « ne lisant jamais les projets de loi » et étant « un godillot » ; demande à ce que le Gouvernement vienne expliquer sa position [4 décembre 1986] (p. 7119) ; demande une suspension de séance (p. 7120).

— **Ses observations** sur la communication faite par M. Jacques Chaban-Delmas sur la convocation de la conférence des présidents ; souhaite que le Gouvernement organise un débat général sur la politique d'éducation nationale ; demande au ministre de l'éducation nationale ou au ministre des universités de venir s'expliquer devant la représentation parlementaire [5 décembre 1986] (p. 7143).

— **Son rappel au règlement** : demande que le ministre chargé des Universités vienne s'expliquer devant les députés [5 décembre 1986] (p. 7144).

— **Son rappel au règlement** : demande la constitution d'une commission d'enquête sur les instructions ayant été données par le ministre de l'intérieur aux forces de l'ordre ; demande que la commission des lois se réunisse rapidement pour se saisir de cette demande ; partialité de la présidence de la commission des lois [5 décembre 1986] (p. 7171).

— **Son rappel au règlement** : rappelle que la conférence des présidents avait été convoquée pour un ordre du jour qui n'a pas été suivi ; refus de l'organisation d'un débat sur la politique de l'éducation nationale ; demande que la présidence intervienne directement pour que la commission des lois se réunisse rapidement afin que la proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur les instructions données par le ministre de l'intérieur soient traitées dans les plus brefs délais [5 décembre 1986] (p. 7172).

— **Décès d'un étudiant au quartier latin** : rappelle que le groupe socialiste a déposé une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données par le ministre de l'intérieur aux forces de l'ordre ; demande que la commission des lois soit réunie d'urgence pour examiner cette proposition de résolution ; demande que le ministre de l'intérieur vienne s'expliquer devant les parlementaires [6 décembre 1986] (p. 7193).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : modalités de discussion des amendements soumis à discussion commune [6 décembre 1986] (p. 7193) ; rappelle que les conditions de travail sont et ont été l'une des principales causes d'avortement ; responsabilité du groupe socialiste dans le développement de la législation sur l'avortement (p. 7199) ; ses observations sur la réserve demandée par le Gouvernement sur les amendements proposant la suppression du remboursement de l'avortement ; annonce qu'il formulera une demande de quorum en cas de vote sur ces amendements (p. 7200).

Commission mixte paritaire, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [19 décembre 1986] (p. 7906) ; rejetée au scrutin public (p. 7921) ; oppose la question préalable (p. 7923) ; demande à Mme Marie-France Lecuir de préciser si le rapport par elle évoqué est un de ceux auxquels M. Philippe Séguin a collaboré en tant que conseiller à la Cour des comptes (p. 7929) ; demande à Mme Lecuir d'en arriver au point justifiant le vote de la question préalable (p. 7932) ; **son rappel au règlement** : regrette que les députés de la majorité soient restés obstinément silencieux ; demande la vérification du quorum (p. 7933) ; rejetée au scrutin public (p. 7941) ; **son rappel au règlement** : demande au président de séance d'organiser le débat sur la recevabilité de l'amendement du Gouvernement (p. 7947) ; **son rappel au règlement** : demande au président de séance d'organiser le débat sur la recevabilité de l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 7948) ; **son rappel au règlement** : ses observations sur la réunion du bureau de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; procédure utilisée par le Gouvernement contraire à l'esprit et au texte de l'article 113 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 7949) ; amendement du Gouvernement constituant un véritable projet de loi ; regrette que l'article 113, alinéa 2, du règlement de l'Assemblée nationale ait été opposé à des sous-amendements du groupe socialiste (p. 7950) ; demande que la commission mixte paritaire soit réunie à nouveau pour être saisie de l'amendement du Gouvernement (p. 7951).

Explications de vote : **son rappel au règlement** : demande au président de lui donner acte que seuls une soixantaine de députés siègent dans l'hémicycle ; demande au président de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires pour que seuls les députés présents puissent participer au vote ; demande de mettre en application les décisions relatives au vote personnel (p. 7959).

— **Son rappel au règlement** : conditions de convocation et de fonctionnement des commissions d'enquête [6 décembre 1986] (p. 7214) ; souhaite que M. Toubon réunisse la commission des lois ; demande que le ministre de l'intérieur vienne s'exprimer devant l'Assemblée nationale ; souhaite que les brigades motocyclistes ne soient pas utilisées contre des enfants et des adolescents (p. 7215).

— **Son rappel au règlement** : nécessité de la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements se déroulant à Paris ; s'interroge sur l'absence de convocation de la commission des lois ; comportement du secrétaire général du R.P.R., président de la commission des lois organisant des feux d'artifice au lieu de faire son devoir [6 décembre 1986] (p. 7254).

— **Son rappel au règlement** : rappelle que le groupe socialiste a demandé au Gouvernement de venir s'expliquer devant la commission des lois ou devant l'Assemblée sur son attitude lors des manifestations étudiantes [8 décembre 1986] (p. 7299).

— **Son rappel au règlement** : estime que l'on fait obstacle à l'application du règlement ; demande une suspension de séance [8 décembre 1986] (p. 7299).

— **Son rappel au règlement** : demande au nom de son groupe que l'ordre du jour de la commission des lois soit modifié et que le projet de loi sur le code de la nationalité soit retiré afin que la commission se réunisse pour examiner la demande de constitution d'enquête parlementaire sur les manifestations étudiantes [8 décembre 1986] (p. 7300).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : son exception d'irrecevabilité sur le projet de loi relatif aux procédures de licenciement [8 décembre 1986] (p. 7312) ; rejetée au scrutin public ; son exception d'irrecevabilité sur le projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (p. 7316) ; rejetée au scrutin public ; oppose la question préalable au projet de loi relatif aux procédures de licenciement (p. 7319) ; rejetée au scrutin public (p. 7322) ; oppose la question préalable au projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (p. 7333) ; rejetée au scrutin public (p. 7335).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Commission mixte paritaire, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [19 décembre 1986] (p. 7861) ; rejetée (p. 7870) ; **son rappel au règlement** : demande la vérification du quorum (p. 7864) ; oppose la question préalable (p. 7870) ; son rappel au règlement : interprétation donnée de la Constitution par le président de séance ; vérification du quorum et ordre du jour prioritaire (p. 7875) ; **son rappel au règlement** : expérience du président de séance (p. 7875) ; réglementation des demandes de quorum (p. 7876) ; **son rappel au règlement** : demande la présence du président de l'Assemblée nationale ; Gouvernement tentant de faire passer par voie d'amendement des réformes législatives importantes ; ses observations sur l'amendement Wallon ; amendement du Gouvernement reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail provoquant l'unanimité des forces syndicales contre lui ; longueur de l'amendement du Gouvernement (p. 7877).

Explications de vote : demande la parole pour un rappel au règlement (p. 7888) ; **son rappel au règlement** : absence du ministre de l'intérieur au cours d'une séance de questions orales sans débat ; son éventuel retrait du Gouvernement ; demande qu'il vienne s'expliquer devant l'Assemblée [12 décembre 1986] (p. 7587).

— **Son rappel au règlement** : amendement du Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire pour le projet de loi de finances pour 1987 [16 décembre 1986] (p. 7625).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [17 décembre 1986] (p. 7721) ; rejetée au scrutin public (p. 7725).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution : de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (p. 525) ; de M. André Lajoinie tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ; de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ; de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Discussion générale : **son rappel au règlement :** absence de mise en cause de fonctionnaires de police dans la proposition de résolution déposée ; objet initial de la commission étant d'enquêter sur les instructions données par le ministre de l'intérieur ; portée de l'amendement de M. Emmanuel Aubert [17 décembre 1986] (p. 7731).

Discussion de l'article unique : **article unique :** son amendement n° 1 (tendant à porter le nombre de commissaires à vingt-cinq et à donner à cette commission la mission de recueillir les informations sur la nature, le contenu de ces instructions données, sous la responsabilité des ministres concernés, aux fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 4, 5, 6 et 7 décembre 1986) (p. 7737) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 2 (tendant à porter le nombre de commissaires à vingt-cinq) : adopté (p. 7738) ; son amendement n° 3 (visant à supprimer dans cet article le mot « la préparation ») : rejeté ; son amendement n° 4 (visant à supprimer dans cet article les mots « l'organisation ») : rejeté ; son amendement n° 5 (tendant à supprimer dans cet article les mots « et la présentation ») : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 6 (tendant à préciser que l'objet de la commission est d'enquêter sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 4, 5, 6 et 7 décembre 1986) : devenu sans objet (p. 7739).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [18 décembre 1986] (p. 7779) ; rejetée au scrutin public (p. 7785).

— Son rappel au règlement : informations circulant selon lesquelles le Gouvernement aurait déposé sous forme d'amendements le texte du projet d'ordonnances relatif à l'aménagement du temps de travail ; éventuelle modification de l'ordre du jour ; rôle des commissions mixtes paritaires ; détournement de procédure [19 décembre 1986] (p. 7857).

— Son rappel au règlement : inopportunité d'introduire une réforme aussi importante que celle de l'aménagement du temps de travail par voie d'amendements ; Gouvernement démontrant sa démission annonce un recours devant le Conseil constitutionnel [19 décembre 1986] (p. 7858).

— Son rappel au règlement : reproche au ministre des affaires sociales de rester « silencieux et écrasé sur son siège » ; caractère anticonstitutionnel de la décision du président de séance de refuser la vérification du quorum demandée par M. André Lajoinie ; refus du président de séance de lui donner la parole pour un rappel au règlement [19 décembre 1986] (p. 7889) ; demande que les députés réactionnaires veuillent bien se déranger au moment où ils s'apprêtent à porter atteinte au droit social ; demande la présence du président de l'Assemblée nationale (p. 7890).

— Son rappel au règlement : groupes parlementaires faisant partie constitutive du fonctionnement des assemblées parlementaires ; atteinte portée aux droits de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, à l'Assemblée nationale elle-même, aux droits de la commission des affaires culturelles du Sénat, aux droits de la commission mixte paritaire [19 décembre 1986] (p. 7892) ; ministre chargé des relations avec le Parlement se bornant à faire de la procédure (p. 7893).

— Son rappel au règlement : demande au ministre chargé des relations avec le Parlement de retirer l'amendement n° 1 du Gouvernement reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail [19 décembre 1986] (p. 7894).

JULIA (Didier)

Député de Seine-et-Marne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Secrétaire de cet office [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6464) [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13998).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la **répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants (n° 144)** [15 mai 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **Etat C, titre V :** développement des transports fluviaux ; nécessité de la mise à grand gabarit de la Seine de Bray ; construction du barrage de l'Aube ; crise de la batellerie [29 octobre 1986] (p. 5468).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 63 : son amendement n° 223 (tendant à modifier le calcul de l'assiette de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur) : retiré [14 novembre 1986] (p. 6412).

JUPPÉ (Alain)

Ministre délégué auprès
du ministre de l'économie,
des finances et de la privatisation,
chargé du budget

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du minsistre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de

— M. Bruno Bourg-Broc : augmentation du prix de l'essence : augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; fiscalité pétrolière ; lutte contre l'inflation [23 avril 1986] (p. 254) ;

— **M. Hector Rolland : imposition des gains au loto** : projet de prélèvement progressif sur les gains du loto et du loto sportif ; régime fiscal des gains sur les jeux de hasard et notamment sur ceux du P.M.U. [23 avril 1986] (p. 254) ; emploi des jeunes (p. 255) ;

— **M. Jean Ancient : Budget 1986** : existence de « trous » dans le budget ; insuffisance des crédits pour l'aide personnalisée au logement, les retraites du personnel de la S.N.C.F., le financement de la clause de sauvegarde sur les rémunérations de la fonction publique et les travaux du T.G.V. atlantique ; insuffisance des crédits estimée par le rapport de M. Renaud de La Genière ; chiffre du déficit budgétaire ; dépenses débudgétisées ; demandes adressées par le Premier ministre aux responsables des départements ministériels pour établir un audit de la situation de leurs administrations [7 mai 1986] (p. 827) ; découverte par le ministre de la coopération d'un « trou » budgétaire (p. 828) ;

— **M. Henri Emmanuelli : financement des déductions fiscales** ; quintuplement du déficit budgétaire, triplement de la dette publique et niveau record des prélèvements obligatoires en France ; mode de calcul du déficit budgétaire utilisé par M. Renaud de La Genière ; nécessité de tenir compte des dépenses débudgétisées ; détermination de l'enveloppe des allégements fiscaux en fonction de la marge de manœuvre dégagée par les économies ; absence de cumul entre la réduction linéaire des tranches du barème de l'impôt sur le revenu et la réduction de la tranche marginale de 65 à 60 % [7 mai 1986] (p. 829) ; envoi par le Premier ministre d'une lettre invitant les ministres à procéder à un exercice d'économies (p. 830) ;

— **M. Bernard Schreiner : redevance** : redevance sur les magnétoscopes [21 mai 1986] (p. 933). suppression de cette taxe ; financement du secteur audiovisuel public par des recettes publicitaires dans la limite d'un plafond compatible avec les possibilités du marché ; respect des intérêts de la presse écrite ; abaissement de la redevance de la télévision ; volonté de privatiser la télévision pour passer de la gabegie financière à la bonne gestion [21 mai 1986] (p. 994) ;

— **M. Jean-Pierre Roux : prélèvement sur les réserves de la caisse d'aide à l'équipement de collectivités locales** : imputation sur les fonds propres de la C.A.E.C.L. du prélèvement prévu ; obligation de placer pour une grande part ces fonds auprès du Trésor ; absence d'incidence sur les prêts consentis aux collectivités locales ; projet de réforme de la C.A.E.C.L. [21 mai 1986] (p. 994) ; élaboration d'un projet de loi en concertation avec les institutions représentatives des élus locaux (p. 995) ;

— **M. Xavier Dugoin : indemnisation des victimes d'attentats terroristes** : absence de ligne de conduite pour prendre des décisions qui ont été prises au cas par cas pour indemniser les victimes ; négligence dans l'instruction des affaires accroissant les délais ; imprévision face à la montée du terrorisme ; relèvement du plafond des indemnisations ; projet destiné à réparer les préjudices corporels en ayant recours aux assurances ; concertation avec les associations de victimes d'attentat [21 mai 1986] (p. 995-996) ;

— **M. Yvan Blot : moyens financiers accordés aux forces de sécurité** : programme d'économies budgétaires et de réduction de déficit : exonération de trois secteurs : l'emploi des jeunes, l'action en faveur de l'agriculture et la sécurité des personnes et des biens ; création d'emplois dans la police nationale ; recrutement d'appelés du contingent ; accroissement de la présence policière sur le terrain en augmentant le temps de travail, émission informatisée des titres nationaux d'identité infalsifiables [21 mai 1986] (p. 997) ;

— **M. Jack Lang : restaurants du cœur** : lutte contre la nouvelle pauvreté [5 novembre 1986] (p. 5853) ; augmentation des réductions d'impôt accordée au contribuable faisant des dons aux œuvres d'intérêt général (p. 5854) ;

— **M. Charles Millon : contrôle des prix, contrôle des changes** : rappel des mesures déjà prises quant à la libération des changes ; renonciation de la France à la clause de sauvegarde [5 novembre 1986] (p. 5856) ; mesures concernant les entreprises et les particuliers ; poursuite de la libération des prix qui doit être totale à la fin de 1986 ; évolution accomplie sans dérapage des prix ; jeu de la concurrence ; texte abrogeant les ordonnances de 1945 actuellement soumis au Conseil d'Etat (p. 5857) ;

— **M. Germain Gengenwin : déductions fiscales pour les travaux d'isolation** : dispositif fiscal d'incitation aux économies d'énergie créé lors du premier choc pétrolier en 1974 et maintenu en raison du deuxième choc pétrolier de 1978 ; suppression justifiée par les changements de comportement et la baisse du prix de l'énergie ; diminution globale de la charge fiscale qui pèse sur les entreprises et les particuliers préférable à des exonérations ponctuelles [5 novembre 1986] (p. 5858) ;

orales sans débat de :

— **M. Jean-Claude Martinez (n° 30) : rémunération des trésoriers-payeurs-généraux** : statut et responsabilité pécuniaire des T.P.G. ; fiscalisation intégrale des remises et commissions à l'exception d'une franchise représentative de frais ; mode de répartition de ces rémunérations accessoires ; application des règles de cumul [23 mai 1986] (p. 1091) ; transparence des rémunérations ; institution de la commission Aicardi pour réfléchir sur la fiscalité ; son opposition à la « grande réforme fiscale » prônée par M. Martinez ; nécessité de réviser les taux de T.V.A. pour respecter l'harmonisation communautaire (p. 1092) ;

— **M. Jean-Claude Cassaing (n° 29) : région S.N.C.F. de Limoges** : autonomie de gestion des entreprises nationales ; compétence de la direction pour l'organisation régionale de la S.N.C.F. ; nécessité d'accroître la compétitivité du rail ; conventionnement de services ferroviaires d'intérêt régional ; exemple du Limousin [23 mai 1986] (p. 1093) ;

— **M. Sébastien Couepel (n° 165) : taxes sur les céréales** : distorsion de concurrence due aux taxes sur les céréales ; projet du Gouvernement de les diminuer et de supprimer progressivement les taxes B.A.P.S.A. ; réforme de l'assiette des cotisations sociales des agriculteurs ; aménagement du prélèvement de coresponsabilité et de ses modalités [19 décembre 1986] (p. 7848) ;

— **M. Bruno Gollnisch (n° 164) : chèques payants** : facturation des services par toute entreprise ; nécessité de freiner l'utilisation du chèque ; concertation et campagne d'information des consommateurs ; suppression de l'obligation de paiement par chèque ; nombre d'opérations gratuites ; respect du droit de la concurrence ; réforme du régime des dates de valeur [19 décembre 1986] (p. 7849) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 167) : fiscalité applicable aux cotisations des travailleurs indépendants aux régimes complémentaires maladie** : souhait des commerçants et artisans du maintien d'un régime spécifique ; règles de non-déductibilité des primes générales applicables aux salariés comme aux non salariés ; vocation d'entraide et non de profit des mutuelles justifiant l'exonération de taxes ; projet de loi sur l'épargne-retraite [19 décembre 1986] (p. 7850).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : lien entre la désinflation et le contrôle des prix ; baisse du prix de l'énergie ; politique de désindexation des rémunérations ; démantèlement du contrôle des prix [24 avril 1986] (p. 344). obligation d'abroger les ordonnances de 1945 pour éviter de laisser les agents économiques dans l'incertitude (p. 345) ; élaboration du droit à la concurrence, protection des droits des consommateurs (p. 347) ; loi du 22 juin 1982 constituant l'un des éléments ayant abouti au blocage actuel du marché immobilier locatif (p. 371) ; article 1er ne visant que les dispositions relatives aux prix et à la concurrence contenues dans les ordonnances de 1945 (p. 372) ; ses observations (p. 373) ; absence de justification de l'amendement n° 227 de M. Gérard Collomb relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises (p. 374) ; confirme que le Gouvernement a l'intention de demander l'abrogation de la loi du 23 octobre 1984 par la voie législative traditionnelle (p. 375) ; ses observations (p. 376).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : rigidification du budget de l'Etat ; montant et destination des dépenses supplémentaires ; contribution de l'Etat au financement de l'aide personnalisée au logement ; frais de financement des charges de retraite des personnels de la S.N.C.F. ; mise en jeu de la clause de sauvegarde dans la fonction publique ; complément de subvention à la S.N.C.F. [23 mai 1986] (p. 1104) ; programme des stages en faveur des chômeurs de longue durée ; consolidation de certaines créances commerciales ; dotation industrielle pour les entreprises industrielles et la régie Renault ; principales conclusions du rapport de M. de la Genière ; absence de révision des crédits évaluatifs ; emploi des jeunes (p. 1105) ; efforts en faveur de la sécurité ; recrutement de 400 appelés dans la police nationale ; mesures en faveur de l'agriculture ; répartition des crédits entre les établissements d'enseignement privé agricole et les maisons familiales ; privatisation du Crédit agricole ; ressources nouvelles finançant le collectif budgétaire ; création d'un compte d'affectation spéciale ; constitution de la caisse d'amortissement ; prélèvement sur les réserves de la caisse d'aide de l'équipement des collectivités locales (p. 1106) ; nécessaire évolution du statut de la C.A.E.C.L. ; affectation au budget de l'Etat du produit des arrondis sur centimes des gains du loto ; prélèvement au profit du budget général d'une partie des enjeux du loto sportif (p. 1107) ; majoration du prix du tabac ; institution d'un droit d'inscription aux concours administratifs ; programme d'économies budgétaires ; moyens de la recherche ; économies relatives au budget de la culture ; projet de loi de finances rectificatives engageant un programme de baisse des impôts ; réduction générale du taux de l'impôt sur les sociétés à 45 % (p. 1108) ; gel des effets fiscaux du franchissement du seuil de dix salariés ; efforts importants consentis au profit des départements d'outre-mer ; abattement sur les revenus d'obligations pour les personnes seules de plus de 65 ans ; création d'une sorte de droit de péage à la sortie des S.I.C.A.V. et des fonds communs de placement ; caractère « franc » de l'amnistie ; sa surprise devant les demandes de suppression d'impôts « tous azimuts » (p. 1109) ; réalisme du Gouvernement (p. 1110) ; affectation de recettes en capital à des dépenses en capital (p. 1119) ; prévisions de l'I.N.S.E.E. en matière d'emploi ayant été faite avant que les mesures de politique gouvernementale nouvelles n'aient été annoncées (p. 1138) ; ses observations (p. 1140) ; volonté du Gouvernement de ne pas chiffrer en termes de création d'emplois le plan d'emplois pour les jeunes (p. 1141) ; lutte contre l'inflation constituant des objectifs prioritaires du Gouvernement ; tarifs de la R.A.T.P. (p. 1143) ; compare M. Jean-Claude Martinez à un « Coluche du droit fiscal » (p. 1147) ; nécessité que l'anonymat sur l'or soit réel aussi bien à l'achat qu'à la vente ; rappelle que le Gouvernement a proposé au Parlement une amnistie externe et non interne (p. 1150) ; distribution des prêts locatifs aidés en Alsace ; baisse des taux d'intérêt (p. 1156) ; réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 45 % ; acompte de l'impôt sur les sociétés ; livret d'épargne retraite ; aides financières aux industries agro-alimentaires ; ses observations sur le « numéro » de M. Jean-Claude Martinez ; décision prise en matière de politique salariale dans la fonction publique ; caractère inflationniste d'une augmentation de la T.V.A. ; montant du déficit budgétaire ; compte de commerce d'affectation spéciale et caisse d'amortissement ne servant qu'à financer des dépenses en capital (p. 1157) ; évolution du discours socialiste sur l'entreprise ; date de la révision des hypothèses économiques pour 1986 ; différence entre l'amnistie de 1982 et celle de 1986 ; motif des relèvements massifs de tarifs publics de 1981 ; respect des contrats de plan ; emploi des jeunes (p. 1158) ; prêts de la C.A.E.C.L. étant alignés sur les taux du marché ; collectif ne constituant qu'une étape du redressement économique ; démantèlement complet du contrôle des changes ; politique de détente des taux d'intérêt permise par la nouvelle gestion gouvernementale (p. 1159).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : modalités des remises gracieuses demandées au service des impôts ou des délais de paiement demandés aux comptables du Trésor pour les foyers fiscaux en difficulté [26 mai 1986] (p. 1164) ; **article 1er** : simplification du système fiscal ; neutralité fiscale à l'égard des entreprises ; caractère inopérant des mesures en faveur de l'investissement prises depuis 1981 ; réduction d'une manière globale de la pression fiscale sur les entreprises (p. 1168) ; diminution de l'impôt sur les sociétés et baisse des prélèvements obligatoires pour les entreprises ; taux de l'avoir fiscal ; réglementation des acomptes ; aide fiscale à l'investissement en 1985 ; modifications apportées à la structure de la fiscalité de 1981 à 1985 n'allant pas dans le sens de l'allégement de l'impôt indirect (p. 1169) ; ses observations (p. 1171, 1173) ; possibilité pour des sociétés dont le bénéfice ne coïncide pas avec l'année civile de continuer sur l'exercice 1985-1986 à bénéficier des dispositions d'allégement fiscal prévues auparavant ; réduction proposée du taux de l'impôt sur les sociétés (p. 1174) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Raymond Douyère : pratique du Gouvernement consistant à déposer en seconde délibération un amendement de coordination ayant pour objectif de fixer exactement l'incidence financière des amendements adoptés en première lecture ; pouvoir d'amendement du Parlement (p. 1176) ; services du ministère des finances étant à la disposition exclusive du président de la commission des finances et du Rapporteur général (p. 1177) ; taxation des entreprises n'ayant pas réalisé de bénéfices étant particulièrement faible ; caractère difficilement acceptable du gage proposé par l'amendement n° 86 de M. Gérard Trémège (p. 1178) ; suppression en cours d'année de la taxe sur certains frais généraux n'étant pas envisageable en raison de son coût financier (p. 1179) ; suppression de la taxe sur les frais généraux devant figurer parmi les allégements fiscaux prioritaires (p. 1180) ; **après l'article 1er** : exonération du droit d'apport pour l'incorporation de bénéfices, de réserves ou de provisions au capital des entreprises ; suppression de taxations désuètes (p. 1193) ; report en arrière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (p. 1195) ; existence dans tous les pays d'un système de limitation de double imposition des revenus distribués par les sociétés (p. 1196) ; moratoire sur les seuils (p. 1199) ; projets annoncés en matière de gestion des effectifs ; coût des mesures par rapport aux fonds collectés au titre de la formation professionnelle continue et de l'effort en faveur de la construction ; situation du logement depuis 1981 ; extension des mesures d'allégement aux versements destinés aux transports en commun ; R.A.T.P. et S.N.C.F. banlieue ; participation ; politique du logement et de la formation professionnelle (p. 1200) ; nécessité d'éviter l'accroissement des charges des entreprises (p. 1201) ; **après l'article 2** : caractère irréaliste d'une majoration du tarif des droits du timbre pour gager la suppression de la taxe forfaitaire sur les appareils automatiques (p. 1202) ; **article 3** : compétitivité de l'agriculture, allégement des coûts de production ; déductibilité de 50 % de la T.V.A. sur le fioul ; démantèlement partiel des montants compensatoires monétaires pour certaines productions, juste après le réajustement monétaire ; fiscalité des G.A.E.C. ; report de la limite du plafond du forfait agricole ; suppression de « l'annexe T.V.A. » ; simplification des comptabilités de la fiscalité agricole ; **après l'article 3** : son amendement n° 190 (alignement du régime des G.A.E.C. sur celui des agriculteurs exploitants à titre individuel) (p. 1205) ; transparence fiscale des G.A.E.C. à deux ou trois personnes (p. 1206) ; réforme de la fiscalité agricole ; simplification du régime réel ; adopté après modification (p. 1207) ; plus-values dues à la réavaluation annuelle du cheptel vif ; impossibilité d'augmenter les taux de T.V.A. en France supérieurs à la moyenne européenne (p. 1208) ; notion de revue à grand spectacle ; substitution de la responsabilité de l'Etat à celle du déclarant en douane lorsque celui-ci n'arrive pas à obtenir de l'importateur le remboursement de la T.V.A. (p. 1209) ; taux de T.V.A. sur les hôtels « quatre étoiles » et « quatre étoiles luxe » (p. 1210) ; coût de la mesure visant à abaisser ce taux (p. 1211) ; **article 4** : taxe sur les concours administratifs ; concours des collectivités locales (p. 1212) ; existence de droits d'inscription aux examens (p. 1213) ; situation des jeunes gens très modestes [27 mai 1986] (p. 1225) ; prélèvement sur la part des enjeux dévolue aux gagnants du loto sportif et du loto national ; extension au loto des dispositions existant depuis 1957 sur l'affectation des arrondis (p. 1228) ; financement du plan en faveur de l'emploi des jeunes ; évolution des moyens budgétaires du fonds national de développement du sport entre 1981 et 1985 (p. 1229) ; prélèvement sur les enjeux du loto dévolus aux gagnants ayant un caractère exceptionnel (p. 1230) ; **article 6** : bilan financier de la C.A.E.C.L. (p. 1233) ; nécessité de désétatiser la C.A.E.C.L. ; absence de renchérissement du coût du crédit accordé aux collectivités locales ; intégration de la réforme de la C.A.E.C.L. dans une réfection d'ensemble

sur les relations de trésorerie entre l'Etat et les collectivités locales (p. 1234) ; **après l'article 6** : surcompensation entre les régimes sociaux et l'assurance vieillesse pouvant faire l'objet d'une question budgétaire ; maintien des régimes de compensation et de surcompensation (p. 1236) ; nécessité d'abolir la distorsion en matière de fiscalité entre couples mariés et couples non mariés ; montant de l'abattement pour les personnes âgées seules de plus de 65 ans ; mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour permettre aux épargnants ayant déjà opté pour le prélèvement libératoire de bénéficier en 1986 du nouvel abattement de 10 000 F (p. 1239) ; rapprochement de la fiscalité des actions et de celles des obligations ; impossibilité de lancer une grande politique familiale par l'intermédiaire d'un collectif budgétaire (p. 1240) ; nécessité de ne pas recréer l'injustice entre couples mariés et couples non mariés (p. 1241) ; dépôt de sous-amendements non rédigés ; absence de volonté du Gouvernement d'échapper à la transparence ; plafonnement à la 10e tranche du barème de l'avantage fiscal relatif aux actions ; abattement de 8 000 F sur les revenus des valeurs mobilières pour les contribuables âgées de 65 ans constituant une mesure de caractère social ; Gouvernement étant prêt à reprendre à son compte l'amendement n° 40 de la commission ; son amendement n° 196 (régime fiscal des intérêts des valeurs mobilières) : adopté (p. 1242) ; son amendement n° 3 (tendant à compter du 1er juillet 1986 à porter à 130 F le droit d'examen prévu au paragraphe I de l'article 967 du code général des impôts) ; montant anormalement faible du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire ; évolution entre 1981 et 1985 des droits sur les cartes d'identité et sur les passeports, certificats d'immatriculation et procès-verbaux de réception des véhicules automobiles (p. 1243) ; disposition ayant pour objectif de financer le plan d'emploi pour les jeunes (p. 1244) ; **après l'article 6** : impossibilité de remettre en cause l'équilibre général du collectif (p. 1256) ; amnistie sans anonymat n'ayant aucun sens (p. 1262) ; inutilité du sous-amendement n° 192 de M. Georges Tranchant ; son amendement n° 200 à l'amendement n° 41 de la commission (opposabilité aux administrations fiscales ou douanières du certificat anonyme attestant le paiement) (p. 1263) : absence de possibilité de reprise à l'occasion d'une vérification fiscale ; Gouvernement étant farouchement déterminé à lutter contre la fraude ; adopté (p. 1264) ; relèvement du seuil d'exonération de l'impôt sur le revenu ; impossibilité de bouleverser la fiscalité locale par des réformes d'ensemble (p. 1265) ; **article 7 et état A** : suppression de crédits de la recherche ; son amendement n° 203 (de coordination) ; cas d'exemption de droit de timbre pour les candidats aux concours administratifs (p. 1285) ; adopté au scrutin public (p. 1286).

Seconde délibération de la première partie : **article 2 *bis*** : son amendement n° 1 (de suppression) ; superposition des taxes sur les jeux automatiques ; maintien de la taxe forfaitaire ; réservé (en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution) ; **article 4** : son amendement n° 2 (droit de timbre sur l'inscription aux concours de recrutement des fonctionnaires de l'Etat) (p. 1286) ; cas d'exemption de droit de timbre ; réservé ; (article 44, alinéa 3) (p. 1287) ; son amendement n° 3 (de coordination) (p. 1289) ; chômage des jeunes ; réservé (art. 44, alinéa 3) ; amendements n° 1, 2, et 3 : adoptés (p. 1290) ; **avant l'article 11** : délais de reprise pour les titulaires de revenus déclarés par les tiers ; taxes sur le chiffre d'affaires ; vérifications nécessitant des investigations à l'étranger ; amélioration des relations entre l'administration et les usagers en matière fiscale (p. 1296) ; élaboration d'une charte du contribuable vérifié depuis 1978 ; diminution des moyens et des effectifs de l'administration fiscale ; modernisation de cette administration ; délai d'un an pour effectuer une vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble (p. 1297) ; ses observation (p. 1298) ; **article 8 et état B (précédemment réservés)** : allégement des impôts ; compression des dépenses ; effondrement de la compétitivité de la France ; nécessité de recentrer l'Etat sur ses missions propres ; politique de la recherche ; annulations de crédits ; diminution de crédits du ministère des droits de la Femme [28 mai 1986] (p. 1340) ; économies réalisées dans le domaine social ; plan d'emploi des jeunes ; redéploiement du budget du ministère des affaires sociales ; aide aux chômeurs de longue durée ; lutte contre la pauvreté ; accroissement des moyens destinés à la formation professionnelle et à la formation en alternance en entreprise ; projet de réforme de l'aide au logement (p. 1341) ; mise en place de la commission Aicardi pour établir des relations saines entre l'administration et les contribuables ; allégements fiscaux de la loi de finances pour 1987 ; politique sectorielle (p. 1342) ; conditions d'accès à l'E.N.A. (p. 1343) ; I.V.G. ; projet de mesures relatives aux allocations et à la fiscalité en faveur des familles ; logement et urbanisme (p. 1345) ; **après l'article 8 (précédemment réservé)** : engagement de M. Jacques Chirac pour le rattrapage du rapport constant (p. 1348) ; **article 10 et état D (précédemment rèservés)** : suppression par le Gouvernement socialiste de 12 189 emplois dans l'ensemble des services de l'Etat ; suppression d'emplois dans le collectif budgétaire concernant des emplois gelés au cours des lois des finances précédentes ; politique des salaires dans la fonction publique (p. 1375) ; recherche de progrès de productivité dans l'administration (p. 1376) ; **après l'article 11** : système fiscal pénalisant dans la plupart des cas les couples mariés par rapport à ceux qui ne le sont pas ; « conjugalisation » des avantages fiscaux liés à la fiscalité des valeurs mobilières ; inopportunité d'accorder aux couples mariés les avantages dont bénéficient à l'heure actuelle les couples non mariés ; problèmes techniques posés par l'amendement n° 1 de M. Michel Debré (p. 1380) : Gouvernement s'engageant à prévoir dans la loi de finances pour 1987 des mesures allant dans le sens de l'amendement n° 1 de M. Michel Debré (p. 1381) ; chiffrage du coût de l'amendement n° 1 de M. Michel Debré (p. 1382) ; variation des bénéfices agricoles ; imposition des bénéfices agricoles déterminés d'après une moyenne triennale pouvant, dans certains cas, pénaliser les agriculteurs ; engagement du Gouvernement d'étudier dans la perspective de la loi de finances pour 1987 un dispositif d'ensemble de réforme de la fiscalité agricole ; **article 11 *bis*** (lettre rectificative) : réglementation fiscale des S.I.C.A.V. et des fonds communs de placement conduisant à une importante évasion fiscale ; obligation de comptabiliser l'intérêt couru des placements ; exclusion du champ d'application de la réforme de certains titres ou produits (p. 1387) ; imposition des intérêts courus chez les porteurs en cas de cession des parts ou actions ; définition de l'intérêt couru ; date d'application du dispositif prévu par le présent article ; critère retenu pour le pouvoir réglementaire pour distinguer entre les catégories de S.I.C.A.V. et de fonds communs de placement auxquels il imposera un droit de sortie ; ordre de grandeur des frais d'entrée et de sortie que le pouvoir réglementaire a l'intention d'imposer ; exclusion des fonds salariaux et des fonds de la participation du système prévu par l'article ; assiette du couru ; concurrence des fonds étrangers (p. 1388) ; son amendement n° 31 (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article à substituer à la date « 1er juin 1986 » la date « 1er juillet 1986 » (p. 1388) ; adopté ; son amendement n° 84 (détermination du produit couru) : adopté ; son amendement n° 22 (exclusion du champ d'application de l'article 11 *bis* des obligations renouvelables du Trésor émises avant le 1er juin 1986 et des produits payés d'avance) : adopté (p. 1389) ; son amendement n° 23 (distribution définie au 2e alinéa de l'article 9 de la loi du 3 janvier 1979 portant également sur les produits échus entre le premier jour et le 30 juin 1986 et sur les produits courus entre le 1er juillet 1986 et la clôture de cet exercice) : adopté ; son amendement n° 24 (montant minimum de frais devant être prélevés par toutes les S.I.C.A.V. ou par certaines catégories d'entre elles lors de l'acquisition ou du rachat de leurs actions) ; frais de gestion revenant aux porteurs de parts (p. 1390) ; adopté ; **article 11 *ter*** (lettre rectificative) : ses observations (p. 1391-1392) ; **après l'article 11 *ter*** : « tradition d'anti-parlementarisme cultivée par certaines familles politiques de notre pays » (p. 1393) ; **article 12** : son amendement n° 103 (reconduction jusqu'au 31 décembre 1966 des dispositions du paragraphe I de l'article 208 *quater* de l'article 238 *bis* HA et du paragraphe II de l'article 1655 *bis* du code général des impôts (p. 1397) ; priorité absolue accordée par le Gouvernement au développement et au redressement économique des départements d'outre-mer ; durée de la mesure ; extension du champ d'application de la mesure proposée à des secteurs nouveaux (p. 1398) ; obligation pour les entreprises concernées d'adresser à la direction générale des impôts un dossier permettant d'apprécier l'intérêt économique et la localisation des investissements envisagés (p. 1399) ; droit commun fiscal des monuments historiques s'appliquant dans les départements d'outre-mer (p. 1400) ; adopté au scrutin public après modification (p. 1401) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jacques Roger-Machart : demande

un scrutin public sur la demande de suspension de séance (p. 1403) ; volonté de blocage des débats parlementaires de la part de certains groupes de l'Assemblée nationale (p. 1405) ; ses observations (p. 1409) ; aménagement d'ensemble de la fiscalité agricole dans le budget de 1987 (p. 1410) ; commission Aicardi ayant pour objet de réfléchir à l'amélioration des relations entre les contribuables et l'administration fiscale et douanière (p. 1411) ; complication inutile que représente la demande à des transporteurs routiers de gérer plusieurs taux de T.V.A. selon la nature des marchandises transportées (p. 1411) ; ses observations (p. 1412) ; **article 13** : caractère anti-économique de l'impôt sur les grandes fortunes ; modalités d'imposition des biens professionnels ; complexité de la fiscalité des patrimoines en France (p. 1414) ; maintien de la taxation forfaitaire sur les bons anonymes ; perte nette de recettes représentée par la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; demande une suspension de séance (p. 1415).

Commission mixte paritaire, discussion générale : coefficient déflateur en matière de fiscalité locale [24 juin 1986] (p. 2398) ; texte de la commission mixte paritaire recueillant le plein accord du Gouvernement (p. 2399) ; confirme l'engagement pris devant le Sénat de réexaminer les privilèges des « bouilleurs de crus » ; lutte contre la fraude ne devant pas se traduire par une multiplication des brimades à l'encontre des libertés individuelles ; crédits mis à disposition des questeurs du Conseil de Paris et du Conseil régional d'Ile-de-France (p. 2403) ; situation financière particulière de la ville de Paris ; situation des chantiers navals ; lutte contre le chômage ; sauvegarde de la sécurité sociale ; maintien du pouvoir d'achat (p. 2404).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Jarosz : assure qu'il n'a pas refusé de répondre au groupe communiste ; questions du groupe communiste étant de nature suffisamment générale pour ne pas appeler de sa part de réponse précise liée au collectif budgétaire [26 mai 1986] (p. 1163) ; unicité du taux d'imposition pour l'impôt sur les sociétés (p. 1173).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : projet de loi sur la politique familiale [30 mai 1986] (p. 1535).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : rétablissement du prélèvement sur l'ensemble des revenus ; situation financière du régime général de sécurité sociale ; responsabilité de l'abaissement de l'âge de la retraite dans l'explosion des dépenses de vieillesse [24 juillet 1986] (p. 3820) ; modification du régime de trésorerie des organismes de sécurité sociale ; déséquilibre de l'assurance vieillesse ; institution d'une commission d'évaluation de sauvegarde de l'assurance vieillesse (p. 3821) ; traitement social du chômage ; développement des formules d'épargne-retraite ; majoration de la cotisation de l'assurance vieillesse ; rétablissement de la contribution sur le revenu imposable ; cas d'exonération de cette contribution (p. 3822) ; projet de réforme des structures du système de retraite et des régimes maladie (p. 3823) ; ses observations sur la question préalable de M. Pierre Joxe ; cas d'exonération prévue pour le 1 % dit « Delors » et pour le 0,4 % rétabli ; réfute la proposition de réforme de la sécurité sociale proposée par M. François Bachelot ; financement du 0,4 % par les assurés sociaux et non par les entreprises (p. 3830).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : assurance maladie ; part du système de retraite dans le déficit de la sécurité sociale [25 juillet 1986] (p. 3867) ; taux de recouvrement des cotisations patronales aux organismes de sécurité sociale (p. 3869) ; **article 1er** : politique familiale ; montant des allégements fiscaux en 1987 ; taux de prélèvements obligatoires (p. 3872) ; application de la contribution de 0,4 % à l'intégralité des revenus imposables des fonctionnaires, donc des primes (p. 3873) ; ses observations (p. 3875) ; affectation du produit de la contribution de 0,4 % à la C.N.A.V. et non aux caisses des régimes spéciaux et autonomes ; bénéfice retiré de la compensation par ces régimes ; **article 2** : assiette de la contribution de 0,4 % (p. 3876) ; **après l'article 2** : suppression de l'I.G.F. ; **article 3** : exclusion des revenus sur lesquels l'impôt a été déjà payé au titre de l'année 1985 de l'assiette de la contribution de 0,4 % ; cas des profits liés à la construction et des revenus ayant déjà fait l'objet d'un prélèvement obligatoire (p. 3877) ; encouragement à l'épargne (p. 3878) ; **article 5** : son amendement n° 48 (de correction) ; adopté (p. 3879) ; **article 6** : exonération de 10 millions de foyers fiscaux du prélèvement de 0,4 % (p. 3880) ; **article 8** : comparaison du nombre de contribuables bénéficiant d'une exonération pour la contribution de 0,4 % et de celui ayant bénéficié d'une exonération pour la contribution de 1 % instituée en 1984 ; procédure de recours gracieux instituée en 1984 pour traiter les cas particuliers et permettre des exonérations (p. 3882) ; diminution du nombre de recours gracieux de ce type grâce au dispositif adopté pour le 0,4 % (p. 3883) ; **article 9** : plus-values fiscales pour 1986 ; mensualisation des retraites ; augmentation de la cotisation d'assurance vieillesse des agents de l'Etat pour compenser l'évolution défavorable du rapport actifs-retraités (p. 3898) ; caractère exceptionnel du prélèvement sur le revenu de 0,4 % ; constate que « la démagogie anti-fonctionnaire de M. Jean-Claude Martinez s'arrête aux limites des franchises universitaires » (p. 3899) ; **après l'article 9** : inscription sur « la feuille de paie vérité » du montant de la totalité des retenues patronales et salariales (p. 3902, 3903) ;

Après les explications de vote : conditions d'examen du projet ; création d'une commission de sauvegarde de la sécurité sociale pour examiner les réformes structurelles du système de protection sociale (p. 3909).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : étalement dans le temps du relèvement des cotisations de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales [14 octobre 1986] (p. 4718). Remercie le président de la commission des finances et le rapporteur général [15 octobre 1986] (p. 4746) ; favorable à l'ouverture d'un débat sur les modalités d'aide aux entreprises et la relance de l'investissement ; prévisions économiques du Gouvernement ; caisse de retraite des agents des collectivités locales ; incidence de deux points sur la fiscalité locale en 1987 ; progression des concours de l'Etat aux collectivités locales étant supérieure à la hausse des prix ; contrats de plan (p. 4747) ; évolution de la dépense locale ; réexamen systématique des services votés ; chasse au gaspillage ; augmentation de l'effort public de recherche ; son appréciation sur les dépenses culturelles effectuées entre 1981 et 1986 (p. 4748) ; effort en faveur de la formation professionnelle ; meilleure utilisation des crédits ; diminution de postes d'instituteurs ; recentrage de l'Etat sur ses missions essentielles ; rapport Belin-Gisserot ; non renouvellement du dispositif fiscal en faveur des économies d'énergie ; réduction des crédits affectés à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; objectif de rendre aux Français une part croissante du fruit de leur travail ; nécessité de réduire le déficit (p. 4749) ; objectif d'équilibre budgétaire d'ici trois ans hors charge de la dette ; baisse des impôts ; complexité de l'impôt ; réconciliation du contribuable avec l'administration ; rapport Aicardi ; recouvrement à seulement 60 % des redressements fiscaux ; réforme nécessaire de l'imposition du capital ; I.G.F ; taxe professionnelle ; son hostilité à des mesures fiscales de caractère exceptionnel notamment en matière d'aide à l'investissement (p. 4750) ; allégement de la fiscalité des entreprises en 1987 et 1988 ; débureaucratisation de la fiscalité ; s'oppose à la taxation à un taux réduit des bénéfices non distribués ; abandon progressif de la technique de l'agrément fiscal ; répartition équilibrée de l'impôt ; objectif d'harmonisation des fiscalités européennes ; effort de gestion des organismes sociaux (p. 4751) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Pierret : non accroissement de l'écart d'inflation entre la France et la République fédérale allemande ; rebudgétisations ; diminution réelle du déficit budgétaire (p. 4752).

Discussion des articles : **article 1er** : information du Parlement ; esprit dans lequel le Gouvernement conçoit les taxes parafiscales ; information du Parlement sur la gestion financière de la sécurité sociale ; participation de nombreux parlementaires au comité des finances locales dans lequel les problèmes financiers des collectivités locales sont examinés ; taxes perçues au profit d'organismes divers [15 octobre 1986] (p. 4791) ; évolution du montant des

prélèvements obligatoires ; effort d'économie ayant été fait sur les finances de l'Etat n'ayant pu encore relayer par un effort équivalent des régimes sociaux et des collectivités locales (p. 4792) ; **article 2** : ses observations (p. 4796) ; méthodologie du tableau sur les variations de pressions fiscales ; rattrapage en deux ans de l'érosion monétaire du plafond dans lequel s'applique l'abattement de 20 % sur les revenus des médecins dont la comptabilité est tenue par un centre de gestion agréée ; autorisation du cumul lors de la première année d'adhésion à une association de gestion agréée ; déduction de 3 % existant entre la généralité des médecins conventionnés et abattement de 20 % prévu en cas d'adhésion à un de ces centres (p. 4797) ; aspect « onirique » de la démarche de M. Jean-Claude Martinez (p. 4799) ; ses observations (p. 4801) ; caractère contestable du plafonnement du quotient familial ; annonce par le Gouvernement d'un plan de restructuration des prestations familiales avec la création d'une véritable allocation parentale d'éducation ; souhait du Gouvernement de réduire le nombre de dispositions fiscales pénalisant les couples mariés ; plafonnement de l'avantage procuré aux personnes seules par la demi-part supplémentaire (p. 4803) ; rappelle que les personnes seules ayant un enfant à charge bénéficient d'ores et déjà d'une demi-part de quotient familial pour le calcul de l'impôt sur le revenu ; limitation de l'effet de demi-part supplémentaire aux personnes seules ayant un revenu modeste (p. 4804) ; possibilité de résoudre par la voie des remises gracieuses le cas des contribuables modestes dont la situation matérielle s'est fortement dégradée par la survenance d'un événement grave [16 octobre 1986] (p. 4820) ; doublement de la déduction pour frais de garde ; création d'une allocation de garde d'enfants permettant aux familles d'être partiellement exonérées des cotisations pour l'emploi d'une personne à domicile (p. 4821) ; **après l'article 2** : impôt sur les grandes fortunes (p. 4822) ; inopportunité de l'amendement n° 83 de M. Roger Combrisson tendant à supprimer l'avoir fiscal (p. 4823) ; inopportunité de la suppression du système du prélèvement libératoire ; amélioration de la situation financière des entreprises après 1983 (p. 4824) ; allégement de la taxe d'habitation pour les contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu (p. 4825) ; rémunération des comptes courants d'associés (p. 4826) ; inopportunité de l'amendement n° 160 de M. Gilbert Gantier ; meilleure organisation des régimes de retraite ayant permis une amélioration de la situation des retraités (p. 4827) ; **ses observations sur la rappel au règlement** de M. Jacques Roger-Machart (p. 4827) ; objectif de la demande du Gouvernement de réserver les amendements relatifs aux incitations fiscales pour les dons aux associations caritatives ; **avant l'article 3** : imposition des plus-values à court terme ; constitution d'un groupe de travail sur l'allégement de la fiscalité du patrimoine (p. 4828) ; formation des collectivités locales sur leurs ressources dans le délai habituel ; neutralité de la réforme de la taxe professionnelle pour les budgets locaux et les contribuables ; réforme de la taxe d'habitation (p. 4837) ; problème posé par le remplacement de la taxe professionnelle par une hausse de la T.V.A. ; diminution du plafond de la cotisation par rapport à la valeur ajoutée ; modification du mode de calcul de la taxe professionnelle ; utilité d'un instrument fiscal du type de la taxe professionnelle (p. 4838) ; disparités régionales pour sa perception ; possibilité de départementalisation des taux ou de son prélèvement ; changement d'assiette et passage à la valeur ajoutée (p. 4839) ; ses observations [16 octobre 1986] (p. 4855) ; inopportunité de la suppression de la taxe professionnelle par transfert sur la T.V.A. (p. 4857) ; inopportunité d'un allégement sélectif de la taxe professionnelle ; nécessité d'éviter un accroissement des charges de compensation de l'Etat et une déresponsabilisation des localités locales ; ses craintes sur des éventuels transferts de charges d'entreprise à entreprise ; disparité géographique dans la répartition de son assiette ; constitution d'un groupe d'étude sur la réforme de la taxe professionnelle (p. 4859-4860) ; inopportunité d'un système de plafonnement des cotisations de taxes professionnelles en pourcentage de la valeur ajoutée (p. 4860) ; dispositif de lissage de l'évolution des bases (p. 4861) ; inopportunité d'un changement des bases de la taxe professionnelle (p. 4862) ; mécanisme de compensation (p. 4863) ; **après l'article 3** : caractère exceptionnel du prélèvement budgétaire opéré sur la C.A.E.C.L. (p. 4865) ; **article 4** : inopportunité d'une déductibilité intégrale de la provision pour congés payés ; non déductibilité de la provision de 1986 (p. 4868) ; suppression de l'effet pénalisant du dispositif retenu par le Gouvernement en cas de diminution de la masse salariale (p. 4869) ; neutralisation de la provision de 1986 (p. 4870) ; déduction des cotisations d'assurance sociale volontaire ; augmentation des possibilités de déduction grâce au projet de loi sur l'épargne-retraite (p. 4871) ; **article 5** : absence de menace sur le monde associatif ; suppresion de la taxe sur certains généraux (p. 4874-4875) ; **après l'article 5** : inopportunité d'un relèvement du barème d'application de la taxe sur les salaires (p. 4878) ; inopportunité d'un abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise ; distinction entre la mise en réserve du bénéfice et son investissement ; objectif d'un abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés à 42 % en 1988 (p. 4880) ; rôles respectifs des salariés et des actionnaires dans une entreprise (p. 4881) ; contenu de la loi sur l'épargne ; suppression éventuelle de la double imposition en matière de revenus d'actions ; réduction du taux d'imposition des sociétés sur les bénéfices distribués (p. 4882) ; **article 6** : suppression de l'agrément pour un certain nombre d'investissements à l'étranger (p. 4905) ; incitation fiscale aux implantations commerciales à l'étranger (p. 4906) ; **article 7** : surtaxation du fioul et du gaz naturel ; réduction sur trois ans de l'écart existant entre la fiscalité française et la moyenne européenne ; réforme du statut du gazole des transporteurs routiers ; répartition de la manne pétrolière ; absence de majoration de la T.I.P.P. ; reconstitution des marges du raffinage (p. 4907) ; **après l'article 7** : inopportunité d'une déductibilité de la T.V.A. sur les prix gagnés aux courses par les éleveurs de chevaux ; constitution d'un groupe de travail sur la fiscalité des courses (p. 4910) ; **article 8** : coût de la généralisation du système du salaire fiscal (p. 4911) ; inopportunité de l'institution d'un plafond de chiffre d'affaires au-delà duquel les professions indépendantes ne pourraient plus bénéficier du système du salaire fiscal (p. 4913) ; **article 9** : taux de 13,80 % pour les droits de cession sur les mutations des fonds de commerce étant excessif création d'une commission chargée de tirer les conséquences du rapport du conseil des impôts sur la fiscalité des patrimoines ; importance des cessions des petits fonds de commerce (p. 4915) ; **après l'article 9** : réforme de la fiscalité des groupes ; dispositif proposé à l'amendement 209 de M. Gilbert Gantier (p. 4916) ; rôle de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés pour l'accélération des procédures de liquidation des sociétés inactives (p. 4917) ; prise en compte de l'inflation dans le mécanisme du taux réduit d'imposition des plus-values professionnelles à long terme ; complexité du système d'actualisation des prix d'acquisition ; mesure d'allégement de la taxation des plus-values à long terme pour les P.M.E. (p. 4918) ; **article 10** : régime de l'impôt sur le revenu des agriculteurs pluri-actifs ; abaissement des coûts de production dans l'agriculture et notamment des coûts fiscaux ; possibilité d'autoriser les bailleurs de bâtiments ruraux à opter pour le paiement de la T.V.A. (p. 4920, 4921) ; **après l'article 10** : inopportunité d'une hausse de T.V.A. sur les produits agricoles ; risque de pénalisation des agriculteurs non assujettis (p. 4922) ; extension par instruction des dispositions de la loi de janvier 1986 pour les agriculteurs au forfait, aux agriculteurs soumis au régime réel ; régime du seuil de qualification des recettes accessoires pour les exploitants soumis au régime réel (p. 4923) ; régime de comptabilisation des déductions des remboursements d'emprunts (p. 4924) ; **article 11** : assouplissement du délai de remboursement de la T.V.A ; assouplissement et simplification des régimes d'assujettissement à l'impôt sur le revenu ; régimes de T.V.A agricole ; création d'une aide à l'installation des agriculteurs ; politique d'abaissement des coûts de production et notamment des coûts fiscaux et sociaux (p. 4927) ; **article 11** : régime transitoire visant à obtenir des simplifications fiscales ; assujettissement des G.A.E.C. à la tenue d'une comptabilité détaillée ; inopportunité d'assujettir les agriculteurs bénéficiant du régime transitoire à une déclaration de stocks ; volonté du Gouvernement d'alléger la fiscalité agricole [17 octobre 1986] (p. 4935) ; but de l'abattement de 20 % ; réduction sensible des obligations comptables ; compréhension entre le Gouvernement et la majorité sur les questions agricoles (p. 4936) ; **après l'article 11** : ses observations ; **article 12** : règle des 50 % compliquant la gestion de la comptabilité et de la fiscalité agricoles (p. 4937) ; disposition adoptée par le Gouvernement allant dans le sens de l'amendement n° 206 de M. Edmond Alphandéry (p. 4938) ; estime qu'il n'a pas de marge de manœuvre concernant la fiscalité sur le tabac ; inopportunité de prévoir que la déduction de 20 000 francs

s'applique après la réduction de 50 % du bénéfice prévu au profit des agriculteurs qui, lors de leur installation, bénéficient de la dotation aux jeunes agriculteurs ; taux élevé de la taxe sur les métaux précieux (p. 4939) ; **article 13** : intérêt de la disposition tendant à taxer au taux marginal l'année de cession où de cessation d'activité (p. 4942) ; **après l'article 13** : action admirable de la société nationale de sauvetage en mer ; inopportunité de prélever une taxe sur les entreprises françaises construisant des bateaux de plaisance et des engins motonautiques (p. 4944) ; **article 14** : évolution de l'emploi dans le bâtiment ; augmentation des crédits de l'urbanisme et du logement ; baisse des bonifications d'intérêt ; relèvement de la réduction d'impôt en faveur des couples mariés pour les intérêts d'emprunt contractés pour l'acquisition de la résidence principale ; évolution des taux d'intérêt réels (p. 4947) ; priorité donnée par le Gouvernement à la construction de logements neufs (p. 4948) ; inopportunité de réouvrir le débat sur l'I.G.F. (p. 4949) ; augmentation progressive des ressources disponibles au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction par le produit des remboursements des prêts antérieurement consentis ; déblocage des fonds ajoutés dans la loi de finances initiale pour 1986 sur la réserve parlementaire à la dotation de la société nationale de sauvetage en mer (p. 4950) ; son amendement n° 282 (complétant le dernier alinéa du II par la phrase « cette réduction peut être pratiquée chaque année en cas de souscription successive ; toutefois, le total des réductions pratiquées jusqu'au 31 décembre 1989 au titre de cet article ne peut excéder 40 000 francs pour un couple marié et 20 000 francs pour un contribuable célibataire, veuf ou divorcé ») ; possibilité pour les souscripteurs de parts de sociétés immobilières d'investissement et de sociétés civiles de placement immobilier de bénéficier pleinement de la nouvelle réduction d'impôt ; adopté (p. 4951) ; amélioration de la situation des souscripteurs de parts de sociétés immobilières d'investissement ou de sociétés civiles de placement immobilier (p. 4952) ; redéfinition de l'ensemble des relations entre bailleurs et locataires par la loi Monory (p. 4953) ; montant des crédits affectés par l'Etat en 1987 au financement de l'allocation de logement social et de l'aide personnalisée au logement ; **après l'article 14** : engagement du Gouvernement dans une politique fiscale visant à abaisser de manière générale et uniforme les impôts portant sur les particuliers et les sociétés (p. 4954) ; **article 15** : ses observations (p. 4955, 4956) ; **après l'article 15** : taxe de 3 % sur les immeubles de certaines sociétés étrangères n'inquiétant en rien les investisseurs et ne dissuadant en aucun cas les étrangers de résider en France (p. 4970) ; taxation de l'actif des sociétés dans les autres pays européens ; plafond de la réfaction applicable aux recettes brutes des propriétaires de locaux meublés placés sous le régime du forfait (p. 4971) ; **avant l'article 16** : abattement prévu à l'article 790 du code général des impôts ayant pour objet de faciliter les donations de droits sociaux par les propriétaires ou les dirigeants d'entreprises à l'ensemble de leur personnel ; faiblesse de la fréquence d'utilisation de la procédure ; relèvement du montant de l'abattement ; existence de dispositions permettant d'éviter que le paiement des droits dus au titre de la transmission à titre gratuit d'une entreprise ne pose pas de trop graves difficultés aux héritiers ; rétablissement de l'abattement sur les donations partages au taux de 25 % jusqu'à soixante-cinq ans de 15 % entre soixante-cinq ans et soixante-quinze ans (p. 4972) ; difficulté de distinguer entre l'actif professionnel et les autres actifs dans les transmissions ; problème posé par les transmissions d'entreprises à titre gratuit (p. 4973) ; **article 16** : matraquage fiscal, politique et idéologique subi par les entreprises avant 1984 ; assiette de l'impôt sur les grandes fortunes ; imposition du capital aux Etats-Unis ; difficulté de définir un bien professionnel (p. 4975) ; réglementation des biens professionnels dans le cadre de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 4976) ; ses observations (p. 4977) ; adoption de l'amendement n° 27 de M. Gérard Trémège risquant de conduire à un afflux de donations-partages artificielles (p. 4978) ; annonce le dépôt d'un projet de loi sur l'épargne comportant une amélioration du mécanisme de rachat d'une entreprise par ses salariés (p. 4979) ; **après l'article 16** : intention du Gouvernement ne consistant pas à réformer l'ensemble de la fiscalité du patrimoine (p. 4980) ; **article 17** : rappelle qu'il n'a jamais mesuré la qualité d'une politique de solidarité d'une collectivité locale ou de l'Etat à la quantité de tabac distribuée aux personnes âgées dans les hospices (p. 4981) ; **article 19** : réglementation de l'assurance décès (p. 4982) ; rôle du marché financier en France ; **après l'article 19** : défiscalisation des investissements dans les D.O.M.-T.O.M. ; augmentation de 25 % des crédits consacrés aux départements d'outre-mer (p. 4983) ; comptes courants d'associés constituant un moyen de financement important des petites et moyennes entreprises ; rémunération de ces comptes (p. 4984) ; **article 20** : inopportunité de la double taxation des appareils à sous (p. 4984) ; rappelle que la fraude va croissant avec le caractère confiscatoire et absurde de la fiscalité (p. 4985) ; **après l'article 2 (amendements précédemment réservés)** : son amendement n° 284 précédemment réservé (régime fiscal des versements effectués par les particuliers au profit de fondations ou d'associations d'intérêt général agréées par le ministre de l'économie et des finances) (p. 4986) ; régime fiscal des dons effectués par des foyers modestes ; création d'un avantage minimal de 25 % pour les dons allant jusqu'à 500 francs ; relèvement du plafond de déductibilité de ces dons de 1 à 1,25 % (p. 4987) ; réduction d'impôt de 25 % au minimum dans la limite d'un don annuel de 500 francs ; crédit d'impôt concernant les ménages dont le revenu est inférieur à 10 000 francs et à 20 000 francs pour une famille de trois enfants ; coût de la mesure (p. 4988) ; adopté au scrutin public (p. 4989) ; **article 21** : débat sur les bouilleurs de cru étant disproportionné pour une « affaire aussi subalterne » ; demande la réserve du vote sur tous les amendements en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4991) ; **article 22** : participation des entreprises pétrolières à l'effort de solidarité qu'implique les contraintes budgétaires (p. 4993) ; **article 23** : rappelle que le système des aides à la presse est essentiellement destiné à assurer le pluralisme et l'autonomie de la presse d'opinion (p. 4994) ; ses observations (p. 4995) ; **après l'article 23** : Gouvernement poursuivant ses efforts pour obtenir de Bruxelles le maintien du régime dérogatoire pour le rhum ; son amendement n° 288 (taux majoré de la T.V.A. s'appliquant aux prestations de service ainsi qu'aux livraisons de biens réalisés dans les établissements à caractère pornographique) ; montant minima des frais de commandement ; droit de timbre perçu pour l'établissement des cartes de séjour des étrangers ; délivrance du certificat de résidence pour les ressortissants algériens donnant lieu à la perception du droit à laquelle elle devait être soumise ; adopté (p. 4996) ; **article 24** : rôle des taxes sur les établissements classés (p. 4998) ; **après l'article 7 (amendements précédemment réservés)** : son amendement n° 286 (déduction par les entreprises de la T.V.A. comprise dans le montant des redevances facturées par l'administration des postes et télécommunications) (p. 4998) ; **après l'article 24** : exonération de la taxe de navigation et de francisation sur les navires de plaisance de moins de trois tonneaux ; renonce au gage proposé par M. Roland Nungesser ; son amendement n° 285 (plafond de cotisations forfaitaires institué par l'article 81 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) (p. 4999) ; plafond des cotisations forfaitaires dues par les services de communication audiovisuelle ; suppression de la facturation actuellement opérée par les P.T.T. sur les installations radioélectriques privées ; taux des taxes et redevances proposés ayant été calculés de façon à ce que la charge pesant sur les redevables restent identiques ; vote réservé (p. 5000) ; **après l'article 27** : demande à M. Christian Goux de retirer son amendement n° 239 ; **article 28** : demande que l'article 28 soit réservé jusqu'après l'article 30 (p. 5001) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Goux : affirme que l'amendement n° 286 du Gouvernement n'exige pas une étude approfondie (p. 5014) ; **après l'article 7 (amendements précédemment réservés)** : son amendement n° 286 précédemment réservé (assujettissement des opérations de l'administration des postes et télécommunications à la T.V.A.) ; allégement des charges des entreprises ; nécessité de permettre à la direction générale des télécommunications d'assurer une meilleure maîtrise de ses coûts ; rétablissement de la concurrence avec des produits et services déjà fiscalisés ; taux appliqué ; absence de remise en cause du cadre actuel du budget annexe des P.T.T. (p. 5015) ; débudgétisation du budget annexe des P.T.T. ; principes de la réforme ayant été depuis longtemps annoncés ; adopté au scrutin public (p. 5017) ; **article 28** : détermination des modalités permettant de fixer le montant de la D.G.F. en 1987 ; situation des agglomérations et des villes nouvelles (p. 5019) ; son amendement n° 290 (tendant à la fin de cet article à substituer au

pourcentage « 16,154 » le pourcentage « 16,125 ») ; renégociation des emprunts des collectivités locales ; concertation engagée par M. Méhaignerie avec les partisans des syndicats d'agglomérations nouvelles pour examiner les modalités d'adaptation de la loi du 13 juillet 1983 ; modification du taux applicable à la base de T.V.A. pour le calcul de la D.G.F. ; adopté ; **après l'article 24** : son amendement n° 285 précédemment réservé (p. 5020) ; ses observations ; adopté après rectification (p. 5021) ; **article 31** : mensualisation des pensions ; revalorisation des rentes viagères (p. 5023) ; **après l'article 31** : remboursement de l'emprunt Giscard (p. 5024) ; **article 32 et état A** : accélération de la suppression de la taxe sur les frais généraux ; remise en ordre de la fiscalité pétrolière ; assujettissement des télécommunications à la T.V.A. ; réduction sensible du déficit budgétaire ; diminution du produit des impôts de 27 milliards de francs ; effort réalisé en faveur des familles ; son amendement n° 291 (évaluation de recettes) (p. 5041) ; adopté (p. 5042).

Seconde délibération : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération des articles 4, 5, 7, 9 *bis* nouveau, 12 et 16 de la première partie de la loi de finances ainsi que pour coordination des articles 28 et 32 (p. 5042) ; **article 4** : son amendement n° 1 (tarif du droit fixe d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) : adopté (p. 5043) ; **article 5** : son amendement n° 2 (tarif des droits de consommation sur l'alcool) (p. 5043) ; adopté ; **article 7** : son amendement n° 3 (suppression du paragraphe III de cet article) ; relèvement du droit sur les tabacs ayant des conséquences dangereuses au regard des objectifs de lutte contre l'inflation ; adopté ; **article 9 *bis*** : son amendement n° 4 (de suppression) ; maintien de l'imposition forfaitaire annuelle se justifiant pour éviter que des sociétés inactives subsistent indéfiniment ; adopté (p. 5044) ; **article 12** : son amendement n° 5 (exploitants agricoles percevant la dotation prévue par le décret du 17 mars 1981 et placés sous le régime réel d'imposition pouvant déduire 20 000 francs de leurs bénéfices durant chacune des cinq premières années d'activités) ; nécessité de faciliter l'investissement dans l'agriculture en abaissant de manière significative les taux de l'impôt sur le revenu plutôt qu'en créant une nouvelle réduction d'assiette par le biais d'une provision ; adopté ; **article 16** : son amendement n° 6 (suppression du paragraphe II de cet article) : adopté ; **article 28** : son amendement n° 7 (tendant à la fin de cet article à substituer au pourcentage « 16,125 » le pourcentage « 16,137 ») : adopté (p. 5045) ; **article 32 et état A** : son amendement n° 8 (évaluation de recettes) (p. 5051) ; adopté (p. 5052).

Deuxième partie :

Economie finances et privatisation. I. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :*

Répond à la question de :

— *M. Philippe Legras :* exonération de la taxe professionnelle pour les entreprises qui s'installent ; existence d'un fonds de péréquation ; absence de modification du taux de la taxe finançant le fond forestier national [13 novembre 1986] (p. 6210).

Charges communes. *Examen des crédits :* **état B, titre IV** : début de réussite du plan mis en place par le Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes (p. 6213) ; problème de l'épargne logement (p .6214) ; développement d'une démagogie anti-fonctionnaire ; participation des employeurs privés au logement de leurs salariés par le biais du 1 % construction ; légitimité de la politique sociale de l'Etat à l'égard de ses propres employés (p. 6215) ; **état C, titre V** : augmentation de l'aide publique au développement et objectif de 0,54 % du P.I.B. ; engagement contracté par la France auprès de certaines organisations internationales ou de certains fonds internationaux (p. 6216) ; **article 68** : institution d'une contribution exceptionnelle de solidarité par la loi du 4 novembre 1982 ; seuil d'exonération actuellement fixé à 5 500 F par mois ; imperfections du dispositif ; non prise en compte des primes introduisant une disparité entre des agents ayant la même rémunération globale (p. 6217).

Comptes spéciaux du Trésor : article 41 : possibilité de dégager les crédits prévus pour le Fonds national pour le développement des adductions d'eau (p. 6217, 6218) ; **article 42** : fonctionnement du service de la redevance ; productivité du service ; complexité des opérations de recouvrement (p. 6219) ; participation publique aux jeux Olympiques d'hiver en Savoie ; coefficient d'utilisation des crédits affectés au fonds national pour le développement de la vie associative (p. 6220) ; apport de la vie associative à la vie de la société ; contrôle de l'utilisation des fonds publics (p. 6221) ; **après l'article 73** : recettes du Fonds national pour le développement des adductions d'eau (p. 6222).

Taxes parafiscales : article 51 et état E : son amendement n° 226 (supprimant la ligne 58) ; suppression de la taxe parafiscale finançant l'association Promoca composée de représentants, d'employés d'architectes et de représentants du Conseil de l'ordre des architectes et de l'Union nationale des architectes français ; adopté (p. 6237).

Economie, finances et privatisations. Service financier. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* budget des services financiers ; modernisation des services et développement de l'informatique ; maîtrise des dépenses de fonctionnement ; participation du ministère des finances au renforcement de sécurité et de lutte contre le trafic de stupéfiants ; poursuite de la mise en place des chambres régionales des comptes ; effort en matière d'équipement ; réduction des effectifs [13 novembre 1986] (p. 6245) ; évolution des activités de la direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes ; mise en place d'un nouveau droit de la concurrence ; libération des prix ; avenir de la direction générale des douanes et des droits indirects ; aménagement des conditions d'intervention des services pour la recherche et la constatation des infractions des changes ; orientations du contrôle fiscal ; sélection et spécialisation des vérificateurs (p. 6246) ; respect des droits du contribuable ; problème du recouvrement ; construction et utilisation des immeubles de Bercy ; engagement de moyens financiers dans la première phase d'aménagement du Grand Louvre ; intérêt limité de la construction du nouveau ministère (p. 6247) ; absence de financement pour l'aménagement du musée du Louvre ; nécessité de développer l'esprit d'entreprise et l'esprit de compétition (p. 6248).

Examen des crédits : **II. Services financiers : état B, titre III** : crédits versés au laboratoire national d'essai [13 novembre 1986] (p. 6278) ; répression des fraudes ; réforme de l'Institut national de la consommation (p. 6280) ; ses observations (p. 6282) ; **titre IV** : participation de la France au fonctionnement de divers organismes internationaux à vocation économique et statistique (p. 6283).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 52 et Etat F : normalisation des relations entre le budget annexe des P. et T. et le budget général [14 novembre 1986] (p. 6327, 6328) ; **article 57** : commission Aicardi ; garantie des contribuables en cas de perquisition ; extension du contrôle judiciaire pour les perquisitions relatives aux délits douaniers et aux infractions en matière de contributions indirectes ; suppression ou aménagement des formalités les plus contraignantes pour lesquelles les droits de la défense n'étaient pas manifestement respectés ; décrispation des relations entre l'administration et les contribuables ; renforcement du contrôle judiciaire et du rôle des organismes consultatifs ; aménagement des règles de la preuve ; simplification des sanctions fiscales et douanières (p. 6333, 6334) ; absence de démantèlement des moyens de lutte contre la fraude fiscale ; dispositions du code générale des impôts et du code des douanes pouvant parfois prêter à l'arbitraire ; travaux de la commission Aicardi (p. 6335, 6336) ; ses observations (p. 6345) ; protection des droits des contribuables (p. 6346) ; maintien du droit d'exercice prévu par l'article L. 26 du livre des procédures fiscales ; inopportunité de la suppression de la possibilité de mise sous scellés des documents comptables (p. 6347) ; interdiction faite à la juridiction pénale de relacher un inculpé pour défaut d'intention (p. 6348) ; dépôt d'un projet de loi sur diverses dispositions fiscales avant la fin de la présente session (p. 6349) ; moyens nécessaires à la lutte contre la fraude fiscale et douanière (p. 6351) ; déroulement concret des vérifications et possibilité de donner des instructions pour délivrer des photocopies de comptabilité (p. 6352) ; inopportunité des objectifs quantitatifs du contrôle fiscal ; circulaire adressée au service pour 1987 mettant l'accent sur la qualité du contrôle (p. 6355) ; ses observations

sur les « contorsions de M. Christian Pierret » ; propositions du Gouvernement allant dans le sens de la liberté des citoyens ; multiplication des procédures de rectifications d'office après 1981 ; sa volonté de rompre avec la pratique du contrôle fiscal arrêtée par les gouvernements entre 1981 et 1985 et parfois sectaire, intolérante et politiquement orientée (p. 6356) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Pierret ; rappelle qu'il a en de nombreuses occasions rendu hommage à l'administration fiscale ; précise que les instructions données en 1981 et 1985 ont été tout à fait contestables et répondaient dans certains cas à des préoccupations politiques (p. 6357) ; propos de M. Jean-Claude Martinez sur la fraude fiscale ; utilisation des reconstitutions de comptabilité (p. 6360) ; automaticité du sursis de paiement lorsque les garanties sont constituées ; avis à tiers détenteur ou saisie arrêt ; régime de l'action en référé fiscal (p. 6361) ; inversion de la charge de la preuve en matière fiscale et douanière (p. 6362) ; avis à tiers détenteur ; solidarité entre le propriétaire d'un fonds de commerce et son locataire gérant (p. 6363) ; commission des infractions fiscales (p. 6365) ; **article 59** : suppression de l'article 180 et maintien de l'article 168 du code général des impôts (p. 6368) ; allègement du système des éléments du train de vie ; actualisation éventuelle de la valeur locative des immeubles pour l'application de l'article 168 du code général des impôts (p. 6369) ; présence des chevaux de course et du golf parmi les éléments d'appréciation du train de vie étant un archaïsme (p. 6370) ; ses observations sur les déclarations « politiciennes » de M. Christian Pierret (p. 6371) ; **après l'article 59** : inopportunité de l'extension de la procédure d'évaluation administrative pour les professions indépendantes (p. 6372) ; inopportunité de l'obligation pour les professions libérales de tenir des comptes bancaires personnels et professionnels séparés ; réforme des dispositions fiscales pour les professions libérales et les médecins conventionnés ; déductibilité des frais au titre du groupe 3 (p. 6373) ; **avant l'article 60** : ses observations sur l'amendement n° 253 de M. Christian Pierret relatif aux aides fiscales à la création d'entreprise ; problème du capital risque en France (p. 6374) ; système du report en arrière tenant compte de l'effort d'investissement de l'entreprise (p. 6375) ; reprend l'amendement n° 160 de M. Robert-André Vivien (tendant à ramener de 10 à 5 ans la durée du remboursement par le Trésor de la créance relevant du report en arriéré des pertes des entreprises) : adopté après rectification (p. 6375) ; inopportunité de l'application pour les donations d'entreprises d'être tirées des droits en ligne directe même quand la donation est faite à des personnes non parentes ; problème de la définition des biens professionnels ; groupe d'étude sur la fiscalité du patrimoine (p. 6398) ; amélioration du dispositif de rachat des entreprises par les salariés ; triplement de l'abattement pour les transmissions de parts d'actions de sociétés aux salariés depuis 1984 (p. 6399) ; **article 60** : cumul de l'aide ancienne à la création d'entreprise sous la forme de déduction d'impôt sur les sociétés et de l'aide nouvelle mise en place par cet article ; inopportunité de l'extension des dispositions de cet article aux titres participatifs et aux quasi fonds propres (p. 6401) ; **après l'article 60** : difficulté de justifier l'extension aux hebdomadaires d'information politique ou générale du régime des quotidiens au regard de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; inopportunité d'une extension du régime de T.V.A. des quotidiens aux hebdomadaires (p. 6402) ; inopportunité de la déductibilité des intérêts contractés pour l'acquisition de parts dans les cliniques ayant la forme de S.A.R.L. ou de S.A. (p. 6403) ; **article 62** : possibilité pour les collectivités locales d'accéder au crédit-bail pour le financement de leurs investissements grâce aux Sofergi ; inopportunité d'un régime fiscal particulier (p. 6405) ; incitation fiscale aux économies d'énergie ayant été conçues pour une période transitoire (p. 6406) ; inopportunité de l'extension indéfinie des compétences des Sofergie (p. 6407) ; **après l'article 63** : abattement de 10 % au titre des frais professionnels dont bénéficient les personnes âgées ; emplois dits de proximité ou à domicile (p. 6410) ; préoccupation sociale du Gouvernement pour les personnes âgées et handicapées ; reprend l'amendement n° 300 de M. Etienne Pinte (tendant à rendre déductibles à l'impôt sur le revenu les sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile par les contibuables âgés ou invalides) : adopté (p. 6411) ; **après l'article 63** : inopportunité d'utiliser la consommation d'essence pour le calcul de la vignette automobile (p. 6412) ; ses observations sur l'amendement n° 256 de M. Christian Pierret (p. 6413) ; ses observations sur l'amendement n° 258 de M. Christian Pierret ; inopportunité d'une récupération par les collectivités locales de la T.V.A. sur les communications téléphoniques ; fiscalité des régions (p. 6415) ; difficultés créées par la variation des majorations de retard selon le taille de la commune (p. 6416) ; **article 64** : difficultés de recouvrement de la redevance sur les appareils récepteurs de télévision (p. 6417) ; **après l'article 65** : problème du vieillissement des bases du foncier non bâti ; problème des pénalités étant traité par le projet de loi sur les procédures fiscales et douanières (p. 6418) ; **après l'article 72** : inopportunité d'un rétablissement de la déduction du revenu imposable des investissements destinés aux économies d'énergie ; **après l'article 73** : problème de la renégociation des prêts en période de désinflation étant un problème entre l'établissement prêteur et l'emprunteur ; rééchelonnement par la Caisse des dépôts et consignation de certains prêts aux collectivités locales (p. 6419).

Articles de récapitulation : article 33 : association du président, du rapporteur général et de la commission des finances aux travaux de révision de la nomenclature budgétaire (p. 6421).

Seconde délibération du projet de loi : réduction de la taxe sur les frais généraux et de la taxe sur le fioul lourd et économies sur les primes de déménagement et départ du logement ; moyens affectés à la C.N.C.L. ; majoration de la participation de l'Etat à des actions en faveur de l'apprentissage engagé avec les régions ; effort en faveur de l'environnement ; organisation d'un audit sur les prêts accordés à des états étrangers ; rémunérations des enseignants français à l'étranger ; information du Parlement sur les crédits affectés à la francophonie (p. 6423) ; **article 34 et état B, titre III** : son amendement n° 9 (majoration de crédits concernant les affaires étrangères) : réservé ; son amendement n° 10 (majoration de crédits concernant la culture, la communication) : réservé ; son amendement n° 11 (réduction de crédits concernant l'économie, les finances et la privatisation : I. — Charges communes) : réservé ; son amendement n° 12 (majoration de crédits concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports) : réservé ; son amendement n° 13 (majoration de crédits de 100 000 francs et réduction des crédits de 100 000 francs à la ligne « Industrie et tourisme ») : réservé ; son amendement n° 14 (majoration de crédits concernant les services du Premier ministre : I. — Services généraux) : réservé ; **titre IV** : son amendement n° 15 (majoration de crédits concernant les affaires sociales et l'emploi : II. — Affaires sociales) : réservé ; son amendement n° 16 (majoration de crédits concernant les affaires sociales et l'emploi : III. — Emploi) : réservé ; son amendement n° 17 (majoration de crédits concernant l'agriculture) : réservé ; son amendement n° 18 (majoration de crédits concernant la coopération) : réservé ; son amendement n° 19 (réduction de crédits concernant l'économie, les finances et la privatisation : I. Charges communes) : réservé ; son amendement n° 20 (majoration de crédits concernant l'économie, les finances et la privatisation : II. — Services financiers) : réservé ; son amendement n° 21 (majoration de crédits concernant l'éducation nationale : II. — Recherche et enseignement supérieur) : réservé (p. 6426) ; son amendement n° 22 (réduction des crédits concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports) : réservé ; son amendement n° 23 (majoration de crédits concernant l'industrie et le tourisme) : réservé ; son amendement n° 24 (majoration de crédits concernant l'intérieur) : réservé ; son amendement n° 25 (majoration de crédits concernant les services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sports) : réservé ; **article 35 et état C, titre VI** : son amendement n° 26 (réduction des autorisations de programmes et crédits de paiement concernant l'économie, les finances et la privatisation : I. — Charges communes) : réservé ; son amendement n° 27 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports) : réservé ; son amendement n° 28 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la mer) : réservé ; **article 37, titre V** : cohérence entre la loi de programmation militaire et le budget ; son amendement n° 29 (augmentation des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de l'article 37) : réservé (p. 6430) ; **article 40** : son amendement n° 30 (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de l'article 40 sur le budget annexe des postes

et télécommunications) : réservé ; **article 42** : son amendement n° 31 (majoration de crédits de paiement ouverts au paragraphe II de l'article 42 au titre des dépenses ordinaires civiles) ; encouragement des activités de création d'Antenne 2 et de Radio-France ; réservé ; **article 54 et état H** (p. 6431) : son amendement n° 32 (tendant à insérer à la rubrique budget général, économie, finances et budget. — 1. Charges communes, avant la ligne 33-96, la ligne suivante « 33-95 Prestations et versements facultatifs ») : réservé ; article 56 : son amendement n° 33 (tendant à substituer à la somme « 6 241,4 millions de francs » la somme « 6 229,7 millions de francs » dans le premier alinéa de cet article) ; réservé ; son amendement n° 34 (tendant à augmenter la part du produit de la redevance affectée à Antenne 2) (p. 6435) ; son amendement n° 36 (part du produit de la redevance affectée à Radio France) : réservés ; **article 63 *ter*** : son amendement n° 36 : précisant que le taux normal du droit de consommation sur les cigarettes prévu à l'article 575 A du code général des impôts est porté à 49,30) : réservé ; **article 66 A** : son amendement n° 37 (de suppression) : réservé ; **article 66 B** : son amendement n° 38 (de suppression) : réservé (p. 6436) ; **article 32 et état A (coordination)** : son amendement n° 39 (modifiant l'évaluation de recettes à l'état A) ; diminution des crédits de l'épargne logement (p. 6448) ; réservé ; l'ensemble de ces amendements est adopté au scrutin public (p. 6449).

Ses observations après les explications de vote : réussite de la politique économique du Gouvernement ; qualité de la discussion budgétaire ; période de l'histoire budgétaire de 1981 à 1983 : démolition, de 1984 à 1986 : réparation et depuis 1986 : reconstruction (p. 6453).

Commission mixte paritaire, discussion générale : nombre inhabituel des amendements déposés par le Gouvernement après réunion de la commission mixte paritaire [16 décembre 1986] (p. 7657) ; allègement de la fiscalité agricole ; traduction des engagements du Gouvernement à la suite des incendies de forêts survenus cet été ; renforcement du dispositif de sécurité et de sûreté sur les aérodromes ; paiement d'une taxe de sûreté par les passagers ; rémunération des agents des directions départementales de l'équipement ; préparation de la célébration du bicentenaire de la révolution française confiée à M. Baroin ; ouverture de chapitres au budget du ministère de l'intérieur pour recevoir les versements européens au titre des programmes cofinancés par le F.E.D.E.R. ; augmentation des crédits de majoration des rentes viagères possibilité pour les entreprises d'opter pour la déductibilité des indemnités pour congés payés au moment où les salariés prennent leurs congés ; application d'un régime de provisions pour implantation commerciale à l'étranger (p. 7658) ; soutien à l'agriculture ; déduction par les exploitants agricoles d'une somme destinée à financer les investissements et les stocks ; abattement pour les agriculteurs adoptant le régime transitoire adhérant à un centre de gestion agréé ; déficit budgétaire (p. 7658) ; amélioration du texte initial grâce à la compréhension dont le Gouvernement a fait preuve vis-à-vis des amendements du Parlement ; évolution de la C.N.R.A.C.L ; option par le Gouvernement en faveur du crédit d'impôt pour les dons aux associations humanitaires (p. 7669) ; aide du rapporteur général (p. 7670).

Discussion des articles : **après l'article 4** : son amendement n° 17 (régime fiscal des indemnités pour congés payés) (p. 7677) ; caractère ambigu de la réforme fiscale américaine ; charge supplémentaire pour les entreprises aux Etat-Unis ; faible nombre d'entreprise ayant une comptabilité en comptes consolidés établie selon des normes internationales ; adopté ; **après l'article 6** : son amendement n° 18 (prévoyant que les dispositions de l'article 6 s'appliquent également aux entreprises françaises dont l'établissement ou la filiale a pour seule activité la commercialisation des biens produits par les entreprises ou établissements dont les résultats sont soumis à l'impôt sur les sociétés) : adopté ; **après l'article 11** : son amendement n° 19 (insérant l'article suivant : le premier alinéa du paragraphe IV *bis* de l'article 158 du code général des impôts est complété par les mots « ou au régime prévu à l'article 168 F ») (p. 7678) situation de crise de l'agriculture française ; adopté ; **article 12** : son amendement n° 24 (prévoyant que les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition peuvent déduire chaque année de leur bénéfice soit une somme de 10 000 francs, soit 10 % de ce bénéfice dans la limite de 20 000 francs) (p. 7679) ; problème des quotas laitiers ; adopté ; **après l'article 16 *bis*** : son amendement n° 20 (insérant l'article suivant : « le 1° *quater* du IV de l'article 298 du code général des impôts est complété par les mots », « par les coopératives d'utilisation de matériel agricole et par les entrepreneurs de travaux agricoles ») : adopté ; **après l'article 23 *bis* A** : son amendement n° 1 (création d'une taxe sur les allumettes et les briquets commercialisés en France continentale et en Corse (p. 7680) ; initiative prise pour lutter contre les incendies de forêts et sauvegarder la forêt méditerranéenne) : adopté ; son amendement n° 16 (instituant une taxe de sûreté due par les entreprises de transport public aérien) (p. 7681) : adopté ; **Etat A** : son amendement n° 23 (modifiant les évaluations de recettes) : adopté ; **Etat B, titre III** : son amendement n° 2 (réduction des crédits concernant la culture et la communication) : adopté ; son amendement n° 3 (réduction des crédits concernant l'éducation nationale) (p. 7682) : adopté ; son amendement n° 4 (majorant les crédits concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports) (p. 7683) : adopté ; son amendement n° 5 (réduisant les crédits concernant les services du Premier ministre) (p. 7684) : adopté ; **Etat B, titre IV** : son amendement n° 6 (réduisant les crédits concernant les affaires étrangères) : adopté ; son amendement n° 7 (réduisant les crédits concernant la culture et la communication) : adopté ; son amendement n° 21 (majorant les crédits concernant l'économie, les finances et la privatisation : I. Charges communes) : adopté ; son amendement n° 8 (réduisant les crédits concernant l'éducation nationale : II. Recherche et enseignement supérieur) : adopté ; son amendement n° 9 (réduisant les crédits concernant l'intérieur) (p. 7685) : adopté ; son amendement n° 10 (majorant les crédits concernant les services du Premier ministre : I. Services généraux) : adopté ; son amendement n° 11 (réduisant les crédits concernant les services du Premier ministre : V. Jeunesse et sports) : lisibilité de l'action confiée à la mission Baroin ; adopté ; **Etat C, titre V** : son amendement n° 12 (majorant les aurotisations de programme et les crédits de paiement concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports) : adopté ; **Etat C, titre VI** : son amendement n° 13 (majorant les autorisations de programme et crédits de paiement concernant l'agriculture) (p. 7688) ; conservatoire de la forêt méditerranéenne destiné à promouvoir des actions pour la forêt méditerranéenne : adopté ; son amendement n° 14 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'éducation nationale II. Recherche et enseignement supérieur) : adopté ; son amendement n° 15 (réduisant les autorisations de programme et les crédits de paiement concernant l'industrie et le tourisme) : adopté ; son amendement n° 22 (réduisant les crédits de paiement concernant l'intérieur) : adopté (p. 7687).

Ses observations après les explications de vote : remercie la commission des finances, son président et le rapporteur général ; indice de l'augmentation des prix au mois de novembre ; nombre de jeunes ayant bénéficié d'un emploi dans le cadre du plan d'urgence ; nombre de Français s'étant porté acquéreur d'actions Saint-Gobain (p. 7690).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : volonté du Gouvernement de demander au législateur la confirmation d'une interprétation en matière fiscale [11 décembre 1986] (p. 7484) ; inopportunité d'introduire certaines dispositions du projet de loi sur l'épargne dans le collectif ; lien entre ce projet et les privatisations ; situation de la C.N.R.A.C.L ; assujettissement des associations départementales pour l'aménagement des structures d'exploitations agricoles à la T.V.A. (p. 7489) ; problème des lois interprétatives ; non rétroactivité de ces lois ; exemple de la contribution de solidarité ; propos de M. Christian Pierret sur la débudgétisation ; prélèvement sur le budget annexe des P.T.T. ; budget initial pour 1986 ; conformité de la loi de règlement à ce collectif ; ses observations sur l'hypothèse d'un ajustement monétaire en mars 1987 ; différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne ; conjoncture en fin d'année étant meilleure qu'à la fin de l'année 1985 ; croissance ; investissements ; emploi ; régression du chômage des jeunes (p. 7490, 7491)

Discussion des articles : **article 1er** : **état A** : ses observations (p. 7496) ; **article 2 et état B** : méthode de calcul des crédits de personnel du ministère de l'intérieur ; partage des personnels de préfectures ; répartition de la subvention

aux communautés urbaines ; financement des agglomérations nouvelles ; annulations de crédits sur le chapitre de financement des P.A.P. et P.L.A. ; fonds social urbain ; changement de structures de la direction générale de la consommation de la concurrence et de la répression des fraudes ; crédits complémentaires pour l'enseignement agricole privé (p. 7503) ; frais de justice ; inflation ; différentiel entre la France et l'Allemagne ; moyens de lutte contre la hausse des prix (p. 7504) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Pierret : part de l'inflation hors énergie ; différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne ; texte sur la concurrence étant calqué sur le droit allemand ; son amendement n° 44 (majoration de crédits concernant l'éducation nationale) ; rémunération des personnels enseignants ; adopté ; son amendement n° 45 (majoration de crédits concernant l'agriculture) ; enseignement agricole privé : adopté (p. 7505) ; application du Plan Informatique pour tous aux établissements d'enseignement privé sous contrat (p. 7506) ; **article 3 et état C** : son amendement n° 46 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant l'éducation nationale) ; propos de M. Pierre Méhaignerie sur le financement des villes nouvelles ; financement d'une opération « pôle de conversion » de l'I.U.T. de Lens (p. 7508) ; adopté au scrutin public (p. 7509) ; **article 4** : propos du ministre de la défense ayant parlé en avril 1986 d'un trou dans le budget de la défense ; bénéfice retiré dans ce budget de la baisse des produits pétroliers et de la maîtrise de la politique salariale ; financement des surcoûts de l'année 1986 (p. 7510) ; report de charges d'un exercice sur l'autre en 1985 et 1986 ; insuffisance des crédits de la loi de finances initiale par rapport aux objectifs de la loi de programmation ; **après l'article 5** : son amendement n° 47 (réduction de crédits concernant l'éducation nationale) ; son amendement n° 48 (réduction de crédits concernant l'éducation nationale) ; adoptés ; **article 6** : débudgétisations sous la précédente législature et rebudgétisations actuelles ; prélèvements sur le budget annexe des P.T.T. (p. 7514) ; traitement de la D.G.T. comme une entreprise ; assujettissement des télécommunications à la T.V.A. ; absence d'amputation de la protection sociale des agriculteurs ; annulation de crédits au B.A.P.S.A. (p. 7515) ; prélèvement supplémentaire sur le budget annexe des P.T.T. ; financement du moteur de la fusée Ariane par la D.G.T. (p. 7517) ; **article 8** : moyens des sociétés de programmes ; montant du produit attendu de la redevance ; demande la réserve des votes de cet article et de l'amendement n° 38 (p. 7529) ; **après l'article 9** : problème posé par la généralisation de l'article 100 *bis* du code général des impôts ; cachets reçus par les sportifs professionnels (p. 7531) ; régime fiscal des opérations effectuées en bourses de commerce (p. 7532) ; **article 11** : volonté du Gouvernement de donner une base légale à l'interprétation d'une disposition sur l'évaluation des bases de la taxe professionnelle ; absence d'effet rétroactif pour les personnes ayant bénéficié de la décision du Conseil d'Etat (p. 7533) ; **article 12** : légalisation de la pratique de l'administration en matière d'exonération de la taxe foncière pour les logements sociaux en accession à la propriété ; catégories de prêts concernés (p. 7535) ; **article 13** : parcs à décors animés et à thème culturel ; projet Eurodisneyland ; respect d'un engagement international du Gouvernement (p. 7538) ; **article 16** : son amendement n° 41 (actions liées au recouvrement des créances fiscales) ; possibilité pour les comptables d'engager des actions allant à l'encontre d'une personne qui, sans être débitrice de l'impôt, a, par sa faute, empêché, le recouvrement normal de cet impôt ; adopté après rectification (p. 7539) ; **article 17** : révision foncière et établissement des taxes foncières en Nouvelle-Calédonie (p. 7541) ; **après l'article 17** : ses observations sur l'amendement n° 29 de M. Georges Tranchant (p. 7542) ; **article 18** : inopportunité de la déductibilité de la provision pour cotisation sociale de solidarité ; possibilité pour le Gouvernement de demander au législateur d'adopter une interprétation différente de celle du Conseil d'Etat (p. 7543) ; décalage entre les comptes fiscaux et les comptes sociaux des entreprises en France et aux Etats-Unis ; **article 19** : dérogations permettant de voter un taux de taxe sur l'électricité supérieure à 8 % (p. 7544) ; **article 20** : crédits mis en réserve sur le Fonds national pour le développement du sport pour la préparation des jeux Olympiques d'hiver de 1992 ; assiette de la taxe spéciale d'équipement ; absence d'exception concernant les Z.A.C. (p. 7547) ; durée de la perception de cette taxe (p. 7549) ; **article 23** : ses observations sur l'amendement n° 39 de M. Gérard César ; financement de l'I.N.A.O. et des organismes agréés pour les analyses ; hypothèse de la création d'une taxe parafiscale (p. 7552) ; **article 25** : mesures de lutte contre les incendies de forêts (p. 7555) ; contribution des sylviculteurs au financement des dépenses de D.F.C.I. dans les Landes (p. 7556) ; participation des sylviculteurs (p. 7557) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel d'Ornano : appuie la demande de M. Michel d'Ornano pour que l'examen du collectif soit poursuivi jusqu'à son terme dans la nuit (p. 7558) ; **article 26** : régime de la contribution de solidarité due par certains pensionnés agricoles notamment dans les D.O.M. ; suppression du mécanisme de limitation de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité (p. 7558) ; **après l'article 26** : inopportunité de l'extension de l'abattement de 20 % aux agriculteurs soumis au régime du bénéfice réel simplifié ; inopportunité de l'extension de la déduction partielle de T.V.A. au fioul utilisé par les C.U.M.A. ; son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 10 de M. Michel Cointat (précisant qu'un décret fixe la date d'entrée en vigueur de la disposition prévue par cet amendement) : adopté (p. 7559) ; son amendement n° 54 (forme de la motivation des sanctions fiscales) : adopté (p. 7560) ; **après l'article 27** : application rétroactive au 1er janvier 1985 du mécanisme d'indemnisation des victimes d'attentats terroristes ; son amendement n° 49 (effacement des dettes des rapatriés pour les prêts de réinstallation accordés avant le 31 mai 1981) ; limites du dispositif de remise de dette de la loi du 6 janvier 1982 ; extension du bénéfice de ces dispositions aux enfants mineurs ayant repris l'exploitation de leurs parents et aux sociétés dont le capital a été majoritairement souscrit par des rapatriés (p. 7562) ; prêts consentis après 1981 (p. 7563) ; reprend l'amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Jegou (attribution à la région Ile-de-France de la totalité du produit de la redevance due par mètre carré de surface utile de plancher de bureau) ; adopté après modification ; son amendement n° 55 (majoration de l'estimation des rentrées de la redevance sur les appareils de télévision) : adopté ; **article 8 (précédemment réservé)** : son amendement n° 53 (majoration du produit de la redevance affectée à Antenne 2 et à la Sept) (p. 7564) ; adopté (p. 7565).

Seconde délibération : demande, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement, à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur les amendements examinés en deuxième délibération et l'ensemble du projet de loi de finances rectificative ; **article 23** : son amendement n° 2 (suppression du paragraphe II de cet article) ; suppression de l'amendement adopté à propos de l'I.N.A.O. ; vote réservé ; **article 26 *bis*** (nouveau) : son amendement n° 3 (de suppression) ; fiscalité des C.U.M.A. ; vote réservé (p. 7565) ; **article 1er et état A** : son amendement n° 1 (de coordination) ; produit de la redevance télévision ; vote réservé (p. 7566).

Après les explications de vote : ses observations ; amendements n° 2, 3 et 1 présentés en seconde délibération : adoptés (p. 7572).

Commission mixte paritaire, discussion générale : financement du satellite T.D.F.1 ; centralisation des fonds disponibles de la formation professionnelle ; péréquation entre régions [20 décembre 1986] (p. 7971) ; limitation des pertes pour le trésor ; déduction fiscale pour les personnes investissant dans la création d'entreprises innovantes ; extension du crédit impôt-recherche ; institut national des appellations d'origine (I.N.A.O) ; agence nationale pour le développement agricole dans le secteur de la viande (p. 7972) ; financement des syndicats d'agglomérations nouvelles (p. 7975).

Discussion des articles : **article 13 *bis*** : son amendement n° 1 (assouplissement des mécanismes de crédit d'impôt au bénéfice des entreprises nouvelles ou commençant des activités de recherche) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; **article 23** : son amendement n° 3 (de suppression) ; droit institué au profit de l'I.N.A.O. ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; **après l'article 24** : son amendement n° 2 (validation de la perception de différentes taxes parafiscales au profit du Fonds national de développement agricole) : vote réservé (article 44, alinéa 3) ; amendements n° 1, 2 et 3 : adoptés (p. 7978).

Ses observations sur le fait personnel de M. Christian Pierret : caractère non injurieux de ses propos

tenus envers M. Christian Pierret ; rappelle qu'il a traité « d'incompétent » ; coïncidence entre les propos de M. Jacques Chirac et les siens sur l'inflation ; différentiel d'inflation avec la R.F.A. [11 décembre 1986] (p. 7518).

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi visant à l'interdiction définitive du territoire français aux **étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants (n° 73)** [23 avril 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : regrette l'obstruction organisée des socialistes avec la bénédiction « de qui on sait » [5 juin 1986] (p. 1745) ; **article 4** : dénonce l'obstruction organisée par le groupe socialiste « avec la bénédiction de qui vous savez » [7 juin 1986] (p. 1974).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Explications de vote : **son rappel au règlement :** propos tenus en séance par M. Michel Delebarre à l'égard de M. Jean-Louis Goasduff [11 juin 1986] (p. 2118).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : pouvoir socialiste ayant voulu imposer une décolonisation à un peuple qui n'en voulait pas ; socialistes ayant découvert qu'il n'existait pas, en Nouvelle-Calédonie, de majorité indépendantiste ; évolution de la politique des socialistes ; attitude de M. Pisani [8 juillet 1986] (p. 2958) ; concept d'indépendance-association ; inefficacité des forces de police ; socialistes n'ayant pas été à l'écoute de la population ; nécessaire création des conditions d'un véritable aménagement foncier ; clarté de la politique gouvernementale (p. 2959).

Discussion des articles : **article 18** : politique de relance dans le territoire ; **article 21** : réglementation fiscale territoriale de relance dans l'économie (p. 2997) ; **article 26** : pouvoirs des régions pour la levée de l'impôt ; respect des proportions entre les dépenses de fonctionnement et d'équipement [9 juillet 1986] (p. 3017) ; **article 28** : ses observations sur les « marxistes totalitaires » (p. 3021) ; **article 37 *bis* :** application de l'article 26 de l'ordonnance du 13 novembre 1985 pour conventions et accords collectifs conclus dans le secteur public et para-public territorial (p. 3028) ; **article 44** : promotion des Mélanésiens ; qualité des fonctionnaires de l'administration territoriale (p. 3033).

Explications de vote : loi étant « la fin d'un cauchemar » ; son attaque contre les responsables de ce qui s'est passé en Nouvelle-Calédonie ; mise en cause de la Ligue communiste révolutionnaire, des organisations confessionnelles et du groupe socialiste ; espoir d'un renouveau (p. 3038) ; vote du projet de loi par le groupe R.P.R. (p. 3039).

— **Son rappel au règlement** : retard d'une heure dans l'examen de l'ordre du jour [4 décembre 1986] (p. 7093) ; compare les interventions à des « plaisanteries » sur le règlement (p. 7094).

— **Son rappel au règlement** : débat portant sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur et conditions de travail de la commission des affaires culturelles [4 décembre 1986] (p. 7096) ; nécessité de passer à l'ordre du jour ; conduite des débats (p. 7097).

— **Son rappel au règlement** : obstruction systématique des deux groupes de gauche et non respect de l'ordre du jour ; conduite des travaux par le président de séance [4 décembre 1986] (p. 7107).

— **Son rappel au règlement** : nombre de rappels au règlement et de suspensions de séance ; manœuvre d'obstruction du groupe socialiste ; regrette de constater que le règlement est mal appliqué [4 décembre 1986] (p. 7117).

— **Son rappel au règlement** : dénonce l'obstruction du parti socialiste [5 décembre 1986] (p. 7143) ; demande qu'il soit passé sans attendre à l'ordre du jour (p. 7144).

— **Son rappel au règlement** : groupes de la majorité ayant été surpris par le refus du président de la République de signer l'ordonnance relative à l'aménagement du temps de travail ; Gouvernement empêché de poursuivre sa politique en faveur de l'emploi ; groupe de la majorité ayant fait savoir au Gouvernement qu'ils étaient disposés à adopter tout amendement que celui-ci déposerait pour remédier à la situation créée par le Président de la République [19 décembre 1986] (p. 7893).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe : propos de M. Fuchs ne se rapportant pas à l'exception d'irrecevabilité [19 décembre 1986] (p. 7914) ; demande au président de séance d'appliquer l'article 54 du règlement (p. 7916).

Explications de vote : s'élève contre le droit de veto dont s'est emparé le Président de la République au mépris de la Constitution (p. 7958) ; vote positif des groupes U.D.F. et R.P.R. (p. 7959).

KERGUERIS (Aimé)

Député du Morbihan
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à compléter l'article L. 122-9 du code des communes quant à l'élection des maires et des adjoints en cas de rectifications juridictionnelles des résultats d'élections municipales (n° 130) [20 juin 1986] (p. 2391).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique communautaire maritime : pavillon européen** : concurrence entre les compagnies maritimes ; enjeux politiques et économiques ; notion de pavillon européen et rapprochement des conditions d'exploitation [12 novembre 1986] (p. 6144).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* augmentation générale des crédits du secrétariat d'Etat ; plan marine marchande ; nécessité de permettre l'équivalence de diplômes en faveur de mécaniciens licenciés ; cas des matelots ; renouvellement et modernisation de la flotte de pêche ; aides communautaires ; garantie que doivent apporter les patrons de pêche artisanale pour acheter leur navire ; valorisation du poisson ; équipement portuaire [21 octobre 1987] (p. 5067) ; obtention du F.E.O.G.A. d'aides pour moderniser les infractructures portuaires ; mareyage ; recherche consacrée aux pêches ; commercialisation des produits ; problèmes de l'E.N.I.M. (p. 5068).

KIFFER (Jean)

Député de la Moselle
Apparenté R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à garantir le véritable exercice de la **liberté syndicale** en assurant une représentation authentique des salariés dans les institutions représentatives du personnel **(n° 74)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 58,** posée le 6 juin 1986 : **minerais et métaux (emploi et activité : Lorraine)** (p. 1908) ; appelée le 13 juin 1986 : **sidérurgie lorraine** : tendance à favoriser la sidérurgie maritime ; ses observations sur M. le préfet Chérèque ; filialisation de la sidérurgie mosellane ; transformation du coût social des licenciements et des congés de conversion en capital d'investissement ; privatisation de la sidérurgie (p. 2183-2184).

— **n° 101,** posée le 2 octobre 1986 : **minerais et métaux (entreprises Usinor et Sacilor en Lorraine)** (p. 4330) ; appelée le 3 octobre 1986 : **situation des petits actionnaires de la sidérurgie lorraine** : spoliation des sidérurgistes lorrains détenteurs d'actions de leurs entreprises ; maintien sur le marché d'actions « négatives » de Sacilor et d'Usinor (p. 4338) ; spéculation des investisseurs institutionnels ; nécessité d'indemniser les petits actionnaires (p. 4339).

— **n° 162,** posée le 16 décembre 1986 : **politique économique et sociale (politique industrielle : Lorraine)** (p. 7695) ; appelée le 19 décembre 1986 : **production charbonnière et sidérurgie en Lorraine** : réalisation du laminoir à couronnes et barres dans l'unité de Gandrange ; fermeture de la phase liquide de Longwy ; harmonisation des productions sidérurgiques françaises ne devant pas empêcher une réelle autonomie de gestion des sites ; intérêt du charbon face à la politique du tout nucléaire ; problème relatif à la société Solodev et à l'usine d'Hegondange (p. 7845) ; nécessité de protéger un minimum de ce secteur au nom de l'intérêt national (p. 7846).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 23 :** maintien de cet article supprimé par le Sénat ; affectation aux communes en difficulté de la troisième part du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; cas des communes sidérurgiques et minière [11 août 1986] (p. 4260).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Discussion générale : questions :* réunions de la commission tripartite comprenant les représentants des organisations syndicales des charbonnages de France et des houillères de bassin ; développement de la coordination entre les opérateurs énergétiques et E.D.F. et Charbonnage de France ; protection de la production nationale de charbon en République fédérale d'Allemagne ; bilan de productivité des Houillères de bassin de Lorraine [31 octobre 1986] (p. 5638) ; option des gouvernements socialistes pour le financement de la sidérurgie par des découverts bancaires auprès des banques nationalisées ; opportunité de lancer un programme d'investissement et de modernisation des sites de production (p. 5639).

KLIFA (Joseph)

Député du Haut-Rhin
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7372).

KOEHL (Emile)

Député du Bas-Rhin
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une **allocation différentielle de ressources (n° 448)** [13 novembre 1986].

Proposition de résolution tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur les causes et les conséquences de la **pollution du Rhin, provoquée par l'incendie d'un entrepôt de produits chimiques à Bâle (n° 469)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Pollution du Rhin :** répercussion pour les pays riverains du Rhin des deux accidents survenus aux usines Sandoz de Bâle ; inventaire et réparation des dommages ; amélioration des systèmes de prévention, de contrôle et d'alerte [12 novembre 1986] (p. 6142) ; nécessité d'harmoniser les législations européennes (p. 6143).

orales sans débat :

— **n° 38,** posée le 27 mai 1986 : **Communautés européennes (recherche scientifique et technique)** (p. 1309-1310) ; appelée le 30 mai 1986 : **siège du secrétariat permanent d'Eurêka** : accord du Président de la République et du Chancelier de la R.F.A. pour l'installation à Strasbourg ; affaire du synchrotron ; bruits laissant entendre que le Gouvernement abandonnerait Strasbourg (p. 1511) ;

développement de l'industrie européenne des hautes technologies (p. 1512) ;

— **n° 76,** posée le 17 juin 1986 : **Communautés européennes (recherche scientifique et technique)** (p. 2300) ; appelée le 20 juin 1986 : **coopération technologique européenne** : réalisation d'un marché intérieur européen ; retard des industries électroniques européennes ; candidature de Strasbourg pour le siège du secrétariat permanent d'Eurêka (p. 2175) ; nouvelle révolution technologique (p. 2176) ;

— **n° 144,** posée le 2 décembre 1986 : **transports fluviaux (entreprises : Alsace)** (p. 7029) ; appelée le 5 décembre 1986 : **compagnie française de navigation rhénane** : présence d'une batellerie française sur le Rhin menacée par l'éventuelle suppression du soutien financier de l'Etat ; concurrence européenne ; soutien apporté par chaque pays riverain à sa propre flotte ; dégradation des frêts internationaux ; pavillon français tributaire de l'aide publique ; nécessité de sauvegarder l'emploi et de maintenir le rayonnement de Strasbourg, siège des principales institutions internationales rhénanes et d'un important lycée professionnel de la batellerie (p. 7131-7132) ;

— **n° 159,** posée le 9 décembre 1986 : **logement (amélioration de l'habitat : Bas-Rhin)** (p. 7442) ; appelée le 12 décembre 1986 : **subventions de l'A.N.A.H.** : suppression des avantages octroyés sous forme de subvention par l'A.N.A.H. constituant une obstruction au développement de la réhabilitation de logements (p. 7598) ; texte entraînant la forte réduction du potentiel de réhabilitation offert pas les opérations programmées de l'habitat (p. 7599).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : respect de l'équilibre entre les intérêts des locataires et des propriétaires ; durée du bail ; loi de 1948 perpétuant des rentes de situation et contribuant à la dégradation du patrimoine immobilier ; caractère trop important du dispositif de protection pour les occupants des logements soumis à la loi de 1948 ; modalités de modification du plan d'occupation des sols [17 juillet 1986] (p. 3445) ; **article 60** : son amendement n° 474 (visant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article au mot : « modification » le mot : « rectification ») : non soutenu ; son amendement n° 475 (précisant que le deuxième alinéa de cet article n'est applicable que pour les terrains non acquis par la commune) : non soutenu (p. 3775) ; son amendement n° 476 (précisant que l'application anticipée d'un plan d'occupation des sols n'est possible que pendant six mois à compter de l'arrêté de mise en œuvre de sa révision) [23 juillet 1986] (p. 3776) ; non soutenu (p. 3777).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et Communication. Culture. — *Discussion générale :* nécessité de mettre l'accent sur les patrimoines culturels régionaux [23 octobre 1986] (p. 5221) ; restauration de la tour de croisée de la cathédrale de Strasbourg (p. 5222).

Education nationale. II — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale : questions :* rôle du comité national d'évaluation des universités ; sa proposition d'un classement annuel [4 novembre 1986] (p. 5791).

Défense nationale. — *Discussion générale : questions :* volonté des soviétiques de « découpler » les Etats-Unis de l'Europe ; création d'une Europe spatiale autonome ; interdiction nucléaire imposée à l'Allemagne ne jouant pas pour l'espace [12 novembre 1986] (p. 6191).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Discussion générale :* situation des bassins miniers français ; non respect des engagements des Gouvernements Fabius et Mauroy ; licenciement aux charbonnages de France [31 octobre 1986] (p. 5633) ; diminution des crédits de l'Agence pour la maîtrise de l'énergie ; démantèlement de C.D.F.-Chimie ; réduction des crédits du Girsom pour le Nord-Pas-de-Calais (p. 5634).

KUSTER (Gérard)

Député du Doubs
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission supérieure des sites [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : question de la dignité de l'Homme au travail demeurant à l'ordre du jour ; participation constituant un des éléments de la conquête de la dignité du salarié [23 avril 1986] (p. 304) ; nécessité de ne pas confondre idéologie et dogmatisme ; nécessité de développer de nouvelles formules de participation ; notion de partenariat (p. 305).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; rôle du Conseil constitutionnel ; dispositif anti-concentration du projet de loi [9 octobre 1986] (p. 4509) ; disparition de la commission Caillavet ; notion de contrôle de sotiété retenue par le projet ; notion d'entreprise de communication (p. 4510).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* association de la jeunesse à l'action de protection et de mise en valeur des richesses culturelles ; cas du château de Philippe Le Bel ; dynamisation de la politique des chantiers des jeunes bénévoles [4 novembre 1986] (p. 5818) ; candidature d'Albertville pour l'organisation des jeux Olympiques ; préparation des athlètes dans la perspective des jeux olympiques de Séoul et de Calgary ; moyens techniques et financiers mobilisés en 1987 (p. 5819-5820).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* rattrapage financier auquel le Gouvernement a du faire face [6 novembre 1986] (p. 5942) ; action envisagée par le Gouvernement en faveur de l'emploi par l'utilisation des provisions constituées au budget (p. 5943).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : ses observations après l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; s'élève contre la mise en cause faite des députés de la majorité [28 novembre 1986] (p. 6985) ; déplafonnement des droits d'inscription universitaires par le Gouvernement de M. Mauroy ; suppression de la subvention de l'Etat à la sécurité sociale étudiante par le Gouvernement de M. Fabius ; ouverture du premier cycle à tous les titulaires du baccalauréat (p. 6986) ; propos de M. Guy Penne au Sénat lors de la discussion du projet de loi ; ses observations sur la comparaison de la politique gouvernementale à celle de Vichy ; anxiété des étudiants et lycéens devant l'avenir professionnel (p. 6987) ; critique formulée à l'encontre de la loi Savary (p. 6988).

L

LABARRERE (André)

Député des Pyrénées-Atlantiques
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. [30 octobre 1986] (p. 5530) ; instauration d'un contingent d'importation de maïs hors prélèvement pour les agriculteurs américains sacrifiant les intérêts des maïsculteurs du Sud-Ouest ; faiblesse des résultats des négociations de Bruxelles sur les majorations mensuelles et les indemnités de fin de campagne ; diminution des revenus des exploitations céréalières ; avenir des taxes de coresponsabilité sur les céréales et des taxes de produits (p. 5531).

LABBE (Claude)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 70).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome VIII : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile** et météorologie **(n° 400)** [9 octobre 1987].

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur (lors de la discussion du projet de loi (n° 7) autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social [22 avril 1986] (p. 219-220).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet ; nomination des députés à la commission nationale de l'informatique et des libertés à la suite d'une décision de la commission des lois [5 mai 1986] (p. 659-660).

Rappelle à M. Jean Le Garrec qu'il n'a pas obligation de lui donner la parole mais la lui accorde [5 mai 1986] (p. 663).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : constate que la commission de la production et des échanges n'a pas formulé d'avis [5 mai 1986] (p. 664).

Rappelle à MM. Paul Chomat et Philippe Bassinet que l'on peut regretter que la commission de la production et des échanges, saisie pour avis, ne soit pas représentée au banc des commissions et qu'elle n'ait pas donné d'avis [5 mai 1986] (p. 667).

Rappelle à M. Raymond Douyère que des instructions avaient été données aux présidents de séance, sous la précédente législature, afin qu'ils n'utilisent pas la faculté de donner la parole à un orateur [5 mai 1986] (p. 667).

Lors de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne : durée de la discussion générale [12 juin 1986] (p. 2140).

Fait observer à M. Roland Dumas qu'il a dépassé son temps de parole (p. 2142).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne, relatif à l'article 44, alinéa 2 de la Constitution : nécessité de discuter d'abord une motion de renvoi en commission avant de demander l'avis du Gouvernement, du président de la commission et du rapporteur sur l'opportunité d'une réunion pour la reprise des travaux (p. 2146).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne : son intention d'interroger le président de la commission et le rapporteur sur la possibilité d'une réunion de la commission après la discussion de la motion de renvoi en commission (p. 2146).

Répond au rappel au règlement de M. Roland Dumas : clôture de la discussion générale ; son intention d'appeler la motion de renvoi en commission avant d'interroger le président et le rapporteur pour une éventuelle reprise des travaux de la commission (p. 2147).

Répond au rappel au règlement de M. Roland Dumas : discussion de la motion de renvoi en commission (p. 2147).

Informe l'Assemblée sur l'application des articles 91 et 88 du règlement ; intervention du président de la commission et du rapporteur à un moment prévu par le règlement (p. 2147-2148).

Répond au rappel au règlement de M. Roland Dumas : ses observations (p. 2149).

Informe l'Assemblée de ses intentions sur la poursuite du débat (p. 2150).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Demande à M. Guy Ducoloné de trouver un autre motif que celui qu'il allègue pour lui demander la parole [27 juin 1986] (p. 2603).

Se propose d'user du pouvoir que lui confère l'article 56, alinéa 3 du règlement pour donner la parole à M. Guy Ducoloné (p. 2613).

Propose de prolonger la séance (p. 2617).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) :

Prie l'opposition d'écouter les propos de la majorité ou d'un groupe qui se situe à sa droite [2 juillet 1986] (p. 2766).

Répond au rappel au règlement de M. Georges-Paul Wagner : dinstinction entre la réserve et l'élimination d'un amendement (p. 2768).

Demande à ce que les députés qui s'inscrivent sur les articles interviennent effectivement et n'annulent pas leur intervention au dernier moment (p. 2769).

Refuse la parole à M. Pascal Arrighi ; volonté du Garde des sceaux de ne pas ouvrir un débat sur la peine de mort (p. 2775).

Demande la clôture du « mini-débat » sur la peine de mort (p. 2776).

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : demande la clôture du débat sur la peine de mort ; contenu d'un rappel au règlement (p. 2777).

Lors de la discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) :

S'étonne que M. Bruno Gollnisch se soit inscrit contre la motion de renvoi en commission déposée par M. Jean-Jacques Barthe [10 juillet 1986] (p. 3126).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) :

Demande à M. Bernard Deschamps de soutenir globalement ses sous-amendements [18 juillet 1986] (p. 3510) ; inopportunité de procéder à des scrutins publics sur chacun de ses sous-amendements (p. 3511).

Ses observations sur la multiplication des scrutins public (p. 3512).

Ses observations sur les rappels au règlement de M. Bernard Deschamps : inopportunité de répéter des scrutins publics donnant exactement les mêmes résultats ; attitude du groupe communiste empêchant l'Assemblée nationale de discuter normalement ; impossibilité de contester les pouvoirs donnés au Gouvernement par la Constitution ; Assemblée nationale ne pouvant voter sur les amendements dont il a été demandé la réserve (p. 3513).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : rappelle qu'il ne peut faire autrement que d'accéder à la demande du Gouvernement d'appliquer l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3514).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299) :

Demande à M. Roland Carraz de cesser d'interpeller M. Philippe Vasseur [5 août 1986] (p. 4037).

Précise à M. Georges Hage que l'impertinence est un droit dont jouissent les députés (p. 4087).

Précise à M. Louis Mexandeau que son interruption dépasse les limites de la bienveillance que l'on peut attendre d'un ministre (p. 4089).

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Deschamps ; estime que l'intervention de M. Bernard Deschamps n'a aucun rapport avec le règlement ; exclusion des minutes de silence par la conférence des présidents [7 octobre 1986] (p. 4385).

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : possibilité pour l'opposition de déposer une motion de censure pour discuter du découpage électoral [22 octobre 1986] (p. 5144).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : précise qu'il n'a pas eu la prétention de dicter à un député de l'opposition le contenu de sa question ; possibilité pour un député de parler sur le sujet qu'il désire ; possibilité pour M. Jean-Pierre Michel de s'exprimer dans le cadre d'un rappel au règlement plutôt que pour une question d'actualité [22 octobre 1986] (p. 5144).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Stirbois : assure celui-ci qu'il transmettra sa demande au président de l'Assemblée nationale [5 novembre 1986] (p. 5862).

Lors de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) :

Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné ; précise qu'il ne visait pas spécialement M. Jean-Jacques Barthe lors de son intervention invitant les députés au respect du temps de parole [7 novembre 1986] (p. 6008).

Répond au rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry : rappel au règlement sortant de la procédure ; impossibilité de laisser M. Edmond Alpandéry continuer son propos (p. 6022) ; demande aux orateurs de respecter strictement leur temps de parole [8 novembre 1986] (p. 6084).

Rappelle la durée des temps de parole [14 novembre 1986] (p. 6354).

Précise qu'il n'engagera pas de polémique avec M. Roger Combrisson sur l'abondance ou l'excès des scrutins publics ; représentation en séance de l'ensemble des groupes n'étant pas très satisfaisant ; fait appel aux responsables des groupes pour essayer d'y remédier (p. 6358).

Précise qu'il ne manquera pas à la prochaine conférence des présidents de demander que la fin de la discussion de la loi de finances ne se déroule à un jour et une heure qui favorisent l'absentéisme (p. 6360).

Fait observer à M. Jean-Claude Martinez que les patriotes de cette assemblée ne siègent pas uniquement derrière lui (p. 6364).

Lors de la discussion du projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479) :

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Pen : procédure des questions d'actualité ; modulation de la répartition des temps de parole ; souhaite que le Gouvernement soit plus bref dans ses réponses [26 novembre 1986] (p. 6794).

Engage M. Joseph Franceschi à se taire [26 novembre 1986] (p. 6803).

Lors de la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) :

Précise qu'un amendement ayant été soumis à la commission peut être retiré par son auteur [6 décembre 1986] (p. 7227).

Répond au rappel au règlement de M. Robert Montdargent ; retire la parole à celui-ci [6 décembre 1986] (p. 7232).

Répond au rappel au règlement de M. Robert Montdargent : regrette que M. Montdargent se fonde sur des déclarations de presse n'étant pas absolument confirmées [6 décembre 1986] (p. 7234).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : Choix du ministre compétent pour répondre aux questions orales sans débat relevant du Gouvernement et non d'un membre du Parlement [12 décembre 1986] (p. 7587).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg pour la réalisation et l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle (n° 476) :

Précise à MM. Pierre Joxe et Michel d'Ornano « qu'il n'est pas possible de tenir une réunion dans l'hémicycle pendant la séance » [16 décembre 1986] (p. 7625).

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Roger-Machart : son impossibilité de répondre à ce rappel au règlement ; refus du ministre chargé des relations avec le Parlement et du président de la commission des finances de répondre à celui-ci [16 décembre 1986] (p. 7625).

Lors de la discussion du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 440).

Constate que le débat sur les projets de loi tendant à autoriser l'approbation de conventions devient un débat de politique étrangère en l'absence du ministre des affaires étrangères ; possibilité pour le Gouvernement d'organiser un débat de politique étrangère [16 décembre 1986] (p. 7636).

Demande à M. Bruno Gollnisch s'il ne souhaite pas modérer l'expression qu'il a utilisée à l'encontre du Président de la Corée du Nord ; précise qu'il laisse l'entière responsabilité à ses propos à M. Gollnisch [16 décembre 1986] (p. 7637).

En qualité de député :

Son rappel au règlement à propos des rappels au règlement de MM. Pierre Joxe et Guy Ducoloné sur l'affaire de la rue de Modagor ; reconstitution d'une séance de questions d'actualité par des rappels au règlement [9 juillet 1986] (p. 3048-3049).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : organisation des débats [4 août 1986] (p. 4009) ; temps de parole affecté à chacun des groupes parlementaires laissant au groupe socialiste la possibilité de s'exprimer (p. 4010).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'Honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Discussion générale :* salue la présence du Général Biard, grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur et du général Simon chancelier de l'ordre de la Libération [27 octobre 1986] (p. 5345).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : influence de la déréglementation [28 octobre 1986] (p. 5388) ; amélioration de la desserte des départements et territoires d'outre-mer ; situation de la construction aéronautique en France ; son hommage à Marcel Dassault (p. 5389).

LABORDE (Jean)

Député du Gers
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus, ensemble un protocole (n° 477) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 477), autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de **l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques** en vue d'éviter la **double imposition des revenus**, ensemble un protocole **(n° 536)** [11 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : élargissement de la part des classes âgées dans la population [24 juillet 1986] (p. 3851) ; solidarité et protection sociale ; participation du budget de l'Etat dans l'une des branches du système de protection sociale ; inégalités engendrées par la diversité des régimes de retraite ; système de réduction progressive de l'activité des travailleurs (p. 3852).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* poursuite de la politique de réhabilitation des quartiers dégradés ; procédure de développement social des quartiers ; nécessaire compensation de l'augmentation de l'aide au loyer par l'aide personnalisée au logement [28 octobre 1986] (p. 5437).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* nécessité d'accélérer le programme d'équipement hydraulique du Gers [30 octobre 1986] (p. 5567).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* importance du maintien à domicile des personnes âgées ; avenir de l'aide ménagère ; efficacité des soins infirmiers à domicile ; régression des crédits inscrits pour les soins infirmiers à domicile [6 novembre 1986] (p. 5915).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : aide sociale en faveur des personnes âgées ; nécessité de développer la politique du maintien à domicile (p. 5970).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus, ensemble un protocole (n° 477).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : champ d'application de la convention ; relations économiques franco-soviétiques [16 décembre 1986] (p. 7629).

LACARIN (Jacques)

Député de l'Allier
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* thérapeutique thermale ne bénéficiant pas en France du développement qu'elle connaît dans d'autres nations européennes ; intention du Gouvernement à l'égard du thermalisme [5 novembre 1986] (p. 5884).

LACHENAUD (Jean-Philippe)

Député du Val-d'Oise
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociale [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* maintien de l'effort de l'Etat ; pourcentage atteint par le budget de la culture ; achèvement des grands travaux à Paris ; nombre d'associations subventionnées [23 octobre 1986] (p. 5212) ; décentralisation culturelle ; mise en œuvre du plan patrimoine ; priorité pour l'enseignement artistique ; nouveau statut des musées ; promotion du mécénat ; mission patrimoine 2000 ; crédits affectés aux archives (p. 5213).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 et état B :** situation financière des syndicats d'agglomérations nouvelles [11 décembre 1986] (p. 7501) ; éligibilité à la D.G.F. ; prise en compte du produit de l'impôt foncier bâti pour le calcul de la dotation de référence ; hypothèse de la création d'une cotisation supplémentaire similaire à celle des communautés urbaines (p. 7502).

Commission mixte paritaire, discussion générale : finances des collectivités locales groupées dans les syndicats d'agglomérations nouvelles [20 décembre 1986] (p. 7975).

LACOMBE (Jean)

Député de l'Hérault
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (mer) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome XIV : **mer (n° 400)** [9 octobre 1986].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 13/86 : les problèmes de la **pêche maritime** dans la Communauté (feuilleton n° 87 du 22 octobre 1986).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Respect du traité d'élargissement de la C.E.E. : blocage de l'embouchure de la Bidassoa par des chalutiers espagnols ; intérêts des pêcheurs français [11 juin 1986 1986] (p. 2078).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : diminution des crédits du secrétariat d'Etat à la mer ; suppression de 106 emplois ; situation difficile de la flotte de commerce ; plan pour la marine-marchande ; coût du pavillon des Kerguelen par rapport au pavillon philippin ou celui des Bahamas ; restructuration de la dette dans le compte d'exploitation des navires ; opportunité de réserver le flux intra-européen aux armateurs de la Communauté ; rétablissement de la compétitivité de la filière portuaire fançaise [21 octobre 1986] (p. 5064) ; budgétisation du Fonds spécial de grands travaux consacré aux équipements portuaires ; situation des pêches et des cultures marines ; prochaine réunion du conseil des pêches ; subvention à l'E.N.I.M. ; abandon du programme d'aide majeure à la navigation d'Ouessant ; situation des marins français naviguant dans le golfe Persique ; aide à la navigation de plaisance (p. 5065).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la longueur et la qualité des débats de l'Assemblée nationale [26 novembre 1986] (p. 6805) ; absence de dispositions en faveur du transport maritime, de la pêche et de l'aquaculture ; contrats Etat-régions pour l'aquaculture ; recherche océanologique Caraïbe ; zone économique exclusive ; son accord sur les principes des zones franches sous réserve de conditions ne figurant pas dans le projet de loi (p. 6806) ; avis du Conseil économique et social sur les zones franches ; bilan de zones existantes (p. 6807).

Discussion des articles : **article 2 et annexes :** transport maritime ; pénétration d'outsiders asiatiques (p. 6827) ; répartition des crédits supplémentaires consacrés à l'exécution des programmes de développement économique et social (p. 6828) ; effort en faveur des transports maritimes [27 novembre 1986] (p. 6847) ; création de transport maritime entre les îles exigeant le monopole de pavillon ; son amendement n° 186 (régulation de l'offre de transport maritime notamment étrangère) ; proposition de M. Pierre Micaux ; conférences maritimes sur la Réunion et les départements des Antilles et de la Guyane ; répartition des frêts ; adopté ; son amendement n° 187 (péréquation tarifaire entre les coûts de transport et entre les différents produits afin d'aider les industries locales créatrices d'emplois) (p. 6848) ; adopté (p. 6849) ; **article 3 :** rapport d'exécution de la présente loi annexé au projet de loi de finances (p. 6858) ; **article 5 :** zones franches ; son refus d'atteinte au droit social et au droit du travail ; concurrence déloyale à l'encontre des communes du secteur n'ayant pas elles-mêmes de zones franches ; baisse des ressources des collectivités locales ; exemple de zones franches dans certains ports de la métropole (p. 6859) ; discussion au sein du Conseil économique et social (p. 6860) ; son amendement n° 103 (création de zones franches en conformité avec le schéma d'aménagement de la région) (p. 6864) ; rejeté ; son amendement n° 104 (zones franches devant permettre l'installation de nouvelles entreprises créatives d'emplois et ayant vocation à exporter sans porter atteinte au régime des salaires et droits sociaux en vigueur) : rejeté (p. 6865) ; son amendement n° 105 (régime des zones franches concourant à l'allégement des formalités administratives) ; guichet unique pour les formalités d'implantation des entreprises ; briéveté des délais ; rejeté (p. 6866).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer, modifiée par la loi n° 84-1151 du 21 décembre 1984 (n° 405).

Première lecture, discussion générale : limitation de responsabilité des propriétaires de navires de moins de 300 tonneaux ; diminution des primes d'assurance des navires pour le transport de frêt ; vote positif du groupe socialiste [2 décembre 1986] (p. 7001).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 17 décembre 1926 modifiée portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande (n° 406).**

Première lecture, discussion générale : convention internationale de Londres de 1972, sur la prévention des abordages en mer ; possibilité d'accorder la préférence aux juridictions françaises ; autorité décidant du lieu de la juridiction où doit être poursuivi le prévenu [2 décembre 1986] (p. 7003) ; explication de vote : abandon du projet de l'aide majeure à la navigation d'Ouessant ; vote positif du groupe socialiste (p. 7004).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant sur les contrats d'affrètement et de transports maritimes (n° 407).**

Première lecture, discussion générale : difficultés de la marine marchanche [2 décembre 1986] (p. 7005-7006).

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'**élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412)** [22 octobre 1986].

LAIGNEL (André)

Député de l'Indre
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Déclaration gouvernementale relative à TF1 :** vraies raisons du choix de la dénationalistion de TF1 [21 mai 1986] (p. 991) ; déclaration d'un membre du Gouvernement sur T.F.1. : « la télévision la plus socialiste, la plus pourrie économiquement et socialement » ; présence de M. Michel Polac, accusé par ce même membre du Gouvernement de « cracher sur la majorité et sur le Gouvernement », sur cette chaîne (p. 992).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 63 : son sous-amendement n° 298 à l'amendement n° 258 de M. Christian Pierret (tendant à substituer dans cet amendement à l'année « 1988 » l'année « 1987 ») [14 novembre 1986] (p. 6414) ; rejeté (p. 6415).

LAJOINIE (André)

Député de l'Allier
Communiste
Président du groupe communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste. Président de ce groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires** et portant création d'une délégation parlementaire chargée du **contrôle des activités des services secrets (n° 35)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à instituer des mesures urgentes pour **lutter contre la pauvreté (n° 232)** [26 juin 1986].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'**utilisation des fonds publics** dont ont bénéficié les **chantiers navals** et plus généralement les entreprises relevant de la filière maritime, et de faire toutes propositions portant d'une part réparation des détournements de fonds et d'autre part en vue d'une nouvelle efficacité économique et sociale de la filière maritime **(n° 257)** [10 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et de travail des **exploitants agricoles familiaux (n° 294)** [17 juillet 1986].

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les **violences policières** qui ont été commises le 4 décembre et les **conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué** dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris **(n° 526)** [6 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Découpage électoral : examen du projet par l'Assemblée nationale :** réunions de MM. Jacques Toubon et Jean-Claude Gaudin ; compensations pour le parti du Président [4 juin 1986] (p. 1679) ; découpage des villes (p. 1680) ;

— **Retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur :** projet accentuant la sélection par l'argent ; nécessité de le retirer et de donner aux jeunes le droit à l'égalité des chances dans l'enseignement [3 décembre 1986] (p. 7034).

orales sans débat :

— **n° 107,** posée le 2 octobre 1986 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 4331) ; appelée le 3 octobre 1986 : **lutte contre le chômage :** suppression d'emplois au nom de la rentabilité financière ; droit au travail (p. 4346) ; exemple de l'industrie allemande (p. 4347).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : inefficacité de la politique de rigueur ; politique du Gouvernement conduisant à un nouvel accroissement des richesses pour une infime fraction de la poupulation ; recherche du profit avec l'appui massif de l'Etat ; dévaluation aggravant sensiblement la politique d'austérité ; suppression du contrôle des changes favorisant l'exportation des capitaux ; conséquences de la dévaluation pour les revenus agricoles [9 avril 1986] (p. 148) ; gel des salaires dans la fonction publique ; caractère contestable de l'augmentation des impôts indirects ; précarisation de l'emploi ; caractère contestable de la déréglementation généralisée ; attaque lancée contre les droits des travailleurs ; dénationalisation affaiblissant les chances d'une politique industrielle originale ; renforcement de l'autoritarisme patronal dans les entreprises ; caractère inique du retour au scrutin uninominal à deux tours (p. 149) ; pression formidale s'exerçant sur les communistes pour qu'ils cessent d'être eux-mêmes ; combat du parti communiste contre le fascisme, le nazisme, l'impérialisme, le racisme et pour la paix ; projet de société des communistes ; piège que constitue un présidentialisme toujours plus autoritaire ; nécessité d'instituer une nouvelle démocratie parlementaire ; importance de la reconquête du marché intérieur ; rôle que doit jouer le secteur nationalisé, industriel et bancaire ; amélioration du pouvoir d'achat des salariés ; possibilité d'améliorer la protection sociale ; nécessité que les étrangers résidant en France puissent exercer pleinement les libertés publiques (p. 150) ; droit à l'information ; solidarité des communistes français avec les peuples qui luttent contre la dictature ; persistance de la lutte des classes ; union de la droite et du patronat étant fondée sur la même peur du socialisme ; conditions d'une coopération entre le parti communiste et d'autres formations politiques ; rôle du parti communiste (p. 151).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 57 (conditions d'extension des conventions collectives) : rejeté [3 juin 1986] (p. 1601) ; **article 1er** : ses amendements n° 249, 294, 363, 411, 419, 422 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : sa motion de renvoi en commission [24 juillet 1986] (p. 3854) ; rejetée au scrutin public (p. 3860).

— Son rappel au règlement : adoption sans vote du texte de dénationalisation ; « ballet politicien entre l'Elysée et Matignon » ; emprunt Giscard [24 juillet 1986] (p. 3809).

— Déclaration du Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme et débat sur cette déclaration.

Discussion : son opposition entre l'amalgame entre la juste lutte des peuples pour leur indépendance et la barbarie terroriste ; situation en Afrique du Sud et au Nicaragua ; ses observations sur les prétendues négociations du Gouvernement avec les organisations terroristes ; ses doutes sur l'efficacité réelle de la diffusion massive de la photo des frères Abdallah ; comportement faciste de certains policiers à l'égard des jeunes [8 octobre 1986] (p. 4445) ; constate la recrudescence des attentats terroristes lors de chaque perspective de paix au Proche-Orient ; volonté de faire pression sur la France pour l'obliger à retirer son contingent du Sud-Liban ; coopération en matière de terrorisme devant être subordonnée au respect des libertés individuelles et collectives et de la souveraineté nationale ; persistance de l'occupation par Israël d'une partie du Sud-Liban ; approuve la résolution du Conseil de sécurité votée le 23 septembre 1986 ; droit du peuple palestinien ; mort lente des otages français au Liban ; existence d'une troisième voie entre le refus de toute négociation et la négociation elle-même (p. 4446).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [14 octobre 1986] (p. 4707 à 4710) ; rejeté par scrutin public (p. 4711).

Commission mixte paritaire, discussion générale : oppose la question préalable [16 décembre 1986] (p. 7660) ; rejetée (p. 7663).

— Son rappel au règlement : projet de découpage aggravant considérablement l'injustice du scrutin majoritaire ; utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution pour empêcher toute discussion parlementaire du projet ; demande une suspension de séance de trente minutes [10 octobre 1986] (p. 4584).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [20 novembre 1986] (p. 6615) ; rejetée au scrutin public ; oppose la question préalable (p. 6619) ; rejetée au scrutin public (p. 6624) ; sa motion de renvoi en commission (p. 6660) ; rejetée au scrutin public (p. 6662).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [17 décembre 1986] (p. 7725) ; rejetée (p. 7726).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : son exception d'irrecevabilité [18 décembre 1986] (p. 7776) ; rejetée (p. 7779).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Commission mixte paritaire, discussion générale : demande la vérification du quorum [19 décembre 1986] (p. 7874) ; demande une réunion immédiate du Bureau ; demande une suspension de séance (p. 7876).

LALUMIERE (Catherine)

Député de la Gironde
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 15 mai 1986] (p. 6375).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole portant modification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement du 25 août 1924, telle qu'amendée par le protocole de modification du 23 février 1968, fait à Bruxelles le 21 décembre 1979 (n° 102) [29 mai 1986] (p. 1494).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 102) autorisant la ratification du protocole portant modification de la **convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement** du 25 août 1924, telle qu'amendée par le protocole de modification du 23 février 1968, fait à Bruxelles le 21 décembre 1979 **(n° 197)** [12 juin 1986].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 6/86 : l'acte unique européen et la réforme institutionnelle (feuilleton n° 37 du 11 juin 1986).

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 22/86 : l'achèvement du **marché intérieur** (feuilleton n° 123 du 17 décembre 1986).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* délai de nomination du ministre chargé des affaires européennes ; existence d'une responsabilité particulière de la France dans l'œuvre européenne ; rôle du Président de la République dans la politique européenne ; projet visant à compléter l'Europe bleue ; politique d'unification du grand marché [24 octobre 1986] (p. 5302) ; propos du ministre de l'agriculture sur l'entrée de l'Espagne dans le marché commun ; création de l'espace sociale européen ; avenir d'Eurêka ; avenir de l'Europe de la culture (p. 5303).

Examens des crédits : affaires étrangères : **Etat B, titre IV :** gestion et rôle de l'U.N.E.S.C.O. (p. 5329).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* conséquences de l'élargissement de la Communauté européenne pour les exportations françaises ; conclusions de la délégation parlementaire sur l'ouverture du marché espagnol aux produits français [30 octobre 1986] (p. 5538) ; insuffisance d'aptitude commerciale des exportateurs ; accord C.E.E. Etats-Unis sur les exportations de maïs vers l'Espagne (p. 5539).

Economie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des crédits : II — Services financiers :* **Etat B, titre III :** équipement du service de laboratoire dépendant de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes [13 novembre 1986] (p. 6277) ; diminution des crédits affectant la promotion de la qualité des produits et des services et particulièrement le travail de l'A.F.N.O.R. et du laboratoire national d'essai (p. 6278) ; diminution des crédits affectant la direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes ; maintien des activités de conseil et d'assistance aux collectivités locales pour la fixation de leurs tarifs ; activités de la branche « concurrence » ; retour d'une partie des services de la répression des frandes à l'agriculture (p. 6279) ; son amendement n° 278 (réduction des crédits) : rejeté (p. 6280) ; **titre IV :** attaque menée par M. Pierre Descaves contre les associations de consommateurs (p. 6283).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 384).

Première lecture, discussion générale : signification de l'Acte unique ; ralliement des socialistes de 1980 à 1986 à l'idée de construction européenne ; débat au sein de la majorité ; défi du marché intérieur ; substitution de la majorité qualifiée à la règle de l'unanimité [20 novembre 1986] (p. 6626) ; état des entreprises et conditions de la compétitivité ; intérêt de la dimension européenne pour réaliser les économies d'échelles ; possibilité de dérogation à la règle de la majorité qualifiée ; nécessité pour la France de favoriser la convergence des économies ; politique commerciale de la Communauté à l'égard des pays tiers ; timidité du texte sur la monnaie ; ouverture sur la politique sociale ; chapitre sur la recherche et le développement technologique (p. 6627) ; défi de l'Union européenne ; coopération politique ; relance de l'action de l'U.E.O. ; pouvoirs du Parlement ; discordances au sein du R.P.R. sur ce texte (p. 6628).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15 :** son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 69 de M. Etienne Pinte (tendant après le neuvième alinéa du paragarphe I de cet amendement à insérer l'alinéa suivant : « d) Des personnes exonérées du ticket modérateur et recourant à l'assistance du tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie courante ») [6 décembre 1986] (p. 7280) ; rejeté (p. 7283).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 et état B :** diminution d'emplois de la direction générale de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes ; suivi de l'évolution des prix ; redéploiement des activités dites de concurrence ; moyens de la commission de la concurrence ; moyens de la Federal Trade Commission et du ministère de la justice aux Etats-Unis ; activités de consommation ; nécessité d'éviter le démantèlement de la branche répression des fraudes [11 décembre 1986] (p. 7499).

LAMANT (Jean-Claude)

Député de l'Aisne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** régime de recrutement des collaborateurs des régions et des départements [11 août 1986] (p. 4250).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale. Questions :* accès des entreprises à la télévision [14 novembre 1986] (p. 6313).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : effort financier en faveur des familles ; report de la suppression de la prime de déménagement ; possibilité de maintenir cette prime pour les bénéficiaires de l'A.L.S. [19 novembre 1986] (p. 6524-6525).

LAMASSOURE (Alain)

Député des Pyrénées-Atlantiques
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299) [31 juillet 1986] (p. 3981).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (Premier ministre : fonction publique) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues, relative aux pouvoirs de police dans la capitale (n° 235) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Xavier Hunault, relative à la suppression de la taxe professionnelle (n° 379) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-François Michel, tendant à instaurer une taxe d'entretien des sites classés (n° 385) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Demange, visant à modifier le champ d'application de l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 relative à la cession du droit de bail entraînant cessation d'activité du cédant (n° 417) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Demange, visant à faciliter la reconstruction d'immeubles après sinistre (n° 418) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484) [21 novembre 1986] (p. 6717).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du conseil de la concurrence (n° 547) [18 décembre 1986] (p. 7833).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finance pour 1987** (n° 363) : tome VII : **Premier ministre : fonction publique (n° 399)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 484) relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 500)** [27 novembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 546), modifié par le Sénat, relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 564)** [17 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano (n° 547) transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du **Conseil de la concurrence (n° 573)** [18 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : étape suivante de la libération des prix ; nécessité de transformer la commission de la concurrence en un organe juridictionnel [23 avril 1986] (p. 302) ; nécessité de maintenir la contribution nette du marché financier à l'investissement ; réussite de la privatisation dépendant essentiellement de l'accueil populaire ; nécessité de donner à tous les télespectateurs le choix entre « payer la redevance au profit de la chaîne publique » ou « acheter des actions de la chaîne privatisée (p. 303).

Discussion des articles : **article 2 :** apprentissage devant être au premier rang des types de formation susceptibles de bénéficier des mesures en faveur de l'emploi ; diminution du nombre des jeunes sortis de l'appareil éducatif et trouvant un emploi dans l'année qui suit ; possibilité pour les petites entreprises notamment artisanales de créer des emplois [25 avril 1986] (p. 444) ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ayant été annoncée d'une manière catégorique par M. Jacques Chirac ; nécessité que la nouvelle loi s'applique le plus tôt possible ; négociations avec les partenaires sociaux [29 avril 1986] (p. 537).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : efficacité de notre système judiciaire ; augmentation du sentiment d'insécurité ; contrôle du statut des étrangers en France devenant un élément de la politique de sécurité ; rôle de la justice ; prévention des récidives ; renforcement du lien entre la durée de la peine formelle et celle des périodes de sûreté ; nécessité d'une juridiction spécialisée dans la lutte contre le terrorisme [25 juin 1986] (p. 2478) ; tribunaux et magistrats devant être protégés contre les outrages publics ; terrorisme et médias ; lutte anti-terroriste dépendant de la bonne adaptation des forces de l'ordre à cette forme de guerre ; gestion de l'appareil judiciaire ; indépendance de la magistrature ; signification et portée de la peine (p. 2479) ; rôle de la peine (p. 2480).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 14 (visant à supprimer la troisième phrase du deuxième alinéa de cet article) : non soutenu [2 juillet 1986] (p. 2804).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 543 : sans objet [18 juillet 1986] (p. 3483) ; **article 22 :** inefficacité des dispositions prévoyant un droit de préemption en faveur du locataire [22 juillet 1986] (p. 3623) ; **article 25 :** son amendement n° 355 (précisant que l'obligation d'effectuer des travaux dans le logement vacant, antérieurement soumis à la loi de 1948, sera constatée au moment de la signature du bail) ; ses observations [22 juillet 1986] (p. 3641) ; rejeté au scrutin public (p. 3644) ; **article 28 :** son amendement n° 547 (visant à insérer, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « peut proposer », les mots : « chaque année ») : rejeté ; son amendement n° 356 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 3653) ; **article 29 :** son amendement n° 357 (exclusion des personnes âgées entre soixante-cinq et soixante-dix ans ayant des ressources supérieures au plafond du champ d'application des dispositions de cet article) : non soutenu (p. 3655).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : monopole de la radiodiffusion ; loi Fillioud [4 août 1986] (p. 3995) ; composition et attributions de la C.N.C.L. (p. 3996) ; possibilité pour les partis politiques de faire diffuser des émissions publicitaires ; privatisation de T.F.1 ; obligation imposées aux repreneurs de TF1 ; lien entre la vente des actions de T.F.1 dans le public et la baisse de la redevance (p. 3997) ; concurrence entre chaînes publiques et chaînes privées ; adaptation des ressources ; suppression des radios décentralisées de Radio France ; interdiction aux collectivités locales d'aider les radios et télévisions locales (p. 3998).

Commission mixte paritaire, discussion générale : plafonnement des recettes publicitaires des sociétés nationales de programme ; réseau câblé des communes ; concentration multi-médias ; réforme de l'I.N.A. [12 août 1986] (p. 4288) dérégulation des télécommunications ; régime des autorisations d'émissions sur le satellite T.D.F. 1 ; équilibre financier du système audiovisuel en 1987 (p. 4289).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : progrès apportés par le projet de loi ; loi Fillioud de 1982 ; plan câble ; lancement des satellites de télécommunications ; déclin de la création audiovisuelle française ; suppression du monopole de la diffusion ; séparation du pouvoir d'autorisation et de gestion dans l'audiovisuel ; rôle de la C.N.C.L. ; privatisation de TF1 [8 août 1986] (p. 4153) ; lien entre l'attitude de l'opposition sénatoriale lors de l'examen du projet de loi et le recours à l'article 49, alinéa 3 ; recours à l'épargne pour la privatisation de TF1 ; définition des missions du secteur public de la radiotélévision ; ouverture des écrans publicitaires aux partis politiques ; nécessité d'un projet de loi pour FR3 et d'un autre projet pour l'ouverture des télécommunications ; politique économique du Gouvernement (p. 4154) ; risques de la cohabitation ; renforcement de l'union de la majorité par le Gouvernement ; lenteur de la libération des prix des services ; prélèvement de 0,4 % sur les revenus ; politique démographique et familiale ; emploi, nouvelle pauvreté et immigration ; défense nationale ; Europe (p. 4155, 4156).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : poids de la fonction publique au sein du budget de l'Etat ; maintien du statut de la fonction publique [22 octobre 1986] (p. 5151) ; nécessité de poursuivre la politique de titularisation ; problème posé par l'avancement de la limite d'âge dans certains corps de fonctionnaires ; poursuite du processus de mensualisation des retraites ; concertation avec les syndicats ; recrutement et formation des fonctionnaires ; réforme de l'E.N.A. ; insuffisance des échanges de fonctionnaires avec les pays étrangers ; sa proposition visant à créer une école européenne d'administration (p. 5152) ; création de postes d'enseignant, de magistrat et de policier ; suppression d'emplois (p. 5153).

Education nationale. II — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale : questions :* création d'une licence et d'une maîtrise de basque pour la formation des enseignants [4 novembre 1986] (p. 5790).

Services du Premier ministre. V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* pelote basque ; financement des installations sportives et des centres de formation ; pari sur les parties de pelote [4 novembre 1986] (p. 5819).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* participation des collectivités locales dans les radios privées excédant en fait le plafond de 25 % fixé par la loi Fillioud ; propose l'application du régime de liberté et d'indépendance de la communication écrite à la communication audiovisuelle ; nécessaire abandon de l'information locale par l'Etat mais aide par les départements des petites radios sans but lucratif contribuant à l'animation de secteurs difficiles en zone rurale ou en banlieue ; interdiction de l'aide directe d'une collectivité locale à une société de radio ou de télévision ; intérêt des nouveaux services interactifs ; câblage de Biarritz [13 novembre 1986] (p. 6301).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à réteblir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : textes visant à rendre la justice plus efficace ; situation des conseillers référendaires de première classe de la Cour des comptes ; rétroactivité du recul de la limite d'âge n'apparaissant pas réaliste ; maintien en activité au-delà de soixante-cinq ans devant s'accompagner de création de postes en surnombre ; renversement de la tendance en matière de limite d'âge [3 décembre 1986] (p. 7067) ; fonctions de juge ; garantie d'indépendance et de neutralité pour les hauts magistrats et les grands corps de l'Etat ; inopportunité de faire entrer le système des dépouilles dans la tradition administrative française ; mise en place d'une commission d'aptitude concernant le tour extérieur établi par la loi du 13 décembre 1984 pour les corps d'inspection et de contrôle ; abrogation de la troisième voie de recrutement à l'Ecole nationale d'administration (p. 7068).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 10 (de suppression) : adopté [3 décembre 1986] (p. 7075) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 11 (prévoyant qu'en dehors des auditeurs de première classe nul ne peut être nommé conseiller référendaire de deuxième classe s'il ne remplit pas un certain nombre de conditions) ; application au tour extérieur des conseillers référendaires à la Cour des comptes un système correspondant à celui adopté par le tour extérieur de certains corps d'inspection et de contrôle ; choix fait par le Gouvernement ne garantissant pas toujours l'aptitude des compétences requises ; mise en place d'un comité de sélection (p. 7077) ; retiré (p. 7078).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : taux de révision des loyers commerciaux ; retour progressif à la liberté ; inapplicabilité du décret du 3 juillet 1972 ; valeur du coefficient de réévaluation plafond pour 1987 [4 décembre 1986] (p. 7099) ; étalement de la libération sur cinq ans ; application du mécanisme de libération aux révisions triennales des loyers (p. 7100).

Discussion de l'article unique : **article unique :** son amendement n° 1 (tendant à fixer le coefficient de revalorisation plafond à « 2 ») : adopté (p. 7104) ; **après l'article unique :** son amendement n° 2 (tendant à organiser un retour progressif à la liberté des loyers à partir de 1988) ; réalisation d'une concertation entre les organisations représentatives de propriétaires et de locataires sur les modalités de retour à la liberté des baux (p. 7105) ; adopté après modification (p. 7106).

Deuxième lecture, discussion générale : Rapporteur : régime des loyers commerciaux applicables pour 1987 ; rejet au Sénat des modalités de retour à la liberté des loyers ; nécessité d'une concertation avec les organisations représentatives de bailleurs et de locataires [17 décembre 1986] (p. 7755).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence (n° 573).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : décision du Conseil constitutionnel relative à l'abrogation des ordonnances de 1945 [18 décembre 1986] (p. 7813) ; travaux d'un groupe d'experts présidé par M. Donnedieu de Vabres ; mise en place du Conseil de la concurrence ; procédure d'appel des décisions prises par le Conseil ; avis du Conseil d'Etat en faveur du contentieux administratif ; proposition de loi tendant à soumettre les décisions du Conseil à la juridiction judiciaire ; Conseil de la concurrence n'étant pas un organisme comparable aux autorités administratives indépendantes ; pouvoir de décision ; possibilité d'infliger des sanctions pécuniaires ; étape dans la voie de la judiciarisation complète du contrôle de la concurrence (p. 7814) ; nature des requérants ; nécessité de voter la

proposition afin que les litiges ne soient pas soumis dans les prochains mois au Conseil d'Etat en application de la rédaction actuelle de l'article 15 de l'ordonnance (p. 7815).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : Conseil de la concurrence s'apparentant à une quasi-juridiction ; représentation des organisations de consommateurs et des petits commerçants (p. 7818) ; estime que le texte de l'ordonnance du 1er décembre 1986 aurait mérité un débat parlementaire (p. 7819) ; **article 1er** : possibilité de recours devant le Conseil d'Etat n'entraînant pas le maintien d'un pouvoir de l'Etat sur le conseil ; compétences de la juridiction judiciaire pour les litiges entre intérêts privés ; **article 2** : sa demande de rectification orale visant à substituer aux mots « dans les deux mois » les mots « dans le délai d'un mois » (p. 7820).

LAMBERT (Jérôme)

Député de la Charente
Socialiste

Secrétaire d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : rôle des délégués du personnel lors de la procédure de licenciement [7 juin 1986] (p. 1970).

LAMBERT (Michel)

Député de l'Orne
Non inscrit

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : utilité et efficacité des offices par produits ; baisse des revenus agricoles ; situation des producteurs de lait en Normandie ; application de prix différenciés en fonction du volume de production [7 octobre 1986] (p. 4399).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* formation des agriculteurs ; attribution de subventions de fonctionnement aux établissements privés à temps plein ; caractère prioritaire de l'installation des jeunes ; importants besoins pour l'installation, surtout dans l'Orne ; développement de la ruralité et de la « déprise » des terres agricoles ; promotion des formes d'agriculture extensive ; remise en cause de la fiscalité foncière et du mode de calcul des cotisations sociales [30 octobre 1986] (p. 5543) ; quotas laitiers et effondrement des cours de la viande (p. 5544).

Industrie. — *Discussion générale : questions :* pertes d'emplois industriels dans l'Orne ; avenir du groupe Moulinex ; fabrication du magnétron ; opportunité de créer une zone d'entreprise à Alençon [31 octobre 1986] (p. 5643).

LANG (Jack)

Député du Loir-et-Cher
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Restaurants du cœur** : déception de leurs animateurs « l'amendement Coluche » n'ayant pas été voté [5 novembre 1986] (p. 5853).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : propriété des citoyens sur les ondes ; multiplication des canaux et pénurie de programmes audiovisuels en France : exemple du Japon ; mesures de soutien au cinéma [5 août 1986] (p. 4052) ; blocage des sommes affectées à la chaîne culturelle européenne ; situation financière du service public audiovisuel ; privatisation de T.F.1 ; caractère anticoncurrentiel du projet de loi (p. 4053) ; caractère concurrentiel du modèle anglais avec I.T.V. ; nécessité d'encourager les chaînes publiques à faire appel à la production privée (p. 4054) ; conditions d'une gestion privée de l'audiovisuel ; ouverture d'une crise dans la production audiovisuelle par le nouveau Gouvernement ; droit de cité accordé aux entreprises privées dans la vie culturelle après 1981 ; industries nationales du magnétoscope et du vidéodisque (p. 4055) ; nécessité de préserver le service public (p. 4056).

LAUGA (Louis)

Député des Landes
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Membre du comité de contrôle du fonds forestier national [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (agriculture : industries agro-alimentaires) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 3/86 : fixation des **prix agricoles** pour la campagne 1986 (feuilleton n° 22 du 21 mai 1986).

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome II : **agriculture : industries agro-alimentaires (n° 400)** [9 octobre 1987].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 12/86 : l'**énergie nucléaire** en Europe (feuilleton n° 83 du 15 octobre 1986).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : rôle des offices en matière de garantie des revenus ; nécessité que la nouvelle loi d'orientation agricole fonde une véritable responsabilisation de la profession [24 avril 1986] (p. 372).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 12** : son amendement n° 116 (abrogation du deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 69 du code général des impôts) ; seuil de passage au bénéfice réel pour les exploitants agricoles ; décrochage de la limite de 500 000 francs créant une discrimination parfaitement injustifiée par rapport aux autres professions indépendantes ; rythme de progression du régime du bénéfice réel [28 mai 1986] (p. 1410) ; retiré ; son amendement n° 115 (abrogation de l'article 298 *bis* O.A. du code général des impôts) ; obligations des exploitants agricoles assujettis à la T.V.A. (p. 1410) ; vote réservé (p. 1411).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : organisation du reflux de l'Etat dans la gestion dans les marchés agricoles ; rôle des offices [7 octobre 1986] (p. 4408) ; adaptation de l'agriculture face aux marchés solvables ; organisation interprofessionnelle (p. 4409).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : diminution de l'aide publique aux industries agro-alimentaires ; adaptation de ces entreprises aux besoins du marché ; forces et faiblesses de cette industrie ; place croissante des produits agricoles bruts dans le solde agro-alimentaire français ; croissance des exportations s'étant faite à l'abri de la protection communautaire ; insuffisance des dotations budgétaires en faveur de la recherche-développement [30 octobre 1986] (p. 5516) ; programme « Aliment 2000 » ; augmentation des crédits affectés aux abattoirs publics ; moyens de financement des entreprises agro-alimentaires (p. 5517).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 26** : financement des dépenses relatives aux corps spécifiques de sapeurs-pompiers professionnels du département des Landes ; contribution des sylviculteurs ; création d'un comité interministériel de lutte contre les incendies de forêts [11 décembre 1986] (p. 7554) ; propositions de l'opposition du conseil général sur le plafonnement de cette participation (p. 7557).

LAURAIN (Jean)

Député de la Moselle
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 44**, posée le 27 mai 1986 : **politique économique et sociale (généralités ; Moselle)** (p. 1311) ; appelée le 30 mai 1986 : **redéploiement économique et industriel en Lorraine** : créations d'I.U.T. ; Technopôle Metz 2000 ; centre de recherche de T.D.F. ; centre d'études et de recherche pour l'appareillage des handicapés (p. 1501) ; projet « Le Nouveau Monde des Schtroumpfs » (p. 1502) ; nécessité d'accorder un traitement spécifique à la Lorraine (p. 1503).

— **n° 138**, posée le 25 novembre 1986 : **politique économique et sociale (généralités ; Lorraine)** (p. 6774, 6775) ; appelée le 28 novembre 1986 : **chômage en Lorraine** : son aggravation brutale ; suppression d'emplois à Usinor Sacilor ; politique charbonnière restrictive ; remise en cause d'implantations diverses créatrices d'emplois ; conséquence sur la poursuite du contrat de plan Etat-région de la suppression du fonds spécial de grands travaux et de la disparition de la prime d'aménagement du territoire (p. 6946, 6947) ; absence d'information sur le rapport Gandois ; réserve sur l'abandon de certaines implantations (p. 6948).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er : son rappel au règlement** : rapport constant [26 mai 1986] (p. 1195) ; **après l'article 8 précédemment réservé** : son amendement n° 170 (obligation pour le Gouvernement de déposer un rapport sur le rattrapage du rapport constant) ; amputation du budget des anciens combattants ; annulation de crédits pour l'O.N.A.C.V.G. [28 mai 1986] (p. 1347, 1348) ; rejeté au scrutin public (p. 1349).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* régression des crédits par rapport à 1986 ; suppression d'emplois au secrétariat d'Etat et à l'O.N.A.C. [22 octobre 1987] (p. 5111) ; disparition à terme de l'O.N.A.C. ; entretien des nécropoles ; rattrapage du rapport constant ; non respect des engagements du R.P.R. ; revalorisation des pensions des familles des morts ; octroi de la campagne double aux anciens d'Afrique du Nord ; pathologie de ces derniers ; proportionnalité des pensions ; cérémonies commémoratives du 25e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie ; proposition de loi du groupe socialiste pour les résistants ; décristallisation des pensions pour les anciens d'A.F.N. dont les pays sont devenus indépendants ; problèmes des Alsaciens-Lorrains ; centre d'étude et de recherche pour l'appareil des handicapés (C.E.R.A.H.) ; régression de l'information historique pour la paix (p. 5112) ; vote hostile du groupe socialiste (p. 5113) ; **après l'article 66** : son amendement n° 41 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences pour les finances publiques de l'achèvement du rattrapage définitif du rapport constant) : rejeté (p. 5123).

Services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sports. — *Discussion générale : Examen des crédits :* **Etat B, titre III** : son amendement n° 146 (réduction des crédits) ; crédits de matériel ; revalorisation des crédits

d'intervention en direction des associations d'éducation populaire ; rejeté au scrutin public [4 novembre 1986] (p. 5823).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg pour la réalisation et l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle (n° 476).

Première lecture, discussion générale : centrale nucléaire de Cattenom ; nécessité d'un effort d'information internationale et locale de la part d'E.D.F. et du Gouvernement ; sécurité nucléaire [16 décembre 1986] (p. 7626) ; entrée en vigueur de la convention (p. 7627).

LAURISSERGUES (Christian)

Député du Lot-et-Garonne
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 69).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

LAVEDRINE (Jacques)

Député du Puy-de-Dôme
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

LE BAILL (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** durée hebdomadaire et journalière de travail effectif [29 avril 1986] (p. 545) ; **article 4 :** destination de l'argent provenant de la vente des sociétés privatisées ; valeur des sociétés nationalisées ; impossibilité de faire confiance à des actionnaires privés pour mener une politique industrielle d'indépendance nationale [30 avril 1986] (p. 644) ; privatisation favorisant l'affairisme d'Etat (p. 645) ; privatisation de Thomson ; contrat de plan entre ce groupe et l'Etat en 1983 [5 mai 1986] (p. 703) ; absence d'audition du ministre de l'industrie par la commission de la production et des échanges ; participation de ce groupe à la défense nationale où il détient un monopole de fait ; dégâts dus aux « Chicago Boys » et à Milton Friedman ; exemples du Chili et de l'Angleterre ; projet de rachat d'entreprises à dénationaliser par M. Pineau-Valenciennes, ancien P.D.G. de Creusot-Loire (p. 704) ; **article 4 :** nécessité d'exclure la banque Paribas du champ d'application de cet article [6 mai 1986] (p. 762) ; **article 5 :** habilitation du Gouvernement à promulger des ordonnances sur les conditions de transfert des entreprises du secteur public au secteur privé ; notion de libéralisme ; exemple américain ou l'agriculture et la sidérurgie sont préservées par des barrières douanières ; exemple du Japon où il est pratiquement impossible d'exporter ; exemple de l'agriculture en France ; problème posé par l'évaluation des entreprises transférées ; création d'une commission de sages ; conditions de transfert ; conversion de certificats d'investissement et de titres participatifs en actions ; vente en bourse de fractions du capital des sociétés ; autorité qui décidera de la cession des actifs publics ; stratégie industrielle ou financière servant de guide dans les opérations de vente ; politiques industrielles [7 mai 1986] (p. 848).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** communication à l'autorité administrative des critères retenus pour déterminer l'ordre des licenciements ; rôle d'arbitre du Gouvernement dans le dialogue social ; expérience de déréglementation au Chili [6 juin 1986] (p. 1846, 1847) ; situation des femmes chefs de famille face au licenciement (p. 1855) ; proposition de mutation d'un établissement à l'autre (p. 1856) ; prise en compte de la situation des travailleurs handicapés dans les critères utilisés pour déterminer l'ordre des licenciements économiques (p. 1857) ; prise en compte de la situation des apprentis dans les critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements (p. 1860) ; condamnation du chef d'entreprise en cas d'absence de consultation des institutions représentatives du personnel (p. 1861) ; effondrement du syndicalisme (p. 1862) ; **article 4 :** nécessité que soit contrôlée la réalité des motifs invoqués pour justifier les licenciements [7 juin 1986] (p. 1954) ; **son rappel au règlement :** constate que c'est la majorité parlementaire qui retarde les débats par ses demandes de scrutin public ; majorité actuellement minoritaire dans l'hémicycle (p. 1956) ; licenciement d'un nombre de salariés inférieur à dix concernant essentiellement les petites entreprises ; contenu de la lettre de M. Gattaz du 26 mai 1986 ; nécessité de développer les discussions entre partenaires sociaux (p. 1957) ; Front national ne cessant de critiquer les organisations syndicales (p. 1958) ; caractère procédurier de la démarche du Gouvernement ; remise en cause de la procédure d'autorisation administrative préalable de licenciement pour les licenciements collectifs de moins de dix salariés ; exemple de l'entreprise Novatome ; rôle de l'inspection du travail (p. 1964) ; déroulement à la République d'une manifestation pour éviter la privatisation de T.F.1 ; nécessité que la représentation nationale apporte son soutien à cette grande manifestation ; demande une suspension de séance : rejetée au scrutin public (p. 1967) ; nécessité de permettre aux salariés de se faire assister par un délégué syndical lors de l'entretien préalable (p. 1969) ; difficulté de trouver une personne compétente pour défendre quelqu'un correctement dans une petite entreprise ; délégué syndical étant le mieux placé pour soutenir et défendre un salarié (p. 1970) ; son sous-amendement n° 603 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant « après un premier licenciement du type de ceux visés à l'alinéa précédent tout autre licenciement sera soumis à l'autorisation administrative de l'autorité compétente ») ; licenciement collectif de moins de dix salariés (p. 1971) ; nécessité qu'après un premier licenciement de moins de dix salariés tout autre licenciement soit soumis à l'autorisation administrative de l'autorité compétente ; vote réservé en application de l'article 44 alinéa 3 de la constitution (p. 1972).

LECANUET (Jean)

Député de la Seine-Maritime
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Se démet de son mandat de député le 29 septembre 1986 [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

INTERVENTIONS

— **Son hommage à la mémoire de Robert Schuman** : Communauté européenne ; rapports de l'Europe et des Etats-Unis au sein de l'alliance Atlantique ; élimination de l'opposition entre la France et l'Allemagne ; grandes étapes de la construction européenne [25 juin 1986] (p. 2445) ; résistance de l'Europe aux crises internationales ; création d'une communauté de défense ; Pologne et pays de l'Est (p. 2446).

LECUIR (Marie-France)

Député du Val-d'Oise
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociale [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 129**, posée le 18 novembre 1986 : **communes (finances locales : Val-d'Oise)** (p. 6510) ; appelée le 21 novembre 1986 : **subvention d'équilibre à la commune de Montigny-les-Cormeilles** : sa suppression alors que l'urbanisation rapide de la Z.A.C. des Frances entraîne un déséquilibre financier (p. 6679) ; urbanisation accélérée et forcée sur décision du district parisien ; aide de l'Etat prévue par un contrat conclu en 1974 ; assainissement des finances locales avec un déficit budgétaire en diminution ; avis favorable de la chambre régionale des comptes sur la poursuite de l'aide de l'Etat non suivi par le Gouvernement ; situation de Montigny-les-Cormeilles proche de celle des villes nouvelles mais statut différent ; inégalités de traitement en comparaison avec d'autres communes (p. 6680) ;

— **n° 147**, posée le 2 décembre 1986 : **enseignement secondaire (personnel)** (p. 7029) ; appelée le 5 décembre 1986 : **missions académiques à la formation des personnels de l'éducation nationale** : création de ces missions comme outil de formation continue des enseignants du second degré et des personnels administratifs ; actualisation des contenus et des méthodes de la pédagogie de chaque matière ; formation à l'informatique ; préparation aux concours internes ; diminution dans le projet de budget pour 1987 des crédits consacrés à ces missions (p. 7136) ; leur rôle dans la liaison entre l'université et le secondaire ; découragement des jeunes et des enseignants (p. 7137).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9)**.

Première lecture, discussion générale : mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes ; conditions auxquelles l'exonération des charges sociales pourrait provoquer des créations d'emplois ; durée du dispositif ; embauche d'adultes prévue pour les prochains mois sur les emplois disponibles risquant d'être remplacée par des embauches de jeunes ; chômage des jeunes en relation directe avec leur niveau de qualification [23 mai 1986] (p. 1150) ; absence de négociations de contrepartie ; bilan des formations en alternance ; exonération à 50 % des charges sociales pour les jeunes embauchés à la sortie des mesures du plan-jeunes ; argent restitué par l'Etat aux entreprises au titre de la formation en alternance risquant d'être utilisé principalement à diminuer le coût du travail des jeunes déjà employables ; charges sociales pour les jeunes en apprentissage (p. 1151) ; projet du Gouvernement pour les formules existantes d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes ; action d'information et de prévention concernant l'emploi des jeunes ; situation des chômeurs de longue durée (p. 1152).

Discussion des articles : **article 7 et Etat A** : annulation de crédits concernant le budget du travail ; stages 18-25 ans [27 mai 1986] (p. 1281) ; avenir des permanences d'accueil, d'information et d'orientation des jeunes ; entreprises intermédiaires ; fonds d'initiative des jeunes ; contrats de jeunes volontaires ; stages destinés aux chômeurs de longue durée ; lutte contre l'illettrisme (p. 1282).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés** : emploi des jeunes ; stages pour les chômeurs de longue durée (p. 1302) ; rôle des crédits du fonds national de solidarité ; allocation d'insertion pour les jeunes et les femmes isolées ; allocation de solidarité aux chômeurs âgés (p. 1303) ; **article 10 et Etat D précédemment réservés** : suppression de postes d'inspecteurs et de contrôleurs du travail ; dispositifs d'aide aux entreprises, de formation et de rémunération des stagiaires ; exonération de charges sociales pour les entreprises qui embauchent un jeune de moins de 25 ans [28 mai 1986] (p. 1356).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259)**.

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : inclusion des profits immobiliers réalisés en 1985 dans l'assiette de la contribution de 0,4 % [25 juillet 1986] (p. 3877) ; **article 6** : seuil d'exonération et majoration pour enfants à charge relatifs à la contribution de 0,4 % (p. 3879) ; allégement de l'imposition pour un certain nombre de ménages soumis par ailleurs à la cotisation de 0,7 % (p. 3880) ; **article 8** : nécessité de soustraire à la contribution exceptionnelle de 0,4 % les personnes victimes d'un incident grave au cours de l'année (p. 3882).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363)**.

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* suppression de la direction des statuts et de l'information historique ; diminution de 50 % des crédits de l'information historique [22 octobre 1986] (p. 5120).

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* réduction des crédits du développement culturel ; conventions signées entre l'Etat et les comités d'entreprise ; rapports entre l'Etat et les collectivités locales ; avenir des centres d'action culturelle ; diminution des subventions aux troupes théâtrales [23 octobre 1986] (p. 5221).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : diminution du nombre de places de servitude grevant le budget du théâtre national de l'Opéra de Paris ; diminution des actions en faveur des jeunes ; subventions aux conservatoires nationaux des régions ; son amendement n° 64 (réduction des crédits) (p. 5241) ; rejeté (p. 5243) ; **titre IV** : son amendement n° 66 (réduction des crédits) : rejeté (p. 5244) ; **Etat C, titre V** :

crédits supplémentaires pour la recherche archéologique ; crédits consacrés aux travaux d'entretien des monuments historiques entre 1981 et 1986 ; suppression du fonds spécial de grands travaux (p. 5247) ; son amendement n° 72 (réduction des crédits) : rejeté (p. 5249).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. *Discussion générale : questions :* déductions fiscales pour travaux d'économie d'énergie [28 octobre 1986] (p. 5437) ; faveur donnée à l'accession à la propriété et à la location de logements neufs ; chiffre d'affaires représenté par les travaux d'économie d'énergie en 1985 (p. 5438).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* bilan et avenir des travaux d'utilité collective des systèmes des jeunes volontaires [6 novembre 1986] (p. 5950) ; des emplois d'iniative locale, des programmes d'insertion locale ; travaux d'intérêt productif dans l'entreprise proposés par M. Valéry Giscard d'Estaing (p. 5951).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** nécessité de discriminations positives en faveur des femmes (p. 5960) ; rattachement du Haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme au ministère des affaires sociales contraire à la volonté de lutter contre l'alcoolisme (p. 5963) ; son amendement n° 175 (réduction des crédits) (p. 5966) ; provision inscrite au chapitre 44-77 devant servir à financer les stages d'insertion pour les jeunes et les stages destinés aux chômeurs de longue durée, les entreprises intermédiaires, les P.A.I.O. ; rejeté (p. 5967) ; son amendement n° 178 (réduction des crédits) ; nombre, durée et rémunération des bénéficiaires des stages en insertion ; rejeté (p. 5968) son amendement n° 181 (réduction des crédits) ; crédits destinés à des actions en faveur des femmes ; rejeté (p. 5969) ; financement des centres sociaux ; son amendement n° 185 (réduction des crédits) ; constate que le ministre refuse de se prêter à la discussion budgétaire ; retire son amendement (p. 5970).

Economie, finances et privatisation. I. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV :** financement de l'exonération des charges sociales pour l'embauche des jeunes ; dispositif ne favorisant pas un mouvement d'embauche ; nécessité de pérenniser les exonérations sur quatre ou cinq ans ; non respect par le C.N.P.F. de ses engagements de 1984 [13 novembre 1986] (p. 6211) ; rétablissement des crédits pour les actions en faveur des chômeurs de longue durée de moins de vingt-cinq ans ; suppression des contrats « emploi-formation » pour les chômeurs de longue durée (p. 6212) ; son amendement n° 198 (réduction de crédits) ; garantie de ressources accordée aux travailleurs handicapés employés dans les centres d'aide par le travail ; rejeté ; prélèvement de la somme nécessaire au financement de stages pour les jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans sortis sans aucune qualification du système scolaire sur les crédits destinés à l'exonération des charges sociales en cas de création d'emplois ; son amendement n° 200 (réduction des crédits) ; nombre de formations en alternance promises par le C.N.P.F. ; embauche avec exonération de charges sociales ; rétablissement des stages « jeunes volontaires » ; mise en place des « petits boulots » (p. 6213).

Comptes spéciaux du Trésor : article 42 : son amendement n° 192 (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de cet article au titre des dépenses civiles en capital) ; organisation des jeux Olympiques d'hiver de 1992 ; renforcement des moyens du Fonds national pour le développement de la vie associative ; liste des associations subventionnées en 1985 (p. 6219) ; suppression des subventions pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire ; rejeté au scrutin public (p. 6220).

Economie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. II. — Services financiers. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre III :** amputation des subventions à l'Institut national de la consommation ; rôle de l'Institut ; publication du journal « 50 millions de consommateurs » ; annonce par le Gouvernement d'une réforme de l'Institut ; regroupement des subventions directes aux associations et des actions concertées par conventions entre l'Etat et les associations [13 novembre 1986] (p. 6280) ; diminution de crédits frappant les associations sociales d'éducation populaire de jeunesse et péri-scolaires ; nécessité d'assurer un niveau de représentation des consommateurs dans diverses instances officielles ; son amendement n° 280 (réduction des crédits) (p. 6281) ; réalité de la défense du consommateur ; nécessité de faire connaître les financements des actions concertées ; rejeté (p. 6282).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** volonté du Gouvernement de limiter l'accès aux prestations d'aide sociale de ressortissants de pays ayant conclu des conventions de réciprocité avec la France ; danger présenté par cet article pour les citoyens français [6 décembre 1986] (p. 7218) ; **article 7 :** opposition du groupe socialiste à la suppression de la franchise postale pour les correspondances adressées aux organismes de sécurité sociale (p. 7225) ; **après l'article 7 :** danger de l'accumulation des exonérations de charges sociales ; rôle des entreprises intermédiaires (p. 7227).

Commission mixte paritaire, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; procédure suivie pour l'adoption du projet ; modulation du forfait journalier hospitalier ; suppression de la franchise postale pour les correspondances adressées aux organismes de sécurité sociale ; ses observations sur les principales dispositions du projet [19 décembre 1986] (p. 7923) ; révocation des administrateurs des entreprises publiques nommés par décret ; assurance contre les conséquences financières de la faute inexcusable ; suppression de la contribution de solidarité due au titre du cumul entre une retraite et un revenu d'activité ; exonération des cotisations sociales pour l'emploi d'une aide à domicile (p. 7924) ; loi sur le rétablissement des activités privées dans les hôpitaux publics n'ayant pas été examinée par l'Assemblée nationale ; Gouvernement tentant de se soustraire au contrôle parlementaire ; caractère incontrôlable de l'activité privée au sein des hôpitaux (p. 7925) ; possibilité du paiement direct des honoraires au médecin par le malade ; position des organisations syndicales sur le projet du Gouvernement ; rétablissement de l'activité libérale réclamée principalement par les médecins pouvant en tirer le plus de bénéfice (p. 7926) ; absence de dispositions en faveur des personnels para-médicaux (p. 7927) ; inopportunité d'autoriser un fonctionnaire à travailler pour lui-même sur son temps de travail dans les locaux de l'administration et grâce aux investissements de la collectivité ; motifs de la création du secteur privé ; principales conclusions d'un rapport de la Cour des comptes sur les activités privées des praticiens à plein temps (p. 7928) ; anomalies constatées par la Cour des comptes (p. 7929) ; réintroduction du secteur privé à l'hôpital public ne devant créer aucun emploi ; honoraires perçus par les médecins ayant exercé dans le secteur privé en 1980 (p. 7930) ; nécessité que l'ensemble des hôpitaux généraux offrent à leurs médecins une couverture sociale convenable ; contradiction entre un système de budget global déconnectant les revenus de l'hôpital du nombre de journées et la restauration d'un système reposant essentiellement sur la notion d'actes ; insuffisance des garde-fous institués (p. 7931) ; arguments en faveur du maintien du secteur privé qu'a examiné l'Inspection générale des affaires sociales (p. 7932) ; reconstitution d'une médecine à deux vitesses ; texte devant être examiné en commission (p. 7933).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : rôle respectif des représentants du peuple et des représentants des partenaires sociaux pour modifier le droit du travail [8 décembre 1986] (p. 7339) ; non respect des engagements du C.N.P.F dans le cas des formations en alternance ; licenciement économique des salariés des petites entreprises dans des conditions se rapprochant de celles que connaissent les salariés des grandes entreprises ; opportunité de ne pas rompre le contrat de travail pendant les actions de conversion (p. 7340).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : article 4 : augmentation de la fréquence des remboursements s'ils ne concernent pas la totalité des prestations servies par

l'A.S.S.E.D.I.C. [9 décembre 1986] (p. 7370) ; **article 6** : précision des critères présidant à l'établissement de l'ordre dans lesquels seront pratiqués les licenciements économiques (p. 7372) ; **article 9** : harmonisation des différentes dispositions en fonction de la taille des entreprises ou du nombre des salariés licenciés pour cause économique ; insertion de l'expression « plan social » dans le code du travail (p. 7393) ; **article 10** : recherche de toutes les possibilités offertes par les conventions d'allocations spéciales du fonds national de l'emploi (p. 7395).

Commission mixte paritaire discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe : situation créée par la suppression unilatérale de l'autorisation administrative de licenciement dont la conséquence était l'obligation pour les partenaires sociaux de rechercher les bases d'un nouveau compromis ; opportunité de diminuer la part de l'intervention administrative tout en veillant à maintenir ou à renforcer les droits et garanties des salariés ; difficultés de concilier les effets de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement avec les effets du plan jeune devant se traduire par de nombreuses embauches supplémentaires [19 décembre 1986] (p. 7870) ; ses observations sur la politique en faveur de l'emploi des jeunes ; absence de définition du licenciement économique ; notion de plan social ; rôle des conventions de conversion (p. 7871) ; contrat de conversion devenant une mesure de substitution libérant l'employeur de toute obligation et l'affranchissant du respect de tout délai ; salariés ne pouvant plus demander au juge réparation d'un licenciement abusif ; formation professionnelle laissée à l'abandon par le Gouvernement (p. 7872) ; nécessité que les rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle se situe à des niveaux cohérents ; licenciement pour fin de chantier (p. 7873) ; professions ayant organisé par convention les procédures de fin de chantier (p. 7874).

LE DÉAUT (Jean-Yves)

Député de la Meurthe-et-Moselle
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays **(n° 101)** [22 mai 1986] (p. 1074).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 101) autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne** démocratique et populaire visant la **prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières** par les administrations douanières des deux pays **(n° 196)** [12 juin 1986.

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Code de la nationalité** : marginalisation des jeunes issus de l'immigration ; nécessité de retirer un texte condamné par de nombreuses personnalités morales ou religieuses et ayant le seul soutien du Front national [3 décembre 1986] (p. 7041).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : société nancéienne de crédit industriel et Varin-Bernier appartenant à la compagnie financière du C.I.C. ; situation difficile de cet établissement en 1982 au moment de sa nationalisation ; mise en place d'une vraie politique bancaire à la suite des nationalisations permettant une plus grande indépendance des dirigeants de banques [6 mai 1986] (p. 798, 799).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1988 (n°9).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et Etat A** : budget de la recherche étant celui qui enregistre le plus d'annulations de crédits ; démantèlement de la recherche en Grande-Bretagne ; avenir du G.E.R.U.F. ; impact de la recherche sur le tissu socio-économique ; équilibre général du collectif budgétaire étant établi au détriment de l'avenir [27 mai 1986] (p. 1270).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays (n° 101).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : assistance administrative mutuelle dans la recherche et la répression des fraudes douanières ; limitations apportées à cette coopération ; évolution des échanges franco-algériens [30 juin 1986] (p. 2655) ; développement des relations entre les deux pays ; projet de convention juridique ; problème des enfants de couples mixtes séparés (p. 2656).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).**

Première lecture, discussion générale : réforme du droit de la nationalité ; expulsion sans délai des étrangers représentant un réel danger pour la société française ; discours gouvernemental constituant un glissement progressif vers l'euphémisme [10 juillet 1986] (p. 3109) ; rappelle qu'un certain nombre de députés ne seraient pas sur les bancs de l'Assemblée nationale « si le projet de loi de M. Charles Pasqua avait été appliqué cinquante ans plus tôt » ; évolution de l'immigration ; équilibre de la politique menée par les Gouvernements socialistes ; généralisation des expulsions permises par le projet de loi ; étrangers pouvant être expulsés sans aucune garantie judiciaire (p. 3110) ; lenteur des décisions des tribunaux administratifs ; évolution des conditions de la nationalité française depuis 1851 fondée sur le *jus soli* ; généralisation du délit « de sale gueule » ; prise de position des organisations humanitaires (p. 3111).

Discussion des articles : **article 1er** : exigence de moyens d'existence ; risque que des mesures de réciprocité ne soient prises par certains pays à l'encontre des Français voyageant à l'étranger ainsi que pour tous les Français résidant à l'étranger ; nouvelles dispositions pouvant entraîner une discrimination suivant l'origine ou dissuader de véritables touristes de voyager en France (p. 3135) ; **après l'article 1er** : situation des personnes qui peuvent rendre, par leurs capacités ou leurs talents, des services importants à la France, ou se proposent d'y exercer des activités désintéressées ; risques de réciprocité entraînés par l'amendement n° 52 de M. Jean-Marie Le Pen ; caractère xénophobe des sentiments dont témoigne l'ensemble des amendements du Front national (p. 3149) ; **article 2** : attribution de la

carte de dix ans à certaines catégories d'étrangers ; notion de personnes troublant l'ordre public [11 juillet 1986] (p. 3173) ; absence de référence aux personnes ayant perdu la qualité de citoyen français par mariage ou par accession de leur territoire à l'indépendance (p. 3174) ; attribution de la carte de résident à l'étranger père ou mère d'un enfant français résident en France ; autorité parentale (p. 3181) ; son sous-amendement n° 199 à l'amendement n° 21 de la commission des lois (substituant au mot : « effectivement », le mot : « habituellement ») ; distinction entre le fait de subvenir habituellement et effectivement aux besoins d'un enfant ; rejeté (p. 3182) ; son amendement n° 191 (octroi d'une carte de résident à ceux qui peuvent prétendre à une réintégration dans la nationalité française ou à une naturalisation au titre de l'article 97-4 ou de l'article 153 du code de la nationalité) ; réduction des cas de plurinationalité ; problèmes consécutifs au transfert de souveraineté de certains territoires sur lesquels la France a exercé un mandat ; rejeté (p. 3184) ; son amendement n° 192 (attribution de la carte de résident aux personnes de nationalité indéterminée à la suite de l'accession de certains pays ou territoires à l'indépendance) ; cas des personnes de nationalité indéterminée vivant dans des pays qui n'ont pas signé la convention de Genève qui leur permettrait d'être apatride (p. 3185) ; rejeté (p. 3186) ; **article 3** : prolongation de la période de douze mois prévue à cet article ; regroupements familiaux (p. 3215) ; projet de loi sur l'enseignement supérieur (p. 3216) ; **article 5** : rappelle l'article 19 de la loi du 29 octobre 1981 ; décision de reconduite à la frontière n'étant plus prise par un juge mais par le préfet représentant l'Etat dans le département ; suppression du délai de vingt-quatre heures ; rôle de la commission spéciale ; difficulté de mise en œuvre de l'article [15 juillet 1986] (p. 3254) ; **article 5** : amalgame fait entre l'étranger entré irrégulièrement sur le territoire français et celui qui ne peut justifier de ressources régulières ; Front national passant du thème « Français d'abord » au thème « Etrangers dehors » ; projet de loi gouvernemental banalisant les thèmes de l'extrême droite (p. 3271) ; **article 7** : définition de la menace pour l'ordre public ; valeur de l'avis de la commission d'expulsion ; risque d'arbitraire du ministre ou des préfets (p. 3281) ; **article 9** : lutte contre la délinquance étrangère ; expulsion des étrangers [16 juillet 1986] (p. 3313) ; importance du vote sur l'amendement n° 144 de M. Jean-Jacques Hyest ; partie de la population étrangère en France française de droit ; nécessité de protéger de l'expulsion les jeunes de moins de vingt-cinq ans issus de l'immigration (p. 3319) ; durée de la communauté de vie pour les mariages des couples dont l'un des époux au moins est étranger (p. 3321) ; **article 10** : possibilité d'obtenir les résultats escomptés avec le nouveau texte par la législation en vigueur (p. 3343).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Pierre Joxe [3 octobre 1986] (p. 4353) ; absence de consultation du C.S.F.E. sur le projet ; absence de saisine de la commission des affaires étrangères ; conférence de presse de l'A.D.F.E. ; compétences du C.S.F.E. (p. 4354) ; sénateurs représentant les Français de l'étranger ; mode de scrutin établi en 1982 ; nouveau mode de scrutin ; (p. 4355) ; modification des circonscriptions selon des considérations démographiques ; réforme du Conseil supérieur des Français de l'étranger en 1982 ; rattachement électoral des Français de l'étranger pour les élections législatives de 1978 (p. 4356) ; importance des Français de l'étranger (p. 4357).

Discussion des articles : **article 1er** : politisation des problèmes des Français de l'étranger (p .4368) ; nécessité de garder la représentation proportionnelle ; cas des zones à quatre sièges (p. 4369) ; possibilité de panachage dans les circonscriptions de moins de 4 sièges ; remplacement des candidats isolés et élus ; son amendement n° 13 (précisant que l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour dans les circonscriptions de quatre sièges) (p. 4371) ; rejeté ; difficultés introduites par la présence simultanée de bulletins individuels et de listes ; limitation du nombre de candidats suppléants (p. 4372).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Deuxième partie : **Affaires étrangères. Premier Ministre : droits de l'Homme, francophonie.** — *Discussion générale :* nécessité de prendre des mesures spécifiques pour les Français de l'étranger [24 octobre 1986] (p. 5307) ; diminution des crédits d'assistance et de solidarité ; indemnisation des victimes des catastrophes ; cas des victimes du séisme de Mexico ; rétablissement du visa obligatoire (p. 5308).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* non respect de l'objectif du plan triennal 1986-1988 sur la création d'emplois supplémentaires de chercheurs et d'I.T.A. [4 novembre 1986] (p. 5779) ; déséquilibre de la pyramide des âges des chercheurs ; conséquences de la réduction du nombre des I.T.A. ; exemple du centre régional d'informatique de Nancy (p. 5780).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* son hostilité au projet de modification du code de nationalité ; regrette que la France ne soit pas présente dans les organismes internationaux traitant des sujets démographiques ; rôle du fonds d'action sociale ; financement des contrats d'agglomération entre l'Etat et les communes sur des programmes d'insertion ; intégration des travailleurs étrangers étant le résultat d'une longue évolution pouvant prendre une ou deux générations [6 novembre 1986] (p. 5917) ; instauration en 1984 du contrôle de la communauté de vie pour lutter contre les mariages blancs ; demande au ministre de ne pas laisser « à M. Pasqua le monopole des migrations et à M. Toubon celui de l'insertion » (p. 5918).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso (n° 439).

Première lecture, explications de vote : sa demande pour que le ministre des affaires étrangères accepte un débat sur la coopération ; question de l'attitude du capitaine Sankara ; formation des chercheurs ; misère du Burkina Faso ; opportunité d'orienter la politique étrangère vers l'ensemble des pays les moins avancés ; activité de l'O.R.S.T.O.M. au Burkina Faso [16 décembre 1986] (p. 7639) ; recherche dans la lutte contre la désertification ; vote positif du groupe socialiste (p. 7640).

LE DRAN (André)

Député du Calvados
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : nationalisation n'étant pas nécessairement synonyme de maintien de structures périmées ; situation de la filiale Tréfimétaux du groupe Pechiney [30 avril 1986] (p. 649).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : régime de la fonction publique territoriale [11 août 1986] (p. 4203) ; possibilité pour les collectivités locales de recruter du personnel contractuel ; abandon du principe de la mobilité réciproque entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale (p. 4204).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** absence du Rapporteur pour avis de la commission de la défense en séance ; débat au printemps sur l'existence d'un « trou » dans le budget de la défense ; report de dépenses sur l'exercice 1987 [11 décembre 1986] (p. 7509) ; **article 27 :** abattement sur le produit brut des jeux (p. 7560) ; **après l'article 27 :** dettes des rapatriés et problème des Français légataires universels ou légataires de parents rapatriés n'étant pas eux-mêmes de nationalité française (p. 7563).

LE DRIAN (Jean-Yves)

Député du Morbihan
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 54,** posée le 3 juin 1986 : **emploi et activité (politique de l'emploi)** (p. 1659) ; appelée le 6 juin 1986 : **missions locales pour l'emploi des jeunes :** résultat de leur action pour l'orientation des jeunes ; exemple de celle de Lorient ; diminution de la délinquance juvénile ; tentative des maires pour les maintenir en activité ; rapport Schwartz (p. 1838-1839) ; études des autres pays de la Communauté européenne sur le fonctionnement des missions locales (p. 1840).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* insuffisance du renforcement de la marine de surface ; plan de charge des arsenaux ; évolution du budget de fonctionnement ; indexation des salaires des ouvriers d'Etat sur ceux de la fonction publique [12 novembre 1986] (p. 6181) ; projet de réforme du cadre technique (p. 6182).

LE FOLL (Robert)

Député de Seine-et-Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Nouvelle-Calédonie :** mutation de trois hauts responsables de la police en Nouvelle-Calédonie ; déclarations de parlementaires de Nouvelle-Calédonie ; menaces sur la paix civile [23 avril 1986] (p. 263).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion générale : législation du travail en vigueur en Polynésie [7 juillet 1986] (p. 2882) ; montée de la jeunesse ; nombre de demandeurs d'emploi ; projet de code du travail ne répondant pas à l'attente des organisations syndicales ; notion de « principes généraux » ; exemple des « seuils » ; exemple des modalités de suspension du contrat de travail ; rôle de l'Assemblée territoriale ; déréglementation (p. 2883).

Discussion des articles : **article 5 :** traduction du contrat de travail dans la langue du travailleur étranger (p. 2887) ; **article 41 :** concertation entre organisations syndicales et patronales pour la fixation de certains seuils sociaux ; impossibilité pour M. Gaston Flosse de s'engager au nom du Gouvernement territorial (p. 2893) ; **article 43 :** agrément des médecins du travail (p. 2894-2895) ; **article 46 :** nécessité d'une négociation entre les partenaires sociaux (p. 2896) ; **article 56 :** nécessité de l'avis des organisations syndicales et patronales pour déterminer l'effectif minimum pour l'élection des délégués du personnel (p. 2899) ; **article 59 :** consultation des organisations syndicales et patronales pour déterminer l'effectif minimum nécessaire à la constitution des comités d'entreprise (p. 2900) ; **article 79 :** nombre d'inspecteurs du travail en Polynésie française [7 juillet 1986] (p. 2914).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : propos tenus par l'actuelle majorité lors du débat sur la loi Pisani ; paix civile régnant aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ; volonté du Gouvernement d'ignorer la spécificité du peuple kanak ; rappelle les grandes dates de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie [8 juillet 1986] (p. 2955) ; population d'origine malanésienne n'ayant pu trouver sa place dans l'organisation sociale, économique et culturelle mise en œuvre en Nouvelle-Calédonie ; environnement géo-politique ; indemnisation des victimes ; suppression de l'Office foncier ; réduction des attributions des assemblées régionales au profit du haut-commissaire ; plan d'indépendance-association préservant les intérêts de la France dans le Pacifique (p. 2956) ; texte refusant l'égalité à tous les Calédoniens en niant l'existence d'une communauté (p. 2957).

Discussion des articles : **article 2 :** fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie ; urgence du vote du projet de loi [8 juillet 1986] (p. 2990) ; rôle du secteur bancaire ; son hostilité aux principes des subventions ; **article 3 :** composition du comité qui aidera le haut-commissaire à répartir les crédits du fonds (p. 2991) ; déséquilibre de la composition de ce comité ; **article 23 :** rôle des régions dans la promotion du développement économique ; nécessité de maintenir ses compétences (p. 2998) ; mobilisation des populations autour du projet régional ; sa volonté que la Nouvelle-Calédonie garde ses chances de rester française ; **article 23 *bis* :** possibilités offertes aux régions (p. 2999) ; **article 27 :** trouve inadmissible « les réflexions de M. Gabriel Kaspereit » [9 juillet 1986] (p. 3026) ; paix civile en Nouvelle-Calédonie ; égalité devant l'éducation ; seuils sociaux en Nouvelle-Calédonie (p. 3027) ; **article 38 :** droits sociaux ; sa demande pour que des négociations soient organisées avant que le congrès du territoire ne prenne les décisions de sa compétence en matière de droit du travail ; garanties accordées aux salariés candidats à des élections ; égalité des Français devant la loi (p. 3029) ; déréglementation ; maintien du S.M.I.C. ; effectif minimum pour l'instauration des comités d'hygiène et de sécurité ; compétences du territoire pour la détermination de la représentativité des organisations syndicales ; consultation des délégués du personnel en cas de licenciement économique ; contribution des employeurs aux institutions sociales du comité d'entreprise (p. 3030) ; comités d'établissement et comités centraux d'entreprise ; commissions consultatives du travail ; notion de principes directeurs en matière de législation sociale (p. 3031) ; participation des employeurs au développement de la formation profession-

nelle ; statut de la main-d'œuvre étrangère en Nouvelle-Calédonie (p. 3032).

Explications de vote : absence de contestation des institutions mises en place en Polynésie ou dans les D.O.M. ; absence de politique de développement rural ; remise en cause des régions susceptible de susciter de nouveaux affrontements sur le territoire ; vote hostile du groupe socialiste de loi (p. 3036).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départementa et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* progression réelle des crédits n'étant pas celle annoncée par le ministre ; crédits du F.I.D.O.M. ; remise en cause de la régionalisation ; situation en Nouvelle-Calédonie [8 novembre 1986] (p. 6088) ; logements des ressortissants des départements et territoires d'outre-mer en France (p. 6089) ; *questions :* emploi des jeunes à la Réunion (p. 6112) ; organisation des activités touristiques à la Réunion ; installation d'ateliers hors sol (p. 6113).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : soutient la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe ; conditions de travail de l'Assemblée nationale ; responsabilités de l'actuelle majorité dans la situation actuelle des départements d'outre-mer ; bilan des gouvernements de la gauche ; décentralisation ; rattrapage des prestations sociales du S.M.I.C. et du minimum vieillesse ; contrats de plan Etat-Régions [26 novembre 1986] (p. 6817) ; concertation préalable au dépôt du projet ; consultation précipitée des assemblées locales sur un texte en cours de remaniement ; absence pour les zones franches de l'affirmation claire de l'application intégrale du droit du travail et du droit social ; remise en cause des acquis de la décentralisation (p. 6818) ; oublis du texte en matière de développement économique ; fausses mesures nouvelles ; danger de la défiscalisation pour les activités existantes ; limite des zones franches ; situation économique des départements d'outre-mer : chômage, balance commerciale (p. 6819).

Discussion des articles : **article 1er** : parité globale (p. 6822) acceptable seulement comme étape vers l'égalité sociale ; acquis de la décentralisation ; inefficacité de la mobilité étant donné le niveau atteint par le chômage en métropole ; racisme (p. 6823) ; son amendement n° 85 (réécriture de l'article 1er ; réalisation de l'égalité sociale dans un délai de cinq ans ; suppression de l'objectif de mobilité) ; inefficacité de la migration (p. 6824) ; rejeté ; son amendement n° 88 (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale globale) (p. 6825) ; rejeté (p. 6826) ; **article 2 et annexes** : attribution de crédits à chaque département, à chaque secteur et à chaque contrat de plan ; versement des crédits correspondants aux contrats de plan Etat-régions ; défiscalisation ; nécessaire protection des petits agriculteurs ayant investi avant les mesures de défiscalisation et de création de zones franches ; expérience des filières production-commercialisation ; coopérative Socopor (p. 6828) ; **article 2 et annexes (suite)** : compétence des régions concernant le développement économique ; contrat Etat-régions [27 novembre 1986] (p. 6844) ; transports à l'intérieur de la zone géographique et économique de chacun des départements d'outre-mer (p. 6846) ; conditions de travail de la commission ; aide de l'Etat aux transports régionaux ; son amendement n° 94 (aménagements tarifaires pour le désenclavement de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6847) ; retiré (p. 6848) ; son amendement n° 97 (renforcement et extension à d'autres secteurs et à d'autres collectivités des filières production -commercialisation instituées à la Réunion) ; danger de la défiscalisation (p. 6849) ; réglementation visant la production hors sol ; rejeté (p. 6850) ; égalité sociale ; rattrapage du S.M.I.C. (p. 6851) ; compétence des régions en matière d'équipement ; élargissement de la notion de formation professionnelle à la formation générale (p. 6852) ; **article 3** : son amendement n° 101 (rapport d'exécution faisant figurer la répartition par département d'outre-mer et par collectivité territoriale à statut particulier, des crédits alloués au titre de la présente loi de programme) ; héritage de la droite à la Réunion en matière d'équipements scolaires, sanitaires et sociaux ; rejeté (p. 6858) ; **article 5** : compétence des régions en matière de zones franches ; volonté du Gouvernement de renforcer l'import-export ; son option pour la mise en place d'activités fondées sur les richesses locales ; objectif de l'autosuffisance alimentaire ; utilisation d'une main-d'œuvre extra-locale sur les zones franches ; exemple du département de Seine-et-Marne où Marne-la-Vallée a attiré des entreprises implantées dans d'autres communes limitrophes ; chasseurs de primes (p. 6862) ; zones franches ; nécessaire protection des entreprises locales existantes ; risques induits par la création des zones franches (p. 6867) ; **après l'article 8** : activité des entreprises s'implantant dans la zone franche ne devant pas concurrencer les entreprises existantes (p. 6869) ; **article 9** : filière d'immigration clandestine en France ; jeunes de la deuxième génération ; s'oppose à l'amendement n° 177 de M. François Porteu de la Morandière réservant les exonérations sociales pour l'embauche aux nationaux et aux ressortissants de la Communauté économique européenne (p. 6881) ; **après l'article 9** : mesures favorisant l'embauche et la formation des 26-40 ans (p. 6882) ; **article 9 *bis*** : principe de la libre circulation des habitants des D.O.M.-T.O.M. vers la métropole défendu par le parti socialiste ; peuplement de la Nouvelle-Calédonie ; circulaire de M. Pierre Messmer ; opposition du parti socialiste aux transferts de population ; difficultés de logement et d'emploi des migrants en métropole ; licenciement d'employés d'outre-mer à l'Agence nationale pour l'insertion et la formation des travailleurs d'outre-mer (A.N.T.) ; emploi sur place (p. 6884) ; formation générale des migrants (p. 6885) ; retour des ressortissants d'outre-mer dans leur pays d'origine (p. 6886) ; ses observations sur l'amendement n° 135 de M. Michel Debré ; organisme chargé de la mobilité entre l'outre-mer et la métropole ; position du groupe socialiste sur la migration (p. 6888) ; **article 11** : parité sociale globale ; son inquiétude à propos des « mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière des départements d'outre-mer » (p. 6890) ; son amendement n° 118 (égalité sociale substituée à la parité sociale globale) ; combat des socialistes en faveur de la paix sociale dans les D.O.M.-T.O.M. ; acquis de la décentralisation dans ce domaine ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 120 (égalité sociale) : rejeté (p. 6892) ; son amendement n° 122 (sommes complémentaires destinées à atteindre l'égalité sociale versées sous forme individuelle ou consacrées à des actions collectives durant la période d'adaptation pour atteindre l'égalité globale) : rejeté (p. 6893) ; **article 12** : son amendement n° 124 (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale globale) : rejeté ; composition de la commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale ; souhaite que les élus y détiennent la majorité ; son amendement n° 127 (commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale devant soumettre au Gouvernement une estimation du coût de l'égalité sociale et proposer les modalités d'utilisation individuelle ou collective des sommes complémentaires) ; présence des représentants de toutes les collectivités d'outre-mer dans cette commission élue par leurs assemblées et no désignée par le Gouvernement ; retiré (p. 6895) ; **article 14** : son amendement n° 131 (rédactionnel) : rejeté (p. 6899).

Explications de vote : faiblesse de la majorité ; texte antidémocratique ; refus de l'égalité ; refus de l'identité et de la spécificité des populations des départements d'outre-mer ; mise en cause de la région ; danger des zones franches (p. 6904).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 17** : son amendement n° 17 (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté ; son amendement n° 18 (tendant à prolonger la durée de révision des valeurs locatives foncières en Nouvelle-Calédonie) [11 décembre 1986] (p. 7541) ; adopté (p. 7542).

LEFRANC (Bernard)

Député de l'Aisne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

LE GARREC (Jean)

Député du Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Aides économiques à la presse et privatisation : positions dominantes dans le domaine de l'information [18 juin 1986] (p. 2314) ; transformation et augmentation des aides économiques à la presse d'information ; déréglement du marché de la publicité après la privatisation de T.F.1 (p. 2315) ;

— Remboursement de l'interruption volontaire de grossesse : contradiction entre le Premier ministre et une partie de sa majorité sur ce sujet ; position que défendra le Gouvernement si au cours du débat sur les D.D.O.S. est discuté un amendement remettant en cause le remboursement de l'I.V.G. [3 décembre 1986] (p. 7042).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : faiblesse de l'appareil productif français [9 avril 1986] (p. 157) ; relais de la puissance publique devenu indispensable ; voie législative retenue pour les nationalisations de 1981 ; constitution d'une économie mixte par le développement du secteur public constituant une réponse originale aux faiblesses de l'économie française ; situation financière des entreprises publiques ; excédent commercial du secteur public ; redéploiement stratégique qu'a permis l'extension du secteur public ; démocratisation du secteur public ; action du Gouvernement guidée plus par le dogmatisme que par l'intérêt général ; conditions de discussion du projet de dénationalisation ; caractère incontestable de l'efficacité du service public (p. 158).

Son rappel au règlement : irrégularités commises lors des votes de la commission des lois ; rôle du président de cette commission ; demande une réunion du bureau de l'Assemblée [24 avril 1986] (p. 327).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : pratique de l'obstruction par M. Robert-André Vivien ; projet de loi concernant les nationalisations ; texte sur la presse ; interruption des travaux de la commission des finances ; absence d'obstruction [24 avril 1986] (p. 338).

Discussion des articles : **article 1er** : problème du prix des services ; exemple des Etats-Unis ; maîtrise de la libération des prix [24 avril 1986] (p. 343) ; absence d'obstruction de la part du groupe socialiste ; sens de l'autorité républicaine des fonctionnaires (p. 365) ; économie moderne appelant le développement d'une législation relative à la défense des consommateurs ou à la lutte contre les ententes illicites et les trusts ; organisation des marchés agricoles ; rôle des offices interprofessionnels ; déclaration de M. Madelin affirmant qu'il fallait supprimer « toute forme de soutien aux prix agricoles » (p. 366) ; **son rappel au règlement** : déclaration courtoise et honnête de M. Michel d'Ornano ayant probablement agacé M. Jacques Toubon ; groupe socialiste n'ayant pas d'intention de répondre aux provocations « insignifiantes » de M. Jacques Toubon (p. 368) ; annonce son intention de défendre simultanément les amendements n° 218, 219, 220, 221 et 222 de M. Colomb (p. 371) ; caractère indispensable de l'intervention publique dans le domaine agricole ; Onifam ; Oniflor ; Onilait ; Ofival ; Onivin (p. 372) ; **article 2** : nécessité de réformer l'A.N.P.E. ; premiers effets de l'action de réforme engagée depuis 1981 ; rôle décisif joué par l'A.N.P.E. [28 avril 1986] ; volonté du groupe socialiste de mener un débat au fond et non de pratiquer une politique d'obstruction ; évolution et réforme de l'A.N.P.E. (p. 480) ; caractère trop large d'une loi d'habilitation ; nécessité de négocier avec les partenaires sociaux la réforme de l'A.N.P.E. ; nécessité d'ouvrir parallèlement une discussion sur le rôle de l'U.N.E.D.I.C. ; écrasement de l'A.N.P.E. par les tâches de gestion ; action engagée en 1982 pour informatiser les tâches de gestion et dégager les moyens d'une action de prospection sur le marché ; programmes S.A.G.E. pour utiliser des moyens communs à l'A.N.P.E. et à l'U.N.E.D.I.C. ; humanisation des relations entre l'A.N.P.E. et les demandeurs d'emploi ; nécessité de rapprocher les actions de l'A.N.P.E. de l'A.F.P.A. et des services extérieurs du travail et de l'emploi (p. 481) ; remplacement de l'A.N.P.E. par des officines lucratives (p. 482) ; remise en cause du statut juridique de l'A.N.P.E. ; nécessité de passer une convention entre l'U.N.E.D.I.C. et l'A.N.P.E. ; utilisation des moyens informatiques de l'U.N.E.D.I.C. pour améliorer les conditions de travail de l'A.N.P.E. (p. 483) ; pôles de conversion ; situation dans le Nord-Pas-de-Calais ; disposition du Gouvernement relative aux zones sinistrées étant incertaine et floue [29 avril 1986] (p. 548) ; **article 3** : place des salariés dans l'entreprise ; dépôt tardif d'un amendement du Gouvernement (p. 568) ; modèle de l'entreprise autoritaire et autocrate n'étant plus adapté à la réalité ; développement de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat constituant une formule vague et incertaine ; responsabilité économique du salarié dans l'entreprise ; redécouverte tardive des mesures proposées en 1975 dans le rapport Sudreau (p. 569) ; **article 4** : **son rappel au règlement** : amendement du Gouvernement réécrivant totalement l'article 4 n'étant pas distribué en séance ; interruption des travaux de la commission des finances ; demande la réunion immédiate de la commission des finances (p. 599) ; **son rappel au règlement** : s'étonne de la désinvolture du Gouvernement à l'égard de la représentation nationale ; demande la réunion de la commission des finances (p. 600) ; dissensions dans la majorité parlementaire sur les modalités des dénationalisations ; confusion entre intérêts particuliers et intérêt national ; risque de déstabilisation des groupes industriels ; risque de déséquilibre du marché financier ; utilisation des actifs dégagés par la vente des entreprises nationales ; résultats du secteur nationalisé industriel de 1982 ; situation de l'entreprise Renault [30 avril 1986] (p. 650) ; Gouvernement organisant une « gigantesque braderie » du patrimoine national (p. 651) ; programme national de la Résistance ; comités d'entreprise ; problème de la sidérurgie ; perte d'emplois et restructurations des groupes industriels nationalisés en 1982 ; « spoliation » des Français ; valeur d'achat des groupes nationalisés en 1982 [5 mai 1986] (p. 663) ; risque de « défrancisation » ; cas de l'entreprise Valéo ; distinction entre des opérations de « respiration »

effectuées par des entreprises dans une situation juridique floue et un programme de dénationalisation ; risque de démantèlement ; risque de création d'un climat d'incertitude et de déstabilisation ; choix évolutifs faits par les socialistes pour quelques présidents d'entreprise (p. 664) ; achèvement du programme de dénationalisation avant le 1er mars 1991 ; capitalisatiion boursière des entreprises nationalisées en 1982 ; capacité d'absorption d'actions nouvelles par le marché financier (p. 666) ; notion de service public national ou de monopole de fait devant devenir la propriété de la collectivité ; confusion de la loi du marché et du jeu du rapport de forces économiques ; Valéo ; différence entre les règles de fonctionnement d'une entreprise — efficacité, productivité ou compétitivité — et la nature du pouvoir qui la contrôle ; but de la nationalisation ; « monopole de fait » ; exemple du secteur du téléphone (p. 668) ; nécessité de respecter l'esprit et la lettre du préambule de la Constitution de 1946 ; notion de service public national ; possibilité d'avoir un monopole de fait pour des entreprises insérées dans le secteur commercial concurrentiel (p. 669) ; appui de l'Etat à des activités stratégiques en difficulté ; relais des actionnaires défaillants dans l'intérêt national (p. 695) ; Valéo ; plan Calcul ; Péchiney ; effort consenti par ces entreprises en faveur du personnel, notamment pour la formation ; effort de participation ; démocratie économique ; calendrier de dénationalisation ; incertitude pour l'entreprise privatisable pendant cinq ans (p. 696) ; soutien à des entreprises en difficulté ; exemple de Renault et des chantiers navals ; calendrier de dénationalisation des 75 groupes ou entreprises (p. 697) ; Rhône-Poulenc (p. 698) ; vision idyllique du marché du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme ; contrôle assumé dans les groupes nationalisés en 1982, non point par les actionnaires, mais par une technostructure ; analyse de la composition des Conseils d'administration de ces groupes ; rôle des entreprises publiques à l'avant-garde de la recherche ; difficultés de ces entreprises ; exemple de Renault ; calendrier de dénationalisation (p. 701) ; situation de la Mutuelle générale française [6 mai 1986] (p. 734) ; **son rappel au règlement** : caractère inadmissible de la mise en cause par le Front national du rôle des fonctionnaires ; rend hommage aux gouvernements Mauroy et Fabius d'avoir pris les mesures qui s'imposaient en faveur du développement des petites et moyennes entreprises ; regrette que le Gouvernement ne réagisse jamais lorsque les fonctionnaires sont mis en cause (p. 738) ; nécessité d'exclure la banque Laydernier du champ d'application de cet article (p. 758) ; nécessité d'exclure la banque Odier-Bungener-Courvoisier du champ d'application de cet article (p. 761) ; **son rappel au règlement** : regrette que la commission des finances, saisie au fond, et le ministre chargé du dossier ne répondent jamais (p. 763) ; inutilité de la comparaison des systèmes bancaires français et espagnol ; reconnaissance par le patronat des progrès apportés par les lois qu'il a mises en place ; nécessité de moderniser le système bancaire français pour réduire les taux d'intérêt ; problème de modernisation d'emploi et de retard en matière technologique et bureautique ; situation du Crédit du Nord ; nécessité de défendre les intérêts des travailleurs (p. 792) ; problèmes de la Société générale ; possibilités offertes par le statut d'établissement nationalisé aux banques françaises pour s'adapter à la crise internationale (p. 795) ; **article 5** : estime insuffisantes les précisions apportées par M. Camille Cabana, théorie dite des blocs de contrôle aboutissant à la mise en place d'un étatisme technocratique et financier ; traitement inégal des actionnaires ; prix des noyaux durs [13 mai 1986] (p. 857) ; difficulté de transformer les certificats d'investissement en actions ; cahier des charges à imposer aux acheteurs ; impossibilité pour le Parlement de comprendre exactement le projet du Gouvernement (p. 858) ; évaluation de la valeur des entreprises publiques (p. 859) ; position du Gouvernement n'ayant pas été exprimée devant la représentation nationale mais dans la presse ; signification du passage du concept de dénationalisation à celui de privatisation ; impréparation du Gouvernement ; risque d'abandonner des intérêts vitaux pour l'industrie nationale (p. 860) ; affirme que ses interventions ne visent pas personnellement le ministre chargé de la privatisation ; nécessité de créer une commission administrative nationale d'évaluation (p. 862).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : retard considérable de la France en matière d'investissement, de technologie et de recherche en 1981 [15 mai 1986] (p. 936) ; combinaison des articles 49, alinéa 3 et 38 de la Constitution risquant de réduire à l'excès la délibération des Assemblées ; utilisation par le Gouvernement d'une véritable bombe à neutrons qui tue les hommes, les idées et les politiques ; dénationalisation ; marchandage et négociations sur le charcutage électoral ; possibilité de substituer quatre lois sur les problèmes économiques, sociaux, la participation et la démocratie économique et la dénationalisation à cette loi d'habilitation ; absence d'intervention de la commission des finances sur les dénationalisations ; contradictions et divergences du Gouvernement ; mise en mouvement de forces financières qui cherchent à réaliser des profits spéculatifs immédiats ; valeur des entreprises à dénationaliser ; monopole de fait dont disposent certaines d'entre elles ; incertitude sur le calendrier des réalisations ; cassure du mouvement de modernisation des structures et d'adaptation aux nouvelles technologies et aux impératifs de la recherche ; absence de projet porteur pour l'avenir ; association de la technocratie étatique de la technocratie financière et des oligarchies ; volonté de créer un actionnariat populaire ; existence d'un prix différentiel pour les porteurs salariés des actions des entreprises à dénationaliser qui n'auront aucun pouvoir ; refus de créer par la loi une commission pour évaluer le prix des dénationalisations (p. 937).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11** : lutte contre la fraude fiscale ; diminution des effectifs et des moyens de l'administration fiscale ; rapport de M. Renaud de la Genière ; suppression des possibilités d'accueil des contribuables ; droit de timbre sur l'inscription aux concours administratifs ; réduction du délai de reprise ; périodicité des contrôles fiscaux pour les P.M.E. [27 mai 1986] (p. 1294) ; **article 10 et Etat D précédemment réservés** : troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration [28 mai 1986] (p. 1372) ; nécessité de mettre l'administration au diapason de notre époque ; réduction des dépenses de fonctionnement ; suppression d'emplois pour 1987 ; création d'une situation interdisant toute adaptation de l'administration ; prise en compte du G.V.T. positif (p. 1373) ; **article 11** : politique salariale menée par le Gouvernement socialiste ; demande au Gouvernement de garantir l'évolution moyenne du pouvoir d'achat des salaires de la fonction publique en 1986 (p. 1377).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : suppression de l'autorisation administrative de licenciement à compter du 1er janvier 1987 ; dépôt à l'automne d'un projet tendant à créer de nouvelles garanties pour les salariés ; effets pervers que risque de créer la loi ; nécessaire création d'un environnement favorable aux petites et moyennes entreprises ; contraintes administratives n'étant pas la raison principale des difficultés des entreprises [4 juin 1986] (p. 1708) ; **son rappel au règlement** : propos inacceptables pour l'ensemble de la représentation nationale tenus par certains membres de l'Assemblée ; utilisation de mots orduriers (p. 1712) contacts informels ayant lieu entre les entreprises et les inspecteurs du travail avant le dépôt officiel des demandes d'autorisation de licenciement ; nature et délai de réponse de l'administration n'étant pas des facteurs d'accentuation des difficultés des entreprises ; l'approche conventionnelle gênée par le projet (p. 1718) ; sacrifice d'une politique réaliste en matière d'emploi à un symbole (p. 1719) ; abrogation de l'article L. 321-12 du code du travail n'allant pas dans le sens d'une concertation avec les organisations syndicales [5 juin 1986] (p. 1752) ; suppression au 1er janvier 1987 de l'autorisation administrative de licenciement satisfaisant un grand nombre d'« alliés » du Gouvernement (p. 1757) ; **article 5** : abandon du contrôle de l'emploi par la puissance publique témoignant « de la vision naïve et irréaliste » d'une fluidité entre l'offre et la demande [7 juin 1986] (p. 1997) ; nécessité que la puissance publique continue à favoriser l'adaptation de l'offre à la demande de travail ; nécessité de moderniser les services extérieurs de l'emploi (p. 1998).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : recherche de l'équilibre entre le développement de la communication et la diffusion de l'information ; conséquences de la concentration de la presse ; rôle de la presse écrite dans la protection de la liberté d'information ; protection du pluralisme et de la transparence ; demande de M. Christian Goux d'une saisine de la Cour des comptes pour enquêter sur les aides publiques à la presse [12 juin 1986] (p. 2131) ; ressources captées par la privatisation de TF1 sur la presse écrite ; extension de l'article 39 *bis* du C.G.I. aux journaux télématiques ; taux de T.V.A. sur la presse ; nécessité de corriger les effets pervers de l'article 39 *bis* du C.G.I. ; rôle du fonds de développement aux entreprises de presse ; modulation des tarifs postaux ; programme prioritaire des industries de communication (p. 2132).

Discussion des articles : **article 2 :** ramification de l'organisation des groupes de presse ; abandon de la notion de contrôle ; seuil maximal de diffusion de 30 % [16 juin 1986] (p. 2199) ; nécessité de réintroduire la notion de contrôle ; procédures juridiques et administratives des actions anti-trust aux Etats-Unis (p. 2203) ; attitude du groupe socialiste ; législation anti-trust aux Etats-Unis (p. 2204) ; phénomène de la concentration risquant de diminuer les droits du citoyen (p. 2205) ; compare la vision du monde de M. François Léotard aux règles primitives de la soule ; nécessité d'éditer des régles telles que tous les partenaires puissent participer à l'ensemble de la partie (p. 2206) ; **article 11 :** publicité financière ; nécessité pour une publication d'avoir une équipe rédactionnelle [17 juin 1986] (p. 2281) ; rôle critique du journaliste (p. 2282) ; **après l'article 11 :** ses amendements n° 530 à 537 : réservés (p. 2284) ; nécessité de distinguer communication et information ; indifférence du Gouvernement pendant le débat ; introduction d'un dispositif anti-concentration dans le texte ; problèmes posés par la multiplication des sociétés éditrices ; notion de groupe (p. 2289) ; **article 19 :** nécessité de règlements antitrusts ; risques induits par le cumul des technologies de communication [18 juin 1986] (p. 2344) ; **amendements précédemment réservés :** son amendement n° 532 (aides à la presse) ; rapport de la Cour des comptes sur les aides à la presse ; redéploiement des aides ; risques de la privatisation de TF1 ; extension du champ d'application de l'article 39 *bis* du C.G.I. ; création du fonds de développement des entreprises de presse ; incitation fiscale à la création d'entreprises de presse ; refonte des tarifs postaux (p. 2354) ; rejeté ; son amendement n° 534 (provisions pour financement d'immobilisations des entreprises de presse) ; rejeté ; son amendement n° 535 (création d'un fonds de développement des entreprises de presse) : rejeté (p. 2355) ; son amendement n° 537 (modulation des tarifs postaux préférentiels en fonction de l'importance de la publicité collectée) : rejeté ; ses amendements n° 530 et 531 : retirés (p. 2357).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297).

Commission mixte paritaire, discussion générale : attention portée par les socialistes au déroulement des opérations de privatisation ; augmentation du seuil de participation étrangère au capital des entreprises privatisées ; régime des actions spécifiques ; division de la majorité sur le rôle de l'Etat dans l'économie [31 juillet 1986] (p. 3965) ; absence de politique industrielle ; résultats positifs des nationalisations (p. 3966) ; nécessité de l'intervention de l'Etat dans la sidérurgie et chez Renault ; insuffisance des fonds propres des entreprises nationalisées ; redressement des entreprises nationalisées en 1981 (p. 3967).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** justification de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution par l'obstruction parlementaire ; organisation des débats de manière à empêcher le groupe socialiste de s'exprimer [4 août 1986] (p. 4009).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Son rappel au règlement : indignation suscitée par certains propos de M. Robert-André Vivien [8 août 1986] (p. 4162) ; attaques de M. Robert-André Vivien à l'encontre de MM. Hervé Bourges et Pierre Mauroy (p. 4163).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : nécessaire modernisation du service public [15 octobre 1986] (p. 4736) ; effectifs du secteur public ; politique des rémunérations ; G.V.T. ; contrats de plan Etat-région (p. 4737).

Discussion des articles : **après l'article 7 :** dépôt tardif de l'amendement n° 286 du Gouvernement ; tentation de faire supporter par les particuliers l'essentiel de cette diminution de charges des entreprises ; décret en Conseil d'Etat étant le moyen de limiter la déduction possible de la T.V.A. par la D.G.T. de manière que le versement final corresponde à celui prévu dans le budget [17 octobre 1986] (p. 5016) ; aide à l'investissement des entreprises (p. 5017) ; **article 32 et Etat A :** politique familiale ; situation fiscale des cadres ; rôle de la fonction publique ; recettes de privatisation aidant à diminuer artificiellement le déficit budgétaire ; nécessité d'un redémarrage de l'investissement productif ; diminution des moyens affectés à la recherche (p. 5039).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires et notamment de ceux des catégories C et D [22 octobre 1986] (p. 5186) ; abandon des plans de revalorisation des basses rémunérations ; sous-administration de certaines régions comme le Nord-Pas-de-Calais ; conséquences des suppressions de postes ; rôle des organisations syndicales ; conséquences de la diminution de recrutement au coucours d'entrée à l'E.N.A. sur le nombre d'administrateurs civils ; suppression de la délégation à l'économie sociale ; avenir du Plan (p. 5187) ; modalités d'élaboration du IX[e] Plan (p. 5188).

Examen des crédits : **I. — Services généraux :** rôle du conseil national de prévention de la délinquance (p. 5196) ; élargissement de ce Conseil aux municipalités de Cambrai et retrait de la municipalité de Lille ; **après l'article 56 :** son amendement n° 55 (tendant à la publication du rapport Belin-Gisserot et à l'élaboration d'une annexe à ce rapport retraçant ses conséquences sur le budget de l'Etat en 1987) ; rapport Blanchard sur les primes des fonctionnaires ; évolution du pouvoir d'achat de la fonction publique de 1981 à 1986 (p. 5197) ; rejeté au scrutin public (p. 5198).

Culture et communication. *Examens des crédits :* **Etat B, titre III :** création d'un poste supplémentaire à la bibliothèque nationale gagé sur la suppression d'un emploi prévu pour le conservatoire du musée des plans et reliefs ; transfert du musée des plans et reliefs à Lille [23 octobre 1986] (p. 5238) ; **son rappel au règlement :** utilisation du terme « receleur » par M. Philippe de Villiers à l'égard de M. Mauroy, maire de Lille (p. 5239).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* nécessité d'une politique d'aménagement du territoire ; effet du plan textile ; caractère dommageable de la suppression de la prime régionale d'aménagement du territoire ; importance des contrats de plan Etat-régions ; diminution des crédits de la recherche et des fonds consacrés à la politique industrielle ; réduction des crédits de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie [28 octobre 1986] (p. 5399) ; ses observations (p. 5400).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; liaison entre la technologie et l'organisation du travail pour les services non marchands [19 décembre 1986] (p. 7912) ; nécessité de lier la maîtrise technologique et la réduction du temps de travail (p. 7913) ; **son rappel au règlement :** regrette que le président de séance ait interrompu l'intervention de M. Gérard Fuchs ; durée du débat sur les lois Auroux ; demande au Gouvernement de

retirer l'amendement reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail (p. 7922).

Explications de vote : remise en cause des dispositions relatives au cumul emploi-retraite ; réintroduction du secteur privé à l'hôpital public ; caractère rétrograde de la conception gouvernementale de la réduction et de l'aménagement du temps de travail (p. 7958).

LEGENDRE (Jacques)

Député du Nord
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : formation professionnelle) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome II : **affaires sociales et emploi : formation professionnelle (n° 396)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; Assemblée nationale vivant « le temps de la procédure » [29 mai 1986] (p. 1464) ; politique des socialistes n'ayant pas permis de faire reculer le chômage ; limites du traitement social du chômage ; abaissement de l'âge de la retraite ; impossibilité de faire reculer le chômage par des mesures administratives ; emploi des jeunes ; travaux d'utilité collective ; notion de S.M.I.C. « jeunes » (p. 1465) ; autorisation administrative de licenciement ne constituant pas une garantie fondamentale pour les salariés ; groupe socialiste se battant sur l'autorisation préalable comme si elle était « une ligne Maginot » ; nécessité de débattre par la voie contractuelle ; recours en cas de licenciement ne devant plus être de la seule responsabilité de l'Etat ; efficacité des dispositifs judiciaires ; débat ne devant pas être « trop théologique ou trop shématique » (p. 1466).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* poursuite de l'autoroute A 26 de Calais jusqu'à Reims ; réalisation de la portion allant de Châlons-sur-Marne à Chaumont [28 octobre 1986] (p. 5439) ; réalisation du T.G.V. Nord ; opportunité de réaliser une liaison ferroviaire internationale entre Paris, Bruxelles et le Nord de l'Europe (p. 5439) ; non électrification de certaines lignes empêchant la mise en place du T.G.V. (p. 5440).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* modification du régime d'habilitation des abattoirs pour l'exportation [30 octobre 1986] (p. 5582).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : répartition de l'effort de la formation professionnelle [5 novembre 1986] (p. 5862) ; complication des structures administratives et gouvernementales ; nécessaire rétablissement du caractère interministériel des instances publiques de la formation professionnelle ; insuffisance de la concertation entre l'Etat et les régions ; avantages et inconvénients de la formule des T.U.C. ; se félicite qu'un consensus s'établisse autour de la notion de formation en alternance ; rôle des stages d'initiation à la vie professionnelle (p. 5863) ; diminution des crédits de rénovation de l'apprentissage ; situation de l'A.F.P.A. ; mise en réserve non affectée posant un problème de contrôle parlementaire (p. 5864).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** rappelle que la commission des affaires sociales a demandé au ministre des finances de rendre compte, avant le 30 juin 1987, de l'utilisation de ces crédits [6 novembre 1986] (p. 5965-5966).

LEGRAS (Philippe)

Député de la Haute-Saône
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* remplacé par M. Jean Besson : aménagement de la fiscalité agricole ; indemnités d'hivernage I.S.M. et I.S.P. [30 octobre 1986] (p. 5576).

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale. Questions :* réduction de la taxe parafiscale du fonds forestier national pour les étrangers [13 novembre 1986] (p. 6209) ; différences de situation dans laquelle se trouvent placées les entreprises nouvelles et les entreprises en place vis-à-vis de la taxe professionnelle (p. 6209, 6210).

LE JAOUEN (Guy)

Député de la Loire
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 452-4 du **code de la sécurité sociale** et à permettre à l'employeur de se garantir par une assurance en cas de **faute inexcusable (n° 324)** [31 juillet 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : **article 16 :** possibilité pour un jeune entré en France avant le 7 décembre 1984 et ayant suivi des études et une scolarité normale de recevoir un titre de séjour de même nature que celui de

son père ou de sa mère ; nécessité de réserver les prestations sociales par priorité aux Français [16 juillet 1986] (p. 3357, 3358).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : baisse du revenu agricole ; insuffisance de la couverture sociale ; composition du conseil supérieur d'orientation ; condition de nomination des futurs dirigeants des interprofessions [7 octobre 1986] (p. 4398).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 61 (conduite de la politique agricole française compte tenu des déséquilibres qualitatifs et financiers créés par l'entrée de l'Espagne et du Portugal au sein de la C.E.E.) ; défense de l'agriculture française ; rejeté (p. 4411) ; **article 1er** : son amendement n° 62 (substituant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots : « de l'économie agricole et alimentaire » les mots : « d'organisation et de coordination de l'économie agricole et agro-alimentaire ») ; extension et organisation des actions en matière d'économie agricole ; devenu sans objet (p. 4413) ; son amendement n° 64 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « de la production agricole » les mots : « élus pour trois ans au scrutin proportionnel ») ; entrée au sein du Conseil supérieur d'un membre de chaque syndicat à vocation nationale ; rejeté (p. 4414) ; son amendement n° 63 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « produits agricoles » les mots : « et un représentant de chaque organisation syndicale à vocation générale ») : retiré ; son amendement n° 65 (substituant à la fin du premier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots : « de l'économie », les mots : « et de coordination de l'économie agricole et ») : adopté (p. 4416) son amendement n° 66 (compétence du Conseil supérieur d'orientation en matière de recherche, de formation et de développement) retiré (p. 4420) ; son amendement n° 67 (compétences du Conseil supérieur d'orientation pour la coordination et l'organisation de la production agricole) : retiré ; son amendement n° 68 (compétences du Conseil supérieur d'orientation pour l'exercice d'activités des offices d'intervention et des organisations interprofessionnelles ainsi que pour l'extension des accords conclus par celles-ci) : rejeté (p. 4421) ; **article 2** : *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 69 : retiré [8 octobre 1986] (p. 4472) ; son amendement n° 70 (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 par les mots : « dans le respect des critères de qualité, des normes de produits importés et l'établissement des calendriers d'importation des produits sensibles ») ; nécessité d'établir des références pour empêcher les produits importés de venir concurrencer les produits sur le marché français ; rejeté (p. 4473) ; *article 4 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 71 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 6 octobre 1982 les mots : « ou des participations des organisations professionnelles ») ; inopportunité de prévoir que les interprofessions participent au financement des offices (p. 4475) ; adopté ; son amendement n° 72 (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 6 octobre 1982) : retiré (p. 4476) ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 73 (composition du conseil de direction) ; adjonction des représentants des syndicats agricoles dits représentatifs ; rejeté (p. 4477) ; *article 7 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 74 (précisant que les organisations interprofessionnelles remplacent dans un délai de trois ans à compter de la promulgation de la présente loi les offices d'intervention) (p. 4478) ; fixation du transfert de compétences par un calendrier ; retiré (p. 4479).

Explications de vote : représentation et pluralisme syndical ; défense des intérêts des agriculteurs français face aux partenaires du marché commun ; vote positif du groupe Front national (p. 4482).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* prépondérance des dépenses d'intervention et des subventions dans le budget [30 octobre 1986] (p. 5535) ; nécessité d'une politique agricole permettant de dégager un revenu confortable ; précarité des paysans face aux aléas climatiques ; insuffisance des crédits de recherche ; quotas laitiers ; prise en charge totale des frais de personnel des maisons familiales et rurales ; nécessité d'engager des négociations avec les pays de la C.E.E. ; élargissement du marché commun à l'Espagne et au Portugal (p. 5536) ; *questions :* supplée M. Jacques Bompard ; problème posé par la mise en place du régime d'imposition supersimplifié sur les bénéfices agricoles (p. 5566).

Examen des crédits : **Agriculture : Etat C, titre VI :** son amendement n° 117 (tendant à réduire les crédits affectés aux S.A.F.E.R.) (p. 5586) ; avenir des S.A.F.E.R. dans le cadre du projet de loi de modernisation ; rejeté (p. 5587).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Commission mixte paritaire, discussion générale : date du démantèlement des offices ; résultats des dernières négociations de Bruxelles ; secteur laitier ; mise aux normes européennes des abattoirs ; nécessité d'une politique des revenus ; liquidation des stocks [17 décembre 1986] (p. 7764).

LEJEUNE (André)

Député de la Creuse
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 75 (substituant dans le premier alinéa du paragraphe de cet article aux mots : « des ministres intéressés » les mots : « de l'Etat ») ; rejeté [7 octobre 1986] (p. 4413) ; son amendement n° 76 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « des produits agricoles », les mots : « des salariés de ces différentes activités ») ; son amendement n° 77 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « des produits agricoles », les mots : « et de la consommation ») (p. 4415) ; rejetés au scrutin public (p. 4416) ; son amendement n° 78 (insérant à la fin du troisième alinéa (a) du paragraphe I de cet article après les mots : « développement agricole », les mots : « de politique agricole commune ») : devenus sans objet (p. 4418) ; son amendement n° 79 (compétence du Conseil supérieur d'orientation pour se prononcer sur les programmes d'activités et les budgets des offices et d'autres organismes) ; rejeté (p. 4420) ; son amendement n° 80 (rédactionnel) : rejeté (p. 4421) ; son amendement n° 81 (insérant après le cinquième alinéa du paragraphe I de cet article l'alinéa suivant : « les présidents et directeurs des organismes cités à l'alinéa précédent participent aux travaux pour leurs domaines de compétences du Conseil supérieur d'orientation en tant que de besoin ») : rejeté (p. 4422) ; son amendement n° 92 (précisant que les avis et recommandations du Conseil supérieur d'orientation sont consignés dans un rapport transmis chaque année au Parlement, au Gouvernement et au Conseil économique et social) : rejeté (p. 4423) ; **article 2** : *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 82 (amélioration du revenu des agriculteurs) [8 octobre 1986] (p. 4472) ; rejeté au scrutin public (p. 4473) ; son amendement n° 83 (complétant le texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 par l'alinéa suivant : « de maintenir et développer l'agriculture de montagne et des zones défavorisées ») (p. 4474) ; rejeté au scrutin public (p. 4475) ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 85 (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 5 de la loi du 6 octobre 1982 aux mots « les pouvoirs publics », les mots : « l'Etat ») ; représentation de l'Etat dans les offices ; rejeté ; son amendement n° 86 (supprimant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 5 de la loi

du 6 octobre 1982 les mots : « après avis du Conseil supérieur d'orientation d'économie agricole et alimentaire ») (p. 4477) ; rejeté ; son amendement n° 87 (complétant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 5 de la loi du 6 octobre 1982 par les mots « après avis du conseil de direction ») : rejeté ; *après l'article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 88 (précisant que pour l'exécution du budget des offices les décisions portant affectation de crédits pour les interventions à effectuer ou fixant les règles de ces interventions, sont préparées par le directeur de l'office) : rejeté (p. 4478) ; *article 7 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 89 (précisant que les organisations interprofessionnelles reconnues sont soumises au contrôle économique et financier de l'Etat) : rejeté ; *article 32 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 90 (rédigeant ainsi le début du texte proposé pour l'article 32 de la loi du 6 octobre 1982 : « les dispositions des articles 3, 7, 8, 9, 10 et 12 de la présente loi... ») : réservé ; **article 3** : son amendement n° 91 (de suppression) ; possibilité de prendre les mesures nécessaires lorsqu'aucun accord interprofessionnel n'a été conclu ; rejeté ; **article 2 précédemment réservé** : *article 32 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 90 (précédemment réservé) : devenu sans objet (p. 4481).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* perte de la confiance des agriculteurs en leur ministre ; crise de la viande ovine et bovine ; ses inquiétudes sur le projet de budget ; quotas laitiers ; supplée M. Pierre Metais [30 octobre 1986] (p. 5574).

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi portant amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un conflit collectif du travail et abrogeant l'article 414 du code pénal (n° 30) [30 juin 1986] (p. 2391).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à supprimer l'**interdiction de séjour (n° 39)** [23 avril 1986].

Proposition de loi portant **statut des élus municipaux, départementaux et régionaux** et démocratisation de ces fonctions électives **(n° 116)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés **anciens combattants en Afrique du Nord (n° 179)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à reconnaître officiellement le caractère de **journée nationale du souvenir** et du recueillement à la journée du **19 mars**, date anniversaire du cessez-le-feu survenu en Algérie en **1962 (n° 231)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du **séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants** pour une **retraite anticipée (n° 277)** [17 juillet 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 55 (abrogation de l'article L. 132-26 du code du travail) ; possibilité pour une entreprise de déroger dans un sens favorable aux salariés à des dispositions législatives ou réglementaires ou à un accord de branche ; possibilité d'opposition des organisations non signataires de l'accord ; rejeté [3 juin 1986] (p. 1599) ; son amendement n° 78 (droit de grève s'exerçant sans restriction) (p. 1653) ; rejeté (p. 1654) ; **article 1er** : suppression de l'autorisation administrative de licenciement pour motif économique ouvrant une brèche dans l'édifice du droit du travail [4 juin 1986] (p. 1709) ; texte constituant un véritable encouragement pour les chefs d'entreprises désireux de licencier ; création des conditions permettant aux salariés d'épanouir leur capacité d'innovation et de proposition (p. 1710) ; contrôle administratif préalable au refus ou à l'autorisation de licenciement remplacé par un licenciement des salariés préalable à l'intervention éventuelle du juge judiciaire ; article 1er portant atteinte aux délais conventionnels ; organisation du chômage (p. 1718) ; ses amendements n° 250, 295, 326, 362, 410, 421 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1722-1723) ; **son rappel au règlement** : réserve d'un article ou d'un amendement ayant pour objet de modifier l'ordre de la discussion ; travailleurs des branches ayant le droit de connaître leur sort (p. 1724) ; rappelle que les amendements du groupe communiste ayant été frappés de réserve étaient motivés par la défense des travailleurs ; autorisation administrative de licenciement devant demeurer applicable aux entreprises assujetties aux conventions collectives, aux accords collectifs, étendus ou non (p. 1726) ; nécessité d'un projet de loi favorisant réellement l'emploi (p. 1727).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** *article 700-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 39 (de suppression) ; institution d'une procédure d'instruction et de formation de jugement particulière dérogatoire pour certains actes commis en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ; exemples de cas où cette définition peut s'appliquer à d'autres délits qu'à ceux de terrorisme [26 juin 1986] (p. 2518) ; rejeté ; *article 700-6 du code de procédure pénale :* article autorisant la confirmation de décision prise par l'autorité judiciaire déclarée incompétente (p. 2528) ; **article 3** : *article 700-7 du code de procédure pénale :* son amendement n° 44 (suppression du texte proposé pour cet article du code de procédure pénale) ; respect des compétences en matière d'instruction ; rejeté au scrutin public (p. 2542) ; *article 700-9 du code de procédure pénale :* son amendement n° 46 (suppression du texte proposé pour cet article du C.P.P.) (p. 2546) ; rejeté au scrutin public (p. 2547) ; **article 4** : son amendement n° 48 (de suppression) ; réintroduction de l'ancienne cour de sûreté de l'Etat ; régime commun applicable aux crimes terroristes, aux crimes contre la sûreté de l'Etat et aux infractions militaires ou d'espionnage (p. 2555) ; rejeté au scrutin public (p. 2556) ; **article 5** : députés communistes étant par principe hostiles à l'interdiction de séjour ; interdiction de séjour s'opposant à la réinsertion du délinquant primaire ; durée de l'interdiction de séjour [27 juin 1986] (p. 2594).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : réalité carcérale de la France ; motifs de réduction de peine ; juridictionalisation des décisions pour l'application des peines [30 juin 1986] (p. 2678).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 34 (de suppression) : rejeté [2 juillet 1986] (p. 2795).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 15 (de suppression) [3 juillet 1986] (p. 2855) ; rejeté au scrutin public (p. 2856).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 *bis* :** son amendement n° 31 (de suppression) [11 août 1986] (p. 4238) ; rejeté au scrutin public (p. 4230) ; **article 13 *bis* :** son amendement n° 37 (suppression de cet article) : rejeté (p. 4251).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* confinement des offices à l'exécution des tâches communautaires ou nationales de gestion des marchés ; exemple de la production porcine ; différence de taux d'incorporation de céréales communautaires dans l'alimentation animale [8 octobre 1986] (p. 4471) ; impossibilité d'appliquer des orientations communautaires contraires à l'intérêt du pays (p. 4474) ; **article 3 :** possibilité de prendre des mesures nécessaires lorsqu'aucun accord interprofessionnel n'a été conclu (p. 4480).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Premlère lecture, deuxième partie :

Anciens Combattants. — *Discussion générale :* rattrapage du rapport constant ; anciens combattants d'Afrique du Nord ; campagne double ; pathologie ; reconnaissance du 19 mars comme date historique ; retraite anticipée et bonification de pension pour les anciens d'A.F.N. et d'Indochine [22 octobre 1987] (p. 5116).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* suppression d'emplois ; grève récente des fonctionnaires ; introduction de nouvelles techniques dans la gestion des administrations [22 octobre 1986] (p. 5189) ; baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires (p. 5190).

— Projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Discussion des articles : **article 1er :** informations données au juge dans le contentieux du licenciement pour motif économique [9 décembre 1986] (p. 7424, 7425) ; sanction de la non communication des éléments justifiant le licenciement ; **article 2 :** nombre de sections agricoles (p. 7426) ; **article 3 :** inopportunité de créer des chambres spécialisées dans le licenciement économique (p. 7427) ; **après l'article 6 :** possibilité pour les organisations syndicales représentatives de bénéficier d'émissions télévisées pour les campagnes électorales prud'homales (p. 7429) ; **après l'article 9 :** multiplication d'agissements anti-syndicaux contre la C.G.T. essentiellement ; contradiction entre l'article 414 du code pénal et le droit de grève ; problème de l'exécution des jugements prud'homaux ; cas des réintégrations après licenciement ; affaire Clavaud dans l'entreprise Dunlop (p. 7431) ; **article 10 :** procédure d'urgence inacceptable pour traiter des licenciements économiques ; détermination des modalités d'urgence ; nécessité de fixer au juge un délai maximum pour statuer (p. 7433).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : inopportunité de l'installation de machines à sous dans les casinos ; mesures du Gouvernement en leur faveur ; plan pour la marine marchande et légalisation des jeux d'argent sur les navires hors des eaux territoriales [17 décembre 1986] (p. 7726, 7727).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité de M. André Lajoinie ; renvoi du procès de Régis Schleicher et des frères Halfen ; reconstitution de l'ancienne Cour de sûreté de l'Etat [18 décembre 1986] (p. 7776) ; nombre insuffisant de jurés tirés au sort ; dramatisation outrancière à laquelle se livre le Gouvernement ; renforcement du contrôle policier de la population et mise sur pied d'une justice expéditive et d'exception (p. 7777).

LEMOINE (Georges)

Député d'Eure-et-Loir
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 23 (limitation des indemnisations pour les dégats causés aux seules habitations principales) : rejeté [8 juillet 1986] (p. 2993) ; **article 32 :** impossibilité de dissocier le problème de la Nouvelle-Calédonie de la politique de la France dans le Pacifique ; parallélisme entre l'évolution de la Polynésie et celle de la Nouvelle-Calédonie ; aspect positif de la mission colonisatrice de la France [9 juillet 1986] (p. 3023) ; problème de « l'indépendance de facto » des îles Loyauté ; partition de la Nouvelle-Calédonie ; nécessité de l'évolution de la coutume du peuple kanak (p. 3024) ; **article 38 :** son amendement n° 34 (visant à supprimer dans cet article les mots : « l'article 58, ») : rejeté (p. 3030).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* progression des crédits ; évolution institutionnelle des départements d'outre-mer [8 novembre 1986] (p. 6104) ; répartition des crédits du F.I.D.O.M. ; dimension européenne des D.O.M.-T.O.M. ; regrette que M. Flosse n'ait pas démissionné de son poste de président du Gouvernement de Polynésie française ; situation en Nouvelle-Calédonie ; dossier de l'atoll Clipperton ; négociations avec l'Ecole nationale d'administration en vue de l'implantation

d'une école régionale d'administration pour les Antilles-Guyane ; organisation des zones géographiques (p. 6105) ; reconnaissance de la spécificité des D.O.M.-T.O.M. (p. 6106).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : revanche sur la régionalisation souhaitée par M. Michel Debré ; contrats de plan ; absence de mesures remédiant aux écarts de salaires entre secteur public et privé ou permettant de libérer les économies des D.O.M. ou d'un département d'outre-mer du poids de l'import-export ; augmentation de la dépendance économique à l'égard des transferts ; mobilité ; service national effectué en métropole [26 novembre 1986] (p. 6800) ; zones franches ; initiative du bassin Caraïbe prise par le Président Reagan ; formation ; poursuite du plan « Informatique pour tous » (p. 6801).

Discussion des articles : **après l'article 8 :** son amendement n° 110 (développement d'activités éventuellement consacrées à l'exportation dans les zones franches ne devant pas porter atteinte aux entreprises ne bénéficiant pas des mêmes avantages et ayant des activités similaires hors zone franche) : rejeté [27 novembre 1986] (p. 6869) ; **article 12 :** son amendement n° 125 (composition de la commission nationale d'évaluation de la parité globale) ; majorité revenant aux élus des collectivités locales : rejeté ; son amendement n° 126 (commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale devant soumettre au Gouvernement une estimation du coût de l'égalité sociale et proposer des modalités d'utilisation claire et transparente des sommes destinées à assurer la parité sociale globale) : rejeté (p. 6895).

LENGAGNE (Guy)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

LEONARD (Gérard)

Député de Meurthe-et-Moselle
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635).

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Membre du Conseil national des services publics départementaux et communaux [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7372).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson, tendant à la création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du loto (n° 214) [9 octobre 1986] (p. 4560).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Rapporteur de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et de gestion du ministère de la coopération **(n° 303)** [23 octobre 1986] (p. 5271).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome I : **départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer (n° 399)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 214) de M. Jean-Louis Masson tendant à la **création d'une commission d'enquête sur le fonctionnement du loto (n° 429)** [30 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 303) de M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission d'enquête sur les conditions de fonctionnement et de gestion du ministère de la coopération (n° 445)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Facturation par les banques de la délivrance et de l'utilisation des chèques bancaires : intention des établissements bancaires de facturer la tenue des écritures à tous les titulaires de compte malgré la législation en vigueur et bien que les dépôts ne soient généralement pas rémunérés [29 octobre 1986] (p. 5485).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : refus du principe d'une législation spécifique au terrorisme revenant à nier la spécificité de ce type de criminalité ; traits spécifiques de la criminalité terroriste ; internationalisation du phénomène ; principales dispositions du projet [25 juin 1986] (p. 2483) ; nécessaire mise en œuvre d'une véritable coopération internationale (p. 2484).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : refus du Président de la République de signer le projet d'ordonnance sur la privatisation [28 juillet 1986] (p. 3949) ; protection des intérêts nationaux dans la dévolution des entreprises privatisées (p. 3950) ; opposition du groupe R.P.R. à la motion de censure (p. 3951).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : importance du projet de loi de programme actuellement déposé au Sénat ; augmentation du budget du ministère ; rôle et augmentation des crédits du F.I.D.O.M. [8 novembre 1986] (p. 6072) ; caractère prioritaire du développement économique, social et culturel des D.O.M. ; pause institutionnelle voulue par le Gouvernement à l'égard des D.O.M. ; situation de Mayotte ; souveraineté de la France sur Mayotte incompatible avec le tiers-mondisme affiché par le précédent Gouvernement (p. 6073).

LEONETTI (Jean-Jacques)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

Devenu député le 8 mai 1986 en remplacement de M. Gaston Defferre, décédé [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6175).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 21 mai 1986] (p. 6549).

LEONTIEFF (Alexandre)

Député de la Polynésie française
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 3 : **départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit de travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion générale : nécessité de rénover le code du travail de 1952 ; compétences du territoire en matière de droit du travail ; avancée sociale des accords tripartites ; économie polynésienne [7 juillet 1986] (p. 2885).

Explications de vote : adoption du projet marquant une avancée sociale considérable en Polynésie française (p. 2919) ; amendements du groupe socialiste tendant à limiter l'exercice des compétences territoriales définies dans le statut du 6 septembre 1984 ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 2920).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* rapporteur spécial : avenir des territoires d'outre-mer ne pouvant être conçu en dehors de l'ensemble français ; résultat des élections législatives dans les T.O.M. ; ses observations sur les tentations indépendantistes dans les T.O.M. ; importance des territoires d'outre-mer français dans le Pacifique pour le rayonnement culturel français ; progression du budget du ministère ; défiscalisation des investissements dans les D.O.M.-T.OM. [8 novembre 1986] (p. 6068) ; crédits destinés aux territoires d'outre-mer ; priorité budgétaire accordée à la Nouvelle-Calédonie ; création d'un fonds de coopération économique pour le Pacifique sud ; rôle du F.I.D.E.S (p. 6069) ; situation en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française (p. 6070) ; statut d'autonomie interne du territoire de la Polynésie française basé sur l'équilibre des pouvoirs et l'exercice de compétences adaptées à son niveau de développement ; situation de l'économie de Wallis et Futuna ; France devant marquer de façon nette et claire sa présence et sa souveraineté virtuelle dans l'Antarctique (p. 6071) ; innovation constituée par la loi de défiscalisation des investissements en outre-mer (p. 6072).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** situation de l'office culturel en Nouvelle-Calédonie (p. 6114) ; **après l'article 73 :** inopportunité d'introduire dans le budget de 1987 les dispositions portant sur une loi de programme non encore adoptée ; modalités d'informations du Parlement (p. 6115).

LEOTARD (François)

Ministre de la culture et de la communication

NOMINATIONS

Est nommé ministre de la culture et de la communication (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant **réforme du régime juridique de la presse** et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 366)** [2 octobre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Georges Sarre : Presse et télévision : 5e chaîne ; climat en 1981 à la radio-télévision [16 avril 1986] (p. 180) ; processus de privatisation ; principes d'action du Gouvernement : cohérence, transparence et concurrence (p. 181) ;

— M. Jean-Pierre Fourré : Carrefour international de la communication : absence de remise en cause des grands travaux de la capitale ; décision différente prise pour le Carrefour de la communication ; défauts de logique et de financement du projet [30 avril 1986] (p. 638) ;

— M. Robert Spieler : colonnes de Buren : nécessité de tenir les engagements pris ; son refus des termes employés par M. Robert Spieler à l'encontre d'un artiste qui représente la France à la Biennale de Venise et qualifié de « pseudo-artiste snobinard » ; respect du droit d'expression ; du droit moral de l'artiste sur son œuvre [7 mai 1986] (p. 824) ; annulation de décisions concernant d'autres artistes et d'autres sites historiques ; annulation de l'aménagement des autres parties de l'espace intérieur du Palais-Royal ; absence d'hostilité vis-à-vis de l'art contemporain (p. 825) ;

— M. Alain Griotteray : projets de travaux et d'aménagement du ministère de la culture et de la communication : engagement du renom de Paris et de la France dans les grands travaux ; achèvement des projets décidés avant 1981 ; Cité scientifique de La Villette, Institut du monde arabe et Palais d'Orsay ; Cité musicale de La Villette ; ralentissement de l'opération du Grand Louvre ; opéra de la Bastille ; avenir de l'Opéra de Paris, de la salle Favart et des théâtres lyriques privés ; mission confiée à M. Olivier Chevrillon ; impossibilité de transférer les colonnes de Buren ; rythme d'exécution de la pyramide du Louvre ; patrimoine ancien ; avis de la commission supérieure des monuments historiques [7 mai 1986] (p. 837) ;

— M. Gilles de Robien : avenir de la libéralisation de l'audiovisuel : accroissement de la domination des programmes américains ; diminution de la création audiovisuelle en France ; échec de la création des télévisions privées au début de 1986 ; menaces sur l'indépendance de l'audiovisuel et de l'information [14 mai 1986] (p. 897) ; principes du projet de loi ; missions et obligations de service public ; maintien d'Antenne 2 comme chaîne de référence du secteur public ; privtisation de TF1 ; étude sur le cas de FR3 ; respect des principes de transparence et de concurrence dans la procédure de privatisation ; suppression de la taxe sur les magnétoscopes (p. 898).

— M. Jean-Pierre Sueur : information audiovisuelle : rappel de la déclaration de M. Georges Fillioud « ceux qui informent les Français doivent comprendre ou partir ! » ; caractère de l'information qui n'est pas un service public mais une liberté ; respect du pluralisme ; noms de journalistes partis de la radio-télévision après 1981 ; quart d'heure mensuel d'explication du Premier ministre [28 mai 1986] (p. 1334) ;

— M. Gérard Bapt : privatisation de TF1 : possibilité pour M. Jean-François Kahn, qui n'est pas un fonctionnaire de saisir la juridiction compétente [28 mai 1986] (p. 1335) ;

— M. Jean-Jack Queyranne : réforme juridique de la presse : abrogation de la loi de 1984 ; attitude du

Gouvernement dans la discussion législative ; rôle de la commission Caillavet [18 juin 1986] (p. 2313) ;

— **M. Jean Le Garrec : aides économiques à la presse et privatisation** : déplafonnement de la publicité à la télévision ; extension de l'article 39 *bis* du code général des impôts à la télématique [18 juin 1986] (p. 2315).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse.**

Première lecture, discussion générale : proposition de loi portant réforme du régime juridique de la presse n'altérant ni ne déformant les principes essentiels de la loi du 29 juillet 1881 ; but visé par les rédacteurs de l'ordonnance de 1944 ; ordonnance du 26 août 1944 restée lettre morte ; loi « de Moustier » [10 juin 1986] (p. 2028) ; élaboration par le précédent Gouvernement, dans le secret, d'une loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ; interdiction de la concentration pour défendre le pluralisme revenant à accroître la menace de disparition d'un certain nombre de titres ; évolution du nombre de quotidiens à Paris depuis 1946 ; imbroglio juridique consécutif à la décision du Conseil constitutionnel ; discrimination entre les lecteurs résultant d'une discrimination entre les titres ; champ d'application de la proposition (p. 2029) ; infraction aux dispositions de la loi relevant exclusivement du juge judiciaire ; évolution de la notion de transparence ; obligation de transparence à l'égard du public respectée par la majorité des publications ; entreprises de presse n'ayant pas dans leur ensemble publié leur bilan et leurs comptes de résultat (p. 2030) ; nécessaire mention du tirage et de la diffusion ; prête-noms devant être prohibé ; transfert de tout ou partie de la propriété des titres de l'entreprise éditrice devant être porté à la connaissance du public ; liste des sociétaires ou associés pouvant être consultée au siège de l'entreprise ; désignation du directeur de la publication et responsabilité s'attachant à ses fonctions ; loi de 1984 prévoyant la possibilité pour une même personne d'être propriétaire de plus d'un quotidien dans la limite des seuils de diffusion ; obligation pour le propriétaire unique ou la personne détenant la majorité du capital d'être directeur de la publication ; protection des journaux contre les ingérences occultes et les influences étrangères ; définition de la notion de communauté étrangère (p. 2031) ; préservation de la presse en langue étrangère éditée en France ; ordonnance de 1944 interdisant à une personne physique d'être directeur de plus d'un quotidien ; proposition de loi ne comportant aucune disposition relative au pluralisme ni à la concentration ; absence d'antinomie entre pluralisme et concentration ; rôle du juge ; problèmes économiques de la presse (p. 2032) ; aides postales ; retard de l'augmentation de 17,4 % des tarifs postaux ; mesures susceptibles d'améliorer les grilles tarifaires ; rôle de l'Etat à l'égard de la presse ; statut des correspondants locaux ; application que peut connaître la télématique dans le domaine de la presse ; extension des dispositions de l'article 39 *bis* aux investissements dans les journaux télématiques (p. 2033) ; ses observations (p. 2051) ; inadaptation de l'ordonnance de 1944 et de la loi de 1984 ; conditions d'examen de vote de la loi de 1984 [12 juin 1986] (p. 2142) ; inspiration de la loi de 1984 ; nécessité d'avoir des entreprises de presse qui aient la force économique de résister à toutes les pressions ; inclusion du phénomène de la concentration multi-médias dans le texte de loi sur la liberté de communication (p. 2143) ; rôle de la future commission de la communication ; concurrence entre les médias et déséquilibres sur le marché publicitaire ; abandon du plafond de ressources publicitaires dans le « service public » de la télévision ; maintien des aides à la presse (p. 2144) ; modification de la situation des vendeurs colporteurs de presse et des correspondants locaux des quotidiens régionaux ; extension de l'article 39 *bis* du C.G.I. à la télématique ; poids des syndicats dans le secteur (p. 2145) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. François Loncle : Gouvernement n'entendant se priver d'aucun des moyens dont il dispose dans la discussion parlementaire (p. 2158).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : inutilité des amendements du groupe socialiste ne faisant que reprendre la déclaration des droits de l'Homme (p. 2159) ; regrette que M. François Loncle n'ait pas fait preuve de la même émotion en 1981 lors de la mutation de dix-neuf directeurs des bureaux régionaux de l'information de F.R. 3 (p. 2160) ; **article 1er** : projet de loi sur la communication audiovisuelle devant fixer les règles générales d'un régime déclaratif applicable à tous les services télématiques ; proposition en discussion prévoyant des dispositions spécifiques applicables à la presse télématique (p. 2165) ; télématique étant soumise au régime de la déclaration (p. 2166) ; refus de toute différenciation entre les diverses formes de presse (p. 2167) ; amendement n° 40 de M. Jean-Jack Queyranne excluant la presse télématique du champ d'application de la loi (p. 2168) ; ses observations (p. 2169) ; **article 2** : définition du champ d'application de l'article ; suppression de la notion de groupement de fait [16 juin 1986] (p. 2199) ; groupes pouvant permettre d'assurer un pluralisme dans la concentration (p. 2202) ; liberté devant être la règle en matière de presse (p. 2203) ; inopportunité d'étendre le champ d'application de la loi à des entreprises n'éditant pas directement des publications mais opérant dans le secteur de la presse (p. 2204) ; souhaite que les entreprises de presse aient la capacité de se développer et non de se concentrer (p. 2206) ; modalités de privatisation de T.F. 1 (p. 2207) ; distinction entre la proposition de loi sur la presse et le projet de loi sur la communication audiovisuelle (p. 2213) ; **article 4** : refus gouvernemental de toute notion de transparence remontante (p. 2226) ; **après l'article 4** : absence de définition de l'équipe rédactionnelle (p. 2227) ; rôle du journaliste professionnel (p. 2228) ; ses observations (p. 2229) ; amendement du groupe socialiste tendant à essayer de gêner le développement des entreprises de presse (p. 2230) ; explique son attitude au cours du débat (p. 2231) ; **article 5** : refus du Gouvernement de prendre en compte la notion d'entreprise de presse (p. 2234) ; ses observations (p. 2235) ; Gouvernement reprenant à son compte la proposition de loi du Sénat avec l'adjonction que lui a apporté la commission à l'article 5 (p. 2236) ; utilité de la mention du siège social (p. 2237) ; recherche des informations au greffe du tribunal de commerce nécessitant la mention du siège social ; inopportunité de la mention du montant du capital social (p. 2238) ; inutilité de la mention du principal copropriétaire (p. 2239) ; adaptation des dispositions sur la transparence au caractère spécifique des publications utilisant le support télématique (p. 2242) ; **article 6** : ses observations (p. 2244) ; impossibilité d'indiquer sur un journal les conditions de financement de l'entreprise de presse (p. 2245) ; ses observations (p. 2247) ; **après l'article 11** : ses interventions dans le débat ; commission pour la transparence et le pluralisme ; indépendance entre l'Etat et le système audiovisuel ; différence entre le régime de la presse et celui de l'audiovisuel ; maintien des aides à la presse ; extension de l'article 39 *bis* du C.G.I. à la télématique [18 juin 1986] (p. 2328-2329) ; pluralisme de la presse et liberté d'entreprendre ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 2333) ; sanctions en cas d'infraction aux règles sur la concentration (p. 2335) ; ses observations (p. 2336) ; sanctions prévues en cas d'intervention d'un prête-nom ; violation des dispositions anticoncentration (p. 2338) ; **article 14** : ses observations (p. 2340) ; **article 19** ; conservation de l'esprit de 1944 ; références à la télématique ; apparition de groupes multimédias ; démagogie de la loi de 1984 (p. 2348) ; éléments de l'ordonnance de 1944 repris dans le texte (p. 2349) ; **amendements précédemment réservés** : pluralisme de l'audiovisuel ; réflexions menées par la commission nationale de la communication et des libertés sur la presse écrite (p. 2350) ; ses observations sur le cinquième critère proposé par M. François d'Aubert pour délivrer les autorisations d'émettre en matière de radio et de télévision (p. 2352-2353) ; examen des dispositifs fiscaux et postaux d'aides à la presse ; ses observations sur l'estime dans laquelle il tient M. Louis Mexandeau ; conséquences de la privatisation de T.F. 1 sur le marché publicitaire (p. 2355) ; ses observations (p. 2356).

Sur les explications de vote : rôle du texte (p. 2359).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).**

Première lecture, discussion générale : examen du projet par le Sénat ; conditions d'examen du projet Fillioud de 1982 [4 août 1986] (p. 4000) ; monopoles de T.D.F., de la S.F.P. et des chaînes publiques ; diminution de la création audiovisuelle ; « émancipation » de l'audiovisuel par rapport à l'Etat ; ses observations sur les conclusions du rapport

Moinot de 1982 (p. 4001) ; opposition entre les modèles libéraux et socialistes en matière de télévision (p. 4002) ; freinage du développement des entreprises privées de communication à cause des monopoles ; concurrence internationale ; enjeu culturel de la réforme ; déréglementation des télécommunications aux Etats-Unis ; ouverture des réseaux à la concurrence et développement technologique ; exemples de la Belgique et du Japon (p. 4003) ; création de la C.N.C.L. ; transfert à la C.N.C.L. des attributions dévolues par le code des P.T.T au ministre chargé des télécommunications pour l'établissement et l'utilisation de liaisons de télécommunication (p. 4004) ; fixation d'un régime d'autorisation commun aux différentes catégories de services de télécommunication ; mise en place de dispositifs anti-concentration ; retard du secteur public dans le satellite, le câble et la vidéo (p. 4005) ; suppression de la taxe sur les magnétoscopes ; absence de nécessité d'un secteur public audiovisuel ; contribution du secteur audiovisuel à la baisse des prélèvements obligatoires ; privatisation de T.F. 1. (p. 4006) ; création de groupes multimedias de taille européenne ; adhésion des journalistes de T.F. 1. au projet de privatisation (p. 4007) ; « obstruction systématique » menée par l'opposition au Sénat ; création d'emplois dans les secteurs de la communication ; indépendance de l'information (p. 4008) ; création de la culture française de l'avenir (p. 4009) ; atmosphère du débat ; élaboration du texte originel par le R.P.R. et l'U.D.F. ; recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; obstruction systématique lors de l'examen du texte au Sénat [5 août 1986] (p. 4092) ; mesures anti-concentration ; constitutionnalité du projet ; interruption du mandat de la Haute autorité ; composition de la C.N.C.L. ; abandon du régime de la concession de service public pour l'audiovisuel ; privatisation de T.F. 1 (p. 4093) ; inclusion d'un dispositif anti-concentration dans le projet ; obligations du secteur public maintenu de l'audiovisuel ; soutien apporté à la création audiovisuelle ; affectation de 10 % du produit de la privatisation de T.F. 1 aux œuvres de création audiovisuelle ; suppression de la taxe sur les magnétoscopes et diminution de la redevance (p. 4094) ; rétablissement des résultats d'exploitation du secteur public audiovisuel ; mission de réflexion confiée à M. Marcel Jullian sur l'évolution du secteur public ; impossibilité de recourir au seul appel à l'épargne publique pour la privatisation de T.F. 1 ; exemple de C.B.S. ; mécanisme de « mieux-disant culturel » introduit par le projet de loi pour l'attribution des chaînes ; attributions de la C.N.C.L. (p. 4095) ; liaison possible entre la « 7 » et F.R. 3 ; projet de chaîne à vocation culturelle et européenne ; invasion des programmes par des émissions américaines ; protection de l'image de la personne humaine et de la femme dans la publicité ; compétence de la C.N.C.L. pour veiller à la protection des enfants vis-à-vis des programmes ; suppression du système de commandes obligatoires à la S.F.P. ; séparation des diffuseurs et des producteurs ; rôle de R.F.O. ; protection des intérêts de la presse écrite et équilibre des ressources publicitaires (p. 4096) ; indique à M. Jack Lang qu'il n'est pas l'héritier du Général de Gaulle ; vidéodisque ; vivacité de la culture française (p. 4097).

Commission mixte paritaire, discussion générale : nécessité de relever le défi de la réception de douze chaînes étrangères à Paris ; retard de la France dans les domaines du câble, de la vidéo et du satellite ; [12 août 1986] (p. 4290) ; émancipation de l'audiovisuel face à l'Etat ; concurrence entre le secteur privé et le secteur public ; avenir de F.R. 3 ; ouverture des télécommunications à la concurrence ; impossibilité de prendre en compte la proposition d'amendement de M. François d'Aubert sur le dispositif de lutte contre la concentration (p. 4291) ; plafonnement des ressources publicitaires ; abandon de la notion de « licenciement de fait » ; coupure publicitaire des films ; procédure sur les autorisations relatives aux canaux des satellites T.D.F. 1 et T.D.F. 2 (p. 4292).

Discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 1 (précisant que les crédits de la C.N.C.L. sont inscrits au budget général) ; statut financier de la C.N.C.L. ; réservé ; article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4301) ; **article 56** : son amendement n° 2 (compétence du Parlement pour plafonner les recettes publicitaires des chaînes de service public) ; incompétence du Parlement pour fixer la répartition des recettes publicitaires ; plafonnement des recettes publicitaires ; réservé (article 44, alinéa 3 de la Constitution) ; **article 70** : son amendement n° 3 (suppression du dernier alinéa de l'article 70) ; participation du secteur public audiovisuel à l'effort de réduction des dépenses publiques (p. 4302) ; exclusion des réalisateurs de télévision du volet social de la privatisation de T.F. 1 ; difficultés posées par la notion de « licenciement de fait » ; réservé (article 44, alinéa 3 de la Constitution) ; **article 72 *bis*** : son amendement n° 4 (visant à supprimer après les mots « identifiable comme tel « la fin de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 72 *bis*) ; régime des interruptions publicitaires lors de la diffusion d'une œuvre cinématographique ; réservé (article 44, alinéa 3 de la Constitution) (p. 4303) ; **article 94** : son amendement n° 5 (précisant dans lequel les membres de la C.N.C.L. participant à la coptation des autres membres seront élus) : réservé (article 44, alinéa 3) ; **article 104** : son amendement n° 6 (précisant que les autorisations de diffusion de programme par satellite délivré en application de la loi du 29 juillet 1982 prendront fin à compter de la date de publication de la loi) ; annulation des autorisations d'usage des deux canaux de T.D.F. 1 et T.D.F. 2 ; réservé (article 44, alinéa 3) ; amendements n° 1 à 6 : adoptés (p. 4304).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Après les explications de vote : nécessité de ne pas revenir « aux errements de la IV^e^ République » [8 août 1986] (p. 4178) ; projet politique de l'opposition pour l'audiovisuel ; introduction de la concurrence dans les domaines de l'audiovisuel et de la communication (p. 4179).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1^er^ août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 386).

Première lecture, discussion générale : conséquences des nouvelles techniques de communication [9 octobre 1986] (p. 4501, 4502) ; motif d'annulation des dispositions anti-concentration ; retard de la France dans le câble, la vidéo et le satellite ; retard des groupes français de communication par rapport à leur concurrents européens ; exemples des groupes Bertelsmann, Berlusconi et Murdoch (p. 4503) ; échanges de programmes de télévision ; groupes multimédias ; développement de l'audiovisuel français à l'échelle européenne et mondiale ; association de l'audiovisuel et de la presse écrite ; investissement de nouveaux capitaux dans l'audiovisuel ; exemple des Etats-Unis (p. 4504) ; exemple anglais ; dispositifs limitant les concentrations dans la presse écrite et dans l'audiovisuel ; notion de contrôle de société ; application au secteur audiovisuel de la législation sur la concurrence (p. 4505) ; réglementation anti-concentration à l'étranger (p. 4506) ; équilibre entre les médias ; pouvoirs du repreneur de T.F. 1. ; prérogatives de la C.N.C.L. ; création d'un observatoire du marché publicitaire ; concentration dans le domaine audiovisuel ; diminution de la redevance ; volume des crédits affectés à la création en 1987 ; déplafonnement des recettes publicitaires avant 1986 (p. 4539, 4540) ; **avant l'article 1^er^** : loi de septembre 1986 visant explicitement à développer la liberté de communication audiovisuelle (p. 4544) ; C.N.C.L. ne devant pas jouer le même rôle que la commission Caillavet pour le preuve écrite ; pouvoir de la C.N.C.L. d'examiner les problèmes du pluralisme au regard de la presse écrite (p. 4545) ; possibilité pour la C.N.C.L. d'imposer aux services privés des obligations concernant l'honnêteté, le pluralisme de l'information et des programmes en proportion inverse du degré de pluralisme externe existant dans la zone (p. 4546) ; exclusion de la notion d'entreprise de communication du projet de loi (p. 4547) ; notion de contrôle validée par la décision du Conseil constitutionnel (p. 4548) ; **article 1^er^** : *article 29 de la loi du 30 septembre 1986 :* son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 1 de la commission (tendant après les mots : « au regard », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet amendement : « les impératifs prioritaires que sont la sauvegarde du pluralisme des courants d'expression socioculturels et la diversification des opérateurs et de la nécessité ») ; notion de courant d'expression socioculturel ; nécessité de permettre à la commission de prendre en compte la diversité des opérateurs (p. 4554) ; partage des ressources publicitaires ; adopté (p. 4555) ; ses observations (p. 4556) ; **article 1^er^** ; *article 30 de la loi du 30 septembre 1986 :* son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) [10 octobre

1986] (p. 4591) ; adopté ; *article 31 de la loi du 30 septembre 1986 :* son sous-amendement n° 56 à l'amendement n° 3 de la commission (tendant dans cet amendement à substituer aux mots « de l'impératif prioritaire de sauvegarde du pluralisme mentionné » les mots « des impératifs prioritaires mentionnés ») (p. 4592) : adopté ; (p. 4593) ; **après l'article 1er** : inutilité de la notion d'équipe rédactionnelle pour garantir le pluralisme ; absence de définition juridique de la notion d'équipe rédactionnelle ; statut des journalistes des radios locales (p. 4594) ; législation sur la concurrence s'appliquant aux entreprises de communication (p. 4595) ; **article 2** : *article 39 de la loi du 30 septembre 1986 :* inconstitutionnalité d'un dispositif empêchant un citoyen ou une société d'être propriétaire de moins de 5 % du capital d'une société ; conjugaison des articles 39 et 41 de la loi du 30 septembre 1986 empêchant une seule personne de contrôler plus d'une chaîne nationale ; nécessité d'une totale liberté pour les participations « dormantes » (p. 4598) ; nécessité que les intervenants français puissent investir sans limitation sur le satellite ; situation des satellites T.D.F. 1 et T.D.F. 2 ; participation dans le capital des sociétés de télévision régionale (p. 4599) ; difficultés de la presse écrite régionale (p. 4600) ; problème des hebdomadaires de télévision ; article 17 de la loi du 30 septembre 1986 prévoyant expressément la possibilité de saisir la commission de la concurrence ; **après article 2** : C.N.C.L. fixant la part maximale d'émissions produite par l'exploitant du service (p. 4601) ; modalités de constitution de Canal Plus (p. 4602) ; *article 41 de la loi du 30 septembre 1986 :* inopportunité d'interdire aux radios périphériques de créer de nouveaux services et de limiter de façon trop brutale les réseaux fédérés (p. 4605) ; *article 41 de la loi du 30 septembre 1986 :* accepte l'amendement n° 38 de M. Bernard Schreiner ; impossibilité d'exiger la coïncidence entre la zone d'extension d'une radio ou d'une télévision et la zone de diffusion d'un quotidien concerné (p. 4606) ; caractère réaliste du seuil de 20 % (p. 4607) ; **article 3** : *article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 :* ses observations (p. 4630) ; son amendement n° 58 (rédactionnel) : adopté ; *article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 57 (champ d'application de l'article) ; nécessité de rendre systématique la consultation de la commission nationale par les autorités ayant vocation à intervenir dans le domaine de la concentration (p. 4631) ; inopportunité que le ministre de l'économie puisse statuer sur une concentration sans l'avis préalable de la C.N.C.L. (p. 4632) ; utilité d'appliquer à la presse le droit commun de la concurrence ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 48 de M. François d'Aubert (p. 4633) ; *après l'article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* son sous-amendement n° 59 à l'amendement n° 51 de M. François d'Aubert (rédactionnel) ; rôle de la commission de la concurrence (p. 4634) ; nécessité de faire coexister la commission nationale de la communication et des libertés avec la commission de la concurrence ; adopté (p. 4635) ; **après l'article 4** : renforcement des compétences de la C.N.C.L. en faveur de la protection de la libre concurrence (p. 4638) ; création d'un observatoire du marché publicitaire ne relevant pas du domaine de la loi (p. 4639) ; **article 5** : mise en cause par M. Roland Carraz de certains de ses collègues pendant leur absence ; définition des notions de contrôle ; prohibition édictée à l'article 11 concernant l'ensemble des personnes physiques ou morales ou leurs groupements qui directement ou indirectement procèdent aux opérations d'acquisition, de prise en location gérance ou de prise de contrôle, que ces personnes soient ou non des entreprises éditrices (p. 4642) ; opportunité d'abroger l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984 (p. 4645) ; **ses observations après les explications de vote** : respect des droits du Parlement (p. 4648) ; respect de la décision du Conseil constitutionnel ; rôle de la C.N.C.L. ; regrette que l'Académie française ait été tournée en dérision ; avenir des groupes français de communication dans la concurrence internationale ; bilan de la loi de 1982 ; situation de Radio-Monte-Carlo ; vente par le précédent Gouvernement des parts publiques d'Europe 1 (p. 4649) ; remercie la représentation nationale des améliorations qu'elle a apportée au texte du projet (p. 4650).

Commission mixte paritaire, discussion générale : sa fierté qu'il n'y ait pas eu lieu d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution [8 novembre 1986] (p. 6059) ; exemple des Etats-Unis d'Amérique ; texte soumis au Parlement respectant l'esprit et la lettre de la décision du Conseil constitutionnel ; sa confiance à l'égard de la commission nationale de la communication et des libertés ; retard de l'audiovisuel français ; faiblesse des groupes français dans l'ensemble du débat mondial ; opportunité de permettre aux entreprises de presse d'occuper dans la communication audiovisuelle la place qui leur revient (p. 6060) ; duplication d'un même programme sur plusieurs gammes d'ondes ; rôle des sociétés locales d'exploitation du câble (p. 6061).

Discussion du texte de la C.M.P. : **après l'article 5** : son amendement n° 1 (sociétés locales d'exploitation du câble) : adopté (p. 6064).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* intervention de l'Etat dans la culture [23 octobre 1986] (p. 5227) ; définition de la culture dans la société libérale ; rôle de la puissance publique ; rayonnement international de la France ; valorisation et protection du patrimoine ; insuffisance de l'examen des dépenses budgétaires pour mesurer l'action culturelle de l'Etat (p. 5228) ; défiscalisation opérée dans le secteur de la culture ; crédits en provenance des services du Premier ministre concernant la presse ; grandes opérations d'architecture et d'urbanisme ; maintien des crédits alloués à la culture proprement dite ; réalisation du musée d'Orsay et de l'Institut du monde arabe ; confirmation de la cité de la musique à la Villette ; poursuite du Grand Louvre (p. 5229) ; Opéra de la Bastille ; dépôt d'une loi programme en faveur des monuments historiques et du patrimoine ; démarche culturelle des socialistes (p. 5230) ; fusion de la culture et de la communication ; réaménagement du paysage audiovisuel ; réorganisation de l'administration centrale de la rue de Valois ; réexamen des relations entre le ministère et les grandes associations quasi-institutionnelles ; pourcentage excessif du budget orienté vers Paris (p. 5231) ; poursuite des projets en province ; politique contractuelle entre l'Etat et les collectivités locales ; évolution vers un co-financement privé-public ; action internationale ; collaboration avec le secrétariat d'Etat à la francophonie ; protection et valorisation du patrimoine ; action particulière pour les cathédrales ; enseignements artistiques (p. 5232) ; préparation d'une loi cadre affirmant la place de l'action artistique dans le dispositif national d'enseignement et d'information ; enjeu des images ; culture européenne (p. 5233).

Répond à la question de :

— *M. Bruno Megret :* problématique entre culture et valeur ; rôle de l'Etat (p. 5233) ; politique de répartition de l'argent public ; nombre d'associations subventionnées par l'Etat ; subventions versées à S.O.S. racisme, au comité des fêtes de la ville de Pau, et à « Haute tension 41 » (p. 5234) ;

— *M. Etienne Pinte :* crédits alloués pour 1987 aux écoles nationales de musique et aux conservatoires nationaux de région ; maintien de la part de l'Etat pour les conservatoires nationaux de région (p. 5235) ;

— *M. Etienne Pinte :* problème de la création d'une nouvelle école des beaux-arts à Versailles (p. 5235) ;

— *M. Jean-Pierre Delalande :* œuvres de M. Buren ; confirmation des commandes publiques passées par l'Etat avant la constitution de l'actuel Gouvernement (p. 5236) ; reconduction des crédits d'acquisition alloués au musée national d'art moderne du centre Georges Pompidou (p. 5237) ;

— *M. Michel Renard* présentée par Mme Christiane Papon : attachement du ministère de la culture à l'action menée outre-mer ; mission culturelle de Radio-France-outre-mer ; possibilité d'adjoindre la météo des D.O.M.-T.O.M. aux bulletins des chaînes nationales (p. 5237) ;

— *M. Jacques Baumel :* protection des berges de la Seine et de la Marne ; responsabilité du ministère de l'équipement ; éventuelle création d'un musée des peintres de la Seine (p. 5238).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : subvention allouée à l'association S.O.S. racisme ; installation d'un secrétariat d'Etat à côté du ministre (p. 5240) ; budget de fonctionnement du théâtre de l'Odéon ; charges liées à l'acquisition par l'Etat du théâtre du Vieux Colombier ; sort du théâtre de l'Europe ; réduction du nombre des places de servitude à l'Opéra ; priorité pour l'enseignement-

artistique (p. 5241) ; célébration du dixième anniversaire du centre Georges Pompidou (p. 5242) ; **titre IV** : précise que la fiscalité favorise l'exportation des œuvres d'art au détriment de leur importation (p. 5243) ; crédits concernant la danse (p. 5244) ; crédits en faveur de la danse ; création d'une délégation de la danse ; soutien des grandes institutions telles que le ballet de l'Opéra de Paris (p. 5245) ; **Etat C, titre V** : augmentation des ressources en faveur du cinéma ; diminution des crédits effectuée sur la cassette personnelle du ministre (p. 5248) ; affectation d'un million de francs à l'institut du patrimoine ; aménagement d'un espace ouvert au public au palais de Chaillot (p. 5249) ; **Etat D, titre III** : remercie les parlementaires de la majorité du soutien apporté au Gouvernement (p. 5249, 5250).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* différence entre la Haute autorité et la Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) [13 novembre 1986] (p. 6288) ; se déclare favorable à la pulicité des travaux de la commission ; Radio-France ; A.F.P. ; défense de la francophonie ; Radio-France Internationale (R.F.I.) ; T.V. 5 ; agence d'images A.I.T.V. ; filiales de la S.O.F.I.R.A.D. ; changements devant intervenir dans l'audiovisuel en 1987 : privatisation de T.F. 1 ; suppression de monopole de T.D.F., lancement du satellite T.D.F. 1 ; réattribution des 5e et 6e chaînes ; suppression des commandes obligatoires à la société française de production (S.F.P.) ; nécessité du développement d'un secteur privé (p. 6289) ; limitation des augmentations de ressources publicitaires du secteur public ; mesures en faveur de la presse écrite ; extension des dispositions de l'article 39 *bis* du code des impôts aux journaux télématiques ; réduction des charges sociales des vendeurs colporteurs de journaux et des correspondants locaux de presse ; tarifs postaux ; 5 milliards d'aide indirecte à la presse ; suppression de la taxe sur les magnétoscopes ; baisse de la redevance ; forte augmentation durant les cinq dernières années des dépenses du secteur public de la communication (p. 6290) ; inflation des dépenses de personnel pénalisant la création ; diminution des effectifs en 1987 ; effort particulier au titre de la création ; programme culturel européen ; rémunération des auteurs et ayants droit ; amélioration de la desserte en télévision par R.F.O. (Radio-France outre-mer) ; poursuite de l'action internationale de R.F.I. (Radio-France Internationale) ; modernisation des archives ; crédit de l'Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (p. 6291) ; procédure retenue pour la privatisation de T.F. 1. ; mesures en faveur de F.R. 3 ; budget de Radio-France ; audience et coût des radios décentralisées ; objectif de création d'une culture d'aujourd'hui dans une logique d'entreprise (p. 6292).

Répond à la question de :

— *M. François Loncle :* conditions d'attribution de la 5e chaîne durant la précédente législature ; déroulement normal du processus de privatisation de T.F. 1. (p. 6304) ;

— *Mme Catherine Trautmann :* budget de l'Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) ; ralentissement en 1987 de la diminution des dépenses d'équipement ; moyens et missions de l'I.N.A. (p. 6305) ;

— *M. Jean-Jack Queyranne :* justifie le regroupement de la culture et de la communication au sein du même ministère (p. 6305) ; plan de sauvetage de la chanson française ; nécessité d'une chaîne nationale à vocation musicale ; SEPT ; relations avec F.R. 3 ; satellites T.F. 1. et T.D.F. 2 ; nécessité d'un financement privé (p. 6306) ;

— *M. Jean-Claude Lamant :* accès des entreprises à la télévision [14 novembre 1986] (p. 6313) ;

— *M. Edouard Fritch :* Radio-France outre-mer (R.F.O.) ; station de Tahiti (p. 6314) ;

— *M. Yvon Briant :* statut et sort de l'Agence France-Presse (A.F.P.) ; totale indépendance de sa rédaction ; possibilité de privatisation ; danger d'une révision des tarifs à la hausse (p. 6315) ;

— *M. Charles Metzinger :* ses observations (p. 6315) ; crédits de la communication et de la culture ; nécessité de la rigueur budgétaire ; prélèvement sur le service de la redevance ; coût des radios décentralisées de Radio-France (p. 6316) ;

— *M. Louis Moulinet :* Radio-France Internationale (R.F.I.) ; projet d'installation d'un émetteur au Sri Lanka (p. 6316) ;

— *Mme Jacqueline Osselin :* aide aux radios locales privées (p. 6317) ;

— *M. Bernard Schreiner :* ses observations (p. 6317) ; statut juridique des agences de presse (A.F.P. et A.C.P.) ; souhaite le maintien d'au moins deux agences de presse en France ; éventuel soutien des pouvoirs publics à un plan de relance de l'A.C.P. (p. 6318) ;

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : aide à la presse ; pérennisation pour cinq ans de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; extension à la télématique ; statut des vendeurs-colporteurs (p. 6319) ; **article 56** : moyens du service de la redevance (p. 6321) ; conséquences de la diminution des crédits de ce service sur le recouvrement de la redevance ; ses réserves sur l'amendement n° 282 de Mme Christine Boutin opérant un prélèvement sur les ressources du service de la redevance (p. 6322) ; affectation d'une partie des 25 millions de francs prélevés sur le service de la redevance à la création audiovisuelle (p. 6323) ; **après l'article 60** : aide à la presse écrite ; tarifs postaux ; ses observations sur l'amendement n° 237 de M. Christian Pierret concernant la mise en place d'un dispositif d'incitation fiscale à l'investissement populaire dans la presse (p. 6324) ; son opposition à des procédures dérogatoires du droit commun ; ses observations sur l'amendement n° 238 de M. Christian Pierret concernant la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse qui renonceraient aux dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts ou qui ne peuvent en bénéficier ; sa préférence pour l'extension des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts aux prises de participation des entreprises de presse dans le secteur audiovisuel (p. 6325).

LE PEN (Jean-Marie)

Député de Paris
F.N.
Président du groupe F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Front national. Président de ce groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rétablir la **peine de mort (n° 81)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à modifier le **code de la nationalité française (n° 82)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à tirer toutes les conséquences de l'**incompatibilité** instituée **entre un mandat de parlementaire et l'exercice de fonctions publiques non électives (n° 83)** [23 avril 1986].

Proposition de résolution tendant à compléter l'article 91, alinéa 4, du **Règlement de l'Assemblée nationale (n° 107)** [13 mai 1986].

Proposition de loi tendant à porter **amnistie fiscale et douanière** et à éditer les premières mesures d'urgence pour rétablir la justice et la liberté dans les procédures fiscales et douanières **(n° 140)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à porter **indemnisation** complète et définitive **des dommages subis par les personnes** physiques et morales françaises **dépossédées des biens sis dans les territoires d'outre-mer ayant relevé de la souveraineté, du protectorat ou de la tutelle de la France (n° 225)** [26 juin 1986].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions de **fonctionnement et de gestion du ministère de la coopération (n° 303)** [31 juillet 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité et information nucléaire** : accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl ; protection civile des populations en cas d'accident nucléaire et d'agression militaire ; fusées SS 20 pointées sur l'Europe [14 mai 1986] (p. 907) ; rôle de M. Charles Pasqua recherchant et recrutant les « traitres » dans les groupes parlementaires de l'opposition ; dangers du nucléaire civil ; accident à Three Mile Island ; centrales de la nouvelle génération et surrégénérateur de Creys-Malville ; protection des populations de la Suède, de la Suisse et d'Israël ; risque de guerre nucléaire, chimique ou biologique ; impossibilité de bénéficier des trente minutes d'intervention télévisées qu'il aurait dû avoir (p. 908) ;

— **Terrorisme en France** : banalisation du crime et du terrorisme ; transaction avec les terroristes internationaux [19 novembre 1986] (p. 6540) ; arrestation devant sanctionner leur action (p. 6541) ;

— **Inscription à l'ordre du jour du projet de réforme du code de la nationalité** : artifices du Gouvernement pour masquer les effets désastreux de sa politique [17 décembre 1986] (p. 7706) ; échec dans le domaine économique et social ; privilèges exorbitants des syndicats de gauche ; refus de prendre en considération les propositions du Front national ; abandon des réformes de société ; intention du Gouvernement sur l'inscription du projet de réforme du code de la nationalité à l'ordre du jour de la session d'avril (p. 7707).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : députés du Front national constituant des députés à part entière ; déclin du rôle du Parlement ; valeur du scrutin proportionnel ; mode de scrutin ne devant pas être considéré comme un moyen de créer une majorité pour soutenir le Gouvernement ; fonction tribunicienne du Parlement ; critique le système des services votés ; nécessité pour le Parlement de reconquérir les prérogatives qu'il a abdiquées sous l'empire du fait majoritaire [9 avril 1986] (p. 104) ; reproche à la majorité d'accepter « les voix mais non les députés » du Front national ; revendication de la proportionnelle figurant dans les actes de fondation du Front national ; recours aux ordonnances devant être limité à des cas d'extrême urgence ; risques éventuels pour la majorité parlementaire du rétablissement du scrutin majoritaire ; appétit politique du R.P.R. ; électeurs du Front national ne venant pas tous des rangs de la droite ; conséquences du scrutin proportionnel sur le travail du parlementaire ; affirme qu'il a cru en écoutant le Premier ministre entendre un des orateurs du Front national au moins pour une partie de son discours (p. 105) ; succès rencontré par le parti socialiste lors des dernières élections ; absence de majorité à l'Assemblée nationale des groupes R.P.R. et U.D.F. ; existence d'une majorité anti-marxiste s'étant manifestée contre le socialisme ; affirme que les députés du Front national ne sont pas victimes d'un « S.I.D.A. » politique ; Gouvernement ne disposant pas d'une majorité politique dans le pays ; programme effectif essentiellement axé sur le sujet économique ; existence de sujets d'inquiétude encore plus graves que les questions économiques ; absence de nomination de ministre de la famille ; dangers du déclin démographique français ; immigration et explosition démographique des pays du tiers-monde (p. 106) ; signification de la préférence nationale exprimée par les membres du Front national ; refuse sa confiance au Premier ministre (p. 107).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : mécanismes parlementaires et réglementaires obligeant à mêler les bulletins du Front national à ceux de la gauche [23 avril 1986] (p. 269) ; caractère critiquable de la méthode des lois d'habilitation ; impossibilité de gouverner sans l'appui du pays ; caractère parcimonieux de la déréglementation ; comparaison de la gauche avec un « coucou » ; augmentation des prélèvements obligatoires ; immigration constituant un problème connexe à celui de l'emploi ; nécessité d'une rupture avec le socialisme (p. 270) ; dénationalisation constituant une chance d'appropriation des moyens de production et d'échange par le peuple (p. 271).

Discussion des articles. — **article 3 : son rappel au règlement** : rôle du président de séance dans la police de l'Assemblée ; nécessité de faire respecter le règlement ; caractère individuel du vote ; manipulation par un député des boîtiers électroniques de ses collègues [28 avril 1986] (p. 474) ; inutilité de l'interprétation d'un règlement clair par le bureau (p. 475) ; **son rappel au règlement** : ses observations sur la réponse de M. Philippe Mestre, vice-président, au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Stirbois (p. 476) ; responsabilité individuelle de chaque député pour l'exercice de sa mission (p. 477).

— **Son rappel au règlement** : utilisation par un parlementaire du boîtier électronique d'autres députés pour voter à leur place ; préférence en matière d'embauche et de licenciement pour les travailleurs français et européens ; caractère personnel du vote des députés ; délégation de vote [28 avril 1986] (p. 473).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Son rappel au règlement : non respect par le Premier ministre de la coutume selon laquelle le Gouvernement doit entendre tous les orateurs avant de leur répondre [15 mai 1986] (p. 935).

— Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).

Première lecture, discussion générale : application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; sa déclaration : « *Ave Caesar, morituri te salutant* » [20 mai 1986] (p. 970).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : violation de la Constitution ; élimination du Front national ; liens particuliers du Général de Gaulle avec le pays [22 mai 1986] (p. 1032) ; utilisation combinée des articles 38 et 49, alinéa 3 de la Constitution ; compétence de l'Assemblée pour discuter de sa propre loi électorale ; comparaison de la séance à une corrida ; volonté de M. Jacques Chirac de devenir Président de la République ; mission des parlementaires ; mérites imaginaires accordés au scrutin majoritaire ; lien entre l'élu et ses électeurs ; choix du scrutin majoritaire par Charles X, Napoléon III et Mussolini ; rôle des appareils de partis dans la composition de l'Assemblée nationale ; participation des partis politiques dans la vie politique française ; « Etat U.D.R » ; nécessité d'avoir l'investiture d'un parti national pour être élu au scrutin majoritaire ; notion de démocratie représentative ; rôle du scrutin majoritaire dans la stabilité de l'exécutif ; pouvoirs du Président de la République ; droit de dissolution ; procédure de l'article 16 de la Constitution ; référendum ; responsabilité gouvernementale ; vote bloqué ; ordre du jour du Parlement ; danger de voir l'administration dicter sa loi au peuple ; notion de mandat représentatif ; signification du vote du Front national ; réalité des problèmes posés par ce parti ; affirme que le Premier ministre « se drape, comme c'est l'habitude maintenant, dans la tunique du Général de Gaulle » ; position du Général de Gaulle sur le mode de scrutin (p. 1033) ; opinions de MM. Alain Peyrefitte, Raymond Barre et Jean Lecanuet un moment favorables à la proportionnelle ; nécessité de laisser le Parlement dire au Gouvernement ce que les Français pensent ; s'interroge sur la légitimité d'un pouvoir qui n'émane pas du peuple ; droits du Parlement ; paix civile ; dénatalité en Europe ; explosion démographique du tiers-monde ; effets de la crise sur l'économie et la législation sociale ; affirme que le Premier ministre n'a pas été « seulement un hussard, un uhlan ou un cosaque mais encore un soudard » ; urgence invoquée par le Premier ministre ; séparation et équilibre des pouvoirs ; coups mortels portés à la V^e^ République ; ses orientations personnelles en faveur d'un véritable régime présidentiel ; sa conception de l'Assemblée ; contrôle de l'administration (p. 1034).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : s'exprime contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; sécurité constituant le premier des droits de l'Homme [1er juillet 1986] (p. 2738) ; formation des magistrats ; chiffres de la délinquance ; inexistence de prévention sans répression ; son expérience personnelle sur la valeur de la sanction (p. 2739) ; philosophie de « l'exclusive responsabilité sociale » ayant inspiré la politique pénale depuis 1958 ; nécessité que l'échelle des peines soit aussi large que l'échelle des délits ; explique sa détention de revolver (p. 2740) ; nécessaire rétablissement de la peine de mort ; rôle de la drogue dans la progression de la délinquance ; nécessaire création d'une Cour centrale criminelle capable de lutter contre le crime organisé (p. 2741).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe ; lien entre immigration, chômage, délinquance et terrorisme ; impossibilité d'aborder le problème de l'immigration s'en encourir « les foudres » de lobbies, du C.R.I.F. et de S.O.S. racisme [9 juillet 1986] (p. 3061) ; nombre d'immigrés en France ; « complot contre la vérité » auquel participent l'I.N.E.D. et l'I.N.S.E.E. ; proposition de loi du Front national assimilant au délit de faux en écriture les falsifications de statistiques ou de sondages ; déséquilibre de la démographie des pays d'Europe et explosion démographique du tiers monde (p. 3062) ; effets du système d'aide sociale sur l'immigration ; « laxisme » des gouvernements ayant favorisé l'immigration de main-d'œuvre étrangère dans les industries périmées ; nombre d'étrangers résidant en France entrés de façon clandestine ; filières chinoise et sri-lankaise (p. 3063) ; respect des droits des nationaux ; retour au pays des travailleurs étrangers sans emploi ; politique de coopération avec le tiers monde ; importance des éléments étrangers dans la délinquance (p. 3064).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 167 (tendant, à l'article 3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à insérer après le mot : « départements », les mots : « et territoires ») : rejeté [10 juillet 1986] (p. 3132) ; **article 1er :** son amendement n° 46 (obligation, pour l'entrée en France, de présentation d'un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration française ou par l'ambassade ou le consulat de France dans le pays d'origine) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 47 (obligation, pour l'étranger entrant en France, de détenir une attestation d'assurance couvrant l'ensemble des dépenses de santé auxquelles il peut être exposé durant son séjour) (p. 3142) ; rejeté (p. 3143) ; son amendement n° 49 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article, à insérer après les mots : « l'ordre public », les mots : « ou la santé publique ») : devenu sans objet ; son amendement n° 51 (tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à substituer aux mots : « maintenu dans des locaux ne relevant pas d'administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire à », les mots : « retenu jusqu'à ») : rejeté (p. 3148) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 52 (abrogation de l'article 5-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté ; son amendement n° 170 (abrogation du dernier alinéa de l'article 6 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 3149) ; rejeté ; son amendement n° 53 (documents prévus à l'article 9 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 devant être présentés à l'officier d'état civil en cas de mariage) : rejeté ; son amendement n° 54 (étrangers tenus de présenter les documents prévus à l'article 9 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux autorités administratives pour procéder à l'inscription scolaire de leurs enfants) : rejeté (p. 3150) ; son amendement n° 55 (étranger désirant accéder aux bénéfices de l'aide sociale tenu, sauf en cas d'urgence médicale, de présenter les documents prévus à l'article 9 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux autorités compétentes) : rejeté (p. 3151) ; son amendement n° 56 (étranger désirant accéder à la location d'un logement H.L.M. devant présenter les documents prévus à l'article 9 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; rejeté (p. 3152) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 171 (conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire aux étudiants étrangers) [11 juillet 1986] (p. 3171) ; rejeté ; son amendement n° 57 (modalités d'obtention de la carte de résident) : rejeté ; son amendement n° 172 (même objet) : rejeté (p. 3172) ; **article 2 :** son amendement n° 58 (suppression de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté au scrutin public (p. 3177) ; son amendement n° 173 (attribution de la carte de résident au conjoint étranger d'un ressortissant de nationalité française pour lequel le domicile est commun aux deux époux) ; interdiction de la pratique des « mariages blancs » ; retiré ; son amendement n° 174 (visant à insérer, après le paragraphe I de cet article, le paragraphe suivant : « le 2° du premier alinéa est abrogée ») ; restriction des possibilités offertes aux étrangers de résider en France pour y travailler (p. 3180) ; droit à l'attribution de la carte de résident aux ascendants d'un ressortissant de nationalité française ; rejeté ; son amendement n° 175 (abrogation du 3° du premier alinéa de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté (p. 3181) ; son amendement n° 176 (suppression du 5° du premier alinéa de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 3182) ; regroupement familial dans le pays d'origine de l'étranger intéressé (p. 3183) ; rejeté (p. 3184) ; son amendement n° 177 (précisant que le 6° du premier alinéa de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 devient le 10° et que le 7° de ce même alinéa est abrogé) : devenu sans objet (p. 3185) ; son amendement n° 196 (abrogation du 8° et 9° du premier alinéa de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté (p. 3186) ; son amendement n° 59 (visant, à la fin du deuxième alinéa du paragraphe V de cet article, à substituer aux mots : « pas été condamné définitivement pour crime ou délit à une peine au moins égale à trois mois d'emprisonnement ou à plusieurs peines d'emprisonnement au moins égale ou totale à trois mois », les mots : « jamais été condamné définitivement pour crime ou délit à une peine de prison ferme ou avec sursis et qui apporte la preuve qu'il a payé régulièrement ses impôts et taxes ») ; son amendement n° 178 (visant à rédiger le deuxième alinéa du paragraphe V de cet article, après les mots : « et qui n'a », ainsi : « jamais été condamné définitivement pour crime ou délit à une peine de prison ferme ») (p. 3202) ; amendements n° 59 et 178 : rejetés (p. 3204) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 60 (réduction de la durée de validité de la carte de résident à trois ans, non renouvelable de droit) (p. 3206) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 179 (réduction de la durée de la carte de résident à trois ans) : rejeté ; son amendement n° 61 (abrogation de l'article 17 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté (p. 3207) ; **article 3 :** son amendement n° 62 (visant à substituer, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, au mot : « douze », le mot : « six ») ; son amendement n° 180 (visant à substituer, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1986, au mot : « douze », le mot : « huit ») (p. 3212) ; amendements n° 62 et 180 : rejetés (p. 3213) ; son amendement n° 63 (visant à substituer, à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, au mot : « immigrant », le mot : « arrivant ») : rejeté ; son amendement n° 181 (visant à substituer à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, au mot : « immigrant », le mot : « immigré ») : rejeté (p. 3215) ; son amendement n° 64 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté (p. 3218) ; **article 4 :** son amendement n° 65 (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à substituer aux mots : « d'un mois », les mots : « de trois mois ») [15 juillet 1986] (p. 3247) ; rejeté (p. 3248) ; son amendement n° 182 : devenu sans objet (p. 3249) ; son amendement n° 66 (tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à substituer au mot : « trois », le mot : « cinq ») : rejeté ; son amendement n° 183 (tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à substituer au mot : « trois », le mot : « quatre ») : rejeté ; **après l'article 4 :** son amendement n° 67 (sanction de tout individu, qui par aide directe ou indirecte, aura facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger) ; nécessité de porter un coup aux réseaux de trafiquants de chair humaine ; rejeté ; son amendement n° 184 (tendant, après les mots : « d'un emprisonnement de », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de l'article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : « six mois à deux ans et d'une amende de 20 000 à

100 000 F ») : rejeté (p. 3251) ; son amendement n° 68 (confiscation de tout véhicule ayant servi à commettre l'infraction, par voie fluviale, maritime ou aérienne) : rejeté (p. 3252) ; **article 5** : son amendement n° 69 (tendant, après le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à insérer l'alinéa suivant : « si l'étranger a refusé de se prêter aux vérifications d'identité ») (p. 3269) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 70 (tendant, après le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à insérer l'alinéa suivant : « 7° Si l'étranger ne peut justifier de ressources régulières ») ; son amendement n° 185 (tendant, après le sixième alinéa (5°) du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à insérer l'alinéa suivant : « 7° Si l'étranger ne peut justifier de ressources licites ») (p. 3270) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 186 (tendant, après le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à insérer l'alinéa suivant : « 8° Si l'étranger mène des actions qui pourraient porter préjudice aux actions de la France dans le monde ») : rejeté au scrutin public (p. 3272) ; son amendement n° 71 (tendant à supprimer l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 3275) ; adopté au scrutin public ; son amendement n° 72 (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 3276) ; rejeté au scrutin public (p. 3277) ; **article 7** : son amendement n° 73 (possibilité d'expulser tout étranger condamné définitivement à une peine de prison ferme ou avec sursis) ; son amendement n° 187 (possibilité d'expulser tout étranger condamné définitivement à une peine de prison ferme) : rejetés ; son amendement n° 74 (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 3284) ; rejeté ; son amendement n° 75 : devenu sans objet ; son amendement n° 188 (personne ayant fait l'objet d'une mesure d'expulsion ne pouvant plus revendiquer le statut de « réfugié politique ») (p. 3285) ; rejeté (p. 3286) ; **article 8** : son amendement n° 76 (de suppression) : retiré [16 juillet 1986] (p. 3309) ; son amendement n° 77 (suppression de l'article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : retiré (p. 3310) ; **article 9** : son amendement n° 78 (de suppression) (p. 3314) ; retiré (p. 3315) ; **après l'article 10** : son amendement n° 79 (suppression du deuxième alinéa de l'article 28 de l'ordonnance du 2 novembre) (p. 3345) ; rejeté au scrutin public (p. 3348) ; **article 12** : son amendement n° 80 (visant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 à substituer aux mots : « six mois à trois ans » les mots : « un an à cinq ans ») ; rejeté ; son amendement n° 189 (visant à substituer dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux mots : « six mois à trois ans » les mots : « dix mois à trois ans ») : rejeté ; son amendement n° 81 : devenu sans objet (p. 3351) ; **article 14** : son amendement n° 82 (visant à rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 35 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 « peut être retenu par décisions écrites motivées du préfet, l'étranger qui :... ») : retiré (p. 3354) ; **après l'article 17** : son amendement n° 83 (rétablissement de l'autorisation préalable pour les associations étrangères) (p. 3380) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 84 (abrogation des articles 23 et 44 du code de la nationalité dans l'attente d'une refonte de ce même code) : rejeté au scrutin public (p. 3361).

Explications de vote : incapacité des gouvernements et des majorités à refouler les étrangers ; ses observations sur le melting-pot « stasien » ; possibilité de référendum ; efforts en faveur de « l'avenir français » ; problème de l'attitude des communautés étrangères en cas de guerre ; politique de certaines nations méditerranéennes visant à faire passer leur trop plein de chômeurs en Europe ; caractère planétaire de l'immigration (p. 3365) ; absence de place décente pour les Français d'outre-mer et les rapatriés ; réforme du code de la nationalité ; inversion du courant d'immigration ; abstention hostile du groupe Front national (p. 3386).

Son rappel au règlement : présidents des groupes de l'Assemblée nationale ayant été invités par le Président de la République à la « garden-party » traditionnelle donnée à l'Elysée pour le 14 juillet ; s'étonne de ne pas avoir été invité ; rappelle que M. Lionel Jospin avait assimilé les électeurs du Front national à « la populace » [15 juillet 1986] (p. 3242).

Son rappel au règlement : majorité absolue du groupe Front national en séance ; durée du débat sur le projet de loi relatif à la liberté de communication ; prérogatives du Parlement [5 août 1986] (p. 4061).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 9** : son amendement n° 46 (suppression de la retenue à la source pour les cotisations sociales) ; son amendement n° 47 (inscription de la totalité des cotisations de sécurité sociale sur la fiche de paie) [25 juillet 1986] (p. 3900) ; amendement n° 46 : retiré (p. 3906) ; amendement n° 47 : rejeté au scrutin public (p. 3907).

— Déclaration du Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme et débat sur cette déclaration.

Discussion : nécessité d'un véritable débat parlementaire [8 octobre 1986] (p. 4451) ; regrette qu'au cours des précédentes années l'attitude de la France n'ait pas été d'une rigueur suffisante ; terrorisme en Corse ; ses doutes sur la capacité de résistance du pays ; nombre d'étrangers en France laissant peser une menace sur la nation ; rappelle que les Etats-Unis avaient placé dans les camps, en 1941, toute une population japonaise ; impossibilité de compter sur le loyalisme des étrangers dans notre pays ; responsabilité particulière du Gouvernement socialiste dans la complaisance à l'égard du terrorisme (p. 4452) ; nécessité de rétablir la peine de mort ; nécessité de mesures diplomatiques immédiates à l'encontre des Etats s'avouant être les soutiens et les appuis du terrorisme ; rappelle qu'il est partisan d'utiliser les méthodes légales avant les autres ; offensive lancée par les soviétiques depuis des décennies (p. 4453).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : consentement de l'impôt constituant la fonction essentielle du Parlement ; sa proposition de loi tendant à rendre incompatible le mandat politique et l'appartenance à la fonction publique ; Parlement privé de l'initiative des lois ; absence de contrôle parlementaire sur le budget social et les services votés [15 octobre 1986] (p. 4772) ; transfert de pouvoirs vers les lobbies et les syndicats ; effort en faveur des départements et territoires d'outre-mer ; budget de la justice et de la sécurité ; effets pervers de la politique en faveur de l'emploi des jeunes ; retour de la confiance exigeant une décroissance massive des prélèvements obligatoires ; maintien de leur taux en 1987 ; écart des taux de prélèvement entre la France, la République fédérale allemande, les U.S.A. et le Japon ; armement neutronique ; budget de la défense ; chantiers navals (p. 4773) ; insuffisance de l'effort de la défense civile ; politique de la famille ; revenu maternel ; immigration ; coûts des interventions publiques ; distribution de fonds à des associations douteuses ; « explosion » des impôts locaux (p. 4774) ; révolution fiscale américaine et localisation de la matière imposable ; compétitivité accrue des entreprises américaines du fait de la révolution fiscale ; son opposition aux aides fiscales à l'investissement ; travaux de la commission Aicardi ; droit de perquisition domiciliaire en matière fiscale ; transmission successorale des entreprises ; taxe professionnelle (p. 4775) ; sa proposition de supprimer l'impôt sur le revenu en cinq ans ; obligation pour l'administration de diminuer les dépenses en commençant par diminuer ses recettes ; cite le Président Reagan : « je veux que l'Etat descende de mon dos et qu'il sorte sa main de ma poche » ; conclut son intervention en chantant (p. 4776).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [21 novembre 1986] (p. 6692) ; rejetée au scrutin public (p. 6696).

Son rappel au règlement : procédure des questions au Gouvernement ; durée des réponses ministérielles dépassant celles des questions ; limitation de ce fait du nombre de questions posées par les groupes ; nécessité de mieux « calibrer » les réponses des ministres [26 novembre 1986] (p. 6794).

LE PENSEC (Louis)

Député du Finistère
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : **tome XI : mer (n° 397)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique européenne** : rôle moteur joué par la France de 1981 à 1986 ; incertitude de la majorité sur l'acte unique européen ; incohérence sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. [19 novembre 1986] (p. 6544).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : soutien à la flotte de commerce ; plan marine marchande ; création d'un pavillon de complaisance français ; solidarité armateurs-chargeurs dans le cadre de l'association technique de l'importation charbonnière ; refus de la reprise de la flotte et du fonds de commerce des chargeurs réunis par la compagnie générale maritime ; pression de certains armements nord-européens ; recherche d'une coopération entre armements des lignes privées et publiques ; cas des pêches maritimes au niveau communautaire ; mise en œuvre d'une politique sociale communautaire [21 octobre 1986] (p. 5063, 5064).

LEPERCQ (Arnaud)

Député de la Vienne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Elevage ovin dans le centre de la France :** conséquences des problèmes climatiques sur le bassin du Poitou-Charentes, du Centre et de la région Limousin [4 juin 1986] (p. 1687) ; mesures d'urgence (p. 1688).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* rôle économique du secteur du commerce et de l'artisanat ; importance de ce secteur dans la lutte contre le chômage ; conditions d'embauche des travailleurs d'utilité collective ; politique menée entre 1981 et 1986 dans le secteur de l'artisanat et du commerce [21 octobre 1986] (p. 5087) ; se félicite de la baisse des impôts, des taxes et des charges ; élargissement des droits du contribuable ; rôle de la liberté des prix ; nécessité d'un nouveau droit de la concurrence ; effort pour la formation des commerçants ; nécessité de promouvoir l'apprentissage ; statut fiscal des travailleurs indépendants (p. 5088) ; *questions :* nécessaire revalorisation des retraites des artisans et commerçants (p. 5096).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* problème des accédants à la propriété ayant souscrit des emprunts à un taux progressif ; diminution de l'inflation [28 octobre 1986] (p. 5453).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* réduction des handicaps des zones défavorisées ; renégociation du règlement ovin communautaire de 1980 [30 octobre 1986] (p. 5571).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* système de tarification des communications téléphoniques ; inégalités dans la tarification téléphonique du fait des différences dans le nombre d'abonnés par circonscription de taxe [31 octobre 1986] (p. 5668).

LEROUX (Ginette)

Député du Maine-et-Loire
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 79,** posée le 17 juin 1986 : **minéraux (entreprises : Maine-et-Loire)** (p. 2301) ; appelée le 20 juin 1986 : **bassin ardoisier de l'Anjou** : dépôt de bilan des ardoisières de l'Anjou ; ouverture anticipée des droits à la retraite dans les mines (p. 2376, 2377, 2378).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article Ier** : son sous-amendement n° 572 à l'amendement n° 111 de M. Jean Auroux (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant : « dans le cadre de cette consultation, l'entreprise doit mettre à l'étude les suggestions présentées par le comité d'entreprise ou d'établissement en vue de réduire le nombre de licenciements ») ; plan social devant prendre en compte tous les moyens pour réduire les licenciements [3 juin 1986] (p. 1639) ; rejeté (p. 1640).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* rôle des centres sociaux et socio-culturels ; rôle des associations de centres de soins infirmiers à domicile [6 novembre 1986] (p. 5918) ; financement des activités de prévention et d'éducation sanitaire (p. 5919).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** son amendement n° 183 (réduction des crédits) : rejeté (p. 5970).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : aide aux familles ; politique en faveur du mariage ; natalité ne dépendant pas d'une allocation supplémentaire ; caractère inadmissible du thème de la nécessité d'une forte natalité « française » comme contrepartie à l'immigration [19 novembre 1986] (p. 6525) ; réforme de l'A.P.E. et création de l'allocation de garde en contrepartie de la suppression de certaines prestations ; suppression de prêts aux jeunes ménages ; dégradation démographique dans le Maine-et-Loire ; élargissement de la contribution financière étudiante dans les universités n'étant pas équilibrée par un élargissement du régime des bourses (p. 6526).

LEROY (Roland)

Député de la Seine-Maritime
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **retraite à cinquante ans des marins (n° 18)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation au Nicaragua et aide de la France : complicité de la France avec la politique américaine d'agression contre le Nicaragua et l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'un état souverain [5 novembre 1986] (p. 5861).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 137 : devenu sans objet [6 mai 1986] (p. 807).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article I^er^ :** son amendement n° 23 (abrogation de l'article 414 du code pénal servant à la répression des violences en cas de grève) [2 juin 1986] (p. 1569) ; rejeté (p. 1570) ; son amendement n° 54 (possibilité pour une organisation syndicale représentative d'inclure dans sa délégation un membre ne travaillant pas dans l'entreprise) : rejeté [3 juin 1986] (p. 1598) ; **article I^er^ :** ses amendements n^os^ 251, 327, 361, 373, 409 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité ; [10 juin 1986] (p. 2033) ; principales batailles pour la liberté de la presse ; valeur des dispositions de l'ordonnance de 1944 ; presse d'opinion ne pouvant être considérée comme un produit ordinaire soumis au marché ; évolution du tirage moyen ; concentration antinomique du pluralisme ; loi du 23 octobre 1984 ne pouvant créer les conditions d'un assainissement de la situation de la presse ; refus du Gouvernement de saisir la justice de l'affaire du « Progrès de Lyon » (p. 2034) ; nécessaire maintien de l'ordonnance de 1944 dans l'arsenal législatif ; perspective d'une bipolarisation de la presse correspondant aux conditions de préparation d'une alternance présidentielle entre la droite et le parti socialiste ; nécessité qu'une aide publique permette aux journaux d'information de fonctionner différemment d'une entreprise commerciale ordinaire ; mise en place d'un véritable fonds d'aide à la modernisation de la presse ; volonté gouvernementale de sauvegarder le pouvoir du patronat sur la presse (p. 2035) ; rejetée au scrutin public (p. 2036).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 378 (impossibilité pour une personne physique ou morale de détenir la majorité du capital social, d'être directeur ou directeur délégué de plus d'une publication nationale ou régionale) [16 juin 1986] (p. 2201) ; rejeté (p. 2202) ; **article 3 :** son amendement n° 382 (sanctions au détriment de celui au profit duquel l'opération de prête-nom est intervenue) : rejeté ; **après l'article 3 :** son amendement n° 383 : réservé jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19 ; son amendement n° 384 (limitation des fonctions des dirigeants des hebdomadaires dont le tirage excède cinquante mille ou d'un quotidien dont le tirage excède vingt mille exemplaires) : rejeté (p. 2214) ; **article 5 :** son amendement n° 387 (tendant à substituer, aux troisième et quatrième alinéas de cet article, l'alinéa suivant : « deuxièmement les noms et qualités de ceux qui ont la direction de droit ou de fait de l'entreprise éditrice ») : rejeté (p. 2237) ; son amendement n° 388 (tendant à compléter le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « ainsi que les noms des trois principaux actionnaires ») : adopté après rectification (p. 2239) ; son amendement n° 390 (actionnaires et membres de l'équipe rédactionnelle pouvant avoir accès aux comptes des valeurs nominatives de l'entreprise éditrice) : rejeté (p. 2243) ; **article 6 :** ses amendement n° 393 et 394 : devenus sans objet (p. 2246) ; **article 8 :** son amendement n° 399 (visant à compléter cet article par les mots « ou d'une entreprise étrangère ») : rejeté [17 juin 1986] (p. 2262) ; **article 13 :** son amendement n° 407 (visant à compléter cet article par les mots « ou, sous couvert d'un prête-nom, aura exercé de fait la direction d'une publication ») : rejeté [18 juin 1986] (p. 2339) ; **article 14 :** son amendement n° 409 (fixant les pénalités pour toute acquisition d'une publication supplémentaire après la promulgation de la loi) : rejeté ; **article 15 :** son amendement n° 411 (visant à substituer, dans cet article, aux mots « pourra ordonner », le mot « ordonnera ») : retiré (p. 2340) ; **amendements précédemment réservés :** son amendement n° 383 (interdiction de cumuler la direction d'une publication avec la propriété d'une chaîne de télévision) : rejeté au scrutin public (p. 2353).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : déclaration de M. Philippe Seguin sur les 2 500 000 chômeurs incompressibles [14 octobre 1986] (p. 4707) ; budget d'accélération de la crise mise en cause des acquis sociaux ; chômage des jeunes ; perte d'emplois industriels depuis 1974 ; colonisation de l'industrie française par l'étranger ; exportation de capitaux ; privatisations ; surexploitation des salariés ; accroissement des profits n'ayant pas entraîné une amélioration de l'emploi ; diminution des effectifs dans la fonction publique ; baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires et réduction des dépenses d'intervention de l'Etat (p. 4708) ; stabilité du poids des impôts et des charges sociales ; suppression de l'I.G.F. ; réduction de l'impôt sur les sociétés ; accroissement des charges fiscales pour les salariés ; budget de la défense ; désarmement nucléaire (p. 4710).

Discussion des articles : **après l'article 13 :** son amendement n° 40 (mesures en faveur de la sécurité maritime) [17 octobre 1986] (p. 4943) ; rejeté au scrutin public (p. 4944).

Mer. — *Discussion générale :* crédits de l'E.N.I.M. ; aide versée aux armateurs ; plan pour la marine marchande ; part des charges d'exploitation représentée par les charges d'équipage ; pavillon des Kerguelen ; avenir des ports français ; liquidation des chantiers navals ; abandon de la mise en place de l'aide majeure d'Ouessant [21 octobre 1986] (p. 5066) ; nécessité d'une filière maritime (p. 5067).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* loi du 30 septembre 1986 ; cite la décision du Conseil constitutionnel ; déclaration du Premier ministre en faveur de la constitution de groupes multimédias ; aides à la presse écrite ; extension de l'article 39 *bis* du code général des impôts à la presse télématique ; gel des crédits du fonds d'aide aux journaux à faible capacité publicitaire [13 novembre 1986] (p. 6296) ; privatisation de TF 1 et, pour partie, de la société française de production (S.F.P.) ; redistribution des concessions de la « 5 » et de la « 6 » ; mise en place de télévisions locales privées ; réduction des ressources du secteur public ; danger de domination de l'Allemagne sur l'Europe de la communication ; « corsetage » de l'information par la C.N.C.L. ; dégagement de l'État dans le domaine de télécommunications (p. 6297).

LIGOT (Maurice)

Député du Maine-et-Loire
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 15 mai 1986] (p. 6375).

Membre du Conseil d'administration de la caisse nationale des banques [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : urbanisme et logement) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi sur les **transmissions d'entreprise (n° 194)** [10 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 26 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : urbanisme et logement (n° 395)** [9 octobre 1986].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 18/86 : les relations C.E.E.-**Etats-Unis** (feuilleton n° 105 du 19 novembre 1986).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 124,** posée le 18 novembre 1986 : **voirie (routes)** (p. 6508, 6509) ; appelée le 28 novembre 1986 : **liaison routière Angers-les-Sables-d'Olonne** : découpage de cette opération en différentes tranches ; durée prévue pour leur réalisation ; délai contraire aux nécessités économiques de la région ; asphyxie par enclavement routier (p. 6952) ; recensement des solutions rapides envisageables ; nécessité d'une politique routière nationale ; modernisation de la R.N. 160 devant coïncider avec l'arrivée de l'autoroute A 11 à Angers (p. 6953).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : secteur du bâtiment pouvant contribuer à la lutte pour l'emploi [23 avril 1986] (p. 294) ; rôle d'entraînement pouvant être joué par le secteur du bâtiment et des travaux publics ; avantages représentés par une action sur l'investissement immobilier ; nécessaire réduction du coût de la construction par une baisse des frais financiers ; nécessaire amélioration des déductions fiscales sur le revenu de la propriété immobilière ; effets pervers de la loi Quilliot ; difficulté de la reprise du logement par son propriétaire ; modalités de fixation des loyers (p. 295).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : caractéristiques du secteur du bâtiment ; effondrement de l'effort d'investissement en matière de logement ; situation financière des organismes H.L.M. [17 juillet 1986] (p. 3432) ; réglementation du contrat de location par la loi Quilliot ayant été décourageante pour les propriétaires bailleurs ; charges fiscales des propriétaires immobiliers s'étant alourdies avec l'impôt sur les grandes fortunes ; caractéristiques principales du projet ; nécessité de compenser budgétairement la disparition des crédits du fonds spécial de grands travaux consacrés à la réhabilitation de l'habitat ancien (p. 3433).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : libération des prix ; droit de la concurrence ; libération des changes ; diminution des contraintes sociales des entreprises et des impôts des particuliers ; allégement de la taxe professionnelle ; donations-partage ; transmission d'entreprises ; création d'un marché de l'offre et de la demande d'entreprise ; encouragements à l'investissement [14 octobre 1986] (p. 4721, 4722).

Discussion des articles : **article 15 :** report de la date limite au-delà de laquelle les profits de construction réalisés en 1979 seront libérés de toute imposition [17 octobre 1986] (p. 4955) ; **après l'article 15 :** nécessité de mettre à jour le plafond de la réfaction applicable aux recettes brutes des propriétaires de locaux meublés placés sous le régime du forfait (p. 4971) ; **article 16 :** situation des personnes de plus de soixante-quinze ans n'ayant pas transmis leurs biens en raison d'absence de système incitatif ; son amendement n° 254 (transmission de biens professionnels) (p. 4978) ; problème de la transmission des entreprises dépassant celui de la donation-partage ; défaillances d'entreprises provoquées par les difficultés consécutives à la maladie ou au décès du propriétaire de l'entreprise ; allégement du poids fiscal de la transmission à titre gratuit ; extension aux héritiers du régime fiscal prévu par la loi du 9 juillet 1984 sur la reprise de l'entreprise par ses salariés ; neutralisation fiscale du choix du successeur ; nécessité de faciliter le développement d'un véritable marché de l'offre et de la demande des petites et moyennes entreprises ; retiré (p. 4979).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* nécessité d'une gestion plus rigoureuses des effectifs de fonctionnaires ; diminution du recrutement de l'E.N.A. ; prise en considération des conséquences de la décentralisation [22 octobre 1986] (p. 5184) ; nécessité de responsabiliser les agents publics ; majoration des crédits affectés à l'informatique et à la bureautique ; développement de la formation continue ; accroissement de la mobilité entre secteur public et secteur privé ; suppression de la troisième voie d'accès à l'E.N.A. ; recrutement de contractuels ; rôle de l'Institut national de l'administration publique ; politique des rémunérations ; problème posé par l'existence d'une grille générale (p. 5185).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : incitation fiscale à l'investissement dans l'immobilier locatif ; instruments de la politique de rénovation de l'habitat

[28 octobre 1986] (p. 5389) ; évaluation des actions du comité interministériel pour les villes ; situation des ménages ayant emprunté pour accéder à la propriété de leur logement ; évolution des dépenses de l'aide personnalisée au logement (p. 5390) ; propositions du Gouvernement en matière d'aide personnalisée au logement ; financements destinés à la construction de logements aidés (p. 5391).

Examen des crédits. **Etat C, titre V** : intentions du Gouvernement concernant les agences d'urbanisme [29 octobre 1986] (p. 5466) ; **article 72** : inopportunité de laisser croître l'aide personnalisée au logement ; finalité sociale de l'A.P.L. ; effet pervers de la réglementation actuelle ; inopportunité d'utiliser l'A.P.L. pour équilibrer la situation financière des organismes d'H.L.M. (p. 5489) ; ses observations (p. 5490) ; **après l'article 72** : ses observations (p. 5491, 5492).

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* parité de traitement entre l'enseignement public et l'enseignement privé ; application du plan « Informatique pour tous » ; insuffisance du forfait d'externat et des créations de postes ; faiblesse de l'aide à l'enseignement supérieur catholique [3 novembre 1986] (p. 5725).

LIMOUZY (Jacques)

Député du Tarn
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur du projet de loi (n° 155) relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat [5 juin 1986] (p. 1817).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à supprimer l'alinéa 15-4 de la loi de décentralisation n° 83-663 du 22 juillet 1983 afin de faire participer les communes des départements d'outre-mer aux frais de fonctionnement des collèges (n° 138) [20 juin 1986] (p. 2391).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9513).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Rapporteur du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 realtive à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569) [18 décembre 1986] (p. 7833).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 155) relatif à la **lutte contre le terrorisme** et aux **atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 202)** [18 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **lutte contre le terrorisme** et aux **atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 338) [4 août 1986]**.

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 569) modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la **lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 572)** [18 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : majorité en commission ; situation identique en 1967 ; volonté d'éviter de manier le règlement comme « des apprentis sorciers » ; règles du vote par délégation [24 avril 1986] (p. 325) nécessité d'éviter les conflits liés à l'utilisation de la procédure du vote par délégation (p. 326).

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : regrette que le Gouvernement soit obligé de se défendre sur sa volonté de dénationalisation [6 mai 1986] (p. 729) ; reproche aux socialistes d'avoir renversé la dialectique du débat (p. 730) ; **article 4** : critères des nationalisations effectuées en 1982 (p. 772) ; participation de la société nancéienne de crédit et Varin-Bernier à des introductions en bourse ; transformation de cet établissement bancaire en bureau d'études de promotion industrielle (p. 799, 800) ; **article 5** : forme des sous-amendements déposés par le groupe socialiste ; inopportunité d'attribuer à la Cour des comptes un veto ; inopportunité de lier l'évaluation des entreprises privatisables à la fin de la législature [13 mai 1986] (p. 865).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.**

Explications de vote : engagement électoral sur la restauration du scrutin majoritaire à deux tours [22 mai 1986] (p. 1067) ; neutralité politique du mode de scrutin ; incorrection de l'attitude voulant établir un mode de scrutin avec l'espoir d'éliminer un parti ; respect de l'équilibre démographique ; procédure de révision du découpage ; découpage de 1958 ; exemple du département du Tarn où les calculs de 1958 ne se sont jamais réalisés ; stabilité des institutions ; avantages des deux types de scrutin ; nécessité d'avoir un pouvoir législatif décentralisé avec un pouvoir exécutif centralisé ; prééminence de l'exécutif ; superposition de l'article 49-3 et de l'article 38 de la Constitution (p. 1068) ; Constitution de 1946 ; contraste entre la décentralisation et l'instauration d'un scrutin livré à des partis centralisés ; représentation de la réalité territoriale face au Gouvernement ; proportion de députés élus au premier tour ; liens entre le député et sa circonscription (p. 1069) ; équilibre de la République ; programme de l'opposition ; impossibilité de dire si le scrutin proportionnel est majoritaire chez les électeurs d'opposition (p. 1070).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9)**

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 11 *ter*** : objectif de l'amendement n° 56 de M. Jean-Claude Martinez [28 mai 1986] (p. 1393) ; mesure aboutissant à faire perdre de l'argent au Trésor (p. 1394).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant sur la réforme du régime juridique de la presse (n° 98).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : série d'amendements du groupe socialiste constituant un véritable « manteau d'Arlequin » [12 juin 1986] (p. 2159) ; rappelle l'article 1er de la loi de 1881 (p. 2160).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : défi lancé à l'Etat de droit par le terrorisme [24 juin 1986] (p. 2413) ; caractère transnational du terrorisme imposant une coopération entre Etats ; absence de définition spécifique du terrorisme ; absence d'incrimination spécifique permettant de rendre plus aisées les procédures d'extradition ; traduction des inculpés devant une Cour d'assises composée de sept magistrats professionnels ; prolongation de la garde à vue

de 48 heures ; institution d'une peine complémentaire obligatoire d'interdiction de séjour ; exemptions et atténuations de peine pour ceux qui éviteront que l'infraction se réalise ou entraîne mort d'homme ; dissolution d'associations étrangères dont les activités sont liées à des activités terroristes ; médiatisation du terrorisme ; liberté d'information ; indemnisation des victimes ; absence de rétablissement de la cour de sûreté de l'Etat ; centralisation des poursuites (p. 2414) ; utilisation du terrorisme par certains Etats (p. 2415) ; ses observations sur la question préalable de M. Robert Montdargent ; ses observations sur les propos de M. Guy Ducoloné ; détournement des notions de procédure ; demande à l'Assemblée de repousser la question préalable comme si elle avait été exposée (p. 2432). Ses observations sur la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe ; discussion de tous les amendements présentés en commission ; indemnisation des victimes ; commission ayant procédé à un nombre suffisant de consultations ; ses observations sur les propos de Monseigneur Decourtray [26 juin 1986] (p. 2506).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : adoption de l'amendement n° 62 de M. Michel Sapin remettant en cause l'ensemble du projet (p. 2512) ; **article 1er** : se rallie à la demande de réserve de l'article 1er formulée par M. Michel Sapin (p. 2513) ; **article 3** : rappelle que toute demande de réserve formulée au nom de la commission est de droit (p. 2516) ; *article 700-1 du code de procédure pénale :* existence d'une définition légale du terrorisme ; garde à vue (p. 2519) ; son amendement n° 8 (tendant, au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 700-1 du code de procédure pénale, à insérer après les mots « entreprises individuelles ou collectives ayant pour but », les mots « ou pour conséquence ») ; Gouvernement s'étant borné à constater le terrorisme ; application à toutes les atteintes à la sûreté de l'Etat du régime de centralisation des poursuites ; notion de but du terrorisme étant d'un maniement contestable (p. 2520) ; nécessité d'identifier le terrorisme non seulement dans ses buts mais également dans ses conséquences (p. 2521) ; adopté ; son amendement n° 9 (tendant, dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé par cet article du code de procédure pénale, à supprimer les mots « et le cinquième alinéa ») (p. 2522) ; adopté ; champ d'application de la loi ; son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 57 du Gouvernement (inclusion des attroupements, armés dans le champ d'application de cet article du code de procédure pénale) ; infractions militaires ; police des chemins de fer ; attroupements armées (p. 2523) ; distinction entre l'action syndicale et le déraillement de trains ; adopté (p. 2524) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; terrorisme international étant souvent le fait de mineurs (p. 2525) ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté (p. 2526) ; suppression par le Gouvernement socialiste de la clause selon laquelle les juges d'instruction devaient avoir cinq ans de pratique au siège (p. 2527) ; *article 700-3 du code de procédure pénale :* son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; *article 700-4 du code de procédure pénale :* son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté (p. 2528) ; **article 3** : *article 700-7 du code de procédure pénale :* possibilité de laisser l'instruction se terminer à Paris même s'il apparaît qu'il ne s'agit pas d'une affaire de terrorisme [26 juin 1986] (p. 2543) ; *article 700-8 du code de procédure pénale :* prolongation de la garde à vue ; durée de la garde à vue en Europe occidentale (p. 2544) ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté ; nécessité de l'intervention d'un magistrat du siège pour décider d'une prolongation de la garde à vue ; sa divergence avec la majorité de la commission (p. 2545) ; met en cause l'argumentation de M. Michel Sapin ; ses amendements n° 15 et 16 : devenus sans objet (p. 2546) ; *article 700-9 du code de procédure pénale :* ses observations sur la technique décrite par M. Philippe Marchand pour modifier le texte ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 18 (de précision) (p. 2547) ; adopté ; possibilité de mettre fin à tout moment à la perquisition (p. 2548) ; distinction entre une commission administrative et une autorité judiciaire (p. 2549) ; *article 700-10 du code de procédure pénale :* menaces pouvant peser sur les membres d'un jury ; désignation des magistrats qui siégeront au sein des Cours d'assises qui jugeront les affaires terroristes ; son amendement n° 19 (tirage au sort des membres de ces Cour d'assises sur des listes établies chaque année par chaque premier président de cour d'appel) (p. 2550) ; création d'un jury de magistrats ; limitation du nombre de cours d'assises compétentes (p. 2551) ; ses observations sur la conception primitive du Gouvernement d'une « cour centrale » compétente en matière de terrorisme ; adopté (p. 2552) ; **après l'article 3** : ses observations sur les amendements « colorés » de M. Georges-Paul Wagner ; son amendement n° 20 (détournement d'un aéronef ou d'un navire) ; inapplicabilité des textes relatifs à la piraterie (p. 2553) ; inclusion de détournements de navires dans les actes terroristes ; adopté (p. 2554) ; **article 4** : répression des atteintes contre la sûreté de l'Etat ; ses observations sur les avis donnés par le Conseil d'Etat sur les projets de loi (p. 2555) ; **article 1er (précédemment réservé)** : intutilé du titre II du livre 4e du code de procédure pénale (p. 2556) ; **article 5** : existence dans d'autres domaines du droit pénal de peines complémentaires obligatoirement prononcées ; situation des mineurs ; rôle du Conseil constitutionnel [27 juin 1986] (p. 2594) ; durée du délai de l'interdiction de séjour ; rôle de la tradition pénale (p. 2595) ; son amendement n° 95 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 21 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 96 (de conséquence) (p. 2596) ; adopté ; son amendement n° 22 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « les articles 31 et 32 du même décret en ce qui concerne les armes », à substituer au mot « de » les mots « et munitions des ») : adopté ; son amendement n° 23 (tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à insérer après les mots « entreprise individuelle ou collective ayant pour but, les mots « ou pour conséquence » : retiré ; possibilité pour les magistrats de faire varier l'interdiction de séjour d'une durée de deux à dix ans (p. 2597) ; juges conservant la possibilité d'une modulation de la durée de l'interdiction de séjour ; peine complémentaire trop forte à la base risquant d'influencer la peine principale prononcée (p. 2598) ; **article 6** : remise totale de peine pouvant être accordée en Espagne et en Italie en cas de collaboration active du condamné ; législation allemande (p. 2602) ; rémunération des informateurs (p. 2603) ; *article 463-1 du code pénal :* efficacité du système retenu en matière de repenti (p. 2604) ; son amendement n° 24 (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code pénal, à insérer après les mots « en qualité d'auteur ou de complice », les mots « un crime ou un délit contre la sûreté de l'Etat ou ») ; extension aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat des dispositions concernant l'excuse absolutoire (p. 2604) ; législation relative aux atteintes à la sûreté de l'Etat ; adopté ; son amendement n° 25 (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code pénal, à insérer après les mots « entreprise individuelle ou collective ayant pour but », les mots « ou pour conséquence ») : retiré (p. 2605) ; *article 463-2 du code pénal :* son amendement n° 26 (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code pénal, à insérer après les mots « auteur ou complice », les mots « d'un crime ou délit contre la sûreté de l'Etat ou ») ; adopté ; son amendement n° 27 (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code pénal, à insérer après les mots « entreprise individuelle ou collective ayant pour but », les mots « ou pour conséquence ») ; retiré (p. 2606) ; **après l'article 6** : son amendement n° 28 (abrogation de l'article 101 du code pénal) : adopté (p. 2606) ; **article 7** : rapport de M. Schloesing mettant en lumière les organisations étrangères impliquées dans le terrorisme en Allemagne (p. 2608) ; son amendement n° 29 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « à des agissements en vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger, les mots « à des activités en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but ou pour conséquence en France ou à l'étranger de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ») ; erreurs rédactionnelles commises dans l'amendement ; retiré (p. 2610) ; **après l'article 7** : son amendement n° 30 (sanctions contre celui qui, de quelque manière que ce soit, aura porté à la connaissance du public un communiqué ou toute autre correspondance émanant de l'association et du groupement dissous ou ayant fait l'apologie de ses activités) ; terrorisme étant défini par ses buts ; terrorisme étant fondé sur son retentissement, nécessité de priver le terrorisme de « l'oxygène » de la publicité ; liberté de l'information ; rumeur ne devant pas se substituer à l'information (p. 2611) ; utilisation de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 ; retiré (p. 2613) ; indemnisation des victimes d'attentats (p. 2616) ; indemnisation par l'Etat des victimes d'attentats et d'actes de terrorisme passés ; situation des Français à l'étranger ; indemnisation des personnes non assurées (p. 2617).

Commission mixte paritaire discussion générale. Rapporteur : rétablissement des dispositions relatives aux atteintes a la sûreté de l'Etat ; indemnisation des victimes du terrorisme [7 août 1986] (p. 4123) ; inclusion des dommages matériels dans le champ de l'indemnisation ; extension de la couverture du risque aux Français résidant à l'étranger (p. 4124).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquence (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 8** : son amendement n° 59 (abrogation de l'article 25 du code pénal) ; maintien de l'interdiction des exécutions capitales les dimanches, fêtes religieuses et jours fériers ; retiré [2 juillet 1986] (p. 2809) ; **avant l'article 1er** : ses observations sur les amendements de M. Gilbert Bonnemaison sur le recel (p. 2811).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : possibilité pour les étrangers de produire une traduction de leur contrat de travail devant les juridictions [7 juillet 1986] (p. 2888).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 1 de M. Jean-Claude Martinez (visant à supprimer au début de cet amendement le mot : « indéfectiblement ») [8 juillet 1986] (p. 2983) ; non soutenu (p. 2984) ; **article 44** : nécessité de mettre aux incertitudes nées « d'idéologies inadaptées » ; intérêt de la France du Pacifique [9 juillet 1986] (p. 3034).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 9** : inscription de toutes les cotisations sociales sur les feuilles de paie remises aux salariés [25 juillet 1986] (p. 3905).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : historique des découpages électoraux ; garantie entourant les préparations du projet de loi [13 octobre 1986] (p. 4673) ; problème particulier du Calvados ; refus du groupe R.P.R. de voter la censure (p. 4674).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen ; contrôle des crédits de fonctionnement de Paris ; constitutionnalité de l'article 2 ; droit d'évocation de la Cour des comptes ; constitutionnalité des dérogations apportées pour Paris au droit commun ; notion de « société » au sens de l'article 15 de la Déclaration des droits de l'Homme de 1789 [21 novembre 1986] (p. 6694) ; abus de la procédure d'exception d'irrecevabilité ; tendance de la loi à ne plus être exclusivement la chose du Parlement à cause de l'intervention du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel (p. 6695) ; inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; propos de M. Roland Dumas sur « les malversations juridiques » ; spécificité de la ville de Paris ; existence de certaines assimilations à l'Assemblée nationale et au Sénat ; retour au droit commun des collectivités locales dans les autres dispositions de la proposition (p. 6699) ; rareté des propositions de loi (p. 6700).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, explications de vote : **son rappel au règlement** : attitude de M. Joxe [6 décembre 1986] (p. 7286) ; demande que l'on épargne à l'Assemblée ses « surgissements permanents, insolites, répétitifs et maniaques » concernant la commission des lois (p. 7287).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe sur le projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes ; ses observations sur l'éventuel manquement au principe d'égalité des citoyens devant la loi résultant du faible nombre de Conseil de prud'hommes concernés par la création d'une chambre spécialisée en matière économique ; détournement de procédures résultant de la multiplication des exceptions de procédure [8 décembre 1986] (p. 7318) ; inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe au projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes ; déclin des litiges relevant de la section de l'agriculture ; création d'une chambre spécialisée (p. 7334) ; ancienneté de l'institution (p. 7335).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : déclarations de MM. Michel Sapin et Philippe Marchand contre la suppression des jurys populaires dans les affaires de terrorisme ; loi du 9 septembre 1986 prévoyant qu'en matière de terrorisme les accusés majeurs sont déférés à la Cour d'assises sans jury populaire instituée par la loi du 21 juillet 1982 ; renvoi du procès de Régis Schleicher et les frères Claude et Nicolas Halfen ; loi du 9 septembre 1986 prévoyant son application aux faits commis postérieurement à son entrée en vigueur [18 décembre 1986] (p. 7773) ; nécessité de prévoir l'application immédiate de ces dispositions ; refus du Gouvernement d'instituer une véritable centralisation des poursuites ; principes généraux du droit conduisant à l'entrée en vigueur immédiate des lois de procédure ; exemple d'application immédiate des lois nouvelles aux procédures en cours ; réforme du code pénal de M. Robert Badinter reprenant le principe de l'application immédiate des lois de procédure (p. 7774) ; loi du 9 septembre ne créant pas une incrimination spécifique mais prenant en compte les caractères terroristes de certaines infractions de droit commun ; inopportunité de poser le problème de l'existence du jury populaire ; constatation par la chambre d'accusation du caractère terroriste des faits ; retrait par le groupe socialiste en commission d'une exception d'irrecevabilité soutenue par M. Jean-Pierre Michel (p. 7775) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. André Lajoinie ; précise qu'il est gré au groupe socialiste d'avoir retiré son exception d'irrecevabilité ; décision du Conseil constitutionnel sur la Cour composée de magistrats professionnels (p. 7778) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; explications de M. Gilbert Bonnemaison sur la loi d'amnistie de 1981 (p. 7783) ; son attachement aux jurys populaires ; problème de la sérénité du jugement (p. 7784).

Discussion des articles : **article 1er** : ses observations (p. 7789) ; **article 2** : son amendement n° 2 (complétant cet article par le paragraphe suivant : « II. — en outre, les dispositions du paragraphe I à IV de l'article 9 de la présente loi sont applicables aux faits commis postérieurement au 31 décembre 1984 ») : adopté ; **après l'article 2** : son amendement n° 3 (supprimant dans l'intitulé de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 les mots « et aux atteintes à la sûreté de l'Etat ») ; conséquences de la décision du Conseil constitutionnel (p. 7790) ; adopté ; inopportunité d'engager une réforme du juré d'assises (p. 7791) ; ses observations (p. 7792) ; ses observations (p. 7794) ; **titre** : son amendement n° 4 (supprimant dans le titre du projet de loi les mots : « et aux atteintes à la sûreté de l'Etat ») : adopté (p. 7795).

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 15 mai 1986] (p. 6375).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 octobre 1986] (p. 12830).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 364) autorisant la ratification de **l'Acte unique européen (n° 480)** [18 novembre 1986].

Proposition de loi visant à étendre la protection sociale accordée aux épouses des ostréiculteurs et des mytiliculteurs inscrits maritimes relevant de la **caisse de retraite des marins (n° 585)** [18 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : préservation de l'identité culturelle de la France ; équilibre entre la presse écrite, la télévision publique et la télévision privée ; mise en œuvre d'une politique anti-concentration dans le domaine de la communication ; [8 août 1986] (p. 4175) ; maintien des fonds de soutien aux sociétés de programme ; colonnes de Buren (p. 4176) ; accès de l'information télévision à l'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique ; privatisation de TF1 ; création de la 5e et de la 6e chaîne sans préoccupation culturelle ; disparition du système des commandes obligatoires à la S.F.P. ; rôle de la C.N.C.L. ; répartition du capital de TF1 entre le repreneur, les salariés et les nouveaux actionnaires ; accroissement de la liberté d'émissions pour les radios libres (p. 4177) ; technologie du câble et du satellite ; statut de *l'agence France-Presse* (p. 4178).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* décret du 22 mars 1983 interdisant les cessions au tiers de matière de culture marine ; détournement de trafic de ports français vers Rotterdam [21 octobre 1986] (p. 5074).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* problème de désenclavement aérien, ferroviaire et routier de la Charente-Maritime ; autoroute Paris-Bordeaux ; aménagement de la nationale 150 ; construction d'un aérodrome près de Rochefort [28 octobre 1986] (p. 5446).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : signification du titre « Acte unique » ; définition d'un grand marché ; amélioration du processus de décision ne bouleversant pas les équilibres institutionnels ; absence de transfert de souveraineté ; objectif de la construction européenne des années 1970 [20 novembre 1986] (p. 6603) ; enlisement de la communauté ; début du Marché commun ; conséquences de la crise économique ; dégradation des coûts salariaux en Europe à partir de 1971 ; problème de la couverture de dépenses de l'Etat providence ; effacement des solidarités ; défense du socle industriel national (p. 6604) ; baisse de la compétitivité européenne et ralentissement des échanges intra-communautaires ; situation de l'industrie européenne ; problème de la contribution britannique ; sommet de Milan ; estime que l'Europe « a raté sa troisième révolution industrielle » ; dépenses de recherche ; cloisonnement des marchés ; utilisation des institutions communautaires pour gérer les secteurs en déclin ; fragilité de la technologie française ; suppression des normes industrielles et sanitaires (p. 6605) ; suppression des barrières fiscales ; rapprochement des taux de T.V.A. ; ouverture des marchés publics ; recours à la majorité qualifiée au Conseil pour la mise en œuvre du marché intérieur ; controverse à propos des articles 99 et 101 du traité modifié (p. 6606) ; problème du choix entre la directive et le règlement ; domaines dans lesquels le vote à l'unanimité est nécessaire ; maintien de la législation nationale ; possibilité d'invoquer à tout moment l'arrangement de Luxembourg ; dévoiement de la notion de consensus au niveau des experts ; pouvoirs de la commission (p. 6607) ; officialisation du système monétaire européen ; absence de majorité automatique au sein de la communauté ; intérêt de la majorité qualifiée ; politique d'accompagnement concernant la recherche et le développement technologique ; programme Esprit ; conduite d'une politique de l'environnement ; politique de solidarité ; coopération politique ; référence à la sécurité et allusion à l'union de l'Europe occidentale (p. 6608) ; opportunité de définir une véritable politique commerciale extérieure commune ; problème des importations de voitures étrangères ; conséquences d'une éventuelle non ratification ; problème allemand (p. 6609).

LONCLE (François)

Député de l'Eure
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 375) [4 décembre 1986] (p. 7124).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 439) [4 décembre 1986] (p. 7124).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 440) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 439) autorisant l'approbation d'une convention relative à la **coopération en matière de recherche scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso (n° 551)** [12 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 440) autorisant l'approbation d'un accord de **coopération en matière économique et financière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso (n° 552)** [12 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 375) autorisant l'approbation d'une **convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso (n° 553)** [12 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Privatisation et statut du personnel de la télévision** : appartenance à la Nation du secteur public de l'audiovisuel français indépendance ; pluralisme et qualité des programmes dans le système actuel ; existence d'une concurrence avec les chaînes privées avenir des personnels des chaînes nationales de télévision cas de TF1, de la S.F.P., de T.D.F. et de FR3 [21 mai 1986] (p. 992).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : conditions de transfert des entreprises du secteur public au secteur privé ; procédure choisie constituant une démarche s'apparentant à un blanc-seing ; constitution du secteur public industriel en 1981 ayant permis de surmonter une crise sans précédent ; bilan des sociétés nationales ; compare le Gouvernement à un Gouvernement de « flottement » ; privatisation industrielle et bancaire constituant une « braderie permanente » du patrimoine national [13 mai 1986] (p. 857).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant la réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : absence de M. François Léotard lors de la précédente séance [12 juin 1986] (p. 2157) ; amendements du groupe socialiste n'ayant pas été examinés par la commission des affaires culturelles ; souhaite que les amendements puissent être discutés par la commission ; attitude de M. Michel Séguin consistant à empêcher la discussion des amendements en séance publique par le biais de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution ; engagement de M. Barrot ; demande au Gouvernement de s'engager de la même façon (p. 2158).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : mutation et remplacement de six directeurs de région de la station FR3 ; Gouvernement affirmant qu'il n'y a pas de « chasse aux sorcières » (p. 2160) ; **article 1er** : **son rappel au règlement** : attitude de M. François Léotard ; discrimination entre le Sénat et l'Assemblée nationale (p. 2169) ; **après l'article 11** : nécessité de mesures anti-concentration [17 juin 1986] (p. 2285) ; **son rappel au règlement** : mise en cause de M. François Léotard (p. 2291).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : met en cause M. Michel Péricard qui « avait une ligne directe avec le Gouvernement et le consultait avant chaque journal télévisé » [4 août 1986] (p. 3990).

— **Son fait personnel** : insultes prononcées par M. Michel Péricard à son encontre ; licenciements à la radiotélévision en 1968 et 1974 ; précise qu'« il n'avait pas de ligne directe entre son bureau et le ministère de l'information », à l'instar de M. Michel Péricard, lorsqu'il travaillait à la télévision [4 août 1986] (p. 4013).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : statut juridique de l'audiovisuel et de la communication ; absence d'obstruction de l'opposition ; apports de la loi de 1982 sur l'audiovisuel [8 août 1986] (p. 4169) ; mise en cause du discours de M. François Léotard sur le prétendu « mieux-disant culturel » ; rôle de la C.N.C.L. ; incompatibilité entre l'exercice par le secteur privé d'une domination et la liberté de communication ; mise en cause de la gestion de l'*Express* par M. Jimmy Goldsmith ; avenir d'Antenne 2 ; radios locales décentralisées de Radio-France, ; avenir des réseaux secondaires permettant de capter TF1 (p. 4170).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : élection de M. Michel Droit pour représenter l'Académie française à la C.N.C.L. ; déstabilisation de la communication audiovisuelle ; « mainmise » du pouvoir sur l'information ; baisse de la redevance [9 octobre 1986] (p. 4534) ; ses observations sur l'« opération Borvo-Duhamel » ; position de Mme Janine Langlois-Glandier à FR3 ; menaces sur le pluralisme à Radio-France, TF1 et Antenne 2 (p. 4535) ; avenir du service public (p. 4536).

Discussion des articles : **article 1er** : attitude du ministre [9 octobre 1986] (p. 4551) ; nomination de M. Michel Droit à la C.N.C.L. (p. 4552) ; **article 4** : ses regrets concernant la suppression de la loi de 1982 ; avenir de la S.F.P. et de l'I.N.A. [10 ocotbre 1986] (p. 4637) ; **article 5** : nécessité de maintenir la loi de 1984 (p. 4645) ; **titre** : rappelle que la loi sera adoptée le 11 octobre, date de la Saint-Firmin, patron des valets de chambres (p. 4646).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* lutte contre l'alcoolisme ; opportunité de ne pas avoir rétabli le privilège des bouilleurs du cru ; diminution des crédits de prévention ; regrette la nomination du docteur Serrou à la tête du comité français de l'éducation pour la santé [5 novembre 1986] (p. 5898).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : son amendement n° 173 (réduction des crédits) [6 novembre 1986] (p. 5962) ; retiré (p. 5963).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale. Questions :* privatisation de TF1 ; « escroquerie » d'Etat ; lien entre les groupes d'audit choisis par le ministère avec les clients potentiels [13 novembre 1986] (p. 6304).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion de l'article unique : importance du projet proposé ; volonté politique ; projet ne contenant pas la dimension culturelle [20 novembre 1986] (p. 6662).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 375).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : rapprochement entre la France et le Burkina Faso ; volume des échanges concernés ; différences entre les régimes douaniers ; réactualisation de la convention de 1962 ; rejet du projet par la commission des affaires étrangères et les représentants de la majorité [16 décembre 1986] (p. 7632).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 440).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : pauvreté du Burkina Faso ; modification de l'accord de 1961 ; aide française ; proximité de cet accord avec les accords de coopération de la deuxième génération signés avec d'autres Etats d'Afrique ou de l'océan Indien ; rejet du projet en commission par la majorité [16 décembre 1986] (p. 7634).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 439).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : présence de l'O.R.S.T.O.M. et du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement au Burkina Faso ; coopération en matière de lutte contre la désertification ; rejet du projet par la commission

des affaires étrangères ; doctrine de l'extrême droite en matière de coopération ; propos des porte-paroles de la majorité parlementaire sur la coopération [16 décembre 1986] (p. 7638).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au réglement :** demande une suspension de séance [19 décembre 1986] (p. 7878).

LONGUET (Gérard)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.
puis *ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.*

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'industrie des P. et T. et du tourisme, (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac) chargé des P. et T. Décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Yvon Briant : avenir de l'agence France-Presse : aide des pouvoirs publics pour permettre à l'A.F.P. de se maintenir dans un univers de moins en moins francophone augmentation des crédits inscrits au budget de 1987 [12 novembre 1986] (p. 6149) ; mise en œuvre du plan de développement devant assurer la compétitivité et diversifier les débouchés ; orientations vers des services nouveaux ; information économique et financière, diffusion d'archives photographiques ; diminution progressive de la part des recettes que représentent les abonnements de l'Etat dans le budget de l'A.F.P. ; autonomie et liberté d'information (p. 6150) ;

orales sans débat :

— M. Charles Miossec (n° 84) : statut fiscal et social des commerçants et artisans : rôle de l'artisanat et du commerce dans « la bataille de l'emploi » ; examen des problèmes du secteur par une structure d'action horizontale ; rôle du ministère de l'artisanat et du commerce ; étude en cours sur la transmission des entreprises [27 juin 1986] (p. 2578) ;

— Mme Colette Gœuriot (n° 86) : industries du sel et de la potasse : épuration du Rhin ; études d'un groupe d'experts sur les moyens d'assurer le rejet des sels ; emploi en Meurthe-et-Moselle [27 juin 1986] (p. 2579) ;

— M. François Porteu de la Morandière (n° 87) : ouverture, au muaée de l'armée, d'une aalle consacrée à la guerre d'Algérie : nécessité d'expliquer l'image de l'armée française engagée en Indochine et en Algérie ; rôle des associations d'anciens combattants ; dispositions prise par la commission interministérielle culture-armée [27 juin 1986] (p. 2581) ;

— M. Serge Charles (n° 131) : diatribution de l'électricité dans la région Nord-Pas-de-Calais : question à l'étude du conseil de direction du F.D.E.S. ; investissement examiné du point de vue de l'équipement en capacité de production et en installations de distribution, du prix du kilowatt-heure et du désendettement nécessaire d'E.D.F. ; examen pluriannuel des investissements ; Nord-Pas-de-Calais était une région pilote pour la régionalisation de l'approche production et la distribution d'électricité ; association du producteur d'énergie à une politique d'utilisation plus rationnelle [28 novembre 1986] (p. 6945).

— M. Jean Laurain (n° 138) : chômage en Lorraine : action de solidarité en faveur de la Lorraine appuyée sur les propositions du conseil régional ; adaptation de la production des houillères de Lorraine aux débouchés actuels ; cristallerie de Vannes-le-Châtel ; délégation régionale de Nancy de C.I.T.-Alcatel ; implantation du service des titres d'Etat ; I.U.T. de Metz ; centre de recherche de T.D.F. [28 novembre 1986] (p. 6947) ; décentralisation de l'office national de chasse ; préfet de région chargé de définir, en association avec les instances lorraines, les orientations d'un plan de développement économique (p. 6948).

— M. Jean-Hugues Colonna : transfert des services vétérinaires départementaux de Nice-Cimiez : dossier suivi par le préfet pour que les services du ministère de l'agriculture retrouvent des terrains et locaux aussi vastes et bien aménagés que ceux qu'ils quittent ; décision revenant à l'Assemblée départementale ; rôle du ministre de l'agriculture d'assurer aux fonctionnaires de bonnes conditions de travail [28 novembre 1986] (p. 6949).

— M. Pierre Sergent (n° 134) : Tchad : aggravation des divisions des élements coalisés contre le Gouvernement légitime du Tchad rapprochement de M. Goukouni Ouedeï avec M. Hissène Habré ; appel d'Hissène Habré à la France pour libérer le nord Liban de la présence lybienne ; prolongement de l'opération « Epervier » soutien apporté au seul Gouvernement légitime du Tchad [28 novembre 1986] (p. 6949, 6950).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : avenir de T.D.F. ; rôle du secteur des télécommunications dans les technologies de pointe ; bilan positif du service public des télécommunications ; plan câble ; prélèvement du budget général sur le budget des télécommunications [4 août 1986] (p. 4010) ; déréglementation des télécommunications ; suppression du monopole d'A.T.T. et privatisation de British Telecom et de N.T.T. ; préservation de certaines prérogatives de l'Etat ; clarification des missions de service public ; rôle de la C.N.C.L. (p. 4011) ; conditions de développement des services de télécommunication ; compétence de la C.N.C.L. sur les télécommunications ; obligations du Gouvernement à l'égard des fonctionnaires des télécommunications ; projet de loi sur l'organisation de la concurrence dans ce secteur (p. 4012) ; direction générale des télécommunications ; rôle de l'Etat dans ce secteur ; prélèvement budgétaire sur la D.G.T. (p. 4013) ; introduction de la concurrence dans le secteur des télécommunications ; séparation des fonctions de réglementation et de prestation de services de la D.G.T. ; préservation d'un service public des télécommunications ; relations entre la D.G.T. et les collectivités locales ; plan câble [5 août 1986] (p. 4088) ; rapprochement des secteurs des télécommunications et de l'audiovisuel ; nécessité de refuser le protectionnisme dans le domaine de l'audiovisuel augmentation de la taxe de base des téléphones en 1984 application de la T.V.A au secteur des télécommunications (p. 4089) ; nécessité d'assurer l'autonomie des Télécom (p. 4090).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications.
— *Discussion générale :* prélèvements opérés pour le budget général sur le budget annexe ; importance de la réalité postale et télécommunicante ; perspectives de croissance du secteur s'inscrivant dans un climat de concurrence ; activités des télécommunications destinées aux entreprises représentant une formidable concentration de chiffres d'affaires sur un petit nombre de clients [31 octobre 1986] (p. 5661) ; existence des missions de service public devant être reconnues et confirmées ; plan câble ne reposant sur aucune logique économique claire ; autorisations de réseau accordées en vertu des articles L. 33 et L. 34 du code des postes et télécommunications relevant désormais de la C.N.C.L. ; annonce un texte relatif à la concurrence dans le secteur des télécommunications ; situation de la radio-téléphonie ; nécessaire maintien des bureaux de poste en zone rurale ; prestations financières de la poste (p. 5662) ; prestations commerciales de la poste ; nécessaire contractualisation des rapports de la poste avec ses clients ; effectifs des postes et télécommunications ; importance du recrutement des années 1981 et 1982 ayant rendu impossible l'avancement

correct et des perspectives de mutation convenables aux agents (p. 5663) ; diminution des prélèvement supportés par le budget annexe ; inconvénients de ces prélèvements ; charge de la dette et des frais financiers ; importance des besoins d'investissements (p. 5664) ; financement du plan câble ; implantation des cabines téléphoniques ; politique industrielle en matière de télécommunications ; situation de la C.G.C.T. ; diminution du nombre des bureaux de poste dans le monde rural ; concurrence sur les nouveaux services de téléphone ; composition de la C.N.C.L. (p. 5665) ; nécessité que la D.G.T. puisse effectivement récupérer la totalité de la T.V.A. payée sur ces investissements ; courrier rapide interentreprise prenant de plus en plus souvent des formes électroniques (p. 5666).

Répond à la question de :

— *M. Bruno Mégret :* préparation d'un texte sur la concurrence dans le secteur des télécommunications ; inopportunité de poser en termes de structure le problème des télécommunications de la poste (p. 5666) ;

— *M. Michel Berson :* plan câble débouchant sur une impasse ; multiplication par le précédent gouvernement des chaînes de télévision hertzienne aérienne ; compare le développement du câble et du téléphone (p. 5667) ;

— *M. Alain Richard :* politique industrielle de la filière électronique ayant toujours été conduite principalement par le ministère de l'industrie (p. 5667) ; ses doutes sur l'utilité économique du plan câble (p. 5668) ;

— *M. Jean Oehler :* diminution du nombre des préposés ne devant pas entraîner une diminution identique du nombre de tournées (p. 5668) ;

— *M. Serge Charles :* poids démographique des circonscriptions de taxe (p. 5668) ; tarification devant être plus fonction de la durée que de la distance ; réflexion du ministère en vue d'aboutir à la mise en place d'une tarification par « zones-bulles » (p. 5669) ;

— *M. Alain Richard :* litiges relatifs aux facturations ; facturation détaillée pouvant s'accompagner du service Gestax (p. 5669) ;

— *M. Michel Berson :* inopportunité que les entreprises ayant des communications internationales puissent bénéficier de système de téléport (p. 5670).

Examen des crédits : **article 40 :** son amendement n° 129 (de coordination) : adopté (p. 5670) ; importance des besoins de la commutation en investissements ; inopportunité d'un surinvestissement dans le câble (p. 5671).

LORENZINI (Claude)

Député de la Meuse
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

LORY (Raymond)

Député d'Indre-et-Loire
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du Conseil national des transports [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 289) tendant à rendre obligatoire la signalisation de l'abandon, par leurs occupants des véhicules accidentés [9 octobre 1986] (p. 4560).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre les possibilités de secours en indemnité ouvert à certaines **victimes de dommages résultant d'une infraction (n° 172)** [5 juin 1986].

LOUET (Henri)

Député de l'Indre
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la **coopération industrielle franco-allemande en matière d'hélicoptères de combat (n° 249)** [2 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à compléter et modifier la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au **redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (n° 286)** [17 juillet 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réforme des rythmes scolaires :** poursuite de l'aménagement du temps scolaire favorisant à la fois l'éducation et la pratique des sports et des activités culturelles et artistique [29 octobre 1986] (p. 5483).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* difficultés d'équipement de l'hydraulique agricole dans le département de l'Indre ; retard des opérations de remembrement rural [30 octobre 1986] (p. 5584).

Défense nationale. — *Discussion générale :* préparation d'une nouvelle loi de programme ; augmentation des crédits d'équipement ; objectif relatif à la disuasion stratégique nucléaire ; équipement de quatre S.N.L.E. avec le missile M4 ; défense spatiale ; moyens d'observations Hélios et Syracuse ; crédibilité des forces conventionnelles ; participation à la défense de l'Europe [12 novembre 1986] (p. 6161) ; responsabilité de la France en Afrique ; commande de 35 avions de combat Mirage 2000 ; réalisation effective du porte-avion Richelieu ; développement du char Leclerc (p. 6162).

LOUIS-JOSEPH-DOGUE (Maurice)

Député de la Martinique
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* opportunité de faire référence à la loi de

programme dont sera bientôt saisi le Parlement [8 novembre 1986] (p. 6093) ; situation économique en Nouvelle-Calédonie ; notion de balance commerciale entre la métropole et les D.O.M. ; caractère néfaste d'une augmentation de crédit public (p. 6094) ; *questions :* nécessité d'une étude des effets positifs ou négatifs des différents accords européens ; création en Martinique d'une société civile de placements immobiliers régional pour la création d'un groupement foncier agricole ; problème posé par le thrips (p. 6112).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : maintien de la décentralisation ; s'interroge sur la nécessité d'une loi de programme ; s'oppose à la parité sociale globale [26 novembre 1986] (p. 6796) ; revendique l'égalité sociale ; mobilité ; nécessaire promotion de la mobilité dans la zone Caraïbe (p. 6797).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 87 (suppression de la référence à la mobilité) : rejeté (p. 6825) ; **article 2 et annexes** : son amendement n° 159 (liaison aérienne entre les départements d'outre-mer et leur environnement géographique) [27 novembre 1986] (p. 6846) ; rejeté ; son amendement n° 160 (effort en faveur des transports maritimes) : rejeté (p. 6847) ; son amendement n° 161 (réforme agraire facilitant l'installation des jeunes agriculteurs) : rejeté (p. 6849) ; son amendement n° 98 (rattrapage progressif du S.M.I.C.) : rejeté (p. 6851) ; son amendement n° 99 (ajout de la formation générale à l'annexe IV) : rejeté (p. 6852) ; son amendement n° 166 (équipements sociaux pour les enfants) : rejeté (p. 6853) ; **article 5** : son amendement n° 167 (autorisation préalable du conseil régional pour la commercialisation sur le territoire des D.O.M. de produits issus des zones franches) (p. 6866) ; rejeté (p. 6867) ; **après l'article 9** : son amendement n° 112 (mesures favorisant l'embauche et la formation des vingt-six-quarante ans) : rejeté au scrutin public (p. 6882) ; **article 9 *bis*** : son amendement n° 144 (formation générale des migrants) (p. 6885) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 170 (aide au retour) (p. 6886) ; rejeté (p. 6887) ; **article 10** : son amendement n° 116 (durée d'application des dispositions de l'article 10) (p. 6888) ; adopté (p. 6889).

— Proposition de loi, adopté par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion générale : coexistence de deux pouvoirs exécutifs et de deux assemblées délibérantes résultant du caractère mono-départemental des régions d'outre-mer ; maintien de la dualité d'organismes compétents en matière touristique [18 décembre 1986] (p. 7824) ; demande la suppression de l'article 6 de la proposition de loi (p. 7825).

Discussion des articles : **article 6** : création d'une dualité dans les départements d'outre-mer entre les agences régionales du tourisme et les offices départementaux ; composition de l'agence régionale du tourisme ; loi stérilisant le développement touristique dans les départements d'outre-mer (p. 7828).

M

MADELIN (Alain)

Ministère de l'industrie, des P. et T. et du tourisme.

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Arthur Paecht : situation des chantiers navals : chantier de la Seyne-sur-Mer ; opération « vérité » engagée par le Gouvernement ; charges des entreprises [16 avril 1986] (p. 188) ;

— Michel Hannoun : sécurité nucléaire en France : accident de Tchernobyl ; moyens de la sûreté nucléaire ; cas des centrales d'Isère et notamment de Saint-Alban et de Creys-Malville ; déclaration du sommet de Tokyo ; nécessité d'assurer d'une coopération internationale et des échanges d'informations en cas d'alerte ou d'accident nucléraire [7 mai 1986] (p. 832) ;

— M. Henri Bayard : information nucléaire : absence de mise en cause de la sécurité des Français dans l'affaire de l'accident de Tchernobyl ; absence de maillon faible dans les dispositifs de sécurité en France ; informations dispensées à la presse et au public par les services administratifs ; informations données par les soviétiques ; mise en place d'une cellule interministérielle d'information ; respect du seuil d'action recommandé par l'Organisation mondiale de la santé [14 mai 1986] (p. 899) ; sentiments anti-nucléaires en France (p. 900).

— M. Charles Metzinger : information gouvernamentale en matière de radioactivité : seuil recommandé par l'Organisation mondiale de la santé ; inquiétudes provoquées en France par les mesures prises dans les pays européens ; nombre de communiqués diffusés par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants ; suppression, antérieure à 1986, de crédits budgétaires pour ce service ; création en 1977 et suppression en 1982 d'un Conseil de l'information sur l'énergie électro-nucléaire ; propos tenus par Mme Huguette Bouchardeau sur la possibilité de s'exprimer en de telles circonstances [14 mai 1986] (p. 904) ; affaire du Montlouis ; mise en œuvre d'une cellule d'information (p. 905) ;

— M. Jean-Marie Le Pen : la sécurité et l'information nucléaire : sécurité civile en cas d'attaque militaire thermonucléaire ; sûreté des installations nucléaires en France ; protection contre les radiations ; absence de mort due à l'industrie de l'énergie électronucléaire sauf en Union soviétique ; centrale de Creys-Malville ; accident de Tchernobyl ; publication de chiffres concernant les radiations en France [14 mai 1986] (p. 908) ; existence d'un plan particulier d'intervention pour chaque centrale ; absence de danger pour la santé de la population à la suite de l'accident de Tchernobyl (p. 909) ;

— M. Augustin Bonrepaux : plan textile : conséquences de la politique d'accroissement des charges ; affaire Boussac ; sidérurgie, Renault et la Chapelle Darblay [4 juin 1986] (p. 1683) ; renégociation de l'accord multifibre de la commission des Communautés économiques européennes ; effets pervers et inutiles des interventions de l'Etat (p. 1684) ;

— M. Charles Paccou : conatruction navale : choix des sites des entreprises maintenues : coût d'un bateau construit en France ; dépôt de bilan du groupe Normed ; rapport de la Cour des comptes ; directives européennes sur le système des aides [11 juin 1986] (p. 2080) ; fermeture du chantier de Dunkerque ; nécessité de mettre en place un nouveau dispositif fondé sur une aide à la commande et des aides à la reconversion (p. 2081) ;

— M. Christian Goux : chantiers navals : dépôt de bilan de la Normed ; rapport de la Cour des comptes ; mesures industrielles et sociales prises par le Gouvernement [25 juin 1986] (p. 2449) ;

— M. Jacques Roger-Machart : projet Eurêka : réunion de la troisième conférence interministérielle pour examiner des projets ; réalistion du grand Marché commun ; réexamen des procédures de choix [25 juin 1986] (p. 2450) ;

— M. Jean-Claude Gaudin : situation des chantiers navals : décision de ne plus donner de subventions exceptionnelles aux chantiers navales ; mise en place d'un plan social [25 juin 1986] (p. 2453) ; paiement des salaires de juillet et d'août ; maintien d'une construction navale en France (p. 2554) ;

— M. Gabriel Domenech : chantiers navals de la Ciotat : choix des sites maintenus par les dirigeants et

actionnaires de Normed ; nouveau système d'aide et mesures sociales [25 juin 1986] (p. 2456) ;

— **M. Roger Combrisson : accord entre la compagnie générale d'électricité et american telegraph and telephone** : volonté de la D.G.T. d'avoir une deuxième source d'approvisionnement ; avenir de la C.G.C.T. ; ses rencontres avec des responsables d'entreprises de télécommunication étrangères : sa volonté de ne pas s'immiscer dans la gestion des entreprises publiques [25 juin 1986] (p. 2456) ;

— **M. Ronald Perdomo : situation financière des fournisseurs de la Normed** : mise en place d'un dispositif particulier auprès des préfets des départements concernés [8 octobre 1986] (p. 4456) ; examen des dossiers complets ; mesures de reconversion individuelles et création de zones d'entreprise (p. 4457) ;

— **Mme Elizabeth Hubert : fermeture du chantier naval Dubigeon : mesures d'accompagnement** : crise européenne et mondiale affectant la construction navale ; plan social ; politique menée sur le site de Saint-Nazaire ; zone franche [15 octobre 1986] (p. 4766) ;

— **M. Claude Dhinnin : suppression de l'Agence de l'informatique** : poursuite du développement de logiciels dans le cadre de nouvelles procédures plus efficaces ; rôle des animateurs informatiques régionaux dans un domaine désormais mieux connu des industriels ; nécessité de mettre fin à la mission de l'agence, la promotion de la diffusion de l'informatique, pour laquelle elle avait été créée, étant assurée [22 octobre 1986] (p. 5138) ;

— **Mme Colette Goeuriot : situation de la sidérurgie** : adhésion de la France à l'engagement pris par les états de la C.E.E. de ne plus apporter de soutien financier à la sidérurgie ; rappel des promesses illusoires faites par les gouvernements de gauche ; action de l'Etat pour combler les pertes accumulées [3 décembre 1986] (p. 7035) ;

orales sans débat de :

— **M. Jean-Pierre Sueur (n° 8) : suppressions d'emplois au Bureau de recherches géologiques et minières** : missions du Bureau des recherches géologiques et minières ; dépression des marchés des minerais et métaux ; préparation d'un plan de redressement par la direction ; aides à la reconversion [25 avril 1986] (p. 393-394) ;

— **M. Bruno Chauvierre (n° 10) : privatisation de la sidérurgie** : mission de M. Jean Gandois pour établir un diagnostic des groupes Sacilor et Usinor ; nécessité de restructurer la sidérurgie [25 avril 1986] (p. 394) ; crise due à une économie administrée (p. 395) ;

— **M. Jean Laurain (n° 44) : redéploiement économique et industriel en Lorraine** : emplois annoncés par M. Fabius ; maintien des crédits d'industrialisation de la Lorraine ; examen du schéma directeur des I.U.T. ; implantation du centre de recherche de T.D.F., du centre d'études et de recherche sur l'appareillage des handicapés et du service des titres de l'Etat ; projet « le Nouveau Monde des Schtroumpfs » [30 mai 1986] (p. 1502) ;

— **M. Guy Herlory (n° 40) : sidérurgie lorraine** : incertitude de la situation ; sociétés Unimetal, Asco-Metal et Sollac ; mission confiée à M. Jean Gandois pour établir un diagnostic de la situation des groupes Sacilor et Usinor [30 mai 1986] (p. 1504) ;

— **M. Emile Koehl (n° 76) : coopération technologique européenne** : création d'un espace industriel européen pour 1992 ; matériels électroniques et informatiques ; programme Esprit ; projet Eurêka [20 juin 1986] (p. 2377) ;

— **Mme Ginette Leroux (n° 79) : bassin ardoisier de l'Anjou** : possibilité de reprise partielle de l'activité des ardoisières de l'Anjou ; atténuation des conséquences sociales [20 juin 1986] (p. 2377-2378) ;

— **M. Alain Bocquet (n° 74) : entreprise Alsthom à Raismes** : diminution du marché intérieur de matériel roulant ; insuffisance du plan de charge ; plan de réduction des effectifs [20 juin 1986] (p. 2379) ; nécessité de l'internationalisation du groupe C.G.E. (p. 2380) ;

— **M. Gilbert Gantier (n° 109) : grèves à E.D.F. dans la région parisienne** : devoirs des agents des services publics ; service minimum ; législation souhaitable [3 octobre 1986] (p. 4338) ;

— **M. Jean Kiffer (n° 162) : production charbonnière et sidérurgie en Lorraine** : examen de la situation de Solodev par le ministère de l'industrie [19 décembre 1986] (p. 7845) ; politique de continuité vis-à-vis de la sidérurgie ; compatibilité de l'unité de direction pour les deux entreprises sidérurgiques avec des principes de décentralisation ; impossibilité de protéger le charbon national ; nécessité du redressement financier des Charbonnages de France ; impératifs de rentabilité (p. 7846) ;

— **M. René André (n° 160) : heure d'été** : directive communautaire fixant l'heure d'été ; économies d'énergie ; étude de toute proposition d'aménagement [19 décembre 1986] (p. 7847).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : allégement de charges sociales et fiscales étant susceptibles de créer des emplois ; son amendement n° 444 (tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « en vue d'inciter à la création d'emploi et consentir pour une période limitée aux entreprises situées dans certaines zones où la situation de l'emploi est particulièrement grave, des exonérations ou des réductions d'impôts d'Etat ou de cotisations sociales ou encore modifier pour une période limitée les règles d'assiette des impôts d'Etat auxquels ces entreprises sont assujetties ») ; dispositif proposé n'étant valable que pour une période limitée ; réduction d'impôts ne portant que sur les impôts d'Etat ; dispositif ne s'appliquant qu'aux zones connaissant de graves difficultés d'emploi [29 avril 1986] (p. 547) ; situation du Nord-Pas-de-Calais ; pôles de conversion ; nécessaire réflexion sur l'ensemble des dispositifs d'aménagement du territoire ; notion de zone d'emploi (p. 549) ; critère d'éligibilité des investissements ; étude d'un dispositif de zone d'emploi à la française (p. 550) ; absence de remise en question du S.M.I.C. ; absence de dispositions dans la loi d'habilitation permettant de remettre en cause le mécanisme des pôles de conversion (p. 561) ; nécessité de réduire les charges et la fiscalité ; négociations avec les partenaires sociaux ne constituant pas un préalable à la mise en œuvre des dispositifs prévus par cet article ; zones concernées devant être déterminées selon des critères précis d'éligibilité ; durée d'application du mécanisme ; égalité des conditions de concurrence entre des zones situées en France et d'autres situées dans d'autres pays européens (p. 562) ; **article 4** : dénationalisation et politique industrielle ; exemple de Matra [5 mai 1986] (p. 700) ; efficacité des entreprises publiques et politique de planification ; perte d'emplois en cinq ans par les entreprises nationales ; entreprise Matra ; vocation de Rhône-Poulenc à revenir au privé ; accord Matra-Fiat ; appel au marché financier pour l'entreprise Matra ; politique industrielle consistant à replacer les entreprises dans une discipline de marché sous le double contrôle des clients et des actionnaires (p. 701) ; difficultés de l'entreprise Renault ; contrôles des entreprises par une poignée d'hommes avant 1982 ; exemple de M. Lagardère, patron de Matra avant 1982 (p. 702) ; groupe Elf ; charges qui lui ont été imposées par l'Etat (p. 703) ; absence d'arguments justifiant le maintien du groupe Thomson dans les entreprises nationalisées ; échec du magnétoscope français ; existence d'une division du travail dans une économie internationale ; difficultés de la hi-fi française ; exemple de la « reconquête » du marché intérieur de la hi-fi ; réalisation d'un radar pour la marine nationale (p. 705) ; situation de Sacilor-Usinor et de la régie Renault ; action de M. Iacocca, P.D.G. de Chrysler aux Etats-Unis (p. 707) ; redressement de la régie Renault ; prévision d'une provision mobilisable dans le collectif budgétaire ; gestion du groupe avant 1981 (p. 708) ; assurances générales de France « Incendie, accident, risques divers » ; groupe A.G.F. ; problème général des assurances ; rentabilité du secteur privé et du secteur nationalisé des assurances ; développement en France, à l'étranger et dans la Communauté européenne des prestations de ces entreprises (p. 710).

— **Ses observations sur le fait personnel de Mme Huguette Bouchardeau** ; son regret de la sup-

pression du Conseil de l'information sur l'énergie nucléaire ; rétablissement de cette structure sous une forme opérationnelle [14 mai 1986] (p. 909).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Discussion générale :* évolution de la compétitivité ; pénétration du marché intérieur ; profitabilité des entreprises ; pertes d'emplois industriels ; augmentation des aides aux entreprises [31 octobre 1986] (p. 5605) ; recul de l'Etat ; économies réalisées sur le budget de l'industrie ; allégement du fardeau fiscal des entreprises (p. 5606) ; décrue fiscale sur le revenu des particuliers ; nouvelle donne pour les entreprises publiques ; disparition progressive des dotations en capital ; évolution des subventions de l'Etat ; diminution des crédits aux entreprises en difficulté ; chantiers navals ; crédits consacrés aux actions de reconversion ; secteur des télécommunications ; sécurité des installations nucléaires ; approvisionnement en matières premières ; protection des marques et des brevets (p. 5607) ; poursuite du plan de développement des écoles des mines ; budget du secteur de la métrologie ; institution d'un mécanisme d'incitation aux risques ; problème de la transmission des entreprises ; croissance des aides engagées par l'Anvar ; maintien de l'avance technologique dans le domaine nucléaire ; recentrage des activités de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; dotations en capital dans le secteur de l'électronique et de l'informatique (p. 5608) ; postes et télécommunications ; place de la France dans l'exploitation industrielle de l'espace ; augmentation du budget du Centre national d'études spaciales ; réorganisation du ministère ; modification de la culture d'entreprise (p. 5609-5610) ; réaffectation de la ressource tirée des C.O.V.E.D.I. (p. 5622) ; explosion des dépenses d'intervention [31 octobre 1986] (p. 5634) ; problème du commerce extérieur ; politique charbonnière menée par les gouvernements socialistes ; recrutement de 12 000 mineurs ; bilan des entreprises nationalisées ; cumul des résultats des douze groupes industriels entre 1981 et 1985 ; filière électronique (p. 5635) ; insuffisance de la recherche privée ; réforme des modalités d'aide à l'innovation ; situation dans le secteur des composants ; plan machine-outil ; secteur de la sidérurgie ; reconstitution des actifs nets de la sidérurgie ; problème des actionnaires d'Usinor et de Sacilor ; politique énergétique ; transparence en matière d'information dans le secteur nucléaire ; efficacité en matière d'économies d'énergie ; situation du département des Hautes-Pyrénées (p. 5636) ; bilan des pôles de conversion (p. 5637).

Répond aux questions de :

— *M. Jean-Claude Portheault :* poursuite de la politique d'économie d'énergie ; option pour la vérité des prix, suggestion formulée par la C.E.E. (p. 5637) ;

— *M. Jean Oehler :* situation de la machine-outil ; problème d'actionnariat ; dépollution du Rhin ; développement du bassin potassique (p. 5638) ;

— *M. Jean Kiffer :* nomination d'un nouveau directeur général à la tête de C.D.F. ; conditions de compétitivité en Lorraine ; relation entre l'industrie électrique allemande et l'industrie charbonnière ; développement de la production d'électricité nucléaire (p. 5638) ; isolement de crédits affectés à la réindustrialisation des zones minières, de la subvention aux houillères nationales (p. 5639) ;

— *M. Henri Beaujean :* compétence de M. Guillaume sur cette question (p. 5638) ;

— *M. Jean Kiffer :* investissements réalisés par Sacilor et Usinor en 1986 (p. 5639) ;

— *M. Jean-Paul Charié :* problème de la transmission des entreprises industrielles ; réduction des droits pour la transmission des patrimoines à titre gratuit ; possibilité pour les salariés de l'entreprise ou d'une équipe dirigeante de reprendre l'entreprise par le mécanisme du L.M.B.O. ; projet de loi sur l'épargne (p. 5640) ;

— *M. Rémy Auchedé :* réduction de la subvention aux houillères nationales pour 1987 ; amélioration de la gestion de C.D.F. ; problèmes des réserves de gisements dans le Nord-Pas-de-Calais (p. 5640-5641) ; problème de la tarification de l'E.D.F. ; surévaluation des prévisions de consommation d'électricité ; (p. 5641) ; développement des exportations ; renforcement de la ligne entre la France et l'Angleterre (p. 5642) ; nécessité de faciliter la réindustrialisation ; mesures en faveur de la création d'emplois industriels dans le Nord-Pas-de-Calais (p. 5644) ;

— *M. Paul Chomat :* situation de l'industrie de la machine outil (p. 5641) ; crise de l'industrie ; problème du « fabriqué en France ») (p. 5642) ;

— *M. Pierre Descaves :* subventions allouées à certaines associations ; instauration de la T.V.A. sur les communications téléphoniques (p. 5642) ;

— *M. Xavier Hunault :* difficulté de l'entreprise Huard ; marché national de la charrue ; relation entre les actionnaires et l'association Ouest Atlantique (p. 5643) ;

— *M. Michel Lambert :* résultats de l'entreprise Moulinex ; création de trois zones d'entreprises pilotes ; insertion des zones d'entreprises dans la panoplie de l'aménagement du territoire (p. 5643) ; accord de la C.E.E. (p. 5644) ;

— *M. Serge Charles :* distorsion de concurrence résultant des zones d'entreprises ; intérêt de l'exonération fiscale ; existence de mécanisme identique chez nos partenaires (p. 5644) ;

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** subventions accordées aux associations (p. 5645) ; problème de l'aide à l'innovation ; capital à risque ; rôle de l'Anvar ; utilisation de l'Agence nationale pour la création d'entreprises (p. 5646) ; **après l'article 73 :** prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières (p. 5647) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Malandain : perte résultant des nationalisations de 1982 (p. 5648).

MAHEAS (Jacques)

Député de la Seine-Saint-Denis
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

MALANDAIN (Guy)

Député des Yvelines
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Augmentation des loyers :** abrogation de la loi Quilliot ; liberté des loyers ; hausses en cours de bail dans les H.L.M. [11 juin 1986] (p. 2075).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** absence d'intervention de M. Dominati alors qu'il était inscrit sur la feuille jaune d'ordre du jour de la

séance de seize heures ; désinvolture dont a déjà fait preuve M. Dominati lors des débats en commission ; obligation réglementaire pour un Rapporteur de présenter son rapport sauf si celui-ci a été distribué au moins la veille de l'ouverture du débat [22 avril 1986] (p. 225).

Discussion des articles : **article 1er** : abrogation des ordonnances de 1945 ; liens entre la liberté des prix et la concurrence ; évolution des prix en France et dans les pays concurrents [24 avril 1986] (p. 340) ; libération des prix par l'arrêté du 16 mars 1986 ; lutte contre l'inflation (p. 341) ; nécessité de ne pas abroger l'article 37 de l'ordonnance de 1945 ; refus de vente (p. 360) ; maintien de la libre concurrence (p. 361) ; s'élève contre les attaques portées contre les sociétés coopératives ouvrières de production ; nécessité d'exclure du champ de l'abrogation prévue par le projet de loi d'habilitation la loi sur le prix unique du livre ; objectif de la loi Lang ; compatibilité du régime du prix unique du livre avec la législation communautaire (p. 370) ; nécessité de ne pas abroger les articles relatifs au montant des loyers de la loi du 22 juin 1982 dite loi Quilliot ; intérêt de la discussion au sein de la commission nationale des rapports locatifs entre les différents partenaires intéressés par le secteur des immeubles à louer ; limitation de la possibilité de l'intervention de l'Etat à 80 % de l'indice du coût de la construction (p. 371) ; principales dispositions de la loi du 23 octobre 1984 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ; disposition relative au pluralisme tendant à éviter la concentration ; nécessité d'exclure la loi du 23 octobre 1984 du champ d'application des dispositions du projet de loi d'habilitation (p. 374) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel relative à l'application de l'article 38 de la Constitution (p. 375) ; tendance du Gouvernement à faire preuve d'une grande indulgence vis-à-vis de ceux qui contreviennent à la loi ; éventualité envisagée par M. Edouard Balladur d'une amnistie en faveur des entreprises « ayant triché avec les règles de la vie économique » [25 avril 1986] (p. 407) ; **son rappel au règlement** : ses observations sur les propos de M. Georges Tranchant (p. 408) ; défense par le groupe socialiste du patrimoine national ; article 4 consistant à accorder un cadeau d'entreprise à la clientèle préférée du Gouvernement ; motifs de la privatisation ; exemple de la C.I.I.-Honeywell-Bull [30 avril 1986] (p. 613) ; risque de démantèlement de cette société (p. 614) ; importance de la part de l'Etat dans les phénomènes économiques et notamment dans le crédit au Japon ; intérêt social de la banque la Hénin ; bilan du Crédit chimique [6 mai 1986] (p. 769) ; Crédit Industriel de l'Ouest (p. 785) ; bilan du Crédit Industriel de l'Ouest ; Crédit Industriel et Commercial de Paris (p. 786) ; Société Générale ; motif des dénationalisations ; utilisation du surnom « Malandrin » par un de ses collègues ; programme du Conseil national de la Résistance (p. 794-795).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : abaissement de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices distribués de 50 à 45 % ; mesure ne se justifiant pas du point de vue économique ; caractère néfaste de l'extension de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés aux bénéfices distribués [26 mai 1986] (p. 1165) ; **article 6** : prélèvement de 2 milliards de francs sur les réserves de la C.A.E.C.L. au profit du budget de l'Etat [27 mai 1986] (p. 1230) ; existence de collectivités locales ayant contracté des emprunts à taux élevé auprès de la C.A.E.C.L. ; octroi aux collectivités locales de prêts bonifiés consacrés à l'amélioration et à la modernisation des collèges (p. 1231) ; baisse des taux d'intérêt étant le résultat de la politique engagée dès mars 1983 ; difficultés de l'appel au marché obligataire pour les petites collectivités locales ; transfert des charges de l'Etat vers les collectivités locales (p. 1234) ; **après l'article 6** : encouragement à la fraude (p. 1256) ; taux de la taxe retenue dans le dispositif gouvernemental ; mécanisme retenu pour l'amnistie fiscale et douanière de 1982 (p. 1257) ; nombre de dossiers contentieux élaborés par la direction nationale des enquêtes douanières ; contrôle des changes ne permettant pas de réprimer des fraudes ; **article 7 et état A** : arrêté d'annulation du 17 avril 1986 portant sur certains crédits de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 1268) ; baisse des prix du pétrole se doublant d'une baisse du taux de change du dollar ; danger que le surcroît de croissance économique résultant de l'allégement de la contrainte extérieure s'accompagne d'une réduction des efforts de maîtrise d'énergie ; dissociation de l'évolution de la consommation d'énergie et de la croissance économique (p. 1269).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11** : impôt sur les grandes fortunes ; diminution de l'impôt sur les sociétés ; taxe sur le permis de conduire ; création d'un droit sur la candidature aux concours administratifs ; amnistie de capitaux expatriés ; modification du régime des contrôles fiscaux ; commission chargée d'étudier les rapports entre l'administration et les contribuables ; limitation à un an de la vérification approfondie de la situation fiscale (p. 1295) ; **article 8 et état B précédemment réservés** : augmentation des crédits consacrés à l'aide personnalisée au logement (p. 1300) ; réduction des interventions en faveur du bâtiment et des travaux publics ; politique sociale dans les villes ; réduction des crédits Palulos pour la réhabilitation des H.L.M. ; subventions destinées aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat ; opération Banlieue 89 ; action dans les départements et les territoires d'outre-mer ; contrats d'agglomérations ; opération « Habitat et vie sociale » ; problèmes de la sécurité en milieu urbain (p. 1301).

— Son rappel au règlement : rappelle que doit figurer sur l'acte de décès des morts en déportation le nom du lieu du camp de concentration où ils ont trouvé la mort [27 mai 1986] (p. 1255).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; volonté gouvernementale de ne plus soustraire la location aux lois du marché [17 juillet 1986] (p. 3406) ; motifs de l'inscription dans la loi Quilliot du droit à l'habitat ; ministre étant balloté entre sa bonne volonté et l'action des ultras de sa majorité politique ; sa certitude que la loi du marché ne s'applique pas sans se transformer en système d'exclusion par l'argent ; annulation dans le collectif budgétaire de crédits destinés à l'amélioration de l'habitat ; remise en cause de l'opération banlieue 89 ; accord du parti socialiste sur certaines des mesures financières proposées par le Gouvernement (p. 3407) ; raisons motivant le retrait de l'investissement privé dans le logement ; taux d'intérêt réel des emprunts ; transfert des capitaux privés de l'immobilier vers les placements financiers et l'industrie ; montée du chômage ; politique d'aide à la personne mise en place en 1977 (p. 3408) ; Gouvernement s'étant attaqué au symbole constitué par la loi de juin 1982 ; diminution de la fluidité du marché locatif dans les grandes villes résultant de la campagne idéologique menée par certaines personnalités politiques et les organisations professionnelles ; distinction entre la loi de 1982 et le présent projet ; inégale répartition de la propriété immobilière (p. 3409) ; montant des loyers ; absence de caractère protecteur des dispositions transitoires ; bailleur pouvant mettre fin au contrat sans motif ; conception individualiste des rapports locatifs ; montant du loyer ; exécution de travaux pour le compte du bailleur ; bailleur H.L.M. ayant la possibilité de mettre fin au contrat sans motif (p. 3410) ; risque de créer des rentes de situation dans le secteur H.L.M. ; situation financière des organismes H.L.M. (p. 3411).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 362 (modalités d'exercice du droit à l'habitat) (p. 3457) ; équilibre des droits et obligations des bailleurs et des locataires (p. 3458) ; rejeté (p. 3459) ; opposition des membres de la majorité lors de la diminution du taux de la contribution des entreprises sur le logement (p. 3460) ; **article 1er** : son amendement n° 363 (visant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « non meublés ») (p. 3464) ; adopté ; son amendement n° 365 (visant à supprimer, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, après les mots : « habitation », le mot : « principale ») ; cas des personnes vivant périodiquement dans des lieux différents ; rejeté (p. 3465) ; nécessité d'éviter la transformation de logements en faux meublés pour échapper aux dispositions de la loi ; son amendement n° 364 (précisant que la loi ne s'applique ni aux locations consenties dans le cadre d'un contrat constituant un mode d'accession à la propriété, ni aux locations à caractère saisonnier, ni aux locaux meublés

dont les bailleurs exercent la profession de loueur en meublé définie par la loi n° 49-458 du 2 avril 1949, ni aux locations de chambres meublées faisant partie du logement occupé par le bailleur ou en cas de sous-location par le locataire principal) ; exlusion du champ d'application de la loi des locaux meublés d'ordre professionnel ; (p. 3466) ; devenu sans objet (p. 3467) ; **article 2** : son sous-amendement n° 553 à l'amendement n° 5 de la commission des lois (visant à insérer, dans la première phrase du dernier alinéa de cet amendement, après les mots : « du locataire », les mots : « ou à défaut par huissier de justice, à l'initiative de la partie la plus diligente et à frais partagés par moitié ») (p. 3469) ; adopté ; son amendement n° 366 : devenu sans objet ; son amendement n° 367 (mention dans le contrat de location de la référence du contrat de prêt lorsque le local a fait l'objet d'un prêt conclu avec le Crédit Foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique) (p. 3470) ; rejeté (p. 3471) ; **son rappel au règlement** : nombre de séances par jour ; rafraîchissement et aération de l'hémicycle (p. 3472) ; **article 3** : réglementation des loyers des logements vacants dans la loi Quilliot [18 juillet 1986] (p. 3481) ; son amendement n° 368 : devenu sans objet ; son amendement n° 369 (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « k) qui interdit l'hébergement temporairé ») : retiré (p. 3485) ; **article 4** : cas de résiliation de plein droit du bail ; son amendement n° 370 : devenu sans objet ; **article 6** : son amendement n° 371 (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa (a) de cet article, à insérer après le mot : « travaux », le mot : « courant ») ; définition juridique des mots : « travaux courants » (p. 3485) rejeté ; son amendement n° 372 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 373 (durée et modalités de dédommagement sur justification des dépenses effectuées de l'imputation ; cas où le montant des travaux n'a pu être totalement imputé sur les loyers pendant la durée du bail) : adopté (p. 3486) ; son amendement n° 374 (tendant, à la fin du troisième alinéa (h) de cet article, à supprimer les mots : « hormis ceux qui consignés dans l'état des lieux auraient fait l'objet de la classe expresse mentionnée au (a) ci-dessus ») ; garanties des vices ou défauts de nature à faire obstacle à la jouissance du logement ; rejeté (p. 3487) ; **article 7** : son amendement n° 379 (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa (a) de cet article, à insérer après le mot : récupérables », les mots : « dûment justifiées ») : adopté ; son amendement n° 376 (tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa (a) de cet article, par les mots : « sauf si, après mise en demeure restée sans effet, le bailleur n'a pas respecté ses obligations définies à l'article 6) (p. 3486) ; rejeté ; son amendement n° 377 (obligation, pour le locataire, de permettre la réalisation par le bailleur de réparations urgentes ne pouvant être différées jusqu'à la fin du contrat de location) : rejeté (p. 3489) ; son amendement n° 378 (tendant, après le mot : « dont », à rédiger ainsi la fin du dernier (g) de cet article : « le locataire de l'immeuble est responsable au regard de la loi ») : rejeté ; son sous-amendement n° 379 à l'amendement n° 106 de la commission (tendant, au début de cet amendement, à supprimer les mots : « chaque année ») ; son sous-amendement n° 380 à l'amendement 106 de la commission (tendant, dans la deuxième phrase de cet amendement, à substituer aux mots : « ce dernier », les mots : « l'organisme d'habitation à loyer modéré ») (p. 3490) ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 381 (dispositions de la présente loi étant applicables au contrat de sous-location à l'exception des articles 9 et 11) (p. 3491) ; loyer payé par le sous-locataire ne devant être supérieur à celui acquitté par le locataire principal ; rejeté ; ses observations sur la réserve de certains articles du projet ; demande une suspension de séance ; **son rappel au règlement** : demande de réserve témoignant d'une distinction évidente entre le ministre et une partie de sa majorité ; souhaite que l'article 14 soit ajouté à la liste des articles précédemment réservés (p. 3492) ; **article 15** : évolution des loyers en cours de contrat selon l'indice fixé par l'I.N.S.E.E. ; liberté des loyers par des logements vacants ; risque d'une libération totale des loyers lors du renouvellement du contrat (p. 3505) ; son amendement n° 391 (loyer des logements faisant l'objet d'une nouvelle location étant librement fixé entre les parties par référence à ceux pratiqués pour des logements équivalents loués depuis moins de trois ans et plus d'un an) (p. 3507) ; réveil du secteur du bâtiment ; loyer des logements faisant l'objet d'une nouvelle location devant être librement fixé entre les parties par référence à ceux pratiqués pour des logements équivalents loués depuis moins de trois ans et plus d'un an ; loyer des logements faisant l'objet d'un renouvellement du contrat de location devant évoluer en fonction d'accords conclus au sein de la commission nationale prévue à l'article 40 ; **son rappel au règlement** : regrette d'avoir été mis en cause personnellement (p. 3508) ; demande une suspension de séance ; rejetée au scrutin public ; son amendement n° 392 : devenu sans objet ; **son rappel au règlement** : parti socialiste étant partisan de protéger les locataires en place et d'offrir un logement à ceux qui en cherchent ; « libéralisme sauvage » ne pouvant régler le problème du logement en France (p. 3509) ; regrette que le groupe socialiste n'ait pu défendre son amendement n° 392 en raison d'une erreur matérielle (p. 3517) ; **après l'article 15** : son amendement n° 394 (majoration de loyer pouvant être appliquée lorsque les travaux visant à réaliser des économies d'énergie sont effectués par le bailleur avec une garantie contractuelle de résultat sur un bâtiment ou un ensemble de bâtiments d'habitation) (p. 3517) ; rejeté ; **article 16** : son amendement n° 395 (tendant à compléter la deuxième phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « qui mentionnera l'imputation que le locataire a déclaré donner au paiement effectué, conformément à l'article 1253 du code civil ») ; situation du locataire ne payant pas la totalité de son loyer ou des charges : rejeté (p. 3518) ; **article 17** : dépréciation du dépôt de garantie (p. 3519) ; **article 18** : nature des charges récupérables (p. 3522-3523) ; son amendement n° 396 (tendant, dans la deuxième phrase du sixième alinéa de cet article, après le mot : « communication », à supprimer le mot : « soit ») (p. 3523) ; adopté ; son amendement n° 397 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) (p. 3525) ; adopté ; son amendement n° 397 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) (p. 3525) ; adopté ; **après l'article 18** : son amendement n° 398 (action en paiement des charges locatives se prescrivant par cinq ans) : rejeté (p. 3526) ; **article 19** : situation des familles les plus pauvres ; donne lecture d'une proposition de loi, déposée le 2 février 1984 par M. Alain Madelin [21 juillet 1986] (p. 3543) ; son amendement n° 399 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à insérer, après le mot : « charges », les mots : « dûment justifiées ») (p. 3544) ; rejeté ; son amendement n° 400 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « qu'un mois », les mots « que deux mois ») ; délai de mise en application de la clause résolutoire (p. 3545) ; son amendement n° 401 (délai de paiement du loyer des locataires défaillants) (p. 3546) ; retiré ; son amendement n° 403 (forme de la demande en délai de paiement) ; nécessaire simplification des procédures ; rejeté ; son amendement n° 402 (délai de paiement de droit) (p. 3547) ; clause résolutoire ne pouvant jouer de plein droit dès lors que le juge a déterminé que le locataire était solvable et que sa situation financière pouvait être redressée ; rejeté ; son amendement n° 404 (tendant à compléter le troisième alinéa de cet article, par les mots : « dûment justifiées ») (p. 3548) ; son amendement n° 405 (contenu du commandement de payer) : rejeté (p. 3549) ; **avant l'article 20** : son amendement n° 406 (tendant à supprimer l'intitulé : « Chapitre IV, Dispositions transitoires ») ; existence de dispositions transitoires pouvant être permanentes ; motifs que doit invoquer le bailleur pour vendre ou reprendre, pour lui-même ou des membres de sa famille, son logement ; rôle de la commission départementale de conciliation (p. 3552) ; rejeté ; demande une suspension de séance (p. 3553) ; **article 20** : son amendement n° 509 (tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « des chapitres I à III », les mots : « des chapitres I à IV ») (p. 3554) ; rejeté (p. 3556) ; son amendement n° 407 (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa et les troisième et quatrième alinéas de cet article) ; rejeté au scrutin public (p. 3558) ; existence d'une rupture de contrat dans le régime transitoire (p. 3559) ; **article 9 (précédemment réservé)** : renouvellement du bail de quatre ans par tacite reconduction ; ses observations sur les amendements de la commission proposant de ramener la durée du bail à trois ans ; cas où la proposition de renouvellement vaut congé (p. 3560) ; absence de liens entre les dispositions transitoires et la durée du bail (p. 3575-3576) ; son amendement n° 382 (motif permettant au bailleur de donner congé au locataire) ; droit au congé du bailleur (p. 3578) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 383 (conditions de reconduction du bail) ; renouvellement du bail ; possibilité pour le locataire d'avoir recours à la commission départementale de conciliation pour contester le motif de congé donné par le bailleur ; rejeté (p. 3579) ; **son rappel au règlement** : rôles respectifs de la

commission de la production et des échanges saisie au fond et de la commission des lois saisie pour avis ; possibilité de constituer une commission spéciale sur ce projet (p. 3580) ; **après l'article 9 (amendements précédemment réservés)** : son amendement n° 388 (impossibilité d'utiliser le droit de résiliation et possibilité de refuser le renouvellement d'un bail à l'égard d'un locataire âgé de plus de soixante-cinq ans ou gravement handicapé et disposant de ressources inférieures à un certain plafond) ; protection des personnes handicapées ou âgées ne disposant que de faibles ressources (p. 3584) ; rejeté (p. 3586) ; **article 10 (précédemment réservé)** : son amendement n° 384 (extension de la possibilité de conclure des baux courts aux personnes se déplaçant en France pendant un ou deux ans) ; utilisation de la possibilité de bail court pour le seul domicile du propriétaire concerné ; son impression selon laquelle la loi est élaborée « sous le contrôle du groupe R.P.R. » (p. 3587) ; rejeté (p. 3588) ; son amendement n° 385 (précisant que le bailleur confirme par lettre recommandée la réalisation de l'événement prévu à cet article trois mois avant le terme du contrat court) ; notification de la réalisation de l'événement ; rejeté ; son amendement n° 386 (suppression du troisième alinéa de cet article) : adopté (p. 3589) ; lien entre la réalisation de l'événement justifiant le recours à un bail court et sa confirmation par le bailleur (p. 3590) ; son amendement n° 387 (de précision) ; adopté (p. 3591) ; **article 14 (précédemment réservé)** : son amendement n° 389 : devenu sans objet ; son amendement n° 390 (saisine de la commission départementale des rapports locatifs en cas de conflit sur le délai de préavis) : rejeté ; **article 21** : liberté du loyer à chaque renouvellement de bail [22 juillet 1986] (p. 3613) ; durée de la période transitoire ; fixation du loyer en rapport avec celui des logements comparables ; saisine de la commission départementale ou du juge en cas de désaccord sur l'augmentation du loyer (p. 3614) ; son amendement n° 408 (de suppression) : retiré ; son amendement n° 409 (réévaluation des loyers fixés par les contrats de location courts (p. 3615) ; rejeté ; son amendement n° 510 (visant à faire adopter la même règle pour la fixation des nouveaux loyers des contrats en cours et des nouveaux contrats) : rejeté (p. 3616) ; son amendement n° 410 (visant à supprimer, dans le premier alinéa de cet article, les mots : « nouvelles locations de ») (p. 3617) ; rejeté ; son amendement n° 412 (précisant le contenu de la notification prévue à l'alinéa premier de cet article ; amélioration de l'information du locataire sur les conditions de l'augmentation du loyer ; rectifie les termes de son amendement n° 412 ; devenu sans objet (p. 3618) ; son amendement n° 411 (augmentation du délai de réflexion du locataire face à la proposition d'augmentation du loyer faite par le bailleur) : rejeté (p. 3619) ; hausse des loyers induite par les procédures prévues à cet article (p. 3620) ; **article 22** : son amendement n° 511 (visant à supprimer, au début du premier alinéa de cet article, les mots : « pour le contrat en cours à la date de publication de la présente loi. ») (p. 3621) ; protection des personnes âgées ; rejeté (p. 3622) ; **article 23** : son amendement n° 413 (date d'application des dispositions des articles 20 et 21) (p. 3625) ; rôle de l'amélioration des routes et des transports dans l'amélioration de la situation du marché locatif ; application des dispositions transitoires du chapitre IV (p. 3626) ; rejeté ; son amendement n° 512 (précisant que les dispositions, de la première phrase de cet article, s'appliquent aux contrats nouveaux signés avant le 31 décembre 1995) : devenu sans objet (p. 3627) ; **article 24** : son amendement n° 414 (visant à substituer dans la première phrase du premier alinéa de cet article, aux mots : « de conciliation », les mots : « de rapports locatifs ») : rejeté ; son amendement n° 415 (précisant les compétences de la commission départementale de conciliation) : rejeté (p. 3629) ; son amendement n° 416 (obligation de consulter la commission départementale de conciliation avant de porter un différend devant le juge) : rejeté (p. 3630) ; **article 25** : problèmes posés par la loi de 1948 ; nécessité d'une remise aux normes de certains immeubles ; modalités de financement des travaux (p. 3631) ; **son rappel au règlement** : retard du rapporteur en séance à cause d'une réunion de groupe (p. 3638) ; **article 25 (suite)** : son amendement n° 417 (visant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à insérer après les mots : « ou devenus vacants », les mots : « et satisfaisant à des normes minimales de confort et d'habitabilité ») ; nécessité d'aligner les logements soumis à la loi de 1948 sur des normes de confort ; rejeté au scrutin public (p. 3639) ; son amendement n° 418 (précisant que le nouveau locataire peut, à tout moment, demander la mise aux normes de son logement) ; ses observations (p. 3640) ; rejeté (p. 3641) ; modalités de mise aux normes des logements antérieurement soumis à la loi de 1948 (p. 3643) ; conditions de libération des loyers pour les logements qui ne seront pas conformes (p. 3645) ; son amendement n° 419 (maintien des dispositions de la loi de 1948 pour les logements pour lesquels la mise en conformité est matériellement impossible) ; rejeté ; son amendement n° 420 (rôle de la commission départementale des rapports locatifs en cas de désaccord sur la mise aux normes du logement) ; rôle de la commission des rapports locatifs ; rejeté (p. 3646) ; **article 26** : son amendement n° 421 (visant à supprimer, dans le II de cet article, la référence « ,8. ») : retiré ; **article 27** : son amendement n° 422 (maintien dans les lieux du concubin notoire en cas de décès ou d'abandon de domicile de l'occupant) (p. 3649) ; rejeté après rectification (p. 3650) ; **article 28** : son amendement n° 423 (visant à insérer, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « le bailleur d'un local », les mots : « classé en sous-catégorie II B ou II C ») ; diversité du comportement des propriétaires soumis à la loi de 1948 (p. 3652) ; devenu sans objet ; son amendement n° 424 : devenu sans objet (p. 3653) ; **article 29** : protection des locataires des locaux de catégorie II B et II C composant un électorat favorable au Maire de Paris ; son amendement n° 425 (inclusion des personnes handicapées dans le champ d'application des dispositions de cet article) ; (p. 3655) ; adopté après modification ; **article 30** : étalement des hausses des loyers pour les logements de catégories II B et II C ; son sous-amendement n° 585 à l'amendement n° 51 de la commission des lois (visant à supprimer les mots : « nouvelles locations de ») : adopté ; son amendement n° 426 (précisant que les conditions d'application du deuxième alinéa de cet article seront déterminées par décret en Conseil d'Etat) : retiré (p. 3656) ; **article 33** : son sous-amendement n° 579 à l'amendement n° 60 de la commission des lois (visant à insérer dans cet amendement, après les mots : « du présent titre », les mots : « sans que la hausse du loyer puisse dépasser un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat ») : rejeté ; **article 34** : son amendement n° 428 (visant à compléter le premier alinéa de cet article, par les mots : « sous réserve de la mise aux normes de confort et d'habitabilité de ces locaux ») ; mise aux normes de confort des locaux soumis à la loi de 1948 préalablement au retour à la liberté des loyers ; rejeté (p. 3659) ; **avant l'article 35 : son rappel au règlement** : philosophie d'un amendement déposé par le Front national (p. 3673 -3674) ; **article 35** : nécessaire retrait de la notion de contrat de droit privé du système H.L.M. ; *article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 429 (prise en compte de la localisation des immeubles pour fixer le surloyer) : retiré ; son amendement n° 430 (précisant que le surloyer ne doit pas nuire à l'objet initial des habitations à loyer modéré) (p. 3681) ; rejeté (p. 3682) ; *article L. 441-5 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 431 (suppression du texte proposé pour cet article) : adopté (p. 3683) ; **article 36** : *article L. 442-1-1 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 432 (concertation des organismes H.L.M. avec les représentants des locataires pour déterminer la grille des loyers) : rejeté ; *article L. 442-1-2 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 433 (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 3687) ; rejeté (p. 3688) ; **article 37** : son amendement n° 434 (modalité d'évolution des loyers H.L.M.) (p. 3689) ; rejeté (p. 3890) ; **article 40** : son amendement n° 436 (précisant que la commission nationale de concertation élabore des accords collectifs de location) : rejeté ; son amendement n° 437 (précisant que ces accords s'appliquent obligatoirement aux organismes signataires et peuvent être étendus par décret) ; commission nationale de concertation ; reconstitution de la « commission Delmon » [23 juillet 1986] (p. 3703) ; rejeté ; **après l'article 40** : son amendement n° 438 (création d'une commission départementale des rapports locatifs) : rejeté (p. 3704) ; **article 41** : son amendement n° 439 (visant à insérer, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « bailleurs », les mots : « notamment ceux ») ; possibilité pour les bailleurs privés de conclure des accords locaux (p. 3705) ; rejeté ; son amendement n° 441 (extension du champ d'application des accords collectifs locaux à l'entretien des parties privatives) ; rejeté ; son amendement n° 442 (visant à insérer dans l'avant-dernier alinéa de cet article, après le mot « concernés », les mots : « ou affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale visée à l'article 40 ») (p. 3706) ; rejeté ;

son amendement n° 443 (visant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article, après les mots : « locataires concernés », à substituer au mot : « et », le mot : « ou ») : rejeté ; son amendement n° 444 (précisant que les bailleurs peuvent proposer directement aux locataires des accords collectifs qui sont applicables dès lors qu'ils n'ont pas été rejetés par la majorité des locataires) : retiré (p. 3707) ; possibilité pour les bailleurs de passer directement un accord avec les locataires (p. 3708) ; **après l'article 42** : commission départementale et commission nationale des rapports locatifs ; **article 43** : son amendement n° 446 (extension du champ d'application de cet article aux personnes affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale prévue à l'article 40) : rejeté (p. 3709) ; son amendement n° 447 (de précision) : adopté ; son amendement n° 448 (précisant les conditions d'application de cet article dans les immeubles soumis au statut de la copropriété) ; possibilité d'améliorer la rédaction de certaines dispositions en deuxième lecture ou devant le Sénat (p. 3710) ; adopté ; son amendement n° 449 (remplaçant l'information prévue au deuxième alinéa de cet article par une consultation) : rejeté (p. 3711) ; son amendement n° 450 (possibilité pour les représentants des associations de locataires d'assister à l'assemblée générale de copropriété) ; rejeté (p. 3712) ; **après l'article 43** : protection des représentants statutaires des associations de locataires (p. 3713) ; **article 45** : son amendement n° 452 (de cohérence) : adopté ; **article 46** : son amendement n° 453 (de suppression) (p. 3715) ; adopté ; **article 49** : son amendement n° 454 (visant à substituer, dans cet article, aux mots : « à 12 », les mots : « et 10 ») (p. 3716) ; devenu sans objet ; **article 52** : son amendement n° 455 : devenu sans objet (p. 3717) ; **après l'article 53** : son amendement n° 456 (sanctions pénales contre les pratiques de « pas-de-porte » ou de « droit de reprise » ; son amendement n° 457 (peines applicables en cas d'exercice frauduleux du droit de résiliation ou de non-renouvellement de contrat par le propriétaire) ; son amendement n° 458 (peines applicables en cas d'entrave à l'exercice des droits des associations de locataires) ; amendements n° 456, 457 et 458 : rejetés (p. 3718) ; **après l'article 54** : son amendement n° 459 (accès gratuit des associations de propriétaires et de locataires aux locaux collectifs laissés à l'usage des résidents) (p. 3719) ; rejeté (p. 3720) ; **article 55** : son amendement n° 460 (maintien en vigueur de l'article 80 de la loi Quilliot) ; possibilité pour les associations d'aide à la réinsertion de louer, à titre temporaire, des logements H.L.M. (p. 3721) ; retiré (p. 3722) ; **article 56** : *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 461 (précisant que la décision d'aliéner un local d'un organisme H.L.M. se fait après accord entre l'organisme propriétaire, la commune du lieu d'implantation et le représentant de l'Etat dans le département) : rejeté au scrutin public (p. 3738) ; son amendement n° 462 (visant à compléter le sixième alinéa (c) du texte proposé pour cet article par les mots : « au regard des normes prévues au premier alinéa ») : retiré (p. 3742) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation* : son opposition à l'accès prioritaire des Français et Européens à la propriété dans les H.L.M. (p. 3743) ; son amendement n° 463 (fixant à cinq ans la durée minimale d'occupation d'un logement H.L.M. imposé à l'acquéreur) (p. 3745) ; adopté ; son amendement n° 464 (droit de rachat préférentiel de l'organisme vendeur en cas d'aliénation d'un logement H.L.M. acquis par son locataire) ; son amendement n° 465 (notification de la déclaration d'intention utilisée pour le droit de rachat préférentiel de l'organisme vendeur en cas d'aliénation d'un logement H.L.M., à la commune concernée) ; amendement n° 464 : rejeté ; amendement n° 465 : devenu sans objet (p. 3746) ; **avant l'article 58** : régime comparé du P.O.S et de la carte communale ; risque de mitage en autorisant les constructions sur simple délibération du Conseil municipal (p. 3754 -3755) ; **article 58** : son amendement n° 466 (augmentation du prix des terrains à la constitution de réserve par les communes et à la participation des promoteurs au financement d'équipement lourd) ; problèmes de la concentration en centre ville (p. 3770) ; **article 60** : son amendement n° 467 (de suppression) ; suppression de l'enquête publique pour la réduction de réserve d'équipement prévue par les P.O.S. ; application anticipée d'un P.O.S. (p. 3373) ; compatibilité du projet de P.O.S. avec les schémas directeurs de secteur ; rejeté (p. 3774) ; **article 61** : son amendement n° 468 (de suppression) ; droit de préemption urbain (p. 3778) ; rejeté (p. 3779) ; son amendement n° 469 (précisant que les dispositions prévues par le premier alinéa de l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme, dans sa rédaction du 18 juillet 1985, sont applicables jusqu'à délibération du Conseil municipal instituant un droit de préemption) : retiré (p. 3780) ; **article 62** : son amendement n° 470 (de suppression) : retiré (p. 3783) ; **article 63** : son amendement n° 471 (de suppression) : rejeté ; (p. 3784) ; **article 64** : son amendement n° 472 : devenu sans objet (p. 3787) ; **après l'article 67** : qualité architecturale des ouvrages publics (p. 3792).

Seconde délibération du projet de loi : **article 21** : ses observations (p. 3793).

Explications de vote : recul de l'investissement dans le logement (p. 3795) ; suppression des baux de droits privés dans les H.L.M. ; disparition de l'affirmation du droit au logement ; précarisation des locataires ; vote négatif du groupe socialiste (p. 3796) ;

Commission mixte paritaire, discussion générale : débat en C.M.P. ; ses doutes sur la qualité juridique du texte ; disparition de l'affirmation de droit au logement ; précarisation de la situation des locataires ; hausses des loyers H.L.M. ; résiliation de plein droit du bail en cas de non-souscription d'une assurance risques locatifs ; entretien des équipements par le locataire [2 décembre 1986] (p. 7014) ; contrats courts ; avances sur charges ; délai de résiliation après le commandement à payer ; dispositions transitoires ; amendements d'origine gouvernementale déposés en C.M.P. ; extinction de la loi de 1948 (p. 7015).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement** : organisation des travaux de l'Assemblée ; opportunité de reporter la suite du débat à la séance du lendemain matin [28 octobre 1986] (p. 5450).

Examen des crédits : **après l'article 72** : son amendement n° 104 (précisant que le Gouvernement déposera sur le bureau des assemblées parlementaires un rapport sur l'utilisation des crédits consacrés au financement des primes à l'amélioration du logement à usage locatif et à occupation sociale, et des primes à l'amélioration de l'habitat concourant à des opérations d'économie d'énergie dans le secteur du bâtiment ; mise en œuvre d'une politique de maîtrise de l'énergie ; absence de tranche nouvelle pour le fonds spécial de grands travaux [29 octobre 1986] (p. 5490) ; budget de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; opération de réhabilitation ; incitation fiscale ; retiré (p. 5491).

Industrie. — *Examen des crédits :* **Etat B ; après l'article 73 : son rappel au règlement** : ses déclarations sur les propos de M. Alain Madelin, ministre de l'industrie [31 octobre 1986] (p. 5647) ; situation de certaines entreprises nationalisées en 1981-1982 (p. 5648).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 72 : son amendement n° 103 (tendant à rétablir pour les particuliers une déduction du revenu imposable des investissements destinés à économiser l'énergie) [14 novembre 1986] (p. 6418) ; rejeté (p. 6419).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 et état B** : polémique sur la sous-évaluation des dépenses du budget du logement dans la loi de finances initiale ; évolution des prestations sociales imputées au chapitre 33-91 ; non utilisation de financements pour les subventions et bonifications d'intérêts au titre des P.A.P. et P.L.A. ; ponction sur le fonds social urbain [11 décembre 1986] (p. 7498) ; **article 3 et état C** : propos de MM. Alain Juppé et Pierre Méhaignerie sur les problèmes financiers des agglomérations nouvelles ; crédits d'assainissement des cours d'eau et de la protection des eaux souterraines (p. 7508).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 556).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 5 (de suppression) [18 décembre 1986] (p. 7828) ; rejeté au scrutin public ; **article 7** : son amen-

dement n° 6 (compétences des agences régionales du tourisme dans les régions de la Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) : devenu sans objet (p. 7829).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement :** demande que le Rapporteur expose l'avis de la commission sur l'amendement n° 1 présenté à l'article 21 par le Gouvernement et reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail [19 décembre 1986] (p. 7905).

MALHURET (Claude)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean-Pierre Schenardi : subventions à S.O.S. racisme : soutien financier accordé à l'association S.O.S. racisme ; organisation à Paris d'une journée destinée à combattre le racisme ; contradiction entre le racisme et les traditions de la France ; aides apportées par les ministères compétents aux associations luttant contre le racisme sans en exclure aucune *a priori* [21 mai 1986] (p. 1001) ;

— M. Robert Spieler : défense de la liberté d'expression : rappel des principes inscrits dans la déclaration des droits de l'Homme et dans la Constitution ; droit de vote réservé aux nationaux français ; liberté d'expression garantie par la possibilité de recours en justice en cas de litige [15 octobre 1986] (p. 4760) ;

orales sans débat :

— M. Charles Miossec (n° 110) : production laitière française : programme communautaire et programme national d'aide à la cessation d'activité ; organisation de la campagne 1986-1987 ; juste répartition des pénalités ; étalement de leur paiement ; recensement par les directions départementales des exploitations en difficulté [10 octobre 1986] (p. 4576) ;

— M. Marc Reymann (n° 115) : langues et cultures régionales : mise en place de l'enseignement des langues régionales sur les bases de la loi Deixonne de 1951 et de la circulaire n° 82-261 du 21 juin 1982 toujours applicable ; création d'un corps de conseillers spécialisés en langues et cultures régionales ; formation des maîtres [10 octobre 1986] (p. 4577) ;

— M. René Drouin remplacé par M. Roger Mas (n° 117) : actionnaires d'Usinor et de Sacilor : obligation légale pour Usinor et Sacilor de reconstituer leurs fonds propres ; successives mises en garde des actionnaires [10 octobre 1986] (p. 4579) ; procédure conforme aux avis de la Cour des comptes (p. 4580).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* compétences et moyens du Secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme ; soutien apporté à certaines associations ; élaboration d'un programme gouvernemental en matière de droits de l'Homme ; engagement de la France auprès d'organisations non gouvernementales travaillant sur les zones libérées d'Afghanistan ; révision des modalités d'aide à l'Ethiopie ; accueil réservé aux prêtres français expulsés du Chili ; participation de la France aux sanctions contre l'Afrique du Sud et soutien financier apporté aux communautés noires [24 octobre 1986] (p. 5288) ; problème des réfugiés ; son rôle dans la lutte contre l'immigration clandestine ; mise en place d'une commission nationale consultative des droits de l'Homme ; développement de l'enseignement des droits de l'Homme ; déductibilité fiscale des dons aux associations d'intérêt général ; problème des enfants de parents divorcés ; procréation artificielle (p. 5289) ; son association à l'élaboration des textes concernant les droits de l'Homme ; ses observations sur la démocratie étant le meilleur rempart contre le communisme ; action de l'ambassade de France au Chili ; visite de M. Botha à Paris ; sanctions contre l'Afrique du Sud (p. 5320) ; ses observations sur le totalitarisme étant le responsable des pires violations des droits de l'Homme ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : ouverture d'un débat sur les droits de l'Homme (p. 5321).

Répond à la question de :

— *M. Michel Gonelle :* pauvreté des associations françaises à vocation humanitaire par rapport à leurs homologues anglo-saxons ou scandinaves ; possibilité de créer des incitations fiscales étendues aux entreprises ; création de la fondation du mécénat humanitaire ; développement des moyens publicitaires des associations (p. 5323) ;

— *M. Bruno Mégret :* création du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme ; (p. 5324) ;

Examens des crédits : Services du Premier ministre. I — Services généraux : **état B, titre III :** ses observations sur la référence de M. Bruno Mégret à « l'orchestre des idéologues des droits de l'Homme » ; inopportunité de condamner ceux qui se battent pour la défense des droits de l'Homme (p. 5331) ; ses observations sur les régimes ayant instauré à la fois des droits et des devoirs de l'Homme (p. 5332).

MALVY (Martin)

Député du Lot
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Équipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* problème d'accès aux départements du Massif central desservis par les R.N. 20, R.N. 140 et par la ligne de chemin de fer Paris-Toulouse ; démantèlement de la région S.N.C.F. de Limoges ; création d'un aérodrome au sud de Brives [28 octobre 1986] (p. 5444).

Industrie. — *Discussion générale :* politique énergétique ; évolution du taux d'indépendance énergétique ; réduction de l'aide aux Charbonnages de France ; intention du Gouvernement à l'égard d'Electricité de France ; problème du nucléaire ; majoration des crédits du Conseil de sûreté ; problèmes de l'information [31 octobre 1986] (p. 5629) ; prix des produits pétroliers (p. 5630).

— Son rappel au règlement : volonté du groupe d'étude sur le problème ovin de recevoir le ministre de l'agriculture ; déplore de n'avoir reçu aucune réponse à cette demande d'entrevue [30 octobre 1986] (p. 5535) ; difficultés budgétaires propres au ministère de l'agriculture ; évolution des revenus agricoles de 1981 à 1986 ; respect des principes de l'Europe agricole ; retour à la préférence communautaire (p. 5547) ; production laitière ; difficultés du marché de la viande et négociations avec les partenaires de la Communauté ; rapprochement des conditions de

concurrence entre les producteurs allemands et français ; réglement de 1980 sur la viande ovine ; nécessité de modifier certaines orientations de la P.A.C. (p. 5548).

MAMY (Albert)

Député du Tarn
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires (n° 85) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur du projet de loi (n° 156) relatif à l'application des peines [5 juin 1986] (p. 1817).

Membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9513).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Rapporteur de la proposition de loi relative aux modalités et aux délais de règlement des factures établies pour un fournisseur de marchandises, l'exécution de travaux ou de prestations de services (n° 389) [23 octobre 1986] (p. 5271).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 156) relatif à l'**application des peines (n° 209)** [20 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**application des peines (n° 336)** [4 août 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité et renforcement de la peine de sûreté** : triple assassinat commis par deux truands qui sortaient de prison ; attentat terroriste de Cargèse en Corse ; conditions de la politique carcérale ; mesures spécifiques contre le terrorisme ; modification du régime et allongement de la durée de l'application de la peine de sûreté [21 mai 1986] (p. 997) ; aménagement et amélioration des conditions de détention et de sécurité (p. 998) ;

— **Politique carcérale du Gouvernement** : refus de libération massive de détenus bénéficiant de grâces collectives ; augmentation insuffisante des crédits de la justice pour résoudre le problème de la surpopulation carcérale ; nécessité d'admettre la création d'un secteur pénitentiaire privé sous contrôle de l'Etat [29 octobre 1986] (p. 5477).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : volonté des Français de libérer l'économie ; dénationalisation [6 mai 1986] (p. 795-796).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe U.D.F. [27 juin 1986] (p. 2619).

— **Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : montée du terrorisme et de la délinquance constituant un facteur potentiel de déstabilisation de la démocratie ; développement du sentiment d'insécurité ; érosion des peines ; diminution de la durée de l'incarcération ; degré de la peine prononcée étant directement fonction de la durée de la réduction de peine que l'accusé est en droit d'espérer ultérieurement ; nécessité que le détenu puisse se préparer à sa réinsertion lorsque sa peine aura été exécutée ; régime actuel de l'application des peines [27 juin 1986] (p. 2633) ; durée des peines pouvant être réduite de neuf mois par an ; maintien de la réduction de trois mois pour bonne conduite ; fusion de la réduction de peine pour réussite à un examen et de celle pour gage exceptionnel de réadaptation sociale ; pouvoir d'appréciation du juge d'application des peines ; rôle consultatif de la commission de l'application des peines ; fractionnement mensuel des réductions de peines ; réduction du temps d'épreuve pour les détenus condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité ; contrôle des décisions du juge de l'application des peines ; valeur législative du droit au pourvoi en cassation (p. 2634) ; dispositions n'étant applicables qu'aux condamnations prononcées pour des faits commis postérieurement au 1er octobre 1986 (p. 2635) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; nécessité de revenir sur l'évolution des pouvoirs du juge de l'application des peines ; projet reconnaissant à toute personne intéressée la possibilité de se pourvoir en cassation contre la décision du tribunal correctionnel (p. 2641) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Gérard Bordu ; nécessité de redonner à la peine sa signification dissuasive sans remettre en cause le principe de la réinsertion sociale du détenu (p. 2645).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : suspension de la peine pour motif grave [30 juin 1986] (p. 2680) ; préparation de la réinsertion pendant l'exécution de la peine ; cas de réduction de peine (p. 2681) ; **article 1er** : diminution de la durée des réductions de peine (p. 2683) ; préservation de l'objectif de la réinsertion sociale ; réduction de peine en fonction du succès à un examen ou de la formation suivie par le détenu (p. 2685) ; condition de durée d'incarcération minimale pour l'accès aux réductions de peines complémentaires ; son amendement n° 13 (réduction de la durée des réductions complémentaires de peine) (p. 2686) ; réduction de la durée des réductions complé-

mentaires de peines ; adopté ; problème des détenus illettrés (p. 2687) ; **après l'article 1er** : maintien des permissions de sortie ; conservation des dispositions relatives aux placements à l'extérieur (p. 2688) ; **article 2** : philosophie de l'article 721-1 du code pénal (p. 2689) ; **article 2** : ses observations [1er juillet 1986] (p. 2706) ; **article 4** : préservation des droits de la défense ; inopportunité de revenir sur l'autorité de la chose jugée ; possibilité d'appréciation du juge de l'application des peines ; projet de loi permettant à toutes les parties au procès de se pourvoir en cassation (p. 2708) ; ses observations (p. 2710-2711) ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : devenu sans objet ; son amendement n° 17 (juge d'application des peines dont la décision est déférée ne pouvant participer au jugement sur cette décision) (p. 2712) ; adopté ; tribunal correctionnel devant se prononcer lors de la première audience au plus tard dans la huitaine ; son amendement n° 26 (situation du condamné exécutant une peine prononcée par une juridiction pour mineurs et n'ayant pas encore atteint l'âge de la majorité) (p. 2713) ; contentieux pénal lié aux infractions commises par des mineurs relevant d'une juridiction de première instance spécialisée ; adopté (p. 2714) ; **après l'article 4** : son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 10 du Gouvernement (tendant dans la deuxième phrase de cet amendement à supprimer les mots « pour des faits commis ») (p. 2714) ; date de référence devant être la date de la condamnation et non celle de la commission des faits ; adopté (p. 2715).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : nature des décisions du juge de l'application des peines [7 août 1986] (p. 4131).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : lutte contre le crime et la délinquance constituant un devoir d'Etat [1er octobre 1986] (p. 2743) ; caractère pernicieux de la petite délinquance ; réduction de la détention provisoire passant par le développement de la comparution immédiate ; extension de la comparution immédiate à tous les délits pour lesquels les charges paraissent suffisantes ; nécessaire préservation des droits de la défense ; possibilité offerte aux prévenus de demander un délai qui ne peut être refusé et au tribunal de décider un supplément d'information ; possibilité pour les cours d'assises de porter la période de sûreté jusqu'à trente ans pour des crimes particulièrement graves (p. 2744) ; nécessaire sauvegarde du principe de la réinsertion sociale (p. 2745).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : évolution de la notion « d'étranger » ; contrat moral passé entre la nation française et les communautés étrangères entrées dans des conditions régulières ; protection des étrangers en situation régulière ; lutte contre la délinquance étrangère ; loi du 17 juillet 1984 facilitant certaines pratiques frauduleuses ; délinquance immigrée étant surtout une délinquance maghrébine ; reconduite à la frontière de ceux se trouvant dans une situation irrégulière et constituant une menace pour l'ordre public ; reconduite à la frontière faisant désormais l'objet d'une mesure administrative [10 juillet 1986] (p. 3106) ; expulsion de l'étranger condamné ; jeunes étrangers résidant en France depuis l'âge de dix ans n'étant pas expulsables (p. 3107).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : progrès des techniques de communication et abolition du monopole d'Etat sur la communication audiovisuelle ; invasion de la production étrangère ; éloignement du pouvoir politique de l'audiovisuel ; privatisation de T.F. 1 et concurrence dans le secteur audiovisuel [5 août 1986] (p. 4071).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : assouplissement de la règle de « constructibilité limitée » ; report d'application du droit de préemption urbain ; suppression du Conseil départemental de développement social ; possibilité pour les collectivités locales de conclure des clauses compromissoires dans les contrats conclus avec des sociétés étrangères ; élection des bureaux des conseils généraux et régionaux au scrutin majoritaire ; aide des collectivités locales aux investissements des établissements d'enseignement privé [11 août 1986] (p. 4197-4198).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* progression des crédits ; création d'emplois ; encombrement des tribunaux [27 octobre 1986] (p. 5360) ; création de 75 postes de magistrats ; augmentation des crédits d'équipement ; s'élève contre un tract distribué par des magistrats le 23 octobre dernier au tribunal de grande instance de Toulouse ; surpopulation des prisons ; son refus des libérations collectives ; avantage de la privatisation pour la construction de places ; conditions la rendant possible juridiquement (p. 5361).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. André Lajoinie ; renvoi du procès des terroristes Schleicher et Halfen ; institution d'une Cour d'assises composée de magistrats professionnels ; projet ayant pour effet de donner effet immédiat aux dispositions relatives à la compétence de la Cour d'assises spécialisée ; principe de l'effet immédiat de la loi nouvelle [18 décembre 1986] (p. 7777) ; décision du Conseil constitutionnel relevant que par sa composition la Cour d'assises spécialisée présente les garanties requises d'indépendance et d'impartialité (p. 7778).

MANCEL (Jean-François)

Député de l'Oise
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires étrangères) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 1 : **affaires étrangères (n° 395)** [9 octobre 1986].

MANDINAUD (Jean-Louis)

Membre du conseil économique et social

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur du conseil économique et social : opportunité de remettre sans cesse en chantier l'organisation des structures universitaires ; projet n'abordant pas les grandes écoles ; prise en compte de l'avenir professionnel dans l'organisation des études supérieures ; nécessité d'un effort de développement des structures d'accueil ; mission de l'enseignement supérieur :

formation des enseignants [28 novembre 1986] (p. 6967) ; finalisation des enseignements dispensés par les établissements d'enseignement supérieur en fonction des objectifs professionnels ; autonomie des établissements publics d'enseignement supérieur ; recrutement des professeurs associés ; diversité des établissements ; incertitude sur la constitutuion des établissements publics d'enseignement supérieur fédérés au sein des universités ; érection des I.U.T. en établissements autonomes ; création des établissements publics d'enseignement supérieur ; renforcement du conseil scientifique ; opportunité d'assimiler aux professeurs les enseignants ayant les qualifications requises pour être professeurs quant à l'élection au conseil scientifique (p. 6968) ; pourcentage des représentations des différentes catégories dans les conseils ; situation particulière des universités d'outre-mer ; évaluation des établissements publics d'enseignement supérieur ; droit d'inscription ; amélioration du système actuel de bourse ; possibilité d'encourager les dons et legs aux établissements d'enseignement supérieur par toutes les mesures appropriées y compris fiscales ; opportunité de laisser aux universités le libre-choix de leur formation et des diplômes les sanctionnant tout en organisant l'accréditation nationale des formations et des diplômes ; accès au second cycle de tous les étudiants titulaires d'un diplôme de premier cycle ; rétablissement des doctorats d'Etat ; nécessité pour les établissements de définir les conditions d'accès aux différents enseignements ; coopération avec les établissements scolaires ; guidage personnalisé de l'étudiant (p. 6969) ; extension du système de bourses et aides diverses ; accès des non bacheliers par le biais des équivalences et retour à l'université de ceux qui ont interrompu leurs études prématurément (p. 6970).

MARAN (Jean)

Député de la Martinique
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 11 juillet 1986] (p. 8658).

Rapporteur pour avis du projet de loi de programmes, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte [18 novembre 1986] (p. 6506).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de programme (n° 479), adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif au développement des **départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 482)** [19 novembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 62**, posée le 10 juin 1986 : **départements et territoires d'outre-mer (Martinique : professions et activités médicales)** (p. 2066) ; appelée le 13 juin 1986 : **service de santé scolaire en Martinique** : secteurs médico-scolaires dépourvus d'infirmières et d'assistantes sociales ; avenir et libération sociale des jeunes (p. 2182-2183).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* situation d'insécurité du département de la Martinique ; présence de résidants clandestins ; insuffisance des moyens et des effectifs de la police [7 novembre 1986] (p. 6015) ; demande le renforcement des moyens dans le sud de la Martinique et la création d'une gendarmerie à Saint-Luce ; réparation du préjudice causé par la « confiscation » des bâtiments départementaux pour loger les services de l'Etat et les membres du corps préfectoral (p. 6016).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* situation de la Martinique [8 novembre 1986] (p. 6091) ; progression de plus de 100 % des crédits du F.I.D.O.M. ; décision prise par le Gouvernement d'attribuer l'allocation compensatrice aux handicapés des D.O.M.-T.O.M. ; nécessité de la formation professionnelle (p. 6092).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : parité sociale globale ; fonds d'action sanitaire et sociale (F.A.S.S.O.) ; commission nationale d'évaluation ayant pour mission d'estimer le coût de la parité sociale globale et de proposer les modalités d'utilisation individuelle ou collective des sommes correspondantes [25 novembre 1986] (p. 6729) ; taux de chômage des jeunes dans les départements d'outre-mer ; prorogation du plan d'urgence mis en œuvre par l'ordonnance du 16 juillet 1986 ; action en faveur de la formation professionnelle ; mobilité de la population active entre la métropole et l'outre-mer et réciproquement ; libéralisation du transport aérien ; rôle de l'agence nationale pour la promotion et l'insertion des travailleurs outre-mer (A.N.T.) ; protection et mise en valeur du patrimoine d'outre-mer ; Radio-France outre-mer (R.F.O.) ; objectif d'égalité sociale (p. 6730) ; échec de la politique socialiste pour l'outre-mer ; parité sociale globale ; mobilité géographique (p. 6769) ; émigration à partir de la Martinique en 1986 malgré la suppression des aides (p. 6770).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (justice) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à définir, délimiter et protéger le **domaine public maritime naturel (n° 132)** [15 mai 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 31 : **justice (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : progression des crédits et du ministère ; emplois nouveaux de magistrats ; effectif des fonctionnaires des services judiciaires ; crédits pour la constitution d'une banque de données juridiques et pour l'implantation de nouveaux matériels informatiques ; propose l'adoption d'un programme de recrutement pour les cinq prochaines années ; limite d'âge des magistrats de la Cour de cassation, des Cours d'appel et du Conseil d'Etat ; proposition de loi de M. Pierre Mazeaud ; suggère une modification de la loi du 10 décembre 1985 relative à la collégialité des juges d'instruction ;

nécessaire réorganisation et développement de la conciliation ; juge de paix cantonaux ; transfert à l'Etat des charges supportées par les collectivités locales au titre de la justice ; surpeuplement des établissements pénitentiaires ; création d'emplois de surveillants ; nécessaire recours au financement privé [27 octobre 1986] (p. 5347) ; audit sur l'éducation surveillée ; lutte contre la toxicomanie ; création de structures de soins ; lutte contre le terrorisme ; conseil de sécurité sous la présidence du Premier ministre ; propose l'élaboration d'un plan pluriannuel de rénovation de la justice (p. 5348).

MARCHAIS (Georges)

Député du Val de Marne
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi portant amnistie des sanctions disciplinaires et professionnaires prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un **conflit collectif du travail** et abrogeant l'article 414 du code pénal **(n° 30)** [23 avril 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : dispositif concernant l'emploi des jeunes ; exonération de charges sociales incitant à développer l'emploi précaire ; mise en place de nouveaux artifices pour empêcher la montée des statistiques du chômage ; politique de suppression d'emplois ; perspectives budgétaires augmentant les tarifs publics et les taxes ; privatisations ; délaissement par le secteur bancaire des investissements productifs au profit d'interventions sur les marchés financiers internationaux ; remplacement de la loi de démocratisation du secteur public par l'actionnariat des salariés ; liberté des prix et des changes [23 avril 1986] (p. 267) ; nécessité que les salariés et les élus puissent contrôler l'utilisation des fonds des entreprises ; nécessité d'une extension et d'une amélioration de la taxe professionnelle ; dépendance de la France envers les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne ; relance de la production ; nécessité d'une coopération avec les pays du tiers monde, les pays socialistes et les pays du Marché commun ; aggravation des problèmes de société et aggravation du chômage (p. 268) ; rôle d'entraînement du secteur public et nationalisé dans la croissance et le progrès social ; privatisation constituant une « colonisation des biens des Français par des puissances d'argent » ; action du groupe communiste (p. 269).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 73 (création à la charge de l'employeur d'un fonds de garantie des cotisations auprès des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales) [29 avril 1986] (p. 563) ; rejeté au scrutin public (p. 564).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 53 (notion de dispositions moins favorables dans une convention collective) [3 juin 1986] (p. 1597) ; rejeté (p. 1598) ; **article 1er** : ses amendements n° 252, 296, 328, 374, 384, 408 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

MARCHAND (Philippe)

Député de la Charente-maritime
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Membre de la commission « ad hoc » chargé d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8732).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Représentation agricole** : dispositions prises après 1981 pour mesurer la représentativité de chaque organisation ; existence d'un double niveau de représentativité reconnaissant la prééminence de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. ; annulation par M. François Guillaume des dispositions concernant le pluralisme de la représentation syndicale [28 mai 1986] (p. 1337).

— **Prisons privées** : retrait d'un projet concédant le gardiennage des détenus au privé alors que le Premier ministre affirme qu'il restera public [3 décembre 1986] (p. 7043).

— **Secret défense** : dérobade d'un directeur de la D.S.T. opposant le « secret défense » au magistrat instructeur l'interrogeant sur la remise à Yves Chalier d'un « vrai-faux passeport » ; attitude contraire à une jurisprudence constante faisant obligation de communiquer aux juges tout document nécessaire à la manifestation de la vérité [17 décembre 1986] (p. 7712).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : qualification pénale du terrorisme ; mauvais traitement habituel à enfant ne pouvant, en aucun cas, constituer un acte de terrorisme ; moyens de définir le terrorisme [26 juin 1986] (p. 2517) ; *article 700-1 du code de procédure pénale :* notion de charges suffisantes (p. 2520) ; rappelle que les organisations agricoles ont l'habitude d'arrêter des trains pour distribuer des tracts ; impossibilité d'assimiler ces comportements avec du terrorisme (p. 2524) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* collégialité des juges d'instruction ; nécessité qu'à titre exceptionnel la collégialité soit instaurée avant 1988 en matière de terrorisme (p. 2526) ; **article 3** : *article 700-8 du code de procédure pénale :* prolongation de la garde à vue ; rôle de la police (p. 2544) ; *article 700-9 du code de procédure pénale :* technique utilisée par le groupe socialiste pour que l'Assemblée revienne sur la position de la commission ; possibilité de perquisition sans l'assentiment de la personne chez laquelle celle-ci a lieu (p. 2546-2547) ; *article 700-10 du code de procédure pénale :* maintien des jurés populaires ; menaces pouvant peser sur eux (p. 2549) ; **après l'article 3** : risque de rétablissement de la loi anti-casseurs (p. 2553) ; **article 4** : extension des dispositions applicables à la lutte contre le terrorisme aux atteintes à la sûreté de l'Etat ; mouvements canaques et guadéloupéens étant visés par cette mesure (p. 2554) ; **article 1er (précédemment réservé)** : dangers de « l'amalgame » entre la lutte contre le terrorisme et la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat (p. 2556). **article 5** : interdiction de séjour étant utilisée de façon très variée par les magistrats ; inopportunité du caractère automatique de l'interdiction de séjour [27 juin

1986] (p. 2592) ; nécessité de faire confiance aux magistrats (p. 2593) ; application systématique d'une peine d'interdiction de séjour aux proxénètes ; nécessité de permettre au juge d'apprécier librement s'il doit ou non assortir la sanction prononcée contre certains crimes de terrorisme de l'interdiction de séjour ; remise en vigueur de la loi anticasseurs ; texte permettant des poursuites contre des syndicalistes (p. 2596) ; inefficacité et dangers de la procédure du repenti (p. 2600).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; maintien de l'ordre et de la discipline dans les établissements pénitentiaires ; caractère peu satisfaisant du système actuel de l'application des peines [27 juin 1986] (p. 2636) ; abolition de la peine de mort ayant modifié l'échelle des peines criminelles ; rôle du groupe d'études interparlementaire Sénat-Assemblée nationale sur la réforme du code pénal ; demande au ministre de prendre l'engagement de ne pas déformer la vérité ; évasion de Michel Vaujour ; informations diffusées par « Matignon Flash Infos » ; son hommage à la politique pénale de M. Badinter (p. 2637) ; décision du juge de l'application des peines devant être susceptible de recours pour le détenu et faire l'objet d'un contrôle de légalité et d'opportunité ; collégialité des juges d'instruction ; judiciarisation de l'application des peines ; diminution du taux d'échec des permissions de sorties (p. 2638) ; protection de la société exigeant l'individualisation de la peine (p. 2639) ; judiciarisation de l'exécution des peines (p. 2642).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 28 (visant à supprimer, après les mots : « progrès réels », la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du C.P.P.) : rejeté [30 juin 1986] (p. 2686) ; **article 4** : possibilité offerte au seul procureur de faire appel de la décision du juge de l'application des peines ; discipline dans les maisons d'arrêt et les établissements pénitentiaires [1er juillet 1986] (p. 2707) ; son amendement n° 33 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 733-1 du code de procédure pénale à insérer après les mots « l'une des mesures prévues par les articles 720-1, 723, 723-3 et 730 » les mots « ou le refus de prendre l'une des mesures prévues par les articles 720-1, 723, 723-3 et 730 ») (p. 2709) ; rejeté ; nécessité que la possibilité d'appel soit offerte tant au procureur de la République qu'au détenu et à son conseil (p. 2710) ; **après l'article 4** : son amendement n° 37 (présente loi n'étant applicable qu'aux faits commis postérieurement à son entrée en vigueur) (p. 2714) ; devenu sans objet (p. 2715).

Explications de vote : judiciarisation de l'application des peines constituant le meilleur moyen de lutter contre la récidive ; retour à l'esprit de la loi « sécurité et liberté » ; réduction du rôle du juge d'application des peines ; vote hostile du groupe socialiste (p. 2715).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : soutien la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe : commission d'étude de la réforme du code pénal réunie à l'initiative de M. Robert Badinter ; inquiétudes suscitées par le projet du Gouvernement ; propos de M. Emmanuel Aubert sur le projet initial concernant la comparution immédiate [2 juillet 1986] (p. 2764) ; procédure de la comparution immédiate ; référé pénal ; période de sûreté de trente ans ; position des personnels des établissements pénitentiaires (p. 2765) ; dépersonnalisation de l'exécution des peines et sécurité des établissements pénitentiaires ; recel dans les foires à la brocante (p. 2766).

Discussion des articles : **article 1er** : notion d'association de malfaiteurs (p. 2770) ; **avant l'article 1er** : peine de mort (p. 2775) ; **après l'article 4** : faiblesses de la procédure de comparution immédiate (p. 2779) ; **article 7** : systèmes d'emprisonnement [2 juillet 1986] (p. 2799) ; problème des condamnés à la détention perpétuelle (p. 2800) ; **article 8** : ses observations (p. 2806).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* suppléé par M. Raymond Douyère : encombrement des tribunaux administratifs ; suppression de postes de conseillers ; diminution du recrutement de l'E.N.A. ; parution du décret d'application de la loi du 6 janvier 1986 [7 novembre 1986] (p. 6023).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 484).

Deuxième lecture, discussion générale : craintes suscitées par l'amendement adopté en première lecture ; engagement d'une concertation sur la réforme de fixation des loyers [17 décembre 1986] (p. 7756).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Ouasekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Discussion générale : déroulement de la manifestation de juin 1983 sur la défense de l'école privée ; déroulement des manifestations étudiantes contre le projet de loi de réforme de l'enseignement supérieur ; but de la proposition du groupe socialiste tendant à créer une commission d'enquête ; absence de suspicion vis-à-vis des policiers ; nature des instructions données et de l'action menée par le ministre de l'intérieur ; objet de la commission d'enquête [17 décembre 1986] (p. 7733) ; déplacement de celui-ci sur la presse et les étudiants (p. 7734).

Discussion de l'article unique : **article unique** : objet de la commission d'enquête devant porter sur la nature et le contenu des instructions données aux fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre ; nombre de membres de la commission (p. 7738) ; ordres donnés par le ministre de l'intérieur ; rôle de la presse (p. 7739).

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre du comité national des retraités et des personnes âgées [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7600).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (premier ministre : droit de l'Homme) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome XII : **Premier ministre : droits de l'Homme** (n° 397) [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : caractère superfétatoire de l'amendement n° 28 de M. Jean-Jack Queyranne [12 juin 1986] (p. 2160) ; harcèlement parlementaire ; chasse à l'homme s'étant instaurée dans l'ensemble du secteur de audiovisuel en 1981 (p. 2161) ; **article 1er** : champ d'application de la loi (p. 2167) ; **article 10** : absence de poursuites d'engagement contre M. Robert Hersant de 1981 à 1986 [17 juin 1986] (p. 2275).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale : Rapporteur pour avis :* création du secrétariat d'Etat chargé des droits de l'Homme ; conciliation de son action avec le respect du principe de non ingérence ; rapports des droits de l'Homme et des médias ; respect des droits de l'Homme par le Gouvernement ; utilisation des crédits d'intervention ; préparation des discussions sur les accords d'Helsinki ; subventions accordées à certaines organisations [24 octobre 1986] (p. 5279, 5280).

Examen des crédits : Services du Premier ministre. I. — **Services généraux : Etat B, titre III** : ses observations sur « l'orchestre rouge » trottant dans la tête de M. Brunot Mégret en matière de droits de l'Homme (p. 5332).

MARGNES (Michel)

Député des Hauts-de-Seine
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (Premier ministre : Conseil économique et social [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 33 : **Premier ministre : conseil économique et social (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **article 1er** : nécessité d'exclure du champ d'application du projet les prix des tabacs manufacturés du fait de la situation de monopole [24 avril 1986] (p. 369) ; rapports entre les mutuelles et les compagnies d'assurances ; nécessité d'exclure les mutuelles du champ d'application de la loi d'habitation (p. 376).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 12 : ses observations sur le rappel au réglement** de M. Bruno Gollnisch : accuse M. Philippe Mestre, vice-président, de violer le réglemcnt [28 mai 1986] (p. 1404).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion générale : Protection des citoyens contre l'arbitraire fiscal ; commission Aicardi [15 octobre 1986] (p. 4741) ; suppression de pratiques tombées en désuétude ; bilan de MM. Bérégovoy et Emmanuelli en la matière ; risque de démotivation des agents des impôts ; cadeaux fiscaux aux hauts revenus et aux gros patrimoines (p. 4742).

Discussion des articles : **article 5** : utilité de la taxe sur certains frais généraux ; exemples des Etats-Unis et du Japon [16 octobre 1986] (p. 4873) ; **article 20** : taxes auxquelles sont soumises les entreprises exploitant des machines à sous ; risque d'évasion fiscale ; propose de n'accorder la suppression de la taxe d'Etat que pour les machines munies d'un système de comptabilité fiable [17 octobre 1986] (p. 4985).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : augmentation du budget du Conseil économique et social ; situation de la caisse de retraite des anciens membres ; modernisation des méthodes de travail et amélioration des sources documentaires [22 octobre 1986] (p. 5155) ; rapports du Conseil économique et social et des comités économiques et sociaux régionaux (p. 5156).

Examen des crédits : **III. — Conseil économique et social : Etat B, titre III** : rôle du Conseil économique et social (p. 5198).

Économie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale.

Examen des crédits : **II. — Services financiers : Etat B, titre III** : son amendement n° 275 (réduction des crédits) : rejeté [13 novembre 1986] (p. 6278).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 58 : caractère pervers du mode de calcul des primes allouées aux agents des impôts [14 novembre 1986] (p. 6354, 6355) ; maintien de la charge de la preuve pour le contribuable qui conteste l'avis formulé par la commission départementale des impôts directs et des taxes (p. 6362) ; **article 69** : revalorisation des bases d'évaluation des éléments du train de vie (p. 6369) ; absence de justification au maintien du golf parmi ces éléments (p. 6370).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : célébration du bicentenaire de la révolution française ; réduction des crédits du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme et au ministère des Affaires étrangères [16 décembre 1986] (p. 7685).

MARLIÈRE (Olivier)

Député du Nord
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de résolution (n° 108) tendant à créer une commission de contrôle sur le fonctionnement des services de surveillance de la sécurité nucléaire en France [13 juin 1986] (p. 2193).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte

contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relaif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200 [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset et plusieurs de ses collègues, tendant à l'introduction du pacte de famille dans notre droit successoral (n° 313) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 108) de M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une **commission de contrôle** sur le fonctionnement des services de surveillance de la **sécurité nucléaire en France (n° 248)** [26 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 169) de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la **limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes** et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle **(n° 435)** [6 novembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 21**, posée le 16 mai 1986 : **minerais et métaux (entreprises : Nord)** p. 960) ; appelée le 23 mai 1986 : **laminoir d'Unimetal-Trith-Saint-Léger** : manifestations provoquées par les incohérences du précédent gouvernement ; mission de M. Gandois sur les problèmes de la sidérurgie française ; emploi dans la région de Valenciennes ; lien entre l'activité d'Unimetal-Trith et celle d'Usinor-Dunkerque ; concentration de la sidérurgie en Lorraine (p. 1085).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : importance des Français de l'étranger ; compétences du conseil supérieur des Français de l'étranger [3 octobre 1986] (p. 4351) ; distorsions dues au mode de scrutin proportionnel établi en 1982 ; nouvelles modalités d'élection au C.S.F.E. ; recours au scrutin majoritaire à un tour ; remplacements en cas de vacances (p. 4352-4353) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; concertation sur le projet ; distorsions dues à la représentation proportionnelle (p. 4359) ; combinaison du scrutin majoritaire et du scrutin proportionnel introduite par le projet ; représentation des minorités (p. 4366).

Discussion des articles : **article 1er** : élection des sénateurs représentant les Français de l'étranger (p. 4369) ; institution du scrutin majoritaire pour les circonscriptions de moins de quatre sièges (p. 4370) ; inadaptation de la représentation proportionnelle au cas de ces circonscriptions (p. 4371) ; répartition des restes à la plus forte moyenne dans les grandes circonscriptions ; nombre de suppléants sur une liste (p. 4372).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture :

Discussion générale commune. Rapporteur de la proposition de loi : problème de la limite d'âge dans la fonction publique et dans le secteur public ; calendrier trop brutal prévu par les textes de 1984 ; gâchis de compétences et de connaissances ; départ dans un délai très bref des deux tiers des conseillers d'Etat et des conseillers maîtres à la Cour des comptes ; équilibre entre les membres disposant d'une grande expérience et les membres moins expérimentés ; opportunité de laisser le choix du moment de départ entre soixante-cinq et soixante-huit ans ; aggravation des lenteurs et des blocages des deux juridictions ; conséquences financières et budgétaires ; avantage du dispositif consistant à demander et obtenir le maintien en activité [3 décembre 1986] (p. 7050) ; rappel à l'activité des magistrats touchés par loi de 1984 mais n'ayant pas encore atteint l'âge de soixante-huit ans ; extension du dispositif aux professeurs de l'enseignement supérieur ; aménagement du tour extérieur concernant les corps d'inspection et de contrôle pour les emplois d'inspecteur général et de contrôleur général (p. 7051) ; effet des propositions en discussion sur le problème des lenteurs judiciaires (p. 7069).

Discussion des articles : **article 1er** : inopportunité de faire référence à l'inspection générale des finances sans prendre en compte les autres corps d'inspection (p. 7072) ; problème des conseillers référendaires ; souhaite apporter une précision de rédaction sur l'amendement n° 8 de M. Jean-François Deniau déjà adopté ; nominations en surnombre (p. 7073) ; **après l'article 1er** : extension des dispositions aux professeurs de l'enseignement supérieur ; **article 2** : réintégration des victimes de la loi de septembre 1984 (p. 7075) ; **article 3** : organisation du tour extérieur par la création d'une commission ; conditions de compétences et de connaissances techniques (p. 7076) ; **après l'article 3** : inadaptation et échec de la troisième voie définie par l'Ecole nationale d'administration (p. 7079) ; **titre** : son amendement n° 15 à titre personnel (rédigeant ainsi le titre de la proposition de loi : « proposition de loi relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat ») ; texte dépassant la seule question de la limite d'âge ; adopté (p. 7081).

MARTINEZ (Jean-Claude)

Député de l'Hérault
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (éducation nationale : enseignement scolaire) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 19 : **éducation nationale : enseignement scolaire (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Contradictions des déclarations ministérielles sur la politique universitaire** : incertitude sur l'abrogation de la loi Savary [23 avril 1986] (p. 255) ; mutations de hauts fonctionnaires de l'éducation nationale (p. 256) ;

orales sans débat :

— **n° 30,** posée le 20 mai 1986 : **administration (ministère du budget : personnel)** (p. 984) ; appelée le 23 mai 1986 : **rémunération des trésoriers payeurs généraux** : mécanisme des remises sur les emprunts d'Etat ; application des règles de cumul des rémunérations ; régime fiscal des rémunérations accessoires et primes ; impossibilité d'admettre que des hauts fonctionnaires soient rémunérés au noir ; nécessité d'une grande réforme fiscale (p. 1090).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au réglement** : estime que certaines personnes présentes dans l'hémicycle n'ont ni droit à siéger ni droit de voter [2 avril 1986] (p. 44-45).

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au réglement** : s'étonne de ce que M. Robert-André Vivien ait pu présenter un rapport alors que la commission n'en a jamais été saisie ; ordonnance étant à l'efficacité économique ce que Rika Zaraï est à la médecine ; nécessité de réagir aux violations répétées des droits du Parlement [22 avril 1986] (p. 199).

Discussion des articles : **article 1er** : inadaptation de la législation des ordonnances de 1945 ; nécessité que personne ne soit poursuivi sur la base d'éléments constitutifs ou d'une infraction antérieure à cette abrogation [25 avril 1986] (p. 406) ; explique les raisons qui le poussent à retirer l'amendement n° 10 de M. Megret ; (p. 407) ; **après l'article 1er** : plate-forme R.P.R.-U.D.F. prévoyant l'abrogation des ordonnances de 1945 ; possibilité pour le Front national de retirer son amendement au cas ou le Gouvernement s'engagerait à abroger les ordonnances de 1945 (p. 414).

— **Son rappel au règlement** : utilisation en commission de la procédure de vote par délégation ; bilan financier établi par M. Renaud de la Genière ; vote des remplaçants de députés qui n'ont pas encore eu la possibilité juridique de présenter leur démission ; suspension des débats à la commission des finances et dans les autres commissions [24 avril 1986] (p. 324).

— **Son fait personnel** : regrette que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, se soit plaint de sa « légèreté intellectuelle » ; lui rappelle la distinction juridique entre légitimité et légalité ; intervention d'Edoudard Herriot le 7 février 1924 [24 avril 1986] (p. 377).

— **Son rappel au règlement** : contradiction entre les articles 42 et 62 du règlement ; droit de vote des membres du Parlement étant personnel ; caractère regrettable de la pratique voulant qu'on puisse voter avec une clé ; pratique permettant un retour au régime des partis [29 avril 1986] (p. 560).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.**

Discussion : corrélation entre l'étendue du domaine réglementaire et le caractère exceptionnel ou courant de la délégation de pouvoir législatif ; exemples des IIIe et IVe Républiques ; abus de l'article 38 de la Constitution provoquant un véritable « Tchernobyl » constitutionnel [15 mai 1986] (p. 928) ; absentéisme des députés ; impossibilité d'utiliser simultanément l'article 38 et l'article 49, alinéa 3 de la constitution ; explication du genre féminin de la loi : « elle ne peut pas être prise à la hussarde comme de la soldatesque » ; comparaison de l'addition des deux articles 38 et 49, alinéa 3, à « l'accouplement de Talleyrand et de Fouché » ; création d'une sorte de monstre constitutionnel, « la trisomie 86 » ; création des ordonnances de l'article 38 *bis* : les « ordonnances Chirac » (p. 929) ; immixtion de l'exécutif dans la composition du législatif et violation de l'article 16 de la Déclaration de 1789 sur la séparation des pouvoirs, dès le 2 avril ; violation quotidienne de l'article 27, alinéa 2, sur le vote personnel ; engagement de la discussion de la loi de finances rectificative en commission des finances sur un dossier de presse ; ses craintes de voir le Premier ministre devenir, en matière constitutionnelle, « un délinquant d'habitude » ; possibilité de préférer la légitimité au droit comme de Gaulle le 18 juin et Antigone ; ses observations selon lesquelles, « pour employer le langage de Buren ou de M. Léotard », M. Jacques Chirac n'a pas tout à fait « le *look* d'Antigone » ; affrontement par M. Jacques Chirac des « troupes clairsemées des hommes du paléolithique derrière M. Krasucki, des « babas cool » post-soixante-huitards aux côtés de M. Edmond Maire, et des papys Mougeot cacochymes, énurésiques et impuissants de M. André Bergeron » ; ses observations selon lesquelles « M. Jacques Chirac est le Premier ministre de la France et non le chef d'un Gouvernement sorti d'une opérette d'Offenbach » ; comparaison du Premier ministre à « un pasteur qui a peur que ses brebis, surtout si elles sont U.D.F., ne s'égarent dans le pré de la proportionnelle » ; déclare à M. Jacques Chirac, « vous filez du mauvais coton, un coton avec lequel on peut tout faire, même les tuniques, et même celle de Nessus » (p. 930).

— **Son fait personnel** : s'interroge de savoir si M. Pierre Joxe, dans son rappel au règlment, est intervenu au nom de son groupe, de sa centrale syndicale ou s'il s'est toujours cru chargé de la police ; volonté de ce dernier de réprimer ses collègues ; affaire du Carrefour du développement ; conséquences de la politique idéologique de M. Pierre Joxe sur les droits des personnes physiques [15 ami 1986] (p. 939).

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : confusion des ordonnances des articles 92 et 38 de la Constitution ; caractère personnel du vote des députés ; nécessité d'autoriser deux orateurs à intervenir sur une exception d'irrecevabilité pour permettre aux deux oppositions de s'exprimer ; découpage des circonscriptions par ordonnance [20 mai 1986] (p. 971).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion générale : projet de loi de finances étant « un projet d'un petit gabarit qui traduit une politique de même acabit » ; suppressions d'emplois budgétaires ; fonctionnaires constituant probablement « la seule espèce du règne animal avec les escargots et les grenouilles à se reproduire par parthénogénèse » ; E.N.A. du Maroc ; insuffisance de la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés [23 mai 1986] (p. 1144) ; amnistie gouvernementale cumulant tous les défauts ; atteinte à l'égalité devant la fraude ; droits d'inscription au concours de recrutement des fonctionnaires de l'Etat à 150 francs ; prélèvement sur les gains du loto ; coefficient correcteur en matière de fiscalité locale ; création de la caisse d'amortissement ; nécessité d'engager une « guerre des berceaux » ; ses observations sur la prime pour les vaches qui allaitent ; rappelle que le Général de Gaulle soutenait que les Français étaient « des veaux » (p. 1145) ; situation fiscale aux Etats-Unis ; Gouvernement étant partisan, dans la fécondité libérale, de la « contraception par l'acte interrompu » ; charte du contri-

buable ; compare M. Alain Juppé au Philinte de Molière (p. 1146).

Discussion des articles : **après l'article 6 :** amnistie des infractions dont l'élément matériel comporte le franchissement d'une frontière ; contribuables ne pouvant faire l'objet d'un traitement différentiel selon que l'élément matériel est extra-territorial ou intra-territorial ; amnistie ne jouant pas si une action administrative est intentée ou si un contentieux est déjà entré dans la phase judiciaire ; charge de la preuve [27 mai 1986] (p. 1260).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11 :** avantages de l'existence d'un délai de reprise de droit commun de quatre ans ; différences introduites par l'amendement n° 201 du Gouvernement dans le régime des différents impôts ; revenus des commerçants et artisans ; loi Royer prévoyant l'alignement de leur régime fiscal sur celui des traitements et salaires ; sanction du Conseil constitutionnel sur l'article 180 du code général des impôts ; possibilité de limiter une vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble par présentation d'un simple relevé bancaire ; revenus perçus à l'étranger ou en provenance de l'étranger ; présomption de transfert indirect des bénéfices ; problème de l'application des lois fiscales dans le temps (p. 1292) ; son appréciation sur le rapporteur général qui « a l'air presqu'un peu paléolithique » (p. 1293) ; son sous-amendement n° 207 à l'amendement n° 201 du Gouvernement (maintien du délai de reprise de quatre ans pour les administrations fiscales et sociales) ; délai de reprise pour les taxes sur les chiffres d'affaires ; provision pour congés payés (p. 1297) ; uniformisation du délai de reprise à deux ou trois ans retiré (p. 1298) ; **article 8 et état B (précédemment réservés) :** son amendement n° 87 (réduction de crédits concernant la santé et la solidarité nationale) [28 mai 1986] (p. 1345) ; nombre de contribuables pratiquant, sur le montant de leur impôt sur le revenu, une retenue correspondant à leur contribution à l'I.V.G. ; réservé (article 44-3 de la constitution) (p. 1345) ; rejeté (p. 1347) ; **après l'article 11 *ter* :** son amendement n° 56 (précisant que les bénéficiaires de l'indemnité parlementaire dont les frais professionnels excèdent le montant résultant de l'application de la déduction forfaitaire de 10 % à la totalité de cette indemnité, sont admis à justifier sur cette même base du montant de leurs frais réels) ; inopportunité que le parlementaire se dispense d'un régime très sévère qu'il applique d'autant plus facilement aux autres que lui-même ne le supporte pas ; caractère injustifiable de la déduction fiscale dont bénéficient les parlementaires (p. 1392) ; nécessité de mettre fin aux privilèges fiscaux (p. 1393) ; rejeté au scrutin public (p. 1394) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement :** rappele que l'article 47 de la Constitution impose un délai de 40 jours à l'Assemblée nationale pour se prononcer sur les lois de finances ; propose « d'arrêter les pendules » (p. 1405).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 : son rappel au règlement :** critère de représentativité syndicale définis par le traité de Versailles ; critère des effectifs [6 juin 1986] (p. 1898).

— Son rappel au règlement : remplacement de M. Tailhades par M. Georges Benedetti, en qualité de sénateur du Gard ; applicabilité à M. Benedetti de l'article L.O. 138 du code électoral ; Gouvernement décisant souverainement de la composition du Sénat [1er juillet 1986] (p. 2716) ; demande au Garde des sceaux de « surveiller le ministre de l'intérieur » (p. 2717).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable soulevée par M. Pierre Joxe ; gravité de la question de la Nouvelle-Calédonie [8 juillet 1986] (p. 2935) ; son rapprochement entre les scandales politiques et la condition des « harkis des tropiques » ; rapport entre l'absence de M. Georges Frêche et l'élection de « Miss Montpellier » ; ses observations sur le titre de l'ouvrage de M. François Mitterrand « la Paille et le grain » ; nomination par le ministre de l'intérieur de M. Benedetti au poste de sénateur ; qualification de règlements territoriaux de certaines dispositions de l'ordonnance du 13 novembre 1985 sur les droits du travail violant la loi du 6 septembre 1984 donnant compétence à l'Etat en cette matière ; surprime de 30 % pour les personnes s'installant dans la brousse ne portant pas atteinte au principe d'égalité (p. 2936) ; droit de créer des inégalités juridiques pour compenser des inégalités de fait ; attitude de M. Pisani ; parti socialiste demandant le droit de vote pour les immigrés et le refusant aux Français de Nouvelle-Calédonie ; volonté de M. Lionel Jospin de pratiquer l'« apartheid » en Nouvelle-Calédonie ; reproche aux socialistes de « se shooter à l'herbe idéologique » ; égalité des citoyens au regard du droit de suffrage ; attitude du Gouvernement socialiste à l'égard de M. Dick Ukeiwé (p. 2937) ; situation à la cité Saint-Quentin ; états de service canaques de M. Pisani ; principe d'autodétermination constituant une machine idéologique à découper les peuples et une atteinte à l'intégrité du territoire (p. 2938) ; rappelle que « pied-noir échaudé craint toujours le R.P.R. » ; autodétermination portant atteinte à la souveraineté française ; droit du peuple français à se survivre à lui-même ; France s'étant rassemblée derrière l'oriflamme de Saint-Denis « ne devant pas s'arrêter à Thio devant le tee-shirt de Machoro » (p. 2939) ; concept de populations intéressées ; exonération fiscale prévue par le projet ; développement rural ; moteur du développement de l'économie néo-calédonienne se trouvant au niveau des villes (p. 2961) ; idéologie du F.L.N.K.S. tendant à réaccentuer la cassure entre la société rurale et la société urbaine ; nécessaire stabilité juridique du statut de la Nouvelle-Calédonie ; nécessaire globalisation des incitations fiscales (p. 2962) ; éventuel investissement de la société d'économie mixte « Enercal » ; nécessaire création d'une université du Pacifique en Nouvelle-Calédonie (p. 2963) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe ; « darwinisme normatif » des propos de M. Pierre Joxe ; confusion de M. Pierre Joxe entre la Nouvelle-Calédonie et le Mexique de Pancho Villa ; vision de M. Pierre Joxe de la réforme foncière étant « à la Sergio Leone » en cinémascope ; réforme foncière n'étant pas un problème majeur ; « baroque physiocratique » des références de M. Pierre Joxe ; affaire « Carrefour du développement » (p. 2981) ; son refus de céder à l'obsession « maniaco-fixative » sur la réforme foncière ; sera « le dernier des Mohicans » ; son interrogation sur les propos de M. Joseph Menga qui n'a pas parlé de « la confrérie du Divan » ; ses doutes sur l'existence du peuple canaque et son droit à l'indépendance ; déroulement normal du travail législatif ; sort des enfants réfugiés de Nouvelle-Calédonie ; affaire de l'O.N.A.S.E.C. ; espoir des habitants de Nouvelle-Calédonie ; nécessité de « faire vite » (p. 2982).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 1 (inaliénabilité du territoire de la Nouvelle-Calédonie faisant indéfectiblement partie du territoire de la République) ; nécessité de rassurer les populations sur l'appartenance de la Nouvelle-Calédonie à la République ; exemples de l'Algérie et des Nouvelles-Hébrides (p. 2983) ; rejeté (p. 2984) ; **article 1er :** son amendement n° 3 (visant à organiser le référendum dans les deux mois suivant la promulgation de la loi) ; ses observations sur la déclaration de M. Bernard Pons précisant le refus de tout amendement (p. 2985) ; délai de douze mois avant le référendum ; manque de respect de M. Bernard Pons à l'égard de l'Assemblée ; rejeté ; son amendement n° 4 (visant à substituer dans le premier alinéa de cet article aux mots : « les populations intéressées de Nouvelle-Calédonie et dépendances », les mots : « l'ensemble des populations intéressées, au sens de l'article L. 11 du code électoral, de la Nouvelle-Calédonie ») ; absence de droit à l'autodétermination dans la Constitution (p. 2986) ; indivisibilité du coprs électoral ; droit de vote réservé aux « pingouins en terre Adélie » ; notion de populations intéressées ; exemple du territoire français des Afars et des Issas ; mise en cause de M. Valéry Giscard d'Estaing (p. 2987) ; rejeté au scrutin public ; existence d'une majorité d'union contre la nation « pour larguer la Nouvelle-Calédonie » ; mélange des questions de souveraineté et celles d'organisation administrative ; possibilité d'un référendum à deux questions (p. 2988) ; **article 6 :** son amendement n° 5 (visant à substituer dans cet article aux mots : « pourront être », le mot : « seront ») ; indemnisations des victimes des événements de Nouvelle-Calédonie (p. 2993) ; retiré ; **article 9 :** son amendement n° 44 (réduction du délai d'indemnisation à deux mois à compter de la décision d'acceptation) (p. 2994) ; rejeté au scrutin public (p. 2995) ;

article 15 : son amendement n° 46 (suppression de l'impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie) ; possibilité de refaire le « paradis fiscal » qu'était la Nouvelle-Calédonie avant 1982 ; son intention de déposer un amendement semblable pour la France afin d'en faire un « paradis fiscal » ; rejeté au scrutin public (p. 2996) ; son amendement n° 47 (suppression de l'impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie) : retiré (p. 2997) ; **article 23 *bis*** : enseignement des langues vernaculaires (p. 3001) : **article 26** : son amendement n° 12 (précisant que les centimes additionnels déterminés à cet article ne peuvent excéder 15 % des impositions) [9 juillet 1986] (p. 3017) ; exemption d'imposition pour les terres canaques ; « jurisprudence Pons » selon laquelle le texte doit être voté conforme ; caractère illusoire du contrôle du haut-commissaire sur l'augmentation des centimes additionnels ; rejeté (p. 3018).

Explications de vote : refus du ministre de trancher la question de la composition du corps électoral pour le référendum prévu ; trafic des lois électorales pour les consultations de Djibouti de 1967 et 1977 ; précédents de Saint-Barthélémy, de la Sarre, de l'Algérie et des Comores ; ses inquiétudes sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ; sa peur « de ces alchimistes de l'histoire qui transforment en harkis les populations qui leur sont confiées » ; appartenance de la terre aux Français de Nouvelle-Calédonie (p. 3037) ; vote de ce texte « plein d'embûches et de pièges » par le Front national ; volonté du groupe de ne pas mêler ses voix à celles de ceux « qui rêvent d'une France réduite à Boulogne-Billancourt peuplée de P.E.G.C. et de syndicalistes de la F.E.N. ou de la C.F.D.T. » ; ses observations sur les « asthmatiques de l'histoire » (p. 3038)

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux.

Première lecture, discussion des articles : **article 21** : son amendement n° 479 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 480 (précisant, qu'en cas de contestation sur la fixation du nouveau loyer, le juge ne peut fixer un loyer inférieur à celui payé à l'expiration du contrat venu à échéance) [22 juillet 1986] (p. 3619) ; retiré (p. 3620) ; **article 23** : son amendement n° 481 (date d'application des dispositions des articles 21 et 22) (p. 3625) ; retiré (p. 3626) ; son amendement n° 482 (exclusion des baux venant à expiration après la promulgation de la loi du champ d'application de l'article 4) : rejeté (p. 3627) ; **article 24** : son amendement n° 483 (rédactionnel) : adopté (p. 3629) ; **article 25** : son amendement n° 484 (précisant que l'obligation de mettre aux normes un logement, antérieurement soumis à la loi de 1948, sera constatée lors de la signature du bail) [22 juillet 1986] (p. 3641) ; rejeté au scrutin public (p. 3644) ; **article 28** : son amendement n° 485 (précisant que cet article s'applique aux locaux de catégories II B et II C) (p. 3652) ; adopté ; son amendement n° 486 (possibilité pour le bailleur de proposer chaque année au locataire bénéficiant de la loi de 1948 un contrat de location normal) : rejeté ; son amendement n° 487 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 3653) ; **article 30** : son amendement n° 488 : devenu sans objet (p. 3656) ; son amendement n° 489 (visant à substituer, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, aux mots : « par quart au cours des quatre année », les mots : « par tiers au cours des trois années ») : devenu sans objet (p. 3657).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie ; articles entachés d'irrégularités ; rapport Babeau ; son allusion « au miracle de M. Lucet qui s'est suicidé de deux balles de révolver » ; vote à l'Assemblée nationale de Gaston Defferre « alors qu'il était en coma dépassé » ; pense que « Barbie n'apportera sans doute pas d'eau au moulin de Jean... » ; crise de légitimité démocratique de la sécurité sociale [24 juillet 1986] (p. 3856) ; absence d'examen du budget social par le Parlement ; nécessité d'instaurer une « magistrature des chiffres, « Haute-Autorité sans Michèle Cotta pour éviter la partialité » ; niveau des cotisations sociales ; injustices sociales face à la retraite ; précise à M. Adrien Zeller que son texte est marqué du « sceau et de la sottise » (p. 3857) ; compare M. Adrien Zeller et M. Alain Juppé à l'autruche ; met en cause Mme Simone Weill et M. Jacques Attali sur les problèmes du suicide et de l'eutanasie ; augmentation des prélèvements pour pouvoir les réduire dans deux ans ; remboursement de l'I.V.G. ; difficultés des entreprises et augmentation du poids des prélèvements (p. 3858) ; réforme des régimes de retraite à l'étranger ; distinction entre assurance et solidarité ; condamnation des systèmes de capitalisation ; rôle du Parlement dans le débat sur la sécurité sociale (p. 3859-3860).

Discussion des articles : **article 1er** : hausse des prélèvements pour annoncer une baisse au mois d'octobre ; caractère « choquant » de la suppression de l'I.G.F. compensée par l'établissement d'un nouveau prélèvement [25 juillet 1986] (p. 3871) ; son amendement n° 12 (visant à insérer après les mots « leurs revenus » les mots « , à l'exception des retraites et pensions, ») ; précise que son humour ne s'est pas exercé sur Jean Moulin ; non imposition des primes des fonctionnaires ; rejeté au scrutin public (p. 3873) ; non-respect du principe de non-rétroactivité pour le prélèvement de 0,4 % sur les revenus institué par le projet (p. 3874) ; non-respect du principe de non-affectation pour ce même prélèvement (p. 3875) ; **article 9** : caractère exceptionnel du prélèvement de 0,4 % sur les revenus (p. 3898) ; exclusion des primes des fonctionnaires de l'assiette du prélèvement de 0,7 % au titre de l'augmentation des cotisations vieillesse des fonctionnaires ; rapport Douyère sur les primes de la fonction publique ; rémunération des trésoriers-payeurs-généraux (p. 3899) ; **après l'article 9** : mention de l'intégralité de la rémunération brute du salarié sur la feuille de paie (p. 3901).

— Son fait personnel : accolement des termes « mythologique » et « Résistance » ; accolement des termes de « Résistance » et « sécurité sociale » ; « gêne » ressentie par MM. Robert-André Vivien, Guy Ducoloné et Guy Bêche de ne plus faire partie des idoles des générations présentes [25 juillet 1986] (p. 3884).

— Son fait personnel : répond à M. Michel d'Ornano : utilisation de l'expression « fait du prince » ; conditions de saisine du Conseil constitutionnel ; sa proposition de faire rentrer les cotisations sociales dans le domaine des taxes parafiscales [25 juillet 1986] (p. 3910).

— Projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299).

Commission mixte paritaire, discussion générale : son hommage aux fonctionnaires de l'Assemblée nationale ; ses observations sur les propos de M. Albin Chalandon sur le Conseil constitutionnel ; anomalies de construction des « chalandonnettes » ; exemple d'anomalies au ministère de la justice : mutation d'un président de T.G.I. détournant des pièces à conviction à Marseille, maintien comme conseiller d'un président de Cour d'appel inculpé de corruption et conséquences de l'immaturité du juge « Pampers » faisant « quelques orphelins de plus au bord de la Vologne » ; rôle du Conseil constitutionnel dans l'équilibre des institutions ; ses observations sur les problèmes relationnels de M. François Léotard avec M. Valéry Giscard d'Estaing [12 août 1986] (p. 4289) ; caractère « excellent » de la réforme de M. Valéry Giscard d'Estaing sur les conditions de saisine du Conseil constitutionnel ; ses observations sur le Conseil constitutionnel : « tant que les libertés seront confiées à des hommes comme les doyens Vedel et Simonnet, elles seront moins en danger que lorsqu'elles vous sont confiées » (p. 4290).

— Son rappel au règlement : présence irrégulière dans l'hémicycle de cinq personnes remplaçant des députés élus sénateurs lors du renouvellement du 28 septembre 1986 ; article L.O. 137 du code électoral ; trafic des circonscriptions par le ministre de l'intérieur avec la sanction du Président de la République [2 octobre 1986] (p. 4322).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : tracts jetés dans l'hémicycle ; rétablissement des visas demandé par le groupe du Front national dès juin 1986 [14 octobre 1986] (p. 4704).

Discussion des articles : **article 1er** : nécessité de qualifier les cotisations sociales de taxes parafiscales pour permettre un contrôle par la voie de l'état E annexé ; article 14 de la déclaration des droits de l'Homme ; réclame l'organisation d'un référendum portant sur la suppression de l'impôt sur

le revenu [15 octobre 1986] (p. 4791) ; **article 2** : phénomène de ressaut entraîné par le barème de l'impôt sur le revenu ; hyper-concentration de la charge fiscale sur les contribuables touchés par les tranches les plus élevées ; inégalité devant les possibilités de fraude (p. 4795) ; barème de l'impôt sur le revenu constituant le symbole de « nos enfermements » (p. 4796) ; son amendement n° 63 (suppression de l'impôt sur le revenu dans un délai de cinq ans) (p. 4597) ; historique des projets et propositions prévoyant la suppression de l'impôt sur le revenu, part de l'impôt sur le revenu dans les recettes fiscales ; caractère économique et moralement « aberrant » de cet impôt ; effet de sa suppression (p. 4798) ; rejeté au scrutin public (p. 4799) ; **article 21** : son amendement n° 75 (de suppression) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution [17 octobre 1986] (p. 4991).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. *Examen des crédits :* **Etat B, titre IV** : son amendement n° 96 (réduction des crédits) [29 octobre 1986] (p. 5464) ; retiré (p. 5465).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : budget de l'éducation correspondant à 80 % du produit de l'impôt sur le revenu [3 novembre 1986] (p. 5699) ; manifestations deu 24 juin 1984 ; progression des crédits de 2 % mais chute des dépenses d'investissement ; illettrisme ; destruction de l'école portant tort aux enfants des milieux populaires ; félicite le ministre ; étroitesse de sa marge de manœuvre (p. 5700) ; baisse des effectifs scolarisés ; économie sur les bourses ; suppression de postes d'enseignants ; rapport Schwartz sur les P.E.G.C. ; enseignement libre ; possibilité d'enseignement coranique dans le cadre de la loi Debré ; coût des voyages des fonctionnaires de la Haute administration et des services rectoraux ; plan « Informatique pour tous » ; revalorisation de la carrière des instituteurs ; dégradation du statut social des enseignants ; violences dont ils sont victimes ; absentéisme ; facteurs d'échec de l'éducation nationale : syndicalisme (p. 5701) ; cite le rapport Schwartz à propos du syndicalisme ; décharges syndicales ; mises à disposition remplacée par des subventions ; Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) ; réorganisation de l'administration centrale ; création des directeurs d'écoles ; propose la suppression des subventions aux organismes périscolaires, la suppression de l'I.N.R.P., des mises à dispositions et le réexamen des décharges syndicales (p. 5702) ; propose que l'école serve au redressement national (p. 5703).

Examen des crédits : **état B, titre III** : mises à disposition [4 novembre 1986] (p. 5747) ; **titre IV** : ses observations sur l'amendement n° 134 de M. Jacques Guyard réduisant les crédits affectés à la formation continue des personnels de l'enseignement privé ; plan « Informatique pour tous » s'appliquant à l'enseignement privé (p. 5748) ; propose la suppression des 1627 postes placés en décharge syndicale (p. 5749) ; **état C, titre V** : dépenses pour les économies d'énergie (p. 5750) ; **après l'article 71** : transferts de charges sur les régions du fait de la décentralisation ; vétusté des lycées (p. 5752) ; rallonge budgétaire (p. 5753) ; **après l'article 73** : ses observations sur l'amendement n° 138 de M. Roland Carraz demandant au Gouvernement de déposer un rapport annuel sur les crédits affectés à l'enseignement professionnel et technologique ; absence de rapport sur l'enseignement technologique durant la précédente législature malgré les dispositions législatives en ce sens (p. 5755).

Intérieur. — *Discussion générale :* contribution de l'Etat au financement des collectivités locales ; coût de la « fausse » décentralisation ; accumulation des dotations comparées à des objets fiscaux non identifiés (O.F.N.I.) ; mécanisme de la D.G.F. ; mécanismes incitant à l'augmentation des impôts locaux ; endettement et situation financière des collectivités locales [7 novembre 1986] (p. 5996) ; augmentation des dépenses locales et plafonnement des impôts locaux ; ses observations sur l'idéologie décentralisatrice identifiant décentralisation à démocratie, bonne administration et sécurité ; ses observations sur les élus locaux étant le groupe le plus puissant au Parlement et compare cette réalité à la féodalité (p. 5997).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre III** : son amendement n° 211 (réduction des crédits) ; qualité de la gestion de l'Office culturel, scientifique et technique canaque ; se félicite de l'adoption d'un amendement sénatorial créant une université du Pacifique sud [8 novembre 1986] (p. 6113) ; nécessaire participation dans l'effort des Chambres de commerce en faveur de la formation continue ; mission de l'université du Pacifique sud ; retiré (p. 6114).

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* diminution du nombre des taxes parafiscales [13 novembre 1986] (p. 6206) ; importance du prélèvement parafiscal en agriculture ; exclusion des cotisations sociales du domaine de la parafiscalité ; prélèvement pour les retraites ; insertion des cotisations sociales dans l'état annexe E permettant le contrôle du Parlement (p. 6207).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 57 : perquisitions ; maintien de l'hypothèse de la flagrance ; diminution de la portée de l'article L. 40 du livre des procédures fiscales ; maintien des dénonciations anonymes [14 novembre 1986] (p. 6346) ; son amendement n° 263 : devenu sans objet (p. 6347) ; défauts du texte gouvernemental sur cet article ; ses observations sur l'amendement n° 157 de la commission des finances ; droit de suite ; abrogation de l'article L. 40 du livre des procédures fiscales ; dénonciations anonymes ne pouvant servir de base à des poursuites (p. 6350, 6351) ; son amendement n° 264 : devenu sans objet (p. 6352) ; **article 58** : suppression de la rectification d'office ; dispositif de l'article 58 n'étant pas une innovation ; nécessité de limiter la possibilité de reconstitution de chiffre d'affaires ou des bénéfices aux seuls cas de fraude grave ou caractérisée (p. 6356) ; son amendement n° 265 (tendant à limiter la possibilité pour le vérificateur de reconstituer le chiffre d'affaires et les bénéfices aux seuls cas de fraude grave ou caractérisée) (p. 6359) ; rejeté au scrutin public (p. 6360) ; problème du référé fiscal (p. 6361) ; procédure d'avis à tiers détenteur (p. 6362) ; suppression de la contrainte par corps ; opinion favorable de M. Guy Ducoloné ; suppression de la commission des infractions fiscales (p. 6364) ; problème de la communication du dossier au contribuable (p. 6365) ; **article 59** : suppression de la contrainte par corps (p. 6366).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : situation économique et sociale des départements d'outre-mer ; déséquilibre commercial ; niveau des prestations sociales ; présence de soixante zones franches dans les Caraïbes [25 novembre 1986] (p. 6767) ; projet de développement de Ronald Reagan ; mesures fiscales prises par le Gouvernement ; nécessaire effort de simplification ; voyage de M. Tjibaou aux Nations Unies ; nécessaire négociation de conventions de double imposition avec les pays des Caraïbes ; création d'une région de l'océan Indien ; propose de faire des D.O.M. des paradis fiscaux ; se réfère à des œuvres de Paul Claudel et d'Aimé Césaire (p. 6768) ; son objectif de retourner aux sources de la « francitude » (p. 6769).

Discussion des articles : **article 2 et annexes** : son amendement n° 2 (suppression des annexes) ; définition matérielle et critères organique et formel de la loi ; annexes n'emportant aucun caractère obligatoire ; dérive juridique ; « annexite aiguë » du ministre des départements et territoires d'outre-mer [26 novembre 1986] (p. 6829) ; aberration juridique ; retiré (p. 6830) ; **après l'article 17** : son amendement n° 185 (suppression de l'impôt sur le revenu dans le département de la Guadeloupe) ; « dumping fiscal » ; suppression à titre expérimental de l'impôt sur le revenu dans un département d'outre-mer [27 novembre 1986] (p. 6902) ; choix de la Guadeloupe, la Martinique servant de référence ; rejeté au scrutin public (p. 6903).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat

et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : son amendement n° 1 (prévoyant que les dispositions de l'article 1er relatives au rétablissement à soixante-huit ans de la limite d'âge pour les membres des grands corps de l'Etat sont étendues aux professeurs d'université) ; indifférence à l'égard du corps de l'université ; suppression de la limite d'âge pour la retraite aux Etats-Unis ; allongement de la durée de la vie humaine [3 décembre 1986] (p. 7074) ; retiré (p. 7075).

Explications de vote : position du groupe du Front national en faveur de la Haute fonction publique de qualité ; vote positif du groupe du Front national (p. 7082).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : but de cet article étant de revenir sur des décisions du Conseil d'Etat de juin 1986 relatif à l'évaluation des bases de la taxe professionnelle [11 décembre 1986] (p. 7532) ; non-respect du principe de non-rétroactivité et du principe de l'autorité de la chose jugée (p. 7533) ; **article 13** : implantation d'Eurodisneyland ; exclusion des attractions, manèges et spectacles du bénéfice de cette mesure (p. 7536) ; limitation des réductions de cotisations sociales et de fiscalité pour la création d'emplois au Nord et à l'Est de la France ; création de parcs d'attractions dans le Sud (p. 7537).

Explications de vote : calendrier parlementaire ; mouvement étudiant ; rôle du Président de la République ; problème des articles 11, 12, 18 et 19 violant les principes de non-rétroactivité et de l'autorité de la chose jugée ; report de certaines mesures de la commission Aicardi (p. 7571) ; I.V.G. ; vote positif du groupe Front national (p. 7572).

MARTY (Elie)

Député de la Dordogne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à organiser la lutte contre les termites (n° 311) [13 novembre 1986] (p. 6308).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession de logement sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 58** : son amendement n° 527 (tendant à réduire les obligations imposées par l'existence d'un P.O.S.) [23 juillet 1986] (p. 3753) ; adopté (p. 3755).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : évolution des revenus agricoles [7 octobre 1986] (p. 4399) ; amélioration de l'organisation et la gestion des marchés agricoles ; institution des offices par produits ; conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole ; mise en place du plan « grand Sud-Ouest » en 1976 ; situation de l'agriculture dans le Sud-Ouest ; prise en compte de l'ouvrage de retenue collinaire de l'Escouroux ; conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; problème des fruits (p. 4400).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* intérêt du ministre pour l'amélioration des revenus des agriculteurs ; augmentation des crédits supérieure à celle du budget de l'Etat ; actions prioritaires ; amélioration du cadre de vie, formation et développement, valorisation de la production ; croissance de la dotation pour la prime au maintien des vaches allaitantes ; situation des agriculteurs ne pouvant payer leurs cotisations sociales et devenant sans couverture ; retraite des agriculteurs ; difficultés causées par les quotas laitiers [30 octobre 1986] (p. 5540) ; problème du transfert des quotas « morts » non repris ; avenir de la culture du tabac ; crise de l'élevage et des fruits et légumes ; difficultés du secteur des fabricants d'engrais ; relèvement massif des droits de douane de la C.E.E. sur ces derniers produits (p. 5541).

MAS (Roger)

Député des Ardennes
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 118**, posée le 7 octobre 1986 : **aménagement du territoire (politique de l'aménagement du territoire : Ardennes)** (p. 4431) ; appelée le 10 octobre 1986 : **situation économique des Ardennes** : bilan positif des pôles de conversion créés par le Gouvernement précédent ; cas des Ardennes ; remise en cause des moyens de l'aménagement du territoire (p. 4578) ; déclaration de M. Olivier Guichard à propos de la prime d'aménagement (p. 4579) ;

— **n° 117 de M. René Drouin** : appelée le 10 octobre 1986 : **actionnaires d'Usinor et de Sacilor** : dévalorisation totale des actions d'Usinor et de Sacilor imposant l'indemnisation des petits porteurs (p. 4579).

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777), [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 137) tendant à autoriser l'usage d'émetteurs radioélectriques sur la bande de fréquence comprise entre 26 et 27 MHz [13 juin 1986] (p. 2194).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer tendant à modifier l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme instituant une taxe départementale d'espaces verts (n° 390) [13 novembre 1986] (p. 6308).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **contrôles d'identité** et à l'utilisation par les fonctionnaires de la police nationale de leurs armes de service **(n° 78)** [23 avril 1986].

Proposition de résolution tendant à créer une **commission de contrôle** sur le fonctionnement des services de contrôle de la **sécurité nucléaire** en France **(n° 108)** [14 mai 1986].

Proposition de loi tendant à rétablir la **Cour de sûreté de l'Etat (n° 133)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à rétablir les **tribunaux permanents des forces armées (n° 134)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à limiter le taux de la **taxe foncière** sur les propriétés non bâties **(n° 163)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à améliorer l'**indemnisation des victimes d'attentats (n° 170)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à autoriser les collectivités locales à subordonner leurs **prestations complémentaires d'aide sociale** à des critères de nationalité, de résidence ou de ressources **(n° 190)** [5 juin 1986].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le fonctionnement du loto (n° 214)** [25 juin 1986].

Proposition de loi permettant de choisir pour les enfants le **nom du père ou celui de la mère (n° 269)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à instituer une **délégation parlementaire** pour établir le **bilan des suites données aux propositions du Médiateur (n° 287)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à conférer aux **conciliateurs** le statut d'auxiliaire de justice et la fonction de suppléant du juge d'instance **(n° 315)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi relative à l'**égalité des parents divorcés** pour l'attribution de la garde des enfants **(n° 318)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à adapter la législation afférente aux **sondages d'opinion** et à l'**affichage publicitaire politique** en période pré-électorale **(n° 331)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 1411 du code général des impôts afin de faire bénéficier d'un abattement sur la **taxe d'habitation** les **personnes âgées** de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants et plus **(n° 349)** [12 août 1986].

Proposition de loi tendant à préciser les conditions d'**avancement des fonctionnaires** en position de détachement spécial **(n° 350)** [12 août 1986].

Proposition de loi relative aux délais et aux modalités de **convocation aux réunions des conseils municipaux (n° 381)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à aménager l'exercice du monopole des **pompes funèbres (n° 394)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à la création de **chambres régionales de métiers (n° 414)** [22 octobre 1986].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur l'**actualisation de la législation en matière d'urbanisme commercial (n° 497)** [26 novembre 1986].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la gestion de la **sidérurgie française (n° 530)** [9 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à améliorer le financement du régime **d'aide au départ des artisans et commerçant âgés (n° 583)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Charges de gestion des régions depuis la décentralisation et modification du mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux** : nécessité de cantonner la région dans sa mission essentielle d'initiative et de coordination ; opportunité de modifier le mode de scrutin des conseillers régionaux et de choisir le système majoritaire [19 novembre 1986] (p. 6548) ;

orales sans débat :

— **n° 14**, posée le 5 mai 1986 : **charbon (houillères)** (p. 711) ;

— **n° 15**, posée le 13 mai 1986 : **charbon (Charbonnages de France)** (p. 890) ;

— **n° 19**, posée le 14 mai 1986 : **crimes, délits et contraventions (Alsace-Lorraine)** (p. 911) ;

— **n° 22**, posée le 20 mai 1986 : **tourisme et loisirs (parcs d'attraction)** (p. 982) ;

— **n° 32**, posée le 23 mai 1986 : **S.N.C.F. (lignes)** (p. 1160) ;

— **n° 33**, posée le 26 mai 1986 : **S.N.C.F. (fonctionnement : Lorraine)** (p. 1214) ;

— **n° 68**, posée le 12 juin 1986 : **tourisme et loisirs (parcs d'attraction)** (p. 2173) ;

— **n° 69**, posée le 12 juin 1986 : **étrangers (crimes, délits et contraventions)** (p. 2173) ;

— **n° 95**, posée le 11 juillet 1985 : **chasse et pêche (Office national de la chasse et de la protection de la nature : Moselle)** (p. 3221) ;

— **n° 96**, posée le 11 juillet 1986 : **politique extérieure (océan Indien)** (p. 3221) ;

— **n° 99**, posée le 23 juillet 1986 : **régions (élections régionales)** (p. 3798) ;

— **n° 140**, posée le 27 novembre 1986 : **état civil (noms et prénoms)** (p. 6911).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 9 (majoration des taxes instituées aux profit de l'Etat sur les dépenses directes et indirectes de publicité effectuées au profit du loto sportif et des tirages supplémentaires de la loterie nationale) : non soutenu : **après l'article 5 :** son amendement n° 12 (bilan de la gestion du P.M.U., de la loterie nationale, du loto et du loto sportif) : non soutenu [27 mai 1986] (p. 1230).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 11 :** son amendement n° 13 (personnes mariées pouvant effectuer séparément leurs déclarations de revenus) ; fécondité des couples mariés étant bien supérieure à celle des autres couples ; impossibilité de contrôler la situation de concubinage ; nécessité de permettre aux couples mariés de bénéficier ; s'ils le désirent, du même statut fiscal que les autres [28 mai 1986] (p. 1379) ; couples mariés étant pénalisés dans des proportions considérables (p. 1381) ; rejeté au scrutin public ; demande qu'un rapport annuel spécifique soit élaboré sur la situation fiscale comparée des couples mariés et non mariés (p. 1382) ; son amendement n° 14 (obligation pour le Gouvernement de présenter au Parlement un rapport sur le bilan comparé des avantages fiscaux, familiaux et sociaux ou autres dont bénéficient les couples mariés par rapport aux couples) : retiré (p. 1383).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** son amendement n° 33 (identité de toute personne pouvant être contrôlée par les officiers de police judiciaire) ; son amendement n° 34 (cas où les fonctionnaires de la police nationale peuvent, en l'absence de l'autorité judiciaire ou administrative, déployer la force armée) [26 juin 1986] (p. 2513) ; retirés (p. 2514).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** opportunité des mesures administratives d'automaticité et d'efficacité pour ce qui concerne la reconduite à la frontière ;

transit par d'autres pays de la C.E.E. de travailleurs étrangers en situation irrégulière ; situation de la police de l'air et des frontières à Metz ; application de cet article par l'administration [15 juillet 1986] (p. 3256) ; **après l'article 8** : son amendement n° 10 (compétences de l'officier d'état civil pour s'assurer de la régularité des conditions d'entrée et de séjour en France du ressortissant étranger, avant de procéder au mariage d'un couple, dont l'un au moins des futurs conjoints est étranger) : retiré [16 juillet 1986] (p. 3311) ; **article 9** : son amendement n° 11 (visant à rédiger ainsi après les mots : « égale à » la fin du dernier alinéa du paragraphe I de cet article : « un mois d'emprisonnement ou à plusieurs peines d'emprisonnement au moins égales à un total de un mois, ou à une peine au moins égale à trois mois d'emprisonnement avec sursis. ») : non soutenu (p. 3323) ; **avant l'article 15** : son amendement n° 1 (possibilité pour les collectivités territoriales de créer des prestations supplémentaires d'aide sociale dont l'octroi est subordonné à des conditions de durée de résidence ou de nationalité) : non soutenu [16 juillet 1986] (p. 3356).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3** : son amendement n° 75 (délai dans lequel doivent statuer les Cotorep) ; caractère défectueux du fonctionnement des Cotorep ; rejeté [11 août 1986] (p. 4219) ; **article 5** : conditions d'entretien des rivières navigables et des canaux ; incapacité des communes riveraines de la Moselle à prendre en charge les travaux de stabilité des berges (p. 4223) ; **article 7** : coopération intercommunale (p. 4225) ; **après l'article 8** : son amendement n° 79 (précisant que les conseils régionaux sont élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours) (p. 4227) ; retiré ; **article 8 *bis*** : rôle du bureau des conseils généraux et régionaux (p. 4228) ; son amendement n° 77 (modalités d'élection du bureau des conseils généraux) ; élection des présidents des conseils généraux au scrutin majoritaire et des secrétaires au scrutin proportionnel ; rejeté ; **après l'article 8 *bis*** : son amendement n° 78 (précisant que deux personnes parentes peuvent être membres d'un même conseil municipal dans les communes de plus de 3 500 habitants lorsqu'elles ont été élues sur deux listes différentes) ; (p. 4230) ; rejeté ; son amendement n° 80 (restauration des conseils d'arrondissement) ; rôle d'un député et dépôt d'amendements ; rejeté (p. 4231) ; **article 8 *ter*** : obligation de certaines communes de la périphérie et des grandes villes à participer aux charges de scolarité de leurs enfants dans les communes-centre des grandes villes (p. 4232) ; son amendement n° 81 (précisant que l'entrée en vigueur des mesures de l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983 est différée de cinq ans) : retiré ; précise à M. Bernard Derosier qu'il est prêt à retirer ses amendements si tous ses collègues en font autant (p. 4233) ; **article 8 *septies*** : changement de nom des établissements d'enseignement public (p. 4235) ; son amendement n° 84 (précisant que le changement de dénomination des établissements d'enseignement public est subordonné à l'avis conforme du maire de la commune ou du conseil d'administration de l'établissement) : rejeté ; **après l'article 8 *septies*** : son amendement n° 82 (précisant que les dispositions de l'article 31 de la loi du 9 janvier 1986 sont applicables dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) ; libre choix de l'entreprise de pompes funèbres dans les trois départements concordataires ; rejeté ; son amendement n° 85 (information des conseillers municipaux sur les réunions du conseil municipal) : rejeté ; son amendement n° 83 (précisant que tout conseiller municipal n'étant plus domicilié dans une commune même contribuable de cette commune et qui aura manqué à trois réunions successives du conseil municipal sans excuse sera déclaré démissionnaire) (p. 4236) ; retiré (p. 4237) ; **après l'article 8 *nonies*** : son amendement n° 87 (précisant que les dispositions concernant les modifications aux limites territoriales des communes ne sont pas applicables à certaines communes ayant fusionné dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971) ; ralâchement de la coopération intercommunale : retiré ; son amendement n° 88 (précisant les conditions dans lesquelles une personne publique peut déclarer un bien immobilier comme étant à l'abandon) ; son amendement n° 89 (même objet) (p. 4238) ; difficulté pour les communes de procéder à une expropriation pour un bien dont le propriétaire est inconnu ; amendements n° 88 et 89 : retirés ; **après l'article 8 *decies*** : son amendement n° 90 (précisant que les charges des fabriques comprennent l'entretien des presbytères dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) : retiré ; son amendement n° 91 (possibilité pour les collectivités territoriales de créer des prestations supplémentaires d'aide sociale subordonnée à une durée de résidence sur le territoire de la collectivité ou à la nationalité des éventuels bénéficiaires) ; prestations sociales des collectivités locales soumises à condition ; exemple de la ville de Paris ; rejeté (p. 4239) ; **article 12** : son amendement n° 95 (extension des dispositions relatives au recrutement d'agents contractuels par les départements et les régions aux syndicats mixtes comportant des régions ou des départements) : non soutenu (p. 4251) ; **après l'article 15 A** : son amendement n° 92 : (possibilité pour le conseil général d'attribuer aux établissements publics et groupements de communes ayant vocation à créer des zones d'habitation et des zones à vocation commerciale, artisanale ou industrielle, tout ou partie de la taxe professionnelle perçue par le fonds départemental et qui leur serait revenue directement ou indirectement en l'absence d'écrêtement) (p. 4255) ; non soutenu ; son amendement n° 93 (établissement d'un lien entre le niveau de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et celui de la taxe d'habitation) : non soutenu ; son amendement n° 94 (précisant que la valeur locative afférente à l'habitation principale d'un contribuable âgé de plus de soixante-cinq ans est diminuée d'un abattement de 15 % si il a élevé plus de trois enfants) : non soutenu (p. 4256).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 65 : son amendement n° 16 (tendant à établir une péréquation de la taxe professionnelle versée par les grands établissements commerciaux) : non soutenu ; son amendement n° 17 (prévoyant que dans une commune où le rapport du taux de la taxe sur les propriétés non bâties et de la taxe d'habitation est supérieur ou égal à une fois et demie le rapport observé l'année précédente dans l'ensemble du département, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut être augmenté) : non soutenu [14 novembre 1986] (p. 6417) : **après l'article 73** : son amendement n° 7 (tendant à rendre applicable aux départements d'Alsace-Lorraine l'article 41 de la loi de finances pour 1962) : non soutenu (p. 6419).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg pour la réalisation et l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle (n° 476).

Première lecture, discussion générale : centrale nucléaire de Cattenom ; exemplarité de la politique nucléaire française ; sécurité nucléaire ; mauvais fonctionnement du service central de protection contre les rayonnements ionisants ; campagne conduite au Luxembourg et en Sarre contre l'industrie nucléaire française ; contribution forfaitaire de la France à la mise en œuvre au Luxembourg de « pseudo-réseaux d'alerte » [16 décembre 1986] (p. 7627, 7628).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 440).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une coopération privilégiée avec les pays francophones ; règles élémentaires devant régir la coopération ; nécessité d'une base minimale de respect et de solidarité mutuelle ; pays se comportant en agresseur de la France ; cas du Vanuatu ; attitude du Burkina Faso [16 décembre 1986] (p. 7635).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte d'Or
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des professions agricoles : conditions d'octroi de l'indemnité viagère de départ ; complément de retraite pour les veuves d'agriculteurs [18 juin 1986] (p. 2311) ; modification de la loi du 6 janvier 1986 (p. 2312).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 496 (visant à substituer, dans le deuxième alinéa de cet article, aux mots : « de vente acceptée par le bénéficiaire », les mots : « unilatérale de vente acceptée en tant que telle par le bénéficiaire ») ; retiré [17 juillet 1986] (p. 3466) ; son amendement n° 497 (inapplicabilité de la loi aux baux emphytéotiques) ; soumission des baux emphytéothiques au code rural ; rejeté (p. 3467) ; **article 2** : conséquences de l'absence d'état des lieux annexé au contrat (p. 3470) ; son amendement n° 498 : devenu sans objet (p. 3470) ; **article 19** : son amendement n° 507 (délai de paiement du loyer des locataires défaillants) : non soutenu [21 juillet 1986] (p. 3546) ; **article 55** : son amendement n° 521 (abrogation de l'article 81 de la loi Quilliot) : non soutenu [23 juillet 1986] (p. 3722).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* retard dans le rattrapage du rapport constant ; propose d'avancer la dernière étape au 1er juillet 1987 ; effort pour les nécropoles ; rapatriement des corps des militaires tombés en Indochine ; veuves de guerre ; veuves de harkis ; mention « guerre » sur les titres de pensions des anciens d'A.F.N. ; attribution de la campagne double ; pathologie des anciens d'A.F.N. ; journée du souvenir pour les 30 000 morts d'Algérie ; s'interroge sur l'avenir de l'O.N.A.C. ; déménagement de services du secrétariat d'Etat [22 octobre 1987] (p. 5117).

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la Républioque [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 91), adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 relative au statut général des militaires [20 juin 1986] (p. 2391).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 127) tendant à protéger la seconde carrière des militaires retraités [20 juin 1986] (p. 2391).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre à certains membres des **compagnies républicaines de sécurité** le bénéfice de la loi n° 74-1004 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 **(n° 136)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés **anciens combattants d'Afrique du Nord (n° 145)** [15 mai 1986].

Proposition de loi relative à certaines modalités exceptionnelles d'**accès aux corps de fonctionnaires (n° 171)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à permettre le **départ à la retraite, dès l'âge de 55 ans,** des **anciens combattants** ayant servi en Afrique du Nord pendant la période s'étendant du 1er janvier 1952 au 2 juillet 1962, qui sont demandeurs d'emploi, en fin de droits ou pensionnés à taux égal ou supérieur à 60 % **(n° 270)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une **retraite anticipée** la durée du séjour effectué au titre du **service militaire en Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 **(n° 271)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains **titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 510)** [4 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Ses observations sur le fait personnel de M. Raymond Douyère [5 mai 1986] (p. 679).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné : Parlement dans la majorité approuvant le Gouvernement [19 décembre 1986] (p. 7860).

MAUJOUAN DU GASSET (Joseph-Henri)

Député de la Loire-Atlantique
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à dégager, en l'absence de faute, la **responsabilité personnelle** des **magistrats municipaux (n° 288)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la signalisation de l'abandon, par leurs occupants, des **véhicules accidentés (n° 289)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à instituer une nouvelle catégorie de **dispense d'obligation du service national actif,** dispense fondée sur la défense de l'emploi **(n° 290)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à maintenir l'animation de la vie locale des **bourgs ruraux (n° 310)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à organiser la **lutte contre les termites (n° 311)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à instituer une **médaille d'honneur du bénévolat (n° 312)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à l'introduction du **pacte de famille** dans notre **droit successoral (n° 313)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à l'officialisation des **chambres des professions libérales** et assimilées

actuellement constituées en associations conformément à la loi du 1er juillet 1901 **(n° 319)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à organiser la **profession de diététicien (n° 329)** [31 juillet 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 20,** posée le 14 mai 1986 : **mutualité sociale agricole (prestations)** (p. 911) ;

— **n° 25,** posée le 20 mai 1986 : **mutualité sociale agricole (assurance vieillesse)** (p. 983) ; appelée le 23 mai 1986 : **pension d'invalidité et de retraite au titre de l'inaptitude pour les agriculteurs** : conditions d'octroi ; prise en compte du recours à la main-d'œuvre saisonnière ; cas des viticulteurs de Loire-Atlantique (p. 1086-1087) ;

— **n° 46,** posée le 29 mai 1986 : **assurance (accidents du travail et maladies professionnelles)** (p. 1496) ; appelée le 13 juin 1986 : **accidents du travail dans l'artisanat** : application de la législation relative à la faute inexcusable (p. 2188) ; indemnisation ; garantie des chefs des grandes entreprises contre les conséquences de la faute inexcusable des cadres (p. 2189) ;

— **n° 97,** posée le 16 juillet 1986 : **impôt sur le revenu (bénéfices agricoles)** (p. 3371).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** obstruction des groupes socialiste et communiste [4 juin 1986] (p. 1691).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* importance de l'enseignement agricole privé notamment dans les pays de Loire ; cas des établissements n'ayant pas reçu de subventions de fonctionnement [30 octobre 1986] (p. 5581).

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* mesures prises pour assurer la sécurité dans le métro [7 novembre 1986] (p. 6020).

MAUROY (Pierre)

Député du Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conditions du décès d'un étudiant dans la nuit du 5 au 6 décembre** : manifestation du deuil après le décès de Malik, manifestant comme les autres contre les lois d'élitisme social ; conscience professionnelle des médias qui ont rendu compte des événements ; paroles de division du ministre de l'intérieur [10 décembre 1986] (p. 7451) ; sa position sur le comportement des forces de police contraire aux règles déontologiques de leur profession ; manifestation aux cris de « plus jamais ça » (p. 7452).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; titre du projet de loi ne correspondant pas à son contenu dans la mesure où il comporte déjà des décisions [22 avril 1986] (p. 225) ; conditions du débat ; rappelle qu'il avait laissé l'Assemblée nationale examiner un à un les 1 438 amendements déposés par l'opposition sur le projet de loi sur les nationalisations ; débat s'ouvrant et se poursuivant sous la menace d'une interruption brutale ; article 38 plus l'article 49-3 constituant un article 16 *bis* ; finalité des mesures envisagées n'étant pas clairement précisée ; signification du dépôt tardif des amendements ; projet de loi constituant une loi de plein pouvoir (p. 226) ; caractère réactionnaire de la politique suivie ; destruction de l'œuvre conduite par le Général de Gaulle ; dénationalisation étant comparable « à la volonté de Louis XVIII d'imposer à nouveau le drapeau blanc » ; politique économique du Gouvernement conduisant à l'abaissement du coût de la main-d'œuvre dans notre pays ; rapport de M. Philippe Séguin en 1979 ; nécessité d'un effort prioritaire d'investissement (p. 227) ; avenir des entreprises dépendant de la capacité d'engagement et de la créativité dont les salariés sont capables ; motifs des nationalisations de 1981 ; nécessité d'attribuer à la nation des biens qui par leur rôle et leur importance doivent servir l'intérêt général ; résultats financiers des entreprises nationalisées ; mise en place de plans tendant à éviter au maximum les licenciements ; rôle industriel des entreprises nationalisées ; volonté du Gouvernement de substituer au modèle d'économie mixte ayant grandement contribué au développement économique depuis 1945 un modèle ultra libéral à l'exemple de la Grande-Bretagne actuelle ; intervention de l'Etat au Japon et aux Etats-Unis ; situation en Grande-Bretagne (p. 228) ; engagement économique et industriel de la puissance publique dans des pays se réclamant du libéralisme étant particulièrement net en matière de recherche ; conséquences sur le projet Eurêka des réductions budgétaires ; création des conditions d'une reprise de l'inflation ; remise en cause des acquis sociaux ; spoliation de la collectivité nationale ; retour à la nationalisation des pertes (p. 229) ; conclusions du rapport Loyrette ; modalités de privatisation des télécommunications britanniques ; risque de bradage des entreprises nationales ; menaces pesant sur l'indépendance nationale ; intentions du Gouvernement quant au contrôle des investissements étrangers en France ; composition des conseils d'administration ; rapidité et clarté possible en matière de nationalisation ne l'étant guère pour le processus inverse (p. 230) ; négociation d'accords internationaux risquant d'être paralysée ; nature exacte de la cohabitation ; reconstitution de l'Etat R.P.R. : Gouvernement donnant l'impression d'une équipe « se préparant fébrilement à de nouvelles échéances électorales en distribuant des cadeaux aux groupes de pression » ; faveurs du Gouvernement aux fraudeurs et aux spéculateurs ; mesures favorisant le redémarrage de l'inflation (p. 231) ; propose à l'Assemblée de conclure à l'irrecevabilité du projet de loi (p. 232).

MAYOUD (Alain)

Député du Rhône
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (agriculture) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à adapter certaines dispositions fiscales et juridiques du **métayage et du fermage viticole (n° 66)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative à la **distillation en franchise de droits** d'une partie de la production d'eau-de-vie naturelle des exploitants agricoles **(n° 67)** [23 avril 1986].

Proposition de loi visant à abroger les dispositions relatives aux **zones protégées** figurant au code des **débits de boissons (n° 68)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant au **rétablissement de la peine de mort (n° 69)** [23 avril 1986].

Proposition de loi modifiant les conditions d'**acquisition de la nationalité française** à raison de la naissance et de la résidence en France **(n° 70)** [23 avril 1986].

Proposition de loi visant à créer des **conseils consultatifs des Communautés étrangères** vivant en france **(n° 71)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative à l'**acquisition de la nationalité française** et au retour dans le pays d'origine **(n° 72)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative à la création d'un **Conseil national de sécurité (n° 244)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à accorder aux **communes de moins de 2 000 habitants** un droit d'option en faveur de la première part de la **dotation globable d'équipement (n° 245)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à supprimer la règle du « décalage d'un mois » en matière de **T.V.A. (n° 320)** [31 juillet 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome I : **agriculture (n° 400)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à **inclure le mode de scrutin pour les élections législatives dans la Constitution (n° 423)** [23 octobre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 77**, posée le 17 juin 1986 : **assurance vieillesse : généralités (montant des pensions)** (p. 2300) ; appelée le 20 juin 1986 : **pouvoir d'achat des retraités et des handicapés** : annonce du blocage des prestations au 1er juillet ; maintien du pouvoir d'achat (p. 2383).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* maintien des programmes physiques de construction aux logements aidés ; évolution des autorisations de programme concernant les prêts locatifs aidés et les prêts d'accession à la propriété ; coût budgétaire des aides à la personne ; suppression du fonds spécial de grands travaux ; fonctionnement des sociétés créées pour le financement des économies d'énergie [28 octobre 1986] (p. 5419).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : ses propositions sur le rééchelonnement de la dette d'une partie des exploitants agricoles ; augmentation des crédits pour l'aménagement de l'espace rural, l'enseignement et les formations agricoles ; ses inquiétudes sur le financement de l'enseignement agricole privé ; parité des bourses de l'enseignement agricole et de l'éducation nationale ; augmentation des crédits d'adaptation ; problème de la transmission des exploitations et des aides à l'installation des jeunes [30 octobre 1986] (p. 5515) ; nécessité d'une réforme de la fiscalité agricole ; harmonisation des charges sociales des agriculteurs européens ; création d'une communauté méditerranéenne (p. 5516).

MAZEAUD (Pierre)

Député de Haute-Savoie
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7) [16 avril 1986] (p. 193).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Raymond Marcellin, tendant à définir, délimiter et protéger le domaine public maritime naturel (n° 132) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à modifier le 3° de l'article 2102 du code civil (n° 157) [20 juin 1986] (p. 2391).

Rapporteur du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [20 juin 1986] (p. 2391).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9681).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342) [7 août 1986] (p. 4142).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Président de cette commission [*J.O.* du 14 août 1986] (p. 9991).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administration et financier de la ville de Paris (n° 428) [6 décembre 1986] (p. 5972).

Rapporteur du projet de loi portant réforme du code de la nationalité française (n° 444) [21 novembre 1986] (p. 6717).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Barnier, d'orientation sur la sécurité dans les transports terrestres (n° 388) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Blum, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (n° 453) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Rémy Houssin, tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs (n° 467) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Foyer, tendant à modifier l'article 54 de la Constitution (n° 470) [11 décembre 1986] (p. 7575).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **dépose par aéronef de passagers** à des fins de loisirs aux sommets et aux cols de haute montagne **(n° 143)** [15 mai 1986].

Proposition de loi organique visant à rétablir à soixante-huit ans la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 151)** [27 mai 1986].

Proposition de loi visant à rétablir à soixante-huit ans la **limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes** et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle **(n° 169)** [5 juin 1986].

Proposition de loi tendant à réformer le **code de la nationalité (n° 183)** [5 juin 1986].

Proposition de loi relative aux **contrôles d'identité (n° 220)** [26 juin 1986].

Proposition de loi relative à l'**exécution effective de la sanction pénale (n° 221)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à rétablir le **titre de préfet (n° 222)** [26 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 200 rectifié) relatif aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 251)** [7 juillet 1986].

Proposition de loi visant à rétablir à soixante-huit ans la **limite d'âge des professeurs de l'enseigement supérieur (n° 333)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi visant à restituer au représentant de l'Etat dans le département la compétence en matière de **surveillance des mineurs placés hors du domicile parental (n° 334)** [31 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 344)** [7 août 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 342), modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au **Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 365)** [2 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 428), adoptée par le Sénat, portant adaptation du **régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 447)** [13 novembre 1986].

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions prévues par la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au **développement et à la protection de la montagne** en matière de conventions d'exécution du **service des remontées mécaniques (n° 449)** [13 novembre 1986].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par M. Pierre Mazeaud au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à la suite d'une mission effectuée, du 2 au 11 octobre 1986, sur les **conditions de financement et de fonctionnement des établissements pénitentiaires aux Etats-Unis (n° 499)** [27 novembre 1986].

Proposition de loi tendant à modifier les conditions exigées pour la constitution de **sociétés commerciales de remisiers et de gérants de portefeuille (n° 513)** [4 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis : fréquence d'utilisation des habilitations législatives ; questions économiques et sociales constituant l'un des principaux domaines d'application de l'article 38 de la Constitution ; nécessité d'agir rapidement ; décision du 12 janvier 1977 du Conseil constitutionnel ; nécessité d'une intervention législative pour les transferts d'entreprises publiques au secteur privé ; absence de lois fixant les règles de transfert ; jurisprudence du Conseil d'Etat sur la notion d'entreprises du secteur public ; caractère indispensable des opérations de transfert du secteur public au secteur privé [22 avril 1986] (p. 222) ; possibilité pour le Gouvernement de transférer au secteur privé jusqu'au 1er mars 1991 le contrôle majoritaire d'un certain nombre d'entreprises ; transfert au secteur privé des entreprises dont l'appartenance au secteur public résulte d'une loi ou dont l'Etat détient à lui seul la majorité du capital social ; motifs du dépôt des amendements du Gouvernement ; rédaction de l'article 5 ayant été effectuée en termes beaucoup trop généraux au regard de la décision du Conseil constitutionnel du 12 janvier 1977 ; fixation des règles d'évaluation des entreprises et de détermination des prix de l'offre ; modalités financières de transfert ; amendement n° 4 habilitant le Gouvernement à fixer les conditions de la protection des intérêts nationaux ; développement d'un véritable actionnariat populaire et de l'acquisition par le personnel de chaque société d'une fraction de capital ; régime fiscal applicable au transfert ; conditions de régularisation des opérations intervenues préalablement à l'entrée en vigueur de la loi (p. 223) ; champ d'intervention de l'autorité administrative en matière de cession d'entreprises publiques au secteur privé ; transfert de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé ne pouvant être réalisé que par une loi ; compétence de l'autorité administrative en matière d'opérations réalisées au sein même du secteur public ; mesures relatives à l'administration des sociétés transférées ; habilitation du Gouvernement à modifier par ordonnance le régime juridique et fiscal de l'intéressement et de la participation ; participation des salariés à la gestion de l'entreprise ; dispositions relatives à l'administration des sociétés à privatiser au cours de la période transitoire (p. 224) ; possibilité de réduire le nombre des salariés dans les conseils d'administration compte tenu de la décision du Conseil constitutionnel des 19 et 20 janvier 1983 (p. 225) ; **son rappel au règlement** : rôle de la commission des lois lors de l'examen du projet autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social [25 avril 1986] (p. 404).

Discussion des articles : **article 2** : différence entre la loi ordinaire et la loi d'habilitation ; exigence par le Conseil constitutionnel de précisions sur la finalité des mesures dans une loi d'habilitation [28 avril 1986] (p. 506) ; **article 5** : dépôt par le Gouvernement de l'amendement n° 447 pour tenir compte des observations de la commission des finances ; inutilité du dépôt d'un tel amendement par le Gouvernement étant donné qu'il ne faisait que reprendre les observations formulées par la commission des lois et adoptées forme de sous-amendements [7 mai 1986] (p. 841) : rappelle que la commission des lois a étudié le texte dans son intégralité [13 mai 1986] (p. 866).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : but de la réglementation concernant la situation des étrangers ; insuffisance de la législation ; fonds actuel fondé sur une tradition d'hospitalité [9 juillet 1986] (p. 3049) ; respect des droits de la personne humaine ; respect des lois de la République par les immigrés ; conditions d'entrée des étrangers en France ; suppression graduelle des contrôles aux frontières avec la R.F.A et le Bénélux ; carte de résident ; renforcement des pouvoirs de l'administration pour assurer le respect des règles de l'ordre public par les étrangers (p. 3050) ; législation française plus favorable que les législations étrangères (p. 3051) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe : loi de 1981 n'ayant pas atteint les buts souhaités ; immigration clandestine ; tentative de M. Jean-Marie Bockel de séparer l

Rapporteur du Gouvernement ; sa volonté d'intégrer les étrangers à la communauté nationale (p. 3060-3061) ; associe l'Assemblée toute entière à l'émotion exprimée par le ministre d'intérieur à propos d'un attentat dans les locaux de la police judiciaire (p. 3065) ; notion de « *jus soli* » [9 juillet 1986] (p. 3089) ; existence de la garantie d'un recours administratif en matière d'expulsion ; loi de 1889 ayant retenu le *jus soli* avec pour seule condition la naissance en France [10 juillet 1986] (p. 3111) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission déposée par M. Jean-Jacques Barthe ; rappelle le travail de la commission ; nécessité d'une intégration des étrangers à la communauté nationale (p. 3124).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : inutilité d'inclure les territoires d'outre-mer dans le texte de la présente loi [10 juillet 1986] (p. 3132) ; situation de l'étranger venant rejoindre son conjoint régulièrement autorisé à résider sur le territoire français (p. 3136) ; **article 1er** : caractère excessif du rétablissement des visas avec tous les Etats ; problèmes posés par les conventions passées avec la République fédérale d'Allemagne, les pays du Bénélux et bientôt avec l'Italie ; rôle de la législation des autres pays de la Communauté dans le contrôle et la maîtrise des flux migratoires français (p. 3139) ; justification des moyens d'existence (p. 3140) ; documents demandés (p. 3141) ; ses observations (p. 3142) ; production de certains documents ne devant pas conférer le droit d'entrée automatique sur le territoire français ; dispositions législatives devant laisser une certaine latitude à l'administration (p. 3144) ; étranger devant être mis en mesure d'avertir ou de faire avertir son consulat ; problèmes posés par les langues rares (p. 3145) ; étranger devant être mis en mesure d'avertir son consulat (p. 3147) ; rôle des consulats (p. 3148) ; amendement n° 197 de M. Jean-Marie Bockel poussant tous les étrangers à demander le droit d'asile (p. 3149) ; **après l'article 1er** : ses observations [11 juillet 1986] (p. 3171) ; conditions d'entrée des étrangers en France (p. 3172) ; **article 2** : délivrance de plein droit de la carte de résident (p. 3177) ; son amendement n° 19 (visant à substituer, à la fin du paragraphe I de cet article, aux mots : « ne peut être refusée », les mots : « est délivrée de plein droit ») ; délivrance de plein droit de la carte de résident à certaines catégories (p. 3179) ; adopté au scrutin public ; son amendement n° 20 (attribution de la carte de résident à un étranger marié depuis au moins un an à un conjoint de nationalité française et pour lequel la communauté de vie des deux époux est effective) ; nécessité d'éviter les mariages « de complaisance » ; adopté (p. 3180) ; référence du texte à la notion de déchéance de l'autorité parentale (p. 3181) ; son amendement n° 21 (visant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article par les mots : « ou qu'il subvienne effectivement à ses besoins ») ; délivrance de la carte de résident à l'étranger père ou mère d'un enfant français résident en France exerçant même partiellement son autorité parentale ; adopté au scrutin public (p. 3182) ; motifs des décisions de la commission sur les amendements de M. Jean-Marie Bockel ; insertion des étrangers ; positions du Rapporteur étant celle de la majorité de la commission (p. 3183) ; délivrance de la carte de résident aux personnes ayant perdu la nationalité française (p. 3184) ; note l'erreur de la part de M. Jean-François Jalkh qui ne défend pas l'amendement n° 177 de M. Jean-Marie Le Pen discuté mais devenu en fait sans objet ; cas des personnes qualifiées par M. Jean-Yves Le Déaut « d'oubliés de la décolonisation » ; délivrance de plein droit de la carte de résident aux anciens militaires et aux résistants étrangers (p. 3185) ; ses observations (p. 3186) ; **article 2** : son amendement n° 40 (visant à insérer, dans le deuxième alinéa du paragraphe V de cet article, après les mots : « en situation régulière », les mots : « depuis qu'il a atteint ou plus l'âge de dix ans ou ») ; maintien des dispositions concernant les enfants entrés en France avant d'avoir atteint l'âge de dix ans [11 juillet 1986] (p. 3199) ; régularité de leur situation ; absence de condamnation pénale (p. 3200) ; régularisation des jeunes étrangers en France entrés dans des conditions irrégulières ne leur étant pas imputables ; devenu sans objet ; maintien de la référence à une condamnation pénale (p. 3201) ; son amendement n° 22 (visant à rédiger la fin du deuxième alinéa du paragraphe V de cet article, après les mots : « à une peine au moins égale à », ainsi : « six mois d'emprisonnement sans sursis ou un an avec sursis ou à plusieurs peines d'emprisonnement au moins égales, au total, à ces mêmes durées ») (p. 3202) ; relèvement du seuil des sanctions pénales retenues par le Gouvernement (p. 3203) ; sa volonté de ne pas céder à « quelque pression que ce soit » (p. 3204) ; non prise en compte de la première condamnation en cas de délai supérieur à cinq ans entre deux condamnations ; ses observations sur les grévistes de la faim de Lyon ; adopté au scrutin public (p. 3205) ; **après l'article 2** : maintien de la durée de la carte de résident (p. 3206-3207) ; **article 3** : prolongation de la période de rupture de résidence à la demande de l'intéressé (p. 3211) ; notion de résidence (p. 3212) ; durée d'absence du territoire français du titulaire d'une carte de résident (p. 3213) ; précision du texte ; distinction entre la notion « d'immigrant » et celle « d'arrivant » (p. 3214) ; notions « d'immigrant » et « d'immigré » ; demande que les amendements n° 97 et 99 de M. Jean-Marie Bockel soient appelés en même temps (p. 3215) ; motifs pour lesquels la période d'absence peut être prolongée (p. 3216) ; application de la notion de « prescription extinctive » à la notion de « résidence » (p. 3217) ; notion de « force majeure » ; garanties données aux résidents ; ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Michel Hannoun portant sur une disposition d'ordre réglementaire (p. 3218) ; ses observations (p. 3219) ; **article 4** : fait de demander à la juridiction saisie de consulter l'inspection du travail pour voir s'il y a une relation de travail ne constituant pas une excuse absolutoire [15 juillet 1986] (p. 3245) ; juge pouvant prononcer l'interdiction du territoire à titre accessoire en complément de la sanction pénale ou à titre principal ; employeur ne commettant le délit de travail clandestin que dans la mesure où il a comme employé un clandestin (p. 3246) ; son amendement n° 23 (tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à supprimer les mots : « soit aux stipulations des conventions internationales ») ; adopté (p. 3247) ; son amendement n° 24 (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; interdiction du territoire prononcée par le juge emportant de plein droit reconduite à la frontière ; maintien de la possibilité pour les juridictions pénales de prononcer, à titre principal, la mesure d'éloignement (p. 3248) ; adopté ; projet du Gouvernement prévoyant que certains étrangers, lorsqu'ils ne peuvent regagner leur pays d'origine, ne sont pas susceptibles d'être reconduits à la frontière (p. 3249) ; son amendement n° 25 (de conséquence) ; reconduite à la frontière ne constituant une sanction équivalente à l'expulsion (p. 3250) ; fait de ne pas être expulsable ne se posant nullement à ce qu'on soit reconduit à la frontière (p. 3251) ; **après l'article 4** : sanctions prévues à l'égard de ceux facilitant le séjour irrégulier d'un seul étranger étant supérieures à celles proposées par l'amendement n° 157 de M. Guy Ducoloné ; **article 5** : rôle de la juridiction administrative ; nécessaire intégration des étrangers dans la communauté nationale (p. 3257) ; son amendement n° 26 (tendant, dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à supprimer le mot : « altéré ») (p. 3258) ; altération étant par définition involontaire ; adopté (p. 3259) ; **article 5** : sanctions des vérifications d'identité [15 juillet 1986] (p. 3270) ; nécessaire intégration des étrangers en situation régulière (p. 3271) ; ses observations (p. 3272) ; police de l'air et des frontières ne disposant pas d'interprètes en nombre suffisant pour répondre dans toutes les langues et tous les dialectes (p. 3273) ; protection par les consuls de leurs ressortissants ; son amendement n° 27 (suppression de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; reconduite à la frontière (p. 3275) ; adopté au scrutin public (p. 3276) ; séjour des étrangers en France (p. 3276) ; amendement n° 190 de M. Jean-Marie Bockel étant contraire au principe de l'exécution immédiate des décisions administratives (p. 3278) ; **article 6** : son amendement n° 193 (de coordination) ; adopté (p. 3280) ; **article 7** : retour à la notion de « simple menace pour le public » ; caractère consultatif de l'avis de la commission d'expulsion (p. 3282) ; arrêté d'expulsion devant être pris par le ministre de l'intérieur ; notion de « menace grave » (p. 3284) ; composition de la commission d'expulsion ne lui conférant pas un caractère juridictionnel ; son amendement n° 28 (tendant, au début du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, à substituer aux mots : « Dans ceux des départements frontière qui figurent sur une liste arrêtée par le ministre de l'intérieur », les mots : « dans les départements d'outre-mer ») ; adopté (p. 3285) ; dépôt prochain d'un projet de loi traitant des problèmes relatifs au droit d'asile et au

statut des réfugiés politiques (p. 3286) ; **article 8** : délai de huit jours avant la comparution devant la commission chargée de donner un avis sur les expulsions d'étrangers ; distinction entre la reconduite à la frontière et l'expulsion [16 juillet 1986] (p. 3310) ; possibilité de recours contre la décision d'expulsion du ministre de l'intérieur (p. 3311) ; transformation des jeunes étrangers en « graine de terroristes » (p. 3315) ; reconduite à la frontière étant une procédure administrative ; impossibilité de reconduire à la frontière les étrangers ne pouvant être expulsés ; expulsion de mineurs de seize ans (p. 3317) ; ses observations sur les « jeunes bandes yougoslaves » (p. 3318) ; son amendement n° 194 (visant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa (1°) du paragraphe I de cet article : « l'étranger mineur de dix-huit ans, sauf s'il remplit la fonction reprise pour l'expulsion et si les personnes qui... » (le reste sans changement)) ; son amendement n° 29 (visant à substituer dans le deuxième alinéa (1°) du paragraphe I de cet article aux mots : « qui n'a pas atteint l'âge », le mot : mineur ») ; expulsion des enfants lorsque les parents sont expulsés ; amendement n° 194 : adopté ; amendement n° 29 : satisfait (p. 3319) ; intégration des jeunes étrangers ; expulsions justifiées par des délits (p. 3320) ; absence de modifications du code civil (p. 3321) ; son amendement n° 30 (visant à compléter l'avant-dernier alinéa (3°) du paragraphe I de cet article par les mots : « ou qui subviennent effectivement à ses besoins; ») ; son amendement n° 41 (de coordination) ; expulsion des enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans (p. 3222) ; code de la nationalité ; adopté au scrutin public ; son amendement n° 31 (de coordination)(p. 3323) ; adopté ; **après l'article 9** : absence de lien entre l'impossibilité de faire l'objet d'une mesure d'éloignement et l'attribution d'une carte de séjour (p. 3324) ; absence de reconduite à la frontière par décision judiciaire (p. 3325) ; **article 10** : jurisprudence sur la notion de menace a l'ordre public [16 juillet 1986] (p. 3343) ; application de la procédure d'urgence en cas d'expulsion d'étrangers mineurs (p. 3344) ; **après l'article 10** : son amendement n° 32 (de coordination) : adopté (p. 3346) ; **article 11** : inutilité d'insérer le principe de la notification de l'arrêté d'expulsion dans le texte ; recours contre un tel arrêté (p. 3347) ; rôle de la notification ; différence entre l'expulsion et la reconduite à la frontière (p. 3348) ; **article 12** : son amendement n° 33 (visant à substituer dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux mots : « à celle de la mesure prescrite à l'article 272 du code pénal », les mots : « d'une mesure de reconduite à la frontière ») ; unification des sanctions pour violation des différentes mesures d'éloignement du territoire ; adopté (p. 3350) ; sanctions pénales en cas d'infraction d'un arrêté d'expulsion ; cas de l'étranger se trouvant dans l'impossibilité de regagner son pays d'origine ; son amendement n° 34 (de coordination) : adopté (p. 3351) ; son amendement n° 195 (précisant que l'interdiction du territoire emporte de plein droit la reconduite du condamné à la frontière) : adopté (p. 3352) ; **article 13** : son amendement n° 35 (application des dispositions du premier alinéa de l'article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux reconduites à la frontière) ; unification des conditions dans lesquelles une mesure d'éloignement du territoire peut être écartée à la demande de l'intéressé et donner lieu à assignation à résidence (p. 3353) ; adopté ; **article 14** : son amendement n° 36 (rédactionnel) (p. 3354) ; adopté ; son amendement n° 37 (rédactionnel) : adopté ; maintien d'un individu ayant fait l'objet d'une mesure de reconduite dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire ; son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté ; droit d'appel appartenant au ministère public et au représentant de l'Etat dans le département en matière de décisions d'expulsion et de reconduite à la frontière (p. 3355) ; exemple des compétences du représentant de l'Etat en matière d'appel pour les infractions forestières, de pêche, de chasse ou de voirie (p. 3356) ; **article 15** : absence de motivation des refus de visa (p. 3357) ; **après l'article 17** : son amendement n° 39 (abrogation de l'article 272 du code pénal) ; vagabonds étrangers expulsables ; adopté (p. 3360) ; modification du code de la nationalité (p. 3361).

Seconde délibération : **article 2** : son amendement n° 1 (conditions de délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 3362) : adopté (p. 3363).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : assimilation des étrangers en situation régulière ; réforme du code de la nationalité ; délivrance de plein droit de la carte de résident aux étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans ; procédure de reconduite à la frontière ; expulsions des mineurs [7 août 1986] (p. 4136) ; intégration des étrangers acceptant l'assimilation au même titre que les Français de souche (p. 4137) ; impossibilité de comparer le comportement des membres de la C.M.P. à celui de « marchands de tapis » (p. 4139-4140).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** ses observations [11 août 1986] (p. 4217) ; **article 6** : extension aux communes des avantages dont dispose l'Etat pour se constituer un patrimoine culturel (p. 4224) ; **après l'article 8** : réforme du code électoral (p. 4227) ; **après l'article 27** : ses observations sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (p. 4262).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).

Première lecture, deuxième partie.

Justice. — *Discussion générale :* ses observations sur l'intervention de M. Gilbert Bonnemaison [27 octobre 1986] (p. 5351) ; engorgement des tribunaux ; nécessaire développement de la conciliation ; recrutement temporaire d'anciens magistrats ; recours à la procédure du juge unique ; nécessité de faciliter l'exécution de décision de justice (p. 5358) ; augmenter le nombre des chambres des Cours d'appel ; création d'une Cour d'appel à Nice ; souhaite que les magistrats des tribunaux administratifs relèvent de la Chancellerie ; situation de la justice administrative ; sa proposition de loi concernant la limite d'âge des hauts magistrats ; réforme du Conseil d'Etat ; soutient l'attitude du ministre envers l'éducation surveillée ; se déclare en faveur de la privatisation pour la construction de nouveaux établissements pénitentiaires ; nécessaire révision du droit de la filiation compte-tenu des avancées biologiques (p. 5359).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : situation particulière de Paris ; modalités de contrôle des crédits de fonctionnement de la ville de Paris ; nature des crédits de questure [21 novembre 1986] (p. 6688) ; abrogation par les dispositions du décret-loi du 21 avril 1939 « par inadvertance » par la loi du 31 décembre 1975 ; constitutionnalité des dérogations apportées au droit commun pour Paris ; article 15 de la déclaration des droits de l'Homme de 1789 ; nécessité d'un contrôle ; inopportunité du rétablissement de l'article 9 du décret-loi de 1939 (p. 6689) ; droit d'évocation reconnu à la Cour des comptes ; maintien après 1975 du dispositif antérieur de gestion comptable des crédits de fonctionnement en application de prescription de lettres ministérielles ; modalités de contrôle pour Paris étant plus contraignantes que pour les autres collectivités locales (p. 6690) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen ; respect par le dispositif prévu de l'article 15 de la déclaration des droits de l'Homme posant le principe du contrôle des dépenses publiques ; spécificité de Paris (p. 6695) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; absence d'assimilation de Paris avec les assemblées parlementaires ; absence de rétroactivité de la loi et possibilité d'examen des comptes entre 1977 et 1986 ; respect de l'article 72 de la Constitution ; création de collectivités territoriales à statut particulier (p. 6700).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 2 (tendant à supprimer le paragraphe I de cet article) : adopté son amendement n° 3 (tendant à confier la présidence de la commission chargée de formuler les propositions sur le projet de budget à un président de chambre de la Cour des comptes désigné par le Premier président) : adopté son amendement n° 4 (tendant à inscrire dans le texte de la loi les dispositions précisant que le contrôle est exerc

par une commission composée de membres élus par le Conseil de Paris en son sein et reconnaissant un droit d'évocation à la Cour des comptes) : adopté après modification (p. 6711) ; **article 3** : son amendement n° 5 (tendant à supprimer la référence aux questions écrites) ; secrétariat général étant submergé ; adopté ; son amendement n° 6 (de coordination) : adopté ; **article 4** : son amendement n° 7 (rédactionnel) (p. 6712) : adopté ; **article 5** : ses observations sur les amendements n° 18 et 19 de M. Louis Moulinet (p. 6713) ; **article 8** : rapprochement du régime de Paris avec le droit commun en matière de police municipale ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 11 (tendant à étendre les pouvoirs du maire à la délivrance des permis de stationnement) : adopté après modification ; son amendement n° 12 (rédactionnel) (p. 6714) : adopté ; son amendement n° 13 (constatation des infractions au règlement départemental sur les parcs et jardins de la ville de Paris par les personnels des services des parcs et jardins) : adopté ; **article 10** : son amendement n° 14 (maintien dans sa rédaction actuelle de l'article 27 de la loi de 1975) : adopté (p. 6715) ; **article 13** : son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté (p. 6716).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : **son rappel au règlement** : précise qu'il a cru entendre le mot « crapuleux » dans l'intervention de M. Jean-Pierre Michel ; lui demande de bien vouloir retirer ce mot qu'il considère comme injurieux [3 décembre 1986] (p. 7057).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (rédactionnel) ; problème du maintien en activité de plein droit ; adopté après modification ; **après l'article 1er** : son amendement n° 2 (prévoyant que les magistrats maintenus en activité en application de cet article conservent la rémunération afférente aux grade, classe et échelon qu'ils détenaient lorsqu'ils ont atteint la limite d'âge) (p. 7071) ; adopté (p. 7072).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : rétablissement de la parité entre les membres de l'inspection générale des finances et ceux des autres grands corps de l'Etat en ce qui concerne l'âge de la retraite (p. 7072) ; son amendement n° 3 (rédigeant ainsi après les mots « maintenus en activité » la fin de cet article jusqu'à ce qu'ils atteignent la limite d'âge qui était en vigueur avant l'intervention de la loi précitée pour exercer respectivement les fonctions de conseiller d'Etat et de conseiller maître à la Cour des comptes ou s'ils n'ont pas atteint ce dernier grade, celles de conseiller référendaire) ; mention des conseillers référendaires à la Cour des comptes (p. 7073) ; adopté après modification ; **après l'article 1er** : son amendement n° 2 (prévoyant que les professeurs de l'enseignement supérieur, lorsqu'ils atteignent la limite d'âge résultant de la loi du 13 septembre 1984, sont, sur leur demande, maintenus en activité jusqu'à la fin de l'année universitaire au cours de laquelle ils atteignent la limite d'âge qui était en vigueur avant l'intervention de cette loi) ; diminution du nombre des directeurs de recherche (p. 7074) ; adopté après modification ; **article 3** : son amendement n° 4 (tour extérieur dans les corps d'inspection générale) (p. 7075) ; réduction de la proportion des emplois ouverts au tour extérieur ; instauration d'une commission de sélection offrant toute garantie d'indépendance chargée d'examiner les candidatures (p. 7075) ; adopté (p. 7077) ; **après l'article 3** : son amendement n° 5 (prévoyant que les fonctionnaires et magistrats maintenus en activité, en application de la présente loi, conservent leur rémunération afférente aux grade, classe et échelon) : adopté ; son amendement n° 6 (recul des limites d'âge) ; possibilité de cumuler les deux reculs d'un an de la limite d'âge ; adopté ; son amendement n° 7 (abrogeant l'article 3 de la loi n° 83-26 du 19 janvier 1983 et l'article 23 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; suppression de la troisième voie de l'Ecole nationale d'administration ; dispositif prévoyant un concours particulier (p. 7078) ; ouverture de quatre concours au titre de la troisième voie ; diminution du nombre des candidatures déposées ; dépérissement du troisième concours (p. 7079) ; adopté au scrutin public (p. 7081).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles. Rapporteur suppléant : **article 1er** : absence de renversement de la charge de la preuve devant le Conseil de prud'hommes pour les licenciements économiques [9 décembre 1986] (p. 7424) ; information donnée au juge en cas de licenciement pour motif économique ; information donnée par l'employeur au représentant du personnel (p. 7425) ; conséquences d'un défaut de communication de pièces (p. 7426) ; **article 2** : déclin du contentieux agricole (p. 7427) ; **article 3** : création d'une chambre spécialisée dans le licenciement économique (p. 7428) ; **article 6** : communication du domicile des salariés par l'entreprise aux mairies (p. 7429) ; **après l'article 6** : émissions télévisées sur la préparation des élections prud'homales (p. 7429) ; notion de frais de campagne ; **après l'article 8** : maintien de la phase de conciliation pour les licenciements économiques (p. 7430) ; **après l'article 9** : exécution des décisions prud'homales ; cas des licenciements déclarés nuls (p. 7431) ; problème de l'article 414 du code pénal (p. 7432) ; **article 10** : notion d'urgence ; détermination par décret des précisions nécessaires (p. 7433) ; inopportunité de fixer au juge un délai maximum pour statuer ; inopportunité d'un recours systématique au juge départiteur après un délai de trois mois (p. 7434) ; **après l'article 13** : ses observations sur l'amendement n° 31 de M. Pierre Descaves (p. 7436).

MEDECIN (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 4204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder aux personnes employant du personnel en vue de faciliter le **maintien à domicile des personnes âgées** un **abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu (n° 451)** [13 novembre 1986].

MEGRET (Bruno)

Député de l'Isère
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Immigration et emploi** : multiplication par le R.P.R. et l'U.D.F. de votes communs avec les socialistes et les communistes ; proposition visant à donner aux citoyens français et aux ressortissants des pays membres de la Communauté européenne une priorité en matière d'emploi ; refus de réserver les allocations familiales aux familles françaises et de favoriser les Français par rapport aux résidents immigrés [7 mai 1986] (p. 825) ;

— **Libre circulation des travailleurs turcs à l'intérieur de la C.E.E.** : menace pour l'identité et l'unité de la France et de l'Europe ; accroissement du chômage [8 octobre 1986] (p. 4456) ;

— **Monopole syndical dans l'agriculture** : suppression des subventions allouées à quatre syndicats minoritaires ; encouragement du monopole syndical conduisant à l'encadrement du monde agricole [12 novembre 1986] (p. 6140).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 8 (visant à assurer aux entreprises une totale liberté de gestion reposant sur une libération générale des prix) [24 avril 1986] (p. 346) ; retiré (p. 348) ; son amendement n° 9 (abrogation des ordonnances du 30 juin 1945 relatives aux prix et à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique) ; nécessité d'une rupture claire et nette avec l'étatisme en matière de libération des prix (p. 357) ; rejeté (p. 359) ; son amendement n° 10 (obligation pour le Gouvernement de prononcer une amnistie générale sur toutes les infractions commises à ce jour dans le domaine des dites ordonnances) : retiré [25 avril 1986] (p. 406) ; son amendement n° 11 (tendant au début du deuxième alinéa de cet article après les mots « de la concurrence » à insérer les mots « qui devra intervenir dans un délai de six mois ») (p. 409) ; retiré (p. 410) ; son amendement n° 12 (application du nouveau droit de la concurrence aux interventions et activités publiques) : rejeté (p. 413) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 13 (abrogation à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi des ordonnances du 30 juin 1945 relatives aux prix et du 30 juin 1945 relatives à la constatation, à la poursuite et à la répression de l'infraction à la législation économique) : retiré (p. 414) ; **article 2** : son amendement n° 14 (priorité en matière d'embauche pour les citoyens français et les ressortissants membres de la Communauté européenne) (p. 435) ; rejeté au scrutin public (p. 438) ; nécessaire abrogation de l'autorisation administrative de licenciement ; hésitation des chefs d'entreprise à embaucher par crainte de ne pouvoir débaucher ; Parlement ne devant pas devenir une « chambre d'enregistrement des négociations entre partenaires sociaux » [29 avril 1986] (p. 536) ; établissement de l'autorisation administrative de licenciement sous le Gouvernement de M. Jacques Chirac en 1975 ; existence de seuils en matière de législation sociale transformant la croissance d'une entreprise en une course d'obstacles administratifs (p. 539) ; **article 4** : son sous-amendement n° 594 à l'amendement n° 446 du Gouvernement (dénationalisation de Renault, Sacilor et Usinor) ; privatisation de ces trois groupes ; leur situation déficitaire ; différence entre Peugeot et Renault [5 mai 1986] (p. 706) ; rejeté (p. 708) ; **article 5** : indifférence de l'opinion à l'égard de ces privatisations qui se font d'une manière technocratique ; nécessité de déboucher sur un nouveau type d'économie ; nécessité de lancer un grand mouvement de capitalisme populaire ; caractère inaliénable et sacré de la propriété ; proposition d'attribution de 70 % des actions des sociétés nationales aux familles françaises en fonction du nombre de leurs enfants [7 mai 1986] (p. 845) ; incertitude quant au contrôle des sociétés privatisées ; possibilité de mettre des garde-fous et de regrouper les actions dans des fonds communs de placement et d'effectuer ensuite cette privatisation progressivement en rendant les actions négociables par pallier (p. 846).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : méconnaissance par le Gouvernement qui se concentre sur les problèmes économiques des vraies priorités et des véritables enjeux ; effondrement continu de la fécondité française ; différence entre la fécondité française et étrangère sur le territoire national ; absence d'initiative à l'encontre d'un adversaire comme la Libye [15 mai 1986] (p. 946) ; absence de rupture avec le socialisme ; caractère asthmatique du libéralisme proposé par le Gouvernement ; suppression du contrôle des prix et rétablissement de la concurrence ; absence de déréglementation des grands secteurs de l'énergie, de la S.N.C.F. et des télécommunications ; refus de suppression du monopole de l'A.N.P.E. et des dénationalisations de Sacilor, Usinor et Renault ; volonté du Gouvernement de construire le libéralisme à partir de l'Etat au lieu de le faire autour de l'entreprise ; inspiration technocratique du projet ; nécessité d'assurer une vraie démocratie dans la représentation des salariés en rendant possibles toutes les candidatures au premier tour des élections professionnelles ; révision des critères de représentativité des syndicats en les fondant exclusivement sur les résultats obtenus aux élections professionnelles ; préférence du Gouvernement pour le Yalta social ; absence de mouvement de capitalisme populaire ; concentration du capital dans les oligarchies privées ; proposition de remettre aux familles françaises des actions des sociétés à privatiser pour enraciner durablement l'esprit d'entreprise ; nécessité de donner une priorité en matière d'emploi aux ressortissants des pays membres de la Communauté européenne et aux citoyens français ; indifférence de l'opinion vis-à-vis de la privatisation ; but des amendements du Front national ; jeu byzantin de la cohabitation avec un président socialiste ; impossibilité pour le Premier ministre de servir autre chose qu'un « canada dry » de renouveau ; interprétation du refus du groupe du Front national de voter la motion de censure (p. 948).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 11** : reprend l'amendement n° 1 retiré par M. Michel Debré [28 mai 1986] (p. 1381) ; rejeté au scrutin public (p. 1382).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : déception du groupe Front national devant les projets du Gouvernement ; système judiciaire étant « imbibé » de doctrines conduisant à limiter la portée du système répressif ; rôle de la répression et de la sanction ; sauvegarde des valeurs de la société [30 juin 1986] (p. 2668) ; crise de la justice ; rééchelonnement des peines ; certitude de la sanction pouvoir d'appréciation du parquet ; rôle des circonstances atténuantes ; rôle du juge de l'application des peines (p. 2669).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** sanctions encourues par les immigrés clandestins [15 juille 1986] (p. 3243) ; caractère insuffisant des sanctions policières

nécessité de faire en sorte que le séjour en France des immigrés ne présente plus les avantages économiques qui sont actuellement les siens ; principe de la préférence nationale ; sa référence au film « Black mic-mac » (p. 3244) ; nécessité que les peines touchant ceux qui pénètrent ou qui séjournent de façon irrégulière sur le territoire français soient réellement dissuasives (p. 3247) ; interdiction de séjour sur le territoire français frappant les clandestins devant être portée de trois à cinq années (p. 3250) ; **article 6** : Gouvernement ne cherchant pas à inverser les flux migratoires ; insertion au sein de la nation des immigrés en situation régulière ; rappelle les déclarations de M. Nacer Keitane ; implantation de la culture islamique en France ; remise en cause de l'identité française [15 juillet 1986] (p. 3279) ; **article 17** : propos de M. Robert Pandraud sur l'insertion des immigrés en situation régulière ; son opposition à la société multi-culturelle ; idéologie tiers-mondiste conduisant au « dénigrement systématique des valeurs européennes » [16 juillet 1986] (p. 3359).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Discussion des articles. — **Avant l'article 35** : accès prioritaire des familles françaises et européennes aux habitations H.L.M. (p. 3672) ; **après l'article 37** : reprend l'amendement n° 523 de M. Michel Debré (accès prioritaire des jeunes femmes enceintes aux logements des organismes H.L.M.) : rejeté (p. 3690) ; **article 56** : attitude favorable du groupe Front national à la vente des logements sociaux à leurs occupants ; exemple de la Grande-Bretagne [23 juillet 1986] (p. 3733, 3734) ; *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation* : droit d'achat des logements H.L.M. par leurs occupants (p. 3737) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation* : progrès social réalisé par l'accession à la propriété (p. 3745) ; **après l'article 57** : son amendement n° 265 (accès prioritaire des Français et ressortissants des pays membres de la Communauté européenne aux logements H.L.M.) : rejeté (p. 3752) ; *Explications de vote* : maintien de la loi Quillot ; préférence familiale et nationale pour l'accès aux logements sociaux ; absence de priorité en faveur de la propriété ; des logements des organismes H.L.M. par les locataires ; abstention du Front national [23 juillet 1986] (p. 3793, 3794).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : atteinte aux principes de la démocratie [13 octobre 1986] (p. 4676) ; méfaits du scrutin majoritaire ; usage de l'article 49-3 de la Constitution ; droit du Parlement ; effondrement démographique (p. 4677) ; vote de la censure par le groupe du Front national (p. 4678).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 7** : son amendement n° 69 (tendant à limiter l'exigibilité de la T.I.P.P. sur le gaz naturel au stade de l'utilisateur final direct) [16 octobre 1986] (p. 4908) ; rejeté ; son amendement n° 70 (tendant à doubler le seuil d'assujetissement à la T.I.P.P. sur le gaz naturel) : rejeté ; son amendement n° 71 (tendant à autoriser les entreprises acquittant la T.I.P.P. sur le gaz naturel à la répercuteur sur les utilisateurs assujettis) : rejeté (p. 4909).

Deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale* : importance de la préoccupation culturelle ; orientation de l'aide à la création ; silence du Gouvernement à la mort de Georges Dumézil [23 octobre 1986] (p. 5218) ; *questions* : éclatement de la création culturelle ; nécessité d'un renouveau de la culture française et européenne (p. 5233).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : étude sur l'impact culturel du projet de Disneyland (p. 5242) ; **Etat C, titre V** : arrêt des travaux des colonnes de Buren ; propose la destruction du Palais Royal par les quatre millions dégagés par l'amendement n° 69 ; donne lecture d'un document des comités d'action républicaine sur les colonnes de Buren (p. 5246).

Affaires étrangères. Premier ministre. Droits de l'Homme. Francophonie. — *Discussion générale* : création d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme ; attachement du Front national aux droits de l'Homme énoncés par la déclaration des droits de 1789 [24 octobre 1986] (p. 5309) ; ses observations sur les propos de l'orchestre des idéologues des « droits de l'Homme » sur l'expulsion de ressortissements maliens ; ses observations sur l'utilité de M. Malhuret (p. 5310) ; *questions* : mécérat humanitaire privé ; effet néfaste de l'orchestre des idéologues des droits de l'Homme critiquant une mesure légitime d'expulsion prise par le Gouvernement ; se dit convaincu que la fonction de M. Claude Malhuret est vide de sens (p. 5323-5324).

Examen des crédits : affaires étrangères : **Etat B, titre III** : augmentation des interventions publiques de ce titre ; utilisation des subventions (p. 5329).

Services du Premier ministre. I. — Services généraux : *Examen des crédits* : **état B, titre III** : son amendement n° 47 (tendant à supprimer le traitement du secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme) ; possibilité pour les droits de l'Homme de glisser vers une forme d'idéologie incantatoire dénuée de sens concret ; renforcement des pays de liberté étant la seule action véritable en faveur des droits de l'Homme (p. 5330) ; demande à M. Claude Malhuret de lever l'ambiguïté de son action condamnant « l'orchestre des idéologues des droits de l'Homme » ; rejeté ; son amendement n° 48 (réduction des crédits de 1 743 524 francs) ; existence du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme étant une certaine forme d'extrémisme ; équilibre entre les droits de l'Homme et ses devoirs (p. 5331) ; suppression des subventions à S.O.S. Racisme et à la Ligue des droits de l'homme ; rejeté ; **son rappel au règlement** : hostilité du Front national aux crédits des droits de l'Homme et attitude favorable aux crédits de la francophonie (p. 5332).

Industrie. — *Discussion générale : Examen des crédits* : **Etat B, titre IV** : crédits d'intervention prévus au titre de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche ; rôle de l'Anvar [31 octobre 1986] (p. 5646).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale* : développement en France des réseaux parallèles [31 octobre 1986] (p. 5651) ; augmentation future du marché des télécommunications ; son hommage aux fonctionnaires des postes et télécommunications (p. 5652) ; *questions* : nécessité d'un désengagement important de l'Etat dans le secteur des postes et télécommunications ; rôle de la D.G.T. (p. 5666).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale* : insuffisance de la dépense nationale de recherche et de développement ; problème du rendement de la recherche publique ; « gangrène » des grands organismes français de recherche publique par l'action des syndicats ; autonomie des laboratoires pouvant être associés aux universités ; amélioration de la carrière et du statut des chercheurs [4 novembre 1986] (p. 5780) ; insuffisance de l'effort en faveur de la recherche industrielle (p. 5781) ; *questions* : existence d'une stratégie de la France en matière de recherche et de développement (p. 5796).

Intérieur. — *Discusion générale : questions* : criminalité et délinquance immigrée ; publication dans les statistiques de la nationalité des personnes appréhendées ; réduction de cette surdélinquance [7 novembre 1986] (p. 6020-6021) ; différence de la réglementation pour l'usage des armes à feu entre les policiers et les gendarmes (p. 6022).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale* : privatisation de soixante-cinq entreprises ; nécessité de développer un attrait pour l'entreprise ; distribution aux familles françaises de 70 % des actions des sociétés à privatiser ; réorientation de l'épargne vers les placements de valeurs mobilières ; attachement du Gouvernement à l'idée de participation [13 novembre 1986] (p. 6268) ; nécessité que les remises d'action de salariés ne soient pas assorties de contraintes trop lourdes en matière de revente (p. 6269).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : attachement des membres du groupe du Front national-Rassemblement national à l'idée européenne ; enlisement de la communauté ; portée de l'acte unique ; création d'un Marché commun ;

fondements uniquement marchands de l'Europe de Bruxelles [20 novembre 1986] (p. 6624) ; limites de la méthode de la construction institutionnelle ; envahissement de la technocratie et du formalisme juridique ; déclin du continent ; construction de l'Europe autour de son identité ; défense de l'Europe (p. 6625) ; sanctuarisation nucléaire du territoire de la communauté (p. 6626).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** attitude du groupe du Rassemblement national ; gouvernement minoritaire dans le pays [27 novembre 1986] (p. 6889).

MEHAIGNERIE (Pierre)

Ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et **l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 216)** [26 juin 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— M. Jacques Badet : pôles de conversion : déclin du nombre des emplois ; baisse de l'efficacité de la politique d'aménagement du territoire ; situations contrastées des pôles de conversion ; croissance économique de la France [23 avril 1986] (p. 261) ;

— M. Roland Blum : Fonds spécial de grands travaux et relance du bâtiment : baisse en cinq ans de l'enveloppe consacrée aux routes et autoroutes ; enquête de la Cour des comptes sur l'utilisation du Fonds spécial de grands travaux ; moyens de développement et de financement [30 avril 1986] (p. 631-632) ;

— M. Guy Malandain : augmentation des loyers : pertes d'emplois dans le bâtiment et les travaux publics ; aide personnalisée aux logements ; allocations aux logements [11 juin 1986] (p. 2075) ; liberté de gestion des offices H.L.M. ; nécessité de baisser les loyers dans les quartiers périphériques (p. 2076) ;

— M. Joël Hart : infrastructures routières et ferroviaires concernant le projet Transmanche : investissements routiers et ferroviaires dans la Picardie, la Champagne-Ardennes et le Nord-Pas-de-Calais ; autoroute A 26 Calais-Reims ; études en cours, au plan international, sur le projet de T.G.V.-Nord [11juin 1986] (p. 2079) ;

— M. Paul Chomat : Loyers et atteintes aux droits des locataires : augmentation des dotations budgétaires pour l'A.P.L. ; augmentation de la construction de logements publics [11 juin 1986] (p. 2083) ; pertes d'emplois dans le bâtiment et les travaux publics (p. 2084) ;

— M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca : simplification de la réglementation en matière d'urbanisme : plan pour le logement visant à augmenter l'offre de terrains ; plan d'occupation des sols ; possibilité pour les communes de supprimer le plafond légal de densité ; droit de préemption urbain ; développement de l'accession sociale à la propriété [18 juin 1986] (p. 2311) ;

— M. Jacques Badet : loyers H.L.M. et A.P.L. : liberté de gestion des organismes H.L.M. ; liberté des loyers ; maintien des crédits pour l'allocation logement et l'A.P.L. [18 juin 1986] (p. 2316) ;

— Emile Koehl : pollution du Rhin : réunion à Zurich des ministres européens de l'environnement pour mettre sur pied des systèmes de prévention et des procédures d'indemnisation ; coopération des pays riverains pour parvenir à des mesures communes à toute l'Europe [12 novembre 1986] (p. 6143) ;

— M. Léonce Deprez : développement économique inégal des régions : choix politiques permettant d'atteindre une croissance comparable à celle de l'Allemagne fédérale [12 novembre 1986] (p. 6143) ; flexibilité de l'économie adaptation du système éducatif ; maîtrise des dépenses publiques ; orientation de la politique d'aménagement du territoire impliquant la compétitivité des entreprises ; réalisation de grandes infrastructures de transport ; efficacité des systèmes de formation ; coopération entre l'Etat, les régions et l'Europe (p. 6144) ;

— M. Jean-Marie Bockel : pollution du Rhin : adoption de mesures importantes pour éviter les rejets de déchets des potasses d'Alsace ; information des populations grâce à la participation de M. Rudloff, président du conseil régional d'Alsace, à la conférence de Zurich ; mesures de réhabilitation et de dépollution du Rhin [12 novembre 1986] (p. 6149) ;

— M. Jean-Jacques Barthe : arrêt des expulsions des locataires de bonne foi : sanction exceptionnelle que constitue l'expulsion ; mesures de prévention ; allongement de la période pendant laquelle les locataires en retard peuvent bénéficier de l'aide personnalisée au logement ; généralisation des commissions départementales d'aide au paiement des loyers pour les personnes en difficulté [19 novembre 1986] (p. 6540) ;

orales sans débat :

— M. Jean-Claude Dessein (n° 5) : projet de T.G.V. Nord : poursuite des études sur le projet de T.G.V.-Nord Paris-Bruxelles-Cologne-Amsterdam [25 avril 1986] (p. 390) ;

— M. Jean-Pierre Pénicaut (n° 7) : projet d'autoroute A 64 : maintien du projet d'autoroute A 64 ; variante de la liason Bayonne-Tarbes proposée par des élus des Pyrénées-Atlantiques et la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne ; examen des diverses variantes [25 avril 1986] (p. 391) ;

— M. Jean Kiffer (n° 58) : sidérurgie lorraine : attente des propositions de M. Jean Gandois ; développement et diversification de la Lorraine [13 juin 1986] (p. 2185) ;

— M. Jean Grimont (n° 64) : mines de potasse d'Alsace : réduction des rejets salins dans le Rhin ; diversification de l'activité du bassin potassique de Mulhouse [13 juin 1986] (p. 2186) ;

— M. Jacques Fleury (n° 66) : arrêt du T.G.V. Nord à Amiens : études en cours sur la rentabilité du T.G.V.-Nord ; concertation avec les élus [13 juin 1986] (p. 2187) ;

— M. Gérard Bordu (n° 60) : projet d'Eurodisneyland à Marne-la-Vallée : consultation officielle des Conseils municipaux, du conseil général et du Conseil régional ; concertation avec les organisations et les représentants de la profession agricole [13 juin 1986] (p. 2188).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pascal Clément tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le code de l'urbanisme pour les communes dépourvues de plan d'occupation des sols (n° 253).

Première lecture, discussion générale : report de l'application de la règle de constructibilité limitée en l'absence de P.O.S. ; carte communale ; report de l'entrée en vigueur du droit de préemption urbain (p. 3080) ; maintien de la législation antérieure sur les zones d'intervention foncières, les zones d'aménagement différé et les périmètres sensibles ; objectifs du plan sur le logement [9 juillet 1986] (p. 3081).

Discussion des articles : **article 2 :** utilisation du droit de préemption par la collectivité locale ; accession à la propriété gênée par les coûts annexes à l'acte de construction ; pertes d'emplois dans le bâtiment ; son amendement n° 2 (maintien de la législation sur les zones d'intervention foncières et les zones d'aménagement différé dans leur

rédaction antérieure à la loi du 18 juillet 1985) : adopté ; son amendement n° 3 (maintien du droit de préemption dans les périmètres sensibles tel qu'il existait avant la loi du 18 juillet 1985 et de la taxe départementale des espaces verts) (p. 3082) ; adopté (p. 3083).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture discussion générale : droit au logement n'ayant de réalité que par les moyens législatifs, financiers et fiscaux qui l'accompagnent ; équilibre de la loi ; nécessaire accroissement du nombre de logements construits [17 juillet 1986] (p. 3397) ; raréfaction de l'offre foncière possibilité pour les collectivités locales de supprimer ou de modifier le plafond légal de densité ; droit de préemption urbain n'étant plus instauré automatiquement sur l'ensemble des zones urbaines et d'urbanisation future ; simplification de la procédure d'approbation des zones d'aménagement concerté ; augmentation du délai pendant lequel la règle de constructibilité limitée ne s'applique pas dans les communes élaborant un plan d'occupation des sols ; accession à la propriété devant être favorisée ; baisse du taux des prêts à l'accession à la propriété ; déduction fiscale des intérêts d'emprunt (p. 3398) ; nécessité d'enrayer la chute des emplois dans le secteur du bâtiment ; effets pervers de l'impôt sur les grandes fortunes ; déduction sur les revenus locatifs ; nécessité d'un juste équilibre dans les rapports entre locataires et propriétaires ; opportunité de redonner toute sa force à la notion de contrat entre les parties ; durée du bail ; suppression des possibilités de rupture anticipée du bail ouverte par la loi de 1982 (p. 3399) ; nécessité de permettre aux familles en ayant besoin de retrouver leur logement ; délai du préavis du congé donné par le bailleur étant porté à six mois ; passage brutal à un régime de liberté comportant des risques inflationnistes inacceptables ; extinction accélérée de la loi du 1er septembre 1948 ; montant du loyer des organismes H.L.M. ; nécessité de laisser aux organismes H.L.M. le produit de la vente des appartements vendus aux locataires (p. 3400) ; modalités de gestion des organismes H.L.M. ; projet gouvernemental étant à la fois libéral et social ; crédit de l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat (p. 3401) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Bernard Deschamps ; surloyer dans les organismes H.L.M. (p. 3406) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; politique de réhabilitation des logements anciens ; Gouvernement n'entendant pas livrer aux lois du marché tout le secteur du logement ; Gouvernement ayant la prudence de procéder par étape ; dotation budgétaire au logement (p. 3413) ; accroissement du programme physique des crédits des P.A.L.U.L.O.S. [17 juillet 1986] (p. 3428) ; efforts engagés pour accroître le nombre de logements et mettre fin à la pénurie actuelle ; prévision du nombre de constructions pour 1987 et 1988 ; modération des critiques de l'opposition sur le projet ; assouplissement du code de l'urbanisme ; dispositions fiscales et financières sur les travaux d'amélioration de l'habitat (p. 3452) ; prise en compte des problèmes du quart monde au niveau départemental ; durée de la période transitoire ; rapports entre les propriétaires et les locataires ; situation des propriétaires de la loi de 1948 ; difficultés de certains accédants à la propriété pour rembourser leurs emprunts ; sortie des logements vacants de la loi de 1948 ; efforts consentis par le Gouvernement pour les H.L.M. (p. 3453) ; régularisation de la situation des foyers ayant plus de 18 000 francs de revenus par mois ; évolution des dépenses de l'aide personnalisée au logement ; travaux des P.A.L.U.L.O.S. des H.L.M. (p. 3454) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Paul Mercieca ; rôle de la commission nationale des rapports locatifs ; création d'une commission nationale comparable à la commission Delmon ; rôle de la concertation entre un bailleur et ses locataires ; maintien des commissions départementales de conciliation pendant la période transitoire (p. 3456).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : affirmation du droit au logement (p. 3459) ; abus constatés dans l'utilisation de la contribution de 1 % sur le logement (p. 3460) ; **article 1er** : notion de résidence principale ; locaux meublés (p. 3465) ; exclusion des baux emphytéotiques du champ d'application du projet de loi (p. 3467) ; **article 2** : nécessité d'un bail écrit (p. 3468) ; obligation du bailleur de délivrer un logement en bon état ; cas du chauffage ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 5 de la commission des lois (visant à insérer, dans la première phrase du dernier alinéa de cet amendement, après les mots : « du locataire », les mots : « ou, à défaut, par huissier de justice, à l'initiative de la partie la plus diligente et à frais partagés par moitié ») (p. 3469) ; nécessité d'un état des lieux ; adopté (p. 3470) ; ses observations (p. 3471) ; **article 3** : inconvénients du prélèvement automatique sur le compte courant [18 juillet 1986] (p. 3481) ; rappelle que le prélèvement automatique du loyer est possible si le locataire le souhaite (p. 3482) ; **article 6** : intérêt de la formule consistant à faire effectuer de petits travaux par le locataire (p. 3485) ; possibilité d'imputer sur le loyer non seulement les travaux exécutés par autrui mais aussi les travaux exécutés par le locataire lui-même ; son amendement n° 555 (tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à insérer après les mots : « exécutera ou ») : adopté (p. 3486) ; bailleur pouvant s'opposer aux aménagements constituant une transformation de la chose louée (p. 3487) ; **article 7** : ses observations (p. 3488) ; possibilité d'exécution des travaux d'amélioration des parties communes (p. 3489) ; annonce que le Gouvernement demandera la réserve de l'article 9, des amendements après l'article 9, ainsi que des articles 10 et 12 pour qu'ils puissent être examinés en même temps que les articles concernant la période transitoire (p. 3491) ; **article 8** : explique les raisons qui l'ont poussé à demander la réserve de certains articles du projet ; **article 11** : ses observations (p. 3493) ; **article 13** : interdiction du bénéfice de la continuation du contrat à un concubin équivalent à nier une réalité objective (p. 3495) ; déduction fiscale pour les candidats à l'accession à la propriété étant réservée aux couples mariés ; annonce une mesure tendant à favoriser les familles de trois enfants et plus en leur permettant de trouver facilement des logements, notamment des maisons individuelles (p. 3496) ; **article 15** : aide personnalisée au logement ; valeur de la réforme de 1977 ; loyers des organismes H.L.M. (p. 3506) ; mise en place d'un dispositif permettant aux préfets de surveiller l'évolution des loyers ; augmentation de l'offre de logements et diminution des loyers ; valeur du plan d'accompagnement du Gouvernement (p. 3507) ; ses observations (p. 3508) ; ses observations sur le prétendu « libéralisme sauvage » du projet (p. 3510) ; nombre de prêts locatifs aidés supplémentaires du Crédit foncier ; moyen de l'A.N.A.H. (p. 3511) ; ses observations (p. 3512) ; ses observations (p. 3516) ; Gouvernement s'opposant à l'augmentation de toutes les taxes portant sur les entreprises ; fonds départementaux de l'habitat ; demande, en application de l'article 44-3 de la Constitution, à l'Assemblée nationale de se prononcer par un seul vote sur l'article 15 du projet de loi modifié par les amendements n° 115 et 29 (p. 3517) ; **après l'article 15** : possibilité d'augmenter le loyer en cours de bail en fonction de tous les travaux spécifiés au moment de la signature du contrat (p. 3517) ; **article 16** : avantages de la remise de la quittance au locataire (p. 3518) ; ses observations (p. 3519) ; **article 17** : intérêt d'une réflexion sur le dépôt de garantie (p. 3520) ; inopportunité de permettre une réévaluation du dépôt de garantie en cours de bail (p. 3521) ; importance du coût d'un changement de locataire (p. 3522) ; **article 18** : frais de gardiennage (p. 3523) ; ses observations (p. 3524) ; motivation ayant conduit le Gouvernement à proposer une évaluation forfaitaire des charges (p. 3526) ; **article 19** : délai d'un mois pour le commandement de payer pouvant se révéler un peu court pour la bonne circulation de l'information [21 juillet 1986] (p. 3545) ; opportunité d'étendre ce délai à deux mois (p. 3546) ; inopportunité de multiplier les possibilités d'allongement des délais de paiement pour les locataires (p. 3547) ; adoption de l'amendement n° 402 de M. Guy Malandain risquant d'encourager les locataires de mauvaise foi (p. 3548) ; ses observations (p. 3549) ; suffisance des dispositions relatives à la réquisition (p. 3550) ; ses observations (p. 3551) ; **avant l'article 20** : rôle des mesures transitoires (p. 3553) ; **article 20** : logique du Gouvernement consistant à revenir aux règles du marché et aux vertus des contrats ; logique de la période transitoire ; Gouvernement devant poursuivre l'effort de relance de la construction ; loyers faisant l'objet d'une procédure d'encadrement conventionnel ; nécessité de jouer l'augmentation de l'offre durant la période transitoire (p. 3555) ; cas de baisse étant appelé à être plus nombreux que les cas de hausse (p. 3556) amendement n° 407 de M. Guy Malandain ayant pour objet de maintenir définitivement, dans le régime de la loi Quilliot, tous les locataires en place au moment de la publication de la loi (p. 3557) ; loi Quilliot reprenant,

sur certains points, les accords Delmon ; **article 9 (précédemment réservé)** : durée du bail après reconduction (p. 3573) ; remplacement des délais prévus par le projet pour déterminer la période transitoire par des dates ; risques inflationnistes dans les villes les plus sensibles à la crise du logement ; distinction entre bailleur personne physique et bailleur personne morale pour la durée des baux (p. 3574-3575) ; durée du bail (p. 3576) ; sécurité du locataire après le renouvellement du bail ; amélioration du patrimoine H.L.M. (p. 3577) ; impossibilité de laisser affirmer que le texte va multiplier les logements insalubres ; développement de tels logements à cause des règlementations excessives ; réduction de la durée du bail de quatre à trois ans (p. 3578) ; réintroduction de la notion de « congé motivé » dans les obligations du bailleur (p. 3579) ; situations dans lesquelles le locataire peut se trouver en position dominante ; existence de durées différentes pour la période transitoire (p. 3582) ; **après l'article 9 (amendements précédemment réservés)** : intangibilité de la durée du bail ; possibilité « qu'une « super-protection » des personnes âgées ne se retourne contre elles » (p. 3585) ; **article 10 (précédemment réservé)** : précise que les pièces maîtresses du projet sont l'intangibilité du bail et la période transitoire (p. 3586) ; possibilité de conclure un bail court (p. 3587) ; fixation de la durée du bail à trois ans si la raison mentionnée dans le contrat court ne se réalise pas ; cas des logements n'étant pas mis sur le marché à cause de la peur des propriétaires de ne pas pouvoir les récupérer (p. 3588) ; nécessité d'éviter les abus du contrat à courte durée (p. 3589) ; distinction entre la survenance de l'événement justifiant le recours à un bail court et la transmission d'une confirmation écrite (p. 3590) ; ses observations (p. 3591) ; **article 14 (précédemment réservé)** : délais de préavis applicable au congé [22 juillet 1986] (p. 3612) ; ses observations (p. 3613) ; **article 21** : aménagement du projet initial en séance ; allongement de la période transitoire ; efforts budgétaires pour assurer la reprise de la construction (p. 3615) ; maîtrise des prix des logements (p. 3616) ; référence aux nouvelles locations pour la fixation des loyers (p. 3617) ; son amendement n° 580 (contenu de la notification prévue à l'alinéa premier de cet article) : adopté (p. 3618) ; délai de réflexion du locataire pour répondre à la proposition de nouveaux loyers faite par le propriétaire ; son amendement n° 577 (visant à rédiger ainsi, après les mots : « terme du contrat », la fin de la première phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article : « celui-ci est reconduit de plein droit aux conditions antérieures de loyer éventuellement révisé ») ; saisine du juge par le bailleur en cas de contestation sur la révision du loyer adopté (p. 3619) ; impossibilité d'interdire une baisse du loyer à l'expiration du bail (p. 3620) ; demande qu'il soit procédé, à la fin du débat, à une deuxième délibération de cet article (p. 3621) ; **article 22** : protection des personnes âgées (p. 3622) ; droit de préemption du locataire ; maintien de la notion de « congé motivé » pendant la période transitoire (p. 3623) ; **article 23** : nécessité de maintenir une période transitoire longue ; rôle de l'amélioration des infrastructures routières et des transports pour assurer une détente des prix (p. 3624) ; augmentation des prix des terrains ; obligation des préfets d'étudier les moyens de supprimer les goulets d'étranglement dans le secteur du logement (p. 3626) ; existence d'une procédure de contrôle spécifique du congé et du contrôle conventionnel des loyers pendant la période transitoire (p. 3627) ; **article 24** : maintien de la commission de conciliation pendant la période transitoire ; rôle du Conseil départemental de l'habitat dans la concertation entre locataires et bailleurs (p. 3628) ; concertation dans le secteur des H.L.M. ; (p. 3629) ; ses observations (p. 3630) ; **article 25** : rigidité du marché locatif introduite par la loi de 1948 ; intérêt des opérations programmées ou groupées de réhabilitation pour la mise aux normes de certains logements (p. 3639) ; ses observations (p. 3640) ; son amendement n° 346 (exclusion des logements de catégorie IV du champ d'application des dispositions de cet article) : adopté (p. 3640) ; son amendement n° 345 (précisant le délai dans lequel pourra être constatée l'obligation de faire des travaux de mise aux normes sur les logements vacants antérieurement soumis à la loi de 1948) (p. 3641) ; liens entre la sortie des logements du champ d'application de la loi de 1948 et la réhabilitation du patrimoine immobilier (p. 3642) ; cas des propriétaires ne pouvant prendre en charge le coût des travaux ; envisage la constitution d'un groupe de travail sur le problème des normes dans ce secteur du logement ; adopté (p. 3644) ; son amendement n° 584 (possibilité pour le juge de se prononcer sur une demande de modification du loyer présentée par le bailleur) : adopté ; ses observations (p. 3645) ; information des locataires sur l'obligation du bailleur de mettre aux normes un logement antérieurement soumis à la loi de 1948 (p. 3646) ; capacité des associations caritatives pour intervenir dans le contentieux entre locataires et bailleurs pour la réalisation des travaux nécessaires à la mise en conformité des logements antérieurement soumis à la loi de 1948 (p. 3647) ; **article 26** : impossibilité de faire subventionner par les bailleurs privés des personnes morales, associations ou sociétés par le maintien de baux de la loi de 1948 (p. 3648) ; réintégration de logements de catégorie IV dans la loi de 1948 (p. 3649) ; son amendement n° 347 (maintien de certains logements de catégorie IV dans le champ d'application de la loi de 1948) : adopté ; maintien dans les lieux du concubin notoire en cas d'abandon de domicile ou de décès de l'occupant (p. 3650) ; **article 28** : conditions de sortie des logements de la loi de 1948 et des logements de catégorie II B ou II C ; nombre de logements soumis à la loi de 1948 ; nécessité de sortir de la transmissibilité du bail pour ces logements (p. 3651-3652) ; situation où les locataires sont en situation dominante ; exemple de la République fédérale d'Allemagne (p. 3653) ; **article 29** : compétence réglementaire en matière de fixation du seuil de ressources utilisé pour déterminer les catégories de populations restant soumises à la loi de 1948 ; cas particulier des propriétaires dont les ressources sont inférieures à celles de leurs locataires (p. 3655) ; inclusion des personnes handicapées dans le champ d'application de cet article (p. 3656) ; **article 32** : fixation par décret des modalités d'évaluation des travaux réalisés par le locataire et à la charge du propriétaire (p. 3658) ; **article 34** : nombre d'amendements restant en discussion (p. 3659) ; **avant l'article 35** : nécessité d'améliorer le mode d'attribution des logements sociaux ; absence de priorité des Français et ressortissants des pays de la C.E.E. pour l'accès aux H.L.M. ; concentration des populations étrangères dans les mêmes zones (p. 3672) ; **article 35** : abus de la législation et de la réglementation en France ; liberté des loyers dans les H.L.M. (p. 3678) ; prélèvement sur la caisse de retraite des collectivités locales ; rôle des préfets dans la surveillance de l'évolution des loyers H.L.M. ; affectation aux organismes des produits de la vente des immeubles leur appartenant ; possibilité d'abandonner l'idée d'un bail de droit commun pour les personnes payant un surloyer (p. 3679) ; surloyer dans les H.L.M. (p. 3680) ; *article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation :* maintien des conditions d'attribution des logements H.L.M. ; suppression de la possiblité d'assujettir à un bail les locataires payant un surloyer (p. 3682) ; *article L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation :* ses observations (p. 3683) ; **après l'article 35** : compétence des préfets pour surveiller la hausse des loyers H.L.M. ; précise que la hausse globale des loyers ne pourra être supérieure de plus de 1 ou 2 % à l'augmentation des prix (p. 3684) ; **article 36** : rôle du gardiennage dans les organismes H.L.M. ; limitation de la hausse des loyers à 1 ou 2 % de l'augmentation des prix ; accession à la propriété dans les H.L.M. (p. 3686) ; *article L. 442-1-1 du code de la construction et de l'habitation :* absence d'obligation d'établir une grille des loyers en liaison avec les locataires (p. 3687) ; *article L. 442-1-2 du code de la construction et de l'habitation :* surveillance des loyers H.L.M. (p. 3688) ; **article 37** : dette des organismes H.L.M. ; distorsion des loyers entre les centres urbains et la périphérie ; **après l'article 37** : accès prioritaire des familles de trois enfants aux logements H.L.M. prévu par le « plan-famille » de Mme Michèle Barzach ; prend l'engagement que le Gouvernement modifiera le décret du 19 mars 1986 sur l'attribution des logements H.L.M. ; **article 38** : modulation des loyers des organismes H.L.M. ; limitation des augmentations globales à moins de 1 à 2 % au-dessus de celles des prix (p. 3890) ; **article 40** : niveau des négociations entre bailleurs et locataires instauré par la loi Quilliot ; nouvelles modalités de concertation au niveau national ; choix par le préfet des membres des commissions de conciliation [23 juillet 1986] (p. 3702) ; concertation avec les organismes H.L.M. et les bailleurs institutionnels (p. 3703) ; conditions d'efficacité de la concertation (p. 3704) ; **article 41** : extension aux bailleurs individuels de la possibilité de conclure des accords locaux (p. 3705) ; possibilité pour les accords de concerner autre chose que les parties communes (p. 3706) ; possibilité pour les bailleurs de proposer directement aux locataires des accords collectifs locaux. (p. 3707) ; propose de reprendre les amendements

n° 516 et 517 de M. Gilbert Gantier ; son sous-amendement n° 586 à l'amendement n° 134 de la commission de la production et des échanges (précisant que les accords cités à cet amendement doivent être approuvés par écrit par la majorité des locataires dans un délai d'un mois, à compter de la notification par le bailleur) : adopté (p. 3708) ; **article 43** : association des locataires à la maîtrise des charges locatives ; propose un amendement oral (visant à remplacer, dans cet article, après les mots : « à leur demande », les mots : « le bailleur les informe », par les mots : « ils sont informés ») : non déposé (p. 3710) ; caractère excessif de certains mécanismes collectifs de la loi Quilliot (p. 3711) **après l'article 43** : protection des représentants de locataires contre le congé pouvant entraîner des tentations pour les locataires qui ont du mal à payer leur loyer (p. 3712) ; refus de la société française « de tout ce qui est excessif dans l'encadrement » ; **article 44** : augmentation éventuelle des loyers plafonds en cours de bail pour les logements financés par le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique (p. 3714) ; **article 45** : son amendement n° 587 (de coordination) : adopté ; suppression du bail pour les H.L.M. (p. 3715) ; **article 48** : son amendement n° 588 (de coordination) : adopté (p. 3716) ; **article 49** : son amendement n° 589 (visant à substituer dans cet article, à la référence : « 12 », la référence : « 11 ») (p. 3716) ; impossibilité d'établir un régime particulier pour les logements des sociétés d'économie mixte ; devenu sans objet (p. 3717) ; amendes civiles en cas d'infraction à certains droits des locataires ; **article 54** : son sous-amendement n° 583 à l'amendement n° 145 de la commission de la production et des échanges (précisant que les accords locaux ne peuvent déroger aux règles prévues à l'article L. 441-2 du code de la construction et de l'habitation et aux règles fixées par la loi de 1948 pour la détermination des loyers) (p. 3718) ; adopté ; **après l'article 54** : gratuité de l'accès des associations de locataires et de bailleurs aux locaux à usage collectif (p. 3719) ; possibilité pour les associations d'utiliser les locaux collectifs des collectivités locales (p. 3720) ; **article 55** : possibilité pour les associations de relogement de sous-louer des H.L.M. ; allégement de la législation sur le logement (p. 3722) ; **après l'article 55** : réforme des conditions d'attribution d'H.L.M. (p. 3727) ; transformation de logements en locaux professionnels (p. 3728) ; **avant l'article 56** : vente de H.L.M. à leur locataire (p. 3729) ; **article 56** : accession sociale à la propriété dans le secteur locatif de H.L.M. ; affectation du produit de la vente des appartements aux organismes H.L.M. ; consultation des collectivités locales sur ces ventes (p. 3735) ; problème des impayés dans les H.L.M. (p. 3736) ; *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :* existence de normes minimales pour les logements H.L.M. cédés ; avis du maire sur les ventes de logements H.L.M. (p. 3737) ; information des collectivités locales sur l'accession à la propriété dans les H.L.M. à cause des garanties d'emprunt ; consultation de la commune d'implantation par le préfet (p. 3738) ; attachement de M. Marcel Rigout à l'accession à la propriété ; (p. 3739) ; son sous-amendement n° 590 à l'amendement n° 149 de la commission de la production et des échanges (visant à supprimer dans cet amendement les mots : « participé au financement ») ; consultation des seules collectivités publiques qui ont accordé leur garantie à un emprunt avant la vente de logement H.L.M. ; adopté (p. 3740) ; ses observations (p. 3741) ; *article L. 443-8 du code de la construction et de l'habitation :* possibilité pour les organisme d'H.L.M. de vendre exceptionnellement des logements de moins de dix ans (p. 3742) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :* impossibilité de vendre un logement H.L.M. occupé à un autre candidat que son locataire (p. 3743) ; intérêt des organismes H.L.M. à donner la priorité à des candidats de la commune ; possibilité de choix de l'acquéreur pour l'organisme (p. 3744) ; obligation d'occuper pendant cinq ans les locaux H.L.M. après accession à la propriété (p. 3745) ; droit de rachat préférentiel de l'organisme H.L.M. vendeur (p. 3746) ; son opposition au droit de préemption des communes sur les logements locatifs sociaux mis en vente (p. 3747) ; caractère « bureaucratique » de la proposition de M. Jean-Pierre Schenardi de faire fixer par les domaines le niveau des loyers (p. 3748) ; *article L. 443-13 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 348 (précisant que lorsqu'un organisme d'H.L.M. vend un logement à un de ses locataires, il continue à rembourser les prêts-aidés par l'Etat selon l'échéancier initial) ; facilités de paiement obtenues par le candidat auprès de l'organsime vendeur (p. 3749) ; soutien financier accordé pour l'accession à la propriété dans les H.L.M. ; amélioration de la situation financière des organismes d'H L M ; adopté (p 3750) ; *article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation :* possibilité pour les organismes H.L.M. de ne pas rester syndics de copropriété (p. 3751) ; *article L. 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation :* son amendement n° 591 (consultation de la commune d'implantation avant autorisation de destruction d'un bâtiment H.L.M.) (p. 3751) ; consultation de la commune d'implantation avant l'octroi d'un permis de démolir pour un bâtiment H.L.M. (p. 3752) ; **avant l'article 58** : règle de constructibilité limitée (p. 3753) ; disparition du lien entre l'établissement d'une carte communale et l'élaboration d'un plan d'occupation des sols ; possibilité d'instaurer une consultation préalable des architectes ou du C.A.U.E. (p. 3754) ; nécessité d'augmenter l'offre foncière ; carte communale (p. 3755) ; impossibilité d'accorder des possibilités de dérogation au plan d'occupation des sols (p. 3756) ; **article 58** : liberté des communes pour maintenir le P.L.D. (p. 3769, 3770) ; rigidité introduite par le P.L.D. (p. 3770) ; inapplicabilité de la suppression du P.L.D. dans les Z.A.C. de réhabilitation ; **après l'article 59** : élaboration des schémas directeurs ; remise en cause des prévisions de développement de l'urbanisation par les « friches industrielles » (p. 3771) ; **article 60** : allègement de la procédure de modification d'un plan d'occupation des sols pour la suppression et la réduction d'emplacements réservés à des équipements publics communaux ; application anticipée des P.O.S. en cours de révision (p. 3772, 3773) ; simplification du contenu du P.O.S. (p. 3774) ; procédure de remaniement des P.O.S. ; création et restauration des parcs naturels ou de loisirs (p. 3775) ; marge d'appréciation des collectivités locales pour l'application du sixième alinéa de cet article ; réunion d'un groupe de réflexion avant l'examen par le Sénat (p. 3776) ; application anticipée d'un P.O.S. (p. 3777) ; **article 61** : droit de préemption des communes (p. 3778) ; intervention foncière ; exemple des pays européens et du Japon (p. 3779) ; son amendement n° 349 (possibilité pour la commune d'exclure du champ d'application du droit de préemption urbain la vente d'un lotissement) ; stabilisation du droit des sols dans les lotissements ; adopté après modification (p. 3780) ; **après l'article 61** : effort de rapidité des juridictions de l'expropriation (p. 3781) ; ses observations (p. 3782) ; son amendement n° 582 (de coordination) : adopté ; **article 62** : emplacements réservés par les P.O.S aux équipements publics ; simplification de la procédure d'application des P.A.Z. dans les communes dotées d'un P.O.S. approuvé (p. 3783) ; **après l'article 62** : transfert de responsabilité des permis de construire pour les communes dotées d'un P.O.S. (p. 3784) ; **avant l'article 64** : ses observations (p. 3785, 3786) ; **article 64** : condition de gestion des organismes H.L.M. ; son amendement n° 350 (possibilité pour les O.P.A.C. d'être soumis au régime financier et comptable des entreprises de commerce) : adopté après rectification ; **après l'article 64** : son amendement n° 351 (possibilité pour les O.P. H.L.M. et les O.P.A.C. soumis à la comptabilité publique de choisir leur comptable) (p. 3787) ; adopté après rectification ; application de la loi du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs aux O.P.A.C (p. 3788) ; **article 65** : passage du statut d'office d'H.L.M. à celui de la société anonyme ou société d'économie mixte (p.3790) ; **après l'article 65** : son amendement n° 352 (recouvrement des sommes dues par les acquéreurs de logement H.L.M.) (p. 3790) ; modalité de vente de ces logements (p. 3791) ; **après l'article 67** : obligation pour les communes de recourir à un architecte (p. 3792).

Seconde délibération : saisine du juge par le bailleur en cas de désaccord sur le loyer (p. 3792) ; **article 21** : son amendement n° 1 (saisine du juge par le bailleur en cas de désaccord sur le loyer) ; rapports entre locataires et bailleurs ; adopté (p. 3793).

Après les explications de vote : augmentation de l'offre de construction ; gestion des organismes H.L.M. ; contexte économique et social du « plan logement » (p. 3797) ; montée des dépenses publiques ; inadaptation du système éducatif (p. 3798).

Commission mixte paritaire, discussion générale : assainissement de la situation du logement ; organisation d'une période de transition ; extinction de la loi de 1948 [2 décembre 1986] (p. 7015) ; protection des personnes âgées ; suppression

du P.L.D. ; transformations de logements en locaux professionnels pour les S.C.P. et les professions libérales exercées en commun ; augmentation de l'offre foncière ; reprise de la construction ; abandon par les administrations de locaux situés en centre ville ; proportion entre le nombre des bureaux et de logements ; manque de main-d'œuvre spécialisée dans le B.T.P. ; modification de l'échelle de revenu dans ce secteur ; accédants à la propriété (p. 7016) ; vente de logements H.L.M. ; dispositif d'aide aux accédants en difficulté ; possibilité de revenir au statut de locataire sans changer de logement ; maintien de l'A.P.L. en cas de négociation d'un nouveau prêt ; évolution plus favorable de l'A.P.L. pour les accédants à la propriété sur la période 1981-1984 (p. 7017).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* respect de la contrainte de la maîtrise des dépenses publiques ; part du budget consacré à des subventions ; choix consistant à privilégier l'investissement pour inverser la dégradation du secteur du bâtiment et des travaux publics ; réduction d'impôt pour les intérêts d'emprunt afférents à l'acquisition d'une résidence principale neuve ; doublement de la réduction d'impôt pour les investissements locatifs neufs ; élargissement de 15 à 35 % de la déduction forfaitaire pratiquée sur le revenu brut foncier ; maintien global du nombre des prêts bonifiés, des prêts d'accession à la propriété et des prêts locatifs aidés [28 octobre 1986] (p. 5405) ; allongement des prêts conventionnés ; et des prêts d'accession à la propriété ; possibilité pour les H.L.M. de racheter la maison où l'appartement de candidats à l'accession à la propriété ; efforts prévu en faveur des D.O.M.-T.O.M. crédits destinés à l'amélioration de l'habitat ; modernisation du réseau routier (p. 5406) ; amélioration de la sécurité routière ; bilan de la politique d'aménagement du territoire ; nécessité de laisser aux régions une certaine liberté dans l'utilisation des primes régionales à l'emploi ; rôle du comité de décentralisation (p. 5407) ; progression du secteur immobilier de bureaux et de logements dans la région parisienne rendant nécessaire une amélioration de la qualité de la vie des habitants de Paris ; taux des prêts aidés ; maîtrise de la croissance de l'aide personnalisée au logement ; maîtrise des dépenses de personnels et de fonctionnement (p. 5408) ; moyens consacrés aux routes et aux logements contribuant à la croissance et à l'emploi (p. 5409) ; diminution des primes à l'aménagement du territoire en 1986 ; possibilité d'utiliser les primes régionales à l'emploi (p. 5414) ; augmentation des crédits de l'A.P.L. de deux milliards de francs ; programme de réhabilitation des logements ; baisse de 2 % des taux d'intérêt pour l'ensemble des prêts d'accession à la propriété (p. 5417) ; problème du logement des personnes du quart monde ; extension des fonds d'aide aux impayés ; annonce une nouvelle réflexion en collaboration avec l'ensemble des associations chargées des problèmes du quart monde ; gestion des villes nouvelles ; renégociation des emprunts ; accidents de la circulation ayant lieu à 85 % sur les réseaux départementaux et communaux ; inopportunité d'un assouplissement de la limitation de vitesse sur les autoroutes ; exonération de longue durée pour la taxe foncière sur les propriétés bâties ; lancement d'une campagne de promotion pour la vente de logements locatifs H.L.M. (p. 5432) ; rôle des pôles de conversion ; bassin houiller ; problèmes de la région Nord-Pas-de-Calais et de la région tarentaise ; axe Centre-Europe-Atlantique ; contrat routier de la Bourgogne ; autoroute A 26 ; rôle des agences d'urbanisme ; augmentation en 1987 du nombre de logements construits (p. 5433).

Répond aux questions de :

— *M. Ladislas Poniatowski :* intérêt porté aux crédits de réhabilitation ; prise en compte du logement ancien ; application des nouvelles dispositions fiscales aux logements neufs ; réduction des droits de mutation pour favoriser la mobilité géographique (p. 5434) ;

— *M. Georges Delfosse :* rocade Nord-Ouest de Lille ; inscription de la poursuite des travaux dans le 10e contrat de plan entre l'Etat et la région (p. 5434, 5435) ;

— *M. Pierre Sergent :* intérêt de la traversée des Pyrénées-Orientales et des liaisons entre la France et l'Espagne ; financement d'un crénau de dépassement sur la RN 114 au sud de Perpignan (p. 5436) ;

— *M. René Drouin :* perte d'emplois dans le bâtiment et les travaux publics en cinq ans (p. 5436) ;

— *M. Jean Laborde :* reconduction des crédits alloués à la commission des quartiers ; progression des programmes de réhabilitation ; aide personnalisée au logement ; nouvelle perte d'emplois dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (p. 5437) ;

— *Mme Marie-France Lecuir :* intérêt de prolonger le programme d'économie d'énergie ; éventualité d'un dispositif transitoire pour les gros travaux d'économie d'énergie ; opportunité d'accorder des réductions fiscales uniformes et simples (p. 5438) ;

— *M. Jean Narquin :* adaptation de la politique d'aménagement du territoire au nouveau contexte économique internationale ; effort en matière de communication, crédits affectés aux voies de communication pour les régions des pays de Loire (p. 5438) ; effort en matière d'éducation et d'implantation de pôles technologie (p. 5439) ;

— *M. Jacques Legendre :* tronçon de l'autoroute A 26 ouvert actuellement à la circulation (p. 5439) ;

— *M. Eric Raoult :* réhabilitation de l'ensemble H.L.M. des Bosquets dans la cité H.L.M. de Montfermeil (p. 5439) ;

— *Mme Jacqueline Hoffmunn :* emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; construction de plus de 300 000 logements neufs pour 1987 (p. 5440) ;

— *M. Paul Chomat :* problème d'organisation des directions départementales de l'équipement ; évolution du nombre des agents ; élaboration d'un plan réel de participation des salariés à l'ensemble du fonctionnement de leur service ; équipement informatique ; progression des crédits de la formation professionnelle (p. 5441) ;

— *M. Vincent Porelli :* situation financière désastreuses de certains organismes d'H.L.M. ; intérêt de la fonction de gardien ; récupération des charges de gardiennage sur les locataires (p. 5441) ; baisse significative des frais de chauffage et des charges annexes au loyer (p. 5442) ;

— *M. Bruno Durieux :* stock des friches industrielles ; remboursement venant abonder le F.I.A.T. (p. 5442) ;

— *M. Martin Malvy :* problème du désenclavement du Massif central ; compensation des difficultés routières par la voie aérienne (p. 5444) ; proposition faite par le F.E.D.E.R. au niveau européen (p. 5445) ;

— *M. André Fanton :* bilan des actions menées dans les pôles de conversion mis en place en février 1984 ; utilité de la création d'un pôle de conversion pour la ville et le bassin d'emplois de Lisieux (p. 5445, 5446) ;

— *M. Jean de Lipkowski :* désenclavemet aérien, ferroviaire et routier de la Charente-Maritime (p. 5446) ;

— *Mme Muguette Jacquaint :* paiement d'un surloyer par certains locataires pour assurer une meilleure solidarité envers les personnes en difficulté ; commission des impayés aide aux accédants à la propriété en difficultés ; solution adaptée aux familles du quart monde (p. 5447) ;

— *M. Paul Mercieca* suppléé par M. Gérard Bordu : multiplication des conventionnements par les organismes d'H.L.M. ; limitation de la progression de l'aide personnalisée au logement (p. 5447, 5448) ;

— *M. Augustin Bonrepaux :* coût de construction du tunnel de Puymorens (p. 5451) ;

— M. *Gérard César :* délimitation du périmètre ; priorité à la réalisation des opérations programmées d'amélioration de l'habitat (p. 5452) ;

— *M. Claude Dhinnin :* faveur donnée à la mobilité dans le secteur de l'ancien ; utilisation des déductions fiscales ; abondance de logements vacants dans le parc d'H.L.M. du département du Nord (p. 5452) ;

— *M. Yvon Blot :* réalisation de la rocade Est de Calais ; projet ne figurant ni dans le contrat de plan, ni dans l'avenant prévu pour la période 1986-1988 ; financement de la rocade est sur les seules ressources limitées du programme général (p. 5452, 5453) ;

— *M. François Grussenmeyer :* progression des emplois salariés en Alsace ; problème de la carte des aides (p. 5453) ;

— *M. Arnaud Lepercq :* problème des emprunts souscrits par les accédants à la propriété en période d'inflation rééchelonnement des prêts ; possibilité de maintien de l'aide personnalisée au logement pendant trente-neuf mois ; refinancement de prêts complémentaires ; possibilité de changement de statut d'occupation (p. 5453).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** crédits des centres d'études techniques de l'équipement [29 octobre 1986] (p. 5459) ; effort supplémentaire en faveur des zones minières ; diminution en 1985 du montant des primes d'aménagement du territoire ; politique d'aménagement du territoire ; position nuancée de certaines régions sur la part régionale de la prime à l'aménagement du territoire (p. 5460, 5461) ; **titre IV :** utilisation de l'argent public nécessitant une plus grande transparence ; subventions accordées aux trente-huit associations départementales d'information sur le logement (p. 5462) ; efficacité des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (p. 5463) ; **état C, titre V :** situation des agences d'urbanisme passant avec l'Etat un contrat d'objectifs (p. 5466) ; **article 72 :** A.P.L. aboutissant à des différenciations fortes entre logement ancien et logement neuf (p. 5489) ; nombre de P.L.A. et de prêts locatifs intermédiaires engagés en 1987 (p. 5490) ; **après l'article 72 :** progression des primes d'amélioration à l'habitat et des moyens de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (p. 5491) ; maintien des crédits consacrés aux commissions de développement social des quartiers (p. 5492).

MELLICK (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* crédits ne permettant pas l'entretien et la restauration des voies navigables ; report des grandes liaisons Seine-Nord, Seine-Est et Rhin-Rhône ; batellerie industrielle ne pouvant trouver, faute d'un réseau aux caractéristiques européennes, un seuil de rentabilité suffisant [28 octobre 1986] (p. 5425) ; condamnation de la voie d'eau (p. 5426) ;

MENGA (Joseph)

Député de la Seine-Maritime
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 127,** posée le 18 novembre 1986 : **transports maritimes (ports)** (p. 6509, 6510) ; appelée le 21 novembre 1986 : **travail portuaire :** progression des nouvelles technologies imposant le recyclage des dockers et une réduction de la main-d'œuvre ; nécessité d'assortir les projets techniques de mesures sociales (p. 6678) ; situation au Havre ; négociation entre la C.G.T. et la direction des ports autonomes sur la restructuration (p. 6679).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : risque d'une augmentation de la surpopulation des prisons ; dispositions du code de procédure pénale étant suffisantes pour lutter contre la délinquance [1er juillet 1986] (p. 2745) ; augmentation du nombre des « faits anti-sociaux » ; autorité judiciaire étant la gardienne des libertés individuelles ; danger de l'institution de périodes de sûreté nombreuses et plus longues ; danger encouru par les personnels pénitentiaires ; signification sociale de la nature de l'emprisonnement (p. 2746).

Discussion des articles : **après l'article 1er ;** rôle des policiers ; dangers de l'extension de la procédure de comparution directe [2 juillet 1986] (p. 2779) ; **article 7 :** loi de 1983 indemnisant les victimes ; sécurité des surveillants de prison face aux détenus purgeant des peines quasi-incompressibles [2 juillet 1986] (p. 2800).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : dispositions du projet de loi tendant à créer un pseudo-sentiment de sécurité ; non respect de la sûreté personnelle ; déploiement des forces de police dans les grandes villes ; atteinte à la liberté d'aller et venir ; grands délinquants disposant toujours de « vrais faux papiers » [3 juillet 1986] (p. 2846).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : nécessité de rétablir le calme et la coexistence harmonieuse entre les diverses communautés calédoniennes ; loi du 23 août 1985 ; texte donnant le sentiment au F.L.N.K.S. que le Gouvernement de la France est revenu sur sa parole ; F.L.N.K.S. étant largement majoritaire au sein des populations mélanésiennes [8 juillet 1986] (p. 2965) ; évolution démographique de la Nouvelle-Calédonie ; déséquilibre entre Nouméa et le reste du territoire ; débat sur le racisme en Nouvelle-Calédonie ; notion de peuple kanak ; loi du 23 août 1985 ; lettre de Monseigneur André Fauchet, évêque de Troyes et président de la commission française « Justice et paix » (p. 2966).

Discussion des articles : **article 28 :** nécessité de la réforme foncière [9 juillet 1986] (p. 3018) ; reconnaissance des droits fonciers coutumiers des Mélanésiens ; exemple de Wallis-et-Futuna ; rend hommage à M. Paul Dijoud (p. 3019) ; régression apportée par le texte en matière de reconnaissance des droits fonciers étant de nature à engendrer des troubles graves ; propos de M. Roch Pidjot (p. 3020) ; suppression de l'office foncier ; sentiment du F.L.N.K.S. ; élection de M. Maurice Nenou-Pwataho « avec une majorité de voix autres que mélanésiennes » (p. 3021) ; **article 32 :** son amendement n° 28 (précisant que la rétrocession des terres prévue à cet article ne pourra être opérée qu'au profit des groupements de droit particulier local titulaire de droits fonciers coutumiers sur les terres considérées) ; objectifs des dispositions proposées par le Gouvernement pouvant permettre une « recolonisation blanche » des terres kanaks ; rejeté (p. 3024) ; **article 32 *bis* :** projet de loi laminant le processus de reconnaissance des droits fonciers ; recours des représentants des populations mélanésiennes auprès du ministre pour contester les décisions du conseil d'administration de l'agence de développement rural (p. 3025) ; **article 44 :** maintien de l'office culturel, scientifique et technique kanak (p. 3033).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'améliorer la décentralisation ; suppression de l'obligation de recourir à la représentation proportionnelle pour les conseils d'administration des centres communaux d'action sociale [11 août 1986] (p. 4200) ; rôle du commissaire de la République et du président du conseil général dans l'élaboration du schéma départemental des services sociaux et médico-sociaux ; lien entre la suppression de l'article L. 167-17-2 du code des communes et le règlement du différend entre le Sivom de Rouen et la commune de Grand-Quevilly avenir de la fonction publique territoriale (p. 4201).

Discussion des articles : **article 3** : représentation de la minorité municipale au sein du conseil d'administration d'un centre communal d'action sociale [11 août 1986] (p. 4217, 4218) ; **article 4** : conseil départemental du développement social ; importance de la consultation des professionnels, des secteurs sociaux et médico-sociaux ; exemple de son département (p. 4221).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* progression de crédits ; répression privilégiée au détriment de la prévention ; centres fermés ; disparition de celui de Juvisy en 1979 ; nombre de drogués multiplié par 10 par le ministre ; entreprise de dénigrement à l'égard de l'éducation surveillée ; demande au ministre de rappeler à l'ordre la directrice de l'éducation surveillée ; suppression de 209 emplois [27 octobre 1986] (p. 5364) ; vote hostile du groupe socialiste (p. 5365).

MERCIECA (Paul)

Député du Val-de-Marne
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder une **demi-part supplémentaire** aux contribuables mariés exerçant chacun une activité salariée et ayant au moins un enfant à charge **(n° 19)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Découpage électoral : respect de l'intégrité du territoire des communes : « charcutage » dans le Val-de-Marne ; ville de Vitry [4 juin 1986] (p. 1678) ; communes de moins de 100 000 habitants (p. 1679).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : réglementation des prix et de la concurrence ; protection des consommateurs ; équilibre des rapports entre entreprises ; lutte contre l'inflation ; stratégies mondiale et européenne du capital français ; soumission de la législation et de la réglementation françaises des prix et de la concurrence aux normes européennes ; développement des productions nationales [24 avril 1986] (p. 342) ; utilité de certaines dispositions, dont la suppression est envisagée, à la protection des consommateurs et à l'équilibre des rapports entre les entreprises ; amendement n° 26 de M. Auchedé tendant à subordonner toute modification éventuelle des ordonnances à un maintien de celles-ci sans atténuation possible (p. 357) : rejeté ; son amendement n° 28 (conditions de rémunération des actes notariés) : rejeté ; place de la démocratie dans la lutte contre l'inflation ; avis donné aux actionnaires d'une société de vins de Champagne [25 avril 1986] (p. 405) ; son amendement n° 31 (nécessité que les mesures prises par le Gouvernement s'inspirent prioritairement du souci de protéger les activités économiques jouant un rôle économique et social important pour la vie régionale et locale) ; contrôle des prix n'aboutissant pas à la démobilisation des chefs d'entreprise ; libération de la gestion des entreprises impliquant que l'on s'attache à d'autres critères d'efficacité que la masse des bénéfices distribués ; véritable efficacité se mesurant au nombre de créations d'emploi (p. 406) ; conséquences des fermetures de petites et moyennes entreprises dues à l'aiguisement de la concurrence ; nécessaire prise en compte par les agents économiques de l'intérêt social représenté par un bon niveau de l'emploi dans les communes et les régions (p. 409) : rejeté ; son amendement n° 35 (tendant à compléter le 2° alinéa de cet article par les mots « à condition que soient mises en œuvre des mesures disposant que les représentants du personnel ou les comités d'entreprise seront obligatoirement et en permanence tenus informés de la gestion de l'entreprise ») : rejeté (p. 410) ; motif de l'instauration du contrôle des prix après la guerre et de son maintien ; nécessité de démocratiser le contrôle des prix ; éventualité de la création d'une commission spéciale auprès du comité d'entreprise (p. 411) ; **article 2** : exonération de cotisations sociales représentant un manque à gagner pour les régimes de sécurité sociale ; franchissement d'un grand pas vers la fiscalisation sociale (p. 420) ; **article 4** : ses amendements n° 90, 95, 101, 109, 114, 117, 123, 127 et 129 : devenus sans objet [6 mai 1986] (p. 807) ; **article 5** : conditions dans lesquelles les entreprises concernées seront transférées du secteur public au seteur privé ; « dilapidation » du patrimoine national étant conforme aux objectifs du Gouvernement ; nécessité que l'Etat conserve une minorité de blocage ; utilisation de la dénationalisation pour alléger la dette de la France [13 mai 1986] (p. 858).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; diminution et inefficacité croissante des dépenses publiques [23 mai 1986] (p. 1113) ; choix gouvernemental de la rémunération du capital ; réduction du taux de l'impôt sur les sociétés constituant une mesure spéculative et dispendieuse ; mécanisme du report en arrière des pertes ; hypertrophie du marché obligataire ; situation des couples mariés au regard de la fiscalité mobilière ; caractère inacceptable du prélèvement de deux milliards sur les réserves facultatives de la C.A.E.C.L. ; réduction du taux d'intérêt des livrets d'épargne ; nécessaire réforme de la fiscalité et des finances locales (p. 1114) ; suppression d'emplois dans la fonction publique ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; projets du Gouvernement en matière d'impôt sur le revenu ; opposition des députés communistes à la création d'une caisse d'amortissement de la dette publique ; ressources dégagées étant utilisées à réduire l'endettement de l'Etat ; caractère néfaste de la mesure incitative au rapatriement des avoirs détenus à l'étranger ; prime gouvernementale aux fraudeurs (p. 1115) ; caractère symbolique de la taxe spéciale de 10 % ; exonération pendant trois ans des entreprises franchissant le seuil de dix salariés des contributions sur les salaires conduisant à une exonération de la participation des entreprises à la formation professionnelle (p. 1116) ; rejetée au scrutin public (p. 1117).

Discussion des articles : **article 2** : développement de la formation professionnelle continue ; lien entre l'allégement des dépenses obligatoires et l'entrée massive de stagiaires en initiation à la vie professionnelle ; nécessité d'indexer la rémunération des stagiaires sur le S.M.I.C. ; implication de l'A.F.P.A. dans les politiques régionales de formation ; financement de la formation professionnelle ; mise en œuvre d'une autre organisation du travail ; travail d'équipe ; proposition visant à réserver 10 % du temps de travail à la formation et à l'information et aux avis des salariés sur la marche de l'entreprise [26 mai 1986] (p. 1199) ; son amendement n° 146 (relèvement du taux de la participation des employeurs à l'effort de construction) ; nécessité de revenir à un taux de 0,9 % ; possibilité de construire des logements sociaux en locatif ou en accession à la propriété ; activité du B.T.P. (p. 1201) ; rejeté au scrutin public (p. 1202) ; **son rappel au règlement** : condition de discussion du collectif budgétaire par l'Assemblée nationale ; utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution [28 mai 1986] (p. 1338, 1339) ; **article 8 et état B précédemment réservés** : droit des femmes et des couples d'avoir ou non des enfants ; I.V.G. ; nombre d'avortements clandestins évités par la loi de 1975 ; existence du délit d'avortement dans certaines circonstances ; éducation sexuelle à l'école [28 mai 1986] (p. 1346) ; **article 10 et état D précédemment réservés** : annulations de crédits affectés à la promotion des droits de la femme (p. 1356) ; centres d'information des droits de la femme ; intégration des

femmes dans le monde du travail ; proposition de loi du groupe communiste de consacrer 10 % du temps de travail à la formation (p. 1357) ; **article 10 et état D précédemment réservés** : nécessité de supprimer l'article 10 (p. 1376) ; **après l'article 11** : son amendement n° 156 (suppression du système de prélèvement libératoire) ; caractère économique néfaste, socialement et fiscalement injuste du système du prélèvement libératoire ; rejeté (p. 1384).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : cas de recours au travail temporaire ; T.U.C. ; stages d'initiation à la vie professionnelle ; écarts de salaires créés par le travail intérimaire ; désindexation des salaires ; contrats de formationreconversion [2 juin 1986] (p. 1554) ; société à deux vitesses (p. 1555) ; son amendement n° 52 (cas où l'application d'une convention ou d'un accord est mise en cause dans une entreprise en raison notamment d'une fusion, d'une cession, d'une scission ou d'un changement d'activité) : rejeté [3 juin 1986] (p. 1597) ; son amendement n° 71 (possibilité pour un délégué du personnel, un délégué syndical ou un élu du comité d'entreprise de demander à l'employeur de faire cesser immédiatement la situation dangereuse) : rejeté (p. 1623) ; **article 1er** : ses amendements n° 253, 297, 329, 375, 383, 407 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723) ; **article 3** : respect des règles d'information et de consultation des représentants du personnel ; élaboration d'un plan social ; disparitions d'emplois [6 juin 1986] (p. 1890).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 153 (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté [11 juillet 1986] (p. 3181) ; **article 3** : retour en France de l'étranger ayant quitté le territoire français pendant une période de plus de douze mois consécutifs [11 juillet 1986] (p. 3212) ; mise en cause de M. Eric Raoult à propos d'un bulldozer qui a détruit un foyer de travailleurs à Saint-Maur en 1981 (p. 3213) ; **article 9** : son amendement n° 161 (de suppression) [16 juillet 1986] (p. 3314) ; rejeté au scrutin public (p. 3316).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : déréglementation des contrats de location ; « politique de cadeaux » en faveur de la grande promotion privée ; formation du contrat de location contribuant à généraliser la précarité ; article 10 constituant une véritable incitation à conclure des contrats d'un an ; risque de hausse des loyers [17 juillet 1986] (p. 3424) ; nécessité, pour une première location, qu'un niveau de loyer soit fixé par référence au voisinage ; nécessaire reconnaissance du fait associatif tant du côté des locataires que de celui des bailleurs ; attaques contre le droit au maintien dans les lieux dont bénéficiaient jusqu'à présent les locataires d'H.L.M. ; nécessité de permettre aux organismes H.L.M. de se libérer des charges indues pesant sur leur gestion ; vente des H.L.M. ; politique foncière du Gouvernement ; diminution des moyens d'action des communes (p. 3425) ; propose d'intituler le projet : « projet de loi tendant à favoriser la spéculation immobilière, à dévoyer l'institution H.L.M. et à déséquilibrer les rapports locatifs » (p. 3426) ; sa motion de renvoi en commission [17 juillet 1986] (p. 3554) ; rejetée au scrutin public (p. 3456).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : droit de déposer des amendements (p. 3460) ; proposition du groupe communiste de porter le taux de la contribution des entreprises à l'effort de construction de 0,77 à 0,9 % ; rôle des prêts du 0,77 % dans l'accession à la propriété ; effet de levier du 0,77 % ; rapport de l'inspection générale des finances constatant que le 1 % ne profite pas autant qu'il le devrait aux salariés (p. 3461) ; **article 1er** : ses observations sur les mesures gouvernementales de relance de la construction ; nécessité d'une grande politique du logement et de la réhabilitation de 200 000 logements H.L.M. ; sa proposition pour une loi de plan prévoyant la construction de 100 000 logements locatifs sociaux par an (p. 3464) ; **article 2** : communication au locataire des données lui permettant de déterminer le calcul de son loyer (p. 3470-3471) ; **article 16** : rôle de la quittance de loyer [18 juillet 1986] (p. 3518) ; imputation que fait le locataire devant s'imposer au bailleur (p. 3519) ; **article 18** : charges fiscales récupérables ; volonté du Gouvernement d'incorporer dans les charges locatives de H.L.M. les salaires liés à l'entretien des parties communes et à l'élimination des ordures ménagères (p. 3523) ; justification du décompte par nature des charges (p. 3524) ; risque d'une évaluation forfaitaire des charges (p. 3525) ; **après l'article 19** : possibilité offerte aux propriétaires de pratiquer une saisie gagerie sur le mobilier de son locataire ; origine de la mesure [21 juillet 1986] (p. 3551) bailleur ne pouvant utiliser la saisie gagerie à l'encontre de son locataire qu'après autorisation du juge (p. 3552) ; **article 9** (précédemment réservé) : durée du contrat de location ; modalités du renouvellement du bail dans la loi du 22 juin 1982 ; renouvellement n'étant, au terme du projet de loi, jamais de droit ; insuffisance de la durée d'un bail de trois ans ; renouvellement du bail à l'issue de la première période de location (p. 3560) ; **article 25** : absence de liberté de loyers pour les logements soumis à la loi de 1948, de catégorie IV, vacants ou devenus vacants [22 juillet 1986] (p. 3640) ; mention des dispositions de l'alinéa 2 de cet article sur le bail (p. 3645).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : attaques du patronat contre la protection sociale ; limites du système actuel de financement ; besoin d'assistance d'une certaine partie de la population ; gratuité des soins médicaux [24 juillet 1986] (p. 3854, 3855) ; retraite à soixante ans ; réforme du financement de la sécurité sociale (p. 3856).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 6 (réforme du mode de calcul de l'assiette de la cotisation patronale au régime de protection sociale) ; rôle économique et social des régimes de retraite ; « leurre » de la retraite par capitalisation ; rejeté au scrutin public [25 juillet 1986] (p. 3867) ; son amendement n° 7 (création d'un fonds de garantie de cotisation suppléant les employeurs défaillants dans le versement des cotisations de sécurité sociale) (p. 3869) ; rejeté au scrutin public (p. 3870) ; **article 1er** : son amendement n° 8 (de suppression) ; difficultés du régime d'assurance vieillesse (p. 3871) ; rejeté au scrutin public (p. 3872) ; **article 2** : son amendement n° 9 (de suppression) (p. 3876) ; rejeté (p. 3877) ; **article 9** : son amendement n° 10 (de suppression) (p. 3897) ; rejeté au scrutin public (p. 3898).

Explications de vote : réforme de l'assiette des cotisations sociales ; problème du paiement des dettes patronales auprès des organismes sociaux (p. 3908) ; droits acquis en matière de protection contre la maladie et la vieillesse ; élargissement de l'ouverture du droit à la retraite ; vote hostile du groupe communiste (p. 3909).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297).

Commission mixte paritaire, discussion générale : opposition du groupe communiste aux dénationalisations ; « bradage » de l'intérêt national [31 juillet 1986] (p. 3967) ; affectation du produit des privatisations ; ses observations sur les « trésors de guerre » constitués par les repreneurs éventuels (p. 3968).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : bilan de la décentralisation [11 août 1986] (p. 4190) ; mesures mises en œuvre à l'encontre des finances locales ; glissement de la charge de la fiscalité locale des entreprises vers les ménages ; coût de l'endettement des collectivités locales ; prélèvements sur la C.N.R.A.C.L. et sur la C.A.E.C.L. ; possibilité de créer au profit des investissements des collectivités locales un prélèvement sur les fonds libres des compagnies d'assurances (p. 4191).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 28 (de suppression) ; maintien de l'élection à la proportionnelle

des représentants des communes au sein des conseils d'administration des centres d'action sociales ; [11 août 1986] (p. 4218) ; rejeté au scrutin public (p. 4219) ; **article 8 *undecies*** : son amendement n° 33 (de suppression) ; autorisation des collectivités territoriales à subventionner les investissements des établissements d'enseignement privé ; relance de la querelle scolaire ; liberté de choix des familles et rôle de l'école (p. 4244) ; rejeté au scrutin public (p. 4245) ; **article 12** : son amendement n° 34 (de suppression) ; statut de la fonction publique territoriale ; interdiction de l'embauche de contractuels pour occuper des emplois permanents de la fonction publique ; rejeté (p. 4248) ; **article 14 *quater*** : centre de gestion compétent en matière d'organisation des concours de la fonction publique territoriale pour la région Ile-de-France ; problème posé par le prochain concours de recrutement d'agents des O.P.H.L.M. (p. 4253) ; **après l'article 15 A** : son amendement n° 40 (possibilité pour les communes et groupements de communes dont la population est inférieure à dix mille habitants d'opter en faveur de la première part de la D.G.E.) ; possibilité pour les communes de moins de deux mille habitants de choisir entre le taux des concours de la D.G.E. et les subventions spécifiques d'équipement ; rejeté (p. 4255).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 78 (tendant à alléger l'impôt sur le revenu d'un certain nombre de contribuables modestes dont la situation matérielle s'est fortement dégradée par la survenance d'un événement grave) [16 octobre 1986] (p. 4819) ; existence du mécanisme de report en arrière pour les entreprises ; rejeté au scrutin public (p. 4820) ; **après l'article 2** : son amendement n° 82 (tendant à rétablir l'I.G.F.) ; rejeté au scrutin public (p. 4822) ; **article 4** : déductibilité de la provision pour congés payés (p. 4866) ; son amendement n° 89 (de suppression) ; rejeté (p. 4869) ; **article 6** : son amendement n° 91 (de suppression) ; possibilité de constituer des provisions pour les implantations commerciales à l'étranger ; insuffisance des investissements des entreprises en France ; rejeté (p. 4905) ; **article 16** : allégement des droits de succession en ligne directe sur les donations de partage ; loi du 3 août 1981 visant à empêcher certains particuliers de procéder à des donations-partages afin de se prémunir contre l'imposition des grandes fortunes ; droit de succession constituant un moyen de rattraper l'évasion fiscale accumulée [17 octobre 1986] (p. 4973) ; son amendement n° 104 (de suppression) : rejeté ; **article 23** : son amendement n° 112 (tendant à supprimer le 2e alinéa II de cet article) ; rappelle le dispositif temporaire d'aide aux investissements en matière de presse mis en place en 1945 ; article 39 *bis* du code général des impôts n'ayant que l'équipement des journaux les plus riches ; rejeté (p. 4994).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* augmentation du montant des travaux pouvant être effectués sans conventionnement dans le secteur H.L.M. [28 octobre 1986] (p. 5447).

Economie, finances et privatisation. I. — Charges communes . Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **état B, titre IV** : prise en charge par les organismes bancaires de la prime d'épargne logement accordée aux souscripteurs de plans et comptes d'épargne logement ; utilisation des sommes déboursées par les contribuables en faveur du logement social ; retour au système d'exonération des taxes foncières sur les propriétés bâties [13 novembre 1986] (p. 6214).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* amputation des moyens dont dispose la direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes ; suppression d'emplois ; réduction des moyens accordés aux associations de consommateurs ; atteintes à l'Institut national de la consommation [13 novembre 1986] (p. 6264) ; devenir de l'émission télévisée *D'accord pas d'accord ;* mise en œuvre des chèques payants ; inquiétudes du personnel de l'Imprimerie nationale (p. 6265).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 59 : substitution de la valeur locative cadastrale à la valeur locative réelle dans l'appréciation des éléments du train de vie ; disposition de cet article tendant à favoriser la fiscalité des contribuables disposant de revenus non soumis à déclaration de la part de tiers [14 novembre 1986] (p. 6367, 6368).

— **Son rappel au règlement** : mobilisation des étudiants contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur [28 novembre 1986] (p. 6959).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 14** : actions caritatives du comité d'entreprise ; inopportunité de mettre sous tutelle les comités d'entreprise ; propositions du groupe communiste en matière de lutte contre la pauvreté [6 décembre 1986] (p. 7269).

Commission mixte paritaire, discussion générale : activité libérale des praticiens à temps plein des établissements d'hospitalisation publics ; signe de dégradation de l'état sanitaire de la population et d'accentuation des inégalités en matière de santé [19 décembre 1986] (p. 7946) ; Gouvernement réduisant les prestations sanitaires ; absence de mise en cause des profits de l'industrie pharmaceutique ; rôle du Parlement (p. 7947).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : plus-values fiscales ; progression de l'imposition des salariés ; annulation de crédits sur les budgets sociaux notamment [11 décembre 1986] (p. 7473) ; arrière-pensées sous-jacentes aux ouvertures de crédits proposées ; modification de la répartition du produit de la redevance sur la télévision ; problème des demandes d'acquittement sur la taxe sur les magnétoscopes parvenant après la suppression de cette même taxe ; valeur locative de l'outillage industriel pour la taxe professionnelle ; assujettissement à la taxe foncière des installations concédées par les collectivités publiques ; régime fiscal des casinos (p. 7474).

Commission mixte paritaire, discussion générale : premier collectif budgétaire aggravant les choix initiaux du Gouvernement [20 décembre 1986] (p. 7972) ; annulation de crédits dans le second collectif ; projet de loi censé prétendument améliorer les relations entre le fisc et les contribuables ; pénalisation des petits contribuables (p. 7973).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement** : regrette que le Rapporteur ne soit pas en séance [19 décembre 1986] (p. 7876) ; **son rappel au règlement** : Rapporteur ayant intégré dans son rapport l'accord collectif national d'octobre 1986 sur les conditions d'adaptation de l'emploi et les garanties sociales des salariés dans les entreprises de travaux publics ; fédération nationale des travailleurs de la construction C.G.T. n'ayant pas signé cet accord (p. 7878) ; licenciement de fin de chantier dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (p. 7882) ; situation économique du secteur des bâtiments et travaux publics (p. 7883).

MERMAZ (Louis)

Député de l'Isère
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Contrôle de l'usage des finances publiques communales** : prochain débat à l'Assemblée sur une proposition de loi sénatoriale soustrayant Paris au contrôle de la chambre régionale des comptes ; disposition déjà inscrite dans le collectif budgétaire et annulée par le Conseil constitutionnel ; nécessité accrue d'un contrôle en raison de l'importance du budget de la ville de Paris soumise depuis les lois de 1975-1976 au régime commun des collectivités locales [5 novembre 1986] (p. 5851-5852) ;

— **Politique étrangère** : nécessité de traiter globalement et sans concession l'affaire des otages français au Liban ; contention financier avec l'Iran ; devoir d'informer le Parlement de l'évolution des conditions posées par l'Iran [12 novembre 1986] (p. 6147).

INTERVENTIONS

— **Son fait personnel** : sa mise en cause à propos de l'affaire de l'O.N.A.S.E.C. lors de la séance de questions au Gouvernement ; met en cause M. André Santini, Secrétaire d'Etat aux rapatriés [25 juin 1986] (p. 2458).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.**

Discussion : caractère exceptionnel du recours à l'article 49-3 d'après l'esprit de la Constitution et les travaux préparatoires du comité consultatif ; absence d'information du Parlement ; liberté de la presse et pluralisme ; égalité des citoyens devant le suffrage universel [13 octobre 1986] (p. 4659) ; refus du Président de la République de signer deux ordonnances ; prédominance du Rassemblement pour la République ; écart de population ; représentation parlementaire de l'U.D.F., des centristes et du Front national ; compétence du Parlement pour décider de la taille des circonscriptions ; date des futures élections présidentielles (p. 4660) ; signification de la décision du Président de la République de ne pas signer les deux ordonnances ; dispositif visant à empêcher l'alternance et à assurer l'hégémonie d'un parti politique sur les institutions et sur l'Etat ; mise sur le marché d'actions d'Elf-Erap à un prix en dessous de leur valeur ; atténuation des effets du contre-choc pétrolier ; nécessité de l'organisation collective ; minoration des prérogatives présidentielles (p. 4661) ; droits du Parlement (p. 4662).

MESMIN (Georges)

Député de Paris
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1986** (n° 485) **(n° 524)** [4 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 216).**

Première lecture, discussion générale : retour aux principes libéraux ; regrette que les avantages prévus en matière de prix ou du point de vue fiscal soient réservés aux seuls nouveaux investisseurs ou aux nouveaux bailleurs ; augmentation de l'offre de logements pour peser sur les prix [17 juillet 1986] (p. 3443) ; nécessaire rétablissement d'un climat de confiance (p. 3444).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 164 (tendant à supprimer le quatrième alinéa (*c*) de cet article) ; mode de paiement du loyer ; ordre de prélèvement automatique sur le compte courant du locataire ; signature par avance de traites ou de billets à ordre ; rejeté ; son amendement n° 165 (tendant à supprimer le cinquième alinéa (*d*) de cet article ; locataires étant souvent plus riches que les propriétaires ; opportunité d'une possibilité de prélèvement des loyers directement sur le salaire dans la limite cessible [18 juillet 1986] (p. 3481) ; manque de courage des hommes politiques ; rejeté (p. 3482) ; **article 11** : son amendement n° 169 (de suppression) : rejeté (p. 3493) ; **article 15** : choix de la clause d'indexation [18 juillet 1986] (p. 3516) ; **article 17** : absence de caractère condamnable d'une revalorisation du dépôt de garantie au moment du renouvellement du bail (p. 3521) ; **article 9 (précédemment réservé)** : son amendement n° 166 : devenu sans objet [21 juillet 1986] (p. 3577) ; **article 10 (précédemment réservé)** : son amendement n° 167 (visant à rédiger ainsi le début de la première phrase du premier alinéa de cet article : « quand le locataire le demande ou quand un événement précis » (le reste sans changement) ; intérêt du locataire à conclure parfois un bail inférieur à un an ; rejeté (p. 3588) ; **article 23** : son amendement n° 170 (de suppression) [22 juillet 1986] (p. 3623) ; inopportunité des différences de longueur des périodes transitoires ; maintien de l'application de la loi de 1948 dans certains cas (p. 3624) ; rejeté (p. 3625) ; **article 25** : son amendement n° 171 (précisant que l'obligation de mettre aux normes un logement vacant, antérieurement soumis à la loi de 1948, sera constatée au moment de l'entrée du nouveau locataire dans les lieux) ; nécessité pour le locataire de demander l'amélioration du logement antérieurement soumis à la loi de 1948, au moment où commence le bail ; maintien des dispositions de la loi de 1948 pour les logements de catégorie IV [22 juillet 1986] (p. 3641) ; retiré (p. 3642) ; mise aux normes des logements antérieurement soumis à la loi de 1948 (p. 3644) ; **article 28** : son amendement n° 172 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : adopté (p. 3653) ; **article 32** : son amendement n° 175 (conditions de dédommagement du locataire d'un logement soumis à la loi de 1948 et qui a réalisé des travaux normalement à la charge du propriétaire) ; retiré (p. 3658) ; **article 58** : suppression du plafond légal de densité [23 juillet 1986] (p. 3769) ; **après l'article 59** : compatibilité entre les P.O.S. et les schémas de secteur (p. 3771) ; **article 61** : son amendement n° 74 (abrogation des articles L. 211-1 à L. 211-7, L. 212-5 et L. 213-1 à L. 213-18 du code de l'urbanisme) ; éclatement de la législation sur les problèmes urbains ; suppression des « nuisances » du droit de préemption ; exigences de certaines collectivités pour imposer la prise en charge du coût des équipements par les promoteurs ; problèmes des droits fiscaux sur les transactions (p. 3779) ; rejeté (p. 3780) **après l'article 61** : son amendement n° 75 (abrogation du chapitre II du titre 1er du livre II du code de l'urbanisme) ; retiré ; son amendement n° 76 : retiré (p. 3781).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Discussion générale :* nécessité d'introduire une sélectivité dans la diminution des subventions aux associations de protection de la nature ; stagnation des crédits des parcs nationaux ; construction du pont de l'île de Ré étant une décision fâcheuse ; autorisation de la chasse aux appelants vivants ; construction d'une route dans la région des Pyrénées peuplée d'ours [29 octobre 1986] (p. 5500, 5501).

Défense nationale. — *Discussion générale :* accroissement des dépenses d'équipement ; pourcentage actuel du P.I.B.M. consacré à la défense [12 novembre 1986] (p. 6185) ; rôle imparti à l'arme nucléaire tactique ; propos tenus par le Président de la République au camp de Caylus ; dialogue sur la défense entre les européens ; construction d'une industrie d'armement européenne ; tentation neutraliste de la R.F.A. (p. 6186).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : ouverture des crédits supplémentaires au ministère de la défense ; report de charges de l'exercice 1985 ; surcoût des opérations menées hors métropole en 1986 ; opération « Epervier » au Tchad ; maintien de l'ordre en Nouvelle-Calédonie et en Guadeloupe [11 décembre 1986] (p. 7468, 7469).

MESSMER (Pierre)

Député de la Moselle
R.P.R.
Président du groupe R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République. Président de ce groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **universités (n° 75)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à créer un **grade de directeur d'école (n° 79)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à protéger la **seconde carrière des militaires retraités (n° 127)** [15 mai 1986].

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du **statut d'interné politique** aux prisonniers civils de la province de NgheAn, détenus par le Viet-Minh entre 1946 et 1954 **(n° 520)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Budget du secrétariat d'Etat aux rapatriés : intentions du Gouvernement quant aux engagements pris envers les rapatriés [12 novembre 1986] (p. 6137).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : rejet de l'expérience socialiste s'étant manifesté dans toutes les consultations électorales depuis 1982 ; alternance s'étant effectuée sans crise de régime ; solidité et souplesse des institutions de la V^e^ République ; union du R.P.R. et de l'U.D.F. étant fondée sur un attachement commun aux mêmes valeurs ; pratique consistant pour un Gouvernement nouvellement formé à engager sa responsabilité sur une déclaration de politique générale étant juridiquement normale, historiquement courante et politiquement utile ; justification du recours aux ordonnances [9 avril 1986] (p. 145) ; importance et urgences des mesures économiques à prendre ; priorité que constitue le rétablissement du scrutin majoritaire ; modalités retenues pour le redécoupage des circonscriptions ; annonce que le groupe R.P.R. votera la confiance « sans hésitation, ni état d'âme » ; nécessité de créer dans l'opinion un choc de confiance ; nécessité d'éliminer le fléau de la nouvelle pauvreté ; nécessité pour assurer la croissance et vaincre le chômage d'en finir avec le dirigisme d'Etat (p. 146) ; nécessité de faire reculer le chômage des jeunes ; diminution des dépenses publiques ; nécessité de promouvoir la participation sous toutes ses formes ; responsabilité individuelle et collective de l'ensemble des partenaires pour sauver notre système de protection sociale ; politique agricole du Gouvernement ; nécessité d'une protection constitutionnelle explicite pour les libertés essentielles ; libération de la communication audiovisuelle ; caractère indispensable des contrôles d'identité pour la prévention et la répression de la criminalité ; lutte contre le terrorisme imposant le rétablissement d'une procédure et d'une juridiction spécialisées ; déclin démographique du pays ; mise en œuvre d'une politique claire et humaine de l'immigration ; acquisition de la nationalité française ne devant pas résulter de mécanismes automatiques ; nécessité du libre choix de l'école ; encouragement de la responsabilité des établissements scolaires (p. 147) ; respect du statut des départements du territoire d'outre-mer aussi longtemps que les populations manifestent leur volonté de rester françaises ; nécessité d'un effort accru des armées sur elles-mêmes ; recherche d'un nouveau type de coopération avec les pays sous-développés ; détermination et unanimité du groupe du Rassemblement pour la République (p. 148).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : rythme de dépôt des motions de censure [28 juillet 1986] (p. 3928) ; refus du Président de la République de signer le projet d'ordonnance sur les privatisations ; contradiction entre l'extension du secteur étatisé et l'efficacité économique ; risque pris par le Président de la République de faire perdre à sa fonction une partie de son autorité (p. 3929) ; possibilité de donner des conditions préférentielles de participation au personnel des entreprises dénationalisées ; participations étrangères dans le capital des entreprises privatisées (p. 3930) ; rôle du peuple dans le règlement des conflits politiques ; exemple de la crise du 16 mai 1877 (p. 3931).

— Déclaration du Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme et débat sur cette déclaration.

Discussion : attentats ayant pour objectif avoué d'amener le Gouvernement à infléchir sa politique étrangère ; politique de la France ne devant pas être dictée par l'étranger ; loi du 2 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme ; exemption ou réduction de peine pour les repentis empêchant un acte terroriste d'être commis ou aidant à l'arrestation de leurs complices [8 octobre 1986] (p. 4453) ; indemnisation des victimes ; rétablissement des visas d'entrée pour les étrangers autres que les ressortissants des pays de la Communauté européenne et de la Suisse ; inopportunité que la recrudescence relance le débat sur la peine de mort ; nécessité de prendre des sanctions contre les gouvernements étrangers s'avérant avoir dirigé ou aidé des mouvements terroristes (p. 4454).

MESTRE (Philippe)

Député de la Vendée
U.D.F.
Vice-président de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 69).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président

— Lors de la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7) :

Propose de rectifier l'amendement n° 170 de M. Robert-André Vivien [25 avril 1986] (p. 410).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Stirbois ; contenu des rappels au règlement ; délégations de vote [28 avril 1986] (p. 476).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : explique pourquoi il a refusé la parole à M. Gérard Collomb [29 avril 1986] (p. 596).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Descaves : explique pourquoi il a refusé la parole à M. Pierre Descaves [5 mai 1986] (p. 708).

Répond au rappel au règlement de Philippe Bassinet : procédure des demandes de scrutins publics [6 mai 1986] (p. 739).

— Lors de la discussion du projet de loi de finances rectivicative de 1986 (n° 9) :

Répond au rappel au règlement de Bruno Gollnisch : pouvoir du Gouvernement en matière de fixation de l'ordre du jour ; sa décision de poursuivre la séance [28 mai 1986] (p. 1402).

Répond au rappel au règlement de Bruno Gollnisch : annonce un scrutin public sur sa demande de suspension de séance [28 mai 1986] (p. 1404).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Claude Martinez : se refuse à « arrêter les pendules » [28 mai 1986] (p. 1405).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : ses pouvoirs en matière de fixation de la durée des suspensions de séance [28 mai 1986] (p. 1406).

Répond au rappel au règlement de M. Christian Goux : son refus d'accorder des suspensions de séance successives et répétitives [28 mai 1986] (p. 1409).

— **Annonce** la clôture de la session extraordinaire [12 août 1986] (p. 4316).

— Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) :

Répond au rappel au règlement de M. Raymond Douyère : rappels au règlement n'étant pas destiné à répondre aux mises en causes personnelles [15 octobre 1986] (p. 4752).

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Roger-Machart : contenu de l'article 95 du règlement [16 octobre 1986] (p. 4827).

Refuse la parole à M. Charles de Chambrun contenu d'un rappel au règlement ; précise qu'il vient de donner la parole pour un rappel au règlement à un représentant de chaque groupe [24 octobre 1986] (p. 5933).

Répond au rappel au règlement de M. François Bachelot : impossibilité de donner la parole pour un rappel au règlement après l'annonce d'un scrutin public [6 novembre 1986] (p. 5962).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : précise qu'il ne peut lui être demandé d'inviter le président de la commission des lois à examiner la proposition de résolution de M. Pierre Joxe [5 décembre 1986] (p. 7112).

Répond aux rappels au règlement de M. Guy Ducoloné : Assemblée nationale ayant déjà suspendu sa séance en signe de deuil à l'initiative de son président [8 décembre 1986] (p. 7299, 7300).

— Lors de la discussion du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'état (n° 189) :

Répond au rappel au règlement de M. Louis Mexandeau ; contenu du rappel au règlement ; gouvernement prenant la parole quand il le veut [18 décembre 1986] (p. 7795).

— Lors de la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur la réforme des procédures de licenciement (n° 598) :

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : annonce qu'il est saisi d'une demande de vérification de quorum préalable au vote sur l'exception d'irrecevabilité ; annonce à l'Assemblée que le quorum n'est pas atteint ; lève la séance [19 décembre 1986] (p. 7864).

Sur la demande de vérification du quorum de M. André Lajoinie : disposition de l'article 61 du règlement ne pouvant mettre en échec les prérogatives du Gouvernement en matière d'ordre du jour prioritaire ; impossibilité de procéder au cours d'un même débat, le même jour, à une vérification du quorum sur chacun des votes susceptibles d'intervenir [19 décembre 1986] (p. 7874).

Répond au reppel au règlement de M. Pierre Joxe : ses observations [19 décembre 1986] (p. 7876).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : amendement sur le texte de la C.M.P. venant d'être mis en distribution [19 décembre 1986] (p. 7877).

Répond au rappel au règlement de M. François Loncle : proposé de continuer la discussion générale du texte dont est saisie l'Assemblée avant de satisfaire une demande de suspension de séance motivée par un texte n'étant pas encore en discussion [19 décembre 1986] (p. 7878).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : souhaite accorder une suspension de séance à l'issue du débat en cours [19 décembre 1986] (p. 7891).

— Lors de la discussion des conclusions de la commission mixte paritaire du projet de loi portant sur diverses mesures d'ordre social (n° 597) :

Sur la motion tendant à réunir l'Assemblée en comité secret de M. Philippe Bassinet ; ses observations [19 décembre 1986] (p. 7902) ; irrecevabilité de cette demande en raison de l'insuffisance du nombre de signataires (p. 7906).

Retire la parole à M. Gérard Fuchs [19 décembre 1986] (p. 7920).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : conditions dans lesquelles il a invité un orateur à conclure ; saisine du bureau de cet incident [19 décembre 1986] (p. 7922).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : demande du groupe socialiste de vérification du quorum avant le vote sur la question préalable ; suspend la séance ; annonce que le quorum n'est pas atteint [19 décembre 1986] (p. 7934).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : recevabilité des amendements [19 décembre 1986] (p. 7947, 7948).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : conditions d'exercice du vote personnel [19 décembre 1986] (p. 7950).

METAIS (Pierre)

Député de la Vendée
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : fonctionnement des offices ; évaluation du revenu agricole ; composition du Conseil supérieur d'orientation ; aménagement du milieu rural ; amélioration de la voirie rurale ; intérêt des offices [7 octobre 1986] (p. 4397-4398).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* remplacé par M. André Lejeune : diminution de la taxe sur le foncier non bâti et création d'une dotation spécifique agricole semblable à celle des communes touristiques [30 octobre 1986] (p. 5574).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* principales mesures des précédents Gouvernements concernant la lutte contre la pauvreté [5 novembre 1986] (p. 5898) ; absence de reconduction du plan d'urgence ; mesures prises dans le budget ne permettant pas de lutter plus efficacement contre la pauvreté et la précarité (p. 5899).

METZINGER (Charles)

Député de la Moselle
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du comité de liaison pour le transport de personnes handicapées [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Information gouvernementale en matière de radioactivité : manque d'autorité du Gouvernement face à la rétention de l'information ; diminution des crédits affectés au service central de protection contre les rayons ionisants ; situation des départements proches de la R.F.A. ; déclaration du ministre de l'agriculture sur l'absence de retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl en territoire français et l'inutilité des mesures de surveillance prises par certains Etats européens ; délai de publication des informations [14 mai 1986] (p. 904).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : allégement des charges sociales et fiscales dans les zones où la situation de l'emploi est particulièrement grave ; paradoxe pour les libéraux à faire intervenir l'Etat et son budget en faveur des entreprises ; fragilisation de la protection des salariés ; caractère peu explicite des mesures que le Gouvernement se propose de prendre ; défiscalisation des sommes versées au titre du 0,1 % de la taxe d'apprentissage et du 0,2 % de la formation continue [23 avril 1986] (p. 305) ; projet mettant les salariés en situation de dépendance accrue ; distinction entre les accords d'entreprise et les accords de branche (p. 306).

Discussion des articles : **article 4 :** Société marseillaise de Crédit ; signature d'un contrat de plan entre cet établissement et l'Etat [6 mai 1986] (p. 798).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et Communication. Culture. — *Discussion générale :* tendance au désengagement de l'Etat ; réduction des crédits pour les grands travaux ; baisse des crédits de la direction du théâtre et des spectacles ; transfert des moyens de l'ancienne direction du développement culturel ; abandon de la priorité nationale donnée à la culture [23 octobre 1986] (p. 5222).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** son amendement n° 63 (réduction de crédits) : rejeté (p. 5241) ; **titre IV :** son amendement n° 65 (réduction de crédits) : rejeté (p. 5243) ; **Etat C, titre V :** son amendement n° 71 (réduction de crédits) (p. 5246) ; rejeté (p. 5247).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale. Questions :* insuffisance des crédits du ministère ; déclaration de M. Philippe de Villiers concernant les radios décentralisées du service public [14 novembre 1986] (p. 6315).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au Conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : création d'un vide juridique par l'adoption de la loi du 3 juillet ; absence d'autorité arbitrale chargée de contrôler l'exécution du plan social ; formation professionnelle de reclassement [8 décembre 1986] (p. 7343) ; nécessité d'amender le texte (p. 7344).

MEXANDEAU (Louis)

Député du Calvados
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 18 juin 1986] (p. 7568).

Membre de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Roland Dumas : Déclaration du ministre de l'intérieur : déclaration de M. Charles Pasqua à la radio selon laquelle le Front populaire avait conduit à la défaite, M. Léon Blum étant l'agent de cette dernière [21 mai 1986] (p. 990).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** situation des entreprises de matériels de télécommunications en France ; produits concernés étant pour leur plus grande part achetés au moyen de commandes publiques et mis au point par la recherche publique ; exportation de matériels de télécommunication [30 avril 1986] (p. 647) ; possibilité de concilier le service public et l'efficacité ; absence de tutelle terroriste du ministère sur les grands producteurs de matériels de télécommunication ; privatisation visant à satisfaire un certain nombre de « grands prédateurs » d'origine française ou étrangère (p. 648).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** assimilation du parti socialiste à Marcel Déat ou du parti communiste à Jacques Doriot n'ayant rien à voir avec la vérité historique [3 juin 1986] (p. 1638) ; rôle joué par le parti socialiste dans la Résistance ; regrette que le Gouvernement ait donné le signal à des débordements historiques (p. 1639).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 : précédemment réservé :** « M. Léotard a un mandat impératif de M. Hersant ! » [17 juin 1986] (p. 2281) ; **article 19 :** contexte historique dans lequel a été élaborée l'ordonnance du 26 août 1944 [18 juin 1986] (p. 2345) ; attitude de *Gringoire* et de *Je suis partout* pendant l'occupation ; ses observations sur le comportement de M. François Léotard (p. 2346) ; **amendements précédemment réservés :** reprend l'amendement n° 305 de M. François d'Aubert (compétence de l'autorité délivrant l'autorisation d'usage d'une fréquence de radio ou de télévision pour faire respecter les règles de pluralismes à une entreprise édictrice) ; liberté des ondes ; rejeté (p. 2353).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : productivité et innovation à la D.G.T. ; exemple de la télématique [5 août 1986] (p. 4045) ; avenir du secteur des télécommunications ; insuffisance des débats en commission et en séance justifiant le renvoi du texte à la session d'automne ; nécessité de recommencer le débat sur la presse écrite pour faire une loi multimédia (p. 4067) ; critères d'une politique des télécommunications : prise en compte de l'intérêt national et pérennité du service public ; monopole partiel des P.T.T., de la D.G.T. et de T.D.F. ; rôle de la maîtrise de la D.G.T. sur la construction et la gestion des réseaux dans la réussite du téléphone en France ; rôle des P.T.T. dans la conduite de la filière électronique ; nécessité de l'inter-

vention économique de l'Etat pour suppléer le manque de « capitaines d'industrie » ; secteur des autocommutateurs et de la bureautique ; plan télématique (p. 4068) ; plan câble ; substitution de la C.N.C.L. aux droits du Parlement ; privatisation de TF1 (p. 4069) ; faibles créations d'emplois dans le secteur de la communication ; échec de la déréglementation des télécommunications aux Etats-Unis (p. 4070) ; affectation du produit de l'augmentation de la taxe de base de 1984 à la filière électronique (p. 4089, 4090).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **article 7 :** remise en cause du plan câble ; caractère « monstrueux » de la C.N.C.L. ; nécessité de limiter les moyens budgétaires de cet organisme [12 août 1986] (p. 4301).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : sa saisine du Conseil d'Etat ; modalités du découpage dans le Calvados [13 octobre 1986] (p. 4671) ; écarts de population ; caractère partisan du découpage ; tracé artificiel de certaines nouvelles circonscriptions (p. 4672) ; vote de la censure par le groupe socialiste (p. 4673).

— Projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372).

Commission mixte paritaire, discussion générale : imperfection du découpage ; non respect des anciennes circonscriptions et des pays naturels ; rôle de la commission des Sages. [22 octobre 1986] (p. 5146).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* effort d'investissement de la poste ; importance des bureaux de poste ruraux ; exacerbation de la convoitise sur le secteur financier de la poste [31 octobre 1986] (p. 5652) ; réduction d'effectifs ; risque d'un recours accru à la sous-traitance ; situation de la filière électronique ; intérêt du plan câble ; rôle de la direction générale des télécommunications ; assujettissement des télécommunications à la T.V.A. (p. 5653) ; évolution des effectifs de la poste en 1981, 1982 (p. 5663).

Examen des crédits : **article 40 :** son amendement n° 94 (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de cet article de 1 milliard de francs) ; déséquilibre dans l'affectation des crédits d'investissement de la direction générale des télécommunications ; intérêt et financement du plan câble (p. 5670) ; possibilité de concevoir un système mixte ; rejeté (p. 5671).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement :** absence de réponse de M. Alain Devaquet aux questions posées sur des points précis ; comportement inconvenant du ministre, refusant de se laisser interrompre par d'anciens ministres [4 novembre 1986] (p. 5787, 5788).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** intérêt du rapport du Conseil économique et social ; estime que le texte du projet de loi a été insuffisamment étudié [28 novembre 1986] (p. 6970) ; opportunité de retirer le projet (p. 6971).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'Inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3 :** propos tenus par le ministre sur les conditions de nomination au tour extérieur dans les corps de l'inspection générale [3 décembre 1986] (p. 7077) ; problème de la composition des comités de sélection ; cas de la commission théoriquement chargée d'assurer en toute indépendance le choix des présidents de chaîne de télévision (p. 7078) ; suppression de la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration ; conditions de création de l'Ecole nationale d'administration ; faveur donnée au recrutement des étudiants libres (p. 7080).

— Son rappel au règlement : allégement de l'ordre du jour de la fin de session ; hypothèse de débats généraux sur l'évolution de la société française [9 décembre 1986] (p. 7414).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** surcoût des opérations extérieures de 1986 ; débat au printemps sur l'existence d'un trou dans le budget de la défense [11 décembre 1986] (p. 7509) ; financement du surcoût des opérations extérieures ; augmentation des stocks de carburant en 1986 (p. 7510) ; **article 6 :** prélèvement supplémentaire sur le budget annexe des P.T.T. ; rôle du ministère de l'industrie et du ministère des P.T.T. dans la conduite de la filière électronique (p. 7511) ; besoins d'investissement des P.T.T. et de la D.G.T. ; plan câble ; fermeture de l'usine de fibre optique du Cateau ; sa proposition de contractualisation des prélèvements du budget général sur le budget annexe des P.T.T. (p. 7512) ; son amendement n° 15 (tendant à réduire les crédits de paiement sur le budget des Postes et Télécommunications) ; prélèvements budgétaires sur le budget annexe de P.T.T. ; résultats d'exploitation de la branche Telecom ; existence de prélèvements similaires en R.F.A. ; rapprochement de l'informatique et des télécommunications ; exemples d'I.B.M. et d'A.T.T. ; rôle des P. et T. dans la filière électronique ; sa proposition d'affectation des prélèvements du budget général aux industries des programmes ; séparation des comptes des télécommunications et de la poste (p. 7515) ; plan câble (p. 7516) ; rejet de l'amendement n° 15 (p. 7517).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** désaisissement des jurys populaires pour certaines causes constituant un recul du droit et de la démocratie ; augmentation du nombre des jurés [18 décembre 1986] (p. 7793) ; **son rappel au règlement :** opportunité que le garde des sceaux reprenne la parole après le vote ; espère que la volonté de tous de lutter contre le terrorisme est unanime (p. 7795).

— Son rappel au règlement : organisation des travaux ; incertitude du Gouvernement et indécision quant à la tenue d'une session extraordinaire du Parlement à partir du mois de janvier [18 décembre 1986] (p. 7806).

MICAUX (Pierre)

Député de l'Aube
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Membre du conseil supérieur de l'électricité et du gaz [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 66) tendant à adapter certaines dispositions fiscales et juridiques du métayage et du fermage viticoles [9 octobre 1986] (p. 4560).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (départements et territoires d'outre-mer [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 468 du Code de la sécurité sociale et relative à **l'assurance contre certains accidents du travail (n° 119)** [15 mai 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome III : **départements et territoires d'outre-mer (n° 400)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à instaurer cinq **cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la peine de mort (n° 507)** [4 décembre 1986].

Proposition de loi relative à l'élargissement du domaine d'application de l'échelonnement du revenu exceptionnel aux professions imposées dans la catégorie des **bénéfices non commerciaux (n° 581)** [18 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** légitimité de l'interdiction de toute activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle au locataire [18 juillet 1986] (p. 3483) ; **article 7 :** dommages causés par des actes de sabotage au propriétaire et au locataire (p. 3489) ; **article 11 :** nécessaire prise en considération de la situation du locataire confronté à un cas de force majeure tel que la perte de son emploi (p. 3493) ; **article 56 :** accès à la propriété des locataires H.L.M. [23 juillet 1986] (p. 3732, 3733).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* rôle du secteur de l'artisanat et du commerce dans la lutte pour l'emploi ; nécessité de la liberté des prix ; élaboration d'un nouveau droit de la concurrence ; urbanisme commercial ; effet nocif des seuils sociaux et fiscaux ; poids des prélèvements obligatoires ; effort en faveur de la formation des commerçants et artisans [21 octobre 1986] (p. 5089) ; retraite des commerçants et artisans (p. 5090).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : priorité exceptionnelle dont bénéficie le budget des D.O.M.-T.O.M. ; situation de l'agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. [8 novembre 1986] (p. 6075) ; nécessaire développement du tourisme dans les D.O.M.-T.O.M. passant par la promotion de leur potentiel en direction de l'Amérique du Nord et de l'Europe ; création d'un observatoire de la desserte des D.O.M.-T.O.M. ; effort réservé aux infrastructures routières et portuaires en Guyane (p. 6076).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** ses observations [19 novembre 1986] (p. 6577) ; rappelle que la majorité parlementaire a été élue en affirmant notamment le caractère trop élevé des charges des entreprises (p. 6579) ; budgétisation des allocations familiales (p. 6580).

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargée de la francophonie

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la francophonie (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. *Discussion générale :* crédits du commissariat général de la langue française ; action prioritaire en matière de francophonie ; soutien aux manifestations populaires ; ouverture des centres d'échanges et de rencontre d'expression francophone ; aide aux associations ; suivi du sommet francophone [24 octobre 1986] (p. 5287) ; mesures pratiques de resserrement des liens entre les pays francophones ; Agence internationale d'images francophones — A.I.T.V. (p. 5288).

Francophonie. *Discussion générale :* diffusion du livre et de la presse française à l'étranger [24 octobre 1986] (p. 5312) ; rôle de R.F.O. ; développement de l'Agence internationale d'images A.I.T.V. (p. 5313).

MICHEL (Claude)

Député de l'Eure
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre les compétences du Comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, Côtes du Ventoux, Côteaux du Tricastin et modifiant les lois n° 79-532 du 4 juillet 1979 et n° 55-1535 du 28 novembre 1955 (n° 279) [13 novembre 1986] (p. 6308).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 273) relative à l'appellation d'origine « Olives de Nyons » ou « Olives noires de Nyons » et « Huile d'olive de Nyons » [18 décembre 1986] (p. 7834).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre les compétences du **Comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, Côtes du Ventoux, Coteaux du Tricastin** et modifiant les lois n° 79-532 du 4 juillet 1979 et n° 55-1535 du 28 novembre 1955 **(n° 279)** [17 juillet 1986].

MICHEL (Jean-François)

Député de l'Ardèche
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du conseil national de la montagne [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

Raporteur du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [21 ovembre 1986] (p. 6717).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 452-4 du **code de la sécurité sociale** afin d'autoriser l'assurance des petits employeurs contre leur propre **faute inexcusable** et tendant au partage des responsabilités en cas de faute inexcusable non prouvée **(n° 325)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à instaurer une **taxe d'entretien des sites classés (n° 385)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 483) portant **diverses mesures d'ordre social (n° 494)** [26 novembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **diverses mesures d'ordre social (n° 597)** [18 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* correction de l'inéquité fiscale pénalisant les couples mariés au détriment des couples non mariés ; prise en compte de la nécessité de rendre plus neutre le choix de la mère de famille entre la poursuite d'une activité professionnelle et l'éducation à plein temps de ses enfants ; nécessaire développement de nouveaux emplois dans le domaine de l'aide familiale et éducative ; information des familles : demande la fiscalisation des cotisations destinées à la caisse nationale d'assurance familiale ; caractère trop dispersé des interventions en faveur de la famille [5 novembre 1986] (p. 5899) ; incidence financière de la venue du troisième enfant (p. 5900).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : déclin démographique [18 novembre 1986] (p. 6495) ; mesures fiscales en faveur de la famille ; importance du troisième enfant ; mesures prises en R.D.A. ; travail des femmes ; allocation parentale d'éducation ; suppression de la prime de déménagement et des prêts aux jeunes ménages ; statut et retraite de la mère de famille ; sa proposition de verser l'A.P.E. sans condition de revenu et de travail ; retraite des femmes d'agriculteurs et d'artisans ; problème de la procréation artificielle et du statut de l'embryon ; remboursement de l'I.V.G. ; utilisation des excédents des C.A.F. (p. 6496).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : caractère hétérogène du projet de loi [5 décembre 1986] (p. 7144) ; fixation de conditions de résidence sur le territoire français pour l'allocation spéciale, l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité et l'allocation aux adultes handicapés ; droits sociaux des populations immigrées ; création d'un régime d'assurance vieillesse volontaire au profit des marins français embarqués à bord de navires battant pavillon étranger et au profit des marins étrangers autorisés à embarquer sous pavillon français ; procédure d'agrément et d'extension des accords de retraite complémentaire et de prévoyance ; prise en charge par l'Etat de la moitié de la cotisation normale d'assurance maladie due par les correspondants locaux non salariés de la presse régionale ; modulation du forfait hospitalier ; situation dans le secteur psychiatrique (p. 7145) ; nécessité de tenir compte des séjours de longue durée que certains malades sont contraints d'effectuer dans des services de réanimation ; suppression de la franchise postale pour les correspondances avec la sécurité sociale ; nécessité de donner des instructions adéquates afin que les caisses nationales et les caisses primaires n'invoquent pas l'insuffisance d'affranchissement pour retourner les dossiers ; lutte contre les insectes constituant une menace pour la population ; autorisation de la publicité pour les préservatifs masculins ; nécessité d'une vaste campagne concernant la contraception, la prophylaxie et le traitement du S.I.D.A. ; assouplissement de la tutelle sur les marchés passés par l'administration de l'assistance publique à Paris ; prolongation au-delà du 31 décembre 1986 du droit à l'exercice d'une activité libérale dans les établissements publics hospitaliers (p. 7146) ; contrôle sur la publicité pharmaceutique ; nécessité d'éviter une double représentation des représentants du personnel au conseil d'administration et de surveillance des sociétés commerciales ; suppression de l'inamovibilité des personnalités compétentes siégeant dans les conseils d'administration des entreprises publiques ; facilités données à l'administration pour réprimer le travail clandestin ; requalification du travail clandestin ; fiscalité des personnes âgées ou handicapées employant une aide à domicile ; prévention des accidents du travail suppression de l'interdiction pour les artisans de s'assurer contre une faute inexcusable (p. 7147) ; demande que l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bachelot soit rejetée (p. 7155) ; s'oppose à l'adoption de la question préalable opposée par M. Michel de Rostolan (p. 7157-7158) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission déposée par M. François Bachelot (p. 7188).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : ses observations [6 décembre 1986] (p. 7196) ; ses observations (p. 7202) ; politique en faveur des veuves (p. 7203) ; fonctionnement des fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille (p. 7204) ; **article 1er** : ses observations (p. 7218) ; inopportunité d'introduire une condition de nationalité pour les allocations contributives (p. 7219) ; **article 6** : frais actuellement à la charge des particuliers pouvant être plus ou moins importants selon le service dans lequel ils sont hospitalisés ; opportunité d'une modulation en fonction de la catégorie de l'établissement (p. 7223) ; **article 7** : son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté (p. 7225) ; **après l'article 7** : ses observations (p. 7226-7227) ; responsabilité des caisses de sécurité sociale en cas de retard dans le versement des prestations d'assurance maladie en espèces (p. 7228) ; ses observations (p. 7229) ; cas dans lesquels un malade relevant de l'aide sociale peut être hospitalisé dans un établissement privé ; sa proposition de rectification de l'amendement n° 21 de M. Bernard-Claude Savy (p. 7230) ; **article 8** : modalités de la lutte antivectorielle (p. 7234) ; **article 9** : ses observations (p. 7254) ; son amendement n° 8 (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article à supprimer les mots « en tant que moyen de prévention contre les maladies transmises par voie sexuelle ») ; nécessité de ne pas désigner le preservatif masculin comme un moyen prophylactique ou de lutte contre le S.I.D.A. (p. 7255) ; rejeté ; son amendement n° 9 (tendant à supprimer le paragraphe IV de cet article) ; soumission de la publicité sur les préservatifs aux règles applicables à la publicité des produits pharmaceutiques contrôle de cette publicité ; rejeté (p. 7256) ; **article 10** : choix du Gouvernement de supprimer l'une des tutelles pesant sur l'assistance publique de Paris (p. 7261) ; **article 11** : suppression du secteur privé d'hospitalisation ayant conduit l'hôpital public à se replier sur lui-même (p. 7262) ; **après l'article 11** : ses observations (p. 7264) ; **après l'article 12** : organisation de l'ordre des médecins (p. 7265) ; ses observations (p. 7266) ; **article 14** : démocratisation des conseils des entreprises et établissements publics ; personnes nommées par décret devant pouvoir être également révoquées par décret (p. 7268) ; **après**

l'article 14 : son amendement n° 10 (conditions dans lesquelles le comité d'entreprise peut contribuer sur ses fonds propres au financement d'actions de solidarité) ; opportunité pour le comité d'entreprise de participer à certaines actions à caractère caritatif ou en faveur de salariés licenciés ou en situation difficile (p. 7269) ; rejeté (p. 7270) ; **article 15** : son amendement n° 12 (tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de l'article L. 324-9 du code du travail par les mots « ainsi que la publicité par quelque moyen que ce soit pour les services d'un travailleur clandestin ») ; nécessité d'interdire la publicité directe ou indirecte en faveur du travail clandestin ; adopté après modification ; son amendement n° 70, à titre personnel (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer aux mots « n'a pas satisfait » les mots « s'est soustrait intentionnellement ») ; inopportunité de réprimer les activités occasionnelles, familiales ou de voisinage ; adopté ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté (p. 7271) ; **après l'article 15** : son amendement n° 13 (tendant aux cinquième et sixième alinéas de l'article L. 452-2 du code de la sécurité sociale à remplacer les mots « cotisation supplémentaire » par les mots « cotisation complémentaire ») (p. 7272) ; adopté après modification (p. 7275) ; opportunité de doter de la personnalité morale les commissions nationales et régionales destinées à représenter les conseils juridiques (p. 7279).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : procédure suivie pour l'adoption du projet [19 décembre 1986] (p. 7902) articles ayant fait l'objet de corrections ou d'améliorations de la part du Sénat ; article additionnel inséré par le Sénat (p. 7903) ; activité libérale à l'hôpital public ; rôle des associations intermédiaires ; surveillance des mineurs placés hors du domicile parental (p. 7904) ; conditions de surveillance des enfants accueillis en centres de vacances devant être fixées en conseil d'Etat (p. 7905) ; caractère recevable de l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 7948).

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 70).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Respect des libertés individuelles** : mineurs retenus dans des locaux de police sans que l'on avertisse leurs parents ; incidents récents qui se sont produits pendant des opérations de police ; portée de la décision du ministre de l'intérieur de « couvrir » les fonctionnaires de police [4 juin 1986] (p. 1682).

— **Loi électorale** : application de l'article 49-3 de la Constitution au texte d'une commission mixte paritaire reprenant sans modification le projet de délimitation des circonscriptions électorales adopté en première lecture ; procédure choisie faute de majorité pour voter le texte [22 octobre 1986] (p. 5133) ; ni débat, ni vote sur cette loi électorale ; pas de motion de censure socialiste mais recours devant le Conseil constitutionnel (p. 5134).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

Lors de la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7) :

Ses observations sur les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 169 rectifié, de M. Robert-André Vivien [24 avril 1986] (p. 363).

Affirme qu'il ne doute pas que M. Jacques Farran ait commis un lapsus et qu'il s'exprime « en tant que député de la nation » (p. 365).

Ses observations sur la durée de l'intervention de M. Le Garrec (p. 366).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Henri Bouvet (p. 369).

Rappelle les conditions de discussion des articles [7 mai 1986] (p. 848).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : nécessité de veiller à ce que le rapporteur s'exprime au nom de la commission et sur des sujets qui intéressent celle-ci [7 mai 1986] (p. 846).

Rappelle les conditions de discussion des articles (p. 848).

Refuse la parole à M. Christian Goux (p. 848).

Lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) :

Répond au rappel au règlement de M. Jean Jarosz : refuse de lui donner la parole pour répondre au Gouvernement [28 mai 1986] (p. 1349).

Répond au rappel au règlement de M. Jean Jarosz : autorisation donnée à un orateur de répondre, à titre exceptionnel, à la commission ou au Gouvernement (p. 1350).

Indique à M. Jacques Roger-Machart qu'il aurait eu plus de temps pour exposer les problèmes de l'usine de la Cellulose du Rhône et d'Aquitaine de Saint-Gaudens à l'occasion d'une question orale sans débat (p. 1352).

Affirme qu'il saisira la conférence des présidents à propos des remarques de M. André Fanton concernant sa façon de présider (p. 1377).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch : règle de vote sur les amendements (p. 1380).

Répond au rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch : discussion commune de deux amendements (p. 1381).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109) :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Auroux : Indique à M. Jean Auroux que le vote sur l'article 1er sera réservé jusqu'à la fin de l'examen du texte après l'article 5 [4 juin 1986] (p. 1725).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Giard : rappelle que le vote sur l'article 1er ne pourra être réservé que lorsque l'Assemblée aura examiné les amendements restant en discussion (p. 1726).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Paul Chomat : demande de M. Paul Chomat aboutissant à mettre en échec les droits que le règlement reconnaît au Gouvernement (p. 1726).

Refuse que la séance reprenne à trois heures dix du matin ; rappelle que c'est à la demande du Gouvernement que la conférence des présidents a accepté que les séances du mardi 3 et du mercredi 4 juin 1986 soient prolongées jusqu'à trois heures du matin ; conditions de travail de l'Assemblée ; présidence de l'Assemblée ne devant pas polémiquer avec le Gouvernement ; vérification du quorum ne constituant pas un artifice mais un moyen de procédure ; notion de reprise de la séance (p. 1727).

Rappelle la distinction des interventions en séance publique et en commission [5 juin 1986] (p. 1743) ; menace M. François Bachelot de lui couper la parole s'il ne modère pas ses propos ; ses observations sur l'incident provoqué par M. François Bachelot (p. 1747) ; menace de faire application des articles 70 et suivants du règlement de l'Assemblée nationale si certains termes employés lors des débats étaient de nouveau prononcés (p. 1748) ; demande à M. Michel Coffineau de ne pas interpeller ses collègues (p. 1741).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Descaves : personnel de l'Assemblée étant à la disposition des députés quelles que soient les émissions de télévision ; existence « dans cette maison de traditions qui font que certaines choses sont meilleures à faire qu'à dire » (p. 1763).

Lors de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98) :

Rappelle que les amendements proposant une rédaction globale de l'article doivent obligatoirement être soumis à une discussion commune [16 juin 1986] (p. 2200).

Fait part à l'Assemblée d'une modification de l'ordre du jour prioritaire [30 juin 1986] (p. 2657).

Constate la clôture de la seconde session ordinaire de 1985-1986 [30 juin 1986] (p. 2689).

Rappelle à M. Georges Hage que lui seul peut autoriser un orateur à l'interrompre [3 juillet 1986] (p. 2833).

Propose de prolonger la séance (p. 2851).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : rappel au règlement ne s'adressant pas à la présidence [9 juillet 1986] (p. 3047).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Toubon : rappel au règlement ne s'adressant pas à la présidence [9 juillet 1986] (p. 3048).

Lors de la discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200) :

Observe que M. Jean-Marie Bockel se conforme au règlement qui interdit de lire un discours [9 juillet 1986] (p. 3060).

Suspend la séance afin, de manifester l'émotion et la réprobation de l'Assemblée face à un attentat commis contre les forces de police ; fait observer à M. Pierre Mazeaud que le président de séance est mieux qualifié que le rapporteur de la commission des lois pour associer l'Assemblée à l'émotion exprimée par le ministre de l'intérieur à propos d'un attentat dans les locaux de la police judiciaire (p. 3065).

Demande à l'Assemblée d'observer une minute de silence en raison de l'attentat commis dans les locaux de la police judiciaire (p. 3065).

Fait observer à M. Jacques Toubon qu'il doit faire valoir l'avis de la commission des lois et non son avis personnel (p. 3068).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : reprise de la séance (p. 3069).

Indique que le temps de parole des orateurs inscrits sur les motions de procédure est illimitée (p. 3074).

Constate que la majorité est absente de la séance ; obligation de suspendre la séance si cette situation perdure [11 juillet 1986] (p. 3177).

Note que les amendements n° 128 de M. Jean-Marie Bockel et n° 17 de M. Michel Hannoun relèvent d'une logique toute différente et ne doivent pas être mis en discussion commune [16 juillet 1986] (p. 3325).

Précise les raisons pour lesquelles il a autorisé certains orateurs à fournir des explications de vote générales lors de la discussion des articles.

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : rappelle que ce n'est pas l'Assemblée qui fixe les temps de parole à la télévision [18 juillet 1986] (p. 3480).

Refuse de donner la parole à M. Georges Mesmin (p. 3481).

Précise les modalités de distribution des amendements (p. 3484).

Signale aux présidents des groupes de la majorité la situation se présentant pour les votes ; risque de scrutins publics (p. 3486).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Malandain : demande par le Gouvernement de la réserve de l'article 14 (p. 3492).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) :

Fait remarquer à M. Pierre Micaux que l'orateur qui, en dehors des séances de questions, remplace un député absent parle en son nom propre [23 juillet 1986] (p. 3732).

Précise que le Gouvernement souhaite terminer l'étude du projet de loi dans la nuit (p. 3733).

Précise que l'orateur inscrit sur un article intervient seulement sur cet article (p. 3734).

Précise à M. Charles Fèvre qu'il ne peut accepter le sous-amendement oral qu'il propose en séance (p. 3756).

Demande à M. René Beaumont, rapporteur de la commission de la production, de ne pas effectuer un travail de commission en séance publique (p. 3774).

Répond au rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch : habilitation du président et du rapporteur de la commission de la production et des échanges à parler au nom de la commission ; possibilité de rapporter immédiatement pour satisfaire une demande de deuxième délibération (p. 3793).

Précise que le temps de parole est de cinq minutes pour les explications de vote (p. 3794).

Lors de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342) :

Répond au rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch ; commissions souveraines dans l'organisation de leurs travaux [3 octobre 1986] (p. 4351).

Répond au rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch ; compétence du Président de séance pour appeler au bureau les deux secrétaires prévus [3 octobre 1986] (p. 4359).

Répond au rappel au règlement de M. Pascal Arrighi ; compétence du Président de séance pour décider de la présence au bureau des deux secrétaires prévus (p. 4360).

Répond au rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch ; ses observations (p. 4360).

Précise que c'est le dernier scrutin public qu'il accorde juste avant la mise aux voix de l'amendement ; insuffisance de la majorité en séance (p. 4370).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) :

Impossibilité pour un orateur de prendre la parole sur les amendements, sauf pour s'exprimer contre ; souhaite que la discussion s'achève dans des conditions convenables [17 octobre 1986] (p. 4935).

Précise que le Gouvernement a souhaité que le vote de la première partie du projet de loi de finances intervienne

dans la nuit du vendredi 17 octobre ; application stricte du règlement ; recours au scrutin public systématique retardant les débats ; hypothèse d'une seconde délibération sur les amendements adoptés par inadvertance (p. 4939).

Répond au rappel au règlement de M. Paul Chomat : différences entre la jurisprudence du Bureau de l'Assemblée nationale concernant les propositions de loi et celles du président de la commission des finances ; précise que le président de l'Assemblée suit l'avis du président de la commission des finances (p. 4944).

Précise que le programme du 31 octobre 1986 est particulièrement chargé ; appelle les représentants des différents groupes à être présents lors du vote des crédits [31 octobre 1986] (p. 5610) ; demande aux orateurs du groupe socialiste de respecter leur temps de parole (p. 5615) ; précise que M. d'Aubert ayant renoncé à intervenir il donne la parole à un autre membre du groupe U.D.F. afin qu'un orateur de chacun des cinq groupes puisse s'exprimer (p. 5618).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Malandrain : précise qu'il lui appartient de préciser la manière dont est organisée la séance du [31 ocobre 1986] (p. 5648).

Refuse la parole à M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; priorité aux auteurs de rappels au règlement [3 novembre 1986] (p. 5695).

Rappelle au respect des temps de parole (p. 5716).

Précise à M. Jean-Claude Cassaing qu'un débat parlementaire n'est pas un débat contradictoire [4 novembre 1986] (p. 5785).

Répond au rappel au règlement de M. Jacques Roux s'adressant au Gouvernement et non à la présidence [2 décembre 1986] (p. 6999).

Lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) :

Précise à M. Michel Pelchat qu'il ne peut lui donner la parole que pour retirer son amendement qui a déjà été soutenu [11 décembre 1986] (p. 7529).

Fait part à l'Assemblée qu'il serait souhaitable que la séance se termine avant une heure trente à cause de l'impossibilité de décaler la séance de questions orales du vendredi matin ; possibilité pour le Gouvernement de demander l'inscription de la suite de l'examen du collectif après celui des textes inscrits le lendemain (p. 7545).

Répond au rappel au règlement de M. Michel d'Ornano : poursuite de la séance jusqu'au terme de l'examen du collectif budgétaire ; problème du maintien de la séance des questions orales sans débat du vendredi matin (p. 7558).

En qualité de député :

— **Son rappel au règlement** : opération de police effectuée dans les locaux d'un grand quotient d'opinion ; demande du groupe socialiste pour que le président de l'Assemblée nationale s'assure personnellement du respect des grands principes qui fondent notre démocratie ; caractère exceptionnel des opérations de ce type [23 avril 1986] (p. 266).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : notion de liberté de la presse ; transparence des entreprises ; nécessité des règles tendant à limiter la concentration [12 juin 1986] (p. 2136) ; contrôle des seuils de diffusion ; nécessité d'un contrôle des entreprises de presse (p. 2137).

Discussion des articles : **article 10** : ses observations sur « les articles tendant à amnistier » M. Robert Hersant ; contradictions entre la proposition sénatoriale et le projet de loi sur la communication audiovisuelle ; délégation des responsabilités du directeur de la publication à un directeur adjoint ; exclusion des infractions reprochées à M. Robert Hersant de la loi d'amnistie votée en 1981 [17 juin 1986] (p. 2264) ; éclaircissement par la loi de 1984 des infractions pénales que peuvent commettre les dirigeants des entreprises de presse (p. 2265) ; absence d'intervention auprès des tribunaux pour accélérer la procédure engagée contre M. Robert Hersant (p. 2266); **après l'article 11** : son amendement n° 543 : réservé (p. 2284) ; son amendement n° 547 (sanctions pénales en cas d'absence de réponse aux demandes de renseignements de la commission paritaire pour la transparence et le pluralisme de la presse) ; ses amendements n° 548 à 556 et 544 à 546 : retirés ; sanctions de l'obligation de faire certaines déclarations à la commission ; insuffisance du seuil de 30 % définissant les limites à la concentration ; sanctions des journaux sans équipe rédactionnelle [18 juin 1986] (p. 2335) ; exemple de « l'Aurore » ; amendement n° 547 : retiré ; son amendement n° 557 (insertion dans les journaux des jugements sanctionnant pénalement les infractions à la législation sur la presse) ; sanctions pénales en cas de non respect du seuil des 30 % retiré (p. 2336) ; sanctions applicables en cas de violation des dispositions de la loi ; insuffisance des obligations prévues dans le texte (p. 2337) ; ses amendements n° 559 à 572 : retirés ; son amendement n° 573 (interdiction de diriger ou d'administrer une publication ou une entreprise de presse en cas d'infraction à la législation sur la presse) : retiré (p. 2338) ; **article 14** : son amendement n° 575 : retiré (p. 2340) ; **amendements précédemment réservés** : son amendement n° 543 : retiré (p. 2357).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 65 (de suppression) : réservé [26 juin 1986] (p. 2513) ; *article 700-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 69 (tendant dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour cet article du code de procédure pénale, à supprimer les mots « et le cinquième alinéa ») (p. 2522) ; adopté (p. 2523) ; son amendement n° 70 (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code de procédure pénale) : retiré (p. 2524) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* son amendement n° 72 (procédure mise en place par la loi n° 85-1303 du 10 décembre 1985 entrant immédiatement en vigueur) (p. 2526) ; rejeté au scrutin public (p. 2528) ; **article 3** : *article 700-8 du code de procédure pénale :* ses amendements n° 74 et 75 : devenus sans objet (p. 2546) ; *article 700-9 du code de procédure pénale :* son amendement n° 78 (de précision) (p. 2547) ; adopté (p. 2548) ; **après l'article 3** : son amendement n° 81 (visant à compléter le premier alinéa de l'article 662 du code de procédure pénale) : devenu sans objet ; son amendement n° 82 (compétence du procureur de la République et du juge d'instruction sur toute l'étendue du territoire national) : devenu sans objet ; son amendement n° 83 (applicabilité des dispositions prévues par la loi du 10 décembre 1985 portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale à la procédure spéciale mise en œuvre par le projet) : devenu sans objet (p. 2554) ; **article 1er** (précédemment réservé) : son amendement n° 63 (de suppression) (p. 2556) ; rejeté (p. 2557) ; **article 2** (précédemment réservé) : son amendement n° 65 (de suppression) : retiré (p. 2557) ; **article 5** : son amendement n° 85 (de suppression) [27 juin 1986] (p. 2594) ; rejeté au scrutin public (p. 2596).

Commission mixte paritaire, discussion générale : absence de définition des infractions terroristes ; amélioration apportée au texte sur l'application des peines et la lutte contre la criminalité et la délinquance ; compare le débat sur le projet de loi relatif à la liberté de communication à une mascarade [7 août 1986] (p. 4126) ; échec de la politique gouvernementale de restauration de la sécurité ; abus de pouvoir commis par certains policiers ; publicité des rapports de l'I.G.S. et et de l'I.G.P.N. sur les bavures policières (p. 4127, 4128).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 30 (réduction de peine pour le détenu illétré qui a appris à lire et à écrire au cours de sa détention) : rejeté au scrutin public [30 juin 1986] (p. 2687) ; **article 4** : judiciarisation de l'exécution des peines ; procureur de la République ayant seul le droit de déférer la décision prise par le juge de l'application des peines ; inopportunité qu'un recours puisse être introduit devant la juridiction qui a pris la décision [1er juillet 1986] (p. 2707) ; nécessité que le détenu puisse saisir le tribunal correctionnel de la décision rendue par le juge de l'application des peines ; caractère administratif ou judiciaire de la décision rendue par le juge de l'application des peines (p. 2709) ; recours en cassation étant toujours

de droit face à une décision de nature judiciaire ; recours des décisions du juge d'application des peines étant jugé en chambre du conseil (p. 2710) ; son amendement n° 36 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 733-1 du code de procédure pénale à insérer après les mots « après avoir procédé à toutes auditions utiles » les mots « et entendu en ses observations le conseil du détenu s'il en a fait la demande ») ; tribunal correctionnel devant pouvoir entendre l'avocat du condamné ; rôle de la partie civile (p. 2711) ; devenu sans objet (p. 2712).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : défend l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; augmentation de la petite et moyenne délinquance urbaine ; philosophie pénale inspirant le projet [1er juillet 1986] (p. 2720) ; danger du rétablissement de la répression de l'association de malfaiteurs ; réforme de la procédure de la comparution immédiate ; disparition du critère de flagrance ; nécessité qu'à chaque voie procédurale corresponde un critère précis et objectif ; recours à la procédure de comparution n'étant qu'une tentative pour masquer la faillite de la justice pénale parisienne (p. 2721) ; inconvénients de la peine de sûreté de trente ans ; hostilité du personnel pénitentiaire à cette mesure ; contradiction avec les prescriptions de l'article 8 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (p. 2722).

Discussion des articles : **article 1er** : rétablissement de l'incrimination d'association de malfaiteurs en matière délictuelle ; **après l'article 4** : extension de la procédure de comparution immédiate ; absence de critères objectifs pour délimiter le champ d'application de cette procédure [2 juillet 1986] (p. 2777-2778) ; **article 5** : son amendement n° 51 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2790) ; absence de procédure contradictoire en cas de décisions administratives ; étrangers, même en situation irrégulière, devant avoir les mêmes droits que les Français au regard des libertés publiques ; procédure de comparution immédiate ; autorité administrative ne pouvant décider seule de la matérialité du motif de la décision [15 juillet 1986] (p. 3255).

— Son rappel au règlement : ses craintes quant aux principes régissant l'Assemblée et quant à la démocratie ; conditions de déroulement du débat en commission des lois sur le projet de loi de découpage électoral [10 octobre 1986] (p. 4584) ; nécessité de mettre à la disposition des commissaires tous les éléments d'information ; droit d'amendement des parlementaires ; absence d'élément cartographiques ; rappelle qu'il a demandé d'examiner en commission douze cas litigieux ; emploi de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, avant l'ouverture de la discussion générale, constituant un dévoiement de la Constitution ; position de M. Debré au comité consultatif constitutionnel quant à l'emploi de l'article 49, alinéa 3 (p. 4585).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* crédits en progression ; accentuation du côté répressif de la justice ; conception hiérarchisée ; prime de rendement pour les magistrats ; critique la proposition de loi de M. Pierre Mazeaud sur les limites d'âge des hauts magistrats ; s'oppose à la création de juges suppléants ou volants ; risque que le renforcement de la tutelle hiérarchique fait courir à l'indépendance de la justice ; juges de paix ; conciliateurs rémunérés par les parties ; retour au système des épices ; tentatives de suppression de l'école nationale de la magistrature (E.N.M.) ; inefficacité de la répression ; budget sacrifiant le milieu ouvert et l'éducation surveillée ; option du « tout carcéral » ; centre de Juvisy fermé en 1979 [27 octobre 1986] (p. 5357) ; lutte contre la toxicomanie ; prises de position du docteur Ollivestein et de Mmes Veil, Pelletier et Barzach ; construction de 25 000 places de prison supplémentaires en deux ans ; choix des prisons privées ; coût élevé ; obstacles juridiques à la délégation du droit de punir ; chantage du ministre à la libération de prisonniers (p. 5358).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe à la proposition de loi organique relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; dépôt d'amendements relatifs à la proposition de loi sur le Conseil d'Etat et à la Cour des comptes changeant la nature de la discussion entamée sur le texte [3 décembre 1986] (p. 7052) ; réunion de la commission tenue en application de l'article 88 du règlement ; extension du champ d'application du texte aux professeurs d'université ; introduction d'une sélection pour le recrutement latéral à la Cour des comptes et dans les corps d'inspecteurs et de contrôleurs généraux ; suppression de la troisième voie d'accès à l'École nationale d'administration ; décision prise par la commission en matière de rémunération ; loi de 1984 s'insérant dans les dispositifs abaissant l'âge de la retraite des fonctionnaires ; propositions de loi contribuant à bloquer tout avancement à la Cour des comptes, au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (p. 7053) ; ses observations sur la possibilité de réintégrer dans leur corps d'origine les magistrats et fonctionnaires touchés par la loi de 1984 ; possibilité pour les magistrats de l'ordre judiciaire de poursuivre leur carrière sous contrat au-delà de la limite d'âge dans les postes offerts par la Chancellerie ; possibilité pour les conseillers de la Cour de cassation de rester en poste au-delà de 65 ans dans les fonctions de conseillers en surnombre ; inflation des affaires et allongement des délais de jugement ; propositions constituant des textes de revanche ; textes ne concernant pas les présidents de section et les présidents de chambre ; fonctionnement des juridictions (p. 7054) ; liaison entre le grade et la fonction pour les magistrats de l'ordre judiciaire ; volonté de mettre à la retraite un président de section du Conseil d'Etat ; suppression du tour extérieur pour la nomination au grade d'inspecteur général et de contrôleur général (p. 7055) ; mise en place d'une commission de sélection ; composition de la commission fixée par décret ; recrutement latéral de hauts magistrats ; extension des dispositions de la loi aux professeurs de l'enseignement supérieur ; suppression de la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (p. 7056).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe : allègement de l'ordre du jour de la fin de la session et inscription de cette proposition de loi ; caractère étrange des procédures auxquelles recourt le Gouvernement ; amendements déposés sur le texte de la C.M.P. concernant la loi de finances pour 1987 et dépôt au Sénat d'un amendement sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social d'une disposition rétablissant le secteur privé dans l'hôpital public ; met en cause les signataires de la proposition de loi comparés à un « groupe de pression » ; portée de la loi du 12 juillet 1983 sur l'interdiction des machines à sous ; existence de trafiquants et de receleurs [17 décembre 1986] (p. 7721) ; baisse d'activité des casinos ; immoralité de l'appel à la clientèle moyenne ; modification du code des débits de boissons (p. 7722).

MILLON (Charles)

Député de l'Ain
U.D.F.
Vice-président de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 70).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du comité des finances locales [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Micaux tendant à instaurer cinq cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la peine de mort (n° 507) [11 décembre 1986] (p. 7575).

DEPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'**accession des locataires d'habitations à loyer modéré à la propriété de leur logement (n° 185)** [5 juin 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Contrôle des prix, contrôle des changes :** engagement du Gouvernement sur une libération des prix excluant tout contrôle administratif et sur la liberté des changes en droit et en fait ; droit de la concurrence [5 novembre 1986] (p. 5856).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Lors de la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7) :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Malandain : possibilité pour un orateur de demander à ne pas prendre la parole le soir lorsqu'il était inscrit dans la discussion lors de la séance de l'après-midi [22 avril 1986] (p. 225).

Demande à ses collègues de ne pas confondre l'Assemblée nationale avec une chorale (p. 232).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1986 (n°9) :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Descaves : problème des délégations de vote ; amélioration des travaux de l'Assemblée [23 mai 1986] (p. 1113).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Christian Pierret : lui rappelle qu'il n'existe pas d'explication de vote sur une question préalable (p. 1117).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Christian Pierret.

Rappelle à Mme Paulette Nevoux qu'elle n'est pas chargée de faire la discipline dans l'Assemblée nationale [27 mai 1986] (p. 1300).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109) :

Souligne que le dépôt de soixante-cinq sous-amendements portant sur l'amendement n° 128 constitue la preuve d'une volonté de ralentir systématiquement le cours des débats [3 juin 1986] (p. 1599).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Delalande : utilisation de la procédure relative à la recevabilité des amendements risquant d'allonger le débat (p. 1601).

S'étonne de la demande de suspension de séance formulée par Mme Muguette Jacquaint, contradiction avec son souci de défendre les amendements du groupe communiste (p. 1603).

Demande à M. Pierre Joxe de ne pas relire les documents dont M. Jean Auroux vient de donner lecture (p. 1606).

Rappelle que l'Assemblée nationale a déclaré l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet irrecevable (p. 1607).

Rappelle que c'est l'Assemblée et non la présidence qui a déclaré irrecevable l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet ; distinction entre un amendement soutenu et un amendement discuté (p. 1609).

Répond à la demande de rectification de vote de M. Pierre Descaves [6 juin 1986] (p. 1898).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : règles régissant les rappels au règlement (p. 1898).

Indique à M. Michel Coffineau qu'il n'a pas la parole pour interpeller ses collègues mais pour expliquer sa position sur les amendements discutés (p. 1900).

S'inquiète du nombre de demandes de suspension de séance du groupe socialiste (p. 1907).

Lors de la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98) :

Prie M. Georges Hage de ne pas « jouer la pendule » [17 juin 1986] (p. 2251).

Prie M. Michel Péricard, rapporteur et M. Patrick Devedjian, rapporteur pour avis, de laisser M. Jean-Jack Queyranne poursuivre son intervention (p. 2260).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne : ses observations (p. 2266).

Rappelle à M. Georges-Paul Wagner qu'il n'y a pas de limitation du temps de parole lors de la défense d'une motion de renvoi en commission (projet de loi n° 155 relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat) [26 juin 1986] (p. 2515).

Lors de la discussion du projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Fait remarquer à M. René Beaumont qu'il peut être préjudiciable de vouloir apporter, en séance publique, des modifications semblables à celles qu'il propose pour le texte [22 juillet 1986] (p. 3645).

Précise que la présidence n'est pas tenue de faire distribuer les amendements dans les travées (p. 3657).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Malandain : discussion d'un amendement ; contenu d'un rappel au règlement « ne servant pas à s'exprimer sur un amendement » lui retire la parole (p. 3674).

Lors de la discussion de la motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe :

Fait observer que M. François Loncle, orateur du groupe socialiste, n'a pas été interrompu dans son propos [8 août 1986] (p. 4173).

Demande à M. Gilbert Bonnemaison de respecter l'intervention de M. Jean de Lipkowski (p. 4177).

Demande à l'Assemblée de penser au spectacle qu'elle donne (p. 4178).

Ses observations sur le transfert au Parlement des jeux de plage et de cours d'école (p. 4179).

Lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) :

Demande à Mme Jacqueline Osselin de défendre simultanément les amendements « identiques ou presque » de M. Christian Pierre [15 octobre 1986] (p. 4804).

Lors de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) :

Rappelle que les questions budgétaires ne doivent pas être précédées d'un exposé [28 octobre 1986] (p. 5436).

Rappelle que chaque question budgétaire doit être posée en deux minutes (p. 5437).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Malandain : précise l'heure souhaitable de levée de séance (p. 5450).

Lors de la discussion du projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479) :

Répond au rappel au règlement de M. Ernest Moutoussamy : application de l'article 40 de la Constitution [25 novembre 1986] (p. 6729).

Lors de la discussion des articles sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) :

Déclare recevable l'amendement n° 2 de M. Pierre Mazeaud [3 décembre 1986] (p. 7072).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : affirme qu'il demandera au président de la commission des lois d'envisager de donner suite à la proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire [6 décembre 1986] (p. 7254).

Répond aux rappels au règlement de M. Jacques Roger-Machart et de M. Christian Pierret ; indique des décrets et des arrêtés ont été pris par le ministère de l'éducation national pour organiser un nouveau concours afin que les jeunes stagiaires du C.N.R.S. puissent voir leurs revendications satisfaites ; estime qu'il ne peut y avoir de distinction entre amendements et articles additionnels [16 décembre 1986] (p. 7657).

Lors de la discussion de la commission mixte paritaire du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) :

Rappelle à M. Jacques Roger-Machart l'alinéa 7 de l'article 100 du règlement ; interventions sur les amendements [16 décembre 1986] (p. 7681).

En qualité de député :

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** situation financière des entreprises à dénationaliser ; incompatibilité entre l'existence d'entreprises nationalisées qui créent des monopoles financiers ou industriels et l'existence d'une concurrence économique ; nécessité de multiplier les pôles d'initiative, d'investissement et de concurrence pour garantir la décentralisation de l'économie [6 mai 1986] (p. 803) ; évolution idéologique du Président de la République entre 1982 et 1986, qui a abandonné l'idée d'une économie organisée pour adopter celle d'une société d'économie mixte ; justification des nationalisations de 1982 par la volonté de construire une frappe de force financière et industrielle ; dégradation de la situation de la société Pechiney dans le domaine de la construction d'appareillages ; utilisation inappropriée des termes de « monopoly industriel » ou de « meccano financier » ; éclatement de Thomson et de la C.G.R. ; vente des fleurons de l'industrie française de 1981 filiale par filiale à des intérêts étrangers depuis cinq ans (p. 805) ; nécessité de revenir à une économie de liberté, de concurrence et d'innovation ; échec des nationalisations ; licenciement dans le secteur public ; problèmes d'emploi posés aux établissements bancaires par les progrès de l'informatique et de la télématique ; rôle de la compagnie de Suez ; nécessité de créer une économie de marché au service des consommateurs (p. 806) ; rang du Crédit agricole dans les premières banques mondiales ; ouverture de ses activités sur les marchés internationaux ; existence d'un marché captif ; nécessité, maintes fois affirmée, de « déspécialiser » cet établissement ; utilisation des fonds propres de la C.N.C.A. par le Gouvernement Mauroy pour financer des aides à l'agriculture ; volonté des agriculteurs de redevenir les patrons de leur banque (p. 809).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : Constitution et démocratie en France ; établissement de la proportionnelle en 1985 ; émiettement de la majorité actuelle ; volonté de M. Laurent Fabius d'avoir une minorité de blocage ; discours de M. Paul Quilès à Valence ; lien entre l'histoire de la démocratie française et l'émergence du scrutin majoritaire ; caractère exceptionnel du scrutin proportionnel ; émiettement de la représentation politique ; instabilité du Gouvernement ; groupes charnières ; absence de majorité [22 mai 1986] (p. 1034) ; exemples de la République de Weimar et de la IV° République ; fondements du système constitutionnel actuel ; référendum ; scrutin majoritaire ; rôle du Parlement ; réforme constitutionnelle de 1962 ; efficacité dans la gestion des affaires publiques ; appui donné par la S.F.I.O. au scrutin majoritaire ; avis de M. François Mitterrand ; contradiction entre le système proportionnel et les institutions de la V° République ; déconnexion de la majorité présidentielle et de la majorité gouvernementale ; risque de voir apparaître un régime présidentiel qu'il faudrait définir ; précarité de l'exercice du pouvoir exécutif et de la mise en œuvre d'une politique ; groupes charnières (p. 1035) ; opinions favorables au scrutin majoritaire de MM. Jean Poperen, Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement ; redressement du pays dans la durée et la stabilité gouvernementale ; exemples de la politique du Président Reagan et de Mme Margaret Thatcher ; transformation du vote massif des Français le 16 mars en une courte majorité de Gouvernement ; possibilité pour le Président de la République de se mettre à l'abri grâce à « l'alchimie » de la proportionnelle ; stabilité politique ; principes fondamentaux du droit français ; égalité de suffrages ; recours aux ordonnances ; libertés engendrées par le scrutin majoritaire (p. 1036, 1037).

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer un mandat de deux ans pour les **délégués du personnel** et à organiser un scrutin à un tour pour l'élection des délégués du personnel et du **comité d'entreprise (n° 413)** [22 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Manuels d'éducation civique : parti pris idéologique de ces manuels [25 juin 1986] (p. 2452).

orales sans débat :

— n° 84, posée le 20 juin 1986 : **commerce et artisanat (politique à l'égard du commerce et de l'artisanat)** (p. 2392, 2393) ; appelée le 27 juin 1986 : **statut fiscal et social des commerçants et artisans :** nécessité de constituer une structure interministérielle sur les problèmes du commerce et de l'artisanat (p. 2577) ; statut du conjoint collaborateur ; entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ; utilisation du B.I.C. pour calculer les cotisations sociales (p. 2578) ;

— n° 110, posée le 7 octobre : **lait et produits laitiers (lait)** (p. 4429, 4430) ; appelée le 10 octobre 1986 : **production laitière française :** conséquences pour l'économie bretonne des quotas laitiers et des pénalités qui en découlent ; présentation d'un plan de restructuration laitière cohérent (p. 4575).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : rupture avec l'emprise de l'Etat ; effet de la réduction des dépenses sur la croissance et l'emploi ; son opposition à une aide directe à l'investissement ; taxe sur les frais généraux [14 octobre 1986] (p. 4722) ; mesures en faveur du logement ; sa proposition d'étaler sur plusieurs années le bénéfice de la déduction fiscale pour l'investissement dans le logement neuf destiné à être loué ; concessions du domaine public maritime à usage d'aquaculture (p. 4723).

Deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* exploitation des océans ; avenir de l'Ifremer [21 octobre 1986] (p. 5076).

MISSOFFE (Hélène)

Député du Val-d'Oise
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Se démet de son mandat de député le 29 septembre 1986 [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** législation particulièrement rigide instituée en 1982 concernant les contrats de travail à durée déterminée, le recours au travail temporaire et le recours au travail à temps partiel ; assouplissement du recours à ces formules en 1985 [28 avril 1986] (p. 486) ; lien entre la situation démographique, l'abandon des enfants et les possibilités de recours au travail à temps partiel très demandé par les femmes (p. 487).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** abus de la procédure parlementaire [2 juin 1986] (p. 1571) ; amendements en dehors du sujet (p. 1572) ; emplois de handicapés (p. 1580).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 36 :** possibilité des organismes d'H.L.M. de fixer librement les loyers des logements nouvellement loués ; récupération des charges servant à la rémunération d'un concierge [23 juillet 1986] (p. 3685).

MITTERRAND (François)

Président de la République

DEPOTS

Message au Parlement lu par M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale **(n° 5)** : vœux à la nouvelle Assemblée ; alternance politique ; dissociation des majorités présidentielle et parlementaire ; compétences respectives du Président de la République et du Premier ministre ; rôle du Parlement ; contenu des ordonnances [8 avril 1986] (p. 79) ; rayonnement de la France (p. 80).

Message au Parlement lu par M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale **(n° 213)** : construction européenne [25 juin 1986] (p. 2444) ; réalisations communautaires ; union politique de l'Europe (p. 2445).

MITTERRAND (Gilbert)

Député de la Gironde
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 28,** posée le 20 mai 1986 : **enseignement supérieur et postbaccalauréat (école technique normale des armements terrestres : Gironde)** (p. 984) ; appelée le 23 mai 1986 : **école technique normale des armements terrestres de Saint-Denis-de-Pile :** sécurité des établissements militaires ; arrêt des travaux de construction dans le Libournais ; répercussions locales sur l'emploi (p. 1082, 1083).

MONORY (René)

Ministre de l'éducation nationale.

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'éducation nationale (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Claude Martinez : contradictions des déclarations ministérielles sur la politique universitaire** : sa confiance envers les hauts fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale ; ses principes d'action : dialogue, concertation, législation ; abrogation de la loi Savary [23 avril 1986] (p. 256) ;

— **M. Jean-Pierre Chevènement : réforme des lycées** : inquiétude des corps de l'éducation nationale ; pourcentage d'une classe d'âge ayant le niveau du baccalauréat ; décentralisation des constructions scolaires ; réunion des présidents des conseils régionaux en vue de lancer un plan de 100 000 places de lycéens [23 avril 1986] (p. 260) ; réforme des lycées ; maintien de la réforme des baccalauréats professionnels (p. 261) ;

— **M. Michel Debré : Mode de calcul du forfait d'externat pour l'enseignement libre** : actualisation du forfait d'externat en 1986 ; inscription d'office au budget des communes refusant de verser le forfait des sommes afférents à celui-ci ; intervention des collectivités locales dans l'équipement des écoles libres sous contrat [30 avril 1986] (p. 640-641) ;

— **M. Jacques Blanc : réforme des lycées** : nécessité d'adaptation structurelle ; définition du brevet des collèges ; avis des médecins sur les rythmes scolaires ; mise en place d'un plan permettant d'offrir 100 000 places d'ici à trois ans dans les lycées ; mise à la disposition de chaque lycée du personnel nécessaire ; problèmes d'orientation [8 octobre 1986] (p. 4461) ; relations lycée-université (p. 4462).

— **M. Loïc Bouvard : situation des petits collèges de l'enseignement privé** ; versement dans les prochains jours d'un acompte sur les 180 millions destinés à couvrir la part du forfait d'externat qui incombe aux départements et aux régions ; pour les 80 % à la charge de l'Etat, attente des conclusions de la commission d'évaluation nationale pour prendre contact avec le Premier ministre ; étude des statistiques de l'enseignement privé suivie s'il y a lieu de quelques créations de postes dans les collèges ; rénovation de collèges privés ; amélioration de l'encadrement [22 octobre 1986] (p. 5142) ;

— **Mme Véronique Neiertz : interdiction d'accès à l'école maternelle d'enfants d'immigrés** : circulaires et arrêtés toujours en vigueur prévoyant l'égalité entre les enfants d'immigrés et les enfants français [29 octobre 1986] (p. 5480) ;

— **Mme Renée Soum : réformes du ministre de l'éducation nationale** : volonté d'adaptation et de rénovation ; réduction de la durée hebdomadaire des cours pour la rapprocher de celle de nos voisins ; avis favorable de médecins de toutes tendances ; rentrée scolaire légèrement retardée mais travail effectif jusqu'au 22 juin [29 octobre 1986] (p. 5481) ;

— **M. Henri Louet : réforme des rythmes scolaires** : concertation sur le projet de calendrier ; prise en compte des avis des médecins, des observations de la sécurité routière et des contraintes de l'économie ; rythme hebdomadaire relevant en partie des directeurs et des

inspecteurs d'académie ; aménagement de la journée scolaire [29 octobre 1986] (p. 5484) ;

— **M. Lucien Guichon : agitation dans certains lycées** : demande faite à tous les proviseurs d'expliquer le projet aux lycéens ; information des parents d'élèves sur les droits d'inscription, l'entrée à l'université et les diplômes nationaux ; évolution du corps professoral d'ici l'an 2000 ; situation matérielle des enseignants [26 novembre 1986] (p. 6788) ; dégradation de l'image des enseignants du fait des syndicats (p. 6789) ;

— **M. Eric Raoult : universités** : confiance en l'esprit de responsabilité des étudiants ; son acceptation de les recevoir après la manifestation ; ses entretiens avec des étudiants et des professeurs ; dialogue ouvert quand seront connus les souhaits des étudiants [3 décembre 1986] (p. 7044) ;

— **M. Dominique Perben : rénovation de l'université** : souci d'éviter toute main-mise politique sur le système éducatif ; priorité donnée à la formation ; comparaison entre l'évolution du niveau moyen de formation au Japon et en France ; inexistence de prospective sur les besoins de la nation ; réflexion à l'échelon régional ; mise en place d'une structure nationale servant d'interlocuteur et amorçant la prospective des besoins [10 décembre 1986] (p. 7455) ;

— **M. François Fillon : orientations retenues pour les études secondaires** : poursuite de la consultation ; augmentation considérable du nombre de lycéens dans les années à venir ; préparation à l'université par l'habitude du travail personnel ; son désir de diminuer le nombre d'heures de cours pour les convertir en cours de méthodologie [10 décembre 1986] (p. 7456) ;

— **M. Guy Hermier : situation de l'enseignement** : perte d'audience du parti communiste ; son silence lors du vote du projet Devaquet au Sénat ; tentative de récupération d'une manifestation spontanée ; politique d'égalité des chances et de justice pratiquée par le Gouvernement ; pas de sélection par l'argent ; transformation menée dans la concertation et la démocratie [10 décembre 1986] (p. 7461).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 *undecies*** : élargissement aux collectivités locales de la possibilité offerte à l'Etat de cautionner les constructions des établissements d'enseignement privé [11 août 1986] (p. 4240) ; parité entre le secteur public et le secteur privé pour l'informatique scolaire ; maintien des droits des collectivités territoriales pour aider les établissements privés d'enseignement technique (p. 4241) ; possibilité pour les collectivités territoriales de cautionner des emprunts d'établissements d'enseignement privé (p. 4242) ; construction de 100 000 places de lycée dans le secteur public ; inscription des lycées en priorité dans le financement des collectivités locales par la Caisse des dépôts et consignations (p. 4244) ; son amendement n° 44 (possibilité pour les collectivités territoriales de garantir des emprunts d'établissements d'enseignement privé et d'aider ces mêmes établissements pour l'acquisition de leur équipement informatique) : adopté au scrutin public (p. 4245).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* déclare ne pas se sentir concerné par le rapport de M. Jean-Claude Martinez ; absence de critiques de sa part à l'égard des enseignants ; ne souhaite ni brimades ni favoritisme à l'égard de l'enseignement public et de l'enseignement privé [3 novembre 1986] (p. 5699) ; augmentation des crédits (p. 5705) ; importance de la formation pour la compétitivité économique ; déconcentration ; ouverture de l'éducation sur l'extérieur ; illettrisme ; indique l'esprit dans lequel il exerce ses fonctions ; nécessité d'adapter en permanence l'éducation nationale ; effectifs enseignants ; formation continue des instituteurs ; nécessité de recréer une hiérarchie au sein de l'école primaire ; grade de maître-directeur ; revalorisation de la fonction d'instituteur ; traitements ; réorganisation de l'administration centrale (p. 5706) ; regroupement des directions des collèges et des lycées ; prolongation de la scolarité ; rénovation des bâtiments des collèges ; rénovation pédagogique ; arrêt du recrutement des P.E.G.C. ; résultats au brevet des collèges ; contrôle des connaissances ; objectif des 80 % d'une classe d'âge conduits en terminale ; nécessité de prévoir les moyens correspondants, notamment en matière de constructions ; dotation de décentralisation ; création d'emplois dans les lycées ; horaires scolaires ; multiplication des options (p. 5707) ; options du baccalauréat ; seconde plus diversifiée ; déficit de professeurs de mathématiques ; nécessaire rééquilibrage des différentes séries du baccalauréat ; nécessaire développement des brevets de technicien supérieur (B.T.S.) et adaptation de ceux-ci à l'évolution de l'environnement ; création d'I.U.T. ; encadrement dans l'enseignement privé ; collèges privés défavorisés par rapport au secteur public ; plan « Informatique pour tous » ; programme national de fabrication de logiciels ; enseignement privé et informatique (p. 5708) ; forfait d'externat ; déconcentration des recteurs sur les inspecteurs d'académie et de ces derniers vers les chefs d'établissement ; coût de gestion des bourses et de l'allocation scolaire ; partage de la formation entre l'éducation nationale et l'entreprise ; ouverture de l'éducation nationale sur la société ; perspectives favorables de l'emploi dans l'éducation nationale (p. 5709) ; défi pour les universités (p. 5710) ; suppression de 1500 postes d'élèves instituteurs mis à disposition compensés par des subventions (p. 5729) ; possibilité pour les associations d'engager des enseignants détachés ; expérience de désectorisation à la rentrée de 1987 ; formation pédagogique des certifiés et des agrégés (p. 5730) ; ses convergences avec M. Jean-Pierre Chevènement ; explicite son expression « entreprise du futur » pour qualifier l'éducation nationale ; son analyse des suppressions d'emploi ; rattrapage nécessaire pour l'enseignement privé par rapport à l'enseignement public (p. 5731) ; rénovation des collèges privés ; encadrement inférieur à celui de l'enseignement public ; revalorisation de la rémunération des instituteurs hors conséquences du glissement vieillesse-technicité (G.V.T.) ; formation des instituteurs ; pré-recrutement des professeurs ; enseignement technique ; conséquences des lois de décentralisation ; déconcentration des B.T.S. (p. 5732) ; forfait d'externat et aide à l'enseignement supérieur privé ; suppression de postes administratifs dans l'enseignement public ; formations en alternance (p. 5733).

Répond à la question de :

— *Mme Muguette Jacquaint :* organisation des études surveillées et dirigées par les communes ou des associations (p. 5733) ;

— *M. Jacques Roux :* progression de la dotation générale de décentralisation ; construction insuffisante de lycées ces dernières années (p. 5734) ;

— *M. Guy Hermier :* diminution du nombre de professeurs en écoles normales ; transfert des postes pour la formation de P.E.G.C. vers les collèges et les lycées ; adaptation des écoles normales à leurs nouvelles structures (p. 5734) ;

— *Mme Muguette Jacquaint :* suppression de postes administratifs ; réorganisation des services (p. 5735) ;

— *M. Germain Gengenwin :* moyens financiers des régions pour construire des lycées (p. 5736) ;

— *M. Jean-Paul Fuchs :* enseignements artistiques ; coefficients au brevet ; nouveau baccalauréat artistique ; classes musicales ; classes « arc-en-ciel » et classes du patrimoine ; rapport de M. Landowski (p. 5736) ;

— *M. Francis Saint-Ellier :* subventions aux associations sportives de l'enseignement public et de l'enseignement privé (p. 5736) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* égalité entre le privé et le public pour l'informatique ; premiers équipements assurés par l'Etat ; nouveaux équipements et maintenance financés par les collectivités locales (p. 5737) ;

— *M. Jean-Hugues Colonna :* disparités dans la préscolarisation (p. 5737) ; se déclare favorable à l'accueil de tous les enfants que leurs parents souhaitent scolariser (p. 5738) ;

— *M. Lucien Jacob :* fermeture de classes en milieu rural (p. 5739) ;

— *M. Jean-Pierre Delalande :* classes pour enfants dyslexiques (p. 5739) ;

— *M. Jean-Louis Goasduff :* situation des directeurs d'écoles privées (p. 5740) ;

— *M. Jean Desanlis :* compétence des recteurs pour les ouvertures ou fermetures de classes de langues vivantes (p. 5740) ; promotion de toutes les langues étrangères (p. 5741) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* diminution des crédits affectés aux bourses ; augmentation des crédits réservés aux manuels scolaires (p. 5741) ;

— *M. Jacques Guyard :* écoles normales ; formation des instituteurs (p. 5742) ;

— *M. Jean Proveux :* audits pour l'évaluation des besoins en personnels non enseignants ; « rentabilité » de l'éducation nationale ; progression des dotations de décentralisation ; baisse des dépenses de chauffage ; autonomie de gestion des établissements ; coût de gestion des bourses (p. 5742).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : suppression de 1679 postes de mises à disposition remplacés par des subventions [4 novembre 1986] (p. 5747) ; **titre IV** : crédits pour la formation continue des maîtres de l'enseignement privé (p. 5748) ; encadrement dans l'enseignement primaire public ; prise en charge par l'Etat de l'équipement informatique de l'enseignement privé ; forfait d'externat ; mises à disposition ; parité entre l'enseignement public et l'enseignement privé (p. 5749) ; **état C, titre V** : dépenses pour les économies d'énergie (p. 5751) ; **après l'article 71** : décentralisation ; transfert de l'enseignement secondaire aux régions ; état du patrimoine immobilier ; plan de création de 100 000 places dans les lycées ; intervention de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) ; inconvénients des financements croisés (p. 5753) ; prolongation de la scolarité à 18 ans ; ses observations sur les propos de M. Jacques Guyard demandant une rallonge budgétaire pour les lycées alors qu'il n'avait pas tenté d'améliorer leurs crédits en 1985 (p. 5754) ; **après l'article 73** : ses efforts afin de restaurer l'image de l'enseignement technique dans l'esprit des français ; évolution vers un seul bac (p. 5755).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : inquiétude de la jeunesse ; augmentation du chômage [28 novembre 1986] (p. 6990) ; comparaison avec les universités américaines ; rappelle que les sénateurs ont demandé un délai supplémentaire pour examiner le texte ; précise que le Gouvernement adaptera le calendrier aux exigences de la commission ; solution apportée à certains malentendus (p. 6991) ; formations courtes (p. 6992).

MONTASTRUC (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
Apparenté U.D.F.
puis U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 55).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Réélu le 28 septembre 1986 [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

S'inscrit au groupe U.D.F. [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre suppléant du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : texte apportant au processus de décision de la Communauté les adaptations nécessaires pour atteindre les objectifs du traité ; nouvelle coopération avec le Parlement ; marché intérieur européen ; suppression des contrôles physiques aux frontières ; problèmes des cloisonnements issus des normes techniques et des marchés publics [20 novembre 1986] (p. 6651) ; problème de la création d'entreprises réellement européennes ; développement du système monétaire européen ; menace des montants compensatoires ; mise en place d'opérations intégrées de développement au profit de certaines régions ; réalisation de l'union monétaire (p. 6652).

MONTDARGENT (Robert)

Député du Val-d'Oise
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203)

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe (n° 442) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à lutter contre la **faim dans le monde (n° 26)** [23 avril 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 442) autorisant l'approbation d'un accord de **coopération culturelle et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République du Zimbabwe (n° 539)** [11 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Problèmes de la paix et du désarmement : report, à la demande de la France, de la conférence prévue par l'O.N.U. sur la relation entre désarmement et développement ; « arrimage » de la France au projet de « guerre des étoiles » ; initiatives de la France dans le cadre de l'année internationale de la paix de l'O.N.U. [28 mai 1986] (p. 1329).

orales sans débat :

— n° 132, posée le 25 novembre 1986 : **communes (finances locales : Val-d'Oise)** (p. 6773) ; appelée le 28 novembre 1986 : **budget de la commune de Montigny-les-Cormeilles** : augmentation de la fiscalité locale qu'entraîne la suppression de la subvention d'équilibre allouée depuis plusieurs années ; nombre et montant des subventions accordées à des villes de situation similaire ; endettement excessif de la commune causé par son urbanisation rapide ; responsabilité de l'Etat (p. 6955) ; mesures structurelles proposées par le maire (p. 6956).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : exclusion du secteur de la santé du champ d'application des dispositions du projet visant à développer la précarité de l'emploi ; réouverture du secteur privé dans les hôpitaux ;

fin de la départementalisation ; intérêt des malades ; blocage des salaires des fonctionnaires ; intérêt du service public hospitalier ; qualité des soins ; industrie pharmaceutique ; services des laboratoires [28 avril 1986] (p. 501).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 46 (visant à supprimer dans la première phrase de l'article L. 122-32-1 du code du travail les mots : « autre qu'un accident de trajet ») [2 juin 1986] (p. 1583) ; rejeté au scrutin public (p. 1584) ; son amendement n° 51 (précisant que ne peuvent être considérées comme plus favorables aux salariés les dispositions d'une convention ou d'un accord collectif prévoyant une réduction de la durée légale du travail qui s'accompagnent pas d'une réduction de la rémunération et ne débouchent pas sur des emplois) : rejeté (p. 1588) ; **article 1er** : ses amendements n° 267, 298, 330, 376 et 362 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable [24 juin 1986] (p. 2426) ; rejetée au scrutin public (p. 2432).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 60** : faculté pour un conseil municipal de changer la destination d'un emplacement réservé [23 juillet 1986] (p. 3776) ; **article 62** : procédure d'approbation d'un P.A.Z. (p. 3783) ; **avant l'article 64** : exonération de T.V.A. des dépenses d'équipement des organismes H.L.M. (p. 3785-3786) ; **après l'article 64** : possibilité pour les locataires de participer à la gestion financière de leur O.P.A.C. ; refus de l'Office public de Paris de donner communication de documents administratifs (p. 3788) ; **article 65** : possibilité de dissolution d'un Office public d'H.L.M. et de sa transformation en société d'économie mixte ou en S.A. d'H.L.M. (p. 3789-3790).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : problèmes rencontrés par les Français de l'étranger ; suppression de la représentation proportionnelle [3 octobre 1986] (p. 4363).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen des crédits : Services du Premier ministre : services généraux :* **son rappel au règlement :** nécessité d'organiser un véritable débat sur les droits de l'Homme ; ses observations sur le « racisme rampant du Front national » [24 ocotobre 1986] (p. 5333).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* intervention présentée par M. François Asensi [8 novembre 1986] (p. 6091).

Défense nationale. — *Discussion générale : Examen des crédits :* **article 37** : son amendement n° 224 (réduction des autorisations de programme et des crédits d'équipement ouvert au paragraphe I et II de cet article ; utilisation de l'armement tactique sur le champ de bataille ; discussion entre Dassault et un constructeur américain en vue de la co-production de l'avion de combat futur ; suspension du programme de développement du moteur M.88 adapté au Rafale [12 novembre 1986] (p. 6195) ; opposition des députés communistes à l'avion de combat européen ; achat de M.18 américains pour remplacer les Super-Etendards ; qualité technologique du Rafale (p. 6196) ; rejeté (p. 6197).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie ; rappelle que M. Michel Debré a abandonné son exception d'irrecevabilité ; mise en cause de la souveraineté et de l'indépendance de la France ; décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976 ; nature et exercice de la souveraineté ; modification des compétences traditionnelles de la Communauté ; coopération européenne s'exerçant en matière de politique étrangère ; politique de la Grande-Bretagne à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique du Sud [20 novembre 1986] (p .6615) ; mise en place d'un grand marché intérieur de la Communauté ; pouvoirs du Parlement et spécialement de l'Assemblée nationale ; article 99 du Traité de Rome ; utilisation de règlements en vue de l'uniformisation dans le domaine fiscal ; recours de la procédure du vote à la majorité qualifiée et non à l'unanimité ; conflit entre droit communautaire et droit interne ; non conformité du projet de loi aux principes du droit international (p. 6616) ; lit un poème de Louis Aragon (p. 6617).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : légalisation des discriminations de toute sorte frappant les habitants des D.O.M. ; parité sociale globale préférée à l'égalité sociale ; lettre de M. Bénard, sénateur R.P.R., condamnant la volonté de légaliser l'inégalité ; incapacité des zones franches à susciter l'emploi et le décollage économique [25 novembre 1986] (p. 6754) ; conséquences négatives pour les collectivités territoriales ; ses propositions pour l'économie des D.O.M. (p. 6755) ; **son rappel au règlement :** lettre de M. Bénard, sénateur R.P.R. ; inégalité en matière sociale légalisée par le projet de loi (p. 6758).

Discussion des articles : **article 2 et annexes :** son amendement n° 172 (concurrence entre les transporteurs aériens respectant les objectifs du service public) : rejeté [27 novembre 1986] (p. 6847).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 7 : son rappel au règlement :** brutalités policières commises dans l'après-midi à Paris [6 décembre 1986] (p. 7232) ; droit de l'Assemblée nationale à être complètement informée (p. 7233) ; **article 8 : son rappel au règlement :** demande que le Premier ministre vienne en personne s'expliquer sur les événements se déroulant à Paris devant l'Assemblée (p. 7234) ; demande une suspension de séance (p. 7235).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 439).

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe communiste ; rôle de la France en Afrique francophone et anglophone ; utilité des aides [16 décembre 1986] (p. 7640).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Zimbabwe (n° 442).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : relations de la France avec le Zimbabwe ; développement des échanges ; coopération technique et culturelle [16 décembre 1986] (p. 7641, 7642).

MONTESQUIOU (Aymeri de)

Député du Gers
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (économie, finances et privatisation : commerce extérieur) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises (n° 441) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome IX : **économie, finances et privatisation : commerce extérieur (n° 397)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 441) autorisant l'approbation d'une **convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises (n° 538)** [11 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Relations entre le Gouvernement français et le Gouvernement des Philippines** : affrontement des quatre grandes puissances en Asie du Sud-Est ; faiblesse de la présence politique, économique et culturelle de la France ; visite du président sud-coréen en France ; nécessité de saisir l'opportunité commerciale ouverte par les Jeux olympiques de Séoul [28 mai 1986] (p. 1331).

— **Voyage du patriarche Sfeir à Paris** : ses rencontres avec les plus hautes autorités françaises au nom des communautés libanaises menacées ; témoignages de nos liens avec le Liban ; rôle de la France au Moyen-Orient [5 novembre 1986] (p. 5857).

orales sans débat :

— **n° 12**, posée le 24 avril 1986 : **communes (finances locales)** (p. 380).

— **n° 24**, posée le 20 mai 1986 : **communes (finances locales)** (p. 983) ; appelée le 23 mai 1986 : **dotation globale d'équipement** : précarité des finances des petites communes ; pénalisations subies par la réforme de la D.G.E. (p. 1079, 1080).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : participation des salariés au capital et aux résultats de l'entreprise ; fragilité de l'économie de la région Midi-Pyrénées ; allégement des charges sociales et fiscales constituant des décisions positives et indispensables ; nécessité que les situations économiques soient examinées dans leurs particularités régionales ; participation dans les zones rurales ; nécessité que les entreprises en milieu rural puissent bénéficier d'une révision des formalités administratives les pénalisant [23 avril 1986] (p. 310).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 183).**

Première lecture, discussion générale : plan anti-drogue ; origines de la délinquance ; consommation de drogue dans le Gers ; sa proposition sur la création d'une équipe cantonale de lutte contre la toxicomanie [2 juillet 1986] (p. 2761-2762).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 10** : réduction de l'imposition des revenus annexes des agriculteurs provenant d'une activité de tourisme ; nécessité d'une aide à long terme pour les régions en difficulté, les zones de montagnes et les zones défavorisées ; relèvement des plafonds de déduction des annuités d'emprunt [16 octobre 1986] (p. 4923) ; **après l'article 11** : son amendement n° 194 (prévoyant que lorsque les recettes d'un exploitant agricole mesurées dans la moyenne des deux années s'abaissent en-dessous de 300 000 francs l'intéressé peut, sur option, être soumis au régime du forfait) [17 octobre 1986] (p. 4936) ; devenu sans objet (p. 4937).

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* maintien de l'esprit de Cancun ; alignement des politiques nationales des pays membres de la C.E.E. en matière économique et sociale ; participation de l'Allemagne au projet Hermès [24 octobre 1986] (p. 5306) ; difficulté rencontrée dans les négociations avec l'Italie pour la production des Airbus (p. 5307).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* conséquences des sécheresses de l'été 1985 et de l'été 1986 ; mesures d'aide n'ayant porté que sur les productions fourragères sinistrées ; difficultés financières des agriculteurs du Gers ; promotion de l'hydraulique agricole ; élargissement de la C.E.E. et équilibre de l'économie des régions méditerranéennes [30 octobre 1986] (p. 5546, 5547).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : situation du commerce extérieur français ; opportunité de créer un Institut des hautes études du commerce extérieur ; ouverture des structures industrielles ; soutien à l'industrie agro-alimentaire ; création d'une structure de commercialisation internationale des produits ; assouplissement des méthodes commerciales ; mobilisation et organisation des P.M.I. et P.M.E. pour leur permettre l'accès aux marchés extérieurs [13 novembre 1986] (p. 6250) ; recherche des moyens de financement publics et privés pour relancer plusieurs plans tels que la machine-outil et la recherche (p. 6251).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises (n° 441).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : champ d'application de cette convention ; exclusion des contrats de représentation [16 décembre 1986] (p. 7642).

MORA (Christiane)

Député d'Indre-et-Loire
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* législature précédente ayant permis de doter les établissements hospitaliers en matériel lourd dit de pointe ; part respective de la modernisation et de l'humanisation ; nécessité de rentabiliser dans le secteur privé l'achat des équipements trop coûteux ; accès aux équipements lourds possible pour le secteur privé par le recours à des vacations [6 novembre 1986] (p. 5912).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : I.V.G. n'ayant jamais été présentée comme un moyen de contraception (p. 5961) ; son amendement n° 182 (réduction des crédits) ; propose l'affectation immédiate d'une partie de la provision prévue au chapitre 44-77 au financement des entreprises intermédiaires (p. 5969) ; rôle des entreprises intermédiaires ; rejeté (p. 5970).

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du conseil national du tourisme [*J.O.* du 5 juin 1986] (p. 7053).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 18 juin 1986] (p. 7568).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la défense de la forêt méditerranéenne contre les incendies (n° 420) [13 novembre 1986] (p. 6308).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **défense de la forêt méditerranéenne** contre les incendies **(n° 420)** [22 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation préoccupante de nombreux établissements hôteliers :** désaffection de la clientèle étrangère, notamment, américaine ; exemple des Alpes-Maritimes et des établissements de haut de gamme ; dispositions envisagées par le Gouvernement pour rétablir une meilleure appréciation des conditions de séjour en France ; taux de T.V.A. applicable aux hôtels haut de gamme [21 mai 1986] (p. 999).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3 :** son amendement n° 70 (diminution du taux de T.V.A. sur les hôtels de tourisme « quatre étoiles » et « quatre étoiles luxe ») [26 mai 1986] (p. 1210) ; retiré (p. 1211) ; **après l'article 6 :** son amendement n° 68 (régime fiscal des intérêts des obligations) [27 mai 1986] (p. 1237) ; nécessité d'étendre la mesure prévue par l'amendement n° 40 de la commission au bénéfice des personnes âgées de soixante ans ; retiré (p. 1240).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).**

Première lecture, discussion générale : précise qu'elle n'a subi aucune pression pour présenter cette proposition de loi ; aide aux communes touristiques ; nécessité de pallier la diminution de clientèle étrangère ; suppression des machines à sous installées dans les bars ; casinos de Bandol [17 décembre 1986] (p. 7727).

MOULINET (Louis)

Député de Paris
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre du conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-vingts [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 81**, posée le 17 juin 1986 : **études, conseils et assistance (ingénierie)** (p. 2301, 2302) ; appelée le 20 juin 1986 : **licenciements à la société Serete à Paris :** importance de son plan de charge ; absence de plan social ; contre-plan déposé par les organisations syndicales (p. 2385).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** nécessité que le groupe industriel Thomson demeure une entreprise publique ; filiale C.G.R. de Thomson ; Thomson-C.S.F. constituant un monopole de fait ; activité de Thomson dans le domaine militaire ; privatisation de Thomson conduisant à priver la défense nationale française de ses moyens dans le domaine électronique ; composants électroniques [30 avril 1986] (p. 642).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion générale : rôle des inspecteurs du travail ; obligation de l'entretien préalable au licenciement dans les entreprises de moins de dix salariés ; impossibilité d'utiliser la procédure de référé devant les prud'hommes [2 juin 1986] (p. 1544).

Discussion des articles : **article 2 :** communication à l'administration du travail des mesures prises pour éviter le licenciement et faciliter le reclassement du personnel ; fonctionnement de la juridiction prud'homale [6 juin 1986] (p. 1849).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** rétablissement de l'I.G.F. [25 juillet 1986] (p. 3877).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; aménagement de la procédure et des moyens des conseils de prud'hommes ; délai de prescription de quatre mois prévu pour la contestation du motif économique du licenciement ; rôle de l'A.F.P.A. ; formation professionnelle à Paris [6 novembre 1986] (p. 5921) ; nécessaire augmentation des crédits de l'A.F.P.A. (p. 5922).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale. Questions :* effort de la gauche en faveur de Radio-France Internationale (R.F.I.) ; nécessité de renforcer la diffusion à destination de l'Asie [14 novembre 1986] (p. 6316).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** possibilité pour les conseillers de Paris et les conseils d'arrondissement de poser aux maires des questions écrites publiées dans le bulletin municipal officiel [21 novembre 1986] (p. 6712) ; **article 5 :** son amendement n° 18 (tendant à ce qu'une convention soit conclue entre le conseil municipal et le conseil général pour préciser les moyens et services communs pour l'exécution des arrêtés du maire et des délibérations du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil municipal ou de Conseil général) : rejeté ; son

amendement n° 19 (tendant à préciser que les œuvres sociales de la ville de Paris sont gérées en commun avec celles du personnel du département et de l'assistance publique) : rejeté (p. 6713) ; répartition des pouvoirs de police entre le maire et le préfet de police (p. 6714) ; **article 9** : ses observations (p. 6715).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe au projet de loi relatif au conseil de prud'hommes ; suppression de l'autorisation administrative préalable de licenciement à la demande du patronat ; intervention du conseil de prud'hommes après la décision de licenciement ; comparaison entre la formation des conseillers prud'homaux et des inspecteurs du travail [8 décembre 1986] (p. 7333) ; déviation du paritarisme dans les grands conseils de prud'hommes ; dépendance des conseillers patronaux à l'égard de leurs employeurs et du C.N.P.F. (p. 7334).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 29 (prévoyant que l'employeur devra fournir des informations justifiant de la situation économique de l'entreprise dès l'audience de conciliation) : rejeté [9 décembre 1986] (p. 7425) ; versement au salarié d'une indemnité au moins égale à six mois de salaire dans l'hypothèse où il ne communique pas au juge les éléments qui lui sont demandés (p. 7426) ; **article 10** : nécessité pour le juge de statuer dans un délai de trois mois en matière de licenciement économique (p. 7433) ; opportunité d'un recours au juge départiteur à l'expiration d'un délai de trois mois ; nécessité d'éviter que les voies de recours contre un jugement prud'homal n'en suspendent l'exécution (p. 7434) ; réintégration du salarié lorsque le licenciement économique a été prononcé sans cause réelle et sérieuse (p. 7435).

Commission mixte paritaire, discussion générale : suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; conseils de prud'hommes surchargés ; multiplication du nombre des recours ; charge de la preuve ; procédure d'urgence ; exemple de la République fédérale allemande [20 décembre 1986] (p. 7979) ; doute profitant à l'employeur selon la jurisprudence française ; lenteur de la procédure (p. 7980).

MOUTON (Jean)

Député de la Drôme
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre du conseil supérieur de la sûreté nucléaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe
Apparenté communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 4,** posée le 23 avril 1986 : **départements et territoires d'outre-mer (impôts et taxes)** (p. 318) ; appelée le 25 avril 1986 : **octroi de mer dans les départements d'outre-mer** : alimentation du budget des communes des départements d'outre-mer ; développement des activités productives locales ; remise en cause de l'octroi de mer ; compatibilité avec les exigences de la C.E.E. ; attributions du Conseil régional (p. 397, 398).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : situation économique et sociale dans les départements d'outre-mer ; application aux départements d'outre-mer du plan « emploi-jeunes » ; « parité globale » proposée en matière sociale aux territoires d'outre-mer [25 avril 1986] (p. 416).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : communistes de la Guadeloupe ; représentation proportionnelle ; injustice du scrutin uninominal à deux tours ; découpage arbitraire ; magouilles et marchandages entre les deux tours ; liens entre l'électeur et le député ; cas de la Guadeloupe ; écart des 20 % entre les circonscriptions ; coups de force contre le suffrage universel ; possibilité de gouverner avec une minorité ; représentation du parti communiste réunionnais ; nécessité pour le Gouvernement de gagner la confiance des masses populaires des D.O.M.-T.O.M. ; francophonie ; politique de développement économique, social et culturel ; chômage ; information outre-mer ; volonté d'éliminer les députés communistes d'outre-mer ; phénomène abstentionniste en Guadeloupe [22 mai 1986] (p. 1047) ; problèmes posées dans les départements d'outre-mer où le nombre de cantons est supérieur au nombre des communes (p. 1048).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 12** : extension et reconduction pour dix ans d'un certain nombre de mesures fiscales devant faciliter le développement économique des départements d'outre-mer ; chômage dans les départements d'outre-mer ; principaux obstacles au développement dans les départements d'outre-mer résultant de l'existence de structures coloniales [28 mai 1986] (p. 1395) ; nécessité d'une redistribution des terres en Guadeloupe ; nécessité de réglementer l'importation abusive ; transport aérien sur les Antilles-Guyane (p. 1396).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 50 (impossibilité pour un salarié ou un groupe de salariés de renoncer même volontairement à un avantage conventionnel) [2 juin 1986] (p. 1587) ; rejeté (p. 1588) ; son amendement n° 69 (dispositions du présent article non applicables aux entreprises commerciales, alimentaires ou non alimentaires, dont la surface commerciale au sens de la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat est supérieure ou égale à mille mètres carrés) [3 juin 1986] (p. 1622) ; rejeté au scrutin public (p. 1623) ; **article 1er** : ses amendements n° 254, 299, 315, 331, 377 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : dégradation de la situation en Guadeloupe ; politique colonialiste menée dans ce département d'outre-mer ; violence révolutionnaire des masses étant un impératif historique pour vaincre le colonialisme ; impérialisme américain dans la zone caraïbe ; assimilation par le Gouvernement de la lutte menée par les forces progressistes et révolutionnaires au terrorisme ; actes de résistance en Nouvelle-Calédonie [25 juin 1986] (p. 2480) ; variabilité de la notion de terrorisme ; lutte des peuples pour le droit à disposer d'eux-même devenant un acte de terrorisme ; risques de la centralisation des poursuites ; annonce par le Premier ministre d'un « pardon juridique » pour tous ceux qui, en Guadeloupe, pour des raisons politiques ou syndicales, sont actuellement écroués (p. 2481).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 38 (de suppression) : rejeté [26 juin 1986] (p. 2518) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* son amendement n° 40 (de suppression) : rejeté (p. 2524) ; **article 3** : *article 700-8 du code de procédure pénale :* son amendement n° 45 (suppression du texte proposé pour l'article 700-8 du code de procédure pénale) : rejeté [26 juin 1986] (p. 2544).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 30 (de suppression) : rejeté [2 juillet 1986] (p. 2771).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 19** : son amendement n° 107 (diminution de 3 points du taux de T.V.A. sur les fournitures scolaires dans les départements et territoires d'outre-mer) ; prix des fournitures scolaires dans les D.O.M. ; nécessité que les familles perçoivent une allocation de rentrée scolaire fortement revalorisée ; rejeté [17 octobre 1986] (p. 4983) ; **après l'article 23** : son amendement n° 113 (tarif de la soulte pour les rhums et tafias introduit en France en sus du contingent prévu à l'article 362 du code général des impôts) ; rôle de la production de rhum dans l'économie des départements d'outre-mer ; surtaxe prévue à l'article 270 du code général des impôts ayant perdu son caractère dissuasif (p. 4995) ; nécessité de conserver le taux de 42 % des droits applicables ; rejeté (p. 4996).

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* budget ne représentant que 6 % des interventions financières de l'Etat dans les départements d'outre-mer ; diminution des crédits [8 novembre 1986] (p. 6084) ; rôle de l'A.N.T. ; rôle et crédits du F.I.D.O.M. (p. 6085) ; *Examen des crédits :* **après l'article 73** : son amendement n° 131 (Gouvernement déposant chaque année en annexe du projet de loi de finances, un rapport sur la répartition, dans les D.O.M.-T.O.M. et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, des crédits de la loi de programme et des « contrats de Plan ») ; montant des crédits alloués par le budget aux contrats de Plan (p. 6114) ; rejeté (p. 6115).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : conséquences de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté pour les départements d'outre-mer [20 novembre 1986] (p. 6650) ; réalisation du marché intérieur impliquant la fin du régime des dérogations et des mesures spécifiques en vigueur dans les D.O.M. ; nouvelle définition du rhum évacuant l'obligation de distiller sur les lieux de production de canne à sucre ; entrée du Portugal ; maintien de l'octroi de mer ; constitution par les départements d'outre-mer d'entités spécifiques dans le cadre français (p. 6651).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : dépôt d'amendements relatifs à l'égalité sociale ; irrecevabilité en application de l'article 40 de la Constitution ; minimum vieillesse dans les départements d'outre-mer [25 novembre 1986] (p. 6728) ; situation économique et sociale des D.O.M. ; stratégie de reconquête de l'outre-mer menée par le R.P.R. ; absence de concertation dans l'élaboration de la loi de programme ; faible taux de consommation des crédits ; contrats de plan ; faiblesse des moyens financiers prévus en 1987 par la loi de programme ; pérennisation des mécanismes de reproduction du sous-développement ; s'oppose à l'adaptation à l'outre-mer du principe d'égalité ; article 73 de la Constitution ; apport des D.O.M. à la métropole ; réclame une dotation d'équipement pour les jeunes marins pêcheurs (p. 6765) ; plan Mauroy pour la relance de l'industrie sucrière ; autosuffisance alimentaire ; nécessaire assainissement des circuits commerciaux d'importation (p. 6766).

Discussion des articles : **article 1er** : effets pervers de la défiscalisation ; mobilité favorisée par le texte s'apparentant à une expatriation de la jeunesse ; faiblesse du chapitre culturel du projet ; culture propre aux départements d'outre-mer [26 novembre 1986] (p. 6823) ; sombres perspectives offertes par la mobilité ; « misère au soleil avec le fruit à pain moins cruelle que la misère sous la neige avec la patate » ; aide au transport de ceux qui viennent chercher une formation ou un stage qualifiant (p. 6825) ; caractère spécifique des D.O.M. de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte ; refus de jouer le rôle de comptoirs coloniaux de l'Europe du XXIe siècle (p. 6826) ; **article 2 et annexes** : montant des crédits affectés par les ministères techniques pour 1986 et 1987 ; régression des crédits du ministère de la culture ; coupes claires dans le budget des ministères techniques de sorte que la loi programme n'apporte que 33 millions de francs supplémentaires (p. 6828) ; **après l'article 2** : retard en ce qui concerne les infrastructures scolaires et sanitaires ; dotation de rattrapage pour renforcer les contrats de plan [27 novembre 1986] (p. 6857) ; **avant l'article 5** : baisse en 1987 des crédits affectés aux départements d'outre-mer ; déréglementation généralisée et déstabilisation de l'emploi (p. 6859) ; **article 5** : création de zones franches favorisant l'importation de produits manufacturés en provenance de la C.E.E. ; liquidation du secteur productif local (p. 6860) ; **article 6** : création et délimitation des zones franches ; **article 7** : suspension de l'octroi de mer et du droit additionnel constituant une atteinte insupportable aux compétences des régions (p. 6868) ; **article 9** : exonération des cotisations sociales en faveur de l'embauche des jeunes ; oubli de la pêche artisanale (p. 6879) ; **article 9 *bis*** : résurrection de l'expatriation organisée ; situation dramatique des migrants antillais en métropole ; refus par le Gouvernement d'aider au rapatriement des corps des assurés sociaux originaires des départements d'outre-mer décédés en France métropolitaine (p. 6883) ; son amendement n° 54 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 6885) ; **article 11** : législation de l'inégalité (p. 6889) ; conditions d'attribution et montant des prestations sociales (p. 6890) ; **article 12** : son amendement n° 71 (nouvelle rédaction de l'article 12 ; composition de la commission nationale d'évaluation de l'égalité sociale ; objectif de l'égalité sociale) (p. 6894) ; rejeté (p. 6895) ; **article 13** : prestations de sécurité sociale non applicables dans les départements d'outre-mer (p. 6896) ; drépanocytose (p. 6897) ; **après l'article 15** : suppression du prélèvement spécial sur les allocations effectuées au profit du fonds d'action sociale obligatoire (p. 6900).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion générale : place du tourisme à la Guadeloupe ; atteintes aux compétences des régions ; mise en concurrence de l'agence régionale et de l'office départemental du tourisme [18 décembre 1986] (p. 7824).

Discussion des articles : **article 6** : diminution des compétences des régions d'outre-mer en matière de politique touristique (p. 7828).

MOYNE-BRESSAND (Alain)

Député de l'Isère
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 sur la délimitation de l'aire d'appellation de la « noix de Grenoble » (n° 86) [3 juillet 1986] (p. 2860).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Financement de la formation par alternance : sa prise en charge par les organismes mutualistes ; nombre de contrats recensés auprès d'entreprises de moins de dix salariés ne cotisant pas auprès de ces organismes [10 décembre 1986] (p. 7457).

N

NALLET (Henri)

Député de l'Yonne
apparenté Socialiste
puis Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et état A :** recherche scientifique ; diminution des moyens de fonctionnement du C.N.R.S., du C.E.A., de l'I.N.R.A., de l'I.N.S.E.R.M. et de l'O.R.S.T.O.M. ; réduction des crédits de l'A.N.V.A.R. ; suppression des aides à la recherche aux entreprises ; abandon de certains projets ; diminution des effectifs de chercheurs ; part de l'amélioration de la productivité due à des innovations techniques [27 mai 1986] (p. 1283) ; plan triennal pour la recherche ; augmentation des crédits de la recherche publique dans les pays industrialisés ; impossibilité de substituer l'action des laboratoires pharmaceutiques à la recherche de l'I.N.S.E.R.M. dans le domaine du cancer (p. 1284).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** projet contribuant à accroître les disparités au sein du monde du travail ; situation dans les entreprises où les institutions représentatives existent et sont respectées ; contrôle social ne pouvant être développé dans les petites unités ; salariés étant invités à se retourner vers la juridiction prud'homale [7 juin 1986] (p. 1935) ; risque d'un engorgement du tribunal des prud'hommes ; procédure de licenciement économique ayant été intégrée depuis longtemps dans les modes de gestion de la plupart des entreprises ; rôle de la procédure administrative dans les petites entreprises (p. 1936) ; nécessité qu'en cas de redressement ou de liquidation judiciaire que l'administration soit consultée et non seulement informée (p. 1960) ; intérêt du plan social (p. 1961) ; **article 5 :** destruction de l'édifice contractuel élaboré lentement sous le contrôle de l'Etat dans les relations sociales ; élimination de toute forme de présence active de la puissance publique dans les relations sociales ; Gouvernement satisfaisant quelques « agités du libéralisme intégral et la partie la moins dynamique du patronat » ; propositions gouvernementales n'étant fermement soutenue que par le Front national [7 juin 1986] (p. 1996).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Discussion : conséquences de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement sur l'emploi ; nécessité d'un dialogue social ; suppression de l'intervention de la puissance publique dans les relations sociales ; rôle de l'autorisation administrative dans l'élaboration du plan social ; sa conception des rapports entre l'Etat et l'entreprise (p. 2110-2111) ; valeur symbolique de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; conditions de la reprise économique ; soutien apporté par les représentants du Front national à la majorité ; menaces sur la paix sociale ; contre-exemple de la République fédérale d'Allemagne [11 juin 1986] (p. 2112).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : V - Jeunesse et sports. — *Discussion générale : Examen des crédits :* **Etat B, titre III :** son amendement n° 145 (réduction de crédits) ; crédits destinés aux déplacements ; méconnaissance de l'utilité sociale et de la mission éducative des organisations de jeunesse et d'éducation populaire ; travail de la jeunesse agricole catholique ; rejeté ; [4 novembre 1986] (p. 5822).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : réticences d'une partie de la majorité face à la ratification de l'acte unique ; vieillissement du Traité de Rome ; nécessité d'une politique monétaire commune ; harmonisation fiscale par la règle de la majorité ; recherche et développement technologique ; paralysie de la communauté par la généralisation de la pratique de l'unanimité et l'abus du compromis de Luxembourg ; pouvoir politique de la commission [20 novembre 1986] (p. 6640) ; recours à la majorité qualifiée dans le domaine de l'harmonisation des législations ; nécessité de consentir à des délégations de souveraineté ; absence de proposition française depuis six mois ; organisation d'un débat parlementaire pour faire part à la représentation nationale du détail de l'avancée du marché intérieur et de l'usage fait des pouvoirs conférés au conseil (p. 6641).

NARQUIN (Jean)

Député du Maine-et-Loire
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* aménagement du territoire ; grands travaux d'infrastructure dans la région des pays de Loire ; désengagement de l'Etat pour les localisations industrielles [28 octobre 1986] (p. 5438).

NATIEZ (Jean)

Député de la Loire-Atlantique
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commisslon centrale de classement des débits de tabac [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

NEIERTZ (Véronique)

Député de la Seine-Saint-Denis
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique familiale : mesures fiscales** : mesures favorisant les familles à revenu élevé ; renforcement des inégalités [15 octobre 1986] (p. 4762).

— **Interdiction d'accès à l'école maternelle d'enfants d'immigrés** : discrimination injuste et dangereuse contrevenant à une circulaire du ministère de l'éducation nationale [29 octobre 1986] (p. 5480) ;

orales sans débat :

— **n° 80 de M. René Souchon** : appelée le 20 juin 1986 : **régime fiscal des opérations d'amélioration de l'habitat** : interprétation par les services fiscaux de la nature des travaux immobiliers effectués dans le cadre des O.P.A.H. ; dispense de remboursement des subventions versées par l'A.N.A.H. (p. 2388) ;

— **n° 82**, posée le 17 juin 1986 : **armes et munitions (réglementation de la détention et de la vente)** (p. 2302) ; appelée le 20 juin 1986 : **« bourse aux armes » de Villemomble** : conditions de ventes d'armes aux particuliers ; ventes d'insignes, uniformes, décorations et photos de dignitaires nazis lors de cette même « bourse aux armes » (p. 2388, 2389) ; opportunité pour les municipalités d'encourager de tels échanges (p. 2390).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : nécessité d'exclure la Banque parisienne de crédit du champ d'application de cet article [6 mai 1986] (p. 763, 764).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Seconde délibération de la première partie : **son rappel au règlement** : emploi en séance des termes « hystériques, excitées ou *pasionarias* » à l'égard des femmes [28 mai 1986] (p. 1342) ; coût de l'I.V.G. ; baisse de la natalité (p. 1346) ; lien entre l'élévation du niveau de vie et la baisse de la natalité ; exemples des D.O.M.-T.O.M. (p. 1347).

— **Proposition de loi, adopté par le Sénat, tendant à abroger l'article 21 de la loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 portant diverses dispositions d'ordre social (n° 147).**

Première lecture, discussion générale : modernisation du ministère des relations extérieures ; plan d'informatisation ; budget de Radio France internationale ; politique du personnel ; loi du 12 juillet 1983 permettant l'accès de non fonctionnaires au corps des ministres plénipotentiaires [30 juin 1986] (p. 2653) ; fonctionnement du tour extérieur ; rectifie les propos de M. Gilbert Gantier sur le soutien de M. Claude Cheysson aux mouvements de grève du ministère des affaires étrangères ; problème des personnels dans ce ministère (p. 2654).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays (n° 101).**

Première lecture, discussion générale : enlèvement d'enfants de françaises mariées à des Algériens [30 juin 1986] (p. 2656).

— **Projet de loi relatif à la famille (n° 427).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 91 (de suppression [19 novembre 1986] (p. 6562) ; rejeté ; son amendement n° 92 (suppression du paragraphe I de l'article 8) ; rejeté ; son amendement n° 93 (suppression du paragraphe II de cet article (p. 6563) ; rejeté (p. 6564) ; son amendement n° 109 (suppression du paragraphe III de cet article) (p. 6576) ; rejeté au scrutin public (p. 6577) ; son amendement n° 94 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 6578) ; rejeté (p. 6580) ; son amendement n° 95 (suppression du paragraphe V de cet article) (p. 6580) ; rejeté au scrutin public ; **article 9** : son amendement n° 96 (de suppression) : adopté (p. 6581) ; **article 10** : son amendement n° 97 (de suppression : retiré (p. 6581) ; **article 13** : son amendement n° 100 (de suppression) : devenu sans objet ; son amendement n° 101 (tendant dans le paragraphe I de cet article à substituer aux mots « à compter du premier jour du mois civil suivant la promulgation de la présente loi » les mots « le 1er avril 1987 ») : retiré (p. 6585) ; **article 14** : son amendement n° 102 (de suppression) : devenu sans objet ; son amendement n° 103 (tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots « à compter du premier jour du mois civil suivant sa promulgation » les mots « le 1er avril 1987 ») : retiré (p. 6586).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : Gouvernement cherchant à éviter le débat parlementaire [19 décembre 1986] (p. 7944) ; rétablissement du secteur hospitalier privé ; effet des mesures d'allégement des cotisations sociales sur l'emploi des jeunes ; travail de nuit pour les femmes (p. 7945) ; suppression des actions de formation destinées aux femmes depuis 1982 ; activité libérale à l'hôpital (p. 7946).

NENOU-PWATAHO (Maurice)

Député de la Nouvelle-Calédonie
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288).

Membre supplément du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053).

INTERVENTIONS

— Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : explique qu'il s'exprime au nom de son clan ; France ayant réalisé l'unité de la Nouvelle-Calédonie par l'organisation administrative et la langue ; France pouvant être fière de son œuvre dans la région du Pacifique ; absence d'existence d'un problème racial en Nouvelle-Calédonie ; France ayant su se remettre en question ; caractère dépassé du concept « d'oppression coloniale » ; notion de peuple canaque [8 juillet 1986] (p. 2967) ; statut actuel du territoire visant à confier l'essentiel du pouvoir à certains leaders indépendantistes ; F.L.N.K.S. ayant développé des liens avec la Libye ; indemnisation des victimes ; modalités de recrutement de la fonction publique territoriale en Nouvelle-Calédonie ; dotation des régions ; nécessité qu'un certain nombre de militants pro-séparatistes, agents de l'Etat, mis en place par le Gouvernement socialiste, soient remplacés par des fonctionnaires dont la compétence doit demeurer l'unique critère de recrutement ; nécessaire réalisation d'un pôle urbain sur la côte est (p. 2968).

Discussion des articles : **article 28 :** nécessité que le Gouvernement prenne vite des décisions ; droits des Mélanésiens sur la terre ; unité apportée au peuple mélanésien grâce à la langue française ; rôle des néo-Calédoniens comme artisans de leur propre développement [9 juillet 1986] (p. 3021).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* calme réel connu par la Nouvelle-Calédonie depuis quelques mois ; caractère prioritaire des crédits pour la Nouvelle-Calédonie ; ses observations sur la politique antérieure menée en Nouvelle-Calédonie [8 novembre 1986] (p. 6094) ; sentiment national des néo-Calédoniens leur interdisant de mettre en cause la souveraineté de l'Etat (p. 6095).

NEVOUX (Paulette)

Député du Val-de-Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du conseil supérieur de l'adoption [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6873).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Interpellation de mineurs aux Halles :** lutte contre le terrorisme et le grand banditisme ; information de la famille d'un mineur interpellé [28 mai 1986] (p. 1335).

orales sans débat :

— **n° 26,** posée le 20 mai 1986 : **politique extérieure (Algérie)** (p. 983) ; appelée le 23 mai 1986 : **enfants de mère française et de père algérien divorcés :** absence de convention entre l'Algérie et la France (p. 1081) ; mission de M. Paul Bouchet, médiateur nommé par la France (p. 1082) ;

— **n° 105,** posée le 2 octobre 1986 : **divorce (droits de garde et de visite)** (p. 4331) ; appelée le 3 octobre 1986 : **enfants de couples divorcés dont le père est algérien :** résultat du voyage de M. Jacques Chirac en Algérie ; non restitution d'un enfant à sa mère qui a obtenu l'exequatur de son jugement de divorce (p. 4340, 4341) ;

— **n° 148,** posée le 2 décembre 1986 : **divorce (droits de garde et de visite)** (p. 7029) ; appelée le 5 décembre 1986 : **sort d'un enfant enlevé en Algérie :** mère arrêtée à Alger après le décès de son ex-mari et autorisée à ne voir son fils qu'une heure en présence de policiers alors que la loi algérienne donne la tutelle à la mère après le décès du père ; fin des subventions allouées au fonds prenant partiellement en charge les frais de séjour des mères concernées (p. 7128).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés :** suppression des crédits affectés aux droits de la Femme ; mesures anti-jeunes ; suppression des actions de formation en faveur des femmes ; suppression des aides aux associations féminines [27 mai 1986] (p. 1300).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** suppression du conseil départemental du développement social [11 août 1986] (p. 4219, 4220).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* progression des crédits ; contestation des choix politiques du budget ; option du « tout répressif » ; suppressions d'emplois à l'éducation surveillée ; nécessaire développement des peines de substitution ; désengagement de l'Etat dans la prise en charge de l'enfance en danger [27 octobre 1986] (p. 5362) ; baisse des subventions au secteur associatif ; danger de la promiscuité pénitentiaire pour les jeunes détenus ; amalgame dangereux entre drogués, trafiquants et délinquants ; inefficacité des soins obligatoires ; déclaration de Mmes Veil, Pelletier et Barzach ; effet dramatique à attendre de l'incarcération des toxicomanes (p. 5363).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Discussion générale. Questions :* nuisances sonores subies par les riverains de l'aéroport d'Orly [29 octobre 1986] (p. 5502).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : suppression de la franchise postale ; menace pesant sur le remboursement de l'I.V.G. [5 décembre 1986] (p. 7176) ; remboursement de l'I.V.G. par la sécurité sociale ayant largement contribué à faire disparaître l'avortement clandestin ; institution du remboursement n'ayant nullement amené les femmes à faire davantage appel à l'interruption volontaire de grossesse (p. 7177) ; remise en question du remboursement de l'I.V.G. devant conduire à une sélection par l'argent entre les femmes ; nécessité d'une campagne de publicité et d'information sur les moyens contraceptifs ; Gouvernement ne disposant pas de la majorité nécessaire pour maintenir le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; assure le Gouvernement du soutien du groupe socialiste sur ce point (p. 7176).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** remise en cause du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse conduisant à une sélection par l'argent ; suppression du remboursement risquant de conduire les femmes les plus démunies vers des filières médicalement dangereuses [6 décembre 1986] (p. 7199) ; **article 9 :** son amendement n° 110 (suppression de l'interdiction de la publicité commerciale pour les contraceptifs) (p. 7256) ; rejeté au scrutin public (p. 7257).

NOIR (Michel)

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Ladislas Poniatowski : attitude du Gouvernement français face aux mesures de rétorsion commerciale décidées par les Etats-Unis** : tension dans les relations commerciales entre les Etats-Unis et les pays européens ; fermeté de la position européenne ; proposition de la commission de Bruxelles d'ouvrir des négociations globales entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne [23 avril 1986] (p. 259) ;

— **M. Philippe Auberger : déficit du commerce extérieur du mois d'avril** : allégement de la facture pétrolière ; perte de compétitivité des entreprises industrielles [28 mai 1986] (p. 1324) ; sanction de la politique d'alourdissement des charges des entreprises ; mesures accordant la liberté aux entreprises (p. 1325) ;

— **M. Jean de Gaulle : négociations du G.A.T.T. et politique agricole** : comparaison des dépenses de soutien aux exportations agricoles dans les pays de la communauté, et aux Etats-Unis et au Canada ; extension des négociations à tous les types d'aides politiques agricoles communes [8 octobre 1986] (p. 4454, 4455) ;

— **M. Pascal Clément : travaux de l'aéroport d'Antigua : attitude de la C.O.F.A.C.E.** : projet accepté par la commission des garanties après la décision d'associer à l'opération la société « Chantiers modernes », entreprise de travaux publics travaillant dans la zone Caraïbes ; levée de toutes les réserves ; travail rigoureux des responsables de la C.O.F.A.C.E. ; exécution correcte du contrat ; procédure de redressement judiciaire engagée contre la société B.F.S. ; suivi permanent de tous les dossiers bénéficiant d'une garantie de la C.O.F.A.C.E. [22 octobre 1986] (p. 5141) ;

— **M. Bruno Durieux : résultats du commerce extérieur** : dégradation sensible entre 1980 et 1986 ; redressement en 1986 ; bons résultats du secteur agro-alimentaire et des services ; déficit de septembre explicable par l'augmentation des importations de biens d'équipement professionnels témoignant d'une reprise des investissements des entreprises ; bons résultats attendus en 1987 sur le solde des produits industriels [22 octobre 1986] (p. 5143) ;

— **M. Pierre Joxe : subventions aux associations** : distinction entre les vraies associations et les organismes résultant de démembrements de l'administration, créés pour s'affranchir du contrôle parlementaire et des règles de la comptabilité publique ; volonté d'encourager les premières par des augmentations de subventions et des incitations fiscales aux dons et œuvres [29 octobre 1986] (p. 5479, 5480) ;

— **M. Gérard Léonard : facturation par les banques de la délivrance et de l'utilisation des chèques bancaires** : facturation des frais de tenue de compte assortie d'un abaissement des taux d'intérêt ; élargissement des placements d'épargne liquide préférable à la rémunération des dépôts ; tarification non contraire à la législation [29 octobre 1986] (p. 5485).

orales sans débat :

— **M. Michel Charzat (n° 104) : vente d'une partie du capital d'Elf-Aquitaine** : évaluation des titres par la commission de la privatisation ; fixation d'un prix supérieur à celui auquel aurait abouti l'application des critères retenus pour les nationalisations de 1982 ; valorisation du patrimoine de l'Etat [3 octobre 1986] (p. 4340) ;

— **M. Jean Kiffer (n° 101) : situation des petits actionnaires de la sidérurgie lorraine** : obligation légale pour Usinor et Sacilor de reconstituer leurs fonds propres ; apurement des pertes antérieures par réduction du capital avant l'augmentation résultant de l'incorporation des créances de l'Etat ; méthode conforme aux recommandations de la Cour des comptes [3 octobre 1986] (p. 4339).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* situation préoccupante du commerce extérieur ; décrochage de la compétitivité industrielle française ; niveau élevé des prix ; affaiblissement progressif des fonds propres des entreprises ; insuffisante implantation à l'étranger ; faiblesse des investissements de toute nature à l'étranger ; nécessité d'une politique économique centrée sur l'entreprise ; n'attend pas une amélioration de la balance commerciale avant l'automne 1987 [13 novembre 1986] (p. 6253) ; définition des marchés porteurs par la combinaison du critère de solvabilité et de la taille du marché potentiel ; défense des intérêts de la France dans les enceintes multilatérales ; croissance des aides du commerce extérieur ; économies réalisées dans le fonctionnement des administrations et des organismes du commerce extérieur ; école nationale d'exportation ; doublement des jeunes volontaires effectuant leur service national en entreprise à l'étranger (p. 6254) ; constitution sans agrément préalable de provisions pour investissement commercial ; moyens consacrés au comité français des manifestations à l'étranger ; dotation de l'assurance prospection ; renforcement de la coordination des moyens mis en œuvre en matière de commerce courant ; définition de contrat d'objectif constituant un plan d'action R.F.A. ; intervention en faveur des grands contrats (p. 6255) ; budget des monnaies et médailles ; recettes tirées des activités commerciales ; volume du programme de frappe des monnaies françaises ; nouvelle pièce de 10 francs (p. 6258) ; importance des efforts commerciaux ; développement du programme des monnaies de collection ; diminution du nombre d'emplois ; crédits de l'Imprimerie nationale ; volume annuel des travaux confiés à la sous-traitance ; réduction des effectifs ; association du ministère de l'intérieur et de l'Imprimerie nationale à la mise au point d'une carte d'identité infalsifiable ; part du chiffre d'affaires de l'Imprimerie nationale représentée par l'annuaire téléphonique ; rôle de l'Imprimerie nationale dans la préservation de la typographie (p. 6259, 6260) ; importance de la balance des paiements, sensibilisation des P.M.E. et P.M.I. à la dimension internationale ; nécessité d'assumer une présence permanente sur les marchés extérieurs ; créations de « sociétés régionales multicartes » ; augmentation des charges sociales supportées par les entreprises entre 1982 et 1985 ; rémunération des vérificateurs fiscaux ; recouvrement de certains impôts locaux ; rémunération des ouvriers de l'Imprimerie nationale (p. 6270) ; établissement des monnaies et médailles de Pessac (p. 6271).

Répond aux questions de :

— *M. Christian Baeckeroot :* produits financiers tiré de la privatisation ; incertitude sur les prix d'évaluations ; nécessité de procéder par crédits évaluatifs (p. 6271) ;

— *M. Michel Cointat :* préparation du plan d'action vers la R.F.A. ; déficit industriel vis-à-vis de l'Allemagne ; signature de contrats avec les fédérations professionnelles industrielles et sectorielles (p. 6271) ; projet d'exploitation du gisement de gaz de Troll en Norvège (p. 6272) ; nécessaire rééquilibrage des échanges avec ce pays ; dialogue amorcé avec le Gouvernement s'avérant difficile (p. 6273) ;

— *M. Alain Chastagnol :* qualité des travaux de l'Assemblée nationale sur le Japon ; faiblesse du nombre d'entreprises françaises solidement implantées ; spécificité des circuits commerciaux japonais ; lancement d'une mission interministérielle sur la zone du Pacifique (p. 6272).

NOTEBART (Arthur)

Député du Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

NUCCI (Christian)

Député de l'Isère
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777), [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 sur la délimitation de l'aire d'appellation de la « noix de Grenoble » (n° 86) [29 mai 1986] (p. 1495) ; remplacé par M. Alain Moyne-Bressand [3 juillet 1986] (p. 2860)

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Rodolphe Pesce relative à l'appellation d'origine « olives de Nyons » ou « olives noires de Nyons » et « huile d'olive de Nyons » (n° 278) [13 novembre 1986] (p. 6308) ; démissionnaire [18 décembre 1986] (p. 7834).

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53)

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la commission spéciale chargé de vérifier et d'apurer les comptes. Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à insaturer quatre cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la **peine de mort (n° 273)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à renforcer la **protection animale (n° 607)** [20 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à lutter contre la **fraude électorale (n° 608)** [20 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **après l'article 24 :** son amendement n° 237 (exonération de la taxe de navigation et de francisation sur les navires de plaisance de moins de trois tonneaux) [17 octobre 1986] (p. 4998) ; adopté après modification du Gouvernement (p. 4999).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* souci du Gouvernement de permettre à la S.N.C.F. de respecter les objectifs de son contrat de plan [28 octobre 1986] (p. 5414) ; caractère excessif des concours budgétaires à la S.N.C.F. ; mesures adoptées par la R.A.T.P. ayant permis d'éviter toute majoration nouvelle de l'indemnité compensatrice ; retard dans l'entretien et la restauration des voies navigables ; nécessité d'engager une première étape du schéma directeur des voies navigables ; rapport Grégoire ayant conclu à la construction d'un réseau homogène en reliant les régions entre elles et à l'ensemble du réseau européen à grand gabarit ; libéralisation des marchés des transports aériens devant permettre le développement des tarifs réduits (p. 5415).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Discussion générale :* baisse des subventions accordées aux associations de protection de la nature ; son souhait de voir la sauvegarde de l'environnement devenir la fonction de toutes les administrations en charge de l'urbanisme et des équipements collectifs ; baisse de l'aide accordée aux réserves naturelles ; diminution des moyens de la lutte contre le bruit [29 octobre 1986] (p. 5498) ; protection de la forêt contre les pluies acides et les incendies ; lutte contre les sévices infligés aux animaux domestiques pendant les corridas, combats de coqs, chasse à courre ou à l'arc ; vote du budget de l'environnement par le groupe R.P.R. (p. 5499).

O

OEHLER (Jean)

Député du Bas-Rhin
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497). Représentant titulaire [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** amendement n° 238 visant à faire précéder les dispositions que prévoit l'article 2, alinéa 1, de négociations avec les partenaires sociaux ; valeur de la formation en alternance ; recommandation du Conseil de l'Europe sur le statut des jeunes en formation [25 avril 1986] (p. 439) ; **article 4 :** nécessité d'exclure le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine du champ d'application de cet article [6 mai 1986] (p. 772).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : texte anti-logement proposé par le Gouvernement [17 juillet 1986] (p. 3439) ; valeur de la loi Quilliot ; aide à la personne entraînant une concentration des cas sociaux ; caractère précaire du financement de l'aide personnalisée au logement ; texte renforçant la ségrégation entre locataires à revenus corrects et ceux à revenus faibles ; conventionnement introduit par la loi de 1977 n'ayant fait que répondre à un manque d'entretien et aux malfaçons flagrantes ; exemple du quartier

Hautepierre à Strasbourg ; rôle des associations représentatives de locataires (p. 3440) ; contrat collectif n'excluant pas le contrat individuel (p. 3441) ; **article 7** : obligation d'assurance du locataire [18 juillet 1986] (p. 3488) ; obligation d'assurance ne portant que sur l'immeuble ou le logement concerné (p. 3490) ; **article 15** : importance de la concertation ; fixation des loyers au moment du renouvellement des contrats de location ; nécessaire maintien de la commission départementale des rapports locatifs [18 juillet 1986] (p. 3505) ; son amendement n° 393 (saisine de la commission départementale des rapports locatifs en cas de désaccord sur le montant du nouveau loyer) : vote réservé en application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 3516) ; **article 9 (précédemment réservé)** : danger de l'augmentation des loyers liée au renouvellement du bail ; ouverture d'une période de multiplication des logements insalubres [21 juillet 1986] (p. 3577) ; **article 35** : disparition de la spécificité du régime de location H.L.M. ; principe du surloyer (p. 3676, 3677) ; *article L 441-3 du code de la construction et de l'habitation* : possibilité d'instauration des surloyers (p. 3681) ; accès prioritaire des détenteurs de revenus faibles aux H.L.M. (p. 3682) ; **article 40** : compétence de la commission nationale de concertation [23 juillet 1986] (p. 3701) ; son amendement n° 435 (visant à substituer, dans le premier alinéa de cet article, aux mots : « de concertation », les mots : « des rapports locatifs ») ; maintien de la commission nationale des rapports locatifs ; rejeté (p. 3703) ; **après l'article 40** : création d'une commission départementale des rapports locatifs (p. 3704) ; **article 41** : accords collectifs locaux passés par les bailleurs institutionnels avec des associations de locataires (p. 3705) ; son amendement n° 440 (rendant indicative la liste des motifs pour lesquels peuvent être conclus des accords locaux) ; adopté (p. 3706) ; **après l'article 42** : son amendement n° 445 (obligation de saisir la commission départementale des rapports locatifs en cas de contestation sur l'application des articles 14, 15, 25, 31 et 43 de ce projet) : rejeté (p. 3709) ; **après l'article 43** : son amendement n° 451 (conditions de notification du congé à un représentant statutaire d'associations de locataires) (p. 3712) ; rejeté (p. 3713).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **article 72** : son amendement n° 101 (de suppression) [29 octobre 1986] (p. 5488) ; augmentation globale des crédits accordés à l'urbanisme et au logement ; non revalorisation de l'aide personnalisée au logement extension de l'action du fonds d'aide aux impayés à l'ensemble du territoire ; insuffisance des prêts locatifs aidés en Alsace (p. 5489) ; rejeté au scrutin public ; intention du Gouvernement à propos de la modification des conditions d'octroi de l'aide personnalisée au logement (p. 5190).

Industrie. — *Discussion générale : questions :* crise du secteur de la machine-outil ; aide accordée par les autres pays concurrents de la France à ce secteur ; situation des potasses d'Alsace [31 octobre 1986] (p. 5637).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* évolution des effectifs de la poste ; distribution du courrier ; mise en place de « téléports » ; introduction de la T.V.A. dans la facturation du téléphone risquant d'entraîner un changement de statut [31 octobre 1986] (p. 5668).

ORNANO (Michel d')

Député du Calvados
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7664).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Président de cette commission [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

Président de cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14888).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

Président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Proposition de loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du **conseil de la concurrence (n° 547)** [12 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Joxe, Chomat et Martinez : conditions de déroulement des débats à la commission des finances ; audition des ministres ; examen de la question préalable [22 avril 1986] (p. 199) ; nécessité pour le rapporteur général de déposer à temps son rapport ; dépôt par l'opposition de près de 400 amendements ; motif qui ont poussé le président à suspendre les travaux de la commission ; rappelle les précédents ; nécessité de légiférer rapidement sur les mesures d'urgence (p. 200).

Discussion des articles : **article 1er** : demande un examen global des amendements du groupe socialiste, déjà accepté en commission [24 avril 1986] (p. 364) ; affirme que M. Jean-Marie Bockel a parfaitement raison de souligner que le groupe socialiste ne fait pas obstruction (p. 367) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Le Garrec (p. 368) ; **article 2** : rappelle qu'il a proposé des auditions sur le texte du projet de loi d'habilitation [25 avril 1986] (p. 419) ; **article 3** : inopportunité de retenir la participation comme mode de rémunération salariale [29 avril 1986] (p. 588) ; ses observations (p. 589, 590) ; amendement n° 324 de M. Gérard Collomb ne pouvant viser la loi du 24 octobre 1980 (p. 591) ; son opposition à l'utilisation de la participation comme élément de salaire (p. 592) ; **article 4** : situation du groupe Bull ; situation des entreprises de matériel de télécommunication ; ponction du budget de l'Etat sur les P.T.T. [30 avril 1986] (p. 648).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : situation économique de la France au sein de l'O.C.D.E. [23 mai 1985] (p. 1100) faiblesse du taux de la croissance française ; faiblesse des investissements s'étant répercutée sur la compétitivité des entreprises ; quintuplement du déficit budgétaire en cinq ans ; accroissement de la dette publique ; création en 1981 de 150 000 emplois de fonctionnaires ; coût des nouvelles nationalisations ; conclusions du rapport de M. de la Genière (p. 1101) ; besoin de financement des administrations publiques ; caractère élevé des taux d'intérêt ; montant des transferts de charges ; réduction généralisée de l'impôt sur les sociétés de 50 à 45 % ; nécessité d'attirer l'épargne vers

les placements à risques ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; nécessité de réduire les crédits de politique industrielle ; réduction prévue des effectifs des agents de l'Etat (p. 1102) ; modification du régime fiscal des S.I.C.A.V. et des fonds communs de placement ; difficultés que créera le nouveau régime des obligations à taux variables ou progressifs ; caractère trop faible des économies budgétaires prévues dans le projet de loi ; politique d'aménagement du territoire devant être complètement revue ; situation de l'entreprise Renault ; situation des Charbonnages de France ; nécessaire diminution et réorientation des effectifs dans la fonction publique ; abolition des ordonnances de 1945 sur les prix ; liberté des changes (p. 1103) ; importance des investissements en matière de logement ; caractère favorable de l'environnement international (p. 1104).

Discussion des articles : **article 1er** : nécessité de développer les fonds propres des entreprises [26 mai 1986] (p. 1172) ; faiblesse en France de la capitalisation en Bourse par rapport au produit intérieur brut (p. 1173) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Raymond Douyère ; information des commissaires passant naturellement par leur présence en commission ; sa compétence pour apprécier la recevabilité financière des amendements ; se réserve le droit d'appliquer l'article 40 en séance publique si l'adoption d'un amendement entraîne une augmentation des droits sur les alcools, les timbres ou le tabac telle que le même gage ne puisse plus être utilisé pour un autre amendement (p. 1175) ; demande de M. Douyère revenant à limiter le droit d'amendement des parlementaires (p. 1176) ; **après l'article 3** : augmentation du taux de T.V.A. sur les hôtels de luxe pour des raisons purement démagogiques ; problème des villes vivant du tourisme et des congrès ; exemple de Deauville (p. 1210) ; **après l'article 6** : gage proposé pour l'amendement n° 108 de M. Georges Tranchant [27 mai 1986] (p. 1255) ; **après l'article 12** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Claude Martinez : refuse « d'arrêter les pendules » [28 mai 1986] (p. 1405) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Christian Pierret : juge « intéressante » la proposition de M. Christian Pierret de réunir la commission des finances ; rappelle que la commission a décidé qu'elle ne se réunirait plus (p. 1408) ; **article 13** : groupe socialiste s'ingiénant à retarder les débats ; caractère répétitif des demandes de suspension de séance (p. 1413).

— Dépôt du rapport de la Cour des comptes.

Qualité du rapport annuel de la Cour des comptes [25 juin 1986] (p. 2458) ; rapports annexés aux projets de loi de règlement ; rapport de la Cour sur les aides publiques à la presse ; remercie l'ensemble des magistrats de la Cour (p. 2459).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Discussion générale : épuisement de l'efficacité des mesures acceptionnelles votées entre 1981 et 1985 pour résorber le déficit ; déficit reconnu par la commission des comptes de la sécurité sociale ; son opposition aux prélèvements temporaires sur les revenus soumis à l'impôt ; augmentation des cotisations ; création d'une commission d'étude et de sauvegarde de l'assurance vieillesse [24 juillet 1986] (p. 3823) ; réforme de la sécurité sociale (p. 3824).

Discussion des articles : **article 9** : irrecevabilité de l'amendement de M. Jean-Claude Martinez tendant à créer une taxe parafiscale au profit des caisses nationales du régime général de sécurité sociale ; utilisation des termes de « fait du prince » à propos de cette irrecevabilité ; invite « l'éminent professeur de droit » M. Jean-Claude Martinez « à mieux préparer ses cours » [25 juillet 1986] (p. 3897) ; **après l'article 9** : inscription de l'ensemble des cotisations sociales sur le bulletin de paie donné aux salariés (p. 3902) ; inscription du détail des charges sociales sur les bulletins de paie (p. 3906).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297).

Commission mixte paritaire, discussion générale : présence française sur les marchés étrangers et reprise de l'embauche ; protection de l'indépendance nationale pendant le processus de privatisation [31 juillet 1986] (p. 3964) ; institution d'une action spécifique ; création de la commission de la privatisation ; développement de l'actionnariat (p. 3965) ; situation des entreprises nationalisées en 1981 (p. 3966) ; perte d'emplois dans les entreprises nationalisées (p. 3967).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Ses observations pendant les explications de vote : modalités du découpage dans le Calvados [13 octobre 1986] (p. 4672).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : bilan du Gouvernement depuis mars 1986 ; privatisations ; succès de l'offre de vente d'Elf-Aquitaine [14 octobre 1986] (p. 4693) ; fiscalité des actions ; mesures prises en faveur de l'emploi ; déficit excessif ; excès de la fiscalité ; budget conciliant la diminution des impôts, des charges et du déficit de l'Etat ; transformation des aides directes aux entreprises en incitations fiscales ; nécessaire réexamen de l'aide au logement ; rétablissement des marges des entreprises ; part insuffisante faite aux entreprises dans le budget ; taxation du fioul lourd et du gaz industriel ; absurdité du prélèvement sur les frais généraux ; aménagement du report en arrière, « carry-back » ; poursuite de la réduction de l'impôt sur les sociétés ; T.V.A. sur les communications téléphoniques ; abrogation nécessaire des ordonnances de 1945 ; instauration de la liberté des prix (p. 4694) ; droit de la concurrence devant relever du pouvoir judiciaire ; autonomie de la Banque de France ; suppression de l'encadrement du crédit ; liberté des changes ; déréglementation des télécommunications, de l'énergie et des transports ; encouragements à l'épargne ; rapport Belin-Gisserot ; taxes parafiscales ; son hostilité à l'augmentation des prélèvements sociaux ; nécessaire contrôle du Parlement sur le budget social de la Nation ; sa proposition de loi organique pour préciser l'article 34 de la Constitution ; ratification de l'acte unique européen (p. 4695).

Première partie :

Discussion des articles : **après l'article 3** : prélèvement du budget de l'Etat sur la C.A.E.C.L. [6 octobre 1986] (p .4865) ; **article 5** : suppression progressive de la taxe sur certains frais généraux (p. 4872-4873) ; abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés ; création d'emplois et compétitivité des entreprises ; rapprochement de la fiscalité sur le fioul lourd et le gaz industriel de la moyenne européenne ; précautions prises pour éviter les abus dans l'évaluation des frais généraux (p. 4877) ; **article 7** : son sous-amendement n° 279 à l'amendement n° 34 de la commission des finances (visant à substituer dans le paragraphe I de cet amendement au nombre « 16,50, » le nombre « 17 » et au nombre « 0,56 », le nombre « 0,59 ») ; taxe sur le fioul lourd et le gaz industriel ; élimination des surcharges pour revenir à la moyenne européenne ; déductibilité de la T.V.A. pour le gazole utilisé dans les transports internationaux ; adopté (p. 4908) ; **après l'article 7** : déductibilité de la T.V.A. payée sur les gains de course par les entraîneurs de chevaux (p. 4910) ; **article 13** : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Paul Chomat : sa mise en cause par le groupe communiste [17 octobre 1986] (p. 4944) ; différence de traitement réservé aux propositions de loi et aux amendements ; son application de l'article 40 ; précise qu'il n'a pas changé de doctrine entre la loi Méhaignerie sur le logement et le budget (p. 4945) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Goux : rappelle qu'il a réuni deux fois la commission des finances pour examiner les amendements déposés depuis sa réunion normale ; rappelle que, passé un certain délai, il est de tradition qu'on ne réunisse plus la commission des finances (p. 5014) ; **après l'article 7** : intention du Gouvernement ayant été clairement indiqué dans l'exposé des motifs du projet de loi de finances pour 1987 ; allègement des charges des entreprises (p. 5016).

Deuxième partie :

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* proteste contre le refus du président de lui donner la parole ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe concernant le rapport de M. Jean-Claude Martinez : conditions de présentation des rapports spéciaux de la commission des finances [3 novembre

1986] (p. 5695) ; attribution des rapports aux groupes qui ensuite désignent les rapporteurs spéciaux ; procédure d'élaboration du rapport de M. Jean-Claude Martinez ; absence de pouvoir de censure du président de la commission des finances (p. 5696).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 59 : exclusion des chevaux de course et du golf des éléments du train de vie ; son sous-amendement n° 301 à l'amendement n° 210 de M. Gérard Tremège repris par M. Pascal Arrighi (tendant à supprimer la référence aux chevaux de course des éléments du train de vie) [14 novembre 1986] (p. 6370) : adopté (p. 6371) ; **après l'article 59** : problème des amendements gagés sur l'augmentation des droits de consommation sur les tabacs et alcools (p. 6373) ; **avant l'article 60** : réduction de la durée du remboursement par le Trésor de la créance résultant du report en arrière des pertes des entreprises (p. 6375) ; **article 62** : inopportunité de maintenir des incitations aussi fortes qu'au début pour les économies d'énergie ; extension des compétences des Sofergi aux investissements des collectivités locales ; position de la commission étant différente de celle défendue par M. Robert-André Vivien à titre personnel ; précise qu'il n'a pas cru devoir réunir la commission pour lui apporter les informations nouvelles mentionnées par celui-ci (p. 6405) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Pierret : contrôle de la recevabilité financière des amendements par le président de la commission des finances ; son effort pour mettre à la disposition des parlementaires les éléments de nature à rendre recevable leurs amendements ; demande de rapport au Gouvernement n'étant recevable que s'il concerne les dépenses publiques ; problème de la recevabilité des amendements identiquement gagés ; n'apprécie pas qu'il soit tenté de mettre en cause l'attitude du président de la commission des finances à propos de ses décisions qui sont impartiales (p. 6408) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Pierret (p. 6409) ; **après l'article 73** : nécessité d'examiner avec attention les subventions versées aux associations et l'utilisation des taxes parafiscales (p. 6420).

Seconde délibération : politique de l'environnement ; frais de personnel des maisons familiales et rurales ; compensations des pertes subies à cause des quotas laitiers ; majoration des droits sur les alcools (p. 6424).

Ses observations après les explications de vote : modifications apportées au projet de loi par l'Assemblée étant plus importantes que les années précédentes ; nécessité de donner au Parlement un droit de contrôle sur le budget social ; clarification de la situation en matière de taxes parafiscales ; amélioration du contrôle des rapporteurs spéciaux ; possibilité pour la commission des finances d'examiner au printemps l'évolution des services votés pour quelques ministères (p. 6452, 6453).

Commission mixte paritaire, discussion générale : accord de la commission mixte paritaire ; regrette que les amendements portant article additionnel soient venus se greffer sur un texte sur lequel les deux assemblées s'étaient mises d'accord [16 décembre 1986] (p. 7660).

— Réunion de la commission des finances : réunion de la commission des finances pour examiner les amendements présentés par le Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire pour le projet de loi de finances pour 1987 [16 décembre 1986] (p. 7624).

— Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : précise qu'il ne dispose pas encore de l'ensemble des amendements [16 décembre 1986] (p. 7625).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Ernest Moutoussamy : application de l'article 40 de la Constitution [25 novembre 1986] (p. 6728) ; président de la commission n'ayant pas à faire intervenir d'autres dispositions constitutionnelles dans le cadre de la recevabilité d'amendements ; décision du Conseil constitutionnel sur les nationalisations (p. 6729).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** financement du satellite T.D.F. 1 ; faiblesse des prévisions concernant le produit de la redevance ; réduction du prélèvement sur Antenne 2 et sur la SEPT [11 décembre 1986] (p. 7529) ; **article 25 : son rappel au règlement :** article 50, alinéa 5 ; hypothèse d'une levée de séance ; demande la poursuite de la séance jusqu'au vote de l'ensemble du collectif (p. 7558).

Commission mixte paritaire, discussion générale : accord réalisé en commission mixte paritaire ; crédits de la formation professionnelle [20 décembre 1986] (p. 7971).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues tranaférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du conseil de la concurrence (n° 573).

Première lecture, discussion générale : pouvoirs du conseil de la concurrence ; avis du Conseil d'État en faveur du contentieux administratif ; raisons militant en faveur de l'attribution à la juridiction civile de la compétence juridictionnelle sur les décisions du conseil de la concurrence ; limitation du champ de « l'ordre public économique » ; recours à la juridiction civile ouvrant la voie à un rapprochement avec les règles en vigueur dans les pays de la communauté ; nécessité de promulguer la loi avant le 1er janvier afin d'éviter que les litiges jugés par le conseil de la concurrence fassent l'objet d'un recours devant la juridiction administrative [18 décembre 1986] (p. 7816).

ORTET (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 55).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Annulation de son élection ; décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Réélu le 28 septembre 1986 [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967).

OSSELIN (Jacqueline)

Député du Nord
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Non revalorisation des retraites** : information de la famille de mineurs qui font des « bêtises » ; minimum vieillesse et allocation aux adultes handicapés [28 mai 1986] (p. 1336).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : caractère flou de la loi d'habilitation ; risque de précarisation du travail ; réglementation des contrats à durée déterminée, des contrats de travail d'intérimaire et des contrats de travail à temps partiel ; rôle des stages d'insertion [25 avril 1986] (p. 419) ; ses observations (p. 424) ; **article 4** : résultats du Crédit du Nord [6 mai 1986] (p. 791).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : prélèvement de deux milliards sur la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; rôle de la C.A.E.C.L. ; décision du conseil d'administration de la C.A.E.C.L. sur l'utilisation de ses réserves ; modification du statut de la C.A.E.C.L. [23 mai 1986] (p. 1153).

Discussion des articles : **article 6** : utilisation des réserves de la C.A.E.C.L. [27 mai 1986] (p. 1235).

Seconde délibération de la première partie : **article 10 et état D précédemment réservés** : suppression de 700 emplois de personnel non enseignant dans l'éducation nationale ; personnel concerné ayant pour fonction d'assurer l'environnement éducatif des élèves ; travail dans les laboratoires ; service de documentation ; entretien des établissements [28 mai 1986] (p. 1373) ; **article 21** : hausse de loyer proposée par le propriétaire avant le renouvellement du contrat [22 juillet 1986] (p. 3614) ; **article 23** : date d'application des dispositions transitoires ; prise en considération de la pétition des habitants d'un vieux quartier de Lille (p. 3623) ; **article 24** : rôle de la commission départementale des rapports locatifs (p. 3628).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : habileté du texte gouvernemental ; rôle de la commission des comptes de la sécurité sociale [24 juillet 1986] (p. 3845) ; difficultés de la sécurité sociale et abaissement de l'âge de la retraite (p. 3846).

Discussion des articles : **article 8** : comparaison des cas d'exonération de la contribution de 0,4 % et de celle de 1 % en 1984 [25 juillet 1986] (p. 3882) ; inconvénients de la procédure de recours gracieux pour obtenir une exonération de la contribution de 0,4 % (p. 3883).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, examen des articles : **article 2** : Gouvernement ne s'opposant qu'au concubinage des cadres ; notion de femmes seules ; revenu à partir duquel la demi-part supplémentaire pour enfant à charge d'une personne seule s'applique [15 octobre 1986] (p. 4804) ; **article 3** : séparation du fonds national de péréquation en un fonds pour la compensation et un autre pour la péréquation ; bloquage de l'accroissement des fonds destinés à la péréquation ; conséquence de cet article modifiant les prévisions budgétaires des communes ; risque de hausse de la taxe d'habitation [16 octobre 1986] (p. 4833) ; modification de l'indexation des ressources du fonds national de compensation de la taxe professionnelle et du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 4864).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **après l'article 72** : son amendement n° 105 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur le bilan des opérations de développement social des quartiers) ; évaluation des actions du comité interministériel pour les villes ; restructuration des quartiers défavorisés [29 octobre 1986] (p. 5491) ; solidarité intercommunale ; crédits versés par les ministères ; retiré (p. 5492).

Services du Premier ministre : V. Jeunesse et sports. *Discussion générale : Examen des crédits :* **Etat B, titre III** : son amendement n° 144 (réduction des crédits) [4 novembre 1986] (p. 5821) ; modification de la répartition des crédits inscrit dans le budget de la jeunesse et des sports ; restructuration de l'administration centrale ; centres de vacances, centres aérés et camps et activités de scoutisme ; rôle des associations de mouvement associatif ; rejeté (p. 5822).

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* répartition de la D.G.F. et poursuite de l'application de la loi de 1985 ; critère de l'effort fiscal pour l'attribution de cette dotation [7 novembre 1986] (p. 6028).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale. Questions :* bilan de la gauche en matière de radios locales privées ; s'interroge sur les modalités de distribution des aides aux radios libres [14 novembre 1986] (p. 6317).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 et état B** : gestion des crédits du personnel du ministère de l'intérieur ; abondement concernant l'administration préfectorale [11 décembre 1986] (p. 7497) ; centres informatiques interdépartementaux ; ouverture de crédits relatifs aux incitations financières et au regroupement communal ; prorogation des majorations de subventions pour 1986 ; métro de Lille (p. 7498).

OUDOT (Jacques)

Député de la Seine-Saint-Denis
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **valeurs mobilières** donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital d'une société tierce **(n° 322)** [31 juillet 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 65** : possibilité du transfert de patrimoine des O.P.-H.L.M. à des sociétés d'H.L.M. ou à des sociétés d'économie mixte locales ; difficultés financières des O.P.-H.L.M. ; cas de celui de la Seine-Saint-Denis [23 juillet 1986] (p. 3790).

P

PACCOU (Charles)

Député du Nord
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Construction navale : choix des sites des entreprises maintenues** : rapport de la Cour des comptes ; dépôt de bilan de Normed ; refus de la direction générale de Normed de laisser pénétrer un audit à l'intérieur du site de Dunkerque [11 juin 1986] (p. 2080).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* remboursement du crédit de référence de T.V.A. ; suppression du butoir ; déductibilité des cotisations de retraite complémentaire facultatives [30 octobre 1986] (p. 5556) ; problème posé par l'utilisation du revenu cadastral pour le calcul des cotisations sociales agricoles ; cas du département du Nord (p. 5569).

PAECHT (Arthur)

Député du Var
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : titres V et VI) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de **loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 39 : **défense** : titres V et VI (n° 395) [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des chantiers navals** : plan de charge des chantiers de la Ciotat et de la Seyne-sur-mer [16 avril 1986] (p. 187-188).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : progression du budget d'équipement des armées [12 novembre 1986] (p. 6120) ; nécessité de prévoir une garantie en francs constants en mettant le budget de la défense à l'abri des incertitudes de la conjoncture ; référence au produit d'intérieur brut marchand ; avion de combat futur ; porte-avions nucléaires Richelieu ; insuffisance des crédits pour la flotte de surface ; financement complémentaire par recours au leasing (p. 6121) ; sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; obsolescence prochaine des systèmes d'armes actuels ; acquisition des matériels au moindre coût ; analyse des menaces et définition corrélative des missions imparties aux forces ; nouvelle composante sol-sol (p. 6122).

Examen des crédits : **article 37** : discordance entre l'article 37 du projet de loi de finances relatif aux mesures nouvelles demandées au titre de dépenses en capital des services militaires et le fascicule budgétaire de la défense [12 novembre 1986] (p. 6195) ; crédits consacrés au Rafale ; intégration de l'arme tactique dans la dissuasion globale (p. 6196) ; son amendement n° 220 à titre personnel (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I, titre V de cet article) ; son amendement n° 221 à titre personnel (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I, titre V, de cet article) ; levée par la loi de programmation de crédits réservés sur les programmes du porte-avion à propulsion nucléaire et sur l'acquisition d'un système aéroporté de détection lointaine ; retirés (p. 6197).

Article de récapitulation : article 33 : son amendement n° 285 (réduction de crédits) : adopté [14 novembre 1986] (p. 6421).

Seconde délibération du projet de loi : **article 37, titre V :** son amendement n° 1 (tendant à réduire les autorisations de programme et crédits de paiement ouverts à cet article) ; son amendement n° 2 (tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement ouverts à cet article) : retirés ; son amendement n° 3 (tendant à augmenter les crédits de paiement ouverts au paragraphe II de cet article) : réservé (p. 6430) ; adopté au scrutin public (p. 6449).

PANAFIEU (Françoise de)

Député de Paris
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* politique de grands travaux ; baisse des autorisations de programme dévolues au patrimoine monumental entre 1983 et 1985 ; enseignement musical de province ; réexamen de toutes les actions culturelles ; allégement du programme du chantier de la Bastille ; politique du patrimoine [23 octobre 1986] (p. 5216) ; enseignement artistique subvention aux grands orchestres parisiens ; problème de l'Opéra de Paris (p. 5217).

PANDRAUD (Robert)

Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean Brocard : Avenir de la police municipale** : lutte contre l'insécurité ; développement de la petite et moyenne délinquance ; initiatives prises par les maires ;

charges des communes ; création d'un groupe de travail chargé de la coopération entre la police municipale et la police nationale [16 avril 1986] (p. 189) ;

— **M. Jean-Michel Dubernard : lutte contre le terrorisme, notamment contre Action directe** : tentative d'assassinat de M. Guy Brana revendiquée par Action directe ; derniers succès de la lutte anti-terroriste [23 avril 1986] (p. 252) ; liens entre terrorisme et grand banditisme (p. 253) ;

— **Mme Paulette Nevoux : interpellation de mineurs aux Halles de Paris** : menaces d'un groupe de « punks » sur les passants ; erreur grave commise par les fonctionnaires de la brigade des mineurs qui n'ont pas prévenu les familles ; enquête de l'inspection générale des services ; interpellation et contrôle d'identité de mineurs ; sa volonté d'examiner toute mise en cause d'un policier dans l'exercice de ses fonctions [8 mai 1988] (p. 1336) ;

— **M. Jean-Pierre Michel : respect des libertés individuelles** : menaces pesant sur les libertés à cause de la progression de la délinquance, de la criminalité et du terrorisme ; bilan des incidents dus à des opérations de police ces dernières années ; Irlandais de Vincennes [4 juin 1988] (p. 1682) ; nécessité de défendre les fonctionnaires de la Police nationale ; son appel pour le respect des procédures et des libertés individuelles ; fusion de l'I.G.P.N. et de l'I.G.S. (p. 1683) ;

— **M. Jean-Pierre Chevènement : expulsions** : procédure déjà utilisée en juillet 1985 ; volonté du Gouvernement de poursuivre la reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière conformément à une loi sur laquelle s'est prononcé le Conseil constitutionnel [22 octobre 1986] (p. 5136) ;

— **M. Yvon Briant : réactions du Gouvernement face aux critiques qui ont suivi l'expulsion de ressortissants maliens** : rappel de chiffres éloquents ; 1 700 étrangers en situation irrégulière reconduits à la frontière depuis la promulgation de la loi ; 159 étrangers rentrés volontairement dans leur pays depuis le début de la semaine [22 octobre 1986] (p. 5144).

orales sans débat de :

— **M. Michel Ghysel (n° 3) : police à Roubaix** : affectation, en renfort, de personnel de police à Roubaix-Tourcoing ; personnels supplémentaires prévus par le projet de loi de finances rectificative pour 1986 ; lutte contre la toxicomanie et le trafic des stupéfiants [25 avril 1986] (p. 398, 399) ;

— **M. Aymeri de Montesquiou (n° 24) : dotation globale d'équipement** : différence de régime de D.G.E. entre les communes et groupements de commune de plus de 2 000 habitants et de moins de 2 000 habitants [23 mai 1986] (p. 1079) émiettement de l'aide de l'Etat aux petites communes ; évaluation du retard pris en matière d'équipement collectif par les petites communes (p. 1080) ;

— **M. Augustin Bonrepaux (n° 27) : dommages causés par la neige en Ariège** : attribution par le ministère de l'intérieur d'une subvention au titre des dépenses engagées par le service départemental d'incendie et de secours ; indemnisation de certains dégâts par les assurances ; instructions données au Codefi pour un examen rapide des dossiers déposés par les entreprises ; dommages matériels causés aux bâtiments agricoles et aux équipements collectifs [23 mai 1986] (p. 1081) ;

— **M. Bernard Deschamps (n° 153) : violences policières** : événements de 1979 ; accusation grave ; hommage au préfet de police ; exploitation politicienne cherchant à déconsidérer la police réaffirme les qualités de courage, d'abnégation et de loyauté des forces de l'ordre ; enquête judiciaire sur les violences [12 décembre 1986] (p. 7586) ; identification et arrestation des casseurs (p. 7587) ;

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : s'étonne du mépris de ce dernier à son égard (p. 7588) ;

— **M. Philippe Bassinet (n° 154) : instructions données aux forces de police les 4, 5 et 6 décembre** : ses observations [12 décembre 1986] (p. 7588) ; liberté de manifestation ; déroulement de la manifestation du 4 décembre et conséquence de celle-ci ; événements du 5 décembre (p. 7589) ; bilan de cette journée ; événements et bilan de la journée du 6 décembre ; enquêtes judiciaires en cours (p. 7590) ;

— **M. Michel Sapin (n° 155) : instructions réglementaires concernant l'emploi des lance-grenades** : indique que le Gouvernement ne s'oppose pas à la création d'une commission d'enquête ou de contrôle ; prohibition par les textes du tir tendu de grenade ; publicité sur les sanctions prises à l'encontre de fonctionnaires non conforme aux règles de droit administratif [12 décembre 1986] (p. 7591) ;

— **M. Pierre Joxe (n° 156) : absence d'instructions sur le terrain dans la soirée du 6 décembre** : absence de charges de police au quartier latin le 6 décembre au soir [12 décembre 1986] (p. 7592) ;

— **M. Roland Dumas (n° 157) : absence d'instructions pour interpeller les éléments provocateurs** : donne le détail des personnes interpellées [12 décembre 1986] (p. 7593) ; exploitation politicienne ; organisateurs des manifestations (p. 7594) ;

— **M. Roland Dumas (n° 168)**, posée par M. Gilbert Bonnemaison : **instructions données aux forces de l'ordre les 4, 5 et 6 décembre** : fonctionnement général des services de police ; lit la déclaration de M. Gaston Defferre lors d'une interview accordée à Paris-Match le 3 juin 1983 ; explications sur les événements données au Parlement ; commission d'enquête [19 décembre 1986] (p. 7843) ; provocateurs (p. 7844).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : inopportunité d'un rétablissement général des visas [10 juillet 1986] (p. 3138) ; ses observations (p. 3140) ; nécessité de donner à la police de l'air et des frontières les moyens d'agir dans des conditions légales et réglementaires ; appréciation des moyens d'existence variant selon la finalité du séjour (p. 3141) ; inconvénients de l'application de l'amendement n° 46 de M. Le Pen aux circuits touristiques français (p. 3142) ; souveraineté de l'Etat exigeant qu'il n'y ait pas de droit acquis à un étranger entrant en France ; texte de loi prévoyant fréquemment une marge d'appréciation laissée à l'administration (p. 3144) ; étude des possibilités permettant de mettre à la disposition des officiers de l'immigration un manuel élémentaire grâce auquel ils pourraient se faire comprendre d'un étranger qui emploie une langue rare ; impossibilité pour l'administration de recruter des fonctionnaires interprètes de toutes les langues et dialectes du monde (p. 3145) ; problèmes pratiques se posant pour appeler les consulats ; present projet de loi ne modifiant en rien les textes concernant les réfugiés (p. 3147) ; rôle des consulats ; conditions de fonctionnement des centres de rétention administrative (p. 3148) ; ses observations (p. 3149) ; **après l'article 1er** : rappelle à M. Gérard Fuchs qu'il n'a à dicter ni sa conduite, ni ses propos au Gouvernement (p. 3150) ; étudiants étrangers ; cas de ceux qui font du trafic de stupéfiants [11 juillet 1986] (p. 3172) ; **article 2** : modification des conditions de la délivrance de plein droit de la carte de résident (p. 3176) ; notions d'ordre public ; délivrance de cartes par la municipalité de Meyzieu dont le maire est M. Jean Poperen (p. 3176) ; réinsertion des immigrés respectueux des lois (p. 3177) ; abandon de la délivrance de plein droit de la carte de résident ; étude des cas dossier par dossier (p. 3179) ; lutte contre les « mariages blancs » (p. 3180) ; ses observations (p. 3181) ; ses observations (p. 3182) ; insertion des immigrés (p. 3183) ; distinction entre la suppression de l'attribution de plein droit de la carte de résident et son refus automatique (p. 3184) ; ses observations sur l'article 14 du projet pouvant résoudre les problèmes posés à l'amendement n° 192 de M. Jean-Yves Le Déaut sur les personnes de nationalité indéterminée (p. 3185) ; ses observations (p. 3199) ; problème de l'attribution de la carte de résident aux personnes entrées irrégulièrement en France au titre d'un faux regroupement familial (p. 3200) ; nécessité d'éviter que le projet de loi ne constitue une incitation à des regroupements clandestins (p. 3201) ; relèvement du seuil des sanctions pénales prévues à cet article ; rappelle à M. Jean-Marie Bockel qu'il n'a pas de leçon à lui donner ; sa confiance envers la justice ;

son refus de se déterminer par rapport à d'autres groupes politiques (p. 3203) ; volonté du Gouvernement de ne pas céder au « chantage » auquel voulaient se livrer « quelques grévistes de la faim » (p. 3204) ; **après l'article 2** : maintien de la durée de la carte de résident (p. 3206) ; prend acte de la conjonction entre les votes du Front national et ceux des groupes communiste et socialiste (p. 3207) ; **article 3** : souhaite qu'il n'y ait pas de séance de nuit (p. 3211) ; droit de vote aux immigrés ; carte de résident ne se retirant pas « à un guichet automatique » ; aide au retour ne devant pas conduire à des « allers-et-retours » (p. 3212) ; durée d'absence du territoire français du titulaire d'une carte de résident (p. 3213) ; rejet de tout ce qui serait limitatif et pour gêner une appréciation correcte et humaine du texte (p. 3214) ; insuffisance du personnel de contrôle aux frontières (p. 3216) ; perte du bénéfice de la carte de résident par l'étranger qui part pendant une année du territoire national (p. 3217) ; maintien du pouvoir d'appréciation de l'administration (p. 3218) ; volonté de ne pas être enserré dans des règles trop strictes (p. 3219) ; **article 4** : suite de l'affaire de la prise d'otages à la Cour d'assises de Nantes ; négociations avec l'ensemble des pays d'origine concernés ; lutte du Gouvernement contre le travail clandestin [15 juillet 1986] (p. 3246) ; Gouvernement préférant la reconduite à la frontière à l'encombrement des établissements pénitentiaires (p. 3247) ; inopportunité de donner un privilège ou une rente aux salariés clandestins (p. 3248) ; inopportunité de donner un privilège aux travailleurs clandestins (p. 3250) ; **après l'article 4** : sanction du trafic de main-d'œuvre (p. 3251) ; nombre de procès-verbaux dressés à l'encontre de patrons utilisant de la main-d'œuvre clandestine (p. 3252) ; **article 5** : instructions données aux fonctionnaires étant conformes à l'esprit et à la lettre de la loi (p. 3256) ; inefficacité et insuffisance de la législation de 1981 ; nécessité de compléter les effectifs de la police de l'air et des frontières ; coopération entre les différentes forces de sécurité et de contrôle travaillant aux frontières (p. 3258) ; sanctions des vérifications d'identité (p. 3270) ; possibilité de reconduire à la frontière des étrangers n'ayant pas de papiers ou ne pouvant justifier de ressources suffisantes ; négociations avec le Maroc et l'Italie sur la situation dans la région de Menton (p. 3271) ; création d'un manuel de base pour permettre aux étrangers ne comprenant pas le français de se faire entendre (p. 3273) ; intervention de l'autorité consulaire constituant une garantie pour les étrangers (p. 3275) ; **article 7** : avis de la commission départementale d'expulsion ; donne des exemples de cas où l'autorité administrative n'a pu pratiquer l'expulsion en raison d'un avis défavorable donné par la commission d'expulsion (p. 3281) ; impossibilité d'évaluer la quantité d'étrangers en situation irrégulière ; notion de « menace pour l'ordre public » ; suppression de l'avis conforme de la commission d'expulsion (p. 3282, 3283) ; nombre des immigrés clandestins (p. 3284) ; autorité administrative étant responsable du maintien de l'ordre (p. 3285) ; **article 8** : rôle consultatif de la commission chargée de donner un avis sur les expulsions ; reconduite à la frontière [16 juillet 1986] (p. 3310) ; Irlandais de Vincennes (p. 3311) ; **article 9** : rôle dissuasif de l'expulsion ; absence de fatalité déterminant un jeune à sombrer dans la criminalité (p. 3315) ; conditions d'expulsion des mineurs de moins de dix-huit ans ; délinquance des mineurs qualifiés de « jeunes yougoslaves » (p. 3318) ; propos tenus par M. Gérard Fuchs ; insécurité étant « le fruit de l'application de la loi de 1981 » (p. 3320) ; expulsion des étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans (p. 3322-3323) ; **après l'article 9** : octroi d'une carte de séjour temporaire aux personnes qui ne sont ni expulsables, ni reconductibles à la frontière (p. 3324-3325) ; **article 10** : dérapage auquel a donné lieu le texte précédent (p. 3342) ; problème des Irlandais de Vincennes ; nécessité de régulariser les pratiques antérieures (p. 3343) ; ses observations (p. 3344) ; nécessité de garder la possibilité de procéder aux opérations rendues nécessaires par le « comportement criminel » de certains jeunes gens (p. 3345) ; **article 11** : moyens de l'administration d'éviter l'accroissement du nombre de clandestins (p. 3347) ; rôle de la notification des arrêtés d'expulsion et des arrêtés prononçant la reconduite à la frontière (p. 3348) ; **article 12** : suppression du délit de vagabondage (p. 3350) ; **article 13** : difficulté d'exécution des décisions de reconduite à la frontière ou d'expulsion ; relations avec les Etats d'origine (p. 3353) ; **article 14** : son amendement n° 204 (visant à rédiger ainsi, après les mots : « départ d'un étranger » la fin du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article : « qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une mesure de reconduite à la frontière ») ; maintien de l'étranger dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire ; adopté ; son amendement n° 205 (précisant que le droit d'appel prévu au paragraphe III de cet article appartient également au ministère public et au représentant de l'Etat dans le département) (p. 3355) ; adopté après rectification (p. 3356) ; **article 15** : non motivation du refus de visa à l'étranger (p. 3357) ; **article 16** : régularisation de « l'imbroglio juridique » dans lequel un décret du 4 décembre 1984 avait placé une catégorie d'enfants arrivés avant cette date (p. 3358) ; **après l'article 17** : son opposition au rétablissement de l'autorisation administrative pour les associations étrangères (p. 3360).

Après les explications de vote : absence de négociation avec les jeunes gens qui ont fait une grève de la faim à Lyon (p. 3368) ; nécessité de revenir à une tradition juridique confiant à l'autorité administrative la responsabilité du maintien de l'ordre public ; lutte contre l'immigration clandestine ; modalités de délivrance de la carte de résident (p. 3369) ; volonté du Gouvernement de faciliter l'intégration des étrangers qui ont exprimé le désir de vivre en France dans le respect des lois ; renforcement des moyens de la police de l'air et des frontières ; développement d'une coopération avec les autorités étrangères ; affectation d'appelés du contingent aux frontières ; formation des personnels des services de préfecture chargés des étrangers (p. 3370) ; menace de l'immigration « mal contrôlée » sur l'identité nationale (p. 3371).

Commission mixte paritaire, discussion générale : flux migratoires en Europe et politique d'intégration des étrangers ; conditions d'expulsion des mineurs [7 août 1986] (p. 4137).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Commission mixte paritaire, discussion générale : sa remarque selon laquelle le parti communiste tend à comparer le régime du Premier ministre espagnol à celui du général Franco ; militants démocrates tués dans l'Espagne républicaine par le parti communiste [7 août 1986] (p. 4128, 4129).

— Déclaration du Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme et débat sur cette déclaration.

Discussion : recherche de Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon ; libération en février-mars 1986 de certains membres du groupe Abou Nidal ; explique les raisons pour lesquelles il a reçu Mgr Capucci [8 octobre 1986] (p. 4451).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale : Répond aux questions de :*

— *M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset :* mesures prises pour assurer la sécurité dans le métro [7 novembre 1986] (p. 6020) ;

— *M. Bruno Mégret :* inopportunité de tenir des statistiques de personnes appréhendées par la police ; nombre d'étrangers en situation irrégulière constituant une population criminogène ; multiplication des contrôles (p. 6021) ; utilisation des armes de service par les policiers ; amélioration de leur formation au tir (p. 6022) ;

— *M. Philippe Marchand, suppléé par M. Raymond Douyère :* possibilité de rattacher les tribunaux administratifs au ministère de la Justice (p. 6023) ; amélioration des conditions de fonctionnement de ces juridictions ; informatisation des greffes ; concertation avec les chefs de juriction (p. 6024) ;

— *M. Raymond Douyère :* ses observations (p. 6028) ; hiérarchisation des postes de police ; précise qu'il n'avait jamais été affirmé que la police serait couverte mais défendue contre les calomnies et les diffamations ; sanctions des fautes contre l'honneur commises par des policiers ; précise qu'aucun membre de la hiérarchie n'a indiqué à un gardien qu'il ne fallait pas dire la vérité dans une enquête de justice et qu'au mois de juillet il a été indiqué quel était le passé du jeune homme qui venait de mourir en même temps qu'était demandé à tout témoin de s'adresser à l'inspection générale (p. 6029).

PAPON (Christiane)

Député du Val-de-Marne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 27 juin 1986] (p. 7997) [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13997).

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Trafic de drogue aux abords des établissements scolaires** : mise en place des adultes-relais pour développer la prévention [18 juin 1986] (p. 2318).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98)

Première lecture, discussion générale : s'exprime contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Roland Leroy ; rappelle que M. Roland Leroy s'est largement écarté du seul aspect constitutionnel [10 juin 1986] (p. 2035) ; compatibilité de l'article 7 avec la convention européenne des droits de l'Homme ; interdiction de la détention par un étranger de parts dans une entreprise éditant une publication française d'informations politiques et générales ; suppression de la possibilité de remise en cause des droits acquis ; dispositif anticoncentration n'étant pas nécessaire au maintien du pluralisme de la presse ; décision du Conseil constitutionnel du 20 janvier 1984 sur la loi sur l'enseignement supérieur ; réintroduction d'un dispositif anticoncentration dans la proposition sénatoriale (p. 2036).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et Communication. Culture. — *Discussion générale : questions :* politique du Gouvernement dans le domaine du mécénat [23 octobre 1986] (p. 5237) ; présente la question posée par M. Michel Renard (p. 5237).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* opportunité de fiscaliser progressivement les allocations familiales pesant aujourd'hui essentiellement sur les entreprises [6 novembre 1986] (p. 5952).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : constitution d'un groupe d'étude sur la famille ; solidité de l'institution familiale ; déclin démographique [18 novembre 1986] (p. 6491) ; importance du troisième enfant ; politique menée entre 1980 et 1986 ; nécessité d'une promotion de la famille ; égalité fiscale des contribuables mariés et des contribuables non mariés ; renforcement de l'allocation parentale d'éducation ; allocation de garde d'enfant à domicile ; possibilité d'utiliser des T.U.C. pour la garde des enfants ; nécessité d'une politique de logements sociaux familiaux (p. 6492) ; mesures complémentaires ; problème des grossesses médicalement assistées ; statut de la mère de famille, et notamment assurance maladie et assurance vieillesse ; image de la famille présentée dans les médias (p. 6493) ;

PAPON (Monique)

Député de la Loire-Atlantique
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Membre suppléant de la commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

PARENT (Régis)

Député de la Drôme
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2** : problèmes de fiscalité se posant au corps médical [15 octobre 1986] (p. 4794) ; transparence fiscale des médecins conventionnés ; déductions fiscales prévues au régime de la déclaration contrôlée n'ayant connu aucune réévaluation depuis près de vingt ans ; situation sociale et fiscale des médecins conventionnés du secteur 2 ; médecins n'étant pas responsables de l'inflation des dépenses de santé (p. 4795).

PASCALLON (Pierre)

Député du Puy-de-Dôme
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à **l'élection du Président de la République** au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection **(n° 409)** [21 octobre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 16,** posée le 13 mai 1986 : **emploi et activité (politique de l'emploi : Puy-de-Dôme)** (p. 890) ; appelée le 23 mai 1986 : **emploi dans la région d'Issoire et du Val-d'Allier** : maintien de l'emploi dans l'usine Cegedur d'Issoire à la suite d'un accident ; firme Ducellier ; restructuration du groupe Valéo qui risque d'être absorbé par le groupe De Benedetti (p. 1083-1084) ;

— **n° 130,** posée le 25 novembre 1986 : **collectivités locales (finances locales)** (p. 6773) ; appelée le 28 novembre 1986 : **équilibre financier des collectivités territoriales** : importance insuffisante accordée après la décentralisation aux équilibres financiers des collectivités locales ; nécessité d'une réforme en profondeur des finances et de la fiscalité locale et d'une plus grande liberté pour les collectivités locales (p. 6953-6954).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : loi de finances et fiscalité encourageant la croissance ; théorie de l'offre ; études de Laffer [15 octobre 1986] (p. 4739) ; approuve la répartition des allégements fiscaux entre ménages et entreprises ; s'oppose à une aide fiscale directe à l'investissement ; nécessité de soutenir la demande intérieure ; effort en faveur des familles (p. 4740).

PASQUA (Charles)

Ministre de l'Intérieur

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'intérieur (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif à **l'élection des députés** et autorisant le Gouvernement à délimiter par **ordonnances** les circonscriptions électorales **(n° 8)** [9 avril 1986].

Projet de loi relatif aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200)** [12 juin 1986].

Projet de loi relatif à la **délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372)** [8 octobre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Jacques Jegou : évacuation des locaux de P.M.E. occupés par des grévistes** : rôle des commissaires de la République [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 632) ; volonté d'appliquer la loi (p. 633) ;

— **M. Jean-Pierre Stirbois : problèmes de sécurité et de défense civile** : liens entre défense civile et défense nationale ; rôle de la direction de la sécurité civile ; risques atomiques ; centrale de Tchernobyl [30 avril 1986] (p. 634) ;

— **M. François Asensi : loi électorale et découpage des circonscriptions** : respect des engagements pris par le R.P.R. et l'U.D.F. pendant la campagne électorale ; définition par le Parlement des critères qui permettront de rétablir le scrutin uninominal majoritaire à deux tours [7 mai 1986] (p. 834) ;

— **M. Eric Raoult : fraude électorale** : condamnation de l'ancien maire communiste de Noisy-le-Grand ; son attaque envers les députés socialistes qui ont été les « complices » ou les « organisateurs » de cette fraude ; pouvoir d'organisation des maires ; suppression du vote par correspondance et extension des compétences de la commission de contrôle ; nécessité pour les candidats de faire usage de leur droit de surveillance [7 mai 1986] (p. 831) ;

— **M. Paul Mercieca : découpage électoral, respect de l'intégrité du territoire des communes** : écart de la population par rapport à la population moyenne des circonscriptions du département ; respect des limites des cantons ; impossibilité de respecter l'intégrité du territoire des communes ; découpage de 1958, nécessité de ne pas séparer les villes de leur périphérie [4 juin 1986] (p. 1679) ;

— **M. André Lajoinie : découpage électoral, examen du projet par l'Assemblée nationale** : position du parti communiste en faveur du scrutin proportionnel intégral ; instructions données aux préfets de consulter l'ensemble des parlementaires de leur départements [4 juin 1986] (p. 1680) ; avis de la commission de hauts magistrats sur le redécoupage (p. 1681) ;

— **M. Jacques Bompart : lutte contre l'immigration clandestine, et procédure de visa** : présence de Français d'outre-mer dans les maquis et les camps de déportation ; lutte contre le racisme ; détournement des procédures de libre-admission pour les séjours touristiques, familiaux ou d'études ; asile politique ; études en cours sur le rétablisssement des visas [4 juin 1988] (p. 1681) ; renforcement des pouvoirs de la police de l'air et des frontieres (p. 1682) ;

— **M. Jean-Michel Couve : lutte contre les incendies de forêt** : sa visite au centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile [11 juin 1986] (p. 2081) ; moyens d'intervention des différents ministères en relation avec les collectivités locales (p. 2082) ;

— **M. Pierre Descaves : gréve dans la fonction publique** : existence de plans de sauvegarde des secteurs clef [22 octobre 1986] (p. 5132) ;

— **M. Jean-Pierre Michel : loi électorale** : désir du parti socialiste de revenir sur la loi rétablissant le scrutin uninominal à deux tours ; garanties et précautions dont s'est entouré le Gouvernement pour délimiter les circonscriptions [22 octobre 1986] (p. 5134) ;

— **M. Jean-Marie Le Pen : terrorisme en France** : rappel de l'action du Gouvernement précédent ; résultat de la politique actuelle ; réorganisation des services de police ; renforcement de leurs effectifs ; adoption de lois donnant les moyens d'intervenir, prévenir et réprimer [19 novembre 1986] (p. 6541) ; membres de la branche internationale et de la branche nationale d'Action directe sous les verrous (p. 6542) ;

— **M. Lionel Jospin : instructions données au préfet de police pour la manifestation étudiante du 4 décembre 1986** : enquête en cours sur les conditions dans lesquelles un mouvement pacifique a pu dégénérer ; interpellation ce matin de deux colleurs d'affiches utilisant une camionnette de S.O.S.-Racisme contenant des matraques ; instructions données au préfet de police de ne pas intervernir dans la manifestation du 4 décembre tant qu'elle se déroulerait dans le calme et d'assurer la protection des bâtiments publics ; coordination entre ses services et les responsables étudiants ; élements troubles à l'origine des premiers affrontements ; charges de grenades pour protéger l'Assemblée nationale et l'Elysée [10 décembre 1986] (p. 7450) ; intervention de C.R.S. pour éviter les heurts entre manifestants et éléments d'extrême-droite ; épisode filmé et présenté hors de son contexte ; interpellation et garde à vue de personnes dont beaucoup n'appartiennent pas au monde universitaire ; hommage à l'action du préfet de police (p. 7451) ;

— **M. Pierre Mauroy : conditions du décès d'un étudiant dans la nuit du 5 au 6 décembre** : enquête de l'inspection générale des services sur le déces de cet étudiant ; enchaînement des événements de la nuit ; intervention des forces de l'ordre pour permettre de maîtriser les incendies allumés ; dispersion des manifestants par des voltigeurs motoportés, unité fréquemment utilisée de 1981 à 1986 ; sérieux incidents à partir de vingt heures ; harcèlement des forces de l'ordre ; pillage [10 décembre 1986] (p. 7452) ; interpellation d'individus porteurs de barres de fer ; difficulté de distinguer véritables étudiants et casseurs et de protéger les promeneurs ; accusations traditionnellement portées contre les forces de l'ordre lors de grandes manifestations ; rappel des conclusions de M. Gaston Defferre après enquête sur la manifestation des sidérurgistes à Paris le 23 mars 1979 ; instructions données aux forces de l'ordre de ne pas alimenter les premiers incidents par une

intervention hâtive et de faciliter l'interpellation des casseurs (p. 7453) ;

— **M. Serge Charles : attentat contre M. Alain Peyrefitte : lutte contre le terrorisme** : condamnation unanime des actes terroristes visant à la déstabilisation de la démocratie ; lutte contre le terrorisme confiée à l'ensemble des forces de police plutôt qu'à un service spécialisé ; appel à la collaboration de la population ; recoupement et vérification des témoignages recueillis après les campagnes d'affichage [17 décembre 1986] (p. 7704) ; rappel des attentats commis par la branche nationale d'Action directe et par la branche internationaliste ; bilan des arrestations ; adoption en Conseil des ministres d'un projet de loi permettant le bon déroulement des procès de terroristes (p. 7705) ;

orales sans débat de :

— **M. Michel Berson (n° 42) : construction d'un commissariat de police à Montgeron** : confirmation de la construction d'un nouvel immeuble ; implantation du projet à proximité de l'actuel commissariat [30 mai 1986] (p. 1512-1513) ;

— **M. André Fanton (n° 121) : pont de Honfleur et développement du pays d'Auge** : construction réalisable sans apport budgétaire grâce à l'affectation des excédents dégagés par le pont de Tancarville ; instruction du dossier technique diligentée ; calendrier des travaux ; liaison entre le pont, Lisieux et Alençon constituée essentiellement de voies départementales ; réalisation de la rocade engagée dès le début du 9e Plan [28 novembre 1986] (p. 6951) ;

— **M. Pierre Pascallon (n° 130) : équilibre financier des collectivités territoriales** : progression des dotations de l'Etat prévue pour 1987 à un taux supérieur à celui de l'inflation ; définition d'un nouveau mécanisme de répartition de la D.G.F. ; répartition de la D.G.E. de façon à accroître la part des petites communes et des départements défavorisés ; modernisation et rationalisation de la fiscalité locale ; révision des évaluations des valeurs locatives à l'étude ; aménagement des taxes foncières et de la taxe professionnelle ; gestion des services publics locaux ; fixation des tarifs publics par les collectivités locales [28 novembre 1986] (p. 6954) ; mode de gestion des services publics locaux conférant à l'initiative privée un rôle plus important (p. 6955) ;

— **M. Robert Montdargent (n° 132) : budget de la commune de Montigny-les-Cormeilles** : subvention exceptionnelle attribuée sur décision conjointe du ministre de l'intérieur et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation chargé du budget, sans que les Chambres régionales des comptes aient à se prononcer ; endettement de Montigny-les-Cormeilles ; taux d'imposition de la commune très inférieur au taux plafond ; liste des communes bénéficiaires de subventions exceptionnelles publiée dans le rapport annuel de la Cour des comptes sur le projet de loi de règlement du budget de l'Etat [28 novembre 1986] (p. 6955) ;

— **M. Roland Dumas (n° 168) : posée par M. Gilbert Bonnemaison : instructions données aux forces de l'ordre les 4, 5 et 6 décembre** : création d'une commission d'enquête destinée à faire la lumière sur ces événements [19 décembre 1986] (p. 7843) ;

— **M. Michel Sapin (n° 169) : déclaration ministérielle à la suite de l'attentat de Provins** : attentat de Provins destiné a tuer M. Peyrefitte ; manifestation d'union nationale face au terrorisme ; climat de haine et de discrimination raciale cependant dû à certains propos ou écrits ; sa mission d'assurer l'ordre et la sécurité publique [19 décembre 1986] (p. 7844) ; ses observations (p. 7845).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales (n° 8).**

Première lecture, discussion générale : engagement de rétablir le scrutin majoritaire ; maintien du nombre de sièges ; nouvelle délimitation géographique des circonscriptions ; caractère indissociable du scrutin majoritaire et des institutions de la Ve République ; efficacité du scrutin majoritaire ; fonctions du Parlement ; fonctions du mode de scrutin [20 mai 1986] (p. 973) ; droit de dissolution ; expériences du scrutin proportionnel en France ; impossibilité de mener des réformes avec des gouvernements qui ne durent pas ; exemples de l'assemblée régionale de Corse et de la Knesset israélienne ; pouvoir des groupes charnières ; nécessité, pour le Président de la République, de pouvoir faire appel au peuple ; exemples de 1962, 1968 et 1981 ; contre-exemples de la Belgique et de l'Italie ; incompatibilité de la proportionnelle avec l'esprit de la Ve République ; impossibilité d'assurer par la proportionnelle une juste expression parlementaire à l'ensemble des courants politiques ; impossibilité de voter une loi à la proportionnelle ; risque de voir les décisions commandées par des groupes minoritaires ; maintien du réflexe majoritaire chez les électeurs en 1986 ; dépossession des électeurs de leurs droits dans le choix des élus (p. 974) ; disparition du lien personnel entre le député et ses électeurs ; régime des partis ; avantages du scrutin uninominal majoritaire : stabilité des institutions et alternance ; présence du scrutin majoritaire ou d'un scrutin à composante majoritaire dans toutes les grandes nations démocratiques : exemples des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la République fédérale d'Allemagne ; nombre de lois électorales depuis 1870 ; sa déclaration selon laquelle « il est de ceux qui ont participé à l'Histoire pendant que les amis de M. Philippe Bassinet se couchaient devant l'occupant » ; impossibilité pour un grand pays de se payer le luxe de l'instabilité gouvernementale (p. 975) ; applications du scrutin majoritaire à deux tours depuis 1875 ; existence en France d'un véritable système proportionnel de 1945 à 1958 ; rétablissement du scrutin majoritaire uninominal à deux tours par le Général de Gaulle avec le soutien du parti radical, de l'U.D.S.R. et de la S.F.I.O. ; stabilité gouvernementale depuis 1958 ; nécessité de donner au pouvoir législatif une essence territoriale dans un système centralisé (p. 976) ; mode de scrutin qui permet au peuple d'exercer sa souveraineté ; existence à l'Assemblée nationale d'une « majorité d'idées » en faveur du scrutin majoritaire, notamment dans l'opposition ; proportion de Français favorable au scrutin majoritaire ; délimitation des circonscriptions électorales ; maintien du nombre de députés ; régime des suppléants ; déclarations de candidatures ; seuil nécessaire pour pouvoir se présenter au second tour ; règles relatives à la propagande électorale et aux opérations de vote (p. 977) ; maintien du nombre de circonscriptions par département ; députés des territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ; écart de population entre circonscriptions d'un département ; respect de la continuité territoriale et des limites cantonales ; cas des cantons dont le territoire n'est pas continu ; création d'une commission appelée à donner son avis sur les projets d'ordonnance avant leur transmission au Conseil d'Etat ; révision des limites des circonscriptions électorales après deux recensements (p. 978) ;

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.**

Discussion : légitimité du Gouvernement ; existence de règles précises pour procéder au découpage électoral [22 mai 1986] (p. 1056) ; sa rencontre avec un certain nombre de députés et avec le président des élus socialistes du Pas-de-Calais ; organisation d'une consultation après la soumission du texte au Sénat : demande adressée aux préfets de procéder à une consultation auprès de tous les parlementaires ; sa déclaration selon laquelle aucun découpage n'est fait ; transmission des études faites par le ministre de l'intérieur à la commission composée de représentants de grands corps de l'Etat (p. 1056) ; engagement de rétablir le scrutin majoritaire (p. 1057).

— **Projet loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : règles régissant, depuis 1939, les associations étrangères ayant été abrogées par la loi du 9 octobre 1981 ; multiplication d'associations regroupant des ressortissants étrangers et dirigées par eux ; projet permettant de dissoudre les groupements organisant à partir de la France des actions de déstabilisation violente à l'encontre de pays étrangers démocratiques [27 juin 1986] (p. 2607) ; Gouvernement n'ayant en aucune manière l'intention de s'opposer aux associations étrangères ayant pour ambition de défendre les

intérêts et les droits légitimes des étrangers (p. 2608) ; loi de 1936 ne contenant aucune disposition de caractère général permettant la dissolution par décret de toute association au seul motif que celle-ci poursuit une activité illégale (p. 2609) ; rédaction de l'article mettant le Gouvernement français à l'abri des pressions de gouvernements étrangers ; appréciation du caractère démocratique de l'Etat étranger formulant une demande de dissolution d'associations ; dissolution étant prononcée par décret en Conseil des ministres (p. 2610).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).

Première lecture, discussion générale : ses pensées pour le jeune gendarme mort en service ; affaire de la rue Mogador ; nombre de policiers tués en service [9 juillet 1986] (p. 3051) ; absence de politique de formation des C.R.S. ; affectation des appelés du contingent dans les services de police ; insuffisance des effectifs de la police ; annulation des élections législatives dans la Haute-Garonne et en Haute-Corse ; politique de l'immigration définie par le Gouvernement (p. 3052) ; régularisation de travailleurs clandestins en 1981 ; risques impliqués par la présence d'une forte population immigrée en période de crise économique ; respect des droits des étrangers ; « contrat moral » avec les communautés étrangères (p. 3053) ; lutte contre le travail clandestin ; renouvellement des protocoles d'action commune du F.N.E. et du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés ; difficultés de logement des familles étrangères ; naturalisation ; aide au retour (p. 3054) ; respect du droit d'asile ; droit au regroupement familial ; stabilité du séjour des jeunes de la deuxième génération (p. 3055) ; lutte contre l'immigration clandestine ; procédure de reconduite à la frontière (p. 3056) ; lutte contre les étrangers constituant une menace pour l'ordre public ; recherche pour définir des procédures destinées à faire purger aux détenus étrangers une partie de leur peine dans leur pays d'origine ; politique d'aide au développement (p. 3057) ; rôle de « Alliance pour le développement » (p. 3058) ; demande une suspension de séance en raison d'un attentat commis contre les forces de police ; Gouvernement étant à la disposition de l'Assemblée » (p. 3064, 3065) ; caractère contradictoire des critiques de l'opposition [10 juillet 1986] (p. 3117) ; notion d'ordre public ; étrangers régulièrement établis sur le sol français devant pouvoir s'intégrer de manière durable dans la société française ; impossibilité que la carte de résident continue à être délivrée à tout étranger pouvant justifier d'une certaine ancienneté de résidence en France ; caractère non automatique de l'expulsion des étrangers condamnés à une peine de prison d'une durée supérieure ou égale à six mois ; absence de menace sur les jeunes de la seconde génération ; étranger titulaire d'une carte de résident ayant quitté le territoire français pendant plus de douze mois, étant, s'il y revient considéré comme un nouvel immigrant ; Gouvernement n'entendant pas expulser aveuglément les mineurs (p. 3118) ; nouvelles procédures de reconduite à la frontière ; Gouvernement socialiste ayant refusé d'accélérer le processus de construction d'établissements pénitentiaires ; possibilité pour un étranger faisant l'objet d'une procédure de reconduite à la frontière d'avertir son consulat ; abus dans la procédure actuelle du droit d'asile ; règles applicables à l'entrée en France des étrangers ayant été tournées par le biais d'un regroupement familial anarchique ; objectifs du Gouvernement étant de favoriser l'insertion des étrangers en France (p. 3119) ; réforme du code de la nationalité ; projet de loi garantissant la stabilité du séjour des étrangers remplissant les conditions ayant conduit à leur délivrer une carte de séjour et de travail ; distinction entre la reconduite à la frontière et l'interdiction du territoire ; lutte contre l'immigration clandestine ; expulsion des étrangers ayant enfreint les lois françaises ; attribution automatique de la carte de résident étant désormais limitée (p. 3120) ; équilibre du projet (p. 3121) ;

Discussion des articles : **article 1er** : entrée en France ne constituant pas un droit pour les étrangers ; notion de moyens d'existence ; possibilité pour l'étranger ne possédant pas le titre de séjour nécessaire ou ne justifiant pas de moyens d'existence pouvant en appeler à son consul ou demander l'assistance d'un conseil (p. 3137).

— Projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372).

Première lecture, discussion générale : rétablissement du scrutin majoritaire ; justification du recours à la procédure des ordonnances ; définition des critères du découpage et institution d'une commission de six hauts magistrats [10 octobre 1986] (p. 4588) ; nouvelle saisine de la commission pour les départements ayant fait l'objet de modifications non conformes à son premier avis ; respect des règles de délimitation fixées par la loi du 11 juillet 1986 ; circonscriptions formées par la réunion d'un nombre entier de cantons ; écart de population ; approbation de 535 circonscriptions sur 574 (p. 4589).

Commission mixte paritaire, discussion générale : absence de modification par rapport au découpage initial ; équilibre démographique étant la priorité absolue de la commission des Sages [22 octobre 1986] (p. 5147) ; refus du Président de la République de signer les projets d'ordonnances ; reprend la proposition de M. Pierre Joxe d'un retrait des motions de procédure ; respect des observations de la commission des Sages ; équité du projet de loi (p. 5148).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* bilan législatif du Gouvernement en matière de renforcement de la sécurité ; projet de loi sur la sécurité civile ; progression des effectifs du ministère de l'intérieur et de la police nationale [7 novembre 1986] (p. 5989) ; plan de modernisation de la police étant complété par un effort en faveur de l'immobilier et des techniques nouvelles ; carte nationale d'identité infalsifiable ; informatisation du fichier des permis de conduire et du fichier des empreintes digitales ; accroissement des crédits affectés à la recherche et à la police scientifique et technique ; système automatisé de traitement des traces balistiques ; sécurité des transmissions ; renforcement de la présence policière dans les grandes agglomérations (p. 5990) ; mission des policiers auxiliaires ; mesures d'amélioration du recrutement ; encadrement supérieur de la police ; remise à niveau des crédits de la sécurité civile (p. 5991) ; effort financier de l'Etat en faveur des collectivités locales ; évolution de la D.G.D. ; partage financier des D.A.S.S. ; montée en puissance de D.G.E. et des dotations d'équipement des lycées et des collèges ; prise en charge par l'Etat des dépenses des tribunaux judiciaires (p. 5992) ; compensation équitable des dégrèvements de taxe professionnelle consentis aux entreprises ; limitation de hausse des taux de cotisation employeur de la C.N.R.A.C.L. ; fonds de compensation de la T.V.A. ; insuffisance de la déconcentration (p. 5993-5994) ; résultats de la politique suivie depuis 1981 ; désorganisation de la police et montée de l'insécurité ; n'accepte pas de M. Joxe certains qualificatifs et certaines accusations et lui précise qu'il « aurait dû être procureur d'Etat dans une démocratie populaire » [7 novembre 1986] (p. 6004) ; nomination de certains préfets et notamment de Mme Bahison par M. Pierre Joxe (p. 6005).

Répond aux questions de :

— *M. Emile Zuccarelli :* déclin des mouvements autonomistes-indépendantistes en Corse ; renforcement du dispositif de sécurité contre le terrorisme et le banditisme (p. 6022-6023) ;

— *M. Raymond Douyère :* possibilité de rattacher les tribunaux administratifs au ministère de la Justice (p. 6023) ; réduction des délais de jugement ; informatisation des greffes ; engagement des concertations avec les chefs de juridiction ; suppression de poste de conseillers ;

— *M. Emile Zuccarelli :* lutte contre les incendies de forêts en région méditerranéenne ; renforcement des peines frappant les incendiaires ; renforcement des moyens du groupement aérien de Marseille-Marignane (p. 6026) ; accroissement les crédits de la sécurité civile ; inopportunité d'attribuer la prime au feu aux pilotes de canadairs pendant toute l'année ; sort des sinistrés ; inopportunité de faire prendre en charge par l'Etat les frais de débroussaillement des communes ; dépôt d'un projet de loi sur la lutte contre les incendies (p. 6027).

Crédits de la défense civile (p. 6030) ; transformation partielle des structures du ministère de l'Intérieur (p. 6031).

PASQUINI (Pierre)

Député de la Haute-Corse
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Réélu le 24 août 1986 [*J.O.* du 29 août 1986] (p. 10526).

S'inscrit au groupe R.P.R. [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) ; [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (justice : administration centrale et services judiciaires) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome V : **justice** : administration centrale et services judiciaires **n° 399 [9 octobre 1986]**.

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : obstruction de l'opposition ; légitimité du recours à l'article 49-3 ; engagement de la majorité sur l'application d'un programme clair et énumératif [15 mai 1986] (p. 920) ; saisine de la Cour des comptes et de la justice pénale sur l'affaire dite de « Carrefour du développement » ; saisine de la Cour des comptes pour le déficit des paiements prévus en 1986 au ministère de la défense ; diminution des autorisations de programme de cette administration entre 1981 et 1986 ; absence de crédits pour les programmes de stages destinés aux chômeurs de longue durée lancés fin 1985 ; saisine de l'inspection générale de l'administration sur l'utilisation des fonds publics par l'O.N.A.S.E.C. ; nécessité d'abonder les crédits budgétaires pour le paiement de l'aide personnalisée au logement, la retraite du personnel de la S.N.C.F. et les travaux du T.G.V. Atlantique ; réduction du chômage ; diminution des charges des entreprises ; nécessité de diminuer les prélèvements obligatoires ; nécessité de dénationaliser ; absence de caractère définitif des nationalisations antérieures à 1981 ; cas de Renault (p. 921) ; problème du chômage et notamment de celui des femmes et des jeunes ; éviction des féodalités économiques ; retour à la nation des grands moyens de production prôné par le programme du Conseil national de la Résistance ; participation ; garantie à la sécurité des biens et des personnes ; retour au scrutin majoritaire ; situation dramatique de la région Corse à cause du scrutin proportionnel (p. 922).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles. **article 3** : terrorisme constituant un délit exorbitant du droit commun [26 juin 1986] (p. 2517) ; pressions terroristes sur les juges, les magistrats et les témoins (p. 2518).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : service de la justice en péril ; conditions de travail des magistrats et des personnels de la justice [27 octobre 1986] (p. 5348) ; lassitude des justiciables ; inefficacité et lenteur de la justice ; justice reflétant la société ; lacunes de l'éducation civique ; relations entre le ministère de la justice et celui de l'éducation nationale ; évolution de la justice pénale vers un rôle éducatif et préventif ; reclassement des condamnés ; idée que le coupable est une victime de la société ; dépénalisation ; protection du délinquant au détriment de la société ; dangers de l'excès inverse ; inflation des recours (p. 5349) ; augmentation des délais pour obtenir un jugement ; augmentation du taux de la délinquance ; inflation du nombre des détenus ; situation du magistrat unique ; conditions d'accès à la fonction de juge d'instruction ; lutte contre la drogue (p. 5350).

Intérieur. — *Discussion générale :* violence et terrorisme en Corse [7 novembre 1986] (p. 6016) ; départ des « pieds noirs » ; attentat contre les Français d'origine continentale ; cas des enseignants ; absence d'indemnisation de la part des assurances ; pressions dont fait l'objet la justice ; difficultés d'exercice des fonctions administratives et économiques (p. 6017).

PATRIAT (François)

Député de la Côte-d'Or
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 41**, posée le 27 mai 1986 : **ministère de la culture et de la communication : administration centrale** (p. 1310) ; appelée le 30 mai 1986 : **crédits de la direction du développement culturel** : nécessité d'accorder 1 % du budget de l'Etat à la culture ; amputation des subventions aux activités culturelles et artistiques ; remise en cause de la politique contractuelle entre l'Etat et les collectivités territoriales ; culture scientifique et technique (p. 1513).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : suppression des crédits dans le collectif budgétaire pour la filière électronique ; situation de la L.C.C., filiale de Thomson ; situation de deux autres filiales de Thomson Orega et Vidéocolor [30 avril 1986] (p. 644).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : détermination des interprofessions pouvant assurer la gestion économique de leur secteur ; fonctionnement des offices [7 octobre 1986] (p. 4404) ; composition du conseil supérieur d'orientation ; lien entre les interprofessions efficaces et les offices ; cas de l'interprofession des vins d'appellation d'origine contrôlée ; problème des mesures communautaires coercitives ; rôle du conseil supérieur d'orientation ; revenu des producteurs des viandes bovines ; récupération de la T.V.A. sur le fuel ; non reconnaissance de la Côte d'Or comme département sinistré pour les productions céréalières, herbagères et laitières (p. 4405).

Discussion des articles : **article 1er** : représentation des consommateurs au sein du conseil supérieur d'orientation (p. 4415).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* projet de B.A.P.S.A. contenant des effets d'affiche [30 octobre 1986] (p. 5536) ; remise à niveau de l'effort contributif des agriculteurs et alignement de l'augmentation des cotisations sur celle des prestations ; maintien de l'abaissement de l'âge de la retraite ; revalorisation du montant des prestations ; absence de démantèlement des taxes de produit sur les céréales ; absence de mesures favorables aux agriculteurs en difficulté ; nombre d'agriculteurs sans protection sociale ; réforme du financement de la protection sociale ; problème posé par l'utilisation du revenu cadastral pour la fixation des cotisations (p. 5537).

PELCHAT (Michel)

Député de l'Essonne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi (n° 259) portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions [17 juillet 1986] (p. 3474).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (culture et communication : communication et radiotélévision) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à autoriser les collectivités locales à concourir aux **dépenses d'investissement des établissements privés sous contrat (n° 383)** [9 octobre 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome VI : **culture et communication : communication** et **radio-télévision (n° 396)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).**

Première lecture, discussion générale : réforme de la commission des comptes de la sécurité sociale ; prévisions financières pour 1986 et 1987 ; coût de l'abaissement de l'âge de la retraite [24 juillet 1986] (p. 3818) ; rétablissement de la contribution sur le revenu des personnes physiques ; partage de l'effort entre actifs et retraités ; recours à la capitalisation (p. 3819) ; nécessité d'accorder un statut fiscal à l'épargne-retraite ; mise en place d'une commission de sauvegarde de l'assurance vieillesse (p. 3820).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 19 (précisant un certain nombre de cas d'exonération de la contribution de 0,4 %) [25 juillet 1986] (p. 3880, 3881) ; exonération de la contribution de 0,4 des contribuables à revenus modestes frappés par une invalidité, mis à la retraite ou en pré-retraite, demandeurs d'emploi ou ayant perdu leur conjoint (p. 3882) ; difficulté d'appréciation du système d'exonération institué en 1984 pour le prélèvement de 1 % ; retiré (p. 3883).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe ; obstruction systématique du groupe socialiste ; concertation avec les professionnels de la communication lors de la préparation du projet ; longueur des débats au Sénat à cause de l'obstruction socialiste ; examen du projet par la commission des affaires culturelles [5 août 1986] (p. 4100) ; incapacité du système audiovisuel français à faire face à l'évolution technologique ; privatisation de TF1 ; baisse de la redevance et relance de la création française ; compétences de la C.N.C.L. ; simplification du régime d'autorisation d'usage des fréquences et d'exploitation des services de communication audiovisuelle ; redéfinition du rôle du secteur public (p. 4101).

— **Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).**

Première lecture, discussion générale : rôle du Conseil constitutionnel ; limitation de la concentration dans la presse et la communication audiovisuelle [9 octobre 1986] (p. 4533, 4534).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre : V — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* assainissement des finances publiques ; recettes du Fonds national de développement des sports ; nouvelle approche sur les attributions des aides à l'Etat [4 novembre 1986] (p. 5805) ; signature des conventions d'objectifs pour justifier l'octroi de subventions ; évaluation de la capacité physique des jeunes Français ; sport à l'école (p. 5806).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : nécessité de mieux définir le rôle de l'Etat dans le domaine de la communication et de réussir la mise en concurrence du secteur public ; radios décentralisées de Radio-France ; rôle de la C.N.C.L. pour rétablir l'ordre sur la bande F.M. ; Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) ; mission de T.F.1 [13 novembre 1986] (p. 6286) ; futur cahier des charges d'Antenne 2 ; nécessité d'attribuer à cette chaîne 100 millions de francs supplémentaires ; société française de production (S.F.P.) ; suppression des commandes obligatoires ; surefectifs ; nécessaire diversification de son activité ; télédiffusion de France (T.D.F.) ; ouverture de l'A.F.P. aux capitaux privés ; Radio-France outre-mer (R.F.O.) (p. 6287).

Examen des crédits : **article 56** : approuve le prélèvement de 25 millions sur le budget du service de la redevance [14 novembre 1986] (p. 6321) ; son amendement n° 289 (affectation à Antenne 2 des 25 millions de francs prélevés sur le budget du service de la redevance) (p. 6322) ; retiré (p. 6323).

Seconde délibération du projet de loi : **article 42** : création sur Antenne 2 [14 novembre 1986] (p. 6431) ; **article 56** : son amendement n° 4 (tendant à porter le produit de la redevance affectée à TDF à 98,8 millions de francs) : vote réservé (article 95, alinéas 3 et 5 du règlement) ; son amendement n° 5 (tendant à augmenter le produit de la redevance sur la télévision affectée à Antenne 2) ; effort en faveur de la création sur Antenne 2 (p. 6435) : vote réservé (article 95, alinéas 3 et 5 du règlement) (p. 6436) ; rejetés (p. 6448).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).**

Première lecture, discussion générale : **article 8** : son amendement n° 38 (de suppression) ; répartition du produit attendu de la redevance entre les organismes bénéficiaires ; financement du satellite TDF1 [11 décembre 1986] (p. 7528) ; budget de la SEPT ; moyens d'Antenne 2 ; situation de TF1 (p. 7529) ; **article 8 (précédemment réservé)** : son amendement n° 38 (de suppression) : retiré (p. 7564).

PEN (Albert)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Elu sénateur le 28 septembre 1986.

Cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

Prise d'acte de la vacance de son siège de député [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12273).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 11 juillet 1986] (p. 8658).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon (n° 255) et du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 256).

Première lecture, discussion générale commune : durée des statuts particuliers de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte [31 juillet 1986] (p. 3973) ; respect de la réglementation de la pêche par les chalutiers métropolitains ; protection des zones de pêche au Canada (p. 3974).

PENICAUT (Jean-Pierre)

Député des Landes
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 7,** posée le 23 avril 1986 : **voirie (autoroutes)** (p. 318) ; appelée le 25 avril 1986 : **projet d'autoroute A 64** : projet du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques remplaçant le projet de l'autoroute A 64 par une voie express départementale entre Bayonne et Orthez (p. 390) ; remise en question du tracé actuel de l'autoroute A 64 (p. 391).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* difficultés causées par l'accord C.E.E.-Etats Unis aux maïsculteurs du Sud-ouest ; possibilité d'attribution à la production maïsicole d'une part du quota d'isoglucose ; pénalité provisoire infligée aux agriculteurs ayant dépassé leur quota laitier en cours d'année ; production de palmipèdes gras [30 octobre 1986] (p. 5568).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 25** : financement du corps de sapeurs-pompiers forestiers professionnels du département des Landes ; participation des sylviculteurs [11 décembre 1986] (p. 7553, 7554).

PERBEN (Dominique)

Député de la Saône-et-Loire
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [7 août 1986] (p. 4142).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 14 août 1986] (p. 9991).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard, relative à la création d'un « comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux » (n° 458) [27 novembre 1986] (p. 6910).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 345) adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant dispositions diverses relatives aux **collectivités locales (n° 346)** [8 août 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux **collectivités locales (n° 348)** [12 août 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Congrès de la J.O.C.** : présence de personnalités politiques communistes et socialistes à ce congrès ; absence du secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; relations entre l'Etat et les diverses associations de jeunesse [21 mai 1986] (p. 996) ;

— **Rénovation de l'Université** : nécessité d'adapter notre système de formation aux réalités modernes ; appel à la réflexion de tous les partenaires concernés ; insertion régionale des universités [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 7454, 7455).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : responsabilité des maires et des présidents de conseils généraux et régionaux dans la gestion de la fonction publique territoriale ; élection des bureaux des assemblées régionales et départementales ; modalités de concertation entre les conseils généraux et les associations du secteur sanitaire et social ; aide des collectivités locales aux investissements des établissements d'enseignement privé ; cas des équipements informatiques [11 août 1986] (p. 4185) ; évolution de la D.G.F. pour certaines catégories de communes (p. 4186).

Discussion des articles. Rapporteur : **article 1er** : son sous-amendement n° 69 à l'amendement n° 1 de M. Charles

Revet (visant à substituer dans le cinquième alinéa (4°) de cet amendement aux mots « après délibération du conseil municipal justifiée par l'intérêt de la commune », les mots « sur délibération motivée du conseil municipal si celui-ci considère que l'intérêt de la commune le justifie, ») : adopté (p. 4216) ; ses observations (p. 4218) ; **après l'article 3** : fonctionnement des Cotorep (p. 4219) ; **article 4** : son amendement n° 8 (visant à insérer dans le deuxième alinéa du paragraphe I *bis* de cet article après les mots, « projet de schéma », les mots : « relatives aux établissements et services sociaux ou médico-sociaux fournissant des prestations prises en charge par le département ») ; objet de la consultation de la commission prévue à cet article par le président du Conseil général ; adopté ; son amendement n° 9 (possibilité pour le président du Conseil général de consulter la commission prévue à cet article sur les orientations relatives aux domaines de compétence communs à l'Etat et au département) : adopté (p. 4222) ; **article 6** : récupération des œuvres d'art d'intérêt local par les communes (p. 4223) ; régime fiscal des donations et legs faits aux musées municipaux (p. 4224) ; **article 8** : restriction des possibilités d'insérer des clauses compromissoires dans les contrats conclus par les collectivités territoriales avec des sociétés étrangères aux seuls contrats engageant conjointement l'Etat et les collectivités territoriales (p. 4226) ; **après l'article 8** : ses observations (p. 4227) ; **article 8 *bis*** : ses observations (p. 4229) ; **après l'article 8 *bis*** : code électoral (p. 4230) ; nombre de niveaux d'administration en France (p. 4231) ; **article 8 *ter*** : report de la loi sur la participation des communes aux frais de scolarité des enfants scolarisés dans une autre commune (p. 4234) ; son amendement n° 10 (précisant que pour les années scolaires 1986-1987 et 1987-1988, l'inscription des enfants scolarisés au cours de l'année précédente dans la commune d'accueil ne peut être remise en cause avant le terme de leur scolarité en école maternelle ou en école élémentaire) ; garanties apportées à la situation des enfants inscrits dans une commune d'accueil pour la rentrée scolaire de 1986 ; adopté ; **article 8 *septies*** : son amendement n° 11 (précisant la liste des établissements d'enseignement public pour lesquels le changement de nom est de la compétence de la région) ; ses observations (p. 4235) ; adopté (p. 4236) ; **article 8 *undecies*** : son amendement n° 12 : devenu sans objet (p. 4245) ; **après l'article 11 *quater*** : régime de la fonction publique territoriale (p. 4247) ; **article 12** : son amendement n° 70 (rédactionnel) : adopté (p. 4249) ; lien entre les besoins particuliers des régions en personnel et la nécessité de recourir à des agents contractuels ; son amendement n° 71 (rédactionnel) : adopté (p. 4250) ; **article 13 *bis*** : son amendement n° 14 (rédactionnel) (p. 4251) ; adopté ; son amendement n° 15 (précisant que les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux détachements en cours de fonctionnaires auprès de personnes physiques) ; détachement de personnels auprès de parlementaires ; adopté (p. 4252) ; **article 14 *ter*** : son amendement n° 16 (de précision) ; examens professionnels : adopté (p. 4253) ; **après l'article 15** : délai de paiement par le payeur municipal des factures mandatées (p. 4256) ; **article 20** : son amendement n° 17 (de précision) ; adopté ; **article 22** : son amendement n° 18 (précisant que les conditions dans lesquelles une région peut accorder son cautionnement ou sa garantie à un emprunt d'une personne privée, sont applicables aux lycées privés situés sur son territoire) ; retiré (p. 4257) ; **article 22 *bis*** : ses observations sur les problèmes de répartition de la D.G.E. (p. 4259) ; **après l'article 27** : ses observations (p. 4263).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : régime des donations et legs aux musées municipaux ; prise en charge par les communes des frais de scolarité pour les enseignements primaire et maternel ; aide des collectivités locales aux établissements d'enseignement privés ; personnels des D.D.E. ; engagement de M. Bernard Bosson à déposer un projet de loi sur la modification du régime de la D.G.F. [12 août 1986] (p. 4305).

PERBET (Régis)

Député de l'Ardèche
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

PERDOMO (Ronald)

Député des Bouches-du-Rhône
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues tendant à tirer toutes les conséquences de l'incompatibilité instituée entre un mandat de parlementaire et l'exercice de fonctions publiques non électives (n° 83) [29 mai 1986] (p. 1495).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Dominique Chaboche et plusieurs de ses collègues, destinée à améliorer la sûreté de l'Etat (n° 391) [27 novembre 1986] (p. 6910).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation financière des fournisseurs de la Normed** : conséquences de la carence de l'Etat qui s'était comporté en porte-fort de la Normed [8 octobre 1986] (p. 4456).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : thèmes abordés par le projet de loi ; « délire rédactionnel » du Gouvernement et du Parlement et crise du droit ; réforme des institutions et rôle du pouvoir législatif ; sa mise en cause de l'E.N.A. [11 août 1986] (p. 4192, 4193) ; rôle des amendements-tests déposés par le Front national pour déterminer la position de vote du groupe ; possibilité pour les collectivités locales de mener des actions en faveur de la démographie et de la famille ; institution d'un contrôle préalable de la régularité de la situation des ressortissants étrangers en matière d'aide sociale (p. 4194).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 48 (de suppression) [11 août 1986] (p. 4218) ; rejeté au scrutin public (p. 4219) ; **après l'article 6** : son amendement n° 5 (possibilité pour les collectivités territoriales de mener des actions en faveur de la démographie et la famille) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 4 (instaurant l'obligation de vérifier la régularité des conditions de séjour d'un étranger lors de l'instruction d'un dossier d'aide sociale en sa faveur) (p. 4224) ; lutte contre l'immigration clandestine ; ses observations sur l'escroquerie récente aux Assedic ; rejeté au scrutin public (p. 4225) **article 8 *bis*** : son amendement n° 50 (de suppression) (p. 4228) ; élection à la représentation proportionnelle des bureaux des conseils régionaux ; soutien du Front national à la représentation proportionnelle (p. 4228, 4229) ; rejeté au scrutin public (p. 4230).

Commission mixte paritaire, discussion générale : intérêt électoral du projet de loi ; liberté de l'enseignement ; allocation d'études et chèque-éducation ; rôle du Conseil constitutionnel [12 août 1986] (p. 4305, 4306).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. V. — Jeunesse et sports. — *Discussion générale : questions :* institution d'une commission sportive autonome dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; conséquence de la diminution du budget général du sport sur les transferts contractuels ou non à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur [4 novembre 1986] (p. 5817).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** préférence nationale ; principes constitutionnels du droit à la différence des citoyens français par rapport aux non-français [9 décembre 1986] (p. 7373).

PERETTI DELLA ROCCA (Jean-Pierre de)

Député des Bouches-du-Rhône
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Simplification de la réglementation en matière d'urbanisme : droit de préemption urbain [18 juin 1986] (p. 2310, 2311).

PERICARD (Michel)

Député des Yvelines
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98) [7 mai 1986] (p. 850).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 18 juin 1986] (p. 7568).

Membre suppléant de la commission consultative des fréquences [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660).

Membre du conseil d'administration de Télévision française 1 [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299) [31 juillet 1986] (p. 3981).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 12 août 1986] (p. 9919).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986 1986] (p. 13021).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 7 novembre 1986] (p. 13402).

Membre du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant **réforme juridique de la presse** (n° 98) **(n° 193)** [6 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 299) adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la **liberté de communication (n° 339)** [4 août 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **liberté de communication (n° 347)** [11 août 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 366) complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant **réforme du régime juridique de la presse** et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 371)** [7 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication (n° 433)** [6 novembre 1986].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : commissaires socialistes ayant multiplié les amendements répétitifs ; caractère inévitable de la suspension des travaux de la commission ; texte résultant d'une proposition de loi adoptée par le Sénat ; régime de liberté constituant la seule garantie d'une information indépendante et pluraliste ; protection des influences étrangères [10 juin 1986] (p. 2022) ; évolution du régime juridique de la presse ; objectifs et dispositions de l'ordonnance du 26 août 1944 ; notion de transparence ; ordonnance ne comportant aucune disposition visant directement à limiter la concentration ; interdiction pour une seule et même personne d'être directeur de la publication de plusieurs quotidiens ; ordonnance de 1944 ayant créé une confusion sur les notions de pluralisme et de concentration ; rapport du Conseil économique et social sur les aides à la presse (p. 2023) ; rappelle que M. Pierre Mauroy s'était engagé en termes à peine voilés à démanteler le groupe de presse de M. Hersant ; notion de transparence remontante ; loi de 1984 ; décision du Conseil constitutionnel ; maintien en vigueur de l'ordonnance de 1944 (p. 2024) ; élaboration par la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse d'un droit prétorien ; définition du champ d'application du nouveau régime juridique de la presse ; notion de publication de presse ; notion d'entreprise éditrice ; abandon de la notion de transparence remontante ; informations que les publications de presse doivent communiquer à leurs lecteurs ; suppression de l'obligation de publier le bilan et le compte d'exploitation ; suppression de toute référence aux tirages ; protection de la presse française contre les intérêts étrangers ; proposition de loi ne contenant aucune disposition visant à limiter les concentrations (p. 2025) ; nécessité de favoriser la constitution et d'organiser la concurrence de groupes multimédias nationaux ; suppression de l'exigence d'une équipe rédactionnelle propre ; problème du rôle des journalistes professionnels ne se posant que pour la presse magazine ; nécessité de réformer les aides publiques à la presse ; bénéfice de l'article 39 *bis* du code général des impôts devant être étendu aux investissements des entreprises de presses dans tout le secteur de la communication ; extension du taux réduit de T.V.A. de 2,10 % à toutes les publications

d'informations politiques et générales ; système des tarifs postaux préférentiels (p. 2026) ; mesures d'allègement des charges sociales au titre des collaborateurs non professionnels (p. 2027) ; ses observations sur la question préalable de M. Pierre Joxe (p. 2051) ; obstruction des travaux de la commission ; inopportunité de la rédaction d'un second rapport [12 juin 1986] (p. 2157).

Discussion des articles : **ayant l'article 1er** : amendement n° 26 de M. Jean-Jack Queyranne reprenant comme les suivants les amendements déposés par l'opposition en 1983 sur le projet de loi relatif à la transparence et au pluralisme ; inutilité de ces amendements dans le cadre de la proposition en discussion (p. 2159) ; ses observations (p. 2161) ; **article 1er** : télématique constituant un mode de diffusion écrit ; exclusion des banques des données du champ d'application de la loi ; application des dispositions de la loi aux publications gratuites (p. 2165) ; distinction entre les services télématiques de presse et les autres (p. 2166) ; obligations de transparence ne pouvant être limitées aux seules publications d'informations politiques et générales ; aides à la presse n'étant pas incluses dans le champ d'application de la loi (p. 2167) ; situation de la presse gratuite (p. 2168) ; transparence devant s'imposer à toute la presse périodique (p. 2169) ; **article 2** : sens de l'expression « entreprise éditrice » ; suppression des obligations des entreprises dont l'activité d'éditeur n'est qu'accessoire ; notion de transparence [16 juin 1986] (p. 2199) ; utilisation de la décision du Conseil constitutionnel de 1984 (p. 2201) ; amendement n° 378 de M. Roland Leroy constituant un retour aux dispositions inapplicables de l'ordonnance de 1944 (p. 2202) ; confusion entre les obligations de transparence et les aides à la presse (p. 2203) ; précision de la notion d'entreprise éditrice (p. 2204) ; ses observations (p. 2205) ; champ d'application de la loi (p. 2206) ; effectivité de la transparence en matière de presse (p. 2207) ; **article 3** : son souhait que le Conseil constitutionnel examine le texte (p. 2209) ; définition de l'opération de prête-nom (p. 2210) ; article 3 permettant d'éviter les prête-noms dans toutes les situations (p. 2212) ; notion de prête-nom (p. 2213) ; problèmes de la presse écrite ne se posant pas dans les mêmes termes que dans l'audiovisuel (p. 2214) ; **article 4** : rappelle que les actions des sociétés de presse sont nécessairement nominatives lorsque l'entreprise a revêtu la forme d'une société par actions ; extension par la loi de 1984 de l'obligation de nominativité aux sociétés contrôlant au moins 20 % d'une entreprise de presse (p. 2216) ; ses observations (p. 2226) ; **après l'article 4** : inopportunité d'accorder aux journalistes une faculté de consultation qu'ils possèdent déjà (p. 2227) ; rappelle sa position en 1983 sur la notion d'équipe rédactionnelle (p. 2229) ; ses observations (p. 2230) ; **article 5** : obligation énoncée dans son article 7 par la loi de 1984 ; inconvénients comportés par l'obligation de publication du tirage (p. 2233) ; obligations imposées par la loi de 1984 étant disproportionnées avec la nécessité d'informer les lecteurs (p. 2234) ; élaboration par M. Caillavet d'un droit prétorien des entreprises de presse (p. 2235) ; son amendement n° 356, à titre personnel (rédactionnel) : adopté (p. 2236) ; ses observations (p. 2237) ; son amendement n° 357 à titre personnel (tendant, dans le troisième alinéa (2°) de cet article, à insérer après les mots « sa raison sociale », les mots « son siège social ») ; utilité que le siège social soit porté à la connaissance des lecteurs ; adopté ; inutilité de la mention du capital social de l'entreprise éditrice (p. 2238) ; notion de principal copropriétaire (p. 2239) ; difficulté de connaître le véritable responsable de la rédaction (p. 2240) ; son amendement n° 358, à titre personnel (tendant à supprimer le cinquième alinéa (4°) de cet article) ; inopportunité d'indiquer que la liste des sociétaires ou associés peut être consultée au siège de l'entreprise ; adopté ; son amendement n° 359 à titre personnel (tendant à supprimer le sixième alinéa de cet article) ; indication du tirage moyen ou de la diffusion moyenne pouvant être gênant pour les publications dont le tirage est modeste ou en diminution ; adopté (p. 2241) ; son amendement n° 360, à titre personnel (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; législation applicable aux services télématiques ; adopté ; amendement n° 320 de M. François d'Aubert ne concernant pas l'objet du texte en discussion (p. 2242) ; **après l'article 5** : rappelle qu'il défendra ultérieurement un amendement tendant à limiter la concentration (p. 2243) ; **article 6** : ses observations (p. 2244) ; son amendement n° 361, à titre personnel (publicité des cessions ou promesses de cession de droits sociaux ayant pour effet de donner à un cessionnaire au moins un tiers du capital social ou des droits de vote) ; rôle du Conseil constitutionnel (p. 2245) ; suppression de la notion de minorité de blocage ; adopté après modification (p. 2246) ; **article 7** : participation des étrangers dans les entreprises de presse ; objectifs de son amendement n° 362 (p. 2254) ; limitation de la participation étrangère dans les publications de langue française (p. 2255) ; inachèvement des travaux de la commission ; son amendement n° 362 à titre personnel (précisant les conditions de limitation des participations étrangères dans le capital des entreprises de presse) (p. 2256) ; interventions d'intérêts indirects étrangers dans la presse française (p. 2257) ; participations indirectes des étrangers dans les entreprises de presse ; adopté (p. 2258) ; son amendement n° 363 à titre personnel (notion de société étrangère) ; notion de personne morale étrangère ; adopté ; problème des nouvelles publications des communautés étrangères de langue française (p. 2259-2260) ; **article 8** : « prestations » assurées par une entreprise de presse donnant lieu à réception de fonds ou avantages d'un gouvernement étranger ; refus des journalistes de faire des articles rédactionnels qui soient en fait des publicités (p. 2261) ; notion de « transparence remontante » (p. 2262) ; **article 9** : sa demande de réserve de l'article 9 jusqu'après l'examen de l'article 10 (p. 2263) ; **article 10** : exclusion d'infractions visées par l'ordonnance de 1944 dans la loi d'amnistie de 1981 (p. 2265) ; ses observations (p. 2273) ; ses observations sur les propos tendant à prétendre que les parlementaires travaillent sous la dictée d'autrui (p. 2274) ; annulation de la loi sur la presse de 1984, de la loi de 1982 sur l'audiovisuel et de l'amendement « tour Eiffel » (p. 2275) ; nécessité de supprimer certaines dispositions dirigées contre le groupe Hersant pour faire une loi de liberté ; ses observations sur le « capital socialiste » en évoquant la 5e chaîne ; ses observations sur le sous-amendement « grammatical » n° 597 de M. Jean-Jack Queyranne (p. 2776-2277) ; responsabilité civile du directeur de la publication (p. 2279) ; **article 9 précédemment réservé** : ses observations ; son amendement n° 364 : devenu sans objet (p. 2281) ; **article 11** : équipe rédactionnelle ; création du délit collectif de recevoir de l'argent ; publicités et informations financières sous forme d'articles (p. 2282) ; ses observations (p. 2283) ; distinction entre le message publicitaire et l'article publicitaire (p. 2284) ; **après l'article 11** : impossibilité de mettre des pétitions de principe dans un texte de loi (p. 2285) ; son amendement n° 365 (dispositions visant à limiter les concentrations) ; distinction entre la concentration des moyens techniques et le regroupement des titres de presse (p. 2286) ; dispositions complémentaires nécessaires à l'adaptation de la législation au développement du secteur de la communication ; seuil de 30 % (p. 2287) ; ses observations (p. 2288) ; notion d'entreprise éditrice (p. 2291) ; adopté après rectification (p. 2292) ; **après l'article 11** : inutilité d'une commission chargée de contrôler l'application de la loi ; déclarations de M. Henri Caillavet ; compétence des tribunaux ; rôle du service juridique et technique de l'information [18 juin 1986] (p. 2328) ; refus de créer une commission pour la transparence et le pluralisme de la presse (p. 2331) ; situation de la presse et des journalistes ; correspondants à l'étranger ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 2332) ; présence de rédacteurs non professionnels dans les hebdomadaires ; rôle des sociétés de rédacteurs (p. 2333) ; numéro d'inscription à la commission des publications et des agences de presse (p. 2334) ; peines prévues en cas d'infractions au dispositif anticoncentration (p. 2335) ; identité entre l'amendement n° 557 de M. Jean-Pierre Michel et l'article 15 de la proposition de loi (p. 2336) ; son amendement n° 366, à titre personnel (sanctions pénales en cas d'infraction aux obligations de la loi) ; répression de la concentration abusive ; peine prévue en cas d'infraction à la loi ; adopté (p. 2338) ; **article 13** : ses observations (p. 2339) ; **article 14** : dispositif anticoncentration (p. 2340) ; **article 16** : son amendement n° 367, à titre personnel (réglementation des agences de presse) ; nécessité d'adopter une nouvelle rédaction de l'article 16 ; adopté ; **article 17** : son amendement n° 368, à titre personnel (de cohérence) ; prise en compte des modifications apportées à la loi de 1982 par la loi du 13 décembre 1985 ; adopté (p. 2341) ; **article 19** : effet de tribune de MM. Jean Le Garrec, Jean-Jack Queyranne et Louis Mexandeau, visant à culpabiliser les députés qui abrogent l'ordonnance du 26 août 1944 un 18 juin ; propos du général de Gaulle sur l'inapplicabilité de l'ordonnance du 26 août 1944 ; transparence et pluralisme de la presse ; loi de 1984 destinée à abattre un groupe de

presse pour racheter les titres vendus (p. 2347-2348) ; ses observations ; **après l'article 19** : son amendement n° 369 (de coordination) : adopté (p. 2349) ; **amendements précédemment réservés** : amendements de M. Jean-Jack Queyranne tendant à transformer la proposition en loi sur la communication audiovisuelle (p. 2350) ; réforme des aides à la presse (p. 2355) ; ses observations (p. 2356).

Explications de vote : déroulement du débat ; rôle des amendements (p. 2359).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : ses observations sur M. François Loncle considéré comme « l'un des plus mauvais journalistes de la télévision » [4 août 1986] (p. 3987) ; établissement d'un cadre juridique adapté à l'évolution technologique du secteur de la communication ; rôle des activités de communication dans l'expansion économique ; démarche adoptée par le projet ; décloisonnement des secteurs des télécommunications et de la radiodiffusion ; rationalisation des interventions publiques (p. 3988) ; ses inquiétudes sur la création *ex nihilo* de principes constitutionnels par le Conseil constitutionnel ; sacralisation de l'audiovisuel ; indépendance de la communication audiovisuelle à l'égard du pouvoir politique ; organisation successive du monopole de la radio-télévision (p. 3989) ; chasse aux journalistes en mai 1981 à la radio-télévision ; limogeage de présidents de société (p. 3990) ; précise à M. François Loncle « qu'il n'a pas été digne d'être valet de chambre et qu'on l'a renvoyé pour incapacité » ; politique de la communication de la loi de 1982 ; mise en place d'une commission nationale de la communication et des libertés (p. 3991) ; suppression de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle et du conseil national de la communication audiovisuel ; suppression du double monopole des télécommunications et de la radiodiffusion ; développement du service public des télécommunications (p. 3992) ; transformation de la D.G.T. en entreprise publique ; concurrence dans les activités de production et de programmation d'émissions ; S.F.P. ; distinction de la responsabilité de la programmation et de la production ; privatisation de TF1 ; rôle et modalités de financement des secteurs publics ; filialisation de T.D.F. et de la S.F.P. (p. 3993) ; régime juridique des exploitants de services privés de communication ; transparence des services ; limitation de la concentration ; protection du cinéma ; mise en place d'un code d'égalité entre le secteur public et le secteur privé dans les domaines non régis par la loi (p. 3994) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe ; (p. 4030, 4031) ; **ses observations** sur la question préalable opposée par M. Georges Hage ; rejet de cette question préalable en commission [5 août 1986] (p. 4042) ; **ses observations** sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe ; nombre d'amendements déposés sur le projet (p. 4101) ; **ses observations** sur le recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution « décidé » par le groupe socialiste ; concentration multimédias (p. 4102).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur : composition et rôle de la C.N.C.L. [12 août 1986] (p. 4281) ; règlement de l'usage des bandes de fréquences par les administrations d'Etat et par les services privés ; possibilité de modifier les fréquences utilisées par les sociétés nationales de programme ; privatisation de TF1 ; nomination du président de Radio-France Internationale ; plafonnement pour 1987 des recettes publicitaires du secteur public audiovisuel ; maintien du taux de la redevance en 1987 ; contenu des cahiers des charges des chaînes publiques ; modifications apportées au dispositif anti-concentration du projet de loi (p. 4282) ; compétence du Gouvernement pour abroger les autorisations d'exploitation des satellites de télécommunications (p. 4283).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire : **article 7** : autonomie de la C.N.C.L. (p. 4301) ; **article 55** : plafonnement des recettes publicitaires des chaînes de service public (p. 4302) ; **article 70** : existence d'une convention collective pour les réalisateurs de télévision (p. 4303) ; **article 72 *bis*** : limitation des coupures publicitaires lors de la diffusion d'un film ; **article 94** : sensibilité du Gouvernement « aux vacances judiciaires de la Cour de cassation » (p. 4304).

Ses observations sur le fait personnel de M. François Loncle : expression de « valet de chambre » utilisé par M. François Loncle à son encontre [4 août 1986] (p. 4013, 4014).

— Projet de loi loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : rôle du conseil constitutionnel ; annulation des dispositions tendant à limiter les concentrations dans l'audiovisuel [9 octobre 1986] (p. 4449) ; conséquences des nouvelles techniques de communications audiovisuelles ; concurrence internationale en matière de communication ; développement du câble ; taille des groupes français de communication (p. 4500) ; annulation des dispositions sur la concentration des quotidiens d'information générale ; dispositif anti-concentration dans la presse écrite et dans l'audiovisuel ; rôle de la C.N.C.L. ; disparition prochaine du dispositif du projet de loi (p. 4501) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe : motions de procédure étant détournées de leur objet ; suppression de la Haute-autorité ; compétences de la C.N.C.L. en matière de contrôles des concentrations (p. 4543, 4544).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : dispositions prévues dans l'amendement n° 19 de M. Jean-Jack Queyranne figurant dans la loi de septembre 1986 (p. 4544) ; caractère superfétatoire de l'amendement n° 20 de M. Bernard Schreiner (p. 4545) ; rôle de la C.N.C.L. n'étant pas limité au secteur public (p. 4546) ; amendement n° 24 de M. Jean-Jack Queyranne ayant pour objet de rétablir la commission Caillavet (p. 4547) ; ses observations (p. 4548) ; **article 1er** : loi étant appelée à être rapidement dépassée par les évolutions technologiques ; désignation par l'Académie française d'un membre de la C.N.C.L. ; *article 29 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 1 (critères d'autorisation par le C.N.C.L. des services de radio) (p. 4553) ; participation des candidats dans des régies publicitaires et dans des entreprises éditant des publications (p. 4554) ; adopté après modification ; hypothèse de l'existence d'une fréquence unique disparaissant avec l'arrivée du câble et des satellites (p. 4555) ; **article 1er** ; *article 30 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 2 (critères dont tient compte la C.N.C.L. pour l'autorisation des services de télévision par voie hertzienne terrestre) [10 octobre 1986] (p. 4591) ; adopté après modification ; *article 31 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 3 (critères dont tient compte le C.N.C.L. pour l'autorisation des services de radio-diffusion par satellite) (p. 4592) ; adopté après modification ; **après l'article 1er** : notion d'équipe rédactionnelle ; possibilité de créer des sociétés de rédacteurs (p. 4593) ; caractère nominatif des actions des sociétés titulaires d'autorisations (p. 4595) ; **article 2** : article 39 de la loi du 30 septembre 1986 n'interdisant pas de cumuler des prises de participation d'un montant de 25 % dans toutes les chaînes nationales ; *article 39 de la loi du 30 septembre 1986 ;* regrette que le Conseil constitutionnel n'ait pas laissé une marge de manœuvre plus grande à la C.N.C.L. en matière de contrôle ; limitation à 5 % de la troisième participation dans les satellites (p. 4598) ; ses observations (p. 4599) ; situation des hebdomadaires de télévision (p. 4600) ; **après l'article 2** : loi prévoyant les obligations concernant les programmes propres que la C.N.C.L. imposera aux titulaires des autorisations (p. 4601) ; ses observations (p. 4602) ; *article 41 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 14 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « desservant l'ensemble du territoire métropolitain » les mots « à caractère national ») ; définition du service de radio-diffusion à caractère national ; adopté ; *article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 4 (tendant au début de l'avant-dernier alinéa (4°) du texte proposé pour l'article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 à insérer après le mot « éditer », les mots « ou contrôler ») : adopté (p. 4606) ; *article 41-2 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 5 (tendant après les mots « national ou non » à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article « dont l'audience potentielle cumulée, dans la zone considérée dépasse 10 % des audiences potentielles cumulées dans la même zone de l'ensemble des services, publics ou autorisés, de même nature ») ; cumul d'autorisations concernant le service de radio ; adopté ; son

amendement n° 6 (tendant dans l'avant-dernier alinéa (4°) du texte proposé pour l'article 41-2 de la loi du 30 septembre 1986 à insérer après le mot « éditer » les mots « ou contrôler ») : adopté ; (p. 4607) ; **article 3** : *article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986* : son amendement n° 7 (tendant dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article à insérer après les mots : « société titulaire d'autorisation », les mots : « ou a placé celle-ci sous son autorité ou sa dépendance ») ; hypothèses des contrôles par des moyens autres que financiers ou juridiques ; adopté ; son amendement n° 15, à titre personnel (définition de la personne titulaire d'une autorisation) ; son amendement n° 8 (même objet) ; nécessité d'éviter toute discrimination entre les différentes radios périphériques ; soumission des satellites diffusant sur la France en langue française au même régime que les radios ; distinction entre les télévisions terrestres et les télévisions par satellite ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 8 : devenu sans objet (p. 4630) ; son amendement n° 9 (définition des réseaux à caractère national en matière de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre) : adopté ; son amendement n° 10 (définition de l'audience potentielle d'un service de communication audiovisuel) : adopté (p. 4631) ; *article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986* : ses observations (p. 4632) ; son amendement n° 11 ; devenu sans objet (p. 4633) ; *après l'article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986* : promotion rédactionnelle à travers les émissions normales d'un groupe multimédia (p. 4634) ; **après l'article 4** : son amendement n° 12 (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 17 de la loi du 30 septembre 1986 à insérer après les mots : « autorité administrative ou judiciaire », le mot : « compétentes ») : adopté (p. 4637) ; son amendement n° 16 à titre personnel (possibilité pour la C.N.C.L. de mettre en demeure de faire cesser des abus de positions dominantes et des pratiques entravant le libre exercice de la concurrence dont elle aurait eu connaissance) ; renforcement de la C.N.C.L. en faveur de la protection de la libre concurrence ; saisine de la justice lorsque ceux à qui la C.N.C.L. aura adressé des mises en demeure ne s'y seront pas conformés (p. 4638) : adopté après modification ; création d'un observatoire du marché publicitaire ne relevant pas du domaine de la loi (p. 4639) ; **article 5** : frontières entre la commisison de la concurrence et celle de la communication ; limitation des concentrations en matière de presse au seuil de 30 % de la diffusion nationale ; moyens de contrôler ce seuil de diffusion maximal (p. 4641, 4642) ; rappelle la décision du Conseil constitutionnel en matière de seuil de diffusion sur la loi de 1984 ; rappelle qu'il ne doit rien à M. Robert Hersant (p. 4643) ; son amendement n° 13 (tendant à compléter le troisième alinéa du paragraphe I de cet article par les mots : « ou s'entend de toute situation dans laquelle une personne physique ou morale ou un groupement de personnes physiques ou morales auraient placé une publication sous son autorité ou sa dépendance ») définition de la notion de contrôle ; adopté (p. 4644) ; décision du Conseil constitutionnel sur la loi de 1984 (p. 4645) ; **titre** : moyens comparés de la Haute autorité et de la C.N.C.L. (p. 4646).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Rapporteur : décision du Conseil constitutionnel ; rôle central dévolu à la nouvelle commission nationale de la communication et des libertés ; question préalable adoptée par le Sénat sur le texte [8 novembre 1986] (p. 6057) ; absence de prise en compte des participations déjà détenues à la date de promulgation de la loi ; détention par une même société de plusieurs autorisations pour diffuser un même programme de radio sur des gammes de fréquences distinctes ne comptant que pour une seule autorisation au regard des règles relatives à la concentration (p. 6058).

Discussion du texte de la C.M.P. : **après l'article 5** : amendement n° 1 du Gouvernement : sociétés locales d'exploitation du câble (p. 6064).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale* : désengagement du Gouvernement dans le secteur de la communication [13 novembre 1986] (p. 6294) ; « magouillage » pour l'attribution de la 5e chaîne durant la précédente législature ; nomination des présidents de chaîne ; souhaite que la Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) exerce rapidement ses fonctions ; objectivité à la télévision ; déontologie des journalistes ; règle des trois tiers (p. 6295) ; réseau câblé ; décision prise par le Gouvernement soviétique de créer une télévision au Cambodge (p. 6296).

PESCE (Rodophe)

Député de la Drôme
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'appellation d'origine **« olives de Nyons »** ou « olives noires de Nyons » et « huile d'olive de Nyons » **(n° 278)** [17 juillet 1986].

PEUZIAT (Jean)

Député du Finistère
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions* : apport dans le budget du fonds spécial de grands travaux ; diminution des crédits de la pêche maritime et des cultures marines ; équipements portuaires ; modernisation des bâteaux de pêche ; problème de la négociation avec la Mauritanie concernant la langouste ; abandon du programme d'aide majeure à la navigation d'Ouessant [21 octobre 1987] (p. 5078).

PEYRAT (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [23 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : soutien général des forces) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome XI : **défense** : soutien général des forces **(n° 398)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Problèmes à la télévision** : déclaration selon laquelle n'y aurait « pas de chasse aux sorcières à la radio-télévision » ; politisation de certaines émissions ; impossibilité de tolérer une émission aussi « débile que Sexy Folies » ; préférence accordée aux feuilletons américains sur les productions françaises ; possibilité de relancer la création française et de remédier au chômage des jeunes acteurs français [21 mai 1986] (p. 1001, 1002).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; impact du terrorisme sur l'opinion publique ; droit constitutionnel à la sûreté et à la sécurité [24 juin 1986] (p. 2424) ; terrorisme à vocation révolutionnaire ; terrorisme à vocation nationale et indépendantiste ; terrorisme transnational ; bilan du terrorisme en France depuis 1983 ; actions terroristes spéculant sur l'impuissance de l'adversaire à renoncer au respect d'un certain nombre de principes ; amnistie du 4 août 1981 ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; suppression de la garde à vue de six jours ; abolition de la peine de mort ; distribution de protections par le Gouvernement socialiste (p. 2425) ; nécessité de rétablir la peine de mort ; urgence de la lutte contre le terrorisme (p. 2426).

Discussion des articles : **article 3 :** *article 700-1 du code de procédure pénale :* possibilité pour les tribunaux de déterminer les éléments constitutifs d'une infraction si la loi ne l'a pas fait [26 juin 1986] (p. 2519) ; difficulté de définir la notion de terrorisme ; urgence de l'adoption d'une législation contre le terrorisme (p. 2522) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* institution de la collégialité bloquant tout travail d'instruction ; restriction du nombre de magistrats imposant le recours fréquent au juge unique (p. 2527) ; impuissance des avocats face aux magistrats instructeurs (p. 2528).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 4 :** vacuité de la notion « charges réunies paraissant suffisantes » pour justifier la comparution immédiate ; faiblesse des moyens des avocats commis d'office 2 juillet 1986 (p. 2780) ; **article 6 :** ses observations sur les propos de M. Emmanuel Aubert [2 juillet 1986] (p. 2796) ; **article 7 :** peine de mort ; gardiens de prison ayant choisi leur métier en connaissant les risques ; affaire « Recco » (p. 2801).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** entrées clandestines d'étrangers dans la région de Nice ; nécessité de reconduire à la frontière les étrangers ne pouvant justifier de ressources régulières ou licites [15 juillet 1986] (p. 3270) ; filière tunisienne de la drogue (p. 3271) ; **article 13 :** champ d'application de l'assignation à résidence de l'étranger ayant fait l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière mais ne pouvant être envoyé ni dans son pays d'origine ni dans aucun autre pays ; difficultés d'expulsion des étrangers en séjour irrégulier en France ; extraits d'un rapport interne à la sûreté urbaine de Nice [16 juillet 1986] (p. 3352) ; **article 14 :** maintien dans des locaux administratifs d'étrangers ayant fait l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière et ne pouvant quitter le territoire français ; problème des autorités maghrébines de la prison des Baumettes ; refus de décliner son identité pour faire obstacle à une mesure d'expulsion (p. 3354).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : notion de soutien général des forces ; crédits consacrés à la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) [12 novembre 1986] (p. 6152) ; mission du service d'informations et de relations publiques des armées (S.I.R.P.A.) ; diminution des postes permanents à l'étranger ; besoin d'aides soignantes et d'organismes para-médicaux au profit du service de santé ; service des essences (p. 6153) ; retard accumulé par les gouvernements successifs précédents ; insuffisance de l'effort budgétaire ; nécessité d'une dissuasion atomique indépendante ; missile S.X. ; intérêt du missile de croisière (p. 6176) ; forces conventionnelles du pacte de Varsovie ; nombre insuffisant d'avions ; caractère dépassé du char A.M.X. 30 ; retard accumulé dans les forces navales ; développement des actions terroristes et des prises d'otages ; défense opérationnelle du territoire ; développement des armes « intelligentes » ; enjeu de l'espace ; condition de vie des personnels militaires ; défense civile ; escorte rapprochée des pétroliers français dans le golfe persique (p. 6177) ; défense européenne commune ; objectif de 5 % du P.I.B.M. (p. 6178) ; économies budgétaires sur le recrutement des cadres officiers et sous-officiers (p. 6191) ; comparaison des conditions d'existence civiles et militaires (p. 6192).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, explications de vote : vote hostile du groupe Front national ; volonté d'amélioration en faveur du troisième enfant [19 novembre 1986] (p. 6587) ; caractère préoccupant de la situation démographique française ; valeur du code de la famille de 1939 ; légalisation de l'avortement par la loi Chirac-Veil ; nécessaire mise en place d'une véritable politique de préférence familiale (p. 6588).

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (départements et territoires d'outre-mer : Pacifique sud ; défense [14 octobre 1986] (p. 4727, 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome VIII : **défense (n° 397)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : démentatèlement par les socialistes de la législation répressive ; affrontement de deux philosophies pénales depuis la Libération ; triomphe de l'école dite de la nouvelle défense sociale ; évolution de la philosophie pénale depuis 1980 ; politique pénale menée entre 1977 et 1981 [25 juin 1986] (p. 2473) ; politique pénale suivie depuis 1981 ; retour en force du sentiment d'insécurité ; nécessité d'une procédure spécialisée dans la lutte contre le terrorisme ; valeur de l'incitation à la dénonciation ; contrôles d'identité ; corrélation entre la montée de la criminalité et l'accroissement du nombre des immigrés en situation irrégulière ; réduction de peine ; instauration d'une période de sûreté de trente ans (p. 2474) ; rétablissement de l'incrimination de l'association de malfaiteurs pour certains délits particulièrement graves ; procédure de la comparution immédiate ; énumération des dispositions en retrait par rapport à la loi dite « sécurité et liberté » ; circulaire de non application de M. Badinter ; évolution du nombre des détenus ; programmes pluriannuels pour les prisons de

1981 ; nécessaire coopération avec les pays voisins dans la lutte contre le terrorisme (p. 2475) ; projet de Communauté européenne de défense anti-terroriste ; nécessité d'une peine certaine et rapide ; contraintes de la cohabitation (p. 2476).

Ses observations sur le reppel au réglement de M. Pierre Joxe ; justification de l'absence de réunion de la commission des affaires étrangères [2 octobre 1986] (p. 4323).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* budget étant un budget de croissance et de renforcement de la présence française ; sécurité du ministère et des ambassades ; cohabitation ne posant pas de problèmes en matière de politique étrangère ; retour à la cohérence de la politique étrangère ; dénouement de l'affaire Greenpeace ; relations avec l'Iran [24 octobre 1986] (p. 5292) ; relations avec les pays du Sud ; politique du personnel du ministère des affaires étrangères ; ses observations sur le maintien des commissaires politiques mis en place par le Gouvernement socialiste ; danger du retrait éventuel du théâtre européen, des missiles de croisière américains et des Persching II (p. 5293) ; rupture de relations diplomatiques de l'Angleterre avec la Syrie (p. 5315).

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : nécessité de la dissuasion nucléaire [12 novembre 1986] (p. 6153) ; prise en compte de l'évolution technologique ; nécessité de la présence française dans le Pacifique Sud ; sécurité des expériences nucléaires ; conclusion de la mission conduite par le professeur Atkinson ; attitude de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie ; adoption de trois protocoles par les pays du forum du Pacifique Sud ; rôle que doit jouer le secrétariat d'Etat chargé des problèmes du Pacifique Sud ; convoitises sur la zone pacifique (p. 6154).

PEYRET (Michel)

Député de la Gironde
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [23 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **gratuité, à l'aide sociale en matière scolaire et universitaire** et à la prime de rentrée scolaire **(n° 45)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant au développement de l'**éducation sexuelle (n° 50)** [23 avril 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome III : **Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (n° 398)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement

— Retour de l'embassadeur de France en Afrique du Sud : bilan du « régime raciste » d'Afrique du Sud ; emprisonnement de Nelson Mandela ; initiative de la jeunesse communiste et de la fédération mondiale de la jeunesse démocratique pour une manifestation européenne contre l'apartheid ; fourniture d'armes contre des livraisons de charbon et d'uranium ; inauguration par M. Botha du monument à la mémoire des Sud-Africains morts en France pendant la première guerre mondiale ; recommandation de l'O.N.U. de boycotter le régime sud africain ; sanctions économiques [14 mai 1986] (p. 896).

orales sans débat :

— **n° 163,** posée le 16 décembre 1986 : *eau et assainissement (politique de l'eau : Aquitaine)* (p. 7695) ; appelée le 19 décembre 1986 : **déficit en eau de la région Aquitaine** augmentation du déficit en eau de la région aquitaine ; rapport « plan grand sud-ouest » ; équilibre écologique menacé ; programme réalisé pour l'irrigation mais non pour les réserves en eau (p. 7839) ; conséquence pour l'agriculture ; nécessité d'engager une action concertée avec les régions concernées et mesures à mettre en œuvre ; problème de savoir s'il est envisagé d'éliminer les exploitations familiales (p. 7840).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** nécessité de soumettre pour avis à la commission des affaires sociales et culturelles de l'Assemblée nationale et au conseil économique et social les projets d'ordonnance visés à l'article 2 et au présent article ; danger de la procédure des ordonnances [29 avril 1986] (p. 597) ; **article 4 :** secteur public et nationalisé étant celui où les travailleurs ont été le plus en mesure d'imposer historiquement des garanties et acquis sociaux ; tâche de redistribution sociale par le biais des activités de service public remplie par le secteur public et nationalisé ; flexibilité, déréglementation et dénationalisations n'étant que les trois volets d'une même offensive d'une reconquête patronale [30 avril 1986] (p. 620).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés :** utilisation d'appelés du service national dans la police ; rôle de la conscription dans la défense nationale [27 mai 1986] (p. 1304) ; restriction de l'accès des appelés aux postes opérationnels et techniques à cause des volontaires du service long du contingent (p. 1305).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** contrat à durée déterminée [2 juin 1986] (p. 1555) ; contrats à durée déterminée d'un maximum de deux ans (p. 1571-1572) : maintien du contrat de travail en cas de modification de la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société (p. 1574) ; organisation du travail ; possibilité pour le salarié licencié sans motif réel et sérieux de choisir entre sa réintégration ou le versement d'une indemnité ; arbitraire des chefs d'entreprise (p. 1582) ; limitation du recours au travail temporaire ; augmentation des périodes de chômage entre les contrats ; nombre de salariés ayant un travail précaire (p. 1587) ; convention de branche ou accord professionnel ne pouvant comporter des dispositions moins favorables aux salariés que celles qui leur sont applicables en vertu d'une convention ou d'un accord couvrant un champ territorial ou professionnel plus large [3 juin 1986] (p. 1597) ; relance économique passant par le développement humain (p. 1598) ; son amendement n° 56 (composition des délégations participant aux négociations sur les conventions de branche et accord professionnel ou interprofessionnel et de leur extension) : rejeté (p. 1600) ; projet gouvernemental faisant s'écrouler un nouveau pan du code du travail (p. 1602) ; nécessité que les travailleurs puissent intervenir sur la stratégie et la gestion de l'entreprise ; nécessité de favoriser la pratique d'horaires individualisés (p. 1603) ; nécessité d'une diminution progressive de la durée légale du travail ; abaissement de la

durée du travail représentant la fraction de productivité dont les salariés doivent bénéficier (p. 1610) ; impossibilité que la diminution du temps de travail induise une baisse des revenus disponibles (p. 1611) ; son amendement n° 68 (conditions de dérogation à l'article L. 213-10 du code du travail (p. 1612) ; rejeté au scrutin public (p. 1613) ; **article 1er** : situation des agents des services du travail et de l'emploi ; rôle des inspecteurs du travail en matière de licenciements ; moyens des services du travail et de l'emploi étant généralement insuffisants ; suppression de plus de quatre cents postes au sein des inspections du travail dans la loi de finances rectificative ; intervention des inspecteurs du travail tant que l'autorisation administrative n'est pas supprimée 4 juin 1986 (p. 1712) ; ses amendements n° 255, 332, 350, 378 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1722, 1723) ; **son rappel au règlement** : démarche du groupe socialiste visant à examiner branche par branche la situation économique et sociale afin d'apprécier pleinement l'impact des décisions proposées par le Gouvernement et sa majorité ; regrette que le Gouvernement ait cru devoir demander la réserve des amendements du groupe socialiste (p. 1725).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Explications de vote : lettre de M. Yvon Gattaz au patronat sur l'activité du Gouvernement [11 juin 1986] (p. 2124) ; pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des familles ; baisse des prix agricoles ; disparition de la notion de logement social ; remboursement des dépenses de maladie ; nombre de demandeurs d'emplois ; restructurations industrielles ; précarisation du travail ; mesures fiscales du Gouvernement ; taxe de tenue des comptes bancaires ; relèvement des tarifs publics (p. 2125-2126).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pascal Clément tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le code de l'urbanisme pour les communes dépourvues de plan d'occupation des sols (n° 253).

Première lecture, discussion générale : maintien de la règle de constructibilité limitée de l'article L. 111-1-2 du code de l'urbanisme [9 juillet 1986] (p. 3078) ; droit de préemption urbain ; projet de loi Méhaignerie relançant les flambées spéculatives (p. 3079).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : modification de la définition de « la menace sur l'ordre public » ; catégories d'étrangers non expusables ; intentions gouvernementales de lutter contre les mariages blancs ; enfants mineurs ne pouvant être expulsés ; avis de la commission d'expulsion [15 juillet 1986] (p. 3282) ; **article 9** : réduction du nombre de catégories d'étrangers non expulsables [16 juillet 1986] (p. 3315) ; **article 14** : son refus de l'extension de la rétention administrative des étrangers (p. 3355).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : introduction, dans le projet de loi, de la notion de « droit à l'habitat » ; démantèlement de l'institution H.L.M. ; interdiction de l'habitat de qualité aux familles modestes ; liens entre le droit au logement et le logement social ; aide à la pierre [17 juillet 1986] (p. 3458) ; logement social H.L.M. ; relations entre le propriétaire bailleur et le locataire (p. 3459) ; **article 1er** : suppression du système du tiers payant pour le versement de l'A.P.L. ; application de la loi aux logements fournis par les entreprises à leurs salariés mais n'étant pas des logements de fonction (p. 3466) ; **article 2** : possibilité, pour les organismes H.L.M., de renégocier les prêts locatifs aidés dont ils ont pu disposer depuis 1977 (p. 3468) ; **article 6** : possibilité offerte au propriétaire bailleur de louer un logement en mauvais état ; inopportunité que le locataire serve de banquier à son propriétaire [18 juillet 1986] (p. 3485) ; nécessité de prévoir que dans le cas où le locataire accepte de faire les travaux le bail est d'une durée double d'un bail normal (p. 3486) ; **article 7** : définition des réparations en location (p. 3488) ; **article 8** : loyer payé par le sous-locataire ne pouvant être supérieur à celui acquitté par le locataire (p. 3491) ; liste des bénéficiaires de la transmission du bail en cas d'abandon du domicile (p. 3495) ; **article 15** : loyer en cas de première location ou de relocation ; loyer en cas de renouvellement du contrat de location [18 juillet 1986] (p. 3507) ; caractère peu satisfaisant de la pratique de révision des loyers sur la base d'un indice (p. 3508) ; dispositions prévoyant la majoration contractuelle du loyer en cas de travaux d'amélioration ne pouvant entrer en vigueur que dès lors que le rythme de la réhabilitation des logements locatifs sociaux aura atteint le niveau de 200 000 logements par an (p. 3510) ; que le rythme de la construction atteindra annuellement le niveau de 150 000 logements aidés en accession à la propriété ; que le rythme de la construction atteindra annuellement le niveau de 100 000 logements locatifs sociaux ; que l'aide personnalisée au logement sera versée directement à son bénéficiaire (p. 3511) ; que pourront bénéficier de l'allocation de logement les personnes âgées de plus de soixante ans ; que la progression des aides personnelles au logement sera garantie à un niveau supérieur ou égal à celui de l'inflation ; pressions inadmissibles s'exerçant sur les députés du groupe communiste (p. 3513) ; dispositions prévoyant la majoration contractuelle du loyer en cas de travaux d'amélioration du logement ne pouvant entrer en vigueur que dès lors que les organismes d'habitation à loyer modéré pourront renégocier les emprunts en cours contractés pour la construction ou l'amélioration des logements locatifs sociaux (p. 3514) ; que les organismes d'habitation à loyer modéré pourront bénéficier pour les logements construits avant le 1er janvier 1973 d'une exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties de trente-cinq ans (p. 3515) ; **son rappel au règlement** : attitude du Gouvernement mettant en évidence la conception anti-démocratique et autoritaire qu'il a du rôle de l'Assemblée nationale (p. 3517) ; **article 17** : versement des neuf dixièmes du dépôt de garantie à un fonds départemental de l'habitat en vue d'indemniser les bailleurs dans le cadre de l'article 26 de la loi du 22 juin 1982 ; dépôt de garantie ne pouvant être prévu lorsque le loyer est payable d'avance pour une période supérieure à deux mois (p. 3520) ; financement du logement social (p. 3521) ; situation du bailleur réclamant à son locataire, à titre de dépôt de garantie, une somme supérieure au montant autorisé par la loi (p. 3522) ; **article 25** : possibilité pour le juge de prescrire des travaux si le local antérieurement soumis à la loi de 1948 ne répond pas à des normes de confort ; [22 juillet 1986] (p. 3645) ; problème des logements exigus soumis à la loi de 1948 dont la mise aux normes est impossible (p. 3646) **article 29** : fixation du seuil de revenus définissant les catégories de population restant soumises à la loi de 1948 ; nécessité de faire coïncider l'âge de la retraite avec la limite d'âge au-delà de laquelle les dispositions de sortie de la loi de 1948 ne sont pas applicables (p. 3654) ; **avant l'article 35** : modification du système d'attribution des logements locatifs sociaux ; responsabilité de l'équipe municipale dans la situation du logement dans la commune ; définition d'un plan local de l'habitat ; contingents préfectoraux pour les logements en H.L.M. ; gestion des crédits d'Etat en faveur du logement (p. 3671) ; **article 35** : retour à l'équilibre de la gestion des organismes H.L.M. par la hausse des loyers ; abrogation de la loi de 1977 sur les H.L.M. (p. 3675) ; **article 36** : exclusions créées par le système d'attribution des logements sociaux ; augmentation du plafond de ressource ; existence d'une catégorie ne pouvant se loger ni dans le secteur social ni dans le secteur privé (p. 3684, 3685) ; liberté des organismes H.L.M. pour fixer les loyers des logements reloués après le départ du locataire (p. 3686) ; augmentation du nombre de personnes sans domicile fixe (p. 3687) ; **article 39** : application de la législation sur les loyers H.L.M. aux logements appartenant aux collectivités locales ; cas des locataires soumis au régime de la loi de 1948 (p. 3691) ; **article 40** : maintien de la commission nationale des rapports locatifs [23 juillet 1986] (p. 3702) ; **article 43** : consultation des associations de locataires sur la gestion des immeubles (p. 3711) ; **article 44** : possibilité pour le propriétaire qui a bénéficié de prêts ou de primes accordés par l'Etat de réviser les loyers sans tenir compte des plafonds (p. 3713) ; **article 46** : détermination des

charges récupérables dans les logements H.L.M. (p. 3715) ; **article 55** : information des locataires et de l'accédant à la propriété sur ses droits (p. 3721) ; **article 56** : possibilité pour les accédants à la propriété de renégocier leurs emprunts (p. 3634) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :* priorité d'achat de locaux H.L.M. pour les habitants de la commune ; accès prioritaire des demandeurs de logement de la commune aux logements H.L.M. vacants ; relogement des populations modestes de Paris dans les communes de banlieue (p. 3744) ; installation de commerces et développement d'activités dans les quartiers d'habitat social ; droit de préemption des communes sur les logements locatifs sociaux mis en vente (p. 3748) ; *article L. 443-13 du code de la construction et de l'habitation :* affectation des sommes retirées de la vente des logements locatifs sociaux au financement de la construction de nouveaux logements sociaux ; (p. 3750) ; recours à des agents immobiliers pour la vente des logements sociaux (p. 3751) ; **article 60** : suppression de l'enquête publique préalable à la réduction des emplacements réservés par les P.O.S. aux collectivités locales pour la construction des équipements ou l'aménagement des espaces naturels (p. 3772) ; réduction sans enquête publique des emprises réservées par les P.O.S. aux équipements publics (p. 3773) ; **avant l'article 64** : présence de représentants des locataires au sein des conseils d'administration des offices d'H.L.M (p. 3785) ; **article 66** : substitution de clauses-type aux statuts-type approuvés par décret des organismes H.L.M. (p. 3791).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : réduction des crédits de recherche ; aggravation de la ségrégation à l'école ; politique sécuritaire du Gouvernement ; aspects sociaux de la politique gouvernementale ; déstructuration de l'appareil industriel ; augmentation des licenciements économiques ; mauvais résultats du commerce extérieur [28 juillet 1986] (p. 3951) ; problèmes de l'agriculture ; accord céréalier entre les Etats-Unis et la C.E.E. ; vote de la censure par le groupe communiste (p. 3952).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : augmentation des crédits gérés par le S.G.D.N. et diminution de ses crédits propres ; situation de l'Institut des hautes études de défense nationale [22 octobre 1986] (p. 5154) ; rôle du S.G.D.N. dans l'élaboration d'une politique de défense nationale indépendante ; apparition d'une primauté de la défense européenne par rapport à la défense nationale ; politique d'armement ; incompatibilité entre la politique de sécurité de la France devant le mécanisme I.D.S. ou I.D.E. (p. 5155).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* déficit de la Communauté européenne en maïs ; signature de l'accord C.E.E.-Etats-Unis menaçant les intérêts des maïsculteurs du sud-ouest [30 octobre 1986] (p. 5558).

Défense nationale. — *Discussion générale :* préoccupation des députés communistes à l'égard de la politique de défense et de sécurité de la France ; danger de déclenchement d'une guerre nucléaire ; possibilité d'accord historique à l'issue du sommet de Reykjavik ; option zéro ; reprise des expérimentations nucléaires dans le pacifique ; remise en cause du principe de la disuasion nucléaire au profit de l'utilisation de la force nucléaire sur le champ de bataille en centre Europe [12 novembre 1986] (p. 6162) ; coopération en matière d'armemement ; renoncement au concept de défense nationale ; participation de firmes françaises au développement de l'I.D.S. ; participation des Français aux tâches de défense (p. 6163).

Examen des crédits : **article 36** : son amendement n° 217 (réduction des crédits ouverts au paragraphe II de cet article) ; insuffisance des moyens consacrés au service militaire ; délabrement de la conscription ; instauration des volontaires du service long ; évolution vers l'armée de métier ; politique d'entraînement des réserves [12 novembre 1986] (p. 6194) ; rejeté (p. 6195).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : création des conditions d'une aggravation de la situation économique et sociale et régionale en Europe ; nécessité de développer de nouvelles coopérations dans l'ensemble de l'Europe y compris avec les pays socialistes [20 novembre 1986] (p. 6643) ; application de la conception de l'intérêt mutuel dans les secteurs agricole et agro-alimentaire ; applications communes de recherche ; opposition à l'intégration des marchés financiers ; volet social de la coopération ; menaces pesant sur les chasses traditionnelles ; prétentions de la commission (p. 6644) ; inclusion de l'environnement dans les prérogatives de la C.E.E. (p. 6645).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : encombrement de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat ; caractère embryonnaire du développement de l'informatique ; prolongation de l'activité des magistrats de la Cour de cassation ayant des effets néfastes sur le déroulement de carrière des magistrats ; refus des communistes de retarder l'âge de la retraite [3 décembre 1986] (p. 7059).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **article 22** : inopportunité de l'institution d'un prélèvement sur le « cheptel mort » au profit du fonds national de calamités agricoles ; recul des prix et revenus agricoles [11 décembre 1986] (p. 7550) ; **article 23** : contrôle qualitatif des vins d'appellation d'origine et participation financière des agriculteurs (p. 7551) ; **article 25** : dépenses de défense contre les incendies de forêt dans les Landes ; contribution des propriétaires forestiers ; proposition de loi communiste après les incendies du Midi ; révision de la fiscalité forestière et notamment de l'exonération trentenaire (p. 7555).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques (n° 556).

Première lecture, discussion générale : vote positif des députés communistes ; avenir de l'I.N.S.E.E [18 décembre 1986] (p. 7810) ; politique de pénurie du personnel ; mise à l'écart de l'I.N.S.E.E. du marché de l'information (p. 7811).

PEYRON (Albert)

Député des Alpes-Maritimes
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Grève dans le secteur public : réglementation du droit de grève dans le service public [11 juin 1986] (p. 2073).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** publications étrangères ; sa lecture d'extraits du journal *El Moudjahid* [17 juin 1986] (p. 2260).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 17 :** propos du Gouvernement de Front populaire lors de la discussion des décrets lois du 2 mai et du 12 novembre 1938 sur « l'élimination rigoureuse des étrangers indésirables » ; propos de M. Houari Boumediene sur le caractère non pacifique de l'immigration des peuples du Sud vers l'Europe du Nord [16 juillet 1986] (p. 3359).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Commission mixte paritaire,discussion générale : problème de l'insécurité ; proportion de crimes et délits commis par les étrangers ; rôle de la prévention ; nécessité de rétablir la peine de mort pour les assassins, terroristes et trafiquants de drogue ; nécessité de rejeter le « terrorisme intellectuel » qui pèse sur la France [7 août 1986] (p. 4134).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Discussion générale :* protection de la forêt méditerranéenne ; départementalisation du corps des sapeurs-pompiers [29 octobre 1986] (p. 5499) ; abstention du groupe du Front national sur le budget de l'environnement (p. 5500).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions relatives aux casinos autorisés (n° 512).

Première lecture, discussion générale : emploi dans les activités touristiques ; diminution de la clientèle américaine ; intérêt des recettes provenant des appareils automatiques de jeux ; hypothèse d'une réglementation de la prostitution dans le cadre de la lutte contre le S.I.D.A. ; mise en cause de certains films [17 décembre 1986] (p. 7727) ; I.V.G. (p. 7728).

PEZET (Michel)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir a cette commission [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** rôle de la prison consistant à aider un individu à comprendre sa faute ; impossibilité de condamner définitivement [2 juillet 1986] (p. 2801) ; **après l'article 8 :** suppression de l'exploit d'huissier remplacé par une convocation faite par un agent de police ou un officier de police judiciaire (p. 2807).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : rôle et importance de la loi de 1948 ; notion de « conditions minimales d'habitabilité » [17 juillet 1986] (p. 3437) ; nombre de locataires encore concernés par la loi de 1948 ; plan d'accompagnement ; situation des locaux à usage exclusivement professionnel (p. 3438).

PIAT (Yannick)

Député du Var
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Allocations familiales et retraites : nécessité de réserver aux seuls Français les allocations familiales ; perception par les étrangers de celles qu'ils toucheraient dans leur pays d'origine ; milliard prélevé par M. Laurent Fabius au profit du Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés [28 mai 1986] (p. 1326-1327).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés :** son amendement n° 54 (réduction de crédits concernant la santé et la solidarité nationale) ; coût de l'I.V.G. pour les contribuables français ; impossibilité de faire supporter le coût de l'I.V.G. aux familles qui élèvent des enfants ; possibilité pour un « objecteur de conscience en matière d'avortement » de soustraire de ses impôts une somme forfaitaire correspondant à sa contribution à l'I.V.G. [28 mai 1986] (p. 1344) ; réservé (article 44 al. 3 de la Constitution) (p. 1345) ; rejeté (p. 1347).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : nécessité de promouvoir la famille française ; absence de rupture de la politique familiale [18 novembre 1986] (p. 6490) ; situation des mères de famille n'ayant pas eu la possibilité de

travailler ; importance de la famille traditionnelle française ; nécessité de conduire la politique familiale sous la responsabilité d'un seul ministre (p. 6491).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 35 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 531-1 du code de la sécurité sociale à insérer après les mots : « au jeune enfant », les mots : « de nationalité française ou ressortissant de la Communauté européenne ») ; rejeté [19 novembre 1986] (p. 6551) ; **article 7** : son amendement n° 40 (bénéfice des prestations familiales étant réservé aux enfants de nationalité française ou ressortissants de la Communauté économique européenne) ; rejeté ; **article 8** : son amendement n° 46 (suppression du paragraphe III de cet article) (p. 6576) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 41 (dispositions de l'article L. 542-3 du code de la sécurité sociale s'appliquant exclusivement aux enfants français ou ressortissants de la Communauté économique européenne) (p. 6577) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 42 (suppression du paragraphe IV de cet article) (p. 6578) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 43 (suppression du paragraphe V de cet article) (p. 6580) ; rejeté au scrutin public (p. 6581) ; **après l'article 14** : son amendement n° 44 (action des communes, départements et régions en faveur de la démographie et de la famille) : rejeté ; son amendement n° 45 (abrogation de la loi relative à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique) (p. 6586) ; retiré (p. 6587).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 29 (de suppression) [6 décembre 1986] (p. 7223) ; rejeté au scrutin public (p. 7224).

PIERRET (Christian)

Député des Vosges
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fiscalité** : amnistie fiscale et douanière ; capitaux placés à l'étranger [16 avril 1986] (p. 181).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : dévolution du pouvoir dans l'entreprise pouvant être un moyen de répondre aux défis économiques ; arsenal législatif construit par la majorité au cours des trente dernières années n'ayant pas connu les succès escomptés ; système de la co-responsabilité en République fédérale allemande ; expérience menée en Italie ; intérêt d'un syndicalisme fort et représentatif ; nombre de représentants des salariés aux conseils de surveillance et d'administration [29 avril 1986] (p. 571) ; amendement n° 445 du Gouvernement n'ouvrant aux sociétés qu'une faculté d'introduire dans leurs statuts la présence de représentants des salariés ; faculté n'étant assortie d'aucune incitation ; rédaction de cet amendement étant imprécise quant à ses retombées éventuelles (p. 595) ; demande au Gouvernement de donner à l'Assemblée nationale les résultats des concertations engagées avec les différents partenaires sociaux avant de soumettre à l'Assemblée nationale l'article 3 du projet de loi d'habilitation (p. 597).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : absence de prise en compte de l'emprunt 1973 dans les chiffres relatifs à la dette publique fournis par M. Balladur [22 mai 1986] (p. 1017) : réintégration du fonds de stabilisation des changes dans le budget ; inclusion dans le déficit budgétaire de dépenses devant normalement figurer dans le budget pour 1987 [23 mai 1986] (p. 1105) ; **son rappel au règlement** : exprime la volonté de faire une brève explication de vote (p. 1117) ; **son rappel au règlement** : explique pourquoi le groupe socialiste n'a pas participé au scrutin public sur la question préalable opposée par M. Paul Mercieca (p. 1118) ; regrette la polémique entamée et entretenue par le Gouvernement sur la sincérité des comptes de la loi de finances pour 1986 ; nombre d'emplois promis par le C.N.P.F. ; remise à niveau relevant des traditionnels ajustements faisant l'objet du collectif de fin d'année ; coût du premier Plan pour l'emploi des jeunes de seize à vingt-cinq ans ; caractère très général de l'aide accordée aux entreprises (p. 1140) ; quantification du nombre d'emplois susceptible d'être créé par ce plan ; limitation dans le temps des mesures envisagées par le Gouvernement pouvant entraîner des phénomènes d'anticipation d'embauche ; augmentation de la demande d'emplois non satisfaite en raison de la suppression de la vérification du motif économique des licenciements ; recettes fiscales du collectif budgétaire ; amnistie accordée aux personnes ayant transféré en fraude des capitaux à l'étranger (p. 1141) ; modalités de l'amnistie de 1982 ; politique salariale du Gouvernement ; capacité insuffisante de notre appareil productif à répondre à la demande ; nécessité de juguler l'inflation ; augmentation des tarifs publics en 1985 ; impossibilité que la politique nouvelle en matière de concurrence se substitue au nécessaire maintien d'un dispositif de surveillance des prix ; baisse des crédits publics en faveur de la recherche scientifique et de la politique industrielle ; caractère excessif de la dévaluation (p. 1142) ; défaut du soutien patronal (p. 1143) ; **son rappel au règlement** : report des hausses de tarifs publics avant les élections présidentielles de 1981 (p. 1152-1153).

Discussion des articles : **article 1er** : évolution de l'investissement dans l'industrie concurrentielle en 1984 et 1985 ; confusion entre l'entreprise et l'actionnaire ; modalités des aides fiscales à l'investissement depuis 1981 ; nécessité de la constitution d'une réserve spéciale au passif [26 mai 1986] (p. 1165) ; nécessité d'encourager l'investissement (p. 1166) ; son amendement n° 94 (de suppression) ; augmentation de l'investissement des entreprises privées du secteur concurrentiel en 1984 et 1985 (p. 1169) ; taux d'épargne des entreprises ; inscription de la réserve spéciale au passif du bilan sans agrément de l'administration fiscale ; usage des bénéfices non distribués étant laissé à la libre discrétion de l'entreprise (p. 1170) ; rejeté (p. 1171) ; nécessaire abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices investis à 40 % ; nécessité de ramener le taux de l'impôt sur les sociétés à des niveaux comparables à celui de nos principaux partenaires (p. 1172) ; évolution de la Bourse au cours des dernières années ; augmentation du capital des sociétés cotées en bourse en 1985 (p. 1173) ; recevabilité des amendements étant appréciée de manière souveraine par le président de l'Assemblée nationale après consultation du président de la commission des finances ou du Rapporteur général (p. 1176) ; nécessaire accès des responsables de chaque groupe politique au service de la législation financière du ministère des finances ; droit d'amendement des membres du parlement ; son amendement n° 95 (tendant à compléter l'article 1er par le paragraphe suivant « Dans le quatrième alinéa de l'article 158 *bis* du code général des impôts, le pourcentage « 41 % » est substitué aux mots « la moitié ») ; inutilité d'augmenter le taux de l'avoir fiscal lorsque la situation boursière est suffisamment bonne ; élévation subreptice de l'avoir fiscal ; diminution de l'indice de la Bourse (p. 1177) ; rejeté (p. 1178) ; modification de la taxe sur certains frais généraux afin de stimuler les exportations ; inopportunité de l'augmentation de 75 % du prix des tabacs (p. 1180) ; **article 2** : effet de seuil pour les entreprises qui

s'acquittent des taxes en matière de formation professionnelle, de construction et de transport en commun ; exonération pour trois ans des participations concernant les secteurs du bâtiment et des travaux publics de la formation professionnelle (p. 1196) ; retombées négatives sur le financement du bâtiment, des travaux publics et de la formation professionnelle ; crise du secteur de construction notamment outre-Rhin et outre-Manche ; part du financement public dans le financement total du logement ; nombre de mises en chantier ; exonération des actionnaires grâce à une diminution de l'impôt sur les sociétés ; exclusion de la participation affectée aux transports publics (p. 1197) ; **après l'article 2** : existence d'une taxe d'Etat, d'une taxe communale et de la T.V.A. pour les exploitants d'appareils automatiques ; droit de timbre sur les bulletins de souscription d'actions et de pouvoirs délivrés par les actionnaires (p. 1202) ; **article 3** : réduction de la T.V.A. sur le fioul domestique utilisé par les agriculteurs ; accroissement de l'indemnité spéciale de montagne ; dotation aux jeunes agriculteurs ; prime à la vache allaitante ; insuffisance des crédits débloqués face aux demandes des agriculteurs ; remboursement total de la T.V.A. sur le fioul agricole ; baisse du taux des prêts aux jeunes agriculteurs ; taux des prêts agricoles ; conséquences négatives de la dévaluation qui augmente les prix des consommations intermédaires ; démantèlement partiel des montants compensatoires monétaires (p. 1203) ; **après l'article 3** : G.A.E.C. ; régime d'imposition au bénéfice réel ; lutte contre les faux G.A.E.C. (p. 1206) ; réduction de la limite du forfait d'imposition agricole ; réforme de la fiscalité agricole ; arrêt des exercices tous les douze mois ; régime des avances aux cultures ; intégration des stocks d'entrée et de sortie ; stocks à rotation lente ; provisions pour hausse des prix ; nécessité d'inciter les entreprises agricoles à adopter des règles comptables identiques à celles des autres entreprises ; progrès de l'imposition supersimplifiée (p. 1207) ; **article 4** : distinction entre les concours de recrutement des fonctionnaires de l'Etat et les autres par l'institution d'un droit de timbre ; cas des jeunes chômeurs ; son amendement n° 96 (de suppression) (p. 1211) ; **son rappel au règlement** : ségrégation entre les différents candidats aux concours administratifs selon leur origine sociale à cause de l'institution d'une taxe ; libre accès à la fonction publique ; égalité des candidats (p. 1213) ; son amendement n° 96 : rejeté au scrutin public [27 mai 1986] (p. 1225) ; **article 5** : caractère impopulaire de l'instauration du prélèvement sur le loto sportif ; arrêté du 21 avril 1986 ; rôle et crédits du F.N.D.S. ; fléchissement sensible du budget de la jeunesse et des sports (p. 1227) ; son amendement n° 97 (de suppression) (p. 1229) ; rejeté au scrutin public (p. 1230) ; **article 6** : élus locaux s'inquiétant légitimement du prélèvement de 2 milliards sur les réserves de la C.A.E.C.L. ; relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; destination de la contribution de 2 milliards ; accord de fond du Gouvernement actuel avec la réforme de la D.G.E. décidée par la loi du 20 décembre 1985 ; autonomie de la C.A.E.C.L. ; inopportunité de libéraliser le marché des emprunts des collectivités locales par le recours au marché obligataire (p. 1231) ; **après l'article 6** : financement des régimes de protection sociale représentant une charge importante pour l'Etat ; réserves de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; taux de cotisation employeur étant exceptionnellement bas (p. 1236) ; son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 40 de la commission (tendant dans le 2e alinéa du paragraphe I de cet amendement à substituer aux mots « 5 000 francs pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, de 8 000 francs si cette personne est âgée de plus de soixante-cinq ans » les mots « 8 000 francs pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ») (p. 1236) ; inconvénients présentés par le traitement différentiel du revenu des obligations et des actions pour l'affectation de l'épargne des ménages ; globalisation des abattements ; caractère simple et avantageux du régime des intérêts obligataires en France ; imposition de la rémunération des fonds propres ; législation étrangère sur l'imposition des revenus des actions ; nécessité d'une déductibilité des dividendes de l'impôt sur les sociétés (p. 1238) ; rejeté (p. 1241) ; son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 40 de la commission (tendant dans le 2e alinéa de l'article additionnel à lire « 60 ans » à la place de « 65 ans ») ; limite de soixante-cinq ans ne correspondant pas à une démarcation économique ; rejeté (p. 1241) ; droit d'examen pour les concours administratifs de l'Etat ; doublement du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire ; situation des jeunes (p. 1243) ; anonymat du rapatriement des capitaux illicitement exportés à l'étranger constituant un « mini-scandale » ; mécanisme de l'amnistie institué par l'article 82 de la loi de finances pour 1982 ; rapatriement des créances hors délai ; non respect des obligations de cessions anticipées de devises ; contrôle d'opérations commerciales donnant lieu à des transferts irréguliers ; non cession de devises faites en contravention de l'arrêté de mai 1981 (p. 1257) ; amnistie fiscale et douanière n'étant pas la condition de la confiance mais devant en être le résultat (p. 1261) ; son sous-amendement n° 191 à l'amendement n° 41 de la commission (tendant dans la première phrase du 2e alinéa de cet amendement à supprimer les mots « de manière anonyme ») ; confiance devant susciter le rapatriement de nombreux capitaux ; rejeté au scrutin public (p. 1262) ; son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 41 de la commission (tendant dans la première phrase du 2e alinéa de cet amendement à substituer au pourcentage 10 % le pourcentage 25 %) : rejeté (p. 1263) ; inefficacité et immoralité de l'amnistie douanière (p. 1264) ; intention du Gouvernement en matière de fiscalité locale ; exonération de la totalité de la taxe d'habitation pour les personnes de plus de 60 ans non passibles de l'impôt sur le revenu ; dégrèvement d'office en faveur des personnes non imposables à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les grandes fortunes ; dégrèvement de 3,60 % sur les frais d'assiette et de recouvrement de la taxe d'habitation (p. 1265) ; **article 7 et état A** : fiabilité des comptes soumis par la précédente majorité ; dotation supplémentaire de l'Etat à Renault et à la sidérurgie ; prise en compte du solde d'exécution des opérations du fonds de stabilisation des changes effectuées par la Banque de France pour défendre le franc ; montant de l'endettement public (p. 1268).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11** : déréglementation de l'économie ; allègement des contraintes pesant sur les contribuables ; anonymat sur l'or ; anonymat sur le rapatriement des capitaux exportés illicitement ; évasion fiscale ; problème des droits de succession ; suppression de l'obligation de paiement par chèque pour les sommes supérieures à 10 000 F ; délai de reprise permettant un contrôle fiscal sérieux ; déclaration de revenus simplifiée ; procédures à observer lors des vérifications ; caractère contradictoire de la procédure ; recours offerts aux contribuables ; allègement des contrôles pour les petites entreprises ; limitation de l'emploi des procédures les plus contraignantes (p. 1293, 1294) ; lutte contre la fraude fiscale (p. 1299) ; **article 10 et état D précédemment réservés** : réduction du nombre de fonctionnaires figurant comme une mesure d'économie fondamentale destinée à la fois à assainir les finances publiques et à rendre sa productivité à l'économie française, selon la plate-forme R.P.R-U.D.F. [28 mai 1986] (p. 1373) ; économies procurées par la réduction du nombre des postes budgétaires étant marginales par rapport à l'ampleur du déficit budgétaire et de la dépense publique ; évolution des missions de l'administration ; création par le gouvernement socialiste d'emplois à la direction générale des impôts et à la direction générale des douanes ; redistribution des postes budgétaires entre les différentes directions des ministères (p. 1374) ; nécessité de supprimer l'article 10 ; **article 11** : article devant être classé dans la première partie de la loi de finances (p. 1376) ; **après l'article 11** : différence de traitement entre concubins et couples mariés ; difficultés de définir la notoriété du concubinage et de faire en sorte que l'administration fiscale contrôle la situation des personnes en question ; plafond de déduction ; attribution des demi-parts résultant de la présence d'enfants au sein du couple ; répartition de la déduction correspondant à l'avoir fiscal (p. 1382) ; ses observations sur la rédaction de l'amendement n° 14 de M. Jean-Louis Masson ; annualité de la fixation de la durée de l'exercice en matière agricole ; simplicité et efficacité du prélèvement libératoire (p. 1384) ; **article 11 *bis*** (lettre rectificative) : article mettant fin à une situation d'évasion fiscale ; écart de taux d'imposition entre les revenus obligataires et les plus-values imposables à 15 % (p. 1386) ; existence d'une cohabitation fiscale (p. 1387) ; amendement n° 109 de M. Georges Tranchant étant contradictoire avec l'exposé des motifs et la motivation profonde du texte gouvernemental (p. 1389) ; **article 12** : situation économique des départements et territoires d'outre-mer ; nécessité que le ministère des finances se dote de moyens propres à vérifier que les programmes d'investissement susceptibles de bénéficier des mesures fiscales favorables présentent un

caractère sérieux, durable et créateur d'emplois ; renoncement par le Gouvernement à toute procédure d'agrément (p. 1395) ; **son rappel au règlement** : inopportunité de poursuivre les débats à une heure aussi avancée de la nuit (p. 1401) ; **son rappel au règlement** : nécessité d'une réunion du groupe socialiste pour examiner un certain nombre de textes n'ayant pas été présentés à la commission des finances ; demande une suspension de séance d'une heure (p. 1402) ; **son rappel au règlement** : demande une réunion de la commission des finances pour étudier les amendements non encore examinés (p. 1408) ; régime réel n'étant pas un régime de sanction pour les agriculteurs ; abaissement progressif des seuils au-delà duquel le régime réel s'impose de droit ; banalisation de l'idée que l'exploitation agricole est une entreprise (p. 1410) ; application du taux réduit de la T.V.A. aux fournisseurs de presse (p. 1411).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : augmentation des cotisations sociales compensant la diminution des impôts ; diminution des impôts sur les hauts revenus et les patrimoines les plus importants ; renaissance de l'inflation masquée par la baisse du prix de l'énergie ; législation sur la concurrence [14 octobre 1986] (p. 4716) ; investissement étant absent de la loi de finances ; moyens à mettre en œuvre pour relancer l'investissement ; exemple des mécanismes Chirac et Barre ; crise payée par les entreprises entre 1974 et 1981 ; affaissement de l'industrie française malgré la libération des prix effectuée par M. Raymond Barre ; propose un objectif de 33 % de taux d'imposition des sociétés en cas de réinvestissement du bénéfice ; transmission et création d'entreprises ; révision de la fiscalité du patrimoine (p. 4717) ; réforme de l'impôt sur les grandes fortunes ; révision de la fiscalité de l'épargne ; recommandations de la commission Dautresme (p. 4718).

Discussion des articles : **article 1** : engagement du Gouvernement pendant la campagne électorale à réduire d'un point, puis d'un demi-point par an les prélèvements obligatoires ; évolution au cours des dix dernières années des prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut ; orientation donnée par le Président de la République expliquant le résultat favorable de la baisse des prélèvements obligatoires observée cette année [15 octobre 1986] (p. 4790) ; compte d'affectation spéciale dans lequel est inscrit un certain nombre de recettes de privatisations (p. 4791) ; **article 2** : diminution de l'impôt sur le revenu étant plus que compensée par le relèvement des prélèvements sociaux ; neutralité globale dissimulant un transfert au bénéfice des contribuables les plus aisés ; caractère contestable de la réalité de l'allégement fiscal ; hypothèses économiques sur lesquelles est fondée la loi de finances ; tableau diffusé par le ministère des finances faisant évoluer les salaires de 1986 par rapport à ceux de 1985 comme la hausse de prix ; suppression de la colonne « allégement fiscal » afin de dissimuler la très forte variation suivant le niveau du revenu ; Gouvernement cherchant à éviter la controverse sur l'ampleur considérable des allégements dont bénéficient les personnes les plus aisées (p. 4794) ; nombre de personnes concernées par les mesures en faveur des familles ; demi-part supplémentaire et augmentation des frais de garde jouant essentiellement pour les revenus supérieurs ; plafonnement de l'allégement fiscal procuré par la demi-part supplémentaire pour les personnes seules élevant un enfant ; nombre de personnes bénéficiant de la réduction d'impôt pour les intérêts d'emprunts pour les couples mariés ; son amendement n° 155 (rétablissement des tranches à 60 et 65 % du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 4799) ; nécessité d'une réduction globale de 5 % combinée au rétablissement des tranches à 65 et 60 % ; caractère injuste de la taxe d'habitation (p. 4801) ; rejeté au scrutin public (p. 4802) ; son amendement n° 139 (tendant dans le 3e alinéa du paragraphe 2 de cet article à substituer a la somme « 13 770 F » la somme « 19 770 F » (p. 4804) ; rejeté ; son amendement n° 140 (tendant dans le 3e alinéa du paragraphe 2 de cet article à substituer à la somme « 13 770 F » la somme « 18 770 F ») ; mauvaise distribution de l'impôt sur le revenu ; revenu à partir duquel la demi-part supplémentaire pour enfant à charge d'une personne seule s'applique ; rejeté ; son amendement n° 141 (tendant dans le 3e alinéa du paragraphe de cet article à substituer à la somme « 13 770 F » la somme « 17 770 F ») ; rejeté ; son amendement n° 142 (tendant dans le 3e alinéa du paragraphe 2 de cet article à substituer à la somme « 13 770 F » la somme « 16 770 F ») ; rejeté ; son amendement n° 143 (tendant dans le 3e alinéa du paragraphe 2 de cet article à substituer à la somme « 13 770 F » la somme « 15 770 F » ; rejeté ; son amendement n° 144 (tendant au 3e alinéa du paragraphe 2 de cet article à substituer à la somme « 13 770 F » la somme « 14 770 F » : rejeté ; (p. 4805) ; **eprès l'article 2** : maintien du système du prélèvement libératoire ; amélioration de la situation financière des entreprises ; redressement du taux d'épargne ; rôle du marché financier ; erreur d'anticipation sur le redémarrage de la croissance mondiale en 1981 et 1982 pouvant se reproduire pour les deux prochaines années [6 octobre 1986] (p. 4824, 4825) ; son amendement n° 156 (réservé jusqu'après l'examen de l'article 13) (p. 4827) ; **avant l'article 3** : utilité des aides fiscales à l'investissement (p. 4828) ; abaissement à 40 % du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise (p. 4829) ; suppression de la taxe professionnelle sous ses formes actuelles ; complexité ou insuffisance du dispositif d'allégement ; allégement substanciel des lois de finances précédentes ; création d'un impôt de substitution ; problèmes posés par l'utilisation de la valeur ajoutée comme nouvelle base d'imposition (p. 4834) ; **article 3** : son amendement n° 164 (tendant à plafonner la taxe professionnelle à 3,9 % de la valeur ajoutée de l'entreprise) ; son amendement n° 165 (tendant à créer un dégrèvement total de taxes professionnelles pour sa fraction excédant 4,5 % de la valeur ajoutée et à créer un dégrèvement de 50 % pour sa fraction comprise entre 3,6 et 4,5 % de la valeur ajoutée de l'entreprise) (p. 4857) ; nécessité de tenir compte de la concentration de la taxe professionnelle ; abaissement du plafond par rapport à la valeur ajoutée (p. 4858) ; ses observations sur l'amendement n° 212 de M. Bruno Durieux ; amendement n° 164 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 165 : rejeté ; (p. 4860) ; son amendement n° 166 (tendant à supprimer dans le 3e alinéa du *a* du paragraphe II de cet article : « et 1472 *a bis* ») : devenu sans objet ; son amendement n° 167 (précisant la dotation perçue par les collectivités locales auprés du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté ; son amendement n° 157 (tendant à modifier les incidences du mécanisme de compensation de lissage) ; incidence des modalités d'allégement de la taxe professionnelle sur les villes nouvelles et les collectivités locales en forte croissance (p. 4863) ; rejeté ; son amendement n° 158 (de conséquence) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 159 (tendant à modifier l'indexation des ressources du fonds national de compensation de la taxe professionnelle et du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) ; rejeté (p. 4864) ; **article 4** : charges des entreprises (p. 4867) ; inconvénient du dispositif de déductibilité des provisions pour congés payés retenu par le Gouvernement en cas de diminution de la masse salariale (p. 4868) ; **après l'article 4** : son amendement n° 259 (tendant à réévaluer le seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires pour les associations) ; existence de menaces contre le système associatif et notamment contre les associations d'éducation populaire ; régime de déductibilité des dons faits par les contribuables (p. 4871) ; création de fonds de garantie de l'économie sociale ; rejeté au scrutin public (p. 4872) ; réévaluation du seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires (p. 4872) ; **article 5** : suppression de la taxe sur certains frais généraux ; utilité de cette taxe ne portant que sur des dépenses « relativement inutiles » (p. 4873) ; possibilité de faire évoluer les seuils prévus par la loi de 1983 (p. 4874) ; son amendement n° 173 (de suppression) ; condition d'institution de cette taxe (p. 4875) ; moralisation des pratiques de certains dirigeants d'entreprise ; déductibilité des frais généraux engagés pour l'exportation (p. 4876) ; rejeté au scrutin public (p. 4877) ; **après l'article 5** : aide fiscale à l'investissement ; abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés à 40 % pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise (p. 4879) ; nécessité de laisser aux entreprises la responsabilité de l'utilisation de la réserve inscrite au passif (p. 4880) ; rejeté ; **article 10** : nécessité d'alléger la fiscalité agricole ; possibilité d'extension des règles applicables à la franchise aux personnes physiques dont le revenu annuel global provient pour 50 % d'une activité agricole ; disposition relative au tourisme à la ferme (p. 4919) ; **après l'article 10** : relèvement du seuil de qualification des recettes accessoires pour les exploitants agricoles soumis au régime réel (p. 4924) ; **article 11** : modernisation de la gestion des exploitations agricoles ; dispositions tendant à intégrer l'agriculture dans le cycle d'une fiscalité normale ; création d'un régime supersimplifié (p. 4925) ; problème de la banalisation de la comptabilité et du régime fiscal (p. 4926) ; **article 11** : son amendement

n° 192 (insérant après le 2e alinéa du paragraphe II de cet article l'alinéa « les exploitants agricoles placés sous ce régime d'imposition doivent faire une déclaration de consistance au service des impôts dont dépend chacune de leurs exploitations de leurs créances, de leurs dettes, de leurs stocks ») : rejeté [17 octobre 1986] (p. 4935) ; **article 12** : son amendement n° 196 (supprimant le paragraphe I de cet article) : rejeté ; son amendement n° 198 (prévoyant que les agriculteurs imposés au bénéfice réel et touchant une pension de retraite au titre de l'année 1987, et dont les recettes ne dépassent pas un certain seuil, sont soumis au régime du forfait) (p. 4937) ; rejeté (p. 4938) ; son amendement n° 195 (rédigeant ainsi après les mots « peuvent déduire » la fin du deuxième alinéa du paragraphe IV de cet article « de leur bénéfice imposable après application, le cas échéant, de l'article 73 B du code général des impôts, 20 000 F durant chacune des cinq premières années d'activité ») : rejeté au scrutin public (p. 4939) ; **après l'article 13** : inopportunité de taxer les publicités et les activités sportives dans le domaine de la plaisance et du motonautisme ; sort des crédits concernant le sauvetage en mer adoptés en seconde lecture lors du débat sur la loi de finances initiale de 1986 (p. 4944) ; **article 14** : réforme de la participation des employeurs à l'effort de construction par la diminution du taux de la participation et l'augmentation de la dotation au fonds national d'aide au logement (p. 4950) ; cas d'une famille moyenne souhaitant investir son épargne dans un logement afin de le remettre ultérieurement à ses enfants ; réduction de l'engagement de location ; dépôt trop tardivement par le Gouvernement d'amendements importants (p. 4951) ; **après l'article 14** : lutte contre le travail au noir ; approbation par le groupe socialiste de l'amendement n° 118 de M. Jean Royer (p. 4955) ; **avant l'article 16** : son amendement n° 224 (tendant, à l'article 790 A du code général des impôts, à substituer à la somme « 100 000 F » la somme « 30 000 F ») ; abattement par parts effectuées pour la perception des droits de mutation à titre gratuit exigibles sur les donations de titres consentis à l'ensemble du personnel d'une entreprise (p. 4971) ; rejeté après rectification (p. 4972) ; **article 16** : comparaison de l'imposition sur les patrimoines en France et dans d'autres pays développés ; impôt sur les grandes fortunes ayant encouragé une certaine mobilité du capital ; suppression complète de l'impôt sur les grandes fortunes étant plus injuste qu'un impôt sur les grandes fortunes imparfait ; politique conduite de 1981 à 1985 consistant à favoriser l'épargne investie dans les entreprises plutôt que les patrimoines improductifs ; modernisation du système fiscal devant aller dans le sens d'un impôt sur le capital faible par son taux et large par son assiette (p. 4974) ; son amendement n° 261 (droit de mutation afférant aux cessions d'entreprise ou de la majorité des droits sociaux d'une société industrielle étant réduits de 25 % si le cédant est âgé de plus de soixante ans et, à partir du 1er janvier 1991, de moins de soixante-dix ans) (p. 4975) ; évolution de l'abattement à la base pour les successions à titre gratuit ; rejeté (p. 4977) ; **article 20** : son amendement n° 226 (appareils automatiques mentionnés au « I » de l'article 1560 du code général des impôts devant être munis d'un compteur de recettes inviolable) (p. 4984) ; rejeté ; son amendement n° 262 (déclaration avant le 1er juillet 1987 de la part de recettes revenant aux commerçants chez qui est installé l'appareil automatique) : rejeté (p. 4985) ; **après l'article 2 (amendements précédemment réservés)** : son amendement n° 156 précédemment réservé (régime fiscal des dons faits à une fondation ou association à caractère humanitaire) (p. 4986) ; **article 23** : son amendement n° 256 (sommes rapportées par l'article 39 *bis* du code général des impôts ne pouvant ouvrir droit à une nouvelle provision) : rejeté ; son amendement n° 263 (Gouvernement devant déposer dans un délai de trois mois un rapport indiquant la manière dont il envisage la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dispositions de l'article 39 bis du code général des impôts ou ne pouvant en bénéficier) : rejeté (p. 4994) ; son amendement n° 231 (prorogation des dispositions prévues à l'article 199 *sexies* 2 C jusqu'au 31 décembre 1989) : rejeté (p. 4995) ; **après l'article 23** : son amendement n° 257 (Gouvernement devant présenter dans un délai de trois mois un rapport sur la création d'un mécanisme spécifique d'incitation fiscale à l'investissement populaire dans la presse) : rejeté (p. 4996) ; **article 28** : son amendement n° 240 (dotation globale de fonctionnement des syndicats d'agglomérations nouvelles) (p. 5018) ; rejeté (p. 5019).

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. I — **Charges communes . Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés.** — *Examen des crédits :* **article 68** : son amendement n° 193 (rédigeant ainsi après les mots « privés d'emploi » la fin de cet article : les mots « à l'indice nouveau majoré 248 » sont remplacés par les mots « à l'indice brut 259 ») [13 novembre 1986] (p. 6216) ; rejeté (p. 6217).

Comptes spéciaux du Trésor : après l'article 73 : son amendement n° 194 (tarif des redevances instituées par l'article 2 du décret du 1er octobre 1954 créant un fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) (p. 6221) ; rejeté (p. 6222).

Culture et communication. Communication. — *Examen des crédits :* **état B, titre IV** : son amendement n° 286 (transfert des crédits affectés aux réductions de tarifs S.N.C.F. au fonds d'aide pour la presse française à l'étranger et au fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire) [14 novembre 1986] (p. 6318) ; rejeté (p. 6319) ; **après l'article 60** : son amendement n° 236 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la possibilité pour les entreprises de presse de bénéficier de tarifs postaux préférentiels modulés en fonction de l'importance de leurs ressources publicitaires) ; rapport Vedel en 1979 ; loi du 4 thermidor, an IV, comportant les premières exonérations du tarif postal applicable à la presse (p. 6323) ; rejeté ; son amendement n° 237 (rapport du Gouvernement sur la création d'un mécanisme d'incitation fiscale à l'investissement populaire dans la presse) ; incitation fiscale en faveur de la création audiovisuelle dans la loi de finances pour 1986 (p. 6324) ; rejeté ; son amendement n° 238 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts ou ne pouvant en bénéficier) ; constitution de provisions en franchises d'impôt en vue de la réalisation d'investissements dans un délai de cinq ans ; mesures en faveur des quotidiens d'information politique ou générale ayant une faible capacité publicitaire ; rejeté (p. 6325).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 52 et état F : modification de la présentation budgétaire traditionnelle ; recours aux crédits provisionnels ; recours aux crédits évaluatifs pour les dépenses du fonds national de solidarité et certains crédits relatifs au Plan sur l'emploi ; demande les intentions du Gouvernement à l'égard des transferts du budget annexe des P. et T. vers le budget général [14 novembre 1986] (p. 6327) ; **article 57** : rapport de la commission Aicardi ; lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ; respect des droits des contribuables par l'administration fiscale sauf exceptions ; mesures proposées par le Gouvernement conduisant à une consolidation de la pratique administrative ; contrôle judiciaire sur la procédure de perquisition en matière de droits indirects et en matière douanière ; abandon de la procédure de rectification d'office dans les contrôles de comptabilité ; généralisation du sursis de paiement ; maintien nécessaire de la taxation sur les dépenses ostensibles et notoires ; renversement de la charge de la preuve en matière fiscale ; contexte politique de ces mesures risquant d'atteindre l'efficacité des contrôles fiscaux (p. 6335) ; droit d'exercice chez les assujettis (p. 6346) ; mise en garde solennelle du Gouvernement par le groupe socialiste contre les évolutions déraisonnables vers un laxisme généralisé vis-à-vis de la fraude fiscale et douanière (p. 6348) ; **article 58** : rectification d'office ; mesures proposées par le texte n'étant pas une innovation en faveur de la protection des droits des contribuables ; possibilité pour le contribuable d'apporter des informations nouvelles au cours d'une procédure ; généralisation du sursis de paiement (p. 6355, 6356) ; **son rappel au règlement** : propos de M. Alain Juppé qualifiant les interventions du groupe socialiste de contorsions ; **son rappel au règlement** : propos de M. Alain Juppé prétendant que les instructions gouvernementales en matière de contrôle fiscal ont été fondées sur des critères « politiques et idéologiques » pour les cinq années écoulées ; accusation de sectarisme et d'intolérance proférée contre les gouvernements précédents (p. 6357) ; propos de M. Martinez sur la fraude fiscale dans son *Que*

sais-je ; absence de convergence possible entre les argumentations du groupe du Front national et celles du groupe socialiste (p. 6359) ; maintien du caractère paritaire de la commission des infractions fiscales (p. 6365) ; **article 59** : relèvement du seuil à partir duquel est appliquée la taxation forfaitaire ; élargissement des éléments du train de vie ; utilité de la taxation d'office, contre les trafiquants de drogue notamment (p. 6366, 6367) ; son amendement n° 250 (relatif à l'appréciation des éléments du train de vie des contribuables) ; élévation du seuil à partir duquel s'applique la taxation forfaitaire (p. 6368) ; rejeté ; son amendement n° 251 (tendant à revaloriser les bases d'évaluation des éléments du train de vie) : retiré (p. 6369) ; suppression de certaines dispositions relatives au train de vie et figurant à l'article 168 du code général des impôts ; différence entre les cotisations versées à des clubs de golf et la possession de chevaux de course ; son amendement n° 269 (possibilité pour le contribuable d'apporter la preuve que ses revenus, les cessions de son capital ou les emprunts contractés lui ont permis de financer les dépenses constatées en cas de taxation d'office sur les dépenses ostensibles ou notoires) ; utilité de la taxation d'office pour lutter contre le trafic de drogue notamment ; rejeté (p. 6371) ; **après l'article 59** : son amendement n° 252 (tendant à rendre obligatoire pour les professions libérales la tenue des comptes bancaires personnels et professionnels séparés) (p. 6372) ; rejeté (p. 6373) ; **avant l'article 60** : son amendement n° 253 (tendant à maintenir en vigueur les dispositions de l'article 44 *quater* du code général des impôts) (p. 6373) ; réduction des revenus imposables en faveur des créateurs d'entreprise ; maintien des dispositifs de réduction d'impôts sur les sociétés ; rejeté au scrutin public (p. 6374) ; mécanisme de report en arrière et diminution de la durée de validité de la créance sur le Trésor (p. 6375) ; son amendement n° 254 (tendant à appliquer pour les donations d'entreprises le tarif des droits en ligne directe même si la donation est faite à des personnes non parentes) (p. 6398) ; rejeté ; son amendement n° 255 (tendant à accroître l'abattement pour les transmissions de parts d'actions des sociétés aux salariés) : rejeté (p. 6399) ; **article 60** : opportunité d'un rétablissement du système d'encouragement aux entreprises de la loi du 11 juillet 1984 ; inopportunité de l'exclusion des titres participatifs du jeu de la souscription en numéraire dans les sociétés éligibles au mécanisme de l'article 60 pour les personnes physiques (p. 6400) ; **après l'article 60** : son amendement n° 271 (tendant à étendre complètement le jeu de l'article 39 *bis* du code général des impôts aux hebdomadaires d'information politique et générale et tendant à fixer les taux des provisions prévues) (p. 6401) : rejeté ; son amendement n° 248 (tendant à compléter l'article 39 *bis* du code général des impôts par cet alinéa « toutefois, à partir du 1er janvier 1988, les sommes ainsi rapportées ne peuvent ouvrir droit à nouvelle provision ») (p. 6402) ; opportunité de limiter certaines dérives de l'application de l'article 39 *bis* du code général des impôts lorsqu'il s'agit d'amortissements réalisés en fonction d'acquisition d'éléments d'actif réalisée au moyen des bénéfices ou des provisions prévues) ; rejeté (p. 6403) ; **article 62** : **son rappel au règlement** (articles 118 et suivants du règlement) : amendements du groupe socialiste en situation similaire et ayant été déclarés soit recevables soit irrecevables ; cas de deux amendements demandant au Gouvernement de fournir des rapports à l'Assemblée, l'un sur les conditions de renégociation des prêts au logement en période de désinflation (n° 47), l'autre sur l'intervention des investisseurs institutionnels dans les opérations de privatisation (n° 57) ; acceptation en deuxième partie du projet de loi de l'amendement sur le logement (n° 262) et refus de celui sur les opérations d'investisseurs institutionnels (n° 261) ; rapport de M. Christian Goux ayant remodelé les conditions de recevabilité financière des amendements et notamment de ceux relatifs aux contrôles des dépenses publiques (p. 6407) ; problème posé par des amendements identiquement gagés ; précise qu'il ne veut pas mettre en cause le président de la commission des finances (p. 6408) ; **son rappel au règlement** : (article 118 du règlement) ; absence d'implication qui ne fût digne d'être discutée par l'Assemblée dans son précédent rappel au règlement ; précise qu'il ne cherchait pas à mettre en cause personnellement le président de la commission des finances ; problème de l'article addititionnel proposé après l'article 73 sur les interventions des investisseurs institutionnels sur le cours des titres des entreprises privatisées (p. 6409) ; **article 63** : compétence du Conseil général pour exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur les personnes ayant au moins cinq enfants à charge (p. 6409) ; **après l'article 63** : son amendement n° 256 (tendant à diminuer le taux normal du droit de consommation des cigarettes afin de permettre une évolution des prix industriels et du tabac) ; déficit du S.E.I.T.A. (p. 6412) ; rejeté ; son amendement n° 257 (tendant à rendre les syndicats d'agglomération nouvelle éligibles à la D.G.F.) (p. 6413) ; rejeté ; son amendement n° 258 (précisant que la moitié des recettes de la taxe professionnelle obtenues par un département grâce à l'assujettissement des entreprises comprises dans le périmètre d'un syndicat d'agglomération nouvelle doivent être affectées à la réalisation d'investissements dans ce périmètre) (p. 6414) ; rejeté ; son amendement n° 268 (tendant à permettre aux collectivités locales de récupérer la T.V.A. sur les communications téléphoniques) : rejeté ; son amendement n° 259 (possibilité pour les régions de voter les taux plutôt que les produits de leurs impôts) : retiré (p. 6415) ; **après l'article 72** : rétablissement de la déduction dont bénéficient les particuliers pour les investissements destinés aux économies d'énergie (p. 6417) ; **après l'article 73** : son amendement n° 262 (prévoyant que le Gouvernement deposera avant la fin de la première session ordinaire de 1987-1988 un rapport retraçant les mesures prises par le Gouvernement pour permettre aux emprunteurs de renégocier les prêts aux logements à des taux compatibles avec le ralentissement de l'inflation) (p. 6419) ; problème des prêts P.A.P. ; rejeté (p. 6420).

Seconde délibération du projet de loi : **article 34 et état B : titre III** : instauration des visas ; appui apporté aux maisons familiales et rurales ; faiblesse des crédits supplémentaires en faveur du développement des alcools français ; élevage des chevaux (p. 6426) ; **article 42** : développement des radios locales dépendantes de Radio France (p. 6431) ; **article 32 et état A (coordination)** : effets d'optique minorant artificiellement le déficit par l'utilisation des crédits évaluatifs (p. 6448).

Explications de vote : évolution des dépenses ; baisse des impôts et des taxes ; injustice de la répartition des allégements entre les ménages ; répartition de la baisse des impôts entre les entreprises et les ménages ; déficit budgétaire ; vote hostile du groupe socialiste (p. 6452).

Commission mixte paritaire, discussion générale : situation de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; évolution démographique du régime ; baisse des cotisations en 1981 ; instauration d'une surcompensation entre les régimes spéciaux ; moindre dégradation du rapport démographique de la C.N.R.A.C.L. par rapport aux autres régimes [16 décembre 1986] (p. 7664) ; déficit de trésorerie ; recouvrement des cotisations ; appel à un emprunt ; maintien du système de surcompensation ; problème de l'évolution de la D.G.F. et de la D.G.D. pour 1987 (p. 7665).

Discussion du texte de la C.M.P. : **après l'article 11** : régime transitoire des agriculteurs (p. 7678) ; objet de l'abattement de 20 % ; opportunité d'accorder le même avantage à d'autres professions si elles sont affiliées à des centres de gestion agréés (p. 7679) ; **article 12** : passage au régime du bénéfice réel ; question de l'encouragement à l'investissement par le biais de la déduction fiscale ; résultat des négociations de Bruxelles menées par le Gouvernement ; absence de politique agricole ; **après l'article 16 *bis*** : pénalité versée par les agriculteurs pour dépassement des quantités de référence dans les quotas laitiers (p. 7680) ; **état B, titre IV** : situation de certains organismes débirentiers tels que la caisse nationale de prévoyance ; (p. 7685) **état C, titre V** : répartition de la pénurie sur les chapitres de plusieurs ministères (p. 7586).

Explications de vote : qualité de la discussion ; rejet des amendements de l'opposition (p. 7688) ; caractère laxiste du budget ; insuffisance des crédits de recherche scientifique et d'actions industrielles ; situation du franc ; comportement du Gouvernement vis-à-vis de l'opposition (p. 7689).

— **Son rappel au règlement** : écart croissant d'inflation entre la France et la République fédérale allemande ; compte d'affectation spécial recevant une grande part du produit de la privatisation masquant le déficit budgétaire [15 octobre 1986] (p. 4752).

— **Son rappel au règlement** : se félicite qu'Albertville et la Savoie aient été choisies comme siège des Jeux olympiques d'hiver de 1992 [17 octobre 1986] (p. 4970).

— **Projet de loi finances rectificative pour 1986 (n° 485).**

Première lecture, discussion générale : plus-values de recettes fiscales ; polémique sur le niveau du déficit réel et les « trous budgétaires » et sincérité des évaluations de la loi de finances initiale pour 1986 ; effort d'économie du Gouvernement s'appuyant sur des annulations de crédits ; cas du B.A.P.S.A. ; transferts entre le budget annexe des P.T.T. et le budget général ; absence de trous dans les budgets de la défense et de l'urbanisme et du logement ; prélèvement supplémentaire sur E.D.F.-G.D.F. ; situation économique de la France [11 décembre 1986] (p. 7481) ; extraits d'une note de conjoncture du C.N.P.F. ; conjoncture internationale ; baisse du prix du pétrole ; différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne ; dévaluation d'avril 1986 ; hypothèse de problèmes pour la tenue du franc au cours du premier trimestre 1987 ; problème de la reprise de l'investissement productif ; accélération de la spéculation boursière internationale ; opportunité de privatiser dans ce contexte ; opportunité d'une politique de libéralisme (p. 7482).

Discussion des articles : **article 2 et état B** : inflation ; différentiel entre la France et l'Allemagne ; libération des prix ; participation des catégories sociales à l'effort sur les prix ; prévision d'augmentation des prix pour 1987 (p. 7500) ; **son rappel au règlement** : chiffres de l'inflation ; évolution des prix hors énergie ; opportunité d'une possibilité d'intervention sur les prix ; différentiel d'inflation avec la R.F.A. (p. 7504) ; son amendement n° 14 (réduction de crédits concernant l'éducation nationale) (p. 7505) ; opportunité d'un transfert de ressources des crédits de l'enseignement privé vers les collectivités locales pour l'équipement des bâtiments judiciaires ; rejeté (p. 7506) ; **article 6** : transferts du budget annexe des P.T.T. vers le budget général ; amortissement de la subvention C.N.E.S. pour 1986 ; « manipulations budgétaires » concernant l'agriculture et le B.A.P.S.A. ; amputation de la protection sociale agricole (p. 7513) ; prélèvements de 0,7 % et 0,4 % sur les revenus des salariés (p. 7514) ; **après l'article 9** : son amendement n° 27 (tendant à permettre l'application de l'article 100 *bis* du code général des impôts aux sportifs professionnels) (p. 7530) ; rejeté (p. 7531) ; **article 19** : son amendement n° 19 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7545) ; **article 20** : son amendement n° 20 (tendant à supprimer dans la 2e phrase du 2e alinéa (1°) du paragraphe I de cet article les mots :« assise et ») : retiré ; son amendement n° 21 (cas d'exonération de la taxe spéciale d'équipement) (p. 7547) ; rejeté (p. 7548) ; son amendement n° 22 (tendant à préciser que la taxe spéciale d'équipement ne pourra être maintenue après le remboursement des emprunts contractés pour les travaux routiers nécessaires à l'organisation des Jeux olympiques de 1992) : retiré (p. 7549) ; **article 27** : son amendement n° 26 (de suppression) (p. 7560) ; rejeté (p. 7561).

— **Son fait personnel** : propos insultants tenus à son égard par M. Alain Juppé à propos de l'inflation ; analyse de la situation par M. Jacques Chirac ; différentiel d'inflation entre la France et ses principaux partenaires ; ampleur des interventions de la Banque de France pour soutenir le franc [11 décembre 1986] (p. 7517) ; caractère contradictoire des propos de MM. Alain Juppé et Jacques Chirac (p. 7518).

— **Son rappel au règlement** : procédure suivie par le Gouvernement pour la deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1987 ; contenu de l'article 45 de la Constitution ; dépôts d'amendements tendant à insérer des articles additionnels ; non respect de la tradition du travail parlementaire s'agissant d'un texte résultant d'une commission mixte paritaire ; émet des réserves sur la constitutionnalité d'articles additionnels présentés sous forme d'amendements au texte initial du projet de loi de finances pour 1987 [16 décembre 1986] (p. 7657).

PINÇON (André)

Député de la Mayenne
Non inscrit

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avil 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* nouvelle politique familiale marquant une redistribution inégalitaire au détriment des classes moyennes [5 novembre 1986] (p. 5892) : annonce qu'il ne votera pas le budget (p. 5893).

PINTE (Etienne)

Député des Yvelines
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Vice-Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109) [15 mai 1986] (p. 954).

Membre du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Membre de la commission consulative des droits de l'Homme [*J.O.* du 31 mai 1986] (p. 6913).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J.O.* du 21 juin 1986] (p. 7708).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 26 juin 1986] (p. 7953).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833)

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (affaires sociales et emploi : emploi) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Rapporteur du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15250).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 modifiée par la loi n° 86-75 du 17 janvier 1986 relative à la limitation des possibilités de **cumuls entre pensions de retraite et revenus d'activité (n° 129)** [15 mai 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi n° 109

relatif à la suppression de l'**autorisation administrative de licenciement (n° 150)** [27 mai 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 210)** [25 juin 1986].

Proposition de loi organique tendant à assurer la représentation des retraités au **Conseil économique et social (n° 343)** [5 août 1986].

Proposition de loi tendant à modifier la loi 82-1061 du 17 décembre 1982 en vue d'assurer la représentation des retraités dans les **conseils d'administration des organismes de sécurité sociale (n° 357)** [12 août 1986].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363), tome *I* : **affaires sociales et emploi : emploi** (n° 396) [9 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 452-4 du code de la sécurité sociale et à permettre à l'employeur de se garantir par une **assurance en cas de faute inexcusable (n° 411)** [22 octobre 1986]. Retrait de cette proposition le 29 octobre 1986.

Proposition de loi tendant à modifier les articles L. 452-2 et L. 452-4 du code de la sécurité sociale et à permettre à l'**employeur** de se garantir par une **assurance en cas de faute inexcusable (n° 454)** [13 novembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 496) relatif aux **procédures de licenciement (n° 505)** [4 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à l'**aménagement des conditions de départ à la retraite (n° 582)** [18 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **procédures de licenciement (n° 598)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique sociale du Gouvernement** : plan d'emploi en faveur des jeunes ; résultats de l'action entreprise [15 octobre 1986] (p. 4765) ;

— **Mesures décidées par le Gouvernement dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes** : ensemble des mesures prises par le Gouvernement pour allier liberté économique et sagesse financière en vue d'un retour à une croissance saine [3 décembre 1986] (p. 7045).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : réglementation du congé-formation [25 avril 1986] (p. 446) ; son amendement n° 438 (limite d'âge prévue à l'article 2 étant augmentée d'un an par enfant né vivant avant que leur mère ait atteint l'âge de vingt-cinq ans) ; nécessité de ne pas pénaliser les jeunes femmes qui, avant l'âge de vingt-cinq ans, ont choisi d'avoir un ou plusieurs enfants avant d'entrer dans la vie active ; nécessaire report d'un an par enfant de la limite d'âge annoncé par le projet ; adopté au scrutin public après modification (p. 451) ;

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : abrogation d'un texte législatif se justifiant s'il ne répond plus aux objectifs qui lui ont été assignés ; loi de 1975 instituant l'autorisation administrative de licenciement pour raisons économiques ayant eu pour objectif essentiel de protéger l'U.N.E.D.I.C. [29 mai 1986] (p. 1445) ; importance de l'indemnisation pouvant entraîner des abus de la part de certains employeurs ; accords conventionnels de 1974 ; suppression de l'allocation supplémentaire d'attente par l'ordonnance du 21 mars 1984 ; autorisation administrative de licenciement constituant une entrave psychologique et matérielle à l'embauche de personnel par les entreprises ; accord de l'inspecteur du travail dans 90 % des cas ; délais cumulés constituant un frein réel à la bonne marche de l'entreprise ; intervention de l'administration dans la procédure de licenciement entraînant des conséquences dissuasives sur l'embauche (p. 1446) ; raison subjective au refus d'embaucher ; autorisation administrative de licenciement représentant une garantie pour les salariés ; intervention de l'administration dans le processus décisionnel ayant entraîné l'interférence des juridictions administratives et prud'homales en cas d'ouverture d'un contentieux ; impossibilité pour le salarié de recevoir des dommages et intérêts ; loi de 1975 ne garantissant pas les salariés contre les licenciements abusifs ; conclusions de la commission du bilan établi par M. Bloch-Lainé (p. 1447) ; procédure retenue par le Gouvernement ; désaccord des partenaires sociaux sur le contenu d'une éventuelle négociation ; première étape constituée par la suppression de l'autorisation administrative de licenciement en cas de licenciement économique de moins de dix salariés ; prochaine ouverture des négociations entre les partenaires sociaux sur les procédures de licenciement économique ; situation actuelle en matière de licenciement économique ; contrôle du motif économique du licenciement étant retiré de la compétence administrative à compter de la publication de la loi (p. 1448) ; extension de l'entretien préalable au licenciement économique collectif de moins de dix salariés et au licenciement économique individuel ou collectif dans les entreprises de moins de onze salariés ; substitution d'une procédure de concertation à une procédure administrative ; suppression du contrôle administratif à compter du 1er janvier 1987 pour les licenciements de plus de dix salariés ; protection future des licenciés ; suppression du contrôle et de l'autorisation de licenciement et d'embauche issue de l'ordonnance du 24 mai 1945 ; nombre d'emplois susceptibles d'être créés par la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (p. 1449) ; relance de la négociation entre les partenaires sociaux (p. 1450) ; rejet par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 1467) ; rejet par la commission des affaires culturelles de la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 1478) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe ; examen des projets en commission ; débat sur l'aménagement du temps de travail ; détournement de la procédure de la motion de renvoi en commission [2 juin 1986] (p. 1551).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : principes fondamentaux du droit et des libertés (p. 1553) ; recevabilité des amendements (p. 1554) ; extension du recours au travail temporaire par la loi du 25 juillet 1985 (p. 1555) ; protection de la liberté du travail des salariés par l'article 414 du code pénal (p. 1569) ; ses observations (p. 1571, 1572) ; obligation de faire signer un contrat de travail à durée indéterminée à l'issue d'un contrat d'apprentissage (p. 1573) ; licenciement individuel à caractère non économique (p. 1574) ; exclusion par l'article L. 122-12 de toute transformation du contrat de travail à durée indéterminée en contrat de travail à durée déterminée lors d'une modification de la situation juridique de l'employeur ; champs d'application de l'article L. 122-12 du code du travail qui ne concerne pas le changement de propriétaire (p. 1575) ; notification des motifs aux salariés licenciés individuellement pour motif économique (p. 1577) ; compétence du juge pour se prononcer sur la justification des causes de licenciement (p. 1578) ; régularité de la procédure en matière de licenciement individuel ; caractère réel et sérieux des motifs invoqués par l'employeur (p. 1579) ; pouvoirs du juge pour apprécier les conséquences du licenciement sur un salarié handicapé (p. 1580) ; possibilité pour le juge d'apprécier les raisons du licenciement à caractère économique ou à caractère personnel (p. 1581) ; pouvoir d'appréciation des juridictions ; définition des avantages acquis (p. 1582) ; pouvoir d'appréciation du juge en matière de licenciement (p. 1583) ; nécessité de distinguer l'accident de travail et l'accident de trajet (p. 1584) ; pouvoirs d'appréciation du juge sur la légalité d'un licenciement pendant une période de suspension du contrat de travail (p. 1585) ; ses observations (p. 1586) ; impossibilité de transformer un contrat de mission intérimaire en contrat à

durée déterminée ou en contrat à durée temporaire (p. 1587) ; cas de conventions collectives qui sous prétexte de donner des garanties supplémentaires constituent en fait une régression sociale ; exemple de la retraite à 60 ans (p. 1588) ; ses observations [3 juin 1986] (p. 1597) ; règles de représentativité des délégations participant aux négociations collectives (p. 1598) ; ses observations (p. 1599, 1601, 1606) ; ses observations (p. 1623) ; hésitation sur le caractère économique du licenciement prononcé à la suite du refus du salarié d'accepter un emploi qui lui était offert ailleurs (p. 1624) ; priorité de réembauchage étant prévue dans l'accord interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi de 1969 ; inopportunité de remettre en cause une disposition qui fera vraisemblablement l'objet de la négociation entre les partenaires sociaux (p. 1625) ; protection des représentants du personnel contre le licenciement (p. 1627) ; délégués du personnel étant protégés en vertu des articles du droit commun protégeant tout représentant du personnel et en vertu des dispositions protégeant l'ensemble des salariés (p. 1628) ; accord interprofessionnel de 1969 ayant prévu, en fonction du nombre des licenciements, des procédures de consultations différentes (p. 1629) ; dispositions de la loi de 1982 permettant au seul comité d'entreprise d'être saisi en cas de licenciement individuel pour motif économique (p. 1630) ; garanties conventionnelles inscrites dans la loi pour protéger les personnes victimes de licenciement (p. 1632) ; projet prévoyant la suppression de la distinction entre licenciements pour motif économique à caractère structurel et à caractère conjoncturel (p. 1633) ; possibilité de recours au contentieux pour les licenciés pour motif économique n'étant pas représentants du personnel (p. 1634) ; employeur devant consulter tous les comités d'établissement dans lesquels des licenciements sont envisagés ; saisine obligatoire du comité central d'entreprise (p. 1636) ; employeur devant simultanément porter à la connaissance des représentants du personnel les mesures qu'il envisage de prendre, d'une part pour éviter les licenciements ou en limiter le nombre, et d'autre part pour faciliter le reclassement du personnel dont le licenciement ne pourrait être évité (p. 1639) ; absence de conventions collectives comportant des dispositions relatives au contrôle de l'emploi (p. 1640) ; inopportunité d'introduire dans le code du travail par voie législative des dispositions d'ordre réglementaire (p. 1641) ; inopportunité de mentionner dans la loi le plan social sans définition de celui-ci ; comité d'entreprise pouvant se faire assister d'un expert comptable dans les conditions prévues à l'article L. 432-5 lorsque la procédure de consultation pour licenciement économique d'ordre structurel et conjoncturel doit être mise en œuvre (p. 1642) ; ses observations (p. 1644) ; possibilité pour tout salarié licencié d'être tenu informé par l'employeur et par les représentants du personnel du motif de son licenciement (p. 1645) ; amendement de la commission demandant au Gouvernement de déposer chaque année un rapport sur les licenciements et les embauches (p. 1649) ; amendement n° 73 de M. Georges Hage s'inscrivant dans la perspective du maintien de l'autorisation administrative de licenciement dont le projet de loi propose la suppression (p. 1650) ; embauche d'un salarié dont le conjoint serait au chômage [4 juin 1986] (p. 1691) ; négociation sur les conditions du licenciement économique (p. 1692) ; **article 1er** : addition des délais conventionnels, légaux et para-légaux conduisant à ce que le licenciement n'intervienne parfois qu'après huit mois (p. 1719) ; ordonnances de 1945 sur le contrôle de l'emploi ayant un objectif essentiellement économique (p. 1720) ; attachement de la majorité parlementaire à ce que les partenaires sociaux puissent négocier des modifications des conditions de licenciement (p. 1721) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Paul Chomat : hostilité de la commission à la réserve des cinq articles du projet de loi (p. 1726) ; ses observations (p. 1727) ; ses observations [5 juin 1986] (p. 1739) ; loi ne pouvant à elle seule régler les problèmes d'emploi des zones ou des branches d'activité en difficulté (p. 1740) ; procédure informelle entre les chefs d'entreprises et l'inspecteur du travail allongeant les délais légaux ; projet de loi ne remettant pas en cause les délais conventionnels (p. 1742) ; chefs d'entreprises avertissant dès que possible l'administration de leurs intentions en matière d'embauches et de licenciements (p. 1748) ; directive des communautés européennes du 17 février 1975 ; possibilité pour une entreprise de signer un accord avec le fonds national pour l'emploi afin de faciliter le licenciement ou de rendre celui-ci moins délicat pour les salariés (p. 1749) ; maintien de l'autorisation administrative de licenciement ne permettant pas de mettre fin aux problèmes des petites entreprises sous-traitantes de l'industrie automobile (p. 1750) ; indemnisation du salarié en cas de licenciement abusif ; conclusions de la commission du bilan présidée par M. Bloch-Lainé ; administration ne pouvant que rarement être condamnée à des dommages et intérêts lorsqu'elle accorde l'autorisation administrative de licenciement indûment (p. 1752) ; salariés licenciés ayant la possibilité de déposer un recours devant le conseil des prud'hommes (p. 1753) ; protocole du 16 décembre 1984 prévoyant la réduction des délais conventionnels en cas de licenciements pour motif économique (p. 1754) ; partenaires sociaux n'ayant pas préjugé du résultat de la négociation (p. 1755) ; saisine des commissions paritaires de l'emploi n'allongeant pas les délais de l'autorisation administrative de licenciement (p. 1758) ; application de la procédure prévue dans la loi de 1973 aux licenciements de moins de dix salariés ; méthode suivie par le Gouvernement socialiste pour l'élaboration de la législation sur les congés de conversion et de l'aménagement du temps de travail (p. 1760) ; nécessité de laisser les partenaires sociaux négocier en ce qui concerne leur compétence en matière de garanties conventionnelles (p. 1761) ; rôle des commissions paritaires de l'emploi (p. 1762) ; rôle des partenaires sociaux (p. 1763) ; introduction de l'intervention de l'administration et de l'éventuel recours contentieux devant le tribunal administratif ne garantissant pas le salarié contre un tel licenciement (p. 1798) ; nécessité de ne pas confondre le pouvoir législatif et le pouvoir des partenaires sociaux (p. 1799) ; problème des seuils sociaux ne devant pas être résolu dans le cadre d'un projet de loi relatif à la modification des conditions de licenciement (p. 1800) ; inopportunité d'une dissociation entre l'existence de la réunion dont témoigne le procès verbal et le contenu de ce procès verbal (p. 1802) ; rôle des partenaires sociaux (p. 1803) ; **article 2** : négociations des partenaires sociaux sur les procédures de contrôle des licenciements économiques [6 juin 1986] (p. 1846) ; compétence prud'homale en cas de litige sur l'ordre des départs ; absence de contrôles administratifs sur les critères de licenciements ; consultation des organisations représentatives du personnel en cas de compression d'effectifs (p. 1847) ; communication à l'administration du travail et mesures prises pour éviter des licenciements et faciliter le reclassement du personnel (p. 1849) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : discussion d'un amendement (p. 1850) ; impossibilité d'introduire dans la législation du travail des discriminations fondées sur l'origine raciale (p. 1852) ; effet dissuasif sur l'embauche des mesures de protection de l'emploi des femmes seules chargées de famille (p. 1854) ; licenciement des femmes seules chargées de famille (p. 1856) ; place des handicapés dans l'ordre des licenciements ; priorité d'embauche et quota d'emplois (p. 1857) ; interdiction de prendre en compte les opinions du salarié pour définir l'ordre des licenciements (p. 1859) ; dispositions particulières au licenciement des apprentis (p. 1860) ; amende prévue en cas de non consultation des institutions représentatives du personnel (p. 1861) ; délai entre la remise des documents aux représentants du personnel et la consultation prévue (p. 1863) ; **article 3** : négociation collective prévue par le projet de loi (p. 1893) ; désaccord des partenaires sociaux sur le projet d'aménagement du temps de travail ; contenu de la négociation des partenaires sociaux ; son amendement n° 1 (visant à substituer au début de l'article 3 aux mots « à la session d'automne de la présente année », les mots « au cours de la première session ordinaire du Parlement de 1986-1987 ») (p. 1894) ; adopté au scrutin public (p. 1895) ; ses observations (p. 1896) ; représentativité syndicale ; proportion de salariés représentée par les organisations syndicales (p. 1897) ; son amendement n° 2 (visant en l'article 3 à substituer au mot « vérifier », le mot « garantir ») ; substitution du contrôle des partenaires sociaux aux contrôles administratifs (p. 1899) ; devenu sans objet (p. 1900) ; nécessité de laisser aux partenaires sociaux l'amélioration des procédures de concertation à l'occasion d'un licenciement économique (p. 1901) ; son amendement n° 3 (visant à compléter l'article 3 par les mots « en cas de licenciements pour cause économique ») ; distinction du licenciement économique et du licenciement injustifié ou abusif (p. 1902) ; adopté au scrutin public (p. 1903) ; procédures de recours contre une décision de licenciement économique ; respect des règles de consultation et de l'obligation de présenter un plan social (p. 1905) ; **article 4** : ses observations (p. 1907) ; extension de la procédure de l'entretien préalable aux salariés licenciés pour motif économique ou pour toute

autre raison dans les entreprises de moins de onze salariés [7 juin 1986] (p. 1937) ; progrès social représenté par le texte en discussion dans la législation du travail (p. 1938) ; ses observations (p. 1939) ; protocole d'accord de 1984 ayant reconnu la longueur des délais ; entretien préalable étant substitué à l'autorisation administrative de licenciement (p. 1940) ; recours devant la juridiction prud'homale ; conclusions de la commission du bilan présidée par M. Bloch-Lainé (p. 1941) ; ses observations (p. 1954) ; prise en compte de la situation financière de l'entreprise au cas de maintien de l'autorisation administrative de licenciement ; notion de « pôles de conversion » n'ayant aucune définition juridique (p. 1955) ; amendement n° 456 de M. Jean Auroux remettant totalement en cause la philosophie du texte en discussion (p. 1957) ; énumère les garanties dont les salariés bénéficient en cas de licenciement pour motif économique (p. 1958) ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ne supprimant pas l'entretien préalable (p. 1959) ; son amendement n° 4 (lettre de licenciement) ; motivation du licenciement obligatoirement inscrite dans la lettre de licenciement : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1960) ; délai minimum de dix jours pour la consultation de l'administration ayant privé un certain nombre de salariés de la mise en jeu de l'assurance pour la garantie des salaires ; liquidateur se trouvant dans l'impossibilité de notifier les licenciements dans le délai de quinze jours en raison du délai de dix jours imparti à l'autorité administrative pour faire connaître son avis ; nécessité d'assouplir la procédure de licenciement en cas de redressement ou de liquidation judiciaire (p. 1961) ; rétablissement de la consultation de l'autorité administrative ; ses observations (p. 1964) ; son amendement n° 5 (obligation de faire précéder tout licenciement pour motif économique autre que ceux visés à l'article L. 321-3 de salariés ayant au moins un an d'ancienneté d'un entretien entre l'employeur et le salarié) ; amendement ayant été présenté en commission et accepté, une fois amendé par M. François Bachelot ; extension de l'entretien préalable au licenciement dans les entreprises de moins de onze salariés ayant un caractère définitif (p. 1965) ; définition du licenciement pour cause économique ; entretien préalable constituant une garantie nouvelle apportée aux salariés (p. 1968) ; nécessité de laisser aux partenaires sociaux un champ de négociation aussi vaste que possible ; intérêt de la lettre de convocation à l'entretien préalable avec mention des motifs de l'entretien ; nécessité d'éviter de donner aux chefs d'entreprises le sentiment d'un alourdissement des formalités administratives du licenciement (p. 1969) ; assistance du salarié lors de l'entretien préalable ne devant pas être réservé à un délégué syndical pour ne pas restreindre la liberté de choix du salarié (p. 1970) ; nécessité de laisser la liberté aux partenaires sociaux de définir qu'ils souhaitent voir accompagner le salarié licencié pour raison économique (p. 1971) ; son amendement n° 5 : vote réservé (art. 44-3 de la Constitution) ; son amendement n° 6 (tendant, au début du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à supprimer les mots « pendant la période transitoire susmentionnée ») ; laisse à M. François Bachelot le soin de défendre cet amendement ; vote réservé (art. 44-3) ; son amendement n° 7 (tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article, à substituer aux mots « relevant des dispositions de l'alinéa précédant, survient sans qu'ait été observée la procédure prévue à l'article L. 122-14 », les mots « survient sans qu'ait été observée la procédure prévue à l'alinéa qui précède ») : vote réservé (art. 44-3) (p. 1988) ; extension de la procédure de la loi de 1973 aux licenciements collectifs de moins de dix salariés et aux licenciements dans les entreprises de moins de onze salariés ; extension des procédures de recours judiciaire et des pénalités au licenciement à caractère économique (p. 1990) ; application de la loi de 1973 pendant la période transitoire (p. 1991) ; **article 5** : ordonnance du 24 mai 1945 ayant essentiellement pour objectif de permettre aux prisonniers de guerre de se réinsérer dans l'économie (p. 2001) ; son amendement n° 8 (rédactionnel) ; vote réservé (art. 44-3) ; son amendement n° 9 (tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-1 du code du travail, à insérer après les mots « sont définis » les mots « après l'avis des organisations syndicales d'employeurs et de salariés ») ; liste des catégories d'entreprises devant informer l'administration des embauches et des licenciements étant élaborée après avis des organisations syndicales d'employeurs et de salariés ; vote réservé (art. 44-3) (p. 2002) ; **après l'article 5** : son amendement n° 10 (ministre chargé du travail et de l'emploi devant présenter au Parlement au 30 juin de chaque année, dès 1987, un rapport sur les licenciements et embauches intervenus au cours de l'année précédente) ; pouvoirs publics devant donner des informations sur les conséquences des modifications décidées par le législateur des procédures en matière de licenciements et d'embauches ; établissements étant amenés à informer en matière d'embauches et de licenciements l'administration (p. 2003) ; vote réservé (art. 44-3) ; ses observations ; interprétation des informations données par les pouvoirs publics en matière de licenciements (p. 2004) ; amendement n° 92 de M. Rémy Auchedé introduisant le contrôle quasi-systématique de l'autorisation administrative en matière de licenciements ou d'embauches ; maintien du contrôle administratif lorsqu'une entreprise a passé une convention avec l'Etat dans le cadre du Fonds national pour l'emploi (p. 2005) ; refus pendant cinq ans de toute aide de l'Etat aux entreprises ayant été partiellement en difficulté et obligées de licencier allant à l'encontre même de la création d'emplois (p. 2006) ; **article 1er (précédemment réservé)** : amendements n° 249 à 439 et n° 483 n'ayant pas été soumis à la commission (p. 2007).

Commission mixte paritaire, discussion générale : date de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; licenciement de moins de dix salariés ; fonctionnement des conseils de prud'hommes ; engagement de M. Philippe Séguin de respecter la directive européenne du 17 février 1975 [25 juin 1986] (p. 2460).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 55** : son amendement n° 359 (abrogation de l'arrêté du 1er octobre 1968 sur l'obligation des candidats et les logements sociaux locatifs de la région parisienne de résider dans cette région depuis plus d'un an) ; transmission des bénéfices des plans d'épargne logement entre parents et enfants (p. 3727) : retiré (p. 3728) ; (23 juillet 1986).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : succession de plans pour la résorption du déficit de la sécurité sociale ; déficit de l'assurance vieillesse ; rôle de la commission d'évaluation de sauvegarde de l'assurance vieillesse ; baisse des prélèvements obligatoires sur les entreprises [24 juillet 1986] (p. 3846) ; maintien du niveau des garanties atteint ; engagement d'une étude de fond sur le financement des pensions et retraites ; renégociation des conventions collectives en matière de départ à la retraite (p. 3847).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 38 (précisant que la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés répartit la part du 0,4 % revenant aux autres régimes de salariés assurant la charge primaire de l'assurance vieillesse) ; possibilité pour les régimes autonomes et spéciaux de bénéficier de la contribution de 0,4 % [25 juillet 1986] (p. 3875) ; compensation du régime général vers les régimes spéciaux autonomes ; retiré (p. 3876).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale : questions :* baisse de l'aide de l'Etat pour les frais de fonctionnement des conservatoires nationaux de région [23 octobre 1986] (p. 5235) ; création d'une nouvelle école des Beaux-Arts à Versailles (p. 5236).

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* insuffisance des créations de postes dans l'enseignement privé ; taux d'encadrement inférieur à celui du secteur public [3 novembre 1986] (p. 5727) ; augmentation insuffisante du forfait d'externat ; nécessaire rattrapage des crédits de l'enseignement supérieur privé (p. 5728).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : augmentation du budget consacré à l'emploi ne pouvant être considérée comme un indice favorable de l'état du marché du travail ; budget de l'emploi

ne pouvant à lui seul régler le problème du chômage ; absence d'emplois durables et valorisants sans formation initiale et permanente ; situation de l'emploi à la fin de l'année 1986 ; nécessité de maintenir les efforts financiers en faveur des sans emploi situés dans les tranches d'âge extrêmes [5 novembre 1986] (p. 5839) ; financement du plan emploi jeunes ; montant des crédits affectés au maintien ou à la création d'emplois ; poursuite de la modernisation de l'appareil de placement ; Gouvernement développant des emplois de voisinage et périphériques en accordant la priorité aux emplois à caractère social ; crédits prévus pour les élections prud'homales inscrits dès le budget initial de l'Etat ; contradiction pouvant exister entre les lois et les conventions collectives (p. 5840).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : utilisation par le précédent Gouvernement de la procédure des crédits d'intervention non affectés [6 novembre 1986] (p. 5965) ; **après l'article 73** : rappelle qu'il a demandé que le ministre présente à la commission avant la fin du mois de juin 1987, un premier bilan de ses actions en matière d'emploi ; possibilité d'un contrôle parlementaire lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (p. 5971).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 59 : son amendement n° 12 (tendant à porter à 250 000 francs la limite supérieure de l'évaluation administrative pour les professions indépendantes) : retiré [14 novembre 1986] (p. 6372) ; **après l'article 63** : son amendement n° 300 (tendant à rendre déductible à l'impôt sur le revenu les sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile par les contribuables âgés ou invalides) ; transparence du travail « dissimulé » ; élargissement de cette mesure aux emplois périphériques ou de voisinage (p. 6410) ; repris par le Gouvernement ; adopté (p. 6411).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 : article L. 532-1 du code de la sécurité sociale** : inopportunité de préciser que la formation ne doit pas être rémunérée pour pouvoir bénéficier d'une allocation parentale d'éducation [19 novembre 1986] (p. 6556) ; **article 8** : rappelle que le financement des congés parentaux est à l'heure actuelle une obligation pour les entreprises (p. 6580).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la motion de renvoi en commission déposée par M. François Bachelot ; rappelle le débat portant sur la politique familiale du Gouvernement à l'occasion de la discussion du projet de loi sur la famille ; Front national n'ayant pas voté le projet de loi sur la famille [5 décembre 1986] (p. 7188).

Discussion des articles : **après l'article 7** : son amendement n° 98 (statut social des étudiants membres des associations visées par la loi de 1901) ; lien des « junior-entreprise » avec le régime étudiant ; retiré [6 décembre 1986] (p. 7227) ; **après l'article 15** : son sous-amendement n° 68 à l'amendement n° 13 de la commission (tendant à la fin du quatrième alinéa du paragraphe II de cet amendement à substituer aux mots « partenaires sociaux » les mots « organisations représentatives des employeurs et des salariés ») ; égalisation du régime des grandes entreprises et de celui des petites et moyennes entreprises et des entreprises artisanales au regard de la faute inexcusable (p. 7272) conséquence de la faute inexcusable pour le chef d'une petite entreprise (p. 7273) ; adopté (p. 7274) ; son amendement n° 129 (révision des règles relatives à la limitation des possibilités de cumul entre pensions de retraite et revenus d'activité) ; difficultés créées par l'ordonnance de 1982 pour d'anciens militaires n'ayant plus eu la possibilité de cumuler une pension de retraite avec une activité ; suppression de la contribution mise à la charge des salariés et des entreprises ; inopportunité d'établir une discrimination selon l'origine des revenus (p. 7275) ; adopté après modification (p. 7276) ; son amendement n° 69 : exonération totale ou partielle des cotisations d'assurance sociale, d'accident du travail et d'allocations familiales pour la rémunération des aides à domicile) ; mesures adoptées par le Gouvernement pour favoriser la garde des enfants à domicile ; nécessité de permettre aux personnes âgées ou handicapées de bénéficier d'une exonération au moins partielle des cotisations sociales dues pour l'emploi d'aides à domicile ; objectif visé par cette proposition (p. 7280) ; ses observations (p. 7281) ; explique l'absence de fixation de plafond de revenu (p. 7282) ; adopté après modification (p. 7283).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **après l'article 21** : importance pour les entreprises de l'aménagement du temps de travail ; amendement du Gouvernement s'appuyant sur un accord issu d'une négociation entre les partenaires sociaux [19 décembre 1986] (p. 7956) ; reconnaît que la C.G.T. n'a pas signé l'accord du 29 octobre 1986 ; règle de validité d'un accord collectif (p. 7957).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune. Rapporteur (du projet n° 496) : suppression de l'autorisation administrative de licenciement [8 décembre 1986] (p. 7301) ; mise en forme juridique d'un accord contenant des engagements et des formules novatrices ; signature de l'accord interprofessionnel du 20 octobre 1986 ; licenciements individuels pour raison économique ; licenciements de deux à neuf salariés dans une période de trente jours ; problème des licenciements de dix salariés et plus dans une période de trente jours pour une entreprise de moins de cinquante salariés ; mesures d'accompagnement ; contrats de conversion (p. 7302) ; financement des contrats ; bénéficiaires des mesures d'accompagnement ; accès au système des pré-retraites du fonds national de l'emploi pour les salariés des petites et moyennes entreprises ; critiques adressées à la procédure administrative de licenciement ; nouvelles garanties au bénéfice des salariés ; problème de l'application de l'accord de branche conclu sur le même sujet par la fédération des travaux publics ; codification de la circulaire Boulin sur les fins de chantier ; nature juridique des contrats de conversion (p. 7303) ; clarification du droit du licenciement ; unification de l'énonciation des motifs de licenciement (p. 7304) ; ses observations après la question préalable opposée par M. Pierre Joxe au projet de loi relatif aux procédures de licenciement (p. 7322).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : définition du licenciement à caractère économique ; distinction entre licenciement à caractère économique selon que le motif est conjoncturel ou structurel [9 décembre 1986] (p. 7360) ; **article 1er** : amendements du groupe communiste visant à supprimer systématiquement tous les articles du projet de loi risquant de créer un vide juridique ; opportunité qu'un salarié de l'entreprise puisse assister le salarié menacé de licenciement (p. 7361) ; intérêt qu'un salarié de l'entreprise puisse assister un collègue éventuellement licencié (p. 7362) ; **article 2** : ses observations (p. 7363) ; délai de quinze jours concernant la date à laquelle le salarié doit être convoqué et la date à laquelle il y a notification de son licenciement pour le licenciement d'un membre du personnel d'encadrement ; non spécification de la notion d'encadrement par les parties à l'accord du 20 octobre ; licenciement individuel ou collectif concernant moins de dix salariés dans une période de trente jours (p. 7364) ; **article 3** : intérêt que le chef d'entreprise indique au salarié qu'il va licencier, les motivations économiques de son licenciement ; motivations du licenciement permettant aux prud'hommes de savoir devant quelle chambre ou devant quelle section l'affaire doit être portée ; son amendement n° 1 (précisant que, lorsque le licenciement n'est pas prononcé pour un motif économique ou pour un motif disciplinaire, l'employeur est tenu à la demande écrite du salarié, d'énoncer la ou les causes réelles et sérieuses du licenciement) ; distinction entre obligation de motivation constituant une obligation de procédure et l'exigence de l'existence d'une cause réelle et sérieuse qu'il appartient au juge d'apprécier ; retiré (p. 7366) ; passage d'une procédure administrative à une vérification par le juge judiciaire ; compétence du juge pour apprécier le bien-fondé de la cause réelle et sérieuse du licenciement à caractère économique ; motivations obligatoires du licenciement lorsqu'il est prononcé pour un motif économique ou disciplinaire ; cas où le licenciement n'est pas prononcé pour un motif économique ou disciplinaire (p. 7367) ; **article 4** : son amendement n° 58 (substituant dans la première phrase du premier alinéa de l'article L. 122-14-4 du code du travail

aux mots « répondant aux exigences de l'article L. 122-14-2 » les mots « réelles et sérieuses ») ; compétence du tribunal pour apprécier la cause réelle et sérieuse avancée pour motiver le licenciement à caractère économique ; définition des sanctions pour défaut de la procédure ou pour motivation insuffisante ou erronée concernant les licenciements à caractère économique ; adopté (p. 7368) : adopté ; inopportunité d'alourdir la sanction prévue en cas d'inobservation de la procédure ; intérêt de pouvoir moduler l'indemnité que l'employeur devra rembourser en fonction de la gravité de la faute (p. 7369) ; possibilité que le juge puisse compléter la peine principale par une peine accessoire modulée en fonction de la gravité de la faute (p. 7370) ; **article 5** : son amendement n° 2 (prévoyant que les dispositions de l'article L. 122-14-2 ne sont pas applicables aux salariés qui ont moins d'un an d'ancienneté dans l'entreprise lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet d'un licenciement pour motif économique) ; cas où l'employeur est exempté de l'obligation d'énoncer les motifs dans la lettre de licenciement (p. 7370) ; méfaits de l'énoncé des motifs du licenciement lorsqu'il s'agit d'un licenciement pour insuffisance de capacité de compétence ; adopté après modification (p. 7371) ; **article 6** : inexistence juridique du contrôle de l'emploi ; son amendement n° 3 (substituant à la fin du paragraphe III de cet article à la référence « L. 321-2 » la référence « L. 320-1 ») : rejeté ; critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements précisés au comité d'entreprise ou au délégué du personnel par l'employeur (p. 7372, 7373) ; **article 7** : réunions du comité d'entreprise (p. 7374) ; problème en cas d'absence de comité d'entreprise et de délégué du personnel ; inopportunité que le législateur se substitue aux partenaires sociaux (p. 7375) ; non limitation des procédures prévues à l'article 7 au caractère collectif du licenciement (p. 7388) ; son amendement n° 4 (substituant à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-2 du code du travail aux mots « du troisième alinéa de l'article L. 321-4 » les mots « prévus au présent chapitre ») : adopté (p. 7389) ; **article 8** : ses observations (p. 7390) ; **article 9** : son amendement n° 5 (prévoyant que l'employeur est tenu d'adresser au représentant du personnel, avec la convocation aux réunions prévues à l'article L. 321-2, tous renseignements utiles sur le projet de licenciement collectif ») ; extension de l'information spécifique que doit donner l'employeur en cas de licenciement collectif à caractère économique au représentant du personnel sur les projets de licenciement collectif aussi bien de plus de dix salariés que de moins de dix salariés (p. 7391) ; adopté ; son amendement n° 6 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 7 (de rectification) : adopté ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; dispositions prévues dans cet article concernant les entreprises de dix salariés et plus (p. 7392) ; possibilité pour un salarié menacé de licenciement de se faire assister par des représentants au sein de l'entreprise elle-même et d'obtenir des conseils au sujet de la procédure du licenciement engagée par l'employeur ; distinction entre la notion de plan social obligatoirement applicable pour des licenciements dans les entreprises de plus de cinquante salariés et les contrats de conversion qui sont obligatoires uniquement dans les entreprises de moins de cinquante salariés ; son amendement n° 9 (prévoyant que lorsque le projet de licenciement concerne au moins dix salariés sur une même période de trente jours, l'ensemble des informations prévues au présent article sera simultanément porté à la connaissance de l'autorité administrative compétente) (p. 7393) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 7394) ; limites au-delà desquelles l'Etat et les entreprises pourraient participer au financement des contrats de conversion ; son amendement n° 11 (rédactionnel) : adopté (p. 7395) ; **article 11** : non pénalisation des autres formations du fait du financement partiel des contrats de conversion par les fonds de formation professionnelle continue ; opportunité d'inciter les petites entreprises à inciter leurs salariés à choisir un contrat de conversion plutôt qu'un licenciement normal (p. 7396) ; **article 12** : ses observations (p. 7397) ; instance représentative du personnel partie à l'accord comprenant le plan social ; conditions permettant à l'autorité administrative d'accorder une dérogation en ce qui concerne le délai de notification des licenciements ; son amendement n° 106 (prévoyant que le contrat de travail d'un salarié ayant accepté une convention de conversion est rompu) : retiré (p. 7398) ; partenaires sociaux dans l'accord du 20 octobre n'ayant pas eu l'intention de s'inspirer des procédures des congés de conversion ; hypothèse où le contrat de travail serait suspendu ; impossibilité de suspendre un contrat de travail ne pouvant être réactivé à la fin du contrat de conversion (p. 7399) ; nature juridique du contrat de conversion ; nécessité d'éviter la remise en cause de l'esprit et de la lettre de l'accord du 20 octobre qui prévoit la rupture du contrat de travail en cas de choix de contrat de conversion par le salarié (p. 7400) ; amendement n° 55 de M. Michel Coffineau ne visant pas l'origine du choix du salarié licencié qui a choisi le congé de conversion ou le contrat de conversion ; son amendement n° 60 (de cohérence) : adopté ; son amendement n° 123 (complétant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-6 du code du travail par la phrase suivante : « les litiges relatifs à cette rupture relève de la compétence des conseils de prud'hommes dans les conditions prévues à l'article L. 511-1 ») ; application des procédures de recours ayant trait aux licenciements aux ruptures de contrat de travail lorsque le salarié aura choisi le contrat de conversion ; adopté (p. 7401) ; **article 13** : contrats de conversion proposés par les entreprises qui licencient et qui ne sont pas soumises au plan social ; contrôle par l'autorité administrative que les informations prévues à l'article L. 321-4 relatives au plan social ont été fournies au représentant du personnel (p. 7403) ; son amendement n° 61 (de cohérence) : adopté ; délai minimum de trente jours entre la notification du licenciement à l'administration et la notification du licenciement au salarié ; portée juridique de l'avis fourni par l'administration (p. 7404) ; **après l'article 13** : dispositions relatives à la priorité de réembauchage apparaissant de nature contractuelle ou conventionnelle (p. 7405) ; **article 14** : son amendement n° 12 (sanctions pénales) : adopté ; non volonté des partenaires sociaux d'inscrire dans le mémorandum la suggestion d'introduction des pénalités en cas de défaut de plan social de convention de conversion (p. 7406) ; son amendement n° 13 (de forme) : adopté (p. 7406) ; **article 15** : son amendement n° 14 (de précision) : adopté (p. 7407) ; son amendement n° 62 (de cohérence) : adopté ; **article 16** : son amendement n° 15 (de forme) : adopté ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 7408) ; **article 17** : son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 19 (de rectification) : adopté ; **article 18** : son amendement n° 20 (de forme) : adopté ; son amendement n° 21 (de précision) : adopté (p. 7409) ; **article 20** : son amendement n° 22 (de forme) (p. 7415) ; adopté ; son amendement n° 23 (prévoyant que l'employeur devra élaborer un plan d'adaptation aux mutations technologiques soumis au comité d'entreprise) ; son sous-amendement n° 63 (consultation prévue sur ce plan d'adaptation) ; sous-amendement n° 63 : adopté ; amendement n° 23 : adopté après modification (p. 7416) ; **article 21** : licenciement de fin de chantier ; accord de la branche des travaux publics ; ses observations sur l'amendement n° 54 de M. Michel Coffineau (p. 7418) ; application de la notion de licenciement à caractère économique dans les branches relevant de la notion de fin de chantier (p. 7419) ; distinction de la notion de fin de chantier de celle de contrat à durée déterminée ; exemple du théâtre ; **article 22** : son amendement n° 24 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 25 (réglant les situations transitoires) (p. 7420) ; adopté ; **article 23** : son amendement n° 124 (de coordination) ; compétence des tribunaux d'instance pour le droit du travail maritime ; adopté (p. 7421).

Seconde délibération : **article 6** : sanctions de l'obligation pour les employeurs d'informer les services publics de la main-d'œuvre pour toute embauche ou résiliation de contrat de travail (p. 7422).

Commission mixte paritaire, discussion générale. Rapporteur : nécessaire allégement des contraintes et des charges liées à l'emploi ; contenu de l'accord national interprofessionnel du 20 octobre 1986 ; projet de loi respectant au plus près la volonté des partenaires sociaux ; conditions de notification du licenciement [19 décembre 1986] (p. 7858) ; plafonnement du remboursement des indemnités de chômage payées aux travailleurs licenciés en cas de non respect par l'employeur des procédures de licenciement ; réglementation des licenciements pour fin de chantier (p. 7859).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, Discussion des articles : **article 11** : son amendement n° 35 (soumission du contentieux des contrats de conversion aux prud'hommes) [9 décembre 1986] (p. 7435) ; adopté (p. 7436).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus, ensemble un protocole (n° 477).

Première lecture, discussion générale : non référence au respect des droits de l'Homme dans la convention ; absence en séance du secrétaire d'Etat chargé des droits de l'Homme [16 décembre 1986] (p. 7629) ; résultats comparés des actions de la France et des Etats-Unis en matière de droit de l'Homme et de libération de refuzniks en U.R.S.S. (p. 7630).

Explications de vote : omission d'une référence explicite aux droits de l'Homme dans cette convention faisant allusion aux accords d'Helsinki ; son vote hostile (p. 7631).

PISTRE (Charles)

Député du Tarn
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nécessité de pratiquer une refonte approfondie de l'organisation de marchés ; industrie agro-alimentaire devenant le partenaire principal de la filière [7 octobre 1986] (p. 4412) ; place des représentants des agriculteurs au sein du conseil supérieur d'orientation réduit à quinze membres ; élimination des salariés ; pouvoir quasi-délibératif du conseil supérieur (p. 4413).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Examen des crédits.* **B.A.P.S.A. : après l'article 73 :** son amendement n° 115 (tendant à créer un rapport annuel sur l'utilisation des crédits affectés au chapitre 44-53 du budget de l'agriculture relatif aux interventions en faveur de l'orientation et de la valorisation de la production agricole : rejeté [30 octobre 1986] (p. 5588) ; financement de la couverture sociale des agriculteurs en difficulté ; reprend l'amendement n° 121 de M. Edmond Alphandery (précisant que le Gouvernement déposera avant le 2 octobre 1987 devant le Parlement un rapport sur le financement de la couverture sociale des exploitants agricoles en difficulté précisant notamment la contribution de l'Etat à ce financement) : adopté au scrutin public (p. 5589).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Commission mixte paritaire, discussion générale : désengagement de l'Etat ; avenir des offices ; complexité des négociations des accords de la C.E.E. ; rôle de l'Etat pour résoudre les difficultés des agriculteurs ; opportunité d'un maintien des offices ; exclusion des salariés et des consommateurs du conseil supérieur d'orientation [17 décembre 1986] (p. 7765).

PONIATOWSKI (Ladislas)

Député de l'Eure
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (postes et télécommunications) [14 décembre 1986] (p. 428).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome XVI : **postes et télécommunications, (n° 400)** [9 octobre 1987].

QUESTIONS

au gouvernement :

— Attitude du Gouvernement français face aux mesures de rétorsion commerciale décidées par les Etats-Unis : compensation des pertes subies par les exportateurs américains de produits agricoles à la suite de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; nécessité d'une négociation globale entre l'Europe et les Etats-Unis portant à la fois sur les produits agricoles et sur les produits industriels [23 avril 1986] (p. 259).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Explications de vote : stratégie d'obstruction du groupe socialiste ; chômage des jeunes ; absence d'alternative à gauche [11 juin 1986] (p. 2119) ; disparition d'emplois ; faillites d'entreprises ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement (p. 2120) ; situation des entreprises françaises par rapport à celle des pays étrangers (p. 2121).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; historique de la politique du logement en Suède ; impossibilité de s'affranchir des lois du marché et de la concurrence [17 juillet 1986] (p. 3411) ; motifs de la loi Quilliot étant de donner satisfaction de façon apparente et immédiate au locataire ; effets pervers de la loi Quilliot ; régime juridique particulier pour les personnes âgées ; déduction fiscale de 10 % accordée aux acquéreurs de logements neufs à usage locatif devant s'appliquer à tous les propriétaires voulant rénover leur patrimoine à usage locatif ; nécessaire relance de l'investissement locatif privé ; extinction progressive de la loi du 1er septembre 1948 ; durée des mesures transitoires (p. 3413) ; **article 6 :** proteste contre le fait que l'amendement n° 10 de M. André Fanton n'a pas été distribué [18 juillet 1986] (p. 3484) ; **article 17 :** révision du montant du dépôt de garantie à la fin du bail [18 juillet 1986] (p. 3522) ; **article 18 :** risque d'une confusion entre l'administrateur de biens et le syndic (p. 3524) ; **après l'article 19 :** suffisance des dispositions actuelles relatives à la réquisition [21 juillet 1986] (p. 3550) ; **article 9 (précédemment réservé) :** réduction de la durée du bail de quatre à trois ans ; accords Delmon [21 juillet 1986] (p. 3576) ; substitution d'une reconduction tacite annuelle à la tacite reconduction pour trois ans d'un bail expiré (p. 3580) ; **article 25 :** mise aux normes des logements antérieurement soumis à la loi de 1948 [22 juillet 1986] (p. 3643) ; inclusion des dispositions de l'alinéa 2 de cet article de manière apparente dans les contrats de location (p. 3646) ; **article 28 :** existence d'une confusion dans la dénomination des sous-catégories II B et II C ; proportion de logements de ces catégories sortant de la loi de 1948 (p. 3652) ; ses observations (p. 3653) ; **article 29 :** exclusion des locataires de plus de 65 ans du dispositif de sortie de la loi de 1948 (p. 3654) ; **article 41 :** possibilité pour les bailleurs privés individuels de conclure des accords locaux

avec les associations de locataires [23 juillet 1986] (p. 3705) ; **article 56** : *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :* normes minimales nécessaires pour la vente d'un logement par les organismes d'H.L.M. (p. 3737) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :* droit de préemption des communes en cas de revente des logements H.L.M. après accession à la propriété (p. 3747) ; *article L. 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation :* avis du maire de la commune pour une démolition de bâtiments (p. 3750).

Explications de vote : crise du logement et du bâtiment ; sortie de la loi de 1948 ; « remise à flot » des offices H.L.M. ; accession sociale à la propriété ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 3795).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* réduction d'impôts sur le coût d'acquisition ou de construction d'un logement neuf ; défaveur pour le logement ancien [28 octobre 1986] (p. 5433) ; nombre de logements ne répondant pas aux normes minima de confort (p. 5434).

Industrie. — *Discussion générale :* allègement des charges pesant sur les entreprises ; intervention accrue de l'Etat dans certains secteurs ; évolution des grands contrats ; problème des obstacles non tarifaires en matière de commerce international [31 octobre 1986] (p. 5618) ; participation active de l'Etat dans la recherche ; insuffisance de la recherche ; insuffisance de la recherche menée par les entreprises ; intérêt du dispositif fiscal accordant un crédit d'impôts (p. 5619).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : maintien de l'effort d'investissement des P. et T. ; suppression de 4 650 emplois ; suppression du système des subventions croisées entre les postes et les télécommunications [31 octobre 1986] (p. 5650) ; clarification des relations entre le budget annexe et le budget général ; nécessité que l'Etat assume la contrepartie financière des charges de service public imposées à la poste ; diminution de l'endettement de la poste ; activité financière de la poste ; assujettissement des télécommunications à la T.V.A. ; allègement des charges des entreprises ; modalités de financement du Plan câble ; industrie française des télécommunications étant moins dépendante des commandes publiques que ses principaux concurrents européens (p. 5651).

PONS (Bernard)

Ministre des départements et territoires d'outre-mer

NOMINATIONS

Est nommé ministre des départements et territoires d'outre-mer (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Robert Le Foll : Nouvelle-Calédonie : « la Nouvelle-Calédonie, c'est la France » ; respect de la sécurité des biens et des personnes ; mutation de fonctionnaires de la police en Nouvelle-Calédonie assurée selon les règles normales [23 avril 1986] (p. 263) ;

— M. André Thien Ah Koon : égalité sociale : élaboration d'une loi de programme pour les départements d'outre-mer ; volet social de cette loi ; création d'une commission pour établir un bilan des disparités sociales entre la métropole et les départements d'outre-mer [23 avril 1986] (p. 266) ;

— M. André Thien ah Koon : report de la loi de programme des départements d'outre-mer : défiscalisation des investissements en outre-mer ; dispositions en faveur du logement ; crédits pour la Nouvelle-Calédonie ; mise à l'étude d'une nouvelle loi de programme qui sera examinée à l'automne par le Parlement [25 juin 1986] (p. 2457) ;

— M. Dominique Bussereau : situation en Nouvelle-Calédonie : esprit démocratique dans lequel s'est tenu à la demande de Mélanésiens la réunion d'information de Thio ; sympathisants du R.P.C.R. victimes d'une embuscade tendue par des extrémistes ; premiers résultats des actions de développement économique lancées par le Gouvernement [19 novembre 1986] (p. 6536) ; désir de mener le dialogue avec toutes les composantes de la communauté néo-calédonienne ; fermeté du Gouvernement ; retour au calme ; arrestation de l'auteur présumé de l'assassinat de Thio ; organisation du référendum après consultation de tous les responsables néo-calédoniens sur la composition du corps électoral et sur le projet soumis au référendum (p. 6537).

orales sans débat de :

— M. Elie Castor (n° 6) : cessions et concessions domaniales en Guyane : régime et répartition de la propriété foncière en Guyane ; statut domanial d'une large partie du territoire ; projet de doter les petits agriculteurs et les collectivités territoriales d'un patrimoine foncier [25 avril 1986] (p. 396) ;

— M. Henri Beaujan (n° 2) : octroi de mer aux Antilles : annulation d'une délibération du conseil général de la Martinique fixant le taux de l'octroi de mer sur les farines importées ; nécessité de négocier avec la Communauté européenne [25 avril 1986] (p. 397) ;

— M. Ernest Moutoussamy (n° 4) octroi de mer dans les départements d'outre-mer : compatibilité de l'octroi de mer avec les règles fondamentales du Marché commun ; moyen du développement économique et social des départements d'outre-mer [25 avril 1986] (p. 398).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : ministre des départements et territoires d'outre-mer. Gouvernement préparant, pour les départements d'outre-mer et les collectivités de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, une loi de programme affirmant le droit à la parité sociale globale [8 juillet 1986] (p. 2930) ; rejet du statut actuel par la totalité des composantes politiques calédoniennes ; situation économique en Nouvelle-Calédonie ; nécessité d'une réorganisation financière et administrative du territoire ; consultation des populations du territoire ; aides exceptionnelles apportées à la Nouvelle-Calédonie (p. 2931) ; indemnisation des dommages directs subis par les victimes des évènements politiques ; responsabilité du congrès en matière d'impôts ; accroissement des pouvoirs du haut commissaire ; compétences des régions ; développement rural et aménagement foncier ; droit du travail en Nouvelle-Calédonie (p. 2932) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; faute du Gouvernement socialiste consistant à avoir voulu passer un contrat avec l'une des ethnies de la communauté calédonienne ; modalités d'indemnisation des victimes des dommages résultant des troubles de l'ordre public ne constituant pas une rupture du principe d'égalité ; répartition des compétences entre l'Etat et le territoire en matière de droit du travail (p. 2939) ; responsabilités particulières des régions maintenues par le projet de loi (p. 2940) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Jean-Jacques Barthe ; composition de la communauté calédonienne ; débat sur l'identité des premiers occupants de la Nouvelle-Calédonie ; caractère artificiel de la révolte en Nouvelle-Calédonie ; lettre adressée par M. Guiart le 15 janvier 1986 au secrétaire général de la conférence des églises du Pacifique ; démission de la légalité républicaine sous les précédents Gouvernements ; attitude de la gendarmerie (p. 2946) ; Gouvernement ayant donné des ordres à la gendarmerie pour que la sécurité des personnes et des biens soit assurée ; circulaire Messmer de 1972 ; peuplement de la Nouvelle-Calédonie ; nombre de militaires envoyés en Nouvelle-Calédonie depuis le 16 mars ; regrette que le Président de la République ait reçu en audience les seuls présidents de régions appartenant au F.L.N.K.S. ; nécessaire concertation avec l'ensemble des parties en présence (p. 2947) ; projet de loi ayant été approuvé par le congrès ;

France et Nouvelle-Calédonie devant être étroitement liées (p. 2948) ; situation de l'entreprise « Enercal » ; opportunité de la création d'une université du Pacifique (p. 2971) ; nécessaire dialogue entre les partis ; lettre de Monseigneur André Fauchet, évêque de Troyes et président de la commission française « Justice et paix » ; rappelle que ce sont les minorités qui, en Nouvelle-Calédonie, ont été victimes de toutes les exactions ; nécessité que l'Etat reprenne en main ses responsabilités (p. 2972) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe ; sa volonté de concertation ; nécessité de promulguer le texte dans les plus brefs délais (p. 2982) ; problème foncier ; personnalité morale des tribus ; position de certaines autorités religieuses ; durée du statut (p. 2983).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : volonté du Gouvernement d'obtenir un vote conforme ; opposition à tous les amendements (p. 2984) ; **article 1er** : délai d'organisation du référendum (p. 2986) ; loi ultérieure déterminant les conditions de consultation (p. 2987) ; fondement de la consultation sur la doctrine dite « Capitant » (p. 2988) ; ses observations (p. 2989) ; **article 2** : objectifs du fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie (p. 2990) ; développement de l'intérieur et des îles ; interventions en faveur de la création d'entreprise (p. 2991) ; **article 8** : continuité dans le traitement des dossiers d'indemnisation (p. 2994) ; **article 9** : ses observations ; **article 10** : ses observations ; **article 14** : ses observations (p. 2995) ; **article 15** : association de la population néo-calédonienne à l'effort de solidarité nationale en sa faveur (p. 2996) ; **article 18** : maintien des incitations fiscales aux investissements ; **article 21** : application des dispositions fiscales de relance de l'économie prises en 1985 dans un sens favorable aux contribuables (p. 2997) ; **article 23** : ses observations (p. 2998-2999) ; **article 23 *bis*** : capacité des régions à s'associer à des actions menées par l'Etat et le territoire (p. 3000) ; caractère facultatif de l'enseignement des langues locales (p. 3001) ; **articles 24 et 25** : ses observations [9 juillet 1986] (p. 3016) ; **article 26** : suppression du plafond pour les centimes additionnels ; affectation d'une part de la dotation globale à la section d'investissements (p. 3017) ; pouvoirs du haut-commissaire pour veiller à ce que la fiscalité soit adaptée aux possibilités contributives des assujettis (p. 3018) ; **article 28** : respect du droit coutumier des Mélanésiens (p. 3019) ; accès des Mélanésiens aux responsabilités dans l'administration du territoire ; statut de l'agence de développement rural (p. 3019) ; ses observations sur les thèses de M. Roch Pidjot ; conditions de l'élection de M. Maurice Nenou-Pwataho (p. 3021) ; accepte la responsabilité du texte qui risque « de provoquer de nouvelles violences » selon M. Joseph Menga (p. 3022) ; **article 32** : bénéficiaires de la politique de développement rural de l'agence (p. 3024) ; accès à la propriété des jeunes Mélanésiens (p. 3025) ; **article 32 *bis*** : ses observations (p. 3026) ; **article 37** : répartition des compétences entre l'Etat et le territoire en matière de droit du travail (p. 3027) ; **article 37 *bis*** : extension dans le secteur public et para-public de la règle de non indexation des salaires (p. 3028) ; **article 38** : statut des salariés candidats à des élections (p. 3029) ; participation des Néo-Calédoniens à l'administration du territoire (p. 3030) ; maintien de la commission consultative du travail (p. 3031) ; compétences du congrès pour fixer les règles de participation à la formation professionnelle (p. 3032) ; **article 43 *bis*** : ses observations (p. 3033) ; **article 44** : Office culturel canaque ; maintien de la qualité de la fonction publique territoriale ; ouverture de la fonction publique aux Mélanésiens (p. 3034).

Explications de vote : sa volonté « d'assumer la responsabilité de ce qui se passera sur le territoire à la suite de la promulgation du projet de loi » ; notion de « populations intéressées » prévue à l'article 1er du projet [référendum] ; apports des départements et territoires d'outre-mer à la Métropole (p. 3039) ; sa volonté pour que la France cesse « d'avoir un complexe de culpabilité » ; rôle des D.O.M.-T.O.M. dans la conquête de l'espace ; inéluctabilité de la construction européenne (p. 3040).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 256) et du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 256).

Première lecture, discussion générale commune : abandon du statut de département pour Saint-Pierre-et-Miquelon ; régime de l'élection du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon ; simplification des textes sur les élections à Saint-Pierre-et-Miquelon [31 juillet 1986] (p. 3972) ; place de la France dans la conquête spatiale (p. 3975) ; maintien des rapports entre l'outre-mer et la métropole ; préparation d'un projet de loi de programme sur la France d'outre-mer ; question institutionnelle de Saint-Pierre-et-Miquelon et des D.O.M. ; respect des quotas de pêche par les chalutiers métropolitains ; négociation avec le Canada sur l'avenir des zones de pêche ; fluctuations de la politique de la France à l'égard de l'outre-mer ; Nouvelle-Calédonie ; problème de Mayotte (p. 3976).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* rappele la place éminente revenant à la France d'outre-mer dans la République [8 novembre 1986] (p. 6076) ; nécessaire clôture du débat institutionnel ; progression du budget ; renforcement des moyens de l'administration ; augmentation de la capacité d'intervention du ministère (p. 6077) ; rôle du F.I.D.E.S. (p. 6078) ; augmentation du budget des départements et territoires d'outre-mer de 25 % [8 novembre 1986] (p. 6085) ; incidents survenus entre les forces de l'armée française et la gendarmerie nationale (p. 6093) ; augmentation des crédits consacrés à l'outre-mer par tous les ministères ; condition arbitraire de l'attribution du marché du lycée technique de Basse-Terre ; répartition des crédits du F.I.D.O.M. ; moyens juridiques et techniques pour conduire Mayotte sur la voie de la départementalisation ; crédit du F.I.D.O.M. régional n'étant pas remis au préfet ; absence de mesures remettant en cause la régionalisation ; situation institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie (p. 6108) ; respect des contrats de plan ; nécessité du maintien des forces armées d'Outre-mer ; aide aux investissements agro-alimentaire ; emplois dans les D.O.M.-T.O.M. ; Gouvernement devant conduire les D.O.M.-T.O.M. à la parité sociale globale dans un délai de cinq ans ; situation en Nouvelle-Calédonie ; défiscalisation des investissements ; mobilité organisée par l'A.N.T. ; problème de l'usine de Savannah (p. 6109) ; participation des fonds communautaires à l'O.I.D. ; augmentation des cotisations à l'Amexa ; marché des plantes à parfum ; doublement des crédits du F.I.D.O.M. ; installation des agriculteurs en Guyane ; situation des réfugiés Surinamiens en Guyane ; budget du territoire de Wallis et Futuna ; (p. 6110) ; crédits complémentaires attendus pour le fonctionnement du service de santé de Wallis et Futuna ; répartition des fonds entre le F.I.D.O.M. régional et le F.I.D.O.M. départemental ; politique culturelle du Gouvernement à l'égard des D.O.M.-T.O.M. ; dossier de l'atoll de Clipperton ; approuve que le secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud ait conservé sa responsabilité de président du Gouvernement du territoire de la Polynésie française ; caractère scandaleux de la présence de M. Tjibaou à l'O.N.U. ; tourisme à la Martinique et en Guadeloupe (p. 6111) ; informations sur les expérimentations nucléaires dans le Pacifique sud (p. 6112).

Répond aux questions de :

— *M. Elie Castor :* globalisation des crédits prévus dans la loi de programme ; accueil des Surinamiens en Guyane (p. 6112) ;

— *M. Maurice Louis-Joseph-Dogué :* existence d'un service au sein de la direction concernée au ministère chargée d'étudier les effets positifs ou négatifs des accords internationaux sur les D.O.M.-T.O.M. ; création d'un groupement foncier agricole en Martinique ; problèmes posés par le thrips (p. 6112) ;

— *M. Robert Le Foll :* importance de la formation professionnelle dans les départements d'outre-mer ; problème causé par la présence de trois organismes touristiques à la Réunion (p. 6113).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : contrôle de l'Office culturel en Nouvelle-Calédonie (p. 6114) ; **après l'article 73** : ses observations (p. 6115).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : priorité de l'outre-mer pour le Gouvernement ; mesures de défiscalisation du collectif budgétaire ; projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie ;

augmentation du budget de plus de 25 % ; apport de l'outre-mer à la France ; Traité de Rome [25 novembre 1986] (p. 6733) ; blocage de la mobilité par les gouvernements socialistes ; parité sociale globale ; décentralisation ; précision des compétences des différentes collectivités ; problème de Mayotte ; vocation à la départementalisation ; zones franches (p. 6734) ; Outre-mer, chance de la France (p. 6735) ; ses observations sur l'intervention de M. Aimé Césaire ; commission nationale d'évaluation sur les prestations sociales ; moyens financiers inclus dans la loi de programme ; contrats de plan ; rocade de Fort-de-France ; défiscalisation ; zones franches ; négociations avec la C.E.E. sur l'octroi de mer (p. 6744) ; ses observations sur la lettre d'un sénateur R.P.R., M. Bénard, critiquant la parité sociale globale (p. 6755) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Robert Montdargent ; parité sociale globale (p. 6758) ; allocation vieillesse dans les départements d'outre mer ; régionalisation [26 novembre 1986] (p. 6807) ; se réfère aux analyses et propositions de M. Michel Debré ; loi de programme de 1960 ; départementalisation de Mayotte (p. 6811) ; îles Eparses de l'océan Indien ; crédits supplémentaires destinés à l'exécution du programme ; tourisme ; libéralisation du transport aérien ; gravité de la situation économique et sociale ; doute des D.O.M. sur leur avenir ; parité sociale globale ; absence de remise en cause de la régionalisation (p. 6812) ; compétences des départements en matière de gestion ; autres responsabilités de la région ; développement de la canne à la Guadeloupe ; transport maritime et monopole du pavillon française à la Réunion ; usine de Savannah ; parité sociale globale ; extension à Mayotte des dotations globales de fonctionnement et d'équipement, départementales et régionales et de l'ensemble des concours de l'Etat dans un délai de cinq ans ; pistes d'aviation à Mayotte (p. 6813) ; défiscalisation ; Gouvernement attentif à tout dérapage ; vote à l'unanimité du conseil régional de la Réunion en 1984 sur la parité sociale globale ; concertation préalable à l'élaboration de la loi ; maintien des acquis de la décentralisation (p. 6814) ; domaines dans lesquels les habitants d'outre-mer sont mieux traités que leurs compatriotes de métropole ; fiscalité ; politique de la famille ; parité sociale globale correspondant à l'égalité sociale avec une adaptation ; situation des hôpitaux de Cayenne et de Saint-Laurent-du-Maroni en Guyane ; construction d'un port en eaux profondes et d'une voie d'accès pour la ressource forestière ; création de zones franches à la demande des élus ; « plan vert » ; francisation de la flotte crevettière ; ses observations sur la gestion de M. Elie Castor comme maire et président du conseil général de la Guyane (p. 6815) ; Plan Reagan pour les Caraïbes ; convention fiscale avec les Etats voisins ; développement de Mayotte comme préalable à la départementalisation ; faible utilisation du F.I.D.O.M. régional dans les D.O.M. ; maintien du pouvoir régional ; modification de la loi sur le littoral de janvier 1986 pour un meilleur développement touristique ; aquaculture en Guyane ; zones franches ; parité sociale globale (p. 6816) ; réalisation de l'égalité sociale par le Gouvernement (p. 6817).

Discussion des articles : **article 1er** : ses observations sur l'amendement n° 18 de M. Elie Hoarau ; référence aux régions dans le texte (p. 6826) ; ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude Martinez tendant à supprimer les annexes ; valeur normative de celles-ci (p. 6830) ; **article 2 et annexes** : ses observations sur l'amendement n° 4 de la commission ; suppression de la marge de manœuvre du Gouvernement ; mise en cause du principe de l'annualité budgétaire ; souhaite le retrait de cet amendement ; son amendement n° 8 (modification de la répartition des crédits supplémentaires en faveur de Mayotte) [27 novembre 1986] (p. 6841) ; adopté ; ses observations sur les amendements n° 22 de M. Elie Hoarau et 90 de M. Frédéric Jalton relatifs aux aides communautaires (p. 6842) ; ses observations sur l'amendement n° 146 de M. Elie Hoarau prévoyant l'avis favorable des collectivités locales concernées pour l'octroi de primes et d'aides à l'investissement productif ; confusion des compétences décentralisées ; ses observations sur l'amendement n° 93 de M. Robert Le Foll incluant Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte dans le dispositif tendant à l'amélioration de la desserte aérienne ; renforcement des liens avec l'environnement immédiat (p. 6846) ; prochain projet de loi prévoyant des mesures nouvelles en faveur des transports maritimes (p. 6847) ; désenclavement de Saint-Pierre-et-Miquelon ; se déclare favorable à la création d'une compagnie maritime régionale aux Antilles ; conférence maritime sur la Réunion et les départements des Antilles et de la Guyane (p. 6848) ; modulation des tarifs du frêt favorisant les productions locales ; réforme foncière en cours en Guyane ; ses observations sur l'amendement n° 97 de M. Robert Le Foll relatif aux filières production-commercialisation (p. 6849) ; réglementation visant la production hors-sol ; proposition à Bruxelles sur le régime fiscal et la définition du Rhum (p. 6850) ; S.M.I.C. des D.O.M. (p. 6851) ; opération intégrée de développement à la Réunion ; association des régions à tout programme proposé au financement des communautés européennes (p. 6852) ; son amendement n° 188 (application à Mayotte des mesures en faveur de la formation professionnelle à partir de 1988) : adopté ; parité sociale globale (p. 6854) ; abaissement progressif du coût des liaisons téléphoniques entre les D.O.M. et la métropole ; crédits prévus pour la forêt guyanaise et l'équipement hospitalier de ce département ; hôpitaux de Cayenne, de Saint-Laurent-du-Maroni et de Kourou ; équipement routier et portuaire pour le désenclavement de la Guyane ; participation des Iles de l'Océan indien au maintien de la langue française (p. 6854) ; son amendement n° 9 (insertion d'une annexe VI relative au développement particulier de Mayotte) (p. 6855) ; augmentation des crédits initialement prévus pour Mayotte ; convention solennelle entre le Gouvernement et la collectivité territoriale ; amendement n° 9 : adopté après modification (p. 6856) ; **article 5** : zones franches essentielles pour le développement économique ; demande des collectivités locales ; but de favoriser une exportation dynamique et non pas la concurrence aux entreprises locales ; perte des avantages fiscaux pour les entreprises qui écarteraient le marché intérieur (p. 8663) ; demande des chefs d'entreprise et des chambres consulaires pour la création de zones franches ; accord nécessaire de toutes les collectivités concernées ; ses observations sur les activités de M. Magnan, dirigeant de la compagnie internationale des pêches de Guyane (p. 6864) ; caractère réglementaire des dispositions proposées par l'amendement n° 105 de M. Jean Lacombe (p. 6866) ; commercialisation des produits issus des zones franches (p. 6867) ; **article 6** : avis conforme de toutes les collectivités concernées pour la création de zones franches (p. 6868) ; **après l'article 8** : encouragement à investir dans les D.O.M. ; application des dispositions de l'article 238 *bis* H.A. du code général des impôts aux sociétés « holding » (p. 6870) ; **article 9** : ses observations sur l'amendement n° 177 de M. François Porteu de la Morandière réservant le bénéfice de l'exonération des cotisations sociales pour l'embauche des jeunes aux nationaux et aux ressortissants de la Communauté économique européenne (p. 6880) ; exonération concernant également les associations et les coopératives ouvrières de production (p. 6881) ; **article 9 *bis*** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Philippe Bassinet ; demande de scrutin public par le Gouvernement ; aide à la réinstallation des migrants d'outre-mer dans leur département ou collectivité d'origine (p. 6886) ; **article 10** : compétence des régions en matière de formation professionnelle (p. 6889) ; **article 11** : parité sociale globale ; article 73 de la Constitution ; marche vers l'égalité sociale ; mutualité sociale agricole (p. 6891) ; remercie M. Michel Debré (p. 6892) ; **article 13** : son amendement n° 156 (délai de trois ans pour l'extension aux travailleurs indépendants de prestations familiales et des cotisations y afférentes) ; possibilité de dérogation (p. 6897) ; difficulté de certains employeurs et travailleurs indépendants ; extension des diverses sortes de prestations familiales dans un délai unique de trois ans ; dérogation pour ceux qui ne peuvent payer leurs cotisations ; rejeté au scrutin public (p. 6898) ; **article 16 *bis*** : adaptation à l'outre-mer des règles relatives à la protection, à l'aménagement et à la mise en valeur du littoral (p. 6901) ; **après l'article 17** : caractère prématuré de la proposition de M. François Porteu de la Morandière visant à créer une région de l'océan Indien (p. 6902).

Seconde délibération : **article 9** : son amendement n° 1 (rétablissement du texte de l'article 9 dans la rédaction du Sénat (p. 6903) ; adopté au scrutin public (p. 6904).

POPEREN (Jean)

Député du Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

PORELLI (Vincent)

Député des Bouches-du-Rhône
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777), [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 41) tendant à valoriser le sel produit par les mines de potasse d'Alsace [18 décembre 1986] (p. 7834).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le **code de la route** en supprimant la procédure administrative de suspension du permis de conduire **(n° 40)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur des **forêts méditerranéennes (n° 43)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Venue éventuelle d'un dirigeant sud-africain en France : accord du Gouvernement à la venue en France de M. Botha, chef du Gouvernement d'Afrique du Sud alors que le respect des droits de l'Homme commanderait la condamnation de l'apartheid et la rupture de toute relation avec Pretoria [29 octobre 1986] (p. 5475).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre des mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** durée hebdomadaire du travail ; flexibilité créant une dépendance accrue pour les travailleurs ; modification de la législation relative à l'aménagement du temps de travail devant conduire les travailleurs à aménager eux-mêmes leur temps et leurs conditions de travail, à favoriser la revalorisation de l'emploi, la qualification et la formation [29 avril 1986] (p. 544) ; employeurs ayant intérêt à utiliser le contingent d'heures supplémentaires à certaines périodes de l'année : rôle du comité d'entreprise dans le contrôle de l'application de l'accord sur l'aménagment du temps de travail (p. 545) ; situation économique dans les départements d'outre-mer ; suppression de l'octroi de mer (p. 547) ; **article 4 :** situation du groupe U.A.P. [6 mai 1986] (p. 731, 732) ; situation de la banque Chaix (p. 737) ; nécessité d'exclure la banque Paribas du champ d'application de cet article (p. 762) ; licenciements au Crédit du Nord ; problème de l'emploi dans le secteur bancaire nationalisé ; conséquences des restructurations et de l'informatisation des services rendant nécessaire le passage aux trente-cinq heures hebdomadaires sans perte de salaire et un effort particulier de formation professionnelle (p. 791) ; ses amendements n° 86 et 138 : devenus sans objet (p. 807).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6 :** doublement du montant des droits d'examen pour l'obtention du permis de conduire ; situation des jeunes [27 mai 1986] (p. 1243).

Seconde délibération de la première partie : **article 10 et Etat D précédemment réservés :** suppressions d'emplois au ministère de la mer ; grève des dockers pour protester contre les initiatives visant à détourner vers les ports de l'Europe du Nord des trafics de marchandises à destination de la France ; effets de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne pour les pêcheurs français ; harmonisation des régimes sociaux des marins et pêcheurs ; déséquilibre de la caisse de retraite des marins [28 mai 1986] (p. 1357).

Commission mixte paritaire, discussion générale : situation de la construction navale ; importance de cette industrie dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; absence totale du plan pour construire et moderniser la flotte ; nécessité que le produit de la vente des navires fasse l'objet d'un dépôt obligatoire dans les banques et qu'un prélèvement exceptionnel sur ces ventes soit opéré [24 juin 1986] (p. 2401).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 43 (application de l'article L. 122-12 du code du travail en cas de perte de marché et de reprise de celui-ci par un nouvel employeur) ; rejeté [2 juin 1986] (p. 1575) ; nécessité d'abroger les articles introduits dans le code du travail par la loi du 26 février 1986 [3 juin 1986] (p. 1605) ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet, déclaré irrecevable (p. 1607) ; son amendement n° 67 (abrogation de l'article L. 213-6 du code du travail) ; possibilité pour l'employeur de faire travailler les femmes de nuit (p. 1611) ; opportunité du recours au travail de nuit ; rejeté au scrutin public (p. 1612) ; **article 1er :** ses amendements n° 256, 333, 351, 379, 425 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.

Discussion : conditions de vote des projets de loi déposés par le Gouvernement ; liens entre la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et la reprise des embauches ; licenciements de moins de dix salariés ; liberté accordée au patronat pour remplacer un emploi stable par un emploi à durée déterminée ; catégories de salariés menacées de licenciement ; suppressions d'emplois annoncées en mai [11 juin 1986] (p. 2102) ; amélioration de l'école publique ; grèves à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. ; remise en cause du statut des salariés de la manutention portuaire ; lutte des travailleurs de la construction navale ; acquis en matière de santé, de politique familiale et de logement ; politique de l'emploi proposée par les communistes (p. 2103).

— Proposition de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** imprécision de la définition de notion d'entreprise éditrice [16 juin 1986] (p. 2200).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la recherche scientifique marine et portant modification de la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 192).

Première lecture, discussion générale : développement de la recherche en matière de ressources des océans ; problèmes de la construction navale [30 juin 1986] (p. 2660) ; modernisation de la flotte de commerce française ; plan de restructuration de la C.G.M. ; propositions du groupe communiste pour la filière maritime (p. 2661).

Discussion des articles : **article 1er** : met en cause M. Philippe Bassinet ; absence de zone économique exclusive en Méditerranée ; exploitation des ressources par les pêcheurs français et espagnols ; renégociation de l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. ; **article 2** : intégration des étangs et lagunes privés du littoral méditerranéen au domaine public maritime ; pollution de ces lagunes (p. 2663) ; réservation des activités de pêche et de culture marine aux inscrits maritimes (p. 2664).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquence (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : opposition du groupe communiste au rétablissement de la peine de mort ; développement de la criminalité aux Etats-Unis malgré cette peine [2 juillet 1986] (p. 2774).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : organisation de la hausse des loyers et des valeurs foncières ; détournement de l'épargne au profit du marché boursier ; nécessité d'accorder une priorité à la construction locative sociale ; réduction des P.A.P. ; dispositif gouvernemental étant construit sur la logique de la loi de 1977 ; organisation de la hausse des loyers H.L.M. et de ceux de la loi de 1948 ; vente des H.L.M. répondant au souci de limiter le secteur locatif social [17 juillet 1986] (p. 3431) ; propositions du parti communiste ; maintien d'un secteur d'accession aidée ; nécessaire révision de l'épargne logement (p. 3432).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : décisions déterminant l'avenir de l'agriculture au niveau international ; impossibilité d'accepter des décisions contraires à l'intérêt national ; article 55 de la Constitution ; utilité de coordonner les économies des pays membres de la Communauté [7 octobre 1986] (p. 4411) ; utilisation du droit de veto (p. 4412).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 94 (tendant à instaurer des limitations de chiffre d'affaires pour accorder le bénéfice des abattements de 10 et 20 % aux adhérents des centres de gestion et associations agréées) [16 octobre 1986] (p. 4912) ; rejeté (p. 4913).

Deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* baisse des aides à la modernisation et au développement des entreprises de pêche et de culture marine ; crédits consacrés à la flotte de pêche artisanale ; organisation des marchés ; difficultés de l'Europe bleue ; conditions de l'adhésion de l'Espagne à l'Europe communautaire [21 octobre 1986] (p. 5069) ; problème des étangs salés privés du littoral du Languedoc-Roussillon ou de la Corse (p. 5070).

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* importance économique du secteur du commerce et de l'artisanat ; diminution des crédits du ministère ; fiscalité des petites entreprises commerciales et artisanales ; nécessaire reconnaissance de la place spécifique de l'artisanat dans notre société [21 octobre 1986] (p. 5088) ; recul des dispositifs de formation (p. 5089) ; *questions :* évolution de la population dans le secteur du commerce ; extension larvée du travail du dimanche ; transmission des fonds en zones rurales (p. 5098) ; **article 70** : actualisation du montant des droits fixes de la taxe pour frais des chambres de métiers ; nécessité de donner aux chambres des métiers des moyens nécessaires pour leurs actions de formations professionnelles ; formation initiale devant être assurée par un véritable service d'éducation nationale (p. 5101) ; **article 71** : amendement n° 31 (de suppression) ; rejeté (p. 5103).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* inclusion des salaires des personnels assurant l'entretien des parties communes dans la liste des charges que les organismes d'H.L.M. peuvent récupérer auprès de leurs locataires [28 octobre 1986] (p. 5440).

Examen des crédits : **article 55** : conséquences du budget 1987 pour les transports collectifs urbains ; tramway de la Seine-Saint-Denis ; nécessité de développer les transports collectifs urbains ; **article 72** : mise en place d'un nouveau régime d'aide personnalisée au logement ; diminution radicale de l'aide au logement accordée aux familles de locataires ou d'accédants logés dans le secteur H.L.M. ; nécessité de ne pas réserver le logement H.L.M. aux seuls démunis [29 octobre 1986] (p. 5488) ; mise en œuvre du système du tiers-payant pour l'allocation-logement et pour l'A.P.L. dans les départements et territoires d'outre-mer (p. 5489).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. — *Discussion générale :* rentabilité de l'investissement dans l'environnement ; amputation des subventions de fonctionnement de l'agence pour la qualité de l'air ; développement des systèmes anti-polluants automobiles ; poursuite de l'aménagement des bassins hydrographiques et de l'effort de préservation des ressources en eau potable [29 octobre 1986] (p. 5497) ; amputation des crédits du Conservatoire du littoral ; sacrifice des orientations budgétaires en matière de recherche ; risques technologiques majeurs ; amputation des subventions accordées aux associations de protection de l'environnement ; vote négatif du groupe communiste (p. 5498).

Tourisme. — *Discussion générale :* diminution des départs en vacances ; durées de séjour réduites ; destinations moins lointaines ; raisons économiques ; droit aux vacances ; propose la mise en œuvre d'un plan de cinq ans de développement du tourisme social, la signature de plans d'aménagement régionaux, le maintien des aides d'équipement à la petite hôtellerie et des mesures d'aides aux départs des familles ; établit un parallèle entre la suppression de la réduction de 30 % sur les billets de congés payés et la possibilité offerte aux entreprises de déduire les frais de croisière ou de tourisme d'affaires de leurs bénéfices imposables et la réduction de la taxe sur les frais généraux [3 novembre 1986] (p. 5683) ; vote hostile du groupe communiste (p. 5684).

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement :** rapport de M. Jean-Claude Martinez ; injures contre le coprs enseignant ; refus du groupe communiste d'assister à la présentation orale de ce rapport [3 novembre 1986] (p. 5697) ; *questions :* aides aux familles ; risque d'augmentation des dépenses d'internat ; diminution des crédits affectés aux bourses (p. 5733) ; prime de rentrée scolaire ; propose une bourse en faveur des étudiants titulaires de D.E.U.G. s'engageant à préparer le concours de recrutement des élèves instituteurs ; présente la question de M. Jacques Roux (p. 5734).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : soutien la motion de renvoi en commission déposée par M. André Lajoinie ; conséquences de l'adoption de l'acte unique européen ; réalisation d'un grand marché ; mise en place d'un marché des capitaux en prise directe avec le marché mondial ; ouverture des marchés publics [20 novembre 1986] (p. 6660) ; mise en application de l'acte unique renforçant les inégalités entre régions ; pouvoirs de l'Assemblée européenne ; problème de défense et de sécurité ; politique étrangère des Douze ne constituant qu'un alignement généralisé sur les initiatives américaines (p. 6661).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 1 (composition des comités régionaux du tourisme) : rejeté [18 décembre 1986] (p. 7827) ; **article 5 :** son amendement n° 2 (prévoyant qu'un rapport financier est soumis annuellement au conseil régional siégeant en séance plénière : rejeté (p. 7828).

PORTEU de la MORANDIERE (François)

Député du Pas-de-Calais
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges (rectificatif au *J.O.* du 5 avril 1986) [*J.O.* du 6 avril 1986] (p. 5245).

Cesse d'appartenir à cette commision [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9511).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9511).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux **anciens combattants en Afrique du Nord,** fonctionnaires et assimilés **(n° 142)** [15 mai 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 87,** posée le 24 juin 1986 : **patrimoine achéologique, esthétique, historique et scientifique (musées : Paris)** (p. 2434, 2435) ; appelée le 27 juin 1986 : **ouverture, au musée de l'armée, d'une salle consacrée à la guerre d'Algérie** : image de la guerre d'Algérie ; expositions et musées en Algérie en l'honneur de l'armée de la libération (p. 2580, 2581) ;

— **n° 125,** posée le 18 novembre 1986 : **impôts et taxes (politique fiscale)** (p. 6509) ; appelée le 21 novembre 1986 : **fiscalité des véhicules de sociétés** ; sa lourdeur ; vignette ; taxe sur les véhicules de sociétés ; butoir de 50 000 francs imposé aux amortissements (p. 6677) ; mesure freinant l'achat de véhicules neufs d'où limitation des rentrées de T.V.A. et effet négatif sur l'industrie automobile (p. 6678).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** délais préalables à l'autorisation de licenciement [28 avril 1986] (p. 476) ; **article 3 :** caractère trop large de l'habilitation demandée ; résultats peu satisfaisants de la participation ; participation des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes [29 avril 1986] (p. 570) ; caractère dissuasif pour les chefs d'entreprise de la participation des salariés au conseil d'administration ; nécessité de préciser qu'il ne sera pas porté préjudice aux droits actuels des actionnaires ; nécessité d'une responsabilité de tous les administrateurs (p. 596).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et Etat A :** situation des anciens combattants ; rattrapage du rapport constant ; pensions des anciens combattants ; bénéfice de la campagne double aux anciens d'Afrique du Nord [27 mai 1986] (p. 1271) ; erreur de sacrifier les anciens combattants français (p. 1272).

Seconde délibération de la première partie : **après l'article 8 précédemment réservé :** succession d'études sur le rapport constant [28 mai 1986] (p. 1348) ; retard pris sur le rapport constant (p. 1349) ; **article 11 *bis*** (lettre rectificative) : pénalisation importante du marché des S.I.C.A.V. ; réduction de la mobilité de l'épargne ; instauration d'une charge fiscale dissimulée (p. 1390).

— **Projet de loi relatif à la supression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion générale : date d'effet de la loi ; autorisant administrative jouant comme un frein à l'embauche ; chômage ; compétences de l'employeur pour définir les critères utilisés pour déterminer l'ordre des licenciements ; préférence nationale pour l'emploi ; sanctions pénales contre un employeur qui aura refusé d'embaucher ou qui aura licencié une personne en raison de son origine raciale ; problèmes des harkis et des Algériens ; buts des organisations syndicales ; négociations sur le sort du paquebot *France* ; règles d'élaboration des mesures de reclassement ; monopoles syndicaux [2 juin 1986] (p. 1541, 1542, 1543).

Discussion des articles : **article 2 :** amende prévue en cas de non consultation des institutions représentatives du personnel [6 juin 1986] (p. 1861) ; **article 3 :** respect des règles d'élaboration des mesures de reclassement et d'indemnisation ; définition des mesures de reclassement par celles mentionnées à l'article L. 321-4 du code du travail (p. 1901) ; **article 4 :** plan de financement prévu par le tribunal de commerce valant accord implicite au licenciement ; regrette que M. Jean Auroux ait fait état d'une présomption de faute de la part du patronat [7 juin 1986] (p. 1963) ; inopportunité de renforcer le monopole des structures syndicales lors d'un licenciement (p. 1970) ; **après l'article 5 :** esprit du projet de loi constituant à relancer l'emploi [7 juin 1986] (p. 2006) ; nécessité d'une action positive en matière d'emploi (p. 2007).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution, par M. Jean Auroux.**

Discussion : conformité de la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement à l'intérêt des salariés ; autorisation administrative pour réembaucher après un licenciement économique ; blocage des embauches ; priorité d'emploi aux Français et aux membres de la Communauté européenne ; politique de l'immigration en Suisse ; protection des Français de toutes origines raciales [11 juin 1986] (p. 2108-2109) ; date d'application de la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement ; négociation collective et deuxième projet de loi ; monopoles syndicaux ; proportion de salariés non inscrits à un syndicat (p. 2110).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er : son rappel au règlement :** rappelle les termes de l'article 58 du règlement de l'Assemblée nationale ; nécessité pour une communauté nationale de préserver son identité et la sécurité de ses enfants [10 juillet 1986] (p. 3152) ; regrette que le Front national se fasse injurier sous le vocable de « xénophobe » et de « raciste » (p. 3153) ; **article 5 :** cas de reconduite à la frontière ; fabrication de fausses pièces d'identité ; rôle et bilan de la police de l'air et des frontières [15 juillet 1986] (p. 3254) ; nécessité d'un accroissement des moyens humains et matériels de ce service (p. 3255) ; son sous-amendement n° 202 à l'amendement n° 69 de M. Jean-Marie Le Pen (tendant à compléter cet amendement par les mots : « notamment par la prise des empreintes digitales de ses dix doigts ») ; contrôle d'identité des étrangers ; personnes se refusant à subir ce contrôle devant être reconduites à la frontière (p. 3269) ; intérêt du contrôle des empreintes digitales ; rejeté (p. 3270).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 255) et du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 256).

Première lecture, discussion générale commune : élection d'un député et d'un sénateur pour l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon [31 juillet 1986] (p. 3974) ; instabilité du statut de Saint-Pierre-et-Miquelon ; Nouvelle-Calédonie ; problème de Mayotte (p. 3975).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 49 (extension des avantages fiscaux dont bénéficient les dons et legs au profit des musées nationaux aux donations et legs faits aux musées municipaux ; augmentation du taux de la T.V.A. sur les publications et films pornographiques) ; archives des communes ; défense des musées locaux ; publications et films pornographiques [11 août 1986] (p. 4223) ; adopté (p. 4224).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : nouveau mode d'élection au conseil supérieur des Français de l'étranger et sous-représentation des petites formations ; utilité de la représentation proportionnelle [3 octobre 1986] (p. 4362-4363).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* non respect des engagements du R.P.R. sur le rattrapage du rapport constant ; campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord ; rétablissement de la proportionnalité des pensions ; pathologie des anciens d'A.F.N. ; pénalisation de l'information historique ; réduction du budget des fêtes et cérémonies [22 octobre 1986] (p. 5110-5111) ; *questions :* suppléé par M. Jean-Pierre Schenardi (p. 5120).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** son amendement n° 42 (réduction de crédits destinés au parc automobile du secrétariat d'Etat) ; affectation des sommes économisées au budget social de l'O.N.A.C. en faveur des veuves ; retiré (p. 5122).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* augmentation des crédits du ministère ; statut de Mayotte ; investissements à Mayotte [8 novembre 1986] (p. 6087) ; nécessaire départementalisation de Mayotte (p. 6088).

Défense nationale. — *Discussion générale :* image donnée par les manuels scolaires sur l'armée ; enseignement de l'anti-militarisme ; signature d'un protocole d'accord entre les ministères de la défense et de l'éducation nationale le 23 septembre 1982 ; réduction des crédits du S.I.R.P.A. [12 novembre 1986] (p. 6192).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 368).

Commission mixte paritaire, explications de vote : Gouvernement actuel laissant en place des hommes et des émissions « continuant à polluer le cœur de nos enfants » [8 novembre 1986] (p. 6065) ; caractère offensant pour les chrétiens des émissions de M. Collaro ; déferlement de la pornographie à la télévision ; abstention du groupe Front national (p. 6066).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : statut de Mayotte ; consultation prévue par la loi du 22 décembre 1979 ; nécessité de réduire rapidement l'écart entre les prestations sociales servies en métropole et dans les D.O.M. alors que les immigrés bénéficient largement de toutes les prestations sociales en métropole ; son intérêt pour les autres territoires de l'océan Indien ; potentiel économique des îles éparses ; propose la création d'une région française de l'océan Indien [25 novembre 1986] (p. 6752).

Discussion des articles : **article 5 :** zones franches [27 novembre 1986] (p. 6864) ; s'oppose à l'obligation de conformité au schéma d'aménagement de la région proposée par l'amendement n° 103 de M. Jean Lacombre (p. 6865) ; **après l'article 8 :** son amendement n° 176 (possibilité pour les sociétés « holding » de bénéficier des exonérations fiscales en faveur de l'investissement dans les départements d'outre-mer instituées par l'article 238 *bis* H.A. du code général des impôts) ; installation de sociétés « holding » dans les zones franches (p. 6869) ; retiré (p. 6870) ; **article 9 :** son amendement n° 177 (exonération des cotisations sociales pour l'embauche des jeunes réservées aux nationaux et aux ressortissants de la Communauté économique européenne) ; préférence nationale ; immigration clandestine inacceptable en Guyane (p. 6880) ; rejeté au scrutin public (p. 6881) ; **article 13 :** délai de cinq ans pour l'extension aux travailleurs indépendants de prestations familiales et des cotisations y afférentes (p. 6898) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 178 (création du département et de la région de l'océan Indien) ; choc psychologique affirmant la détermination de la France dans l'océan Indien (p. 6901) ; retiré (p. 6902).

Explications de vote : aspects positifs du projet de loi de programme ; concours du rassemblement national à la majorité ; erreur constituée par le refus de donner la priorité d'emploi aux Français d'outre-mer et de ne pas avoir prévu un calendrier pour la départementalisation de Mayotte (p. 6906).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 15 :** dispositions permettant de limiter le travail clandestin ; élargissement de la définition des éléments d'infraction ; nécessité de doter d'interprètes les services de répression pour les aider à mener à bien leur mission [6 décembre 1986] (p. 7270) ; article 15 se limitant à l'aspect répressif du problème (p. 7271) ; **après l'article 15 :** son amendement n° 106 (particuliers créant un emploi pour un chômeur inscrit depuis plus de six mois à l'A.N.P.E. pouvant déduire de leur revenu imposable le montant du salaire versé à celui-ci dans la limite de 60 000 francs par an) ; ressort de la lutte contre le travail clandestin consistant en la création d'un intérêt pour une embauche officielle (p. 7277) ; coût de la mesure ; retiré (p. 7278).

PORTHEAULT (Jean-Claude)

Député du Loiret
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 21 :** libre fixation du loyer lors du renouvellement du contrat ; propos du Gouvernement sur l'augmentation du nombre de logements locatifs [22 juillet 1986] (p. 3614) ; précarisation de la situation des locataires (p. 3615).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation

aérienne. — *Discussion générale : questions :* contrat de plan entre la S.N.C.F. et l'Etat ; réduction des effectifs ; nécessaire réduction des charges financières [28 octobre 1986] (p. 5449).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** son amendement n° 106 (réduction des crédits) ; insuffisance des subventions accordées au profit des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ; action de conseil des collectivités locales [29 octobre 1986] (p. 5462) ; rejeté (p. 5463).

Industrie. — *Discussion générale : questions :* baisse du prix du pétrole ; évolution du taux d'indépendance énergétique ; suppression du dispositif d'inspection fiscale ; hausse des économies d'énergie dans le bâtiment [31 octobre 1986] (p. 5637).

POUJADE (Robert)

Député de la Côte-d'Or
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (défense : gendarmerie) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome VI : **défense : gendarmerie (n° 398)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : budget pour la gendarmerie ; progression des crédits de fonctionnement ; emploi de gendarmes auxiliaires ; modernisation des équipements ; effectif de l'arme ; limites à l'intégration des appelés dans la gendarmerie ; évolution des missions ; responsabilité en matière de D.O.T. ; dissolution du groupement de gendarmes auxiliaires de Melun ; poids du maintien de l'ordre public [12 novembre 1986] (p. 6130) ; création d'un peloton spécial d'intervention de gendarmerie par compagnie ; pyramide des grades ; évolution de la gendarmerie (p. 6131).

POURCHON (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
Socialiste

Devenu député le 9 octobre 1986, en remplacement de M. Roger Quilliot, élu sénateur [*J.O.* du 10 octobre 1986] (p. 12202).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12599).

PRAT (Henri)

Député des Pyrénées-Atlantiques
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Membre titulaire du comité consultatif du fonds national des abattoirs [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

PREAUMONT (Jean de)

Député de l'Essonne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299) [31 juillet 1986] (p. 3981).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (culture et communication : communication et radio-télévision) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 10 : **culture et communication : communication et radio-télévision (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** ses observations [26 mai 1986] (p. 1177).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur pour avis : déréglementation des activités de télécommunications au Japon, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ; rôle de la C.N.C.L. ; développement de la D.G.T. ; assainissement des relations entre le budget annexe des P. et T. et le budget général de l'Etat ; rôle de T.D.F. ; financement du secteur public par la redevance et la publicité [4 août 1986] (p. 3994) ; réduction du volume des créations originales ; privatisation financière de TF1 ; affectation d'une partie du produit de la privatisation à la création cinématographique ; maintien d'un secteur public audiovisuel ; modification des missions de la S.F.P. ; autonomie culturelle de la France dans un ensemble européen (p. 3995).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : loi du 30 septembre 1986 ; privatisation de TF1 ; aspect économique de l'audiovisuel ; concurrence internationale ; caractère dépassé de

l'opposition systématique entre « public » et « privé » [13 novembre 1986] (p. 6284) ; Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) ; dispositif anti-concentration trop restrictif institué par la loi du 30 septembre 1986 ; décision du Conseil constitutionnel ne favorisant pas la création de groupes multi-médias ; avantages pour les groupes étrangers ; mise en péril de la stratégie de redéploiement de la presse écrite vers le secteur audiovisuel ; pouvoirs de la C.N.C.L. ; société française de production (S.F.P.) ; remise en cause du mécanisme des commandes obligatoires ; s'oppose à la filialisation de ses activités les plus rentables ; allégement des effectifs (p. 6285).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** aide à la presse écrite ; dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts [14 novembre 1986] (p. 6319) ; **article 56 :** prélèvement sur les crédits du service de la redevance ; conséquences sur le recouvrement de cette dernière (p. 6321) ; **après l'article 60 :** nécessité de la révision de l'ensemble du système des aides à la presse (p. 6323).

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Secrétaire de cette délégation [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6637).

Membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Membre du conseil supérieur de l'électricité et du gaz [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre du comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (agriculture : dépenses en capital) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 7 : **agriculture :** dépenses en capital **(n° 395)** [9 octobre 1986].

Conclusions de la Délégation pour les communautés européennes n° 15/86 : l'action communautaire dans le secteur du **tourisme** (feuilleton n° 97 du 5 novembre 1986).

Conclusions de la Délégation pour les Communautés européennes n° 20/86 : les problèmes actuels du **marché ovin** dans la Communauté (feuilleton n° 113 du 3 décembre 1986).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* niveau satisfaisant du budget [23 octobre 1986] (p. 5222) ; protection du patrimoine monumental ; difficultés rencontrées par les communes ; communication du patrimoine ; enseignement artistique (p. 5223).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : chute des dépenses en capital [30 octobre 1986] (p. 5513) ; effort en faveur de l'hydraulique agricole ; aide aux industries agricoles et alimentaires ; respect des priorités du programme « Aliment 2000 » ; baisse du revenu agricole ; impasse provoquée par les surplus de production ; insuffisante recherche-développement de l'agro-alimentaire français ; accroissement de la concurrence internationale ; mutation du monde rural et augmentation des exploitations en G.A.E.C. ; insuffisance des crédits de formation supérieure (p. 5514).

PROVEUX (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* absence de mesures nouvelles dans le budget ; réduction des effectifs et des crédits d'action sociale de l'O.N.A.C. ; bilan du gouvernement de la gauche ; non respect des engagements du R.P.R. sur le rattrapage du rapport constant ; application de la mention « guerre » sur les brevets des pensionnés des anciens d'Afrique de Nord ; pathologie de ces derniers [22 octobre 1987] (p. 5115).

Affaires étrangères — Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* budget de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; rémunération des personnels recrutés sur place travaillant dans les établissements d'enseignement français à l'étranger ; diminution du nombre des détachés budgétaires ; relation entre les instituts culturels et les alliances françaises [24 octobre 1986] (p. 5310) ; rôle de Radio-France-Internationale (p. 5311).

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* suppression de postes de non enseignants ; établissements scolaires sacrifiés par rapport aux administrations centrales ; perspectives de privatisation des services assurés par les personnels non enseignants ; exemple de Bordeaux et la région Aquitaine [3 novembre 1986] (p. 5725) ; *questions :* suppression de postes de personnels non enseignants avant d'avoir évalué les besoins ; privatisation de services rendus actuellement par l'éducation nationale (p. 5742).

PUAUD (Philippe)

Député de la Vendée
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 10 et Etat D précédemment réservés :** réduction des effectifs envisagée dans le corps des médecins contractuels de santé scolaire ; projet de statut particulier devant permettre aux médecins de santé scolaire d'être titularisés dans le corps des médecins de la santé publique ; importance de la médecine préventive [28 mai 1986] (p. 1372).

Q

QUEYRANNE (Jean-Jack)

Député Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réforme juridique de la presse** : silence du Gouvernement dans le débat ; information des lecteurs sur les détenteurs réels des journaux ; disparition de l'exigence d'une équipe rédactionnelle ; élimination de toutes dispositions antitrust [18 juin 1986] (p. 2312) ; infractions de M. Robert Hersant (p. 2313).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : non diffusion de la séance de questions d'actualité à la télévision ; privatisation de TF1 ; pétitions remises auprès du Premier ministre ; réaction des personnels de la radio-télévision à la déclaration de M. Jean-Jacques Descamps [20 mai 1986] (p. 965).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).**

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; motif de l'empressement du Gouvernement ; adaptation du régime des aides économiques à la presse ; privatisation de T.F.1 constituant une menace contre la presse écrite ; redistribution du capital de la cinquième chaîne accentuant une concentration dans le domaine multimédias au profit de quelques grands groupes de presse ; notion de concentration de la presse écrite [10 juin 1986] (p. 2043) ; journal *Le Figaro* dictant sa conduite au Gouvernement ; propositions de M. François d'Aubert étant contradictoire avec l'esprit même du texte ; existence de contentieux devant les tribunaux ; affaire de l'« Union de Reims » ; affaire du « Progrès de Lyon » (p. 2044) ; projet ne permettant pas de créer les conditions d'un exercice effectif de la liberté de la presse ; citation du général de Gaulle ; principes posés par l'ordonnance de 1944 ; loi de 1984 adaptant les règles de transparence aux impératifs économiques ; principe de l'existence d'une équipe rédactionnelle ; proposition sénatoriale établissant une transparence en trompe-l'œil ; disparition de l'obligation faite aux directeurs de publication de fournir des informations sur la situation financière de leur entreprise ; refus de l'utilisation de la notion de contrôle (p. 2045) ; suppression des dispositions relatives aux publications des communautés étrangères vivant en France ; décisions du Conseil constitutionnel des 10 et 11 octobre 1984 établissant que l'objectif constitutionnel du pluralisme justifie l'existence de garanties à travers un dispositif anticoncentration ; contrôle du juge étant limité à l'acquisition de l'entreprise éditrice ; suppression des équipes rédactionnelles ; suppression de la commission pour la transparence et le pluralisme ; loi se résumant à une loi de complaisance et d'amnistie (p. 2046).

Son rappel au règlement : absence de réunion de la commission prévue à l'article 88 du règlement et citée à l'article 91, alinéa 9 [12 juin 1986] (p. 2139-2140) ; **son rappel au règlement** : examen en séance des amendements non discutés en commission (p. 2145) ; reprise des travaux de la commission ; utilisation de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution ; **son rappel au règlement** : avis du président de la commission et du rapporteur sur la possibilité d'une réunion pour l'examen de l'ensemble des amendements n'ayant pas été discutés ; **son rappel au règlement** : sa demande pour que le président et le rapporteur s'expriment sur une reprise des travaux de la commission pour examiner les amendements non discutés préalablement à l'examen de la motion de renvoi en commission (p. 2146) ; **ses observations sur les propos** de M. Claude Labbé, vice-président : application de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution ; sa volonté de ne pas lier la question de procédure relative 91 du règlement et le vote par l'Assemblée de la motion de renvoi en commission ; sa lecture de l'article 91, alinéa 9 du règlement (p. 2148).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 26 (tendant, avant l'article 1er, à insérer l'article suivant « tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression ») [12 juin 1986] (p. 2158) ; rejeté ; son amendement n° 27 (citoyens ayant droit à une information libre et pluraliste) (p. 2159) ; rejeté ; son amendement n° 28 (communication étant libre, pluraliste et universelle) (p. 2160) ; rejeté ; son amendement n° 29 (liberté de la communication écrite) : rejeté ; son amendement n° 30 (liberté de l'impression, l'édition, la publication et la communication de tout journal ou écrit) (p. 2161) : rejeté ; son amendement n° 32 : réservé jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19 ; son amendement n° 33 (liberté d'expression et de communication de la pensée constituant un droit à la fois individuel et social) : rejeté (p. 2162) ; **article 1er** : son amendement n° 35 : réservé jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19 (p. 2163) ; son amendement n° 37 (dispositions de la présente loi s'appliquant à l'ensemble des entreprises de communication) : rejeté ; son amendement n° 38 (dispositions de la présente loi s'appliquant aux publications d'informations politiques et générales paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) ; article 39 *bis* du code général des impôts ; obligation d'information des lecteurs (p. 2166) ; obligations relatives à la transparence ; rejeté ; son amendement n° 39 (définition de la notion de publication) : rejeté ; son amendement n° 40 (tendant, dans cet article, à substituer aux mots « tout service utilisant un mode écrit de » les mots « tous journaux, magazines, cahiers ou feuilles d'information concourrant à la ») (p. 2167) ; rejeté ; son amendement n° 41 (tendant dans l'article 1er, à supprimer les mots « en général ou de catégories de public ») ; notion de catégories de public ; abandon du critère d'intérêt général pour l'accession aux aides publiques (p. 2168) ; rejeté (p. 2169) ; **article 2** : définition du champ d'application de la loi ; notion d'entreprises de presse [16 juin 1986] (p. 2197) ; notion de contrôle ayant été introduite dans la loi de 1984 ; rôle des régies publicitaires ou des régies de services dans un processus de concentration ; refus de la notion d'entreprises de presse (p. 2198) ; son amendement n° 42 (dispositions de la présente loi étant opposables aux dirigeants réels des entreprises de presse) ; son amendement n° 43 (dispositions de la présente loi s'appliquant à toute personne physique ou morale ou à tout groupement de droit ou de fait, de sorte que soit connu du public qui dirige, possède, et finance une entreprise de presse) ; son amendement n° 44 (intérêts de tous ordres se trouvant engagés dans la presse étant soumis aux dispositions de la présente loi) ; son amendement n° 45 (obligation, pour toute personne physique ou morale ou groupement de droit ou de fait possédant, contrôlant ou dirigeant directement ou indirectement une entreprise de presse, de se soumettre aux dispositions de la présente loi) ; son amendement n° 46 (sens du mot « personne » dans cet article) ; délimitation du champ d'application de la loi ; loi n'étant pas applicable aux dirigeants réels de la quasi-totalité des entreprises de presse ; transformation des entreprises de presse en entreprises de communication multi-médias ; définitions anti-concentrations contenues dans les directives européennes faisant référence à la notion de contrôle (p. 2200) ; droit pour les lecteurs de connaître les dirigeants réels de l'entreprise de presse ;

jurisprudence du Conseil constitutionnel ; rejetés (p. 2201) ; son amendement n° 47 (dispositions de la présente loi s'appliquant à toutes les publications paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) ; son amendement n° 50 (dispositions de la présente loi s'appliquant aux publications d'information politique et générale paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par mois au moins) ; son amendement n° 48 (dispositions de la présente loi s'appliquant aux publications d'information politique et générale paraissant à intervalles réguliers à raison d'une fois par semaine au moins) ; son amendement n° 49 (dispositions de la présente loi s'appliquant aux quotidiens d'information politique et générale) (p. 2202) ; rejetés ; son amendement n° 51 (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « et aux personnes physiques ou morales qui les possèdent ou les contrôlent ») : rejeté (p. 2203) ; son amendement n° 53 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot « éditrice » les mots « de presse ») ; conception de l'entreprise éditrice du Gouvernement étant celle de la loi de 1881 ; constitution de groupes de presse ; volonté du Gouvernement que ne soit pas connue la réalité de l'exercice du pouvoir dans une entreprise de presse ; multiplicité des sociétés éditrices dans les groupes de presse ; rejeté ; son amendement n° 54 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à insérer après les mots « groupement de droit » les mots « ou de fait ») (p. 2204) ; rejeté ; son amendement n° 55 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à insérer après les mots « éditant » les mots « ou contrôlant ») ; liberté du lecteur ; élaboration de dispositifs anti-trust par toutes les démocraties occidentales ; rôle de la législation en matière de presse ; sens de la jurisprudence du Conseil constitutionnel ; rejeté ; son amendement n° 56 (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à insérer après le mot « éditant » les mots « ou exploitant ») (p. 2205) ; rejeté ; son amendement n° 57 (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « ainsi que toute personne physique ou morale ou tout groupement de droit ou de fait exerçant sous quelque forme que ce soit, et par tout moyen d'ordre matériel ou financier, une influence déterminante sur la gestion ou le fonctionnement d'une publication de presse) (p. 2206) ; rejeté ; **avant l'article 3** : ses amendements n° 58 à 76 (tendant à insérer un intitulé avant l'article 3) : réservés jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19 (p. 2207) ; **article 3** : ordonnance de 1944 interdisant la pratique des prête-noms dans le domaine de la presse ; notion de prête-nom ; champ d'application de cette notion (p. 2209) ; son amendement n° 77 (sanctions pénales de la pratique du prête-nom) ; son amendement n° 78 (interdiction de porter atteinte par la pratique du prête-nom au droit des lecteurs de connaître les dirigeants réels des entreprises de presse et les conditions de financement des journaux) ; son amendement n° 79 (interdiction par le recours à la pratique du prête-nom de porter atteinte à la mise en œuvre de l'objectif de transparence financière) ; son amendement n° 82 (interdiction de dissimuler au public par la pratique du prête-nom les dirigeants réels d'une entreprise de presse) ; son amendement n° 83 (interdiction de recourir à la pratique du prête-nom pour tenter de dissimuler aux lecteurs qui dirige, qui possède ou finance réellement une entreprise de presse) ; son amendement n° 84 (interdiction du prête-nom à toute personne possédant ou contrôlant une entreprise de presse) ; amendement n° 78 reprenant la rédaction des attendus du Conseil constitutionnel ; pratique du prête-nom devant être interdite pour permettre au lecteur d'exercer son libre choix ; nécessité de connaître les dirigeants réels d'une entreprise de presse ; notion de contrôle (p. 2210) ; loi anti-concentrations en matière de presse aux Etats-Unis ; rejetés ; son amendement n° 86 (tendant, après les mots « prêter son nom », à rédiger ainsi la fin de l'article 3 : « aux dirigeants réels d'une entreprise de presse ») : rejeté ; son amendement n° 87 (tendant, après les mots « prêter son nom », à rédiger ainsi la fin de l'article 3 : « aux sociétés à travers lesquelles les dirigeants réels d'une entreprise de presse exercent leur contrôle ») : rejeté ; son amendement n° 85 (tendant dans cet article à substituer aux mots « entreprise éditrice », les mots « personnes morales ») ; son amendement n° 88 (tendant dans cet article à substituer au mot « éditrice » les mots « exploitant ou contrôlant directement ou indirectement une publication ») ; son amendement n° 89 (tendant dans cet article à substituer au mot « éditrice », les mots « de presse au sens de la loi du 23 octobre 1984 ») ; son amendement n° 90 (tendant dans cet article à substituer au mot « éditrice » les mots « de presse ») (p. 2211) ; rejetés ; son amendement n° 91 (tendant dans cet article après les mots « entreprise éditrice » à insérer les mots « ou à toute personne physique ou morale ou groupement de droit qui possède ou contrôle une entreprise de presse ») : rejeté ; son amendement n° 92 (tendant après les mots « entreprise éditrice » à rédiger ainsi la fin de cet article « de quelque manière que ce soit ») (p. 2212) ; rejeté ; son amendement n° 93 (tendant dans cet article à substituer aux mots « la location-gérance », les mots « la prise de contrôle ») : rejeté ; son amendement n° 94 (tendant à compléter cet article par les mots « ou par tout autre moyen ») (p. 2213) ; rejeté ; **après l'article 3** : demande une suspension de séance (p. 2214) ; **article 4** : mécanisme d'agrément par les organes sociaux à l'occasion de chaque transfert d'actions d'une société de presse ; notion de transparence remontante ; obligation de mise au nominatif des actions pour les sociétés possédant une participation de 20 % dans une entreprise de presse (p. 2215) ; son amendement n° 95 (actions représentant le capital social d'une entreprise de presse et celles de sociétés détenant directement ou indirectement 20 % au moins du capital social d'une entreprise de presse ou des droits de vote dans cette entreprise devant revêtir la forme nominative) : rejeté ; son amendement n° 96 (tendant, au début de la première phrase de cet article, à substituer aux mots « dans le cas de société par actions », les mots « lorsque l'entreprise de presse est constituée sous la forme d'une société par actions ») : rejeté ; son amendement n° 100 (forme nominative des actions des sociétés détenant directement ou indirectement la minorité de blocage dans une entreprise de presse) : rejeté (p. 2226) ; son amendement n° 99 (forme nominative des actions des sociétés détenant directement ou indirectement 20 % du capital d'une entreprise de presse ou des droits de vote dans cette entreprise) : rejeté ; son amendement n° 101 (forme nominative des actions des sociétés contrôlant directement ou indirectement une entreprise de presse) ; son amendement n° 97 (forme nominative des actions des sociétés à travers lesquelles les dirigeants réels de l'entreprise exercent directement ou indirectement le contrôle de la société) : rejetés ; **après l'article 4** : son amendement n° 104 (possibilité pour l'équipe rédactionnelle des publications quotidiennes d'information politique et générale de consulter le compte des valeurs nominatives tenus par les sociétés mentionnés à l'article 4 de la présente loi) ; droit pour les journalistes de pouvoir consulter le compte des valeurs nominatives ; droit d'information de l'équipe rédactionnelle ; rejeté ; son amendement n° 105 (journalistes professionnels pouvant consulter le compte des valeurs nominatives tenu par les sociétés mentionnées à cet article et dont ils sont salariés) (p. 2227) ; rejeté ; son amendement n° 106 (possibilité pour les actionnaires des sociétés mentionnées à cet article de consulter le compte des valeurs nominatives tenu par les sociétés qui contrôlent directement ou indirectement 20 % au moins du capital social d'une entreprise de presse) : rejeté ; son amendement n° 107 (possibilité pour l'équipe rédactionnelle des publications d'information politique et générale paraissant une fois par mois au moins de consulter le compte des valeurs nominatives tenu par les sociétés contrôlant directement ou indirectement 20 % au moins du capital social des entreprises mentionnées à cet article (p. 2228) ; rappelle à M. Michel Péricard qu'il a voté, en 1983, l'amendement relatif à l'équipe rédactionnelle ; rejet de l'amendement n° 107 déséquilibrant la loi en faveur des grands patrons de presse ; rejeté ; son amendement n° 108 (possibilité pour l'équipe rédactionnelle des publications d'information politique et générale paraissant une fois par semaine au moins de consulter le compte des valeurs nominatives tenu par les sociétés constituant directement ou indirectement 20 % au moins du capital social des entreprises mentionnées à cet article) : rejeté ; son amendement n° 110 (possibilité pour les journalistes professionnels de consulter le compte des valeurs nominatives tenu par les sociétés contrôlant directement ou indirectement 20 % au moins du capital social des entreprises mentionnées à cet article) (p. 2229) ; rejeté ; son amendement n° 111 (compte des valeurs nominatives des entreprises de presse pouvant être consulté par les actionnaires) : rejeté ; son amendement n° 112 (possibilité pour les actionnaires des sociétés mentionnées à l'article 4 de la présente loi de consulter le compte des valeurs nominatives tenu par ces sociétés) (p. 2230) ; rejeté ; son amendement n° 113 (possibilité pour les actionnaires et l'équipe rédactionnelle des sociétés mentionnées à cet article de consulter le compte des valeurs nominatives de la ou des sociétés à travers lesquelles les

dirigeants réels d'une entreprise de presse exercent sur elle directement ou indirectement leur contrôle) : rejeté (p. 2231) ; **article 5** : information devant être portée dans chaque numéro à la connaissance des lecteurs ; indication du responsable de la rédaction ; publication des comptes ; conclusions de la commission Caillavet (p. 2232) ; publication des comptes globaux de l'entreprise ; loi de 1984 trouvant, en matière de transparence, une application effective dans la quasi-totalité des titres (p. 2233) ; son amendement n° 528 (informations que toute entreprise de presse est tenue, dans chaque numéro de porter à la connaissance des lecteurs) ; caractère insuffisant des dispositions en matière de transparence de la proposition présentée par M. Cluzel ; rejeté ; son amendement n° 529 (obligations de transparence au cas où l'entreprise n'est pas dotée de la personnalité morale) (p. 2234) ; rejeté ; son amendement n° 115 (tendant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article à substituer au mot « éditrice », les mots « de presse ») : rejeté (p. 2235) ; son amendement n° 116 (tendant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article à substituer aux mots « principal propriétaire ou co-propriétaire », les mots « ou des propriétaires réels ») ; informations financières que le Gouvernement souhaite voir portées à la connaissance des lecteurs ; son amendement n° 117 (tendant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article à substituer aux mots « principal copropriétaire », les mots « propriétaires ou des copropriétaires ») ; son amendement n° 118 (tendant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article à substituer aux mots « principal propriétaire ou copropriétaire », les mots « propriétaires ou des principaux copropriétaires ») : rejetés ; son amendement n° 120 (tendant à compléter le deuxième alinéa (1°) de cet article par les mots « et les dirigeants réels de l'entreprise de presse ») ; son amendement n° 119 : devenu sans objet ; son amendement n° 121 (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « et de toute personne susceptible, par tout moyen d'ordre matériel ou financier, d'exercer directement ou indirectement une influence déterminante sur le contenu de la publication ») (p. 2236) ; rejeté ; son amendement n° 122 (obligations de transparence si l'entreprise est une personne morale) ; son amendement n° 123 (obligations de transparence au cas où l'entreprise qui édite ou exploite une ou plusieurs publications est une personne morale) : rejetés ; son amendement n° 124 (tendant dans le troisième alinéa (2°) de cet article à substituer au mot « éditrice », les mots « de presse ») : rejeté ; son amendement n° 125 (tendant dans le troisième alinéa de cet article après le mot « morale » à insérer les mots « sa durée ») : rejeté (p. 2237) ; son amendement n° 128 (tendant à compléter le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et son siège social ») ; recherche d'informations au greffe du tribunal de commerce nécessitant la mention du siège social : retiré ; son amendement n° 126 (tendant dans le troisième alinéa (2°) de cet article, après les mots « sa forme », à insérer les mots « le montant du capital social ») : rejeté ; son amendement n° 129 (tendant à compléter le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et les noms de ses dirigeants réels ») ; son amendement n° 130 (mention des noms de toute personne physique ou morale étant en mesure, par tout moyen d'ordre matériel ou financier, d'exercer directement ou indirectement une influence déterminante sur le contenu de la publication) : rejetés (p. 2238) ; son amendement n° 131 (tendant à compléter le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et les noms des trois principaux associés ») ; nécessité de porter à la connaissance des lecteurs les noms des trois principaux associés ; indique qu'il votera l'amendement n° 300 de M. François d'Aubert ; retiré ; son amendement n° 132 (tendant à compléter le quatrième alinéa (3°) de cet article par les mots « et celui du responsable de la rédaction ») (p. 2239) ; adopté ; son amendement n° 133 (tendant à compléter le quatrième alinéa (3°) de cet article par les mots « et celui du directeur de la rédaction ou du rédacteur en chef ») : rejeté ; son amendement n° 134 (tendant à compléter le quatrième alinéa (3°) de cet article par les mots « et celui des dirigeants réels ») : retiré ; son amendement n° 135 (mention du nom de toute personne physique ou morale étant en mesure, par tout moyen d'ordre matériel ou financier, d'exercer directement ou indirectement une influence déterminante sur le contenu de la publication) : rejeté ; son amendement n° 136 (obligation de transparence au cas où l'entreprise a été confiée à un gérant) ; fréquence des situations de location-gérance dans la presse ; cas de l'Union de Reims ; rejeté (p. 2240) ; son amendement n° 137 (tendant à supprimer le cinquième alinéa (4°) de cet article) : retiré ; ses amendements n° 138 à 145 : devenus sans objet ; son amendement n° 154 (tendant à supprimer le sixième alinéa (5°) de cet article) : adopté ; son amendement n° 146 : devenu sans objet (p. 2241) ; son amendement n° 147 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) : retiré ; ses amendements n° 148 à 152 : devenus sans objet ; demande une suspension de séance (p. 2242) ; **après l'article 5** : son amendement n° 155 (informations qu'une entreprise de presse doit tenir à la disposition du public) ; nécessité de permettre aux lecteurs d'avoir connaissance des éventuelles participations ou du contrôle majoritaire dans des entreprises de communication autres que les entreprises de presse écrite ; publication du tirage moyen ; informations à caractère financier relatives à l'entreprise ; publication des noms des responsables des journaux ; titres des publications éditées par l'entreprise de presse ; rejeté (p. 2243) ; **article 6** : son amendement n° 158 (informations portées à la connaissance du public) : rejeté ; son amendement n° 157 (publicité de la cession ou promesse de cession d'actions ayant pour effet d'assurer la détention directe ou indirecte de 20 % du capital d'une entreprise de presse) (p. 2245) ; rejeté ; ses amendements n° 159, 161, 162, 163, 164 à 177, 179 et 180, 182 à 189, 190, 191 à 194, 196 à 207, 208 et 209 : devenus sans objet ; son amendement n° 210 (publicité de la cession des droits sociaux s'appliquant à toute personne physique ou morale contrôlant directement ou indirectement une entreprise de presse) ; son amendement n° 211 (publicité de la cession des droits sociaux s'appliquant aux groupements de droit ou de fait contrôlant directement ou indirectement une entreprise de presse) ; son amendement n° 212 (publicité de la cession des droits sociaux s'appliquant aux dirigeants réels de l'entreprise de presse) ; champ d'application de cet article (p. 2246) ; transparence remontante permettant de connaître la source des moyens financiers et des transactions financières intervenant dans une entreprise de presse ; rejetés ; **après l'article 6** : ses amendements n° 213 à 216 : réservés jusqu'à l'examen des articles additionnels après l'article 11 (p. 2247) ; **article 7** : participation des étrangers au capital des entreprises de presse [17 juin 1986] (p. 2251, 2252) ; son amendement n° 217 (maintien des dispositions de la loi de 1984 concernant les participations étrangères dans les entreprises de presse) : rejeté ; son amendement n° 218 (visant à interdire l'acquisition directe ou indirecte d'une minorité de blocage par une personne étrangère au sein d'une entreprise de presse éditant ou exploitant une publication de langue française et à limiter le nombre de participations directes d'un étranger dans ce type d'entreprise) (p. 2255) ; rejeté (p. 2256) ; nécessité de tenir compte des prises de contrôle indirect (p. 2257) ; ses amendements n° 223 et 224 : devenus sans objet ; son amendement n° 225 (exclusion des publications destinées à des communautés étrangères implantées en France du champ d'application de l'article 7) ; publications destinées à des communautés étrangères implantées en France ; rejeté (p. 2259) ; **article 8** : participation d'étrangers à la création de journaux s'adressant à des communautés étrangères ; interdiction de recevoir des fonds provenant d'un gouvernement étranger (p. 2260, 2261) ; son amendement n° 226 (visant à insérer après les mots « à toute » les mots « personne physique ou morale ou à tout groupement de droit ou de fait qui possède directement ou indirectement une ») ; son amendement n° 227 (visant à substituer dans cet article au mot « éditrice » les mots « de presse ») ; amendements n° 226 et 227 ; rejetés (p. 2261) ; son amendement n° 230 (visant à insérer la notion d'équipe rédactionnelle dans cet article) : rejeté ; son amendement n° 231 (visant à substituer au mot « recevoir » le mot « percevoir ») : rejeté ; son amendement n° 235 (obligation de porter à la connaissance du public les prestations mentionnées à l'alinéa précédent de l'article 8) : retiré (p. 2262) ; **article 10** : « amnistie » pour les infractions de M. Robert Hersant (p. 2263) ; immunité parlementaire du directeur de la publication (p. 2264) ; **son rappel au règlement** : silence du Gouvernement pendant le débat (p. 2266) ; mutisme du Gouvernement ; ses observations sur la rédaction de cet article « ressuscitant les hommes de paille » ; disparition des poursuites fondées sur l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984 ; son sous-amendement n° 577 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (précisant que le dirigeant réel d'une publication exerce obligatoirement les fonctions de directeur de la publication) ; son sous-amendement n° 578 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (précisant que le directeur de la publication est la personne qui dirige, finance et possède réellement la publication) ; son sous-amendement n° 579 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (précisant que le directeur

de la publication est obligatoirement la personne qui est en mesure d'exercer, sous quelque forme que ce soit et par tout moyen d'ordre matériel ou financier, une influence déterminante sur la gestion ou le fonctionnement d'une entreprise de presse) ; son sous-amendement n° 598 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (précisant que, dans le cas où la publication est éditée par une personne morale, le directeur de la publication est obligatoirement le dirigeant réel de l'entreprise) ; notion de « dirigeant réel » d'une publication ; affaire du *Progrès de Lyon* ; directeur de la publication dans le cas où celle-ci est éditée par une personne morale ; sous-amendements n° 577, 578, 579, 598 : rejetés ; son sous-amendement n° 580 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer, dans l'alinéa 3, aux mots : « entreprise éditrice », les mots : « entreprise de presse ou toute entreprise contrôlant directement ou indirectement une entreprise de presse ») ; son sous-amendement n° 581 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa au mot : « éditrice » les mots : « de presse ») ; son sous-amendement n° 583 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa au mot : « éditrice » les mots : « éditant ou exploitant une entreprise de presse ») ; son sous-amendement n° 584 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa au mot : « éditrice » les mots : « qui possède ou contrôle une entreprise de presse ») (p. 2273) ; sous-amendements n° 580, 581, 583 et 584 : rejetés ; son sous-amendement n° 585 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa aux mots : « en détient la majorité du capital ou des droits de vote », les mots : « y exerce une influence déterminante ») ; son sous-amendement n° 586 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa aux mots : « en détient la majorité du capital ou des droits de vote » les mots : « y exerce directement ou indirectement le pouvoir de décision réel ») ; son sous-amendement n° 582 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa aux mots : « détient la majorité du capital » les mots : « est le dirigeant réel ») ; son sous-amendement n° 587 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa aux mots : « détient la majorité du capital ou du droit de vote », les mots : « est le dirigeant de fait ») ; son sous-amendement n° 588 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa aux mots : « détient la majorité du capital ou des droits de vote », les mots : « est le principal co-propriétaire ») (p. 2274) ; sous-amendement n° 585 : rejeté (p. 2275) ; sous-amendements n° 586, 582, 587 et 588 : rejetés ; son sous-amendement n° 591 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa au mot : « détient », le mot : « contrôle ») ; son sous-amendement n° 589 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à insérer dans la première phrase du 3e alinéa après le mot : « détient », les mots : « directement ou indirectement ») ; son sous-amendement n° 590 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à insérer dans la première phrase du 3e alinéa après le mot : « détient », les mots : « ou contrôle ») ; son sous-amendement n° 592 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à insérer dans la première phrase du 3e alinéa après le mot : « détient », les mots : « sous quelque forme que ce soit ») ; son sous-amendement n° 593 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à insérer dans la première phrase du 3e alinéa après le mot : « détient », les mots : « par tout moyen d'ordre matériel ou financier ») (p. 2276) ; sous-amendements n° 591, 589, 590, 592, et 593 : rejetés ; son sous-amendement n° 594 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (rédactionnel) : rejeté ; son sous-amendement n° 595 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à insérer dans la première phrase du 3e alinéa après le mot : « capital », le mot : « social ») : rejeté ; son sous-amendement n° 597 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 2277) ; adopté ; son sous-amendement n° 596 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (de précision) : rejeté ; son sous-amendement n° 599 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la deuxième phrase du 3e alinéa aux mots : « dans les autres cas », les mots : « lorsque la publication est éditée par une personne morale ») : rejeté ; son sous-amendement n° 600 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant dans la deuxième phrase du 3e alinéa à substituer aux mots : « le représentant légal de l'entreprise éditrice », les mots : « la personne exerçant une influence déterminante sur la publication ») ; son sous-amendement n° 601 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la deuxième phrase du 3e alinéa aux mots : « représentant légal de l'entreprise », les mots : « dirigeant réel de la publication ») ; son sous-amendement n° 602 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la deuxième phrase du 3e alinéa aux mots : « représentant légal de l'entreprise », les mots : « propriétaire réel de la publication ») ; son sous-amendement n° 603 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la deuxième phrase du 3e alinéa aux mots : « représentant légal de l'entreprise éditrice », les mots : « véritable propriétaire ou dirigeant de titre ») ; son sous-amendement n° 604 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la deuxième phrase du 3e alinéa aux mots : « représentant légal de l'entreprise éditrice », les mots : « dirigeant de fait de la publication ») ; son sous-amendement n° 605 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à substituer dans la première phrase du 3e alinéa aux mots : « représentant légal de l'entreprise éditrice », les mots : « propriétaire de fait de la publication ») ; notion de représentant légal de l'entreprise ; sous-amendements n° 600, 601, 602, 603, 604 et 605 : rejetés (p. 2278) ; son sous-amendement n° 610 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à compléter la deuxième phrase du 3e alinéa par les mots : « ou le dirigeant réel lorsque ses intérêts sont représentés directement ou indirectement par une personne morale dont il n'est pas le représentant légal ») : rejeté ; son amendement n° 283 (responsabilité pénale et civile afférente à la fonction de directeur en cas de délégation de fonction à un directeur délégué) (p. 2279) ; rejeté ; son amendement n° 284 (approbation de la délégation de fonction du directeur de la publication à un directeur délégué par les co-propriétaires, les autres associés ou un organe directeur de la société) : rejeté (p. 2280) ; **article 9 précédemment réservé** : absence de limitation en matière de concentration (p. 2280) ; ses amendements n° 236, 239, 240 à 242, 244, 245, 248, 250 à 253, 257 à 260, 264, 266, 265, 267 à 275 : devenus sans objet (p. 2281) ; **article 11** : son amendement n° 285 (visant à insérer dans le premier alinéa de cet article après les mots : « à toute », les mots : « personne physique ou morale possédant ou contrôlant une ») ; son amendement n° 286 (visant à insérer dans le premier alinéa de cet article après les mots : « à toute », les mots : « personne étant en mesure d'exercer une influence déterminante sur une ») ; son amendement n° 287 (visant à insérer dans le premier alinéa de cet article après les mots : « à toute », les mots : « personne qui édite ou exploite directement ou indirectement une ») (p. 2282) ; rejetés ; son amendement n° 288 (visant à substituer dans le premier alinéa de cet article au mot : « éditrice », les mots : « de presse ») ; rejeté ; son amendement n° 289 (visant à insérer dans le premier alinéa de cet article après le mot : « éditrice », les mots : « ainsi qu'à toute personne qui exerce une influence déterminante, ») : rejeté ; son amendement n° 294 (de précision) (p. 2283) ; rejeté ; son amendement n° 295 (visant à insérer dans le premier alinéa de cet article après les mots : « autres avantages », les mots : « de quelque nature que ce soit ») : rejeté ; son amendement n° 296 (visant à substituer au début du 2e alinéa de cet article aux mots : « tout article de publicité à présentation », les mots : « toute publicité ») : retiré ; dispositif anti-concentration de M. Michel Péricard ; **après l'article 11** : ses amendements n° 309 à 311, 324, 325, 343 à 355, 538, 539 : réservés ; son amendement n° 312 (précisant que le pluralisme de la presse garantit l'exercice effectif de la liberté de presse) (p. 2284) ; dispositif anti-concentration ; pluralisme de la presse ; rejeté ; son amendement n° 313 (précisant que la liberté de la presse est effective par la mise à disposition du public d'un nombre suffisant de quotidiens d'information politique et générale) : rejeté (p. 2285) ; son amendement n° 318 (dispositions précisant les limites à la concentration) ; son amendement n° 319 (même objet) ; son amendement n° 320 (même objet) (p. 2286) ; maintien des dispositions anti-concentration prévu par la loi de 1984 ; notion de quotidien d'information politique et générale ; seuil de 30 % ; problème de l'autorité chargée de veiller au respect de ce seuil ; compétence des tribunaux (p. 2287) ; information de l'acquéreur d'un titre sur sa situation vis-à-vis du dispositif anti-concentration ; notion d'« entreprise éditrice » ; application de la loi aux entreprises de presse et non aux groupes de presse ; caractère

inopérant de la loi qui ne concerne pratiquement aucun titre de la presse française (p. 2288) ; « indigence » des réponses fournies par le Gouvernement ; application de l'amendement n° 365 M. Michel Péricard aux groupes de presse ; sanctions pénales complétant le dispositif anti-concentration ; évaluation du tirage et de la diffusion par le S.J.T.I. ; création d'une commission indépendante (p. 2290) ; ses amendements n° 318, 319, 320 : devenus sans objet (p. 2292) ; **après l'article 11** : son amendement n° 340 (création d'une commission paritaire pour la transparence et le pluralisme de la presse) ; son amendement n° 331 (création d'une commission pour la transparence et le pluralisme de la presse) ; son amendement n° 326 (même objet) [18 juin 1986] (p. 2326) ; ses amendements n° 327, 328, 329 et 330 (même objet) ; son amendement n° 332 (création d'une commission paritaire pour la transparence et le pluralisme de la presse) ; ses amendements n° 333, 335, 336, 337, 338 et 339 (même objet) ; pouvoir de régulation de la Haute autorité (p. 2327) ; rôle de la commission pour la transparence et le pluralisme depuis 1984 ; appréciation du seuil des 30 % (p. 2328) ; amendements n° 340, 331, 326, 327, 328, 329, 330, 332, 333, 335, 336, 337, 338 et 339 : rejetés ; son amendement n° 341 (déclaration préalable à toute cession ou toute acquisition de titre) ; travail réalisé par la commission Caillavet ; application de la loi par une autorité indépendante et efficacité du dispositif anticoncentration (p. 2330) ; rejeté ; **après l'article 6 (amendements précédemment réservés)** : son amendement n° 214 (obligation de déclarer à la commission paritaire pour la transparence et le pluralisme de la presse toute acquisition ou cession donnant à l'acquéreur le contrôle d'une entreprise de presse) ; rejeté ; son amendement n° 215 (obligation d'informer la commission paritaire pour la transparence et le pluralisme de la presse en cas de cession d'un titre de publication) : rejeté ; **après l'article 11 *(suite)*** : son amendement n° 334 (obligation de fournir des renseignements à la commission paritaire pour la transparence et le pluralisme de la presse) : rejeté ; **après l'article 6 (amendements précédemment réservés) *(suite)*** : son amendement n° 213 (renseignements obligatoirement communiqués par une entreprise de presse à la commission paritaire pour la transparence et le pluralisme de la presse) : rejeté ; son amendement n° 216 (renseignements fournis à la commission de la transparence et du pluralisme par toute personne détenant directement ou indirectement 20 % au moins du capital social ou des droits de vote dans une entreprise de presse) (p. 2331) ; rejeté ; **après l'article 11 *(suite)*** : son amendement n° 342 (visant à instituer une commission des opérations de presse) : rejeté ; son amendement n° 323 (obligation d'avoir une équipe rédactionnelle dans chaque quotidien d'information politique et générale) (p. 2332) ; rejeté ; son amendement n° 322 (visant à subordonner l'obtention du numéro d'inscription à la commission des publications à agences de presse au respect de la législation sur la presse) (p. 2334) ; rejeté (p. 2335) ; retrait de tous les amendements signés par M. Jean-Pierre Michel et lui-même jusqu'à l'article 18 inclus (p. 2338) ; **article 19** : suppression de l'ordonnance du 26 août 1944 un 18 juin ; objectifs de la proposition de loi : réhabilitation d'un entrepreneur de presse et suppression des dispositions visant à assurer la transparence et le pluralisme ; contexte historique ayant conduit à l'adoption de l'ordonnance de 1944 (p. 2342) ; intentions de la loi de 1984 ; livraison de la presse aux jeux des intérêts et des puissances de l'argent (p. 2343) ; son amendement n° 423 (de suppression) : rejeté au scrutin public ; ses amendements n° 424 à 443, 444 à 464, 468, 467, 466, 465, 469 à 483 : retirés ; **amendements précédemment réservés** : son amendement n° 346 (notions de « personne », « d'entreprise de communication », de « service de communication audiovisuelle » et de « contrôle ») (p. 2349) ; rejeté (p. 2350) ; son amendement n° 345 (précisant que la communication est libre) : rejeté ; son amendement n° 347 (interdiction du système de prête-nom) : rejeté ; son amendement n° 348 (caractère nominatif des actions d'une entreprise de communication ou des sociétés détenant des parts importantes dans une telle entreprise) : rejeté ; son amendement n° 349 (limitant les participations étrangères aux entreprises de communication ayant une publication ou un service de communication audiovisuelle en langue française) : rejeté ; son amendement n° 350 (renseignements tenus à la disposition du public par une entreprise de communication) : rejeté ; son amendement n° 351 (présence d'une équipe rédactionnelle dans chaque entreprise de communication) : rejeté ; son amendement n° 352 (désignation d'un directeur de la publication pour chaque publication et chaque service de communication audiovisuelle) : rejeté ; son amendement n° 353 (identification des messages publicitaires) : rejeté ; son amendement n° 354 (respect de la vie privée) : rejeté ; son amendement n° 355 (droits de rectification et de réponse) : rejeté ; ses amendements n° 32 et 35 : retirés (p. 2351) ; son amendement n° 344 (plafond des recettes de publicité des sociétés nationales TF1, Antenne 2 et FR3) : rejeté ; ses amendements n° 58 à 66, 70 à 74, 76, 309 à 311, 538, 324, 325 et 343 : retirés ; **titre** : son amendement n° 558 : retiré (p. 2357).

Explications de vote : modernisation des aides ; cohérence avec le projet de loi sur l'audiovisuel ; vote du groupe socialiste contre le texte (p. 2358).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : résiliation des traités de concession des cinquième et sixième chaînes [4 août 1986] (p. 3985, 3986) ; soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 4017) ; conditions d'examen du projet par le Sénat ; absence d'urgence d'une réforme de l'audiovisuel ; risques de voir le projet de loi censuré par le Conseil constitutionnel ; substitution de la C.N.C.L. à la Haute autorité (p. 4018) ; inconstitutionnalité de l'abrogation du mandat des membres de la Haute-Autorité ; non conformité à la Constitution de l'abandon de la notion de service public et du régime de la concession pour les télévisions (p. 4019) ; inconstitutionnalité de la privatisation de TF1 (p. 4020) ; cinquième et sixième chaînes ; nécessité de considérer la télévision hertzienne comme un service public ; rôle de TF1 dans la préservation du pluralisme audiovisuel (p. 4021) ; principe d'égalité et privatisation de TF1 ; diminution de la production audiovisuelle ; rôle de la redevance dans la constitution d'une propriété collective et indivise de TF1 ; inconstitutionnalité de la chronologie des opérations de vente de TF1 (p. 4022) ; inconstitutionnalité des mesures anti-concentration prévues par le projet ; problème des groupes multimédias (p. 4023) ; possibilité de cumul des autorisations pour les télévisions locales ; démantèlement du secteur public audiovisuel ; conditions de nomination des P.D.G. des sociétés publiques ; (p. 4024, 4025) ; **son rappel au règlement** : propos de M. Michel Pericard quant à ses informations en avance sur les décisions du Conseil constitutionnel (p. 4031) ; son aphorisme à propos de M. Jacques Chirac « c'est le bourreau du Parlement [5 août 1986] (p. 4102).

— Projet de loi loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; annulation par le Conseil constitutionnel des dispositifs anti-concentration pour la presse et l'audiovisuel ; notion de liberté de communication et de pluralisme [9 octobre 1986] (p. 4506) ; constitution de groupes français de taille internationale ; caractère particulier du marché de la communication ; législation américaine en matière de communication ; rôle de la C.N.C.L. ; caractère restrictif de la notion de contrôle de sociétés retenue par le projet (p. 4507) ; disparition de la commission Caillavet ; groupes prétendant à la reprise de TF1 ; insuffisance des dispositions anti-concentration du projet de loi ; accuse M. François Léotard de « mettre la main » sur l'audiovisuel ; cas de R.M.C. et de FR3 (p. 4508) ; destabilisation du marché publicitaire (p. 4509).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 19 (pluralité des entreprises de communication contribuant à l'exercice effectif de la liberté de communication) ; principe de la liberté de communication ; pluralisme devant reposer sur la concurrence (p. 4544) ; rejeté ; son amendement n° 21 (Commission nationale de la communication et des libertés veillant par ses recommandations au respect de l'expression libre et pluraliste des courants de pensée et d'opinion) (p. 4545) ; rôle de la C.N.C.L. dans la répartition des fréquences ; rejeté (p. 4546) ; son amendement n° 24 (moyens de la C.N.C.L.) : rejeté (p. 4547) ; son amendement n° 23 (définition de la notion de contrôle) ; commission devant donner les moyens d'apprécier les

situations de concentration ; inapplicabilité du texte sans définition de la notion de contrôle ; rejeté (p. 4548) ; **article 1er** : modalités de répartition des fréquences dans le domaine de la radio et de la télévision ; sagesse de la décision du Conseil constitutionnel ; obligation de réserve devant s'imposer aux membres de la C.N.C.L. ; attitude de M. Michel Droit (p. 4549, 4550) ; *article 29 de la loi du 30 septembre 1986 :* son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 1 de la commission (tendant après les mots : « pour le public » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet amendement : « veille au risque d'abus de position dominante et d'entrave à la concurrence dans le partage des ressources publicitaires entre les médias, notamment au niveau régional ») (p. 4554) ; rejeté ; caractère trop général de la notion de diversification des opérateurs ; son amendement n° 27 (critères retenus par la C.N.C.L. dans les appréciations qu'elle porte quant aux risques d'abus de position dominante et d'entrave à la concurrence dans le partage des ressources publicitaires entre les médias notamment au niveau régional) (p. 4555) ; nécessité des effets de dumping dans le partage des ressources publicitaires ; rejeté (p. 4556) ; **article 1er** ; *article 30 de la loi du 30 septembre 1986 :* critères dont doit tenir compte le C.N.C.L. pour l'autorisation des services de télévision par voie hertzienne terrestre ; exigence du pluralisme pour le service public [10 octobre 1986] (p. 4592) ; **après l'article 1er** : nécessité des équipes rédactionnelles dans les publications de la presse quoditienne et dans les services de communication audio-visuelle ; nécessaire autonomie des journalistes ; constitution de société de rédacteurs à TF1 et Antenne 2 (p. 4593) ; statut des journalistes des radios locales (p. 4594) ; son amendement n° 30 (obligation pour toute personne cédant ou acquérant une part du capital ou des droits de vote d'une entreprise de communication ayant pour effet de transférer à l'acquéreur 5 % et plus du capital ou des droits de vote de cette entreprise d'en faire la déclaration à la C.N.C.L.) ; information de la C.N.C.L. sur le mouvement des capitaux à l'intérieur des entreprises de communication ; commission disposant d'un délai de trois mois pour apprécier le transfert ou regard d'une dispositions relatives au pluralisme ; **article 2** : article 39 de la loi du 30 septembre 1986 n'interdisant pas de cumuler des prises de participation d'un montant de 25 % dans toutes les chaînes nationales (p. 4595) ; décision du Conseil constitutionnel ; situation des télévisions hertziennes nationales ; mouvement de regroupement de journaux en cours ; situation des télévisions régionales (p. 4596) ; *article 39 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 31 (personne physique ou morale ne pouvant détenir une participation que dans le capital d'une seule société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision nationale par voie hertzienne) ; répartition des fréquences de télévision sur le plan national ; situation de TF1 ; possibilité d'une concentration des pouvoirs de décision par le jeu des participations croisées (p. 4597) ; rejeté ; son amendement n° 33 (tendant dans le paragraphe III du texte proposé pour cet article de la loi du 30 septembre 1986 à substituer aux mots « de la moitié » les mots : « du quart ») ; possibilité pour une personne ou un groupe de détenir jusqu'à 50 % du capital d'une chaîne de télévision régionale ; nécessité que les entreprises de presse soient présentes dans le capital des sociétés de télévision régionale ; insuffisance des dispositions relatives aux abus de positions dominantes (p. 4599) ; rejeté ; (p. 4600) ; **après l'article 2** : son amendement n° 35 (obligation pour une société de titulaire d'une autorisation relative à un service de T.V. par voie hertzienne de consacrer une part de ses ressources à la production de programme) ; principe de la séparation des différentes fonctions publicitaires, d'information et de production ; rôle des S.O.F.I.C.A. (p. 4601) ; rejeté (p. 4602) ; **article 3** : limitation des cumuls d'autorisation dans le domaine de l'audio-visuel ; situation des titulaires d'autorisation pour des radios émettant en modulation de fréquence ; interdiction à un titulaire d'autorisation pour une télévision hertzienne régionale de cumuler plusieurs autorisations dans la même zone ; sens de la décision du Conseil constitutionnel (p. 4603) ; utilisation de la concurrence étrangère pour refuser les propositions de dispositifs anti-concentration (p. 4604) ; *article 41 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 37 (tendant après les mots « territoire métropolitain », rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 41 de la loi du 30 septembre 1986 : « ou plus de 20 millions d'habitants, ne peut devenir titulaire d'une autre autorisation de même nature, le cumul d'autorisations pour des services de même nature ne peut excéder la desserte de 20 millions d'habitants. ») ; autorisation en matière de radio-diffusion sonore : rejeté (p. 4605) ; *article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 39 (tendant dans le 3e alinéa (2°) du texte proposé pour cet article à substituer au mot « trente » le mot « vingt ») ; réduction de 30 à 20 millions de la population touchée par les radios dont l'autorisation est détenue par un même titulaire : rejeté ; son amendement n° 40 (tendant à rédiger ainsi le 5e alinéa (4°) du texte proposé pour ces articles : 4°) éditer ou contrôler une publication quotidienne d'information politique ou générale à caractère régional ou local en position dominante dans la zone) : rejeté ; (p. 4606) ; possibilité pour un quotidien représentant moins de 20 % du total de la diffusion des quotidiens nationaux d'avoir une chaîne de télévision nationale et une chaîne de radios nationale ; *article 41-2 de la loi du 30 septembre 1986 :* seuil retenu par le projet de loi permettant de détenir plusieurs publications (p .4607) ; **article 3** : *article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 :* seuil de diffusion maximal ; situation du réseau N.R.J. (p. 4631) ; *article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* dispositions générales relatives à la concentration devant s'appliquer aussi aux entreprises de communication ; possibilité de ne saisir les tribunaux pour les situations de concentration excessive dans la presse, qu'à partir du seuil de 30 % (p. 4632) ; *après l'article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* risque de confusion entre les parties rédactionnelles et publicitaires des émissions télévisées d'un groupe multimédia ; promotion rédactionnelle à travers les émissions normales (p. 4634) ; risque d'une absence de distinction entre les messages publicitaires et le contenu des émissions ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 51 de M. François d'Aubert (tendant à rédiger ainsi le début de cet amendement : « la commission nationale de la communication et des libertés et la commission de la concurrence prévue... ») : rejeté ; **article 4** : bilan de la loi de 1982 sur l'audiovisuel (p. 4635) ; création d'une Haute-Autorité indépendante du pouvoir politique ; modernisation du service public de la radio et de la télévision ; augmentation des recettes publicitaires de TF1 ; suppression de la redevance sur les magnétoscopes ; demande adressée au président de Radio-France de supprimer un certain nombre de radios de service public (p. 4636) ; **après l'article 4** : sanctions pénales prévues par l'article 42 de la loi du 30 septembre 1986 ne visant que la violation d'une décision de suspension ou de retrait d'autorisation et non le refus de procéder à des cessions d'actif après mise en demeure de la commission (p. 4638, 4639) ; **article 5** : Conseil constitutionnel ayant exigé la prise en compte de l'existence des groupes de presse ; possibilités offertes par le droit moderne des sociétés pour exercer une influence déterminante sur la gestion d'un journal sans en posséder nécessairement le capital ; nécessité d'une définition précise de la notion de contrôle ; seuil de diffusion retenu (p. 4640) ; nécessaire rétablissement des seuils de concentration fixés par la loi de 1984 ; rappelle les infractions volontaires de M. Robert Hersant à la loi de 1984 ; son amendement n° 44 (tendant au début de la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article à insérer après les mots : « prise en location gérance », les mots : « ou la substitution de titres ») ; absorption de l'*Aurore* par le *Figaro* (p. 4643) ; rejeté ; nécessaire clarté de la définition de la notion de contrôle ; définition de l'article 355-1 de la loi de 1966 sur les sociétés ; rôle respectif du législateur et du Conseil constitutionnel ; opération de prise de contrôle indirect en cours ; situation des journaux *Le Midi libre* et *L'Indépendant de Perpignan* (p. 4644) ; **titre** : son amendement n° 46 (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi « Projet de loi visant à assurer le pluralisme et à limiter la concentration des entreprises de communication ») (p. 4645) ; rejeté (p. 4646).

Explications de vote : rôle du Conseil constitutionnel ; Gouvernement ne concevant la liberté de communication que comme une liberté économique ; dessaisissement du législateur de son pouvoir d'établir une législation claire et précise ; rôle de la C.N.C.L. (p. 4648).

Commission mixte paritaire, discussion générale : procédure suivie pour l'adoption du projet ; utilisation de l'article 49-3 de la Constitution ; décision du Conseil constitutionnel ; législation aux Etats-Unis ; rôle de la C.N.C.L. ; texte étant sponsorisé par les grands groupes de communication [8 novembre 1986] (p. 6058) ; seuil de concentration retenu dans la presse ; concentration dans le domaine de

la télévision et des autres médias ; possibilité pour un groupe d'être présent dans les trois sociétés titulaires des trois fréquences attribuées par le texte ; critique la composition de la C.N.C.L. ; vote hostile du groupe socialiste (p. 6059).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* non respect par l'Etat des contrats signés avec les collectivités locales ; suppression de la direction du développement culturel ; sort de l'Opéra de la Bastille [23 octobre 1986] (p. 5214) ; part du budget de la culture dans le budget de l'Etat ; extraction des grands travaux du budget de la culture ; rapatriement des services des finances au sein du Grand-Louvre ; progression des crédits de fonctionnement ; subvention d'associations ; annonce d'un plan patrimoine ; priorité pour les enseignements artistiques ; action culturelle internationale ; réduction des crédits pour les compagnies théatrales (p. 5215) ; réduction des crédits affectés aux maisons de la culture et à la diffusion artistique (p. 5216).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** son amendement n° 60 (réduction de crédits) (p. 5238) ; rejeté (p. 5239) ; son amendement n° 61 (réduction de crédits) ; création de treize emplois contractuels pour renforcer le cabinet du ministre de la culture ; nécessité d'abonder en contrepartie les emplois prévus pour les musées nationaux ; musée du Louvre ; rejeté ; son amendement n° 62 (réduction de crédits) ; suppression des crédits affectés au Théâtre national de l'Odéon au profit du Théâtre de l'Europe ; moyens de fonctionnement du Théâtre du Vieux Colombier (p. 5240) ; rejeté (p. 5242) ; **titre IV :** diminution des crédits d'acquisition pour les musées (p. 5243) ; son amendement n° 68 (réduction de crédits) ; crédits relatifs à la danse relevant de la direction de la musique (p. 5244) sort des compagnies de danse ; création d'un centre de danse et d'une école dans le département du Var à Château-Vallon ; rejeté (p. 5245) ; **état C, titre V :** réduction des crédits concernant la chanson, le rock et les variétés (p. 5246) ; son amendement n° 73 (réduction de crédits) crédits en faveur de la culture scientifique et technique ; attribution d'un volet « culture scientifique et technique » dans les contrats de plan signés entre l'Etat et les régions rejeté (p. 5247) ; son amendement n° 74 (réduction de crédits) ; engagement de l'Etat dans le domaine du cinéma ; apport de ressources extra-budgétaires à la taxe sur les ressources publicitaires des chaînes de télévision (p. 5248) ; rejeté ; suppression des dotations budgétaires permettant de mettre en place des coproductions sur le plan international ; aménagement d'un appartement de fonction dans le Palais de Chaillot ; plan patrimoine ; incitations fiscales (p. 5249).

Economie, finances et privatisation. I. Charges communes. Comptes spéciaux du trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **article 42 :** son amendement n° 215 (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de cet article au titre des dépenses ordinaires civiles) [13 novembre 1986] (p. 6218) ; adopté (p. 6219).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale. Questions :* nécessité d'une chaîne musicale pour promouvoir la chanson française ; avenir de la SEPT ; absence de financement pour le satellite T.D.F. 2 [13 novembre 1986] (p. 6305).

QUILES (Paul)

Député de Paris
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* renforcement du consensus sur la défense ; divergence au sein du Gouvernement et de la majorité ; discours gouvernemental sur l'emploi des armes nucléaires pré-stratégiques [12 novembre 1986] (p. 6173) ; effort de défense mesuré par rapport au produit intérieur brut marchand ; poursuite des programmes majeurs d'armement ; prise en compte de la dimension spatiale de la défense ; stagnation des effectifs de V.S.L. ; avenir de la flotte classique ; articulation entre la loi de programme et le budget (p. 6174).

QUILLIOT (Roger)

Député du Puy-de-Dôme
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Elu Sénateur le 28 septembre 1986.

Cesse d'appartenir à l'Assemblée nationale [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

Prise d'acte de la vacance de son siège de député [*J.O.* du 10 octobre 1986] (p. 12202).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

R

RAIMOND (Jean-Bernard)

Ministre des affaires étrangères.

NOMINATIONS

Est nommé ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole d'entente relatif à la **protection sociale des étudiants et des participants à la coopération** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Québec (n° 203)** [18 juin 1986].

Projet de loi autorisant la **ratification de l'acte unique européen (n° 364)** [2 octobre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du **programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe** (E.M.E.P.) **(n° 374)** [8 octobre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la **fraude douanière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso (n° 375)** [8 octobre 1986].

sur la **responsabilité civile** pour les **dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** (ensemble une annexe) **(n° 402)** [15 octobre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un **fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (n° 403)** [15 octobre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de **recherche scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso (n° 439)** [12 novembre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en **matière économique et financière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso (n° 440)** [12 novembre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la **représentation en matière de vente internationale de marchandises (n° 441)** [12 novembre 1986].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de **coopération culturelle et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du **Zimbabwe (n° 442)** [12 novembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel Debré : Stratégie de la France et sécurité en Méditerranée** : politique française en Méditerrannée ; terrorisme ; rôle de la France dans la F.I.N.U.L. ; moyens stationné en Méditerrannée ; stratégie de la France [16 avril 1986] (p. 184) ;

— **M. Jacques Barrot : Attitude de la Communauté européenne et de la France au regard de l'intervention américaine en Libye** : fermeté de la France vis-à-vis du terrorisme ; coopération des services spécialisés dans la lutte anti-terroriste ; réaction américaine ; refus d'autorisation de survol du territoire national pour l'intervention américaine en Libye [16 avril 1986] (p. 187) ;

— **M. Pierre Sergent : Position de la France dans le conflit américano-libyen** : ses observations [16 avril 1986] (p. 190) ;

— **Mme Jacqueline Hoffmann : Visite en France du chef de l'Etat sud-coréen et expulsion de M. Jean-Claude Duvalier** : relations entre la France et la Corée du Sud ; droits de l'Homme en Corée du Sud ; difficulté de trouver un pays tiers pour accueillir M. Duvalier [16 avril 1986] (p. 191-192) ;

— **M. Guy Ducoloné : génocide arménien de 1915** : position du Gouvernement sur cette question [23 avril 1986] (p. 257) ; amélioration des relations de la France avec la Turquie (p. 258) ;

— **M. Maxime Gremetz : Sommet de Tokyo** : nécessité de lutter contre le terrorisme avec des contacts et concertations internationaux ; indépendance de la politique étrangère de chaque pays [30 avril 1986] (p. 633) ;

— **M. Jean Bonhomme : Atteinte aux droits de l'Homme dans le monde** : caractère exceptionnel des jugements publics sur les autres Etats ; respect de la souveraineté des Etats ; attention du Gouvernement pour le respect des droits de l'Homme dans le monde ; cas de l'Ethiopie [30 avril 1986] (p. 639) ;

— **M. Michel Peyret : retour de l'ambassadeur de France en Afrique du Sud** : caractère temporaire du rappel d'un ambassadeur ; nécessité de faire entendre la voix de la France à la veille d'échéances importantes en Afrique du Sud ; efforts de la France pour obtenir l'abolition de l'apartheid [14 mai 1986] (p. 896) ;

— **M. Jean Ueberschlag : actions entreprises pour éviter le renouvellement d'un drame comme celui de Tchernobyl** : informations demandées par la France au Gouvernement soviétique ; mesures prises par le Gouvernement ; suspension de certaines importations agricoles en provenance des pays de l'Europe de l'Est ; levée des mesures à l'importation entre les Etats membres de la C.E.E. ; déclaration du sommet de Tokyo visant à améliorer la coopération internationale ; demande d'établissement d'une convention internationale sur l'échange d'informations en cas d'alerte ou d'accident nucléaire ; rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur les contrôles de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ; absence d'information sur les mesures prises par le Gouvernement soviétique ; incertitude sur les causes de l'accident survenu [14 mai 1986] (p. 905) ;

— **M. Willy Diméglio : entretiens entre la France et certains pays du Maghreb sur les problèmes liés à l'immigration** : prises de contact avec les dirigeants algériens, marocains et tunisiens pour aborder les questions internationales ou bilatérales ; absence de négociations spécifiques sur les problèmes liés à l'immigration ; droit des travailleurs étrangers à la considération et à la protection ; nécessité de compléter le mécanisme de l'aide au retour ; projet visant à donner à la procédure d'acquisition de la nationalité française un caractère plus volontariste ; attitude à l'égard des étrangers délinquants en situation irrégulière ; cas des étrangers ayant commis des actes de délinquance et qui constituent une menace grave pour l'ordre public ; lutte contre l'immigration clandestine [21 mai 1986] (p. 1000) ;

— **M. Michel Debré : défense des intérêts de la France au sein de la C.E.E.** : volonté du Gouvernement de maintenir l'octroi de mer des D.O.M. ; études sur le « projet de réorganisation du marché financier » ; respect par la commission de son mandat pour le renouvellement de l'accord multifibres ; développement du protectionnisme aux Etats-Unis ; ses doutes sur la volonté des Etats-Unis de négocier au sein du G.A.T.T. ; consensus des pays de la Communauté européenne pour défendre le principe des mesures « équivalentes » [4 juin 1986] (p. 1686) ;

— **M. François Grussenmeyer : statut des travailleurs frontaliers** : travailleurs redevables d'impôts aux services fiscaux allemands ; propositions officielles présentées aux autorités allemandes pour redéfinir la notion de travailleurs frontaliers ; couverture sociale [11 juin 1986] (p. 2079) ; étude confiée à la commission administrative des travailleurs migrants au sein de la Communauté (p. 2080) ;

— **M. Bernard Stasi : relations avec les pays du Maghreb** : volonté de la France de tenir cette région à l'écart du conflit Est-Ouest ; contribution des communautés venues d'Afrique du Nord au développement de la France ; lutte contre l'immigration clandestine ; problèmes des enfants nés d'un mariage mixte ; conséquences de l'élargissement de l'Europe [11 juin 1986] (p. 2084) ;

— **M. Jean-François Deniau : situation en Pologne** : désapprobation du Gouvernement face aux derniers événements ; image de la Pologne [11 juin 1986] (p. 2085) ;

— **M. Geoges Hage : situation en Afrique du Sud** : réprobation de la France face à l'instauration de l'état d'urgence ; demande du Gouvernement au président Botha de renoncer à sa visite en France [18 juin 1986] (p. 2308) ; sa suggestion sur la création d'un fonds européen d'assistance aux victimes de l'apartheid (p. 2309) ;

— **M. Bruno Megret : libre circulation des travailleurs turcs à l'intérieur de la C.E.E.** : souci de respecter des engagements anciens tout en évitant un flux supplémentaire de demandeurs d'emploi ; obligation d'un visa pour les travailleurs turcs voulant venir en France pour moins de trois mois [8 octobre 1986] (p. 4456) ;

— **Mme Colette Goeuriot : initiatives de la France en matière de désarmement avant le sommet de Reykjavik** : rappel des divers entretiens des responsables français avec leurs homologues américains et soviétiques ; rôle de la France lors de la conférence de Stockolm et dans les négociations sur les armes chimiques à Genève [8 octobre 1986] (p. 4459) ;

— **M. Jacques Baumel : échec du sommet de Reykjavik : attitude du Gouvernement** : relativisation de l'échec [15 octobre 1986] (p. 4766) ; réintroduction d'un lien entre l'Initiative de défense stratégique et les autres domaines de négociation ; progrès concernant la maîtrise des armements et la réduction des forces stratégiques ; divergence sur l'I.D.S. ; position de la France exposée à plusieurs reprises aux deux grandes puissances ; importance du maintien des forces nucléaires intermédiaires pour la

sécurité de l'Europe ; équilibre assuré par la dissuasion ; conditions de la participation de la France au désarmement nucléaire (p. 4767) ;

— **M. Gérard Bordu : application des résolutions de l'O.N.U. sur l'apartheid** : invitation de M. Savimbi par une centaine de parlementaires européens dans les activités desquels le Gouvernement ne saurait interférer ; poursuite de la coopération engagée avec l'Angola ; condamnation de l'apartheid ; pression sur le Gouvernement de Pretoria pour y mettre fin ; application par la France des mesures préconisées par le conseil de sécurité des Nations Unies et de celles envisagées par le conseil européen de la Haye en juin ; assistance aux victimes de l'apartheid [22 octobre 1986] (p. 5141) ;

— **M. Vincent Porelli : venue éventuelle d'un dirigeant sud-africain en France** : venue de M. Botha pour inaugurer le memorial perpétuant le souvenir des soldats sud-africains ayant combattu à nos côtés au cours des deux guerres mondiales ; première pierre de ce monument posée par M. Botha en 1984 alors que le parti communiste appartenait au Gouvernement [29 octobre 1986] (p. 5475) ;

— **M. Jacques Barrot : position de la France vis-à-vis de la Grande-Bretagne et politique méditerranéenne de la France** : tenue d'un conseil de défense à la présidence de la République sur ces problèmes ; après retrait par la Grande-Bretagne du projet de déclaration qui devait être examiné par ses partenaires de la C.E.E. à Luxembourg, acceptation par la France de neuf des onze mesures proposées ; refus d'autorisation de vente d'armes à la Syrie alors que des contrats importants avaient été conclus en 1982 et 1984 ; politique française au Proche-Orient définie lors du débat sur le budget du ministère des affaires étrangères [29 octobre 1986] (p. 5476) ;

— **M. Xavier Deniau : situation des troupes françaises au Liban** : rapport du secrétaire général des Nations Unies sur la F.I.N.U.L. ; étude des modifications souhaitables n'excluant pas un redéploiement des contingents nationaux ; efforts entrepris à l'initiative de la France ; maintien au sein de la F.I.N.U.L. [12 novembre 1986] (p. 6139) ;

— **M. Louis Mermaz : politique étrangère** : rappel de ses interventions lors de la discussion du budget du ministère des affaires étrangères et devant les commissions des affaires étrangères et de la défense ; pas de négociation otage par otage ; désir de normaliser les relations avec l'Iran ; négociation sur le contentieux financier menée par des intermédiaires officiels ; poursuite d'une politique cohérente [12 novembre 1986] (p. 6148) ;

— **M. Louis Le Pensec : politique européenne** : examen par l'Assemblée du projet de ratification de l'acte unique européen ouvrant la Communauté à de nouveaux champs d'action ; rôle de la France dans le règlement de plusieurs contentieux communautaires ; politique d'ouverture à l'égard des pays tiers méditerranéens [19 novembre 1986] (p. 6544) ; règlement du contentieux franco-espagnol sur la pêche ; sauvegarde des principes de la politique agricole commune (p. 6545).

orales sans débat :

— **Mme Jacqueline Hoffmann (n° 49) : otages français au Liban** : nécessité d'agir avec discrétion et par l'intermédiaire de représentants officiels ; son hommage au courage des familles ; aide de l'Iran dans la résolution du problème [6 juin 1986] (p. 1836) ;

— **M. Alain Vivien (n° 51) : attitude de la France à l'égard de la Turquie** : progrès de la démocratie en Turquie ; retrait de la plainte de la France devant la commission européenne des droits de l'Homme ; élection de la Turquie à la vice-présidence du Conseil de l'Europe ; « excellence » des relations de la France avec la Grèce ; maintien de l'intégrité territoriale de la République de Chypre [6 juin 1986] (p. 1836, 1837) ;

— **M. Jean Roussel (n° 50) : marine marchande française** : intervention de tous les pays pour protéger leur armement ; élaboration d'un plan d'ensemble ; possibilité pour les armateurs français de s'immatriculer aux Kerguelen [6 juin 1986] (p. 1838).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à abroger l'article 21 de la loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 portant diverses dispositions d'ordre social (n° 147).**

Première lecture, discussion générale : sensibilité du corps des ministres plénipotentiaires ; recrutement des agents diplomatiques et consulaires ; distinction entre les nominations discrétionnaire et l'accès définitif des personnes justifiant d'une expérience de la fonction d'ambassadeur [30 juin 1986] (p. 2652, 2653) ; diminution du budget du ministère des affaires étrangères ; mobilité des agents au sein des administrations ; tour extérieur (p. 2654).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. *Discussion générale :* situation internationale ; vague de terrorisme en France [24 octobre 1986] (p. 5282) ; renforcement de la confiance des agents du ministère des affaires étrangères ; création d'un groupe de travail chargé d'examiner les structures et méthodes du ministère et sa place dans l'administration française ; moyens des ambassades et consulats ; création d'une banque centrale de visas ; part du budget consacrée aux actions culturelles et à la coopération ; bourses d'études pour les étrangers ; action en faveur de la francophonie ; préservation du réseau d'établissements d'enseignement ; poursuite de l'effort en faveur des Français de l'étranger ; contribution de la France aux organisations internationales ; libération des officiers condamnés en Nouvelle-Zélande à la suite de l'affaire Greenpeace ; otages français du Liban (p. 5283) ; élargissement de la Communauté économique européenne à l'Espagne et au Portugal ; arrangement entre les Etats-Unis et la Communauté suite à cet élargissement ; politique française dans les rapports Est-Ouest ; normalisation des relations avec l'Iran ; stabilité de la politique vis-à-vis du monde arabe et de l'Irak ; maintien de l'attitude de la France face au problème israélo-arabe ; ses observations sur la proposition d'origine soviétique d'une conférence internationale sur ce sujet ; règlement du conflit Irak-Iran dans le cadre des résolutions adoptées par les Nations Unies ; rôle de la France au Liban et maintien d'un contingent de la F.I.N.U.L. (p. 5284) ; contribution de la France pour limiter l'expansionnisme libyen et restauration de l'intérêt territorial du Tchad sans recours à la force ; absence de participation de la France au raid américain sur Tripoli ; lutte contre le terrorisme et coopération européenne et internationale ; problème des sanctions à prendre contre les Etats tiers impliqués ; politique à l'égard de la Syrie ; relations avec l'Afrique du Sud ; précise que la France est l'un des alliés les plus sûrs des Etats-Unis ; politique à l'égard de l'Union soviétique ; maîtrise des armements et désarmement conventionnel chimique (p. 5285) ; progression de la construction européenne ; attitude de la France après Tchernobyl ; définition des priorités ; Maghreb ; aide publique au développement et attachement particulier de la France avec l'Afrique ; normalisation des relations avec l'Iran ; amitié et intérêt de la France pour l'Amérique latine (p. 5286) ; soutien de la France au processus au Contadora et au progrès de la démocratie dans la région ; insuffisance de la présence française dans le Pacifique et notamment sur le plan économique et culturel ; nécessité d'une politique active en Asie ; initiative prise dans le domaine du désarmement conventionnel et pour la construction européenne (p. 5287) ; précise que la politique du ministre des affaires étrangères est celle du Premier ministre ; politique de la France en Proche-Orient ; absence de rencontre avec M. Arafat à Tunis ; relation de la France avec l'Irak et l'Iran ; visite de M. Tarek Aziz à Paris (p. 5313) ; projet Eurêka ; coopération politique européenne ; politique de la France envers l'Afrique du Sud ; attitude envers le terrorisme et la Libye ; relations franco-espagnoles ; modernisation du ministère des affaires étrangères ; abrogation de la réforme de 1982 et mise en place de nouvelles structures pour la coopération ; prérogatives respectives du Président de la République et du Premier ministre en matière de politique étrangère ; position de la France sur la rencontre de Reykjavik ; activité de la France sur les négociations relatives aux armes chimiques ; attachement de la France

au traité A.B.M. ; hypothèse de la disparition éventuelle de toutes les armes nucléaires américaines en Europe ; problème posé par l'option zéro ; relations de la France avec la République fédérale d'Allemagne (p. 5314) ; répartition de l'aide attribuée à l'Amérique centrale ; poursuite des opérations engagées au Nicaragua ; position de la France vis-à-vis du Liban et vis-à-vis des Etats tiers ; rupture de l'Angleterre avec la Syrie ; négociations de la France avec l'Iran ; rapports de la France avec la Chine ; encouragement donné à l'expérience actuelle aux Philippines ; activités de la France en Corée du Sud ; absence de reconnaissance du Gouvernement de Phnom Penh et du Gouvernement de coalition au sein duquel siègent les Khmers rouges au Cambodge ; situation en Afrique du Sud ; précise que la venue de M. Botha en France ne pose aucun problème ; engagement d'un processus de réforme de l'U.N.E.S.C.O. (p. 5315) ; projet d'avion spatial Hermès ; participation italienne au programme Airbus ; rétablissement des visas ; manque de coordination entre les agents de la D.R.E.E. et des affaires étrangères en poste ; rôle des consulats ; diminution de la part du ministère des affaires étrangères dans l'ensemble des crédits de l'action extérieure ; situation des Français de l'étranger ; réseau de l'enseignement français à l'étranger ; contribution de la France à l'U.N.R.W.A. ; accueil à Paris du fonds des Nations Unies pour l'aide à la population ; crédits de la direction générale des relations culturelles ; absence de diminution des enveloppes pour les instituts et alliances françaises ; rôle de Radio-France internationale (p. 5316) bourses d'études accordées aux étudiants étrangers et accès aux grandes écoles (p. 5317).

Répond à la question de :

— *M. Daniel Goulet :* attachement du Gouvernement de M. Jacques Chirac à la politique d'amitié et de coopération avec les pays arabes (p. 5321-5322) ;

— *M. Pierre Godefroy :* condamnation de l'invasion du nord de Chypre par l'armée turque en 1974 et non reconnaissance de la République turque de Chypre (p. 5322) ;

— *M. Xavier Deniau :* recrutement et carrière des secrétaires adjoints du cadre général ; création de la commission Viot (p. 5322).

Examen des crédits : affaires étrangères : **Etat B, titre III** : scolarisation des enfants français en Algérie (p. 5327) ; **titre IV** : utilisation de certaines subventions versées à des associations ; problèmes de l'U.N.E.S.C.O. (p. 5329) ; **après l'article 73** : son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 28 de la commission des affaires étrangères (précisant que les crédits ainsi libérés feront l'objet d'un rapport au Parlement et pourront être redéployés en faveur du système scolaire à l'étranger, notamment pour l'amélioration de la situation des recrutés locaux) (p. 5333) ; complexité de la situation des détachés budgétaires et des recrutés locaux ; plan de redéploiement des crédits consacrés au système d'enseignement à l'étranger (p. 5334) ; adopté (p. 5335).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : acte unique constituant la première révision d'ensemble des traités instituant les communautés européennes [20 novembre 1986] (p. 6609) ; signification du terme « acte unique » ; adoption en 1984 d'un traité d'union européenne ; convocation d'un comité « ad hoc » ; enregistrement de certaines évolutions intervenues dans la Communauté depuis sa création ; transformation des communautés par les trois élargissements successifs ; création du Conseil européen ; extension du champ d'activités de la Communauté ; modification de la place de l'Assemblée parlementaire dans les institutions communautaires ; développement de la coopération politique ; renforcement des possibilités d'intervention de la Communauté dans des domaines imparfaitement couverts par les traités ; réalisation du marché intérieur (p. 6610) ; officialisation de l'existence du système monétaire européen ; Europe de la technologie ; amélioration du processsus de décision ; utilisation plus fréquente du vote à la majorité qualifiée au sein du conseil ; accroissement du rôle consultatif du Parlement européen ; compétences d'exécution de la commission ; reconnaissance formelle de la place de la coopération politique dans l'édifice européen ; participation du Parlement au processus décisionnel ; procédure dite de « la coopération » ; caractère inéluctable de la ratification (p. 6611) ; attachement du Gouvernement au respect des principes des mécanismes de la politique agricole commune (p. 6612) ; précise que le Gouvernement partage le souci de M. Valéry Giscard d'Estaing de voir progresser la construction européenne ; réalisation du marché intérieur ; fixation de la date du 31 décembre 1992 ne créant pas d'effet juridique automatique ; association du Parlement français au bilan des travaux sur le marché intérieur prévu à périodicité régulière ; observations de M. Valéry Giscard d'Estaing sur les inconvénients d'une rotation trop rapide des présidences ; aménagement du rôle de la présidence du conseil ; nécessité de doter l'Europe d'une monnaie commune ; relations avec les pays tiers méditerranéens (p. 6656) ; climat de confiance créé chez les partenaires par la politique du Gouvernement ; problème de défense et de la sécurité de l'Europe ; caractère particulier de la politique extérieure de la France ; situation militaire de l'Europe occidentale ; problème allemand (p. 6657).

RAOULT (Eric)

Député de la Seine-Saint-Denis
R.P.R.

Secrétaire d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (Premier ministre : jeunesse et sports) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 34 : **Premier ministre : jeunesse et sports (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Fraude électorale : condamnation de l'ancien maire communiste de Noisy-le-Grand : condamnations antérieures d'anciens maires communistes ; adaptation et renforcement du code électoral pour éviter de telles manœuvres et punir plus durement les fraudeurs [7 mai 1986] (p. 831).

— Remboursement de la dette extérieure de l'Etat : remboursement anticipé d'emprunts [18 juin 1986] (p. 2316, 2317).

— Université : volonté des jeunes de ne pas mêler réforme universitaire et débat politique ; désir d'étudier ;

directives du Gouvernement pour assurer la liberté des cours et éviter que la manifestation prévue ne dégénère [3 décembre 1986] (p. 7043).

orales sans débat :

— **n° 59** de M. René André : appelée le 13 juin 1986 : **rétablissement du « carré blanc » à la télévision** : absence d'indication sur la nature de certaines productions ; projection de bandes-annonces de films susceptibles de heurter la sensibilité des jeunes enfants et des adolescents (p. 2191).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : Suppléant M. le Rapporteur général : ses observations [6 mai 1986] (p. 761).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'assurer la sécurité en renforçant les moyens de prévention et de police ; rigueur des finances publiques n'atteignant pas les forces de sécurité ; création d'emplois dans la police nationale ; crédits destinés à renforcer la présence policière ; dépenses liées à l'envoi de compagnies républicaines de sécurité en Nouvelle-Calédonie ; nécessaire mise à niveau des crédits de loyers et de munitions ; plan de lutte contre l'insécurité [23 mai 1986] (p. 1143) ; sécurité constituant la première des libertés (p. 1144).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles.

Article 3 : respect des procédures préalables de consultation des partenaires sociaux et d'élaboration des plans sociaux [6 juin 1986] (p. 1889-1890) ; respect des règles d'information et de consultation du personnel (p. 1899) ; **article 4** : extension aux licenciements économiques de moins de dix salariés de l'obligation de l'entretien préalable avec l'employeur instituée par la loi du [13 juillet 1973] (p. 1907) ; **article 5** : caractère archaïque de la procédure subordonnant dans les douze mois suivant un licenciement économique toute nouvelle embauche ou tout nouveau licenciement à une autorisation administrative préalable [7 juin 1986] (p. 1995) ; procédure augmentant la lourdeur administrative pesant sur les entreprises ; mesures contenues dans l'article permettant d'améliorer la fluidité de la gestion des personnels ; situation des entreprises de bureautique et d'informatique (p. 1996).

Explications de vote : discrédit jeté par le groupe socialiste sur le travail de l'Assemblée nationale ; caractère dramatique de la situation de l'emploi [7 juin 1986] (p. 2010) ; groupe socialiste ayant témoigné d'un anti-libéralisme et d'une hostilité primaire à l'encontre du patronat ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 2011).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : situation des victimes d'attentats ; bilan de l'action menée entre 1981 et 1986 ; action de S.O.S-Attentats [25 juin 1986] (p. 2494).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : sécurité et immigration constituant les deux axes principaux d'action du Gouvernement ; situation de l'immigration en Seine-Saint-Denis [10 juillet 1986] (p. 3114) ; immigration et délinquance ; nécessité de faciliter l'éloignement du territoire des individus enfreignant les lois françaises (p. 3115).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Bernard Deschamps ; absence d'affirmation constitutionnelle du droit au logement ; échec du Gouvernement socialiste dans sa volonté de donner une réalité au droit à l'habitat ; développement de l'habitat garantissant le progrès d'une société ; plan fiscal de relance du logement ; protection du locataire ne devant pas toujours constituer celle du locataire en place ; entrave créée à la mobilité des populations [17 juillet 1986] (p. 3404) ; nécessaire prise en compte de la dissymétrie du rapport locatif et du déséquilibre actuel du marché locatif ; investissement privé locatif ayant été découragé par la politique fiscale menée par les Gouvernements socialistes ; nécessaire réintégration progressive du marché locatif dans la logique d'une économie de marché ; retour au congé non motivé à l'expiration du bail ; mesures transitoires prévues par le projet (p. 3405) ; élimination du caractère automatique du droit de préemption ; possibilité pour les communes de supprimer le plafond légal de densité ; simplification du contenu obligatoire des plans d'occupation des sols (p. 3406).

Discussion des articles : **article 35** : pratique du surloyer par l'Office départemental d'H.L.M. de la Seine-Saint-Denis ; met en cause le comportement de M. Charles Hernu en temps que maire de Villeurbanne [22 juillet 1986] (p. 3680) ; **après l'article 37** : priorité d'accès des jeunes femmes enceintes aux logements H.L.M. (p. 3690) ; **article 40** : rôle de la commission nationale de concertation [23 juillet 1986] (p. 3701-3702) ; **après l'article 55** : modification des dispositions sur la transformation des logements en locaux et bureaux de commerce dans la région parisienne ; possibilité de donner une autorisation dérogatoire à titre personnel pour les professions libérales (p. 3728) ; **article 56** : procédure de vente de logements H.L.M. ; cité H.L.M. des « Bosquets » de Montfermeil ; présence de population immigrée et insécurité (p. 3733) ; **article 58** : inapplicabilité de la suppression du P.L.D. dans les Z.A.C. en cours de réalisation (p. 3770) ; **article 61** : possibilité pour la commune d'exclure du droit de préemption urbain les terrains compris dans une Z.A.C. (p. 3780) ; **après l'article 61** : délai dans lequel doit se prononcer la juridiction de l'expropriation en cas d'exercice de droit de préemption urbain (p. 3781) ; **après l'article 64** : assujettissement des O.P.A.C. aux dispositions de la loi du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs (p. 3788).

Explication de vote : crise du logement et du secteur des B.T.P. vote positif du groupe R.P.R. (p. 3794, 3795).

Commission mixte paritaire, discussion générale : équilibre des rapports bailleurs et locataires ; vente de logements H.L.M. ; offre foncière ; application des règles de la comptabilité privée aux O.P.A.C. [2 décembre 1986] (p. 7013).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une pause en matière de décentralisation ; suppression de l'obligation de recours à la représentation proportionnelle pour l'élection des conseils d'administration des centres communaux d'action sociale et pour les bureaux des conseils généraux et régionaux [11 août 1986] (p. 4189) ; nécessité d'une réforme de la fiscalité locale ; nécessité d'une réforme de la fonction publique territoriale ; sa mise en cause de M. Paul Mercieca à propos du centre interdépartemental de gestion de la petite couronne ; statut de l'élu local (p. 4190).

Discussion des articles : **article 3** : ses observations précisant à M. Paul Mercieca qu'il n'est pas « un individu » mais un de ses collègues (p. 4218) ; sa mise en cause de M. Paul Mercieca et de Mme Muguette Jacquaint sur l'absence d'élus du R.P.R. ou de l'U.D.F. au sein des conseils d'administration des bureaux d'aide sociale des municipalités de Seine-Saint-Denis (p. 4219).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation

aérienne. — *Discussion générale : questions :* réhabilitation des quartiers d'habitat social ; cas de l'ensemble H.L.M. des Bosquets dans la cité de Montfermeil ; gestion partisane de l'Office H.L.M. de la Seine-Saint-Denis [28 octobre 1986] (p. 5439) ; nécessité de réétudier le projet de tramway assurant la liaison Saint-Denis-Bobigny (p. 5445).

Education nationale. I. Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* programme de lutte contre la violence, la drogue et l'alcoolisme [3 novembre 1986] (p. 5740).

Education nationale. II. Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale : questions :* projet de nouvelle implantation de l'Institut des langues orientales ; conditions d'inscription des étudiants étrangers dans les universités françaises ; abus de la part de certains étrangers [4 novembre 1986] (p. 5789).

Services du Premier ministre. V. Jeunesse et Sports. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : adresse ses vœux de rétablissement et de bonne santé à M. Georges Hage, Rapporteur pour avis ; recettes complémentaires provenant du Fonds national de développement du sport (F.N.D.S.) ; emploi des jeunes ; réorganisation des services ; augmentation des crédits de matériels et de fonctionnement ; accroissement de la participation du ministère dans la lutte contre la toxicomanie ; information en faveur de la jeunesse ; participation soutenue à l'action du comité national de prévention de la délinquance ; centres de vacances [4 novembre 1986] (p. 5798) ; éducation populaire ; poste du Fonds de la coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) ; maisons des jeunes et de la culture (p. 5799) ; mise en œuvre des bourses de défi ; création d'un corps de volontaires pour le développement et d'un mouvement de jeunes pour l'entraide ; politique sportive ; préparation des athlètes aux jeux olympiques de Calgary et de Séoul ; perspective de recettes du F.N.D.S. (p. 5800).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : rénovation des centres de vacances (p. 5822) ; information et achat de documentation et de matériel pour les activités scientifiques des jeunes (p. 5823) ; **état B, titre IV** : ses observations (p. 5824) ; **après l'article 73** : précise que quatre rapporteurs des deux assemblées siègent au conseil d'administration du Fonds national pour le développement du sport ; utilisation des crédits du Fonds national de développement de la vie associative (p. 5825).

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* progression des impôts locaux dans les municipalités communistes et socialistes de Sainte-Saint-Denis ; augmentation de la D.G.F. [7 novembre 1986] (p. 6025).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15** : son amendement n° 41 (police administrative des centres de vacances et de loisirs) [6 décembre 1986] (p. 7276) : adopté ; son amendement n° 42 (statut des groupements sportifs) : retiré (p. 7277).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe au projet de loi relatif aux procédures de licenciement ; utilisation systématique des motions de procédures ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement [8 décembre 1986] (p. 7321) ; transcription des dispositions de l'accord national interprofessionnel sur l'emploi du 20 octobre (p. 7322).

RAVASSARD (Noël)

Député de l'Ain
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du comité consultatif du Fonds national des abattoirs [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique agricole** ; question différée en l'absence du ministre de l'agriculture [26 novembre 1986] (p. 6786).

— **Politique agricole** : retrait de la question en l'absence du ministre de l'agriculture [3 décembre 1986] (p. 7042) ;

orales sans débat :

— **n° 67**, posée le 10 juin 1986 : **radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio)** (p. 2067) ; appelée le 13 juin 1986 : **financement des relais de télévision** : privatisation d'une chaîne de télévision ; ses doutes sur le maintien de la couverture totale du territoire par les opérateurs privés de télévision (p. 2193).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : détermination des ministres intéressés [7 octobre 1986] (p. 4413) ; intégration des salariés agricoles et de l'agro-alimentaire dans les activités se trouvant dans le champ de compétences du conseil supérieur d'orientation (p. 4415) ; participation des présidents et directeurs d'organismes aux travaux du conseil supérieur d'orientation lorsque ces travaux concernent ces organismes (p. 4422) ; **article 2** : remise en cause de l'existence des offices ; possibilité d'améliorer le fonctionnement des offices existants ; désengagement de l'Etat ; disparition de la mission des offices visant à garantir un niveau de vie équitable aux agriculteurs [8 octobre 1986] (p. 4468, 4469) ; *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* missions principales des offices (p. 4472) ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* absence de tutelle de la part du conseil supérieur d'orientation sur les offices (p. 4478) ; *article 7 de la loi du 6 octobre 1982 :* soumission des organisations interprofessionnelles reconnues au contrôle économique et financier de l'Etat (p. 4480).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie.

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* veuves et orphelins de guerre [22 octobre 1986] (p. 5120) ; veuves de harkis (p. 5121).

RAYMOND (Alex)

Député de la Haute-Garonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 55).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du conseil national des transports [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 216).

Première lecture, discussion des articles : **article 56 :** *article L 443-13 du code de la construction et de l'habitation :* facilités financières pour l'accession à la propriété des locataires d'un organisme H.L.M. [23 juillet 1986] (p. 3750).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale : questions* présentées par M. Arnaud Lepercq : nécessité de lutter contre les fermetures définitives de petites entreprises artisanales et commerciales ; conditions d'octroi de l'indemnité de départ [21 octobre 1987] (p. 5096).

Agriculture B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* politique des quotas laitiers et effondrement des cours de la viande ayant suscité des difficultés dans le Cantal ; nécessité de mesures en faveur des zones de montagne [30 octobre 1986] (p. 5571).

RENARD (Michel)

Député de la Martinique
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 11 juillet 1986] (p. 8658).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : orientation des commentaires de R.F.O. ; réhabilitation des journalistes victimes de la chasse aux sorcières de 1981 ; refus de la nouvelle majorité de se lancer dans une chasse aux sorcières [5 août 1986] (p. 4085) ; contribution de R.F.O. au rayonnement international de la France ; volonté des socialistes de se servir de R.F.O. pour une politique tiers-mondiste ; priorité ressentie par les Français d'outre-mer dans le domaine de l'audiovisuel (p. 4086-4087).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale : questions :* crédits de paiement consacrés aux actions culturelles dans les départements d'outre-mer ; mission culturelle de Radio-France outre-mer [23 octobre 1986] (p. 5237).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions* remplacé par M. René André : harmonisation de la carrière des ingénieurs des travaux rattachés au ministère de l'agriculture avec celle des ingénieurs des travaux publics de l'Etat [30 octobre 1986] (p. 5584).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* prise en charge des enfants atteints d'un handicap moteur dans les départements d'outre-mer ; situation en Martinique [6 novembre 1986] (p. 5955) ; situation de l'Institut d'éducation motrice Saint-Raphaël (p. 5956).

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* regrette que le budget des D.O.M.-T.O.M. soit discuté un samedi ; regrette l'absence de création d'un ministère d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer ; opportunité d'un regroupement entre les Antilles et la Guyane [8 novembre 1986] (p. 6096) ; situation de l'agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. ; qualité d'information dispensée par Radio-France outre-mer ; défiscalisation des investissements (p. 6097).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable soulevée par M. Pierre Joxe ; procédure d'élaboration de la loi de programme respectant la concertation [25 novembre 1986] (p. 6749) ; échec de la gauche en outre-mer ; attentats ; opposition du parti socialiste à la libéralisation de la desserte aérienne ; défiscalisation ; augmentation de 25 % du budget des D.O.M.-T.O.M. (p. 6750) ; propose des mesures complémentaires pour l'agriculture, la coopération interrégionale et la pêche ; calamités agricoles ; dettes des planteurs de bananes ; plan Reagan pour les Caraïbes (C.B.I.) ; accords de Lomé III ; question de la pêche ; Radio-France outre-mer (R.F.O.) faisant honte aux populations ; cas d'un collaborateur de R.F.O. recruté pour une durée déterminée qui empochera un million de francs à l'expiration de son contrat (p. 6751).

REVEAU (Jean-Pierre)

Député du Rhône
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Déficit de S.O.S. racisme et subventions gouvernementales : manifestation de la place de la Bastille ; attaches étrangères de S.O.S. racisme [18 juin 1986] (p. 2320) ;

— Liberté d'information à la radio et à la télévision : poursuite de la désinformation ; choix arbitraire des personnes invitées à participer aux émissions [5 novembre 1986] (p. 5859) ; élimination des représentants du Front national malgré son audience dans l'électorat et au Parlement ; mise en place d'une « commission gadget » (p. 5860).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Gérard Bordu ; nécessité de rompre avec la législation ayant abouti aux lois Badinter de 1981-1983 [27 juin 1986] (p. 2643) ; nécessaire rétablissement de la peine de mort ; protection de la jeunesse ; crédits de la justice ; nombre de places dans les établissements pénitentiaires ; nécessaire spécialisation de ces établissements (p. 2644).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 17** : suppression du principe de l'accès automatique des jeunes immigrés à la nationalité française [16 juillet 1986] (p. 3361).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* nécessité d'une privatisation plus large des emplois actuellement fonctionnarisés ; exemple des contrôleurs aériens ; utilisation des crédits affectés au financement des œuvres sociales ; danger que font courir certaines radios pirates aux appareils en vol [28 octobre 1986] (p. 5413).

REVET (Charles)

Député de la Seine-Maritime
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 266) visant à faciliter l'acquisition de terrains pour les accédants à la propriété [9 octobre 1986] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Incidences fiscales et sociales de la mensualisation du paiement des pensions de retraite** : décalage dans le versement des pensions entraînant pour 1987 une augmentation fictive des ressources ; incidence fiscale et suppression d'avantages liés à la non imposition [3 décembre 1986] (p. 7038).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : éventuelle application de la formation en alternance aux jeunes fréquentant les lycées d'enseignement professionnel ; nécessaire utilisation du dispositif de formation continue pour les salariés dans les entreprises [25 avril 1986] (p. 419) ; nécessité que les personnes momentanément en surnombre soient immédiatement mises en formation continue et que les charges salariales correspondantes soient acquittées par les assurances chômage (p. 420) ; son amendement n° 301 (modification du code du travail, permettant aux salariés touchés par une baisse d'activité de leur entreprise de bénéficier, sans rupture du contrat de travail, d'actions de formation prises en charge par le régime d'assurance chômage) ; utilisation de la formation continue afin d'aider au maintien de salariés dans leurs entreprises [29 avril 1986] (p. 540) ; formation professionnelle relevant de la compétence des régions ; retiré (p. 541).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3** : son amendement n° 129 (régime fiscal des plus-values dues à la réévaluation du cheptel vif) ; obligation des agriculteurs de tenir une comptabilité dès qu'ils dépassent le seuil d'imposition au régime réel ; réforme de la fiscalité agricole ; déductibilité de la T.V.A. sur le fioul domestique ; assujettissement à l'impôt sur le revenu des recettes dues à la réévaluation annuelle du cheptel vif ; élevage en Haute-Normandie ; dispositions prises dans les lois de finances pour 1984 et 1985 ; cours de la viande ; retiré [26 mai 1986] (p. 1208).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et Etat B précédemment réservés** : enseignement technique agricole privé ; financement des maisons familiales [27 mai 1986] (p. 1305) ; **après l'article 11** : son amendement n° 130 (impôts dus chaque année par les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition pouvant sur leur demande être calculés à raison des bénéfices ou revenus réalisés au cours de la même année et des trois années précédentes) ; prise en compte de la spécificité agricole pour l'établissement des modalités d'imposition [28 mai 1986] (p. 1383) ; variation obligeant très souvent les agriculteurs à payer des impôts élevés en année déficitaire ; retiré (p. 1384) ; **après l'article 12** : son amendement n° 128 (calcul de la plus-value visée à l'article 39 *quindecies* du code général des impôts) ; cession d'un fonds de commerce entraînant une plus-value occasionnée par les investissements ; existence de cas où cette plus-value n'est que le fait de l'inflation ; propose que la taxe sur la plus-value ne soit payée que pour la différence réelle (p. 1402) ; retiré (p. 1409).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : rappelle qu'un chef d'entreprise ne licencie pas par plaisir ; existence d'entreprises ayant fermé leurs portes faute d'avoir obtenu les autorisations de licenciement dans des délais normaux ; nécessaire conciliation du souhait du salarié de rester attaché à l'entreprise et du besoin de souplesse de cette dernière (p. 1640) ; urgence de mettre en place des dispositions législatives rétablissant un climat de confiance [3 juin 1986] (p 1641).

— **Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : existence de locataires préférant la formule du prélèvement automatique sur leur compte bancaire [8 juillet 1986] (p. 3482) ; **article 6** : locataires, ne pouvant réaliser que de petits aménagements (p. 3487) ; **article 13** : avantages fiscaux pour les concubins notoires ; opportunité que les deux concubins soient signataires du contrat de bail (p. 3496) ; **article 15** : politique familiale et politique du logement : moyens du retour à l'équilibre du marché (p. 3506) ; **article 21** : son amendement n° 514 (précisant que le juge ne peut fixer un loyer inférieur à celui payé à l'expiration du bail échu) ; concertation entre bailleur et locataire ; retiré [22 juillet 1986] (p. 3620) ; **article 41** : possibilité dans un immeuble dépourvu d'associations de locataires, de conclusion d'un accord avec la majorité des locataires [23 juillet 1986] (p. 3706) ; rappelle qu'il a retiré l'amendement n° 517 de M. Gilbert Gantier au profit de l'amendement n° 134 de la commission de la production et des échanges (p. 3707-3708) ; **article 56** : accession à la propriété de logements sociaux ; qualité de la construction ; réhabilitation des logements construits depuis moins de vingt ans (p. 3734) ; **avant l'article 58** : son amendement n° 592 (possibilité pour le conseil municipal de délivrer des autorisations dérogatoires au plan d'occupation des sols) (p. 3755) : retiré (p. 3756) ; **article 60** : son amendement n° 532 (réduisant la durée de l'inscription au P.O.S. d'emplacement réservé à cinq ans renouvelable (paragraphe I) ; simplification du contenu des P.O.S. (paragraphe II) ; renouvellement des réserves foncières tous les cinq ans par les communes (p. 3774) ; paragraphe I : rejeté ; paragraphe II : adopté ; amendement n° 532 : adopté après modification (p. 3775) ; **après l'article 60** : son amendement n° 539 (possibilité

pour la commune d'abroger le P.O.S. dont elle s'est dotée) ; retiré (p. 3777) ; **après l'article 61** : son amendement n° 540 (délai de décision de la juridiction d'expropriation en cas d'exercice de préemption urbain) (p. 3781) ; retiré (p. 3782) ; **après l'article 62** : son amendement n° 542 (institution d'une commission d'arrondissement dans les communes où un P.O.S. n'a pas été approuvé) ; résolution des divergences entre le maire et le représentant de l'Etat sur l'instruction d'une demande de permis de construire dans les communes sans P.O.S. ; rejeté (p. 3784).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).

Première lecture, discussion générale : nécessité de clarification des textes sur la décentralisation ; obligation pour les communes de participer aux frais de scolarité des enfants scolarisés dans des établissements extérieurs ; fixation des tarifs des services fournis par les collectivités locales à leurs administrés ; possibilité pour les communes de recruter des agents contractuels ; suppression du versement de la deuxième part de la D.G.E. pour les communes de moins de 2 000 habitants [11 août 1986] (p. 4200).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (assouplissement des règles d'urbanisme dans les communes sans plan d'occupation des sols) (p. 4215) ; identité de cet amendement avec celui qu'il a déposé sur le projet de loi Méhaignerie ; adopté avec modification (p. 4216) ; **après l'article 11 *quater*** : son amendement n° 2 (visant à remplacer les 3e et 4e alinéas de l'article 45 de la loi du 26 janvier 1984 par l'alinéa suivant : « secrétaire général, secrétaire général adjoint, secrétaire et directeur général des services techniques des communes ») ; possibilité de recrutement direct pour les plus hauts postes de la fonction publique communale ; retiré (p. 4247) ; **après l'article 15** : son amendement n° 3 (précisant le délai dont dispose le comptable municipal pour exécuter des dépenses mandatées par le maire) ; fixation d'un délai aux payeurs communaux pour effectuer le paiement des factures mandatées ; retiré (p. 4256) ; intérêt moratoire supporté par les collectivités locales en cas de non paiement des factures par le comptable municipal (p. 4257) ; **après l'article 27** : récupération de la T.V.A. par les régions et les départements pour les investissements scolaires financés par eux et réalisés par l'Etat (p. 4263).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : composition et rôle du conseil supérieur d'orientation ; mise en place des quotas laitiers ; vocation de l'agriculture et des agriculteurs ; nécessité de donner aux agriculteurs arrivés à l'âge de la retraite une pension de base équivalant à celle servie dans le régime général [7 octobre 1986] (p. 4391).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 26 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « conseil supérieur d'orientation », les mots : « et de coordination ») ; modification du titre du conseil supérieur d'orientation ; adopté (p. 4413) ; son amendement n° 27 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « produits agricoles », les mots : « ainsi que les organisations interprofessionnelles ») (p. 4414) ; représentation des interprofessions au sein du conseil supérieur ; retiré (p. 4415) ; son amendement n° 28 (substituant à la fin du premier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots : « de l'économie » les mots « et de coordination de l'économie agricole et ») : adopté ; son amendement n° 29 (compétences du conseil supérieur d'orientation pour l'ensemble des productions agricoles et forestières) (p. 4416) ; adopté ; son amendement n° 30 (compétences du conseil supérieur d'orientation pour les orientations économiques de la politique agricole et agro-alimentaire, notamment en matière d'investissement et de commerce extérieur) (p. 4417) ; retiré (p. 4418) ; son amendement n° 31 (compétences du conseil supérieur d'orientation pour la recherche, la formation et le développement) : retiré (p. 4420) ; son amendement n° 32 (insérant dans le 4e alinéa (*b*) du paragraphe I de cet article après le mot : « moyens », les mots ; « notamment ceux ») ; extension du domaine d'intervention du conseil supérieur d'orientation à l'ensemble des moyens en matière d'orientation et de valorisation de la production agricole ; adopté ; son amendement n° 33 (compétences du conseil supérieur d'orientation pour la coordination et l'organisation de la production agricole) : retiré ; son amendement n° 34 (compétences du conseil supérieur d'orientation pour l'exercice des activités des offices d'intervention des organisations interprofessionnelles reconnues ainsi que l'extension des accords et l'exécution des conventions conclues par celles-ci) : retiré (p. 4421) ; son amendement n° 35 (compétences du conseil supérieur d'orientation pour l'élaboration des objectifs du plan de la nation et de ses modalités d'exécution) : retiré (p. 4422) ; son amendement n° 37 (cas de conflit ou de désaccord lors de la conclusion d'une convention entre les offices et les organisations interprofessionnelles) ; nécessité d'un arbitrage ; retiré ; son amendement n° 36 (ressources du conseil supérieur d'orientation) ; renforcement de l'efficacité du conseil supérieur d'orientation ; retiré (p. 4423) ; **avant l'article 2** : son amendement n° 38 (remplaçant dans l'article 1er de la loi du 6 octobre 1982, relative à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés, les mots : « sont créés », par les mots : « peuvent être créés ») ; transfert des activités des offices vers les interprofessions ; retiré (p. 4424) ; **article 2** : *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 40 (missions des conseils supérieurs d'orientation, des offices ou des comités interprofessionnels de coordination et d'organisation des marchés agricoles et alimentaires) : retiré [8 octobre 1986] (p. 4472) ; son amendement n° 39 : retiré ; son amendement n° 41 (complétant le texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 par l'alinéa suivant : « 4° d'aider la commercialisation des produits de la filière ») ; rôle des offices dans la commercialisation ; transfert d'une partie des attributions des offices aux interprofessions ; retiré ; *article 4 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 42 (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 6 octobre 1982 les mots « ou des participations des organisations professionnelles ») ; inopportunité de prévoir la participation des interprofessions au financement des offices (p. 4475) ; adopté (p. 4476) ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 43 (insérant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 5 de la loi du 6 octobre 1982 après les mots « des offices » les mots « ou le conseil d'administration des Cicoma ») : retiré ; son amendement n° 44 (précisant que, lorsque le Cicoma s'est substitué à l'office, le président est élu par le conseil d'administration et son directeur nommé par le président avec l'accord du conseil d'administration) : retiré (p. 4478) ; article 7 de la loi du 6 octobre 1982 : son amendement n° 45 (précisant que les missions confiées aux offices d'intervention sont progressivement transférées aux organisations interprofessionnelles) : retiré (p. 4479).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 *(suite)*** : possibilité pour les parents isolés de déduire les charges de garde d'enfants [16 octobre 1986] (p. 4821) ; **après l'article 9** : son amendement n° 179 (tendant à autoriser les commerçants, artisans et responsables d'entreprise à tenir compte de l'érosion monétaire lors de la cessation de leur fonds de commerce ou de leur entreprise) ; mode de calcul des plus-values ; retiré [16 octobre 1986] (p. 4918) ; **article 11** : équité fiscale entre les agriculteurs et les autres catégories sociales ; problème de la tenue d'une comptabilité agricole (p. 4926) ; **article 11** : extension aux G.A.E.C. du bénéficie du régime transitoire d'imposition ; différents types de G.A.E.C. [17 octobre 1986] (p. 4934) ; report d'un an de l'application des dispositions de l'article 11 instituant un régime transitoire (p. 4936) ; **après l'article 11** : cas de la baisse d'activité de l'entreprise agricole ; nécessité de permettre à l'exploitant intéressé de revenir au régime forfaitaire (p. 4937) ; **article 13** : son sous-amendement n° 283 à l'amendement n° 210 de M. Michel Cointat (possibilité pour les exploitants agricoles éleveurs de réévaluer au bilan la valeur de leur cheptel vif) ; engagement du Gouvernement de revoir la fiscalité agricole à l'occasion de l'examen du budget pour 1987 ; situation des éleveurs français ; adoption progressive du système de l'imposition au réel ; devenu sans objet (p. 4942).

Deuxième partie : **Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne.** *Examen des crédits :*

Etat B, titre IV : vocation des organismes d'architectes conseils ; missions des architectes des bâtiments de France [29 octobre 1986] (p. 5463).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* formation professionnelle ; quotas laitiers ; situation de la viande bovine [30 octobre 1986] (p. 5524) ; mise en place d'un plan social en agriculture ; révision du système de protection sociale ; alignement de la retraite de base sur celle des salariés ; rééchelonnement de la dette des agriculteurs en difficulté ; possibilité d'aide à la réinsertion dans d'autres secteurs ; problème des agriculteurs sans couverture sociale ; institution d'une taxe sur les corps gras d'importation ; majoration de la T.V.A. sur les produits agro-alimentaires (p. 5525) ; *questions :* demande une suspension de séance pour l'étude de dispositions financières concernant les agriculteurs en difficulté (p. 5557).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* perte de trafic des ports de la Seine-Maritime en faveur d'Anvers et de Rotterdam ; cas des chefs d'entreprises proches des ports normands utilisant des transports belges ; nécessité d'assimiler le transport de pré ou postacheminement vers un port français à un transport international [13 novembre 1986] (p. 6267) ; impossibilité pour les P.M.I. et P.M.E. d'entretenir un réseau commercial à l'étranger ; possibilité d'envisager la constitution de sociétés régionales multicartes pour l'exportation ; barrières non-tarifaires japonaises (p. 6268).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 65 : son amendement n° 20 (prévoyant un dispositif de limitation de l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) [14 novembre 1986] (p. 6417) ; retiré (p. 6418).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : nécessité d'offrir à la femme un véritable choix entre l'exercice d'une activité extérieure à son foyer et l'éducation de ses enfants ; inopportunité de subordonner le bénéfice de l'allocation parentale d'éducation au fait d'avoir exercé antérieurement une activité professionnelle ; devenir de l'allocation de salaire unique [19 novembre 1986] (p. 6553) ; cas d'une mère de famille ayant eu quatorze enfants et ne percevant aucune allocation (p. 6554) ; **après l'article 3** : son amendement n° 60 (mère de famille ayant résilié son contrat de travail pour se consacrer à sa famille pouvant à tout moment solliciter de droit son réembauchage) ; intéressée devant au préalable bénéficier d'un stage de formation rémunéré lui permettant d'être opérationnelle dès son retour dans l'entreprise ; rejeté au scrutin public (p. 6558).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Commission mixte paritaire. Discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Marcel Rigout ; situation de l'agriculture ; transfert de responsabilité vers l'interprofession ; opportunité de donner des moyens supplémentaires au conseil supérieur d'orientation [17 décembre 1986] (p. 7763).

REYMANN (Marc)

Député du Bas-Rhin
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Emile Koehl tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquenes de la pollution du Rhin, provoquée par l'incendie d'un entrepôt de produits chimiques à Bâle (n° 469) [4 décembre 1986] (p. 7124).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Marie Bockel tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution du Rhin, consécutive à l'accident de l'usine bâloise du groupe Sandoz (n° 490 rect.) [4 décembre 1986] (p. 7124).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean Ueberschlag et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences écologiques et économiques pour le Rhin et l'Alsace des accidents survenus dans une usine de produits chimiques de Bâle (n° 523) [11 décembre 1986] (p. 7575).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution : 1° (n° 469) de M. Emile Koehl tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes et les conséquences de la **pollution du Rhin**, provoquée par l'incendie d'un entrepôt de produits chimiques à Bâle ; 2° (n° 490 rectifié) de M. Jean-Marie Bockel tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution du Rhin, consécutive à l'accident de l'usine bâloise du groupe Sandoz ; 3° (n° 523) de M. Jean Ueberschlag tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences écologiques et économiques pour le Rhin et l'Alsace des accidents survenus dans une usine de produits chimiques de Bâle **(n° 574)** [18 décembre 1986].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux **comités d'entreprises** de participer à des actions de solidarité **(n° 579)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 115**, posée le 7 octobre 1986 : **enseignement (fonctionnement)** (p. 4431) ; appelée le 10 octobre 1986 : **langues et cultures régionales** : vide législatif et réglementaire en matière d'enseignement des langues régionales ; recrutement et formation des instituteurs dans les régions de langue et culture minoritaires (p. 4577).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* étude d'un projet de T.G.V. Paris-Est européen ; interconnexion des projets T.G.V. Nord et T.G.V. Est ; T.G.V. Est constituant une priorité inscrite dans le contrat de plan des régions d'Alsace, de Lorraine et de Champagne-Ardennes [28 octobre 1986] (p. 5435).

REYSSIER (Jean)

Député de la Marne
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **paiement mensuel des pensions** de retraite ou d'invalidité **(n° 28)** [23 avril 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Non-augmentation des retraites vieillesse** : retraite à soixante ans ; relance de l'emploi ; réforme du financement de la sécurité sociale [28 mai 1986] (p. 1328).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 51 (complétant le troisième alinéa de cet article par les mots « à la condition qu'ils comportent un véritable contrat de travail, apportent une réelle formation débouchant sur une qualification reconnue et qu'ils soient assortis d'une promesse formelle d'embauche à l'issue de la formation ») : rejeté [25 avril 1986] (p 448) ; son amendement n° 75 (amélioration des garanties légales de l'embauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national) ; proposition de loi n° 2715 tendant à améliorer les garanties légales de réembauche des jeunes appelés ; impossibilité de réembauche de l'appelé dans l'entreprise ; temps passé au service national n'entrant pas dans le calcul de la durée des congés payés ni dans le calcul de l'ancienneté permettant de déterminer le droit à indemnités et leur montant en cas de licenciement ; discrimination favorisant la diffusion des idées de ceux qui sont favorables à l'armée de métier ; rejeté [29 avril 1986] (p. 565).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 42 (visant à compléter le deuxième alinéa de l'article L. 122-12 du code du travail par les mots « ce qui exclut toute novation des contrats de travail en cours ou toute transformation de contrats à durée indéterminée en contrats à durée déterminée. ») [2 juin 1986] (p. 1574) ; rejeté (p. 1575) ; son amendement n° 66 (abrogation de l'article L. 212-2 du code du travail) ; rejeté au scrutin public [3 juin 1986] (p. 1611) ; **article 1er** : ses amendements n° 257, 334, 372, 380, 426 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

RICHARD (Alain)

Député du Val-d'Oise
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : environnement) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 24 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : environnement (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Emploi** : exonérations de cotisations sociales pour favoriser l'embauche des jeunes ; limitation du droit de licenciement économique ; changement d'indicateur du chômage [16 avril 1986] (p. 179) ;

orales sans débat :

— **n° 145**, posée le 2 décembre 1986 : **T.V.A. (champ d'application) rémunération des auteurs et compositeurs** : loi du 3 juillet 1985 instituant un prélèvement sur la vente de cassettes vierges ; sa répartition entre les auteurs pour compenser la perte d'activité due à la copie privée de musiques et de films (p. 7137) ; exonération de la T.V.A. prévue par la loi ; interprétation des services fiscaux ayant conduit à assujettir ce prélèvement à la T.V.A. au taux de 33 % ; attente d'une solution amiable correspondant aux vœux des professionnels et aux engagements du Gouvernement ; nécessité de combattre l'habitude des juristes des services fiscaux et de leurs collègues de Bruxelles de considérer comme taxe tout ce qui s'ajoute au prix de vente d'un produit (p. 7138).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : compétences des comités d'entreprise en matière de prévention des licenciements [28 avril 1986] (p. 477).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 13** : demande une suspension de séance ; souhaite que l'Assemblée se prononce par un vote sur cette suspension de séance ; inopportunité de poursuivre une discussion contrevenant manifestement à la lettre de l'article 47 de la Constitution [28 mai 1986] (p. 1413).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : politique d'immigration ; absence de discrimination dans la législation du travail [6 juin 1986] (p. 1851) ; ordre des licenciements (p. 1852).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 7** : infractions matérielles visées par le nouvel article 700-1 du code pénal déjà incluses dans les délits d'opinion mentionnés dans la loi de 1881 ; principe constitutionnel de la liberté de la presse ; inopportunité de l'élaboration d'un code de déontologie des journalistes [27 juin 1986] (p. 2614) ; son amendement n° 93 (régime d'indemnisation des victimes d'attentats terroristes prévu à l'article 3) (p. 2615) ; principe de l'indemnisation des victimes ayant été posé par la loi de 1983 ; indemnisation en cas de catastrophe naturelle ; système d'indemnisation administré par l'Etat ne pouvant aboutir qu'à une restriction des droits à indemnité ; faculté qu'ont les services administratifs d'analyser de façon détaillée et fiable les différents chefs de préjudices n'étant pas comparable à celle des compagnies d'assurance ; situation des personnes non assurées (p. 2617) ; taux de la surprime devant être unique pour l'ensemble d'une catégorie de police ; caractère illimité du montant de

l'indemnité (p. 2618) ; taux de la surprime devant être unique pour l'ensemble d'une catégorie de police ; devenu sans objet (p. 2619).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Pascal Clément tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le code de l'urbanisme pour les communes dépourvues de plan d'occupation des sols (n° 263).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** ses réserves sur le report de la mise en application des nouvelles dispositions relatives au droit de préemption (p. 3081) ; impact de la maîtrise des sols sur la qualité de l'aménagement [9 juillet 1986] (p. 3082).

— Projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement :** sa demande pour que le Gouvernement fasse part à l'Assemblée du rapport de la commission consultative chargée de vérifier le découpage des circonscriptions électorales [12 août 1986] (p. 4281).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 346).

Commission mixte paritaire, discussion générale : transition vers la nouvelle D.G.F. ; bénéfice tiré par les communes rurales des critères de répartition de la D.G.F. fixés en 1985 ; insuffisance de la D.G.F. pour les communes à forte croissance de population [12 août 1986] (p. 4307-4308).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** réduction du poids de la fiscalité directe pour les personnes les plus favorisées ; réduction d'impôts résultant du nouveau système plus que compensée par l'alourdissement des cotisations sociales ; scrupule avec lequel sont modifiés les seuils des tranches en fonction de l'inflation prévisionnelle [15 octobre 1986] (p. 4793) ; afflux de nouvelles réductions ou déductions s'appliquant aux opérations d'accession à la propriété et de financement de logements locatifs privés ; disparition de la réduction fiscale applicable aux dépenses d'économie d'énergie ; réduction fiscale applicables aux dons faits aux associations humanitaires et caritatives (p. 4794) ; **article 28 :** problèmes financiers rencontrés par les agglomérations nouvelles ; rôle des syndicats d'agglomérations nouvelles ; nécessité d'instaurer un prélèvement sur la D.G.F. de même nature que celui effectué en faveur des villes centres des communautés urbaines ; charges de remboursement pesant sur les syndicats d'agglomération [17 octobre 1986] (p. 5019) ; **article 32 et Etat A :** évolution des prélèvements obligatoires (p. 5038) ; loi de finances n'entraînant qu'une baisse insuffisante du déficit budgétaire ; persistance du Gouvernement dans sa passivité au regard de l'investissement productif ; nécessaire réforme de la fiscalité locale (p. 5039).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre III : son rappel au règlement :** rappelle que les réunions de commission interviennent à la diligence de leur président ; présentation des amendements dans le délai requis [29 octobre 1986] (p. 5462) ; **Etat C, titre VI :** son amendement n° 110 (réduction des crédits) ; continuité des contrats de développement en matière de transport public urbain (p. 5468) ; restriction apportée aux subventions ; rattrapage tarifaire ; gain de productivité ; réalisation de la connexion au R.E.R. des lignes de Cergy et Poissy ; rejeté (p. 5469).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports . Environnement. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : risque de marginalisation du ministère [29 octobre 1986] (p. 5492) ; rattachement administratif de l'inspection des établissements classés ; diminution de la capacité de recherche en matière d'environnement ; programme « Deforpa » ; ralentissement de l'augmentation des crédits accordés aux grands organismes spécialisés tels les agences de bassin ; rattachement de la délégation aux risques majeurs au ministère de l'environnement ; érosion des crédits de fonctionnement des parcs nationaux ; continuité des actions en matière de pêche ; rôle de l'office de la chasse ; difficultés de fonctionnement du service des établissements classés ; stagnation des crédits affectés aux réserves naturelles protégées ; réduction des crédits de paiement du Conservatoire du littoral (p. 5493) ; réduction indifférenciée de la contribution accordée au fonctionnement des associations (p. 5494).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** crédits utilisés pour les subventions accordées aux associations (p. 5504).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale : questions :* intérêt du plan câble ; situation de la filière électronique ; responsabilité du ministère des postes et télécommunications dans la filière électronique [31 octobre 1986] (p. 5667) ; qualité de la transmission des télécommunications ; absence de procédure de vérification contradictoire et d'arbitrage des litiges relatifs à la facturation du téléphone ; nécessité de modifier, à l'initiative de l'administration, les rapports entre celle-ci et les usagers (p. 5669).

Economie, finances et privatisations. *Discussion générale :* évolution de la situation de l'administration du Trésor et notamment des postes comptables répartis sur l'ensemble du territoire ; baisse des taux de recouvrement ; mode de rémunération des agents chargés des vérifications fiscales ; modulation de la rémunération complémentaire en fonction du nombre des vérifications opérées par les agents [13 novembre 1986] (p. 6266).

Economie, finances et privatisation. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des crédits :* **II. — Services financiers : Etat B, titre III :** son amendement n° 274 (réduction des crédits) [13 novembre 1986] (p. 6277) ; rejeté (p. 6278).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

— Première lecture, discussion générale : sincérité de la loi de finances initiale ; plus-values fiscales ; lourdeur des engagements résultant de la « technique de décision budgétaire » du Gouvernement ; engagements en matière de réduction fiscale ; engagements de dépenses relatifs à la loi de programmation militaire, l'indemnisation des rapatriés [11 décembre 1986] (p. 7487) ; engagements dus à la loi de programme sur les D.O.M. ; prisons privées ; incertitude sur l'avenir financier de la France (p. 7488).

Discussion des articles : **article 2 et Etat B :** ajustement des mécanismes de réversion interne entre les syndicats d'agglomérations nouvelles et les communes (p. 7498).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement :** rappelle que pour la première fois depuis 1958 un Gouvernement entend introduire, sous la forme d'un amendement déposé sur un texte de commission mixte paritaire, des dispositions qui par leur nature, constituent un projet de loi qui aurait dû suivre une procédure normale [19 décembre 1986] (p. 7952).

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique
R.P.R.

L'Assembblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rétablir le **Mérite social (n° 282)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à créer la **carte médicale d'urgence (n° 283)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 353-1 du code de la sécurité sociale afin de supprimer les conditions de ressources et de durée de mariage pour l'ouverture du droit à **pension de réversion (n° 284)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi relative à la **retraite des professions libérales (n° 285)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la publication des motifs dans les **conflits collectifs du travail** dans les services publics **(n° 309)** [31 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à prévoir la **répartition des dommages corporels résultant de l'assistance portée à une personne en péril (n° 380)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi relative à la création d'un **« comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux » (n° 458)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 35,** posée le 27 mai 1986 : **handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel)** (p. 1309) ; appelée le 6 juin 1986 : **application de la loi sur les handicapés** : durcissement de l'attitude des Cotorep dans l'attribution des prestations ; handicaps mentaux (p. 1833) ; absence de coordination entre les commissions départementales d'éducation spécialisée et les Cotorep dans l'examen des dossiers ; allégement des procédures ; rapport Consigny ; affiliation des mères d'enfants handicapés à l'assurance vieillesse (p. 1834) ; autosaisine des Cotorep pour cette affiliation (p. 1835) ;

— **n° 142,** posée le 2 décembre 1986 : **lait et produits laitiers (lait)** (p. 7028) ; appelée le 12 décembre 1986 : **concurrence entre pays de la Communauté dans le domaine agricole** : disparité des prix versés aux producteurs de lait d'un pays à l'autre ; distorsions de concurrence ; respect de la neutralité de la T.V.A. ; produits concurrents des produits laitiers venant de l'extérieur de la Communauté ; situation des producteurs de viande bovine (p. 7594) ; nécessité d'obtenir l'harmonisation des primes communautaires (p. 7595).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : relance des investissements [15 octobre 1986] (p. 4733) ; baisse des taux d'intérêt ; allégement de la fiscalité ; nécessité d'envisager des allégements supplémentaires de la taxe professionnelle ; mécanisme de cette taxe (p. 4734).

RIGAL (Jean)

Député de l'Aveyron
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** son amendement n° 310 (visant à supprimer, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, les mots : « ou à usage mixte professionnel et d'habitation principale ») : non soutenu [17 juillet 1986] (p. 3465) ; **article 2** : ses amendements n° 311 et 312 : devenus sans objet (p. 3470) ; son amendement n° 313 (suppression des deux derniers alinéas de cet article) : rejeté (p. 3471) ; **article 3** : son amendement n° 314 (tendant à supprimer le dernier alinéa (*j*) de cet article) : rejeté [18 juillet 1986] (p. 3483) ; **article 5** : son amendement n° 315 (rédactionnel) : adopté (p. 3484) ; **article 6** : son amendement n° 316 (tendant, dans le dernier alinéa (*d*) de cet article, à substituer aux mots : « aux aménagements réalisés », les mots : « à la réalisation de petits aménagements ») : rejeté (p. 3487) ; **article 7** : son amendement n° 317 (tendant, à la fin du quatrième alinéa (*c*) de cet article, à supprimer les mots : « ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement ») : rejeté (p. 3489) ; **article 11** : son amendement n° 322 : devenu sans objet (p. 3493) ; **article 17** : son amendement n° 328 (tendant, à la fin de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « éventuellement renouvelé » les mots : « mais il sera révisé à l'occasion du renouvellement du bail même tacite ») (p. 3521) ; rejeté (p. 3522) ; **article 18** : son amendement n° 329 (tendant, à la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « s'il y a lieu par l'administrateur de la copropriété », les mots : « son mandataire ») (p. 3524) ; devenu sans objet (p. 3525) ; **article 9 (précédemment réservé)** : son amendement n° 319 : devenu sans objet [21 juillet 1986] (p. 3577) ; son amendement n° 320 (précisant que, à son expiration, le bail est tacitement reconduit pour une période de trois ans) (p. 3580) ; adopté (p. 3582) ; **article 14 (précédemment réservé)** : son amendement n° 327 : devenu sans objet [22 juillet 1986] (p. 3613) ; **article 21** : son amendement n° 331 (suppression, à la fin du premier alinéa de cet article, de la référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage pour les nouvelles locations de logements) : rejeté (p. 3617) ; **article 23** : son amendement n° 332 (de suppression) : rejeté (p. 3625).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* diminution de la cotisation de l'Etat dans les agences d'urbanisme ; rôle des Agences d'urbanisme [28 octobre 1986] (p. 5412) ; nécessité de réaménager le projet de budget sur ce point (p. 5413) ; *questions :* organisation des Jeux Olympiques à Albertville ; prolongement du T.G.V. jusqu'à Bourg-Saint-Maurice [28 octobre 1986] (p. 5442).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale : questions :* suppression d'emplois dans l'enseignement supérieur et capacité d'accueil des étudiants [4 novembre 1986] (p. 5791).

RIGOUT (Marcel)

Député de la Haute-Vienne
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (prestations sociales agricoles) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 294) tendant à développer l'agriculture française en améliorant les conditions de vie et de travail des exploitants agricoles familiaux [18 décembre 1986] (p. 7834).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la **carte du combattant** et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'**armée républicaine d'Espagne** ainsi qu'à leur famille **(n° 38)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative à la réforme de la **taxe d'apprentissage (n° 51)** [23 avril 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) : tome XVII : **prestations sociales agricoles (n° 400)** [9 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à la pleine reconnaissance des **droits des anciens résistants (n° 419)** [22 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Emploi et défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires : menaces de privatisation des P.T.T. ; qualité du service public [18 juin 1986] (p. 2307).

— Avenir de la production ovine en France : colère des éleveurs face à l'inégale répartition des aides communautaires ; situation privilégiée de la Grande-Bretagne [12 novembre 1986] (p. 6141) ; distorsion de concurrence ; importation à prix de dumping ; risque de disparition d'exploitations agricoles familiales (p. 6142).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 135 : devenu sans objet [6 mai 1986] (p. 807).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : réduction de la T.V.A. sur le fioul domestique utilisé par les agriculteurs ; diminution des coûts de production ; accord du Gouvernement sur le Livre vert de la Commission de Bruxelles pour aider les plus performants ; proposition communiste de la détaxation d'un contingent de fioul de 50 hectolitres par exploitation ; fonds dégagés pour les régions d'élevage ; mortalité dans les cheptels ; stagnation ou baisse des produits agricoles ; nécessité de diminuer la pression fiscale qui pèse sur les coûts ; équilibre financier des communes [26 mai 1986] (p. 1203).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 29 (impossibilité de conclure un contrat de travail à durée déterminée à l'issue d'un contrat d'apprentisssage) [2 juin 1986] (p. 1572) ; rejeté (p. 1574) ; demande qu'il soit discuté de l'amendement n° 61 de M. Auchedé [3 juin 1986] (p. 1607) ; réglementation des heures supplémentaires ; impossibilité qu'une convention collective fixe un contingent annuel d'heures supplémentaires supérieur à celui déterminé par décret (p. 1607) ; son amendement n° 64 (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 212-7 du code du travail à remplacer les mots « quarante-six heures » par les mots « quarante-deux heures ») ; limitation du recours aux heures supplémentaires ; abaissement à quarante-deux heures de la durée moyenne hebdomadaire de travail calculée sur douze semaines ; rejeté ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Bernard Deschamps : caractère intolérable de l'amalgame entre Doriot et le parti des fusillés (p. 1637) ; **son rappel au règlement** : assimilation scandaleuse du traître Doriot au parti communiste français tout entier (p. 1637) ; demande à M. Yvon Briant de présenter ses excuses (p. 1638) ; **son rappel au règlement** : demande au président de séance de bien vouloir saisir le bureau de l'Assemblée nationale de l'incident (p. 1638) ; **article 1er** : ses amendements n° 258, 335, 371, 381, 399, 428 : reservés en application de l'article 95 alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : correspondance entre l'essor révolutionnaire et l'essor de la presse ; évolution du nombre des quotidiens nationaux d'information politique ; aides à la presse favorisant les entreprises les plus prospères ; article 39 *bis* du code général des impôts n'ayant permis que l'équipement des journaux les plus riches [10 juin 1986] (p. 2059) ; abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944 ; diversité de la presse méritant d'être défendue ; adaptation du régime des aides à la presse écrite devant se fonder sur les critères relatifs au contenu des publications ; nécessité d'un régime préférentiel réservé à la presse d'opinion ; fonds d'aides au pluralisme pour les journaux à faible capacité publicitaire ; tarifs postaux et prix du papier devant être modulés selon des barèmes avantageant les premiers exemplaires (p. 2060) ; regrette que M. Gabriel Domenech ait insinué que la presse communiste ne vivait que grâce à des ressources occultes (p. 2061) ; ressources de *L'Echo du Centre* ; recettes de la presse communiste provenant de la publicité représentant moins du tiers de la moyenne générale de la presse française (p. 2062).

Discussion des articles : **article 19** : opposition du groupe communiste à l'abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944 ; intentions de l'Assemblée consultative en 1944 [18 juin 1986] (p. 2342) ; **amendements précédemment réservés** : adaptation des aides à la presse ; élargissement à la presse régionale ; rapport du doyen Vedel ; substitution d'un fonds d'aides à la modernisation de la presse écrite au régime fiscal de l'article 39 *bis* du C.G.I. (p. 2355-2356).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession de logement sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 56** : *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :* possibilité pour les communes de donner leur accord pour l'accession à la propriété des logements H.L.M. ; opinion favorable des communistes sur l'accession à la propriété [23 juillet 1986] (p. 3739) ; *article L. 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation :* absence de permis de démolir pour les locaux acquis par les organismes d'H.L.M. par délégation d'un droit de préemption en vue d'opérations d'aménagement (p. 3751) ; accord préalable de la commune pour la démolition d'un bâtiment H.L.M. (p. 3752) ; **article 64** : privatisation des organismes d'H.L.M. (p. 3786).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion générale : crise de l'agriculture ; situation de la filière bovine ; trésorerie des agriculteurs ; retard de paiement des cotisations à la mutualité sociale

agricole ; insuffisance des Offices [7 octobre 1986] (p. 4389) ; faveurs données à l'interprofession depuis 1975 ; règles du G.A.T.T. ; transferts des gains de productivité de l'agriculture au grand négoce ; compétence de l'office sur toute la filière ; nécessité d'une convergence d'intérêts suffisante pour aboutir à la création d'une interprofession (p. 4390, 4391).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 46 (finalité des décisions de politique agricole prises dans le cadre des accords internationaux, notamment de la Communauté économique européenne) (p. 4411) ; rejeté (p. 4412) ; **article 1er** : son amendement n° 7 (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « des produits agricoles », les mots : « ainsi que des salariés de ces différentes activités économiques et de la consommation ») (p. 4415) ; rejeté au scrutin public (p. 4416) ; nécessité de rendre publics les avis et recommandations du Conseil supérieur d'orientation (p. 4417) ; son amendement n° 11 (mise en œuvre des clauses de sauvegarde des productions dont le prix de marché n'atteint pas le prix fixé) ; non respect des prix agricoles fixés à Bruxelles ; crise que traverse le secteur de la viande ovine ; cas de la fraise ; échelle de fixation des cours internationaux (p. 4419) ; rejeté au scrutin public (p. 4420) ; **avant l'article 2** : son amendement n° 14 (suppression de la taxe de co-responsabilité sur le lait et les céréales et refus du principe des quotas) ; nécessité de donner un coup d'arrêt à la dégradation de la situation économique de l'agriculture ; rejeté (p. 4424) ; limitation de la puissance des centrales d'achats (p. 4425) ; **article 2** : préoccupation des salariés de l'O.N.I.C. et de nombreux producteurs de céréales [8 octobre 1986] (p. 4469) ; suppressions d'emplois (p. 4470) ; nécessité que le Gouvernement présente un texte écrit du sous-amendement n° 99 à l'amendement n° 58 de la commission (p. 4470) ; *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* puissance bureaucratique des instances communautaires ; multiplication des décisions prises à la majorité (p. 4471) ; disparités entre les revenus des exploitants agricoles ; attribution sélective des aides publiques ; prise en compte des revenus agricoles par les offices (p. 4472) ; son amendement n° 23 (complétant le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 3 de la loi du 6 octobre 1982 par les mots : « notamment en établissant des calendriers d'importation des produits sensibles ») : rejeté ; possibilité pour les offices de disposer des informations nécessaires à une bonne gestion des marchés (p. 4473) ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* son amendement n° 20 (composition du conseil de direction des offices) (p. 4476) ; importance de la prééminence des représentants de la base de la filière ; allégement de la tutelle administrative ; nécessaire articulation entre professionnels et administrations ; rejeté (p. 4477).

Explications de vote : précise qu'aucun des amendements de l'opposition n'a été retenu ; affaiblissement de la capacité de résistance des agriculteurs à l'égard de tous les partenaires, Etat, Communauté européenne et aval de la production ; soumission de l'agriculture française aux décisions internationales ; vote négatif du groupe communiste (p. 4481, 4482).

Commission mixte paritaire, discussion générale : oppose la question préalable ; recul des revenus agricoles et des éleveurs [17 décembre 1986] (p. 7761) ; absence d'utilisation du droit de veto lors des dernières négociations communautaires portant notamment sur le lait ; menace pesant sur l'élevage ; hypothèse d'une reconduction de l'accord C.E.E.-Etats-Unis sur l'importation de maïs américain en Espagne ; politique européenne ; problème des stocks ; mesure de compensation de l'accord signé ne couvrant pas le prélèvement supplémentaire pour financer le fonds national de calamités (p. 7762) ; développement de la malnutrition ; nécessité d'une réorientation de la politique agricole ; secteur laitier ; effets pervers de l'alignement sur les Etats-Unis et de l'intégration européenne ; rejetée au scrutin public (p. 7763).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **article 12** : son amendement n° 271 (supprimant le troisième alinéa du paragraphe IV de cet article) : rejeté [17 octobre 1986] (p. 4940) ; **article 13** : son amendement n° 273 (substituant dans le dernier alinéa du paragraphe II au mot « marginal » le mot « moyen ») (p. 4942) ; rejeté (p. 4943) ; **article 21** : son amendement n° 275 (tendant, après les mots « par an » à supprimer la fin du deuxième alinéa de cet article) ; son amendement n° 274 (tendant à rédiger ainsi l'avant dernier alinéa de cet article : « à dater du 1er janvier 1992, cette réduction ... ») (p. 4992) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4993).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : conséquences du vieillissement des agriculteurs [30 octobre 1986] (p. 5520) ; augmentation des besoins de soin et d'assistance ; faiblesse des retraites agricoles ; régime de la retraite à la carte ne pouvant convenir à l'immense majorité des agriculteurs ; allongement des retards de paiement des cotisations et risque de sortie de certains agriculteurs des régimes de protection sociale ; maintien des principes de base du régime agricole ; possibilité de création d'un fonds de garantie pour les exploitants exclus de la protection sociale ; mise au point d'une nouvelle assiette de cotisation ; évolution du rapport actifs-inactifs ; transferts de la valeur ajoutée de l'agriculture vers les autres secteurs et notamment la grande distribution ; régime des aides publiques ; dépenses vieillesse et maladie ; allégement de certaines taxes parafiscales professionnelles (p. 5521, 5522) ; *questions :* **son rappel au règlement** : évolution des événements s'étant déroulés dans le Limousin ; absence de prise de contact du ministre avec les manifestants ; envoi des forces de police contre les éleveurs en lutte (p. 5558) ; colère des éleveurs victimes de la sécheresse pour la deuxième année consécutive ; dégradation du marché de la viande bovine (p. 5559) ; déficit extérieur en viande ovine ; nécessité d'attribuer une indemnité de 500 francs par U.G.B. (p. 5560).

Examen des crédits : **B.A.P.S.A. : après l'article 73** : information du Parlement sur la situation des exploitants ne pouvant plus payer leurs cotisations sociales (p. 5588).

Son rappel au règlement : barrage de la ligne S.N.C.F. Paris-Toulouse par les éleveurs limousins ; problème du contrôle des importations abusives de viande étrangère ; demande une suspension de séance pour permettre éventuellement au ministre de l'agriculture de prendre contact avec les manifestants [30 octobre 1986] (p. 5535).

RIMBAULT (Jacques)

Député du Cher
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à améliorer les **garanties légales de réembauche** pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur **service national (n° 27)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à créer des **fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance (n° 382)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Diminution de l'intérêt des livrets de caisse d'épargne : rémunération de l'épargne populaire ; financement des déficits publics par emprunts en maintenant des taux élevés ; liens entre le blocage des salaires et la diminution du taux d'épargne des foyers modestes ; financement des collectivités locales [14 mai 1986] (p. 895).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 25 (impossibilité d'embaucher un jeune avec un contrat de travail dérogatoire du droit commun) ; rejeté [2 juin 1986] (p. 1571) ; **article 1er** : ses amendements n° 259, 300, 336, 357, 427, 432 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* situation des arsenaux et de leurs salariés ; licenciements ; suppression de l'indexation des salaires sur ceux de la métallurgie parisienne ; [12 novembre 1986] (p. 6174) ; transfert d'une partie des commandes et des crédits à l'industrie privée française et étrangère ; menaces sur l'indépendance nationale (p. 6175).

ROATTA (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* augmentation des dépenses d'équipement ; vieillissement des matériels ; effort consenti en faveur de la D.G.S.E. ; coopération internationale et européenne [12 novembre 1986] (p. 6185).

ROBIEN (Gilles de)

Député de la somme
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi visant à abroger les ordonnances n° 45-1483 et n° 45-1484 du 30 juin 1945 et à appliquer en France les règles de l'économie libérale de marché (n° 14) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299) [31 juillet 1986] (p. 3981).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à mettre en concurrence les organismes de sécurité sociale, les entreprises d'assurance et les sociétés mutualistes, pour la **gestion du risque accidents du travail et maladies professionnelles (n° 519)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Avenir de la libéralisation de l'audiovisuel : suppression de la taxe sur les magnétoscopes ; procédure d'évaluation et de vente de la première des chaînes à privatiser ; possibilité de revenir sur les conditions d'attribution des cinquième et sixième chaînes [14 mai 1986] (p. 896) ; séparation de l'Etat et de l'information (p. 897).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : crise du bâtiment et des travaux publics ; excès de dirigisme contenu dans la loi Quilliot ; effets pervers de l'institution de l'I.G.F. ; remise en cause de certains cas d'exonération foncière en 1984 ; situation actuelle du parc locatif ne permettant pas un retour immédiat à la liberté des loyers ; nécessité que les nouveaux logements, construits après la promulgation de la loi, soient régis exclusivement par les dispositions libérales du code civil ; extinction progressive de la loi de 1948 ; retour au libre jeu du marché étant subordonné à l'existence d'un équilibre entre l'offre et la demande ; caractère dissuasif du coût des financements [17 juillet 1986] (p. 3441) ; nécessité d'établir de nouveaux rapports plus contractuels entre propriétaires et locataires (p. 3442).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis ; accord I.T.T.-C.G.E. [4 août 1986] (p. 3998) ; déréglementation des télécommunications dans les pays développés ; D.G.T. ; libéralisation de l'accès aux services de télécommunications ; plan câble (p. 3999) ; respect de certains engagements de la plate-forme R.P.R.-U.D.F. en matière de télécommunication (p. 4000).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 248 (premier enfant à charge des contribuables célibataires, divorcés ou soumis à l'imposition distincte prévue au 4° de l'article 6 du code général des impôts ouvrant droit à une demi-part de quotient familial) ; avantages donnés au concubinage au détriment du mariage ; nécessité d'instaurer une réelle solidarité en faveur des personnes seules avec un enfant et ne disposant que de faibles ressources [15 octobre 1986] (p. 4803) ; retiré ; **article 16** : son amendement n° 247 (droits de mutation afférent aux cessions d'entreprise ou de la majorité des droits sociaux d'une société étant réduits de 25 % si le cédant est âgé de plus de soixante ans et de 15 % lorsque le donateur est âgé de plus de soixante-cinq ans) [17 octobre 1986] (p. 4975) ; rejeté (p. 4977).

Deuxième partie : **articles additionnels et articles non rattachés : article 63** : son amendement n° 30 (tendant à insérer dans le premier alinéa de cet article après le mot « exonérer » les mots, « totalement ou partiellement ») : non soutenu [14 novembre 1986] (p. 6409).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : suppression des excédents de la C.N.A.F. pour compenser les déficits de la C.N.A.M. et de la C.N.A.V. ; importance du troisième enfant ; allocation parentale d'éducation favorisant l'arrêt de travail de la mère de famille à revenus modestes ; retraite des mères de famille ; allocation de garde à domicile ; remboursement de l'I.V.G. [19 novembre 1986] (p. 6519) ;

prise en compte du surcoût de l'adolescence ; suppression du plafonnement du quotient familial et suppression des discriminations entre couple marié et couple non marié ; possibilité d'attribuer une demi-part supplémentaire pour les enfants de rang 1 et 2 à partir de seize ans ; politique du logement ; politique de l'éducation à l'égard de la famille (p. 6520).

ROCARD (Michel)

Député des Yvelines
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : étroitesse de la majorité ; règlement des problèmes audiovisuels [15 mai 1986] (p. 915) ; indifférence du Premier ministre à tout ce qui va au-delà des deux ans qui restent jusqu'à l'élection présidentielle ; effets de la double alternance démocratique de 1981 et 1986 qui a fait entrer la France dans un système politique moderne comparable à celui des grands pays développés du monde occidental ; lutte contre l'inflation ; démantèlement du contrôle des prix ; problèmes faisant l'objet d'un consensus politique ; divergences sur les questions économiques, sociales, culturelles et l'interprétation de valeurs essentielles, telles la liberté, la solidarité et la justice ; nécessité de poursuivre l'assainissement économique et financier ; nécessité de moderniser les structures économiques, sociales et politiques pour réduire le chômage ; iniquité de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; amnistie fiscale pour les rentrées de capitaux exportés illégalement ; levée de l'anonymat sur l'or (p. 916) ; étroitesse des marges de manœuvre du Gouvernement en matière économique ; impossibilité d'attendre une reprise durable de la croissance, une réduction du nombre des chômeurs, et l'enracinement de la désinflation d'une autre politique que celle qui était menée avant mars 1986 ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; emploi des jeunes « pactes pour l'emploi » ; création d'une catégorie de salariés à part embauchés à coût réduit ; sacrifice des programmes de formation des jeunes pour payer à la sécurité sociale le manque à gagner des exonérations de charges sociales ; abandon de la politique en faveur des chômeurs de longue durée ; impôt sur le capital ; exemple de la Suisse et de la République fédérale d'Allemagne (p. 917) ; déficit de la sécurité sociale ; stabilité du mode de calcul des principaux indicateurs économiques pendant cinq ans et perspectives de changement récentes pour celui du chômage ; caractère inopportun de la levée du contrôle des prix ; faiblesse de la baisse des taux d'intérêt ; reconstitution des montants compensatoires monétaires négatifs ; aggravation de l'amputation du revenu agricole (p. 918) ; bilan industriel positif des entreprises nationalisées en 1982 ; effort d'investissement permis par les dotations en capital de l'Etat ; incertitude à cause du programme de dénationalisation ; avenir des secteurs de l'espace, de l'informatique et des biotechnologies ; amputation des crédits de la recherche et du développement culturel ; annulation de programmes dans la filière électronique ; privatisation de T.F.1 (p. 919) ; politique étant celle d'un « Gouvernement d'abrogation » (p. 920).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse du Sud.
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [14 octobre 1986] (p. 4727).

Rapporteur du projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte **(n° 479)** [21 novembre 1986] (p. 6717).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 12 : **départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer (n° 395)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de programme (n° 479), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au **développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 491)** [21 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Projet de réforme fiscale proposée par l'Assemblée de Corse : dégradation de la situation économique en Corse ; établissement éventuel d'un régime fiscal particulier pour la Corse [30 avril 1986] (p. 641).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : extension financière du budget du ministère ; caractère préoccupant de la situation économique dans les départements d'outre-mer ; suppression du bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M. ; équilibre des échanges entre les D.O.M. et la métropole [8 novembre 1986] (p. 6066) ; nécessaire dynamisation de l'appareil productif d'outre-mer ; projet de budget devant être resitué dans la perspective du projet de loi de programme pour le développement des D.O.M. ; volonté des pouvoirs publics de parvenir dans un délai de cinq ans à la parité sociale globale ; logement dans les D.O.M. ; situation de Mayotte (p. 6067).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : loi du 30 juillet 1960 ; 3 milliards 600 millions de crédits supplémentaires ; situation des départements d'outre-mer ; chômage ; déséquilibre des balances commerciales ; valeur juridique des annexes au projet de loi ; caractère positif des zones franches ; relance du bâtiment ; défiscalisation prévue par la loi de finances rectificative pour 1986 ; mobilité entre les départements d'outre-mer et la métropole [25 novembre 1986] (p. 6727) ; parité sociale globale ; constitutionnalité de cette notion ; timidité du texte à l'égard de la collectivité territoriale de Mayotte (p. 6728).

Discussion des articles : **article 2 et annexes** *: ses* observations sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Claude-Martinez tendant à supprimer les annexes ; utilité de celles-ci [26 novembre 1986] (p. 6830) ; son amendement n° 4 (inscription de crédits supplémentaires par rapport à ceux figurant en loi de finances initiale pour 1986) : adopté [27 novembre 1986] (p. 6841) ; construction de 10 000 logements sociaux dans les départements d'outre-mer, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte sur cinq ans (p. 6845) ; s'oppose à ce que l'octroi de primes et d'aides à l'investissement productif soit subordonné à l'avis favorable des collectivités locales concernées (p. 6846) ; modulation

des tarifs du fret favorisant les productions locales (p. 6849) ; discussion avec la Communauté européenne sur la question du rhum (p. 6850) ; S.M.I.C. des départements d'outre-mer (p. 6851) ; programme intégré de développement ; priorité à la formation professionnelle sur la formation générale (p. 6852) ; référence à la colonisation dans l'amendement n° 165 de M. Césaire (p. 6853) ; coût des communications téléphoniques entre les D.O.M. et la métropole (p. 6854) ; recours aux ordonnances pour l'adaptation et limitation à Mayotte de la législation métropolitaine (p. 6856) ; **article 5** : exportation constituant la priorité des zones franches ; application du droit du travail (p. 6865) ; caractère réglementaire des dispositions proposées par l'amendement n° 105 de M. Jean Lacombe (p. 6866) ; s'oppose à l'obtention d'une autorisation préalable du Conseil régional pour la commercialisation sur le territoire des D.O.M. de produits issus des zones franches ; produits destinés à l'exportation (p. 6867) ; **article 6** : son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté (p. 6868) ; **après l'article 8** : caractère fiscal de l'amendement n° 176 de M. François Porteu de la Morandière permettant aux sociétés « holding » de bénéficier des exonérations fiscales instituées par l'article 238 *bis* HA du code général des impôts et permettant l'installation de ces sociétés dans les zones franches (p. 6869) ; **article 9** : ses observations sur l'amendement n° 177 de M. François Porteu de la Morandière réservant le bénéfice de l'exonération des cotisations sociales pour l'embauche des jeunes aux nationaux et aux ressortissants de la Communauté économique européenne (p. 6880) ; **article 13** : son amendement n° 6 (de cohérence) ; complément familial ; adopté (p. 6897) ; **après l'article 17** : création d'une grande région dans l'océan Indien (p. 6902) ; ses observations sur l'amendement n° 178 de M. Jean-Claude Martinez tendant à supprimer l'impôt sur le revenu en Guadeloupe (p. 6903).

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (prestations sociales agricoles) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987 (n° 363)** annexe n° 44 : **prestations sociales agricoles (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Discussion des articles : **article 3** : taxe professionnelle [16 octobre 1986] (p. 4830) ; modicité de l'effort consenti par le Gouvernement pour son allégement (p. 4831).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* caractère insuffisant des crédits du ministère ; bilan de la précédente législature en faveur des commerçants et artisans [21 octobre 1987] (p. 5090) ; évolution de l'apprentissage ; suppression ou diminution des crédits pour les zones sensibles ; statut social des commerçants et artisans (p. 5091).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : intérêt des subventions aux associations ; **article 70** : institution d'un plafond de droit fixe pour les frais de chambres de métiers prévue à l'article 1601 du code général des impôts ; transfert de charges au détriment des chambres de métiers en matière de formation professionnelle (p. 5102).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : régime de la protection sociale des exploitants agricoles étant le seul soumis au Parlement ; financement du B.A.P.S.A. ; effort contributif des exploitants ; prestations de retraite ; montant des crédits d'assurance maladie ; prestations familiales ; augmentation de l'allocation de remplacement en cas de maternité [30 octobre 1986] (p. 5518) ; modalités de calcul des cotisations ; exonération consentie aux jeunes agriculteurs ; problème des exploitants agricoles dans l'impossibilité de payer leurs cotisations à cause des dérèglements climatiques ; avenir des taxes parafiscales professionnelles ; ouverture des droits à pension d'invalidité pour les co-exploitants ; problème des agriculteurs risquant de sortir du champ de la protection sociale à cause de leur situation ; cas de certains éleveurs ovins (p. 5519).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : sincérité des hypothèses de la loi de finances initiale ; collectif de printemps ; abondement du fonds de garantie des calamités agricoles ; loi sur l'orientation et la modernisation agricole ; régime fiscal des casinos ; ses observations sur les propos de M. Robert-André Vivien sur la T.V.A. applicable aux véhicules de location [11 décembre 1986] (p. 7485).

ROGER MACHART (Jacques)

Député de la Haute-Garonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 55).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Réélu le 28 septembre 1986 [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 octobre 1986] (p. 11967).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du décembre 1986] (p. 15301).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (Premier ministre : Plan) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 35 : **Premier ministre : Plan (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Projet Eurêka : désengagement de l'Etat du projet Eurêka [25 juin 1986] (p. 2449) ; réorientation des entreprises françaises vers les projets de l'I.D.S. (p. 2450) ;

— Charbonnages de France-Chimie : entraves au fonctionnement d'entreprises du secteur public ; cas de C.D.F.-Chimie sans président directeur général depuis un

mois ; difficulté de sa filiale A.Z.F. qui annonce un plan de licenciement ; nécessité de définir une stratégie industrielle ; industrie française des engrais [29 octobre 1986] (p. 5481).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : entreprise devant constituer une communauté de travail ; lois Auroux ayant favorisé l'expression des salariés dans l'entreprise ; réalisme tendant à reconnaître les rapports conflictuels et à en organiser la gestion ; démagogie de laisser croire aux chefs d'entreprise que leurs entreprises peuvent s'abstraire de toute contrainte administrative ; nécessité de créer une écomomie mixte ; amnistie fiscale et douanière ne contribuant pas à encourager les entrepreneurs ; extension de la diminution de l'impôt sur les sociétés aux bénéfices distribués tendant à organiser le désinvestissement industriel [23 avril 1986] (p. 303) ; liberté de fixer les prix sans contraintes revenant à la possibilité pour les chefs d'entreprise de réaliser des profits faciles au détriment des consommateurs ; risque de l'abandon de la négociation de branche en matière d'aménagement du temps de travail ; nécessité de lier « modernisation sociale » et « modernisation économique » (p. 304).

Discussion des articles : **article 1er :** lien entre la lutte contre l'inflation et la création d'emplois ; dangers de la libération des prix des services [24 avril 1986] (p. 342) ; inutilité de la suppression des ordonnances pour libérer les prix (p. 343) ; libération des prix ; niveau des prix et création d'emplois dans les services ; rentes de situation (p. 347) ; caractère trop large de l'habilitation demandée (p. 358) ; nécessité pour le Gouvernement de préciser les textes visés dans la loi d'habilitation ; affirme que le groupe socialiste est contraint pour un certain nombre de textes de demander au Gouvernement s'ils sont relatifs ou non à la concurrence et aux prix (p. 363) ; nécessaire précision d'une loi d'habilitation (p. 364) ; explique la différence d'attitude du groupe socialiste entre les travaux en commission et la discussion en séance publique (p. 365) ; importance de la loi du 24 juillet 1966 ; nécessité de préciser que cette loi ne pourra être modifiée par ordonnance (p. 367) ; principales dispositions de la loi du 1er mars 1984 sur la prévention et le règlement amiable des difficultés des entreprises ; loi étant directement relative aux prix et à la concurrence ; nécessité de l'exclure du champ d'application du projet de loi d'habilitation (p. 374) ; principales dispositions de la loi du 21 décembre 1984 relative à la domiciliation des entreprises ; nécessité d'exclure cette loi du champ d'application du projet de loi ; principales dispositions de la loi du 3 janvier 1985 relatives aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques ; nécessité d'exclure cette loi du champ d'application du projet (p. 375) ; nécessité d'exclure du champ de l'habilitation les deux lois relatives au redressement et à la liquidation des entreprises ; principales dispositions de ces deux textes (p. 376) ; **article 2 :** formation et contenu du contrat de travail à durée déterminée [28 avril 1986] (p. 502) ; caractère écrit du contrat à durée déterminée ; maintien de la durée totale des missions de travail temporaire (p. 504) ; allusion à l'origine professionnelle des députés et opposition entre ceux qui viennent de la fonction publique et ceux qui sont chef d'entreprise (p. 505) ; assainissement de la profession des entreprises de travail temporaire ; déclaration à l'autorité administrative et obtention d'une garantie financière (p. 506-507) ; aménagement par les parties contractantes du terme d'une mission de travail temporaire (p. 509) ; alignement du statut des salariés à temps partiel sur celui des salariés à temps plein ; exercice de la citoyenneté dans l'entreprise et droit pour les salariés à temps partiel d'être candidats aux diverses fonctions de représentation du personnel (p. 510) ; capacité des entreprises qui ont recours au travail temporaire à créer des emplois ; cas de contrats de travail à durée déterminée de vingt-quatre mois ; autorisation préalable du directeur départemental du travail avant la signature d'un tel contrat (p. 514) ; rupture des contrats de travail à durée déterminée (p. 515) ; nécessité de limiter les possibilités de recours aux missions de travail temporaire (p. 516) ; discussion parlementaire permettant au Gouvernement d'approfondir le projet de loi d'habilitation [29 avril 1986] (p. 547) ; limitation de la période pendant laquelle pourront être faites des dérogations fiscales et de cotisations sociales pour les entreprises s'implantant dans les zones sinistrées ; limitation des exonérations aux seuls impôts d'Etat ; maintien du système de primes en vigueur ; modalités des exonérations fiscales ou de charges fiscales ; système des pôles de conversion (p. 548) ; modification des règles de l'assiette des impôts d'Etat n'étant possible que pour une période limitée ; zones de création d'emplois où les entreprises pourront bénéficier d'avantages particuliers n'ayant rien à voir avec la politique d'aménagement du territoire ; modalités d'octroi des exonérations (p. 562) ; **article 3 :** entreprise constituant une collectivité de travail associant au chef d'entreprise des travailleurs salariés ; entreprise constituant un lieu conflictuel ; rôle du législateur consistant à organiser l'expression collective des rapports sociaux ; Gouvernement se contentant de renforcer la force contractuelle de la partie patronale ; impôt sur les grandes fortunes ; amnistie fiscale et douanière ; impôt sur les sociétés (p. 572) ; **article 4 :** nécessité d'exclure la Banque industrielle et mobilière privée du champ d'application de cet article [6 mai 1986] (p. 758) ; inexistence des réponses du Gouvernement ; situation du groupe du Crédit industriel et commercial (p. 764) ; nécessité d'exclure la Banque régionale de l'Ain du champ d'application de cet article (p. 765) ; nationalisation du C.I.C. ayant permis d'introduire plus de cohérence dans le groupe ; nécessité d'exclure la banque régionale de l'Ouest et la banque Scalbert-Dupont du champ d'application de cet article (p. 766) ; nécessité d'exclure le Crédit industriel de Normandie du champ d'application de cet article (p. 773) ; Société bordelaise de crédit industriel et commercial ; banque régionale du groupe C.I.C. (p. 793) ; compagnie financière du Crédit industriel et commercial ; intention du Gouvernement de vendre « par appartements », c'est-à-dire par région, chacun des établissements bancaires régionaux (p. 801) ; **article 5 : son rappel au règlement :** regrette que lors du scrutin public sur le sous-amendement n° 607 de M. Yvon Briant un certain nombre de clefs du nombre socialiste aient été tournées contrairement aux intentions de vote exprimées par le groupe [13 mai 1986] (p. 861) ; souhaite que les conditions financières du transfert du secteur public au secteur privé soient aussi transparentes que possible ; loi du 1er mars 1984 sur la prévention des difficultés dans les entreprises et les règlements amiables (p. 863) ; nécessité d'appliquer cette loi aux entreprises publiques devant être transférées au secteur privé ; nécessaire transmission du rapport des commissaires aux comptes au Parlement et à la Cour des comptes (p. 864) ; évaluation des sociétés nationalisées en 1982 ; évaluation de l'actif net des établissements financiers ayant créé des réseaux internationaux (p. 884).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** existence d'un effet de seuil pour le dixième salarié ; industrie du bâtiment ; possibilité d'organiser une franchise pour les neufs premiers salariés dans toutes les entreprises et de créer l'augmentation correspondante des taxes pour les entreprises qui paieraient pour le dixième salarié et au-delà ; suppression de tout seuil [26 mai 1986] (p. 1198) ; freinage de l'industrie du bâtiment et de la formation professionnelle (p. 1199) ; taux de T.V.A. sur les hôtels de luxe (p. 1210) ; **article 4 :** lutte contre le chômage ; prélèvement sur les jeunes chômeurs qui consentent l'effort de passer des concours administratifs ; taxe sur les concours administratifs (p. 1211) ; égalité d'accès aux concours administratifs ; introduction d'un système censitaire [27 mai 1986] (p. 1225) ; existence de moyens pour contrôler l'accès à l'inscription aux concours administratifs (p. 1226) ; **après l'article 6 :** complications supplémentaires introduites par l'amendement n° 68 de Mme Louise Moreau ; gage prévu ; nécessité d'une neutralité de la fiscalité à l'égard de la situation familiale des contribuables ; situation des célibataires ; nécessité d'encourager l'épargne industrielle ; (p. 1240) ; revenus visés par l'amendement n° 40 de la commission (p. 1241) ; limitation aux tranches inférieures à la 10e du bénéfice des abattements fiscaux (p. 1242) ; augmentation de certaines taxes entre 1981 et 1982 étant destinée à financer des mesures sociales (p. 1243) ; Gouvernement favorisant les vieillards au détriment des jeunes (p. 1244) ; amnistie proposée portant sur des fautes à commettre ; ministère de l'économie et des finances devenant

une « blanchisserie de capitaux frauduleux » (p. 1259) ; abondement du collectif paraissant inutile et mal adapté ; financement de la sidérurgie ; redressement de Renault ; situation de la construction navale (p. 1270) ; conséquences graves des annulations de crédits sur l'industrie ; avenir de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; annulation des crédits du fonds de garantie du fonds industriel de modernisation ; filière électronique ; lettre de cadrage pour le budget de 1987 (p. 1271) ; **article 7 et état A** : baisse de la T.V.A. sur les appareils automatiques (p. 1285).

Seconde délibération de la première partie : **article 4** : exonération du droit de timbre sur les concours administratifs pour les jeunes inscrits à l'A.N.P.E. ou dont les deux parents le sont (p. 1286) ; augmentation du droit d'inscription à l'examen du permis de conduire ; suppression de crédits pour la formation professionnelle des jeunes (p. 1287) ; **article 8 et état B précédemment réservés** : rapport « coût-efficacité » du plan pour l'emploi des jeunes ; suppression de crédits pour la formation professionnelle des jeunes ; annulation de stages de formation ; absence de discrimination en fonction du niveau de base du candidat pour les différents stages (p. 1301) ; **article 8 et état B précédemment réservés** : résultats attendus du plan d'emploi des jeunes [28 mai 1986] (p. 1341) ; **article 9 et état C précédemment réservés** : réduction des crédits de politique industrielle ; usine de la Cellulose du Rhône et d'Aquitaine à Saint-Gaudens (p. 1351-1352) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement** : demande une suspension de séance de six heures après consultation de l'Assemblée ; obligation du président de séance de faire procéder au vote ; nécessité d'un vote par assis et levé ; rejetée au scrutin public (p. 1403).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2** : son rappel au règlement : s'interroge sur le sens de la demande du Gouvernement pour la réserve des amendements relatifs aux incitations fiscales pour les dons aux associations caritatives ; initiative des restaurants du cœur de Coluche ; amendement sur cette incitation fiscale déposée par le groupe socialiste, surenchère de certains représentants du groupe U.D.F. ; nécessité d'éviter une solidarité « censitaire » réservé aux titulaires de gros revenus [16 octobre 1986] (p. 4827) ; **article 5** : abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis dans l'entreprise ; nécessité d'une relance de l'investissement [16 octobre 1986] (p. 4880-4881) ; **article 6** : incitation aux implantations d'entreprises françaises à l'étranger (p. 4906) ; **article 14** : incitation fiscale profitant à des familles très aisées ; efficacité des incitations aux travaux de réhabilitation des logements existants ; insuffisance de l'effort en faveur du logement social ; cas des ménages ayant accédé à la propriété dans des années de forte inflation et ayant emprunté à des taux nominaux élevés ; nécessité de prévoir la renégociation des emprunts à des taux compatibles avec le niveau actuel d'inflation [17 octobre 1986] (p. 4947) ; **avant l'article 16** : nécessité d'aborder le problème de la succession d'entreprise ; **article 16** : valeur des incitations fiscales à la transmission du patrimoine ; distinction entre le patrimoine outil de travail et le patrimoine non productif (p. 4973) ; nécessité d'organiser la prévision de la transmission d'entreprise (p. 4974) ; organisation de la transmission d'entreprise ; transmission d'entreprise à titre onéreux (p. 4976) ; nouveau statut de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée permettant au chef d'entreprise qui le désire d'affecter ses biens professionnels à l'E.U.R.L. et de les distinguer ainsi de ses biens privés (p. 4977) ; **après l'article 2** : amendement n° 156 de M. Christian Pierret reprenant une proposition de loi du groupe socialiste ; suppression dans le budget de 100 millions prévus pour la lutte contre la grande pauvreté (p. 4986) ; rappelle une proposition de M. Alain Juppé tendant à instituer une réduction non du revenu imposable mais de l'impôt (p. 4987) ; caractère insuffisant de la réduction d'impôt ; nécessité d'une incitation plus immédiate pour que les associations caritatives puissent bénéficier de ces dons dès l'hiver (p. 4988).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : diminution des dotations des services du commissariat général au Plan ; suppression du Centre mondial informatique ; réduction des dotations à la délégation d'économie sociale ; non réévaluation des subventions pour certains organismes indépendants d'études économiques ; moyens accordés à l'I.R.E.S. [22 octobre 1986] (p. 5156) ; utilité du Plan ; existence d'une prévision économique à moyen terme chez les principaux partenaires économiques de la France ; respect des contrats de Plan et mise en œuvre du 9e Plan (p. 5157).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* crédits affectés à la construction aéronautique ; crédits de paiement pour l'Airbus A 320 ; financement des études pour les Airbus A 330 et A 340 [28 octobre 1986] (p. 5442) ; crédits consacrés à l'appareil A.T.R. 42 (p. 5443).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : diminution des aides de l'Etat à l'exploitation du transport aérien commercial ; ouverture de la ligne des Antilles-Guyane aux compagnies privées ; inconvénients de la déréglementation 29 octobre 1986 (p. 5463) ; généralisation des contraintes de service public ; possibilité pour l'Etat de fixer un prix maximum pour les tarifs d'Air France ; réseau Air France des Antilles (p. 5464) ; **Etat C, titre V** : son amendement n° 111 (réduction des crédits) ; aide aux entreprises en matière de recherche ; nouveaux programmes aéronautiques ; désengagement de l'Etat au détriment de la recherche et du développement (p. 5466) ; retiré (p. 5467) ; **titre VI** : son amendement n° 112 : retiré (p. 5468) ; **articles additionnels et articles non rattachés : avant l'article 60** : complémentarité entre le système fiscal d'aide à la création d'entreprise proposé par le Gouvernement et l'ancien système de déduction fiscale pour les entreprises nouvellement créées [14 novembre 1986] (p. 6374) ; abattement sur les transactions de parts d'action des sociétés aux salariés (p. 6398-6399) ; **article 60** : cumul entre le système proposé par cet article et l'ensemble des dispositifs mis en place pour la création d'entreprise (p. 6400).

Commission mixte paritaire, discussion générale : amputation des chapitres porteurs de subventions aux associations ; régime fiscal des dons des personnes privées et aux associations et amendement « Coluche » ; dégagement d'une majorité parlementaire en faveur de l'amendement souhaité par les associations humanitaires et les restaurants du cœur ; aide à l'initiative privée pour la création d'entreprises ; suppression de l'exonération d'impôt sur les sociétés pendant cinq ans pour les entreprises nouvellement créées [16 décembre 1986] (p. 7668).

Discussion des articles : **après l'article 23 *bis* A** : création d'une taxe sur les boîtes ou pochettes d'allumettes et sur les briquets à flamme dont le produit est affecté à la lutte contre les incendies de forêt ; projet préparé par M. Haroun Tazieff ; problème de la participation effective demandée aux propriétaires privés (p. 7681) ; demande au président la possibilité de s'exprimer sur les articles additionnels ; création d'une taxe sur les passagers transportés par les entreprises de transport public aérien ; nécessité que le surcoût facturé aux passagers en raison de ce nouveau mécanisme n'engendre pas pour les compagnies aériennes de nouvelles obligations contractuelles (p. 7682) ; **Etat B, titre III** : crédits affectés à la célébration de l'anniversaire de la Révolution française ; crédits du centre national d'enseignement à distance s'adressant aux malades et aux handicapés ; prise en charge de la rémunération des agents des directions départementales de l'équipement actuellement payées par les départements sur crédit autre que le personnel (p. 7683) ; nombre d'agents devant bénéficier du statut des personnels des collectivités locales (p. 7684) ; **Etat B, titre IV** : réduction des crédits du service du Premier ministre et de la jeunesse et des sports ; crédits affectés au conservatoire de la forêt méditerranéenne (p. 7686) ; conditions de délibération du texte de la C.M.P. (p. 7687).

— Son rappel au règlement : modification de l'ordre du jour ; avancement de l'examen des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 1987 ; intervention du président de la commission des finances ; son interrogation sur l'objet des amendements proposés par le Gouvernement sur ce texte [16 décembre 1986] (p. 7624-7625).

— Son rappel au règlement : absence de députés socialistes en séance lors de la présentation de l'ordre du jour par M. Charles Millon, vice-président ; présentation de la proposition de loi sur les casinos avant la fin de la session ; refus de la conférence des présidents d'inscrire à

l'ordre du jour la proposition du président du groupe socialiste sur l'intégration au C.N.R.S. des stagiaires qui y travaillent [16 décembre 1986] (p. 7656) ; condition de discussion des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances ; dépôt d'amendements sur des articles examinés par la commission mixte paritaire et sur des articles adoptés conformes par les deux assemblées (p.7657).

ROLLAND (Hector)

Député de l'Allier
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (ensemble une annexe) (n° 402) [6 novembre 1986] (p. 5972).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (n° 403) [6 novembre 1986] (p. 5972).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 403) autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 portant création d'un **fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (n° 502)** [27 novembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 402) autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la convention de Bruxelles du 29 novembre 1969 sur la **responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** (ensemble une annexe) **(n° 501)** [27 novembre 1986].

Proposition de loi tendant à compléter le code de la famille et de l'aide sociale afin de permettre aux **anciens pupilles de l'Etat, devenus majeurs**, d'obtenir les **renseignements concernant leurs origines familiales (n° 509)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Imposition des gains au loto :** ses observations [23 avril 1986] (p. 254).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement :** nécessité, lors des questions au Gouvernement, de se limiter au sujet posé [18 juin 1986] (p. 2321-2322).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* demande au président de séance d'interrompre les orateurs qui dépassent leur temps de parole [6 novembre 1986] (p. 5910) ; *questions :* loi sur l'avortement ayant « permis à des barbares modernes de sacrifier un million et demi d'enfants à leur politique » (p. 5953) ; nécessité de supprimer la gratuité de la pilule et le remboursement de l'avortement (p. 5955).

— **Son rappel au règlement :** ordre du jour et heure de reprise de la séance compte tenu des débats [4 décembre 1986] (p. 7108).

— **Son rappel au règlement :** son dialogue avec certains manifestants ; propos des étudiants sur la méconnaissance de leurs problèmes par les socialistes ; échec de la tentative de récupération du mouvement de contestation en 1968 [4 décembre 1986] (p. 7119).

— **Son fait personnel :** sa mise en cause par M. Pierre Joxe laissant entendre qu'il ne savait pas lire ; compliments du Président de la République sur ses écrits ; précise qu'il a fait part à M. Alain Devaquet de ses opinions sur son projet de loi ; propos des manifestants s'opposant « non pas au projet de loi, mais à une certaine forme de société » [4 décembre 1986] (p. 7120-7121).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).**

Première lecture, discussion générale : nécessaire suppression de la gratuité de l'avortement ; opportunité d'ouvrir la possibilité de déduire du revenu imposable le montant des gages des employés de maison ; gratuité de l'avortement contribuant à une diminution des naissances [5 décembre 1986] (p. 7175) ; opportunité de la gratuité de la contraception (p. 7176).

ROSSI (André)

Député de l'Aisne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (Intérieur : administration générale et collectivités locales) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 85-1408 du 30 décembre 1985 portant amélioration de la concurrence relatif à l'exercice illégal de la **profession de géomètre-expert (n° 191)** [5 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 29 : **Intérieur :** administration générale et **collectivités locales (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion générale : s'exprime contre la question préalable opposée par M. Mercieca ; changement de Gouvernement conduisant traditionnellement au dépôt d'un collectif budgétaire ; réduction de l'impôt sur les sociétés ; aménagement du régime fiscal de l'épargne ; procédure de cession de l'actif du secteur concurrentiel ; remise en cause des services sociaux et allégement des charges entravant l'emploi ; économies réalisées par rapport à la loi de finances initiale ; mesures d'annulation de crédits décidées en 1982, 1983 et 1984 ayant été prises sous forme d'arrêtés ; appréciation de la Cour des comptes [23 mai 1986] (p. 1116) ; collectif permettant de couvrir des besoins complémentaires incompressibles résultant d'engagements pris par le Gouvernement précédent ; retard dans le chantier T.G.V. Atlantique ; apurement des engagements prix en 1985 à l'égard de la sidérurgie et de la régie Renault ; caractère excessif de la ponction opérée par le secteur public sur l'ensemble du secteur productif ; volonté d'obstruction du groupe communiste (p. 1117).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une pause en matière de décentralisation [11 août 1986] (p. 4191) ; situation financière de la caisse nationale des collectivités

locales ; rôle de la région ; place de la commune dans la décentralisation ; problème des finances locales ; régime de la fonction publique territoriale ; décentralisation en matière d'éducation nationale ; exemple des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne (p. 4192).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Premlère lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : action de l'Etat en faveur des collectivités locales ; augmentation des charges ; part des collectivités locales dans les prélèvements obligatoires ; problème de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; charge de la dette ; accroissement des charges dues au transfert des lycées et collèges [7 novembre 1986] (p. 5979) ; déconcentration ; statut de la fonction publique territoriale ; clarification du rôle de la région ; achèvement du partage du personnel et des biens des services affectés par la décentralisation ; aménagement de la fiscalité locale (p. 5980).

ROSSINOT (André)

Ministre chargé des relations avec le Parlement

NOMINATIONS

Est nommé ministre des relations avec le Parlement (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Michel Delebarre : exposition du programme du Gouvernement dans le cadre de déclaration de politique générale** : plate-forme U.D.F.-R.P.R. ; tentative de l'opposition pour faire l'obstruction en commission ; date des prochains débats [7 mai 1986] (p. 826) ;

— **M. Jean-Pierre Reveau : liberté d'information à la radio et à la télévision** : installation d'une commission nationale de la communication et des libertés garante du pluralisme et de l'honnêteté de l'information ; temps d'antenne dont a disposé le Front national au mois de septembre selon le rapport du service d'observation des programmes ; refus de M. Le Pen de participer à une émission de France-Inter « Face au public » [5 novembre 1986] (p. 5860) ;

— **M. Roland Dumas : rôle du Parquet** : communiqué du Parquet sur des affaires en cours d'instruction admis seulement par la pratique et une circulaire et non par la loi ; risque d'amplifier l'importance du dossier ; véritable affaire constituée par le Carrefour du développement et le détournement de fonds publics [26 novembre 1986] (p. 6784) ;

— **M. Jean Briane : prix de la viande bovine et ovine** : mesures de soutien du marché bovin accordées par la commission européenne ; revalorisation de la prime à la vache allaitante ; aides à la trésorerie des producteurs de viande ovine par le versement d'acomptes successifs sur la prime compensatrice à la brebis ; refonte envisagée du règlement ovin [3 décembre 1986] (p. 7036) ;

— **M. Jacques Godrain : crise bovine** : excédent de viande bovine dans la communauté alourdi par des importations découlant d'accords internationaux ; conséquences de la mise en œuvre des quotas laitiers ; encouragement de la production en Allemagne par le remboursement forfaitaire de T.V.A. ; mesures obtenues par l'actuel Gouvernement ; dévaluation du franc vert appliqué au secteur bovin ; intervention sur certains morceaux [3 décembre 1986] (p. 7044) ; prochaine négociation à Bruxelles (p. 7045) ;

— **M. Jean-Pierre Stirbois : intentions législatives du Gouvernement** : adoption par les deux Assemblées de projets de loi conformes aux principaux engagements électoraux ; bilan de la politique menée depuis le 20 mars ; action du Gouvernement inscrite dans la durée et ne nécessitant pas un recours aux sessions extraordinaires ; ordre du jour de la session de printemps ; respect des engagements pris par le Gouvernement [10 décembre 1986] (p. 7459) ;

— **M. Jean Giard : organisation d'un débat de politique générale avant la fin de la session** : obligation pour le groupe communiste de choisir entre le débat parlementaire et l'action à la tête des manifestants ; organisation d'un grand débat à la session de printemps permettant au Gouvernement de dresser le bilan d'une année de travail [10 décembre 1986] (p. 7461).

INTERVENTIONS

— **Ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Georges Hage, Pierre Joxe et Pierre Mazeaud : impossibilité pour le groupe communiste de déposer une motion de censure ; condition dans lesquelles le débat sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social a été obstrué en commission ; souhait du Gouvernement de voir le Parlement légiférer [25 avril 1986] (p. 404).

— **Communication du Gouvernement** : informe l'Assemblée de la volonté du Gouvernement de poursuivre la discussion du projet de loi de finances rectificative jusqu'à son terme [28 mai 1986] (p. 1338).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).** :

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : demande de vérification du quorum constituant un artifice de procédure ; demande la reprise de la séance à trois heures dix du matin [4 juin 1986] (p. 1727).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion générale : demande qu'il soit procédé à la discussion de la question préalable [24 juin 1986] (p. 2426).

— **Associe** le Gouvernement à l'hommage à la mémoire de M. Paul Borgniet, Secrétaire général honoraire de l'Assemblée et de la présidence, prononcé par M. Jacques Chaban-Delmas ; président de l'Assemblée nationale [1er juillet 1986] (p. 2705).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).**

Première lecture, discussion générale :

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : démonstration par le Front national de sa participation à l'obstruction [9 juillet 1986] (p. 3058).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : loi d'habilitation ayant été votée par l'Assemblée et le Sénat autorisant le Gouvernement à prendre des ordonnances dans le domaine économique et social ; refus du Président de la République de signer cette ordonnance ; Gouvernement devant prendre ses responsabilités [19 décembre 1986] (p. 7857).

— **Modification de l'ordre** du jour prioritaire : demande que vienne en discussion le texte contenant diverses mesures d'ordre social [19 décembre 1986] (p. 7888).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné : Gouvernement étant prêt à débattre sur le fond [19 décembre 1986] (p. 7893) ; demande que le Parlement de la République fasse la loi (p. 7894).

— **Modification** de l'ordre du jour prioritaire [19 décembre 1986] (p. 7959).

ROSTOLAN (Michel de)

Député de l'Essonne
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

DEPOTS

Proposition de loi visant à supprimer toute possibilité de remboursement des frais afférents à une **cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique (n° 455)** [13 novembre 1986].

Proposition de loi tendant à instaurer un **revenu maternel au profit des mères de famille nombreuse (n° 518)** [4 décembre 1986].

Proposition de loi relative à la **cessation volontaire de grossesse (n° 602)** [19 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à définir les **limites de la cessation volontaire de grossesse (n° 603)** [19 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à définir les personnes pouvant pratiquer une **cessation volontaire de grossesse (n° 604)** [19 décembre 1986].

Proposition de loi relative à l'**adoption prénatale (n° 605)** [19 décembre 1986].

Proposition de loi relative à la **dignité de la femme (n° 606)** [19 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : rupture dans la politique de procédure pénale marquée par le projet [3 juillet 1986] (p. 2841) ; sanctions pénales à l'encontre de celui ayant refusé de se prêter aux opérations de vérification d'identité ; situation des étrangers ; nécessaire rétablissement du système des fiches d'hôtel (p. 2842).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** risque de discrimination entre les départements au regard de l'expulsion ; rôle du ministre [15 juillet 1986] (p. 3281).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* situation de la France vis-à-vis de l'U.N.E.S.C.O. ; fermeture de consulats [24 octobre 1986] (p. 5305).

Examen des crédits : Affaires étrangères : **état B, titre III :** son amendement n° 77 (tendant à supprimer les crédits affectés à l'Office universitaire et culturel français pour l'Algérie) : rejeté ; son amendement n° 78 (tendant à réduire les crédits du titre III de l'état B de 10 millions de francs) : retiré ; son amendement n° 84 (tendant à supprimer le Haut conseil de la francophonie) : rejeté (p. 5327) ; **titre IV :** son amendement n° 79 (tendant à réduire de 8 millions de francs les crédits servant à financer les bourses pour les étudiants étrangers) : rejeté (p. 5328) ; son amendement n° 81 (tendant à réduire les crédits de bourses pour les étudiants étrangers) : rejeté ; son amendement n° 83 (tendant à réduire les crédits relatifs aux cotisations de la France aux organismes internationaux relevant des Nations Unies et situés en France) ; problème de la participation de la France à l'U.N.E.S.C.O. ; rejeté ; (p. 5329).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis suppléant : rappelle que c'est la première fois que la commission des affaires étrangères donne un avis sur les questions relatives au transport international ; déréglementation du transport aérien aux Etats-Unis ; nécessité que l'Europe puisse définir le cadre d'un marché des transports aériens homogènes ; son hostilité à l'instauration d'une redevance destinée à financer l'amélioration de la sécurité des passagers aériens ; lutte contre le terrorisme ; s'interroge sur la nécessité qu'il y a à faire financer directement la construction aéronautique par l'Etat [28 octobre 1986] (p. 5388).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* rôle de la famille ; caractère scandaleux du remboursement de l'avortement par la sécurité sociale ; demande l'élaboration d'un véritable statut social de la mère de famille ayant choisi de se consacrer exclusivement à ses enfants ; regrette le maintien de l'incitation financière issue de la gauche socialiste dans le sens du choix de la mort [6 novembre 1986] (p. 5913).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** son amendement n° 169 (réduction des crédits) ; nécessité de supprimer les crédits prévus pour le remboursement de l'avortement non thérapeutique ; nombre officiel des interruptions volontaires de grossesse ; nécessité de dégager un fonds en faveur de la recherche contre la stérilité (p. 5960) ; rejeté au scrutin public (p. 5962).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 14 :** nécessaire suppression du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse [19 novembre 1986] (p. 6587).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; projet ne contenant pas un seul paragraphe relatif aux mesures de solidarité nationale propres à favoriser l'accueil de la vie ; faiblesse de l'effort national en faveur des familles ; s'oppose au remboursement d'avortements de pure convenance ; banalisation du refus de la vie [5 décembre 1986] (p. 7155) ; rappelle le refus du Bureau de l'Assemblée nationale d'accorder son agrément en vue de la constitution d'un groupe d'étude pour favoriser l'accueil de la vie ; constitution d'un groupe d'étude officieux ; demande la suppression du remboursement de l'I.V.G. non médicale ; craint que l'accentuation de la banalisation de l'avortement ne fasse un jour considérer celui-ci comme un simple moyen de contraception ; économie que permettrait de réaliser l'adoption de cette proposition ; non remboursement par la sécurité sociale du « monitoring » ; propos de M. Chirac sur l'éventuelle suppression du remboursement de l'avortement (p. 7156) ; inopportunité que le Gouvernement décide un vote bloqué sur l'ensemble du projet ; compromis de la cohabitation ne devant pas prendre la tournure d'une compromission (p. 7157) ; retirée (p. 7158) ; rappelle les différentes prises de position en faveur de la révision et de l'abrogation de la loi Roudy (p. 7174).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 2 (suppression du remboursement de l'I.V.G. non thérapeutique) ; demande que le remboursement des frais occasionnés par la cessation volontaire de grossesse non thérapeutique soit remplacé par une aide positive des pouvoirs publics permettant l'accueil de l'enfant ; nécessaire maintien du remboursement des avortements médicaux [6 décembre 1986] (p. 7194) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7201) ; son amendement n° 3 (impossibilité pour les organismes ayant pour objet le remboursement des frais de soins de prendre en charge de quelque façon que ce soit les frais occasionnés par une cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique) ; incitations financières à l'avortement ; ses observations sur l'éventualité d'un vote bloqué ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7202) ; **après l'article 15 : son rappel au règlement :** regrette que le Gouvernement ait fait application du vote bloqué pour faire barrage à un amendement reprenant la proposition de loi n° 455 signée par des députés R.P.R., U.D.F. et Front national et visant à supprimer le caractère automatique du remboursement de l'avortement non thérapeutique ; caractère minoritaire de la position actuelle du Gouvernement au regard de sa propre majorité gouvernementale (p. 7284).

ROUDY (Yvette)

Député du Calvados
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Droits de la Femme** : création d'une délégation à la condition féminine ; avenir des institutions liées à l'ancien ministère des droits de la Femme [16 avril 1986] (p. 182).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : ses observations [28 avril 1986] (p. 476).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés** : disparition du ministère des droits de la Femme ; remboursement de l'I.V.G. ; loi Neuwirth : actions menées par Mme Veil et Mme Pelletier [27 mai 1986] (p. 1303) ; conditions des avortements avant la loi de 1975 (p. 1304) ; **article 8 et état B précédemment réservés** : crédits destinés à rembourser l'I.V.G. ; avortements illégaux avant 1975 ; diminution du nombre des I.V.G. grâce à l'information sur la contraception [28 mai 1986] (p. 1345) ; absence d'utilisation de l'avortement comme moyen contraceptif ; risque de discrimination par l'argent entre les femmes en cas de suppression du remboursement ; courbe des naissances (p. 1346).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : sous-qualification et chômage des femmes seules ; écarts de salaires entre les hommes et les femmes ; nécessité d'organiser des plans de formation pour les femmes [6 juin 1986] (p. 1855).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : débat sur l'I.V.G. ; objectif de l'A.P.E. étant d'inciter les femmes à rester au foyer [19 novembre 1986] (p. 6517) ; suppression de certaines allocations ; liste des justifications nécessaires à l'octroi des prestations familiales aux étrangers ; (p. 6518).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : loi du 28 octobre 1982 prévoyant la suppression du secteur privé dans les établissements hospitaliers publics ; Conseil d'Etat ayant donné un avis défavorable au projet du Gouvernement [5 décembre 1986] (p. 7181) ; inconvénients de la réintroduction du secteur privé à l'hôpital (p. 7182).

ROUSSEL (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 50**, posée le 3 juin 1986 : **transports maritimes (emploi et activité)** (p. 1659) ; appelée le 6 juin 1986 : **marine marchande française** : réduction d'activité ; surcapacité de la flotte mondiale ; utilisation par les armateurs français des pavillons de complaisance ; réajustement social du statut de marin ; déséquilibre financier de l'E.N.I.M. (p. 1837, 1838).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 477 (suppression de cet article) ; rétablissement du bail verbal ; rejeté [17 juillet 1986] (p. 3468) ; **article 13** : son amendement n° 77 (tendant, après les mots : « de son conjoint », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « et, à défaut, de ses ascendants, de ses enfants mineurs, jusqu'à leur majorité, ainsi que des personnes gravement handicapées, à condition toutefois que ces personnes vivent avec lui depuis plus d'un an ») : rejeté [18 juillet 1986] (p. 3495) ; son amendement n° 78 (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 13 : « il en sera de même en cas de décès du locataire ») (p. 3496) ; retiré (p. 3497) ; **article 17** : son amendement n° 567 (tendant à supprimer la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article) : rejeté (p. 3521) ; **article 9 (précédemment réservé)** : distinction entre les personnes physiques et les personnes morales pour la durée des baux [21 juillet 1986] (p. 3572) ; conditions de reconduction du bail (p. 3573) ; **article 21** : son amendement n° 513 (visant à insérer, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « proposer au locataire », les mots : « au moins ») [22 juillet 1986] (p. 3616) ; obligation, pour le propriétaire, de faire ses propositions en matière de révision des loyers six mois au moins avant le terme du contrat ; adopté (p. 3617) ; ses observations (p. 3620) ; **article 23** : son amendement n° 80 (de suppression) (p. 3623) ; discrimination entre les villes en fonction de leur population pour l'application des dispositions transitoires (p. 3624) ; caractère excessif des délais de libération de certains loyers ; rejeté (p. 3625) ; baux venant à expiration après la promulgation de la loi et que le propriétaire accepte de reconduire sans augmentation du loyer (p. 3627) ; **article 25** : date à laquelle peut être constatée l'obligation de mettre aux normes un logement vacant antérieurement soumis à la loi de 1948 (p. 3641) ; **article 27** : maintien dans les lieux du concubin notoire en cas de décès du locataire ou d'abandon de domicile (p. 3650) ; possibilité pour le bailleur, lorsqu'il apprend que la situation financière de son locataire a changé, de proposer chaque année un nouveau bail pour les locaux restant soumis à la loi de 1948 ; son amendement n° 83 : devenu sans objet (p. 3653) ; **article 29** : son amendement n° 84 (exclusion des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ayant des revenus supérieurs au plafond du bénéfice des dispositions de cet article) : retiré (p. 3655) ; **après l'article 61** : son amendement n° 478 (délai dans lequel doit se prononcer la juridiction de l'expropriation saisie en cas de préemption) [23 juillet 1986] (p. 3781) ; rejeté (p. 3782).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 104 (suppression du paragraphe I de cet article) ; rejeté [19 novembre 1986] (p. 6563).

ROUX (Jacques)

Député de l'Hérault
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pur encourager le **don bénévole du sang (n° 21)** [23 avril 1986].

Proposition de loi relative à l'**interruption volontaire de grossesse** et tendant à l'abrogation de l'article 317 du code pénal **(n° 46)** [23 avril 1986].

Proposition de loi tendant à **lutter contre la drogue** par des mesures appropriées d'information, de prévention, de soins aux toxicomanes, de réinsertion sociale et une action renforcée pour réprimer les trafics et prendre des initiatives internationales **(n° 387)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des Cotorep** : aggravation des conditions d'attribution des droits des handicapés ; nécessité d'en faire un organisme qui porte une appréciation sur l'état de santé ainsi que sur l'orientation des intéressés ; nécessité de démocratiser leur fonctionnement et de les décentraliser ; commissions cantonales pour l'action sociale [21 mai 1986] (p. 1003) ;

— **Retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur** : renforcement de la sélection par l'argent et par l'élitisme ; concurrence entre les universités ; disparition de la notion du baccalauréat comme premier grade de l'enseignement supérieur ; nécessité de retirer un projet établi sans consultation préalable [26 novembre 1986] (p. 6789).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 55 (visant à instaurer pour le comité d'entreprise un droit de recours qui suspend pendant trois mois la procédure de licenciement) [28 avril 1986] (p. 475) ; rejeté (p. 476) ; son amendement n° 69 (allégement de charges sociales et fiscales dans les départements d'outre-mer) [29 avril 1986] (p. 546) ; rejeté (p. 547).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 24 (ordre public social ; impossibilité pour un salarié de renoncer même de sa propre initiative à un droit ou avantage né de son contrat de travail, de la convention ou de l'accord collectif et des lois et règlements) [2 juin 1986] (p. 1570) ; rejeté (p. 1571) ; **article 1er** : suppression du contrôle administratif de la réalité du motif économique du licenciement ; négociations que les partenaires sociaux doivent engager ; affirme que le patronat n'est pas « suffisamment naïf pour concéder par la voie contractuelle ce qu'il a obtenu par la voie législative » [4 juin 1986] (p. 1710) ; ses amendements n° 260, 301, 317, 337, 429, 431 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1722, 1723) ; **son rappel au règlement** : Gouvernement ayant demandé en application des dispositions de l'article 95, alinéa 5 la réserve d'un nombre important d'amendements du groupe communiste ; amendements « victimes de ce couperet » se rattachant directement au dispositif de l'article 1er du projet de loi (p. 1725).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la recherche scientifique marine et portant modification de la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 192).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 1 (intégration des étangs et lagunes salés du littoral méditerranéen au domaine public maritime) : rejeté [30 juin 1986] (p. 2664).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion des articles : **article 27** : son amendement n° 6 (suppression du troisième alinéa de cet article) : rejeté [7 juillet 1986] (p. 2891) ; **article 41** : son amendement n° 9 (visant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « fixé après concertation avec les organisations syndicales représentatives des travailleurs ») : rejeté (p. 2893) ; **article 46** : son amendement n° 10 (visant à rédiger le début de cet article par les mots : « en vue d'assurer le contrôle de l'emploi, le territoire... (le reste sans changement ») : rejeté ; son amendement n° 11 (établissant le contrôle administratif de l'emploi) (p. 2896) ; rejeté au scrutin public (p. 2897) ; **article 59** : son amendement n° 14 (précisant l'effectif du personnel au-delà duquel le comité d'entreprise est constitué) (p. 2900) ; rejeté (p. 2901) ; **article 74** : son amendement n° 17 (prise en charge du congé de formation relevant de la réglementation territoriale après consultation des organisations syndicales représentatives des salariés) ; prise en charge du congé de formation ; rejeté (p. 2913) ; **article 90** : son amendement n° 19 (tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots « peuvent être », les mots « seront ») ; condition financière des assesseurs des tribunaux du travail ; rejeté (p. 2916).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : défend la question préalable opposée par M. Barthe ; texte proposé s'inscrivant en contradiction avec le principe de la reconnaissance des droits historiques du peuple kanak ; déclaration de Nainville-les-Roches de juillet 1983 ; volonté gouvernementale de maintenir la tutelle coloniale en Nouvelle-Calédonie ; déclaration de M. Messmer en 1972 [8 juillet 1986] (p. 2940) ; suppression de l'office foncier créé en 1978 par M. Dijoud ; transfert de l'essentiel du pouvoir gestionnaire et politique des régions au haut-commissaire ; Gouvernement ayant annoncé l'envoi de 1 500 soldats en renfort en Nouvelle-Calédonie ; droit prioritaire du peuple kanak à l'indépendance ; lettre adressée aux députés par le président de la commission française « Justice et Paix », Monseigneur Fauchet (p. 2941).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 50 (visant à substituer, dans le premier alinéa de cet article, aux mots : « les populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances seront », les mots : « le peuple kanak dépositaire du droit inprescriptible à l'autodétermination et les ethnies visées par le deuxième point de l'accord de Nainville-les-Roches de juillet 1983 sera ») ; populations participant au référendum ; légitimité du peuple kanak (p. 2986) ; rejeté au scrutin public (p. 2988) ; **article 4** : son amendement n° 51 (visant à substituer dans cet article aux mots : « aux personnes et aux », les mots : « à toutes les personnes appartenant à toutes les ethnies et à leurs ») ; absence de discrimination dans l'indemnisation des dommages (p. 2992) : rejeté ; **article 9** : son amendement n° 55 (compétences du tribunal administratif de Nouméa pour les demandes d'indemnisation) : devenu sans objet (p. 2994) ; **article 23** : son amendement n° 56 (de suppression) ; compétences des régions ; avenir des projets des trois

régions dans lesquelles le F.L.N.K.S. est majoritaire ; rejeté (p. 2998) ; **article 25** : son amendement n° 58 (de suppression) ; compétences de la région ; rejeté au scrutin public [9 juillet 1986] (p. 3016) ; **article 26** : ses observations (p. 3017) ; **article 28** : démantèlement de l'Office foncier (p. 3020) ; **article 29** : son amendement n° 61 (de suppression) : rejeté (p. 3022) ; **article 32** : son amendement n° 64 (de suppression) : rejeté (p. 3024) ; **article 33** : son amendement n° 66 (de suppression) : rejeté ; **article 35** : son amendement n° 68 (de suppression) : rejeté (p. 3026) ; **article 37** : son amendement n° 69 (de suppression) ; conditions de travail en Nouvelle-Calédonie ; rejeté ; **article 37 *bis*** : son amendement n° 70 (de suppression) : rejeté (p. 3028) ; **article 39 *bis*** : son amendement n° 72 (de suppression) ; pouvoir de tutelle sur le territoire ; rejeté (p. 3032) ; **article 43 *bis*** : opposition du groupe communiste au principe du transfert de la contribution foncière (p. 3033) ; **article 44** : son amendement n° 74 (de suppression) : rejeté (p. 3034).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : étrangers dont la présence constitue une menace pour l'ordre public ou faisant l'objet d'une interdiction du territoire ou d'un arrêté d'expulsion étant exclus du bénéfice de l'entrée sur le territoire [10 juillet 1986] (p. 3135) ; notion de moyens d'existence des étrangers ; filières de l'immigration clandestine ; avenir du regroupement familial ; article 1er rendant immédiatement exécutoire le refus d'entrée sur le territoire (p. 3136) ; caractère flou de la notion de « menace pour l'ordre public » ; disparition du sursis-exécution de vingt-quatre heures (p. 3143) ; **article 2** : son amendement n° 154 (suppression du paragraphe V de cet article) : rejeté [11 juillet 1986] (p. 3186) ; **article 5** : étrangers en situation irrégulière ne pouvant être directement reconduits à la frontière par l'administration ; reconduite à la frontière devenant automatique et exécutoire dans les vingt-quatre heures ; efficacité réelle du recours pour excès de pouvoir eu égard à l'impossibilité pratique de l'exercer et des délais de jugement [15 juillet 1986] (p. 3255) ; pouvoir judiciaire devant être seul compétent pour prononcer une reconduite à la frontière (p. 3258) ; **article 8** : son amendement n° 160 (de suppression) [16 juillet 1986] (p. 3309) ; rejeté au scrutin public (p. 3310).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 (précédemment réservé)** : réduction de la durée des contrats de location de quatre à trois ans ; réduction à trois mois du délai de préavis dû par le bailleur au locataire [21 juillet 1986] (p. 3578).

— Projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : *article 3 de la loi du 6 octobre 1982 :* maîtrise des flux commerciaux ; nécessité d'établir des calendriers d'importation pour les produits importés [8 octobre 1986] (p. 4473) ; *article 4 de la loi du 6 octobre 1982 :* financement des offices par les interprofessions ; décrets d'application de la loi de 1975 (p. 4476).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* suppression de postes de personnels non enseignants ; transferts de charges non compensés de l'Etat vers les collectivités locales [3 novembre 1986] (p. 5734).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* inadaptation de l'enseignement supérieur aux besoins de l'économie [4 novembre 1986] (p. 5764) ; sélection sociale pour l'accès à l'enseignement supérieur ; création d'emplois d'enseignants et suppression de postes d'A.T.O.S. ; augmentation des crédits d'heures supplémentaires ; crédits de fonctionnement et réduction des crédits d'équipement ; diminution des crédits de recherche universitaire ; régression de l'aide sociale aux étudiants (p. 5765).

Services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sports. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis suppléant : amputation sur le budget de la jeunesse et des sports pour 1987 ; croissance de ressources extra budgétaires ; diminution des crédits d'intervention ; dotation consacrée aux jeux olympiques ; recettes du Fonds national de développement du sport (F.N.D.S.) ; prélèvement sur les gains du loto sportif ; intensification de l'exploitation commerciale du sport de haut niveau ; formation des animateurs ; approche de mesures en faveur du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire ; institution des bourses du défi [4 novembre 1986] (p. 5801).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* diminution de la part réservée aux crédits de la santé dans l'ensemble du budget des affaires sociales ; diminution massive du chapitre des actions et services obligatoires de santé ; diminution des crédits affectés à la lutte contre l'alcoolisme ; diminution des actions de prévention sanitaire et sociale en faveur des toxicomanes ; rôle des observatoires régionaux de la santé ; prévention retrouvant sa portion congrue d'avant 1981 ; abattement subi par les crédits prévus pour la formation des membres des professions médicales et paramédicales [5 novembre 1986] (p. 5882) ; diminution des crédits consacrés aux équipements hospitaliers médicaux ; risque pesant sur la politique en faveur des handicapés ; refus d'une politique susceptible d'ouvrir le droit à la santé pour tous (p. 5883) ; *questions :* refus de signature de la C.G.T. et de la C.G.C. sur l'accord national interprofessionnel du 20 octobre 1986 portant sur les procédures de licenciement économique ; principales orientations du projet de loi [6 novembre 1986] (p. 5945).

— Inscription à l'ordre du jour prioritaire des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution de M. Jacques Godfrain tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne.

Explications de vote : groupe communiste contre l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. ; conséquences pour les agriculteurs et les industriels [12 novembre 1986] (p. 6151) ; abstention du groupe communiste (p. 6152).

— Son rappel au règlement : retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur de l'ordre du jour ; nécessité de retirer le projet [2 décembre 1986] (p. 6999).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** ; son amendement n° 21 (tendant à insérer dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article après les mots « conseil de prud'hommes », les mots « et que le nombre réduit des affaires le justifie ») [9 décembre 1986] (p. 7426) ; rejeté (p. 7427) ; **après l'article 6** : son amendement n° 23 (prévoyant, pour les organisations syndicales représentatives, des émissions télévisées préparant les campagnes électorales prud'homales) (p. 7429) ; rejeté ; **article 10** : son amendement n° 27 (de suppression) (p. 7432) ; rejeté (p. 7433).

ROUX (Jean-Pierre)

Député de Vaucluse
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à relancer la construction immobilière par le retour au régime de la **liberté contractuelle entre bailleurs et locataires** et l'établissement d'incitations fiscales **(n° 217)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à instituer une **garantie de paiement des prestations contractuelles** relevant de l'article 1779-3° du code civil **(n° 272)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à créer des caisses de péréquation permettant la **répartition entre les communes des charges de fonctionnement des écoles publiques** accueillant des enfants de plusieurs communes **(n° 335)** [1er juillet 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prélèvement sur les réserves de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales :** inquiétude des élus locaux ; projet de refonte du statut de la C.A.E.C.L. pour la moderniser [21 mai 1986] (p. 994).

ROYER (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
Non inscrit

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aménagement du territoire) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Proposition de loi visant à autoriser l'**utilisation de composés oxygénés organiques dans l'essence** afin de réduire les importations de pétrole brut **(n° 126)** [14 mai 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome VII : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aménagement du territoire (n° 400)** [9 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 39**, posée le 27 mai 1986 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centres hospitaliers : Indre-et-Loire)** (p. 1310) ; appelée le 30 mai 1986 : **effectifs du centre hospitalier universitaire de Tours** : insuffisance des effectifs ; nécessité de créer des centres d'hébergement de grands vieillards ; situation des handicapés mentaux adultes ; nécessité de définir une politique contractuelle entre l'Etat, les collectivités locales et les conseils d'administration des hôpitaux (p. 1508, 1509) ;

— **n° 172**, posée le 16 décembre 1986 : **politique économique et sociale (plans)** (p. 7696, 7697) ; appelée le 19 décembre 1986 : **politique de planification** : question de l'élaboration d'un 10e Plan ; facteurs positifs justifiant le maintien de la planification française malgré la décentralisation ; opportunité d'envisager un nouveau programme général de grands travaux (p. 7841) ; position du Gouvernement à ce sujet ; efficacité des contrats Etat-régions ; nécessité d'un débat sur la planification (p. 7842).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : situation des chômeurs de longue durée ; influence des seuils sociaux sur l'emploi ; propose que le premier seuil soit porté de dix à vingt-cinq salariés ; nécessité d'un renforcement de l'apprentissage [23 avril 1986] (p. 292) ; nécessité d'organiser l'alternance entre l'école et les entreprises depuis la sixième ; nécessité de lancer un programme de grands travaux ; nécessaire promotion du reboisement, de la maîtrise du régime hydraulique des fleuves et de la réorganisation de l'ensemble du réseau des transversales entre l'Atlantique et la vallée du Rhône ; nécessité de limiter la réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés à la part du bénéfice réinvesti dans l'entreprise ; opportunité de rétablir le Fonds de développement économique et social ; nécessité de réorganiser l'emploi des fonds de l'U.N.E.D.I.C. (p. 293).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, discussion générale : augmentation du taux des cotisations de la caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales ; incidence sur la fiscalité locale ; sa proposition de lancement d'un emprunt ; fiscalité des bénéfices réinvestis dans l'entreprise ; Fonds de développement économique et social [14 octobre 1986] (p. 4718).

Discussion des articles : **après l'article 14 :** son amendement n° 118 (precisant que les dépenses d'entretien et d'équipement de sécurité dont la liste est fixée par décret ouvrent droit à la réduction d'impôt visée à l'article 199 *sexies* C du code général des impôts) ; entretien du patrimoine immobilier ; amélioration de la sécurité ; lutte contre le travail noir [17 octobre 1986] (p. 4954) ; récupération sous forme de T.V.A. des sommes échappant à l'Etat à cause du travail au noir ; rejeté au scrutin public (p. 4955).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : diminution du budget de l'aménagement du territoire et de la prime d'aménagement du territoire ; valeur de la procédure des contrats entre les régions ; développement progressif des pôles de croissance ; rôle du développement des liaisons ferroviaires et axes routiers ; crédits de l'aménagement du territoire n'étant pas à la mesure des besoins de la France agricole [28 octobre 1986] (p. 5395) ; reconversion des régions touchées par la crise ; nécessaire abondement des crédits du Fonds d'intervention d'aménagement du territoire au profit des friches industrielles et des zones minières ; amélioration des liaisons entre les services chargés de l'aménagement du territoire et les responsables européens ; financement de l'aménagement du territoire (p. 5396).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* nécessité de la formation en alternance pendant l'ensemble de la scolarité ; exemples étrangers [3 novembre 1986] (p. 5728).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* avantages et inconvénients de la globalisation des budgets des vingt-neuf hôpitaux universitaires ; inclusion dans les dépenses des hôpitaux des frais de fonctionnement des secours d'urgence et des services de l'I.V.G., du coût des acquisitions de l'appareillage pour les gros matériels et de la part des forfaits journaliers pris en charge par les caisses de sécurité maladie ; obligation pour les hôpitaux d'accroitre de 2 % leur budget en raison de la surcompensation jouant en faveur des agents des caisses de retraite des collectivités locales ; rigidité dans la fixation des taux directeurs ; nécessité de tenir une comptabilité analytique de chaque service ; nécessaire modulation des taux directeurs [6 novembre 1986] (p. 5922) ; nécessaire contractualisation de la politique de globalisation des budgets (p. 5923).

RUFENACHT (Antoine)

Député de la Seine-Maritime
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (mer) [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 32 : **mer (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale.* Rapporteur : conséquences de la conjoncture économique pour les régions maritimes et littorales ; rebudgétisation des crédits du Fonds spécial de grands travaux ; abandon du projet de l'aide majeure à la navigation d'Ouessant ; dossier du pavillon des Kerguelen [21 octobre 1987] (p. 5061) ; progression des crédits à la mer ; subvention versée à l'E.N.I.M. ; déséquilibre de la balance commerciale des pêches maritimes ; abandon de l'aide majeure à la navigation d'Ouessant ; dossier de la société nationale de sauvetage en mer ; politique portuaire ; redressement financier du port de Marseille ; adaptation de certaines des lignes ferroviaires au gabarit international ; projet de ports rapides à containers du Havre ; cas de la flotte de commerce ; mise en place du pavillon des Kerguelen ; (p. 5062) ; plan marine-marchande ; mise en place d'une aide structurelle aux compagnies maritimes françaises (p. 5063).

S

SAINT-ELLIER (Francis)

Député du Calvados
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de la cité des sciences et de l'industrie [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Rapporteur de la proposition de loi visant à moderniser le régime de la concurrence (n° 80) [29 mai 1986] (p. 1495).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* associations sportives de l'enseignement privé pénalisées par rapport à leurs homologues de l'enseignement public [3 novembre 1986] (p. 5736).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale : questions :* création d'un institut de recherches métaboliques Cyceron à Caen [4 novembre 1986] (p. 5797).

SAINT-PIERRE (Dominique)

Député de l'Ain
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le régime des **sessions (n° 559)** [16 décembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : coopératives réglementées par la loi du 10 septembre 1947 ayant fondé une technique d'organisation économique et sociale ayant connu de grands succès ; coopératives ne pouvant être modifiées sans l'intervention du Parlement [24 avril 1986] (p. 367) ; importance des sociétés coopératives ouvrières de production (p. 370).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : exigence d'un entretien préalable pour les licenciements économiques dans les entreprises de moins de onze salariés et pour les salariés ayant au moins un an d'ancienneté [7 juin 1986] (p. 1933) ; appréciation de la réalité du motif économique (p. 1934) ; son sous-amendement n° 602 à l'amendement n° 5 de la commission (motif de l'entretien ayant été préalablement signifié de manière détaillé dans la convocation à cet entretien) ; absence de traces d'un entretien oral entre les parties ; employeurs pouvant se contenter d'indiquer de façon générale le caractère économique du licenciement sans donner de précision ; vote réservé en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 1969) ; **article 5** : absence d'obligation pour l'employeur de demander à l'inspection du travail l'autorisation de pouvoir réembaucher après un licenciement économique ; risques de substitution d'emploi [7 juin 1986] (p. 1995).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : notion de justice sociale ayant pris le pas sur celle de justice [25 juin 1986] (p. 2487) ; sécurité des personnes et des biens figurant dans la déclaration des droits de l'Homme de 1789 ; Gouvernement s'adressant plus aux phantasmes des Français qu'à leurs inquiétudes quotidiennes ; définition du terrorisme ; inutilité des principales dispositions du projet ; insuffisance des effectifs de la police ; caractère international du terrorisme ; regrette que la France n'ait pas signé la convention de Dublin de 1979 (p. 2488).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : nombre de magistrats ; crédits de la justice ; refonte de la procédure de comparution immédiate rappelant la loi des suspects sous

la terreur [1er juillet 1986] (p. 2749) ; recherche du délinquant (p. 2750).

Discussion des articles : **après l'article 4 :** encombrement des tribunaux en matière pénale ; création de chambres correctionnelles s'occupant de la comparution immédiate ; possibilité d'accroître les effectifs des magistrats [2 juillet 1986] (p. 2779).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 255) et du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime électoral de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 256).

Première lecture, discussion générale commune : règles applicables à l'élection du député et du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon ; dispersion des textes sur le régime électoral de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon [31 juillet 1986] (p. 3975).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : réalisation du marché intérieur mettant fin à certaines activités dans les villes frontalières dont l'économie se nourrit des activités de transit ; conciliation de la solidarité européenne de certains intérêts nationaux spécifiques ; révision du Traité de Rome [20 novembre 1986] (p. 6655) ; pouvoir du Parlement ; constitution d'une Europe fédérée (p. 6656).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe sur le projet de loi relatif au conseil de prud'hommes ; réorganisation des conseils de prud'hommes ; précarisation du contrat de travail [8 décembre 1986] (p. 7316) ; information du juge ; possibilité pour la chambre spécialisée en matière économique de statuer en urgence ; réorganisation des conseils de prud'hommes ; suppression de la section de l'agriculture ; opportunité d'augmenter par décret le nombre des conseillers et les moyens mis à la disposition des secrétériats-greffes (p. 7317) ; estime que le projet de loi n'est « qu'un faux-semblant de réforme » (p. 7318).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** opportunité de laisser plusieurs sections agricoles dans un même ressort de D.G.I. dans certains départements [9 décembre 1986] (p. 7427) ; **article 3 :** inopportunité de connaître des chambres spécialisées dans le licenciement économique (p. 7427).

Explications de vote : réorganisation des sections ; utilisation de la procédure d'urgence pour licenciement économique (p. 7436) ; vote hostile du groupe socialiste (p. 7437).

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Défense nationale. — *Discussion générale :* situation de la société des avions Marcel-Dassault ; apparition de nouveaux concurrents ; avenir du marché des avions militaires ; intérêt de l'avion Rafale [12 novembre 1986] (p. 6193).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* fonctionnement des établissements des monnaies et médailles ; suppression de postes ; développement de la fabrication des monnaies de collection ; diminution du programme de fabrication de monnaies étrangères ; déficit du secteur de médailles ; établissement des monnaies et médailles de Pessac ; nécessité de la présence des monnaies et médailles dans les grandes manifestations commerciales françaises et internationales ; mise en place de la monnaie magnétique [13 novembre 1986] (p. 6269, 6270).

SALLES (Jean-Jack)

Député de la Seine-Saint-Denis
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à élargir aux personnes sur lesquelles le chef d'exploitation ou son conjoint exerce ou a exercé la tutelle, la qualité d'aide familial pour l'**application du livre VII du code rural (n° 229)** [26 juin 1986].

SANMARCO (Philippe)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

SANTINI (André)

Secrétaire d'Etat aux rapatriés

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat aux rapatriés (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Charles de Chambrun ; propositions du Gouvernement pour les « Français musulmans » : situation des « Français musulmans » rapatriés et harkis ; apurement définitive de la dette du sang versé ; aide à l'emploi des jeunes ; service national dans la police ; aide à la création d'entreprises et de commerces ; résorption des cités insalubres ; camps de Bias ; conventions passées avec les collectivités locales pour l'alphabétisation, le soutien scolaire, l'emploi et le logement [28 mai 1986] (p. 1328).

— M. Willy Diméglio : gestion de l'Office national à l'action sociale éducative et culturelle : publication

d'un rapport de l'I.G.A. [25 juin 1986] (p. 2554) ; rôle de certaines personnalités politiques ; sa possibilité de dire « de quoi faire taire les braillards » (p. 2455).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. I. Charges communes. Comptes apéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* inquiétudes de la communauté rapatriée et de la presse sur le « vide » budgétaire pour 1987 ; démarche gouvernementale ; problème des titres d'indemnisations ; fonctionnement des commissions de remise et d'aménagement des prêts créés par la loi du 6 janvier 1982 ; français musulmans rapatriés ; action de M. Courrière ; suppresssion de l'O.N.A.S.E.C. ; plan « objectif 10000 » ; reclassement des employés de l'O.N.A.S.E.C. [7 novembre 1986] (p. 6045) ; crédits liés aux prestations d'accueil et de reclassement et aux prestations sociales ; négociations avec différents pays d'Afrique du Nord ; projet de loi relatif à la réparation des préjudices subis par les fonctionnaires, militaires ou magistrats (p. 6046).

Economie, finances et privatisation. I. — Charges communes. Comptes apéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* mesures prises par le Gouvernement pour les rapatriés ; remboursement des titres ; loi relative à la révision des droits à pension ; retraites du régime général et du régime complémentaire ; crédits affectés à la réinstallation ; caractéristiques des commissions de remise et d'aménagement des prêts ; effort financier en faveur des harkis ; confirmation du mémorial ; ses observations sur les propos de M. Gérard Bapt [13 novembre 1986] (p. 6209).

Répond à la question de :

— *M. Pierre Sergent :* dépôt de la loi d'amnistie sur le bureau du Sénat ; parcellisation du droit à pension ; situation des enfants de harkis ; effort en faveur de l'acquisition de maisons ; hypothèse d'institutions réservées aux enfants de harkis (p. 6210).

SANTROT (Jacques)

Député de la Vienne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

SAPIN (Michel)

Député des Hauts-de-Seine
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) [9 décembre 1986] (p. 7440).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) [9 décembre 1986] (p. 7440).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) [11 décembre 1986] (p. 7575).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris, les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531) [11 décembre 1986] (p. 7575).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution : 1° (n° 525) de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 ; 2° (n° 526) de M. André Lajoinie tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris ; 3° (n° 529) de M. Pierre Joxe tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données, par le ministre de l'intérieur et le préfet de police, aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris ; 4° (n° 531) de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues, tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des **manifestations** qui se sont déroulées à Paris les **5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 566)** [17 décembre 1986].

Proposition de loi tendant à une meilleure **protection des producteurs et consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique (n° 577)** [18 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prisons privées :** désapprobation du Président de la République de ce projet coûteux pour l'Etat, inadmissible car la recherche du profit par les prisons privées serait basée sur l'accroissement de la délinquance et de la violence ; atteinte à la souveraineté de la République [19 novembre 1986] (p. 6542).

orales sans débat :

— **n° 155,** posée le 9 décembre 1986 : **ordre public (maintien : Paris)** (p. 7441) ; appelée le 12 décembre 1986 : **instructions réglementaires concernant l'emploi des lance-grenades :** absence du ministre de l'intérieur ; responsabilité de celui-ci devant l'ensemble des Français ; violence à l'encontre de la jeunesse française (p. 7590) ; demande la confirmation de l'interdiction des tirs tendus de grenade ; création d'une commission d'enquête ou de contrôle (p. 7591).

— **n° 169,** posée le 16 décembre 1986 : **ordre public (attentats)** (p. 7696) ; appelée le 19 décembre 1986 : **déclaration ministérielle à la suite de l'attentat de Provins :** détournement par le Gouvernement de l'objet de la commission d'enquête chargée d'enquêter sur les événements des 4, 5 et 6 décembre ; attentat de Provins ; déclaration du ministre de l'intérieur sur une radio périphérique provoquant la division face au terrorisme (p. 7844).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement :** délégations de vote dans les commissions ; absence de notification de ces délégations au président de la commission préalablement au scrutin [24 avril 1986] (p. 323, 324).

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** notion de service public et de monopole de fait mentionnée à l'alinéa 9 du préambule de la Constitution de 1946 [5 mai 1986] (p. 669).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion générale : défend l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; sentiment d'insécurité n'étant pas le juste reflet de l'insécurité réellement entraînée par le nombre des délits [24 juin 1986] (p. 2418) ; attitude de l'opposition lors de l'abrogation de la loi dite « sécurité et liberté » ; absence de diminution de la délinquance depuis les élections législatives ; limites posées par la Convention européenne des droits de l'Homme (p. 2419) ; nécessité d'agir en préservant la liberté ; impossibilité pour le Gouvernement d'honorer la démagogie de ses promesses électorales ; contrôles d'identité ; attitude du groupe socialiste ; nécessité d'un équilibre entre la prévention, la répression et la réparation (p. 2420) ; mesures prises sous l'ancienne législature en faveur d'une meilleure indemnisation des victimes de crimes et délits ; inefficacité de la « répression spectacle » ; inefficacité de la création d'une peine de sûreté de trente ans ; moyens matériels de la police et de la justice (p. 2421) ; rappelle le vote hostile des députés de l'actuelle majorité au plan de modernisation de la police ; suppression du jury populaire dans la lutte contre le terrorisme ; danger de créer une législation spécifique sur les repentis ; suppression de tout contrôle judiciaire sur les opérations de prises d'empreintes digitales ou de photographies lors des vérifications d'identité ; contrôle des perquisitions ; élargissement, de manière inconsidérée, de la procédure de la comparution immédiate ; peine de sûreté de trente ans ayant pour principale conséquence de porter l'insécurité dans les prisons (p. 2422) ; possibilité de dissolution des associations étrangères installées en France et ayant pour objectif de provoquer des actes de terrorisme offrant de nouvelles possibilités de pression à ce même terrorisme (p. 2423).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 62 (tendant à compléter l'article 657 du code de procédure pénale par la phrase suivante : « l'instance requise se prononce dans un délai de huit jours à compter de sa saisie ») ; nécessaire modification du système de droit commun en vue d'accroître l'efficacité de la justice [26 juin 1986] (p. 2511) ; problème du règlement des juges ; recours à la chambre criminelle de la Cour de cassation n'étant assorti d'aucun délai pour que celle-ci se prononce ; rejeté au scrutin public (p. 2512) ; **article 1er :** extension des procédures prévues pour lutter contre le terrorisme à des actes actuellement incriminés et poursuivis suivant des procédures concernant les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ; demande que son amendement n° 63 soit réservé (p. 2512) ; **article 2 :** gravité de l'amalgame entre le terrorisme et la sûreté de l'Etat ; demande la réserve de l'amendement n° 65 (p. 2513) ; **après l'article 2 :** ses amendements n° 66, 97 et 98 : réservés jusqu'après l'examen de l'article 3 (p. 2514) ; **article 3 :** réserve de l'amendement n° 66 constituant une manœuvre procédurale (p. 2515) ; existence actuelle de procédures permettant de centraliser les poursuites ; pouvoirs nouveaux des juges devant correspondre aux pouvoirs nouveaux donnés à la police ; son opposition à la suppression des jurys populaires (p. 2516) ; *article 700-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 67 (de suppression) ; définition des circonstances permettant d'appliquer les procédures exceptionnelles prévues par le projet ; commission d'un certain nombre d'infractions ; infractions étant commises dans le but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ; terrorisme pouvant être défini comme une association en vue d'obtenir la terreur par des moyens particuliers ; rejeté ; son amendement n° 68 (définition du terrorisme) (p. 2519) ; rejeté ; hâte et précipitation du Gouvernement ; violence à enfants pratiquée habituellement ne pouvant être considérée comme un acte de terrorisme (p. 2523) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* son amendement n° 71 (tendant à supprimer les deux premiers alinéa du texte proposé pour cet article du code de procédure pénale) (p. 2524) ; nécessité de ne pas créer pour le terrorisme une procédure exorbitante du droit commun ; rejeté au scrutin public (p. 2525) ; **article 3 :** *article 700-8 du code de procédure pénale :* son amendement n° 73 (suppression du texte proposé pour l'article 700-8 du C.P.P.) : rejeté (p. 2544) ; compétence du Procureur de la République pour autoriser la prolongation de la garde à vue ; nécessité de permettre la visite quotidienne du gardé à vue par un juge du siège ; son amendement n° 76 : devenu sans objet ; *article 700-9 du code de procédure pénale :* son amendement n° 77 (suppression du texte proposé pour cet article du C.P.P.) (p. 2546) ; rejeté au scrutin public (p. 2547) ; nécessité de faire correspondre à la procédure exceptionnelle de perquisition des pouvoirs de contrôle et de protection exceptionnels ; son amendement n° 79 (précisant que le magistrat prend la décision de perquisition après avoir entendu l'officier de police judiciaire chargé de l'enquête) (p. 2548) ; visite d'une entreprise par la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ; rejeté (p. 2549) ; *article 700-10 du code de procédure pénale :* son opposition à la suppression des jurys populaires dans les affaires de terrorisme ; menaces pouvant empêcher leur bon fonctionnement ; indépendance des magistrats (p. 2551) ; **après l'article 2** (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 66 (définition d'actes terroristes) ; son amendement n° 97 (compétence d'un magistrat du siège pour décider d'une perquisition ou saisie de pièces à conviction sans l'assentiment de la personne chez laquelle elle a lieu) ; son amendement n° 98 (compétence d'un magistrat du siège pour ordonner la prolongation de la garde à vue d'une personne majeure) ; pouvoirs exceptionnels du juge pour garantir les libertés individuelles ; amendements n° 66, 97 et 98 : devenus sans objet (p. 2552) ; **après l'article 3 :** ses observations ; **article 4 :** ses observations (p. 2554) ; son amendement n° 84 (de suppression) ; volonté du Gouvernement de se doter de moyens supplémentaires pour agir contre des mouvements qui ne sont pas terroristes ; exemple du F.L.N.K.S. (p. 2555) ; **article 1er** (précédemment réservé) : son amendement n° 64 (visant à supprimer les mots « et en matière de sûreté de l'Etat » à la fin de l'article 1er) ; infractions contre la sûreté de l'Etat ; rejeté (p. 2557) ; **article 2** (précédemment réservé) : ses observations (p. 2557) ; **article 5 :** description des circonstances permettant de qualifier d'actes de terrorisme un certain nombre de délits ou de crimes ; inconstitutionnalité consistant à appliquer une peine nouvelle à un crime non défini

[27 juin 1986] (p. 2592) ; volonté du groupe socialiste de lutter contre le terrorisme ; absence de définition du terrorisme ; nécessaire appréciation par les juges de l'utilité de prononcer l'interdiction de séjour ; propos tenus par M. Jacques Chirac sur la loi « sécurité et liberté » (p. 2594) ; son amendement n° 86 (définition du terrorisme) : rejeté ; son amendement n° 87 (tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot « sera », les mots « peut être ») ; nécessité de laisser aux juges le soin d'apprécier l'opportunité de punir ou non de la peine d'interdiction de séjour les terroristes condamnés ; rejeté au scrutin public ; anti-civisme des dispositions proposées par le Gouvernement (p. 2599) ; **article 6** : diminution des peines de ceux qui, après que l'infraction a été commise, auront permis l'arrestation ou l'identification des autres coupables ; comparaison avec les législations allemande, italienne et espagnole ; dispositions proposées risquant de condamner à mort le repenti (p. 2600) ; *article 463-1 du code pénal* : renforcement de l'amalgame entre lutte contre le terrorisme et lutte contre les atteintes à la sûreté de l'Etat ; son amendement n° 89 (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code pénal, à substituer aux mots « individuelle ou collective », le mot « organisée ») : retiré ; *article 463-2 du code pénal* : son amendement n° 90 (de suppression) ; diminution de la peine de ceux n'ayant pas empêché l'infraction ; législation italienne de 1982 ayant un caractère temporaire ; valeur morale du repentir n'étant pas compatible avec la récompense résultant de l'application stricte de cet article du code pénal (p. 2605) ; rejeté ; son amendement n° 91 (tendant, dans le texte proposé pour cet article du code pénal, à substituer aux mots « individuelle ou collective », le mot « organisée ») : retiré (p. 2606) ; **article 7** : possibilité actuelle de dissoudre des associations françaises ou étrangères se livrant à des activités terroristes ; rappelle que le Conseil d'Etat a considéré que les dispositions sur la dissolution des associations de terroristes étant sans effet sur l'activité de ces groupes ; création d'un moyen de pression pour les gouvernements étrangers (p. 2607) ; son amendement n° 92 (de suppression) ; inopportunité d'instituer un régime différent pour les associations dirigées par des étrangers ; dispositions en vigueur ayant permis de dissoudre le F.L.N.C. et Action directe (p. 2609) ; rejeté au scrutin public ; demande une suspension de séance (p. 2610).

Explications de vote : nécessité de lutter contre le terrorisme par d'autres moyens que ceux utilisés par le Gouvernement ; vote hostile du groupe socialiste (p. 2619).

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : « dangérosité » d'un détenu auquel a été consenti une remise de peine [30 juin 1986] (p. 2679).

Discussion des articles : **article 1er** : durée des remises de peine (p. 2682, 2683) ; moindre exécution des peines ; manque de place en prison ; nombre de personnes ayant bénéficié des neuf mois théoriques de réduction de peine (p. 2685) ; son amendement n° 29 (visant à rédiger, après les mots : « ne peut excéder », la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du C.P.P. : « trois mois par année d'incarcération ») (p. 2686) ; durée des remises de peine complémentaires ; rejeté au scrutin public (p. 2687) ; **article 2** : libération conditionnelle des condamnés à perpétuité ; récidive des condamnés concernés (p. 2688, 2689) ; **article 3** : son amendement n° 32 (de suppression) : rejeté [1er juillet 1986] (p. 2706) ; **article 4** : regrette la « suspicion illégitime » dont fait preuve le Gouvernement à l'égard des juges de l'application des peines ; judiciarisation du mécanisme de l'application des peines (p. 2708) ; son amendement n° 34 (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 733-1 du code de procédure pénale à insérer après les mots « à la requête du Procureur de la République » les mots « du détenu ou de son conseil ») : rejeté au scrutin public (p. 2710) ; rappelle à M. Albert Mamy qu'il n'a pas le droit de retirer un amendement adopté par la commission (p. 2712) ; loi portant la suspicion sur les décisions des juges d'application des peines ; délai imposé au tribunal correctionnel pour rendre son jugement (p. 2713).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquence (n° 153).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 47 (de suppression) : rejeté [2 juillet 1986] (p. 2769) ; son amendement n° 48 (visant à supprimer les deuxième (1°) et troisième (2°) alinéas du texte proposé pour l'article 266 du code pénal) (p. 2770) ; rejeté ; **article 2** : ses observations ; son amendement n° 49 (de suppression) : rejeté ; **article 3** : son amendement n° 50 (de suppression) : rejeté (p. 2771) ; **article 4** : réclusion criminelle pour les cas de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner (p. 2772) ; **article 5** : élargissement de la procédure de comparution directe ; son amendement n° 52 (conditions de comparution immédiate) (p. 2790) ; utilisation d'un « amendement de repli » ; amélioration du projet ; conditions permettant l'utilisation de la procédure de comparution immédiate (p. 2792) ; modification du texte initial du Gouvernement ; devenu sans objet (p. 2794) ; **après l'article 6** : son amendement n° 53 (procédure de comparution immédiate pour l'auteur d'un délit non flagrant) ; ses observations (p. 2796) ; rejeté (p. 2797) ; **article 7** : mise en place d'une période de sûreté de trente ans ; « imbécillité » d'une période incompressible de trente ans (p. 2798) ; nécessité de maintenir un espoir dans l'esprit du détenu (p. 2799) ; ses observations (p. 2801).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : retire la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe [3 juillet 1986] (p. 2847).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : obligation pour tout citoyen de présenter ses papiers ne devant pas être systématique (p. 2847) ; **article 1er** : contrôles spécifiques pour les personnes de nationalité étrangère (p. 2850) ; **article 2** : pouvoir exceptionnel conféré à la police devant avoir pour contrepartie un contrôle renforcé de la justice ; son amendement n° 18 : devenu sans objet (p. 2854).

Son rappel au règlement : chiffres de la délinquance et de la criminalité ; propos de M. Pasqua à l'émission « L'heure de vérité » déniant au préfet de police le droit de commenter de tels chiffres ; démission de M. Guy Fougier, préfet de police à Paris [3 juillet 1986] (p. 2858).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 18 (visant à fixer la date limite pour l'organisation des référendum au 31 décembre 1987) [8 juillet 1986] (p. 2985) ; rejeté (p. 2986) ; son amendement n° 19 (visant à insérer, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « à l'indépendance », les mots : « en association avec la France ») : rejeté ; son amendement n° 20 (visant à substituer, dans le premier alinéa de cet article, aux mots : « éléments essentiels seront portés », les mots : « dispositions législatives seront portées ») : rejeté (p. 2989) ; **article 2** : son amendement n° 21 (précisant que le Fonds d'aide au développement accorde des garanties et des bonifications d'intérêt à toute les personnes physiques y compris les groupements de droit particulier local) : rejeté ; **article 3** : amendement n° 22 (exclusion du secrétaire général du territoire, d'un membre du congrès de ce même territoire, du comité qui aidera le haut-commissaire à répartir les crédits inscrits au Fonds d'aide au développement) (p. 2991) ; rejeté (p. 2992) ; **article 5** : son amendement n° 24 (non-indemnisation pour les dégâts causés aux bateaux de plaisance et aux avions de tourisme privés) : rejeté (p. 2993) ; **article 10** : son amendement n° 25 (de suppression du deuxième alinéa de cet article) : rejeté (p. 2995) ; **article 23** : son amendement n° 82 (compétences des régions) (p. 2998) ; rejeté (p. 2999) ; **article 23 *bis*** : son amendement n° 26 (visant à substituer, dans le deuxième alinéa de cet article, aux mots : « concourt aux », le mot : « les ») (p. 3000) ; **article 28** : son amendement n° 27 (coexistence d'un statut foncier de droit civil et d'un statut foncier coutumier) [9 juillet 1986] (p. 3020) ; rejeté (p. 3022) ; article 32 *bis* : son amendement n° 29 (visant à substituer, dans le premier alinéa de cet article, aux mots : « du tiers des membres du », les mots : « de deux au moins des quatre représentants des régions au ») (p. 3025) ; rejeté (p. 3026) ; **article 38** :

son amendement n° 33 (visant à supprimer dans cet article les mots : « le premier alinéa de l'article 48 ») : rejeté (p. 3030).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : suppression du délai d'un jour franc dont pouvait bénéficier toute personne qui se voyait opposer le refus d'entrée sur le territoire ; conditions relatives aux moyens d'existence ; problème des réfugiés [10 juillet 1986] (p. 3133) ; suppression du délai d'un jour franc avant l'expulsion (p. 3134) ; motif de la suppression du délai d'un jour franc ; délai permettant à l'étranger d'avertir la personne chez qui il doit se rendre, son consulat ou le conseil de son choix ; inconvénients de la formule du sursis-exécution de vingt-quatre heures demandé par l'autorité consulaire ; législation de 1952 devant continuer à s'appliquer pour les réfugiés (p. 3146) ; signification de la suppression du délai du jour franc ; caractère immédiatement exécutoire de la décision de refus d'entrée (p. 3148) ; **article 3** : possibilité pour l'étranger de revenir sur le territoire français après avoir bénéficié de l'aide au retour en cas d'échec de la réimplantation [11 juillet 1986] (p. 3208) ; droits des étrangers ayant une carte de résident et partis à l'étranger ; existence d'un courant de retour au pays parmi les immigrés ; bénéficiaires de l'aide au retour (p. 3216, 3217) ; prolongation de la période de douze mois durant laquelle un étranger peut résider hors du territoire national sans perdre le bénéfice de sa carte de résident ; utilisation de la notion de « force majeure » (p. 3218) ; **article 4** : transfert du pouvoir judiciaire au pouvoir administratif de la décision de reconduite à la frontière ; Gouvernement se privant d'un moyen déterminant de lutte contre le travail clandestin ; modalités pratiques d'application de la décision de reconduite à la frontière ; droits de la défense [15 juillet 1986] (p. 3245) ; interdiction du territoire constituant une sanction plus grave que celle de reconduite à la frontière ; catégories non expulsables ; article 13 du projet concernant l'étranger ayant fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une mesure de reconduite (p. 3250) ; **article 5** : problème de l'effectivité de la reconduite à la frontière ; appel d'une décision administrative n'étant pas suspensif ; garanties judiciaires ; existence de deux catégories de reconduites à la frontière selon que celle-ci a la conséquence d'une interdiction de séjour ou d'une décision administrative (p. 3253) ; nécessité que tout recours pour excès de pouvoir contre un arrêté de reconduite à la frontière suspende l'exécution de la décision (p. 3278) ; **article 8** : pouvoir et mode de fonctionnement de la commission chargée de donner au Gouvernement un avis sur les expulsions d'étrangers [16 juillet 1986] (p. 3309) ; possibilité de reconduite à la frontière des personnes inexpulsables (p. 3310) ; **article 9** : expulsion des jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans (p. 3323) ; reprend l'amendement n° 17 de M. Michel Hannoun (octroi d'une carte de séjour à l'étranger qui n'est pas expulsable ni reconductible à la frontière) : rejeté (p. 3325).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* bilan de la gauche en matière d'augmentation des moyens de la justice ; nécessité d'une programmation pluriannuelle de l'effort budgétaire ; recours au secteur privé pour la construction de 25 000 places de prison ; coût pour l'Etat aussi élevé que celui des prisons publiques ; choix du « tout répressif » ; augmentation des effectifs ; référence au taux d'incarcérations américain ; toxicomanie [27 octobre 1986] (p. 5365) ; absence d'amélioration du fonctionnement quotidien de la justice ; nécessaire renforcement des juridictions prud'homales (p. 5366).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 26 (tendant à supprimer le paragraphe I de cet article) : adopté [21 novembre 1986] (p. 6711).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 15** : son amendement n° 113 (cahier des charges définissant les conditions de production de l'agriculture biologique homologué par arrêté du ministre de l'agriculture) [6 décembre 1986] (p. 7278) ; rejeté (p. 7279).

— Son rappel au règlement : convocation des commissions ; examen du projet de loi portant réforme du code de la nationalité française après audition de diverses personnalités ; demande au président de la commission de retirer ce projet loi de l'ordre du jour de la commission [8 décembre 1986] (p. 7300).

— Son rappel au règlement : demande au président une modification de l'ordre du jour de l'Assemblée afin que la commission des lois puisse se réunir [8 décembre 1986] (p. 7301).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : organisation des recours contentieux avec l'autorisation administrative de licenciement [8 décembre 1986] (p. 7342) ; transfert du contentieux des tribunaux administratifs sur les conseils de prud'hommes ; insuffisance des moyens pour les greffes et pour le traitement des conseillers prud'hommes ; information du conseil de prud'hommes par le patron ; opportunité d'introduire le caractère non suspensif de l'appel ou de la cassation s'agissant des décisions des prud'hommes ; réintégration du salarié (p. 7343).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 9 (tendant à rédiger après le mot : « éléments » la fin du deuxième alinéa de cet article de la manière suivante : « permettant de justifier le caractère réel et sérieux des motifs invoqués par lui ») : retiré ; son amendement n° 10 (prévoyant que les informations justifiant la situation économique de l'entreprise seront fournies au juge dans un délai de quinze jours à compter de sa saisine) [9 décembre 1986] (p. 7425) ; rejeté ; son amendement n° 11 (tendant à créer au bénéfice du salarié une indemnité au moins égale aux salaires des six derniers mois si l'employeur ne communique pas au juge les éléments qui lui sont demandés) : rejeté (p. 7426) ; **article 2** : son amendement n° 12 (visant à substituer dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article au mot « est », les mots « peut être ») : rejeté (p. 7426) ; **article 3** : son amendement n° 13 (de suppression) (p. 7427) ; rejeté (p. 7428) ; **article 10** : son amendement n° 15 (prévoyant que le juge devra statuer dans un délai de trois mois pour le licenciement économique) (p. 7433) ; rejeté ; son amendement n° 16 (prévoyant une saisine du juge départiteur à l'expiration d'un délai de trois mois) : rejeté ; son amendement n° 17 (prévoyant que les voies de recours contre un jugement prud'homal pour licenciement économique ne sont pas suspensives) (p. 7434) ; rejeté ; son amendement n° 18 (prévoyant une réintégration du salarié en cas de licenciement économique sans cause réelle et sérieuse) : rejeté (p. 7435).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle

sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Discussion générale. Rapporteur : personnes blessées parmi les étudiants et les policiers et mort d'un jeune homme [17 décembre 1986] (p. 7728) ; émotion de l'opinion publique et de la classe politique ; nécessité de recueillir des informations sur l'attitude des forces de l'ordre et les instructions qui leur ont été données ; enquête diligentée par le Gouvernement et sanction administrative prise ; poursuites judiciaires engagées ; opportunité de la création d'une commission d'enquête malgré l'ouverture d'information judiciaire ; précédent des commissions constituées sur les sociétés civiles de placement immobilier ; naufrage de l'Amoco-Cadiz ; service d'action civique (p. 7729) ; objet de cette commission ; déplacement de celui-ci vers la presse et les étudiants (p. 7730).

Discussion de l'article unique : **article unique :** ses observations (p. 7738).

Seconde délibération de la proposition de résolution : précise que le Rapporteur n'est pas prêt à rapporter mais que le président de la commission le fera à sa place s'il estime que celle-ci est prête (p. 7739).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 5 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 17 (rédigeant ainsi cet article : « l'article 706-25 du code de procédure pénale créé par l'article 1er de la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat, est supprimé ») [18 décembre 1986] (p. 7788) ; rejeté (p. 7789) ; **article 2 :** son amendement n° 6 (de suppression) : rejeté (p. 7790) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 7 (prévoyant que peuvent être dispensées des fonctions de jury les personnes qui évoquent un motif prouvé d'ordre professionnel, familial ou médical, reconnu valable par la commission) (p. 7791) ; rejeté ; son amendement n° 8 (prévoyant qu'une liste comprend pour la Cour d'assises de Paris 2 000 jurés et pour les autres ressorts de cours d'assises un juré pour 1 000 habitants sans toutefois que le nombre des jurés puisse être inférieur à 250) (p. 7792) ; rejeté ; son amendement n° 9 (prévoyant qu'une liste comprend un nombre de jurys suppléants égal à celui prévu par l'article 260 du code de procédure pénale) : rejeté ; son amendement n° 10 (remplaçant dans la première phrase du premier alinéa de l'article 266 du code de procédure pénale les mots « trente-cinq » par le mot « cinquante ») : rejeté ; son amendement n° 11 (remplaçant dans les deuxième et troisième alinéas de l'article 266 du code de procédure pénale le mot « dix » par le mot « cinquante ») : rejeté (p. 7793) ; son amendement n° 12 (remplaçant dans le premier alinéa de l'article 267 du code de procédure pénale le mot « dix » par le mot « cinquante ») : rejeté ; son amendement n° 13 (sanctions à l'encontre des jurés défaillants) (p. 7794) ; rejeté ; son amendement n° 14 (prévoyant que le jury de jugement est formé de neuf jurés titulaires et de neuf jurés suppléants) : rejeté ; ses amendements n° 15 et n° 16 : devenus sans objet (p. 7795).

SARRE (Georges)

Député de Paris
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Cesse d'appartenir à cette délégation [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Presse et télévision : déclaration de responsables politiques créant un sentiment d'insécurité parmi les journalistes de la radio-télévision ; privatisation des chaînes du service public [16 avril 1986] (p. 180) ;

orales sans débat :

— n° 137, posée le 25 novembre 1986 : **enseignement secondaire (établissements : Bouches-du-Rhône) (p. 6774)** appelée le 28 novembre 1986 : **lycée militaire d'Aix-en-Provence :** apologie du fascisme relatée par différents journaux ; inexistence de sanction à l'encontre des responsables ; dossier non communiqué aux enseignants concernés ; mesure pour rétablir un climat de liberté ; élargissement du recrutement de Saint-Cyr (p. 6941) ; difficulté du doyen des juges d'instruction d'Aix-en-Provence pour obtenir de l'autorité militaire les pièces nécessaires à l'instruction du dossier (p. 6942) ;

— n° 170, posée le 16 décembre 1986 : **D.O.M.-T.O.M. (Nouvelle-Calédonie)** (p. 7696) ; appelée le 19 décembre 1986 : **politique du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie :** constatation du ministre des départements d'outre-mer sur le blocage de la situation politique en Nouvelle-Calédonie ; remise en cause de l'actuel découpage ; risque de révolte des Mélanésiens ; condamnation de la France par l'O.N.U. (p. 7853) ; ses craintes quant à l'avenir de la paix sociale en Nouvelle-Calédonie (p. 7854).

INTERVENTIONS

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : regroupement des voix des Français de l'étranger en 1978 ; loi électorale pour les élections municipales de Paris-Lyon-Marseille ; justice électorale ; stabilité de l'Exécutif ; élections de mars 1986 ; marge d'autonomie permise par la proportionnelle à chaque partenaire de la majorité ; volonté du Gouvernement de provoquer un affaissement de l'U.D.F. ; existence de la proportionnelle en Allemagne fédérale ; lien entre l'électeur et le député ; possibilité d'éviter que l'énergie des députés ne soit pas absorbée par des fonctions d'élus locaux ; volonté du Gouvernement de 1958 de réduire le rôle des députés ; durée des sessions ; nécessité de rééquilibrer les institutions au profit du Parlement ; choix des candidats aux élections par les partis ; découpage des circonscriptions par le comité Gaudin-Toubon ; découpage des cantons dont la population est supérieure à 40 000 habitants [22 mai 1986] (p. 1044, 1045) ; inexistence des limites de canton à Paris ; souplesses autorisées par la marge de 20 % ; commission de juristes ; risque d'introduire une campagne électorale chez les magistrats lorsqu'il faudra désigner les représentants à la commission ; impossibilité de porter un avis sur l'opportunité du regroupement de certains cantons ; absence de légitimité de l'action du Gouvernement dont la plate-forme n'a recueilli que 42 % des voix ; arme de guerre du R.P.R. contre l'U.D.F. ; recours à l'article 49, alinéa 3 ; coup de force légal ; isolement du R.P.R. ; volonté du Gouvernement de minimiser le risque de dissolution ; affrontement avec le Président de la République (p. 1046) ; indices du chômage ; projets de privatisation ; persistance d'un climat d'insécurité ; vente de TF1 ; volonté d'exclure de la représentation nationale des courants qui existent ; cas de l'extrême-droite (p. 1047).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : inutilité de déroger aux principes généraux du droit français pour lutter contre le terrorisme ; centralisation des poursuites à Paris comportant des sources de conflits de juridiction ; conception fausse et simpliste de la plus grande valeur des juridictions spéciales [25 juin 1986] (p. 2476) ; dispositions sur les repentis étant contraires aux principes de l'égalité devant la loi pénale ; refus de faire de la lutte anti-terroriste un instrument d'alignement politique ou diplomatique ; mise à l'écart des citoyens des jurys d'assises ; indemnisation des victimes du terrorisme ; principales dispositions de la loi du 9 juillet 1983 (p. 2477) ; rôle des élus socialistes (p. 2478).

Discussion des articles : **article 3 :** *article 700-10 du code de procédure pénale :* son amendement n° 80 (suppression du texte proposé pour cet article du C.P.P.) [26 juin 1986] (p. 2549) ; rejeté au scrutin public (p. 2550).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : possibilité pour la ville de Paris d'établir son budget d'investissement en autorisations de programme et crédits de paiement ; retraite des anciens officiers municipaux ; règlement intérieur du Conseil de Paris ; absence de gestion en commun pour les œuvres sociales du personnel de la ville, du département et de l'assistance publique ; modification de la répartition des pouvoirs de police entre le maire et le préfet de police ; police de la salubrité ; police des foires et des marchés ; police de la conservation du domaine de la ville ; privatisation des services publics municipaux ; prix de l'eau [21 novembre 1986] (p. 6708) ; statut particulier de Paris et existence d'une questure du Conseil de Paris ; contrôle des dépenses engagées à ce titre ; représentation des groupes politiques dans les commissions chargées d'établir les projets de dépenses et d'apurer le contrôle et les comptes ; droit d'évocation de la cour des comptes (p. 6709).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 28 (tendant à préciser le droit des conseils d'arrondissement en matière de questions écrites et à l'étendre aux conseillers de Paris) : rejeté (p. 6712) ; **article 9 :** son amendement n° 21 (de précision) : rejeté (p. 6715).

SAVY (Bernard)

Député de la Nièvre
Apparenté R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi relative au libre choix du médecin dans les **régimes spéciaux de sécurité sociale (n° 415)** [22 octobre 1986].

Proposition de loi tendant à favoriser **l'emploi du personnel dans les familles,** en leur accordant les mêmes **avantages fiscaux** qu'aux entreprises **(n° 452)** [13 novembre 1986].

Proposition de loi tendant à favoriser la **création et le développement d'entreprises en Ile-de-France (n° 460)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Remboursement des médicaments par la sécurité sociale : faible part que représentent les médicaments dans les dépenses de l'assurance maladie ; réduction de leur remboursement risquant de déséquilibrer l'industrie pharmaceutique et d'avoir des effets psychologiques néfastes sur les malades [5 novembre 1986] (p. 5855).

orales sans débat :

— n° 17, posée le 13 mai 1986 : **pharmacie (produits pharmaceutiques)** (p. 890) ; appelée le 30 mai 1986 : **libération des prix des produits pharmaceutiques :** taxe sur la publicité ; retrait de la vente des médicaments bon marché devenus déficitaires ; investissements de recherche ; disparition de laboratoires ; prises de contrôle par des sociétés étrangères (p. 1507, 1508) ;

— n° 102, posée le 2 octobre 1986 : **sécurité sociale (équilibre financier)** (p. 4330) ; appelée le 3 octobre 1986 : **sécurité sociale :** croisade pour sauver la sécurité sociale ; implication de l'Etat, de l'institution, des assurés et des professions de santé (p. 4335) ; motivation des parties prenantes (p. 4336).

— n° 141, posée le 2 décembre 1986 : **établissements d'hospitalisation, de soins et de cure (cliniques et établissements privés)** (p. 7028) ; appelée le 5 décembre 1986 : **hospitalisation privée :** évolution du prix de journée favorable au secteur public ; comparaison des remboursements par la sécurité sociale (p. 7129) ; nécessité d'une saine concurrence entre les deux secteurs pour atteindre le meilleur coût de soin ; carte sanitaire faisant obstacle à une politique de liberté ; entrave au secteur privé (p. 7130).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** ses observations [25 avril 1986] (p. 432).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 6 :** rapatriement des avoirs irrégulièrement détenus à l'étranger ; taxe de 10 % étant de nature à freiner le retour de capitaux ; impossibilité de percevoir une taxe et de sauvegarder l'anonymat ; nécessité d'une amnistie interne [27 mai 1986] (p. 1256) ; **article 8 et état B précédemment réservés :** son amendement n° 37 (réduction des crédits de la santé et de la solidarité nationale) ; dépenses afférentes à l'I.V.G. ; aide aux chômeurs et aux petits retraités [28 mai 1986] (p. 1344) ; réservé (article 44 alinéa 3 de la Constitution) (p. 1345) ; rejeté (p. 1347).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** problème des retraites ; développement des familles [25 juillet 1986] (p. 3870) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 45 (inscription du montant brut des rémunérations et du montant détaillé des charges sociales sur le bulletin de paie) (p. 3900) ; mention du montant brut des rémunérations et des sommes déboursées par l'employeur pour le salarié sur le bulletin de paie (p. 3901) ; mise en place de la protection sociale par des gouvernements « de droite » (p. 3905) ; inscription des cotisations versées par l'employeur sur les feuilles de paie des salariés ; rejeté au scrutin public (p. 3906).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* importance excessive réservée au problème féminin dans le budget des affaires sociales [6 novembre 1986] (p. 5941) ; création d'une discrimination entre les hommes et les femmes ; regrette le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; propose d'affecter le budget du remboursement de l'I.V.G. à un fonds de secours pour les femmes enceintes en détresse (p. 5942).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** son amendement n° 151 (suppression des crédits affectés, au remboursement de l'interruption volontaire de grossesse) : retiré (p. 5962).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : régression des familles françaises ; importance du travail ; exemple du Japon ; évolution des mentalités étant entretenue par les médias [18 novembre 1986] (p. 6498) ; allocations créées par le projet ; remise en cause du développement des crèches ; allocation de garde d'enfant à domicile ; retraite des mères ; possibilité d'instaurer une progressivité des recettes en fonction du nombre des enfants ; encouragement à l'embauche de personnel de maison (p. 6499).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : protection sociale des médecins du secteur II ; situation des citoyens exerçant une activité mixte salariée et libérale au regard de la retraite [5 décembre 1986] (p. 7181).

— Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 17 (suppression du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique) [6 décembre 1986] (p. 7194) ; nécessité que chaque femme assume ses propres responsabilités ; création d'un fonds de secours aux femmes enceintes en détresse (p. 7195) ; vote réservé en application de l'article 4, alinéa 3 de la Constitution (p. 7201) ; **article 6** : opportunité d'une participation personnelle aux dépenses d'hospitalisation ; nécessité que les contributions personnelles soient identiques dans l'hospitalisation publique et dans l'hospitalisation privée (p. 7224) ; **après l'article 7** : son amendement n° 25 (abrogation des articles L. 245-1 à L. 245-6 de la sécurité sociale) ; abrogation de la loi du 19 janvier 1983 ayant institué une taxe de 5 % sur les frais de prospection et d'information des praticiens par l'industrie pharmaceutique : retiré (p. 7226) ; son amendement n° 22 (retard injustifié apporté au paiement de l'indemnité journalière ou au paiement en capital des prestations d'assurance maladie ouvrant droit pour les créanciers à une astreinte prononcée par la juridiction compétente) ; responsabilité des caisses de sécurité sociale en cas de retard dans le versement des prestations d'assurance maladie en espèces ; retiré (p. 7228) ; son amendement n° 21 (tendant à la fin du deuxième alinéa de l'article L. 371-11 du code de la sécurité sociale à insérer après les mots « aux établissements hospitaliers » les mots « ou aux établissements de soins privés ») ; situation des malades relevant de l'aide médicale ; s'oppose à ce que certains malades n'aient pas droit à la clinique sous prétexte d'une insuffisance de leurs ressources (p. 7230) ; accepte la rectification suggérée par le Rapporteur ; adopté après rectification (p. 7231) ; **après l'article 11** : opportunité d'éviter la pénalisation des pluriactifs exerçant une ou plusieurs activités relevant de régimes d'assurance vieillesse dans lesquels l'âge normal de départ à la retraite est fixé à soixante-cinq ans (p. 7264) ; **après l'article 12** : son amendement n° 23 (abrogation de l'article 16 de la loi du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social) ; nécessité d'obtenir des médecins qu'ils s'acquittent de leurs cotisations à l'Ordre (p. 7265) ; retiré (p. 7266) ; **après l'article 15** : opportunité de pouvoir déduire du revenu imposable des personnes qui embauchent des personnels de maison, 45 % du salaire et des charges sociales (p. 7278).

SCHENARDI (Jean-Pierre)

Député du Val-de-Marne
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du conseil national des transports [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874).

Membre du conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (Premier ministre : Plan) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome XV : **Premier ministre : Plan (n° 400)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Subventions à S.O.S. racisme : réduction de certaines subventions ; possibilité d'utiliser ces fonds pour les Français dans le besoin ; entretien par le Gouvernement aux frais du contribuable français d'une organisation subversive créée par les socialistes et encadrée par des militants trotskistes ; objectif de cette association ; discrétion de la majorité sur les problèmes de l'immigration [21 mai 1986] (p. 1001) ;

orales sans débat :

— n° 75, posée le 17 juin 1986 : **bâtiment et travaux publics (entreprises)** (p. 2300) ; appelée le 20 juin 1986 : **prise de contrôle de la société S.C.R.E.G.** : modalités de reprise par le groupe Bouygues ; intérêt des petits actionnaires ; coût pour le contribuable français des abandons de créances par les banques nationalisées (p. 2386, 2387) ;

— n° 103, posée le 2 octobre 1986 : **politique extérieure (Maghreb)** (p. 4330) ; appelée le 3 octobre 1986 : **rétablissement des visas consulaires** : non application aux ressortissants des pays du Maghreg du rétablissement des visas consulaires (p. 4341, 4342).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 : son rappel au règlement** : risque auquel s'expose un entrepreneur ; vote de lois dont ils ne connaissent pas les répercussions par des politiciens ou des fonctionnaires [28 avril 1986] (p. 513) ; existence du code du travail (p. 517) ; **article 4 : son rappel au règlement** : nécessité de ne pas s'écarter de la question principale ; évocation de faits remontant à 1945 ; dénationalisation des banques ; rôle de syndicats marxistes [6 mai 1986] (p. 790).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe : villes abandonnées « à la canaille se comportant en véritable armée d'occupation » ; fatalisme des services de polices ; « démantèlement » du droit pénal par M. Robert Badinter ; « démoralisation » de la magistrature par les « promotions partisanes » [2 juillet 1986] (p. 2766) ; timidité des mesures du Gouvernement (p. 2767).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : ses amendements n° 1 et 2 : réservés jusqu'après l'examen de l'article 4 (p. 2767) ; **article 1er** : son amendement n° 3 (visant à rédiger ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 266 du code pénal : « sera puni de la même peine que l'auteur principal, quiconque aura participé à une association... ») (p. 2769) ; rejeté (p. 2770) ; son amendement n° 4 (inclusion du trafic de stupéfiants dans le texte proposé pour l'article 266 du code pénal) : retiré (p. 2771) ; **article 4** : son amendement n° 7 (visant à compléter la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article du projet par les mots « ou encore sur la personne d'un parlementaire, d'un conseiller régional, général ou municipal, dans l'exercice

ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ») : retiré ; **avant l'article 1er (suite) (amendements précédemment réservés)** : son amendement n° 1 (rétablissement de la peine de mort) : réservé (article 44-3 de la Constitution) ; son amendement n° 2 (abrogation de la loi du 9 octobre 1981 portant abolition de la peine de mort) : réservé (article 44, alinéa 3) (p. 2775) ; **après l'article 4** : son amendement n° 8 (rétablissement de la peine de mort pour le trafic de stupéfiants) (p. 2776) ; réservé (article 44, alinéa 3) ; son amendement n° 1, 2 et 8 : rejetés (p. 2777) ; **article 5** : son amendement n° 10 (conditions de comparution immédiate) (p. 2790) ; retiré (p. 2792) ; **article 7** : son amendement n° 11 (durée de la période de sûreté) (p. 2803) ; rejeté au scrutin public (p. 2804) ; **article 8** : son amendement n° 12 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2806) ; retiré ; **après l'article 8** : son amendement n° 13 (réduction de la durée de la période de sûreté par la chambre d'accusation) ; retiré (p. 2807).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er : son rappel au règlement** : regrette que M. Jean-Pierre Stirbois ait été traité de « raciste » ; immigration détruisant la France et son identité nationale [10 juillet 1986] (p. 3151) ; **article 2** : lutte contre l'immigration clandestine et arrêt des distributions automatiques de cartes de séjour ; étrangers en situation irrégulière étant à l'origine des touristes ; situation des étudiants étrangers [11 juillet 1986] (p. 3174, 3175) ; lutte contre la fraude fiscale des immigrés ; absence d'autorisation pour les étrangers voulant exercer une activité professionnelle ; conditions de sortie des étrangers ayant vécu et travaillé en République centrafricaine (p. 3202) ; **article 3** : emploi de la notion « d'immigrants » à la place de celle d'immigrés » (p. 3208) ; multiplication des enclaves étrangères au cœur des villes ; voie dangereuse « d'une société plurinationale » (p. 3209) ; retour en France des étrangers ayant tenté de se réinsérer dans leur pays d'origine (p. 3212) ; **article 7** : ressortissants de pays de la C.E.E. venant demander l'asile en France en raison des activités terroristes dans leur pays [15 juillet 1986] (p. 3285) ; personne ayant fait l'objet d'une mesure d'expulsion ne devant plus pouvoir revendiquer le statut de « réfugié politique » (p. 3286).

Son fait personnel : insultes proférées par M. Guy Ducoloné ; « fascisme étant une déviation du socialisme » ; ses observations sur M. Bettino Craxi « qui s'appelle en réalité Benito Craxi » ; son origine étrangère ; possibilité de demander à M. Guy Ducoloné, réparation de ce qu'il a dit [11 juillet 1986] (p. 3220).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **article 17** : nécessité d'admettre la possibilité d'une variation contrôlée du montant du dépôt de garantie [18 juillet 1986] (p. 3521) ; **article 22** : son sous-amendement n° 573 à l'amendement n° 40 de la commission des lois (visant à compléter cet amendement par les mots : « s'il apporte la preuve qu'il a fourni la possibilité de le contacter pendant les délais prévus par la loi ») ; maintien du droit de préemption du locataire [22 juillet 1986] (p. 3622) ; rejeté (p. 3623) ; **article 27** : son amendement n° 82 (visant à compléter l'article 27 par l'alinéa suivant : « le locataire ne peut louer ni sous-louer, ni céder son bail ») : retiré (p. 3650) ; **article 35** : attribution des logements sociaux ; préférence nationale et européenne pour l'accès à ce secteur ; attitude du conseil régional d'Ile-de-France sur le projet Disneyland (p. 3677) ; **article 56** : distinction du droit de propriété et du droit à la propriété ; développement excessif du contrat de location ; inadaptation des mécanismes d'accession à la propriété [23 juillet 1986] (p. 3732) ; détournement de la finalité des logements publics ; cas des municipalités communistes (p. 3736) ; *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation :* conditions de cession des logements H.L.M. (p. 3737) ; *articles L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :* préférence nationale pour l'accès à la propriété dans les H.L.M. (p. 3743) ; ses observations (p. 3747) ; évaluation du prix des logements sociaux vendus par le service des domaines (p. 3748) ; *article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation :* possibilité pour les locataires H.L.M. accédant à la propriété de choisir leur syndic de copropriété (p. 3751) **article 57** : ses observations (p. 3752).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion des articles : **article 14** : son amendement n° 119 (taux de la réduction d'impôt) [17 octobre 1986] (p. 4951) ; retiré (p. 4952).

Deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale : questions :* rapport constant ; anciens d'Afrique du Nord (A.F.N.) ; porportionnalité des pensions ; rapport sur la pathologie des anciens d'A.F.N. ; carte du combattant pour les militaires ayant combattu durant les interventions de la France à Madagascar, en Mauritanie, au Tchad et au Liban ; veuves de guerre et d'anciens combattants [22 octobre 1986] (p. 5120).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : réduction de 150 000 francs des crédits destinés au parc automobile du secrétariat d'Etat (p. 5122).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : nécessité d'abandonner le Plan [22 octobre 1986] (p. 5157) ; inefficacité du Plan dans les secteurs prioritaires ; exemple de la machine-outil, du « Plan calcul » et du rééquilibrage du commerce extérieur ; réduction des moyens budgétaires du Plan ; augmentation des crédits de fonctionnement du Commissariat général au Plan, du C.E.R.C. et du C.E.P.I.I. (p. 5158).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* orientation budgétaire ayant pour objet quasi-exclusif de favoriser le secteur de la construction neuve ; suppression de la déduction fiscale pour les travaux d'économie d'énergie ; nécessité de développer l'aide au secteur libre hors prêt conventionné [28 octobre 1986] (p. 5398) ; nécessaire baisse du taux des prêts conventionnés (p. 5399).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 63 : son amendement n° 11 (tendant à exonérer de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur les seuls véhicules de marque française) : retiré [14 novembre 1986] (p. 6410).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Pierre Joxe ; mesures spécifiques d'aide aux familles les plus défavorisées ; problème démographique en France et en Europe [18 novembre 1986] (p. 6471) ; confusion entre la fécondité des familles françaises et celles des populations immigrées ; désinformation d'Etat sur cette question ; risque d'une situation à la libanaise ; son refus de voir le destin de la France sous la dépendance du comportement des étrangers ; sous-fécondité étant liée à des dispositions à une main-d'œuvre à bon marché ; remboursement des I.V.G. par la sécurité sociale ; immigration étant priviligiée depuis 1974 (p. 6472) ; prestations sociales accordées aux immigrés clandestins ; inéligibilité des mères de famille aux élections de la sécurité sociale ; maintien des prestations familiales au profit des immigrés ; notion du seuil pour les populations étrangères ; désassimilation de la seconde génération ; menaces pesant sur les valeurs européennes (p. 6473) ; logique inévitable de confrontation ; politique de regroupement familial ; rôle de la France dans le développement de nouvelles solidarités entre le Nord et le Sud (p. 6474).

Discussion des articles : **article 8** : son amendement n° 110 (cas de maintien de la prime de déménagement) : devenu sans objet [19 novembre 1986] (p. 6564) ; son amendement n° 111 (abrogation de l'article L. 831-6 du code de la sécurité sociale) : devenu sans objet (p. 6577).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : son rappel au règlement** : demande que les critères d'acceptation ou de refus des rappels au règlement soient évoqués à la conférence des présidents [6 décembre 1986] (p. 7216) ; établissement, pour le droit à l'allocation du fonds national de solidarité et à l'allocation aux adultes handicapés, d'une

condition de durée minimale de résidence sur le territoire français ; philosophie inspirant cet article contenant en germe les principes de base de la préférence nationale ; dispositions proposées allant à l'encontre de l'esprit du Traité de Rome (p. 7217).

SCHREINER (Bernard)

Député des Yvelines
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle [*J.O.* du 18 juin 1986] (p. 7568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Redevance** : privatisation de TF1 ; mise en place des radios locales privées, des télévisions privées et du plan câble pendant la précédente législature ; dangers de la privatisation de l'audiovisuel pour les entreprises de communication et pour la presse écrite ; affectation de la redevance au service public ; diminution de son montant ; nécessité de prélever le manque à gagner sur le marché publicitaire de la presse écrite ; suppression des ordonnances d'août 1944 et abolition de la loi de 1984 sur la presse ; volonté de privilégier le groupe Hersant [21 mai 1986] (p. 993).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : absence de modernisation des aides directes et indirectes à la presse ; place des différents partenaires dans les nouvelles entreprises de communication ; équilibre économique de la presse ; sous-développement du marché publicitaire français ; développement progressif du câble devant permettre une adaptation progressive du marché sans porter atteinte à la presse écrite [10 juin 1986] (p. 2055) ; nécessaire équilibre entre les secteurs public et privé ; montant de la redevance ; nécessité d'une loi multi-médias définissant les règles du jeu communes à toutes les entreprises de communication ; presse écrite ne devant pas être la seule soumise à la responsabilité éditoriale et au droit de réponse ; attitude du groupe socialiste ; complémentarité du rôle de la presse et des nouveaux médias (p. 2056) ; possibilité que dans une même zone géographique un groupe puisse être en position de monopole pour l'ensemble des médias ; pluralisme passant par l'existence de groupes de presse ; nécessité d'une transparence commune à l'ensemble des entreprises de communication et de règles précises concernant le pluralisme ; refus gouvernemental de prendre en compte la réalité des équipes rédactionnelles ; suppression de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse ; rôle de la commission nationale de la communication et des libertés (p. 2057) ; nécessaire aménagement harmonieux de l'ensemble des médias (p. 2058).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : rappelle que quatre-vingt-six amendements tendant à introduire des articles additionnels avant l'article 1er avaient été déposés lors du débat sur le projet de loi sur la presse en 1984 ; texte proposé à l'Assemblée nationale ayant pour objectif de revenir sur la législation existante en matière de presse ; liberté de la presse ne pouvant être réduite à la liberté de l'entreprise de presse ; décision du Conseil constitutionnel sur la loi de 1984 [12 juin 1986] (p. 2158) ; conditions à remplir pour que la liberté de la presse soit effectivement protégée ; s'étonne que des amendements « acceptables il y dix-huit mois ne le soient plus aujourd'hui » (p. 2159) ; nécessité de ne pas exclure la presse écrite du champ de la communication ; fonction des amendements du groupe socialistes ; rappelle que M. Michel Péricard avait, en 1983, déposé un amendement strictement identique à l'amendement n° 30 de M. Jean-Jack Queyranne (p. 2161) ; nécessité d'une loi unique concernant l'ensemble de la communication ; possibilité pour la commission nationale de la communication audiovisuelle de procéder à des visites d'entreprises ; droit du lecteur, de l'auditeur et du téléspectateur (p. 2162) ; **article 1er** : système télématique devant se rapprocher de l'écrit (p. 2164) ; manque de cohérence de la proposition de loi au regard des problèmes posés par l'ensemble des entreprises de communication et les nouveaux médias ; système Antiope (p. 2165) ; inclusion dans le champ d'application de la loi des services télématiques ; limite entre les services télématiques relevant de l'écrit et les autres (p. 2166) ; **article 3** : impossibilité de séparer la presse de l'ensemble de la communication [16 juin 1986] (p. 2213) ; **article 4** : demande de revenir au texte de 1984 (p. 2214) ; notion de transparence remontante permettant le contrôle de l'interdiction du prête-nom ; substitution à la notion d'entreprise éditrice de celle d'entreprise de presse ; absence d'organismes désignés pour suivre l'application de cet article (p. 2215) ; **après l'article 4** : possibilité pour les journalistes professionnels de consulter le compte des valeurs nominatives des sociétés dont ils sont salariés (p. 2227) ; impossibilité de savoir qui contrôle « France-Soir » (p. 2229) ; goût du secret et science juridique opposés aux journalistes (p. 2230) ; **article 5** : conclusions de la commission Caillavet en matière de transparence ; projet de loi ne contenant aucune disposition sur le développement de l'ensemble des médias ; notion d'entreprise de presse ; nombre de publications ayant satisfait aux obligations de transparence (p. 2235) ; mention du siège social ; opportunité d'une transparence en ce qui concerne le capital et l'indication des trois principaux associés du journal (p. 2237) ; montant du capital social devant être mentionné dans l'ours (p. 2238) ; liste des sociétaires ou associés devant pouvoir être consultée au siège de l'entreprise (p. 2241) ; dispositions relatives à la transparence devant s'appliquer à l'ensemble des publications télématiques (p. 2242) ; **article 7** : indépendance des journaux de langue française à l'égard d'intérêts étrangers ; incohérence de cet article avec l'article 44 du projet sur la communication audiovisuelle [17 juin 1986] (p. 2252) ; participation de capitaux étrangers dans les entreprises de presse (p. 2256) ; son amendement n° 219 (notion de personne morale de nationalité étrangère) ; définition des sociétés étrangères ; retiré ; ses amendements n° 220 et 221 : devenus sans objet (p. 2259) ; **article 8** : interdition à toute entreprise éditrice de recevoir des fonds ou avantages d'un gouvernement étranger ; achat d'un espace publicaire ; son amendement n° 228 (visant à substituer dans cet article au mot « éditrice » les mots « qui procède au contrôle directement ou indirectement une entreprise de presse ») ; notion de personne physique ou morale et de groupement de droit ou de fait possédant ou contrôlant directement ou indirectement une entreprise de presse ; rejeté ; son amendement n° 229 (visant à insérer dans cet article après le mot « éditrice » les mots « ou à toute personne physique ou morale qui, par tous moyens d'ordre matériel ou financier, est susceptible d'y exercer une influence déterminante, ») (p. 2261) ; rejeté ; son amendement n° 232 (visant à insérer dans cet article après le mot « indirectement » les mots « ou par tout moyen d'ordre matériel ou financier ») : rejeté ; son amendement n° 234 (visant à insérer dans cet article après le mot « gouvernement », les mots « ou d'un groupe de pression ») : retiré (p. 2262) ; **article 10** : son sous-amendement n° 606 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant substituer dans la première phrase du troisième alinéa aux mots : « entreprise éditrice », les mots : « entreprise de presse ou de toute entreprise contrôlant directement une entreprise de presse ») (p. 2273) ; rejeté (p. 2274) ; son sous-amendement n° 608 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à compléter la deuxième phrase du troisième alinéa par les mots : « ou le dirigeant réel lorsque le représentant légal de l'entreprise éditrice n'est que le représentant des intérêts portés pour le compte de son dirigeant réel à travers une ou plusieurs structures juridiques intermédiaires ») ; son sous-amendement n° 609 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (visant à compléter la deuxième phrase du troisième alinéa par les mots : « ou le dirigeant de fait lorsque le représentant légal

n'est pas le dirigeant réel de l'entreprise ») (p. 2278) ; sous-amendements nos 608 et 609 : rejetés ; son sous-amendement n° 611 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (extension de la responsabilité pécuniaire de la publication aux directeurs généraux ou aux membres du directoire des sociétés anonymes et à tous les gérants au prorata de leur part dans le capital social) ; nécessité de maintenir la notion de « responsabilité pécuniaire » ; rejeté ; son amendement n° 279 : devenu sans objet ; nécessité de réaffirmer la responsabilité du directeur de publication en cas de délégation de pouvoir à un directeur délégué (p. 2279) ; possibilité d'existence de clauses de délégation de fonction du directeur de publication au directeur délégué (p. 2280) ; **article 9 précédemment réservé** : ses amendements n° 237, 238, 243, 246, 247, 254, 255, 256, 261 à 263, 276 à 278 : devenus sans objet (p. 2281) ; **article 11** : publicités à présentation rédactionnelle ; nécessité d'avoir des équipes rédactionnelles, autonomes et permanentes pour chacun des titres de la presse quotidienne (p. 2281) ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 2282) ; défense de l'identité des journaux ; son amendement n° 290 (visant à insérer dans le premier alinéa de cet article après le mot : « éditrice », les mots : « ou à l'équipe rédactionnelle permanente composée de journalistes professionnels au sens de l'article L. 762-2 du code du travail ») ; notion d'équipe rédactionnelle ; rejeté ; son amendement n° 291 (visant à substituer au mot : « recevoir », le mot : « percevoir » dans le premier alinéa de l'article 11) : rejeté ; son amendement n° 292 (visant à insérer dans le premier alinéa de l'article 11 après le mot : « recevoir », les mots : « directement ou indirectement ») : rejeté ; son amendement n° 293 (de précision) : rejeté (p. 2283) ; son amendement n° 297 (visant à insérer dans le deuxième alinéa de cet article après le mot : « doit », le mot : « obligatoirement ») : rejeté ; son amendement n° 298 (visant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « être précédé de », le mot : « comporter ») ; son amendement n° 299 (visant à insérer dans le deuxième alinéa de cet article après le mot : « précédé », le mot : « de façon lisible ») ; mention « publicité » ou « communiqué » apposée sur les articles de publicité à présentation rédactionnelle ; rejeté (p. 2284) ; **après l'article 11** : ses amendements n° 540 à 542 : réservés (p. 2284) ; loi faite pour le profit des patrons de presse ; maintien du rôle des journalistes ; conséquence des nouvelles techniques d'impression permettant la publication de journaux à partir de banques de données ou d'agences d'informations [18 juin 1986] (p. 2334) ; **article 19** : suppression des dispositions sur la transparence et le pluralisme de la presse un 18 juin ; conséquences de l'abrogation de l'ordonnance de 1944 et de la loi de 1984 ; modernisation des aides à la presse (p. 2343) ; déstabilisation du marché publicitaire ; concentration de la presse dans les régions ; absence de concentration aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en R.F.A. ; refus de retenir la présence d'une équipe rédactionnelle comme critère de l'existence d'un journal (p. 2344) ; **amendements précédemment réservés** : nécessité d'une loi multimédias ; extension de certaines dispositions du texte à la télématique ; nécessité de dispositions antitrust (p. 2350) ; son amendement n° 540 (restrictions apportées aux contrôles simultanés d'un quotidien d'information politique et générale et d'un service de radiodiffusion ou de télévision dans une même région) : rejeté ; son amendement n° 542 (impossibilité pour un service radio ou de télévision de se procurer plus de la moitié de ses programmes auprès d'un même fournisseur) : rejeté ; son amendement n° 541 (interdiction de contrôler plusieurs services locaux de radiodiffusion ou de télévision ayant une proximité géographique) (p. 2353) ; rejeté (p. 2354).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : compare le déroulement du débat sur le projet au Sénat et à l'Assemblée nationale à un « chemin de croix » [5 août 1986] (p. 4071) ; construction d'un système audiovisuel plus proche du système italien que du système anglais ; démantèlement du schéma de la loi de 1982 ; son accusation selon laquelle le Gouvernement donne « TF1 à un groupe d'amis » ; conséquence de la privatisation de TF1 sur le marché publicitaire français et la collecte de la redevance (p. 4073) ; conséquences de la ponction de l'audiovisuel sur le marché publicitaire sur l'équilibre financier de la presse écrite ; accroissement des contraintes d'Antenne 2 qualifiée de « véritable mulet de l'audiovisuel » ; avenir de FR3 et de Radio-France ; organisation du système audiovisuel anglais (p. 4073) ; absence de véritable dispositif anti-concentration sur le plan multimédia ; report à l'automne du projet de loi sur les seuils interdisant les concentrations (p. 4074).

Commission mixte paritaire, discussion générale : risque d'asphyxie du secteur public audiovisuel ; avenir de l'I.N.A., de Radio-France et des radios décentralisées de Radio-France ; Antenne 2 ; statut de FR3 ; avenir des ressources du service public [12 août 1986] (p. 4284) ; rôle du secteur public ; intérêts de la presse écrite sur le marché publicitaire ; liens entre la privatisation de TF1 et le développement de la création audiovisuelle ; inclusion des positions dominantes multi-média sans les critères de choix des opérateurs par la C.N.C.L. ; absence de véritable dispositif anti-concentration multi-média ; dérégulation de certains services des P.T.T. ; abandon du plan câble (p. 4285) ; incapacité de la loi à résoudre les problèmes des industries de programme et des télécommunications (p. 4286).

Discussion des articles : **article 55** : plafonnement des recettes publicitaires des chaînes de service public ; difficultés rencontrées dans la collecte de la redevance (p. 4302) ; **article 104** : compétence du Gouvernement pour résilier les concessions d'utilisation des canaux de T.D.F.1 et T.D.F.2 (p. 4304).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; affaiblissement du service public de l'audiovisuel ; accuse le ministre de faire « main basse » sur l'information en France ; partage des ressources publicitaires entre le secteur public et le secteur privé ; difficulté de collecte de la redevance ; conséquence de la privatisation de TF1 sur le marché publicitaire ; risque de développement des grands groupes de communication [9 octobre 1986] (p. 4511) ; rôle de la C.N.C.L. pour le contrôle des concentrations ; exemple de la jurisprudence de la « Federal commission of communication » aux Etats-Unis ; possibilité pour les groupes Hersant, Havas et Hachette de continuer leur stratégie ; protection de l'audiovisuel français contre les capitaux étrangers ; expansion des groupes français à l'étranger (p. 4512) ; pluralisme à l'intérieur des chaînes ; présence d'une équipe rédactionnelle pour les publications quotidiennes et les services de communication audiovisuelle ; séparation des fonctions de publicitaire, de producteur, de programmateur et de diffuseur (p. 4513).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 20 (mise en œuvre de pluralisme de la communication étant notamment garantie par les dispositions de la présente loi et par la commission nationale de la C.N.C.L.) ; rôles respectifs du législateur et de la commission nationale de la communication et des libertés ; danger consistant à inviter la C.N.C.L. à fixer elle-même sa propre jurisprudence (p. 4545) ; son amendement n° 22 (définition de l'entreprise de communication) ; spécificité des entreprises de communications (p. 4547) ; rejeté (p. 4548) ; **article 1er** : rôle de la C.N.C.L. dans la régulation des différents services de communication audiovisuelle ; rôles respectifs du législateur et de la C.N.C.L. ; ses doutes sur la capacité des membres de la C.N.C.L. à assumer effectivement les charges qui leur sont confiées (p. 4550) ; *article 29 de la loi du 30 septembre 1986 :* problèmes de concentration au niveau régional ; nécessité de tenir compte de la manière dont les ressources publicitaires seront déterminées par l'obtention d'autorisations octroyées par la C.N.C.L. (p. 4554) ; son amendement n° 26 (obligation pour la commission, dans l'hypothèse où il ne peut exister qu'une seule fréquence dans une zone donnée, d'imposer aux candidats à l'autorisation des obligations destinées une expression libre et pluraliste des idées et des courants d'opinions) : rejeté (p. 4555) ; **article 1er** : son amendement n° 28 : devenu sans objet ; *article 31 de la loi du 30 septembre 1986 :* choc que constituera pour le marché publicitaire la privatisation de TF1 [10 octobre 1986] (p. 4592) ; situation de la presse écrite ; **après l'article 1er** : son amendement n° 29 (publications quotidiennes et services de communication audiovisuel diffusant des informations politiques et générales devant comporter une équipe rédactionnelle autonome et suffisante composée de journalistes professionnels au sens

de l'article L. 761-2 du code du travail) (p. 4593) ; rejeté au scrutin public (p. 4594) ; **article 2** : existence d'une équipe rédactionnelle au sein des entreprises de communication constituant un élément fondamental du pluralisme ; nécessité que les radios locales dispensent une véritable information (p. 4597) ; *article 39 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 32 (tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe 2 du texte proposé pour l'article 39 de la loi du 30 septembre 1986) ; situation des satellites au regard des régles régissant la concentration ; présence du satellite T.D.F.2 pour expérimenter les normes européennes (p. 4598) ; rejeté ; (p. 4599) ; son amendement n° 34 (impossibilité pour une personne possédant ou contrôlant une ou plusieurs publications périodiques principalement consacrées aux programmes de Radio-Diffusion et de télévision diffusés par les entreprises de communication audiovisuel de détenir directement ou indirectement aucune participation dans le capital ou les droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision nationale) ; nécessité d'éviter que des hebdomadaires consacrés au programme de Radio-Diffusion de télévision puissent intervenir ou être partie prenante dans les groupes appropriés dans une télévision nationale ; loi ne conférant pas à la C.N.C.L. le pouvoir d'obliger une entreprise à abandonner une publication (p. 4600) ; rejeté ; (p. 4601) ; **aprés l'article 2** : son amendement n° 36 (impossibilité pour une personne détenant directement ou indirectement une participation dans le capital ou les droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision nationale d'assurer directement ou indirectement la collecte des ressources publicitaires d'un autre service de télévision nationale) ; nécessité d'éviter la concentration des fonctions de diffuseurs et de régisseurs dans les régies ou agences de publicité ; rejeté (p. 4602) ; **article 3** : refus gouvernemental de traiter du problème des concentrations verticales ; attitude des grands groupes de communication (p. 4604) ; nécessité de ne pas empêcher d'autres entreprises de communication de se lancer et de se développer dans ce secteur (p. 4605) ; *article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 38 (visant à substituer dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 aux mots « dépasse au total », le mot « atteint ») ; situation du réseau N.R.J. (p. 4605) ; dispositif proposé permettant de posséder deux réseaux de radios desservant plus de quatre millions d'habitants ; adopté ; définition de la notion de position dominante ; son amendement n° 41 (tendant dans le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour l'article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 à substituer au pourcentage « 20 % » le pourcentage « 15 % ») (p. 4606) ; rejeté ; *article 41-2 de la loi du 30 septembre 1986 :* son amendement n° 42 (tendant à rédiger ainsi l'avant-dernier alinéa (4°) du texte proposé pour cet article : « (4°) : éditer ou contrôler une publication quotidienne d'information politique ou générale à caractère régional ou local en position dominante dans la zone ») : rejeté ; (p. 4607) ; **article 3** : *article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 :* situation de R.T.L. (p. 4630) ; notion d'audience potentielle pour un service de communication audiovisuelle (p. 4631) ; *article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* intégration verticale à partir d'agences de publicité ; nécessité que la C.N.C.L. puisse être amenée à opérer des investigations dans les groupes de presse (p. 4633) ; **article 4** : situation de FR3 ; ouverture par la loi de 1982 d'« espaces nouveaux » de communication dans le cadre d'une évolution progressive du marché publicitaire ; situation du marché de la publicté télévisuelle (p. 4636) ; **aprés l'article 4** : accroissement de la production des sociétés de télévision sur le marché publicitaire ; avenir de la presse écrite (p. 4639) ; **article 5** : volonté du Gouvernement de séparer la presse écrite du reste du secteur de la communication audiovisuelle ; prise en compte de la notion d'entreprise de presse ; article étant destiné à un seul groupe de presse (p. 4641) ; son amendement n° 43 (règles de concentration dans la presse écrite) : rejeté (p. 4643) ; son amendement n° 45 (tendant à supprimer le paragraphe 3 de cet article) (p. 4644) ; rejeté ; **titre** ; rôle de la C.N.C.L. (p. 4645) ; ignorance des concentrations verticales ; nomination de M. Michel Droit à la C.N.C.L. (p. 4646).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale :* abandon de la politique culturellle menée par Jack Lang [23 octobre 1986] (p. 5218) ; atteinte à la création audiovisuelle et cinématographique ; privatisation de TF1 ; suppression du fonds de soutien aux industries de programme ; fusion de la SEPT à l'intérieur d'une chaîne nationale existante ; avenir de la société française de production ; réduction des crédits de l'I.N.A. ; maintien de l'Etat dans les actions régionales et locales de développement culturel (p. 5219).

Examen des crédits : **Etat B, titre VI** : son amendement n° 67 (réduction de crédits) rejeté (p. 5244).

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **article 42** : suppression de la taxe sur les magnétoscopes ; diminution de 25 millions des dépenses de fonctionnement du service de la redevance pour les affecter à Radio-France ; défense des radios décentralisées de Radio-France [13 novembre 1986] (p. 6218).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale :* installation de la commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) hors la présence de représentants du secteur public [13 novembre 1986] (p. 6292) ; pose la question de l'indépendance de la C.N.C.L. ; nomination des dirigeants des sociétés du secteur public ; choix des repreneurs de la 5e et de la 6e chaîne et des opérateurs de TF1 privatisés ; succès de TV6 ; affaiblissement du secteur public au moment où il doit affronter la surenchère du privé ; diminution des ressources du public en 1987 ; condamne la diminution de la redevance (p. 6293) ; volonté « revancharde » de M. Philippe de Villiers de supprimer les radios locales décentralisées de Radio-France ; asphyxie progressive engagée par le budget pour 1987 ; cahier des charges des télévisions ; déstabilisation du marché publicitaire en 1987 par la privatisation de TF1 ; réforme des aides économiques à la presse ; refus du ministre de répondre à certaines questions ; société française de production (S.F.P.) (p. 6294).

Questions : Agence France-Presse (A.F.P.) et Agence Centrale de Presse (A.C.P.) ; égalité des chances voulues par Marcel Jullian entre télévision publique et télévision privée [14 novembre 1986] (p. 6317).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : aide à la presse écrite (p. 6318) ; nécessité de favoriser les publications d'information politique et les quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire (p. 6319) ; **article 56** : crédits du service de la redevance ; modification par le Gouvernement des évaluations du produit de la redevance (p. 6322).

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard)

Député de Val-de-Marne
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Projet de loi sur les universités** : contradiction entre les principes défendus par le Premier ministre le 9 avril devant l'Assemblée et ses déclarations à TF1 le 30 novembre ; propos inexacts sur l'application de la loi de 1984 relative à l'enseignement supérieur et sur le nombre de diplômés sans emploi ; réforme des lycées ; sanctions contre les lycéens en grève ; nécessité de retirer le projet [3 décembre 1986] (p. 7039).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Discussion : craint que le Gouvernement ne s'oriente assez vite vers les trois écueils de la défiance, du dogmatisme et de la dérive ; attitude du Gouvernement exprimant sa défiance envers l'Assemblée nationale ; rappelle que l'un des rares gouvernements qui ait tenté de modifier la loi électrorale par ordonnances fut celui de Charles X en juillet 1830 ; rappelle que la majorité élue en 1981 a élaboré ses principales réformes par la voie parlementaire ; défiance du Gouvernement envers le Parlement résultant de sa défiance envers sa propre majorité parlementaire ; compare M. Jacques Chirac à un nouveau maréchal de Soubise [9 avril 1986] (p. 156) ; procédure des ordonnances permettant de désaisir le Parlement et de mettre à l'écart le Conseil constitutionnel ; défiance à l'égard de la Haute autorité de l'audiovisuel ; demande à M. Jacques Chirac de ne pas écouter les idéologues de son propre camp ; remarque que les nouveaux ministres ont conservé leur fonction de président ou de secrétaire général de leur formation respective ; risque que le Gouvernement de la France devienne la juxtaposition de délégués de partis ; attitude de la majorité à l'égard du Front national ; refuse la confiance des députés radicaux de gauche au Gouvernement (p. 157).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** situation de la banque Hervet [6 mai 1986] (p. 742) ; absence de distinction entre les banques « dogmatiques » et « pragmatiques » (p. 743).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : nécessité de garder le scrutin proportionnel ; emploi de ce mode de scrutin dans onze ou douze pays qui composent la Communauté européenne ; « droit à la différence » ; démocratie standardisée ; barre de 5 % ; règle de la plus forte moyenne ; choix du département en 1985 ; découpage des circonscriptions [22 mai 1986] (p. 1049) ; majorités en 1986 et en 1967 ; stabilité gouvernementale ; exemple de l'Allemange fédérale ; IIIe République ; caractère programmatique des élections ; place des problèmes locaux ; déchirure du tissu national ; absence de débat public et parlementaire sur ce découpage ; commission Gaudin-Toubon (p. 1050, 1051).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* insuffisance de la progression du budget de l'enseignement supérieur d'une année sur l'autre, notamment au regard de l'évolution des effectifs étudiants ; politique de sélection ; diminution des effectifs de personnels ; rénovation des premiers cycles ; poursuite de l'effort en faveur des mesures catégorielles ; rôle des personnels A.T.O.S. ; situation des bibliothèques ; aide sociale aux étudiants [4 novembre 1986] (p. 5774) ; augmentation des crédits de bourses ; droit d'inscription ; augmentation des crédits de recherche universitaire (p. 5775).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** suppression de la création d'emplois de maîtres de conférences pour l'éducation physique et sportive gagée par la suppression d'emplois de professeurs adjoints d'E.P.S. à la section scolaire (p. 5797).

SEGUELA (Jean-Paul)

Député de la Haute-Garonne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 55).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Réélu le 28 septembre 1986 [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936).

NOMINATIONS

Devient membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729), [*J.O.* du 24 octobre 1986] (p. 12830).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 30 octobre 1986] (p. 13070).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* accroissement du budget de l'enseignement supérieur ; crédits de recherche ; décroissance des dépenses de personnel ; création de postes d'enseignants ; augmentation des crédits d'aide sociale et de bourses universitaires ; augmentation des moyens des œuvres sociales ; niveau des droits d'inscription [4 novembre 1986] (p. 5773) ; *question :* orienttion de l'investissement du ministère de la recherche pour l'année 1987 (p. 5798).

Economie, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spécieux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* problème du moratoire des indemnisations et des prêts de consolidation ; secrétariat d'Etat ne comprenant pas d'administration propre ; crédits spécifiques d'intervention du secrétariat d'Etat ; problème de l'O.N.A.S.E.C. ; crédits ouverts pour le patrimoine culturel des Français rapatriés d'Afrique du Nord ; dossiers de la retraite ; insertion des Français musulmans ; projet de loi relative aux événements d'Afrique du Nord déposé au Sénat [7 novembre 1986] (p. 6049) ; élection d'un mémorial (p. 6050).

SEGUIN (Philippe)

Ministre des affaires sociales
et de l'emploi

NOMINATIONS

Est nommé ministre des affaires sociales et de l'emploi (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109)** [14 mai 1986].

Projet de loi portant **diverses mesures d'ordre social (n° 483)** [19 novembre 1986].

Projet de loi relatif au **conseil des prud'hommes (n° 495)** [26 novembre 1986].

Projet de loi relatif aux **procédures de licenciement (n° 496)** [26 novembre 1986].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Alain Richard : emploi :** emploi des jeunes [16 avril 1986] (p. 179) ; gel des seuils fiscaux et sociaux ; exonérations de charges sociales ; changement d'indicateur du chômage ; demande à M. Edmond Malinvaud, directeur général de l'I.N.S.E.E., de conduire une mission de réflexion et de proposition (p. 180) ;

— **Mme Yvette Roudy : droits de la Femme :** structure gouvenementale ; notion de « droits de la Femme » ; rôle de la délégation à la condition féminine ; promotion de la femme au travail [16 avril 1986] (p. 182-183) ;

— **M. Jean-François Jalkh : décision du tribunal adminiatratif condamnant une délibération de la ville de Paris : politique de préférence nationale :** réforme de l'allocation de congé parental d'éducation par le Conseil de Paris ; critère de la nationalité [23 avril 1986] (p. 255) ;

— **M. Roland Carraz : solidarité nationale :** nouvelle pauvreté ; indemnisation des chômeurs [23 avril 1986] (p. 264) ; abondement des crédits de lutte contre la pauvreté ; maintien des engagements en matière de lutte contre la pauvreté vis-à-vis d'associations ou de collectivités locales ; rétablissement de la continuité des aides au profit des chômeurs de longue durée ; plan pour l'emploi (p. 265) ;

— **M. Bruno Mégret : immigration et emploi :** arrêt de l'immigration et lutte contre l'immigration clandestine ; contrat moral avec les étrangers en situation régulière pour respecter leur droit à la stabilité de leur séjour ; aide à l'insertion des immigrés en situation régulière et aide négociée au retour pour les travailleurs étrangers privés d'emploi ; échec du traitement social des chômeurs [7 mai 1986] (p. 825) ;

— **M. Jean Giard : déclarations gouvernementales relatives à la retraite à soixante ans :** « escroquerie » sociale organisée par l'ordonnance de 1982 relative à la retraite à soixante ans [7 mai 1986] (p. 832) ; existence avant 1981 de possibilités de départ en retraite ou de préretraite avant soixante ans ; système de la garantie de ressources ; possibilité pour une femme d'obtenir avant 1981 sa préretraite à soixante ans alors qu'elle ne peut plus obtenir la liquidation de sa pension de retraite avant soixante-cinq ans depuis 1982 ; transfert de charges de l'assurance chômage vers la branche vieillesse du régime général ; déficit du régime général en 1986 et de la caisse vieillesse ; rapport de M. Renaud de La Genière ; détérioration du rapport entre actifs et retraités ; recul de l'âge d'ouverture des droits en Suède, aux Etats-Unis ou au Japon ; organisation d'une retraite à la carte (p. 833) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs : bilan de la sécurité sociale :** estimation du déficit de la sécurité sociale par M. Jacques Chirac confirmée par le rapport de M. Renaud de La Genière ; inexactitude de la présentation faite en décembre 1985 à la commission des comptes de la sécurité sociale ; manipulations de trésorerie ; absence de publication de l'annexe à la loi de finances sur les prévisions de recettes et de dépenses de la sécurité sociale ; situation de l'assurance-vieillesse et de l'assurance maladie ; viabilité du système [7 mai 1986] (p. 836) ;

— **M. Gérard Collomb : autorisation administrative de licenciement :** fonction de cette autorisation ; incitation à l'élaboration d'un plan social et contrôle de la réalité du motif économique [14 mai 1986] (p. 900) ; dégradation des conditions d'indemnisation des chômeurs pour cause économique ; effets pervers sur l'emploi de l'autorisation administrative de licenciement ; exemple des autres pays d'Europe et de la Suède ; négociation de l'adaptation du dispositif avec les partenaires sociaux ; suppression parallèle des autorisations administratives préalables des embauches et des licenciements dans les douze mois qui suivent un licenciement pour motif économique ; maintien de l'autorisation administrative sur une base conventionnelle pour les embauches succédant à des réductions d'effectifs financées par le Fonds national pour l'emploi (p. 901-902) ;

— **Mme Yannick Plat : allocations familiales et retraites :** réduction de l'inflation ; modération de l'évolution des traitements des fonctionnaires ; conseils de modération aux entreprises privées ; caractère prioritaire de la politique familiale ; résolution des problèmes de la sécurité sociale après consultation des partenaires [28 mai 1986] (p. 1327) ;

— **M. Jean Reyssier : non augmentation des retraites vieillesse :** ralentissement de l'inflation ; gel des traitements et retraites des fonctionnaires ; conseils de modération donnés aux entreprises ; garantie du pouvoir d'achat des pensionnés ; soumission des règles de revalorisation au conseil d'administration de la C.N.A.V. [28 mai 1986] (p. 1328) ; possibilité de rattrapage au 1er janvier 1987 (p. 1329) ;

— **M. Léonce Deprez : situation de l'emploi et expiration de nombreux contrets T.U.C. :** insuffisance de volet formation des T.U.C. ; faiblesse de la proportion des anciens « tucistes » qui trouvent un emploi ; étude en cours sur la réforme des T.U.C. ; possibilité pour l'employeur de bénéficier une exonération de charges patronales pour l'embauche d'une jeune sortant d'un T.U.C. [11 juin 1986] (p. 2086) ;

— **Alain Bocquet : marche des chômeurs du Nord et du Pas-de-Calais :** bilan de l'action de M. Ralite en 1983-1984 ; plan pour l'emploi des jeunes [8 octobre 1986] (p. 4457) ; suppression d'obstacles à la création d'emplois ; réforme de l'U.N.E.D.I.C. ; contrats de conversion ; développement des emplois à domicile (p. 4458) ;

— **M. Guy Ducoloné : licenciement de délégués syndicaux chez Renault :** enquête scrupuleuse de l'inspecteur du travail ; autorisation de licencier cinq des six salariés concernés ; faute grave retenue contre eux ; participation à des actions collectives de violence ; conception de la mission syndicale ; intérêt des salariés éclipsé dans les préoccupations d'une organisation syndicale [15 octobre 1986] (p. 4758) ; intervention du ministre des affaires sociales et de l'emploi pour améliorer le plan social (p. 4759) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : atteintes portées au régime de protection sociale :** concertation avec les partenaires sociaux sur les mesures concernant l'assurance maladie ; dérive du risque maladie due à l'extension des remboursements à 100 % ; maintien au même taux du forfait hospitalier créé par un Gouvernement communiste ; lutte contre les abus [15 octobre 1986] (p. 4759) ;

— **M. Etienne Pinte : politique sociale du Gouvernement :** effets positifs de la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour l'emploi des jeunes ; performances obtenues par les formations en alternance ; résultat encourageant traduit par les statistiques du chômage de septembre [15 octobre 1986] (p. 4765) ;

— **M. Gérard Collomb : suppression du S.M.I.C. :** respect des dispositions législatives et réglementaires relatives au S.M.I.C. [22 octobre 1986] (p. 5135) ;

— **M. Bernard-Claude Savy : remboursement des médicaments par la sécurité sociele :** transmission à la caisse nationale d'assurance maladie d'un ensemble de propositions ; augmentation de 10 % par an des dépenses pharmaceutiques ; nécessité d'un effort commun de toutes les parties prenantes ; refus du Gouvernement de remettre en cause le système de protection sociale [5 novembre 1986] (p. 5855) ;

— **Mme Jacqueline Hoffmann : problèmes posés par le travail dominical :** mêmes règles applicables aux salariés des deux sexes [5 novembre 1986] (p. 5860) ; demande de dérogation possible à Paris en l'absence d'arrêté préfectoral imposant la fermeture le dimanche des commerces de détail ; dossier du Printemps soumis à l'étude du préfet, autorité compétente (p. 5861) ;

— **M. René André : premiers résultats du Plan pour l'emploi des jeunes :** contestation de la fiabilité des statistiques et du nombre des chômeurs en raison des situations intermédiaires entre l'emploi et le chômage et du remplacement du pointage manuel à l'A.N.P.E. par le pointage postal ; rapport de M. Malinvaud, directeur général de l'I.N.S.E.E. recommandant de parler en taux de chômage et non plus en nombre de chômeurs ; actualisation mensuelle du taux de chômage ; délai supplémentaire de dix jours imposé à l'A.N.P.E. pour comptabiliser tous les demandeurs d'emploi [19 novembre 1986] (p. 6546) ; succès du plan emploi des jeunes ; progression du nombre de jeunes embauchés ou bénéficiant d'un stage ou d'un contrat (p. 6547) ;

— **M. Paul Chomat : Indemnisation du chômage** : système d'indemnisation du chômage résultant d'un accord entre les partenaires sociaux signé par la C.G.T. ; coexistence d'un régime d'assurance géré par les partenaires sociaux et d'un régime de solidarité à la charge de l'Etat ; existence de trois formules de minimum social complétées par les prestations familiales et les prestations logement ; augmentation des cotisations patronales de chômage donc des charges des entreprises pouvant provoquer des licenciements ; manque d'efficacité d'un système de minimum social généralisé ; orientation vers une politique en faveur de l'entreprise et de l'emploi ; mise en place d'un « plan pauvreté » [26 novembre 1986] (p. 6790) ; appui financier de l'Etat à la création d'emplois à temps partiel pour les personnes sans ressource ; aide à la reprise d'activité ; journée de protestation organisée par la seule C.G.T. avant même de connaître le plan sur la sécurité sociale (p. 6791).

— **Mme Christine Boutin : conséquences du Plan pour l'emploi des jeunes** : rappel du taux de chômage des jeunes antérieur à la mise en place du Plan ; justification de l'effort particulier entrepris en leur faveur dans leur propre intérêt et dans celui des entreprises et de la société ; rare concurrence pour l'embauche entre bénéficiaires du Plan et demandeurs plus âgés ; offre supplémentaire d'emplois entraînée par les exonérations [3 décembre 1986] (p. 7037) ; mesures en faveur des chômeurs de longue durée : stages spécifiques, procédures adaptées de réinsertion, programme d'insertion locale, activités de voisinage (p. 7038) ;

— **M. Charles Revet : incidences fiscales et sociales de la mensualisation du paiement des pensions de retraite** : souci d'éviter aux pensionnés toute interruption dans la perception de leurs revenus ; amélioration de leur situation de trésorerie ; coût pour la caisse nationale d'assurance vieillesse ; mesures destinées à éviter la pénalisation vis-à-vis du fisc en 1987 [3 décembre 1986] (p. 7038) ; étalement sur deux ans des arrérages supplémentaires perçus facilité par la délivrance automatique d'un relevé de revenus imposables éclaté ; extension du système de décôte appliqué aux célibataires imposés sur une part (p. 7039) ;

— **M. Jean Le Garrec : remboursement de l'interruption volontaire de grossesse** : position de l'ensemble du Gouvernement conforme par définition à celle du Premier ministre ; sa confirmation lors du débat sur le D.D.O.S. [3 décembre 1986] (p. 7042).

— **M. Jean Diebold : répartition des fonds collectés pour l'emploi des jeunes** : financement par l'Etat de l'exonération de charges sociales ; prise en charge par les organismes collecteurs agréés des dépenses afférentes aux contrats ; réserve dont ceux-ci disposaient à la mise en place du plan ; transfert de fonds entre organismes autorisé par décret mais non obligatoire ; hétérogénéité des comportements des organismes sur les prises en charge ; réticence de certains à opérer des transferts ; étude des partenaires sociaux éventuellement accompagnée des mesures réglementaires nécessaires ; aide apportée par le ministère pour accélérer les procédures de transfert [3 décembre 1986] (p. 7047, 7048) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : atteintes récentes aux droits sociaux et au droit du travail** : désir de concilier haut niveau de protection des salariés et efficacité économique ; appel au sens des responsabilités des divers partenaires ; recours aux formules de travail différencié, aux formations en alternance et à l'emploi à domicile pour enrayer le développement du chômage ; plan de rationalisation de l'assurance maladie ; plan famille ; concertation sur le régime d'assurance vieillesse ; mise en œuvre concrète de ces diverses mesures [17 décembre 1986] (p. 7708, 7709).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : rappelle le vote hostile du groupe socialiste sur l'autorisation administrative de licenciement en 1974 [23 avril 1986] (p. 277) ; accord d'octobre 1983 sur les formations en alternance étant retenu par le Gouvernement comme point d'appui de son dispositif en faveur de l'emploi des jeunes ; choix opéré entre « accord de branche » et « accord d'entreprise » (p. 306) ; priorité à l'emploi et en particulier à l'emploi des jeunes ; apprentissage ; coordination d'un programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle révision des seuils sociaux ; problème de l'apprentissage industriel ; exemple allemand ; programme de grands travaux et mesures fiscales ; emplois dans le secteur du bâtiment ; plan en faveur de l'emploi des jeunes ; participation [24 avril 1986] (p. 329) ; cas des chômeurs de longue durée et du chômage des jeunes ; risque de phénomène de substitutions de travailleurs jeunes à des travailleurs âgées ; application du plan pour l'emploi des jeunes dans les départements d'outre-mer ; rôle des organisations syndicales ; respect des principes du système de protection sociale français ; mesures libératoires sur l'autorisation administrative de licenciement et sur les seuils fiscaux et sociaux ; recours aux ordonnances (p. 330) ; création d'emplois réels et stables ; artifices statistiques utilisés pour masquer la montée du chômage ; emploi des jeunes ; volonté de relancer la politique contractuelle ; mission sur l'indicateur du chômage donnée à M. Malinvaud, directeur général de l'I.N.S.E.E. ; paiement par l'Etat du manque à gagner des caisses de sécurité sociale lié aux exonérations ; garanties à trouver pour éviter que le recours au contrat à durée déterminée, au travail temporaire, au travail à temps partiel ne se traduise pas une précarisation des emplois ; procédures d'information et d'insertion des jeunes (p. 331) ; T.U.C. et emploi des jeunes ; effet de substitution des jeunes salariés a des salariés plus âgées ; résultant des plans précédents ; pactes pour l'emploi (p. 332) ; absence de remise en cause du S.M.I.C., de l'âge de la retraite et de la sécurité sociale ; priorité absolue réservée par le Gouvernement à l'emploi ; amélioration de l'environnement des entreprises (p. 333).

Discussion des articles : **article 1er** : emploi des jeunes (p. 340) ; **article 2** : parité globale dans les départements et les territoires d'outre-mer ne constituant qu'une étape sur le chemin de l'égalité ; Plan-jeunes s'appliquant dans les départements d'outre-mer ; crédits destinés au Plan-jeunes n'étant pas limitatifs ; opportunité de l'exonération des charges sociales [25 avril 1986] (p. 422) ; principales dispositions du collectif budgétaire en faveur de l'emploi ; absence de volonté gouvernementale de supprimer l'A.N.P.E. ; détermination du Gouvernement à favoriser le recours au contrat à durée déterminée, au travail temporaire et au travail à temps partiel ; contrat à durée indéterminée devant demeurer le mode de recrutement de droit commun ; rapports du Gouvernement avec les organisations syndicales ; Gouvernement n'ayant pas l'intention de revenir sur le statut d'établissement public de l'A.N.P.E. ; critiques de M. Alain Vivien et Gérard Bapt à l'égard des zones franches pouvant s'appliquer à la formule des pôles de conversion ; absence d'atteinte aux fondements du droit du travail ; exonération ou réduction d'impôts ne concernant que la fiscalité nationale (p. 423) ; emploi des jeunes ; future présentation par le Gouvernement des projets de lois relatifs à l'autorisation administrative de licenciement et au seuil sociaux et fiscaux ; formation en alternance des élèves des lycées d'enseignement professionnel ; compensation intégrale par l'Etat du manque à gagner des caisses de sécurité sociale ; importance du rapport Seguin de 1979 (p. 424) ; importance de l'action à mener en matière d'emploi des jeunes (p. 425) ; ses observations (p. 433) ; nécessité d'allonger la scolarité ; politique tendant à placer les jeunes dans « des situations variées à statut ambigu » ayant un certain effet sur les statistiques ; politique gouvernementale consistant à faciliter l'accès à l'entreprise ; nécessaire réduction du coût du travail des débutants ; effort du Gouvernement portant sur la seconde composante du coût salarial, les charges sociales ; nécessaire développement des formations en alternance (p. 435) ; nécessité de ne pas prendre des mesures discriminatoires à l'encontre des étrangers en situation régulière (p. 436) ; abaissement de la durée du travail hebdomadaire à trente-cinq heures sans perte de salaire ne pouvant qu'affaiblir la complexité des entreprises et donc à long terme l'emploi (p. 438) ; problème de la formation des responsables au sein de l'entreprise ; statut des jeunes en formation ; négociations avec les partenaires sociaux étant prévues en ce qui concerne l'aménagement du temps de travail et le travail temporaire (p. 439) ; caractère superflu de la précaution prévue par l'amendement n° 238 de M. Gérard Collomb ; parti communiste souhaitant rétablir le Plan Barre de 1977 ; mesures proposées par l'amendement n° 47 de M. Georges Hage aboutissant à réduire considérablement le nombre des entreprises bénéficiaires des

exonérations (p. 440) ; entreprises visées dans l'encadrement n° 15 de M. Bachelot étant incluses dans le champ d'application du texte de loi (p. 441) ; existence de jeunes dotés de formations très poussées étant demandeurs d'emploi ; nécessaire encouragement des formations en alternance ; exonération de charges sciales (p. 442) ; existence d'un chômage des jeunes diplômés ; absence de dérogation au S.M.I.C. ; absence de risque de substitution (p. 443) ; rémunération versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle ; expression « tout autre dispositif existant » couvrant l'apprentissage (p. 444) ; accord de 1983 sur la formation en alternance (p. 445) ; absence de suppression des dispositifs existants en faveur de l'emploi des jeunes ; Gouvernement souhaitant conserver une liberté d'action pour créer en tant que besoin les dispositifs adaptés aux jeunes en difficulté ; modalités de l'exonération à 50 % des charges sociales ; notion de contrat de fidélité ; réglementation des congés-formation ; formule des contrats de fidélité constituant une innovation apportant des solutions confortant la formation en alternance et les T.U.C. (p. 446) ; stages d'initiation à la vie professionnelle (p. 448) ; droit des jeunes à l'ensemble des prestations de sécurité sociale étant garanti quelle que soit l'exonération appliquée ; durée des stages d'initiation à la vie professsionnelle (p. 449) ; son amendement n° 443 (exonération de charges sociales constituant une mesure d'incitation générale à l'embauche pouvant concernée les embauches intervenues à compter du 1er mai 1986) ; date de l'effet de certaines mesures prévues dans le plan d'emploi des jeunes ; risque de voir certains chefs d'entreprise qui pourraient d'ores-et-déjà embaucher des jeunes différer leur embauche dans l'attente du bénéfice des mesures du projet de loi ; remboursement *a posteriori* des sommes qui auront pu être versées entre temps par les entreprises pour les embauches à compter du 1er mai jusqu'à la date de promulgation de la loi (p. 450) ; adopté au scrutin public ; son sous-amendement n° 442 à l'amendement n° 438 de M. Etienne Pinte (tendant à supprimer le paragraphe II de cet amendement) : adopté (p. 451) ; recours à la procédure de l'article 38 de la Constitution [28 avril 1986] (p. 474) ; délais de consultation du comité d'entreprise en matière de licenciement ; notion de « véritable formation professionnelle » (p. 476) ; consultation du comité d'entreprise sur les orientations de la formation professionnelle dans l'entreprise (p. 477) ; compétence du comité d'entreprise pour tout ce qui est relatif à la formation en alternance ; réforme du service public de placement ; statut et rôle de l'Agence nationale pour l'emploi ; nécessité de priviligier les actions de prospection et de placement par rapport aux tâches de gestion ; nécessité d'instaurer un véritable suivi du demandeur ; monopole de placement fixé par la convention n° 88 de l'O.I.T. ; nécessité de décentraliser l'A.N.P.E. ; nécessité de tirer les conséquences des responsabilités reconnues aux collectivités locales pour mieux associer les élus à la définition des tâches du service ; nécessité pour les élus et les partenaires sociaux de se sentir concerné par le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi ; absence de modification du statut du personnel (p. 478) ; absence de négociations avec les partenaires sociaux concernant un établissement public l'A.N.P.E. mais simplement concertations et consultations ; convention O.I.T. n° 88 disposant que le monopole de placement gratuit est réservé au service public de l'emploi ; possibilité pour l'A.N.P.E. de passer des conventions avec des associations reconnues d'utilité publique ou des associations d'anciens élèves ; exemple de l'association pour l'emploi des cadres A.P.E.C. et des bureaux de placement payant fonctionnant pour les professions du spectacle (p. 479) ; ses observations sur l'intervention de M. Edmond Alphandéry concernant la réforme de l'A.N.P.E. (p. 480) ; article L. 330-1 du code du travail prévoyant que l'A.N.P.E. est un établissement public national ; volonté du Gouvernement de conduire une décentralisation de l'A.N.P.E. ; nécessité de passer par la voie législative pour créer une nouvelle catégorie d'établissement public ; négociation entre le Gouvernement et les partenaires sociaux sur les problèmes de l'U.N.E.D.I.C. ; conservation de l'A.N.P.E. de son rôle administratif en matière de demandes d'emploi et d'ouverture de dossiers de demandes d'aides aux travailleurs sans emploi (p. 482) ; ses observations (p. 483-484) volonté du Gouvernement de faciliter le recours au contrat de travail à durée déterminée, au travail temporaire et au travail à temps partiel tout en assurant le respect des droits des salariés concernés ; nécessité de faciliter le recours à ces formules pour les entreprises ; possibilité de recours au contrat à durée déterminée ; nécessité de maintenir le statut social du salarié à durée déterminée (p. 485) ; création d'un contrat à durée indéterminée intermittent (p. 486) ; ses observations sur l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (p. 499) ; concertation préalable rendant superflu l'amendement n° 251 de M. Gérard Collomb (p. 500) ; ses observations sur les amendements n° 61 de M. Georges Hage et n° 62 de Mme Muguette Jacquaint (p. 501) ; intention du Gouvernement de respecter les accords conclus entre les pertenaires sociaux et en particulier de l'accord national du 13 mai 1985 ; respect des droits individuels et collectifs des salariés (p. 502) ; absence de remise en cause du caractère écrit du contrat de travail à durée déterminée ; possibilité d'étudier avec les partenaires sociaux les conditions de renouvellement du contrat à durée déterminée ; fidélité du Gouvernement à l'esprit de l'article L. 122-3-3 du code du travail (p. 503) ; aménagement éventuel des dispositions relatives à la période d'essai du contrat de travail à durée déterminée ; intention du Gouvernement d'allonger la durée maximale des contrats à durée déterminée (p. 504) ; révision de la liste des cas où l'on peut recourir au contrat à durée déterminée et au travail temporaire (p. 505) ; absence de modification des dispositions relatives à l'ancienneté des salariés temporaires (p. 506) ; absence de modification des dispositions relatives à l'échéance du terme du contrat de travail temporaire ; maintien de l'obligation faite à l'entrepreneur de travail temporaire de présenter une déclaration auprès de l'autorité administrative et d'avoir une garantie financière pour exercer sa profession ; respect des droits individuels et collectifs des salariés intérimaires ; maintien de l'indemnité de précarité d'emploi versée aux intérimaires à l'issue de chaque mission (p. 507) ; maintien des dispositions relatives à l'interdiction de faire appel à des salariés temporaires en cas de conflit du travail et pour certains travaux dangereux (p. 508) ; dispositions relatives au renouvellement et à l'aménagement du terme du contrat de mission de travail temporaire (p. 509) ; rétablissement d'un système permettant de compter dans l'effectif d'une entreprise les salariés proportionnellement à leur temps de travail (p. 510) ; éligibilité des salariés occupant un emploi à temps partiel simultanément dans plusieurs entreprises pour l'exercice des fonctions de représentation du personnel ; mode de calcul pour la prise en compte des salariés à temps partiel dans l'effectif d'une entreprise ; impossibilité d'instaurer un seuil d'effectif concerné par le travail à temps partiel, le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée (p. 511) ; volonté du Gouvernement d'assouplir et de simplifier par ordonnance les modalités de recours au contrat à durée déterminée (p. 512) ; ses observations (p. 513) ; suppression de toute autorisation administrative pour la conclusion d'un contrat de travail à durée déterminée ; maintien du principe de l'égalité de traitement entre un salarié à temps plein et un salarié à temps partiel (p. 514) ; maintien de l'indemnité de fin de contrat pour un salarié ayant un contrat de travail à durée déterminée (p. 515) ; suppression de toute autorisation administrative préalable à un contrat de travail temporaire (p. 516) ; projet de loi séparé pour les modalités d'aménagement du contrôle de l'emploi (p. 517) ; contrat de mise à disposition liant l'utilisateur à l'entrepreneur de travail temporaire ; absence de remise en cause des garanties du salarié intérimaire (p. 518) ; ses observations (p. 519) ; indemnisation liée aux intempéries accordée par les entreprises appartenant aux collectivités professionnelles du bâtiment et des travaux publics [29 avril 1986] (p. 531) ; conditions d'accès des salariés aux transports collectifs ou aux installations collectives ; amendement n° 289 de M. Gérard Collomb étant sans objet (p. 532) ; information de l'autorité administrative sur la réalité du paiement des cotisations sociales (p. 533) ; ses observations ; dépôt prochain d'un projet de loi distinct relatif aux seuils sociaux (p. 534) ; aménagement du régime du travail à temps partiel sans que soient remises en cause les garanties essentielles des salariés concernés ; intention du Gouvernement de rétablir un système permettant de compter dans les effectifs des entreprises les salariés proportionnellement à leur temps de travail (p. 535) ; intention du Gouvernement n'étant pas de remettre en cause l'article L. 212-4-5 du code du travail ; notion de contrat à durée indéterminée intermittent ; intention du Gouvernement de déposer un projet de loi portant abrogation du dispositif relatif à l'autorisation administrative de licenciement (p. 536) ; négociations entre partenaires sociaux quant aux conditions dans lesquelles il y aura lieu de régler les problèmes créés par le vide juridique lié à la disparition de l'autorisation administrative ;

libéralisme impliquant qu'une plage aussi large que possible soit laissée aux partenaires sociaux dans le domaine de la négociation collective (p. 537) ; inopportunité d'un débat sur la suppression administrative de licenciement avant le dépôt du projet de loi ; impossibilité pour le Gouvernement d'être à l'origine d'un vide juridique en la matière ; fonctions de l'autorisation administrative de licenciement ; motif de l'instauration du contrôle du caractère économique du licenciement ; caractère dépassé de ce contrôle ; négociations avec les partenaires sociaux (p. 538) ; problème des seuils sociaux devant faire l'objet d'un projet de loi particulier ; structure juridique du système syndical français n'entrant pas dans le champ de la loi d'habilitation (p. 539) ; absence de remise en cause de la présomption de représentativité des cinq grandes organisations nationales ; reconnaissance du droit à l'expression d'autres groupements dont la représentativité peut être vérifiée sur les critères minimaux ; difficulté de solliciter le régime d'assurance chômage sur le financement de nouvelles mesures (p. 540) ; Etat consentant déjà des efforts importants pour contribuer avec les employeurs au financement d'actions de formation au bénéfice des salariés menacés dans leur emploi ou ayant besoin d'une adaptation de leurs compétences professionnelles (p. 541) ; flexibilité s'imposant dans la gestion de l'entreprise ; nécessité de ne pas remettre en cause la protection des salariés en matière de durée du travail ; loi de 1986 ayant été votée sans consultation réelle des partenaires sociaux ; nécessité de ne pas lier l'aménagement et la réduction de la durée du travail ; cadre des négociations ; suppression du lien obligatoire entre la modulation des horaires de travail et la réduction de la durée légale du travail ; cadre unique de négociation ne devant pas être imposé aux partenaires sociaux (p. 542) ; son amendement n° 441 (aménagement du temps de travail) ; leçon que tirera le Gouvernement des négociations entre les partenaires sociaux (p. 543) ; adopté ; réglementation prévoyant la mise en œuvre des horaires individualisés ne pouvant être mise en place qu'après information du comité d'entreprise (p. 544) ; rôle du comité d'entreprise dans le contrôle de l'application de l'accord sur l'aménagement du temps de travail (p. 545) ; absence de remise en cause du principe posé à l'article L. 212-5 du code du travail ; durée maximale hebdomadaire du travail (p. 546) : son amendement n° 444 (p. 561) : adopté au scrutin public ; propositions formulées dans l'amendement n° 73 de M. Georges Marchais entraînant un transfert de charges immédiat sur les entreprises les plus saines économiquement (p. 564) ; ses observations (p. 565) ; projet de loi d'habilitation proposé par le Gouvernement n'excluant pas les travailleurs handicapés du champ des mesures visant à faciliter l'insertion et la formation professionnelle ; texte proposé ne visant pas des catégories particulières qui justifient des actions spécifiques ; obligation d'emploi des handicapés ; réaménagement des modalités d'application de la garantie de ressources ; collectif budgétaire prévoyant pour les handicapés la mise en place d'un crédit supplémentaire de 180 millions de francs (p. 566) ; ses observations (p. 567) ; **article 3** : groupe socialiste ayant organisé un concours de caricature et de dénigrement sur le thème de la participation (p. 573) ; attachement des salariés qui en bénéficient à la participation ; montant de la réserve de participation (p. 574) ; son opposition à la dénaturation des pouvoirs des institutions représentatives du personnel ; double vocation de l'entreprise ; son appréciation sur les propos de M. Bachy suivant lequel l'entreprise est « le terrain privilégié de la lutte des classes » (p. 575) ; ses observations (p. 588) ; sommes versées au titre de l'intéressement de la participation n'ayant pas le caractère de salaire (p. 589) ; suspension du contrat de travail pendant le congé sabbatique (p. 590) ; système de la loi du 24 octobre 1980 constituant une opération « unique, non renouvelable, et désormais achevée » (p. 591) ; ses observations (p. 592, 593) ; principe du volontariat individuel pour l'actionnariat ; caractère essentiellement collectif de l'intéressement et de la participation justifiant que ces formules bénéficient à l'ensemble des salariés ; son amendement n° 445 (tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa 2° de cet article : « 2° modifier la législation sur les sociétés commerciales afin d'offrir aux sociétés anonymes la faculté d'introduire dans leurs statuts des dispositions prévoyant que des représentants du personnel salarié siégeront avec voix délibérative au sein du conseil d'administration et du conseil de surveillance ») ; élargissement du rôle des représentants des salariés ; comité d'entreprise devant être représenté aux séances du conseil d'administration et du conseil de surveillance dans toutes les sociétés qui comportent une telle institution ; documents adressés aux membres du conseil devant être adressés aux représentants du personnel ; volonté du Gouvernement de faire en sorte que les assemblées générales puissent désormais disposer de la faculté d'ouvrir leur conseil d'administration au personnel salarié ; mandat des membres des conseils d'administration désignés en application de la loi dite relative à la démocratisation du secteur public prenant fin à compter de la promulgation de la loi (p. 594) ; adopté (p. 595) ; responsabilité civile et pénale des administrateurs désignés au titre de la participation ; ordonnance ne portant aucun préjudice aux droits des actionnaires (p. 596) ; ses observations (p. 597).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Coffineau ; rappelle qu'un parlementaire européen publie des communiqués « stupides » ; doctrine officielle du parti socialiste [29 avril 1986] (p. 576).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.**

Discussion : coût du licenciement d'une personne âgée de cinquante ans par rapport à ce que rapportent 25 % d'exonération des charges sociales pour l'embauche d'un jeune salarié [15 mai 1986] (p. 931).

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion générale : regrette que le débat de fonds ait été « pollué » avant même d'avoir réellement commencé ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement pour motif économique n'étant pas un préalable absolu à toute relance de la création d'emplois ; institution par la droite de l'autorisation administrative de licenciement [29 mai 1986] (p. 1450) ; évolution de la situation économique et sociale depuis 1975 ; autorisation administrative préalable n'étant pas la panacée en matière de protection des personnels ; attitude du groupe socialiste en 1974 ; emploi constituant l'objectif prioritaire du Gouvernement (p. 1451) ; droit au travail constituant le premier droit à garantir ; code du travail ne constituant pas une réalité figée ; protocole du 16 décembre 1984 sur l'adaptation des conditions d'emploi ; existence d'une autorisation préalable n'ayant jamais empêché les licenciements économiques ; licenciements économiques prononcés dans le cadre de règlement judiciaire (p. 1452) ; délais administratifs ayant été abusivement augmentés par le jeu des refus partiels opposés à plus de 41 % des demandes ; note du 17 octobre 1985 de l'inspection générale des affaires sociales ; contrat à durée indéterminée devant rester le contrat de travail de droit commun ; vérification et interprétation par l'administration du plan social prévues à l'article 12 de l'accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi autorisation administrative d'embauche ou de licenciement dans les douze mois suivant le licenciement économique s'étant révélé comme un frein à la modernisation des entreprises ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ne créant pas directement des emplois (p. 1453) ; histoire de la procédure d'autorisation administrative de licenciement ; contrôle de l'emploi ; obligation d'établir un règlement intérieur ; obligation de tenir un registre des entrées et des sorties de personnel ; contrôle de l'emploi institué sur les mouvements de main-d'œuvre ayant une portée exclusivement économique (p. 1454) ; accord national interprofessionnel de 1969 ; accord entre les partenaires sociaux du 17 octobre 1974 ; demande des partenaires sociaux de protéger les finances de l'U.N.E.D.I.C. ayant été à l'origine de l'autorisation administrative préalable de licenciement ; fonctions initiales de l'autorisation administrative de licenciement ; décret du 24 novembre 1982 diminuant brutalement les prestations de chômage (p. 1455) ; principal fondement de l'autorisation administrative de licenciement ayant été ébranlé par le Gouvernement socialiste ; Gouvernement entendant rester totalement fidèle à l'esprit de la loi du 3 janvier 1975 ; respect de la directive du conseil des communautés économiques européennes du 17 février 1975 ; obligation, dans tous les grands pays industrialisés, de consultation des instances représentatives (p. 1456) ; logique de l'évolution historique du droit social en matière de licenciement ayant toujours été dans le sens d'un abandon des mesures dirigistes au profit des règles conventionnelles ; application par le

Gouvernement de la plate-forme sur laquelle la majorité a été élue ; suppression de toutes les autorisations administratives pouvant constituer des freins à l'embauche ; situation des entreprises ayant conclu des conventions avec le Fonds national de l'emploi ; rôle des partenaires sociaux ; nécessaire maintien de la consultation des représentants du personnel et de l'élaboration d'un plan social (p. 1457) ; projet de loi tirant à la session d'automne les conséquences de la négociation entre partenaires sociaux ; Gouvernement se réservant les moyens de garantir aux salariés une réelle protection en cas d'échec des négociations ; suppression du contrôle de la réalité du motif économique ; situation dans les entreprises de moins de onze salariés ; extension de la formalité de l'entretien préalable à tous les licenciements individuels ou collectifs de moins de dix salariés pour motif économique ; suppression de la procédure d'autorisation administrative préalable des embauches et des licenciements dans les douze mois suivant un licenciement économique ; maintien de la procédure des déclarations des embauches et des licenciements ; nécessaire adaptation des règles conventionnelles aux réalités économiques actuelles (p. 1458) ; définition de nouvelles procédures destinées à vérifier les règles d'information et de consultation des représentants du personnel et l'élaboration par l'employeur de mesures de reclassement et d'indemnisation ; minorité parlementaire espérant de mauvaises relations entre le Gouvernement et les partenaires sociaux ; reproches adressés au Gouvernement (p. 1459) ; suppression immédiate du contrôle du motif économique des licenciements ; négociations devant porter exclusivement sur les procédures et le plan social ; caractère excessif des délais conventionnels ; vote par la majorité parlementaire de la loi du 3 janvier 1975 relative à la protection des salariés en cas de licenciement économique (p. 1460) ; socialistes ayant dû, s'ils étaient restés au pouvoir, abroger l'autorisation administrative de licenciement ; rôle des partenaires sociaux ; lutte pour l'emploi (p. 1461) ; caractère injurieux pour les patrons des propos de M. Michel Coffineau (p. 1463) ; absence de sérieux de la thèse de l'inconstitutionnalité du projet de loi (p. 1467) ; date de la suppression du régime d'indemnisation du chômage à 90 % (p. 1478) ; absence d'effet automatique de la seule suppression de l'autorisation administrative de licenciement sur l'emploi ; présence moins importante de l'administration dans le processus du licenciement pour cause économique ; garanties des salariés (p. 1479) ; impossibilité d'évaluer l'impact de réel de la suppression de l'autorisation administrative en matière d'emploi (p. 1480) ; ses observations (p. 1492) ; disparition du régime d'indemnisation du chômage spécifique au licenciement économique [2 juin 1986] (p. 1544) ; originalité de la procédure française d'autorisation administrative ; nécessité d'une négociation collective ; existence d'une période transitoire jusqu'au 31 décembre 1986 ; diminution du nombre de fonctionnaires de l'inspection du travail ; consultation des représentants du personnel en Suède, R.F.A. et Grande-Bretagne ; maintien des délais légaux ; proportion d'autorisations accordées ; hostilité des organisations syndicales au projet (p. 1545) ; suppressions d'emploi intervenues depuis 1981 ; rôle des inspecteurs du travail ; effets de l'autorisation administrative ; rôle du chef d'entreprise ; élaboration contractuelle d'un dispositif de substitution ; impossibilité de retenir le critère de la nationalité pour définir l'ordre des licenciement ; procédures permettant en R.F.A. de prolonger le délai avant l'expiration duquel le licenciement ne doit pas intervenir ; part du licenciement économique dans l'ensemble des pertes d'emploi ; garanties pour les licenciements de moins de dix salariés (p. 1546, 1547) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 1551-1552).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : volonté du Gouvernement de ne pas procéder à une réforme d'ensemble du droit du licenciement (p. 1553) ; ses observations (p. 1554) ; libéralisation du contrat à durée déterminée (p. 1555) ; **avant l'article 1er** : ses observations [2 juin 1986] (p. 1569) ; amendement « anti T.U.C. » (p. 1571) ; modification de l'article L. 122-1-1 du code du travail (p. 1572) ; apprentissage (p. 1573) ; musique classique (p. 1574) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Gérard Collomb : obstruction communiste sur le projet Delebarre ; amendement socialiste repris dans les poubelles du groupe communiste (p. 1576) ; ses observations (p. 1577) ; licenciements individuels et licenciements économiques (p. 1579) ; ses observations (p. 1580, 1581, 1585, 1586 et 1587) ; ses observations [3 juin 1986] (p. 1597, 1598) ; groupe communiste cherchant par le biais d'amendements à « régler ses comptes avec le parti socialiste » (p. 1599) ; son attitude lors de la discussion des lois Auroux (p. 1604) ; possibilité pour la présidence de faire application de l'article 98, alinéa 5 du règlement (p. 1605) ; sa sensibilité au souhait du groupe communiste de voir substituer des dispositions contractuelles à des dispositions légales (p. 1612) ; indemnisation à laquelle peut prétendre un salarié étant exactement du même type quelle que soit la nature du licenciement (p. 1624) ; rappelle à M. Michel Coffineau que la loi Le Chapelier date de 1791 (p. 1632) ; encombrement des juridictions prud'homales et tendance à y renvoyer quasi-systématiquement tous les problèmes de licenciements ; Gouvernement entendant laisser à la négociation collective la fixation éventuelle des règles nouvelles de procédures de licenciement pour motif économique ; propos de M. Yvon Chotard selon lequel la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ne changera pas le nombre de licenciements (p. 1634) ; absence de condamnation par M. Yvon Chotard de la procédure choisie par le Gouvernement (p. 1635) ; employeur définissant après consultation du comité d'entreprise ou à défaut des délégués du personnel les critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements (p. 1643) ; objet de la réunion du comité d'entreprise lorsqu'il est consulté sur un projet de licenciement étant obligatoirement connu (p. 1644) ; employeur étant tenu d'adresser aux représentants du personnel avec la convocation à la réunion prévue à l'article L. 321-3 tous les renseignements utiles sur les licenciements projetés (p. 1645) ; ses observations (p. 1647) ; amendement n° 122 de M. Jean Auroux étant rédigé dans la perspective du maintien de l'autorisation administrative de licenciement que le Gouvernement se propose de supprimer (p. 1648) ; défaut de consultation du comité d'entreprise étant déjà sanctionné pénalement (p. 1649) ; décisions administratives ne devant pas porter atteinte aux dispositions de droit commun régissant les rapports entre employeur et salariés (p. 1650) ; comité d'entreprise devant être obligatoirement saisi des projets de compression d'effectifs ; procédures du licenciement individuel devant être précisé par la négociation collective (p. 1651) ; Gouvernement n'ayant pas l'intention de modifier les conditions de licenciement des représentants du personnel (p. 1652) ; inapplicabilité du projet à certaines catégories d'entreprises ; réserve d'amendements [4 juin 1986] (p. 1690) ; indemnisation par l'U.N.E.D.I.C. d'un salarié licencié ; nécessité de régler les problèmes sociaux du licenciement par un système de solidarité (p. 1691, 1692) ; obligation pour le Gouvernement de déposer un projet de loi qui, après la négociation collective, définira les procédures destinées à vérifier le respect des règles d'information et de consultation des représentants du personnel et d'élaboration des mesures de reclassement et d'indemnisation ; impossibilité de lier le Gouvernement par un accord entre partenaires sociaux ; volonté de négociation des organisations patronales et des syndicats de salariés ; cas de certaines branches qui ont déjà commencé des discussions exploratoires ; fédération des travaux publics (p. 1693) ; demande un scrutin public pour que l'amendement n° 476 de M. Auroux laisse une trace dans les annales (p. 1694) ; ses observations (p. 1695) ; **article 1er** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Yvon Briant : caractère contradictoire des propos tenus par le groupe socialiste et le groupe Front national (p. 1696) ; ses observations (p. 1719) ; déclin du contrôle de l'emploi par l'Etat ; montée des procédures conventionnelles (p. 1720) ; existence d'une procédure de consultation ; incitation à établir un plan social (p. 1721) ; amendements du groupe communiste dont l'objet consiste à exclure du champ d'application de la loi certaines entreprises ou certaines catégories d'entreprises ; amendements du groupe socialiste dont l'objet est d'exclure du champ d'application de la loi les entreprises assujetties à une convention collective nationale étendue ; demande la réserve de ces amendements jusqu'après l'article 5 ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Paul Chomat : s'étonne de la confusion faite par M. Paul Chomat entre la notion de recevabilité et celle de réserve ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : rappelle que l'irrecevabilité n'a pas été invoquée contre les amendements faisant l'objet d'une réserve (p. 1724) ; ses observations (p. 1726) ; exprime le souhait que la prochaine séance ait lieu dans une heure (p. 1727) ; caractère incomplet de la suppression du contrôle de l'administration sur les licenciements ; contrôle administratif ne pouvant relever que de la décision des pouvoirs

publics ; extension du droit à l'entretien préalable ; élargissement du contrôle judiciaire [5 juin 1986] (p. 1739) ; rappelle au groupe socialiste qu'il a reproché au groupe communiste, lors de l'examen de la loi de flexibilité, d'avoir déposé un amendement sur chaque branche ; portée du contrôle du motif économique par l'administration (p. 1742) ; partenaires sociaux devant, dans le domaine de l'incitation au plan social et dans celui des procédures, combler le vide ayant jusqu'à présent existé ; règles contractuelles en matière de protection contre les licenciements résultant non des conventions collectives de branches mais de l'accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi de 1969 ; inopportunité de prévoir des règles légales de licenciement différentes selon les branches (p. 1743) ; liaison entre l'importance des licenciements et l'importance des établissements (p. 1744) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : son attitude lors du débat sur les lois Auroux ; lois Auroux ayant réformé le tiers du code du travail ; nombre d'amendements déposés par l'opposition parlementaire de l'époque (p. 1748) ; opportunité de l'information de l'autorité administrative sur les projets de licenciements et la consultation des représentants du personnel (p. 1749) ; ses observations (p. 1751) ; amendement n° 245 de M. Jean Auroux pouvant « nourrir très opportunément » la négociation entre les partenaires sociaux (p. 1753) ; rappelle que les commissions paritaires de l'emploi sont d'origine et de nature conventionnelles (p. 1754) ; ses observations (p. 1755) ; nécessité de rechercher par la voie conventionnelle des procédures de substitution ; propos de M. Lionel Jospin à « L'heure de vérité » (p. 1756) ; subordination de la disparition définitive de l'autorisation administrative de licenciement à la définition de procédures de substitution ; problèmes de la suppression immédiate du contrôle du motif économique (p. 1757) ; Gouvernement devant prendre ses responsabilités en cas d'échec des négociations (p. 1758) ; possibilité d'une négociation sur les délais (p. 1760) ; négociation devant précéder la deuxième loi sur l'autorisation administrative de licenciement (p. 1761) ; problèmes de substitution de main-d'œuvre (p. 1762) ; existence de l'autorisation administrative de licenciement ayant un effet d'encouragement pour les plans sociaux ; maintien de l'accès au Fonds national pour l'emploi (p. 1798) ; second projet de loi sur l'autorisation administrative de licenciement devant permettre de garantir aux salariés frappés par un licenciement économique une information suffisante sur les motifs de leur licenciement, une possibilité de recours auprès d'une instance extérieure et objective et les mesures d'accompagnement sociales qui peuvent être prises (p. 1799) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Coffineau : obstruction nécessitant un minimum de talent ; difficulté pour l'Assemblée de se consacrer au vote des lois ; mise en cause du fonctionnement régulier des pouvoirs publics ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Gérard Collomb : cite comme exemple de l'obstruction socialiste l'amendement n° 443 à l'article 2 ; laxisme du règlement (p. 1804) ; son hostilité à une utilisation prématurée de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (p. 1805) ; **article 2** : ses observations (p. 1811) ; compétence de la juridiction prud'homale pour contrôler l'application de l'article L. 321-2 du code du travail [6 juin 1986] (p. 1847) ; réserve d'amendements et de sous-amendements (p. 1848) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : ouverture du Gouvernement à tous les débats de fonds (p. 1850) ; valeur juridique de la liste des critères utilisés pour définir l'ordre des licenciements ; interdiction de licencier une personne en raison de son appartenance à une nation (p. 1852) ; prise en compte par le code du travail de la situation des femmes chefs de famille (p. 1854) ; place des femmes chefs de famille dans l'ordre des licenciements économiques ; plan de formation (p. 1855) ; information des femmes chefs de famille et possibilité de mutation dans l'entreprise avant un licenciement économique (p. 1856) ; ses observations (p. 1857) ; protection des travailleurs handicapés ; plan de formation spécifique en cas de licenciements économiques ; place des travailleurs handicapés dans l'ordre des licenciements (p. 1858) ; critères utilisés pour déterminer l'ordre des licenciements ; prise en compte de la situation des apprentis (p. 1859, 1860) ; délit d'entrave constitué par le défaut de consultation des instances représentatives du personnel (p. 1861) ; ses observations (p. 1862) ; délai entre la remise des documents sur le licenciement aux représentants du personnel et leur consultation (p. 1863) ; **article 3** : délais de licenciement (p. 1892) ; ses observations (p. 1894) ; ses observations (p. 1896) ; présence des organisations syndicales représentative à la négociation collective prévue par le texte ; structures du C.N.P.F. (p. 1897) ; définition des règles de consultation des représentants du personnel et d'élaboration du plan social par des accords contractuels (p. 1899) ; absence d'énumération des mesures de reclassement à l'article L. 321-4 du code du travail ; conditions d'élaboration du plan social ; licenciement pour faute ou pour insuffisance professionnelle ; nécessité d'une remise en ordre des règles de licenciement (p. 1902) ; mesures indispensables pour éviter tout vide jurique pendant la période transitoire (p. 1903) ; adaptation des règles en matière de consultation des représentants du personnel et d'élaboration d'un plan social ; compétence des conseils de prud'hommes (p. 1905) ; **article 4** : ses observations (p. 1907) ; ses observations [7 juin 1986] (p. 1934) ; entretien préalable n'étant pas actuellement requis pour les licenciements de deux à dix salariés ; projet de loi instituant un système provisoire n'étant pas applicable au-delà du 31 décembre 1986 ; caractéristique du contentieux actuel du licenciement pour motif économique ; nécessaire responsabilisation des chefs d'entreprise ; Parlement intervenant après la négociation ; interventions peu nombreuses des députés R.P.R. et U.D.F. constituant une marque de confiance dans la capacité du ministre à défendre le projet ; confirme qu'il n'attend pas une amélioration de la situation de l'emploi dans les prochains mois (p. 1938) ; mesures proposées initialement par le ministère des affaires sociales et de l'emploi n'étant toujours pas applicables (p. 1939) ; ses observations (p. 1940) ; rappelle que l'autorité administrative ne peut en aucun cas fixer l'ordre des licenciements ; plan pour les jeunes n'ayant un effet rétroactif que lorsque la loi aura été promulguée ; rappelle le dispositif adopté pour l'emploi des jeunes (p. 1941) ; ses observations (p. 1942) ; ses observations (p. 1954-1955) ; notion de pôles de conversion (p. 1956) ; admet que des députés de l'opposition aient pu se plaindre de la répétition des scrutins publics ; demande en conséquence la réserve du vote sur les amendements jusqu'au vote sur l'article 4 en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1958) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Gérard Collomb ; Assemblée n'étant nullement privée d'un débat nécessaire ; Gouvernement et commission ne manquant pas de faire connaître l'avis qu'appellent de leur part les sous-amendements et amendements déposés par le groupe socialiste ; rappelle que M. Michel Delebarre avait demandé, lors du débat sur l'aménagement du temps du travail, le vote bloqué sur l'ensemble du texte (p. 1959) ; ses observations (p. 1960) ; assurance pour la garantie des salaires (p. 1961) ; licenciement en cas de redressement ou de liquidation (p. 1962) ; amendement n° 5 de la commission n'alourdissant pas les formalités administratives pour les petites et moyennes entreprises (p. 1965) ; notion « d'explication » du salarié ; caractère inadmissible des aggressions verbales de M. Jean Auroux (p. 1966) ; notion d'« audition » provenant de la loi du 13 juillet 1973 (p. 1967) ; distinction entre la suppression d'un poste de travail et la suppression d'un emploi ; directive européenne du 17 février 1975 sur la définition du motif économique du licenciement (p. 1968) ; inopportunité de réserver l'assistance à l'entretien préalable à un délégué syndical ; apport des délégués du personnel dans les entreprises employant moins de onze salariés (p. 1970) ; assistance par une personne choisie librement par le salarié dans le personnel de l'entreprise ; mission de l'expert (p. 1971) ; ses observations (p. 1972) ; propose de réserver l'amendement n° 464 jusqu'à la fin de l'article 4 ; s'étonne que M. Gérard Collomb demande une suspension de séance pour étudier un amendement dont il est lui-même cosignataire (p. 1973) ; compare l'attitude de l'opposition sur les lois Auroux et le projet en discussion (p. 1974) ; dispositions de l'article 4 ne devant s'appliquer que pendant la période transitoire [7 juin 1986] (p. 1988) ; ses observations (p. 1990) ; réintégration du salarié licencié supposant l'accord des deux parties ; demande que l'Assemblée se prononce en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution par un seul vote sur l'article 4 tel qu'il a été modifié par les amendements n° 4, 5, lui-même modifié par le sous-amendement n° 494 rectifié, et 7, à l'exclusion de tout autre amendement ou sous-amendement ; demande la réserve du vote sur l'article 5 jusqu'au vote de cet article (p. 1991) ; **article 5** : statut de l'A.N.P.E. ; accord des partenaires sociaux en 1984 sur la suppression du contrôle « post-licenciement » pendant un an des licenciements et des embauches ; domaine des conventions sociales (p. 2000) ; amendement n° 90 de

M. Alain Bocquet étant contraire au projet de loi imposant le contrôle des embauches aux seules entreprises bénéficiaires d'une convention F.N.E. (p. 2003) ; **après l'article 5** : amendement n° 91 de M. Barthe ayant pour objet de permettre au groupe communiste de rappeler son opposition à la loi dite de « flexibilité » (p. 2004) ; **article 1er** (précédemment réservé) : Gouvernement s'opposant en application de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution à l'examen des amendements précédemment réservés ayant été déposés après le début du débat et non soumis à la commission ; annonce que le Gouvernement demandera, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution de se prononcer par un seul vote sur les articles 1er, 2 et 5 modifiés par l'amendement n° 8 de la commission précédemment réservés, sur l'amendement n° 10 corrigé portant article additionnel et sur l'ensemble du projet de loi dans le texte des articles adoptés par l'Assemblée (p. 2007) ; **article 2** (précédemment réservé) : ses observations sur le rappel au règlement de M. Alain Bocquet : distinction entre les notions d'irrecevabilité et celles d'opposition à la mise en discussion ; précédents de l'utilisation de l'article 44, alinéa 2 de la Constitution à l'Assemblée nationale et au Sénat ; examen de tous les amendements sérieux ou ayant un rapport même lointain avec le projet (p. 2008) ; amendements à la discussion desquels il s'est opposé ayant un caractère d'obstruction avéré (p. 2009).

Commission mixte paritaire, discussion générale : amélioration du texte du Gouvernement par les débats parlementaires ; date de suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; disparition du régime d'indemnisation spécifique du chômage [25 juin 1986] (p. 2462) ; création d'emplois ; négociations entre les partenaires sociaux sur le respect des règles de consultation des représentants du personnel et d'élaboration d'un plan social (p. 2463) ; ses observations sur les propos de M. Jean Auroux (p. 2464).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Stirbois : propos injurieux à l'égard du Gouvernement [4 juin 1986 (p. 1689).

— **Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Jean Auroux.**

Discussion : groupe socialiste ayant attendu des journées durant que le Gouvernement fasse usage de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; Gouvernement ayant su mettre le parti socialiste en position d'être contraint de déposer une motion de censure ; peur du parti socialiste de voir discutés les amendements répétitifs qu'il avait déposés ; souhaite que le débat sur le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement aille jusqu'à son terme [7 juin 1986] (p. 1999).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* modification de structures budgétaires affectant les comparaisons d'une année sur l'autre [5 novembre 1986] (p. 5865) ; amélioration de la productivité du ministère permettant de ramener son effectif à 24 790 agents ; priorité donnée par le Gouvernement à l'emploi, à l'insertion professionnelle et à la formation ; valeur d'une relance de l'économie par l'investissement ; danger d'opposer le traitement économique et le traitement social du chômage ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement contribution de l'Etat à l'extension des mesures d'accompagnement social aux petites et moyennes entreprises ; Gouvernement ayant décidé de lever certains obstacles au recours au contrat de travail à durée déterminée et au travail temporaire et de favoriser l'exercice du travail à temps partiel ; nécessité de donner un nouvel élan à la participation des salariés au capital et au résultat de l'entreprise (p. 5866) ; nécessité d'une meilleure adaptation entre l'offre et la demande d'emploi ; nécessité de rendre l'A.N.P.E. plus efficace ; importance attachée par le Gouvernement à la formation professionnelle ; formation en alternance constituant un outil privilégié de la politique gouvernementale ; crédits de modernisation de l'apprentissage ; diminution de 3 % du nombre des jeunes au chômage en septembre ; opportunité de simplifier et d'harmoniser les aides prévues dans le plan d'emploi des jeunes ; rôle et statut de l'A.F.P.A. (p. 5867) ; rôle et utilisation des stages d'initiation à la vie professionnelle ; mesures prises pour les chômeurs de longue durée ; maintien et relance de la formule des T.U.C. ; autorisation des chômeurs de longue durée adultes, participant au programme d'insertion locale, à continuer à bénéficier de leur indemnisation ; allocation pour un travail d'intérêt local pouvant être versée à des chômeurs non indemnisés ; outre-mer français bénéficiant d'une augmentation de 25 % des crédits consacrés aux chantiers de développement ; rôle de la provision non affectée ; réglementation des contrats de conversion ; recherche systématique de nouveaux gisements d'emploi ; nécessité de s'attaquer au travail dissimulé ; caractère exemplaire de la déduction fiscale pour frais de garde d'enfants (p. 5868) ; augmentation des crédits destinés à l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise ; moyens consacrés à l'aide au retour des travailleurs migrants ; nécessité d'une gestion rigoureuse des dotations d'action sociale et de santé ; Gouvernement souhaitant intensifier son effort en faveur des handicapés ; redéfinition de l'action de l'Etat dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté (p. 5869) ; projet de loi de finances pour 1987 réformant la fiscalité dans un sens favorable aux familles ; souci du Gouvernement de traiter au plan fiscal de manière non discriminatoire les couples quel que soit leur mode de vie ; action mise en œuvre en faveur des femmes ; accroissement des dotations allouées à la lutte contre la toxicomanie relance des investissements sanitaires ; nécessaire maîtrise des dépenses de santé ; échec relatif des politiques d'alternative à l'hospitalisation ; politique hospitalière (p. 5870) ; souhait du Gouvernement que la revalorisation des tarifs conventionnels puissent coïncidés avec une maîtrise du volume des actes médicaux ; cause de la dégradation rapide des comptes de la caisse nationale d'assurance vieillesse ; conséquence de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans en 1983 ; relèvement des cotisations destinées à la caisse nationale d'assurance vieillesse ; présente le projet de livret d'épargne retraite baisse tendantielle du taux de rendement des régimes d'assurance vieillesse (p. 5871) ; caractère préoccupant de la situation de l'assurance maladie ; se refuse à un relèvement des cotisations pesant sur les personnes actives ; part des dépenses prises en charge en totalité par l'assurance maladie ; actualisation du dispositif de prise en charge des maladies longues et coûteuses ; revalorisation et modulation du forfait hospitalier journalier ; accord entre les partenaires sociaux sur les procédures du licenciement économique étant significatif du climat social (p. 5872) ; mobilisation du Gouvernement pour la lutte contre le chômage (p. 5873) ; non consommation des crédits destinés aux entreprises intermédiaires (p. 5893) ; ses observations sur l'emploi du terme « section spéciale » par M. Louis Moulinet [6 novembre 1986] (p. 5921) ; crédits et rôle des missions locales ; action du Gouvernement en faveur des chômeurs adultes ; bilan des contrats emploi-formation-production ; problème posé par les contradictions entre la loi et les conventions collectives sur l'âge de la retraite (p. 5935) ; orientation adoptée dans le domaine de l'action pour l'égalité professionnelle des hommes et des femmes ; souci du Gouvernement de promouvoir l'égalité professionnelle dans les petites et moyennes entreprises ; instauration d'un bilan professionnel ; création d'un dispositif d'aide à l'insertion ou au maintien des femmes dans des emplois qualifiés traditionnellement masculins ; jeunes filles devant être bénéficiaires à part égale avec les garçons de l'ensemble des dispositions en faveur de l'emploi des jeunes ; sa défense du projet de loi portant réforme du code de la nationalité (p. 5936) ; serment n'étant pas contraire à la tradition républicaine opportunité de trouver une autre forme de solennalité ; situation de l'assurance maladie ; garantie du pouvoir d'achat des pensions ; création d'un plan d'épargne en vue de la retraite ne constituant pas une menace pour les régimes de base et les régimes complémentaires (p. 5937) ; rôle de la politique sociale (p. 5938).

Répond à la question de :

— *M. Jacques Roux :* motifs pour lesquels une procédure législative en deux phases entrecoupée par une négociation interprofessionnelle a été retenue pour la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; accord permettant d'ouvrir aux salariés des petites et moyennes entreprises la possibilité de bénéficier des contrats de conversion ; réduction des délais entre la notification par le chef d'entreprise du projet de licenciement et le licenciement effectif (p. 5945) ; problème posé par la spécificité de l'accord au sein de la branche des travaux publics ; délai entre la

notification à l'administration et le licenciement dans le cas des licenciements de cinq à trente salariés en contradiction au moins partielle avec la directive européenne pour les licenciements de plus de dix salariés (p. 5946) ;

— *M. Pierre Descaves :* représentation des organisations syndicales patronales ; pouvoirs publics ne devant pas s'immiscer dans la gestion des organisations professionnelles (p. 5948) ;

— *Mme Marie-France Lecuir :* s'oppose aux travaux d'intérêt productif en entreprise proposés par M. Valéry Giscard d'Estaing ; développement du programme des T.U.C. ; abandon du programme jeunes volontaires ; rôle des projets d'insertion locale ; déclaration de M. Fabius sur les solutions à apporter au problème du chômage mettant en valeur les nouveaux gisements d'emplois dans les activités socialement utiles (p. 5951).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** importance que le Gouvernement attache aux actions de formation et de promotion des femmes (p. 5959) ; nature des associations subventionnées (p. 5960) ; problème de l'interruption volontaire de grossesse ne pouvant être traité au détour d'une discussion budgétaire ; opportunité offerte par le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ; annonce que, si les amendements ne sont pas retirés, sa proposition d'un débat ultérieur deviendrait caduque (p. 5961) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. François Bachelot ; rappelle que si l'amendement de M. de Rostolan avait été retiré, un scrutin public ambigu aurait été évité, adoption de l'amendement n° 169 n'aurait pu remettre en cause le principe du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (p. 5962) ; nombre de stages d'insertion dans la vie professionnelle, de contrats d'adaptation et de qualification (p. 5964) ; provision non affectée correspondant à la nécessité d'une adaptation souple aux besoins de formation et d'insertion professionnelles ; utilisation de la procédure présentée par le Gouvernement ; analyse les amendements tendant à l'éclatement d'un crédit de répartition conforme à l'article 7 de la loi organique relative aux lois de finances ; financement des missions locales et des P.A.I.O. ; maintien des actions en faveur des femmes ; échec des entreprises intermédiaires (p. 5966) ; rappelle qu'il s'est exprimé à trois reprises sur l'utilisation des crédits de la condition féminine (p. 5969) ; ses observations (p. 5970).

— Ses observations sur le rappel au règlement de M. Roland Dumas : absence de disposition prévoyant l'obligation pour un membre du Gouvernement d'obtempérer à une injonction d'une partie de l'Assemblée ; sujets d'actualité étant traités lors des séances de questions ; propos du ministre de l'éducation nationale aux étudiants : absence de retrait du projet de loi Devaquet et discussion sur les modalités techniques du texte [4 décembre 1986] (p. 7113).

— Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Pierre Joxe, François Bachelot, Jean Jarosz et Jean-Pierre Sueur : refus de céder à l'injonction du groupe socialiste exigeant l'audition de MM. René Monory et Alain Devaquet [4 décembre 1986] (p. 7116) ; refus de la demande d'audition de M. Jacques Chirac ; opportunité de passer à l'ordre du jour (p. 7117).

— Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : illustration par le groupe socialiste de sa « conception du dialogue démocratique » [4 décembre 1986] (p. 7120).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : suppression de la franchise postale pour le courrier destiné aux organismes de sécurité sociale [5 décembre 1986] (p. 7147) ; situation financière de l'assurance maladie ; objectif de compétivité des entreprises incompatible avec l'alourdissement des charges pesant sur elles ; affranchissement par les assurés du courrier destiné aux caisses (p. 7148) ; possibilité de moduler le forfait hospitalier en fonction de la nature du service ou de la durée du séjour ; situation dans le secteur psychiatrique ; procédure d'extension des accords ayant pour objet l'institution d'un régime de retraite complémentaire ; conditions d'attribution de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité, de l'allocation aux adultes handicapés ; inopportunité de créer des courants artificiels d'entrée en France ; habilitation du Gouvernement à fixer par voie réglementaire une condition de durée de résidence sur le territoire français pour pouvoir bénéficier de ses allocations mise en œuvre du plan de sauvegarde de la marine marchande ; adaptation du régime de protection sociale des marins ; prise en charge par l'Etat de la moitié de la cotisation minimale d'assurance maladie due par la vendeurs colporteurs de presse justifiant d'un contrat de mandat et par les correspondants locaux de presse (p. 7149) ; prévention des maladies transmises par voie sexuelle ; nécessité de lever l'interdiction concernant la publicité relative aux préservatifs en tant que moyen de prévention des maladies sexuellement transmissibles ; lutte contre les maladies transmissibles par les insectes ; nécessaire allégement de la tutelle sur les marchés de l'assistance publique de Paris ; contrôle de la publicité pharmaceutique ; attachement du Gouvernement au maintien du principe de l'activité libérale au sein des hôpitaux publics ; nécessité de permettre aux médecins exerçant actuellement cette activité de pouvoir continuer à l'exercer au-delà de la date limite du 31 décembre 1986 ; représentation du comité d'entreprise au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés anonymes (p. 7150) ; répression du travail clandestin et des trafics de main-d'œuvre rendue extrêmement difficile par la définition même de l'infraction ; modification de cette définition (p. 7151) ; Constitution de 1958 n'étant pour rien dans la propagation du S.I.D.A. ; demande de rejeter l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bachelot (p. 7155) ; rappelle que le Gouvernement a accepté le principe d'un débat sur le remboursement de l'avortement non thérapeutique ; s'oppose à la question préalable opposée par M. de Rostolan (p. 7158) ; augmentation du nombre des actes remboursés à 100 % depuis les quinze dernières années (p. 7165) ; rappelle que le Gouvernement ne décide pas des tarifs de remboursement de la sécurité sociale (p. 7167) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission déposée par M. François Bachelot (p. 7188).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** inopportunité de remettre en cause la loi de 1975 ; inopportunité d'interdire pour des arguments financiers à certaines femmes un choix relevant de leur conscience individuelle [6 décembre 1986] (p. 7196) ; prise en charge de l'interruption volontaire de grossesse par le budget de l'Etat ; inopportunité d'une prise en charge par les fonds d'action sanitaire et sociale de la sécurité sociale impossibilité d'introduire un critère de ressources et de conserver le principe fondamental de l'anonymat ; nécessité de lutter contre les risques de banalisation de l'interruption volontaire de grossesse ; demande la réserve du vote sur les amendements n° 2 de M. Michel de Rostolan, 17 de M. Bernard-Claude Savy, 66 de M. Jacques Farran et 72 de M. Gilbert Gantier (p. 7197) ; rappelle qu'un débat peut être sanctionné de diverses manières modalités du vote ne dénaturant pas à posteriori l'objet du débat (p. 7201) ; son amendement n° 116 (excédents du Fonds national d'assurance veuvage constatés à l'issue de chaque exercice affectés en priorité à la couverture sociale du risque veuvage) (p. 7202) ; situation des veuves ; bilan de la loi du 17 juillet 1980 instituant une assurance veuvage ; adopté ; reprend l'amendement n° 15 de M. Loïc Bouvard ; situation des veuges âgées de plus de cinquante-cinq ans (p. 7203) ; opposition du Gouvernement à la suppression du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés ; maintien de l'arrêt de l'immigration de main-d'œuvre ; nécessité de garantir aux étrangers en situation régulière le respect de leur dignité (p. 7204) ; son amendement n° 117 (pension de réversion dont le bénéfice a été sollicité auprès du régime général de sécurité sociale pouvant faire l'objet d'une avance financée sur les fonds d'action sanitaire et sociale) ; situation d'attente des veuves entre leur demande de réversion et la perception des premiers arrérages ; opportunité d'ouvrir aux organismes gérant le régime général d'assurance vieillesse et les régimes des non-salariés, la possibilité d'accorder des avances sur pension de réversion ; adopté (p. 7205) ; **article 1er :** ses observations (p. 7218) ; ses observations (p. 7220) ; **article 5 :** potentiel d'emploi dans le secteur des emplois à domicile ; dispositions concernant ces emplois dans le projet de loi sur la famille (p. 7221) ; **article 7 :** suppression de la franchise postale constituant une mesure minimale de responsabilisation des assurés (p. 7225) ; **après l'article 7 :** problème de l'industrie pharmaceutique (p. 7226) ; insuffisance du chiffre total des personnes concernées par les entreprises intermédiaires (p. 7227) ; son amendement n° 118 (revalorisation des pen-

sions de retraite) (p. 7228) ; évolution des pensions de retraite au cours de l'année 1987 ; désindexation de fait des pensions depuis 1982 ; propose de relever les pensions de 1,8 % au 1er janvier et de 1 % au 1er juillet ; garantie du pouvoir d'achat (p. 7229) ; adopté au scrutin public (p. 7230) ; son amendement n° 119 (protection sociale des médecins du secteur II) : adopté au scrutin public ; son amendement n° 120 (validation des actes pris en application de la convention nationale conclue le 29 juillet 1982 instituant une remise conventionnelle pour les pharmaciens en application de la loi du 28 décembre 1979) (p. 7231) ; adopté (p. 7232) ; **article 9** : ses observations (p. 7257) ; **article 10** : ses observations (p. 7261) ; **après l'article 11** : son amendement n° 130 (personnes non salariées autorisées à différer la cessation de leurs activités jusqu'à l'âge où il leur sera possible de bénéficier d'une pension de retraite à taux plein ou sans coefficient d'abattement ; nécessité d'éviter la pénalisation des pluriactifs exerçant une ou plusieurs activités relevant de régime d'assurance vieillesse dans lesquels l'âge normal de départ à la retraite est fixé à soixante-cinq ans ; adopté (p. 7264) ; **après l'article 12** : son amendement n° 122 (tendant à l'article L. 407 du code de la santé publique à remplacer les mots « en même temps qu'un conseiller d'Etat suppléant » par les mots « en même temps que deux conseillers d'Etat suppléants ») (p. 7264) ; adopté (p. 7265) ; son amendement n° 125 (situation des médecins anatomo cyto pathologistes) : adopté (p. 7266) ; **article 15** : son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 12 de la commission (tendant à rédiger ainsi la fin de cet amendement : « tendant à favoriser en toute connaissance de cause le travail clandestin ») : adopté (p. 7271) ; son amendement n° 124 (tendant à la fin de l'article L. 324-11 du code du travail à ajouter les mots suivants « ou lorsque la facturation est absente ou frauduleuse ») : adopté (p. 7272) ; **après l'article 15** : souhait du Gouvernement qu'il soit mis fin à la discrimination interdisant aux chefs des petites entreprises de s'assurer contre les conséquences de la faute inexcusable en matière de sécurité du travail de l'employeur ; nécessité de mettre en œuvre des actions de prévention dans l'ensemble des entreprises afin de renforcer la lutte contre les accidents du travail (p. 7273) ; opportunité que les chefs des petites entreprises puissent s'assurer contre les fautes inexcusables ; projet gouvernemental permettant de s'assurer contre les conséquences financières en matière de responsabilité civile de la faute inexcusable ; possibilité de s'assurer contre la faute inexcusable ne pouvant nuire à la prévention (p. 7274) ; son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 129 de M. Etienne Pinte (tendant à supprimer le paragraphe II de cet amendement) ; taux de la contribution de solidarité exigée des personnes de plus de soixante ans exerçant une activité (p. 7275) ; adopté ; son amendement n° 97 (prorogation d'un an de la possibilité offerte aux agents de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif d'accéder à une retraite progressive par une activité à mi-temps) : adopté (p. 7276) ; statut des groupements sportifs (p. 7277) ; son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 69 de M. Etienne Pinte (tendant à la fin du paragraphe II de cet amendement à substituer à la date « 1er janvier 1987 » la date « 1er avril 1987 ») et son sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 69 de M. Etienne Pinte (tendant à supprimer le paragraphe III de cet amendement) ; nécessité d'encourager le développement de l'emploi à domicile et de favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et des personnes handicapées (p. 7280) ; inopportunité d'imposer des contrôles bureaucratiques (p. 7281) ; inopportunité de fixer un plafond de ressources au dispositif préconisé par l'amendement n° 69 de M. Pinte (p. 7282) ; paradoxe dans l'attitude du groupe socialiste ; demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte des votes déjà intervenus et à l'exclusion de tout autre article additionnel ; sous-amendements n° 126 et 127 : adoptés (p. 7283).

Commission mixte paritaire, discussion générale : accord réalisé en commission mixte paritaire ; extension de la protection de certaines catégories sociales ; cumul emploi-retraite [19 décembre 1986] (p. 7894) ; suppression de l'interdiction faite aux chefs des petites entreprises de s'assurer contre les conséquences financières de la faute inexcusable ; exonération de charges sociales dont pourront bénéficier les personnes âgées handicapées employant une aide à domicile ; rôle des associations intermédiaires ; exercice libéral des praticiens hospitaliers (p. 7895) ; Gouvernement ayant décidé de reprendre intégralement dans le projet de loi le contenu de l'ordonnance relative à l'aménagement du temps de travail soumise à la signature du Président de la République ; rappelle le vote de la loi d'habilitation ; refus du Président de la République de signer l'ordonnance relative à l'aménagement du temps de travail ; aménagement du temps de travail constituant l'un des éléments clés de la compétitivité des entreprises (p. 7896) ; durée d'utilisaiton des équipements en France ; impossibilité pour d'importants secteurs industriels de travailler le dimanche ne leur permettant pas d'organiser le travail en continu ; interdiction du travail de nuit des femmes de plus en plus mal supportée par les entreprises (p. 7897) ; rappelle que l'ordonnance du 16 janvier 1982 a la première ouvert la possibilité de moduler les horaires de travail ; rappelle les propositions émises dans le rapport Taddei ; projet d'ordonnance ayant fait l'objet d'une concertation approfondie avec l'ensemble des partenaires sociaux (p. 7898) ; réglementation de la modulation des horaires de travail ; nécessité de laisser les salariés choisir eux-mêmes la nature de la contrepartie du principe de la modulation ; élargissement des cas de recours à la récupération ; possibilité de recours aux cycles ; texte ouvrant la possibilité aux entreprises souhaitant organiser le travail en continu pour des raisons économiques d'occuper des salariés le dimanche (p. 7899) ; possibilité d'organiser le travail en continu pour des raisons économiques subordonnée à une condition visant à donner les moyens à l'administration d'apprécier la réalité des motifs invoqués ; interdiction du travail de nuit des femmes se traduisant dans certains secteurs par le licenciement ou une menace de licenciement de centaines d'entre elles ; ses observations sur la procédure suivie pour l'adoption du projet (p. 7900) ; refus du Gouvernement de convoquer une session extraordinaire ; Conseil d'Etat ayant approuvé le texte du projet de loi reprenant le contenu de l'ordonnance ; position adoptée par les présidents de groupe de la majorité ayant conduit le Gouvernement à accepter la solution de l'amendement au projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (p. 7901) ; influence des élections du 16 mars (p. 7902) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; rappelle qu'en 1980 il siégeait déjà à l'Assemblée nationale (p. 7929) ; caractère recevable de l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 7948) ; **ses observations sur le reppel au règlement** de M. Pierre Joxe ; multiplication des injures et des provocations à son encontre de la part de M. Pierre Joxe (p. 7951) ; demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social compte tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par l'amendement n° 1 présenté par le Gouvernement (p. 7951).

Discussion des articles : **après l'article 21** : son amendement n° 1 (reprise de l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail) (p. 7955, 7956) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7957).

— **Décès d'un étudiant au quartier latin** : exprime l'émotion du Gouvernement à la suite du décès de Malik Oussekine ; volonté gouvernementale d'ouverture et de prise en considération des préoccupations des étudiants et des lycées [6 décembre 1986] (p. 7193).

— **Ses observations sur le rappel au règlement de** M. Pierre Joxe : rapport demandé par M. Pasqua à l'Inspection générale des services sur les conditions du décès de M. Malik Oussekine [6 décembre 1986] (p. 7215).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : souhaite qu'on lui donne acte du fait qu'il a manifesté le souhait de prendre la parole avant que M. Pierre Joxe ne dénonce le silence du Gouvernement ; rappelle son émotion et l'émotion du Gouvernement à l'annonce de la mort d'un étudiant [8 décembre 1986] (p. 7299).

— **Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).**

Première lecture, discussion générale commune : déroulement du débat de juin 1986 [8 décembre 1986] (p. 7305) ; caractère marginal des licenciements par groupes de neuf salariés ; signature le 20 octobre d'un accord national interprofessionnel sur l'emploi et d'un mémorandum adressé aux pouvoirs publics ; bilan de l'application de la loi du

3 juillet 1986 ; suppression du régime d'indemnisation spécifique des salariés licenciés pour cause économique par la convention du 24 février 1984 ; allongement des procédures ; suppression du contrôle de la réalité du motif économique ; suppression de la procédure d'autorisation administrative préalable des embauches et des licenciements dans les douze mois suivant un licenciement économique ; appréhension statistique de l'ensemble des licenciements économiques (p. 7306) ; mise en place d'un système de recueil d'information par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale ; statistique des inscriptions à l'A.N.P.E. ; caractère exceptionnel des licenciements fractionnés de six à sept salariés ; adaptation aux contraintes économiques des procédures d'information des consultations des représentants du personnel ; précise que deux licenciements économiques sur trois ne sont pas justiciables d'un plan social (p. 7307) ; réduction des pouvoirs de l'administration dans la vérification des procédures contre un renforcement des procédures consultatives à l'intérieur de l'entreprise ; contenu de l'accord du 20 octobre ; respect de la directive européenne du 17 février 1975 conernant le rapprochement des législations relatives aux licenciements collectifs ; absence d'accord contractuel régressif (p. 7308) ; évolution du droit du travail conduisant à une réduction de la part du législatif au profit du contractuel ; dispositions relevant du domaine de la loi et dispositions relevant du contrat ; engagement d'une procédure d'extension et d'élargissement de l'accord du 20 octobre aux branches non couvertes par lui ; respect de la directive européenne du 17 février 1975 ; renforcement des conseils de prud'hommes ; délai moyen de jugement ; opportunité d'un projet de loi distinct ; recours contentieux restant une simple faculté pour le salarié qu'il l'exercera s'il entend contester le caractère réel et sérieux du motif du licenciement (p. 7309) ; réduction des délais globaux de la procédure pour les licenciements de plus de dix salariés ; garantie offerte aux salariés pour les licenciements économiques de moins de dix salariés ; complexité des procédures individuelles de licenciement ; cas du licenciement de plus de dix salariés ; élaboration du plan social pour des licenciements de moins de dix salariés à caractère répétitif ; rôle de l'administration ; vérification de la régularité de la procédure ; obligation pour toutes les entreprises de plus de cinquante salariés d'élaborer, pour tout licenciement de plus de dix salariés, un plan social ; possibilité d'accès des petites et moyennes entreprises aux conventions d'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi (p. 7310) ; création d'un nouveau régime de convention de conversion ; prise en charge par l'Etat de la contribution à la formation des entreprises de moins de dix salariés ; assimilation du bénéficiaire d'une convention de conversion à un stagiaire de la formation professionnelle ; montant de l'allocation ; financement des actions de conversion ; contenu du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes ; création d'une seule section agriculture dans le ressort de chaque tribunal de grande instance ; mise en place de chambres compétentes pour connaître des affaires de licenciement économique ; information du juge (p. 7311) ; formation des conseillers prud'homaux ; conciliation d'efficacité économique et de niveau de protection des salariés (p. 7312) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe sur le projet de loi relatif aux licenciements (p. 7316) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe sur le projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (p. 7318) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe au projet de loi relatif aux procédures de licenciement (p. 7322) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe au projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (p. 7335) ; conditions d'entrée en contrat de conversion (p. 7340, 7341) ; problème juridique de la rupture du contrat de travail dans le cas d'une convention de conversion (p. 7344).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : absence de définition du licenciement économique dans le code du travail ; définition donnée par la directive européenne de 1975 [9 décembre 1986] (p. 7360) ; **article 1er** : ses observations (p. 7361) ; problème de la présence syndicale dans l'entreprise ; question des seuils sociaux ; intérêt que le salarié, qui assiste un salarié éventuellement licencié, appartienne à l'entreprise (p. 7362) ; **article 2** : ses observations (p. 7363) ; **article 3** : transcription, dans cet article, des dispositions prévues par l'accord interprofessionnel (p. 7366) ; précise que le Gouvernement a l'intention d'accepter, à l'article 4, l'amendement n° 58 rectifié de M. Etienne Pinte (p. 7367) ; **article 4** : inobservation de la procédure ; opportunité de donner au juge la faculté de moduler le montant du remboursement des allocations de chômage en fonction de la faute commise (p. 7369) ; **article 6** : ses observations (p. 7372) ; amendements n° 35, n° 36 et n° 37 de M. Michel Coffineau rendus superfétatoires par les dispositions du code du travail et du code pénal (p. 7373) ; **article 7** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Coffineau : accepte la discussion sur l'amendement n° 38 de M. Michel Coffineau (p. 7374) ; ses observations (p. 7375) ; possibilité de considérer que, si une entreprise licencie au total plus de trente salariés chaque mois pendant six mois consécutifs, elle a cherché à s'affranchir des obligations liées aux licenciements de plus de dix salariés (p. 7388) ; mémorandum signé par les partenaires de l'accord national interprofessionnel du 20 octobre demandant au Gouvernement de reprendre intégralement les dispositions de l'accord (p. 7389) ; **article 8** : ses observations (p. 7390) ; **article 9** : conclusions d'un accord par les partenaires sociaux ne valant pas acceptation du principe de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (p. 7391) ; ses observations (p. 7392) ; **article 12** : ses observations (p. 7397) ; délai minimum résultant de la directive européenne s'agissant d'un licenciement de plus de dix salariés (p. 7398) ; rupture d'un commun accord des parties du contrat de travail d'un salarié ayant accepté un contrat de conversion proposé à l'initiative de l'employeur ; application de la formule des congés de conversion apparaissant trop lourde pour les petites et moyennes entreprises ; rupture d'un commun accord des parties ; position juridique originale ; question des voies de recours ; litiges relatifs à la rupture relevant de la compétence des conseils de prud'hommes (p. 7399) ; inadaptation de la notion de suspension du contrat de travail aux problèmes des petites et moyennes entreprises (p. 7400) ; problème de la date prise en compte pour calculer l'intégralité des droits ; immixtion dans les affaires internes de l'U.N.E.D.I.C. (p. 7402) ; obligation pour l'employeur de proposer des conventions de conversion constituant une procédure que l'autorité administrative compétente doit vérifier (p. 7403) ; directive européenne ouvrant la possibilité de réduire ou d'augmenter les délais (p. 7404) ; inexistence juridique de la notion d'avis implicite ; **après l'article 13** : priorité de réembauchage ne constituant pas une innovation de l'accord national interprofessionnel du 20 octobre ; nature contractuelle d'une telle obligation (p. 7405, 7406) ; **article 21** : licenciement de fin de chantier ; accord « travaux publics » (p. 7417) ; ses observations (p. 7418) ; maintien du droit actuel du licenciement pour fin de chantier dans les professions où il est d'usage (p. 7419) ; lien entre la notion de fin de chantier et le contrat à durée indéterminée (p. 7420).

Seconde délibération du projet de loi : **article 6** : sanctions des manquements à l'obligation de déclaration des embauches et des départs de salariés au service public de la main d'œuvre (p. 7422, 7423).

Après les explications de vote : absence d'hypothèse de rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement en cas d'alternance politique (p. 7424).

Commission mixte paritaire, discussion générale : respect du contenu de l'accord passé entre les partenaires sociaux ; montant du remboursement que devrait verser l'employeur aux organismes gestionnaires de l'assurance chômage en cas de licenciement abusif ; nature de la rupture du lien contractuel entre le salarié et l'employeur ; licenciement de fin de chantier [19 décembre 1986] (p. 7860) ; nécessité de ramener les licenciements économiques au niveau minimal utile pour la seule flexibilité de l'économie (p. 7861).

— Répond aux rappels au règlement de MM. Paul Chomat, Louis Mexandeau et Pascal Arrighi : ses observations [9 décembre 1986] (p. 7415).

— Projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : information du conseil prud'homal par l'employeur pour tout licenciement économique ; absence de renversement de la charge de la preuve (p. 7424) ; ses observations (p. 7425) ;

sanction de la non-communication au juge prud'homal d'éléments justifiant le licenciement (p. 7426) ; **article 2** : ses observations (p. 7427) ; **article 3** : création d'une chambre spécialisée dans le licenciement économique (p. 7428) ; **article 6** : absence de divulgation extérieure des informations adressées par les employeurs aux mairies ; problème du domicile ; **après l'article 6** : émissions télévisées sur la préparation des élections prud'homales (p. 7429) ; hypothèse de l'organisation de table ronde avec les représentants des listes principales ; **article 7** : formation des conseillers de prud'hommes (p. 7430) ; **après l'article 8** : maintien de la phase de conciliation pour le contentieux du licenciement économique à la demande des partenaires sociaux (p. 7431) ; **article 10** : consultation obligatoire du conseil supérieur de la prud'homie avant tout projet législatif ou réglementaire sur les prud'hommes ; fixation par décret des modalités d'application de l'urgence (p. 7433) ; inopportunité de fixer au juge un délai maximum pour statuer (p. 7434) ; ses observations (p. 7435) ; **article 11** : compétence prud'homale pour les litiges nés de la rupture d'un contrat de travail en cas de convention de conversion (p. 7436) ; **après l'article 13** : problème du seuil en deçà duquel les prud'hommes statuent en dernier ressort (p. 7436).

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour la réalisation et l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle (n° 476) [4 décembre 1986] (p. 7124).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 476), autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Grand-Duché de Luxembourg** pour la réalisation et l'exploitation de certaines **implantations industrielles sur la Moselle (n° 535)** [11 décembre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 133,** posée le 25 novembre 1986 : **anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants)** (p. 6773, 6774) ; appelée le 28 novembre 1986 : **patriotes résistant à l'occupation** : leur omission dans tous les règlements intervenus au niveau de notre pays ou au niveau franco-allemand ; mesures spécifiques envisagées (p. 6943) ; suite à donner aux conclusions déposées par les groupes de travail constitués par le précédent gouvernement (p. 6944).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* nécessaire rationalisation des dépenses de l'assurance maladie ; suppression de la fanchise postale désavantageant les assurés des communes rurales ; régime local dans les trois départements du Rhin et de la Moselle [5 novembre 1986] (p. 5888).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République fançaise et le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg pour la réalisation et l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle (n° 476).

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : centrale nucléaire de Cattenom [16 décembre 1986] (p. 7625) ; sensibilité de l'opinion du Luxembourg sur les questions nucléaires ; contribution de la France au renforcement du réseau de surveillance de l'environnement du Luxembourg ; indemnisation des dommages éventuels en cas d'accident (p. 7626) ; peur du nucléaire en République fédérale d'Allemagne et au Luxembourg (p. 7628).

SERGENT (Pierre)

Député des Pyrénées-Orientales
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **réparation des préjudices** moraux et matériels **subis sur les personnes de citoyenneté française engagées** personnellement dans le drame des **événements d'Algérie (n° 366)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Position de la France sur le conflit américano-libyen ;** intervention américaine en Libye ; solidarité avec les Etats-Unis ; terrorisme ; importance du marché d'armes en Libye [16 avril 1986] (p. 189) ; situation au Tchad (p. 190).

orales sans débat :

— **n° 134,** posée le 25 novembre 1986 : **politique extérieure (Tchad)** (p. 6774) ; appelée le 28 novembre 1986 : **Tchad** : livraison d'armes à M. Goukouni Oueddei en rébellion contre le colonel Kadhafi ; motifs de cette livraison ; garantie exigée pour, que les armes ne se retournent pas contre M. Hissène Habré (p. 6949) ; nécessité de définir une politique claire ; avenir de « la case Leclerc » appelée, après restauration, à faire connaître le rôle du maréchal Leclerc au Tchad et en France (p. 6950).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 15** : raisons justifiant la non application du principe de la motivation aux décisions de refus de visa [16 juillet 1986] (p. 3356).

Commission mixte paritaire, discussion générale : insuffisance du projet de loi ; crise démographique française ; réussite économique et humaine de la colonisation ; richesse des apports étrangers à la communauté française ; nécessité de créer un secrétariat d'Etat à l'immigration et une police des étrangers [7 août 1986] (p. 4138) ; sa critique sur la procédure de consultation des gouvernements étrangers sur le bien-fondé du projet de loi (p. 4139).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation

aérienne. — *Discussion générale : questions :* déboisement ; amélioration de la circulation automobile dans le département des Pyrénées-Orientales ; conséquences de l'organisation des jeux olympiques de Barcelone [28 octobre 1986] (p. 5435, 5436).

Défense nationale. — *Discussion générale :* notion de « menace » ; offensive permanente de l'U.R.S.S. ; arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev ; effondrement de la volonté de défense du peuple français ; effet pervers de la dissuasion nucléaire ; nécessité de l'avion de transport à long rayon d'action ; porte-avions [12 novembre 1986] (p. 6171) ; guerre des médias ; diminution des crédits du S.I.R.P.A. ; adaptation des services de renseignements ; élargissement du sanctuaire national ; constitution d'une union européenne de défense ; ses observations sur la nécessité des missiles balistiques mobiles ; nécessité de réaliser les satellites militaires d'observations ; inopportunité de construire un char lourd ; organisation de la défense opérationnelle du territoire ; dépassement du débat « armée de métier » « armée de conscription » (p. 6172) ; participation de la France aux recherches tendant à créer un bouclier spatial ; libération des nations asservies en 1945 (p. 6173).

Economie, finances et privatisation. I. — Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale : questions :* reconstitution de carrières pour les fonctionnaires civils et militaires ; plan-programme en faveur des harkis ; opportunité de créer des institutions réservées aux descendants des harkis [13 novembre 1986] (p. 6210).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** volonté du groupe Front national de ne rien faire qui puisse favoriser les enfants n'étant ni français ni ressortissants de la Communauté européenne [19 novembre 1986] (p. 6551).

SICARD (Odile)

Député de l'Isère
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** conditions de discussion du projet ; bilan financier des entreprises nationalisées en 1981 ; demande de fonds publics par des entreprises privées [30 avril 1986] (p. 622).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** distinction entre la déchéance de l'autorité parentale et l'exercice d'une autorité parentale partielle [11 juillet 1986] (p. 3181).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **Etat C, titre V :** son amendement n° 100 (réduction des crédits) ; réalisation d'études relatives aux politiques locales de l'habitat, spécificité des agences d'urbanisme ; ressources des agences [29 octobre 1986] (p. 5465) ; retiré (p. 5466).

Services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sport. *Discussion générale :* **après l'article 73 :** son amendement n° 148 (précisant que le Gouvernement informera, par un rapport, la représentation nationale sur la façon dont il emploiera en 1987, les fonds en provenance du pari mutuel urbain alloués au Fonds national pour le développement de la vie associative) ; utilité de la vie associative ; réduction des crédits pour la promotion des activités du temps libre et de l'éducation populaire ; création du Fonds national de développement de la vie associative par la loi de finances pour 1985 ; fusion de la direction du temps libre et de l'éducation populaire et de la direction de la jeunesse ; rejeté [4 novembre 1986] (p. 5825).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 13 :** priorité de réembauchage pour les salariés licenciés pour raisons économiques ou ayant accepté un contrat de conversion [9 décembre 1986] (p. 7405).

SIFFRE (Jacques)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

SIRGUE (Pierre)

Député de la Gironde
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'expulsion des étrangers en infraction avec la loi (n° 230) [23 octobre 1986] (p. 5271).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Stirbois et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 86-1004 du 3 septembre 1986 relative aux contrôles et vérifications d'identité (n° 456) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Stirbois et plusieurs de ses collègues, tendant à autoriser l'exécution d'office d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière d'un étranger, malgré l'opposition de celui-ci (n° 457) [27 novembre 1986] (p. 6910).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la poursuite, à l'instruction et au jugement des infractions de nature à porter atteinte à la **sûreté de l'Etat** ou mettant gravement en péril la santé de la Nation **(n° 173)** [5 juin 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; absentéisme des députés ; déplore l'utilisation des motions de procédure pour entamer le débat au fond ; décisions du juge d'application des peines ne pouvant être déférées devant le tribunal correctionnel statuant en chambre du conseil que par le procureur de la République ; instauration du juge de l'application des peines constituant une judiciarisation de l'exécutif [27 juin 1986] (p. 2639) ; valeur de la sanction ; bonne répression étant le gage d'une bonne réinsertion ; rétrecissement de l'échelle des peines ; insécurité n'étant pas limitée par le prononcé de peines plus fortes ; nombre d'infractions échappant à la répression ; pouvoir du juge d'application des peines ; individualisation de la sanction (p. 2640) ; inoportunité de remodeler le droit pénal au gré des sciences humaines ; certitude de la peine ; responsabilité individuelle ; rétablissement de l'échelle des peines (p. 2641).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 1 (motifs de supension des peines d'emprisonnement correctionnelles ou de police) ; moindre récidive des condamnés aux peines les plus longues ; impossibilité de recours du condamné contre les décisions du juge d'application des peines [30 juin 1986] (p. 2680) ; rejeté ; son amendement n° 2 (abrogation de l'article 720-4 du code de procédure pénale ; suppression des remises de peines pour les condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 3 (réduction de peine) ; nécessité de revenir à la certitude de la peine (p. 2681) ; rejeté au scrutin public (p. 2682) ; **article 1er :** son amendement n° 4 (abrogation de l'article 721-1 du code de procédure pénale) ; augmentation brutale de la criminalité (p. 2684) ; rejeté au scrutin public (p. 2685) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 22 (abrogation de l'article 723-3 du C.P.P.) ; son amendement n° 20 (suppression des permissions de sortie prévue dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 722 du C.P.P.) ; suppression de l'autorisation d'absence d'un détenu ; libération conditionnelle ; amendement n° 22 et 20 : rejetés ; son amendement n° 21 (abrogation du premier alinéa de l'article 723 du C.P.P.) ; travail des prisonniers à l'extérieur ; rejeté ; son amendement n° 5 (conditions de libération contionnnelle) : rejeté (p. 2688) ; **article 2 :** son amendement n° 6 (abrogation de l'article 729 du code de procédure pénale) [1er juillet 1986] (p. 2705) ; réduction de peine pour le condamné présentant des gages exceptionnels de réadaptation sociale ; rejeté (p. 2706) ; **article 4 :** son amendement n° 8 (rédactionnel) : rejeté (p. 2709) ; son amendement n° 11 (tendant à la fin de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 733-1 du code de procédure pénale à substituer aux mots « à toutes auditions utiles » les mots « aux auditions des avocats du condamné et de la partie civile et de toutes celles qu'il jugera utile ») ; tribunal correctionnel chargé de statuer sur recours du Procureur de la République devant pouvoir procéder à toutes auditions utiles ; nécessité de ne pas établir un troisième degré de juridiction (p. 2711) ; rejeté ; son amendement n° 9 (rédactionnel) adopté (p. 2712) ; **après l'article 4 :** son amendement n° 12 (loi s'appliquant aux peines prononcées à partir de sa promulgation) (p. 2714) ; principe de non rétroactivité des lois pénales plus dures ; devenu sans objet (p. 2715).

Explications de vote : ses observations sur le prétendu « juste milieu » du Gouvernement ; nécessaire réduction des pouvoirs de juge d'application des peines (p. 2716).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Joxe ; faiblesse de la volonté politique gouvernementale dans la lutte contre l'insécurité ; historique des contrôles d'identité [3 juillet 1986] (p. 2830) ; loi de 1983 vidant de toute substance les pouvoirs de la police ; nécessité de donner à la police les moyens d'agir contre ceux qui empêchent les citoyens d'aller et de venir librement ; confusion entre les contrôles d'identité et la sanction d'une infraction ; présentation de la carte d'identité lors d'un achat dans les grands magasins ; nécessité de ne pas limiter les pouvoirs de police en matière de contrôles d'identité (p. 2831).

Discussion des articles : **article 1er :** inopportunité de limiter les pouvoirs des fonctionnaires de police dûment habilités à contrôler l'identité des citoyens ; nécessaire confiance dans les services de police ; contrôles de circonstances particulières risquant de donner corps au délit de faciès (p. 2849) ; **après l'article 3 :** nécessité d'expulser des étrangers refusant d'indiquer au juge leur pays d'origine (p. 2857).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* encombrement des tribunaux ; raisons structurelles tenant au mauvais fonctionnement de la justice ; pénétration du droit dans tous les actes de la vie [27 octobre 1986] (p. 5361) ; législation inflationniste ; disparition du consensus sur la règle applicable ; nécessité de réformer la formation des juges ; indépendance des magistrats garantie par la suppression de l'avancement ; devoir de réserve ; contrôle *a posteriori* de la justice par les journalistes qui commentent les décisions ; augmentation insuffisante des crédits du ministères (p. 5362).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** frais de stage en province des élèves de l'école nationale de la magistrature (p. 5376) ; suppression des crédits relatifs à la commission nationale de l'informatique et des libertés (p. 5377).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* nécessité de réformer la réforme Lèotard ; continuité de la politique agricole ; insuffisance de la protection sociale des agriculteurs ; existence d'exploitants sans protection sociale à cause du non paiement des cotisations [30 octobre 1986] (p. 5539) ; revenu des éleveurs s'améliorant pas à cause des avantages consentis aux Britanniques ; baisse du revenu des producteurs laitiers ; refonte de la protection sociale agricole ; problème des retraites des femmes ; risque de nouvel exode rural (p. 5540).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** cas particulier d'une entreprise en règlement judiciaire ou en liquidation de biens ; qui a licencié au cours d'une période de six mois, plus de trente de ses salariés [9 décembre 1986] (p. 7388).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie de plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Discussion générale : satisfaction du Front national face à l'instauration de cette commission d'enquête ; tendance au désaisissement du Parlement [17 décembre 1986] (p. 7734) ; exemple du projet de loi Devaquet « examiné en deuxième

lecture par la rue » ; origine des événements et responsabilités engagées ; inspiration socialiste du texte de la proposition de résolution soumise et référence à la proposition de résolution de M. Vincent Auriol du 15 février 1934 déposée à la suite des manifestations du 6 février ; contradictions du groupe socialiste ; manipulation des manifestations ; rôle de M. Assouline ; présentation des événements par certains médias (p. 7735) ; responsabilités dans l'apparition de la violence ; rôle joué par certains enseignants dans l'organisation de la manifestation ; instruction donnée par les syndicats et groupes politiques ; contribution apportée par la S.N.C.F. ; sanction des policiers éventuellement responsables ; responsabilité du Gouvernement ; mise en cause du C.D.S. à propos d'une invitation de M. Harlem Désir (p. 7736).

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et sociale des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 28 janvier 1986] (p. 8053).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la nomination des conseillers référendaires à la **Cour des Comptes (n° 120)** [15 mai 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation de la caisse des dépôts et consignations : nécessité d'étudier l'ensemble du financement des collectivités locales ; placement de leurs disponibilités à la C.A.E.C.L. ; nécessité de réserver une priorité à la réhabilitation du patrimoine H.L.M. [4 juin 1986] (p. 1676).

— Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : baisse des impôts de l'Etat annulée en 1987 par l'augmentation des cotisations sociales et des impôts des collectivités locales ; préoccupation des maires de France ; situation de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales [15 octobre 1986] (p. 4755).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : rôle de la formation professionnelle dans la lutte pour l'emploi ; formation en alternance ; dialogue social ; nécessité de ne pas oublier l'apprentissage ; association des régions à la lutte pour l'emploi [23 avril 1986] (p. 284) ; nouvel aménagement du temps de travail ; reprise de la négociation interprofessionnelle ; autorisation d'accord d'entreprise en l'absence de tout accord de branche ; nécessité de mettre en œuvre des mesures d'incitation fiscales à l'investissement et d'utiliser les bénéfices de la baisse du prix du pétrole pour encourager les investissements productifs (p. 285).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 415 (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article à insérer après les mots « en utilisant les dispositifs » les mots « d'apprentissage ») [25 avril 1986] (p. 444) ; retiré (p. 445).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : respect des engagements pris par le R.P.R. et l'U.D.F. ; opinion de M. Michel Rocard sur la proportionnelle ; volonté de M. Lionel Jospin de ne pas défendre les institutions ; volonté du groupe U.D.F. d'être un gardien vigilant de la Constitutuin [22 mai 1986] (p. 1064) ; nécessité de gommer un mode de scrutin générateur d'instabilité gouvernementale ; existence d'une majorité à l'Assemblée nationale ; mérites du scrutin majoritaire ; manœuvres du Président de la République ; son attaque contre M. François Mitterrand ; son refus d'accepter l'attitude du Président de la République qui condamne un projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie qui n'a pas été examiné par l'Assemblée nationale ; démission du Président de la République en cas de crise politique (p. 1065).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : abrogation de la loi d'octobre 1984 ; ordonnance d'août 1944 étant restée lettre morte ; loi d'octobre 1984 constituant une loi d'exception ; annulation par le Conseil constitutionnel des dispositions de la loi relatives aux situations acquises et aux pouvoirs d'exception attribués à la commission ; rôle de l'Etat en matière de presse ; infractions à la loi relevant du juge judiciaire ; bénéfice des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts devant être étendu au financement des investissements dans le domaine de la communication audiovisuelle ; degré de concentration de la presse française étant l'un des plus faibles des pays industrialisés ; fixation d'un seuil maximal de diffusion de 30 % [10 juin 1986] (p. 2058) ; principes devant fonder la démarche libérale du Gouvernement (p. 2059) ; inscrit contre la motion de renvoi en commission présentée par M. Pierre Joxe ; régime juridique de la presse étant d'une extrême confusion ; propoposition de loi sénatoriale dissociant les problèmes économiques des problèmes juridiques ; exercice loyal de la concurrence supposant l'intervention d'un code de bonne conduite ; mise en place de dispositifs favorisant le développement de groupes multi-médias de taille européenne ; extension du bénéfice des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts aux investissements réalisés dans le secteur de la communication audiovisuelle ; accroissement de la part des bénéfices pouvant être affectés à la constitution de provisions pour investissement ; mécanisme de soutien aux entreprises qui, ne faisant pas de bénéfice, ne peuvent recourir aux dispositions de l'article 39 *bis* ; plans de financement à moyen terme des entreprises de presse [12 juin 1986] (p. 2156) ; conclusions du rapport de la commission sénatoriale établi par M. Cluzel (p. 2157).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** attitude de l'opposition sous la précédente législature au cours des débats sur la presse et l'enseignement (p. 2161) ; **article 1er :** nouvelle définition législative de la publication de presse devant s'apprécier par rapport aux précédentes (p. 2164) ; **article 6 :** son sous-amendement n° 526 à l'amendement n° 361 de M. Michel Péricard (tendant à compléter cet amendement par l'alinéa suivant « cette obligation incombe à l'entreprise cédante ») [16 juin 1986] (p. 2245) ; adopté (p. 2246) ; **article 10 :** son amendement n° 527 (prise en compte de l'immunité parlementaire et des privilèges et immunités et des communautés européennes) [17 juin 1986] (p. 2271) ; non soutenu (p. 2272) ; **après l'article 11 :** audition de M. Cavaillet [18 juin 1986] (p. 2329) ; compétence des tribunaux pour l'application de la loi (p. 2330) ; notion d'équipe rédactionnelle ; rôle de la commission Caillavet (p. 2333-2334) ; **article 19 :** confusion du régime de la presse (p. 2346) ; observations de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse sur ce régime (p. 2347).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Première lecture, discussion générale : ses doutes sur la nécessité du projet de loi ; avenir du territoire reposant sur l'établissement d'un dialogue entre les communautés ; pouvoirs des conseils de régions ; dispositions relatives au développement rural et à l'aménagement foncier ; compétences foncières devant revenir à l'Etat et non au territoire ;

création d'un fonds exceptionnel d'aide et de développement ; seuils déterminant l'application du droit du travail [8 juillet 1986] (p. 2957) ; pouvoirs accrus conférés au représentant de l'Etat (p. 2958).

Discussion des articles : **article 2** : son amendement n° 75 (précisant que le fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie contribue au développement et à l'aménagement du territoire de l'intérieur et des îles ») ; développement économique de l'intérieur et des îles (p. 2990) ; retiré ; son amendement n° 76 (intervention du fonds en faveur des créations d'entreprises) ; rôle de la section « secteur rural » et de la section « industrie, tourisme » ; retiré (p. 2991) ; **article 23 *bis*** : son amendement n° 77 (projet régional en matière de formation professionnelle et de formation continue) ; intervention des régions dans le domaine de la formation ; retiré ; son amendement n° 78 (concours du fonds exceptionnel d'aide et de développement aux opérations des projets régionaux de développement) : retiré ; son amendement n° 79 (précisant que la région passe avec l'Etat et le territoire des conventions sur la formation professionnelle et la formation continue) : retiré (p. 3000) ; **article 28** : amélioration de la situation foncière en Nouvelle-Calédonie par les projets d'avant 1981 ; statut de l'agence de développement rural et d'aménagement foncier [9 juillet 1986] (p. 3019) ; son amendement n° 80 (composition du conseil d'administration de l'agence pour le développement rural) : retiré (p. 3020) ; **article 32** : rôle de l'Etat dans l'évolution de la société néo-calédonienne ; prise en considération du développement rural ; accords sur la volonté de conduire la Nouvelle-Calédonie sur la voie de l'apaisement (p. 3023) ; ses observations sur le groupe socialiste qui « ne peut pas tenir en même temps deux discours » (p. 3024) ; **article 36** : son amendement n° 81 (de suppression) ; ses observations (p. 3026) ; rejeté ; **article 37** : répartition des compétences entre l'Etat et le territoire en matière de mise en œuvre de droit du travail (p. 3028) ; **article 38** : absence d'abrogation par ce projet du droit du travail tel qu'il s'applique en Nouvelle-Calédonie (p. 3031).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Discussion générale :* mesures fiscales en faveur du tourisme ; budget globalement décevant ; contrats de plan Etat-régions ; priorité réservée à l'aménagement touristique du territoire ; effort dans le domaine de la promotion ; crédits destinés au tourisme associatif et familial ; souhaite le renforcement des avantages fiscaux et sociaux attachés aux chèques-vacances ; approuve l'idée de la « Maison de France » ; nécessité d'y faire une place importante aux échelons locaux du tourisme et aux professionnels indépendants [3 novembre 1986] (p. 5679) ; suppression de l'Agence nationale pour l'information touristique (A.N.I.T.) ; nécessité de mieux connaître la contribution du tourisme à l'économie ; propose la création d'un compte satellite de la comptabilité nationale ; fusion de « Défense et avenir du tourisme français » et de « Tourisme et liberté » (p. 5680).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : objectif prioritaire de l'U.D.F. repris par la loi de programme ; incitation fiscale à l'investissement ; logement social ; mobilité des habitants des D.O.M. ; parité globale des prestations sociales ; souhaite compléter le projet de loi sur la culture, la recherche et le tourisme ; mode de calcul des crédits supplémentaires ; s'interroge sur le financement en 1987 d'actions du ministère de la santé et de la culture ; financement des opérations des années 1988 à 1991 [25 novembre 1986] (p. 6753).

SOUCHON (René)

Député du Cantal
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 7/86 : les problèmes de la viande bovine dans la Communauté (feuilleton n° 37 du 11 juin 1986).

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 11/86 : les quotas laitiers (feuilleton n° 55 du 9 juillet 1986).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique agricole** : contradiction entre les revendications de François Guillaume lorsqu'il était président de la F.N.S.E.A. et ses concessions en tant que ministre de l'agriculture ; acceptation à Bruxelles d'une baisse de la production laitière et du prix d'intervention de la viande bovine ; droit des agriculteurs à connaître l'avenir qu'on leur construit [17 décembre 1986] (p. 7713).

orales sans débat :

— **n° 52**, posée le 3 juin 1986 : **lait et produits laitiers (lait)** (p. 1659) ; appelée le 6 juin 1986 : **producteurs laitiers en zone de montagne** : productivité moyenne dans le Cantal (p. 1829) ; déclaration du Gouvernement sur l'inapplication des quotas laitiers en montagne ; installation des jeunes ; « dispositions techniques » pour éviter une pénalisation des zones de montagne (p. 1829, 1830, 1831).

— **n° 80**, posée le 17 juin 1986 : **impôt sur le revenu (revenus fonciers)** (p. 2301) ; appelée le 20 juin 1986 : remplacé par Mme Véronique Neiertz : **régime fiscal des opérations d'amélioration de l'habitat** (p. 2388).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* objectifs de la politique d'aménagement du territoire ; diminution du budget de l'aménagement du territoire de 20 % ; suppression de la prime d'aménagement du territoire ; désenclavement de certaines régions [28 octobre 1986] (p. 5413) ; dotation du fonds d'intervention pour l'autodéveloppement de la montagne (p. 5414).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* mutation de l'agriculture européenne et française [30 octobre 1986] (p. 5541) ; insuffisance du budget de la forêt et suppression du fonds de développement des industries du bois ; politique de la montagne et des zones défavorisées ; avenir des politiques différenciées et notamment de la politique des bassins allaitants pour les races charolais-limousin et salers-aubrac ; renégociation du règlement de 1980 sur les ovins ; quotas laitiers en montagne (p. 5542) ; nécessité d'engager les agriculteurs des zones difficiles dans un processus de développement rural utilisant la complémentarité entre agriculture, tourisme, forêt et artisanat (p. 5543).

SOUM (Renée)

Député des Pyrénées-Orientales
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réformes du ministre de l'éducation nationale** : modification des rythmes scolaires sur la base du rapport d'un seul expert [29 octobre 1986] (p. 5480).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** critères selon lesquels seront retenus les établissements ou professions dans lesquels tout embauchage ou résiliation de contrat de travail devra être portée à la connaissance des services publics de la main-d'œuvre ; risques de substitution de main-d'œuvre [7 juin 1986] (p. 1996) ; mauvaise conscience du Gouvernement (p. 1997).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* développement des programmes sanitaires et de prévention de 1981 à 1986 ; programmes régionaux de prévention ; réduction des crédits destinés à la lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme ; progression des crédits de lutte contre la toxicomanie ; importance à accorder à la prévention en matière de lutte contre la drogue ; mesures ultra-répressives de M. Chalandon traduisant une méconnaissance des problèmes de la drogue ; responsabilité des pouvoirs publics quant à une information objective sur la drogue [6 novembre 1986] (p. 5914).

SOURDILLE (Jacques)

Député des Ardennes
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (coopération) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 9 : **coopération (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur le faible temps de parole qui lui est imparti [23 avril 1986] (p. 306) ; poids des charges sociales ; notion de pôles de conversion ; évolution de la politique à l'égard des zones fragiles ; impossibilité d'abandonner les mesures de primes aux industries et les mesures spéciales d'amélioration des communications (p. 307).

Discussion des articles : **article 5 :** rappelle que les députés ne sont pas des représentants de groupes de pression [13 mai 1986] (p. 885).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, discussion générale : maintien des aides géographiques ; bilan positif de l'activité de la D.A.T.A.R. ; zones franches ; danger de désengagement de l'Etat en matière d'aménagement du territoire et d'aide géographique ; nécessité de permettre aux régions de promouvoir le développement économique ; « économies-territoire » [15 octobre 1986] (p. 4741).

Deuxième partie :

Coopération. — *Discussion générale :* Rapporteur ; indignation provoquée dans l'opinion française par l'irruption d'un certain nombre d'affaires ; flottement de l'opinion des pays aidés devant un budget à peine stable en francs courants ; montant global de l'aide publique au développement consentie par la France ; causes et manifestations de l'aggravation de la situation des pays en voie de développement ; augmentation de l'aide multilatérale ; évolution du champ géographique d'intervention ; structures nouvelles de l'administration exprimant le double mouvement de rétraction géographique et de concentration des compétences [23 octobre 1987] (p. 5250) ; allégement de l'administration centrale de la coopération ; amputation du montant des crédits destinés au bourses pour les étudiants africains ; répartition des crédits ; nécessité de procéder à des dons sans retour ; volume des concours financiers ; nécessité d'améliorer le contrôle parlementaire sur le budget du ministère de la coopération ; procédure décisionnelle au sein du F.A.C. ; contrôle sur la caisse centrale de coopération économique (p. 5251) ; caractère irremplaçable des échanges personnels et précoces au cours de la formation des cadres civils et militaires des Etats ayant choisi une amitié privilégiée avec la France (p. 5252) ; importance du maintien de l'enseignement du français (p. 5268).

Examen des crédits : **Etat B, Titre IV** ; impossibilité de sanctionner l'ensemble des associations percevant des subventions du ministère de la coopération (p. 5269).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. *Discussion générale :* crédits de la recherche ; exécution partielle des programmes prévus par la loi d'orientation de 1982 ; liens entre le soutien de la recherche et la situation économique générale [4 novembre 1986] (p. 5764).

SPIELER (Robert)

Député du Bas-Rhin)
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Colonnes de Buren** : décision d'achever leur édification ; opposition entre le droit moral de l'artiste et le droit moral des Français à préserver leur patrimoine ; son désir de voir « les libéraux cesser de se coucher devant de pseudo-artistes snobinards » [7 mai 1986] (p. 824).

— **Défense de la liberté d'expression** : défense de l'immigration par des associations recevant des subventions du Gouvernement ; interdiction d'exprimer la préférence nationale ; droits de l'Homme et liberté d'expression ; parlementaire traduit en justice pour avoir édité une affiche [15 octobre 1986] (p. 4759, 4760).

orales sans débat :

— **n° 152**, posée le 9 décembre 1986 : **faillites, règlements judiciaires et liquidations de biens (créances et dettes)** (p. 7442) ; appelée le 12 décembre 1986 : **situation des créanciers en cas de faillite** : demande d'étudier la possibilité de considérer les fournisseurs et sous-traitants et non les créanciers publics comme des créanciers privilégiés ; problème des faillites en cascade ; situation de l'emploi à Graffenstaden (p. 7599) ; grève de la faim de Mme Hérault ; création d'un comité de soutien (p. 7600).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).**

Première lecture, discussion générale : effets pervers du système de protection par répartition [24 juillet 1986] (p. 3847) ; cumul emploi-retraite ; nécessité de se réorienter vers la capitalisation ; liberté de choix pour l'âge de départ à la retraite ; politique nataliste ; réintroduction des notions de concurrence et de liberté dans le système de protection sociale (p. 3848).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et commission. Culture. — *Discussion générale :* participation de l'Etat au financement d'œuvres non artistiques ; colonnes de Buren [23 octobre 1986] (p. 5220) ; rôle de l'Etat ; cas de M. Robert Beltz (p. 5221) ; *questions :* caractère éminemment politique de la culture ; responsabilisation des personnes ayant en charge la culture en France ; développement du mécénat (p. 5234).

STASI (Bernard)

Député de la Marne
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du **statut d'interné et de déporté** aux **prisonniers civils** de la province de Nghe-An, détenus par le **Viet-Minh** entre 1946 et 1954 **(n° 280)** [17 juillet 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Relations avec les pays du Maghreb** : absence de politique cohérente [11 juin 1986] (p. 2084).

— **Aide au Salvador** : dégâts provoqués par le tremblement de terre d'octobre dernier ; bon accueil réservé au ministre salvadorien venu solliciter l'aide de la France ; solidarité envers un pays touché par une catastrophe et soutien au rétablissement de la démocratie en Amérique centrale [10 décembre 1986] (p. 7458).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Discussion générale :* rôle respectif du Président de la République et du Premier ministre en matière de politique étrangère ; qu'ont-ils fait de cette politique, ; situation en Amérique Centrale [24 octobre 1986] (p. 5303) ; effort de consolidation des institutions démocratiques eu Guatemala et au Salvador ; position de la France au Liban n'apparaissant pas très clairement ; construction européenne ; regrette que l'acte unique ne fasse pas mention de la nécessité d'une politique culturelle ; ses inquiétudes sur l'absence de l'Europe dans le débat planétaire sur le désarmement (p. 5304-5305).

STIEVENARD (Gisèle)

Député de Paris
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **R.A.T.P.** : renchérissement des transports collectifs [30 avril 1986] (p. 636) ; économies budgétaires à la R.A.T.P. ; dégradation du service public ; relance de l'insécurité dans le métro (p. 637).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : Gouvernement rêvant d'une « entreprise sans salariés » ; nécessaire prise en compte de la dimension humaine dans l'entreprise ; salariés devant disposer de garanties sur la transparence des critères motivant le licenciement économique [5 juin 1986] (p. 1811).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : retour au pays des immigrés [11 juillet 1986] (p. 3210).

— **Projet de loi relatif à la famille (n° 427).**

Première lecture, discussion générale : caractère injuste des mesures du projet de loi ; suppression de certaines prestations et notamment des primes de déménagement et prêts aux jeunes ménages ; pénalisation des naissances rapprochées ; suppression du complément familial ; problèmes du logement des familles notamment en région parisienne [19 novembre 1986] (p. 6524).

STIRBOIS (Jean-Pierre)

Député des Hauts-de-Seine
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le code de la nationalité française (n° 82) [29 mai 1986] (p. 1495).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **défense civile (n° 392)** [9 octobre 1986]

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 86-1004 du 3 septembre 1986 relative aux **contrôles et vérifications d'identité (n° 456)** [13 novembre 1986].

Proposition de loi tentant à autoriser l'**exécution d'office d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière d'un étranger**, malgré l'opposition de celui-ci **(n° 457)** [13 novembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Problèmes de sécurité et de défense civile :** catastrophe nucléaire de Tchernobyl ; protection civile en France [30 avril 1986] (p. 633) ; énergie nucléaire (p. 634).

— **Réforme du code de la nationalité :** spectateur mortellement blessé dans un cinéma par quatre Maghrébins auxquels il demandait de se taire ; leur refuge en Algérie à la faveur de la double nationalité ; nécessité de modifier le code de la nationalité, notamment d'en supprimer l'article 23 relatif à la double nationalité [5 novembre 1986] (p. 5859).

— **Intentions législatives du Gouvernement :** action du Gouvernement dictée par la rue et non par la majorité parlementaire ; rappel des promesses électorales sur l'acquisition de la nationalité française ; reculade du Gouvernement ; sort réservé au projet de réforme du code de la nationalité [10 décembre 1986] (p. 7459).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Explications de vote : impossibilité pour les téléspectateurs de suivre l'allocution de M. Jean-Marie Le Pen en raison des vingt minutes supplémentaires accordées au Président Valéry Giscard d'Estaing ; nécessité de rompre avec le socialisme [9 avril 1986] (p. 166) ; condamnation par M. Jacques Chirac en 1983 de l'accord entre le Front national et la liste R.P.R.-U.D.F. à Dreux ; divergences sur ce sujet au sein du R.P.R. ; vote par le R.P.R. de la loi instituant la carte unique de séjour et de travail de dix ans ; vote par le R.P.R. de la loi foncière du 1er août 1984 ; condamne la préférence du Premier ministre pour la cohabitation avec François Mitterrand plutôt qu'avec Jean-Marie Le Pen ; renforcement de la sécurité passant par le rétablissement de la peine de mort ; sa crainte de voir le Gouvernement adopter une politique judiciaire inspirée de celle de M. Robert Badinter ; comparaison de la majorité parlementaire à une « majorité bikini » (p. 167) ; utilisation dès le début de la législature de la formule des ordonnances démontrant une volonté d'escamoter tout débat ; caractère scélérat du projet de loi d'habilitation pour modifier le mode de scrutin (p. 168).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 : son rappel au réglement :** caractère personnel du vote des députés ; délégation de vote ; députés tournant les clés des absents [28 avril 1986] (p. 476).

— **Son rappel au règlement :** travaux législatifs des commissions ; refus par M. Jacques Toubon, président de la commission des lois, d'une intervention de M. Georges-Paul Wagner dont les arguments avaient déjà été exprimés ; attitude « scandaleuse et sectaire » du président de cette commission, obligeant tous les groupes n'appartenant pas à la majorité à quitter une séance [15 mai 1986] (p. 915).

— **Son rappel au règlement :** temps de parole attribués aux groupes parlementaires pour les questions au Gouvernement ; son refus de recevoir des leçons de morale de M. Charles Pasqua qui « partage la responsabilité morale de l'assassinat de milliers de harkis » ; participation de M. Philippe Seguin à l'U.N.E.F.-Renouveau en 1962 [4 juin 1986] (p. 1689).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : existence à l'Assemblée nationale de défenseurs des terroristes ; abrogation de la cour de sûreté de l'Etat ; suppression de la peine de mort ; dispersion des poursuites [25 juin 1986] (p. 2481) ; nécessité de créer une juridiction spécialisée de droit commun ; possibilité de rétablir la peine de mort malgré le protocole annexe à la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ; attitude du Gouvernement à l'égard de la proposition du Front national de rétablir la peine de mort ; nécessité de refouler l'intégrisme musulman ; germes de paralysie des procédures prévues par le projet (p. 2482) ; Front national ne pouvant approuver un projet de loi n'étant que la pâle caricature des promesses faites par le futur Premier ministre (p. 2483).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion générale : propos de Mme Françoise Gaspard renforçant les propositions du Front national [9 juillet 1986] (p. 3091) ; danger de l'immigration pour la France ; liens entre le problème de l'immigration et celui de l'Islam ; exemples des Arméniens et Grecs de Turquie et de l'Afrique du Nord ; attitude dite « antiraciste » créant de la xénophobie ; « S.O.S. Racisme » (p. 3092) ; positions antinationales adoptées depuis 1981 ; liens entre immigration et chômage ; exemple suisse ; surdélinquance étrangère ; intervention de monseigneur Decourtray ; rôle de certains lobbies « plus forts » que le Gouvernement (p. 3093) ; coût de l'immigration pour la sécurité sociale ; comparaison du débat à un match de catch ; vide du projet de M. Charles Pasqua ; nécessité de l'immigration pour la survie de la gauche ; objectifs du travail du parti communiste parmi les immigrés (p. 3094) ; droit de vote des immigrés ; expression de « France multiculturelle » ; vote du R.P.R. et de l'U.D.F. en commission favorable à l'inscription des étrangers naturalisés sur les listes électorales en dehors des périodes normales ; possibilité pour les nationaux d'avoir des droits supérieurs à ceux des étrangers (p. 3095-3096).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** fréquence du recours à la procédure du « mariage blanc » ; problèmes posés par la présence de très nombreux enfants étrangers dans les écoles ; maires n'ayant pas la possibilité de s'opposer à l'inscription d'enfants étrangers en situation irrégulière [10 juillet 1986] (p. 3150) ; possibilité d'accéder aux bénéfices de l'aide sociale française constituant, pour les étrangers, une puissante incitation à entrer dans notre pays ; inopportunité d'offrir aux étrangers en situation clandestine les mêmes avantages qu'aux étrangers en situation régulière (p. 3151) ; immigration étant nécessaire à la survie politique de la gauche ; regrette que priorité soit, en matière de logement, parfois accordée à des étrangers (p. 5152) ; **article 2 :** ses observations sur la loi de 1984 instaurant les titres uniques de séjour et de travail ; lien entre la montée de la délinquance et la progression de l'immigration ; automaticité de l'octroi de la carte de résident aux apatrides ayant profité aux Brigades rouges et aux Brigades du tigre tamoules [11 juillet 1986] (p. 3174).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Pierre Joxe.

Explications de vote : rôle de l'entreprise publique dans la collectivisation de la société [28 juillet 1986] (p. 3953) ; non respect de la plate-forme R.P.R.-U.D.F. ; privatisation de Renault ; vote par certains conseils régionaux d'une priorité d'emplois pour les Français ; modalités de priva-

tisation des entreprises publiques (p. 3954) ; « débureaucratisation » de la société civile (p. 3955).

— **Son rappel au règlement** : initiative des lois appartenant concurremment au Premier ministre et aux membres du Parlement ; propositions de loi du Front national et des groupes R.P.R. et U.D.F. tendant au rétablissement de la peine de mort [2 octobre 1986] (p. 4323).

— **Son rappel au règlement** : souhaite que le président de l'Assemblée nationale demande à recevoir les excuses de M. Rossinot sur les propos qu'il a tenus à l'encontre de M. Jean-Marie Le Pen [5 novembre 1986] (p. 5862).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Discussion générale :* budget « police » ; propos du ministre de l'intérieur sur le fait de « terroriser les terroristes », de couvrir les bavures et de maîtriser l'immigration ; expulsion de maliens ; insuffisance juridique des textes sécuritaires ; exemple du contrôle d'identité du ressortissant malien à la gare d'Argenteuil [7 novembre 1986] (p. 6008) ; propos de M. Albin Chalandon sur l'éventuelle libération de 5 000 à 8 000 prisonniers ; nécessité de donner aux policiers les moyens juridiques d'agir ; proposition de loi du Front national ; délinquants étrangers ; cas des Pakistanais et Tamouls trafiquants de drogues et des squatters du 18e arrondissement ; nécessité d'une meilleure utilisation des forces de police ; propos de M. Bernard Deleplace sur la responsabilité des immigrés de la deuxième génération dans le climat d'insécurité ; insuffisance du budget de la défense civile (p. 6009) ; annonce d'un projet de loi relatif à son organisation et à sa modernisation ; abstension du groupe Front national (p. 6010).

STIRN (Olivier)

Député de la Manche
Apparenté socialiste
puis *socialiste*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Cesse d'être apparenté au groupe socialiste [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 116 : constructions navales (entreprises : Manche)** posée le 7 octobre 1986 (p. 4431) ; appelée le 10 octobre 1986 : **chantiers navals Amiot à Cherbourg** : nécessité d'une réunion de travail sous l'égide du ministre de l'industrie pour coordonner l'action des différents départements ministériels impliqués dans le redressement de l'entreprise (p. 4571).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).**

Discussion : « droitisation » de la politique gouvernementale ; entente conclue avec le Front national lors des élections régionales ; apport de voix du Front national pour l'élection de certains vice-présidents ; attitude du Gouvernement à l'égard des salariés ; volonté du Gouvernement de revenir sur les nationalisations prévues par le général de Gaulle ; esprit d'ouverture et de rassemblement du parti socialiste [9 avril 1986] (p. 159).

STRAUSS-KAHN (Dominique)

Député de Haute-Savoie
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : résultats obtenus pendant la dernière législature en matière de lutte contre l'inflation ; désindexation des salaires ; régulation des prix [23 avril 1986] (p. 293) ; persistance de l'insuffisance du taux de marge des sociétés ; caractère trop large et imprécis de l'habilitation demandée par le Gouvernement au titre de l'article 1er du projet de loi ; caractère déraisonnable d'une libération brutale des prix ; illégitimité d'une suppression des instruments dont les pouvoirs publics peuvent disposer ; imprécision de la réforme du droit de la concurrence envisagée par le Gouvernement ; inutilité d'abroger les ordonnances de 1945 pour libérer les prix (p. 294).

Discussion des articles : **article 1er** : emploi et inégalités sociales ; chômage des jeunes ; problème de l'inflation ; charges des entreprises [24 avril 1986] (p. 339) ; coût du travail ; compétitivité des entreprises françaises ; baisse du coût du dollar et du pétrole ; libération des prix (p. 340) ; lien entre l'inflation et le contrôle des prix ; exemple de la République fédérale d'Allemagne et du Japon (p. 344) ; possibilités de libérer les prix sans abroger les ordonnances de 1945 (p. 345) ; nécessité de limiter le champ d'application de cet article à l'abrogation et à la modification des ordonnances de 1945 ; Gouvernement ne pouvant être au terme de l'article 38 de la Constitution habilité que sur un domaine limité ; signification du dépôt des amendements du groupe socialiste (p. 357) ; nécessité d'adopter l'amendement n° 195 (p. 358) ; amendement n° 197 de M. Collomb ayant pour objet de conserver l'article 1er de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix ; administration des prix en Allemagne, aux Etats-Unis et en Belgique (p. 359) ; nécessité de laisser au Gouvernement la possibilité d'utiliser un instrument de contrôle des prix qu'il lui est possible ou non de mettre en œuvre ; ordonnance de 1945 constituant « un des textes de notre législation économique qui a été le plus modernisé » ; demande au Gouvernement pourquoi les prix n'ont toujours pas été libérés (p. 360) ; nécessité d'une poursuite et d'une répression des infractions à la législation économique ; regrette que le Parlement soit dessaisi d'une question touchant aux libertés publiques ; atteinte à la tradition constitutionnelle républicaine (p. 361) ; **article 4** : rôle de l'actionnaire ; sous-capitalisation des entreprises nationales [30 avril 1986] (p. 649) ; possibilité pour les entreprises privatisées de trouver des capitaux privés ; autonomie de gestion des entreprises nationales (p. 650) ; motifs de la création des titres participatifs (p. 652).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : notion de double imposition ; rôle des actionnaires ; constitution d'une société de personnes permettant d'échapper à la double imposition [26 mai 1986] (p. 1168).

Seconde délibération de la première partie : **avant l'article 11** : limitation à un an de la durée d'une vérification approfondie de la situation fiscale ; absence de définition de l'acte qui mettra fin au délai [27 mai 1986] (p. 1294) ; fraude fiscale ; politique de sécurité ; augmentation du nombre des contrôles (p. 1295).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** explications de vote : impossibilité pour les partenaires sociaux de rétablir l'autorisation administrative de licenciement ; vote du groupe socialiste contre l'article 3 [6 juin 1986] (p. 1906).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Pierre Joxe.

Discussion : équilibre entre le secteur privé et le secteur public ; incapacité du capitalisme industriel français de se développer sans l'aide de l'Etat [28 juillet 1986] (p. 3925) ; incapacité des actionnaires privés de faire face à la sous-capitalisation des entreprises ; réussite des nationalisations ; construction de l'Europe industrielle ; nécessité d'une procédure de « respiration » des entreprises publiques ; insuffisance des mesures de protection des entreprises dénationalisées contre la mainmise étrangère (p. 3926) ; désorganisation de l'économie française par l'absorption des ressources du marché financier ; conditions d'évaluation des entreprises dénationalisées (p. 3927) ; financement d'une partie des dépenses budgétaires courantes par les recettes des dénationalisations ; atteinte portée par certaines nominations à l'image de rigueur du ministre des finances (p. 3928).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* rôle du commissariat général au Plan ; existence d'une planification dans les pays libéraux ; absence de rapport d'exécution du Plan et de projection triennale des finances publiques associés à la loi de finances [22 octobre 1986] (p. 5190) ; avenir du Plan (p. 5191).

Examen des crédits : **IV. — Plan : après l'article 73 :** son amendement n° 56 (tendant à demander la publication d'un rapport annuel retraçant la répartition des crédits globalisés entre les différents centres de recherche rattachés au Plan) ; rejeté (p. 5199).

Son fait personnel : possibilité pour un fonctionnaire d'exercer des responsabilités politiques dans une organisation et pour le Gouvernement de reprocher à ce fonctionnaire ses prises de position dans le seul cas où elles lui porteraient tort [22 octobre 1986] (p. 5199).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : problème de la légalisation d'interprétations du Gouvernement en matière fiscale contraire aux avis donnés par le Conseil d'Etat ; regrette que certaines dispositions du collectif ne proviennent pas du projet de loi sur l'épargne ; avantages fiscaux à l'épargne ; financement des investissements ; caractère inflationniste de l'absence d'épargne longue [11 décembre 1986] (p. 7488) ; inopportunité d'une remise en cause du système de retraite par répartition ; lien entre le projet de loi sur l'épargne et les privatisations (p. 7489).

Discussion des articles : **article 1er et état A :** écart d'inflation entre la France et la R.F.A. (p. 7496).

SUBLET (Marie-Josèphe)

Député du Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son sous-amendement n° 569 à l'amendement n° 102 de M. Jean Auroux (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet amendement par les mots « sous condition d'en demander le bénéfice dans les deux mois suivant leur départ ») ; impératifs de gestion prévisionnelle du personnel [3 juin 1986] (p. 1625) ; rejeté (p. 1626) ; délégués syndicaux étant souvent les premières victimes des vagues de licenciements (p. 1628) ; son sous-amendement n° 574 à l'amendement n° 125 de M. Jean Auroux (tendant à compléter ainsi cet amendement : « qu'il porte sur des licenciements individuels des licenciements de moins de dix salariés ou des licenciements de plus de dix salariés ») : rejeté (p. 1651) ; **article 4 :** inspecteur du travail suggérant à l'employeur d'autres solutions que le licenciement pur et simple ; texte de 1975 devant rester l'outil incitant les employeurs à faire de la gestion préventive [7 juin 1986] (p. 1933) ; opposition du groupe socialiste à la liberté de licencier (p. 1941) ; nécessité de rendre obligatoire l'information et la consultation de l'autorité administrative pour des licenciements envisagés en cas de redressement ou de liquidation judiciaire (p. 1961) ; loi du 25 juin 1985 sur la réforme du droit des sociétés (p. 1962) ; sons sous-amendement n° 598 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant, dans la troisième phrase de cet amendement, après les mots « assister par » à insérer les mots « à un délégué syndical de son choix ou » (p. 1969) ; vote réservé (art. 44-3 de la constitution) (p. 1970) ; son sous-amendement n° 599 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant, dans la troisième phrase de cet amendement à insérer après les mots « assister par » les mots « un délégué du personnel de son choix ou ») ; vote réservé (art. 44-3) ; son sous-amendement n° 600 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter la troisième phrase de cet amendement par les mots « ou par un responsable syndical même si celui-ci ne fait pas partie du personnel de l'établissement ») (p. 1970) ; vote réservé (art. 44-3) ; son sous-amendement n° 601 à l'amendement n° 5 de la commission (tendant à compléter la troisième phrase de cet amendement par les mots « ou par l'expert, compétent en matière de licenciement économique, auquel le comité d'entreprise a fait appel) ; vote réservé (art. 44-3) (p. 1971).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* suppression de la dotation de 100 millions de francs en faveur des entreprises intermédiaires : rôle des entreprises intermédiaires ; solution préconisé dans le plan pour l'emploi des jeunes s'adressant à un public capable d'entrer directement dans le monde du travail [5 novembre 1986] (p. 5893).

SUEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à valider les décisions prises par le **comité national de la recherche scientifique (n° 308)** [31 juillet 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Information audiovisuelle :** propos tenus par le Premier ministre à Autun mettant en cause le manque d'objectivité de l'information audiovisuelle ; absence de saisine de la Haute autorité [28 mai 1986] (p. 1333) ; répartition des temps de parole entre le Gouvernement, la majorité et l'opposition du 20 mars au 18 mai sur T.F. 1 et Antenne 2 (p. 1334) ;

orales sans débat :

— **n° 6** de M. Elie Castor : appelée le 25 avril 1986 : **cessions et concessions domaniales en Guyane** : donne communication de la question de M. Elie Castor (p. 395) ;

— **n° 8**, posée le 23 avril 1986 : **administration (ministère de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : administration centrale)** (p. 318, 319) ; appelée le 25 avril 1986 : **suppressions d'emplois au Bureau de recherches géologiques et minières** : engagement d'une procédure pour élaborer un « projet d'entreprise » ; avenir du B.R.G.M. ; discussion d'un projet d'établissement ; ses doutes sur la possibilité de maintenir l'ensemble des missions de service public (p. 393, 394).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** rapport devant être présenté à l'Assemblée nationale à la suite des travaux des commissions saisies pour avis ; propos de M. Jean-Paul Fuchs ne constituant en aucun cas un rapport susceptible de répondre à la définition donnée par le règlement ; dévoilement des procédures parlementaires [22 avril 1986] (p. 219).

Discussion des articles : **article 1er :** nécessité d'exclure du champ d'application de l'article 1er du projet de loi la loi du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne ; principales dispositions de la loi du 3 janvier 1983 ; simplification des règles applicables à la constitution de sociétés anonymes et aux augmentations de capital ; adaptation et création d'instruments financiers adaptés au développement des fonds propres des entreprises et à l'accroissement des capitaux à risque ; création des fonds communs de placement à risque ; surveillance des placements [24 avril 1986] (p. 373) ; **article 2 :** période d'essai du contrat de travail à durée déterminée [28 avril 1986] (p. 503) ; conteste le classement des députés par M. Robert-André Vivien selon leur appartenance antérieure à telle ou telle profession ; interprétation de l'article 38 par le Conseil constitutionnel qui souhaite des lois d'habilitation plus précises (p. 505) ; rôle des députés sur le degré de précision d'une loi d'habilitation ; mode de calcul de l'indemnité des travailleurs temporaires (p. 506) ; interprétation de l'article 58 par le Conseil constitutionnel en ce qui concerne la nécessité de précision d'un projet de loi d'habilitation (p. 508) ; conditions de renouvellement d'un contrat passé dans le cadre d'une mission de travail temporaire ; possibilité d'assouplissement dans certains cas du début et du terme du contrat de travail temporaire (p. 509) ; prise en compte des salariés à temps partiel dans l'effectif de l'entreprise (p. 511) ; application des droits légaux et conventionnels prévus pour les salariés permanents aux salariés à contrat à durée déterminée ; prise en compte des salariés à temps partiel dans l'effectif de l'entreprise (p. 514) ; maintien de l'autorisation du directeur départemental du travail ou du fonctionnaire de contrôle assimilé en cas de conclusion de travail temporaire ; nocivité du libéralisme assimilant toute règle à une contrainte (p. 516) ; rémunération des travailleurs temporaires ; volonté d'assouplir le code du travail (p. 519) ; conditions de prise en compte des salariés sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire dans l'effectif de l'entreprise [29 avril 1986] (p. 534) : **article 4 :** dogmatisme de la démarche tendant à dénationaliser les entreprises nationalisées en 1982 ; insuffisance des dispositions visant à préserver les intérêts français à l'égard d'investisseurs étrangers [30 avril 1986] (p. 648) ; afflux de titres sur le marché risquant d'entraîner une baisse des valeurs au détriment de la masse des petits porteurs ; risque d'une diminution de l'investissement ; insuffisance de l'investissement privé dans les entreprises nationalisées en 1982 (p. 649).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et état A :** amputation des crédits de la recherche scientifique ; cas de la recherche industrielle ; diminution des crédits de l'A.N.V.A.R. ; prévisions de la loi de programmation sur la recherche [27 mai 1986] (p. 1284).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés :** nouvelles possibilités de retour offertes aux salariés immigrés ; réduction des sommes destinées à financer l'aide au retour (p. 1305, 1306).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : **avant l'article 1er : son rappel au règlement :** députés représentant la population du pays dans toute sa diversité ; Front national tendant à jeter le discrédit sur certains membres de l'Assemblée au motif de la profession qu'ils ont exercée avant d'être députés [3 juin 1986] (p. 1631) ; attitude de la commission et du Gouvernement ; information que l'employeur est tenu d'adresser aux représentants du personnel en cas de licenciements économiques lorsqu'il s'agit d'une entreprise située au sein d'un groupe ; jurisprudence du Conseil d'Etat ; nécessité, lorsque le licenciement est consécutif à une opération de concentration, de fusion ou de restructuration, que les représentants du personnel soient informés des facteurs économiques ou techniques à l'origine de cette situation (p. 1645) ; **article 1er :** motif de l'instauration de l'autorisation administrative préalable de licenciement ; lois à venir ne permettant pas de créer des emplois ; autorisation administrative de licenciement ne visant pas à interdire le licenciement à toutes fins ; article 1er atteignant sensiblement la politique contractuelle et la négociation [4 juin 1986] (p. 1713) ; attitude du Front national permettant au Gouvernement de s'affirmer comme modéré ; article 1er du projet de loi vidant de sa substance l'article 3 du projet (p. 1722) : **article 2 : son rappel au règlement :** réserve d'amendements par le Gouvernement ; impossibilité pour un ministre de parler au nom de la commission [6 juin 1986] (p. 1849) ; licenciement des parents isolés qui ont un enfant à charge ; caractère indicatif de l'ordre des critères énumérés à l'article L. 321-2 du code du travail (p. 1854-1855) ; délai entre le moment où les documents sur le licenciement sont fournis aux représentants des salariés et le moment de la consultation (p. 1863) ; **article 3 :** hostilité de l'ensemble des organisations syndicales au processus engagé par le Gouvernement (p. 1891) ; distinction entre la session d'automne et la première session ordinaire (p. 1894-1895) ; nature des arguments employés par le Front national (p. 1896) ; notion de représentativité syndicale ; son opposition aux syndicats « maison » (p. 1897) ; **son rappel au règlement :** rappel au règlement de M. Jean-Claude Martinez n'ayant rien à voir avec un rappel au règlement (p. 1898) ; modification des règles d'information et de consultation des représentants du personnel (p. 1901) ; distinction du licenciement économique des autres formes de licenciement ; part de la négociation dans la réforme (p. 1903).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : **article 2 :** expression restrictive d'entreprises éditrices ; notion du groupement de fait dans la loi de 1984 [16 juin 1986] (p. 2198) ; rôle particulier de la presse d'information générale et politique ; dispositions particulières devant s'appliquer à cette presse (p. 2202) ; texte en discussion permettant d'assimiler n'importe quel imprimé à la presse d'information (p. 2203) ; modalités de privatisation de TF1 ; **article 3 :** existence aux Etats-Unis de règles de concentration et de transparence sévères en matière de presse ; (p. 2208) ; nécessité d'une législation efficace contre la pratique du prête-nom (p. 2209) ; principe de la transparence remontante permettant d'éviter

le phénomène des prête-noms ; notion de groupement de fait (p. 2212) ; **article 4** : ses observations sur l'absentéisme des représentants de la majorité ; notion de contrôle (p. 2215) ; extension aux entreprises détenant 20 % du capital d'une société de presse de l'obligation de mise au nominatif des actions ; rappelle que c'est à la demande des sociétés de rédacteurs et des professionnels de la presse que le Sénat a introduit la disposition relative à la cession des actions (p. 2216) ; **article 4** : nécessaire réintroduction de la notion de contrôle (p. 2227) ; **après l'article 4** : regrette le refus gouvernemental de prendre en compte les notions de publication d'information politique et générale et d'équipe rédactionnelle ; actionnaires des sociétés de presse devant pouvoir consulter le compte des valeurs nominatives ; intérêt d'un contrôle direct des actionnaires (p. 2228) ; pouvoir des actionnaires des sociétés mentionnées à l'article 4 de consulter le compte des valeurs nominatives tenu par ces sociétés (p. 2230) ; regrette que le ministre refuse les amendements du groupe socialiste sans jamais formuler la moindre justification ; regrette de se heurter à un « degré zéro de l'argumentation » (p. 2231) ; **article 6** : nécessité de la transparence remontante pour saisir les relations entre une entreprise de presse et ses sociétés mères ; retrait des amendements de M. François d'Aubert après que le rapporteur et le ministre s'y soient opposés sans fournir d'argument (p. 2244) ; énumération des informations que le groupe socialiste souhaite voir portées à la connaissance du public ; nécessité d'information sur les sociétés mères dont les sociétés éditrices ne sont que les filiales ; situation du « Dauphiné Libéré » ; situation du « Progrès » (p. 2245) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la transparence financière des entreprises de presse (p. 2246) : **article 7** : notion de publication d'information politique et générale [17 juin 1986] (p. 2252) ; élimination de la notion d'équipe rédactionnelle ; limitation de la transparence à « l'entreprise éditrice » ; participation des étrangers au capital des entreprises de presse ; publications destinées à des communautés étrangères implantées en France (p. 2253) ; son sous-amendement n° 416 à l'amendement n° 362 de M. Michel Péricard (visant à insérer après le mot « procéder » les mots « directement ou indirectement ») ; son sous-amendement n° 418 à l'amendement n° 362 de M. Michel Péricard (visant à insérer après le mot « procéder », les mots « par tous les moyens d'ordre matériel ou financier ») ; son sous-amendement n° 421 à l'amendement n° 362 de M. Michel Péricard (visant à insérer après le mot « éditant », les mots « ou exploitant ») ; son sous-amendement n° 420 à l'amendement n° 362 de M. Michel Péricard (visant à insérer après le mot « éditant », les mots « en France ») (p. 2256) ; sous-amendement n° 416 : retiré ; acquisition indirecte d'une entreprise de presse ; ses observations sur le groupe Hersant (p. 2257) ; sous-amendements n° 418, 421 et 420 : rejetés (p. 2258) ; **article 10** : nécessité de substituer la notion d'entreprise de presse à celle d'entreprise éditrice (p. 2273) ; nécessité de doter les journalistes d'un statut propre ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 2274) ; privatisation de TF1 ; identification entre l'actionnaire majoritaire d'une entreprise de presse et le directeur de la publication ; absence d'arguments justifiant la modification de l'article 7 de l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 2275) ; précision des textes de loi (p. 2277) ; cas de publications éditées par une personne morale (p. 2278) ; fait observer à M. Patrick Devedjian qu'il a évoqué l'amendement n° 280 alors que c'est l'amendement n° 283 qui est discuté (p. 2280) ; **article 11** : son sous-amendement n° 484 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à substituer dans cet amendement aux mots : « l'acquisition », les mots : « le transfert de la propriété ou le contrôle direct ou indirect ») (p. 2290) ; rejeté ; son sous-amendement n° 485 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer au début de cet amendement après le mot : « acquisition », les mots : « directe ou indirecte ») : rejeté ; sous sous-amendement n° 486 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (tendant au début de cet amendement après le mot « acquisition » à insérer les mots « directe ou indirecte ») : rejeté ; son sous-amendement n° 487 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer au début de cet amendement après le mot : « acquisition », les mots : « sous quelque forme que ce soit ») : rejeté ; son sous-amendement n° 488 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer dans cet amendement après le mot : « acquisition », les mots « par tout moyen d'ordre matériel ou financier ») : rejeté ; son sous-amendement n° 489 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer au début de cet amendement après le mot : « acquisition », les mots : « de la propriété ou du contrôle ») : rejeté ; son sous-amendement n° 490 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer au début de cet amendement après le mot : « acquisition », les mots : « du contrôle direct ou indirect ») : rejeté ; son sous-amendement n° 491 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer au début de cet amendement après le mot : « acquisition », les mots : « et la prise de contrôle ») : rejeté ; son sous-amendement n° 492 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer dans cet amendement après le mot : « acquéreur », le mot : « réel ») : rejeté ; son sous-amendement n° 493 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer dans cet amendement après le mot : « aquéreur », les mots : « direct ou indirect » : rejeté (p. 2291) ; son sous-amendement n° 494 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer dans l'amendement n° 365 après le mot : « acquéreur », les mots : « de droit ou de fait ») : rejeté ; son sous-amendement n° 495 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer dans cet amendement après le mot : « acquéreur », les mots : « et aux intérêts qu'il représente ») : rejeté ; son sous-amendement n° 496 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à substituer dans cet amendement au mot : « détenir », les mots : « contrôler directement ou indirectement ») : rejeté ; son sous-amendement n° 497 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à substituer dans cet amendement au mot : « détenir », les mots : « posséder ou contrôler ») : rejeté ; son sous-amendement n° 498 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer dans cet amendement après le mot : « détenir », les mots : « directement ou indirectement ») : rejeté ; son sous-amendement n° 499 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer dans cet amendement après le mot : « détenir », les mots : « sous quelque forme que ce soit ») : rejeté ; son sous-amendement n° 500 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à insérer dans cet amendement après le mot : « détenir », les mots : « par tout moyen matériel ou financier ») : rejeté ; son sous-amendement n° 501 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (visant à substituer dans cet amendement au pourcentage « 30 % » le pourcentage « 15 % ») : rejeté ; son sous-amendement n° 515 à l'amendement n° 365 de M. Michel Péricard (maintien des poursuites des actions civiles et pénales devant les tribunaux pour infractions aux dispositions en vigueur avant la promulgation de la loi) : rejeté ; son amendement n° 321 (modalités d'appréciation des plafonds fixés par les amendements n° 318, 319 et 320 de M. Jean-Jack Queyranne) : devenu sans objet (p. 2292).

— **Son rappel au règlement** : émotion suscitée par des « bavures » policières ; demande à ce que M. Charles Pasqua vienne s'expliquer en personne devant l'Assemblée [7 juillet 1986] (p. 2874).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion générale : position du groupe socialiste sur le texte ; nécessité d'élaborer un projet de loi sur les principes généraux du code du travail et d'entériner les accords tripartites [7 juillet 1986] (p. 2880) ; notion de « principes généraux » de la loi de 1984 ; exemple des « seuils » ; convergence entre le projet sur la Polynésie et celui sur la Nouvelle-Calédonie ; modifications par délibération du congrès de certaines dispositions de l'ordonnance du 13 novembre 1985 ; restriction des garanties accordées aux travailleurs de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie ; langue dans laquelle le contrat de travail est écrit et traduit (p. 2881) ; autorisation administrative de licenciement ; indemnisation des chômeurs ; mise en cause du droit de grève (p. 2882).

Discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 20 (création d'une commission consultative du travail auprès de l'inspecteur du travail) ; conservation de cette commission ; prise en considération des accords tripartites (p. 2886) ; rejeté ; **article 5** : son amendement n° 21 (visant, dans la première phrase de cet article, à substituer au mot : « copie », les mots : « traduction du contrat ») : rejeté ; son amendement n° 22 (précisant qu'en cas de traduction du contrat de travail et en cas de

discordance entre les deux textes, seul le texte rédigé dans la langue du salarié étranger peut être invoqué contre ce dernier) (p. 2887) ; fixation des compétences de la commission consultative du travail ; supériorité du contrat rédigé dans la langue du salarié intéressé en cas de contentieux ; son refus de distinguer les langues et les dialectes (p. 2888) ; ses observations (p. 2889) : rejeté ; **article 27** : son amendement n° 23 (visant, dans le deuxième alinéa de cet article, à insérer après les mots : « être autorisées », les mots : « par l'inspecteur du travail ») ; durée hebdomadaire du travail ; autorisation de dépassement en cas de circonstances exceptionnelles ; rejeté (p. 2891) ; **article 41** : son amendement n° 24 (précisant que l'effectif minimum de salariés prévu à cet article est fixé après négociations entre les organisations syndicales et patronales du territoire) : rejeté ; son amendement n° 44 (précisant que le seuil prévu à cet article ne peut être supérieur au seuil des cinquante salariés) (p. 2893) ; inscription de la négociation sur le seuil déterminant l'obligation d'avoir un comité d'hygiène et de sécurité dans la loi ; **son rappel au règlement** : son dépôt d'un amendement tendant à modifier un texte proposé par M. Laurent Fabius ; amendement n° 44 : rejeté ; **article 43** : son amendement n° 25 (procédure d'agrément pour les médecins du travail) (p. 2894) ; rejeté (p. 2895) ; **article 46** : son amendement n° 26 (visant à rédiger ainsi le début de cet article : « en vue d'assurer le contrôle de l'emploi, le territoire... (le reste sans changement) ») : rejeté ; son amendement n° 27 (contrôle administratif de l'emploi) ; inscription du contrôle de l'emploi dans la loi ; déclaration de M. Philippe Séguin sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (p. 2896) ; propositions de M. Jean Juventin sur le contrôle de l'emploi ; rejeté au scrutin public ; **article 48** : son amendement n° 29 (aides aux chômeurs) (p. 2897) ; aides directes aux chômeurs ; devenu sans objet (p. 2898) ; **article 56** : son amendement n° 48 (visant à substituer dans le troisième alinéa de cet article aux mots : « avis des », les mots : « négociation entre les ») (p. 2899) ; rejeté ; son amendement n° 30 (seuil pour l'élection des délégués du personnel) ; seuil pour l'obligation de l'élection de délégués du personnel ; rejeté ; **article 59** : son amendement n° 32 (fixation de l'effectif minimum de salariés rendant nécessaire la création des comités d'entreprise après négociations entre les organisations syndicales et patronales du territoires) (p. 2900) ; rejeté ; son amendement n° 45 (précisant que le seuil prévu à cet article ne peut être supérieur au seuil de cinquante salariés) ; fixation de chiffres dans une loi qui ne doit être consacrée qu'à des principes généraux ; compétences de l'Assemblée territoriale ; concertation et négociations en Polynésie ; rejeté (p. 2901) ; **article 68** : son amendement n° 43 (rémunération du congé de formation syndical) : retiré ; son amendement n° 46 (visant à supprimer à la fin de cet article les mots : « non rémunéré ») ; son amendement n° 47 (obligation de rémunérer les congés de formation syndicale) ; harmonisation de la législation avec la loi du 30 décembre 1985 ; rémunération du congé de formation syndicale (p. 2902) ; possibilité pour l'employeur de rémunérer ce congé ; amendements n° 46 et 47 : rejetés (p. 2903) ; **article 70** : son amendement n° 33 (grève ne rompant pas le contrat de travail) ; craintes du Gouvernement que l'exercice constitutionnel du droit de grève n'entraîne des perturbations en Polynésie : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 34 : devenu sans objet ; **article 71** : son amendement n° 35 (champ d'application du présent chapitre) ; amalgame fait par le Sénat entre les salariés du secteur privé et ceux du secteur public ; préavis de grève (p. 2911) ; discours colonial du Gouvernement ; rejeté ; **article 72** : ses amendements n° 36 et 37 : devenus sans objet ; **article 73** : son amendement n° 38 (tendant, à la fin du troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots « tel que défini par la présente loi ») (p. 2912) ; rejeté (p. 2913) ; **article 78** : son amendement n° 39 (dispositions des chapitres IV, VIII et IX, du chapitre I[er] du titre III, des chapitres II, IV et VII du titre IV n'étant pas applicables à l'Etat, aux collectivités publiques ni aux établissements publics à caractère administratif) : retiré ; **article 79** : son amendement n° 40 (chef du service des affaires maritimes du territoire exerçant les attributions dévolues par la loi aux inspecteurs du travail dans les domaines du travail maritime) ; caractère limité des moyens mis à la disposition de l'inspection du travail ; crédits de déplacement des inspecteurs du travail ; chef du service des affaires maritimes devant exercer des attributions dévolues aux inspecteurs du travail (p. 2914) ; rejeté (p. 2915) ; **article 109** : son amendement n° 41 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer par deux fois aux mots « du délinquant », les mots « de l'auteur de l'infraction ») (p. 2917) ; terme de « délinquant » qualifiant l'auteur d'un délit ; rejeté ; **article 112** : son amendement n° 42 (sanctions des fraudes ou fausses déclarations en vue d'obtenir indûment des aides versées aux travailleurs privés d'emploi) ; absence de toute aide aux chômeurs en Polynésie française ; rejeté (p. 2918).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement** : répétition des retards dans le début des séances à cause de réunions de membres de la majorité [5 août 1986] (p. 4037) ; soutient la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe ; utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur un texte touchant à la culture et à la communication ; différence entre le seuil de concentration maximale défini par le projet de loi sur la presse et celui mentionné par le projet sur l'audiovisuel ; absence de dispositif anti-concentration multimédias ; conséquence de la privatisation de TF1 sur la qualité des chaînes privées ; signification de l'expression de « mieux-disant culturel » ; maintien de la notion de cahier des charges (p. 4097, 4098) ; possibilité de céder en bourse la totalité du capital de TF1 ; conséquence de la privatisation de TF1 ; risque de voir Antenne 2 devenir ce qu'est le « Journal officiel » ; rôle de Radio-France internationale ; suppression des stations locales de Radio-France ; ses observations sur la « conception ringarde » du service public et la « conception aventuriste » des privatisations de M. François Léotard ; rôle de la C.N.C.L. (p. 4099, 4100).

— Projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1[er] août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion générale : nécessité de dispositifs anti-concentration ; notion de pluralisme [9 octobre 1986] (p. 4523) ; notion de contrôle de société ; séparation des fonctions de production, de publicité et de rédaction (p. 4524).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* propositions des représentants des groupements de vulgarisation agricole de la Sologne ; transformation des produits fermiers ; charges sociales [30 octobre 1986] (p. 5574) ; modification des schémas de structure ; constitution de réserves de trésorerie en franchise d'impôt (p. 5575).

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* plan « Informatique pour tous » ; participation des personnels de l'éducation nationale à la maintenance des systèmes informatiques [3 novembre 1986] (p. 5737) ; diminution des crédits affectés aux bourses et suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 5741).

Education nationale. II — Recherche et enseignement supérieur. — *Discussion générale :* diminution de l'effort de recherche ; cas de l'I.N.R.A., de l'A.N.V.A.R. ou du F.R.T. ; diminution des crédits affectés à la recherche industrielle ; organisation d'un audit sur l'O.R.S.T.O.M. ; programme Eurêka [4 novembre 1986] (p. 5778, 5779).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* financement des curatelles d'Etat ; avenir des centres sociaux [6 novembre 1986] (p. 5950).

— Projet de loi relatif à la famille (n° 427).

Première lecture, discussion générale : accroissement des inégalités par le projet [19 novembre 1986] (p. 6520) ; jugement porté par l'association « A.T.D. Quart monde » ; suppression du cumul de deux A.J.E. ; suppression du complément familial et de la prime de déménagement ; priorité au troisième enfant (p. 6521) ; égalité entre les enfants (p. 6522).

— Son rappel au règlement : travaux de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [27 novembre 1986] (p. 6878).

— Son rappel au règlement : travaux de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [27 novembre 1986] (p. 6878).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'enseignement supérieur (n° 430).

Première lecture, discussion générale : soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; retrait du projet de loi ; opposition des étudiants et lycéens ; refus de la sélection par l'argent [28 novembre 1986] (p. 6975) ; absence de récupération politique ; inopportunité d'une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur ; souligne l'absence de la notion de professionalisation dans le projet de loi ; appui de la professionalisation sur la culture générale ; projet visant à satisfaire des lobbies politiques compromis avec le G.E.R.U.F. et l'U.N.I. (p. 6976) ; absence des députés R.P.R. et U.D.F. ; projet contraire au principe de l'égalité entre les citoyens ; vote d'un amendement tendant à supprimer pour le recteur le droit d'inscrire d'office un étudiant ; notion de critères d'accès (p. 6977) ; accès à des formations post-baccalauréat ; nombre insuffisant d'étudiants en France ; réforme du premier cycle mis en place par M. Savary ; problème des capacités d'accueil ; suppression de la notion de contrat d'établissement ; notion d'établissement public ; création des établissements fédérés (p. 6978) ; réinstauration des anciennes facultés ; pluridisciplinarité ; multiplication des dérogations ; remise en cause du principe d'égalité ; conflits de compétences (p. 6979) ; disposition relative au droit d'inscription ; diminution du nombre des boursiers et du montant des bourses (p. 6980) ; indépendance des universités ; refus d'inscrire les mots « service public » dans la loi ; exclusion de la conférence des présidents d'université ; rétablissement de la commission nationale d'évaluation ; inégalité entre catégories d'enseignants ; désignation des personnalités extérieures ; manifestation d'orgueil gouvernemental (p. 6981) ; concertation (p. 6982).

— Son rappel au règlement : forte participation à la manifestation qui a été pacifique et sereine ; revendications des étudiants ; réception par le ministre des étudiants non grévistes avant les grévistes ; minimisation de l'ampleur de la manifestation par le Gouvernement et refus du dialogue [4 décembre 1986] (p. 7115) ; demande à ce que le ministre de l'éducation nationale « vienne s'expliquer avec les représentants de la Nation » (p. 7116).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 44 (de suppression) : rejeté au scrutin public [6 décembre 1986] (p. 7218) ; **article 6** : son amendement n° 45 (de suppression) (p. 7223) ; rejeté au scrutin public (p. 7224) ; **article 7** : son amendement n° 46 (de suppression) (p. 7224) : rejeté au scrutin public (p. 7225) ; **article 8** : son amendement n° 107 (de suppression) (p. 7233) : retiré (p. 7234) ; **article 10** : son amendement n° 108 (de suppression) ; établissement d'un statut particulier et dérogatoire pour l'assistance publique de Paris ; principe de l'approbation préalable, par le représentant de l'Etat, des marchés de tous les établissements d'hospitalisation ; possibilité de modifier le décret du 22 juillet 1961 (p. 7261) ; rejeté au scrutin public ; **article 11** : prorogation de la période durant laquelle le secteur privé pourra exister au sein de l'hôpital public ; son hostilité au rétablissement du secteur privé ; risque d'un retour au mandarinat ; son amendement n° 48 (de suppression) (p. 7262) ; rejeté (p. 7263) ; **article 13** : son amendement n° 49 (de suppression) : rejeté ; **article 14** : son amendement n° 50 (de suppression) ; rejeté (p. 7267) ; **après l'article 15** : nécessaire défense de l'agriculture biologique ; cahier des charges définissant les conditions de production de l'agriculture biologique devant être homologué par arrêté du ministre de l'agriculture (p. 7278) ; refuse de retirer l'amendement n° 113 de M. Michel Sapin (p. 7279) ; son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 69 de M. Etienne Pinte (tendant à la fin du troisième alinéa du paragraphe I de cet amendement à substituer aux mots « à une condition d'âge déterminée par décret » les mots « à une condition d'âge et à des conditions de ressources déterminées par décret ») (p. 7280) ; inopportunité d'exonérer de charges sociales des personnes aux revenus très élevés employant des gens de maison (p. 7281) ; caractère injustifiable des exonérations de cotisations sociales pour les revenus très élevés (p. 7282) ; rejeté (p. 7283).

Explications de vote : contradiction entre le Gouvernement et sa majorité sur l'interruption volontaire de grossesse (p. 7285) ; propos rapportés dans le Figaro Magazine et prétendant la jeunesse « atteinte d'un SIDA mental » ; demande la constitution d'une commission d'enquête sur le mouvement étudiant et les brutalités policières ; demande au Gouvernement de renoncer à son texte (p. 7286) sur l'enseignement supérieur.

T

TAUGOURDEAU (Martial)

Député d'Eure-et-Loir
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

TAVERNIER (Yves)

Député de l'Essonne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : environnement) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome IX : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : environnement (n° 400)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Prix agricoles : montants compensatoires monétaires ; ajournement de la réforme du marché de la viande bovine ; productions ovine et laitière en montagne ; problèmes du lait et des matières grasses ; élargissement de la Communauté et discipline budgétaire ; mesures de compensation nationale [30 avril 1986] (p. 634, 635).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Environnement. *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : rattachement budgétaire des inspecteurs des installations classées au ministère de l'industrie ; réduction des subventions accordées aux associations de protection de la nature ; diminution des crédits accordés aux réserves naturelles protégées ; diminution des crédits de recherche et de l'environnement ; protection de l'eau [29 octobre 1986] (p. 5494) ; amélioration de la qualité

de l'air ; stabilité du phénomène des pluies acides ; diminution des crédits affectés à la délégation aux risques majeurs (p. 5495).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* baisse du budget de l'agriculture ; possibilité d'affecter la réduction du coût de la bonification des prêts à d'autres chapitres ; crédits affectés aux zones de montagne ou aux régions défavorisées ; crédits d'intervention prolongeant les actions antérieures ; caractère prioritaire de l'effort de recherche ; réduction des crédits affectés aux S.A.F.E.R. et diminution de la dotation aux jeunes agriculteurs [30 octobre 1986] (p. 5526, 5527) ; drame de l'agriculture française avec l'instauration des montants compensatoires monétaires ; faiblesse structurelle des industries du commerce de l'agro-alimentaire ; quotas laitiers ; évolution du revenu agricole ; lenteur dans la mise en œuvre des mesures « sécheresse » (p. 5528) ; sa qualité de scientifique et d'enseignant à l'I.E.P. de Paris ; mise en cause de la qualification professionnelle d'un député par un ministre ; sa publication en tant que chercheur (p. 5553) ; **son rappel au règlement** : absence de réponse du ministre de l'agriculture aux rapporteurs et députés de l'opposition (p. 5556).

TENAILLON (Paul-Louis)

Député des Yvelines
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative au courtage matrimonial (n° 88) [29 mai 1986] (p. 1495).

Membre du Conseil national des services publics départementaux et communaux [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7372).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

TERROT (Michel)

Député du Rhône
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661).

THEAUDIN (Clément)

Député d'Ille-et-Vilaine
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

THIEN AH KOON (André)

Député de la Réunion
Non inscrit

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à porter amnistie des arriérés de cotisations dues par les **travailleurs non salariés non agricoles des départements d'outre-mer** au titre de l'**assurance vieillesse et de l'assurance maladie (n° 243)** [26 juin 1986].

Proposition de loi tendant à créer un **département français** et une **région française de l'océan Indien (n° 293)** [17 juillet 1986].

Proposition de loi tendant à ériger **deux départements à la Réunion (n° 376)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi organique modifiant les dispositions du code électoral relatives à la **composition de l'Assemblée nationale et du Sénat (n° 377)** [9 octobre 1986].

Proposition de loi portant modification des dispositions du code électoral relatives à l'**élection des députés et des sénateurs** ainsi qu'à l'**élection des conseillers régionaux (n° 378)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Egalité sociale** : situation économique de l'outre-mer français [23 avril 1986] (p. 265) ; faiblesse des prestations familiales dans les départements d'outre-mer ; organisation d'un débat au Parlement sur les départements et territoires d'outre-mer ; égalité sociale des Français d'outre-mer (p. 266) ;

— **Report de la loi de programme des départements d'outre-mer** : discrimination à l'égard des citoyens d'outre-mer ; couverture sociale [25 juin 1986] (p. 2456) ; prise en charge de « quatre millions d'immigrés » sur le budget social de la Nation (p. 2457) ;

orales sans débat :

— n° **73**, posée le 17 juin 1986 : **départements et territoires d'outre-mer (Réunion : police)** (p. 2299, 2300) ; appelée le 20 juin 1986 : **effectifs de la police à la Réunion** : augmentation de la délinquance ; importance du trafic de drogue ; création d'un S.R.P.J. ; nomination d'un « Monsieur Sécurité » à la Réunion (p. 2380, 2381, 2382) ;

— n° **112**, posée le 7 octobre 1986 : **D.O.M.-T.O.M. (Réunion : postes et télécommunications)** (p. 4430) ; appelée le 10 octobre 1986 : **situation des postes et télécommunications à la Réunion** : nette insuffisance du nombre des agents des P.T.T. à la Réunion par référence au nombre d'habitants (p. 4570).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Explications de vote : prospérité devant fonder la puissance de la France [9 avril 1986] (p. 170) ; nécessité que la France offre l'image d'une communauté rassemblée ; solidarité nationale entre tous les Français de quelque région du monde qu'ils soient ; annonce qu'il votera la confiance tout en restant vigilant (p. 171).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* progression des crédits du ministère ; nécessaire développement de la mobilité de la métropole ; augmentation des crédits du F.I.D.O.M. [8 novembre 1986] (p. 6097) ; niveau insupportable des cotisations exigées au titre de l'Amexa ; fermeture de l'usine de Savannah ; risque que la décentralisation en matière d'enseignement et de formation professionnelle conduise à un manque de crédits (p. 6098).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : approuve la disparition du monopole du transport aérien ; son inquiétude à l'égard des intentions du Gouvernement envers les transports maritimes ; acceptation par le Gouvernement de la fermeture d'une usine sucrière située dans la région Ouest de la Réunion ; son refus de la parité sociale globale ; régime des prestations familiales des travailleurs indépendants [25 novembre 1986] (p. 6761).

Discussion des articles : **article 2 et annexes** : francophonie ; mise à la disposition des îles de l'océan Indien de liaisons satellites ; participation de ces îles au maintien de la langue française [27 novembre 1986] (p. 6854) ; **article 5** : création de zones franches ; engagement du Président de la République sur l'alignement des retraites des agents des collectivités locales sur celles des fonctionnaires de l'Etat (p. 6861) ; **article 9** : conditions d'exonération des taxes et des cotisations sociales pour les jeunes de 16 à 25 ans ; extension de l'exonération aux associations loi de 1901, aux coopératives et aux collectivités locales (p. 6880) ; **article 11** : parité sociale globale ; sa préférence pour l'égalité sociale (p. 6890) ; **article 13** : extension aux départements d'outre-mer du régime d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés, non agricoles ; refus de paiement des cotisations ; amnistie des cotisations pour les périodes d'activité accomplies avant l'entrée en vigueur dans les départements d'outre-mer du régime d'assurance maladie ; difficultés de recouvrement des cotisations du régime d'assurance maladie des travailleurs indépendants ; menace pour la paix sociale ; propose de porter de trois à cinq ans le délai pour l'extension aux travailleurs indépendants des prestations familiales et des cotisations y afférentes (p. 6897).

TIBERI (Jean)

Député de Paris
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288).

INTERVENTIONS

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion générale : détournement des motions de procédure ; projet du Gouvernement constituant un projet d'équilibre [17 juillet 1986] (p. 3422) ; crise du bâtiment et des travaux publics ; loi de 1982 étant une loi de combat des locataires contre les propriétaires ; nécessaire substitution à l'interventionnisme d'Etat de rapports contractuels ; mesures transitoires ; extinction progressive de la loi de 1948 (p. 3423) ; modalités de gestion des organismes H.L.M. ; nécessité de l'accession à la propriété de certains logements sociaux (p. 3424).

Discussion des articles : **article 8** : ses observations sur la demande de suspension de séance de M. Guy Malandain [18 juillet 1986] (p. 3492) ; **article 15 : son rappel au règlement** : échec de la loi Quilliot ; but du Gouvernement étant de trouver un équilibre entre les propriétaires et les locataires (p. 3509) ; mesures fiscales prévues dans le budget pour 1987 (p. 3510) ; **article 16** : éléments que doit comporter une quittance étant du domaine réglementaire (p. 3519) ; **article 9** (précédemment réservé) : ses observations sur les propos de M. Paul Mercieca [21 juillet 1986] (p. 3561) ; différence dans la situation des marchés du logement selon les régions ; reconduction tacite des baux (p. 3582) ; **article 23** : différence de la situation du logement selon les agglomérations justifiant une période transitoire plus longue dans les grands centres urbains [22 juillet 1986] (p. 3625) ; **article 35** : assouplissement du fonctionnement des offices publics d'aménagement et de construction ; maintien dans les lieux de personnes dépassant le plafond en contrepartie d'un surloyer ; soumission de certains locataires H.L.M. à un bail de droit commun (p. 3677, 3678) ; **après l'article 55** : son amendement n° 548 (précisant que les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables aux sociétés civiles professionnelles) ; son amendement n° 549 (précisant que les dérogations et autorisations au dernier alinéa de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation sont accordées à titre personnel pour les professions libérales) ; amendements n° 548 et 549 : adoptés [23 juillet 1986] (p. 3729) ; **article 58** : son amendement n° 98 (inapplicabilité de la suppression du P.L.D. aux Z.A.C. en cours de réalisation) (p. 3770) ; adopté (p. 3771) ; **article 61** : son sous-amendement n° 576 à l'amendement n° 349 du Gouvernement (possibilité pour la commune d'exclure du droit de préemption urbain les terrains compris dans une Z.A.C.) : adopté (p. 3780) ; **après l'article 61** : son amendement n° 102 (délai dans lequel doit se fixer la juridiction de l'expropriation en cas d'exercice du droit de préemption urbain) : retiré (p. 3781) ; **après l'article 64** : son amendement n° 360 (précisant que les O.P.A.C. ne sont pas assujetties aux dispositions de la loi du 17 juillet 1978 sur la communication des documents administratifs) (p. 3788) ; rejeté (p. 3789).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : transfert des pouvoirs de police municipale du maire de Paris à la ville ; défense des droits des personnels de la commune [21 novembre 1986] (p. 6706) ; contrôle financier sur les crédits de questure ; situation de 1939 à 1975 ; absence de vide juridique entre 1975 et 1982 ; situation depuis la loi de 1982 ; modalités de contrôle *a priori* et *a posteriori* institué par la proposition de loi et rôle des élus ; droit d'évocation de la Cour des comptes ; charges et lourdeurs administratives créées par la loi P.L.M. (p. 6707) ; absence d'effet rétroactif de cette loi (p. 6708) ; droit d'évocation donnant les mêmes pouvoirs que le contrôle classique (p. 6709).

Discussion des articles : **article 2 :** son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 4 de la commission (précisant que le pouvoir de la commission s'exerce sous le contrôle de la Cour des comptes et sous réserve de ces droits de révocation et de réformation) : adopté (p. 6711) ; **article 3 :** application de la loi P.L.M. ; surchage de la ville et questions orales et écrites (p. 6712) ; **article 8 :** absence de création d'une police municipale à Paris ; opportunité d'une modification de la répartition des pouvoirs de police entre le maire et le préfet de police (p. 6714).

TOGA (Maurice)

Député des Bouches-du-Rhône
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

TOUBON (Jacques)

Député de Paris
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 91, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale (n° 107) [29 mai 1986] (p. 1495).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Président de cette commission [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Président de cette commission [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9513).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Président de cette commission [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9513).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9681).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601).

Président de cette commission [*J.O.* du 22 octobre 1986] (p. 12755).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la **lutte contre la toxicomanie (n° 356)** [12 août 1986].

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale et débat sur cette déclaration (n° 6).

Explications de vote : contrat de confiance passé avec la majorité des Français ; absence d'ambiguïté de la politique nationale ; respect des droits du Parlement ; recours limité et exceptionnel à la procédure des ordonnances ; justification du réaménagement des parités monétaires [9 avril 1986] (p. 168) ; action du Gouvernement étant destinée à l'ensemble des Français ; volonté du R.P.R. de réglementer les écoutes téléphoniques ; double langage des socialistes sur l'audio-visuel public ; sort de la Haute autorité ; nécessaire modernisation de la France (p. 169) ; assure le Premier ministre du soutien de la majorité parlementaire (p. 170).

— Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Michel Sapin, Guy Ducoloné, Jean-Claude Martinez, Pascal Clément et Jacques Limouzy : mise en cause de son rôle en tant que président de la commission des lois alors qu'il respecte la tradition de ses prédécesseurs ; respect des modalités de scrutin et des conditions d'usage des délégations de vote ; transmission par le délégué au président de la commission de la formule de délégation à l'occasion du scrutin en commission des lois [24 avril 1986] (p. 326).

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** discussion des amendements présentés par M. Gérard Collomb rappelant le débat sur la flexibilité du travail [24 avril 1986] (p. 367) ; difficulté qu'il y aurait pour M. Gérard Collomb à justifier l'attitude de ses collègues socialistes défendant ses amendements (p. 368) ; imprécision législative et juridique des amendements déposés par les membres du groupe socialiste (p. 376) ; **article 2 :** débat étant suffisamment long et difficile pour être conduit conformément au règlement [25 avril 1986] (p. 447) ; ses observations (p. 451) ; **article 4 :** ses observations sur les rappels au règlement de MM. Jean Le Garrec et Georges Hage : amendement n° 446 déposé auparavant il y a une dizaine de jours ; s'étonne que les membres du groupe socialiste aient pu sous-amender plus de soixante fois un amendement qu'ils prétendent ne pas connaître ; sous-amendements du groupe communiste [29 avril 1986] (p. 600).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 19 :** contexte particulier dans lequel a été prise l'ordonnance de 1944 ; mise en place d'un régime économique et fiscal de la presse [18 juin 1986] (p. 2347).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; rappelle qu'il n'a pas entendu un seul argument constitutionnel à l'appui de la défense de l'exception d'irrecevabilité ;

nécessité d'une lutte contre le terrorisme dans le cadre de l'Etat de droit ; principales dispositions du projet [24 juin 1986] (p. 2423) ; rupture actuelle de l'équilibre entre prévention et répression ; contrôles d'identité ; application des peines ; politique globale de sécurité du Gouvernement (p. 2424) ; ses observations sur les propos de M. Guy Ducoloné (p. 2427, 2428) ; **article 6** : rappelle que la législation italienne sur les repentis est d'application permanente ; courant d'opinion s'étant manifesté en Italie en faveur de l'extension au grand banditisme organisé de la législation anti-terroriste [27 juin 1986] (p. 2601).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : sa contribution à l'amélioration des textes de 1983 sur le travail d'intérêt général et la vérification des contrôles d'idendité [2 juillet 1986] (p. 2764).

Discussion des articles : **après l'article 4** : propos tenus par M. Bruno Gollnisch sur la mort d'une jeune fille par « overdose » (p. 2776).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : création de la carte d'identité infalsifiable n'étant pas accompagnée de la création d'un fichier national des identités ; contrôles d'identité pouvant être effectués à l'abord des manifestations publiques [3 juillet 1986] (p. 2834).

— Son rappel au règlement : réserve nécessaire à un ministre trois mois après avoir quitté ses fonctions ; annulation des élections législatives en Haute-Garonne et en Haute-Corse [9 juillet 1986] (p. 3047) ; infractions commises par le Gouvernement et la plus haute hiérarchie socialiste (p. 3048).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (200).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la question préalable de M. Pierre Joxe ; son opposition à cette question préalable ; opposition de la commission ; immigration et relation nord-sud ; rôle de l'alliance pour le développement ; redéfinition des règles de l'entrée dans la communauté nationale et dans la nationalité ; statut des réfugiés [9 juillet 1986] (p. 3068) ; étrangers coupables de crimes et de délits ; nécessité d'éviter que la situation des étrangers ne deviennent « intenable » (p. 3069) ; utilisation du terme de « communautés étrangères » (p. 3089) ; vote par la commission des lois d'un amendement d'origine communiste sur l'inscription sur les listes électorales d'un étranger naturalisé français ; inscription d'un jeune atteignant la majorité électorale (p. 3096).

— Projet de loi relatif à l'investissement locatif et à l'accession à la propriété des logements sociaux (n° 215).

Première lecture, discussion des articles : **seconde délibération : article 21 : ses observations sur le rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch [23 juillet 1986] (p. 3791).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe ; privatisation de TF1 ; conformité aux principes constitutionnels du contrôle des concentrations prévu par le projet [4 août 1986] (p. 4025) ; rôle de la C.N.C.L. ; respect du principe d'égalité et privatisation de TF1 ; diffusion du capital de TF1 ; notion d'inaliénabilité de l'espace public de la communication ; suppression du système de la concession ; situation de la communication audiovisuelle en France (p. 4026) ; ses observations sur la loi Fillioud de 1982 ; création de radios privées ; développement « outrancier » des stations décentralisées de Radio-France ; exploitation des satellites ; plan câble (p. 4027) ; Canal Plus ; cinquième et sixième chaînes ; sa proposition de répartition du temps d'antenne entre plusieurs opérateurs et plusieurs programmes pour les émissions privées (p. 4028) ; concurrence entre le public et le privé et développement des nouvelles technologies et des programmes ; rôle de la C.N.C.L. ; suppression du monopole de diffusion de T.D.F. ; avenir de la D.G.T. ; suppression du monopole de fait de la S.F.P. ; possibilité de participation du cinéma au développement de l'audiovisuel (p. 4029) ; dispositif anti-concentration ; rôle de la législation anti-concurrence dans le domaine des communications ; ambitions de M. François Léotard pour la culture (p. 4030).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe ; absence de saisine de la commission des affaires étrangères ; conférence de presse de Mme Edith Cresson et de l'A.D.F.E. sur le projet [3 octobre 1986] (p. 4357). adéquation du nouveau mode de scrutin aux intérêts des Français de l'étranger ; compétences du conseil supérieur des Français de l'étranger (p. 4358).

— Ses observations sur le rappel au règlement de M. Georges-Paul Wagner : promulgation d'une loi par le Président de la République donnant au Gouvernement délégation pour procéder au découpage des circonscriptions législatives ; conformité à la Constitution du principe de l'habilitation en cette matière ; possibilité pour les commissaires socialistes et communistes de défendre leurs amendements ; rappelle qu'en application de l'article 86 du règlement la commission pouvait s'arrêter sur les amendements considérés comme les plus importants jusqu'à l'heure de la séance publique [10 octobre 1986] (p. 4586).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe et soixante-douze membres de l'Assemblée.

Discussion : habilitation du Gouvernement à procéder à la délimitation des circonscriptions par voie d'ordonnances ; argumentation des députés de l'opposition sur leurs propres circonscriptions ; garantie ayant entouré la préparation du projet ; validation de la procédure de délégation par le Conseil constitutionnel ; réunion d'une commission de six magistrats ; avis favorable sur 535 circonscriptions ; soumission au Conseil d'Etat ; cas du Val-de-Marne ; refus du Président de la République de signer le projet ; sondage prouvant l'équité du projet ; retour au scrutin majoritaire [13 octobre 1986] (p. 4663) ; mise sur le marché d'actions d'Elf-Aquitaine ; lutte contre la délinquance (p. 4664).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe à la proposition de loi organique relative à la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation ; procédure suivie par la commission [3 décembre 1986] (p. 7056) ; examen d'amendements déposés depuis la séance au cours de laquelle les rapporteurs ont présenté leur rapport ; extension à la Cour de cassation de la solution retenue pour les membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes ; conditions de rémunération ; situation des conseillers référendaires à la Cour des comptes ; tour extérieur (p. 7057).

— Son rappel au règlement : réception par M. Jacques Barrot d'une délégation de la coordination étudiante en tant que représentant du groupe U.D.F. et non en tant que président de la commission des affaires culturelles ; tentative de « récupération politique de la juste revendication » des étudiants par les socialistes [4 décembre 1986] (p. 7092).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : précise qu'il a dans son précédent rappel au règlement transmis les éléments d'information communiqués par ses collègues du groupe U.D.F. [4 décembre 1986] (p. 7094).

— **Ses observations sur les rappels au règlement** de Mme Jacqueline Hoffmann, MM. Pierre Joxe et Jean Bardet : commission des lois devant désigner lors d'une de ses prochaines réunions un rapporteur qui aura l'occasion d'examiner la proposition de résolution lorsque celle-ci sera inscrite à l'ordre du jour de la commission [5 décembre 1986] (p. 7172).

— **Ses observations après le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : précise que l'ordre du jour de la séance de la commission des lois a été complétée par la nomination des rapporteurs pour les deux propositions de résolution émanant des députés socialistes et communistes relatives aux manifestations étudiantes et lycéennes [8 décembre 1986] (p. 7300).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Sapin : audition devant la commission des lois relative au code de la nationalité française [8 décembre 1986] (p. 7300) ; respect des souhaits exprimés par les commissaires socialistes (p. 7301).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).**

Première lecture, discussion des articles : **article 27** : apparition de la nouvelle pauvreté sous les gouvernements socialistes ; **après l'article 27** : son amendement n° 12 (application rétroactive du système d'indemnisation des victimes d'attentats terroristes au 1er janvier 1984) [11 décembre 1986] (p. 7561) ; adopté (p. 7562).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :**

de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Discussion générale : précise qu'il n'y a plus d'amendement de M. Emmanuel Aubert mais une proposition de résolution adoptée par la commission des lois [17 décembre 1986] (p. 7731).

Seconde délibération de la proposition de résolution : **article unique** : son amendement n° 1 (tendant à réduire la commission au nombre de vingt et un commissaires) : adopté au scrutin public (p. 7740).

— **Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).**

Première lecture, discussion générale : ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe : estime que le projet ne touche ni directement ni indirectement au principe du jury populaire [18 décembre 1986] (p. 7785).

Discussion des articles : **article 1er** : question des mesures devant être prises pour forcer un juré ne voulant pas siéger (p. 7789) ; **article 2** : possibilité au système d'indemnisation des victimes d'attentats terroristes institué par la loi du 9 septembre 1986 de s'appliquer aux faits survenus après la promulgation de la loi et aux faits survenus postérieurement au 31 décembre 1984 ; cas des victimes de l'attentat de la cafeteria de la Défense (p. 7790) ; **après l'article 2** : problème du désistement appuyé par un certificat médical dont le motif devra être prouvé ; contradiction de l'opposition en général et du groupe socialiste en particulier (p. 7791) ; volonté de faire adopter des amendements de méfiance et de contrôle à l'égard des jurys populaires (p. 7792).

TOUTAIN (Ghislaine)

Député de la Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 27 juin 1986] (p. 7997) [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13997).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique familiale** : suppression de certaines prestations ; interdiction de cumul entre plusieurs allocations rendant le plan gouvernemental injuste, rétrograde et anti-nataliste [8 octobre 1986] (p. 4462).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, discussion générale : problème de la neutralité de l'impôt sur le revenu par rapport au choix de la vie de nos concitoyens ; familiarisation d'avantages fiscaux par la gauche ; extension de la décote aux couples mariés ; contribution fiscale de 0,4 % et cotisation supplémentaire de 0,7 % pour les retraites ; déduction d'intérêt d'emprunt ; opposition du groupe socialiste au plafonnement à 3 000 F de la réduction d'impôt procurée par la demi-part supplémentaire bénéficiant aux parents isolés ; propose l'imposition séparée de chaque contribuable [15 octobre 1986] (p. 4744) ; demi-part supplémentaire à partir du quatrième enfant avantageant les 100 000 foyers fiscaux les plus aisés ; déduction pour frais de garde ; mesures fiscales favorables aux familles bénéficiant des revenus les plus élevés (p. 4745).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* suppression du ministère des droits de la femme ; création d'une délégation à la condition féminine ; régression des crédits consacrés à la condition féminine ; subvention aux associations et action d'insertion en faveur des femmes isolées ; nécessité d'activer la signature des plans pour l'égalité professionnelle ; formation professionnelle des femmes [6 novembre 1986] (p. 5906) ; rôle des centres d'information des droits de la femme (p. 5907).

— **Projet de loi relatif à la famille (n° 427).**

Première lecture, discussion générale : caractère excessif et choquant des termes utilisés par M. Bernard Debré pendant son rapport [18 novembre 1986] (p. 6466) ; injustice du plan proposé ; octroi d'une part entière de quotient familial à partir du quatrième enfant ; extension de la décote aux couples mariés ; augmentation de la déduction pour frais de garde ; diminution globale des actions en

faveur de la famille ; suppression de prestations versées sous conditions de ressources ; complément familial ; prime de déménagement ; primes liées à l'A.P.L. et l'A.S.L. (p. 6493) ; non cumul d'une A.P.E. et d'une A.J.E. ; allocation de garde d'enfant à domicile ; proposition de Mme Papon d'employer des T.U.C. pour la garde des bébés ; allocation parentale d'éducation ; déclin démographique ; intérêt démographique des naissances rapprochées (p. 6494) ; activité professionnelle des femmes ; mesures natalistes de la R.D.A. et notamment salaire maternel ; nécessité d'une augmentation des allocations familiales pour les familles nombreuses ; développement des modes de garde collectifs ; quotient familial (p. 6495).

Discussion des articles : **article 1er** : importance représentée par la transformation de l'allocation au jeune enfant en allocation pour jeune enfant ; l'allocation pour jeune enfant n'étant pas cumulable en cas de naissance rapprochée [19 novembre 1986] (p. 6549) ; **article 2** : absence de différence de fond entre la naissance de jumeaux et deux naissances rapprochées de dix mois (p. 6552) ; **article L. 532-1 du code de la sécurité sociale** : nombre exact de femmes ayant travaillé deux ans les dix ans précédant la naissance de leur troisième enfant ; A.P.E. nouvelle s'apparentant à un salaire maternel ; projet de loi avantageant les familles les plus favorisées (p. 6555) ; **après l'article 3** : son amendement n° 79 (tendant au premier alinéa de l'article L. 122-28-1 du code du travail à substituer aux mots : « deux ans », les mots : « trois ans ») ; nécessaire harmonisation de la durée du congé parental d'éducation avec celle de la nouvelle allocation parentale d'éducation ; rejeté ; son amendement n° 80 : devenu sans objet (p. 6557) ; **article L. 533-1 du code de la sécurité sociale** : montant de l'allocation de garde n'étant calculé qu'en fonction des seules cotisations patronales (p. 6559) ; **article 8** : inopportunité de la suppression des prêts aux jeunes ménages (p. 6580) ; **article 12** : son amendement n° 89 (rédactionnel) : rejeté (p. 6584) ; **après l'article 14** : demande une suspension de séance (p. 6587).

Explications de vote : logique du projet de loi consistant en un redéploiement en faveur des familles les plus aisées ; vote hostile du groupe socialiste (p. 6589).

TRANCHANT (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre du Conseil national de crédit [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (comptes spéciaux du Trésor) [14 octobre 1986] (p. 4728).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 45 : **comptes spéciaux du Trésor (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : dégradation depuis cinq ans de la situation économique de la France [23 avril 1986] (p. 287) ; augmentation du nombre des faillites des P.M.E. ; chômage des jeunes ; augmentation de la durée du chômage ; chute du taux de croissance ; baisse de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages ; quadruplement de la dette extérieure de la France ; liberté des prix constituant une nécessité pour la compétitivité des entreprises (p. 288) ; réglementation des prix n'ayant pas contribué à la diminution des prix ; incapacité des petits commerçants et artisans à assimiler une réglementation complexe et évolutive ; rôle des prix dans une économie libérale ; nécessité d'une législation moderne sur la concurrence ; motif idéologique des nationalisations de 1982 (p. 289) ; rôle des banques nationalisées depuis 1982 ; régression des trois plus grandes banques françaises sur le plan international ; coût du secteur industriel nationalisé ; montant des concours publics ; modalités de la privatisation ; participation des salariés au capital de leurs entreprises (p. 290) ; soutien du groupe R.P.R. à la tâche de redressement national que s'est assignée le Gouvernement (p. 291).

Discussion des articles : **article 1er** : circonstances particulières dans lesquelles ont été adoptées les ordonnances de 1945 : marché noir et pénurie alimentaire ; évolution des prix en France et en Allemagne [24 avril 1986] (p. 345, 346) ; libération des prix ; bénéfice retiré par les consommateurs de la liberté des prix (p. 348) ; ses observations sur les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 169 rectifié de M. Robert-André Vivien (p. 363) ; ses observations sur les amnisties de 1981 [25 avril 1986] (p. 408) ; **article 2** : interdiction légale concernant le placement privé des demandeurs d'emplois ; rôle des députés pour trouver du travail à leurs élus dans leur circonscription ; intérêt des chômeurs à ce qu'une organisation professionnelle fasse circuler le nom des demandeurs d'emploi qui pourraient être embauchés par d'autres entreprises membres de cette organisation ; actions des chambres de commerce et des chambres de métiers ; notion de « contrevenant au monopole de l'A.N.P.E. » [28 avril 1986] (p. 482) ; **article 4** : motifs idéologiques des nationalisations de 1982 [30 avril 1986] (p. 646) ; mise en œuvre d'une véritable « collectivisation » de la France ; poids des entreprises nationales pour les contribuables français ; bilan des entreprises nationales en matière d'emploi ; bilan de la nationalisation du secteur bancaire (p. 647) ; coût des nationalisations de 1982 et endettement qu'elles ont occasionné ; pertes d'emplois et régression des trois banques nationalisées par rapport à leurs grands concurrents mondiaux ; sous-capitalisation de ces banques [5 mai 1986] (p. 663) ; ses observations (p. 674) ; coût de la nationalisation de Thomson (p. 705) ; nécessité de procéder aux dénationalisations avec prudence et mesure ; maintien dans le champ des entreprises nationalisées de Renault, Sacilor et Usinor ; capacité du marché à absorber les ventes d'entreprises (p. 706, 707) ; demande de regroupement de sous-amendements (p. 709) ; ses observations (p. 710) ; ses observations [6 mai 1986] (p. 728, 734) ; banques françaises privatisées étant au service de la Nation (p. 737) ; dégradation de la situation de la banque de Bretagne depuis 1941 ; situation de la banque la Hénin (p. 740) ; situation de la banque de l'Union européenne (p. 741) ; dégradation de la situation du Crédit Industriel de l'Ouest depuis 1981 (p. 785) ; ses observations (p. 786) ; différence entre la situation présente et celle de 1945 ; régression du Crédit Lyonnais dans la hiérarchie des banques mondiales ; créances de ce dernier sur le Mexique et le Brésil (p. 787, 788) ; dénationalisation des banques (p. 790) ; ses observations (p. 791) ; Crédit Lyonnais (p. 792) ; ses observations (p. 793) ; dégradation de la position mondiale de la Société générale depuis 1981 ; insuffisance de ses fonds propres (p. 795) ; dénationalisation de la Société générale Alsacienne de

banque (p. 796) ; ses observations (p. 803) ; impossibilité d'intégrer le projet de privatisation d'un établissement public dans un projet de loi qui ne concerne que des entités juridiques avant la faculté d'être inscrites au registre du commerce et constituée en sociétés anonymes avec des actions (p. 807) ; rôle du Crédit agricole dans la distribution des bonifications accordées par l'Etat aux agriculteurs ; nécessité de maintenir un régime particulier auquel est attachée la profession ; obligation d'entreprendre une étude préalable pour savoir si les caisses régionales ont les moyens financiers d'une telle opération (p. 808) ; **après l'article 4** : insuffisance des fonds propres des établissements de crédit ; augmentation de capital dans le cadre de la privatisation ; vente des titres des établissements de crédits dénationalisés sur le marché financier ; émission par la B.N.P. de titres participatifs [7 mai 1986] (p. 839) ; **article 5** : utilisation par M. Raymond Douyère de l'expression « l'Etat R.P.R. » ; nomination d'un attaché hospitalier à la Cour des comptes en 1985 ; nominations de M. Delisle comme directeur général de l'agriculture et de M. François-Régis Bastide comme ambassadeur (p. 846).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par Monsieur Giard ; volonté du groupe communiste de retarder le débat [23 mai 1986] (p. 1112) ; rappelle que la commission des finances a décidé de transférer en première partie du projet de loi certains articles lui paraissant avoir une incidence sur l'équilibre des ressources et des charges ; article 11 *bis* ne définissant pas avec une précision juridique suffisante l'assiette de l'impôt dû à raison de certains placements en valeurs mobilières ; problème résolu par l'amendement n° 84 du Gouvernement (p. 1183) ; aggravation du déficit budgétaire depuis 1981 (p. 1122) ; charge de la dette ; obligation de réduire le déficit budgétaire ; pertes de la sidérurgie ; nécessaire consolidation des dettes commerciales sur les pays étrangers ; cession au secteur privé de participations permettant de dégager huit milliards de francs de crédits supplémentaires ; situation de la régie Renault ; mesures prises en faveur de l'emploi des jeunes ; mesures facilitant l'apprentissage et la formation en alternance des jeunes ; financement d'un programme de 40 000 stages en faveur des chômeurs de longue durée ; réduction de la participation des employeurs à l'effort de construction lorsqu'ils franchissent le seuil de dix salariés ; nécessaire renforcement de la sécurité ; mesures prises en faveur de l'agriculture (p. 1123) ; crédits destinés à la Nouvelle-Calédonie ; dépenses supplémentaires étant la conséquence directe de la politique conduite par l'ancienne majorité ; abaissement généralisé de l'impôt sur les bénéfices des sociétés devant concourir à la prospérité des entreprises ; nécessité de supprimer l'impôt non déductible de 30 % sur certains frais généraux ; nécessité de supprimer une taxe de 5 % non déductible sur les frais de prospection et de publicité sur les produits pharmaceutiques ; nécessaire abrogation des dispositions prises à l'encontre des entreprises étrangères investissant en France dans l'immobilier ; aspect pervers et exorbitant de l'exonération des objets d'art de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 1124) ; contentieux engendré par cet impôt ; suppression de l'obligation pour les particuliers d'avoir à régler par chèque tout achat supérieur à 10 000 francs ; rétablissement de l'anonymat sur l'or ; regrette que l'amnistie fiscale soit seulement réservée aux détenteurs d'avoirs à l'étranger ; fiscalité de l'épargne (p. 1125).

Discussion des articles : **article 1er** : diminution de la compétitivité des entreprises ; insuffisance de la mesure consistant à réduire de 5 % l'impôt sur les bénéfices ; réglementation de l'avoir fiscal [26 mai 1986] (p. 1166) ; niveau des investissements en France ; gage proposé par le parti socialiste (p. 1173) ; son amendement n° 27 (réduction de taux étant applicable au bénéfice de la période écoulée depuis le 1er janvier 1986 jusqu'à la date de la clôture de l'exercice comptable lorsque cet exercice, ouvert en 1985, est clos en 1986) ; cas des sociétés où l'exercice social chevauche 1985 et 1986 ; risque de création d'une disparité artificielle de compétitivité entre les entreprises (p. 1174) ; retiré (p. 1175) ; inutilité de chiffrer les amendements de la majorité lorsque leur sort est inconnu ; nécessité de porter l'avoir fiscal à 100 % (p. 1178) ; **après l'article 1er** : ses observations (p. 1193) ; volonté d'une certaine opposition d'introduire ce qui a été fait dans d'autres pays où l'on fait la queue pour acheter de la nourriture ; avoir fiscal à 100 % (p. 1196) ; **après l'article 2** : son amendement n° 29 (suppression de la taxe sur les appareils automatiques) ; assujettissement des exploitants d'appareils automatiques à une taxe locale sur les spectacles ; institution d'une taxe forfaitaire en 1982 ; assujetissement de la profession à la T.V.A. en 1985 ; adopté (p. 1202) ; **après l'article 3** : problème du déclarant en douane qui est le mandataire de l'importateur ; subrogation du déclarant dans les droits de l'administration vis-à-vis de l'importateur (p. 1209) ; **après l'article 6** : son amendement n° 108 (abrogation des articles 990-D, 990-E et 990-H du code général des impôts) ; nécessité d'abroger la taxe de 3 % frappant les étrangers achetant en France des biens immobiliers [27 mai 1986] (p. 1255) ; retiré (p. 1256) ; son sous-amendement n° 192 à l'amendement n° 41 de la commission (intermédiaires agréés pouvant régler la contre-valeur des sommes rapatriées en espèces diminuées du prélèvement obligatoire de 10 %) ; nécessité que les établissements financiers recevant des sommes rapatriées ne soient pas contraints d'effectuer des virements bancaires ; retiré (p. 1263).

Seconde délibération de la première partie : **article 11 *bis*** (lettre rectificative) : son amendement n° 109 (tendant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article à substituer à la date « 1er juin 1986 » la date « 1er janvier 1987 ») [28 mai 1986] (p. 1388) ; reprogrammation des ordinateurs servant à faire les comptes des S.I.C.A.V. et des fonds communs de placement ; nécessité que le nouveau dispositif puisse débuter avec une nouvelle année fiscale ; retiré (p. 1389) ; son sous-amendement n° 110 à l'amendement n° 23 du Gouvernement (tendant dans cet amendement à substituer par deux fois à la date « 1er juillet 1986 » la date « 1er janvier 1987 ») ; son sous-amendement n° 111 à l'amendement n° 23 du Gouvernement (tendant dans cet amendement à substituer à la date « 30 juin 1986 » la date « 31 décembre 1986 ») : retirés (p. 1390) ; demande une suspension de séance (p. 1415).

Commission mixte paritaire, discussion générale : Gouvernement s'étant engagé à supprimer le déficit budgétaire hors service de la dette ; emploi des jeunes ; stages en faveur des chômeurs de longue durée ; réduction à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes [24 juin 1986] (p. 2402) ; suppression de l'obligation de certains paiements par chèque (p. 2403).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er** : caractère superfétatoire de l'amendement n° 370 de M. Georges Hage ; donne lecture des articles 6, 7 et 8 de la proposition de loi [12 juin 1986] (p. 2163) ; **après l'article 11** : application du droit commun à une entreprise de presse [18 juin 1986] (p. 2331).

— Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : procédure du repentir ; législation italienne [27 juin 1986] (p. 2601) ; *article 463-1 du code pénal :* efficacité du système retenu en matière de repentir (p. 2604) ; **article 7** : s'oppose à ce que des étrangers viennent en France créer des associations ne convenant pas à la France (p. 2608) ; affirme qu'il n'est pas atteint par le complexe du racisme (p. 2609).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : déséquilibre des comptes de la protection sociale et du régime des retraités ; [24 juillet 1986] (p. 3841) ; nécessité de revoir les structures du système de protection sociale ; coûts de gestion ; établissement d'une feuille de paye « vérité » ; lien entre l'amélioration de la gestion des organismes et l'augmentation du revenu (p. 3842).

Discussion des articles : **article 6** : titulaire d'une carte d'invalidité [25 juillet 1986] (p. 3880) ; **après l'article 9** : son amendement n° 1 (précisant que le salarié perçoit la totalité des sommes correspondant à sa rémunération et reverse à son employeur le montant affecté à la protection

sociale) ; établissement de la fiche de paie « réelle » ; paiement des cotisations sociales par le salarié ; retiré (p. 3906).

Explications de vote : situation financière de la sécurité sociale (p. 3907) ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 3908).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297).

Commission mixte paritaire, explications de vote : but des dénationalisations ; retard dans la mise en œuvre des modalités de privatisation ; vote positif du groupe R.P.R. [31 juillet 1986] (p. 3970).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : propositions budgétaires du Gouvernement se situant dans le droit fil de la plate-forme R.P.R.-U.D.F. ; motion de procédure du parti communiste étant complètement dévoyée de son objet [14 octobre 1986] (p. 4710) ; bilan du Gouvernement depuis le 16 mars ; diminution de l'écart d'inflation entre la France et la République fédérale allemande ; modération de la hausse des prix ; diminution du pouvoir d'achat en 1983 et 1984 ; investissements des entreprises [15 octobre 1986] (p. 4781) ; reprise de la croissance ; dette extérieure ; liberté des changes ; évolution de l'emploi ; solde commercial nul en 1986 ; bilan de la gestion des socialistes en matière d'endettement ; réduction du déficit budgétaire ; baisse des impôts ; rebudgétisations (p. 4782) ; réductions d'impôt pour les familles modestes ; mesures en faveur des entreprises et des professions libérales ; taxe professionnelle ; taxe sur les frais généraux ; provisions pour congés payés ; rétablissement des avantages accordés aux donations-partages ; relations entre l'administration fiscale et les contribuables ; travaux de la commission Aicardi ; mesures fiscales en faveur des logements ; crédits de la défense ; actions prioritaires en faveur de la sécurité ; pression des cotisations sociales et des impôts locaux (p. 4783) ; nécessaire adaptation des esprits aux notions d'efficacité et de rigueur de gestion (p. 4784).

Première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 128 (tendant à supprimer dans le premier alinéa du 3° du 1 de l'article 39 du code général des impôts, les mots : « 80 % de ») ; comptes courants d'associés [16 octobre 1986] (p. 4825) ; retiré ; (p. 4826) ; son amendement n° 129 (suppression des articles 125*b* et 125*c* du code général des impôts) ; son amendement n° 130 (de coordination) ; amendements n° 129 et 130 : retirés (p. 4827) ; **avant l'article 3** : son amendement n° 131 (tendant à supprimer l'article 212 du code général des impôts) ; retiré ; (p. 4829) ; **article 4** : son amendement n° 117 (tendant à limiter les effets négatifs du dispositif de déductibilité de la provision pour congés payés pour les entreprises dont la masse salariale diminue) ; retiré ; son amendement n° 281 (tendant à reporter l'effet de seuil pour les entreprises dont les effectifs diminueront au cours du prochain exercice) (p. 4869) ; adopté ; (p. 4870) ; **article 5** : suppression de la taxe sur certains frais généraux (p. 4874) ; progressivité de la suppression de la taxe sur certains frais généraux (p. 4876, 4877) ; **article 11** : extension aux G.A.E.C. de la possibilité de bénéficier du régime transitoire d'imposition [17 octobre 1986] (p. 4934) ; opportunité de donner aux agriculteurs imposés au régime transitoire et simplifié la possibilité de bénéficier des avantages fiscaux réservés aux exploitants soumis au bénéfice réel qui adhèrent à un centre de gestion agréé (p. 4935) ; ses observations (p. 4936) ; **après l'article 11** : dispositions de la loi de finances pour 1984 prévoyant que l'agriculteur dont les ressources s'abaissaient au-dessous d'une moyenne de 500 000 francs était soumis au régime du forfait pour la deuxième des années considérées (p. 4937) ; **article 13** : limitation à cinq ans de la durée de l'option pour le régime de la moyenne triennale (p. 4941) ; dispositif augmentant les impositions de l'année de cessation (p. 4942) ; **après l'article 24** : exonération de la taxe de navigation et de francisation sur les navires de plaisance de moins de trois tonneaux (p. 4999) ; **article 32 et état A** : mesures prises en faveur des familles ; diminution de la pression fiscale (p. 5040) ; diminution de la taxe professionnelles (p. 5041).

Deuxième partie :

Economia, finances et privatisation. Charges communes. Comptes spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : nombre des comptes spéciaux du Trésor ; recettes des comptes ; diversité des comptes d'affectation spéciale [7 novembre 1986] (p. 6037) ; compte d'affection spéciale ayant pour objet de retracer le produit des privatisations ; recette du compte d'emploi de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision ; recettes du Fonds national pour le développement du sport ; compte retraçant les opérations de soutien financier de l'industrie cinématographique ; recettes retracées par l'ensemble des treize comptes de commerce (p. 6038) ; compte de prêts du Trésor aux Etats étrangers ; charge nette de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor (p. 6039).

Examen des crédits : **article 42** : problème de la perception de la redevance de télévision après la suppression de la redevance sur les magnétoscopes [13 novembre 1986] (p. 6219) ; montant des crédits affectés au Fonds national pour le développement du sport ; utilisation des fonds versés à des associations (p. 6220) ; **après l'article 73 : ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Cointat (p. 6221) ; recettes du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (p. 6222).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 57 : problème posé par la saisie de documents et de pièces comptables [14 novembre 1986] (p. 6347) ; son amendement n° 9 (tendant à supprimer le 2 de l'article 369 du code des douanes) ; suppression de l'interdiction aux juges de reconnaître la bonne foi ; retiré ; son amendement n° 10 (mettant à la charge de l'administration les preuves des contraventions constatées dans le cadre des saisies) ; saisie des marchandises délictueuses (p. 6348) ; retiré (p. 6349) ; possibilité de délivrer des photocopies certifiées en cas de saisie de documents comptables (p. 6351) ; **article 58** : difficultés posées par l'obligation de garanties à la suite de divergence d'interprétation sur la législation fiscale (p. 6357) ; ses observations (p. 6358) ; ses observations sur l'amendement n° 249 de M. Christian Goux (p. 6362) ; possibilité pour les contribuables de demander un sursis de paiement pour les garanties ; conditions d'émission des avis à tiers détenteur (p. 6363) ; **article 62** : extension du champ d'intervention des Sofergie au financement en crédit-bail des équipements des communes ou des collectivités locales et assimilation de ces sociétés au régime fiscal des Sicomi (p. 6404) ; son amendement n° 222 (tendant à autoriser les Sofergi de financer les équipements réalisés par les établissements nationaux à caractère industriel commercial) ; son amendement n° 123 (tendant à substituer ou dans la deuxième phrase du paragraphe II de cet article aux mots « ne sont pas » le mot « sont ») (p. 6406) ; amendements n° 222 et 123 : retirés ; son amendement n° 124 (tendant à étendre le bénéfice des dispositions du 3° sexies de l'article 208 du code général des impôts au financement des ouvrages et équipements utilisés par les collectivités territoriales et les établissements liés pour une activité dont les recettes sont soumises à la T.V.A., pour la partie du bénéfice net provenant d'opérations de crédit-bail) : retiré (p. 6407) ; **après l'article 63** : inéquité du mode de calcul de l'assiette de la vignette sur les véhicules (p. 6412).

Explications de vote : réduction des impôts et du déficit budgétaire ; justice fiscale ; mesures favorables aux familles ; effort pour la formation professionnelle ; protrection des contribuables ; vote positif du groupe R.P.R. (p. 6451).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484).

Première lecture, discussion générale : inopportunité de fixer le coefficient maximum d'augmentation des loyers et des baux commerciaux ; valeur du coefficient prévu pour 1987 ; retour à la liberté des loyers ; organisation d'une consultation [4 décembre 1986] (p. 7102).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : poursuite de l'assainissement des finances publiques ; déficit budgétaire ; non respect de la norme de 3 % du P.I.B. depuis 1983

[11 décembre 1986] (p. 7476) ; plus-values fiscales ; « ratures » effectuées dans le budget de 1983 ; réussite de la politique du Gouvernement ; poids du service de la dette ; dette extérieure de l'Etat ; conversion de la dette flottante ; utilité de la privatisation ; nécessité de maintenir la doctrine de l'administration fiscale dans le cadre de la volonté du législateur et problème de la rétroactivité de certaines dispositions législatives annulant les effets jurisprudentiels d'arrêts du Conseil d'Etat favorables aux contribuables (p. 7477, 7478).

Discussion des articles : **après l'article 9 :** son amendement n° 28 (prévoyant une imposition forfaitaire de 16 % sur les plus-values réalisées sur les marchés à terme de marchandises) ; rapprochement du régime fiscal applicable aux opérateurs sur la bourse de commerce de celui applicable aux opérateurs sur la bourse des valeurs mobilières (p. 7531) ; retiré (p. 7532) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 29 (tendant à limiter la durée des contrôles fiscaux dans les entreprises relevant du régime dit du « réel simplifié ») : retiré ; son amendement n° 30 (tendant à étendre le champ d'application de l'article L. 279 du livre des procédures fiscales aux différends relatifs aux droits d'enregistrement) (p. 7542) ; retiré (p. 7543) ; **article 18 :** harmonisation du compte fiscal et du compte social des entreprises ; notion de provisions pour charges (p. 7544).

TRAUTMANN (Catherie)

Député du Bas-Rhin
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communucation (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et état A :** annulation de crédits portant sur des lignes budgétaires servant à financer l'ensemble des structures mises en place depuis 1981 pour orienter les jeunes en difficultés ; missions des P.A.I.O. et des missions locales pour l'emploi ; intérêt de la notion de partenariat ; suppression de crédits portant sur des structures destinées aux jeunes en difficultés [27 mai 1986] (p. 1272).

Seconde délibération de la première partie : **article 8 et état B précédemment réservés :** action nouvelle en faveur des droits de l'homme ; création d'emplois dans la police nationale ; cartes d'identité infalsifiables ; prévention de la délinquance et droits des victimes ; distinction entre les droits civils et politiques et les droits économiques et sociaux ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; amputation des crédits destinés à l'action sociale [27 mai 1986] (p. 1303) ; **article 9 et état C précédemment réservés :** réduction des crédits de la recherche ; menaces sur les filières de l'énergie des matériaux et des biotechnologies ; rattrapage du retard de la France sur le Japon et les Etats-Unis ; faiblesse des dépenses de recherche des entreprises du secteur agro-alimentaire ; transfert du centre de documentation scientifique du C.N.R.S. à Nancy ; amputation des crédits de l'A.N.V.A.R. [28 mai 1986] (p. 1351) ; **article 10 et état D précédemment réservés :** diminution du nombre des agents de service dans l'éducation nationale ; nécessaire professionnalisation des enseignements (p. 1371).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : dérégulation du secteur des communications et démantèlement du service public ; privatisation de TF1 ; transformation du statut de T.D.F. et de la S.F.P. ; rôle de la C.N.C.L. [5 août 1986] (p. 4078).

— Projet de loi complétant la loi 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** valeur de la décision du Conseil constitutionnel ; compétences de la C.N.C.L. [9 octobre 1986] (p. 4552) ; ses observations (p. 4553).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* lutte contre la toxicomanie [5 novembre 1986] (p. 5896) ; échec de la loi de 1970 instaurant l'injonction thérapeutique ; rôle fondamental de la réinsertion en matière de lutte contre la toxicomanie : diminution de 20 % des crédits destinés au traitement social de la toxicomanie (p. 5897).

Culture et communication. Communication. — *Discussion générale . Questions :* recettes de l'Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) [13 novembre 1986] (p. 6304) ; conséquences pour l'I.N.A. de la privatisation de TF1 et du changement de statut de la société française de production (S.F.P.) ; mission de l'I.N.A. (p. 6305).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** publicité devant ouvrir à l'ensemble des citoyens la possibilité de décider s'ils veulent ou non des enfants [6 décembre 1986] (p. 7256) ; **après l'article 12 :** situation des spécialistes en anatomo-cyto-pathologie (p. 7266) ; **après l'article 15 :** situation des patients adultes ne nécessitant pas une hospitalisation constante mais dont l'état demande des soins d'hygiène et une présence constante à domicile (p. 7282).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : nature juridique de la rupture du contrat de travail intervenant dans le cas d'une convention de conversion ; impossibilité pour le salarié de saisir le juge pour apprécier le caractère réel et sérieux du motif de licenciement [8 décembre 1986] (p. 7344, 7345).

TREMEGE (Gérard)

Député des Hautes-Pyrénées
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418), [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14309).

Membre du Conseil national de la montagne [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (anciens combattants) [14 octobre 1986] (p. 4727).

DEPOTS

Proposition de loi visant à modifier le calcul de l'assiette de la **taxe professionnelle (n° 187)** [5 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 8 : **anciens combattants (n° 395)** [9 octobre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture discussion des articles : **article 1er** : ses observations [26 mai 1986] (p. 1174) ; son amendement n° 86 (abrogation de l'article 223 *septies* du code général des impôts concernant l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) ; cas des petites sociétés ne réalisant pas de bénéfices et étant pénalisées financièrement par une impositon forfaitaire annuelle ; retiré (p. 1178) ; son amendement n° 85 (réduction à 10 % de l'imposition sur certains frais généraux) ; réduction allant dans le sens d'un allégement des charges des petites entreprises (p. 1179) ; retiré (p. 1180).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3** : insuffisance de l'allégement de 5 milliards de francs sur la taxe professionnelle ; niveau excessif des frais d'établissement des rôles ; nécessité de définir une nouvelle assiette [16 octobre 1986] (p. 4836) ; **article 4** : son amendement n° 270 (tendant à assimiler l'indemnité pour congés payés correspondant aux droits acquis durant la période neutralisée à une moins-value à long terme en cas de cessation d'activité) : retiré [16 octobre 1986] (p. 4870) ; **après l'article 9** : son amendement n° 22 (tendant à exonérer de l'imposition forfaitaire annuelle les sociétés mises en liquidation) : devenu sans objet (p. 4917) ; **article 16** : son amendement n° 27 (réduction de 15 % s'appliquant aux actes passés entre la date d'entrée en vigueur de la loi de finances pour 1987 et le 31 décembre 1987 pour les donateurs ayant plus de soixante-quinze ans révolus au 30 juin 1987) : retiré [17 octobre 1986] (p. 4978) ; **article 23** : son amendement n° 29 (dispositions prévues par l'article 44 *quater* du code général des impôts étant reconduites à compter du 1er janvier 1987 pour une durée de cinq ans) : non soutenu (p. 4995).

Deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : priorités du budget ; effort de rationalisation administrative ; Office national des anciens combattants ; rapport Belin-Gisserot ; informatisation et bureaucratisation du service du secrétariat d'Etat [22 octobre 1987] (p. 5107) ; transfert et déménagement de service ; diminution des dépenses d'administration générale ; suppression de la direction des statuts et de l'information historique ; rattrapage du rapport constant ; rapatriement des corps des soldats et des civils inhumés en Indochine ; effort de réfection des nécropoles ; réorganisation et rationalisation des procédures de l'O.N.A.C. ; effectif (p. 5108) ; décroissance du nombre des ressortissants de l'O.N.A.C. et diminution des subventions ; centre d'étude et de recherches sur l'appareillage des handicapés (C.E.R.A.H.) ; son souhait de voir s'accélérer le rattrapage du taux des pensions (p. 5109).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : ses observations sur l'amendement n° 42 de M. François Porteu de la Morandière (p. 5122) ; **après l'article 66** : ses observations sur l'amendement n° 41 de M. Jean Laurain ; déclaration de l'ancien secrétaire d'Etat fixant à 1984 l'achèvement du rattrapage du rapport constant (p. 5123).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 59 : son amendement n° 210 (tendant à supprimer la référence au club de golf de la liste des éléments d'appréciation du train de vie dans l'article 168 du code général des impôts) ; abrogation de l'article L. 71 du livre des procédures fiscales ; importance du golf ; problème des chevaux de course et de selle ; retiré [14 novembre 1986] (p. 6370) ; **après l'article 59** : son amendement n° 19 : devenu sans objet (p. 6372) ; **après l'article 60** : son amendement n° 3 (tendant à autoriser la déductibilité des intérêts d'emprunt contractés pour l'acquisition de parts dans les cliniques ayant la forme de S.A.R.L. ou de S.A.) (p. 6403) ; acquisition de parts ou d'actions imposée aux médecins en contrepartie du contrat d'exclusivité (p. 6404) ; **après l'article 63** : son sous-amendement n° 299 à l'amendement n° 165 de la commission (tendant à permettre l'application du remboursement intégral des crédits de T.V.A. prévus par cet amendement à compter du 1er janvier 1988) (p. 6411) ; adopté (p. 6412) ; **après l'article 65** : problème posé par l'augmentation de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (p. 6417) ; son amendement n° 18 (substituant à l'amende fiscale de 200 % prévue pour toute infraction, autre qu'un retard de déclaration, à la taxe sur les voitures de tourisme des sociétés, le régime des intérêts de retard) : retiré (p. 6418).

U

UEBERSCHLAG (Jean)

Député du Haut-Rhin
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **conséquences écologiques et économiques pour le Rhin et l'Alsace des accidents survenus dans une usine de produits chimiques de Bâle (n° 523)** [4 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Actions entreprises pour éviter le renouvellement d'un drame comme celui de Tchernobyl : préjudice économique des Alsaciens et notamment des maraîchers ; fonctionnement des centrales du type de celle de Tchernobyl en Union Soviétique ; mesures prises par le Gouvernement soviétique pour arrêter les centrales en service afin d'en vérifier la sécurité ; inspections de l'Agence internationale pour l'énergie nucléaire [14 mai 1986] (p. 905) ;

— Incendie à l'usine chimique Sandoz près de Bâle : alerte donnée aux autorités françaises avec un retard considérable ; mise en place d'une commission d'évaluation des risques chimiques et d'un système d'alarme international efficace [5 novembre 1986] (p. 5854).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : résultats extérieurs de la Société générale et de la Société générale alsacienne de banque ; nécessité de régionaliser cet établissement ; intolérance du groupe socialiste [6 mai 1986] (p. 797).

V

VADEPIED

Député de l'Oise
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (E.M.E.P.) (n° 374) [6 novembre 1986] (p. 5972).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 374), autorisant l'approbation du **protocole additionnel à la Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance**, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (E.M.E.P.) **(n° 534)** [11 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Cohérence des projets du Gouvernement relatifs à la presse écrite et à l'audiovisuel** : différence de statut entre la presse et l'audiovisuel en matière d'obligations de transparence et de pluralisme ; abandon de l'optique d'une législation multimédias [18 juin 1986] (p. 2313, 2314) ;

— **Crédits pour le Chili** : silence du Gouvernement lors du rétablissement de l'état de siège au Chili et de l'arrestation de trois prêtres français ; position envisagée par le Gouvernement quant au vote des crédits demandés par le Chili à la Banque mondiale [22 octobre 1986] (p. 5136).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).**

Première lecture, discussion générale : techniques informatiques et développement de l'audiovisuel ; l'essor d'entreprises multi-médias ; lutte contre la constitution de monopoles privés [12 juin 1986] (p. 2138) ; nécessité de définir un statut des journalistes ; diversification du système de diffusion ; réglementation du portage ; relations de l'audiovisuel et de la presse écrite ; rôle de la publicité (p. 2139) ; rappelle que si le groupe socialiste avait voulu empêcher l'adoption de la proposition de loi, il aurait déposé 2 500 amendements comme l'avait fait l'opposition en 1984 [12 juin 1986] (p. 2157).

Discussion des articles : **article 1er** : définition du mot « publication » ; extension du texte aux publications télématiques (p. 2167) ; **article 2** : définition du champ d'application de la proposition de loi ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; nécessité d'une connaissance réelle des dirigeants des entreprises de presse ; notion de détention directe ou indirecte dans le projet de loi sur l'audiovisuel [16 juin 1986] (p. 2206) ; **article 3** : champ d'application de l'article 3 ; nécessité de préciser qu'il est interdit de prêter son nom « de quelque manière que ce soit » (p. 2213) ; **article 4** : autorisation de cession des actions représentant le capital social d'une entreprise de presse par le Conseil d'administration de la société ou par le Conseil de surveillance ; substitution à la notion d'entreprise éditrice celle d'entreprise de presse ; atténuation des effets du seuil de 20 % (p. 2226) ; pratique par M. François Léotard de l'obstruction systématique ; compte des valeurs nominatives des entreprises de presse devant pouvoir être consulté par les actionnaires, les porteurs de parts, les comités d'entreprises, d'établissement ou de groupes des entreprises de presse (p. 2230) ; définition dans la loi de 1984 de la notion de contrôle ; possibilité pour les actionnaires et l'équipe rédactionnelle des sociétés de consulter le compte des valeurs nominatives de la ou des sociétés à travers lesquelles les dirigeants réels d'une entreprise de presse exercent sur elle leur contrôle (p. 2231) ; **article 5** : obligation de faire figurer dans le journal les noms du directeur de la rédaction et du rédacteur en chef ; opportunité d'y adjoindre les noms des dirigeants réels de l'entreprise (p. 2239) ; **article 8** : importance de la notion de personne physique ou morale pour déterminer le contrôle réel dans une publication ; notion d'équipe rédactionnelle ; buts des amendements n° 231 de M. Jean-Jack Queyranne et n° 232 de M. Bernard Schreiner [17 juin 1986] (p. 2262) ; **article 10** : ses observations sur les déclarations des parlementaires de la majorité sur M. Robert Hersant ; nécessité d'améliorer le texte pour permettre le pluralisme de la presse (p. 2276) ; transparence des entreprises de presse (p. 2279) ; **article 19** : ses observations [18 juin 1986] (p. 2346).

— **Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre III** : diminution des crédits des maisons de la culture et des centres d'action culturelle [23 octobre 1986] (p. 5241, 5242) ; **titre IV** : diminution des crédits destinés à l'installation d'une compagnie dramatique au Théâtre de l'Athénée ; crédits de la musique ; développement d'une politique culturelle régionale entre 1981 et 1986 (p. 5243) ; **Etat C, titre V** : son amendement n° 70 (réduction de crédits) ; promotion des industries culturelles (p. 5247) ; remise en cause de la politique en faveur de la facture instrumentale, du son, de l'image et des nouvelles technologies ; rejeté (p. 5248).

Affaires étrangères. Premier ministre : droits de l'homme. Francophonie. — *Discussion générale :* création du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme [24 octobre 1986] (p. 5305) ; expulsion des maliens ; ouverture du débat sur le nouveau code de la nationalité ; ses observations en tant que membre d'une mission parlementaire au Chili ; situation des réfugiés afghans au Pakistan ; libéralisme à l'échelon international engendrant pour les pays pauvres un écart de développement insupportable ; maintien de l'esprit de Cancun (p. 5306) ; position de la France face à l'Afrique du Sud.

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : maintien du Haut-conseil de la francophonie (p. 5328).

Services du Premier ministre. I — Services généraux. Etat B, titre III : imprécision de l'action du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme ; problème des sanctions contre l'Ethiopie (p. 5332) ; **après l'article 73** : absence de crédits pour l'amélioration des recrutements locaux (p. 5334, 5335).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale : questions :* formation des jeunes ne pouvant entrer dans le système productif ; consultation des régions sur les orientations de la politique de formation professionnelle [6 novembre 1986] (p. 5941).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (n° 473).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur suppléant : adoption en septembre 1975 de la charte européenne du patrimoine architectural [12 décembre 1986] (p. 7612) ; politique française de conservation du patrimoine ; passage d'une logique patrimoniale à une ouverture vers une conception beaucoup plus large intégrant notamment les intérêts scientifiques, sociaux et techniques (p. 7613).

— **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (E.M.E.P.) (n° 374).**

Première lecture, discussion générale : Rapporteur : nécessaire amélioration des connaissances des mouvements transfrontières des polluants atmosphériques sur l'ensemble du continent européen ; problème des pluies acides ; programme n'étant pas adapté aux situations de caractère exceptionnel ; absence de ratification par la République fédérale allemande ; financement du programme [12 décembre 1986] (p. 7614) ; clé de répartition des dépenses (p. 7615).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques en vue d'éviter la double imposition des revenus, ensemble un protocole (n° 477).**

Première lecture, discussion générale : question des droits de l'Homme en U.R.S.S. ; utilité de la convention [16 décembre 1986] (p. 7630).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération en matière économique et financière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 440).**

Première lecture, explications de vote : changement d'attitude de la majorité envers une convention signée avec le Burkina Faso entre la phase de débat en commission et la séance publique de l'Assemblée ; existence de désaccords au sein de la majorité ; remise en cause de la politique de coopération [16 décembre 1986] (p. 7636) ; problème de l'octroi de l'aide technique et financière à tous les pays sans marchandage ou considération de politique intérieure (p. 7637).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convantion relativa à la coopération en matière de recherche scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso (n° 439).**

Première lecture, explications de vote : nécessité de lever certaines ambiguïtés quant à la coopération et à la politique étrangère [16 décembre 1986] (p. 7640) ; hypothèse de l'existence de conventions auxquelles serait subordonnée l'application de cette convention (p. 7641).

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avri 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497).

DEPOTS

Rapport d'information fait en application à l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe,** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 37e session ordinaire (1985-1986) **(n° 595)** [18 décembre 1986].

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale,** sur l'activité de cette Assemblée au cours de ses 31e et 32e sessions ordinaires (1985-1986) **(n° 596)** [18 décembre 1986].

VASSEUR (Philippe)

Député du Pas-de-Calais
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (industries, postes et télécommunications et tourisme : industrie [14 octobre 1986] (p. 4728).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 27 : **industrie, postes et télécommunications et tourisme : industrie (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Avenir de la politique agricole commune :** moyens d'enrayer la baisse des revenus des agriculteurs français ; choix entre le renforcement de la politique agricole commune et le maintien de certaines responsabilités aux Etats [19 novembre 1986] (p. 6537).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** taux d'imposition des bénéfices en France étant le plus élevé des grands pays industrialisés ; évolution des investissements productifs entre 1980 et 1985 [26 mai 1986] (p. 1171) ; **après l'article 1er :** mécanisme du « carry back » pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés ; existence à l'étranger du remboursement aux entreprises déficitaires de l'impôt payé (p. 1195).

— **Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Pierre Joxe.**

Explications de vote : absence de justification du refus du Président de la République de signer l'ordonnance sur la privatisation ; protection des intérêts nationaux lors du processus de privatisation [28 juillet 1986] (p. 3952) ; intérêts de la défense nationale ; réussite des privatisations à l'étranger ; « publicité » faite par les députés socialistes à M. Robert Hersant ; vote négatif du groupe U.D.F. (p. 3953).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).**

Première lecture, discussion générale : devoirs du service public de l'audiovisuel ; augmentation de la redevance et de la création nationale ; privatisation de TF1 ; suppression de la redevance sur les magnétoscopes ; mesures d'incitation en matière de création audiovisuelle [5 août 1986] (p. 4087) ; « guerre des images » ; fait observer à M. Claude Labbé, vice-président, que les deux orateurs qui l'ont précédé ont

largement dépassé leur temps de parole ; propos de M. Jack Lang refusant sa propre intervention dans ce débat à cause de sa conception de la morale (p. 4088).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2** : son amendement n° 162 (réservé jusqu'après l'examen de l'article 13) [16 octobre 1986] (p. 4827) ; **article 3 (suite)** : son amendement n° 1 (tendant à répartir entre les redevables l'allégement supplémentaire de 5 milliards de taxe professionnelle selon un dispositif alliant un abattement forfaitaire de 14 % de la base d'imposition et le plafonnement de l'imposition à 4,5 % de la valeur ajoutée) [16 octobre 1986] (p. 4860) ; disparité géographique des taux et disparité de charges entre les entreprises ; cas des entreprises textiles du Nord-Pas-de-Calais : retiré (p. 4861) ; **après l'article 2** : son amendement n° 162 précédemment réservé (régime fiscal des versements effectués par les entreprises et les particuliers au profit des associations humanitaires agréées par le ministre de l'économie et des finances) [17 octobre 1986] (p. 4985) ; initiatives de la part d'associations pour lutter contre la pauvreté (p. 4986) ; démagogie du parti socialiste ; retiré ; repris par M. Pascal Arrighi ; rejeté au scrutin public (p. 4989).

Deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* chute du tonnage de poisson débarqué à Boulogne ; montant des aides à l'investissement pour la pêche artisanale, semi-industrielle et industrielle [21 octobre 1986] (p. 5076).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* problème posé par les quotas laitiers dans le Pas-de-Calais ; inscription du Boulonnais, du haut Pays d'Artois et du Ternois en zones défavorisées [30 octobre 1986] (p. 5577).

Industrie. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : désengagement de l'Etat ; augmentation des aides à l'industrie en 1980 et 1986 ; baisse de la compétitivité ; charges supportées par les entreprises françaises ; diminution du budget de l'industrie ; fiscalité [31 octobre 1986] (p. 5610) ; montant des dotations en capital ; subvention aux Houillères nationales ; crédits liés à la construction navale ; nécessité d'amplifier l'effort en faveur de la conversion ; sécurité des installations nucléaires ; sécurité des approvisionnements en matières premières (p. 5611) ; rôle de l'Etat (p. 5612).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV** : ses observations [31 octobre 1986] (p. 5645) ; rôle de l'Anvar ; rôle de l'Agence pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels (p. 5646) ; **après l'article 73** : reconduction et prélèvement exceptionnel sur les entreprises pétrolières ; intérêt du rapport proposé dans l'amendement n° 122 de M. Gilbert Gantier (p. 5647).

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Francis Saint-Ellier [3 novembre 1986] (p. 5736).

VAUZELLE (Michel)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de résolution :

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986 (n° 525) ;

— de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre et les conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986 à Paris (n° 526) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission de contrôle sur la nature et les conditions d'exécution des instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris (n° 529) ;

— de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 5, 6 et 7 décembre 1986 (n° 531).

Explications de vote : amendement de M. Emmanel Aubert et attitude du pouvoir vis-à-vis de la jeunesse ; part des responsables de la sécurité publique dans la violence ; retournement de l'enquête contre les jeunes et la presse [17 decembre 1986] (p. 7740).

VERGÈS (Paul)

Député de la Réunion
Apparenté communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 53).

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **réorganisation de la Réunion (n° 459)** [13 novembre 1986].

Proposition de loi relative à l'**égalité sociale des habitants de la région de la Réunion et des autres régions d'outre-mer (n° 463)** [13 novembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 136 : devenu sans objet [6 mai 1986] (p. 807).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : ses amendements n° 261, 303, 339, 430 : réservés en application de l'article 95, alinéas 4 et 5 du règlement de l'Assemblée nationale [4 juin 1986] (p. 1723).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* budget du ministère des D.O.M.-T.O.M. ne représentant qu'un 15e des crédits consacrés à l'outre-mer ; logement social dans les D.O.M.-T.O.M. ; nécessité de développer les possibilités proposées aux jeunes de venir en métropole pour leur formation ou le travail ; son opposition à la notion de parité sociale globale ; menace pesant sur le rhum de l'île de la Réunion [8 novembre 1986] (p. 6095) ; situation de l'île de la Réunion ; ses observations sur l'opération intégrée de développement ; nécessaire maintien en activité de l'usine de Savannah (p. 6096).

— Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte unique européen (n° 364).

Première lecture, discussion générale : conséquences de la réalisation des objectifs de l'Acte unique européen sur la situation des Antilles, de la Guyane et de la Réunion ; prix du sucre ; menace sur le rhum des Antilles et de la Réunion [20 novembre 1986] (p .6653).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité ; choix nécessaire entre une politique cohérente pour chacun des D.O.M. ou l'intégration dans la République sans discrimination ; parité sociale globale ; codification par le projet de la discrimination existante ; inégalité organisée ; refus d'attribution de certaines prestations familiales ; diminution du montant des allocations à partir du troisième enfant ; politique familiale de Singapour [25 novembre 1986] (p. 6735) ; violations du principe d'égalité des citoyens devant la loi du fait de l'inégalité entre les citoyens de métropole et ceux des départements d'outre-mer et maintien de trois catégories de citoyens dans les départements d'outre-mer : fonctionnaires, salariés du privé et chômeurs ; maintien, dans un même département, de structures différentes des allocations selon les catégories sociales ; violation du principe de la prestation familiale individuelle ; violation du principe d'égalité des prestations correspondant à des taux identiques de cotisations ; prélèvement pour le financement d'équipements relevant en métropole de financements spécifiques ; critères pour les modalités d'attribution des prestations, différents dans les départements d'outre-mer ; possibilité d'établissement de règles selon chaque département d'outre-mer ; projet de loi visant à pérenniser l'inégalité (p. 6736) ; substitution de décrets à la loi ; atteinte aux lois de décentralisation ; rejet de la parité sociale globale par six assemblées locales sur huit ; interprétation abusive de l'article 73 de la Constitution ; apport des départements d'outre-mer à la France, sans commune mesure avec le coût de l'égalité sociale ; évolution de la natalité des départements d'outre-mer (p. 6737) ; rejet de l'exception d'irrecevabilité au scrutin public (p. 6740).

Discussion des articles : **article 1er** : insuffisance des salaires dans le secteur productif ; responsabilité de l'actuelle majorité dans la situation économique et sociale des départements d'outre-mer ; cite la charte élaborée par des membres de la majorité pour la départementalisation dans les D.O.M. [26 novembre 1986] (p. 6824) ; absence des régions dans le texte (p. 6826) ; **article 2 at annexes** : s'interroge sur la crédibilité des engagements pris dans la loi de programme compte tenu du principe de l'annualité budgétaire ; relations avec la Communauté économique européenne ; déclaration malheureuse permettant à celle-ci de mettre en cause l'existence de l'octroi de mer (p. 6829) ; aides communautaires [27 novembre 1986] (p. 6842) ; remise en cause de la fiscalité préférentielle du rhum sur le plan européen ; article 95 du Traité de Rome (p. 6850) ; définition et régime fiscal du rhum (p. 6851) ; assemblée régionale dans l'ignorance de l'opération intégrée de développement actuellement en projet à la réunion (p. 6852) ; **après l'article 2** : indemnité de vie chère pour les fonctionnaires en poste dans les D.O.M.-T.O.M. et niveau du S.M.I.C. inférieur à celui de la métropole (p. 6857) ; **article 10** : compétence des régions en matière de formation professionnelle ; formation sur place (p. 6889).

Explications de vote : situation dramatique des départements d'outre-mer ; apport des D.O.M. à la France revendication de l'égalité (p. 6904) ; opposition entre l'égalité et la parité sociale globale ; question de la constitutionnalité des dispositions de la loi de programme ; fait référence à une déclaration de M. Philippe Seguin (p. 6905).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 3 (de suppression) [8 décembre 1986] (p. 7828) ; rejeté au scrutin public ; **article 7** : son amendement n° 4 (compétences des agences régionales du tourisme dans les régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) : devenu sans objet (p. 7829).

VILLIERS (Philippe de)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication (deuxième gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Bernard Derosier : plans-reliefs : irrégularité de la procédure ayant abouti à la convention pour l'installation du musée à Lille ; volonté d'éviter la désagrégation de la collection [30 avril 1986] (p. 637) ; réalisation d'un musée mondial des villes-maquettes ; proposition du Gouvernement au maire de Lille de faire réaliser des copies déposées à Lille concernant le Nord, les Flandres et la Belgique (p. 638) ;

— M. Roland Dumas : secteur public de la télévision : appartenance de M. Roland Dumas au Gouvernement qui porte la responsabilité de la dégradation du service public ; charettes de journalistes en 1981 ; dégradation de la création audiovisuelle en France ; invasion culturelle étrangère ; redevance sur les magnétoscopes ; concession de la cinquième chaîne et atteinte portée au cinéma français ; nécessité de rééquilibrer le secteur public et le secteur privé ; privatisation de TF1 ; diminution de la redevance ; maintien des droits des salariés de la chaîne ; nécessité de rénover le secteur public [21 mai 1986] (p. 991) ;

— M. André Laignel : déclaration gouvernementale relative à TF1 : caractère privé de la déclaration de M. Jean-Jacques Descamps selon laquelle TF1 est « la télévision la plus socialiste, la plus pourrie économiquement et socialement » ; caractère politique de la nomination des membres de la Haute autorité ; déclaration de M. Jean-Jacques Descamps selon laquelle TF1 est, des deux grandes chaînes nationales la plus mal en point financièrement ; objectifs de la privatisation [21 mai 1986] (p. 992) ;

— M. François Loncle : privatisation et statut du personnel de la télévision : concurrence entre secteur public fort de référence et un secteur privé de création ; montant de la redevance ; recettes de la publicité ; existence de producteurs privés pour les téléfilms ; obligation légale de reprendre le personnel lors d'un rachat d'une entreprise [21 mai 1986] (p. 993) ;

— M. Jacques Peyrat : problèmes à la télévision : respect de l'indépendance des présidents de chaîne ; volonté de ne pas tomber dans le piège des socialistes en 1981 et de « ne pas chausser les bottes de coupeurs de tête » ; nécessité de respecter les vœux du public ; principe de concurrence [21 mai 1986] (p. 1002) ; souci d'objectivité et de pluralisme du projet de réforme (p. 1003) ;

— M. Guy Valepied : cohérence des projet du Gouvernement relatifs à la presse écrite et à l'audiovisuel : différences entre la presse et l'espace hertzien ; indépendance de la presse à l'égard de l'Etat ; transparence ; concurrence [18 juin 1986] (p. 2314) ;

— M. Robert-André Vivien : répétitions ebusives des grèves à la télévision : réglementation du droit de grève de l'audiovisuel ; garanties offertes au personnel de TF1 pour limiter les risques de la privatisation [25 juin 1986] (p. 2451).

orales sans débat de :

— M. François Patriat (n° 41) : crédits de la direction du développement culturel : économies sur certains programmes ; maintien des engagements essentiels de l'Etat sur les opérations prioritaires ; promotion de la culture scientifique et technique [30 mai 1986] (p. 1513) ; « nous ne nous retirerons pas sur l'Aventin des beaux-arts » ; décentralisation des responsabilités et élimination des obstacles à la liberté créatrice (p. 1514) ;

— M. Dominique Bussereau (n° 63) : avenir des radios locales privées : anarchie de la bande F.M. à

Paris ; inapplicabilité des textes ; projet de loi sur l'avenir de la F.M. ; transparence ; concurrence [13 juin 1986] (p. 2190) ; solidarité des types de média (p. 2191) ;

— **M. René André (n° 59)**, remplacé par M. Eric Raoult : **rétablissement du « carré blanc » à la télévision** : compétence de la commission nationale de la communication et des libertés pour veiller à la protection de la sensibilité des enfants et des adolescents ; inscription de certaines obligations dans les cahiers des charges [13 juin 1986] (p. 2191) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 61) : stationnement aux abords du musée d'Orsay** : utilisation des transports collectifs par la plupart des visiteurs ; parc de stationnement du Grand Louvre [13 juin 1986] (p. 2192) ;

— **M. Noël Ravassard (n° 67) : financement des relais de télévision** : possibilité pour TF1 privatisé de faire assurer la retransmission des programmes par d'autres sociétés que T.D.F. ; obligation de desservir le territoire national [13 juin 1986] (p. 2192) ;

— **M. Jean-Pierre Fourré (n° 126) : utilisation du satellite T.D.F.1** : souci du Gouvernement de développer la présence audiovisuelle française dans le bassin méditerranéen ; production d'émissions tenant compte de la diversité culturelle des communautés ; utilisation de tous les modes de diffusion disponibles ; attribution des canaux des satellites T.D.F.1 et T.D.F.2 relevant de la C.N.C.L. [21 novembre 1986] (p. 6681) ;

— **M. Alain Richard (n° 145) : rémunération des auteurs et compositeurs** : imposition contraire à la volonté du législateur mais nécessitée par les règlements communautaires soumettant à la T.V.A les produits et les taxes afférentes ; organisation souhaitée d'une réunion de travail entre le ministre de la culture et de la communication et le ministre du budget ; solution pouvant être trouvée à l'occasion de la réunion de la commission mixte paritaire sur le projet de finances pour 1987 [5 décembre 1986] (p. 7138).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion des articles : **article 7** : participations étrangères dans les publications en langue française et étrangère [17 juin 1986] (p. 2254) ; cohérence des textes sur la presse et l'audiovisuel (p. 2256) ; conformité de l'amendement n° 362 de M. Michel Péricard avec la Convention européenne des droits de l'homme (p. 2257) ; ses observations (p. 2258) ; prise en compte des associations étrangères (p. 2259) ; **article 8** : participations étrangères au capital des publications françaises existantes ; création de publications de langue française par des personnes étrangères ; espaces publicitaires achetés par une personne étrangère ; nécessité d'empêcher le versement occulte de fonds par un gouvernement étranger (p. 2261) ; absence de la notion d'équipe rédactionnelle dans le texte (p. 2262) ; **article 10** : ses observations (p. 2265) ; obligation de l'existence d'un directeur de la publication (p. 2272) ; notion de directeur de publication (p. 2273) ; ses observations (p. 2277) ; **article 9 (précédemment réservé)** : ses observations (p. 2281) ; **article 11** : ses observations (p. 2283, 2284) ; notion d'entreprise de communication ; régime de concentration ; seuil unique s'appliquant à l'ensemble des quotidiens d'information politique et générale ; enquête du S.J.T.I. permettant de connaître la diffusion ; compléments apportés par le projet de loi relatif à la liberté de communication (p. 2288) ; ses observations (p. 2291) ; **après l'article 6** (amendements précédemment réservés) : ses observations [18 juin 1986] (p. 2331).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : accroissement de la liberté des communes prévu par le projet de loi ; promotion du cinéma [5 août 1986] (p. 4090) ; indépendance de l'information par rapport au pouvoir ; liberté des radios ; possibilités techniques offertes par les satellites ; exemple de la S.A.T.-F.M. aux Etats-Unis ; élargissement des possibilités de réseaux ; aides à la création audiovisuelle ; séparation des diffuseurs et des producteurs en matière audiovisuelle ; éclosion de sociétés de production en Grande-Bretagne depuis l'apparition de *Channel 4* ; déclin des ventes de livres français à l'étranger ; déclin de la chanson française (p. 4091).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Culture. — *Discussion générale : répond à la question de :*

— *M. Robert Spieler :* retard du mécénat en France [23 octobre 1986] (p. 5234) ; crédits consacrés par les entreprises au mécénat en 1985 ; contact pris entre le ministre de la culture et M. Balladur ; concours du patrimoine lancé par le ministre de la culture et la maison Larousse ; co-financement ; possibilité de création d'une filiale commerciale par la réunion des musées nationaux (p. 5235) ;

— *M. Jean-Pierre Delalande :* problèmes de la chanson d'expression française ; inscription de certaines dispositions dans les futurs cahiers des charges ; développement de l'association pour le soutien aux variétés ; ouverture d'un bureau de liaison des ondes musicales (p. 5236) ;

— *Mme Christiane Papon :* suite du dépôt des conclusions du rapport Perrin ; mise en place d'un conseil du mécénat ; procédure de co-financement ; mise au point d'un statut juridique et fiscal pour un organisme intermédiaire entre l'association et la fondation (p. 5237).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : transfert d'une partie des plans et reliefs à Lille alors que la convention entre la ville et l'Etat était encore au stade du projet ; éventuelle réputation de « receleur » de M. Mauroy ; préservation de l'unité de la collection ; maquette de l'an 2000 ; pourparlers avec le maire de Lille ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Le Garrec (p. 5239, 5240) ; projet de Disneyland à Marne-la-Vallée ; baisse de la fréquentation des monuments historiques ; exploitation insuffisante du patrimoine création de la mission « patrimoine 2000 » (p. 5243) ; **Etat C, titre V** : T.V.A. sur les spectacles de rock ou de jazz étrangers (p. 5246) ; responsabilité des régions et des entreprises dans le domaine de la culture scientifique et technique (p. 5247).

VIRAPOULLE (Jean-Paul)

Député de la Réunion
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [4 avril 1986] (p. 71).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 11 juillet 1986] (p. 8658).

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479) [21 novembre 1986] (p. 6717).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de programme (n° 479), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement des **départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 481)** [19 novembre 1986].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : retard pris par la France sous les gouvernements socialistes ; absence de vérités économiques universelles ; privatisation étant synonyme de responsabilisation ; nécessité que la loi d'habilitation soit accompagnée d'une série de lois touchant à l'éducation, à l'amélioration du cadre de vie, à la promotion de la recherche fondamentale ; nécessité d'étendre les ordonnances en matière social à l'outre-mer français ; importance quantitative des jeunes chômeurs d'outre-mer [23 avril 1986] (p. 308).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 12 :** dynamisme inhérent à la population des départements d'outre-mer ; secteur productif des départements d'outre-mer ayant été asphyxié de 1980 à 1984 ; inclusion de l'aquaculture dans la pêche ; inclusion de l'élevage dans les activités agricoles [28 mai 1986] (p. 1394) ; régime réel d'imposition comprenant également le régime semi-réel ; nécessité que les dispositions du plan financier annoncé par M. Edouard Balladur soient étendues aux départements d'outre-mer (p. 1395).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française (n° 206).

Première lecture, discussion générale : mise en cause de la gauche et des communistes ; création d'un espace social « territoires d'outre-mer-France métropolitaine » ; respect des compétences du territoire ; nécessité de donner une base légale aux accords tripartites intervenus depuis 1983 ; prise en compte de l'état des relations sociales par le projet [7 juillet 1986] (p. 2883-2884) ; « ligne bleue de l'outre-mer » (p. 2885).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la Nouvelle-Calédonie (n° 195).

Explications de vote : intégrité du territoire ; nécessité de donner aux Néo-Calédoniens les moyens de travailler ; prise en otages des départements d'outre-mer par la gauche ; « cocktail explosif concocté » dans les départements et territoires d'outre-mer par les socialistes ; agitateurs ayant « marinés » en terre libyenne ; indépendance à la « mode Elysée-Matignon » préconisée pour l'outre-mer depuis 1981 ; salue les Mélanésiens qui maintiennent « haut et droit de drapeau français » [9 juillet 1986] (p. 3034-3035) ; relance de l'activité dans les D.O.M. ; vote positif de l'U.D.F. (p. 3036).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** rôle du Bumidom ; fermeture des frontières entre 1981 et 1986 aux ressortissants des départements d'outre-mer ; crédits de l'A.N.T. ; entrée des étrangers sans conditions de ressources [10 juillet 1986] (p. 3141).

— Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).

Première lecture discussion des articles : **article 20 :** volet fiscal de la politique gouvernementale du logement [21 juillet 1986] (p. 3555) ; nécessité de laisser libre cours à la loi de l'offre et de la demande ; offre foncière nécessaire mobilité du parc de logements (p. 3556).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : caractère prioritaire de la réforme de l'audiovisuel ; rôle des D.O.M. dans l'audiovisuel et la haute technologie ; utilisation des D.O.M. comme relais de la culture française ; sa proposition pour que soient mentionnées les températures ambiantes dans les D.O.M.-T.O.M. dans les bulletins météo [5 août 1986] (p. 4077) ; sa proposition de création d'un « ministère de la mystification » pour MM. Georges Fillioud et Jack Lang (p. 4078).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, première partie, discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 190 (précisant que les dispositions de cet article prennent effet à compter du 1er janvier 1987) : retiré [17 octobre 1986] (p. 4936).

Deuxième partie.

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* bilan de la politique menée par les socialistes dans les D.O.M.-T.O.M. [8 novembre 1986] (p. 6100) ; défiscalisation des investissements ; nécessité d'arriver à la parité sociale globale en 1993 ; dimension européenne des départements et territoires d'outre-mer ; nécessité qu'un conseiller au commerce extérieur soit nommé pour les régions de la Réunion et de Mayotte ; absence de banque d'affaires dans les D.O.M. ; situation du géranium à la Réunion ; nécessaire décloisonnements de la société néo-calédonienne ; évolution institutionnelle de Mayotte (p. 6101) ; fermeture de l'usine de Savannah (p. 6102).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte (n° 479).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis : situation dramatique des départements d'outre-mer ; obstacles à la mobilité des jeunes vers la métropole ; B.U.M.I.D.O.M. ; absence de mesures d'adaptation au traité instituant la C.E.E. ; caractère néfaste de la politique suivie de 1981 à 1986 ; souhaite un rééquilibrage des institutions au profit des conseils généraux [25 novembre 1986] (p. 6731) ; nécessaire déconcentration ; zones franches ; exemple de Shannon en Irlande ; bilan de la gauche en matière d'égalité sociale ; se félicite de la rupture du monopole d'Air France (p. 6732) ; création d'une société d'économie mixte permettant, avec l'aide de l'Europe, d'acquérir des aéronefs ; exemple de la Grèce ; parité sociale ; propose un mémorandum communautaire accordant la parité économique européenne aux D.O.M. (p. 6733) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe ; procès d'intention fait au Gouvernement et à la majorité [26 novembre 1986] (p. 6819) ; tentative, en 1984, de remise en cause du doublement de la valeur et du nombre des parts de bourse attribuées aux collégiens et lycéens des départements d'outre-mer ; parité sociale ; propose de porter à cinq ans la période d'adaptation du régime social des artisans et des professions libérales ; cite un texte de 1971 émanant de responsables socialistes et reconnaissant le droit à l'indépendance des D.O.M. ; projet de loi d'assemblée unique condamné par le Conseil constitutionnel en 1982 (p. 6820) ; indique qu'un parlementaire de la Réunion s'est rendu au sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) en Lybie ; blocage du système parlementaire et des institutions des départements d'outre-mer recherché par l'opposition (p. 6821) ; amélioration du projet de loi programme par des options complémentaires nationales et européennes (p. 6822).

Discussion des articles : **article 2 et annexes :** inefficacité des primes pour le développement économique ; chasseurs de primes dans les départements d'outre-mer [27 novembre 1986] (p. 6846) ; conférence maritime ; monopole du pavillon (p. 6848) ; sa proposition tendant à la formation d'agriculteurs dans le cadre de la réforme foncière par la solidarité entre les départements d'outre-mer (p. 6849) ; rattrapage du S.M.I.C. des D.O.M. (p. 6851) ; caractère électoraliste de l'amendement n° 165 de M. Césaire (p. 6853) ; **article 5 :** zones franches (p. 6864) ; ambiguïté de l'opposition intéressée plus par le chômage que par la création d'emplois (p. 6866) ; ses observations sur les déclarations de M. Philippe Bassinet le concernant ; accord signé par le parti socialiste avec le parti communiste réunionnais (p. 6867) ; **après l'article 17 :** caractère prématuré de la proposition de M. François Porteu de la Morandière visant à créer une région de l'océan Indien (p. 6902).

Explications de vote : remercie les membres de la majorité et les élus du rassemblement national ; ses observations sur les signatures recueillies par les pétitions du parti communiste

à la Réunion ; aspect positif du texte pour le développement des départements d'outre-mer ; attitude de l'opposition visant à faire exploser le statut de département français des départements d'outre-mer (p. 6905).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 16 :** son amendement n° 11 (extension du champ d'application de l'article 217 *bis* du code général des impôts aux exploitations appartenant au secteur des énergies nouvelles, du bâtiment et des travaux publics des transports et de l'artisanat) [11 décembre 1986] (p. 7539) ; reprise de l'économie des D.O.M. ; projet de loi de programme ; mesures de défiscalisation (p. 7540) ; adopté (p. 7541).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation régionale du tourisme (n° 555).

Première lecture, discussion générale : harmonisation sur le territoire national de l'action des divers intervenants dans le domaine touristique au sein des comités régionaux du tourisme ; dispositions de la proposition relative aux départements d'outre-mer [18 décembre 1986] (p. 7822) ; incohérence résultant de la dualité d'institutions-compétentes dans les départements d'outre-mer ; demande la mention au journal télévisé des températures relevées dans les départements d'outre-mer ; nécessité de faire connaître aux professionnels du tourisme métropolitain les avantages fiscaux en faveur des investissements dans les D.O.M. (p. 7823).

VIVIEN (Alain)

Député de Seine-et-Marne
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur spécial du projet de la loi de finances pour 1987 (n° 363) (Imprimerie nationale-Journaux officiels) [14 octobre 1986 (p. 4728).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) annexe n° 40 : **Imprimerie nationale, Journaux officiels (n° 395)** [9 octobre 1986].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 43**, posée le 27 mai 1986 : **politique extérieure (Turquie)** (p. 1310, 1311).

— **n° 51**, posée le 3 juin 1986 : **politique extérieure (Turquie)** (p. 1659) ; appelée le 6 juin 1986 : **attitude de la France à l'égard de la Turquie :** progrès vers la démocratie en Turquie (p. 1836) ; rapport de M. Stoffelen au Conseil de l'Europe ; volonté du Gouvernement de rééquilibrer les rapports de la France entre la Grèce et la Turquie ; relations avec la République de Chypre indemnisation des intérêts français spoliés à Chypre (p. 1837).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : éventuelle dénationalisation de la S.N.E.C.M.A. ; gestion financière de l'entreprise ; résultats financiers de l'entreprise nationalisée politique de l'emploi de la S.N.E.C.M.A. [23 avril 1986] (p. 309) ; risque de remise en cause du dynamisme industriel et commercial de la S.N.E.C.M.A. ; absence de justification d'une telle dénationalisation ; risque de défrancisation de l'appareil de production (p. 310).

Discussion des articles : **article 1er :** caractère vague de la terminologie « interventions et activités publiques » ; spécificité de la mission de service public ; [25 avril 1986] (p. 413) ; **après l'article 1er :** vide juridique au cas où, le projet d'habilitation étant adopté, le nouveau dispositif n'entrerait pas en vigueur (p. 414) ; **article 2 :** nécessité d'un débat sur les questions agricoles (p. 415) ; instauration des zones franches tendant à créer des îlots d'activité dérogeant aux règles fiscales et sociales imposées aux entreprises ; création de zones franches n'ayant pas fait l'unanimité au sein du Gouvernement ; modalités de définition des zones franches ; avenir des primes incitatrices à l'implantation d'entreprises ; entreprises bénéficiaires des nouvelles mesures ; assiette des allégements fiscaux ; durée des exonérations accordées ; risque de délocalisation de l'activité ; risque de voir la concurrence faussée à l'intérieur même des zones retenues si les allégements ne bénéficient pas à toutes les entreprises ; création des zones franches risquant d'avoir un caractère insuffisamment préventif (p. 418) ; intérêt des zones franches pour les chefs d'entreprise (p. 419) ; définition des zones franches ; importance des opérations nationales (p. 423).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Seconde délibération de la première partie : **article 10 et Etat D précédemment réservés :** contraction d'emplois concernant le ministère des relations extérieures ; importance des postes de médecine scolaire ; manque de personnel dans les directions départementales des affaires sanitaires et sociales [28 mai 1986] (p. 1371).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 383).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale.* Rapporteur spécial : budget annexe des Journaux officiels ; baisse des effectifs de la S.A.C.I.-J.O. et modernisation des Journaux officiels ; poursuite des actions de formation destinées à permettre les reconversions dans les techniques de photocomposition ; mise en place d'un système de préretraite ; situation du Centre national d'informatique juridique [22 octobre 1986] (p. 5159).

Coopération. — *Discussion générale :* excessive dispersion des structures ministérielles rendant impossible l'isolement de la coopération et de la conduite globale de la politique étrangère ; contraction du champ géographique de la coopération [23 octobre 1987] (p. 5263) ; évolution et montant de l'aide publique au développement ; diminution globale des crédits du ministère ; augmentation des crédits du Fonds d'aide et de coopération ; nécessité de privilégier l'aide bilatérale ; déflation des effectifs des coopérants ; risque d'un soutien trop affirmé aux initiatives privées ; diminution des crédits de la recherche ; caractère contestable de certaines exigences du F.M.I. (p. 5264).

Examen des crédits : **Etat B, titre IV :** nécessaire information de l'Assemblée sur l'utilisation des différents concours financiers accordés ; nécessaire appui aux initiatives privées décentralisées ; orientation politique de la F.M.V.J. (p. 5269) ; son hommage aux associations non gouvernementales ; demande la parole pour une explication de vote (p. 5270).

Son rappel au règlement : désaccord du groupe socialiste sur les grands équilibres du budget ; politique de coopération ne pouvant être dissocié de l'ensemble de la politique des relations extérieures de la France ; nécessité d'un débat d'ensemble sur les relations extérieures françaises (p. 5270).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale :* villes nouvelles constituant un élément indispensable de l'aménagement du territoire [28 octobre 1986] (p. 5418) ; financement des syndicats d'agglomérations nouvelles ; renégociation des emprunts contractés par les syndicats dans les années 1980 ; nécessité d'étendre aux syndicats d'agglomérations nouvelles le bénéfice de la dotation globale de fonctionnement ; abandon de la totalité de la taxe professionnelle perçue sur leur territoire aux syndicats d'agglomérations nouvelles (p. 5419).

Economie, finances et privatisations. Services financiers. Commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Discussion générale :* Rapporteur spécial : recettes du budget annexe de l'Imprimerie nationale ; apport de l'annuaire téléphonique ; activité éditoriale ; modestie de la politique de commercialisation des ouvrages de l'Imprimerie nationale ; part des travaux sous-traités [13 novembre 1986] (p. 6257) ; création et développement des imprimeries administratives dites « intégrées » ; crédits de personnel ; problème des graveurs de caractères ; modernisation de la photocomposition ; qualité et compétence du personnel de l'Imprimerie nationale (p. 6258).

Articles additionnels et articles non rattachés : après l'article 63 : absence d'éligibilité des syndicats d'agglomérations nouvelles à la D.G.F. [14 novembre 1986] (p. 6413) ; problème du réinvestissement des recettes départementales tirées des villes nouvelles ; exemple de Rougeau-Sénart, Sénart-Ville nouvelle et de Marne-la-Vallée (p. 6414).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur général de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Rapporteur du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7) [16 avril 1986] (p. 193).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7664).

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (n° 259) [18 juillet 1986] (p. 3527).

Rapporteur du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [24 juillet 1986] (p. 3860).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Rapporteur du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14888).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 7) autorisant le Gouvernement à prendre diverses **mesures d'ordre économique et social (n° 10)** [22 avril 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 9) et la lettre rectificative (n° 84) au projet de **loi de finances rectificative pour 1986 (n° 148)** [16 mai 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 204)** [20 juin 1986].

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, relatives au **droit de grève au sein du service public de la radio-diffusion-télévision française (n° 242)** [26 juin 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 259) portant diverses mesures relatives au **financement des retraites et pensions (n° 296)** [17 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi (n° 297) relatif aux **modalités d'application des privatisations** décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social **(n° 298)** [24 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux **modalités d'application des privatisations** décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social **(n° 305)** [31 juillet 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) tome I : rapport général ; tome II : examen de la première partie du projet de loi de finances ; conditions générales de l'équilibre financier ; tome III : examen de la deuxième partie du projet de loi de finances, moyens des services et dispositions spéciales **(n° 395)** [9 octobre 1986].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1986** (n° 485) **(n° 503)** [27 novembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances pour 1987 (n° 533)** [10 décembre 1986].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 601)** [19 décembre 1986].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Répétitions abusives des grèves à la télévision :** ses observations sur les propos de M. Paul Quilès ; occupation des écrans de télévision par les anciens ministres socialistes ; reprise des dispositions de la loi du 27 juillet 1979 [25 juin 1986] (p. 2450).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : situation économique de la France ; fragilité du commerce extérieur ; nécessité de donner aux entreprises la marge de manœuvre nécessaire à leur dynamisme ; désindexation des salaires sur les prix constituant un acquis important ; fragilité des résultats obtenus [22 avril 1986] (p. 201) ; liberté dans la concurrence constituant le seul moyen d'assurer durablement la vérité

des prix ; baisse constante de l'investissement ; évolution du chômage depuis 1965 ; bilan que le Gouvernement dresse de ses premiers contacts avec les partenaires sociaux ; nécessité de promouvoir les libertés élémentaires de l'entreprise dans le respect absolu des droits des salariés ; privatisation des entreprises concurrentielles du secteur public ne relevant pas d'une démarche dogmatique ; caractère décevant des résultats sociaux des nationalisations (p. 202) ; nationalisation des banques n'ayant pas apporté d'atouts supplémentaires dans la conduite de la politique monétaire ; nationalisation de 1982 ayant eu la vertu de contre-exemple ; rappelle qu'il n'a jamais interrompu un rapporteur général ; motif des nationalisations à 100 % ; privatisations permettant d'améliorer la compétitivité des entreprises ; réduction des besoins de financement du Trésor public ; libération de la totalité des prix industriels et des trois quarts des marges commerciales ; préparation d'un nouveau droit de la concurrence (p. 203) ; abrogation de l'ordonnance de 1945 avant l'été ; importance de l'existence dans les entreprises des véritables conditions d'un dialogue social ; absence de justification véritable du contrôle administratif des décisions sociales du chef d'entreprise ; possibilité donnée aux entreprises d'embaucher des jeunes sans que le coût financier et le poids administratif de cette décision ne devienne prohibitif ; amélioration du mécanisme de la participation des salariés au capital et à la vie de l'entreprise ; modification des règles relatives à la durée du travail et à l'aménagement du temps de travail ; nécessité de préciser dans le texte de l'article 1er que la législation économique concernée par l'habilitation est celle relative aux prix et à la concurrence ; désignation des entreprises transférées au secteur privé devant être la plus précise possible ; possibilité pour les présidents des conseils d'administration de convoquer les assemblées générales des sociétés mentionnées à l'article 4 afin de ramener le nombre des administrateurs à l'un de ceux prévu par la loi du 24 juillet 1966 ; jurisprudence du Conseil constitutionnel sur le principe d'égalité (p. 204) ; délai d'habilitation demandé (p. 205) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Georges Hage ; audition très complète du ministre d'Etat et des ministres concernés par le projet ; travaux de la commission des Finances ; volonté d'obstruction du groupe socialiste et du groupe communiste [24 avril 1986] (p. 336) ; domaine visé par l'article 1er du projet ; maintien du service public de l'emploi et de la législation édictée en 1982 (p. 337) ; loi sur la presse ; loi sur l'enseignement supérieur ; utilisation de l'article 38 de la Constitution ; suspension des travaux de la commission des Finances (p. 338) ; son attitude en tant que défenseur des droits des rapporteurs spéciaux (p. 339).

Discussion des articles : **article 1er** : suppression définitive des ordonnances de 1945 sur la police des prix ; définition d'un nouveau droit de la concurrence [24 avril 1986] (p. 345) ; proximité de l'amendement n° 8 de M. Bruno Megret et de son amendement n° 169 ; entraves au fonctionnement des entreprises (p. 347) ; impossibilité de lier la libération des prix et la définition d'un nouveau droit de la concurrence à un avis conforme des organisations syndicales ; son amendement n° 168 à titre personnel (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer au mot « promulgation » le mot « publication ») ; loi ne devenant opposable aux particuliers qu'après sa publication ; adopté (p. 356) ; son amendement n° 169 à titre personnel (tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « certaines dispositions de la législation économique » à insérer les mots « relative aux prix et à la concurrene ») (p. 357) ; limitation de l'habilitation au domaine des prix et de la concurrence (p. 358) ; adopté après rectification (p. 359) ; volonté de conserver l'article 1er de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix étant contraire à l'inspiration du projet de loi (p. 360) ; maintien de la définition des infractions relatives à la pratique des prix illicites n'ayant plus de sens dès lors qu'elle n'est pas assortie de sanctions ; abrogation et modification des dispositions actuelles en matière de prix et de concurrence devant être précédées par la mise en place de nouvelles dispositions sur le droit de la concurrence (p. 361) ; adoption de l'amendement n° 169 rendant sans objet l'amendement n° 200 de M. Gérard Collomb (p. 362) ; ses observations sur l'organisation des travaux parlementaires ; inopportunité de débattre du statut des chambres de commerce ; débat concernant les ordonnances sur les prix (p. 363) ; caractéristiques de l'habilitation demandée par le Gouvernement ; donne lecture de la liste des textes permettant une intervention sur les prix en dehors du champ d'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; jurisprudence du Conseil constitutionnel relative aux lois d'habilitation (p. 364) ; explique la manière dont il exprimera son rejet à l'égard des amendements en discussion (p. 365) ; demande au président de séance de faire respecter les temps de parole (p. 366) ; ses observations (p. 367) ; inopportunité de contraindre le Gouvernement à conserver la loi du 19 juillet 1977 (p. 368) ; audition du ministre en commission ayant permis de préciser que la loi sur le prix du livre n'était pas concernée par le projet de loi d'habilitation (p. 370) ; nécessité d'abroger la loi Quilliot (p. 371) ; loi d'orientation des transports intérieurs étant comprise dans le champ de la loi d'habilitation (p. 372) ; lois que le groupe socialiste se propose d'exclure du champ d'application de l'article 1er du projet de loi ne concernant ni les prix, ni la concurrence (p. 373) ; méthode de discussion du projet ; ses observations sur les propos de M. Guy Malandain (p. 374, 375) ; ses observations (p. 377) ; amendement n° 28 de M. Paul Mercieca étant contraire à l'esprit du texte favorisant la libération des prix [25 avril 1986] (p. 405) ; liberté de gestion supposant que les entreprises puissent choisir elles-mêmes leurs critères de gestion (p. 406) ; Gouvernement décidant l'opportunité des poursuites ; inutilité de maintenir la réglementation en vigueur si une amnistie était instituée (p. 407) ; amendement n° 237 de M. Gérard Collomb aboutissant à élargir le champ d'application de la loi d'habilitation (p. 408) ; droit de la concurrence déterminant les règles du jeu du marché et les moyens de les faire respecter ; droit de la concurrence devant préciser les règles sur la publicité des prix et sur les ententes (p. 409) ; son amendement n° 170 à titre personnel (rédactionnel) : adopté après modification (p. 410) ; ses observations (p. 411, 412) ; article 1er permettant au Gouvernement de prendre des mesures pour lutter contre la spéculation foncière et immobilière ; inopportunité de faire injonction au Gouvernement d'introduire la concurrence dans les interventions et activités publiques (p. 413) ; intervention et activité publique ; spécificité de la mission du service public (p. 413) ; **après l'article 1er** : volonté du Gouvernement d'abroger l'ordonnance de 1945 relative aux prix (p. 414) ; inopportunité d'étendre le champ de l'habilitation (p. 415) ; **article 2** : nécessité de soutenir les entreprises qui dans les zones franches feront preuve de dynamisme en matière d'emploi ; dispositif d'allègement des charges sociales et fiscales (p. 425) ; volonté du Gouvernement de créer des emplois pour les jeunes et de faciliter le placement des demandeurs d'emploi (p. 432) ; ses observations (p. 433) ; développement de la formation des jeunes grâce notamment au développement ses formations alternées étant l'un des objectifs majeurs du Gouvernement (p. 434) ; son amendement n° 171 à titre personnel (rédactionnel) : adopté (p. 435) ; ses observations (p. 438) ; recommandation du Conseil de l'Europe sur le statut des jeunes en formation ; volonté du Gouvernement de ne pas tenir les partenaires sociaux à l'écart de l'élaboration du Plan pour le développement de l'emploi des jeunes ; nécessité d'arrêter très rapidement les principales mesures de formation (p. 439) ; mesures proposées par l'amendement n° 47 de M. Georges Hage ayant un caractère inquisitorial ; existence de secteurs pouvant offrir des emplois aux jeunes sans création d'emplois (p. 440) ; demande à M. Gérard Collomb de respecter le rapporteur général ; efforts que le Gouvernement et sa majorité accomplissent pour les jeunes de 16 à 25 ans (p. 441) ; exonération des charges sociales étant sans incidence sur la rémunération (p. 443) ; apprentissage entrant sans équivoque dans le champ d'application du dispositif prévu par le troisième alinéa de cet article (p. 444) ; son amendement n° 172 à titre personnel (tendant dans le troisième alinéa (1) de cet article à supprimer les mots « existant ou à créer ») (p. 445) ; retiré (p. 446) ; ses observations sur son amendement n° 172 repris par M. Gérard Collomb ; absence d'extension aux entreprises de la possibilité de recourir aux T.U.C. (p. 447) ; stages d'initiation à la vie professionnelle (p. 448) ; exonération de cotisations sociales étant sans incidence sur la couverture sociale des jeunes concernés ; intention du Gouvernement ne consistant pas à modifier le régime de la formation en alternance (p. 449) ; explique les difficultés qu'il a à se lever ; souhaite que le débat soit interrompu à une heure raisonnable (p. 450) ; ses observations (p. 451) ; ses observations sur l'amendement n° 53 de M. Georges Hage [28 avril 1986] (p. 474) ; inutilité d'évoquer de manière distincte le cas des femmes ; démarche tendant à souligner dans le texte une séparation « sexuelle » (p. 475) ; questions relatives au licenciement devant faire l'objet d'un

projet de loi distinct (p. 476) ; ses observations sur l'amendement n° 245 de M. Gérard Collomb introduisant des rigidités dans le fonctionnement de l'entreprise (p. 477) ; intention du Gouvernement de ne pas tenir les partenaires sociaux à l'écart de la réforme de l'A.N.P.E. ; statut de l'A.N.P.E. garanti par une convention internationale (p. 478-479) ; absence de remise en cause par le Gouvernement du service national de l'emploi mais intention d'améliorer son efficacité (p. 481) ; dynamisation de l'A.N.P.E. (p. 482) ; notion « d'organisation d'un grand service public national de l'emploi » (p. 483) ; champ d'application d'une loi d'habilitation (p. 484) ; comités locaux suppléants aux insuffisances de l'A.N.P.E. (p. 485) ; liberté pour l'employeur de recourir aux contrats de travail à durée déterminée et aux contrats de travail temporaire sérieusement entamée en 1982 ; assouplissement des conditions de recours à ces contrats de travail par la loi du 25 juillet 1985 ; vitesse de déroulement du débat à l'Assemblée (p. 486) ; rythme d'examen des amendements ; problèmes de la femme dans le travail (p. 499) ; croissance du travail à temps partiel correspondant à un « mouvement tendantiel fondamental » des structures de l'emploi dans les pays industrialisés ; absence de justification logique à lier le problème des licenciements et celui de la levée des obstacles à l'embauche ; obstacles contenus par le régime actuel des contrats à durée déterminée du travail temporaire et du travail à temps partiel (p. 500) ; ses observations (p. 501) ; nécessité d'un contrat écrit en ce qui concerne le contrat à durée déterminée (p. 502) ; inutilité d'introduire dans le projet, par amendements, des précisions qui n'ont pas leur place dans une loi d'habilitation (p. 503) ; nécessité d'assurer aux entreprises la souplesse de fonctionnement nécessaire à l'amélioration de leur compétitivité ; contrats garantis auxquels peuvent prétendre les salariés (p. 504) ; caractère inadmissible des mots selon lesquels « la majorité se moque du code du travail » (p. 505) ; allusion en séance aux responsabilités professionnelles des parlementaires ; son hommage aux fonctionnaires et à ceux de l'Assemblée nationale ; absence de volonté de supprimer le code du travail ; interprétation de l'article 38 par le Conseil constitutionnel faisant état de l'obligation qu'a le Gouvernement d'indiquer avec précision au Parlement la finalité des mesures qu'il se propose de prendre (p. 506) ; ses observations (p. 507, 508) ; degré de précision d'une loi d'habilitation et précisions données oralement par le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 509) ; ses observations (p. 510) ; volonté d'assurer la souplesse de gestion des entreprises (p. 511) ; possiblités de recours au travail temporaire ; régime des contrats de travail à durée déterminée (p. 512) ; ses observations (p. 513) ; autorisation administrative préalable au recours à un contrat de travail à durée déterminée constituant un obstacle à l'embauche (p. 514) ; ses observations (p. 515) ; rythme et modalités d'examen des amendements ; rigidités résultant du régime du travail temporaire ; absence de remise en cause des droits et garanties des salariés concernés par le travail temporaire ; sa conception du rôle du rapporteur général de la commission des finances (p. 516) ; ses observations (p. 517) ; rappelle que M. Georges Tranchant s'exprimera en son nom de plein droit [29 avril 1986] (p. 531) ; développement du travail à temps partiel étant indispensable pour accroître la souplesse dans la gestion des entreprises (p. 535) ; autorisation administrative de licenciement devant faire l'objet d'un projet de loi particulier (p. 536) ; problème des seuils sociaux devant faire l'objet d'un autre projet de loi (p. 539) ; régime des assurances chômage n'étant pas concerné par le projet de loi d'habilitation ; loi du 28 février 1986 empêchant la conclusion d'accords d'entreprise en l'absence d'accords de branche (p. 542) ; intervention du Gouvernement n'étant pas subordonnée aux résultats positifs des négociations entre partenaires sociaux (p. 543) ; ses observations (p. 544, 545) ; paiement des heures supplémentaires devant faire l'objet d'une réflexion dans le cadre de l'aménagement du temps de travail (p. 546) ; dispositif prévu par le dernier alinéa de cet article pouvant concerner les départements d'outre-mer (p. 547) ; inopportunité de limiter le bénéfice des dispositifs prévus par cet article aux seuls contrats à durée indéterminée (p. 561) ; ses observations (p. 562) ; ses observations (p. 564) ; principe de la réintégration lorsque l'intéressé a terminé sa période de service national (p. 565) ; problème de l'emploi des personnes handicapées n'ayant pas sa place dans le présent projet de loi (p. 566) ; plan de développement de la formation et de l'emploi présenté par le Gouvernement s'adressant à tous les demandeurs d'emploi (p. 567) ; **article 3** : article du projet de loi d'habilitation permettant au Gouvernement de faire progresser la participation ; ordonnances de 1959 et de 1967 ; habilitation du Gouvernement à développer l'intéressement et la participation financière des salariés au capital et aux résultats de l'entreprise ; participation financière ne pouvant être assimilée à un complément de salaire ; association des salariés aux conseils d'administration et de surveillance des sociétés anonymes (p. 568) ; participation constituant un moyen de traduire la communauté d'intérêt existant au sein de l'entreprise entre employeurs et salariés ; son amendement n° 173 à titre personnel (rédactionnel) : adopté (p. 574) ; ses observations (p. 575) ; formules diverses d'actionnariat étant toujours facultatives pour les salariés (p. 593) ; régime de la participation ne créant, pour le salarié, aucune obligation en ce qui concerne les revenus autres que ceux tirés de ces régimes (p. 594) ; ses observations (p. 595) ; responsabilité civile et pénale des membres des conseils d'administration ou de surveillance désignés au titre de la participation (p. 596) ; article 38 de la Constitution ne prévoyant pas d'autre consultation obligatoire que celle du Conseil d'Etat ; demande le respect de la Constitution et du règlement de l'Assemblée nationale (p. 597) ; **article 4** : bilan des entreprises nationalisées ; objectifs de la privatisation ; réduction des besoins de financement du Trésor ; limitation de la part du pouvoir politique à sa juste place au sein d'une société de liberté ; privatisation constituant une pratique générale des pays occidentaux (p. 598) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Le Garrec ; commission des finances ne s'étant pas réunie en application de l'article 88 du règlement (p. 599) ; audace des membres du groupe socialiste lorsqu'ils feignent de découvrir l'amendement n° 466 du Gouvernement après avoir déposé 64 sous-amendements sur cet amendement (p. 600) ; impudeur du groupe socialiste ; critères de la nationalisation des établissements bancaires ; socialistes s'étant comportés comme les « fossoyeurs du Plan » ; marché n'étant qu'une méthode permettant une meilleure allocation des ressources [30 avril 1986] (p. 651) ; création des titres participatifs et des certificats d'investissement ; situation du personnel dirigeant du C.C.F. (p. 652) ; évocation du Conseil national de la Résistance ; objet de la privatisation ; passage sous contrôle étranger de certaines sociétés dénationalisées ; absence de régression sociale pour les personnels ; « spoliation » des Français ; création d'emplois stables et sains par l'économie de marché [5 mai 1986] (p. 661-662) ; « spoliation des Français d'une partie du patrimoine national » ; évolution du nombre d'emplois dans le secteur marchand non agricole depuis vingt ans (p. 664) ; rappelle qu'il s'exprime en son nom personnel la commission n'ayant pas examiné l'ensemble du texte (p. 665) ; détermination du champ de la privatisation au moyen d'une énumération ; étalement sur cinq ans des opérations (p. 666) ; notion de service public ou de monopole de fait retenu par le préambule de la Constitution de 1946 ; privatisation ; exemple de la régie des eaux d'un canton ; caractère cumulatif des deux notions de « service public » et de « monopole de fait » (p. 668) ; ses observations (p. 669) ; non respect par les établissements de crédit du rapport mini- mum de couverture des risques après cinq ans de nationalisation ; pratique de l'économie d'endettement ; augmentation des fonds propres (p. 670) ; privatisation de l'agence Havas (p. 672) ; ses observations (p. 676) ; ses observations (p. 695) ; rythme d'examen des amendements (p. 696) ; ses observations (p. 698) ; ses observations (p. 700) ; ses observations [6 mai 1986] (p. 731) ; ses observations (p. 758) ; explique son attitude par le caractère répétitif des sous-amendements de MM. Gérard Collomb et Georges Hage (p. 759) ; ses observations (p. 760) ; bilan comptable du Crédit commercial de France ; accroissement des dotations aux provisions en 1984 (p. 771) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet : son devoir de réserve lorsqu'il estime que ses propos peuvent conduire à affaiblir la position des établissements mis en cause par les amendements du groupe socialiste (p. 772) ; ses amendements n° 174 à 179 : devenus sans objet (p. 807) ; **article 5** : mise en évidence par M. Georges Tranchant du caractère inconvenant de certaines déclarations faites par M. X ou Y ; à titre personnel : ses observations sur la composition des conseils d'administration des entreprises nationalisées et sur le népotisme qu'elle traduit [7 mai 1986] (p. 847) ; nationalisation ne constituant pas un remède miracle aux difficultés économiques [13 mai 1986] (p. 858) nouvelle rédaction de l'article 5 habilitant le Gouvernement à fixer les règles de transfert des entreprises publiques au

secteur privé par voie d'ordonnances (p. 859) ; inopportunité de recueillir l'avis conforme des organisations syndicales et des usagers pour la mise en œuvre des privatisations ; fixation d'un prix d'offre avant l'intervention directe du marché s'avérant indispensable (p. 861) ; arrêt du Conseil d'Etat relatif à la fixation du prix des banques nationalisées en 1982 (p. 863) ; portée de l'avis des commissaires aux comptes vue par le sous-amendement n° 610 de M. Gérard Collomb (p. 864) ; inopportunité d'attribuer à la Cour des comptes un droit de veto (p. 865) ; rappelle les motifs qui l'ont conduit à mettre un terme aux travaux en commission ; élément de détermination de la valeur de l'actif net des banques (p. 866) ; éléments de détermination de la valeur des établissements financiers ayant créé des réseaux internationaux n'ayant pas leur place dans une loi d'habilitation (p. 884) ; conditions de déroulement du débat (p. 885).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Raymond Douyère : audition de M. Renaud de La Genière par la commission des finances [5 mai 1986] (p. 659).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).**

Première lecture, discussion générale : importance des projets de loi de finances rectificative d'une nouvelle législature ; collectif ne pouvant mettre en œuvre l'ensemble des réformes fiscales prévues dans la plate-forme de la nouvelle majorité ; impossibilité de modifier en profondeur en cours d'année l'équilibre budgétaire ; réduction du déficit de 1,3 milliard de francs, ; évolution des recettes [22 mai 1986] (p. 1011) ; ouverture des crédits ; sous-estimation évidente de crédits dans la loi de finances initiale pour 1986 ; rapport de M. de la Genière ; projet de loi traduisant un effort d'économie supérieur à celui résultant du seul arrêté d'annulation qui lui est joint ; plafonnement institué sur les recettes du Fonds national du sport ; recette des comptes spéciaux du Trésor ; montant des crédits destinés à la lutte contre le chômage ; actions proposées en faveur de la sécurité publique ; dispositifs en faveur de l'agriculture ; dispositif en faveur de la Nouvelle-Calédonie ; augmentation des dotations au capital des entreprises sidérurgiques et de la régie Renault ; augmentation d'un certains nombres de crédits limitatifs sous-estimés dans la loi de finances initiale ; montant des annulations de crédit (p. 1012) ; budget de la culture ; budget du redéploiement industriel ; budget de la recherche et de la technologie ; budget des transports ; niveau atteint par le déficit budgétaire ; politique de confiance en matière économique étant souvent « mal perçue par les groupes politiques qui n'ont pu en bénéficier » ; assouplissement du contrôle des changes ; suppression de la devise-titre ; rétablissement de l'anonymat sur l'or ; suppression de l'obligation de paiement par chèque pour tout règlement d'un montant supérieur à 10 000 francs ; abaissement généralisé de l'impôt sur les sociétés de 50 à 45 % (p. 1013) ; incidence du franchissement du seuil fiscal de dix salariés ; politique de l'épargne ; globalisation de l'abattement applicable aux produits des valeurs mobilières ; préférence du Gouvernement pour les couples mariés ; situation des personnes seules de plus de soixante-cinq ans au regard de la législation sur la fiscalité de l'épargne ; fiscalité applicable aux organismes de placement collectif en valeur mobilière ; rôle des entreprises en matière d'investissement devant être essentiellement productif et non financier ; développement des comptes d'épargne-retraite ; ressources nouvelles destinées au financement des mesures en faveur de l'emploi des jeunes (p. 1014) ; autonomie des collectivités locales ; impôt sur les grandes fortunes (p. 1015) ; compare M. Martinez à « Rambo » ; amendement Debré ; quotient conjugal [23 mai 1986] (p. 1146) ; notion de concubinage notoire ne figurant pas dans le code civil (p. 1147).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : amendement n° 141 de M. Rémy Auchedé ne bénéficiant qu'aux seuls salariés ; législation en vigueur permettant aux services fiscaux d'accorder des délais de paiement ; **article 1er** : réduction généralisée de l'impôt sur les sociétés de 50 à 45 % ; neutralité à l'égard des bénéfices qu'ils soient ou non distribués [26 mai 1986] (p. 1164) ; réduction de l'impôt sur les sociétés des entreprises distribuant leurs bénéfices (p. 1165) ; évolution du taux des investissements industriels (p. 1170) ; avantages de la réduction prévue de l'impôt sur les sociétés (p. 1171) ; taux d'imposition unique assurant la neutralité des choix des entreprises face à l'augmentation des fonds propres ; souci du Gouvernement de développer l'actionnariat populaire (p. 1172) ; nécessité de ne pas créer des discriminations entre les entreprises (p. 1174) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Raymond Douyère ; recevabilité financière des amendements attitude de M. Charasse en tant que secrétaire administratif du groupe socialiste (p. 1176) ; rappelle la tradition voulant qu'un rapporteur général ne se prononce jamais sur l'évolution des cours de bourse (p. 1177) ; taxation de certains frais généraux (p. 1178) ; impossibilité de mettre aux voix un amendement ayant été retiré ; gage des amendements n° 51 de M. Pierre Descaves et n° 85 de M. Gérard Tremège (p. 1179) ; **après l'article 1er** : dignité des anciens combattants ; rapport constant (p. 1194) ; « M. Bêche, je sais que vous avez une tête de pioche ! » (p. 1195) ; place de l'avoir fiscal dans la fiscalité de l'épargne qui doit être favorable aux capitaux à risque ; **article 2** : gel des seuils relatifs à la formation professionnelle continue et à l'effort de construction (p. 1196) ; embauche de salariés ; diminution des rentrées pour les organismes collecteurs ; cas de réduction forfaitaire de l'assiette de la participation (p. 1200) ; effet moins favorable de la réfaction en valeur absolue que de la réfaction en pourcentage (p. 1201) ; **après l'article 2** : son amendement n° 38 (suppression de la taxe sur les appareils automatiques) ; adopté (p. 1202) ; **après l'article 3** : son amendement n° 39 (alignement du régime d'imposition des G.A.E.C. sur celui des agriculteurs exploitant à titre individuel) (p. 1205) ; ses observations (p. 1206) ; nécessité d'organiser un débat spécifique sur la fiscalité agricole ; rejeté (p. 1207) ; ses observations (p. 1208) ; définition des œuvres ouvrant droit à la réduction du taux de T.V.A. pour les recettes réalisées aux entrées de premières représentations théâtrales, dramatiques, lyriques, musicales ou chorégraphiques nouvellement créées ; notion de revue à grand spectacle ; impossibilité de permettre au déclarant en douane de déduire la T.V.A. acquittée pour le compte de l'importateur même s'il n'en obtient pas le remboursement (p. 1209) ; difficultés rencontrées par les hôtels de grand luxe à cause de la conjoncture internationale (p. 1210) ; **article 4** : nombre de candidats s'inscrivant à des concours de recrutement de fonctionnaires de l'Etat ; taxe sur les concours d'Etat (p. 1212) ; ses observations (p. 1213) ; **article 5** : ses observations [27 mai 1986] (p. 1229) ; **article 6** : ses observations (p. 1231) ; équilibre financier de la C.A.E.C.L. ; caractère exceptionnel de la contribution demandée ; nécessité que le Gouvernement fasse un geste en direction des collectivités locales (p. 1232) ; ses observations (p. 1233) ; **après l'article 6** : ses observations (p. 1235) ; son amendement n° 40 (régime fiscal des intérêts des valeurs mobilières) (p. 1236) ; transfert en première partie de la loi de finances rectificative de dispositions présentées par le Gouvernement en deuxième partie ; relèvement de l'abattement annuel à 10 000 francs pour les couples mariés ; globalisation de l'abattement ; fixation à 8 000 francs de l'abattement dont bénéficient les personnes seules si elles sont âgées de soixante-cinq ans ; gage de la fixation à 8 000 francs de cet abattement ; neutralité fiscale entre les actions et les obligations ; nécessité que les intermédiaires fassent preuve de pédagogie pour expliquer aux épargnants leur intérêt (p. 1237) ; ses observations (p. 1241) ; réservation du nouvel abattement sur les revenus des valeurs mobilières aux contribuables ne dépassant pas la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu étant contraire à l'efficacité économique (p. 1241) ; devenu sans objet (p. 1242) ; ses observations (p. 1243) ; ses observations (p. 1255) ; son amendement n° 41 (rapatriement des avoirs irrégulièrement détenus à l'étranger ; contre-valeurs en francs de ces avoirs) ; transfert dans la première partie de la loi de finances rectificative d'un article additionnel après l'article 6 ; nécessité que le rapatriement puisse durer jusqu'au 1er janvier 1987 ; renforcement du dispositif d'anonymat ; exclusion des avoirs ayant fait l'objet de procédures administratives ou judiciaires avant le rapatriement (p. 1256) ; amnistie de 1982 (p. 1259) ; caractère anonyme du versement de la taxe spéciale de 10 % étant indispensable pour assurer l'efficacité du dispositif proposé (p. 1262) ; taux retenu par le Gouvernement étant un élément essentiel de l'efficacité du dispositif de rapatriement ; inutilité de l'amendement n° 192 de M. Georges Tranchant (p. 1263) ; adopté après modifications (p. 1264) ; **articles 7 et état A** : ses observations (p. 1285).

Seconde délibération des articles 2 bis, 4 et 7 de la première partie : **article 2 *bis*** : ses observations ; **article 4** : ses observations (p. 1286) ; exemption de droit pour l'inscription

aux concours administratifs des jeunes gens inscrits à l'A.N.P.E. ou dont les parents le sont (p. 1287).

Deuxième partie : **avant l'article 11** : droit de reprise de l'administration fiscale pour l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la T.V.A. (p. 1298) ; **article 8 et état B (précédemment réservés)** : dépenses d'enseignement mises à la charge des régions et des départements [28 mai 1986] (p. 1343) ; I.V.G. (p. 1345) ; **après l'article 8 précédemment réservé** : rythme d'examen des amendements ; illégalité des dispositions donnant des injonctions au Gouvernement ; rattrapage du rapport constant (p. 1348) ; **article 11** : ses observations (p. 1377) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pascal Arrighi ; regrette que M. Christian Pierret ait feint de découvrir que l'article 11 avait été appelé après l'article 6 ; son amendement n° 42 (de suppression) : adopté (p. 1378) ; **après l'article 11** : législation de l'impôt sur le revenu n'étant pas toujours défavorable aux couples mariés ; mécanisme du quotient conjugual (p. 1379) ; inexistence, dans le code civil, de la notion de concubinage notoire ; risque d'inquisition fiscale ; gage de l'amendement n° 1 de M. Michel Debré ; caractère facultatif de l'option pour l'imposition séparée n'étant pas conforme à l'équité (p. 1380) ; coût de l'alignement du régime fiscal des couples mariés sur celui des personnes vivant en état de concubinage notoire (p. 1381) ; gage proposé par l'amendement n° 130 de M. Charles Revet ; dispositions permettant l'étalement des revenus agricoles (p. 1383) ; système du prélèvement libératoire constituant une des règles majeures de la fiscalité de l'épargne ; **article 11 *bis*** (lettre rectificative) : nécessité de limiter l'évasion fiscale fondée sur le différentiel des conditions d'imposition entre la taxation des revenus des obligations et celles des plus-values réalisées sur les valeurs mobilières ; substitution pour les produits des obligations détenues par des organismes de placement collectif en valeurs mobilières de la notion de « couru » à celle « d'échu » ; suppression de la taxation de l'échu impliquant des règles particulières la première année de mise en œuvre de la taxation suivant le produit couru ; mécanisme du crédit d'impôt devant être adapté au nouveau système de taxation des revenus ; complexité de la comptabilité des S.I.C.A.V. et des F.C.P. risquant d'être sensiblement accrue par le nouveau dispositif ; risque de délocalisation de la gestion ; dispositif proposé n'étant pas favorable à une baisse des taux d'intérêt (p. 1385) ; comptabilisation encourue du produit des S.I.C.A.V. et des F.C.P. ; nécessité d'éviter un accroissement de l'intermédiation financière ; exclusion du champ d'application de la comptabilisation encourue des obligations renouvelables du Trésor émises avant le 1er juillet 1986 ou issues du renouvellement ; amélioration de la définition légale de l'assiette de l'impôt pour les valeurs dont le produit dépend de variables (p. 1386) ; définition de l'assiette fiscale pour les obligations dont le produit n'est connu qu'*ex post* ; exclusion des obligations renouvelables du Trésor et des intérêts payés d'avance du champ d'application de l'article 11 *bis* (p. 1389) ; substitution à l'imposition de l'intérêt couru chez les porteurs en cas de cession de parts ou d'actions d'un dispositif extra-fiscal consistant à instituer un minimum de frais perçus par l'organisme de placement lors de l'entrée ou de la sortie de l'O.P.C.V.M. (p. 1390) ; **article 11 *ter*** (lettre rectificative) : statut juridique des fonds communs de placement ; régime fiscal applicable à leurs plus-values ou à leurs moins-values ; généralisation du régime actuel de report conditionnel de l'imposition des plus-values réalisées par un F.C.P. à l'ensemble des entreprises ; assiette de la plus-value ; son amendement n° 43 (profit ou perte résultant de cessions de titres par un fonds commun de placement étant compris dans le résultat de l'exercice au cours duquel les parts du fonds sont cédées par l'entreprise) (p. 1391) ; adopté ; **après l'article 11 *ter*** : justification du régime spécifique des indemnités parlementaires ; frais supportés par les parlementaires ; exemple du docteur Jacquet ; indemnité n'étant pas à la hauteur des efforts consacrés par les parlementaires à l'exercice de leur mandat (p. 1393) ; **article 12** : dispositif d'incitation à l'investissement outre-mer ; extension de la liste des secteurs d'activités concernées ; souplesse du mécanisme incitatif ; communication à l'administration des projets d'investissement (p. 1394) ; ses observations ; sous-amendement n° 197 de M. Henri Beaujean risquant d'entraîner pour l'Etat des pertes de trésorerie importantes (p. 1399) ; soutien à l'investissement immobilier dans le logement neuf (p. 1400) ; développement de l'investissement outre-mer devant être compatible avec les objectifs budgétaires fixés par le Gouvernement ; option de contribuables pour le régime du bénéfice réel simplifié (p. 1401) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Goux : se félicite de la qualité des débats ayant eu lieu en commission (p. 1407) ; rappelle qu'une vingtaine d'amendements pourraient être examinés par l'Assemblée nationale ; régime d'imposition des plus-values professionnelles à long terme (p. 1408) ; gage de l'amendement n° 128 de M. Charles Revet ; augmentation du taux d'imposition des plus-values à long terme les plus récentes freinant considérablement la mobilité du capital ; mécanisme d'érosion monétaire appliqué au régime des plus-values professionnelles risquant de créer de graves distorsions d'imposition entre les artisans et les commerçants ayant acheté leur fonds de commerce et ceux qui l'ont créé (p. 1409) ; opportunité du maintien du seuil de l'application du régime du bénéfice réel à 500 000 francs ; amélioration des relations entre le fisc et les contribuables (p. 1410) ; installation récente de la commission Aicardi ; existence d'un régime spécial de T.V.A. sur la presse se justifiant par la nécessité de favoriser la libre expression des opinions (p. 1411) ; ses observations (p. 1412) ; **article 13** : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et réduction des prélèvements obligatoires ; réduction généralisée de 50 à 45 % du taux de l'impôt sur les sociétés ; seuil retenu n'étant pas nécessairement significatif de l'existence d'une grande fortune ; discrimination selon la composition des patrimoines (p. 1414).

Commission mixte paritaire, discussion générale : modifications apportées par le Sénat au texte voté pas l'Assemblée nationale ; actualisation des valeurs locatives ; caractère exceptionnel du prélèvement sur la C.A.E.C.L. ; majoration de 150 millions de francs des crédits en faveur de la Nouvelle-Calédonie ; réduction du délai de reprise en cas de vérification fiscale ; délai dont les contribuables disposent en cas de vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble pour produire leurs relevés de compte ; création du compte d'affectation des produits de la privatisations ; base des impôts directs locaux en 1987 ; montant du coefficient déflateur [24 juin 1986] (p. 2398) ; ses observations (p. 2401).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion : rapatriement des capitaux investis dans les biens immobiliers à l'étranger [30 mai 1986] (p. 1519).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : en qualité de député : contraste entre les débats actuels et les débats de décembre 1983 [10 juin 1986] (p. 2051) ; loi de 1984 renouant avec la tradition autoritaire ; principe de liberté ayant toujours conduit à ne pas dissocier la liberté d'informer de la liberté des moyens d'information ; conseille à M. Schreiner de « se faire oublier » ; menace les parlementaires socialistes de leur « remonter les bretelles » (p. 2052) ; compare la loi de 1984 à une « loi hara-kiri », bête dans son inspiration et méchante dans ses conséquences ; modalités d'élaboration de la loi de 1984 ; décision du Conseil constitutionnel ; son hommage à l'équipe rédactionnelle du « Matin de Paris » ayant démissionné pour protester contre le « parachutage » de M. Max Gallo ; concession de la cinquième chaîne ; rappelle comment « le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication allait nuitamment, vêtu d'un imperméable couleur de muraille, porter un projet de convention au siège d'une compagnie maritime » (p. 2053) ; concession de la cinquième chaîne étant à la limite de la forfaiture et de la Haute-cour ; concertation dont a fait l'objet la proposition de loi ; règles régissant la presse étant obscurcies par la superposition de la loi de 1984 et de l'ordonnance de 1944 ; tribunaux étant désormais seuls compétents pour sanctionner les violations de la loi ; champ d'application du régime juridique de la presse ; limitation à 30 % de la diffusion de l'ensemble des quotidiens ayant le même contenu rédactionnel ; respect de la concurrence devant se concilier avec l'émergence de groupes multi-médias ; nécessité de reconsidérer la répartition des aides publiques à la presse (p. 2054) ; situation de l'imprimerie ; motifs du vote positif du groupe R.P.R. (p. 2055) ; **son rappel au règlement** : déroulement des travaux de la commission pendant le débat sur la presse de 1983 [12 juin 1986] (p. 2146).

— Projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297).

Première lecture, discussion générale : obstruction de l'opposition en séance publique pour l'adoption du projet de loi d'habilitation ; respect des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel ; refus du Président de la République de signer le projet d'ordonnance sur les privatisations ; régularisations des cessions d'actif du secteur public au secteur privé depuis 1981 [24 juillet 1986] (p. 3809-3810).

Commission mixte paritaire, discussion générale : notion d'indépendance nationale ; élargissement des modalités financières de la privatisation ; évaluation et fixation des prix des entreprises [31 juillet 1986] (p. 3962) ; procédure de réalisation des privatisations ; protection des intérêts nationaux ; régime de l'action spécifique ; agrément du ministre de l'économie pour les participations d'investisseurs étrangers au-delà de 5 % de capital ; développement de l'actionnariat (p. 3963).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (n° 259).

Première lecture, discussion générale : préservation des principes de la protection sociale ; évolution des comptes sociaux depuis 1945 [24 juillet 1986] (p. 3815) ; discordance des facteurs d'évolution des recettes et des dépenses ; manque à gagner résultant du chômage ; accroissement des difficultés de financement du régime vieillesse pour masquer l'accroissement du chômage ; caractère apparent du solde positif des comptes sociaux de l'année 1985 (p. 3816) ; relèvement de la cotisation applicable au titre du régime vieillesse ; contribution de solidarité sur les revenus ; mise en place d'une commission d'évaluation et de sauvegarde de l'assurance vieillesse ; recul de l'âge d'ouverture des droits de pension en Suède, aux Etats-Unis et au Japon ; utilisation de l'épargne pour obtenir des compléments de retraite (p. 3817) ; sa suggestion de déduire du revenu imposable l'épargne longue investie dans le développement de l'économie nationale ; création des plans d'épargne-retraite pour l'emploi (p. 3818) ; différence de logique entre l'évolution des recettes et des dépenses des régimes de sécurité sociale (p. 3850).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son opposition au critère du rapport entre la masse salariale et la valeur ajoutée pour déterminer les cotisations sociales [25 juillet 1986] (p. 3867) ; élargissement des compétences de la commission des comptes de la sécurité sociale (p. 3868) ; taux de recouvrement des cotisations du régime de sécurité sociale (p. 3869) ; **article 1er** : nécessité de dégager des ressources pour la C.N.A.V. (p. 3871-3872) ; application du prélèvement de 0,4 % aux retraites (p. 3873) ; caractère provisoire de la contribution de 0,4 % ; affectation du produit de cette contribution à la C.N.A.V. ; sa lecture du manuel de droit budgétaire de MM. Jean-Claude Martinez et Pierre Di Malta sur le principe de non affectation (p. 3875) ; **après l'article 2** : I.G.F. ; **article 3** : impossibilité de soumettre les profits immobiliers de 1985 à la contribution de 0,4 % (p. 3877) ; reconduction au taux de 1 % de la contribution instituée en 1984 pour le produit des placements à revenus fixes soumis à prélèvement libératoire ; **après l'article 3** : précise qu'il a à sa disposition « 242 citations de membres de l'opposition » (p. 3878) ; utilisation de la contribution de 0,4 % pour combler les besoins financiers de la C.N.A.V. ; **article 6** : nombre de contribuables exonérés de la contribution de 0,4 % (p. 3879) ; son amendement n° 4 (visant à insérer dans le troisième alinéa de cet article après le mot ; « chaque », le mot : « enfant ») ; doublement de la majoration de décote pour tout enfant invalide ; adopté (p. 3880) ; **article 8** : défaut des amendements n° 19 de M. Michel Pelchat et n° 26 et n° 27 de M. Guy Bêche (p. 3882) ; **article 9** : ses observations (p. 3898) ; impossibilité de prendre en compte les indemnités et primes des fonctionnaires dans l'assiette des cotisations vieillesse (p. 3899) ; **après l'article 9** : établissement « de la feuille de paie-vérité » ; suppression de la retenue à la source pour le versement des cotisations sociales (p. 3902) ; ses observations sur l'amendement n° 45 de M. Bernard-Claude Savy (p. 3907).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication (n° 299).

Première lecture, discussion générale : en qualité de député : préjudice causé par la S.F.P. à la production française [5 août 1986] (p. 4053-4054) ; ses observations sur les propos de M. Roland Dumas ; redressement engagé par le Gouvernement ; échec de la politique menée de 1981 à 1986 ; augmentation du chômage ; augmentation de la dette publique ; situation financière de la sécurité sociale ; baisse du pouvoir d'achat et baisse de l'épargne depuis 1981 ; déclin des libertés ; politique sociale ; suppression du contrôle des changes ; plan pour l'emploi des jeunes [8 août 1986] (p. 4159-4160) ; restauration de la confiance par le Gouvernement et rentrée de capitaux ; échec de la gauche dans le domaine de la sécurité ; affaire de Fontenay-sous-Bois ; son affirmation : « Vive Pasqua, vive Pandraud ! » ; lutte contre le terrorisme ; complaisance des médias à l'égard de l'idéologie de gauche (p. 4161) ; mise en cause de la gestion de T.F. 1 par M. Hervé Bourges ; désinformation faite par certains journalistes ; exemple de la conférence de presse de M. Jacques Chirac (p. 4162).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : état de l'économie française au lendemain du 16 mars 1986 ; nécessité d'un effort prolongé pour le redressement ; reprise mondiale ; désinflation ; réduction du prix du pétrole ; baisse du dollar ; excédents commerciaux japonais et allemands ; stagnation des pays sous-développés [14 octobre 1986] (p. 4689) ; relance néfaste en 1981-1982 ; déclarations de M. Laurent Fabius à l'Assemblée le 27 octobre 1981 ; écart de chômage entre la France et les sept principaux pays de l'O.C.D.E. ; chômage des jeunes ; fragilité du commerce extérieur (p. 4690) ; chute de l'autofinancement et faiblesse de l'investissement ; aggravation des charges des entreprises ; politique du Gouvernement affirmant la liberté des changes, des prix et de la gestion des effectifs ; bilan depuis le changement de Gouvernement ; abandon définitif de l'encadrement du crédit ; prudence de la politique salariale ; choix de ne pas procéder à une aide directe ponctuelle et massive à l'investissement mais au renforcement des fonds propres des entreprises ; dispositif d'épargne-retraite (p. 4691) ; diminution de la charge fiscale des ménages ; mesures de réduction de l'impôt sur le revenu ; diminution de l'impôt sur les sociétés et des charges fiscales des entreprises ; allégement de la taxe professionnelle ; taxe sur les frais généraux ; fiscalité sur le fioul lourd et le gaz naturel ; stabilisation des prélèvements obligatoires en 1987 ; maîtrise des prélèvements des collectivités locales et de la sécurité sociale ; produits de la privatisation permettant la prise en charge de dépenses d'indemnisation des nationalisations et des dotations en capital aux entreprises publiques par un compte spécial du Trésor ; rebudgétisations dans un souci d'orthodoxie budgétaire ; alourdissement de la charge de la dette ; effort d'économie ; augmentation des dépenses militaires (p. 4692) ; diminution des aides à l'industrie ; rationalisation de l'appareil administratif par l'allégement des structures (rapport Belin-Gisserot) et par l'adaptation des effectifs ; suppression de 4 300 postes en 1986 après un accroissement de 127 000 entre 1981 et 1984 ; suppressions et créations d'emplois dans le projet de loi de finances pour 1987 ; réduction du déficit (p. 4693) ; études de Laffer [15 octobre 1986] (p. 4739).

Discussion des articles : **article 1er** : nécessité de fournir au Parlement les moyens d'exercer son contrôle [15 octobre 1986] (p. 4790) ; **article 2** : généralisation de la décote à l'ensemble des contribuables ; élargissement du nombre de parts du quotient familial pour les familles nombreuses ; prétend que le groupe socialiste veut exonérer de l'impôt des gens n'étant pas même imposés (p. 4796) ; caractère idéologique de la démarche de M. Jean-Claude Martinez (p. 4798) ; caractère inflationniste d'un relèvement de la T.V.A. (p. 4799) ; rappelle que les 2/3 des contribuables bénéficiaires des frais de garde ont un revenu compris entre 70 000 et 150 000 F (p. 4800) ; abaissement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ayant pour but de diminuer une ponction fiscale excessive (p. 4801) ; plafonnement du quotient familial pénalisant prioritairement les contribuables chargés de famille ; mode de calcul du quotient familial conférant un avantage croissant avec le revenu ; élargissement du bénéfice de la déduction « frais de garde » (p. 4802) ; limitation de la réduction résultant du quotient familial à

13 770 F pour les deux demi-parts additionnelles correspondant au premier enfant (p. 4803) ; caractère répétitif des amendements de M. Christian Pierret (p. 4804) ; ses observations sur l'amendement n° 78 de M. Paul Mercieca tendant à alléger l'impôt sur le revenu d'un certain nombre de contribuables modestes dont la situation matérielle s'est fortement dégradée par la survenance d'un événement grave [16 octobre 1986] (p. 4820) ; inégalités de traitement entre couples mariés et non mariés ; allégement de l'imposition des familles nombreuses ; relèvement de la déduction pour frais de garde (p. 4821) ; **après l'article 2** : inopportunité de la réouverture du débat sur l'I.G.F. (p. 4822) ; utilité de l'avoir fiscal pour la capitalisation des entreprises (p. 4823) ; maintien du système du prélèvement libératoire (p. 4824) ; inopportunité d'un dégrèvement uniforme sur la taxe d'habitation pour les contribuables modestes (p. 4825) ; rémunération des comptes courants d'associés ; existence de la déduction forfaitaire de 10 % sur les pensions et retraites ôtant une grande part de la justification à l'abattement sur les primes de départ à la retraite (p. 4826) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jacques Roger Machart ; exprime son étonnement face à ce rappel au règlement d'un ancien vice-président de l'Assemblée nationale (p. 4827) ; **avant l'article 3** : régime fiscal des plus-values immobilière à court terme (p. 4828) ; **article 3** : distorsion entre les communes, engendrée par le gel des bases d'impositions de la taxe professionnelle à leur valeur prise en compte pour le calcul de l'imposition en 1987 (p. 4830) ; cotisation de la taxe professionnelle croissant plus vite que le P.I.B. (p. 4855) ; inopportunité de la suppression de la taxe professionnelle par transfert sur la T.V.A. (p. 4856-4857) ; inopportunité d'une réduction sélective de la taxe professionnelle ; dispositif de réduction des cotisations par rapport à la valeur ajoutée ; nécessité d'éviter un acroissement trop fort des charges de compensation de l'Etat (p. 4858-4859) ; inconvénient de l'abaissement des cotisations de la taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée ; maintien des règles relatives à la période de référence pour le calcul des cotisations (p. 4861) ; son amendement n° 30 (précisant que la base retenue pour le calcul de la réduction prévue au nouvel article 1465 *a-bis* du code général des impôts s'entend avec application de la réduction accordée l'année précédente au titre de ce même article) ; non application du mécanisme de réduction des bases en cas de création d'établissements aux créations issues d'un simple transfert de base d'imposition d'un établissement à un autre ; adopté ; (p. 4862) ; son amendement n° 31 (précisant que le mécanisme de réduction des bases en cas de création d'établissements ne s'appliquera ni aux impositions établies au titre des années antérieures à 1988, ni aux cas ou la création résulte d'un simple transfert de base d'imposition d'un établissement à l'autre) ; adopté (p. 4863) ; nécessité de neutraliser l'effet de taux pour maîtriser la charge de la taxe professionnelle ; son amendement n° 32 (tendant à supprimer dans cet article la mention du montant de la dotation versée par l'Etat au fonds national de péréquation de la taxe professionnelle en 1987) : adopté ; (p. 4864) ; **après l'article 3** : prélèvement du budget de l'Etat sur le C.A.E.C.L. (p. 4865) ; **article 4** : ses observations sur l'amendement n° 280 de M. Georges Tranchant tendant à limiter les effets du phénomène de cliquet en cas de baisse de la masse salariale (p. 4869) ; nature de la provision pour congés payés (p. 4870) ; **après l'article 4** : déduction des cotisations d'assurance sociale volontaire (p. 4871) ; **article 5** : suppression progressive de la taxe sur certains frais généraux (p. 4873) ; liste des congrès ouvrant droit à une déductibilité par rapport à la taxe sur certains frais généraux (p. 4874) ; notion de frais généraux ; ses observations sur « les frais généraux des municipalités communistes préparant la fête de l'humanité » (p. 4876) ; son amendement n° 33 (tendant à ramener le taux de la taxe sur certains frais généraux à 15 % pour 1987) ; (p. 4877) ; adopté (p. 4878) ; **après l'article 5** : maintien du plafond d'amortissement pour les voitures particulières ; barème d'application de la taxe sur les salaires (p. 4878) ; réduction uniforme des taux de l'impôt des sociétés sur l'ensemble des bénéfices (p. 4879-4880) ; ses observations (p. 4881) : **article 6** : incitation fiscale à l'implantation commerciale d'entreprises françaises à l'étranger (p. 4906) ; **article 7** : son amendement n° 34 (tendant à diminuer la T.I.P.P. sur le fioul lourd et la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel) (p. 4907) ; adopté après modification (p. 4908) ; répercussion de la taxe sur le gaz naturel sur les utilisateurs assujettis (p. 4909) ; **après l'article 7** : impossibilité de déduire la T.V.A. sur les gains de course payée par les entraîneurs pour leurs chevaux (p. 4910) ; **article 8** : rôle des centres de gestions et associations agréées dans la connaissance des revenus des professions indépendantes (p. 4911) ; inopportunité de l'instauration de limites particulières pour l'abattement de 20 % pour les médecins conventionnés ; inopportunité d'une limitation de l'octroi des abattements accordés aux adhérents des centres et associations de gestion agréées aux seuls contribuables dont le chiffre d'affaire n'excède pas un certain plafond (p. 4912) ; **article 9** : allégement des droits sur les cessions de fonds de commerce et les conventions assimilées (p. 4913-4914) ; modulation des droits d'enregistrement pour les P.M.E. en cas de cession de fonds de commerce ; problème des cessions de fonds en milieu rural (p. 4915) ; **après l'article 9** : suppression des agréments prévus à l'article 209 *sexies* du code général des impôts pour les groupes ; possibilité de supprimer cet agrément pour les sociétés françaises dont 98 % au moins du capital est détenu directement ou indirectement par une société française (p. 4916) ; son amendement n° 35 (tendant à exonérer de l'imposition forfaitaire annuelle les sociétés mises en liquidation) : adopté (p. 4917) ; ses observations sur l'amendement n° 179 de M. Charles Revet (p. 4918) ; **article 10** : ses observations (p. 4920) ; **après l'article 10** : inopportunité de l'assujettissement des produits agricoles à un taux de T.V.A. de 7 % (p. 4922) ; application des modalités d'imposition simplifiées des agriculteurs soumis au forfait aux bénéfices des opérations commerciales annexes et notamment aux activités de tourisme à la ferme (p. 4923) ; **article 11** : extension aux G.A.E.C. du régime transitoire [17 octobre 1986] (p. 4934) ; coût de certains centres de gestion et d'associations agréés ; absence d'obligation comptable pour les exploitants agricoles membres d'un G.A.E.C. ; formation des agriculteurs ; non application aux agriculteurs placés dans le régime de transition des conséquences favorables résultant de l'adhésion à un centre ou une association de gestion agréée (p. 4935) ; mise en œuvre du régime de transition ne s'appliquant qu'à partir des revenus de 1987 (p. 4936) ; possibilité de sortir du régime d'imposition au réel (p. 4937) ; **article 12** : souligne l'intérêt de la possibilité de créer une provision en franchise d'impôt égale à 10 % du résultat de l'exploitation agricole ; risque d'investissement artificiel et de report d'imposition non justifié (p. 4938) ; originalité de la technique fiscale proposée dans l'amendement n° 195 de M. Christian Pierret (p. 4939) ; ses observations (p. 4940) ; **article 13** : mécanisme de la moyenne triennale supposant une certaine stabilité des modalités d'imposition du bénéfice (p. 4941) ; intérêt de s'en tenir aux stocks à rotation lente ; inopportunité de prévoir une indexation (p. 4942) ; inopportunité d'adoucir la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu en retenant le taux moyen ; **après l'article 13** : importance attachée par la commission des finances au renforcement des crédits et des moyens matériels dévolus à la société nationale de sauvetage en mer (p. 4943) ; **article 14** : réaction des agents économiques à l'annonce des incitations fiscales (p. 4947) ; **article 14** : débat sur l'opportunité de reconduire les réductions d'impôt pour les économies d'énergie (p. 4948) ; inopportunité de limiter un éventuel reversement de la T.V.A. aux organismes publics d'H.L.M. (p. 4949) ; évaluation des conséquences de la réduction du 1 % patronal ; situation difficile du secteur du bâtiment (p. 4950) ; situation des catégories intermédiaires qui ont des revenus trop élevés pour bénéficier des logements aidés et trop faibles pour accéder à la propriété (p. 4951) ; caractère indispensable de l'augmentation du taux de la réduction forfaitaire liée à des investissements locatifs (p. 4952) ; inopportunité de limiter la liberté contractuelle du bailleur et du preneur plus que ne le fait la législation sur les loyers de droit commun (p. 4953) ; logique du groupe communiste ; nécessité d'une politique ouverte et rigoureuse de l'habitat social ; **après l'article 14** : accentuation de l'incitation fiscale à la construction neuve (p. 4954) ; **article 15** : ses observations (p. 4955-4956) : **après l'article 15** : rapport de la taxe annuelle de 3 % sur les immeubles détenus par des personnes morales ayant leur siège social hors de France ; conditions dans lesquelles cette taxe s'applique aux sociétés ayant leur siège en Suisse (p. 4970) ; plafond de la réfaction applicable aux recettes brutes des propriétaires de locaux meublés placés sur le régime du forfait (p. 4971) ; **avant l'article 16** : ses observations (p. 4972) ; **article 16** : mise en place par le Gouvernement d'un groupe de travail chargé de réfléchir à

l'ensemble de la fiscalité sur le capital ; amendement n° 247 de M. Gilles de Robien instituant un régime plus favorable aux biens non professionnels qu'aux biens professionnels (p. 4976) ; inopportunité de bouleverser la structure de la fiscalité des mutations à titre gratuit (p. 4977) ; son amendement n° 36 (application des dispositions de cet article aux donations-partages consenties par acte passé à compter du 1er décembre 1986) : adopté ; rappelle que la limite d'âge de 75 ans retenue a pour objet d'empêcher l'évasion fiscale pouvant résulter de l'usage de la procédure de donation-partage au-delà d'un certain âge (p. 4978) ; rappelle l'intention du Gouvernement de mettre en place un groupe de travail sur l'imposition du patrimoine (p. 4979) ; **après l'article 16** : ses observations (p. 4980) ; **article 17** : suppression du régime de vente restreinte du tabac (p. 4981) ; **article 19** : accroissement de l'assiette d'imposition des plus-values sur les valeurs mobilières ; nécessité d'éviter la perte fiscale résultant de l'appréciation forfaitaire des frais d'acquisition des valeurs mobilières (p. 4982) ; **après l'article 19** : effort particulier dont les départements et territoires d'outre-mer font l'objet dans le projet de loi de finances (p. 4983) ; **article 20** : vétusté des appareils automatiques ayant conduit le Gouvernement à accorder un délai de six mois aux constructeurs pour la mise en place d'un compteur de recettes (p. 4985) ; **après l'article 2** : (amendements précédemment réservés) : amendement du Gouvernement ne faisant pas de distinction selon le type d'activité des œuvres d'intérêt général bénéficiant de la déduction d'impôt régie par l'article 238 *bis* du code général des impôts ; amendement favorisant les contribuables aux revenus modestes (p. 4987) ; **article 23** : nécessaire modernisation des équipements des entreprises de presse (p. 4994) ; ses observations (p. 4995) ; **après l'article 23** : notion d'investissement populaire dans la presse (p. 4996) ; **article 24** : inopportunité d'augmenter trop sensiblement la taxe unique applicable aux établissements classés et de la réduire pour les artisans et entreprises inscrits au répertoire des métiers ; augmentation du coût qu'imposent à la collectivité les contrôles approfondis et périodiques exercés dans les établissements les plus dangereux (p. 4998) ; **après l'article 24** : exonération de la taxe de navigation et de francisation sur les navires de plaisance de moins de trois tonneaux (p. 4999) ; **après l'article 27** : difficultés des collectivités locales ayant souscrit des emprunts à des taux élevés pendant les années d'inflation ; mesures prises par la C.A.E.C.L. afin d'annuler la dette des collectivités les plus frappées par ce phénomène grâce à l'allongement de la durée des remboursements des prêts les plus chers (p. 5001) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Goux : affirme qu'il est en mesure d'expliciter le contenu de l'amendement n° 286 du Gouvernement précédemment réservé (p. 5014) ; **article 28** : situation financière des syndicats d'agglomérations ; annonce par le Gouvernement d'une réflexion sur la réforme de la dotation globale de fonctionnement (p. 5019) ; ses observations (p. 5020) ; **après l'article 24** : fixation du plafond de la cotisation forfaitaire dont le produit doit permettre de financer des opérations de contrôle du ressort de la C.N.C.L. ; institution de diverses redevances et taxes au profit du budget général dont sont redevables les utilisateurs d'installations de télécommunications à usage privé (p. 5021) ; **après l'article 31** : ses observations (p. 5024).

Seconde délibération : **article 4** : ses observations (p. 5043) ; **article 5** : ses observations (p. 5044).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* **article 70** : son amendement n° 15 (tendant à la fin de cet article à substituer à la somme 398 francs la somme de 400 francs) [21 octobre 1987] (p. 5101) ; devenu sans objet (p. 5102).

Education nationale. I — Enseignement scolaire. — *Discussion générale :* **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe concernant le rapport de M. Jean-Claude Martinez ; adresse ses excuses au groupe socialiste pour certains termes du rapport ; attribution de rapports budgétaires à l'opposition depuis 1973 ; demande au président d'enlever la parole à M. Jean-Claude Martinez si celui-ci s'exprime à la tribune comme dans le document dont il est l'auteur [3 novembre 1986] (p. 5696) ; rapporteur spécial devant rendre compte de l'avis de la commission (p. 5697).

Economie, finances et privatisation. I — Charges communes. Compte spéciaux du Trésor. Taxes parafiscales. Rapatriés. — *Examen des crédits :* **après l'article 73 : ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Cointat [13 novembre 1986] (p. 6222).

Taxes parafiscales : article 51 et état E : suppression de la taxe parafiscale assurant le financement de l'association Promoca (p. 6237).

Articles additionnels et articles non rattachés, article 52 et état F : ses observations [14 novembre 1986] (p. 6327) ; **article 57** : renforcement des garanties des contribuables en matière de perquisition (p. 6334) ; son amendement n° 156 (tendant à modifier le dispositif relatif aux garanties des contribuables en cas de perquisition) (p. 6345) ; dénonciations anonymes ne pouvant constituer un motif suffisamment concret pour permettre au juge de délivrer une ordonnance de perquisition ; abrogation du droit de suite prévu à l'article L. 44 du L.P.F. (p. 6346) ; adopté au scrutin public (p. 6347) ; impossibilité pour les tribunaux de relaxer les contrevenants pour défaut d'intention ; ses observations sur l'amendement n° 10 de M. Georges Tranchant (p. 6348) ; son amendement n° 157 (abrogation des articles L. 39 à L. 44 du livre des procédures fiscales et remplacement des dispositions de l'article L. 36 de ce même livre) (p. 6349) ; opportunité de l'abrogation de l'article L. 44 du livre des procédures fiscales ; sa proposition visant à remplacer les dispositions existantes en matière de droit de visite et de suite ; garanties des contribuables en matière de perquisition (p. 6350) ; problème des dénonciations anonymes ; cas de celles concernant les trafiquants de drogue ou les affaires d'alcool ; information du juge sur le suivi de l'affaire ; ses observations sur un tract distribué dans le Val de Marne le traitant de « complice des marxistes » pour ses observations à l'adresse de M. Jean-Claude Martinez lors de l'examen du budget de l'éducation nationale (p. 6351) ; adopté au scrutin public (p. 6352) ; **article 58** : suppression de la procédure de rectification d'office ; généralisation de la mise en demeure ; élargissement des droits du contribuable devant le juge administratif et possibilité de présenter des conclusions nouvelles après l'expiration du délai de recours ; modification de l'autorité compétente pour infliger les pénalités en cas de mauvaise foi ; modification des règles relatives au sursis de paiement (p. 6353) ; assouplissement des règles relatives à la consignation préalable à l'action en référé ; règles relatives à la charge de la preuve en cas de redressement pour insuffisance de prix (p. 6354) ; ses observations (p. 6358) ; ses observations sur l'amendement n° 265 de M. Jean-Claude Martinez (p. 6359-6360) ; affaire Bouchon ; délai offert au contribuable pour intenter une action devant le juge des référés ; régime de la conciliation préalable (p. 6361) ; ses observations sur l'amendement n° 249 de M. Christian Goux (p. 6362) ; versement des sommes à titre de garantie ne pouvant intervenir qu'à l'expiration du délai ouvert aux contribuables pour faire opposition ; avis à tiers-détenteur ; problème des locations fictives de fonds de commerce (p. 6363) ; contrainte par corps étant toujours décidée par l'autorité judiciaire ; ses observations sur une certaine justice de classe qui a chassé le col blanc, le petit industriel ou le petit artisan (p. 6364) ; ses observations (p. 6365) ; **article 59** : réforme des conditions d'application de la procédure de taxation sur les éléments du train de vie et suppression de la taxation d'après les dépenses ostensibles ou notoires ; possibilité de supprimer la déclaration annuelle de certains éléments du train de vie (p. 6366) ; ses observations (p. 6368) ; suppression du système complexe des majorations prévues par le texte en vigueur de l'article 168 ne favorisant pas les titulaires des revenus les plus élevés ; valeur attribuée aux éléments du train de vie ; son amendement n° 158 (rédactionnel) : adopté (p. 6369) ; absence de justification au maintien du golf parmi les éléments d'appréciation du train de vie (p. 6370) ; procédure de la taxation d'après les dépenses ostensibles et notoires étant dérogatoire aux libertés publiques (p. 6371) ; son amendement n° 159 (tendant à abroger l'article 171 du code général des impôts) : adopté au scrutin public (p. 6371) ; **après l'article 59** : inopportunité d'étendre le régime d'évaluation administrative pour les professions indépendantes ; inopportunité d'une séparation obligatoire entre les comptes bancaires personnels et les comptes professionnels (p. 6372) ; mesures fiscales en faveur des médecins conventionnés (p. 6373) ; **avant l'article 60** : ses observations sur l'amendement n° 253 de

M. Christian Pierret relatif aux aides fiscales à la création d'entreprise ; son amendement n° 160 (tendant à ramener de dix à cinq ans la durée du remboursement par le Trésor de la créance relevant du report en arrière des pertes des entreprises) (p. 6374) ; adopté après rectification et reprise par le Gouvernement (p. 6375) ; transmission d'entreprises ; mise en place d'un groupe de travail sur l'imposition du patrimoine (p. 6398) ; triplement depuis 1984 de l'abattement pour les transmissions de parts d'action de sociétés aux salariés (p. 6399) ; **article 60** : déduction du revenu net global au titre des parts liées au capital risque (p. 6400) ; son amendement n° 161 (tendant à exclure du bénéfice des dispositions de cet article les membres des sociétés créées exclusivement pour gérer une indivision successorale) : adopté (p. 6401) ; **après l'article 60** : ses observations sur l'amendement n° 271 de M. Christian Pierret ; problème des bulletins municipaux officiels n'ayant pas le numéro de la commission mixte paritaire (p. 6402) ; difficulté de définition de la notion d'information politique et générale et problème de l'article 39 *bis* au C.G.I. ; inopportunité d'une déductibilité des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de parts dans des cliniques ayant la forme de S.A.R.L. ou de S.A. (p. 6403) ; **article 62** : extension du champ d'intervention des Sofergies au financement par crédit-bail d'ouvrages d'équipement des collectivités locales ; précise que la commission n'avait pas adopté cet article mais que de nouvelles informations le conduisent à estimer qu'exceptionnellement l'Assemblée pourrait ne pas suivre l'avis de la commission des finances (p. 6404) ; son amendement n° 162 (de suppression) ; propos de M. Michel d'Ornano sur la limitation dans le temps des avantages liés aux économies d'énergie (p. 6405) ; rejeté ; extension de la compétence des Sofergies au financement des équipements réalisés par les établissements nationaux, industriels ou commerciaux (p. 6406) ; **article 63** : son amendement n° 163 (tendant à substituer dans le premier alinéa de cet article aux mots « s'agissant de la Corse l'assemblée régionale », les mots « pour la région de Corse, l'Assemblée de Corse ») ; adopté (p. 6409) ; son amendement n° 164 (rédactionnel) : adopté ; **après l'article 63** : ses observations sur l'amendement n° 300 de M. Etienne Pinte (p. 6410) ; son amendement n° 165 (tendant à permettre aux personnes qui achètent des locaux situés dans des résidences de tourisme classées d'être remboursées de la T.V.A. dans des conditions de droit commun) (p. 6411) ; adopté après modification ; calcul de la puissance administrative des véhicules (p. 6412) ; situation de la S.E.I.T.A. (p. 6413) ; difficulté de la situation financière des villes nouvelles ; problème de l'éligibilité des syndicats d'agglomérations nouvelles à la D.G.F. ; ses observations sur l'amendement n° 258 de M. Christian Pierret (p. 6414) ; récupération de la T.V.A. par les collectivités locales ; opportunité de laisser la région voter des taux d'imposition plutôt que des produits (p. 6415) ; possibilité de résoudre le problème de trésorerie auquel devront faire face les contribuables des communes voisines par l'octroi de délais de paiement ; délai de reprise de l'administration fiscale (p. 6416) ; ses observations (p. 6417) ; **après l'article 65** : problème de l'actualisation des valeurs locatives pour les impositions sur le foncier non bâti (p. 6418) ; **après l'article 73** : problème de la renégociation des prêts au logement en période de désinflation (p. 6419) ; problème des subventions versées aux associations ; difficultés rencontrées par les rapporteurs spéciaux de l'opposition ; inopportunité d'une délégation parlementaire (p. 6420).

Articles de récapitulation : article 33 : modifications apportées à la nomenclature budgétaire (p. 6420) ; réforme plus importante étant en cours d'élaboration ; association du Parlement à sa mise en œuvre (p. 6421).

Seconde délibération du projet de loi : moyens de la société nationale de sauvetage en mer (p. 6423) ; aide aux régions sinistrées par les incendies du massif forestier méditerranéen ; participation de l'Etat aux actions en faveur de l'apprentissage mises en œuvre par les régions ; moyens en faveur de l'environnement ; fonds d'encouragement aux métiers d'art (p. 6424) ; **article 34 et état B, titre IV** : revalorisation des rentes mutualistes des anciens combattants (p. 6426).

Commission mixte paritaire, discussion générale : déduction de la T.V.A. du service des télécommunications ; déduction des bénéfices imposables en faveur des exploitants agricoles ; aide aux personnes réalisant un investissement direct par acquisition ou construction d'un logement locatif neuf ; aménagement des méthodes forfaitaires d'imposition à l'impôt sur le revenu [16 décembre 1986] (p. 7659) ; procédure de taxation d'office d'après les dépenses obstensibles ou notoires ; aménagement du régime fiscal des sociétés mères ; recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires ; identification des crédits relatifs à la francophonie ; nécessité d'éviter à l'avenir de multiplier les amendements au texte de la commission mixte paritaire (p. 7660).

Discussion du texte de la C.M.P. : **après l'article 16 *bis*** : possibilité pour tous les agriculteurs de bénéficier de la déduction de la T.V.A. quel que soit leur mode d'exploitation (p. 7680) ; **état B, titre III** : financement de la célébration du bicentenaire de la révolution française et la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (p. 7682) ; recrutement de personnels non titulaires par un département affectés à des tâches d'entretien et de voirie et mis à la disposition des directions départementales de l'équipement ; régularisation de la situation juridique des personnels en cause ; recensement effectué en concertation entre l'Etat et les présidents des Conseils généraux (p. 7683) ; garantie donnée aux présidents de Conseils généraux ; rémunération des prestations effectués par les agents en cause pour le compte des communes (p. 7684).

— **Son rappel au règlement** : aspect politique du débat ; sort des lycéens et étudiants ; tentative de l'opposition de récupérer une situation qui « lui échappe » et d'entraver le dialogue Gouvernement-commission-étudiants [4 décembre 1986] (p. 7098).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Première lecture, discussion générale : absence de recettes fiscales nouvelles ; plus-values fiscales ; intérêt de la distinction entre l'évolution spontanée et les autres facteurs de variation [11 décembre 1986] (p. 7465) ; clarification des relations entre le budget général et le budget annexe des P.T.T. ; recettes provenant des obligations assimilables du Trésor ; réaménagement du mode de rémunération des dotations en capital d'E.D.F.-G.D.F. ; écrêtement des transferts aux collectivités locales ; évolution des charges ; critiques de certains députés regrettant que le deuxième collectif ne modifie pas la physionomie générale du budget de 1986 ; dette publique ; abandon des obligations renouvelables du Trésor ; création de la caisse d'amortissement (p. 7466) ; plan d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse ; dépenses militaires ; maintien de l'ordre en Nouvelle-Calédonie ; recours à la procédure des fonds d'avances ; réduction du déficit budgétaire ; dispositions à caractère rétroactif ayant pour but de renforcer la doctrine parfois contestable de l'administration fiscale ; cas de l'appréciation de la valeur locative de l'outillage industriel pour la taxe professionnelle (p. 7467) ; cas de l'exonération de la taxe sur le foncier bâti ; dénonciation de la rétroactivité de la loi par la commission Aicardi (p. 7468).

Discussion des articles : **article 2 et état B** : ses observations sur la « sincérité » des orateurs de l'opposition (p. 7503) ; respect des engagements pris à l'égard de l'enseignement privé (p. 7506) ; **article 6** : relations entre le budget annexe de l'Etat et le budget annexe des P.T.T. (p. 7516) ; **article 8** : ses observations (p. 7529) ; **après l'article 9** : inopportunité de l'application de l'article 100 *bis* du code général des impôts aux rémunérations des sportifs professionnels ; notion de sportif professionnel (p. 7531) ; imposition des plus-values réalisées sur le marché à terme des marchandises ; régime fiscal applicable au M.A.T.I.F. (p. 7532) ; **article 12** : validation législative de l'interprétation de l'administration fiscale sur les exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties applicables aux logements sociaux (p. 7533) ; demande à M. Alain Juppé de prescrire aux services fiscaux de ne pas mettre en recouvrement les impositions dont la loi permettrait de demander le paiement pour les contribuables qui auraient obtenu un dégrèvement après réclamation et qui ensuite n'auraient pas été imposés (p. 7534) ; son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 7535) ; **article 16** : son amendement n° 2 (de suppression) ; possibilité pour les comptables du Trésor et de la direction générale des impôts d'engager des actions civiles se rattachant au recouvrement des créances fiscales ; se prononce en faveur de l'amendement n° 41 du Gouvernement rectifiant le dispositif initial proposé par cet article ; rejeté (p. 7539) ; **après l'article 16** : ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Jean-Paul Virapoullé

(p. 7540) ; **article 17** : ses observations (p. 7541) ; ses observations sur l'amendement n° 18 de M. Robert Le Foll ; **après l'article 17** : modalité d'exercice du droit de contrôle pour les régimes simplifiés d'imposition des entreprises ; inopportunité d'engager un débat sur le « projet Aicardi » (p. 7542) ; ses observations sur l'extension du champ d'application de l'article L. 279 du L.P.F. aux différents relatifs au droit d'enregistrement proposée par M. Georges Tranchant ; **article 18** : son amendement n° 3 (de suppression) ; coût de la mesure proposée par cet amendement (p. 7543) ; rejeté (p. 7544) ; **article 20** : assiette de la taxe spéciale d'équipement ; cas d'exonération (p. 7547) ; son amendement n° 4 (possibilité pour le Conseil général d'exonérer de la taxe spéciale d'équipement les résidences principales d'une surface inférieur à 110 m²) (p. 7548) ; adopté après modification ; son amendement n° 5 (possibilité pour le Conseil général de moduler le taux de la taxe spéciale d'équipement selon les communes) : adopté (p. 7549) ; **article 25** : dépenses de fonctionnement du service départemental des Landes de protection contre les incendies ; plafonnement de la participation des sylviculteurs (p. 7556, 7557) ; **après l'article 26** : inopportunité de l'amendement n° 8 de M. Michel Cointat ; suppression des bons de remis pour les fruits et légumes (p. 7559) ; motivation des sanctions fiscales (p. 7560) ; **article 27** : fiscalité des casinos ; crédits de lutte contre la pauvreté (p. 7561) ; **après l'article 27** : application rétroactive au 1er janvier 1985 du mécanisme d'indemnisation des victimes d'attentats terroristes (p. 7561) ; relèvement du prélèvement sur les contrats d'assurances ou de biens (p. 7562) ; dispositif d'effacement des dettes des rapatriés (p. 7563) ; attribution à la région Ile-de-France de la totalité de la redevance due par mètre carré de surface utile de plancher de bureau (p. 7564).

Commission mixte paritaire, discussion générale : crédits pour les producteurs de viande ovine et bovine ; financement du satellite T.D.F. 1 ; délai de rapatriement des avoirs irrégulièrement détenus à l'étranger ; dotation de péréquation de la taxe professionnelle pour les agglomérations nouvelles ; fonds de la formation permanente et défiscalisation des contributions [20 décembre 1986] (p. 7980) ; effort supplémentaire de défiscalisation (p. 7971).

VUIBERT (Michel)

Député des Ardennes
U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Paul Chollet destinée à assurer la continuité de la mission de service public de l'équarrissage (n° 328) [13 novembre 1986] (p. 6308).

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

W

WACHEUX (Marcel)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen des crédits :* **Etat B, titre III** : son amendement n° 97 (réduction des crédits) ; crédits affectés aux dépenses d'informatique, de bureautique et de télématique ; utilisation des crédits au profit de la restructuration des zones minières ; déclaration de M. Jacques Chirac en décembre 1974 ; intérêt des crédits consacrés aux zones minières de 1982 à 1986 [29 octobre 1986] (p. 5459) ; rejeté (p. 5460).

WAGNER (Georges-Paul)

Député des Yvelines
F.N.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir la peine de mort (n° 81) [29 mai 1986] (p. 1495).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la protection des personnes victimes de diffamation (n° 97) [29 mai 1986] (p. 1495).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Gérard Freulet (n° 252) [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. André Laignel (n° 254) [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Henri Bouvet (n° 340) [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Edouard Frédéric-Dupont, tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relaive à l'exploitation des voitures dites de « petite remise » (n° 327) [27 novembre 1986] (p. 6910).

Membre de la commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Révision de la loi Chalandon sur le terrorisme** : défection des jurés dans le procès d'Action directe [10 décembre 1986] (p. 7459) ; nécessité de créer une cour centrale spécialisée prévue dans la plate-forme du Gouvernement ; proposition de loi disposée par le Front national (p. 7460).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : présence simultanée d'un député en séance plénière et en commission [24 avril 1986] (p. 326-327).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).**

Première lecture, discussion générale : **article 4** : article 4 pérennisant une réglementation gênante et inutile ; liberté de la presse ne pouvant être valablement établie par une transparence organisée par des prescriptions relatives aux sociétés [16 juin 1986] (p. 2216) ; **article 5** : signification de la mention du nom du directeur de la publication ; inopportunité de mentionner le nom des trois principaux associés (p. 2239) ; **article 6** : lecteurs étant à même de saisir les changements d'opinion survenus dans la publication (p. 2244) ; **article 7** : intérêts étrangers dans les entreprises de presse [17 juin 1986] (p. 2255) ; maintien de l'article 7 tel qu'il a été rédigé par le Sénat ; respect des situations acquises quant aux participations étrangères dans le capital des entreprises de presse (p. 2258).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155).**

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable opposée par M. Robert Montdargent ; nécessité dans un Etat de droit d'une législation spécifique contre le terrorisme ; attitude du conseil de l'Ordre du barreau de Paris ; tendance actuelle à suspecter celui qui contrôle ; nécessaire rétablissement de la peine de mort ; nécessité de confier à une chambre spécialisée de la Cour de Paris la mission exclusive de juger les actes de terrorisme [24 juin 1986] (p. 2431) ; nécessaire modification de l'article 24 de la loi du 1881 sur la presse réprimant les provocations à certains crimes ou délits ou leur apologie (p. 2432).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : règlement de juges supposant que deux juges d'instruction ou deux juridictions soient simultanément saisis [26 juin 1986] (p. 2512) ; **article 3** : promesses faites par le Premier ministre dans son discours d'investiture ; création d'un crime de terrorisme ; création à la Cour d'appel de Paris d'une chambre spécialisée centralisant les poursuites ; difficulté de définir un crime de terrorisme ; propositions du Front national tendant à créer une cour centrale spécialisée dans la répression des crimes de terrorisme ; compétences concurrentes des juges risquant de ralentir la procédure plus que l'accélérer (p. 2515) ; *article 700-1 du code de procédure pénale :* son amendement n° 1 (définition du terrorisme) ; nécessaire inclusion dans la loi de toutes les infractions, délits ou crimes, pouvant entrer en relation avec des faits de terrorisme ; attroupements armés ; délinquance astucieuse ; police des chemins de fer (p. 2523) ; retiré (p. 2524) ; *article 700-2 du code de procédure pénale :* règles protectrices des mineurs devant être appliquées en matière de terrorisme (p. 2526) ; **article 3** : *article 700-7 du code de procédure pénale :* création d'une « cour centrale » statuant sur la compétence des juges en matière d'instruction (p. 2543) ; *article 700-10 du code de procédure pénale :* perquisitions et saisies de pièces à conviction (p. 2548) ; *article 700-10 du code de procédure pénale :* indépendance des magistrats ; Cour d'assises sans jury populaire (p. 2550) ; **après l'article 3** : son amendement n° 3 (inclusion dans les articles 435 et 437 du code pénal des infractions ayant pour résultat la destruction d'une centrale nucléaire, d'un réservoir d'eau ou d'un dépôt de vivres public) ; ses observations ; retiré ; son amendement n° 4 (détournement d'un aéronef ou d'un navire) (p. 2553) ; ses observations ; amendement n° 4 : satisfait (p. 2554) ; **article 5** : son amendement n° 5 (tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots « deux ans », les mots « cinq ans ») ; durée minimum de l'interdiction de séjour [27 juin 1986] (p. 2597) ; caractère criminel des faits incriminés ; rejeté au scrutin public (p. 2598) ; **après l'article 7** : son amendement n° 6 (provocation à l'une des infractions entrant dans les prévisions de l'article 700-1 du code de procédure pénale) (p. 2613) ; son amendement n° 7 (apologie des crimes et délits entrant dans les prévisions de l'article 700-1 du code de procédure pénale) : nécessité d'inclure dans la loi de 1881 de nouveaux cas de provocation et d'apologie ; médiatisation du terrorisme ; nécessité que les poursuites soient effectivement engagées ; retirés (p. 2614) ; ouverture de la procédure d'indemnisation (p. 2617).

Explications de vote : vote positif du groupe du Front national ; nécessité de rétablir la peine capitale ; nécessaire création d'une cour centrale spécialisée (p. 2619).

— **Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).**

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe ; détournement des motions de procédure ; procédure de comparution directe ; situation de la justice [1er juillet 1986] (p. 2731) ; solution d'une comparution directe pouvant offrir l'occasion d'une réduction du temps passé en prison ; évolution du nombre des détenus ; augmentation de la délinquance et de la criminalité ; philosophie pénale de la gauche (p. 2732) ; valeur de la famille et de l'enracinement culturel comme moyen de lutte contre la délinquance (p. 2733) ; **son rappel au règlement** : rétablissement de la peine de mort [2 juillet 1986] (p. 2768).

Discussion des articles : **article 1er** : possibilité de sanctionner les associations de malfaiteurs en se fondant sur la complicité (p. 2770) ; association de malfaiteurs se livrant au trafic de stupéfiants ; **après l'article 3** : son amendement n° 5 (visant à compléter le 3° de l'article 309 du code pénal par les mots « ou encore sur la personne d'un parlementaire, d'un conseiller régional, général ou municipal, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son mandat électif ») : retiré ; son amendement n° 6 (visant à compléter le dernier alinéa de l'article 310 du code pénal par les mots « ou encore sur la personne d'un parlementaire, d'un conseiller régional, général ou municipal, dans l'exercice de son mandat électif ») : retiré (p. 2771) ; **avant l'article 1er (suite)** : (amendements précédemment réservés) : rétablissement de la peine de mort (p. 2773) ; terrorisme ; drogue (p. 2774) ; **article 5** : distinction des notions de charges et de preuves [2 juillet 1986] (p. 2792) ; **article 7** : conditions de la peine de sûreté (p. 2803) ; substituts à la peine de mort ; sa volonté de ne pas établir de distinctions entre les victimes (p. 2804).

— **Projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215).**

Première lecture, discussion générale : semi-fidélité du projet à la loi Quilliot ; ses observations sur le droit à l'habitat ; art exceptionnel de la complication témoignée par la loi Quilliot [17 juillet 1986] (p. 3421) ; principe de la loi Quilliot étant de ne laisser aucune place à la liberté des conventions ; vertu des contrats constituant encore « une jeune convalescente » ; nécessaire retour aux dispositions du code civil (p. 3422) ; **article 1er** : exclusion des baux emphytéotiques du projet de loi (p. 3467) ; **article 2** : nullité

d'ordre public du contrat de location en cas de violation de cet article (p. 3471) ; possibilité pour le juge de soulever d'office la nullité d'ordre public (p. 3472) ; **article 3** : son amendement n° 89 (tendant à supprimer le huitième alinéa (g) de cet article) ; projet ajoutant au cas de clause résolutoire le cas de « trouble de jouissance répété causé aux autres occupants de l'immeuble » ; avantages de la clause résolutoire [18 juillet 1986] (p. 3482) ; adopté ; son amendement n° 90 (tendant à supprimer le dernier alinéa (j) de cet article) ; légitimité de l'interdiction dans un local de toute activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle ; rejeté (p. 3483) ; **article 7** : son amendement n° 503 (tendant à compléter le dernier alinéa (g) de cet article, par les mots : « ou contre les risques particuliers que fait courir l'exercice dans les locaux d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnellle ») ; nécessité que le locataire soit contraint de s'assurer contre ces risques particuliers ; rejeté (p. 3490) ; **article 11** : son amendement n° 92 : devenu sans objet (p. 3493) ; **article 13** : son amendement n° 63 (de suppression) ; réglementation de l'abandon de domicile (p. 3494) ; rejeté ; s'oppose à ce que la situation de « concubinage » entraîne des effets juridiques ; concubinage aggravant le déclin démographique du pays ; volonté des concubins de se soustraire aux conséquences juridiques pouvant résulter du mariage ; son amendement n° 64 (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « du concubin notoire ») (p. 3495) : rejeté ; retire l'amendement n° 78 de M. Jean Roussel (p. 3497) ; **article 19** : son amendement n° 94 (tendant, après les mots : « de location pour », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « la non-exécution de l'une de ses clauses ne produit effet qu'un mois après un commandement exécuté et demeuré infructueux ») ; clause résolutoire du bail pouvant jouer dans le cadre de trouble de jouissance répété causé aux autres occupants de l'immeuble ; procédure de suspension du jeu de la clause résolutoire pouvant jouer aussi bien en cas de non-paiement du loyer ou des charges qu'en cas de non-exécution de l'une des clauses du bail ; rejeté [21 juillet 1986] (p. 3544) ; conditions dans lesquelles sont délivrés les actes d'huissiers ; procédure de la demande en délai de paiement (p. 3547) ; **article 9 (précédemment réservé)** : son amendement n° 62 (précisant que le contrat de location est conclu pour une durée au moins égale à trois ans) (p. 3572) ; rejeté (p. 3573) ; **article 10 (précédemment réservé)** : son amendement n° 91 (de conséquence) (p. 3588) ; adopté (p. 3589) ; **article 12 (précédemment réservé)** : son amendement n° 93 (suppression de cet article) ; suppression de la distinction entre bailleurs personnes physiques et bailleurs personnes morales ; adopté (p. 3592) ; **article 14 (précédemment réservé)** : son amendement n° 66 (précisant que le délai de préavis applicable au congé est de trois mois) ; égalité entre le bailleur et le locataire concernant le délai de préavis ; rejeté [22 juillet 1986] (p. 3612) ; **article 25 (suite)** : son amendement n° 96 (précisant que l'obligation de mettre aux normes un logement vacant, antérieurement soumis à la loi de 1948, sera constatée à la date de conclusion du bail) : retiré (p. 3641) ; **avant l'article 35** : son amendement n° 86 (accès prioritaire des Français ressortissants des pays membres de la C.E.E. aux habitations H.L.M.) (p. 3672) ; rejeté au scrutin public (p. 3673) ; **article 43** : son amendement n° 88 (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; pouvoir des associations de locataires sur la vérification des charges (p. 3709) ; obligation du bailleur d'informer les représentants des associations sur la gestion de l'immeuble ; rejeté [23 juillet 1986] (p. 3710) ; **article 56** : *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 67 (visant à supprimer à la fin du premier du texte proposé pour cet article les mots : « qui répond à des normes d'habitabilité minimales fixées par décret en Conseil d'Etat ») : retiré ; son amendement n° 69 (visant à supprimer les six derniers alinéas du texte proposé pour cet article) (p. 3737) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 524 (suppression du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article) : retiré (p. 3738) ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 68 (accès automatique à la propriété des locataires de nationalité française logés depuis plus de cinq ans dans les logements H.L.M.) : rejeté (p. 3743) ; *après l'article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 70 (fixation du prix du logement social à son locataire par le service des domaines) : rejeté (p. 3748) ; *article L. 443-12 du code de la construction et d'habitation* : son amendement n° 71 : retiré (p. 3749) ; *article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation* : son amendement n° 72 (précisant que l'organisme d'H.L.M. assume de droit les fonctions de syndic de copropriété seulement s'il demeure propriétaire de la majorité des habitations) : retiré (p. 3751).

— **Son rappel au règlement** : recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi relatif au découpage électoral ; impossibilité pour la représentation nationale de s'exprimer [10 octobre 1986] (p. 4585, 4586).

— Motion de censure déposée, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Retour au scrutin majoritaire uninominal à deux tours [13 octobre 1986] (p. 4667) ; élimination du Front national ; rôle du Parlement ; caducité de l'habilitation et de la procédure consécutive du fait de non signature de l'ordonnance (p. 4668) ; droit du Parlement (p. 4669).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* multiplication des litiges des crimes et des délits ; délits de justice du fait de l'engorgement des tribunaux ; multiplication des recours dilatoires devant les cours d'appel ou de cassation ; équipement insuffisant et obsolète des cabinets d'instruction ; pénurie de juges ; insuffisances du budget pour répondre à la lenteur de la justice [27 octobre 1986] (p. 5356) ; vote hostile du groupe du Rassemblement national (p. 5357) ; *questions :* mouvement inflationniste propre à l'aide judiciaire ; nécessité d'un contrôle de plausibilité [27 octobre 1986] (p. 5373).

Examen des crédits : **Etat B, titre III** : son amendement n° 87 (réduction de crédits) (p. 5376) ; retiré ; son amendement n° 88 (réduction de crédits) ; aide juridiciaire ; distinction entre la recevabilité et le fondement juridique d'une part et la plausibilité d'autre part, soit un examen plus sérieux du litige à tous les degrés de juridiction ; rejeté ; ses amendements n° 89, 90 et 91 (suppression des aides de la commission nationale de l'informatique et des libertés) ; rejetés ; (p. 5377).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* diminution spectaculaire de la fécondité ; diminution du nombre des mariages ; inflation de la solitude ; majorité à dix-huit ans ayant atteint l'autorité parentale ; multiplication des drames d'enfants déchirés entre le père et la mère ; regrette la légalisation de l'avortement puis son remboursement ; législation trop favorable à l'union libre [6 novembre 1986] (p. 5904).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant adaptation du régime administratif et financier de la ville de Paris (n° 428).

Première lecture, discussion générale : défend l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen ; utilisation du terme « inadvertance » à propos de la suppression de l'article 9 du décret-loi de 1939 sur le régime spécial de contrôle des crédits de fonctionnement du conseil municipal de Paris ; caractère inconstitutionnel du texte étant révélé par les amendements proposés par la commission des lois ; création d'un contrôle *a posteriori* et d'une commission de vérification où les partis politiques sont représentés ; droit d'évocation de la Cour des comptes ; spécificité de Paris [21 novembre 1986] (p. 6692, 6693) ; article 15 de la déclaration des droits de l'Homme (p. 6694).

— Conclusions des rapports de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : sur la proposition de loi organique de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (n° 434) et sur la proposition de loi de MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon visant à rétablir à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle (n° 435).

Première lecture, discussion générale commune : effet limité des propositions de loi sur l'efficacité de la justice ; retour partiel à la situation antérieure à la loi du 13 septembre 1984 ; ses observations sur l'âge des magistrats [3 décembre 1986] (p. 7068, 7069).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1987 (n° 484).

Première lecture, discussion générale : maintien du blocage des loyers commerciaux ; retour au décret de 1953 ; absence de risque de hausse des loyers [4 décembre 1986] (p. 7101) ; sortie du blocage des loyers (p. 7102).

Discussion de l'article unique : **après l'article unique :** mécanisme de retour à la liberté des loyers (p. 77106).

— Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 569).

Première lecture, discussion générale : impossibilité d'assimiler le terrorisme à une autre forme de criminalité ou de délinquance ; application de la peine de mort [18 décembre 1986] (p. 7785) ; nécessité d'une juridiction centralisée spécialisée ; inopportunité de confondre juridiction spécialisée et juridiction d'exception ; danger d'une situation de déni de justice ; application immédiate des lois de procédure (p. 7786).

WAGNER (Robert)

Député des Yvelines
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

WEISENHORN (Pierre)

Député du Haut-Rhin
R.P.R.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour la planification [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729).

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

Membre du conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la création de chambres des professions libérales (n° 11) [31 juillet 1986] (p. 3981).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) (industrie, postes et télécommunications et tourisme : industrie) [14 octobre 1986] (p. 4728]

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'**élection des conseillers municipaux** dans les communes de 3 500 habitants au plus **(n° 77)** [23 avril 1986].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1987** (n° 363) : tome X : **industrie, postes et télécommunications et tourisme : industrie (n° 400)** [9 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Discussion générale :* Rapporteur pour avis : allégement des charges des entreprises ; programme nucléaire ; création d'un marché commun de l'énergie ; pénétration de l'électricité dans l'industrie ; souplesse tarifaire ; maîtrise de l'énergie [31 octobre 1986] (p. 5612) ; crédits affectés à l'A.F.M.E. ; relations nouées par l'A.F.M.E. avec les régions ; action en faveur des réseaux de chaleur ; situation de l'industrie textile ; situation de l'industrie de la machine-outil (p. 5613).

WELZER (Gérard)

Député des Vosges
Apparenté socialiste

Secrétaire d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 108, posée le 2 octobre 1986 : **procédure pénale (instruction)** (p. 4331) ; appelée le 3 octobre 1986 : **lutte contre le terrorisme** : déclaration de M. le Garde des Sceaux sur l'instruction concernant Georges Ibrahim Abdallah (p. 4344, 4345).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 7).

Première lecture, discussion générale : **article 3 :** nécessité d'inclure les fruits de la participation dans le salaire servant de base pour le calcul des indemnités de licenciement ; situation du salarié licencié pour motif économique ; nécessité d'inclure les fruits de la participation dans le calcul de l'indemnité minimale de six mois de salaire ; danger de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [29 avril 1986] (p. 588) ; cas où les fruits de la participation font l'objet d'un versement constant (p. 589) ; évolution probable de la jurisprudence (p. 590) ; créance des sommes dues au titre de la participation devant être privilégiée sur les biens meubles et immeubles du débiteur (p. 592) ; sommes dues aux salariés au titre de la participation devant être payées de préférence à celles dues aux fournisseurs (p. 593).

— Projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109).

Première lecture, discussion générale : déclarations du 24 avril 1986 de M. Gattaz ; suppression immédiate du contrôle de l'origine économique du licenciement ; risque d'encourager les employeurs à des licenciements préventifs ; projet de loi engendrant une tentation de détournement de procédure ; attitude du groupe socialiste en 1975 ; information des partenaires sociaux ; délais de consultation ; insuffisance des sanctions pénales [29 mai 1986] (p. 1489).

Discussion des articles : **article 1er :** licenciement pour faute ne nécessitant pas une autorisation de l'inspection du travail ; employeurs n'ayant pas de motif économique pour licencier un employé n'osant pas présenter un dossier devant l'inspection du travail ; autorisation administrative de licenciement légitimant ce licenciement et protégeant l'employeur contre toute poursuite judiciaire que pourrait envisager l'employé licencié ; risque de voir se multiplier les procédures devant le conseil des prud'hommes [5 juin 1986] (p. 1739).

— Projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153).

Première lecture, discussion générale : propos de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch mettant en cause le ministre de l'intérieur en 1984 [2 juillet 1986] (p. 2762) ; insuffisances du projet de loi ; nécessité de réformer le code pénal ; notion de « charges réunies paraissant suffisantes » pour définir le champ d'application de la procédure de la comparution immédiate ; politique pénitentiaire ; nécessité des réductions de peine (p. 2763) ; volonté de ne pas « faire de cadeaux » aux prisonniers (p. 2764).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 54 (de suppression) (p. 2801) ; rejeté (p. 2803).

— Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité (n° 154).

Première lecture, discussion générale : législation sur les contrôles d'identité dans les principaux pays de la Communauté européenne ; sanctions du refus de présenter ses papiers d'identité ; antécédent constitué par l'article 8 de la loi du 27 novembre 1943 [3 juillet 1986] (p. 2839) ; texte créant une présomption de délinquance ; conséquence du projet sur la vie quotidienne des Français (p. 2840).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 16 (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) (p. 2850) ; rejeté (p. 2851).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200).

Première lecture, discussion des articles : **article 9 :** personnes ne pouvant faire l'objet d'un arrêté d'expulsion ; cas des mineurs ; imprécision du texte laissant toute liberté à l'autorité administrative [16 juillet 1986] (p. 3313) ; rédaction de l'article 9 enlevant toute leur substance aux interdictions d'expulsion fixées précédemment (p. 3314) ; appréciation par l'autorité administrative de la possibilité de subvenir à des besoins (p. 3319) ; effectivité de la participation à l'éducation des enfants ; absence de notion « d'autorité parentale partielle » (p. 3321) ; **article 13 :** interventions du Front national ou des partis de la majorité montrant les risques de dérapages du projet de loi ; intitulé du projet de loi pouvant devenir « projet relatif aux conditions d'entrée et de séjour des maghrébins en France » (p. 3353).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au conseil supérieur des Français de l'étranger (n° 342).

Première lecture, discussion générale : fonctions du conseil supérieur des Français de l'étranger ; mode de scrutin établi en 1982 ; statut des délégués des Français de l'étranger [3 octobre 1986] (p. 4364) ; conférence de presse de l'U.F.E. et de l'A.D.F.E. (p. 4365).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (de suppression) ; représentation des Français de l'étranger par des sénateurs socialistes ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 2 (précisant que l'élection a lieu à la majorité relative dans les circonscriptions à un seul siège) (p. 4369) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 11 (précisant que l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour dans les circonscriptions de deux sièges) ; modification du seuil d'application du scrutin majoritaire : rejeté (p. 4370) ; son amendement n° 12 (précisant que l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour dans les circonscriptions de trois sièges) : rejeté (p. 4371) ; ses amendements n° 6, 7 et 8 : devenus sans objet ; son amendement n° 9 (tendant à substituer la représentation proportionnelle au plus fort reste au système de répartition des restes à la plus forte moyenne dans le texte proposé pour l'article 8 de la loi du 7 juin 1982) ; panachage dans les petites circonscriptions ; rejeté ; son amendement n° 10 (tendant à limiter le nombre de suppléants dans les circonscriptions de plus de deux sièges) (p. 4372) ; rejeté ; (p. 4373).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale : questions :* évolutions du ministre au gré des sondages ; déclaration en sens contraire sur l'emprisonnement des toxicomanes ; l'affaire Abdallah ; l'éducation surveillée ; la libération prochaine de 5 à 8 000 détenus [27 octobre 1986] (p. 5374).

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* effets pervers du plan pour l'emploi des jeunes ; remise en cause des droits acquis ; droit à la retraite à soixante ans ; durée de la semaine de travail [5 novembre 1986] (p. 5885) ; demande au ministre une approche plus globale qui n'ignorerait aucun des éléments faisant la richesse de la vie sociale (p. 5886).

— Projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) et projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495).

Première lecture, discussion générale commune : déréglementation du droit du travail ; combinaison de la loi du 3 juillet 1986 avec le plan pour l'emploi des jeunes entraînant des embauches de remplacement [8 décembre 1986] (p. 7346) ; suppression de la légitimation implicite du licenciement par l'administration ; réforme des conseils de prud'hommes ; création d'une section spécialisée pour les licenciements pour motif économique sans élection de magistrats supplémentaires ; communication au juge des éléments d'information ; notion d'urgence ; multiplication des recours à expertise (p. 7347).

WILTZER (Pierre-André)

Député de l'Essonne
Apparenté U.D.F.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916).

WORMS (Jean-Pierre)

Député de Saône-et-Loire
Socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200 rectifié).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : fragilisation de la situation de l'ensemble de la population étrangère [10 juillet 1986] (p. 3134) ; documents relatifs aux moyens d'existence ; affaiblissement des moyens offerts à tout étranger pour faire valoir ses droits ; immigrés clandestins étant souvent entrés en tant que touristes sur le territoire (p. 3135).

Commission mixte paritaire, discussion générale : obligations vis-à-vis des étrangers visant en France ; impossibilité de tarir l'immigration clandestine ; déstabilisation des communautés étrangères à cause du projet de loi ; difficulté psychologique créée par le projet vis-à-vis des Français d'origine étrangère [7 août 1986] (p. 4139).

Z

ZELLER (Adrien)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac). Décret du 20 mars 1986 [*J.O.* du 21 mars 1986] (p. 4863).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— M. Jacques Roux : situation des Cotorep : reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ; placement professionnel ; délivrance des cartes d'invalidité et attribution de l'allocation pour adultes handicapés [21 mai 1986] (p. 1003) ; délais d'attribution de l'allocation compensatrice ; inefficacité des dispositions prises par M. Jack Ralite en 1984 ; volonté du Gouvernement de définir les moyens nécessaires au bon fonctionnement de ces organismes (p. 1004) ;

— Mme Jacqueline Osselin : non revalorisation des retraites : maintien du pouvoir d'achat des pensions ; déficit de l'assurance vieillesse [28 mai 1986] (p. 1336-1337) ;

— M. Michel Ghysel : lutte contre la pauvreté : priorité au problème de l'emploi ; action en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée ; volonté de sortir du cadre de l'assistance ; élaboration d'une politique d'ensemble [8 octobre 1986] (p. 4455) ;

— M. Jacques Barrot : traitement des nouvelles formes de pauvretés liées, notamment, à la situation des « fin de droits » : établissement d'une stratégie globale rendant cohérent le programme mis en place ; politique de l'emploi ; opération pilote en cours en Ille-et-Vilaine pour faire sortir du cadre de l'assistance les personnes sans ressource [15 octobre 1986] (p. 4756) ; coordination de toutes les forces disponibles (p. 4757) ;

— M. François Bachelot : qualité des prestations sociales : appréciation des taux d'invalidité par les médecins compétents ; indépendance des Cotorep ; révision nécessaire des barèmes d'évaluation des invalidités ; barèmes qui datent de la guerre 1914-1918 ; modification des comportements ; appel à l'effort général des assurés, prescripteurs et gestionnaires [29 octobre 1986] (p. 5487) ;

— Mme Muguette Jacquaint : prestations de sécurité sociale et retraites complémentaires : progression des prestations versées par la sécurité sociale ; risque d'un blocage du système en raison de l'écart croissant entre les dépenses et les recettes de l'assurance maladie ; réexamen des situation pouvant conduire à des anomalies ou à des excès ; concertation avec la C.N.A.M. ; négociation sur les retraites complémentaires entre les partenaires sociaux gestionnaires de l'A.R.R.C.O. ; sauvegarde des régimes d'assurance vieillesse par répartition [12 novembre 1986] (p. 6141) ;

— M. Jacques Baumel : programme de création de maisons de retraite médicalisées : création d'une commission nationale d'études sur les personnes âgées dépendantes ; création de places supplémentaires dans les services de soins à domicile ; déduction fiscale en faveur des personnes âgées employant des aides à domicile ; augmentation des crédits relatifs à la transformation des hospices ; prêts locatifs aidés ; prêts sans intérêt de la caisse nationale d'assurance vieillesse ; mesures relevant de la compétence des départements [26 novembre 1986] (p. 6787).

orales sans débat :

— M. Pierre Pascallon (n° : 16) : emploi dans la région d'Issoire et du Val-d'Allier : maintien de l'activité de Cegedur à la suite de l'accident ; réorganisation de Ducellier, filiale de Valeo ; participation du groupe C.I.R. de M. De Benedetti au capital de Valeo [23 mai 1986] (p. 1084-1085).

— M. Olivier Marlière (n° 21) ; laminoir d'Unimetal-Trith-Saint-Léger : rationalisation menée par le groupe Sacilor ; avenir du secteur des produits longs [23 mai 1986] (p. 1085) ; mission confiée à M. Jean Gandois pour établir un diagnostic de la situation des groupes Sacilor et Usinor (p. 1086) ;

— M. Joseph-Henri Maujouän-de-Gasset (n° 25) : pension d'invalidité et de retraite au titre de l'inaptitude pour les agriculteurs : assouplissement des conditions d'octroi permettant aux agriculteurs obligés de recourir à de la main-d'œuvre temporaire de bénéficier d'une pension [23 mai 1986] (p. 1086-1087) ;

— M. Jean Jarosz (n° 23) : groupe Vallourec : dépression du marché des tubes sans soudure ; groupe allemand concurrent Mannesmann ; étude d'un plan social [23 mai 1986] (p. 1088-1089) ;

— M. Loïc Bouvard (n° 57) : situation des préretraités : ses contacts avec le président de la Fédération interdépartementale de défense des intérêts des préretraités et retraités assimilés ; gestion des dossiers par l'U.N.E.D.I.C. ; difficultés financières de l'assurance maladie ; études en cours [6 juin 1986] (p. 1833) ;

— M. Lucien Richard (n° 35) : application de la loi sur les handicapés : durcissement de l'attitude des Cotorep ; handicaps mentaux ; détournement de procédure par des chômeurs en fin de droits [6 juin 1986] (p. 1834) ; délais d'instruction des dossiers ; réexamen des modalités de fonctionnement des Cotorep et des commissions départementales d'éducation spécialisée ; affiliation à l'assurance vieillesse des mères d'enfants handicapés (p. 1835) ;

— M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset (n° 46) : accidents du travail dans l'artisanat : indemnisation de la victime ; assurance des employeurs contre la faute inexcusable d'un de leur préposé ; garantie pour l'employeur contre les conséquences financières de la faute inexcusable [13 juin 1986] (p. 2189, 2190) ;

— M. Bernard-Claude Savy (n° 102) : sécurité sociale : remèdes au déficit de l'assurance maladie ; prise de responsabilité des assurés et des prescripteurs ; économies de gestion ; adaptation des effectifs [3 octobre 1986] (p. 4336) ; association du Parlement à la réforme ; maîtrise des dépenses (p. 4337) ;

— M. André Lajoinie (n° 107) : lutte contre le chômage : bilan de la gestion de M. Ralite ; levée des contraintes pesant sur les entreprises ; recherche d'emplois nouveaux ; réforme en préparation de l'A.N.P.E. ; stage de formation pour les chômeurs de longue durée [3 octobre 1986] (p. 4346) ;

— M. Jacques Fleury (n° 146) : handicapés adultes âgés : accueil de jeunes handicapés adultes dans des foyers de vie dont le développement incombe aux départements compétents en matière d'aide sociale ; centres d'aide par le travail et allocations aux adultes handicapés financés par l'Etat ; dépenses de fonctionnement des maisons d'accueil couvertes par la sécurité sociale ; médicalisation de certain

foyers de vie ; malentendu, dans le département de la Somme, à propos du séjour des handicapés dans des établissements pour malades mentaux [5 décembre 1986] (p. 7131).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement des retraites et des pensions (259).

Première lecture, discussion générale : déficit des comptes de la sécurité sociale ; retraite à soixante ans et problème de l'assurance vieillesse ; manipulation de trésorerie expliquant l'excédent comptable de 1985 ; efficacité administrative de la sécurité sociale ; rapport Tabah ; nécessité de recourir à des ressources exceptionnelles ; excès de certains remboursements au titre d'assurance maladie [24 juillet 1986] (p. 3853) ; droits des travailleurs ayant occupé des emplois pénibles de partir dès l'âge de soixante ans ; possibilité d'un système de retraite progressive ; compensation démographique entre les régimes ; problème de la capitalisation (p. 3854).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : ses observations [25 juillet 1986] (p. 3868) ; renforcement de la représentation du Parlement à la commission des comptes de la sécurité sociale (p. 3869).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Discussion générale :* problème des personnes âgées dépendantes ; autorisations de programme relatives à la transformation des hospices ; financement des maisons de retraite ; nécessaire développement des services de soins à domicile ; aide ménagère à domicile ; situation des personnes handicapées ; nécessaire création des services d'appui nécessaires à l'intégration scolaire des enfants handicapés ; maisons d'accueil et foyers d'accueil spécialisés ; absence d'instruction ou de pression sur le fonctionnement des C.O.T.O.R.E.P. ; lutte contre la pauvreté et la précarité ; situation financière de la sécurité sociale ; situation de l'assurance vieillesse ; réforme du mode d'indexation des pensions ; révision de la liste des vingt-cinq maladies ouvrant droit à un remboursement intégral [6 novembre 1986] (p. 5933) ; inopportunité d'une prise en charge à 100 % de situations ne correspondant pas à des maladies longues et coûteuses ; critique les réformes du précédent Gouvernement sur l'assurance maladie ; régime local d'Alsace-Lorraine ; risque entraîné par une fiscalisation du financement des prestations familiales ; état des comptes de la sécurité sociale devant être publié régulièrement (p. 5934) ; rôle des administrateurs des caisses de sécurité sociale (p. 5935).

Répond à la question de :

— *M. François Bachelot :* évolution moyenne des honoraires des infirmiers et infirmières (p. 5938) ;

— *M. Jean-François Jalkh :* régime social des immigrés clandestins ; législation de la sécurité sociale sanctionnant l'immigration clandestine ;

— *M. Charles de Chambrun :* caractère préoccupant du niveau atteint par les cotisations sociales ; nécessaire réforme de l'assurance vieillesse (p. 5939) ;

— *M. Jean-Claude Dalbos :* harmonisation de l'ensemble des dispositifs de prise en charge des personnes restant à domicile (p. 5942) ;

— *M. André Durr :* poursuite de la mensualisation du paiement des pensions (p. 5943) ; dispositif retenu permettant aux pensionnés de bénéficier en fait d'un flux régulier de ressources ; conséquences fiscales et sociales de la mensualisation pour certaines personnes âgées (p. 5944) ;

M. Loïc Bouvard : inégalité considérable existant entre les veuves selon leur régime social (p. 5946) ; dispositif d'action contre la pauvreté et la précarité pouvant s'appliquer dès les prochains mois au cas des jeunes veuves (p. 5947) ;

M. Georges Bollengier-Stragier : fonction des services de soins à domicile ; rappelle que le bénéfice de ces soins peut être octroyé à des personnes âgées de moins de soixante ans (p. 5947) ;

M. Christian Baeckeroot : rôle de la commission de sauvegarde de l'assurance vieillesse ; problème de l'indexation des pensions (p. 5949) ;

M. Edouard Frédéric-Dupont : situation des personnes âgées dépendantes ; politique de l'Etat concernant les auxiliaires de vie ; système du double prix permettant la répartition de la charge entre les familles, les collectivités locales et l'assurance maladie ;

M. Jean-Pierre Sueur : financement des curatelles d'Etat (p. 5950) ;

Mme Christiane Papon : réforme du mode de financement des prestations familiales ; utilisation des exonérations de cotisations sociales fiscalisées (p. 5952) ;

Mme Muguette Jacquaint : plan d'épargne en vue de la retraite constituant un mécanisme fiscal destiné à la fois à encourager l'épargne longue et à offrir aux Français qui le souhaitent la possibilité d'épargner en vue d'améliorer le niveau de leur retraite (p. 5953) ; avenir des régimes complémentaires ;

M. Pierre Chantelat : maintien de la subvention pour les auxiliaires de vie ; sa réflexion permettant d'introduire plus de cohérence dans l'ensemble du dispositif d'aide à domicile (p. 5954).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : paiement des frais d'hôtellerie dans un système hospitalier libéral [5 décembre 1986] (p. 7165) ; grands principes du plan de rationalisation de l'assurance maladie ; installation prochaine d'une commission pour les personnes âgées dépendantes ; suppression de la franchise postale ; Gouvernement n'entendant en aucune manière remettre en cause des exonérations existantes en matière de forfait hospitalier ; problème des veuves ; conditions de départ à la retraite des Français ; politique du précédent Gouvernement en matière de sécurité sociale (p. 7185) ; avenir de la protection sociale (p. 7186).

Discussion des articles : **article 1er** : institution d'une condition de résidence pour l'attribution de certaines prestations de solidarité ; accords de réciprocité passé par certains états européens avec la France [6 décembre 1986] (p. 7217) ; inopportunité que se créent des courants artificiels d'entrée dans le pays ; coût des prestations de solidarité visées par cet article ; prend l'engagement de régler les problèmes pouvant se poser au niveau des Français de l'étranger (p. 7218) ; allocation du Fonds national de solidarité ; allocation pour adulte handicapé n'étant jamais versée à des étrangers ; absence de distinction entre les salariés selon leur nationalité dans les prestations relevant du système de la sécurité sociale (p. 7219) ; travailleurs cotisant à la sécurité sociale n'étant nullement concernés par le dispositif prévu par l'article ; nécessité d'éviter que les dispositifs nationaux de solidarité financés sur le budget de l'Etat soient pervertis (p. 7220) ; **article 6** : incohérence actuelle de la prise en charge des personnes âgées dépendantes dans le domaine hospitalier ; rationalisation de l'assurance maladie visant à la responsabilisation et au retour aux sources de la sécurité sociale (p. 7223) ; budget de 1987 prévoyant une hausse de 39 % des crédits d'urbanisation des hospices ; nécessité d'une meilleure prise en charge des personnes âgées dépendantes ; participation des assurés devant être la même dans tous les établissements ayant le même régime (p. 7224) ; **après l'article 7** : conditions d'affiliation au régime général (p. 7227).

ZUCCARELLI (Emile)

Député de Haute-Corse
Apparenté socialiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152).

Contestation de son élection [2 avril 1986] (p. 54).

Annulation de son élection : décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 [8 juillet 1986] (p. 3005).

Réélu le 24 août 1986 [*J.O.* du 29 août 1986] (p. 10526).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203) [*J.O.* du 7 octobre 1986] (p. 12011).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 et état A** : dotation en capital à la Régie Renault et à la sidérurgie ; entreprises étant incitées à embaucher des jeunes et non à créer des emplois ; sincérité du budget pour 1986 ; réduction des crédits de la recherche [27 mai 1986] (p. 1269) ; recherche ayant été sacrifiée à une démonstration politicienne à courte vue (p. 1270).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant réforme du régime juridique de la presse (n° 98).

Première lecture, discussion générale : soutient la motion de renvoi en commission déposée par M. Pierre Joxe ; situation des entreprises de presse face à l'existence des autres médias ; diversification des supports de l'écriture ; ordonnance de 1944 ayant été édictée dans le souci principal de soustraire la presse française aux puissances financières étrangères ; nouvelles techniques financières rendant inopérantes les dispositions en vigueur [12 juin 1986] (p. 2153) ; rôle et responsabilité des journalistes dans l'entreprise ; notion de publication de presse ; suppression de la notion de contrôle ; suppression de l'obligation de publier les comptes de la société éditrice et l'indication du responsable de la rédaction ; proposition de loi abrogeant la notion de transparence remontante et lui substituant celle de transparence raisonnable ; notion d'équipe rédactionnelle ; droit à l'information du citoyen ayant été défini par la décision du Conseil constitutionnel des 10 et 11 octobre 1984 ; exercice du droit de communication constituant une liberté fondamentale ; légitimation de la création de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse par le Conseil constitutionnel (p. 2154) ; problèmes majeurs de la presse demeurant d'ordre économique ; article 39 *bis* du code des impôts étant réservé aux entreprises faisant des bénéfices ; nécessité de la création d'un fonds de développement des entreprises de presse ; aides à la diffusion ; faible développement du portage à domicile en France ; rapport de la Cour des comptes remis au président de la commission des finances en septembre 1985 ; nécessité d'une loi multi-médias définissant les limites et les incompatibilités permettant de ne pas voir s'instaurer des concentrations abusives sur le plan région et sur le plan national (p. 2155) ; demande le renvoi à la commission des affaires culturelles (p. 2156).

Discussion des articles : **article 1er** : nécessaire extension de l'article 1er à l'ensemble des entreprises de communication (p. 2167).

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Première lecture, discussion générale : réduction des impôts directs ; nécessité du traitement social du chômage ; objectif d'un minimum vital pour les chômeurs fixé par référence au S.M.I.C. ; insuffisance de l'effort de formation dans le budget ; amputation des crédits de la politique industrielle et de la recherche [14 octobre 1986] (p. 4722).

Première partie :

Discussion des articles : **article 8** : fonctionnement des centres de gestion et associations de gestion agréées [16 octobre 1986] (p. 4911) ; **après l'article 7** : dépôt tardif de l'amendement du Gouvernement ; allégement des charges des entreprises [17 octobre 1986] (p. 5015) ; contrepartie de cet allégement ; modification à concurrence du prélèvement effectué sur le budget annexe (p. 5016).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transport. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Discussion générale : questions :* danger de la réglementation dans les transports aériens ; application des principes conjoints de service public et de concurrence aux liaisons aériennes de la Corse [28 octobre 1986] (p. 5450).

Intérieur. — *Discussion générale : questions :* lutte contre le banditisme et le terrorisme en Corse [7 novembre 1986] (p. 6022) ; lutte contre les incendie de forêts dans les régions méditerranéennes ; problème du débroussaillage (p. 6026).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483).

Première lecture, discussion générale : prise en charge par l'Etat de la moitié de la cotisation minimale annuelle au régime d'assurance maladie due par les correspondants locaux non salariés de la presse régionale et départementale d'information politique et générale et des vendeurs colporteurs de presse justifiant d'un contrat de mandat avec des éditeurs dépositaires ou diffuseurs de presse ; nécessité de développer le portage des journaux à domicile [5 décembre 1986] (p. 7180).

Discussion des articles : **article 8** : transfert des crédits de la lutte antivectorielle aux départements ; problème de lutte antipaludique en Haute-Corse ; nécessité que l'adoption de l'article n'écarte pas la possibilité de caution ou par départements par convention la mise en œuvre de cette action [6 décembre 1986] (p. 7233) ; son amendement n° 47 (possibilité d'une exécution de la loi antivectorielle par les départements) ; inopportunité que la loi interdise que l'ensemble des moyens de lutte puissent être regroupés puis confiés éventuellement pour exécution aux départements ; retiré (p. 7234).

Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75015 Paris